



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>

WIDENER LIBRARY



HX 66PY 2

70 2-1-10 2377
-5-2
Harvard College Library



FROM THE FUND BEQUEATHED

BY

CHARLES SUMNER

(Class of 1830)

SENATOR FROM MASSACHUSETTS

"For books relating to Politics and Fine Arts"



* Sutton Sharpe.

January 1890

R É V O L U T I O N

F R A N Ç A I S E.

T A B L E A L P H A B É T I Q U E

D U M O N I T E U R ,

D E 1787 jusqu'à L'AN 8, de la République (1799.)

R É V O L U T I O N

F R A N Ç A I S E.

TABLE ALPHABÉTIQUE DU MONITEUR,

DE 1787 jusqu'à l'AN 8, de la République (1799.)

T O M E T R O I S I È M E.

NOMS DES VILLES.



A P A R I S ,

Chez GIRARDIN, Éditeur et Propriétaire, au Cabinet Littéraire, Palais du Tribunat, Galerie des
Bons-Enfans, N^o. 156.

Des Presses de J. E. CHARLES, Imprimeur, rue Guénégaud, vis-à-vis la Monnaie, N^o. 18.

AN X DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE. (1802.)

2827
41

Fr 13 25.40



Summer fund



T A B L E

ALPHABÉTIQUE

DU MONITEUR,

Classée par noms d'Hommes et de Pays, et par titres de Matières.

SECONDE PARTIE.

N O M S D E S P A Y S.

A,

ABBAYE (l'), maison de détention à Paris, AN 1791. Décret pour la translation à Orléans des prisonniers qui y sont détenus, 70. — AN 1792. Mas-

Table alphabétique.

sacres au 2 septembre dans ses prisons, 248 et 250.
(Voyez DEUX-SEPTEMBRE.)

ABBEVILLE. AN 1790. Décret qui y autorise une taxe extraordinaire pour le soulagement des ouvriers, 64. — AN 1791. Emeute populaire apaisée par les officiers municipaux, 321. — AN

1792. Adresse de la municipalité applaudissant au veto exercé par Louis XVI, 179. — AN II. 1793. Arrestation, dans cette ville, d'une parente de Pitt, 18. — Mention honorable de la conduite des officiers municipaux, 45. — AN III. Changement demandé par cette commune aux articles constitutionnels sur le placement des tribunaux et administrations, 326. — AN VI. Discussion et ordre du jour sur une affaire d'assemblée primaire, 194.

ABRUZZE (l'), province du royaume de Naples. AN VI. Mécontentement des habitans, occasionné par la défense du roi de sortir du royaume pour mener paître leurs troupeaux dans les états de Rome, 344.

ABOUKIR. AN VI. Nouvelle du combat naval qui a eu lieu dans sa rade entre l'escadre de Brueys et la flotte anglaise, 360. — AN VII. Autres détails, 4. — Etat de la rade à la suite de ce combat, 8. — Perte des Français et des Anglais, 21. — Détails à ce sujet publiés par l'amiral Nelson, 25. — Autres par le capitaine Lejoille, 32. — Autres par Bonaparte, 33. — Rapport sur la belle défense du *Guerrier*, 38. — Belle conduite du vaisseau *le Tonnant* dans cette affaire, 39.

ACADIENS (les). AN 1791. Compte demandé au ministre de l'intérieur des causes du retard apporté au paiement de leurs pensions, 322. — Réponse de ce ministre, 326. — AN 1792. Décret pour le paiement des secours qui leur ont été accordés, 127.

ACQUI, ville d'Italie. AN VII. Défaite de ses révoltés, 176. — L'insurrection y est entièrement apaisée, 180. — Est prise par le général Suchet, 334.

ACRE (SAINT-JEAN-D'). AN IV. Notice sur son pacha, surnommé Dgezzar ou le Carnassier, 232. — AN VII. Correspondance de Bonaparte avec ce gouverneur, 186 et 283. — Est assiégé par l'armée française, 280. — Lettre de Bonaparte au pacha de Syrie pour l'engager à lui livrer la place ; réponse du pacha qui préfère être enseveli sous ses ruines, 283. — Détails de la marche des Français sur cette ville, 298. — Particularités sur le siège, 304 et 305. — Lettre de Dgezzar-Pacha sur sa levée, 359. — Rapport de trois soldats arrivés d'Egypte, annonçant la prise de cette place, 362.

ADIRAN (canton de l'), département de l'Isère. AN IV. Décret qui annule ses élections, 237.

AFRIQUE (l'). AN 1789. Voyages de Vaillant dans l'intérieur de ce pays, 126 et 131.

AFRIQUE (les négocians de la compagnie d'). Voyez COMPAGNIE D'AFRIQUE.

AGDE. AN III. La société populaire de cette commune dénonce Boisset aux Jacobins de Paris, 26.

AGEN. AN I.^{er} 1793. Décret qui accorde des fonds à cette commune pour subsistances, 157. — AN VI. Rapport en faveur de l'élection qui remplace son agent municipal Raymond, ex-noble, 322.

AGENOIS (l'). AN 1790. Troubles dans cette province au sujet des biens féodaux, 35.

AGRA. AN II. 1794. Son évêque, chef de vendéens, est pris dans la déroute du Mans ; jugé et exécuté à Angers, 109 et 110.

AIGUES-MORTES. AN VII. Retour de la Méditerranée contre ses murs, 102.

AIN (département de l'). AN 1790. Demande à l'administration de ses vues sur la réduction des districts, 289. — AN 1791. Détails de sa situation, 197. — AN 1792. Son directoire manifeste des inquiétudes relativement aux mouvemens des troupes autrichiennes, 131. — Un décret annule ses arrêtés portant défense d'exporter vins, grains et bestiaux, 144. — Autre approuvant sa conduite relativement à la formation et à l'équipement des bataillons de volontaires, 287. — AN I.^{er} 1793. Une députation demande qu'on précise ce qu'on doit entendre par gens suspects, et qu'on décrète la responsabilité des commissaires de la convention, 141. — Une autre réclame la liberté de cinq cents individus arrêtés par les commissaires Amar et Merlino, 151. — Décret qui met en liberté les administrateurs de ce département, 190. — AN II. 1794. Compression du fanatisme et des faux patriotes, 110. — Décret sur les administrateurs et citoyens qui ont été traduits à la commission de Lyon, 150. — Opérations d'Albitte, 174. — Lettres y relatives adressées aux Jacobins et à la commune de Paris, 185 et 186. — Dénonciation aux Jacobins des persécutions exercées contre les patriotes de ce département, 356. — AN III. Mis-

sion de Boisset ; lettres y relatives écrites par ce représentant et par la société populaire de Gex, 5 ; 19 et 121. — Plaintes contre la protection accordée par Jagot à quelques-uns des habitans , 254. — AN IV. Empressement pour y payer les contributions , 67. — Réclamation des administrateurs contre Reverchon , 198. — AN V. Annulation de ses élections au 18 fructidor , 350. — AN VI. Projet de retrancher quatre cantons pour les réunir au nouveau département du Léman , 313. (*Voyez BOURG et LÉMAN.*)

AISNE (département de l'). AN 1790. L'administration dénonce un arrêté du conseil contre le séquestre des biens de l'abbaye de Saint-Quentin , 318. — AN 1791. Grégoire est demandé par les sociétés populaires pour en être l'évêque , 29. — Adresse sur la fuite du roi , 186. — Rapport sur la mission des commissaires envoyés dans ce département , 214. — AN 1792. Troubles apaisés par les administrateurs et la gendarmerie , 69. — Lettre du directoire , portant que le ministère n'a pas sa confiance , 133. — Avances demandées pour ce département , 136. — Cinq administrateurs transmettent une adresse contre le 20 juin , 183. — Leur réquisition à Lafayette de marcher sur Paris , 232. — On y délibère pour faire arrêter ce général rebelle aux décrets du 10 août , 235. — Rapport des commissaires en mission , 260. — Envoi de nouveaux pour y rétablir l'ordre , 306. — Lettre sur la conduite héroïque du premier bataillon de ce département , 318. — AN 1.^{er} 1793. La procédure instruite par son tribunal contre les citoyens de Chaulny , est suspendue par décret , 164. — La députation de ce département dénoncée par la commune de Soissons , 178. — Proposition d'arrêter ladite députation opposante au 31 mai ; rétractation d'un de ses membres , 182. — Collot-d'Herbois , Isoré , Lequinio et Lejeune y vont en mission , 214. — Les administrateurs annoncent qu'ils ont fait publier la proclamation pour la levée en masse , et qu'elle a produit un grand effet , 233. — Approbation d'un arrêté des commissaires de la convention , ordonnant l'arrestation de tous les ci-devant nobles , excepté les femmes de plus de cinquante ans , les hommes de plus de soixante et les enfans au - dessous de

dix-sept , 241. — Autres opérations des députés en mission , 244. — AN II. 1794. Décret qui annule les arrêtés pris par ce département concernant Victor Peltier , 353. — AN III. Opérations du représentant Pérard , 68. — Autres d'André Dumont , 181. — AN IV. Son école centrale est replacée à Soissons , 165. — AN VI. Décret pour l'établissement d'un cinquième tribunal de police correctionnelle , 14 et 25. — AN VII. Autre qui en distrait les huit communes formant le canton d'Orbais , 114.

AIX. AN 1789. Sa députation noble vote la vérification commune des pouvoirs , 2. — Son parlement adhère aux principes de l'assemblée sur l'ordre judiciaire , 42. — Cette ville réclame la continuation du séjour du régiment de Lyonnais ; détails sur la conduite généreuse de son commandant , 103. — AN 1790. Décret pour y construire le palais de justice , 298. — Liquidation des offices de la chambre des comptes , 323. — Troubles et meurtres dans cette ville , 354. — Des commissaires civils y sont envoyés avec des forces pour y rétablir l'ordre , 356. — AN 1791. Réclamation en faveur des personnes y détenues ; décret à ce sujet , 21. — Réponse du tribunal du district aux inculpations dirigées contre lui par Dandré , 41. — Décret qui l'autorise à statuer sur l'élargissement provisoire des prisonniers , 69. — Roux , curé , en est nommé l'évêque , 72. — Autre décret qui autorise les commissaires , envoyés dans cette ville , à requérir la force armée pour y rétablir la tranquillité , 93. — Pétition des officiers de la chambre des comptes pour la conservation de leurs pensions , 119. — Rapport sur les événemens qui s'y sont passés , 144. — AN 1792. Affaire du régiment d'Ernest , désarmé par les citoyens de cette ville , 70. — AN 1.^{er} 1793. Adresse qui dénonce à la convention le procureur de cette commune , un notable et plusieurs députés , 173. — AN II. 1794. Une députation de la société populaire réclame contre la qualification de *Queue de Robespierre* , qui lui est donnée , et justifie le représentant Maignet , 352. — AN III. Translation dans cette ville de l'administration centrale et du tribunal criminel du département , 128. — AN VI. Nouveaux assassinats

qui y sont commis , 296. — AN VII. Découverte dans ses environs d'une urne cinéraire antique , contenant des objets précieux , 183. — Proclamation du général Quantin pour inviter les patriotes à se trouver aux élections , 193. — Assassinat d'un conscrit par quatre infirmiers de l'hospice civil , 218.

AIX-LA-CHAPELLE. AN 1792. Décret qui indemnise ses habitants des brigandages commis par les armées , 363. — AN I.^{er} 1793. Annonce de son évacuation par les troupes françaises , 65. — AN III. Sa prise par l'armée de Sambre-et-Meuse , 12. — Exécution de six grenadiers français , auteurs d'une rébellion , 359. — AN VI. Prestation du serment de fidélité à la république française par le sénat , la cour des échevins , etc. , 83. — Délivrance d'une victime monacale , 126. — AN VII. Désarmement des habitants , 84. — La nouvelle de celui du pays de Juliers est démentie par l'administration centrale , 104.

AJACCIO, en Corse. AN I.^{er} 1793. La municipalité avoue aux commissaires de la convention qu'elle a été induite en erreur , relativement aux projets qu'on leur attribuait de couronner d'Orléans , 184. — AN VI. Conspiration royaliste découverte dans cette commune , 34. — AN VII. Nouvelle d'un ordre donné par le roi de Sardaigne de traiter les vaisseaux français en ennemis , 345.

ALAIS. AN 1790. Confédération des gardes nationales , 122. — AN 1791. Translation dans cette ville de cinq prisonniers de Jalès , 87. — AN III. Lettre du commandant du fort en faveur de la garde nationale de Tanargue , 58.

ALAN, département de la Meurthe. AN IV. Décret qui annule l'élection de son président municipal , 334.

ALBANIE (l'). AN VI. Ses troubles , 123. — AN VII. On y recrute pour le roi de Naples , 183.

ALBANO. AN VI. Insurrection dans cette ville , 188.

ALBERT. AN II. 1794. Rapport et décret sur l'incendie de cette commune , 244.

ALBINGA. AN III. Le quartier - général de l'armée d'Italie y est transféré , 304.

ALBY. AN 1790. Etablissement d'un tribunal de commerce , 335.

ALDUDES (les). AN II. 1794. Sont prises par l'armée des Pyrénées-Occidentales , 263.

ALENÇON. AN 1789. Détails sur l'arrestation dans cette ville du vicomte de Caraman ; pièces à ce sujet , 75 et 76. — Annonce de la réconciliation de la ville avec les chasseurs de Picardie , et décret de félicitation à ce sujet , 77. — Détails sur l'arrestation desdits chasseurs , 80. — AN 1790. Etablissement d'un tribunal de commerce , 310. — AN 1791. Désaveu de la noblesse de ce bailliage de la protestation faite par Vrigny , son député , 1. — Mathias , ex-curé , en est nommé évêque , 63. — Adresse de cette commune à l'assemblée nationale , 181. — AN II. 1794. La société populaire demande l'incarcération de tous les prêtres , 170. — AN III. Rétablissement de ses communications interrompues avec le Mans , la Flèche et Angers , 283.

ALEXANDRIE, en Piémont. AN 1791. Dénonciation contre le consul de cette ville , 109. — AN IV. Emeute relative aux grains , 14. — AN VII. Autre , et commission militaire pour en juger les auteurs , 131. — La citadelle se rend aux Français , 327.

ALEXANDRIE, en Egypte. AN VI. Approvisionnement des magasins pour recevoir les troupes qui y sont attendues , 316. — Arrivée de la flotte française aux ordres de Brueys , 333. — Fermentation extraordinaire à Constantinople , au bruit de la prise de cette ville par les Français , 341. — Lettre annonçant que le débarquement de l'armée d'Orient aux ordres de Bonaparte , s'est effectué le 13 messidor , 360. — AN VII. Déclaration du muphti et des principaux chefs de cette ville , au nom des habitants ; relation de sa prise , 30. — Est inutilement bombardée par les Anglais , 211.

ALFORT (Ecole vétérinaire d'). AN 1790. Décret relatif à ses dépenses , 229. — AN 1792. Autre de même nature , 145. — AN VII. Discours de François , de Neufchâteau , lors de la distribution des prix , 195.

ALGER (la régence d'). AN 1789. Présent d'une frégate fait à son dey par la France , 109. — AN

1790. Son traité avec cette puissance, 117. — Demande réparation des outrages faits à son pavillon sur les côtes de Provence, 234. — AN 1791. Mort du dey; dispositions favorables de son successeur; décret qui met une frégate française à sa disposition pour annoncer son inauguration à la Porte, 230 et 231. — Continuation du siège d'Oran, 237. — Guerre avec le nouveau dey, annoncée par le consul français, 309. — Sémonville lui renvoie des prisonniers, 325. — Succès des négociations de paix, 333. — AN 1792. Obtient de l'Espagne la cession des forts d'Oran et de Musalquivir, 47. — Décret sur le traité fait pour la délivrance des esclaves à Alger, 67. — Sa paix avec la Suède, 198 et 242. — AN I.^{er} 1793. Déclare la guerre à la Hollande, 61. — Conclut un traité avec la république française, 169. — AN II 1793. Refuse des grains aux Anglais et aux Espagnols, 63. — AN IV. Sa paix avec le Portugal et les Etats-Unis, 17. — Son traité avec cette dernière puissance, 247. — AN VI. Fait saisir vingt bâtimens espagnols, naviguant avec des passe-ports marocains, 216. — Envoi près de cette résidence de Dubois-Thainville, en qualité de consul général français, 356. — AN VII. Détails de l'arrestation du consul français, et de tous les autres qui ont été mis à la chaîne, 134. — Vol chez son envoyé à Paris, 146. (*Voy. ABUCKAYA et BONNARD.*) — Le gouvernement français lui déclare la guerre, 151. — Représailles dont on use envers son envoyé à Paris, 161.

ALLAIRE, département du Morbihan. AN VII. Sa mise en état de siège, 91.

ALLEMAGNE. AN 1789. Mouvemens militaires dans l'Empire, 94. — Préparatifs en Westphalie, 106. — Conseils et menaces du gouvernement envers le peuple, 109. — Mouvemens divers contre le pouvoir arbitraire, 111. — Projets d'une coalition pour garantir la tranquillité de l'Empire, 119. — AN 1790. Dispositions hostiles de la diète de Ratisbonne, 4. — Marche des troupes exécutrices des cercles sur Liège, 226. — Détails, 228. — Fermentation dans l'Empire, 275. — Nouvelles, 277. — Entrée et couronnement de l'empereur à Francfort, 289. — Le collège électoral lui adresse une pétition contre les réformes qui ont lieu en

France, 349. — AN 1791. Mouvemens militaires dans cette contrée, 44. — Préparatifs de guerre; mécontentement des habitans contre les émigrés, 88 et 109. — Etat des forces impériales, 159. — Marche des troupes, 162. — Conjectures sur une guerre prochaine, 183. — Incertitude des Etats sur la manière de former leurs réclamations, 259. — Aperçus politiques sur les guerres d'Empire, 262. — Sensation causée dans ce pays à l'occasion de l'acceptation de la constitution par Louis XVI, 306. — Décret pour faire cesser les enrôlemens qui s'y font contre la France, 334 et 335. — Sa situation relativement à la révolution, 346. — AN 1792. Sa coalition contre la France, 3. — Préparatifs sur le Rhin, 7. — Ordre donné aux officiers impériaux de rejoindre leurs corps, 22. — Avertissement aux villes impériales de se mettre en état de défense, 28. — Article intitulé: *Alliance littéraire entre l'empereur et le roi de Prusse*, 32. — Plan de contre-révolution en France, 35. — Prohibition des écrits sur la révolution française, 36. — Activité des préparatifs militaires; entrée de Français au service de l'Empire, 37. — Intrigues entre les chefs des émigrés et les cours d'Allemagne, 38. — Travaux et utilité des écoles d'industrie, 41. — Dispositions militaires contre la France, 55 et 70. — Ordre donné au corps d'armée destiné pour l'Autriche antérieure, de se tenir prêt à marcher, 109. — Rupture des assemblées des villes souveraines, formées à l'occasion du traité de Pilnitz, *ibid.* — Bruits de l'assassinat projeté de plusieurs rois, 121. — Marche des Prussiens et des Hongrois sur le Rhin, 125. — Rapport des généraux coalisés, sur les premières hostilités contre la France, 129. — Préparatifs pour l'élection du chef de l'Empire, 135. — Réquisition de troupes faite aux différens cercles, 141. — Les non-catholiques s'intéressent aux succès des Français, 147. — Refus de passe-ports fait à l'ambassadeur français, Noailles, 158. — Marche de troupes vers les Pays-Bas, 162. — Mécontentement de la noblesse sur l'égalité de l'impôt foncier, 288. — Projet d'un désarmement général après l'invasion de la France, 292. — Craintes d'une paix séparée entre elle et la Prusse, 318. — Inquiétudes sur les progrès des Français, 328. — Noms des Etats qui n'ont point envoyé

d'instructions à la diète pour une guerre d'Empire , 360. — AN I.^{er} 1793. — Traité entre les cours de Vienne et de Londres , contre la France , 35. — Ordonnance de l'empereur pour rappeler ceux de ses sujets qui sont au service de cette puissance , 52. — Mouvements des armées , *ibid.* et 58. — Efforts de l'empereur pour nationaliser la guerre , 69. — Trente-une villes situées sur la frontière sont réunies à la république française par un décret , 76. — Vacance du cabinet de l'empereur , 199. — Installation de l'impératrice au conseil d'état , 202. — Etablissement dans plusieurs villes de maisons dites *mortuaires* , 204. — Convention entre la Prusse , la Russie et l'Autriche , relative au partage de la Pologne , 209. — Nomination du prince Kinski à la place d'ambassadeur extraordinaire à la cour de Madrid , 233. — Transaction en vertu de laquelle la bourgeoisie de Nuremberg participera au gouvernement , 233. — AN II. 1794. Retraite des Prussiens , 216. — Conclusum de la diète de Ratisbonne pour la solde d'une partie de l'armée prussienne , 257. — AN III. Mémoire de l'empereur pour les secours à fournir par l'Empire , 13. — Rescript de plusieurs cours pour la visite des lignes défensives , la levée et l'organisation d'une force armée , 40. — Les cours en sont aux expédiens , 45. — Texte du conclusum de la diète de Ratisbonne , sur les moyens de remplir leurs contingens , 255. — Démarches de la cour de Berlin pour porter l'Empire à la paix ; arrêté de la diète , provoqué par l'électeur de Mayence , pour activer les délibérations concernant le même objet , 252. — Disette dans l'armée impériale , 290. — Brochures contre la paix de la Prusse avec la France , *ibid.* — AN V. Pillage des châteaux par les paysans de Souabe et de Franconie , 63. — Neutralité du Nord de l'Allemagne ; convention sur cet objet entre la république française et le roi de Prusse , 77. — Circulaire de l'empereur aux électeurs sur la conduite inconstitutionnelle de ce prince , 133. — Déclaration de celui-ci à l'empereur , qu'il regarderait comme une injure personnelle toute conduite hostile contre les princes et états de l'Empire , 139. — Autre déclaration de l'empereur aux trois collèges de l'Empire , qu'il est décidé à continuer la guerre , 170. — Découra-

gement et tristesse du parti autrichien , 179. — Extrait d'une lettre sur l'esprit public et les principes du gouvernement , 334. — AN VI. Sédition à Merchlingen , 211. — Brochure sur la constitution de l'Empire , sous le titre d'*Alpha et Oméga* , 220. — Dommages causés par une inondation , 270. — Difficultés de plusieurs états d'accéder aux demandes d'argent et de vivres pour l'armée d'observation prussienne , 287. — Composition de cette armée destinée à protéger la ligne de démarcation pour le nord de cette contrée , 342. — AN VII. On y croit généralement à la reprise des hostilités avec la France , 8. — Note des ministres français à Rastadt contre l'entrée des Russes en Allemagne , 112. — Tableau des pertes de l'Empire par la cession de la rive gauche du Rhin , 143. — Le directoire écrit au général Jourdan de ne pas y favoriser les insurrections , 194. — Réflexions sur sa littérature , 214. — Indignation contre les auteurs de l'assassinat commis à Rastadt , 232. — Bruits de changemens importants dans sa constitution , 255. (*Voy.* AUTRICHE , VIENNE , BERLIN , etc. , etc.)

ALLEMAGNE (les princes d'). AN 1789. Secours envoyés à l'abbé prince de Stavelo , 105. — Leur coalition contre les peuples , *ibid.* — Protestations de ceux possessionnés en France , 116. — Réclamations de ceux possessionnés en Alsace , contre les lois françaises adressées à l'empereur , 130. — AN 1790. Autres de même nature , 43. — Sont accusés d'exciter la fermentation en Alsace , 210. — Nouvelles plaintes relatives à leurs possessions en France , 287. — Suppression de leurs droits seigneuriaux en Alsace , 303. — AN 1791. L'assemblée nationale passe à l'ordre du jour sur les réclamations concernant celles en Alsace , 29. — Décret de la commission impériale , relatif aux griefs de ceux possessionnés en France , 126 et 159. — Indemnités qui leur sont accordées , 171. — AN 1792. Etat de leurs forces , 2. — Discussion de droit public sur les réclamations de ceux possessionnés en Alsace , 16 , 21 et 27. — Rapport sur les indemnités de ceux possessionnés en France , 33. — Se coalisent contre le système de liberté dans ce pays , 43. — Discussion à ce sujet , 63 et 64. — Différence de leurs intérêts dans la

guerre contre la France, 65. — Sont entraînés par la Prusse dans la coalition, 137. — La convention nationale rapporte tous les décrets qui leur auraient accordé des indemnités, 353. — AN II. 1794. Leurs alarmes générales, 143. — AN IV. L'impératrice de Russie les somme de se réunir à leur chef et de ne pas abandonner la coalition, 232. — AN V. Réclamations du prince évêque de Wurtemberg sur les recrutemens, 20. (*Voy. ALSACE.*)

ALLÈME, département de l'Isère. AN IV. Annulation de ses élections, 207.

ALLIER (le département de l'). AN 1790. Est autorisé à prendre 30,000 livres dans les caisses publiques pour réparer les dommages des inondations, 321. — AN I.^{er} 1793. Son conseil-général annonce à la convention l'arrestation de Brissot, 165. — Décret qui le charge de faire transférer à Paris ce député, 170. — AN II. 1793. Régénération de ce département; fêtes civiques; substitution de la pique et du bonnet rouge aux ornemens de l'évêque, 33. — Suspension d'un arrêté des représentans qui y prescrivait l'échange du numéraire contre des assignats, 55. — AN II. 1794. Envoie une dénonciation contre les riches qui ne payent pas les taxes révolutionnaires, 107. — AN III. Refus d'admettre à la convention Chabot son député suppléant, et pourquoi, 36. — Dénonce les comités révolutionnaires de Moulins et Cusset, 149. — Justification de la conduite qu'y a tenue Fouché, de Nantes, 327. — AN V. Destitution de l'administration centrale, 348. — AN VI. Lettre sur sa situation critique, 39. — Amelot s'offre à répondre à des dénonciations contre divers fonctionnaires, 42. — Arrêté de l'administration centrale sur la célébration des décadis, 93. — Réponse de cette même autorité à une dénonciation de Grégoire contre elle, 105. — Proposition d'annuler ses élections en tout ou en partie, 231.

ALLOBROGES (assemblée nationale des). AN 1792. Son adresse à la convention nationale pour la réunion du peuple savoisien à la république française, 328. (*Voyez CHAMBERY et SAVOIE.*)

ALNAC, département du Lot. AN VI. Assassinat de Lessole, commissaire du canton, 364.

ALPES (le département des HAUTES-). AN 1791. Caseneuve, ex-chanoine, y est nommé

évêque, 85. — AN I.^{er} 1793. Serres y provoque la résistance au 31 mai, 204. — Mission de Simond et Dumas, 239. — AN VI. Rapport et approbation de la résolution qui transfère à Gap le siège de ses tribunaux, 207 et 237. — Pièces sur l'influence exercée par les anarchistes dans ses élections, 227.

ALPES (le département des BASSES-). AN 1790. Est menacé par les émigrés réfugiés à Nice et à Turin, 358. — AN III. Exprime son dévouement à la convention, 270. — AN VI. Adresse contre ses élections de l'an 4 et de l'an 5 par les patriotes réfugiés à Paris, 21.

ALPES-MARITIMES (le département des). AN I.^{er} 1793. Sa formation, 37. — Son organisation, 90. — Les administrateurs repoussent avec indignation les propositions du comité général des trente-deux sections de Marseille, 259. — AN II. 1793. Le procureur-syndic annonce un avantage remporté sur les Piémontais fanatisés, 267. — AN III. Proclamation aux habitans, 284.

ALSACE. AN 1791. Persécutions contre les Juifs, 32. — Sacrifice des privilèges de cette province, 35. — Les seigneurs et propriétaires étrangers s'opposent aux arrêtés de la nuit du 4 août, 70. — Plusieurs communautés manifestent le vœu de leur réunion à la France, et demandent de ne pas profiter de la diminution de la contribution; témoignages de la satisfaction de l'assemblée nationale, 74. — Ses tribunaux dénoncés pour l'inexécution du décret sur la procédure criminelle, 85. — Ses préjugés populaires opposés à l'éligibilité des juifs, 124. — Affaires des princes allemands y possessionnés. (*Voy. ALLEMAGNE.*) — AN 1790. Réflexions sur une lettre de sa députation contre les opérations de l'assemblée, 102. — Les réclamations des possesseurs de fiefs de cette province seront décidées par le roi, 119. — Manœuvres dans ce pays contre l'assemblée nationale, 137. — Le roi est chargé d'y rétablir le calme, 140. — Fédération de cette province, 176. — Décret qui y confirme les protestans dans la jouissance de leurs droits, 232. — Le conseil supérieur désavoue une prétendue protestation contre les décrets, 296. — AN 1792. Dissertation relative aux droits de l'empereur sur ce pays,

29 et 30. — Pétition des juifs, pour être mis au rang des autres citoyens, 66. — AN II. 1793. Conduite atroce des Autrichiens dans cette province, 48. — AN II. 1794. Elle est évacuée par eux, 130.

ALTENKIRCHEN. AN IV. Victoire des Français sur ce point, 265. — AN V. Marceau y est blessé, 14. — Nouvelle victoire, 215.

ALTONA. AN V. Nouvelle de l'enlèvement, par les Anglais, d'un navire ragusain destiné pour Amsterdam, 88. — AN VII. Publication d'un livre philosophique, intitulé : *L'Apôtre du Holstein*, 212. — Soulèvement de l'opinion publique contre le crime de Rastadt, 249.

ALTORFF. AN IV. Sa prise par le général Bernadotte, 340. — AN VII. Et par l'armée d'Helvétie, 332.

AMBERT, département du Puy-de-Dôme. AN I.^{er} 1793. Décret portant que cette commune a bien mérité de la patrie, 234. — AN IV. Annulation de ses élections, 144.

AMBOISE. AN 1792. Une députation du district rend compte des troubles qui y ont lieu, 344.

AMÉRIQUE. AN 1792. Succès des Indiens dans sa partie septentrionale, 120. — AN III. Mécontentement des Anglais sur l'état des choses et leur position dans ce continent, 18. — AN IV. Ravages de la fièvre jaune, 147. — AN V. Nouvelle d'une effroyable mortalité, 14. — Etat des conquêtes anglaises, 75. — Tremblement de terre qui y bouleverse les possessions espagnoles, 359. — AN VI. Les fils d'Orléans ont permission d'y voyager, 225. — AN VII. Ravages de la fièvre jaune dans le continent méridional, 204. (*Voyez ÉTATS-UNIS, ISLES et COLONIES.*)

AMFREVILLE. AN VI. Trait de scélératesse d'un chirurgien chouan dans cette commune, 33.

AMIENS. AN 1789. Le règlement de discipline militaire adopté par cette ville est étendu à tout le royaume, 114. — AN 1790. Est autorisée à un emprunt pour subvenir à ses dépenses, 135. — AN 1791. Événemens à l'occasion de la prestation du serment des prêtres ; rapport à ce sujet, et décret qui ordonne le remplacement des réfractaires, 27. — Adresse de cette commune à l'as-

semblée nationale, 181. — AN I.^{er} 1793. Décret qui casse un jugement du tribunal du district ; relatif à un prêtre, et mande les juges à la barre de la convention nationale, 58. — Leur comparution ; l'assemblée improuve leur conduite et les renvoie à leurs fonctions, 73. — La société populaire demande une loi contre les provocateurs au meurtre et à l'anarchie ; un décret d'accusation contre Robespierre, Marat et Danton ; la poursuite des assassins du 2 septembre ; la destitution de la commune de Paris ; le rappel de Roland ; l'abolition du tribunal révolutionnaire, etc. ; improbation de cette adresse, 85. — La commune dénonce une protestation des députés du département de la Somme contre le 31 mai, premier, 2 et 3 juin, 167. — AN II. 1793. Arrestations de prêtres, d'Anglais, etc., annoncées par André Dumont, 268. — Poursuites contre un attentat commis sur l'arbre de la liberté et le temple de la Raison, 83. — Fête à l'occasion de la replantation de l'arbre de la liberté, 93. — Demande, par la société populaire, de la clôture des églises, 99. — AN III. Mission de Florent-Guyot dans cette ville, 132. — Adresse de ses habitans à la convention, pour la féliciter, 145. — Les autorités constituées rendent compte d'une insurrection qui y a eu lieu le 13 germinal, et de l'insulte faite au représentant Blaux et au général Laubadère, 199. — Lettre sur les troubles précédens, 200. — AN VII. Envoi du manuscrit de Pierre-de-Létoile, écrit sous Henri III, à la bibliothèque nationale, 217. — Détails des désordres causés dans cette ville, et attribués aux Jacobins, 326 et 327. — L'administration municipale les impute aux émigrés et aux chouans, 331. (*Voyez département de la SOMME.*)

AMONT (bailliage d'), en Franche-Comté. AN 1789. Discussion sur ses deux députations aux États-généraux, et adoption de la première, 16.

AMSTERDAM. AN 1790. Notice sur les maisons de travail de cette ville, 93. — Notification relative à sa banque, 326. — AN 1791. Tumulte y excité, 70. — Incendie des magasins de l'amirauté, 197. — Détails y relatifs, 205. — Fermentation parmi le peuple, 222. — AN I.^{er} 1793. Placard qui excite les Bataves à l'insurrection, 22. — Pro-

position

position à la convention en faveur de cette ville , motivées sur son inimitié pour le stathoudérat ; examen des causes particulières de cette inimitié , 36. — AN III. Réflexions sur sa banque , 11. — Pétition pour prévenir le gouvernement hollandais contre les impulsions suscitées par le prince héréditaire d'Orange et le duc d'Yorck , 37. — Entrée de l'armée française ; fuite du stathouder , 127. — Discours tenus aux magistrats par le comité révolutionnaire , 141. — Etat de la banque , 153. — Proclamation de ce comité , 166. — Arrêté des représentans du peuple en Hollande pour la confiscation des biens des émigrés des gouvernemens en guerre avec la France , 181. — Mouvements séditieux des Orangistes dans cette ville et dans plusieurs autres des Provinces-Unies , 203. — Proclamation des représentans provisoires du peuple , relative à tout l'or et l'argent non-monnoyé des habitans , 207. — Arrestation des Orangistes , 210. — Proclamation des représentans français au sujet des troubles qui y ont eu lieu , 299. — Emeutes en cette ville , 354. — AN IV. Réclamation de la municipalité , relativement à un article du *Moniteur* , concernant le club des Amis de la liberté , 1024. — Négociation ouverte pour rétablir le crédit de la banque , 210. — AN VI. Fermentation dans cette ville , 6. — Découverte d'une fabrication des faux récépissés de l'emprunt forcé , 20. — Réhabilitation du corps de canonniers bourgeois , 178. — Protestation d'un grand nombre de citoyens contre la continuation des deux tiers de la constituante , 219. — AN VII. Pétition contre la faveur accordée aux Orangistes au détriment des patriotes , 294. (*Voyez BATAVES* , etc.)

ANALHT (principauté d'). AN VI. Son partage fait au sort , 139.

ANAPÉ. AN 1791. Défaite des Turcs , et prise de cette ville par les troupes russes , 222. — Détails y relatifs , 229.

ANCENIS. AN I.^{er} 1793. Rebelles battus près cette commune avec perte de 8,000 hommes , 190. — Annonce de l'occupation de cette place par les républicains , 195. — AN II. 1793. Sa reprise par les mêmes , 36.

ANCÔNE. AN V. Etat des effets , munitions et artillerie , trouvés par les Français dans la forteresse ,

Table alphabétique .

160. — Lettre de Bonaparte sur les momimens des arts recueillis dans la ville , 165. — Illuminations à l'entrée de ce général , 179. — Les habitans lui envoient des députés pour demander la garantie de leurs droits et leur réunion à la république cispadane , 197. — Fête pour célébrer les victoires des républicains ; statues des papes mutilées par le peuple , 223. — Sa municipalité députe vers Bonaparte , et décrète l'abolition de la noblesse , 271. — Relation de ce qui s'y est passé par suite de la révolution ; autres députations à Bonaparte et au cardinal-évêque , 285. — AN VI. Intimation de la municipalité à l'évêque et au chapitre de lui remettre tous leurs biens , 13. — Célébration de fêtes pour le 18 fructidor ; émeute du peuple au palais épiscopal , 44. — Proclamation de son indépendance , 91. — Déclaration du peuple de s'ériger en république ; serment de la municipalité ; sa proclamation , 94. — Arrivée du général Berthier , 146. — Réunion à elle de plusieurs villes , 170. — Chepy y est envoyé consul , 269. — Traduction à la forteresse des chefs de rebellion du Pérousin , tous prêtres et ex-nobles , 276. — AN VII. Sa mise en état de défense , 36. — Les administrations destituées par le commissaire français à Rome , 54. — Sa mise en état de siège ; proclamation du général commandant , 69. — Tentative de l'escadre turco-russe contre ce port , 269.

ANDAYE. AN I.^{er} 1793. Tombe au pouvoir des Français , 182. — Victoire remportée sur les Espagnols près cette ville , 185.

ANDELYS (le district des). AN I.^{er} 1793. Dénonce Sauvin , juge du tribunal à Gisors , comme fédéraliste , 174.

ANDRIA , en Italie. AN VII. Prise d'assaut de cette ville rebelle , par le général Broussier , 217.

ANDRINOPLE. AN III. Rançon de 30 mille piastres donnée par cette ville à 15 cents briganda qui la menaçaient , 207. — AN V. Est menacée par les voleurs de la Romélie , 330.

ANDUZE , département du Gard. AN III. La société de cette commune dénonce le représentant Borie pour sa conduite à Nîmes , 237.

ANGERS. (*Voy. la table de l'Introduction*). AN 1790. Marche des volontaires contre les cul-

tivateurs pour les forcer à son approvisionnement, 46. — L'assemblée ordonne l'impression d'un mandement patriotique de son évêque, 168. — Insurrection sanglante, 256. — Approbation de la conduite des autorités; poursuites ordonnées des coupables, 259. — Autres détails, 263. — AN 1791. La société patriotique transmet une adresse en faveur des hommes de couleur, 81. — AN 1792. La commune demande la déchéance du roi, 207. — AN I.^{er} 1793. Envoie une députation qui se plaint de la proscription des députés, 159. — Est évacuée par ses habitans, 172. — Annonce de la marche des rebelles sur cette ville, 173. — Enlèvement des Croix de Saint-Louis qui avaient reparu à l'approche de ceux-ci, 213. — AN II. 1793. Levée du siège, 79. — Eloge de la conduite des habitans et des militaires pendant sa durée, 82. — AN II. 1794. Supplice de l'évêque d'Agra et de Laplanche-Ruillé, ex-constituant, 110. — Accusation contre Westermann, à l'occasion de la levée du siège, 157. — Pièces envoyées contre Ronsin, 232. — AN III. Accusation contre Danican, à l'occasion du siège, 38. — Lettres de cette ville, annonçant la mise en liberté de la famille de Charrette, 94. — Renvoi par-devant son tribunal des membres du comité révolutionnaire de Nantes, acquittés par le tribunal révolutionnaire de Paris, 216. — Ses communications avec Alençon, la Flèche et le Mans nettoyées, 283. — Dénonciation de la société populaire contre Hentz et Francastel, 327. — AN IV. Sa mise en état de siège, 123. — Manifeste royaliste par Stofflet; proclamation de Hôche, 142. — Jugement et exécution de Charrette, 199. — AN VII. Procès singulier au tribunal criminel, 54. — Le général Kellermann y est couronné au spectacle, 59. — Demande du placement d'un lycée dans cette commune, 105. — Arrestation des courriers et pillages de voitures publiques par les chouans, 328.

ANGLAIS. AN I.^{er} 1793. Un club d'individus de cette nation et d'Irlandais s'établit sous le nom d'Amis des Droits de l'homme, 7. — Ceux qui se trouvent en France sont mis sous la protection de la loi, 34. — Expulsion de ceux non-

domiciliés en France avant le 14 juillet, 215. — Décret qui ordonne le resserrement de ceux arrêtés, et par quel motif, 253. — Ceux qui vivent du travail de leurs mains ne sont pas compris dans le décret contre les étrangers, 255. — Demande du rétablissement du décret rendu précédemment contre eux, 259. — AN II. 1793. Leur arrestation est ordonnée, 20. — AN III. Secours accordés aux religieuses anglaises établies en France, 208. — AN VI. Mécontentement des Anglais établis à Lisbonne, par suite de la paix du Portugal avec la France, 11. — Arrestation d'individus de la même nation à Bordeaux; mise des scellés sur leurs papiers à Dunkerque, 174. — Ordre du directoire d'incarcérer tous les prisonniers anglais, 179. — Arrestations à Ostende, 195.

ANGLETERRE. AN 1789. Approbation par le roi de la conduite de son ambassadeur pour maintenir l'harmonie avec la France, 33. — Complots contre le port de Brest, attribués à son gouvernement, et repoussés par Mirabeau, 34. — Relations mensongères des événemens des 5 et 6 octobre, insérées dans les papiers de Londres, 73. — Négociations pour la paix entre la Turquie, la Russie et l'Autriche, 94. — Réflexions sur les indemnités des membres des corps législatifs en Angleterre, en Amérique et en France, 95. — Désastres causés par une tempête violente; nomination d'un vice-roi en Irlande, *ibid.* — Anecdotes sur un déporté à Botany-Bay, nommé Fort-Will; phénomène d'un enfant à deux têtes, vivant; acte de navigation relatif aux États-Unis; jugement concernant des journalistes; rapprochement sur l'emploi fait à diverses époques des biens du clergé, 101 et 102. — Confection d'un canal pour la navigation intérieure, 104. — Conjectures sur le retour de M. Elliot, ambassadeur en Dannemarck; bruits favorables aux insurgés belges; envoi par eux d'un agent à Londres; expériences sur les propriétés du chien-dent, 105. — AN 1790. Etat de la dette publique de cette puissance, 16. — Liste des vaisseaux à Plymouth, 17. — Forces de l'armée anglaise, 50 et 51. — Déclaration pour l'indépendance des Pays-Bas, 52. — Dispositions hostiles

contre l'Espagne, 135, 137 et 138. — Vues du ministère contre la France, 143 et 159. — Revenus et dépenses publiques, 151. — Conditions exigées de l'Espagne, 162 et 169. — Armemens maritimes, 180. — Analyse de sa constitution, 182 et 187. — Armemens contre l'Espagne, 188. — Elections pour le parlement, 190 et 202. — Réflexions sur les préparatifs contre l'Espagne, 191. — Comparaison de sa constitution avec celle de France, par Lacroix, 196. — Ses forces navales, *ibid.* — Armemens maritimes, 201. — Déclaration sur ses différends avec l'Espagne, 205. — Tableau de sa situation relativement à celle de la France, 207. — Réflexions sur sa conduite avec l'Espagne, 215. — Sortie de sa flotte, 218. — Autres réflexions sur ses différends avec l'Espagne, 224. — Préparatifs de guerre, 226. — Etat de l'agriculture et du commerce, 230. — Mouvements maritimes, 235 et 237. — S'unit à la Prusse pour rendre les Pays-Bas à Léopold, 237. — Son *ultimatum* à la cour d'Espagne, 239. — Etat de ses flottes, 252. — Sa détermination au sujet de l'Espagne, 255. — Fermentations qu'excitent les décrets de l'assemblée nationale de France pour secourir l'Espagne, 256. — Opérations militaires dans l'Inde contre Tipoo-Saïb, 265. — Sa politique tortueuse, 272. — Sa situation, 277. — Sa conduite vis-à-vis la France, 278. — Observations sur une confédération des puissances du Nord, contre l'Angleterre et la Prusse, 282. — Lettre écrite de Nantes sur les projets de l'Angleterre, 283. — Ses dispositions envers l'Espagne, 286, 292 et 294. — Armemens maritimes; nouvelles de Londres, 287. — Réflexions sur sa situation politique et ses ressources financières, 291. — Explications sur ses transactions avec l'Espagne, 295. — Ses dispositions envers les Belges, 302. — Ses négociations et arrangement définitif avec l'Espagne, 303 et 307. — Réponse de la cour de Londres à une note du congrès belge sur un rapprochement entre lui et l'empereur, 312. — Signature, échange et texte du traité de paix avec l'Espagne, 317 et 319. — Frais de l'armement contre cette puissance, 320. — Détails sur la guerre de l'Inde avec

Tipoo-Saïb, 326. — Désarmement par suite de la paix avec l'Espagne, 328. — Bases des conditions secrètes que l'on suppose à cette paix, 337. — Discours du roi y relatif, 338. — Etat politique de ce royaume depuis sa conclusion, 342. — Evaluation des frais des préparatifs contre l'Espagne, 349. — Convention pour garantir les Pays-Bas à l'empereur, 365. — AN 1791. Entremise de ses agens dans les conférences de Sistow, 34. — Etat de ses dépenses militaires, 52. — Armement maritime, 55. — Frais énormes occasionnés par la guerre de l'Inde, 57. — Réflexions sur sa conduite diplomatique, 59. — Propose un traité d'alliance et de commerce à la Pologne, 60, 74 et 83. — Note sur sa conduite dans la guerre des Turcs, 70. — Considérations sur sa politique en excitant les Ottomans à la guerre, 85. — Démonstrations militaires et maritimes, 89, 92 et 104. — Appuie les prétentions de la Prusse sur Thorn et Dantzick, 93. — Négocie avec la Russie, 99. — Notice sur sa politique extérieure, 100. — Mécontentement de ses négocians, à l'occasion d'une guerre prochaine contre les Russes, 101. — Réflexions sur ses dispositions à l'égard de la Prusse; notice sur les démarches de son ambassadeur auprès de la cour d'Espagne, 105. — Sur ses rapports avec la Prusse, 106. — Considérations sur sa conduite, 107. — Annonce de la fin prochaine de ses négociations avec la Russie, 108. — Le gouvernement dément l'envoi d'un mémoire aux cours d'Europe, 115. — Armemens maritimes, *ibid.* — Tentatives pour obtenir la navigation des mers Rouge et Noire, 117. — Conjectures sur ses contestations avec la Russie, 118. — Activité des armemens maritimes, 124, 134, 144 et 149. — Demande au Dannemarck l'entrée de ses ports, 132. — Ses troupes battues par Tippoo, 135 et 143. — Mouvements diplomatiques; *ultimatum* de la Russie, 138 et 203. — Conjectures sur le but caché de ses armemens, 144. — Nouvelles des Indes, 154, 172, 215 et 242. — Résultat de ses négociations avec la Russie, 155. — Dispositions du peuple anglais à l'égard de la France, 157. — Continuation de la guerre, et conjectures en faveur de la paix, 158. — Notice sur sa médiation dans la guerre des Turcs et des Russes; ses officiers sont remplacés sur la flotte russe par des Français, 160. — Con-

siderations sur ses projets relatifs à la France, 161. — Continuation des armemens, 179 et 188. — Ordre donné à lord Hood de se tenir prêt à mettre à la voile; mécontentement des Anglais contre Pitt, 181. — Discontinuation de la presse de terre, 191. — Menaces à la France en réclamant la liberté de Louis XVI et de sa famille, 253. — Avantages remportés sur Tippoo-Saïb, 278. — Publication et notice d'une histoire de ce royaume depuis Jacques II jusques en 1789, avec des notes de Mirabeau, 282. — Annonce à son cabinet de l'acceptation de la constitution par le roi de France, 284. — Particularités sur une caverne appelée encore *le palais de Thor*, 290. — Affaires avec Tippoo, et succès de celui-ci, 294, 322, 333, 348 et 351. — Décret portant qu'il sera voté des remerciemens à cette nation pour la bonne conduite de son gouverneur à Saint-Domingue envers les Français, 310. — Motifs de sa haine contre la France; intentions hostiles de son cabinet, 322. — Réflexions à ce sujet; et sur son influence dans les troubles des Colonies, 327. — Vues politiques de son ministère, 363. — AN 1792. Suite des hostilités avec Tippoo-Saïb, 37. — Etat des revenus publics, 65. — Le gouvernement excite des mouvemens au cap de Bonne-Espérance et à Ceylan, 110. — Est accusé d'avoir dirigé les négociations de la Haye, de Reichemback et de Sistow, 115. — Envoi près du cabinet anglais du comte de Stadion, en qualité de ministre impérial, 124. — Proclamation du roi contre les écrits séditieux et incendiaires, 151. — Est sommé par le roi de Hongrie de remplir ses engagements comme garant de la convention de la Haye, 156. — Paix conclue avec Tippoo-Saïb, 190. — Démonstration officielle de l'intention du gouvernement de ne point se mêler des affaires de France, 239. — Etat progressif de la dette depuis Guillaume III, 275. — Affluence des émigrés français, 285. — Affiche d'une déclaration des patriotes, et ouverture de leurs clubs, 290. — Adresse de plusieurs sociétés patriotiques contenant des vœux pour le succès des Français et la liberté de toute la terre, 313 et 317. — Députation d'Anglais à la convention nationale, 334. — AN I.^{er} 1793. Mouvemens hostiles du gouvernement; discussion à la convention

à ce sujet, 34. — Sa prétendue neutralité sur le procès de Louis XVI réfutée par Barrère, 7. — Texte du rapport de Brissot sur ses dispositions, 15. — Note du ministre français contre le bill des étrangers, 17. — Obstacles mis par le gouvernement à l'exportation des grains en France; note de Chauvelin à ce sujet, *ibid.* — Etat des vaisseaux de ligne en armement à Plimouth, 23. — Le roi annonce, par le ministre des affaires étrangères, qu'à la nouvelle de la mort de Louis XVI, il a ordonné au ministre français Chauvelin de se retirer, et que le deuil a été pris par la cour, 31. — Il arme contre la France, 32. — Rapport et projet de Brissot pour lui déclarer la guerre, 33. — Cette déclaration a lieu, et pour quels motifs, 34. — La convention décrète une adresse au peuple anglais, *ibid.* — Traité entre cette puissance et la cour de Vienne contre la France; préparatifs de guerre, 35. — Ordonnance du roi pour mettre un embargo sur tous les bâtimens français, 53. — Ordre de brûler et couler bas tous les vaisseaux de cette nation, 61. — Envoie Dubut et Clairfontaine, députés de la Guadeloupe et de la Martinique, avec l'escadre destinée pour ces Colonies, 63. — Tableau des dépenses de la marine et de l'armée de terre, 85. — Réflexions sur sa situation et sur le ministère de Pitt, 101. — Mémoire présenté aux États-généraux de Hollande par cette cour, à l'occasion de la mort de Louis XVI, 109. — Traité conclu entre cette puissance et le landgrave de Hesse, 125. — Son traité de commerce avec la Russie, 137. — Menace la Rochelle d'une invasion, 144. — Prend Tabago, 170. — Fait faire un débarquement à Ostende, 171. — Entrée du duc de Clarence, fils du roi, dans le parti de l'opposition, 193. — Note circulaire du lord Hervey aux Toscans, 196. — Perfidie de ce gouvernement dénoncée à tous les peuples, 214. — Règlement du roi pour l'instruction de ses vaisseaux de guerre et corsaires, 215. — Réflexions sur l'acte de navigation du peuple anglais, *ibid.* — Annonce d'un traité avec le roi de Sardaigne sous la garantie de l'Espagne, 216. — Le général Valence quitte l'Angleterre pour se rendre en Amérique, 219. — Déclaration de cette cour à celle de Copenhague,

au sujet des navires chargés de farines destinés pour la France, 221. — Croisière de sa flotte devant Brest, *ibid.* — Ses troupes défaites et chassées à la Martinique, 224 et 236. — Convention entre cette cour et celle de Russie, 227. — Texte de la seconde convention avec la Russie, 237. — Tableau de sa position, 245. — Découverte d'un manuscrit de Robertson contenant son histoire, 251. — Envoie un ministre en Pologne; perte de son armée aux affaires de Lincelles et de Blaton, 254. — Autre défaite à la levée du siège de Dunkerque, 256. — Présentation à la convention nationale d'un des ses drapeaux, 258. — AN II. 1793. Arrivée sur les côtes de la riche flotte de la Jamaïque montant à 144 voiles; opinion des papiers anglais sur le ministère, 269. — Descente en ce pays projetée par le comité de salut public, 270. — Entrée d'une flotte anglaise à Ostende, 278. — Article sur les forfaits du gouvernement britannique, à l'occasion de la révolte de Lyon, 27. — Considérations sur l'état de sa constitution en 1693 et en 1793, extraites du *Morning-Chronicle*, 48. — Vengeance des attentats commis par un équipage anglais sur celui d'une frégate française, 51. — Manifeste du roi aux Français, 57. — Note impérative de son ministre au grand-duc de Toscane, 75. — Traité conclu à Mayence avec la Prusse, 78. — Envoi d'une expédition en Corse; son mauvais succès; formation de la convention d'Ecosse; protestations contre la guerre, 81. — Condamnation de Winterbone, ecclésiastique, pour avoir fait l'éloge de la révolution française, 90. — Le gouvernement fait défendre à celui de Naples de rien envoyer à Gênes, 91. — Décret qui le déclare coupable du massacre de l'équipage de la *Modeste*, 94. — AN II. 1794. Ses projets de descente à Port-Malo, 106. — Ses crimes mis à la discussion aux Jacobins, 111. — Il dépense 1.400,000 livres sterling à l'expédition de Toulon, 113. — Arrêté des Jacobins pour la discussion de ses crimes, 115. — Ses alarmes sur les mouvemens du port de Brest; ordre de sortir envoyé à l'amiral Howe; discussion de ses crimes aux Jacobins, 116, 118, 119, 121, 122, 123, 124 et 126. — Rassemblement de troupes à Gowë; craintes d'une descente; résultats de l'expédition de Toulon;

intrigues sans succès contre la neutralité de la Suisse, 127. — L'escadre anglo-espagnole éprouve un refus de vivres à Venise, 128. — Projets de détruire la marine française dénoncés aux Jacobins, 129. — Abandon de la rade d'Hières par l'escadre anglaise, 130. — Refus des commissaires britanniques de faire venir *Monsieur* à Toulon, 133. — Suite de la discussion aux Jacobins sur les crimes du gouvernement anglais, 136. — Situation intérieure; fermentation en Ecosse; démolition de châteaux, 148. — Descente et fuite à Saint-Florent, 149. — Réclamations de Georges III contre le mariage du prince Auguste, 153. — Renvoi de Talleyrand, évêque d'Autun, 161. — Projets pour seconder les royalistes de Caen, 165. — Violation de la neutralité de Gênes, 169. — Réception brillante du général Mack à Londres; il présente au conseil ses plans contre la France, et recoit une épée du roi, 170. — Adresses des patriotes de Sheffield à Muir, Palmer, Skerwing et Margarot, victimes de la tyrannie, 198. — Lally-Tollendal obtient une pension sur l'établissement d'Irlande, 203. — Préparatifs militaires, envoi de Bouillé à Saint-Domingue, 214. — Projets pour exciter des insurrections en France; discussion au parlement sur cet objet, 224. — Question élevée aux Etats-Unis, relativement aux pertes qu'ils ont esuyées de la part des Anglais, 240. — Accusations contre ce cabinet, à l'occasion de l'assassinat tenté contre Collot-d'Herbois, 245. — Défaite de ses troupes à Bastia, 246. — Dépêches du vice-amiral Hood au grand conseil de Gênes, pour arranger les différends entre cette république et l'Angleterre, 247. — Son gouvernement est déclaré, par les Jacobins, coupables de *lèse-humanité*, 250. — Rapport de Barrière, qui développe ses projets perfides contre les représentans du peuple, et notamment contre Robespierre; lettre de Lebon qui a découvert, à Calais, quarante-huit caisses de poignards venues d'Angleterre, et destinées pour les quarante-huit sections de Paris; décret portant qu'il ne sera plus fait de prisonniers anglais ou hanovriens, 250. — Il est exécuté à Fleury, 282. — Terreur qu'il imprime aux troupes anglaises, 231. — Adoption faite par une assemblée générale des citoyens de Philadelphie, des ré-

solutions relatives aux injures que le gouvernement anglais a faites à leur commerce et à la dignité des États-Unis, 260. — Il est accusé par Barrère de diriger les poignards contre les représentans du peuple, et de donner une représentation en mascarade d'un assassinat fictif de Robespierre, 266. — Rapport du même sur le combat naval livré à sa flotte, pour protéger l'entrée d'un convoi venant d'Amérique, 269. — Autres détails, 270. — Formation de corps d'émigrés à la solde de l'Angleterre, 282. — Coup d'œil sur sa constitution parlementaire, 290. — Embargo en France sur les vaisseaux anglais, 294. — Brouilleries avec la Prusse, 338. — AN III. Cinq mille Anglais sont mis en déroute par huit cents Français, 1. — Le gouvernement se vante d'avoir un parti dans Paris, 7. — Traité de subsides avec l'Autriche, 10. — Sir Hyden-Parker, nommé commandant de l'escadre de la Méditerranée, 12. — Signalement du projet de détruire la convention par les divisions que ce gouvernement y entretient, 14. — Division à Gênes sur les flottes anglaises et espagnoles, 15. — Mécontentement du cabinet sur l'état des choses en Amérique et dans les Indes, 18. — Lettre de Pitt au sujet d'Ostende; subsides faits à l'empereur, 31. — Défaite et perte de l'armée anglo-batave, 38. — Le peuple se plaint du bill de la milice, 39. — Mauvais traitement qu'on fait éprouver aux prisonniers français, 47. — Procès de quatorze Anglais accusés de haute-trahison, 51. — Arrivée des présens que l'empereur de la Chine fait à Georges, 60. — Conseil relatif à la réception de la couronne de la Corse, qui reconnaît Georges pour son souverain; le gouvernement s'occupe des forces de mer, 62. — Les Corses se soulèvent contre les Anglais, 77. — Edit du roi pour une levée d'hommes dans l'électorat de Hanovre, 78. — Versement de prêtres insermentés dans la Vendée, pour y alimenter la guerre civile, 78. — Traité de commerce avec les États-Unis, 97. — Rappel du duc d'York de la Hollande, 99. — Précis et fin de la procédure de Thomas Hardy et autres, accusés d'avoir voulu former une convention, 104, 108, 111 et 124. — Tentatives inutiles de séduction envers Laveaux, 110.

— Bruit de la reprise de la Guadeloupe, 117. — Perte pour les Anglais de Léogane et de Saint-Marc, 133. — Embargo mis sur les vaisseaux bataves, 166. — Même mesure sur les siens en Hollande, 171. — Levée de neuf corps d'émigrés à sa solde, 175. — Ordre du roi, relatif aux catholiques d'Irlande, 180. — Déclaration de lord Grenville, annonçant la permanence de l'embargo sur les navires hollandais, tant que les Français resteront dans les Provinces-Unies, 189. — Efforts du cabinet pour retarder des paix partielles, 191. — Retraite du Lord Harwey, ministre britannique, près du duc de Toscane, attribuée à l'acte de neutralité par lui conclu avec la république française 196. — Arrestation de Brothers, se disant neveu du Père-Éternel, et débitant des prophéties contre le roi et la constitution, 199. — Attribution aux manœuvres de ses agens de la révolte du 12 germinal et de la famine factice, 203. — Détails sur les mouvemens des corps d'émigrés à sa solde, destinés pour une descente sur les côtes de France, 204. — Concours de ceux-ci dans la descente tentée sur les côtes de l'Ouest, 212. — Sortie de la flotte anglaise de Gênes, 213. — Tentative et mauvais succès d'une descente sur les côtes du Nord, 218, 220 et 225. — Despotisme anglais à Brême, 226. — Envoi aux chouans un million de faux assignats, que ceux-ci remettent lors de la pacification, 233. — Licenciement des régimens d'émigrés, 236. — Etat de distribution de ses forces navales au premier avril; mariage du prince de Galles; mouvemens séditieux dans plusieurs villes, à l'occasion de la disette, 239. — Article de Ducher sur les places fortes de cette puissance, 268. — Une lettre d'Allemagne lui attribue les mouvemens arrivés à Paris au premier prairial, 274. — S'attend à recevoir incessamment une escadre russe; texte de la convention conclue avec l'empereur, 278. — Débarquement de dix mille émigrés sur les côtes de Bretagne; sommation à Belle-Ile de se rendre à Louis XVII, 293. — Mouvemens de ses forces du côté de la Hogue, 304. — Découverte d'un complot pour leur livrer le port Mâlo, 308. — Bruit d'une descente sur les côtes de Cherbourg, démenti par le général Car-

taux, 310. — Victoire sur les Français dans la Méditerranée, 311. — Nombre des voiles réunies devant Quiberon; elles tirent sur les émigrés comme sur les républicains, 315. — Marché de six mille chevaux dans le Holstein, 334. — Traité avec les États-Unis, 341. — Discussion à Charlestown y relative, 357. — Bruit d'une insurrection de l'île de Corse contre le joug anglais, 359. — AN IV. Projet d'une seconde descente en France, 1. — Simulacre de débarquement en Bretagne, 12. — Violation du territoire de Gênes, 18. — Sommation au général Cambrai, 19. — Accord entre les Espagnols, au sujet de la nouvelle Galice, 30. — État de sa marine, 43. — Texte du traité avec les États-Unis, 55. — Pétition présentée au sujet des usurpations qui menacent la liberté, 70. — Détails sur la prise du Cap de Bonne-Espérance par les troupes britanniques, 104. — Débarquement d'émigrés sur les côtes de la Vendée, 119. — Ses escadres bloquent le Texel, 124. — Montant des importations pendant l'année 1795, 137. — Réflexion du *Morning-Chronicle*, à l'avantage des finances de la France, et sur la détermination manifestée par les Français de prendre le Rhin pour barrière, 147. — Retour de la flotte de l'amiral Christian, 151. — Lettre sur le traité des États-Unis avec l'Angleterre, 166. — Autre annonçant l'introduction de fausx dans l'ouest de la France par le cabinet anglais, 173. — Déclaration de ses ministres aux Génois, 198. — Départ de l'amiral Christian pour les Indes-Occidentales; débarquement en France en faveur des chouans; état des forces anglaises dans la Méditerranée, 199. — Ouvertures de négociations en Suisse, et déclaration pour la continuation de la guerre, 212. — Rejet de son traité d'amitié et de commerce avec les États-Unis, 271. — Vues sur son alliance avec la Russie et l'Autriche, 279 et 280. — Réflexions sur son plan combiné avec l'Autriche contre la France, 281. — Violation du territoire génois, et enlèvement d'un navire français, 282. — Acte semblable sur les côtes d'Espagne, 292. — Scellés apposés sur les magasins anglais à Livourne, 297. — Levée de trois mille matolets pour la compagnie des Indes, 302. — Lutte polémique à l'occasion d'un ouvrage

intitulé : *Age de la raison*, 328. — Occupation de l'île d'Elbe et de Porto-Ferraio, 334. — Évaluation des forces navales anglaises dans les Indes-Occidentales, 345. — Embargo à Cadix sur les bâtimens de cette nation, 364. — AN V. Attentats dans le port de Gênes, 3. — Mesures répressives à ce sujet, *ibid.* — Barbarie des troupes anglaises à la reprise de la Grenade, 9. — Elles inquiètent Gênes, 10. — Tentatives inutiles du ministère pour ramener la Prusse dans la coalition, *ibid.* — Trait de perfidie anglaise, 11. — Demande de passe-ports pour présenter au gouvernement français des ouvertures de paix, 14. — Sommation au gouverneur de Civita-Vecchia, 18. — Mesures défensives du gouvernement génois, 24. — Frégate anglaise devant Gênes, 27. — Prise de Capraja, 28. — Dispositions de l'Espagne contre l'Angleterre, 31. — Envoie à Paris lord Malmesbury, comme négociateur, 33. — Déclaration de guerre de l'Espagne, 34 et 39. — Vaisseaux anglais devant Gênes, 38. — Evacuation de Capraja, 43. — De Bastia et Saint-Florent, 53. — Déclaration du roi à Batisbonne, en sa qualité d'électeur de Hanovre, sur les mois romains, pour continuer la guerre, 57. — Destruction d'établissements anglais à Terre-Neuve et au Labrador, 61. — Crainte dans le cabinet d'une négociation de la France avec l'Autriche; ses prétentions par rapport aux restitutions, 64. — Son ministère présenté comme couvert du sang humain, déshonoré aux yeux de l'Europe et méprisé des ennemis, 65. — Causes de l'embargo mis dans les ports; arrêté du directoire pour fermer les communications, 71. — État des conquêtes anglaises en Amérique, 75. — Mémoire au roi sur l'état critique du commerce; imprécations contre Pitt et Windham à l'occasion de l'acte de la nouvelle milice, 81. — Réflexions sur la négociation avec la France, et les délais qu'y apporte lord Malmesbury, *ibid.* — Enlèvement d'un navire ragusain destiné pour Amsterdam, 88. — Traité de subsides avec la Russie, interrompu par la mort de l'impératrice, 89. — Empressement de la banque à seconder le gouvernement dans l'emprunt de dix-huit millions sterling, 91. — État de ses forces navales, 97. — Sa réponse à la déclaration de guerre de l'Espagne, 98 et 99. — Sur la nécessité, pour

la France, de porter la guerre dans ses îles; 99. — Rappel de l'ambassadeur Turc à Londres, 106. — Texte de la déclaration du roi sur la rupture des négociations avec la France, 113. — Réflexions du *The Courier*, à ce sujet; compte rendu par Malmesbury sur ses conférences avec Charles-Delacroix, 114 et 115. — Tableau des compensations offertes à la France à cette occasion, 119. — Réflexions d'Echassériaux l'aîné, à ce sujet, 122 et 123. — Nouvelles satisfaisantes sur la situation de la Jamaïque, 124. — Dispositions de Paul I.^{er} pour l'alliance avec le gouvernement anglais, 129. — Départ des troupes anglaises de la Corse, *ibid.* — Menaces de la cour d'Espagne de s'emparer des vaisseaux des villes anséatiques, si elles ne rompent leurs communications avec l'Angleterre, 133. — Retraite précipitée des Anglais de Livourne, 140. — Ordre donné à plusieurs frégates de croiser entre les côtes de France et les Dunes, 144. — Proclamation du roi ordonnant un jour de jeûne et d'humiliation dans l'Angleterre et l'Ecosse, pour la continuation de la guerre, 151. — Arrestations en Irlande, entr'autres, d'O'Connor, auteur d'un tableau énergique des vexations du gouvernement anglais, 153. — Faillite de Richard Malhmann, une des maisons les plus considérables de ce royaume, 160. — Prise de quatorze cents Français débarqués près Pembrock, qu'on croit être des troupes de Charrette et de Stofflet, réunies aux bandits du Bocage; et débats en France sur cet événement, 166, 169 et 170. — Dépréciation sans exemple des fonds; ordre à la banque de suspendre les payemens en numéraire jusqu'à ce qu'on ait consulté le parlement, 166. — Combat de trois jours entre l'escadre anglaise et espagnole, dont on ne connaît pas le résultat, 170. — Prise de deux vaisseaux espagnols; remerciemens des communes à Sir Jervis à cette occasion, 172. — Déclaration des prisonniers faits à Baverfordwest, d'avoir eu le projet de mettre le feu à Bristol, 174. — Suspension par le gouvernement français de toute communication, 188. — Coup-d'œil sur les causes et les conséquences actuelles de la guerre avec la France, traduit de l'anglais, 214. — Arrestation de Parker et Davis, chef de l'insurrection de la flotte du Nore, et réunion de la cour martiale destinée à les juger,

277 et 283. — Etat officiel des bâtimens brûlés ou pris dans le port de Toulon, 308. — Lettres du roi à l'empereur sur l'occupation du territoire de Nuremberg par les Prussiens, 332. — Tableau des forces navales de cet Etat, et des dépenses indispensables pour les troupes d'Irlande, 346. — Duverne-Dupresle déclare que cette puissance avait un espion à Paris, nommé Hardenberg, 353. — Etat de sa dette nationale et de l'intérêt annuel qu'elle exige depuis le commencement de la guerre, 356. — AN VI. Calomnies de ses journaux ministériels contre le général Hoche, 24. — Rappel de Wickam, ministre en Suisse, 44. — Déclaration relative à la rupture des négociations à Lille, 50 et 58. — Réflexions sur sa tyrannie universelle, 54. — Manifeste aux cours étrangères sur la continuation de la guerre avec la France, 57. — Proclamation sur la descente projetée par le directoire, 63. — Examen des griefs allégués contre les Français, 67. — Etat présent de sa marine, 82. — Trait d'atrocité et de lâcheté de son gouvernement envers le gouverneur de Carraca, 85. — Emprunt ouvert en France pour la descente en Angleterre, 93, 106 et 107. (*Voy. PARIS*). Collecte civique pour le même objet, 98. — Proclamation du directoire y relative; appel aux Français contre les crimes de ce gouvernement, 111. — Ouvrages et cartes publiés sur les descentes qui ont été tentées et exécutées dans ce pays, 127 et 152. — Cruautés des Anglais à Terre-Neuve, 141. — Offrande aux dix premiers militaires français qui y seront débarqués, 153. — Attentats de ses troupes à Miconi, 179. — Notice sur le ministère, 193. — Réflexions sur ses principes et sa conduite relativement à la traite, 195. — Article où l'existence de la constitution britannique est attribuée à celle du commerce, 205. — Les Français résidans à Milan, invités à concourir aux frais de la descente en ce royaume, 227. — Le comté de Cork, mis hors la paix du roi, 228. — Article où l'on établit que le peuple anglais ne peut être armé sous le gouvernement actuel, 230. — Autre sur les intrigues de ce gouvernement, 247. — Pamphlet publié par celui-ci, sur la nécessité de continuer la guerre, 250. — Détails sur l'expédition d'Ostende, 244, 252 et 262. — Insuccès de l'attaque du Havre, 249 et 264.

— Evacuation

— Evacuation du Port-au-Prince, 253. — Entrée de l'escadre de Saint-Vincent dans la Méditerranée, 264. — Descente sans succès à Blankembourg, 271. — Affaires d'Irlande, *ibid.* 278, 279 et 289. — Sur l'inégalité des lois anglaises, 278. — Blocus de Flessingue, 279. — Ordre à l'armée française d'Angleterre de ne faire aucun quartier aux troupes débarquées, 284. — Blocus du Texel, débarquement au Conquet, 288. — Secours accordés par le gouvernement aux émigrés français, 289. — Evacuation du Port-au-Prince, *ibid.* — Conspiration dans le comté de la Reine, 290. — Echec à l'Isle-Dieu, 295. — Abandon des places occupées à Saint-Domingue, *ibid.* — Mise à prix de la tête d'Hervey, chef des insurgés irlandais, 300 et 302. — Cruautés exercées contre Geoffroi, ingénieur français, 301. — Etat des forces navales d'Angleterre, 304. — Progrès de l'insurrection dans l'équipage de l'escadre de Jervis; exécution de plusieurs matelots, 308. — Jonction de la flotte russe à l'escadre qui bloque le Texel, 310. — Accusation des Américains contre l'Angleterre pour avoir violé tous les traités, 314. — Liste des banqueroutes depuis 1784 à 1797, 317. — Inquiétudes sur ses possessions orientales; rapport de Bridport sur la prise de la frégate française *la Seine*, *ibid.* — Jonction de la deuxième division de l'escadre russe avec la flotte anglaise du Nord, *ibid.* — Subsidés payés à la Russie pour la réunion de ses vaisseaux à la flotte anglaise, 320. — Bruit répandu par le gouvernement qu'il existe une grande intelligence entre la flotte anglaise et le roi d'Espagne; insurrection des matelots irlandais sur *le César*; punition des chefs, 327. — Mesures pour fermer les ports de Gênes aux vaisseaux anglais, *ibid.* — Lettre sur les mœurs anglaises, 307 et 327. — Mouvements des flottes contre Blankembourg et Flessingue, 328. — Mesures de défense dans les départemens réunis, 330. — Défaite à Saint Domingue, 332. — Attaques sur le Havre et sur Brest, 337 et 344. — Rapport établissant que la force armée de l'Angleterre est de 300 mille hommes, 338 et 344. — Insurrection à bord du *Suffolk*, de l'*Arrogant* et du *Carysfort* dans leur séjour à Colombo, 338. — Armistice à Saint-Domingue, 351. — Intrigues en Amérique

Table alphabétique.

pour brouiller les Etats-Unis et la France, 352. — Troubles sur la flotte devant Cadix, 353. — Conclusion d'un traité avec la Russie, 354. — Convention faite avec Niou pour un échange général de prisonniers entre l'Angleterre et la France, 362. — AN VII. Mauvais succès de l'attaque du département du Sud par les Anglais à Saint-Domingue, 6. — Echange de politesse entre les escadres anglaise et espagnole à Cadix, *ibid.* — Intrigues du ministère, à Constantinople, contre les Français; dispositions de la flotte contre la Hollande, 8. — Actes de pardon et d'amnistie du roi, pour les affaires d'Irlande, 10. — Son ministre fait chasser du Portugal les Irlandais-Unis, 13. — Réflexions politiques sur les projets et la situation de l'Angleterre, 14. — Serment de la Sainte Union républicaine sur les flottes britanniques, 17. — Tableau exact de la dette publique à la fin de l'an 6; transport des prisonniers français faits en Irlande, 18. — Attaque infructueuse sur Flessingue, 20. — Réflexions sur les intrigues du gouvernement anglais, pour brouiller la France avec les Etats-Unis, *ibid.* — Alliance entre l'Angleterre, la Russie et la Porte, 21. — Evacuation de Saint-Domingue, 25. — Conseil sur les affaires d'Irlande; ordre aux généraux de poursuivre Holt et les rebelles, 28. — Continuation du blocus de Cadix, 30. — Déclaration du roi, portant qu'il traitera comme ennemis, les peuples des côtes de la Méditerranée, en relation avec la république française, 31. — Traité avec le roi de Naples; détails sur l'Irlande et sur le combat du *Powerfull* contre dix chaloupes espagnoles, 34. — Quadruple alliance entre l'Angleterre, l'Autriche, la Russie et la Porte, 35. — Hostilités contre Gênes, 39. — Evacuation du Mole, 41. — Mesures révolutionnaires du gouvernement contre les insurgés irlandais; plan de l'union de l'Irlande, 48. — Mise de quarante mille Russes à la solde anglaise et destinés pour l'Italie, 52. — Brûlement de 40 bâtimens napolitains et génois, 69. — Echec dans la mer des Indes; prise du port Mahon, 71. — Menace de représailles contre l'arrêté du directoire, relatif aux sujets des puissances neutres, saisis sur des bâtimens anglais, 74. — Descente dans l'île Minorque, 80. — Clôture en France de l'emprunt pour la descente en Angle-

terre, 91. — Ses forces occupent Livourne, 92. — Menacent Nice et Oneille, 103. — Diverses adresses contre la réunion de l'Irlande, 112. — Sortie de la flotte anglaise du port de Naples, 116 et 127. — Défense de Majorque par l'Espagne, 123. — Déclaration de guerre par la république ligurienne, 124. — Proclamation contre l'occupation par les Anglais de la Toscane, *ibid.* — Projettent d'égorger, à Naples, les Français, 129. — Arrêtent le ministre français Lacombe-Saint-Michel, 132. — Sommation faite au sénat d'Hambourg pour livrer Napper-Tandy et Blackvell, 135. — Perfidie du gouvernement qui fait fabriquer et distribuer des fausses monnaies danoises de Holstein et d'Hambourg; arrestation de trois de ses agens, 148. — Ordre en France d'afficher dans les bureaux, l'inscription : *Guerre au gouvernement anglais*, 167. — Il fait insulter les bâtimens américains, 182. — Ruses de ses ministres pour ôter aux Turcs la connaissance des conquêtes faites en Italie par les Français, 184. — Prend des mesures rigoureuses contre les Irlandais, et en fait déporter 600, 194, 196 et 197. — Evacuation de Livourne par ses troupes, 200. — Secours accordés par le consul français à ses marins détenus à Gênes, *ibid.* — Envois d'argent faits par le gouvernement pour corrompre l'opinion publique en France; preuves acquises par la police à cet égard, 202. — Inutilité du bombardement d'Alexandrie, en Egypte, 211. — Refus fait par sept régimens écossais de s'embarquer pour l'Irlande, 217. — Envoie Pichegru en Allemagne pour aider les armées autrichiennes de ses conseils, 221. — Degré de perfection de ses filatures de coton, 223. — Lettre du capitaine du vaisseau *le Trowbridge*, sur la prise du corsaire *le Championnet*, 225. — Préparatifs relatifs à l'expédition d'Egypte; inquiétudes de ses facteurs dans l'Inde, 234. — Nouvelle émission de billets de l'Echiquier, 236. — Autres inquiétudes sur l'Irlande, occasionnées par la sortie de la flotte de Brest, 240. — Traite avec le roi de Prusse pour lui envoyer les Irlandais condamnés à la déportation, 243. — Discours de Fox, dans le club des Wihgs, sur la situation critique de la Grande-Bretagne, 243. — Nouvelles inquiétudes sur l'Irlande; cruautés exercées envers ses habitans;

mensonges de ses journalistes sur l'assassinat de de Rastadt, 251. — Etat de ses escadres dans la Méditerranée, 252. — Rapprochement fait par ses journaux des principes et de la conduite de l'Autriche relativement à la France, 254. — Violation du droit maritime à l'égard des vaisseaux brémois; augmentation du nombre de ses pauvres, 256. — Fait arrêter les bâtimens danois; débarque des troupes sur les côtes de Naples; elles sont battues par les Français et contraintes de se rembarquer; réflexions qui attribuent le meurtre de Rastadt à son cabinet, 257. — Injures répandues dans ses journaux contre la France, à l'occasion de cet événement, 259. — Note du ministre de la police sur les trames ourdies par ce gouvernement, 260. — Détails sur la descente et la défaite de ses troupes sur les côtes de Naples, 264. — Texte de son traité avec la Russie; Paul I.^{er} lui fournit 45,000 hommes, 269. — Avantages qu'y produit la liberté de la presse, cités par Aréna pour le maintien de cette même liberté en France, 270. — Débats en Irlande sur son union avec l'Angleterre, 273. — La conduite du gouvernement anglais envers ce pays, citée par Garat en appui de la loi des otages, 300. — Pamphlets où l'on accuse un directeur batave de trahir son pays en faveur des Anglais, 301. — Baudin attribue à ce cabinet les idées de changement dans les pouvoirs en France, 302. — Fabrique en Angleterre de fausse monnaie prussienne, 317. — Conditions imposées à Tipoo, 323. — Expédition dirigée vers la Belgique et la Hollande, 333. — Préparatifs d'Abercrombie, 341. — Rétablissement du roi de Sardaigne, agité entre les cabinets de Vienne et de Londres, 346.

ANGLETERRE (PARLEMENT d'). AN 1790. Sa rentrée, 29. — Ouverture des séances de la chambre des communes, 34. — Débats sur la traite des nègres, 35. — Adresse de la chambre des pairs au roi, 36. — Discussion à la chambre des communes, sur le gouvernement de l'Inde, 37. — Suite des débats sur ses forces maritimes et ses relations politiques, 42. — Sur les subsides, l'établissement de la marine et de l'armée, 44. — Suite des débats sur la traite des nègres, 45. — Motion de John Miller à la chambre des communes, sur l'unité des poids et mesures, 49. — Discours

de lord Grenville aux communes, sur l'augmentation des forces militaires, 52. — Discussion sur la révolution française, 57. — Sommes votées pour l'entretien de l'armée, 63, 67 et 68. — Débats et discours de Fox sur la violation de l'acte du test et de corporation, 80, 81, 83, 85, 86, 87, 89 et 92. — Motion et débats sur l'insuffisance de la représentation parlementaire, 96, 97 et 99. — Discours de M. Flood sur cet objet, 103. — Débats sur les différends avec l'Espagne, 149. — Cloture du parlement; discours du roi sur l'état de la querelle avec cette cour, 169. — Elections, 190 et 202. — Discours du roi à la réunion des chambres, sur la pacification avec l'Espagne, 338. — Débats du parlement, 351, 356, 357, 360 et 365. — AN 1791. Ouverture du budget et débats y relatifs, 8 et 12. — Autres sur le procès d'Hastings, 15 et 16. — Discussion des affaires de l'Inde, 29. — Débats et bill sur les catholiques, 65 et 78. — Autres sur les affaires de l'Inde et de sa compagnie, 72, 74, 80, 82, 96 et 111. — Autres sur le service public, 91. — Le roi annonce l'insuccès de ses démarches pour la paix entre la Russie et la Porte, et son intention d'armer, 94. — Débats sur cette proposition, 102, 103, 105, 110, 131 et 133. — Autres sur les finances, 106. — Autres sur le traité avec la Prusse, 107. — Discussion sur la traite des nègres, et sur l'affaire de Warren-Hastings, 115. — AN 1792. Suite des affaires de l'Inde, et examen de la conduite de Cornwallis, 54 et 111. — Suite de la discussion sur la guerre avec la Russie, 56. — Abolition graduelle de la traite votée aux communes, 99. — Débats et bill sur les libelles, 101, 147, 155 et 182. — Bill sur l'abolition de la traite, 116 et 149. — Discours de Shéridan en faveur de la révolution française, 134. — Débats sur la réforme parlementaire, 163. — Autres sur les partisans de Payne et Priestley, 184. — Proposition du roi d'augmenter les forces de terre et de mer, 354. — Débats sur la guerre contre la France, 360, 361, 362 et 363. — Autres sur les écrits séditieux, 364. — Proposition d'un bill contre les étrangers, 365. — AN I.^{er} 1793. Débats sur la guerre, 1. — Propositions relatives à Louis XVI et aux émigrés, 2. — Bills contre les étrangers et

contre la circulation des assignats de France; débats sur ces deux objets, 3, 5, 6, 10 et 14. — Autres sur les affaires de France, 41. — Message de Georges III, relatif à la guerre contre ce pays; discussion entre M. Pitt et lord Wiccombe, 45. — Protestations dans les deux chambres contre la guerre, 44. — Suite des débats, 45, 52, 55, 56, 60 et 66. — Autres sur l'organisation de l'armée, 84. — Sur les subsides, 100. — Sur la charte du gouvernement et sur le commerce de la compagnie des Indes; lutte de l'opposition, 176. — Discours du roi; il sollicite les chambres de proroger le parlement, 193. — Fox fait, aux communes, la motion de prier le roi de finir la guerre; Pitt s'y oppose, 205. — AN II. 1794. Ouverture du parlement; discours du roi, 154. — Suite; tableau des succès de l'Angleterre; projet de continuer la guerre pour étouffer l'Hercule révolutionnaire, 140, 141 et 143. — Suite à la chambre des pairs; opinions diverses des lords Stairs, Auckland, Guildfort, Portland, Norfolk, Stanhope, Grenville, etc., 144. — Suite et rejet des propositions pacifiques de Stanhope, 145. — Débats sur les jugemens de la haute-cour d'Ecosse; motion de Shéridan contre les pensions corruptrices que distribue la cour, 147. — Augmentation du service de la marine, 149. — Subside au roi de Sardaigne, 151. — Discussion sur cette matière et sur la guerre, 156. — Suite; confirmation, sans appel au parlement, des sentences de la haute-cour d'Ecosse, 158. — Débats sur les subsides et l'augmentation des taxes, 160. — Abolition de la traite des nègres, 163. — Débats sur l'introduction des troupes étrangères, 164. — Détails sur l'expédition de Caen, 165. — Rejet de la motion de lord Lansdowne contre la guerre, 166. — Discussion sur l'amirauté et le commerce britannique, 171. — Motion de Waghlan sur les suites de l'affranchissement des nègres par la convention, 173. — Suite de la discussion sur l'entrée des troupes étrangères; lord Albemarle propose le bill d'exception en faveur du ministère, 176. — Discussion sur la sentence de déportation prononcée contre MM. Muir et Palmer, 177. — Sur la traite des nègres, 179. — Et sur la taxe des procureurs, 181. — Admission de la

plainte de John Fysche - Palmer, contre la cour de justice d'Ecosse, *ibid.* — Sanction à la chambre des pairs des bills de discipline militaire; saisie des propriétés des Français, 183. — Adoption aux communes d'un bill pour l'augmentation des milices; discussion sur les traités de la coalition, 188. — Discussion et rejet de la motion de Whitbread en faveur de la paix, *ibid.* — Examen des jugemens de la cour d'Ecosse contre Muir et Palmer; rejet de la proposition d'une adresse au roi en leur faveur, 191. — Discussion sur le débarquement des troupes Hessoises, 194. — Proposition et discussion d'une contribution générale pour la sûreté du pays, et repousser les attaques de l'ennemi, 195. — Rejet à la chambre des pairs de la proposition de lord Guilford tendante à faire déclarer les traités avec la coalition contraires aux intérêts de la Grande-Bretagne, 198. — Discussion aux communes sur les étrangers et la levée des troupes, 202. — Fabrique de faux assignats dénoncée par Shéridan, 203. — Message du roi, annonçant aux pairs l'augmentation des troupes de terre, pour garantir le royaume de l'invasion projetée par l'ennemi; discussion sur le projet d'exciter la rebellion en France, 205. — Débats aux communes sur la manière de modifier les lois d'Ecosse, en les rapprochant de celles d'Angleterre, 208. — Sur le bill contre les étrangers, 209. — Sur le secret des lettres, l'augmentation des troupes et l'adresse au roi, 210. — Sur la justice de la guerre contre la France, 211. — Discussion à la chambre des pairs, sur une levée de troupes, sans autorisation du parlement, 212. — Débats aux communes sur les loteries et l'illégalité des souscriptions volontaires pour les besoins de l'état, 217. — Bill qui autorise une levée d'émigrés, 219. — Lord Stanhope s'élève contre les ravages de la guerre, et propose de manifester, par un acte, l'indignation du peuple anglais contre les projets de susciter des insurrections en France; rejet de cette motion, 224. — Suite de l'affaire des compagnies des Indes, 227. — Proposition d'une contribution extraordinaire, 230. — Examen de la conduite du gouvernement pendant la dernière campagne; rejet de la proposition d'examiner les causes de la défaite du duc

d'Yorck, à Dunkerque, et de l'évacuation de Toulon, 241. — Présentation du traité signé à la Haye entre l'Angleterre, les Etats-généraux et le roi de Prusse; discussion très-vive sur les subsides accordés au roi de Prusse, 254. — Adresse des pairs pour assurer le roi que la chambre contribuera à l'exécution du traité de la Haye, *ibid.* — Rapport aux communes, et adoption de l'avis du comité d'accorder le subside pour remplir les engagements envers le roi de Prusse; message de la chambre des pairs, annonçant que le bill sur la levée des émigrés français a passé sans amendement, 257. — Message du roi, qui dénonce des sociétés jacobines répandues dans les trois royaumes, ayant pour but de faire rassembler une convention générale, et d'amener le système de l'anarchie française; invitation à la chambre de prendre les mesures nécessaires pour déjouer ces desseins pervers; discussion sur cette affaire; Fox trouve que les ministres ont outrepassé leurs pouvoirs, 261. — Débats au sujet du subside accordé au roi de Prusse, 262. — Rapport de Pitt, au nom du comité, contre les sociétés de Londres, Manchester, Leeds, Sheffield, Norwich, Edimbourg, etc.; il leur reproche l'adresse de 1791 à l'assemblée nationale de France, celles adressées à Muir, Palmer, Skerving et Margarot; et fait arrêter, malgré l'opposition de Fox, Grey et Shéridan, que les membres de ces sociétés, prévenus de vouloir avilir le parlement, répandre le trouble et s'emparer du pouvoir, seront livrés à la justice avec leurs complices, pour être poursuivis comme coupables de haute trahison, 263. — Suite des débats, relativement à l'affaire des sociétés populaires, 271. — Discussion et suspension de l'*habeas corpus*, 272. — Autre sur la guerre et les relations avec le continent, 274. — Débats sur les statuts portés contre les catholiques, 276. — Sur la motion de lord Bedford contre les ministres, 277. — Sur la guerre, ses causes et ses désastres; motion de Fox pour la paix, 278 et 292. — Dénonciation à la chambre des pairs, contre les sociétés politiques, 295. — Discussion aux communes sur le même objet, 304. — Clôture du parlement, 360. — AN III. Discours du roi à l'ouverture, 116. — Débats,

dans les deux chambres, sur la continuité de la guerre, la détresse de la France; les moyens de faire la paix, l'emprunt fait pour l'empereur; et discours de Pitt à ce sujet, 125, 127, 129, 130, 137, 166, 170, 172, 174 et 177. — Discussion sur la suspension de l'acte *d'habeas corpus*, 138 et 175. — Sur une levée de matelots, 153. — Autre sur la conduite tenue aux Indes-Occidentales, à l'égard des Français qui s'étaient soumis volontairement, 273. — Discussion à la chambre des pairs sur le rappel de lord Fitz-Williams, 279. — Et sur la paix, *ibid.* — Message du roi à la chambre des communes, relatif à l'établissement du prince de Galles; discussion à ce sujet et sur l'extinction de ses dettes; adoption de l'avis ministériel, 291. — AN IV. Discours du roi sur les événements de la guerre, 51. — Débats sur une adresse à ce prince pour sa continuation, 53 et *suivans* jusqu'à 59. — Réflexions de Pitt sur la situation de la France, *ibid.* — Proposition de moyens pour diminuer la dette, 62. — Bill proposé pour garantir le roi et le gouvernement d'entreprises contre eux, 66. — Débats sur les assemblées séditieuses, 73, 74, 77, 87, 88 et 89. — Doctrine de l'obéissance passive, prêchée et combattue, 94, 97, 98 et 100. — Message sur les négociations à entamer avec le nouveau gouvernement de France, 108. — Débats y relatifs, 109, 110, 111 et 112. — Attaque contre les ministres qui aggravent les charges, 157. — Rejet de la motion de Grey, proposant d'inviter le roi à traiter avec la France, 174. — Discussion sur l'esclavage des nègres, 181. — Emprunt demandé; débats y relatifs, 242. — Discussion sur l'expulsion de M. Cawthorne, condamné pour malversations militaires, 252. — Motion de L. Guilford pour traiter avec la France; Fitz-Williams vote la guerre d'extermination, 254. — Débats sur le même sujet; attaques de son opinion contre les ministres, 255. — Discours du roi en prorogeant le parlement, 272. — Détails sur les moyens d'influence et les pratiques de corruption mises en œuvres par la cour pour ses élections, 277. — Article à ce sujet, 285. — Autres sur celle de M. Fox, 290. — AN V. Annonce par le roi de l'envoi d'un négociateur à Paris, 26. —

Débats aux communes sur le bill de la cavalerie; l'opposition attaquée s'élève contre les crimes du ministère; adoption du bill, 65. — Message du roi relatif à la rupture des négociations; discussion relative à la Belgique; adresse au roi, 111. — Remerciemens votés à John Jervis, pour avoir pris deux vaisseaux aux Espagnols, 172. — Débats sur la situation de la banque et l'invasion de l'Irlande par les Français, 174. — Motion du comte d'Oxford, proposant une adresse au roi pour le supplier d'accélérer la paix, 209. — Autre du comte de Suffolk pour supplier le roi d'éloigner le premier lord de la trésorerie, 220. — Autre de M. Pollen, pour le prier d'écarter le malentendu qui a rompu les négociations de paix avec la France; le premier ministre annonce les mesures qui ont été prises pour les renouer, 223. — Débats et rejet de propositions tendantes à faire retirer les troupes anglaises de Saint-Domingue, et à obtenir une réforme parlementaire, 258. — Budget de l'année; montant du déficit; proposition de taxes pour le remplir; adoption de celle sur les chevaux, 294. — Discours du roi à la clôture de la session; il annonce l'incertitude des négociations avec la France, 310. — AN VI. Discours du même pour l'ouverture; absence des chefs de l'opposition, 54. — Discussion à la chambre des communes à l'occasion de la rupture des négociations à Lille; l'empereur y est accusé de jacobinisme, 58. — Adresse au roi relativement à la rupture des négociations, 59. — Les chefs de l'opposition persistent à ne pas paraître aux séances du parlement, 60. — Budget de l'an 1798, et discussion à ce sujet, 73. — Débats sur les plans du directoire français, 83. — Rentrée, dans la chambre des communes, des chefs de l'opposition; discussion sur les triples taxes assises, 94. — Suite de la discussion; proposition d'y soumettre la famille royale, 117. — Message du roi sur les préparatifs d'une descente par les Français, 122. — Adoption d'un bill pour les triples taxes assises, 123. — Discussion sur les finances, 160. — Autre relative à la suppression du droit sur les montres et autres ouvrages d'horlogerie, 188. — Débats de la chambre des communes sur la traite des nègres, la pétition des marons de la Jamaïque, l'augmentation des

taxes assises, et le traitement des prisonniers français; motion pour la paix avec l'Irlande et la France, et le renvoi des ministres; assemblée à l'occasion d'une fête, sous la présidence du lord maire, qui substitue à la santé du roi celle du souverain de l'empire britannique, 195. — Discours du marquis de Lansdowne, à la chambre des lords, pour demander le renvoi des ministres, 198. — Motion de Dundas pour faire donner au roi les moyens de pourvoir à la défense du royaume; discours du général Tarleton, qui fait l'éloge le plus pompeux du général Bonaparte, 202. — Projet de finances proposé par M. Pitt à la chambre des communes; débats à ce sujet, 216. — Message du roi, annonçant les préparatifs qui se font dans les ports de France, de Flandre et de Hollande; débats à ce sujet; réunion du parti de l'opposition au parti ministériel; adresse au roi, adoptée par les communes, pour l'assurer de la ferme résolution du parlement de le soutenir; suspension de l'acte d'*habeas corpus*, malgré l'opposition de M. Shéridan, 228. — Défense à tout créancier anglais de faire passer des fonds en Suisse, 229. — Bill du parlement qui défend l'introduction des journaux anglais dans les pays en guerre avec la Grande-Bretagne, 248. — Comité général sur les affaires d'Irlande, 279. — Le duc de Norfolk attaque la torture, 280. — Rejet de la motion du même sur le renvoi des ministres, 284. — Débats sur l'envoi de milices en Irlande, 285 et 288. — Comité général relativement à ce pays; discussion sur la conduite du gouvernement en cette affaire, 291. — Protestations de lord Oxford-Mortimer en cette occasion, 296. — Clôture de la session et discours du roi, 298. — AN VII. Reprise des séances; débats en faveur de la paix et contre la réunion de l'Irlande, 72 et 74. — Motion, aux communes, contre l'ignorance et l'insouciance des ministres; plaintes au sujet du discours du roi, 75. — Débats concernant le système d'impôts qui pèse sur tous les revenus, 95 et 96. — Discours, aux communes, sur les liaisons continentales, *ibid.* — Adresse au roi à la suite d'une motion sur les prisonniers d'état, 98. — Budget de M. Pitt, et aperçu des revenus, 103. — Bill du rachat de la taxe des terres, 113. — Tableau des taxes et leur produit; résistance au

projet de réunion; suspension continuée de l'acte d'*habeas corpus*, 115. — Dénonciation des membres de l'opposition qui s'absentent des séances pour attaquer le gouvernement dans le club des Wighs, 118. — Suite de la discussion sur la taxe des revenus, 119. — Vive discussion aux communes au sujet des feuilles publiques, 128. — Discussion sur la suspension de l'*habeas corpus* et sur lord Camelfort, accusé de haute-trahison, 137. — Message du roi pour le projet d'union de l'Irlande; débats y relatifs, 146. — Suite de la discussion, 140, 150, 151 et 164. — Le chancelier de l'échiquier propose d'aller aux voix sur le projet d'union; la chambre déclare qu'elle s'en occupera, 160. — Comité secret pour délibérer sur les mesures d'union, 166. — Rejet de la proposition tendante à abolir la traite des noirs, 181. — Discussion, débats, discours et protestations de plusieurs lords sur l'Irlande, 198, 199, 200, 201, 214, 224 et 227. — Rapport de M. Dundas sur une confédération projetée entre les Irlandais-Unis et la France; pièces à l'appui, 203, 204, 205, 206 et 207. — Discussion sur la clôture des sociétés politiques; discours y relatifs, 230, 232 et 239. — Leur suppression; suspension de l'acte d'*habeas corpus*, 245. — Motion de sir Francis Burdett sur le régime intérieur des prisons, le despotisme du gouvernement et l'injustice de ses mesures; discours de M. Shéridan à cette occasion, 261, 263 et 266. — Débats de la chambre des pairs sur le bill contre les sociétés séditieuses, 275, 277 et 282. — Discours du roi pour la prorogation, 309.

ANGOUËME. AN 1789. Affaire de l'arrestation dans cette ville de l'abbé de la Blinière, 105. — AN 1792. Troubles y excités, 69. — Elan patriotique à la nouvelle de la guerre, 126. — AN I.^{er} 1793. Décret qui ordonne la destitution de plusieurs membres de la commune, et la mise en liberté du maire et du procureur-général, 240. — AN IV. Adresse contre les sections de Paris, 24. — AN VII. Découverte d'un complot tramé dans les prisons, 66.

ANJOU (l'). AN 1789. Le peuple y détruit la gabelle; rapport et offres de plusieurs villes à ce sujet, 77. — Demande à payer un impôt de 1,600,000 livres en remplacement de la gabelle,

90. — Nouveau rapport sur cette question ; 97. — AN 1790. Députation extraordinaire de cette province, réclamant contre le marc d'argent, 81. — Pacte fédératif avec la Bretagne, *ibid.* — Ses députés sont présentés au club des *Amis de la constitution*, 94. — Demande l'abolition des domaines congéables, 338.

ANGUIARI. AN V. Détails du combat qui a eu lieu dans cette ville, lors de la bataille d'Arcole, 131.

ANNECY. AN 1792. Formation d'un club dans cette ville, 290. — AN I.^{er} 1793. Son adhésion au 31 mai, 173. — AN II. 1793. La société populaire écrit qu'Albiste remplit sa mission dans le Mont-Blanc avec la satisfaction générale, et que le vœu des patriotes est de voir le *roitelet* de Turin à la barre de la convention nationale, 239.

ANSÉATIQUES (les villes). AN I.^{er} 1793. Embargo mis sur tous leurs bâtimens par suite du congé donné par le sénat de Hambourg à l'envoyé français Lehoc, 64. — Décret de sursis à l'exécution des jugemens à raison des prises de navires faites sur elles, 131. — Motion de leur déclarer la guerre, 240. — AN III. Précis historique les concernant, 293. — AN IV. Idées sur leurs intérêts dans le traité de pacification générale, 157. — AN V. Menaces que leur fait le roi d'Espagne, si elles ne rompent pas leurs relations avec l'Angleterre, 133. — AN VI. Ginguéné y est nommé ministre plénipotentiaire, 87. — Et remplacé par Roberjot, 92. — Elles réclament, à Rastadt, le maintien de leur existence politique, 184. — Marragon y succède à Roberjot, 254.

ANSPACH. AN 1792. Notice historique sur cette principauté prise par le roi de Prusse, 93. — AN V. Déclaration du ministère prussien, et lettre de l'électeur de Cologne à l'occasion de l'empiétement de son gouvernement sur Ellingen, 143. — Défense faite par le roi de Prusse à ses habitans de fréquenter les universités étrangères, 275.

ANTIBES. AN 1790. Décret pour le départ d'un convoi d'artillerie arrêté à Lyon et destiné pour cette place, 313. — Est menacée par les émigrés français réfugiés à Nice, 346. — Mesures prises à ce sujet par la municipalité, 357. — AN 1792. Décret qui y établit une juridiction de prudhommes-pêcheurs, 95. — AN II. 1793. Sa mise en état de

siège, 25. — AN VII. Dénonciation contre Schérer pour la vente de trente-cinq pièces de canon de cette place, 301.

ANTIN, département de l'Ardèche. AN IV. Projet pour annuler ses élections, 283.

ANVERS. AN 1790. Se rend aux patriotes belges, 41. — Capitulation des Autrichiens, 48. — La citadelle refuse de se rendre, 87. — Elle est prise par les patriotes belges, 93. — Inventaire de l'artillerie et munitions de guerre, 95. — Détails sur sa reddition, 97. — Rentre au pouvoir des Autrichiens, 349. — AN 1791. Progrès du fanatisme, 158. — AN 1792. Occupation de cette place par les Français, 327. — Prise de la citadelle, 338. — AN I.^{er} 1793. Incendie de l'hôpital militaire, 18. — Est rendu aux Autrichiens ; sa capitulation, 95. — AN II. 1793. Annonce à la convention d'une insurrection causée par une levée d'hommes, 57. — AN II. 1794. Reprise, par les Français, de la ville et de la citadelle, 309. — AN III. Emission de son vœu pour sa réunion à la France, 165. — Les navires de cette place porteront le pavillon national ; discours et arrêté des représentans à ce sujet ; autre discours de la municipalité, à l'occasion de l'ouverture de l'Escaut, 343. — AN VI. M. A. Bourdon y est envoyé en qualité d'agent maritime, 259. — Préparatifs de défense contre les Anglais qui menacent la côte, 331. — Etablissement d'une école de navigation, 361. — AN VII. Sollicite l'érection d'un monument au cit. Rocher, assassiné en faisant exécuter les lois, 24. — Pétition des habitans au directoire, pour obtenir le droit de transit sur le territoire hollandais sans impôts quelconques, 47. — Arrêté de cette autorité sur les droits de navigation à percevoir dans les bureaux de ses douanes, 130. (*Voyez DEUX-NÈTHES.*)

APPENZEL. AN VI. Prestation du serment civique par les habitans du district réunis en assemblées primaires, 362. — AN VII. Le canton s'y refuse ; le général Schawembourg marche contre lui, 2. — Acceptation de la constitution helvétique ; tranquillité rétablie, 13.

AQUILA. AN V. Ses cantonnemens visités par le duc de la Salandra, 163.

ARABES (les). AN VII. Attaquent la garnison

de Damiette ; un grand nombre sont tués ou noyés , 93. — Lettre du Caire qui les concerne , 161. (*Voy. EGYPTÉ*).

ARABIE. AN VII. Progrès de la secte des Mu-habis dans ce pays , 354.

ARAU. AN VI. Nouvelle d'une insurrection dans cette ville , 142. — Est pris sous la protection du gouvernement français contre les hostilités des Bernois , 147. — Occupé par force par le bailli de Buren , 150. (*Voyez SUISSE*).

ARCEVILLE. AN V. Discussion sur la translation dans cette commune du chef-lieu du canton de Boisseaux , département du Loiret , 171.

ARCHANGEL. AN I.^{er} 1793. Incendie de huit cents maisons et de plusieurs églises , 236.

ARCHIPEL (l'). AN I.^{er} 1793. Ordre du sultan pour y garantir le commerce de toutes hostilités de la part des puissances belligérantes , 146. — AN IV. Détails de l'expédition de Gantheaume , 159.

ARCIS-SUR-AUBE. AN 1790. Arrestation dans cette ville du ministre Necker se rendant à Genève , 255. — AN I.^{er} 1793. Son adhésion au 31 mai , 164.

ARCOLE. AN V. Relation de la bataille mémorable qui a eu lieu auprès de cette ville ; décrets et pièces officielles à ce sujet , 72 , 79 , 103 , 128 , 130 , 131 , 132 et 133. (*Voy. BONAPARTE*).

ARDÈCHE (le département de l'). Lettre annonçant le retour de la tranquillité et l'improbation des rassemblements de Jalès , 283. — AN 1791. Dénonce l'archevêque de Vienne , 2. — Annonce de la dissolution du camp de Jalès , 66. — Demande une loi sur l'état civil , 329. — AN 1792. Annonce des rassemblements et des manœuvres séditieuses , 66. — Dénonce Dusillant , se disant lieutenant-général des armées des frères du roi , 191. — Détails à ce sujet , et discussion à l'assemblée législative , 196 , 198 et 200. — Arrestation de ce chef de rebelles et de plusieurs de ses complices , 202 et 203. — Manœuvres du parti contre-révolutionnaire , 228. — AN I.^{er} 1793. Décret qui charge son tribunal de la poursuite des complices de Dusillant , 31. — Autre qui rend ses jugemens à cet égard non sujets à cassation , 148. — Chabot dénonce sa députation , et demande que les administrateurs soient tenus de montrer leur correspondance avec

elle , 195. — AN II. 1793. Châteauneuf-Randon y est envoyé pour en apaiser les troubles , 32. — AN III. Boissy-d'Anglas demande des mesures contre les prêtres qui y excitent des troubles , 81. — Opérations de Jean Debry , dans sa mission , 114. — Proclamation de ce député pour y détruire le régime de la terreur , 147. — On propose le rapport du décret qui ordonne la révision des jugemens rendus par son tribunal criminel , 116. — AN V. Annulation de ses élections au 18 fructidor , 350. — AN VI. Lettre des administrateurs sur les troubles , 38. — Rejet de la résolution qui transférerait à Viviers le siège de l'administration , 207. — AN VII. Rapport sur les élections ; discussion à ce sujet , et résolution qui valide les choix faits par l'assemblée-mère , 226 , 227 et 228. — Adresse sur les assassinats qui s'y commettent ; message à ce sujet , 253. — Lettre annonçant l'égorgement de l'un de ses fonctionnaires , le pillage des caisses publiques , le massacre des défenseurs de la patrie , etc. ; nouveau message pour arrêter les désordres et en faire punir les auteurs , 264. — Lettre concernant une dénonciation des administrateurs contre Sieyes et Barras , 315.

ARDENNES (le département des). AN 1790. Transmission à l'assemblée de l'ordre de Bouillé qui autorise le passage par ce département de troupes autrichiennes pour la Belgique , 209. — AN 1791. Sa situation , 183 et 195. — Etablissement d'un bureau de confiance pour les assignats , 211. — AN 1792. Les administrateurs sont mis en arrestation et mandés à la barre , à l'époque de l'évasion de Lafayette , 232. (*Voy. SEDAN*). — AN I.^{er} 1793. Sa levée en masse , 239 et 240. — AN II. 1793. — Pétition des patriotes contre les persécutions des administrateurs , 26. — Communication aux Jacobins de l'arrêté des représentants qui destitue ces derniers , 41. — AN II. 1794. Un citoyen de ce département demande aux Jacobins des armes pour repousser l'ennemi qui le menace ; il est vivement reprimandé par Collot-d'Herbois , 211. — Et envoyé au comité de sûreté générale , pour avoir répandu des inquiétudes sur ce point , 213. — Décret portant que les communes qui ont sauvé cette frontière de l'invasion , ont bien mérité de la patrie , 246. — Opérations révolutionnaires de Levasseur ,

275. — AN III. Demande le rapport du décret qui traduit vingt-sept citoyens à son tribunal criminel pour agiotage, 153. — Décret qui lui renvoie l'instruction du procès de Mogue, Durège, Waroquier et Lefranc, membres de comités révolutionnaires, 251. — Jugement rendu dans cette affaire, 312. — AN IV. Son école centrale fixée à Charleville, 283. — AN VI. Résolution approbative de ses élections, 218. — Assassinat de Keyrel, 319. — AN VII. Le feu de l'insurrection s'y communique, 48.

ARENCEAU (pont d'). AN VI. Le directoire est autorisé à faire ouvrir sur ce pont un canal d'arrosage, 21.

AREZZO. AN VII. Ses habitants s'insurgent contre les Français, 279. — L'insurrection est dirigée par la maîtresse de Windham, Alexandrine Mari, 279.

ARGELES (le camp d'). AN II. 1793. Les Espagnols en sont délogés, 25.

ARGENTAN. AN IV. Adresses de cette commune en faveur de la convention, 24 et 41.

ARGENTIÈRES. AN IV. Décret qui annule ses élections, 292.

ARGENTON. AN II. 1794. Rapport de Michaud sur l'opposition mise dans cette commune au recrutement; poursuites contre les prévenus, 278.

ARLES. AN 1790. Etablissement de trois juges de paix, 310. — AN 1791. Réfutation de calomnies contre ses habitants, 7. — Troubles, 263. — Décret à ce sujet, 267. — Rétablissement du calme, 275. — Démenti de prétendues insultes faites à Antonelle, 347. — AN 1792. Réclamations au nom de huit mille patriotes, 27. — Rapport sur les troubles de cette ville, 51. — Discussion à l'assemblée législative sur cet objet, 52. — Adresse relative aux troubles, 74. — Décret qui met en liberté les citoyens y détenus, et étend les pouvoirs de sa municipalité, *ibid.* — Situation de cette ville, et départ des Marseillais pour l'aller attaquer, 79. — Ses dispositions de défense; décret pour le rétablissement de l'ordre, 81. — Récit des troubles par le procureur-syndic des Bouches-du-Rhône, 95. — Préparatifs contre cette commune, 97. — Son occupation par les patriotes, 100. — Gentil assure que Jourdan et autres y sont portés en triomphe, 105. — Décret qui autorise le pouvoir exécutif à disposer des troupes rassemblées près cette ville,

Table alphabétique.

111. — Un officier municipal dénonce les excès commis par l'armée marseillaise, 117. — Duprat est chargé par le club de rédiger une adresse à l'assemblée nationale, 131. — Rapport du ministre de l'intérieur sur les troubles, 135. — Lettre de Bonnemant, député extraordinaire, au président de l'assemblée nationale, 140. — Des habitants de cette ville dénoncent Bertin et Rebecqui, commissaires dans les Bouches-du-Rhône, 153. — AN I.^{er} 1793. Arrestation des individus désignés sous le nom de Chiffonistes, 81. — AN III. Décret qui casse son tribunal militaire, 178. — Etendard couleur de sang, saisi sur les terroristes s'organisant en bataillons, 186. — Mariette et Cadroy annoncent, dans une lettre, les manœuvres des ennemis de la république, pour y rétablir l'anarchie et arriver à la tyrannie, 198. — Pétition de cette commune demandant le rapport du décret du 20 mars 1793, qui a privé du droit de citoyens dix-huit cents familles de cultivateurs, 214. — Lettre de Chambon, affirmant qu'aucun assassinat n'y a été commis; rapport de Chénier à ce sujet; éloge des autorités constituées et de la garde nationale, 299. — Lettre écrite de Nîmes sur la persécution des patriotes, démentie par Chambon, 315. — Adresse de cette commune; excellent esprit qui y régné; mention honorable, 324.

ARLON. AN I.^{er} 1793. Sa prise par les Français, et détails à ce sujet, 170 et 177. — AN II. 1794. Est pris de nouveau; détails, 202, 212, 213 et 246.

ARMENTIÈRES. AN I.^{er} 1793. Lettre des représentants Bentahole et Levasseur sur une conspiration qui devait livrer ce port à l'ennemi, 273.

ARNAY-LE-DUC. AN 1791. Arrestation des tantes du roi, 56. — Se soumet au décret qui ordonne leur départ, 63.

ARRAS. AN 1790. La milice bourgeoise prête le serment civique, 54. — La municipalité et la garde nationale félicitent l'assemblée constituante, 133. — Décret en faveur de la garnison, 149. — La commune est autorisée à ouvrir un emprunt, 188. — Emeute dans cette ville, 306. — AN 1791. Adresse du district à l'assemblée nationale, 181. — Provoque des mesures répressives contre les révoltés de la citadelle, 241.

— Réponse faite par un membre de sa garde nationale aux inculpations de Charles Lameth, 251. — AN I.^{er} 1793. Est autorisée à prélever des sommes sur les contributions pour achat de subsistances, 157. — Adhère au 31 mai, 159. — Extrait de son adresse à ce sujet, 164. — AN II. 1794. Son comité révolutionnaire envoie à la convention l'argenterie trouvée chez les émigrés et les détenus, 223. — Réponse de Joseph Lebon, inculpé au sujet de l'établissement du tribunal révolutionnaire de cette ville, 316. — Dénonciation des citoyens contre ce représentant, 327. — AN III. Annulation du jugement du tribunal, condamnant Forceville à la déportation, 80. — Événement à l'occasion de la taxe du pain, 283. — Envoi par la municipalité au bureau central de Paris, des papiers réclamés par Joseph Lebon, 303. — AN IV. Les patriotes jurent de défendre la convention, 19.

ARRIÈGE (le département de l'). AN 1790. Décret qui supprime ses arrêtés relatifs aux troubles de Pamiers, 364. — AN 1791. Dénonciation contre les prêtres réfractaires, 211. — AN I.^{er} 1793. Une députation extraordinaire dénonce la mauvaise situation de l'armée et de la frontière, et déclare que les généraux n'ont pas la confiance publique, 129. — AN II. 1793. Exécution de conspirateurs, 25. — Arrestation des chefs d'un complot tendant à livrer ce département aux Espagnols, 29. — AN V. Annulation de ses élections au 18 fructidor, 350. — AN VII. Eloge des administrations, 343.

ARSENAL (l') de Paris. AN 1790. Rapport des commissaires de la municipalité sur la situation des magasins à poudre, 305. — AN II. 1794. Détails donnés par Barrère, de tentatives contre-révolutionnaires faites dans son enceinte, 306. — AN IV. Vente de ce terrain, autorisée par le corps législatif, 120.

ARTOIS (province d'). (*Voyez la table de l'Introduction*). AN 1789. La députation des communes s'oppose à la continuation des conférences sur l'objet de la réunion des trois ordres, 4. — AN 1790. Décret concernant les régisseurs de l'octroi sur l'eau-de-vie dans cette province, 321.

ARTONAY, département de l'Yonne. AN VI. Ses habitants demandent l'application de l'amnistie, 275.

ARVAULT, département des Deux-Sèvres. AN II. 1794. Les citoyens de cette commune annoncent que la conspiration de Robespierre avait des ramifications jusque dans la Vendée, 364.

ASOIE (le pays d'). AN 1791. Se plaint du refus de convocation des états, 51.

ASSCHE, département de la Dyle. AN VI. Incendie dans cette commune, 273.

ASSENÈDE, département de l'Escaut. AN VII. Assassinat du commissaire du pouvoir exécutif dans cette commune, 57.

ASTI (province d'). AN VII. Commission militaire pour juger les auteurs de l'émeute qui y a éclaté, 131. — Massacre du citoyen Aro, par les troupes du roi de Sardaigne, lors de l'insurrection en faveur de la liberté, 182.

ATTICHY, département de l'Oise. AN 1792. Troubles dans cette commune, 59. — Rétablissement de l'ordre, 66.

AUBANSE, département de Maine-et-Loire. AN II. 1794. Décret en faveur de la veuve du maire de cette commune, assassiné par les Vendéens, 298.

AUBE (le département de l'). AN 1791. Adresse au roi sur les faveurs accordées aux ennemis de la constitution et aux prêtres réfractaires, 126. — Dispositions de ce département après la fuite de Louis XVI, 186. — Arrêté sur la liberté des cultes, 232. — Est justifié, par Regnaud-Beaucarron, sur la répartition de ses impôts, 335. — AN 1792. Adresse de volontaires de ce département sur le refus fait par plusieurs de recevoir les assignats, 29. — Décret pour la jonction de sa rivière à la Seine et à l'Oise, 122. — AN II. 1793. Le représentant Bô est chargé d'y réprimer des mouvemens séditieux, 79. — AN II. 1794. Dénonciation des grands biens y possédés par *Monsieur*, 119. — AN V. Circulaire de l'administration centrale sur la liste des candidats, 120. — Annulation de ses élections au 18 fructidor, 350. — AN VI. Les élections faites par la majorité sont validées, 226.

AUBIGNY (la terre d'). AN I.^{er} 1793. Séquestre de ce bien, 52.

AUCH. AN 1791. Son ancien évêque et son grand-vicaire, décrétés par le châtelet d'ajournement personnel, 29. — L'évêché est conféré à Barthe, 87. — La société populaire félicite l'as-

semblée de son décret contre les émigrés , 341. — AN 1792. Procès-verbal des événemens qui s'y sont passés , 39. — AN I.^{er} 1793. Pétition dénonce les administrateurs comme étant en révolte ouverte , 201. — AN II. 1793. Opérations de Cavaignac et de Dartigoyte ; brûlement de saints et autres objets de culte , 72. — La société populaire dénonce le jugement de Saint-Julien , gendre de Barbotan , condamné seulement à la déportation 171. — Fait part d'une tentative d'assassinat contre Dartigoyte ; rapport à ce sujet , et décret pour l'envoi des coupables au tribunal révolutionnaire , 207. — Plusieurs individus sont condamnés à mort pour ce fait , 221. — AN IV. Troubles lors des élections , et articles à ce sujet , 72 et 74. — AN V. Décret y relatif , 59. — AN VI. Ouverture d'un cercle constitutionnel , 23. — AN VII. Les bâtimens de l'archevêché sont mis à la disposition de l'administration , 63.

AUDE (le département de l'). AN 1792. Dénonce l'émigré Faviani , comme cherchant à suborner le douzième régiment de chasseurs , 50. — AN I.^{er} 1793. Mission de Gaston , 255. — AN II. 1793. Levée de 20 mille chevaux , 75. — AN 1794. Décret qui ordonne de prendre des renseignemens sur la conduite des administrateurs d'un de ses districts , dont les officiers municipaux , ne sachant pas écrire , n'ont pas dressé procès-verbal de la prestation du serment d'un prêtre , 240.

AUGSBOURG. AN 1792. Ordonnance des magistrats , portant interdiction de la lecture des gazettes incendiaires , 122. — AN III. Troubles dans cette ville , 121. — AN VII. Passage de l'armée russe , 340. — Conférence de Pichegru , Dandré et Précy , 255.

AUGUSTA , en Sicile. AN VII. Assassinat de Sacy , commissaire-ordonnateur et de divers officiers français malades y débarqués , 158. — Détails à ce sujet , 165. — Léopold Berthier annonce que les Français qu'on y a égorgés , revenaient d'Egypte et étaient tous aveugles , 196.

AULOI. AN II. 1794. Les sans-culottes de cette commune dénoncent le député Prost aux Jacobins , pour sa conduite pendant sa mission dans le Jura , 190.

AUMERVAL. AN I.^{er} 1793. Mouvement contre-révolutionnaire dans cette commune , 246.

AUNIS (la ci-devant province d'). AN VI. Motion sur ses terrains desséchés , 80.

AURAY. AN 1790. L'élection de sa municipalité est annulée à cause des violences exercées contre M. Lecorgne , sénéchal , 130.

AURILLAC. AN 1789. Le peuple y veut pendre Lariés , médecin , 61. — AN 1792. Meurtre de Colinet , père de deux émigrés , 82. — Décret qui improuve la conduite de la municipalité , 93. — Un député extraordinaire défend à la barre ses concitoyens , 165. — AN II. 1794. La société populaire annonce aux Jacobins le supplice des scélérats qui ont attenté à la personne du représentant Bô , 209. — AN III. Dénonciation de la commune contre l'ex-constituant Hebrard et plusieurs autres citoyens qu'elle accuse de concussions , 141.

AUTRICHE (l'). AN 1789. Mesures de gouvernement contre les insurgés belges , 94. — Négociations de paix avec la Turquie , *ibid.* — Est déclarée par les Pays-Bas déchue de la souveraineté de ce pays , 95. — Ses préparatifs militaires contre les Turcs et les Brabançons , 98. — Déclaration pacifique relativement aux insurgés des Pays-Bas , 100. — Etat de sa population , 101. — Dénombrement des sujets non-catholiques des états héréditaires , 102. — Conjectures sur les projets ultérieurs du cabinet contre les Turcs , 105. — L'armée autrichienne prend Gladowa , 106. — Autres succès contre les Turcs , 109 et 112. — Projet d'un accommodement entre l'empereur et les Pays-Bas , 119. — Evacuation de Malines , et armistice conclu avec les Brabançons , 125. — AN 1790. Ses troupes marchent vers la Moravie , 2. — Entrevue de l'empereur Joseph II et du maréchal de Laudon , 18. — Particularités sur Joseph II , 35. — Etat de son armée ; ses dispositions envers la Russie et les Turcs , 43. — Suite des préparatifs de guerre , 47 , 52 et 56. — Premier mouvement des armées ; maladie dangereuse de Joseph II , 62. — Mort de ce prince et de sa sœur , 63 et 69. — Pompe funèbre de l'empereur , 71. — Position des armées en Belgique , 72. — Assemblée des états , 80. — Seconde assemblée ; arrivée de Léopold , 85. — Suite des préparatifs militaires , 89. — Ses propositions à la Prusse , concernant la Pologne et la Belgique , 96. — Ouverture de la campagne contre les Turcs ,

102. — Inauguration de l'archiduc Léopold ; ses préparatifs contre les Pays-Bas , 115. — Répartition de ses armées , 121. — Marche d'une armée vers la Belgique , 134. — Détails sur l'administration de Léopold , 145. — Mouvements militaires contre les Turcs , 148. — Réclamation des paysans de la Basse-Autriche contre les impôts , 156. — Propositions du sénat électoral à Léopold , lors de son élection à l'Empire , 162. — Mouvement des troupes , 166. — Mouvements diplomatiques , 178. — Combinaison de ses plans avec ceux de la Prusse , 184. — Conférences de Silésie entre elle et la Prusse , 187. — Réflexions sur ses rapprochemens avec cette cour , 191. — Ses liaisons avec la cour de Dresde , 193. — Ses troupes commandées par Clairfayt défont les Turcs , 201 et 205. — Sa réponse aux propositions du stathouder , relatives à la Belgique , 208. — Décret de l'assemblée nationale de France sur la demande de l'Autriche de laisser passer ses troupes sur le territoire français , 210. — Révocation de la permission donnée à cet effet , 215. — Mécontentement en France , à l'occasion du passage de ces troupes à Mezières , 216. — Prise d'assaut de la forteresse de Cezettin sur les Turcs , 220. — Armistice promis avec la Turquie à Reischembach , 223. — Bases des conventions préliminaires de Reischembach entre elle et la Prusse , 225. — Ses troupes battent les patriotes brabançons auprès d'Herve , 227. — Acceptation des préliminaires de Reischembach entre elle et la Prusse , *ibid.* — Son armée battue par les Turcs à Giorgewo , 230. — Sa notification à la Prusse pour la cessation de ses hostilités avec la Suède , *ibid.* — Conditions de sa paix avec la Porte , 231. — Elle envahit la province de Limbourg , 234. — Réflexions sur ses prétentions et ses projets contre la France , arrêtés au congrès de Reischembach , 236. — Négociations de paix avec la Turquie à Bucharest , 238. — Le ministre de la guerre de France donne avis à l'assemblée nationale des mouvements des troupes autrichiennes dans la Belgique , 242. — Note de la cour de Vienne aux Etats-généraux sur la pacification de Reischembach , 243. — Avantages sur les Turcs près de Florentin sur le Danube , 245. — Nombre des forces dirigées contre la Belgique , 246. — Armistice conclu

avec les Turcs à Giorgewo , 257 et 269. — Défaite des Brabançons près de Limbourg ; lettre du comte de Mercy à M. de Montmorin , annonçant un rassemblement de troupes autrichiennes près de Luxembourg , 273. — Nouveaux détails sur ses conventions avec la Prusse à Reischembach , 293. — Entrée triomphante de ses troupes dans la Belgique , 296. — Armistice avec la Turquie , 297 et 303. — Projets de résistance des Belges , 321. — Elle veut modifier les conventions de Reischembach , 323. — Marche de nouvelles troupes en Belgique et prise de Namur , 333. — Défaite des Brabançons près de Bruxelles , 334. — Ses dispositions envers les Belges expliquées par le comte d'Argentau dans sa lettre au général Bender , 336. — Amnistie accordée par l'empereur aux déserteurs qui ont servi dans l'armée des Belges , 349. — AN 1791. Conjectures sur son union secrète avec la Prusse contre la France , 37. — Sa conduite à l'égard des Liégeois , 46. — Réponse à ce sujet , 54. — Conjectures sur les conditions d'une pacification prochaine avec la Turquie , 60 et 66. — Ordonne l'oubli des divisions dans la Belgique , et fait soutenir les perturbateurs par ses propres soldats , 69. — Mouvement de ses troupes , 72 et 92. — Considérations sur ses projets contre la nation française ; lettre sur le passage de son armée par la Suisse , 78. — Notice sur son alliance avec la Russie , 102. — Fatigue les Belges par des troubles continuels , pour leur faire regretter sa domination , 116. — Marche de ses soldats vers les frontières de France , 171. — Rompt les conférences avec les Turcs , 187. — Mouvements de troupes dans diverses parties de l'Empire , 193, 196, 210 et 243. — Texte de son traité avec la Porte ottomane , 248. — Observations sur son alliance future avec la Prusse , 253. — Elle réclame la liberté de Louis XVI avec les autres cours d'Allemagne , *ibid.* — Situation générale de cet état , 265. — Le gouvernement voit de mauvais œil la publicité donnée par Monsieur et le comte d'Artois à la déclaration de Pilnitz , 268. — Progrès de la liberté de la presse , 273. — Indiscipline de ses troupes en Bohême , 278. — Leur position dans le Brabant , 281. — AN 1792. Mouvements de ses troupes , 6. — Marche de cent mille hommes dans le Palatinat et la Bavière , 18. — Dis-

cours de Brissot à l'assemblée législative pour anéantir le traité de 1756 avec cette puissance, 19. — Discussion et débats à l'assemblée législative sur la proposition faite de lui déclarer la guerre, 20 et 22. — Sa conduite à l'égard de la France depuis la révolution, 23. — Discours de Bazire pour l'adoption de la déclaration de guerre, 41. — Défense faite aux religieux de céder ou vendre leurs biens, 42. — Sa coalition avec les puissances du continent pour s'opposer au système de liberté en France, 43. — Réflexions sur la marche que doivent tenir à son égard les amis de la liberté, 45. — Divisions dans cette cour, 71. — Particularités sur son cabinet, 79. — Changement dans son ministère, 84. — Article relatif au concert de cette puissance avec la Prusse contre la France, 104. — Suite de la discussion relative sur la proposition de lui déclarer la guerre, 113. — Désertion parmi ses soldats, 115. — Réflexions sur son plan contre les Brabançons, 120. — Sa convention avec la Prusse, 123. — Indices de l'existence d'un comité autrichien à Paris, 136. — Dénonciation à ce sujet, et détails y relatifs, 140, 142, 145, 150 et 158. — Invite le cercle de Souabe à entrer dans la coalition, 147. — Bulletin de son armée, 151. — Observations sur son alliance avec la Prusse, 153. — Etat et marche de troupes vers la France, 176. — Réforme le code civil présenté sous Joseph II, 190. — Ses préparatifs contre la France, 192. — Les Treize-Cantons lui notifient leur neutralité, 244. — Ordre de traiter comme espions les Français voyageant sur son territoire, 271. — AN I.^{er} 1793. — Détails sur ses préparatifs de guerre, 7. — Changement dans le cabinet privé de l'empereur, 191. — Traite avec le prince Hesse Darmstadt, *ibid.* — Rixe sanglante entre deux de ses régimens, 203. — S'aggrandit par le partage de la Pologne, 209. — Viole le droit des gens dans la personne des citoyens Sémonville et Maret, 220 et 226. — Ses troupes assiègent Cambrai et menacent Saint-Quentin, 226. — Committent des horreurs à Sierck; détails à ce sujet, 249. — AN II. 1793. Leur conduite atroce dans l'Alsace, 48. — Lettres sur leur barbarie, 79. — AN II. 1794. Elles évacuent l'Alsace et repassent le Rhin, 130. — Note relative à la levée en masse de ses états, 186. — Rup-

ture des négociations entre ce cabinet et la Prusse, 199. — Nomination d'une commission impériale pour juger les conspirateurs à Vienne, 341. — AN III. Traité de subsides avec l'Angleterre, 10. — Ouverture d'un emprunt pour soutenir la guerre, 127. — Déclaration du ministère concernant les négociations de paix entre l'Empire et la république française, 249. — Une lettre d'Allemagne lui attribue les mouvemens arrivés à Paris au premier prairial, 274. — Ratification à Londres de son traité avec l'Angleterre, 303. — Déclaration de son ministre archiducal à la diète de Ratisbonne, 311. — Décret et arrêté pour l'échange des représentans qui lui ont été livrés par Dumourier, 285 et 344. — AN IV. Nomination de Beaulieu au commandement de son armée en Italie, 107. — Relation de la captivité des députés et ministres français échangés, 144 à 162. — Vues sur son alliance avec l'Angleterre et la Russie, 279 et 280. — Réflexions sur son plan combiné avec l'Angleterre contre la France, 281. — Ordre du général Bonaparte au consul français à Livourne de séquestrer les marchandises appartenantes à ses sujets, 296. — AN V. Ses troupes évacuent Francfort, 6. — Se retirent derrière Rastadt, 12. — Honneurs qu'elles rendent au général Marceau, 14. — Elles sont repoussées à Neuwied, 16. — Attaquent Kehl, 18. — Sont battues sur les rives du Rhin, 37 et 38. — Lassitude des armées, 48. — Note de Barthélemy sur sa violation du territoire suisse, 89. — Le prince Charles presse le siège de Kehl et avance la tranchée; sortie de la garnison d'Huningue, 91. — Attaque Ehrlencop, ile du Rhin, 98. — Détails de sa perte près d'Huningue et Kehl, 113. — Destruction de son armée en Italie, à la bataille d'Arcole, 128. — Découragement de ses troupes dans ce pays, 179. — Ses armées sur le Rhin commandées par les généraux Mack et Latour, 190. — L'archiduc Charles en est généralissime, 191. — Déclaration de ses ministres aux Génois, 198. — Ses troupes entrent dans la Dalmatie et y commettent des massacres, 350. — AN VI. Changemens et réformes dans l'administration intérieure de ses états, 26. — Arrestations de plusieurs individus porteurs de médailles représentant Bonaparte, 314. — AN VII. Quadruple alliance

entre elle, la Porte, la Russie et l'Angleterre, 35. — Vingt-cinq mille Russes à sa solde destinés pour l'Italie, 52. — Conjectures sur l'empressement de la cour à passer l'armée russe en revue, 121. — Ses armées s'augmentent dans la Bavière, 126. — Leur réunion, 139. — Plaintes de leur conduite dans le Palatinat; on veut les chasser du pays des Grisons, 164. — Leur marche, 176. — Article des papiers anglais sur les principes de ce cabinet en 1792, par rapport à la France, et sa conduite subséquente, 254. — Brouillerie avec la Russie, 308. (*Voy. VIENNE et ALLEMAGNE.*)

AUTRICHIENS (les). AN 1790. Arrivée à Paris d'un grand nombre de déserteurs, 7. — AN I.^{er} 1793. Un régiment entier passe du côté des Français, 170. — AN V. Amnistie en faveur de ceux qui ont déserté, 107. (*Voy. AUTRICHE.*)

AUTUN. AN 1789. Les chanoines de cette ville réclament contre les principes de leur évêque, relativement aux biens du clergé, 89. — AN 1791. L'abbé Gouttes y est nommé évêque, 52. — AN II. 1794. Sans-culottes arrêtés; les Jacobins leur nomment des défenseurs, 105. — AN III. Opérations de Boisset dans cette ville, 42.

AUXERRE. AN 1791. Lettre annonçant que tous les religieux et religieuses, excepté deux, ont quitté les cloîtres, 38. — Arrestation de cinq individus enrôlés pour l'armée des princes, 220. — AN 1792. La société populaire réclame contre la formation d'une garde départementale, 300. — Mention honorable d'une adresse pour le prompt jugement de Louis XVI, 333. — AN I.^{er} 1793. Conservation provisoire de son école militaire, 254. — AN II. 1794. La société populaire vote la confiscation des biens de Foulon, Berthier, Flesselles et Delaunay, 172. — Réclame contre un arrêté qui ordonne de signaler les citoyens les plus marquans dans les autorités et les clubs, 329. — Témoigne ses inquiétudes sur la liberté des contre-révolutionnaires et l'incarcération des patriotes, 349 et 358. — AN III. Autre de la commune, applaudissant aux travaux de la convention, 30. — La même dénonce le représentant Maure, qu'elle accuse d'avoir exercé le despotisme le plus atroce dans le département de l'Yonne, et provoqué les adresses factieuses de la société populaire, 260. — Mailhe dément le bruit

que cette commune se soit mise en état de contre-révolution, 280. — Renvoi au comité de législation du sursis demandé aux procédures intentées à plusieurs patriotes arrêtés après la tenue des assemblées primaires, 357. — AN V. Dénonciation et débats sur les troubles qui y ont eu lieu à l'ouverture d'un cercle constitutionnel, 308. — Résolution qui annule un arrêté relatif aux assassinats commis dans cette commune, en 1792, 338. — AN VI. Elle est rejetée, 96.

AVESNES. AN 1792. Mouvement insurrectionnel dans sa garnison, 59. — Les autorités constituées dénoncent la trahison du pouvoir exécutif qui livre les frontières, 209. — AN II. 1794. Les enfans de cette ville marchent pour la reprise de Landrecies; décret portant qu'ils ont bien mérité de la patrie, 300. — AN III. Secours de trois millions décrété en faveur des communes de son district, à titre d'indemnité provisoire sur les pertes causées par l'invasion ennemie, 203.

AVEYRON (le département de l'). AN 1791. Efforts du fanatisme, 97. — AN 1792. Rapport sur les troubles, 105. — AN I.^{er} 1793. Renvoi à son tribunal des poursuites contre Charrier, 189. — L'administration est dénoncée par Chabot, pour avoir incarcéré les patriotes; décret qui les met en liberté; autre qui mande à la barre le président et le procureur-général-syndic, 195. — AN II. 1793. Mission de Châteauneuf-Randon, 32. — Troubles dans le département, 34. — Rassemblemens dissipés, 44. — AN II. 1794. Le tribunal est dénoncé par Châteauneuf-Randon et Louchet, comme trop indulgent envers les complices de Charrier; décret qui ordonne l'examen de ses jugemens, 270. — AN III. Mission de Perrin des Vosges, et compte rendu par lui à ce sujet, 69. — Demande en rapport du décret qui ordonne la révision des jugemens rendus par son tribunal, 116. — Nouveaux troubles, 178. — AN IV. Réunion d'un jardin à l'école centrale, 298. — AN V. Annulation de ses élections au 18 fructidor, 350. — AN VI. Demande en dégrèvement de contributions, 175.

AVIGNON (comtat d'). AN 1789. Motion de Bouche pour sa réunion à la France, 89. — Le pape y fait passer des blés, 103. — Institution d'un prix pour une action héroïque, civique ou religieuse, *ibid.* — AN

1790. Fermentation dans le Comtat, 97. — Établissement des districts et d'une municipalité, 105. — Bref du pape sur les troubles du Comtat, 148. — Délibération du district sur ce bref, 157. — Délibération des Avignonnais pour se réunir à la France; la demande formelle en est faite par cinq officiers municipaux, 170. — Troubles dans le Comtat au sujet de cette délibération, 171. — Détails sur la révolution de ce pays, 172. — Admission, à la barre de l'assemblée nationale, des députés d'Avignon, annonçant le vœu de sa réunion à la France, 179. — Réflexions sur les débats entre Camus et l'abbé Mauri, concernant cette ville, 196. — Nomination de commissaires pour examiner les affaires d'Avignon, 205. — Lettre pastorale et diplomatique du pape contre cette révolution, 236. — Rapport sur ces différens objets, 237. — Détails y relatifs, et décret pour maintenir la tranquillité de ce pays, 241. — Escarmouche entre les habitans d'Avignon et ceux de Cavaillon, 301. — Conduite des Avignonnais pour amener la réunion du Comtat à la France, 303. — Neuf districts émettent leur vœu à cet effet, 311. — Discussion à l'assemblée nationale sur cette réunion, 322, 324 et 325. — Elle est indéfiniment ajournée, 326. — AN 1791. Arbore les armes de France, 5. — Entrée des troupes, 9. — Lettre de Duportail sur les affaires de ce pays, 31. — Fédération dans cette ville, 50. — Dissensions entre ses habitans et ceux de Carpentras, 90. — Détails sur les ravages qui ont eu lieu dans le Comtat, 116. — Marche de quinze mille Avignonnais contre Carpentras, 118. — Ordre du jour sur la proposition d'envoyer des troupes à Avignon, 119. — Siège de Carpentras, 124. — Rejet de l'article portant réunion du Comtat à la France; débats violens à ce sujet, 126 et 145. — Continuation du siège de Carpentras: arrestation, à Tarascon, de trois Avignonnais qui allaient demander du secours à Nîmes, 127. — Notice historique sur la révolution de ce pays; détails des malheureux événemens qui s'y sont passés, 130 et 131. — Réponse des municipaux aux commissaires envoyés dans les Bouches-du-Rhône; ils les accusent d'avoir envoyé des canons à Carpentras, pour y soutenir la contre-révolution,

134. — Position de l'armée avignonnaise, 137. — Elle essuie un échec devant Carpentras, 139. — Est rappelée par son administration municipale, 141. — Lève le siège et cause des dévastations nombreuses, 144. — Réclamation des officiers municipaux, pour la prompte cessation de leurs malheurs et leur réunion à la France, 144. — Décret relatif aux intérêts de la France, eu égard à celui de non-réunion, 146. — Scission de l'assemblée électorale; bref du pape qui menace le Comtat des puissances catholiques, 150. — Mouvement de l'armée dite de Vaucluse, 153. — Nomination de trois commissaires français pour Avignon, 156. — Nouvelles affaires entre son armée et celle de Carpentras, 159. — Contributions levées par elle, 165. — Tentatives pour la recruter, 169. — Préliminaires de la pacification, 184. — Expression de ses sentimens civiques lors de la fuite du roi, 189. — Nouvelle émission de son vœu pour sa réunion à la France, 201. — Émeute dirigée contre les officiers municipaux; remise des clefs aux commissaires médiateurs, 245. — Lettre du ministre de la justice, sur la situation de ce pays, 252. — Compte rendu par les commissaires des événemens dont il a été le théâtre depuis le mois d'août 1789, 255. — Décret qui le réunit à la France, 258. — Troubles à cette occasion, 269. — Procès-verbal relatif au massacre de l'Escuyer, électeur de cette ville, 298. — Faible sensation causée à Rome, par la réunion du Comtat à la France, 308. — Rapport sur les troubles qui y ont eu lieu, 309. — Dispositions des commissaires chargés de l'organiser, 315. — Détails sur les brigandages qui s'y sont commis, 317. — Compte rendu, par le ministre de l'intérieur, de sa situation politique, 320. — Lettre des commissaires; annonce du massacre de la Glacière, de l'arrestation de Jourdan, Mainvielle, Tournal et l'Escuyer; fuite de Duprat et Maude; mesures prises pour y rétablir l'ordre, 322. — Rapport de Mulot à ce sujet, 325 et 326. — Secours demandés pour les habitans, 325. — Manifestation des horreurs qui s'y sont commises; arrivée du général Montesquiou pour y commander, 327. — Décret pour le jugement des auteurs de ces crimes, 331. — Pro-

cès-verbaux des sections en faveur des commissaires civils dénoncés par Rovère, 334. — Cérémonie lugubre pour enterrer les victimes du 16 octobre ; protestation contre les auteurs de cet attentat, 338. — Procès-verbal de l'extradition des cadavres ; arrestation des administrateurs, 347. — Installation du tribunal qui doit juger cette affaire, 358. — AN 1792. Dénonciation contre les commissaires civils et le général français, 5. — Décret pour que les ministres rendent compte des procédures, 6. — Situation et organisation des municipalités, 23. — Rapport sur les événements arrivés dans ce pays, 42 et 44. — Les commissaires réclament contre son contenu, 60. — Décret sur la division définitive de cet état, 65. — Suite du décret sur les troubles, 76. — Discussion y relative, 77. — Nouveaux troubles, 79. — Reprise de la discussion, et réponse aux accusations dirigées contre cette ville, 80. — Décret portant amnistie pour les délits révolutionnaires qui y ont été commis, *ibid.* — Lettre de la municipalité contre l'amnistie, 88. — Enlèvement des prisonniers et dispersion du tribunal, 105 et 108. — Nouveaux détails sur les troubles de ce pays, 109. — Arrêté qui ordonne à Verninac de donner des éclaircissements à ce sujet, 111. — Compte rendu par le ministre de la justice, 128. — Une députation demande des troupes pour protéger les personnes et les biens, 129. — Détails sur les troubles, transmis par le ministre de la guerre et par le département de la Drôme, 130. — Entrée triomphante de Jourdan et des prisonniers enlevés, 131. — Décret qui transfère son tribunal à Villeneuve, 133. — Autre rapport de Chassaignac sur les troubles, et discussion à ce sujet, *ibid.* — Rapport du ministre de l'intérieur, 135. — Les commissaires du roi font connaître les mesures prises pour le retour de l'ordre et l'arrestation de Jourdan, 145. — Décret pour que les commissaires civils et les généraux soient entendus contradictoirement, 162. — Nouveaux troubles à l'occasion de la nomination du maire Duprat, 171. — Les commissaires méridionaux s'y réunissent, et y arrêtent des mesures de défense, 281. — AN I.^{er} 1793. Nomination de Jourdan au commandement de la gendarmerie, 56.

— Devient par décret chef-lieu d'un nouveau département portant le nom de Vaucluse, 178. — Le général Cartaux force les rebelles à évacuer cette commune, 203. — AN II. 1793. Arrêté de Rovère et Poulthier pour la démolition des fortifications, approuvé par décret, 64. — La société envoie le cœur de Gasparin, 71. — AN II. 1794. Décret sur les créanciers du Comtat, 155. — Réclamations de la société populaire contre l'arrestation d'Agricole Moreau, 178. — L'accusateur public est dénoncé par Couthon et Barrère, comme ayant eu connaissance des projets de Danton contre les membres de la convention, 193. — La société demande la punition de Jourdan pour les crimes commis dans le département de Vaucluse, 240. — Une députation remercie la convention des honneurs qu'elle a décernés au jeune Agricole Viala, et applaudit à la conduite du représentant Maignet, 246. — D'autres députés annoncent aux Jacobins que cette commune est à la hauteur des principes révolutionnaires, et qu'elle continue à livrer au glaive de la loi les conspirateurs, 262. — Deux membres du conseil-général dénoncent la résurrection de l'aristocratie ; dénoncés eux-mêmes par Rovère, ils sont traduits au comité de sureté générale, 337. — AN III. Adresse démentant l'histoire d'A. Viala, 151. — Réflexions morales et politiques de Trouvé au sujet des massacres commis dans les prisons de cette commune, 232. — Bruit de nouveaux massacres démenti par Chambon, 316. — Fixation des époques d'absence pour les inscriptions sur la liste des émigrés, 363. — AN IV. Troubles et correspondances y relatives, 23 et 24. — Résolution concernant les créanciers du ci-devant Comtat, 354. — AN V. Elle est approuvée, 2. — Lettre de l'administration centrale sur l'insurrection qui s'y est manifestée de la part des exclusifs, 162. — AN VI. Projet tendant à abroger la loi qui avait déterminé le cas d'émigration dans ce pays, 16, 34 et 42. — Pétition de plusieurs avignonnais traduits devant le tribunal de la Drôme, renvoyée au directoire, 22. — Adoption du projet relatif à ses habitants rayés de la liste des émigrés, 43. — Discussion sur cette résolution ; son adoption, 88, 103, 116, 117 et 118. — Contenance ferme des gardes nationales de cette commune
contre

contre les rebelles de Carpentras, 50. — Traduction de bandits dans les prisons, 96. — Le général Bon y marche à la tête des colonnes, *ibid.* (Voyez COMTAT-VÉNAISSIN).

AVIGNONNAIS (les). AN 1790. Détenus à Orange, écrivent à l'assemblée nationale de France pour obtenir leur liberté, 193. — Formation d'un comité pour examiner cette affaire, 200. — Décret qui ordonne leur mise en liberté, 241 et 326.

AVRANCHES. AN II. 1793. Est évacuée par les rebelles, 66. — Entrée des républicains dans cette place, et destruction des rebelles qui y étaient restés, 68.

B.

BABURET (les mines du). AN V. Décret qui les rend au citoyen Angosse, 16.

BADEN (le Margrave de). AN 1791. Expulsion du cardinal de Rohan de son margraviat, 196. — AN III. Sa lettre à l'empereur lui proposant une croisade pour la défense de la religion et de la constitution germanique, 87. — AN IV. Texte de son traité de paix conclu avec la république française, 347. — Sa ratification, 351. — AN VI. Chasse les émigrés français de ses états, 268. — Notice sur le baron d'Edolsheim, son ministre à Rastadt, 311. — Autre sur lui-même, 317.

BAGATELLE, près Paris. AN II. 1794. Décret qui conserve ce château pour servir à un établissement public, 228.

BAGNÈRES-ADOUR. AN VII. Levée, dans ces cantons, de 60,000 montagnards destinés à combattre les royalistes de la Haute-Garonne, 345.

BAGNOLES. AN I.^{er} 1793. Prise de cette place par les Espagnols, 99.

BAGNOUL-LES-MERS. AN II. 1794. Décret portant que les habitants de cette commune ont bien mérité de la patrie, et qu'il y sera élevé un obélisque avec une inscription constatant la défaite de 7,000 Espagnols, 257.

BAIGORRY. AN VII. Rapport sur l'établissement d'une mine dans ce canton, 63. — Approbation de la résolution y relative, 252.

BAILLEUL, département du Nord. AN 1791. Émeute dans cette ville, 159.

Table alphabétique.

BALE (état et ville de). AN 1789. Dispositions prises par la Suabe pour y empêcher l'exportation de ses grains, 130. — AN 1791. Bonnes dispositions de ses habitants en faveur de la France; résistance qu'ils opposent au passage des troupes autrichiennes, 83. — Décret relatif aux possessions de cet état, en Alsace, 104. — Autre qui charge le ministre des affaires étrangères de réclamer auprès de l'évêque l'exécution du traité de 1780, 205. — Lettre de ce prélat à l'assemblée nationale, dans laquelle il proteste de son attachement à la nation française, 243. — Pétition de plusieurs négocians de cette ville pour obtenir la permission d'élever en France une fabrique de coton, 352. — AN 1792. Lettre de son chancelier annonçant la neutralité de la Suisse, 127. — Calomnies répandues par l'évêque contre la France, 134. — Ordre donné par lui d'arrêter un officier français en garnison à Goumois, 173. — Ses magistrats dispensent le régiment de Steiner du serment de fidélité qu'il a prêté à la nation française; cérémonies qui ont eu lieu dans cette circonstance, 302. — AN III. Arrivée des envoyés prussiens dans cette ville, 115. — Réception de l'ambassadeur français Barthélémy, 132. — Conférences entre celui-ci et les premiers, 136. — Discours du chancelier Ochs au ministre français, 137. — Lettre en provenant, annonçant un projet d'enlever la reine, concerté entre l'ex-comtesse de Roche-Chouart et Hébert, dit le Père Duchêne, 198. — Défense faites aux émigrés d'y entrer avec des fleurs-de-lys et sans passe-port du général autrichien, 296. — Questions proposées aux juges par le ministre Lavater, dans l'affaire des paysans, jugés coupables de rébellion, 355. — Audace des émigrés dans cet état; espérances flatteuses conçues par eux, 363. — AN IV. Désignation faite de cette ville pour la tenue d'un congrès pacificateur, 14. — Rapport de Delaunay d'Angers, sur l'existence, dans ses murs, d'un comité d'émigrés correspondant avec Paris, 28. — Lettre de l'un de ses habitants sur la situation actuelle de l'Europe, 79. — On y arrête, sur la réquisition de Barthélémy, trois envoyés chargés de dépêches et de bijoux, 123. — Nouvelle protestation de ce canton en faveur de sa neutralité, 222. — Pièces relatives aux projets d'invasion des émigrés campés

près de son territoire, 251. — AN V. L'envoyé Wickam y arrive, 48. — Condamnation de plusieurs officiers bâlois, pour avoir souffert et favorisé la violation du territoire suisse par les Autrichiens, 135. — Mesures prises par ce gouvernement contre un conciliabule d'émigrés, 182. — Barthélemy lui annonce sa nomination au directoire français, 262. — AN VI. Arrestation de Richer-Sérisy, 51. — Discours du bourgmestre au général Bonaparte, lors de son passage, 74. — Activité de la commission chargée de présenter une nouvelle constitution pour cet état, 133. — Plantation d'un arbre de la liberté; réjouissances à ce sujet; proscription de l'ancien titre de gracieux seigneurs; nouveau plan de constitution, 136. — Réception des députés des campagnes, 143. — Lettre relative à l'assassinat d'Abbatucci et de ses compagnons, 173. — Autre de l'assemblée nationale à Mengaud, envoyé français, sur l'attaque du pont d'Huningue; réponse de ce dernier, 176. — Autre relative à une partie de bronze destinée à des canons, 183. — Arrivée de neuf membres de l'ancien régime de Berne, arrêtés comme otages pour répondre des contributions imposées par les Français, 214. — Proclamation du préfet contre les bruits absurdes et les fausses nouvelles, 285. — AN VII. — Autre pour la levée d'un corps de troupes, destiné à la défense des frontières, 49. (*Voy. SUISSE.*)

BALESTRINO, en Piémont. AN VI. Est pris par les Liguriens, 294.

BALTIMORE. AN 1792. Fêtes dans cette ville à l'occasion de l'acceptation de la constitution française par le roi, 50.

BAMBERG. AN III. Mort du prince-évêque, 168. — AN IV. Entrée de l'armée de Sambre-et-Meuse dans cette ville, 327. — Détails à ce sujet, 330. — AN VII. Emigration des habitants de son évêché, 16.

BAN-DE-LA-ROCHE, département des Vosges, AN VI. Adoption par ses habitants de trente-un *enfants de la patrie*, 335.

BANTRY (baye de), en Irlande. AN V. Rentrée à Brest de cinq vaisseaux et de trois frégates de l'escadre de Morard, de Galles, qui avaient mouillé dans cette rade, lors de l'expédition d'Irlande, 111.

BAPAUME département du Pas-de-Calais. AN II. 1793. Arrestation dans cette ville de trois Autrichiens, 28. — AN V. Dénonciation de sa municipalité contre de prétendus devins, 83. — AN VI. Célébration de la fête de la fraternité, 24. **BAR** (le baillage de). AN VI. Sa révolution, 158.

BAR-LE-DUC (nommé depuis **BAR-SUR-ORNAIN**). AN 1791. Empressement des jeunes gens de cette ville pour s'enrôler sous les drapeaux de la patrie, 252. — AN I.^{er} 1793. Suspension de ses administrateurs, comme partisans du fédéralisme, 176. — AN II. 1794. Autre pour la remise en liberté de plusieurs de ses détenus, 278.

BAR-SUR-AUBE. AN 1791. Adresse des officiers municipaux de cette ville à l'assemblée nationale, 181. — Décret ordonnant la levée de l'arrestation des sommes envoyées à l'état de Soleure et arrêtées par eux, 212.

BAR-SUR-SEINE. AN II. 1793. Adresse de félicitation des administrateurs de cette commune, 85.

BARBARESQUES (les Etats). AN I.^{er} 1793. Sont ravagés par la peste, 194. — AN II. 1794. Manifestent des dispositions amicales envers la France, 228. — AN III. Leur situation à l'égard de cette dernière puissance, 175. — Ils témoignent le désir de lui être utile, et favorisent l'arrivage de ses subsistances, 222. — AN VII. Font exécuter une descente dans l'île de Saint-Pierre et emmènent en Sardaigne 800 prisonniers, 27. — Nouveaux détails sur cette invasion, 29.

BARBOSTE. AN I.^{er} 1793. Dénonciation par le procureur de cette commune d'un arrêté insurrectionnel du département de Lot-et-Garonne; 183.

BARCELONNE, en Espagne. AN 1791. Expulsion du consul de France de cette ville, 247. — AN VII. Jugement rendu par son conseil militaire contre les officiers qui ont rendu Figuières, 127.

BARCELLONNETTE. AN II. 1793. Les Piémontais sont chassés de cette vallée, 72.

BAREUTH (la principauté de). AN 1792. Notice historique sur ce pays, 93. — AN V. Défense faite par le roi de Prusse à ses habitants, de fréquenter les universités étrangères, 275.

BARJOLS. AN V. Arrestation près de cette ville du courrier de Marseille, 180.

BARRICADES (le poste des), dans les Alpes. AN II. 1794. Est pris par les Français, 269.

BASTILLE (la). AN 1789. Etat de ses forces; distribution du fort, 21. — Siège qu'en font les Parisiens au 14 juillet; petit pont-levis baissé par les assiégés; le peuple pénètre dans la citadelle; décharges faites sur lui; renouvellement du carnage, 22. — Perquisition dans le fort; remise de ses clefs à Brissot; délivrance de sept prisonniers; noms de plusieurs d'entre eux; notice historique sur ce fort et son régime intérieur, 23. — Manière dont les prisonniers y étaient traités, 24. — Le comité des douze est autorisé à réclamer les pièces qu'on y a trouvées, pour prouver la conspiration de la cour, 45. — Désordres parmi les ouvriers occupés à sa démolition, 106. — AN 1790. Offrande faite à l'assemblée nationale de la dernière pierre des fondemens de cette forteresse, 39. — Notice sur sa démolition, 112 et 123. — Sa place est destinée à un monument consacré à la liberté, 127. — Découverte d'un nouveau squelette dans ses débris, 134. — Réflexions sur le projet d'y élever un monument national, 144. — Mémoires authentiques pour son histoire, intitulés; *La Bastille dévoilée*, 166, 171 et 187. — Motion pour l'érection d'un monument sur ses ruines, 195. — Les frais de sa démolition sont mis à la charge de la nation, 279. — Récompenses accordées à ses vainqueurs, 374. — AN 1791. Nouvelle gratification à ceux d'entre eux qui y ont été blessés, 157. — AN 1792. Décret pour la formation d'une place sur son terrain et l'érection d'une colonne, 170. — Autre pour en poser la première pierre, 196. (*Voy. QUATORZE JUILLET.*)

BARTEINSTEIN. AN V. Lettre de cette ville sur la promesse exigée des prêtres, 113 et 114.

BASSANO. AN V. Marche de l'armée d'Italie sur cette ville, 151.

BASTIA. AN 1790. Célébration de sa réunion à la France, 29. — AN 1791. Décret pour le rétablissement des doctrinaires de cette ville dans la jouissance de leurs biens, 45. — Insurrection de ses habitans; conduite de Paoli dans cette circonstance, 199. — AN II. 1793. Les Anglais y sont

battus; imputations du club paoliste contre La-combe-Saint-Michel, 38. — Improbation de son adresse contre ce représentant, 76. — AN II. 1794. Nouvelle défaite des Anglais et de leurs partisans devant cette place, 246. — On y installe un parlement à l'instar de celui d'Angleterre, 186. — AN V. Les Anglais en sont encore expulsés, 53. (*Voy. la CORSE.*)

BATAVE (république). *Voy. HOLLANDE.*

BATAVES (les patriotes). AN I.^{er} 1793. Invitent la convention à délivrer leur patrie du joug du stathoudérat, et offrent des renseignemens importants pour y parvenir, 38. — AN III. Réclament de nouveau l'indépendance de la Hollande, 132. — Le général Daëndels leur écrit que la France les laissera agir eux-mêmes pour leur liberté, 138. (*Voy. HOLLANDE.*)

BATAVIA, colonie hollandaise. AN V. Lettre sur les funestes effets de la maladie qui y règne, 169.

BAUDOL (port de). AN 1792. Décret qui y établit une juridiction de prud'hommes, 95.

BAUSSET (le) près Toulon. AN IV. Sortie d'Isnard contre les terroristes de cette commune qui l'ont dénoncé, 194.

BAVAI. AN 1792. Brigandages commis sur le territoire de cette commune par les Autrichiens, 219. — AN II. 1794. Détails sur sa reprise, 284.

BAVIÈRE (électorat de). AN 1790. Entrée des troupes autrichiennes dans ce pays, 282. — AN 1792. — Prétentions de l'électeur sur Nuremberg, 7. — Caractère de ce prince; sa conduite à l'égard de cette dernière ville, 36. — Poursuites dirigées contre les illuminés de ses états, 42. — Il proscriit les journaux français, 68 et 87. — Sa mort, 117. — Déclaration du nouvel électeur, portant qu'il gardera la neutralité, 142. — Il refuse de reconnaître le ministre de France, 299. — AN I.^{er} 1793. Don fait à ses états par le duc de Deux-Ponts, 257. — AN III. Nouveau projet d'échange de cet électorat; explication demandée par l'électeur à l'envoyé impérial; réponse vague de ce dernier; autre note à l'empereur et réponse de celui-ci, 305. — AN IV. Conditions de l'armistice conclu avec la république française, 364. — AN V. Position critique de ce

pays, 94. — AN VI. Déclaration de cette cour contre la cession de la rive gauche du Rhin, 166. — Elle se défend d'avoir voulu renouer la coalition, 192. — Notice sur le comte de Marewki, son envoyé à Rastadt, 287. — Détails relatifs à son gouvernement, 314. — Vote de son ministre au congrès de Rastadt pour la démolition d'Ehrenbrestein, à condition que la France renoncera aux places fortes de la rive droite, 353. — AN VII. Demande faite à l'électeur par la république française des 14 millions de contributions qui lui sont dûs, 12. — Il augmente son armée de moitié, 36. — Cherche de nouveau à la compléter, 49. — Rescrit de ses états contre la suppression de différens couvens et les énormes impositions dont ils sont chargés, 120. — Il rappelle les troupes autrichiennes, 126. — Lève dix pour cent sur les biens ecclésiastiques, *ibid.* — Refus du clergé de payer cette contribution, 136. — Réunion des forces autrichiennes dans ce pays, 139. — Provocation, par le ministre français, de la prompte exécution du traité d'armistice, 149. — Réponse de l'électeur à cette demande, 151. — Mort de ce prince, 154. — Changemens opérés par son successeur, 173. — Arrestation des ministres dévoués à l'Autriche, 174. — Et du comte de Lippert, favori du feu électeur, prévenu de concussions, 181. — On s'y occupe des moyens de faire la paix avec la France, 182. — L'envoyé français est expulsé de cet état par les Autrichiens, 183. — Son ministre vote à Rastadt en faveur de la paix, 191. — Conduite barbare de la cour de Russie à l'égard de son ambassadeur, 225. — Protestation de son envoyé à Ratisbonne contre la dissolution du congrès de Rastadt par les troupes autrichiennes, 230. — Lettre de ce ministre au colonel Barbaczy sur l'assassinat des plénipotentiaires français, 238. — Arrestation du musicien Eck, soupçonné d'intrigues avec l'électrice douairière, 213. — Elle se résout à l'épouser, 323.

BAYEUX. AN 1789. Emeute dans laquelle le directeur des aides est chassé, 118.

BAYONNE. AN 1790. Assassinat de trois citoyens de cette ville par un officier du régiment d'Angoumois; lettre des officiers de ce corps aux capitaines de la garde nationale, 157. — Rapport et discussion sur la franchise de son port, 332. — Expli-

cations sur les droits de coutume perçus par A. Grammont, 346. — Lettre de la municipalité à Gorsas, 352. — AN I.^{er} 1793. Situation de cette commune, 53. — Succès de l'armée campée sous ses murs, 94. — Députation de cette ville relativement à la constitution, 171. — Incendie du Château-Neuf, 202. — AN II. 1794. Réflexions sur les servitudes de ce port, 210. — Cette ville est désignée comme recelant des complices de la conspiration des Landes, 216. — Elle fait l'éloge à la convention des représentans envoyés en mission sur cette frontière, et dément les calomnies tendantes à les faire rappeler, 256. — AN III. Nouvel article sur son port, 34. — Suppression de ses franchises, 103. — Motion contre ce décret, 114. — Mission de Blutel dans cette ville, 127. — Dénonciation de sa société populaire contre les députés Pinet et Cavaignac, 234. — AN V. Message du conseil des cinq-cents pour demander au directoire des renseignemens sur les détenus qui y ont été déportés de Saint-Domingue, 105. — AN VI. Honneurs militaires rendus par ses habitans au général Kosciusko, arrivant d'Amérique, 290.

BEAUFORT (la forêt de), département de Maine et Loire. AN 1791. Décret qui annule son inféodation, 202.

BÉARN (les états du). *Voyez la table de l'Introduction.* AN 1789. Réflexions de l'un des députés pour la conservation du titre souverain de cette province, 72. — Ils s'assemblent pour s'opposer au décret sur les biens du clergé, 88. — AN 1790. Etablissent une commission provisoire, 87. — Expriment leur vœu pour la conservation du château de Pau, comme berceau d'Henri IV, 235. — Explication à ce sujet, 236.

BEAUCAIRE. AN 1792. Lettre de la municipalité, annonçant le naufrage de trois compagnies de volontaires destinées pour Arles, 94. — Délivrance d'acquits à caution pour faciliter les marchands venans à la foire, 140. — AN I.^{er} 1793. Justification du maire, et à quelle occasion, 46. — Décret pour l'arrestation de faux témoins dans l'affaire relative aux troubles qui y ont eu lieu, 74. — Réclamations des citoyens contre la municipalité, 171. — Assassinat de patriotes; proposition d'en destituer les officiers municipaux, 189. — Décret

relatif à ces événements , 204. — AN II. 1794. Pétition de la société populaire contre l'arrestation d'Agricole Moreau , 178. — Lettre annonçant que l'ordre règne dans ses environs , et invitant les commerçans à s'y rendre pour la foire , 247. — AN III. Dénonciation de cette commune contre les agens de Robespierre , 219. — Rapport des décrets rendus contre le district et la municipalité , et secours accordés aux victimes de son tribunal révolutionnaire , 277.

BEAUGENCY. AN 1791. Réunion de son assemblée primaire ; elle supprime le nom du roi du serment prêté par chacun de ses membres , 181. — AN II. 1794. Réclamation de l'agent de ce district en faveur de deux détenus , 339. — AN IV. Placard royaliste affiché dans cette ville , 1.

BEAUMONT, en Flandre. AN II. 1794. Occupation de ce pays par les Français , 170.

BEAUMONT, dans la Vendée. AN IV. Rapport du commandant de cette place sur les chouans , 117. — Hommage rendu au patriotisme et au courage de ses habitans pour avoir repoussé les rebelles , 127.

BEAUNE. AN I.^{er} 1793. Lettre des administrateurs annonçant qu'ils ont arrêté les chefs d'un complot tendant à empêcher le recrutement de l'armée , 76. — AN II. 1793. Sursis à l'ordre donné pour l'arrestation du conseil-général de cette commune , 29. (*Voy. CÔTE-D'OR.*)

BEURAIN, près Arras. AN II. 1793. Accueil fait dans cette commune à une colonne de l'armée du Nord , 28.

BEUVAIS. AN 1790. Dénonciation contre Larochefoucault, évêque de cette ville, pour avoir protesté contre les décrets de l'assemblée nationale , 332. — AN 1791. Massieu en est nommé évêque , 56. — AN 1792. Elle est autorisée à disposer du métal provenant de la statue de Louis XIV , 250. — AN I.^{er} 1793. Troubles qui y ont eu lieu , et à quelle occasion ; Joseph Lebon y est envoyé en mission , 20. — Réclamations contre le rapport relatif à sa situation , 24. — Autres détails à ce sujet , 25 et 28. — Opérations d'André Dumont dans cette commune , 37. — Ses plaintes contre l'esprit qui y règne , 42. — Transmission des matières d'or et d'argent qui y ont été découvertes ;

décret pour la conservation de ses manufactures de tapisseries , 49. — AN III. Autre relatif à sa mise en état de rebellion , 42. — Lettre de Pérard qui en sollicite la révocation , 68. — Ses officiers municipaux renvoient à la convention un écrit séditieux qui leur avait été adressé de Paris ; mention honorable de leur conduite , 353. — AN IV. Autre renvoi de cette nature fait par les administrateurs du district , 31. — Rapport sur la résolution qui transfère son école centrale à Compiègne , 173. — Rejet de cette mesure , 174. — AN VI. Et d'une autre résolution sur les biens de ses hospices civils , 160. (*Voy. OISE.*)

BEC-D'AMBEZ. (*Voy. GIRONDE.*)

BÉDOVIN. AN II. 1794. Révolte de ses habitans ; Maignet y envoie des troupes ; arrestation des prêtres, nobles, parens d'émigrés et des autorités constituées, qui sont traduits au tribunal révolutionnaire ; décret qui ordonne que cette commune soit livrée aux flammes , 240. — AN III. Lettre de Goupilleau, de Montaignu, sur les malheurs qu'elle a éprouvés, et dénonciation contre Maignet à cette occasion , 65. — Accusations contre l'accusateur public Barjavel, dirigées par ses habitans ; demande de secours faite par eux , 77. — Nouvelles plaintes contre Maignet, comme l'auteur de son incendie , 110. — Jean Debry annonce sa résurrection , 248. — AN VI. Loi qui la décharge de ses contributions arriérées et courantes , 295 et 297. (*Voy. VAUCLUSE.*)

BÉFORT. AN 1790. Discussion et décret sur les troubles de cette ville , 305. — AN 1791. Nouveau rapport à ce sujet , 22. — Patriotisme de ses habitans , 86. — Arrestation, par les officiers municipaux de cette ville, d'un convoi d'argent destiné pour Soleure , 357 et 358. — AN 1792. Nouveaux troubles à l'occasion d'un transport d'argent ; risques courus dans cette circonstance par le ministre Narbonne , 21. — AN I.^{er} 1793. Taxe imposée sur les citoyens aisés de cette commune , 72.

BELFAST, en Irlande. AN 1791. Célébration d'une fête publique en mémoire de la révolution française , 218. — AN 1792. Vœux formés par ses habitans pour la prospérité de la république , 336.

BELGES (les patriotes réfugiés). AN I.^{er} 1793. Ils s'organisent en légions, 131. — Secours qui leur sont accordés, 167 et 202. — Observations faites par eux sur la manière dont les troupes devraient se conduire en entrant sur leur territoire, 264. — AN II. 1793. Décret qui leur accorde de nouveaux secours, 70. — AN II. 1794. Ils sollicitent le prompt jugement de leurs compatriotes détenus, 184. (*Voy.* BELGIQUE.)

BELGIQUE (la). AN 1789. Situation des insurgés; destitution d'un général autrichien pour avoir été battu par eux à Louvain et à Turnhout, 94. — Second manifeste des Belges; ils déclarent l'empereur déchu de sa souveraineté dans ce pays, 95. — Défaite du comte d'Arberg; progrès des patriotes sous la conduite du comte d'Avaux et du prince de Ligne, 96. — Suite de leurs succès; retraite des impériaux sur Bruxelles, qu'abandonnent l'archiduchesse et son époux; protection accordée à ces révolutionnaires par le gouvernement hollandais, 97. — Leurs nouveaux succès sur les impériaux qui continuent de se retirer; nouvelle armée levée par eux, et mise sous les ordres de Van-der-Meersh, 98. — Préparatifs de l'Autriche pour les réduire; proclamation pacifique de Joseph II, 100. — Détention par les patriotes de prisonniers autrichiens pour servir d'otages contre les cruautés du général d'Alton, 103. — Progrès des insurgés; nouvelle amnistie proposée par l'empereur, *ibid.* — Retraite des Autrichiens de devant Mons; opérations des deux parties; proclamations du cabinet autrichien, 104. — Succès des patriotes; prise de Gand; rassemblement des Etats; envoi d'argent en Prusse, en Suède et en Angleterre; retraite de l'archiduchesse à Bonn, 105. — Assemblée des Etats à Gand; situation d'Anvers; marche de d'Alton sur Tirlémont, 106. — Dispositions et mouvemens des patriotes, qui menacent Namur et Louvain, 108 et 109. — Accueil fait à leurs députés à Londres et à Berlin; proclamation du gouvernement de Bruxelles, *ibid.* — Armistice momentané, 110. — Négociation de l'agent Tort à Paris, pour faire seconder la révolution par la France, *ibid.* — Suspension des hostilités, 111. — Force de l'armée des patriotes, 112. — Prise par eux de Dinant; réflexions sur les vues de l'a-

ristocratie brabançonne, dans la révolution, 113. — Invitation au peuple de rentrer dans la soumission; arrivée de Cobentzel pour pacifier, 114. — Insurrection à Bruxelles; désertion des impériaux; retraite de d'Alton, 116. — Autres détails, 117. — Formation d'une milice impériale dans le Luxembourg, *ibid.* — Projet d'accomodement entre les patriotes et l'empereur, 119. — Organisation des nouvelles régences, 120. — Progrès de la révolution, 122. — Démolition de la citadelle de Gand, *ibid.* — Nouveaux articles constitutionnels pour l'organisation du pays, *ibid.* — Evacuation par les Impériaux de Malines, Namur et Louvain; annonce de la prise de d'Alton et de Trautmansdorff; arrivée de Van-der-Noot à Bruxelles, 123. — Lettre sur la situation du pays, et le but de sa révolution, 124. — Suite des dispositions militaires; augmentation des forces des patriotes, *ibid.* — Armistice d'Ismael, 125. — Conjectures sur une ligue des rois contre les peuples; autres sur les intelligences de la Prusse et du Stathouder avec Van-der-Noot; magasins hollandais mis à la disposition des patriotes, 126. — Envoi de Clairfayt pour commander dans les Pays-Bas, 129. — Séance des Etats, présidée par Van-der-Noot; succès de Van-der-Meersh contre les impériaux, 130. — Fixation de l'armée à quarante mille hommes; renouvellement de la magistrature; convocation des Etats de Flandres, 131. — Rappel du baron d'Herberg, *ibid.* — Convenance pour ces contrées, d'adopter la constitution de France, *ibid.* — AN 1790. Confédération de ses provinces, 3. — Réclamation contre l'opinion qui attribue leur révolution aux intrigues de l'Angleterre, 11. — Etat de l'armée belge; arrivée du duc d'Ursel, 14. — Attestation du chancelier de Gueldres, par ordre de Van-der-Meersh; action entre les Belges et les Impériaux, 19. — Résolution des Etats en faveur du commerce, 21. — Projet de leur donner un chef de la famille stathoudérienne, 28. — Traité d'union; établissement d'un congrès souverain, 31. — Opérations de ce congrès, négociation du comte de Cobentzel; réflexions sur l'indépendance des Etats, 40. — Marche rétrograde de leur révolution, 49. — Vains efforts du peuple pour sa liberté, 50. — Mémoire aux trois Etats sur les droits de la nation, *ibid.*, 51, 54 et 57. — Force

militaire des patriotes , 55. — Bulle du pape Pie VI, sur leur insurrection , 64. — Réparations qui leur sont offertes par l'empereur , *ibid.* — Etat de la révolution , 66. — Elle reçoit une fausse direction , 72. — Conditions proposées aux Belges pour un rapprochement avec l'Autriche ; traité conclu à Berlin entre l'Angleterre, la Prusse et la Hollande, relativement aux Pays-Bas , 73. — Remontrances de leur assemblée patriotique sur la marche rétrograde de la révolution, et les liaisons de Van-der-Noot avec les puissances étrangères, 76. — Décret d'ordre du jour de l'assemblée nationale de France sur le parti à prendre à l'égard de ces provinces, 77. — Observations sur leur conduite, *ibid.* — Divisions entre les provinces et l'assemblée patriotique, 83. — Enrôlement d'Anglais et d'Irlandais dans leur armée, 84. — Marche rétrograde de la révolution, 86. — Dénuement de l'armée des patriotes, 87. — Ils sont proscrits sous le nom de Wonckistes , 91. — Eprouvent un échec, 97. — Déclaration du congrès portant qu'il n'existe aucun traité entre lui et les puissances étrangères, 104. — Il écrit aux Etats de Flandres sur l'affaire de Van-der-Meersh , 115. — Sa résolution sur ce procès , 125. — Domination de Van-der-Noot , 150. — Combat des patriotes avec les Impériaux , *ibid.* , 152 et 163. — Faveur dont jouit Van-der-Noot , 152. — Despotisme du congrès et perfidie de Van-der-Noot , 165. — Le premier entretient le fanatisme des paysans, en déclamant contre l'assemblée nationale de France , 167. — Conduite mystérieuse de cette autorité , 170. — Elle négocie secrètement avec Léopold ; intrigues de Van-Eupen et de Van-der-Noot ; opérations de l'armée , 177. — Aveuglement du peuple , 185. — Bulletins officiels de l'armée, 189 et 194. — Rejet par le congrès des propositions de Léopold , *ibid.* — Conspiration supposée par lui , 194. — Etat de la révolution, 215. — La Prusse abandonne les patriotes , 225. — Leurs troupes sont battues à Aulne dans le Limbourg , *ibid.* — Extrait des résolutions du conseil souverain sur la conduite du roi de Prusse envers ces provinces , 227 et 237. — Conduite et proclamation du congrès à l'approche des Autrichiens, 245. — Rapport de ses députés à leurs commettans , 312. — Aveuglement des Belges ,

258. — Déclaration de la Prusse y relative , 262. — Autre de Van-der-Noot concernant les patriotes qui ont fui dans le combat , 289. — Revers essayés par eux , 296. — Dispositions de l'Angleterre , de la Prusse et de la Hollande à leur égard , 302. — Célébration de l'anniversaire de leur révolution , 312. — Manifeste de Léopold , qui leur accorde trois semaines pour se soumettre, 314. — Irritation des esprits, et projets de résistance , 321. — Ecrit prêchant la croisade et l'insurrection ; 324. — Nomination faite par les Etats de la personne du prince Charles , troisième fils de l'empereur , pour souverain héréditaire de la Belgique , 334. — Défection et reddition de l'armée , *ibid.* — Discours de Carra, et réponse de Stourm sur la situation de ces provinces, 337. — Leur entière soumission, 346. — Décret de l'assemblée nationale de France, relatif aux soldats belges qui s'introduiraient dans les départemens du Nord ; 348. — Nouveaux détails sur la reddition de la Belgique ; largesses qui ont hâté celle de Bruxelles , 352. — Etat de ce pays depuis sa soumission à l'empereur , 357. — AN 1791. Sa situation après la contre-révolution , 39. — Expulsion des Etats par le parti autrichien , 62. — Fermentation du peuple contre les moines ; applaudissemens donnés au rétablissement de l'ancien ordre de choses , 63. — Lettre sur la situation de ces provinces et les projets hostiles des princes émigrés, 65 et 67. — Renseignemens sur la conduite de la Prusse à l'égard de ce pays , 68. — Perfidie du gouvernement autrichien qui y sème les troubles en prêchant l'union , 69. — Poursuites dirigées contre les prêtres , par Léopold , 77. — Mesures prises par Bender pour y rétablir l'ordre , 81. — Situation du pays ; influence des prédicateurs , 89. — Convocation des Etats , 91. — Considérations sur ses troubles , 92. — Autres sur leurs auteurs , 97. — Ouverture des Etats au nom de l'empereur , 101. — Tranquillité apparente de ses habitans , 112. — Fermentation excitée par l'Autriche, pour fatiguer les Belges , 116. — Accusations dirigées contre les Etats, par Sandelin , 125. — Ils se plaignent d'être livrés au mépris du peuple par le ministère impérial , 131. — Persécutions contre les patriotes , 135. — Notice sur

la conjuration des nobles contre la liberté de leur patrie , 141. — Réclamation du peuple en faveur de ses privilèges , 143. — Division entre les Etats et la cour de Vienne , 251. — Protestation des premiers , 276. — Considérations sur leur résistance , relativement à l'affaire du conseil , 278. — Concentration des troupes autrichiennes dans le Brabant , 281. — Détails des opérations de son conseil sur les deniers publics , 289. — Querelle des Etats avec l'empereur et le conseil souverain , 290 , 303 et 307. — Détermination de la cour de Vienne , relative aux cinq conseillers qui siégeaient pendant les troubles , 320. — Refus des Etats de livrer leurs registres ; arrestation de quatre conseillers , 323. — Accord secret entre les Etats et Léopold , 335. — Résultat de leur querelle avec lui ; coup d'autorité de l'archiduc à cette occasion , 336. — Texte de la réprimande qui leur est faite , 353. — AN 1792. Manifeste de Dumourier à ses habitants , 308. — Instruction du même aux généraux , en entrant dans ce pays , 314. — Adresse du même au peuple belge , 347. — Décret de la convention nationale , qui règle le mode de l'administration provisoire du pays conquis , 352 et 353. — AN I.^{er} 1793. Alexandre Courtois , agent français , y provoque une convention nationale , 1. — Troubles dans les assemblées de ce pays , 6. — Instructions sur ses élections , 7. — Opinions diverses des villes sur les mesures du gouvernement français , relativement à ce pays ; félicitations sur le décret de réunion , 10. — Ses habitants sont accusés par Tallien de rejeter la liberté qu'on veut leur donner , 11. — Note sur leur situation , 18. — Rapport de Lacroix sur sa mission dans ce pays ; vœux émis pour sa réunion , 26. — Sommes exigées du clergé pour l'entretien des armées , 27. — Proposition par Danton de l'annexer à la France ; vœux de plusieurs communes à ce sujet , 33. — Plaintes contre l'assemblée des représentants provisoires , 35. — Annulation de leur protestation , et mesures prises contre eux , 38. — Lettre des commissaires nationaux , relative à l'organisation de ce pays , 42. — Effort des prêtres contre la révolution française , 46. — Liste des commissaires français qui y sont envoyés , 48. — On engage les sections de Paris à voler à son

secours , 69. — Dumourier y fait restituer l'argenterie des églises , 77. — Rapport sur sa situation et celle de l'armée ; réunion de plusieurs communes , 83. — Aliénation des habitants , attribuée par Dumourier au décret du 15 décembre , aux agens exécutifs , aux spoliations des églises , et aux réunions faites à coups de fusils , 84. — Décret pour l'examen des mesures ministérielles y relatives , 89. — Projet de Dumourier de la rendre indépendante et de s'en faire le chef , 92. — Situation de l'armée française ; joie des Bruxellois à l'approche des Autrichiens ; explications données par Danton sur sa mission et celle de Lacroix , dans ce pays ; détails à ce sujet , *ibid.* — Les émigrés en sont expulsés , 112. — Ordonnance de l'empereur sur leur séjour dans ces provinces , 119. — Proclamations de ce prince sur le mode de réclamation des habitants , 142. — Texte de l'amnistie accordée par lui , 155. — Drouet propose de municipaliser de nouveau cette contrée 255. — AN II. 1793. Refus fait par les Etats d'une levée d'hommes pour l'Autriche , 58. — AN II. 1794. Exposé de la conduite de Lacroix dans cette contrée , 146 , 154 et 157. — Progrès de l'invasion des Français dans la West-Flandre , 275. — Autre demande faite par l'empereur d'une levée d'hommes dans ces Etats , 282. — Nouveaux succès des armées françaises dans la Belgique , 286 et 289. — Vives alarmes de son gouvernement , 287. — Situation des deux armées , 289. — Une députation de ses habitants vient à Paris solemniser l'époque du 14 juillet , 298. — On y envoie 500,000 fr , 305. — Découverte faite à Bruxelles , des planches et cartes de Ferrary , 335. — AN III. Arrêté pour sa division territoriale , 7. — Arrivée à Paris de vingt-neuf chariots chargés d'or et d'argent provenant de ses contributions , 12. — Autorisation donnée aux absens d'y rentrer dans un certain délai , 85. — Compte rendu de ses contributions , 112. — Proclamation du général Fermand sur la position des armées françaises dans ce pays , 121. — Vœu de l'administration centrale pour sa réunion à la république , 153. — Arrêté des représentants en mission , relatif aux délits militaires , 156. — Suppression des comités révolutionnaires , 158. — Détails de la mission d'Hausmann ,

mann, 159. — Autre arrêté sur ses propriétés nationales, 163. — Envoi de tableaux, à Paris, 168. — Mesures prises pour la confection d'un état général, contenant les réquisitions qui y ont été faites, 183. — Secours accordés à plusieurs ouvriers, qui ont péri par une explosion de fosse, 207. — Rappel de Robert de Paris, accusé d'entraver l'administration, 252. — Ordre donné aux tribunaux, pour la poursuite des provocateurs au trouble, quels qu'ils soient, 278. — Prorogation des pouvoirs des représentans qui y sont en mission, 340. — AN IV. Formation d'un camp sur ses côtes, 4. — Proposition d'y réunir les pays conquis, 9. — Son organisation provisoire, *ibid.* — Rapport sur sa réunion, 11. — Suite de la discussion y relative, 13 et 14. — Décret à ce sujet, 16. — Proclamation faite à Mons sur sa réunion, 31. — Arrêté qui accorde aux religieux et religieuses de ce pays 900 liv. de pension, 57. — Le directoire affecte au remboursement des rescriptions, les rentrées de son emprunt forcé, 144. — Loi sur les marchandises qui y sont en dépôt, 213 et 217. — Message du directoire sur la manière d'en payer les ecclésiastiques, 262. — Rapport sur les pensions qui doivent leur être accordées, 336. — Discussion et opinions en faveur du projet y relatif, 337. — Décret à ce sujet, 338, 343 et 351. — Autre, et discussion sur la vente d'une partie de ses biens nationaux, 344, 353 et 354. — Adresse du directoire aux habitans, sur la légitimité des libérations faites en assignats avant le 9 prairial an 3, 349. — AN V. Proposition d'y substituer le régime constitutionnel au régime militaire, 3. — Motion sur l'introduction dans cette contrée des contributions françaises, 22. — Opinion sur ses revenus applicables aux dépenses de l'année, 39. — Horrible barbarie qu'on y a exercée sur une religieuse, 61. — Loi qui permet l'exportation en Hollande des bois de construction de ses forêts nationales, 96 et 97. — Rapport de Pérez sur les pétitions de plusieurs corps séculiers; nomination d'une commission chargée de présenter les moyens de préserver les biens de ses hospices, 97 et 98. — Discussion sur la suppression de ses ordres religieux, 102. — Déclaration portant que le roi d'Angleterre ne consen-

tira jamais à sa réunion à la France, 111. — Départ de Benezech, ministre de l'intérieur, pour s'y rendre, 127. — Arrêté du directoire qui le charge de la parcourir, et d'y rechercher tous les moyens de prospérité, 135. — Observations de Roux sur les propositions faites par l'Angleterre, pour la rendre à l'empereur, 137. — Rapport de Benezech sur sa mission, 149. — Plusieurs de ses habitans provoquent le renouvellement de leurs autorités, 160. — Réclamations de Wousen, pour qu'elle soit excepté de la loi qui établit la contrainte par corps en matière civile, 163. — Rapport de Pérez sur la suppression des Alexiens, 175. — Résolution pour le renouvellement en entier des corps judiciaires et administratifs y établis, 176. — Autre sur les conditions requises pour pouvoir y voter, 177. — Rejet de la résolution sur l'inscription au rôle des contributions des départemens qui en font partie, 179 et 182. — Loi relative au payement des pensions des religieux et religieuses, 228 et 234. — Ecrit de Saint-Aubin sur l'avantage résultant de la vente de ses biens nationaux contre des inscriptions au grand-livre, 252. — Proposition de suspendre cette vente, 244. — Message sur le remboursement de son clergé, 262. — Motion de Bonaventure au sujet de la vente de ses biens, 279. — Discussion et résolution qui en ordonnent la continuation, 288. — Réclamations d'Hannecart pour faire assurer les créances de ses habitans sur les mêmes biens, 291. — Résolution relative à la liquidation de sa dette, 352. — AN VI. Rapport de Crassous sur cet objet; discussion d'icelui; il est d'abord adopté, puis renvoyé au directoire, 19. 25 et 26. — Proposition d'y supprimer le clergé séculier et les bénéfices simples, et de déclarer biens nationaux tous ceux qui leur appartiennent, 21. — Adoption de ce projet, 36 et 71. — Décret sur l'organisation de la gendarmerie dans ces départemens, 40 et 57. — Résolution concernant la diminution du droit d'entrée sur les toiles de coton blanches, venant de l'étranger, 79. — AN VII. Marche de troupes françaises contre les conscrits rebelles, 40. — Décret qui assimile aux émigrés ceux de ses habitans au service de l'Autriche, qui n'ont pas donné leur démission avant l'an 2, 82. — Contribution

imposée sur les propriétés des maisons d'où l'on aurait tiré sur les troupes républicaines, 94. — Rétablissement de l'ordre dans ces contrées, 134. — Mise en liberté de dix-neuf de ses otages détenus au Temple, 199. — Arrêté du directoire concernant les fonds placés en Autriche par plusieurs Belges, 205. — Formation d'un camp près Bruxelles, 243. — Accusation dirigée contre Merlin au sujet des arrestations arbitraires qui y ont eu lieu, 274. — Proclamation du général Béguinot aux habitants pour les rappeler à leur devoir, 293. — Tentative de l'Angleterre sur ses côtes, 333. — Message au directoire pour connaître la situation de ses places frontières, 365 et 366. (*Voyez DUMOURIER, BRUXELLES, BRABANT, PAYS-BAS, etc.*)

BELGRADE. AN 1791. Restitution de cette ville à la Porte-Ottomane, 304. — AN III. Bruit de sa prise par les Serbiens et les Bosniaques, 307. — Soumission de ces rebelles, 342. — AN VI. Marche des Turcs sur cette place, 107. — Entrée d'une troupe de révoltés dans ses faubourgs, 126. — Levée du camp sous ses murs, 219. — Ravages exercés par la peste, 319. — AN VII. Révolte des janissaires, 227.

BELLAY. AN III. Adresse par laquelle cette commune demande la déportation des individus dangereux, 122.

BELLEFONTAINE. AN 1789. Offre faite à la nation, par les religieux de cette abbaye, de tous les biens en échange de la liberté, 87.

BELLEGARDE (le château de), près de Saintes. AN 1790. Est incendié par les paysans insurgés, 143.

BELLEGARDE. AN I.^{er} 1793. Bombardement de cette place par les Espagnols, 160. — Nouvelles de son ravitaillement; dévouement des républicains qui la défendent, 182. — Annonce de sa reddition, 190. — Noms des membres du conseil de guerre qui ont refusé de signer la capitulation, 218. — Arrivée tardive des secours qui lui étaient destinés; motion de Gnyomard à cette occasion, 226. — AN III. Nouvelle de sa reprise; décret qui lui donne le nom de Sud-Libre, 6.

BELLE-ISLE, en mer. AN I.^{er} 1793. Prise devant ce port de six bâtimens anglais chargés de poudre pour la Vendée, 241. — AN III. Il est dévasté par l'escadre de Lrest, 286. — Et sommé par

les Anglais de se rendre à Louis XVIII; réponse de son commandant; ravitaillement de cette place; bonnes dispositions de ses habitans, 293.

BELLEVILLE, près Paris. AN IV. Décret qui enjoint au maire de se rendre à la barre, à l'occasion du 13 vendémiaire, 20. — Il y rend compte de sa conduite, 21. — Plainte de ses habitans contre la prochaine adjudication de leur église, 302.

BELLEVUE (le château de), près Paris. AN II. 1794. Décret qui le conserve pour servir d'établissement public, 228.

BELLINZONE, en Italie. AN VI. Prestation du serment civique par ses habitans; fête patriotique à cette occasion, 362.

BELVÉDÈRE (la principauté de). AN II. 1794. Est prise par les Français, 226.

BENDER, en Turquie. AN 1789. Prise de cette ville par Potemkin, 118. — Lettre du pacha au même, à cette occasion, 122. — Notice sur cette ville, et son siège par les Russes en 1770, 130.

BENEVE, département du Calvados. AN IV. Décret relatif aux prévenus de l'assassinat de son agent, 355.

BENEVENT, en Italie. AN VI. Insurrection des habitans de ce duché, en faveur de la liberté, 195 et 261. — AN VII. Arrêté du général MacDonald, pour l'administration de son territoire, 217.

BENGALE (le). AN V. Arrivée, à Londres, de nouvelles sâcheuses de ce pays, 137.

BERBICE, colonie hollandaise. AN V. Est reprise sur les Anglais, 5.

BERTY, près Paris. AN II. 1794. Dénonciation par ses officiers municipaux d'un arrêté de la commune de Paris qui les invite à courir en armes, au secours de Robespierre, 312.

BERDAWITZ (le poste de). AN II. 1794. Le brave Harispe se couvre de gloire, lors de sa prise, 263.

BERG (duché de). AN IV. Décret sur les droits d'entrée des marchandises venant de ce pays, 335 et 342.

BERGAME. AN V. Prise du château par Baraguey-d'Hilliers, 107. — Proclamation de ce général, et à quelle occasion, 126. — Insurrection dans cette ville; expulsion des gouvernans et nomination d'officiers municipaux, 185. — Plantation d'un arbre de la liberté, 198. — Proclamation de la muni-

cipalité sur cette révolution; lettre pastorale de l'évêque, 203. — Ses représentans provisoires écrivent à la république cispadane qu'ils désirent allier leur liberté à la sienne, 205. — Fin des troubles de cette ville; trahison à Salò; siège de cette place, 215. — Manifeste des Vénitiens, qui dévoile les causes de la contre-révolution qui s'y est faite, 217. — Regret des habitans de la vallée de Val-Gandino, de s'être armés contre les Bergamasques, 232. — AN VI. Tendance de ces derniers vers la démocratie, 29.

BERGERAC, département de la Dordogne. AN III. Lettre des citoyens de cette commune, annonçant l'acceptation de la constitution, 364. — AN VI. Elle est mise en état de siège par le directoire, 191.

BERGHEN, en Norwège. AN III. Incendie dans cette ville, 166. — Reconnaissance de ses magistrats envers les marins français qui les ont secourus, 168.

BERG - SAINT - VINOX. AN 1789. Donne aux patriotes français l'exemple de ne faire usage que des produits des manufactures nationales, 98. — AN I.^{er} 1793. Distribution faite à ses habitans d'une somme de 100,000 fr. par l'ordre du ministre de l'intérieur, 91. — La constitution de 1793 y est acceptée avec enthousiasme, 186. — Lettre des administrateurs du district, annonçant la belle défense du poste d'Oost-Cappel, 195. — Mise en état de siège de cette ville; motifs de cette mesure, 239.

BERLIN. (*Voyez PRUSSE*).

BERNAY, département de l'Eure. AN 1789. Demande de secours en grains, faite par ses habitans, 59. — AN I.^{er} 1793. Lettre de sa société démocratique, annonçant le fédéralisme des départemens voisins, et désavouant tout complot liberticide; translation dans cette ville de l'administration centrale, 167. — Dénonciation du conseil-général de la commune contre les administrateurs du département, 171.

BERNE. AN 1789. La Suabe arrête l'exportation de ses grains pour cette ville, 150. — Son gouvernement garantit celui de Genève, de concert avec les ministres de France et de Sardaigne, *ibid.* — AN 1790. Les papiers et journaux français y sont prohibés, 98. — Mouvements hostiles dans

ce canton contre la France, 268. — Proclamation du sénat au sujet des sociétés de Suisses patriotes, formées à Paris, 274. — Autre des magistrats sur les troubles du Bas-Valais, 274. — Alarmes de ce gouvernement sur la propagation des principes révolutionnaires de France, 287. — AN 1791. Il persécute les pasteurs protestans, 15. — Et les patriotes vaudois, 227. — Critique dirigée contre lui, 230. — Rigueurs exercées sur des officiers français qui avaient célébré le 14 juillet, 299. — AN 1792. Sa lettre à Louis XVI sur le désarmement, à Aix, du régiment d'Ernest, 87. — Sa disposition contre la révolution française, 95. — Il persécute les partisans de la liberté, 118. — Persiste à rappeler le régiment d'Ernest, 121. — Reçoit mal la lettre de Dumourier, à l'occasion de ce régiment, 127. — Fait des préparatifs pour protéger son territoire, 137. — Donne avis à Barthélemy des mesures qu'il a prises pour faire observer la plus exacte neutralité, 158. — Rejet de sa réclamation tendante à obtenir l'évacuation de l'évêché de Bâle par les troupes françaises, 278 et 279. — AN I.^{er} 1793. Lettre de Lausanne sur sa neutralité, 262. — AN II. 1794. Note du gouvernement anglais pour le détourner de reconnaître la nouvelle constitution de Genève, 205. — Décret relatif à ses propriétaires de titres de créances sur les prévôts de Lyon, 205. — AN III. Autre qui les liquide, 107. — Départ de l'émigré Dumas, 212. — Notice sur M. d'Erlach, son député à la diète de Frawenfeld, 318. — AN V. Talbot, l'un des secrétaires du lord Malmeshury, arrive dans ses murs, 167. — AN VI. Nouvelle officielle du rappel de l'envoyé Vickham, 44. — Levée faite par les nobles des Marches contre les Français, 110. — Menées des patriciens, 122. — Réunion des habitans des campagnes au parti des citoyens; progrès de l'insurrection contre l'oligarchie, 136. — Ordre de laisser sortir secrètement de prison Junod, du pays de Vaud, 138. — Renouciation du gouvernement à ce pays, 144. — Lettre du ministre français en faveur de la ville d'Aarau, et proclamation du gouvernement à ce sujet, 147. — Brochure, intitulée: *Réconciliez-vous Suisses*, répandue par ordre des oligarques bernois, 158. — Terme donné à

la régence, par le ministre français pour l'acceptation d'un projet de république helvétique, 159. — Nouvelle note de ce ministre sur les mesures à prendre pour l'intérêt de l'état, 160. — Lettre de la régence au directoire français contre les hostilités, 161. — Déclaration faite à elle par les habitans de Sainte-Croix et autres communes, 167. — Défaite de ses habitans, 171. — Entrée du général Schawembourg dans cette ville, 173. — Correspondance sur ses affaires, 176. — Annonce de la mort, sur le champ de bataille, de 800 femmes qui s'étaient jointes à ses troupes, 182. — Déclaration de ce gouvernement en réponse à l'*ultimatum* du général Brune, *ibid.* — Fin des opérations relatives aux élections, 200. — Arrestation de six membres de l'ancien gouvernement comme otages, pour répondre des contributions imposées par les Français; leur traduction à Bâle, 214. — Note sur les ours de cette ville, 219. — Départ pour Paris de quinze charriots chargés d'écus de six fr., 223. — Désarmement des paysans de ce canton, 227. — Remise de six millions de contributions, faite à ses oligarques, 230. — AN VII. Sa mise en état de siège, à cause des sentimens plus que douteux de ses habitans, lors de l'arrivée des Autrichiens, 205.

BERRY (le). AN 1789. Demande faite par un membre de sa députation pour que l'argenterie du roi soit conservée comme chef-d'œuvre de l'art, 61. — Accusations dirigées contre son clergé; mesures proposées à cette occasion, 89. — AN 1790. Troubles dans cette province, relativement aux assemblées primaires et électorales, 154.

BESANÇON. AN 1789. Dénonciation contre son parlement; décret à ce sujet, 85. — Réclamations de son clergé pour la suppression de la chambre ecclésiastique de Colmar, 101. — AN 1790. Refus fait par sa municipalité de laisser jouer *Charles IX*, 82. — Elle est autorisée à emprunter pour secourir les indigens, 87. — Détails sur l'émeute du 21 mars, 104. — Sa garde nationale justifie le comte de Narbonne, inculpé dans les Annales politiques et littéraires, 181. — Dénonciation par les officiers municipaux d'un écrit incendiaire distribué à l'armée, 217. — Etablissement dans cette

ville d'un tribunal de commerce, 290. — Décret sur la circonscription des cantons de ce district, 315. — AN 1791. Autre pour faire terminer les procédures occasionnées par les enrôlemens qui s'y sont faits pour les princes émigrés, 50. — Rétablissement du calme parmi les habitans, 348. — AN I.^{er} 1793. Diétrick récuse son tribunal criminel, 29. — AN II. 1794. Dénonciation faite aux Jacobins par la société populaire de cette ville du gouvernement de Neuchâtel, comme persécuteur de Cauvin, 160. — Détails donnés, par Veau, à la convention sur son prétendu Saint-Suaire, 247. — AN III. Décret sur sa fabrique d'horlogerie, 98. — Correspondance y relative entre Boissy d'Anglas et Reyhaz, envoyé de Genève, 138. — Accusations dirigées par elle contre le député Lejeune, 258. — Décret qui confirme les arrêtés pris en faveur de son horlogerie, et dispositions y relatives, 280. — Réclamations de plusieurs patriotes de cette commune, incarcérés; sursis des procédures commencées contre eux; discussion à ce sujet, et révocation du décret précédent, 345. — Lettre de l'administration du département sur les troubles y survenus, 349. — Pétition en faveur des horlogers suisses, exclus de ses assemblées primaires, 365. — AN IV. Dénonciation de ses habitans contre Saladin; et justification de Quirot, son collègue, 24. — Résolution qui annule celles de ses élections présidées par Périgny, 173. — AN VI. Autres dénonciations contre les députés Louveau et Grappe, 119. — Inculpations dirigées contre l'accusateur public, 193. — Pétition de la municipalité relative aux troubles qui y ont eu lieu, 343. — Plaintes de Briot sur un jugement du tribunal qui en fait retomber le blâme sur les républicains; arrêté du conseil des cinq-cents, pour le dénoncer au directoire, *ibid.* et 344. — AN VII. Rejet d'une résolution relative aux entrepreneurs de son horlogerie, 35. — On exempte du droit de marque le produit de ses manufactures, 155 et 185.

BÉTHUNE, département du Pas-du-Calais. AN 1790. Troubles dans cette commune, 43. — AN III. Plaintes de ses habitans contre Joseph Lebon; 123. — AN VII. Adoption de la résolution qui affecte la maison de l'émigré Giroux au service de son tribunal, 120.

BEWAL (forêt de). AN II. 1794. Est abandonnée par les Autrichiens, 120.

BÉZEVILLE. AN II. 1794. Décret qui annule les poursuites commencées au Havre contre plusieurs de ses habitans, 201.

BÉZIERS. AN 1790. Troubles dans cette commune, 48. — On y établit un tribunal de commerce, 335. — AN IV. Elle réclame contre la réunion à Montpellier de tous les établissemens publics du département, 204. — Décret qui annule ses élections, 352. — AN VI. Elle est mise en état de siège, 147.

BICÈTRE (la maison de). AN 1789. Article sur la nécessité de réviser les jugemens de ses détenus, d'après les tentatives d'évasion qui y ont eu lieu, 112. — Tableau de son régime intérieur, 121. — AN 1790. Notice d'un ouvrage sur sa réforme, 38. — Insurrection dans cette prison, 52. — Considérations sur ses besoins, 83. — Lettre du comité de mendicité au ministre de la justice sur cet établissement, 354. — AN II. 1794. Conspiration des prisonniers dévoilée par Valogne, 219. — Détails donnés par Barrère sur d'autres tentatives qui y ont eu lieu, 306. — AN III. Evasion de cinquante d'entre eux, et reprise de trente-quatre par les communes environnantes, 191.

BIDASSOA (la), rivière. AN I.^{er} 1793. Est repassée par les Espagnols, 205.

BIDIN. AN I.^{er} 1793. Réunion de cette commune à la France, 81.

BIEGOROD. AN 1789. Prise de cette ville par le prince Potemkin, 98.

BIENNE (la république de). AN 1792. Négociation de ses députés avec les commissaires de l'assemblée nationale, 247. — Lettres des magistrats sur le séjour des troupes bernoises dans son territoire, 252. — AN VI. Vœu manifesté par ses habitans pour leur réunion à la France, 150. — Entrée des troupes républicaines dans ses murs, 159. — Cérémonies qui y ont eu lieu à l'occasion de la plantation d'un arbre de la liberté, 163.

BIEZ, département du Pas-de-Calais. AN VII. Adoption de la résolution qui y transfère le chef-lieu de l'administration municipale de Fressen, 94.

BILBAO. AN III. Prise de cette place par l'armée des Pyrénées-Orientales, 319.

BILIOM. AN II. 1794. Dénonciation de sa société populaire contre les partisans de Robespierre, 327.

BINASCO, en Italie. AN IV. Incendie et pillage de ce village pour s'être révolté contre les Français, 262.

BINCH. AN II. 1794. Prise de cette ville par l'armée des Ardennes, 246.

BINGEN. AN III. Annonce faite par Bourbotte de l'entrée des Français dans cette place, 38.

BIRMINGHAM, en Angleterre. AN 1791. Soulèvement considérable dans cette ville à l'occasion de l'anniversaire de la révolution française, 206. — Détails à ce sujet, 211. — Arrestation de cent soixante-dix individus prévenus d'en être les auteurs, 215. — Mesures prises à leur égard, 220. — Procès dirigé contre eux, 250. — AN III. Nouvelle sédition dans cette ville, occasionnée par le prix des denrées, 303.

BITCHE. AN 1790. Troubles dans cette ville, 222. — AN I.^{er} 1793. Elle est délivrée par le général Hoche, 64. — Nouvelle tentative de l'ennemi pour s'en emparer, 73.

BLAINVILLE, département de la Manche. AN V. Réclamations des citoyens de cette commune contre les opérations de l'assemblée primaire, 194. — Décret qui annule ses élections, 197 et 198.

BLANCKEMBERG. AN VI. Tentatives des Anglais contre cette place; ils en sont repoussés, 271 et 328.

BLANCKENBOURG. AN VI. Départ de cette ville de *Monsieur*, dit le prétendant, 171.

BLATON. AN I.^{er} 1793. Les Anglais et les Hollandais y sont battus, 254.

BLIDESTROFF. AN 1791. Emeute dans cet endroit, 60.

BLIECASTEL, département de la Meurthe. AN VI. Tremblement de terre dans ce canton, 188.

BLOIS. AN 1790. Dénonciation des pamphlets incendiaires publiés par l'ancien évêque de cette ville, 107. — AN 1791. Grégoire est nommé pour lui succéder, 48. — AN 1792. Adresse de sa société populaire, provoquant la déchéance de Louis XVI, 179. — AN I.^{er} 1793. Opérations révolutionnaires de Guimbertau dans cette commune; destitution de sa municipalité, 46. — Adresse de ses habitans, approbative des 31 mai, 1.^{er} et 2

juin, 162. — Dénouciation de ses administrateurs contre Carra, 167. — AN III. L'arbre de la liberté, mutilé le 9 thermidor, y est replanté par le conseil-général de la commune; mention honorable de son zèle dans cette circonstance, 321. — AN IV. Accusations dirigées contre deux de ses sections, et pourquoi, 33. — AN VI. Clôture de son cercle constitutionnel par ordre du directoire, 168. — Causes qui ont motivé cet acte de rigueur, 172.

BOBBIO, en Italie. AN VII. Entrée du général Lapoye dans cette place, 284.

BOHÈME (la). AN 1790. Formation d'une armée dans ce royaume, 92. — Convocation des états, 111. — Léopold y supprime le système d'imposition établi par Joseph II, 207. — Ouverture des états, 209. — Ils réclament le rétablissement de leurs privilèges, 227. — AN 1791. Prétentions de son clergé, 109. — AN I.^{er} 1793. Départ d'une partie de l'armée de Condé pour ses frontières, 234. — AN III. Déclaration de son ministre sur les négociations de paix entamées entre l'empereur et la république française, 249.

BOIS-LE-DUC. AN III. Annonce de la prise de cette place, 20. — Détails à ce sujet, 26. — AN VII. Elle est ravagée par les inondations, 173.

BOISSEAUX (les), département du Loiret. AN V. Rejet de l'arrêté d'urgence pris sur la résolution qui en transfère le chef-lieu dans la commune d'Arceville, 171.

BOLERMA. AN VI. Est réuni à la république helvétique, 287.

BOLOGNE, en Italie. AN 1790. Fermentation dans cette ville, 97. — AN IV. Elle est prise par les Français, 284. — AN V. Plan de constitution présenté à ses habitants par la junte, 9. — Edit du sénat qui les oblige à porter la cocarde nationale française, 12. — Il annonce que la constitution est achevée, 38. — Prohibe l'exportation de toute espèce d'armes, 55. — Sa déclaration sur les excès auxquels se sont portés les Birichini le jour de la plantation de l'arbre de la liberté, *ibid.* — Décret qui déclare indissoluble la réunion de cette ville avec celles de Modène, Ferrare et Reggio, 56. — Edit du sénat qui ordonne aux religieux étrangers d'en sortir sous trois jours, 59.

— Extraction de son institut d'objets précieux pour la France, 68. — Achèvement de la constitution par le sénat; elle est approuvée par le général Bonaparte et par les commissaires français, 72. — Tenue des comices et élection des représentants, 100. — Acceptation presque unanime de la constitution, 107. — Proclamation du congrès cispadan au peuple de cette légation, 127. — Le pape la cède à la France par le traité de paix, 164. — Réflexions sur l'esprit public qui y règne, 176. — On y brûle le livre d'or contenant le nom des nobles, 295. — Proclamation y annonçant l'institution d'une commission d'instruction publique, 300. — Suppression de cette commission, 315. — Réunion de cette ville à la république cisalpine, 335. — AN VI. Loi qui règle son pouvoir judiciaire et civil, 3. — Nomination de Lacépède et Fourcroy comme membres de son institut des sciences, 35. — Autre loi sur le clergé tant régulier que séculier, 55. — L'archevêque est invité, par le département du Rheno, à faire démolir les prisons épiscopales, 99. — Troubles arrivés au spectacle; ordre donné à ce sujet par le commandant de la place Rousselet, 280.

BOMMEL (île de), en Hollande. AN III. Est prise par les Français, 105.

BONIASQUES (les). AN 1792. Opposition à la cession de leurs places en vertu du traité de limitation, 250.

BONN. AN III. Confirmation, par les représentants du peuple, d'un arrêté des administrateurs sur la répartition des contributions exigées du clergé de Cologne, 271. — AN VI. Célébration, dans cette ville, d'une fête civique en mémoire de la fondation de la république française et de l'indépendance cis-rhéane, 12. — Acte de souveraineté de ses habitants, 76.

BONNE-ESPÉRANCE. (*Voy.* CAP DE BONNE-ESPÉRANCE.)

BORDEAUX. (*Voy. table de l'Introduction.*) AN 1789. Opposition à l'admission de sa députation noble, 10. — Précis des événements qui y ont eu lieu en apprenant la conduite de la cour au 14 juillet, 28. — Sacrifice fait par le premier président de son parlement d'un droit de péage très-avantageux, 35. — AN 1790. Proposition, par cette ville, de l'ins-

titution d'une fête pour marquer l'ère de la liberté, 6. — Troubles y excités par des jeunes gens contre les Juifs; rapport sur ces événemens, 42. — Election du maire, 50. — Admission à la barre d'une députation de son armée patriotique, 60. — Décret contre le président et le procureur-général de sa chambre des vacations, à l'occasion d'un arrêté qui attribue à l'assemblée les brigandages commis dans les provinces, 65. — Félicitations données à la garde nationale et à la municipalité pour avoir dénoncé l'arrêté du parlement, *ibid.* — Suite de cette affaire; le président paraît à la barre, 100. — Improbation du réquisitoire de la chambre des vacations, 116. — Et de la conduite du parlement, 121. — Approbation du zèle de la commune dans l'affaire de Montauban, 140. — Sa garde nationale reçoit l'ordre de partir pour y aller rétablir le calme, 149. — Lettre sur ses propres troubles, 220. — Adresse de l'assemblée générale du commerce à l'assemblée nationale, en faveur des assignats, 254. — AN 1791. Couronne civique décernée à Jacques-François Lafosse, et pourquoi, 44. — Nomination de Pacareau, ex-chanoine, à l'évêché de cette ville, 85. — Lettre sur l'opinion de ses habitans relativement aux Colonies, 143. — Satisfaction qu'ils éprouvent à la nouvelle du décret qui les concerne; mesures prises par les administrateurs pour empêcher l'effet des mauvaises intentions de quelques Colons, 145. — Ils avancent 800 mille francs, 230. — Réclament contre le décret du 15 mai sur les îles françaises, 244. — Ses commerçans applaudissent à cette loi, 275. — Dénonciation des Bordelais contre le défaut d'armes et de fournimens destinés aux volontaires, 291. — Ils offrent des vaisseaux pour porter des secours à Saint-Domingue, 315. — Lettre de sa société des Amis de la constitution contre l'assemblée générale des Colonies, qu'elle accuse d'avoir fomenté l'insurrection des nègres pour pouvoir y appeler les puissances étrangères, 325. — AN 1792. Satisfaction de ses citoyens à la nouvelle de la guerre, 124. — Demande, par ses officiers municipaux, des avances faites par eux, 126. — Don de 73,000 francs offert par sa société populaire, 154. — Adresse de ses membres contre l'envoi du journal *l'Ami du peuple*, 309. — AN 1.^{er} 1793.

Provocation, par plusieurs de ses habitans, d'une imposition extraordinaire sur le superflu des riches, 64. — Troubles dans cette ville correspondans à ceux du 10 mars, 76. — Secours de deux millions qui lui est accordé pour ses subsistances, et vive discussion à ce sujet, 91. — Alarmes y conçues sur le bruit de l'expulsion de trois cents membres de la convention et de la mort de vingt-deux d'entre eux; serment de les défendre ou de périr sur leurs tombeaux, 136. — Lettre de Pache à la municipalité de cette ville sur les événemens du 31 mai, 155. — Elle est accusée par Robespierre, et pourquoi, 161. — Imprime la séance du 3 juin, 162. — Modération de ses habitans envers les représentans Ichon et Dartigoyte, 165. — Mathieu et Treilhard y sont momentanément arrêtés, 187. — Gaffare écrit que l'indignation du peuple contre la commission populaire est montée à son comble, 192. — Imprimés envoyés par elle à Custine, et transmis par celui-ci à la convention, 198. — Acceptation de la constitution de 1793, par la section de la Liberté, 199. — Réponse du général Houchard à sa société populaire; Barrère donne lecture d'une lettre de son comité central à Maugeret, commissaire de la Gironde, 203. — Décret qui répute émigrés les citoyens qui n'en sortiraient pas dans trois jours, 205. — Ses autorités correspondent avec Rouyer et Brunel, 217. — Elles sont rendues responsables des sommes enlevées à la monnaie; mise hors la loi des membres de sa commission prétendue de salut public, et de Lavauguyon, chef d'administration maritime, 220. — Des commissaires des vingt-quatre sections réclament l'indulgence de la convention et le rapport de ce décret; Chabot les accuse de mauvais traitemens envers les représentans du peuple, 244. — Compte rendu des persécutions que Lays y a éprouvées, 255. — Sa commission populaire est recommandée à la surveillance des Jacobins, 263. — Ses habitans lèvent un bataillon pour marcher contre Toulon révolté; Ducos l'annonce à la convention; discussion entre lui et Robespierre à ce sujet, 264. — Baudot l'accuse de protéger les prêtres et les émigrés, et de persécuter les patriotes, 269. — Changemens opérés dans cette commune, 271. — Discussion, aux Jacobins, sur les affaires y

relatives ; une députation de sa municipalité provisoire proteste de son dévouement à la convention, et fait une adresse aux Parisiens ; décret qui en ordonne l'envoi à la commune de Paris , 272. — Autre députation aux Jacobins , annonçant que cette ville est rentrée dans le devoir ; discussion sur sa cavalerie particulière , et accolade fraternelle donnée à ses députés , 274. — Arrêté relatif à cette ville , communiqué par Rallier aux Jacobins ; arrestation dans ses murs de plusieurs conspirateurs , 277. — AN II. 1793. Hérault fait décréter que les suspects y seront désarmés , 17. — Mission dans cette ville de Dunouy et Viallard , commissaires de la commune de Paris , 20 et 21. — Sa prétendue révolution est taxée par Tallien de mouvement feuillant ; Ysabeau y fait arrêter Duchâtel , Marchéna et autres , 25. — Envoi de vingt missionnaires Jacobins dans cette commune , 30. — Désarmement des citoyens ; création d'une commission militaire ; arrestation de Lavauguyon , 37. — Opérations de Tallien et Ysabeau ; arrestation de Biroteau , Girey-Dupré ; Lavauguyon et autres , 38. — Opérations de Baudot ; supplice de Biroteau et Lavauguyon ; renvoi , pour y être jugés , de cinq membres de sa commission populaire , 43. — Compte rendu aux Jacobins des opérations de Baudot en cette ville , 46. — Suicide de Bertoneau , chef de la commission populaire , 52. — Cette commission est renvoyée au tribunal révolutionnaire , 58. — Jugement de Biroteau et autres , pour cause de fédéralisme , 59. — Lettre des représentans aux Jacobins de Paris , annonçant qu'ils font tomber les têtes des meneurs et saigner la bourse des riches , 72. — Destitution de l'état-major de son armée révolutionnaire , 82. — Autre lettre des députés en mission , sur la marche de la commission militaire , l'arrestation des artistes du grand théâtre et des gros négocians , et la clôture des églises , 83. — Détails et pièces sur l'exécution de Biroteau , 85. — Arrêté de la commission militaire , relatif aux lettres anonymes écrites aux représentans Tallien et Ysabeau , 93. — AN II. 1794. — Opérations du premier contre les conspirateurs , les modérés , les suspects , 117. — Rapport du même sur sa situation , 175. — Lettre d'Ysabeau louant l'esprit révolutionnaire de la majorité des citoyens ; supplice d'un prêtre et d'une religieuse ,

pour démentir l'abolition de la peine de mort publiée par le modérantisme , 176. — Plaintes de la société populaire contre les calomnies dont les citoyens sont l'objet , 183. — AN III. Une députation obtient le rapport du décret qui déclare cette ville en état de rébellion , 42 et 45. — Lecointre , de Versailles , propose d'examiner la conduite d'Ysabeau pendant la mission qu'il y a remplie , 71. — Ce dernier est rappelé , et un décret casse la commission qu'il y a établie , *ibid.* — Ses habitans félicitent la convention , 72. — Jeanbon-Saint André l'invite à faire comprendre Sers dans la suspension du décret de mise hors la loi , ordonnée à l'égard des fonctionnaires de cette commune , 79. — Lettre d'Ysabeau justificative de la création d'une commission de révision , 81. — Décret relatif aux jugemens rendus par celle dite populaire , 112. — Création d'une autre commission contre les dilapidateurs , 119. — Notice sur sa situation , 147. — Mission de Treilhard et Bordas dans cette ville , 148. — Accusations dirigées contre Tallien et Ysabeau , relativement à la conduite qu'ils y ont tenue , 191. — Une députation sollicite les moyens d'en faire cesser les besoins , 208. — Elle réclame ses sucres mis en réquisition , 280. — Ses sections acceptent la constitution et les décrets des 5 et 13 fructidor , 365. — AN IV. Loi qui en met le Château-Trompette à la disposition du directoire , 97 et 98. — Message de ce dernier , pour savoir si le décret du 25 fructidor l'autorise à y nommer des administrateurs et des juges de paix , 115. — Prorogation de ses assemblées primaires à cet effet , 128 et 130. — Autorisation donnée à son bureau central de décerner des mandats d'amener , 237 et 238. — Résolution qui y affecte une maison nationale à l'établissement d'un hospice des sourds et muets , 361. — AN V. Elle est approuvée , 7. — Pétition des Colons y réfugiés , pour leur retour dans les Colonies , 71. — Projet de résolution relatif à la vente du Château-Trompette , et à l'érection d'un monument sur ce terrain , 211. — Il est adopté et approuvé , 231 et 357. — Dénonciation de la détention illégale qui s'y exerce contre les prêtres , 249. — Accusation de Dumolard contre Tallien , pour sa mission dans cette ville ; réponse de celui-ci , et détails sur ses dernières opérations

tions, 349. — AN VI. Demande faite par son bureau central pour établir une imposition sur les habitans, 61. — Etat d'abandon de ses hospices civils ; et message du directoire sur cet objet, 65. — Fête y donnée à Thomas Muir, écossais, 77. — Nouvelle réclamation sur l'état de ses hospices civils, 107. — Offre particulière de bâtimens pour la descente en Angleterre, 111. — Motion sur sa loterie, 152. — Arrestation de tous Anglais y résidans, 174. — Arrivée de la corvette *la Chevette*, venant de Cayenne, et rapport des marins sur la division qui existe parmi les déportés du 18 fructidor, 185. — Jugement de son tribunal de police correctionnelle, contre des jeunes gens prévenus de provocations envers le général Lasne, 202. — Arrestation du propriétaire du journal, intitulé : *Le Tableau de Bordeaux*, 203. — Levée de 2,500 marins, 214. — Détails sur le départ de la frégate *la Décade*, emportant les déportés qui se trouvaient à bord de la frégate *la Charente*, 225. — Capture d'un bâtiment portugais, entré sous pavillon espagnol, à l'aide d'un faux passe-port, 226. — Ordonnance du jury, qui met en liberté Voidet ; rédacteur du *Tableau de Bordeaux*, *ibid.* — Motion sur les besoins éprouvés par cette ville, 257. — Observations d'un phénomène, et recherches de Cazaleth à ce sujet, 288. — Arrestation et traduction au fort du Hâ, de Coppel, général de division, 290. — Embargo mis sur tous les vaisseaux américains qui se trouvent dans son port, 302. — Hommage fait par un citoyen de cette ville d'un ouvrage, intitulé : *Réfutation du système de la Création*, 315. — Arrivée à Rochefort d'un convoi considérable qui en était parti, 358. — AN VII. Etablissement de poinçons pour la garantie des matières d'or et d'argent, 48. — Autre phénomène au-dessus des marais de la Chartreuse, 59. — Ordre donné par le directoire pour y arrêter Barrère, 213. — Trait de courage et d'humanité de deux de ses matelots, 280. — Détails des désordres y causés par les Jacobins, 326 et 327. — Lettre de Duplantier à ce sujet, 330. — Il propose des mesures en faveur des marins, 334. — Discours de Barénnes sur les troubles de cette ville ; mesures proposées par lui, 341. — Th. Dauberval, célèbre danseuse, y meurt, 365 et 366. (V. GIRONDE).

Table alphabétique.

BORGHÈSE. AN 1792. Objets rares et curieux trouvés dans ses fouilles, 157.

BORMIDA (la), rivière. AN VII. Le général Suchet la passe devant dix mille ennemis, 354.

BORNHEIM, près Bruxelles. AN VII. Incendie de ce bourg, défendu par les rebelles, 53.

BOSNIE (la). AN V. Dévastation de plus de cinquante de ses villages, par suite de la guerre entre deux pachas, 76. — AN VI. Maladie pestilentielle parmi ses habitans, 262. — Cruels ravages occasionnés par elle, 346.

BOSTON, en Amérique. AN 1792. Fêtes dans cette ville, au sujet de l'acceptation de la constitution par Louis XVI, 50. — AN III. Arrivée d'une escadre française dans ses parages, 221. — AN IV. Réclamation de plusieurs de ses négocians contre le traité conclu avec l'Angleterre, 56. — AN V. Fête donnée au ministre français ; toasts portés à cette occasion, 84.

BOTANY-BAY. AN 1790. Situation de cette Colonie, 365. — AN 1791. Débats au parlement d'Angleterre à son sujet, 60. — AN VI. Barrington, voleur, déporté dans cette île, y exerce les fonctions de juge de paix ; Sidvay, autre voleur, y prospère également, 74.

BOUCHES-DU-RHONE (le département des). AN 1790. Augmentation du nombre de ses juges, 325. — Envoi des commissaires avec un corps de troupes pour y rétablir le bon ordre, 356. — AN 1791. Ses administrateurs provoquent la réunion du comtat Venaissin à la France, 2. — Lettre du premier syndic, annonçant les ravages qui y ont été commis, 116. — Opposition de ce département au passage des troupes avignonaises, 127. — Plaintes faites par les commissaires français y envoyés contre la violation de son territoire par les révoltés d'Avignon, 134. — Décret pour la délivrance de fonds destinés aux travaux de sa navigation, 148. — Arrêté du département, relatif aux troubles d'Arles ; mesures prises en conséquence, 263. — Décret qui les annule, 267. — Improbation de la conduite des électeurs, et décret qui les oblige à restitution des sommes indûment touchées par eux, *ibid.* — AN 1792. Dénonciation contre le directoire de ce département à ce sujet, 52. — Au-

tre décret sur les troubles, *ibid.* — Pièces transmises sur le désarmement du régiment d'Ernest, 67. — Une députation rend compte de la situation d'Arles, et dénonce Folney, 79. — Rapport des commissaires civils sur les troubles qui y ont éclaté, *ibid.* — Adresse du département aux citoyens qui sont venus en armes à Aix, 81. — Députation annonçant que la ville d'Arles fait des dispositions de défense, *ibid.* — Justification des administrateurs, 94. — Discours du procureur-syndic sur les troubles d'Arles, 95. — Annulation des arrêtés pris par le département, au sujet de la proclamation du danger de la patrie, 216. — Improbation d'un autre de ses arrêtés, 227. — Adresse de l'assemblée électorale contre Marat, et sur le droit du peuple à rappeler ceux de ses représentants qui oseraient trahir la patrie, 346. — AN I.^{er} 1793. Autre pour solliciter la mort de Louis XVI, 10. — Décret qui casse les arrêtés pris par ses administrateurs contre les députés qui n'ont pas voté cette mort, 82. — Rapport des commissaires y envoyés; ils annoncent que le tribunal populaire de Marseille continue ses fonctions malgré la loi qui le casse, 156. — Témoignage de satisfaction donné à la conduite des administrateurs, 172. — Lettres des autorités constituées qui déclare qu'elles n'ont point assisté à la réintégration du tribunal populaire de Marseille, *ibid.* — Décret qui met sous la sauve-garde de la loi tous les citoyens détenus dans ce département, et y envoie Bazire et Rovère, 178. — Autre qui suspend les traitemens de ses fonctionnaires insurgés contre la convention, 184. — Granet, l'un de ses administrateurs, annonce qu'il a quitté ses collègues, traitres à la patrie, 199. — Ils font arrêter les commissaires de l'Hérault qui les invitaient à accepter la constitution, 218. — AN II. 1793. Arrêté en faveur des pauvres de ce département, pris par Barras et Fréron, 51. — AN II. 1794. Adresse des administrateurs, provoquant le maintien de la loi du 17 septembre sur les suspects, et la continuation du gouvernement révolutionnaire, 354. — AN III. Translation, à Aix, de son administration centrale, 128. — Mariette et Cadroy, annoncent que l'ordre est rétabli par l'arrestation des principaux chefs des complots et le renouvellement

des autorités, 198. — Proclamation des représentants en mission contre les fauteurs de la tyrannie et la tolérance des administrations en faveur des émigrés, 221. — Mesures de ces députés, à l'occasion du terrorisme, 222. — Proposition d'annuler les certificats de résidence qui y ont été délivrés, 352. — AN IV. Opérations de Fréron dans ces contrées, 52. — Rapport sur la conduite de ce commissaire; elle est approuvée par le directoire, 79. — Dénonciation des élections qui y ont été faites, 185. — Discussion à ce sujet, 186. — Lettre de ses administrateurs contre les royalistes et les anarchistes, 204. — AN V. Annulation de ses élections au 18 fructidor, 350. — AN VI. Inculpation dirigée contre les juges de son tribunal criminel, 61. — Lettres sur la situation de ce département, 144. — Motions de Constant et de Gastin, contre les massacres qui y ont été commis et l'impunité accordée aux assassins par les juges, 334. — AN VII. Pétition contre la nomination de plusieurs juges, 53. — Résolution qui les annule, 74. — Rapport et vive discussion à cette occasion, 107, 127, 128, 131. — Elle est rejetée par le conseil des anciens, 139. — Autre rapport, discussion, débats, appel nominal et envoi d'un message relativement à ses élections, 231 et 232. — Le commissaire central offre au directoire d'y opérer une scission, et demande quel sera le prix de son dévouement, *ibid.* — Sortie de Natoire d'Arles, sur les assassinats qui s'y commettent, 254. — Discussion sur ses doubles élections et la nomination d'Antonelle au corps législatif, 288. — Adoption du projet qui la valide 291. — Rapport au conseil des anciens sur cette résolution; on en propose le rejet; elle est défendue par Rivoallan, Philippe et Guyomard, combattue par Bar et rejetée, 338, 355, 357 et 361. (Voyez MARSEILLE).

BOUILLON (la principauté de) AN 1790. Décret relatif à son approvisionnement, 224. — AN II. 1794. Plaintes de ses habitants contre les infractions faites à sa neutralité, 113. — Décret portant que les communes qui ont sauvé sa forteresse ont bien mérité de la patrie, 246. — AN IV. Demande de sa réunion à la France, 16. — Décret y relatif, 43. — AN V. Approbation de la résolution qui divise son territoire, 7.

BOULAMA. AN VI. Précis sur l'établissement de cette Colonie, 152.

BOULAY. AN 1792. Son tribunal prend un arrêté contre les sollicitations, 71.

BOULEURS. AN II. 1794. La société populaire félicite la convention sur la découverte de la conspiration de Danton; réponse de Tallien à sa députation, 193.

BOULOGNE (le bois de). AN III. Ruamps dit à la convention nationale qu'il vient d'y voir le royalisme, 194. — AN VI. Course de chevaux, 240.

BOULOGNE-SUR-MER. AN 1789. Le duc d'Orléans y est arrêté lors de son passage en Angleterre, 75. — AN 1792. Arrivée dans cette ville de Français, porteurs de passe-ports signés Chauvelin, 317. — AN I.^{er} 1793. On y dénonce la présence de monsieur de Villedeuil, 59. — Envoi fait par le district de l'argenterie des églises de son arrondissement, 94. — AN II. 1794. André Dumont y brûle la Vierge noire échappée aux destructions des Anglais, 104. — Dénonciation de sa société populaire contre Demeuilliez et Darthé, agens de Joseph Lebon, 339. — Autre du conseil-général de la commune contre les Jacobins de Paris, 364. — AN III. Rapport sur un trait d'humanité de plusieurs marins de ce port, 51.

BOURBE (la). Maison de détention à Paris. AN IV. Arrêté du comité de salut public y relatif, 43.

BOURBONNAIS (le). AN 1790. Trouble dans cette province à l'occasion des assemblées primaires et électorales, 154.

BOUBONNE, département de la Haute-Marne. AN 1791. Incendie dans cette commune, 287.

BOURBOURG. AN 1789. Donne aux patriotes français l'exemple de ne faire usage que des produits des manufactures nationales, 98.

BOURG, en Bresse. AN 1789. Autorisation donnée à cette commune d'ouvrir un emprunt, 188. — AN 1791. Décret relatif à l'aliénation des biens de son Hôtel-Dieu, 158. — AN II. 1794. Régénération de son esprit public, 110. — AN III. Dénonciation des administrateurs contre Albitte et Javoques, 232. — AN IV. Inculpations dirigées contre Reverchon et Braconnier,

à l'occasion des massacres commis dans ses prisons, 182. — AN VI. Assassinat commis dans cette ville par un cul-de-jatte, et arrestation du coupable, 278. — AN VII. Résolution portant qu'il y sera élevé un monument au général Joubert, 353. (*Voy. AIN*).

BOURG-LA-REINE (le), près Paris. AN 1791. Décret qui renvoie à leur destination des fusils qui y ont été arrêtés, 198. — AN 1792. Troubles parmi ses habitans, 85.

BOURG-THÉROULDE. AN II. 1794. Consécration de son église à la Raison, 172.

BOURGES. AN 1790. Autorisation accordée à cette commune, pour ouvrir un emprunt de 60,000 francs, 122. — On y établit un tribunal de commerce, 335. — AN 1791. Réclamations des officiers municipaux contre les calomnies répandues par l'*Ami du roi*, contre leur évêque Torné, 278. — Mémoire du ministre de l'intérieur, sur la suspension du payement de ses manufactures, 326. — AN I.^{er} 1793. Dévouement des administrateurs à la convention nationale, 180. — AN VII. Décret qui l'autorise à aliéner un domaine, 214.

BOURGET (le). AN 1792. Lettre du département de Paris sur le dégrèvement accordé à cette commune, 97.

BOURGOGNE (la). *Voyez la Table de l'Introduction.* AN 1789. Est ravagée par six mille brigands réunis; leur défaite; accusations dirigées contre l'aristocratie à cette occasion, 36. — Elle renonce à ses privilèges, dans le cas où les autres provinces l'imiteraient, 54. — Résultat pacifique des mouvemens hostiles de plusieurs de ses villes contre le château du Colombier, 97. — AN 1790. Elle traite avec la Franche-Comté pour faire respecter les lois de l'assemblée nationale, 24. — Décret relatif à ses Etats, 198. — Autre pour y accélérer l'assiette et le recouvrement des impôts, 226. — AN 1792. Sommes accordées pour la confection de son canal, 4.

BOURGOIN, département de l'Isère. AN IV. Décret qui valide l'élection de son juge de paix, 144.

BOURLON (le camp de). AN I.^{er} 1793. Est enlevé par l'armée du Nord, 28.

BOURNAZEL. AN 1790. Pillage du château de ce nom, 81.

BOXMEER. AN VI. Est occupé par les Français, 134.

BOYNES. AN I.^{er} 1793. Des députés de ce canton déclarent qu'ils se sont opposés à la publication d'un arrêté du département de Rhône-et-Loire, 186.

BRABANT (le). AN 1789. Lettre d'Aremberg sur sa révolution, 124. — Assemblée de ses États à Bruxelles, 126. — Réflexions sur la protection que la Prusse paraît accorder à son indépendance, tandis qu'elle domine à Liège, 129. — AN 1790. Conférences entre le général autrichien, Ferrari, et quelques membres de sa confédération, 2. — Force du Tiers-état ; il demande à participer à l'administration, 3. — Calcul de la population de ce pays, comparée et supérieure à celle du reste de l'Europe, 8. — Adhésion des États à l'acte d'union de la province de Flandres, *ibid.* — Acte de souveraineté fait par eux, 17. — Inquiétudes du Tiers-états sur les offres de secours de la Hollande et de l'Angleterre, 23. — Opérations des États, 24. — Serment d'union des trois ordres ; Van-der-Meersch y est nommé feld maréchal, 33. — Prétentions du clergé et de la noblesse, 43. — Mémoire aux trois États sur les droits de la nation belge, 50, 51, 54 et 57. — Défense du conseil souverain de former des assemblées patriotiques, 83. — Division intestine dans les États, 98. — Scissions entre eux et les états de Flandres, à l'occasion de Van-der-Meersch, 119. — Prétentions du landgrave de Hesse sur ce pays, 122. — Découragement des patriotes, 173. — Arrestation de plusieurs français à Bruxelles ; atrocités de Van-der-Noot et de son parti, 185. — Le baron de Bender les déclare rebelles, 189. — Réflexions sur leur révolution, 191. — Médiation qui leur est offerte par les états de Hollande, 201. — Projet d'organisation militaire présenté par Van-der-Noot et Van-Eupen, 203. — Offre des états de Hollande de leur ménager des rapprochemens avec Léopold, 218. — Ils sont défaits près d'Herbe, par les Autrichiens, 227. — Et forment une croisade contre ces derniers, 261. — Ils sont battus de nouveau près du Lim-

bourg, 273. — Bulletin officiel de leur armée, 275. — Découragement des patriotes à la nouvelle de l'élection de Léopold à l'Empire, 302. — Célébration de l'anniversaire de leur acte d'indépendance, 304. — Bulletin de l'armée brabançonne, *ibid.* — Ils sont trahis par leurs chefs et se livrent au désespoir, 324. — Nouveau découragement à l'approche des Autrichiens, 333. — Défection de leurs troupes, et soumission du pays à l'empereur, 339. — AN 1791. Persécutions dirigées contre les habitans qui ont pris part à la révolution, 135. — Rapport sur ceux d'entre eux qui se sont rassemblés à Douai et à Lille, 555. — Décret à ce sujet ; ils sont autorisés à rester en France, mais hors des villes frontières, 356. — AN 1792. Arrangement entre les États et la cour de Vienne, 5. — Livre rouge des premiers, 9. — Arrestation de plusieurs citoyens, et pourquoi, 21. — Manifeste des patriotes contre leurs oppresseurs, 120. — Réflexions sur le plan conçu par l'Autriche pour les opprimer entièrement, *ibid.* — Arrivée dans ces contrées de plusieurs émigrés français, 124. — Détails sur l'organisation de son conseil, 144. — Exposé des principes de ses habitans, 195. — Dénonciation contre Jarri, faite par une députation de patriotes qui protestent du dévouement de leurs concitoyens pour secouer le joug autrichien, 211. — Intrépidité des chasseurs belges, 275. — Refus formel fait par eux, du pardon qui leur est offert par l'empereur, 294. — Préparatifs immenses pour la conquête de ce pays, 308. — Décret pour lui restituer trois drapeaux, *ibid.* — Instruction de Dumourier aux généraux, en y entrant, 314. — Lettre du comité des Belges et Liégeois unis au ministre Lebrun, 322. — Révolution complète dans ce pays, 325. — Arrêté pour assurer la liberté de la navigation et des transports dans tout le cours de l'Escaut et de la Meuse, 327. — Députation de patriotes réclamant l'indépendance de la Belgique et du pays de Liège, 341. — Lettre des commissaires sur les fonds nécessaires aux besoins de l'armée qui y est entrée, 346. — Décret portant que Camus se réunira à ces commissaires, 351. — Aristocratie et fanatisme de ses habitans ; lettre des commissaires sol-

licitant une indemnité en faveur de ceux qui ont souffert des pillages commis à Aix-la Chapelle, 363. — AN II. 1793. Assemblée des Etats à Bruxelles, et confirmation de leur constitution, 64. — AN II. 1794. L'empereur leur demande une levée d'armes, 282. (V. BELGIQUE, BRUXELLES, etc.)

BRAGANSON. AN II. 1794. Perte d'un bâtiment grec sous ce fort; la convention en rend un autre au capitaine, 111.

BRAILOW. AN 1789. Préparatifs du siège de cette ville par les Autrichiens, 94.

BRALLIÈRES. AN 1791. Annonce de l'incendie de ce village, 341.

BRANDEBOURG. AN 1790. Apparences d'hostilités prochaines dans cet électorat, 119. — AN 1791. Renonciation du margrave au gouvernement de ses Etats, 230. — AN III. Arrivée dans ces contrées des Hollandais insurgés, 75.

BREAUTÉ. AN II. 1794. Décret qui annule la procédure commencée au Havre contre plusieurs des habitants de cette commune, 201.

BREC (le poste de). AN I.^{er} 1793. Est pris sur les Piémontais, 81.

BREDA. AN I.^{er} 1793. Annonce de la prise de cette ville, 60. — AN III. Victoire remportée sous ses murs par l'armée du Nord, 105.

BREÉ. AN II. 1794. Traduction au tribunal de l'Oise de citoyens de cette commune, prévenus d'avoir scié l'arbre de la liberté, 150.

BRECENTZ, en Autriche. AN IV. Entrée des Français dans cette ville, 353. — AN VI. Lettre du général Schawembourg, au commandant autrichien sur les excès commis par ses soldats sur le territoire helvétique, 279.

BRÈME, ville anseatique. AN 1791. Agitation parmi ses habitants, 196. — AN III. Arrivée dans ses murs des princes français d'Artois et d'Angoulême avec les émigrés Descars et Puysegur, 217. — Despotisme qui y est exercé par les Anglais, 226. — AN VI. Affluence des émigrés dans cette ville, 39. — AN VII. Demande faite par ses envoyés à Rastadt, de la garantie de son territoire, 12. — Les Anglais insultent son pavillon et prennent ses vaisseaux, 256.

BRESCIA, en Italie. AN IV. Succès des Autrichiens près de ses murs, 126. — AN V. Insur-

rection de ses habitants à l'approche des Bergamasques; désarmement de la garnison vénitienne, et arrestation des agens de ce gouvernement, 203. — Détails sur sa révolution, 205. — Proclamations y relatives, 221 et 233. — Lettre pastorale de l'évêque aux curés de son diocèse, pour les exhorter à prêcher la paix et la soumission aux lois nouvelles, 249. — Plan de son gouvernement provisoire, 261. — Apposition des scellés sur la bibliothèque des inquisiteurs, 278. — Suppression des couvens, 287. — Manifeste de son gouvernement à tous les peuples d'Italie, pour ne former qu'une seule république, 292. — Opérations de cette autorité, 314. — Fête célébrée dans la société d'instruction publique, en l'honneur des Français morts dans les dernières campagnes, 315. — AN VI. Confirmation de l'enthousiasme républicain dans cette ville, 28. — On y prend des mesures pour la réforme des théâtres, 69. — Dissolution de son gouvernement provisoire, la réunion de son territoire à la république cisalpine, 84.

BREST. AN 1789. Complot pour en incendier le port, attribué à l'Angleterre, 54. — Réclamations des officiers de la garnison contre les dénégations vagues de l'ambassadeur anglais à ce sujet, 42. — Disette du magasin de la marine; pillage d'un convoi de grains qui lui était destiné; marche de ses habitants et de vingt-cinq mille Bretons sur Lanion; cette ville restitue le convoi et livre les auteurs de l'insurrection, 80. — AN 1790. La jeunesse se prononce contre le parlement de Rennes, 5. — Inculpation de la municipalité contre Martinet, lieutenant-colonel du régiment de Beauce; il est justifié par un décret de l'assemblée nationale, 151. — Armement de la flotte, *ibid.* — Forces navales dans ce port, 167. — Attroupement des marins de l'arsenal; projet des forçats d'incendier le port; ils sont surpris en flagrant délit, 251. — Poursuite des coupables, 252. — Dispersion des attroupemens par la fermeté des officiers municipaux, 257. — Insurrection des matelots de l'escadre, lors de la publication du code pénal maritime; décret d'indulgence pour les plus égarés, 259. — Suspension du départ du vaisseau *le Ferme*, par la municipalité, et pourquoi, 262. — Déclaration faite à l'assemblée nationale qu'il a été dis-

tribuné de l'argent pour y exciter des troubles , 263. — Insurrection qui y éclate le lendemain de l'arrivée du *Léopard* , amenant les membres de l'assemblée coloniale de Saint-Marc , 264. — Révolte des équipages des vaisseaux *le Patriote* et le *Léopard* ; rapport et pièces sur cet événement , 265. — On charge la municipalité d'empêcher la distribution des médailles données aux marins par l'assemblée générale de Saint - Domingue , 278. — Détails sur l'insurrection de l'escadre et la démission d'Albert de Rioms , 284. — Rapport et discussion sur ces troubles , 293 et 294. — Décret à ce sujet , 296. — Autre sur le retour de l'ordre dans l'escadre , 300. — Situation de la ville et de la flotte , 310. — Soumission des marins , 315. — Pièces officielles sur cette insurrection ; elle est étouffée par Bougainville , 330. — AN 1791. Adresse de félicitation de la garde nationale , pour le décret sur les colonies , 165. — Deux de ses citoyens provoquent l'exécution de celui du 15 mai , y relatif , et accusent les hommes qui y commandent des événements qui y ont eu lieu , 251. — Troubles dans cette ville à l'occasion de la nomination de Lajaille , à la place de capitaine de la frégate destinée à porter des secours à Saint - Domingue , 338. — Liste des officiers de marine affectés à ce port , absents sans congés , au 20 octobre 1791 , *ibid.* — AN 1792. Secours accordés aux ouvriers du port , 4. — Emigration de ses officiers de marine , 36. — Paiement fait aux matelots , 128. — Adresse de ses habitants sur les dangers de la patrie , 181. — AN 1.^{er} 1793. Annonce par le ministre de la justice d'une rébellion qui a éclaté près de ses murs à l'occasion du recrutement , 98. — Travaux de ce port , 159. — Leur activité , 188. — Décret qui ordonne la mise en liberté des commissaires du conseil exécutif y détenus , 203. — Apparition des flottes anglaises ; état respectable de défense du port , 221. — Le maire et le procureur-syndic sont mandés à la barre , 222. — Les représentans Bréard et Trullard y sont envoyés , 239. — AN II. 1793. Arrivée dans cette rade de deux vaisseaux de l'escadre de Toulon , 31. — Lettre sur l'allégresse manifestée par ses habitants à la nouvelle de la mort d'Antoinette d'Autriche , 37. — Réorganisation de l'escadre , et proclamation des

commissaires de la convention à ce sujet , 45. — AN II. 1794. Etat de la flotte et du port , 113. — Préparatifs et alarmes à Londres à leur occasion , 116. — Fête à la rade pour la reprise de Toulon , 120. — Menées anglaises contre ce port , 129. — Opérations de Jeanbon - Saint - André , 134. — Et texte de son rapport , 138 et 140. — Supplique de trois officiers , pour trahison aux Isles-du-Vent , 151. — Sortie de la flotte , 170. — Etat du port , présenté par Jeanbon-Saint-André , aux Jacobins , 284. — Annonce faite par l'accusateur public de son tribunal révolutionnaire de la mort des administrateurs fédéralistes de cette commune , 293. — AN III. Ses habitants provoquent la mise en jugement des marins qui y sont détenus , 75. — Etat des vaisseaux qui se trouvent dans le port , 94. — Députation pour obtenir la mise en liberté des marins arrêtés à Toulon , 102. — Mise à la voile de soixante-trois vaisseaux , 113. — Mission de Villers et Desrues dans cette ville , 122 , 126 et 134. — Autre députation à l'effet de dénoncer Verteuil et le tribunal révolutionnaire , 127. — Sortie de l'escadre , 146. — Formation d'un jury militaire pour juger les prévenus par suite des combats des 9 et 13 prairial précédent , 228. — Accusations dirigées contre Jeanbon-Saint-André pour la mission qu'il y a remplie , 254. — Rapport de Génissieu sur les membres du tribunal révolutionnaire qui y avait été établi ; décret qui y ordonne leur mise en jugement , 260. — Sa société populaire est dénoncée par Topsent et Champeaux , 269. — Nouvelles de ce port , 276. — Sortie de l'escadre , 286. — Formation d'un jury pour juger les réclamations des équipages qui ont pris des bâtimens ennemis , 360. — AN IV. Incendie du bâtiment *le Désiré* , 14. — Troubles élevés par les marins à l'occasion des mandats , 292. — AN V. Le ministre Truguet y arrive pour accélérer les travaux et la sortie de l'escadre , 87. — Elle met à la voile sous les ordres de Morard de Galles , 93. — Conjectures favorables sur sa destination , 96. — Elle échappe aux recherches de l'ennemi , 102. — Rentrée d'une division de retour d'Irlande , 110. — De cinq autres vaisseaux et de trois frégates qui ont mouillé à la baye de Bantry , 111. — Invitation du général Chérin aux soldats destinés pour l'Irlande , 116.

— Nomination de Villeneuve au grade de vice-amiral pour en commander l'escadre, 127. — Il en part une sous les ordres de Gantheaume, 256. — AN VI. Nomination de Lacrosse au commandement d'une autre escadre, 85. — Départ des vaisseaux vénitiens pour aller débloquent Cadix, 93. — Activité des travaux dans le port, 116. — Arrivée du ministre de la marine, 174. — Rentrée d'un convoi destiné pour le sud; éloge de la prudence du capitaine de frégate Bourand, 252. — Préparatifs pour une expédition secrète, 280. — Réparation complète des frégates *la Fraternité* et *la Bellonne*, 294. — Etablissement d'un télégraphe pour correspondre avec Paris, 320. — Blocus de ce port par les Anglais, 344. — Mise à la voile d'une partie de l'escadre pendant l'éloignement du lord Bridport, 23. — L'un de ses vaisseaux échoue sur les côtes, 34. — Rentrée de la frégate *la Romaine* et de la goëlette *la Biche*; rapport de l'équipage, 42. — Remplacement de Lelarge, par Renaudin, 121. — Etat satisfaisant du port; changemens dans l'armée navale, 174. — Préparatifs pour une expédition maritime, 200. — Activité occasionnée par la présence du ministre Bruix, 211. — Sortie de l'escadre, composée de vingt-cinq vaisseaux de ligne, et commandée par le contre-amiral Brueys; elle entre dans la Méditerranée, 222 et 240. — Arrivée dans ce port d'une escadre espagnole, 325. — Rentrée de la flotte française, 327. — Et du contre-amiral Brueys, 331.

BRETAGNE. (*Voyez la table de l'Introduction*). AN 1789. Sa députation des communes s'oppose à la reprise des conférences sur l'objet de la vérification, 4. — Protestation contre cette même députation par celles des ordres privilégiés, 7. — Les mesures vigoureuses dont ses membres sont ordinairement les provocateurs font donner à ces mesures le nom d'*arrêtés bretons*, 48. — Affaire de Lemintier, évêque de Tréguiers, et mesures prises pour rétablir la paix dans cette province, 77. — Motion relative à sa régie des octrois sur les boissons, 109. — Proposition d'y supprimer le droit de bétail, 114. — Décret qui y maintient pour un an la régie des impôts et ses anciens commissaires, *ibid.* — AN 1790. Prestation du serment civique par soixante-quatre de ses nobles, 36. — Rap-

port sur les troubles de la Basse-Bretagne, 42. — Présentation à l'assemblée nationale du pacte fédératif de cette province avec l'Anjou, 81. — Elle réclame, par des députés extraordinaires, contre le décret du marc d'argent, *ibid.* — Ils sont présentés au club des *Amis de la Constitution*, 94. — Détails sur l'entrevue du commandant des fédérés avec le roi, 204. — Suspension des procédures relatives aux troubles qui y ont eu lieu, 219. — Provocation faite par elle de l'abolition des domaines congéables, 338. — Décret sur le commerce et la vente de ses eaux-de-vie, 341. — Suppression des droits de consommation sur les denrées coloniales, 342. — AN 1791. Rétablissement du calme dans cette province, 50. — AN I.^{er} 1793. Décret qui traduit au tribunal révolutionnaire les individus prévenus de la conspiration qui s'y est tramée, 78. — On charge le conseil exécutif d'en rendre compte, 94. — Sursis demandé inutilement par deux d'entre eux, condamnés à mort, et offrant de faire des révélations, 172. — Leur exécution, 173. — AN II. 1793. Rapport de Bazire sur la conspiration de Bretagne, 279. — AN III. Bruit, à Londres, d'une expédition sur ses côtes, 285. — AN V. Proclamation de Puisaye, pour en exciter de nouveau les habitans à la révolte, 155. (*Voyez VENDEE*).

BRETEUIL. AN I.^{er} 1793. Patriotisme de cette commune, vanté par André Dumont, 42.

BREVILLE, près Saint-Lo. AN VI. Arrestation dans cette commune du nommé Lecrosnier, prêtre insermenté, 308.

BRIANÇON. AN VII. Choix fait de cette ville pour la détention du général Mack et de son état-major, 165. — Le pape Pie VI y arrive, 235. — Il en part pour Grenoble, 294.

BRIE (la). AN 1789. Manœuvres pour y arrêter l'approvisionnement des marchés, et arrestation d'un habitant à cette occasion, 93.

BRIE-COMTE-ROBERT. AN 1791. Décret qui ordonne l'envoi de troupes dans cette ville, et la poursuite des auteurs des troubles qui y ont éclaté, 19 et 41. — Députation tendante à obtenir la mise en liberté des individus arrêtés à cette occasion, 196. — Autre des corps constitués de cette commune, 216. — Rapport et décret sur les événemens qui s'y sont passés, 229.

— AN 1792. Lettre des officiers municipaux sur les troubles de Corbeil, 85.

BRIGNOLES. AN 1790. Tenue d'une assemblée dans cette ville, pour demander la suppression du Châtelet, 150.

BRIQUEVILLE, département de la Manche. AN IV. Loi qui met son presbytère à la disposition du directoire pour le service de la guerre, 270 et 273.

BRISACH (le NEUF-). AN 1792. Décret sur les événemens survenus au camp établi près cette ville, 189. — AN VII. Retour du général Férino dans ses murs, 203. — AN I.^{er} 1793. Consignation dans les registres de sa municipalité d'une lettre du soi-disant régent de France, 73. — Mise en liberté de ses officiers municipaux détenus à cette occasion, 81.

BRISACH (le VIEUX-). AN I.^{er} 1793. Est détruit par les républicains, 37.

BRISSAC, département de Maine et-Loire. AN IV. Cassation du président et de l'administration municipale, 181 et 204.

BRIVES. AN 1790. Lettre circulaire de son comité patriotique aux habitans des campagnes, sur les troubles politiques, 47. — Dénonciation de son prévôt de maréchaussée par la municipalité de Paris, 67. — AN 1792. Ses habitans sollicitent la formation de la garde départementale, 300. — AN II. 1793. Lettre de son comité de surveillance, annonçant l'arrestation de la famille de Eidon, 49. — AN III. Envoi d'un discours qui y a été prononcé par Dulaure, lors de la fête funéraire célébrée en l'honneur de Ferraud, 294. — Dénonciation faite par ses habitans contre le député Lanot, 325. (Voy. CORRÈZE).

BRIX (forêt de). AN 1791. Décret qui en annule le contrat d'échange, 150.

BRONIS (le camp de). AN I.^{er} 1793. Est enlevé aux Espagnols, 170.

BRUGES. AN 1791. Insultes faites au pavillon français dans cette ville, par des officiers autrichiens, 235. — AN 1792. Elle est prise par le général Labourdonnaye, 327. — AN I.^{er} 1793. Une députation de ses habitans remercie la convention de les avoir réunis à la France, 10. — Désaveu, par ses députés, des tentatives faites pour empêcher cette réunion, 33. — Elle y est

annexée définitivement, 64. — AN VI. On y transfère le quartier général de la droite de l'armée d'Angleterre, 277. — Préparatifs de défense sur ses côtes, contre les Anglais, 331. — AN VII. Exécution, dans ses murs, des rebelles pris les armes à la main, 57.

BRUNN. AN II. 1793. Semonville et Maret sont conduits dans sa forteresse, 17. — AN VII. L'empereur y passe en revue les troupes russes, 120.

BRUNOX. AN II. 1793. Arrivée à la Monnaie de Paris de trois charriots chargés des dépouilles de son église, 58.

BRUNSWICK (l'électeur, duc de). AN 1790. Ses préparatifs militaires, 44. — AN III. Sa déclaration à la Diète, pour obtenir l'intervention et les bons offices de la Prusse, 301. — AN VI. Il donne ordre aux émigrés français de quitter ses états, 114.

BRUXELLES. AN 1789. L'archiduchesse et son époux abandonnent cette ville, 97. — Déclaration faite par ses Etats au gouvernement autrichien, que la plus terrible vengeance sur les Impériaux suivrait ses violences contre elle, 108. — Proclamation du gouvernement à ses habitans, 109. — Le comte de Cobentzel y arrive comme pacificateur, 114. — Insurrection contre les Impériaux; désertion des soldats; fuite d'Alton, 116. — Détails de ce qui a précédé sa conquête par les patriotes, 117. — Autres sur cet événement, 119. — Projet d'accommodement entre eux et l'empereur, *ibid.* — Les Etats s'y rassemblent, 126. — Mise en liberté des généraux impériaux de Lilien et Ferrary, 127. — Seconde séance des Etats; Van-der-Noot est nommé premier ministre, Van-der-Meersh y rend compte de ses opérations, 130. — AN 1790. Vains efforts de sa société patriotique contre les aristocrates et les théocrates, 58. — Désordres commis par les Capons, 83. — Déclaration des habitans en faveur de Van-der-Noot contre Van-der-Meersh, 108. — Attroupemens des ouvriers, 125. — Inauguration du buste de Van-der-Noot, 135. — Ce dernier est persécuté par la société patriotique, 144. — Insultes faites à Ruelles, chargé d'affaires de France; son arrestation, 206. — Fanatisme du peuple; il prend et déchire le corps d'un portefaix, accusé d'avoir insulté les capucins, 288. — On y brûle le manifeste de l'empereur Léopold,

321. — Confusion et consternation des habitants, à l'approche des troupes autrichiennes, 337. — Reddition de cette ville, 340. — Détails sur l'entrée des Impériaux dans ses murs, 341. — Largesses qui ont hâté sa reddition, 352. — AN 1791. Découragement de ses habitants; protestations et supplique contre les Etats, 13. — Mécontentement au sujet de la nouvelle organisation des Pays-Bas, 156. — Troubles et rixes sanglantes dans cette ville, 160. — On y fête le retour de l'archiduc, 179 et 282. — Le roi de Suède y arrive, 196. — Particularités sur les émigrés qui y résident, 213. — Combat entre le régiment de Bender et un bataillon de grenadiers, 285. — Rétablissement de l'ordre parmi les soldats de la garnison, 287. — Causes des troubles qui y ont éclaté, 344. — AN 1792. Dispositions hostiles contre la France, 34. — Réconciliation des Etats avec le gouvernement autrichien, 116. — Formation de plusieurs camps sous Clairfayt, Beaulieu et Vogel-Sang, 181. — Conjuraton contre la maison d'Autriche, 289. — Prise de cette ville par les Français, 323. — Compliment du magistrat à Dumourier, 326. — Ordre de ce général pour le port de la cocarde nationale, 338. — Etablissement d'un tribunal pour rendre prompt et brève justice, 339. — La société patriotique sollicite le renversement de la statue du prince Charles de Lorraine, 341. — AN I.^{er} 1793. Réclamations de ses habitants contre les mesures prescrites par le gouvernement français, 10. — Séance de sa société populaire, 23. — Elle dénonce le général Beurnonville, pour cause d'incivisme, 36. — Provoque sa réunion à la France, 60. — Décret confirmatif de cette demande, 61. — Joie de ses habitants à l'approche des Autrichiens, 92. — Amnistie publiée par l'empereur, et réflexions à ce sujet, 160. — On y fait des visites domiciliaires pour en chasser beaucoup de Français qui s'y trouvaient, 201. — Un comité militaire y distribue des brevets; ils sont annulés, 214. — AN II. 1793. Arrestation, dans ses murs, de Tortla-Sonde et des généraux Berneron et Thouvenot, 35. — AN II. 1794. Terreur qu'on y éprouve à l'approche des Français, 117. — Nouvelles arrestations dans cette ville, 125. — Tenue d'un conseil de guerre par les généraux autrichiens, pour y

arrêter un plan de campagne, 199. — Autre conseil de guerre, à la nouvelle de la prise du camp de César, 208. — Mesures de police contre les étrangers et les émigrés; défense faite de communiquer avec la France, 212. — Les émigrés Breteuil et Villequier sont seuls exceptés de l'ordre de quitter cette ville, 213. — L'empereur y arrive, 216 et 223. — Les armées ennemies s'y réfugient, 286. — Annonce prématurée de sa reprise, 294. — Elle est conquise par les armées françaises, 295. — Police et discipline qui s'y exerce; renversement de la statue du prince Charles; arrêté du représentant Richard, relatif aux assignats; érection d'un arbre de la liberté, 315. — Proclamation des magistrats sur la circulation des assignats, 357. — Instrument qui tenait le représentant Drouet enchaîné, découvert dans cette ville, *ibid.* — AN III. Provocation de sa réunion à la France, 172. — On y établit un jury, 191. — Insultes faites à quelques-uns de ses jeunes-gens, et pourquoi; proclamation du général Ferrand, sur la liberté des costumes, 236. — Protestation faite par la garnison de son dévouement à la convention, 270. — Remplacement de Ferrand par Tourville, 294. — Arrêté des représentans pour interdire toute procession extérieure, 321. — AN IV. Don patriotique fait par sa garnison, 97. — Installation de son tribunal correctionnel, 283. — AN V. Arrivée du ministre Benezech; fête à cette occasion, et détails y relatifs, 135. — AN VI. Projet d'y établir une école de santé, 45 et 46. — Clôture d'une réunion contre-révolutionnaire qui s'y était formée, 172. — Condamnation à mort de cinq garotteurs par le tribunal criminel, 185. — Inscription sur sa liste des émigrés de l'autrichien Beaulieu, 225. — Règlement de la municipalité, qui proscriit l'ancien calendrier, et ordonne l'observation du nouveau, 259. — Formation prochaine, dans ses environs, d'un corps d'armée de trente mille hommes, 263. — Ysa-beau y est envoyé en qualité de substitut du commissaire de l'administration des postes, 264. — Adjudication de son église de Saint-Géry, à la charge de la démolir et d'y former une place publique, 269. — Incendie de plusieurs maisons, 273. — Saisie par la république d'un trésor trouvé

Table alphabétique.

dans une église vendue à un turc, 280. — Sortie des troupes à la nouvelle du débarquement des Anglais sur les côtes de la Belgique, 330 et 359. — Arrestation d'un officier prussien allant à Paris; motifs de cette rigueur, 351. — Il est mis en liberté, à la charge par lui de quitter le territoire français, 355. — Mesures prises contre les voleurs et les brigands de la forêt de Soignes, 359. — AN VII. Des jeunes gens s'y coupent les doigts, pour ne pas porter les armes, et l'un d'eux se pend, 15. — Passage fréquent des conscrits qui rejoignent l'armée, 52. — Défaite des rebelles par le général Béguinot; enrôlement volontaire pour la défense des propriétés, 38. — Nouveaux troubles en différens cantons, 39. — Mise en état de siège de cette ville; arrestation d'un grand nombre d'otages, 75. — Ils sont transférés à Valence, avec des prisonniers d'état et les prêtres insermentés, 77. — Bon effet de cette mesure, 137. — Formation d'un camp près cette ville, 243. (*Voy. BELGIQUE, BRABANT et DYLE*).

BUCHAREST. AN 1789. Sa prise par le prince de Cobourg, 110. — Thugut s'y rend pour négocier de concert avec Potemkin, 131.

BUCHAU. AN V. Les Autrichiens y perdent 3,000 hommes, 23. — Nouveaux détails sur la victoire remportée par l'armée française, 26.

BUDE (la diète de). AN 1790. Convient d'un article en faveur des protestants de Hongrie, 246.

BUEZ, département de la Drôme. AN II. 1794. Décret pour la levée de son état de siège, 168.

BURGWEILLER. AN I.^{er} 1793. Attaque sur ce point, 231.

BUSSEAU (le poste de). AN I.^{er} 1793. Lettre du général Biron sur son attaque, 179.

BUZET, département du Lot. AN 1791. Ses habitans incendient le château de Clarac, 21.

C.

CABRIS, département du Var. AN 1790. Les procédures relatives à ses troubles sont annulées, 220.

CADILLAC. AN I.^{er} 1793. Le district refuse de laisser passer les fonds destinés par la Gironde contre Paris, 207. — Décret portant qu'il a bien

mérité de la patrie, et que le receveur sera mis en arrestation, 237. — AN IV. Décret relatif à une vente de biens nationaux, 302 et 309.

CADIX. AN 1792. Annonce d'une expédition maritime destinée à perfectionner les connaissances du globe, 160. — AN II. 1793. Entrée dans ce port de la flotte de l'amiral Borja, 35. — AN IV. Neuf bâtimens français y conduisent quarante prises anglaises, 53. — Altercation entre les Anglais et les Français; le gouvernement espagnol prononce en faveur des derniers, 119. — Mise à la voile des deux escadres espagnoles, 129. — Elles sont jointes par l'escadre française de Richery, 335. — Embargo sur les vaisseaux anglais, 364. — AN V. Sortie d'une escadre espagnole, 29. — Formalités prescrites par le ministre des relations extérieures de la république relativement à la sortie des marchandises expédiées pour cette ville, 109. — Arrivée dans ce port de la frégate française *la Vestale*, *ibid.* — Lettre du contre-amiral Nelson au commandant de ce port, annonçant son blocus, 226. — Interception d'un bâtiment génois qui s'y rendait, 227. — Bombardement de la place, 306 et 314. — Levée du blocus, 318. — AN VI. Banquets et fêtes en réjouissance du 18 fructidor, 25. — Article sur la confiscation des livres d'un Français par l'inquisition, 27. — Le port est bloqué de nouveau par l'escadre anglaise, 98. — Bulletin de la place, 104. — Sortie de la flotte espagnole, 159. — Sa rentrée, 167. — Retour de l'escadre anglaise devant le port, 174. — Préparatifs de défense de l'amiral Massarède, 247. — Refus fait par la caisse d'es-compte de cette ville des papiers tirés sur Paris, 277. — Blocus du port par l'escadre anglaise aux ordres de Saint-Vincent, 309. — Troubles sur cette escadre, 353. — Détails du voyage de deux frégates, *la Vertu* et *la Régénérée*, qui ont amené dans ce port deux riches bâtimens de la compagnie des Philippines, 363. — AN VII. Echange de politesses avec l'escadre anglaise, 6. — Continuation du blocus, 30. — *Le Powerfull* battu par des chaloupes canonnières espagnoles, 54. — Autre blocus par les maroquains, 151. (*Voyez ESPAGNE*).

CADSAN (le). AN II. 1794. Cette île est enlevée aux Hollandais; détails y relatifs, 316.

CAEN. AN 1789. Désordres dans cette ville, 30. — Les bénédictins y établis offrent leurs biens en échange de leur liberté, 89. — Décret qui y maintient la formation provisoire d'une garde nationale, 97. — AN 1791. Insurrection dans cette ville, à l'occasion du prêtre Bunel; décret pour y rétablir l'ordre et punir les coupables, 316. — Envoi d'un courrier pour chercher les pièces concernant cette affaire, 317. — Détails y relatifs, 318 et 319. — AN 1792. Les supérieurs du séminaire réclament contre l'aliénation de leurs biens, 20. — Rapport de Guadet sur les troubles de cette ville, et discussion à ce sujet, *ibid.*, 21, 25 et 26. — Massacre de Bayeux, convaincu de correspondance suspecte, 258. — AN I.^{er} 1793. Décret qui accorde à cette ville une avance de 150,000 livres pour approvisionnement, 124. — Ses corps administratifs et ses sociétés populaires font arrêter les représentants commissaires aux armées, Romme et Prieur, 166. — Etat de cette commune, 193. — Imprimés envoyés à Custine, et renvoyés par lui à la convention; les conspirateurs de Caen accusés de l'assassinat de Marat, 198. — Lettres annonçant que plusieurs de ceux qui composaient l'armée royale et catholique se rendent dans cette ville pour grossir l'armée de Buzot, 200. — Décret qui répute émigrés les citoyens qui n'en sortiront pas sous trois jours, 205. — Autre qui déclare traîtres à la patrie les députés réfugiés dans cette ville, 212. — Entrée de Carrier; suicide du général Fourny, commandant la division de Coutances; détails de la mise en liberté des députés qui y étaient détenus, 218. — Entrée de l'armée des côtes de Cherbourg; décret qui ordonne que le château et le donjon de cette ville seront rasés et qu'il y sera planté un poteau infamant; dissolution de la société des carabots, 220. — Proposition d'épargner la cabane d'un vieillard, attenante au château; décret qui lui accorde une pension en indemnité, 232. — AN II. 1795. Compte rassurant de sa situation, 45. — AN II. 1794. Opérations de Laplanche, 147. — Expédition anglaise pour y seconder les royalistes, 165. — Des députés de sa société populaire envoyés aux Jacobins attribuent aux brigands les malheurs de leur pays; Voulland leur reproche l'assassinat de Marat et les projets du fédéralisme;

ils sont traduits au comité de sûreté générale; suspension de la correspondance des Jacobins avec cette société jusqu'à sa régénération, 262. — Dénonciation, à la même société, du mauvais esprit qui y règne, 356. — AN III. Annihilation du décret qui ordonnait l'érection dans cette ville d'une colonne infamante, 55 et 114. — Adresse de plusieurs de ses citoyens en faveur de Robert Lindet, 320. — Tentatives des royalistes pour corrompre les défenseurs de la patrie, 365. — AN V. Affiche d'une proclamation royale contre les acquéreurs de biens nationaux et les nobles qui ne serviront pas la cause de Louis XVIII, 68. — AN VI. Détails sur les canonnades des Anglais dans la baie près Dives, 260. — Condamnation à mort de Lelerc, dit Lafeuillade, lieutenant des chouans, 262. — Divisions entre les citoyens et les militaires, à la suite desquelles le sang a coulé, 269. — Gibon, chef de chouans, y est arrêté, 278. — AN VII. Saisie des brigands qui en avaient pillé la diligence, 10. — Carbonel-Canisi y est envoyé en otage, 346. (*Voyez CALVADOS.*)

CAFFRES (les). AN 1792. Naufrage sur leurs côtes du navire *le Groswendt*, 126.

CAGLIARI. AN IV. Insurrection contre le gouvernement piémontais, 36. — AN VI. Coffin y est envoyé consul, 270. (*Voy. SARDAIGNE.*)

CAHORS. AN 1791. Division sanglante entre les régimens de Languedoc, Navarre et Champagne, 54.

CAIRE (le). AN VI. Est pris par le général Bonaparte, 360. — AN VII. Le muphti célèbre ce succès par un cantique, 51. — Ordre de Bonaparte pour y établir un bureau de santé et de salubrité, lettre de cheiks et notables au schérif de la Mecque, 92. — Notice de la caravane de la Nubie y arrivée; *ibid.* — Détails de la fête du premier vendémiaire y célébrée, 93. — Création de dix compagnies de gardes nationales, 94. — Annonce d'une insurrection et de sa répression, 102. — Détails sur son institut, *ibid.* — Autres de l'insurrection du 30 vendémiaire, dans laquelle a péri le général Dupuy; assassinat de plusieurs Français par les Turcs, 112. — Lettre sur leur révolte, sur les conquêtes et la position de l'armée, 119. — Notice des travaux des neuf premières séances de l'institut, 123.

— Proclamation de Bonaparte en y rétablissant le divan , 210. (*Voyez ÉGYPTÉ.*)

CALAIS. AN 1791. Dévouement de plusieurs marins pour sauver des naufragés dans ce port , 299. — Lettre du ministre de l'intérieur aux régisseurs des douanes de cette ville , relativement à la fermentation causée par les embarquemens de grains , 306. — Adresse de ses habitans pour provoquer la guerre contre les Anglais , 346. — AN 1792. Dénonciation contre le district , 289. — Félicitations de la commune pour le décret d'abolition de la royauté , 302. — AN II. 1793. Sa société réclame auprès des Jacobins en faveur du commandant de la place Deshayes , 274. — Mention honorable du zèle des habitans pour l'approvisionnement de Paris , 76. — AN II. 1794. Lebon y saisit quarante-huit caisses de poignards envoyés d'Angleterre aux quarante-huit sections de Paris , 250. — AN III. Rétablissement des communications entre cette place et Douvres pour l'échange des prisonniers de guerre , 337. — Procès-verbal d'acceptation de la constitution par sa garnison , 354. — AN IV. Smith, courrier de Calonne y est arrêté , 121. — AN V. Affaire des émigrés naufragés et détenus dans ce port , 109. — Arrestation dans cette ville de Sourdat, porteur de dépêches pour Londres, relativement à la conspiration de Lavilleheurnoy, et interception d'autres pièces confiées à l'entremise de Leveux, président de la municipalité de cette commune , 151. — Arrivée des membres du comité insurrecteur de la flotte anglaise , 273. — AN VI. Consternation qu'y répand l'enlèvement des pêcheurs par les Anglais , 137. — Projet, à Londres, pour la destruction de ce port , 254. — Mention honorable pour l'acquittement de toutes les contributions par son canton , 357. — AN VII. Rapport et discussion sur les émigrés français y naufragés , 112. — Résolution portant qu'ils seront détenus jusques à la paix , 113. — Rapport de Moreau sur le même sujet , 325. — Discussion et rejet de la résolution , 330, 343, 344 et 345.

CALMER. AN 1790. Ses assemblées primaires sont déclarées nulles , 153.

CALMONT. AN VII. Sommation de cette ville, au nom du roi, par les rebelles de la Haute-Garonne , 334.

CALVADOS (le département du). AN 1791. Nomination de l'abbé Fauchet à l'évêché de ce département , 112. — Emigrations qui y ont lieu , 181. — Donne son adhésion aux décrets de l'assemblée nationale , 209. — Détails sur l'émeute occasionnée par les opinions religieuses ; dénonciation contre la majorité des membres de son directoire , 318. — Pièces relatives aux troubles qui y ont éclaté , 325. — Discussion sur l'armement de deux de ses bataillons , 328. — AN 1792. Succès du recrutement qui y a lieu , 249. — Adresse relative à la garde départementale de la convention , 295. — AN I.^{er} 1793. Troubles correspondans à ceux du 10 mars , 76. — Décret d'accusation porté contre les administrateurs et autres fonctionnaires publics, pour avoir signé l'arrestation des commissaires près l'armée des côtes de Cherbourg ; mouvemens des fédéralistes , 167. — Manœuvres d'Henry Larivière et Gorsas ; refus du département de la Manche de prendre part aux mesures de celui-ci , 168. — La société populaire d'Orbec, demande vengeance contre ses administrateurs , 181. — Décret qui y suspend le payement des fonctionnaires, et en rappelle les troupes , 184. — Demande de l'arrestation de ses députés lors de l'assassinat de Marat , 198. — Les rebelles, battus dans le département de l'Eure, fuient dans celui-ci , 200. — Décret relatif à la mission de Lindet et Duroy , 202. — Un grand nombre de chasseurs à cheval quittent ses rebelles ; projet attribué à Custine d'en soutenir l'insurrection , 204. — Annonce de la prochaine défection de l'armée des insurgens , 210. — Sa tranquillité garantie par les administrateurs , 218. — Duroy et Bonnet, en mission, y sont remplacés par Oudot , 248. — AN II. 1793. — Opérations de Laplanche ; dépouillement des églises , 79 et 84. — AN II. 1794. Autres détails , 147. — AN III. Une députation exprime sa haine pour les anarchistes et les royalistes , 260. — Ses autorités envoient l'expression de leur dévouement à la convention , 270. — Plaintes de Porcher sur ce qu'on y multiplie le nombre des prisonniers anglais y stationnés , 273. — Chouannerie organisée par Kerkuit-Langlois , 282. — AN IV. Les sections de Paris y envoient des émissaires , 20. — AN V. Bailleul y dénonce l'assassinat des

républicains, 301. — Annulation de ses élections au 18 fructidor, 350. — AN VI. Mémoire de son administration centrale sur les domaines nationaux, 160. — Ses assemblées électorales validées, 220. — AN VII. Loi des otages appliquée à quelques-uns de ses cantons, 361. (*Voyez CAEN*).

CALVAIRE (les filles du). AN V. Vente de leur maison, 19.

CALVI. AN II. 1793. Communication d'une pièce sur ce qui s'y est passé entre les représentants du peuple et le commissaire anglais, 276. — AN II. 1794. Détails sur sa capitulation, 337. — AN VII. Lettre sur l'attaque de cette ville, 95. (*Voyez CORSE*).

CAMBRAY. AN 1790. Résistance qu'y éprouvent les commissaires du roi chargés d'apposer les scellés sur le mobilier du chapitre, 311. — AN 1791. Fermentation qui s'y manifeste, 89. — AN I.^{er} 1793. Cernement de la ville par l'ennemi, 226. — Levée du blocus, 229. — Adresse de cette commune sur l'attaque qu'elle a essuyée, 230. — Echec qu'y reçoivent les républicains, 260. — AN II. 1793. Arrestation du commandant de cette place, 266. — AN II. 1794. Prisonniers de l'affaire précédente, secours par les Liégeois, 130. — La société populaire réclame la continuation de la mission de Joseph Lebon, dont elle fait l'éloge, 281. — Le salut de cette place est attribué par Barrère à la vigueur de ses mesures, 292. — Une députation de la commune dénonce Lebon comme agent de Robespierre et de Saint-Just, 316. — Nouvelle dénonciation de même nature, 324. — AN III. Adresse de la commune contre le même, 123. — AN VI. La municipalité est dénoncée par Grégoire pour avoir transporté les cérémonies du culte aux décadi, 105. (*Voyez département du NORD*).

CAMBREDON. AN II. 1793. Ce poste est enlevé aux Espagnols par les Français, 24.

CAMBRESIS (le). AN 1789. Protestation du bureau de ses états contre le décret qui nationalise les biens du clergé; sa déclaration pour le rappel de ses députés, 88. — Arrêté des états, protestant contre l'assemblée nationale et révoquant les pouvoirs des députés de la province, 90. — Discussion sur cette conduite, opinions pour et con-

tre, 92. — Les membres des états et du bureau, déclarés par un décret incapables de représenter cette province; le roi est chargé de les faire rentrer dans l'ordre, 95. — Lettre de ses députés à leurs commettans, pour justifier les décrets de l'assemblée nationale, 110. — AN 1790. Les états reçoivent l'ordre de cesser leurs fonctions, 213.

CAMERINO, en Italie. AN VI. Révolte à l'occasion d'une vente de quelques terres de religieux; désarmement de la garde nationale; massacre d'un commissaire français; arrivée de 400 soldats; arrestation de tous les moines et de quelques membres de la municipalité, 232.

CAMPINE (la), département des Deux-Nèthes. AN VII. Les rebelles y sont détruits, 69. (*Voyez BELGIQUE*).

CAMPO-FORMIO. AN VI. Texte du traité qui y a été conclu par Bonaparte avec l'Autriche, 37. — Transmission de ce traité au corps législatif, qui le ratifie, 38 et 47. — Détails sur les négociations qui ont amené la paix, 49. — Sa ratification par l'empereur, 89. — AN VII. Les Russes marchent pour faire exécuter ce traité, 153. (*Voyez BONAPARTE et armée D'ITALIE*).

CANADA (le). AN 1790. Une foule d'émigrans français passent en ce pays, 270. — AN VI. Projet d'y envoyer les émigrés, 146.

CANADIENS (les). AN 1791. Décret pour le paiement des pensions qui leur sont dûes, 322. — AN 1792. Autre qui règle le mode de paiement des secours qui leur sont accordés, 127.

CANNES. AN 1790. Don patriote des patrons pêcheurs de cette ville à leurs confrères, servant sur les vaisseaux de l'état, 342.

CANTAL (le département du). AN 1790. Un décret y assure la libre circulation des grains, 154. — AN 1792. Les administrateurs dénoncent le meurtre de Colinet à Aurillac, 82. — Annoncent les troubles qui agitent ce département, 91. — Rapport présenté sur ces troubles, et décret improbatif de la municipalité d'Aurillac, 93. — Un député extraordinaire faisant à la barre l'apologie d'un meurtre est tenu de se retirer, 165. — AN I.^{er} 1793. L'armée de Charrier y est dispersée, 159. — Le département est autorisé à prélever 400,000 livres pour achat de grains, 164.

— Carrier fait mander à la barre le président et deux membres de son administration centrale, comme auteurs d'une adresse contre le 31 mai, 196. — AN II. 1793. Armée et comités révolutionnaires établis dans ce département; arrestation de ses suspects, 62. — AN II. 1794. Son tribunal dénoncé par Carrier, 53.

CANTONS. (*Voyez FRANCE et la table des matières.*)

CANTONS SUISSES. (*Voyez SUISSE.*)

CAP DE BONNE-ESPÉRANCE (le). AN 1791. Décret relatif à son commerce, 172. — AN 1792. Mouvements excités par les Anglais, 110. — AN IV. Est sommé par les mêmes au nom du prince d'Orange, 44. — Détails sur sa prise, 104.

CAP-FRANÇAIS. (le) AN 1792. L'assemblée coloniale annonce l'attaque de cette ville et les désastres de Saint-Domingue, 82. — Expulsion de Cambefort et ses adhérens, 354. — AN II. 1794. Compte rendu par Laforest de sa situation, 291. — Ses désastres attribués à Polverel et Sonthonax, 340. — AN V. Vaublanc et Tarbé en imputent l'incendie à Sonthonax, 253 *et suiv.* — Bottu est dénoncé par le premier, comme auteur d'une pièce infâme qui y a été jouée, 291. — (*Voyez COLONIES et SAINT-DOMINGUE.*)

CAPO-D'ISTRIA. AN VI. Décret de S. M. I., qui condamne à cent coups de bâton quiconque y crierait *vive Saint Marc*; à une année de prison, tout porteur de livres défendus par la religion catholique; et à quatre ans de galères, celui qui osera parler de liberté, 207.

CAPRAJA. AN V. Prise de cette île par les Anglais, 28. — Elle est évacuée par eux, 43.

CARACAS, dans la Guyanne espagnole. AN VI. Trait d'atrocité et de lâcheté des anglais envers son gouverneur, 85. — Dispositions des mêmes contre cette province, 268.

CARCASSONNE. AN 1790. Une députation de sa municipalité présente le tribut d'hommage et de civisme de ses concitoyens à l'assemblée nationale, 315. — AN 1791. Nomination de son évêque, 73. — AN 1792. Elle demande le décret d'accusation contre Bertrand ex-ministre, 182.

CARENTAN. AN II. 1793. Justification de la conduite du onzième bataillon de Paris dans cette

commune, 73. — AN II. 1794. Troubles religieux; envoi par Lecarpentier des perturbateurs au tribunal révolutionnaire, 290.

CARIGNAN. AN 1792. Est pillée par les volontaires nationaux; proclamation à ce sujet, 277. — AN VII. Clôture d'un bal à l'occasion de nouveaux troubles, 134.

CARINTHIE (la). AN VI. Le bataillon français, fait prisonnier au fort Vauban, y célèbre le 10 août, 173.

CARLEFORT (la ville et les forts de), île Saint-Pierre. AN I.^{er} 1793. Annonce de leur prise par le capitaine du *Léopard*, Bourdon-Grammont, 50.

CARMÉLITES (le domaine national des), à Paris. AN IV. Décret de sa restitution par le citoyen Barthelemy, auquel il avait été accordé pour faire du salpêtre, 172 et 181.

CAROLINE (la). AN IV. Article sur ses finances, et un emprunt ouvert dans cet état, 167 et 168.

CARPENTRAS. AN 1790. Opérations de son assemblée représentative, 289. — AN 1791. Détails sur ses dissensions avec Avignon; elle est assiégée par les avignonnais, 18, 21, 90, 118, 124 et 127. — Levée du siège, 144. — Vote sa réunion à la France, 153 et 157. — Ses nouvelles dissensions avec Avignon, 159. — Dénonce Jourdan et adhérens, 320. — Proclamation des commissaires concernant sa réunion, 347. — AN 1792. Troubles dans cette ville, 79. — AN III. Son adresse contre les partisans de Robespierre, 32. — AN VI. Insurrection royale dans cette commune, 50. (*Voyez COMTAT et AVIGNON.*)

CARRARA (MASSA-), en Italie. AN V. Mouvement dans cette ville, 106.

CARRICK-MACSTIEKIN, en Irlande. AN 1791. Emeute dans cet endroit, 243.

CARROSIO, en Piémont. AN VI. Marche des troupes du roi de Sardaigne sur cette ville occupée par les patriotes insurgés; proclamation du général Oasque à cette occasion, 272. — Est attaquée par les Liguriens, 282.

CARROUGE, en Savoie. AN 1792. Etablissement de sa municipalité, 277. — Formation de son club, 290.

CARTHAGÈNE. AN I.^{er} 1793. Rentrée dans ce port de la flotte espagnole commandée par l'amiral Borja, 253. — AN V. Sortie de la grande es-

cadre destinée pour Cadix, 162. — AN VII. Rentrée d'une flotte espagnole battue par la tempête, 256.

CARVIN-EPINOY. AN II. 1793. Cette commune envoie l'argenterie de son église, 82.

CASSEL, dans le cercle du Haut-Rhin. AN I.^{er} 1793. Le général Meunier y commande après la retraite de Custine, 96. — AN VI. Entrée des Français dans le fort, 107. — AN VII. Indignation qu'y excite le meurtre de Rastadt, 247.

CASSEL, dans la ci-devant Flandres française. AN I.^{er} 1793. Lettre des commissaires, annonçant le serment de l'armée qui s'y trouve aux ordres du général O-Moran, 108. — Arrestation de ce général, 226. — Annonce que cette place est dans une position formidable, 255.

CASSIS. AN 1790. La juridiction des prudhommes-pêcheurs y est rétablie, 344.

CASTEL-FRANCO. AN V. Déroute d'un corps autrichien qui s'y trouvait, 45.

CASTELL, dans la Franconie. AN IV. Jourdan annonce sa prise par le général Bonnaud, 340.

CASTELLA, en Espagne. AN III. Dugommier annonce sa prise, 59.

CASTELLO, en Corse. AN VI. Insurrection dans cette ville, 188.

CASTELNAU. AN 1791. Emeute dans cette ville. 158.

CASTELNUOVO. AN V. Rétablissement de la tranquillité, 123. — Condamnation à mort de Mossotti, Ruggi et trois frères Maggeri, comme chefs et fauteurs de la rebellion de ce pays, 133.

CASTIGLIONE, en Italie. AN IV. Détails de la bataille y gagnée par les Français contre les Autrichiens, 328.

CASTILLON, département de la Gironde. AN 1792. Réclame une disposition contre les fils de famille qui ont émigré, 154. — AN II. 1794. Les sans-culottes composant la société populaire de cette commune, annoncent qu'ils ont trouvé aux environs les cadavres hideux et défigurés de Pétion et Buzot, 290.

CASTILLON, département de l'Arriège. AN IV. Annulation des élections de ce canton, 135 et 136.

CASTRES. AN 1790. Manœuvres fanatiques dans cette ville, 140. — Décret sur les troubles qui y ont eu lieu, 301. — Aliénation de biens nationaux

à sa municipalité, 314. — AN I.^{er} 1793. Mention honorable de sa conduite, 237. — AN VI. Mise de cette ville en état de siège, 122.

CATALOGNE, (la). AN 1791. Rapport tranquillisant sur les mouvemens des troupes qui y sont, 119. — Lettre de l'ambassadeur espagnol à ce sujet, 120. — AN II. 1794. Est menacée d'une invasion par les Français, 111. — Les habitans refusent de se lever en masse, 186. — La cour de Madrid leur enjoint à tous de prendre les armes, 293. — AN III. Mouvements à l'approche des Français, 150. — AN VI. Fermentation révolutionnaire dans cette province, 227 et 263.

CATANIA, en Sicile. AN VI. Soulèvement et dévastation du palais sénatorial, 337.

CATILLON (le poste de). AN II. 1794. Les Autrichiens le reprennent par trahison, 212.

CAUCASE (le). AN V. Echec considérable des peuples de ces monts qui s'étaient soulevés contre la Russie, 134.

CAUDEBEC. AN 1791. Emeute dans cette commune, 58.

CAUDEL (le bourg de). AN I.^{er} 1793. Tombe au pouvoir des ennemis; les paysans se lèvent, et tuent quinze mille brigands, 243.

CAUDROT. AN 1790. La municipalité est autorisée à un emprunt pour subvenir aux dépenses de la ville, 135.

CAUMARTIN (l'abbaye de). AN I.^{er} 1793. Décret portant liberté provisoire de paysans qui s'étaient soulevés contre le fermier, receleur d'émigrés, 148.

CAUSSADE. AN 1789. Cazalès y est arrêté; lettre de l'assemblée à ce sujet, 42.

CAUX. (le pays de) AN 1791. Troubles excités par des prêtres; décret à ce sujet, 206. — Répression de ces mouvemens, 207. — Pacification, 211.

CAVAILLON. AN 1790. Escarmouche entre ses habitans et ceux d'Avignon, 301. — AN 1791. Siège et pillage de cette ville, 131.

CAYENNE (île de), décret pour l'envoi de deux commissaires dans cette colonie, 34. — Autre qui permet aux habitans qui en ont été expulsés, d'y rentrer, 101. — AN III. Détails sur la situation de cette Colonie, 75. — Ses administrateurs félicitent la convention nationale, 172. — AN

IV. Réception du décret qui y abolit l'esclavage, 26. — Transmission de pièces relatives à l'état de la Colonie, 145. — Pomme demande qu'elle ne soit plus un lieu de déportations ; et dit que Collot-d'Herbois y domine, 238. — AN V. Rapport de Truguet sur l'heureuse situation de cette île, 183. — Lettres de Mozard, consul de la république, donnant des nouvelles semblables, 230. — Pomme en dénonce l'agent ; renvoi des pièces à la commission, 257. — Résolution qui autorise le directoire à y envoyer des agens, 289. — AN VI. Autre qui réduit cette agence à un membre, 51. (*Voy. COLONIES*). — Arrivée en ce lieu des déportés de fructidor, 129. — Brunel en est nommé agent, 345. — AN VII. L'arbre à pain s'y multiplie, 287. — Nomination de Victor-Hugues pour commissaire, 346. (*Voyez SYNAMARI.*)

CAYES (les) AN 1790. Troubles dans cette partie de Saint-Domingue, 269. (*Voy. St.-DOMINGUE.*)

CAYLUS. AN IV. Annulation des élections de cette commune, 220.

CELLE, en Allemagne. AN III. Excès commis dans cette ville par quatre mille cinq cents émigrés, 220.

CÉPHALONIE, île. AN VI. Lettre du ministre français pour y exciter l'industrie et l'activité du commerce, 353. — AN VII. Sa conquête par les russes, 126. — L'amiral Uschakow en excite les habitans contre les Français, 207.

CERCLES (les). AN 1791. Circulaire que leur adresse l'empereur contre les écrits séditieux, 362. (*Voyez ALLEMAGNE, EMPIRE, etc.*)

CERDAGNE (la). AN I.^{er} 1793. Proclamation du roi d'Espagne aux habitans de la partie française de ce pays, conquise par ses armées, 213. — Soumission de la partie espagnole aux lois de la république française, 252. — Détails sur sa conquête, *ibid.* — AN II. 1794. Est soumise toute entière aux Français, 220. — Continuation des progrès des armées républicaines, 292 et 293. — Ses habitans sont affranchis des dîmes et des droits féodaux, 326.

CÉSAR (le camp de). AN II. 1794. Nouvelle de son occupation par Pichegru, commandant l'armée du Nord, 208 et 218.

CETTE. AN 1790. Félicitations à cette commune par le consul et le vice-consul d'Espagne, 46.

— AN I.^{er} 1793. — Les fonds de la marine de Toulon qui y avaient été envoyés par Trogoff, y sont arrêtés, 253. — AN II. 1793. — Annonce des Jacobins d'un projet de livrer ce port aux Anglais ; arrestation des prévenus, 275. — Saisie d'un vaisseau anglais échoué ; envoi à la convention des lettres dont il était porteur, relatives aux moyens de contre-révolutionner le Midi, 77. — AN II. 1794. Expulsion de la barre de la convention de députés demandant, au nom de la société populaire de cette commune, qu'on fit tomber trois cent mille têtes, et qu'on mit la mort à l'ordre du jour, 196. — Cette société les désavoue, 219.

CEUTA, sur la côte de Barbarie. AN 1790. Est assiégé par les Marocains, 345. — AN 1791. Nouvelle attaque, 259.

CÉVA, en Italie. AN IV. Sa prise par les Français, 225.

CEVENNES (les). AN 1790. Articles sur les troubles de ce pays, 103. — Sa réfutation 121 et 122. — AN 1791. Réunion de ses protestans à l'armée d'Avignon, 145.

CEYLAN (l'île de). AN 1792. Les Anglais y excitent des troubles, 110. — AN IV. Et s'en emparent, 138.

CÉZAI. AN III. Décret relatif à l'officier municipal Pecquin, qui y a été massacré, 161.

CEZZETTIN, forteresse turque. AN 1790. Est prise d'assaut par les Autrichiens, 220.

CHAIGNAY. AN VI. Attaque dans le presbytère de son acquéreur Arson, par une horde de fanatiques ; jugement qui condamne la commune à mille liv. d'amende pour l'avoir souffert, 278.

CHAIZE-DIEU. AN 1790. Election de sa municipalité, 129.

CHALONS-SUR-MARNE. AN 1791. Empressement des citoyens de cette ville à se rendre à Varennes, lors de la fuite du roi, 175. — Lettre des municipaux pour annoncer le passage de ce prince, qu'on ramène à Paris, 176. — Décret qui y ordonne la formation d'une école d'artillerie, 230. — AN 1792. Est choisie pour point central militaire, 244. — Des commissaires y organisent l'armée sous ses murs, 251. — Et font part de la position de l'ennemi, 254. — Un décret rend hommage au civisme de sa municipalité, 263. — Le peuple mas-

sacre

sacre le lieutenant-col. du régiment ci-devant Dauphiné, 268. — Les commissaires font connaître les mesures prises pour la défense du territoire, 278. — Ils annoncent la retraite des Prussiens et la position des troupes républicaines, 280 et 283. — Et font part de la rentrée des Français dans Verdun, 291. — AN III. Est désignée par la loi de grande police comme lieu de rassemblement de la représentation nationale, dans le cas de sa dissolution à Paris, 185. — Dénonciation, par la section du Pont-Neuf, d'une lettre écrite par Armonville à un détenu de cette commune, 365. — AN IV. Est désignée pour la retraite des autorités nationales, 7. — Adresse protestant de son dévouement à la convention, 24. — AN VII. Établissement d'un octroi municipal, 293.

CHALONS-SUR-SAONE. AN 1790. Vente de biens nationaux au profit de la commune, 563. — AN II. 1794. Elle habilite et arme les volontaires marchant contre Lyon et Toulon ; décret qui proclame son civisme, 124. — AN III. Des citoyens de cette commune dénoncent les députés Javoques et Charles Millard, 288.

CHAMBÉRI. AN 1790. Émeute dans cette ville, 136. — AN 1791. Massacre à l'occasion de l'émigré Pelletier-de-Morfontaine, 88. — AN 1792. Établissement d'une municipalité provisoire, et délibération sur le mode d'organisation du nouveau gouvernement de ce pays, 286. — Formation d'un club, 290. — Son inauguration, et discours à cette occasion, 291. — Nomination, pour maire, du ci-devant comte de Lhôpital, proscrit par la cour de Turin ; suite de la première séance du club, 293. — Il transmet une adresse à la convention qui en ordonne l'impression et la traduction, 296. — AN II. 1794. Adresse de la société populaire contre sept députés prévenus d'avoir trahi la cause du peuple, 142. — Envoi, par le district, de l'argenterie des églises, ainsi que du sabre et du bonnet du prince Eugène, 164. — La société atteste aux Jacobins le patriotisme de Dufresne, 214. — AN IV. Résolution qui règle la manière de se pourvoir contre les arrêts de son ci-devant sénat, 332. — Elle est approuvée, 333. — AN VII. Adresse de ses habitants contre Schérer ; ils se plaignent de la protection accordée aux royalistes, et de la des-

titution des patriotes ; mention honorable ; renvoi au directoire exécutif, 242. (*Voy. SAVOIE et MONTBLANC*).

CHAMP DE MARS (*Voy. PARIS*).

CHAMPAGNE (la). AN 1789. Le Prévôt de cette province est dénoncé pour l'exécution du décret sur la procédure criminelle ; renvoi de cette affaire au comité des recherches, 85. — Réclamation contre la manière dont les impôts sont répartis, comme favorable aux grands propriétaires, 95. — Dénonciation de l'exportation des grains qui y a lieu, 100 et 111. — AN 1790. Décret sur l'imposition des rentes de ce pays, 332.

CHAMPLITTE. AN III. Réclamations, et décret qui annule les poursuites commencées pour une émeute survenue dans cette commune, 229 et 230.

CHAMPS-ÉLYSÉES. (*Voy. PARIS*).

CHANDERNAGOR. AN 1791. Troubles dans cette colonie, 22.

CHANT-DU-BOUT. AN I.^{er} 1793. Le curé de cette commune se plaint des persécutions que son mariage attire sur lui, 54.

CHANTILLY. AN 1789. La garde nationale parisienne enlève les canons, 34. — AN 1791. Sa forêt est le théâtre d'un combat entre des hommes armés et un détachement de cavaliers de Berry, 73. — AN 1792. La commune demande l'exclusion des fonctions publiques de tout pensionnaire du prince de Condé, 9. — AN I.^{er} 1793. Découverte de 2,004 marcs d'argenterie appartenant au même, 84. — Les commissaires de la convention annoncent avoir découvert un dépôt d'armes, de munitions, de papiers et bijoux, provenant du même, 87. — Les objets du cabinet seront transportés au muséum national d'histoire naturelle, 133. — AN II. 1793. Collot annonce, aux Jacobins, la conversion de son château en prison, 35.

CHANTONNAY, dans la Vendée. AN I.^{er} 1793. Avantages des rebelles sur ce point, 255. — L'échec qu'y ont essuyé les républicains se réduit à peu de chose, 260.

CHATELET (le), département de l'Escaut. AN VII. Incendie de cinquante-trois maisons, 239.

Table alphabétique.

CHARENTE (le département de la). AN 1791. Motion en faveur de trente - six prisonniers détenus dans ce département, malgré la loi d'amnistie, 292. — AN II. 1793. Il fournit une levée de douze mille hommes, 22. — Arrestation de prêtres, ex-nobles, etc., 45. — AN V. Annulation de ses élections au 18 fructidor, 350. — AN VII. Détails sur son esprit public, 80. — Lettre de l'accusateur public sur l'espoir qu'y manifestent les royalistes, 312.

CHARENTE - INFÉRIEURE (le département de la). AN 1791. Dénonce le lieutenant-colonel du régiment de la Sarre, 166. — Prend un arrêté sur la liberté des cultes, 329. — AN I.^{er} 1793. Dechezeaux, l'un de ses députés, se justifie d'y avoir prêché le fédéralisme, 205. — AN II. 1794. Opérations des députés en mission, 167. — Poursuite contre un de ses ex - seigneurs, nommé Gombaut, accusé d'avoir fusillé des plébéiens, 243. — AN III. Traduction devant son tribunal criminel de Barrère, Collot, Billaud et Vadier, 250. — AN VI. Projet concernant les propriétaires de ses marais desséchés, 121. — AN VII. Renvoi au directoire d'un pamphlet concernant la confédération de ses royalistes avec ceux de la Haute-Garonne, 341.

CHARENTON, près Paris. AN 1791. Mouvements des ouvriers dans cette commune, 224. — AN III. Révélations de Cambon sur un comité secret qui s'y tenait, et où se tramait le 31 mai, 14 et 34. — Dénégation par Pache de ce qui lui est personnel dans cette accusation, 37.

CHARLEMONT. AN 1791. Une députation de cette commune rend compte du patriotisme des soldats, 181. — AN II. 1793. Elle envoie le produit d'une taxe sur les riches, 85.

CHARLEROI SUR-SAMBRE. AN 1792. Entrée des Français dans cette ville, 321. — AN II. 1794. Avantage sous ses murs, 272. — Sa conquête par les républicains, 280. — Accusation de Leruitte contre Régnac, son commandant autrichien, 290.

CHARLES - TOWN. AN II. 1793. Sa société populaire affiliée à celle des Jacobins, 276. — AN III. Discussion, au change, sur le traité de commerce avec l'Angleterre, 357.

CHARLEVILLE. AN 1789. Un député de cette principauté, en signalant l'exportation des grains qui y a lieu, annonce sa réunion à la France, et présente ses pouvoirs en qualité de député de ce pays à l'assemblée nationale, 111. — AN 1790. Il est admis, 21. — AN 1791. Décret sur sa manufacture d'armes, 188. — AN 1792. Emeute populaire, et massacre d'un officier d'artillerie, 253. — Décret qui permet à ses fabricans l'exportation des laines et cotons, 331. — AN IV. L'école centrale des Ardennes y est fixée, 283 et 297.

CHAROLLAIS (le canal du), depuis du CENTRE. AN 1790. Six cents mille livres sont accordées pour sa confection, 129. — Autre décret pour le même objet, 192. — AN V. Fixation des droits de sa navigation, 254. — AN VI. Autre loi y relative, 217.

CHARONNE, près Paris. AN 1793. Déclaration au conseil-général, faite par cette commune contre le charlatanisme des prêtres et le culte catholique, 81.

CHARTRES. AN 1789. Envoie une députation féliciter l'assemblée, 22. — AN 1790. Un décret l'autorise à s'imposer, 102. — Brigandages dans ses environs, 151. — AN 1791. Son dévouement, lors de la fuite du roi, 176. — Proteste de son respect pour les décrets, 201. — AN 1792. Les officiers municipaux annoncent qu'ils ont étouffé une sédition pour subsistances, 338. — AN III. Réquisition de 60 mille quintaux de blé, frappée sur le district, 231. — Rapport sur la révolte qui a éclaté dans cette commune; détails, 366. — AN V. Autre pour les réparations de sa cathédrale, 15. — Henry Larivière dit qu'il y arrive des troupes destinées pour Paris, 305. — Delarue annonce qu'il s'y est fait une distribution d'armes, 320. — Démenti à ce sujet par l'administration municipale, 322. — AN VI. Annonce démentie de la nomination de Châles aux fonctions d'électeur dans cette commune, 197 et 205.

CHATEAU-DUN, sur Loir. AN 1793. Action contre les brigands, 231.

CHATEAU - GONTHIER. AN 1792. Quatre individus y détenus sont déchargés d'accusation, 46.

CHATEAUNEUF, département de Mayenne-et-

Loire. AN III. Victoire remportée sur les chouans dans ce district, 290.

CHATEAUNEUF, département d'Eure-et-Loire. AN III. Rapport fait à l'assemblée primaire de ce canton, par les commissaires envoyés à Paris pour fraterniser avec les quarante-huit sections, 366.

CHATEAURENAUD. AN 1792. Compte rendu des troubles survenus dans ce district, 344.

CHATEAUX. AN 1791. Troubles à l'occasion de la nomination de l'évêque ; expulsion des électeurs d'Issoudun, 68.

CHATEAU-SALINS. AN III. Adresse de cette commune ; haine aux terroristes ; attachement à la convention, 273.

CHATEAU-THIERRY. AN 1789. Cette ville applaudit à l'énergie de l'assemblée nationale, 13. — AN 1791. Extrait des délibérations de son district, contenant inculpation contre le ministre de la guerre, Duportail, 302.

CHATELON, département du Puy-de-Dôme. AN 1792. Article sur ses eaux minérales, 194.

CHATILLON, département de l'Ain. AN 1790. L'assemblée ordonne la restitution d'une somme d'argent expédiée par Genève et arrêtée dans cette ville, 161.

CHATILLON, département des Deux-Sèvres. AN 1792. Des brigands ravagent ses environs, 244. — AN I.^{er} 1793. Est repris par les républicains, 190. — AN II. 1793. Nouvelles attaques et même résultat, 24 et 25. — AN II. 1794. Le sceau et la correspondance des royalistes y sont saisis, 171.

CHAUDFOND, entre Châlonne et Rochefort. AN V. Incendie terrible dans l'intérieur d'une de ses mines, 263.

CHAULNY. AN 1790. Cette commune est autorisée à faire un emprunt, 264. — AN I.^{er} 1793. Décret qui suspend la procédure instruite contre des citoyens de cette ville, 164. — AN III. Aliénation de son abbaye des Prémontrés en faveur du citoyen Cagnon, 60. — Dénonciation contre son juge de paix, suivie d'un ordre du jour, 259 et 262.

CHELM, en Pologne. AN II. 1794. Son évêque, condamné à mort comme conspirateur, 278.

CHEMILLÉ, département de Maine-et-Loire. AN III. Est attaqué par les brigands, 204. — Défaite

d'un de leurs détachemens près cette commune, 222.

CHEM (le département de). AN 1791. Nomination de l'abbé Charrier à l'évêché de ce département, 85. — AN I.^{er} 1793. Proteste de son dévouement à la convention, 172. — AN II. 1793. Opérations révolutionnaires du représentant Laplanche, 30. — Abdication de son évêque, 63. — Mission de Noël Pointe, 80. — AN II. 1794. Dénonciation aux Jacobins des persécutions qu'y éprouvent les patriotes, 309. — AN IV. Rejet de l'institution d'un cinquième tribunal correctionnel dans ce département, 833. — AN V. Annulation de ses élections au 18 fructidor, 350. — AN VI. Cassation d'une procédure contre quarante six de ses cultivateurs, 265.

CHERBOURG. AN 1789. Lettre du comte de Lacoudre sur l'état actuel des travaux du port et de la rade, 99. — AN 1790. Correspondance de sa garde nationale, 134. — Travaux du port, 364. — AN 1791. Fonds accordés pour ces travaux, 134 et 174. — Demande pour les besoins des hôpitaux, 319. — AN 1792. Un décret crée une commission pour les travaux du port, 212. — Son club désapprouve l'envoi de l'*Ami du Peuple*, 309. — AN II. 1793. Lettre annonçant qu'un bâtiment anglais vient d'être amené dans la rade, 22. — Les traitres du onzième bataillon de la réquisition de Paris, qui devaient livrer ce port, sont condamnés à être fusillés, 68. — Apparition d'une flotte ennemie devant cette place, et sa retraite subite ; prise d'un de ses vaisseaux de convoi, 79. — Mission de Méaulle, 80. — AN II. 1794. Nouvelles lettres du commandant, annonçant des prises faites aux Anglais, 120 et 123. — AN III. Adresse de félicitation à la convention, 62. — Translation au fort de plusieurs chefs de chouans, 295. — Il est déclaré fort de premier rang ; le gouvernement est chargé d'accélérer l'exhaussement de la jetée, 298. — Suspension du décret qui déclare le fort de premier rang, 304. — Trait de bravoure de trois préposés aux douanes de cette commune, 340. — AN VI. Etablissement d'une belle coorderie, 346.

CHEPORAËS (les). AN 1790. Les chefs de cette nation sauvage offrent au gouvernement anglais de

faire une invasion dans le Mexique , 313. — AN II. 1794. Leur chant de guerre , extrait d'un voyage dans l'Amérique septentrionale , 275.

CHEVRIÈRE , département de la Loire. AN III. Mouvement contre-révolutionnaire dans cette commune , 344.

CHEZY (domaine de). AN IV. Discours contre son aliénation au citoyen Fabre Dubosquet , 189. — Elle est annulée , 199 et 212.

CHIAVENNA , en Italie. AN V. Révolution dans cette ville , 305. — AN VI. Sa réunion à la république cisalpine , 170.

CHIMAY. AN I.^{er} 1793. Les troupes françaises se portent sur cette ville , 223. — AN II. 1794. Et l'occupent , 170.

CHINE (la). AN 1792. Dépêche du tribunal impérial au sénat de Russie , 117. — AN III. Présens envoyés par l'empereur au roi d'Angleterre , 60. — AN VI. Etat de cet empire ; emprisonnement de l'empereur , d'après les nouvelles de Londres , 207.

CHINON. AN 1790. Décret relatif au mode vicieux d'impositions adopté par sa municipalité , 308. — AN V. Approbation d'une résolution sur les élections de cette commune , 39. — AN VII. Complot attribué aux anarchistes , pour faire croire au royalisme , 180.

CHIUSA (la) , en Italie. AN V. Le prince Charles y est battu , 197. — AN VI. Cette ville déclare son port franc et libre , 62.

CHOISY-SUR-SEINE. AN 1789. Ses alarmes sur l'approvisionnement des marchés , 81. — AN 1790. Ballot d'uniformes saisis dans ce village , 15. — AN 1792. Des rassemblemens y sont dissipés , 66. — AN IV. Le maire et procureur de la commune sont mandés à la barre pour l'affaire de vendémiaire , 20. — Compte rendu de leur conduite ; leur arrestation , 22. — Leur destitution , 23.

CHOLLET , département de Maine-et-Loire. AN I.^{er} 1793. Les rebelles s'en emparent et l'incendient au nom du régent , 78. — Demande et décret d'une indemnité pour trois cents patriotes , 232. — Sa reprise par les républicains , 241. — AN II. 1793. Même événement , 30. — Lettre de cette commune remise au comité de salut public , 40. — Les brigands y sont battus , 87. — AN II. 1794. Ils l'évacuent , 151. — Assassinat qu'ils y ont com-

mis sur la citoyenne Delcambe , morte en criant : *vive la république !* 256. — AN VI. Réunion de ses habitans pour éteindre le feu dans la forêt de Mortagne , 165. — Projet concernant la restitution d'une somme prêtée à son commerce par le directoire , 206 et 216.

CHOUX , département de Loir-et-Cher. AN 1791. Résistance de ses habitans au paiement des impositions , 364. — AN 1792. Justification de sa municipalité inculpée , 14.

CIRCEO , département romain. AN VI. Détails sur son insurrection , 354. — Nouveau rassemblement des rebelles , 364. (*Voy. ROME.*)

CISALPINE (la république). AN V. Plan d'organisation de sa garde nationale , 278. — Installation de son directoire par Bonaparte ; proclamation à ce sujet , 305 et 308. — Vœu des Vénitiens pour y être réunis , 314. — Réunion de la Romagne à cette république , 328. — Nomination du citoyen Visconti à l'ambassade de France , 334. — Notification officielle de son existence au gouvernement génois , *ibid.* — Proclamation du ministre de la police pour en expulser les Piémontais , *ibid.* — Réunion des villes de Bologne et Ferrare , 335. — AN VI. Son gouvernement félicité par le roi de Sardaigne , le grand-duc de Toscane et le duc de Parme , 8. — Tableau de ses ressources , 13. — Admission du ministre du roi de Sardaigne ; le pape refuse de la reconnaître , 19. — Offre faite au gouvernement provisoire de la république ligurienne d'une légion , 20. — Proclamation du directoire contre les partisans de la monarchie , 25. — Lettre du corps helvétique à son ministre des affaires étrangères , 26. — Loi qui déclare biens nationaux ceux de l'ordre de Malte existans dans son territoire , 28. — Réunion arrêtée du Mantouan transpadan , 44. — Proclamation publiée par son directoire à l'occasion de la paix , 60. — Texte d'une adresse de Bonaparte au peuple cisalpin , 66. — Circulaire de son ministre de l'intérieur sur la réforme des théâtres , 68. — Edit qui y limite la liberté de la presse , 69. — Réunion de la Valteline , Chiavenna et Bormio ; proclamation du directoire pour annoncer la paix , 70. — Médaille frappée en l'honneur de Bonaparte , surnommé l'Italique , *ibid.* — Son or-

ganisation constitutionnelle par le même, 71. — Elle déclare la guerre à Rome, si le pape refuse encore de la reconnaître, 74. — Il la reconnaît, 75. — Loi sur la convocation de son corps législatif; démission du directeur Serbelloni; son remplacement par Savoldi, 77. — Renouvellement de son ministère, 78. — Réunion à elle de Brescia et son territoire, 84. — Installation de son corps législatif; discours à ce sujet, 96. — Prise de possession de quelques terres sur les états du duc de Parme; pensions accordées aux religieux et religieuses qui rentreraient dans le monde, 97. — Lettre de l'administration départementale du Rheno à l'archevêque de Bologne, pour l'inviter à faire démolir les prisons épiscopales, 99. — Ouvre un emprunt à Livourne, 100. — Décret sur les fournitures pour l'armée française, 105. — Prise, par ses troupes, du château de Saint-Léo; envoi et réception des ambassadeurs, 106. — Reçoit des ministres de Lucques, 115. — Manifeste par lequel le peuple cisalpin atteste qu'il conservera une éternelle reconnaissance pour la république française, 116. — Décret d'un emprunt forcé sur les plus riches de la république, 117. — Présentation à son directoire du ministre du pape, 127. — Ordre aux émigrés français de sortir du territoire de la république, 149. — Décret du grand conseil qui exclut de la garde nationale les domestiques salariés, 172. — Envoi de ses ambassadeurs à Naples et à Turin, 176. — Approbation de son traité d'alliance et de commerce avec la république française, 180. — Texte de ce traité, 181. — Arrêté du directoire cisalpin, ordonnant la levée d'une contribution pour l'entretien des troupes françaises en Italie; destitution et arrestation de vingt-un membres du conseil des anciens, y compris le président, 187. — Présomption des motifs du conseil des anciens pour rejeter les traités conclus avec la république française, 188. — Ratification de ces traités, 190. — Arrêté qui dépose et bannit du territoire le cardinal Mattei, archevêque de Ferrare, pour avoir refusé de prêter le serment de haine à la royauté, 192. — Rupture avec la Toscane; proclamation de Berthier sur la dernière conspiration, 196. — Séquestre en Autriche des biens de ses citoyens, 208. — Echange de pro-

testations d'amitié avec le cabinet de Vienne, 214. — Envoi à Vienne de Marescalchi en qualité d'ambassadeur, 224. — Population de la république, 226. — Le grand conseil cisalpin abolit le droit sur le pain, 235. — Remplacement, par Brune, des directeurs cisalpins démissionnaires, 242. — Biens de son clergé nationalisés, 246. — AN VII. Message des deux conseils au ministre français Trouvé; nécessité d'augmenter la garnison de Mantoue, 2. — Fouché remplace Trouvé près de cette république, 15. — Vente ordonnée de biens nationaux, 35. — Ceux des évêques sont déclarés appartenir à l'état, 69. — Adoption d'un plan général de finances; acceptation de la constitution, 71. — Message de Fouché sur les conspirations contre la liberté cisalpine, 89. — Arrêtés du directoire français contre les destitutions faites par le général Brune, et pour une nouvelle convocation d'assemblées primaires; rappel du ministre français, 93. — Texte de deux autres relatifs aux changemens qui y ont eu lieu; et proclamation du commissaire Rivaud à ce sujet, 94. — Lettre du même au directoire pour sa réinstallation, 97. — Proclamation de celui-ci au peuple, en faveur des Français, 124. — Manifeste de guerre contre l'Autriche, 217. — Fuite du ministre de la police, 227. — Secours accordés aux réfugiés cisalpins, 271 et 272. (*Voy. MILAN.*)

CISPADANE (la république). AN V. Notification du congrès sur la fin de sa session et l'achèvement du plan de constitution, 196. — Manifeste du gouvernement provisoire, relatif à son acceptation et à sa mise en activité, 198. — Tableau de ses départemens, leur population et le nombre des membres du corps législatif, 202. — Acceptation de la constitution par tous les départemens, 212. — Installation du corps législatif, 245. — Sa suspension jusqu'à l'arrivée des députés de la Romagne, 272. — Ordre de Bonaparte pour l'installation, sous 48 heures, de ses autorités, 280. (*Voy. CISALPINE.*)

CITTA-DI-CASTELLO. AN VI. Prise par les insurgens de Trasimène, 256. — Ceux qui y sont enfermés sont passés au fil de l'épée, 260.

CIVEAUX, département de la Vienne. AN VI. Lettre sur ses monumens, 331.

CIVITA-DUCALE. AN VII. Est prise aux Napolitains par le général Lemoine, 94.

CIVITA-VECCHIA. AN III. Arrivée en ce port de députés corses, envoyés par le parlement anglo-corse, 282. — AN V. Les Anglais somment le commandant de se rendre, 18. — AN VI. Mise en liberté des prisonniers d'état de Rome, 94. — Insurrection en faveur de la démocratie, 114. — Les cardinaux arrêtés à Rome y sont déportés, 197. — AN VII. Capitulation de cette ville, 200.

CIVRAI. AN 1790. Le curé de cette commune dénonce les *impartiaux* et les *protestans* de l'assemblée nationale, 149. — AN IV. Il y est établi un tribunal correctionnel, 278.

CLAISSE (rivière de). AN II. 1794. Son nom donné à la commune de Cruzières (Voyez CRUZIÈRES SAINT-ANDRÉ.)

CLAMARRE. AN II. 1793. Une députation de cette commune présente une pétition contre les prêtres, 58. — Autre pour la liberté des cultes, 61.

CLAMECY. AN 1791. Une insurrection y éclate, 94. — Arrestation des séditieux, 95. — La commune proteste de son dévouement à la patrie, 176. — AN I.^{er} 1793. Proposition par Amar de suspendre son comité de surveillance, 218. — AN III. Découverte d'une mine de charbon de terre dans ses environs, 101.

CLARAC (le château de). AN 1791. Est incendié par les habitans de Buzet, département du Lot, 21.

CLAVIÈRES, village piémontais. AN I.^{er} 1793. Est attaqué par Kellermann, 172.

CLERMONT-EN-ARGONNE. AN 1791. Une députation de ce district rend compte des détails de l'arrestation du roi à Varennes, 176. — Récompenses décernées aux habitans qui ont empêché l'évasion de ce prince, 231. — Décret qui, sur leur refus, affecte ces sommes aux hôpitaux, 241.

CLERMONT-FERRAND. AN 1790. Éloge de son patriotisme, 121. — AN 1791. Lettre de sa société patriotique à Peuchet, combattant une loi sur l'émigration, 36. — Réclame la tenue des assemblées primaires, 211. — Explications sur cette démarche, 228. — AN 1792. Décret d'accusation contre trois de ses habitans, 74. — Lettre de sa société patriotique centrale à toutes les autres sociétés popu-

laires, 156. — Dénonce la conduite parjure de Louis XVI, 178. — AN I.^{er} 1793. Se plaint de manquer de blé, 182. — Adhère au 31 mai, et dénonce la résistance de l'administration départementale à cette journée, 183. — AN II. 1794. Sa société populaire dénonce Javoque, 145. — AN III. Félicitation d'une députation de la commune sur les triomphes de la convention, 200. — AN V. Elle est autorisée à une acquisition de terrains pour travaux publics, 19. — AN VI. Clôture de son club constitutionnel, 177.

CLERMONT-SUR-OISE. AN II. 1793. La société populaire de cette commune présente à la convention la citoyenne Barbier, dont elle communique une action civique, 56.

CLERMONTOIS (le). AN 1791. Discussion et décret qui annule la donation de cet appanage, 18 et 76.

CLÈVES (le duché de). AN I.^{er} 1793. Entrée des Français qui y lèvent des contributions, 4. — AN II. 1794. Insurrection parmi les paysans, 286. — AN VI. Organisation des possessions prussiennes suivant les formes du gouvernement français, 161.

CLICHY. AN I.^{er} 1793. Le curé de cette commune, déporté pour refus de serment, offre cinquante livres pour la guerre; la convention refuse ce don, 56. — AN V. Adresses de plusieurs divisions de l'armée d'Italie contre le club qui s'y est formé, 525.

CLIEFDENHAUS (le), en Angleterre. AN III. Incendie de ce dépôt renfermant plusieurs chefs-d'œuvres dans tous les genres, 275.

CLISSON. AN II. 1793. Repris sur les rebelles, 278.

CLUNY. AN 1789. Les brigands de la Bourgogne y sont battus, 36.

CLUNY (couvent de). AN 1790. Les religieux de cette maison sont privés de leur traitement jusqu'après l'examen de leurs comptes, 293.

CLUZE (le district de), en Savoie, AN II. 1793. Les Piémontais y sont battus, 17. — AN II. 1794. Envoie ses saints à la monnaie, fait hommage à la convention du bonnet et du sabre du prince Eugène, 164.

COBLENTZ. AN 1789. Mouvements militaires, 99. — Le comte de Cobentzel y arrive, 129. — AN 1791. — Rassemblement d'émigrés dans cette ville,

275. — Réunion de plusieurs envoyés étrangers , 286. — Représentation des habitans contre les émigrés , 342. — AN 1792. Leur affluence , 32. — Egards de l'envoyé de l'empereur pour eux , 44. — Saïrie d'une fabrique de faux assignats , 148. — Crainte d'une invasion , 155. — Evolutions des émigrés , 172. — Leurs manœuvres pour débaucher les soldats français , 196. — Ils sont accusés d'y méditer l'égorgement de la famille royale , pour amener la contre-révolution , 262. — AN III. Les Français y entrent conduits par Marceau , 37. — AN V. Ce général y est inhumé , détails de sa pompe funèbre , 14. — AN VI. Plantation de l'arbre de la liberté , contre l'intention des magistrats , 12. — Contribution des membres d'une société patriotique de cette commune pour l'expédition contre l'Angleterre , 146. — Interruption des communications avec le Thall , 182. — Entrée autorisée , par le Rhin , des marchandises étrangères , 259. — Le général Merlin et autres , prévenus de trahison , y sont arrêtés , 304. (*Voy. EHREINBREISTEIN*).

COESNON , rivière. AN V. Rapport sur ses débordemens , 199. (*Voy. CANAUX*).

COIRE , capitale des Grisons. AN VI. Entrée des Autrichiens dans cette ville , 341.

COL-DE-MONTE. AN III. Relation de la dernière affaire qui y a eu lieu , publiée par le gouvernement sarde , 277.

COLLIOURE. AN I.^{er} 1793. Avantage remporté sur les Espagnols , 190. — AN II. 1793. Ils s'en emparent , 99. — AN II. 1794. Sa reprise par les Français ; détails de la capitulation ; ses habitans ont bien mérité de la patrie , 257. — La capitulation violée par le comte de la Union ; décret de représailles , 326. — Détails , 330.

COLMAR. AN 1789. Demande de la suppression de sa chambre ecclésiastique , 101. — AN 1791. Mention honorable de la conduite de ses habitans , 44. — Décrets relatifs aux troubles de cette ville , 150 et 154. — AN II. 1794. Thyri , se disant représentant en mission , y est arrêté , 183.

COLOGNE. AN 1789. Une lettre de l'électeur révèle le secret de la marche des troupes munstériennes , 122. — AN I.^{er} 1793. Beurnonville et les commissaires livrés aux Autrichiens y arrivent , 159. — L'électeur refuse asile à Dumourier , à qui il re-

proche les malheurs de la guerre , 186. — AN II. 1794. Le même ordonne aux chevaliers teutoniques de faire leurs campagnes au service de la coalition , 286. — AN III. Lettres et rapport sur la reprise de la ville par les Français , 21. — Proclamation qu'y émet Gillet , 35. — Ses députés réclament son indépendance , 183. — Confirmation des contributions imposées à son clergé , 271. — L'électeur vote , à la diète , pour la médiation prussienne , 311. — AN V. Sa lettre à l'administrateur du grand baillage de l'ordre teutonique , relative à l'empiétement du gouvernement d'Anspach sur la ville d'Etlingen , 143. — Plainte du même au tribunal suprême de l'empire , relativement à la même affaire , 153. — Son sénat présente à Hoche les vins d'honneur ; propositions de celui-ci en faveur des protestans , 210. — AN VI. Arrivée d'Augereau , 47. — Réintégration des non-catholiques dans leurs droits de citoyen , 74. — Autorisation à recevoir par le Rhin les marchandises étrangères , 259. — Fixation au 1.^{er} messidor du terme définitif pour la vente des marchandises anglaises ; proclamation d'un règlement relatif aux étrangers , 269. — La municipalité défend l'impression des écrits qui rappelleraient l'autorité ecclésiastique , 276. — Proclamation par Rudler des droits de l'homme et de la constitution de l'an trois , 278. — AN VII. L'électeur reproche aux ministres autrichiens leur dévotion au cabinet anglais , 141.

COLONIES (les). AN 1789. Ajournement de la demande en abolition du commerce exclusif des grains , fait par des négocians français , 49. — Mémoire des ministres sur leur organisation , et leurs doutes qu'on puisse leur appliquer le régime de la France ; renvoi du mémoire au comité de constitution , 78. — Opinion sur leur constitution , et les réclamations des gens de couleur , 99. — Les noirs s'y insurgent , 102. — Discussion sur la constitution à donner à ces contrées , *ibid.* et 103. — Mémoire sur leur administration et leurs rapports avec la métropole , par de Bory , 106. — AN 1790. Pièces relatives à leur état actuel , 61. — Rapport sur leurs troubles , 62. — Comité institué pour examiner les pièces relatives aux désordres qui y ont éclaté , 65. — Nomination des membres de ce comité , 64. — Chaque Colonie émettra son vœu pour

la constitution qui lui convient , 68. — Rapport de Barnave sur l'instruction qui doit accompagner le décret concernant les Colonies , 83. — Texte de l'instruction ; discussion sur cet objet , 88 et 89. — Insubordination des troupes dans toutes ces contrées , 219. — Leurs tribunaux seront soumis à celui de cassation , 516. — Lettre de Brissot à Barnave sur les Colonies, et observations de Tremondrie , 337. — AN 1791. Mémoires sur leurs entrepôts , 39. — Décret pour l'acquittement de leurs lettres de change , 72. — Droits d'entrée de leurs denrées , 78 , 79 et 176. — Arrêté pour le prompt rapport du comité sur les Colons amenés prisonniers à Saint-Malo , 90. — Font partie du ministère de la marine , 101. — L'abolition du droit d'aubaine leur est étendu , 104. — Témoignages de regret adressés à Fleurieu par leurs députés , 126. — Décret sur l'état politique de leurs habitans de couleur ; débats violens à ce sujet , 136. — Instruction pour accompagner les décrets des 12 et 15 mai y relatifs , 142 , 150 , 166 et 167. — Décret qui continue la sanction par les gouverneurs de ces îles , des arrêtés de l'assemblée coloniale , 208. — Adresse du commerce de Nantes contre la loi qui les concerne , 238. — Décret qui suspend le départ des commissaires nommés pour s'y rendre , 241. — Adresses dans le sens de celle de Nantes ; débats à ce sujet , 244 et 252. — Adoption de plusieurs articles y relatifs , 268 , 269 et 272. — Détails sur leur situation , le soulèvement des nègres et le prochain départ d'une expédition , 305. — Décret sur leurs dépenses , 314. — Pièces officielles sur leur situation intérieure , 323. — Influence des Anglais sur leurs désastres , 327. — Envoi de forces pour réprimer les mouvemens des révoltés noirs , 343. — Nouveaux détails sur leur situation , 356. — AN 1792. Rapport y relatif , 62. — Autre , et projet concernant les moyens d'y rétablir l'ordre ; discussion y relative , 82 *et suiv.* jusqu'à 86. — Décret à cet effet , 97. — Autre , qui détermine les pouvoirs des commissaires civils , 221. — Autre portant qu'elles concourront à la formation de la convention nationale , 237. — Autre , confisquant les biens de leurs émigrés , 240. — Autre , ordonnant le déplacement des officiers de marine destitués par les commissaires envoyés aux îles ,

366. — AN I.^{er} 1793. Décret d'accusation contre Desparbès , gouverneur des îles , 37. — Autre sur l'organisation de leur marine , 47. — Ouverture de leurs ports aux navires américains , 51. — Décret qui les met en état de guerre par suite de la prise de la Guadeloupe et de la Martinique , 66. — Observations les concernant , 192. — Motion d'ordre sur leur situation , 247. — Suppression des droits d'entrée qui y étaient perçus , 257. — AN II. 1793. Article sur leur aliénation , 38. — AN II. 1794. Leurs députés présentent aux Jacobins un drapeau en signe de l'union des blancs et des hommes de couleur , 142. — Rapport de Polverel et Sonthonax aux Jacobins , sur leur situation , 329. — Il y est contredit par Page et autres , 340. — AN III. Formation d'une commission pour les affaires des Colonies , 12. — Improbation d'un écrit de Gouly qui les concerne , 71. — Dénonciation de Creuzé Paschal , y relative , 85. — On propose d'y envoyer des représentans , 126. — Rapport à ce sujet , 128. — Une députation d'hommes de couleur demande des armes pour en expulser les Anglais et les Espagnols , 139. — Débats sur leur situation et le projet d'y envoyer des représentans , *ibid.* — Reprise de la discussion y relative , 147. — Décret portant qu'il y sera envoyé des commissaires pris dans le sein de la convention , 149. — Nouvelle députation des hommes de couleur pour obtenir la permission d'y accompagner les députés , 155. — Rapport sur divers établissemens destinés à y perfectionner la culture , 157. — Débats aux communes d'Angleterre sur les mauvais traitemens qu'y essuyent les Français qui se sont soumis volontairement à la Grande-Bretagne , 273. — Discours de Dufay sur leur situation , 285 et 286. — Succès de Victor-Hugues aux Isles-du-Vent ; rapport de Boissy sur les moyens d'assurer la prospérité des Colonies , 322 et 325. — Elles sont déclarées parties intégrantes de la république , *ibid.* — Articles constitutionnels présentés par Boissy ; Hardy demande le changement du nom de Saint-Dominique ou Dominique , et pourquoi , 332. — Adoption des articles constitutionnels , 333. — Décret sur les pensions des employés des Colonies , sans activité de service , 339. — AN IV. Autre sur la demande faite par le directoire d'y envoyer des commissaires ;
motion

motion sur le costume de ces agens, 129 et 130. — Nouvelles des conquêtes aux Isles sous le Vent, 134. — Discussion et ordre du jour sur des propositions relatives aux choix des agens et à leur éligibilité au corps législatif; message provoquant l'aliénation de leurs domaines nationaux, 136. — Rapport sur cet objet, 279. — AN V. Discussion et nomination aux cinq-cents d'une commission à l'effet de s'occuper de leur état politique et commercial, 70. — Résolution qui retient dans le sein du corps législatif leurs députés, jusqu'à l'arrivée de leurs remplaçans, 96. — Le nombre de ces députés calculé sur les états de population envoyés par Barbé-Marbois, 100. — Comité secret pour la lecture des pièces transmises par le directoire sur leur situation, 112. — Motion de Vaublanc sur le même objet, et contre l'envoi de Sonthonax, 129. — Comité secret pour la continuation de la lecture des pièces, 131. — Annonce de Marec, que le rapport est prêt; ajournement jusqu'à ce que la commission en ait connaissance, 158. — Comités secrets pour le rapport sur leur situation, 167. — Message du directoire annonçant le rétablissement de la tranquillité, 170. — Réflexions d'Eschassériaux sur leur situation, 201. — Message du directoire sur le même objet, 218 et 219. — Proposition de conserver leurs députés au corps législatif, jusqu'à l'arrivée de leurs successeurs; adoption de la question préalable, 229 et 230. — Motion sur la nécessité d'y rétablir l'ordre et la paix; discussion y relative, et accusations contre le directoire et ses agens, 246 et 247. — Discours de Vaublanc sur le même sujet, 253. — Discussion y relative, et nomination d'une commission pour s'occuper d'un mode général d'exercer la responsabilité constitutionnelle, 256. — Dénonciations contre divers agens du directoire qui y sont employés, 257. — Rapport de Tarbé; il attaque tout ce qui s'est fait jusqu'alors, 261. — Discussion sur le projet d'étendre à toute la résolution qui ôte au directoire la nomination des agens à Saint-Domingue, 266. — Décret en conséquence, 273 et 275. — Autre pour l'envoi de quatre autres agens à Cayenne et aux Isles sous le Vent, 289 et 295. — Rejet de la résolution relative au nombre des députés à élire par elles, 300. — AN VI. Discussion et

Table alphabétique.

loi sur leur division territoriale et leur constitution, 8, 11, 32, 33, 37, 50, 51, 54, 55, 63, 95, 101, 102, 108, 110, 111, 112 et 113. — Rapport contradictoire sur leur situation, 41. — Lettre sur le même objet, 101. — Loi qui détermine leurs contributions foncières, 118 et 121. — Nouvelles satisfaisantes de leur situation, données par Lebas, 295. — Arrêté du directoire sur leurs armemens en course, 318. — AN VII. Commission pour présenter un mode de leurs élections, 26. — Célébration de l'anniversaire de l'abolition de l'esclavage, 142. — Arrêté concernant leurs fonctionnaires publics, 333.

COLONIES ORIENTALES (les). AN III. Nouvelles annonçant qu'elles sont conservées à la France par l'énergie des patriotes, 328. — Ordre du jour sur la proposition d'établir un tribunal de cassation particulier pour elles, 333. — AN VI. Discussion sur leur division territoriale et renvoi du projet y relatif, 8 et 11. — Nouvelles apportées par la frégate *la Seine*, 304. — AN VII. Rupture entre les Isles françaises et le gouvernement de Mozambique, 26. (Voyez les précédentes, INDES, ISLE-DE-FRANCE, etc.)

COLONS (les). AN 1789. Ils annoncent à l'assemblée nationale leur soumission à l'emprunt du quart, et un cautionnement de la cinquantième partie des biens de la Colonie pour liquider la dette nationale, 75. — Une députation de Colons de couleur réclame, par l'organe de Dejoly, son orateur, l'exercice des droits de citoyens, et offre le cinquantième de leurs propriétés pour les besoins de l'état, 76. — AN 1790. Mémoire de Grégoire en faveur des mêmes, 19. — Leur réclamation à la commune de Paris, 47. — Décret portant qu'il n'y a lieu à accusation contre les Colons pour les événements des Colonies, 68. — AN 1791. Secours accordés à ceux d'entre eux, réfugiés dans l'Amérique du Nord, dont les propriétés ont été pillées par les Anglais en 1757, 53. — Droits de cité accordés à ceux de couleur et nègres libres, 85. — AN 1792. Formation d'une compagnie franche, composée d'hommes de couleurs, 253. — AN II. 1794. Dénonciation de plusieurs contre Polverel et Sonthonax; le président de la convention leur répond que le monde périra avant qu'un Français devienne esclave, 103. — Arrestation des membres

des clubs des Colonies, 171. — Exceptions à la loi pour l'arrestation des Colons, confiées au comité de salut public, 188. — Nouvelle dénonciation contre Polverel et Sonthonax, 337 et 340. — Ils demandent à être entendus contradictoirement avec les précédens, 363. — AN III. Les comités sont autorisés à statuer sur leur mise en liberté, 2. — Réclamation de plusieurs, 50. — Adoption de leurs enfans parmi ceux de la patrie, 57. — Affaire de plusieurs Colons contre Sonthonax, 126. (*V. SONTIONAX*). — AN IV. Mode institué pour juger ceux contumaces, déportés ou accusés, 339 et 355. — AN V. Pétition de ceux réfugiés à Bordeaux, 71. — Discussion sur la commission chargée de prononcer sur le sort des Colons, 72. — Secours accordés à ceux déportés ou réfugiés, 80. — Message du directoire, accusant ceux réfugiés aux États-Unis, de se refuser à rentrer en France ou aux Colonies, 235. — Résolution portant que ceux non-émigrés seront renvoyés chez eux aux frais de la république, 299. — Approbation de celle qui ouvre un crédit au ministre de l'intérieur pour leur distribuer des secours, 331. — AN VI. Résolution rejetée sur le rappel des réfugiés et déportés, 5 et 10. — Projet de rembourser à ceux résidens en France, les avances qu'ils ont faites en Amérique, 199. — Motion de Mentor, tendante à accorder des secours à ceux dont les biens sont exploités au profit de la république, 315. — AN VII. Discussion sur les mêmes, 170. — Mesures relatives aux secours et indemnités dus aux propriétaires de biens, 193 et 242. — Rejet de la résolution prise à ce sujet, 275.

COME. AN 1790. Insurrection dans cette ville, 242. — AN IV. Les Français y entrent, 249.

COMINE-DU-NORD. AN II. 1793. Est enlevé à l'ennemi, 37.

COMMUNE - AFFRANCHIE, nouveau nom de Lyon. (*Voyez LYON*).

COMMUNE - D'ARMES, nouveau nom de Saint-Etienne. (*Voyez SAINT-ETIENNE*).

COMPIEGNE. AN 1790. Est autorisée à faire un emprunt, 264. — AN II. 1794. Est mise à la hauteur par André Dumont, 175. — AN IV. Translation rejetée de son école centrale à Beauvais, 173 et 174.

COMTAT-VÉNAISSIN (le). AN 1789. Proposition du projet de sa réunion à la France, 89. — Protestation contre cette demande; examen des titres de la possession des papes, 113. — AN 1790. Adresse pour sa réunion, 174. — Manifeste sur ses troubles, 234. — Rassemblemens de mécontents, 290. — Députation à la barre, 302 et 303. — Rupture avec le gouvernement papal, 314. — Arrêté de son assemblée représentative sur les dispositions des habitans à l'égard de la France, et contre les hommes armés qui envahissent le territoire du Comtat, 317. — Députation au pape, pour lui représenter que le vœu général du peuple est d'adopter la constitution française, et décret à ce sujet, 350. — AN 1791. Les administrateurs des Bouches-du-Rhône provoquent sa réunion à la France, 2. — Les armes de France y sont arborées, 5. — Opérations de son assemblée représentative, *ibid.* et 9. — Détails des troubles qui y ont éclaté, 12. — Nomination de trois conservateurs d'état pour remplacer le légat, 15. — Décret qui ordonne un nouvel examen du vœu de ses habitans pour leur réunion; rejet de l'article portant qu'il fait partie intégrante de l'empire français; réclamations tumultueuses à cet égard, 126. — Autre pour la conservation des droits de la France sur ce territoire relativement à cette décision, *ibid.* — Etat de sa situation, 171. — Décret qui autorise les commissaires qui y sont envoyés à se servir des troupes françaises; et approuve les mesures prises par eux, 185, 186 et 188. — L'assemblée nationale prononce sa réunion au milieu des plus vifs applaudissemens, 258. — Dispositions des commissaires chargés de son organisation, 315. — Décret relatif aux jugemens des crimes qui y ont été commis, 351. — AN III. Adresse des administrateurs de Vaucluse sur les assassinats qui y ont été commis, 283. — AN V. Liquidation de ses offices civils et militaires, 2. (*Voyez AVIGNON*).

CONCHE, département de l'Eure. AN II. 1794. Réclamation en faveur de deux de ses administrateurs, 130. — Débats sur cet objet, et décret de leur mise en liberté, 141. — AN III. Adresse de ses habitans en faveur de Robert Lindet, 312.

CONDÉ. AN 1791. Décret qui supprime les privilèges des bateliers de cette ville, 156. — AN 1792.

Combat en avant des ses murs, 155. — AN I.^{er} 1793. Les troupes formant sa garnison rejettent avec indignation la sommation du général autrichien de rendre la place et de reconnaître la constitution de 1791 ; approbation de leur conduite ; lettre des commissaires sur le siège de cette place, 106. — Les Autrichiens sont repoussés, 109. — Craintes sur le sort de cette place, 197. — Lettres qui confirment sa capitulation, 201. — Sa perte imputée à Custine, 204. — Détails sur sa reddition, 206. — Autres sur sa capitulation exécutée le 10 juillet ; prise de possession par Cobourg, 211. — Dujardin est nommé au commandement, pour l'empereur, de la ville et de la citadelle, 214. — Texte de sa capitulation, 223. — Rapport demandé au sujet de sa reddition à l'ennemi, 229. — Réorganisation de l'ancien régime dans cette ville, 230. — La junte impériale y restitue les biens aux émigrés, et établit la perception de la dime, 235. — AN II. 1794. Décret sur le rapport de Barrère, ordonnant de passer au fil de l'épée la garnison ennemie de cette place, si elle ne se rend pas dans les vingt-quatre heures qu'elle en sera sommée, 287. — Annonce de la reprise de la ville, et décret qui change son nom en celui de Nord-Libre, 345. — Autres détails, 346. — AN III. Rapport de Carnot sur les évènements du siège de cette ville et les mesures pour sa reprise, 4.

CONDOM. AN I.^{er} 1793. Son évêque décrété d'accusation, 192. — AN II. 1794. Sa société populaire demande la peine de mort contre le célibat, 184.

CONDRIEUX. AN VI. Décret qui y fixe le siège des élections du Rhône, 171 et 172.

CONFLANS-SAINTE-HONORINE. AN VI. Suppression de sa justice de paix, 189.

CONI. AN IV. Occupation de la forteresse par les Français, 231.

CONQUET. AN VI. Débarquement des Anglais sur cette côte, 288.

CONSTANCE. AN VI. Réunion sur le lac de plus de 3,000 personnes du Turgau, rassemblées pour y jurer fidélité à la constitution helvétique, 356.

CONSTANTINOPLE. AN 1789. Mécontentement du peuple, et fureur du sultan à la nouvelle des revers, 121. — Nouvelle levée de 100,000 hommes ; projet du sultan de se rendre à l'armée ; mouve-

ment des flottes turque et russe, 131. — AN 1790. Soulèvement, 78. — Révolte des Janissaires, 126. — AN 1791. Consternation après la prise d'Ismaïlow, 40. — Insurrection, 141. — Mécontentement, 178. — Agitation, 258. — Ravage de la peste, 315. — AN 1792. Prohibition des objets de luxe et du sucre, 190. — Incendie horrible ; le courage du sultan préserve la flotte, 273 et 314. — AN I.^{er} 1793. Mesures prises par les Français à la nouvelle du décret d'accusation contre Choiseul-Gouffier, 26. — Intrigues russes contre la France, 161. — Rapports entre cette cour et celle de Vienne, 173. — Lettre annonçant que Chalgrin y a déployé le caractère de chargé d'affaires de la monarchie française, 194. — Invitation faite par la Porte aux Français de célébrer à huis-clos, l'anniversaire du 14 juillet, 249. — AN II. 1793. Serment prêté par eux entre les mains de l'ambassadeur Descorches, de maintenir la constitution républicaine, 271. — Différend entre les ministres russe et ottoman, au sujet des droits de commerce, 278. — Son club affilié aux Jacobins de Paris, 18. — Rapport de cette affiliation, 22. — Rupture de cette cour avec celle de Saint-Petersbourg ; réception de Descorches, ministre français, 40. — Ordre de lever 24 mille matelots, 45. — Insultes faites à des Français, par des Grecs et des Russes, 63. — Coalition des ministres étrangers contre la république française, 90. — AN II. 1794. Formation dans cette ville et dissolution d'une société populaire ; envoi de la liste de ses membres, 180. — Célébration de l'anniversaire du supplice de Louis XVI, chez le ministre Descorches, 182. — Répression des provocations contre les Français ; coups de fusil tirés par les Russes sur le bateau du sultan, 219. — Les officiers français, instructeurs des Turcs, y sont accueillis avec faveur par le sultan, 271. — Mesures contre le port de cocardes tricolores et bonnets de liberté attribués à l'insurrection des Anglais et des Russes pour effrayer le divan, 310. — Fête célébrée par les Français ; arboration du drapeau tricolore sur les vaisseaux de cette nation, 340. — AN III. Fermentation ; destitution du grand-visir, 95. — Conférences de la Porte avec le ministre russe sur la Pologne, 156. — Famine alarmante ; dispositions d'un armement ; troupes exer-

cées par les Français, 221. — La Porte reconnaît la république française, 293. — Cérémonie de l'audience de son ministre ; discours de Verninac ; réponse du grand-visir, 329. — Conférence entre les ministres de France, de Suède et de Prusse ; incendie considérable, 342. — AN IV. Inquiétudes sur la coalition des cours de Vienne, Petersbourg et Londres, 4. — Préparatifs contre la Russie, 111. — Peste et famine, 128. — Aubert-Dubayet est désigné pour y remplacer Verninac en sa qualité de ministre de France, 145. — Banqueroute frauduleuse de la maison Serpos, 228. — Détails sur les honneurs qui ont été rendus à Verninac, 275 et 286. — AN V. Décapitation du chef des rebelles de la Bulgarie, 15. — Changemens dans le ministère ottoman, 31. — Entrée publique et solennelle dans le port, du capitain-pacha de retour de l'Archipel avec son escadre, 68. — Verninac annonce que le grand-visir se sert à son égard du mot français *citoyen*, 86. — Rappel de l'ambassadeur anglais ; audience de congé de Verninac, discours du visir, 106. — Arrivée d'un ambassadeur persan, 162. — Visites d'Aubert-Dubayet, *ibid.* et 164. — Compagnie d'artillerie volante, présentée au grand-seigneur, par l'ambassadeur français, 187. — Vaisseaux de guerre construits par les frères Lebrun, ouvriers français, et lancés en présence du sultan ; présent magnifique fait à ces ingénieurs, 205. — Aubert-Dubayet fait défendre aux chevaliers de Saint-Louis de porter leurs croix, ainsi que l'uniforme d'officiers du roi, 210. — Elèves formés par soixante artilleurs français, 227. — Départ d'Ali-Effendi, nommé ambassadeur extraordinaire auprès de la république française, 235. — Le sultan envoie par Verninac une lettre et un pavillon ottoman au directoire ; dépêche de Hussein-Pacha, amiral, relative à cet envoi, 262. — Traduction de la dépêche du Capitain-Pacha, et du diplôme de sa hauteesse, remise au directoire par Verninac, 263. — AN VI. Activité des travaux de l'arsenal, 47. — Précautions prises contre la peste, 63. — Représentations du comte de Ludolf, envoyé de Naples, sur l'enlèvement du prince de Paterno, et satisfaction donnée par la Porte, 79. — Joie pour le traité de paix de Campo-Formio, 108. — Divan inopiné chez le grand-seigneur ; ravage de la peste dans les casernes des janissaires,

125. — Firmans expédiés à tous les gouvernemens de l'empire pour la réunion de 600 mille combattans, 186. — Fréquent passage de troupes asiatiques ; préparatifs contre Passawan-Oglou, 208. — Continuation des ravages de la peste, 213. — Ordre donné au gouverneur de Romélie de marcher sans délai sur Widdin avec toutes les troupes du camp sous Belgrade, 215. — Synode ecclésiastique par le clergé grec, et résolutions qu'on y a prises, 238. — Bonne intelligence entre la Porte et l'Autriche, 249. — Le général Tamara, nouvel envoyé extraordinaire de Russie, assure la Porte des intentions pacifiques de sa cour, 266. — Le citoyen Ruffin y est chargé des affaires de France, 279. — Ordonnance de la légation française aux Français républicains, de se présenter pour y déclarer leurs noms, état et facultés, et l'époque de leur établissement dans cette capitale, 290. — Incendie terrible qui a détruit plus de trois mille maisons, 324. — Fermentation extraordinaire au bruit de la prise d'Alexandrie par les Français ; renvoi de Lebrun, constructeur qui présidait à l'arsenal, 341. — Nomination de Gaudin pour secrétaire de la légation française dans cette ville, 348. — Découverte d'une conspiration ; le patriarche grec feint d'agir en faveur de la liberté ; les conjurés sont connus et étranglés, 353. — Fermentation contre les Français ; modération du gouvernement, 354. — AN VII. Transmission au divan des détails du débarquement des Français à Alexandrie, 2. — Arrestation de toute la légation française et de tous les individus de la même nation, 21. — Déclaration de guerre à la France, 28. — Resserrement au bagne des équipages de huit navires français, 35. — Faveurs accordées aux Anglais et aux Russes, 41. — Etat des Français détenus ou cachés, 79. — Vente du mobilier et des marchandises appartenans à des Français, 126. — Lettre d'un prisonnier contenant des détails sur l'esclavage des Français et la barbarie du gouvernement turc, 142. — Entrée dans le port de sir Sidney-Smith, 152. — Déclaration de guerre à la république batave, 168. — Grands préparatifs contre Bonaparte, 171. — Escadre turque dirigée contre l'Egypte, 172. — Intendie considérable dans le faubourg de Péra, 216. — Brûlement de deux mille

maisons, 272. — Article attribuant à l'armée d'Egypte le projet de marcher sur Constantinople, 279.

COPENHAGUE. AN 1789. L'ambassadeur anglais Elliot quitte cette cour, et pourquoi, 105. — Condamnation d'individus prévenus d'avoir voulu incendier dans son port les flottes russe et suédoise, 108. — AN 1790. Fête dans cette ville pour l'entrée de la princesse royale de Dannemarck, 279. — AN 1792. Etat des vaisseaux qui ont passé le Sund en 1791, 25. — AN I.^{er} 1793. Entrée dans sa rade de la flotte russe, 228. — AN II. 1793. La légation française et les individus y résidant y prêtent le serment civique, 274. — Tribunal établi pour les successions des orphelins, 277. — Présentation à la cour du ministre stathoudérien Fagel, 94. — Souscription pour un armement maritime, 194. — AN III. Incendie qui consume une grande partie de la ville, 276. — Nouveaux détails, 282. — Entrée de l'escadre russe dans la rade, 322. — AN VI. Nomination par le roi d'une commission chargée de proposer un nouveau règlement sur la liberté de la presse, 57. — Nomination du président de l'académie des sciences, 64. — Arrivée de deux déserteurs, des prisons anglaises, natifs de Dunkerque, 90. — Mesures prises par la cour contre la contagion pestilentielle, 93. — Assemblée extraordinaire de la société de commerçants, 100. — Sensation à la bourse, à l'occasion de la loi rendue en France sur les prises maritimes, 157. — Prospérité de son commerce, 158. — Défense de faire et vendre des rubans tricolores, 264. — Prix proposé par la société royale; envoi à Paris d'un savant pour concourir au travail de l'uniformité des poids et mesures, 316. — AN VII. Prix proposé par la société rurale, 205.

COPET et SAINT-ETIENNE, district de Florac. AN 1792. Décret qui annule les procédures relatives aux troubles de ces deux villes, 354.

COPPET, en Suisse. AN VI. Refus du conseil de prêter le serment de fidélité à la régence de Berne, 138.

CORBEIL, près Paris. AN 1790. Suspension de son district, 330. — AN H. 1793. Député de cette ville qui apporte une chaise d'argent, 40. — Horreurs que fait commettre, dans ses environs,

Turlet, aide-de camp d'Henriot, 85. — AN III. Assassinat d'une femme dans ce canton, 288.

CORBIGNY. AN 1790. Protestation de sa municipalité contre l'établissement du tribunal hors de son sein; sa conduite est improuvée, 268. — Le directoire du district, mandé à la barre pour une pareille protestation, tâche de justifier sa conduite, 326.

CORCK (le comté de). AN VI. Est mis hors la paix du roi d'Angleterre, 228.

CORCYRE, département de la Mer-Egée. AN VI. Rappel de Comeyras, commissaire-organisateur, et son remplacement par Dubois du Haut-Rhin, 287. — Proclamation de l'administration centrale de ce département, à la prise de Malte par Bonaparte, 330.

CORFOU (île de). AN V. Une flotte partie de Venise s'empare de ses forts et de six cents bouches à feu, 321. — AN VI. Proclamation du général français, annonçant sa liberté, 222. — Envoi des presses de la propagande de Rome, pour y établir une imprimerie républicaine, 249. — Assassinat commis sur Dubouchet, payeur français, 276. — Grande sensation produite sur le Divan, par la proclamation du commandant français dans cette île, 287. — Mariage du général français, Roze, avec une fille d'Ali-Pacha de Jannina, 330. — Invitation d'un ministre français aux habitants de cette île, pour étendre leur commerce, 353. — AN VII. Envoi de Lescallier pour y organiser le régime républicain, 7. — Brillante situation de cette île, 55. — Commencement des hostilités avec le Turc, 83. — Les Russes y sont repoussés, 141. — Lettre sur l'état de la place, 200. — Sa capitulation, 207. — Nouvelle du siège, 229. — Arrivée de sa garnison à Livourne, 235. — Et à Lyon, 273.

CORMATIN (château de). AN 1789. Les brigands de la Bourgogne y sont battus, 36.

CORNETTO, en Italie. AN VI. Insurrection pour la proclamation de la démocratie, 114.

COROGNE (la). AN 1790. Armement maritime de l'Espagne dans ce port, 236.

COROMANDEL (la côte de). AN VI. Préparatifs faits à l'Isle-de-France contre l'établissement

anglais sur cette côte, 295. — AN VII. Anderson y découvre une laine extraordinaire, 207.

CORONA. AN IV. Quelques succès des Français sur les Autrichiens, 126.

CONNÈZE (le département de la). AN 1790. Procédures relatives aux troubles de cette contrée, 240. — Assassinat de Dessailheux de Brives, 330. — AN 1792. Le commandant d'un bataillon de ce département dénonce Marat, 296. — AN I.^{er} 1793. Rejette les mesures prises par les départemens de la Côte-d'Or et de la Haute-Vienne, relativement au 31 mai, 169. — Décret portant que son administration a bien mérité de la patrie, 250. — AN III. Mission de Chauvier dans ce département, 178. — AN IV. Arrêté du comité de salut public, concernant ses réquisitionnaires, 43. — Rejet de la translation, à Brives, de l'école centrale de ce département, 189. — AN VII. Les élections de son assemblée-mère sont validées, 240 et 250.

CORSE (île de). AN 1789. Débats sur la question d'ajouter le titre de la souveraineté de ce pays à celui de roi des Français, 72. — Proposition d'en faire un des départemens de la France, 89. — Insurrection de cette île; sur la proposition de Salicetti, elle est déclarée partie intégrante de l'empire français; décret qui rappelle les anciens habitans expatriés pour avoir combattu contre la France, 100. — Paoli remercie l'assemblée du décret qui la déclare province française, 120. — Le duc de Biron annonce à l'assemblée qu'il y est nommé commandant, 122. — Lettre de Paoli à Gentili, sur l'état de cette île; il offre d'en sortir, 125. — AN 1790. Troubles; arrestation d'un chef des séditeux, 139. — Massacre du comte de Rulli, colonel du régiment du Maine, 141. — Décret pour y établir la perception des impôts, 165. — Arrivée de Paoli, 221. — Ouverture de l'assemblée électorale, et formation des autorités constitutionnelles, 306. — Situation politique de cette île, 310. — Une députation du corps électoral dénonce deux députés de ce département, 312. — Pétition du ci-devant conseil de cette île, 321. — Proposition d'en faire un objet d'échange pour la cession du Comtat, 325. — Le département défend d'en sortir sans passe-port,

338. — AN 1791. Les membres qui le composent, jurent de maintenir la constitution, 4. — Satisfaction du peuple, à l'occasion du décret sur l'organisation du clergé, 33. — Fête funèbre célébrée par les gardes nationales, en l'honneur de leurs frères d'armes morts à Nanci, 34. — Tranquillité de cette île attribuée à l'influence de Paoli, 131. — Insurrection fanatique; décret pour la réprimer, 170. — Rétablissement de la tranquillité, 181. — Nouveau serment de fidélité de la part des administrateurs, lors de la fuite du roi, 208. — Décret qui révoque toutes les concessions ou donations de ses domaines nationaux, 250. — Autre pour la continuation du terrier général de cette île, 267. — AN 1792. Détails sur l'arrestation d'Aréna, maire de l'Isle-Rousse, 103. — Décret sur les dépenses de sa caisse civile, 179. — AN I.^{er} 1793. Compte de sa situation; déportation de tous les prêtres réfractaires, 29. — Le ministre de la marine est autorisé à y faire couper les forêts nationales, et à transporter les bois dans le port de Toulon, 34. — Formation de quatre bataillons d'infanterie légère; mission de Lacombe-Saint-Michel, 38. — Précis de son état par Volney, 79 et 80. — Les commissaires de la convention sont autorisés à s'assurer de Paoli, s'ils le jugent à propos, 94. — Ils écrivent qu'ils prennent, conjointement avec le général Casabianca, les mesures nécessaires de défense, 116. — Notes sur cette île, 119 et 124. — Insurrection; trahison de Paoli; les accusés de contre-révolution seront traduits dans les prisons du Continent; adresse de la convention aux habitans, 145. — Texte de cette adresse, 152. — Consulta à Corté; actions contre les rebelles, 175. — Rapport de Barrère sur sa situation; Paoli est nommé généralissime et président de la consulta; décret portant cessation de cette assemblée, et du paiement des fonctionnaires publics; formation de deux départemens dans l'île, 184. — Autre qui déclare Paoli traître à la patrie, et met en accusation le procureur-général-syndic et plusieurs fonctionnaires rebelles, 201. — Départ pour le Continent des commissaires Salicetti et Delcher, 202. — Consulta tenue à Corté pour chasser les commissaires français, 219. — Rapport du décret

qui ordonne le paiement en numéraire des troupes de cette île, 220. — Elle n'accepte point la constitution, 222. — Texte du décret sur l'organisation d'un tribunal militaire, 250. — AN II. 1793. Opérations de Lacombe-Saint-Michel, 26. — Les Anglais y sont battus, 33. — Mauvais succès de leur expédition partie de Toulon, 81. — AN II. 1794. Suite des opérations de Lacombe-Saint-Michel contre les rebelles, 128. — Avantages des républicains, 148. — Cruautés des paolistes, 163. — Situation de l'île, 176. — Décret sur ses agens forestiers, et autre lettre sur sa situation, 179. — Continuation des succès des paolistes, 335. — AN III. Ses troubles attribués à Paoli, 15. — Article de Ducher sur sa soumission aux Anglais, intitulé : *Le roi de Corse*, 26. — Présentation, à Londres, de l'acte de cette soumission, 62. — Soulèvement des républicains dans cette île contre le parti anglais, 77 et 123. — Ouverture du parlement britannique sous la présidence de Grasseri, 215. — Arrivée à Civita-Vecchia des députés de cette chambre, 282. — Autre nouvelle d'une insurrection contre les Anglais, 359. — AN IV. Nouvelle semblable, 2 et 22. — Adresse de Paoli, 22. — Situation critique des Anglais dans l'île, 143. — Vains efforts du vice-roi Elliot contre l'insurrection, 227. — Défaite des Anglais, 259. — AN V. Le général Bonaparte et Gentili, annoncent que cette île est rendue à la liberté, 35. — Même déclaration de la part du directoire, 39. — Saisie, à Bastia, du vice-roi Elliot, qui est gardé en otage jusqu'à l'arrivée du général Gentili, 49. — Nouvelles de son évacuation totale; départ pour cette île du commissaire Salicetti, 81. — Son arrivée, 93. — Proclamation de Miot, commissaire du directoire exécutif, 109. — Motion de Chiappe pour y envoyer la constitution de l'an 3, 119. — Rétablissement de l'harmonie entre les partis; départ des Anglais; nécessité de mesures promptes pour prévenir les meurtres, 129. — Mise en activité de la constitution de l'an 3 avec beaucoup de tranquillité, 132. — Projet qui annule les élections antérieures à sa promulgation, 173. — Ses élections, 237. — AN VI. Faux bruit d'une épidémie, 27. — Rapport sur la situation des rebelles,

vaincus par les républicains, 38. — Augmentation de sa gendarmerie, 86. — Epidémie à Fiumorbo, 119 et 156. — Situation alarmante de l'île; marche des rebelles sur Bastia, 122. — Nouvelle d'une contre-révolution royale et catholique, 139. — Troubles à Ampugnano, 141. — Changemens militaires, 142. — Victoire du général Vaubois sur les rebelles, 161. — Les bâtimens sortis de l'île sont exemptés de la quarantaine à Livourne, 196. — AN VII. Notice d'un ouvrage sur les mœurs et coutumes de ses habitans, 34. (Voyez BASTIA).

CORSES (les), réfugiés ou déportés. AN 1790. Décret pour la rentrée dans l'île de ceux expatriés par suite de la guerre contre la France, 100. — AN I.^{er} 1793. Secours de 600,000 liv. accordé aux patriotes, 193. — AN III. Distribution d'autres secours, renvoyée au comité de salut public, 21. — Nouveau décret sur le même objet, 346 et 359. — AN IV. Discussion sur les réfugiés, 110. — Projet de secours ajourné, 133. — AN V. Approbation d'une résolution y relative, 80. — AN VI. Discussion sur ceux qui ont fui lors de la domination anglaise, 5. — Projet et résolution débattue et approuvée pour leur accorder des indemnités, 84, 100, 114 et 129. — AN VII. Autre discussion sur les réfugiés et déportés, 170.

COSNE-SUR-LOIRE. AN II. 1794. Jugement du tribunal révolutionnaire qui condamne à mort six fonctionnaires publics de cette commune, 270. — AN III. Dénonciation contre son comité révolutionnaire, 78.

COTE-D'OR (le département de la). AN 1791. Mesures prises par lui pour le voyage de Mesdames, 50. — Fait une adresse au roi contre les courtisans et les prêtres réfractaires, 130. — Sa garde nationale demande à marcher la première aux frontières, 163. — Arrêté de l'administration départementale, relatif aux sœurs de la charité et aux opinions religieuses, 167. — Adresse à l'assemblée nationale, 181. — AN 1792. Mesures contre les prêtres insermentés, 176. — AN I.^{er} 1793. Ses dispositions contre le 31 mai, rejetées par le département de la Corrèze, 169. — Adhésion de ses diverses autorités à cette même journée; elles ont bien mérité de la patrie, 174. — AN III. Mesures de Mailhe pour y dé-

jouer les anarchistes, 207. — AN IV. Adresse en faveur de la convention, 8. — AN V. Ses élections sont annulées au 18 fructidor, 350. — AN VI. Projets relatifs à celles de l'année, 228 et 277. — AN VII. Prix proposés par sa société des sciences, arts et agriculture, 97. — Lettre de félicitation du ministre de la guerre sur les nombreux bataillons qui en sont sortis, 336. (*Voy. DIJON*).

COTES-DU-NORD (le département des). AN 1791. Lettre des administrateurs, annonçant l'arrestation d'un ecclésiastique qui sollicitait les soldats à la désertion, 348. — AN I.^{er} 1793. Thimen, Anglais et Bormia, recruteurs pour l'ennemi, y sont condamnés à mort, 256. — AN III. Détails sur l'expédition projetée par les Anglais contre cette partie du territoire français, à l'aide des émigrés rassemblés à Jersey et Guernesey, 212. — AN V. Ses élections sont annulées au 18 fructidor, 350. — AN VI. Les administrateurs annoncent un trait de courage de la part d'un domestique d'une ferme, 141. — AN VII. Observations sur le tremblement de terre qui s'y est fait sentir, 163. — La loi des otages lui est appliquée, 361.

COULANGE-SUR-YONNE. AN 1792. Insurrection, 94. (*Voy. CLAMECY*).

COULOMMIERS. AN I.^{er} 1793. La municipalité de cette commune est dénoncée pour avoir refusé d'adhérer au décret de mort de Louis XVI, 64. — AN II. 1793. Annonce par les commissaires de la commune de Paris du renouvellement de cette autorité, 279. — Condamnation à mort de neuf de ses habitants, 72. — Opérations des représentants en mission lors des troubles, 90. — AN II. 1794. Condamnation à mort de six autres de ses citoyens, 136. — Annonce, aux Jacobins, de l'assassinat d'un patriote de cet endroit, 250. — AN III. Instruction donnée par Billaud sur les arrestations qui y ont eu lieu, 188.

COURLANDE (le duché de). AN 1790. Querelles entre le duc et les états, 291. — AN 1792. Grieffs présentés à la diète de Suède, 114. — AN III. Réunion de ce pays, par Catherine, à l'empire russe, sous l'observance de la religion grecque, 219 et 232. — AN VI. La fille du duc mariée au duc de Savoie-Carignan, 48.

COURTESON. AN I.^{er} 1793. Le général Cartaux force les rebelles marseillais à évacuer cette commune, 203.

COURTRAI. AN 1792. Sa prise par Luckner, 174. — Détails à ce sujet, 175. — Décret touchant l'évacuation et l'incendie de cette ville, 185. — Lettre sur cet événement ; détails y relatifs, 187. — Décret qui affecte des fonds pour l'indemniser, 188. — AN II. 1794. Succès des républicains sur ce point, 222. — AN VI. Préparatifs qui s'y font contre les menaces d'une descente de la part des Anglais, 331.

COUSELLE, dans le Palatinat. AN III. Secours accordé à cette ville, brûlée ensuite d'un arrêté du représentant Hentz, 282.

COUTANCES. AN 1790. Elections municipales dans cette ville, 118. — AN II. 1793. Sa société populaire fait l'éloge de Lecarpentier, 69. — AN II. 1794. Compte rendu par ce représentant d'une fête patriotique qui y a eu lieu, et de la traduction de vingt aristocrates au tribunal révolutionnaire, 290. — Onze habitants de cette commune y sont condamnés à mort, 309. — AN III. Sa dénonciation contre Lecarpentier, 238.

CRACOVIE. AN II. 1794. Sa commission y fait une proclamation au peuple polonais sur les moyens de soutenir la guerre, 243. — Acte qui y crée des autorités révolutionnaires, 254. — Exécution d'un chanoine de cette ville qui avait projeté d'assassiner Kosciusko, 289.

CRAJOWA. AN 1789. Mouvements du général Kray après la prise de cette ville, 113.

CRAON, département de la Mayenne. AN II. 1795. Son évacuation par les brigands, 90.

CREEKS (les), peuplade indienne. AN 1790. Font un traité de paix avec les États-Unis d'Amérique, 352. (*Voyez ÉTATS-UNIS*).

CRÉMONE. AN IV. Prise de cette ville par les Français, 245. — AN VI. Suppression de son chapitre noble de demoiselles, 224. — Arrestation du commandant et du commissaire des guerres, pour actes arbitraires contre sa municipalité, 308.

CRESPY-SUR-OISE. AN 1789. Alarmes de cette ville sur l'approvisionnement des marchés, 81. — AN 1792. Excès y commis par le quinzième bataillon ; mesures pour leur répression, 292.

CREUSE (le département de la). AN II. 1794.

Dénonciation

Dénouciation contre ses aristocrates, 160. — Motion de Pepin pour la navigation de la rivière qui lui donne son nom, 190. — AN III. Mission de Clédél, 168.

CREVE-CŒUR (le fort de), sur la Meuse. AN III. Est pris par les Français, 14.

CRILLOIRE (le château de), est attaqué par les brigands de l'Ouest; belle défense des républicains, 119.

CRIMÉE (la). AN VI. Sortie des ports de cette province d'une nombreuse escadre russe, ayant des troupes de débarquement à bord, 275 et 351.

CRUZIÈRES-SAINT-ANDRÉ. AN II. 1794. Rapport sur l'assassinat de l'agent national, Malignon, par les habitants de cette commune; décret à la suite, qui change son nom en celui de Claisse, 276.

CULENBORG, dans les Pays-Bas. AN IV. Nouvelle d'une émeute dans cette ville, 12.

CURAÇAO (l'île de). AN V. Troubles sérieux occasionnés par les Stathoudériens, 96. — Refus de la *Médée* et d'une autre frégate hollandaise y stationnées, de reconnaître la république batave, 105.

CUSSET, département de l'Allier, décret pour un achat de subsistances dans cette commune, 155. — AN III. Son comité révolutionnaire dénoncé par Boisset, 149. — AN VI. Annulation de l'élection du juge de paix de ce canton, 34.

CYGNES (île des), *Voy. à ISLE.*

D.

DALMATIE (la). AN V. Protestation des officiers municipaux de Vérone, contre ceux de Venise, relativement à l'invasion de cette province, 337. — Assassinat commis par les Autrichiens, 350. — AN VI. Insurrection de ses habitants contre le gouvernement vénitien; massacre du général Rocca-vina; cris de liberté poussés par eux, 311. — AN VII. Plaintes de Briot contre l'ancien directoire à l'occasion de ce pays, 346.

DAMIETTE. AN VII. Attaque de sa garnison par les Arabes, 93.

DAMPIERRE. AN 1790. Décret qui autorise cette ville à faire un emprunt, 188.

Table alphabétique.

DANGUT. AN II. 1793. Jugement du tribunal révolutionnaire qui acquitte quatre individus de cette commune, 93.

DANNEMARCK (le). AN 1790. Le roi y restreint la liberté de la presse, 36. — AN 1791. Il contribue aux négociations entre la Prusse et la Russie, 115. — Répond à l'Angleterre qui lui demandait l'entrée de ses ports, 132. — Conclut un traité d'alliance avec l'impératrice de Russie, 315. — AN 1792. Abolit la traite des Nègres pour les Indes Orientales, 88. — Ordonnance rendue à ce sujet, 103. — Il refuse de se coaliser contre la France, 118. — Sa réponse à la notification qui lui est faite des dispositions des cours de Prusse et de Vienne contre cette puissance, 200 et 201. — Conclut une convention de commerce avec l'Espagne, 207. — Suspend ses communications ministérielles, à cause du 10 août, 263. — Vains efforts des ennemis de la révolution pour l'entraîner dans la coalition, 334. — Ses nouveaux refus d'y accéder, 358. — AN I.^{er} 1793. Secours donné par le prince royal à un vaisseau français échoué sur ses côtes, 4. — Proclamation du roi à l'occasion de l'arrestation d'un nommé Brabault, accusé d'avoir cherché à soulever les habitants de Copenhague, 117. — Déclaration de la cour d'Angleterre à celle de Danemarck au sujet des navires chargés de farines destinées pour la France, 221. — AN II. 1793. Nouveaux témoignages de sa neutralité, 37. — Démarches infructueuses pour l'entraîner dans la coalition, 69. — AN II. 1794. Fermeté de ses principes à cet égard, 107. — Note sur le commerce du Nord y remise par le vice-consul français, et contre-note des puissances coalisées, 113. — Il traite avec la Suède pour la garantie réciproque du commerce, 225. — Edit du roi à ce sujet, 236. — Kosciusko lui adresse son manifeste, 244. — AN III. Publication d'un édit pour l'abolition de l'esclavage dans la Norvège et le Jutland, 135. — Bruit à Londres de la fermeture du Sund aux vaisseaux russes armés contre la France, 283. — Jonction de son escadre avec celle de Suède, 315. — AN IV. Pièces officielles sur une négociation entre la France et l'Empire, sous la médiation du gouvernement danois, 95. — Il reconnaît le ministre de France Grouvelle, 187. — Armée

ment de son escadre destinée à croiser dans la mer du Nord, 195. — Les ministres de Russie et de Naples y protègent la falsification des assignats, 227. — AN V. Nomination du comte Bernstorff, fils du ministre d'état, pour l'ambassade de Pétersbourg, 107. — Permission accordée par le roi pour l'importation des marchandises anglaises venant des Indes Orientales; plaintes de Malès à ce sujet, et motifs de son opinion, 114 et 118. — Résultat heureux de sa cour d'arbitrage, 117. — Affranchissement des serfs dans ses duchés de Holstein et de Schleswig, 213. — AN VI. Accroissement de son commerce et de sa marine, 54. — Tableau de la navigation qui s'est faite par son canal de Holstein, dans l'année 1797, 166. — Sa pacification avec le dey d'Alger, 178. — Grouvelle y fait proscrire le signe de l'ordre du mérite, institué en France et accordé à plusieurs officiers danois, 188. — Déclaration de ce ministre, portant que son gouvernement en respectera le pavillon, pourvu qu'il ne serve pas au transport des marchandises ennemies, 207. — Démenti donné au bruit d'une demande de vaisseaux, faite par le directoire à cette puissance, 211. — On y établit des maisons d'assurance contre les incendies, 227. — Le roi défend aux fabricans de faire des rubans tricolores, et à tous les marchands d'en vendre, 264. — Nouvelle nomination et départ de Grouvelle comme agent français près cette puissance, 345. — AN VII. Augmentation de sa marine, 5. — Avis de cette cour sur l'établissement d'un fanal au promontoire de Skuddeshoës, 116. — Réponse évasive à la sommation de la Russie, de lui fournir dix mille hommes, 185. — Ordonnance du roi sur la marine, et circulaire du ministre Lambrechts à cette occasion, 198. — Insultes faites à son envoyé à Rastadt, 225. — Lettre de ce ministre sur l'assassinat qui s'y est commis, 238. — Procès intenté à M. Heyberg, auteur d'un ouvrage satyrique, 240. — Suppositions relatives à un projet d'alliance entre la Prusse, la Suède et le Dannemarck, 246. — Arrestation de ses vaisseaux marchands par les Anglais, 257 et 271. — Refus de son gouvernement de laisser passer les Russes destinés contre la Hollande, 345.

DANTZICK, AN 1790. Ses faubourgs sont occupés par les Prussiens, 297. — Réclamation en

faveur de ses privilèges, 301. — Délibération de son sénat sur le traité de commerce entre la Pologne et la Prusse, 307. — Détails à ce sujet, 312. — AN 1791. Prétentions de la Prusse sur cette ville, 80. — Formation d'un camp prussien dans ses environs, 139. — AN I.^{er} 1793. Elle est prise par ces troupes, 98. — Opposition de ses habitans, 109. — Edit du sénat par lequel il la soumet au roi de Prusse, 119. — Lettres-patentes de ce dernier sur son occupation, 132. — Ses habitans lui prêtent le serment de fidélité, 151. — Dissolution du sénat par le général Raumer, 159. — Arrestation, dans cette ville, de Dupont, résident français, 243. — AN III. On lui ordonne de traiter le pavillon batave en ami, 275. — AN V. Ordres pressans donnés par le roi de Prusse pour la mettre sur un pied de défense respectable, 104. — Découverte d'une conspiration ayant pour but l'assassinat de sa garnison prussienne; arrestation du chef de ce complot et de ses complices, 263.

DARMSTADT. AN IV. Lettres des généraux Ernoul et Joubert sur son évacuation, 310.

DARNEY. AN IV. Résolution qui annule les élections de ce canton, 170.

DAUPHIN. (*Voy. FORT-DAUPHIN.*)

DAUPHINÉ (le). *Voy. la table de l'Introduction.* AN 1789. Sa députation noble vote la vérification des pouvoirs en commun; la dissidente se présente aux communes; discussion de l'ordre de la noblesse sur cette dissidence, 2. — Examen, pour cause de nullité, de sa députation des communes, 7. — Réunion à l'assemblée de deux députés de sa noblesse, 10. — Renonciation aux privilèges de cette province dans la nuit du 4 août, et invitation aux pays d'état de suivre cet exemple, 34. — Lettre de la municipalité de Saint-Marcellin, annonçant la convocation extraordinaire de ses états, 77. — Discussion à ce sujet; explications et motions pour et contre; décret à la suite qui supprime toutes les assemblées de cette nature, 78. — Protestations de plusieurs villes de cette province contre cette convocation, 81, 82 et 83. — Explications données par sa commission intermédiaire sur ses intentions dans cette circonstance, *ibid.* — Nouvelles adresses des villes du Dauphiné contre cette convocation, 86. — On attribue sa véritable cause

à l'esprit de résistance au décret sur les biens du clergé, 88. — Autorisation donnée à la commission intermédiaire des états de remplir les fonctions administratives jusqu'à l'établissement des autorités, 118. — Fédération de ses gardes nationales avec celles de Provence et du Vivarais, 123. (*Voy. MONTÉLIMART.*)

DAX. AN 1790. Mouvements populaires dans cette ville, 31. — Décret en faveur de sa société populaire, 319. — AN 1791. Saurine en est nommé évêque, 52. — Condamnation, par son tribunal, de la lettre incendiaire de son prédécesseur, 104. — Brigandages exercés dans ce district, 158. — AN IV. Transmission, par sa municipalité, de pièces relatives à l'émigration de Mauvoisin; sortie violente de Guyomard contre cet individu, 303.

DÉGO, en Italie. AN IV. Détails sur la victoire qui y a été remportée par les troupes françaises, 219.

DELFT, en Hollande. AN III. Mouvements séditionnaires des Orangistes dans cette ville, 203. — AN VI. On y trouve le moyen d'imiter parfaitement la fayence anglaise, 193. — Désarmement de ceux de ses habitans qui ont protesté contre la révolution du 24 prairial, 318.

DÉMÉRAY, colonie hollandaise. AN IV. Démenti de sa prise par les Anglais, 308.

DÉPARTEMENTS - RÉUNIS (les neuf). AN II. 1794. Décret sur la contribution foncière qui leur est demandée, 236. — AN IV. Rapport sur l'aliénation de leurs biens nationaux, 121. — Résolution qui en autorise la vente, 128. — Elle est approuvée, 130. — Arrêté du directoire sur leurs tribunaux, 307. — Autre concernant les instances relatives à leurs douanes, 337. — AN V. Motion tendante à en diminuer le nombre, 28. — Approbation de la résolution qui leur applique les lois sur les douanes, 29. — Résolution sur le renouvellement de leurs autorités et les conditions requises pour y voter, 176 et 177. — AN VI. Arrêté du directoire qui charge leurs administrations centrales d'inscrire sur les listes d'émigrés les officiers et employés au service de l'Autriche domiciliés dans leur ressort, qui en étaient partis à l'arrivée de l'armée française, 191. — Adoption d'un projet sur la liquidation de leur dette, 208.

— Rapport pour déterminer l'époque à laquelle les lois qui y ont été envoyées sont devenues obligatoires, 214. — Discussion à ce sujet, 215. — Approbation de la résolution sur sa dette publique, 248. — Et de celle relative aux obligations entre particuliers pendant la dépréciation du papier-monnaie, 268. — Discussion du projet de Bonaventure sur la promulgation des lois dans ce pays, 293. — Adoption du projet d'Abolin sur le même objet, 295. — Consternation de leur jeunesse à la lecture du rapport de Jourdan sur la conscription militaire, 310. — Mesures prises par les administrations centrales pour le séquestre et le partage des biens des ascendans d'émigrés, 314. — Mouvement général des troupes à la nouvelle du débarquement des Anglais sur les côtes d'Ostende, 336. — Préparatifs de défense, 338. — Et mouvement des troupes pour le même sujet, 339. — Traduction aux tribunaux criminels de plusieurs bandes entières de brigands, 351. — Résolution qui y fixe le siège des tribunaux de commerce, 361. — AN VII. Etablissement de ces tribunaux, 10. — Motion d'ordre de Frison pour qu'il leur soit permis d'exporter des grains, 13. — Approbation de la résolution qui fixe l'époque à laquelle la loi du 12 vendémiaire an 4 et autres y ont été exécutoires, 22. — Suite de la discussion sur cette résolution, 25. — Envoi d'un message au directoire pour lui demander des renseignements sur les troubles qui y ont éclaté, 40. — Mouvement des troupes contre les conscrits rebelles, et destruction partielle de ceux-ci, 41. — Nouveaux avantages remportés sur eux, 42. — Rapport sur leur défaite; Lecarlier y est envoyé commissaire, 43. — Nouveaux détails sur les rebelles, 44 et 45. — Incendie de la commune d'Hérentals, lieu de réunion des insurgés; proclamation sur la responsabilité encourue par les communes, 46. — Motion relative aux troubles et aux individus qui se sont soumis à la déportation, 47. — Les révoltés sont exclus du territoire batave, et défaits sur plusieurs points, 49. — Suite des détails sur les combats qui leur ont été livrés, 51 et 53. — Rejet de la résolution relative aux lois dont la publication y avait été ordonnée, *ibid.* — Les troubles y sont attribués aux prêtres, 54. — Nouvelle ré-

solution sur l'époque obligatoire des lois antérieures à celle du 12 vendémiaire an 4 et son adoption, 56 et 57. — Nouveaux détails sur les révoltés, et exécution de plusieurs d'entre eux, 59, 60, 61 et 63. — Destitution du général Collaud qui y commande; il est réintégré et fait une proclamation aux citoyens égarés, 89. — Arrêté du directoire exécutif, qui condamne à une contribution les maisons d'où on a tiré sur les troupes républicaines, 94. — Nouvelle de leur situation rassurante, 106. — La tranquillité s'y rétablit, 134. — Discussion sur l'envoi d'un message au directoire exécutif pour connaître leur situation actuelle, 138. (*Voy. BELGIQUE.*)

DEROMBANO, en Italie. AN V. Sa prise par Murat, et détails à ce sujet, 170.

DESESTZEIM. AN I.^{er} 1793. Réunion de cette commune à la France, 81.

DÉSIRADE (la). AN III. Annonce officielle de la prise de cette île par les Français, 322.

DEUX-NÈTHES. (*Voy. NÈTHES.*)

DEUX-PONTS (le duché de). AN 1791. Présente un mémoire contre la suppression de ses droits féodaux en France, 121. — Réclame relativement à des propriétés contestées, 347. — AN 1792. Sa neutralité envers la France, 142. — Sa conduite franche et loyale envers elle, 158. — Naillac y est envoyé comme plénipotentiaire, 161. — Egards qu'on y témoigne au ministre Desportes, 290. — Refus d'y recevoir les émigrés, 312. — Le duc réclame de nouveau les indemnités qui lui sont dues, 353. — AN I.^{er} 1793. Les troupes françaises pénètrent dans ce pays, 217. — Décret qui retient comme otages celles de ses sujets qui sont à Metz, et pourquoi, 252. — AN II. 1793. Prise de la ville par l'armée de la Moselle, 65. — AN II. 1794. Terreur et fuite des habitans à cette occasion, 284. — AN IV. Elle est reprise de nouveau par le général Saint-Cyr, 89. — AN VII. Le duc déjoue les projets de l'Autriche, comme successeur de l'électeur de Bavière, 174.

DEUX-SÈVRES. (*Voy. SÈVRES.*)

DIE. AN 1789. Cette commune proteste contre la convocation des états du Dauphiné, 83.

DIEPPE. AN 1789. Envoie des députés féliciter l'assemblée, 31. — Fait un don patriotique, 98.

— AN 1790. Mesures prises pour y réprimer les troubles, 121. — AN 1791. Décret sur les réparations à faire aux jetées de son port, 150. — AN III. Acceptation de la constitution par la garnison de cette ville, 365. — AN V. On y arrête un embaucheur pour les princes, 205. — Envoi d'un message au directoire pour appeler son attention sur l'entrée de marchandises étrangères dans son port, 328. — AN VI. Renseignemens qui lui sont demandés sur l'ouverture de son canal, 27. (*Voyez BRULLÉE.*) — AN VII. Approbation de la résolution qui l'autorise à acquérir un terrain national, 210.

DIERDOFF. AN V. Détails sur une victoire qui y a été remportée par l'armée française, 215.

DIEST, département de la Dyle. AN VII. Marche des conscrits rebelles sur cette ville, 47. — Ils y font leur entrée, 59. — Y sont cernés, 60. — S'en échappent, 61. — Perdent 500 des leurs, 63.

DIGNE, département des Basses-Alpes. AN VII. Rejet d'une résolution relative aux élections de ce canton, 22.

DIJON. AN 1789. Prime offerte pour y encourager l'approvisionnement des marchés, 119. — AN 1790. Les habitans félicitent les fils du duc d'Orléans, à l'occasion de la prestation du serment civique qu'ils ont faite au district de Saint-Roch, 52. — Réclamations contre la formation de sa municipalité, 75. — Adresse des électeurs contre les protestations de la minorité de l'assemblée nationale, 163. — Décret qui ordonne le remplacement de son parlement, 173. — Pétition de son académie pour la réunion des manuscrits précieux disséminés dans les couvens, 291. — AN 1791. Vollius, professeur, en est nommé évêque, 50. — Patriotisme des écoliers de cette ville, 254. — AN 1792. Offrande civique faite par son académie, 123. — AN I.^{er} 1793. Pétition de sa société populaire pour que le jugement de Louis XVI soit soumis à la sanction du peuple, 3. — AN II. 1794. Arrestation dans cette commune de ci-devant nobles, et leur traduction au tribunal révolutionnaire, 169. — Condamnation à mort de douze d'entre eux, 231. — Autre adresse de sa société populaire en faveur du gouvernement révolutionnaire et de ses mesures; violens débats à ce sujet, 352. — AN

III. Adhésion de plusieurs sections de Paris aux principes de cette adresse, 5. — Elle est improuvée par celle du Panthéon, 6. — Et par plusieurs autres, 23. — Calès, qui y est en mission, mande que le calme y est rétabli, 38. — Que la municipalité, d'intelligence avec la société populaire, faisait mettre hors la loi les citoyens ; qu'il y avait une armée révolutionnaire, et que cette commune était l'intermédiaire entre Marseille et Paris, 49. — Autre lettre sur sa mission, 59. — Licenciement des canonnières de sa garde nationale, 207. — Décret qui traduit au tribunal criminel de la Haute-Saône les membres de son comité de surveillance, 329. — AN VI. Rejet de la résolution qui autorisait ses officiers municipaux à acquérir un terrain national pour l'ouverture d'une rue, 267. — AN VII. Arrivée dans cette ville du général autrichien Mack, 255. — Arrêté du directoire qui ordonne que le pape Pie VI y sera transféré, 325. (Voy. CÔTE-D'OR.)

DINAN, en Bretagne. AN 1789. Proposition faite par un député de cette ville, relativement à l'adresse de Rennes, contre les partisans du *veto*, 55. — AN 1791. Arrestation des individus qui ont tiré sur sa garde nationale, 50. — AN II. 1794. Opérations du député Lecarpentier dans ses murs, 160. — AN III. Lettre des administrateurs de ce district, annonçant que les députés arrêtés par suite du 1^{er} prairial, viennent d'en partir pour arriver au lieu de leur destination, 259. — AN VII. Une corvette anglaise échoue dans la baie, 31.

DINANT, en Belgique. AN 1789. Prise de cette ville par les patriotes brabançons, 113. — AN II. 1794. Elle est prise de nouveau par l'armée de la Moselle, 254.

DOLE, département d'Ille-et-Vilaine. AN 1791. Décret pour la réparation de ses digues, 24. — AN I^{er} 1793. Rétractation faite par ses administrateurs de leur adhésion aux arrêtés contre le 31 mai, 199. — AN II. 1793. Evacuation de cette ville par les rebelles vendéens, 66. — AN VII. Lettre annonçant que la mer y a brisé ses digues, et a causé de grands dégâts, 14. — Résolution qui lui accorde 50,000 fr. pour les réparer, 18. — Elle est approuvée, 21.

DOLÉ, département du Jura. AN 1791. Té-

moignage de civisme donné à Théodore Lameth, par la société populaire de cette ville, 52. — Zèle manifesté par sa garde nationale, pour marcher la première aux frontières, en cas d'attaque, 163. — AN II. 1794. Discours de Dumas, aux Jacobins, sur les persécutions dirigées contre ses habitants patriotes, 306.

DOMALAIN, département d'Ille-et-Vilaine. AN VI. Assassinat du commissaire du directoire près son administration municipale, 162.

DOMBES (le pays de). AN 1791. Est réuni à la France, 273.

DOMINIQUE (la). AN III. Nouvelle officielle de la prise de cette ile par les Français, 322.

DONJEUX. AN V. Approbation de la résolution relative à ses forges et à celles de Sancour et Doullaincourt, 43.

DORAT, département de la Haute-Vienne. AN II. 1794. La société populaire propose la peine de mort contre quiconque parlera de paix tant qu'il existera un roi en Europe, 172.

DORDOGNE (le département de la). AN 1790. Dispositions de ses cultivateurs pour se soustraire au paiement des dîmes et droits de champart, 261. — AN 1791. Dénonciation de l'inexécution de la loi d'amnistie à l'égard de plusieurs d'entre eux, 319. — AN I^{er} 1793. Accusations de fédéralisme dirigées contre son procureur-général-syndic, 189. — Il est décrété d'arrestation, 192. — Mathieu et Treilhard en sont rappelés ; motifs de cette mesure, 203. — AN III. Chauvieu y est envoyé en mission ; lettre sur ses opérations, 178. — Boussion et Besson annoncent que la tranquillité y est rétablie, 233. — AN V. Ses élections sont annulées au 18 fructidor, 350. — AN VI. Dénonciation d'un libelle imprimé et distribué contre celles de l'année, 222. — Ordre du jour sur cette dénonciation, 223. — Pièces sur l'influence qui y a été exercée par les anarchistes dans cette circonstance, 227. — Bailleul propose de les annuler en tout ou en partie ; motifs de son opinion à ce sujet, 231.

DOUAY. AN 1789. Dénonciation faite par une fille d'un complot contre le roi et les amis de la constitution, 93. — AN 1790. Décret en faveur de sa garnison, 149. — AN 1791. Insurrection dans

cette ville à l'occasion des grains, 79. — Envoi de commissaires ; décret qui ordonne l'arrestation de sa municipalité et sa translation à Orléans, pour avoir refusé de publier la loi martiale, 80. — On y saisit l'argent porté par la diligence ; détails sur les troubles et le meurtre des nommés Derbaix et Nicolon, 82 et 85. — Réclamation des municipaux contre le décret qui les concerne ; décret d'ordre du jour à ce sujet, 130. — Compte rendu par les commissaires qui y ont été envoyés, 179. — Approbation de la conduite des administrateurs qui ont fait prêter le nouveau serment aux troupes de la garnison, 202. — Nouveaux détails sur l'insurrection, 219 et 220. — Rassemblements dans ses murs de soi-disant patriotes brabançons, sous les ordres de Béthune-Charost, 354. — Délibération des administrateurs du district, concernant les maisons de commerce anglaises établies en cette ville, et soupçonnées de favoriser les ennemis de l'état, 364. — AN I.^{er} 1793. Traduction à la barre de son commandant d'artillerie, 97. — Elle adhère au 31 mai ; décret portant qu'elle a bien mérité de la patrie, 173. — Arrestation dans ses murs de Régnault de Saint-Jean-d'Angely, 254. — AN VII. Départ de Merlin, ex-directeur, pour y prendre son domicile, 274.

DOUBS (le département du). AN 1791. Annonce de la nomination de son nouvel évêque, 92. — Situation de ce département, 197. — Lettre de son directoire pour demander le départ du 22.^{me} régiment de cavalerie, caserné à Besançon, 344. — Il fait part du rétablissement du calme dans cette ville, et provoque de nouveau le licenciement de ce corps, 348. — AN I.^{er} 1793. Thuriot annonce que ses administrateurs ont rapporté leurs arrêtés contre le 31 mai, 203. — AN III. Décret qui y envoie Saladin, 202. — Lettre des administrateurs sur les troubles arrivés à Besançon, imputés aux terroristes ; ordre donné aux comités de faire un rapport sur cette affaire, 349. — AN IV. Résolution qui annule les opérations de la minorité de ses électeurs, 183. — Elle est approuvée, 189. — AN V. Autre qui autorise le directoire à mettre au rabais la fabrication du sel provenant de ses salines, 96. — AN VI. Confirmation de ses dernières élections, 218. — AN

VII. Résolution qui valide les opérations d'un grand nombre de ses assemblées primaires, 52. — Dénonciation contre l'élection des juges de son tribunal, 77. — Dispersion des brigands qui s'y étaient rassemblés, 107. — Le juge de paix Amiot y est assassiné, 180. — Rapport sur ses doubles élections ; confirmation des choix faits par l'assemblée qui a élu le frère de Quirot, 234. — Analyse de ce rapport, 238. — Discussion et approbation de cette résolution, 246. — Lettre de l'accusateur public de son tribunal criminel, confirmative des faits avancés par Briot sur l'existence de complots royalistes, 338. (*Voyez BESANÇON*).

DOUÉ. AN I.^{er} 1793. Défaite des brigands près de cette ville, par Rossignol, 224. — Ils y sont battus de nouveau, 266.

DOULENS, département de la Somme. AN 1790. Arrestation par ses habitants, de deux chariots de piastres ; décret qui ordonne que ces voitures suivront leur destination, 150. — Autre sur les contestations entre sa municipalité et le département, 337.

DOULLAINCOURT. (*Voy. DONJEUX*).

DOURLACH (le margraviat de). AN 1792. Accueil qu'on y fait à l'envoyé de France, 134.

DOUVRES. AN III. Rétablissement des communications entre cette place et Calais, pour l'échange des prisonniers de guerre, 337.

DRAGUIGNAN. AN 1790. Troubles dans cette ville, 212. — AN V. Approbation de la résolution qui y fixe le siège de l'administration centrale et des tribunaux civil et criminel du département, 226.

DRAMBON. AN III. Décret relatif au bail des forges de cette commune, 95.

DRESDE. AN 1790. Liaisons de cette cour avec celle de Vienne, 193. — AN VI. Elle envoie le major Christiani auprès du prétendant, pour le complimenter, lui remettre deux mille louis, et l'assurance d'une pension de 4,800 liv. par mois, 191. — AN VII. Assemblée des états de Saxe dans cette ville, 139. — Indignation qu'y excite l'assassinat des ministres français à Rastadt, 247.

DREUX. AN 1789. Résistance apportée par ses habitants à la perception des impôts ; le président de l'assemblée est chargé d'en écrire à sa

municipalité, 126. — AN IV. Arrestation de ses commissaires auprès des sections de Paris, 7. — Ses habitans se portent en armes à Verneuil pour les protéger; arrestation des perturbateurs, 13. — Rapport sur les événemens qui y ont eu lieu; drapeau pris sur les rebelles, 20.

DROME (le département de la). AN 1791. Lettre du ministre Duportail au directoire de ce département, au sujet de l'affaire d'Avignon, 31. — Ses habitans s'opposent au passage des troupes du Comtat, 127. — Ils demandent qu'on déclare parjures et criminels de lèse-nation les deux-cent quatre-vingt-dix signataires de la protestation contre les décrets de l'assemblée nationale, 211. — AN 1792. Lettre de ses administrateurs sur les troubles d'Avignon, 130. — AN I.^{er} 1793. Rapport des commissaires qui y ont été envoyés, 156. — Décret portant qu'il a bien mérité de la patrie, 265. — AN II. 1793. Autre qui y approuve les opérations de Boisset, 57. — AN III. Proclamation de Jean Debry pour y détruire le régime de la terreur, 147. — AN V. Approbation de la résolution qui en place l'école centrale à Montélimart, 112. — AN VI. Mention honorable de la conduite tenue par ses administrateurs contre les brigands, 9. — Adoption de la question préalable sur la dénonciation en forfaiture des juges de son tribunal criminel, 241.

DUBARRY. AN II. 1793. Demande faite par cette commune, à la société des Jacobins, pour être autorisée à prendre le nom de *Brutus*, 41.

DUBIZZA (la forteresse de). AN II. 1793. Restitution qui en est faite aux Turcs, 90.

DUBLIN. AN 1791. Déclaration de la société des Irlandais-Unis de cette ville, sur les réformes nécessaires dans le gouvernement, 361. — AN II. 1793. On y fait la presse des matelots, 59. — AN III. Mouvemens populaires qui y éclatent à l'arrivée du lord Cambden; les mécontents arborent la cocarde verte, 229. — AN IV. Nouvelle émeute parmi ses habitans; la tranquillité s'y rétablit, 9. — Association faite entre quatre mille jeunes gens pour exciter un soulèvement; arrestation de leurs chefs, 25. — Alarmes conçues à l'occasion du bruit répandu d'une invasion contre cette ville, 14. — AN VI. Protes-

tation des lords sur la motion du lord Moïra; poursuites dirigées contre un journaliste, et à quelle occasion; il est arrêté au moment qu'il fuyait en France, 184. — Arrestation de plusieurs personnes notables; cruautés commises par les Irlandais-Unis, 189. — Continuation du système de terreur, organisé par l'Angleterre, 196. — Fréquence de vols, d'assassinats, d'incendies, de persécutions et d'exécutions judiciaires et militaires; prohibition d'un journal intitulé : *La Harpe d'Erin*, 203. — Prestation, par les étudiants de cette ville, du serment d'union et de révolte contre le despotisme, 236. — Elle est proclamée hors de la paix du roi, 261. — Tumulte au sujet de l'arrestation de Fitz-Gérald; on défend aux habitans de se montrer dans les rues, depuis neuf heures du soir, jusqu'à cinq heures du matin, 268. — Adresse des membres de sa société aux Irlandais réfugiés en France, 272. — Grande confusion qui y règne, 299. — Formation de cercles d'adoption pour les mères de famille et les jeunes filles, par les élèves de son université, 303. — Levée du blocus par les troupes anglaises, 319. — Pétition de la majorité de ses négocians, en faveur d'Olivier-Bond, condamné à mort, 322. — AN VII. Bruit qui s'y répand de l'arrivée des Français; propagation de l'insurrection à cette nouvelle, 3. — Proclamation du général commandant contre les rebelles, 112. — Assemblée de ses négocians contre l'union, 113. — Ses habitans arrêtent qu'ils regarderont comme ennemis de l'Irlande quiconque la proposera, 143. — Fermentation causée par ce projet; débats dans les deux chambres, 148. — Grande opposition à l'union dans la chambre des communes; elle rejette la partie de l'adresse au roi, relative à cet objet, 150. — Et arrête que plusieurs numéros du *Sun* seront brûlés publiquement par la main du bourreau, 170. (*Voyez IRLANDE*).

DUGNY, près le Bourget. AN VI. Descente de l'aéronaute Garnerin dans cette commune; il est arrêté par l'agent municipal, comme n'ayant pas de passe-port, 294.

DUN. AN 1789. Procès-verbal de sa municipalité, sur l'arrestation des voitures appartenantes au prince de Lanfesc, 29.

DUNKERQUE. AN 1791. Émence dans cette ville, 50. — Lettre du comité militaire de l'assemblée nationale à sa société populaire, portant qu'aucune loi ne défend aux militaires d'assister à ses séances, 105. — Décret concernant ses dépenses municipales, 132. — Autre qui supprime les privilèges exclusifs de ses bateliers, 156. — Lettre des municipaux, annonçant la fuite des officiers de la garnison, 181. — Assassinat de son courrier de la malle, 315. — AN 1792. La municipalité demande qu'on y envoie des commissaires pour y rétablir l'ordre, 66. — On y publie la loi martiale, 130. — AN I^{er} 1793. Armemens dans son port, 61. — Est sommé par les troupes anglaises, 118. — Prises faites par ses corsaires, 204. — Nouvelle sommation du duc d'York, et réponse républicaine du général O-Méara, 239. — Défaite des troupes anglaises; Trullard et Bernier y sont envoyés, 241. — Les Anglais tentent de l'escalader, et en sont repoussés, 246. — Sortie vigoureuse de la garnison, pendant que ses habitants en gardaient les murs, 253. — Mesures prises par le comité pour sauver cette place; bulletin de son état de siège; il est levé, 256. — Elle est menacée de nouveau, 270. — Rapport du décret rendu contre ses officiers municipaux, à l'occasion des pillages qui y ont eu lieu, 271. — AN II. 1793. Hentz y est envoyé en mission, 80. — AN II. 1794. Ses habitants proposent d'en changer le nom en celui de Dune-Libre, 135. — Réflexions sur les servitudes de son port, 210. — Rejet de la motion du major Maitland, membre du parlement d'Angleterre, pour qu'on examine les causes de la défaite du duc d'York devant cette ville, 241. — AN III. Article de Ducher sur son port, 34. — Décret qui en supprime la franchise, 103. — Motion de Poulthier contre ce décret, 114. — AN V. Il y arrive une grande quantité de bâtimens de transport; motifs de cette mesure, 182. — AN VI. Construction de chaloupes canonières, 139. — Apposition des scellés sur les papiers des Anglais domiciliés dans cette commune, 174. — Arrestation d'un fabricant de fausse monnaie, 203. — Projet conçu à Londres pour détruire cette ville, 254. — AN VII. Résolution qui y établit un octroi municipal, 327.

DUSSELDORF. AN III. Bombardement de cette place par les Français, 52. — On y établit une cour martiale pour juger le général bavarois, Lamotte, au sujet de son évacuation, 130. — Annonce de sa prise par l'armée de Sambre-et-Meuse, 357. — Lettre de Jourdan sur cet événement, 358. — Texte de sa capitulation, 359. — AN IV. Nouveaux détails à ce sujet, 2. — AN VI. Travaux pour le rétablissement de sa forteresse, 303. — AN VII. Dégâts qu'y occasionne le débordement du Rhin, 177.

DYLE (le département de la). AN IV. Approbation de la résolution qui fixe à Louvain son école centrale, 189. — Établissement d'un tribunal correctionnel, à Bruxelles, pour ce département, 283. — Résolution qui y crée un second jury d'accusation, 295. — Elle est approuvée, 296. — AN V. Détails sur la mission qu'y a remplie Bénézech; discours prononcés à cette occasion; toasts portés, 135. — AN VI. Rapport contre les membres de son tribunal criminel, 94 et 95. — Résolution qui les mande à la barre, *ibid.* — Leur comparution, 121. — Discussion du projet présenté contre eux, 157. — Résolution qui les frappe d'accusation, 158. — Arrêté qui fixe l'époque de leur comparution au conseil des anciens, 170. — Ils lui adressent leur défense, 199. — Rapport et discussion de la résolution qui les accuse, 257. — Elle est rejetée, 240. — AN VII. Arrestation de tous les prêtres insermentés qui y sont domiciliés; il est mis en état de siège; détails sur les combats soutenus par les conscrits rebelles; incendie du beau village de Chapelle; prise et reprise de la ville de Lierre; elle reste au pouvoir des républicains, 50. — Les rebelles se jettent de nouveau dans la Campine et se retranchent à Tirlemont, Hérenthals et autres lieux, 53. — Rétablissement de la tranquillité, et révocation de sa mise en état de siège, 55. — Autre combat avec les rebelles; ils entrent dans Diest, 59. — Arrestation des conscrits cachés et des prêtres insermentés; enlèvement d'un grand nombre de cloches dans diverses communes rurales, 68. — Proclamation de l'administration départementale contre les suggestions des malveillans, 79. — Nouveaux combats avec les rebelles; mort de 700 d'entre eux, 81. — Arrêté qui permet aux municipalités

municipalités de recevoir les inscriptions pour les quatre dernières classes de la conscription, 82. — Les revoltés, non-soumis, se retranchent dans les bois, 90. — Arrêté de l'administration centrale contre les fonctionnaires publics qui se dispensent de loger les troupes républicaines, 107. — Rapport contre ses doubles élections, 232. (Voy. BRUXELLES).

E.

ECHELLES. (Voy. LEVANT).

ECOSSAIS (collège des). AN 1790. Réclamation du ministre d'Angleterre à son sujet, 157. — Notice sur cette institution, 169.

ECOSSE. AN 1790. Hommage rendu à la révolution française par le club de Dundee, 214. — AN 1791. Progrès de l'esprit de réforme, 281. — AN 1792. Discussions politiques suscitées par la controverse de Burke et de Thomas-Payne, 296. — AN II. 1793. Séances de la convention d'Ecosse; ses vues de réformes et de liberté, 81 et 100. — Proclamation du gouvernement anglais contre cette assemblée, *ibid.* — AN II. 1794. Suite des débats de la convention sur les opinions religieuses, 102. — Mesures pour son rassemblement et l'instruction des montagnards, 104. — Arrestation de ses principaux membres, et fermentation à Edimbourg, 107. — Procès de Margarot, l'un des membres de sa convention, 127. — Suite et procès de Skirwing; fermentation populaire, 133. — Discussion au parlement d'Angleterre sur ces jugemens, 147. — Suite, et proposition d'un bill d'appel des sentences de la haute-cour, 158. — Elle condamne à la déportation Thomas Muir et J. Palmer, 177. — Examen au parlement de cette sentence, 191. — Pitt y dénonce les adresses des sociétés écossaises en faveur de Margarot, Muir, Palmer et Skirwing, et fait ordonner la poursuite de leurs auteurs comme coupables de haute-trahison, 263. — AN VI. Les Irlandais attendent des secours de ce royaume, 284.

ECOSSE (la nouvelle). AN VII. Deux cents familles obtiennent d'y transporter leur capitaux et leur industrie, 137.

EDIMBOURG. AN 1792. Emeute dans cette ville; brûlement de l'effigie de M. Dundas, 173.

Table alphabétique.

— AN II. 1794. Fermentation à l'occasion de plusieurs membres de la convention d'Ecosse, 107. — Pitt accuse sa société populaire; poursuites ordonnées contre les auteurs des adresses qu'il dénonce, 263. (Voy. ECOSSE). AN V. Les amis de la liberté y célèbrent l'anniversaire de la naissance de Fox, 144.

EFFLINGEN, ville impériale. AN VI. Poursuites ordonnées contre les députés du syndicat, pour avoir adressé à la bourgeoisie une proclamation révolutionnaire, 256.

EGNY. AN III. L'armée des Pyrénées-Occidentales s'empare de cette fonderie, 41.

EGRA. AN I.^{er} 1793. Beurnonville et les quatre commissaires de la convention sont conduits dans cette forteresse, 201.

EGYPTE AN 1791. Est ravagée par la peste, 315. — AN 1792. Les beys y dominent, 96. — AN VI. Conjectures d'un journal anglais, sur la destination pour ce pays de l'expédition aux ordres de Bonaparte, 302. — Observations de Calonne sur sa situation et son commerce, et sur l'entrepôt immense qu'y vont établir les Français, 311. — Préparation à Alexandrie des magasins pour y recevoir des troupes; conjectures à cet égard, 316. — Prédiction égyptienne sur la cessation de l'esclavage et la destruction des tours des Turcs, 319. — Nouvelle de l'arrivée à Alexandrie de l'expédition aux ordres de Bonaparte, 333. — Relation d'une expédition tentée dans le quinzième siècle par les Vénitiens dans ce pays et les Indes-Orientales; article sur un traité conclu avec l'Egypte en 1785, 338. — Lettre annonçant que le but de la flotte anglaise dans la Méditerranée est manqué, et contenant des conjectures sur l'arrivée de l'expédition française, 349. — Nouvelle du débarquement effectué à Alexandrie le 13 messidor; prise d'Alexandrie et du Caire; conclusion d'un traité avec les Arabes; invasion de toute la Basse Egypte, 360. — Message du directoire qui transmet cette nouvelle, retrace les causes et produit les raisons qui justifient cette guerre entreprise sans aucune déclaration préalable, et présume la prospérité et la liberté de l'Egypte, *ibid.* — AN VII. Détails transmis à la Porte du débarquement des Français, 2. — Premiers succès de

Bonaparte ; résultats du combat naval d'Aboukir , 8. — Ordre sur la levée des réquisitions dans le pays et leur comptabilité , 14. — Succès et progrès de l'expédition ; Alexandrie prise d'assaut , 21. — Notions relative à l'Egypte , 25 et 24. — Lettres de Bonaparte au pacha et au commandant de la Caravelle , 29. — Nouvelles de ses victoires à Rahmanié , à Chebréisse et aux Pyramides ; bravoure des Mameloucks , 31. — Suite des nouvelles officielles ; lettres de Bonaparte aux cheiks et notables du Caire ; organisation de l'administration ; ouvertures du canal du Caire , 32 et 33. — Détails sur l'Egypte ; extrait d'une lettre d'Alexandrie , 39. — Autres donnés par le citoyen Conté , 42. — Situation brillante des Français , 50. — Incendie du village d'Alkam , où avaient été assassinés des Français voyageant sur le Nil , 60. — Organisation du service des transports militaires ; rétablissement du canal qui amène l'eau du Nil à Alexandrie ; formation d'un institut national au Caire , *ibid.* — Ordre de Bonaparte pour l'entretien des canaux , 62. — Lettre d'E. Coquebert , attaché à l'expédition d'Egypte , sur cette contrée , 63. — Autre d'un membre de l'institut du Caire , annonçant que l'événement de la flotte n'a pas influé sur la confiance du soldat , 72. — Nouvelles victoires , 74. — Etablissement du gouvernement par Bonaparte , 76. — Nouvelle de cette contrée , 83. — Autres , extraites du courrier imprimé au Caire ; lettre d'un Anglais sur les avantages de la conquête de ce pays par les Français , 88. — Détails y relatifs , 91. — Ordre de Bonaparte pour la convocation d'une assemblée générale des notables des provinces , 92. — Autre pour le port de la cocarde tricolore , *ibid.* — Le village de Schouara emporté et livré aux flammes , 93. — Noms des militaires qui se sont distingués à la bataille de Sédiman , 94. — Détails sur les naturels du pays et les Français , 102 et 108. — Prophétie extraite du voyage de Paul Lucas au Levant , 121. — Mémoire sur ce pays , considéré comme possession agricole , commerçante , militaire et politique , 130. — Détails sur ses productions , ses minéraux son atmosphère et ses bâtimens , 138. — L'établissement de l'armée française se consolide ; les naturels s'enrôlent sous ses drapeaux , 159. — Une

escadre turque se dispose à mettre à la mer , dirigée contre ce pays , 172. — Arrivée des dépêches par le brick *le Rivoli* , 178. — Situation brillante des Français ; position tranquille de l'armée d'Orient ; fouilles faites dans les ruines de Thèbes et le désert de Féïum , et détails y relatifs , 187 , 200 et 206. — Envoi des procès-verbaux des séances de son institut , 210. — Aspect imposant des nouvelles fortifications du pays , 219. — Renseignemens sur l'expédition républicaine , 220. — Notice des travaux de l'institut égyptien , 222. — Nouvelles de l'expédition ; préparatifs des Anglais contre elle , 234. — Autre notice sur la correspondance de l'armée française , interceptée par Nelson et livrée par lui à l'impression , 235. — Lettre de Larrey , officier de santé , contenant des détails sur l'expédition , 240. — Rapport d'un officier sur le même sujet , 248. — Hommage , par Rêgnier , du voyage de Sonnini dans cette contrée ; discours y relatif , 253. — Départ d'une escadre turque destinée à agir contre les troupes françaises , 256. — Article de David qui destine l'armée d'Egypte à marcher sur Constantinople , 279. — Cette expédition est un motif d'accusation contre les ex-directeurs ; débats à ce sujet , 297 et 325. — Discussion polémique entre Charles Delacroix et Talleyrand , sur l'époque où en fut conçu le projet ; et citation d'une lettre de Magallon y relative , 299 , 300 ; 307 et 309. — Pièces officielles sur ce qui s'y passe , 305. — Préparatifs d'une expédition anglaise pour la même destination , 307. — Briot accuse l'entreprise française et ses auteurs , 328. — Opinion du même qui eut voulu l'occupation de la Sicile comme point nécessaire de la communication avec l'Egypte , 347. (*Voyez BONAPARTE , ABOUKIR , ALEXANDRIE , le CAIRE , etc.*)

EHRENBREISTEIN. AN I.^{er} 1793. Arrivée dans cette place du général Beurnonville et des commissaires de la convention , 172. — Un aide-de-camp du premier cherche à s'en échapper , 226. — AN IV. Les Français l'assiègent , 26. — AN VI. Discussion entre le général Hatry et le commandant sur son occupation , 95. — Suite de son resserrement , 142 et 163. — Note à Rastadt à ce sujet , 192. — Mesures pour en empêcher le ravi-

taillement, 240. — Arrestation du général Merlin et de plusieurs officiers à Coblenz, comme agens d'un complot pour procurer l'approvisionnement de la place, 304. — Réponse de la députation française à Rastadt sur la démolition de cette forteresse, 308. — Adoption, par la députation de l'Empire, du *conclusum* de la démolition, à condition que la France renoncera à Cassel et à Kehl, 328. — Jugement des officiers prévenus de trahison pour son ravitaillement; les accusés vivans sont acquittés; le seul officier qui s'était jeté dans un puits a été déclaré coupable, 333. — Cassation de ce jugement au conseil de révision, 356. — Vote de la Bavière à Rastadt pour sa démolition, à quelques conditions, 353. — AN VII. Notes de la légation prussienne et de MM. de Metternich et Sickinghen, en faveur de son ravitaillement, 36, 40 et 41. — Autres demandes sur le même sujet, 53, 70, 83 et 89. — Notes de la légation de Trèves y relatives, 101. — *Conclusum* de la députation de l'Empire sur le même objet, 110. — Négociation pour sa reddition, 136. — Les Français y entrent, *ibid.* — Etat du prix des denrées au Thal pendant le blocus, 143. — Détails particuliers sur sa reddition, 150. — Objets y recueillis par les Français, 158. (Voy. RASTADT.)

EHALENCOP, île du Rhin. AN V. Est attaquée par les Autrichiens, 98.

EICHSTADT. AN V. Plaintes de son prince-évêque contre le roi de Prusse; mandat impérial à cette occasion, 254. (Voy. RATISBONNE.)

ELBE (île d'). AN IV. Est occupée par les Anglais, 334. — AN VI. Dévouement du gouverneur de Porto-Ferrajo à cette nation; dispositions de la vallée de Ratti pour se réunir à la république ligurienne, 336.

ELINCOURT. AN II. 1794. Secours pour cette commune pillée par les Autrichiens, 120.

ELSENEUR, en Dannemarck. AN IV. Etablissement dans cette ville d'un hôpital pour les marins malades de toutes les nations, 223.

EMBRUN. AN 1791. Son ci-devant évêque est dénoncé, 114. — Agitation dans cette ville, 134.

EMILE. AN II. 1793. Nouveau nom de Montmorency et de sa vallée, 39. (Voy. MONTMORENCY.)

EMMERICH. AN III. Est assiégé par les Français, 76.

EMPIRE GERMANIQUE. AN 1790. Etat du nombre de ses troupes d'exécution des décrets de la chambre impériale, 128. — Pétition du corps électoral à l'empereur, contre les décrets de l'assemblée nationale de France, 349. — AN 1791. Incertitude des états au sujet de la manière dont se feront leurs réclamations, 259. — Aperçu politique sur ses guerres, 262. — Décret relatif aux enrôlemens qui s'y sont contre la France, 335. — AN 1792. Etat de ses forces, 2. — Sa coalition avec diverses puissances contre le système de liberté des Français, 43. — Décret de la commission impériale pour la levée des contingens, 261. — AN 1.^{er} 1793. Il est résolu à Ratisbonne, qu'il renoncera à sa neutralité, 100, 116 et 172. — AN II. 1794. Ouverture d'une négociation pour prendre à sa solde une partie de l'armée prussienne, 257. — Ses princes sont sommés par l'impératrice de Russie de se réunir à leurs chefs, et de ne pas abandonner la coalition, 292. (Voy. ALLEMAGNE, AUTRICHE, CERCLES, etc.)

ENGI, en Suisse. AN VI. Lettre du général Schawembourg sur un vol de poudre arrivé dans un magasin de cette ville, 273.

ENGUILLAUCOURT. (Voy. GUILLAUCOURT.)

ENTREVAUX. AN 1790. Ordres pour mettre cette place à l'abri des atteintes des émigrés réfugiés à Turin et à Nice, 358. — AN II. 1793. Complots pour la livrer à l'ennemi déjoués; arrestation du commandant Lestenduaire, 25.

EPERNAY, département de la Marne. AN VII. Décret qui y établit un tribunal de police correctionnelle, 121.

EPENNON. AN 1792. Conduite courageuse de sa municipalité contre des factieux attroupés pour taxer les grains, 82.

EPINAL, département des Vosges. AN IV. Pièces prouvant l'empressement des habitans pour le paiement de l'emprunt forcé, 138.

ERLANG. AN III. Fête qu'y donne l'université prussienne à l'occasion de la paix entre la Prusse et la république française, 273.

ESCAUT (l'), fleuve. AN 1792. Arrêté du conseil exécutif provisoire tendant à assurer sa navi-

gation, 327. — Sa liberté célébrée par une fête, 363. — AN III. Sa réouverture après la conquête, 343 et 348. — Et AN IV, 218. — AN VI. Projet d'Hannecart pour sa navigation par la jonction de la Haisne, 181 et 214. — Rejet de la résolution y relative, 280. — Arrêté du directoire sur le même objet, 316.

ESCAUT (le département de l'). AN VI. Projet de Delorme, qui destine une église de Gand à y établir le *Muséum*, 287. — AN VII. Recouvrement d'impositions; rapide exécution de la conscription militaire, 27. — Cette mesure y occasionne une insurrection; défaite des rebelles, 35. — Discours sur sa situation, 99. — Rapport sur ses doubles élections et en faveur de l'assemblée-mère; discussion à ce sujet; résolution qui les valide, à l'exception de celle du citoyen Billiotte, qui est ajournée, 256, 237 et 243. — Discussion et approbation de cette résolution, 259 et 260. — Abus d'autorité commis par l'agent du gouvernement relativement aux scissions; motion d'ordre à ce sujet, 261.

ESCLAVONIE (l'). AN IV. Ravages de la peste dans cette contrée, 76.

ESKELBEQUE (château d'). AN I.^{er} 1793. Les ennemis en sont repoussés, 242.

ESPAGNE. AN 1789. Proposition de déclarer l'inadmissibilité au trône de France de la branche des Bourbons qui y règne; débats à ce sujet, 57, 58 et 59. — La prohibition des livres et écrits relatifs à la révolution les y rend plus recherchés, 106. — AN 1790. L'inquisition prohibe une grande quantité d'ouvrages français, 2. — Idée du système colonial de ce gouvernement, *ibid.* — Il défend toute correspondance avec la France, 34. — Cédula du roi contre l'introduction des papiers français, 41. — Dispositions de guerre contre l'empereur de Maroc, 61. — Intrigues de Pitt pour la brouiller avec la France, 130. — Changement dans son ministère, 132. — Armemens hostiles de l'Angleterre, 135. — Réflexions sur ces différends, *ibid.*, 137 et 138. — Réclamations de son ambassadeur contre quelques assertions insérées dans les journaux français sur les vues de sa cour, 137. — Equipement de sa flotte au Ferrol, 146 et 174. — Procès de l'assassin du ministre *Florida-Blanca*,

185. — Préparatifs de l'Angleterre contre cette puissance, 188. — Réponse du ministère espagnol au ministre plénipotentiaire anglais, 190. — Réflexions sur les armemens contre l'Angleterre, 191. — Déclaration sur ses différends avec la même, 205. — Lettre sur la nécessité d'augmenter ses armemens pour soutenir cette querelle, 215. — Réflexions sur la conduite hostile de l'Angleterre, *ibid.* — Déclaration de la cour d'Espagne sur cet objet, 216. — Son armée navale met en mer, 223. — Observation sur cette guerre, 224. — Charte établissant la possession par l'Espagne de la baie de Nootka, qui est l'objet de ces différends, 228. — Etat de l'armée navale, 229. — Diplôme du roi à la banque nationale sur l'extraction des piastres, 233. — Discussion à l'assemblée nationale sur le traité d'alliance de la France avec cette cour, 238. — Elle reçoit l'*ultimatum* de celle de Londres, 239. — L'assemblée nationale décrète que la nation française observera ses engagements défensifs et commerciaux avec l'Espagne, et qu'elle armera à cet effet 45 vaisseaux de ligne, *ibid.* — Mesures relatives à l'exécution de ce décret, 245. — Suite des dispositions et armemens de l'Angleterre, 286 et 294. — Explications sur les transactions entre ces deux puissances, 295. — Etat de leurs négociations, 303. — Leur arrangement définitif, 307. — La cour traite les Français avec dédain, 315. — Signature et échange du traité avec la cour de Londres, 317. — Texte de ce traité, 319. — Trois Français expulsés de Madrid pour cause d'opinion, 331. — Bases de la convention secrète que l'on suppose faite avec la cour de Londres, 337. — Suspension des hostilités avec celle de Maroc, *ibid.* — AN 1791. Sa médiation entre la Prusse et la Russie, 115. — Esprit de son haut clergé, 118. — Désarmement de ses flottes, 125. — Faux bruits sur cette cour et sur son ambassadeur à Paris, 151. — Les Espagnols entrent sur le territoire français, 185. — Mesures diverses contre les étrangers, 214 et 227. — Suspension de toute correspondance avec la France, 252. — Circulaire relative aux lois précédentes sur les étrangers, 233. — Instruction à ce sujet, 240. — Note menaçante émise avec les autres cabinets de l'Europe pour faire remettre en liberté Louis XVI et

sa famille, 153. — Publication d'un voyage en Espagne pendant les années 1786 et 1787, 255. — Adoucissement à la loi sur les étrangers; plaintes contre Sémonville, ministre français à Gènes; ordre à son ambassadeur à Paris d'aller voyager, 257. — Déclare la guerre au roi de Maroc; motifs de cette rupture, 262. — Désertion d'un régiment, 272. — Guerre avec les Marocains, *ibid.* — Modification nouvelle à la cédule contre les étrangers, 279 et 288. — Son traité avec Tunis, 280. — Sa paix avec Maroc, 284. — Demande douze mille hommes au Portugal, 288. — Son ministre en France est dénoncé comme agent de contre-révolution, 289. — Cédule contre les écrits révolutionnaires, 291. — Cette cour reçoit communication de l'acceptation de la constitution, 293. — Reprise des hostilités contre Maroc; prohibition de tous les papiers français, 321. — Arrêté de l'assemblée nationale contre l'infraction faite au traité de 1777, relativement aux Colonies, 323. — Dispositions de la cour à l'égard de la France, 328. — Ses efforts pour former une coalition contre ce pays, 358. — AN 1792. Le ministre des affaires étrangères rend compte de sa correspondance avec l'Espagne, 33. — Renseignemens sur les Français qui y résident, 34. — Se coalise avec différentes cours pour s'opposer au système de liberté en France, 43. — Cède à la régence d'Alger les forts d'Oran, et de Muzalquivir, 47. — Soutient les émigrés et forme un parti de royalistes au sein de la France, 70. — Arrivée de Bourgoing, envoyé français, 76. — Rapport présenté par Ramond sur l'état des relations politiques avec cette puissance, 88. — Sa conduite et ses griefs envers la France, 89 et 90. — Fait marcher des troupes vers les frontières de ce royaume, 102. — Réformes dans son cabinet; retraitement de la cédule qui prescrivait un serment aux étrangers, 106. — Lettre de Dumourier à Bourgoing sur les moyens de rapprocher les deux nations, 116. — Caractère de M. d'Aranda, 117. — Les Français sont autorisés à y entrer avec la cocarde tricolore, pourvu qu'ils soient en uniforme, 120. — Se concerte avec les autres puissances pour le maintien de la monarchie française, 127. — La reine y crée un ordre de femmes, 135. — Convention de commerce avec le Danemarck, 207.

— Accueil fait aux émigrés marquans, 220. — Inquiétudes jetées en France par les mouvemens de troupes espagnoles, 269. — Prohibition des papiers imprimés et des objets faisant allusion à la révolution, 278. — Lettre rassurante de Bourgoing sur les intentions de cette cour, 298. — Retraite du comte d'Aranda, 334. — Cédule royale au sujet des prêtres français, 335. — Circulaire du nouveau ministre sur l'interdiction des papiers et livres contraires aux maximes du gouvernement, 352. — Ordre du jour sur la notification faite à la convention nationale de l'intercession du roi d'Espagne en faveur de Louis XVI, 365. — AN 1.^{er} 1793. Considérations de sa prétendue neutralité dans le procès du roi, réfutées par Barrère, 7. — Lettre de son ministre à la convention, au moment du jugement de Louis XVI, et rejet de sa lecture, 21. — Préparatifs hostiles contre la France, 24. — Armemens de cette cour, 55. — Offre faite par le général des franciscains d'incorporer dix mille moines dans l'armée destinée à agir contre la France; levée de dix mille soldats aux frais du duc d'Albe et de deux autres seigneurs, 66. — Ses hostilités; motifs de la déclaration de guerre, 67. — Texte du rapport de Barrère sur l'état respectif des deux puissances, 69. — Cruautés auxquelles les Français sont exposés; ordre du roi pour leur expulsion, 80 et 81. — Mauvais traitemens qu'y éprouvent les Français; état de la marine espagnole, 119. — Ses troupes pénètrent sur le territoire français, 122. — Cédule du roi concernant la déclaration de guerre contre la France; comment motivée, 124. — Autre pour la prohibition du commerce avec cet état, 134. — Bombardement de Bellegarde, 160. — L'armée espagnole prend Pignon, menace en même temps Saint-Jean-Pied-de-Port et Saint-Jean-de-Luz, 166. — Perd le camp de Bronis, 170. — Prend Fourques, 175. — Manifeste et déclaration de son général aux Français, 186. — Avantages remportés par ceux-ci, *ibid.* — Délabrement de l'escadre espagnole, 195. — Lettre du général espagnol au général Delfers, pour défendre le port d'armes aux bourgeois et aux paysans, 202. — Retraite des Espagnols au-delà de la Bidassoa, 205. — Proclamation du roi aux habitans des pays occupés par son

armée dans le Roussillon et la Cerdagne, 213. — Bruit de la garantie par cette puissance du traité entre la Sardaigne et l'Angleterre, 216. — Force de sa flotte; invasion de Prades par ses troupes, 228. — Propositions à la convention en faveur des Français qui en ont été chassés; cédula du roi pour la confiscation de leurs biens; mesures semblables prononcées contre les Espagnols, 229. — Position de leur armée, 231. — Elle est défaite par l'armée de Saint-Jean-de-Pied-de-Port, 236. — Autre échec sur la rivière de Lalet, 241. — Nouvelle d'une autre dérouté devant Montlibre, 249. — Autre aux gorges d'Ollioules, 264. — AN II. 1793. Autre défaite et perte d'Estery, de Prades et de Villefranche, 274. — Annonce d'un léger succès sur les républicains, 278. — Arrestation de conspirateurs prévenus de vouloir livrer le département de l'Arriège aux Espagnols, 29. — Lettre de Féraud annonçant une victoire et présageant la chute du trône d'Espagne, *ibid.* — Victoires de l'armée des Pyrénées-Orientales, 48. — Le territoire espagnol envahi par elle, 50. — Perte du Val-Carlos et de Lacayde, 68. — Succès des Français à Bayonne, et des Espagnols à Perpignan, 94. — Un de leurs corps défait par le général Daoust, 99. — Rapport sur leurs succès dans le département des Pyrénées-Orientales; ils sont attribués à la trahison; prise, par eux, de Collioures, Port-Vendre, Bagnouls, etc., *ibid.* — AN II. 1794. Continuation, 114 et 115. — Le gouvernement fait répandre des manifestes royalistes dans le département des Pyrénées-Occidentales, 117. — Ses troupes battues près Saint-Jean-de-Luz, 146. — Elles perdent la Cerdagne, 220 et 228. — Consentement forcé accordé par le roi aux Navarrois qui ont demandé leurs anciens états, 235. — Nouvelle d'un autre échec, 241. — Perte de Saint-Laurent de la Monga, 246. — Autres revers, 253. — Evacuation de Port-Vendre, fort Saint-Elme, Collioure, etc.; sept mille Espagnols mettent bas les armes; leur général convient avoir dû ses premiers succès à la trahison, 257. — Perte des Aldules, 263. — Ordonnance du roi pour la levée en masse des Catalans, 293. — Perte de Saint-Sébastien, de Tolosa, du Port-du-Passage; violation de la capitulation de Collioure par le comte

de la Union; décret de représailles contre les Espagnols; autre qui affranchit la Cerdagne de tous droits féodaux, 326. — Ordonnance de la cour, prohibitive du costume français, 331. — AN III. Six mille Espagnols battus par six cents Français, 1. — Sont chassés de Bellegarde, 6. — Retour en Espagne du capitaine Malaspina, parti en 1789 pour faire le tour du globe, 60. — Nouvelle défaite, et perte à la suite des établissements d'Egny, d'Orbaicette et d'Irati, 41. — Situation critique de cette puissance par la continuité de ses revers, 92, 159 et 179. — Décret de la convention portant désaveu des injustices du gouvernement antérieur dans les pays conquis sur elle, 209. — Essai d'un nouvel échec, 261. — Autre près Figuières, 273. — Nomme M. d'Iranda pour négocier avec la France; son entrevue avec le général Moncey, 305. — Nouvelle défaite annoncée par Clauzel, 312. — Conclusion d'un traité de paix, à Bâle, avec la république française, 316. — Discussion à la convention sur ce traité; décret qui le ratifie, 319. — Il est également ratifié par le roi d'Espagne, 337. — Texte de cet acte, 344. — AN IV. Publication de cette paix, 6. — Son ambassadeur à Londres en fait part au ministère anglais, 9. — Déportation des émigrés français, 17. — Accord de cette cour avec l'Angleterre au sujet de la nouvelle Galice, 30. — Le gouvernement se prononce en faveur des Français, dans une contestation entre ceux-ci et les Anglais sur quelques prises conduites à Cadix, 119. — Réception au directoire de son ambassadeur le marquis del Campo, 193. — Cédula royale pour la liberté du culte en faveur des Français qui portent la cocarde nationale, 274. — Succès des dispositions relatives aux nouveaux armemens de terre et de mer, 279. — Violation du droit des gens par les Anglais sur la côte d'Espagne, 292. — Sujets de plainte contre le cabinet britannique, 346. — Texte du traité d'alliance offensive et défensive avec la France, 358. — Sa ratification, 361. — AN V. Sortie de l'escadre de Cadix, 29. — Dispositions de la cour contre l'Angleterre, 31. — Ratification du traité d'alliance offensive et défensive conclu avec la république; déclaration de guerre à l'Angleterre, 34. — Décret du roi sur les motifs de cette déclaration, 39. — Etat

de la flotte, 54. — Le roi exerce sa médiation par le marquis del Campo, dans le traité de paix entre la république et le duc de Parme, 60. — Sa réponse au pape qui lui demande le même acte en sa faveur, 66. — Résolution qui autorise le passage sur le territoire français des recrues espagnoles faites en Italie, 68. — Réponse du gouvernement anglais à sa déclaration de guerre, 98 et 99. — Sortie de son escadre de Toulon, 98. — Présentation au directoire du marquis del Campo, son ambassadeur, 103. — Nouvelles satisfaisantes de son commerce maritime; arrivée dans ses ports de richesses immenses, provenant des établissemens d'Amérique; incendie à Gijon; secours donné par vingt-cinq hommes de l'équipage du *Chasseur*, corsaire français, 108. — Plainte du roi contre la conduite du gouvernement Romain envers le chevalier Azzara, son ambassadeur, 115. — Voyage exécuté sous les auspices du gouvernement et du ministre de la marine, Valdès, pour faire de nouvelles découvertes, 118. — Détails du jugement de don Ramon de Salas, condamné pour avoir proféré des *propositions mal sonnantes, et sentant l'hérésie*; cassation de ce jugement, et mise en liberté de l'hérétique, 122. — Menace du roi de s'emparer des vaisseaux des villes anséatiques, si elles ne rompent leurs relations commerciales avec l'Angleterre, 133. — Son rapprochement avec la cour de Naples, 135. — Rapport de Ludot sur des questions relatives aux Français résidans en Espagne, 151. — Mémoire du nonce apostolique au prince de la Paix; réponse où celui-ci invite le pape à abandonner les biens de la terre, pour conserver sa personne; sortie de la grande escadre, 162. — Combat de trois jours entre elle et l'escadre anglaise, 170. — L'archevêque de Tolède chargé de traiter auprès du pape, relativement aux événemens qui ont amené son expulsion de Rome par les Français, 192. — Teneur des ordres expédiés à l'amiral Massaredo, nommé commandant en chef de toutes les forces de l'Océan, 216. — Défenses faites à l'inquisition de tourmenter aucun étranger pour cause de religion, 335. — Déclaration de Duverne-de-Presle, portant que les royalistes de l'intérieur comptaient sur l'appui du gouvernement espagnol, 353. — AN VI. découverte d'une conspiration pour livrer la Guyane

espagnole aux Anglais, 35. — Changemens dans le ministère espagnol; envoi du comte de Cabarrus en France, 70. — Nouveaux changemens dans l'administration civile et militaire, 84. — Conduite des Anglais, relativement aux conspirations de la Guyane espagnole, 85. — Décret du roi qui rappelle les ex-jésuites espagnols, 107. — Ordre du même qui permet d'embarquer pour l'Amérique des articles étrangers, 138. — Sortie du port de Cadix de l'escadre espagnole, 162. — Nouvelle du remplacement du prince de la Paix, premier ministre, par M. Saavedra, et de la nomination de M. Cabarrus au ministère des finances, 201. — Inaction de la flotte malgré sa supériorité; prohibition des marchandises anglaises, 205. — Expulsion des émigrés sur la demande de l'ambassadeur Truguet, 213. — Saisie par les Algériens des bâtimens marchands espagnols, portant pavillon marocain, 216. — Changement de l'ambassadeur français près cette cour, 225. — Émigrés et déportés français transportés aux îles Canaries par ordre du roi, 240. — Guillemardet nommé ambassadeur près cette cour, 243. — Sermon virulent d'un capucin contre les Français; réparation demandée par le consul de la république, 244. — Envoi du chevalier Azarra à Paris, en qualité d'ambassadeur, 247. — Refroidissement du roi pour le prince de la Paix; éloge du ministre Saavedra, 253. — Nomination de M. Soler, à la place de sur-intendant; son éloge, 259. — Marques d'estime et d'intérêt données par le roi d'Espagne et ses ministres au citoyen Truguet, 265. — Désordre dans les finances; plainte des agens français contre plusieurs villes qui n'ont pas exécuté les cédules contre les émigrés, 280. — Présentation des lettres de créance de Guillemardet, ambassadeur français; discours à ce sujet, 307. — Bruit répandu par le gouvernement anglais de l'intelligence existante entre la flotte anglaise et le roi d'Espagne, 327. — Apologie de l'inquisition, publiée par elle-même, 337. — Détails du voyage fait autour du monde par les deux corvettes *la Découverte* et *la Subtile*, 339. — Bannissement de treize personnages importans, 352. — Efforts d'un parti pour rallumer la guerre entre cette cour et la France; accueil distingué fait au ministre Guil-

lemardet, en présence et à l'exclusion des ennemis de la république, 354. — AN VII. Le roi défend l'entrée des marchandises anglaises dans ses états, et permet celles des françaises, 11. — Il se prononce de plus en plus en faveur du parti français, 33. — Confirmation des dispositions favorables du gouvernement pour encourager et étendre réciproquement le commerce avec la France, 57. — Le roi reconnaît la république helvétique, 64. — Victoire remportée par la marine espagnole sur les Anglais, dans la mer des Indes, 71. — Ordre donné aux prêtres de retourner dans leurs diocèses, 189. — Pénurie des finances, 220 et 231. — Création d'un papier monnaie, 222. — Message du directoire pour être autorisé à laisser débarquer les équipages de la flotte espagnole dans l'île d'Aix, 235. — Loi à ce sujet, 237 et 240. — Union entre cette escadre et celle de la république, 250. — Entrée à Toulon de dix-neuf de ses vaisseaux de ligne, 254. — Etat de l'escadre commandée par l'amiral Massaredo, 258. — La cour expulse des ports tous les émigrés français, 290. — Edit déterminant le cours des billets royaux, 338. — Guerre déclarée par la Russie, à cause des liaisons entre la France et l'Espagne, 342. — Les révoltés du Midi y cherchent un refuge, 348. — Accord des officiers français et espagnols à ce sujet, 352. — Proclamation du gouvernement contre les émigrés français, 363. — Arrivée de M. Musquitz, son ambassadeur à Paris, 364.

ESPAGNOLS (les). AN I.^{er} 1793. Décret pour la confiscation des biens de ceux résidens en France, en représailles de mesures semblables contre les Français en Espagne, 229. — Prise de deux individus de cette nation, dont l'un est fils du ministre de la guerre de la cour d'Espagne; décret qui ordonne leur traduction à Paris, 252. — AN III. Les Nègres, aidés d'Espagnols, massacrent les Français au fort Dauphin de Saint-Domingue, 58. — Succès des derniers dans le même pays, contre les seconds, 264.

ESTERRY. AN II. 1793. Est enlevé aux Espagnols, 274.

ESTONIE (l'), en Russie. AN V. Est réintégrée par Paul I.^{er} dans ses anciens privilèges, 116.

ETAMPES. AN 1790. Cette ville est autorisée à

pourvoir à ses besoins par voie d'emprunt ou d'imposition, 102. — AN 1792. Meurtre de son maire Simoneau, à la suite d'une émeute; et détails à ce sujet, 66 et 67. — Nouveaux détails, et discussion à l'assemblée, 69. — Décret qui ordonne l'érection d'un monument à Simoneau, 79. — Envoi de quatre cents hommes pour y rétablir la tranquillité, 84. — Décret portant que le procureur de la commune et un officier municipal qui ont été blessés, assisteront à la fête décrétée en l'honneur de Simoneau, 134. — AN II. 1793. Annonce du mariage des prêtres de ce canton, 42. — Et de la régénération de cette commune, 58. — Opérations de Couturier, 75. — AN II. 1794. Rassemblements sous prétexte de culte, 117.

ETANG, canton du district de Boulogne-sur-Mer. (Inconnu, cru ETAPLES). AN I.^{er} 1793. Décret qui ordonne l'inscription au procès-verbal du nom de son assemblée primaire, pour avoir nommé parmi ses commissaires un partisan de Custine, 220.

ETAT-UNIS D'AMÉRIQUE. AN 1789. Proposition de traiter avec eux pour un envoi de blés, en paiement de ce qu'ils doivent à la France, 85. — Projet d'une nouvelle ville fédérative; négociation pour arrêter les hostilités des Indiens, 97. — Organisation de leur pouvoir exécutif, 99. — Leur acte de navigation avec l'Angleterre, 102. — Fixation des honoraires de leurs autorités, *ibid.* — Offre à Washington du titre d'altesse; il le refuse, 105. — AN 1790. Leur situation politique et commerçante en 1789, 1. — Progrès du commerce des manufactures, 10. — Le président indique une fête religieuse pour tous les Etats, 15. — Adresse des Pensilvaniens au président des Etats, sur le système fédératif, 22. — Assemblée du congrès, 53. — Hommages rendus à Washington; perfectionnement des écoles publiques, 60. — Situation de cette république, 98. — Une députation de citoyens américains demande et obtient de l'assemblée nationale de France, l'honneur d'assister à la fédération du 14 juillet, 193. — Examen de leur constitution par Lacroix, 221 et 235. — Travaux du congrès, 239. — Décret de cette assemblée pour la fondation d'une ville centrale qui sera le siège du gouvernement commun, 253. — Acte qui

qui fixe le siège provisoire et permanent du gouvernement, 280. — Fin de la deuxième session du congrès, 298 et 332. — Ils sont attaqués par des tribus indiennes, 313. — Ratification du traité avec les Créécks, peuple indien, 332. — AN 1791. Mécontentement au sujet d'un traité avec les Indiens, 9. — Ouverture du congrès, 31 et 64. — Etablissement d'une banque, 95. — Serment du vice-consul de France, 234. — Mesures contre les incursions d'Indiens, 243. — Accroissement de la population, 285. — AN 1792. Leur état à ce sujet, 35. — Avantages remportés sur eux par les Indiens, 120. — Texte du rapport du comité du sénat sur les poids et mesures, 161. — Adoption d'un nouveau mode de représentation nationale, 162. — Toast à l'occasion de l'anniversaire de leur indépendance, 199. — Divisions entre les Anglicans et les démocrates, 282. — Tableau de leur dette, 324. — Adresse de la convention au peuple de cette république, 358. — Les Cherokees leur déclarent la guerre, 362. — AN I.^{er} 1793. Les ports des Colonies françaises sont ouverts à leurs bâtimens, qui seront traités comme les bâtimens français, 51. — Décret qui les admet à la traite de la gomme du Sénégal, 90. — Les habitans de plusieurs villes célèbrent les succès des armes françaises, 106 et 170. — Seconde session du congrès; actes sur les monnaies étrangères, 173. — Décret de la convention qui excepte leurs navires des dispositions contre les neutres chargés pour l'ennemi, 183. — Genest, ambassadeur français auprès des Etats-Unis, y est fort accueilli, 194. — Adresse des citoyens de Philadelphie au ministre de la république française, portant protestation de cordialité et d'attachement aux principes républicains, 201. — Le général Valence se rend dans ce pays, 219. — AN II. 1793. Le consul de France annonce la permission donnée par le congrès de vendre dans ses ports les prises faites par les Français, 277. — Décret de la convention, garantissant les traités qui unissent ses Etats à la France, 60. — AN II. 1794. Ouverture du congrès; communication de Washington sur les relations avec l'Europe, 140. — Résolution du comité chargé par le gouvernement de faire un rapport sur les dommages qui

Table alphabétique.

leur ont été causés par les Anglais, 240. — Manifeste de Kosciusko adressé à cette puissance, 244. — Prolongation par elle de l'embargo mis sur les vaisseaux anglais, 294. — Démarches de James - Monroë son ministre en France, pour se faire reconnaître, 329. — Meurtres et brigandages commis par les sauvages, à Philadelphie, 330. — Discussion au congrès sur le paiement d'une somme prêtée par la France, 332. — Précis des séances du congrès, 338. — Le drapeau des Etats-Unis est présenté à la convention, 358. — AN III. Célébration de l'anniversaire de la liberté américaine, 10. — Mécontentement des Anglais sur leur situation dans cette contrée, 18. — Abolition de l'esclavage des noirs dans la Virginie, les Deux-Carolines, la Georgie et le Maryland; terres accordées aux défenseurs de la liberté, 35. — Beaucoup d'Irlandais y émigrent, 57. — Les Indiens y sont battus, 71. — La convention y envoie un drapeau tricolor en signe d'union, *ibid.* — Autres victoires remportées sur les Indiens, 92 et 119. — Traité de commerce avec l'Angleterre, 97. — Fripons qui y vendent des terres qui ne leur appartiennent pas; avis et observations à ce sujet, 106 et 269. — Conclusion d'un traité de paix avec les Indiens des six nations, 201. — Tableau de la situation économique et commerciale des Etats, 204. — Nouvelle déclaration de guerre qui leur est faite par l'empereur de Maroc, 214. — Tyrannie maritime par eux exercée dans leur croisière sous les ordres du commodore Muray, 217. — Fête à Boston pour célébrer les succès de la république française, 282. — Leur ministre célèbre à Paris l'anniversaire de leur indépendance, 293. — Substance du traité de commerce entre l'Angleterre, et les Etats-Unis, 341. — Note du vice-consul de la république française, relative à des droits de préséance, 348. — AN IV. Mesures contre les vaisseaux anglais, 9. — Tableau des importations et exportations, 10. — Paix avec le dey d'Alger, 17. — Texte du traité avec l'Angleterre, 55. — Il excite des réclamations à Boston, 56. — Fièvre épidémique passée des Isles-Occidentales au Continent, 61. — La pension faite par les Etats à Kosciusko est partagée, par lui, entre ses compagnons d'infortune, 127. — Leur traité de paix

avec les Indiens ; discours de Washington au congrès , sur la situation intérieure et extérieure , 152. — Tableau de leur population , 159. — Lettre de Ferdinand Bayard sur leur traité avec l'Angleterre , 166. — Extrait des gazettes américaines , sur la manière dont le congrès a reçu le drapeau tricolore envoyé par la convention nationale de France , 180. — Analyse d'un ouvrage sur leur situation , 188. — Mécontentement sur le traité de commerce avec l'Angleterre , 189. — Motion de M. Livingthon au congrès , contre les enlèvements commis par l'Angleterre sur les matelots américains , 242. — Discussion y relative , 243. — Traité de paix entre eux et le dey d'Alger , 247. — Rejet du traité avec l'Angleterre , 271. — Résultat des exportations de différens Etats pendant les cinq dernières années , 330. — AN V. Adresse du général Washington , pour empêcher qu'on ne le porte au pouvoir exécutif , 66, 67, 68 et 69. — Le directoire suspend toute relation avec eux , jusqu'à réparation des torts dont la république peut se plaindre , et refuse d'admettre leur nouveau ministre , 86. — Le citoyen Monroë remet à cette autorité ses lettres de rappel , 103. — Note d'Adet , ministre français , secrétaire d'état des États-Unis , sur la conduite à tenir par la marine française envers les vaisseaux neutres , 115. — Autre du même , qui notifie la suspension de ses fonctions près les états , 117. — Lettre du docteur Priestley , où il retrace les avantages dont leurs citoyens jouissent , 122. — Discours de Washington sur leur situation , *ibid.* — Lettre de Jefferson , où il se plaint qu'un parti anglais a pris le dessus dans sa patrie , 126. — Votes de douze de ces états , pour la nomination du président et vice-président , 131. — Montant de leur dette , 144. — Départ de Kosciusko pour se rendre dans ce pays , 154. — M. John-Adams en est élu président , et M. Thomas-Jefferson , vice-président , 212. — Mémoire sur leur commerce , lu à l'institut national , 217. — Installation des nouveaux président et vice-président ; réflexions sur un écrit de Ségur , annonçant une rupture entre eux et la France , 228. — Discours et serment de John-Adams et de Thomas-Jefferson , 229. — Observations sur la réponse du gouvernement américain à la déclaration du ministre de la répu-

blique française à Philadelphie , 256. — Le directoire donne ordre au ministre Adet , de cesser toute communication avec eux , 276. — Motion de Pastoret sur la situation politique de la France à leur égard ; éloge de leur gouvernement ; renvoi à une commission des arrêtés du directoire qui y sont relatifs , 277 et 278. — AN VI. Notions positives sur le sujet de leurs différends avec la France , 31. — Manifestation de symptômes alarmans pour l'autorité ; triomphe des partisans de John-Adams ; ils coupent l'arbre de la liberté à Vermont et le brûlent , 196. — Arrestation , à Ostende , d'un agent des États-Unis , *ibid.* — Arrêté du directoire français , interdisant à leurs navires l'entrée des ports militaires , 246. — Message du président John-Adams , à la chambre des représentans , relatif aux différends élevés entre la république française et les États-Unis , 247. — Circulaire du gouvernement aux receveurs des douanes , sur la libre sortie des navires armés ; récit du résultat des conférences entamées à Paris ; jeûne général , ordonné pour éloigner les calamités qui pourraient résulter des dispositions ennemies ; rejet par la chambre des représentans de Pensylvanie de toute résolution hostile , sur-tout contre la France , 257. — Réflexions sur les communications faites par le président Adams au congrès , concernant ces différends ; correspondance des ministres américains avec celui des relations extérieures , à Paris , 261. — Arrêté du directoire qui défend l'entrée des vaisseaux de cette nation dans le port du Havre , 272. — Acte du congrès pour la défense des côtes et la protection du commerce américain , 292. — Succès de l'inoculation dans la ville de Nassau , 295. — Représentation donnée à New-York d'une tragédie démocratique , intitulée : *Jeanne d'Arc* , 296. — Arrêté du congrès qui suspend toute relation commerciale avec la France ; refus du président Adams de reconnaître le citoyen Dupont pour consul-général français , 296. — Texte du bill précédent , 299. — Retour en France de Volney et de Dupont , consul à Philadelphie , *ibid.* — Embargo mis , à Bordeaux , sur les vaisseaux américains , 302. — Approbation de l'administration du président Adams par le grand-jury d'enquête de la Pensylvanie ; sa réponse , 308. — Lettre

de Talleyrand à leur ministre Géry , sur les dispositions pacifiques du gouvernement , pour terminer les difficultés entre les deux nations , 309. — Projet de Blount pour décharger les Américains de toute obligation à l'égard des traités avec l'Angleterre , qui les a violés en plusieurs occasions , 314. — Adoption d'un bill pour armer en course contre les corsaires français , 316. — Négociation du ministre Géry avec Talleyrand , relativement aux violences faites au commerce américain , 319 et 320. — Réponse du président Adams à une adresse des jeunes gens qui veulent conserver l'honneur et l'indépendance d  la patrie , 321. — Nouveaux détails sur la négociation précédente ; arrivée et accueil brillant fait à Marshal , de retour de sa mission à Paris , en qualité de plénipotentiaire , 326 et 327. — Lettre de Géry au président sur la négociation précédente ; réponse du secrétaire des  tats sur le retard de sa réception à Paris , et sur sa conduite ultérieure , 328. — Adoption du bill qui annulle tous les traités passés entre les  tats Unis et la république française , 329. — Mise en liberté des prisonniers de guerre américains , détenus en France depuis l'embargo , 339. — Envoi de Logan ,   Paris , par le parti patriote , et levée obtenue par lui de l'embargo sur presque tous les bâtimens américains , 341. — Prohibition de la communication des papiers-nouvelles ; loi qui déclare que les traités conclus avec la France , ne sont plus obligatoires , 346. — Texte de l'arrêté du directoire qui lève l'embargo , 348. — Activité infernale du parti anglais pour faire naître la discorde entre les  tats et la république , 352. — Texte de l'acte du congrès qui annulle les traités , 357. — Ordre du président Adams ,   Rozières , consul français à New-Yorck , de cesser ses fonctions publiques , 358. — AN VII. Nouveaux détails apportés par un parlementaire ; réflexions sur les dispositions du gouvernement envers la France , 19. — Autres sur l'état présent des choses et les intrigues du gouvernement anglais , pour l'amener à rompre avec la république , 20. — Rapport sur ces m sintelligences , 23. — Détails sur les finances ; impôts et revenus des  tats , 33 et 47. — Leur division en deux partis ; le gouvernement veut la guerre contre la France ; le peuple veut la paix , 41. — Ravages

de la fièvre jaune , 67. — Haine du gouvernement contre la république française ; mort de Benjamin Franklin-Bache , petit-fils du célèbre Franklin , et l'un des plus grands partisans de la France , 77. — Ravages affreux de la fièvre jaune , *ibid* et 88. — Diminution de ce fléau , 111. — Elle y cesse totalement , 122. — Article sur la situation du gouvernement ; présages d'une réconciliation avec la France , 142. — Considérations sur la question de savoir si la lettre de marque , trouvée à bord d'une prise américaine , peut être regardée comme une déclaration de guerre à la France , 143. — Le congrès s'occupe de la création d'une marine , 244. — Deux résolutions de l'assemblée de Virginie , l'une approbative des mesures du gouvernement contre les Français , l'autre relative au droit de protester contre l'abus des pouvoirs accordés au congrès , 153. — Intrigues du parti anglais contre la France , 171. — Les Anglais insultent leur pavillon ; arrêté du directoire sur la navigation de leurs bâtimens , 182. — Augmentation de leur marine , 187. — Résolution du congrès à ce sujet , 191. — Nombre de leurs vaisseaux , 193. — Nomination de trois envoyés pour terminer tous leurs différends avec la France , 204. — Bill pour l'abolition graduelle de l'esclavage , 250. — Sont cités , par Aréna , comme une preuve des bienfaits de la liberté de la presse , 270. Dupont de Nemours s'y rend , 364.

ETLINGEN. AN V. Déclaration du ministre de Berlin , et lettre de l'électeur de Cologne contre l'empi tement prussien sur ce baillage , 143. — Plaintes du même au tribunal suprême de l'Empire contre son occupation par le roi de Prusse , 153.

ETTENHEIM. AN 1792. Départ de cette ville du prince de Condé et des émigrés , 31.

ETTINGEN. AN IV. Lettre du général Moreau sur le gain de la bataille de ce nom , 300.

EU. AN 1790. Elections municipales de cette ville , 119. — AN 1791. Son adresse à l'assemblée nationale , 181.

EUFEN. AN VI. Incursion d'une bande de voleurs dans cette ville , 219.

EURE (le département de l'). AN 1791. Nomination des fonctionnaires civils et ecclésiastiques , 40. — L' v ch  est conféré à Lindet , 50. — AN

1792. Le département annonce un rassemblement de cinq à six mille individus, 66. — Le procureur-syndic annonce que les révoltés se sont portés à Verneuil, et y ont taxé les grains, 68. — Situation de ce département, et envoi de forces, 69. — Décret de répression des troubles qui y sont survenus, 76. — Les administrateurs transmettent une adresse en faveur de la royauté, et contre les Jacobins; l'assemblée l'envoie aux quatre-vingt trois départemens, 179. — Succès des mesures prises pour la levée des volontaires dans son ressort, 249. — L'administration départementale annonce de nouveaux mouvemens relativement aux subsistances, 339. — AN I.^{er} 1793. Diverses communes demandent la conservation du culte catholique, 13. — Poursuites exercées au sujet d'une fête royaliste célébrée à Rosez, 31. — Arrêtés et mouvemens des administrateurs et citoyens de ce département, pour marcher contre Paris, 166. — Siège de son administration transféré à Bernay; mouvemens fédéralistes, 167. — Ses administrateurs dénoncés par la commune de Bernay; Arrestation d'un de leurs agens, 171. — Décret sur sa nouvelle organisation, 176. — Treize communes protestent contre les arrêtés de l'administration départementale; discussion contre les membres de cette autorité, 177. — Protestation contre les arrêtés des administrateurs; décret qui les mande à la barre sous peine d'accusation, 179. — Nouvelles protestations de soixante-huit communes contre les arrêtés de administrateurs; décret qui en rappelle la force armée, et qui suspend le paiement de ces fonctionnaires, 184. — Des chasseurs de ce département viennent offrir leurs bras contre les ennemis de la république; inculpations contre le comité de salut public, pour ses opérations en cette circonstance, 187. — Mouvement de Paris pour aller fraterniser avec ce département, 189. — Mabot, administrateur, déclare s'être opposé aux mesures liberticides qu'on y a prises, 190. — Envoi de commissaires par la commune de Paris, 194. — Les révoltés de ce département battus par le général Imbert, 198. — Dispositions des troupes contre les rebelles, 199. — Mémoire de Lindet et Duroy sur les opérations de l'armée dans ce département, 202. — Décret portant qu'il sera acquitté de sa ré-

quisition pour Paris, et fournira des subsistances à Rouen, 245. — Duroy et Bonnet, en mission, y sont remplacés par Oudot, 248. — AN II. 1793. Laplanche y est envoyé, 38. — AN III. Annulation d'un jugement de son tribunal contre seize citoyens accusés de l'assassinat de Cousin, 44. — Bernier y fait désarmer les anciens membres des comités révolutionnaires, 225. — Réunion de ce département à la dix-septième division militaire, 298. — AN V. Un administrateur y est assassiné pour cause de républicanisme, 154. — L'administration centrale dément les imputations faites contre elle aux cinq-cents, et assure qu'il est dans la plus parfaite tranquillité; sa députation confirme cette déclaration, 172. — Annulation de ses élections au 18 fructidor, 350. — AN VI. Pièces sur ses élections, attribuées à la faction anarchique, 227. — Lettre annonçant que Darius, homme de loi, accusé d'avoir formé le projet d'y égorgier quatre cents républicains, et de se porter ensuite sur Paris avec une élite de deux mille hommes, pour y enlever le directoire, s'est rendu en prison pour se faire juger, 262. — AN VII. Pétition de ce département contre une décision du ministre des finances, qui interprète la loi de l'impôt des portes et fenêtres, 161.

EURE-ET-LOIR (le département d'). AN 1791. Adresse de ce département à l'assemblée nationale, 181. — AN 1792. Troubles à l'occasion des subsistances; un décret y envoie des commissaires, 332. — Compte rendu par ceux-ci des soulèvemens qui y ont eu lieu, 337. — Les administrateurs annoncent la répression des troubles et l'arrestation des plus mutins, 358. — Prédications civiques dans ce département, 347. — AN I.^{er} 1793. Plusieurs de ses communes demandent la conservation du culte catholique, 13. — Les administrateurs annoncent la défaite des brigands dans l'Ouest, 88. — Les progrès des rebelles, et les dangers de ce département, 178. — AN III. Décret qui approuve les mesures prises par le représentant Bernier, concernant l'arrivage des grains destinés pour Paris, 207. — Désarmement des membres des anciens comités révolutionnaires de ce département, ordonné par arrêté du même, 225. — Texte du décret pour la traduction devant son tribunal cri-

minel de Pache, Xavier Audouin, Bouchotte, Dautigny, Clémence, Marchand, Héron et Hassenfratz, 250. — Autre qui envoie Jourdeuil au même tribunal, 257. — Procès-verbal des administrateurs, contenant tous les détails d'une révolte qui a éclaté à Chartres, à l'occasion de la cherté du pain; envoi de deux représentants du peuple dans ce département, 366. — AN IV. Le procès de Pache et autres y est entamé, 10. — Compte de la mission de Bourdon-de-l'Oise et Fleury, 40. — AN V. Annulation de ses élections au 18 fructidor, 350.

EUROPE (l'), réflexions sur sa situation politique, 35 et 130. — Autres sur les principes politiques de ses cours, 175. — Demande faite par l'assemblée, au ministère, de rendre compte de sa situation, 209. — Lettre sur cet objet, 286. — AN 1791. Rapports de ses principales cours, 82. — AN 1792. Réflexions tirées des nouvelles d'Hambourg, sur la guerre de tous ses princes contre les Français, 312. — AN V. Coup-d'œil sur la situation du Nord, 109. (Voyez les différentes cours).

EVÈCHÉS (les trois). AN 1789. Mémoire des ministres sur la non exécution des décrets et la destruction des barrières dans ce pays, 115.

EVREUX. AN 1790. Cette ville est autorisée à un emprunt, 138. — AN I.^{er} 1793. Les administrateurs de son district sont dénoncés par la commune de Versailles, 172. — Le secrétaire de la commune justifie ses concitoyens, et rétracte sa signature aux arrêtés qui ont été pris, 178. — Dix-huit cents hommes sont envoyés de Paris pour y rétablir le calme, 185. — Prise de Pacy-sur-Eure par les citoyens de cette ville, 186. — Thomas Lindet écrit que cette commune est libre; décret portant que la maison de Buzot sera rasée, et qu'il sera élevé en sa place une colonne infamante, 200. — Hérault fait décréter une fête et le mariage de six jeunes républicaines, pour célébrer le retour de la liberté dans cette commune, 201. — Décret qui accorde 2400 liv. à chaque citoyenne mariée le jour de cette fête, 202. — La constitution y est acceptée unanimement, 208. — AN III. Félicitations de cette commune à la convention, pour son triomphe sur les factieux, 200. — Un convoi de grains destiné pour Paris y est arrêté; décret approbatif des mesures prises par Bernier à ce sujet;

Appel à la barre des principaux membres des districts et municipalités de cette commune, et poursuite devant les tribunaux des auteurs de l'attentat commis contre la personne du représentant Bernier, 207. — Rapport du décret précédent en ce qui concerne les officiers municipaux, agent national et président du district, 213. — AN VII. Indignation des conscrits contre une adresse royaliste glissée dans leur caserne, 69 (Voy. EURB).

EXCESTER, en Angleterre. AN 1792. Les habitants de cette ville brûlent les œuvres de Payne et de Priestley, 169. — AN II. 1793. Winterbonne y est déclaré convaincu d'avoir avancé des propositions séditieuses, 90.

EXPILLY (le camp espagnol d'). AN I.^{er} 1793. Lettres sur sa reprise, 193.

EXCUIÈRES, département des Bouches-du-Rhône. AN 1792. Troubles dans cette ville, et massacre du commissaire envoyé pour les apaiser, 285.

F.

FAENZA. AN V. Lettre de Bonaparte sur sa prise par l'armée d'Italie, 145. — Prise du fort Saint-Léo, et délivrance des citoyens de cette ville qui y étaient enfermés, 179.

FALAISE. AN 1789. Le procureur du roi de ce bailliage poursuivi par le parlement de Rouen, pour avoir demandé la suppression de la vénalité des charges, 40 et 41. — Compte rendu de cette affaire, 45. — Discussion et proposition de la renvoyer au pouvoir exécutif; annulation de la procédure, 46. — AN II. 1793. Marche de l'armée républicaine sur cette place pour s'opposer aux rebelles échappés de la Vendée, 48.

FALVY. AN 1790. Cette commune demande que ses contributions soient augmentées, 63.

FAMARS (le camp de). AN I.^{er} 1793. Attaque avec succès les Autrichiens, 126. — Sa perte imputée au comité de salut public, 193.

FANO. AN 1791. Insurrection dans cette ville où le peuple se rend maître de la citadelle, 274.

FAOUBET (le). AN 1792. Décret qui mentionne honorablement son district, comme étant le seul qui ait entièrement payé les contributions de l'année précédente, 321.

FAVORITE (la). AN V. Lettre du général Bonaparte contenant les détails du combat qui y a eu lieu, 131. — Envoi des drapeaux qui y ont été pris, 139.

FAYENCE, département du Var. AN 1790. Formation de sa municipalité, 123.

FÉCAMP. AN III. Nouvelles de ce port, 276.

FENESTRELLES (col de). AN II. 1794. Est pris par l'armée d'Italie, 246. — AN III. Lettre de son commandant annonçant des avantages sur les Autrichiens, 320.

FENÉTRANGES (le domaine de). AN 1791. Discussion et décret relatif à son engagement à la famille Polignac, 47.

FERENTINO, dans les états de Rome. AN VI. Se soulève et est châtiée, 337.

FERRARE. AN IV. Prise de cette ville par les Français, 284. — Détails sur l'envoi par le pape d'un vice-légat pour en reprendre possession à leur retraite, 348. — AN V. Abolition des droits d'exportation sur les marchandises du pays, 49. — Lettre de Bonaparte à l'archevêque de cette ville, le cardinal Mattei, pour l'engager à rentrer dans son diocèse, 52. — Décret qui déclare indissoluble la réunion de son peuple avec celui de Bologne, Modène et Reggio, 56. — Décret de l'administration centrale, sur l'invitation de Bonaparte, qui fixe le revenu des curés et vicaires, abolit l'inquisition, exclut les religieux étrangers, 59. — Proclamation du congrès cispadan au peuple de cette légation, 127. — Elle est cédée par le pape à la France, en vertu du traité de paix, 164. — Réclamation de sa municipalité pour empêcher sa réunion au Bolonais, 296. — Fête patriotique dans cette ville, 321. — Elle est réunie à la Cisalpine, 335. — AN VI. Troubles dans les spectacles, 70. — Célébration de la fête de la reconnaissance pour le peuple français, 152.

FERRETTE (le comté de). AN 1791. Décret annullant la donation qui en a été faite au cardinal Mazarin, 200.

FERROL (le). AN 1790. Armemens de l'Espagne dans ce port, 146.

FEURS. AN V. Assassinat d'un membre de son tribunal révolutionnaire par le fils d'un condamné;

Camille-Jordan excuse ce crime et le trouve digne de pardon, 294.

FEUILLANS (la terrasse des) aux Tuileries. AN 1792. Décrets qui la mettent sous l'inspection spéciale de la police de l'assemblée, 210 et 212. (*Voy. PARIS.*)

FIEFS-IMPÉRIAUX. AN IV. Arrêté du général Bonaparte concernant leur révolte; punition des principaux rebelles, 278.

FIGEAC. AN 1792. Discussion sur les troubles de cette ville, à l'occasion de la circulation des grains et des querelles religieuses, 37.

FIGHIÈRES. AN 1791. Réunion des émigrés dans cette ville, 206. — AN III. Sa prise par l'armée des Pyrénées-Orientales, 78. — Les Espagnols sont défaits près cette place, 273. — AN VII. Jugement de ceux de leurs officiers qui la rendirent, 127.

FINAL, en Italie. AN IV. Sa prise par les Français, 81.

FINISTÈRE (le département du). AN 1791. Son adresse contre les courtisans, les prêtres comblés des faveurs du roi et ennemis de la révolution, 130. — Arrestation de Tardy, inspecteur des domaines, 331. — Troubles suscités par l'évêque de Léon; assassinat d'un patriote nommé Fagot, 340. — Dénoncé Bertrand, ministre de la marine, 342. — AN 1792. Discours d'une députation de ses fédérés contre les menaces perpétuelles des sections de Paris et contre le despotisme populaire qu'on y exerce, 361. — AN I.^{er} 1793. Le département demande que Marat, Robespierre, Danton, Chabot, Bazire et Merlin, qu'il qualifie d'anarchistes, soient expulsés de la convention; est dénoncé à son tour par celui du Pas-de-Calais, 8. — Les administrateurs se plaignent du dénuement où les ministres de la guerre et de la marine ont laissé ce département, 155. — Décret qui met en arrestation les administrateurs actuels et ceux qui les ont précédés, 204. — Annulation de plusieurs de leurs actes, 253. — AN II. 1794. Poursuites contre des conspirateurs, 151.

FLANDRE - BELGIQUE. AN 1789. Ses états convoqués à Gand, 151. — AN 1790. Son manifeste déclarant Joseph II déchu de la souveraineté, 13, 14, 15, 16 et 17. — Les États re-

çoivent une lettre des états-généraux de Hollande, 75. — Ils écrivent à Vander-Meersch pour blâmer sa conduite, 109. — Réponse de celui-ci; formation d'un conseil de guerre pour le juger, *ibid.* — Leur lettre au congrès des Etats Belges sur l'arrestation du même, 114. — Scission entre les états de Flandre et ceux de Brabant à cette occasion, 119. — Progrès de la révolution dans cette province, 135. — AN II. 1793. Fermentation augmentée par la violence du gouvernement autrichien, 61. — AN II. 1794. Est envahie par l'armée du Nord, sous le commandement de Pichegru, 226. — AN III. La partie orientale provoque sa réunion à la France, 138. — Même démarche de la part des habitans de la partie occidentale, 294. (*Voy. BELGIQUE.*)

FLANDRE-FRANÇAISE. AN 1789. Lettre de plusieurs membres de sa députation à leurs commettans pour justifier les décrets de l'assemblée, 110.

FLANDRE-HOLLANDAISE. AN 1792. Formation d'un camp dans cette province, 176.

FLESSINGUE. AN I.^{er} 1793. Débarquement sur ce point de troupes anglaises sous le commandement du duc d'York, 75. — Le seigneur, nommé Bertelinck, fait couler bas un corsaire français sans vouloir souffrir qu'on sauve l'équipage, 88. — AN VI. Etablissement d'un receveur des droits de douanes, 142. — Formation d'un camp près cette ville, 277. — Blocus du port et de la rade par les Anglais, 279 et 328. — Fortifications élevées par le général Kilmaine, 296. — AN VII. Les Anglais y sont repoussés, 20.

FLEURANCE, département du Gers. AN VII. Résolution sur les opérations de son assemblée primaire, 295.

FLEURUS, village dans les Pays-Bas. AN II. 1794. Rapport sur la bataille mémorable livrée dans ses plaines par le général Jourdan, et où nul Anglais n'a été fait prisonnier; perte considérable des puissances coalisées, 282. — Fête donnée à Paris pour célébrer cette victoire, 284. — AN III. Rapport de Guyton-Morveau sur l'emploi des aérostats dans cette affaire, 6. (*Voyez JOURDAN.*)

FLINES. AN 1792. Déroute des Autrichiens dans ce village, 247.

FLORENCE. AN 1791. Persécution exercée contre Chauvet, négociant français, 256. — AN I.^{er} 1793. Le ministre de France en est renvoyé, 229. — AN II. 1793. Intrigues et démarches du ministre anglais pour déterminer le grand duc à la guerre contre la France, 18, 40 et 75. — AN II. 1794. Haine du peuple contre les Anglais, 102. — AN III. Le gouvernement français envoie dans cette ville Vernier comme vérificateur d'assignats, 276. — AN VI. Dénonciation contre la conduite de Cacault, ministre de France en cette résidence, 28. — Persécutions contre des femmes et autres individus, *ibid.* et 145. — Affluence d'étrangers venant de l'état de Rome; l'abbé Mauri en est renvoyé ainsi que de la Toscane, 190. — Arbre de la liberté planté sur la place du grand-duc, 196. — Départ de quelques éminences; ordre au cardinal Mauri de quitter la Toscane, 224. — Découverte d'un plan formé pour révolutionner le pays; papier important saisi sur Attelis, principal auteur du complot, 226. — Confirmation de cette nouvelle, 235. — Découverte d'une conspiration contre le grand-duc, 246. — Refus de tous les ministres étrangers de donner un passe-port au neveu du pape, 291. — Célébration de la fête du 10 août par le ministre français, 342. — AN VII. Arrivée de Macdonald et de l'armée à ses ordres, 252 et 264. — Evacuation de la place par les Français, 297. — Le manuscrit de Virgile, tiré de sa bibliothèque dite de San-Lorenzo, arrive à Paris, 350. (*Voy. TOSCANIE.*)

FLORENNES, dans l'évêché de Liège. AN I.^{er} 1793. Sur le vœu des habitans, cette ville est réunie à la France, 64.

FLORIDE (la). AN VI. Découverte d'une conspiration pour en faciliter l'invasion aux Anglais, 12. — Démenti du bruit de sa cession à la France, 261.

FOCAN (la plaine de). AN 1790. Les patriotes belges y sont battus par les Autrichiens, 153.

FOIX, département de l'Arriège. AN II. 1793. Lettre de sa société populaire annonçant la fermeture des églises, 83. — AN III. Dénonciation contre Vadier par plusieurs de ses habitans, 134.

FONDS. AN III. Le représentant Bô est accusé d'avoir soulevé ce canton en détruisant tous les signes du culte catholique, 326.

FONTAINEBLEAU. AN 1789. Décret qui autorise cette ville à élire sa municipalité et former sa garde nationale, 75. — AN II. 1793. Elle dénonce Methier, délégué du représentant Dubouchet, 89. — AN II. 1794. Et réclame contre leurs opérations révolutionnaires, 128. — AN VI. Rixe entre les prisonniers anglais et irlandais qui y sont casernés, 288.

FONTAINE-L'ÉVÊQUE, dans le Hainaut. AN II. 1794. Lettre du général Charbonnier annonçant sa prise par l'armée républicaine, 238.

FONTANA-BONA, en Italie. AN VI. Députation des insurgens de cette commune pour solliciter une amnistie; punition de plusieurs rebelles, 14.

FONTANABIE. AN II. 1794. Prise de cette place par l'armée des Pyrénées-Occidentales, 322.

FONTENAI-LE-COMTE (depuis **LE-PEUPLE**). AN 1790. Troubles dans cette commune, 222. — AN I.^{er} 1793. Les républicains y sont défaits par les vendéens, 151. — AN II. 1793. Insurrection des rebelles détenus dans ses prisons; mesures prises par Lequinio pour sa répression, 93. — Dénonciation contre sa commission militaire, qui n'a condamné qu'à la réclusion Pichard, le premier chef de la rébellion, 192. — AN VII. Détails sur le tremblement de terre qui s'y est fait sentir, 147.

FORÊTS (le département des). AN VII. Les rebelles y sont défaits; sommation faite par eux, 49.

FORGES-LES-EAUX. AN I.^{er} 1793. Paris, assassin de Lepelletier, s'y brûle la cervelle dans une auberge, 31. — Compte rendu de ce suicide, 38.

FORLI. AN V. Sa prise par l'armée d'Italie; lettre de Bonaparte à ce sujet, 145. — AN VI. Troubles dans cette ville, 241.

FORNIC, près Nantes. AN I.^{er} 1793. Ses habitants, au nombre de quatre-vingt-cinq, se portent contre un corps considérable de rebelles qu'ils repoussent, et dont ils tuent une grande partie, 98.

FORT ET PORT-DAUPHIN (le), Isle-Saint-Domingue. AN III. Les Français y sont massacrés par les nègres et les Espagnols, 58.

FORT-DE-HA (le). AN 1791. Est transformé en prison militaire, 149. — AN VI. Le général de division Coppel y est traduit, 290.

FORT-DU-RHIN (le). AN III. Sa capitulation, 101.

FORT-DU-ROCHER. (*Voy.* **FORT-SAINT-ELME**).

FORT-HERCULE. AN II. 1793. Nouveau nom donné à Monaco, 25.

FORT-L'ECLUSE. AN II. 1794. Est pris par les Français, 342. — Les drapeaux en sont présentés par un officier, 345. — AN VII. Arrêté du directeur sur les droits de navigation à y percevoir, 130.

FORT-LES-BAINS. AN I.^{er} 1793. Détails sur sa reddition aux Espagnols, 179.

FORT-LILLO. AN II. 1794. Sa prise, 314.

FORT-LOUIS. AN 1790. Fédération du 14 juillet dans cette commune, 210.

FORT-MIRABOCCO, en Piémont. AN II. 1794. Georges Mesmer, commandant, est fusillé par ordre du roi, 333.

FORT-SAINT-ANDRÉ. AN III. Sa prise et celle de 120 pièces de canon, 105.

FORT-SAINT-ELME. AN II. 1793. Est livré aux Espagnols par son commandant Dufour, 99. — AN II. 1794. Et repris par l'armée des Pyrénées-Orientales; détails de sa capitulation; décret qui change son nom en celui de *Fort-du-Rocher*, 257.

FORT-SAINT-JEAN, dit aussi **FORT-JEAN,** à Marseille. AN III. La société populaire de Marseille, accusée d'en vouloir enlever les armes, 6. — AN IV. Cadroy, accusé d'avoir provoqué les assassinats qui y ont été exécutés les 17 et 18 prairial de l'an 3; détails y relatifs, 84. (*Voyez* **CADROY**, **ISNARD**, **PAGET** et **MARSEILLE**).

FORT-SAINT-LEO. AN V. Sa prise et délivrance des citoyens de Faënza qui y étaient enfermés, 179.

FORT-VAUBAN. AN II. 1793. Approche de l'armée française, 99. — AN II. 1794. Il est évacué par l'ennemi, 111. — Détails de sa prise, 124.

— Intrépidité

— Intrépidité de Bernard, maréchal-de-logis, qui entre le premier, et arrache les mèches laissées pour faire sauter les poudres, 196. — AN V. Pétition de Léopold Khel, sollicitant des secours pour les anciens habitans, 117.

FOUGÈRES. AN II. 1793. Des défenseurs de la patrie y sont fusillés, 54. — L'armée de Mayence s'en empare, 66. — AN II. 1794. Arrestation dans cette ville du ci-devant prince de Talmont, 108. — Et de Puteau, chef de l'insurrection, 117. — Mort du maire, fusillé par les vendéens, 126.

FOURCHES (le camp des) AN I.^{er} 1793. Les républicains y sont repoussés; lettre du général Brunet à ce sujet, 182.

FOURQUES, près Perpignan. AN I.^{er} 1793. Prise de cette place par les Espagnols, 175.

FRANCE (la). AN 1789. Tableau de sa situation présenté à l'ouverture des Etats-généraux, 1. — Troubles dans les provinces, 21. — Des vagabonds en dévastent les grains, 28. — Progrès de l'agitation, 30. — Rapport y relatif et décret pour arrêter les refus de paiement des impôts, 32. — Explosion générale contre les seigneurs, 33. — Louis XVI, proclamé *restaurateur de sa liberté*, 34. — De faux édits, colportés au nom de ce prince, y multiplient les ravages, 36. — Débats et décret pour leur répression, 39. — Autre décret qui la déclare monarchie héréditaire, 57. — Débats, par suite, sur les droits au trône de la branche d'Espagne, *ibid.*, 58 et 59. — Article sur l'accaparement de ses grains à différentes époques, et notamment à l'approche des Etats-généraux, 58. — Conspiration dont le foyer est la cour pour enlever le roi à Metz, 64. — Adresse de l'assemblée à la nation sur les finances, et pour l'exciter à prévenir la banqueroute par les sacrifices du patriotisme, 67. — Suppression de la distinction entre le royaume de France et celui de Navarre, par l'attribution au roi, du seul titre de *roi des Français*, 72. — Suppression des états des provinces; nouvelle adresse sur cet objet, 78. — Les Belges sollicitent son gouvernement de protéger leur révolution; il le refuse, 110. — Garantit par son envoyé la constitution aristocratique de Genève, 130. (*Voyez* cette ville). — Convenance pour

la Belgique d'adopter sa constitution, 131. — AN 1790. Exportation des grains; proclamation du roi y relative, 16. — Division du territoire en départemens, 48 *et suiv.* jusqu'à 132. — Nouvelles démarches des insurgés belges, renvoyées par le roi à l'assemblée qui passe à l'ordre jour, 77. — Journaux et papiers de France prohibés à Berne, 98. — Traité de paix avec la régence d'Alger, 117. — Mesures prises par suite des armemens de l'Angleterre contre l'Espagne; débats à l'assemblée sur la nature de ces armemens, et approbation de la conduite du roi, 135 et 136. — Exportation des armes dénoncée par Sillery, 156. — Fédération entre l'armée et les gardes nationales, autorisée par le roi, *ibid.* — Etat des forces navales de différens ports, 167. — Article, instruction et décret sur la fédération prochaine, 170 et 191. — Abolition de la noblesse, 172. — Histoire de la révolution de 1789 et de l'établissement d'une constitution en France, 186. — Recueil de ses nouvelles lois, 194. — Conduite du duc d'Orléans dans sa révolution, *ibid.* — Comparaison de sa constitution avec celle d'Angleterre, 196. — Détails de la cérémonie de la fédération générale, 197 et 204. — Opinion d'un Anglais sur la révolution française, 199. — Annonce faite à l'assemblée qu'elle a été célébrée à Londres, 203. — L'envoyé de France insulté à Bruxelles, 206. — Etat actuel de cette puissance, rapproché de celui de l'Angleterre, 207. — Détails, rapport et décrets sur l'état de ses frontières, sur sa situation par rapport aux autres cours, et sur le passage de troupes autrichiennes par son territoire, 210. — Révocation de la permission donnée à cet effet, 213. — Mécontentement qu'elle avait excité, 216. — Débats sur l'adresse du docteur Price, provoquant l'union des peuples français et anglais contre les vues hostiles de la cour de Londres; dénonciation par Charles Lameth de la formation d'une coalition des rois contre la liberté de la France, 212. — Pièces officielles sur les armemens à faire par suite de ceux de l'Espagne et de l'Angleterre, 215 et 216. — Troubles et distribution de libelles dans les provinces; décret qui réprime les violences contre la perception de la dime et autres droits, 216 et 217. — Réflexions sur les

Table alphabétique.

dangers des dissensions intérieures, 226. — Autre sur les vues hostiles de l'Autriche et les projets arrêtés entre elle et la Prusse au congrès de Reichenbach, 236. (*Voyez COALITION*). — Rapport de Mirabeau sur les traités et l'alliance de l'Espagne ; décret à la suite qui maintient cette alliance, et ordonne l'armement de quarante-cinq vaisseaux pour la soutenir, 238 et 239. — Lettre d'un Hollandais sur la liberté française, 250. — Dénonciation des intrigues intérieures et extérieures des ennemis de la constitution ; décret à ce sujet, 251. — Fermentation qu'excite en Angleterre la résolution de soutenir l'Espagne, 256. — Ordre du roi pour l'approvisionnement des frontières, 258. — Opinion de la cour de Rome sur la révolution, 260. — Intrigues en Suisse pour lui susciter des ennemis, 266. — Mesures hostiles du canton de Berne pour le même dessein, 268. — Conduite de l'Angleterre y relative, 278. — Lettre de Nantes sur ce dernier objet, 285. — Autre de Cloutz sur les dispositions de l'Europe, 286. — Plaintes des Allemands sur les décrets relatifs à leurs possessions en France, 287. — Alarmes des Bernois sur la propagation des principes français, *ibid.* — Mémoire de Monneron sur l'intérêt pour le gouvernement de maintenir les établissemens de l'Inde, 290. — Inquiétudes que cause à Rome la révolution, 292. — Dénonciation à l'assemblée contre la conduite des ministres, et débats sur leur renvoi comme privés de la confiance de la nation, 293 et 294. — Le roi les assure de la sienne, 299. — Conjectures de Londres sur les conférences de M. Elliot avec les membres patriotes de l'assemblée nationale, 304. — Réclamations pour le ministère britannique, accusé d'influer sur les troubles de France, *ibid.* — Ouvrage contre sa révolution attribué à Calonne, et intitulé : *De l'Etat de la France présent et à venir*, 308 et 309. — Efforts du même pour exciter une coalition contre elle, 313. — Observations sur les affaires de religion, 314. — Collection de mémoires sur l'histoire de France, 317. — Sa description par Dulaure, *ibid.* — Demande de fonds par le ministre de la guerre pour la réparation de ses places fortes, 337. — Réponse à l'écrit de Calonne sur la révolution, 342. — Discours de Stanhope sur le même sujet, 345. — Conduite de la cour de

Portugal depuis la même époque, 348. — Réponses aux attaques de Burke, *ibid.* — Réclamations du collège électoral contre les réformes qui y ont lieu, 349. — Réponse à l'ouvrage sur l'état de la France, 358. — AN 1791. Ses armes arborées dans le Comtat, 5. (*Voyez* ce nom et AVIGNON). Etat de sa marine, 26. — Communication à l'assemblée de la lettre de l'empereur en faveur des princes allemands possessionnés en France ; et ordre du jour, 29. — Rapports d'A. Lameth et de Mirabeau sur la sûreté extérieure de l'état, et ses rapports avec les puissances étrangères ; tableau des moyens de défense, et décret pour mettre l'armée sur le pied de guerre, 30. — Considérations sur la nécessité de l'influence du roi dans le pouvoir législatif, et contre l'établissement de la démocratie, 36. — Autres sur les vues secrètes de la Prusse et de l'Autriche, 37. — Le conseil d'état de Neuchâtel fait nier le bruit d'un rassemblement hostile, par l'entremise de l'ambassadeur prussien à Paris, 44. — Prétentions des princes allemands pour leurs possessions, 54. — Troubles sur les frontières par le bruit d'une prochaine invasion, 69. — Histoire de la révolution, 72. — Lettre de Montmorin sur la situation politique de l'état, 73. — Considérations sur la conduite et les intentions des cours de Vienne et de Berlin, 78. — Explications du ministre des affaires étrangères sur un prétendu réquisitoire de la diète de Ratisbonne, *ibid.* — Débats et compte rendu sur la situation de la frontière du Nord, 82 et 84. — Bonnes intentions des Bâlois en faveur de la France, et leur opposition au passage des troupes autrichiennes, 83. — Elles se rassemblent sur la frontière, 87. — Conjectures sur le projet d'allumer la guerre avec l'Empire, 88. — Mouvements de l'armée française ; désignation de ses régimens par ordre de n.^{os}, *ibid.* — Ses mines sont déclarées appartenir à la nation, *ibid.* — Tableau géographique de sa puissance industrielle, commerciale, agricole, civile et militaire, 92. — Rapport textuel du ministre de la guerre sur son état de défense, 96. — Porentru réclame auprès de son gouvernement contre l'entrée des troupes autrichiennes, 100 et 111. — Etat et mouvemens de l'armée française ; approvisionnement de la frontière du Nord, 109. — Notification aux autres

puissances de l'acceptation de la constitution par le roi, 112 et 115. — Décret par lequel l'assemblée déclare qu'Avignon et le Comtat ne font pas partie intégrante du territoire français, 125 et 126. — La reine, accusée de n'aimer ni la liberté, ni la nation, 128. — Lettre de Londres sur la conduite de la cour lors de son départ pour Saint-Cloud, et sur les moyens d'affermir la constitution française, 134. — Tentatives pour amener la rupture de l'Empire avec la France, 137. — Mouvements de l'armée, 139 et 146. — Répartition des bataillons auxiliaires dans les départemens, 139. — Nouveau décret tendant à conserver les droits de la France sur Avignon, et à en rappeler les Français, 146. — Etat de la marine, 149. — Projets de la cour dans l'évasion tentée par le voyage de Saint-Cloud, 151. — Lettre dénégative de Montmorin à ce sujet, 153. — Ligue contre la France, attendue par les émigrés, 154. — Réponse à la lettre précédente de Montmorin, 155. — Félicitations qu'adresse la Pensylvanie à l'assemblée; décret à la suite pour faire resserrer les traités avec les Etats-Unis, *ibid.* — L'électeur de Mayence réclame pour les états de l'Empire son soutien contre la France, 156. — Dispositions du peuple et du gouvernement anglais à son égard, 157. — Intentions hostiles de l'Autriche contre la même, 158. — Mouvement de son armée, *ibid.* — Réclamations des états d'Empire y possessionnés, 159. — Considérations sur les projets des cours de l'Europe contre elle, 161. — Question du licenciement de son armée, comme offrant dans ses officiers trop d'espérances aux émigrés, 162 et 164. — Débats, à Ratisbonne, sur les affaires de ce pays; marche des troupes autrichiennes vers ses frontières, 171. — Fuite du roi, et proclamation contenant les motifs de son mécontentement, 173. — Esprit de la révolution et de la constitution française par Saint-Juste, 174. — Envoi aux départemens d'une adresse de l'assemblée, en réponse au mémoire précédent du roi, 175. — Détails de l'approvisionnement des frontières, 176. — Décret pour le classement et l'entretien des places de guerre, 179. — Le roi nie avoir eu l'intention de sortir du royaume, *ibid.*, 180 et 189. — Projet d'égorger les patriotes, si ce départ eut réussi, 180.

— Conjectures sur la guerre et les intentions des cabinets contre la France, 183. — Débats à l'assemblée sur une affiche qui y provoque l'abolition de la royauté, *ibid.* — Considérations et renseignemens sur le plan attribué au roi d'y rétablir son autorité par la force, 185. — Annonce de l'entrée des Espagnols sur son territoire; *ibid.* — Décret pour la défense de sa frontière du Nord, *ibid.* — Démenti de l'invasion espagnole, 186. — Propagation de principes républicains attribuée à Félix Wimpffen, niée par celui-ci, 189. — Conjectures sur ce qu'auraient fait les puissances étrangères, dans le cas de l'évasion du roi, 193. — Mesures pour la fixation des limites du côté de l'Espagne, 194. — Discours de Brissot sur les ressources de la France, dans le cas de la guerre qui la menace, 195. — Rapport de Muguet sur la conspiration qui a menacé sa liberté par la fuite du roi; débats et décret pour en poursuivre les complices, *ibid.* et 196. — Mémoire de Condé au peuple français; plans de contre-révolution médités par la Prusse, *ibid.* — Sentimens des Suisses sur les événemens de la fuite du roi, *ibid.* (Voyez Louis XVI.) — Lettre du ministre de la guerre sur les mesures de défenses aux frontières, 197. — Conclusions, à Ratisbonne, touchant les princes allemands lésés par les décrets de l'assemblée, 201. — Célébration, à Londres de l'anniversaire de la révolution, 202. — Rapport d'Alexandre Lameth, sur les moyens de défense du royaume, sur l'état de ses frontières maritimes et continentales, et décret à la suite, qui met en activité quatre-vingt-dix-sept mille hommes de gardes nationales, 204. — Projets hostiles de l'étranger, 205. — Décret de l'envoi d'un ministre, à Bâle, pour réclamer l'exécution du traité de 1780, *ibid.* — Examen de la conduite de la Suède, et trames dans le Nord, 209 et 210. — Rapport de Freteau sur les armemens de l'Allemagne et les dangers publics, 213. — Situation de la frontière, *ibid.* — Insuccès de la fuite du roi, attribué à la jalousie de la reine contre les projets des princes; le baron d'Hertzberg excite la Hollande contre la France, 214. — Ouvrage sur cette monarchie, 215. — Autre d'Arnoult sur la balance de son commerce, et ses relations commerciales, 216.

— Conduite de l'Empire, relativement aux possessions de ses princes ; notice sur les prétentions des princes français et de la cour , 217. — Des habitans du pays de Vaud , inculpés pour avoir célébré la révolution française , *ibid.* — Même célébration à Belfast , 218. — Détails sur la conspiration contre-révolutionnaire de Bouillé , 219. (*Voy. BOUILLÉ*). — Mesures , à Ratisbonne , sur l'affaire des possessions des Allemands , 220. — Arrestation , à Marseille , de conspirateurs pour le rétablissement de l'ancien régime , *ibid.* — Plan de même nature formé en Suède , 221. — Article sur la division des pouvoirs et le travail de la constitution , *ibid.* — Lettre du roi de Suède , au baron de Staël , sur ses sentimens et ses projets en faveur du roi de France , 222. — Préparatifs de guerre , *ibid.* — Réclamations plus pressantes des princes allemands possessionnés , 223. — Ligue des cours de l'Europe , 224. — L'empereur ne reconnaît plus l'ambassadeur de France , tant que le roi n'y aura pas repris ses pouvoirs , 225. — Demande de troupes par plusieurs départemens , *ibid.* — Dispositions de l'Empire , 228. — L'apparition du pavillon français dans le port de Trieste mécontente l'empereur , 229. — Dispositions favorables du nouveau dey d'Alger en faveur de la France ; elle lui envoie une frégate , 230. — Correspondance sur les événemens de la révolution jusqu'à l'époque présente , 231. — Compte de la défense des frontières ; débats sur la faiblesse de celle du Nord , 232. — Annonce de la suspension des communications de la part de l'Espagne , et faiblesse de ses armemens ; mesures générales d'approvisionnement , *ibid.* — Rapport des ministres sur les actes arbitraires des sociétés politiques , 234 et 235. — Vaisseau français forcé à Bruges de quitter son pavillon , 235. — Avis de l'Empire sur les dommages qu'il a reçus par les décrets de l'assemblée , 236. — Rapport de Goudard sur le commerce extérieur pendant la révolution , 238. — Effort des émigrés pour faire déclarer la guerre à leur patrie par l'empereur , 240. — L'évêque de Bâle proteste de la sincérité de ses intentions , 243. — Plans de Calonne pour une contre-révolution , 245. — L'Espagne chasse le consul français de Barcelonne , 247. — Compte

de l'approvisionnement des frontières , 248. — Et du zèle des citoyens qui les habitent , 249. — Discours de Noailles sur les moyens de sûreté extérieure et intérieure , *ibid.* — Menaces des cours étrangères pour faire rendre la liberté à Louis XVI , après sa fuite , 253. — Compte général des finances , présenté par Montesquieu , *ibid.* et 262. (*Voyez ce mot et ASSIGNATS.*) — Notice sur les projets de Pilitz , 257. — Lettre du ministre de la guerre sur la levée des gardes nationales , *ibid.* — Amnistie relative à la révolution , demandée par Louis XVI , en acceptant la constitution , *ibid.* et 258. — Réunion d'Avignon à la France , 258. — Décret pour la publication partout le royaume , et la notification , à l'Europe , de la constitution acceptée par le roi , 259. — L'empereur et le roi de Prusse , résolvent à Pilitz d'y rétablir la monarchie absolue ; déclaration qui en est faite aux émigrés , 261. — Etat général des impositions , 264. — Les princes publient la déclaration des cours de Vienne et de Berlin , et leur propre résolution à la suite , de ramener en France l'ancien ordre de choses , 266. — Décret qui y assure la jouissance des droits de citoyen à tout individu , de quelque pays qu'il soit , qui en possédera les conditions constitutionnelles , 272. — Compte des mesures prises par le roi pour assurer la paix avec l'étranger , 275. — Annonce que le roi de Suède conduira l'expédition contre la France , 276. — Effets qu'a produit au Nord l'acceptation de sa constitution , et suite des menées contre-révolutionnaires , 279. — Questions et réflexions sur un commencement d'abus et de privilèges , 280. — L'impression d'un ouvrage intitulé : *Secrets , causes et agens de la révolution de France* , fait chasser un émigré de Coblenz , 282. — Lettre sur les projets de Pilitz , les promesses de Catherine et l'état des émigrés , 284. — Conventions signées par le roi de Prusse et l'empereur , 285. — Etat des frontières et de tout le département de la guerre présenté par le ministre , *ibid.* et 286. — Nouvel ouvrage de Calonne , intitulé : *Lettre d'un publiciste de France à un publiciste d'Allemagne* , *ibid.* — Le ministre de France reprend à Vienne sa dignité ; précautions du Portugal contre la révolution , 288. — Dénonciations contre le mauvais

état des frontières; autre contre les menées du ministre d'Espagne pour exciter les ennemis de la constitution, 289. — Sur le gouvernement qui convient à la France, par A. Auger, 290. — Les Vénitiens applaudissent à sa révolution, 292. — Discours de Brissot sur sa situation politique et contre les complots des princes émigrés, 294 et 295. — Lettre de Rochambeau sur l'état des frontières, 298. — Débats sur le parti qu'il convient à la France de prendre par rapport aux émigrations, 299. (*Voy. ÉMIGRÉS*). — *Monsieur* est requis d'y rentrer, 302, 305 et 306. — L'acceptation de sa constitution cause une joie générale en Allemagne; la Suède seule refuse de la reconnaître, 306. — Rapport officiel sur l'état de sa marine, *ibid.* — Remerciements décrétés au nom de la nation au gouvernement anglais pour les secours qu'il a envoyés à Saint-Domingue, 310. — Décret qui déclare suspects de conspiration contre l'État les Français actuellement hors des frontières, et coupables ceux qui ne seraient pas rentrés au premier janvier prochain, 314. — Le roi invite les émigrés et les princes à y rentrer, 318 et 319. — Rapport et projet pour comprimer ses troubles religieux, 318, 322 et 323. (*Voyez PRÊTRES et VENDÉE*). — Conjectures sur les intentions de Léopold, 321. — Prohibition des papiers français en Espagne; préparatifs hostiles des émigrés, *ibid.* — Notification des réponses de plusieurs puissances étrangères sur l'établissement de sa constitution, *ibid.* et 325. — Motifs de la haine que lui porte l'Angleterre, et dessein qu'elle a d'opérer sa ruine, 322 et 327. — Rapport ordonné sur l'infraction faite au traité de 1777 par les Espagnols, 323. — Rapport de Koch sur les mesures à prendre contre les puissances étrangères qui favorisent les armemens des émigrés, 327. — Dispositions de la cour de Madrid, 328. — Envoi de courriers aux princes d'Empire pour les sommer de faire cesser chez eux les armemens, *ibid.* — Formation de la garde du roi annoncée aux départemens, 332. — Débats sur les mesures à prendre pour faire cesser les enrôlemens hostiles dans l'Empire, *ibid.* — Projets de se séparer de la mère-patrie attribués à Saint-Domingue, 333. — Succès des négociations avec le dey d'Alger, *ibid.* — Considé-

ration sur l'état actuel du royaume, 334. — Suite de la discussion sur les troubles religieux et sur les mesures à prendre par rapport aux membres de l'Empire; compte des ministres sur cet objet; accusations contre les agens diplomatiques; décret à la suite, *ibid.* — Dispositions hostiles des princes français et de la Hollande, 335. — Lettre de Dellestart aux départemens sur les moyens d'activer l'industrie nationale, *ibid.* — Démenti du bruit de la prochaine invasion des émigrés, 336. — Lettre du Porentru sur leurs projets et leurs moyens, 338. — Catherine les protège, 339. — Déclaration attribuée à la cour de Vienne sur le changement des circonstances en France, depuis sa première circulaire datée de Padoue, 340. — Adresse des Wighs de Londres, applaudissant à la révolution et aux principes de la constitution; décret pour qu'il y soit répondu, et texte de cette réponse, 341 et 342. — Coup-d'œil sur la politique de Léopold et la coalition du Nord, 342. — Éloge de la révolution; observations sur les dangers qui la menacent, *ibid.* — Et sur les projets de la Russie y relatifs, 344. — Autre sur le même objet et sur l'inertie du ministère français, 345. — Dispositions de la Prusse et de l'Allemagne par rapport à la révolution, 346. — Lettre des frères du roi en réponse à l'invitation qui leur est faite de rentrer; ils insultent à l'assemblée législative, 347. — Lettre sur les préparatifs de guerre, *ibid.* — Conseils aux Français sur la coalition qui les menace, 348. — Le pape espère qu'un vent de nord fera rentrer en France la nacelle de l'église, *ibid.* — Discours sur les prétentions des princes y possessionnés, *ibid.* — Ouvrage en faveur de sa constitution religieuse par les évêques ex-députés, *ibid.* — Opinion des publicistes allemands sur sa révolution, 350. — Le roi annonce sa signification aux princes étrangers, contre l'appui qu'ils donnent aux émigrés; compte rendu à ce sujet, *ibid.* — Développement du système des coalisés, 351. — Détails sur le double plan de contre-révolution des princes; l'un pour le retour absolu de l'ancien régime, l'autre pour l'adoption d'une constitution anglaise, 352. — Vues du roi de Suède y relatives, *ibid.* — Retraite du ministre de France de cette cour, 353. — Vente de la constitution française à Vienne; défense aux

émigrés de continuer leurs rassemblemens sur les terres d'Empire, *ibid.* — Signification à l'électeur de Trèves du décret contre ces rassemblemens, 354. — Lettre sur les dispositions des puissances d'Allemagne et les divisions des émigrés, *ibid.* — Dictionnaire de la constitution et du gouvernement français, *ibid.* — Conjuraton du Nord contre lui, 355. — Manœuvres de ses ennemis, *ibid.* — Frontières visitées par Narbonne, 357. — Léopold déclare ne vouloir pas se mêler des affaires de France, 358. — Note sur les émigrés; intrigues pour une coalition générale, *ibid.* — Rapport de Delessart sur les réponses des cours à la notification du nouveau gouvernement français, et sur le *conclusum* relatif aux princes allemands possessionnés, 360. — Observations sur les moyens politiques à employer vis-à-vis des ennemis, 361. — Rapport sur l'état des frontières, 363. — L'électeur de Trèves prohibe les rassemblemens hostiles, *ibid.* — Observations sur l'adresse des Wighs de Londres à l'assemblée, 364. — Discours de Brissot sur les rapports de la France avec l'étranger, et sur la nécessité de déployer à l'extérieur et à l'intérieur les forces nationales, *ibid.* et 365. — Débats y relatifs; adoption des principes nouveaux de la France présentés par Condorcet; annonce d'une nouvelle notification de la constitution au roi de Suède, *ibid.* — AN 1792. Préparatifs des émigrés; annonce de la coalition, 1. — Communication sur les démarches du gouvernement auprès de l'empereur et des princes d'Empire pour maintenir la sûreté et la dignité de l'état, *ibid.* — Certitude de la coalition, 3. — Reconnaissance de la constitution par la Suède, 5. — Article sur les formes à donner à la diplomatie, *ibid.* — Développement des projets de l'empereur, 6 et 8. — Observations sur la politique de la cour, 6. — Autres sur la nécessité de détruire les citadelles qui menacent la sûreté de l'intérieur, 7. — Traduction hollandaise de la déclaration de Condorcet aux puissances, 8. — Intrigues en Espagne contre la France, 9. — Note de l'électeur de Trèves sur sa conduite à l'égard de cette puissance, *ibid.* et 10. — Réflexions sur celle de la Prusse, l'Autriche et la Russie, 11. — Projet d'adresse au peuple par Vergniaud, *ibid.* et 17. — Rapport du ministre

de la guerre sur l'état des frontières et les dispositions de l'armée, 14 et 16. — Autre de Genonné sur les rapports avec l'empereur; Guadet signale le congrès hostile des puissances; décret qui déclare criminels de lèse-nation les Français qui y prendraient part, 15. — Protection ouverte donnée par l'empereur aux complots des émigrés, 17. — Annonce d'une attaque prochaine de l'Espagne, *ibid.* — Mesures sur cette frontière, 18. — Compte rendu des négociations avec quelques princes d'Empire, et de la déclaration du roi à l'empereur, portant que toute démarche de l'étranger tendante à modifier la constitution sera regardée comme une hostilité, *ibid.* — Alarme semée sur la situation actuelle de l'état, 19. — Lettre sur la guerre qui le menace, *ibid.* — Discours de Brissot dénonçant la violation du traité de 1756 par l'Autriche; proposition d'en demander satisfaction, *ibid.* — Histoire de la révolution de 1789 et de l'établissement de la constitution, *ibid.* — Conférences à Mayence sur les affaires de France, 20. — Sa constitution notifiée à la Suède et à la Russie, *ibid.* — Débats et discours sur la guerre à faire à l'Autriche; examen des relations avec les puissances qui ont intérêt au maintien de l'équilibre de l'Europe, et principalement de celles avec l'Angleterre, *ibid.* — Situation des frontières des Pyrénées, *ibid.* — L'électeur de Trèves fait exécuter le réglemeut contre les émigrés, 21. — Rapport de Dumas sur l'état des frontières, et projet d'un nouveau mode de recrutement, *ibid.* — Lettre de L. Noailles sur les mesures militaires à prendre, 22. — Suite des débats sur la guerre et les alarmes de la France, *ibid.* — Proposition de séquestrer les biens des conjurés contre l'état; autre sur le recrutement de l'armée, *ibid.* et 23. — Conduite de l'Autriche depuis la révolution, 23. — Notification de l'empereur à l'électeur de Trèves sur ses démêlés avec la France, 24. — Motifs qui doivent déterminer celle-ci à la guerre, *ibid.* — Lettre de Merlin de Douay, sur le projet d'un congrès des rois, relativement à ses affaires, *ibid.* — Besoins du département de la guerre; décret sur le recrutement de l'armée, *ibid.* — Défense de sortir du royaume sans passe-port, 25. — Suite de la discussion sur les relations politiques et les mesures

à déployer; adoption du projet d'Hérault-Séchelles, tendant à sommer l'empereur d'expliquer ses intentions et à mettre les frontières sur un état formidable, 26. — Observations du général Rochambeau sur leur situation, 27. — Intérêt de la Hollande au renversement du nouveau régime, 28. — Ecrit concernant les droits de l'empereur sur l'Alsace et la Lorraine, 29 et 30. — Le décret qui regarde comme une hostilité le congrès où l'on traiterait de la constitution française, mécontente la cour de la Haye, *ibid.* — Hommage d'un ouvrage, intitulé : *La France régénérée*, *ibid.* — Dénonciation contre les aventuriers répandus dans cet état; décret sur les passe-ports pour y voyager ou pour en sortir, 31 et 32. — Négociations des émigrés avec la cour, et réflexions sur la conduite constitutionnelle du roi, 32. — Rapport et décret sur les négociations à entamer avec les princes allemands, relativement à leurs possessions, 33. — Dispositions hostiles dans les Pays-Bas, 34. — Plan de contre-révolution, 55. — Adresse au peuple français, par Mailhe, *ibid.* — Prohibition en Allemagne des écrits sur la révolution, 36. — Projet de deux chambres, donné pour but à la mission de Talleyrand, 37. — Dénonciation contre les troubles intérieurs pour cause de religion; aperçu de la situation de la France à ce sujet, 37 et 38. — Attaques au parlement d'Irlande contre la révolution, 40. — Amnistie pour les officiers et soldats qui rentreraient en France, *ibid.* — Travaux astronomiques qui y ont eu lieu depuis 1787, *ibid.* — Nullité de son ministre à la Haye, et détails sur l'ambassade de Talleyrand, 41. — Décret qui met les biens des émigrés sous la main de la nation, *ibid.* — Coalition de l'Europe contre sa liberté, 43. — Lettre du ministre de l'intérieur sur la conspiration générale en-dehors pour le même but, *ibid.* — Vues de la coalition pour la ruine de la France plus que pour le triomphe des émigrés, 44. — Nécessité de conserver l'alliance de la Suisse, *ibid.* — Demande de la confirmation d'une convention commerciale avec la république de Mulhausen, *ibid.* — Considérations sur la conduite à tenir en cas de guerre avec l'Autriche, 45. — Inquiétudes de la cour sur les armemens de l'étranger, *ibid.* — Opinion de Wieland sur la

révolution et contre la constitution française, 47. — Dénonciation des mesures concertées à Coblenz, entre Bigot-Sainte-Croix et Delessart, *ibid.* — Observations de la Haye sur le machiavélisme du cabinet de Vienne et la complicité des agens diplomatiques français, 48. — Adresse aux Français sur les travaux de l'assemblée; situation du département de la guerre, *ibid.* — Article de Vienne sur la modération des puissances à l'égard de la France, 49. — Opinion des Suisses sur le même objet, *ibid.* — Détails à l'assemblée sur les vues de la Savoie et les dangers qui menacent le Midi, *ibid.* — Les États-Unis célèbrent la nouvelle constitution de la France; intrigues des émigrés pour en agiter l'intérieur, 50. — Tableau de cette partie par le ministre Cahier; état de défense des frontières de la Sardaigne et de l'Espagne, 51. — Sur les moyens employés pour faire rétrograder la révolution; plans de ses ennemis extérieurs, principalement de Vienne et de la Prusse, 52. — Hostilités commises par les Espagnols, 53. — Adresses dictées aux régimens autrichiens pour servir contre la France; contradictions de l'empereur Léopold, par rapport à ce pays, 54. — Préparatifs militaires de l'Allemagne contre lui, 55. — Manifeste des émigrés, 56. — Projet de déclaration de la nation concernant les possessions de l'Empire et la souveraineté de la France en Alsace et en Lorraine, 58. — Explications sur la situation de l'intérieur et les oscillations du pouvoir exécutif, 59. — Bruits sur la paix avec l'Autriche et une alliance avec la Prusse, 60. — De l'influence des Jésuites sur la révolution, *ibid.* — Conjectures sur la guerre que Léopold sera forcé de faire malgré lui, 61. — Activité et secret de la confédération qui se forme, *ibid.* — Discussion sur les princes d'Alsace; communication de pièces relatives aux explications demandées à l'empereur, 63. — Considérations sur l'approche de la guerre, et sur le comité autrichien qui agit à Paris, 64. — Joie des émigrés; faux rapports, par lesquels on trompe l'assemblée, *ibid.* — Suite de la discussion sur les princes d'Alsace et relations avec l'empereur, *ibid.* — Intérêts divers des princes de l'Empire dans la querelle avec la France, 65. — Dénonciation des complots attribués à Delessart, *ibid.* — Projet d'attirer les frères du roi sur la frontière par le

faux bruit de sa fuite, et de les enlever, 66. — Plan d'une contre-révolution constitutionnelle, *ibid.* — Démarche auprès de l'Espagne pour armer les émigrés sur la frontière du Midi, 67. — Plaintes contre l'inertie du pouvoir exécutif dans les troubles intérieurs, *ibid.* — La Bavière prohibe les journaux français, 68. — Opinion des généraux sur la situation militaire, *ibid.* — Rapport général sur les finances, *ibid.* — Cordons des troupes allemandes sur les frontières; dispositions de l'Espagne pour exciter le royalisme de l'intérieur, 70. — Ses ennemis divisés à Vienne en deux partis, celui de la guerre et celui de la temporisation, 71. — Dénonciation contre le ministère par suite du renvoi de Narbonne; les dangers extérieurs et intérieurs sont attribués à son inertie, *ibid.* — Suite et discours de Brissot; il accuse la conduite de l'empereur et la complicité de Delessart dans le plan de renverser la constitution française, et fait décréter sa mise en accusation, 72. — Conjectures sur les suites possibles de la mort de Léopold; particularités sur les causes de la disgrâce de Narbonne et sur les intrigues du cabinet autrichien et de celui des Tuileries, 79. — Lettre de Catherine sur la réunion du Comtat à la France, 80. — Commencement de l'usage du bonnet rouge; on en coiffe le buste de Voltaire, 83. — Conjectures sur l'accélération de la guerre par la mort de Léopold, et sur les causes de cet événement, 84. — Intrigues en Suisse contre la France, 88. — Rapport de Ramond sur la conduite de l'Espagne par rapport à la même, 89 et 90. — Concert des puissances contre elle; existence et moyens d'un comité intérieur pour y opérer la contre-révolution, 90. — Le cabinet de Vienne se plaint des menées des Jacobins de France dans la Belgique, *ibid.* — Troubles intérieurs; dénonciation contre Narbonne au sujet du dénuement des départemens méridionaux, 92. — Moyens attribués à la cour et à plusieurs personnages marquans pour arriver au renversement *progressif et lent* de la constitution, 93. — De la dette publique française, *ibid.* — Article sur les réformes à faire dans la diplomatie, et sur la conduite des agens en mission, 95. — François II déclare aux émigrés qu'il continue le système de son père pour leur cause, 96.

— Conjectures d'une expédition de la Russie contre la France, 97. — L'assemblée y supprime le costume ecclésiastique, 98. — L'Espagne fait avancer des troupes sur les frontières, 102. — Affaire du combat d'une frégate française contre une anglaise, 103. — Concert de l'Autriche et de la Prusse, et préparatifs de guerre contre la France, 104. — Cri de ses ennemis contre les Jacobins, *ibid.* — Apologie de la révolution, et réponse à Burke et Calonne par Mackintosh, *ibid.* — Le ministre français insulté à Soleure, 105. — Rapport de Dumourier sur l'état des négociations avec l'Autriche; dernière déclaration de Louis XVI pour faire cesser une conduite qu'il regarde comme hostile, 106. — Lettre de Roland sur les menées du fanatisme, 107. — Débats sur les troubles des départemens; Vaublanc en rejette une partie sur l'influence des sociétés politiques, 108. — Certitude de la guerre; pièces relatives aux négociations avec l'Autriche, 109. — Impression à Vienne des pièces y relatives, 110. — Rome menace les évêques constitutionnels, *ibid.* — Décret du brûlement des anciens drapeaux de l'armée, *ibid.* — Communication des lettres de Noailles sur la conduite de la cour de Vienne, 111. — Mort de Gustave, attribuée à la France, 112. — Prise de possession d'îles nouvelles, au nom de la nation, improuvée par l'assemblée, *ibid.* — Rapport sur la situation politique de la France, les attentats de l'Autriche, et proposition du roi de lui déclarer la guerre, *ibid.* — Etat comparatif des besoins et des ressources de la nation, par Cambon, *ibid.* — Débats sur la question de la guerre; opinions pour et contre; elle est décrétée à l'unanimité moins sept voix, 113. — Réflexions sur cette guerre, 114. — Justification par le ministre de la guerre de l'emploi des forces qu'il a fait dans le Midi, *ibid.* — Rapport sur les troubles de l'intérieur; débats y relatifs; déportation des prêtres invoquée, 115. — Lettre de Dumourier à Bourgoing, sur les moyens de rapprocher l'Espagne et la France, 116. — Dispositions du ministre d'Aranda en faveur de cette puissance, 117. — Le Dannemarck refuse d'accéder aux mesures de la Russie contre la même, 118. — Intrigues de la cour contre Roederer, Guadet et autres qui lui sont opposés, *ibid.* — Rapport sur les moyens

moyens de comprimer les agitations de l'intérieur ; communication à l'assemblée de l'arrestation de Semonville par la cour de Turin, et de pièces y relatives, *ibid.* — Texte du rapport sur les troubles, 119. — Observations sur un système aristocratique développé dans le corps législatif, *ibid.* — Réfutation d'écrits contre la constitution, 121. — Instruction du ministre de l'intérieur sur la répression des troubles, *ibid.* — Condamnation d'un magistrat suisse pour actes et opinions favorables à la France, 122. — Premières hostilités ; état de l'armée, 123. — Neutralité de la Souabe, 124. — Réflexions sur les partisans de la guerre, après l'avoir été de la paix, 125. — Conventions des cours étrangères pour le rétablissement de la monarchie ; neutralité de Bâle, 127. — Compte par Dumourier des motifs d'un plan d'attaque, et des causes qui l'ont fait échouer, *ibid.* — Manifeste contre la France, 129. — Transmission de pièces prouvant les intrigues de la cour de Vienne pour lui susciter des ennemis, *ibid.* — Ses partisans poursuivis à Liège, 131. — Influence de l'Empire dans ce royaume, depuis le traité de Westphalie, 132. — Invasion par les troupes françaises des gorges de Porentru, *ibid.* — Position de l'armée aux ordres de Lafayette, *ibid.* — Discours de Shéridan en faveur de la révolution, 134. — L'évêque de Bâle se plaint de pillages commis par les Français, *ibid.* — Rapport de Dumas sur les causes de la déroute de Lille, et projet pour la répression de l'insubordination, *ibid.* — Rapport sur l'occupation de Porentru, 135. — Article de Hollande sur la conduite des généraux français *ibid.* — Indice de l'existence d'un comité autrichien à Paris, 136. — Neutralité de Berne, 137. — Discours d'Isnard sur la situation de la France et les causes de ses dangers ; dénonciation du comité contre-révolutionnaire et de ses manœuvres, *ibid.* — Lettre de l'archevêque de Malines contre la révolution, 138. — Ratification d'un traité d'indemnité pour les princes de Salm-Salm et Loewinstein-Wertheim ; détails sur les troubles religieux, *ibid.* et 139. — Neutralité de Trèves, *ibid.* — Motion de Lasource sur les dangers et complots du dedans et du dehors, 141. — Neutralité de plusieurs Etats d'Allemagne, 142. — Adresse aux Français par Cloots, 143. — Dénonciations de

Table alphabétique.

Brissot et Gensonné contre le comité autrichien ; preuves de son existence ; ses manœuvres et complots pour amener la contre-révolution, 145. — Vœux des Allemands, non catholiques, pour la France, 147. — Plan de la constitution à lui donner après son asservissement, 148. — Intentions hostiles de la cour de Turin, 150. — Mesures du gouvernement hollandais pour se garantir de la France, *ibid.* — Dénonciation par Chabot de complots pour la dissolution de la représentation nationale ; proposition de proclamer le danger de la république, 150. — Licenciement de la garde du roi, accusée de conspiration contre l'Etat, 151 et 152. — Violation du territoire par un vaisseau napolitain qui attaque des Algériens sur les côtes, *ibid.* et 200. — La société des Irlandais de Belfast se prononce pour la France, 155. — L'Angleterre proclame sa neutralité, 154. — Compte qui en est rendu à l'assemblée, *ibid.* — Plan d'attaque contre l'Etat et contre sa constitution, 156. — Le gouvernement renvoie le chargé d'affaires de Suède, 157. — Les cours de Vienne et de Berlin essaient d'entraîner tout l'Empire à la guerre ; neutralité du duc des Deux-Ponts et de la Suisse, 158. — Dénonciation de Chabot sur l'existence du comité autrichien et ses complots, *ibid.* — Débats et décret ordonnant la levée pour tous les cantons, de vingt mille gardes nationales qui se réuniront à Paris pour la fédération du 14 juillet, 160. — Alarmes de Gènes au sujet des affaires de France ; considérations sur la guerre que lui déclare la Prusse, 161. — Compte de Dumourier sur le département de la guerre et la mauvaise situation de cette partie, 167 et 168. — Accession de la Russie aux plans hostiles de Vienne et de Berlin, 174. — Détails sur les rassemblements du 20 juin, et entrée du peuple dans le château, *ibid.* — La Suède reconnaît le pavillon français, 179. — Propos de Clairfayt sur les intelligences qui le servent en France, 181. — Rapport de Pastoret sur sa situation, 183. — Opinion textuelle de Jean Debry sur le même objet, et sur le mode de remédier aux dangers publics par la déclaration de la patrie en danger, 187. — Intrigues anti-françaises à Gènes ; la Hollande se rapproche des vues des cabinets de Vienne et de Berlin, 188. — Rapport du ministre des affaires

étrangers sur la marche des Autrichiens et sur l'emprunt fait par les frères du roi pour sauver le royaume, 189. — Sur la motion de Lamourette, les membres de l'assemblée réunis, vouent à une exécution commune les systèmes de république et des deux chambres, et s'embrassent; le roi vient applaudir à cette réunion, 190. — Immenses préparatifs de la cour de Vienne, 192. — Extrait d'une opinion de Condorcet sur les moyens de sauver la patrie, 193. — Compte général de tous les ministres sur la situation intérieure et extérieure; ils déclarent qu'ils ne peuvent répondre du salut de l'Etat, et qu'ils donnent leur démission; la patrie est déclarée en danger, 194. — Sur les intérêts de la Prusse relativement à la Pologne et à la France, 196. — Persécutions à Mayence contre les partisans de cette dernière, 198. — Neutralité de Genève, Porentru et Neuchâtel, 199. — Transmission d'une note du ministre Danois concernant le plan d'un congrès armé pour changer le gouvernement français, 200 et 201. — Marche accélérée des Autrichiens vers les frontières, *ibid.* — Note pour engager l'Angleterre à ne point prendre part à la coalition; protestations de Grenville à ce sujet, 202. — Extensions que reçoit celle formée à Pilnitz, 204. — Observations sur le mauvais état des frontières et les dangers publics, 206. — Mémoire des généraux sur la défense des frontières du Rhin, 208. — Rapport textuel de Montesquiou sur les moyens de défense contre le roi de Sardaigne, 209. — Dénonciation contre le mauvais état de la frontière du Nord, *ibid.* — Adresse de l'assemblée au roi sur les moyens de rappeler la confiance de la nation, 210. — Le ministre français à Mayence engagé d'en sortir et pourquoi, 213. — Plan d'un congrès dans cette ville où serait appelé le roi de France, 214. — Manifeste de Brunswick contre cet état, 216. — Motifs de la conduite de la Prusse, 217. — Lettre de Bigot-Sainte-Croix sur les relations avec la Russie, *ibid.* — Conférences à Mayence, et projet y formé de rétablir l'ancien régime, 218. — Le roi transmet le manifeste de Brunswick, et proteste de son zèle à défendre l'Etat et la constitution; il est accusé par Pétion, au nom de la commune de Paris, de ne les défendre qu'en paroles; proposition en conséquence de sa déchéance,

218. — Transmission de l'accession de Cologne et Wurtemberg à la coalition, *ibid.* — Réflexions sur le projet des étrangers d'asservir le royaume, 219. — Le Portugal proscrit les Francs-Maçons comme cause de la révolution française, 220. — Autre déclaration de Brunswick, relative à la sûreté du roi et de sa famille, 221. — Motion de Choudieu contre l'impuissance où est l'assemblée de sauver la patrie; Rœderer lui annonce le projet d'une insurrection générale si elle ne prononce pas la déchéance; compte rendu par Pétion des dispositions des esprits et des mesures prises relativement au même objet, 224. — Journée du dix août; retraite du roi dans l'assemblée; adresse aux français annonçant que les événements, ne sont que l'effet de la lassitude du peuple; décret pour la convocation d'une convention nationale, la suspension du roi et sa translation au Luxembourg; renouvellement du ministère, 225. (*Voyez* LOUIS XVI.) — Précis du manifeste de Brunswick, 226. — Décret pour le renversement des statues royales, et l'érection à leur place de la statues de la liberté, 226. — Autre pour confier la garde du roi à la commune, 227. — Exposition par Condorcet à la France et à l'Europe de la conduite de l'assemblée depuis le dix août, 228 et 229. — Lettre trouvée sur un suisse annonçant l'entrée pour le 15 août de l'ennemi sur le territoire français, 230. — Détails sur les pièces trouvées au château prouvant la trahison du roi et ses intrigues avec les émigrés, *ibid.* — Décret sur les fonctions du conseil exécutif provisoire, *ibid.* — Autres pièces relatives à la conspiration de la cour et au succès qu'elle attend de la déclaration de guerre, 232 et 233. — Adresse aux français sur ces pièces et la suspension du roi, 234. — Lettre d'un émigré annonçant l'espoir de l'entrée des ennemis en France, 238. — L'Angleterre déclare ne vouloir point se mêler des affaires de l'intérieur, 239. — Titre de citoyen français déferé par décret aux philosophes étrangers qui ont servi la cause de la liberté, *ibid.* et 241. — Intrigues dénoncées pour empêcher le rassemblement de la convention à Paris; serment des députés de ne point se séparer qu'elle n'y soit installée, 241. — Débats sur la proposition de former un corps de *tyrannicides* destiné à atta-

quier personnellement les rois en guerre avec la France, *ibid.* — Dévastations de l'ennemi dans les campagnes, 244. — Plan de la coalition, 245. — Pièces prouvant l'envoi fait par le roi de fonds aux émigrés, 246. — La Hollande cesse de communiquer avec le ministre français, 247. — Servan propose une adresse aux départemens pour les désabuser sur les projets prétendus de mettre le duc d'York sur le trône, ou même d'y rétablir Louis XVI, 249. — Détails sur les tentatives des conspirateurs qui ont amené le 2 septembre, 250. — Adresse contenant le vœu de l'assemblée législative pour l'abolition de toute royauté en France, *ibid.* et 251. — Mesures pour arrêter les progrès de l'ennemi, 252. — Dispositions énergiques du peuple, annoncées par Billaud-Varennes, 253. — Décret pour la libre circulation dans l'intérieur jusqu'à 10 lieues des frontières, *ibid.* — Lettre de Roland sur les trahisons de la cour, 254. — Annonce de la guerre prochaine de l'Empire, 260 et 261. — La Souabe prohibe l'importation de ses marchandises en France, 262. — Projet des princes d'exciter une insurrection pour faire massacrer la famille royale, *ibid.* — Le Dannemarck suspend ses communications, 263. — L'Assemblée législative termine ses séances; la convention nationale se constitue, 266. — Premier décret qui déclare la nécessité de la sanction du peuple pour l'établissement d'une constitution, et met les personnes et les propriétés sous la sauve-garde de la loi, *ibid.* — Autre sur la proposition de Collot, portant abolition de la royauté en France, *ibid.* — Compte rendu par Roland sur les différentes parties du département de l'intérieur, 268 et 269. — Souscription en Angleterre pour fournir des armes à la France, 269. — Mouvements inquiétans de troupes en Espagne; jubilé à Livourne contre la révolution, *ibid.* — Rapport de Monge sur la marine, *ibid.* — Accusations de projets de dictature contre Robespierre, repoussées par la dénonciation d'un plan de république fédérative; proposition de déclarer l'unité et l'indivisibilité de la France, 270. — Suite des débats; divisions entre les membres de l'assemblée; décret de l'unité de la république française, 271. — Ouvertures de négociations entre elle et le roi de Prusse, et ré-

ponse du pouvoir exécutif, *ibid.* — Tableau, par Lebrun, de sa situation politique, 272. — Neutralité de la Toscane, 274. — Annonce par la commune de pièces établissant les distributions d'argent faites par la cour, 276. — Neutralité de Venise, 277. — Prohibition, en Espagne, des papiers relatifs à la révolution, 278. — Annonce d'une invasion prochaine de la part de cette puissance, *ibid.* — Notification au conseil de Genève contre la demande, faite par lui, de troupes suisses; les cantons de Berne et d'Uri réclament l'évacuation du territoire de Bâle par les troupes françaises; rejet de cette demande, *ibid.* et 279. — Ravages des Prussiens sur le territoire qu'ils évacuent, 280. — Décret du brisement des sceaux; de la couronne et du sceptre royal, 281. — Adresse d'un Anglais aux Jacobins, sur l'établissement du gouvernement républicain, 282. — Adresse aux Treize-Cantons, présentée par Mailhe, 284. — Plan de partage de la France attribué aux frères de Louis, 285. — Satisfaction demandée aux Genevois sur les magistrats qui ont appelé le secours des Suisses contre les Français, *ibid.* — Lettre de Condorcet sur l'intérêt de la Suisse à soutenir la liberté française, 286. — La Pologne cesse de reconnaître le ministre de France, 287. — Lettre sur l'affaire précédente de Genève, *ibid.* — Autre, de Berlin, contre l'expédition du roi, et sur la trahison qui lui a livré Longwi et Verdun, *ibid.* (*Voy. PRUSSE.*) — Bonne disposition des peuples à l'approche des Français, 288. — Intrigues de Cobentzel en Hollande, contre la république, 289. — Tableau de ses douanes comparées à celles d'Amérique, *ibid.* — Débats sur la proposition de soumettre au peuple l'abolition prononcée de la royauté, et l'établissement de la république; question préalable, attendu la décision de fait de ces principes, 291. — Punition, à Gênes, d'une insulte faite au pavillon français par des Vénitiens, *ibid.* — Lettre de Serra en faveur de la révolution, et de l'union de Gênes à la France, *ibid.* — Projets de l'Allemagne après l'invasion de celle-ci, 292. — Négociation avec Genève, *ibid.* — Célébration, à Philadelphie, de l'anniversaire de la révolution, 293. — Résolution des Savoisiens de se réunir à la république, *ibid.* — Projet d'une

légion américaine pour venir la défendre, 296. — Lettre sur la retraite du roi de Prusse, et l'invasion préparée par celui d'Espagne, 297. — Lettre rassurante de Bourgoing sur cet objet, 298. — La Bavière ne reconnaît plus l'agent français, 299. — Projet de Lasource, tendant à défendre aux généraux de prendre possession, au nom de la nation, des pays conquis, mais plutôt à les déclarer affranchis et maîtres de se constituer, *ibid.* — La Russie empêche la reconnaissance de l'ambassadeur français en Pologne, et rappelle le sien de Paris, 300. — Proposition de célébrer, par une fête, l'évacuation du territoire par l'ennemi; détails y relatifs, 301. — Lettre au roi de Sardaigne, relativement à sa situation, par rapport à la France; écrit sur la question de la réunion de la Savoie, 303. — Autre sur une nouvelle alliance avec les Etats Unis, 304. — Le comté de Nice demande sa réunion, *ibid.* — Lettre au pape sur les affaires de France, 305. — Conspiration pour le changement du gouvernement, attribuée par Louvet à Robespierre, *ibid.* — Perfidie de la cour de Naples, sous l'apparence de la neutralité, 306. — Barbaroux nie l'existence d'un parti qui veuille fédéraliser la France, et reproche au parti contraire de n'avoir point pris part à la conspiration de Charenton contre la cour, dont il veut retirer les fruits en arrivant à la dictature, *ibid.* — Vœu de réunion par la convention du peuple savoisien, 307. — Préparatifs pour l'invasion de la Belgique, 308. (*Voy. BELGIQUE.*) — Vœu des Mayençais pour leur réunion, 309. — Rapport et débats sur les troubles intérieurs, causés par le défaut de circulation des subsistances, *ibid.* — Prohibition, par l'empereur, des journaux français, 310. — Nouvelle adresse pour la réunion de Nice, *ibid.* — Robespierre repousse les projets de dictature qui lui ont été précédemment attribués, 311. — Réflexions sur la guerre, faite par l'Europe aux Français, 312. — Rapport de Valazé sur toutes les trahisons du ci-devant roi, *ibid.* — Adresses des sociétés anglaises, en faveur des succès de la France, 313. — Rapport de Mailhe, proposant de faire juger Louis en dernier ressort par la convention, 314. — Lettre prophétique du maréchal de Castries, sur les dissensions qui agitent les membres influens

de cette assemblée, 315. — Proc'amation du conseil exécutif, déclarant que les armées françaises ne poseront les armes qu'après avoir chassé l'ennemi au-delà du Rhin, 317. — Une adresse anglaise félicite la république de ses triomphes, *ibid.* — Bruits en Allemagne d'une paix séparée de la Prusse avec elle; citation d'une prédiction de la révolution, faite il y a quatre-vingt ans, 318. — La Souabe requise d'entrer dans la coalition, 322. — Articles du partage de la France, stipulé à Pavie, 323. — Décret portant qu'elle accorde secours et fraternité à tous les peuples qui voudront recouvrer leur liberté, 325. — Rapport sur la conduite de Genève, et décret pour la sommer de faire retirer les troupes suisses de son territoire, 327. — Découverte des papiers de l'armoire de fer, *ibid.* — Députation solennelle des Savoisiens demandant leur réunion, 328. — Adresse des Amis de la liberté de Londres, en faveur de la paix entre les deux gouvernemens, *ibid.* — Rapport et décret pour l'incorporation de la Savoie à la république, 333 et 334. — Vains efforts des coalisés contre la France auprès du Dannemarck, 334. — Adresse et don patriotique de la société de Londres, *ibid.* — Rapport de Roland sur les agitations pour cause de subsistances; il y voit un complot en faveur de Louis, 335. — Communication d'une adresse de Rochester, contre le ministère britannique; qu'elle propose de forcer à reconnaître la souveraineté du peuple français, *ibid.* — Article de Pétion sur la rétrogradation des idées sous les rapports libéraux et politiques, et contre la domination de la médiocrité, 336. — Débats sur l'état des subsistances et leur circulation, *ibid.* — Vœux des citoyens de Belfast pour la prospérité de la république, *ibid.* — Etablissement d'un camp français à Mertzig, 337. — Débats et détails sur les émeutes de l'intérieur, et leurs causes, *ibid.* — Rapport sur les pièces de l'armoire de fer; inculpations qui en résultent contre divers députés, 339. — Décret portant que Louis sera jugé par la convention, 341. — Autre sur la proposition de Buzot, prononçant peine de mort contre quiconque tenterait de rétablir en France le pouvoir d'un seul, sous quelque dénomination que ce soit, *ibid.* — Suite de la conspiration de la cour,

établie par les pièces de l'armoire de fer, *ibid.* — Lettre de J. Barlow sur les vices de la constitution de 1791, *ibid.* — Adoption d'un projet sur le mode de juger Louis, 343. — Le conseil exécutif protège la liberté de Porentru, 344. — D'Orléans dément les projets de royauté qui lui sont imputés, 346. — Lecture de l'acte énonciatif des crimes dont Louis Capet est accusé, 348. — Intention des Liégeois de former un 85.^{me} département de la République, 350. — Décret, sur le rapport de Cambon, pour la réunion des pays conquis, 352 et 353. — Demande, par le duc de Deux-Ponts, d'indemnités pour ses propriétés ravagées; débats et décret rapportant tous ceux relatifs aux indemnités des princes allemands possessionnés en France, *ibid.* — Buzot élève la question d'en bannir les Bourbons après le jugement de Louis, *ibid.* — Intrigues pour retenir le roi de Prusse dans la coalition, 356. — Rapport de Lebrun sur la conduite politique du gouvernement anglais depuis le 10 août, *ibid.* — Inquiétudes à Gènes par l'arrivée de la flotte française, 357. — Le Dannemarck refuse de fournir des troupes contre la république, 358. — Bruits sur l'élévation d'un dictateur, *ibid.* — Adresse de la convention aux Etats-Unis, *ibid.* — Débats en Angleterre sur la guerre contre la France, 360 et 361. — Lettre de Roland sur le tableau de la situation commerciale, intérieure et extérieure, 361. — Suite des débats du parlement anglais; la France accusée de viser à la république universelle, 362 et 363. — Précis de la défense de Louis, *ibid.* — Pièces sur la neutralité de l'Espagne, et son intercession en faveur de ce prince, 365. — Déclamation de Burck contre le peuple Français, 366. — AN 1.^{er} 1795. Suite des débats du parlement sur la guerre et les affaires de France, 1 et 2. — Secours demandés à cette puissance par la Pologne, *ibid.* — Note diplomatique au gouvernement anglais, sur la conduite qu'il veut tenir; bill du parlement contre la circulation des assignats français, 3. — Rapport à la convention sur l'imminence des hostilités avec l'Angleterre, *ibid.* — Présentation d'un ministre génois, 4. — Compte de l'expédition contre Naples, 8, 9 et 10. — Bruges se félicite de la

réunion de la Belgique à la France, 10. — Article concernant la créance de la France sur les Etats-Unis, 11. — Le gouvernement anglais refuse de reconnaître Chauvelin pour ministre de la république; motifs de ce refus; réponse du conseil exécutif, 14. — Conditions d'une pacification avec la coalition, tirées d'un papier anglais, 15. — Rapport de Brissot sur les dispositions du gouvernement Britannique, *ibid.* — Décret d'armement maritime, d'après ceux faits en Angleterre, 16. — Vote de réunion du comté de Nice, 18. — Intervention de l'Espagne, lors de la condamnation de Louis; ordre du jour, 21. — Préparatifs hostiles de l'Espagne, 24. — Expédition contre la Sardaigne, 27. — Adresse au peuple français relativement à l'assassinat de Michel Lepeletier, 29. — Rapport de Sallicetti sur l'intérêt de la France à conserver la Corse, *ibid.* — Sur la nouvelle du deuil de Louis pris à Londres, et de l'expulsion de Chauvelin, la conseil exécutif est chargé de veiller à la sûreté de l'état, 31. — Préparatifs hostiles de l'Angleterre, 32. — Décret de la réunion du comté de Nice, *ibid.* — Rapport de Brissot sur la conduite du gouvernement anglais et de celui de Hollande; il leur fait déclarer la guerre, 33 et 34. — Adresse à ce sujet au peuple anglais, 34. — Situation générale des finances par Cambon, *ibid.* et 35. — Traités entre Vienne et Londres contre la France, 35. — Décret ordonnant vengeance de l'assassinat de Basseville à Rome, *ibid.* — Note du ministre anglais en Hollande contre la révolution française, 37. — Remerciements des Rauraciens délivrés de leur joug; adresse de patriotes bataves offrant à la France des moyens contre le stathouder, 38. — Le grand-duc reconnaît l'envoyé de la république, 39. — Débats au parlement anglais sur la guerre, 41. — Message du roi y relatif, 43. — Protestations de plusieurs membres contre cette mesure, 44 et 57. — Suite des débats, 45, 52, 55, 56 et 60. — Menées des prêtres belges contre la France, 46. — Rapport sur la réunion de Monaco, 48. — Plan d'une nouvelle constitution par Condorcet, 49. — Embargo en Angleterre sur les vaisseaux français, 53. — Lettre de Gorani sur cette guerre, *ibid.* — Venise conserve sa neutralité et

reçoit le ministre de France, 55 et 57. — Proclamation sur la guerre, 56. — Gand demande et obtient sa réunion, 62 et 64. — Celle du Hainaut, des pays de Salm, Stavelot, Lognes et Franchimont est prononcée, 63. — Décret pour proclamer la liberté de la Hollande en entrant sur son territoire, *ibid.* et 64. — Réunion de Bruges et de Florennes, *ibid.* — Embargo mis sur les vaisseaux des villes anseatiques, d'après l'expulsion de l'envoyé français par le sénat de Hambourg, *ibid.* — Les moines d'Espagne proposent de servir contre la France, 66. — Zurich reçoit son ambassadeur, *ibid.* — Le Tournaisis lui est réuni, 67. — Rapport sur les hostilités de l'Espagne et déclaration de guerre à cette puissance, *ibid.* — Sur les moyens de consolider les réunions de la Belgique, 68. — Efforts de l'empereur pour nationaliser la guerre, 69. — Armemens maritimes de la république, 74. — Porentru demande sa réunion, *ibid.* — Sur les dangers de la convention dans la journée du 10 mars, 78. — Ouvrage intitulé : *Plan d'éducation pour le peuple français*, 81. — Répartition des armées de terre de la république ; état de ses forces de mer, 82. — Rapport et décret sur la police des étrangers, *ibid.* — Autre pour le désarmement des suspects ; rapport sur les troubles de l'intérieur, 86. — Lebrun annonce qu'ils s'apaisent, 88. — Décret pour la suspension de tout paiement en faveur de la tribu des Maures-Bakmas dont le chef a outragé plusieurs négocians français, 90. — Rapport satisfaisant sur les départemens agités, 91. — Demande et décret de la réunion de Mayence, *ibid.* — Déclaration des projets de Dumourier pour rétablir la royauté de 1791 ; pièces à l'appui ; serment prêté par l'assemblée de poignarder quiconque tenterait de se faire roi ou dictateur, 92 et 93. — Détails sur les départemens en rebellion, 94 et 95. — Lettres de Dumourier, contenant ses projets d'une nouvelle révolution ; il retient les commissaires de la convention en otage, et annonce qu'il va marcher sur Paris pour rétablir l'ordre de 1791, 95. (*Voyez DUMOURIER.*) — Création d'un comité de salut public pour prendre les moyens de défense extérieure et intérieure, 99. — Délibération sur l'adhésion de l'Empire à la guerre contre la France,

100. — La Hollande joint contre elle ses efforts à ceux de l'Angleterre, 102. — Communication du manifeste de Cobourg aux Français, leur annonçant sa réunion à Dumourier pour rétablir un roi constitutionnel, 104. — Succès de la France célébrés en Amérique, 106. — Armemens sur les côtes à l'apparition d'une escadre anglaise dans la Manche, 108. — Voyages en France d'Arthur Young, *ibid.* — L'Empire rompt sa neutralité, 116. — Lettre de Lebrun, promettant aux Belges et Liégeois la protection du gouvernement, 117. — Décret qui leur accorde des secours, 118. — Vœu de l'île Saint-Pierre, en Sardaigne, pour sa réunion à la France, 120. — Nouvelle adresse de Dumourier au peuple, énonçant que son unique dessein était de lui rendre la royauté constitutionnelle, 121. — Incursion sur le territoire par des bandits espagnols et des émigrés, 122. — Motifs de la déclaration de guerre par l'Espagne, 124. — Décret portant que la république indemniserait ses alliés des dépenses qu'ils feront pour la secourir, 126. — Bruit d'une rupture avec la Toscane, démenti par son envoyé, 127. — Réunion du pays de Liège, 130. — Sur l'importance d'un acte de navigation pour le commerce, 132. — Premier article de la constitution, déclarant l'unité et l'indivisibilité de la république, 133. — L'Espagne lui interdit son commerce, 134. — Somme avancée par un belge pour lui faire la guerre, 142. — Neutralité de la Suède signifiée à *Monsieur*, 143. — Suite de la discussion sur la constitution, 145, 149 et 151. — Adresse aux départemens agités pour les prémunir contre les prêtres et les royalistes, 151. — Proclamation aux Français sur le 31 mai, 154. — Texte du rapport de Barrère sur cette journée, 160. — Intrigues russes à Constantinople contre la France, 161. — Préparatifs en Angleterre d'un débarquement d'émigrés sur ses côtes, 162. — Texte du rapport d'Hérault sur la constitution, 164. — Adoption de ses dispositions, *ibid.* et *suiv. jusqu'à* 178. (*Voy. CONSTITUTION.*) — Choix diplomatiques, 167. — Ukase de l'empereur de Russie, prohibitif de l'importation des marchandises de France, 168. — Traité conclu avec la régence d'Alger, 169. — Décret de peine de mort contre les espions dans les places fortes et les armées, *ibid.* — Fêtes aux États.

Unis à l'occasion des succès des armées françaises, 170. — La Toscane renouvelle l'assurance de sa neutralité, *ibid.* — Décret de ratification impériale, relatif à la guerre avec la France, 172. — Ruhl annonce qu'il n'a été trouvé dans les papiers de d'Orléans rien qui prouve qu'il ait tenté de monter sur le trône, 174. — Embargo mis sur tous les vaisseaux de commerce, 176. — Adresse de la convention nationale aux Français sur les événemens du 31 mai, 181. (*Voy. TRENTE-UN MAI.*) — Son décret pour l'acceptation de la constitution, *ibid.* — Autre pour donner des secours aux départemens qui réclament des subsistances, *ibid.* — Etat des armées qui combattent les rebelles, 182. — Annonce que le territoire est évacué par les Espagnols, *ibid.* — Décret sur les travaux à faire sur les côtes; instruction sur le mode d'acceptation de la constitution, 183. — Exception en faveur des Etats-Unis de la loi contre les bâtimens neutres chargés pour les ports ennemis, *ibid.* — Texte du rapport de Barrère sur la présentation de la constitution au peuple, 184. — Rupture de toutes communications par la Russie jusqu'au rétablissement de la royauté, 185. — La Prusse défend à Hambourg l'importation de toute marchandise pour France, 186. — Manifeste espagnol aux Français, *ibid.* — Acceptations de la constitution, *ibid.*, 187, 190, 192, 204, 208 et 216. — Pièce où le roi de Prusse qualifie la France *République Française*, 192. — Rapport de Cambon sur l'état de la république depuis l'installation du comité de salut public, sur les rapports entre l'étranger et les conspirateurs de l'intérieur; indices d'un complot pour extraire le jeune Capet du Temple, 194. — Rapport, et décret de la fédération du 10 août, 196 et 211. — Autre sur la conduite perfide du gouvernement anglais dénoncée à tous les peuples, 214. — Autre qui déclare traître à la patrie tout Français qui placerait des fonds chez les ennemis de la république, 217. — Déclaration de l'Angleterre au Danemarck au sujet des navires chargés pour la France, 221. — Présentation à la convention des commissaires de toutes les assemblées primaires, *ibid.* — Rapport de Gossuin sur les procès-verbaux de l'acceptation de la constitution; discours prononcés pour la pu-

blication de cette acceptation, 224. — Détails sur cette cérémonie, 225. — Rapport de Barrère sur la situation de la république, 226 et 229. — Décret qui charge les envoyés des assemblées primaires de réchauffer l'esprit public dans tous les départemens, 227. — Bruit du renvoi des ministres de France par les cours de Naples et Florence, 229. — Mesures proposées par les envoyés des assemblées primaires; décret à la suite portant que le peuple français est levé tout entier pour sa défense, *ibid.* — Forces de la république dans l'Océan, 231. — Moyens proposés pour effectuer la levée en masse du peuple, 234. — Mauvaises dispositions des cantons catholiques envers la France, 241. — Décret qui la déclare en révolution jusqu'à ce que son indépendance soit reconnue, 242. — Son ministre arrêté à Dantzick, 243. — Défense de la Russie à la Suède de rien transporter dans ses ports, 248. — Rapport sur la création d'une armée révolutionnaire et les moyens de placer la terreur à l'ordre du jour, 251. — Loi pour l'arrestation des étrangers dont les gouvernemens sont en guerre avec la république, *ibid.* — Discours d'Hassenfratz, aux Jacobins, sur ses rapports commerciaux avec l'étranger, 261. — AN II. 1793. Décret qui substitue le bonnet de la liberté aux fleurs-de-lys, 265. — Rapport de Barrère sur son acte de navigation, 266. — Il est adopté, 267. — Fêtes célébrées à Philadelphie en l'honneur de sa révolution, 271 et 69. — Réflexions sur les plans de la coalition formée contre elle par les puissances étrangères, 277. — Arme-mens de la cour de Naples à cet effet, 280. — Abolition du calendrier grégorien, et substitution d'une nouvelle ère, *ibid.*, 18, 38, 87 et 88. — Réponse du ministère danois à l'ambassadeur russe sur les navires qui lui sont destinés, 17 et 21. — Mémoire impérieux de l'envoyé anglais à Florence, pour qu'il y soit pris des mesures contre elle; ordre de même nature adressé par Pitt à la cour de Naples, 18. — Articles des journaux anglais sur sa position, 19. — Décret portant que son gouvernement est révolutionnaire jusqu'à la paix, 23. — Procès de sa ci-devant reine, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 32, 33, 34 et 35. — Elle est condamnée à mort et exécutée, 36. — Ad-

mission, par le grand-seigneur, de son ministre Descorches, 40. — Nouvelles instances de l'envoyé anglais auprès du grand-duc de Toscane pour le faire entrer dans la coalition; il en obtient le renvoi de l'agent français, *ibid.* — Réponse de la régence de Hanovre aux Hambourgeois sur leur conduite envers la France, 43. — Proclamation du roi d'Angleterre à ses habitans, 57. — Rapport de Robespierre sur sa situation politique, 60. — Autre de Barrère sur le même sujet, 67. — Réflexions du *Morning-Chronicle* sur la proclamation de Georges III, 69. — Adhésion de la cour de Florence à la coalition, 75. — Réponse de Robespierre aux manifestes des rois ligués contre elle, 77. — Rapport de Billaud-Varennes, et décret qui organise son gouvernement révolutionnaire, 79. — Nouvelle coalition des ministres étrangers, résidans à Constantinople, contre sa liberté, 90. — Décret qui déclare le gouvernement anglais seul coupable du massacre de l'équipage de la *Modeste*, 94. — Efforts des coalisés pour armer la Suisse contre elle, 99. — AN II. 1794. Note virulente du ministre anglais pour les y engager, 103. — Mauvais effet qu'elle produit; il quitte Berne, 104. — Fermeté du gouvernement danois, et résistance apportée par lui aux efforts tentés pour lui faire déclarer la guerre à la France, 107. — Bavardage des gazettes allemandes sur les espérances de la coalition, *ibid.* et 109. — Expulsion de son ministre dans les Etats-Unis; détails à ce sujet, 112. — Insulte faite au polonais Mofowski, à l'occasion de son attachement à ses principes, 115. — Défense faite en Suède d'y rien imprimer qui y soit relatif, 124. — Bonnes dispositions du grand-seigneur envers elle; lettre curieuse à cet égard, 129. — Dénonciation de projets tendans à détruire sa marine; accusations dirigées contre l'Angleterre à cette occasion, *ibid.* — Déclaration des habitans de Frédéricksbourg en sa faveur, 136. — Discours de Robespierre sur les principes de sa morale publique, 139. — Sortie violente du roi d'Angleterre contre sa révolution; débats dans le parlement sur la question de savoir si on doit traiter de la paix avec elle, 140, 141, 145, 144, 145 et 166. — Prohibition, à Vienne, de tous les papiers qui en font mention, 146. — Réponse des cantons suisses à la note violente du ministre au-

glais contre la France, 152. — Plan de campagne présenté contre elle par le général Mack, 170. — Discours de Robespierre sur sa situation intérieure, à l'occasion de la conspiration d'Hébert, 185. — Défense faite en Russie de communiquer avec elle en aucune manière, 186 et 188. — Débats au parlement d'Angleterre sur les résultats de la coalition formée contre elle, 188, 241 et 245. — Et sur les moyens d'y exciter des insurrections, 205 et 224. — Loi sur sa police générale intérieure, 209. — Rapport de Billaud-Varennes sur la nécessité de fixer enfin la base de son système politique, 212. — Discours et projet de Robespierre sur les fêtes nationales, 229. — Autre de Barrère sur les moyens d'en extirper la mendicité, 234. — Nouveau discours de Robespierre sur les crimes des rois armés contre la France, 250. — Autres débats au parlement anglais sur l'injuste guerre qu'on lui a intentée, 274, 277, 278 et 292. — Journée du 9 thermidor, 311 et *suiv.* (Voyez NEUF-THERMIDOR, ROBESPIERRE, PARIS, etc.) — AN III. Instruction donnée aux croiseurs anglais destinés contre elle, 25. — Article sur sa diplomatie et son économie politique, par Echassériaux l'aîné, 49, 94, 96 et 97. — On propose aux états de Frise de s'allier avec elle, 55. — Discussion sur sa forme de gouvernement, 56. — Du despotisme de ses anciens ministres, par Billaud-Varennes, 61. — Son crédit près la cour Ottomane, 74. — Etat de ses monumens d'arts, 87. (Voyez SCIENCES et ARTS.) — Situation critique de la cour d'Espagne, causée par son opiniâtreté à lui faire la guerre, 92. — Vœu de la majorité des Electeurs pour la conclusion de la paix avec elle, 103, 113 et 116. — Envoi d'ambassadeurs hollandais pour traiter du même objet, 114. — Arrivée à Bâle des envoyés prussiens pour une négociation de même nature, 115. — Dispositions de la république de Venise de traiter également de la paix avec la France, 122. — Discours de Boissy-d'Anglas sur les principes de son nouveau gouvernement, 124, 125 et 126. — Reprise des débats dans le parlement d'Angleterre sur la guerre qu'on lui a faite, 127, 129 et 130. — Efforts des émigrés pour engager les puissances à la lui continuer, 128. — Conjectures tirées du voyage du comte de

Carletti,

Carletti, qui y est envoyé par la Toscane, 151. — Autre discours de Boissay-d'Anglas sur ses relations extérieures et la manière dont elle devra traiter avec ses ennemis, 133. — Motion de lord Stanhope, tendante à ce que l'Angleterre déclare qu'elle ne se mêlera point de ses affaires intérieures, 137. — Rapport de Vernier sur les progrès de la liquidation de sa dette nationale, 150. — Situation des puissances barbaresques à son égard, 175. — Le grand-seigneur offre sa médiation aux rois ligüés contre elle, 177. — Tableau de sa situation, par Barrère, au moment de la création du comité de salut public, 188. — Edit de la cour de Toscane sur l'acte de neutralité qu'elle a conclu avec elle, 190. — Événement du 12 germinal, 194 *et suiv.* — Discours de Pelet, de la Lozère, sur sa situation intérieure et extérieure, 201 et 202. — Mouvements des émigrés pour tenter une descente sur ses côtes, 204. — Elle fait la paix avec la Prusse, *ibid.* 207 et 224. — Et avec la Hollande, 249. — Rapport de Johannot sur les moyens de restaurer ses finances, 209, 216, 217 et 218. — Vues politiques de Thibaudeau sur son administration intérieure, et mesures proposées par lui à ce sujet, 220 et 221. — Discours de Chénier sur sa situation critique, 225 et 226. — Rapport de Daunou tendant à donner plus d'intensité à son gouvernement, 229. — Révolte du premier prairial et jours suivans, et mesures y relatives, 244 *et suiv.* — Déclaration du roi de Prusse sur son traité de paix avec la France, 248, 249 et 250. — Autre des ministres d'Autriche et de Bohême sur les négociations entamées avec elle, 249. — Article de Ducher sur ses nouvelles limites, 268. — Rapport et projet de Rewbell sur ses finances; discussion des moyens propres à les restaurer, 272, 275 et 276. — Accession de la Suède à son traité avec la Prusse, 278. — Débats sur sa situation politique, *ibid.* — Rapport de Boissay-d'Anglas sur sa nouvelle constitution, 278 et 281 *jusqu'à* 285. — Brochure de Lenoir-Laroche sur l'esprit de celle qui lui convient, 287. — Discussion de cet acte, 283 *et suiv. jusqu'à* 335. — Nomination d'un ministre espagnol pour entamer des négociations avec elle, 305. — Observations sur la question s'il lui serait

Table alphabétique.

avantageux d'étendre ses frontières jusqu'au Rhin, 326. — Elle traite avec le roi d'Espagne, 344. — Et avec le landgrave de Hesse-Cassel, 349. — AN IV. Détails publiés sur le projet d'une seconde expédition des Anglais contre ses côtes, 1. — Rapport sur le concours des prix proposés relativement à la question de savoir s'il est de son intérêt de reculer ses limites jusqu'au Rhin, *ibid.* — Articles additionnels à la loi en faveur des agriculteurs qui avaient été forcés d'en sortir, *ibid.* — Proclamation de la constitution de l'an 3 acceptée par elle, 4. — Publication à Madrid de sa paix avec l'Espagne, 6. — Annonce officielle de cette nouvelle à Londres, 9. — Notice d'un ouvrage intitulé : *Coup-d'œil sur la révolution française*, et désavoué par le général Montesquiou, auquel il était attribué, 10. — Bruits de paix entre elle et les cours de Naples et de Sardaigne, 12. — Détails sur diverses conférences des généraux français, prussiens et espagnols, relativement à la paix, immédiatement après la prise de Longwi, *ibid.* — Discussion et décret sur la réunion de la Belgique et du pays de Liège à ce territoire, *ibid.*, 13, 14 et 15. — Journée du 13 vendémiaire, 15 *et suiv.* (*Voyez TREIZE VENDÉMAIRE et PARIS*). — Boissay-d'Anglas dément un écrit qui lui est attribué sur ses limites futures, 19. — Décret impérial de la diète de Ratisbonne, relatif à la paix de la république avec le landgrave de Hesse-Cassel, 31. — Motion de Louchet sur sa situation et sur les grandes mesures, qui restent à prendre pour terminer promptement et heureusement la révolution, *ibid.* et 32. — Réflexions de Trouvé sur la création d'une commission de cinq membres chargés de sauver la patrie, 33. — Amnistie des délits relatifs à la révolution, 44. — Clôture de la session de la convention nationale; installation du corps législatif, du directoire et des ministres, *ibid.* et 45. — Réflexions de Lenoir-Laroche sur l'esprit qui doit diriger son nouveau gouvernement, 50. — Analyse d'un mémoire d'Arnould sur son retour au système monétaire métallique, *ibid.* — Réflexions politiques et diplomatiques de Ducher sur les conditions de paix, 52. — M. Shéridan accuse les ministres anglais de ne lui faire la guerre que pour rétablir le des-

potisme des Bourbons , 53. — Sir Jenkinson dit qu'ils ne pourront conclure la paix d'une manière solide, que lorsqu'ils verront marcher son gouvernement, 54. — Mémoire de Pankoucke, sur les moyens de liquider sur le champ la dette nationale, 55. — Discours de Fox contre la continuation de la guerre; et pour l'ouverture de négociations, 56. — Réponse de Pitt, et réflexions sur l'état actuel de la république, 59. — Démentis de bruits fâcheux sur la situation des armées, 60. — Déclaration relative à sa prétendue négociation avec plusieurs puissances, sans l'intervention de la Hollande, 61. — Article sur l'inutilité de la création d'une place d'historiographe de la république, 63. — Autre sur les bruits répandus de l'existence d'un parti qui veut y rétablir la constitution de 1793 et le *maximum*, et sur la cause des agitations sourdes et des mouvements qui se manifestent, 71. — Notice d'un ouvrage où l'on démontre combien la coalition des puissances européennes contre elle, est contraire à leurs intérêts, 72. — Injonction au comte Carletti de quitter son territoire; pièces et réflexions à ce sujet, 80. — Pièces officielles de la négociation ouverte par le roi de Danemarck pour un armistice entre la France et l'Empire, et l'établissement d'un congrès; le ministre français Grouvelle, refuse ces propositions par ordre du comité de salut public, 95. — L'émission de ses assignats est fixée à 40 milliards, et son mobilier national est mis à la disposition du directoire, 97 et 98. — Lettre du directoire sur la vigueur avec laquelle la guerre doit être continuée, pour obtenir une paix glorieuse, 103. — Message du roi d'Angleterre, et discussion au parlement sur les dispositions de sa majesté britannique à négocier avec le nouveau gouvernement de France, 108 à 112. — Détails de l'échange de la fille de Louis XVI contre les députés et autres Français prisonniers en Autriche, 113. (Voyez BACHER, CAMUS, DROUET, etc.) — Les victoires des Français mettent toute l'Italie en alarmes, 116. — Réflexions de Lenoir-Laroche sur l'esprit public et les mesures du gouvernement, 118 et 133. — Armistice entre les armées françaises et autrichiennes, 123. — Intention manifestée par le gouvernement français de faire respecter en

Hollande le vœu de la majorité des provinces, 132. — Article d'Eschassérieux Faïné, sur les intérêts de la république et de toutes les puissances de l'Europe, 138, 139 et 140. Notice d'un discours de J. J. Derché, pour le reculement des limites de la République jusqu'au Rhin, 143. — Article de Lenoir-Laroche, intitulé : *Considérations sur la la paix et sur le système de renonciation aux pays réunis*, 146. — Réflexions du *Morning-Chronicle* à l'avantage des finances de la France, et sur la détermination manifestée par les Français de prendre le Rhin pour barrière, 147. — Rejet au parlement d'Angleterre d'une motion de M. Grey pour engager le roi à entrer en négociation avec la France, 174. — Tableau de sa situation politique par Louvet, à l'occasion de la liberté de la presse, 178. — Pièces relatives à la réception d'un drapeau tricolor par les Etats-Unis, 180. — Article de Trouvé sur les divisions du corps législatif, et les tentatives des anarchistes des deux partis acharnés contre la république, 206. — Proclamation du directoire contre les manœuvres séditieuses qui ont pour but de détruire la représentation nationale et le gouvernement, 208. — Note du ministère anglais pour la continuation de la guerre, attendu les prétentions manifestées par le directoire, d'approprier à la France tout le territoire que les lois y ont réuni, 212. — Proclamation aux armées Françaises sur l'ouverture de la campagne, 215. — Réflexions de Trouvé à l'occasion des victoires sur les anarchistes coalisés dans l'intérieur, et sur la coalition extérieure des rois, 217. — Expulsion des émigrés français du territoire batave, réclamée en exécution du traité entre les deux républiques, 218. — Note officielle de Barthélemy, ministre en Suisse, relativement au plan d'une invasion en France par les émigrés; et réponse du canton de Bâle, 220, 222 et 251. — Notice d'un ouvrage de Benjamin-Constant, intitulé : *De la force du gouvernement actuel de la France, et de la nécessité de s'y rallier*, 222 et suiv. jusqu'à 230. — Réflexions politiques de Trouvé sur les nouveaux dangers que vient de courir en France la liberté; proclamation du directoire à ce sujet, 234, 237, 238, 245 et 246. (Voyez BABEUF). — Notice d'un ouvrage de Grasset-Saint-Sauveur,

intitulé : *Les Fastes du peuple Français*, 238 et 239. — Traité de paix avec le roi de Sardaigne, 244. — Proclamation relative à l'ouverture de la campagne sur le Rhin, 250. — Article de Trouvé sur les institutions républicaines, 253. — Rejet par le parlement d'Angleterre d'une motion de lord Guildford, relative aux négociations avec le gouvernement de France, 254. — Rupture de l'armistice conclu avec l'Autriche, 261. — Eloge des quatorze armées de la république, par Trouvé, 263. — Article du même sur la marche du gouvernement, 269. — Proclamation de l'archiduc Charles sur la reprise des hostilités avec la France, 273. — Notice d'un ouvrage de Leclerc sur la propagation de la musique en France, 276. — Et d'un autre concernant l'union naturelle entre cette puissance, la Turquie, la Pologne, la Suède et le Danemarck, 281. — Réflexions sur le plan combiné de l'Autriche et de l'Angleterre contre la France, *ibid.* — Les Anglais violent à son égard le droit des gens, 282 et 292. — Injures contre la république française, son gouvernement et ses alliés, extraites de la *Feuille du jour*, 293. — Scellés mis à Livourne sur les marchandises des puissances en guerre avec elle, 296. — Déclamation des partisans du ministère anglais sur l'épuisement des finances de la république; et leur silence sur ses ressources, 297. — Armistice avec le cercle de Souabe, qui se soumet à payer 12 millions à la république, 318. — Le gouvernement français refuse de reconnaître M. de Rehausen, ministre de Suède, et rappelle son chargé d'affaires dans ce pays, 325. — Réception de M. Vincent Spicola, envoyé de Gênes, 326. — Traité de paix avec le duc de Wurtemberg, 330. — Analyse d'un ouvrage sur les causes de la destruction de sa marine et les moyens de la réparer, 338. — Message du directoire sur les troupes à conserver en temps de paix et sur la dépense y relative, 343. — Traité de paix avec le Margrave de Baden, et sa ratification, 347 et 351. — Notice d'un ouvrage allemand concernant l'état politique et économique de la France, sous la constitution de l'an 3, 351, 352 et 353. — Arrêté sur les économies à apposer dans les différents ministères, 354. — Traité d'alliance offensive et défensive avec l'Espagne, 358.

— Armistice conclu avec l'électeur Bava-Palatin, *ibid.* — AN V. Le ministère anglais tente inutilement d'engager la Prusse à rompre ses traités avec la république, 10. — Envoi d'un négociateur anglais, 26. (*Voyez ANGLETERRE, LILLE et MALMESBURY*). Bonnes dispositions des Suisses à l'égard de la nation française, 33. — Ratification du traité conclu avec l'Espagne, 34. — Texte de celui conclu avec le roi de Naples, 35. — Réception du ministre plénipotentiaire du Landgrave de Hesse-Cassel, 43. — Conjectures sur les négociations pour la paix avec l'Angleterre, 50 et 61. — Traité de paix conclu avec le duc de Parme, 60. — Craintes, à Londres, d'une négociation particulière entre la France et l'Autriche, 64. — Conférence dans les principales places de la république, ayant pour objet l'amélioration de son commerce, *ibid.* (*Voyez COMMERCE et BANQUE FRANÇAISE*). — Réponse du roi d'Espagne au pape, qui sollicitait son intervention pour une prompte paix avec la France, 66. — M. de Staël y est continué dans ses fonctions d'ambassadeur de la Suède, 69. — Renvoi du citoyen Reybaz, ministre de Genève, 70. — Arrêté contre les manœuvres pour rétablir les communications avec l'Angleterre, 71. — Réception des envoyés de Naples et de Sardaigne, 73. — Convention avec le roi de Prusse, concernant la neutralité du nord de l'Allemagne, 77. — Suspension de toutes relations avec le gouvernement des États-Unis d'Amérique, 86. (*Voyez ÉTATS-UNIS*). — Représentations de l'agent français au sujet du refus de la cour de Rome, de prendre aucune résolution avant de consulter l'empereur, 93. — Article sur la nécessité de porter la guerre dans les îles britanniques, 99. — Réception des ministres et envoyés d'Espagne, de Sardaigne, des États-Unis et d'Alger, 103. — Publicité des relations diplomatiques à l'égard de la nouvelle ligne de démarcation entre la république française et sa majesté prussienne, 104. — Démenti officiel que le traité avec la cour de Naples n'est que conditionnel, 109. — Rentrée de l'escadre française aux ordres de l'amiral Morard de Galles, 110. (*Voyez BREST et IRLANDE*). Message du roi d'Angleterre au parlement sur la rupture des négociations avec la

France, et discussion sur la possession de la Belgique par cette puissance; réflexions du journal anglais *The Courier* à ce sujet, 111, 113 et 114. — Publication officielle du traité de paix avec la cour de Naples, 115. — Observations de Lenoir-Laroche sur la disposition des esprits pour les prochaines élections, 119. — Tableau des Compensations offertes à la France par le cabinet de Saint-James dans la dernière négociation; et réflexions à ce sujet, *ibid*, 122 et 123. — Débats du parlement d'Irlande relativement à la rupture des négociations, 131. — Retour du gouvernement napolitain vers la France, 135. — Découverte d'un plan de conspiration royale contre la république, 137. (Voyez BROTTIER, LAVILLEHEURNOY, DUVERNE-DE-PRESLE, etc.) — Observations de Roux sur la proposition faite par l'Angleterre à la France de rendre la Belgique à l'empereur, *ibid*. — Le peuple lombard demande une alliance offensive et défensive perpétuelle avec la république française, 138. — Rupture de l'armistice avec la cour de Rome, 149. — Notice d'un ouvrage de Mathieu Dumas sur les résultats de la dernière campagne, 159. — Conclusion de la paix avec le pape, qui cède les légations de Ferrare et de Bologne et toute la Romagne, et s'engage de plus à fournir trente millions écus à la république française, 164. (Voy. ROME). — Bonne intelligence avec la cour de Turin, 170. — Suspension de toutes communications avec l'Angleterre, 188. — Proclamation de Louis XVIII aux Français, adressée au directoire, 203. — Article, intitulé : *La Vérité*, dirigé contre ceux qui s'efforcent de renverser le gouvernement républicain, pour rétablir la royauté, *ibid*, 204 et 205. — Discours sur les rapports politiques de la France avec l'Italie, 206. — Considérations philosophiques sur la révolution, par Lachapelle, 207. — Préliminaires de paix avec l'empereur, 217, 218, 219 et 223. (Voy. VIENNE et LÉOBEN). — Texte du traité de paix conclu avec le pape à Tolentino, 221. — Renvoi de l'ambassadeur de Portugal qui s'est refusé à signer les conditions de paix qui lui étaient offertes, 223. — Réfutation des réflexions de L. P. Ségur, sur les apparences d'une rupture entre la France et les États-Unis, 228. — Désaveu

par le sénat de Venise d'une proclamation attribuée au provveditore extraordinaire Battaglia, et contenant des expressions offensantes envers la nation française, 233. (Voy. VENISE). — Notice d'un ouvrage pour servir de suite à la *Correspondance d'un habitant de Paris sur la révolution de France*, 251. — Réception des ministres plénipotentiaires de Dannemarck, de Naples et de Genève, 262. — Analyse d'un écrit de Benjamin - Constant, qui regarde comme un résultat des effets de la terreur, les dangers qui menacent encore la république, 293 et 294. — Divisions existantes entre les premières autorités; adresses y relatives; explications; débats; accusations réciproques; mesures diverses de défense prises par le corps législatif et le directoire, 305 et suiv. jusqu'à 350. — Message du directoire sur l'état pénible des finances, 308. — Motion d'ordre de Tallien sur les circonstances difficiles où se trouve la république, *ibid*. — Décret qui y interdit provisoirement toute société particulière s'occupant de questions politiques, 310 et 311. — Trois cent quarante millions sont affectés aux dépenses de la guerre pour l'année, 320. — Projet qui détermine le mode de déclaration des communes en état de guerre, 324. — Observations sur la cause du renchérissement des denrées, 328. — Complot dénoncé par Fargues contre le corps législatif, 331. — Vues pour l'amélioration des finances, *ibid*. et 334. (Voyez FINANCES). — Toasts portés à l'armée de Sambre-et-Meuse, relatifs aux circonstances où se trouve la république, 336. — Réception de Visconti, ministre de la république cisalpine; audience de congé à Fedele Sopranzi, 343. — Tableau du commerce de la France avec le Portugal, avant la révolution, 344. — Commerce de faux passe-ports par un Hollandais, pour faire rentrer des émigrés, 347. — Écrit de Bailleul, dénonçant une faction royaliste qui veut renverser le gouvernement, 349. — Révolution du 18 fructidor; détails y relatifs; lettres attribuées à Pichegru, relatives aux moyens de rétablir Louis XVIII sur le trône; proclamation du directoire qui dénonce un nouvel attentat du royalisme, pour renverser la république; décret qui annule les élections de quarante huit départements; mesures extraordinaires de salut public; déporta-

tion d'une partie des membres du corps législatif et du directoire, de généraux, journalistes, de la famille des Bourbons, etc., 349, 350 et *suiv.* — Décret relatif à la célébration de la fête de la fondation de la république, 351. — Pièces relatives à la conspiration royaliste, trouvées dans le portefeuille de d'Antraigues à Venise, 352 et 353. — Lettre de Noël, annonçant que Louis XVIII entretient des correspondances en France, 356. — Adresse du corps législatif aux Français sur la journée du 18 fructidor, *ibid.* — Proclamation du directoire sur le même objet, 358. — Traité de paix avec le Portugal, et son approbation, *ibid.* et 364. — Réorganisation du directoire exécutif, 359. — Décret portant que toutes les armées de la république ont bien mérité de la patrie, à raison de la part qu'elles ont prise aux derniers événements, 360. (*Voy. DIX-HUIT FRUCTIDOR*). — Fixation des dépenses de l'an six, à six cent seize millions, 362. — Résolution relative au remplacement des administrateurs, 365. — AN VI. Proclamation du directoire pour que les armées françaises soient complètes et prêtes à marcher le 15 vendémiaire, 2. — Décret général sur les finances et la dette publique, *ibid.* 14 et 15. — Discours du président du directoire et des présidents des deux conseils, pour la fête de la fondation de la république, 3 et 6. — Menées contre-révolutionnaires dans le Midi, 8 et 9. (*Voy. DOMINIQUE ALLIER et SAINT-CHRISTOL*). — Division territoriale des colonies, 11. — Réflexions d'un papier de l'opposition en Angleterre sur la rupture des négociations avec la France, 12. — Proposition d'expulser tous les ci-devant nobles, ou de les exclure de toutes fonctions publiques, *ibid.* 27, 28 et 31. (*Voy. ROULAY, de la Meurthe, et GAY-VERNON*). — Approbation de la résolution relative au remplacement des administrateurs, 18. — Loi qui établit un conseil de révision permanent dans chaque division d'armée et de troupes employées dans l'intérieur, 21. — Rapport de Jean-Debry sur la nécessité de mettre en activité les institutions républicaines, 26. — Notions positives sur le sujet des différends entre l'Amérique et la France, 31. — Résolution qui établit des conseils de guerre et de révision dans toute place investie et assiégée, 33. — Conspiration royaliste découverte en Corse,

34. — Traité d'alliance offensive et défensive avec le roi de Sardaigne, et sa ratification, 35 et 37. — Traité de paix définitif conclu avec l'empereur, à Campo-Formio, 37. — Arrêté du directoire qui déclare censé non venu le traité avec le Portugal, *ibid.* — Nomination de ministres au congrès de Rastadt, 40. (*Voy. RASTADT*). — Injonction aux ambassadeurs, consuls etc., de ne se donner et de ne recevoir officiellement d'autre qualité que celle de citoyen, 41. — Rapport sur les dépenses de l'année, 47. — Détails sur les négociations qui ont amené la paix, 49. — Tableau, par le citoyen Olivier, des crimes et assassinats qui ont ensanglanté les contrées méridionales depuis le 9 thermidor, 51. — Manifeste du roi d'Angleterre aux cours étrangères sur la continuation de la guerre avec la France, 57 et 58. — Extraits des lettres sur sa situation, écrites par Malet-du-Pan au premier ministre de Sardaigne, 59. — Proclamation relative au projet de descente en Angleterre, 63. — Pièces officielles relatives à la négociation de Lille, 65. — Examen des griefs allégués contre la France par le roi d'Angleterre, 67. — Satisfaction demandée au gouvernement de Soleure, 79. — Arrêté sur la nouvelle distribution des forces de la république, 81. — Le Sénat, les échevins et tous les fonctionnaires d'Aix-la-Chapelle lui prêtent le serment de fidélité, 83. — Le roi de Prusse, Guillaume III, à son avènement, témoigne son intention formelle de cimenter la bonne harmonie entre les deux nations, 84. — Ouverture d'un emprunt pour la descente en Angleterre, 93, 106 et 107. (*Voyez COMMERCE et EMPRUNT*). — Article de Poultier relativement au silence du gouvernement sur une conspiration royaliste, 96. — Garantie de la république française, réclamée par les habitants du pays de Vaud, pour le rétablissement de leurs droits, 98. — Annonce de la réunion proclamée des provinces prussiennes sur la rive gauche du Rhin, 107. — Proclamation relative à la descente en Angleterre, 111. — Assassinat du général Duphot, dans la juridiction de France à Rome, 113. (*Voy. ROME, DUPHOT, Joseph BONAPARTE, etc.*). — L'envoyé de Rome est gardé à vue, 114. — Reconnaissance éternelle vouée

à la république française par le peuple cisalpin, 116. — Message du roi d'Angleterre au parlement, sur les préparatifs de descente des Français, 122. — Refus du directoire de recevoir M. le comte de Cabarrus en qualité d'ambassadeur d'Espagne, 125. — Fête de la reconnaissance envers la république française, célébrée à Milan, 133. — Notice d'un ouvrage de J. A. Mourgue, traitant de la France, relativement à l'Angleterre et à la maison d'Autriche, 135. — Autre d'un ouvrage historique de J. C. Lavau, sur les premiers peuples libres qui l'ont habitée, 137. — Choix diplomatiques, *ibid.* — Mise en état de siège de plusieurs communes, 140, 145 et 147. — Détails des mesures prises par le directoire exécutif, contre l'oligarchie helvétique, 140 et 141. — Article sur les trois constitutions de la France et leurs sectaires, 143. — Vote unanime des habitants de la ville de Bienne, pour leur réunion, 150. — Célébration, à Ferrare, de la fête de la Reconnaissance de la république cisalpine envers la république française, 152. — Proclamations relatives à ses élections, 154, 164, 184 et 191. — Espoir d'une réconciliation avec le canton de Berne, 157. — Demande d'un emprunt à Hambourg, 172. — Reconnaissance vouée à la république française par le peuple romain, 174. — Levée provisoire de l'embargo mis dans les ports sur les bâtimens particuliers armés en course, 178. — Arrêté ordonnant l'incarcération de tous les prisonniers anglais, 179. — Traité d'alliance et de commerce avec la république cisalpine, et son approbation, 180, 181 et 190. (*Voy. MILAN*). — Préparatifs contre le Portugal, 182. — Rapport de Bailleul sur la conjuration du 18 fructidor, *ibid. et suiv. jusqu'à* 189. — Réception de M. Angiolini, ministre de Toscane, 192. — Liberté rendue à M. d'Aranjo, ministre du Portugal, *ibid.* — Circulaire relative au commerce de la France avec les Isles-Vénitiennes, 199. — Remerciemens adressés au directoire par l'assemblée provisoire du pays de Vand, 201. — Correspondance avec les ennemis de la république française, trouvée en Italie, chez milord Bristol, 212. — Convention additionnelle et secrète avec le duc de Wurtemberg, 213. — Réparation de l'insulte faite au drapeau

du résident de France à Genève, 215. — Ouvrage de J. A. Mourgue, sur la question de savoir s'il convient à la France d'avoir un acte de navigation général et indéfini, 217. — Insulte faite à son ambassadeur à Vienne; désaveu de l'empereur, qui en promet satisfaction éclatante, et sa proclamation à ce sujet, 218 et 223. — Le roi de Sardaigne demande à connaître les intentions du directoire, étant décidé à abdiquer la royauté, si tel doit être son sort, 220. — Proclamation annonçant aux habitans des Isles-Vénitiennes qu'elles sont pour jamais réunies à la France, 222. — O'Connor et ses amis sont accusés, à Londres, d'avoir invité le gouvernement français à envahir la Grande-Bretagne, 225. — Réception des ministres du roi de Suède, des républiques romaine et ligurienne, *ibid.* — Rappel de Truguet, ambassadeur français à Madrid, 225. — Message du directoire sur les circonstances qui ont accompagné les élections de cette année, et notamment sur les entreprises anarchistes; débats et décret d'annulation qui s'en est suivi, *ibid. et suiv. jusqu'à* 235. — Etat de la population de la république, 226. — Préparatifs qui se font dans ses ports contre l'Angleterre, 228. — Discours de Shéridan et de Pitt à ce sujet; expression de leur animosité contre le gouvernement français, *ibid.* — Articles du projet de traité de réunion de Genève, 230 et 241. — Observations sur un article de l'*Ami des lois*, intitulé: *Pétition des rois de l'Europe, au directoire de la république française*; et lettre de Poulitier à ce sujet, 232 et 233. — Rapport sur les recettes et dépenses de l'année, 234. — Paix conclue avec les cantons de Glaris et de Schwitz, 239. — Tableau de l'escadre française dans la méditerranée, 244. — Pièces diverses relatives aux différends entre les Etats-Unis et la République française, 247 et 261. — Arrêté du directoire qui met un embargo sur les papiers, lettres et paquets venant d'Angleterre en France, par représailles d'un bill du parlement contre l'introduction des journaux anglais dans ce pays, 248. — Audience de congé, du marquis del Campo, ambassadeur d'Espagne, et réception de M. Ausara, son successeur, 252. — Rejet, par la chambre des représentans de l'état

de Pensylvanie, de toutes mesures hostiles contre la France, 257. — Démenti de la cession à cette puissance, de la Louisiane et de la Floride, 261. — L'unité de la Suisse considérée comme absolument indispensable par le directoire, 263. — Pouvoirs donnés par cette autorité à son commissaire dans ce pays, 265. — Expédition de la Méditerranée, *ibid.* (Voy. EGYPTE et BONAPARTE). — Différends avec la cour de Turin, 267. — Choix diplomatiques, 269. — Article en faveur de la réduction des cantons de la France, 270. — Acte de cession à cette puissance des états prussiens situés sur la rive gauche du Rhin, 275. — Plainte des agens français à Madrid, au sujet de l'inexécution des cédules contre les émigrés, 280. — Exposition des griefs de la république contre le gouvernement de Malte, 284 et 286. (Voy. MALTE). — Alliance offensive et défensive sollicitée par deux ambassadeurs de Tippoo-Sultan, 288. — Le directoire helvétique demande l'exécution des promesses faites par la république française à la Suisse, *ibid.* — Plaintes contre la rentrée des émigrés et leur impunité, *ibid.* — Arrangemens avec le gouvernement piémontais, 289. (Voy. TURIN). — Les Etats-Unis suspendent toute relation commerciale avec la France et ses possessions; et leur président refuse de reconnaître le citoyen Dupont en qualité de consul général de cette puissance, à Philadelphie, 296 et 299. — Suppression de la place d'ambassadeur de France à Gênes, 301. — Influence du gouvernement français sur l'organisation des autorités en Suisse, 310. — Article sur les maux causés à la France par les sociétés populaires, 316. — Palais donné, dans Milan, à la république française, 320. — Insultes faites au consul de France, à Messine, 321. — Prohibition des feuilles et marchandises françaises en Russie, 322 et 331. — Bruits de guerre, 324. — Loi pour la célébration des décadiés et des fêtes nationales, 327, 328, 333 et 362. — Nouvelles pièces relatives aux différends avec les Etats-Unis, 328. — Bill déclarant nuls tous les traités passés entre eux et la république française, 329 et 346. — Plaintes de Lucien Bonaparte contre les innovations préparées par les agens du gouvernement français, dans la république cisalpine, 334. — Loi qui crée un

nouveau département sous le nom de Lac-Léman, 341. — Réception des ministres helvétiques Zeltner et Jenner, 342. — Mouvements et préparatifs de guerre sur la rive droite du Rhin, 344 et 346. — Traité de paix et d'alliance offensive et défensive avec la république helvétique, 345. — Expédition sur les côtes d'Irlande, 347. (Voy. IRLANDE). — Réparations demandées aux Grisons des insultes faites au nom français, 349. — Circulaire sur la fête de la fondation de la république, 351 et *suiv.* — Intrigues du parti anglais en Amérique, pour brouiller les Etats-Unis avec la France, 352. — Autres pour remettre celle-ci en guerre avec l'Espagne, 354. — Protestation du chargé d'affaires de la république, à Naples, contre la violation du traité de paix, 355. — Annonce des tableaux historiques de la révolution française, 359. — AN VII. Discussion à Rastadt sur le mouvement de ses troupes, 1. — Arrivée d'un envoyé extraordinaire de Portugal, 2. — Fête de la fondation de la république, 3 et 5. (Voy. FÊTES.) — Nouvelles de l'expédition d'Irlande, 4. (Voy. IRLANDE.) — Et du combat d'Aboukir, *ibid.* (Voy. ce mot et EGYPTE.) — Message et débats sur la situation des armées, et la nécessité de les compléter d'après la mauvaise foi des gouvernemens étrangers relativement à la paix, 6. (Voy. CONSCRIPTION.) — Menées anglaises et russes à Constantinople contre la France, 8. — Apparences de guerre; marche des Français vers le Rhin, 8. (Voy. ARMÉES.) — Protection accordée aux patriotes piémontais, 9. — Rapport sur les opérations de l'armée en Helvétie, 11. — Le ministre de l'intérieur annonce la libre entrée des marchandises françaises en Espagne, et l'exclusion des anglaises, *ibid.* et 14. — Demande à la Bavière de quatorze millions et de la retraite des troupes impériales, 12. — Reflexions politiques sur sa situation et ses rapports avec les principales puissances de l'Europe, 14. — Adresse au peuple français sur la conscription, *ibid.* — Guerre menaçante avec la Porte, 16. — Sur les dispositions des Etats-Unis envers la France, et les intrigues anglaises contre cette puissance, 19, 20 et 23. — Conditions de paix à Rastadt, 20, 21 et 22. — Arrestation de la légation française à Constantinople, 21.

— Marche des Russes, 22 et 24. (*Voy. RUSSIE.*) — Réflexions sur la guerre déclarée par la Turquie, 23. — Cette déclaration, 28 et 32. — Menaces hostiles de l'Angleterre contre les peuples de la Méditerranée en relation avec la république, 31. — Echange de son traité d'alliance avec l'Helvétie, *ibid.* — Le roi d'Espagne se prononce pour ses partisans, 33. — Le directoire rend ses agens diplomatiques responsables de la publication de leur correspondance, 34. — Insurrection dans les départemens de la Belgique, 35. (*Voy. DÉPARTEMENS - RÉUNIS.*) — Lettre de de François, de Neuschâteau, sur l'industrie française et l'exposition de ses produits, *ibid.* — Persécution en Hongrie des partisans de la France, 37. — La Prusse lui demande de déclarer si en cas de guerre elle respectera la ligne de neutralité, *ibid.* — Mémoire remis à cette cour par l'ambassadeur Sieyes sur une sécularisation générale, 38. — Contradictions des papiers allemands relativement à ces deux puissances, 40. — Naples se prépare à la guerre, *ibid.* — Division des Etats-Unis en deux partis sur le même objet, 41. — Situation de la Porte à cet égard, et réflexions du *Morning-Chronicle* y relatives, *ibid.* — Le ministre français près les Lignes-Grises forcé de se retirer à Ragatz, *ibid.* — Neutralité de la Toscane mal vue par la France, 42. — Son ministre à Naples abreuvé de dégoûts; refus de la cour d'admettre Mangourit, secrétaire de légation, *ibid.* — Présentation des ambassadeurs cisalpin et batave, 43. — Réflexions sur le manifeste hostile de la Porte, *ibid.* — Désaveu des changemens opérés par Brune dans la Cisalpine, 44. (*Voy. CISALPINE et MILAN.*) — Notes menaçantes à Rastadt, 46 et 49. — Intrigues qui ont déterminé la Porte à la guerre, 54. — Dispositions de l'Espagne pour encourager le commerce avec la France, 56. — Rapport sur l'établissement du Prytanée français, 60. (*Voy. PRYTANÉE.*) — Célébration ordonnée par toute la république de l'anniversaire du 21 janvier, 69. — Deux prédictions de Montesquieu, *ibid.* — Vote au parlement d'Angleterre en faveur de la paix avec la France, 74. — Débats y relatifs, 75. — Dispositions haineuses du gouvernement américain à son égard, 77. — Message et déclaration, à la suite,

de la guerre aux rois de Naples et de Sardaigne; perfidie de ces deux cours, 79, 82, 83 et 84. (*Voy. ARMÉES D'ITALIE et de NAPLES.*) — Tableau comparatif des acquisitions de la France et des autres puissances, 80. — Convention de Lucerne entre elle et l'Helvétie, 82, 85 et 88. — Demande d'une réponse définitive et à terme fixe par ses ministres à Rastadt, 86. — Message contenant les détails des perfidies des cours de Naples et Turin, *ibid.* — Article intitulé : *Les Français en Italie*, 87. — Sur les avantages de leur conquête de l'Egypte, 88. — Etat des négociations à Rastadt, *ibid.* — Organisation française du gouvernement de Piémont, d'après la renonciation qu'en fait le roi de Sardaigne, 91. — Message du directoire y relatif; et autres détails, *ibid.* et 95. — Arrêté contre les changemens opérés dans la Cisalpine; rappel de Fouché, 93 et 94. — Sur la situation de la France comparée à celle des autres puissances, 96. — Discussion sur le port de la cocarde nationale, 97. (*Voy. COCARDE.*) — Histoire de l'assemblée constituante, 102. — La Toscane se prépare contre une invasion française, 103. — Apparition des Anglais sur les côtes de la Méditerranée, *ibid.* — Lettre d'un Autrichien sur les désavantages pour son pays de la guerre contre la France, 107. — Motifs qui ont déterminé celle de Naples, 110. — Le ministre français à Hambourg se dispose à la retraite, d'après la conduite du sénat à l'égard de Napper-Tandy, 111. — Déclaration à Rastadt que l'entrée des Russes dans l'Empire sera regardée comme une hostilité, 112. — Réponse à cette note, 115. — Programme de la célébration du supplice du dernier roi, *ibid.* — L'Angleterre veut ramener la Prusse dans la coalition, 118. — Neutralité de la Suède, 121. — Marche des troupes françaises, *ibid.* — Dédaignent d'occuper Livourne, 122. — Proclamation aux Cisalpins pour les engager à seconder de tous leurs efforts les Français combattans pour la liberté de l'Italie, 124. — Paul I.^{er} défend les journaux français, 126. — Compte de la correspondance des chefs de chouans avec le prétendant, 130. — Lettre sur les causes et les effets de la révolution, 131, 132, 135, 136 et 137. — Dispositions des Vénitiens en faveur des Français, 132. — Célébration de leur entrée

entrée en Hollande, 133. — Arrestation de lord Camelfort qui voulait passer en France, 136. — Cessation des communications à Rastadt jusqu'à une réponse cathégorique sur la marche des Russes, 140. — Ordre trouvé sur un bâtiment américain de saisir tous les Français, *ibid.* et 143. (V. ETATS-UNIS.) — Présage de leur réconciliation, 142. — Actes publics relatifs aux affaires de France, 144, 148 et 153. — Etat des revenus publics pour l'an 7, 144. (V. CONTRIBUTIONS). — Annonce de la prise de Naples et de la proclamation de la liberté de cet état, *ibid.* 145 et 146. — Arrangement relatif aux régimens suisses qui servaient en Piémont, 145. — Note au sénat d'Hambourg, relative à Napper-Tandy, 146. (V. son article et HAMBOURG). — Formation de trois grandes armées sur le Rhin, *ibid.* — Article sur les élections; autre sur les finances et les impôts, *ibid.* — Détails donnés par Lacombe-Saint-Michel sur les sentimens et les intrigues de la cour de Naples, 147. — *Fête de la Souveraineté du peuple*; proclamation sur les élections, 148. — Réquisition à la Bavière d'exécuter l'armistice, 149. — Réponse de ce gouvernement, 151. — Hostilités autorisées contre les bâtimens barbaresques, *ibid.* — Paul I.^{er} déclare qu'il fait marcher ses troupes pour l'exécution du traité de Campo-Formio, 153. — Vote de la réunion du Piémont à la république, 158. — Lettre sur la déclaration de guerre par le bey de Tunis, à ce forcé par la Porte, 159. — Article sur les élections de l'an 7, 161. (Voy. ELECTIONS). — Démenti de l'assertion anglaise, accusant le directoire de vouloir révolutionner le Wurtemberg, 162. — Intrigues à Vienne pour la guerre, 165. — Ordre d'inscrire dans les édifices publics : *Guerre au gouvernement anglais*, 167. — Marche des troupes françaises; proclamation du général Jourdan sur la reprise des hostilités, 168. — Et du directoire sur le même objet, 169. — La précédente est communiquée à Rastadt, *ibid.* — Présentation des drapeaux napolitains, *ibid.* — Séance orageuse à Rastadt sur la guerre, 171. — Lettre sur les intrigues anglaises pour amener une rupture entre les États-Unis et la république, *ibid.* — Son armée pénètre en Allemagne, 172 et 173. — Lettre du ministre de l'intérieur sur la direction à donner aux élections contre le royalisme et l'anarchie, 173.

Table alphabétique.

— Plan militaire de la Toscane contre la France, 174. — Arrêté qui met Championnet en jugement pour résistance au pouvoir civil, *ibid.* (Voy. son article et DIRECTOIRE). — Publication d'une convention secrète, stipulée entre Bonaparte et l'empereur et relative aux évacuations à faire par les deux puissances, 175. — Message du directoire et déclaration à la suite de la guerre à l'Empire et à la Toscane, *ibid.*, 179 et 180. — Conquête des Grisons, *ibid.* — Proclamation à ce peuple, remise aux ministres impériaux; manifeste du prince Charles, accusant la France des hostilités; réflexions à ce sujet, 176. — Marche des troupes des deux partis, 177. — Votes pour la paix à Ratisbonne, 178. — Note à Rastadt sur les motifs des hostilités, 179. — Dénonciation aux ministres de Rastadt de la violation du droit des gens en la personne du C. Bacher, par le prince Charles, 180. — Masséna leur annonce une première défaite des Autrichiens, *ibid.* — Insurrection en Piémont; dévouement d'un prêtre en faveur des Français, *ibid.* (V. PIÉMONT). — Intentions du nouvel électeur de Bavière pour sa paix séparée avec la France, 182. — Le prince Charles fait enlever et remettre aux avant-postes, le ministre français dans ce pays, 183. — Les conquêtes de la république en Italie, dérobées à la connaissance du sultan, 184. — Article sur les finances, *ibid.* — Résolutions contre le vagabondage et sur la police des étrangers, *ibid.* (Voyez ces articles). — Arrivée d'une députation de Napolitains, 186. — Nouvelle d'une bataille sanglante dans le Fürstemberg, 191. — Publication de la cour de Vienne contre le gouvernement français; elle invite tous les princes à se liguier contre son ambition, 192. — Proclamation de Bernadotte contre cette cour, *ibid.* — Mouvements des armées, *ibid.* — Jugement de la conspiration royale du Midi, *ibid.* — Présentation des drapeaux autrichiens conquis en Helvétie, *ibid.* — Lettre de la cour de Naples sur la défaite de la flotte *Régicide* française, 193. — Détails sur la victoire de l'archiduc Charles, attribuée à la trahison d'un soldat, 194. — Le directoire défend au général Jourdan de favoriser les insurrections en Allemagne, *ibid.* — Nouveaux détails sur les succès et les causes de la retraite de l'armée aux ordres de Jourdan, 195, 200, 201 et

203. (*Voyez* ARMÉE DU DANUBE). — Combats de de Schérer sur l'Adige, 196. — Lettre sur les élections du Midi, 198. — L'envoyé du dey d'Alger sorti du Temple et gardé à vue dans son domicile, 199. — La roi de Prusse refuse aux sollicitations des Anglais de rentrer dans la coalition, 200. — Proclamations sur l'occupation de la Toscane par les armées de la république, et détails y relatifs, 201 et 205. — Annulation des lettres de marque délivrées en Italie, 202. — Manœuvres du gouvernement anglais pour corrompre l'esprit public, *ibid.* — Progrès des armes françaises dans le Tyrol, 203. (*V. TYROL*). — Rapport de Dundas sur la confédération entre les Irlandais et la France, 204, 205, 206 et 207. — Envoi de plénipotentiaires américains pour terminer les différends avec cette république, *ibid.* — Le ministre autrichien signifie à Rastadt la cessation des négociations; refus de tous les autres ministres de se retirer, 205 et 206. — Nouvelles officielles de la situation des Français en Egypte, 206. — Marche retrograde de l'armée d'Italie, *ibid.* et 219. (*V. son article*). — Uschakow excite les Céphaloniens à l'insurrection contre les Français, 207. — Article officiel sur l'intention de continuer à Rastadt les négociations avec l'Empire, 211. — Négociation du ministre français pour la réunion des Grisons à la Suisse, 212. — Calomnies du royalisme contre le gouvernement, 215. — Trouvé renvoyé par le prince Charles de sa mission à Wurtemberg, 216. — Violation du droit des gens dénoncée par les ministres à Rastadt, 219. — Le directoire leur ordonne pour leur sûreté de se retirer à Strasbourg, 220. — Embargo mis en Russie sur les navires d'Hambourg, à cause de l'attachement de cet état à la France, 221. — Expédition maritime à Brest, 222. (*Voyez* BRUIX et MARINE). — Déclaration des ministres de Rastadt en partant pour Strasbourg, 223. — Annonce et détails de leur assassinat par les hussards de Szeckler, 225, 226 et 227. — Message, rapports et actes y relatifs, 228 et 240. (*Voyez* DIRECTOIRE, AUTRICHE, J. DEBRY, ROBERJOT, et BONNIER). — Débats du corps législatif sur cet attentat, cris de vengeance poussés contre la maison d'Autriche, 229, 230, 238 et 239. — Proclamation

aux français; manifeste à tous les peuples sur ce même crime, 231. — Résolution des troupes de ne plus faire de quartier aux autrichiens, 232. — Adresse de tous les points de la France contre cet assassinat, 233, 256 et 260. — Préparatifs à Londres contre l'expédition des français en Egypte, 234. — Correspondance de ce pays interceptée par Nelson, 235. — Loi demandée et accordée pour la descente à terre des troupes de l'escadre espagnole mouillée à l'île d'Aix, *ibid.* 237 et 240. — Expédition de l'armée d'Egypte en Syrie, 236. — (*Voy.* SYRIE et SAINT-JEAN-D'ACRE). — Réflexions sur la lettre du prince Charles désavouant l'assassinat de Rastadt, *ibid.* — Autres excès commis par les autrichiens sur trois agens français à Parme, 237. — Rapport de Duchatel sur la dette publique, *ibid.* — Sieyes est nommé directeur, 241. — Formation de deux camps, l'un en avant de Lyon, l'autre dans la Belgique, 243. — Efforts de Dumourier pour renouer la coalition contre la France, 244. — Rapport de Français de Nantes sur les assassinats commis par les royalistes dans le Midi, 249. — Rapprochement d'un journal anglais entre les principes émis par l'Autriche en 1792 relativement à la France, et sa conduite subséquente à l'égard de la même, 254. — Programme d'une fête funèbre en l'honneur des ministres de Rastadt, 255. — Escadre ottomane dirigée contre l'armée d'Egypte, 256. — Bataille sanglante livrée au prince Charles sur la Thur, *ibid.* — Proclamation du directoire aux français en publiant le procès-verbal de Rastadt, dressé par les ministres étrangers, 258. — Justification officielle de la conduite du directoire en réponse à un ouvrage intitulé: *Situation actuelle de la république française*, *ibid.* — Injures des journaux anglais contre les français à l'occasion de l'événement de Rastadt, 259. — Débats et proclamation des cinq-cents sur l'état de la république; serment de la sauver ou de mourir, *ibid.* — Notes sur les manœuvres du gouvernement anglais contre elle, 260. — Transmission par le directoire des comptes de Schérer, et de l'état des finances pour l'an 7, *ibid.* — Motion de Garrau sur les dangers publics; formation de commissions pour y remédier, 261. — Fête en l'honneur des ministres français assassinés, 262,

263, 264 et 265. — Installation de Sieyes au directoire, 266. — Débats aux cinq-cents à l'occasion d'une opinion où Carret prétend que l'assassinat de Rastadt a fait peu d'effet dans la république, *ibid.* — Texte de son traité de commerce avec l'Helvétie, 267. — Troupes fournies contre elle à l'Angleterre par la Russie, 269. — Brochure de Bailleul sur les finances et les factions considérées comme causes du discrédit, de la misère et enfin de la chute prochaine de la république, par suite de la mauvaise administration et surtout de l'esprit qui dirige les cinq-cents, 270. — Compte de la gestion de Schérer pour les années 6 et 7, *ibid.* — Excès de la révolution attribués aux journalistes dans la discussion sur la presse; opinions contraires; sa surveillance retirée au directoire, 271. (*Voyez PRESSE*). — Permanence des conseils au 28 prairial; destitution du directeur Treilhard, 272. — Discours de Laveaux sur la situation de la république, *ibid.* — Message du directoire sur le même objet; il accuse des maux de l'état la pénurie des finances, et les efforts des prêtres et des royalistes, 273. — Bertrand, du Calvados, attaque ce compte rendu; accuse la majorité du directoire de perfidie et de mauvaise foi; censure ses opérations intérieures, ses agens à l'extérieur; autres accusations de même nature; Merlin et Réveillère signalés nominativement comme les auteurs des maux publics; leur sortie du directoire demandée, *ibid.* — Gohier est nommé directeur, *ibid.* — Suite des débats sur la conspiration dont les précédens sont accusés; ils envoient leur démission, 274. — Discours de Lucien Bonaparte sur les causes de cet événement, *ibid.* et 275. — Roger-Ducos remplace Merlin, et le général Moulins Réveillère-Lépeaux, *ibid.* — Rapport de Français, de Nantes, sur la crise qui vient d'avoir lieu et les moyens d'en tirer parti, 276 et 277. — Le nouveau directoire rapporte l'arrêté précédemment pris contre Championnet; changemens dans les ministères, 277. — Proclamation de Moreau au peuple ligurien sur son courage et son dévouement à la république, 278. — Accusations au parlement d'Angleterre contre la conduite et les principes du gouvernement français; impossibilité de traiter de la paix tant que ce gouver-

nement ne sera pas changé, 279. — Rapport de Français, de Nantes, au nom de la commission des onze, et projet contenant diverses mesures à la suite des événemens du 28 prairial, *ibid.* — Nécessité pour la France d'assurer la liberté de l'Italie, 281. — Pitt accusé d'avoir fait la guerre pour le rétablissement des Bourbons; sa réponse explicative des motifs de cette guerre, 282. — Article sur l'influence du département des relations extérieures dans les événemens présens, *ibid.* — Dundas ne veut de paix avec la France que lorsqu'elle aura un gouvernement fondé sur la chrétienté et les anciennes mœurs du peuple; Pitt déclare que, sans le 18 fructidor, il aurait pu faire la paix, 283. — Message du directoire sur la situation dangereuse où les anciens directeurs ont mis l'état; les conscrits sont appelés aux drapeaux; adresse aux Français sur les circonstances, *ibid.* et 284. — Le corps législatif arrête qu'aux appels des noms de Bonnier et Roberjot, une imprécation sera prononcée contre la maison d'Autriche, *ibid.* et 285. — Rapport de Berlier sur les finances, 285. — Etat des armées belligérantes en Italie, 286. — Installation de Roger-Ducos au directoire, *ibid.* — Discours de Bordas sur la corruption de l'esprit public par l'ancien directoire, *ibid.* — Adresses sur les événemens de prairial, et demandant le jugement de Merlin, Réveillère et Schérer, *ibid.* 287, 288, 290, 292, 293, 295, 304 et 305. — Changement du ministre de la guerre, 287. — Renvoi à une commission des pièces contre les ex-directeurs, 289. — Débats et dénonciations contre l'abus du mot gouvernement appliqué au seul directoire, et contre les actes de l'ancien, *ibid.* et 290. — Courage de la garnison française de Porto-Ferrajo, 292. — Hostilités du roi de Sardaigne, *ibid.* — Circulaire du ministre de la police sur la situation de la république, 293. — Mauvaise position de l'armée d'Italie, 294. — Mémoires sur le 18 fructidor, par Ramel, *ibid.* — Observations sur le traité de commerce avec l'Angleterre, 295. — Rappel du ministre en Hollande, 296. — Rapport d'Echassériaux, et projet tendant à assurer l'indépendance des alliés de la république et à rallumer le courage du peuple, 296. — Proclamation du directoire sur les dangers de la patrie,

297. — Rapport sur les ex-directeurs ; accusations contre eux au sujet de l'expédition d'Egypte, du dénuement des arsenaux, de l'attentat contre la souveraineté du peuple cisalpin, et de l'impunité des agens, *ibid.* — Discours de Rewbell, justificatif de sa conduite personnelle et de l'administration de l'ancien directoire, *ibid.* — Bataille sanglante de la Trébia, 298. — L'Angleterre offre de solder les Suisses qui combattront contre la France, *ibid.* — Arrêté sur les rapports des agens étrangers avec le ministère des relations extérieures et les autorités françaises, *ibid.* et 299. — Débats au club du Manège sur les circonstances, *ibid.* (Voy. SOCIÉTÉ DU MANÈGE). — Réponse de Talleyrand aux accusations d'avoir contribué, par ses fautes, à la situation actuelle de la France, *ibid.* — Loi sur les otages pour garantir la tranquillité intérieure, 300. (Voy. OTAGES). — Débats sur des bruits de changement dans la constitution ; discours de Lucien Bonaparte pour le maintien de cette constitution et contre les agitateurs, 301 et 302. — Nouveaux changemens dans les ministères, 305. — Proposition, à la société du Manège, de supprimer la formule de *haine à l'anarchie* du serment de fidélité à la constitution, *ibid.* — Préparatifs d'une expédition à Londres contre l'établissement d'Egypte, 307. — Renouvellement, aux cinq-cents, de la proposition de supprimer du serment la formule de *haine à l'anarchie*, *ibid.* 308, 309, 311 et 312. — Réflexions sur les sociétés politiques et contre celle du Manège, 308. — Article sur le 9 thermidor, 309. — Opérations des armées en Italie, 310. — Seconde lecture de l'acte d'accusation des ex-directeurs, 312. — Adoption d'une nouvelle formule de serment de fidélité à la constitution et de haine à la royauté et à toute espèce de tyrannie, *ibid.* et 317. — Dénonciation, par Courtois, d'une conspiration contre la constitution, et dont il place le foyer principal dans la société du Manège ; débats y relatifs, 313, 314 et 318. — Changement du ministre de la justice ; réunion des escadres espagnole et française, 314. — Envoi de Florent-Guyot en ambassade à la Haie, *ibid.* — Ecrit de Salaville sur la révolution française, comparée à celle d'Angleterre, *ibid.* — Le département de l'Ardèche impute à Barras les

révers des armées, et à Sieyes le projet de rétablir un ordre de choses semblable à celui de 1791, 315. — Discours de Garrau contre la proscription continuée des républicains, et les fausses terreurs des partisans du régime de quatre-vingt-onze, 316. — Changement du ministre de la police, 317. — Message du directoire et rapport de Fouché concernant la surveillance à exercer sur les sociétés politiques, 319. (Voy. leur article). — Article tendant à détruire l'authenticité des dernières adresses envoyées au corps législatif, *ibid.* — Résolution pour l'exportation d'objets nécessaires à la marine espagnole, 321. — Rapport de Lacuée sur le personnel de l'armée, *ibid.* 322 et 323. — Texte du rapport sur les ex-directeurs, et projet d'admettre la dénonciation contre Merlin, Lareveillère, Treilhارد et Rewbell, 324. — Détails sur la séance secrète à ce sujet, 325. — Discours de Sieyes pour le 10 août, il signale différents partis conspirant contre la république, 326. — Tentatives d'assassinat au Champ de-Mars contre deux directeurs, 327. — Fête du 10 août aux conseils, *ibid.* — Débats sur les ex-directeurs, et sur la proposition de déclarer la patrie en danger, *ibid.* et 328. — Pillages et brigandages des chouans, 328. — Débats sur les dangers publics, et les rassemblemens royalistes de la Haute-Garonne ; autorisation à la suite accordée au directoire de faire des visites domiciliaires pendant un mois, *ibid.* et 329. — Autres détails sur les insurgés du midi, 329. (Voyez HAUTE-GARONNE). — Débats sur la lettre par laquelle le général Lefebvre remet au corps législatif la disposition de sa garde qui lui avait été confiée, *ibid.*, 330 et 331. — Résolution à la suite, pour que cette garde ne puisse être requise par une autre autorité que d'après une loi, *ibid.* 332, 342 et 353. — Secours accordés aux Piémontais réfugiés en France, 331. — Résultat du scrutin contre l'accusation des ex-directeurs, 332, 334 et 335. — Réprésailles des chouans sur l'application de la loi des otages, 333. — Motion d'ordre d'Augereau sur les dangers de la patrie, et en faveur des sociétés politiques, *ibid.* — Système de la Prusse à l'égard de la France, 334. — Message et rapport sur les chouans de l'Ouest, 335. — Rejet d'une pétition provoquant l'examen de la constitution—

nalité de l'élection de Sieyès au directoire, 336. — Message du directoire sur la situation intérieure de la république, 337 et 338. — Rapport de Lucien Bonaparte sur sa position à l'extérieur et à l'intérieur, et les attentats multipliés des royalistes, *ibid.* — Evacuation par les Français de Porto-Ferrajo, 340. — Message sur la bataille de Novi où est mort Joubert, *ibid.* (Voy. NOVI). — Note sur une carte physique de la France, au moyen d'un nouveau mode de nivellement, 341. — Déclaration de guerre à l'Espagne, par la Russie, motivée sur les liaisons de la première avec la république, 342. — Ses troupes occupent le Valais, *ibid.* — L'ambassadeur russe quitte Berlin, sur le refus de cette cour de se coaliser contre elle, 343. — Examen d'une proclamation de Suvarow, annonçant le projet d'y relever le trône et l'autel, 344. — Rapport sur les différens combats en Helvétie, *ibid.* — Autorisation au directoire de prendre à la solde de la république les légions étrangères, *ibid.* et 355. — Le roi de Sardaigne ordonne de traiter ses vaisseaux en ennemis, 345. — Discours de Briot sur sa situation pénible, imputée à l'ancien directoire et aux intrigues anglaises; accusation à ce sujet contre Talleyrand; propositions à la suite, tendantes à assurer la liberté de l'Italie, supprimer le ministère de la police, fixer les limites de la France, etc, etc, 346 et 347. — Article contre l'influence que le journal des *Hommes-Libres* y attribue au roi de Prusse, 347. — Autre sur l'expédition navale française, 348. — Arrêté pour la formation des bataillons de conscrits, *ibid.* — Proclamation aux Français, pour les inviter à l'union par la perspective des maux qui suivraient une contre-révolution, 351. — Rapport de Français, de Nantes, sur les maux publics dont la cause est dans l'extinction de l'esprit de la révolution; projet à la suite pour la célébration de la fête de la fondation de la république, 351 et 353. — Résistance du roi de Prusse aux sollicitations des ennemis de la France, 352. — Accord avec les Espagnols, relatif aux débris de l'armée royaliste réfugiée en Espagne, *ibid.* — A la suite d'un message du directoire et d'un rapport de Fouché contre les journalistes, débats au conseil des cinq-cents sur un projet de dissoudre le corps législatif,

dénoncé par Briot, *ibid.* — Détails sur les chouans et les royalistes du Midi, 353. — Promesse au directoire batave de soutenir cette république, 354. — Discours de Jourdan sur les dangers publics; tableau de la situation intérieure et extérieure; proposition de déclarer la patrie en danger; débats à ce sujet, 359 et 360. — Lucien Bonaparte s'y oppose, et propose plutôt d'augmenter les pouvoirs du directoire, en repoussant toute fois l'idée de dictature, *ibid.* — Considérations sur l'effet de cette mesure en 1792, *ibid.*, 361, 362 et 363. — Elle est rejetée, *ibid.* — Le directoire destitue Bernadotte; succès en Batavie. (Voy. HOLLANDE). — Proclamations contre-révolutionnaires saisies chez un imprimeur, 361 et 363. — Arrivée de l'ambassadeur espagnol Musquitz, 364. — Protestations contre le refus de déclarer la patrie en danger, *ibid.* — Rapport sur une levée extraordinaire de chevaux; calcul sur ce que la France en produit, *ibid.* et 365. — Inquiétudes sur la situation des places frontières, 365. — Rapport sur la création d'une nouvelle légion dans l'Ouest; considérations à ce sujet sur les résultats de la pacification avec les rebelles, *ibid.* (Voy. LOUIS XVI, CONSEIL EXÉCUTIF, COMITÉ DE SALUT PUBLIC, DIRECTOIRE EXÉCUTIF, ARMÉES, FINANCES, GUERRE, DIPLOMATIE, etc.).

FRANÇAIS (les). AN 1790. Décret relatif à ceux prisonniers dans les forteresses étrangères, 184. — Rapport sur des délits commis par des Français et des Napolitains sur les côtes de la Méditerranée, 186. — Note sur des faits de même nature contre des Hollandais, 231. — Ceux établis à Smyrne prêtent leur serment civique et arborent la cocarde nationale, 320. — Trois sont expulsés de Madrid, 331. — Malheureux sort de ceux partis pour le Scioto, 338. — Ceux réfugiés à Nice y conspirent contre Antibes, 346. — AN 1791. Remplacement des Anglais sur les flottes russes par des officiers français, 160. — Découvertes faites par d'autres dans la nouvelle Guinée, 166. — Décret pour la sortie du royaume de ceux attachés à des ministres étrangers, 185. — Ceux d'Outre-Rhin maltraités par les émigrés, 302. — Proposition en faveur de ceux expulsés d'Espagne, 342. — Détails sur l'arrestation de gardes nationaux dans les Pays-Bas, 348. — Atrocités des Espagnols contre ceux

de Saint-Domingue, *ibid.* — Décret sur les payemens à faire à ceux domiciliés à l'étranger, 364. — AN 1792. Autre contre ceux qui prendraient part à un congrès de rois dirigé contre la constitution de l'état, 28. — Renseignemens relatifs à ceux domiciliés en Espagne, 34. — Inquisition contre eux à Lisbonne, 56. — Sont surveillés à Orviette, 98. — Un fils d'un maréchal de France étudiant à Wirtemberg, demande à n'être pas confondu avec les émigrés, 104. — Intention à Rome de congédier tous les Français, 118. — Sont autorisés à entrer en Espagne avec la cocarde et l'uniforme, 120. — Regardés comme dangereux à Pétersbourg, 123 et 134. — Arrestation, à Vienne, d'un Français soupçonné de jacobinisme, 136. — Déclarations à faire de ceux logés chez les aubergistes des Pays-Bas, 143. — Une forteresse leur est assignée pour séjour en Prusse, 144. — Renvoi de tous ceux employés à cette cour, sur-tout aux cuisines, 146. — Inquisition sévère contre eux à Pétersbourg; disparition de l'un d'eux, 148. — Liberté rendue dans la même ville aux négocians, 157. — Sont expulsés de la Lombardie Autrichienne, 204. — Rixe à Gènes entre des Vénitiens et des Français, 235. — Tribunal inquisitorial pour les surveiller à Vienne, 262. — Ordre de traiter en espions ceux voyageant sur les terres d'Autriche, 271. — Renvoi forcé de ceux au service du prince de Latour-Taxis, 282. — Brûlement, à Venise, de prières pour leur destruction, 285. — Article sur un banquet de Savoisien et de Français, 307. — Annonce de l'arrivée, à Boulogne-sur-Mer, de beaucoup d'entre eux venant de Londres; décret à la suite, ordonnant de sortir à ceux qui ont émigré, et lettre de Chauvelin à ce sujet, 317 et 327. — Ceux non-domiciliés dans les états sardes depuis quatre ans en sont expulsés, 323. — Réclamation en faveur de ceux détenus arbitrairement à Rome, 332. — Bonne intelligence avec les Génois de ceux composant l'escadre de Truguet, 361. — Burke dénonce à Londres une commande de 5,000 poignards faite par des Français, 365. — Le même les traite de bêtes féroces, 366. — AN I.^{er} 1793. Vexations des Autrichiens envers ceux faits prisonniers, 7. — Cruautés auxquelles ils sont exposés en Espagne, 80. — Ils en sont

tous chassés, 81. — Même mesure contre eux en Russie à moins qu'ils n'abjurent la France et ses principes, 89 et 121. — Sont maltraités en Espagne, 119. — Ordonnance sur leur séjour dans la Belgique, *ibid.* — Sont empêchés d'instruire les jeunes gens à Vienne, 144. — Dix-sept Français déportés d'Espagne à Gènes, 192. — Combat de Français et des Anglais à Smyrne, 198. — Ils sont expulsés de Bruxelles, 201. — Propositions en faveur de ceux qui l'ont été d'Espagne, 229. — Invitation à ceux qui sont à Constantinople de célébrer, à huit clos, le 14 juillet, 249. — Décrets qui défendent à tout Français de percevoir en quelque lieu que ce soit des droits de servitude, sous peine de dégradation, 252. — Note de ceux qui ont renié leur patrie en Russie, 255. — AN II. 1793. Ils sont chassés des états du roi de Naples, 29. — Massacrés à Gènes par les Anglais, 31. — Mesures prises pour les venger de cette atrocité, 51. — Ils sont insultés à Constantinople par des Grecs-Russes 63. — Manifeste des Génois à l'occasion de leur assassinat par les Anglais, 73. — Ordonnance qui leur défend l'entrée de la Pologne, 78. — AN II. 1794. Persécutions qu'ils éprouvent à Vienne et à Bruxelles, 102. — Et dans les états russes, 106. — Ordre qui leur est donné à Stockholm de se présenter devant le magistrat; motifs de cette mesure, 108. — Calomnies répandues contre eux dans la Catalogne, 111. — Ils sont persécutés en Pologne par les Russes, et obligés de fuir dans la Sibérie, 121. — Humanité des Liégeois envers eux, 130. — Leur situation déplorable à Mayence, 131. — Ils sont expulsés de la Toscane, 182. — Bill du parlement anglais, qui ordonne la saisie de leurs propriétés, et dans quelles circonstances, 183. — Répressions des insultes qui leur sont faites à Constantinople, 219. — Faveur dont ils jouissent auprès des puissances barbaresques, 228. — Nouveaux témoignages d'estime et d'amitié qui leur sont donnés par le grand seigneur, 271. — L'envoyé russe propose à ce dernier de les chasser de ses états, 297. — Ils y célèbrent une fête patriotique, 340. — AN III. Sont massacrés au fort Dauphin par les Espagnols et les noirs, 58. — AN IV. Sont favorisés par le roi d'Espagne, et dans quelles circonstances, 119 et 274. — Insultes qui leur sont faites à Rome,

356. — AN V. Et à Tripoly, 27. — Découverte d'un complot tramé contre eux à Livourne, 28. — Ils sont de nouveau insultés à Rome, 193. — Et massacrés sur divers points de l'Italie, 266. — Mesures prises par la cour de Toscane pour la réparation des torts qui leur ont été faits, 286. — AN VI. Défense faite par le directoire à ceux inscrits sur la liste des émigrés de s'introduire dans les îles de la mer Adriatique, 68. — Mesures prises par le même pour améliorer le sort de ceux prisonniers en Angleterre, 88. — Liberté de dix-huit Français détenus à Tunis, 97. — Message du directoire contre les traitemens qu'éprouvent en Angleterre vingt-deux mille républicains; décret à ce sujet; réponse du gouvernement anglais à cette imputation, 105, 129 et 251. (*Voy. PRISONNIERS DE GUERRE*). — Le gouvernement de Berne déclare la guerre aux Français qui soutiendraient le parti patriote dans son opposition à la conservation des privilèges des patriciens, 112. — Proclamation du pape en leur faveur, 170. — Assassinats de plusieurs à Rome, 171 et 188. — Ordre donné à tous ceux résidans dans les états du roi de Sardaigne de prêter serment à la république, sous peine d'être considérés comme émigrés, 224. — Ordre du général Brune, à Milan, portant peine de mort contre tout homme qui enrôlerait des Français sous d'autres drapeaux que ceux de la république, 240. — Sont assassinés en Piémont, 251. — Le roi de Naples ordonne à ses sujets de les regarder comme leurs amis, 264. — Mesures prises par le gouvernement helvétique, relativement aux réquisitions oppressives et mauvais traitemens de la part de quelques Français dans ce pays; et lettre du général Schawembourg à ce sujet, 266, 267 et 279. — Insultes faites par des Napolitains à trois Français descendant du Vésuve, 268. — Injonction à ceux résidant à Constantinople de faire connaître leurs noms, états et facultés, 290. — Ordre à ceux non-employés, à Rome, d'en sortir sous trois jours, 291. — Réunion de cinquante à Hambourg pour célébrer le 14 juillet, 310. — Manifeste du gouverneur de Turin pour défendre toute provocation contre eux, 317. — Arrivée, à Berlin, de ceux expulsés de Russie, 332. — Le roi des Deux-Siciles leur défend l'entrée de ses états, *ibid.*

— Donnent à Milan et à Gènes des fêtes en mémoire du 10 août, 340 et 341. — Conspiration contre eux en Italie, 348. — Fermentation contre eux à Constantinople, 354. — Incarcération de leurs partisans à Naples, 355. — AN VII. Ils sont arrêtés en Turquie, 21, 31 et 35. — Complots à Malte pour les massacrer, 28. — Indisposition des Piémontais contre eux, 31. — Clôture et réouverture du magasin d'un Français à Bâle, 36. — Ils sont l'objet de la haine de la cour de Naples, 40. — Sont massacrés à Turin, *ibid.* et 81. — Leur état à Constantinople, 79. — Mack menace d'égorger ceux malades dans les hôpitaux de Rome, 85. — Liste de ceux qui sont dans les forteresses de la Mer-Noire, 86. — Un soldat Français assassiné par un officier Napolitain, à qui il avait laissé son épée, 88. — Plusieurs sont assassinés en Toscane, 98. — Détails sur ceux de l'expédition d'Egypte, 108. — Observations d'un bon citoyen à ceux qui ne sont pas encore attachés à la révolution, 120 et 130. — Vente des effets de ceux domiciliés à Constantinople, 126. — Projet de les égorger à Rome, 129. — Détails sur les barbaries qu'ils éprouvent de la part des Turcs, 142. — Suspension des droits de citoyen pour ceux qui acceptent des fonctions chez l'étranger, 145. — Fouilles par les Français au pied du Vésuve, 183 et 206. — Nouvelles de ceux résidant en Barbarie, 190. — Détails de l'égorgement à Augusta de quarante-huit aveugles revenant d'Egypte, 196. — Gaîté de ceux prisonniers en Angleterre, 220. — Conspiration contre eux à Naples, 225, 233 et 235. — Insurrection en Toscane, 249. — Et dans la vallée d'Onéille, 250. — Courage et humanité de trente déportés de l'Isle-de-France, 257. — Insurrection d'Arezzo contre les Français, 279 et 297. — Ils évacuent Florence, *ibid.* — Pétition de Cambon pour que tout Français, ex-fonctionnaire public, rende compte de sa fortune, 321. — Notes sur les secours que reçurent du chevalier Azzara ceux assassinés à Rome avec Basseville et Duphot, 340. — Hostilités des Anglais à Tripoli pour forcer le bey à livrer ceux résidant dans ses états, 346. (*Voyez FRANCE*).

FRANCFORT-SUR-LE-MEIN. AN 1799. Préparatifs pour la diète d'élection de l'empereur,

198. — Son ouverture, 242. — Couronnement de Léopold, 290. — Capitulation impériale lors de cette cérémonie, 300. — AN 1792. Asservissement de la liberté de la presse, 43. — Entrée de l'armée de Custine dans cette ville, et réponse de ce général aux observations de ses magistrats, 303. — Elle réclame contre la taxe militaire, 321. — Contribution qui lui est imposée, 323. — Joseph Gorani réclame en faveur des habitans, 328. — Réponse du ministère français à ces réclamations, 329. — Réflexions sur cette contribution, 339. — Trahison de ses habitans envers la garnison française, 346. — Arrêté du conseil exécutif provisoire pour faire arrêter et garder à vue leurs députés, *ibid.* — Détails officiels sur l'assassinat des Français dans cette ville, 349. — AN I.^{er} 1793. Les Prussiens s'en emparent, 5. — Justification de cette ville, et lettre du général Custine relativement au massacre des Français, 6. — Mémoire relatif à sa reprise par les troupes allemandes, 16. — Ses députés mis en liberté; proposition par Bourdon, de l'Oise, de la raser, rejetée avec indignation, 25. — Exécution du secrétaire de justice de Niderholm, 182. — AN II. 1794. Epidémie qui s'y déclare, 160. — AN IV. Sa prise par les Français, 302. — AN V. Est évacuée par les Autrichiens; déclarée neutre par la France et l'empereur, 174. — La cour de Vienne se refuse à cette neutralité, 193. — Arrivée d'un courier porteur de l'armistice au moment d'une bataille sous ses murs, 225. — AN VI. Ordre donné à ses habitans de porter la cocarde nationale, 142. — Ménard y est envoyé en qualité d'agent diplomatique, 269. — Négociation d'un emprunt pour l'armée française, 350. — AN VII. Bernadotte en expulse les agens de l'Autriche, 201. (*Voy. CUSTINE*).

FRANCFORT-SUR-L'ODER. AN III. Les Polonais insurgés sont auprès de cette ville, 75. — AN VI. Soulèvement parmi ses étudiants et les paysans de Paderborn, 27.

FRANGHE-COMTÉ (*Voy. la table de l'Introduction*). AN 1789. Troubles dans cette province; arrêté du parlement à ce sujet, 27. — Ses députés votent l'extinction de la vénalité des offices, 34. — Dénonciation de l'exportation des grains qui y a lieu, 90. — AN 1790. Sa fédération avec la Bour-

gogne, pour assurer l'exécution des décrets de l'assemblée nationale, 24. (*Voy. JURA*.)

FRANCHIMONT (le pays de). AN I.^{er} 1793. Est réuni à la France, 63. — AN II. 1794. Discours à la barre de ses patriotes réfugiés, 323.

FRANCIADÉ, nouveau nom de Saint-Denis. (*Voy. SAINT-DENIS*).

FRANCKENDAL. AN III. Sa prise par les Français, 37.

FRANCWEILLER. AN I.^{er} 1793. Attaque sur ce point, 231.

FRANCONIE (la). AN 1792. Ses Etats sont requis par le roi de Prusse de s'associer à la cause générale, 171 et 174. — AN III. Adresse de sa diète à ce prince sur les moyens de pacifier l'Empire, 270. — AN V. Les paysans y pillent les châteaux, 63. — AN VI. Marche d'une armée autrichienne par ce pays, 291.

FRAWENFELD. (*Voy. SUISSE*).

FREDERICKSBOURG, aux Etats-Unis. AN II. 1794. Sentimens des habitans en faveur des Français, 156.

FREIDBERG. AN 1792. Prise de cette ville par les Français, 354. — AN IV. Ils s'en emparent de nouveau, 302.

FRESNAY. AN VII. Le commissaire du pouvoir exécutif près ce canton y est assassiné, 150.

FRESSEIN, département du Pas-de-Calais. AN VII. Décret qui transfère à Biez le chef-lieu de son administration municipale, 94.

FREURENBERG. AN II. 1793. Les généraux Berneron et Thouvenot y sont détenus, 35.

FRIBOURG, en Suisse. AN 1792. Dispositions des magistrats contre la révolution française, 95. — AN VI. La démocratie y est proclamée, 152. — Le général Brune s'en rend maître, 171.

FRIBOURG, en Brisgaw. AN IV. Entrée des Français en cette ville, 313.

FRIECKTAL (le). AN VI. Déclaration de l'Autriche sur la demande inopinée de ce pays, faite par la députation française à Rastadt, 311.

FRISE (la province de). AN 1791. Mécontentement du peuple, 280. — AN III. Proposition aux Etats de reconnaître la république française et d'abandonner le Stadthouder, 55. — Menaces hostiles des confédérés pour leur faire retirer leur résolution en faveur de la paix, 70. — AN

IV.

IV. Protestation de la province contre l'établissement d'une convention batave , 139. — AN V. Emeute qui s'y est manifestée , 151. (*Voyez HOLLANDE*).

FROSINONE. AN VI. Est prise par l'armée d'Italie; Nadalski, major polonais, y entre le premier, 342.

FURNES. AN 1792. Occupation de cette place par les Français, 327. — AN I.^{er} 1793. Prise une seconde fois par l'armée du Nord, 157. — Entrée du général Gigon dans cette place, 264. — AN II. 1793. Nouvelle conquête qu'en fait le général Vandamme, 35.

FURSTEMBERG (le). AN VII. Bataille sanglante dans ce pays entre les armées française et autrichienne, 191.

FURSTER-MUNDER. AN VII. Victoire remportée dans ses environs, par le général Lecourbe, 181.

G.

GACÉ, département de l'Orne. AN 1791. Insurrection de ses habitans à la nouvelle de la fuite du roi; ils s'emparent d'un château où s'étaient réunis plusieurs nobles, et coupent la tête à cinq d'entre-eux, 181.

GAETE, en Italie. AN VII. Prise de cette place par 400 français, 122.

GAILLON, département de l'Eure. AN VII. Vente à vil prix de son superbe château, 54.

GALICIE (la). AN 1790. Troubles dans ce pays; rescrit de l'empereur Léopold à ce sujet, 190. — Nouveaux mouvemens parmi ses habitans, 337. — AN. III. Retraite de 400 mille patriotes dans cette contrée, 190. — AN IV. L'archiduc Charles en est nommé gouverneur, 146. — AN VII. La seconde division de l'armée russe y fait son entrée, 11.

GAND. AN 1789. Prise de cette ville par les patriotes belges insurgés, 96. — Elle est abandonnée par les troupes impériales, 98. — Démolition de sa citadelle, 122. — Lettre du prince d'Arenberg-Lamarck à son comité, relativement à la révolution du Brabant, 124. — Les états de Flandre y sont convoqués, 131. — AN 1790. On y établit le régime municipal, 135. — Discours

des députés de son comité patriotique aux états belgiques, 143. — Insurrection de ses habitans, 211. — Persécutions y dirigées contre le duc d'Ursel, 245. — AN 1791. Proclamation de ses magistrats contre les cocardes; déclaration de l'empereur contre son assemblée du tiers-état, 294. — AN I.^{er} 1793. Elle applaudit aux mesures prises par le gouvernement français, 10. — Provoque sa réunion à la France, 62. — Décret confirmatif de cette demande, 64. — AN II. 1793. Insurrection de ses habitans contre les troupes de l'empereur, 58. — Ils se saisissent des fusils qu'on y envoyait, et les tournent contre les Autrichiens, 57. — Suite de la fermentation, 81. — AN II. 1794. Marche du général Pichegru vers ses murs, 282. — Il s'en empare, 292. — AN III. Une députation de ses habitans réclame contre l'exhorbitance des contributions qu'on lui demande, 168. — Et sollicite l'exécution littérale du décret qui la réunit à la France, 348. — AN IV. Lettre de cette ville sur la joie occasionnée par cette mesure, 20. — Autre deses administrateurs qui en félicitent la convention, 23. — AN VI. On y saisit une quantité de draps, comme marchandise anglaise, 122. — Résolution qui destine l'église de Saint-Pierre à y servir de muséum, 287 et 330. — Elle est approuvée par le conseil des anciens, 356. — Préparatifs de défense contre les Anglais, 331. — AN VII. Exécution dans ses murs de plusieurs conscrits rebelles, 57.

GANNAT. AN 1790. Cette ville est autorisée à faire un emprunt, 223. — AN 1792. Arrestation dans ses murs de brigands enrolés pour le service des princes émigrés, 47. — AN I.^{er} 1793. Rétractation faite par ses administrateurs de leur opposition au 31 mai; ils sont renvoyés à leurs fonctions, 186. — AN III. Dénonciation d'une partie de ses habitans, contre Forestier, Givois son neveu, et Fouché, de Nantes, 266.

GAP. AN 1791. Nomination de Cazeneuve à l'évêché de cette ville, 78.

GARD (le département du). AN 1790. Proclamation des autorités pour y rétablir la tranquillité publique, 179. — AN 1791. Lettre de Boyer de Nîmes, en faveur des protestans qui l'habitent, 300. — Décret qui approuve la conduite tenue par ses administrateurs à l'occasion des trou-

bles, et y ordonne l'envoi de commissaires, 55. — Situation de ce département, 62. — Lettre de son directoire annonçant une expédition contre le camp de Jalès, et l'arrestation de quelques rebelles, 66. — Plaintes de Maury contre la jonction de ses habitants protestans avec l'armée avignonnaise, 145. — AN 1792. Annonce de nouveaux troubles et de rassemblemens séditieux, 66. — Pièces y relatives, 77. — Incendie d'une vingtaine de châteaux et maisons du discript de Sommières; proclamation de la loi martiale, 105. — Dépêches du directoire du département à ce sujet; il en attribue la cause aux émissaires venus de Marseille et à l'impulsion des sociétés populaires, 108. — Décret sur son approvisionnement, 293. — AN I.^{er} 1793. Autre qui ordonne à son administration centrale de mettre les patriotes en liberté, et de suspendre toutes poursuites contre eux, à l'occasion du 31 mai, 204. — Accusations dirigées contre ses membres; mesures de rigueur prises contre les citoyens qui ont exécuté leurs arrêtés dans cette circonstance, 225. — AN II. 1793. Châteauneuf-Randon y est envoyé en mission, et pourquoi, 32. — AN II. 1794. Lettre de Clareton, commissaire des guerres; sur l'esprit public de ce département; détails sur les effets causés par la nouvelle du 9 thermidor, 329. — Bourdon, membre de son tribunal révolutionnaire, se suicide à la tribune de la société populaire de Nîmes; motifs de cet acte, *ibid.* — AN III. Compte rendu par Perrin, des Voges, de la mission qu'il y a remplie, 69. — Dénonciations de diverses communes contre les opérations du représentant Borie, 240. — AN IV. Rejet de la résolution qui transférerait son école centrale à Alais, 189. — Réclamation de ses députés contre une imputation faite à son tribunal criminel, 304. — AN VI. Mention honorable de la conduite de ses administrateurs contre les brigands, 9. (*Voy. NISMES.*)

GARONNE (la). AN 1791. Désastres occasionnés par l'inondation de cette rivière, 341.

GARONNE (le département de la Haute). AN 1790. Dénonciation de ses administrateurs contre l'évêque de Mirepoix, 326. — AN I.^{er} 1793. Ils accusent le ministre Pache d'avoir désorganisé l'armée des Pyrénées, 30. — Motion de Couthon,

tendant à suspendre le décret rendu contre eux à l'occasion du 31 mai; débats à ce sujet; il retire sa proposition, 181. — Lettre de Baudot sur le bon esprit de ses habitans, et la résistance qu'ils apportent aux arrêtés du département contre le 31 mai, 186. — Annonce du rejet fait par plusieurs cantons de la proposition de convoquer les assemblées primaires, 190. — Baudot et Chaudron y sont envoyés en mission, 265. — AN II. 1793. Décret qui casse un arrêté de son administration centrale, relatif au dépôt des matières d'or et d'argent, 28. — Lettre des représentans en mission dans ce département, annonçant l'arrestation de plusieurs conspirateurs de l'Arriège, 29. — AN II. 1794. Annulation d'un autre arrêté de cette administration concernant le suppléant de Julien, de Toulouse, 158. — Lettre de Dartigoyte à ce sujet, 189. — Rapport de Dubarran, et décret qui appelle le second suppléant en place de Dariot; motifs de cette mesure, 264. — Texte de ce rapport, 270. — AN VI. Jugement de son tribunal criminel qui condamne à mort Lafforgue convaincu de parricide, 274. — Motion de Destrem, et envoi d'un message pour inviter le directoire à donner de prompts secours aux cent dix-huit communes de ce département dévastées par la grêle, 292. — AN VII. Résolution qui valide les élections de son assemblée-mère, 235. — Révolte des royalistes du Midi; ils marchent sur Toulouse; détails y relatifs, 328. — Pouvoirs donnés au général Fregeville pour réprimer leur audace, 329. — Dénonciation d'un imprimé qui engage ses habitans à se réunir aux insurgés, 332. — Nouveaux détails sur les excès commis par ces derniers, et les pertes qu'ils ont faites; loi qui applique à ce département celle rendue sur les otages et la répression du brigandage, 333, 335, 337. — Autres détails sur la défaite des royalistes, 338. — Renvoi au directoire d'un pamphlet qui a été publié, provoquant une confédération avec le département de la Charente, 341. — Avantages remportés par les républicains; éloges des administrateurs, et discours de Pérès, du Gers, sur cette révolte, 343. — Traduction devant une commission militaire de la demoiselle Clotilde, danseuse de l'opéra, qui avait offert aux rebelles un drapeau blanc couvert

de fleurs de lys, 347. — Ceux-ci fuyent en Espagne, 348. — Lettre du général Frégeville sur sa conduite dans cette circonstance, 350. — Résolution qui approuve celle des autorités civiles et militaires, 351. — Elle est admise aux anciens, 353. (V. TOULOUSE).

GATINOIS (le). AN 1790. Rétablissement du calme dans cette province, 221.

GAYAC. AN 1790. Décret qui autorise cette ville à ouvrir un emprunt, 223.

GAZA, en Syrie. AN VII. Contributions exigées de cette ville par l'armée d'Egypte, 292.

GEMMAGES. (Voy. JEMMAGES.)

GÈNES (la république de). AN 1789. La Suabe lui retire l'exportation de ses grains, 130. — AN 1790. Son ambassadeur réclame contre la réunion de la Corse à la France; discussion et décret à ce sujet, 23. — Analyse de son gouvernement par Lacroix, 154. — Décret rendu sur la proposition faite par lui de soumissionner plusieurs biens nationaux, 209. — Différends entre cette république et le roi de Sardaigne, 226. — AN 1791. Plaintes de la cour d'Espagne contre l'ambassadeur français qui réside près d'elle, 257. — AN 1792. Décret pour le remboursement d'une partie de l'emprunt qui lui a été fait, 39. — Ses alarmes à l'occasion des événemens arrivés en France, 163. — Mécontentement de la cour de Vienne contre cette république, 171. — Sa neutralité, 174. — Intrigues pour l'irriter contre la France, 188. — Insulte faite dans son port au pavillon français, 232. — Récit de cet événement, 235. — Annonce faite par le commissaire près l'armée navale de France, des dispositions morales de ses habitans pour une révolution, 337. — Réflexions d'un noble de cette république en faveur de celle de France, 338. — Assemblée du sénat au sujet de la présence de la flotte française, 357. — Confiance des Génois envers les Français de l'escadre de Truguet, 361. — AN I.^{er} 1793. Ils appellent la nation française au secours des différens peuples de l'Italie, 7. — Naillac, envoyé français, assure ce gouvernement de l'amitié de sa république, 150. — Débarquement, dans cette ville, de dix-sept français venant d'Espagne sur un navire suédois, 192. — Inquiétude des sénateurs et des nobles, à l'occasion de la fête de la Saint-Jean, célébrée

à bord d'un vaisseau français, et pourquoi, 201. — Fraternisation dans ce port des équipages *la Modeste* et *la Badine*, et de quelques matelots anglais, 223. — Les administrateurs des Alpes-Maritimes y achètent trente mille charges de blé, 258. — AN II. 1793. Les Français y sont massacrés par les Anglais, 31. — Déclaration envoyée par les représentans Ricord et Robespierre jeune, au sénat, à l'occasion de ce massacre, 44. — Embargo mis sur ses navires, par suite de cet attentat, 51. — Manifeste adressé à l'amiral Drake sur cette atrocité, 73. — La société populaire de Nice offre des secours à ses habitans patriotes, 74. — Détails de l'assassinat commis par les Anglais sur l'équipage de *la Modeste*, 78. — Levée d'un régiment de patriotes, 88. — Les Anglais défendent au gouvernement napolitain d'y rien envoyer, 91. — On maintient les traités qui lient cette république à la France, 94. — Efforts inutiles de l'agent anglais Drake, pour la faire entrer dans la coalition, 95. — AN II. 1794. Sa résistance étonne la cour de Naples, 107. — Violation de sa neutralité par les Anglais, 169. — Elle nomme Boccardi pour son ambassadeur, à Paris, 182. — Ouvre un emprunt forcé d'un million pour s'approvisionner, 191. — On y arrête les partisans du despote piémontais, 216. — Arrivée de Delfosse dans cette ville, pour y vérifier les assignats, et arrestation d'un contrefacteur livournaise, 223. — Lettre à ce gouvernement sur l'entrée des Français à Ventimille, 225. — Décret concernant l'ordre de comptabilité entre la trésorerie et les citoyens de cette république, propriétaires de créances sur Lyon, 232. — Dépêche du vice-amiral Hood, pour arranger les différens subsistans entre elle et l'Angleterre, 247. — Résolution du grand-conseil en faveur des bâtimens français, 276. — Dénonciation de Cambon contre Haller, à l'occasion des dépôts d'huile qui y ont été faits, 339. — AN III. Division qui y règne entre les Espagnols et les Anglais, 15. — Le ministre, F. Villars, y arrive en même temps que l'envoyé anglais, 54. — Arrestation, dans cette ville, de Tilly qui y avait été agent, 61. — Discours de Villars à son audience de réception, 72. — Mise en liberté, par le tribunal d'inquisition

d'état, de plusieurs individus, 78. — Proclamation du représentant Turreau aux ouvriers français qui s'y sont retirés, 181. — Départ de la flotte anglaise, d'après la sommation qui lui en a été faite par ce gouvernement, 213. — Protestation du sénat contre l'entrée des troupes impériales sur son territoire, 285. — Demande du passage par le général autrichien Dewins; réponse et nouvelle protestation du sénat à ce sujet, 289. — Détails donnés de cette ville, sur les événemens qui ont précédé la dernière victoire des Français à Vado, 303. — Entrée, à Marseille, de trente-deux bâtimens génois chargés de vivres, 315. — Prise, par les Français, de quatre autres bâtimens de cette nation, chargés pour l'ennemi; lettre ministérielle à cette occasion, 352. — Autre du général Dewins au sénat, et réponse de celui-ci, 364. — AN IV. Plaintes sur la violation de sa neutralité par les Anglais, 1. — Explication concernant la prise des bâtimens chargés pour l'Espagne, 7. — Nouvelle violation de son territoire par les Anglais, 19. — Jacques Brignoles en est réélu Doge, 90. — Proclamation de Schérer pour faire cesser les excès commis sur son territoire par l'armée française, 113. — Entrée à Nice de 14 de ses bâtimens chargés de comestibles, 128. — Déclarations hostiles des ministres d'Angleterre et d'Autriche, contre cette république, 198. — Craintes affectées de leurs partisans à l'approche des Français, 211. — Réception du ministre Faypoult par le sénat, et discours prononcés dans cette circonstance, 219. — Détails sur les actions des alarmistes et sur celles du parti français; conduite modeste et raisonnable du ministre de cette puissance, 252. — Autre violation de son territoire par les Anglais, 282. — Réclamation du ministre français pour obtenir un dédommagement des six bâtimens pris par eux dans ce port, *ibid.* — Extrait d'une note officielle présentée au doge, contre Girola, ministre impérial, 291. — Demande du renvoi des émigrés qui y sont domiciliés, 304. — Plaintes de l'envoyé français contre les bruits injurieux qu'on répand sur les dispositions de son gouvernement à l'égard de cette république, 310 et 319. — Détails de l'audience publique donnée à Paris à son envoyé,

326. — AN V. Attentat des Anglais dans ce port, et arrêté du petit conseil qui le leur ferme, 3. — Alerte générale qu'ils y occasionnent; note énergique présentée par le ministre de France à ce sujet, 10. — Ordre du gouvernement contre eux, 24. — Apparition d'une de leurs frégates, 27. — Rupture des communications de ce gouvernement avec la cour de Vienne; décision de son collège contre les officiers qui ont rendu la forteresse de Capraja, 28. — Apparition de vaisseaux anglais, 38. — Mesures prises pour maintenir la tranquillité à Lugano, 39. — Evacuation de Capraja par les Anglais, 45. — Protestation du comte de Girola, ministre de l'empereur, 45. — Lettre de Bonaparte sur les faux bruits y semés par les malveillans, 50. — Note du chargé d'affaires de Russie sur l'ordre intimé au prince d'AreMBERG de sortir de cette république, 53. — Ratification du traité signé à Paris par M. Spinola, son envoyé, 57. — Accueil honorable qui y est fait à M.^{me} Bonaparte par les partisans de la France, et par M.^{me} Brignole, parente du doge, 100. — Exécution de son traité avec la république française, *ibid.* — Election des *triginta probi viri*, dont l'un, Augustin Spinola Arquata, avait été condamné à mort par les Français, comme auteur du soulèvement des fiefs, 107. — Repas patriotique qui y est donné pour la prise de Mantoue, 161. — Arrestation, à Milan, d'un courrier chargé des dépêches du ministre de cette république, auprès de l'empereur; extrait de ces dépêches, 236. — Insurrection de ses habitans; impartialité des agens ou militaires français dans le pays, 255. — Explosion des rassemblemens qui avaient lieu depuis quelques jours; les patriotes s'emparent des postes et en désarment la garde, 260. — Détails sur les causes, les progrès et les suites de cette insurrection; arrivée d'un aide-de-camp de Bonaparte; son départ; députation extraordinaire envoyée à ce général par l'oligarchie génoise, 265. — Détails sur les suites de l'insurrection; lettre de Bonaparte au doge, 274. — Ses habitans s'arment et s'organisent en compagnies, 277. — Convention faite entre ce général et les députés de cette ville, en faveur de la souveraineté du peuple, 279. — Accusation de

Dumolard contre le directoire, à l'occasion de cette révolution, 280. — Plantation d'arbres de liberté; opérations du nouveau gouvernement, 285. — Détails sur son installation, 289 et 290. — Il accorde une amnistie générale, et fait enlever les anciennes armoiries, 291. — Députation pour le féliciter et lui jurer attachement, 294. — Approbation de la conduite de Bonaparte dans cette circonstance, 301. — Réponse du gouvernement génois à ce général, sur André Doria, 309. — Adresse de la commission de constitution, 313. — On lui notifie officiellement l'existence de la Cisalpine, 334. — Il envoie des missionnaires pour préparer le peuple à recevoir la nouvelle charte populaire, 342. — Réunion des habitans des fiefs impériaux, 345. — Décret sur les moines et les religieuses, 352. — Prend le nom de *république ligurienne*; présente au peuple le nouveau projet de constitution, 362, 363 et 364. — Dissolution de la commission des 500, chargée d'examiner les opérations diplomatiques du directoire, relativement à ce gouvernement, *ibid.* — AN VI. Cabale des prêtres, des moines et des nobles pour y faire rejeter la nouvelle constitution; et refus de l'archevêque de Gênes d'une pastorale en sa faveur, 4. — Article sur la banque de Saint-Georges, établie en cette ville, 5. — État de ses finances, 6. — Mouvements contre-révolutionnaires; décret à ce sujet; suspension de la présentation de l'acte constitutionnel; condamnation à mort des agens de la sédition, 7. — Nouveaux détails sur les troubles, 10. — Autre décret du gouvernement provisoire en faveur des habitans qui ont versé leur sang pour la défense de la patrie, 14. — Les cours de Londres et de Vienne refusent de le reconnaître sous sa nouvelle dénomination, *ibid.* — Exhortation de l'archevêque aux curés de ne pas accepter la constitution, 18. — Le duc de Toscane autorise ses habitans à porter dans ses états la cocarde nationale, 19. — Offre faite à son gouvernement d'une légion de Cisalpins, 20. — Condamnation de divers chefs de l'insurrection de la Polcevera; arrestation de plusieurs nobles; fête patriotique à l'occasion du renouvellement de l'année française; lettre de Bonaparte sur la constitution ligurienne, 23. — Révision de cet acte, 43. — Condamnation à mort de

plusieurs chefs de la révolte, 53. — Texte de la lettre du général Bonaparte, 66. — Séance provoquée par le gouvernement provisoire, relativement à la réforme de la constitution, 77. — Adresse du même sur la prochaine présentation de cet acte, 90. — Réouverture des cercles constitutionnels, 91. — Acceptation unanime de sa constitution, 95. — Présentation du ministre cisalpin; discours à ce sujet, 100. — Nombre des citoyens qui ont voté sur la constitution, 107. — Décret sur le rassemblement des comices provisoires, *ibid.* — Fête générale dans la Ligurie pour l'acceptation de l'acte constitutionnel, 115. — Mouvement tumultueux aux portes du palais national, 124. — Premières séances du conseil, 140. — Remplacement de Faypoult, 148. — Séances des conseils; proclamation du directoire sur son installation, 151. — Autre du corps législatif au peuple pour l'inviter à faire des dons, 166. — Formation du ministère de cette république, 175. — Départ des troupes françaises pour Milan, 184. — Discussion au conseil des juniors sur les ecclésiastiques amnistiés; délai fixé aux émigrés pour rentrer dans la Ligurie, 187. — Levée de l'embargo mis sur tous les navires qui se trouvent dans ses ports, 195. — Fête donnée par son corps législatif à l'armée triomphante d'Italie, 203. — Lettre de félicitation du cercle constitutionnel de Paris au conseil des juniors, 206. — Résolution du conseil des soixante, qui établit la liberté illimitée du commerce, 207. — Jugement de la commission criminelle qui acquitte Spinola, Rivarola et Assereto, accusés d'avoir conspiré, à Paris, contre la république ligurienne; démission du ministre de la police; il est remplacé par Nepomucene-Rossi, 209. — Tumulte causé par l'arrestation de deux officiers infracteur d'une proclamation du ministre de la police; décret du corps législatif qui impute la conduite de ce ministre, ordonne au directoire d'annuler sa proclamation, et de faire mettre les officiers en liberté, 215. — Motion de Gattorno, tendante à ce qu'il n'y ait pas de séance le dimanche, et à ce que le directoire assiste aux processions, *ex-voto*; elle est accueillie par des murmures, 217. — Résolution du conseil qui consacre aux besoins publics l'ar-

genterie des églises, 221. — Jonction de quatre mille Liguriens aux patriotes piémontais; ils entrent dans le Piémont, 222. — Réception du citoyen Sotin, ministre de France; état de la population de cette république, 226. — Résolution qui ordonne à tous les religieux non-Liguriens de sortir sous trois jours du territoire de la république, 240. — Mesures du gouvernement pour empêcher les patriotes piémontais de venir sur son territoire; rejet par le conseil des anciens de plusieurs résolutions relatives aux moines étrangers et à la juridiction ecclésiastique; motifs de ce rejet; ils excitent les plaintes de l'ambassadeur de France, 245. — Grande fermentation en Ligurie, 253. — On charge le directoire d'arrêter et d'empêcher l'exécution des bulles et autres chartes étrangères; loi qui déclare les ecclésiastiques, complices de l'insurrection du mois de septembre, incapables d'avoir un bénéfice à charge d'âmes et des places dans la république; mise à la disposition du corps législatif de l'or et de l'argent des synagogues, 255. — Création d'un nouveau type de monnaie, 264. — Célébration de la fête de la régénération dans toutes les communes qui ont des municipalités, 265. — Motifs du rappel du ministre Sotin de cette résidence, 270. — Rappel des Liguriens absents; confiscation des biens de l'inquisition, 271. — Proclamation du directoire contre le roi de Sardaigne, 275. — Justification de ce prince, 277. — Indices de contre-révolutions dans les Deux-Rivières; éloge de la conduite de Sotin, ambassadeur français, 278. — Message du directoire ligurien, relatif à l'invasion des Piémontais; mesures pour les repousser, 280. — Lettre relative à ses divisions avec la cour de Turin, 281. — Attaque de Carrosio par les troupes liguriennes, 282. — Continuation des hostilités avec la cour de Turin; discours d'un député ligurien à cette occasion, 283. — Autorisation donnée au directoire de mettre en réquisition les citoyens de dix-huit à trente ans, 286. — Décret qui consacre au peuple et à la mémoire de sa régénération, la maison du citoyen Felice Morando, apothicaire, comme ayant été le berceau de la liberté ligurienne, 288. — Lettre du directoire au gouvernement cisalpin pour le remercier de l'intérêt qu'il prend à sa con-

testation avec le roi de Sardaigne, 289. — Cessation des hostilités à la nouvelle de l'entrée des Français dans la citadelle de Turin, 292. — Combat de Serravalle; prise de Loano et de Balestrino par les Liguriens, 294. — Disposition du roi de Sardaigne à retirer ses troupes du territoire ligurien, et à quelles conditions, 296. — Suppression de la place d'ambassadeur français à Gênes; regret des habitants au départ de Sotin; discours de celui-ci lors de la présentation du chargé d'affaires, Belleville, 301. — Lettre de ce dernier sur l'occupation de la rivière de Ponent par l'armée française, 305. — Ordre du général Brune pour l'évacuation des places piémontaises par les Liguriens, 307. — Lettre de l'archevêque de Gênes au directoire ligurien, dans laquelle il déclare ne pouvoir se conformer à l'ordre qu'il a reçu de cesser toute juridiction civile, 314. — Mouvement populaire à la publication de la loi qui assigne le couvent des carmes aux troupes françaises, 319. — Invitation de Belleville au gouvernement pour qu'il ferme ses ports aux Anglais, et mette ses côtes en état de défense, 327. — Découverte d'une imposture monacale à l'occasion du corps de Sainte-Faustine; détails à ce sujet, 329. — Dispositions de la vallée de Ratti pour être unie à la république ligurienne, 336. — Différends survenus entre le corps législatif et le directoire; médiation de Belleville; célébration du 10 août, 341. — Note de Belleville sur les manœuvres des factieux qui conspirent contre les Français, et paralysent les mesures du corps législatif, 348. — Continuation des divisions entre les premières autorités; Belleville appaie le directoire; résistance du corps législatif, 352. — Réunion de quinze députés appelés par Belleville pour donner leur démission; abolition de la commission militaire, et pourquoi, 358. — Arrestation de Da-Sory et sa condamnation; motifs de ce jugement, 362. — AN VII. Loi contre les alarmistes, 19. — Sensation produite par la déclaration du roi d'Angleterre contre les peuples des côtes de la Méditerranée, en relation avec la république française, 31. — Résolution du grand conseil pour les suppressions des corporations ecclésiastiques, 36. — Hostilités entre cette république et les Anglais, 39. — Sanc-

tion du décret qui supprime tous les couvens , 42. — Hostilités ; installation de son institut national , 64. — Enthousiasme des habitans à la nouvelle de l'agression du roi de Sardaigne ; fonds accordés pour les besoins urgens , 99. — Autorisation donnée à son directoire d'employer toutes sortes de moyens pour la sûreté intérieure , 101. — Et pour seconder les opérations des Français en Italie , 122. — On y déclare la guerre à l'Angleterre : 124. — Ses vaisseaux y conduisent l'ambassadeur Lacombe-Saint-Michel , 152. — Celui-ci sauve les passagers liguriens conduits avec lui à Tunis , 154. — Message du directoire sur la situation rassurante de cette république , 166. — Assassinat commis par l'un de ses députés , nommé Queirolo ; il est condamné à mort , 177. — Fête funèbre en l'honneur du citoyen Bregini , sa victime , 191. — Arrêté du directoire ligurien pour la réduction des couvens , 204. — Décret qui l'autorise à organiser les troupes sur le pied français , 213. — Loi relative à la franchise de ce port , 226. — Proclamation de ce gouvernement , tendante à rappeler aux Liguriens la promesse qu'ils ont faite de vivre libres ou de mourir , 242. — Mesures de défense contre les Autrichiens , 243. — Arrestation des principaux nobles comme otages ; jonction des armées de Naples et d'Italie pour sa défense , 247. — Soulèvement contre les Français dans la vallée d'Oncille , 250. — Proclamation du général Moreau aux Liguriens , 278. — Position de l'armée française dans ce pays après la bataille de la Trébia , 314. — Conscription militaire de ses habitans , 325.

GENÈVE (la république de). AN 1789. Prépare un don patriotique pour la France , 110. — Offre de ce don et observations sur ses motifs , 119 , 125 et 128. — Ses aristocrates sont accusés de vouloir acheter par là la garantie de leur gouvernement , *ibid.* et 129. — Elle est confirmée par les agens de France , de Berne et de Sardaigne , 130. — AN 1790. Lettre de Clavière à Volney sur la contribution et la garantie de ses habitans , 1. — Rappel de ceux d'entre eux qui en ont été expulsés par les ordres de Vergennes , 88. — Dispositions faites dans cette ville pour y célébrer le 14 juillet , 191. — Il s'y forme un parti révolutionnaire , 195. — Fête du 14 juillet , 207. — Dé-

cret de l'assemblée nationale de France pour favoriser le transit de ses grains par le ci-devant pays de Gex , 235. — On y prépare une révolution démocratique , 288. — Plan de sa nouvelle constitution , 353. — AN 1791. Confédération dans cette ville en faveur de l'égalité politique , 28. — Troubles , 53. — Rétablissement du calme , 55. — Arrêté du conseil-général qui étend le droit de bourgeoisie pour apaiser les mécontens , 90. — Nouveaux troubles à l'occasion du port de la cocarde française , 183. — Alarmes causées par la fuite du roi , 188. — Observations sur la conduite amicale de cette république , 299. — Sa réclamation relativement à des propriétés contestées , 347. — AN 1792. Elle est associée à la neutralité de la Suisse , 199. — Notification qui lui est adressée par le conseil exécutif de France , contre sa demande d'une garnison bernoise , 278. — Pièces relatives à la satisfaction exigée d'elle à cette occasion , 285. — Lettre des commissaires civils à l'armée du Midi , énonciative des sentimens de ses magistrats envers la France ; note de son conseil sur les motifs de la réquisition faite à Zurich et à Berne , 290. — Il proteste de sa neutralité ; arrêté du conseil exécutif provisoire de France , portant qu'en conséquence de cette déclaration les troupes françaises n'entreront pas sur son territoire , 291. — Extrait du rapport de Brissot sur cette république , 292. — Elle négocie avec le général Montesquiou , *ibid.* — Adresse de ses magistrats , par laquelle ils cherchent à tromper le peuple sur les intentions de la France , 295. — Autre de ses habitans patriotes pour demander la conservation des troupes suisses , 306. — Décret qui autorise le conseil exécutif à requérir leur évacuation , et qui annule la convention faite avec le général Montesquiou , 327. — Votes des grand et petit conseil pour le renvoi des Suisses , 339. — Retraite de ces troupes , 349. — Programme relatif aux conditions requises pour y jouir du droit de citoyen , *ibid.* — Révolution qui y est opérée par les patriotes ; ils s'emparent de l'autorité , 350. — AN 1.^{er} 1793. Présentation de son ministre à Paris , 4. — Lettre du général Kellermann , annonçant la révolution , 5. — Mesures prises pour le maintien de la tranquillité individuelle et l'indépendance de cet état , 18. — Lettres

de son gouvernement provisoire à Kellermann sur sa révolution, 26 et 27. — Note de Reybaz, son ministre à Paris, contre un faux bruit relatif à cette république, 35. — Il demande la surséance d'un décret qui accordait au citoyen Courmes le droit de représailles contre les magistrats genevois, 50. — Adoption de divers articles de sa constitution, 157 et 166. — Décès de Charles Bonnet, philosophe célèbre, 165. — Départ, pour cette ville, du citoyen Soulavie, en qualité de chargé d'affaires de France, 189 et 217. — On y célèbre une fête en l'honneur de J. J. Rousseau, 192. — Lettre de Bousquet sur les véritables sentimens de ses habitans, 246. — Demande en représailles faite contre cette république, 257. (*Voyez COURMES.*) — AN II. 1794. Note de l'ambassadeur anglais aux cantons de Berne et de Zurich, pour les dissuader de reconnaître sa nouvelle constitution, 203. — Remerciemens faits à la convention par les Genevois qui sont à Paris, à l'occasion des honneurs du Panthéon décernés à J. J. Rousseau, 234. — Reconnaissance de sa nouvelle constitution par les Zurichois, 256. — Insurrection des patriotes et arrestation de cinq cents individus, 324. — Demande de son envoyé pour être admis à la séance de la convention, 336. — Plainte portée contre le résident Soulavie, 337. — Admission du ministre genevois; décret sur le drapeau présenté par lui, 538. — AN III. Adet y est envoyé comme ministre, 13. — Lettre au rédacteur du *Moniteur*, pour provoquer l'insertion d'une adresse aux Genevois; texte de cette adresse, 365. — AN IV. Détails d'une cérémonie qui y a eu lieu à l'occasion d'un drapeau envoyé par le directoire, 140. — Mouvements parmi ses habitans; rétablissement du calme par les soins de l'agent français Desportes, 520. — AN V. Massacre de deux citoyens dans cette ville, 25. — Adresse à ce sujet; réponse des magistrats, 40. — Arrêté du directoire qui ordonne au ministre Reybaz de sortir de Paris dans les vingt-quatre heures, à peine d'y être contraint par la force armée, 70. — Nomination de Micheli pour remplir ses fonctions, 160. — AN VI. Mouvement séditieux dans cette ville à l'occasion de l'élection des syndics, 74. — Arrêté du conseil législatif, ordonnant la réunion de tous les som-

tionnaires publics; motifs de cette mesure, 190. — On y insulte le pavillon français; réclamations de l'agent Desportes à ce sujet, 195. — Compte rendu au peuple par la commission extraordinaire de cette ville du résultat de ses démarches auprès du directoire exécutif, 208. — Opposition à sa réunion à la France, 212. — Réparation de l'insulte qui y a été faite au drapeau tricolore, 215. — Note de Félix Desportes sur les attentats de quelques scélérats à son égard, 222. — Comités généraux pour sa réunion, 237 et 240. — Texte du traité conclu dans cette circonstance; il est approuvé par les conseils, 241. — Et ratifié par ses habitans, 256. — Ouverture de la salle d'assemblée y connue sous le nom de *Cercle de la Grille*; têtes trouvées dans ce repaire; poursuites dirigées contre ses chefs, 265. — Refus des syndics et du conseil de faire brûler solennellement les étendards de ce cercle, 273. — Arrêté du directoire qui oblige les Genevois à déclarer les objets anglais dont ils sont dépositaires, 286. — Célébration de la fête du 14 juillet, 306. — Rapport de Chénier sur la question de savoir dans quel département elle sera comprise, ou si elle en formera un nouveau, 312. — Discussion et adoption d'un projet qui lui donne le nom de département du Léman, 313, 319 et 321. — Rapport de Rossée, aux anciens, en faveur de cette résolution; elle est approuvée, 341. (*Voyez LÉMAN.*)

GEORGES. AN IV. Les habitans de cette commune refusent de rendre les armes; lettre du général Hoche à ce sujet, 65.

GEORGIE (la). AN IV. Est ravagée par les armées persanes, 120.

GERMANIQUES (cours et états). AN 1792. Leur influence en France depuis le traité de Westphalie, 132. — Déclaration des cours de Vienne et de Berlin à ces Etats, sur la nécessité d'une coalition pour la défense de leur patrie commune, 158. — Réflexions sur leur neutralité et leur intérêt à cet égard, 295. (*Voy. ALLEMAGNE.*)

GER (le département du). AN 1790. Décret sur les contestations existantes entre son directoire et ceux des districts, 354. — AN I.^{er} 1793. Rétractation de ses administrateurs à l'occasion du 31 mai, 191. — Décret qui ordonne l'arrestation

et

et la traduction à la barre d'un grand nombre de ses fonctionnaires en révolte contre la convention , 201. — AN II. 1793. Opérations de Dartigoyte dans ce département ; mesures de sureté prises par lui , 26. — AN II. 1794. Affaire de Barbotan , prévenu de complicité avec les conspirateurs du Gers , 127. — Cassation du jugement rendu par son tribunal criminel dans cette affaire , 134. — AN III. Démenti donné au bruit répandu de l'assassinat d'un curé constitutionnel de ce département , 352. — AN V. Rejet de la résolution relative à ses élections , 341. — AN VI. Motion de Gauran pour la diminution de ses contributions foncières , 152. — AN VII. Autre demande de cette nature , 50. — Résolution qui met les bâtimens de l'archevêché d'Auch à la disposition de ses administrateurs , 63. — Dénonciation d'un faux matériel commis dans ses élections , 234. — Rapport sur ses trois assemblées électORALES ; discussion à ce sujet ; appel nominal et adoption des choix faits par son assemblée-mère , 242. — Débats aux anciens sur cette résolution ; elle est approuvée , 258. — Eloge de la conduite de ses administrateurs , 343. (*Voyez AUCH*).

GERTRUYDEMBERG. AN I.^{er} 1793. Annonce de la prise de cette ville , 67. — Détails à ce sujet , 68. — Capitulation honorable obtenue par la garnison française , 114 et 116.

GEX (le pays de). AN 1791. Décret pour l'exportation de ses bois et charbons , 123 et 131. — AN III. Adresse de la société populaire de cette ville en faveur du représentant Boisset , 5.

GIBRALTAR. AN III. Evasion de prisonniers français détenus dans cette place , 197. — AN V. Etat de l'armée espagnole qui doit en faire le siège , 73.

GIEFFA , en Syrie. AN VII. L'armée française y lève des contributions , 292.

GIEN. AN 1789. Emeute contre un cultivateur de cette commune ; décret qui ordonne la restitution des sommes qu'il a été obligé de déposer , 77.

GILLETE. AN II. 1793. Attaque de ce poste par les Piémontais ; ils en sont repoussés , 48.

GEORGEWO. AN 1790. Levée du siège de cette place , 188. — Les Autrichiens y sont battus par

les Turcs , 230. — Armistice y conclu entre ces deux puissances , 257.

GIRONDE (le département de la). AN 1790. Moyen proposé par ses administrateurs pour assurer des fonds à la marine de Toulon , 291. — AN 1791. Décret qui annule leur proclamation sur la perception des octrois , 9. — Troubles à Bordeaux , occasionnés par la fermeture du club monarchique , 160. — Lettre des administrateurs , annonçant l'entrée des troupes espagnoles en France , 185. — Ils dénoncent les auteurs des pétitions contre le décret du 15 mai sur les Colonies , 244. — AN 1792. Adresse de son sixième bataillon à Louis XVI , 134. — Lettre du troisième au général Montesquiou , et réponse de ce dernier , 170. — Dévouement et soumission des premiers et seconds de ces bataillons , 174. — AN I.^{er} 1793. Décret portant que ses habitans ont bien mérité de la patrie , 86. — Détails de leurs efforts patriotiques , 103. — Ils dénoncent une adresse dans laquelle on propose le massacre d'une partie des membres de la convention ; débats à ce sujet , 110 et 111. — Annonce de leur résolution de se séparer de Paris , si la représentation nationale y était violée , 138. — Bruit répandu que dix mille hommes en sont partis ; motifs de cette détermination , 159. — Adresse de ses administrateurs sur la modération des Bordelais qui ont garanti la liberté des représentans en mission , 165. — Lettre du comité central de Bordeaux à Maugeret , commissaire de ce département , 203. — Refus fait par le district de Cadillac de laisser passer ses forces départementales , 207. — AN II. 1793. Vœu manifesté par les Bordelais pour le changement du nom de leur département en celui de *Bec-d'Ambex* , 37. — Décret confirmatif de cette demande , 43. — Ordres pour la démolition des châteaux qu'il renferme , 44. — AN III. Il reprend son ancien nom , 208. — Lettre des représentans Boussion et Besson , annonçant que la tranquillité publique y est rétablie , 233. — AN VI. Création d'un sixième tribunal correctionnel pour ce département , 185. — Jugement de son tribunal criminel contre deux individus qui ont tenté de faire avorter une femme , 299. — AN VII. Adresse et offrande de ses administrateurs , 284. (*Voy. BORDEAUX*).

GIVET. AN 1791. Honneurs funèbres rendus dans cette ville au bourguemestre de Liège, Doncel, 60. — Zèle de sa garnison à la nouvelle de la fuite du roi, 179. — Députation des officiers municipaux à cette occasion ; sacrifices faits par la troupe pour accélérer les travaux nécessaires à la défense de cette place, 181. — AN I.^{er} 1793. Fuite de ses tirailleurs avec Dumourier, 111. — Lettre de son commandant annonçant une victoire sur les Autrichiens, 219. — AN II. 1793. Députation de ses habitants offrant les dépouilles du culte, et dénonçant les fayétistes de Sedan, 26. — Epuration de ses autorités, 50. — Dénonciation par Rambourg d'un projet de trahison tendant à livrer cette place à l'ennemi, 57. — Produit d'une taxe sur ses riches, 85.

GIZAC ou **GIZAD**, département de la Haute-Loire. AN II. 1794. Décret qui suspend l'exécution de quatre individus de cette commune, condamnés à mort pour avoir tué leur ci-devant seigneur, 268. — Autre qui les remet en liberté, 289.

GLACIÈRE (la) *Voy.* AVIGNON.

GLADOWA. AN 1789. Sa prise par les Autrichiens, 106.

GLASCOW. AN II. 1793. Pétition des habitants de cette ville en faveur de la paix, 19.

GLATZ, en Silésie. AN III. Soulèvement des insurgés polonais dans ses environs, 93.

GLEISSWEILLER. AN I.^{er} 1793. Attaque des Français sur ce point, 231.

GOBELINS (la manufacture des). AN 1791. Est ajoutée aux domaines accordés au roi, 148. — AN II. 1794. Décret ordonnant la confection par elle des deux tableaux de David, représentant Marat et Michel Lepelletier à leurs derniers moments, 232.

GOESRELDE. AN II. 1794. Le général Moreau y remporte un avantage, 149.

GOLO (le département du). AN V. Résolution qui valide ses élections, et admet au conseil les citoyens Pompei, Arena et Salicetti ; amendement relatif à ce dernier, 264. — AN VI. Lettre de son administration centrale sur l'épidémie qui s'y est manifestée, 1. — Arrêté du directoire sur

l'amnistie qui y a été proclamée par son commissaire, 169. (*Voy.* CORSE).

GONESSE, près Paris. AN II. 1793. Réclamation de ses habitants en faveur de Veymeranges et consorts ; discours de Levasseur à cette occasion, 53. — AN II. 1794. Autres dénonciations contre ce particulier, et décret qui le constitue en état d'arrestation, 115. — Compte rendu par Levasseur de ses opérations dans ce district, 349.

GONNEVILLE-SUR-HONFLEUR. AN III. Arrestation dans cette commune de quatre prisonniers anglais, 271.

GORITZ. AN V. Prise de cette place par les Français, 194. — Etat des objets qui y ont été trouvés, 196.

GOSTIN, en Prusse. AN II. 1794. Prise de cette place par les insurgés Polonais, 355.

GOURDON, département du Lot. AN 1790. Insurrection des paysans de ce district pour ne pas payer les rentes seigneuriales ; décret qui y envoie des commissaires et des troupes, 349.

GRADISCA. AN V. Prise de cette place par les Français, 188. — Sa capitulation, 191. — Etat des officiers autrichiens qui y ont été faits prisonniers, 195.

GRANDVILLE, département de la Manche. AN II. 1793. L'équipage d'un corsaire y est sauvé par Duchesne, 47. — Siège de cette place ; décret qui déclare qu'elle a bien mérité de la patrie, 61. — Pertes des rebelles, 66. — Secours accordés aux habitants qui ont souffert pendant le siège, 76. — AN III. Autres pour la réparation de son mole, 311. — Acceptation de la constitution par sa garnison, 364.

GRASSE, département du Var. AN 1790. Mandement de l'évêque contre les décrets de l'assemblée nationale, 357. — AN VI. Prétendus dangers courus dans la citadelle, par l'ex-conventionnel Isnard, 220 et 250.

GRATZ, en Styrie. AN V. Occupation de cette ville par les troupes françaises, 218.

GRAVE, en Hollande. AN III. Prise de la ville, du fort et de la garnison, 105. — Texte de la capitulation, 106.

GRAY, département de la Haute-Saône. AN 1790. Secours extraordinaires accordés à cette

commune, 73. — AN VII. Résolution relative à son hospice, 276.

GRENADE (la). AN 1790. Dévastation de cette colonie, 299. — AN III. Détails sur les insurrections qui y ont été provoquées par les hommes de couleur, 242. — Elle est ravagée par les français, 272. — Ils s'en emparent, 322. — AN IV. Elle est reprise sur eux par les troupes anglaises, 345. — AN V. Barbaries qu'elles y commettent, 9.

GRENADE-SUR-GARONNE. AN II. 1794. Lettre de Dartigoyte annonçant l'énergie républicaine de ce district, 158.

GRENELLE, près paris. AN II. 1794. Explosion de son magasin à poudre; détails sur cet événement, débats qu'il occasionne, 346. et 347. — AN III. Décret sur la manière de constater le décès des personnes qui y ont été tuées, 91. — AN IV. Rapport sur l'attaque du camp qu'on y avait formé, 356. — Message à ce sujet et demande de visites domiciliaires, pour arrêter les prévenus de cet attentat, 359. — Ils sont traduits devant les conseils militaires, 360. — Liste des membres de la commission qui doit les juger, 361. — Réflexions sur cette conspiration, et les effets qu'elle peut produire, 363. — Proposition de n'accorder aux coupables qu'un seul défenseur, 364. — AN V. Jugemens rendus contre eux; nombre des condamnés à mort et à la déportation, 2, 11, 20, 33 et 42. — Secours accordés aux victimes de l'explosion sus-mentionnée, 92.

GRENOBLE. (*Voy. la table de l'Introduction*). AN 1789. Précis des événemens qui s'y sont passés à la nouvelle du 14 juillet, 28. — Ses habitans protestent contre la convocation des états du Dauphiné, 83. — AN 1790. On y proclame la loi martiale, 14. — Formation de sa municipalité, 47. — Réunion d'une armée fédérative dans cette ville, 112. — Dénonciation d'un arrêt de son parlement, et décret à ce sujet, 114. — Autre qui l'autorise à faire un emprunt, 157. — Lettre de sa municipalité annonçant la formation d'un camp de 15,000 hommes en Savoie, 189. — AN 1791. On supprime l'office de premier président de sa chambre des comptes, 188. — AN 1792. Adresse de ses habitans provoquant la déchéance de Louis XVI, 180. — AN 1^{er} 1793. Ils rappellent aux habitans de Paris

que la souveraineté du peuple français ne réside pas dans eux seuls, 3. — Accusations dirigées contre eux par Marat : il prétend que la contre-révolution s'y opère et demande la relaxation des patriotes qui y sont détenus, 161. — Discours de Génissieu en faveur des administrateurs, 182. — AN II. 1793. Suicide de Lacatonne, président de sa commission populaire, 85. — AN II. 1794. Envoi d'argenterie fait par cette commune, 110. — Ses habitans se plaignent aux Jacobins de la guerre que l'on fait aux patriotes, 358. — AN III. Ils dénoncent les tentatives audacieuses des anarchistes, 266. — AN VI. Le médecin Herga, s'y donne la mort; motifs de ce suicide; écrits trouvés chez lui, 278. — Etablissement dans cette ville, de pompes pour les incendies, 279. — AN VII. Terreur et bruits alarmants qui y sont répandus par les fuyards de l'armée d'Italie, 238. — Adresse d'un grand nombre de ses habitans contre Schérer, auquel ils attribuent les défaites de l'armée; discussion à ce sujet; elle est renvoyée au directoire exécutif, 240 et 241. — Autres des officiers municipaux contre les auteurs du crime commis à Rastadt, 247. — Nouvelle adresse sur les circonstances présentes, 265. — La garnison du château de Milan y arrive, 274. — Autre adresse approbative des événemens du 30 prairial, 284. — Départ du pape pour se rendre dans cette ville, 294. — Ses habitans demandent la punition des ex-directeurs, et accusent la commission des 11 d'avoir transigé avec eux; débats à ce sujet, 304.

GRIGNAN. AN V. Approbation d'une résolution qui sépare ce canton de celui de Taulignan, 31.

GRISONS (les). *Voy. LIGUES-GRISES.*

GRODNO. AN II. 1793. Investissement de sa diète par ordre de l'ambassadeur de Russie, 280. — Déclaration de Stanislas contre cette violence, 22. — AN II. 1794. Les Russes y sont massacrés, 251. — Arrestation des membres de sa diète, 274. — AN III. Le roi de Pologne y arrive, 160. (*Voy. POLOGNE.*)

GRONINGUE. AN 1791. Mécontentement des habitans de cette province, 280. — AN IV. Elle proteste contre la convocation d'une convention nationale, 139. (*Voy. HOLLANDE.*)

GRUTLY (le), champ célèbre en Suisse. AN VII. Est visité par une partie des membres du corps législatif helvétique, 36.

GUADELOUPE (la). AN 1789. Pétition de ses habitans colons pour être représentés à l'assemblée nationale, 38. — Décret qui fixe à deux le nombre des députés de cette Colonie, 61. — Agitations qui y ont eu lieu pour la liberté des noirs, 102. — AN 1790. Insurrection parmi ses habitans, 325. — Détails sur sa situation politique; projet de constitution dressé par cette Colonie, 340. — Elle proteste de son attachement à la mère-patrie, *ibid.* — Autres détails sur l'insurrection qui y a éclaté, 344. — Travaux de son assemblée coloniale, 356. — AN 1791. Sa situation, 28. — Absence de ses députés de l'assemblée nationale causée par le décret rendu en faveur des hommes de couleur, 138. — Réclamation de la municipalité de la Basse-Terre contre le n.º 325 du *Moniteur* de 1790, 197. — Nouvelle lettre sur sa situation politique, 330. — AN 1792. Autre révolte dans cette Colonie; décret d'accusation rendu contre ses chefs militaires; mesures pour y rétablir l'ordre, 314. — Incarcération et déportation de ses habitans patriotes, 358. — AN I.^{er} 1793. Envoi d'une escadre anglaise pour en prendre possession, 63. — Annonce faite par Camboulas de sa prise par les ennemis de la liberté, 66. — Elle rentre dans le devoir par les soins du capitaine Lacrosse, 74 et 100. — Dénonce Sonthonax et Polverel, 76. — Décret concernant les patriotes de cette île, 175. — Nouvelle d'une insurrection qui vient d'y éclater, 218. — AN II. 1794. Conquête de la Grande-Terre par les troupes françaises, 321. — Changement du nom du fort du Gouvernement en celui de la Victoire, 357. — Même mesure prise pour le port de la Pointe-à-Pitre, qui portera désormais le nom de port de la Liberté, *ibid.* — AN III. Détails sur l'expédition qui a été dirigée contre cette Colonie, 110 et 115. — Elle est évacuée par les Anglais, 119 et 182. — Discussion, dans la chambre des communes d'Angleterre, sur les dépenses relatives à sa conquête, 211. — Décret qui autorise le paiement des traites tirées par l'ordonnateur de cette Colonie, 248. — Texte de ce décret, 254. — Nouvelle officielle de son occupation par les troupes

de la république, 322. — AN IV. Elle est reprise de nouveau par Victor Hugues sur les Anglais, 300. — AN V. Rapport et projet de résolution sur les marchandises qui y ont été capturées et laissées par ces derniers, 36. — Adoption de ce projet 320. — AN VI. Suite de la discussion sur le nombre des agens qui doivent y être envoyés; fixation de ce nombre, 51. — Formation d'un volcan dans les montagnes de cette île, 341. — AN VII. Dénonciation de son commandant contre Victor Hugues, 183. — Lettre relative aux affaires intérieures de cette Colonie, 191. — Jeannet, Bâco et Lavaux y sont envoyés en qualité de commissaires, 346. (*Voy. COLONIES.*)

GUAYRA (la), sur la côte de Caracas. AN VI. Ouragan terrible dans cette partie du nouveau monde, 252.

GUELDRÉ-PRUSSIENNE (la). AN I.^{er} 1793. Entrée des Français dans cette province, et contributions y levées par eux, 4.

GUERMERSHEIM. AN II. 1794. Sa prise, 104. — Autres détails donnés par Hoche, 105. — Retraite des Autrichiens, 120.

GUIGNES-LIBRE. AN II. 1794. Pétition des habitans sur la vente des biens de l'ex-comte de Coubert et sa femme, présumés émigrés, 239.

GUILLAUCOURS. AN IV. Envoi, par le directoire, d'un message pour la réunion de cette commune à celle d'Enguillaucourt, 156.

GUINGUAMP. AN V. Dénonciation des officiers municipaux contre Guyomard, à l'occasion de l'existence d'une société populaire dans ses murs, 303.

GUISE, dite RÉUNION SUR-OISE. AN II. 1793. Avantages remportés sur les Autrichiens près de cette ville, 52.

GUYANE-FRANÇAISE (la). AN I.^{er} 1793. Adoption d'un mode d'exécution du décret qui y déporte les prêtres réfractaires, 206. — AN V. Résultat de son assemblée électorale; détails sur sa situation, 53. — Arrêté du conseil des cinq-cents pour la vérification des pouvoirs de ses députés, 56. — Rapport et projet d'annuler leur nomination, 62. — Accusations dirigées à cette occasion contre le commissaire Jeannet, 65. — Discussion

et décret qui annule ces élections, 66, 85 et 86. — Décret qui autorise le directoire à y envoyer des agens, 295. — AN VI. Demande de ses députés pour être admis au corps législatif, 22. — Barruel y est envoyé, et pourquoi, 259. — Compte rendu d'un ouvrage indicatif des moyens qui pourraient l'améliorer, 264. — AN VII. Notice d'un autre ouvrage intitulé : *Tableau de Cayenne et de la Guyanne*, 54. — Article sur son climat et relatif aux déportés de fructidor qui y sont arrivés, 84. — Autre notice d'un voyage dans l'intérieur de cette Colonie, 129. — Journal de Ramel, l'un de ces déportés, 320. — Van-Eupen, révolutionnaire belge, y meurt, 351. (*Voyez CAYENNE et COLONIES.*)

GUXPUSCOA, en Espagne. AN III. Heureux effets de la proclamation et de l'arrêté du comité de salut public, qui rend à cette province ses droits politiques et civils, 242.

H.

HAGENBACK. AN II. 1794. Prise de ce poste, 102.

HAGUENAU. AN 1790. Rapports de Victor Broglie et Régnier, sur les troubles de cette ville, 186, 305 et 308. — AN 1791. Décret sur les procédures y relatives, 214. — AN II. 1793. Les Autrichiens sont battus près de cette place, 86 et 87. — Et sont forcés de l'évacuer, 96 et 97. — AN VII. Mouvements et menaces des brigands, qui occupent la forêt de ce nom, 72.

HAINAULT (le), français. AN 1789. Opposition des paysans de cette province à la circulation des subsistances destinées aux troupes, 75. — AN 1790. Décret relatif aux droits perçus sur ses boissons, 167.

HAINAULT (le), Belgique. AN 1790. Délibération et résolution des états pour prêter le serment de fidélité à la nation, 22. — Ordonnance du conseil souverain pour le même objet, 30. — Les états reconnaissent que la souveraineté réside dans le peuple, 100. — Scission entre la noblesse et le clergé, 143. — Négociation des députés des états à la Haye, 335. — AN 1792. Procès-verbal des séances de ses communes réunies à

Mons, 333. — Elles adressent des remerciemens à la nation française, 358. — Provoquent l'envoi de commissaires et la suspension du décret du 17 décembre, 359. — AN I.^{er} 1793. Sollicitent leur réunion à la France par l'organe de Delneufscour, 26. — Décret confirmatif de cette demande, 63. (*Voyez BELGIQUE.*)

HAINE (la), rivière. AN VI. Projet de loi relatif à sa navigation, 181. — Il est rejeté, 280. — Arrêté du directoire à ce sujet, 316.

HALLUIN. AN II. 1793. Enlèvement de ce poste sur l'ennemi, 37.

HAM (le château de). AN III. On y transfère les députés arrêtés dans la journée du 12 germinal, 195. — Débats sur la conduite de son commandant, relativement aux citoyens qui y étaient détenus ; motifs de cette discussion, 365.

HAMBOURG. AN 1790. Célébration du 14 juillet dans cette ville, 216. — AN 1791. Emeute des ouvriers, 252. — AN 1792. Arrivée de Lehoc, envoyé de France près le cercle de Basse-Saxe, 138. — Mesures sévères contre les étrangers, 337. — AN I.^{er} 1793. Expulsion de l'envoyé français, 64. — Abolition de la course sur mer à l'égard des bâtimens de ce port, 90. — Indignation qu'y excite l'ordre du roi de Prusse de ne charger aucune marchandise pour la France, 186. — AN II. 1793. Son mémoire sur le commerce à la régence d'Hanovre, 24. — Ses altercations avec cette régence au sujet du commerce de France, 43. — Réflexions sur l'inutilité d'entretenir des généraux de paix, 66. — AN III. Arrivée dans cette ville des deux fils de d'Orléans, 163. — Indisposition de ses habitans contre les émigrés, et à quelle occasion, 323. — Leurs conjectures sur les meneurs de Paris ; proposition d'en éloigner les émigrés, 334. — AN IV. Disette qu'on y éprouve, 76. — Situation de son commerce, 200. — Consternation de ses négocians à l'occasion de la banqueroute de la maison Walkiers, 240. — AN VI. Arrivée dans cette ville des prisonniers d'Olmütz, 26. — Détails sur leur réception, 32 et 53. — Expulsion des émigrés de son territoire ; convocation des Français qui s'y trouvent pour prendre part à la guerre contre l'Angleterre, 144. — Alarme générale, occasionnée par la demande d'un em-

prunt pour le gouvernement français aux villes anséatiques, 167. — Délibération du sénat sur cet objet, 172. — Consentement de la bourgeoisie, 174. — Proscription des réunions politiques, 183. — Rejet du projet tendant à fixer un impôt sur les lettres de change, 296. — Avis d'un médecin de cette ville sur les dangers de la mode des perruques et des cheveux coupés, 302. — Célébration du 14 juillet par une cinquantaine de Français, malgré les obstacles des magistrats, 310. — Activité de ses relations commerciales avec l'Angleterre, 342. — Etat florissant de son commerce, 355. — Arrestation de Meyer qui avait insulté le ministre prussien Schultz, 358. — AN VII. Demande au congrès de Rastadt la garantie de sa neutralité, 12. — Violation du droit des gens par son sénat envers Napper-Tandy et autres, 80. — Ses résolutions à ce sujet, 91 et 111. — Menaces de l'Angleterre pour la forcer de lui livrer ces prisonniers, 135. — Demande du directoire français dans cette occasion, 138. — Réponse du sénat, 146. — Il fait arrêter trois agens de l'Angleterre, fabricateurs de fausses monnaies, 148. — Embargo mis sur ses vaisseaux par l'empereur de Russie, à cause de son attachement à la France, 221. — Situation critique où elle se trouve à l'égard de cette puissance, 241. — Indignation des ses habitans contre les auteurs du massacre de Rastadt, 247. — Leur crainte sur la conduite de Paul I.^{er}, 251. — Fin des différends élevés entre ce prince et eux, 253. — Joie féroce des émigrés qui s'y sont réfugiés; ils y insultent le consul français, 254. — Lâche défection du sénat envers l'Angleterre; il lui livre Napper-Tandy et ses malheureux compagnons, 345. — Le ministre anglais, en Prusse, se retire dans ses murs, 358. — Chute de son commerce, 365 et 366. (Voyez villes ANSÉATIQUES).

HANAU. AN I.^{er} 1793. Expérience faite dans cette ville d'un chariot mécanique, par Jean Fritz, 172.

HANOVRE (électorat d'). AN 1790. Fermentation parmi ses habitans, 94. — AN 1792. Rescrit de sa régence sur les émigrés, 325. — AN II. 1793. Elle répond au mémoire des Hambourgeois sur le commerce de France, 43. — Sup-

prime la capitation, 84. — AN II. 1794. Terreur de ses troupes à l'occasion du décret portant qu'il ne sera fait aucun prisonnier, 291. — AN III. Edit du roi d'Angleterre pour y faire une levée d'hommes, 78. — Plainte de cette régence au comte de Walmoden contre les émigrés, 289. — Son suffrage à la diète; traits d'humeur contre la Prusse, 297. — Départ pour Londres du comte de Sombreuil; ordre donné au comte d'Artois de quitter Brémernoerde, 330. — AN IV. On en expulse les émigrés, 38. — AN V. Déclaration du roi d'Angleterre, électeur, sur les mois romains pour continuer la guerre, 57. — AN VI. Circulaire qui défend de nouveau aux émigrés d'y voyager, 154. — Notice sur le baron de Rheden, son ministre à Rastadt, 301. — Marche de l'armée française vers ses frontières, 350.

HASSELT, département de la Meuse-Inférieure. AN VII. Défaite des rebelles dans cette commune, 94.

HAVANNE (la). AN 1791. Désastres dans cette Colonie, 280. — AN VI. Les deux fils du duc d'Orléans y arrivent, 165.

HAVRE (le). AN 1789. Arrestation dans cette ville du duc de La Vauguyon et du prince Carency, son fils, 29. — Renvoi de cette affaire au pouvoir exécutif, 51. — Décret portant qu'il sera écrit à sa municipalité à ce sujet, 35. — Autre qui y suspend l'organisation d'un corps de volontaires, 83. — AN 1790. Fonds accordés pour les travaux de son port, 298. — AN 1791. Autres, 57 et 174. — Adresses de ses habitans pour et contre le décret du 15 mai sur les Colonies, 157, 244 et 252. — AN 1792. Plusieurs d'entre eux adhèrent à la lettre du général Lafayette contre les ennemis de la constitution, 181. — AN I.^{er} 1793. Destitution des officiers municipaux pour cause d'incivisme, 265. — AN II. 1794. Arrestations de conspirateurs dans ses murs, 167. — AN III. Ses habitans félicitent la convention sur ses travaux, 72. — Marragon y est envoyé en mission, 253. — Adresse en faveur de Robert-Lindet, 333. — AN IV. Insurrection parmi ses marins, 210. — On y arrête sir Sydney-Smith, 214. — AN V. Discussion au conseil des cinq-cents d'une affaire relative à ses négocians, Olivier et Angoumare, 171. — Mes-

sage au directoire pour appeler son attention sur l'introduction, dans son port, de marchandises anglaises, 328. — AN VI. Lettre fanfaronne du capitaine de la frégate anglaise *le Diamant*, au chef des mouvemens maritimes; celui-ci refuse de parlementer, 243. — Il est attaqué par les Anglais; détails à ce sujet, 249 et 250. — Arrestation d'un bateau sous pavillon prussien, 252. — Changement du chef des mouvemens, 261. — Nouvelle attaque des Anglais; ils brisent le toit de quelques chaumières, 264. — Lettre annonçant leur retraite derrière la Hève, 269. — Arrêté du directoire qui en défend l'entrée aux vaisseaux américains, 272. — Armement de trois bateaux canoniers en bombardes, 286. — Autre attaque des Anglais, et leur retraite après avoir tiré cinquante coups de canon, 337. — Activité des travaux de l'écluse de la Barre, 325. — Arrêté du directoire qui ordonne d'y former un *bagne* pour les marins et soldats condamnés aux fers, 343. — AN VII. Tempête dans son port; dégats qu'elle occasionne, 52. — Arrêté du directoire qui envoie dans ce bagne les soldats et marins insubordonnés, 319.

HAYE (la). AN 1790. Ouverture d'un congrès dans cette ville, 258. — AN 1792. Inquiétudes du stathouder sur l'existence d'une société de propagandistes parmi ses habitans, 127. — AN II. 1793. Influence de ses membres sur l'opinion publique, 38. — AN II. 1794. Le roi de Prusse y traite avec les puissances maritimes coalisées contre la France, 245. — AN IV. Cérémonie civique à l'occasion de l'entrée des Français en Hollande, 145. — AN VI. Autre, 18. — Entrée pompeuse du général Hairy et de son état-major, 333. — AN VII. Organisation de la garde nationale, 113. — Evénemens importants qui s'y préparent, 274. (Voy. HOLLANDE).

HÉBECOURT. AN II. 1794. Décret d'accusation du curé et de l'agent national de cette commune, 147.

HEIDELBERG. AN VII. Lettre de Bernadotte à l'université de cette ville pour lui promettre protection et sûreté, 193.

HEILBRON. AN 1792. — Opposition du sénat de cette ville à l'établissement d'un dépôt de recrues pour le prince Hohenlohe-Valdenbourg, 141.

HELVÉTIE. (Voyez SUISSE).

HENNAUSAL, département du Morbihan. AN VI. Rassemblement de 1,500 brigands dans cette commune; il est dissipé par la force armée; fuite de deux prêtres qui l'avaient provoqué, 274.

HENNEBON. AN 1790. Établissement d'un tribunal de commerce dans cette ville, 335.

HENRICHEMONT (le pays d'). AN 1791. Est réuni à la France, 273.

HÉRAULT (le département de l'). AN 1791. Applaudit aux travaux de l'assemblée pendant la fuite du roi, 177. — AN 1792. Dévouement de ses habitans pour la défense de la patrie, 250. — Lettre du vice-président du département, annonçant qu'Arles, Avignon et Carpentras sont en pleine contre-révolution, 79. — Décret relatif à son approvisionnement, 293. — Annonce, par ses administrateurs, de l'arrestation du fournisseur Lajard, 343. — AN I.^{er} 1793. Plan présenté par eux pour un emprunt forcé et un nouveau mode de recrutement, 118. — Leur arrêté sur les besoins des familles et la culture des terres des défenseurs de la patrie; décret qui en ordonne l'exécution dans tous les départemens, 135. — Rouyer et Brunel sont accusés par Chabot d'y intriguer contre le 31 mai, 184. — Arrestation de ses commissaires dans le département des Bouches-du-Rhône; motifs de cette mesure, 218. — Conversion en loi de son arrêté contre les réquisitionnaires fuyards, 265. — AN II. 1793. Châteauneuf-Randon y est envoyé en mission, 32. — AN III. Compte rendu par Perrin des Vosges des opérations qu'il y a faites, 69. — Son adresse de félicitation à la convention nationale, 270. — AN IV. Adoption de la résolution qui y établit un quatrième tribunal correctionnel, 302. — AN V. Ses élections sont annulées au 18 fructidor, 350. — AN VI. Traits de courage et de dévouement transmis par son président, 87.

HERSTENSWERT, fort hollandais. AN I.^{er} 1793. Annonce de sa prise par le général français Champmorin, 47.

HESDIN. AN 1790. Confédération, dans cette ville, des gardes nationales voisines, 128. — Insurrection du régiment de Royal-Champagne qui y est en garnison, 233. — Envoi de commissaires

pour y rétablir l'ordre , 249. — Discussion et décret à ce sujet , 347. — AN II. 1793. Lettre d'André Dumont sur une somme trouvée dans ses environs ; mention honorable de la conduite de ses officiers municipaux , 45.

HESSE-CASSEL (landgraviat de). AN 1790. Préentions du landgrave sur le Brabant , 122. — AN II. 1794. Défaite de ses troupes par le général Bonnaud , 242. — AN III. Prise de 1,500 hommes de cette nation par 50 hussards français , 1. — Vote de son ministre à la diète de Ratisbonne , 298. — AN V. Réception , par le directoire , de son envoyé extraordinaire , 43. — Activité extraordinaire des relations de cette cour avec celle de Berlin , 98. — Célébration du mariage du prince héréditaire avec la princesse Auguste , fille du roi de Prusse , 163. (*Voyez la table des noms d'Hommes*).

HEUSDEN , en Hollande. AN III. Prise de cette ville par l'armée du Nord , 120.

HILDESHEIM. AN V. Fixation du jour de l'ouverture du congrès dans cette ville ; lettre de convocation de Dohm , ministre de Prusse , à ce sujet , 139.

HOLLANDE (la). AN 1789. Refus des États-généraux de faire arrêter Vander-Noot et les autres émigrés brabançons , 97. — Bruit de l'intelligence du stathouder avec la Prusse en faveur de la révolution belge , 126. — Magasins de Bréda et de Berg-op-zoom mis à la disposition des insurgés , *ibid.* — AN 1790. Reconnait l'indépendance des Pays-Bas , 52. — Situation intérieure de cette république , 70. — Lettre de ses États-généraux à ceux de Flandres , 75. — Examen de sa constitution par Lacroix , 166. — Influence de la cour de la Haye sur les affaires de la Belgique , 176. — Les États-Généraux interposent leur médiation en faveur des Brabançons , 201 et 218. — Réunion de sa cour au roi de Prusse pour rendre à Léopold la souveraineté des Pays-Bas , 237. — Ouverture d'un congrès à la Haye , 258. — Dispositions de la Russie envers elle , 279. — Et d'elle envers les Belges , 302. — Réponse de sa cour à une note du congrès belge sur un rapprochement avec l'empereur , 312. — Elle garantit les Pays-Bas à Léopold , 361. — AN 1791. Sa nullité politique , 42. — Elle arme aux ordres de l'Angleterre , 103. — No-

tice sur sa situation , 108. — Autre sur les projets hostiles de l'empereur , 149. — Indisposition de ses troupes , 160. — Ses démêlés avec le ministre autrichien dans les Pays-Bas , 169. — Elle félicite Louis XVI à l'occasion de l'acceptation de la constitution , 289. — Fait insulter les patriotes , 296. — Observations sur la conduite mystérieuse de son cabinet , 317. — AN 1792. Bruit de son alliance avec l'Angleterre , 20. — Proposition de ses habitants patriotes à l'assemblée nationale , 21. — Intérêt de sa cour au renversement de la révolution française , 28. — Son mécontentement contre le décret relatif au congrès des puissances , 30. — Intelligences de son cabinet avec la coalition des rois , 37 et 115. — Nullité du ministre de France près d'elle , 41. — Bannissement du baron de Ridder , patriote , *ibid.* — Présomption de son accession à la coalition contre la France , 43. — Refus de l'empereur de contracter avec elle un traité de garantie mutuelle , 117. — Inquiétude de son gouvernement sur l'existence , à la Haye , d'une société d'émissaires de la *Propagande* , 127. — Situation politique de cette république ; retour de la princesse d'Orange venant de Berlin , 150. — Refus de la province de Hollande , d'adhérer à la coalition , 168. — Mécontentement du stathouder envers l'ambassadeur français Maulde , 180. — Il se rapproche de l'Autriche et de la Prusse , à l'occasion des événemens du 20 juin , 188. — Sa situation politique , 201. — Nouveaux désagréemens causés à Maulde , 245. — Résolution des États-Généraux de ne plus communiquer avec lui , 247. — Ils refusent tout asile à quiconque aurait pu prendre part aux attentats commis sur les membres de la famille royale de France , 284. — Déclaration exigée des étrangers arrivans , 329. — Demande du roi d'Angleterre pour l'exécution du traité de 1788 avec cette puissance , 332. — Réponse des États-Généraux au lord Auckland sur leur système de neutralité , 335. — Ils sont invités par l'empereur de ne recevoir dans l'Escaut aucun bâtiment français , 341. — Réflexions sur l'importance de l'ouverture et de la libre navigation de ce canal , 344. — Arrêté à ce sujet , 351. — Inquiétudes du stathouder sur une invasion de la part des Français , *ibid.* — Mémoires de Capellen de Masch sur cette république , 359.

— AN

— AN I.^{er} 1793. Rapport et projet de Brissot pour lui déclarer la guerre, 33. — Il est adopté, 34. — Ses préparatifs de défense, 35. — Note du ministre anglais contre la France, 37. — Déclaration de guerre du dey d'Alger contre la Hollande, 61. — Proclamation du stathouder sur l'invasion des Français; il invite la nation à les repousser, 87. — Examen des mesures prises par les ministres sur cette expédition, 89. — Note des États-Généraux au ministre anglais, portant qu'ils feront tous leurs efforts contre la France, 102. — Mémoire présenté à ce gouvernement sur la mort de Louis XVI, 109. — Déclaration improbatrice des États à ce sujet, 121. — Condamnation de plusieurs individus pour fabrication de faux assignats, 141. — Persécution des patriotes par la cour stathoudérienne, 164. — Ouverture de quatre emprunts à Amsterdam, 177. — Vengeance exercée par la cour sur M. de Bylan, gouverneur de Bréda, lors de l'entrée des Français dans cette place, 189. — Présentation d'un mémoire sur le partage de la Pologne, 220. — Succès d'une expérience faite à Scheswenning, 241. — Nouvelle de neuf combats entre ses troupes et celles de France; résultats de ces affaires, 254 et 261. — AN II. 1793. Emprunts qui y sont ouverts pour les princes français, 22 et 26. — Conférences du stathouder avec Beaulieu, et arrestation de divers officiers-généraux, 38. — Envoi d'un agent dans le Danne-marck pour le faire entrer dans la coalition, 69. — Emprunt en Suisse, 93. — Fréquence de ses courriers à Londres, Vienne et Berlin, 82. — Dispositions de sa cour, 95. — AN II. 1794. Insuccès de l'emprunt ouvert aux Bourbons, 105. — Mécontentement du peuple; anglicisme de la cour stathoudérienne, 108. — Sa consternation aux nouvelles de Toulon et de Landau, 116. — Bannissement de Holt pour y avoir écrit sur la nécessité d'éclairer le peuple, 212. — Présentation, à la chambre des communes d'Angleterre, de son traité avec le roi de Prusse, 254. — Annonce faite par Barrère de la prise de plusieurs de ses navires, 269. — Détresse du parti stathoudérien, 284. — Marche de l'armée du Nord vers ses frontières, 316. — Émeute à Amsterdam, 332. — Frayeur répandue à l'approche des troupes

Table alphabétique.

françaises; demandes du stathouder aux États-généraux; prières ordonnées, et pourquoi, 347. — Fermentation générale parmi ses habitants, 360. — AN III. Insurrection de plusieurs villes, 40. — Proclamation qui leur est adressée par les représentans Lacombe-Saint-Michel et Bellegarde, 42. — Proposition faite par les états de Frise de reconnaître la république française et de lui sacrifier les intérêts du stathouder, 55. — Adresse de celui-ci, 59. — Réponse des États-Généraux à la province de Frise, et menaces faites par eux dans cette circonstance, 70. — Inondations volontaires pour défendre le pays contre l'invasion des Français, *ibid.* — Préparatifs de même nature, 73. — Elle envoie deux négociateurs en France pour y traiter de la paix, 114. — Entrée des troupes françaises dans l'intérieur, 122. — Ramel et Cochon y sont envoyés, 130. — Ode sur sa conquête; lettre des représentans à ce sujet, 134. — Révolution qui s'y fait, 135. — Fuite du stathouder et de sa famille, 136. — Formation d'une assemblée nationale provisoire, 138. — Détails sur l'entrée des Français, *ibid.* — Proclamation du conseil provisoire pour délier les habitants du serment de fidélité prêté, en 1788, *ibid.* — Autres détails relatifs à l'entrée des troupes françaises, 139. — Proclamation des représentans en mission, annonçant que son indépendance sera respectée, 140. — Changemens qui s'y sont opérés, 143. — Proposition d'encourager son commerce avec la France, 145. — Détails sur sa régénération, 146. — Paulus est nommé son grand pensionnaire, 147. — Succès des armées françaises dans ce pays, 150. — Nouvelle organisation des autorités; Ramel et Cochon écrivent qu'ils y sont arrivés, 151. — Elle est évacuée par les troupes de la coalition, 154. — Proclamation de ses représentans pour la circulation des assignats; rapport sur sa situation, 155. — Arrêté des députés en mission, portant confiscation des biens appartenans aux sujets de l'ennemi, 157. — Abolition du stathoudérat, 158. — Elle prend le nom de *république batave*; reconnaissance de la souveraineté du peuple; déclaration de ses droits, 159. — Pichegru demande que ses soldats portent la cocarde française, 161. — Proclamation des re-

présentans bataves, relative aux absens, 162. — Discours de la députation aux commissaires de la convention, 163. — Embargo mis sur ses vaisseaux par l'Angleterre, 166. — Etat de sa marine, 167. — Elle applique la mesure de l'embargo aux vaisseaux anglais qui se trouvent dans ses ports, 171. — Déchéance des états de Frise, *ibid.* — Nomination de deux ambassadeurs en France, 174. — Discours des représentans français sur l'alliance proposée par son gouvernement, 182. — Nouveaux succès de l'armée du Nord dans ce pays, 183. — Proclamation des États-généraux à l'armée batave; suppression des collèges d'amirauté, 186. — Refus des Anglais de lever l'embargo mis sur ses vaisseaux, 189. — Don par les commissaires français d'objets précieux, tirés du cabinet du stathouder, 193. — Destruction des poteaux et piloris; serment imposé à ses nouveaux fonctionnaires, 196. — Arrêté pour la libre navigation de ses canaux et rivières, 198. — Nomination du général Winter, *ibid.* — Proposition d'arrêter tous les régens en charge de 1787; refus des représentans français d'accéder à cette mesure, 202. — Le général Dumonceau en réprime les troubles, 210. — Interdiction des fonctions publiques aux Orangistes, 223. — Clôture de leurs sociétés, 227. — Articles d'un traité d'alliance entre cette république et la France, 233. — Décret qui y déclare le mariage simple contrat social, 237. — Conférences entre les commissaires français et bataves, pour traiter sur leurs avantages respectifs, 238. — Complimens adressés aux premiers par les États-généraux, 241. — Conclusion de ce traité, 246 et 249. — Il est ratifié par les deux puissances, 252, 255 et 259. — Introduction de ses ambassadeurs dans le sein de la convention nationale, 260. — Liste des vaisseaux mis en commission par elle; noms des commandans, 268. — Ordonnance du roi de Prusse en faveur de son pavillon, 275. — Reconnaissance de ses ministres en France, *ibid.* — Elle prend à son service les généraux Daëndels et Dumonceau, 280. — Notification faite par son envoyé à Madrid; de l'abolition du stathoudérat, 285. — Célébration dans toutes ses villes de son alliance avec la France, 294. — Démenti donné par Boissy du

bruit qu'on dût en abandonner une partie à la Prusse, 296. — Troubles à Rotterdam et à Amsterdam; proclamation des représentans français à ce sujet, 299. — Assurance donnée par le roi de Suède que ses vaisseaux seront reçus avec amitié dans ses ports, 303. — Adresse des Français résidans à New-York, sur la conquête de cette république, 314. — Fête donnée à Stockholm par son chargé d'affaires, à l'occasion de son traité d'alliance avec la France, 316. — Décret de la convention nationale pour faire disparaître une inscription injurieuse aux Bataves, 318. — Notification du traité à l'électeur de Trèves; réponse de son ministre, 321. — Lettre de félicitation écrite de Philadelphie sur son émancipation et les victoires des Français, 333. — Nomination et départ du citoyen Dewith pour son ambassadeur en Suisse, 336. — Manœuvres des partisans du stathouder, 354. — AN IV. Proclamation pour y arrêter la désertion, 3. — Projet d'une convention batave, 12. — Invitation à ses habitans de conserver leur liberté, 18. — Lettres de marque délivrées contre elle par le gouvernement anglais, *ibid.* — Etat actuel de sa marine, 25. — Lettre du stathouder au gouverneur de Surinam, pour l'engager à livrer cette colonie aux Anglais, 27. — Convocation d'une assemblée générale et nationale, 40. — Elle demande le passage des Suisses licenciés sur le territoire français, 60. — Bruit répandu par les Orangistes, d'une pacification séparée de la part de la France; déclaration des commissaires à ce sujet, 61. — Discours de Hahn, président de l'assemblée des représentans bataves, sur les dangers qui menacent leur république; adoption de plusieurs mesures de défense, 65. — Adresse au peuple pour qu'il défende sa liberté menacée par Guillaume et ses fils, 68. — Sa situation, 77. — Schisme entre les provinces de la confédération, 90. — Note officielle du ministre français Noël, portant que son gouvernement soutiendra celui des Hollandais de tout son pouvoir, 92. — Il félicite les États-généraux de s'être constitués en assemblée nationale, 114. — Croisière d'une escadre anglaise devant le Texel; proclamation de l'électeur palatin contre la convocation d'une convention nationale, 124. — Lettre de Ch. Dela-

croix, ministre des relations extérieures; annonçant l'intention du directoire de faire respecter le vœu de la majorité des provinces-Unies, 132. — Observations sur cet état, *ibid.* — Idées d'un règlement pour la convocation d'une convention; état de sa population, 153. — Bulletin des opérations de l'assemblée de la province de Hollande, 155. — Symptômes de guerre civile; discord entre ses habitants, 157. — Pièces officielles, relatives à l'ouverture de la convention batave, 172. — On y discute sur la religion, 202. — Sur le droit de pétition, 207. — Sur les moyens prompts de pourvoir aux besoins de la marine, 213. — Sa déclaration en faveur de son premier président, Peter Paulus; médaille frappée en son honneur, 218. — Sa proclamation pour l'expulsion des émigrés français, 247. — Fêtes à Amsterdam et Rotterdam, à l'occasion des victoires des Français, 260. — Décret de la direction provisoire de la province de Hollande pour une capitation par forme de don gratuit, 298. — Ordonnance de Catherine II, pour la levée de l'embargo mis sur ses vaisseaux et à quelle condition, 299. — Déclaration de son assemblée nationale en faveur de la liberté des cultes, 338. — AN V. Décret qui y admet les Juifs à jouir des droits de citoyen, 1. — Reprise de sa Colonie de Berbice sur les Anglais, 3. — Proclamation de sa convention nationale pour séparer l'église de l'Etat, 4. — Autre pour y prohiber les marchandises anglaises, 5. — Observations sur son ancien système de finances, 29. — Nomination de ses envoyés pour traiter avec la France, 54. — Reddition de son escadre aux ordres de l'amiral Lucas; détails sur la conduite de cet officier dans cette circonstance, 55. — Citation d'un trait de Charles II à son occasion, et pourquoi, 57. — Adoption de diverses mesures sur l'exportation de ses toiles à voiles, 65. — Décret portant que sa constitution aura pour base l'unité et l'indivisibilité, 82. — Rapport fait au conseil des cinq-cents, et projet tendant à y autoriser l'exportation des bois de construction, 88 et 89. — Refus fait par plusieurs équipages de lui prêter serment de fidélité, 105. — Efforts des partisans du Stadthouder pour agiter ses provinces; troubles occasionnés par eux à Curaçao, 96. — Résolution qui permet d'y exporter les bois

de construction provenant des forêts nationales de la Belgique, *ibid.* — Lettre sur la prise de l'estadre du contre-amiral Lucas, 97. — Approbation de la résolution qui y permet l'exportation des bois de construction, *ibid.* — Célébration de la fête de l'unité et de l'indivisibilité de cette république, 102. — Décision de l'assemblée nationale batave portant que l'acte constitutionnel sera précédé d'une déclaration des droits et des devoirs, 113. — Décret de la même qui consacre l'unité, l'indivisibilité et la souveraineté du peuple batave, et charge Hortag de la rédaction de la déclaration de ses droits, 128. — Autre qui met en liberté Wander-Noet, 130. — Division de son corps législatif en deux chambres, 145. — Détails d'une émeute considérable dans la province de Frise, 151. — Décret qui y confie à des ministres et secrétaires d'état l'administration supérieure et les différentes branches du pouvoir exécutif, 157. — Réunion des assemblées primaires de toutes ses provinces, 163. — Discussion de sa constitution, 167, 169, 171 et 173. — Décision qui met le pouvoir exécutif dans les mains d'un conseil d'état composé de cinq membres, 167. — Lettre de Batavia annonçant que cette Colonie est presque entièrement dépeuplée par la maladie qui y régnait, 169. — Observations sur le choix des membres qui doivent en diriger l'administration provinciale, 177. — Abolition de la torture, 180. — Décret portant qu'il sera fait une nouvelle division de cette république, 185. — Autre qui fixe le mode de voter sur le plan de constitution à présenter au peuple, 189. — Réflexions d'Eschamériaux sur sa situation, 201. — Arrestation des commissaires chargés de l'entretien des troupes françaises attachées à son service; motifs de cette mesure; ouverture de l'assemblée de la nouvelle administration de la province de Hollande, 212. — Débats entre les diverses directions provinciales, relativement au décret sur l'acceptation de la constitution par province, 244. — Décret sur les cérémonies religieuses, 250. — Nomination d'un conseil de guerre pour juger l'amiral Lucas, 255. — Conservation aux ministres de la ci-devant église dominante, aux émérites et à leurs veuves du traitement dont ils jouissaient, 257. — Convocation des assemblées primaires pour délibérer sur l'acceptation

tation ou la non acceptation de la constitution, 267. — Elle est présentée au peuple batave, 273. — Conjecture sur l'armement d'une flotte au Texel, 275. — Etat de sa marine, 288. — Emprunt de douze millions par l'assemblée provinciale de ce nom, 292. — Note de l'ambassadeur Noël, relative à l'acceptation de la constitution; mauvais effet qu'elle produit, 311 et 315. — Formule du serment civique, 318. — Réponse de sa commission des relations extérieures à la note du citoyen Noël, 320. — Réunion des assemblées primaires, 324. — Loi qui permet l'exportation par la Sarre, des bois de construction, pour ce pays, 327 et 336. — Résultat des votes sur le projet de constitution; il est rejeté, 331 et 343. — Arrestation d'un individu accusé d'avoir fabriqué de faux passeports pour favoriser la rentrée des émigrés français, 347. — Ouverture de la seconde assemblée nationale; refus de prestation du serment, par plusieurs de ses membres, 354. — Ordre donné à son ambassadeur à Paris, de féliciter le directoire sur l'heureux événement du 18 fructidor, 365. — AN VI. Célébration de l'anniversaire de la fondation de la république française, 18. — Plaintes contre l'affluence des émigrés français, 25. — Sortie de la flotte du Texel sous les ordres de l'amiral Dewinter, 26. — Lettre de cet officier au comité de marine, 29. — Rentrée de 17 de ses vaisseaux, 30. — Opinion sur sa conduite militaire dans le combat qu'il a livré aux anglais, 33. — Nomination d'un conseil de guerre à ce sujet, 63. — Témoignage de satisfaction donné au général Beurnonville, 65. — Rapport de la commission diplomatique sur les motifs qui l'avaient portée à faire sortir la flotte; approbation de sa conduite, 76 et 104. — Craintes d'un mouvement extraordinaire dirigé contre son gouvernement, 82. — Déclaration faite au peuple batave par quarante-trois membres de son assemblée législative, 98. — Motifs de cette déclaration, 101. — Arrivée d'un nouvel ambassadeur français, 110. — Révolution dans son gouvernement, 128. — Détails des changemens qu'elle y a opérés; noms des députés mis en arrestation, 132. — Proclamation sur le nouvel ordre de choses qui vient de s'y établir, 135. — Cassation de la haute-cour de Hollande, 136. — Mesures prises contre

les membres exclus du corps législatif, 147. — Et contre ceux qui en sont sortis volontairement, 150. — Base constitutionnelle de son nouveau gouvernement, 166. — Fin du travail de sa commission de constitution, 176. — Admission de l'armée à voter sur cet acte, 181. — Adoption définitive du projet de constitution par son assemblée nationale, 186. — Ses membres jurent de n'employer pour leurs vêtemens que des étoffes du pays, 193. — Arrestation de Vander-Jacht, à la suite d'un comité général, 200. — Nomination de vice-amiraux et chefs d'escadres, 201. — Principaux articles de sa constitution, 205. — Arrivée dans ses ports de plusieurs bâtimens venant de l'Inde, 209. — Arrêté du directoire batave, portant que les vingt-neuf membres de l'assemblée nationale, qui n'ont plus voulu en faire partie, ne pourront voter sur la constitution, 215. — Etat de sa population, 226. — Acceptation de sa constitution par la presque totalité de ses habitans, 228. — Tableau des votes émis dans cette circonstance, 233. — Dissolution du corps constituant, 235. — Message du directoire batave, concernant le prochain envoi d'un courrier à Londres, et pourquoi, 237. — Il donne ordre d'arrêter le général Daëndels; suite de celui-ci, 249. — Nomination de la légation française près cette résidence, 252. — Roberjot y remplace Bernadotte, 254. — Abolition des maistrises et jurandes, 262. — Révolution du 24 prairial; arrestation de plusieurs membres de son corps législatif, et d'un membre du directoire; suite de deux directeurs, et démission des deux autres; convocation des assemblées primaires, 269. — Détails sur cette nouvelle révolution, 270 et 271. — Erection des ministres en pouvoir exécutif intermédiaire, 273. — Mission pour Paris, donnée à l'amiral Dewinter et à Schimmelpenninck, *ibid.* — Formation d'une nouvelle assemblée nationale provisoire, 274. — Proclamation des cinq ministres pour consolider cette révolution; protestation textuelle de Charles Delacroix contre ces changemens, 277. — Organisation des moyens de défense de la Zélande, et établissement d'un camp entre Flessingue et Middelbourg, *ibid.* — Arrêté du directoire provisoire qui confie le

pouvoir législatif à des citoyens de son choix , 278. — Publication par ce gouvernement des pièces relatives à la révolution du 24 prairial ; lettre interceptée et écrite par un agent de l'ex-directoire , 281. — Détention à la maison du Bois , à la Haye , des députés arrêtés par suite de cette journée , 282. — Renouvellement de ses autorités , 284. — Le directoire intermédiaire contremande un superbe service d'argent que son prédécesseur avait commandé pour Charles Delacroix , 286. — Blocus du Texel par les Anglais , 288. — Jugement d'un conseil de guerre qui absout l'amiral Dewinter , *ibid.* — Suspension des conseillers ordinaires et des maîtres généraux des monnaies , 291. — Réclamation par le chargé d'affaires français , des droits de son gouvernement sur quelques propriétés , 300. — Injonction faite au directoire batave de rechercher les auteurs des adresses improbatives de la journée du 24 prairial , 305. — Publication d'autres pièces où les agens secrets de l'ancien directoire , à Paris , sont accusés d'énormes dilapidations , 308. — Arrêté qui ferme les sociétés populaires qui se sont déclarées contre la nouvelle révolution , 315. — Nomination de Van-Hasselt , Ermerens , Altéma , Harsolte et Hoed , pour composer le nouveau directoire batave , 330. — Démission du premier , 333. — Arrêté contre les pirateries exercées sous pavillon français , 336. — Etat des dépenses et proposition d'un emprunt forcé de 36 millions , 340. — Réponse du directoire français au directoire batave qui lui avait annoncé son installation ; notice sur Van-Hoof , 352. — Rejet de l'emprunt et abolition de la torture , 353. — Nouvelle lettre de félicitation du directoire français au directoire batave ; il l'exhorte à veiller à ce qu'aucun parti ne prenne une influence pernicieuse , et à éloigner toute réaction , 355. — Résolution qui approuve la conduite de Daëndels et du directoire intermédiaire , 356. — Décret qui déclare nationale sa banque de l'emprunt ; suspension des confréries y existantes , 359. — AN VII. Projet relatif à la libre circulation de ses marchandises , 1. — Présomption d'une entreprise des Anglais contre ses côtes , 7 et 8. — Nomination de Lombard , de Langres , pour résider près de cette république , en qualité de ministre français , 11. — Résolution en faveur

des auteurs de sa révolution du 24 prairial , 12. — Emprunt forcé sur ses riches , 14. — Tableau de la misère qui règne à Amsterdam ; situation de ses finances , 20. — Evacuation de la mer du Nord par ses ennemis ; mesures de défense prises contre eux , 26. — Ils menacent de nouveau ses côtes ; tableau des recettes et dépenses de cette république , 27. — Arrivée de l'ambassadeur français , 29. — Rapport sur la journée du 24 prairial , 31. — Equipement de sa flotte , 40. — Prohibition des marchandises anglaises , 41. — Plan de la division constitutionnelle de son territoire , 48. — Loi contre l'admission dans ses villes des revoltés belges , 49. — Le général Brune y est chargé du commandement des troupes françaises , 50. — Arrêté qui y autorise de nouveau l'exportation des bois de construction , 59. — Organisation de ses administrations départementales , 67. — Arrestation des opposans à la révolution du 24 prairial , 73. — Message de son directoire relativement à une conspiration dont il a fait arrêter les auteurs , 84. — Amnistie générale accordée à tous ceux qui y ont été arrêtés depuis 1785 , 92. — L'envoyé français y provoque une loi d'amnistie pour les excès révolutionnaires , 99. — Etablissement de commissions pour la levée de l'emprunt forcé , 111. — Rejet du décret sur l'organisation de sa garde nationale , 115. — Arrêté contre ceux qui en imposeraient sur l'état de leur fortune , 119. — Message de son directoire pour y empêcher l'exportation des viandes salées et fumées , 126. — Vives réclamations contre le nouvel emprunt ; organisation des tribunaux ; projet d'y établir une banque nationale , 127. — Fête à l'occasion de l'anniversaire de sa délivrance par les Français , 133. — Proclamation de son gouvernement pour la rentrée de l'emprunt , 141. — Pétition de ses fabricans d'eau-de-vie , 145. — Organisation définitive de sa garde nationale , 149. — La Porte-Ottomane lui déclare la guerre , 168. — Loi qui fixe l'inviolabilité de ses représentans , 179. — Etat des recettes et dépenses de la province de ce nom , depuis l'abolition du stathoudérat jusqu'au premier janvier 1799 , 198. — Décret qui y accorde protection et sûreté aux sujets du grand seigneur , 202. — Elle expulse l'émigré Mont-Gaillard ; supprime

les titres de noblesse et y substitue celui de citoyen, 206. — Arrêté du directoire français, portant défense aux corsaires d'arrêter les bâtimens neutres sur ses côtes, 214. — Etat de ses finances, 216. — Nominations diplomatiques; lettre de l'ambassadeur français sur l'introduction dans ses provinces de sels étrangers, 218. — Message de son directoire pour l'augmentation de l'armée; sanction du décret pour la conversion des dettes provinciales en obligations nationales, 226. — Mesures prises pour porter son armée de terre à 85 mille hommes, 231. — Indignation de son assemblée nationale contre les auteurs du massacre de Rastadt, 250. — Blocus de ses ports par les Anglais; manœuvres intérieures, 255. — Réflexions d'un voyageur sur sa situation, et sa fidélité à remplir ses engagements, 258. — Débats dans son corps législatif, relativement à des adresses sur sa révolution du 24 prairial, 262. — Rappel de Lombard, de Langres, 286 et 296. — Plaintes contre le gouvernement batave, 288. — Note de son ministre, à Paris, sur les prétendus secours demandés au roi de Prusse, 300. — Accusations dirigées contre l'un de ses directeurs, 301. — Discours sur les attentats formés contre sa liberté, 306. — Articles sur son esprit public, 308. — Florent-Guyot y est envoyé, 314. — Brune visite l'état de ses forteresses, 316. — Installation du nouveau tiers de son corps législatif, 320. — Autre note de son ministre, à Paris, sur les principes qui dirigent son gouvernement, 326. — Discussion sur la liberté de la presse, 329. — Expédition des Anglais contre ses côtes, 333. — Texte de la sommation faite à son amiral de livrer ses vaisseaux aux Anglo-Russes; refus de cet officier; décret à ce sujet, 343. — Descente opérée par les ennemis; combats qui s'ensuivent, 347. — Proclamation du général anglais Abercrombie à ses habitans, 348. — Etat des bâtimens qui servirent à y débarquer ses troupes; ardeur des Bataves à défendre leurs foyers, 349. — Détails sur l'attaque des Anglo-Russes, 353. — Proclamation de Brune pour enflammer le courage des habitans; il y évoque les mânes de Tromp, Ruyter, Dewith et Barneyelt, 354. — Armement des patriotes, 355. — Particularité sur son invasion; elle est citée par Jourdan, et à quelle

occasion, 358 et 359. — Plusieurs villes se déclarent pour le prince d'Orange, 358. — Situation de ses armées; victoire d'Alckmaër; mort du général David, 359, 360 et 361. — Suite d'opérations militaires, 362 et 363.

HOLSTEIN (le). AN I^{er} 1793. Mécontentement de ses habitans, 4. — Prohibition de son journal comme ami de la liberté, 209. — AN III. Achat qui y est fait par les Anglais de 6,000 chevaux qu'ils embarquent, 334.

HOMBOURG. AN 1791. Lettre sur son curé et plusieurs de ses habitans, prévenus de correspondances avec les émigrés, 188.

HONDSCOOOTE. AN II. 1793. Le représentant du peuple Châles y reçoit une blessure, 29. — Hommage d'un tableau représentant la bataille qui s'y est donnée, 82. — AN II. 1794. Trait d'héroïsme du cavalier Mandement dans cette circonstance, 106. — La citoyenne Quatresous y a deux chevaux tués sous elle, 215.

HONFLEUR. AN I^{er} 1793. Protestation de plusieurs habitans de cette commune contre les arrêtés du département du Calvados, à l'occasion du 31 mai, 183. — AN VI. Son port est mis en état de siège, 255.

HONGRIE (la). AN 1790. Réintégration de la nation hongroise dans ses droits et privilèges, 68. — Efforts des paysans pour leur affranchissement, 96. — Protestation des magnats contre cette mesure, 128. — Ouverture de sa diète, 177 et 182. — Agitation dans ce royaume, 196. — Suite du journal de la diète, 209, 210, 212. — Mécontentement des paysans, 211 et 218. — Prétentions des Hongrois, 231. — Suite de la diète, 248. — Fermentation dans ce pays, 259. — Réponse satisfaisante de Léopold à ses députés; arrestations qui y ont lieu, 284. — Cérémonies du couronnement du roi à Presbourg, 336. — Capitulation de l'empereur-roi avec la nation, 339. — Arrêté des Etats, 344. — Couronnement du roi, 348. — Autres opérations des Etats, 355. — Mécontentement du clergé catholique, 365. — AN 1791. Sa déclaration contre les protestans, 26. — Clôture de la diète, 94. — Nouveaux symptômes de mécontentement, 171. — AN 1792. Dispositions des Etats pour armer soixante-douze mille hommes contre l'empereur,

309. — AN III. Condamnation des principaux chefs de cette conjuration , 259. — AN IV. Nouvelle conspiration contre le gouvernement autrichien ; arrestations ordonnées par lui , 190. — AN V. Décret qui y permet l'exportation de toutes sortes de denrées , 46. — Nomination par les Etats , de l'archiduc Joseph pour palatin , 82. — Leur réponse aux demandes de l'empereur pour soutenir la guerre , 92. — Acceptation par ce dernier des contributions qui lui sont offertes , et de la levée qui pourra s'en suivre , 96. — Clôture des Etats , 97. — Disposition des femmes à prendre les armes contre la France , 159. — AN VI. Publication d'une conscription pour recruter son régiment de Peters-Waradin ; situation critique de ses frontières turques , 197. — AN VII. Persécutions dirigées par son gouvernement contre les partisans de la France , 37. — Eruption d'un nouveau volcan dans cet Etat , 60. — Notice d'un voyage qui y a été fait , 271.

HORNBAUGH. AN I.^{er} 1793. Pillage de cette ville par quelques soldats ; fusillade de deux d'entre eux , 122. — Annonce de l'introduction de l'ennemi dans ce camp ; accusation dirigée à cette occasion contre plusieurs chefs , 242. — Démenti donné par Pully , l'un d'eux , au récit sus-mentionné , 255.

HORP, près Lassay, AN VI. On y arrête le nommé Métayer qui y prenait le nom de Rochambeau , 274.

HOUGUE (la). AN III. Mouvement des Anglais de ce côté , 304. — AN VI. Arrivée dans ce port du capitaine Muskein et de sa flotille , 227.

HUNINGUE. AN 1790. Fixation du mode d'élection de ses officiers municipaux , 298. — AN 1791. Projets des ennemis sur cette ville , 15. — Adresse de sa municipalité , 181. — AN I.^{er} 1793. Incendie de son arsenal , 221. — Détails à ce sujet , 222 et 224. — AN V. Belle conduite des troupes chargées de la défense de son pont ; perte éprouvée par les ennemis dans cette circonstance ; blessure qu'y reçoit le général Abbaticci , 79. — Sortie de sa garnison contre les Autrichiens , 91. — Lettre du général Reynier sur le siège qu'ils en ont formé , 100. — Détails des pertes qu'ils y ont faites , 113. — Autre lettre du général Dufour sur le succès de la sortie contre la tête de ce pont , 139. — Son évacuation par les Français après une capitulation honorable , 142. — Lettre de Desaix jointe à la ca-

pitulation proposée au général autrichien , Furstenberg , 144. — Décision sur les officiers suisses accusés d'en avoir souffert et favorisé l'attaque par les Autrichiens , 169. — AN VI. Procédures à ce sujet , 71. — Note des personnes qui y ont été conduites comme otages , et à quelle occasion , 176. — Suspension des poursuites intentées contre les officiers suisses accusés d'avoir favorisé l'attaque de son pont , 255. — Arrestation dans cette ville du colonel Paravicini ; motifs de cet acte de rigueur , 315.

HUNS. AN 1791. Congrès dans cette ville pour la paix entre la Russie et la Porte , 291.

HUY. AN 1790. Affaire entre les Belges et les Autrichiens , 174. — AN II. 1794. Prise de cette place par les troupes françaises , 308.

HYÈRES (les îles d'). AN V. Réunion de sa garnison pour célébrer les victoires d'Italie et la gloire de Bonaparte ; refus fait par Lucien Bonaparte d'y représenter son frère , 237.

I.

ÎLE - BARBE, près Lyon. AN 1789. Décret qui y établit un péage , 130.

ÎLE-BOUVIN. AN II. 1794. Est nommée *Île-Marat* , 112. (*Voy. NOIRMOUTIERS.*)

ÎLE-BOURBON. (*Voy. ÎLE DE LA RÉUNION.*)

ÎLE-DE-FRANCE. AN 1790. Formation d'une assemblée à Port-Louis , pour délibérer sur le régime et le gouvernement de la Colonie , 160. — Sa situation politique , 168. — AN 1791. Son adhésion au décret du 8 mars , 21. — Naufrage des députés de cette Colonie , 32. — Envoi de recrues , 247. — AN 1792. Rapport sur les troubles qui y ont eu lieu , 9. — Décret qui fixe à quatre le nombre des commissaires qui y seront envoyés , 14. — AN II. 1793. Admission de ses deux députés ; don qu'ils offrent au nom de la Colonie , 16. — AN III. Adresse où elle proteste de son attachement à la mère-patrie , 326. — AN IV. Nouvelles de sa tranquillité , 201. — Mention honorable de la souscription qui y est faite en faveur des blessés d'un combat naval dans l'Inde , 217. — AN V. Comité général aux cinq-cents pour la lecture des dépêches de l'assemblée coloniale ;

rapport, aux anciens, des agens Bâco et Burnel, déportés par les généraux de l'île, 76. — Discussion sur son état politique; message au directoire pour lui demander des renseignemens, 78. — Observations de Job-Aymé sur son assemblée coloniale, 119. — Annulation des arrêtés de cette assemblée, des 17 et 18 brumaire an 4, qui ont prononcé la déportation de plusieurs citoyens, 234 et 247. — Discussion sur les agens à y envoyer par le directoire; Savary doute qu'elle soit républicaine, 266. — AN VI. Dénonciation contre sa conduite envers les agens du directoire; formation d'une commission pour s'occuper des lois réglementaires à lui appliquer, 16. (Voyez BACO, BURNEL, SERCEY.) — Proclamation du général Malartic sur l'alliance sollicitée par Tippoo Sultan avec la France, 288. — Préparatifs d'une expédition contre les établissemens anglais dans l'Inde, et sur-tout contre ceux de la côte du Coromandel, 295. — Détails du trajet des frégates *la Vertueuse* et *la Régénérée*, qui ont convoyé de cette île à Cadix deux riches bâtimens de la compagnie des Philippines, 363. — AN VII. Prises faites par ses bâtimens, 196. — Courage et humanité de trente de ses déportés, 257. (Voy. COLONIES.)

ILE-DE-L'ANGUILLE. AN IV. Est prise par les Français, 14.

ILE-DE-LA-MADELAINE. AN VI. Treize mille Français, commandés par le général Casalta, y débarquent; autres nouvelles annonçant la relâche de la flotte partie de Toulon, 270. — Le général Vaubois la quitte, 272.

ILE-DE-LA-RÉUNION, auparavant ILE-BOURBON. AN 1791. Protestation de ses habitans contre l'assemblée coloniale, 292. — AN 1792. Rapport sur ses troubles, 9. — AN III. Son adresse contre son gouverneur et le commissaire civil, 154. — Autres contenant le serment de fidélité de ses habitans à la république française, 326 et 335. — AN IV. Admission de son député, 32. — Souscription qui y est faite en faveur des blessés d'un combat naval, 217. — AN V. Affaire de la déportation des agens du directoire Bâco et Burnel, 76. (Voy. leur article et ILE-DE-FRANCE.) — Justification de l'assemblée coloniale en cette circonstance, 303. (Voy. COLONIES.)

ILE-DES-CYGNES. AN VI. Projet tendant au rapport de la loi qui l'excepte de la vente des biens nationaux, 175 et 194. — Discussion y relative, 201. — Son adoption, 219. — Proposition du rejet de cette résolution, 268. — Elle est rejetée, 280.

ILE-DIEU. AN IV. Extrait d'une lettre écrite de ce lieu par un émigré, relative à des projets de descente, 78. — AN VI. Les habitans y repoussent les Anglais qui tentaient un débarquement, 295.

ILE-DU-RHIN. AN I.^{er} 1793. Est abandonnée par les Français, 208. — AN III. Reprise par eux, 356.

ILE-GROUAIS, département du Morbihan. AN VII. Loi concernant les mariages qui y ont eu lieu, 179 et 185.

ILE-JOURDAIN. AN IV. Rejet de la résolution qui annulait ses élections, 311.

ILES-CANARIES. AN VI. Lettres sur le caractère et les mœurs de leurs habitans, 98.

ILES-DU-VENT. AN 1791. Décret pour y envoyer une expédition, 43. — AN 1792. Annonce officielle du prochain embarquement des troupes, 107. — Décret qui autorise le ministre de la marine à y remplacer les agens dont le civisme serait douteux, 314. — Autre qui augmente de trois bataillons la force armée qui y est envoyée, 321. — Autre pour l'envoi de forces nationales, 330. — Fonds mis à la disposition de leurs commissaires civils, 352. — Ordre de l'arrestation et la traduction à la barre de tous les individus renvoyés en France par ces commissaires, 354. — AN I.^{er} 1793. Leur adhésion à la république, 226. — AN II. 1794. Des vaisseaux y sont livrés à l'ennemi, 151. — AN III. Quatre commissaires envoyés de ces îles, et prisonniers en Angleterre, sollicitent leur échange, 72. — AN IV. Rapport du ministre de la marine sur leur situation, 240. — AN V. Loi pour l'appel aux tribunaux de France des jugemens rendus par les leurs, 125 et 251. Le directoire autorisé à y envoyer des agens, 295. (Voy. COLONIES.)

ILES - IONIENNES et ci-devant VÉNITIENNES. AN VI. Assurance de leur réunion à la république française, 76. — Nomination d'agens français, arrivée de l'aide-de-camp du général Bonaparte; fête pour célébrer leur réunion à la grande nation, et arrêté pour l'érection d'une pyramide,

112. — Mémoire sur ces pays, 241. — AN VII. Dispositions à la liberté de celles environnant Corfou, 66.

ILES-MARCOUF. AN VI. Détails de l'expédition tentée contre elles, 235 et 237.

ILES-SOUS-LE-VENT. AN VII. Désastres y causés par un ouragan, 26. (*Voy. COLONIES.*)

ILLE-ET-VILAINE (le département d'). AN I.^{er} 1793. Rend hommage à l'exactitude et à l'activité du ministre Roland, 47. — Sa situation critique, 84. — Détails sur sa position, 85. — Les commissaires de la convention demandent des troupes pour y disperser les séditieux, 86. — Accusations contre ses administrateurs au sujet du 31 mai; leur défense par Defermont, 162. — Caille presse les secours qu'il doit envoyer à Caen, 193. — Accusations contre l'administration par suite des événemens précédens, 211. — AN II. 1793. Dispersion du noyau contre-révolutionnaire qui s'y était formé, 97. — AN IV. Placement de ses tribunaux correctionnels, 316. — AN V. Annulation de ses élections au 18 fructidor, 350. — AN VI. Arrestations nombreuses dans ce département, et proclamation de l'administration centrale à ce sujet, 96. — AN VII. La loi des otages lui est appliquée, 333 et 361. — Création d'une légion pour combattre les chouans, 355.

ILLYRIE. AN 1790. Assemblée générale de la nation à Temeswar, 273, 283 et 289. — AN 1791. Fin du congrès, 21. — Pétition à l'empereur pour demander sa séparation du bannat de Hongrie, 49.

IMOLA. AN V. Est prise par l'armée d'Italie; les habitans s'offrent volontairement au général Bonaparte, 163.

INDES-ORIENTALES. AN 1790. Expédition de Tippoo-Saïb contre Tellichery; notice sur les Indiens appelés *Polygars*, 9 et 28. — Tippoo-Saïb marche contre les Anglais, 163. — Situation des possessions anglaises, 221. — Détails sur la guerre de l'Inde, 222. — Situation politique de cette contrée, 243. — Intérêt de la France au maintien de ses établissemens; mémoire de Monneron sur cette contrée, 290. — Mission de Macnémara auprès de Tippoo-Saïb, 352. — AN 1791. Débats au parlement d'Angleterre sur ces affaires, 32.

Table alphabétique.

— Nouvelle des événemens qui y ont eu lieu, 55 et 63. — Dépêches d'Abercrombie y relatives, 154. — Autres nouvelles militaires, 215 et 348. — AN 1792. Recherches historiques sur ce pays, 76. — Aubert-Dubayet fait demander compte de l'insulte qui y a été faite au pavillon français par les Anglais, 100. — Arrivée des commissaires français qui y sont envoyés, 312. — AN III. Décret pour la nomination de nouveaux commissaires, 157. — Expédition des Anglais contre un rajah, 212. — Tippoo en chasse les mahométans, 223. — AN V. Soulèvement des troupes anglaises, 185. — AN VI. Conjectures d'un journal anglais qui destine pour cette contrée l'expédition de Bonaparte, 302. — Réflexions sur les tentatives faites jusqu'à ce jour pour en ouvrir la route par terre, 358. — AN VII. Lettre sur les intentions de ses princes, et particulièrement de Tippoo, 11. — Notice d'un voyage intitulé : *Route de l'Inde*, 158. — Six cents Irlandais y sont déportés; inondation dans ce pays, 196. — Inquiétudes qu'y cause aux Anglais l'expédition d'Egypte, 234. — Leurs préparatifs contre Tippoo, 273. — Nouvelles de massacres à Bénarès, 298. — Considérations de Briot sur les rapports de l'expédition d'Egypte avec cette contrée, 347. (*Voy. COLONIES, COMMERCE et COMPAGNIE DES INDES.*)

INDIENNES (tribus). AN 1790. Leurs guerres et leurs traités avec les Etats-Unis d'Amérique, 313. — AN III. 201. — AN IV. 152. (*V. CREECKS, CHEROKÉES et ETATS-UNIS.*)

INDRE (département de l'). AN 1791. Vote des remerciemens à celui de Paris pour son adresse au roi sur les faveurs accordées aux ennemis de la constitution, 126. — AN II. 1794. Intrigans de ce département dénoncés aux Jacobins par Gouly, 306. — AN IV. Rejet d'une résolution relative au nombre de ses cantons, 145.

INDRE-ET-LOIRE (le département d'). AN 1790. Confédération des gardes nationales, 173. — Etablissement de nouveaux juges, 326. — Les administrateurs sont autorisés à prendre trente mille livres dans la caisse publique pour réparer les dommages causés à Tours par le débordement de la Loire, 326. — AN 1791. Agitation dans ce département, 79. — Les sociétés politiques s'y

multiplient, 148. — AN 1792. Rapport sur la situation par les commissaires qui y ont été envoyés, 260. — Autre rapport et lettre du procureur-syndic sur ses troubles, 337. — Compte que rendent à la barre ses administrateurs; ils demandent d'être autorisés à taxer les denrées, 339. — AN I.^{er} 1793. Dénonciation d'un arrêté de cette autorité contre la circulation de plusieurs journaux, 121. — Un député extraordinaire de ce département se plaint de l'insuffisance des mesures prises contre les brigands, et demande des secours, 130. — Lettre des administrateurs sur la situation fâcheuse de la Vendée, 210. — AN III. Pocholle rend compte de sa situation, 241. — AN V. Ses élections sont annulées au 18 fructidor, 350. — AN VI. Résolution relative à celles de l'année, 218. — AN VII. Autre, 238. — La loi des otages lui est appliquée, 333. — L'administration félicitée par le ministre de la guerre de son activité à étouffer la rébellion de la commune de Saint-Christophe, 358.

INGRANDE. AN 1790. Troubles dans cette ville; ordre d'en poursuivre les auteurs, 228.

INSBRUCK. AN I.^{er} 1793. Arrivée dans cette ville de deux cent trente hommes originaires de l'empire turc; détails sur leur extérieur bizarre, 183.

INVALIDES (l'hôtel des). AN 1789. Enlèvement de ses armes au 13 juillet, 18. — AN 1792. Les soldats dénoncent l'ordre donné le 28 mai de laisser entrer dans l'hôtel les troupes de la garde du roi ou de la garde nationale qui s'y présenteraient pendant la nuit, 151. — Ils présentent, par une députation, une adresse à l'armée française; décret de son impression, 155. — AN III. Débats sur les femmes qui y sont employées, 45. — Destruction du monument élevé sur la place de cet hôtel, 155. — Les militaires de Paris y réunis acceptent la constitution et offrent leurs bras pour la défendre contre les royalistes, 355 et 357. — AN V. Mauvais traitemens qu'y essuie un jeune homme à collet noir, 351. (Voyez PARIS et les objets d'administration.)

IRATI. AN III. Les Français y enlèvent aux Espagnols la fameuse machine royale, 41.

IRLANDE (l'). AN 1789. Nomination de West-

moreland à la place de vice-roi, 95. — AN 1792. Ouverture du parlement, 33 et 38. — Suite des séances; corruption qui s'y est introduite, 72 et 73. — AN 1791. Ouverture du parlement, 35. — Progrès de la population, 363. — AN 1792. Les catholiques irlandais réclament le rétablissement de leurs droits, 6 et 12. — Situation politique de ce pays, 57 et 59. — Résolution des Irlandais-Unis de Belfast en faveur des Français, 153. — Association des Irlandais-Unis catholiques romains, 155. — Députation d'Irlandais à l'assemblée nationale de France, 334. — Réflexions sur un article du *Mercur de France*, relatif à ce pays, 336. — Attroupemens armés, à l'occasion des subsistances, 351. — AN I.^{er} 1793. Persécutions exercées contre Napper-Tandy et autres, 11. — Nouvelle d'une insurrection à Dingle, 217. — AN II. 1793. Pressée des matelots ordonnée à Dublin, 58. — AN II. 1794. Excommunication des catholiques qui n'obéiraient pas au roi d'Angleterre, 148. — Nouveaux troubles; arrestation de cent quarante quatre individus, 214. — AN III. Nombreuse émigration d'Irlandais en Amérique, 57. — Ordre du roi d'Angleterre, relatif aux catholiques; refus de l'exécuter, par le vice-roi Fitz-Williams, qui se démet de cette place, 180. — Préparatifs de défense des côtes contre une descente; fermentation dans le peuple pour le maintien de son indépendance; dispositions militaires pour le contenir, 239. — Fermentation dans cette île; nombreuses adresses en faveur de lord Fitz-Williams, ex-vice-roi de ce pays, 253. — Suicide de Jackson en présence du tribunal de Dublin, qui allait le condamner pour crime de trahison, 259. — Protogation de son parlement; violences exercées par les *Défenders* dans quelques contrées, 297. — AN IV. Découverte d'une mine d'or dans ce pays, 126. — Bill des conspirations; persécution des *Défenders*, 199. — AN V. Insurrection contre les troupes anglaises qui sont battues, 49. — Détails sur la fermentation du Nord de ce royaume, 59. — Nouvelles d'une descente opérée par l'armée aux ordres de Hoche, 95. — Rentrée à Brest d'une division de l'escadre aux ordres de Morard de Galles, qui a opéré la descente de dix-huit mille hommes;

accueil fraternel qu'ils ont reçu des Irlandais, 110. — Rapports faits à Londres sur l'apparition de cette flotte, 112. — Lettre annonçant le débarquement effectué dans le Havre de Lough-Swilly, 120. — Débats au parlement d'Irlande, relativement à la rupture des négociations avec la France; discussion sur l'adresse proposée au roi d'Angleterre à ce sujet, 131. — Lettre sur sa situation et les conséquences de la descente, 134. — Arrestation de plusieurs personnes de considération, et entre autres d'O'Connor, qui avait publié un tableau énergique des vexations du gouvernement anglais, 155. — Débarquement de quatorze cents Français sur la côte de Pembroke; ils sont pris en masse par trois mille paysans et un régiment de volontaires, ayant le lord lieutenant à leur tête; détails; lettre qui dit qu'ils étaient des soldats de Charette et de Stofflet mêlés aux bandits du Bocage, 166. — Débats au parlement sur l'invasion par les Français, 174. — Suite des insurrections et des arrestations, 194, 209 et 244. — Détails sur le caractère de l'insurrection du Nord, sous le nom d'Irlandais-Unis; saisie et notice de leurs plans et papiers, 248. — Proposition à la chambre des communes du parlement d'effectuer une réforme dans la représentation parlementaire; proclamation par le gouvernement, à tous ceux qui se sépareront de la société des Irlandais-Unis, 255. — Trouble général; ce pays est entièrement sous la loi martiale, 258. — Sa triste situation; extrême irritation des partis, 283. — Evaluation des dépenses faites par l'Angleterre, pour le paiement de ses troupes dans ce pays; 346. — AN VI. La violence du gouvernement militaire y menace d'une réaction, 83. — Désolation dans plusieurs parties, 154. — Discours sur sa situation, 169. — Lettre d'un de ses militaires à un officier anglais, 180. — Proclamation du lord Camden et du conseil privé, relative aux mouvemens insurrectionnels; combats entre les insurgens et les troupes réglées, 217. — Le comté de Kilkenny mis hors de la paix du roi; lord Camden demande sa démission, 226. — Pitt déclare qu'il est de la dignité du gouvernement de ne pas s'abaisser à traiter de réconciliation avec les rebelles d'Irlande, 228. — Nouveau sup-

plice inventé contre les Irlandais supposés jacobins, d'après leur costume, 233. — Sommation aux habitans du comté de la Reine, de rendre les armes cachées et les munitions de guerre, 235. — Arrestation de Fitz-Gérald à Dublin, 262. — Horreurs commises dans ce comté; permission aux soldats d'y vivre à discrétion, 264. — Mise hors de la paix du roi de tout le nord de l'Irlande, 268. — Serment de trois cents mille Irlandais-Unis, de ne quitter les armes qu'après avoir renversé le gouvernement; ils remportent une victoire considérable, 269. — Proclamation de la loi martiale dans toute l'étendue du royaume; vive sensation produite par la mort de Fitz-Gérald; annonce de la prise de Kildare par les insurgés, 270. — Rapport sur sa situation; chant de triomphe des Irlandais-Unis; départ d'O'Connor pour cette île, 271. — Progrès de l'insurrection, 272. — Proclamation de la convention irlandaise qui rappelle les absens, et les invite à faire passer des secours pécuniaires pour secouer la tyrannie anglaise, *ibid.* — Prise de Wexford par les insurgés; arrestations et condamnations diverses; émigration, pour Londres, de tous ceux qui tenaient leur existence de la cour, 273. — Opinion sur sa situation; déclaration du chancelier, portant que, vu la crise des affaires, aucun négociant ne sera déclaré banqueroutier, 274. — Prise par les insurgés de trois régimens de milices, 276. — Chant funèbre pour la mort du lord Fitz-Gérald, 277. — Rapport sur l'insuffisance de l'armée, pour arrêter l'insurrection, 278. — Lettre sur ses progrès, *ibid.* — Autres nouvelles qui les confirment; détails du combat de New-Ross; perte des royalistes; attaque de la ville d'Arlow par les insurgés; discussion aux communes d'Angleterre, à huit-clos, sur l'état de l'Irlande; motion de Shéridan; opinion sur ce comité secret, 279. — Adresse au roi, proposée par Shéridan, 280. — Etablissement des fonderies de canon pour l'armée d'Union, forte de soixante mille hommes; attente d'un secours considérable d'Ecosse, 284. — Permission donnée par l'archevêque de Dublin au clergé, de prendre les armes; proclamation du directoire insurrectionnel, *ibid.* — Nouvelles arrivées en Angleterre; discussion au parlement anglais, sur

le droit du roi d'y faire passer des milices, 285. — Démenti donné au parti anglais ministériel, annonçant la soumission du comté de Kildare, 287. — Jekil soutient, au parlement d'Angleterre, que les Irlandais avaient le droit de s'insurger; comité général à cette occasion, 288. — Rapport officiel portant que l'insurrection ne fera plus de progrès vers le Nord; défaite des insurgés par le général Dundas, 289. — Objet du dernier comité secret en Angleterre; discours de Cavendish et Fox contre le système coercitif qu'on y a déployé, 291. — Attaque et prise par les royalistes du camp des insurgés à Vinegar-Hil, et évacuation de Wexford par ces derniers, 293. — Fermeté de Monroë, insurgé, en allant au supplice; détails de la position des Irlandais; proposition faite par eux, à Wexford, de mettre bas les armes; réponse, 294. — Rien ne peut abattre la constance et l'espoir des insurgés, 295. — Leurs compatriotes, à Paris, à la fête du 14 juillet, font hommage aux deux conseils de leur emblème, avec ces mots: *Erin go-Brah*, c'est-à-dire, *Irlande pour toujours*; discours de Cabanis à cette occasion, 298. — Grande confusion à Dublin; fermentation à Droghéda, insurrection à Limerick, 299. — Promesse de 24,000 liv., faite par le roi, à celui qui lui rapporteroit la tête de Harvey, commandant en chef des insurgés, 300. — Atrocités qu'on leur a attribuées; lettre annonçant que l'insurrection est presque apaisée, 306. — Découverte, à Youghall, d'une prétendue conspiration, pour massacrer les sujets loyaux de sa majesté britannique, 307. — Victoire des insurgés, *ibid.* — Exécution de plusieurs d'entre eux, 310. — Délivrance de Prim, tombé entre les mains des insurgés de Kilkenny; mise à mort de ceux qui l'avaient escorté jusqu'au premier poste royal, 313. — Nouvelles diverses, 316. — Message du lord lieutenant sur le pardon accordé par le roi, sauf les exceptions pour la sûreté publique, 317. — Système de retraite offensive adopté par les insurgés, 318. — Ordre du commandant de Dublin, portant que quiconque cachera un rebelle et ne le dénoncera pas, sera pendu et sa maison brûlée, 321. — Fin de la négociation relative aux prévenus de trahison; émigration d'un grand nombre d'entre eux dont

Olivier-Bon, Arthur et Roger O'Connor, 323. — Déposition aux communes de Dublin contre plusieurs insurgés; exécution du secrétaire de leur comité, 325. — Continuation des troubles dans le comté de Tipperary, 327. — Insurrection des matelots irlandais à bord du *César*; punition des chefs, *ibid.* — Proclamation de Nugent, commandant des troupes royales, par laquelle il promet 50 guinées pour la capture de chaque insurgé, 331. — Annonce particulière d'un débarquement opéré en Irlande, ayant Napper-Tandy à sa tête, 347. — Nouvelle reçue à Calais d'un combat entre les Français débarqués et les troupes royales qui ont été battues; bruit d'un débarquement de 1,500 Français, 355. — Continuation des exécutions militaires, 357. — Nouveau bruit d'un débarquement, *ibid.* — Nouvelle officielle de celui effectué par l'escadre de Savary dans la baie de Killeumen; réception faite par les insurgés aux troupes françaises aux ordres de Humbert; prise de Killalapar elles, 359. — Victoire remportée par les insurgés sur les troupes royales; alarmes causées à Londres par la nouvelle du débarquement; lettres particulières annonçant que les paysans ont accepté les armes offertes par le général Kilmaine, et que les Français ont pris 20 pièces de canon, 360. — Réflexions d'un journal anglais sur cette descente, 363. — Nouvelles alarmes causées par elle à Londres, 364. — AN VII. Les papiers anglais publient que les Français y ont battu le général Lake, et qu'ils ont pris Castébar, 4. — Suite de leurs succès; sont joints par six mille Irlandais-unis, 7. — Vive discussion au parlement, relative à une proclamation du directoire de l'union-irlandaise; 11. — Les deux chambres exceptent du bill d'amnistie, Napper-Tandy, Lewins et M'Mahon; annonce que Moore, l'un des chefs insurgés, a été pendu, 12. — Le ministre anglais à Lisbonne, en fait chasser les Irlandais-unis réfugiés, 13. — Opérations du général Humbert en Irlande, 15. — Rapport du comité secret de la chambre des lords de Londres, sur l'insurrection de ce pays, 16. — Proclamation relative aux derniers événements; serment de la sainte union républicaine dans le royaume, et sur les flottes britanniques, 17. — Rapport du général Humbert, sur le mauvais succès

de son expédition; les officiers français et les soldats faits prisonniers, sont transportés en Angleterre, 18. — Recherches rigoureuses contre les officiers de l'armée du général français Humbert, soupçonnés d'être Irlandais, 23. — Adresse d'une association d'Anglais-unis, aux Irlandais-unis; le général Rey et Napper-Tandy débarquent momentanément sur la côte occidentale du Donégal; leurs proclamations aux Irlandais, 24. — Continuation des troubles, 25. — La cour martiale de Dublin condamne à mort M. Teeling; discours pour sa défense, et détails de ses derniers moments, 27. — Conseil secret pour les affaires d'Irlande; poursuites ordonnées contre Holt, et tous les rebelles, 28. — Continuation des troubles; John-Moore, non exécuté, comme on l'avait publié, 29. — Annonce d'un nouveau débarquement de troupes françaises; insurgés battus, 33. — Combats livrés aux insurgés par le major Trenk, 34. — Lettre et réflexions sur le projet de la réunion de l'Irlande à l'Angleterre, 39. — Nouveaux troubles; mesures révolutionnaires prises par le gouvernement; projet d'union, 48. — Difficultés au sujet de la déportation des Irlandais dans les États-Unis d'Amérique; continuation des troubles, 57. — Partialité de la cour martiale; tentatives pour le projet d'union, 59. — Le bruit de ce projet s'accrédite; arrêté que les prisonniers seront transportés au Canada, 66. — Arrivée de Théobald-Wolf-Tone, surnommé le père de l'union-irlandaise, pris sur le Hoche, 70. — Discours du roi sur les affaires d'Irlande, 72. — Discours au parlement d'Angleterre, contre la réunion, 74. — Diverses adresses contre le même objet, 112. — Le cabinet britannique y entretient trois partis diviseurs, 118. — Le projet d'union occupe tous les esprits et trouve des oppositions dans toutes les classes, 129. — Insurrection des milices, 130. — On destitue tous les hommes en place qui s'opposent à l'union, 131. — Résolution de plusieurs villes contre ce projet, 132. — Message du roi en sa faveur; opinion de Pitt et de Shéridan, 146. — Défaite des insurgés du comté de Clare, *ibid.* — Discussion et adoption du projet d'union, 164 et 166. — Motion à son parlement sur l'état de la nation, 167. — Brûlement aux com-

munes du journal *The-Sun*, pour avoir avili la chambre, 170. — Plan de M. Pitt pour assurer l'union, 179. — Proposition faite à son parlement de la soumettre en entier à la loi martiale, 183. — Discussion et adoption du bill sur la rébellion; discours énergiques de MM. Brown et O-Donnell contre cette résolution, 186. — Consternation de ses habitants à ce sujet, 190. — Expédition des troupes anglaises contre les insurgés, 191. — Arrestation d'un grand nombre d'entre eux; ils sont interrogés en présence de Pitt, 192. — Discussion dans son parlement sur le bill de rébellion et les troubles qu'il occasionne, 193. — Mesures rigoureuses du ministère anglais contre les Irlandais, 194. — Déportation de 600 d'entre eux, 196. — Continuation des rigueurs exercées à leur égard, 197. — Discussion dans le parlement britannique sur sa réunion avec l'Angleterre, 198, 199, 200, 201 et 214. — Rapport de M. Dundas, sur la confédération projetée entre les Irlandais-Unis et la France; pièces produites par lui à l'appui de ses assertions, 203 à 207. — Refus fait par sept régimens écossais d'aller servir contre elle, 217. — Nouvelles discussions dans son parlement; accusations dirigées contre le haut-shérif, Fitz-Gérald, 221. — Suite de la discussion sur sa réunion avec l'Angleterre; protestation de plusieurs lords contre cette mesure, 224 et 227. — Débats tumultueux dans son parlement entre M. Barrington et le procureur-général; 234. — Taxes imposées sur les joueurs et les membres des clubs, 237. — Inquiétudes du gouvernement anglais sur cette île, à cause du départ de la flotte de Brest, 240. — Arrangement fait entre les cabinets de Londres et de Berlin pour faire passer en Prusse les Irlandais condamnés à la déportation; toast porté par M. Fox à son indépendance, 243. — Exécution à mort et suicide de plusieurs de ses habitants, 250. — Nouvelles cruautés du ministère anglais; supplices continuels; nombre des victimes immolées chaque jour, 251. — Etat de sa représentation dans la chambre des communes de son parlement, 253. — Débats sur l'union avec l'Angleterre, 273. — Lâcheté du sénat d'Hambourg qui livre aux Anglais Napper-Tandy, chef des insurgés irlandais, 345. — Talleyrand est accusé par Briot d'avoir envoyé à Pitt le plan secret de la des-

cente projetée par les Français sur les côtes d'Irlande, 347. (*Voyez* DUBLIN, FITZ-GÉRALD, NAPPER-TANDY, O'CONNOR, etc.)

IRLANDAIS (les). AN I.^{er} 1793. Forment un club à Paris, 7. — AN II. 1793. Décret de leur arrestation porté par la convention nationale, 20. — AN III. Secours accordés aux administrateurs et étudiants de cette nation réfugiés en France, 30 et 199. (*Voyez* IRLANDE).

IRLANDAIS (le séminaire des), à Paris. AN I.^{er} 1793. Arrestation du supérieur de cet établissement, 251.

ISÈRE (le département de l'). AN 1791. Son adresse au roi sur les faveurs accordées aux ennemis de la constitution, 130. — AN 1792. Décret qui annule les arrêtés du département sur la défense de sortir des grains, vins et bestiaux à l'étranger, 144. — AN I.^{er} 1793. Autre qui met en liberté les administrateurs de ce département, 190. — Mission de Simond et Dumas, 239. — AN III. Décret qui traduit devant le tribunal criminel de ce département les prévenus d'assassinats et massacres commis à Lyon, et dans le département de Rhône-et-Loire, 261. — AN IV. Lettre de l'accusateur public concernant le jugement des prévenus des troubles de Lyon, 172. — Demande en rapport de la loi qui charge son tribunal de la poursuite des massacres de Lyon, 233. — AN V. Rapport de Cochon sur l'esprit public de ce département; il propose une proclamation, et réclame une décision du corps législatif sur le travail relatif aux prêtres réfractaires, 154. — AN VI. Résolution approuvative de ses élections, 219. — AN VII. Mesures de ses administrateurs pour prévenir l'invasion ennemie, 274. (*Voyez* GRENOBLE).

ISMAILOW. AN 1789. Prise de cette ville par les Russes, 96. — AN 1790. Il s'en emparent de nouveau, 95. — En font le siège, 365. — AN 1791. Massacrent sa garnison, 26. — AN 1792. Anecdote sur la prise de cette ville par eux, 4.

ISSENGEAUX. AN 1792. Décret qui renvoie aux tribunaux la poursuite des prêtres insermentés qui y ont excité des troubles, 190.

ISSOIRE, département du Puy-de-Dôme. AN II. 1794. Ses fonctionnaires mis en liberté, 328. — AN III. Décret qui autorise l'établissement de plu-

sieurs manufactures dans cette commune, 290. — AN VI. Clôture de son cercle constitutionnel, 177. — AN VII. Décret qui y établit un tribunal de commerce, 126.

ISSOUDUN. AN 1789. Les députés de cette commune offrent 115 marcs d'argent, produit des boucles et autres bijoux de leurs concitoyens, 92. — AN 1790. Est autorisée à faire un emprunt pour ses besoins, 157. — AN 1791. Ses électeurs sont expulsés de la ville de Châteauroux, 68. — AN VI. Rejet de la résolution qui l'autorisait à vendre les croix et tombeaux de son cimetière pour en acheter un nouveau, 240.

ISSY-LA-MONTAGNE. AN II. 1794. Sa société populaire se plaint de l'élargissement des aristocrates, 347. — Les Jacobins arrêtent l'impression et l'envoi de l'adresse que cette société leur a communiquée, 349.

ISSY-L'ÉVÊQUE. AN 1791. Réclamation de cette commune en faveur de Carion, maire et curé du lieu, 43. — Elle obtient sa mise en liberté, 78.

ISTRIE-VÉNITIENNE (l'). AN V. Entrée des troupes impériales dans cette province, 292. — Protection des municipaux de Véronne contre ceux de Venise, à l'occasion de son occupation, 337.

ITALIE (l'). AN I.^{er} 1793. Dispositions militaires sur les côtes, 31. — AN II. 1793. Mémoire de Gorani sur les cours et gouvernements de ses principaux états, 23. — AN III. Avantages remportés par les Français, 219. — AN IV. Assassinat du courrier de France à Venise, et dispersion de ses dépêches, 82. — Alarmes occasionnées par les victoires des Français, 116. — Batailles de Montenotte, *ibid.* — De Millésimo, 218. — De Dego et de Saint-Jean, 219. — De Mondovi, 226. — Prise de Tortone par les Français, 238. — Bonaparte promet à son armée la conquête de ce pays, surêté et protection aux peuples qui l'habitent, *ibid.* — Passage du Pô par les Français, et armistice conclu avec le duc de Parme, 240. — Bataille de Lodi, 241. — Prise de Pizzighitona et de Crémone, 245. — Armistice des Français avec le duc de Modène, 254. — Objets de sciences et d'arts conquis par eux dans ce pays, 258.

— Entrée de l'armée française à Milan, 259. — Répression de la révolte qui a éclaté contre elle dans cette ville, à Pavie et à Binasco, 262. — Avantages des Français sur le Mincio, 264. — Manifeste de Bonaparte en entrant sur le territoire vénitien, *ibid.* — Conspiration de Pavie; prise de cette ville, et proclamation contre les rebelles, 266. — Proclamation aux habitans de Vérone, 269. — Investissement de Mantoue par les Français et prise de ses faubourgs, *ibid.* — Révolte des fiefs impériaux et punition des chefs, 278. — Prise de Bologne, Urbino, Ferrare et autres places, 284. — Armistice conclu par les Français avec le pape, et occupation de différentes villes de ses états, 287. — Occupation de Livourne, 294. — Rassemblement fanatique dissipé à Lugo, 307. — Siège de Mantoue, 314. — Batailles de Lonado et de Castiglione, 328. — Prise de Borgoforte et du pont de Governolo, 347. — Bataille de Rovérédò, 361. — AN V. Combats de Cérèa, Castellaro et Saint-Georges, 5. — Faux bruit du bombardement de Gènes, 50. — Ordre pour la réunion des députés des quatre provinces de Modène, 55. — Excès commis à Bologne par les *Birichini*, *ibid.* — Abolition de l'inquisition à Ferrare, 59. — Bataille d'Arcole, 71 et 72. — Constitution faite par le sénat de Bologne, 72. — Combat de Rivoli et de la Favorite, 77. — Prise du château de Bergame, 107. — Destruction totale de la cinquième armée de l'empereur dans ce pays, forte de 50 mille hommes, 128. — Garantie donnée aux Milanais de leur liberté et de leur indépendance, 134. — Mauvaise foi de la cour de Rome, 139. — Combats d'Avio et de Carpenedolo, 143. — Prise de Trente, Faenza et Forlì; évacuation de Mantoue par Wurmser, 145. — Rupture de l'armistice avec le pape, 149. — Invasion de la Romagne, du duché d'Urbino, de la marche d'Ancône et de Notre-Dame-de-Lorette, 155. — Accueil fait à Bonaparte par les habitans d'Imola, 163. — Et par la ville d'Ancône, 166. — Prise de Gradisca et passage du Tagliamento, 188 et 191. — Prise de Goritz et de Trieste, 194 et 196. — Combat du Tarvis et de la Chiusa, 197 et 198. — Publication d'écrits sur les lois fondamentales de l'Italie libre, sur ses rapports politi-

ques et économiques avec la France et l'Europe, et sur l'éducation démocratique, 206. — Soumission de Venise, de la haute et basse Carinthie et de tout le Tyrol; combats du Lavis, de Tramin et de Clausen, 207. — Suspension d'armes, 214. — Préliminaire de paix signés par l'empereur, 217 et 223. — Irruption des brigands montagnards dans la province de Cézène, 218. — Meurtres contre les Français à Venise; mesures militaires à ce sujet; refus de Bonaparte de traiter avec ce gouvernement, 222, 239, 241, 246 et 249. — Fermentation du patriotisme à Vérone, 229. — Inauguration de l'arbre de la liberté à Brescia; progrès de l'esprit républicain dans l'état de Venise, 257. — Penchant général de l'Italie vers cette sorte de gouvernement, 259. — Monument élevé à Faenza à la gloire de la nation française, 263. — Insurrection à Gènes, 265. — Convention relative au nouveau gouvernement de cet état, 274 et 279. — Indépendance de la république cisalpine reconnue et proclamée, 308. — AN VI. Publication des campagnes des Français en Italie, 24. — Menées contre-révolutionnaires dans ce pays, 25. — Traité de paix de Campo-Formio, 37. — Saisie de correspondances ennemies, 54 et 212. — Organisation du territoire cisalpin, 71. — Marche des Français sur Rome, dont ils s'emparent, 114 et 139. — Proclamation de la république romaine, 159. (*Voy. ROME*). — Reconstruction et embellissement de Messine, 245. — Révolte comprimée dans le Pérousin, 250. — Horreurs commises à Cita-di-Castello contre les républicains de tout âge et de tout sexe, 267. — Etat des monumens transportés d'Italie en France, 306. — Préparatifs hostiles du roi de Naples et de l'empereur contre ce pays, 331 et 342. — Conjectures sur les prétentions de l'empereur, 331. — AN VII. Conquête du royaume de Naples, 113. (*Voy. NAPLES et CHAMPIONNET*). — Arrêté pour en faire sortir tous Français sans mission ou concussionnaires, 115. — Le gouvernement anglais annonce par ses journaux qu'il n'a aucune part dans les derniers événements, 155. — Entreprises de Sidney-Smith pour y porter la peste, 181. — Ruses des ministres anglais pour ôter aux Turcs la connaissance des conquêtes qui y sont faites par les Français, 184. — Occupation

par ceux-ci de la Toscane, 201.—Revers éprouvés par l'armée française sous le commandement de Schérer, 206. — Ouvrage intitulé : *Tableau historique des campagnes et des révolutions d'Italie*, 251. — Opérations de Moreau dans cette contrée, 256. — Idée des dilapidations qui s'y sont commises, et dénonciations à ce sujet, 278 et 279. (Voy. FAYPOULT, TROUVÉ, etc.). — Réflexions sur la nécessité pour la France d'assurer la liberté de ce pays, 281. — Mouvements des armées, et détails sur leur position, 282, 291 et 294. — Plaintes relatives à la reddition de plusieurs de ses places fortes par des commandans français, et mesures prises en conséquence, 289 et 296. (Voy. MANTOUE et LATOUR-FOISSAC). — Réflexions sur la conduite de Suwarow dans ce pays, 310. — Motion de Briot pour proclamer sa liberté malgré la présence des Russes à Milan, 318 et 347. — Bataille de Novi, 340 et 349. — A l'occasion de l'invasion de l'Italie, Jourdan demande que la patrie soit déclarée en danger, 359. — (Voy. ARMÉES, BONAPARTE, FLORENCE, GÈNES, MILAN, NAPLES, VENISE et autres localités).

ITALIENS (les), réfugiés en France. AN VII. Sont engagés par le ministre de la guerre à concourir à la délivrance de leur pays envahi par les Russes, 336. (Voy. ITALIE).

ITHAQUE (le département d'), dans la mer Egée. AN VI. Rappel de Comeyras, commissaire organisateur, et son remplacement par Dubois, du Haut-Rhin, 287.

J.

JALÈS (le camp de). AN 1790. Sa formation dans le département du Gard; ferments de guerre civile entre les catholiques et les protestans, 248.—Un comité permanent d'une soi-disante armée de fédérés, prend, dans ce château, des arrêtés attentatoires aux lois; l'assemblée nationale ordonne la poursuite des promoteurs de cette croisade, 251. — Lettre des députés de l'Ardèche sur le rétablissement du calme dans le département, et sur l'improbation qui s'y est manifestée contre ce rassemblement, 283. — Efforts des conspirateurs

de cette contrée pour y susciter une guerre civile et de religion, 290. — AN 1791. Dénonciation d'un écrit qui invite les mécontents à s'y réunir, 64. — Arrestation de quelques rebelles, et annonce de la dissolution de ce camp, 66. — AN 1792. Victoire remportée sur ces rebelles, 200. — Détails sur cette conjuration, 203. — AN I.^{er} 1793. Complot contre-révolutionnaire; dispositions pour en arrêter les quatre chefs, 123. — Les jugemens du tribunal de l'Ardèche à leur égard, ne seront pas sujets à cassation, 148. — AN II. 1793. Puniton des chefs de cette rebellion, 25.

JAMAÏQUE (la). AN 1792. Les Espagnols y excitent les nègres à la révolte, 43. — AN IV. Attaque par les Français, 199. — Fin de la guerre contre les nègres où l'on a employé des chiens féroces, et sarcasme lancé à cette occasion contre Pitt par Shéridan, 246. — AN V. Nouvelle arrivée en Angleterre de sa parfaite tranquillité, 124. — AN VI. Insurrection des nègres échappés des possessions anglaises, 357.

JASSY. AN 1790. Opérations du congrès, 47, 59 et 62. — Etat des négociations, 96 et 126.

JEMMAPES. AN 1792. Détails sur la victoire qui y a été remportée par les troupes françaises, 315. — AN I.^{er} 1793. Les administrateurs demandent que leur département soit représenté dans la convention, 181. — AN II. 1794. Les français s'emparent de nouveau de ce département, 286 et 292. — Joie manifestée par ses habitans à l'occasion de ces succès, 289 et 297. — AN III. Dénonciation par cinquante neuf communes des arrêtés des représentans du peuple qui ont ordonné la perception de la dîme, 333. — Demande formée par sa députation de l'exécution des décrets qui ont prononcé sa réunion à la France, 339. — Nouvelle réclamation sur ce sujet, et mention honorable de son zèle, 348. — Réclamation du commissaire du pouvoir exécutif contre quelques erreurs insérées dans le *Moniteur* sur ce département, 106 et 116. — Rapport, discussion et résolution sur ses élections; ajournement de celle du citoyen Pradier, 241. — Démission de celui-ci, 280. — Lettre de satisfaction du ministre de la guerre aux conscrits de ce département, 330.

JERSEY. AN 1790. Question sur l'établissement des

des jurés dans cette île, 124. — AN 1791. Emigration des Français par ce point, 150. — Arrestation de paquets en venant, 185. — AN IV. Alarmes conçues à l'occasion d'un camp formé par le général Hoche aux environs de Saint-Malo, 326.

JÉRUSALEM. AN VII. Contributions qu'y imposent les Français, 292.

JÉSI, en Italie. AN V. Manifestation du patriotisme dans cette ville, 295.

JOIGNY. AN 1791. Adresse de ce district à l'assemblée nationale, 181. — AN II. 1794. Treize de ses habitants, fournisseurs de souliers, sont acquittés au tribunal révolutionnaire, 161.

JOINVILLE. AN III. Décret qui ordonne à son district, réuni à celui de Chartres, de fournir, dans le mois, soixante mille quintaux de grains pour l'approvisionnement de la république, 231. — AN IV. Translation à Vassy de son tribunal correctionnel, 323.

JOUVENCE. AN VI. Rejet de la résolution qui autorise cette commune à lever un emprunt sur elle-même pour ses dépenses locales, 286.

JOUY-LE-CHATEL. AN V. Rejet de la résolution qui transfère à Ville-Gagnon, le chef-lieu de canton établi en cette commune, 48.

JULIERS (le pays de). AN III. Prise de sa forteresse par l'armée de Sambre et Meuse, 17. — AN VII. Démenti de la nouvelle du désarmement de ses habitants, 104.

JUNQUIERA (la). AN IV. Etablissement d'un port franc, 306.

JURA (Mont). AN 1789. L'évêque de Saint-Claude annonce qu'il a exécuté l'arrêté du 4 août dans cette partie de sa juridiction, 45. — Présentation à l'assemblée d'un vieillard de ses montagnes âgé de 120 ans, 77. — AN 1790. Des patriotes de ce département reçoivent le témoignage de la satisfaction de l'assemblée nationale, 125. — Plusieurs curés lui envoient des adresses de félicitation, 133. — AN 1791. Adresse du département à l'assemblée nationale, 181. — Situation intérieure de ce pays, 188 et 197. — AN I.^{er} 1793. Les registres de l'administration cités comme contenant les pièces de la conspiration attribuée à vingt-deux députés, 158. — Dénonciation contre

les administrateurs, comme opposés au 31 mai, 167. — Envoi de Bassal et Bernard en mission pour ramener le peuple égaré, 231. — Les troubles s'y apaisent; Prost y est adjoint à Bassal, 271. — AN II. 1794. Les sans-culottes d'Auloi et Dumas dénoncent ces représentants aux Jacobins pour leur conduite dans ce département, 190. — Proposition de Lacoste, et suspension de poursuites contre quelques-uns de ses habitants, 198. — Dumas dénonce ses fédéralistes, qui tourmentent les patriotes sous prétexte de punir les hébertistes, 205. — Autre dénonciation de même nature, 306. — AN III. Rapport du décret qui en mettait les administrateurs hors la loi, 181. — Saladin y est envoyé en mission, 202. — Une députation de plus de deux cents de ses communes réclame contre l'effet rétroactif de la loi sur les successions, 233. — AN V. Discussion sur l'autorisation proposée par le directoire, de mettre au rabais la formation du sel dans les salines de ce département, 96 et 278. — AN VI. Demande du remplacement de plusieurs de ses fonctionnaires, 87. — Des réfugiés se plaignent de la triste situation du département, à cause des assassinats, et demandent la translation du chef-lieu, 95. — Discussion sur les élections de l'assemblée-mère et sur le projet qui les valide, 224, 230 et 232. (Voyez FRANCHE-COMTÉ, LONS-LE-SAULNIER, etc.)

JUTLAND (le). AN III. Edit du roi de Danemarck portant abolition de la servitude dans cette contrée, 135.

K.

KAISER-LAUTERN, dans le Palatinat. AN II. 1794. Sa prise par les Français, 110. — Est repris par les ennemis, 253. — AN III. Les Autrichiens s'en emparent de nouveau, 12. — Et sont obligés de l'évacuer, 14. — Nouvelle victoire des Français sur ce point, 267.

KASCHAU, en Hongrie. AN II. 1793. Cette ville est détruite par un incendie, 30.

KEHL. AN II. 1793. Son fort impérial détruit par les Français, 18. — AN IV. Ils s'en rendent maîtres de nouveau; détails à ce sujet, 282,

Table alphabétique.

283 et 285. — AN V. Retraite du général Schers de ce côté; son attaque par les Autrichiens qui y perdent beaucoup de monde, 4. — Nouvelle tentative de ceux-ci pour s'en rendre maîtres, 18. — Le général Desaix est chargé de sa défense, 49. — Sortie vigoureuse de la garnison française pour reconnaître la ligne de circonvallation de l'ennemi, 69. — Relation d'un engagement très-vif qui a fait perdre à celui-ci trois mille hommes en une seule nuit, 90. — Efforts du prince Charles pour s'en emparer; ouverture de la tranchée par les Autrichiens, 91. — Sortie de la garnison française et perte de l'ennemi, 108 et 113. — Lettres annonçant sa capitulation, 117. — Détails des opérations de l'armée devant cette place, 118. — Autres sur son évacuation, 120. — Nouvelle de sa reddition envoyée par le prince Charles à l'empereur, 136. — Sa reprise par les Français, 217. — Détails à ce sujet, 223.

KERWEILLER, dans le Palatinat. AN II. 1794. Est pris par les Français, 301.

KIEW, en Angleterre. AN III. Arrivée du stathouder et de sa famille dans cette ville, 148.

KILDARE (le comté de). AN VI. Sa prise par les insurgés irlandais, 270. — Démenti donné aux ministériels qui annonçaient sa soumission, 287. (*Voy. IRLANDE.*)

KILIA, forteresse turque. AN 1790. Est prise par les Russes, 336. — Détails sur cette conquête, 354.

KILIA-NOVA, bourg et forteresse de la Turquie européenne. AN 1789. Sa prise par Potemkin, 103.

KILKENNY (le comté de). AN VI. Est mis hors de la paix du roi d'Angleterre, 226. (*Voyez IRLANDE.*)

KILLALA, bourg maritime d'Irlande. AN VI. Sa prise par les Français aux ordres d'Humbert, et débarqués avec l'escadre de Savary, 359. — Lettre du duc de Portland au maire de Londres à ce sujet, 360. — AN VII. Apparition d'une nouvelle escadre française dans sa baie, 64. (*Voyez IRLANDE.*)

KIOVIE, en Pologne. AN 1791. Rassemblement de vingt mille Russes près de cette ville, 266.

KIRCHBERG, en Franconie. AN II. 1794. Succès des Français sur ce point, 110.

KLAGENFURT, en Carinthie. AN V. Les Français prisonniers au fort Vauban et retenus dans cette ville y célèbrent l'anniversaire du 10 août, 173.

KÖNIGSHOFFEN, en Franconie. AN IV. Sa prise par les Français, 323.

KÖNIGSTEIN, dans l'électorat de Saxe. AN 1792. Défense de sa forteresse par le général Meunier, 364. — AN IV. Sa prise par les Français, et texte de la capitulation, 314 et 316.

KTUNDERT, fort hollandais. AN I.^{er} 1793. Sa prise par l'armée française aux ordres de Dumourier, 64.

KUSTEIN, forteresse dans le Tyrol. AN I.^{er} 1793. L'aéronaute Blanchard y est renfermé, 144.

L.

LABOUR (le pays de). AN 1790. Rapport et discussion sur la franchise de ses ports, 331. — Décret qui y établit les douanes nationales, 335. — AN III. Autre qui y supprime les franchises, 103.

LACAYDE. AN II. 1793. L'armée des Pyrénées en fait la conquête, 68.

LACHAPELLE, près Lyon. AN VI. Des brigands armés attaquent un détachement pour enlever cinq prêtres, 156.

LACHAPELLE-FRANCIADÉ. AN II. 1794. Décret qui ordonne la recherche et la punition de ceux qui ont contribué, avec Lafayette et Bailly, aux massacres qui y ont eu lieu, 254.

LACHATAIGNERAYE. AN I.^{er} 1793. Sa reprise sur les brigands, 141. — AN II. 1793. Même événement transmis par Bellegarde et Fayau, 267. — Elle accepte la constitution, 93.

LAFÈRE (arsenal de). AN 1792. Décret qui charge le ministre de la guerre de rendre compte de sa situation, 317.

LAFERTÉ-ALEPS. AN V. Débats à l'occasion de l'arrivée de plusieurs corps de troupes dans cette ville, 304 et 305.

LAFERTÉ-BERNARD, département de la Sarthe. AN V. Résolution qui annule les opérations de son assemblée primaire, 197.

LAFLÈCHE. AN I.^{er} 1793. Prise de cette ville par les Vendéens, 178. — AN II. 1793. Ils y sont battus, 81. — AN II. 1794. Pillée par eux, demande des secours, 104. — AN III. Ses communications avec Alençon, Angers et le Mans, assurées par Aubert-Dubayet, 283.

LA FORCE, maison de détention à Paris. AN 1792. Incendie de ce bâtiment, 22. — Compte qu'en rend Pétion, 25.

LA FRANÇAISE, canton du département du Lot. AN IV. Rejet de la résolution qui annule les opérations de son assemblée, 194. — AN V. Approbation d'un autre y relative, 43.

LAGARDE-ADHÉMAR. AN 1789. Remise de tous les droits féodaux, faite par le seigneur de cette commune à ses habitans, et don patriotique qu'ils font à l'assemblée, 102.

LAHN (la). AN IV. Passage de cette rivière par l'armée de Sambre et Meuse, 298.

LANDAU. AN 1791. Couronne civique offerte à Custines par ses habitans, 309. — AN I.^{er} 1793. Celui-ci réclame contre la nomination de Gillot à son commandement, 52. — Sommation de cette place par Wurmsier, 104. — La garnison proteste de s'ensevelir sous ses murs plutôt que de la livrer à l'ennemi, 135. — Nouvelle sommation par le général Zekeli, 136. — Succès d'une attaque par les troupes de la république aux environs de cette ville, 205. — Laubadère, chargé de sa défense, annonce qu'il s'ensevelira sous ses ruines, 225. — Approvisionnement de cette place, 230. — AN II. 1793. Dentzel écrit pour en faire sortir le général Delmas; proposition de leur appliquer cette mesure à tous deux, 278. — Justification de Ruamps, accusé d'avoir voulu la livrer, 72. — AN II. 1794. Détails sur son déblocus; sommation du prince Hohenlohe au général Laubadère, commandant de la place, 103. — Refus de la garnison de répondre au général prussien Knobelsdorff; courage des militaires et des habitans; accolade fraternelle donnée par le président de la convention à deux officiers de sa garnison; indemnités pour les pertes occasionnées par l'ennemi, 104. — Mensonges

allemands sur sa capitulation, 107. — Consternation à la Haye à la nouvelle de sa délivrance, 116. — Dentzel y fait enfermer un officier dans une cage de fer, 119. — Autres détails sur sa délivrance, 120. — Des députés de cette ville réclament en faveur de Dentzel, 192. — Sa société dénonce aux Jacobins les généraux Delmas et Laubadère, 213. — AN III. Rapport sur l'explosion de son arsenal, et décret pour la réparation des dommages et les secours à donner aux victimes de cet événement, 98 et 113. — Ses habitans remercient la convention d'être venue à leur secours, et rendent hommage à la bonne conduite de Dentzel, 237. — Becker rend compte de sa situation, 149.

LANDCRONE. AN 1792. Séjour qu'y fait l'émigré prince de Montbarrey, 122.

LANDERNAU. AN I.^{er} 1793. Décret qui transfère dans cette commune le siège de l'administration qui était à Quimper, 203.

LANDES (le département des). AN 1790. Scission parmi ses électeurs, 257. — AN 1792. Arrêté du département contre les prêtres perturbateurs, 46. — Décret annulant ses arrêtés, portant défense de sortir des grains, vins et bestiaux à l'étranger, 144. — Il transmet ses inquiétudes sur une invasion prochaine des Espagnols, 278. — AN I.^{er} 1793. Arrestation du général Duverger, 119. — Décret qui approuve les dispositions de ce département pour la défense des frontières, 135. — Barrère annonce la rétractation de ses administrateurs, 203. — Décret qui approuve la conduite et les arrêtés de son administration, 233. — Exposé de ses sentimens en faveur de la convention et de la sainte montagne, 246. — AN II. 1794. Punition des conspirateurs qui avaient projeté de livrer le département aux Espagnols, 218. — Plan de cette conspiration contenu dans une lettre de Prouères-Dumartin à l'abbé Juncarot, 194. — AN IV. Demande du réarmement de ses patriotes, 40. — Etablissement d'un cinquième tribunal de police correctionnelle, 219. — AN V. Rapport d'un commissaire de ce département sur les prédications des prêtres rentrés; il ajoute que le conseil des cinq-cents doit se reprocher les maux qui résultent de sa coupable insouciance; violens murmures; on s'étonne de ne

pas voir sa destitution , 154. — Renseignemens donnés par Darracq sur la fausseté de ces imputations , 176. — Renvoi à une commission de ses doubles élections , 245. — Résolution qui valide celles de la majorité ; discussion sur les poursuites contre les dissidens ; adoption de la question préalable sur l'article qui ordonnait leur cessation , 247. — Approbation de la résolution précédente , 149. — AN VI. Pétition de citoyens de Mont-de-Marsan contre ses élections de l'an 5 , 8. — Dénonciation d'un de ses députés comme parent d'émigrés , 130. — Ses administrateurs adressent aux cinquante une justification de leur conduite , lors des dernières élections , 188. — Pétitions relatives aux attentats commis sur des électeurs de ce département , 218. — Observations de Darracq sur les scissions de ses assemblées , 220. — AN VII. Résolution qui valide des opérations d'assemblées primaires , 1.

LANDRECIES. AN I.^{er} 1793. Adhère au 31 mai , 175. — Décret qui accorde des fonds à sa municipalité pour approvisionnemens , 234. — Se lève en masse contre l'ennemi , 243. — AN II. 1793. Décret en faveur de ses officiers municipaux , 90. — AN II. 1794. Conspiration y découverte ; arrestations à la suite , 167. — Prise de cette ville par les Autrichiens , 226. — Détails , aux Jacobins , sur sa reddition ; accusations contre le commandant , 286. — Décret qui menace la garnison ennemie d'être passée au fil de l'épée , si elle ne se rend dans les vingt-quatre heures qu'elle en sera sommée , 287. — Annonce de sa reprise ; décret de bien mérité de la patrie en faveur des communes environnantes et des enfans d'Avesne qui s'y sont portés , 300. — Présentation des drapeaux qui y ont été enlevés à l'ennemi , 303. — AN III. Rapport de Carnot sur les événemens du siège et les mesures adoptées pour sa reprise , 4. — Décret pour la reconstruction de ses maisons ; approbation de la conduite de ses habitans lors du siège , 180. — Compte rendu des premiers travaux pour la rebâtir , 215. — Trait de générosité de ses habitans envers le district du Quesnoy , 282. — AN VI. Projet relatif à la compagnie qui a entrepris sa reconstruction , 311. — AN VII. Rapport sur les fonds de cette dépense , 114. — Ses habitans

réclament des secours ; message au directoire sur l'état des travaux , 160. — Fonds affectés à cet objet , 209.

LANGRES. AN 1789. Ses officiers municipaux félicitent l'assemblée de ses travaux , 12. — Nomination de son évêque à la présidence de son bureau des subsistances , 116. — AN 1790. Secours accordés à cette commune , 73. — AN 1791. Adresse de sa municipalité à l'assemblée , 181. — AN I.^{er} 1793. Adhésion à la séance du 3 juin , 162. — AN II. 1794. L'agent national annonce un envoi d'assignats faux fait à un prisonnier autrichien , 208. — Dénonciation , aux Jacobins , contre cette commune , 292. — AN IV. Proposition d'y transférer l'école centrale du département de la Haute-Marne , 251. — Loi qui l'y fixe , 252 et 265.

LANGUEDOC (le). AN 1789. Tableau de son organisation , présentée comme favorable au système de la division par provinces ; réclamations d'une partie de sa députation , 89. — AN 1790. Mouvements y excités par le fanatisme , 132. — Défense de payer les sommes illégalement attribuées par sa commission provisoire , 205. — Fédération du 14 juillet dans cette province , 210. — Décret relatif aux dégâts qui ont été commis dans son canal , 282. — AN IV. Résolution sur les droits à y percevoir , 333 et 335. — AN V. Elle est débattue et approuvée , 11 , 24 , 25 , 26 et 28. — Projet de l'affermir , 203. — AN IV. Débats et approbation de la résolution relative aux terrains desséchés et défrichés de cette ci-devant province , 257 et 277. — AN VII. Continuation de son canal , 49.

LANION. AN 1789. Cette ville pille un convoi de grains destiné pour Brest ; les Bretons et 25,000 Bretons marchent contre elle ; restitution du convoi , et tradition des auteurs de l'insurrection , 80. — AN IV. Annulation des élections de son canton , 177. — AN VI. Toasts portés à la célébration de la fête du premier vendémiaire , 25. — Découverte d'ornemens sacerdotaux chez un cultivateur du canton , 364.

LAON. AN II. 1794. Cette commune accuse de fraudes les commissaires à la distribution des secours aux familles des défenseurs de la patrie ; décret y relatif , 216.

LAPALLUD. AN VI. Le général Lasne y est attaqué par huit brigands, 96.

LAPOTERIE. AN VII. Mise de cette commune en état de siège, 91.

LARÉOLE (municipalité de). AN III. Discours du commissaire Faucher sur les sentimens de ses concitoyens qui jurent attachement à la république et à la convention, demandent indulgence pour l'erreur et supplice des coupables, 223.

LAROCHE - BERNARD. AN I.^{er} 1793. Son nom changé en celui de *la Roche-Sauveur*, 162. (*Voyez SAUVEUR*).

LAROCHEFOUCAULT, département de la Charente. AN I.^{er} 1793. Trois filles de cette commune, habillées en paysannes, président aux massacres commis à Machecoul, 152.

LAROCHELLE. AN 1790. La municipalité est chargée de prendre connaissance et de rendre compte des troubles survenus à Saint-Jean-d'Angely, 42. — AN 1791. Dispositions des habitans en apprenant la fuite du roi, 189. — Offre deux vaisseaux pour porter des secours aux Colonies, 319. — AN I.^{er} 1793. Ses habitans sont déclarés avoir bien mérité de la patrie, 79. — Décret pour le jugement du général Marcé dans cette ville, 83. — Eloge de la conduite de son bataillon dans la Vendée, 116. — Témoigne sa sollicitude sur l'invasion par les rebelles et par les Anglais, 144. — Phillippeaux rend compte des excellentes dispositions de ses habitans, 185. — Le conseil-général du district, écrit à Dechezeaux, député, pour le remercier de lui avoir envoyé l'acte constitutionnel, 205. — Mission de Laignelot, 255. — AN II. 1793. Arrivée d'un convoi considérable dans son port, 180. — AN III. Blutel y est envoyé en mission, 127. — AN VI. Assassinat du courrier de cette ville, 200. — AN VII. Dénonciation de ses habitans contre Schérer, 302.

LAUNOY (poste de). AN 1792. Repris par le général Beurnonville, 309. — AN I.^{er} 1793. Entrée des troupes républicaines, 245. — AN II. 1794. Sa garnison hessoise faite prisonnière, 242.

LAUSANNE. AN II. 1793. Ouverture dans cette ville d'un emprunt de douze millions de florins pour le compte de la Hollande, 93. — AN III. Précy, ci-devant commandant à Lyon, y arrive, 212. — AN IV. Les émigrés la quittent en foule pour

pour rentrer en France, 339. — AN V. Ils y établissent leur bureau de correspondance avec le prétendant, 214. — AN VI. Drapeau vert y arboré avec l'inscription de la république lémanique, 135. — Détails de sa révolution, 139. — Emprunt fait par le général Ménard, 145. — Détails concernant la société des Amis de la Liberté, 163. — Installation des nouvelles autorités; remerciemens qu'elles adressent au directoire, 201. — Don d'une tabatière fait par la chambre administrative au général Pouget, 233. — Mouvement populaire en faveur de Reymond, journaliste, poursuivi par le directoire helvétique, 358. (*Voyez SUISSE et RÉPUBLIQUE LÉMANIQUE*).

LAUTERBOURG. AN 1790. Les habitans désavouent leur premier refus de prêter le serment civique et jurent fidélité à la constitution, 246. — AN II. 1793. L'armée française y est battue, 30. — AN II. 1794. Est repris par les Français, 102. — Autres détails; découverte d'une mèche dans les magasins à poudre, 104.

LAUTOSCA. AN II. 1794. Cette principauté est envahie et prise par les Français, 226. — AN III. Attaquée par les Espagnols et défendue par Serrurier, 362.

LAVAL. AN 1791. Nomination de Beauzereau à l'évêché, 87. — AN 1792. Demande un décret d'accusation contre la femme de Louis XVI, 181. — AN I.^{er} 1793. Réclame la liberté des députés arrêtés par suite du 31 mai; demande la révision des décrets postérieurs à cette époque, et s'élève contre la municipalité de Paris, 164. — AN II. 1793. Les brigands y sont battus, 38. — Ils s'en emparent, 48. — Les femmes de cette ville en désarment 500, 90. — AN III. Nouvel échec qu'y reçoivent les vendéens, 210. — La commune dénonce Esnue Lavallée, 218. — Décret qui envoie devant le tribunal criminel de l'Orne les prévenus de crimes y commis par usurpation ou abus de pouvoir, 273. — Adresse des autorités et des habitans, demandant quelques bataillons de plus pour assurer la tranquillité des campagnes, 323.

LAVAUR, département du Tarn. AN VII. Etablissement d'un tribunal de police correctionnel dans cette commune, 154 et 197.

LECTOURE. AN IV. Message du directoire à

l'occasion des troubles dans ses deux assemblées primaires, 72. — Rapport concernant la nomination du juge de paix qu'on propose d'annuler, 118. — Décret qui annule ses élections, 126.

LEEDS (les sociétés de). AN II. 1794. Sont représentées par Pitt, aux communes d'Angleterre, comme animées d'un esprit jacobin, et tendant à avilir le parlement et à s'emparer du pouvoir; poursuite des auteurs d'adresses, comme prévenus de haute trahison, 263.

LEIPSICK. AN 1792. Interdiction à la foire de cette ville des *Lettres originales de Mirabeau*, 126. — Article de la gazette de cette ville sur la *modération de l'Autriche*, 144. — AN I.^{er} 1793. Ouverture d'un emprunt pour la cour de Vienne, 228.

LELLING. AN I.^{er} 1793. Réunion de cette commune à la France, 81.

LÉMAN (le département du) AN VI. Dé nomination prise de son lac pour désigner le nouveau département de Léman, dont Genève sera le chef lieu, 313. — Décret à ce sujet, 321. — Rapport de Rossée aux anciens, et approbation de cette résolution, 341. — Nomination de Phelippe et de Picollet pour commissaires près l'administration centrale et les tribunaux, 347. — AN VII. Pétition des habitants applaudissant aux événemens du 28 prairial, et demandant vengeance des ex-directeurs, 290.

LÉMANIQUE (la république). AN VI. Arrivée, à Paris, des envoyés de son assemblée provisoire, 138. — Le directoire la reconnaît, 139. (*Voyez LAUSANNE, PAYS DE VAUD, etc.*)

LÉOBEN. AN V. Les préliminaires de la paix y sont signés; détails à ce sujet, 218, 219 et 220. — Leur transmission et message du directoire sur le même objet, 223. — Message annonçant qu'ils ont été signés par le directoire et l'empereur; et réflexions y relatives, 228 et 229. — Leur ratification par l'empereur, 257.

LEOGANE. AN 1790. Pacte fédératif arrêté dans cette ville contre le gouvernement et plusieurs provinces de Saint Domingue, 316. — AN III. Les Français s'en emparent, 133.

LERMES. AN II. 1794. Le général Charbonnier annonce qu'il occupe les hauteurs de cette ville, 238.

LESCURE-LES-ROUVEN. AN VI. Incendie con-

sidérable occasionné par l'explosion d'un caïsson dans ce village, 212. — Demande de secours pour les victimes de cet événement, 260.

LESPARRE. AN VI. Décret qui y établit un tribunal de police correctionnelle, 191.

LEVANT (le) AN 1791. Décret pour la liberté du commerce de ses Echelles, 205. — AN III. Don patriotique des Français qui y résident, 119. — AN VII. Observations de Briot sur les moyens d'assurer les relations avec ces contrées, 347.

LEVIER. AN IV. Annulation de ses élections, 181.

LEYDE. AN III. Emeutes en cette ville, 354. — AN V. Autres troubles; arrestation de trois officiers municipaux, 133. — AN VI. Un conseil de guerre y condamne la conduite aux Indes de feu le contre amiral Lucas, 239. — AN VII. Sensation produite par le message du directoire exécutif contre les vexations et les pillages des corsaires français à l'égard des bâtimens neutres, 133.

LIAMONE (le département de). AN V. Ses élections déclarées valables et ses députés admis, 269 et 274. — AN VI. Arrêté du directoire sur l'amnistie y proclamée, 169. — Ses élections sont validées 240, 241 et 248.

LIANCOUR. AN III. Décret qui transfère dans cette commune les établissemens des enfans de la patrie des écoles Martin et Popincourt, et celui projeté dans le ci-devant château de Versailles, 263. — Crouzet est nommé directeur de ce nouvel établissement, 273. — Pétition des élèves, 364. — AN IV. Projet de son organisation, 7. — Bâtimens de l'école militaire destinés à son usage, 262 et 295. — AN VI. Motion de Blin où il peint son mauvais état, 296. — Réclamation des élèves contre des imputations faites à Homeau leur directeur, 306.

LIBREVAL. Nouveau nom de Saint-Amand du Cher. (*Voy. SAINT-AMAND.*)

LIÈGE. AN 1789. Les troupes du cercle de Westphalie marchent contre cette ville; inutilité du voyage du bourgmestre Fabry à Berlin, 95. — Affaires de cette ville avec son prince-évêque, 98 et 99. — Sa situation à l'approche des troupes; proclamation pacifique du ministre prussien le baron de Dohm, 105. — Marche de forces contre la ville, 109. — Enrôlement sous les dra-

peaux de Vander-Meersh, 110. — Notice sur un avertissement sans authenticité attribué aux ennemis du bien public; conjectures sur l'opposition du ministre prussien à la marche des troupes, 112. — Les forces prussiennes et palatines y entrent, 114. — Le baron de Weng commande les troupes d'expédition, 115. — La chambre de Wetzlaër ordonne le désarmement de la ville pour la rendre au prince-évêque, 117. — Le roi de Prusse s'oppose à l'entrée des troupes Munstériennes, 124. — Lettre du prince-évêque à son agent et du ministre prussien au prince-évêque sur ses affaires; supplique des ordres de l'état au roi de Prusse pour réclamer sa protection, 127. — Réflexions sur la conduite de la Prusse vis-à-vis de cet état, 129. — Le prince évêque désavoue sa lettre du 23 novembre; annonce d'une insurrection contre les Prussiens, 130. — AN 1790. Les Prussiens continuent de diriger les affaires de ce pays à l'exclusion des princes de l'Empire, 3. — Décret de la chambre de Weslaër contre Liège, et lettre du prince-évêque au ministre Dohm, 5. — Lettre de celui-ci au précédent, pour le rappeler aux voies de conciliation, 10. — Eclaircissemens sur ce pays, 12. — Lettre de la noblesse de Liège à M. Dohm sur les dispositions du peuple, 14. — Texte du décret de la chambre de Westlaër qui a excité de nouveaux troubles, 18. — Aperçu des affaires de l'exécution de ce pays, 20. — Correspondance du prince-évêque avec le roi de Prusse, 25 et 26. — La régence refuse le passage aux patriotes brabançons pour se rendre à Limbourg, 29. — Acte justificatif du ministre directorial, 30. — Suite de la correspondance du prince-évêque avec le ministre de Prusse, 35. — Il écrit à la noblesse du pays, 39. — Et publie un mémoire contre les insurgés, 45. — Recès du magistrat et du tiers-état sur le jugement du conseil des vingt-deux, 55. — Recès des états pour la conservation de ce tribunal, 61. — Délibération du tiers-état contre le chapitre de la cathédrale, 62. — Autre, tenue par les bourgmestres et le conseil de ville contre le conseil des vingt-deux, 63 et 65. — Projet de taxe pour l'entretien des troupes qui défendent ce pays, 66. — Lettre du prince-évêque au roi de Prusse sur l'occupation

de la ville par les Prussiens, 67. — Recès du tiers-état pour l'entretien des soldats prussiens, 74. — Le tiers-état poursuit les prévarications commises dans les fournitures faites à l'ancien gouvernement français, 81. — Offrande patriotique des citoyens, 85. — Réponse du roi de Prusse au prince-évêque sur l'occupation de la ville par ses troupes, 88, 89 et 90. — Mécontentement de ce pays à l'occasion de la lettre du prince-évêque au roi de Prusse, 109. — Remerciemens adressés par le tiers-état au baron de Schlieffen, général prussien, 114. — Le tiers-état de Liège demande la protection de la Prusse, 115. — Organisation des milices bourgeoises, 121. — Réunion des deux premiers ordres au tiers-état, 122. — Recès de ce dernier pour séquestrer les revenus du prince-évêque, *ibid.* — Les états sont condamnés par la chambre de Wetzlaër, 128. — Correspondance du prince-évêque avec le roi de Prusse, 129. — Sa déclaration sur les troubles de ce pays, 132. — Nouveaux efforts des Liégeois, 136. — Manifeste des états annonçant la résistance aux hostilités des Autrichiens au sujet de l'exécution du décret de la chambre de Wetzlaër, 146. — Adresse des trois états aux habitants des villes et des campagnes pour s'opposer aux troupes d'exécution d'Empire, 153. — Combat des patriotes avec les partisans du prince évêque, 156. — Bulletin de l'armée liégeoise, 157. — Désarmement des patriotes, 159. — L'armée du prince-évêque marche contre Liège, 164. — Hommage rendu par les Liégeois à l'assemblée nationale de France, 175. — Décret de la chambre de Wetzlaër, 188. — Levée en masse des patriotes, 189. — Situation de l'armée d'exécution, 192. — Déclaration de l'électeur de Mayence sur l'insurrection de Liège, 196. — Vues du roi de Prusse sur les Liégeois; acte du haut directoire du Bas-Rhin et de Westphalie contre eux, 202. — Stagnation des opérations militaires, 207. — Elections municipales à Liège, 216. — Analyse de l'exposé de la révolution de Liège en 1789, et de la conduite du roi de Prusse à cette occasion, 222. — L'armée d'exécution menace le pays, 226. — Affaire entre les patriotes et les troupes d'exécution, 228. — Commémoration du 8 août, 238. — Combat des Liégeois

avec les troupes d'Empire, 243. — Le conseil-général réclame la protection du roi de Prusse, 250. — Election du prince Ferdinand de Rohan, pour régent, 263. — Une députation des Liégeois, admise à la barre de l'assemblée nationale de France, fait l'historique de la révolution de Liège, et réclame les sommes prêtées par ses commettans à l'ancien gouvernement français; réponse du président, 264. — Convocation des sections de Liège; réflexions sur la révolution de ce pays, 272. — Nouvelles de la ville de Liège; indignation du peuple contre le plan de pacification proposé par les électeurs, 285. — Conditions que prescrivent aux Liégeois les ministres du collège électoral germanique, assemblés à Francfort, 286. — Les Liégeois se disposent à défendre leur liberté, 288. — Nouvelles conditions imposées par le collège électoral, 298. — Les députés liégeois sont sommés de quitter Francfort, 299. — Dispositions des Liégeois pour se défendre; leur réponse au collège électoral, 305. — Copie des pouvoirs donnés aux députés admis le 18 septembre à l'assemblée nationale, 311. — Les Etats déclarent leurs dispositions envers les princes électeurs, 313. — Arrêté du conseil concernant les délits commis à Bèfort par l'état-major du régiment de Royal-Liégeois, 316. — Issue des affaires de Liège, 329. — Le roi de Prusse le protège, 334. — Lettre honorable de l'assemblée nationale de France au conseil municipal, 339. — Surprise et invasion de son territoire par les troupes d'Empire, 349. — Poste enlevé aux troupes d'exécution par les patriotes, 350. — Formation d'une garde nationale, 359. — Occupation de la ville par les Autrichiens, en exécution du décret de Wetzlaër, 363. — Pièces officielles sur cet événement, 364. — Déclaration des Etats et du conseil municipal, sur l'approche des Autrichiens, 365. — AN 1791. Conduite des habitans; leur soumission à l'empereur, 3 et 5. — Pièces officielles sur la révolution liégeoise, 8. — Interpositions de la Prusse pour la pacification entre ce pays et l'Autriche, 11 et 18. — Adresse du conseil national faite par des patriotes; entrée des troupes de l'empereur; sa lettre au prince-évêque, 18. — Entrée triomphante de l'agent de ce prélat, 20. — Déclaration

de ce ministre annonçant la clémence de son maître, 21. — Conduite des Autrichiens, 22, 23 et 30. — Magistrature aristocratique réintégrée, 23. — Adresse du conseil municipal en se retirant en France, 24. — Proscription des patriotes, 26 et 58. — Fermentation des esprits, 32. — Exaspération du peuple, 37. — Son indignation sur l'abandon de la Prusse, 46. — Troubles et persécutions, 58. — Amnistie perfide du prince-évêque, 61. — Actes tyranniques qu'il exerce 77. — Mécontentement causé par la présence prolongée des Autrichiens, 97. — Impôts pour les frais d'exécution, 112 et 152. — Réclamation de l'état noble, 150. — Dispositions favorables de la cour de Vienne, 157. — Emigration des Liégeois, 159. — Précis de ce que leur a coûté la révolution, 163. — Prolongation du séjour des troupes, exécutrices, 167. — Nouvelle constitution du prince-évêque, 241. — Il rappelle les fugitifs, 269. — AN 1792. Entrée du régiment de Cobourg dans la ville, 32. — Réflexions d'un patriote sur la révolution de ce pays, 33. — Inquisition politique, 80. — Réunion des émigrés, 99. — Dangers courus dans cette ville par l'envoyé de France, 120. — Vexations exercées contre les amis des Français, 131. — Mort du prince-évêque, 161. — Mandement de l'évêque au sujet du couronnement de l'empereur, 282. — Prise de cette ville par Dumourier, 337. — Rentrée des patriotes proscrits, 347. — Les Liégeois veulent se donner à la France, 350. — AN 1.^{er} 1793. Nomination des représentans de cette ville à la convention nationale, 4. — Lettre signée Waleff, président de la municipalité, annonçant que sur neuf mille sept cents votans, neuf mille six cent-soixante ont demandé la réunion à la France, 32. — Est menacée de tomber au pouvoir de l'ennemi, 66. — Ses habitans se joignent aux Français contre les Autrichiens, 67. — Lettre du comte de Metternich, sur les inconvéniens d'y mettre une garnison prussienne, *ibid.* — Admission à la barre de ses représentans provisoires; décret de sa réunion à la France, 130. — Arrêté du conseil-général qui ordonne l'apposition des scellés sur les archives de ce pays, déposées au palais Cardinal, 201. — Députation, au conseil-général de Paris,

de

de citoyens réfugiés de Stavelot, Franchimont et Liège, qui déclarent adopter la constitution et adhérer au 31 mai, *ibid.* — AN II. 1793. Mémoires sur la révolution de ce pays par P. Chaussard, 277. — Vengeance de l'évêque contre Mathieu Lansberg, qui a prédit la chute des potentats, 71. — AN II. 1794. Troubles; massacre de Chappuis; barbarie de l'évêque, 117. — Humanité des Liégeois envers les prisonniers de l'affaire de Cambrai, 130. — Arrêté des Jacobins qui suspend toute communication avec la société de Liège jusqu'après son épuration, 177. — Prise de cette ville, 314. — Le prince-évêque détesté de ses sujets, 349. — AN III. L'administration demande sa réunion à la France, 172. — Plaintes sur les exécutions militaires autorisées dans ce pays par le représentant Robert de Paris, 325. — AN IV. Rapport sur sa réunion, 11. — Et décret qui la prononce, 16. — AN V. Les curés de cette ville demandent à différer leur déclaration de soumission aux lois de la république, jusqu'à la réponse du saint-siège, 248. — AN VII. Tilly est nommé général du camp sous Liège, 295. — Digneff propose d'en reconstruire les maisons détruites par le bombardement des Autrichiens, 316. (*Voyez BELGIQUE.*)

LIÉGEOIS (les). AN 1792. Manifeste des patriotes contre leurs oppresseurs, 120. — Exposé de leurs principes et de leurs bonnes dispositions, 195 et 211. — Fermeté de ceux qui sont enfermés au Quesnoy, lors du siège, malgré les promesses d'Albert de Saxe, 294. — Lettre sur leur conduite dans la Belgique, 322. — Pétition où ils proposent que la France s'engage à ne conclure aucun traité sans y stipuler leur indépendance; ordre du jour motivé sur le décret du 19 novembre, 341. — Rentrée des proscrits dans leur patrie, après sa conquête par les Français, 347. — Leur vœu de réunion à la France, 350. — AN 1.^{er} 1793. Décrets qui accordent des secours à ceux réfugiés, 118 et 202. — AN II. 1793. Autre sur le même objet, 70. — AN II. 1794. Autre pour le paiement des sommes qui leur sont dûes, 250.

LIGUES-GRISES (les). AN 1790. Demandent à l'assemblée nationale de France la suppression du système des subsides secrets, 94. — AN 1791.

Réclament pour leurs troupes le même traitement que pour les Suisses, 99. — AN VI. Lettre de leurs chefs à Bonaparte, 70. — Leur réponse au directoire helvétique, sur l'invitation de se réunir à la république, 262. — Publication d'un écrit des députés grisons à leurs commettans, 263. Vote de la majorité des Lignes pour leur réunion à l'Helvétie, 331. — Leur situation critique, 322. — Même état de la ville de Coire; mouvemens séditieux à Trims et Zinzers; satisfaction demandée à cet égard par le ministre français, 337. — Déclaration du peuple en faveur de son ancienne constitution, et refus de se réunir à l'Helvétie, 339. — Invasion des Grisons par les Autrichiens, 341. — Mesures du directoire helvétique, pour secourir les efforts des patriotes de ce pays, pour leur réunion à l'Helvétie, 343. — Diverses plaintes du résident français, Florent-Guyot, portées au comité représentant l'assemblée nationale de ce pays, 346. — Lettre du même, qui demande la réparation des insultes faites au nom Français, 349. — Vexations contre les patriotes, 358. — AN VII. Assemblée générale des Lignes, et troubles qu'elle cause, 30. — Agitation de ces Lignes; le résident français, Florent-Guyot, se retire à Ragatz, 41. — Entrée des Autrichiens dans le pays; leur proclamation à ce sujet, 44. — Convention entre les troupes autrichiennes et les habitans de Coire, 51. — On veut chasser de ce pays les Autrichiens, 164. — Prises par les Français; combat avec les Autrichiens et leur défaite, 175. — Proclamation du général Masséna aux habitans, 176. — Détails sur la rapidité de l'entrée des Français dans ce pays, 179. — Lettre du chef de l'état-major Rheinvald sur le même objet, 182. — Adresse des patriotes grisons pour en témoigner leur reconnaissance, 183. — Succès du général Lecourbe, 187. — Masséna y organise un nouveau gouvernement, 188. — Nouveaux avantages sur les Autrichiens; texte de la sommation faite à leur général Auffenberg, 190. — Négociation pour leur réunion à la république helvétique, 212. — Traité y relatif, 226. — Victoire remportée par le général Chabran, 237. — Autres succès de Lecourbe, 246. (*Voy. COIRE et ARMÉE D'HELVÉTIE.*)

LIGURIE et RÉPUBLIQUE LIGURIENNE. (*Voy. GÈNES.*)

LILE, comtat d'Avignon. AN 1791. Arbre les armes de France, 5.

LILLE. AN 1789. Mémoire des négocians de cette ville sur les causes du dépérissement des manufactures, 104. — Prestation du serment civique par sa garde nationale, 107. — AN 1790. Libelles sur la révolution belge, dénoncés et transmis à l'assemblée nationale par les volontaires, 14. — Agitation dans la garnison, 19 et 102. — Détails sur les troubles de cette ville, 105. — Ils sont causés par la dissension entre deux régimens, 113. — Décret qui continue la perception des anciens droits à l'hôpital de cette ville, 260. — AN 1791. Combat entre des contrebandiers et la garde nationale, 34. — Poursuites contre le curé de la Madelaine et l'évêque de Tournai, 69. — Translation dans cette ville des séances du département du Nord, 85. — Approvisionnement militaires, 106. — Manœuvres des prêtres réfractaires, 148. — Dispositions de défense, 180. — Arrestation d'émigrans, 185. — Prestation de serment par la garnison, 190. — Troubles, 302. — Rassemblement de soi-disans patriotes brabançons, 354. — AN 1792. La garnison dénonce le ministre Narbonne et son règlement de discipline, 67. — Duel à mort de deux officiers pour opinions contraires, 105. — Décret ordonnant un rapport sur les poursuites faites contre les assassinats commis en cette ville, 130. — Arrivée de déserteurs autrichiens, 137. — Ravages des Autrichiens dans ce district, 263. — Bombardement de cette ville par les mêmes, 273. — Sommation d'Albert de Saxe, et réponse de la municipalité, 275. — Ferme résolution des habitans et des corps administratifs; décret qui accorde à cette ville un secours extraordinaire, 277. — Proclamation énergique du conseil de guerre pour la défense de la place, 282. — Levée du siège, 283. — Détails y relatifs, 287. — Autres transmis par la municipalité, *ibid.* — Traits héroïques qui ont eu lieu pendant le bombardement, 293. — Récompense réclamée pour Briant, chef de légion de la garnison, 307. — Pièce de théâtre sur cet événement, 338. — AN 1.^{er} 1793. Dumourier y est mandé

par les commissaires pour couvrir cette place; il refuse de s'y rendre, 95. — Une députation de cette ville annonce que le général Duval tient la meilleure conduite dans les événemens relatifs à la trahison de Dumourier, et demande que le trésor national acquitte les créances de cette commune, 97. — Le comité de défense adresse plusieurs pièces relatives à Dumourier, 98. — Les Autrichiens y sont repoussés, 209. — Adhésion au 31 mai, 164. — Adresse de félicitation sur l'achèvement de la constitution, 185. — Destitution du général Lavalette, 206. — Accusation contre Custine pour avoir enlevé 70 canons de cette place, malgré l'opposition du commandant, 212. — Saisie d'un agent de Pitt avec ses instructions, 215. — Les prisons regorgent de suspects, 245. — AN II. 1793. Esprit de sa société populaire réveillé par Châles et par Izoré, 35. — Organisation de l'armée révolutionnaire, 52. — Cinq de ses habitans, traduits par Izoré au tribunal révolutionnaire, sont reconnus innocens; détails à ce sujet, et dénonciation par suite de Lavalette et de Dufraisse, commandant à Lille, 81. — Les cinq Lillois présentés aux Jacobins; Robespierre fait arrêter cette espèce de triomphe, 83. — AN II. 1794. Pétition de la société populaire pour l'expulsion des prêtres et des nobles, 123. — Envoi d'une dénonciation contre Châles, 133. — Discussion aux Jacobins contre les intrigues de l'aristocratie Lilloise et les envois d'argent à la destination de cette commune; lettre fraternelle adressée à ses sans-culottes, 132. — Supplice de Lejosne et de ses complices, et annonce de l'activité de la guillotine contre les conspirateurs, 155. — Conspiration découverte et arrestations; extraction de ses prisons de Décosse, officier suédois détenu depuis 45 ans, 167 et 184. — Situation de la commune présentée par Châles; oppression des patriotes; intrigues des partisans de Lamarlière, 168. — Mesures contre les banqueroutiers frauduleux; arrestation et supplice de Copuleux, espion autrichien, 202. — AN III. Duhem rappelle ses efforts pour soustraire cette ville à l'influence de Robespierre et de Lavalette, 131. — Indemnités accordées aux campagnes de ce district, 222. — Delamarre et Merlin, de Douai, y font fermer la société popu-

laire, 271. — Texte de l'arrêté pris à ce sujet, 277. — AN IV. Message sur ce qui s'est passé dans une assemblée primaire, 102. — Loi qui y transfère l'école centrale du département du Nord, 249 et 254. — AN V. Nomination de ministres français pour les conférences de paix dans cette ville, 268 et 357. — Proclamation des officiers municipaux, relative au service de la garde nationale pendant le temps des conférences, 285. — Arrivée de lord Malmesbury, 289. — Son départ, 364. — AN VI. Déclaration des ministres plénipotentiaires français relative à leur rappel, 15. — Autre de Georges III sur la rupture de ces négociations, 50. — Article y relatif, 54. — Discussion au parlement sur leur rupture, 58. — Adresse au roi d'Angleterre sur le même objet, 59. — Pièces officielles y relatives, 65. (*Voy. MALMESBURY, BONNIER, LETOURNEUR, MARET, TREILHARD, etc.*) — Arrivée dans cette ville de quinze cents prisonniers anglais faits à Ostende, 255. — Compte par eux rendu de leur expédition, 258. — AN VII. La garde nationale louée de sa bonne conduite contre les rebelles de la Belgique, 56. — Désordres attribués aux Jacobins, 526.

LIMBACK. AN II. 1793. Les ennemis y sont poursuivis, 62. — L'armée de la Moselle y établit son camp, 68.

LIMBOURG. AN 1790. Ce pays est envahi par les Autrichiens, 234. — AN 1792. Médaille impériale en l'honneur des volontaires de la ville qui, en 1790, ont battu les patriotes brabançons, 42.

LIMESICK (le comté de). AN VII. Insurrection dans cette partie de l'Irlande, 299.

LIMOGES. AN 1790. Adresse de sa garde nationale à celle de Paris, 108. — Secours donnés aux incendies de cette ville, 261 et 500. — AN VI. Annonce de sa mise en état de siège, 257. — Démenti de cette nouvelle, 272. — Motion de Jourdan pour y rétablir un hôtel des monnaies, 321. — AN VII. Détails sur un tremblement de terre qui s'y est fait sentir, 133. — Dispersion d'un rassemblement de royalistes et de prisonniers autrichiens, 354.

LIMOUSIN (le). AN 1790. Détails sur ses troubles, 42, 93 et 254.

LINCELLES. AN I.^{er} 1793. Attaque de l'armée

du Nord sur ce point, 237. — Perte des Anglais et des Hollandais dans les deux attaques qui ont eu lieu à Lincelles et Blaton, 254.

LINTZ. AN VII. Soulèvement occasionné par les exactions des troupes russes et autrichiennes, 345.

LISBONNE. AN 1789. La cour défend de rien imprimer sur la révolution française, 123. — AN 1790. Conduite de la même envers la France, 348. — AN 1792. Inquisition contre les Français, 56. — AN I.^{er} 1793. Incendie de la fonderie royale, 236. — AN II. 1794. Expulsion des suspects de jacobinisme, 144. — Tremblement de terre, 160. — AN IV. Autre, 300. — AN VI. Mécontentement des négocians anglais y établis, à l'occasion de la paix du Portugal avec la France, 11. — Entrée du lord Saint-Vincent dans le port avec six vaisseaux de son escadre, 54. — Réunion extraordinaire des troupes, 81. — Préparatifs militaires, 259. — AN VII. Expulsion des Irlandais-Unis y réfugiés, 15. (*Voy. PORTUGAL.*)

LISIEUX. AN 1790. Cette ville annonce qu'elle a interrompu toute communication avec celle de Nîmes jusqu'à ce qu'elle ait désavoué la protestation de ses prétendus catholiques, 153. — AN 1792. Les administrations réclament la formation d'une garde départementale, 300. — AN I.^{er} 1793. — Evacuation de la ville par les insurgés, 206. — AN VI. Arrestation du chef de chouans Gibon, échappé de ses prisons, 278.

LISLE-ADAM. AN II. 1794. Est conservée pour établissement public, 228.

LISONZO (le). AN V. Passage brillant de cette rivière par les Français, 191.

LITHUANIE (la). AN 1791. Mouvements séditieux, 274. — Acte de garantie mutuelle avec la Pologne, 320. — AN 1792. Protestation des Lithuaniens contre les cruautés exercées par les Russes, 211. — AN II. 1794. Massacres de ces derniers, 251. — Zabielle conduit les insurgés, 254. — AN VI. Découverte d'un complot contre le gouvernement; condamnation de douze personnes, 1301. — Exil en Sibérie des nobles accusés de conspiration, 168. (*Voy. POLOGNE.*)

LIVERPOOL. AN 1789. Effets singuliers de la foudre tombée sur un vaisseau dans ce port, 103.

LIVONIE (la). AN V. Est réintégrée dans ses anciens privilèges par Paul I.^{er}, 116. — AN VI. Extraits d'une constitution pour les paysans proposée par sa noblesse, 335. — AN VII. Celle-ci est maintenue dans ses droits et privilèges sur les premiers, 120.

LIVOURNE. AN IV. Arrivée dans cette ville du citoyen Descorches, ambassadeur français en Turquie, 38. — Arrivée du général Paoli, 49. — Lettre de Bonaparte sur son occupation par les Français, 294. — Apposition de scellés sur les propriétés des ennemis, 296. — AN V. Complot y tramé contre les Français, 28. — Retraite précipitée des Anglais, 140. — Déclaration du général Vaubois portant qu'il n'a aucun ordre pour l'évacuer, 169. — La cour promet de réparer les insultes qui y ont été faites aux Français, 286. — AN VI. Emprunt ouvert pour la république cisalpine sous la garantie du grand-duc, 100. — Exemption de la quarantaine en faveur des bâtimens venant de Corse, 196. — Disette, 350. — Ordre d'enlever les gazettes vénitiennes y répandues, 355. — AN VII. Reddition de la ville et du port aux Anglais et Napolitains, 92. — Le roi de Naples demande à occuper le port, 99. — Est évacué par les Napolitains et n'est pas occupé par les Français, 122. — Le grand-duc de Toscane garantit cent mille ducats aux Napolitains pour son évacuation, 128. — Les Anglais quittent ce port, 206. — Proclamation du général Miollis pour en expulser les émigrés et y saisir les biens des sujets ennemis, 201. — Mesures pour y assurer la tranquillité, 214 et 242. (Voy. TOSCANE).

LOANO, en Piémont. AN VI. Sa prise par les Liguriens, 294.

LODI. AN IV. Victoire des Français, 241. — AN V. Troubles; mise de la ville en état de siège, 106. (Voy. BONAPARTE et ARMÉE d'ITALIE).

LOGNE (le pays de). AN I.^{er} 1793. Est réuni à la France, 63. — AN II. 1794. Discours à la barre d'une députation de ses réfugiés, 323. (Voy. LIÈGE).

LOING (le). AN V. Arrêté sur la perception des droits de son canal, 281. — Résolution sur sa navigation, 29. — Discussion, 108, 109, 117, 118 et 119. — Elle est approuvée, 120.

LOIR-ET-CHER (le département du) AN 1790. Augmentation du nombre de ses juges, 325. — Désordres causés par le débordement de la Loire, 328. — Un secours provisoire de trente mille liv. lui est accordé, 332. — AN 1791. Nomination de Grégoire à l'évêché de Blois, 48. — Manœuvres pour tromper le peuple, 97. — Plaintes sur le retard de l'envoi des fonds pour dépenses publiques, 291. — Etat des sommes envoyées pour cet objet, 292. — Adresse félicitant l'assemblée de ses travaux contre les émigrés et les prêtres, et accusant les ministériels et les ministres, 329. — AN 1792. Arrêté de l'administration contre les prêtres insermentés, 61. — Rapport des commissaires en mission dans le département, 260. — Troubles à l'occasion des grains, décret pour l'envoi de commissaires de la convention, 332. — Compte qu'ils rendent des troubles, 342. (Voy. BLOIS).

LOIRE (la) rivière. AN 1790. Ses débordemens, 323, 328 et 335. — AN 1791. Décret pour sa jonction au Rhône par un canal, 158. — Récompense aux personnes qui ont secouru les victimes de ses inondations, 246. — Décret sur les travaux de sa navigation depuis Pithiviers, 257. — AN II. 1793. Est passée par les débris de la Vendée à Varades, 84. — Annonce de la submersion de quatre-vingt dix prêtres réfractaires, 70. — Succès sur sa rive gauche, 82 et 91. — Autre submersion de prêtres, 86. — Détails d'une déroute générale des brigands sur la rive droite, nombre de ceux qui s'y sont noyés évalué à trente mille, 98. — Autres détails, 100. — AN IV. Message pour l'augmentation de son canal de jonction à la Saône, 181. — AN VI. Démenti de la nouvelle d'un débarquement d'émigrés sur ses bords, 159. — AN VII. Tremblement de terre qui s'y est fait sentir, 134. — Ils sont de nouveau infestés par les chouans, 290. (Voy. CARRIER et NANTES).

LOIRE (le département de la) AN III. Détails, et par suite, discussion sur les mesures contre-révolutionnaires qui éclatent dans ce département; dénonciation d'administrateurs qui rappellent leurs fils des frontières pour les enrôler dans les compagnies de Jésus, 344. — Lettre des administrateurs, annonçant le rétablissement du calme dans quelques communes révoltées à l'instigation d'un

prêtre, 350. — AN IV. Plaintes du tribunal du département contre Reverchon, 158. — AN V. Annulation de ses élections au 18 fructidor, 350. — AN. VII. Adresse où l'on accuse un député d'être parent d'émigrés, 170. — Résolution qui valide les élections de son assemblée-mère, 233. — Discussion et approbation, 255 et 237.

LOIRE (le département de la HAUTE). AN 1790. Secours accordés aux habitans qui ont souffert des débordemens de la rivière de ce nom, 544. — AN 1791. Incendie de sa maison départementale, 357. — AN I.^{er} 1793. Arrêté qui ordonne la formation d'une garde départementale pour défendre la convention de l'influence des sections de Paris, 8. — Lettre des commissaires en mission sur les manœuvres des prêtres et des nobles, 90. — Ils annoncent le retour de la tranquillité, 99. — Mesures prises contre les fanatiques, 132. — Décret en faveur de ses indigens, 159. — Détails sur sa force armée contre les rebelles, 160. — AN III. Pierret y est envoyé en mission, 121. — AN IV. mesures pour y détruire un foyer de révolte, 29. — Tableau affligeant de sa situation, et débats sur l'adresse à ce sujet, 34. — Mouvements des royalistes, 66. — Compte rendu des opérations de Poultier; il y réclame l'organisation de l'instruction publique, 72. — Les administrateurs dénoncent le député Croze, 202. — Sont inculpés eux-mêmes à ce sujet, 245. — AN V. Bornes accuse les anarchistes d'y diriger des manœuvres contre-révolutionnaires pour l'agiter; arrêté d'un message pour demander des renseignemens, 133. — Annulation de ses élections au 18 fructidor, 350. — AN VI. Adresse des républicains obligés de se réfugier dans les bois, 34. — Le tribunal criminel y condamne à mort J. Storkenfeld, égorgeur des compagnies de Jésus, 255. — Confirmation du jugement, 265. — Envoi par l'administration centrale du procès-verbal de l'arrestation de Dominique Allier, agent du prétendant dans le midi, 361. — AN VII. Détails des brigandages qui s'y commettent, 81.

LOIRE-INFÉRIEURE (le département de la). AN 1790. Dénonciation contre l'évêque de Nantes, pour avoir protesté contre les décrets, 332. — AN 1791. Nomination de Minée à l'évêché, 77. — Envoi de lettres relatives à un projet de descente des

Anislag, 184. — Réclamation contre les opérations du corps électoral, 303. — Mesures répressives contre les perturbateurs, 356. — AN 1792. Dévouement des habitans de ce département, 66. — Mesures prises contre les prêtres insermentés, 176. — AN I.^{er} 1793. Rapport du décret contre les corps administratifs, et appel à la barre des président et procureur-syndic de l'administration, 201. — Renvoi de ces fonctionnaires au comité de sureté, 213. — AN II. 1793. Ce département est attaché à la division de l'armée de l'Ouest, 275. (Voy. cette armée, NANTES, VENDÉE, CARRIER). — AN III. Pétition des administrateurs réclamant une fête annuelle pour le 1^{er} vendémiaire, 364. — AN IV. Le directoire réclame une augmentation de juges pour le tribunal civil de ce département, 97. — Deux directeurs de jury y sont adjoints, 133 et 134. — AN V. Annulation de ses élections au 18 fructidor, 350. — AN VI. Dégrevement de ses contributions, 215, 239 et 248. — AN VII. Assassinat dans ce département, par les chouans, d'un de leurs chefs, 76. — Dégrevement pour ses contributions de l'année, 94 et 103. — Destruction des brigands, 106. — Création d'une légion pour y combattre les chouans, 355. — Loi des otages appliquée à plusieurs de ses cantons, 361.

LOIRET (le département du). AN 1790. Grande fermentation autour d'Orléans; les vigneron troublent la libre circulation des grains, 257. — Les administrateurs sont autorisés à prendre trente mille liv. dans les caisses publiques, pour subvenir aux dommages de l'inondation, 321. — AN 1791. Le département porte le deuil de Mirabeau, 101. — Rend compte des mesures qu'il a prises au sujet de la fuite du roi, 177. — AN 1792. Rapport des commissaires en mission dans ce département, 260. — Compte rendu par les administrateurs des mesures prises contre les brigands et agitateurs, 337. — Mention honorable de leur conduite, 341. — AN I.^{er} 1793. Détails sur la situation du département, transmis par Maure aux Jacobins, 254. — AN II. 1793. Dénonciation de taxes arbitraires imposées par le commissaire délégué de la convention, 274. — Opérations révolutionnaires de Laplanche, 30. — Fournier, agent délégué par Ichon, accusé

d'y relever l'aristocratie ; mesures en conséquence , 39. — AN II. 1794. Poursuites contre ses administrateurs signataires d'adresses contre-révolutionnaires , 133. (*Voy.* ORLÉANS).

LOISEY. AN V. Insurrection dans ce village , à l'occasion de l'arrestation du prêtre Wart qui prêchait dans les caves ; son procès , 70.

LOMBARDIE (la). AN 1790. Influence de la révolution sur cette contrée , 37. — AN 1791. Réponse de l'empereur aux remontrances de ses évêques , 274. — AN 1792. Les Français expulsés de ce pays , 204. — AN IV. Ils en font la conquête , 245. — AN V. Adresse de son administration centrale sur l'instruction publique , 30. — Pétition pour la formation d'une légion lombarde , 35. — Article sur l'indépendance de ce pays , 48. — Ordre aux citoyens au-dessus de dix-huit ans de rentrer , sous peine d'être considérés comme émigrés , 93. — Déclaration du peuple Lombard , réclamant son indépendance et l'alliance de la république française ; proclamation de cette indépendance par le congrès , 138. — Causes qui ont arrêté les suites de la déclaration précédente , 141. — Réflexions sur la révolution de la Lombardie , 142. — Félicitations de l'administration générale à la légion lombarde , 166. — La commission de police fait transférer à l'hôpital , pour y être traité comme fou , le curé d'Invarigo , qui a fait des prières publiques pour l'empereur , 203. — Départ des Lombards pour fraterniser avec les Bergamasques , les Brescians et les Crémasques , 215. — Proclamation de l'administration , annonçant la suspension d'armes avec les Autrichiens ; lettre de Bonaparte aux Lombards , 230. — Complot pour faire rentrer la Lombardie sous le joug autrichien ; arrestation des coupables , 334. (*Voy.* CISALPINE , CISPADANE , MILANAIS et MILAN).

LOMFRONT , département de la Dordogne. AN 1792. Communication d'une lettre annonçant que les puissances coalisées veulent seulement attaquer les chefs du parti républicain , 70.

LONADO. AN IV. Compte de la bataille gagnée sur ce point par les Français , contre les Autrichiens , 328. (*Voy.* BONAPARTE et ARMÉE D'ITALIE).

LONDRES. AN 1789. La société des Amis de la révolution y fait une adresse de félicitation au corps constituant de France , pour l'époque de l'anniversaire de la révolution de 1688 ; l'assemblée nationale charge Boisgelin , archevêque d'Aix , de répondre à cette adresse , 88 et 96. — *L'Homme au masque de fer* , joué au théâtre de Drury Lane , 103. — Bruit d'une coalition en faveur de la Porte-Ottomane ; embargo sur les vaisseaux chargés de grains pour l'étranger , 108. — Accueil qu'y reçoivent les agens des patriotes Belges , 109. — Phénomène d'un brouillard extraordinaire , 118. — Considérations sur son commerce des grains , 120. — AN 1790. Réponse de sa société à la lettre de l'archevêque d'Aix , 36. — Lettre sur les divisions de l'assemblée nationale , 119. — La révolution française y est célébrée , 203 et 211. — Adresse des amis de la constitution sur les armemens de leur cour , et provoquant un pacte d'amitié entre les deux peuples anglais et français , 212. — AN 1791. Dispositions maritimes contre la Russie , 7. — Nouvel armement , 44. — Célébration de la révolution française , 202. — Assemblée de la société révolutionnaire , 317. — Incendie par suite d'une explosion de poudre , 320. — Adresse des Wighs , applaudissant à la révolution française , 341. — AN 1792. Incendie du Panthéon , 25. — Tumulte au théâtre de Drury-Lane , au sujet de l'air : *Ça ira* , 93. — Intrigues dans les papiers publics , pour déconsidérer les négociations de Talleyrand et de Chauvelin , 137. — Souscriptions en faveur de la nation polonaise , 281. — Mandat décerné contre un oiseleur qui avait dressé un serin à chanter *ça ira* , 199. — Secours aux prêtres et aux émigrés français , 315. — Fête anniversaire des amis de la révolution de 1688 , 328. — Adresse de cette société en faveur de la neutralité , *ibid.* — Dons patriotiques offerts aux soldats de la liberté , 334. — Révolte des matelots d'Ypserrich ; procès de citoyens accusés de haïr le roi , 336. — Alarmes sur la convocation extraordinaire du parlement , 355. — Préparatifs de guerre , 356. — AN I.^{er} 1793. Consternation à la nouvelle de la mort de Louis XVI , 93. — La société constitutionnelle admet parmi ses membres honoraires Barrère et Roland , 42. — Les émigrés s'y ras-

semblent pour opérer un débarquement sur les côtes de France, 162. — Etablissement pour y prévenir les banqueroutes, 164. — Arrivée du ci-devant général Valence, 169. — Citation de M. Frost au tribunal du banc du roi, pour avoir dit qu'il était pour l'égalité, et que la constitution anglaise ne valait rien, 189. — Lettre particulière sur un dernier coup qui doit être tenté par cette cour, 226. — AN II. 1793. Article des papiers ministériels sur la position de la France, 19. — Convention conclue par cette cour avec celle de Naples, 39. — Mesures prises par le gouvernement pour rendre la guerre populaire; réflexions sur le manifeste contre les Français, 69. — Dialogue inséré dans un journal anglais, sur les généraux de la Grande-Bretagne, 79. — AN II. 1794. Détails sur la formation d'une armée dite *de la convention britannique*; arrestation de ses chefs, 103. — Présages de luttes orageuses au parlement, 112. — Distribution d'un manifeste en faveur de Louis XVII, 117. — Accusations de Pitt contre les sociétés jacobines de cette ville; il fait ordonner des poursuites en conséquence, 263. — AN III. Instruction adressée aux marins qui ont des lettres de marque contre la France, 25. — Retour du duc d'York dans cette ville, 107. — Le cabinet offre de garantir à la Russie l'usurpation de la Pologne, si elle veut renoncer à ses principes sur la liberté des mers du Nord, 264. — Mouvements occasionnés par la cherté des denrées, 277. — Bruit d'un projet d'une expédition sur les côtes de Bretagne, 285. — Cris de paix aux oreilles du roi d'Angleterre le jour qu'il est allé proroger le parlement, 300. — Nouvelle de l'arrivée, à Douvres, d'un commissaire français pour traiter de l'échange des prisonniers, 301. — Ratification du traité conclu avec l'Autriche, 303. — Sévérité dans l'exécution de la loi contre les étrangers, 306. — Nouvelle de la prise de Saint-Eustache par les Français; jugement rendu par la cour de justice en faveur d'un graveur employé, par des émigrés, à graver des planches pour les faux assignats, 307. — Mécontentement du peuple, occasionné par la continuation de la guerre, 319. — Mouvement dans plusieurs comtés, occasionnés par la cherté des subsistances, 321. — Nomination de

M. Haïles pour résident à la cour de Suède; mort de M. William-Smellie, traducteur de Buffon, 326. — Continuation de la disette; recommandation du gouvernement anglais, au peuple, de faire un usage très-modéré du pain, 328. — Arrivée du comte d'Artois, qui prend le titre de *Monsieur*; tumulte, à Berwick, par suite de la cherté du pain, 335. — Nouvelles émeutes produites par la même cause, 344. — Nomination de sir Ralph-Abercrombie, au commandement en chef des forces navales aux Isles-du-Vent, 345. — Ordre à trois régimens de s'embarquer sur-le-champ; numéros de ces régimens, 349. — Adresse de l'assemblée des *Amis de la paix et de la réforme* contre la continuation de la guerre, 358. — Sarcastes du *Morning - Chronicle* contre Louis XVIII, *ibid.* — Continuation de l'échange des prisonniers, 363. — AN IV. Tenue d'un conseil pour poursuivre la guerre avec vigueur, 6. — La cour reçoit la notification de la paix entre l'Espagne et la France, 9. — Incendie de l'église de Saint-Paul; armement en course contre la Hollande, 18. — Insultes faites au roi, 52. — Adresse de la société de correspondance à la nation pour obtenir une réforme parlementaire et le renvoi des ministres, 64. — Pitt y est couvert de boue; association politique de défenseurs des droits du peuple, 117. — Arrivée de Paoli, 126. — Etat des forces de terre; rareté du numéraire, 141. — Réflexions du *Morning - Chronicle* sur la situation critique de l'empereur, 295. — Déclamation des partisans du ministère sur l'épuisement des finances de la France; leur silence sur ses ressources, 297. — La société de correspondance entreprend de répandre les principes démocratiques, 331. — Article du *Morning - Chronicle*, où l'auteur célèbre les exploits des Français, 336. — Sujets de plaintes de l'Espagne contre son cabinet, 346. — Coup terrible porté aux projets du gouvernement par la fermeture des ports de l'Italie, 353. — AN V. — Divers mensonges des papiers ministériels, 8. — Réflexions sur les négociations avec la France; désir général de la paix; sa conclusion peu probable, 50. — Sur la correspondance du directoire avec le lord Malmesbury, 59. — Sur les négociations, 61. — L'ambassadeur de Tunis réclame en

vain une indemnité pour la prise d'un bâtiment de guerre qui portait au bey les présens de la république française, 62. — Célébration de la révolution anglaise; les membres de cette réunion se donnent le titre de citoyens, 75. — Mécontentement du peuple à l'occasion des nouveaux bills sur la milice, la cavalerie et les matelots, 80. — Empressement de la banque à seconder le gouvernement dans l'emprunt de 18 millions sterlings, 91. — Dépréciation des fonds publics, 159. — Le peuple menace d'incendier la Banque qui rouvre ses payemens, 168. — Fuite de quatre Français attachés au prince de Galles, et soupçonnés de correspondances secrètes; arrestation de l'un d'eux, 176. — Association armée contre les attaques extérieures et les soulèvements intérieurs; annonce d'un soulèvement des troupes dans l'Inde, 185. — Adresse des corps de métiers au roi contre les ministres; il la refuse; nouvelles alarmantes de l'Irlande, 209. — Efforts du parti de l'opposition pour la paix; réunion du prince de Galles à ce parti; continuation des subsides à l'empereur, d'après la déclaration de Pitt, 219. — Arrêté des habitans du faubourg de Southwark pour adresser au roi la supplication de renvoyer ses ministres; Lauderdale publie un écrit sur les finances, et calcule les progrès de la dette, 220. — Adresse et pétition de la cité de Westminster au roi pour le supplier de renvoyer ses ministres, 224. — Lettre annonçant que la grande flotte de Spithéad est en pleine insurrection, 226. — Pétitions multipliées au roi pour le prompt renvoi de ses ministres, 247. — Réunion de la société des Amis de la réforme parlementaire; discours énergiques de MM. Ferguson et Stuart en faveur de la liberté et de la république française, 255. — Convocation générale de la cité de Londres pour aviser aux moyens de maintenir l'ordre dans la capitale, 264. — Sa correspondance avec le Môle-Jérémie interceptée, et annonce des projets des Anglais sur Saint-Domingue, 265. — Craintes du gouvernement, et envoi d'un plan d'armement général à toutes les paroisses du royaume, 269. — AN VI. Réflexions d'un papier de l'opposition sur la rupture des négociations avec la France; et retour de Malmesbury, 12. — Refus de la cour de reconnaître la république ligurienne, 14. — Sir

Benjamin Hammet, nommé à la place de lord-maire, 21. — Nombreuses pétitions des assemblées des paroisses contre le bill de M. Pitt; les ouvriers pendent et brûlent son mannequin, 100. — Dénonciation de tous les comités unis des paroisses contre le bill sur les assises, 113. — Caricature sous le titre de la *diète allemande*, 127. — Réunion des Amis de la Liberté, 137. — Sensation produite dans le public par la destitution du duc de Norfolk, 143. — Séance du club de Wighs, 148. — Liste des papiers trouvés sur un espion ministériel, 154. — La société de médecine remet au commissaire français la calote du crâne d'un jeune nègre, dans laquelle étaient trois aiguilles, 159. — Arrestation du colonel Despare, ancien gouverneur des îles de Bahama, compliqué dans l'affaire de MM. O'Connor, Binns et autres, 182. — Sortie de l'évêque de Durham contre les danseuses de l'opéra; arrestation d'Antoine Cuénin, émigré, pour avoir crié : *Victoire aux Français ! au diable les Anglais !* 183. — Association des commis de la banque, au nombre de 500, pour la défense du pays; arrestation de tout le comité de la société de correspondance, composé de seize personnes et de Michaut, émigré français, 223. — Circulaire de M. Dundas aux magistrats des trois royaumes, à l'effet de presser les associations pour la défense du pays, 224. — Etat détaillé de la dette nationale, qui s'élève à plus de 397 millions sterlings, 226. — Etablissement de nouveaux impôts; rassemblement de 13 ou 1,400 insurgés en armes dans le bois de Krelly, près de Dromore, comté de Waterford, 227. — Mesures proposées dans les feuilles ministérielles, pour la défense de Londres, si les Français venaient à ses portes, 232. — Tableau de distribution des forces navales, 235. — Formation en milice de tous les bourgeois de Londres, 257. — Projet d'une défense en masse, en cas d'une descente des Français; les dames prennent le casque, 244. — Surnom de Dieu-Marin, donné à Sydney-Smith, évadé du temple; enthousiasme général sur cette évasion, 247. — Placards contre le roi, *ibid.* — Arrivée de Mallet-Dupan; départ pour l'Allemagne du prince héréditaire d'Orange, 248. — Formation de camps dans les environs de Londres; détails sur l'arrivée de Sidney-Smith à Portsmouth;

Portsmouth; M. Fox, rayé de la liste des membres du conseil privé, 249. — Arrivée, à Douvres, de quatre médecins français qui vont soigner leurs compatriotes, prisonniers en Angleterre; mise en liberté du citoyen Bergeret, qui sollicitait son échange contre Sidney-Smith; les évêques anglais décident qu'il y a incompatibilité entre les fonctions sacerdotales et les fonctions militaires, 250. — Rapport du comité chargé de l'examen du traitement des prisonniers de guerre; récrimination contre le gouvernement français en faveur des prisonniers anglais et de Sidney-Smith, 251. — Divertissement donné par Asteley; feu d'artifice sur l'eau, représentant l'évasion du temple de Sidney-Smith, 252. — Ordonnance du maire, qui défend d'augmenter le prix du pain; affluence pour entendre un prêtre français *assermenté*, et dont on annonce le prochain mariage; plans de destruction des ports d'Ostende, Calais et Dunkerque; formation des théâtres et des camps militaires, 254. — Affaires d'O-Coigley, Arthur O-connor, John-Binns, John-Allens et Jérémie-L'Henry, 261. (*Voyez leur article.*) — Émeute pour l'arrestation d'O-Connor, *ibid.* — Un particulier de Londres envoie à Lafayette, un article du testament de ses deux sœurs, qui lui lèguent, et en cas de mort, à sa veuve et à ses enfans, dix mille livres sterlings, 262. — Armement général du peuple Anglais, 263. — Circulaire du secrétaire d'état, pour discontinuer la levée des volontaires, 267. — Préparatifs de guerre contre Caracas; duel entre M. Pitt et M. Tierney, à la suite d'une motion, 268. — Arrestation de cinq Irlandais, dont trois étudiants en droit, 270. — Fabrication de télégraphes portatifs pour rendre compte des opérations des Irlandais-unis, 283. — Délivrance d'une patente à l'inventeur d'un compas de mer, 306. — Détails curieux sur cette ville, 307. — Sa consternation à la nouvelle de la prise de Malte, 309. — Exposition de la fameuse pièce de canon enlevée de Malte par les Français, et tombée au pouvoir des Anglais; sa description, 356. — Alarmes causées par la nouvelle du débarquement des Français en Irlande, 360 et 364. — AN VII. Tableau des charges du peuple Anglais, 9. — Détails d'une tempête

Table alphabétique.

violente, 15. — Procès de quelques matelots soupçonnés de conspiration; texte du serment qu'on les accuse d'avoir prêté, 16. — Relations intimes entre l'Angleterre et la Russie, *ibid.* — L'amiral Bridport met à la voile pour découvrir la flotte Française sortie de Brest; arrivé à Londres des déportés français Pichegru, Aubry, Delarne et Ramel, 24. — Publication d'un écrit du lord Edouard-Fitz-Gérald, sur la manière dont le peuple peut se défendre contre une troupe réglée, 26. — Présentation au duc de Portland et à M. Wickam, des quatre émigrés français, nommés ci-dessus, 29. — Envoi au lord-maire, par Nelson, de l'épée du contre-amiral français Blanquet Duchayla, 37. — Réunion des membres de l'opposition, pour célébrer la première élection de M. Fox; toasts portés à la victoire de Nelson, à une prompte et honorable paix avec la république française; discours de monsieur Fox à ce sujet, *ibid.* — Calcul du produit des prises et de la part des officiers vainqueurs à Aboukir, 38. — Lettre sur le projet d'une réunion de l'Irlande à la Grande-Bretagne; réflexions à ce sujet, 39. — Tableau de la dette publique de l'Angleterre, *ibid.* — Réflexions du *Morning Chronicle* sur la déclaration de guerre de la Porte à la France; marchandises anglaises prohibées en Hollande, 41. — Prise de vingt vaisseaux suédois, 43. — Liste des vaisseaux français, espagnols, hollandais, pris ou détruits par les Anglais durant cette guerre; tableau de leur puissance dans l'Inde, 45. — Dépêches interceptées du directoire à Bonaparte, 46. — Réflexions du *Morning-Chronicle* contre les conquêtes méditées par le gouvernement anglais dans la Méditerranée, 66. — Publicité, à Londres, d'un plan de réunion de l'Irlande à l'Angleterre, 71. — Inquiétudes du gouvernement sur ses affaires, 76. — Le nombre des hommes de mer élevé à cent vingt mille, 82. — Le projet d'union avec l'Irlande occupe tous les esprits, 83. — Bruit de la mort de Bonaparte; les canons de la tour tirent en réjouissance de ce prétendu événement, 113. — Indignation générale contre la taxe sur l'industrie, *ibid.* — Détails de la prise de Mahon, 114. — Pichegru assiste à une séance de la chambre des pairs, *ibid.* — Le cabinet entretient trois partis diviseurs en Irlande,

118. — Réflexions sur la politique des ministres anglais, 138. — Extrait du *Morning-Chronicle* sur le bill des revenus, 147. — Le gouvernement, lors de la fuite de toute la cour de Naples, annonce qu'il n'a aucune part dans les événemens d'Italie, 155. — Réflexions des feuilles ministérielles relatives au projet d'union de l'Irlande, 156. — Détails sur le nombre des voleurs et des filous de cette ville, 162. — Listes des charges et dignités des ministres, 168. — Arrestation d'un émigré accusé de vol, et prévenu d'avoir emporté les diamans de Louis XVI, 183. — Affluence à la représentation de Pizarro, traduit de l'allemand par Shéridan, 268. — Budget de l'année, 287. — Débats sur la forfaiture pour cause de trahison, 293. — Incendie dans une prison, 312. — Arrivée du trésor du pape; lettre de Niou sur l'échange des prisonniers, 331. — L'ex-directeur Barthélemy quitte cette ville, 342. — Briot rappelle la différence de traitement qu'y reçurent Talleyrand et Chauvelin, 346. — Le comte d'Artois en part pour le camp de l'archiduc, 347. — Calonne meurt dans ses environs, 358. (*Voy. ANGLETERRE.*)

LONGJUMBAU. AN II. 1793. Arrestation d'un représentant par les agens du conseil exécutif, 89.

LONGWY. AN 1790. Lettre de la municipalité en faveur de la garnison, 231. — AN 1791. Adresse du district, 181. — Préparatifs de défense, 184. — Arrestation d'effets marqués au chiffre du roi, 302. — Dénonciation contre le commandant de la place et de la garde soldée, 307. — AN 1792. Arrestation dans ses murs d'un prêtre embaucheur, 11. — Les administrateurs appellent l'attention sur les mesures concertées à Coblenz entre Bigot Saint-Croix et Delessart, 47. — Blocus de cette place par les Prussiens, 238. — Sa reddition, 241. — Formation d'une cour martiale pour juger ceux qui l'ont livrée, *ibid.* — Réclamation de soldats de la garnison contre la violation de la capitulation à leur égard; ils sont chassés de la barre de l'assemblée législative, 244. — Arrestation du commandant, 245. — Décret qui suspend le paiement des sommes dûes aux habitans par le trésor public, 260. — Lettre sur la trahison qui a livré cette place aux Prussiens, 287. — Est reprise par les

Français; sa capitulation, 295. — Décret qui suspend celui portant démolition des maisons de cette ville, 306. — Retraite de l'ennemi, 309. (*Voy. LAVERGUE.*) — AN IV. Rapport du décret rendu contre ses fonctionnaires, 236 et 243. — Ils sont rayés de la liste des émigrés, 344 et 359.

LONS-LE-SAULNIER. AN I.^{er} 1793. Adresse de sa société patriotique, qui dénonce le député Vernier, 144. — Des citoyens de cette ville dénoncent les administrateurs du Jura qui n'ont point adhéré au 31 mai, 167. — Décret prononçant peine de mort contre les membres d'un comité de salut public y établi, s'ils ne cessent leurs fonctions, 211. — AN III. Bassal fait déclarer que le département n'est plus en état de rebellion, 19. — AN VI. Rapport et ordre du jour sur les dénonciations contre cette commune, 192. (*Voy. JURA.*)

LOO, en Hollande. AN VI. Départ des deux éléphans de sa ménagerie pour Paris, 20.

LORETTE. AN V. Enlèvement de l'image miraculeuse, de la robe de camlot et des écuclles, débris du ménage de la vierge Marie, fait par Joseph Villetard, en présence de Monge et Moscati, et envoi de ces objets à Paris, 160. — Lettre de Bonaparte à ce sujet, 165. — Détails sur la ville, et histoire de la *santa Casa*, 170.

LORIENT. AN 1790. Suppression de la franchise de ce port, 87. — Etat des forces navales qui s'y trouvent rassemblées, 167. — Est le seul port de l'Océan pour les retours de l'Inde, 202. — Motif de la délibération de la municipalité contre la circulation des poudres, 228. — AN 1791. Le gouverneur du port annonce que cette ville est dans le plus grand désordre, par l'insurrection des soldats du corps d'artillerie des Colonies, 212. — AN 1792. Les administrateurs annoncent l'exécution populaire de Gérard, négociant, qui faisait exporter des armes, 268. — Pétition en faveur des citoyens arrêtés par suite de cette affaire, 303. — Civisme des habitans de cette ville, 304. — Décret portant extinction de la procédure commencée à l'occasion des troubles, 308. — AN I.^{er} 1793. Armement dans ce port, 61. — Décret qui ordonne la recherche des auteurs de son incendie, 118. — Autre pour l'arrestation et la translation à Paris de plusieurs individus de cette ville, 245. — Adresse contenant

l'expression de leur indignation contre les Toulonnais, 259. — AN III. Desrués et Villers y sont envoyés, 126. — Opérations de Guezno et Guerneur, 138. — Lettre du commandant d'armes annonçant le débarquement de dix mille émigrés, 293. — On y établit un jury pour juger les réclamations des équipages des vaisseaux de la république qui ont fait des prises, 360. — AN V. Entrée dans sa rade de l'escadre de Toulon aux ordres de l'amiral Villeneuve, 107. — AN VI. Destitution de Dalbarade et autres fonctionnaires du port, 235. — Entrée d'un convoi nombreux, 342. — Jugement de la cour martiale et maritime sur les accusés pour l'incendie du vaisseau *le Quatorze-Juillet*, 364. — AN VII. Désordres dans la ville, attribués aux Jacobins, 326.

LORIOLE. AN 1790. Opposition de cette commune à la protestation de la commission intermédiaire du Dauphiné contre le décret de l'assemblée, signée de Mounier et du marquis de Viennois, 12. — Lettre de sa municipalité à celle de Nîmes, contre les mauvais citoyens qui y fomentent des troubles religieux, 135.

LORRAINE (la). AN 1789. Un député de cette province combat l'opinion de Mirabeau sur la dénomination à prendre par les communes, et la nécessité, en ce cas, de la sanction du roi, 8. — Le président de l'assemblée est chargé d'écrire aux municipalités de cette province pour y faire jouir les Juifs des droits de citoyen, 64. — Dénonciation de l'exportation des grains qui y a lieu, 100. — Ses préjugés opposés à la jouissance par les Juifs des droits de citoyen, 124. — AN 1790. Décret qui l'autorise à exporter des bois à l'étranger, 60. — Autre qui lui retire l'exploitation du bois pour ses salines, 91. — Autre qui y prolonge la jouissance du droit de troupeau à part, 130. — On y brûle les châteaux, 216. — AN 1792. Ecrit publié à Ratisbonne concernant les droits de l'empereur sur cette province, 29. — Dissertation à ce sujet, 30. — Les princes de Lorraine demandent à n'être considérés que comme étrangers, et comme tels non assujettis au séquestre mis sur les biens des émigrés, 122. (Voy. PRINCES ALLEMANDS.)

LOT (le département du). AN 1790. Décret

sur ses troubles; la conduite des administrateurs est approuvée, 277. — Agitations nouvelles, 355. — AN 1791. Situation paisible; nomination de Danglards à l'évêché, 68. — Retour entier du calme, 76. — AN I.^{er} 1793. Rétractation de ses administrateurs sur le 31 mai, et leur renvoi à leurs fonctions, 186. — AN II. 1793. Ils sont dénoncés, 47. — Mission de Paganel, 53. — AN III. Bô accusé d'actes arbitraires, 326. — AN IV. Rapport sur les opérations de l'assemblée électorale, 90. — Proposition d'annuler les élections de la maison Ursule, 91. — Discussion et résolution qui ordonne l'impression des procès-verbaux des assemblées, 95. — Discussion et résolution qui annule les élections de la minorité; rapport et approbation, 129, 130, 135 et 142. — AN V. Autres doubles élections, 245. — Rapport, résolution et annulation de celles de la minorité, 250, 251, 265, 270, 273 et 274. — L'administration centrale dénonce les adresses de l'armée d'Italie, 336. — Annulation des élections qui avaient d'abord été validées, 350. — AN VII. Placement de son école centrale, 23.

LOT-ET-GARONNE (le département de). AN 1791. Sa conduite patriotique pendant les troubles du Midi, 59. — AN 1792. Secours publics aux citoyens qui ont le plus souffert des inondations, 20. — Eroulement de soixante-treize maisons au port Sainte-Marie, 23. — AN I.^{er} 1793. Dénonciation de l'arrêté de son administration contre le 31 mai, 183. — Elle se rétracte, 191. — Paganel en fait mander le procureur-syndic à la barre, 192. — AN III. Compte de sa situation paisible, 233. — AN VI. Placement de son école centrale, 358.

LOUDEAC. AN 1791. Troubles religieux excités par le recteur Ruello, 282.

LOUDUN. AN I.^{er} 1793. Les amis de la liberté de cette ville s'étonnent que la convention laisse siéger dans son sein Marat qui demande deux cent mille têtes, 3.

LOUGH-SWILLY, en Irlande. AN V. Lettre annonçant un débarquement de troupes françaises dans ses parages, 120.

LOUHANS, département du Doubs. AN 1791. Souscription pour y élever un temple à la patrie, 83.

LOUIS-LE-GRAND (le collège de), à Paris. AN 1792. Décret qui conserve, pendant trois ans, les bourses de ses écoliers qui sont partis aux frontières, 214.

LOUISIANE (la). AN VI. Découverte d'une conspiration à New Yorck, pour la livrer aux Anglais, 12. — Démenti du bruit de sa cession à la France, 261.

LOUVAIN. AN 1789. Est évacué par les impériaux, 123. — AN 1790. Requête de son université aux états de Brabant, 34. — Sa reddition aux Autrichiens, 340. — AN 1792. Des patriotes y sont massacrés, 134. — Voies de fait entre ce parti et celui des Autrichiens, 138. — AN I.^{er} 1793. Mesures contre la protestation de ses représentants, 38. — Demande et décret de sa réunion à la France, 64 et 69. — AN II. 1794. Sa prise par l'armée française, 301. — AN IV. L'école centrale du département y est fixée, 189. (*Voy. DYLE*).

LOUVIERS. AN 1789. Cette ville se justifie d'avoir arrêté des blés, 40. — AN 1790. Est autorisée à ouvrir un emprunt, 190.

LOUVRE (le). AN 1791. Décret portant qu'il sera destiné à l'habitation du roi et à recueillir les monumens des sciences et arts, 147. — AN II. 1793. La commune fait planter sous une de ses fenêtres un poteau infamant pour la mémoire de Charles IX, 31. — AN II. 1794. Projet de son achèvement, 119. — AN IV. Et 134. — AN V. Autre pour la confection, du côté de la rue Honoré, d'une galerie parallèle à celle des quais, 172.

LOZÈRE (le département de la). AN 1791. Décret qui casse ceux de ses électeurs qui ont refusé de prêter serment lors de l'élection de l'évêque; réclamations en faveur du patriotisme du département, 142. — AN 1792. Renseignemens donnés par Couthon sur les troubles qui l'agitent, 87. — Rapport de Rongier-Labergerie, et décret y relatif, 91. — AN I.^{er} 1793. Insurrection, suscitée par Charier et cinquante prêtres réfractaires, 155. — Détails à ce sujet, 156. — Décret pour l'envoi de commissaires dans ce département, 157. — Arrestation des auteurs d'un complot, 243. — AN II. 1793. Châteauneuf y est envoyé pour apaiser les troubles, 32. — Détails y relatifs, trans-

mis par Baudot et Chaudron-Rousseau, 34. — Rassemblemens dissipés, 44. — Arrestation du général Laferrière, accusé de favoriser les rebelles, *ibid.* — AN II. 1794. Son tribunal dénoncé, pour n'avoir puni aucun des complices de Charrier, 270. — AN III. Louchet provoque la révision des jugemens de ce tribunal, 116. — AN IV. Message sur la nomination faite par le directoire de trois administrateurs de ce département, 213. — AN VI. Jullien Boudon, égorgeur royal, y est condamné à mort, 279.

LUBECK, ville anseantique. AN VII. Demande, au congrès de Rastadt, la garantie de sa neutralité, 12. (*Voy. VILLES ANSÉATIQUES*).

LUBERSAC, département de la Corrèze. AN II. 1793. Annonce, par ses officiers municipaux, de la mort de Chambon, député hors la loi, 68.

LUCERNE. AN 1792. Disposition des magistrats contre la révolution française, 95. — AN I.^{er} 1793. Mesure d'une armée défensive, 128. — AN VI. Révolution de la ville et du canton, 144 et 157. — Proclamation de son gouvernement provisoire, qui abolit la noblesse, le patriciat, les droits féodaux, la chasse privilégiée et toutes les distinctions, 201. — Prise de cette ville par quatre mille hommes des petits cantons, 230. — Expulsion du nonce du pape; arrestation des ex-officiers au service de France, sénateurs et autres, 239. — Lettre du général Schawembourg, démentant les nouvelles des vols, meurtres et excès y commis par les troupes à ses ordres, 279. — Le directoire helvétique mande les membres de sa chambre administrative, 291. — AN VII. Le corps législatif helvétique y transfère ses séances, 12. (*Voyez SUISSE*).

LUCIENNE. AN I.^{er} 1793. La ci-devant comtesse Dubarry y est arrêtée, 186.

LUÇON. AN I.^{er} 1793. Défaite des rebelles près cette ville, 172. — Ils y sont mis en déroute complète, 185. — Confirmation de la victoire, 187. — Nouveaux détails envoyés à Crassous, commissaire près le tribunal de la Rochelle, 192. — Les rebelles y sont encore battus, 218. — Et victorieux, 255.

LUCQUES (la république de). AN 1790. Analyse de son gouvernement par Lacroix, 154.

— AN IV. Contributions qu'y exigent les Français, 281. — AN V. Conspiration y déjouée, 17. — Ses craintes dissipées par Bonaparte, 212. — Réflexions sur son aristocratie, 331. — Oppression tyrannique de ses inquisiteurs d'état, 335. — AN VI. Décret du gouvernement sur l'habillement des habitans, 21. — Persécutions contre les femmes pour opinions républicaines, 28. — Elle envoie des ministres à la république cisalpine, 115. — Son embarras à l'occasion de la somme que lui demande le général Berthier, 197. — Célébration de la Fête de la liberté, par ordre des Olygarques, 238. — Incarcération de deux enfans, par ordre des sénateurs, pour avoir crié en plantant un mai : *Vive la France*, 364. — Arrivée, des commissaires cisalpins pour régler des différends entre les deux états, 315. — Envoi, à Paris, d'un agent chargé de demander la garantie de l'aristocratie lucquoise, 323. — AN VII. Détails de l'entrée des Français dans cette ville, 128. — Proclamation de la souveraineté du peuple ; abolition de la noblesse, 138. — Plan de constitution donné par le général Serrurier ; nomination des membres du directoire et des deux conseils, 160.

LUEISTEIG. AN VII. Les Autrichiens y sont défaits, 180.

LUGANO. AN VI. Mesures prises pour y maintenir la tranquillité, 39. — Lettres du général Kilmaine au commandant et à Barthélemy pour réclamer contre cet officier et les habitans de la Suisse qui ont enfreint la neutralité, 159. — AN VI. Révolution du pays environnant, 178. — AN VII. Destitution du préfet comme partisan de l'Autriche, 205.

LUGO. AN IV. Rassemblement fanatique du peuple dissipé par le chef de brigade Pourailler, 307. — Détails de la révolte ; pillage de la ville, 325.

LUNÉVILLE. AN 1790. La conduite de la municipalité dans l'affaire de Nanci est approuvée, 248. — AN I.^{er} 1793. Son adhésion au 31 mai, 186.

LUXEMBOURG (le duché de). AN 1789. Dénonciation de l'exportation des grains de Champagne dans ce pays, 111. — Formation d'une milice impériale pour opposer aux milices nationales, 117.

— AN I.^{er} 1793. Epidémie dans ce pays, 163.

LUXEMBOURG (la ville de). AN 1791. Son approvisionnement, 127. — AN 1792. Transports de munition et d'artillerie vers cette place, 9. — Mortalité et disette ; distribution de faux assignats par les princes français émigrés, 275. — Massacre et pillage par les Autrichiens et les émigrés, 282. — Retraite des armées combinées sous ses murs, 307. — AN I.^{er} 1793. les Autrichiens s'y replient de nouveau, 165. — Grande terreur qu'y inspire leur défaite à Arlon, 192. — AN II. 1793. Drouet y est transféré, 38. — Et le général Thouvenot, 70. — AN II. 1794. Est repris par les Français, 170. — AN III. Sa garnison autrichienne battue par l'armée de la Moselle, 69. — Blocus de la place, 77. — Détails sur le siège et le bombardement, 123, 126 et 165. — Célébration du 21 janvier par l'armée campée sous ses murs, 132. — Suite du siège, 228. — Prise de la place ; texte de la capitulation proposée par le général Bender ; décret portant que les troupes qui ont fait cette conquête n'ont cessé de bien mériter de la patrie ; autre qui envoie le représentant Joubert dans cette ville, 263. — Présentation des drapeaux qui y ont été pris ; nouveaux détails sur cette conquête ; avancement accordé au chef de bataillon du génie Bixot, qui en a dirigé le blocus, 270. — Plantation de l'arbre de la liberté, 280. — Impression causée à Vienne par la perte de cette ville, 298. — AN IV. Elle est mise en état de siège, 137. — AN VI. Note qui en est envoyée contre 800 prêtres réfractaires, 223. — AN VII. Lettre du commandant sur le zèle des conscrits, 275.

LUXEMBOURG (le palais du), à Paris. AN III. Plaintes sur la spoliation de cet édifice, 351. — Décret qui en suspend les démolitions et les reconstructions, 360. — AN IV. Autre relatif à ses travaux pour l'installation du directoire exécutif, 33.

LYON. AN 1789. Proteste contre le ministère nommé après le renvoi de Necker, et adhère aux travaux de l'assemblée, 21. — Précis de ce qui s'y passe, en apprenant la conduite de la cour, 28. — Les députés de cette ville renoncent à ses privilèges, 34. — Les corps de volontaires s'y forment pour la destruction des brigands, 94. — Secours

accordé par le roi à ses manufactures, 102. — Débats sur la détresse qu'y occasionne l'inexécution des décrets sur les grains, 104. — AN 1790. Adresse de la société d'agriculture aux habitants de la province, 32. — La municipalité prête le serment civique, 48. — Emeute produite par les divisions entre les milices bourgeoises et les volontaires, *ibid.* — Formation d'une société pour encourager les femmes indigentes à nourrir leurs enfans, 121. — Désordres dans cette ville, 147. — Elle est autorisée à faire un emprunt, 177. — Troubles à l'occasion des entrées; décret à ce sujet, 199. — Insurrection des ouvriers; et décret y relatif, 213. — Émission de pamphlets incendiaires, 215. — La ville est secourue par la garde nationale de Vienne en Dauphiné, 218. — Adresse des chambres de commerce contre l'émission des assignats, 254. — Vœu de la municipalité en faveur d'une nouvelle émission de ce papier, 284. — Arrestation d'un convoi d'artillerie destiné pour Anvers et Monaco, 313. — Établissement d'une caisse patriotique, 322. — Son évêque dénoncé pour avoir protesté contre les décrets, 352. — Éclaircissemens sur une conspiration qui s'y tramait, 353. — Rapport à ce sujet, et détails sur le plan d'y rappeler les princes émigrés et d'en faire la capitale du royaume, 354. — AN 1791. Travaux de l'académie de cette ville, 42. — Nomination de Lamourette à l'évêché, 66. — Adresse sur la dette de la ville, 75. — Lettre de la municipalité pour faire rappeler dans l'assemblée le député Deschamps, 93. — Adresse des habitans sur la fuite du roi, 181. — Formation de la garde nationale, 226. — Pétition pour que les troupes de ligne n'y tiennent plus garnison, 336. — AN 1792. Dénonciation de la municipalité contre le directoire du département, 45. — Décret annulant les assemblées primaires et électorales de sa section de la Montagne, 51. — Dénonciation contre les entrepreneurs de la caisse patriotique, 58. — Cérémonies funèbres en l'honneur du maire d'Etampes, 93. — Décret pour le paiement des rentiers de cette ville, 120. — Autre sur son école vétérinaire, 145. — Le conseil-général de la commune réclame le salut du peuple contre le roi, 179. — Adresse de 6,000 de ses habitans contre le même, 181. — Mas-

sacre des prisonniers, 260. — Troubles à l'occasion des subsistances, 268. — Compte rendu par les commissaires sur sa situation, 277 et 278. — Exécutions populaires; envoi de nouveaux commissaires, 304. — Ces derniers dévoilent des friponneries commises par différens fournisseurs, 326. — Ils les font arrêter, 330. — Décret qui l'autorise à s'imposer pour achat de subsistances, *ibid.* — Lettre des commissaires sur les troubles à la suite de l'assassinat d'un soldat par des volontaires, 334. — AN 1.^{er} 1793. Rassemblement de prêtres réfractaires dans cette ville, 21. — Rapport sur sa demande de secours, 36. — Audace des malveillans; entreprise contre la sûreté de la ville, 57. — Rapport sur ces troubles, et décret pour l'envoi de commissaires et de forces, 58. — Annonce de nouveaux troubles, 79. — Lettre des commissaires Legendre et Rovère sur sa situation, 81. — Arrestation de Laussel, ex-procureur de la commune et de son secrétaire Leclerc, 83. — Décret qui lui refuse une avance demandée, sauf à elle à prélever 300,000 livres sur le produit des contributions publiques, 124. — Des citoyens protestent contre l'établissement d'un tribunal révolutionnaire dans cette ville; décret qui interdit l'exercice de leurs fonctions aux membres de ce tribunal, 156. — Troubles; siège de la maison commune par les sections armées; suspension de la municipalité; arrestations, 158. — Persécution des patriotes, 159. — Ils y sont incarcérés; Marat demande leur relaxation; Robespierre dit que la contre-révolution s'y opère, 161. — Décret qui demande compte de sa situation à divers fonctionnaires du département et de la commune, 170. — Sa situation; accusations contre son tribunal populaire; annonce que les contre-révolutionnaires y préparent le supplice de Châlier; décret qui met tous ses détenus sous la sauve-garde de la loi, 174. — Les administrateurs lèvent l'étendard de la contre-révolution, 182. — Le procureur-syndic du district et le procureur provisoire de la commune sont décrétés d'accusation, 187. — Sa situation; congrès départemental tenu dans cette commune qui a déclaré ne plus reconnaître la représentation nationale, et mis la montagne hors la loi; Couthon et Héralut font décréter diverses mesures contre les administrateurs et

les habitans, et contre Biroteau chef du congrès; ordre aux citoyens d'en sortir sous trois jours; envoi de députés, 195. — Texte des décrets relatifs à cette commune, 196. — Décret qui autorise les commissaires à requérir Kellermann de faire marcher des troupes pour y rétablir l'ordre, 197. — Autre, qui répute émigrés ceux qui n'en sortiront pas sous trois jours; les gardes nationales de Saône et Loire sont requises de s'opposer à la marche des Lyonnais, 205. — Lettre de cette commune donnant des détails sur la fédération du 14 juillet; propositions faites et repoussées de proclamer la république lyonnaise, 206. — Renvoi au comité de sûreté générale d'une lettre des représentans Rouyer et Brunel, annonçant la mise en liberté de leur collègue Derbez et du commissaire Buonarotti, ainsi que la leur, 211. — Adresse par laquelle cette commune accepte la constitution, et réclame contre les mesures hostiles des commissaires de la convention, 217. — Vingt mille républicains marchent sur cette ville; sommation faite aux citoyens d'obéir aux arrêtés des représentans, 224. — Sa résistance annoncée par les commissaires et les corps administratifs, 226. — Persiste dans sa rébellion; décret pour envoyer des forces additionnelles contre cette ville et publier les proclamations des commissaires, 231. — Lettre contenant des détails sur son siège, 233. — Lecture par Barrère d'une lettre attribuée à Danton, et conseillant de détruire cette ville, 234. — Intelligence dénoncée entre les rebelles et Lestep-Beauvais, 235. — Préparatifs de son bombardement; interruption de ses communications avec Paris, 241. — Les représentans annoncent que le feu y a commencé le 24 août, et que les boulets rouges ont incendié plusieurs quartiers; l'officier porteur de ces dépêches ajoute que cette ville est d'accord avec les Piémontais, 242. — Persiste dans sa rébellion, 243. — Son bulletin et celui des quartiers incendiés, 245. — Lettre interceptée contenant le détail de ses forces, 247. — Continuation du bombardement; émigration prodigieuse de femmes, vieillards et enfans; les commissaires leur font donner tous les secours nécessaires, 251. — Texte de la proclamation de Dubois-Crancé aux Lyonnais; annonce de prochains succès; arrestation sous ses murs de plusieurs con-

tre-révolutionnaires; détails des horreurs commises sur les patriotes, 260. — Autres sur la position et le cernement des Lyonnais, 263. — AN II. 1793. Les rebelles créent une monnaie de siège; continuation du bombardement, 267. — Réponse des corps administratifs à la sommation du représentant Châteauneuf-Randon, 269. — Détails sur les opérations des camps devant cette ville; secours de cinq-cents mille livres aux citoyens qui ont été forcés d'en sortir, 271. — Lettre des commissaires de la commune envoyés dans ce pays, 274. — Arrêté contre ses émigrans, 277. — Succès et occupation de plusieurs postes autour de la ville par l'armée de siège, 278 et 279. — Lettre justificative de Dubois-Crancé et Gauthier, accusés des lenteurs du siège 17. — Lettre de Couthon sur les moyens qu'il a pris pour y remédier, 20. — Annonce de la prochaine entrée des troupes républicaines, 21. — Leur entrée; arrestation de l'évêque Lamourette; suite des rebelles; discussion et accusations de trahison à ce sujet, 22. — Décret qui crée une commission pour juger les rebelles, ordonne la destruction de tout ce qui fut habité par les riches; le changement de son nom en celui de *Ville-Affranchie*, et l'érection d'une colonne infamante, *ibid.* — Virieu et plusieurs contre-révolutionnaires y sont arrêtés, 24. — Détails sur ce qui s'y passe; accusations contre Dubois-Crancé et Gauthier, 25. — Article sur cette ville, intitulé: *Ville Affranchie*; sur le fédéralisme, et le gouvernement anglais, 27. — Lettre à la société des Jacobins, par les représentans au siège, annonçant le supplice des rebelles, et demandant des missionnaires pour y remplir diverses fonctions; envoi de quarante Jacobins à cet effet, et arrêté pour demander à la convention la confirmation de cette mesure, et l'érection d'un obélisque à Châlier, 30. — Arrêté de rébellion signé de vingt-mille Lyonnais, remis par Dubois-Crancé; décret pour faire régir les biens des rebelles comme biens d'émigrés; formation d'une commission militaire; chefs de rebelles fusillés, *ibid.* — Compte aux Jacobins de la mission de Dubois-Crancé; débats et détails sur le siège, 31 et 33. — Lettre des représentans en mission, annonçant la mort de Virieu et plusieurs autres, la permanence de l'état de siège, l'arrestation de Clermont-Tonnerre;

etc., 32. — Réinstallation de l'ancienne municipalité, 36. — Envoi de commissaires Jacobins avec Collot-d'Herbois qui se promet de purifier cette ville, 41. — Lettre par laquelle les représentans annoncent qu'ils ont frappé le premier coup de marteau pour sa démolition ; mission de Collot-d'Herbois, Maribon-Montaut et Fouché, de Nantes, 42. — Décret qui maintient la commission pour le jugement des rebelles, *ibid.* — Autre en faveur des frères Jean qui leur ont soustrait des canons, 45. — Honneurs rendus à Chalier, projet des représentans pour le venger, 57. — Détails de même nature, transmis aux Jacobins, 63. — Lettre des députés annonçant leur projet de détruire Lyon par l'incendie et la mine, pour mieux exprimer la puissance du peuple ; envoi de Châteauneuf-Randon, 64. — Leur arrêté pour la confection d'un pain égal pour tous, adopté par Paris ; autre qui établit une taxe révolutionnaire, 66. — Assignats émis par les contre-révolutionnaires pendant le siège, 70. — Envoi que font les représentans du buste de Chalier et de sa tête mutilée ; mesures pour punir efficacement les rebelles, 73. — Lettre des juges, donnant des détails sur le nombre des rebelles exécutés, et annonçant une mesure générale contre ce qui reste, 79. — Rapport de Couthon aux Jacobins sur le siège de cette place, et réponse de Dubois-Grancé, 82. — L'armée révolutionnaire y est envoyée, 84. — Lettre des représentans, qui annonce qu'ils ont mis la terreur à l'ordre du jour, et découvert le contre-révolutionnaire Bournissac, 87. — Formation d'une commission de sept juges en place des tribunaux révolutionnaires, 90. — Députation de cette commune demandant grâce, et se plaignant de la commission, 92. — Autre députation qui présente à la barre le buste et la tête de Chalier, *ibid.* — Détails aux Jacobins de la conduite qu'y a tenue Ronsin, 94. — Décret qui approuve celle des représentans dans cette commune, à la suite de la réponse de Collot-d'Herbois à la pétition précédente, *ibid.* — AN II. 1794. Pétitions en faveur de ses habitans, dénoncées comme contre-révolutionnaires ; autres dénonciations, et demande du partage des biens des rebelles entre les sans-culottes, 103. — Envoi de commissaires à Paris pour y porter le buste de Cha-

lier ; ils en rapportent les bannières qui ont servi à sa pompe funèbre, 110. — Rapport de Collot-d'Herbois sur sa situation, 113. — Opérations de Legendre dénoncées aux Jacobins, 129. — Approbation du rapport de Collot-d'Herbois par la société populaire, 130. — Arrestation de Lapallu par les représentans en mission, 142. — Lettre de Marino sur les rixes entre l'armée révolutionnaire et la troupe de ligne ; il insiste pour la démolition de la ville, comme moyen de faire vivre les ouvriers ; confiscation des marchandises expédiées pour la ville postérieurement à sa rébellion, 143. — Envoi d'une dénonciation contre Lapallu, 146. — Rédaction des décrets de confiscation des marchandises expédiées après la rébellion, 147. — Opérations de Fouché, Méaulle et Laporte, 151. — Ils défendent la commission militaire dénoncée à la convention, 157. — Vexations des missionnaires jacobins, 160. — Discours de Collot-d'Herbois aux Jacobins sur l'état de la ville, 161. — Liquidation de créances appartenantes à ses habitans, 164. — Son tableau par les députés en mission ; cours des exécutions ; coupables lancés sous la foudre ; fête à l'égalité célébrée sur les tombeaux de l'orgueil, et cris de sensibilité attribués au peuple à la vue des bourreaux, la hache à la main, ouvrant le cortège de la fête ; projets de partager les biens de rebelles entre les sans-culottes, 176. — La société de cette commune est accusée par Couthon, aux Jacobins, d'avoir accueilli avec faveur le procès-verbal d'une séance des Cordeliers, contenant des atrocités contre la convention, 182. — Décret relatif à l'inscription au grand livre, et au paiement des créances de cette commune, 189. — Lettre des députés en mission, et adresse du détachement de l'armée révolutionnaire qui y est cantonné, pour féliciter la convention de la découverte de la conspiration d'Hébert, 192. — Renaudin, aux Jacobins, en accuse les contre-révolutionnaires d'avoir dénoncé Chalier ; Collot déclare que celui qui a osé élever des doutes sur ce martyr de la liberté, doit être traduit au tribunal révolutionnaire, 193. — Situation de cette commune ; arrêté du comité de salut public portant suspension des procédures commencées contre les amis de Chalier, et déclaration de regarder comme conspirateurs

conspirateurs ceux qui les continueraient , 196. — Payan attribue la révolte de cette commune aux écrits incendiaires ; envoi , par suite , à la police , de Plassan¹ , qui demande à la commune de Paris un certificat pour en retirer des livres , 197. — Décret sur ses créances , 202. — Rapport de Fouché de Nantes aux Jacobins , pour démontrer la nécessité des mesures prises par lui et ses collègues dans cette commune , 204. — Lettre de Reverchon , Méaulle et Laporte , annonçant la fin du cours de la justice révolutionnaire , la condamnation de seize-cents quatre-vingt deux rebelles , l'élargissement de seize-cents quatre-vingt quatre , et la détention de soixante-deux comme suspects ; transmission du procès-verbal de la clôture des séances de la commission militaire , 206. — Décret touchant l'ordre de la comptabilité entre la trésorerie et les Génois propriétaires de créances sur Lyon , 232. — Députation qui vient dénoncer à la convention les aristocrates et les ennemis de Charlier , 244. — Envoi d'un buste du même , exécuté en salpêtre , par un citoyen de cette commune , 255. — Annonce de sa régénération aux Jacobins , 296. — Dubois - Crancé se justifie du reproche d'en avoir laissé sortir les rebelles , 308. — Réclamation pour la mise en liberté de 39 de ses habitants ; dénonciation du brigandage qui y régnait , 338. — AN III. Une députation de la société régénérée prie la convention de relever son commerce , 2. — Discussion sur les moyens d'y faire renaitre l'industrie ; mention honorable de l'adresse , et renvoi aux comités de la demande en rapport du décret qui la déclare en état de rebellion , 3. — Lettre de Pocholle et Charlier sur sa situation , et contre les intrigans qui y portent les sociétés populaires à s'attribuer la souveraineté , 10. — Autre lettre de Pocholle et Charlier , 15. — Fouché , de Nantes , propose de décréter qu'elle n'est plus en état de rebellion , 16. — Adresse où elle demande qu'on l'arrache à sa flétrissante stagnation , et qu'on enfonce le cadavre du brigandage à une telle profondeur , que les exhalaisons de terreur ne se mêlent plus à l'air de la liberté , 18. — Rapport de Villers sur les moyens de lui rendre les marchandises expédiées pour son commerce , *ibid.* — Suite et

adoption du projet , ainsi que de la proposition de lui rendre son nom , et de rapporter le décret qui ordonnait l'érection d'une colonne , où serait écrit : *Ici fut Lyon* , 19. — Son adresse de remerciemens à la convention , 31. — Discussion sur la conduite de Dubois - Crancé pendant le siège de cette ville , 36. — Décret relatif aux marchandises expédiées à cette époque , 97. — Rapport concernant les créances des Bernois sur cette place ; décret à ce sujet , 107. — On y célèbre l'anniversaire de la mort de Louis XVI , 151. — Une députation de cette commune demande , et obtient le rapport des lois rendues contre elle , 137. — Lettre de Richaud sur sa situation ; naissance de nouveaux troubles à la suite du rapport de ces lois , 166. — Adresse de ses habitans contre Collot-d'Herbois , 169. — Arrestation de deux membres de sa commission temporaire , sur chacun desquels on a trouvé trente-une cartouches , 198. — Adresse des habitans , contenant des protestations d'attachement à la convention ; justification de leur conduite , par Tellier , pendant sa mission ; affiche et envoi de leur adresse aux départemens , demandée par Merlin de Thionville , *ibid.* — Etablissement d'une école rurale-vétérinaire dans cette commune , 215. — Retour de Précý à son état-major , recomposé d'individus qui ont porté les armes pendant la révolte ; assassinats des républicains comme terroristes , 224. — Assassinats publics ; réflexions de Trouvé à ce sujet , 232. — Esprit de vengeance qui anime beaucoup d'habitans de cette commune contre les terroristes , qu'ils appellent *Mathevons* , et massacre de plusieurs de ceux-ci dans les prisons , 233. — Ces massacres démentis par des lettres de la garde nationale et des autorités constituées , et confirmés par des lettres particulières ; réflexions de Trouvé à cet égard , 241. — Lettres des représentans sur l'attentat qui a été commis dans ses prisons , 252. — Ses malheurs , imputés à Robert Lindet par Dubois-Crancé , 254. — Les autorités constituées écrivent que , malgré la calomnie , les Lyonnais seront toujours debout pour défendre la représentation nationale contre les royalistes et les partisans de la terreur , 254. — Décret qui y envoie le représentant Ferroux en remplacement de Despinassy , 255.

Table alphabétique.

— Autre, qui traduit au tribunal criminel de l'Isère, les prévenus d'assassinats et massacres commis dans cette commune, 261. — Autre, qui y envoie le représentant Despinassy, et rappelle les représentans Cadroy et Boisset, 267. — Article de Trouvé sur le rapport fait à la convention au sujet des assassinats qui s'y commettent, 278. — Rapport sur ces assassinats, commis au nom de Jésus et du roi, 279. — Décret qui suspend les corps administratifs, mande à la barre le maire, le substitut de l'agent national et l'accusateur public, et casse l'état-major de la garde nationale, 280. — Adresse des administrateurs du département de Vaucluse sur les assassinats qui continuent à Lyon, 283. — Sa soumission au décret précédent; joie des républicains d'être délivrés de l'oppression des assassins, 289. — Proclamation des représentans Poulain-Grandpré et Ferroux aux habitants, 291. — Bon effet du décret ci-dessus, annoncé par une lettre des représentans en mission, 295. — Lettre annonçant que plusieurs assassins de cette commune se rendent à Paris, 299. — Comparution à la barre du maire, et ses réponses aux questions qui lui sont faites par le président, *ibid.* — Fin du discours par lui prononcé à la barre; déclaration du substitut; discours de l'accusateur public; on refuse de les admettre à la séance, 300. — Dénonciation de la circulation dans Lyon d'une estampe représentant la famille royale, 323. — Détail de la célébration du 10 août dans cette commune, 338. — Dénonciation des manœuvres des terroristes et des prêtres par les représentans en mission, 340. — Ceux-ci sont remplacés par Pelet, de la Lozère, 341. — Cette commune accepte la constitution et les décrets des 5 et 13 fructidor, 363. — AN IV. Le directoire demande s'il est autorisé à en nommer les administrateurs et juges de paix, 115. — Prorogation des assemblées primaires pour la nomination de ces mêmes fonctionnaires, et leur nomination provisoire par le directoire, 128 et 130. — Une commission est chargée de présenter un mode de jugement des prévenus de troubles; lettre de l'accusateur public à ce sujet, 172. — Des juges de paix adressent des plaintes contre Reverchon, qui les a destitués sans motifs; renvoyé au directoire, 180. — Pétition contre les comtes de Lyon, 185. — Pro-

clamation du directoire aux habitants de cette ville, 212. — Message du même pour l'annulation des certificats de résidence qui y ont été accordés à une certaine époque, 214. — Rapport et ordre du jour sur cette affaire, 232 et 233. — Autre relatif à la loi qui réglait les poursuites contre les prévenus de massacres, 233. — Loi qui accorde à son bureau central le droit de décerner des mandats d'amener, 237 et 238. — Rapport de Dumolard sur les massacres de cette ville, 254 et 255. — Suite de cette discussion, 258, 260 et 275. — Résolution qui en rend les prévenus à leurs juges naturels, 276. — Fonds affectés à cette commune à titre d'encouragement, 278 et 281. — Troubles à l'occasion des élections, 316. — Proposition de Jourdan, des Bouches-du-Rhône, d'amnistier ses émigrés, 346. — La municipalité de son faubourg de Vaize dénonce Journel, commissaire du pouvoir exécutif, relativement à des projets de pétition envoyés de Paris, 355. — AN V. Affaire de l'assassinat du courrier de cette ville, 40. — Résolution qui raye de la liste des émigrés ceux qui y ont été inscrits pendant le siège, 167. — Message et discussion sur les assassinats qui s'y commettent; ils sont niés ou atténués par Camille-Jordan et autres, qui accusent la composition et les opérations du bureau central, 294. — Détails sur la réception qu'on y a faite à l'ambassadeur turc, 297. — Autres détails sur cette ville, donnés par Willot, 299. — Bailleul assure que le sang républicain y coule à grands flots, 301. — Réclamation de l'administration centrale du Rhône contre le message du directoire qui lui est relatif, 304. — Mayeuvre se plaint de l'arrêté qui autorise les généraux Kellermann et Canuel à mettre cette commune en état de siège, 309. — AN VI. Annonce de l'effet salutaire que le dix-huit fructidor y a produit, 25. — Dénonciation, par plusieurs de ses citoyens, de la protestation de Camille-Jordan contre cette journée, 42. — Saisie des manteaux des députés y confectionnés, comme étant faits de casimir anglais, 122. — (V. SOTIN). Sa mise en état de siège avec ses trois faubourgs, 140. — Arrêté qui y rétablit l'argue pour le travail des lingots d'or et d'argent, 185. — Primat en est nommé évêque constitutionnel, 252. — Rapport et résolution qui annule ses as-

semblées primaires et communales, 554. — AN VII. Elle est approuvée, 17. — Poinçons y établis pour la garantie des matières d'or et d'argent, 48. — Transmission aux cinq-cents de l'arrestation d'un chef de brigands dans ses environs, 83. — Pétition des habitans de Villefranche pour en exclure l'assemblée électorale, 190. — Réclamation de Beraud pour qu'on y établisse un hôtel des monnaies, 210. — Formation d'un camp en avant de ses murs, 243. — Plaisanteries de Dornier sur la connaissance qu'on y a de l'esprit public en France, 266. — La garnison de Corfou y arrive, 273. — Démenti d'une adresse de ses citoyens au prince Charles, 338. (*Voy.* CHALIER, COLLOT-D'HERBOIS, DUBOIS CRANCÉ, FOUCHÉ, PRÉCY, RHÔNE, etc.)

LYONNAIS (le). AN 1790. Ses gardes nationales font un pacte fédératif, 157.

LYS (le département de la). AN VII. Eloge du courage de ses conscrits, 82. (*Voy.* BRUGES et OSTENDE).

M.

MACÉDOINE (la). AN VI. Troubles dans cette province, 123. — Mouvements insurrectionnels; inquiétudes du divan, 308.

MACERATA, en Italie. AN V. Manifestation du patriotisme dans cette ville, 295.

MACHECOUL. AN I.^{er} 1793. Egorgement dans cette ville de cinq cent cinquante patriotes par les brigands vendéens, 125. — Détails à ce sujet; nouveaux massacres commis par eux à l'incitation des prêtres et des femmes nobles, 152. — Décret qui accorde un secours de 60,000 francs à ses habitans patriotes réfugiés à Nantes, 259. — AN II. 1793. Trait de bravoure du jeune Saillant dans ses environs, 51. — AN II. 1794. Elle est évacuée par Charette, 110.

MACON. AN I.^{er} 1793. Pétition de plusieurs de ses habitans pour demander la punition de Louis XVI et le jugement d'Antoinette, 7. — Autre des administrateurs du district provoquant la vente des ornemens d'église, 56. — Lettre de sa société populaire à celle des Jacobins à Paris, annonçant que cinq cents de ses membres combattent sous les

murs de Lyon; elle fait l'éloge de Kellermann, et censure son état-major, 254. — AN II. 1794. Sollicite des mesures contre les suspects, 114. — Et provoque la suppression des comités révolutionnaires dans les petites communes, 214. — AN III. Adresse des administrateurs du district contre les terroristes qui ont quitté leurs foyers, 273. — AN V. Voies de fait dans son assemblée primaire du centre; renvoi au directoire, 199. — On y affiche un placard attribué à Thibaudeau; réclamation de celui-ci contre cette assertion, 207.

MADÈRE. AN 1792. Emigration forcée des franc-maçons de cette ville, 223.

MADRID. AN 1790. Effervescence des habitans, et pourquoi, 109. — Dispositions hostiles du gouvernement anglais contre cette cour; débats à l'assemblée nationale à ce sujet, 135. — Observations sur ses différends avec l'Angleterre, 224. — Sortie de Fréteau contre la manière dont les Français y sont traités, 315. — Texte de son traité avec la cour de Londres, 319. — Elle expulse les Français de ses états, 331. — AN 1791. Avait connaissance du départ de Louis XVI pour Montmédi, 208. — Demande qu'il soit mis en liberté, et menace de sa vengeance en cas de refus, 253. — AN II. 1793. Ses différends avec l'électeur de Saxe; leurs motifs, 48. — AN II. 1794. Ses craintes d'une invasion en Catalogne; calomnies répandues contre les Français pour en prévenir l'effet, 111. — Ses manifestes distribués aux armées en faveur de Louis XVII, 117. — AN III. Sa proclamation sur leurs progrès, 29. — AN IV. Audience accordée par son premier ministre au chargé d'affaires de la république, 123. — Accusations contre Cabarrus, ex-ministre des finances, 142. — Le général Pérignon est envoyé près de cette cour, en qualité d'ambassadeur, 260. — AN V. On y établit un nouveau corps sous le nom d'ingénieurs cosmographes d'état, 67. — Activité de ses préparatifs militaires; état de l'armée qui doit faire le siège de Gibraltar, 73. — AN VI. Impressions y excitées par la nouvelle du 18 fructidor, 14. — Existence d'un parti contre le prince de la Paix, 18. — Réformes dans son administration, 64. — Arrivée de l'ambassadeur français, 155. — Cédule qui invite le clergé à verser au trésor royal

l'or et l'argent dont il pourra disposer , 172. — Fréquentes relations entre ses ministres et le commissaire français Ségui , 185. — Elle nomme le chevalier Azzara à l'ambassade de France , 189. — Donne ordre au conseil de Castille de faire faire des prières dans toutes les églises , à l'occasion des derniers événemens de Rome , 197. — Disgracie le prince de la Paix , 198. — Expulse les émigrés français ; détails curieux à ce sujet , 202, 229 et 257. — Accorde six millions de réaux au comte de Cabarrus , 212. — Lettre sur la mission de Ségui en Espagne , 242. — Texte de la résolution royale publiée contre les émigrés français , 244. — Nouvelle déclaration du roi y relative , 248. — Etablissement d'une banque , 252. — Rappel du consul de France , 262. — Succès du chanteur Garat dans cette capitale , 275. — AN VII. Emprunt de 400 millions de réaux , 49. — Mesures prises pour défendre Maïorque contre les Anglais , 123. (*Voy. ESPAGNE, ALCUDIA, TRUGUET, etc.*)

MAESTRICHT. AN I.^{er} 1793. Lettre sur le siège de cette place , 60. — Cessation de son bombardement , 65. — Admission à la barre de cinq citoyens détenus dans cette ville par la trahison de Dumourier , 227. — AN III. Détails des avantages remportés par l'armée française devant cette place , 4. — Elle est prise par les généraux Kléber , Bolle-mont et Marescot , 50.

MAGDEBOURG. AN I.^{er} 1793. Translation de Lafayette dans cette forteresse , 12.

MAHON. AN VII. Détails sur la prise de ce port , 114.

MAINE-ET-LOIRE (le département de). AN 1790. Lettre de ses administrateurs annonçant que le sang y a coulé dans une émeute , 256. — AN 1791. Ils protestent de leur dévouement à l'assemblée nationale , 179. — Réclament en faveur d'un ecclésiastique qui veut se marier et conserver sa pension , 293. — Dénoncent les manœuvres des prêtres insermentés , 311 et 359. — AN 1792. Mesures qu'ils prennent contre eux , 176. — AN I.^{er} 1793. Lettre sur les progrès de la rébellion dans l'Ouest , 79. — Ils annoncent l'explosion du magasin à poudre de Saumur , 85. — Leur zèle contre les rebelles , 86. — Indication du nombre de ceux-ci , 96. — Ils se

plaignent du désordre causé par les républicains ; 116. — Annoncent leur défaite , et provoquent la destitution du général Berruyer , 118. — Envoi , par la convention , d'un commissaire dans ce département , 132. — Réclamation des administrateurs en faveur de Pavie , imprimeur à Angers , 232. — AN IV. Message du directoire sur la non-publication , dans ce département , de la loi d'amnistie , 70. — AN V. Eloge de la conduite de son administration , 125. — AN VI. Rapport , projet et loi qui modère ses contributions , 213 , 239 et 248. — AN VII. Son arrêté sur le port d'armes à feu , 61. — Résolution relative à un nouveau dégrèvement de ses contributions , 94. — Elle est approuvée , 103. — Demande , par son administration centrale , d'un lycée pour la commune d'Angers , 105. — Sa proclamation contre les brigands qui infestent ses cantons , 243. — On lui applique la loi sur les otages , 333. — Talot y fait créer une légion pour combattre les chouans , 355. — Succès obtenus sur ces derniers , 361. (*Voy. ANGERS*).

MAIORQUE (île de). AN VI. L'Espagne y déporte les émigrés français , 202. — AN VII. Et prend des mesures pour la défendre contre les Anglais , 123.

MALINES. AN 1789. Réponse de l'archevêque de cette ville au comte Trautmansdorff , sur l'insurrection des Belges , 96. — Elle est évacuée par les troupes impériales , 123 et 125. — AN 1790. Mandement de son prélat et sa réponse au bref du pape , 54 et 90. — Organisation d'une municipalité , 66. — AN 1791. Nouvelle lettre pastorale de l'archevêque pour engager le clergé à se soumettre à l'empereur , 233. — AN 1792. Son manifeste contre la France , 138. — Sa circulaire aux ames dévotes de son diocèse en faveur des prêtres réfractaires , 276. — Capitulation accordée à cette place par l'armée française , 326. — Proclamation de ses représentans provisoires , 352. — AN II. 1794. Elle est reprise de nouveau par les Français , 301. — AN VI. Déportation de son archevêque au-delà du Rhin , 36. — AN VII. Les conscrits belges s'en emparent et en sont chassés par le général Béguinot , 37. — Condamnation à mort de plusieurs d'entre eux , 40. — Ordre donné à ses habitans de déposer leurs armes ; destruction par-

tielle des rebelles, 41. — Levée de son état de siège, 217. (*Voy. ESCAUT*).

MALTE (île de). AN 1789. Lettre du grand-maître à Louis XVI, pour réclamer contre la suppression des dîmes de son ordre; proposition d'en anéantir tous les établissemens, 100. — AN 1790. Réclamations du bailli de Virieu à ce sujet, 211. — AN 1792. — Ordres donnés par le grand-maître pour la réparation des outrages faits à des Français, 128. — Décret qui déclare nationaux les biens en provenant, 264. — Autre qui détermine le mode de leur séquestre, 298. — Et exempté de la vente les meubles personnels, 319. — AN I.^{er} 1793. Réclamation du procureur-général contre la mesure du séquestre, 7. — Décret relatif au payement des fermages de ses biens, 13. — Nouvelle réclamation contre le séquestre, *ibid.* — Annulation des baux et ventes que cet ordre a faits par anticipation, 138. — AN V. Motions concernant les chevaliers inscrits sur les listes des émigrés, 14. — Et les Français attachés à cet ordre, 30. — Rapport de Rouzet sur les lois y relatives, 125. — Discussion sur la vente de ses biens, 250. — Opinion de Laloi, pour qu'ils soient déclarés nationaux, 556. — AN VI. Adoption de cette mesure par la république cisalpine, 28. — Ils sont assimilés à ceux du clergé, 51. — Séquestration de son palais, à Rome, par le général Saint-Cyr, 258. — Démenti donné à la nouvelle d'une révolution dans cette île, 261. — Perte de ses commanderies en Suisse, 279. — Elle est prise par Bonaparte; enlèvement du drapeau de l'ordre par Marmont; exposition des griefs contre le grand-maître, 284. — Articles principaux de sa capitulation, 285. — Détails de sa prise; manifeste du grand-maître en 1793, dans lequel il refusait de reconnaître la république, 286. — Article d'un journal anglais sur l'importance de cette conquête, 287. — Déclaration portant que l'armée qui s'en est emparée a bien mérité de la patrie, *ibid.* — Discours de Pérès et de Moreau, de l'Yonne, à ce sujet; ils félicitent la philosophie de la conquête de ce dernier retranchement du fanatisme, 288. — Nomination de Vaubois, pour commandant et de Régnault, d'Angely, pour commissaire dans cette île, 289. — Nouveaux détails sur sa prise; départ du ministre russe, 290 et 299. — Banquet

civique, à Paris, en réjouissance de cette victoire; toasts portés dans cette circonstance, 291. — Envoi de courriers extraordinaires par le directoire pour la levée du réquestre mis sur ses biens en Piémont, en Toscane et à Rome, 301. — Nomination de Méchin pour remplacer Régnault d'Angely, 306. — Consternation causée à Londres par la nouvelle de sa prise, 309. — Texte de la capitulation, 523. — Proclamation de l'administration centrale de Corcyre à cette occasion, 330. — Arrestation de plusieurs membres du club révolutionnaire de Padoue, réunis pour se réjouir de cet événement, 331. — Mise en liberté des Maltais captifs à Tunis, 339. — Démenti donné par la *Gazette de Malte* au bruit répandu de son blocus par les Anglais, 346. — Translation à Trieste du siège provisoire de son ordre, 547. — Convocation des négocians pour y nommer un tribunal consulaire; célébration du 14 juillet, et plantation dans cette île du premier arbre de la liberté, 348. — Suppression de ses couvens, à l'exception d'un seul pour chaque ordre, 349. — Exposition, à Londres, de la fameuse pièce de canon, prise dans cette île et trouvée sur la *Sensible*, et description de ses ornemens, 356. — AN VII. Révolte de ses habitans à la nouvelle de la perte de l'escadre Française en Egypte, 21. — Complot tendant au massacre de tous les républicains qui s'y trouvent; exécution à mort des chefs de cette conspiration, 28. — Détails sur la prise de cette île, publiés à Londres par le bailli de Tigné, 42 et 43. — Protestation du grand-maître contre sa reddition, 46. — Situation des Français qui y sont, 51. — Ils battent les insurgés, et leur prennent des canons et des officiers napolitains 76. — Lettres rassurantes sur la situation de cette île, 82. — Ordre du général Bonaparte pour l'organisation d'une légion maltaise, 92. — Notice d'un ouvrage, intitulé : *Recherches historiques et politiques sur Malte*, 127. — Evaluation des biens de son ordre, 158. — Découverte d'une nouvelle conspiration; arrestation des chefs; approvisionnement de cette place, 160 et 164. — Et établissement du chef lieu de l'ordre à Pétersbourg, 164. — Entrée dans son port de provisions envoyées de Marseille, 166. — Continuation du blocus par

les Anglais et leurs alliés, 193. — Renseignemens sur sa situation, 196. — Nouveaux détails à ce sujet, 332. — Démission du grand-maître entre les mains de Paul I.^{er}, 354.

MAMERS. AN 1790. Décret qui autorise cette commune à ouvrir un emprunt, 223.

MANCHE (le département de la). AN 1791. Adresse de ses administrateurs à l'assemblée nationale, 181. — AN 1792. Autre aux administrés sur la surveillance intérieure, 119. — AN I.^{er} 1793. Ils repoussent les mesures de celui du Calvados contre le 31 mai et sont déclarés avoir bien mérité de la patrie, 168. — Dénonciation contre plusieurs d'entre eux comme opposés à la convention, 180. — Adjonction de Garnier, de Saintes, à Lecarpentier en mission dans ce département, 263. — AN II. 1794. Mesures prises pour y enseigner la langue française, 152. — AN III. Opérations de Legot dans ce département, 146. — Désarmement des terroristes, 242. — Manœuvres des prêtres réfractaires, 344. — Acceptation de la constitution, 365. — AN IV. Compte rendu, par Dentzel, de la mission qu'il y a remplie, 25. — AN V. Réclamation de plusieurs communes au sujet des troubles dans les assemblées primaires, 194. — Annulation de ses élections au 18 fructidor, 350. — AN VI. Résolution qui approuve celles de l'année, 220. — Il est compris dans la mesure du 22 floréal, 231. — AN VII. Application à quelques-uns de ses cantons de la loi sur les otages, 361.

MANCHESTER, en Angleterre. AN II. 1794. Sortie de Pitt contre sa société populaire; il la peint comme animée d'un esprit révolutionnaire, cherchant à avilir le parlement et à s'emparer du pouvoir; bill contre ses membres, comme prévenus de haute trahison, 263. — AN VI. Lettre d'un négociant de cette ville sur la stagnation du commerce, 144.

MANDUEL, département du Gard. AN IV. Décret qui autorise cette commune à ouvrir un emprunt, 118 et 119.

MANHEIM. AN 1791. Accueil favorable qu'on y fait aux émigrés, 299. — AN II. 1794. Justification des magistrats, relativement à son occupation par l'ennemi, 171. — AN III. Détails sur le bombardement de cette place, 117. — AN IV. Texte

de sa capitulation, 6. — Déclaration du ministre palatin contre sa reddition, 53. — Elle est bombardée par les Autrichiens, 67. — Lettre sur cette ville, 206. — AN VI. Entrée des troupes françaises dans ses murs, et suspension des hostilités, 137. — Détails de l'affaire qui a eu lieu à la tête de son pont, 150. — AN VII. Sa capitulation; elle s'engage à recevoir garnison française, 171. — Arrêté du général Bernadotte pour sa sûreté intérieure et son commerce, 173. — Il reçoit l'ordre de la traiter amicalement, 194. — En expulse les émigrés et les prêtres, 203.

MANIOTTES (les) AN V. Lettre de leur chef; il témoigne à Bonaparte le désir d'être utile aux Français; réponse de ce général, 321.

MANS (le). AN 1789. Récompense offerte par cette ville aux dragons de Chartres, et à quelle occasion; conduite généreuse de ces militaires, 100. — AN 1790. Fédération de ses gardes nationales avec celles des communes voisines, 209. — Indignation de ses officiers municipaux contre la protestation des ci-devant chanoines, 353. — AN 1791. Ils arrêtent le marquis de Brézé, grand-maître des cérémonies, 178. — AN I.^{er} 1793. Adhésion de sa société populaire aux événemens du 31 mai; décret portant qu'elle a bien mérité de la patrie, 173. — AN II. 1794. Défaite des rebelles près de ses murs, 87. — Ils la pillent, 104. — Lettre de ses administrateurs, annonçant l'arrestation de plusieurs membres de la société populaire; motifs de cette mesure, 194. — Autre de Garnier, de Saintes, sur cette conspiration qui tirait sa source de celle de Danton, 195. — Rétablissement de l'ordre dans cette commune, 215. — Sa pacification, 221. — Mise en liberté par le tribunal révolutionnaire des citoyens sus-mentionnés, 228. — AN III. Suris au jugement rendu par sa commission militaire contre la citoyenne Beauchamp, et pourquoi, 25. — Rétablissement de ses communications avec Alençon, la Flèche et Angers, 283. — AN IV. Rapport du commandant de cette place sur la position des chouans, 117. — AN VI. Fermeture de son cercle constitutionnel, par arrêté du directoire, 168. — Causes qui ont motivé cette clôture, 172. — AN VII. Incendie dans cette ville; trait de courage et d'humanité du capitaine Soyer, 124.

MANTEAU. AN I.^{er} 1793. Dispersion des rassemblemens séditieux dans cet endroit, 269.

MANTES. AN I.^{er} 1793. Arrestation dans cette ville de Coupé, des Côtes du Nord, 183.

MANTOUE. AN IV. Investissement de cette place, 269. — Elle est assiégée par les troupes françaises, 288. — Détails à ce sujet ; sommation faite à son commandant ; réponse de celui-ci, 314. — AN V. Lettre du commissaire Garrau, annonçant qu'elle est canonnée par les Français, 5. — Blocus de sa citadelle, 23. — Détresse de sa garnison, 45. — Opérations de l'armée française devant cette place, 48. — Elle culbute un corps de troupes qui en étaient sorties, 53. — Nouvelles positives de sa situation, 58. — Et de celle de l'armée, 71. — Nouvelle sortie de son commandant Wurmser ; il est encore repoussé, 77. — Préparatifs pour la battre, 106. — Elle est cernée par l'armée d'Italie aux ordres de Bonaparte, 107. — Et se rend ; message du directoire pour annoncer ce succès ; publication de cette nouvelle dans Paris, 144. — Lettre du général Kilmaine à ce sujet, 145. — Vers pour célébrer cet événement, 146. — Texte du message du directoire aux deux conseils ; discours et décrets prononcés dans cette circonstance, 149. — Texte de sa capitulation ; détails sur sa détresse au moment de sa reddition, 155 et 169. — Joie des patriotes de Milan à cette nouvelle, 159. — Etat des effets, munitions et artillerie qu'on y a trouvés, 160. — Repas patriotique, à Gênes, pour célébrer sa prise, 161. — Présentation au directoire des soixante drapeaux de sa garnison ; discours à ce sujet, 162. — Adresse de ses habitans patriotes à tous ceux de l'Italie, 221. — Fête populaire y ordonnée par le général Miollis, 295. — AN VI. Abolition des fiefs, 15. — Réunion de son territoire à la république cisalpine, 44. — Célébration de la fête de Virgile, 53. — Inauguration d'un obélisque en l'honneur de ce poëte, 56. — Passage du général Bonaparte dans cette ville ; illumination générale par ses habitans, 76. — Insurrection de sa garnison ; motifs de cette révolte, 211. — AN VII. Grands approvisionnemens qu'on y fait, 4. — Troubles dans ses environs, 28. — Revue de sa division, et proclamation du commandant de la place, 36. — Nouvel approvisionnement, 238. — Attaquée

par les Autrichiens, elle capitule ; conduite de Latour-Foissac, son commandant, 330. — Lettre de ce dernier au général Kray, 333. — Sa capitulation est citée par Briot comme l'effet de la trahison, 356. (*Voy. ARMÉE D'ITALIE*).

MARATES (les). AN 1791. Prétention de leur chef à la succession du Grand-Mogol, 163.

MARBAIS. AN II. 1794. Conquête de cette place par l'armée française, 292.

MARCHE, en Belgique. AN 1790. Victoire remportée par les Autrichiens sur les patriotes belges, près de cette ville, 170.

MARCHE D'ANCONE (la). AN V. Fermentation dans sa partie supérieure, 163. — Tumulte dans plusieurs villes ; on y insulte les Français, 193. (*Voy. ANCONE*).

MARCHIENNES. AN 1792. Prise de cette ville par les Français, 295. — Ils l'évacuent, 301. — AN II. 1793. La reprennent de nouveau, 35. — Traduction au Luxembourg du général Ranconnet, son commandant, relativement à sa conduite lors de la surprise de cette place par les Autrichiens, 94.

MARCOUF (les îles). AN VI. Sont conquises par les troupes françaises, 235 et 237.

MARCY - LE - SAUVAGE. AN IV. Résolution qui annule la nomination de son juge de paix, 159.

MARENNES. AN III. Lettre des administrateurs du district, annonçant que Barrère est en route pour Saintes, 266.

MAREUIL, département de la Dordogne. AN VI. Plaintes de son administration municipale, sur la conduite des nobles frappés au 18 fructidor, 79.

MARET (le canton de). AN VI. Demande de secours par son administration, en faveur des communes ravagées par la grêle, 289.

MARGRAVIAT (le haut). AN VI. Nouvelle d'une insurrection dans ce pays, 158.

MARIE-GALANTE (île de). AN III. Annonce officielle de sa prise par les Français, 322.

MARIENBOURG. AN 1789. Émeute, arrestation de quatre citoyens, et accusation contre M. d'Estherazy à ce sujet, 66. — AN 1791. Décret relatif à sa manufacture d'armes, 188.

MARIGNY (le pont de). AN I.^{er} 1793. Les Piémontais y sont battus, 268.

MARINO, en Italie. AN VI. Insurrection dans cette ville, 188.

MARLY. AN 1790. Lettre du curé, annonçant qu'il a publié les décrets sur la constitution civile, et prêté le serment, 337. — AN I.^{er} 1793. Réclamation des habitans de Versailles, relativement à sa machine, 171. — AN II. 1793. Vente du mobilier de son château, 31. — Envoi d'une quantité d'effets précieux qui y ont été trouvés, 71. — AN VI. Discussion sur l'aliénation de son parc, et renvoi de cette affaire au directoire, 141.

MARNE (le département de la). AN 1791. Nomination de ses fonctionnaires civils et ecclésiastiques, 40. — Dévouement de sa garde nationale, lors de la fuite du roi, 177. — AN 1792. Suspension de ses corps administratifs par le pouvoir exécutif, 259. — AN I.^{er} 1793. Ils adhèrent au 31 mai; décret portant qu'ils ont bien mérité de la patrie, 173. — Rétractent les mesures qu'ils avaient prises à cette époque, 190. — Mise en arrestation du procureur-général-syndic, 195. — Nouvelle rétractation de trois administrateurs, relativement au 31 mai, 204. — AN II. 1793. Compte rendu par Rulh, de sa mission dans ce département, 58. — Manifestation de troubles; Bô y est envoyé, 97. — AN II. 1794. Décret qui casse le jugement de son tribunal criminel, absolvant L. Menou, provocateur à la royauté; et ordonne d'informer contre les juges, 265. — AN V. Rejet de la résolution sur le placement de ses tribunaux, 151. — Il est traversé par le général Hoche, dans sa marche sur Paris, 320. — Annulation de ses élections au 18 fructidor, 350. — AN VI. Rejet d'une autre résolution qui y crée un cinquième tribunal de police, 339. — AN VII. Adoption de celle qui y réunit les communes du canton d'Orbais, 114. — Nomination de Drouet pour commissaire près son administration centrale, 306.

MARNE (le département de la HAUTE). AN 1791. Nomination de son nouvel évêque, 92. — Troubles à l'occasion de la circulation des grains, 319. — AN 1792. Dénonciation de ses administrateurs

contre la société des Jacobins de Langres, 201. — AN II. 1793. Compte rendu par Rulh de sa mission dans ce département, 58. — AN VI. Arrêté de son administration centrale sur les parens d'émigrés, 129.

MAROC. AN 1790. Dispositions hostiles de l'empereur contre l'Espagne, 61. — Déclaration de ce prince, concernant les esclaves chrétiens, 107. — Pillage des maisons juives dans cet empire, 155. — Siège de Centa par ses troupes, 276. — Il déclare la guerre à l'Espagne, 305. — Suspension des hostilités entre ces puissances, 337. — Suite du siège de Centa, 345. — AN 1791. Arrivée de l'empereur devant cette place, 13. — Il s'y présente à la tête de son armée, 259 et 272. — Conclut la paix avec l'Espagne, 284. — Renouvelle les hostilités, et fait massacrer tous les prisonniers espagnols, 321. — AN 1792. Mort de ce prince, 124. — Nouveaux troubles dans son empire, 157. — AN III. Son successeur déclare la guerre aux Américains, 214. — Inquiétudes à Stockholm, relativement à cette déclaration, 353. — AN IV. Son traité avec cette dernière puissance, 26. — AN VI. Il défend aux Algériens de s'arrêter dans ses états; saisie, par ceux-ci, de bâtimens espagnols, sous pavillon marocain, 216. — Mort, dans cette capitale, du consul de la république française, 238. — AN VII. Blocus de Cadix par les troupes de ce prince, 152. — Son empire est ravagé par la peste, 306 et 362. — Questions adressées à Lucien Bonaparte, sur la cargaison d'un vaisseau marocain conduit à Ajaccio, 336. (*Voy. BARBARESQUES*).

MARSEILLE. AN 1789. Ses députés renoncent à ses privilèges, 34. — Procédure provotale dirigée contre plusieurs de ses habitans; dénonciation de Mirabeau à ce sujet; renvoi des pièces au comité, 85. — Origine des troubles de cette ville; pillage d'une maison; répression du désordre par sa garde nationale; accusation contre le parlement d'Aix; autres détails sur cette affaire, 88. — Inculpations contre le prévôt Bournissac, pour l'inexécution des nouvelles lois judiciaires, 96. — Rapport et détails sur sa conduite et les événemens qui s'en sont suivis, 108 et 109. — Tumulte au théâtre, par la défense de jouer

le *Déserteur*, 114. — Troubles; le conseil de ville vote des remerciemens à un régiment suisse, et désavoue les plaintes de Mirabeau, 125. — Rétablissement de la tranquillité; cessation de la loi martiale, 129. — AN 1790. Plaintes de sa municipalité contre la non-résidence du comte de Cambran, 12. — Sa délibération pour l'exécution des décrets, 30. — Affaire du prévôt de Marseille, 70 et 72. — Rapport sur les troubles excités dans cette ville par le colonel d'Ambert, 87. — Décret qui félicite sa municipalité et sa garde nationale, pour leur bonne conduite dans cette occasion, 88. — Surprise de ses forts par les patriotes, 133. — Le peuple veut démolir sa citadelle, 149. — Et commence la démolition des forts; elle est suspendue par décret, 149 et 158. — Rapport d'un député extraordinaire sur ses troubles, 150. — Envoi, par son assemblée patriotique, de cinquante charges de blé pour les besoins de la ville de Nîmes, 187. — Opposition des districts au départ du régiment de Vexin; décret qui en ordonne l'exécution, 254. — Discussion sur sa situation intérieure, 281. — Pétition de sa commune, pour être autorisée à poursuivre le ministre de la guerre, 299. — Don fait par ses patrons pêcheurs; remerciemens de l'assemblée nationale, 303. — AN 1791. Adresse de ses habitans tendante à ce que les rois de France ne puissent épouser qu'une française, 27. — Décret qui permet aux tribunaux de statuer sur la liberté provisoire des personnes détenues en cette ville, 69. — Offre faite par sa société constitutionnelle, de se porter aux frontières, 80. — Approbation du canal des frères Fabre pour l'arrosement de sa vallée, 142. — Scission entre son club et celui d'Avignon, 159. — Démenti donné par Castellaret aux bruits répandus sur sa prochaine constitution républicaine, 205. — Décret sur la franchise de son port, 208. — Persécutions dirigées contre les citoyens désignés sous le nom de républicains, 233. — Récit des troubles suscités dans ses murs par le régiment d'Ernest, 303. — Demande de son expulsion, *ibid.* — Lettre justificative de Lainez sur les désordres qui ont eu lieu à son théâtre, 310. — Rapport et décret sur les excès commis par le régiment d'Ernest, 312. — AN 1792. Fête y donnée pour la réception de deux vaisseaux Anglais, 5. — Députa-

Table alphabétique.

tion annonçant que la constitution y est en péril, 52. — Désarmement du régiment d'Ernest, et discussion à ce sujet dans l'assemblée nationale, 67. — Compte qui lui en est rendu par le ministre Narbonne, 70. — Menace faite par les Gênois de se saisir de ses vaisseaux, et à quelle occasion, 93. — Ses préparatifs d'attaque contre Arles, 97. — Troubles à l'occasion des subsistances, 123. — Lettre du général Montesquiou, qui justifie les patriotes de cette ville, 142. — Décret qui ordonne l'envoi aux départemens d'une adresse patriotique de ses habitans, 173. — Pétition de son conseil-général pour que le pouvoir exécutif soit destituable par le peuple, 196. — Exécution populaire, 215. — Députation des volontaires marseillais, réclamant une garde législative départementale, 217. — Nombre de Marseillais blessés et morts le dix août, 254. — Décret portant que cette commune a bien mérité de la patrie, à l'occasion de l'expédition de Nice, 271. — Pétition de ses fédérés en faveur de la garde départementale, 296. — Lettre de sa société républicaine au général Montesquiou, 298. — Annonce d'un achat de blé par la commune, 329. — AN I.^{er} 1793. Demande de son deuxième bataillon de fédérés pour rentrer dans ses foyers; décret qui le laisse à la disposition du conseil exécutif, 31. — Avance faite à cette commune pour achat de subsistances, 58. — Armement dans son port, 61. — Menaces de sa société populaire contre les députés qui ont voté l'appel au peuple, 82. — Décret improbable de cette adresse et des arrêtés du corps administratif, *ibid.* — Elle est proclamée la montagne de la république par Danton, 87. — Décret qui y envoie les Bourbons comme otages, 101. et 104. — Robespierre est accusé par Vergniaud d'y avoir voulu transporter l'assemblée, 103. — Traduction dans cette place du jeune d'Orléans, 109. — Eloge de la conduite de son bataillon dans la Vendée, 116. — Mise à prix de la tête des cinq députés de ce département qui ont voté l'appel au peuple, 122. — Détention des Bourbons, 126. — Proclamation qui dément le bruit d'une contre-révolution dans cette ville, 128. — Décret portant qu'il sera élevé un monument en l'honneur des Marseillais qui ont péri à Thouars, 133.

— Dénonciations et débats sur les arrêtés de ses sections qui en expulsent Moyse-Bayle et Boisset; décret qui y suspend provisoirement les opérations de ces derniers, 134. — Continuation des pouvoirs de son comité central et du tribunal populaire; interrogatoire y subi par la famille d'Orléans, 142. — Rapport de Barrère sur sa situation; audace des modérés et des aristocrates; jugemens de son tribunal populaire; dénonciation contre ses commissaires dans les Bouches-du-Rhône, 147. — Arrêté du district qui déclare ses sections vraiment républicaines et dignes d'éloges, 148. — Suicide occasionné par l'arrestation d'Izoard, 156. — Mouvement contre révolutionnaire dans cette ville dénoncé par Thuriot; inculpations contre Barbaroux, 158. — Décret qui ordonne la translation au tribunal du Var des citoyens détenus par ordre de son tribunal populaire, 159. — Et celle de Philippe, duc d'Orléans, au fort Saint-Jean, 161. — Incarcération des patriotes; réclamation de Marat en leur faveur; Robespierre dit que la contre-révolution s'y opère, *ibid.* — Rétablissement de son soi-disant tribunal populaire, quoique cassé par un décret, 170. — Réclamations contre ce tribunal; proposition faite de mettre ses membres hors la loi; débats à ce sujet, 171 et 172. — Communication donnée à la convention d'une lettre écrite à cette commune par Barbaroux; victoire remportée par le général Cartaux sur ses habitans rebelles, 203. — Décret qui répute émigrés ceux qui n'en sortiront pas dans trois jours, 205. — Manœuvres de ces rebelles pour empêcher l'acceptation de la constitution dans les départemens où ils sont répandus, 222. — Détails sur la situation de cette ville, 226. — Nouvelle de ses insurgés; ils sont chassés de Cadenet, 241. — Arrivée de Cartaux devant ses murs, 243. — Il y entre; détails sur la défaite des contre-révolutionnaires de cette commune; décrets relatifs à leur punition, 245. — Protestation de dévouement de la part de ses habitans; destruction des drapeaux pris sur les insurgés, 246. — Accueil fait aux patriotes; arrestation des coupables, 247. — Saisie de lettres établissant le projet d'y ramener la royauté; décret qui ordonne la confiscation des biens de tous les individus qui y ont levé l'étan-

dard de la révolte, 249. — Autre portant que l'armée qui l'a reconquise a bien mérité de la patrie; interrogatoire honteux qu'on y a fait subir à Antiboil; il motive le décret d'arrestation rendu contre lui, 252. — Précis des événemens qui y ont eu lieu les 23 et 24 août, et qui ont précédé l'entrée des troupes de la république, 256. — Décret qui ordonne que les fusils et l'artillerie qui s'y trouvent seront répartis entre l'armée devant Lyon et celle de Perpignan, 257. — Annonce du danger qu'elle a couru d'être livrée aux Anglais, 260. — Trait d'héroïsme pendant sa révolte, 264. — Elle accepte la constitution républicaine, 266. — Présentation de dix drapeaux et quatre étendards pris sur ses rebelles, 268. — AN II. 1793. Décret qui supprime son bureau de commerce; arrestation de ses administrateurs, 75. — Elle est mise en état de siège, 83. — Rapport sur sa situation; décret confirmatif de l'arrêté qui la met en état de siège, 84. — Bournissac, ex-prévôt de sa maréchassée, y est renvoyé par les représentans à Lyon, 87. — Discours de sa députation sur les événemens qui l'ont agitée, 92. — Prétendue lettre de Barras et Fréron, attribuée à quelques contre-révolutionnaires de cette commune, 98. — AN II. 1794. On y célèbre la reprise de Toulon, 127. — Détails sur sa situation et les rivalités des députés en mission, 143. — Accusations contre Lapoye au sujet des forts, 159 et 175. — Lettre de sa commission militaire à la commune de Paris sur les jugemens rendus par elle contre les ennemis de la patrie, 186. — Rapport de Barrère sur le bon esprit qui y règne et sur la punition des aristocrates et des fédéralistes; décret qui accorde des indemnités à ses habitans patriotes, et qui déclare que sa section n.^o 11 a bien mérité de la patrie, 197. — Réflexions sur les servitudes de son port, 210. — Autre décret qui met en liberté les administrateurs de son bureau de commerce, 216. — Adresse de sa société populaire aux Jacobins, 333. — Elle invite les Montagnards à frapper les nobles et les prêtres, 347. — Dénonciation, par son comité révolutionnaire, de l'audace des ennemis de la chose publique, 350. — Ses plaintes sur l'incarcération des patriotes et la liberté des aristocrates, 359. — Autre adresse.

de sa société populaire sur le même sujet, 360. — AN III. Lettre d'Auguis et Serres qui y sont en mission; détails sur la conspiration dont Reynier est prévenu, 3. — Proclamation de ces représentants, 4. — Adieux des Marseillais à la société des Jacobins de Paris; réponse de Delmas son président; il les invite à reporter dans le Midi le feu civique dont ils sont embrasés, 5. — Situation de cette commune; accusations contre la société populaire, 6. — Nouveaux troubles dans ses murs; on y attend à la vie de Serres et d'Auguis; décret qui approuve les mesures prises par eux; envoi de nouvelles forces dans cette ville, et création d'une commission militaire, 15. — Adresse de ses officiers municipaux à la convention; ils la reconnaissent comme point central du pouvoir suprême, *ibid.* — Autre de sa société populaire régénérée contre les complices de Robespierre, 18. — Nouvelle lettre d'Auguis et Serres, annonçant le retour du calme parmi ses habitants, 22. — Elle est choisie pour le lieu de déportation d'Hesnin, accusé de troubles dans le Levant, 24. — Article de Ducher sur son port, 34. — Autres lettres de Serres et Auguis sur la tranquillité dont elle jouit, 35. — Situation de son commerce, 100. — Suppression des franchises de son port, 103. — Motion de Poulthier contre ce décret, 114. — Rapport sur la situation de cette commune; espérances des terroristes qui y dominent; décret qui la maintient en état de siège, 128. — Débats sur les insultes qui y ont été faites à Bô; poursuites exercées à ce sujet, 129. — Rapport de ce décret, 136. — Autre rapport sur sa situation; voies de fait qui y ont eu lieu; plaintes contre Espert et Salicetti, 139. — Adresse de Marseillais qui félicitent la convention sur ses travaux, 145 et 158. — Lettres contradictoires d'Espert, Cadroi et Mariette sur sa situation, 153, 157 et 161. — Renouvellement de ses autorités, 198. — Lettres sur son heureuse situation, 208. — Adresse de sa société populaire régénérée, qui applaudit à la fermeté de la convention contre les factieux, 216. — Lettre de son comité de surveillance sur le succès des mesures prises contre le terrorisme du Midi, 222. — Poursuite des auteurs de l'émeute dans laquelle les représentants Auguis et Serres ont

failli perdre la vie, 241. — Proclamation de Chambon aux bons citoyens de cette commune, pour exciter leur zèle et les engager à s'armer pour la défense commune, 255. — Lettre de Cadroi et Isnard annonçant qu'ils y sont entrés et se sont assurés la victoire sur le terrorisme, *ibid.* — Mouvements de son port pendant le courant de floréal, 288. — Adresse de ses habitants pour demander qu'une commission extraordinaire connaisse des délits ultra-révolutionnaires, 290. — Entrée dans ce port de plusieurs bâtimens chargés de vivres; tentatives des égorgeurs pour y massacrer les détenus, 315. — Dénonciation d'un jugement de son tribunal de district, annulant la vente d'un bien d'émigré, 325. — Suppression de sa commission militaire, 358. — Motion de Serres contre vingt-huit Marseillais qu'il avait envoyés au tribunal révolutionnaire et qui sont libres dans Paris, 365. — AN IV. Accusations de Fréron contre sa municipalité, pour avoir favorisé l'évasion des deux fils d'Orléans, 73. — Pétition d'un grand nombre d'habitans contre Cadroi, Chambon et Mariette, accusés d'avoir provoqué les massacres du fort Saint-Jean, 81. — Débats à ce sujet, 84. — Message du directoire pour savoir si la loi du 25 frimaire l'autorise à y nommer les administrateurs et les juges de paix, 115. — Loi qui proroge ses assemblées primaires, 128 et 130. — Autre qui accorde à son bureau central le droit de décerner des mandats d'amener, 237 et 238. — Adresse de ses habitants sur les troubles occasionnés par les élections, 316. — Message du directoire annonçant les mesures prises pour les calmer, 319. — Il écrit au ministre de la justice à ce sujet, 322. — Rapport sur ces troubles, 324. — Transmission de nouvelles pièces, 325. — Lettre du directoire sur le choix de ses fonctionnaires, 328. — Autre rapport en faveur de la résolution relative à ses élections, 330 et 331. — Elle est adoptée, 332. — AN V. Réclamation de ses habitants contre sa mise en état de siège, 62. — Translation, de cette ville, des deux fils d'Orléans sur un navire américain destiné pour Philadelphie, 67. — Dénonciation de sa municipalité contre les contre-révolutionnaires et le général Willot, 167. — Autre contre les royalistes qui veulent exclure les républicains des élections;

débats à ce sujet, *ibid.* — Sortie de Bailleul contre les brigands qui y assassinent les patriotes, 301. — AN VI. Arrivée dans cette ville du général Bernadotte pour y arrêter la réaction, 5. — Il est remplacé par Pille, 6. — Proclamation du général Bon pour y faire cesser les vengeances particulières, 33. — Dénonciation contre les juges de son tribunal criminel, 61. — Arrestation de Regnard, l'un des assassins royaux, 69. — Et des individus contrevenans à la loi du 19 fructidor ; condamnation à mort de plusieurs d'entre eux, 87. — Destitution des membres de son bureau central, 161. — Message contre sa chambre de commerce, relativement aux droits d'entrée sur les huiles, 163. — Renouveau presque entier de sa commission militaire, 177. — Dénonciation en forfaiture de son directeur du jury, 178. — Nouvelle levée dans cette ville de marins pour le port de Toulon, 183. — Ordre de police du commandant de la place sur le port d'armes, 192. — Calme dans ses assemblées primaires, 194. — Exécution à mort de la veuve Rey, revendeuse, pour n'avoir pas quitté cette ville, en exécution de la loi du 19 fructidor, 214. — Décapitation de Paget, commandant du fort Saint-Jean lors du massacre des prisonniers, 277. — Arrêté du directoire qui exclut des autres ports les bâtimens qui ne justifieront pas y avoir fait quarantaine, 281. — Dénonciation faite par Chabert, aux cinq-cents, contre Lucotte, son commandant, qu'il accuse d'être le protecteur des égorgeurs et de leur chef Cadet Laure, 292. — Renvoi au directoire de la proposition tendante à la réparation du Lazareth, 296. — Rapport et projet de Chabert pour le rétablissement de son hôtel des monnaies, et discussion y relative, 347 et 363. — AN VII. Décret en conséquence, 42 et 98. — Etablissement de poinçons pour la garantie des matières d'or et d'argent, 48. — Jugemens de son conseil de guerre, 70. — Adresse de ses habitans contre les ex-directeurs, dont ils sollicitent la punition, 304. (*Voyez BOUCHES-DU-RHÔNE*).

MARTINIQUE (île de la). AN 1789. Admission de deux députés de cette Colonie, 74. — Insurrection des noirs, 102. — Détails ; prise de la cocarde blanche par la troupe et les Colons, 106. — AN

1790. Révolte des nègres, 9. — Rapport de Grégoire sur la situation de cette Colonie, 62. — Annonce de nouveaux troubles, 116. — Les Colons demandent le rappel de l'intendant Foulon, 144. — Révolution dans cette île, 168. — Annonce d'une nouvelle insurrection, 216, 222 et 228. — Déclaration de son assemblée générale sur sa situation politique, 234. — Elle ordonne le renvoi et l'embarquement de MM. Foulon, Yger et Chalmet, 262. — Conduite du général Damas et des corps militaires, 272. — Lettre sur les dispositions des habitans, 278. — Dénonciation contre l'assemblée générale, 291. — Détails sur ses troubles, 292. — Insurrection à Saint-Pierre, 296. — Autre au fort Royal, 298. — Emission du vœu de l'assemblée générale pour la constitution de la Colonie, 303. — Nouvelle affaire, 318. — Suite des détails sur l'insurrection, 321. — On y envoie des commissaires et des forces, 334. — La guerre civile y éclate, 340. — Proclamation du général Damas, 347. — Détails sur sa conduite, 352. — Autres sur l'insurrection des nègres esclaves, 355. — Et sur la conduite du général Damas, 365. — AN 1791. Suite des troubles de cette Colonie, 25. — Inculpations dirigées contre Damas, le directoire colonial et le commandant d'un vaisseau, 33. — Etat de sa situation, 39, 39, 64 et 65. — Plaintes de l'assemblée coloniale contre ses commissaires en France, qu'elle accuse d'avoir dénaturé ses instructions, 85. — Extrait de ses délibérations, 90. — Décret relatif aux individus de cette île conduits prisonniers à Saint-Malo, 112. — Lettre de ses députés à l'assemblée nationale, portant qu'ils s'abstiendront d'y prendre séance, à cause du décret sur les hommes de couleur, 138. — Autre sur sa situation, 155. — Décret qui met en liberté ceux de ses habitans détenus à Saint-Malo, 163. — AN 1792. Nouveau rapport sur les troubles qui y ont éclaté, 125. — AN 1.^{er} 1793. Envoi d'une escadre anglaise pour en prendre possession, 63. — Elle tombe au pouvoir des ennemis, 66. — Rentre sous les lois françaises par les soins du capitaine Lacrosse, 70, 74 et 100. — Dénonciation de divers Colons contre Sonthonax et Polverel, 76. — Décret relatif aux patriotes fugitifs de cette île, 175. — Nouveaux troubles ; mort du général Saint-Cyran, fusillé par

ses soldats, 207. — Défaite des Anglais par le général Rochambeau, 224. — Fuite de leurs partisans; levée du siège par leurs vaisseaux, 236. — AN II. 1793. Succès des opérations de Lacrosse contre les rebelles de cette île, 24. — Détails qu'il en donne aux Jacobins, 26. — AN III. Discussion dans la chambre des communes, en Angleterre, sur les dépenses relatives à la conquête de cette île, 211. — Décret qui autorise le paiement des traites tirées sur elle, 248. — Texte de ce décret, 254. — Nouvelle officielle de sa prise de possession par les Français, 322. — AN VI. Discussion sur le nombre des agens qui doivent y être envoyés, 51.

MARVEJOLS. AN I.^{er} 1793. Détails sur les excès commis dans cette ville par les rebelles de la Lozère, 156.

MARYBOROUGH. AN VI. Découverte d'une conspiration, 290.

MARYLAND (le). AN 1792. Formation d'une société pour la propagation des connaissances utiles, 296. — AN IV. Confiance de ses habitans dans les vertus de Washington, 131.

MASSA-CARRARA. (*Voy. CARRARA.*)

MASSACHUSET, dans la nouvelle Angleterre. AN 1791. La société humaine de cette province vote une médaille à Houdart, officier de la marine française, 323.

MASSIAC (l'hôtel). AN II. 1794. Arrestation des membres du club y établi, 17. (*Voy. SAINT-DOMINGUE.*)

MATHIEU, département du Calvados. AN VI. Incendie considérable dans cette commune, 352.

MAUBEUGE. AN 1789. Don patriotique offert par les chanoinesses de cette ville, 95. — AN 1791. Rixe entre les soldats de sa garnison, 211. — Fonds accordés pour les travaux du camp établi près de ses murs, 214. — Arrestation de ses gardes nationales par les Hullans, 328. — AN 1792. Décret sur sa manufacture d'armes, 164. — Dispositions de l'ennemi pour s'en rendre maître, 261. — Il s'empare de ses faubourgs, 262. — AN I.^{er} 1793. Attaque le corps de la place, 109. — Expédition sur un de ses postes, 179. — Succès de sa garnison, 181. — Lettre de Dubois-Dubay, sur l'acceptation de la constitution dans cette commune,

195. — Décret qui ordonne la rentrée des ouvriers et de ses machines dans l'intérieur, 222. — AN II. 1793. Offre faite à la convention de la dépouille de ses églises, 276. — Elle est assiégée de nouveau par les Autrichiens, 26. — Débloquée par les Français, 30. — Bulletins de l'armée alliée après la victoire remportée sur elle près de cette ville, 40. — AN II. 1794. Conspiration découverte dans ses murs; arrestation des coupables, 167. — Courage de ses habitans; ils attaquent l'ennemi; dévouement des enfans et des femmes, 274. — Lettre du député Laurent, annonçant que l'ennemi, dans sa retraite, a abandonné les redoutes de cette ville, 284. — Lettre sur son déblocus, 285. — Secours accordés aux veuves de ses officiers municipaux, 288. — AN IV. Explosion de son magasin à poudre; détails et décret à ce sujet, 23.

MAULDE (le camp de). AN 1792. Lettre du général Moreton, annonçant sa levée, 256.

MAURIAC. AN 1790. Confirmation des élections de sa municipalité, 133.

MAURIENNE (la vallée de). AN I.^{er} 1793. Les ennemis sont chassés par le général Gouvion, 263.

MAYENCE. AN 1789. Annonce des dispositions de son archevêque en faveur des princes possessionnés en Alsace, en sa qualité de chef de la partie catholique de l'Empire, 130. — AN 1790. Ordonnance de sa régence contre les enrôlemens illicites, 82. — Déclaration de l'électeur sur l'insurrection des Liégeois, 196. — Mesures de rigueur contre les mécontents de l'électorat, 275. — AN 1791. Proposition de l'électeur de soutenir les co-états de l'Empire contre la France, 156. — Dénonciations de ses manœuvres pour soulever le Bas-Rhin, 199. — Avis de sa chancellerie sur les dommages causés aux princes par les décrets de l'assemblée nationale, 236. — AN 1792. Déclare qu'il gardera la neutralité, 142. — Remet la police de sa capitale dans les mains des princes français émigrés, 147. — Ceux-ci persécutent les amis de la révolution, 198. — Note du baron d'Albini, invitant le ministre français à se retirer, 213. — Plan d'un congrès dans cette ville contre la France, 214. — Conférence tendante à y établir l'ancien régime, 218. — Prise de cette place par Custine; sa capitulation, 301. — Protection qui lui est accordée par ce général,

par cette indulgence, 97. — Texte de l'adresse qui l'a provoquée, 98. — AN 1790. Publication anticipée dans cette ville de faits arrivés postérieurement à Paris, 112. — Confédération de ses gardes nationales avec celles de Strasbourg, 125 et 131. — Insurrection parmi ses habitans ; renvoi des pièces y relatives aux comités militaires, des recherches et des rapports réunis, 233. — AN 1791. Adresse de sa société populaire aux citoyens des frontières, 150. — Mouvement guerrier de sa garde nationale à l'annonce de la fuite du roi, 177. — Lettre de l'assemblée nationale à sa garnison ; aspect formidable de ses remparts, 243. — AN 1792. Conférence dans ses murs entre Narbonne, Rochambeau, Luckner et Lafayette, 3. — Projet de la livrer aux ennemis, et d'y conduire Louis XVI, 17. — Décret sur le remboursement de ses créances, 198. — Dénonciation de ses habitans contre le département de la Moselle, 201. — Fonds accordés pour ses subsistances, 203. — Etat de dénuement dans lequel elle se trouve, 252. — Elle félicite les habitans de Thionville de leur courageuse défense ; 276. — AN 1.^{er} 1793. Ses habitans dénoncent les ministres Pache et Roland, 7. — Ils adhèrent au 31 mai, 167. — Offrent leur service pour la Vendée, 174. — Détails envoyés de cette ville sur la prise d'Arlon, 177. — Dénonciation et traduction au tribunal révolutionnaire de fonctionnaires prévenus d'avoir détourné les fonds destinés à son approvisionnement, 243. — AN III. Félicitation des élèves du génie attachés à son école, 270. — Acceptation de la constitution par sa garnison ; 365. — AN VI. Fermeture de son cercle constitutionnel ; motifs de cette mesure, 205. — AN VII. Proposition d'y établir un hôtel des monnaies, 210. (Voy. MOSELLE).

MEUDON. AN II. 1794. Renseignemens sur les épreuves d'artillerie faites dans son parc, 199. — Rapports de Barrère à ce sujet, 221 et 315. — Inquiétudes occasionnées par cet établissement, 359. — AN III. Discours de Prieur, de la Côte-d'Or, y relatif ; décret approubatif de l'usage qu'on en a fait, 7. — Rapport sur les faux bruits répandus contre cet établissement, 165. — Incendie dans le château, 178. — Description de ses ravages, 179.

MEULAN. AN II. 1794. Essais à l'arsenal pour le perfectionnement de l'artillerie légère, 162. — AN III. Adresse de ses canonniers félicitant la convention sur ses travaux, 205.

MEURTHE, (le département de la). AN 1790. Transmission par le directoire de ce département du détail des événemens malheureux arrivés à Nancy, 247. — Décret qui approuve sa conduite, 248. — Il suspend la sortie du royaume, des avoines et fourrages, 315. — Révocation des remerciemens qui lui avaient été votés par l'assemblée nationale, 344. (V. NANCY). — AN 1791. Dévouement de ses gardes nationales, lors de la fuite du roi, 177. — Lettre de Mathieu Dumas au ministre de la guerre, sur leur formation en bataillons, 256. — Organisation de ces corps, 331. — AN 1793. Mention honorable d'une adresse et d'un arrêté du département contre les prêtres perturbateurs, 114. — Son adresse à Louis XVI, et à quelle occasion, 131. — Lettre des commissaires y délégués, annonçant qu'ils y ont trouvé des preuves de la trahison du pouvoir exécutif, 252. — AN 1.^{er} 1793. Suspension de ses administrateurs, 181. — Leurs successeurs se plaignent de n'avoir pas encore reçu l'acte constitutionnel qu'ils brûlent d'accepter, 191. — Lettre annonçant que cinq mille hommes sont en marche pour combattre les ennemis qui s'avancent sur ce département, 245. — Garnier, de Saintes, y est adjoint à Lecarpentier, 263. — AN II. 1793. Arrestation et traduction à Paris de ses administrateurs, 100. — AN II. 1794. — Ils sont mis provisoirement en liberté, 129. — Rapport d'Elie Lacoste, et décret qui les met en liberté définitive, 189. — AN III. Sortie de Faure contre ses dénonciateurs dans ce département, 146. — AN IV. Loi qui fixe à Nancy ses tribunaux civils et de police, 161 et 162. — AN V. Autre qui maintient le siège de l'administration centrale, 84 et 103. — Résolution qui autorise le directoire à affermer ses salines, 96. — Discussion à ce sujet, 278. — AN VI. Approbation de ses élections, 219. — Suite de la discussion sur ses salines et rapport y relatif, 240. — AN VII. Projet sur les réclamations des propriétaires de ses salines ; envoi d'un message au directoire pour avoir des renseignemens à ce sujet ;

95. — Mention honorable des offrandes civiques de ses habitants, 284.

MEUSE (la), rivière. AN 1792. Arrêté pour assurer sa navigation, 327. — AN VI. Plan d'un canal pour la joindre au Rhin, 276. — AN VII. Etablissement de boutiques, jeux et cafés sur ses glaces, 111.

MEUSE (le département de la). AN 1790. Rapport sur les inquiétudes relatives aux projets des puissances voisines de la France, 224. — Il suspend la sortie des avoines et des fourrages hors des frontières, 315. — AN 1791. Décret pour l'exportation de ses bois, 123. — Protestations de dévouement de la part de ses administrateurs, 179. — Lettres sur sa situation, 183 et 195. — Arrêtés relatifs à ses approvisionnements, 308. — AN 1792. Nouvelle adresse du directoire de ce département contre les menaces de la coalition, 11. — Il annonce le blocus de Longwy, par les Prussiens, 238. — Obéit à la sommation du duc de Brunswick, et se rend à Verdun, 251. — AN I.^{er} 1793. Dénonce le général Chazot, 100. — Republicanisme de ses habitants; leur empressement à se rendre aux armées, 144. — Suspension du transit par son territoire, 206. — AN II. 1794. Dénonciation contre Malariné, l'un de ses députés, 333. — AN III. Motion en faveur de 200 de ses prêtres, transportés sur les bords de la Loire, 46. — Rapport du décret rendu contre ses administrateurs, lors de la prise de Verdun, 314. — AN VI. Résolution qui valide les opérations de son assemblée électorale, 218.

MEUSE-ET-RHIN (Pays-d'Entre). AN III. Vœu de son administration centrale pour sa réunion à la république française, 219.

MEUSE-INFÉRIEURE (le département de la). AN VI. Observations de Membrede sur la pétition de son administration centrale en dégrèvement, 285. — AN VII. Résolution qui valide les choix faits par son assemblée-mère, 238.

MEXIQUE (le). AN 1790. Agitations parmi ses habitants, 98. — Les Sauvages offrent aux Anglais d'envahir cette contrée, 313.

MÉZENCE. AN 1790. Décret qui autorise cette ville à faire un emprunt, 157.

MICONI, en Turquie. AN VI. Note sur l'attentat qui y a été commis par les Anglais, 170.

Table alphabétique.

MIDDELBURG, en Hollande. AN VI. Augmentation des fortifications de cette place, par le général Kilmaine, 296.

MIDI (le). AN 1792. Détails sur sa situation, 235 et 263. — Lettre des commissaires y envoyés, 282. — AN I.^{er} 1793. Insurrection de ses départements; mesures prises par Albitte et Cartaux, pour soumettre les rebelles, 205. — AN II. 1793. Dénonciation de ses 400 sociétés populaires contre les représentants qui y sont en mission, 39. — Compte de leur conduite, rendu par Poulthier, l'un d'eux, 69. — AN III. Citation, par Tallien, des horreurs qui y ont été commises, 34. — Espert et Cadroy y sont envoyés, 61. — Etat satisfaisant de sa situation, 261. — Coïncidence des troubles qui y ont éclaté avec ceux de Paris; mesures prises par Réal et Dumas, pour en arrêter les suites, 266. — Canclaux y est nommé commandant en chef, 348. — Rapport sur sa situation; on le peint comme livré aux fureurs du fanatisme et du royalisme, 352. — Adoption définitive d'un décret concernant ses émigrés rentrés, 354. — Sortie violente de Tallien contre les massacres qui s'y commettent, 365. — AN IV. Vive altercation à l'occasion du rapport demandé contre les auteurs de ces attentats; suppression de la commission chargée d'en rendre compte; et renvoi du tout au directoire, 207. — Autres pièces relatives à ses troubles, 208. — AN V. Plaintes de Bailleul contre le renouvellement des assassinats, 301. — AN VI. Nouveaux détails à ce sujet, 262. — AN VII. On y calomnie le directoire, 215. — Français de Nantes accuse les royalistes d'y massacrer les patriotes, 249. — Nouvelle discussion sur les assassinats qui s'y commettent; symptômes d'une nouvelle Vendée dans ces contrées, 253. — Dénonciation d'un libelle, qui invite ses habitants à se réunir aux révoltés de la Haute-Garonne, 332. — Succès des républicains sur ces derniers, 337. — Rapport de Lucien Bonaparte sur ces départements; mesures proposées par lui pour y rétablir l'ordre, 338.

MILAN. AN IV. Entrée des Français dans cette ville, 249. — Détails à ce sujet; fêtes auxquelles elle a donné lieu, 259. — Répression de la révolte contre les républicains, 262. — Lettre de Bonaparte à sa municipalité, sur les moyens d'y

faire fleurir les sciences et les arts, 292. — Pièces relatives à la capitulation de son château, 294. — AN V. On y établit une société d'instruction publique, 13. — Détails de la fête qu'on y a célébrée en l'honneur de la république française, 22. — Translation dans ses murs de drapeaux enlevés aux Autrichiens, 33. — Réparation des désordres qu'y ont causés les agens militaires, 38. — Extraction, de sa bibliothèque, d'objets précieux pour la France, 68. — Retour de Bonaparte dans cette ville; ordre du général Baraguey-d'Hilliers, pour arrêter les ex-nobles et bénéficiers qui n'y seraient pas rentrés ou qui se permettraient d'en sortir, 117. — Édit de sa municipalité pour l'abolition des titres, 127. — Constitution de son nouveau conseil-général, sous la présidence de Verri, 148. — Séance de ses membres, 156. — Évasion de prisonniers autrichiens; rumeur occasionnée par leur arrivée en Suisse, 158. — Joie de ses habitants patriotes, à la nouvelle de la reddition de Mantoue, 159. — Préparatifs de la fête y relative, 166. — Détails de ces réjouissances, 182. — Enthousiasme y excité par la proclamation de Bonaparte, 211. — Députation de sa société d'instruction au général Kilmaine; réponse de celui-ci, 215. — Elle s'occupe de la formation d'un catéchisme républicain, 217. — Et des moyens d'augmenter la force nationale, 222. — Discours séditieux des aristocrates; arrestation des plus impudens, 230. — Plan d'un sermon civique sur la conformité de l'évangile avec le système républicain démocratique; il est envoyé à l'archevêque qui le refuse et qui est rayé de la société d'instruction, 232. — Il fait chanter le *Te Deum*, pour remercier le Très-Haut de la conquête de la liberté, 244. — Nouvelle arrivée de Bonaparte dans cette ville; remerciemens votés à ce général par sa société d'instruction publique, 250. — Suppression de son collège helvétique, et réunion de ses biens au grand hôpital, 286. — Adresse de sa société d'instruction publique, sur la nécessité de ne former qu'une seule république, 298. — Autre, arrivée de Bonaparte dans ses murs, pour l'installation du gouvernement cisalpin, 305. — Suppression de la commission sus-mentionnée, 315. — Fête de la confédération, 319. — Arrêté du

ministre de la police, portant défense de se vêtir d'habits dont la forme et la couleur indiquent les livrées du royalisme, 322. — Autre, qui ôte aux prêtres les registres de naissance pour les confier aux municipaux, 344. — AN VI. Lettre de cette ville, annonçant que l'empereur, ses agens et ceux du pape, dissimulent avec les Français, 35. — Motion sur les moyens de guérir ceux qui veulent encore y conserver leurs titres, 126. — Tonne de son cercle constitutionnel le jour de Noël, 132. — Programme d'une nouvelle fête à l'occasion de la fondation de la république française, 133. — Proclamation du général Berthier à ses habitants, 180. — Création de six commissions criminelles de haute-justice, 182. — Détail des circonstances qui ont précédé le refus des Anciens d'approuver le traité d'alliance et de commerce avec la France, 191. — Saisie de toutes les propriétés du cardinal Mattei, archevêque de Ferrare, 200. — Évasion de M. Querini, ex-ambassadeur de la république de Venise, à Paris, qui était renfermé dans sa forteresse, 206. — Discussion sur la polygamie, 207. — Ordre du général en chef Brune, portant que tout individu qui y serait trouvé armé d'un poignard ou d'un couteau à gaine, sera traduit au tribunal criminel et puni de mort, 210. — Démission forcée des directeurs Moscatti et Paradisi, et du secrétaire-général Sommariva, 218. — Décret du grand-conseil, qui accorde une indemnité de 300,000 liv. en biens nationaux aux citoyens Sémonville et Maret, pour les pertes provenant de leur arrestation et leur séjour dans les cachots de Mantoue, 224. — Invitation du secrétaire de la légation française dans cette ville, à ses compatriotes, pour les engager à concourir aux frais de la descente en Angleterre, 227. — Changemens survenus dans son gouvernement; démission de six membres du conseil des anciens, et de trois du grand-conseil; arrestation d'émigrés français, 234. — Et de divers journalistes; proclamation pour signaler les ennemis de la république, 236. — Extrait des discours d'Alboghetti et Compagnoni, dans la discussion relative aux biens ecclésiastiques, 247. — Arrestation du ci-devant prince de Tingri, soupçonné d'espionnage, 249. — Célébration de l'anniversaire de

l'entrée des Français dans cette ville, 250. — Suppression de plusieurs corporations religieuses, 258. — Ordre donné d'y enlever l'image de Saint-Ambroise, accusée de miracles, 263. — Banquet républicain dans lequel le général Brune et l'ambassadeur Trouvé se donnent le baiser fraternel, 264. — Cérémonie à l'occasion de la présentation des lettres de créance de ce dernier, 270. — Autre banquet civique pour l'échange des traités d'alliance avec la France, 274. — Lettre du directoire cisalpin au général Brune, pour lui dénoncer la violation de son territoire par le roi de Sardaigne, 276. — Continuation de la suppression des chapitres et couvens; recherches sévères contre les émigrés français, 279. — Rapport portant que huit cents mille Cisalpins sont prêts à prendre les armes pour la défense de leur patrie et de ses alliés; autorisation donnée à son directoire de faire fabriquer cent mille fusils, 280. — Dissensions des bailliages italiens de la Suisse, sur leur réunion à la Cisalpine ou à l'Helvétie, 282. — Fête pour la réception de l'ambassadeur Trouvé; loi contre les concussionnaires et dilapidateurs, 286. — Départ de la division de Lahoz pour les frontières du Piémont, 289. — résolution qui ordonne la poursuite des auteurs de l'arrestation du représentant Solari; nomination de deux commissions, pour examiner si les deux présidens invités par Trouvé, peuvent se rendre chez lui; Trouvé révoque son invitation, 290. — Suppression des cérémonies du culte hors l'enceinte des églises, 291. — Loi contre les dilapidateurs et voleurs de l'armée, 295. — Différends élevés entre ses premières autorités, sur le mode de nommer un directeur, 298. — Destruction des images placées au coin des rues, 301. — Nomination d'Adelasio au directoire, 302. — Refus d'audience fait par l'empereur à Marescalchi son ministre, 312. — Réflexions sur la prétendue conspiration découverte dans cette ville, *ibid.* — Prohibition des marchandises anglaises, 313. — Envoi de commissaires à Lucques, pour arranger les contestations élevées entre les deux républiques, 315. — Réflexions sur la situation de la Cisalpine, 316. — Décret qui y assigne un palais à la république française, et qui donne à la rue dans laquelle il

est situé le nom de *la Reconnaissance*, 320. — Réquisitoire de Trouvé pour la punition des anarchistes, auteurs des placards contre les changemens qu'il y prépare, 324. — Dénomination de *soi-disant république* qui lui est donnée par la gazette de Vienne, 325. — Promesse d'une pension de 50 écus à tout religieux qui s'y mariera, 327. — Refus du directoire français d'entendre le général Lahoz sur les réformes y faites par Trouvé; il charge le général Brune de prêter main-forte aux changemens projetés, 330. — Réflexions sur deux brochures intitulées : *La grande Réforme apprécie ce qu'elle vaut*, et *Adresse au citoyen Trouvé*, 332. — Arrestation d'intrigans qui voulaient faire évader le lord Bristol du château de cette ville; arrêté du commissaire Aubernon sur la délivrance des certificats de non-émigration, 333. — Motion d'ordre de Lucien Bonaparte aux cinquante, contre les changemens qui s'y sont opérés; débats à ce sujet; formation d'un comité général, et envoi d'un message au directoire, 334 et 335. — Adresse de Marco Ferri à Trouvé; il jure que les Oligarques ne monteront sur le trône qu'à travers un fleuve de sang, et proteste que le leur sera répandu le premier; réflexions sur cette adresse; autres du *Patriote français*, qui appelle ennemis de la constitution de l'an 3 tous ceux qui s'opposent aux mesures y prises par le directoire français, 336. — Fête en mémoire du 10 août; toasts portés dans cette circonstance, 340. — Ferme résolution des députés cisalpins de s'opposer à toute réforme constitutionnelle, 341. — Décret du grand conseil, qui invite le directoire à assurer au peuple que sa représentation nationale et ses principales autorités conserveront inviolable le dépôt sacré de sa constitution, 349. — Fermeture de son cercle constitutionnel, par ordre du commandant de la place, 350. — Assurance donnée par l'empereur au ministre cisalpin, qu'il serait reçu comme envoyé du second rang, 352. — Circulaire de l'évêque de Bergame, invitant les prêtres à déposer en public les signes de leur caractère, 354. — Lettre de Trouvé aux deux conseils, et changemens opérés par lui dans le gouvernement, 355. — Suite de cette affaire; résistance de quelques députés;

soumission des autres ; détails à ce sujet ; destitution du général Lahoz , 356 , 358 et 365. — AN VII. Célébration de l'anniversaire de la fondation de la république française , 16. — Attente d'une rupture avec l'empereur ; préparatifs en conséquence ; départ de Faypoult , 27. — Décret qui en autorise le directoire à vendre pour trente millions de domaines nationaux , 35. — Changement subit de constitution , occasionné par la présence de Fouché ; démission de trois directeurs ; réflexions à ce sujet , 38. — Détails sur ces changements ; protestation de vingt-deux membres des deux conseils et du directeur Sopransi , 40. — Mécontentement du directoire français à la nouvelle de ces changements , 44. — Grands préparatifs de guerre , 82. — Arrestation de plusieurs agens français , 121. — Découverte d'une conspiration en faveur de l'Autriche , 162. — Championnet y est envoyé en jugement , 201. — Arrivée à Grenoble de sa garnison française , 274. (*Voy. CISALPINE, LOMBARDIE, MILANAIS, etc.*).

MILANAIS (le). AN 1790. Réclamations de sa noblesse contre les innovations de l'empereur Joseph II , 137. — Elles sont réformées par Léopold , 360. — AN V. Édît qui enjoint aux étrangers d'en sortir ; confédération de ses habitans ; abolition de la noblesse ; mesures prises pour sa défense , 59. — Promesses de Bonaparte en faveur de sa liberté , 134. — Don fait par ses députés à Paris , aux pauvres de cette commune , 155. — AN VI. Mise à la disposition de la nation des biens de son clergé , 246.

MILHAUD. AN 1789. Délibération de cette commune pour maintenir la tranquillité publique et l'exécution des lois , 45. — Envoi à toutes les municipalités de son arrêté , qui déclare infames et inhabiles aux emplois ceux qui refuseront de payer les impôts établis , 46. — AN 1791. Décret qui ordonne la poursuite des auteurs des troubles qui y ont éclaté , 144.

MILLESIMO. AN IV. Victoire sur ce point , 218. — Détails transmis par le directoire , 219 et 220. (*Voy. ARMÉE D'ITALIE et BONAPARTE*).

MINCIO (le). AN IV. Détails sur l'abandon de sa ligne par les Autrichiens , 331. (*Voy. ARMÉE D'ITALIE*).

MINORQUE. AN VII. Descente des Anglais dans cette île , 80.

MIRECOURT. AN II. 1794. Renvoi d'une pétition sur ses taxes révolutionnaires , 104. — Huit de ses habitans sont acquittés au tribunal révolutionnaire , 119.

MIREPOIX. AN IV. Discussion et annulation de ses élections , 168 et 175.

MISNIE (la). AN 1790. Insurrection des paysans de cette province , 259.

MITTAU. AN VI. Départ du prétendant pour se rendre dans cette ville , 178 et 201. — Préparatifs à ce sujet , 203. — Il y arrive avec le duc d'Angoulême , 218.

MODÈNE. AN IV. Condition de l'armistice conclu dans cette ville entre le duc de Parme et Bonaparte , 254. — Les Français y lèvent des contributions , 261. — AN V. Insurrection fomentée par sa régence , 35. — Prise de sa forteresse par les troupes françaises , 43. — Mesures prises pour l'organisation d'une force armée , 52. — Sa ligue avec quatre provinces , sanctionnée par leurs députés assemblés d'après l'ordre de Bonaparte , 55. — Décret qui abolit toute espèce de juridiction féodale , *ibid.* — Autre qui déclare indissoluble son union avec les peuples de Bologne, Ferrare et Reggio, et y organise une garde sédentaire , 56. — Adresse du Congrès cispadan aux habitans de ce duché , 127. — Ordre donné par Bonaparte pour y transférer le congrès , 149. — Il se rassemble dans le palais du duc , et décrète l'abolition des titres et distinctions , 165. — Détails de cette séance , 173 et 174. — Précis de celles des 1.^{ers} et 2 février ; objets intéressans qui y ont été traités , 184. — Déclaration du congrès , portant que la république cispadane conserve sa religion catholique , apostolique et romaine , mais qu'aucun citoyen n'y sera inquiété pour opinions religieuses , 194. — Nouvelle discussion sur les prêtres , 196. — Décret qui la réunit à la république cisalpine , 289. — AN VI. Plaisanterie d'une fête funèbre dans ses murs à l'occasion de la démission forcée des directeurs Paradisi et Moscati , 243. — AN VII. Pertes qu'y ont éprouvées les Autrichiens. (*Voyez république CISPADANE, REGGIO, FERRARE, etc.*)

MOCOL (les états du). *Voyez MARATTES.*

MOISSAC. AN I.^{er} 1793. Adresse des habitans de cette ville en faveur des députés détenus par suite du 31 mai; vive discussion à ce sujet, 182.

MOLDAVIE (la). AN 1791. Est remise aux Turcs, 281. — AN VII. Préparatifs pour le passage de troupes dans cette province, 151.

MONACO. AN 1790. Décret qui ordonne le départ d'un convoi d'artillerie destiné pour cette place et arrêté à Lyon, 313. — AN 1791. Autre qui y permet l'exportation des bois à l'usage de son prince et de sa garnison, 131. — Rapport et décret sur les indemnités qui lui sont dues, 267. — AN I.^{er} 1793. Demande par ses habitans de sa réunion à la France, 36. — Ses députés se forment en convention pour émettre leur vœu à ce sujet, 37. — Leur réunion est décrétée, 47 et 48. — AN II. 1793. Mise en état de siège de cette place; elle prend le nom de *Fort-Hercule*, 25.

MONCONTOUR. AN. 1789. Cette commune félicite l'assemblée de ses travaux, 12. — AN IV. Résolution qui annule ses élections, 183. — AN V. Elle est approuvée, 283.

MONDOVI. AN IV. Prise de cette place par les Français, et détails y relatifs, 225 et 226. (*Voy. ARMÉE D'ITALIE et BONAPARTE*).

MONGLONNE. AN II. 1794. Envoi par les administrateurs de ce district des noms des individus qui ont accepté des fonctions publiques pendant l'invasion des Autrichiens, 204.

MONS. AN 1790. Détails sur l'entrée des Autrichiens dans cette ville, 341. — AN 1792. Compliment fait par ses magistrats au général commandant Beaulieu, 151. — Nouvelle marche de l'armée française sur cette place, 307. — Elle est prise par Dumourier, 315. — Révolution qui s'y opère, 320. — Etat de l'artillerie qui y a été trouvée, 324. — Prestation du serment de liberté par ses habitans; abolition du conseil souverain, 335. — AN I.^{er} 1793. Réclamations de cette commune contre les mesures y prescrites par le gouvernement français, 10. — AN II. 1794. Marche de l'armée des Ardennes vers ses murs, 246. — Les troupes républicaines s'en emparent de nouveau, 286. — AN IV. Proclamation de ses officiers municipaux sur sa réunion à la France, 31. — AN VI. Préparatifs de défense qui s'y font

contre les Anglais, 331. (*Voyez BELGIQUE, HAINAULT et BRABANT*).

MONTABOUR. AN V. Victoire de l'armée de Sambre-et-Meuse sur ce point, 225.

MONTAGNE-SUR-AISNE. (*Voyez SAINTE-MÉNÉHOULD*).

MONTAGNE-SUR-MER. (*Voyez MONTREUIL*).

MONTAIGU (département de la Vendée). AN 1791. Décret relatif à la démission des officiers municipaux de cette ville, 326. — AN I.^{er} 1793. Elle est occupée par l'armée de Nantes, 264. — AN II. 1793. Et reprise sur les rebelles, 278.

MONTALBAN (le fort). AN 1792. Est pris par le général Anselme, 282. — Lettre du contre-amiral Truguet, annonçant que les trois couleurs y sont arborées, 289.

MONTARGIS. AN I.^{er} 1793. Emeute dans cette ville; Manuel y est blessé, 81. — Décret qui accorde des secours au père d'Antoine Caillat, qui y a été assassiné en prêtant force à la loi, 212. — AN II. 1794. Dénonciation contre la composition de sa société populaire, 129. — AN III. Arrêté pris, par Lefiot, contre quatre habitans de cette commune, 326. (*Voyez LEFIOT*).

MONTAUBAN. AN 1790. Fédération de ses habitans avec sa garnison, 100. — Approbation de sa municipalité dans cette circonstance, 102. — Rapport sur les troubles qui y ont éclaté; demande au roi d'en mettre les non-catholiques sous la sauve-garde de la loi, 139. — Autorisation donnée à un détachement de la garde de Bordeaux de s'y transporter pour y rétablir le calme, 140. — Détails transmis par ses officiers municipaux, 145. — Cessation des troubles, 154. — Rétablissement de l'ordre par l'arrivée du général Dumas, 158. — Discussion sur ces événemens, 205. — Admission à la barre des officiers municipaux; ils y rendent compte de leur conduite; et, sur la dénonciation d'un fédéré, sont suspendus de leurs fonctions; détails, 209. — Suspension de l'information commencée sur ces troubles; renvoi de la nouvelle instruction par devant le tribunal de Toulouse, *ibid.* — Lettre y relative, 220. — Décret à ce sujet, 301. — Annonce de nouveaux désordres; composition de sa garnison, 303. — On rend à ses habitans le droit d'élire leurs magis-

trats, 334. — AN 1791. Décret qui réduit sa garnison, à cause du rétablissement du calme, 2. — Adresse contre la protestation de deux cent quatre-vingt-dix députés, 209. — AN I.^{er} 1793. Baudot y est envoyé, 210. — Annulation des procédures commencées contre les membres de son comité de salut public, 215. — AN II. 1793. Arrêté de sa société populaire, portant que le comité de surveillance de cette commune n'a pas cessé de bien mériter de la patrie; observations et lettre à ce sujet, 99. — AN IV. Résolution qui valide les opérations de ses assemblées primaires, 199. — Elle est rejetée, 212. — Adoption d'une autre résolution relative à ses élections, 335. — AN VI. Destitution de son administration municipale; motifs de cette mesure; ses heureux effets, 23. — Autres détails sur la répression des troubles qui y ont éclaté, 27. — Découverte d'un complot affreux, ourdi par Féral, ex-curé, et déjoué par le général Desenfans, 284. — Rejet d'une résolution sur ses dépenses locales, 285. — AN VII. Fragments d'une lettre écrite à sa municipalité par celle de Toulouse, et à quelle occasion, 336.

MONTAULEY. AN 1790. Décret qui autorise cette ville à pourvoir à ses besoins par un emprunt et des impositions, 102.

MONTBARD. AN II. 1793. Radiation de la société populaire de cette commune du tableau de celles affiliées aux Jacobins, 63.

MONTBÉLIARD (la principauté de). AN II. 1793. Est prise par les Français, 25. — Félicitation de ses habitants sur leur réunion à la France; accolade fraternelle donnée à leurs députés, 38. — AN II. 1794. Ils réclament auprès de la convention et pourquoi, 145. — AN V. Loi qui ordonne sa réunion au département du Mont-Terrible, 156, 157 et 167.

MONT-BERNARD (le). AN II. 1794. Est pris par l'armée des Alpes, 222. — AN VII. Succès obtenus sur ce point par les troupes françaises, 340.

MONT-BLANC (le). AN 1792. Formation d'un quatre-vingt-quatrième département sous ce nom, 334. (Voy. SAVOIE.) — Décret qui y envoie quatre commissaires, 335. — AN I.^{er} 1793. Ses administrateurs demandent des secours contre les Sardes,

223. — Annonce de l'entrée des Piémontais sur son territoire; mesures prises par Simond et Dumas pour les repousser, 239. — Vote de ses habitants sur la constitution, 240. — Défaite des rebelles joints aux Piémontais, *ibid.* — AN II. 1793. Expulsion de ces derniers; détails sur les combats qui leur ont été livrés, 21. — AN II. 1794. Opérations d'Albitte dans ce département, 174. — Il annonce aux Jacobins qu'il en fait disparaître les signes de la féodalité et du fanatisme, 185. — Invite la commune de Paris à se méfier des intriguans qui veulent faire annuler les arrêtés qu'il y a pris, 186. — Et y établit le gouvernement révolutionnaire à la satisfaction des habitants, 239. — AN III. Proclamation qui leur est faite, 284. — Décret relatif à la liquidation de leurs offices, 302. — AN IV. Création d'un second substitut du commissaire près son tribunal criminel, 274. — AN V. Résolution qui autorise le directoire à mettre au rabais la formation du sel provenant de ses salines, 96. — Dénonciation de la détention illégale qui s'y exerce contre les prêtres, 249. — Annulation de ses élections au 18 fructidor, 350. — AN VI. Décret pour en détacher une partie et la réunir au département du Léman, 313, 321 et 341. — AN VII. Préparatifs de défense de ses habitants, 247. — Apparition des Autrichiens dans les environs de son chef-lieu, 295.

MONTBRISON. AN 1790. Troubles dans cette ville à l'occasion du prix des grains; décret qui ordonne la poursuite et la punition des coupables, 148. — Autre qui y autorise la perception d'un emprunt, et invite les officiers municipaux à reprendre leurs fonctions, 183. — AN I.^{er} 1793. Détails sur la révolte d'une partie de ses habitants, 234. — Ils s'emparent de Saint-Anselme; mesures prises pour les en chasser, 251. — Entrée des troupes françaises dans ses murs, 260. — Fuite des rebelles, 267. — AN II. 1793. Secours accordés à son district, 17. — AN II. 1794. Décret qui y rétablit cette administration, 253. — AN III. Accusations dirigées contre Javoques, pour les cruautés qu'il y a exercées, 257. — AN V. Décret qui confirme les opérations de la majorité de son assemblée primaire, 200 et 291.

MONT-CENIS (le). AN II. 1794. Est pris par

l'armée des Alpes; détails relatifs à cet événement, 209 et 242.

MONT-DE MARSAN. AN 1790. Fédération de ses habitans, 189. — AN III. Protestation de dévouement de la part de ses administrateurs, 270. — AN VI. Provocation, par des citoyens de cette commune, d'une loi qui annulle les élections du département des Landes pour l'an 5, 8. — Ils sollicitent l'admission de Saurine et Dubois-Crancé, élus par l'assemblée scissionnaire, 23. — Et se plaignent des attentats commis sur la personne de plusieurs électeurs, 218. (*Voy. LANDES.*)

MONT-DIDIER. AN I.^{er} 1793. Arrestation dans cette ville d'un prêtre réfractaire, par ordre des représentans du peuple, 237. — AN III. Troubles occasionnés par le défaut de subsistances, 184.

MONTÉLIMART. AN 1789. On y arrête Marianne, représentant du peuple, 78. — Fédération autour de cette ville des gardes nationales du Dauphiné, du Vivarais et de la Provence, 124. — AN 1790. Nouvelle fédération patriotique dans ses murs, 3. — AN IV. Dénonciation, par les officiers municipaux de Beauvais, d'un arrêté de son assemblée primaire, propre à troubler l'ordre public, 31. — Accusations contre Job-Aymé, à l'occasion de la conduite contre-révolutionnaire qu'il y a tenue; il déclare qu'elle est conforme aux lois, 95. — Suite des débats à ce sujet, 99 et 109. — Insertion au bulletin d'une adresse de ses habitans patriotes, qui félicitent le conseil de l'expulsion de ce député, 135. — AN V. Approbation de la résolution qui y place l'école centrale de la Drôme, 112.

MONTÉGENT. AN 1790. Troubles dans cette commune, occasionnés par les subsistances; décret qui ordonne la poursuite des coupables, 148.

MONTÉNÉGRINS (les). AN 1790. Révolte de cette nation, 30. — Notice sur ce peuple, 54. — Ils battent les Turcs, 177.

MONTENOTTE. AN IV. Victoire sur ce point par les troupes françaises, 215 et 216. (*Voyez ARMÉE D'ITALIE et BONAPARTE.*)

MONTENOY, département du Doubs. AN IV. Approbation de la résolution qui annulle ses élections, 265.

MONTREAU. AN I.^{er} 1793. Décret qui accorde des secours à la famille de Berthelot, procureur

de cette commune, tué à son poste par des brigands, 221.

MONT-FORT, en Hollande. AN III. Prise de cette place par les Français, 122. (*Voy. HOLLANDE.*)

MONT-GOTHARD (le). AN VII. Prise de ses hauteurs par le général Masséna, 334. (*Voyez ARMÉE D'HELVÉTIE.*)

MONTIGNY. AN 1792. Plaintes de ses habitans contre le renvoi des ministres patriotes, 180.

MONT-LIBRE. AN I.^{er} 1793. Déroute des Espagnols sur ce point, 249.

MONT-LOUIS. (*Voyez MONT-LIBRE.*)

MONTLUÇON. AN II. 1793. Don fait par les autorités et le comité de cette commune, 72.

MONTMÉDY. AN 1790. Décret qui autorise cette ville à ouvrir un emprunt, 217. — AN 1791. Détails sur les préparatifs qui y ont eu lieu lors de la fuite du roi, 181. — On y arrête plusieurs émigrans, 332. — AN 1792. Courage et dévouement du commandant de cette place et de sa garnison, 244. — AN II. 1793. Offre faite par ses habitans des dépouilles de ses églises, et mesures provoquées par eux contre les fédéralistes de Sedan 26.

MONTMÉLIAN. AN 1790. Insurrection dans cette ville, et lettre, à ce sujet, du ministre de Sardaigne au commandant en Savoie, 158. — AN I.^{er} 1793. Approbation donnée aux mesures prises par les députés Simond et Dumas, pour la mise en état de défense de son fort, 272.

MONTMIREL. AN 1791. Inquiétudes de ses officiers municipaux sur les enlèvemens de blé qui se font dans ses environs, 340.

MONTMORENCY, près Paris. AN 1791. Demande des habitans de cette vallée pour conserver les restes de J. J. Rousseau; présentation de deux vieillards qui ont vécu avec lui, 242. — AN II. 1793. Décret qui lui donne le nom d'Emile, 38.

MONTMORILLON, département de la Vienne. AN I.^{er} 1793. Décret relatif aux troubles qui y ont eu lieu, 4. — AN VI. Lettre sur ses monumens, 331.

MONT-NOIR (le). AN II. 1793. Est repris par l'armée du Nord, 91.

MONTDY, département des Ardennes. AN IV. Décret qui fixe le siège de l'administration nationale de ce canton, 322.

MONTPELLIER. AN 1793. Fraternisation entre les officiers de sa garde nationale et le bataillon des Cordeliers de Paris, 122. — AN 1790. Elle adresse à Louis XVI l'expression de son patriotisme et de son attachement à sa personne, 82. — Guerre civile allumée dans cette ville par le fanatisme, 103. — Démenti donné par sa municipalité à l'annonce de prétendus troubles dans les Cévennes, 120. — Les jeunes volontaires s'emparent de sa forteresse, 133. — Décret à ce sujet, 161. — AN 1791. Détails sur les événemens malheureux qui s'y sont passés à l'occasion du culte ; meurtre de deux personnes, 291 et 330. — Rétablissement de l'ordre, 331. — AN 1792. Adresse patriotique de ses habitans, 184. — Lettre de commissaires sur les abus qu'ils ont découverts dans ses magasins militaires, 355. — AN 1^{er} 1793. On y improuve la séance du 3 juin, 162. — Rapport sur son prétendu comité central de salut public ; lecture de ses arrêtés contre le 31 mai, 192. — Acte de sa commission insurrectionnelle transmis aux autorités de Bordeaux par Rouyer et Brunel, 217. — AN II. 1794. Traduction de son ex-maire au tribunal révolutionnaire, 107. — Lettres de cette commune annonçant la mort du représentant Beauvais, par suite des mauvais traitemens que les Anglais lui ont fait souffrir à Toulon, 198. — Présentation de ses cendres à la convention ; discours des orateurs ; mention honorable de la conduite de sa société populaire et des autorités constituées, relativement aux honneurs rendus par elles à la mémoire de ce député, 199 et 202. — AN III. Décret relatif à son jardin des Plantes, 136. — Efforts des agens de la dernière tyrannie pour y insurger le peuple, 216. — AN IV. Lettre sur l'acceptation, par ses habitans, des décrets des 5 et 13 fructidor, 23. — Loi qui y maintient les établissemens publics du département de l'Hérault, 204. — AN V. Résolution qui réduit les dépenses de son école de santé, 156. — Autre qui fixe le mode d'examen de ses élèves en médecine, 351. — AN VI. Mise en état de siège de cette place ; motifs de cette mesure, 140. — Sa cessation, 152.

MONTREUIL-SUR-MER. AN II. 1793. Demande la permission de prendre le nom de *Montagne-sur-Mer*, et y est autorisée, 41. — AN II. 1794. Destruction des objets du culte dans cette ville, 104.

MONTREVAUX. AN II. 1792. Les Vendéens y sont battus, 152.

MONT-SAINTE-CELLERINE (le). AN II. 1794. Est pris par les Français, 226.

MONT-TABOR (le). AN VII. Les Français y remportent une victoire sur les Mamelucks rebelles, 305.

MONT-TERRIBLE (le). AN I^{er} 1793. Destruction du noyau de contre-révolution qui s'y était établi, et mesures prises à cet effet par le général Etkenmeyer, 258. — AN II. 1793. Dispersion des révoltés, 18. — AN II. 1794. Opérations de Bernard, de Saintes, dans ce département, 132. — AN IV. Demande une réduction sur sa contribution foncière et son emprunt forcé, 246. — AN V. On y réunit la principauté de Mont-Béliard, 157 et 167.

MONT-TONNERRE (le) AN VI. Installation de son administration départementale, 166.

MONVILLE, département du Calvados. AN IV. Décret qui annule ses élections, 292.

MONZA, en Italie. AN VI. Arrestation du commandant de cette place, accusé d'avoir participé aux égorgemens du Midi, pendant la réaction, 219.

MORAVIE (la). AN 1790. Ouverture des Etats de cette province, 217. — AN V. On y découvre un club composé de prêtres et d'employés autrichiens ; arrestation de ses membres, 334.

MORBIHAN (le). AN 1790. Explications données par le directoire de ce département, des motifs de sa délibération contre la libre circulation des poudres, 228. — AN 1791. Rapport sur les troubles qui y ont éclaté ; envoi de commissaires nationaux, 46. — Tentatives du fanatisme pour en troubler de nouveau la tranquillité, 51. — Détail à ce sujet, 55. — Rétablissement de l'ordre, 65. — Nomination de son nouvel évêque, 92. — Dénonciation des administrateurs contre le curé Allain, accusé d'intrigues anti-civiques, 159. — AN 1792. Ils sollicitent du roi la sanction du décret

répressif

répressif des troubles religieux, 176. — Empêchent la circulation des journaux incendiaires, 214. — Arrestation de Caradeux, chef d'une conspiration dans ce département, 248. — Justification de son procureur général syndic, mandé à la barre, 303. — AN I.^{er} 1793. La convention déclare que son administration centrale a bien mérité de la patrie, 151. — AN II. 1793. Découverte de nouvelles trames ourdies par les ennemis de la chose publique, 89. — AN III. Correspondance du conseil royal qui s'y est établi avec les chefs des chouans, 255. — Lettre annonçant que les émigrés renfermés dans Quiberon ont été battus dans une sortie, 299. — AN IV. Assassins qui y sont commis par les brigands vendéens, 57. — AN V. Troubles dans le conseil des cinq-cents, à l'occasion d'une pétition de plusieurs habitans, relativement aux élections, 231 et 232. — Annulation de ses élections au 18 fructidor, 350. — AN VI. Mesures prises pour y empêcher la renaissance de la chouannerie, 268. — AN VII. Talot y fait créer une légion pour combattre les chouans, 355. — Résolution qui lui applique la loi sur les otages, 361.

MORÉE (la). AN IV. Lettre du consul français annonçant la bonne défense de la frégate commandée par Ricord, 148. — AN VI. Annonce d'une insurrection dans cette province, 245. — Démenti donné à cette assertion, 285. — Inquiétudes du Divan sur les dispositions de ses habitans, 308.

MORET. AN 1791. Procès-verbal des évènements arrivés lors du passage de mesdames dans cette commune, 55 et 58.

MORIGNIÈRE (le poste de la), département de la Vendée. AN I.^{er} 1793. Est forcé par les chasseurs de la Charente, et par un corps de grenadiers, 243.

MORTAGNE. AN 1789. La noblesse de ce baillage révoque les pouvoirs limités qu'elle avait donnés à ses députés, 18. — AN I.^{er} 1793. Reprise de cette ville par les troupes républicaines, 241. — AN II. 1793. Leurs nouveaux succès sur les rebelles, 30. — AN IV. Message relatif à la scission opérée dans son assemblée primaire, 72. — AN V. Procès-verbal constatant qu'elle a été de nouveau

le théâtre d'une rixe violente; invitation au directoire à ce sujet, et nomination d'une commission chargée d'un rapport sur l'illégalité de ses opérations, 194 et 198. — Décret qui les annule, 201 et 205. — AN VI. Incendie de sa forêt, 165.

MORTAIN. AN II. 1794. Traduction au tribunal révolutionnaire des auteurs de troubles religieux qui y ont éclaté, 290. — AN IV. Adoption de la résolution qui y établit un tribunal de police correctionnelle, 297.

MOSELLE (le département de la). AN 1791. Elections des fonctionnaires civils et ecclésiastiques de ce département, 40. — Insurrection pour le placement des barrières, 57. — Nomination d'un nouvel évêque; dénonciation contre l'administration départementale, 80. — Détails sur les préparatifs faits par Bouillé lors de la fuite du roi, 181. — Lettres des commissaires nationaux sur sa situation, 183 et 195. — Dispositions de ses habitans au 21 juin, 186. — Autre lettre de Mathieu Dumas, au ministre de la guerre, sur la formation de ses bataillons de volontaires, 256. — Mouvements de troupes dans son arrondissement, 295. — AN 1792. Justification de son procureur-général-syndic, mandé à la barre, 303. — Décret qui y envoie de nouveaux commissaires, 358. — AN I.^{er} 1793. Dénonciation de deux juifs de ce département contre Wimpfen, qu'ils accusent d'avoir voulu livrer Thionville, 50. — Suspension du transit par son territoire, 206. — Mécontentement de ses habitans à l'occasion de 20 mille hommes extraits de l'armée de ce nom, 226. — Ils se lèvent en masse contre les ennemis, 245. — AN II. 1793. Arrestation d'un commissaire qui y levait des contributions révolutionnaires, 80. — AN II. 1794. Décret qui rappelle ceux de ses habitans qui n'ont émigré que huit jours, 110. — Demande d'un agent national pris parmi les Jacobins, 147. — Traduction au tribunal révolutionnaire de ses administrateurs et de son procureur-syndic; motifs de cet acte de rigueur, 209. — Ils sont condamnés à mort, 231. — AN V. Résolution qui autorise le directoire à mettre au rabais la formation du sel provenant de ses salines, 96. — Troubles y occasionnés par le zèle exagéré des fonctionnaires publics contre les prêtres réfractaires, 97. — Renvoi au directoire de la dénon-

ciation faite par Albert contre ces derniers, 145. — Message à ce sujet, 150. — Discussion sur la résolution relative à la fabrication du sel dans ce département, 278. — Ses élections sont annulées au 18 fructidor, 350. — AN VII. Rapport sur ses doubles élections et en faveur de l'assemblée-mère, 232.

MOUDON, en Suisse. AN VII. Meurtre commis dans cette commune par des traîneurs de la 68^e. demi brigade; arrestation des coupables, 279.

MOULINS. AN 1790. Inondation dans cette ville, 323. — AN 1792. Décret qui y établit une manufacture d'armes, 201. — AN I.^{er} 1793. Destitution de ses chefs, 255. — Inculpations dirigées contre Forestier et son neveu par deux pétitionnaires de cette commune, 342. (*Voyez FORESTIER*). — AN III. Dénonciation de Boisset contre son comité révolutionnaire; il cite une lettre écrite à Verd, l'un de ses membres, 121. — Nouvelles accusations contre ce comité par une députation du département de l'Allier, 149. — Inculpations faites à Fouché, relativement à la mission qu'il y a remplie, 266. — Adresse des citoyens de cette commune contre la commission des douze, chargée de prononcer sur les arrestations pour faits révolutionnaires, 321. — AN VI. Arrêté de l'administration municipale sur la célébration des décadi, 93. — Plaintes contre l'audace des anarchistes, 323.

MOUSSEAUX. AN II. 1794. Est conservé pour servir à un établissement public, 228.

MOUVEAUX (le poste de). AN I.^{er} 1793. Exemple d'intrepidité qu'il y a été donné par Watel, commandant d'un corps de chasseurs, 199.

MOUVION (forêt de). AN II. 1793. Succès des républicains sur ce point, 28.

MOUZON, département des Ardennes. AN II. 1794. Réclamation de la société populaire en faveur de Vassant, maire de Sedan, 140. — Elle se plaint de l'oppression des patriotes et de la faveur accordée à leurs ennemis, 356.

MOYRAZÈS, département de l'Aveyron. AN VI. Ravages occasionnés par un loup dans ce canton, 185.

MULATIERE (pont de la). AN V. Décret qui y établit un droit de péage, 22 et 32.

MULHAUSEN. AN 1790. Demande par ses ha-

bitans de la continuation de leur commerce avec l'Alsace, 324. — AN 1792. Pétition pour la ratification du traité conclu par le roi avec cette république, 44. — AN VI. Texte du traité qui la réunit à la France, 164. — Fêtes à cette occasion, 186.

MUNICH. AN 1791. Formation d'un camp près de cette ville, 143. — AN II. 1793. Cris de liberté qui y sont poussés par quelque particuliers, 90. — AN III. Troubles parmi ses habitants, 121. — Jugement y rendu contre l'un des ministres de l'électeur, 347. (*Voyez BETTSCHARD*). — AN IV. Texte de ce jugement, 9. — AN V. Rupture de l'armistice conclu entre ce prince et le général Moreau, 133. (*Voyez BAVIÈRE*).

MUNISTROL, département de la Haute-Loire. AN VII. Infanticide conseillé par un prêtre, 49.

MUNSTER. AN 1789. Opposition du roi de Prusse à l'entrée dans Liège des troupes de cet évêché, 124. (*Voyez LIÈGE*).

MURAT. AN 1790. Décret qui autorise sa municipalité à faire un emprunt, 154.

MURET (le canton de). AN VI. Secours réclamés par son administration municipale en faveur des communes ravagées par la grêle, 189. — AN VII. Il est envahi par les rebelles de la Haute-Garonne; détails à ce sujet, 334. — Larenne, chef de l'armée royale y est arrêté, 344. (*Voyez HAUTE-GARONNE*).

N.

NAMUR. AN 1789. Marche des patriotes sur cette place, 108. — Son évacuation par les Impériaux, 123. — Autres détails, 130. — AN 1790. Est occupée par ses Autrichiens, 333. — AN 1792. Soumission servile des états, 100. — Entrée des Français dans cette place; sa capitulation, 329. — Prise et capitulation du château, 342. — AN I.^{er} 1793. Courage de Levenneur à la prise de sa citadelle, 55. — Réunion de cette ville à la France, 70. — Rapport sur son évacuation, 108. — AN II. 1794. Annonce prématurée de sa perte par les Français, 294. — Ils s'en emparent de nouveau; un officier-général en apporte les clefs à la convention, 363.

NANCI. AN 1790. Offre des dons patriotiques , 4. — *Ultimatum* à l'évêque de cette ville , 235. — Détails sur les troubles , 238. — Retour du calme , *ibid.* — La garde nationale reçoit les félicitations de l'assemblée nationale pour avoir ramené la garnison au bon ordre , 239. — Un député de la garde nationale expose à l'assemblée nationale les détails de l'insurrection , l'innocence de sa garnison et les intrigues employées pour la séduire , 244. — Envoi de deux commissaires pour ramener la garnison à l'ordre , *ibid.* — Proclamation de l'assemblée nationale sur les troubles , 245. — Nouveaux détails sur ces événemens , 246. — Lettre à ce sujet , 247. — La conduite de la municipalité approuvée , 248. — Proclamation du conseil-général ; il demande que le jugement des coupables soit attribué au baillage ; nouveaux détails , 249. — Service funèbre , à Paris , en l'honneur des citoyens morts dans les troubles de Nancy ; l'assemblée nationale y assiste par députation , 261. — Dénonciation de l'argent distribué pour exciter ces troubles , 263. — Détails sur la cérémonie funèbre du Champ-de-Mars , 265. — Rapport sur ces troubles , 341. — Il ne sera donné aucune suite aux procédures , 343. — Révocation des remerciemens votés à la municipalité , 344. — AN 1791. Exemption de quelques formes à suivre pour obtenir des pensions , accordée à différentes victimes de l'affaire de cette ville , 54. — Agitation lors du passage du régiment Vigier suisse , 87. — Décret accordant des récompenses à des individus blessés dans cette ville , 157. — AN 1792. La municipalité dénonce une adresse des émigrés à l'armée française , 61. — Adresse de cette ville à Louis XVI , 122. — Question préalable sur une pétition des juifs qui l'habitent , tendante à n'être point solidaires de ceux de Metz , 124. — Découverte d'un complot contre-révolutionnaire dans ses murs , 247. — Excès commis par un bataillon des fédérés , 334. — AN I.^{er} 1793. Dénonciation d'une lettre de Salles aux habitans de cette ville , 91. — Ils protestent de leur attachement aux décrets de la convention , 189. — Adresse de la commune , annonçant l'acceptation de la constitution , 206. — La municipalité est dénoncée pour avoir voulu dissoudre la société populaire , 235. — La dissolution est effectuée ; rapport et décret à ce

sujet , 238. — AN II. 1794. Sa régénération , 125. — Censure , aux Jacobins , des opérations de Faure dans cette ville , 160. — Dénonciation contre les persécutions qu'y éprouvent les sans-culottes , 169. — Sa société invite la convention à prendre des mesures contre le changement de domicile des ennemis de la liberté ; à faire juger promptement les suspects , et à mettre les sans-culottes à même de jouir de leurs biens , 239. — AN III. Adresse de félicitation de la commune à la même assemblée , 72. — Troubles excités dans cette ville par les partisans de Robespierre , 162. — AN IV. Loi pour la fixation des tribunaux civil et de police , 161 et 162. — AN V. Autre qui y maintient le siège de l'administration centrale de la Meurthe , 84 et 103. — AN VII. Déportation de deux prêtres , accusés d'y avoir transformé une femme en sainte , 70.

NANTES. (*Voy. table de l'Introduction*). AN 1789. Une députation de cette commune félicite l'assemblée sur ses travaux , 15. — Elle proteste contre la conduite du parlement de Rennes ; impression de son adresse à ce sujet , 108. — AN 1790. Délibération de la municipalité pour faire peindre , par David , le citoyen de Kvegan , maire de cette ville , en témoignage de sa reconnaissance , 11. — La municipalité dénoncée pour avoir fait brûler l'adresse de l'assemblée aux provinces , 14. — Marche des volontaires contre les cultivateurs , pour faire approvisionner la ville , 46. — Adresse des négocians contre l'émission des assignats , 256. — Lettre d'un nantais sur les projets de l'Angleterre , 283. — L'évêque est dénoncé pour avoir protesté contre les décrets de l'assemblée , 332. — AN 1791. Les officiers municipaux font part d'un événement qui a troublé la fête de l'inauguration du pavillon national , 108. — Annonce d'une adresse du commerce de cette ville , contre le décret sur les Colonies , 150. — Décret qui accorde une somme à la municipalité , 162. — Cette autorité annonce les bonnes dispositions des habitans , 184. — Décret relatif à l'enlèvement des voiles de deux vaisseaux anglais qui étaient dans ce port , 186. — Le commerce envoie une adresse contre le décret sur les Colonies , 238. — La commune réclame contre les opérations du corps électoral de ce départe-

ment, 303. — Décret qui l'autorise à emprunter une somme pour achat de grains, 324. — Les commerçans expédient pour Saint-Domingue des fusils, des armes et autres munitions, 326. — Dévouement de deux marins de ce port, pour sauver un bâtiment naufragé, 331. — Adresse des citoyens à Louis XVI, à l'occasion de la révolte de Saint-Domingue, 345. — AN 1792. Inquiétudes sur les subsistances, et décret à ce sujet, 105. — AN I.^{er} 1793. Une députation de ses habitans se plaint du peu de liberté dont jouit l'assemblée, et lui offre leurs bras, 10. — Troubles de cette ville, attribués aux prêtres et aux émigrés, 77. — Détails sur le plan des rebelles, et mesures prises par les autorités constituées pour le déjouer, 84. — Dispositions contre les brigands, 92. — Envoi, par des députés, du tableau justificatif de ses besoins, 125. — Proclamation du représentant Coustard, pour faire indemniser ceux qui ont souffert du pillage des révoltés, et décret qui l'approuve, 157. — Danger que court cette ville de la part des brigands, 175. — Le général Beysser chasse ceux qui étaient tout près de ses murs, 181. — Détails sur le siège par les brigands et sur leur défaite, 189. — Avantage sur les rebelles, 190. — Rétablissement des communications entre cette commune et celles de Rennes et Vannes, 198. — Les corps administratifs et le général Beysser sont déclarés traîtres à la patrie, comme révoltés contre la convention, 201. — Autres nouvelles, et décret qui les mande à la barre, *ibid.* — Admission à la barre des députés de cette commune; ils annoncent l'acceptation de la constitution, et réclament en faveur de Coustard et de Beysser; discussion sur la mission de ces députés, et sur Bâco, maire de Nantes, qui est à leur tête; ils réclament en sa faveur, contre les inculpations qui lui sont adressées, 216. — Les officiers d'un de ses bataillons, en garnison à Bellegarde, refusent de signer la capitulation, 218. — Arrivée dans cette ville de seize à dix-sept cents hommes de l'armée de Mayence, 255. — Annonce d'un revers considérable essuyé par les brigands, et nouvelle que le général Beysser a balayé toute la rive gauche de la Loire jusqu'à

la mer, 258. — Annonce de l'occupation des postes de Saint-Léger et Montaigu, par l'armée de Nantes, 264. — AN II. 1793. Fournit trois nouveaux bataillons, 22. — Une députation de la commission populaire de Saint-Vincent exprime ses regrets à la convention, 23. — Destitution des administrateurs, et clôture de la société populaire, 25. — Députation pour justifier Aubert-Dubayet, 50. — Découverte d'un complot; arrestation de plusieurs personnes, 61. — Nouvelle de sa régénération par Carrier, et de la submersion, dans la Loire, d'un bateau chargé de prêtres, 70. — Annonce d'une seconde submersion d'un bateau chargé de prêtres, venant d'Angers, 86. — Illumination dans cette commune, pour célébrer la déroute des brigands, 98. — AN II. 1794. Destruction des prisonniers vendéens par les *baptêmes patriotiques*, 103. — Accusation contre son comité révolutionnaire, rendu agent de l'intrigue des Colons, pour faire arrêter Joznet, chargé de mettre à exécution le décret de la liberté des noirs, 171. — La société réclame, à la convention, contre les calomnies dont ses habitans sont l'objet; discours de Fouché et de Merlin de Thionville en leur faveur, et décret portant que les sans-culottes de Nantes n'ont pas cessé d'être dignes de la patrie, 237. — Une députation annonce aux Jacobins qu'elle a fait don de dix-huit cavaliers jacobins, et se plaint des doutes répandus contre les patriotes de cette commune; discussion à ce sujet, 242. — Son comité révolutionnaire est dénoncé, 356. — Jugement du tribunal révolutionnaire de Paris, qui met en liberté quatre-vingt-quatorze citoyens de cette ville, accusés, 360. — Extrait de l'arrêté de son comité révolutionnaire, relativement aux précédens, 361. — AN III. Précis de leur procédure, 5. — Décret pour la mise en jugement de son comité révolutionnaire, 24. — Acte d'accusation contre ses membres au tribunal révolutionnaire, et débats y relatifs, 26 et 35. — Tallien rappelle les noyades qui leur ont été ordonnées par Carrier, 34. — Crassous dit que cette affaire réjouit les ennemis de la république, 47. — Tissot se plaint de la mise en liberté de l'ex-maire Bâco, 48. — Suite de la procédure de son comité, 62. — Adresse des habitans de

cette commune contre Carrier, 64. — Décret d'envoi d'un courrier extraordinaire pour en rapporter les pièces relatives à l'affaire de Carrier ; discours et débats à ce sujet, *ibid.* et 65. — Suite de la procédure, 72 et *suiv.*, jusqu'à 98. — Jugement rendu dans cette affaire, 88, 90 et 100. — Proposition de renvoyer aux tribunaux criminels, et décret qui met en arrestation provisoire les membres acquittés, 90. — Bailleur provoque des mesures contre eux, 122. — Une députation de cette commune vient demander qu'ils soient traduits de nouveau devant un tribunal, 123. — Delecloy propose de les renvoyer vers celui de Maine-et-Loire ; Méaulle s'y oppose, 162. — Lettre de ses administrateurs sur la pacification de la Vendée, 169. — Charette écrit à la société populaire, pour l'assurer de sa soumission aux lois, 177. — Une députation de cette commune proteste de son dévouement à la convention, 203. — Delecloy reproduit le projet de décret concernant les membres de son comité révolutionnaire, acquittés par le tribunal révolutionnaire de Paris ; opposition de Rewbell à ce qu'on revienne sur leur jugement ; ce projet regardé par J. B. Louvet comme essentiel au maintien de l'ordre social, 215. — Décret qui les renvoie par-devant le tribunal criminel d'Angers, sauf les militaires déchargés d'accusation ultérieure, d'après les principes de l'obéissance passive, 216. — Lettre du commandant d'armes de ce fort, sur le ravitaillement et la situation de Belle-Isle en mer, 293. — Autre lettre de Léonard-le-Blois, sur les machinations des royalistes dans cette ville, 294. — Déclaration faite à la barre par des négocians de cette commune, en faveur de R. Lindet, 305. — Bruit que la guerre civile est dans ses murs, détruit par Villers, 343. — Arrêté du comité de salut public sur la poursuite des auteurs des crimes récemment commis dans Nantes, 346. — Demande de renvoyer au comité de sûreté générale un libelle contre la convention, lu dans une assemblée primaire de cette commune, dont les pétitionnaires ont été exclus ; ordre du jour, 358. — Départ de Londres pour Southampton du ci-devant évêque de Nantes, aumônier en chef de l'armée des émigrés, à la solde de l'Angleterre,

363. — AN IV. Cette commune accepte la constitution, 1. — Pétition en dégrèvement des dépenses qu'elle ne peut acquitter, à raison des malheurs qu'elle a éprouvés, 145. — Elle est déclarée hors de siège par le général Hoche, 244. — AN VI. Est autorisée à prélever une somme sur elle-même, 105. — Publication de la proclamation du directoire pour la descente en Angleterre, 142. — Etablissement d'une compagnie d'assurances maritimes, 236. — Jugement du tribunal de cette ville qui acquitte, à l'unanimité, le général Montbrun, accusé de haute trahison à Saint-Domingue, 262. — AN VII. Faits relatifs au tremblement de terre qui s'est fait sentir dans ses environs, 147. — Loi qui y établit un octroi municipal, 244 et 251. — La tranquillité publique y est troublée par un rassemblement de jeunes gens, 337. (*Voyez LOIRE - INFÉRIEURE*).

NANTUA. AN 1790. L'assemblée ordonne la restitution de sommes d'argent expédiées pour Genève, et arrêtées dans cette ville, 161.

NANTUQUOIS (les). AN 1791. Décret en faveur de ceux établis en France, 191. — AN 1792. Autre qui ordonne le paiement de leur arriéré, 146.

NAPLES. AN 1789. Le gouvernement écarte de ses Etats les Français, excepté ceux de haute distinction, et défend l'entrée des livres relatifs à la révolution, 94. — Calcul politique sur le rapport entre les meurtres fréquens dans ce pays et sa population, 122. — AN 1790. Mesures de précautions prises par le gouvernement contre l'affluence des Français, 12. — Acton est nommé ministre des affaires étrangères, 32. — Etablissement d'artillerie dirigé par Pommereuil, 46. — Nouvelles précautions du gouvernement contre les Français, 126. — Il condamne plusieurs artistes et négocians français au bannissement, 235. — Entrevue du roi avec Léopold à Neufbourg, 284. — Traitemens dédaigneux de la cour envers les Français, 315. — Abolition de la présentation de la haquenée au pape, 343. — AN 1791. La reine accorde une pension de douze mille livres à l'ex-ambassadeur Bombelle, qui avait refusé le serment civique, 114. — Accommodement avec cette cour, 159. — Préparatifs de réjouissance publique à la nou-

velle de l'évasion de Louis XVI, 212. — AN 1792. Le gouvernement se concerta avec d'autres puissances pour le maintien de la monarchie en France, 127. — Une de ses frégates viole le territoire français en poursuivant des Algériens, 152 et 200. — Expulsion des Français de ce royaume, 204. — Sa neutralité n'est que simulée, 306. — Lettre vigoureuse de l'ambassadeur français, Mackau, sur l'état humiliant auquel l'a réduit ce gouvernement, 349. — AN I.^{er} 1793. Le roi donne les réparations demandées par l'amiral Latouche, 8. — Nouveaux détails, 9. — Texte des pièces officielles relatives à l'expédition maritime devant cette ville, 10. — Sentimens favorables de la cour pour les Français, 131. — Bruit d'un mouvement populaire, 199. — Le roi reçoit la permission de tirer des blés de l'Autriche, 214. — Bruit du renvoi du ministre de France, 229. — Edit du roi qui ouvre un emprunt d'un million et demi de ducats, à remplir par le clergé, 239. — AN II. 1793. Le roi arme contre la république française, 280. — Ordre donné par Pitt à cette cour, d'adhérer à la coalition, 18. — Injonction aux Français de quitter les Etats du roi, 29. — Convention conclue par cette cour avec celle de Londres, 39. — Tremblement de terre qui a causé des dégâts immenses, 80. — Défense faite au gouvernement de rien envoyer à Gênes, 91. — AN II. 1794. Etonnement à la cour de la résistance de cet état, 107. — Découverte d'une conspiration contre le roi ; nombreuses arrestations, 220. — Effets qu'y produit l'éruption du Vésuve, 297 et 304. — AN III. Différends avec la cour de Suède, 11. — Immoralité du gouvernement, 24. — Sa situation critique, 43. — Pénurie de la cour, 59. — Ses mesures défensives, 87. — Préparatifs de guerre, 124. — Arrestations nombreuses à l'occasion de la découverte d'une conspiration, 190 et 196. — Etablissement d'une chambre ardente, nommée *Junte d'Etat*, autorisée à opérer en secret, et à faire arrêter les *mauvais citoyens* ou *suspects* ; le ministre Acton directeur de ce système de terreur, 219. — Les arrestations continuent, 306. — Protestation du pape contre le roi qui a omis de lui envoyer la haquenée, 322. — AN IV. Bruit de paix avec la France, 12. — Inquiétudes de la cour, et arrestations ordon-

nées par elle, 22. — Découverte de complots insurrectionnels dans l'Abbruzze, 167. — Son ambassadeur protège à Copenhague un fabricant de faux assignats, 227. — Le gouvernement a recours aux prières publiques, et à des levées de milice, 278. — AN V. Traité de paix avec la France ; sa ratification, et démenti du bruit qu'il n'est que conditionnel, 24, 35, 64, 83, 93, 109 et 115. — Le général Canclaux est nommé ministre plénipotentiaire de la république française près cette cour, 85. — Coup-d'œil sur la ville et les Lazaroni, 101. — Allégresse universelle pour le rétablissement de la paix ; mécontentement de la reine qui ne voulait pas assister au *Te Deum* ; méintelligence de cette cour avec le pape, 123. — Son retour vers la France et l'Espagne, 135. — Lettre annonçant que Saint-Janvier n'a pas fait le miracle ordinaire le 14 octobre, 139. — Ordre du roi au duc de la Salandra, d'aller visiter les cantonnemens d'Aquila, Fermo, et les rives du Tronto aux ordres du général Pignatelli ; colère de Caroline contre Acton pour la conclusion du traité, sans sa participation, 163. — Epidémie ; levée forcée pour compléter les corps, 169. — Le citoyen Verninac se plaint au ministre Acton d'être toujours gardé à vue par des espions, 194. — Nouveaux effets de terrorisme ; arrestation de cent vingt personnes des premières familles du royaume, 223. — Ordonnance du roi contre la marquise de Messagna, et le danseur Gioja, 299. — AN VI. Alliance de la reine avec le pape, 19. — Effets du terrorisme royal, 21. — Nouvelle contribution pour l'entretien des troupes, 23. — Mécontentement du peuple, *ibid.* — Misère des habitans ; départ des troupes pour la Romagne, 28. — Persécution contre les femmes pour opinions républicaines, *ibid.* — Phénomène, dans cette ville, d'un tourbillon d'air et d'eau, 33. — Tenue d'un conseil d'état à l'occasion d'un courrier arrivé de Paris, 35. — Nomination du chargé d'affaires de la république française, 40. — Déclaration de la reine, se réservant la connaissance des causes révolutionnaires, 46. — Fermeture de tous les théâtres, 156. — Continuation des persécutions ; augmentation du nombre des mécontents, 170. — Agitations de la cour, 181. — Pro-

vocations à Rome contre elle, 192. — Conster-
nation qu'elle éprouve en apprenant la révolution
romaine, 194. — Elle envoie, à Vienne, un rap-
port portant que le roi a personnellement annoncé
à ses sujets, dans la capitale, et fait annoncer dans
les provinces, les différentes demandes des Fran-
çais, et qu'il presse une levée en masse, 198.
— Publication d'un édit, par le prince Pignatelli,
qui défend les coëffures et habits qu'il appelle
bizarres, *stundaleux*, *indécens*, 200 et 210.
— Bruit démenti de la marche des Français sur
ce royaume, 211. — Apposition du séquestre, à
Rome, sur tous les effets appartenans à la cour
de Naples, sous le nom de la maison Farnèse,
215. — Continuation des levées de troupes dans le
royaume; l'argenterie mise en réquisition, 222.
— Insurrection de plusieurs régimens, 226. — Edit
qui oblige tous les étrangers, sans distinction, à
sortir des états de Naples, 230. — Le roi s'em-
pare de toute l'argenterie des particuliers, et en
retire quarante millions de ducats, 243. — Con-
tinuation de levées extraordinaires d'hommes et
d'argent; les religieux tenus de fournir un homme
par cinq têtes, 247. — Le roi prend possession de
Bénévent, Ronciglione et Ponte-Corvo, en vertu
d'une convention avec la république française,
250. — Clôture de tous les spectacles; grands pré-
paratifs pour la fête de Saint-Janvier, 256. — Pres-
tation, par les députés de Bénévent, du serment
de fidélité au roi des Deux-Siciles, 260. — Ordre
sévère de la cour, de hâter le jugement des patriotes
incarcérés; expulsion de la citoyenne Delcar, pour
avoir figuré dans les ballets patriotiques à Milan;
évasion du comte Caraffa de Ruvo, arrêté pour
ses principes patriotiques, 263. — Proclamation du
roi, ordonnant à tous ses sujets de regarder les
Français comme leurs amis; exil en Sicile du
prince Pignatelli, 264. — Réception et discours
du ministre français Garat, 266. — Nouvelle de
l'insulte faite par des Napolitains à trois Français
qui descendaient du Vésuve, 268. — Instances
infructueuses faites au roi par l'ambassadeur fran-
çais Garat, en faveur des patriotes arrêtés, 283.
— Continuation des préparatifs de guerre, 286.
— Incendie du palais Simonetto et de plusieurs
autres édifices; proscription des costumes qu'on

croit être des indices d'une insurrection, 302.
— Nouvelles instances de Garat pour la liberté
et réintégration des patriotes détenus à raison de
leurs opinions politiques, 305. — Nomination de
Cartenier pour consul français dans cette capitale,
313. — Détail de ce qui s'est passé au sujet des
patriotes détenus; note ferme de Garat en leur
faveur, 318. — Regret des Napolitains au départ
de ce ministre; continuation des arrestations, 320.
— Elargissement de cent quatre-vingts patriotes
détenus, immédiatement après l'arrivée d'un cour-
rier français, 328. — Réincarcération des patriotes
mis dernièrement en liberté; recrutement de treize
hommes sur trente; préparatifs hostiles contre les
républiques d'Italie, 331. — Défense du roi de
laisser entrer aucun Français dans ses états, et
dispositions hostiles contre la république romaine,
332. — Ordre du roi au marquis del Gallo, vice-
roi de Sicile, de fournir désormais des rapports,
et d'agir de concert avec Acton; augmentation
des forces de terre et de mer, 339. — Permission
donnée par la cour aux escadres belligérantes de
pouvoir s'approvisionner dans ses ports, 340.
— Reprise des préparatifs de guerre après l'arrivée
d'un courrier de Vienne, 341. — Désertion; mé-
contentement des habitans d'Abbruzze, que l'on
empêche de sortir du royaume pour mener paître
leurs troupeaux sur le territoire romain, 344.
— Nouveaux différends entre le roi et la répu-
blique française, *ibid.* — Envoi de Mangourit par
le gouvernement français, 345. — Interception,
par ordre du roi, de toute communication avec
le continent, sous prétexte d'une insurrection
éclatée dans les états de Rome, 346. — Etat alar-
mant du pays; édit du roi, portant qu'à com-
mencer par lui et ses enfans, tout Napolitain de
dix-sept à quarante-cinq ans est soldat, et obligé
de s'exercer dans les armes, 347 et 358. — Marche
forcée de l'armée française vers les frontières de
ce royaume, 353. — Ordre du roi qui accorde
asile à tous les émigrés romains, 354. — Protes-
tation du chargé d'affaires français contre la vio-
lation du traité de paix, par la permission accordée
à l'escadre de l'amiral Nelson d'entrer dans
les ports; extension des mesures inquisitoriales;
incarcération de tous les partisans des Français,

355. — AN VII. Les patriotes y sont livrés à la terreur, 4. — Moyens coercitifs employés pour compléter les régimens de ligne et former de nouveaux corps, 18. — Détails sur la situation de Naples et de toute l'Italie; le roi va en personne au-devant des Anglais vainqueurs à Aboukir, 21. — Levée de trente mille hommes; préparatifs de guerre; le gouvernement nie d'avoir fait donner des secours à l'amiral Nelson, 26. — Arrivée de cet amiral avec deux vaisseaux de guerre, 28. — Révolte à Portici, à Resina, etc., au sujet de la levée extraordinaire; discours du ministre français au roi, 30. — Traité entre celui-ci et les Anglais, 34. — Levée extraordinaire de milices provinciales, 35. — Préparatifs de guerre; haine contre les Français, 40. — Honneurs rendus à l'amiral Nelson; l'ambassadeur français abreuvé de dégoûts; refus de reconnaître le citoyen Mangourit, secrétaire de légation, 42. — Le roi fait désarmer ses vaisseaux pour armer l'escadre de Nelson, 46. — La cour s'afflige des succès de Bonaparte, 51. — Arrestations moins fréquentes, mais plus choisies, 57. — Intrigues de la reine, de Mack et d'Acton; situation du royaume; Mack va commander l'armée; réquisition de chevaux; nouvelles arrestations, 65. — La reine gouverne l'état; mécontentement de l'armée contre Mack; conseil d'état relatif aux conjonctures présentes, 68. — Hostilités commises par le roi; incendie de bâtimens napolitains par les Anglais, 69. — Envoi fait aux révoltés de Malte, de canons et d'officiers; prise des uns et des autres dans un combat, 76. — Arrestation, à Paris, du chargé d'affaires de Naples, 78. — Message du directoire, qui propose de déclarer la guerre à ce gouvernement; article sur sa perfidie, 79. — Défaite des troupes napolitaines; proclamation du roi aux Romains, 80. — La république française lui déclare la guerre, 82 et 83. — Message du conseil des anciens, et chants patriotiques à ce sujet, 84. — Rigueurs exercées à Naples contre les prisonniers, *ibid.* — Les Napolitains battus par le général Macdonald, 90. — Ils s'emparent du port et de la ville de Livourne, 92. — Réflexions politiques sur l'origine et l'objet des provocations de guerre, 93. — Les Napolitains perdent Civita-Ducale; un grand nombre d'eux est fait prisonnier; proclamation du

général Championnet relative à leur traitement, 94. — Autre pour rassurer les habitans du royaume, *ibid.* — Le roi demande à la cour de Toscane d'occuper le port de Livourne, 99. — Détails sur son entrée à Rome; ridicules et atrocités qui l'ont signalée, *ibid.* et 104. — Perte des Napolitains, 105. — Tyrannie exercée sur les biens et sur les personnes, 107. — Drapeaux napolitains présentés au directoire; récits sur l'entrée du roi à Rome, et sa lettre au pape, 108. — Fuite du roi à l'approche de l'armée française, *ibid.* — Motifs qui l'ont déterminé à la guerre; lettre adressée à ses peuples avant de commencer les hostilités, 110. — Détails sur ses forfanteries, 112. — Défaite du général Damas, émigré français à son service, 113. — Ses magasins renfermant des objets de sciences et d'arts déclarés propriétés de l'armée française, *ibid.* — Dispositions de départ de la cour et des Anglais, 116. — Réflexions contre l'arrêté de Championnet relatif aux objets de sciences et d'arts, 117. — Proclamation du général Duhem pour engager les habitans à aimer les Français, *ibid.* — L'armée napolitaine se retire de Rome, 119. — Armistice demandé par Mack; Pignatelli offre, au nom du roi, une alliance offensive et défensive contre l'Angleterre, *ibid.* — Le roi prend la fuite, 120. — Perte, à Gaète, de ses médailles d'argent destinées pour son armée, et détails des victoires remportées sur celle-ci par les Français, 122. — Proclamation sur l'occupation nouvelle de la Toscane contre la foi des traités, 124. — Cruautés des Napolitains à Rome, 125 et 127. — Craintes sur l'existence des agens français à Naples, 126. — Détails de la conduite y tenue par les Anglais, qui ont brûlé tous les bâtimens dans le port, 127. — Embarquement du roi, et son arrivée, avec la famille royale, à Palerme, 128. — Insurrection à Naples; évacuation de Livourne, moyennant une garantie de cent mille ducats, *ibid.* — Projet d'égorgement contre les Français et leurs partisans, 129. — Le général Mack, pour se sauver, se rend à l'armée française, 133. — Nouveaux détails sur l'évasion du roi, 135. — Prise de Naples; proclamation de la république napolitaine, et organisation de son gouvernement provisoire, 144 et 154. — Message du directoire sur

sur l'entrée des Français dans cette ville, 146. — Garat retrace les crimes et la mauvaise foi du roi, *ibid.* — Détails sur la cruauté de la reine et les intrigues de la cour, 147. — Insurrection des Lazzaroni ; les insurgens massacrent impitoyablement tout ce qui n'est pas pour eux ; fuite du général Mack, 148. — Détails sur les événements qui ont précédé, accompagné et suivi l'entrée des Français, 152. — Nouveaux détails sur la défense des Lazzaroni et leur défaite, 155. — Remarques sur le roi, *ibid.* — Nomination du contre-amiral Renaudin pour commandant d'armes, et d'Abrial pour y organiser le gouvernement républicain, 156. — Nouveaux détails sur la prise de la ville, 158. — Esquisse des événements dont cette ville a été le théâtre ; ordre pour le désarmement des rebelles et des Lazzaroni, 163. — Arrestation et supplice de ceux qui ont commis des horreurs, 165. — Le roi débarque avec sa famille en Sicile, 167. — Organisation des pouvoirs démocratiques par le général Championnet, *ibid.* — Présentation de drapeaux napolitains au directoire ; discours à ce sujet, 169. — Les dépêches de la cour de Russie annoncent que l'empereur s'est chargé de secourir le roi, 170. — Résistance du général Championnet au commissaire civil, et arrêté du directoire à ce sujet, 174. — Le roi fait recruter dans l'Albanie, 183. — Succès du général Duhem contre les rebelles, 185. — Arrivée à Paris de la députation napolitaine, 186. — Division de cette république en onze départemens, 189. — Lettre de la reine à son ambassadeur à Londres, pour lui annoncer la victoire d'Aboukir ; départ de Championnet ; ordre laissé par lui pour la construction de plusieurs bâtimens, 193. — Moyens qu'employait ce général pour se concilier les Lazzaroni, 197. — Détails sur les défaites des insurgés, 203. — Arrêté pour y ériger un monument à Virgile, 209. — Arrestation, dans cette ville, du commissaire des guerres Julien, 217. — Exposition de la statue de Filangieri dans la salle des séances du gouvernement provisoire, 220. — Découverte d'une conspiration contre les Français, dirigée par le négociant Backer ; arrestation de cet homme et de ses complices ; détails sur le complot qu'ils avaient formé, 225, 233 et 235. — Départ de

Table alphabétique.

l'armée française, 226 et 243. — Arrivée du commissaire Abrial, 227. — Nouvelle défaite des rebelles par le général Boursier, 233 et 234. — Réorganisation de son gouvernement, 234. — Descente des Anglais sur ses côtes ; ils sont battus et obligés de se rembarquer quoique secondés par les rebelles, 257 et 258. — Renouveau du miracle de Saint-Janvier, 259. — Bonne contenance des habitans après le départ des troupes françaises, 260 et 266. — Détails sur la descente des Anglais et la révolte de Castellamare, 264. — Mesures prises par Macdonald pour y assurer la tranquillité, 269. — Marche des patriotes contre les troupes royales, 270. — Succès qu'ils remportent sur elles, 291. — Cruautés qui s'y exercent à l'entrée de l'armée royale commandée par le cardinal Ruffo, 322. — La garnison du fort Saint-Elme arrive à Toulon, 328. — Détails sur la reddition de ce fort par les Français, 332. — Extrait de sa capitulation, 336. — Crimes du cardinal Ruffo ; particularités sur la contre-révolution de ce royaume, 339 et 345. — Exécution, sous les yeux du roi, de six cents Napolitains pour cause de révolution, et détails à ce sujet, 344. — Talleyrand est accusé par Briot d'avoir transmis à cette cour des plans du gouvernement français, 347. — Exécution du médecin Corbi, et pourquoi, 352. — Nomination du cardinal Ruffo à la place de vice-roi, 364.

NARBONNE, département de la Lozère. AN I.^{er} 1793. L'arbre de la liberté y est défendu par une femme contre les rebelles, 180.

NAVARRÉ (la Basse-). AN 1789. Mémoire et discussion sur la souveraineté de ce pays ; proposition d'en faire un titre à part à ajouter à celui de *roi des Français*, 72. — Réflexions et précis des débats à ce sujet dans l'assemblée nationale, 76. — AN 1790. Les syndics des états sont autorisés à poursuivre la rentrée des impositions des ci-devant privilégiés, 101. — Un arrêt de son parlement est annulé par décret, 153 et 165.

NAVARRÉ (la Haute-). AN II. 1794. Demande des habitans pour la convocation de leurs anciens états ; consentement forcé de la cour de Madrid, 235.

NAVARRINS. AN 1792. Cette commune an-

nonce la désertion des officiers de ci-devant Cham-pagne, 27.

NÉMOURS. AN 1790. Excès commis dans ce district, faute d'avoir connu à temps les décrets sur les droits féodaux, 168.

NÉRAC. AN 1789. Adresse de cette commune en faveur des pauvres abandonnés par les établissemens ecclésiastiques, 98.

NERWINDE (la bataille de). AN I.^{er} 1793. Lettre de Dumourier et mesures à la suite contre les auteurs de la désertion de l'armée à cette journée, 83.

NÉTHES (le département des DEUX). AN V. Ses doubles élections sont renvoyées à l'examen de commissions spéciales, 245. — Rapport y relatif et discussion à ce sujet, 260. — Celles de la majorité réunie à l'auberge de l'Ours, à Anvers, sont validées, 266 et 293. — Décret contraire au précédent, lors du 18 fructidor, 350. — AN VI. Abrogation de la loi qui annulait les opérations de sa double assemblée électorale, et approbation des nominations faites par celle séante aux Carmes d'Anvers, 20, 21 et 32. — Décret approubatif de ses élections de l'année, 218. — AN VII. Insurrection des conscrits, 35. — Décret relatif à ses élections, 252 et 284. — Discours de Berembroeck à ce sujet, 267. (*Voyez ANVERS*).

NEUFCHATEL (la principauté de). AN 1789. Fait don du quart de ses rentes sur la France; décret de remerciement, 94. — AN 1791. Lettre du conseil d'état à l'ambassadeur prussien sur un armement contre la France, 44. — AN 1792. Le comté propose d'entrer dans la ligue des Suisses ou de se donner à la France, 149. — S'associe à la neutralité de la Suisse, 199. — Protège les émigrés, 252. — AN II. 1793. Le conseil d'état consent à l'extraction d'un fabricant de faux assignats, 82. — AN II. 1794. Dénonciation, aux Jacobins, contre son gouvernement, au sujet de Cauvin, 160. — AN III. Ordre de la régence pour l'expulsion des émigrés, 172. — AN IV. Découverte d'un complot de ceux-ci contre la république française, 21.

NEUHOFF. AN V. Victoire des Français sur ce point, 225.

NEUILLY. AN 1792. Procès-verbal dressé par la municipalité sur une tentative contre-révolutionnaire faite par les Suisses de la garde du roi, 150.

NEUMARCK (les gorges de). AN V. Victoires des Français sur ce point, 213.

NEUWIED. AN 1791. Le prince refuse d'y recevoir le régiment de Berwick, déserteur, 264. — AN IV. Bombardement de la ville par les Français, 67. — AN V. Les Autrichiens sont repoussés dans une attaque contre ses retranchemens, 16. — Nouveaux détails sur la même affaire, 22. — On annonce que l'ennemi y a perdu plus de 4000 hommes, 42. — Autre victoire des Français sur ce point, 215. — Envoi des trophées y enlevés, 225.

NEVERS. AN II. 1793. Députation de cette commune qui apporte les dépouilles du culte, et demande la suppression de ses ministres, 43. — Apologie de Chaumette par sa société populaire et son tribunal, 97. — AN II. 1794. Des députés de sa société se plaignent, aux Jacobins, des calomnies dirigées contre elle; réponse de Fouché de Nantes, président; et discours de Robespierre sur ce double objet, 268. — AN III. Dénonciation des autorités constituées de cette commune contre Laplanche, Fouché de Nantes, Noël Pointe et Leflot; Merlino déclare qu'elles y ont été obtenues par intrigues et par séduction, 327. — AN V. Troubles survenus dans ses assemblées primaires, 193. — AN VI. Adresse de cette commune, par laquelle on demande la révision des jugemens rendus contre les acquéreurs nationaux, les défenseurs de la patrie et les républicains, 158. (*Voy. NIÈVRE*).

NEWCASTEL. AN 1791. Attentat d'une troupe de brigands et incendiaires contre cette ville, 248.

NEUSTADT. AN II. 1794. Est pris par les Français, 301. — AN IV. L'est de nouveau, 268. — AN VI. Construction d'un canal de communication de cette ville à Vienne, 333.

NEW-YORCK. AN I.^{er} 1793. Ajournement de son corps législatif pour reprendre ses séances à Albany, 244. — AN III. Toasts portés à la célébration de l'anniversaire de la naissance de Washington, 261. — Adresse de félicitation des citoyens français y résidant sur la prise de la Hollande, 314. — AN VI. Découverte d'une conspiration tramée par Robert Liston et Blount pour livrer la Floride et la Louisiane aux Anglais, 12. — Augmentation considérable du parti français dans et hors le congrès

des États-Unis, 244. — Sotin est nommé à son consulat, 268. — AN VII. Deux cents familles y obtiennent la permission de transporter leur capitaux dans la Nouvelle-Ecosse, 137.

NICE (la ville et le comté de). AN 1792. Sa prise par l'armée française du Midi, 282. — Les commissaires rendent compte de la rapidité de cette conquête, 287. — Le contre-amiral Truguet annonce que les trois couleurs y flottent, 289. — Pillage et excès commis par les portefaix ; arrestation de quatre cents d'entr'eux, 297. — Formation d'un club, 303. — Les habitants demandent, par une adresse, à être citoyens français, 304. — État des munitions de guerre qui y ont été prises, 307. — Les corps administratifs sollicitent leur réunion à la France ; décret pour attendre le vœu du peuple librement émis, 310. — Envoi de commissaires pour faire punir les auteurs d'excès commis, 324. — Echec éprouvé par l'avant-garde de l'armée française, 335. — Reprise de Sospello, et plaintes des commissaires sur le défaut d'équipement, 337 et 346. — AN I^{er} 1793. Les habitants, réunis en convention, sollicitent leur réunion à la France, 12 et 18. — Elle est prononcée, 32, et 33. — Ce pays forme un quatre-vingt-cinquième département, sous la dénomination des *Alpes-Maritimes*, 37. — Les Sardes en sont chassés par l'armée aux ordres de Piron, 75. — Décret qui charge le conseil exécutif de poursuivre la reddition des comptes de la première administration provisoire de cette ville, 185. — Sa mise en état de siège, 220. — Proposition faite à ses habitants, par un parlementaire anglais, au nom de Louis XVII, d'accepter la constitution de 1791 ; réception républicaine qu'ils lui ont faite, 267. — AN II. 1793. Adresse du conseil général sur le massacre de 300 français dans le port de Gènes, 72. — Autre de la société populaire, et offre de secours à cette ville, 74. — AN III. Enthousiasme qu'a excité dans cette commune la loi du 1^{er} germinal, 203. — Les représentans Bessroy et Tureau y prennent des mesures pour maintenir la discipline, 238. — AN IV. Entrée dans son port, de quatorze bâtimens génois, chargés de comestibles, 128. — Arrivée du général Bonaparte, 210. — AN V. Décret pour

l'emplacement de son bureau de perception des droits de douanes, 22 et 30. — AN VI. Apparition de 14 vaisseaux ennemis ; mesures pour mettre la ville et la côte à l'abri des insultes, 293. — AN VII. Nouvelle apparition des Anglais, et mesures de défense, 103. (Voy. ALPES MARITIMES).

NIDEL-INGELHEIM. AN V. Les Autrichiens en sont chassés, après un combat de douze heures, 18.

NIDERHOLM. (Voyez FRANCFORT).

NIEUFORT. AN II. 1794. Sa prise par les Français, 309.

NIEVRE (le département de la). AN 1790. Est autorisé à prendre 30,000 francs dans les caisses publiques pour réparer les dommages d'une inondation, 321. — AN 1791. Election à son évêché, 59. — AN I^{er} 1793. Décret de sursis à la déportation d'un curé, ordonnée par les commissaires Laplanche et Collot-d'Herbois, 141. — Les administrateurs dénoncent Ballard, procureur-syndic, comme auteur de l'adresse contre le 31 mai, qu'ils désavouent ; doutes élevés à cette occasion, contre leur propre sincérité, et rapport de la mention honorable d'abord accordée à leur conduite, 190. — Mission de Forestier, 218. — Rapport de Chaumette sur ce département et sur les opérations de Fouché en mission ; correspondance établie entre ses sociétés populaires et Paris, 272. — AN II. 1793. Rappel de Legendre, et mission de Noël Pointa, 25. — Opérations de Fouché, relativement au culte, 27. — Envoi de dons patriotiques et des dépouilles des églises, 31. — Une députation apporte du numéraire et de l'argenterie, 55. — AN II. 1794. Condamnation à mort de trente-deux individus de ce département, comme conspirateurs, 182 et 310. — Dénonciation contre un propriétaire qui refuse d'y faire ensemencer ses terres, 208. — AN III. Dénonciation des autorités constituées contre Laplanche, Fouché de Nantes, Noël Pointa et Lefiot ; et extrait d'une lettre de Fouché aux administrateurs, 327. — AN IV. On refuse la lecture d'une adresse de félicitation de ses administrateurs, sur la découverte de la conspiration de Babeuf, 242. — AN V. Félicitation des républicains pour la découverte de la conspiration de Lavillehurnoy ; ils rejettent sur les royalistes les

maux que la France a essuyés ; débats tumultueux à cette occasion , 154. — AN VI. Des citoyens demandent l'annulation de ses élections , 25.

NIMÈGUES. AN III. Sa prise par l'armée du Nord , 54.

NIORT. AN 1790. Décret sur l'insurrection survenue dans cette ville , à l'occasion de la circulation des grains , 284. — AN I.^{er} 1793. Philippeaux annonce que l'esprit public y est excellent , 185.

NISMES. AN 1790. Délibération de la commune sur des pamphlets incendiaires , 126. — Troubles à l'occasion de la cocarde blanche , portée par des compagnies de gardes nationales catholiques , 131. — Adresse du club des amis de la constitution sur ces troubles , 133. — Le maire est mandé à la barre , et les pièces relatives à cette affaire sont renvoyées au comité des recherches , *ibid.* — Les catholiques en sont dénoncés comme excitant les villes voisines à s'armer pour défendre la religion , 139. — Détails sur les troubles y élevés ; marche des gardes nationales et des citoyens de plusieurs municipalités de Provence au secours des patriotes opprimés , 147. — Dénonciation de l'adresse des catholiques , 165. — Rapport sur les troubles , 168. — Les signataires de la délibération des soi-disant catholiques sont mandés à la barre , 170. — Récit des malheurs arrivés dans cette ville , 173. — Le roi est chargé d'y maintenir la tranquillité par les gardes nationales et les troupes de ligne ; la municipalité est privée de cette attribution , *ibid.* — Les officiers municipaux offrent leur démission , 179. — La ville reçoit de l'assemblée patriotique de Marseille cinquante charges de blé , 187. — La garde nationale autorisée à conserver ses canons , 252. — Le droit de requérir la force publique est rendu au directoire de district , 258. — Découverte d'un complot pour susciter une guerre civile entre les protestans et les catholiques du Midi , 290. — Décret sur les troubles de cette ville , 301. — Lettre de son club à l'assemblée au sujet des inculpations dont il est l'objet , 302. — Décret sur les troubles , 307. — Justification de la garde nationale , 311. — Décret pour la circonscription des cantons du district , 315. — Autre portant que les commissaires de l'assemblée des soi-disans

catholiques seront amenés à la barre à laquelle ils ont refusé de se rendre , 329. — AN 1791. Pièces relatives aux troubles , 57. — Décret portant destitution et la non-rééligibilité de la municipalité ; poursuite des perturbateurs de la journée du 13 juin , et renvoi de l'affaire au tribunal d'Arles , 59. — L'évêché est conféré à Dumouchel , 69. — Les présidens et commissaires de l'assemblée des soi-disant catholiques se rétractent à la barre , 76. — Décret portant qu'il n'y a pas lieu à délibérer à leur égard , et que tous ceux qui ne se sont pas rétractés seront traduits à la haute-cour nationale d'Orléans , 94. — AN 1792. Adresse des habitans , relativement aux troubles d'Arles , 74. — AN II. 1794. La société populaire accuse Boisset d'oppression , 136. — Autre accusation contre le maire Courbis , 332. — AN III. Massacres de cette ville rappelés par Tallien , 54. — Secours accordés aux familles des habitans de Beaucaire qui ont été condamnés par le tribunal révolutionnaire de Nîmes , 277. — AN IV. Loi relative à l'emprunt fait par cette ville , 101 et 102. — AN VI. Mention honorable de la conduite de sa garde nationale contre les brigands , 9. — Sa mise en état de siège par le général Petit-Guillaume , 192. — Agitation dans ses assemblées primaires , 194. — Le général Quentin y est envoyé pour commander la 9.^{me} division , 282. — AN VII. Ravage affreux causé par un débordement de la mer , 100.

NIVELLE. AN II. 1794. Cette place conquise par l'armée française , 292.

NIVERNAIS (le). AN 1790. Troubles dans cette province , à l'occasion des assemblées primaires et électorales , pour la formation des corps administratifs , 154. — AN 1791. Décret pour le paiement des travaux relatifs à la confection de son canal , 90.

NIZZA. AN VII. Défaite de ses révoltés , 176.

NOGENT-LE-ROTHOU. AN I.^{er} 1793. Philippeaux annonce que l'esprit public y est excellent , 185.

NOGENT-SUR-SEINE. AN 1789. Envoi du procès-verbal de l'arrestation de Calonne , 25.

NOIRMOUTIER (île de). AN 1792. Décret qui

y fixe les heures d'embarquement et de débarquement, 30. — AN I.^{er} 1793. Annonce de son évacuation par les brigands, 125. — AN II. 1793. Les restes de la Vendée y sont bloqués, 86. — AN II. 1794. Sa reprise par l'armée de l'Ouest, 110. — Autres détails; changement de son nom en celui d'*Isle de la Montagne*; jugement des traîtres, 112. — Suite; trait de courage de Richer, canonnier; noms des rebelles mis à mort, 114. — Massacre des patriotes imputé aux représentants Bourbotte et Turreau, 171. — AN IV. Est soumise par les Anglais, 19.

NONANCOURT, département de l'Eure. AN IV. Partage la rébellion de Dreux, 12.

NOOTKA (baye de). AN 1790. Charte qui en met les Espagnols en possession, 228.

NORD (département du). AN 1790. Décret qui exige de toutes ses communes le tableau des personnes qui n'auront pas fait leurs déclarations patriotiques à l'époque des assemblées primaires, 136. — Fédération de ses habitants, 163. — Décret sur sa navigation intérieure, 234. — Autre qui approuve l'apposition des scellés sur le mobilier du chapitre de Cambrai, ordonnée par l'administration départementale, 311. — Augmentation du nombre des juges, 325. — Décret pour la liberté de la circulation des grains dans ce département, 343. — AN 1791. Opérations des autorités constituées pour l'élection des fonctionnaires civils et ecclésiastiques, 40. — Travaux sur la frontière, 56. — Décret pour la translation de l'assemblée électorale dans la ville que ce département aura désignée, 82. — Il transfère ses séances à Lille, 85. — Les reprend à Douai, 89. — Son arrêté relatif au maintien de l'ordre lors de la fuite du roi, 177. — Adresse de son administration à l'assemblée, 181. — Sa situation, 189. — Compte satisfaisant de l'esprit et de l'ordre qui y régissent, 203. — Rapport sur la mission des commissaires y envoyés, 214. — Compte particulier rendu par Boullé, 239. — Les administrateurs annoncent la désertion des officiers, 287. — Les gardes nationales offrent de passer à Saint Domingue, 315. — Réclamation de mesures pour y assurer la libre circulation des grains, 327. — Troubles occasionnés par la disette, 342.

— Procès-verbal relatif aux Brabançons émigrés, 358. — AN 1792. Les administrateurs envoient une protestation de Rohan, archevêque de Cambrai, contre la vente de ses biens, 257. — Les électeurs déclarent que Lille ne se rendra que quand elle sera un monceau de cendres, 273. — AN I.^{er} 1793. Mission de Varlet, Gasparin et Jean-Debry, 38. — Proclamation de Dumourier aux administrateurs; mesures de ceux-ci contre lui; ils répondent qu'ils tiennent leur serment de *vivre libres ou mourir*, 95. — Décret de bien mérité de la patrie, 99. — Rapport sur les opérations des commissaires qui y ont été envoyés, 114. — Adhésion au 31 mai, 173. — Lettre de Duham et de Lesage-Senault, annonçant que les citoyens de ce département sont prêts à se lever en masse contre les ennemis; décret qui approuve leur énergie, 203. — Mission de Billaud et Nieu, 214. — Les commissaires annoncent que les prisons de Lille sont encombrées de gens suspects, 245. — AN III. Lettre de Berlier sur son heureuse situation, 10. — Proposition de Poullier de l'exempter de contributions, en considération des pertes qu'il a essuyées par le ravage des ennemis, 69. — Décret relatif aux attributions de la deuxième section de son tribunal criminel, 84. — Adresse des administrateurs, à l'occasion de l'acte constitutionnel, 352. — Perrin des Vosges rend compte du bon esprit qui y régit, 360. — AN IV. Son adresse contre les entreprises des sections de Paris, en vendémiaire, 24. — Talot est autorisé à y épurer les autorités constituées, 25. — Décret qui valide la liste de ses jurés, 200 et 202. — AN V. Réclamation de Gossuin en sa faveur, pour lui faire obtenir un dégrèvement, 110 et 114. — Annulation de ses élections au 18 fructidor, 350. (*Voy. CAMBRAY, DOUAI, LILLE, MAUBEUGE, VALENCIENNES*).

NORD (les frontières du). AN 1792. Décret pour leur sûreté, 209. — Compte rendu de leur état de défense, 211. — Les commissaires instruisent des bonnes dispositions des habitants, 230 et 248. — Détails officiels sur leur état de défense, 265. — AN III. Proposition de les exempter de contributions, 69. — AN V. Autre sur le même objet, 114. (*Voyez l'article précédent*).

NORD (les puissances du). AN 1791. Notice sur leur situation, 115. — Arment de toutes parts, 116. — Détails sur l'effet qu'a produit chez elles la nouvelle de l'acceptation de la constitution par Louis XVI, 279.

NORD (la flotte du). AN V. Insurrection des matelots; progrès du même esprit dans les autres divisions de l'armée navale anglaise, 264. — Arrivée à Calais de plusieurs chefs de cette insurrection; ils en annoncent la fin, 273. (*Voyez* ANGLETERRE et LONDRES).

NORMANDIE (la). AN 1789. Destruction, dans cette province, d'un de ses châteaux, dont le propriétaire voulait exiger des servitudes féodales, 106. — AN 1791. Réclame l'égalité des partages, 72. — AN I.^{er} 1793. Armement des habitans des Côtes, à la vue d'une escadre anglaise, 108. (*Voy.* CALVADOS, EURE, SEINE-INFÉRIEURE, etc.).

NORWÈGE (la). AN III. Edit du roi de Danemarck, portant abolition de la servitude dans cette contrée, 135.

NORWICH. AN II. 1794. Sa société de correspondance est dénoncée par Pitt aux communes d'Angleterre, comme animée d'un esprit jacobin, tendant à avilir le parlement et à s'emparer du pouvoir; mesures adoptées à ce sujet, 263. — AN V. L'acte sur la nouvelle milice y excite des mécontentemens parmi le peuple, 81.

NOVI, en Italie. AN VII. Bataille qui y a été livrée, détails y relatifs; réflexions sur les causes qui l'ont fait perdre aux Français; mort du général Joubert, 340, 342, 343, 344, 346 et 349.

NOVI-BASAR (la forteresse de). AN II. 1793. Prise sur les Turcs en 1788, leur est restituée, 90.

NOYON. AN 1790. Improbation de l'adresse de plusieurs habitans qui réclament en faveur de Bizancourt, la place de receveur des impositions à laquelle Anonet a été légalement nommé, 305. — AN 1791. Décret pour la poursuite des auteurs de dégâts considérables commis dans les bois nationaux de cet arrondissement, 113. — AN 1792. Émeute à l'occasion de l'enlèvement des grains, 46. — Compte rendu par le ministre

de l'intérieur, des troubles de cette ville, et ordre donné à Gouy-d'Arcy de s'y transporter; compte rendu par le ministre de l'intérieur, sur les troubles; décret qui y envoie cinq commissaires, 47. — Autre qui envoie deux bataillons, 51. — Rapport de Gouy-d'Arcy sur sa mission, 53. — Détails officiels sur les troubles, 56. — Dispersion des rassemblemens, 57. — AN V. Annulation d'un arrêté du représentant Bouchereau, relatif à une concession de bois aux agens de l'administration forestière de cette commune, 10.

NUBIE (la). AN VII. Notice de sa caravane arrivée au Caire, 92.

NUREMBERG. AN 1790. Désaveu par l'agent de cette ville du projet de céder ses créances sur la France, 329. — AN 1791. Demande à faire entendre ses réclamations au sujet des fourrages fournis à l'armée française en 1757, 224. — Déclaration de l'assemblée nationale qu'il n'y a pas lieu à délibérer sur cet objet, 228. — Prétention de la cour de Bavière sur cette ville, 356. — AN 1792. Demande d'un million six cent mille livres faite à la France par un agent de cette république, 63. — Protestation de cette ville contre les usurpations prussiennes, 87. — AN I.^{er} 1793. Réclame de nouveau les sommes prêtées à la France par son gouvernement, sous le règne de Louis XV, 50. — AN III. Décret qui exempte les débiteurs de cette ville du dépôt ordonné par une loi précédente, 1. — AN V. Capitulation avec le roi de Prusse avant l'occupation de cette ville, 6. — Renonciation du même prince à sa possession, 16. — Réclamation du général Bernadotte contre les calomnies de Duperron, à l'occasion de sa prise, 50. — AN VII. Insurrection de ses habitans contre les troupes prussiennes, à l'occasion d'un droit d'entrée, 192. — Publication du magistrat à ce sujet, 315.

O.

ODÉON (l'). AN V. Le conseil des cinq-cents se réunit dans cet édifice au 18 fructidor, 352. — AN VII. Incendie qui le détruit, 179 et 181. (*Voy.* SAGERET).

OGGERSHEIM. AN II. 1794. Sa prise par les Français, 152.

OISE (le département de l'). AN 1790. La conduite ferme et paternelle des administrateurs ramène à l'ordre des paroisses qui se refusaient au paiement des dîmes et autres droits, 246. — AN 1792. Décret pour y assurer la circulation des grains, 51. — Instruction au sujet des troubles excités à ce sujet, 53. — Autre sur la loi de déclaration de guerre, et le décret relatif aux biens d'émigrés, 143. — AN I.^{er} 1793. Insertion au bulletin du discours entier prononcé par un membre de ce département, qui adhère au 31 mai, 172. — Collot-d'Herbois, Isoré et Lequinio y sont envoyés en mission, 214. — AN II. 1793. Lejeune et Roux, de la Marne, sont chargés d'y faire exécuter les lois sur les subsistances, 271. — Opérations d'André Dumont, et destruction des objets du culte, 77. — AN III. Autres détails sur le même objet, 181. — AN V. Annulation de ses élections au 18 fructidor, 350.

OISE (l'), rivière. AN 1792. Décret pour l'ouverture de sa jonction à l'Aube et à la Seine, 122. — AN III. Autres pour l'exécution du canal de jonction à la Sambre, 28, 34 et 256.

OLÉRON (île d'). AN 1790. Rapport sur les inondations qui l'ont ravagée, 183. — AN 1792. Décret qui détermine les heures de débarquement et d'embarquement, 30. — AN II. 1793. Lettre du procureur-syndic de la commune sur le don de bois de construction fait par le citoyen Lebon, 57. — AN VII. Est déterminée pour le séjour des individus qui se sont soustraits à la déportation prononcée par la loi du 19 et 22 fructidor, 122. — Tremblement de terre, 139. — Noms des déportés y arrivés, 164. — Arrêté du directoire qui leur accorde des secours, 182. — L'épouse de Barbé Marbois demande qu'il y soit transporté, 296. — Celui-ci et Lafond-Ladebat obtiennent la permission d'y aller, 338.

OLÉRON, département des Basses-Pyrénées. AN VII. Fixation à Pau du siège de l'administration centrale, auparavant établi dans cette ville, 205.

OLIIOULLES. AN I.^{er} 1793. Les Espagnols sont chassés de ses gorges, 264. — AN II. 1793. Formation d'un camp devant Toulon, 279.

OLMUTZ (la forteresse d'). AN III. Annonce de l'évasion de Beurnonville, 79. — AN VI. Le

général Clarke est chargé d'en réclamer les prisonniers, 168. (*Voy.* LAFAYETTE, LATOUR-MAUBOURG, etc.). — AN VI. Ils sont mis en liberté, 13. — Déclaration que Lafayette a adressée de ce lieu de détention à l'empereur, *ibid.*

ONÉIDAS (les). AN 1790. Civilisation de cette peuplade indienne, limitrophe des Etats-Unis, 208, 211, 212 et 213.

ONEILLE. AN 1792. Attentat au droit des gens et de la guerre, commis dans le port contre des parlementaires français, 309. — Punition de la perfidie de ses habitants, 320. — AN II. 1794. Conquête de cette ville par l'armée d'Italie; proclamation des représentans du peuple aux Génois à cette occasion, 207. — Toute la principauté est prise par la même armée, 226. — AN VI. Détails d'un combat qui y a eu lieu, 297. — Arrestation d'un imposteur qui se faisait appeler Antonio Bonaparte, 305. — AN VII. Projet du roi de Sardaigne d'y favoriser un débarquement d'Anglais, 103.

OOST-CAPPEL. AN I.^{er} 1793. Relation d'une affaire qui a eu lieu à ce poste conservé par la bravoure d'un bataillon de Rhône-et-Loire, et de l'Orne, 195.

OFFENHEIM. AN IV. Ballon élevé par les Français sur cette ville, 9.

ORAN, en Afrique. AN 1791. Siège de cette ville par les Maures, 194 et 237.

ORANGE. AN 1790. Mise en liberté des prisonniers avignonnais qui y sont détenus, 241. — AN I.^{er} 1793. Le général Cartaux en chasse les rebelles marseillais, 203. — AN II. 1793. Sa société populaire envoie le cœur de Gasparin, 71. — AN III. Décret qui traduit devant le tribunal criminel de Vaucluse, les membres de sa commission temporaire, 251. — Récit du massacre d'un huissier de cette commission, 324. — AN VI. Conduite ferme des gardes nationales contre les rebelles de Carpentras, 50. — AN VII. Adresse des habitants contre l'assassinat commis à Rastadt, 257. (*Voy.* VAUCLUSE).

ORATOIRE (maison de l') à Paris. AN IV. Arrêté du comité de salut public, qui en dispose, 43.

ORBAIS (canton d'). AN VII. Réunion de ses

huit communes au département de la Marne , 114.

ORBAYCETTE (fonderie d'), en Espagne. AN III. Est prise par l'armée des Pyrénées-Occidentales , 41.

ORBEC. AN I.^{er} 1793. La société populaire de cette ville demande vengeance contre les administrateurs du Calvados , 181.—Et annonce qu'un grand nombre de chasseurs à cheval ont quitté les rebelles de ce département , 204.

ORCHAMPS (canton d'). AN IV. Annulation de ses élections , 181.

ORCHIES. AN 1792. Saisie de numéraire sur des émigrés , 125.—Prise de cette ville par les Autrichiens , 202.—Brigandages qu'ils y commettent , 219.—Son évacuation , 301.—AN II. 1794. Les ennemis l'évacuent de nouveau , 286.

OREN, en Russie. AN I.^{er} 1793. Incendie qui y a consumé huit cents maisons , 263.

ORENCE. AN 1791. Lettre de l'évêque au roi d'Espagne sur les calamités des peuples , 27.

ORCELET. AN I.^{er} 1793. Sa société républicaine demande la réunion franche des membres de la convention , et une constitution , 143.—AN VII. Belle conduite de ses habitants à l'égard des incendiés de St-Claude , 286.

ORGÈRES. AN VI. Arrestation de plusieurs prévenus de l'assassinat d'un fermier de ce canton , 162.—Instruction de la procédure contre eux , 279.

ORGEVILLE. AN II. 1793. Adresse de cette commune, déclarant qu'elle ne veut plus de curé , 55.

ORGNIES. AN II. 1793. Envoi de l'argenterie de son église à la monnaie , 82.

ORLÉANS. AN 1789. Adresse présentée par des députés de cette ville , 31.—Don de plus de huit mille livres en diamans par une dame qui veut être inconnue , 54.—AN 1790. La ville est autorisée à lever une taxe extraordinaire pour le soulagement des ouvriers , 64.—Adresse de plusieurs paroisses à l'assemblée nationale , 131.—Autorisation d'appliquer à l'emprunt les sommes déposées pour la réparation d'une église , 133.—Fédération des milices nationales , 135.—Adresse contre l'émission des assignats , 254.—Fermentation aux environs ; les vigneronniers y empêchent la libre circulation des

grains , 257.—Aliénation de plus de 600,000 liv. de biens nationaux en faveur de la municipalité , 300 et 325.—AN 1791. La société patriotique établit une caisse d'échange des assignats , 35.—Décret portant que les prisonniers de l'Abbaye seront transférés dans cette ville , 70.—Installation de la haute-cour , 95.—Décret qui accorde une somme à sa municipalité , 162.—La garde nationale demande à marcher la première aux frontières si elles sont attaquées , 163.—Arrêté des administrations pour la tranquillité publique lors de la fuite du roi , 175.—Décret ordonnant la translation dans cette ville de toutes les personnes décrétées d'accusation par l'assemblée , 339.—AN 1792. Inquiétudes sur le peu de sûreté des prisons de la haute-cour nationale , 203.—Mesure pour leur sûreté , 206.—Détails sur le massacre des prisonniers transférés à Versailles , 258.—Députation annonçant la suspension de la municipalité par le peuple , 267.—Compte rendu par les commissaires de la convention des mesures prises contre les attroupemens pour les subsistances , 334.—Départ de troupes pour cette ville sous les ordres du général Lapoye , 337.—AN I.^{er} 1793. Tentative contre les prisonniers prussiens dans ses murs , 65.—Annonce d'un attentat sur Léonard Bourdon , et poursuite des auteurs par devant le tribunal révolutionnaire , 78 et 79.—Rapport du décret qui déclare cette commune en rébellion , 85.—Collot et Laplanche, commissaires, se plaignent du mauvais esprit qui y règne ; décret qui la déclare de nouveau en rébellion , 87.—Une députation repousse les inculpations dirigées contre elle , 121.—Dénonciation par des commissaires de l'oppression où elle se trouve , 134.—Proposition de faire mettre provisoirement en liberté les personnes y détenues sur simple notification ; débats à ce sujet ; inculpations contre Laplanche et Collot-d'Herbois ; adoption du projet , 140 et 141.—Une députation se plaint de l'arrestation de deux patriotes par les nouveaux commissaires ; demande de leur rappel ; discussion et ordre du jour , 144.—Lettre des commissaires à Rabaut-Saint-Étienne , annonçant la prochaine insurrection de Paris , 153.—Décret qui les rappelle , et pour quelle raison , 156.—Envoi d'autres commissaires pour observer la marche des rebelles

belles, 167. — Une députation de cette commune la disculpe des calomnies répandues contre elle; la commune provisoire est déclarée définitive, 172. — Les parens des neuf citoyens condamnés à mort, comme auteurs et complices de l'assassinat de Léonard Bourdon, réclament un sursis qui est refusé, 196. — Décret qui accorde 600 livres d'indemnité à un citoyen acquitté dans la même affaire, 197. — Etablissement d'un comité révolutionnaire composé de sans-culottes; et incarcération de tous les gens suspects, 256. — AN II. 1793. Condamnation à mort par le tribunal révolutionnaire de trois de ses habitans; cinq religieuses condamnées à la réclusion, 93. — Dévouement de cette commune lors de la réquisition des vins pour Paris, 101. — AN II. 1794. Réclamations de la société populaire en faveur de Taboureau, 122. — Envoi des dépouilles de l'aristocratie et du culte, 156. — Arrêté de la société populaire qui exclut les prêtres de son sein, et regarde comme traîtres ceux qui combattraient cette mesure, 218. — Réclamation, aux Jacobins, de la liberté de vingt-huit de ses citoyens, et renseignemens sur leur compte, 325. — AN III. Adresse de la commune qui applaudit aux travaux de la convention, 30. — Autre des habitans contre les terroristes, 163. — Dangers que courent à leur passage dans cette ville les députés déportés par décret du 12 germinal, 201. — Les administrateurs du district rappellent la conduite de Léonard Bourdon, et demandent l'expulsion du sol français des faux dénonciateurs, 210. — AN IV. Citation contre Mersan du discours par lui prononcé dans l'assemblée-générale des sections contre les décrets des 5 et 13 fructidor précédent, 119. — AN V. Résolution, sur son canal, 29. — Discussion y relative au conseil des anciens, 108, 109, 117, 118 et 119. — Elle est approuvée, 120. — Réponse de ses officiers municipaux aux adresses de l'armée d'Italie, 340. — AN VI. Rejet d'une résolution relative à ses dépenses locales, 209 et 285. (*Voyez LOIRET.*)

ORMÉA. AN II. 1794. Sa prise par l'armée d'Italie, 222. — AN III. Conspiration tramée par des prêtres pour en expulser les Français, 226.

ORNE (le département de l'). AN I.^{er} 1793. Une députation demande la conservation du culte catholique, 13. — Lettre relative à Fécamp, agent

d'Orléans, 124. — Autre députation demandant une constitution, 145. — Mouvements des fédéralistes, 167. — AN II. 1793. Les républicains volent au secours de Laval et Mayenne, 48. — AN III. Opérations de Dubois-Dubay en mission dans ce département, 165. — Son tribunal criminel est chargé de juger les prévenus d'actes arbitraires à Laval et dans le département de la Mayenne, 273. — AN V. Annulation de ses élections au 18 fructidor, 350. — AN VI. Celle de l'année sont validées, 219. — AN VII. Création d'une légion pour y combattre les chouans, 355.

ORNE (l'), rivière. AN III. Rapport de l'action d'un vieux militaire, nommé Cabieu, qui prit à son embouchure quinze bâtimens anglais, 332. (*Voy. CABIEU.*)

ORSOWA. AN 1789. Préparatifs du siège de cette place par les Russes, 94. — Détails de ce siège, 105 et 119. — AN 1790. Sa capitulation, 123 et 131. — Avantage de sa possession par l'Autriche, 134.

ORTENAU, en Suabe. AN VI. Son évacuation par les Français, 136.

ORTEZAN. 1791. Zèle des habitans à la nouvelle des menaces des Espagnols, 194.

ORVAL (l'abbaye d'). AN I.^{er} 1793. Sa destruction, 217.

ORVIETTE, en Italie. AN 1792. Insurrection dans cette ville; les Français y sont surveillés, 98.

OSIMO, en Italie. AN V. Manifestation du patriotisme dans cette ville, 295. — AN VI. Les Français s'en rendent maîtres, 141.

OSMAEL. AN 1789. Les Brabançons et les Impériaux y concluent un armistice, 125.

OSNABRUCK. AN III. Ordonnance du magistrat à la réquisition du bureau de police de l'armée prussienne pour l'expulsion des émigrés et étrangers, 222. — Disparition de cette ville des émigrés français et hollandais, 347. — Désaveu par le secrétaire de légation prussienne à la Haye, des rassemblemens qui s'y font, 354.

OSTENDE. AN 1790. Est repris par les Autrichiens, 359. — AN 1791. Arrestation de deux officiers de Berwick, qui embauchaient des sujets de l'empereur, 323. — AN I.^{er} 1793. Sa réunion à

la France, 70. — Débarquement d'émigrés en cette ville, 169 et 171. — AN II. 1793. Arrivée de vingt-trois vaisseaux anglais, 278. — AN II. 1794. Sa prise par les Français, 287. — Réflexions sur les avantages de son port par le citoyen Ducher, 291. — Découverte de faux assignats, 295. — AN III. Autre article de Ducher sur ce port, 34. — AN VI. Adresse de ses armateurs pour une offre au gouvernement, 146. — Nouvelle de l'arrestation de tous les Anglais et de l'agent américain, 195. — Descente de 4,000 Anglais, dont 2,000 sont faits prisonniers, 244. — Nouveaux détails sur cette victoire, 247. — Message relatif aux événemens de cette ville, et pour la prompte punition des traîtres qui ont poussé le cris séditieux : *Vive le roi Georges ! bravo les Anglais*, 248. — Félicitations du directoire aux commandans et aux officiers qui ont défendu ce port ; Pomme y est envoyé en qualité d'agent maritime, *ibid.* — Décret de bien mérité de la patrie en faveur des vainqueurs, *ibid.* et 249. — Rapport sur les événemens lors de la descente des Anglais ; proposition à la suite contre ceux qui favoriseraient les projets de l'ennemi, 251. — Les Anglais abandonnent les côtes ; suite de la discussion précédente, 252. — Inquiétude des commerçans d'Ostende, causée par la destruction des écluses de Slickens, 253. — Décret pour la répression du délit de haute trahison à l'occasion des événemens précédens, *ibid.* et 263. — Projet des Anglais pour la destruction de ce port ; conversation du capitaine Robert, envoyé comme parlementaire à l'amiral anglais, avec des officiers et capitaines de vaisseau de cette nation, relativement à leur expédition, 254. — Translation, à Lille, des prisonniers anglais, 255. — Compte par eux rendu de cette expédition, 258. — Réclamation de la commune contre l'imputation de sa complicité dans les tentatives des Anglais, 260. — Expulsion de tous ceux y domiciliés, 261. — Détails officiels de l'expédition par le ministère britannique, 262. — Mesures prises par le général Championnet pour préserver les côtes des attaques des Anglais, 280. — Etablissement d'une école de navigation, 361. — AN VII. Rejet d'une résolution qui ordonnait la translation de son hôpital militaire, 59. — La flotte anglaise y est signalée 337.

OTRICOLI. AN VII. Lettre sur la victoire y remportée par l'armée française, 95.

OUCHY, en Suisse. AN VI. Révolution qui s'y opère, 138.

OUDEGARDE. AN II. 1794. Cette place est conquise par l'armée française, 292.

OUEST (les départemens de l'). AN 1791. Reçoivent une lettre du ministre de l'intérieur concernant les difficultés qu'éprouve la circulation des grains, 296. — AN I.^{er} 1793. Progrès des rebelles royalistes ; décret sur les mesures à leur opposer, 83. — Rapport du conseil exécutif sur leurs troubles ; détails sur la situation des armées, 86. — Compte rendu de celle de ces contrées, 89 et 101. — Le ministre de la marine est chargé d'y pourvoir à la défense des côtes, 92. — Excès des brigands, 100 et 104. — Vingt mille hommes seront ajoutés aux secours qui y sont envoyés par les autres départemens, 119. — La convention s'en remet au zèle des citoyens pour y éteindre le feu de la révolte, 129. — Décret portant que les citoyens qui auront combattu contre les révoltés de ces contrées rentreront dans leurs foyers aussitôt la paix rétablie, 129. — Décret pour l'envoi de huit bataillons, 133. — Proclamation décrétée pour engager leurs habitans à rentrer dans le devoir avec promesse de l'oubli du passé, 73 et 74. — Entrevue des représentans qui y sont en mission avec Stofflet, 144. — Lettre de Bézard, l'un d'eux, sur leur situation, 187. — Propositions en faveur des acquéreurs des biens nationaux qui y ont été ruinés par la guerre civile, 323. — Décret qui admet leurs réfugiés à exprimer leur vœu sur la constitution, 345. — AN IV. Proclamation du directoire aux habitans, pour les inviter à se réunir autour du gouvernement républicain, 160. — Lettre annonçant que le cabinet anglais y introduit des louis faux, 173. — Leur pacification annoncée par le général Hédouville, 274. — Lettres de plusieurs généraux sur leur situation, 293. — Message du directoire, annonçant la pacification, 303. — Projet de la mise en liberté de détenus pour délits relatifs à la guerre, 326. — Discussion y relative, 329. — Décret qui prononce l'amnistie, 340 et 344. — Résolution relative aux réquisitions en nature exercées dans ces départemens, 359. — Elle est rejetée, 365. — AN

V. Rapport et résolution qui valide les actes civils passés pendant la rébellion, 56 et 62. — Elle est rejetée, 98. — Rapport tendant à les décharger d'impositions ; discussion et décret y relatifs, 114, 129, 130, 131 et 152. — Rejet de la résolution relative aux héritiers des rebelles, 288. — Bailleul dit que le sang des républicains y coule à grands flots, 301. — AN VI. Décret relatif aux rentes foncières, assises sur des édifices incendiés, 110. — Autre concernant les marais desséchés, 121 et 128. — Détails et réflexions sur leur situation, 363. — AN VII. Renseignemens demandés au directoire à ce sujet, 71. — Détails et message y relatifs, 101, 105 et 112. — Proclamation du général Moulins aux habitans, 220. — Boulay-Paty annonce que les républicains y sont de nouveau assassinés par les royalistes, 254. — Ravages de chouans ; on y provoque l'augmentation de la gendarmerie, 267. — Les brigandages s'y renouvellent, 290. — Discussion et décret sur les otages, 294, 295, 296 et 300. — Dénonciation de Guyomard contre les royalistes de ces départemens, 318. — Pouvoirs donnés au général de l'armée, d'Angleterre pour parer aux nouveaux embrasemens qui s'y préparent, 329. — Succès obtenus sur les chouans, 332. — Rapport du ministre de la police sur les brigandages qu'ils y exercent, 335. — Mesures proposées par Lucien Bonaparte pour y faire passer de nouveaux bataillons et comprimer les royalistes, 338. — Pillage et assassinats commis par les chouans, 353. — Discussion au conseil des anciens sur la résolution qui crée une légion dans plusieurs de ces départemens ; sarcasmes reprochés à Savary sur les députés pacificateurs de ce pays ; approbation de la résolution, 365 et 366. (V. CHOUANS, VENDÉE, etc.)

OURCAMP. AN 1792. Motion contre le désarmement des citoyens de cette ville, 59. — Rétablissement de l'ordre et de la circulation des blés, 64 et 66.

OURTHE (le département de l'). AN IV. Une députation sermoie la convention nationale du décret de réunion, 40. — AN V. Réclamations des administrateurs de ce département contre les réquisitions et vexations des agens du gouvernement, 269. (Voyez LARGE, BELGIQUE, etc.)

PACY-SUR-EURE. AN I^{er} 1793. Prise de cette ville par les citoyens d'Evreux, 186. (Voy. EURE).

PADERBORN, en Allemagne. AN VI. Soulèvement des paysans, 27.

PADOUE. AN VI. Découverte d'un club révolutionnaire dans cette ville, et arrestation de plusieurs de ses membres, 331.

PAIMBŒUF. AN III. Nouvelles de ce port, 276. — Lettre du commandant d'armes sur le ravitaillement et la situation de Belle-Isle en mer, 293.

PALADRU, département de l'Aièze. AN 1791. Civisme des habitans de cette commune ; avances qu'ils font, pour les besoins de l'état, d'une année de contributions, 142.

PALAIS-BOURBON (le). AN IV. Arrêté du conseil des cinq-cents, relatif aux travaux à y faire pour son emplacement, 152. — Texte du rapport fait à ce sujet, 178 et 179. — AN VI. Décret qui le consacre à la souveraineté du peuple, et le transforme en palais national, 126 et 127. — Détails sur sa reconstruction, 131.

PALAIS-ROYAL (le), dit depuis PALAIS-ÉGA-LITÉ. AN 1789. Bon accueil qu'y reçoivent les soldats par le parti populaire, 14. — Camille-Desmoulins y arbore la cocarde verte, et détermine l'insurrection du 14 juillet, 20. — Ses habitués, sous le nom d'assemblée patriotique, menacent l'assemblée de faire éclairer les châteaux des partisans du veto ; discussion à ce sujet, 48. — Nouveaux rassemblemens ; députations des mêmes, conduites par Saint-Huruge, et improuvées par la municipalité ; détails, 51. — AN 1790. Autre agitation ; motions contre la caisse d'escompte, 92 et 93. — Attroupement qui y a lieu contre le libraire Gattey, pour vente d'écrits contre-révolutionnaires, 146. — AN 1791. Rixe violente entre des particuliers dont les uns portaient la santé du roi, et les autres celle de la nation, 229. — AN 1792. Arrestation d'un jeune homme qui y lisait des nouvelles désastreuses des armées, 124. — AN I^{er} 1795. Lepelletier y est assassiné, 23. — AN II. 1794. Arrestations de muscadins ; arrêté de la commune, relatif à ses restaurateurs, 172. — AN III. Détails sur les troubles qui y ont eu lieu ; sortie de Lanot contre les principes de ses habitués, 5. — AN IV. Agi-

tation qu'y excitent les décrets pour la réélection des deux tiers de la convention, 6. — Proposition de le détruire, d'après les événemens de vendémiaire, 20. — Saladin est accusé d'y avoir provoqué le trouble, 29. — AN VI. Rapport sur un message du directoire qui en sollicitait l'aliénation, 79. — AN VII. Incendie du Cirque, 87 et 90. — Annonce d'une collection d'estampes, d'après les tableaux de sa ci-devant galerie, 134.

PALATINAT (le). AN 1789. Arrivée de ses troupes à Liège, 114. — AN III. Accusations dirigées contre Hentz, pour sa conduite dans cette contrée, 199. — Rapport de Becker sur les exactions qui y ont été commises par les agens chargés de son évacuation, 267. — Arrestation de la plupart d'entre eux, et réclamation de leur mise en liberté, 268 et 282. — Refus de l'élèveur de payer les mois romains pour continuer la guerre, 280. — AN IV. Sa proclamation en qualité de Marquis de Berg-op-Zoom, contre la convocation d'une convention nationale en Hollande, 124. — AN V. Entrée des troupes prussiennes, 171. — AN VI. Disgrace des émigrés français, 297. — AN VII. Plaintes contre la conduite des Autrichiens, 164.

PALERME, en Sicile. AN III. Exécution dans cette ville de huit conjurés, 282. — AN VI. Rumeur parmi les Lazarroni, et à quelle occasion; on leur distribue des armes; division entre le ministre Acton et le marquis de Gallo, 251. — AN VII. Le roi de Naples y arrive avec sa famille, 128.

PAMIRS. AN 1790. Détails sur les troubles de cette ville, 364. — AN 1791. Nouveaux désordres, 334. — AN I.^{er} 1793. Dispersion de rassemblemens séditieux, 269. — AN II. 1794. Condamnation à mort de plusieurs de ses habitans, 272.

PANTHÉON (le). AN 1791. Ce nom est donné à l'église de Ste-Généviève, destinée à recevoir les restes des grands hommes; translation de ceux de *Mirabeau*, 94 et 96. — Mêmes honneurs accordés à *Voltaire*, 151, 171 et 194. — Fonds accordés pour l'achèvement de cet édifice, 227 et 272. — AN 1792. Autres, 51. — AN I.^{er} 1793. Honneurs décernés à *Michel Lepelletier*, 24, 25 et 27. — A *Dampierre*, 133. — Inscription du nom de *Joseph Sauveur*, 162. — AN II. 1793. On y

place le buste de *Descartes*, 279. — *Mirabeau* y sera remplacé par *Marat*, 67. — Mêmes honneurs réclamés en faveur de *Châlier*, 80 et 92. — AN II. 1794. Accordés à *Fabre de l'Hérault*, 114. — Demandés pour *Bayle* et *Gasparin*, 199. — On y érige une colonne aux vainqueurs du 10 août, 209. — Décret portant que les noms des auteurs d'actions d'éclat y seront gravés; inscription de ceux des généraux *Haxo* et *Moulins*, 221. — Et *Dagobert*, 222. — On y place les cendres des jeunes *Barra* et *Vitala*, 229 et 259. — AN III. Translation des restes de *Marat*, 4. — Et de ceux de *J. J. Rousseau*, 22 et 24. — Demande de *Dugommier* pour que le nom de *Labarre* y soit inscrit, 57. — Réflexions sur ce monument, 58. — Décret qui ordonne de graver sur la colonne y érigée les noms de *Legros* et *Dugommier*, 69 et 89. — Fixation du terme avant lequel on ne pourra obtenir ses honneurs, 142. — Ils sont demandés pour *Mably*, 264. — AN IV. Lettre sur le tassement des pierres qui le supportent, 299. — Nouvelles observations d'un architecte sur cet édifice, et les moyens de restauration, 299. — Réponse de l'architecte Soufflot aux inquiétudes manifestées sur sa solidité, 317. — AN V. Discussion sur l'affaissement de cet édifice, 23. — Mémoire sur sa construction, et moyens de réparation, 227. — AN VI. Article sur les honneurs du Panthéon, 86. — AN VII. Translation des restes de *Molière*, 56.

PARIS. (*Voy. table de l'Introduction*). AN 1789. Opposition à la vérification commune des pouvoirs, par sa députation du clergé, 7. — Ses électeurs, et un grand nombre de citoyens; félicitent l'assemblée de ses travaux; sa députation noble demande une explication sur ses mandats, 11. — Enlèvement, par le peuple, de deux gardes-françaises arrêtés; demande de leur grâce à l'assemblée; troubles excusés par l'intérêt que Paris prend aux dangers qui ont menacé l'assemblée, 12. — Mécontentement de cette ville, augmenté par le rassemblement des troupes étrangères, 13. — Accueil fait aux troupes, au Palais Royal; le peuple enlève des soldats enfermés à l'Abbaye; rétablissement de la paix par le soin des électeurs, 14. — Annonce de ces troubles à l'assemblée, 17. — Prise des armes; incendie des barrières; sou-

lèvement général ; l'assemblée y envoie une députation ; on lui annonce la prise de la Bastille ; le comité permanent , séant à l'Hôtel-de-Ville , lui députe les électeurs Ganilh et Bancal-des-Yssarts , 18. — Elle envoie à Paris vingt-quatre de ses membres ; détail de ce qui s'y passe ; nomination , pour maire et commandant , de Bailly et Lafayette , 19. — Plus amples détails des événemens précédens ; plans de pillage attribués à la cour ; triomphe de Necker et d'Orléans ; prise de la cocarde nationale ; les gardes-françaises se réunissent aux citoyens ; évacuation des troupes de ligne pendant la nuit ; incendie des barrières ; convocation des électeurs à l'Hôtel-de-Ville ; ils s'emparent provisoirement de l'autorité ; armes livrées aux insurgés ; arrêté des électeurs convoquant les citoyens dans leurs districts ; formation d'un comité permanent ; pillage de la maison Saint-Lazare ; envoi à la halle de cinquante-deux voitures de grains et farines qu'on y trouve ; enlèvement des armes du garde-meuble ; découverted'un bateau de poudre au port Saint-Nicolas , 20. — Réception du roi dans cette ville , *ibid.* — Suite des détails sur la prise de la Bastille ; arrêté des électeurs pour la formation de la garde nationale ; déploiement de la force militaire ; députation envoyée à l'assemblée nationale ; menace de faire sauter l'Hôtel-de-Ville , et pourquoi ; cocardes vertes proscrites , comme couleur du comte d'Artois ; on y substitue les couleurs de la ville , 21. — Le peuple s'approche de la Bastille ; commencement du siège ; entrée dans le fort de deux députations , 22. — Annonce à l'assemblée du renouvellement des troubles de Paris , et de la fin tragique de Foulon et Berthier , *ibid.* — Arrestation de lettres à l'adresse du comte d'Artois , 24. — Détails sur l'entrée de la première députation de l'assemblée nationale dans Paris , 26. — Renouvellement des inquiétudes et leur cause , 27. — Indice d'un complot pour étouffer , par la mort de Foulon et Berthier , les révélations qu'on en attendait , 28. — Adresse et mémoire de l'élection de Paris , 29. — Les électeurs signent un arrêté pour remettre M. de Bezenval en liberté ; mécontentement du peuple ; le corps municipal , formé par les soixante districts , déclare son installation à l'assemblée des électeurs ,

introduction de cette municipalité dans l'assemblée , ayant le maire Bailly à sa tête ; son discours , 30. — Situation de la ville , 31. — Députation à l'assemblée de ses six corps du commerce , et de sa juridiction , dite la *table de marbre* , 33. — Formation des comités de ses soixante districts ; ses électeurs cessent leurs fonctions ; sacrifice de ses privilèges dans la nuit du 4 août , 34. — Arrestation d'un bateau de poudre , sortant de l'arsenal par ordre de M. de Lassale ; rassemblement du peuple à ce sujet ; réflexions sur l'organisation des municipalités et districts de cette cité ; médaille d'or décernée aux gardes françaises , 37. — Suite des dispositions défensives et militaires , 38. — Fermentation causée par la question sur la sanction royale ; lettres à M. de Saint-Priest , à ce sujet ; discussion y relative , 48. — Suite du trouble ; la commune blâme la conduite et l'effervescence d'une députation guidée par Saint-Huruge , à l'effet de dénoncer à l'assemblée les partisans du veto , 51. — Réflexions sur les discussions qui agitent l'assemblée ; système de deux chambres , repoussé par l'opinion publique , 54. — Inquiétudes sur les subsistances ; intrigues pour diviser l'assemblée , 57. — Pétition des religieux de Saint-Martin offrant leurs biens en échange de leur liberté , 63. — Manœuvres et agitations sourdes ; lettre sur le régiment de Flandres , dont Paris demande l'éloignement , 64. — Sa librairie offre un don patriotique , 66. — Une députation de femmes se rend à l'assemblée nationale , au 5 octobre ; Maillard qui est à leur tête , rend compte de la situation de la ville , et demande que les gardes du corps réparent l'outrage qu'ils ont fait à la cocarde nationale ; annonce à l'assemblée de l'arrivée du roi pour y rester , et de l'indifférence de cette ville sur la translation de l'assemblée nationale dans son sein ; réclamations sur les dangers qu'y courent les ecclésiastiques , 68. — Evénemens antérieurs aux journées des 5 et 6 octobre ; disette de pain , malgré les distributions de farines , plus nombreuses que jamais ; fermentation à l'occasion des orgies de Versailles ; poursuite des porteurs de cocardes noires ; et menace de les mettre à la lanterne ; dénonciation contre le district de St-Roch pour avoir arrêté une lettre adressée à un député ; le

roi annonce à l'assemblée qu'il fixe son séjour à Paris; elle décrète qu'elle s'y rendra, et nomme des commissaires pour y faire choix d'un local, 69. — Suite des événemens des 5 et 6 octobre; les femmes se rassemblent au bruit du tambour; dangers que court un boulanger qui vend à faux poids; la multitude veut brûler les papiers de l'Hôtel-de-Ville, et menace Bailly, Lafayette et l'abbé Lefèvre qui veulent s'y opposer; Maillard calme et détourne ce premier tumulte en proposant aux femmes de porter leurs plaintes à l'assemblée; leur départ pour Versailles; les bataillons du centre demandent à aller chercher le roi; délibération et ordre de la commune conforme à cette demande; Lafayette le reçoit et le transmet à la troupe, 70. — Retour d'un grand nombre de femmes; arrivée de l'armée parisienne à Versailles, où elle arrête le massacre des gardes-du-corps; entrée de la cour dans Paris; le roi reçu par la municipalité; une députation de la commune félicite l'assemblée, et présente le tableau du calme de la ville; l'assemblée y choisit la salle du manège pour le lieu de ses séances, 71 et 72. — La cour se rend aux Tuileries; allégresse générale du peuple; intrigues à la cour; relations mensongères des derniers événemens, insérées dans les papiers anglais; léger mouvement à l'occasion de la restitution gratuite aux indigens de leurs effets déposés au Mont-de-Piété; fuite de plusieurs députés pour ne pas venir siéger à Paris, 73. — Première séance de l'assemblée à l'évêché; le district des Filles-Saint-Thomas offre une garde d'honneur pour son président; celle-ci lui vote des remerciemens purs et simples, 75. — Situation de Paris; on l'aigrit contre le duc d'Orléans, 76. — Sédition pour mettre à mort un boulanger, et demande d'une loi martiale contre les attroupemens; le président de l'assemblée nationale annonce que le comité de police de Paris ne correspond plus avec les ministres; l'assemblée ordonne que le comité lui fournira tous les renseignemens parvenus à sa connaissance sur les troubles relatifs aux subsistances, *ibid.* — Les chanoines de Saint-Victor, et une confrairie, adressent un don patriotique à l'assemblée, 77. — Les ministres déclarent, par un mémoire relatif aux approvisionnemens de Paris, qu'ils ne peuvent

plus s'en charger sur leur responsabilité, *ibid.* — Situation de cette ville; inquiétudes sur ses subsistances; attroupement à la porte de François, boulanger, qui est tué; sa tête est promenée au bout d'une pique; deux de ses meurtriers sont condamnés à mort et exécutés; sa veuve reçoit des secours du roi et de la reine; création d'un comité des recherches à l'Hôtel-de-ville, 78. — Le district de Saint-Martin-des-Champs proteste contre la loi martiale; ces assemblées attaquées à l'occasion de la discussion sur les états du Dauphiné; poursuites invoquées contre le président; emprisonnement de ses membres auteurs de la protestation, *ibid.* — Règlement provisoire de police présenté par l'évêque d'Autun; plan pour former de Paris un département, en y joignant la banlieue, 84. — Proposition de placer les sépultures hors la ville, et de faire une nouvelle division de ses paroisses, 89. — Arrêté du district des Cordeliers, exigeant un serment de ses députés à la commune, dénoncé par celle-ci; débats y relatifs, 91, 93, 94 et 100. — Réclamations contre les frais de la clôture de Paris, et de la construction de son opéra, 98. — Son approvisionnement, 100. — Arrêté du district de Sainte-Opportune, opposé à celui des Cordeliers, *ibid.* — Mémoire sur le projet d'ouvrir un canal; autre sur l'établissement d'une caisse nationale, 104. — Contribution volontaire de gens de maison, 105. — Répression des désordres parmi les ouvriers employés à la démolition de la Bastille, 106. — Arrestation des dévastateurs des bois de Boulogne et de Vincennes, 110. — Réclamation des ambassadeurs étrangers pour faire maintenir les privilèges de leurs maisons, 114. — Décret pour la répartition des impositions, 116. — Cours forcé des billets de banque, demandé par cette seule commune, 120. — Cérémonie religieuse à Saint-Etienne-du-Mont, pour réparation du vol d'un Saint-Sacrement, 123. — Affaire de la conspiration de Favras où Monsieur est impliqué, 128, 129 et 131. — Détails sur Trudon, marchand de vin, qui a été blessé en montant sa faction, 129. — Procès-verbaux de l'assemblée des électeurs, du 13 au 18 juillet, 131, *aux pièces justificatives*, page 533 et suiv. — An 1790. Vœux de nouvelle année, présentés par les dames de la salle, 2.

— Réglemens et réflexions sur l'organisation de la Bourse de Paris, 11. — Ses districts demandent qu'il fasse partie d'un grand département, 12. — Querelles à l'Opéra entre des jeunes-gens et des gardes nationaux, 13. — Il est le centre d'un département de trois lieues de rayon, 14. — Fermentation dans cette ville, 15 et 16. — Adresse de ses six corps à l'assemblée, sur la rareté du numéraire, 16. — Situation de son esprit public, 22. — Réflexions sur les assemblées de ses districts, 32. — Les masques y sont défendus par la police, 36. — Le district de Saint-Lazare vote contre le cours forcé des billets de caisse, 38. — Fête à l'occasion du serment civique de Louis XVI, 39 et 45. — Le peuple arrête et brûle des voitures chargées de piques et d'effets de campement, 51. — Réunion des autorités constituées à Notre-Dame, pour le renouvellement du serment civique, 52. — Observations sur son approvisionnement, 60. — Autres contre la permanence de ses districts, 68 et 84. — Clôture des procès-verbaux de son assemblée électorale, 69. — Mémoire sur la vente de ses maisons religieuses, 70. — Compte rendu de l'administration de Paris, par Brousse-des-Faucherets, 71. — Observations sur sa population, 85. — Fermentation au sujet d'un plan de conspiration attribuée à M. de Maillebois, 92. — Décret qui détermine l'assiette de ses contributions, 109. — Troubles à l'occasion d'une assemblée politique tenue aux Capucins, 112. — Réflexions contre la participation des districts à l'administration, 115. — Adresses des mêmes à l'assemblée, relatives à leur permanence, *ibid.* — Tableau des produits et des charges des corps religieux de cette ville, 123. — Son cautionnement refusé par l'assemblée, 134. — Relevé à différentes époques des vols et captures qui y ont eu lieu, 137. — Exécution par le peuple de trois voleurs pris en flagrant délit, 146. — Joie tumultueuse du peuple à l'occasion du décret sur le droit de paix et de guerre, *ibid.* — Tumulte au faubourg Saint-Antoine, 148. — Troubles, et proclamations de la municipalité à ce sujet; discussion y relative, 147. — Son enceinte est soumise aux droits d'entrée, 158. — Émeute au port au blé, 165. — Conduite patriotique du bataillon d'Henri IV,

approuvée par le maire, 171. — Une députation de citoyens présente à l'assemblée nationale une plaque de bronze pour être placée dans le jeu de paume à Versailles, avec une inscription destinée à perpétuer le souvenir du mémorable serment du 20 juin, qui est renouvelé par le président de l'assemblée nationale, 172. — Division de la ville en 48 sections, 175. — Une cérémonie indécente qui avait lieu tous les ans devant notre-Dame de la Carole, y est supprimée par la police, 179. — Annulation de la procédure relative à l'incendie de ses barrières, 184. — Dénonciation contre ses districts au sujet de visites domiciliaires, 187. — Les juges de son élection prennent un arrêté au sujet du procès instruit contre les incendiaires des barrières, 201. — Mauvais traitemens qu'y éprouvent des marchands d'argent, 215. — Aliénation en sa faveur de biens nationaux, 219. — Délivération du district du Luxembourg, concernant les représentans provisoires de la commune, 226. — Décret pour le paiement des sommes qui lui sont dues par le trésor public, *ibid.* — Observations sur les élections faites à Paris par la voie du scrutin, 260. — Situation de ses hôpitaux, 267. — Convocation des citoyens pour l'élection des juges, 278. — Décret pour l'élection des commissaires de police, 281. — Retour de la cour à Paris, 306. — Décret pour la répartition de ses contributions directes, 308. — Le peuple y arrête des voitures chargées d'armes et de munitions de guerre, 309. — Les électeurs présentent à l'assemblée nationale le procès-verbal de leurs séances, 312. — Compte rendu par l'administration des subsistances, 313. — Décret pour la vérification des pouvoirs des électeurs, 316. — Autre pour la vente des farines nationales par la municipalité, 318. — Émeute populaire à l'occasion du duel entre Charles Lameth et Castries, 319. — Intérêt que les citoyens témoignent à Charles Lameth, blessé dans ce duel, 322. — Décret qui accorde un million cinq cent mille livres aux entrepreneurs de la clôture de Paris, 323. — Son évêque dénoncé, 328 et 332. — Ouverture des séances de l'assemblée électorale pour la nomination des juges, 330. — Travaux de cette assemblée, 338, 343, 360 et 364. — Observations sur sa contribution mo-

biliaire, 344 et 345. — Lettres sur ses hospices de Bicêtre et de la Salpêtrière, 354. — Pétition des maîtres perruquiers de cette ville contre le libre exercice de leur profession, *ibid.* — Avis de la police sur les enfans égarés, 358. — Décret sur ses dépenses et recettes, 365. — AN 1791. Troubles au faubourg Saint-Antoine; lettre du maire y relative, 29. — Pétition sur les besoins de cette commune, 41. — Alarmes qu'y cause le départ des tantes du roi, 47. — Compte des travaux de sa société maternelle, 51. — Les citoyens du faubourg Saint-Antoine justifiés de l'accusation d'avoir voulu incendier les barrières, 54. — Jugement du procès entre les forts de la Halle et le commissaire Sereau, 57. — Arrestation d'hommes armés aux Tuileries, le 28 février; suite de cette affaire, 60, 72 et 75. — Emeute au faubourg Saint-Antoine, et affaire de la démolition de Vincennes, 60, 61 et 65. — Gobel est nommé à l'évêché de cette ville, 74. — Décret qui ordonne la cessation des travaux de ses murs, et demande au département un projet pour leur aliénation, 86. — Autre pour le remboursement de ses corps et métiers, 88. — Dénonciation, par Pastoret, du mandement de l'ancien évêque, contre l'élection de son successeur, 93. — Mort de Mirabeau; clôture des théâtres, *ibid.* — Etablissement de la société des Amis des arts, 95. — Détails des honneurs funèbres rendus à Mirabeau, 96. — Le peuple s'oppose au départ du roi pour Saint-Cloud, 109. — Détails y relatifs, 110, 111, 112 et 114. — Affaire de la démission donnée par Lafayette du commandement de la garde nationale, 113 et 117. — Fermentation et attroupemens à l'occasion du licenciement par la municipalité du bataillon de l'Oratoire, 118. — Coalition des ouvriers pour faire augmenter le prix de leurs journées, 119. — Adresse des marchands en faveur des assignats de petite coupure, 120. — Sa population pour l'année 1790, 145. — Tumulte et attroupemens à l'église des Théatins, 155 et 157. — Détails sur l'événement du départ du roi, 173. — Décret qui mentionne honorablement la conduite du peuple en cette circonstance, 175. — Dénonciations à l'assemblée, et détails sur quelques agitations; réunion au Champ-de-Mars de citoyens pour rédiger une pétition contre le

roi, 198. — Déploiement contre eux de la loi martiale, 199. — Compte de ces événemens à l'assemblée, 200. — Arrestation d'étrangers, *ibid.* — Décrets relatifs à la même affaire, 201. — Arrestations nombreuses; fuite de Fréron, Danton, Camille Desmoulins et autres; rassemblement d'ouvriers, 205. — Rapport sur les événemens du Champ-de-Mars, et mesures relatives à leur poursuite, *ibid.* 206 et 221. — Recensement général des habitans, 206. — Don patriotique des dames de la Halle, 242. — Organisation de l'assemblée électorale, 244. — Affaire de l'huissier Damien qui s'y présente pour arrêter Danton, 258 et 261. — Proclamation solennelle de la constitution, 263. — Fêtes et cérémonies à cette occasion, 270 et 273. — L'évêque et son clergé présentent leurs hommages à l'assemblée, 286. — Divers événemens arrivés dans les maisons de jeu, 292. — Pétition de la société fraternelle des Halles sur l'émigration et la déclaration de la patrie en danger, 296. — Placard affiché dans la ville, au nom des princes, contre le décret sur les émigrés, 328. — Plusieurs citoyens dénoncent les ministres, et se plaignent de la suspension apportée par le roi aux décrets sur les émigrés, 346. — Autre pétition sur le même objet, présentée par Camille Desmoulins, *ibid.* — Etat des poudres et salpêtres qui se trouvent dans son arsenal, 363. — AN 1792. Alarmes y semées sur la situation actuelle de la France, 19. — Détails sur les mouvemens et les pillages de divers magasins, 24. — Dénonciation des accapareurs par le faubourg Saint-Marceau, *ibid.* — Nouveaux efforts de la malveillance; demande de la diminution du prix du pain, 26. — Le faubourg Saint-Antoine demande des mesures contre l'agiotage et les accaparemens, 28. — Invite l'assemblée à surveiller le château des Tuileries, et offre les piques de ses habitans pour faire triompher la liberté, 44. — Inquiétudes de la cour sur les armemens extraordinaires dans cette ville; arrêté pour la déclaration des armes possédées par les citoyens, 45. — Rapport sur les billets de confiance qui y circulent, 57. — Lettre du maire sur les troubles de ses théâtres, 61. — Notice sur le comité autrichien qui s'y rassemble, 64. — Des femmes demandent la faculté de s'armer pour la
défense

défense de la patrie, 69. — Décret qui accorde un prêt pour y assurer le remboursement des billets de secours, 92 et 93. — Sacrifices faits par les marchands de la Halle pour assurer leur crédit, 95. — Décrets rendus pour l'augmentation de la gendarmerie, 100 et 170. — Des citoyens du faubourg Saint-Antoine, armés de piques, défilent dans la salle de l'assemblée, 121. — Pétition de plusieurs citoyens sur les honneurs à rendre à Simoneau, maire d'Étampes, 128. — Réflexions sur la population de cette ville, évaluée à 630,974 individus, 134. — Fonds décrétés pour le paiement de ses rentiers, 137. — Autre décret qui demande un compte journalier de sa situation, 150. — Présentation de ce compte par Pétion, 153. — Le faubourg Saint-Antoine félicite l'assemblée sur la mesure de la fédération, 163. — Brûlement des titres généalogiques, 171. — Huit mille habitans armés du faubourg Saint-Antoine se plaignent du renvoi des ministres patriotes dans la journée du 20 juin, 174. — Décret, à l'occasion des troubles, invitant les citoyens à l'union et au maintien de la tranquillité publique, 177. — Détails et pièces diverses sur la journée du 20 juin, 179. — Compte rendu de la situation de la ville par le ministre de l'intérieur, le maire et le procureur-syndic du département, *ibid.* — Une députation de citoyens demande le licenciement de l'état-major de la garde nationale, 186. — Journée du 10 août; décrets qui mettent sous la sauve-garde du peuple les propriétés et les personnes; les Suisses et les étrangers; autre pour la formation d'un camp sous Paris, 225 et 226. — Détail des événemens; mort de Suleau, Mandement et Carle, *ibid.* — Arrêté municipal pour l'érection, sur la place des Victoires, d'une pyramide aux vainqueurs de cette journée, 227. — Mouvement pour le rassemblement d'un camp sous Paris, 235 et 252. — Réquisition de trente mille hommes dans l'étendue de son département et autres environnans, 242. — Levée de volontaires dans ses sections, 247. — Massacres, au 2 septembre, dans les prisons des Carmes, de l'Abbaye, de la Force, etc.; examen des causes de ces événemens, 248 et 250. — Envoi de six commissaires au Temple, sur l'annonce que cette prison de Louis XVI est me-

Table alphabétique.

nacée, 249. — Abatis et démolitions autorisés pour faciliter les travaux de la défense de la ville, 257. — Texte du décret qui y ordonne le rétablissement de l'ordre et de la sûreté, 267. — Règlement pour les travaux de son camp, 271. — Publication de tableaux mensongers sur les événemens de septembre, 272. — Mouvement parmi les ouvriers du camp, 286. — Etat des troupes dont le départ est arrêté, 294. — Décret qui supprime la réserve levée dans les sections, 296. — Compte demandé à Roland de la situation de la ville, de celle de toutes ses autorités, et des obstacles qui y arrêtent l'exécution des lois, 302. — Les ouvriers du camp demandent de l'ouvrage et du pain, 303. — Compte de Roland; pièces et débats relatifs à la situation de la ville, 304, 305 et 306. — Décret en faveur des ouvriers du camp qui voudront retourner dans leurs départemens, 308. — Agitations autour de la prison de Louis XVI et de la convention; dénonciations y relatives, 310. — Rapport de Bazire sur l'état de Paris, 313. — Vains efforts pour agiter le peuple à l'approche du jugement du ci-devant roi, 324. — Etablissement d'une société philanthropique, de bienfaisance et de bonnes mœurs, *ibid.* — Cassation, par le conseil exécutif, des élections pour le renouvellement du directoire départemental, 350. — Réclamation de l'assemblée électorale contre cette mesure, 354. — Décret qui l'annule et ordonne la continuation des élections, 357. — Fermentation et bruit dans les églises pour la messe de minuit, 363. — AN I.^{er} 1793. Massacre, au faubourg Saint-Antoine, d'un particulier nommé Louvain, accusé d'avoir cherché à exciter un soulèvement lors de la comparution de Louis XVI à la barre, 3. — Réclamation des départemens contre l'influence que Paris exerce sur la convention, *ibid.* — Fermentation qui y règne au sujet de de Louis XVI; mesures et pétitions départementales contre son influence; débats y relatifs, 8, 9 et 10. — Adresse des faubourgs Saint-Antoine et Saint-Marceau contre les déchiremens de la convention, 16. — Fête funèbre pour les victimes du 10 août, 19. — Discussion sur les théâtres, et cassation de l'arrêté du conseil exécutif y relatif, *ibid.* — Comptes rendus de sa situation, 20.

— Supplice de Louis XVI; assassinat de Lepelletier Saint-Fargeau, 23. — Dénonciation à la convention de placards affichés dans la ville sur le sort de Louis, 24. — Election du maire; tableau des suffrages, 47. — Pétition des blanchisseuses contre les accapareurs, 56. — Troubles pour le renchérissement des denrées; vente forcée du sucre chez les épiciers; proclamation de la municipalité à ce sujet; arrestation parmi les attroupés de personnes déguisées, 59. — Décret pour la poursuite de ces pillages, *ibid.* — Nouveaux troubles pour la même cause; Santerre fait rétablir le calme par la garde nationale, 60. — Dénonciations de Lanjuinais, Buzot et Isnard, contre les manœuvres insurrectionnelles de cette ville; décret à la suite pour le départ des volontaires qui y sont venus des départemens, 65. — Brisement des presses de Gorsas et Fiévée, 70 et 71. — Armemens dans les sections pour marcher au secours de la patrie, *ibid.* — Détails sur l'état de la ville; activité des armemens; bruits de la royauté de d'Orléans, 72. — Manœuvres contre la convention, dénoncées par Isnard, 73. — Bazire fait des remerciemens à ses citoyens pour avoir comprimé la conspiration du 10 mars, 74. — Vergniaud dénonce les mouvemens de ses sections, 75. — Débats sur la coïncidence des événemens du 10 mars avec l'agitation de plusieurs départemens; proposition d'exclure de Paris les étrangers, 76. — Compte des recherches faites par Garat contre les auteurs des troubles; leur cause attribuée aux divisions de la convention, 80. — Visites domiciliaires, 90. — Réclamations des épiciers précédemment pillés, 92. — Formation, à l'évêché, d'une *assemblée centrale de salut public*; commissaires des sections mandés à la barre à ce sujet, 94 et 95. — Armée de quarante mille hommes destinée à couvrir cette ville, 97. — Etat de son artillerie, 98. — Texte du décret relatif à l'armée ci-dessus, dans laquelle il ne sera admis aucun noble, 99. — Incendie dans les bâtimens du ministère de la justice, 100. — Explications de Vergniaud sur les accusations dirigées contre cette ville, et sur le projet d'en faire sortir l'assemblée, 103. — Fête donnée aux Liégeois, 107. — Annonce de projets pour l'expulsion de vingt-deux membres de la convention, *ibid.* — Pré-

sentation de cette pétition; débats aux quels elle donne lieu, 108, 109, 110 et 112. — Décret qui l'improove, 113. — Pétition, au nom du faubourg Saint-Antoine, contre le décret qui met Marat en accusation, 114. — Ce député acquitté au tribunal révolutionnaire, est porté en triomphe par une foule nombreuse et des commissaires de la municipalité, 116. — Détails donnés par le ministre de la justice sur l'incendie de son ministère, 118. — Une députation du faubourg Saint-Antoine demande le *maximum* et autres mesures, 124. — Annonce du départ de douze mille hommes et trente pièces de canon; décret qui déclare que Paris a bien mérité de la patrie, *ibid.* — Mouvements royalistes contre le recrutement; débats sur l'arrestation de pétitionnaires des sections de Bonconseil et des Lombards, 128. — Rassemblemens dissipés; arrestation de divers agitateurs, 129. — Propositions de mesures à prendre contre les rebelles, 130. — Débats sur des mouvemens relatifs au recrutement; cris séditieux; projets d'enlever les canons des postes, 131. — Décret qui ordonne l'affiche dans Paris de l'adresse de Bordeaux en faveur des députés menacés; débats à ce sujet sur les manœuvres qui y sont dirigées contre l'assemblée, 136. — Examen ordonné des arrestations arbitraires qui y ont lieu, à l'occasion de celle du juge de paix de l'Unité, 138. — Formation de la commission des douze pour rechercher les complots qui s'y trament, 142. — Débats sur ceux qu'elle dénonce; décrets pour assurer la garantie de la convention, 146. — Danton repousse les imprécations d'Isnard contre cette ville, 148. — Explications sur les mesures débattues par les commissaires de ses sections; annonce du mécontentement du peuple et de sa prochaine insurrection, *ibid.* — Tocsin du 31 mai; réunion des députés; décret qui mande toutes les autorités près de la convention, 151. — Lanjuinais dénonce la conspiration qui se trame au local de l'évêché; les citoyens y réunis se déclarent en insurrection, 152. — Réunion des sections à la commune, *ibid.* et 155. — Décret qu'elles ont bien mérité de la patrie en maintenant la tranquillité; autre qui ordonne des poursuites contre ceux qui ont fait sonner le tocsin et fermer les barrières, 153.

— Entrée du peuple dans l'assemblée; demande de l'expulsion des 22 députés pros crits par l'opinion publique; envoi de ces demandes aux départemens, 154. — Continuation de ces pétitions; Lanjuinais réclame la punition des pétitionnaires, et notamment de ceux réunis à l'évêché; ordre au comité de salut public de faire un rapport, séance tenante, 155. — Obstruction des issues de la salle de la convention; elle va délibérer au milieu des citoyens; proposition, au nom du peuple, d'otages pour les départemens, en nombre égal à celui des députés arrêtés, 156. — Décret pour l'organisation de l'armée révolutionnaire de Paris; son comité révolutionnaire félicite la convention de l'arrestation des vingt-deux, *ibid.* — Décret qui ordonne la levée des plans de ses établissemens nationaux, 158. — Chaumette en accuse les riches du projet d'égorger les patriotes, 164. — Départ des canonniers pour la Vendée; transformation de tous les ateliers en manufactures d'armes, 166. — Décret qui déclare que ses autorités et ses citoyens ont sauvé la patrie au 31 mai, 167. — La convention félicitée de cette journée et de l'achèvement de la constitution; fête au Champ-de-Mars à cette occasion, 177. — Pillage de bateaux chargés de savon; discussion y relative, 180. — Rapport sur la situation de la ville, *ibid.* — Nouvelle émeute pour des savons; arrestation de plusieurs femmes, 182. — Les écoliers de ses collèges demandent que les prix qui leur sont décernés soient convertis en secours pour les défenseurs de la patrie, 186. — Troubles apaisés dans divers quartiers, 195. — Dangers que court Charlotte Corday dans sa translation à l'Abbaye après l'assassinat de Marat, 198. — Transmission à l'assemblée de l'acceptation de la constitution par le peuple de Paris; chant de l'hymne de Chénier en cette circonstance, *ibid.* — Richoux dément le bruit annonçant que la peste est à l'Hôtel-Dieu, 199. — Décret pour la fermeture des barrières, et la formation d'un camp entre Paris et l'armée du Nord, 215. — Fraternisation à l'évêché des autorités avec les députés des assemblées primaires, 218. — Décret qui en rouvre les barrières, *ibid.* — Réunion de toutes ses autorités avec les commissaires des départemens au sein de la convention; protestations de vivre et mourir monta-

gnards; scène de joie à cette occasion, 221. — Rassemblemens aux portes des boulangers; rapports rassurans, *ibid.* — Décret qui requiert de plusieurs départemens quatre quintaux de blé par charrue pour assurer les subsistances de Paris, 229. — Particularité remarquable au sujet d'un pigeon qui a choisi son asile sur la statue de la liberté de la place de la Révolution, 238. — De jeunes élèves des pensionnats de cette ville demandent à la convention qu'on ne leur parle plus du ci-devant Dieu; indignation de l'assemblée, 239. — Rassemblemens qui s'y forment par la rareté des subsistances, *ibid.* et 249. — Epurement de ses comités révolutionnaires; leurs attributions pour le désarmement et l'arrestation des suspects, 250. — Création de son armée révolutionnaire, destinée à faire exécuter les mesures de salut public, et protéger les subsistances, 251. — Arrestation des curés de Saint-Roch et de Saint-Nicolas, 253. — Etat des prisons, *ibid.* — Demande par les comités révolutionnaires de la réincarcération des suspects relâchés sans avoir été confrontés avec les comités qui les avaient mis en arrestation, 258. — Arrivée de subsistances, 259. — AN II. 1793. Ses sociétés populaires demandent le prompt jugement de Brissot, 275. — Ses comités révolutionnaires demandent le rapport de la mesure qui ordonne de communiquer aux détenus les motifs de leur détention, 31. — Pétitions contre les accapareurs, 34 et 36. — Arrivée d'une grande quantité de farines, 38. — Pétition à la convention, demandant un décret qui ordonne aux citoyens de se tutoyer; mention honorable équivalant à un décret, 42. — Rapport de Carnot sur ses ateliers d'armes, 45. — Projet de changer le nom de ses rues, 46. — Réclamations contre la loi qui met les Champs-Élysées sous la main du ministre, 47. — L'évêque et le clergé de Paris abjurent leur culte devant la convention, 49. — Rapport de David sur le monument projeté du Pont-Neuf, *ibid.* — Fête de la Raison; la cathédrale lui est consacrée, 53. — Les protestans de Paris offrent les dépouilles de leur culte, 56. — Décret qui ordonne l'érection sur le terre-plein du Pont-Neuf d'un monument colossal, représentant le peuple français, 59. — Le député Boursault, dénoncé pour sa fortune par l'assemblée électorale, 69. — Ras-

semblemens aux portes des boulangers, 74. — AN II. 1794. La convention refuse une députation de l'assemblée électorale, 103. — Etat des prisons de Paris, 114, 193, 199, 202, 208, 214, 216, 219, 236 et 267. — Agitation du peuple à l'occasion des subsistances, 167. — Défrichemens des jardins de luxe, 170 et 172. — Arrestation des jeunes gens, *ibid.* — Etat rassurant des subsistances, 174. — Affaire de la conspiration d'Hébert, 177 et 179. — Les chansonniers, excepté ceux des hymnes patriotiques, exclus des places publiques, 178. — Accusation à la convention contre Bouchotte, au sujet du rassemblement, autour de Paris, d'un grand nombre de prisonniers autrichiens au moment de la conspiration d'Hébert, 180. — Célébration d'une fête par les élèves de la fabrication du salpêtre, 184. — Renvoi à vingt lieues de cette ville des réfugiés de l'Ouest, 189. — Arrestation d'étrangers comme complices d'Hébert, 199. — Loi de grande police qui éloigne de Paris différentes classes de suspects, 207. — Rapport d'Isoré sur les approvisionnement, 215. — Fleuriot en est nommé maire, 233. — Proclamations ; mesures administratives relativement aux subsistances et aux rassemblemens, connus sous le nom de *queues*, 242 et 246. — Détails de la fête à l'Être-Suprême, 265. — Décret sur le remplacement des notaires de Paris, 280. — Autre qui destine les bâtimens des barrières de cette commune à devenir des monumens consacrés aux armées, 284. — Rapport de Barrère contre les repas des citoyens le soir à la porte de leurs maisons ; il impute aux continuateurs d'Hébert et autres conspirateurs, ces signes équivoques d'une prétendue fraternité, 299. — Discussion à la commune sur le même objet ; invitation aux citoyens de s'en abstenir, 302. — Les voitures y sont mises en réquisition, *ibid.* — Injonction de s'en éloigner aux fonctionnaires destitués ou suspendus, 303. — Décret qui défend de fermer les barrières au 9 thermidor, 312. — Barras y commande, *ibid.* — Il annonce que le calme y règne, 313. — Projets attribués à Robespierre d'y établir sa domination, 314. — Sa force armée séparée de la dix septième division militaire, 315. — Démolition de son hôtel-de-ville, demandée par Fréron, 318. — Détails plus amples des évé-

nemens du 9 thermidor, 329 et 333. — Delmas accuse le mauvais état de sa police, 346. — Explosion de Grenelle, *ibid.* — Les militaires obligés de sortir de cette commune, 350. — Décret sur les actes de son état civil, 352. — Indemnités à ses comités civils, 355. — AN III. Fête de la translation de Marat au Panthéon, 4. — Raison fait adopter, aux Jacobins, un compte rendu de la situation de Paris, adressé aux sociétés populaires, 5. — Les Anglais se vantent d'avoir un parti dans cette ville, 7. — Rapport de Merlin, et décret interprétatif de celui concernant les citoyens venus dans cette commune depuis le 1.^{er} messidor, *ibid.* — Le corps électoral redemande une commune et l'exercice du droit d'élection, 12. — Pensions aux veuves des victimes du Champ-de-Mars, 17. — Rapport de Porcher sur la réorganisation de la police, 21. — Adresses de ses diverses autorités à la convention, 27. — Décret d'organisation de la commission administrative de sa police, 30. — Autre qui accorde une indemnité aux membres de ses comités civils, 32. — Détails de la fête des victoires célébrée le 30 vendémiaire, 33. — Calès déclare que Dijon est l'intermédiaire de Paris et Marseille, 49. — Annonce de mouvemens à cause de la suppression des Jacobins et du manque des subsistances, 56. — Réflexions sur les circonstances du moment, 58. — Rovère propose de rendre aux citoyens les armes enlevées dans la première décade de thermidor, *ibid.* — Création d'un jury pour juger les ouvrages relatifs au monument à élever dans la place des Victoires en honneur des victimes du 10 août, 72. — Discussion sur les agitations qui s'y manifestent, surtout dans les ateliers d'armes ; Clauzel propose de faire sortir de Paris les fonctionnaires publics qui y sont arrivés depuis le 9 thermidor, 85 et 86. — Lettre de Lozeau sur son approvisionnement, 96. — Rapports de Boissy-d'Anglas, et décrets à ce sujet, 100, 117, 120, 143, 160, 163, 166 et 178. — Décret relatif à ses hospices, 120. — Arrivée du ministre toscan, 133. — Troubles à l'occasion du buste de Marat, et ordre de le déplacer, 142. — Annonce faite par Legendre d'une conspiration de terroristes, 143. — Troubles excités par les jeunes gens au théâtre

et ailleurs, 144 et 170. — Mouvements dont les subsistances sont le prétexte, 163. — Arrestation du fils du maître d'école de Villeneuve-Saint-Georges, *ibid* et 180. — Décret pour l'établissement des écoles centrales, 164. — Députation des jeunes gens à la convention pour se justifier du reproche de royalisme, 165. — Tumulte dans les environs de cette assemblée; insultes faites à des députés; violens débats, et provocations, 169. — Décret qui accorde une livre et demie de pain par jour aux ouvriers, 178. — Autre pour la formation des comités des bienfaisances, 180. — Rapport de Sieyès sur la situation de Paris à l'époque de germinal, 185. — Son agitation attribuée aux amis de Billaud, Collot et Barrère, *ibid* et 188. — Accusation de projets pour sa destruction, renouvelée contre Isnard, 189. — Attroupemens de femmes; elles vont à la convention demander du pain, 190. — Accusation à ce sujet contre les étrangers qui affluent dans la ville, *ibid*. — Un rassemblement se porte à la convention, et demande tumultueusement la constitution de 1793; invitation faite aux citoyens de sortir du sein de la convention, 194. — Tocain sonné dans le pavillon de l'unité du palais national des Tuileries; générale battue dans toutes les sections, 195. — Invitation faite aux pétitionnaires et aux citoyens par le président et les membres de l'extrémité gauche, de se retirer; réponse inconvenante d'une femme à Choudieu à cette occasion, *ibid*. — Autres détails du mouvement du 12 germinal; Paris est mis en état de siège sous le généralat de Pichegru, Merlin de Thionville et Barras; proclamation à ses habitans sur ces événemens, *ibid*. — Pichegru marche contre les insurgés rassemblés à la ci-devant cathédrale de Paris, 196. — Arrestation aux barrières des députés envoyés au château de Ham; explication à ce sujet, 197. — Rassemblement dissipé au faubourg Antoine, *ibid*. — Assurance donnée par Yaabeau, au nom du comité de sûreté générale, de l'excellence de la situation de Paris; décret portant qu'il sera sur-le-champ rendu compte de sa situation; les mouvemens qui y ont eu lieu combinés avec ceux des ennemis extérieurs, *ibid*. — Arrestation ordonnée par le comité de sûreté générale du commandant du poste de la Villette pour avoir

échauffé les esprits de la multitude lors de l'arrestation par elle faite de Bourdon de l'Oise, 202. — Garnier de Saintes rend compte de l'exécution des lois relatives à l'approvisionnement de cette commune, 212. — Décret pour l'exhibition des passeports aux barrières, 226. — Envoi de représentans dans différens départemens avoisinant Paris, pour accélérer l'approvisionnement de cette commune en bois et charbon, 228. — Féraud, adjoint aux députés chargés d'activer l'arrivage des subsistances, 232. — Proclamation du comité de salut public aux autorités civiles et militaires de Paris, sur de fausses circulaires répandues en son nom pour faire cesser la distribution du pain au peuple, 233. — Décret qui consacre l'emplacement des ci-devant Jacobins de la rue Honoré à l'établissement d'un marché, sous le nom de 9 Thermidor, 241. — Arrêté pour l'établissement de la Bourse, 242. — Détails des journées de prairial; proclamation aux Parisiens; plan d'insurrection semé avec profusion dans cette commune, et ayant pour titre: *Insurrection du Peuple, pour obtenir du pain et reconquérir ses droits*, 244. — Décret pour la fonte des cloches de Paris, 247. — Détails de ce qui s'est passé à la ville, *ibid*. — Création d'une commission militaire pour fusiller les porteurs de signes séditieux, 248. — Décret qui ordonne aux femmes de rester chez elles, et l'arrestation de celles attroupées au nombre de cinq, *ibid*. — Jugemens de la commission militaire, *ibid*. — L'assassin de Féraud, arraché de l'échafaud, est conduit en triomphe au faubourg Antoine; mesures à cette occasion, *ibid*. — Ses canons lui sont enlevés, 249. — Détails rassurans, donnés par Roux de la Marne, sur les approvisionnemens de cette commune, *ibid*. — Décret qui en éloigne, sous peine de mort, tous les prisonniers de guerre; autre, qui mentionne honorablement ses autorités et ses citoyens, 253. — Fête funèbre de Féraud, 258. — Décret qui délègue Letourneur de la Manche et Thabaud au camp sous cette ville, 261. — Proposition d'y établir une légion de police, ou d'y former une garde départementale; Raffet en est nommé commandant, avec trois adjoints, 278. — Décret portant qu'il ne sera plus fait d'exécution sur la place de la Révolution, 293. — Avis de la commission administra-

tive sur l'escroquerie d'un ex-moine, 294. — Envoi en mission de plusieurs représentans, pour son approvisionnement en bois et charbon, 294. — Troubles aux spectacles et dans les lieux publics; provocation des jeunes gens; réflexions à ce sujet, 303. — Arrêté du comité de législation, pour poursuivre les auteurs de ces troubles, 304. — Motion d'ordre de Boissy-d'Anglas sur le même sujet; rapport du comité de sûreté générale; mesures qu'il a prises; arrestation de Gavaudan et Micallef, 306. — Mesures de police de sûreté à l'égard des négocians venant des départemens, 310. — Formation d'un camp sous Paris; noms des représentans qui en ont la direction, 311. — Décret relatif aux étrangers qui y circulent en contravention aux lois, 320. — Création d'une commission administrative de police, 329 et 333. — Décret relatif à la location des bateaux destinés au passage de la Seine, 332. — Conjectures à Hambourg, sur l'influence des meneurs des sections auprès des membres des comités de gouvernement, 334. — Décret qui oblige les prévenus d'émigration de sortir de Paris sous trois jours, et de s'en éloigner au moins de dix lieues, 336. — Distribution de denrées de première nécessité aux indigens, 341. — Le camp sous Paris excite les réclamations des sections; Lacrosette, au nom de celle des Champs-Élysées, se plaint de voir paraître les enseignes de la terreur; la troupe accepte la constitution, 344. — Fixation des rapports entre les comités de gouvernement et les représentans chargés de la direction de la force armée de Paris, 345. — Ordre au comité de sûreté générale de faire, sous deux jours, un rapport sur sa situation, *ibid.* — Décret portant ordre de vendre, dans une décade, les maisons nationales situées dans son enceinte, 346. — Distribution d'un écrit intitulé : *Empêchons la guerre civile*, et dirigé contre la réélection des conventionnels, 353. — Article sur les mouvemens qui ont eu lieu dans les assemblées primaires, 355. — Rapport et décret sur le même objet, *ibid.* — Plainte de citoyens exclus de diverses assemblées, 356. — Bruit atroce semé à l'occasion de la substitution des poteaux aux réverbères; groupes aux Tuileries, chantant des hymnes patriotiques,

357. — Article sur la lutte de quelques sections contre la convention; débats y relatifs; rejet par plusieurs assemblées des décrets de fructidor; l'orateur de celle du Théâtre-Français reproche à la convention d'avoir trompé tout le monde, et la menace du prochain éclat de la vérité, 359, 360 et 362. — Rapport fait à l'assemblée primaire de Châteauneuf, par les commissaires envoyés à Paris pour fraterniser avec les sections, 366. — AN IV. Agitation contre la réélection des deux tiers de la convention, 6 et 7. — Rapport sur la conspiration des ennemis de la liberté; proclamation et décret qui rend les bons citoyens garans de la sûreté de la convention nationale envers la nation, 7. — Autre qui réserve la direction de la force armée aux seuls représentans délégués à cet effet, 8. — Rapport sur les manœuvres des malveillans; décret et proclamation à ce sujet, *ibid.* — Détails sur les mouvemens des royalistes, 9. — Débats et autres détails; proclamation de la convention accueillie par des huées; les patriotes lui offrent leurs secours; proclamation pour rétablir l'ordre; mouvemens divers de la force armée; Barras la commande, 15. — Un grand nombre de citoyens et ceux du faubourg Antoine se réunissent aux troupes de ligne pour défendre la représentation nationale; combat du 13 vendémiaire, *ibid.*, 16 et 17. — Décret d'arrestation des courriers et émissaires des sections dans les départemens, 17. — Autre détails et rapport sur les journées des 13 et 14 vendém.; proclamation aux Parisiens, *ibid.* et 18. (*Voyez TREIZE VENDÉMAIRE*). — Cessation de la distribution du pain aux citoyens aisés, 18. — Projet de casser les élections de Paris, 19. — Détails sur les intentions de ses agitateurs, 20. — Sa situation et désarmement, 21 et 22. — Installation des conseils militaires; suppression des assemblées de sections, *ibid.* — Adresse des vainqueurs de la Bastille, du 10 août et 13 vendémiaire, 24. — Conspiration royale, 26. (*Voy. LEMAITRE*). — Réclamation et discussion sur le corps électoral; ordre du jour sur la demande de sa suspension, 28. — Jugemens de la commission militaire; condamnation à mort d'individus, dont la plupart contumax, 29, 33, 37, 38, 40, 41 et 45. — Si-

tuation de la ville, 30. — Ses électeurs dénoncés, 31. — Les militaires y résidant au 13 vendémiaire sont tenus de rendre compte de leur conduite, 53. — Rétablissement du calme, 45. — Nomination et installation des autorités constitutionnelles, 44, 45, 46 et 47. — Décret qui suspend la vente des biens nationaux de Paris, 74. — Le directoire demande si la loi du 24 frimaire l'autorise à en nommer les administrateurs et juges de paix, 115. — Prorogation de ses assemblées primaires pour la nomination des administrations municipales, 128 et 130. — Suppression des distributions de pain et de viande à ses habitants, à l'exception des hôpitaux, prisons et indigens ; proclamation y relative, 143 et 148. — Article de Trouvé sur la clôture des clubs politiques qui s'y étaient formés, 161 et 164. — Résolution qui excepte ses ci-devant maisons religieuses de l'aliénation ordonnée par la loi du 13 fructidor ; rapport, et rejet de cette mesure, 163, 175 et 176. — Arrêté sur les permissions de s'y fixer ; message pour en éloigner une foule d'inconnus et d'étrangers, 166. — Projets contradictoires sur la clôture ou l'ouverture de la Bourse, 170 et 171. — Discussion et loi sur la police y exercer, relativement aux étrangers, 172, 176, 177 et 183. — Message sur ses écoles centrales, 181. — Leur placement, 185. — Destination de l'observatoire du collège Mazarin, 202 et 204. — Proclamation aux habitants contre des manœuvres anarchistes, 208. — Mise de sa légion de police à la disposition du directoire, et sa suppression, 218, 220 et 223. — Incendie dans la maison du ministre de la marine, 220. — Conspiration anarchiste découverte par le directoire ; détails y relatifs, 237. (*Voy. DROUET, BABEUR*). — Exclusion à cette occasion de différentes classes d'individus, 237, 238 et 251. — Appel aux artistes pour l'embellissement de ses places publiques, 246. — Ouverture des écoles centrales, 249. — Plan pour l'embellissement de la place de la Bastille, 256. — Agrandissement du jardin des Plantes renvoyé au directoire, 258. — Projet de soulever les faubourgs, dénoncé par Cochon, 268. — Article sur les fausses nouvelles répandues par les agitateurs à la Bourse, 278. — Pétition de plusieurs négocians, relativement à des lettres de

change, 297. — Proclamation aux habitants sur les élections, 301. — Arrêté sur la police militaire, 309. — Détails sur la fête du 10 août, 329. — Suppression de toute distribution de pain ou viande au compte du gouvernement, à d'autres qu'aux indigens, 337. — Explosions dans différents quartiers dans la nuit du 11 au 12 fructidor ; bruits et conjectures à ce sujet, 343. — Proclamation du directoire y relative, 344. — Rapport sur cet événement, 346. — Projets d'embellissemens et de fêtes dans cette commune, 348. — Nombreuses arrestations à la suite de l'affaire du camp de Grenelle, 561. — AN V. Arrivée du lord Malmesbury, 33. — Mesures contre les brigands armés qui parcourent les campagnes environnantes, 57. — Révocation des permissions d'y résider, données aux étrangers, 70. — Assemblée du commerce de cette ville, pour y établir une banque ; et plans y relatifs, 84 et 99. — Arrestation de Noblet, crieur de brochures contre le gouvernement, 92. — Départ de Malmesbury, 93. — Arrestation du banquier Palangre, comme escroc, 96. — Invitation aux citoyens pour se faire inscrire sur le registre civique, 105. — Réflexions sur le message relatif à une garde spéciale pour cette commune, 106. — Résolution concernant les dépenses d'administration, 109. — Dénonciation de Pérez contre les coupeurs de bourse et les maisons de jeu, *ibid.* — Suicides, 110. — Projet d'une garde pour cette commune, par le général Debar ; et sa réclamation à ce sujet, 115 et 120. — Arrivée du général Hoche, 126. — Violation, pendant la nuit, par le commissaire de police de la section des Champs-Élysées, et par douze hommes armés, du domicile du café des ambassadeurs, 129. — Ordre du jour sur la demande de la conservation de ses bureaux de bienfaisance, 134. — Conspiration royale, 135. (*Voy. LAVILLEHEURNOY, BROTTIER, etc.*). — Publication, aux flambeaux, des victoires de l'armée d'Italie sur les troupes du pape, et de la reddition de Mantoue, 144. — Observations sur la loi qui exige des cartes et passeports pour sortir du canton de Paris, 150. — Détails d'un violent incendie chez un chandelier, rue neuve Roch, *ibid.*, 153 et 158. — Rapport et arrêtés en faveur des militaires qui ont porté

des secours dans cette occasion, 155. — Rapport de Cochon sur les tentatives faites pour extraire des prisons du Temple les complices de Lavilleheurnoy, 152. — Vol de la caisse de Laguette, receveur de l'arrondissement du Nord, 155. — Don fait par les députés de Milan, d'une somme de 12,000 liv. pour soulager les pauvres de Paris, et les parens des morts et blessés aux armées, 155. — Réduction des dépenses de l'école de Santé, 156. — Rentrée des écoles centrales, 157. — Réflexions sur la police de cette commune, 165. — Apposition des scellés sur les papiers de Bette-d'Etienneville, administrateur-général de la banque agricole, 167. — Vols et suicides, 168. — Rapport de Dupin, et discussion sur les lois qui défendent aux ex-conventionnels et autres de demeurer à Paris, *ibid.* — Arrestation de plusieurs chansonniers, 170. — Projet de Cambacérès pour la percée d'une rue depuis celle Nicaise jusqu'au garde-meuble, 172. — Réunion des assemblées primaires, 183. — Comité secret des électeurs, pour ne porter aux fonctions publiques que des hommes nuls dans la révolution, 200. — Nominations du corps électoral, 202, 203, 204 et 205. — Rapport et proposition pour procurer des fonds qui assurent le service des hospices, maisons d'arrêt et de bienfaisance, 215. — Arrestation de deux individus vendeurs de faux arrêtés de radiation de la liste des émigrés, et de faux congés d'exemption de réquisition, 216. — Les préliminaires de la paix sont annoncés sur divers théâtres par ordre du gouvernement, 218. — Rejet de la résolution relative aux dépenses des établissemens publics, 230. — Rapport de la loi qui excluait de Paris divers individus, 237. — Découverte de nouveaux rassemblemens de factieux, 238. — Dénonciation et explications à l'occasion d'un placard intitulé : *Garde à vous Républicains*; lettre du chef de l'état-major, et inductions qu'en tire Dumolard de l'existence d'un complot contre la représentation nationale, 243. — Note des statues de marbres et des tableaux envoyés de Rome à Paris, 248. — Notice sur l'histoire générale de ses prisons, 274. — Première séance de la société de médecine, 276. — Réflexions de Lenoir-Laroche sur le cercle constitutionnel, 279. — Observations

sur les banqueroutes qu'y s'y sont et sur leurs causes, 287. — Approbation de la résolution qui annule la loi qui en excluait les étrangers, 289. — Rapport des officiers d'artillerie sur l'incendie qui a eu lieu à l'Arsenal, 292. — Annonce d'un grand mouvement qui doit avoir lieu au faubourg Saint-Antoine, sous couleur terroriste, 296. — Arrivée de l'ambassadeur turc, 297. — Décret de bien mérité de la patrie en faveur des vainqueurs de la Bastille, 301 et 302. — Inquiétudes aux cinquante sur les symptômes qui s'y manifestent; on assure qu'il est devenu le repaire général des anarchistes et des brigands; message au directoire pour connaître sa situation, 304. — Henri-Larivière annonce que des troupes y sont entrées pendant la nuit, et rassemble les faits pour prouver qu'il s'y prépare un nouveau 31 mai, 305. — Message et rapport sur sa situation; répression d'un rassemblement illégal, 306. — Doucet en dénonce un autre, composé d'hommes de sang et de pillage, dirigé particulièrement contre la représentation nationale, 317. — Arrestation d'un individu chez lequel on a trouvé deux canons et plusieurs obusiers, qu'il qualifiait de marchandises, 324. — Fargue dénonce un nouveau complot tendant à l'égorgement de deux cent huit députés, et provoque l'envoi d'un message sur la situation de cette commune, 331. — Le général Verdière est nommé au commandement de cette place, 332. — Notice sur la distribution des prix des écoles centrales, 342. — On y tire le canon d'alarme à trois heures, le matin du 18 fructidor; les troupes en occupent les ponts et les carrefours et investissent le lieu des séances des conseils; suspension de l'administration centrale et de ses douze municipalités; permanence du seul bureau central, 349. (*Voy. DIX-HUIT FRUCTIDOR*). — Résolution relative à l'ouverture des examens de l'école de médecine, 351. — AN VI. Programme de la fête de la fondation de la république, 1. — Rixes entre la légion des francs, les grenadiers de quelques bataillons d'infanterie et ceux du corps législatif, 6. — Détails de la pompe funèbre du général Hoche, 16. — Démenti du bruit de la fermeture de la réunion politique du faubourg Antoine, 18. — Accidents occasionnés par un brouillard très-épais

et

et fétide, 56. — Dissolution de l'assemblée dite *concile national*, *ibid.* — Découverte d'une conspiration royale; arrestation de dix huit conjurés, 75. — Liste des députés du commerce de Paris, offrant au directoire un emprunt pour la descente en Angleterre, 93. — Destination de 25 millions à cet effet, 94. — Adresse des négocians y relative, 99. — Rapport sur cet objet, et décret qui ouvre l'emprunt, 106, 107, 112 et 113. — Adresse des habitans du faubourg Antoine, pour recevoir les dons patriotiques, 108. — Visites pour la recherche des marchandises anglaises, 109. — Arrêté du département, qui change le nom de la rue Chanterrenne en celui de la Victoire, 110. — Etat des naissances, mariages, adoptions et décès qui ont eu lieu pendant l'an cinq, 112. — Ouverture d'un bureau pour recevoir l'emprunt, 132. — Fermeture de plusieurs églises, *ibid.* — Adresse des habitans du faubourg Antoine, relativement à la journée du 18 fructidor, 136. — Proclamation de la loi sur l'emprunt, 137. — Profession de foi politique des membres du Cercle constitutionnel de la rue de l'Université, *ibid.* — Arrivée, à Paris, de trois députés de la république lémanique, 138. — Article sur la destination qu'on pourrait donner à son église de la Madeleine, 142. — Adresse des républicains de cette ville sur les élections, 146. — Demande des citoyens; relative aux ministres du culte, 149. — Article sur le Cercle constitutionnel de la rue de Lille, 156. — Première séance du club de Salm, 164. — Demande, par les républicains du dixième arrondissement, d'une loi pénale contre ceux qui n'observent pas les décadis, 169. — Départ solennel des autorités constituées pour travailler à la réparation des chemins sur la route d'Orléans, 176. — Réclamation des citoyens, relative à une violation de la loi dans leurs assemblées primaires, 188. — Mise en liberté des prévenus de l'affaire de Grenelle, 191. — Troubles dans les spectacles au sujet d'airs opiniâtement demandés, quoique non-annoncés; lettre du ministre de la police à ce sujet, 192. — L'ambassadeur de Portugal sort du Temple, *ibid.* — Ordre du jour sur les pétitions de plusieurs citoyens des assemblées primaires, *ibid.* — Formation de l'assemblée

Table alphabétique.

électorale, 203. — Noms des savans qui doivent faire partie de la grande expédition que l'on prépare, 204. — Le Cercle constitutionnel écrit une lettre de félicitation au conseil des juniors de Gênes, 206. — Agitation dans l'assemblée électorale; scission entre les membres; acte publié à ce sujet, 207 et 208. — Nominations faites par les deux assemblées de l'Oratoire et de l'Institut, 209 et 210. — Bruit répandu dans la ville que la députation d'Empire a accepté toutes les conditions de paix proposées par la république française, 210. — Pétition de l'assemblée de l'Oratoire pour sa prolongation, 213. — Message sur les besoins de la commune, *ibid.* — Décret relatif à la disposition de l'enclos des ci-devant Chartreux de Paris, pour l'embellissement du quartier du directoire, 214. — Clôture du Cercle constitutionnel du cinquième arrondissement, 215. — Arrivée des ours de Berne, au Muséum d'histoire naturelle, 219. — Pièces officielles, et rapport de Guyot-Desherbiers sur ce qui s'est passé aux assemblées électorales de l'Oratoire et de l'Institut, *ibid.* et 220. — Ordre à tous les militaires qui se trouvent à Paris, de rejoindre leurs corps, 219. — Arrestation du concierge du Temple, à cause de l'évasion de Sydney Smith, 230. — Fermeture de tous les édifices, autres que ceux désignés par la loi du 30 prairial an 3, pour le libre exercice du culte, 234. — Arrivée à Paris de vingt-deux buffles, envoyés de Rome par la commission française des arts et sciences, 239. — Détails sur les fêtes d'Italie et les courses du bois de Boulogne, 240. — Nomination d'un membre de l'inspection des contributions de Paris, 245. — Réunion du clergé constitutionnel au concile national; Royer, ex-législateur, nommé à l'évêché de Paris, 252. — Triage de livres dans ses divers dépôts, 254. — Renvoi au directoire de la pétition de 112 entrepreneurs, créanciers de ses hospices, 255. — Rumeur au faubourg Antoine, occasionnée par le faux bruit que l'administration de la loterie avait soustrait des numéros de la roue de fortune, 262. — Bruit de l'arrestation de deux écrits, intitulés: *L'Ami du Peuple*, et *L'Ami du Roi*, 265. — Changement dans l'administration des hospices, 267. — Arrivée de Schimmelpeninck et de Dewinter,

ambassadeur et amiral bataves , 273. — Réunion des Irlandais - Unis chez Napper - Tandy , 275. — Refus fait par la caisse d'escompte de Cadix , des papiers tirés sur Paris , 277. — Arrestation du comte de Rochecotte , émigré , qui assassine plusieurs citoyens ; et proposition en faveur de ces derniers , 285. — Projet d'accorder à Pajet , pour trente ans , la jouissance du terre-plein du Pont-Neuf , à la charge d'y élever un monument , 289. — Visites domiciliaires et arrestations , 291. — Réunion dans un banquet des militaires , membres du corps législatif , pour célébrer la prise de Malte , *ibid.* — Assassinat du juge de paix de la division de la Fidélité , 292. — Motion de Lecointe-Puyraveau sur sa situation , sur l'affluence d'émigrés , la réunion d'agens de l'Angleterre , et le mépris des institutions républicaines ; confirmation des faits par le directoire , et décret qui permet les visites domiciliaires pour un mois ; réflexions du rédacteur sur la nécessité de cette mesure , *ibid.* — Lettre menaçante adressée à la commission militaire , séante à Paris , 294. — Arrivée de Kosciuszko , 297. — Célébration de la fête du 14 juillet , 298. — Défense aux militaires d'attaquer ou insulter personne pour sa coëffure , 303. — Installation de la nouvelle administration du collège Égalité , et changement de son nom en celui de Prytanée - Français , 315. — Lettre du ministre de l'intérieur aux comités de bienfaisance , pour secourir promptement les vrais pauvres , 324. — Célébration de la fête du 10 août ; discours de Merlin , président du directoire , au Champ-de-Mars ; repas patriotique , 325 et 327. — Lettre sur la chapelle de la Jussienne , rue Montmartre , *ibid.* — Distribution des prix aux élèves des écoles centrales , 330. — Proclamation sur la célébration du décadi et des fêtes nationales , 333. — Découverte de cachots affreux au Prytanée , 345. — Proposition d'accorder à cette commune 500,000 liv. à titre de prêt , pour ses dépenses ; ordre du jour , 556. — Résolution qui y établit un octroi de bienfaisance , formé de militaires invalides ; discussion à ce sujet , 359 et 361. — AN VII. Arrivée dans cette ville d'un envoyé extraordinaire du Portugal , 2. — Prolongation de l'exposition des produits de l'industrie française au Champ-de-Mars , 5. — Projet d'y élever un cirque ,

7. — Lettre du bureau central aux commissaires de police , pour effacer les images obscènes et les inscriptions royalistes , crayonnées ou placardées sur les grandes portes et les murs des maisons , 17. — Adoption de la résolution relative à l'octroi municipal de bienfaisance ; établissement de cet octroi , 27 et 31. — Tarifs des droits à percevoir par la commune de Paris , 32. — Condamnation de quatre employés à la liquidation des hôpitaux , convaincus de faux , 35. — Tableau des églises remises à l'usage des citoyens de Paris , 36. — Composition de la régie de l'octroi municipal , 37. — Discours de Lechat , élève de l'institution nationale des Colonies et du ministre de la marine ; distribution des prix , *ibid.* — Incendie violent , 47. — Amas d'armes découverts dans plusieurs prisons , 61. — Annonce du départ des conscrits , 65. — Notice de la rentrée publique du collège de France , 67. — Autre sur divers plans de Paris , 70. — Départ du commandeur de Ruffo , ministre de Naples auprès de la république française , 71. — Un citoyen se charge de l'éducation de dix orphelins , 73. — Etablissement d'une caisse d'échange de papiers en porte-feuille , 75. — Assassinat d'un agio-teur , 76. — Exercice musical des élèves du conservatoire , et distribution des prix à ces élèves , 77 et 78. — Arrestation de l'ambassadeur de Sardaigne et du chargé d'affaires de Naples , au moment où ils cherchaient à s'évader , 78. — Incendie au Palais-Égalité , 87. — Acte de piété filiale récompensé , 135. — Lettre du ministre sur les travaux du bureau de bienfaisance , établi place Vendôme , 144. — Saisie du Mercure britannique qui se réimprimait dans cette ville , 148. — Plantation d'un arbre de la liberté , 169. — Incendie à l'Odéon , 179. — Arrêté du directoire pour la démolition du piédestal de la statue de Louis XV , et l'érection d'un autre monument , 182. — Résolution sur la maison d'arrêt des Madelonnettes , 183. — Discours de Pollart sur les incendies qui dévorent les monumens de Paris , 185. — Arrivée de la députation napolitaine ; destitution de quatre administrateurs des hospices , 186. — Troubles dans une assemblée primaire , présidée par Julien de Toulouse ; lettre de celui-ci à ce sujet , 189. — Nomination des électeurs , 190. — Circulaire du

ministre de la police sur les formalités à remplir pour y obtenir la résidence, 209. — Discussion et rejet de la résolution qui excepte l'île Louviers des biens nationaux à vendre, 217, 232 et 233. — Joubert, nommé au commandement de la dix-septième division militaire, 272. — Evénemens du 28 prairial, et renouvellement du directoire, *ibid*, 273 et *suiv.* — Aréna dénonce des rassemblemens de forces dans cette ville, destinés par Merlin contre la représentation nationale, 274. — Félicitation au corps législatif par des citoyens de son cinquième arrondissement, 275. — Il s'y forme une société politique dans le local du Manège, 291. — Changemens dans plusieurs de ses administrations municipales, 292. — Le général Kralleski y arrive; clôture des maisons de jeu, 293. — Adresses de ses citoyens contre les ex-directeurs, *ibid.* — L'envoyé du dey d'Alger y meurt, 302. — Pétitions diverses contre Talleyrand et autres, *ibid.* — Dénonciation contre la vente à vil prix de la maison d'Uzès, 304. — Dénonciation d'une municipalité contre la commission des contributions directes, 305. — Article où l'on prétend que les adresses contre les ex-directeurs, partent toutes dressées et signées de Paris, 319. — Coups de fusils tirés au Champ-de-Mars contre le Directoire, 327 et 332. — Installation des administrateurs de ses hospices civils, 330. — Dénonciation par plusieurs citoyens de la nomination de Sieyès au directoire comme illégale, 336. — Renvoi au directoire de la plainte de Joussetin, arrêté malgré l'exhibition de sa carte de député, 337. — Rapport de la loi qui excepte l'île des Cygnes de la vente des biens nationaux, 356. — Projet au 27 fructidor de faire déclarer la patrie en danger; destitution de Bernadotte, etc., 359, 361 et *suiv.* — Demande d'un message au directoire sur la situation de la ville, 363. — Démission de la municipalité du neuvième arrondissement, 364. — Arrivée de M. Musquitz, ambassadeur d'Espagne, *ibid.* — Etat des arrestations produites par les visites domiciliaires, 366. (*Voyez FRANCE, BASTILLE, LOUVRE, PALAIS-ROYAL*, etc., et les articles ci-après).

PARIS (Bureau Central de). AN IV. Lettre que lui adresse le ministre de la police, Merlin, sur la

circulation de bruits mal fondés, 123. — Le droit de décerner des mandats d'amener lui est attribué, 237 et 238. — Les opérations des contributions publiques lui sont refusées, 258 et 267. — Affaire des mandats d'amener décernés contre plusieurs représentans, 267, 268, 269, 282, 287 et 292. (*Voyez BRÉON et LIMODIN*). — Son arrêté concernant les colporteurs de journaux, 289. — AN V. Loi pour lui attribuer la poursuite des affaires communales, 54 et 59. — Sa lettre au commandant de Paris pour l'arrestation des individus non-décorés de cocardes nationales ou porteurs de nattes retroussées, 58. — Son rapport contre l'inutilité de la peine de mort pour les délits de la presse, que les jurys se refusent à appliquer, 170. — Est excepté de la loi qui suspend les autorités de Paris au 18 fructidor, 349. — AN VI. Son arrêté prohibitif de l'étalage des marchandises les décadi et jours de fêtes nationales, 71. — Il ordonne d'arrêter toutes les personnes masquées ou déguisées, 149. — Sa lettre pour l'exécution de la loi qui prescrit l'usage des nouvelles mesures, 199. — Examen de la défense qu'il a faite à Garnerin d'exécuter une ascension aérostatique avec une femme, 223. — Arrêté pour substituer sur les enseignes aux mots *Bierre de mars*, ceux-ci : *Bierre de germinal*, 238. — Il suspend les pièces à feu d'artifices, 258. — Renouvellement partiel de cette autorité, 262. — Elle autorise l'ascension de Garnerin avec une femme, 267. — Défend les cannes à sabre et les bâtons plombés, 310. — Proscrit les mots *monsieur* et *madame* dans les pièces de théâtre, 328. — AN VII. Ordonne d'enlever les images obscènes et les inscriptions royalistes étalées ou empreintes sur les murs et les portes, 17. — Son avis sur les lettres que font circuler les filoux, 32. — Pétition contre ses arrêtés relatifs à l'étalage, 155. — Astier en est nommé commissaire, 285. — Y est remplacé par Lemaire, 316.

PARIS (la Commune et Municipalité de). AN 1789. — Formation et installation du premier corps municipal; son introduction à la barre de l'assemblée, ayant le maire Bailly à sa tête; discours à cette occasion, 30 et 31. — Réflexions sur l'organisation de cette municipalité, et des districts, 37. — Elle s'oppose à une députation de citoyens, conduite par Saint-Huruge, et qui se propose de

dénoncer à l'assemblée les partisans du *veto*, 51. — Annonce la procédure entamée contre les prévenus des derniers troubles ; demande que l'instruction soit publique , et que la condamnation n'ait lieu qu'aux deux tiers de voix , 55. — Entourée , au 5 octobre , par le peuple , elle transmet à Lafayette l'ordre de le conduire à Versailles , 70. — Reçoit le roi à l'hôtel de ville ; envoie une députation féliciter l'assemblée , 71 et 72. — Lui transmet un paquet important relatif aux recherches qu'elle fait , et qui sont entravées par les privilèges attachés à plusieurs édifices , 74. — Des remerciemens lui sont votés à la première séance de l'assemblée à l'évêché , 75. — Commission nommée pour recevoir ses députations , *ibid.* — Elle vient annoncer une sédition contre un boulanger , et demande une loi martiale contre les attroupemens , 76. — Décerne une couronne civique et une épée à Nesham , jeune Anglais , qui a sauvé la vie à Planter dans l'émeute de Vernon , 80. — Sollicite un règlement de police , 83. — Demande à être substituée au prévôt des marchands , et au lieutenant de police pour la perception des impôts , 89. — Arrêté du district des Cordeliers exigeant une prestation de serment de ses députés à la commune , 91. — Demande si elle peut accepter la bibliothèque des Génovéfains , 93. — Rapport sur les difficultés élevées entre elle et le district des Cordeliers , *ibid.* — Visite de son comité des recherches dans le couvent des Annonciades ; explications sur cette mesure , *ibid.* — Tableau de la municipalité et de son organisation ; noms de ses membres , 94 et *suivans.* — Discussion de la commune avec le district des Cordeliers , concernant l'autorité des districts sur leurs députés , *ibid.* — Débats sur l'article qui soumet Paris à une organisation municipale particulière , 96. — Organisation du tribunal de police , 97. — Règlement de l'assemblée des représentans de la commune , 98 , 99 et 100. — La municipalité organise les ateliers de travaux publics ; ses arrêtés relatifs aux colporteurs , 101. — Travaux de son comité des recherches , relativement à la conspiration du mois de juillet , *ibid.* — Tableau de l'administration municipale ; arrêté de la création de son comité des recherches , 102. — Serment du 25 août , prêté

par la municipalité , 104. — Opposition entre elle et les districts ; répression des désordres parmi les ouvriers de la démolition de la Bastille 106. — Son instruction aux districts sur la police , 107. — Elle s'oppose à la publication d'un journal de la tranquillité publique , 108. — Extrait des procès-verbaux de ses opérations , 109. — Compte des travaux du comité des recherches , 110 et 111. — Préparation du règlement municipal , 111. — Proposition de la municipalité de faire de la ville le centre d'un département de neuf lieues de rayon , 119. — Discussion à ses séances sur le système des grandes capitales , *ibid.* — Renvoi au comité d'agriculture de son mémoire sur les ateliers de charité , *ibid.* — Son arrêté sur les colporteurs , 124. — Réflexions sur le pouvoir du maire , 125. — Discussion sur le même objet , 127. — Rapport sur la conspiration de la cour en mai , juin et juillet , *ibid.* — Annonce à l'assemblée du vœu de la commune pour la formation d'un grand département , 128. — Pamphlet répandu contre Monsieur qui est accusé d'avoir conspiré avec Favras pour affamer la ville , *ibid.* — Débats sur la forme des brevets de sa garde nationale ; fixation de l'autorité du maire ; dénégation de Monsieur sur l'affaire précédente , 129. — Suite du rapport sur la conspiration de la cour , 130 et 131. — AN 1790. Travaux des représentans de la commune , 5. — Organisation définitive de la municipalité , 6 , 19 , 20 , 24 , 25 , 26 , 50 , 51 , 58 , 59 , 60 , 73 , 84 , 85 , 94 , 95 et 122. — Ses travaux , 17 , 18 , 38 , 40 , 48 , 72 , 78 , 80 , 81 et 82. — Son arrêté pour faire poursuivre Marat , 21. — Présente à l'assemblée son adhésion au décret qui donne au département trois lieues de rayon , *ibid.* — Fait placer le buste de Necker dans le lieu de ses séances , 29. — Honneurs rendus à Beaulieu pour sa conduite envers les frères Agasse , 35. — Prestation du serment civique , 37. — Son arrêté pour l'admission des Juifs à l'état civil , 40. — Discussion sur la liberté des théâtres , 53. — Elle dénonce à la barre de l'assemblée nationale le prévôt de la maréchaussée de Brives , 67. — Propose l'émission d'un papier monnaie , 76. — Décret pour lui vendre jusqu'à concurrence de quatre millions de biens ecclésiastiques , 77. — Prohibition de la représen-

tation du *Baron de Volza*, comme contraire aux mœurs, 80. — Demande de la permanence des districts, 84. — Assemblée des représentans de la commune, 87. — Décret qui exige un cautionnement pour les biens nationaux qui lui ont été aliénés, 100. — Nouveau plan de municipalité, 102. — Titre de citoyen français accordé au chevalier Pio, ex-agent de Naples, 107. — Réclamations à l'assemblée contre l'affluence des mendiants à Paris, *ibid.* — Théâtre de l'opéra pris à la charge de la municipalité, 108. — Elle décerne des médailles à plusieurs citoyennes, 112. — Démission des représentans de la commune, et réflexions à ce sujet, *ibid.* et 115. — Travaux divers, 118, 119 et 120. — Déclarations de son comité des recherches sur les journées d'octobre, 121. — Réflexions contre un troisième plan d'organisation municipale par les districts, 124. — Projets et débats à l'assemblée sur cet objet ; son organisation actuelle supprimée, 125. — Destination de l'emplacement de la Bastille à l'érection d'un monument consacré à la liberté, 127. — Suite du décret sur l'organisation municipale, *ibid.* 128, 129, 132 et 162. — Son cautionnement pour l'aliénation de biens nationaux refusé par l'assemblée, 134. — Ses travaux divers, *ibid.* et 137. — Elle présente à l'assemblée une adresse au nom des habitans de Paris, à tous les Français, sur le 14 juillet, et réclame la fixation du nombre des députés à envoyer par les départemens à cette cérémonie, 158. — Est chargée des fonctions du district, relativement à la vente des biens ecclésiastiques, 160. — Sa déclaration concernant le 14 juillet, 191. — Ordonnances et dispositions y relatives, 193 et 197. — Ses députés réclament à l'assemblée contre les impôts qui pèsent sur la capitale ; sa mission lui est contestée, 224. — Réflexions sur ses travaux, 225. — Elle transmet un arrêté contre l'adresse tendante à obtenir la diminution des impôts directs de la capitale, 226. — Lecture d'une délibération de la section du Luxembourg, sur les représentans provisoires de la commune, *ibid.* — Décret d'aliénation en faveur de plusieurs domaines nationaux, 241. — L'assemblée des représentans de la commune constate l'exécution de l'arrêté sur la *gratuité* des services des administrateurs, 278. — Noms des quarante-

huit officiers municipaux nommés par les sections, 288. — Son installation définitive, 291. — Arrêté pour la conservation de son comité des recherches, 294. — Délibère sur le traitement des autorités constituées, 297. — Nomination de seize administrateurs, *ibid.* — Exposé de ses travaux, 302. — Ses députés admis à la barre de l'assemblée nationale, 316. — Sa proclamation sur les alarmes répandues au sujet de la formation de la nouvelle garde du roi, 317. — Demande une loi contre les duels, à l'occasion de celui entre Charles Lameth et de Castries, 319. — Sa proclamation sur la tranquillité publique, 320. — Elle demande à la barre l'organisation des lois de police et des tribunaux, 324. — Approbation de sa conduite relativement à l'insurrection de la Salpêtrière, 328. — Discours du maire au roi et à la reine sur l'établissement de la nouvelle municipalité, 331. — Est de nouveau installée, 350. — Reçoit provisoirement l'inspection des travaux publics et des maisons de secours, 355. — AN 1791. Est autorisée, par un décret, à signer provisoirement les contrats de rentes constituées, 16. — Défend les bals et les masques, 23. — Lettre du maire au sujet des troubles qui ont eu lieu au faubourg Antoine, 29. — La municipalité présente une pétition sur les besoins de la ville, 41. — Fait part des alarmes au sujet du départ de Mesdames, 47. — Lecture de son travail sur les maisons de jeu, 50. — Pièces relatives au départ de Mesdames, 59. — Sa proclamation sur les travaux de Vincennes, 61. — Elle dénonce l'assassinat de Waynel, cavalier de la garde parisienne, et ceux qui ont excité les citoyens à démolir le donjon de Vincennes, 65. — Sa proclamation sur l'arrestation de la diligence de Lille, par la section Mauconseil, 68. — Décret qui lui accorde une avance de trois millions pour subvenir à ses besoins, 71. — Elle consulte l'assemblée sur les arrestations faites au château des Tuileries, dans la journée du 28 février, 72. — Fait mettre en liberté plusieurs particuliers arrêtés en cette circonstance, 75. — Le département est autorisé à lui déléguer les fonctions relatives à la vente des biens nationaux, 77. — Elle prend le deuil à l'occasion de la mort de Mirabeau, 94. — Sa proclamation pour arrêter les désordres ten-

tés dans les couvens de religieuses, 100. — Sa délibération sur le voyage du roi à St.-Cloud, 110. — Son adresse au même sur les faux amis qui l'environnent, 112. — Elle se rend avec plusieurs bataillons de la garde nationale chez Lafayette, pour l'engager à retirer sa démission du commandement de cette garde, 113. — La section du Théâtre Français déclare captieuse et mésentente la question qu'elle a proposée sur le départ du roi à St.-Cloud, 114. — Elle réclame à la barre la prompte organisation du code pénal, pour arrêter les perturbateurs, et une loi sur le droit de pétition, 117. — Présente ses hommages au roi par l'organe du maire, *ibid.* — Fermentation à l'occasion du bataillon de l'Oratoire, dont elle a ordonné le licenciement, 118. — Elle adresse un avis aux ouvriers qui se coalisent pour l'augmentation du prix de leurs journées, 119. — Rend compte au département de la suppression des grenadiers de la sixième division, 124. — Réflexions sur sa demande relative à la confection des actes civils, 140. — Son règlement de police qui défend à certaines professions de se rassembler et marcher avec un drapeau et des instrumens guerriers, 143. — Sa proclamation annonçant l'évasion du roi, 173. — Elle présente à l'assemblée Drouet et Guillaume qui l'ont arrêté à Varennes, 176. — Est mandée à la barre au sujet de quelques agitations ; détails à ce sujet, 198. — Déploie le drapeau rouge, et proclame la loi martiale contre un rassemblement formé au Champ-de-Mars pour rédiger une pétition contre le roi, 199. — Sa délibération sur la libre circulation des armes dans l'intérieur du royaume, 200. — Son arrêté concernant l'état et l'inscription des citoyens ; autre sur les factieux, les étrangers soudoyés, les aristocrates et autres ennemis du bien public, *ibid.* — Rend compte de sa conduite au Champ-de-Mars ; l'assemblée l'approuve, *ibid.* — Son arrêté concernant l'exécution du recensement général des habitans, 206. — Elle invite les artistes à remettre des plans ou mémoires pour la construction des ponts du jardin du roi et vers le champ de la fédération, *ibid.* — Son arrêté concernant les personnes non-domiciliées, 207. — Circulaire concernant la police municipale correctionnelle, 210. — Arrêté sur l'émission des billets de con-

fiance, 228. — Autre, sur le prix et la vente du pain, 232. — Avance qui lui est accordée sur la caisse de l'extraordinaire, 234. — Son arrêté sur la liquidation de la dette de la commune, 252. — Elle annonce au roi et à la reine l'achèvement de la constitution, 261. — Prend un arrêté pour l'établissement d'un concours sur les moyens d'exciter les efforts de l'industrie, 263. — Décret qui la charge de faire exécuter les réglemens et d'ordonner les dispositions de police sur la rivière de Seine, 266. — Elle félicite l'assemblée de l'achèvement de ses travaux, 275. — Prend un arrêté sur l'organisation de la garde nationale, 279. — Un autre sur les jeux, 280. — Offre à l'assemblée les respects et les hommages des habitans, 281. — Prend un arrêté sur les subsistances, 283. — Autre, concernant les pauvres logés dans l'hôpital St.-Gervais, 284. — Autre, portant que le commandement général de la garde nationale sera exercé à tour de rôle, par les six chefs de divisions, 285. — Autre, sur les chasseurs volontaires, *ibid.* — Autre, portant que son comité des recherches cessera ses fonctions, 286. — Autre, sur les billets de confiance, 287. — Autre, pour faire frapper une médaille d'or en l'honneur de Lafayette, et lui offrir la statue de Washington, 289. — Nomination de commissaires pour l'examen des mémoires qu'elle a demandés aux personnes éclairées sur l'objet des subsistances et de l'approvisionnement, 308. — Son arrêté sur les échoppes fixes, 309. — Pétion est élu maire, 321. — Arrêté sur la liquidation des dettes de la commune, 323. — Autre concernant les citoyens appelés aux fonctions de jurés, 333. — Elle demande et obtient un décret interprétatif de celui sur le paiement des pensions ou traitemens par les caisses publiques, sauf les présentations de certificats de résidence, 348. — Son arrêté concernant les lois et réglemens relatifs à la police, 360. — AN 1792. Décret portant qu'elle rendra compte des mesures prises pour assurer les subsistances, 7. — Organisation des pouvoirs municipaux, 8. — Arrêté de la municipalité, relatif aux certificats de résidence, 15. — Autre, sur l'affiche des actes de l'autorité publique, 17. — Etat de sa dette communale, 24. — Son arrêté sur les masques, 32. — Autre, sur les certificats de

résidence, 40. — Autre, qui exige la déclaration de tout citoyen, muni d'armes ostensibles, 45. — Décret qui mande à la barre tous les corps administratifs, pour rendre compte de la situation de la ville, 48. — Discours du maire Pétion à la barre, 56. — Lettre du même sur celle du roi, relative aux troubles des théâtres, 61. — Réclamations de la municipalité pour le soulagement des indigens, 63. — Elle reçoit la prestation du serment civique par la garde de Louis XVI, 77. — Etat de situation de ses finances, 97. — Son arrêté concernant l'état de la caisse patriotique, 105. — Autre, relatif aux certificats de résidence, 110. — Décision, portant qu'il n'y a pas lieu à enlever, du lieu de ses séances, les bustes de Bailli et de Lafayette, 117. — Arrêté pour surveiller les hôtelleries, 121. — Autre, pour la célébration d'une cérémonie funèbre, en l'honneur de Simoneau, 124. — Ses réclamations en faveur des rentiers, 135. — Décret portant que le maire rendra compte chaque jour de la situation de cette ville, 150. — Le conseil général se déclare permanent, 152. — Compte rendu par le maire de la situation politique de Paris, 153. — Proclamation de la municipalité à l'occasion des inquiétudes répandues sur les subsistances, 154. — Remerciemens votés par l'assemblée à la municipalité et à la garde nationale, *ibid.* — Arrêté de la municipalité concernant les processions, 155. — Autre, sur les maisons de vente et d'encan, 156. — Autre, pour la réduction du nombre des cloches, 162. — Son avis sur l'arrêté relatif à la procession de la Fête-Dieu, 166. — Le bureau de la police y constate qu'on a offert de l'argent pour faire applaudir dans les tribunes le parti *Feuillant*, 170. — Compte rendu par la municipalité, de la situation tranquillisante de la ville, 175. — Sa proclamation pour conserver l'union parmi les administrés, 176. — Son arrêté ordonnant qu'une statue de Louis XIV sera convertie en canons, 180. — Querelle entre le département et le maire Pétion, sur les événemens du 20 juin, 180. — Avis des administrateurs de police sur les instigateurs d'un mouvement contre le château, 183. — Pétition contre l'arrêté du département, qui suspend le maire et le procureur de la commune, Manuel, à l'occasion du 20 juin; et discussion y relative,

193, 195, 196 et 199. — Arrêté de la municipalité, fixant le cérémonial pour la proclamation de la patrie en danger, 204. — Autre, tendant à obtenir la déclaration des armes existantes au château des Tuileries, 210. — Autre, qui établit un bureau central de correspondance, 216. — Autre, proscrivant toute autre cocarde que celle militaire, *ibid.* — Autre, relatif à des mesures de sureté pour la délivrance de passe-ports aux étrangers, 219. — Autre, concernant la garde du roi, 221. — Détails donnés par trois officiers municipaux, sur la journée du 10 août; réunion des commissaires des sections à l'Hôtel-de-Ville; formation par eux, d'une nouvelle municipalité; ses opérations; son vœu pour la déchéance du roi, 225. — Mesures de sureté prises par les représentans provisoires de la commune; Pétion est consigné pour garantir au roi ses jours, 226. — Députés de la commune, demandant que Louis XVI soit transféré à l'Evêché, *ibid.* — Arrêté pour l'érection sur la place des Victoires, d'une pyramide aux vainqueurs du 10 août, 227. — Décret qui charge la commune de fixer la demeure de Louis XVI, et lui confie sa garde, *ibid.* — Elle réclame contre la formation d'un nouveau directoire de département; décret à la suite, qui détermine la surveillance de ce directoire sur elle, *ibid.* — Compte de ses opérations à la suite de la journée du 10 août, 228. — Elle annonce que les conspirateurs s'échappent en foule, et demande une loi sur les passe-ports, 230. — Ses députés insistent pour la formation d'une *cour martiale*, *ibid.* — Son arrêté ordonnant la démolition des portes St.-Denis, St.-Martin, et autres emblèmes de féodalité et de despotisme, 239. — Décret portant que la municipalité provisoire représentera les pouvoirs qu'elle tient du peuple, 245. — Création d'un nouveau conseil général de la commune, *ibid.* — Son arrêté sur la nouvelle du siège de Verdun par les Prussiens, 247. — Décret qui déclare la municipalité responsable de la sureté des personnes et des propriétés lors des massacres de septembre, 249. — Lettre des commissaires de la commune, annonçant que le Temple est menacé; mesures à ce sujet, *ibid.* — Arrestations faites par ses ordres, 261. — Elle annonce la prochaine arrivée

de 100 pièces de canon, 265. — Décret qui lui demande compte de ses arrestations, *ibid.* — Autre, pour le versement d'une somme dans sa caisse, *ibid.* — Sa proclamation sur le serment de responsabilité à l'égard de la sûreté des personnes et des propriétés, 266. — Des commissaires municipaux, accusés de prévarication, demandent que leur conduite soit examinée, *ibid.* — Arrêté de la commune, ordonnant la désignation des sections, au lieu de celles des paroisses, dans les actes de l'état civil, 268. — Autre, pour la surveillance de la famille royale, détenue au Temple, 271. — Une protestation de la municipalité désavoue les opérations de son comité de surveillance, *ibid.* — Ce comité déclare qu'il a été calomnié, et qu'il a la preuve de la trahison de grands conspirateurs, 275. — Décret ordonnant à la municipalité de rendre compte de sa gestion, relativement aux billets de confiance, *ibid.* — Autre, pour accélérer la reddition de ces comptes, 276. — Le comité de surveillance offre de produire les preuves de la distribution de sommes considérables par la cour, *ibid.* — Arrêté de la commune, concernant le comité de surveillance; autre, ordonnant la translation de Louis XVI à la grosse tour du Temple, *ibid.* — Autre relatif à la fête civique pour célébrer les succès des armées dans la Savoie, 281. — Justification des membres du comité de surveillance, relativement aux massacres de septembre, 282. — Décret qui ordonne à la commune de justifier de sa gestion relativement aux billets de confiance, 284. — Autre qui établit une commission pour recevoir les déclarations des effets confiés à la garde de la commune, 285. — Texte du décret sur les déclarations relatives aux objets y déposés, 286. — Autre qui lui accorde un prêt pour le remboursement des billets de secours, 287. — Le *Courrier-Général* dénonce les membres du comité de surveillance pour n'avoir point rendu leurs comptes, 293. — Arrêté portant défense de tirer des coups de fusils dans les rues, 294. — Le comité de surveillance présente un aperçu de ses comptes, *ibid.* — Décret qui casse l'arrêté de la commune, ordonnant l'impression et l'envoi à toutes les municipalités d'un arrêté improuvé par la convention, 300. — Elle demande de nouveaux fonds; décret lui ordonnant

de rendre, dans vingt-quatre heures, ses comptes relativement aux billets de la maison de secours, 301. — Reddition de ces comptes et explications relatives aux billets de secours; inculpations à ce sujet contre Bidermann, Guillaume et autres, 302. — Décret qui demande à la municipalité un nouvel état de situation, et à Roland un rapport depuis le 10 août, *ibid.* — L'ancienne municipalité rend compte de sa conduite aux journées des 20 juin et 10 août, et présente l'état de la caisse des secours, 303. — Inculpations contre la commune, résultant d'un rapport de Roland, 304, 305 et 306. — Décret qui enjoint au comité de surveillance de verser les sommes dont il est reliquataire, *ibid.* — Le conseil-général est mandé à la barre pour s'expliquer sur l'envoi dans les départements d'une adresse improuvée par la convention; décret pour la vérification de ce fait, *ibid.* — Reprise de la discussion sur la dénonciation du ministre Roland contre la municipalité, 307. — Dénonciation faite à la commune contre des individus demandant les têtes de plusieurs députés et de Louis XVI, 310. — Réunion du conseil-général avec le corps municipal, 311. — La commune passe à l'ordre du jour sur des demandes faites par Louis XVI et sa famille, 315. — Son conseil-général demande qu'aucun de ses membres ne soit admis à des places quelconques qu'après avoir justifié de ses comptes, 316. — Justification de Duffort, membre du comité de surveillance, accusé de bris de scellés, 321. — Le conseil-général mentionne honorablement l'arrêté de la section des Piques, relatif à Roland, et nomme une commission pour examiner la conduite de ce ministre, 330. — Décret pour l'augmentation des membres du corps municipal, *ibid.* — Le conseil-général demande la taxation des comestibles et combustibles, 331. — Décret qui suspend l'effet de passe-ports et certificats de résidence délivrés par la commune, *ibid.* — Elle demande le droit de taxer les denrées de première nécessité, 335. — Arrêté concernant l'échange des billets de la maison de secours, 338. — Dissolution de la commune du 10 août; épuración des nouveaux membres; nomination du maire Chambon, 339. — Une députation de la commune provoque le jugement de Louis XVI, 340. — Arrêté

rété sur l'état des prisons, 342. — Discussion et arrêté du conseil sur les subsistances ; autre ordonnant l'enlèvement des armes et instrumens qui peuvent en servir aux prisonniers du Temple, 343. — Autre sur le mode de surveillance particulière de la personne de Louis XVI, 349. — Autre portant que ses conseils seront fouillés dans les endroits les plus secrets, 350. — Il est communiqué à l'assemblée, 351. — Décret qui lui demande un compte général de la situation de Paris, 360. — AN I.^{er} 1793. — Compte rendu par le maire à ce sujet, 8. — Débats pour et contre la permanence du conseil-général, *ibid* et 9. — Il suspend la représentation de la comédie, intitulée : *L'Ami des Lois* ; et impute la conduite du maire Chambon à ce sujet, 14. — Arrestation par la municipalité de divers individus, prévenus d'avoir fait passer de l'argent aux frères de Louis XVI ; débats sur son arrêté pour la clôture des spectacles, 16, 17, 18 et 19. — Maintien de la suspension de la pièce, intitulée : *L'Ami des Lois*, 17. — Arrêté au sujet de la demande faite par plusieurs sections d'une garde pour le ministre Roland, 20. — Autre pour la cessation de toute communication entre Louis et ses défenseurs, 23. — Décret qui la charge d'assurer au même la liberté de ses derniers momens, 24. — Elle rend son valet-de-chambre, Cléry, dépositaire de plusieurs objets à lui remis, 25. — Est autorisée à répartir un impôt de 4 millions pour les dépenses relatives aux subsistances, 41. — Demande des comptes de sa gestion au comité de surveillance de la commune, qui déclare n'avoir eu aucun maniement de deniers ; débats et explications à ce sujet, 43. — Pache est élu maire, 47. — Arrêté pour une souscription civique à l'effet de construire des vaisseaux de guerre, 50. — Autre portant que les noms des personnes saisies dans les maisons de jeu, seront affichés, 53. — Décret qui lui fait une avance de 3 millions pour achat de subsistances, 58. — Proclamation du conseil-général, invitant les citoyens à respecter les propriétés, 59. — Autre proclamation pour hâter le recrutement, 69. — Pétition pour obtenir un tribunal révolutionnaire sans appel, 70. — La municipalité se déclare en permanence ; mesures prises pour l'enrôlement ; sa lettre aux sociétés populaires,

Table alphabétique.

pour inviter au calme, 72. — Arrêté sur la police et les subsistances, 77. — Révocation de celui sur les passe-ports, 81. — Rapport du conseil-général sur les dettes de la commune, 83. — Destitution de cette autorité demandée par la société d'Amiens, 85. — Proposition, au conseil-général, d'une adresse à la convention pour demander l'instruction du procès de Marie-Antoinette et d'Elisabeth, et des mesures certaines pour que Louis Capet ne puisse succéder à son père, 89. — Motion d'obliger les propriétaires d'afficher à la porte des maisons les noms de ceux qui les habitent ; visites domiciliaires, 90. — Arrêté de la municipalité, et pétition en conséquence, par laquelle elle demande à la convention le décret d'accusation contre Dumourier ; l'établissement d'un spectacle destiné à l'instruction du peuple, et l'examen des répertoires des théâtres, 92. — Le conseil-général sanctionne la réunion des commissaires des sections à l'évêché, 95. — Sa réunion au département pour délibérer sur des mesures de salut public, 96. — La municipalité reçoit de la convention l'ordre d'exercer la plus stricte surveillance, *ibid*. — Elle présente avec la majorité des sections une pétition tendante à ce que les départemens soient consultés sur l'expulsion de vingt-deux députés, 108. — Débats à ce sujet, 109 et 110. — Le conseil-général se déclare en permanence tant que les subsistances ne seront pas assurées, 111. — Discussion sur la pétition et l'arrêté précédens, 112. — Dénonciation contre plusieurs membres du conseil, accusés d'intelligences avec les prisonniers du Temple ; ordre d'apposer les scellés sur leurs papiers, 113. — Suite des débats sur la pétition contre les vingt-deux ; décret qui ordonne l'apport des registres des délibérations du conseil-général, *ibid*. — Autre qui impute la pétition y relative, *ibid*. — Arrêté de la commune approubatif de celui de la section de Bonconseil pour la formation de bataillons de volontaires destinés à combattre les brigands dans l'Ouest, 119. — Détails justificatifs de ses membres inculpés pour l'affaire du Temple, 120. — La commune adopte la fille de Lajoswki ; son adresse sur la formation des bataillons pour marcher contre la Vendée, 122. — Ses arrêtés relatifs aux mesures pour leur levée ; trois de ses membres

marcheront à leur tête , 124 , 125 et 126. — Diverses sections demandent le rapport du décret qui a déclaré calomnieuse la pétition de la commune pour le rappel de 22 députés , 127. — Annonce de mouvemens royalistes contre le recrutement ; et débats sur la municipalité à l'occasion de l'arrestation des pétitionnaires des Lombards et de Bonconseil , 128. — Son arrêté pour la tenue des séances en commun de toutes les autorités ; la fabrication des armes ; la formation d'un comité de surveillance pendant la durée des dangers de la patrie , 129. — Autres , concernant le mode d'un emprunt de 12 millions pour subvenir aux frais de la levée des 12,000 hommes et autres besoins , et pour le maintien des comités révolutionnaires , 130. — Autre , qui dénonce au jury d'accusation les administrateurs du comité de surveillance pour raison de bris de scellés , violation de dépôts , etc. 132. — Autre , pour la saisie des chevaux de luxe , 133. — Autre , relatif aux opinions de Gorsas et Brissot sur les événemens du 2 septembre , 138. — Dénonciation , à la convention , de l'arrestation du juge de paix de la section de l'Unité , pour avoir signé une pièce contre Chaumette ; et arrêté pour l'examen des arrestations arbitraires , *ibid.* — Dénonciation de manœuvres qui couvent à la commune ; une commission de douze membres est chargée d'examiner les arrêtés pris par elle depuis un mois , 140. — Réclamation de diverses sections contre la nomination qu'elle a faite de Boullanger au commandement de la garde nationale , 141. — La section des Champs-Élysées demande l'organisation d'une municipalité , et ne veut plus reconnaître celle qui existe ; formation de la commission des douze , pour rechercher les complots qui se trament , et examiner les actes de la municipalité , 142. — Est accusée par le député Vernier , du Jura , d'aspirer à la suprématie municipale ; sa conduite citée en exemple des inconvéniens des grandes communes , 144. — Décret qui lui avance 636,472 livres , pour rembourser les billets de parchemin et de la maison de secours , et l'autorise à prélever sur le produit des contributions 2,500,000 l. pour approvisionnement , 145. — Arrêté du conseil général , invitant les rédacteurs et porteurs de l'adresse de la section de la Fraternité , à faire connaître les auteurs de la conspiration contre la convention ,

146. — Débats sur les complots dénoncés par la commission des douze , *ibid.* — Arrêté du conseil général , portant qu'il restera en permanence jusqu'à ce qu'il ait des nouvelles d'Hébert et autres membres arrêtés par cette commission ; autre invitant le commandant général à garnir de canons les postes importants , 147. — Sa pétition à la convention à ce sujet , *ibid.* — Il offre une couronne à Hébert , 151. — La commune mandée , ainsi que toutes les autorités , auprès de la convention au 31 mai , *ibid.* — Dénonciation faite contre plusieurs citoyens au conseil-général ; dispositions et arrêtés pour l'insurrection du 31 mai ; il se déclare en permanence ; réunion des sections à la commune , tocsin général ; le conseil général dénonce le député Gardien , membre de la commission des douze , 152. — Ses arrêtés et actes pour opérer la révolution du 31 mai ; nomination de commissaires pour écrire les événemens , 153. — La commune demande à la convention un local où ses commissaires puissent se réunir et communiquer avec elle ; décret pour cette réunion , et celle des membres du département et du conseil exécutif , 153. — Suite des actes de la séance permanente du 31 mai ; mesures violentes repoussées ; arrêtés pour le paiement de l'emprunt forcé et la solde de la garde sous les armes ; réunion du département à la commune ; rapport sur les arrestations ; ordre pour celle de Roland , 154. — Adresse du conseil-général aux quarante-huit sections ; arrêté et déclaration , au nom du peuple , pour obtenir l'arrestation des députés proscrits ; marche des bataillons et nouveau tocsin ; les autorités constituées et les comités révolutionnaires présentent tour-à-tour à la convention des pétitions menaçantes contre les députés proscrits , 155. — Ordre du conseil-général pour la proclamation à faire par les commissaires , la clôture des spectacles , l'exclusion de toute fonctions des prêtres ; nobles , signataires de pétitions anti-civiques , clubistes de la Sainte-Chapelle et des Feuillans ; arrestation d'un courrier de Barbaroux ; la commune , accusée par Barrère de faire distribuer des assignats , et de retenir les troupes destinées pour la Vendée , 156. — Arrêté du conseil-général révolutionnaire pour faire mettre en état d'arrestation tous les députés qui quitteraient leur poste dans

le moment où la patrie est en danger ; autre relatif à la diminution du prix des denrées ; autre qui envoie deux sans culottes chez chaque député détenu, 157. — Il désavoue tous projets de dictature ; indignation contre une motion sanguinaire ; dénonciation contre Ségui pour n'avoir pas fait arrêter Roland, 158. — Adresse de la ville d'Angers contre la commune, 159. — Le conseil révolutionnaire adopte une adresse justificative du 31 mai, 160. — Ordres à la poste pour la suspension des journaux et l'inspection des lettres ; discussion à ce sujet, ainsi que sur la situation de la ville, 161. — Réintégration des membres du comité révolutionnaire de la section du Mail, 162. — Nomination de commissaires pour se concerter sur les moyens de sauver la chose publique, 164. — Dénonciation par Chaumette de projets d'égorgement qu'il attribue aux riches, *ibid.* — Le conseil nomme des rédacteurs des affiches de la commune, 166. — Décret qui déclare que toutes les autorités de Paris ont sauvé la république au 31 mai, 167. — La commune est félicitée par Brival ; discussion sur l'exclusion des nobles des fonctions publiques, 168. — Lachevardière annonce au conseil-général révolutionnaire la marche des rebelles sur Angers, demande des armes et effets de campement ; dénonciation contre Cassaigne, prêtre, 173. — Arrêté du conseil-général pour réunir tous les corps constitués aux sections et assemblées populaires, à l'effet de féliciter la convention sur l'achèvement de la constitution, 174. — Autre, qui fait droit à des réclamations des artistes de l'Opéra, *ibid.* — Autre, pour le recensement, dans vingt-quatre heures, des farines qui se trouvent chez les boulangers, 176. — Délibération pour célébrer l'achèvement de la constitution ; félicitations présentées à la convention à ce sujet, et pour la journée du 31 mai, 177. — Scrutin au conseil-général pour la nomination d'un commandant-général provisoire, 179. — Son arrêté relatif à des mouvemens et rassemblemens séditieux au port Saint-Nicolas et à la Grenouillère, 180. — Il nomme une commission pour se concerter avec le maire, à l'effet de rassurer sur les subsistances ; pétition qu'il reçoit pour empêcher les salariés de la liste civile de voter sur la constitution, 181. — A la suite d'une

émeute relativement à une voiture de savon, il met les propriétés sous la sauve-garde du peuple ; discussion sur la pétition incendiaire de J. Roux, 182. — Les commissaires de garde au Temple, annoncent au conseil-général que la citoyenne Tison, femme - de - chambre de Marie - Antoinette, a l'esprit aliéné ; arrêté pour son traitement ; autre qui retire à l'abbé J. Roux la rédaction des affiches de la commune, 183. — Autre, pour le départ de 1,800 hommes à l'effet de ramener le calme à Evreux ; autre, portant que J. Roux a perdu la confiance de la commune, 185. — Autre, concernant le mode de voter sur l'acceptation de la constitution, 186. — Autre, pour l'envoi aux départemens de la relation des événemens qui ont précédé et suivi le 31 mai, 188. — Réal se plaint de l'insouciance des Parisiens ; on demande que les membres du conseil partent, le fusil et le sac sur le dos, 189. — Ils se répandent dans les sections pour les engager à aller fraterniser avec le département de l'Eure, *ibid.* — Arrêté du conseil-général relatif à la citoyenne Tison ; autre qui confie la garde du petit Capet à Simon et à sa femme, 190. — Réception du serment de fidélité à la république par treize déserteurs hollandais, polonais et hongrois, servant en Prusse, 192. — Prohibition des bons de petite monnaie, donnés par les marchands aux citoyens, 193. — Envoi dans le département de l'Eure de Cellier, Dumez, Ménessier et Cailleux, 194. — Cassation d'un arrêté de la section de la Fraternité comme fédéraliste, et dénonciation de ses auteurs à l'administration de police, 196. — Expressions des regrets de plusieurs sections sur la perte de Marat, 197. — Le conseil-général, réuni aux quarante-huit sections, est admis à la barre ; Chaumette y lit l'acte d'acceptation de la constitution ; chant de l'hymne de Chénier à cette occasion ; décret portant que les sections et la municipalité ont bien mérité de la patrie, 198. — Arrestation de Mouchette, membre du conseil, 199. — Décret qui charge la municipalité d'envoyer un procès-verbal de médecins et chirurgiens qui constate l'état des hôpitaux de Paris, 200. — Députation au conseil-général des citoyens réfugiés de Franchimont, Stavelot et Liège qui, réunis de cœur, déclarent adopter la constitution et le 31 mai ; arrêté

pour l'apposition des scellés sur les archives du eidevant pays de Liège, déposées au palais cardinal, 201. — Autre, qui ordonne la recherche des signes de féodalité, 202. — Serment de fidélité à la république, prêté par trente-cinq déserteurs hollandais, prussiens et autrichiens, 203. — Arrêté du conseil-général, portant établissement de deux factionnaires et de deux commissaires à la porte des boulangers pour la distribution du pain, 204. — Il invite le ministre de la guerre à répartir dans les régimens les déserteurs étrangers, 206. — Annulation d'un arrêté de la section du Mail, relatif à la nomination des quarante-huit officiers municipaux, 207. — Lettre du général Santerre au conseil-général, par laquelle il se plaint de l'indiscipline de l'armée; dénonciation contre Michonis, 208. — Arrêté qui donne le nom de Marat à la rue des Cordeliers, et celui de *place de l'Ami du Peuple* à la rue de l'*Observance*; autre, qui supprime les barrières fermées devant les maisons sises sur les boulevards, 209. — Autre, pour la célébration d'une fête en l'honneur de Marat, 210. — Un commissaire chargé de la levée des scellés chez Marat, annonce au conseil-général qu'on ne lui a trouvé qu'un assignat de 25 sols, 212. — Arrêté qui enjoint aux propriétaires de maisons de placer à cinq pieds de hauteur les noms des citoyens y domiciliés, *ibid.* — Garin, administrateur des subsistances, réclame contre son arrestation; nomination de commissaires pour prendre des informations sur cet objet, 213. — Le conseil-général confie aux quarante-huit sections l'exécution de la loi sur les accaparemens, 214. — Garin lui annonce sa liberté; mesures pour la clôture des barrières; inauguration des bustes de Lepelletier et Marat, 216. — Election aux places d'administrateurs des Quinze-Vingts des citoyens Teurlot, Henry, Corn et Talbot, et de Landragin pour caissier, 217. — Fraternisation des autorités et députés des assemblées primaires à la salle de l'Evêché, 218. — Réquisitoire de Réal sur les moyens à prendre pour résister aux ennemis de la république, 219. — Nomination de quarante-huit officiers municipaux; pétition de la municipalité sur le mode d'exécution du décret qui distribue en quatre classes tous les citoyens français, *ibid.* — Un Belge y réclame contre l'offre faite par

la citoyenne Nartès d'un aigle impérial, qu'elle dit avoir enlevé les armes à la main; arrêté pour la clôture des maisons de jeu, 220. — Les autorités constituées, réunies aux commissaires des assemblées primaires des départemens, déclarent à la convention qu'ils veulent vivre et mourir montagnards; scène de joie à ce sujet; exécution par le conseil-général du décret d'arrestation de Despagnac sous la surveillance de deux gardes; arrêté pour le brûlement de vieux titres, transmis par Junié, 221. — Défense d'illuminer au 10 août, vu le renchérissement de la chandelle, 222. — Le président du conseil-général donne l'accolade fraternelle à des citoyens de Sézanne qui ont amené des farines, 224. — Distribution aux membres de la commune des médailles frappées en mémoire du 10 août, *ibid.* — Mention civique d'un poème à la louange de Marat, par Dorat Cubières, et envoi aux sociétés populaires, 225. — Arrêté qui ordonne à Huguenin de rendre compte de ses missions, 229. — Brûlement de drapeaux et de signes et titres féodaux, *ibid.* — Arrêté pour le don d'une médaille du 10 août aux citoyens Dronon, Robespierre et Destournelles, et aux sociétés populaires, 230. — Autre, portant qu'aucun déplacement des marchandises de première nécessité ne pourra avoir lieu depuis six heures du soir jusqu'à cinq heures du matin, 232. — Autre, qui nomme Champeaux, Louvet et Cailleux, administrateurs des subsistances, 233. — Mise en activité par le conseil-général de la manufacture d'armes; nomination de Froidure, Baudrais, Ficquet et Mennessier, pour administrateurs du département de police, 234. — Projet d'arrêté présenté par Dupin, adjoint au ministère de la guerre, pour mettre en réquisition les ouvriers; nomination de l'administration des travaux publics, 235. — Le conseil-général fait arrêter le prêtre J. Roux, 236. — Reçoit de la commune de Rouen une médaille provenant de la fameuse cloche, dite Georges-d'Amboise, 238. — Nomme l'administration des établissemens publics, 239. — Rapport sur un nouveau modèle de piques et un javelot à employer contre la cavalerie ennemie, 240. — A l'occasion d'un certificat de civisme, demandé par Simon, ex-valet-de-pied de d'Artois, et capitaine des charrois, arrêté portant

que le ministre de la guerre sera invité à épurer les citoyens auxquels il donne des commissions, 241. — Autre, qui donne huit adjoints aux administrateurs de police, 242. — Les marchands d'argent dénoncés au conseil-général; hommage d'une gravure de l'assassinat de Lepelletier, 243. — Nomination d'adjoints à l'administration de police, 245 et 246. — Autre, de six commissaires pour discuter le prix des matières nécessaires à la fabrication des armes, 247. — Annonce par Chaumette de rassemblemens occasionnés par la disette des subsistances, 249. — Le corps municipal et le conseil-général prennent des mesures pour dissiper les rassemblemens d'ouvriers; arrêté portant que la municipalité présentera à la convention une adresse relative à la formation d'une armée révolutionnaire, 250. — Présentation à la convention d'une pétition conforme à cet arrêté; décrets qui la suivent; le conseil-général est chargé d'épurer les comités révolutionnaires, *ibid.* — Son arrêté pour la traduction à l'administration de police du professeur Letellier, dénoncé pour cause de royalisme; autre pour l'exclusion de Léger, Frémont et Massé, accusés de modérantisme, 251. — Autre portant que tous ses membres passeront à la censure; exclusion de Berthelin et de Louis Roux, 252. — Suite de l'épuration; démenti du bruit d'une conspiration de prisons, 253. — Arrêté qui nomme Chaumette défenseur officieux de Latude, dans son procès contre les héritiers Pompadour et Anielot; mise en liberté de Lebœuf, 255. — L'administration de police annonce au conseil-général qu'elle a retiré à la veuve Capet ses bijoux et bagues; arrêté de destitution de l'instituteur Antheaume, 256. — Refus d'un certificat de civisme à Palissot, 258. — Arrêté portant que les citoyennes qui n'auront pas la cocarde nationale ne seront point admises dans les édifices, jardins et monumens publics, 259. — Autre, qui renvoie une douzaine de personnes attachées au service du Temple, 260. — Plaintes contre l'administration de police, que l'on dit être trop sensible aux sollicitations des jolies femmes; et arrêté à ce sujet, 261, 262 et 263. — Autre, qui permet aux artistes de l'Opéra d'administrer provisoirement leur théâtre, 262. — Autre, qui ordonne l'impression à 25,000 exemplaires

d'une chanson patriotique, trouvée digne d'être le pendant de l'hymne des Marseillais, 264. — AN II. 1793. Autre, relatif à Lainé et Gagnant, 266. — Autre, portant que l'administration des travaux publics fera faire des bannières avec cette légende : *Le peuple français debout contre les tyrans*, 267. — Reception d'un arrêté du comité de sûreté générale, relatif aux solliciteuses; dénonciation contre J. Roux, 268. — Arrêté du conseil, qui ordonne la confiscation des voitures qui se trouveraient porter des emblèmes de féodalité, 270. — Autre, portant qu'il fera une pétition à la convention pour lui demander le prompt rétablissement des maisons nationales destinées à recevoir les infortunés disgraciés de la nature, 271. — Autre, pour l'établissement d'une correspondance suivie avec les sociétés populaires du département de la Nièvre, et pour la continuation de la détention du ci-devant duc de Nivernais, jusqu'à ce qu'il ait restitué aux pauvres veuves et orphelins ce qu'il est accusé de leur avoir volé par des concussions, 272. — Autre, portant qu'il sera déclaré à la convention que son comité de salut public a toute la confiance du peuple; autre pour l'abolition de la peine du fouet dans toutes les écoles, maisons d'éducation, 273. — Mise en réquisition des matelas des absens pour coucher les volontaires, 274. — Certificat de civisme accordé à Palissot; épurement des comités révolutionnaires; ajournement de Daubigny, 275. — Réclamations en faveur d'Antheaume, instituteur des élèves de la patrie, 277. — Mention honorable d'une caricature sur les marques de distinction, 278. — Arrêté contre les femmes publiques et les marchands de livres obscènes, 279. — Délibération du conseil-général sur la morgue; arrêté pour l'adoption du calendrier républicain, 280. — Autres contre Antheaume, instituteur, et pour la suppression d'une messe fondée au tribunal de commerce, 19. — Suppression d'employés à la prison du Temple, 20. — Instruction sur les suspects; visite du Temple, et déclarations du jeune Capet; lettre de Dunouy et Viallard, commissaire de la commune, à Bordeaux, 21. — Arrêté portant qu'il sera écrit à la société populaire de Tours, pour l'inviter à briser la sainte-ampoule, 23. — Mesures sur le maxi-

mum et la suppression de l'exercice extérieur des cultes, 25. — Arrêté contre un rapport de Julien de Toulouse ; autre ordonnant la mise en liberté de Proly et Desfieux, et l'inscription, à l'avenir, des motifs d'arrestation sur l'écrou de tout prisonnier, 26. — La commune épure la police, et révoque l'arrêté qui condamnait aux flammes le rapport de Julien ; nouvel arrêté sur les mœurs publiques, 27. — Envoi au tribunal révolutionnaire de pièces relatives à Bailly et à Manuel ; arrêté du conseil-général, portant défense de vendre des objets de jonglerie superstitieuse, 29. — Autre, pour enlever les métaux des églises, 30. — Autre, qui défend de fermer les boutiques le dimanche ; autre, portant qu'à l'endroit d'où Charles IX tirait sur le peuple, il sera planté un poteau infamant pour sa mémoire, 31. — Serment prêté au conseil-général par quinze déserteurs ; observations sur le mode de les employer, 33. — Réquisitoire du procureur de la commune, pour faire distribuer aux républicains les terres de leurs ennemis, 34. — Arrêté sur la destruction des monumens du fanatisme et de la royauté, *ibid.* — Autre, pour apaiser une rixe entre la société des femmes révolutionnaires, et celles de la halle, 39. — Autre, pour faire cesser la foule à la porte des boulangers, 40. — Discussion sur le mode d'exécution de l'emprunt forcé, 42. — Détails donnés par le procureur de la commune, sur le procès des vingt-deux députés ; arrêté portant qu'il sera célébré une fête en l'honneur des citoyens victimes de leur patriotisme, 43. — Autre, qui fixe la quantité de sucre à fournir aux confiseurs ; autre contre la circulation des voitures pendant la nuit, 44. — Autre, sur les commissions des passe-ports, 45. — Réquisitoire du procureur de la commune, pour faire porter à la monnaie les objets d'or et d'argent qui se trouvent dans les églises, 46. — Autre, portant que tous ses membres se décoreront du bonnet rouge ; demande de la liberté de Cléry, 48. — Le conseil-général ordonne la translation de la chaise de Sainte-Généviève à la monnaie ; arrêté sur les déprérisations, 49. — La commune, avec les autres autorités, présente à la barre Gobel, évêque, et son clergé, qui renoncent au culte catholique, *ibid.* — Bonnets rouges donnés aux

élèves de la patrie ; dépôts de titres sacerdotaux, pour être brûlés, 50. — Abdications de plusieurs prêtres ; arrêté pour l'envoi au pape de tous ceux pris relativement au culte catholique, 51. — La section de la Fraternité demande au conseil que tous les prêtres soient mis en arrestation ; arrêté pour la démolition des sculptures du portail de Notre-Dame, 54. — Autre, pour demander la suppression des loteries ; autre, pour la clôture du théâtre de la citoyenne Montansier, et son arrestation, 56. — Le conseil passe à l'ordre du jour sur la demande de Varlet, tendante à établir une tribune publique, 57. — Reçoit de la section des Quinze-Vingts, entre autres reliques, la chemise de Saint-Louis, 58. — Arrêté pour demander la translation des prisonniers du Temple dans les prisons ordinaires, *ibid.* — Refus de recevoir des femmes en bonnets rouges ; dénonciation d'un comité central qui se tient à l'évêché, 59. — Réquisitoire d'Hébert pour établir, à Versailles, la fabrication de la monnaie républicaine ; réception d'un portrait de Châlier ; arrêté sur les passe-ports des prêtres ; rentrée de Dangé au conseil, 61. — Arrêté fixant le mode des inhumations, 63. — Autre, qui défend de porter des perruques dites *jacobines* ; procès-verbal de l'ouverture de la chaise de Sainte-Généviève, 64. — Ordre du jour sur la proposition de réserver aux seules autorités l'usage du bonnet rouge, 65. — Adoption pour Paris d'un arrêté pris à Lyon, ordonnant la fabrication d'une seule espèce de pain ; autre pour la clôture des églises et la surveillance des prêtres, 66. — Pétition à la convention pour la traduction de la sœur de Capet au tribunal révolutionnaire, et la séquestration absolue des enfans de ce dernier, *ibid.* — Détails au conseil sur la révolte du 11.^{me} bataillon des Champs-Élysées et des Tuileries ; dénonciation contre les marchands de vins et liqueurs, 68. — Annonce à la commune du brûlement d'un grand nombre de tableaux du palais Bourbon, où sont établis les relais militaires ; débats à ce sujet, 69. — Autorisation accordée aux artistes du théâtre de la Montansier de prendre le nom de *théâtre de la Montagne*, *ibid.* — Exclusion de l'administrateur de police Decaudin ; prohibition

du numéraire; arrêté pour les honneurs à rendre à Châlier, 70. — Autre, pour la liberté des cultes, 71. — Autre, qui convoque les comités révolutionnaires, 74. — Autre, sur les croix de Saint-Louis; autre, pour l'envoi aux sections des listes des signataires de pétitions anti-civiques, 75. — Décret qui annule l'arrêté précédent relatif aux comités révolutionnaires, *ibid.* — La commune prépare l'apothéose de Châlier, 80. — Arrêté sur l'impression des cartes pour la distribution du pain, 83. — Autre, qui rétablit les abat-jours aux fenêtres du Temple, 88. — Annonce que fait le comité de surveillance de la découverte d'un dépôt en or et en argent, 95. — Le conseil-général, sur l'invitation de Chaumette, adopte les sabots pour chaussure, 96. — Proposition faite par l'administration de police de mettre en liberté Tison, valet de chambre des prisonniers du Temple, 97. — Arrêté portant que les femmes patriotes des 5 et 6 octobre auront une place dans les cérémonies civiques, 100. — AN II. 1794. Déclaration du conseil-général, portant qu'il conserve sa confiance à Chaumette accusé, 102. — Il discute sur les cartes de sûreté et autres objets de police; renvoie Cousin et Bidermann au comité de sûreté; reçoit une lettre de Nantes, annonçant les noyades, 103. — Membres du conseil-général envoyés dans leurs sections propager l'instruction sur le salpêtre, 106. — Refus de recevoir une pierre de la Bastille, offerte par Palloy, 107. — Arrêté sur les certificats de civisme exigés des instituteurs, 108. — Don aux commissaires de Lyon des drapeaux employés à la pompe funèbre de Châlier; dénonciation contre les *gâtreaux des rois*, 110. — Mesures contre les femmes publiques, 111. — Couronne civique au jeune Pajot, tambour, 113. — Projets sur les inhumations, 114. — Réclamations contre l'exclusion de Dunoui; arrestation de Folloppe; sortie de l'agent national contre les Brissotins, 117. — Epuration de Talbot; il est conservé, 118. — Arrêté sur la surveillance du Temple, 120. — Mesures relatives à la poudre à fournir aux spectacles, et à la délivrance des certificats de civisme aux bouchers qui ferment les vendredis, 121. — Arrêté qui décharge Simon de la garde du jeune Capet; autre pour la lecture des lois et du recueil des belles actions tous

les décadis; autre, pour la célébration du 21 janvier, 123. — Mesures sur les certificats de civisme; impression de la liste des vingt-mille; vérification des terres salpêtrées, 125. — Arrêté contre les sociétés populaires de jeunes gens, 128. — Annonce de la clôture de la société des Allobroges, 130. — Lecture de l'instruction sur le gouvernement révolutionnaire, 136. — Lettre de Marino au conseil-général sur les troubles de Lyon, et la nécessité de le démolir, 143. — Adresses de la commune sur la liberté des Nègres, 147. — Dénonciation au conseil contre les bouchers; arrêtés pour mettre en culture les jardins de luxe, 163. — Plaintes sur les bouchers et les repas splendides des conspirateurs en prison, 165. — Mesures demandées par le conseil contre les fraudes des marchands de vin, et le massacre des vaches ou brebis pleines, 168. — Mesures du conseil-général, relatives aux subsistances; représentations à la section Marat, annonçant qu'elle va voiler les droits de l'homme, 169. — Instruction sur le défrichement des jardins; arrêté pour la distribution de la viande, 170. — Suite des mesures sur le défrichement des jardins; réclamations contre les commissaires aux accaparements, les traiteurs et les jeunes gens du palais royal; arrestations de ces derniers, 172. — Arrêté du conseil-général sur les terrains incultes; autre sur les théâtres destinés aux représentations gratuites; défenses de chanter sur les places d'autres chansons que des hymnes patriotiques; suppression de la pièce *du Congrès des rois*, 178. — Accusation à la convention des diverses autorités de Paris, au sujet du silence qu'elles ont gardé lors de la chute des derniers conspirateurs, et décret pour l'examen de leur conduite, 179. (*Voy. HÉBERT et CHAUMETTE*). Députation des Jacobins au conseil, demandant une plus active surveillance contre les conspirateurs; annonce du rapport de l'arrêté insurrectionnel pris par la section de Marat, 180. — Félicitations à la convention sur les mesures prises contre les conspirateurs; remplacement de l'agent national Chaumette et du substitut Hébert, 181. — Plaintes des Belges réfugiés, au conseil-général; demande d'un jury spécial pour juger les accapareurs; lettre à Réal pour qu'il opte entre la mission qu'il a et la place de substitut de

l'agent national, 183. — Lettre de la commission militaire de Marseille, annonçant à la commune que le sang des ennemis de la patrie arrose les sillons du Midi; arrêté qui ordonne l'affiche de ses jugemens, 186. — Exclusion de divers individus du conseil, 109. — Rapport de Barrère, et décret qui approuve l'épuration du conseil et du comité de police, faite par le comité de salut public, 192. — Prestation de serment par Payan, Moëgne et Lubin, agent national et substitués, nouvellement élus; leurs discours à cette occasion; destitution de Baudrais, Froidure, Soullès, Dangé, Marino et Gagnant, membres de l'administration de police; arrestation des quatre premiers, et remplacement de tous, 195. — Arrêté qui défend de délivrer des passe-ports à ceux qui n'auront pas justifié le paiement du don patriotique, des impôts et patentes pour l'année courante, 197. — Augmentation des administrateurs de police pour surveiller les prisons; lettre du comité de salut public sur les travaux d'artillerie à Meudon; discussion sur les certificats de civisme, 199. — Arrestation de Lebas, et arrêté qui ordonne à la police de le poursuivre comme corrupteur des magistrats du peuple, pour avoir invité à dîner quelques membres du conseil, à l'effet d'en obtenir un certificat de civisme, 201. — Lettre de la municipalité de Saumur annonçant le sacrifice volontaire fait dans cette commune de la valeur de cinquante mille francs de chapelets qui y étaient un objet considérable de commerce, 205. — Renvoi au comité de sûreté générale d'un arrêté de la section de la Cité, sur les subsistances; rapport sur les certificats de civisme demandés par les défenseurs officieux; discussion sur les théâtres, et arrêté pour provoquer sur cet objet l'examen du comité de salut public, 208. — Réquisitoire de l'agent national contre les passe-ports des voyageurs, 209. — Dénonciation et poursuite d'un ouvrage intitulé: *Journal de l'autre monde, suivi du jugement infernal du père Duchêne*, 210. — Démission de Dorat-Cubières, comme ex-chevalier; discussion sur les subsistances; destitutions; certificats de civisme, 213. — Arrêté qui déclare suspects les défenseurs officieux qui n'auront pas passé à l'épuration, 214. — Réclamation sur la trop facile délivrance des certificats de civisme, 217.

— Lecture d'un arrêté de la société d'Orléans contre les prêtres, 218. — Rétablissement de Michel dans ses fonctions d'administrateur; discussion sur les passe-ports; arrêté sur la délivrance des certificats de civisme, 225. — Autres, contre les alarmistes et les garçons boulangers; dénonciation contre les marchands de gravures indécentes, 226. — Arrêtés contre les défenseurs officieux qui aiment mieux renoncer à leur état que de passer à la censure, 228. — Nomination de Fleuriot à la place de maire de Paris, en remplacement de Pache, arrêté; prestation de son serment, 233. — Arrêté qui double le nombre des bouchers pour la distribution, et défend de se présenter à leur porte avant les six heures du matin; adresse à la convention pour qu'au lieu de l'inscription à *la Raison*, il soit mis sur les temples: à *l'Être suprême*, 236 et 237. — Nomination de Bourbon à la place de secrétaire de la commune; avant de prêter serment, il est autorisé à abjurer son nom, et à prendre celui de Fleury, 239. — Gency acquitté par le tribunal révolutionnaire, reprend ses fonctions de membre de la commune, 240. — Proclamation aux habitans de Paris sur les rassemblemens aux portes des bouchers et autres détaillans, 242. — Dénonciation contre les marchands comme les principaux auteurs de ces rassemblemens, connus sous le nom de *queues*, 246. — Discours prononcé au nom de la municipalité sur l'attentat commis contre Robespierre et Collot-d'Herbois, 251. — Lecture d'un arrêté du comité de salut public, qui accorde des secours aux indigens infirmes, et ordonne l'arrestation de ceux qui sont en état de travailler, 251. — Députation à la convention pour lui présenter les citoyens de Pau qui ont apporté des subsistances aux Parisiens; discours de Fleuriot, maire provisoire, et de Payan, agent national, à ce sujet, 260. — Rétablissement du calme dans la section des Arcis, par l'agent national; discours du même pour la fête à l'Être suprême, 275. — Arrêté rapportant l'exclusion des places des bureaux, prononcée contre les célibataires, *ibid.* — Arrêtés divers, 276. — Mesures pour la police des marchés, 277. — Arrêté qui supprime les inscriptions des mots *Liberté, Égalité*, etc., placés sur les prisons, 282. — Lecture

de

de deux arrêtés du comité de salut public, l'un pour mettre en réquisition les voitures de la commune et autres environnantes ; l'autre pour la destitution et le remplacement de plusieurs officiers municipaux, 284. — Présentation à la convention des élèves de l'école de Mars, 288. — Arrêté relatif à la vente des comestibles, 295. — Solemnisation du 14 juillet, 298. — Discours de l'agent national sur la prise de la Bastille et les victoires des armées, 300. — Rapport du même contre les repas fraternels qui ont lieu le soir dans les rues de Paris ; la commune invite, par la manifestation de son opinion, les citoyens à s'en abstenir, 302. — Lecture du programme de la fête de Barra et Viala ; hymne de Davriguy pour cette fête, 310. — Décret, au 9 thermidor, qui rend le maire et l'agent de la commune responsables de la sûreté de la convention, 311. — Dénonciation d'une ligue de la municipalité avec les Jacobins, en faveur de Robespierre ; elle est mandée à la barre ; annonce du prochain investissement du conseil-général, et de la réunion de Robespierre à la commune ; elle est mise hors la loi ; son arrêté pour convoquer les sections ; annonce que le tocsin y sonne ; préparatifs pour l'assiéger ; nouvelle de sa reddition ; détails du siège, donnés par Léonard Bourdon ; dénonciation par la commune de Bercy de l'arrêté communal qui l'invitait à marcher au secours de Robespierre ; rapport de Barras sur les événemens précédens, 312. — Autres détails donnés par le même sur ce qui s'est passé à la maison commune, 314. — Compte rendu des fonds considérables trouvés dans sa caisse, 316. — Récit par une députation de la section des Gravières de ce qui s'est passé à l'Hôtel-de-Ville la nuit du 9 au 10 thermidor, 317. — Fréron en demande la destruction ; ordre du jour, 318. — Relation des événemens précédens, par Roux de la Haute-Marne, 324. — Barras communique les arrêtés qu'avait pris la commune, et cite plusieurs faits y relatifs, 329. — Nouveaux faits communiqués par des employés au secrétariat, 333. — Détails de la condamnation à mort des mis hors la loi, 336, 338, 339 et 355. — Décret sur la nouvelle administration de la commune, 346. — Autre, relatif aux actes de l'état civil, 35a.

Table alphabétique.

— AN III. Adresse du conseil-général à la convention contre les aristocrates, les terroristes et les partisans de Robespierre, 15. — Annonce à la convention qu'un rassemblement est formé à la commune, lors des insurrections de prairial, et qu'il a nommé Cambon, maire ; décret qui met hors la loi tous les individus y réunis, 247.

PARIS (le Département de). AN 1789. Projet de le composer de la ville et de sa banlieue, 84. — Proposition de la municipalité de lui donner neuf lieues de rayon, 119. — Opinion contraire d'un district, 126. — Vœu de la commune, présenté à l'assemblée, 128. — AN 1790. Vœux contraires des districts, 5 et 12. — Son étendue fixée à trois lieues de rayons, à partir de Notre-Dame, 14. — Adhésion de la ville à ce décret, 21. — Assiette et répartition de ses contributions, 344. — AN 1791. Nomination de ses administrateurs, 9, 13, 22 et 26. — Cette autorité présente ses hommages à l'assemblée nationale, 62. — Sa proclamation contre les agitateurs, 63. — Sa lettre à l'assemblée sur les arrestations faites aux Thuilleries le 28 février, 72. — Est autorisé à déléguer à la municipalité les fonctions relatives à la vente des domaines nationaux, 77. — Autre décret qui lui ordonne de présenter un projet pour la vente des murs et barrières environnant Paris, 86. — Son arrêté pour porter le deuil de Mirabeau, 93. — Sa pétition proposant de consacrer l'église nouvelle de Sainte-Généviève à recevoir les cendres des grands hommes, et d'en accorder le premier honneur au précédent, 94. — Son arrêté sur la convocation des sections, 95. — Autres, sur la police des cultes, 105. — Autre, pour la location de l'emplacement des Jacobins à la société des Amis de la Constitution, 108. — Lecture à l'assemblée de celui concernant le culte, 109. — Son adresse au roi sur les faveurs qu'il accorde aux prêtres réfractaires, 110. — Compte rendu des événemens relatifs au dessein du roi de se rendre à Saint-Cloud, *ibid.* — Son adresse aux citoyens sur les alarmes de ces circonstances, 112. — Sa pétition pour la prompt organisation du code pénal et la confection d'une loi sur le droit de pétition, 117. — Compte rendu de ses travaux, 120, 121 et 151. — Autre, que lui rend la municipalité de la sup-

pression des grenadiers de la sixième division, 124. — Annonce l'apposition des scellés aux Tuileries et au Luxembourg, d'après la fuite du roi et de *Monsieur*, 173. — Compte des difficultés qu'éprouve la clôture des barrières en cette occasion, 175. — Proteste de son dévouement à l'assemblée, 176. — Compte rendu, à la barre, de quelques agitations, 198. — Est chargé de désigner une caisse pour l'échange des billets de cinq liv., 200. — Décret, sur sa demande, qui réserve le papier blanc pour les affiches, aux seules autorités publiques, 204. — Le directoire du département félicite l'assemblée de ses travaux restaurateurs de la liberté, 275. — Est admis à la barre, 281. — Ses arrêtés sur la liberté des cultes, 290 et 296. — Autre, pour le recouvrement des contributions directes, 306. — Il réclame du roi l'exercice du *veto* sur le dernier décret relatif aux troubles religieux, et sa surveillance contre les rebelles qui conspirent aux frontières, 343. — Est dénoncé à ce sujet par les citoyens et les sections de Paris, 346 et 347. — Déclaration de l'administration qui attribue cette pétition au vœu individuel des membres du directoire, 348. — Exposé de ses travaux, 357. — AN 1792. — Observations sur l'instruction émise par son directoire à l'occasion des mouvemens tumultueux produits par le surhaussement des denrées, 26. — Il est mandé à la barre, 48. — Demande une loi qui fixe le mode d'exécution de la peine de mort, 65. — Ecrit à la commune du Bourget sur son dégrèvement, 97. — Son arrêté sur la fête préparée pour les soldats de Châteauneuf, 105. — Sa lettre félicitant le deuxième bataillon de Paris de sa conduite à l'armée, 129. — Est autorisé à compléter deux compagnies de gendarmerie pour le service des prisons, 170. — Son arrêté répressif de mouvemens contraires à la tranquillité publique, dénoncés par le roi, 173. — Querelle entre cette autorité et Pétion et Manuel sur les événemens du 20 juin, 180. — Est accusé d'avoir appuyé une pétition contre le camp de 20 mille hommes et d'avoir distribué 50 mille exemplaires d'une adresse contre les sociétés populaires, 192. — Son arrêté qui suspend le maire et le procureur de la commune à la suite du 20 juin, et ordonne des poursuites contre Santerre, 193. — Pétition contre cet ar-

rété, *ibid.* — Autre demandant sa destitution, 195. — Débats à ce sujet, 196 et 199. — La surveillance du directoire sur la municipalité est réduite à la partie des contributions publiques, 227. — Proclamation requérant 30 mille hommes dans l'étendue du département et autres environs, 242. — Liste des membres de la commission qui remplace l'administration départementale, 252. — Décret qui lui demande le compte final de la caisse des secours, 303. — Rapport du décret qui lui retirait la surveillance de sûreté et de police, 345. — Affaire des élections départementales, 350, 354 et 357. — Arrêté de l'administration sur l'authenticité des certificats de résidence, 352. — AN 1.^{er} 1793. Ses plaintes au sujet des calomnies répandues contre les Parisiens, et des mesures de plusieurs départemens pour la levée de forces contre cette ville, 13. — Sa dénonciation de l'arrêté de la municipalité sur les spectacles, 18. — Sa réunion à la commune pour délibérer sur des mesures de salut public, 96. — Sa proposition de faire marcher contre l'ennemi tout Français au-dessous de 50 ans avec trois jours de vivres, sous la conduite d'une partie de la convention, *ibid.* — Autre pour la fixation du prix du blé, et l'adoption d'autres mesures relatives aux subsistances, 110. — Décret de l'organisation pour ce département d'une force armée de 6,000 hommes à quarante sous par jour, 156. — Décret d'après un arrêté de l'administration, ordonnant le départ de canonnières pour la Vendée, et la transformation des ateliers en manufactures d'armes, 166. — Son arrêté pour la mise en réquisition des serruriers, armuriers, etc., 170. — Le comité de salut public du département propose la mise hors la loi des députés évadés, et demande à taxer les comestibles, 180. — L'administration, à la barre, déclare mensongère l'annonce de symptômes de peste, 203. — Elle est chargée de l'administration des Quinze-Vingts, 233. — Demande que le décret sur les biens des Espagnols soit étendu à tous les étrangers, et surtout aux Anglais, 252. — AN II. 1793. Le comité de salut public du département prend un arrêté en faveur de Gramagnac, accusé d'accaparement, 273. — Son épuration, 276. — Fête de la Raison célébrée sur son invitation, 53. — Approbation

de l'arrêté de la commune, pour le transport des hochets d'église à la monnaie, 49. — Présentation, à la barre, de l'évêque et de son clergé, renonçant à leur culte, *ibid.* — Avis aux citoyens porteurs d'assignats démonétisés, 82. — AN II. 1794. Proclamation sur les travaux du salpêtre, 103. — Transmission à la convention de la lettre où Charles IX crée Montrevel chevalier, en récompense de l'assassinat du connétable de Mouy, 165. — Arrêté contre la mendicité, 169. — Décret pour l'examen de la conduite des administrateurs, par suite de la conspiration d'Hébert, 179. — Arrêté de l'administration qui éloigne à vingt lieues de Paris les réfugiés de l'Ouest, 189. — Elle félicite la convention sur le décret qui proclame l'existence de l'Être-Suprême et l'immortalité de l'âme, 240. — Mandée à la barre au 9 thermidor, se rend à la convention, 312. — La félicite de son triomphe, *ibid.* — AN III. Députation de cette autorité, jurant soumission à la convention, 22. — Le contentieux des contributions lui est renvoyé, 30. — Félicitations à la convention, 205. — Autres, 246. — Sa déclaration en faveur du Lycée-des-Arts, 327. (*Voy. la suite à département de la SEINE*).

PARIS (les Districts de). AN 1789. Sont convoqués par les électeurs, 20. — Formation de leurs comités, 31 et 33. — Réflexions sur leur organisation, 37. — Sont attaqués à l'occasion de la discussion sur les états du Dauphiné, 78. — Vœu de leur majorité pour la formation d'un grand département, 128. — AN 1790. Réflexions sur leurs assemblées, 32. — Autres contre leur permanence, 68 et 84. — Autres contre leur participation à l'administration, 115. — Leurs adresses à l'assemblée nationale, relativement à leur permanence, *ibid.* — Dénonciation contre eux, au sujet des visites domiciliaires, 187.

Cordeliers (le District des). AN 1789. Dénonce les ministres; exige un serment de ses députés à la commune; débats y relatifs, 91, 93, 94 et 100. — Affaire de l'arrêté pris par son bureau, *ordonnant* une contribution en faveur des indigens, 114. — Donne une fête patriotique, 122. — AN 1790. Délibère pour l'organisation du département en neuf lieues de rayon, 2. — Fait arrêter des

voitures chargées de lingots et de piastres; l'assemblée ordonne de les relâcher, 4. — Met Marat sous sa protection et le défend, 22 et 23. — Improbation de sa conduite, 24. — Il dénonce le châtelet comme favorisant l'aristocratie, 119.

Croix-Rouge (de la). AN 1790. Demande une loi contre les duels, à l'occasion de celui de Castries et de Charles Lameth, 319.

Filles Saint-Thomas (des). AN 1789. Offre une garde d'honneur pour le président de l'assemblée nationale, 75. — AN 1790. Ses grenadiers font frapper des jetons à l'image de Lafayette, 166.

Jacobins (des). AN 1790. Délibération de son bataillon pour ouvrir une conscription militaire, 16.

Luxembourg (du). AN 1790. Sa délibération concernant les représent. provisoires de la commune, 226.

Mathurins (des). AN 1789. De concert avec la municipalité de Paris, s'élève contre la publication d'un *journal de la tranquillité publique*, 108.

Petits-Augustins (des). AN 1789. Arrête et transmet à l'assemblée nationale des lettres à l'adresse du comte d'Artois, 24.

Roule (du). AN 1790. Rapport de ses commissaires en faveur du châtelet, relativement à la procédure des 5 et 6 octobre, 134.

Saint-Honoré (de). AN 1790. Porte des paroles de consolation aux parens des frères Agasse; détails et approbation de sa conduite en cette circonstance, 26 et 27.

Saint-Lazare (de). AN 1790. Vote contre le cours forcé des billets de caisse, 38.

Saint-Magloire (de). Vote pour que Bailly reste maire, sans qu'il soit besoin d'une nouvelle élection, 25.

Saint-Martin-des-Champs (de). AN 1789. Sa protestation contre la loi martiale, 178. — AN 1790. Sa délibération contre la nouvelle assemblée de la Commune, 118.

Saint-Roch (de). AN 1789. Est dénoncé pour avoir arrêté une lettre adressée à un député, 69.

PARIS (la Garde Nationale de). AN 1789. Sa formation au 14 juillet; Lafayette en est nommé commandant, 19 et 20. — Augmentation de sa force par l'adjonction des Gardes-Françaises et Suisses, 34. — Son organisation; les bataillons font bénir leurs drapeaux, 37. — Ses bataillons

*oldés demandent, au 5 octobre, à aller chercher le roi à Versailles, 70. — L'armée parisienne y arrive, et renouvelle le serment de fidélité aux lois et au roi; sauve les gardes-du-corps du massacre, et délivre le château, 71 et 72. — Elle est augmentée, 78. — Arrivée de fusils de Maubeuge pour son armement, 107. — Débats sur la forme de ses brevets, 129. — AN 1790. Réflexions sur l'organisation de ses bataillons soldés, 19. — Conduite patriotique du bataillon d'Henri IV, 171. — Admission à la barre d'une députation de la garde nationale, conduite par Lafayette, demandant une loi pour son organisation, 324. — AN 1791. — Elle sollicite ce général de reprendre le commandement dont il a donné sa démission, 113. — Lui envoie une députation qui se rend avec lui chez le roi, 117. — Suppression et récréation de ses compagnies soldées, 217 et 218. — Décret qui autorise la formation d'un corps de cavalerie soumis aux réglemens de cette arme, 256. — Texte de celui sur l'organisation de la garde nationale, 258. — Arrêté de la municipalité sur le même objet, 279. — Les compagnies de chasseurs de mandent à conserver leur organisation, 284. — Arrêté y relatif, et autre pour le commandement de la garde à tour de rôle, par les six chefs de division, 285. — Elle offre une épée à garde d'or à Lafayette, 288. — Pétition des sections pour la conservation des compagnies des gardes-françaises, 288. — Décret sur la formation des bataillons soldés en troupes de ligne, et prolongation provisoire de leur séjour à Paris, 312. — Prestation du serment par les officiers, 355. — AN 1792. Décret qui ordonne la continuation du service des chasseurs sous le titre de garde nationale, 44. — Remerciemens qui lui sont votés par l'assemblée, 154. — Adresse des canonniers à la convention, protestant qu'ils ne souffriront ni l'établissement de la noblesse, ni celui des deux chambres, 155. — Elle se déclare prête à se porter contre l'ennemi, s'il tentait l'envahissement de la capitale, 161. — Comparution et explications à la barre de son commandant temporaire, sur le projet de pétition contre le rassemblement des fédérés, dénoncé par le bataillon des Petits-Augustins, 163. — Adresse contre son état-major,

185. — Une députation de gardes nationaux demande vengeance du sang versé depuis l'arrivée des Marseillais, 214. — D'autres de garde chez la reine, annoncent l'entrée extraordinaire de six à sept cents individus dans les appartemens, *ibid.* — Adresse à ceux qui se rendent au camp de Soissons, 215. — Réclamations pour la suppression des compagnies de grenadiers et chasseurs de la garde nationale 221. — Détails donnés par les canonniers de Saint-Méry sur l'affaire du 10 août, où ils n'ont combattu qu'après avoir été attaqués, 225. — AN I.^{er} 1793. La garde nationale, commandée par Santerre, arrête les pillages des comestibles, 60. — Réclamations contre la nomination de Boulanger à son commandement, 141. — Il le quitte, 143. — Ses mouvemens pour protéger la convention, 149. — AN II. 1793. Décret pour la suppression des compagnies du centre, 265. — Autre qui leur accorde une solde de retraite, 29. — AN II. 1794. Elle félicite la convention du décret sur l'Être-Suprême, 252. — Barras la commande au 9 thermidor, 312. — Et donne sa démission après le rétablissement de la tranquillité, 314. — AN III. Plusieurs décrets relatifs à son organisation, 77, 85 et 124. — Autre pour l'épuration des chefs de la force armée, 117. — Autre sur le remplacement des sexagénaires, 131. — Autre sur le service personnel, 181. — Elle est mise sous la direction de Pichegru au 12 germinal, 195. — Rapport d'Aubry sur son organisation; débats et adoption de l'article qui lui donne une cavalerie, 210 et 211. — Proposition de la soumettre au commandant de la 17.^{me} division, 217. — Les comités sont chargés de l'exécution des décrets précédens, 224. — Delmas, Gillet et autres sont chargés de sa direction, à la suite des mouvemens de prairial, 248. — Décret qui dispense les ouvriers et indigens d'en faire le service, 254. — Nouveau rapport de Bodin, sur sa réorganisation; réduction du nombre de ses adjudans généraux, 271 et 272. — Article supplémentaire sur l'élection des officiers, 288. — AN IV. Fonctionnaires publics exemptés de son service, 3. — Proposition de la désarmer à la suite du 13 vendémiaire, 20. — Décret qui supprime son état major, ainsi que ses grenadiers et chasseurs, et les met sous la direction d'un commandant temporaire et

de trois adjoints, 21. (*Voy.* pour les lois générales, à GARDE NATIONALE).

PARIS (le parlement de). *Voy. la table de l'Introduction.* AN 1789. Son premier président félicite l'assemblée à la suite du 14 juillet, 22. — AN 1790. Dépôt de ses registres; lettre du garde des sceaux au maire de Paris à ce sujet, 147. — Mention honorable du civisme et de la générosité de la chambre des vacations, 250.

PARIS (les Sections de). AN 1790. Division de la ville en 48 sections, 175. — Leur rassemblement pour la fédération civique, 176. — Officiers municipaux nommés par elles, 288. — Elles sont convoquées pour délibérer sur le renvoi des ministres, 309. — AN 1791. Arrêté du département relatif à leur convocation, 95. — Leur pétition pour la conservation des anciennes compagnies de gardes françaises, 288. — Article sur leurs délibérations, 291. — Elles dénoncent la pétition du département au roi, contre le décret sur les troubles religieux, 346 et 347. — AN 1792. Plusieurs d'elles demandent à se constituer en surveillance permanente, 151. — Elles sont mises en permanence ainsi que celles de toute la France, 210. — Réunion au 10 août de leurs commissaires à l'hôtel-de-ville; leurs opérations dans cette journée, 225. — Compte de la mission des commissaires envoyés près d'elles, lors des évènements de septembre, 250. — Les membres du comité de surveillance leur sont dénoncés pour non présentation de leurs comptes, 293. — Leurs adresses contre le projet d'une garde isolée pour la convention, 295 et 310. — Réclamation de vingt-deux d'entre elles en faveur des citoyens de Lorient arrêtés par suite du massacre de Gérard, 303. — Pétition de la commune, au nom de toutes, demandant le prompt jugement de Louis XVI., et l'examen de la question s'il convient de le faire mourir sur l'échafaud, 340. — Plusieurs autres présentent à la convention le brave Viet qui s'est distingué à Jemmapes, et invitent l'assemblée à l'union, 354. — AN 1^{er} 1793. Présentation, par 18 d'elles, des blessés du 10 août en demandant vengeance contre Louis XVI., 1. — Réclamations et débats sur leur permanence; leurs services exposés par Robespierre, 8 et 9. — Elles demandent le rapport de la loi

qui autorise l'échange des assignats contre le numéraire, 15. — Des fédérés accusent les mesures prises dans la plupart de ces assemblées, *ibid.* — Plusieurs réclament près de la commune pour qu'une garde soit donnée à Roland, 20. — Pétition, au nom de toutes, à la convention, relativement aux subsistances, 45. — Autre pétition pour la prohibition du numéraire, à peine de mort pour les contrevenans, 64. — Leur zèle à s'armer pour la patrie; décret, sur la demande de plusieurs, créant un tribunal extraordinaire, 70. — Leur pétition demandant à la convention si elle peut sauver la patrie; réponse affirmative du président qui les rend à leur tour garantes du salut de la convention, 88 et 89. — Leurs commissaires mandés à la barre, par suite de leur arrêté pour la formation d'une assemblée centrale de salut public, 94 et 95. — Leur activité pour armer de nouveaux défenseurs, 96. — Elles offrent leurs bras à la convention, 97. — Annonce de leur projet de demander l'expulsion de vingt-deux députés, 107. — Lecture par Rousselin de cette pétition, faite au nom de la commune et de trente-cinq sections, et débats y relatifs, 108, 109, 110 et 112. — Elle est improuvée, 113. — Demande, par plusieurs, du rapport du décret qui a déclaré calomnieuse la pétition de la commune de Paris pour le rappel des vingt-deux membres de la convention, 127. — Envoi dans leur sein de commissaires de la convention, pour leur présenter un projet de décret sur les mesures de salut public invoquées par elles, 131. — Approbation de celles qu'elles ont prises pour recruter leur contingent, *ibid.* — Plusieurs réclament contre la nomination de Boulanger au commandement de la garde nationale, 141. — Pache justifie leurs commissaires; insertion au bulletin de ses explications, *ibid.* — A la suite des complots dénoncés par la commission des douze, décret qui ordonne la levée de leurs séances à 10 heures précises, 146. — Dix-sept d'entr'elles prennent Hébert sous leur sauve-garde, 148. — Explications sur la réunion de leurs commissaires, et les mesures arrêtées par eux, 148. — Elles se rendent en majorité à la convention, pour réclamer la liberté des patriotes, demander la cassation de la commission des douze, et la traduction de

ses membres au tribunal révolutionnaire, 150 et 152. — Elles se réunissent à la commune au 31 mai, 152. — Ont bien mérité de la patrie en cette journée, 153. — Marat demande la suppression de leur permanence et de celles de toute la république, 174. — Présentent à l'assemblée leur acceptation unanime de la constitution; nouveau décret de bien mérité de la patrie, 198. — Demandent l'interdiction de toutes les affaires, pour voler au secours de la patrie en danger, 229. — Arrêté de plusieurs portant que le maire Pache a bien mérité de la ville, 242. — Elles sollicitent des mesures relativement aux subsistances, et la formation d'une armée révolutionnaire avec un tribunal à sa suite, chargé de juger sur le champ les accapareurs et les conspirateurs, 250. — Décret qui accorde une indemnité aux citoyens pauvres qui assisteront aux séances des sections; leurs commissaires unis aux Jacobins demandent que la terreur soit à l'ordre du jour, *ibid.* et 255. — Pétition pour le rapport du décret précédent, 262. — AN II. 1793. Adresse qu'elles présentent à la convention, 276. — Leur pétition sur le mode de juger les accapareurs, 34. — AN II. 1794. Offrent à la convention le salpêtre qu'elles ont préparé, 137. — Leur adresse sur la liberté des Nègres, 147. — Leurs félicitations accompagnées de chants de couplets sur la découverte de la conspiration d'Hébert, 177 et 179. — Collot-d'Herbois dénonce aux Jacobins les intrigans qui les conduisent, 205. — Secours qui leur sont accordés pour distribuer aux indigens, 231. — Dénonciation aux Jacobins des assemblées sectionnaires, 238 et 239. — Dissolution de plusieurs de ces assemblées, 242 et 247. — Adresses de différentes sections contre les assassins de Collot-d'Herbois et Robespierre, 247 et 249. — Quarante huit caisses de poignards envoyés de Londres pour les quarante-huit sections de Paris, 250. — Dénonciation par l'une d'elles de l'arrêté de la commune qui les invite à se réunir dans son sein, au 9 thermidor, 312. — Elles jurent fidélité à la convention; celle d'Henriot résiste à ses sollicitations, *ibid.* — Décret qui défend de les convoquer sans l'autorisation des comités de gouvernement, *ibid.* — Autre, portant qu'elles ont bien mérité de la patrie, *ibid.* — Suite

des protestations de leur dévouement à la convention, 313. — Rapport du décret qui accordait quarante sous aux citoyens assistant à leurs séances, 336. — AN III. Adresses de plusieurs, jurant fidélité à la convention, et annonçant le rapport de leur arrêté d'adhésion à l'adresse de la société populaire de Dijon, 23 et 24. — Formation d'une compagnie de canonnières par chaque section, 56. — Plusieurs félicitent la convention de la clôture des Jacobins, 62, 69 et 73. — Et du décret de rappel des soixante et treize, 85. — Autres adresses applaudissant à ses travaux, et attaquant les partisans de Robespierre, 103, 113, 123, 124, 143, 145 et 154. — Autres pétitions en faveur des députés hors la loi, 164, 174, et 175. — Décret qui fixe leurs séances depuis une heure jusqu'à quatre, 191. — Treize d'entr'elles demandent le retour des artistes du théâtre français dans leur local, 192. — Nouveau décret qui fixe leur tenue de dix à deux heures, 202. — Plusieurs sont mentionnées honorablement pour l'improbation qu'elles ont manifesté de la permanence où s'est mise celle de Montreuil, 224 et 226. — Troubles dans quelques-unes à l'occasion des subsistances, 225. — Décret qui envoie près d'elles des représentans pour éclairer le peuple sur l'insurrection du premier prairial, 245. — Autre qui les autorise à prononcer le désarmement et l'arrestation des terroristes ou soupçonnés tels, 246. — Elles se rendent à la convention menacée par celles de Montreuil, de Popincourt et des Quinze-Vingts, 248. — Décret qui exclut les femmes de leur sein, 249. — Autre qui prolonge leurs séances pour l'opération du désarmement, 250. — Autre qui ne leur accorde qu'un jour pour la terminer, 253. — Demande d'un rapport sur les dangers de ces assemblées, 329. — Ordre du jour sur la proposition de les fermer, 332. — Leur lutte contre les décrets qui ordonnent la réélection au corps législatif des deux tiers de la convention, 359 et 360. — AN IV. Débats et accusations contre leurs meneurs; mesures pour leur faire respecter la loi, 15. — Leur mouvement au 13 vendémiaire, *ibid.* et *suiv.* — Arrestation ordonnée des émissaires envoyés par elles dans les départemens, 17. — Détails sur celui qu'elles ont envoyé dans le Calvados, et sur les

intentions de leurs meneurs, 20. — Suppression de ces assemblées, 22.

Amis de la Patrie (Section des) auparavant *du Ponceau*. AN I.^{er} 1793. Demande que la convention fasse partir toutes les troupes soldées actuellement à Paris ou aux environs, même sa garde d'honneur, 124. — AN III. Réclame la punition de ceux qui porteraient atteinte aux sociétés populaires, 53.

Arcis (des). AN I.^{er} 1793. Demande la suppression de la correspondance des sociétés populaires, 147. — Déclare qu'une partie de la convention n'a plus sa confiance, et demande l'envoi de la commission des douze au tribunal révolutionnaire, 151. — AN II. 1793. Chante aux Jacobins un hymne patriotique, 271. — AN II. 1794. Destitution de son comité révolutionnaire, 213. — Le calme y est rétabli par Payan, 275. — AN III. Réclame pour la veuve Semillard, 98. — Promet à la convention de la défendre s'il est besoin, 355. — Rejette les décrets de la réélection des deux tiers de ses membres, 362.

Arsenal (de l'). AN 1791. Sollicite la punition des séditeux, des complices des prêtres, et s'élève contre la pétition du département en opposition au décret sur les troubles religieux, 347. — AN I.^{er} 1793. Prête à la commune le serment du 31 mai, 153. — Accepte la constitution, 186. — Troubles dans son sein, à l'occasion de la demande faite par les jeunes gens pour que la section parte en masse, 192. — Adresse de ses citoyens désavouant celle de la commune à l'armée, 219. — AN III. Demande le désarmement des terroristes, 184. — Remet ses canons à la disposition du gouvernement, 274.

Beaurepaire (de) nouveau nom de celle des *Thermes*. (Voy. *Thermes*).

Bon-Conseil (de) ci-devant *Mauconseil*. AN 1790. Demande une loi contre les duels, 320. — AN 1791. Saisit un envoi d'argent, 47. — Proclamation de la municipalité à ce sujet, 68. — AN 1792. Déclare que Louis XVI a perdu sa confiance, 218. — Un décret annule sa délibération précédente, 219. — Décret portant que le bataillon de ce nom, reprendra son rang, 355. — AN I.^{er}

1793. Témoinne son indignation des attentats portés contre les propriétés, 59. — Ses pétitionnaires cherchent à se justifier relativement à l'arrêté par lequel ils demandent la traduction de Brissot, Pétion, Buzot, etc., au tribunal révolutionnaire, 74. — Demande le décret d'accusation contre Brissot et autres, 100. — Arrête la formation d'un bataillon de volontaires, destiné à combattre les brigands dans l'Ouest, 119. — Proteste de ne souffrir aucun tyran sous quelque dénomination que ce soit; débats à ce sujet, 128. — Des citoyens de cette section se plaignent d'être arrêtés pour avoir présenté une pétition à la convention; mesures prises à ce sujet, *ibid.* — Fait arrêter les courriers et les administrateurs des postes, 152. — AN II. 1793. Son comité révolutionnaire annonce une découverte de plus de cinq cents marcs d'argenterie, 69. — AN II. 1794. Elle réclame le maintien des sociétés populaires, du gouvernement révolutionnaire, et des lois contre les suspects, 364. — AN III. Félicite la convention de son élan contre le royalisme, et l'invite à l'union, 117. — L'engage à rester à son poste et à assurer l'arrivage des subsistances, 195. — Se plaint de la disette qu'éprouvent les manufactures et les ouvriers, demande le rétablissement de la contrainte par corps, et le rapport de l'effet rétroactif de la loi du 17 nivôse, 244. — Réclame la déportation des individus arrêtés et désarmés, 256. — Plainte d'un citoyen à qui l'on a refusé l'entrée de son assemblée primaire, sous prétexte qu'il n'avait pas de *billet d'ordre*, 354.

Bondy (de). AN 1791. Son adresse lors de la fuite du roi, 176. — AN 1792. Demande que tout citoyen soit astreint au service personnel, 170. — AN II. 1793. Son comité révolutionnaire annonce une saisie considérable d'argenterie, 69. — Accepte la constitution, 186.

Bonne Nouvelle (de). — AN 1790. Une députation de son bataillon demande vengeance contre Castries qui a provoqué en duel Charles Lameth, 319. — AN 1791. Elle présente une adresse contre l'état-major de la garde nationale, 185. — AN III. Troubles y élevés par les qualifications des partis, 103. — Elle invite la convention à rester à son poste, 195. — Demande la suppression des

nouvelles mesures, du nouveau calendrier, et la réincarcération des terroristes, 329.

Bonnet-Rouge (du) ou de la *Liberté*, auparavant de la *Croix-Rouge*, et aujourd'hui de l'*Ouest*. (Voyez *Ouest*).

Brutus (de), auparavant la *Fontaine-Montmorency*, et la *Fontaine et Molière*. AN I.^{er} 1793. Demande les moyens de maintenir la tranquillité, 152. — AN II. 1794. Applaudit au décret sur les détenus; demande l'extinction du modérantisme, 171. — Solemnise le 14 juillet, 298. — AN III. Dénonce une partie de l'assemblée; débats sur cette adresse; elle sera insérée au bulletin, 134. — Demande des mesures contre les terroristes, 163. — Dénonce le journal intitulé *L'Ami du peuple*, 164. — Est louée par Legendre pour son dévouement au 12 germinal, 197. — Félicite la convention de sa victoire de prairial, 246.

Butte-des-Moulins (de la), dite aussi du *Palais-Royal* et de la *Montagne*. AN 1792. Applaudit au décret pour le rassemblement de vingt mille hommes à Paris, 166. — AN I.^{er} 1793. Demande la répression de l'anarchie et une constitution, 159. — Jure de défendre les représentans, et de venger leur mort si aucun d'eux succombait sous le fer d'un assassin, 145. — Mandée au secours de la convention, se rend aux Tuileries; appel à la barre de son commandant Raffet, 149. — Prête le serment du 31 mai à la commune, 153. — AN II. 1793. Offre à la convention des dépouilles du culte, 62. — AN III. Réclame en faveur de Raffet et Muller, 85. — Demande une constitution et un gouvernement sage, 197. — Veut que l'on écarte les entraves de l'acte constitutionnel, 214. — Exprime ses craintes sur la concentration des pouvoirs, et vote le maintien du comité de sûreté générale, 223. — Félicite la convention de sa victoire en prairial, 246. — Demande, à la même époque, que tous les citoyens qui ne seraient pas avec leurs bataillons, soient tenus de rester chez eux, 249. — AN IV. Décret qui nomme un adjoint à son commissaire de police, par suite de la fermentation causée par les décrets des 5 et 13 fructidor, 6. — La cocarde nationale y est arrachée au 13 vendémiaire, 17. — Maintien du décret précédent, 141 et 143.

Champs-Élysées (des). AN I.^{er} 1793. Dénonce divers arrêtés de plusieurs sections de Paris, 1. — Réclame l'organisation de la municipalité, 142. — AN II. 1793. Demande la punition du onzième bataillon de Paris, formé en partie dans son sein; décret de bien mérité de la patrie, 65. — AN III. Demande des lois organiques de la constitution de 1793, et la punition des oppresseurs de la France, 194. — Son dévouement au 12 germinal, 197. — Elle félicite la convention, 198. — Arrestation à ses barrières des voitures conduisant les députés arrêtés, *ibid.* — Annonce son empressement à exécuter le décret d'organisation de la garde nationale, 235. — Remet ses canons et demande la punition des révoltés de prairial, 266. — Se plaint de la présence des troupes aux environs de Paris, et s'élève contre le décret qui ordonne le renouvellement de la convention par tiers, 344. — Discussion sur cette pétition; elle est improuvée, imprimée, envoyée aux armées et aux départemens, 345.

Cité (de la), avant *Ile Notre-Dame* et de la *Raison*. AN I.^{er} 1793. Demande la traduction au tribunal révolutionnaire de la commission des douze, pour avoir fait arrêter son président et son secrétaire, 149. — Arrestation des principaux aristocrates de cette section, 250. — AN II. 1794. Renvoi par la commune, au comité de sûreté générale, de son arrêté sur les subsistances, 208. — AN III. Elle désavoue la pétition insidieuse présentée en son nom par les agens des conspirateurs, 204. — Sa pétition en faveur des frères de Cecile Renault, 218. — Elle accepte la constitution, et rejette les décrets de la réélection des conventionnels, 360.

Contrat-Social (du), avant *des Postes*. AN I.^{er} 1793. Osselin dénonce la commission des douze, pour avoir fait enlever les procès-verbaux de son comité révolutionnaire, 146. — Dénonciation de Lanjuinais contre l'illégalité de son assemblée, 152. — AN II. 1794. — Réclamations de sa société et de son comité révolutionnaire en faveur du notaire Chaudot, 150. — Il est dénoncé aux Jacobins, 224.

Croix-Rouge (de la). Voyez *Ouest*.

Droits-de l'Homme (des), avant du *Roi de Sicile*.

Sicile. AN III. Se plaint de la disette des denrées, 194. — Remet ses canons, 256.

Fidélité (de la), avant l'*Hôtel-de-Ville* ou *Maison-Commune*. AN III. En invitant la convention de rester à son poste, demande l'organisation de la constitution, des mesures pour assurer les subsistances, réprimer l'agiotage et faire partir la réquisition, 194.

Finistère (du), ci-devant des *Gobelins*. AN 1792. Réclame contre le renvoi proposé aux tribunaux de l'affaire de Pâris et Bouland, 210. — AN I.^{er} 1793. Est suspecte à la commune au 31 mai, et pourquoi, 153. — AN II. 1794. Présente, avec la société de Lajouski, une pétition contre les accapareurs, 172. — AN III. Demande du pain, 180. — Désavoue la pétition de son comité civil sur les subsistances, 181.

Fontaine-Grenelle (de la). AN 1792. Applaudit au décret pour le rassemblement de vingt mille fédérés à Paris, 166. — AN I.^{er} 1793. Accepte la constitution, 186. — AN II. 1793. Apporte les diamans, l'or et l'argent trouvés dans la cave de l'ex-ministre Amelot, ainsi que le brevet de sa pension annuelle de 40,000 livres, 62. — AN II. 1794. Saisie d'effets précieux par son comité révolutionnaire, 106. — Suspension des séances de sa société, 230. — Rejette l'adresse du Muséum, relative à la nomination par le peuple des comités révolutionnaires, 343. — AN III. Applaudit au décret qui enlève le buste de Marat des lieux publics, 144. — Vient défendre la convention au premier prairial, 245.

Fraternité (de la), avant de l'*Île Saint-Louis*. AN I.^{er} 1793. Demande la répression de l'anarchie, et une constitution, 139. — Une députation présente les preuves d'un complot formé contre la convention nationale; détails de ce projet, 144. — La section prête le serment du 31 mai à la commune, 153. — Poursuite contre elle, à l'occasion d'un arrêté tendant au fédéralisme, 196. — AN II. 1793. Demande à la commune l'arrestation des prêtres, 54. — AN III. Déclare à la convention qu'elle n'est pas en révolte, mais qu'elle veut réclamer sa nourriture, 195. — Dénonce deux terroristes mis en liberté, et réarmés par le comité de sûreté générale, 285.

Table alphabétique.

Gardes-Françaises (des), avant de l'*Oratoire*.

AN 1792. Improuve l'arrêté par lequel la section du Luxembourg jure de poignarder Louis XVI, s'il n'est condamné à mort, 364. — AN I.^{er} 1793. Déclare que Chenaux, représentant de la commune, a perdu sa confiance, 66. — Demande à renouveler le serment de défendre la sûreté des personnes et des propriétés, 148. — Demande une constitution libre, et offre sa protection contre une minorité turbulente, 151. — Désavoue l'adresse provoquée par Chazot, qu'elle a chassé, 154. — Détails sur la Vendée, transmis par le commissaire de cette section, 210. — AN II. 1794. Présentation à la convention du salpêtre qu'elle a fabriqué, 152. — AN III. Elle la félicite de la victoire de germinal, et demande la révision des lois de circonstances et une garantie pour la représentation nationale, 203. — AN IV. Veut la défendre au 13 vendémiaire, 15.

Gobelins (des), aujourd'hui du *Finistère*. (Voy. *Finistère*).

Grange-Batelière (de la); aujourd'hui du *Mont-Blanc*. (Voy. *Mont-Blanc*).

Gravilliers (des). AN 1790. Son adresse contre les duels à l'occasion de celui de Charles Lameth et de Castries, 324. — AN 1792. Provoque la déclaration du danger de la patrie, 191. — Demande le décret d'accusation contre Louis XVI, 219. — Et son prompt jugement, 282. — AN I.^{er} 1793. Dénonce un prêtre, membre de son comité civil, 173. — Réclame contre J. Roux, qui a présenté, en son nom, une adresse incendiaire, 179. — AN II. 1793. Apporte à la convention des dépouilles du culte, 55. — AN II. 1794. Rend compte des événemens de la nuit du 9 au 10 thermidor, 317. — Réclame le maintien des sociétés populaires et des mesures révolutionnaires, 364. — AN III. Dissolution des rassemblemens qui s'y forment au 12 germinal, 191. — Elle arrête Léonard-Bourdon et le conduit au comité, 196.

Guillaume-Tell (de). Voy. *Mail*.

Halle-aux-Blés (de la). AN 1790. Demande une loi contre les duels, 326. — AN 1791. Son adresse sur la fuite du roi, 176. — Autre de sa société fraternelle sur l'émigration, 296. — Autre

de la section en faveur du décret sur les troubles religieux, et contre la conduite du département, 347. — AN 1792. Elle demande le licenciement de l'état-major de la garde nationale parisienne, et sa nomination immédiate par le peuple, 170. — AN I.^{er} 1793. Réclame une reddition de comptes de la part des membres du comité de surveillance de la commune, 43. — Est dénoncée par Pétion pour son adresse contre la majorité des députés, 102. — Vergniaud réclame la poursuite de ses auteurs, 104. — AN II. 1794. Elle s'élève contre l'adresse de la section du Muséum, relative à la nomination des membres des comités révolutionnaires, 343. — AN III. Demande la destruction du monument élevé sur la place des Invalides, 155. — Réclame la mise en activité de la constitution de 1793 et la division des pouvoirs, 195. — Se plaint de la liberté des terroristes, et demande justice contre eux, quel que soit leur masque, 326. — AN IV. Réclame des éclaircissemens sur le résultat des votes pour la réélection des conventionnels, 7.

Henri Quatre (d'), aujourd'hui du *Pont-Neuf*. (Voy. *Pont-Neuf*).

Homme-Armé (de l'), avant du *Marais*. AN I.^{er} 1793. Offre des habillemens pour les volontaires, 50. — Prête le serment du 31 mai à la commune, 153. — S'impose un carême civique, 177. — AN II. 1794. Dénonce son comité révolutionnaire, 324. — AN III. Engage la convention à rester à son poste jusqu'à la mise en activité de la constitution républicaine, 194. — Remet ses canons, et demande la punition des révoltés de prairial, 266. — Rejette les décrets de la réélection des conventionnels, 362.

Indivisibilité (de l'), avant de la *Place royale* et des *Fédérés*. AN III. Invite la convention à rester à son poste jusqu'à la mise en activité de la constitution, 193. — Remet ses canons et demande la punition des insurgés de prairial, 266.

Invalides (des). AN I.^{er} 1793. Fait annoncer à la commune son acceptation de la constitution, 190. — AN III. Demande la punition des septembriseurs, etc. 166.

Jardin des Plantes (du), ci-devant des *Sans-Culottes*. AN II. 1793. Abjuration de son clergé,

53. — AN II. 1794. Présente à la barre Pajot, jeune tambour, distingué par son courage, 112.

La Fontaine et Molière (de), aujourd'hui *Brutus*. (Voyez *Brutus*).

Le Pelletier (de), avant de la *Bibliothèque* et de *Quatre-Vingt-Douze*. AN I.^{er} 1793. Demande, par députation, la répression de l'anarchie et une constitution, 139. — Commandée pour marcher au secours de la convention, 149. — Prête le serment du 31 mai à la commune, 153. — AN II. 1794. Son comité transmet à la convention le procès-verbal de l'arrestation d'Admiral, assassin de Collot-d'Herbois, et donne des nouvelles de Geffroy qui l'a arrêté, 245. — Elle déplore, à la barre, le malheur d'avoir eu cet assassin dans son enceinte, et s'enorgueillit, au contraire, de posséder Geffroy; le président lui reproche ses erreurs, 253. — AN III. Dénonciation contre Chrétien comme y excitant des troubles, 13. — Son adresse contre les terroristes, 134. — Autre, pour leur désarmement, 184. — Est louée par Legendre de son dévouement au 12 germinal, 197. — Félicite la convention de sa victoire à cette époque; demande la révision des lois révolutionnaires, et une garantie pour la représentation nationale, 203. — Nouvelles félicitations à la convention, 246. — Demande vengeance du meurtre de Féraud; envoi de son adresse aux autres sections, 247. — Propose, lors des événemens précédens, d'ordonner à tous les citoyens qui ne seront pas à leurs bataillons de rester chez eux, 249. — Son adresse contre le réarmement des terroristes, 284. — Demande qu'il soit permis aux sections de s'assembler pour préciser les faits à charge contre ceux dont elles ont prononcé l'arrestation, 308. — Se plaint de la formation d'un camp sous Paris, de l'élargissement des terroristes, etc., 350. — Arrêté de l'assemblée primaire de cette section pour la garantie et la sûreté de ces assemblées et leur indépendance de pouvoir constituant; discussion y relative, 354. — Nouvel arrêté sur le même sujet, 355. — AN IV. Elle dénonce à la convention Pache, Bouchotte, Chrétien, Raison et Marchand, comme des hommes abhorrés, et demande leur mise en jugement, 3. — Est dénoncée par Daunou au 13 vendémiaire, 15. — Et investie dans cette journée; détails à ce

sujet, *ibid.* — Son arrêté pour la convocation des électeurs, 15 et 16. — Ses rebelles dissipés, 17. — Drapeau qui leur a été pris par un volontaire, *ibid.* — Détails de ses opérations sous la présidence de Richer-Sérisy; mise par elle hors la loi des comités de gouvernement, 18.

Lombards (des). AN 1792. Dénonce les accapareurs, 66. — Demande, par l'organe de Louvet, qu'on donne plus de force et d'action à la police, 153. — Provoque la destitution du département et la permanence des sections, 203. — Décret qui enjoint à son juge de paix de faire exécuter le mandat d'amener contre le député Jouneau, 210. — Annonce de l'exécution de ce décret, 217. — AN I.^{er} 1793. Propose à l'assemblée de faire disparaître les distinctions de *côté gauche*, *côté droit* et de *montagne*, 99. — Des citoyens de cette section se plaignent d'avoir été arrêtés pour avoir présenté une pétition à la convention, 128. — Une députation réclame la liberté du citoyen Payne, parfumeur, 131. — Demande une constitution, 148. Prête le serment du 31 mai à la commune, 153. — Annonce à la convention qu'elle veut partir en masse, 232. — AN III. Désavoue une pétition présentée en son nom par les agens des conspirateurs, 204. — Félicite la convention de son triomphe sur les factieux, 207. — AN VI. Pétition relative aux troubles d'une assemblée primaire; ordre du jour, 194.

Luxembourg (du), dite ensuite de *Mutius-Scævola*. AN 1790. Demande une loi contre les duels, à l'occasion de celui de Charles Lameth et de Castries, 322. — AN II. 1794. Imprime l'adresse du Muséum relative à la nomination par le peuple des comités révolutionnaires, 343. — Dénonce le modérantisme et le club électoral, 354.

Mail (du), dite des *Petits - Pères* et de *Guillaume - Tell*. AN I.^{er} 1793. Communication de son arrêté contre la formation d'une assemblée centrale de salut public, 94. — Proteste qu'elle a résisté aux désorganiseurs, 148. — Commandée pour marcher aux secours des députés, 149. — Réintégration des membres de son comité révolutionnaire, 162. — Elle demande la peine de mort contre les fédéralistes; et que son nom soit changé en

celui de la *Montagne*, 232. — AN II. 1793. Prend celui de *Guillaume - Tell*, 278. — AN II. 1794. Dénonce à la convention des pétitions en faveur des Lyonnais et des suspects, 103. — Arrête des fonds envoyés à Lille, 152. — AN III. Débats sur les troubles qui ont eu lieu dans son assemblée, 14. — Elle demande l'épuration de la force armée, 117. — Son adresse contre les partisans de la terreur, 135. — Protestation de son dévouement à la convention, 197. — Production d'une lettre d'Amar et Jagot à son comité révolutionnaire, relativement aux arrestations ordonnées par lui, 255. — Sa pétition contre les terroristes et les agioteurs, 305. — Se plaint de l'affluence des étrangers à Paris, 344. — Discussion sur cette pétition; elle est improuvée, imprimée et envoyée aux armées et aux départements, 345.

Marais (du), aujourd'hui de l'*Homme-Armé*. (Voyez *Homme-Armé*).

Marat (de), dite aussi de *Marseille*, et aujourd'hui du *Théâtre Français*. (Voyez *Théâtre Français*).

Marchés (des), avant des *Innocents*. AN I.^{er} 1793. Demande une armée révolutionnaire et la cassation de la commission des douze, 151. — AN III. Accuse Santerre d'être l'homme de tous les partis; mais plus servilement de celui de d'Orléans, 264. — Rejette les décrets de la réélection des conventionnels, 362.

Mauconseil (de), aujourd'hui *Bonconseil*. (Voyez *Bonconseil*).

Montagne (de la), nom pris par la Butte-des-Moulins. (Voyez *Butte-des-Moulins*).

Mont-Blanc (du), auparavant *Grange-Batelière*. AN 1790. Adresse de cette section contre les duels, à l'occasion de celui de Charles Lameth et de Castries, 320. — AN 1791. Autre, sur les honneurs à rendre aux mânes de Mirabeau, 94. — AN I.^{er} 1793. Sa pétition contre la composition des tribunes de la convention nationale, 78. — AN II. 1794. Annonce de la dissolution de sa société populaire, 237. — AN III. Sa pétition contre les sociétés populaires, 54. — Autre, contre les terroristes, 114. — Réclame leur désarmement, et les moyens d'activer la constitution, 203. — Demande le rapport de la loi contre les auteurs de provocations à la royauté, 235.

— Veut qu'on achève l'épuration de la convention ; extrait du discours de son orateur , contre les terroristes ; il est appuyé par Bailleul , et combattu par Dubois-Crancé , 317. — Ordre du jour sur la plainte qu'elle forme contre une adresse d'une division de l'armée de Sambre-et-Meuse , 360. — AN IV. Mauvais succès de sa députation à celle de Popincourt , 7. — Demande à être admise à la barre ; est refusée , 9. — Une patrouille y est attaquée au 13 vendémiaire , 15.

Montmartre (de). AN 1792. Son adresse félicitant l'assemblée sur la mesure de la fédération , 163. — Se plaint de la pétition des huit mille , 167. — AN I.^{er} 1793. Demande la suppression de la commission des douze et la liberté d'Hébert , 148. — S'impose un carême civique , 177. — AN III. Une députation de cette section demande le rapport du décret relatif au renouvellement par tiers de la convention , 345. — Ordre du jour sur le vote individuel des citoyens qui n'ont pas été admis dans son assemblée primaire , 365. — AN IV. Elle offre ses services à la convention , 17.

Montreuil (de). AN I.^{er} 1793. Sa pétition avec les autres sections du faubourg Antoine , contre Brissot et en faveur de Marat , 114. — Autre , en faveur du *maximum* et contre les riches ; désavoue d'une phrase menaçante de cette pétition , 124. — AN II. 1794. Elle dénonce son comité révolutionnaire , 328. — AN III. Réclame l'organisation de la constitution de 1793 , 184. — Décret qui annule son arrêté de permanence , et ordonne des poursuites contre ses auteurs , 223. — Son insurrection en prairial , 247. — Ses canonniers tournent leurs pièces contre la convention , ils sont joints par ceux qui étaient rangés du côté de l'assemblée , 248. — Elargissement de son président , comme ennemi des terroristes , *ibid.* — Un de ses canonniers empêche le feu au 2 prairial , 251. — La section demande qu'il soit formé un parc d'artillerie des canons des sections , 256. — AN IV. Vient défendre la convention au 13 vendémiaire , 15.

Muséum (du) , avant du *Louvre*. AN II. 1793. Arrêté contre les châteaux , pris par sa société populaire et communiqué aux Jacobins , 34. — AN II. 1794. Arrête les administrateurs de

police , 312. — Improbation , par plusieurs sections , de sa demande tendante à faire renommer par le peuple les comités révolutionnaires , 343. — AN III. Présente dix-sept chefs d'accusation contre David , et déclare qu'il n'a jamais eu sa confiance ; décret qui improuve cette mesure , 226. — Rend ses canons et demande que le principe de l'insurrection soit pros crit de la constitution , 275. *Mutius-Scævola* (de) , aujourd'hui du *Luxembourg*. (Voyez *Luxembourg*).

Nord (du) , avant du *faubourg Saint-Denis*. AN III. Accepte la constitution ; rejette les décrets de fructidor , 360. — AN IV. Voue à l'exécration quiconque tenterait de faire des changemens à la constitution , 5.

Observatoire (de l'). AN 1792. Demande qu'on puisse faire le service de la garde nationale sans habit militaire , 157. — AN I.^{er} 1793. Annonce l'insurrection du peuple , 153. — AN II. 1794. Dénonciation contre son comité révolutionnaire , 317. — AN III. Réclame des subsistances , 180. — Désavoue cette pétition , 181. — Demande des remèdes à la disette et au discrédit des assignats , 194. — Désavoue les démarches que lui font faire les agents des conspirateurs , 204. — Don d'un armure à plusieurs de ses citoyens qui ont sauvé la vie à Cavaignac , 251. — Présente à la convention J. L. Duchesne qui transmet le plan de l'insurrection de prairial , 269. — Se plaint de la mise en liberté de plusieurs terroristes , 297. — Réclame contre la commission des douze , créée pour prononcer sur les arrestations pour faits révolutionnaires , et demande que les détenus soient traduits devant une commission militaire , 319.

Ouest (de l') , d'abord de la *Croix Rouge* , ensuite du *Bonnet Rouge* ou de la *Liberté*. AN 1790. Demande une loi sur les duels , à l'occasion de celui de Castries et de Charles Lameth , 319. — AN 1791. Demande à l'assemblée de déclarer constitutionnel son décret sur les prêtres insoumis , 347. — AN 1792. Déclare renoncer à l'usage du sucre et du café , 30. — Se plaint d'une pétition colportée dans Paris , 165. — S'élève contre le veto exercé par le roi , et demande la permanence des sections , 170. — Présente une adresse contre Lafayette , 185. — Réclame relativement à

l'affaire de Paris et Bouland, 210. — AN I.^{er} 1793. Casse son comité révolutionnaire, 166. — AN II. 1794. Rejette l'adresse de celle du Muséum concernant la nomination des membres des comités révolutionnaires, 343. — AN III. Demande la punition des grands coupables, 195. — Emeute qui y a lieu, 225. — Détails donnés par Ysabeau, *ibid.* — Proteste de son dévouement à la convention, 240. — Des citoyens exclus de son assemblée primaire, dénoncent les arrêtés de la section et surtout ceux qui tendent à avilir la convention, 356. — AN IV. Réclamations de même nature, 28.

Panthéon (du), avant *Sainte-Genève*. AN 1792. Son arrêté portant que, nonobstant toute défense contraire, elle procédera à voix haute à l'élection du maire et défendra en armes son président et son secrétaire s'ils sont inquiétés à ce sujet, 299. — AN I.^{er} 1793. Son adresse pour demander que les prêtres et les nobles ne puissent occuper aucunes places, 182. — AN II. 1793. Chante aux Jacobins un hymne patriotique dont cette société ordonne l'impression, 271. — AN III. Imprime l'adresse de la société populaire de Dijon, 6. — Demande la révision des lois rendues sur la proposition des conspirateurs de thermidor, et surtout celle des suspects, 37. — On annonce que Pénitères y est arrêté, au 12 germinal, 196. — Elle félicite la convention de son triomphe, et demande la révision des lois révolutionnaires, 203.

Place Vendôme (de la), dite ensuite des *Piques*. AN 1792. Demande, par l'organe de Robespierre, l'érection d'une colonne sur la place de ce nom, aux mânes des victimes du 10 août, 230. — Retire sa confiance au ministre Roland, 330. — AN I.^{er} 1793. Déclare que J. Roux, membre de la commune a perdu sa confiance, 62. — Son projet d'interroger la convention sur les moyens de sauver la chose publique, 87. — Prête par commissaires le serment révolutionnaire à la commune, 153. — Met Clavière en état d'arrestation, 155. — AN II. 1794. Rejette l'adresse de celle du Muséum sur la nomination par le peuple des membres des comités révolutionnaires, 343. — AN III. Est dénoncée pour s'être emparée de la maison d'un architecte qu'elle a convertie en prison,

62. — Invite la convention à rester à son poste jusqu'à la mise en activité de la constitution, 193. — La félicite de sa victoire au 12 germinal, et demande la révision des lois de terreur, 203. — Réclame le changement de son nom de section des Piques, et des lois contre les insurrections partielles, 250. — Rejette les décrets pour la réélection des conventionnels, et se plaint des mesures prises contre les sections, 359.

Poissonnière. AN I.^{er} 1793. Accusée par Marat, à l'occasion de Dumourier, et de la demande qu'elle doit faire des têtes de Gensonné, Vergniaud et Guadet; mesures prises à ce sujet, 74. — AN II. 1793. Les membres de son comité révolutionnaire sont déclarés avoir bien mérité de la patrie, 269.

Pont-Neuf, dit d'abord d'*Henri IV*, ensuite *Révolutionnaire*. AN 1792. Désavoue la pétition du maire de Paris, relativement à la déchéance de Louis XVI, 223. — AN I.^{er} 1793. Son commandant annonce le refus fait d'y tirer le canon d'alarme, 152. — AN II. 1794. Annonce qu'elle a arrêté les administrateurs de police, 312. — AN III. Dénonce une lettre écrite par Armonville à un détenu, 365.

Popincourt (de). AN I.^{er} 1793. Ses adresses à la convention avec le faubourg Antoine, 114 et 124. (Voyez *Montreuil*). — AN III. Son adresse contre les partisans de la terreur et de la tyrannie, 184. — Son insurrection au premier prairial, 247. — Mouvement de ses canonniers contre la convention, 248. — Elle remet ses canons; arrestations de plusieurs individus, parmi lesquels des gendarmes, 249. — AN IV. Repousse les insinuations de celle du Mont-Blanc, 7. — Défend la convention au 13 vendémiaire, 15.

Quatre - Nations, aujourd'hui *Unité*. (Voyez *Unité*).

Quatre-Vingt-Douze (de), aujourd'hui *Lepelletier*. (Voyez *Lepelletier*).

Quinze-Vingts (des). AN 1792. Le juge de paix de cette section annonce qu'il a fait mettre d'Affry à l'Abbaye pour le sauver au 10 août, 225. — Elle dénonce le despotisme de la commune, 276. — AN I.^{er} 1793. Présente, avec les autres sections du faubourg Antoine, une adresse contre

la conduite de Brissot, Buzot et Pétion, et blâme le décret contre Marat, 114. — Demande, de la même manière, le *maximum*, un impôt sur les riches, et menace la convention d'une insurrection de dix mille hommes; désaveu de cette menace; admission des pétitionnaires à la séance, 124. — Propose d'exclure des places ceux qui refuseraient de marcher contre l'ennemi, 236. — AN II. 1793. Remet à la commune la chemise de St. - Louis, 58. AN III. — Demande l'organisation subite de la constitution de 1793, 184. — Se plaint de la privation qu'on éprouve, à Paris, de subsistances et de sociétés populaires et de magistrats, 194. — Autre pétition sur la disette des subsistances, les incarcérations; elle demande les sociétés populaires, le jugement des détenus et la mise en activité de la constitution de 1793; réponse de Pellet, président; les pétitionnaires veulent répliquer; opposition et débats à ce sujet, *ibid.* — Pichegru marche contre un rassemblement qui s'y est formé, 197. — Elle désavoue les pétitions insidieuses présentées en son nom par les agens des conspirateurs, 204. — Se range en bataille au 2 prairial, sur la place du Palais national; est entourée par d'autres sections, 247. — Mouvements de ses canonniers contre la convention, 248. — Sa députation demande à être admise; on s'y oppose; ordre d'exécuter les mesures de rigueur décrétées contre elle, 249. — Présente un canonnier, qui, le 2 prairial, empêcha, en se précipitant sur la mèche, l'explosion d'une bouche à feu de la section de Montreuil, 251. — AN IV. Son adresse de dévouement à la représentation nationale, 8. — Rapporte l'arrêté de permanence qu'elle avait pris, 15 et 21. — Vient défendre la convention, 15.

République (de la), aujourd'hui du *Roule*. (Voyez *Roule*).

Réunion (de la), avant de *Beaubourg*. AN I.^{er} 1793. Demande le désarmement des ci-devant nobles, des prêtres et des gens suspects, 86. — Provoque le départ des troupes soldées existantes à Paris, 124. — Accepte la constitution, 186.

Révolutionnaire, aujourd'hui du *Pont-Neuf*. (Voyez *Pont-Neuf*).

Roule (du), dite aussi de la *République*. AN 1792. Dénonce le ministre Roland, 340. — AN III. Son adresse contre l'atteinte portée à la liberté de la presse par la loi du 12 floréal, 238. — Remet ses canons, et demande la punition des insurgés de prairial, 266.

Sans - Culottes (des), aujourd'hui du *Jardin des Plantes*. (Voyez *Jardin des Plantes*).

Temple (du). AN 1792. Réclame contre la proposition d'une garde départementale pour la convention, 281. — AN III. Sa pétition contre les terroristes, 133. — Se plaint à la convention des assertions de plusieurs députés sur les assemblées primaires; discussion et ordre du jour sur sa plainte, 358.

Théâtre - Français (du), dite ensuite de *Marseille* et de *Marat*. AN 1791. Déclare captieuse et mésestante la question proposée par la commune, sur le départ du roi à Saint-Cloud, 114. — Demande qu'on arme le peuple de piques, et s'élève contre les tyrans et leurs complices, 346. — AN 1792. Applaudit au décret qui appelle les fédérés à Paris, 164. — Son président et son secrétaire mandés à la barre pour avoir violé la loi dans le mode des élections, 287. — AN I.^{er} 1793. Son commissaire de police demande l'autorisation de lancer un mandat d'arrêt contre Barbaroux, 56. — S'offre à voler au secours de la patrie, 96. — Prête le serment du 31 mai à la commune, 153. — Demande en masse à la convention que l'on assure les subsistances, 221. — AN II. 1794. Dénonce à la commune des manœuvres sur le même objet; annonce qu'elle voile les droits de l'homme, 169. — Rapporte l'arrêté précédent, 180. — Désavoue, à la convention, les erreurs où l'a entraînée l'exagération du patriotisme, 183. — Approbation de l'épuration faite de son comité révolutionnaire, 192. — Elle invite la convention à assister à l'inauguration des bustes des martyrs de la liberté, et principalement de Marat, dont elle possède les cendres, 242. — AN III. Discours de son député Fiévée, félicitant la convention du rappel des députés proscrits, 174. — Se plaint de la mise en liberté de quatre terroristes, et demande qu'ils soient arrêtés de rechef, 273. — Rapport du comité de sureté générale contre sa pétition, 275.

— Invite la convention à s'épurer, 325. — Rejette les décrets de fructidor; discours insolent de son orateur; ordre du jour sur la lecture de l'adresse qu'il apporte, 360. — AN IV. Est dénoncée par Daunou; la section Lepelletier y convoque les électeurs, 15. — Accueille par des huées la proclamation de la convention, *ibid.* — Sa clôture, 17.

Thermes (des), dite aussi de *Beaurepaire*. AN 1792. Désavoue la pétition du maire, relative à la déchéance de Louis XVI, 203. — Revient sur cette mesure et appuie la pétition, 225. — Son arrêté pour l'élection du maire à voix haute, 299. — AN I.^{er} 1793. Demande une constitution républicaine, 151. — AN II. 1794. Son comité révolutionnaire, inculpé pour enlèvement de gravures, se justifie en disant qu'il n'a pas cru devoir respecter des images de *roitelets*, etc., 128. — AN III. Annonce par Ysabeau qu'on y a fait feu sur Pénitentes, 195. — Elle invite la convention à rester à son poste, et à rassurer le peuple sur ses subsistances, *ibid.* — Désavoue la pétition présentée en son nom le 12 germinal; demande le désarmement des membres des anciens comités révolutionnaires, sociétés populaires et autres malveillans, 207. — Invite la convention à punir les révoltés du premier prairial, 247. — AN IV. Soumission de son comité civil aux mesures prescrites à l'époque de vendémiaire, 15. — Se range du parti de la convention, *ibid.*

Tuileries (des). AN 1792. Demande le licenciement de l'état-major de la garde nationale parisienne, 182. — Dénonce des provocations au pillage et à l'assassinat, 307. — AN I.^{er} 1793. Proteste de défendre la convention, 144. — Prête le serment du 31 mai à la commune, 153. — AN II. 1793. Son comité révolutionnaire fait arrêter Laregardière et Fayvet, relâchés par le comité de sûreté générale; accusation, aux Jacobins, à ce sujet, 277. — Décret portant que les volontaires de son bataillon seront enfermés dans la citadelle d'Arras jusqu'à ce qu'ils aient déclaré les auteurs de leur révolte, 91. — AN II. 1794. Dissolution de son assemblée sectionnaire, 237. — Elle invite la convention à punir les aristocrates et protéger les sociétés populaires, 363. — AN III. Accepte la constitution, et rejette les décrets de la réélection des conventionnels, 363.

Unité (de l'), avant des *Quatre-Nations*. AN 1791. Sa pétition contre le cardinal de Montmorency, grand aumônier de France, qui a refusé de prêter le serment civique et religieux, 59. — Son adresse en faveur de Lafayette, 278. — AN I.^{er} 1793. Dénonciation de l'arrêté, par lequel elle proscrit Dumourier et plusieurs députés, 75. — Demande, par son orateur Lacroix, l'arrestation de tous les membres des assemblées constituante et législative qui avaient voté l'inviolabilité de Louis XVI, et en faveur de Lafayette, 99. — Sa cinquième compagnie réclame la liberté du citoyen Roux, juge de paix, 138. — Cinq citoyens de cette section, arrêtés par le comité, dit *révolutionnaire*, pour avoir mal parlé de Robespierre et Marat; décret qui ordonne leur mise en liberté et la cassation du comité; une députation demande la rénovation de celui des pétitions et de correspondance; l'établissement d'un tribunal pour juger les membres de la convention à la fin de sa session; une fédération le 10 août et l'organisation d'une armée révolutionnaire, 148. — Dénonce l'empoisonnement des volontaires et demande vengeance, 217. — Demande la destitution des nobles et des prêtres, le jugement de Brissot; douze tribunaux ambulans, et que la convention reste à son poste, 250. — AN II. 1793. Offre les dépouilles du culte, 62. — AN III. Demande le jugement des complices de la tyrannie et l'épuration de la convention, 194. — La remercie d'avoir révoqué la commission chargée de prononcer sur le sort des détenus, 325. — Annonce l'acceptation de la constitution, le rejet des décrets des 5 et 13 fructidor, et le brûlement de son scrutin où six billets demandaient un roi, 358.

PARIS (Tribunaux et Ordre judiciaire de). AN 1790. Travaux et séances du tribunal contentieux, 57. — Plan d'organisation judiciaire, 239. — Réflexions sur le tribunal de police, 244. — Election des juges, 278. — Décret pour la nomination de ceux du sixième arrondissement, 308. — Autre qui fixe le traitement des juges de paix, *ibid.* — Nomination des juges par l'assemblée électorale, 312, 330 et 334. — Etablissement d'un tribunal provisoire pour juger les prisonniers détenus jusqu'à plus ample informé, 337. — AN 1791. Et de six tribunaux pour s'occuper de toutes

les procédures antérieures au 25 janvier, 73. — Formation du jury d'accusation, 151. — Les six tribunaux autorisés à se nommer deux greffiers, 193. — Les six accusateurs publics mandés à la barre pour rendre compte de quelques agitations, lors de la discussion relative aux événemens de la fuite du roi, 198 et 199. — Même mesure vis-à-vis de celui du sixième arrondissement, pour rendre compte des poursuites concernant les événemens du Champ-de-Mars, 205. — Compte qu'il en rend, 206. — Décret pour l'instruction de cette affaire par ce même tribunal, 221. — Autre qui crée dans cette ville vingt-quatre officiers de paix, 266. — Arrêté sur l'inscription des citoyens, pour la formation des jurés, 333. — AN 1792. Les juges de paix annoncent l'arrestation, au Palais-Royal, d'un jeune homme qui y lisait des nouvelles désastreuses des armées, et invitent l'assemblée à prononcer sur cette affaire, 124. — Formation du tribunal du 17 août, 233. — Transmet une lettre de Delongeon à Louis XVI, 239. — Répond aux inculpations dirigées contre lui, 303. — Est supprimé, 336. — AN I.^{er} 1793. Formation du tribunal criminel extraordinaire, 70. — Décret de son organisation, 76. (*Voy. TRIBUNAL RÉVOLUTIONNAIRE*). — AN II. 1793. Arrêté de la commune supprimant une messe et un dîner qui ont lieu au tribunal de commerce, 19. — Décret relatif au directeur du jury du tribunal central, 85. — AN II. 1794. Autre qui annule une procédure au deuxième arrondissement contre Bournet, 296. — Les tribunaux félicitent la convention au 9 thermidor, 312 et 313. — AN IV. Message du directoire pour le rétablissement des vingt-quatre officiers de paix, 120. — AN VII. Réal dénonce aux tribunaux un écrit intitulé : *Mort au Jacobins*, 310. — Le conseil des anciens leur renvoie une dénonciation contre Blanchard, 326.

Tribunal civil. AN 1792. Décret pour l'élection de ses officiers, 354. — AN IV. Réunion à son greffe de tous ceux du département, 95 et 202. — AN V. Mise en activité de ses juges suppléans, 23 et 25. — Jugement contre J. B. Louvet, 159. — AN VI. Fixation du traitement des juges, 180, 219 et 240. — Cause du citoyen Labastide et de la citoyenne Maijonnade, 262. — AN VII. Du

citoyen Lanefranque et de la citoyenne Pénicaud, 218.

Tribunal correctionnel (le). AN III. Décret y relatif, 80. — AN IV. Organisation de son greffe, 202, 208 et 209. — AN VII. Il acquitte Jorri, attaqué par Talleyrand, 301.

Tribunal criminel (le). AN 1792. Décret pour l'élection de ses officiers, 354. — AN I.^{er} 1793. Acquitte la ci-devant princesse Rohan-Rochefort, 21. — Et l'ex-ministre Lacoste, 35. — Condamne à l'amende le député Richard, pour refus de comparaître dans l'affaire de Dufresne-Saint-Léon, 53. — Acquitte ce dernier, 58. — Est inculpé à ce sujet, 59. — AN II. 1794. Est chargé d'appliquer la peine de mort aux mis hors la loi, dans la nuit du 9 au 10 thermidor, 319. — L'applique à Coffinhal, *ibid.* et 339. — AN III. Jure soumission à la convention, 22. — Condamne à mort Morin, assassin d'Olivier, 126. — Ainsi que plusieurs fabricateurs de faux assignats, et voleurs du garde-meuble, 186. — Renvoi par devers lui d'Hypolite Gracieux, ci-devant marquis de Lacoste, 298. — AN IV. Message pour lui créer une troisième section, 87. — Résolution, et rejet de cette création, 107, 111 et 117. — Augmentation des directeurs de son jury d'accusation, 118, 306 et 315. — Fixation du traitement de ses vice-présidens, commissaires et substituts, 121 et 141. — Demande à la barre la marche qu'il doit suivre envers les prévenus des massacres de septembre, du vol du garde-meuble, et réclame les moyens d'accélérer les jugemens, 174. — Augmentation des substituts du commissaire et des commis greffiers, 202 et 209. — Jugement de Richer-Serisy, 240. — AN V. Création de six nouveaux directeurs de jury, 134. — Jugement du juge de paix Lardie, 170. — Et de l'abbé Poule, 259. — AN VI. Acquitte Durand-Maillane, 195. — Et Bach, électeur, 261. — Son référé sur le viol, 271. — Acquitte les auteur et imprimeur du *Cercle*, 298. — Bexon en est nommé président, 346. — AN VII. Condamne le concierge du Temple pour l'évasion de Sydney-Smith, 48. — Référé sur une procédure contre un juge de paix, 155. — Acquitte les banquiers Delaage, Chaumont, etc., 203. — Instruction contre Schérer, 323.

PARME (le duché de). AN III. Le duc se fait dominicain, 306. — AN IV. Armistice conclu entre Bonaparte et les ministres de son successeur, 240. — AN V. Discussion sur ce traité, 60 et 62. — AN VI. Félicite la république cisalpine et à quelle occasion, 8. — AN VII. Le pape, Pie VI, y arrive, 213. — Excès qui y sont commis par les Autrichiens, 237.

PARTHENAY. AN I.^{er} 1793. Sa reprise sur les brigands, 141. — Ils en sont chassés, 181 et 185.

PAS-DE-CALAIS (le département du). AN 1790. Pacte fédératif de ses gardes nationales avec celles de la Somme et du Nord, 157 et 163. — Alar mes et décret pour y faire exécuter la libre cir culation des grains, 341 et 343. — AN 1791. Autre sur la liberté du commerce de ses eaux-de-vie, 44. — Nomination de Porion à cet évêché, 91. — Détails sur sa situation, 189. — Compte satis faisant de l'esprit de ses habitants, 203. — Rapport des commissaires y envoyés, 214. — Troubles oc casionnés par la disette, 342. — AN 1792. Adresse des administrateurs contre la journée du 20 juin, 183. — Décret qui étend sur ce département la surveillance des commissaires à l'armée du Nord, 282. — Sa lettre au premier bataillon de volon taires qui s'y est formé, 283. — AN I.^{er} 1793. Décret portant que ses habitants ont bien mérité de la patrie, 99. — Ils déclarent q^{ue} Daunou, Personne, Magnier, Varlet et Thomas Payne, leurs députés à la convention, ont perdu leur con fiance, 172. — Billaud-Varennes et Niou y sont envoyés commissaires, 214. — AN II. 1794. Rap port de Barrère, relativement aux inculpations faites à Joseph Lebon sur sa mission, 292. (*Voy. ARRAS.*) — Plaintes de Duquesnoy aux Jacobins contre l'impunité accordée à cinquante-sept indi vidus qu'il en avait fait extraire et conduire au tribunal révolutionnaire de Paris, 349. — AN III. Florent-Guyot y ramène la justice et l'ordre, 6. — Lettre de Berlier sur le même sujet, 10. — Ci tation par Tallien des excès qui y ont été commis, 34. — Conduite qu'y a tenue André Dumont, 181. — Compte rendu par Perrin, des Vosges, du bon esprit qui anime ses habitants, 360. — AN V. Réponse de son administration centrale aux adresses de l'armée d'Italie contre les Clichien s,

Table alphabétique.

340. — Elle est destituée par le directoire, 348. — Ses élections sont annulées au 18 fructidor, 350. — AN VI. Une femme y accouche de six enfans, 164.

PASSAGE (le port du). AN II. 1794. Sa prise par les Français sur les Espagnols, 326.

PAU. AN 1789. Renonciation de cette ville à ses privilèges, et remerciemens qu'elle adresse à sa députation, 112. — AN 1790. Décret sur les troubles qui y ont éclaté, 134. — Le roi de mande la conservation du château, comme ayant été le berceau d'Henri IV, 235. — AN 1791. Lettre annonçant la violation du territoire par les Espagnols, 185. — AN II. 1794. Ses habitants appor tent des subsistances à la commune de Paris, 260. — AN VII. Résolution qui y fixe le siège de l'admi nistration centrale du département, 205.

PAVIE. AN 1792. Articles du traité conclu dans cette ville en 1791, pour le partage de la France entre les rois coalisés, 323. — AN IV. Les républicains s'en emparent, 249. — Révoltée contre eux, elle est prise d'assaut, 262. — Lettre de Bonaparte sur la conspiration qu'on y avait tramée contre les Français; fusillade de ses officiers mu nicipaux, 266. — Autre lettre de ce général à la municipalité, sur les moyens de faire fleurir les sciences et les arts en Italie, 292. — Fureurs y exercées par les amis de l'Autriche, à la nou velle des revers des Français, 347. (*Voy. ITALIE.*)

PAYEN (le café), à Paris. AN III. Est dé noncé comme lieu de rassemblement des conspi rateurs de germinal, 196. (*Voy. PARIS.*)

PAYS-BAS (les). AN 1790. Réunion des pa triotes flamands aux Brabançons, 10. — Combat entre les Belges et les Impériaux; prise du fort Lillo, 15. — Projet de l'empereur pour leur or ganisation, 26. — Escarmouche entre les patriotes Belges et les Autrichiens, 29. — Entrée triom phante de Van-der-Meersch à Bruxelles, 34. — Lettre attribuée au prince de Ligne sur leur ré volution, 44 et 50. — Leur indépendance est re connue par l'Angleterre, la Prusse et la Hollande, 52. — Ecrits sur cette révolution, 58. — Lettre des ci-devant gouverneurs aux Etats de Flandres, contenant les propositions de paix de Léopold, 75. — Départ du duc d'Ursel et du comte de Lamarck pour l'armée; demande d'une assemblée

nationale, 102. — Arrestation de Van-der-Meersch, 111. — Suite de cette affaire, 117 et 119. — Scission entre les Etats de Flandres et ceux du Brabant, *ibid.* — Publication de la correspondance du gouvernement avec ses agens, 131. — Arrivée des troupes autrichiennes, 134. — Situation politique de ce pays; mémoire justificatif de Van-der-Meersch, 147. — Tentatives pour le délivrer; position de l'armée belge, 155. — Troubles; arrestation du duc d'Ursel et du prince Lobkowitz, 157. — Despotisme de Van-der-Noot, 161. — Interrogatoire du duc d'Ursel; intrigues de Van-Eupen, 164. — Lettre des anciens gouverneurs généraux au général Bender sur les troubles de ce pays, 169. — Marche des Prussiens vers ces contrées, 191. — Quarante mille Autrichiens sont chargés de les soumettre, 253 et 257. — Ils sont garantis à l'empereur par l'Angleterre, la Prusse et la Hollande, 361. — AN 1791. Publication d'un écrit en faveur de Léopold, 45. — Augmentation de ses forces, 48. — Arrivée des gouverneurs généraux, 170. — Marche des troupes, 210. — Sanction donnée par l'Empereur à l'ancienne forme de gouvernement, 235. — Son ordonnance concernant le séquestre des biens que les établissemens ecclésiastiques français possédaient dans ce pays, 269. — Persévérance du clergé et de la noblesse dans leur opposition aux vues de l'Autriche, 276. — Affluence des émigrés, 283. — Publication d'un édit de l'empereur sur les actes de juridiction y exercés pendant la révolution, 287. — On y refuse aux princes français l'établissement d'un dépôt de recrues; envoi de troupes autrichiennes, 296. — Défense faite aux émigrés de s'y rassembler, et d'y faire des évolutions, 298. — Destitution des fonctionnaires attachés au parti des Etats, 314. — Arrestation de deux gardes nationaux français sur ce territoire, 348. — Edit de l'empereur pour y proscrire toute espèce d'engagement, 357. — Pièces sur le traité conclu entre la Hollande et ce pays, 365. — AN 1792. Publication d'une amnistie pour tous les délits relatifs à sa révolution, 19. — Mesures de rigueurs qui y sont employées, 29. — Procès de Bethune-Charost et des émigrés brabançons, 100. — Mouvemens hostiles; contenance des émigrés, 102. — Acquiescement des Etats aux impôts

demandés par l'empereur, 121. — Ils refusent de payer des subsides au roi de Hongrie et de Bohême, 137. — Placards contre les agens serviles de la maison d'Autriche, *ibid.* — Mesures prises par les gouverneurs contre les Français et l'introduction de leurs principes révolutionnaires, 143. — Refus fait par le tiers-état des subsides accordés par les deux premiers ordres; rixe entre les citoyens et les militaires, 144. — Existence de trois partis dans ce pays; arrestation de tout Français non muni de certificat des chefs d'émigrés, 150. — Nomination du duc d'Ursel à l'ambassade de Naples; défection de son beau-frère, le comte de Lamarck, 165. — Proclamation qui ordonne la punition de tous les Belges pris les armes à la main, 168. — Bulle du pape qui y permet la sécularisation des religieux; permission donnée aux émigrés de s'y réunir en corps d'armée, 175. — Ouverture à Vienne d'un conseil chargé des affaires de cette province, 178. — Négociations pour sa réconciliation avec l'empereur, 208. — Examen, par Garat, de la proclamation des gouverneurs, 220. — Proclamation de son indépendance par les représentans provisoires de Bruxelles, 334. — Réflexions sur la proclamation de la convention, et la disposition des Belges, 363. — AN I.^{er} 1793. Mouvemens des armées, 58. — Lettres-patentes de l'empereur pour en conférer le gouvernement à l'archiduc Charles, 123. — Démenti donné à la nouvelle de l'arrivée de douze mille Russes, 192. — Proclamation du gouvernement provisoire de France aux habitans, 218. — Arrestation des ci-devant généraux Berneron, Marassé et Lasonde, amis de Dumourier, 236. — AN III. Commencement des opérations du citoyen Perny, chargé d'en lever la carte, 354. (*Voy. BELGIQUE, HAINAULT*).

PAYS-CONQUIS (les). AN 1792. Discussion d'un projet de Lasource sur leur prise de possession, 299. — Rapport de Cambon sur la conduite que doivent y tenir les généraux français, 353. — Abrogation du décret qui y déclarait inadmissibles aux emplois les agens de l'ancien gouvernement et les individus ci-devant privilégiés, 358. — AN I.^{er} 1793. Injonction faite aux généraux d'y suivre à la rigueur les lois de la guerre, 261. — AN III. Proposition de charger les comités de

présenter un plan de conduite envers eux , 30. — Arrêté du comité de salut public qui défend à leurs tribunaux criminels de traduire devant eux aucun militaire ou employé attaché à l'armée française , 236. — AN IV. Considérations sur leur conservation , 146. — AN V. Réclamation des habitants contre la conduite des agens français, et les réquisitions dont ils sont accablés; envoi d'un message au directoire pour y faire droit , 222. (*Voy. BELGIQUE*).

PÉLAGIE (la maison d'arrêt de). *Voy. SAINTE-PÉLAGIE*.

PEMBROCK, en Irlande. AN V. Débarquement et prise dans ce comté de quatorze cents Français; détails à ce sujet , 166. (*Voy. IRLANDE*).

PÉNAUTIER. AN 1790. Décret pour la poursuite des auteurs d'une émeute dans ce village , 217.

PENSYLVANIE (la). AN 1790. Demande par sa société, de l'abolition de la traite des nègres; plan de Francklin à ce sujet , 7. — Adresse des habitants sur le système fédératif , 22. — AN 1791. Décret qui charge le président de l'assemblée nationale de répondre aux félicitations de ses représentants , 155. — AN VI. Déclaration du grand jury de cet état, en faveur de l'administration d'Adams , 308. (*Voyez ETATS-UNIS*).

PENTHIÈVRE (le fort). AN III. Annonce de la victoire remportée par les républicains sur les émigrés, devant ce fort , 313.

PERGI. — AN V. Mémoire de son archevêque, nonce du pape, au prince de la Paix, et réponse de celui-ci , 162.

PÉRIGORD (le). AN 1790. Dénonciation des troubles de cette province à l'assemblée nationale , 35. — Rapports sur ces événemens , 42. — Plusieurs châteaux y sont incendiés , 48.

PÉRIGUEUX. AN 1791. Dénonciation contre son tribunal , 292. — AN V. Pièces relatives aux scissions opérées dans ses assemblées primaires , 198. — AN VI. Réclamations sur l'état de ses hospices , 107. — Clôture du cercle constitutionnel, par le directoire; motifs de cette mesure, et réclamation de Lamarque y relative; destitutions et arrestations qui en sont la suite , 177 et 194. — Mise en état de siège de cette ville , 257. (*Voyez DORDOGNE*).

PÉRONNE. AN 1789. Arrestation de l'abbé Maury dans cette ville , 25. — AN 1792. Assassinat de cinq volontaires sous ses murs , 27. — AN II. 1793. Mesures révolutionnaires qui y sont prises par André Dumont , 24.

PÉROUSE, en Italie. AN V. Lettre de Bonaparte sur les monumens des arts pris dans cette ville , 165. — AN VI. Nouvelle de sa pacification totale, et traduction au fort d'Ancône des chefs de la rebellion qui y avait éclaté , 264 et 276.

PERPIGNAN. AN 1790. Troubles dans cette ville, à l'occasion d'une arrestation de grains destinés pour le Languedoc , 148. — Ses officiers municipaux annoncent l'enlèvement des cravattes et des drapeaux du régiment de Touraine, par son colonel le vicomte de Mirabeau; la fureur des soldats, et l'emprisonnement du maire , 170. — Invitation au roi d'ordonner l'élargissement de ce dernier , *ibid.* — Détails sur ces troubles, apportés par des députés extraordinaires , 179. — Décret qui ordonne le jugement des auteurs et complices des délits du 5 décembre, et la poursuite des officiers municipaux , 357. — AN 1791. Réclamations en leur faveur, et décret qui les renvoie au pouvoir exécutif , 17. — Lettre de Duportail à ce sujet , 21. — Dénonciations des officiers municipaux contre l'évêque , 43. — Pétition pour l'armement de cette place , 246. — Rapport sur les troubles y occasionnés par le vingtième régiment d'infanterie et le dixième de chasseurs , 349. — AN 1792. Rapport sur les troubles, et décret qui approuve la conduite des autorités constituées , 5. — Nouveaux désordres commis par la garnison , 122. — Adresse de la société populaire contre les exécutions du peuple , 302. — Arrestation dans cette ville d'un courrier partisan de Marat, et provoquant à la sédition , 332. — AN I.^{er} 1793. Adresse des autorités et de la société populaire aux départemens voisins, pour les inviter à prendre les armes , 194. — Transmission par le procureur de la commune, d'un paquet intitulé: *l'Armée républicaine; contre-anarchiste du Nord aux habitants du Midi*; et envoyé par Wimpffen , 247. — Arrestation des suspects; serment fait par les citoyens et la garnison de s'ensevelir sous les ruines de cette place , 265. — Les Espagnols abandonnent ses environs sans

la bombarder, 266. — AN II. 1793. Elle est menacée de nouveau par l'ennemi, 99. — AN VI. Fermeture du cercle constitutionnel, par ordre du directoire; motif de cette mesure, 158. — Préparatifs qui s'y font contre le Portugal, 182. — Tremblement de terre qu'on y éprouve, 340. — AN VII. Adresse de ses habitans contre Schérer, qu'ils accusent de dilapidations, 304. (*Voyez PYRÉNÉES-ORIENTALES*).

PERSE (la). AN III. Révolution dans cet Etat; le roi est détrôné par l'eunuque Aga Mahmed Kan, qui lui fait crever les yeux, 220. — AN IV. Relation officielle de l'expédition des Russes contre ses provinces, 360. — AN V. Arrivée de son ambassadeur à Constantinople; nouvelle invasion des Russes, 162. — AN VI. Troubles occasionnés par la mort de l'usurpateur, 58. — AN VII. Le prince Mahabec y prépare une révolution religieuse et politique, 26.

PÉRULE, (le camp de). AN I.^{er} 1793. Les ennemis en sont chassés, 123.

PESARO, en Italie. AN V. Lettre de Bonaparte sur les monumens des arts, pris dans cette ville, 165. — Sollicitation des habitans pour leur réunion à la république cispadane, 197. — AN VI. Arrestation du commandant des troupes papales; organisation d'une municipalité; ouverture des cercles constitutionnels, 133. — Arrivée dans ses murs d'une garnison française, 281.

PESCHIERA. AN IV. Prise de cette place par les Français, 264. — Détails sur la levée du siège par les Autrichiens, 331. (*Voyez ARMÉE D'ITALIE*).

PÉTERSBOURG. AN 1790. Cérémonie célébrée dans cette ville à l'occasion de la paix entre la Russie et la Suède, 282. — AN 1792. Les Français y sont vus de mauvais œil, 123 et 134. — AN III. Kosciusko y arrive, 133. — AN V. Funérailles de Catherine II, 136. — Brûlement de billets de banque, 153. — AN VI. Mort et enterrement du roi de Pologne, 206. (*Voyez RUSSIE*).

PÉTHIVIERS. AN 1791. Décret sur les travaux de la navigation intérieure, depuis cet endroit jusqu'à la Loire, 257.

PÉZENAS. AN 1789. Décret relatif aux actes d'une nouvelle municipalité, 77. — AN 1790. Elle écrit aux catholiques de Nîmes contre les troubles

religieux, 135. — Réélection des officiers municipaux, 137. — AN IV. Réclamation des habitans contre la réunion, à Montpellier, des autorités du département, 204. — Projet d'y établir un tribunal de police correctionnelle, 262.

PEYRES-TORTES, en Espagne. AN I.^{er} 1793. Succès des troupes françaises sur ce point, 268.

PFEDELBACH. AN 1792. Fermeté héroïque d'un patriote de ce canton, renfermé dans une cage de fer, 116.

PHALSBURG. AN 1791. Justification de la conduite de la garnison de cette ville, inculpée injustement, 273.

PHILADELPHIE. AN 1792. Inauguration de la statue de Franklin, 160. — Célébration de l'anniversaire de la révolution française, 293. — Projet de la levée d'un corps de volontaires pour aller en France au secours des patriotes, 296. — AN I.^{er} 1793. Nouvelle fête en l'honneur du 14 juillet, 271. — AN II. 1794. Convocation d'une assemblée générale des citoyens de cette ville, relativement aux injures faites par la Grande Bretagne au commerce des Etats-Unis, 260. — AN III. Célébration du 10 août par les Français y résidans, 112 et 177. — Résolution sur sa dette publique, 232. — Lettre de félicitation, écrite de cette ville, par un comité de Français, d'Américains et d'Hollandais, sur l'émancipation de la Hollande et les victoires des Français, 333. — Déclaration des habitans contre le traité conclu avec la Grande-Bretagne; brûlement de l'effigie de M. Jay, qui l'a négocié, 353. — AN V. Motion faite au congrès, en faveur de Lafayette, 267. — AN VI. Détails sur l'arrivée et la réception du général Kosciusko, 24. — Discussion du bill sur les dépenses du département des relations extérieures, 179. — Arrestation du rédacteur d'un journal, intitulé: *L'Aurora*, 354. — AN VII. Prière décrétée par le congrès, pour encourager la prise des vaisseaux français, 5. — Remerciemens des deux chambres au président; approbation de sa conduite, 148. — Troubles excités par les catholiques, 222. (*Voyez ETATS-UNIS*).

PHILIPPEVILLE. AN 1792. Disparition inopinée d'Hermiane Wimpffen, commandant de cette place, 241. — AN II. 1793. Dénonciation de ses ha-

bitans contre les Fayétistes de Sedan, 26. — Tentatives des ennemis pour s'en emparer ; sorties heureuses de sa garnison, 99.

PHILIPPOLIS. AN VI. Marche de Passawan-Oglou sur cette ville, 159.

PHILISBOURG. AN 1791. Demande adressée par l'empereur aux états de l'Empire sur la conservation ou la démolition de cette forteresse, 112. — Note de l'évêque de Spire y relative, 144. — AN I.^{er} 1793. Wurmser y fait conduire l'artillerie de réserve, 217. — AN VII. Elle est sommée par les Français ; réponse du commandant, 171. — Suspension de son bombardement par ordre de Bernadotte, 186. — Elle est assiégée de nouveau par les troupes républicaines, 354. — Et bombardée sur le refus fait par son gouverneur de la rendre aux Français, 363. — Levée du blocus, 366.

PICARDIE (la). AN 1790. Décret pour l'établissement de la navigation de son canal, 181.

PIÉMONT (le). AN 1790. Inquiétudes du gouvernement sur la disposition des esprits, 268. — Rapport sur les projets des princes français y réfugiés, 354. — AN 1792. Dispersion des rassemblemens d'émigrés, 97. — Défaite de ses troupes ; présentation de quatre drapeaux pris sur elles, 338. — AN I.^{er} 1793. Nouveaux succès des Français, 213. — AN II. 1793. Autres, 38. — Misère de l'armée sarde, 71. — AN II. 1794. Insurrection à Cavalla. province d'Alta, 197. — Envahissement des frontières ; fuite du roi, 228. — Création des billets de crédit ; amnistie à tous les déserteurs, 248. — Alarmes de la cour ; son évasion ; édit pour réunir ses troupes, 278. — AN III. Clôture des assemblées publiques et des théâtres, 226. — Relation de l'affaire du col de Monte, 277. — AN V. Le prince de Sardaigne est proclamé roi, 50. — Édit qui supprime l'intérêt des billets royaux, 126. — Inquiétudes de la cour, 159. — Renseignemens sur la conspiration formée contre le roi ; détails, 160. — Bonne intelligence entre le roi et la république française, 170. — Réflexions sur les troubles de cette province, 283. — Fermentation parmi ses habitans, 296. — Ordre donné par Bonaparte, pour y empêcher toute innovation, 341. — AN VI. Admission d'un ambassadeur piémontais à Milan ; exécution précipitée des patriotes, et

pourquoi, 19. — Vexations exercées contre les négocians, 84. — Ginguéné y est envoyé par le directoire, 92. — Nouvelles insurrections, 221. — Révolution dans plusieurs cantons ; lettres de Gênes, annonçant que quatre mille Liguriens, joints aux patriotes piémontais, sont entrés du côté de la Ligurie, 222. — Proclamation des insurgés, 226. — Victoire remportée par eux sur les troupes royales, 234. — Assassinats commis sur des Français, 251. — Autre avantage remporté par les insurgés, 262. — Leurs incursions dans plusieurs villages, 269. — Marches des troupes du roi contre eux ; proclamation du général Osasque à ce sujet, 272. — Manifeste du directoire ligurien contre cette cour, 275. — Dénonciation faite au général Brune de la violation du territoire cisalpin par les troupes du roi de Sardaigne, 276. — Il justifie cette mesure, 277. — Evacuation de Carrosio par les insurgés ; ordres donnés pour armer les milices, 278. — Titre d'*Armée Infernale, Patriotique et Indestructible du Midi*, pris par les insurgés, *ibid.* — Message du directoire ligurien sur l'irruption susmentionnée ; mesures pour la repousser, 280. — Lettre relative aux griefs existans entre le roi et la Ligurie, 281. — Continuation des hostilités ; discours à ce sujet, 283. — Avantages remportés par les Liguriens ; marche du général Lahoz à la tête des troupes cisalpines vers les frontières du Piémont ; arrangement du roi avec l'ambassadeur français ; il lui remet la citadelle de Turin, 289. — Texte de la convention y relative, 290. — Amnistie générale accordée aux insurgés ; cessation de leurs hostilités à la nouvelle de l'entrée des Français dans la citadelle de Turin, 292. — Combat entre les Piémontais et les Liguriens devant Serravalle ; prise de Loano et de Balestrino par ces derniers, 294. — Lettre du roi à la république helvétique, dans laquelle il lui annonce son intention de vivre en bonne intelligence avec elle, *ibid.* — Sa déclaration à la Ligurie sur l'évacuation de leur territoire respectif, 296. — Levée du séquestre y mis sur les biens de l'ordre de Malte, 301. — Invitation du général Brune aux insurgés de rentrer dans l'ordre, 303. — Arrêté de ce général pour l'évacuation des places liguriennes par les Piémontais, 307. — Sa demande au roi pour la mise en liberté des patriotes,

l'approvisionnement de la citadelle de Turin, le licenciement des milices, et le rappel du comte de Solar, 313. — Promesse de 2,000 ducats à qui découvrirait l'auteur des blessures faites à quatre Français, 322. — Élargissement de trois cents insurgés, 333. — Position critique de la cour; tenue de nombreux conseils, *ibid.* — AN VII. Édit contre les assemblées secrètes; mesures de police envers les étrangers, 5. — Remplacement de Ginguéné par d'Eymar, 14. — Détails sur les assassinats qui y ont été commis sur les républicains français, 81. — Ordre de l'armée d'Italie, relatif à la marche des troupes vers ses frontières et à son envahissement, 91. (*Voy. TURIN*). — Message du directoire exécutif sur l'établissement d'un gouvernement provisoire dans ce pays; discours à ce sujet, *ibid.* — Détails particuliers sur sa révolution avant sa prise par le général Joubert, 95. — Arrêté portant que ses troupes font partie de l'armée d'Italie, 97. — Nouveaux détails sur sa révolution, 98. — Discours du ministre français pour l'installation du gouvernement provisoire, 107. — Autre du commandant Grouchy dans la même occasion, 109. — Texte de la proclamation de ce gouvernement, 110. — Détails sur lui, 111. — Ordre du général commandant pour y faire cesser les réquisitions particulières; abolition de la torture, 116. — Organisation intérieure, relativement à l'instruction publique et aux Français, 117. — Défense d'y porter des stylets; ordre aux troupes d'y recevoir la monnaie de billon; réquisition des chevaux de luxe; suppression des chanoines de la Supperga; établissement d'une banque nationale, 125. — Proclamation du général commandant au sujet de nouveaux troubles, 134. — Loi contre les banqueroutiers frauduleux, 135. — Ordre du commandant contre les nobles et les riches, convaincus d'avoir excité le peuple à la révolte, 136. — Proclamation du même pour y prohiber le port des armes cachées, 143. — Publication du procès-verbal de la séance du gouvernement provisoire, dans laquelle a été votée sa réunion à la république française, 158. — Notice sur les monuments qui en ont été extraits, 194. — Cessation des fonctions du gouvernement provisoire; arrêté pour son organisation sur le pied français; proclamation

du général Grouchy sur la liberté des cultes et l'usage des réquisitions, 206. — Il est divisé en quatre départemens, 215. — Secours accordés à plusieurs de ses habitans, 329. (*Voy. MONT-BLANC, TURIN, SARDAIGNE et SAVOIE*).

PIERREFITTE (le canton de). AN IV. Décret qui annule les opérations de son assemblée primaire, 156.

PIETOLA, ou ANDÈS. AN V. Lieu présumé de la naissance de Virgile; projet d'y élever un obélisque à sa mémoire, 515.

PIGNON (le château du). AN I.^{er} 1793. Est forcé par les Espagnols, 166.

PILNITZ. AN 1791. Entrevue dans cette ville entre le roi de Prusse et l'empereur, 256. — Notice sur ces conférences et sur les espérances qu'en conçoivent les émigrés français, 257. — Conjectures diverses sur cette entrevue, 259. — Considérations à ce sujet, 260. — Détails y relatifs, 263. — Mécontentement de l'Autriche, occasionné par la réimpression de la déclaration y signée, 268. — Autres particularités, 270. — Et détails sur les conférences, 284. — AN 1792. Pacte offensif et défensif, faisant suite au traité qui y a été conclu, 204. — AN II. 1794. Fox charge les auteurs de ce traité de la responsabilité des désastres de la guerre, 141. — AN IV. Accusation contre Barbé-Marbois à son occasion; il nie y avoir participé, 50. — Extrait y relatif, 220.

PILTEN (le cercle de). AN III. Est déclaré partie intégrante de l'empire de Russie, 275.

PIRCHA, en Lithuanie. AN VII. Destitution du bailli pour avoir porté un chapeau rond et un frac, 126.

PIRMASENS. AN II. 1794. Prise de cette ville par les Français, 269.

PISE. AN V. Promesse par la cour de Toscane de réparer les insultes qui y ont été faites aux Français, 286. — AN VII. On y convoque une sorte d'assemblée nationale; elle adopte le gouvernement républicain, 153. — Les Français s'en emparent; en désarment les habitans et expulsent les émigrés; 204. — Embargo mis sur les vaisseaux qui se trouvent dans son port; arrestation des consuls anglais et russe, 207. (*Voy. TOSCANE*).

PITHON. AN 1792. Annonce de la prise de cette place par le général Valence, 295.

PIZZIGHITONE. AN IV. Prise de cette ville par les Français, 245. — AN VII. Texte de sa nouvelle capitulation, 278. (*Voyez* ARMÉE D'ITALIE et BONAPARTE).

PLAISANCE. AN VII. Défaite des Autrichiens près de cette place, 284. — Détails y relatif; les généraux Rusca et Ollivier y sont blessés, 291.

PLANCY. AN 1790. Soumission volontaire de ce village à la contribution patriotique, à laquelle il n'était point imposé, 19.

PLATA (la). AN I.^{er} 1793. Phénomène arrivé dans cette rivière de l'Amérique Méridionale, 175.

PLATZBERG. AN II. 1794. Annonce de sa prise par les Français, 301.

PLEMNISKI. AN II. 1794. Adresses du général Kosciusko à la nation et aux femmes polonaises après la bataille y livrée, 242.

PLOERMEL. AN 1789. Approbation donnée par cette ville à la conduite de l'assemblée nationale dans la séance du 23 août, 13. — Elle déclare traitres à la patrie les opposans aux décrets, 116.

PLOMBIÈRES. AN V. Arrestation du receveur de ce canton, prévenu d'infidélités, 102.

PLYMOUTH. AN V. Insurrection de la marine, 226 et 244. — AN VII. Incendie dans ce port de la frégate la *Coquille*, 113.

Po (le). AN IV. Passage de ce fleuve par l'armée française, 240.

POISSY. AN 1789. Annonce, par le maire de cette commune, d'excès commis par des brigands; on veut y pendre un citoyen accusé d'accaparement; l'assemblée y envoie douze de ses membres, 20. — Détails sur son insurrection, 29.

POITIERS. AN 1790. Formation de sa municipalité, 38. — Décret qui lui accorde des secours extraordinaires, 73. — Dénonce les impartiaux et les protestans de l'assemblée nationale, 149. — AN 1792. Révolte des ouvriers; détails y relatifs, 82. — AN I.^{er} 1795. Deux représentans du peuple s'y rendent pour y rétablir l'ordre, destituer et remplacer les membres des corps administratifs, 247. — Lettre découverte par sa

société populaire, contenant des injures contre les patriotes, et manifestant l'espoir de voir bientôt triompher les villes rebelles, *ibid.* — Annonce qu'il est rendu au patriotisme, 260. — AN III. Rapport de la mention honorable accordée à une adresse de ses habitans, 13. — Inculpations dirigées contre Piorry à son occasion, 327. (*Voy.* PIORRY).

POITOU (le). AN 1789. Première réunion des membres du clergé aux communes, opérée par trois curés de cette province, 7. — Ils sont applaudis à l'appel du clergé, pour sa réunion, 10. — AN VI. Motion sur ses terrains desséchés, 80.

POLCEVERA, en Italie. AN VI. Désarmement de toutes les paroisses qui ont pris part à son insurrection, 14.

POLÉMIEUX. AN 1791. Réclamations de sa garde nationale, contre quelques assertions de madame Guillin Montet, relativement à l'assassinat de son mari, 255.

POLOGNE (la). AN 1789. Débats à la diète pour augmenter l'imposition des nobles au soulagement du peuple, 103. — Satisfaction donnée au roi de Suède, au sujet d'une défense d'exportation de grains faite par les états de Courlande, 105. — Etat de l'armée; discussion à la diète sur son recrutement, 111. — Augmentation des forces en Lithuanie, d'après la marche des troupes russes, 119. — Réclamation en faveur des droits des habitans des villes; réveil de l'esprit national contre les Russes, 121. — Travail pour la réforme du gouvernement; état et équipement de l'armée, 123. — Approche des Russes; précautions à l'occasion du bruit répandu que le peuple doit réclamer sa liberté, 125. — Patriotisme des paysans disposés à s'armer contre l'ennemi, 128. — AN 1790. La Prusse lui offre son appui contre l'invasion des Russes, 1. — Inclination de la diète vers cette alliance, 5. — Réclamations des bourgeois en faveur de leurs droits politiques; intelligences de la diète avec la Prusse, 9. — Proposition de son plan de réforme, 10. — La diète refuse le droit de suffrage aux roturiers propriétaires de biens-fonds; nouvelles instances de la Prusse, 16. — Acceptation des articles fondamentaux de la nouvelle constitution, 18. — On demande au roi de Prusse le général

Mollendorf pour commander les troupes ; il envoie le général Kalkreuth, 19. — On recherche son alliance, 29. — Refus par la diète de grains à l'armée russe, 35. — Elle arrête l'état de l'armée ; 36. — Acte des états confédérés, *ibid.* — Formation d'une commission pour traiter avec la Prusse, 43. — Nouvelle réclamation des roturiers pour les droits politiques, 53. — Suite du mémoire présenté aux états par les villes, 57 et 59. — Tableau de sa constitution par Lacroix, 60. — Réclamations des gentilhommes non-possessonnés, 65. — Intrigues pour faire préférer l'alliance de l'Autriche à celle de la Prusse, 71. — Négociations avec cette dernière, 74. — Décret de la diète sur le don national extraordinaire proposé par le roi, 82. — Négociations pour le traité de commerce et d'alliance avec la Prusse, 85. — Déclaration du ministre de Suède sur l'inadmissibilité des conditions de paix proposées par la Russie, 91. — Analyse de l'ouvrage de Mably sur ce royaume, 92. — Décision de la diète pour l'alliance avec la Prusse, 96. — Fermentation dans le tiers-état, 101. — Discours du roi à la diète, 103. — Conclusion du traité d'alliance avec la Prusse, 106, 116 et 120. — Suite du discours du roi à la diète, 108. — La Russie offre à la Prusse de lui en donner une partie, 114. — Reprise de la diète, 127. — Préparatifs militaires, 137. — Satisfaction générale à l'occasion de l'alliance avec la Prusse, 158. — Ratification du traité, 145. — Formation d'un camp de troupes, 156. — Mouvement populaire à Varsovie, dirigé contre les juifs, 161. — Réponse de la députation des affaires étrangères à une note du ministre de Suède, relative à la défense de l'exportation des grains de Courlande, 173. — Débats orageux dans la diète confédérée, à l'occasion du passage des troupes prussiennes, 179. — Elle se constitue en convention nationale, 191. — Campement de 1,200 Polonais près de Kaminiak, 198. — Opérations du comité de constitution, 199. — Reprise de la diète, 217. — Ses opérations financières, 218. — Elle délibère sur l'alliance avec la Turquie, 231. — Réforme du gouvernement, 242. — Projet de la nouvelle constitution, 244. — Réflexions sur ce projet, 260. — La religion catholique est déclarée

dominante, 273. — Suite des séances de la diète, 277. — La république est déclarée indivisible, 282. — Son traité de commerce avec la Prusse, *ibid.* — Conduite du roi dans l'affaire de la prérogative royale, 284. — Suite du traité de commerce avec la Prusse, 295. — Discussion sur la succession au trône, *ibid.* — Changement important dans la constitution de la république, 301. — Séance de la diète, *ibid.* — Efforts des patriotes pour s'affranchir de toute influence étrangère, 307. — Nouveau projet de traité avec la Prusse relativement à Dantzick, 312. — Lettre contre les prétentions exclusives de la noblesse au droit de législation, 317. — Influence des puissances du Nord dans les affaires de la république, 321. — Changemens préparés dans son gouvernement, 322. — Liste des nouveaux prétendants à la couronne, 328. — Réflexions sur la décision de la diète qui exclut le tiers-état de la législation, *ibid.* — Discussion sur l'admission à l'indigenat, à la noblesse et sur la succession au trône, 341. — Nouveaux changemens dans la constitution, 352. — Son traité d'alliance et de commerce avec la Turquie, 365. — AN 1791. Augmentation de l'armée, 9. — Projet d'alliance et de commerce avec la Porte, 13. — Ses stipulations, relativement aux usurpations de la Russie, 17. — Discussion de la diète sur la liberté de la presse, 21. — Séance orageuse au sujet de l'élection d'un candidat à la couronne, 26. — Débats pour l'établissement d'un comité de recherches, 33. — Troubles, 38. — Mémoire remis à la diète sur les motifs qui empêchent la Prusse d'accepter le traité de commerce avec la Pologne, 48. — Elle s'occupe de la nouvelle forme de gouvernement, 49, 51, 55 et 71. — Reçoit d'Angleterre la proposition d'un traité d'alliance et de commerce, 60 et 74. — Délibère sur les diétines, 75. — Négocie avec l'Angleterre, 83. — Opposition de ses patriotes à la cession de Dantzick et de Thorn à la Prusse, 87. — Discussion à ce sujet, 100. — Notice sur les prétentions dont elle est l'objet, 102. — Délibérations de la diète sur les vues de la Russie par rapport à la république, et sur les dispositions de l'Angleterre à l'égard de la Prusse, 105. — Travaux de la diète, 117. — Elle accorde la demande

demande des bourgeois, relativement au droit de représentation, 127. — Emet son vœu sur la guerre de la Russie et la cession de Thorn et de Dantzick à la Prusse, 133. — Résolution manifestée par les habitants de garder Dantzick, 139. — Nouveaux détails de la séance du 3 mai, 142. — Et sur l'acceptation soudaine d'une nouvelle constitution, 144 et 145. — Dispositions de la cour de Prusse à son égard, 147. — Précis de la nouvelle constitution de cette république, 150. — Intrigue des puissances étrangères contre sa révolution, 153. — Nomination de nouveaux ministres, 162. — Texte de sa nouvelle constitution, 172. — Division de la diète 198. — Sa suspension, 215. — Son inquiétude au sujet des Russes, 224. — Mouvement insurrectionnel dans quelques provinces, 225. — Emigration d'un grand nombre de familles, 230. — La constitution s'y exécute avec calme et joie; tranquillité des habitants sur les projets des puissances voisines, 252. — Formation de trois camps; actes horribles de fanatisme et de superstition, 253. — Reprise des séances de la diète, 280. — Notes relatives à l'acceptation de la succession héréditaire au trône, 290. — Réponse faite à l'électeur de Saxe; progrès de l'esprit public, 292. — Opposition de plusieurs députés à la constitution, 299. — Vente des biens de la nation, 302. — Inquiétude sur les intentions de la Russie, 307. — Formation de sociétés populaires, 311. — Dispositions militaires pour préserver cette république des attaques extérieures, 315. — Mécontentement de la Russie, 318. — Acte de garantie mutuelle entre cette république et le grand duché de Lituanie, 320. — AN 1792. Opposition à la nouvelle constitution; vifs débats à la diète, 2. — Séance orageuse, 4. — Défauts de la nouvelle constitution, 7. — Progrès de la confédération de Jassy, 10. — Elle est favorisée par les Russes, 18. — Etat des revenus de cette république, 30. — Sa situation critique, 35. — Incertitude sur l'acceptation de la couronne offerte au prince de Saxe, 39. — Réflexions sur l'abolition des clubs patriotiques à Varsovie, 78. — Décret pour les préparatifs de défense publique, 130. — Conditions imposées par l'électeur de Saxe pour l'acceptation de cette couronne, 132. — Trou-

bles et divisions semés par les émissaires de la Russie et de la Prusse, 133. — Efforts des émigrés polonais pour renverser leur constitution, 135. — Préparatifs de défense, motivés sur l'inquiétude d'une invasion prochaine, *ibid* et 144. — Pension accordée par la diète aux curés, même schismatiques, 147. — Fête pour l'anniversaire de la révolution française, 149. — Dispositions de défense contre les Russes, 154. — Marche de ces derniers vers son territoire, 157. — Leur invasion; déclaration de guerre de Catherine II, 158 et 164. — Ils entrent dans l'Ukraine, 165. — Décret qui donne au roi le pouvoir de diriger les opérations de la campagne, 168. — Irruption des Russes, 169. — Ralliement des esprits autour de la constitution, 171. — Décret pour la punition des traîtres, 172. — Elle est menacée d'un nouveau partage, 174. — Combat entre les Polonais et les Russes, 175. — Défaites de ces derniers à Tulezin, 178 et 189. — Détails des cruautés exercées par eux, 191. — Ils sont battus, 193. — Réponse peu favorable du roi de Prusse, 199. — Articles principaux de l'acte de confédération, 203. — Dévouement des Polonais à la cause de la liberté, 206. — Nomination de trois généraux chargés de la défense de la république, 225. — Conditions de paix offertes par Catherine, 230. — Mépris public attaché à la conduite du roi, 240. — Domination des Russes et des Prussiens, 264. — Opérations de la confédération, 270. — Rétablissement des juridictions municipales, sur l'ancien pied, 272. — Potocki affecte le pouvoir royal, 276. — Réunion des deux confédérations, 278. — Duels fréquents entre les officiers polonais et les officiers russes, 281. — Continuation de l'émigration des patriotes, 285. — Refus de la confédération générale de reconnaître davantage le ministre de France, 287. — Noms de ses membres; serment qui lui est prêté, 292. — Ses négociations avec la Russie, 297. — Elle est investie du pouvoir souverain et s'occupe de la liberté de la presse, 300. — Sa résolution sur l'administration intérieure et extérieure, 302. — Politique des Russes pour l'invasion de ce pays, 304. — Leur influence, 314. — Dégradation du roi, d'après un acte de la confédération, 320. — Son abaissement, 324. — Protestation de l'envoyé de

Table alphabétique.

France Descorches, 326. — Cruautés et brigandages commis par les Russes, 341. — Ordre donné au secrétaire de la légation de France de quitter Warsovie, 343. — Plan de sa division en quatre grandes provinces, 353. — Lettre d'un Polonais à Pie VI; note du nonce du pape au chancelier Malachowsky, 362. — AN I.^{er} 1793. Mécontentement contre les Russes; première note sur sa situation politique; circulaire de Potocky, 30. — Adresse de la confédération aux Polonais, 36. — Marche des troupes prussiennes, et déclaration y relatives, 39. — Plan d'organisation du gouvernement, 40. — Adresse à l'armée, 46. — Invasion de 16,000 Prussiens, 50. — Réclamation de la confédération contre l'entrée de ces troupes, 56. — Sa note relative à la déclaration de M. de Bucholtz, 58. — Résistance des habitants à l'invasion des Prussiens, 62. — Ils touchent à leur dernier terme de désolation, 65. — Lettre de Potocki sur la situation de cette république, 69. — Note de la confédération à l'ambassadeur russe, 78. — Appel de l'arrière-ban; réclamation de l'ambassadeur russe, 80. — Note du grand chancelier Malachowski au ministre prussien, 86. — Préparatifs pour son partage, 91. — Etat de ses affaires; prise de Dantzick, 98. — Persécution contre l'agent français Bonneau, 109. — Instructions données par la confédération au maréchal Potocki, 114. — Prise de possession par le roi de Prusse, d'une partie de ce pays, 121. — Ses lettres-patentes aux habitants des Palatinats, pour la prestation du serment de fidélité, 123. — Il donne des pleins pouvoirs à ses commissaires pour en prendre possession, 127. — Déclaration de l'impératrice à ce sujet, 128. — Nouvelles lettres-patentes du roi de Prusse, sur l'occupation par ses troupes des villes de Dantzick et de Thorn, 132. — Privilèges accordés à ses habitants, et à quelle condition, 133. — Rétablissement par l'impératrice de l'ancien conseil permanent, 136. — Texte de la protestation de M. Walowski contre cet acte, 142. — Autre protestation de M. Severin Nzewuski, général de la couronne, 145. — Note de M. de Siewers, ambassadeur de Russie, pour le séquestre des biens des membres de la confédération; destitution de M. Walowski, 148. — Pro-

testation de la confédération générale contre le partage de l'état, 153. — Faveurs accordées aux traitres; ruine de la ville de Lomezyn; hypothèque des biens du prince Radziwill, au profit des alliés; chute du banquier Tepper, 156. — Convocation des diétines, 158. — Serment exigé d'elles par la Russie, 163. — Mesures prises pour la suppression de ces assemblées, 164. — Rédaction des cahiers dressés par l'ambassadeur russe, 177. — Article sur plusieurs ouvrages rares relatifs à ce pays, 181. — Observations sur l'esprit qui amène les représentants de cette république à la diète; conscription militaire dans les provinces échues au roi de Prusse, 191. — Ouverture de la diète à Grodno, 199. — Nomination de M. Bielawski, comme son maréchal, 201. — Débats tumultueux à l'occasion de la formule du nouveau serment qui lui est prescrit, 203. — Nouvelles de ses opérations; réponse du roi aux notes de la Prusse et de la Russie, 207. — Convention relative à son partage entre la Prusse, la Russie et l'Autriche, 209. — Ses affaires prennent une tournure énigmatique; opposition apparente de Stanislas aux vues de l'impératrice, 211. — Le prince d'Olgorowski y est nommé commandant en chef de l'armée russe, 214. — Opiniâtreté de l'ambassadeur de cette puissance à l'égard de la diète de Warsovie, sur la cession des districts envahis par ses troupes; résistance du roi et des nonces; instruction pour traiter avec elle, 216. — Réponse des états à la note uniforme des ministres de Russie et de Prusse, 218. — Arrestation de douze députés à la diète; décret à ce sujet; séquestre des biens de la *table du roi*; mémoire sur le partage de ce royaume présenté au gouvernement de Hollande, 220. — Note sur l'élection des députés à la diète, 224. — Nomination de sept d'entr'eux par le roi, annulée par suite des menaces de M. Siewers; discours du député Kimbor à cette occasion, 227. — Pleins pouvoirs donnés à la délégation chargée de traiter avec la Russie; lettre de la noblesse de Chelm à l'impératrice, 229. — Texte du projet d'alliance avec Catherine II, 231 et 244. — Serment du roi, de ne rien accepter qui puisse nuire au bien de la république, 235. — Ratification par la diète du traité qui consacre sa spoliation, 242.

— Ses débats sur l'ouverture des conférences avec l'envoyé de Prusse, 246. — Commencement des négociations, 250. — Arrivée à Grodno du ministre d'Angleterre, 254. — Sortie du jeune député Ciumienski, contre le roi, 259. — AN II. 1793. Ratification du traité d'alliance par les états de Warsovie, 265. — Texte de celui présenté à la députation de la diète, par M. Bucholtz, envoyé de Prusse, 272. — Nouvelles des opérations de la diète, et ligue des deux cours, 274. — Note de M. Bucholtz, concernant les négociations commencées avec sa cour, 278. — Partages faits à Grodno, 279. — Note donnée au ministre de Russie, relativement à l'arrestation de quatre députés à la diète, 44. — Troupes prussiennes qui y sont envoyées, 46. — Réflexions sur son alliance avec la Russie, 58. — Suite du traité, 59. — Abolition de la puissance des grands généraux et helmans, 67. — Signature apposée par la diète aux acquisitions du roi de Prusse, 70. — Ses observations sur le traité d'alliance avec la Russie, 75. — Ordonnance qui défend l'entrée de ce royaume à tout Français qui ne justifiera pas qu'il n'est point Jacobin, et prescrit à ceux qui y sont de reconnaître Louis XVIII, 78. — Note remise à la diète par l'ambassadeur de Russie, pour y extirper la doctrine des Jacobins, 81. — Remerciemens des trente-deux provinces réunies à la Russie, 85. — Fermentation qui y règne; fuite de Miaczinski, agent du roi de Prusse, 86. — Projet de fixation des frontières de Courlande et de Samogitie, approuvé par la diète, 91. — Dernière séance de cette assemblée, 93. — Loi somptuaire qui y défend l'usage des pierres précieuses, *ibid.* — Texte de la nouvelle forme du gouvernement décrété par la diète, 99. — AN II. 1794. Réflexions sur ses lois cardinales, 120, 122, 123 et 125. — Mécontentement de Pitt à l'occasion du partage de ce royaume, 188. — Mouvements populaires à Warsovie et ailleurs, comprimés par les bayonnettes russes, 194. — Les insurgés passent le Lovitz, 212. — Organisation de la révolution; nomination de Kosciusko pour général; adresses au peuple, 216. — Dispersion des troupes russes; insurrection à Warsovie; réunion de la jeunesse sous les drapeaux de Kosciusko; invasion des ma-

gasins russes, 219. — Acte d'insurrection de toute la Pologne; serment de l'armée; Kosciusko en est reconnu chef suprême, 221. — Établissement d'un tribunal révolutionnaire à Cracovie; avantages sur les Russes, 223. — Réquisition de la jeunesse; victoire du 4 avril sur les Russes, 228. — Adresse de Kosciusko aux femmes polonaises, après la bataille de Plemniski, 242. Manifeste des insurgés, adressé par lui à la Suède, au Dannemarck, à la Porte, aux États-Unis d'Amérique et à la république française, 244. — Rassemblement des Prussiens, 260. — Organisation des tribunaux révolutionnaires; condamnation à mort de plusieurs magnats, traitres à la patrie; notice sur chacun d'eux, 265. — Suspension du roi; organisation du pouvoir exécutif, 268. — Détention de ce prince dans le palais de Warsovie; condamnation à mort du conspirateur Rogozinski; arrestation des membres de la diète de Grodno; loi contre les accaparemens; enlèvement de l'argenterie des moines, églises, etc., 274. — Composition du nouveau gouvernement, 276. — Progrès de l'esprit révolutionnaire; organisation du régime de la liberté; édit du roi de Prusse relatif à l'insurrection, 282. — Ignace Potocki est chargé des affaires diplomatiques, 286. — Le roi et son frère Poniatowski, sont mis sous la surveillance des autorités constituées; jugemens du tribunal révolutionnaire, 287. — Exécution d'un chanoine de Cracovie, qui attentait à la vie du général Kosciusko, 289. — Rassemblement des forces russes contre l'armée polonaise, 291. — Echec éprouvé par elle; lettre de Kosciusko, 293. — Acte de l'insurrection adressé au régent de Suède par le conseil national de Warsovie, 294. — Proclamation de Kosciusko, relative au nouveau système militaire, 310. — Députation des patriotes à la convention nationale de France, 329. — Serment prêté à la république polonaise par les habitans de Liebau et Mittau; ses troupes menacent les frontières prussiennes, 330. — Nouvelle invasion des Autrichiens dans ce pays, 331. — Bombardement de Warsovie par l'armée des alliés, 350. — Succès de l'armée polonaise en Prusse; proclamation de Kosciusko, *ibid.* et 355. — Arrêté portant qu'il ne sera plus fait de prisonniers russes, 361. — AN III. Mouvements des insurgés; lettre

du général Kosciusko au conseil national de Warsovie, 4 et 7. — Progrès de son armée, 9. — Ses victoires contre les Prussiens; siège de Warsovie, 15. — Nouveaux progrès des insurgés, 18, 22, 25, 30, 38 et 44. — Vente des biens nationaux en Courlande, 43. — Modestie de Kosciusko: il attribue ses avantages au courage de ses compagnons, 46. — Succès du général Suwarow contre eux, 51. — Il remporte une victoire complète, et fait prisonnier Kosciusko et plusieurs autres généraux, 54 et 60. — Nouvelle apparition des insurgés, 62. — Leurs efforts en faveur de la liberté, 71. — Leurs mouvemens, 73. — Publication d'un écrit sur leur situation, 74. — Ils arrivent dans le Brandebourg et près Francfort, sur l'Oder, 75. — Nouvel échec qu'ils éprouvent sous les murs de Warsovie, 80. — Le conseil national manifeste à Kosciusko les sacrifices qu'il ferait pour obtenir sa liberté, *ibid.* — Ordonnance de la cour de Berlin relative aux insurgés, 84. — Suwarow prend Warsovie; sa conférence avec le roi Stanislas, 88. — Détails sur les insurgés, 89. — Ravages occasionnés, dans le Palatinat de Posen, par Lumosky, leur chef, 93. — Sa capitulation, 96. — Rétablissement de l'ancienne constitution, 101. — Organisation de son nouveau gouvernement, 107. — Arrivée de renforts dans la Gallicie, pour en expulser les insurgés, 109. — Occupation de ce pays par les troupes russes et prussiennes, 111. — Mouvemens à ce sujet, 114. — Mémoire du gouvernement russe y relatif, 133. — Protection accordée aux insurgés par la Porte-Ottomane, 146. — Conférences entre ses ministres et ceux de Russie, à cette occasion, 156. — Dissolution de ce royaume, 160. — Poursuites exercées contre les amis de la liberté, 167. — Leur oppression par les vainqueurs, 174. — Famine dans Warsovie; retraite des patriotes en Gallicie, 190. — Offre de la cour de Londres à celle de Russie, relativement à la garantie du partage de ce pays; adoucissement du système de conduite des Russes; proclamation et mesures diverses pour le respect dû aux personnes et aux propriétés, 264. — Formule du serment qui a été prescrit par l'impératrice, 355. — AN IV. Soulèvement des Cosaques contre les Russes, 31. — Mesures violentes des puissances co-partageantes; elles for-

cent Stanislas de signer, dans sa prison, l'acte de partage et sa démission; payent ses dettes, et lui font une pension, 101 et 149. — Prise de possession de la portion échue à la Prusse, 144. — Trait d'un martyr de la liberté polonaise, 167. — Nomination du baron Dewins pour général en chef de la force armée dans les deux Gallicies, 257. — AN V. Histoire de sa dernière révolution, par Tombeur, 33. — Démarcation des frontières autrichiennes et prussiennes, 101. — Mise en liberté de 12,000 Polonais, par Paul I.^{er}, 110. — Recueil des pièces relatives au partage de cette république, 341. — AN VI. Continuation des ravages de la peste en Volhynie, 95. — Mort du roi Stanislas, 175. — Les puissances co-partageantes se chargent de ses dettes, 189. — Conspiration en faveur de l'indépendance de ce pays, 240. — Introduction de billets de banque dans les provinces échues à la Russie, 242. — Mort de l'ex-jésuite Miruscewicz, auteur de six volumes de l'Histoire de la Pologne, et de 300 volumes manuscrits, 344. — Dénonciation portée au roi de Prusse des symptômes de conspiration qui s'y manifestent, 352. — AN VII. Lettre du grand Frédéric, relativement à son partage futur, 141. (*Voyez GRODNO, WARSOVIE, AUTRICHE, PRUSSE, RUSSIE, etc.*)

POLONAIS (les). AN I.^{er} 1793. Leur mécontentement contre les Russes; ils réclament l'appui de la France, 1. — Lettre de l'un d'eux au ministre anglais Pitt, 70. — AN III. Serment prêté par 6,000 d'entre eux, de vivre libres, 93. — Nouvelles tentatives, de leur part, 103. — Plusieurs se donnent la mort pour se soustraire à la prestation du serment exigé par les Russes, 120. — Arrestation d'un grand nombre, par ordre de Catherine II, 129. — Leur indignation contre elle, 134. — Ils refusent de servir dans ses troupes, 164. — Et sont opprimés par elle, 167 et 174. — AN IV. Confiscation de leurs biens, 2. — Ils sollicitent la France de rétablir l'indépendance de leur patrie, 3. — Paul I.^{er} en fait mettre 12,000 en liberté, 110. — AN VI. Formés en légions à l'armée d'Italie; le consulat romain leur remet l'étendard de Mahomet et le cimetière de Sobiesky, 299. (*Voyez POLOGNE*).

POMMERAS, département de l'Isère. AN 1791;

Patriotisme des habitans de cette commune ; ils font , pour les besoins de l'Etat , l'avance d'une année de contributions , 142.

POMPEIA , près de Naples. AN VII. Fouilles dans ses décombres , 169. — Découvertes qui en sont la suite , 206.

PONDICHÉRY. AN 1789. Lettre sur son évacuation ordonnée par M. de Conway , 130. — AN 1790. Démenti donné à cette assertion ; nouvelle de sa situation politique et de celle de l'Inde , 6. et 243. — Prestation du serment civique par ses habitans ; admission de leurs députés à l'assemblée nationale , 263. — AN 1791. On y envoie des recrues , 247. — Réclamations contre la conduite du gouverneur , 296.

PONT (la commune de). AN II. 1794. Fait part d'une saisie d'or dans le château de *Monsieur* , 119.

PONT-A-MARQUE. AN I.^{er} 1793. Les Prussiens y sont battus , 125. — Nouveaux succès des républicains , 260.

PONT-A-MOUSSON. AN 1790. Secours extraordinaires accordés à cette commune , 73.

PONTABLIER. AN IV. Projet d'invasion de cette ville par les émigrés , 21.

PONT-DE-CRÉ (le). AN I.^{er} 1793. Les Vendéens y sont battus , 255. — Leurs succès , 258. — AN II. 1793. Condamnation à mort de six de ses habitans , 50.

PONT-DE-L'ARCHE (le). AN 1790. Décret qui autorise cette commune à ouvrir un emprunt , 223.

PONT-DE-VAUX (le). AN I.^{er} 1793. Annulation de la condamnation prononcée par le juge de paix de cette commune contre deux citoyens qui avaient brûlé des drapeaux portant des symboles de féodalité , 122.

PONT-DU-GARD (le). AN IV. Projet présenté pour son rétablissement , par Delong , 87.

PONT-CORVO (le duché de). AN VI. Proclame sa liberté , 195.

PONTHIEU (le). AN 1789. Réunion à l'assemblée de son député noble , 11.

PONTIVI. AN 1789. Applaudissemens donnés par cette commune à l'énergie de l'assemblée nationale , 44. — AN 1790. Fédération civique dans ses murs , 31.

PONT-L'ÉVÊQUE (le). AN III. Dénonciation

de commissaires de cette commune contre leurs administrateurs de district , 274.

PONTOISE. AN 1790. Lettre de cette commune contre les protestations de quelques députés , 139. — Sa garde nationale sollicite des mesures contre les ennemis de la liberté , 326. — AN 1791. Elle se justifie des imputations qui lui ont été faites à l'occasion de sa sévérité contre les prêtres réfractaires , 211. — AN II. 1793. Envoi à la monnaie des saints d'argent qui ornaient ses églises , 35. — AN III. Ses habitans nomment des députés pour assister à la cérémonie funèbre en l'honneur de Féraud , 259.

PONTORSON. AN II. 1793. Evacuation de cette ville par les rebelles , 66.

PONTREMOLI. AN VII. Prise de ses débouchés par le général Berthier , 275.

PONT-SAINT-ESPRIT (le). AN V. Arrestation près de cette commune du courrier de Marseille , 180. — AN VI. Evacuation de sa citadelle par les chefs de l'armée royale , 8. — Procès-verbal des événemens qui s'y sont passés dans cette circonstance , 9. — AN VII. Arrestation des brigands qui y pillaient les diligences , 100.

PONT-SAINT-PIERRE (le). AN I.^{er} 1793. Les Vendéens y sont battus , 139.

POPINCOURT. AN III. Décret qui transfère son école à Liancourt , 263.

PORCHERSTER. AN V. Les prisonniers français s'y insurgent , 168.

PORENTU. AN 1791. Plaintes des habitans contre le refus de convocation des Etats , 51 , 86 et 88. — Arrivée de troupes autrichiennes dans ce pays ; ses dispositions pour réclamer auprès de la cour de France contre l'entrée des impériaux , 100. — Exécution de cette mesure , 111. — Rapport tranquillisant sur la présence de ces troupes , 119. — Conjectures sur l'occupation de ses défilés par les Autrichiens , 151. — AN 1792. Ils sont pris par l'armée de Custine , 126 et 132. — Rapport sur cette occupation , 135. — Ses habitans s'associent à la neutralité de la Suisse , 199. — Puis se constituent en république , 341 et 342. — Arrêté du conseil exécutif qui lui annonce une protection efficace , 344. — Proclamation des députés de ce pays , réunis en assemblée consti-

tuante, 346. — AN I.^{er} 1793. Leurs dénonciations contre Gobel et autres commissaires civils, pour abus de pouvoir, 29. — Divisions qui y regnent; envoi de trois commissaires pris dans la convention nationale, 43. — Vœu pour sa réunion à la France, 74. — Décret confirmatif de cette demande, 83.

PORT-AU-PRINCE (le). AN 1790. Troubles dans cette Colonie, 237. — Ses volontaires jurent fidélité au serment décrété par l'assemblée, 251. — Une députation vient lui rendre compte des événemens occasionnés à Saint-Domingue par la dissolution de l'assemblée générale, 275. — Situation de cette ville, 301. — AN 1791. Protestation de dévouement de la part de sa municipalité, 119. — AN V. Elle est bloquée par les troupes aux ordres de Toussaint-Louverture, 317. (*Voy. COLONIES et SAINT-DOMINGUE*).

PORT-BRIEUX. (*Voy. SAINT-BRIEUX*).

PORT-DE-LA-VICTOIRE. (*Voyez PORT-VENDRE*).

PORTE-OTTOMANE (la). *Voy. TURQUIE*.

PORT-LA-MONTAGNE. (*Voy. TOULON*).

PORT-MAHON (le). AN VII. Est livré aux Anglais par trahison, 71.

PORT-MALO. (*Voy. SAINT-MALO*).

PORTO-FERRAJO. AN IV. Est occupé par les Anglais, 334. — AN VI. Aversion de ses officiers supérieurs contre la France, 336. — AN VII. Courage de sa garnison française, 292. — Elle évacue cette place, 340. (*Voy. TOSCANE, FLORENCE*).

PORTO-LEGNAGO. AN V. Détails donnés sur sa prise par le général Bonaparte, 5.

PORTSMOUTH. AN III. Etablissement d'un télégraphe près de ce port, 344. — AN IV. Le drapeau tricolor est arboré sur ses remparts, 166. — AN V. Insurrection de matelots, 226 et 244.

PORTUGAL (le). AN 1789. Défense d'y rien publier sur les affaires de France, 123. — AN 1790. Règlement pour la succession au trône dans la maison de l'Infantado, 143. — Agitations dans ses Colonies, 208. — Nouvelles de sa situation politique, 285. — Sa conduite envers la France, 348. — AN 1791. Envoi par son gouvernement d'une escadre dans le détroit de Gibraltar, 140. — Il réforme les ordres religieux, 281. — Prend des pré-

cautions relativement aux affaires de France; reçoit une demande de douze mille hommes de la part de l'Espagne, 288. — Défend de parler de la révolution française dans aucun lieu public, 303. — AN 1792. Détruit les sociétés de Francs-Maçons, 25 et 220. — AN I.^{er} 1793. Arme ses flottes, 54. — AN III. Désarme son escadre, 277. — AN IV. Fait sa paix avec le dey d'Alger, 17. — AN V. Charge le chevalier d'Aranjó de traiter avec la France, 24. — Ordonnance sur son système de neutralité, 39. — Etablit une compagnie d'assurances maritimes, 120. — Son ambassadeur à Paris refuse de signer les conditions de paix qui lui sont offertes, et est obligé de quitter la France, 223. — Comité secret pour entendre la lecture du traité conclu avec cette puissance, 331. — Tableau de son commerce avec la France avant la révolution, 344. — Ratification de ce traité, 364. — AN VI. Arrêté du directoire qui le déclare non avenu, 37. — Préparatifs dirigés contre le Portugal, 182. — Sortie de son escadre du port de Lisbonne, 270. — Suppression des privilèges pour la pêche des baleines sur les côtes du Brésil et d'Afrique, 301. — AN VII. Arrivée à Paris de son ambassadeur extraordinaire, 2. — Refus du directoire de traiter avec lui, 15. — Démence de la reine; le prince du Brésil se saisit des rênes du gouvernement, 335. (*Voyez LISBONNE et ARANJO*).

PORT-VENDRE. AN II. 1793. Prise de cette place par les Espagnols, 99. — AN II. 1794. Elle est reprise par l'armée des Pyrénées-Orientales; lettre du général Dugommier, qui contient sa capitulation et les détails y relatifs; décret qui change son nom en celui de *Port de la Victoire*, 257.

POSTDAM. AN II. 1793. Retraite du roi de Prusse dans ce château, 91.

PRADES. AN I.^{er} 1793. Invasion de cette place par les Espagnols, 228. — AN II 1793. Ils en sont chassés par le général David, 274.

PRAGUE. AN 1792. Insurrection contre les juifs, 315. (*Voyez BOHÈME, AUTRICHE*).

PRÉNGUEN, département du Finistère. AN III. Projet d'égorger le poste y établi, 271.

PRIVAS, département de l'Ardèche. AN II. 1794. Dénonciation contre son tribunal; motif des inculpations; décret relatif à son jury, 253.

PROCOPE (le café), à Paris. AN 1790. On y élève un mausolée à Franklin, et l'on y prononce son oraison funèbre, 166.

PROVENCE (la). *Voy. table de l'Introduction*. AN 1789. Protestation de sa députation noble dissidente, 3. — Fédération de ses gardes nationales, à Montélimart, 123 et 124. — AN 1790. Correspondance sur les troubles qui y ont éclaté, 77 et 79. — Association entre plusieurs municipalités et ses gardes nationales, pour protéger les patriotes, 147. — AN VII. Notice relative au dictionnaire de cette ancienne province, 131. (*Voy. AIX et autres principales localités*).

PROVINCES-UNIES. (*Voy. HOLLANDE*).

PROVINS. AN 1790. Etablissement d'un tribunal de commerce dans cette ville, 335. — AN 1791. Adresse de ses habitants à l'assemblée nationale, 181. — AN II. 1793. Ils envoient l'argenterie de leurs églises, 41. — Une députation loue aux Jacobins la conduite de Rousselin dans sa mission, 54. — AN II. 1794. Décret pour la translation de son hospices, 328. — AN V. Détention illégale dans ses murs de plusieurs prêtres; dénonciation à ce sujet, 249.

PRUSSE (la). AN 1789. Etat de son armée, 101. — Envoi d'un agent des patriotes belges auprès de son gouvernement, et conjectures sur ses dispositions à soutenir cette révolution, 105 et 109. — Réflexions des papiers anglais sur la détention, à Spandau, d'un personnage masqué, et que l'on croit important, 106. — Arrivée, à Liège, de troupes prussiennes, et conjectures y relatives, 114. — Opposition de ce cabinet à l'entrée des troupes munstériennes dans le même pays, 124. — Bruit de son intelligence secrète avec la maison d'Orange et avec Van-der-Noot, 126. — Réflexions sur la domination qu'il exerce à Liège. en paraissant protéger, à Vienne, l'indépendance belge, 129. — Insurrection, à Liège, contre ses troupes, 130. — AN 1790. Il offre son appui à la Pologne contre les Russes, 1. — Continue à diriger les affaires du pays de Liège, à l'exclusion des princes de l'empire, 3. — Propose son alliance à la Pologne, 16. — Lui envoie, pour commander ses troupes, le général Kalkreuth, au lieu du général Mollendorff qu'elle lui avait demandé, 19. — Ses pré-

paratifs militaires, 43, 74, 89 et 152. — Apparences de sa rupture avec la Russie, à l'occasion de la Pologne, 45. — Déclaration du roi pour reconnaître l'indépendance des Pays-Bas, 52. — Ses négociations pour un traité d'alliance et de commerce avec la Pologne, 85. — Sa lettre à l'évêque de Liège sur l'occupation de cette ville par ses troupes, 88. — Il paraît renoncer à ses prétentions sur Thorn et Dantzick, 91. — Conclut un traité d'alliance avec la Pologne, 106. — Et avec la Turquie, 110. — Détails y relatifs, 116 et 120. — Il envoie une armée sur le Rhin, 134. — Renouvelle ses prétentions sur Thorn et Dantzick, 150. — Répond au roi de Pologne sur cet objet, 151. — Ses dispositions pour aider l'archiduc d'Autriche à soumettre les Pays-Bas, 171. — Critique par le journal de Berlin, des opérations de l'assemblée nationale de France, 173. — Le roi part pour la Silésie, et demande à la Pologne le passage pour douze mille hommes, 176. — Son intimité avec le cabinet de Vienne, 184. — Ses conférences en Silésie avec l'Autriche, 187. — Ses intrigues pour obtenir les ports de Thorn et Dantzick, 188. — Réflexions sur ses rapprochemens avec la cour de Vienne, 191. — Marche de ses troupes vers les Pays-Bas, *ibid.* — Force et répartition de son armée, 193. — Réflexions sur ses vues concernant les Liégeois, 202. — Son *ultimatum* au congrès de Reichenbach, 220. — Elle abandonne les Belges; bases de sa convention préliminaire à Reichenbach avec l'Autriche, 225. — Résolutions du conseil souverain des états belgiques, concernant sa conduite à l'égard de ces provinces, 227. — Sa notification à la cour de Pétersbourg, pour la cessation des hostilités avec l'Autriche et la Suède, 230. — Elle veut rendre la souveraineté de la Belgique à Léopold, 237. — Envoie un ministre à Bucharest, pour assister au congrès entre l'Autriche et la Turquie, 238. — Son influence sur le cabinet autrichien, 240. — Sa déclaration sur la Belgique, 262. — Etat de ses forces, 270. — Réflexions sur la situation politique de la Prusse avec les puissances du Nord, 276. — Observations sur une confédération de ces puissances contre elle et l'Angleterre, 282. — Son traité de commerce avec la Pologne, *ibid.* — Bases de sa

convention avec l'Autriche , à Reichenbach , 293. — Détails sur son traité avec la Pologne , 295. — Ses dispositions envers les Belges , 302. — Elle veut forcer la Russie à faire la paix avec les Turcs , 304. — Autre projet de traité avec la Pologne , relatif à Dantzick , 312. — Sa réponse à une note du congrès belge sur un rapprochement entre les Belges et l'empereur , *ibid.* — Ses vues sur la Pologne , 321. — Sa réponse aux propositions de l'Autriche , pour modifier la convention de Reichenbach , 323. — Ratification de son traité avec la Turquie , 330. — Elle protège les Liégeois , 334. — Et garantit les Pays-Bas à l'empereur , 361. — AN 1791. Son intervention pour la pacification des Liégeois et de l'Autriche , 18. — Protestation de son ministre contre l'entrée des Impériaux à Liège , 24. — Ses dispositions militaires , 27. — Conjectures sur son union secrète avec l'Autriche , et sur leurs vues par rapport à la France , 37. — Sa conduite à l'égard des affaires de Liège , 46. — Elle refuse le traité de commerce avec la Pologne , 48. — Réflexions sur sa conduite diplomatique , 59. — Examen de cette conduite , relativement aux Turcs , 64. — Accusation et justification à ce sujet , 68. — Ses prétentions et son système à l'égard de la Pologne , 71. — Ses mouvemens militaires , 73. — Considérations sur sa conduite à l'égard de la France , 78. — Ses prétentions sur Thorn et Dantzick , 80 et 93. — Démonstrations militaires , 91 et 124. — Réflexions sur les dispositions de l'Angleterre à son égard , 105. — Considérations sur sa conduite , et débats du parlement d'Angleterre sur le traité fait avec elle , 107. — Elle poursuit ses prétentions sur la Pologne , 111. — Et dément les vues qu'on lui attribue ; accélération de ses négociations avec la Russie , par la médiation de l'Espagne et du Danemarck , 115. — Formation de sa marine par Sidney-Smith , 139. — Mesures qu'elle prend relativement à la suppression du droit d'aubaine par l'assemblée nationale , 140. — Ses dispositions par rapport à la Pologne , 147. — Trompée par l'Angleterre , elle se rapproche de la cour de Vienne , 159. — Lettre sur l'influence qu'on y suppose au comte d'Escherny , 167. — Ses projets contre la France , 196. — Cog-

jectures sur son alliance offensive et défensive avec l'Autriche , à laquelle doivent accéder les cours de Stockholm et de Pétersbourg , 251. — Se plaint de la détention du roi de France et de sa famille , et menace de venger , de la manière la plus éclatante , les nouveaux outrages qui lui seront faits , 253. — Observations sur son alliance avec l'Autriche , *ibid.* — Elle s'engage , à Pilnitz , à coopérer au rétablissement de la royauté absolue en France , 261. — Publication de son nouveau code civil ; esprit de ce code , 280. — AN 1792. Inquiétudes à Ratisbonne , causées par sa conduite , 15. — On annonce qu'elle suivra la marche du cabinet de Vienne , 29. — Voit de mauvais œil les ministres français , 35. — Est influencée par les princes émigrés , 37. — Se coalise pour s'opposer au système de liberté en France , 43 et 68. — Censure exercée sur les écrits qu'on y publie , 69. — Acte de l'empereur d'Allemagne , relatif à son concert avec l'Autriche contre la France , 104. — Intérêt qu'elle témoigne aux contre-révolutionnaires de ce pays , 109. — Elle attend la déclaration de guerre , pour faire marcher quinze mille hommes sur Liège , 112. — Activité de sa correspondance avec la cour de Pétersbourg , 113. — Sa convention avec l'Autriche , 123. — Elle se consulte avec les autres puissances pour le maintien de la monarchie française , 127. — Ses émissaires divisent la Pologne , 133. — Elle arme 50,000 hommes , 136. — Composition de ses armées , 138. — Elle renvoie les Français à son service ; traite avec la cour de Vienne , 146. — Invite le cercle de Souabe à entrer dans la coalition , 147. — Ses projets contre la France , 148. — Observations sur son alliance avec l'Autriche , 153. — Autre sur son attaque simultanée contre la constitution de France et celle de Pologne , 156. — Sa déclaration aux cercles pour les forcer à la guerre , 158. — Réflexions sur sa déclaration de guerre , 161. — Ses préparatifs , 173 et 176. — Bruit d'une révolution dans sa cour , 178. — Message de Louis XVI , annonçant ses hostilités , 189. — Sa note au cabinet danois , sur les mesures concertées contre la France , 200 et 201. — Elle fournit des secours aux princes émigrés , 222. — Contagion dans son armée en Champagne , 259.

259. — Rénovation de son traité d'alliance avec la Russie, 261. — Détails relatifs à la retraite de son armée en Champagne, et pièces officielles à ce sujet, 277, 279 et 280. — Intrigues pour la retenir dans la coalition, 356. — AN I.^{er} 1793. Ses nouveaux préparatifs de guerre, 7. — Déclaration sur la marche de ses troupes en Pologne, 39. — Elle est envahie par elles, 50. — Réclamations à ce sujet, 56. — Réponse de la confédération polonaise, 58. — Résistance des Polonais, 62. — Demande de l'expulsion de ses troupes par le gouvernement de Pologne, 86. — Elle s'empare de Dantzick, 93. — Lettre d'Houchard au roi sur le massacre du bataillon des Vosges, qui s'était rendu, 107. — Elle obtient la soumission du sénat de Dantzick, 119. — Prend possession d'une partie de la Pologne, 121. — Ses lettres-patentes aux habitans des Palatinats pour la prestation du serment de fidélité, 123. — Pleins pouvoirs donnés par le roi à ses commissaires pour la prise de possession de la Pologne, 127. — Autres lettres-patentes sur l'occupation, par ses troupes, des villes de Dantzick et de Thorn, 132. — Serment de fidélité prêté par les habitans de Dantzick; médaille frappée à ce sujet, 151. — Etablissement d'un lazareth dans ses armées, 171. — Ordre du roi de ne charger aucunes marchandises pour la France, 186. — Son ordonnance au sujet du tumulte arrivé à Breslaw et dans les montagnes de la Silésie, 189. — Conscription militaire dans les provinces polonaises qui lui sont échues en partage, 191. — Acte dans lequel il emploie la qualification de république française, 192. — Son édit sur la manière dont les Prussiens doivent se conduire pendant la guerre avec les Français, 198. — Transmission des notes de ce cabinet à la diète de Grodno, et réponse de Stanislas, 207. — Ses troupes sont défaites dans les montagnes Ste.-Anne et Weger, 208. — Ratification donnée à son occupation partielle de la Pologne, 209. — Remise par son ambassadeur, à la diète de ce pays, d'une note conforme à celle du ministre russe, 213. — Réponse y relative, 218. — Rescrit du roi à son ministre à Ratisbonne, sur les religions et la constitution de l'Empire; félicitations à son lieutenant-général Schœnfeldt; 224. — Il confère l'ordre de l'aigle noire aux géné-

raux Kalkreuth et Schœnsedt, et celui de l'aigle rouge au général de Wohlframsdorf, à l'occasion de la capitulation de Mayence, 232. — Célébration d'une fête dans toutes les églises à ce sujet, 238. — Ravages exercés par ses troupes, 245. — Ses négociations avec la Pologne, 250. — Texte du traité proposé, 272. — AN II. 1793. Activité de ses communications avec les cours de Vienne et Pétersbourg, 279. — Fermentation dans sa capitale, 32. — Ratification, par la diète de Pologne, de la cession qui lui en a été faite, 34 et 70. — Elle y envoie de nouvelles troupes, 46. — Départ du roi pour s'y rendre, 50. — Texte de son traité avec l'Angleterre, 78. — Sentimens favorables du prince Henri pour la révolution française, 91. — Arrivée du comte de Lehrbach, ministre impérial; nouveaux subsides accordés à la coalition, 96. — AN II. 1794. Inquiétudes à Vienne sur ses dispositions, 125. — Elle signifie à la diète l'état de détresse où elle se trouve, 171. — Protestation du roi contre la levée en masse, proposée par le cabinet de Vienne, 191. — Rupture de ses négociations avec l'Autriche, 199. — Il obtient tout ce qu'il demande, et pourquoi, 209. — Retraite des Prussiens d'Allemagne, 216. — Nouvelles mésintelligences avec la cour de Vienne, 230. — Extrait de sa déclaration au corps germanique, 235. — Convention stipulée avec les puissances maritimes, 238. — Texte du traité de la Haye avec lesdites puissances, 245. — Présentation de ce traité à la chambre des communes d'Angleterre; vive discussion sur le subside qui lui est accordé; remerciemens de la chambre des pairs au roi, pour l'assurer qu'elle contribuera à son exécution, 254. — Conclusum de la diète de Ratisbonne, portant qu'il sera ouvert une négociation pour prendre à la solde de l'Empire une partie de l'armée prussienne; 257. — Vote affirmatif des communes d'Angleterre pour le subside ci-dessus mentionné, *ibid.* — Rassemblement d'une armée destinée contre la Pologne, 260. — Nouvelle discussion à la chambre des pairs d'Angleterre, relativement au traité conclu avec elle, 262. — Edit du roi, relatif à l'insurrection de la Pologne, 282. — Rapport de Barrère, annonçant la fuite de ses troupes, 303. — Son altercation avec le cabinet britannique, 338.

Table alphabétique.

— Succès de l'armée polonaise contre elle, 350. — AN III. Les insurgés y font une incursion, et font lever siège de Warsovie, 15. — Mémoire du général Kalkreuth, en réponse aux imputations qui lui ont été faites, 22. — Nouveaux succès des Polonais, 38. — Cantonnement de l'armée prussienne, 56. — Le roi envoie des agens à Bâle, pour y traiter de la paix, 83 et 115. — Il expulse les émigrés, 84. — Fait occuper une partie de la Pologne par ses troupes, 111. — Rend une ordonnance pour la liberté des prisonniers polonais, et l'apposition du séquestre sur les biens des absens, 126. — Extrait de ses instructions au comte de Goltz, communiquées à l'ambassadeur Barthélemy, 203. — Rapport sur son traité avec la France, 204. — Ratification de ce traité et observations y relatives, 207 et 224. — Sa nouvelle ordonnance pour requérir l'expulsion des émigrés, 222. — Débats à Londres sur sa défection, 227. — Son nouveau traité avec la France, établissant une ligne de démarcation pour la neutralité du Nord, 248. — Sa déclaration à ses co-états de l'Empire à ce sujet, *ibid*, 249 et 250. — Ses démarches pour porter l'Empire à la paix; décret portant ratification du traité conclu avec cette puissance, 252. — Ordonnance qui restreint à des peines pécuniaires la punition des insurgés polonais, 261. — Adresse que lui présente la diète de Franconie sur les moyens d'opérer la pacification générale de l'Empire, 270. — Note remise à son ministre, et réponse de celui-ci, 272. — Fête donnée par l'université d'Erlangen, à l'occasion de la paix entre la France et la Prusse, 273. — Il donne l'ordre au magistrat de Dantzick de traiter le pavillon batave comme celui d'un peuple ami, 275. — Fait rétablir le citoyen Bitaubé dans sa place d'académicien, et dans la jouissance de ses pensions, 280. — Bruit, à Londres, que sur sa demande, le Dannemarck ferme le Sund aux vaisseaux russes, 283. — Brochures répandues en Allemagne contre sa paix avec la France, 290. — Ratification de cet acte, 295. — Démenti officiel donné par la convention au bruit qu'on dûit, par des articles secrets, lui abandonner une partie de la Hollande, 296. — Traits d'humeur contre lui dans le suffrage de l'état de Hanovre à la diète de Ratisbonne, 297. — Bruit d'une rupture entre lui et la

Russie, *ibid*. — La Saxe, la Hesse et le Wurtemberg, se prononcent pour sa médiation, 298. — Même déclaration par l'électorat de Brunswick, 301. — Acceptation de son intervention par la diète de Ratisbonne; vote de l'électeur de Cologne dans ce sens, 311. — Avertissement relatif à la dernière rebellion qui y a éclaté, 312. — Déclaration de son ministre à la diète sur l'objet de la députation de l'Empire, 331. — Fréquentes conférences de son envoyé à Constantinople avec les ministres de France et de Suède, 342. — Il fait désavouer à la Haye les rassemblemens qui se font à Osnabruck, 354. — Offre ses bons offices pour accélérer la paix entre l'Empire et la France, 365. — AN IV. Présent fait par lui au ministre français à Bâle, 2. — Sa note à la diète en faveur de la paix, 19. — Il découvre un complot à Neuschâtel contre la république, et en fait part au gouvernement français, 21. — Arrivée à sa cour du fils aîné du stathouder, 37. — Son accord avec les cabinets de Vienne et de Pétersbourg; ils font signer à Stanislas sa démission et le partage de la Pologne, 101. — Marche de ses troupes vers Warsovie, 135. — Prise de possession de la portion qui lui est échue, et qui portera désormais le nom de Prusse septentrionale, 144. — Mise en liberté du général Madalinski, 172. — AN V. Sa capitulation sur l'évacuation de Nuremberg, 6. — Insuccès des intrigues anglaises pour l'entraîner de nouveau dans la coalition, 10. — Sa renonciation à la possession des villes de Nuremberg, Windenheim et Weissembourg, 16. — Article sur sa prise de possession de la Franconie, 25. — Expulsion des émigrés français, 48. — Sa convention avec le directoire exécutif sur la neutralité du nord de l'Allemagne, 77. — Accession de l'électeur de Saxe à cette neutralité, 92. — Deuil de la cour pour la mort de Catherine II, 96. — Activité extraordinaire de ses relations avec celle de Hesse-Cassel, 98. — Démarcation de ses frontières en Pologne, 101. — Nomination de Guillaume, prince régnant de Solms Blaufelds, pour général-major des troupes prussiennes, *ibid*. — Ordres pressans pour mettre Dantzick sur un pied de défense respectable, 104. — Publicité donnée par la cour de Vienne aux relations relatives à la ligne de

démarcation arrêtée entre la Prusse et la France, *ibid.* — Accession de l'électeur et du cercle de Haute-Saxe à la neutralité pour le nord d'Allemagne, 108. — Mort du prince Louis, 115. — Manifeste du roi, relatif à ses possessions sur la rive gauche du Rhin, 118. — Mort de la reine douairière, 129. — Circulaire de l'empereur aux électeurs sur la conduite inconstitutionnelle du roi, 133. — Ordre donné à son ministre, à Vienne, de déclarer à l'empereur qu'il regarderait comme une injure personnelle toute conduite hostile et irrégulière à l'égard des princes et états de l'Empire, 139. — Lettre de M. de Dohm, convoquant le congrès d'Hildesheim, *ibid.* — Déclaration de son ministre sur l'occupation du grand baillage d'Ettingen, 143. — Plainte de l'électeur de Cologne au tribunal suprême de l'Empire contre cet événement, 153. — Autre plainte, portée au roi, par le prince de Waldeck contre l'archiduc Charles qui l'a fait condamner à fournir son contingent, 157. — Célébration du mariage de la princesse Auguste avec le prince héréditaire de Hesse-Cassel, 163. — Envahissement par les troupes prussiennes du Palatinat et d'une grande partie de la Westphalie, 171. — Mandat impérial sur les plaintes de l'évêque d'Eichstadt, 254. — Défenses du roi aux habitans d'Anspach et de Bareuth de fréquenter les universités étrangères, 275. — Proclamation relative à divers mandats du conseil aulique de Vienne, 293. — Décision de ce conseil en faveur du grand-maître de l'ordre teutonique, 314. — Occupation par les troupes prussiennes des territoires de Nuremberg et d'Eichstadt; communication entre les cours de Vienne et de Londres à ce sujet, 332. — AN VI. Défense faite aux émigrés français d'entrer en Prusse, 39. — Mort du roi, 70. — Proclamation de son successeur, 72. — Arrestation de la comtesse de Lichtenau, ci-devant madame Rietz, maîtresse du feu roi, 81. — Anecdote sur le nouveau monarque, 85. — Cérémonie des funérailles de son prédécesseur; il confère l'ordre de l'Aigle rouge au gouverneur de Neufchâtel, 93. — Anecdote relative au jeune roi; bruit de l'abolition de la régie du tabac, 108. — Ordre adressé aux inspecteurs des régimens contre le despotisme des militaires, 148. — Nouvelle publication de

l'édit contre les émigrés français, 149. — Lettre du roi sur la religion; abolition de l'édit y relatif, 159. — Différends entre cette cour et celle de Vienne, sur les dédommagemens qui doivent suivre la nouvelle division de l'Empire, 189. — Son aggrandissement dans le cercle de Franconie; conférences fréquentes entre ses ministres et ceux de l'Autriche, 191. — Exil de la comtesse de Lichtenau; démission du ministre d'état Wolner, fabricant du fameux édit de religion, 195. — Suppression des anciennes décorations militaires de France, 204. — Publication d'une brochure, intitulée : *l'Alpha* et *l'Oméga* de la constitution germanique, 220. — Augmentation de son armée en Westphalie, 222. — Rappel au ministère de M. de Voss, frère de la comtesse d'Ingenheim, maîtresse déclarée, et femme non-avouée du feu roi, 226. — Renouvellement de la défense d'y faire circuler les monnaies étrangères, 227 et 242. — Sieyès y est envoyé en qualité d'ambassadeur, 234. — Changemens dans l'organisation de l'académie de Berlin, 235. — Préparatifs pour la ligne de démarcation, 238. — Découverte d'une conspiration en faveur de la ci-devant Pologne; but des conjurés, 240. — Opposition des ministres prussiens aux dernières demandes des envoyés français au congrès de Rastadt, 247. — Adhésion de cette puissance à la cession de la rive gauche du Rhin; son éloignement de toute coalition, 263. — Conditions imposées par elle à la cession ci-dessus mentionnée, 266. — Continuation des préparatifs de guerre, 271. — Plaintes de ses ministres à Rastadt contre les prétentions de la république pour les indemnités sur la rive gauche du Rhin, 274. — Notice sur le caractère de M. de Jacobi, son envoyé à ce congrès, *ibid.* — Texte de la cession faite à la France des cinq états situés sur la rive gauche du Rhin, 275. — Emprunt de 10 millions fait par la cour en faveur des provinces de la Prusse Méridionale; nouvelles observations de ses ministres à Rastadt, relativement aux possessions sur le Rhin, 276. — Notice sur M. de Dohm, l'un de ses envoyés à ce congrès, 279. — Ordre du roi concernant des changemens dans l'académie des sciences de Berlin, 281. — Autre à l'armée d'observation destinée à défendre la ligne de démarcation pour la neutralité du nord de l'Al-

lemagne, de se tenir prête à camper, 282. — Difficultés faites par plusieurs états pour l'entretien de cette armée, 287. — Arrivée de Sieyes, 292. — Son discours en présentant ses lettres de créance, 300. — Mécontentement des habitants de la capitale, et pourquoi, 302. — Permission de l'exportation des ducats, 303. — Hommages au roi par les états de la Marche, de la Silésie, de Magdebourg, de la Westphalie, d'Ost-Frise, d'Eisembourg, de la bourgeoisie de Berlin et autres députés de provinces, villes et villages; discours à ce sujet; fêtes y relatives, *ibid.* — Mesures prises contre les joueurs de profession, 323. — Réclamation de la légation prussienne à Rastadt contre le projet de paix qui devait y être présenté par la députation de l'Empire, 326. — Accueil distingué fait par le roi à Steiger, bourguemestre de Berne, 334. — Nomination d'un consul à Paris, 335. — Efforts inutiles du comte de Cobentzel pour l'engager de nouveau dans la coalition, 344. — Avantages promis aux Anglais qui viendraient y établir une manufacture de filature, 345. — Révélation faite au roi des symptômes de conspiration qui se manifestent dans la Pologne, 352. — Arrestation, à Hambourg, de l'hollandais Meyer, qui avait insulté son ministre près le cercle de Basse-Saxe, 358. — AN VII. Troubles en Silésie; comparaison du trésor public sous Frédéric II, Guillaume II et Guillaume III, 5. — Réflexions sur la situation politique de ce royaume et sur ses projets, 14. — Arrestation de Grumkopff, se disant aide-de-camp de Kosciusko, 18. — Abolition par la noblesse de ses droits féodaux sur les paysans; aperçu des armées prussiennes, 22. — Mouvement des troupes pour faire respecter la ligne de neutralité; envoi au directoire d'une note de son ministre à Rastadt, 32 et 37. — Recherches contre les francs-maçons; mémoire remis à la cour par l'ambassadeur Sieyes, pour le système d'une sécularisation générale, 38. — Bruits contradictoires sur la France et la Prusse, répandus par les gazettes allemandes; cette dernière fait demander par ses ministres le ravitaillement d'Ehreinbreistein, 40. — Lettre du roi sur les impositions, 46. — Mesures contre les corporations secrètes, 51 et 66. — Liberté de la presse, 118. — Mission du lord Grenville pour engager le roi

à entrer dans la coalition, *ibid.* — Il renonce aux sécularisations, 121. — Se sépare du corps germanique par un acte diplomatique, 127. — Est nommé médiateur de l'affaire de Napper-Tandy, 146. — Insurrection des habitants de Nuremberg contre ses troupes à l'occasion d'un droit d'entrée, 192. — Il refuse d'accéder à la coalition contre la France, 200. — Amélioration de l'instruction publique, 203. — Expulsion des émigrés français de son territoire, 206. — Tolérance exercée envers les journalistes, 212. — Tarif sur les vins étrangers, 219. — Abjuration de plusieurs juifs, 223. — Insultes faites à son ministre à Rastadt; enlèvement de ses papiers, 225. — Lettre de cet envoyé au colonel Barbac, sur l'assassinat des ministres français, 238. — Conduite de la noblesse lors de la suppression de ses privilèges, 241. — Son traité avec le cabinet de Londres pour y faire déporter les Irlandais-Unis, 243. — Supposition d'un projet d'alliance entre cette cour et celles de Suède et de Dannemarck, 246. — Indignation qu'y excite le massacre de Rastadt, 247. — Lettre relative à la notification faite aux Russes de l'intention où elle est de rester en paix avec la France, 249. — Accueil fait par le roi à Sieyes, à l'occasion de sa nomination aux fonctions de directeur, 263. — Création d'un papier-monnaie, 267. — Ses différends avec la cour de Vienne, 308. — Son système à l'égard de la France, 334. — Résistance du roi aux instigations de la Russie, 352.

PUY (le), département du Puy-de-Dôme. AN VII. Adresse des officiers municipaux sur l'effet des réactions, 244.

PUY-DE-DÔME (le département du). AN 1790. Décret qui en fixe le siège à Clermont, 305. — Etablissement des nouveaux juges, 326. — Secours accordés aux habitants qui ont souffert des débordemens de la Loire, 344. — Ses prêtres sont dénoncés par les administrateurs, comme opposés à la constitution civile du clergé, 348. — AN 1792. Provocation par les communes de ce département de la permanence des sections, 210. — Lettre de son administration à Thomas Payne, 257. — AN I.^{er} 1793. Troubles y correspondans avec ceux de Paris, au 10 mars, 76. — Ses administrateurs sont dénoncés par les citoyens de

Clermont-Ferrand , pour leur opposition au 31 mai , 183. — Annonce faite par Couthon du zèle des habitans , 252. — Ils vont au nombre de 60,000 renforcer l'armée devant Lyon , 258. — AN II. 1793. Destitution de l'administration centrale , 275. — Compte rendu par Couthon , de la mission qu'il y a remplie , 75. — Décret qui annule les poursuites et met en liberté des cultivateurs de ce département , pour un rassemblement qui a eu lieu dans le canton de Rochefort , 233. — AN III. Opérations de Musset , 120. — AN V. Annulation de ses élections au 18 fructidor , 350. (*Voyez CLERMONT-FERRAND*).

PYRÉNÉES (les). AN 1790. Observations physiques faites dans ces montagnes , par Ramond-Carbonières , 119 et 120.

PYRÉNÉES (le département des BASSES-). AN 1790. Décret qui en fixe le siège à Pau , 278. — AN 1791. Inquiétudes des administrateurs sur les mouvemens des Espagnols , 231. — AN 1792. Ils annoncent l'enlèvement de trois hommes et d'un grand nombre de bestiaux par ces derniers , 53. — Décret qui annule leurs arrêtés contre la sortie à l'étranger des grains , vins et bestiaux , 144. — Autre qui y envoie des commissaires , 269. — Ils font part que les mouvemens des Espagnols ne sont que défensifs , 303. — Dispositions relatives aux dépenses faites par eux , 358. — AN III. Lettre des administrateurs qui demandent vengeance de l'assassinat de Féraud , 274. — AN IV. Rapport sur la fixation du chef-lieu de l'administration centrale , 145 , 184 et 185. — Rejet de la résolution y relative , 186. — AN VI. Adresse justificative des membres de son tribunal civil , 105. — Ses élections sont comprises par Bailleul dans la mesure proposée au 22 floréal , 231. — AN VII. Approbation de la résolution qui valide celle de l'année suivante , 240. — Eloge de la conduite des administrateurs et à quelle occasion , 343. — Mesures prises pour en comprimer les révoltés , 344.

PYRÉNÉES (le département des HAUTES-), AN 1791. L'évêque y répand des écrits incendiaires , 21. — AN 1792. Lettre de Barrère sur son esprit public , 122. — Décret qui y envoie des commissaires , 269. — Autre qui met des fonds à leur dis-

position , 358. — AN II. 1793. Opérations de Dartigoyte , 26. — AN III. Compte rendu par Forestier , de la mission qu'il y a remplie , 71. — AN VII. Eloge des administrateurs et pourquoi , 343. — Mesures prises contre les royalistes révoltés , 344.

PYRÉNÉES-Occidentales (les). AN 1792. Des commissaires y sont envoyés , 269. — Fonds mis à leur disposition , 358. — AN I.^{er} 1793. Situation de ces contrées ; succès des Espagnols , 166. — Agitation pour les subsistances ; Baudot y est envoyé en mission en remplacement de Leyris et de Chaudron-Rousseau , 248.

PYRÉNÉES-Orientales , (département des). AN 1791. Impression d'une lettre du procureur syndic de ce département sur le remplacement de l'évêque de Perpignan par le curé Deville , 43. — Décret pour le ramener à l'exécution de la loi sur l'organisation de la caisse de l'extraordinaire , 83. — Manœuvres des prêtres fanatiques , 211. — AN 1792. Des commissaires y sont envoyés , 269. — Compte rendu par eux de leurs travaux et des mesures de défense qui y ont été prises , 313. — Annoncent qu'une armée de trentemille hommes est prête à entrer en Catalogne , 323. — Fonds mis à la disposition de ces commissaires , 358. — AN I.^{er} 1793. Ses habitans jurent de faire la guerre aux tyrans et demandent des secours , 151. — Lettre du procureur-général-syndic annonçant la prise de Bellegarde , 190. — Mission de Gaston , 255. — AN II. 1793. Retraite des Espagnols , 22. — AN II. 1794. Décret pour y étendre l'enseignement de la langue française , 152. — Opérations des représentans en mission , 167. — AN IV. Succès de l'emprunt forcé , 158. — AN VI. Pièces envoyées par son administration , relatives à l'arrestation du député Rouzet sur les frontières , 29. — AN VII. Elle prend un arrêté contre les conscrits qui ne se rendraient pas à leurs corps , 64.

Q.

QUERCY (le). AN 1790. Troubles dans cette province , à l'occasion des droits féodaux , 35 et 39. — Rapport à ce sujet , 42. — Dispersion des brigands qui s'y étaient rassemblés , 53.

QUESNOY (le), département du Nord. AN I.^{er} 1793. Adresse de ses habitants annonçant l'acceptation de la constitution en présence et sous le feu des Autrichiens, 202. — Nouvelle de sa prise, 260. — Rapports contradictoires de Massieu et Gossuin à ce sujet, 265. — AN II. 1793. Sa garnison est insultée à Bruxelles par les émigrés, 19. — Secours accordés à ses réfugiés, 32. — Décret qui ordonne que les troupes ennemies qui s'en sont emparées seront sommées de l'évacuer dans les vingt quatre heures, sous peine de mort, 287. — Reprise de cette place par les Français, 331. — Présentation des drapeaux autrichiens qui y ont été pris, 346. — AN III. Rapport de Carnot sur le siège qui en a été fait, 4. — Civisme de ses habitants, 221. — Conduite généreuse de la commune de Landrecies à leur égard, 282.

QUIBERON. AN III. Défaite des émigrés qui y sont renfermés, 299. — Rapport de Tallien, et relation de Hoche concernant la victoire remportée sur eux; détail des objets tombés au pouvoir des républicains, 315. — Leur évaluation; lettre des généraux Hoche et Lemoine à ce sujet, 321. — AN IV. Joie des prisonniers français détenus en Angleterre, à cette occasion, 1.

QUIÉVRAIN. AN 1792. Détails donnés par le ministre de la guerre, sur la retraite de ce poste, 125.

QUILLAU. AN V. Décret relatif à l'échange d'une partie du territoire de cette commune, 31.

QUILLEBŒUF. AN 1791. Annonce par sa municipalité de l'arrestation d'une grande quantité d'argent, 182.

QUIMPER - CORENTIN. AN I.^{er} 1793. Décret d'accusation rendu contre ses administrateurs, à l'occasion du 31 mai, et translation à Landerneau du chef-lieu de son administration, 203. — AN VI. Nomination d'Audrein à cet évêché, 252.

QUIMPERLAY. AN 1791. Demande par sa société des Amis de la constitution du licenciement des officiers de ligne, 153.

QUINCEY (le château de). AN 1789. Détails des horreurs qui y ont été commises par son propriétaire, conseiller au parlement de Besançon;

discussion sur le tribunal qui doit connaître de ce crime, 24 et 25. — AN 1791. Rapport à ce sujet; nouveaux détails y relatifs, 157.

QUITO, en Amérique, AN V. Tremblement de terre qui y a duré quatorze jours, 335.

R.

RAGUSE. AN V. Prise d'un vaisseau de ce port par les Anglais, 88. — AN VII. Une division de la flotte turque y viole les lois de santé, 172.

RAINCY (le). AN II. 1794. Conservation de ce château pour servir d'établissement public, 228.

RAMBOUILLET. AN 1792. Décret qui y envoie des forces pour le rétablissement de l'ordre, 67. — Deux jeunes gens, sur le point de se marier, y sont frappés de la foudre, 163. — AN VII. Vents des béliers de race espagnole provenant de sa ferme, 226.

RANCE (la), rivière. AN 1792. Décret qui ordonne la formation d'un canal pour la joindre à la Villaine, 354.

RAPHOC, en Irlande. AN 1792. Soulèvement armé de ses habitants, et proclamation contre le paiement des dîmes, 297.

RASTADT. AN IV. Détails sur la victoire qui y a été remportée par les Français, 297 et 298. — AN V. Retraite des Autrichiens derrière cette ville, 125. — AN VI. Nomination de ministres pour se rendre au congrès indiqué dans ses murs, 40. — Décret impérial relatif aux négociations de paix qui doivent s'y traiter, 58. — Ambassadeurs nommés par divers états de l'empire pour y assister, *ibid.* — Bonaparte y arrive, 67. — Son entrevue avec le comte de Fersen, 78. — Première visite des ministres français au comte de Metternich, plénipotentiaire impérial, 91. — Mémoire de la députation de l'Empire, envoyé à la diète de Ratisbonne pour avoir de nouvelles instructions, 97. — Récusation des pleins pouvoirs de la députation par les ministres français, 102. — Fréquentes séances de la députation d'Empire, 105. — Arrivée au congrès du ministre de Dannemarck, 117. — Nouvelles de ses opérations, 118. — Echange de pouvoirs entre le ministre directorial et les mi-

nistres français, 128. — Texte des pleins pouvoirs généraux pour la députation nommée par l'Empire ; remplacement du ministre suédois, comte de Fersen, 129. — Fin des différends entre la députation et le ministre impérial, 130. — Conférence des envoyés français avec monsieur de Metternich, 133. — Nouvelles du congrès, 142. — Note sur le refus d'adhésion à la cession de la rive gauche du Rhin, 144. — Réponse de la députation d'Empire à cette note, 145. — Autre note du comte de Metternich et de la députation d'Empire, 155. — Offre par celle-ci d'une des deux moitiés des pays situés sur la rive gauche du Rhin, 160. — Déclaration faite au congrès par les ministres prussiens, 162. — Séance orageuse occasionnée par la demande des plénipotentiaires français, 165. — Déclaration de la cour de Bavière contre la cession de la rive gauche du Rhin, 166. — Nouvelles du congrès, 174. — Notes itératives des ministres français, 175. — Départ d'un courrier de M. le comte de Cobentzel pour Vienne, 177. — Adoption des bases préliminaires de la paix, proposées par le gouvernement français, 178. — Conditions imposées par la députation d'Empire, en acquiescant à la cession de toute la rive gauche du Rhin, 181. — Son consentement à cette cession, 183. — Mémoire qui lui est présenté par les villes Anseatiques, pour le maintien de leur existence politique, 184. — Vote du ministre électoral de Mayence, pour la cession de toute la rive gauche du Rhin, 185. — Note des ministres français, relative aux indemnités des Etats qui ont perdu sur cette rive, 186. — Vacances de la députation d'Empire, 196. — Note de la cour de Bavière, qui se défend d'avoir cherché à former une nouvelle coalition ; départ de l'envoyé du pape, et pourquoi ; note sur Ehrenbreistein, 192. — Discussion sur l'objet des sécularisations ; nouvelle note des ministres français contre la reproduction de l'espoir d'acquiescer une portion de territoire du côté de la rive gauche du Rhin, 199. — Adoption du principe de la sécularisation des états ecclésiastiques, 200. — Admission de ce principe par la députation d'Empire, 206. — Texte du vote émis par le ministre d'Autriche, et d'une réponse des ministres français,

sur la sécularisation, 209. — Arrivée de deux courriers, apportant des détails sur l'insulte faite à Vienne, à l'ambassadeur français Bernadotte, 222. — Adhésion du comte de Metternich, à la cession de la rive gauche du Rhin, et au principe des sécularisations, 223. — Bruit de la dissolution du congrès ; article du *Rédacteur* contre ses discussions, 230. — Réponse des ministres français sur le mode d'exécution de cette cession, 233. — Mécontentement de la députation d'Empire, causé par cette note, 237. — Vœu de l'Autriche relativement aux îles du Rhin, 241. — Mémoire présenté, par la noblesse immédiate, aux ministres français, tendant à obtenir la possession de ses propriétés privées, sous la protection de la république française ; nomination de Jean Debry, comme envoyé à ce congrès, 243. — Substance d'une note de la députation d'Empire, sur les indemnités, 245. — Autre des envoyés prussiens contre les prétentions de la France, 247. — Nouvelles demandes de la députation d'Empire, en faveur des ecclésiastiques et émigrés de la rive gauche, 255. — Autre déclaration des ministres prussiens, portant que la cour de Berlin n'entrera jamais dans une nouvelle coalition contre la France, et n'élèvera aucune difficulté sur la possession de la rive gauche du Rhin, 263. — Stagnation des affaires du congrès, 269. — Arrivée de Jean Debry ; éloge du comte de Gortz, chef de la députation prussienne, 271. — Objets qu'on présume devoir être traités ; nouvelle note des ministres prussiens sur les prétentions de la France, 274. — Leurs observations à la députation d'Empire, relativement aux possessions sur le Rhin, 276. — Notice sur le baron de Dohm, 279. — Nouvelles du congrès, 281. — Note des ministres français ; modification qu'ils proposent, 282. — Autre notice sur le comte de Marewki, envoyé de Bavière, 287. — Et sur le comte de Léoben, ministre de Saxe, 289. — Réclamation de la noblesse concernant les biens qu'elle possède sur la rive gauche du Rhin, 291. — Réponse de la députation d'Empire à la dernière note des ministres français, 292. — Son refus d'accéder à leurs propositions, 294. — Traduction littérale du vote de l'Autriche sur la note

des ministres français ; leur explication officielle sur les émigrés qui se trouvent au congrès , revêtus d'un caractère diplomatique , 295. — *Conclusum* de la députation d'Empire , en réponse à une note française , 297. — Départ de M. de Cobentzel pour Vienne ; notification par les ministres français , de leurs pleins pouvoirs pour conclure et signer un traité de paix avec l'Empire ; arrivée de Roberjot , 300. — Notice sur le baron de Rheden , ministre d'Hanovre , 301. — Eliminations des députations des états ecclésiastiques de la rive gauche , définitivement incorporés à la république française , 303. — Sanction , par le commissaire impérial , de la note de la députation d'Empire ; notice sur Gatzert , sous-délégué de Hesse-Darmstadt , 304. — Autre sur le comte de Stadion , plénipotentiaire de l'évêque de Wurtzbourg , 306. — Réponse de la légation française , relativement à la navigation du Rhin , l'établissement des péages et la démolition d'Ehreinbreistein , 308. — Déclaration de l'Autriche , sur la demande inopinée du Friecktal par la France , 311. — Communication par le ministre de Mayence , du traité de paix dressé par lui , 316. — Notice sur le margrave de Bade-Bade , 317. — Refus de la députation française , de délibérer sur l'ensemble du traité de paix , avant la réponse de la députation d'Empire à la dernière note , 319. — Extrait du projet de traité de paix , présenté par Albini , 320. — Nouvelles du congrès ; bruits de guerre , 324. — Adhésion de la députation d'Empire à la démolition d'Ehreinbreistein , à condition que la France renoncera à Cassel et à Kehl , 328. — Texte de ce *conclusum* ; notice sur le comte de Metternich , 329. — Mécontentement occasionné par le *conclusum* , 331. — Note de la députation française à ce sujet ; elle demande une réponse catégorique sur tous les points traités dans les dernières notes , 332. — Désunion entre la députation d'Empire , et le commissaire impérial , 334. — Entretien de Jean Debry avec le comte de Metternich , 337. — Nouvelle note de la légation française , pour obtenir une réponse catégorique , 339. — Débats entre le ministre impérial et la députation d'Empire , *ibid.* — Texte de la réponse de la légation française à son *conclusum* ,

342. — Mémoire des princes et états particuliers pour presser la députation d'Empire de conclure la paix ; notice sur le comte de Sickingen chef de la députation du cercle de Souabe , 347. — Texte du *conclusum* du 12 fructidor , 349. — Et de la réponse de la légation française à une note de la députation d'Empire , 352. — Vote de la Bavière : elle consent à la démolition d'Ehreinbreistein , à condition que la France renoncera aux places fortes de la rive droite , 353. — Décret de la commission impériale ; approbation du *conclusum* , 355. — Son texte , 362. — Sanction donnée par le comte de Metternich aux résolutions sur les négociations générales et sur les exactions militaires ; démenti du bruit de l'arrestation du comte de Latour , 364. — Note des ministres français , en réponse au *conclusum* de la députation d'Empire , 365. — AN VII. Seconde note des envoyés de la république française , relative à la ligne d'armistice , et au départ des troupes qui sont sur la rive droite , 1. — Plaintes des ci-devant évêques de Liège et de Bâle ; satisfaction du congrès , d'après les dernières notes des ministres français , 7. — *Conclusum* de la députation de l'Empire sur Pétersau , Ehreinbreistein , Kehl , Cassel et les émigrés de la rive gauche , 10. — Texte de ce *conclusum* , 11. — Mémoire des villes anséatiques , relatif à la conservation de leur neutralité , 12. — Suspension des travaux du congrès , et pourquoi , 14. — Renonciation par la France aux territoires de Kehl et de Cassel , 19. — Conditions proposées par elle comme nécessaires à la paix avec l'Empire , 20. — Texte de la note y relative , 21 et 22. — Réponse négative de la députation d'Empire aux demandes des ministres français , 28. — Renvoi fait par ceux-ci au directoire , d'une note des envoyés prussiens , 32. — Espoir de paix conçu par la renonciation de la légation française aux territoires de Kehl et Cassel ; déclaration du subdélégué de l'Autriche sur cette dernière note , 35. — Sollicitation par M. de Metternich et les ministres prussiens auprès de la légation française , pour le ravitaillement d'Ehreinbreistein , 36. — *Conclusum* de la députation d'Empire , du 24 vendémiaire , 37 , 39 et 40. — Fin du vote de l'Autriche , 38. — Nouvelles instances

ces des ministres prussiens pour le ravitaillement d'Ehreinbreistein; demande du comte de Sickingen, député du cercle de Souabe, 40. — Autre mémoire des ministres prussiens à la députation française, relativement à Ehreinbreistein, 41. — *Conclusum* de la députation d'Empire, du 2 brumaire; réponse de la légation française aux ministres prussiens, 43. — Allégation des derniers contre cette note, 44. — Texte de celle de la légation française, 45. — Plaintes adressées à la députation d'Empire, par la légation française, 46. — Vive sensation, produite par les notes presque hostiles des ministres français, 49. — Note concernant le ravitaillement d'Ehreinbreistein, 53. — Vote de l'Autriche; elle persiste dans ses *conclusums* précédents, 55. — Autres *conclusums* de la députation pour la paix d'Empire, 56. — Texte des deux notes remises par les plénipotentiaires français à la députation d'Empire, 59. — Texte du *conclusum* de la députation germanique pour la pacification de l'Empire; instances pour le ravitaillement d'Ehreinbreistein, 67. — Réponse des ministres français, aux dernières notes de la députation d'Empire, 72. — Texte de celle du plénipotentiaire prussien, aux ministres français, 80. — Tableau comparatif des acquisitions de la France, avec celles des autres puissances, 81. — *Conclusum* de la députation d'Empire sur le ravitaillement d'Ehreinbreistein, 83. — Notes des ministres français, en réponse à ce *conclusum*, 86. — Etat des négociations, 88. — Texte de l'adresse de la députation d'Empire au ministre impérial; autre relative au ravitaillement d'Ehreinbreistein, 89. — Texte de la réponse d'acceptation des ministres français, au dernier *conclusum* de la députation d'Empire; décret de la commission impériale à cette occasion, 90. — Suspension momentanée des négociations, 97. — Note de la légation de Trèves sur le ravitaillement d'Ehreinbreistein, 101. — Stagnation des négociations, 105. — *Conclusum* de la députation d'Empire concernant le ravitaillement d'Ehreinbreistein, 110. — Note des ministres français contre l'entrée des Russes sur le territoire de l'Empire, 112. — Réponse de la députation à cette note, 115. — Les ministres français demandent une

Table alphabétique.

explication à ce sujet, 121. — Arrêté de la diète de Ratisbonne y relatif, 122. — Réponse peu satisfaisante des ministres français relativement au dégrèvement des contributions imposées sur la rive droite du Rhin, 125. — Froideur entre ces ministres et ceux de l'empereur, 132. — Arrêté de la députation d'Empire relatif à la marche des Russes et à la situation de la rive droite du Rhin, 135. — Note des ministres français demandant une réponse précise à ce sujet, 140. — Publication d'une lettre de l'électeur de Cologne qui reproche aux ministres autrichiens leur dévotion à Pitt, 141. — Départ de divers courriers; inquiétudes sur l'issue du congrès, 142. — Sauve-garde attendue pour sa sureté, 153. — Préparatifs de départ de tous les ministres, 161. — Ceux de France communiquent à la députation la proclamation du général Jourdan, 169. — Sauf-conduits qui leur sont envoyés, *ibid.* — La députation prend la résolution d'envoyer la dernière note française à la diète générale, 170. — Séance orageuse causée par cette note, 171. — Improbation par la députation d'Empire de la réponse à la note des ministres français, 173. — Publication d'une convention du 11 frimaire an 6, relative aux mouvemens d'évacuation des troupes françaises et autrichiennes, 175. — Remise faite à la députation d'Empire, par les ministres français, de la proclamation de Masséna aux Grisons, 176. — Renvoi à la diète de Ratisbonne de la dernière note française, et de la proclamation de Masséna, 178. — Autre décret impérial contenant les motifs de la reprise des hostilités, 179. — Note remise à la députation par les ministres français, relative à la violation du droit des gens exercée sur Bacher, chargé d'affaires de la république; ils reçoivent la nouvelle d'une victoire de Masséna sur les Autrichiens, 180. — Nouvelles notes diplomatiques, 181. — Vote de différentes députations sur la paix, 191. — Départ de l'envoyé de l'empereur, et annonce de la cessation des négociations; sensation causée par ces incidens; débats; protestation des ministres français; déclaration semblable de ceux de l'Empire, 205. — Note diplomatique du ministre impérial; il refuse de répondre à ceux de la république; 206 et 209. — Note de ces derniers, relative à la

sûreté de leurs correspondances et à l'indication d'un lieu pour la tenue du congrès, 210. — Espoir de la continuation des négociations avec l'Empire, malgré les intrigues de l'Autriche, 211. — Nouvelle note des envoyés français contre une violation du droit des gens, sur la rive droite du Rhin, 219. — Ordre donné par le directoire à ses ministres de quitter Rastadt et de se retirer à Strasbourg, 220. — Préparatifs pour le départ de tous les envoyés, 222. — Interruption des communications; plaintes des ministres français; ils annoncent leur départ, 223. — Texte de cette note, 224. — Violation du droit des gens exercée par les hussards de Szecklers, à l'égard des ambassadeurs étrangers; enlèvement des papiers de celui de Prusse; assassinat des ministres français à leur sortie de Rastadt; mort de Bonnier et de Roberjot; détails et réflexions sur cet attentat, 225, 226 et 227. — Acte des membres du corps diplomatique à ce sujet; accusation des habitans contre la maison d'Autriche, 228. — Messages du directoire sur cet événement; rapport de Jean Debry; indignation générale à cette nouvelle; cris de vengeance poussés par les représentans et les tribunes; discours prononcés dans cette circonstance, *ibid.* et 229. — Nouveaux renseignemens sur ce massacre; manifeste du directoire pour le dénoncer à tous les peuples et à tous les gouvernemens; motion d'ordre de Dubois-Dubais; discours de Noblet et Moreau de l'Yonne, pour en obtenir les détails officiels; message en conséquence; propositions y relatives; nomination de Garat pour prononcer l'éloge funèbre de ces victimes de la fureur autrichienne, *ibid.*, 230 et 231. — Lettre portant que les ministres étrangers ont assisté à leur convoi; indignation générale en Allemagne contre les auteurs de ce crime; détails donnés par Jean Debry, *ibid.* et 232. — Adresses de divers points de la France sur le même sujet; résolution portant que cet assassinat sera dénoncé à tous les gouvernemens; qu'une inscription rappellera cet attentat; qu'il sera célébré une fête funèbre en l'honneur des ministres qui y sont morts, et envoyé une oriflamme à chaque armée, 233. — Approbation de cette résolution, 234. — Proclamation du département de la Seine y relative, *ibid.* — Lettre du prince Charles, qui

désavoue cet égorgement; réflexions à ce sujet; imprécation par Mercier, 236. — Autre lettre des ministres étrangers au colonel Barbaczy; réponse de celui-ci; il rejette ce crime sur quelques soldats pillards de son corps, 238. — Déclaration dictée par Jean Debry et lue dans les conseils; nouveaux cris de vengeance, *ibid.* et 239. — Pièces sur cet événement, 240. — Conduite du prince Charles en cette occasion, 241. — Rédaction par le ministre de Prusse d'un procès-verbal relatif à ces horreurs; indignation dans les théâtres à la nouvelle de ce meurtre, 245. — Et à Hambourg, Cassel, Dresde, Berlin et Altona; un vieillard français s'enrôle pour le venger; adresse des municipaux de Grenoble sur le même objet, 247 et 249. — Indignation des Hollandais contre les auteurs de ce crime, 250. — Circulaire du ministre de l'intérieur relative à la fête funèbre ordonnée par une loi, *ibid.* — Texte du procès-verbal des ministres étrangers, 252. — Programme de cette fête, 255. — Nouvelles adresses sur cet assassinat; conjectures sur les liaisons du capitaine Burckard avec le ministre Thugut, relativement à ce crime, 256. — Réflexions et attribution de ce meurtre aux cabinets de Vienne et de Londres; adresse de la commune d'Orange contre ses auteurs, 257. — Proclamation du directoire en transmettant aux Français le procès-verbal de cet attentat, 258. — Injures répandues dans les journaux anglais contre le gouvernement de France à cette occasion, 259. — Nouvelles adresses y relatives, 260. — Fête funèbre célébrée en mémoire de Bonnier et Roberjot; discours prononcés dans les conseils et au Champ de-Mars dans cette circonstance, 262, 263, 264 et 265. — Lettre d'un ministre étranger sur cet assassinat, 273. — Décret de la commission impériale pour en faire rechercher les auteurs; indignation de l'empereur contre eux, 277. — Arrêté du conseil des anciens pour honorer la mémoire de Bonnier, 278, 283 et 285. — Extrait d'un ouvrage allemand sur ce meurtre, 305. — Indemnité accordée à la veuve de Roberjot, l'une des victimes, 344. (*Voyez BONNIER, J. DEBRY, ROBERJOT.*)

RATISBONNE. AN 1791. Notice sur les trames ourdies dans cette ville, 77. — Explications données par le ministre Montmorin sur un prétendu avis

réquisitorial de la diète, 78. — Elle s'occupe de la réclamation des princes allemands, 84. — Propose des mesures conciliatrices à l'égard de la France, 171. — Son *conclusum* concernant les états d'Empire, possessionnés en Alsace et en Lorraine et lésés par les décrets de l'assemblée nationale, 201. — Son vote à ce sujet, 220. — Nouvelles réclamations des princes possessionnés en France contre les décrets de l'assemblée nationale, 223. — Sentimens de la diète sur l'asile accordé aux émigrés, 316. — Elle fixe son attention sur les corps militaires formés par eux, 327. — AN 1792. Ses inquiétudes sur la conduite du cabinet de Berlin, 15. — Discussion sur la réponse de l'empereur à son *conclusum*, 39. — Dispersion d'un club qui s'y était formé, 102. — Arrêté de la diète sur la rupture avec la France, 268. — Départ du ministre de France Caillard, 282. — Résolution de la diète pour le prompt envoi du contingent des cercles, attendu l'invasion des Français, 302. — Elle est réquise par l'empereur de s'opposer à leur progrès, 320. — Incertitude des corps électoraux sur la paix ou la guerre, 337. — Vote du clergé électoral pour la défensive, 338. — Proposition à l'empereur de mettre sur pied le triple contingent, 351. — AN I.^{er} 1793. Délibération sur la question de savoir si l'Empire déclarera la guerre à la France, 100. — Sa rupture avec elle, 116. — Décret impérial à ce sujet, 172. — Son *conclusum* relativement aux écoles supérieures, 204. — Rescript du roi de Prusse sur le maintien de la constitution de l'Empire, 224. — Ouverture d'un emprunt pour la cour de Vienne, 228. — Décret de la diète qui oblige les émigrés à prendre parti dans ses armées, 234. — AN II. 1793. Déclaration de l'envoyé de Brunswick, 90. — AN II. 1794. Note pour la levée en masse des différentes provinces d'Allemagne, 186. — Déclaration du roi de Prusse au corps germanique à cette occasion, 235. — *Conclusum* de la diète, portant qu'il sera ouvert une négociation pour prendre une partie de l'armée prussienne à la solde de l'Empire, 257. — AN III. Insinuations pacifiques de l'électeur de Mayence, 55. — *Conclusum* en faveur de la paix avec la France, 103, 113 et 116. — Décret de la commission impériale, relatif aux moyens prépara-

toires pour y parvenir, 186. — Texte du *conclusum* sur les moyens de remplir les contingens des cercles, 235. — Arrêté de la diète sur des dispositions de paix, 252. — Texte du décret de la cour impériale sur un acheminement à la paix, 272. — Commencement des délibérations sur cet objet, 273. — Note officielle remise par le ministre impérial, 280. — Bulletin de la diète sur les négociations de paix, 284 et 288. — Note à l'occasion des déclarations sur la qualité et le nombre des députés à envoyer au congrès, 292. — Suffrage de l'état de Hanovre; traits d'humeur contre la Prusse, 297. — Proposition de faire servir de base aux négociations la paix de Westphalie; déclaration de l'électorat de Brunswick pour la médiation prussienne, 301. — Acceptation de cette médiation; vote en ce sens de l'électeur de Cologne; déclaration du commissaire impérial et du ministre archiducal d'Autriche, 311. — *Conclusum* de la diète, 313. — Déclaration du ministre de Prusse sur l'objet de la députation de l'Empire, 331. — Ratification impériale sur le *conclusum* de la diète, relativement à l'ouverture des négociations, 350. — Autre *conclusum* sur la nomination des députés au congrès pour la paix, 359. — Bulletin de ses opérations, 363. — AN IV. Nomination des envoyés, 6. — Note de la Prusse, 19. — Décret de la diète, relatif au traité de paix du Land-Grave de Hesse-Cassel, 31. — Vote de l'Empire sur la paix, 48. — Débats entre les ministres palatin et impérial sur la reddition de Manheim, 53. — Révolte et mécontentement des habitans et de la garnison, 267. — AN V. Déclaration du roi d'Angleterre, comme électeur d'Hanovre, sur le payement des mois romains, 57. — Rescript de l'empereur à l'ambassade directoriale, sur la continuation de la guerre, 181. — Réponse des électeurs à ce rescript, 199. — Suite des votes sur la déclaration du ministre directorial d'Autriche, 201. — Mandat impérial contre le roi de Prusse, 254. — Annonce du rétablissement de la paix, 289. — Autre décision du conseil aulique contre le roi de Prusse, et en faveur du grand-maître de l'ordre teutonique, 314. — Remerciemens de la diète à l'empereur, pour ses démarches relatives à la paix, 345. — AN VI. *Conclusum* de la diète à cette occasion, 125.

— Décret du conseil aulique sur le sénat de Nuremberg, 224. — AN VII. Expulsion des individus faisant partie de l'armée de Condé, 10 et 194. — Arrêté de la diète sur la marche des Russes, 122. — Son vœu pour empêcher leur entrée sur le territoire de l'Empire, 126. — Craintes de la dissolution prochaine du corps germanique, 127. — Plaintes sur la conduite de la diète dans l'affaire de la marche des Russes, 165. — Résultat de ses votes en faveur de la paix; la députation d'Empire à Rastadt lui transmet la dernière note des ministres français, et la proclamation du général Masséna, 178. — S'obstine à ne rien statuer sur la marche des Russes, 179.

RAUCOURT. AN II. 1794. Rapport de Lozeau, et décret révoquant l'échange qui a été fait de cette principauté, 220.

RAURACIE (la). Voyez PORENTRU.

RAVENNE. AN V. Lettre de Bonaparte sur les monumens des arts pris dans cette ville, 165. — Plantation d'un arbre de la liberté au milieu de la place publique; allégresse du peuple, 195. — AN VI. Fêtes pour sa réunion à la Cisalpine, 55.

RAVESTIN, pays de Liège. AN VI. Occupation de cette ville par les Français, 134.

RÉAUMUR. AN II. 1793. Détails d'une action contre les brigands, dans laquelle Fayau a été blessé, 21.

REGGIO, en Italie. AN 1791. Troubles dans cette ville, 157. — AN V. Insurrection de ses habitants; ils déclarent vouloir être libres sous la protection de la France, 4. — Détails sur leur conduite après le blocus de Mantoue, 26. — Décret qui déclare indissoluble leur réunion avec ceux de Modène, Ferrare et Boulogne, 56. — Préparatifs dans ses murs pour la tenue du congrès cispadan, 116. — Son ouverture; sa proclamation au peuple, 127. — Décret qui y suspend la mise en activité de la constitution de Bologne, 133. — Autre, qui déclare l'indépendance et l'unité des quatre provinces confédérées, 138. — Demande de Pedrini et adoption de la constitution française de l'an 3, sauf modifications sur la représentation et l'éligibilité, 145. — Arrêté de Bonaparte qui annule plusieurs opérations du congrès, et en ordonne la translation à Modène, 149. — Articles sur le comité de gouvernement, proposés par Mar-

mont, 156. — Réunion de cette ville à la république cisalpine, 289. — AN VI. Organisation de sa garde nationale, 53. — AN VII. Elle est prise de vive force par les Français, 298. (Voyez MILAN, MODÈNE, les républiques CISPADANE et CISALPINE).

REICHENBACH. AN 1790. Observations politiques sur le congrès tenu dans cette ville, 204. — Etat de ses opérations, 220. — Issue des négociations, 234. — Déclarations des ministres plénipotentiaires d'Autriche et de Russie, sur les bases du traité de paix y conclu, 262. — Les Turcs en acceptent les conditions, 267. — AN 1792. Le cabinet anglais est présenté comme en ayant dirigé les opérations, 115. (V. PRUSSE).

REMIREMONT. AN 1790. Dénonciation des habitants contre le journal dit : *le Patriote français*, 270.

RENAN, département du Finistère. AN III. Débats occasionnés par une adresse de sa société populaire, 76.

RENCHEN. AN IV. Victoire remportée sur ce point, par l'armée de Rhin-et-Moselle, 292.

RENNES. (Voyez la table de l'Introduction). AN 1789. Précis des événemens qui s'y sont passés, en apprenant la conduite de la cour, 28. — Arrêté de cette ville, déclarant ennemis de la patrie ceux qui voteraient pour le veto; discussion à ce sujet; il est défendu par Chapelier, qui en justifie les intentions, 55. — Adresse des Nantais contre son parlement, 108. — Débats à l'assemblée sur la désobéissance de cette magistrature, 116. — AN 1790. Introduction de ses membres à la barre de l'assemblée nationale; ils se justifient par l'organe du premier président, 9 et 12. — Discussion sur cette affaire, 11 et 12. — Décret qui impute la conduite de ces magistrats et les suspend de leurs fonctions, 13. — Ils persistent dans leur rebellion; suppression des gages de ceux qui y participent, 36. — Décret contre les membres de la chambre des vacations; ils sont privés de leurs droits de citoyens jusqu'à leur soumission à la loi, 39. — Troubles dans cette ville, 165. — Continuation de sa cour supérieure, jusqu'à la mise en activité des tribunaux de district, 274. — AN 1791. Ses administrateurs félicitent l'assemblée nationale de ses travaux, 181.

— Adresse du commerce contre le décret du 15 mai, sur les Colonies, 252. — Projet pour un établissement d'artillerie dans ses murs, 255. — AN 1792. Arrestation du colonel et de quatre officiers du quarante-huitième régiment, 67. — Interpellation à Louis XVI par plusieurs de ses habitants indignés de ses attentats liberticides, 179. — AN I.^{er} 1793. Fermentation y causée par le 31 mai; elle menace de marcher sur Paris, 162. — Rétablissement des communications entre cette commune et celles de Nantes et de Vannes, 198. — AN II. 1793. Levée en masse de sa garde nationale, contre les brigands, 41. — Arrestation, par le peuple, du général Vergnes, 43. — AN II. 1794. Condamnations rapides des aristocrates par les commissions militaires et révolutionnaires, 106. — AN III. Changement des autorités constituées, 199. — AN IV. Organisation des colonnes mobiles, 210. — AN V. Assassinat tenté contre le général Hoche, 34. (*V. HOCHÉ*). Discussion sur les opérations de ses assemblées primaires, 194 et 197. — AN VI. Arrestation du chouan Regnaud, dit *Cœur-de-Lion*, 209. — Son évasion avec vingt-deux individus, la plupart condamnés aux fers, 227. — Arrêté qui y établit une bourse pour le commerce, 245. — Exécution de l'émigré Lamour-Langeut, 276. — Supplice de Duviquet, chef de chouans, 284. — AN VII. Condamnation à mort de Philippe Legris, et pourquoi, 42. — Détails sur une rixe sanglante entre les habitants et les grenadiers du quatrième bataillon, 68. (*Voyez BRETAGNE et ISLE et VILAINE*).

RHÉ (l'île de). AN 1792. Décret qui y fixe les heures de débarquement et d'embarquement, 30. — AN II. 1793. Entrée d'un convoi dans son port, 280.

RHEIMS. AN 1792. Demande par les habitants d'une distinction entre les décrets de circonstances et ceux sujets à la sanction, 195. — AN II. 1793. Mission de Rulh dans cette ville; destruction de la sainte-ampoule, 22. — AN III. Décret relatif à ses anciennes coutumes, 87. — Propos atroce, tenu publiquement dans cette commune, imputé au représentant Bô, 326. — Information du juge de paix contre Massieu, 327. — AN V. Arrivée du général Hoche et de plusieurs corps de troupes;

débats à cette occasion, 317. — AN VII. Suspension de la vente de sa cathédrale, 113.

RHEINSFELDT. AN III. Annonce de la prise de ce fort par le général Vincent, 50.

RHÉNO-GERMANIQUE (la convention). *Voy. MAYENCE*.

RHETEL. AN 1792. Les émigrés et les Autrichiens ravagent la frontière, 275. — Procès-verbal de la municipalité sur l'assassinat de quatre déserteurs, 293.

RHIN (les cercles du). AN 1789. Avertissement de celui du Haut-Rhin contre les perturbateurs de la tranquillité publique, 10. — AN 1790. Ils se prononcent contre les Liégeois, 202. — AN III. Le prince de Hesse-Darmstadt est choisi pour commander leurs troupes, 322.

RHIN (les départemens du). AN 1791. Troubles qui y éclatent; décret qui y envoie trois commissaires, 22. — Rapports sur leur situation, 42 et 43. — Détails sur les enrôlemens qui y ont été faits pour l'armée des princes, 63. — Rétablissement de l'ordre, 128. — AN I.^{er} 1793. Destitution du général d'Harnemburg; motifs de cette mesure, 74. — Dénonciation contre Dentzel et Couturier, 77. — Suspension du transit à l'étranger, 206. — AN III. Plaintes de Becker contre la conduite de Saint-Just et Lebas, qui en ont fait fuir les habitants, 77. — Exception accordée à ceux qui ont réclamé auprès du représentant Bar, 111. — Discussion relative à ces individus, 113. — Inculpations dirigées contre Milhaud et Guyardin, pour y avoir organisé le régime de la terreur, 257. — AN V. Message sur les troubles qu'y excitent les prêtres réfractaires, 150. — Nouvelle discussion sur les fugitifs de ces départemens, 292. — Résolution en leur faveur, 295. — Rapport y relatif; débats qu'elle occasionne; elle est rejetée, 324, 341 et suivans. — AN VI. Autorisation donnée à l'exportation des chanvres peignés, 213. — AN VII. Mise en réquisition des habitants par Châteauneuf-Randon, à l'approche des Autrichiens, 183. — Bruit d'un complot tendant à les livrer à l'ennemi, 305. (*Voy. HAUT-et-BAS-RHIN*).

RHIN (le fleuve du). AN III. Préparatifs considérables sur ses deux rives, 287. — Arrangement conclu entre les généraux français et autri-

chiens, pour sa libre navigation, 316. — Observations sur la question de ses limites, 326. — Détails sur son passage par le général Jourdan, 358. — AN IV. Rapport sur la question de savoir s'il est de l'intérêt de la France de reculer ses limites jusqu'à ce fleuve, 1. — Passage des diverses divisions de l'armée française; détails y relatifs, 2, 9, 11, 17, 282, 283, 285, 289 et 292. — Demande de leur réunion à la France par les habitans de la rive gauche, 24. — Notice d'un discours de Derché, sur la question de ses limites, 143. — Ouvrage de Boëhmer sur le même sujet, 165. — Réflexions sur les révolutions de la rive droite, 338. — AN V. Défaite des Autrichiens, 37 et 38. — Manifeste du roi de Prusse, relatif à ses possessions sur la rive gauche, 118. — Arrêté pour sa libre navigation, 213. — Nouveau passage de ce fleuve par les armées de Sambre-et-Meuse et de Rhin-et-Moselle, 217. — Réquisitions faites sur la rive gauche, 272. — AN VI. Rudler y est envoyé par le directoire exécutif, 52. — Proclamation sur la réunion de de cette partie à la France, 107 et 177. — Détails sur la prise du fort de ce nom, 140. — Discussions, à Rastadt, sur la cession de sa rive gauche; notes diplomatiques sur la fixation de ses limites, le mode d'exécution et les indemnités à accorder aux princes qui en étaient les possesseurs, 144, 199, 233, 252, 253, 254, 255, 274, 275, 276, 291 et 308. (Voy. RASTADT). — Division du pays en quatre départemens, 147. — Protestation des provinces prussiennes contre l'application des arrêtés du commissaire Rudler, 167. — Il ordonne que les sentences et procès-verbaux y soient rédigés en langue française, 214. — Plan d'un canal pour rejoindre ce fleuve à la Meuse, 276. — On y proclame la constitution de l'an trois, 278. — Troubles occasionnés par l'établissement des barrières, 296. — Défense d'en exporter le sel, 310. — Établissement de tribunaux d'appel, 334. — Nouvel arrêté sur sa navigation, 336. — Réquisitions faites par le général Joubert, 339. — Mouvements des troupes françaises, 344, 346 et 351. — AN VII. Réponse peu satisfaisante des ministres français à Rastadt, relativement aux contributions imposées sur sa rive droite, 125. — Ar-

rété de la députation d'empire sur la situation de cette rive, 135. — Note et tableau des pertes de l'empire germanique par la cession de la rive gauche, 143. — Débordement à Dusseldorf, 177. — Arrivée des Russes, 308. (Voyez PAYS-CONQUIS, les articles précédens et ceux qui suivent).

RHIN (le département du BAS-). AN 1791. Décret qui suspend ses administrateurs, 44. — Agitation parmi les habitans, 70. — Imposition extraordinaire, 93. — Rapport sur sa situation; décret pour l'élection de tous les ecclésiastiques aux cures et vicariats, et la poursuite des contrevenans à la loi du 27 novembre sur la prestation du serment civique, 96. — Annonce des préparatifs de guerre sur la rive droite; demande d'un renfort de garde nationale, 150. — Nouveaux troubles, 165. — Adresse sur la fuite du roi, 181. — Mesures prises contre les prêtres perturbateurs; révolte occasionnée par le cardinal de Rohan et le chapitre de Strasbourg, 199 et 200. — Rapport sur sa situation, 213. — Lettre des administrateurs en faveur de la garnison de Strasbourg, 273. — Ils transmettent le procès-verbal, contenant les détails d'un complot tendant à livrer la citadelle de cette ville, et annoncent l'arrestation de plusieurs prévenus, 351. — Autres détails sur les manœuvres des ennemis de l'Etat dans ce département, 355. — AN 1792. Plaintes sur le discrédit et la perte des assignats, 56. — Inquiétudes sur l'affaiblissement de l'armée aux ordres de Luckner, 100. — Lettre du ministre de l'intérieur contre l'arrêté de ce département, relatif aux prêtres non assermentés, 125. — Il annonce la désertion du régiment de Saxe, hussards, 136. — Son adresse sur les machinations et l'audace de l'aristocratie, 358. — Décret qui y envoie trois commissaires, *ibid.* — AN I.^{er} 1793. Prix proposé par Alexandre Beauharnais, sur les moyens d'y former l'esprit public, 15. — AN II. 1793. Il est envahi par les troupes autrichiennes; zèle des habitans pour les en expulser, 47. — AN V. Résolution qui autorise le directoire à mettre au rabais la formation du sel provenant de ses salines, 96. — Dénonciation du nommé Albert contre les prêtres réfractaires de ce département, 145. — Pièces qui prouvent que cet individu est in-

connu ; renseignemens donnés par Couturier , à cette occasion , 168. — Lettre des administrateurs , annonçant que les émigrés y rentrent en foule ; ils demandent quelle conduite ils doivent tenir dans cette circonstance ; rapport de Bon-toux sur ces individus , qu'il dit être des ouvriers fugitifs , 265. — Discussion à ce sujet ; résolution en leur faveur ; débats qu'elle occasionne , 292 , 295 , 324 , 341 *et suivans*. — Annulation de ses élections au 18 fructidor , 350. — AN VII. Réclamation sur sa taxe d'entretien des routes , 22. — Destitution de deux membres de son administration centrale et du secrétaire général , 183. (*Voyez les articles précédens*).

RHIN (le département du HAUT-). AN 1790. Tableau de sa population effective , 358. — AN 1791. Rapport sur sa situation , 213 et 214. — Récit des troubles qui y ont éclaté , 317. — Transmission , par ses administrateurs , d'une déclaration de Wimpffen , 352. — AN 1792. Fermentation parmi ses habitans , occasionnée par un arrêté du directoire des douanes , 165. — AN I.^{er} 1793. Prix proposé par Alexandre Beauharnais , sur les moyens d'y former l'esprit public , 15. — AN II 1793. Mission de Hérault Séchelles dans ce département ; il y organise le régime révolutionnaire , et justifie ses intentions , 75 et 100. — AN V. Plaintes des administrateurs contre la rentrée des émigrés , 265. — Discussion à ce sujet ; résolution en leur faveur ; débats qu'elle occasionne , 292 , 295 , 324 , 341 *et suivans*. — Annulation de ses élections au 18 fructidor , 350. — AN VI. Résolution relative aux questions élevées par plusieurs communes sur les droits de propriété , 20. (*Voyez les articles précédens*.)

RHINTAL (le) , en Suisse. AN VI. Délai donné par le général Schawembourg aux insurgés de ce pays pour rentrer dans l'ordre , 279.

RHODE-ISLAND. AN 1790. Accession de ses habitans à la confédération américaine , 124. (*Voyez ETATS-UNIS*.)

RHODES (l'île de) , en Asie. AN VI. Nomination de Magalon pour y remplacer Moltedo , consul français , 346.

RHODEZ , département de l'Aveyron. AN II 1794. Envoi d'argenterie à la convention par cette

commune , 110. — Fête célébrée par ses habitans , à l'occasion du 9 thermidor , 353. — AN IV. Rejet de la résolution qui en transférait l'école centrale à Villefranche , 162. — AN V. Approbation de celle relative à son jardin botanique , 29.

RHÔNE (le) , fleuve. AN 1791. Décret relatif aux réparations à faire à ses embouchures , 55. — Autre , concernant sa réunion avec la Loire , 157. — AN III. Lettre de Boisset sur les recherches faites dans ses gouffres , 29. — AN VII. Ravages causés par son débordement , 163.

RHÔNE (le département du). AN 1790. De nouveaux juges y sont établis , 326. — AN III. Lettre du procureur-général-syndic , annonçant l'acceptation de la constitution , 365. — AN V. Réclamation des administrateurs contre un message du directoire , relatif à la ville de Lyon , 304. — Impression de leur réponse aux adresses de l'armée d'Italie , contre les Clichien , 332. — Annulation de ses élections au 18 fructidor , 350. — AN VI. Résolution qui fixe à Condrieu le siège de ses élections , 171. — Elle est approuvée , 172. — Rapport sur les opérations de son assemblée électorale , 229. — Jugemens de son tribunal civil contre plusieurs communes , dans lesquelles s'étaient formés des rassemblemens , 279. — Adoption du projet de Pressavin sur ses élections , 357. (*Voyez LYON et l'article ci-après*).

RHÔNE-ET-LOIRE (le département de). AN 1790. Secours qui lui est accordé pour subvenir aux dommages causés par l'inondation , 323. — Installation de nouveaux juges , 326. — AN 1791. Dénonciation contre l'abbé Goulard , l'un de ses députés , 83. — Décret qui ordonne la restitution à la trésorerie des sommes avancées en remplacement de celles enlevées par son secrétaire-général , 282. — Pétition de son second bataillon pour aller combattre les révoltés de Saint Domingue , 321. — AN 1792. Lettre des administrateurs en réponse aux accusations dirigées contre eux par un officier municipal de Lyon , 66. — Rapport sur leur conduite , 110. — Ils cherchent à se justifier , 135. — Et sont destitués , 230. — AN I.^{er} 1793. Leurs successeurs annoncent que le parti des malveillans s'accroît tellement , qu'ils ont été sur le point de désespérer du salut de la patrie , 57.

—Destitution du tribunal criminel, et pourquoi ; décret qui le maintient provisoirement , 142. —Lettre des administrateurs , annonçant le siège de la commune de Lyon par les sections , 158. —Décret qui mande à la barre le procureur-général-syndic pour rendre compte de la situation de cette ville , 170. — Ses arrêtés contre le 31 mai ; ils sont repoussés par les administrés , 186. —Décret d'accusation contre le procureur-général-syndic , 187. — Bravoure de ses bataillons , 195. —Rétractation des administrateurs , 211. — Décret qui y envoie en mission Maignet, Couthon et Châteauneuf-Randon , 234. — AN II 1794. Héroïsme des volontaires de son cinquième bataillon , 193. — AN III. Décret contre les auteurs des assassinats qui y ont été commis , 261. (*Voyez l'article précédent et LYON*).

RIEUX. AN I.^{er} 1793. Résistance des habitans aux insinuations du département de la Haute-Garonne contre le 31 mai , 186. — AN VII. Mise en état de siège de cette commune , 91.

RIGA, en Russie. AN VI. Formation , dans cette ville , d'un nouvel ordre de chevaliers pour l'extermination du républicanisme , 275.

RIMINI, en Italie. AN V. Lettre de Bonaparte sur les monumens des arts pris dans cette ville , 165. — AN VI. Fête patriotique dans ses murs , 287.

RIOMS. AN 1790. Décret qui autorise cette ville à ouvrir un emprunt , 138. — Dénonciation par son conseil-général d'une protestation de M. de Laqueuille contre les décrets , 356. — AN 1791. Autre dénonciation de sa société populaire contre les députés opposans aux décrets sur la personne du roi , 202. — AN VI. Clôture de son cercle constitutionnel par arrêté du directoire , 177. (*Voy. PUY-DE-DÔME*).

RIS. AN 1790. Meurtre de cinq personnes dans cette commune ; détails sur les troubles , 183. — AN II. 1793. Elle prend le nom de *Brutus* , 42.

RIVOLI, en Italie. AN V. Prise des hauteurs qui l'environnent ; détails à ce sujet , 74 et 77. — Lettre de Bonaparte sur le combat qui y a eu lieu , 131. — Envoi par ce général des drapeaux pris dans cette occasion , 139. — (*Voy. BONAPARTE et ARMÉE D'ITALIE*).

RIXHEIN, département du Haut-Rhin. AN 1792. Emeute occasionnée par la désertion de quelques soldats du département Dauphin , 115.

ROANNE. AN 1790. Désastres causés dans cette ville par l'inondation de la Loire , 323. — AN 1791. — Sommes destinées à la reconstruction de son pont , 57. — Dénonciation de son maire contre le député Goulard , 83. — AN II. 1793. Rebellion de ses habitans après le 31 mai ; ils sont battus par le général Haxo , 43. — Décret qui suspend les poursuites dirigées contre eux , 80. — AN II. 1794. Ils accusent d'exactions le nommé Lapallu , agent de Javoquet , 140. — AN VII. Désintéressement des mariniers de cette commune , 107.

ROCHEFORT, département de la Charente-Inférieure. AN 1790. Etat des forces navales dans ce port , 167. — AN 1792. Décret qui accorde des secours à ses ouvriers , 4. — AN I.^{er} 1793. Plaintes des habitans contre le chef de gendarmerie Jouneau , 13. — Lequinio et Laignelot y sont envoyés en mission , 255. — AN II. 1793. Ils annoncent diverses arrestations , et la formation d'un tribunal révolutionnaire pour juger l'équipage de l'*Apollon*, les détenus nobles et prêtres révoltés , 45. — Y invitent le bourreau à dîner avec eux , et sont applaudis par la convention , 54. — Auto-da-fé de cinq à six mille volumes d'ouvrages sur le catholicisme , 68. — Jugement du tribunal révolutionnaire de cette commune contre dix officiers , 77. — AN II. 1794. Il condamne à mort le député Dechézeaux , 126. — Lettre de la société populaire au lord Stanhope , 180. — AN III. Opérations de Blutel dans cette commune ; il la ramène au règne de la vertu , 97 , 127 et 157. — Dénonciation contre Laignelot et Lequinio , relativement à la conduite qu'ils y ont tenue , 325. — Formation d'un jury pour y juger les réclamations des équipages qui auront fait des prises , 360. — AN VI. Liste des personnes y embarquées à bord de la *Vaillante*, par suite du 18 fructidor , 9. — Evasion de quelques détenus de son hôpital , 155. — Arrivée d'un convoi considérable venant de Bordeaux et échappé aux poursuites des Anglais , 358. — Entrée dans ce port des frégates *la Vertu* et *la Régénérée* , 359.

ROCHEFORT, département du Puy-de-Dôme. AN II. 1794. Décret qui met en liberté divers citoyens

citoyens pour un rassemblement qui a eu lieu dans ce canton , 233.

ROCHESTER, en Angleterre. AN 1792. Délibération de la société contre le ministère britannique , pour le forcer à reconnaître la souveraineté du peuple français , 335.

ROER, (le département de la). AN VI. Installation de son tribunal supérieur, 163. — Arrêté de l'administration centrale qui y défend les processions et rassemblemens religieux hors de l'enceinte des églises, 312. (*Voyez PAYS-CONQUIS et RHIN*).

ROMAGNE (la). AN V. Ordres donnés par Bonaparte pour y établir une administration , 179. — Expulsion des moines étrangers , 264. — Suspension du corps législatif cispadan jusqu'à l'arrivée des députés de cette province, 272. — Sa réunion à la république cisalpine, 328. — AN VI. Départ des troupes françaises pour s'y rendre, 28. — Révolution dans plusieurs villes , 146.

ROMANS. AN 1789. Protestation de cette ville contre la convocation des Etats du Dauphiné, 82. — AN 1790. Dénonciation contre ses officiers municipaux pour avoir fait brûler l'adresse de l'assemblée nationale aux provinces , 14.

ROME. AN 1789. Consentement de sa cour à la suppression des annates, 94. — AN 1790. Cagliostro et sa femme y sont arrêtés, 18. — Prophétie du premier, annonçant qu'après Pie VI, il n'y aura plus de pape, et que l'église perdra ses états, 24. — Détails sur son arrestation, 40. — Et sa détention, 46. — Rigueurs exercées contre les Français, 243. — Opinion du sacré collège sur la révolution, 260. — Inquiétudes sur ses suites, 292. — Refus par la cour de Naples de l'hommage de la haquenée, 343. — Congrégation de treize cardinaux pour la réforme de la discipline ecclésiastique, 360. — AN 1791. Préparatifs de réjouissances à la nouvelle de l'évasion de Louis XVI, 212. — Sensation y causée par la réunion du Comtat à la France, 308. — AN 1792. Fermentation parmi le peuple de cette capitale, 98. — Renvoi par Mesdames de France de tous leurs domestiques, 294. — Suppression de la place de directeur de l'académie de France, 331. — Réclamation du conseil exécutif au pape, en faveur des Français qui y sont détenus arbitrairement, 332.

Table alphabétique.

— Mise en liberté de deux d'entre eux ; emprisonnement arbitraire d'un patriote avignonnais, 358. — AN I.^{er} 1793. Levée d'hommes, 13. — Assassinat de Basseville, consul français, 35. — Détails et édits y relatifs, 44. — Mesures prises par le gouvernement papal, en cas d'invasion, 85. — Insurrection du peuple contre les abires, 125. — Nouveaux armemens, 170. — Bruit d'exécutions secrètes au château Saint-Ange, 186. — Envoi fait à la convention d'une coupe d'agate trouvée dans le temple de la Concorde de cette ville, 220. — AN II. 1793. Refus du paiement des impôts, 54. — Maladie du pape, 58. — AN II. 1794. Détresse de la cour romaine ; envoi de son argenterie à la monnaie, 216. — AN III. Sa situation critique, 43. — Incendie du palais *Braschi* par le peuple, 165. — Troubles occasionnés par la suppression des masques, 181. — Mesures relatives à la perte des cédules ; cherté excessive du pain, 294. — Nouvelle congrégation formée au sujet d'un père Léonard qui a fait des miracles ; protestation du pape contre le roi de Naples, au sujet de la haquenée, 322. — Proclamation du gouvernement papal, portant qu'il ne se reconnaît en guerre avec personne, 355. — AN IV. Disette de numéraire ; défaut de subsistances, 32. — Son armistice avec la république française ; occupation de différentes villes, 287. — Liste des détenus, relativement à l'affaire du jeune Sampo, 294. — Fermentation extraordinaire parmi le peuple ; alarmes du gouvernement, 303. — Tenue d'un consistoire secret sur les moyens de remplir les conditions de l'armistice, 309. — Ordre d'y abattre les armes de la monarchie française, 333. — Réflexions sur le déplacement de ses monumens, 235. — Présentation de l'agent français au Saint-Père, 340. — Insultes faites aux commissaires de la république, 356. — AN V. Congrégation d'état, d'après des dépêches de Paris, 9. — Rejet des conditions proposées par le directoire, 24. — Édits sur la vente du blé et l'altération des monnaies, 27. — Manifeste du pape adressé aux catholiques des divers états, 36. — Il invite ses sujets à contribuer volontairement à sa défense, 49. — Les préparatifs militaires y succèdent aux miracles et aux processions, 52. — Relevé des contributions

volontaires, 56. — Nouveaux refus de sa sainteté d'entrer en négociation, 58. — Elle prie le roi d'Espagne d'interposer sa médiation, 66. — Envoi de Cacault pour y traiter de la paix; lettre de Bonaparte à cette occasion, 83. — Représentations de l'agent français pour ouvrir une négociation de paix; refus de la cour de Rome d'y accéder, sans avoir préalablement consulté l'empereur, 93. — Froide réception faite par l'empereur à Albani son ministre, à l'occasion de l'armistice conclu avec la France, 100. — Plaintes de la cour d'Espagne contre elle, pour sa conduite envers Azzara son ambassadeur, 115. — Sa mésintelligence avec la cour de Naples, 123. — Consentement de l'empereur pour une alliance avec le pape, 127. — Adresse des amis de la liberté au général Bonaparte, pour l'inviter à aller délivrer leur patrie, et à mériter des Romains une statue au capitol, 139. — Envoi fait par ce général, au directoire, de lettres interceptées qui prouvent la mauvaise foi opiniâtre de la cour papale, *ibid.* — Réflexions sur sa guerre contre Bologne, 140. — Nouvelles propositions de paix faites à Cacault, ambassadeur français, 144. — Défaite des troupes papales, *ibid.* et 145. — Arrivée du maréchal Colli; il est accueilli favorablement par le pape, et proclamé généralissime de ses armées, 148 et 155. — Rupture de l'armistice par Bonaparte; mesures prises par lui contre ceux qui sonneraient le tocsin dans les états romains, 149. — Il écrit au cardinal Mattei sur les intrigues étrangères qui influencent sa cour, et invitent le ministre français à la quitter de suite, 154. — Départ de celui-ci; écrit satirique contre la cour papale; lettre à ce sujet, *ibid.* et 171. — Conquête de la Romagne, du duché d'Urbin et de la marche d'Ancone, 155. — Refus de la médiation de la Toscane, 156. — Promesse au peuple de l'assistance de Dieu contre les Français, 161. — Mémoire du nonce à la cour d'Espagne; réponse du prince de la Paix; il conseille au pape d'abandonner ses biens temporels, 162. — Traité de paix conclu avec Bonaparte; cession de plusieurs provinces, 164 et 175. — Lettres à cette occasion, 165. — Conseils donnés à sa sainteté, 169. — Congrégation d'état pour la continuation de la guerre;

discussion qui y a eu lieu, 178. — Sa notification, 183. — Efforts du gouvernement pour en remplir les conditions; fermentation et tumulte occasionné par l'arrivée de plusieurs officiers français qui sont hués; fête brillante donnée par le ministre Cacault; les généraux Victor, Lasne et autres sont accueillis par le pape, 193. — Embarras de la cour pour payer les contributions imposées; division dans les provinces de l'état papal; arbres de liberté plantés dans plusieurs villes, 197. — Paiement de 10 millions à-compte sur la contribution imposée par la France; découverte d'un projet d'incendier plusieurs quartiers; renvoi du cardinal Busca, secrétaire d'état; il est remplacé par le cardinal Doria, 206. — Agitation et mécontentement du peuple sur la disette et la cherté des denrées; mesures prises pour le contenir, 212. — Incarcération de Settimio, camerier du pape, 217. — Texte du traité de paix, 221. — Conditions accordées par Bonaparte; il consent à l'évacuation de l'état de l'église, 223. — Approbation du traité, 228. — Jugement du camerier Settimio; le pape commue la peine de mort en prison perpétuelle, et accorde une pension à sa femme, 245. — Il envoie le marquis Massimi à Bonaparte, pour le complimenter et lui demander l'évacuation d'Ancone, 253. — Funestes effets du défaut de numéraire, 264. — Marche des généraux Joubert et Victor vers les états ecclésiastiques, 272. — Nomination d'un ministre pour résider en France, 285. — Grands préparatifs de guerre; approvisionnement du château Saint-Ange, 344. — Arrestation des partisans de la France, 352. — Emprunt forcé sur les prêtres, 354. — Mouvements tumultueux; le peuple dit au pape qu'il veut du pain, et non des bénédictions, 365. — AN VI. Attroupement des Transtévérins autour du carrosse du pape, 3. — Admission du ministre français, Joseph Bonaparte, 17. — Refus du pape de reconnaître la république cisalpine; son alliance avec la reine de Naples, 19. — Détails de la réception de l'ambassadeur français, 22. — Lettre annonçant que ses agens ne cherchent qu'à dissimuler avec la France, 25. — Leurs enrôlements dans la Toscane; persécution contre les femmes, pour opinions républicaines, 28. — Conduite du

ministre français, 43. — Nomination du général Provera, pour commander l'armée papale, 49. — Augmentation de la disette du numéraire, 55. — Succès des représentations faites contre Provera, 56. — Reconnaissance de la république cisalpine, 75. — Audience donnée à la femme de Joseph Bonaparte; mise en liberté des patriotes incarcérés, 89. — Départ du général Provera pour Naples; rentrée des prisonniers d'état, 94. — Saisie du cinquième des biens ecclésiastiques, 99. — Émence contre les Français; assassinat du général Duphot; retraite de Joseph Bonaparte; instructions sur cette affaire envoyées à l'ambassadeur romain à Paris, 113. — Insurrection du parti républicain, 114. — Mesures à Paris, pour garder à vue l'ambassadeur Massimi; ordre donné aux troupes françaises de marcher vers cette ville; nouveaux détails, *ibid.* — Fête démocratique en l'honneur du général Bonaparte, 121. — Efforts des suppôts de la cour pour compromettre son frère Joseph, 126. — Correspondance des agens des puissances, relativement aux attentats y commis, 128. — Publication d'un rapport justificatif de ces événemens, 135. — Envoi de commissaires français, 136. — Entrée des troupes républicaines, 139. — Détails relatifs aux prédictions de la prophétesse Labrousse, 140. — Stupreur universelle, 142. — Départ des Français; arrestation des patriotes, 146. — Message à ce sujet; occupation par les Français, du château Saint-Ange et du Capitole, 153. — Seconde entrée des Français dans cette ville; discours prononcés au capitole; proclamation de la république romaine, 159. — Apposition des scellés sur le Vatican, et sur les papiers de la cour, 164. — Ordre aux émigrés d'en quitter le territoire; suppression des droits d'asile; proclamation de la police, 165. — Détails de ce qui s'y est passé depuis l'entrée des Français, 167. — Noms des consuls, et des nouveaux fonctionnaires publics, 168. — Proclamation du pape en faveur des Français, 170. — Assassinat de plusieurs d'entr'eux; jugement d'un grand nombre d'assassins; fête funèbre en l'honneur de Duphot, 171 et 173. — Proclamation au peuple de la république romaine; autre aux habitans de la ville, et à la garde na-

tionale, 172. — Note sur les derniers événemens y survenus, 173. — Lettre de remerciement des consuls au directoire exécutif, 174. — Situation de l'esprit public dans cette ville, 177. — Ordonnance sur le culte catholique et ses ministres; 178. — Séquestre mis sur les biens des cardinaux émigrés, *ibid.* — Division de son territoire en sept départemens, 179. — Organisation du gouvernement, 182. — Félicitations du directoire français aux consuls, 186. — Nouvelle révolte des Transtévérins; massacre de quelques Français; défaite des rebelles; exécution des plus coupables, 188. — Publication d'un ouvrage contre le roi de Naples, 192. — Proclamation des consuls; 193. — Détail des événemens qui ont précédé, accompagné et suivi la division du territoire, 194. — Arrestation de plusieurs cardinaux; désarmement des Transtévérins; mise en réquisition de l'argenterie des églises, 196. — Députation des cardinaux arrêtés, 197. — Clôture du ci-devant Saint-Office, et du collège de la Propagande, 203. — Préparatifs pour la fête de la souveraineté du peuple; proclamation de Masséna, pour l'organisation du gouvernement, 204. — Indiscipline de l'armée; arrêté pour la poursuite des voleurs et dilapidateurs des deniers publics, 205. — Texte de la nouvelle constitution, 206. — Masséna se démet du commandement et à quelle occasion, 207. — Décision des tribuns pour l'amortissement des cédules, et l'abolition totale de la juridiction ecclésiastique, 209. — Célébration sur la place du Vatican de l'acte de fédération de la république romaine, 211. — Détails de ce qui s'est passé depuis l'établissement du nouveau gouvernement; abolition du saint-office et de la juridiction ecclésiastique, 212. — Nomination des membres de son institut national, 213. — Séquestre apposé sur tous les effets appartenant à la maison Farnèse, 215. — Publication des lois organiques de la constitution romaine, 216. — Départ de Haller, trésorier général de l'armée; avis du consul Angelucci, accoucheur, sur l'exercice de son art, 217. — Plantation de plusieurs arbres de la liberté, 218. — Brûlement des cédules de la banque du Saint-Esprit; ordre d'élever sur le capitole un monument qui perpétue la reconnaissance du peuple romain envers

la France ; contribution extraordinaire de trois pour cent sur la valeur de tous les fonds productifs ; suppression des primogénitures , des fidéicommissaires et des substitutions , 222. — Etat de sa population ; motion du tribun Corona , relativement aux inconvénients du luxe , 226. — Vente des biens meubles et immeubles appartenans au collège des Irlandais , 229. — Organisation de la garde nationale , 250. — Proclamation des consuls sur les contributions ; mesures prises pour prévenir de nouveaux troubles ; bannissement de plusieurs missionnaires trop fameux , 232. — Nomination d'un juif à la place de colonel de tous les quartiers militaires de la ville ; condamnation à mort d'un chef de bataillon , pour pillages , 237. — Ouverture d'un cercle constitutionnel ; célébration du décadi par le consulat , 238. — Indemnité accordée à la famille du général Duphot , 241. — Vente de la bibliothèque particulière du pape ; patriotisme du chevalier Piranesi , 242. — Décret du sénat , portant que toutes les statues des papes seront vendues , et préalablement défigurées ; destitution de Corona , ministre de l'intérieur , 243. — Vente des meubles de la fameuse académie ecclésiastique ; acquisition par l'empereur des dessins de Raphaël , 244. — Découverte de dix-huit calices , la plupart d'or massif , cachés derrière la bibliothèque du pape ; éloge de la simplicité républicaine des commissaires français , et du général Saint-Cyr , 245. — Costume des consuls de la république romaine , 248. — Départ pour Corfou de quatre presses de la Propagande , pour y imprimer les principes de la liberté et de l'égalité , 249. — Continuation de la vente du mobilier de toutes les fondations pieuses , 251. — Proclamation du général en chef , portant peine de mort contre les auteurs de tout attroupement séditieux ; arrestation de l'ex-duchesse de Braschi , nièce du pape , 256. — Ouverture de l'église nationale des Polonais ; levée des scellés mis sur les objets du culte , 258. — Emeute et bannissement du fameux docteur Del-Pino , missionnaire de l'ancien régime ; démission volontaire du citoyen Vera , 263. — Loi qui ordonne à tous les prêtres nés hors du territoire de la république , de le quitter dans dix jours ; suppression de trente quatre couvens ; arrêté contre les ministres du

culte qui prendraient part à quelque insurrection ou attroupement armé , 264. — Publication d'un indult de Pie VI pour la réduction des fêtes dans le territoire de la république romaine , 270. — Délai accordé par le consulat , pour la remise de l'argenterie , 271. — Proclamation qui défend la levée des contributions , excepté dans les cas convenus par les traités , 274. — Ordre de l'empereur au chargé d'affaires de Rome , de quitter Venise , 275. — Défense d'en exporter les denrées de première nécessité ; traduction à Ancône des chefs de la rebellion du Pérousin ; ordonnance pour la vente du mobilier de cette république , 276. — Révocation de l'ordre pour la fabrication des assignats ; arrêté contre le luxe des broderies dans les costumes , 280. — Réquisition de quarante cinq mille hommes , faite par les commissaires français , *ibid.* — Article du *Moniteur cisalpin* , contre les premiers magistrats romains , 284. — Rappel des commissaires Monge et Daunou , et envoi de Duport et Bertholio , 287. — Abolition du droit exclusif de la pêche ; enlèvement de calices d'or , de vermeil et d'argent , etc. ; expulsion des Français non employés ; envoi à la monnaie des cloches des églises supprimées , 291. — Réquisition de chevaux pour former un corps de gendarmerie , 292. — Arrêté du consulat qui restitue aux militaires polonais l'étendard de Mahomet et le cimetière de Sobiesky , 299. — Tenue des séances le jour de pâques ; monument en l'honneur des martyrs de la liberté , 300. — Pension accordée aux religieux qui abandonnent la vie monastique ; rappel du général Saint-Cyr , 301. — Apathie des employés dans tous les degrés de la hiérarchie ; arrêté qui prescrit un costume au consulat , 302. — Remise de deux millions et demi sur les contributions militaires , 305. — Abolition des confréries et congrégations ; réduction du traitement des évêques , 306. — Ordre de verser dans la caisse nationale toutes les pensions destinées aux ecclésiastiques , 310. — Formation d'une compagnie pour le dessèchement des Marais-Pontins , 317. — Loi qui y défend tout autre titre que celui de citoyen , 319. — Arrestation de prêtres à l'occasion d'un miracle fait par eux , 320. — Emprunt forcé remboursable en biens nationaux , 326. — Destruction des titres de féoda-

lité et des procédures de l'inquisition , 328. — Situation de l'esprit public ; éloge de Bassal et des autorités , 330. — Préparatifs hostiles du roi de Naples , 332. — Mouvements insurrectionnels sur plusieurs points , occasionnés par l'abolition des confréries et la suppression des monastères , 335. — Insurrection générale du département du Circeo ; châtimement exemplaire de la ville de Fesentino , 337. — Ordre du consulat qui met la force armée sous le commandement du général français , 341. — Détail des opérations dans le Circeo , 343. — Suppression de tout établissement ecclésiastique dans les villes en état de siège , 347. — Mesures contre les étrangers ; ordre du général français de porter les cédulas à la questure , pour y être converties en lettres de change sur les contribuables de l'emprunt forcé , et dispositions pour en accélérer le paiement , 354 et 356. — Arrestation du prince de Piombino et autres ; célébration du 10 août , 355. — Fête patriotique ; plantation d'arbres de liberté , 359. — Formation d'un camp à Terracine , *ibid.* — Nouveau rassemblement des rebelles du Circeo , 364. — AN VII. Destitution de l'intendant des biens nationaux , 6. — Représentations des familles opulentes assujéties aux contributions ; disette de blé , 13. — Arrestation du prince J. B. Borghèse , 17. — Proclamation des commissaires français contre les abus des administrations ; limitation de la presse ; détails sur la célébration de la fête du premier vendémiaire , 18. — Continuation des réglemens ; démission de trois consuls ; destitution des deux autres , 22. — Nom des cinq nouveaux consuls ; loi qui déclare émigrés les Romains qui ne rentreront pas dans les trente jours , 24. — Mesures pour la sûreté de la république , 26. — Troubles ; émigration considérable , 28. — Tableau de sa situation , 31. — Emprunt forcé de six cent mille piastres ; arrestation des émigrés français , 38. — Fixation des dépenses ; exécution des chefs des rebelles , 44 et 45. — Secours donnés à Piccini , 61. — Loi qui ordonne de recevoir les assignats au pair , dans toutes les transactions , 63. — Adresse énergique du consulat sur les moyens de faire la guerre au roi de Naples , 64. — Chasse donnée aux agioteurs et vendeurs d'argent ; critique du théâtre romain , 68. — Commencement des hos-

lités par le roi de Naples , 69. — Reprise des séances du corps législatif ; formation de corps militaires ; arrivée de Championnet , 76. — Bertholio y est envoyé en qualité de ministre de France , 84. — Détails sur l'évacuation de cette ville par l'armée française , et sur la reprise des hostilités en Italie , 87. — Ridicules et atrocités qui y ont signalé l'entrée des Napolitains , 99. — Réflexions sur la légion romaine , 101. — Détails sur cette entrée , 104 et 108. — Proclamation des commissaires français à ses habitans , annonçant la prochaine délivrance de l'Italie , 106. — Lettre du roi de Naples au pape , 108. — Reprise de cette ville par les Français ; *ibid.* — Entrée du général Macdonald , 110. — Réinstallation des autorités constituées ; retraite de l'armée napolitaine , 119. — Nouveaux détails sur les cruautés qu'elle y a commises , 125 et 127. — Nomination des ministres , 128. — Reprise des séances du sénat et du tribunal , 139. — Disette qu'elle éprouve , *ibid.* — Arrestation des frères Chabert , prévenus de dilapidation ; démission du ministre des finances Dupont ; son départ pour Paris , 207. — Acte des corps administratifs sur divers objets , 227. — Liste des émigrés romains ; état des domaines nationaux , 229. — Passage des troupes françaises , 243. — Dégradation civique de Gayvennon , pour y avoir exercé un emploi , 276. — Inculpations contre le chevalier Azzara , pour y avoir donné des secours aux Français , lors de l'assassinat de Bassaville et Duphot , 340. (Voy. ITALIE).

ROMÉ (la). AN V. Progrès effrayans des voleurs de cette province ; ils menacent Andrinople , 330. — AN VII. Révolte du pacha contre le grand-seigneur , 29.

ROMILLY. AN 1791. La municipalité demande la permission de conserver une partie des restes de Voltaire , 142.

ROSES, en Espagne. AN III. Prise de cette place par l'armée française , 146. — Deux vaisseaux français sont attaqués dans son golfe par les escadres espagnoles réunies , 277.

ROSOY, sur-Serre, département de l'Aisne. AN III. Mention honorable d'un trait de dévouement de deux citoyens de cette commune , 350.

ROTTENBURG. AN IV. Prise de ce fort par l'adjudant-général Ney , 333.

ROTTERDAM. AN III. Troubles populaires dans cette ville, 289. — Van-Staveren, ci-devant grand officier, y est arrêté, 294. — Proclamation des représentans français au sujet des troubles qui y ont éclaté, 299. (*Voyez HOLLANDE.*)

ROUBAIX. AN 1789. Ses habitans s'engagent à ne s'habiller que d'étoffes françaises, 101. — AN 1792. Ils sont en proie à la fureur des Autrichiens, 179.

ROUCQ. AN II. 1793. Prise de ce poste par l'armée française, 37.

ROUEN. AN 1789. Une députation de cette ville rend compte de ses efforts pour conserver à Paris les grains qui lui étaient destinés; l'assemblée lui vote des remerciemens, 23. — Supplice de Bordier, à la suite d'émeutes sous le prétexte des subsistances, 36. — Poursuites dirigées par son parlement contre le procureur du roi de Falaise, et pourquoi; discussion et renvoi au garde des sceaux, 40. — Annulation de cette procédure, 46. — Démenti donné au bruit de l'asile offert au roi par cette ville, 57. — Renvoi au comité d'un mémoire sur ses troubles, 75. — Décret qui réunit sa garde nationale en un seul corps, 76. — Autre de la chambre des vacations du parlement contre le décret qui les proroge; il est cassé par le roi; propositions d'en poursuivre les auteurs comme coupables de forfaiture, 86 et 87. — Suite de la discussion; remerciemens votés au roi pour avoir pros crit cet arrêté, et renvoi des poursuites au châtelet de Paris, 88 et 89. — Explications du procureur-général du parlement, atténuatives de cet arrêté; décret d'indulgence rendu sur la demande du roi, *ibid.* — Précis de la cause de Jacques Verdu, accusé d'infanticide, 109 et 121. — AN 1790. Décrets qui autorisent ses officiers municipaux à ouvrir des emprunts pour secourir les ouvriers, 9 et 41. — Formation de sa nouvelle municipalité, 41. — Fête pour la prestation du serment civique, 43. — Réunion des faubourgs à la ville pour l'administration, 53. — Décrets pour l'entretien de son hôpital, 167 et 351. — Adresse de sa chambre de commerce contre l'émission des assignats, 254. — Proclamation de la municipalité contre le projet d'enlever le roi pour l'y conduire, 279. — Composition du tribunal de

district, 282. — AN 1791. Nomination de Charrier à cet évêché, 86. — Lacération par son tribunal de l'instruction pastorale du cardinal de La Rochefoucault, 93. — Ses corps administratifs portent le deuil de Mirabeau, 99. — Décret qui accorde de nouveaux secours à ses hospices, 132. — Adresse des Amis de la constitution; ils protestent de mourir esclaves des lois, 200. — Protestations de dévouement du conseil-général et de la garde nationale, 201. — Demande, par les syndics de la chambre de commerce, de la révocation du décret du 15 mai, relatif aux Colonies, 252. — AN 1792. Adresse des citoyens de cette ville contre la journée du 20 juin, 183. — Arrêté de sa municipalité qui suspend l'envoi des grains et farines, 262. — Décret qui l'autorise à s'imposer elle-même, 283. — Autre qui lui accorde une somme pour indemnité d'achats de grains, 339. — Autre concernant la liquidation des dettes de son octroi, 343. — AN I.^{er} 1793. Mouvement royaliste dans cette commune; arrestation des séditieux; rétablissement du calme, 16. — Lettre relative aux troubles qui s'y sont manifestés, 19. — Indignation des habitans contre l'état d'avilissement de la convention nationale; réclamation de Marat à ce sujet; impression de cette adresse, 152. — Transmission à la commune de Paris d'une médaille faite du métal provenant de sa fameuse cloche, *Georges d'Amboise*, 238. — Condamnation à mort de neuf individus de cette commune, prévenus d'attentats contre la liberté, 252. — AN II. 1793. Fête y célébrée en mémoire de Jourdain et Bordier, 71. — AN II. 1794. Condamnation, par le tribunal révolutionnaire, de quatre autres habitans de cette ville, 162. — AN III. Demande la punition des partisans de la terreur et des secours en grains, 193. — Lettre du comité révolutionnaire, annonçant la dispersion d'un rassemblement de royalistes qui avaient assailli la maison commune, 199. — Autres, sur les troubles qui y sont survenus, 200. — Rétablissement du calme, annoncé par une lettre de Duport, 201. — Cette commune est menacée de famine, 207. — Mesures prises par le général Danican, pour y rétablir l'ordre, 209. — Lettre de Casenave à ce sujet, 218. — Arrestation des principaux au-

teurs des brigandages commis à l'occasion des subsistances , 238. — Discours de Hardi sur sa situation ; il assure que la majorité de ses sections est républicaine , 313. — Lettre du représentant Casenave sur les désordres arrivés au spectacle , 314. — Plans présentés par ses sections pour le rétablissement du crédit public , 344. — AN IV. Joie manifestée par les habitans à la nouvelle des événemens du 13 vendémiaire , 21. — Arrêté du conseil-général contre les prêtres insermentés , 64. — Pillage dans cette commune , 99. — Approbation de la résolution qui l'autorise à ouvrir un emprunt , 127. — Et de celle qui lui accorde des terrains nationaux , 348. — AN V. Découverte d'une fabrication de poignards dans ses murs , 205. — Message pour appeler l'attention du directoire sur l'introduction des marchandises anglaises dans ce port , 328. — AN VI. Dénonciation , par Hardi , de l'état-major de sa garde nationale , 21. — Loi relative aux frais de son illumination , 27 et 48. — Départ des guides de l'armée d'Italie , 212. — Ouverture d'une banque ; émission de ses billets , 219. — Noms de ses administrateurs , 220. — AN VII. Eroulement de l'église de Saint-Lô , 76. — Bureau royal qui y est établi par l'émigré Meynard-Lavalette , 146. — Etablissement d'un octroi municipal , 252 et 267. — Mort du général Laubadère , dans ses murs , 325. — Désordres y causés par les Jacobins , 326. (*Voyez SEINE-INFÉRIEURE*).

ROUERGUE (le). AN 1790. Rapport sur les troubles qui y ont éclaté , 42.

ROUSSILLON (le). AN I.^{er} 1793. Proclamation du roi d'Espagne aux habitans de ce pays , conquis par ses armes , 213.

ROVEREDO , en Italie. AN IV. Détails de la bataille qui y a été gagnée par l'armée française contre les Autrichiens , 361. (*Voyez BONAPARTE et ARMÉE D'ITALIE*).

ROYE. AN 1791. Arrestation , par la municipalité , d'effets destinés pour Bruxelles ; décret ordonnant qu'ils seront inventoriés , 183.

RUISME (les bois de). *Voyez ST.-AMAND*.

RUREMONDE. AN 1790. Approche des Impériaux vers cette place , 6. (*Voyez BELGIQUE*).

RUFFAC. AN 1791. Troubles dans cette commune , 60.

RUSSIE (la). AN 1789. Négociations de paix entre elle et la Turquie , 94. — Débats polémiques entre cette cour et celle de Suède , sur le succès d'un combat naval que cette dernière s'attribue , 95. — Ses troupes prennent Ismaïlow , et assiègent Bender , 96. — Conjectures sur sa paix avec la Porte et la Suède , 97. — Ses succès contre les Turcs ; siège d'Orsowa ; prise de Kilia-Nova ; désarmement de sa flotte , 103. — Conjectures sur ses projets ultérieurs , 105. — Affaire de l'incendie projeté contre cette flotte dans le port de Copenhague , 108. — Suite des succès contre les Turcs , 109 et 112. — Victoire du Riminick , *ibid.* — Prise de Bender , 115 et 118. — Envoi d'une escadre dans la Méditerranée , *ibid.* — Marche des troupes vers la Pologne , 119. — Réveil de l'énergie des Polonais à cette occasion , 121. — Paul Jones quitte le service de cette puissance , 123. — Réclamations de la Suède contre les armemens de corsaires sous le pavillon russe , 124. — Réunion de 30,000 hommes sur les frontières de la Pologne , 125. — Fuite de la flotte turque devant celle de Russie , 126. — Notice sur le premier siège de Bender par les Russes en 1770 , 130. — Mouvements de la flotte , 131. — AN 1790. Défaite du capitain-pacha , 4. — Position de ses armées après la prise de Bender , 29 et 58. — Dispositions pour ouvrir la campagne contre les Turcs , 52 et 56. — Propositions de paix qui leur sont offertes , 65 , 73 et 131. — Préparatifs militaires à Pétersbourg , 69. — Déclaration du ministre de Suède , 91. — Continuation de la guerre , 92. — Prise d'Ismaïl , 95. — Ses offres à la Prusse de lui donner toute la Pologne pour la faire consentir à la spoliation de la Turquie , 114. — Ses premières hostilités contre la Pologne , 120. — Mouvements de ses armées , 123. — Elles sont repoussées par les Suédois , 132. — Montant de sa dette nationale , 145. — Incursion dans le Cuban 1777. — Circulaire du premier ministre Ostermann sur les hostilités de la Suède , 178 et 179. — Combat naval avec les Suédois , 180. — Son escadre est battue par les Turcs dans l'Archipel , 185. — Autres actions de terre et de mer avec les Suédois , 186. — Sa situation avec cette puissance , 187. — Détails sur ses combats maritimes avec la Suède ,

188. — Sa conduite dans cette guerre, 199. — Relations de ses opérations militaires dans cette circonstance, 200. — Elle cède la place d'Hogfors à la Suède, 201. — Autre circulaire du comte Ostermann aux agens russes dans les cours étrangères, 205. — Bulletin officiel de ses campagnes contre la Suède, 207. — Et de ses opérations militaires contre les Turcs, 210. — Elle défait la flotille suédoise, 212. — Est vaincue par elle, 216. — Ses avantages sur les Turcs; suite de ses opérations contre la Suède, 220. — Elle en bloque le roi à Swensund, 229. — Reçoit la notification de la Prusse sur la cessation des hostilités, 230. — Combat de nouveau les Suédois dans la Baltique, 238. — Fait marcher une armée contre Ismailow, 239. — Traité de paix avec la Suède, à Wexela, 252, 259 et 270. — Condition remarquable de ce traité, 268. — Réflexions sur ses vues, 276. — Ses dispositions envers la Hollande, 279. — Victoire remportée par son amiral Ouschakow, sur les Turcs, 280. — Lettre sur les victoires remportées dans le Cuban, 327. — Elle propose la paix aux Turcs, 329. — Essuie un échec près de Kilia, 338. — Négocie avec la régence de Tunis, 343. — Et avec la Suède, 344. — Dirige ses troupes contre Brailow, 357. — AN 1791. Combat d'Isaczi entre les flotilles russes et ottomanes; prise de cette forteresse, 10. — Propositions d'accommodement adressées aux Russes par les Turcs, 17. — Stipulation entre la Pologne et la Porte, relativement aux usurpations de la Russie, *ibid.* — Fin de ses négociations avec la Porte, 21. — Ses prétentions au congrès de Sistow, 32. — Trophées pris sur les Turcs; armement maritime, 34. — Dispositions militaires, 79. — Négociations avec l'Angleterre, 99. — Notice sur son alliance avec l'Autriche, 102. — Réflexions sur ses vues par rapport à la Pologne, 105. — Considérations sur sa conduite, 107. — Annonce de la fin prochaine et heureuse de ses négociations avec l'Angleterre, 108. — Mémoire sur ses intentions pacifiques, 110. — Accélération de ses négociations avec la Prusse, par la médiation de l'Espagne et du Dannemarck, 115. — Conjectures sur ses contestations avec l'Angleterre, 118. — Nouvel armement maritime, 126. — Ses troupes sont battues à Maczin, sur le Danube, 132. — Détails des avantages remportés par elles, 141. — Relation

de leurs succès près de Brailow, 145. — Elles sont défaites de nouveau par les Turcs, 152. — Réponse de cette cour aux mémoires de celles de Londres et de Berlin, relativement à sa paix avec la Turquie, 241. — Conjectures sur son accession à une alliance offensive et défensive projetée entre les cabinets de Vienne et de Berlin, 251. — Ses réclamations en faveur de Louis XVI et de sa famille; menaces à cette occasion, 253. — Particularités sur les causes de l'accélération de sa paix avec la Porte, 254. — Rassemblement de ses troupes près de Kiovie, en Pologne, 266. — Combat sanglant entre elles et la flotte ottomane dans la Mer-Noire, 271. — Détails à ce sujet, 278. — Armistice, 290. — Congrès à Hurs, 291. — Inquiétudes en Pologne sur ses intentions, 307. — Son mécontentement au sujet de la nouvelle constitution de cette république, 318. — AN 1792. Dispositions militaires vers ses frontières, 4. — Son traité avec la Suède, 15. — Elle favorise les mécontents de la Pologne, 18. — Traite avec la Turquie, 34 et 42. — Sa coalition avec quelques puissances pour s'opposer au système de liberté en France, 43. — Substance de son traité avec la Porte, 44 et 70. — Proclamation de Catherine II contre les principes français, 66. — Destination présumée de sa flotte pour les côtes de Provence, 98. — Activité de sa correspondance avec les cours de Vienne et de Berlin, 115. — Lettre d'un Anglais sur la politique mystérieuse de la famille impériale, 115. — Dépêche au sénat pour rouvrir le commerce, 117. — Surveillance exercée envers les Français, 125 et 134. — Mesures prises pour le maintien de la monarchie en France, 127. — Conduite de ses émissaires en Pologne; ils y sèment le trouble et la division, 133. — Annonce de ses vues hostiles à la diète de Pologne, 136. — Inquisition exercée à l'égard des Français, 148. — Analyse des *Anecdotes secrètes sur cette cour*, 149. — Marche de ses troupes sur ce territoire, 157. — Sa déclaration de guerre à la Pologne, 158. — Défaite des Russes à Tulezin, 178. — Cruautés qu'ils y exercent, 191 et 208. — Ils sont de nouveau battus par les Polonais, 193. — Renovation de son traité d'alliance avec l'Autriche, 261 et 278. — Duels fréquens entre les officiers russes et polonais, 281. — Motif machiavélique

lique de la prétendue marche de ses troupes contre la France, 304. — Détails sur les cruautés et brigandages commis par elles dans toute la Pologne, 341. — AN I.^{er} 1793. Ses propositions au prince de Condé et aux émigrés français, 44. — Elle est accusée de fomenter des émeutes en Suède, 48. — Accorde un secours de deux millions aux émigrés, 69. — Réclamations de son ambassadeur à la confédération de Pologne contre l'appel de l'arrière-ban, 80. — Rupture des communications avec la France; ordre à tous les Français d'en sortir ou d'abjurer leur patrie, 89 et 121. — Le comte d'Artois y arrive, 121. — Déclaration de l'impératrice, relative à la prise de possession d'une partie de la Pologne, qui avait des clubs affiliés à celui des Jacobins de Paris, 128. — Elle reconnaît *Monsieur*, frère de Louis XVI, comme régent du royaume, et le comte d'Artois en qualité de lieutenant-général, 131. — Privilèges accordés aux Polonais; alternative pour eux de s'y soumettre ou d'émigrer, 133. — Rétablissement de l'ancien *conseil permanent* en Pologne, 136. — Traité de commerce entre cette puissance et l'Angleterre, 137. — Son ministre en Pologne demande le séquestre des biens des membres de la confédération et la destitution du maréchal Walowski, 148. — Récompense accordée aux Polonais qui ont trahi leur patrie, 156. — Ses intrigues à Constantinople contre l'envoyé Descorches, 161. — Formule du serment d'obéissance exigé des Polonais, 163. — Ukase prohibitif de l'importation des marchandises françaises, 168. — Dépêches de l'impératrice au prétendant à la régence, 170. — Cahiers dressés par son ambassadeur à la diétine de Warsovie, 177. — Nouvelle ordonnance de l'impératrice pour l'interruption de toute communication avec la France; annonce de l'envoi de 12 mille hommes de ses troupes vers le Rhin, 185. — Nomination de l'amiral Schiffchakow, pour commander la flotte de Cronstadt et de Revel, 188. — Démenti donné à la nouvelle d'un envoi de ses troupes dans les Pays-Bas, 192. — Disgrace du général Kokhowski et de M. Balgakow, 193. — Réponse du chargé d'affaires de Russie, en Toscane, à la circulaire du lord Hervey, 196. — Transmission de notes à la diète de Grodno et réponse y relative, 207. — Ratification du partage

Table alphabétique.

de la Pologne, 209. — Rentrée de la flotte dans le port de Revel; nouvelle note à la diète de Pologne, 213. — Nomination du prince Olgorucki pour y commander, 214. — Elle exige que le roi en signe le démembrement, 216. — Réponse de son ambassadeur à la note des états confédérés, 218. — Arrivée de Choiseul-Gouffier à Pétersbourg, 219. — Texte d'une convention conclue entre cette cour et celle de la Grande-Bretagne, 227. — Arrivée de la flotte russe dans la rade de Copenhague et du comte Mazzuchelli à Pétersbourg, 228. — Délégation polonaise pour traiter avec cette puissance; lettre de la noblesse de Chelm à l'impératrice, 229. — Texte de son projet d'alliance avec la Pologne, 231 et 244. — Et de sa seconde convention avec l'Angleterre, 237. — Fête à l'occasion de la paix avec la Porte; annonce de la sortie d'une flotte pour agir contre la France, 245. — Son injonction à la Suède de n'y pas transporter de vivres, 248. — Désignation des Français qui ont eu la lâcheté de renier leur patrie, 255. — Ukase à l'occasion de la paix avec la Porte-Ottomane, 257. — AN II. 1793. Démêlé de son envoyé à Constantinople au sujet des marchandises russes, 278. — Activité de sa correspondance avec Vienne et Berlin, 279. — Elle oblige la diète de Grodno à traiter avec la Prusse, 280. — Nouvelle rupture avec le grand-seigneur, 39. — Réponse de son ambassadeur à la note sur l'arrestation de quatre membres de la diète polonaise, 44. — Annonce d'une insurrection, 52. — Manifeste de l'impératrice, 55. — Son traité d'alliance avec la Pologne, 56 et 59. — Réflexions sur ce traité, 58. — Insultes faites aux Français, 63. — Observations de Stanislas sur ce même traité, 73. — Mesures prises par son ministre en Pologne pour en écarter les Français suspects de jacobinisme, 78 et 81. — Traitement magnifique fait à l'ambassadeur turc par cette cour; les députés des provinces nouvellement conquises en Pologne, remercient l'impératrice, 85. — Offre que fait la Czarine à tout Français qui voudra s'établir en Russie, 91. — AN II. 1794. Nouvelles persécutions contre les Français; détails, 121. — Prohibition de tout commerce avec la France, 186. — Nouvelles entraves mises à cette correspondance, 188. — Coups de fusils tirés par

des vaisseaux russes sur le bateau du grand-seigneur, 219. — Relation de l'expulsion des troupes russes de Warsovie ; massacre qui en a été fait à Grodno, à Wilna et dans toute la Lithuanie, 238 et 251. — Proscription des livres, brochures et écrits qui pourraient réveiller l'esprit d'indépendance dans le cœur des Russes, 245. — Prise du général Kossakousky, 251. — Conjuraton de cette cour contre la Suède, 286. — Rassemblement de ses troupes, 291. — Ukase relatif à la vente des marchandises anglaises et françaises, 352. — Arrêté de l'armée polonaise pour la destruction des prisonniers russes, 361. — AN III. Dénombrement de la population de cet empire, 83. — Ses troupes s'emparent de Warsovie, 88. — Catherine II règle le gouvernement de la Pologne, 93. — Et la fait occuper par ses soldats, 111. — Elle récompense Suwarow de ses succès contre les Polonais, 117. — Fait persécuter les juifs de cette nation, 119. — Et arrêter un grand nombre de Polonais marquans ; sa lettre à Suwarow en lui envoyant le bâton de maréchal, 129. — Arrivé de Kosciusko à Pétersbourg ; lettre de Stanislas à l'impératrice, 133. — Ses principes sur la Pologne, 149. — Entrevue de son ministre à Constantinople avec ceux de la Porte-Ottomane sur les affaires de ce pays, 156. — Déclaration de son ambassadeur à Warsovie, portant dissolution de cette monarchie, 160. — Autre lettre de l'impératrice à Stanislas, 164. — Elle érige un tribunal pour poursuivre les auteurs de la révolution, 167. — Envoie en Sibérie quatre des principaux d'entre eux, 171. — Continue d'opprimer les Polonais, 174. — Réunit la Courlande à l'empire russe, et établit la religion grecque comme dominante, 219. — Son ordonnance à ce sujet, 232. — Offres que lui fait le cabinet de Londres de lui garantir l'usurpation de la Pologne, si elle veut abandonner ses principes relativement à la liberté des mers du Nord ; adoucissement de sa conduite envers les Polonais, 264. — Acte de l'assemblée du cercle de Pilten qui le déclare partie intégrante de l'empire russe, 275. — Menace par l'impératrice d'envoyer une escadre contre l'Angleterre, 278. — Formation de plusieurs camps autour de Warsovie, 279. — Bruits relatifs au passage du Sund, 283. — Activité de sa corse-

pondance, 285. — Nouvelle d'une rupture entre cette puissance et la Prusse, 297. — Entrée de l'escadre russe dans la rade de Copenhague ; état de ses forces, 322. — Formule du serment prescrit aux Polonais, 355. — AN IV. Confiscation des biens de ceux qui ont pris part à la révolution de leur patrie, 2. — Ils sont forcés de vendre aux Russes leurs biens situés en Ukraine, 14. — Soulèvement des Cosaques du Don, 31. — Mesures de cette cour pour forcer Stanislas à donner sa démission, 101. — Préparatifs de guerre contre elle, 111. — Armemens considérables dans cet empire, 121. — Mécontentement de l'impératrice, occasionné par le mariage du roi de Suède, 124. — Sa lettre au ci-devant roi de Pologne, 179. — Ses ménagemens pour Kosciusko et les prisonniers polonais, 201. — Dénombrement de son armée en Finlande, 226. — Protection accordée par son ambassadeur à Copenhague aux fabricateurs de faux assignats, 227. — Elle refuse de recevoir l'envoyé de Suède chargé de lui annoncer le mariage du roi ; note diplomatique à ce sujet, 244. — Vues sur son alliance avec l'Angleterre et l'Autriche, 279 et 280. — Elle somme les princes et états d'Empire de se réunir à leur chef et de ne pas abandonner la coalition, 292. — Séquestre des marchandises appartenantes à ses sujets, 296. — Proclamation pour mettre en liberté les vaisseaux marchands hollandais, et leur défendre l'entrée de ses ports, 299. — Relation officielle de l'expédition contre la Perse, 360. — AN V. Note de son chargé d'affaires à Gênes relativement au prince d'Artemberg, 53. — Article sur les projets ambitieux de l'impératrice, 84. — Annonce de sa mort ; notice sur son règne et sur Paul Petrowitz, son successeur, 87. — Projets de l'Angleterre dérangés par cette circonstance, 89. — Deuil à Berlin pour la mort de Catherine II, 96. — Proclamation de Paul I.^{er} pour son avènement au trône, 97. — Elargissement de Kosciusko par ordre de cet empereur, 105. — Suspension de la levée des recrues pour trois ans, 107. — Nomination de Bernstorff, fils du ministre de Dannemarck, pour ambassadeur à Pétersbourg, *ibid.* — Détails sur l'avènement de Paul I.^{er}, 108. — Notice sur son

caractère, 112. — Réintégration des provinces de Livonie et d'Estonie dans leurs anciens privilèges, 116. — Conduite généreuse de l'empereur envers Kosciusko, 117. — Augmentation considérable de la solde des troupes, 120. — Dispositions de Paul I.^{er} envers l'Autriche et l'Angleterre, 129. — Soulèvement des peuples du Caucase ; échec considérable qu'ils éprouvent, 134. — Funérailles de Catherine II ; répartition de l'armée russe en divisions, 136. — Conférence de Kosciusko avec Paul I.^{er}, qui l'introduit chez l'impératrice, et dans sa famille, 143. — Deuil de l'armée pour la mort du feld maréchal Romanzow, 146. — Brûlement de sept millions de roubles en billets de banque, 153. — Eloge de la conduite de l'empereur depuis son avènement au trône, 158. — Invasion de ses troupes dans l'intérieur de la Perse, 162. — Abolition des gouvernemens généraux ; taxe pour le couronnement de Paul I.^{er}, 168. — Permission de l'importation des huiles et vins français, exemptés des droits d'entrée, 173. — Obstacles qui retardent le mariage de la grande duchesse avec le roi de Suède, 176. — Annonce d'un changement dans la division de l'Empire, 191. — Proscription du luxe, et suppression d'employés civils, 210. — Publication de l'acte de succession au trône, 274. — AN VI. Assignation d'un établissement pour l'armée de Condé, 21. — Levée de trois recrues par cinq cents têtes, 35. — Privilèges accordés à la confrérie évangélique, 64. — Dureté de l'empereur envers les officiers ; ukase qui proscriit les chapeaux ronds et les pantalons, 96. — Nouvelles des préparatifs de guerre, 144. — Création de nouveaux impôts et augmentation des anciens, 169. — Présent fait par Paul I.^{er} au prince de Condé, de la ville de Dubno et de son territoire, 185. — Manifeste relatif à la franchise de quelques villes dans la Tauride, 202. — Funérailles du roi de Pologne, 206. — Serment exigé des soldats et officiers de l'armée de Condé, 212. — Mécontentement à Moscow et à Pétersbourg, 220. — Notice sur le canton désigné pour asile à l'armée de Condé, 223. — Projet de loi relatif à l'habillement des femmes, 232. — Paul I.^{er} y appelle Vauvilliers, 234. — Il assure la créance de la république batave sur la Pologne, 237. — Fait

marcher un nombre considérable de troupes vers la Tauride, 238. — Donne ordre d'ériger un monument en l'honneur du feu roi Stanislas, 240. — Introduction de billets de banque dans ses vastes possessions en Pologne ; ordre d'échanger le numéraire contre ce papier ; défense de rien payer en argent, 242. — Il fait acheter à Rome, les dessins de Raphaël, 244. — Annonce l'envoi dans le Sund de vingt deux vaisseaux de ligne, et deux cent cinquante galères, 257. — Ecarte du grade d'enseigne tous les bas-officiers non gentils-hommes, 259. — Offre un asile au pape dans le cas où il n'en trouverait pas chez les puissances catholiques, 265. — Défend d'envoyer les jeunes gens dans les universités étrangères, 271. — Bruit de la sortie d'une flotte russe des ports de la Crimée, 275. — Formation à Riga d'un nouvel ordre de chevaliers pour l'anéantissement du républicanisme, *ibid.* — Préparatifs de guerre dans la Crimée, 279. — Edit qui supprime la plupart des imprimeries, et établit un tribunal censeur des ouvrages, 284. — Nouvel armement par terre et par mer dans la Crimée, 287. — Entrée d'une escadre russe dans le Sund, 288. — Départ de son ministre à Malte, après sa prise par les Français, 290. — Jonction de son escadre à la flotte anglaise bloquant le Texel, 310 et 317. — Subside qui lui est payé par l'Angleterre, pour ce secours maritime, 320. — Prohibition du Moniteur et autres feuilles françaises, 322. — Démenti donné au bruit de l'arrivée prochaine d'une flotte russe dans la Méditerranée, *ibid.* — Défense faite à tout étranger de pénétrer dans cet empire, sans une permission spéciale de l'empereur, 323. — Dispositions pour l'importation des marchandises françaises, 331. — Expulsion des Français établis en Russie, 332. — Substitution des billets de banque au numéraire, et ordre qui fait cesser tout paiement en argent comptant, 333. — Assujettissement des troupes suisses au serment de renonciation à leur patrie, tant que le jacobinisme y dominera, 339. — Conjectures sur l'expédition de Bonaparte et ses résultats, 344. — Modification des ordres contre les étrangers, 348. — Admiration pour le nom français ; chaleur

extraordinaire, 351. — Sortie d'une escadre nombreuse ayant des troupes à bord, *ibid.* — Ordre général donné aux fonctionnaires et employés de jurer fidélité à Paul I.^{er} et haine à la république et à l'anarchie, 353. — Conclusion de son traité avec l'Angleterre, 354. — Entrée dans la mer du Nord d'une troisième escadre russe, 357. — AN VII. Projet de Paul I.^{er} d'envoyer des secours à l'Autriche, 2. — Intrigues de ses ministres à Constantinople, contre les Français; disposition de sa flotte contre la Hollande, 8. — Entrée en Galicie d'une seconde division russe, 11. — Réflexions politiques sur les plans et la situation de cet empire, 14. — Annonce de son alliance avec la Porte; ses liaisons intimes avec l'Angleterre, 16. — Triple alliance entre ces trois puissances, 21. — Marche des troupes destinées à agir contre la France; aperçu de ses forces militaires, 22. — Réflexions sur son union avec la Porte, 23. — Entrée des Russes dans les états héréditaires, 24. — Ils marchent sur les frontières de la Moldavie, 27 et 34. — Accession de l'Autriche à l'alliance précédente, 35. — Changemens arrivés dans cette cour, 36. — Ses troupes sont attendues à Olmutz, 47. — Elle envoie en Italie une armée à la solde de l'Angleterre et de l'Autriche, 52 et 83. — Billet posé sur la table de l'empereur, dans lequel on lui rappelle les sermens qu'il a violés, 110. — Note des ministres français à Rastadt contre l'entrée de ses troupes sur le territoire de l'Empire, 112 et 140. — Réponse de la députation d'empire à ce sujet, 114. — Ukase de Paul I.^{er}; il rend aux nobles Livoniens leurs droits sur les paysans, 120. — Ordonne d'arrêter tous les individus ressemblans à Kosciusko, *ibid.* — Ses troupes sont passées en revue par l'empereur d'Allemagne, 120. — Nouveaux traits à ajouter au portrait de Paul I.^{er}, 121. — Demande d'une explication par les ministres français à Rastadt, sur la marche de ses troupes; arrêtés de la diète de Ratisbonne à ce sujet, *ibid.* 135 et 140. — Perte de deux frégates et du contre-amiral dans la mer Noire, 125. — Vœu de la diète pour empêcher l'entrée de ses troupes sur le territoire de l'empire, 126. — Despotisme affreux de l'empereur; nouvelle

prohibition des feuilles françaises dans ses états, *ibid.* — Rapport sur la prise, par ses troupes, des îles de Zante et de Céphalonie, *ibid.* — Destitution du Bailly de Pircha, pour avoir porté un chapeau rond et un frac, *ibid.* — Défaite des Russes à Corfou, 141. — Mouvements insurrectionnels dans la Moscovie et la Volhynie, 142. — Déclaration de l'empereur, portant que les Russes ne marchent que pour faire exécuter le traité de Campo-Formio, 153. — Anecdote curieuse sur ce prince, 154. — Il établit la résidence de l'ordre de Malte à Pétersbourg, 164. — Mesures prises à Vienne pour ses troupes; intrigues du cabinet en faveur de la guerre, 165. — Conduite de la diète de Ratisbonne dans l'affaire de la marche des Russes, *ibid.* — Mise à prix de la tête de Kosciusko, par Paul I.^{er}, 167. — Il invite les nobles à fournir leurs preuves de noblesse pour entrer dans l'ordre de Malte, 168. — Se charge de secourir le roi de Naples, 170. — Rapidité de ses caprices, 172. — Il signe un traité de paix avec la Porte, 178. — Incertitude de la diète de Ratisbonne, sur la marche de ses troupes, 179. — Texte de son traité d'alliance avec la Porte; sommation faite au roi de Danemarck de lui fournir dix mille hommes, 185. — Embargo mis sur les vaisseaux hambourgeois, sous le prétexte de leur attachement à la France, 221. — Nomination de Suwarow au commandement de l'armée d'Italie, 222. — Conduite barbare de cette cour à l'égard du ministre de Bavière, 225. — Inquiétudes de la ville de Hambourg, sur les intentions de Paul I.^{er}, 241. — Défaite de ses troupes en Italie, 246. — Notification qui lui est faite par la Prusse de sa volonté de rester en paix avec la France, 249. — Nouvelles inquiétudes des Hambourgeois, 251. — Fin de leurs différends avec cette puissance, 253. — Proclamation des généraux Russes aux habitans du Valais, 256. — Leurs tentatives sur le port d'Ancône, 269. — Elle fournit quarante-cinq mille hommes à l'Angleterre pour agir contre la France, *ibid.* — Article signé David, dans lequel on fait marcher l'armée d'Égypte sur Constantinople pour épouvanter Paul I.^{er}, 279. — Réflexions sur le système politique de ce prince, 337. — Il déclare la guerre à l'Espagne

à cause de ses liaisons avec la France, 342. — Résistance du roi de Prusse à ses insinuations pour le faire entrer dans la coalition, 352. (*Voyez* POLOGNE, PRUSSE, SUÈDE et ARMÉE D'HELVÉTIE).

S.

SAARBRUCK. AN 1792. Sa prise annoncée par le général Beurnonville, 354. — AN II. 1793. Est évacué par les ennemis ; lettre y relative, 62 et 63.

SABLES-D'OLONNE (les). AN 1789. Arrestation, dans cette commune, de Baudry - Larichardière, 111. — AN I.^{er} 1793. Les brigands en lèvent le siège, 96. — Annonce de succès obtenus sur eux, 112 et 120. — AN II. 1794. Réponse aux calomnies répandues contre cette ville, 223.

SABLONS (la plaine des), près Paris. AN II. 1794. Est destinée à l'établissement de l'école de Mars, 255.

SAINT-AGATHON. AN V. Rejet de la résolution qui annule ses élections, 283.

SAINT-ALBAN. AN IV. Annulation de ses élections, 166. •

SAINT-AMAND, en Belgique. AN 1792. Prise de cette ville par les Français, 275. — Son évacuation annoncée par les commissaires de l'armée du Nord, 301. — AN I.^{er} 1793. Fausse attaque sur ce point, 127. — Dampierre y est tué, 132. — Détails d'une affaire sur ce point, 198. — AN VII. Les conscrits rebelles y sont passés au fil de l'épée, 53.

SAINT-AMAND du Cher, dit aussi **LIBREVAL.** AN II. 1794. Un citoyen se plaint aux Jacobins des persécutions exercées contre les patriotes dans ce district, 309.

SAINT-ANDER. AN VI. Neveu y est envoyé en qualité de consul, 269.

SAINT-ANSELME. AN I.^{er} 1793. Annonce de son occupation par les *Muscadins* de Montbrison, et des mesures prises par les représentans pour y rentrer, 251.

SAINT-AUBIN. AN 1790. La municipalité arrête et envoie à l'assemblée un paquet de dépêches d'ambassadeurs étrangers ; réclamation du ministre

à ce sujet, 222. — Sa conduite improuvée par décret, 223.

SAINT-BRIEUX, appelé aussi **PORT-BRIEUX.** AN 1790. Cette ville est autorisée à faire un emprunt pour ses besoins, 138 et 157. — AN II. 1794. Le district est autorisé à se placer dans la maison de l'émigré Picot, 328. — AN III. Débarquement des Anglais ; ils sont repoussés par les habitans des campagnes, 218 et 220. — Détails du mauvais succès de leurs tentatives, 223. — AN IV. Résolution qui annule ses élections, 204. — Elle est rejetée, 213. — Adoption d'une autre résolution sur le même sujet, 291. — AN VI. Tentatives des brigands, pour en délivrer les prisonniers ; détails, 280. — AN VI. Traduction par-devant sa commission militaire du nommé Meunier, jouant le rôle d'aide-de-camp, 251.

SAINT-CHRISTOPHE. AN III. Prise de cette ile par les Français, 317.

SAINT-CHRISTOPHE, département d'Indre-et-Loire. AN VII. Le ministre de la guerre félicite le département de son activité à y étouffer une rebellion, 358.

SAINT-CLAUDE. AN 1789. L'évêque abolit dans le Jura le régime féodal, 45. — AN 1791. La municipalité renouvelle son serment, 174. — AN VII. Détails d'un incendie qui a ravagé cette commune, 281 et 286.

SAINT-CLOUD. AN 1790. La cour de France quitte ce château et revient à Paris, 306. — AN 1791. Troubles par l'opposition mise au départ du roi pour s'y rendre de nouveau, 109. (*Voy.* LOUIS et PARIS. — AN II. 1794. Est conservé pour établissemens publics, 228.

SAINT-CYPRIEN. AN 1790. Fête patriotique dans cette ville, 83.

SAINT-CYR, près Versailles. AN I.^{er} 1793. Suppression de la maison d'éducation des filles nobles y établie, 77.

SAINT-DENIS, dit depuis **FRANCIADÉ.** AN 1789. M. Chatel, lieutenant de maire, tué dans une émeute excitée par une distribution de mauvais pain, 30. — Pétition de cette ville, relative à cet assassinat, 38. — AN 1791. Arrêté de la municipalité en faveur de Moynier, accusé de faillite, 183. — AN I.^{er} 1793. Décret ordonnant la

destruction des tombeaux des rois, renfermés dans son abbaye, 214. — Lequinio en réclame l'exécution, 215. — AN II. 1793. La commune envoie à la convention la tête de Saint-Denis et autres objets de culte, 54. — AN II. 1794. Réclame, pour J. J. Rousseau, les honneurs du Panthéon, 207. — AN III. Emeute pour les subsistances; arrestation de Macé, adjudant d'Henriot, comme chef des agitateurs, 251. — AN VII. Pétition relative à une fondation en faveur des pauvres, 112.

SAINT-DIEZ. AN 1791. Le tribunal est chargé de la procédure relative aux troubles de Schelesadt, 78. — AN VI. Projet d'y établir des entrées, renvoyé à un travail général, 150.

SAINT-DIZIER. AN 1791. Adresse de la municipalité à l'assemblée nationale, 181.

SAINT-DOMINGUE. AN 1789. Sa députation se présente aux communes, 6 et 7. — Demande et est admise à prêter le serment du jeu de paume, 10. — Discussion sur le nombre des députés à accorder à cette Colonie, 11, 12 et 13. — Fixation de ce nombre à six, 14. — Proposition de permettre à la Colonie de tirer des grains de l'étranger, 48. — Commotions par suite de l'insurrection des noirs de la Martinique, 102. — Détails sur sa situation, 127. — AN 1790. On y menace les partisans de la liberté des noirs, 12. — Lettre contre l'affranchissement de ces derniers, 37. — L'assemblée du Nord casse la chevalerie et son état-major, 121. — Les Colons reçoivent de Louis XVI une lettre d'encouragement, 123. — Les membres du comité protestent de leur attachement à la révolution, 174. — Lettre de Barbé-Marbois sur cette Colonie, 199. — Opérations de l'assemblée provinciale du Nord, 200. — Adresses en faveur du décret du 8 mars, 204. — Adresse de l'assemblée coloniale, 213. — Disette de grains dans la Colonie, 216. — Pièces officielles sur sa situation, 219. — L'assemblée générale s'attribue le pouvoir législatif, et n'admet qu'avec réserve la loi du 8 mars de l'assemblée nationale, 221. — Ses opérations, 224. — Dissensions dans la Colonie, 226. — La députation réclame contre le décret qui a ordonné la communication intégrale à M. de la Luzerne des pièces déposées par Gouy-

d'Arcy, 230. — Opérations de l'assemblée provinciale du Nord, 232. — Lettre à la chambre de commerce du Havre sur la situation de cette Colonie, 237. — Division entre l'assemblée provinciale du Nord et l'assemblée coloniale de Saint-Marc, 239. — La première déclarée rebelle par l'assemblée générale, 242. — Elle s'en sépare, 246. — Demande à l'assemblée nationale de ne rendre aucun décret sur le régime intérieur de la Colonie sans avoir pris le vœu des Colons, 248. — Les paroisses délibèrent sur la continuation de l'assemblée générale, 251. — Les citoyens forment une assemblée que le gouverneur fait soutenir par ses troupes; sommation de l'assemblée générale à ce dernier, 252. — Sa prorogation, 255. — Son adresse en réponse à celle de l'assemblée provinciale du Nord, 256. — Nouveaux troubles, 257. — Guerre civile à Saint-Marc et au Port-au-Prince, 258. — Arrivée à Brest des membres de l'assemblée coloniale; un décret leur enjoint de se rendre à la suite de l'assemblée nationale, 265. — Ils sont accusés d'avoir préparé la scission de la Colonie d'avec la Métropole, *ibid.* — Dissolution de l'assemblée générale, 266. — Dissolution de l'assemblée coloniale, 271. — Détails sur l'accueil fait, à Brest, aux membres de l'assemblée-générale, 272. — Ils réclament la justice de l'assemblée nationale, 274. — Ils sont introduits à la barre au nombre de quatre-vingts, 278. — Se plaignent de la réception que leur a fait l'assemblée, et demandent qu'elle prononce sur leur caractère politique, 278. — Rapport sur la situation et les agitations de cette Colonie, 285. — Décret qui annule les actes de l'assemblée générale, approuve la conduite du gouverneur, et ordonne l'exécution des décrets des 8 et 28 mars, 286. — L'assemblée provinciale du Nord se reconstitue en assemblée administrative, 288. — Lettre de cette Colonie sur les troubles intérieurs, 299. — Pièces officielles sur ses affaires, 306. — Défense des membres de la ci-devant assemblée générale; publication des motifs de sa dissolution, 309. — Nouvelles concernant les troubles de la Colonie, 310. — Pièces officielles y relatives; pacte fédératif des citoyens avec le gouvernement, 316. — L'assemblée provinciale du Nord rejette toute nouvelle

fédération, 323. — Une députation de la Colonie présente à l'assemblée nationale sa soumission à ses décrets, 331. — Les assemblées du Nord et du Sud protestent de leur dévouement à l'assemblée nationale, 332. — Les députés de la partie du Nord présentés à Louis XVI, 334. — Troubles dans la province du Sud, 336. — Les mulâtres veulent soulever la Colonie; on marche contre eux, 358. — Complots d'Ogé et des mulâtres, 359 et 363. — AN 1791. Situation de la Colonie jusqu'au 8 novembre 1790, 7. — Proclamation de Blanchelande sur les désordres, 12. — Détails sur les troubles; insurrection des matelots, 14. — Rapport sur sa situation, 26. — Décret pour l'envoi de trois commissaires, 34. — L'assemblée du Nord place le buste de Barnave dans le lieu de ses séances, 49. — Et arrête d'ériger une statue pédestre en bronze à Louis XVI, 56. — Ses députés présentent au roi les lettres annonçant cet arrêté, 57. — Les commissaires de la ci-devant assemblée générale se déclarent seuls législateurs de la Colonie; décret qui désapprouve les signataires de cette lettre, 66. — Situation de l'île, 91. — Réunion au comité colonial de ceux de constitution, de marine, d'agriculture et de commerce, pour discuter sur ses affaires, 99. — Lettre des députés du Nord de cette Colonie, *ibid.* — Nouvelle adresse des membres de la ci-devant assemblée générale, contenant une rétractation de leurs opinions erronnées, 116. — L'assemblée du Nord adhère aux décrets de l'assemblée nationale, 157. — Décret qui met plusieurs Colons en liberté, 181. — Autre portant qu'il n'y a pas lieu à accusation contre les membres de l'assemblée coloniale, 189. — L'assemblée-générale reconnaît les droits de l'assemblée nationale pour prononcer irrévocablement sur les rapports politiques et commerciaux des Colonies avec la France, 289. — Bruit d'une révolte des nègres dans la partie du Cap, 298. — Rapport sur sa situation; discours de Brissot en faveur des hommes de couleur, accusés d'être les chefs de l'insurrection, 303. — Dépêche annonçant les progrès de l'insurrection des nègres, et l'incendie des plantations autour du Cap, 304. — Détails y relatifs, *ibid.* — Autres, et proposition tendante à prier le roi de donner des ordres pour faire tous les

armemens possibles, 305. — Incertitude sur les événemens, 306. — Conjectures sur les troubles, 308. — Lettre de M. Effingham, gouverneur de la Jamaïque, annonçant l'envoi de secours dans cette Colonie, 310. — Nouvelles positives sur l'insurrection des nègres, 311. — Lettre du ministre de la marine, sollicitant les fonds nécessaires pour un nombre double d'hommes que le roi veut envoyer; ordre du jour sur une proposition tendante à prier le roi de prendre de nouvelles mesures pour cette Colonie, *ibid.* — Détails sur cette île apportés par un paquebot anglais, arrivé de la Jamaïque, 312. — Dépêches officielles sur les événemens, 313. — Observations sur les causes des troubles, 314. — Offres de secours, 315. — Décret qui accorde dix millions pour les dépenses d'un armement extraordinaire, 319. — L'assemblée générale annonce la révolte des nègres dans la partie du Nord, l'incendie des sucreries, et la destruction totale de cette contrée, 321. — Pièces relatives aux derniers événemens, 322. — Détails sur la révolte des nègres, et causes auxquelles on les attribue, *ibid.* — L'assemblée générale est accusée d'avoir fomenté leur insurrection pour appeler dans l'île les puissances étrangères, 325. — Les commerçans de Nantes y envoient des fusils, des armes et autres munitions, 326. — Lettre sur les projets d'indépendance et les désastres de cette Colonie, 327. — Procès-verbal des capitaines de navire au Cap Français sur les projets de l'assemblée coloniale qui tend à se séparer de la France, 333. — Compte présenté, à la barre, des malheurs auxquels l'île est en proie, 335 et 336. — Adresse des députés de l'assemblée générale sur ces événemens, 338. — Ajournement de tous les projets relatifs à cette Colonie jusqu'au rapport du comité, et suspension de l'envoi des troupes, 339. — L'assemblée générale est accusée d'être ennemie de la révolution, *ibid.* — Concordat passé dans la partie du Port-au-Prince entre les blancs et les hommes de couleur, *ibid.* — Un membre annonce que les troupes destinées pour cette Colonie sont parties, et qu'il n'est plus temps d'en suspendre le départ, 340. — Lettre des commissaires contre Brissot et les amis des noirs, 341. — Dépêche de Florida-Blanca sur cette Colonie, 360. — Le concordat

entre les blancs et les hommes de couleur y ramène le calme, 361. — Dépêches officielles de Blanchelande sur la situation de cette Colonie, 365. — AN 1792. Lettre de l'assemblée générale du Cap sur la situation de cette partie, 12. — Des commissaires annoncent à la barre l'insurrection dans celle de l'Est, 17. — Lettre annonçant que les hommes de couleur s'en rapportent à l'assemblée du Cap pour statuer sur leur état politique, 20. — Rétablissement de la paix dans les plaines de l'Est, 45. — Rapport de Tarbé sur la situation de cette Colonie, et discussion à ce sujet, 61, 62, 82, 83, 84, 85 et 86. — Lettre de l'assemblée coloniale sur les désastres de l'île, 82. — Décret qui lui accorde un secours de six millions, 88. — Sa situation présentée par Blanchelande, 91. — Les commissaires civils demandent un secours de vingt mille hommes contre les nègres révoltés, et rendent compte de la guerre de ceux de l'Ouest contre la partie du Nord, 101. — Prochain embarquement de troupes pour cette Colonie, annoncé à l'assemblée législative, 107. — Lettre de Journu, maire des Cayes, sur l'insurrection des nègres et leurs dévastations, 122. — Décret qui accorde un secours aux enfans des habitans de cette Colonie pour leur éducation en France, 136. — Rapport du ministre de la marine Lacoste, sur sa situation désastreuse, 138. — Lettre de Blanchelande sur les mouvemens séditieux qui ont lieu au Cap, 141. — Détails donnés par le commissaire civil Mirbeck, 149. — Hommage présenté à l'assemblée par une députation de citoyens de couleur de cette île, 156. — Compte rendu par le commissaire civil Saint-Leger, de sa situation, *ibid.* — Décret qui détermine les pouvoirs des commissaires civils, 168. — Autre qui y ordonne la création d'un état-major, 169. — Autre sur les secours à lui accorder, et sur l'acquittement des lettres de change tirées par ses administrateurs sur le trésor public, 179. — Détails sur les troubles, 205. — Proclamation de Blanchelande, annonçant le rétablissement de l'ordre, 248. — Lettres annonçant que les Anglais et les Espagnols y font passer beaucoup d'émigrés, 301. — Décret ordonnant l'acquittement des traites tirées par l'ordonnateur de cette Colonie, 308. — Lettre dénonçant les gouverneurs Clugny, Béhague et les

bureaux de la marine, 321. — AN I.^{er} 1793. Les commissaires annoncent qu'à leur arrivée des troubles ont eu lieu, et que les principaux auteurs sont Dacoin et Deroy de la Grange, 12. — Troubles attribués à la partialité de la commission civile et de Rochambeau pour les gens de couleur, 22. — Lettre du commissaire Sonthonax sur la situation de la Colonie, *ibid.* — Avantages sur les nègres révoltés, 54. — Lettre du général Rochambeau sur l'état des choses, 55. — Dénonciation contre Polverel et Sonthonax, 76. — Décret concernant les patriotes fugitifs, 175. — Lettres des députés extraordinaires de cette île contre Polverel et Sonthonax, suivie de leur décret d'accusation, 198. — Détails rassurans sur sa situation, donnés par Page et Bruley, 227. — AN II. 1794. Plaintes des Colons; demandes de la mise hors la loi de Polverel, Sonthonax et Delpech, et de l'annulation de leurs actes, 103. — Dénonciation contre les mêmes, 127. — Nouvelle de New-Yorck annonçant la défaite du parti des commissaires français, 129. — Situation de la Colonie; proposition d'un de ses députés, d'y établir entièrement le régime de la liberté et de l'égalité; elle est décrétée, 137 et 138. — Dénonciation contre Page et Bruley, comme agens des Colons royalistes, 169. — Intrigues contre l'exécution du décret de la liberté de nègres; arrestation de Joznet chargé de cette mission, au moment de son départ; débats à ce sujet, 170. — Suite, et citation à la barre de deux membres du comité révolutionnaire de Nantes; arrestation de Colons membres d'assemblées et de clubs coloniaux; saisies de leurs papiers, etc., 171. — Dénonciation aux Jacobins contre les calomnies répandues par les grands propriétaires, 177. — Les Anglais y envoient Bouillé, 214. — Réclamations des députés de cette Colonie contre le capitaine du vaisseau qui les a conduits en France; décret à ce sujet, 251. — Compte de sa situation par Laforêt premier député suppléant, 291. — Nouvelle dénonciation de Colons contre Polverel et Sonthonax, 337. — AN III. Lettre sur la situation de l'île, 8. — Autre de Colons contre Grégoire, 18. — Rapport de Marec, et décret qui met plusieurs de ses commissaires en liberté, 48. — Accusation de Colons contre Polverel et Sonthonax, 57. — Massa-

cre

cre des Français par les nègres et les Espagnols, 58. — Détails et lettres sur la Colonie, 91, 106, 142 et 169. — Succès du général Laveaux, 110. — Décrets sur les représentans à y envoyer, 157. — Reprise par les Français de leurs possessions sur les Anglais, 182. — Discussion dans la chambre des communes d'Angleterre, sur les dépenses relatives à la conquête de cette île, 211. — Préparatifs de défense par le général Laveaux contre les Espagnols, 221. — La cochenille dite *Sylvestre*, rendue indigène dans cette île, 229. — Décret qui autorise le paiement par la trésorerie, des traites tirées sur elle par l'ordonateur de cette Colonie, 248. — Texte de ce décret; position avantageuse des forces républicaines, annoncée par les dépêches du général Laveaux, 254. — Succès des Français contre les Espagnols; bravoure de Villate, homme de couleur, 264. — Dénonciation contre les députés de cette île, signée de neuf Colons; renvoi aux comités réunis, 271. — Plainte des noirs des Antilles contre cette dénonciation, 283. — Motion d'ordre de Dufay sur la situation de la Colonie, 285 et 286. — Rapport du comité de salut public sur l'état avantageux où elle se trouve, 300. — Suite et projet de décret; discours contradictoires prononcés à ce sujet, 310. — Suite de la discussion et adoption du projet présenté par le comité, à l'exception de ce qui concerne les émigrés de Saint-Domingue, qu'il proposait d'assimiler aux autres émigrés de France, 311. — Hardi demande qu'on change son nom, comme étant celui du plus grand scélérat qui ait existé (Saint Dominique) et que son territoire soit autrement divisé, 332. — Admission à la convention du cit. Laforêt, son premier député suppléant, 341. — AN IV. Rapport par Sonthonax sur sa situation, 2. — Envoi de commissaires, 225. — Introduction au Cap de trois mille fusils, 247. — Réflexions sur l'établissement d'une nopalerie, 262. — Lettre du général Toussaint-Louverture, sur les troubles de l'île, 310. — Autre du commissaire Sonthonax, sur sa situation, 311. — Autre du commissaire Rigaud, et détails sur l'arrestation de Hugues Monbrun, 330. — AN V. Description topographique et politique de sa partie espagnole, 48. — Discussion sur la situation de la partie française, et l'affaire de Hugues Mont-

Table alphabétique.

brun, 53. — Réclamations des hommes de couleur que les commissaires ont fait traduire aux tribunaux de France, 59. — Des Colons réfugiés à Bordeaux demandent la liberté de retourner sur leurs habitations, 71. — Message au directoire pour lui demander un tableau de la Colonie, 85. — Bruit d'une insurrection démenti par Henry Perrou, ex-commissaire ordonnateur, 86. — Message au directoire pour avoir des renseignements sur ses députés débarqués à Bayonne, 105. — Barbault-Royer assure l'avoir laissée en proie aux fureurs de la guerre civile; discussion à ce sujet, 107. — Destitution du général Rochambeau par les agens du directoire, 156. — Projet de Doucet qui annule ses élections; noms des députés; message du directoire sur le rétablissement de la tranquillité; Vaublanc assure qu'il est trompé par ses agens, et dément toutes ses assertions, 157. — Texte du rapport de Doucet, et résolution qui annule les élections comme inconstitutionnelles, 161. — Impression du rapport de Marec fait en comité secret sur cette Colonie, 168. — Rapport de Rousseau aux anciens, en faveur de la résolution qui annule ses élections; discussion et approbation, 180, 182 et 196. — Rapport et projet de résolution concernant ses déportés et réfugiés, 190. — Suite et proposition de les traduire devant le tribunal criminel de la Charente-Inférieure; accusations de Dumolard et Vaublanc contre le directoire et ses agens, 209. — Adoption d'un message au directoire pour demander des éclaircissemens au sujet des Français y domiciliés, 226. — Résolution qui accorde des secours à ses députés dont l'élection a été déclarée nulle, 239. — Discours de Vaublanc sur sa situation; accusations contre les agens, le directoire et le ministre de la marine; expulsion des blancs; insubordination des nègres; proposition d'ôter au directoire le droit d'envoyer des agens et de rappeler ceux qui y sont, pour rendre compte de leur conduite; autres détails de même nature, par Tarbé, 253, 254, 255 et 256. — Débats au parlement d'Angleterre sur la proposition d'en retirer les troupes britanniques; suite des dénonciations aux cinq-cents contre les agens, et rapports alarmans sur la situation de la Colonie, 258. — Proposition

de Villaret pour la mettre toute entière en état de siège, *ibid.* — Suite de la discussion sur sa situation et les agens ; renvoi de tous les projets à la commission, 259. — Arrêté du directoire pour le rappel des agens, *ibid.* — Nouveau rapport de la commission, et projet de retirer la nomination des agens au directoire ; autre projet d'amnistie ; annonce du rappel des agens par le directoire, 262. — Suite de la discussion ; exposé de sa situation désastreuse par la révolte des noirs et la guerre civile antérieures à la mission de Sonthonax ; le projet de la commission présenté par Tarbé est adopté, 263. — Lettre de Martial Besse, général créole, y relative, 264. — Nouveau message et nouvelles pièces, annonçant une meilleure situation, l'enlèvement des provisions destinées aux Anglais, et d'une correspondance avec le Môle-Jérémie, qui établit la perfidie de Rigaud, 265. — Approbation de la résolution qui rappelle les agens du directoire, 270. — Bourdon propose de l'autoriser à y en envoyer de nouveaux, *ibid.* — Projet, discussion et résolution qui l'autorise à y en envoyer pour dix-huit mois, 278 et 279. — Approbation, 283. — Message du directoire, relatif au combat qui y a eu lieu contre les Anglais ; résolution portant que l'armée française, à Saint-Domingue, a bien mérité de la patrie, 295. — Approbation, 296. — Blocus du Port-au-Prince par les troupes républicaines, 317 et 340. — Ses députés, non-admis, demandent à partager la gloire et les dangers du corps législatif au 18 fructidor, 352. — Rapport d'Eschassériaux aîné sur les élections des années 4 et 5 ; discussion ; résolution pour l'admission des élus désignés, 262 et 265. — AN VI. Rapport de la loi qui avait annulé ses élections pour l'an quatre, 4. — Admission aux conseils, de ses députés ; détails sur la situation de cette Colonie et validité de ses élections pour l'an cinq, 5. — Adoption du projet sur sa division territoriale, 11. — Rapport sur cette Colonie, 29. — Résolution qui fixe le nombre de ses agens, 51. — Lettre de Toussaint-Louverture sur les noirs, en réponse au rapport de Vaublanc, dirigé contre eux, 119. — Détails donnés par Sonthonax sur sa mission, 138. — Fin du rapport, et demande d'une amnistie pour les

îles, 139. — Rapport sur les élections de l'an cinq, faites au Cap, 141. — Résolution y relative, 149. — Discussion et rejet, 174 et 175. — Autre résolution en remplacement de la précédente, 207. — Nouvelles du Cap-Français, qui renaît de ses cendres, et dont on rebâtit la ville avec activité ; plaintes sur l'abandon absolu où on laisse cette Colonie, 214. — Nouveau rapport sur la totalité des élections de Saint-Domingue pour l'an quatre et l'an cinq, 216. — Adoption de trois projets y relatifs, 220. — Approbation de la résolution qui annule les opérations électorales, 237. — Débats sur les résolutions précédentes ; discussion et adoption pour l'an quatre et l'an cinq, 250, 252 et 260. — Plaintes contre le secrétaire-général Pascal, gendre, confident et ministre de Raymond, 251. — Nouvelle de l'évacuation du Port-au-Prince par les Anglais ; marche du général Toussaint-Louverture sur Jérémie, 253. — Rétablissement du calme dans la partie française ; reconstruction du Cap ; quantité prodigieuse de prises anglaises et américaines, destinées pour des établissemens anglais, 274. — Prise des Irois par Rigaud, et sa marche sur Jérémie, 277. — Attaque combinée de Rigaud, Toussaint et Beauvais, dirigée sur tous les points contre les Anglais, 279. — Ils les obligent d'évacuer le Port-au-Prince, Saint-Marc et Arcahay, 289. — Conditions de cette évacuation, 290. — Rapport officiel sur ces événemens, 302. — Mauvais succès de l'expédition des Anglais contre les Cayes, dont ils sont repoussés par les Français et les Espagnols réunis, 332. — Armistice accordé aux Anglais, par terre seulement ; amnistie aux habitans des lieux qu'ils ont évacués, 351. — AN VII. Ils attaquent le département du Sud ; sont repoussés avec perte, 6. — Lettre sur l'état de la Colonie, adressée au citoyen Boisron jeune, député ; reconstruction du Cap, 20. — Saint-Domingue évacué par les Anglais, 25. — Envoi d'un message au directoire, pour lui demander des renseignemens sur la guerre civile de cette Colonie, 28. — Ordre du jour sur le nombre des députés à élire dans ses prochaines élections, 30. — Lettre sur sa situation, écrite par la municipalité d'Aquin, 36. — Evacuation du Môle par les Anglais, 41. — Article sur cette Colonie et le retour du gé-

néral Hédouville, 93. — Nouvelles pièces, et diverses proclamations y relatives, 97. — Proclamation de l'administration municipale du Cap, au sujet des événements arrivés au Port-Liberté au mois de vendémiaire, 106. — Adresse au commerce français, pour l'engager à y rétablir ses relations, 111. — Lettre du ministre de la marine sur ses relations commerciales, 114. — Autre de Toussaint - Louverture sur sa situation, 199. — Etat de la culture, 201. — Discussion et débats sur ses élections de l'an VI; envoi d'un message pour connaître l'époque de la publication de la loi du 26 nivôse, 220 et 221. — Célébration de la fête de l'abolition de l'esclavage; discours prononcés à cette occasion, 265. — Prétendu traité de Toussaint-Louverture avec les Anglais, 312. — Lettre du ministre sur la situation de l'île, 325. — Nomination de ses commissaires, 346. — Démission d'Adet, l'un d'eux, 347. — Lettre sur la Colonie, 354. (*Voyez COLONIES*).

SAINT-DYÉ, département de l'Aube. AN IV. Message relatif à l'élection des juges, des assessseurs et du président de l'administration, 101. — Approbation de la résolution relative à l'élection d'un juge de paix, 117.

SAINT-AFFRIQUE, département de l'Aveyron. AN I.^{er} 1793. Décret concernant les troubles de cette commune, 33.

SAINT-ANNE (montagne de). AN I.^{er} 1793. Les Prussiens en sont chassés, 208.

SAINT-COLOMBE. AN II. 1793. Reprise de cette ville sur les Espagnols, 18.

SAINT-LUCIE (île de). AN I.^{er} 1793. Sa rentrée sous les lois de la république, 100. — AN III. Détails sur les insurrections provoquées dans l'île par les hommes libres de couleur, 242. — Décret qui autorise le paiement par la trésorerie des traites tirées sur elle par l'ordonnateur de cette Colonie, 248. — Texte de ce décret, 254. — Sa conquête par les Français, 317. — Détails transmis par Victor Hugues et Lebas, 344. — AN V. Etat peu satisfaisant de l'île, 9.

SAINT-MARGUERITE. AN 1790. Les prisonniers d'état renfermés dans cette île sont mis en liberté; leurs noms, 16.

SAINT-MARIE (port). AN 1792. Désastre

de ce port, et décret qui accorde un secours à ses habitants, 44.

SAINT-MENEHOULD, dite aussi MONTAGNE-SUR-AISNE. AN 1791. Lettre du maire annonçant que le roi, à son départ, lui a fait promettre qu'il ne lui arriverait aucun accident sur la route, 175. — Une députation de cette ville demande des casernes et des canons, 196. — Récompenses accordées à ceux de ses citoyens qui ont empêché l'évasion de Louis XVI, 231. — AN III. Adresse de sa société populaire contre les qualifications de Robespierriistes, 1. — AN V. Autre adresse d'un club qui accuse les membres du nouveau tiers de seconder les projets contre-révolutionnaires de Boissy, Dumolard et autres, 294. — Discussion, débats; renvoi au directoire, 295. — Déclaration des municipaux, portant qu'il n'existe point de société dans leur commune, et que les signataires de l'adresse y sont inconnus, 301.

SAINT-PÉLAGIE (la maison d'arrêt de), à Paris. AN 1792. Les détenus exposent leurs craintes d'être égorgés, 263.

SAINTES. AN 1791. L'évêché en est conféré au curé Robinet, 70. — AN IV. Les administrateurs du district annoncent l'évasion de Barrère, 46. (*Voy. CHARENTE-INFÉRIEURE*).

SAINT-ETIENNE, en Forez. AN 1789. Insurrection par suite de l'arrestation d'un ouvrier, 97. — AN 1790. Les entrepreneurs de sa manufacture réclament, au sujet d'un envoi d'armes dénoncé à l'assemblée nationale, 181. — Rapport sur les troubles de cette ville; leur poursuite renvoyée au siège de Lyon, 252. — AN I.^{er} 1793. Le représentant Beauvais accusé d'en vouloir livrer les armes aux Lyonnais, 235. — AN II. 1793. Secours accordés à son district, 17. — AN II. 1794. Une députation de la commune présente aux Jacobins Pignon acquitté au tribunal révolutionnaire, 295. — AN IV. Rejet d'une résolution sur ses assemblées primaires, 156.

SAINT-EUSTACHE (île de). AN III. Nouvelle, à Londres, de la prise de cette île par les Français, 397. — Confirmation officielle de cette annonce, 322.

SAINT-FARGEAU, département de l'Yonne

AN V. La commune dénonce son assemblée primaire, 200.

SAINT-FLORENT, en Corse. AN II. 1793. Lettre de Salicetti, annonçant l'entrée de plusieurs frégates dans son golphe, 74. — AN II. 1794. Descente et fuite des Anglais, 149. — AN V. Ils en sont chassés par le général Casalta, 53.

SAINT-FLORENT, département de la Vendée. AN III. La veuve Beauchamp, de cette commune, sauve plusieurs républicains sur le point d'être fusillés par les rebelles, 122.

SAINT-FLORENTIN. AN I.^{er} 1793. Adresses d'adhésion au 31 mai, 175.

SAINT-FLOUR. AN I.^{er} 1793. Arrestation de Charrier, 160. — AN III. La commune demande la réparation des démolitions faites par Châteauneuf-Randon, qu'elle accuse de vandalisme, 260.

SAINT-GALL, en Suisse. AN V. Troubles dans ce canton; détresse du prince-abbé, 270 et 275. — Emigration nocturne du chapitre; enlèvement des effets de l'église et de l'abbaye, 322. (*Voy. SUISSE*).

SAINT-GENEST, d'Hières. AN 1791. Les membres de son ci-devant chapitre offrent les témoignages de leur soumission, 3.

SAINT-GEORGES, département de la Vendée. AN IV. Détails sur l'esprit public de ce petit bourg, au centre des lieux révoltés, où tous ses habitants sont patriotes, 110.

SAINT-GEORGES, en Italie. AN IV. Bonaparte y délivre une victime cloîtrée dans un couvent, 269. — AN V. Les Autrichiens y sont battus, 5. — Lettre du général Bonaparte, contenant les détails du combat qui y a eu lieu lors de la bataille d'Arcole; texte de la capitulation de cette place, accordée au général autrichien Provera, 131.

SAINT-GERMAIN-EN-LAYE. AN 1789. Troubles dans cette ville, 20. — Députation relative au meurtre qui y a été commis, et demande d'armes et de secours contre la famine; réponse du président, 21. — AN 1791. Deux maréchaux de camp y sont arrêtés sans passeports, 62. — Rapport de son tribunal contre un député dénoncé par sa municipalité, 158. — AN 3.^{er}

1793. Pétition par les habitants d'un *maximum* pour le blé et la farine, et d'un recensement général des grains, 116. — Désastres causés dans cette commune par un ouragan, 202. — AN II. 1793. Un commissaire civil y arrête un paquet de Lecarpentier; il est mandé à la barre, 56. — Sa justification, 58. — Arrestation d'un courrier et d'un représentant, par les agens du conseil exécutif; ils sont accusés d'arrestations arbitraires, et renvoyés au comité de sureté générale, 89. — AN III. Le district envoie des députés à la cérémonie funèbre de Féraud, 259. — AN IV. Désarmement par douze chasseurs à cheval de deux cens de ses habitants venus au secours des sections de Paris, 17. — Le maire mandé à la barre pour rendre compte de sa conduite, 20 et 21.

SAINT-GERMAIN-L'AUXERROIS. AN 1790. Sur l'invitation du curé, l'assemblée décide d'assister à sa procession du saint-sacrement, 160.

SAINT-GERMAIN-LAVAL. AN I.^{er} 1793. Des députés de ce canton déclarent qu'ils se sont opposés à la publication d'un arrêté du département de Rhône-et-Loire, 186.

SAINT-GERVAIS. AN II. 1793. Découverte que fait la municipalité de cette commune d'une somme en numéraire, 84.

SAINT-GIRONS. AN 1791. Une députation de cette ville expose l'indignation des citoyens à la nouvelle de la fuite du roi, et présente leur adhésion aux décrets, 211. — Demande des armes et munitions d'après les mouvemens des Espagnols, 230. — AN II. 1793. Le district dénonce le commissaire civil Allard, 90. — AN II. 1794. Autre dénonciation contre le même et Picot, 157.

SAINT-HILAIRE, département de la Manche. AN IV. Message sur la nomination d'un juge de paix, 102. — Approbation de la résolution qui annule ses élections, 194. — La municipalité dénonce le général Cambray, 248. — AN VII. Rejet d'une résolution sur la réparation de ses digues, 1.

SAINT-HUBERT, en Belgique. AN III. Incendie de cette ville; dévouement du onzième bataillon des Vosges, 120.

SAINT-HIPPOLITE, en Languedoc. AN 1790.

Union des catholiques et des protestans de cette ville, 175.

SAINT-JEAN, en Italie. AN IV. Victoire des Français ; détails, 219.

SAINT-JEAN-D'ANGELY. AN 1790. Troubles pour l'élection du maire ; la municipalité de la Rochelle est chargée d'en prendre connaissance, et d'en rendre compte à l'assemblée, 42. — Décret sur les troubles de cette ville et sur l'assassinat du maire de Varèze, 336.

SAINT-JEAN-DE-LOSNE. AN 1789. Cette commune renonce à ses privilèges, 15.

SAINT-JEAN-DE-LUZ. AN 1790. Confirmation de la fixation de la journée de travail faite dans cette ville, 109. — Rapport et discussion sur la franchise de ce port, 331. — AN II. 1793. Sa situation, 53.

SAINT-JEAN-DE-MAURIENNE. AN I.^{er} 1793. Entrée des troupes de la république dans cette ville, 246.

SAINT-JEAN-DE-PIED-DE-PORT. AN 1790. Insurrection dans cette ville, 244. — AN I.^{er} 1793. Affaire dans ses environs ; échec des Français, 191. — AN III. Adresse de la commune contre les terroristes, 273.

SAINT-JEAN-DU-GARD. AN III. Dénonciation de Borie par sa société populaire, relativement à sa conduite à Nismes, 237.

SAINT-JUNIEN. AN V. Approbation d'une résolution pour faire réparer le pont de cette commune, 43.

SAINT-LAMBERT. AN II. 1794. Démolition de la belle église de ce nom dans la ville de Liège, 349.

SAINT-LAURENT-DE-LA-MONGA. AN II. 1794. Est pris par les Français avec sa fonderie de canons, 246.

SAINT-LAZARE. AN 1789. Enlèvement de grains et pillage de cette maison au 14 juillet, 20. — AN III. Décret qui y transporte les femmes détenues à Bicêtre et à la Salpêtrière, 88. (*Voyez PARIS*).

SAINT-LEGER. AN I.^{er} 1793. Occupation de ce poste par l'armée de Nantes, 264.

SAINT-LEO. AN V. Prise de cette forteresse par l'armée d'Italie ; les patriotes italiens qui y étaient

enfermés sont élargis, 179. — AN VI. Reddition du château aux troupes cisalpines, 106.

SAINT-MAIXENT. AN I.^{er} 1793. Lecointe-Puyraveau annonce que, quoiqu'environnés de rebelles, les citoyens de cette commune ont accepté la constitution, 203. — Les administrateurs du district accusent Rossignol, 244.

SAINT-MALO, dit aussi PORT-MALO. (*Voyez la table de l'Introduction*). AN 1789. Précis des évènements, en apprenant la conduite de la cour, 28. — Demande des secours contre la disette, 59. — Son clergé et sa noblesse se prononcent contre l'assemblée, 82. — AN 1790. Adresse de la ville contre les assignats, 254. — Emeute y occasionnée par l'enlèvement des comestibles, 309. — AN 1791. Arrestation d'individus qui ont tiré sur la garde nationale, 50. — Dénonciation contre un régiment qui en a déserté, 284. — Son adresse sur les Colonies et contre les mesures décrétées à leur égard, 337. — AN I.^{er} 1793. Sa société populaire dénonce les administrateurs, 252. — AN II. 1794. Arrestation de l'ex-commandant de la garde nationale, 108. — Opérations de Lecarpentier, 120. — Inauguration des bustes de Marat et Lepelletier à la société populaire, 151. — Suite des opérations de Lecarpentier, 168. — Il annonce que le nouveau pavillon de la république a été arboré sur tous les vaisseaux avec la plus grande pompe, 252. — Evasion de Grandclos, armateur de ce port ; arrestation de ses gardes et saisie de ses effets, 258. — Débarquement des Français faits prisonniers par les Anglais à l'île de Tabago, et échangés, 260. — AN III. Dénonciation par les habitans de cette commune contre Lecarpentier, 218. — Nouvelles de ce port, 276. — Annonce de la découverte d'un complot pour le livrer aux Chouans et aux Anglais ; mention honorable de la conduite des autorités constituées et des citoyens, 308. — AN IV. Camp formé près cette ville par le général Hoche, 326. — AN VI. Correspondance télégraphique établie par ce port, entre Brest et Paris, 320. — AN VII. Détails d'un débordement de la mer, 4.

SAINT-MARC (île). AN 1790. Les membres de son comité protestent de leur dévouement à

l'assemblée nationale, 174. — Les volontaires nationaux jurent d'être fidèles au serment décrété par l'assemblée nationale et refusent de prêter celui proposé par l'assemblée générale de Saint-Domingue, 251. — L'assemblée générale de Saint-Marc dénonce le ministre Laluzerne, 260. — Une partie des membres de cette assemblée est transportée à Brest sur le Léopard, 262. — Ces membres sont admis et entendus à l'assemblée nationale, 275. — AN 1791. Réclament leur renvoi dans leurs foyers; débats sur leur audition à la barre, 90 et 92. — AN II. 1794. Leur arrestation, 171. — AN III. Prise de la ville par les Français, 133. — (*Voy. SAINT-DOMINGUE et COLONIES.*)

SAINT-MARC, district de Sédan. AN 1791. Sa municipalité est dénoncée comme résistant au reculement des barrières, 78.

SAINT-MARC, en Italie. AN V. Détails de l'affaire de ce nom, lors de la bataille d'Arcole, 131.

SAINT-MARCELIN. AN 1789. La municipalité de cette ville annonce à l'assemblée nationale la convocation extraordinaire des états de Dauphiné, 77. — Adresse annonçant qu'elle ne se rendra pas à cette convocation sans un décret de l'assemblée nationale, 81. — AN 1790. Fédération de ses gardes nationales, 63.

SAINT-MARIN, (la république de). AN V. Envoi par le général Bonaparte, de Monges, auprès de cette ancienne république; son discours, et réponse des capitaines-régens et des représentants à cette occasion, 166. — Ils demandent l'exemption des contributions pour leurs biens situés dans la Romagne; réponse favorable de Bonaparte et don qu'il leur fait de quatre pièces de canon, 202. — Le peuple réclame sa souveraineté, 293.

SAINT-MARTIN, (l'île). AN III. Sa prise par les Français, 317. — Confirmation officielle de cette nouvelle, 322.

SAINT-MARTIN-DE-LAUTOSCOA. (*Voy. LAUTOSCOA.*)

SAINT-MARTIN-DES-CHAMPS. AN 1789. Les religieux de cette abbaye offrent leurs biens à la nation; débats à ce sujet, 63 et 64.

SAINT-MAURICE. AN IV. Kellerman réclame des secours pour ce bourg incendié, 89.

SAINT-MAXENS, département de la Somme. AN VI. Condamnation de cette commune à 6,000 francs de dommages et intérêts, envers la veuve et les enfans du citoyen Blanc, brigadier de gendarmerie qui y a été assassiné, 242.

SAINT-MICHEL, fort hollandais. AN I.^{er} 1793. Le ministre de la guerre annonce sa prise par le général Champmorin, 50.

SAINT-NAZAIRE. AN 1792. Décret qui y établit une juridiction de prud'hommes pêcheurs, 95.

SAINT-OMER. AN 1790. Cette ville est autorisée à établir une imposition pour le soulagement des ouvriers, 125. — La municipalité s'oppose aux intrigues des prêtres, 126. — Décret portant qu'une pension continuera d'être payée au collège de cette ville pour l'éducation des catholiques anglais, 320. — AN 1791. Proclamation du roi sur une arrestation de grains qui y a eu lieu, 328. — AN 1792. Procès-verbaux sur ses troubles, 9. — AN II. 1794. Le district envoie six mille marcs d'argenterie d'église, 119. — L'affiliation de sa société aux Jacobins est suspendue, 356. — AN III. Applaudit à la destruction par Florent Guyot du régime de la terreur, 6. — Troubles survenus en cette commune à l'occasion des grains; traduction des séditieux au tribunal criminel; lettre de Barras à ce sujet, 323. — AN VI. Son cercle constitutionnel est fermé par le directoire, 248. — AN VII. Renvoi devant les tribunaux de contestations entre deux de ses négocians, 39.

SAINTONGE. AN 1790. Plusieurs paroisses de cette province accusées de s'être liguées contre la perception des impôts, 310. — AN VI. Motion sur ses terrains desséchés, 80.

SAINT-OUEN (l'abbaye de), à Rouen. AN 1790. Est autorisée à exploiter les biens qui lui appartiennent, 114.

SAINT-PAFOUL, département de l'Aude. AN IV. Décret qui annule ses élections, 277.

SAINT-PAUL, du Var. AN II. 1793. Les administrateurs écrivent que les Piémontais ont été repoussés au poste de Gillette, 48.

SAINT-PAUL-TROIS-CHATEAUX. AN 1790. Cette commune est autorisée à s'imposer pour subvenir aux frais de son approvisionnement de grains, 122.

SAINT-PIERRE, de la Martinique. AN 1790. Son blocus par Damas, gouverneur de la Colonie, 217. — La tranquillité est maintenue par le gouverneur, qui renvoie en France douze séditeux, 244. — AN 1791. Accusation contre Damas, Vioménil et l'assemblée coloniale, comme cause de ses malheurs, 1. — Menaces d'un bombardement, 35. (*Voy. MARTINIQUE et COLONIES*).

SAINT-PIERRE (le chapitre de), à Clermont-Ferrand. AN 1790. Envoie une adresse patriotique à l'assemblée nationale, 352.

SAINT-PIERRE, île dépendante de la Sardaigne. AN I.^{er} 1793. Demande sa réunion à la France, 120. — AN VII. Ravages qu'y commet une escadre barbaresque, 13, 27 et 29.

SAINT-PIERRE-LE-MOUTIER. AN 1790. Emeute dans cette ville, à cause du renchérissement des grains; elle est autorisée à lever une imposition extraordinaire pour en faire baisser le prix, 150.

SAINT-PORQUIER. AN 1790. Est autorisé à ouvrir un emprunt, 190.

SAINT-QUENTIN. AN 1789. Confirmation de la nomination de son comité, élu en remplacement de sa municipalité démissionnaire, 102. — AN 1790. Imposition pour le service de sa garde nationale, imputée à - compte sur la taxe exigée pour être citoyen actif, 21. — Emeute, 149. — Arrêt du conseil ordonnant la poursuite contre le séquestre des biens du chapitre de cette ville; décret qui déclare cet arrêt comme non-avenue, et ordonne le dépôt des sommes séquestrées à la caisse de l'extraordinaire, 318. — AN I.^{er} 1793. Adhésion de cette ville au 31 mai, 164. — Elle réclame des secours pour ses subsistances, 243. — AN II. 1794. Elargissement de ceux de ses habitants détenus à l'Abbaye, 156. — Décret relatif au citoyen Bicit, agent national de son district, 251. — AN III. Rapport de Poultier sur son canal, 129. — Lettre du procureur-syndic du district, annonçant l'acceptation de la constitution et des décrets de fructidor, 362. — AN VI. Pétition de citoyens demandant à jouir du bénéfice de l'acte constitutionnel, 170.

SAINT-REMY, département de l'Oise. AN VII. Détails sur le vol de sa ferme, 184.

SAINT-SATURNIN. AN 1791. Arbore les armes de France, 5.

SAINT-SAUVEUR. AN 1791. Répartition d'une somme aux incendiés de cette ville, 358.

SAINT-SÉBASTIEN. AN II. 1794. Est enlevé aux Espagnols, 326.

SAINT-SERVAN. AN 1792. La municipalité dénonce des embaucheurs dans le Morbihan et les côtes du Nord, 10.

SAINT-SEVER. AN 1791. Emeute dans cette ville, 163. — AN II. 1794. Puniton des auteurs d'un complot pour livrer le pays aux Espagnols, 194.

SAINT-SULPICE (LA CHAPELLE-). AN 1790. Un décret confirme l'élection du maire, 130.

SAINT-SYLVAIN, département du Calvados. AN VI. Expulsion des quatre électeurs de ce canton; réclamation en leur faveur; renvoi à la commission, 219.

SAINT-SYMPHORIEN. AN II. 1793. Les brigands y sont battus, 21.

SAINT-THOMAS-DE-COSAC, près de Saintes. AN 1790. Insurrection des paysans, et incendie du château de Bellegarde, 143.

SAINT TRON. AN II. 1794. Prise de cette place, 308. (*Voy. LIÈGE*).

SAINT-VALERY. AN 1791. Intrépidité d'un matelot de cette ville; décret qui le concerne, 31.

SAINT-VALLIER. AN 1789. Cette ville proteste contre la convocation des états de Dauphiné, 83.

SAINT-VICTOR (abbaye de). AN 1789. Don patriotique de ses religieux, 77.

SAINT-VINCENT (île). AN III. Détails sur les insurrections y provoquées par les hommes de couleur, 242. — Nouvelle officielle de sa prise par les Français, 322. — AN IV. Enlèvement du camp anglais, 238. — Détails sur sa prise, 345. — AN V. Lettre annonçant le succès de la culture de l'arbre à pain, 136.

SAINT-YRIEX. AN I.^{er} 1793. Ses autorités constituées soulevées contre la convention; décret de mesures répressives, 222.

SALINS. AN II. 1794. La société populaire de cette commune donne à celle des Jacobins des détails sur la fête à l'Être-Suprême, 292.

—AN III. Adresse de la commune contre les terroristes, 273.

SALM. AN I^{er}. 1793. Des députés de cette principauté se justifient des inculpations qui leur ont été faites, et demandent le maintien du traité de paix, 36.—Elle est réunie à la France, 63.—Fait un don patriotique, 186. — Poulain-Grandpré fait rendre un décret qui dispense les habitants de verser au trésor public l'arriéré des contributions qu'ils devoient à leur prince, 212. (*Voyez aux noms d'Hommes*).

SALO. AN IV. Les Autrichiens y remportent quelques succès, 326. — AN V. Trahison qu'y éprouvent les Bergamasques, 215. — Bonaparte fait relâcher les prisonniers qui y avaient été faits, et qui étaient conduits enchaînés à Venise, 249.

SALON. AN 1793. Décret qui réintègre les patriotes de cette commune dans leurs propriétés, 193.

SALPÊTRIÈRE (la). AN 1790. Détails sur cet établissement et celui de la Force, 93.—Réflexions sur cette prison, 217. — Insurrection qui y éclate, 326. — Lettre du comité de mendicité au ministre de la justice sur cet établissement, 354. — AN III. Décret qui transporte à St.-Lazare les femmes qui y étaient détenues, 88.

SAMBRE (la), rivière. AN II. 1794. Son passage effectué par l'armée du Nord; lettre de Moreau à ce sujet, 238 et 246. — AN III. Sa jonction à l'Oise par un canal, 28, 34 et 256.

SANCERRE (le comté de). AN 1789. A l'occasion de l'échange de ce comté, l'assemblée nationale ordonne la création d'un comité des domaines pour connaître de tous les objets de ce genre, 67.—AN 1791. Révocation de cet échange, 209 et 211. — AN II. 1794. Décret qui ordonne la vente des biens de d'Espagnac, qui en est l'échangeur, 204.—AN IV. Troubles royalistes dans cette commune, et détails sur leur compression, 214 et 216.

SANCOURT (la commune de). *Voyez* DONJEUX.

SANGATTE, département du Pas-de-Calais. AN VI. Incendie de cent vingt-sept habitations, 279.

SANOIS. AN VII. Dénonciation par cette com-

mune d'une proclamation de Louis XVIII; mention honorable, 276.

SANTO-GIORGIO. (*Voy.* SAINT-GEORGES).

SAONE (la). AN 1790. Décret relatif aux transports sur cette rivière, 315. — AN IV. Message pour l'augmentation de son canal de jonction à la Loire, 181.

SAONE (le département de la HAUTE). Dénonce au tribunal de Vezoul un prétendu bref du pape, 31. — Situation de ce département, 197. — AN II. 1793. Arrêté de l'administration pour l'arrestation du général Humbert, cassé par décret, 78. — AN III. Saladin y est envoyé en mission, 202. — Traduction, à son tribunal criminel, de Vallée, ex-membre du comité de surveillance de Dijon, 329. — AN V. Résolution relative à ses salines, 96. — Ses administrateurs demandent à poursuivre Poultier comme calomniateur, 332. — Ses élections sont annulées au 18 fructidor, 350. — AN VI. Approbation de ses élections, 218. — AN VII. Dévouement de sa jeunesse, 77. — Adresse de l'administration sur un combat occasionné par des prêtres réfractaires, 312.

SAONE-ET-LOIRE (le département de). AN I^{er} 1793. L'administration rétracte son arrêté du 30 mai, qui ordonne à tous les députés suppléants de se rendre à Bourges, 178. — Chabot est adjoint aux deux commissaires envoyés dans ce département, 203. — Ses gardes nationales sont requises de s'opposer à la marche des Lyonnais, 205. — AN II. 1793. Javoques y est envoyé en mission, 42. — AN III. Ses administrateurs réclament contre la loi qui prive du droit de voter les individus non-rayés définitivement, 352. — AN IV. Message pour l'augmentation de son canal, 181. — AN V. Ses élections sont annulées au 18 fructidor, 350. — AN VII. Ajournement de la résolution sur ses élections; 242.

SAORGIO. AN I^{er} 1793. Dispositions de l'armée républicaine pour l'attaque de cette place, 220. — AN II. 1794. Mort glorieuse de Brulé et Langlois à son défilé, 228.

SAR (le camp de). AN II. 1793. Est forcé par les Espagnols, 131.

SARDAIGNE (la). AN 1789. Son gouvernement garantit celui de Genève, 130. — AN 1790.

Augmentation

Augmentation de ses forces, 37 et 99. — Ses différends avec Gènes, 226. — AN 1792. Sa coalition avec quelques puissances, pour s'opposer à l'établissement de la liberté en France, 43. — Dépêches officielles du roi, déclarant qu'il a fait dissiper les rassemblements d'émigrés dans le Piémont, 97. — Se concerta pour le maintien de la monarchie en France, 127. — Refuse de donner satisfaction de l'insulte faite à l'agent Semonville, 131. — Annonce officielle que son armement n'est que défensif, 141. — Ses intentions hostiles contre la France; reçoit les princes français à Turin, 150. — Décret qui enjoint au ministre des affaires étrangères de rendre compte de la situation politique de la France avec cette puissance, 205. — Lettre du ministre à ce sujet, 217. — Excès commis par les troupes sardes dans la Maurienne et la Tarentaise, 290. — Lettre au roi de Sardaigne, relativement aux affaires de France, 303. — Il est inconsolable de la perte de la Savoie, 308. — Ordonnance par laquelle il expulsait de Savoie tous les Français non-domiciliés depuis quatre ans, 323. — Ses préparatifs extraordinaires de guerre, 357. — AN 1.^{er} 1793. Nouvelle de l'expédition contre l'île, dirigée par le contre-amiral Truguet, 27. — Insuccès de cette attaque; le roi fait célébrer un service pour Louis XVI; s'y dépouille de ses ornements royaux, et déclare au peuple que s'il préfère les lois françaises, il est prêt à descendre du trône; le peuple lui prête un nouveau serment de fidélité, 69. — Détails des causes qui ont fait échouer l'expédition de Truguet, 74. — Bruit d'un traité fait avec l'Angleterre, 216. — Expédition et défaite des troupes sardes, 233, 240 et 248. — AN II. 1794. Le roi se met aux subsides de la cour de Londres, 151. — Disette d'argent; altération des monnaies, 169. — Découverte d'une conspiration; nombreuses arrestations, 268. — Edit prohibitif de l'émigration, 271. — AN III. Situation critique du gouvernement, 43. — Fermentation générale dans l'île, 363. — AN IV. Bruits de paix avec la France, 12. — Insurrection, 14. — Troubles violents, 143. — Armistice, 231. — Et paix avec la France, 242. — Sa ratification, 268. — AN V. Ports de l'île fermés aux Anglais, 17. — Mort du roi, 34. — Communi-

Table alphabétique.

cations à ce sujet entre le directoire et son successeur, 35. — Ses travaux pour la restauration de ses finances, 82. — Édit qui dispense ses sujets du serment de fidélité, 88. — Mauvais traitements qu'y essuient les amis de la liberté, 155. — Traité d'alliance avec la France, 206. — AN VI. Le roi félicite la république cisalpine de son installation, 8. — Texte et ratification du traité d'alliance avec la république, 35 et 37. — Le roi renouvelle l'ordre d'expulser de ses états tous les émigrés et déportés français, 200. — Ses ordres pour ouvrir ses ports à l'escadre française, 248. — AN VII. Arrestation, à Paris, de son ministre, 78. — Le directoire lui fait déclarer la guerre, 79 et 82. — Réflexions sur ses perfidies, 79. — Son acte de renonciation au Piémont, 91. — Se retire avec sa famille en Sardaigne, *ibid.* — Fait présent à l'adjudant-général Clauzel du tableau représentant l'*hydropique*, 101. — Son projet pour favoriser un débarquement d'Anglais à Oneille, 103. — Approuve que les régimens suisses, ci-devant à son service, se réunissent à l'armée d'Italie, 125. — Ses bijoux sont volés par un Barnabite, 139. — Remarques sur le roi, 155. — Son arrivée dans l'île, 192. — Hostilités contre la France, 292. — Suwarow nommé généralissime des troupes Piémontaises, 345. — Divisions entre les cabinets de Vienne et de Londres sur son rétablissement, 346. (*Voy. PIÉMONT, SAVOIE et TURIN*).

SARGUEMINES. AN 1790. Décret qui autorise dans cette commune la construction d'un pont de bateaux, 135. — AN II. 1794. Dénonciation contre un administrateur et l'agent du district, 363. — AN V. Troubles occasionnés par les prêtres réfractaires, 97. — AN VI. Tremblement de terre dans ce canton, 188.

SARLAT, département de la Dordogne. AN VI. Est mis en état de siège, 145.

SARRE-LIBRE, auparavant SARRE-LOUIS. AN 1791. Dénouement de cette place attribué au ministre de la guerre, 302. — AN 1792. Adresse de son club conseiller à Louis XVI de soutenir l'indépendance de la nation, ou de quitter le trône; 168. — La municipalité annonce l'émigration des officiers d'Esterhazy et l'arrestation de deux chefs

militaires, 218. — Les administrateurs du district transmettent les dévastations commises dans les campagnes par les ennemis, 244. — AN I.^{er} 1793. Mise de la place en état de siège, 252. — AN II. 1793. Une députation demande l'expulsion des nobles des armées, la suppression des aumônières et des épaulettes, 82. — AN II. 1794. Condamnation au tribunal révolutionnaire de onze de ses habitants, 162. — AN III. Ligne formée de cette place à Trèves, 6. — AN V. Annulation de ses élections municipales, 53.

SARTHE, (le département de la). AN 1790. Est chargé de donner son avis sur la réduction de ses districts, 291. — AN 1792. Les électeurs annoncent des choix patriotes, 254. — Envoi de commissaires de la convention, à l'occasion des troubles sur les subsistances, 332. — Avantage remporté sur des brigands qui le dévastaient, 337. — AN I.^{er} 1793. Fonds destinés à y organiser une force armée, 61. — AN II. 1794. Garnier de Saintes annonce aux Jacobins l'envoi au tribunal révolutionnaire de conspirateurs de ce département, 200. — AN III. Annulation d'un jugement de son tribunal, relatif à la femme Georget, 110. — Opérations de Duhois Dubay, 165. — AN V. Annulation de ces élections au 18 fructidor, 350. — AN VI. Rassemblement des chouans, 265. — Papiers contre-révolutionnaires de Deschamps, curé dans ces contrées, 338. — AN VII. Compte de plusieurs assassinats y commis; message à ce sujet, 101. — Dénonciation de Mesnard-Lagroye contre son commissaire central, à l'occasion d'une circulaire tendante à influencer les élections; débats à ce sujet; impression du discours, 184 et 185. — Message du directoire, justificatif de la conduite de son agent; nouvelle discussion y relative, 188. — Sortie de Bardou-Boisquetin contre les assassinats qui s'y commettent; nombre des victimes tombées sous les coups des royalistes, 267. — On lui applique la loi des otages, 333 et 361. — Création d'une légion pour y combattre les chouans, 355. — Succès contre eux, 361. (Voyez VENDÉE, OUEST et CHOUANS.)

SAS-DE-GAND (la principalité de). AN VII. Arrêté du directoire sur les droits de navigation à percevoir dans ses douanes, 130.

SASSARI. AN IV. Le peuple se déclare indépendant du gouvernement piémontais; troubles dans cette ville, 150.

SAUMUR. AN 1789. Une députation de cette ville félicite l'assemblée, 22. — AN 1790. Sédition pour la suppression des droits d'entrée, 26. — AN I.^{er} 1793. Approche des vendéens jusqu'à ses portes, 82. — Explosion des poudres, 85. — Avantage remporté sur les rebelles, 157. — Adhésion au 31 mai, 164. — Prise de cette ville par les vendéens, annoncée à la convention, 166. — Relation de cet événement, 167. — Reprise par l'armée de Biron, 171. — Entrée dans la place de Chambon, capitaine du huitième régiment de hussards, 181. — AN II. 1793. Les rebelles se réorganisent dans ses environs; mesures contre eux, 80. — Lettre du général Turreau sur le même sujet, 81. — AN II. 1794. La municipalité annonce à celle de Paris la destruction volontaire d'un commerce considérable de chapelets, 205. — Traduction en jugement de son comité révolutionnaire, pour avoir élargi vingt militaires, 289. — Rapport de cette mesure, 324.

SAURA (le canton de). AN IV. Décret qui annule les élections de son assemblée primaire, 119.

SAUSSURE. AN II. 1793. Trait de patriotisme de seize sans-culottes de cette commune; récompense qui leur est accordée, 61.

SAUVAGES. AN 1790. Constitution politique des peuples sauvages qui environnent les États-Unis d'Amérique, 189. (Voy. INDIENS).

SAVANNA, dans les États-Unis. AN V. Incendie qui a consumé deux cent vingt-neuf maisons; évaluation de la perte, 134.

SAVENAY. AN I.^{er} 1793. Le curé constitutionnel de cette commune meurt plutôt que de prononcer le nom de *roi*, 100. — AN II. 1793. Adresse de l'armée de l'Ouest sur la défaite des brigands près cette place, 99.

SAVERNE. AN II. 1793. Rapport sur une affaire qui a eu lieu près de cette ville, 45.

SAVONNERIE (la). AN 1791. Sa manufacture est comprise dans les domaines accordés au roi, 148.

SAVOIE (la). AN 1790. Insurrection, 146. — Lettre sur les troubles et la situation de ce

pays, 154. — Formation d'un camp, 189. — Rassemblement de troupes, sous prétexte d'arrêter la contrebande du sel, 193. — Sur ses impôts, 201. — Insurrection des paysans, 263. — Observation sur l'affluence des Savoyards à Paris, 358. — AN 1791. Ouvrage sur la maison de Savoie, 327. — AN 1792. Don patriotique des Savoisien, résidans à Paris, 152. — Invasion de Montesquiou en Savoie et détails de ses succès, 271 et 273. — Projet d'adresse à ce peuple par Anacharsis Clootz, 274. — Détails sur la fête civique, célébrée en mémoire du succès de la liberté dans ce pays, 291. — Détermination des Savoisien pour former un quatre-vingt-quatrième département, 293. — Leur adresse à la commune de Paris, 297. — Nomination de députés pour émettre le vœu national, 299. — Question sur la réunion de la Savoie à la France, par B. V., 305. — La convention savoisienne destitue le roi de Turin, et émet son vœu pour la réunion, 307. — Abolition des couvens; séquestre des biens des émigrés; saisie de ceux de l'église par l'assemblée nationale savoisienne, 308. — Inquiétudes des souverains d'Italie à l'occasion de l'invasion de la Savoie, *ibid.* — Chagrin que sa perte cause au roi, *ibid.* — Des députés savoisien demandent que ce pays forme un quatre-vingt-quatrième département, 318. — Ordonnance qui en expulsait les Français, 323. — Discussion sur la proposition de la réunir à la France, 328. — Décret de cette réunion, sous le nom du département du Mont-Blanc, 333 et 334. — AN 1.^{er} 1793. Décret pour l'arrestation de ceux qui ont fui de ce pays à l'approche des armées françaises, 233. — AN III. Accusations contre Montesquiou au sujet de sa campagne contre les Sardes, 351. — AN VII. Résolution relative à ceux de ses habitans pensionnés du roi de Sardaigne, 236. (*Voy. MONT-BLANC, CHAMBERY, SARDAIGNE, MONTESQUIOU, etc.*)

SAXE (la BASSE-). AN 1791. Achat qu'on y fait de chevaux pour les émigrés, 314. — AN VI. Insulte qu'y éprouve le ministre prussien, 352.

SAXE (la HAUTE-). AN 1790. Insurrection des paysans, 263. — L'électeur est présenté comme candidat au trône de Pologne, 328. — AN 1792. La couronne lui en est offerte, 39. — En l'acceptant

il veut rapprocher ce pays de la constitution anglaise, 132. — AN II. 1793. Rescrit qui admet tous les citoyens aux charges de l'état, sans autre distinction que celle du mérite, 273. — Différend de cette cour avec celle de Madrid, au sujet d'un Français au service du ministre de Saxe, 48. — AN III. Elle se prononce pour la médiation prussienne, 298. — AN IV. Déclaration sur le rassemblement d'un corps de troupes sur ses frontières, 335. — AN V. Accession à la neutralité avec la France, 92 et 108. — AN VI. Notice sur le ministre de Saxe à Rastadt, 289. — Autre sur la maison ducale, 305.

SCANDIANO. AN V. La régence de Modène y foment une insurrection, 35.

SECAUX. AN II. 1794. Conservation du château pour établissement public, 228. — Députation de la commune qui présente à la convention et aux Jacobins les bustes de Barra et de Viala et la famille du jeune Barra, 252 et 262. — AN VI. Un épicier s'y brûle lui-même dans sa maison, 264.

SCHAFFOUSE. AN VI. Révolution de ce canton, 157. — Lettre de Mengaud à ses magistrats pour les presser d'accepter la constitution, 201. — AN VII. Destitution du préfet, comme partisan de l'Autriche, 205. — Evacuation de la ville par les Français, 219. — Proclamation annonçant que l'Angleterre prend à sa solde les Suisses qui s'armeront contre les Français, 298. (*Voyez SUISSE*).

SCHAMBOURG. AN 1.^{er} 1793. Rapport et proposition pour la réunion de ce pays, 38.

SCHIFFIELD. AN 1791. Nouvelle d'une émeute dans cette ville, 220. — AN II. 1794. Dénonciation par Pitt de l'esprit de jacobinisme qui dirige sa société; poursuites ordonnées en conséquence, 263. (*Voyez parlement d'ANGLETERRE*).

SCHLESTAT. AN 1790. La municipalité de cette ville dénoncée par Rewbell, 109. — Décret qui annule l'élection de cette autorité, et mande le maire à la barre, 161. — La municipalité y justifie sa conduite, 200. — Décret qui ordonne la poursuite des troubles, 228. — AN 1791. Lettre qui renvoie les procédures au tribunal de Saint-Diez, 78. — AN II. 1793. Dénonciation relative à l'approvisionnement de l'artillerie de cette place, 265.

SCHENCH. AN III. Prise de cette place par l'armée du Nord, 54.

SCHERNESSE. AN V. Insurrection sur la flotte anglaise, 259 et 264.

SCHLUSSEBOURG. AN III. Détention de Kosciuszko dans cette forteresse, 145.

SCHWITZ. AN VI. Troubles dans ce canton, 362. — AN VII. Refus d'y prêter le serment civique, 2. — Sa conquête par l'armée d'Helvétie, 332. (*Voyez SUISSE*).

SCIOTO (le), en Amérique. AN 1790. Avis aux dupes qui s'y rendent, 65. — Situation malheureuse des Français dans ce pays, 338. — AN 1791. Notice sur cet établissement, 106.

SCUTARI. AN V. Détails sur la mort de son pacha révolté contre la Porte, 67.

SÉBÉNICO. AN V. On y assassine le consul français, 350.

SEDAN. AN 1790. Suppression de son ancienne milice, 151. — Est autorisé à ouvrir un emprunt, 188. — AN 1791. Adresse du district relative à la fuite du roi, 181 et 185. — Dispositions des habitants, 189. — AN 1792. Décret qui ordonne la mise en arrestation des officiers municipaux et leur traduction à la barre, 232. — Arrêté du conseil-général et procès-verbal pour l'élargissement des commissaires de l'assemblée nationale; réquisitoire de Lafayette, portant ordre de les arrêter, 236. — Rapport des commissaires, et décret approbatif des mesures prises par eux, 250. — Suspension des corps administratifs par le pouvoir exécutif, 259. — Lettre du commandant de cette place, annonçant que le duc d'Angoulême a été tué par le colonel de Chamboran, 296. — AN II. 1793. Une députation de la commune présente à la convention les dépouilles du culte, et demande une division de l'armée révolutionnaire pour faire justice des partisans de Lafayette, 26. — AN II. 1794. Autre envoi d'argenterie, 110. — Réclamations de la société populaire en faveur des patriotes incarcérés, 127. — Dénonciation contre l'accusateur public du tribunal révolutionnaire de cette commune, et sursis à tous les jugemens de ce tribunal, 130. — Réclamations de la société populaire en faveur du maire Vassant, 140. — Envoi d'une dé-

putation en faveur de l'accusateur public et du tribunal révolutionnaire précédemment dénoncés, 143. — Adresse de la société populaire pour la guerre, le maintien des lois révolutionnaires, l'annéantissement de toutes les factions, et sur tout des Phillippeautins; réclamations et refus d'insérer l'adresse au bulletin, 153. — Rapport sur les détenus de Sedan, jugés par le tribunal militaire de l'armée des Ardennes, et cassation de ces jugemens, 164. — Ouverture du temple de la Raison; avances considérables faites par la commune, 176. — Un de ses citoyens, au nom du représentant Massieu, dénonce, aux Jacobins, les mauvais traitemens qu'y éprouvent les patriotes, 207. — Réclamation de la société populaire contre ses calomnieux, 214. — Révocation de l'échange de cette ci-devant principauté, 220. — La société fait part, aux Jacobins, des mesures prises par Levasseur contre les oppresseurs des patriotes, 231. — Pense qu'il faut ménager les royalistes comme des brebis égarées; improbation de ces principes par Collot-d'Herbois, 242. — Le tribunal révolutionnaire condamne à mort Deschapeaux, ex-maire, Lenoir, ex-procureur de la commune, et vingt-cinq ex-nobles et officiers municipaux, 262. — Sa société populaire applaudit au supplice de Robespierre, 341. — Demande de défenseurs officieux pour des Jacobins de cette ville, 351. — Sa société perd son affiliation à celle de Paris, 356. — Dénonciation contre les anciens administrateurs du district qui avaient délibéré de n'obéir à aucun décret non-signé par le roi; adresse de son comité révolutionnaire contre l'aristocratie et le modérantisme, 364. — AN III. Décret qui met les administrateurs précédens en liberté, 69. — Adresse de félicitation à la convention sur ses travaux, 72. — Dénonciation des habitants contre Hentz, Bô, Levasseur de la Sarthe et Massieu, 265. — Condamnation à mort de plusieurs membres de comités révolutionnaires, pour avoir assassiné juridiquement la municipalité de cette commune, 312. — Massieu est accusé, par plusieurs de ses collègues, d'avoir contribué à sa condamnation, 327. — AN VII. Un octroi de bienfaisance y est établi, 289. (*Voyez les ARDENNES*).

SÉEZ. AN I.^{er} 1793. Lettre sur le voyage de d'Orléans dans cette commune, 102.

SECONZAC. AN 1790. Cette ville autorisée à un emprunt, 138.

SEINE (la), rivière. AN 1789. Projet du canal de Brullé, 104. — AN 1790. Décret pour son ouverture et la jonction de la Seine à l'Oise et à la Marne, 179 et 295. — AN 1792. Autre pour l'ouverture de celui qui la joint à l'Aube, 122.

SEINE (le département de la), auparavant de PARIS. AN IV. Démission de Dambray, l'un de ses députés, 45. — Message relatif à son assemblée électoral, 47. — Décret pour la cessation de ses travaux, 55, 56 et 61. — Discussion sur ses députés, 93. — Rejet de la résolution qui les autorisait à rester provisoirement au corps législatif jusqu'après la remise de tous les procès-verbaux des assemblées électorales, *ibid.* — Plaintes du directoire, relativement à l'exécution de l'emprunt forcé, 115. — Visites domiciliaires autorisées dans le département, 360. — AN V. Mesures contre les brigandages qui en infestent les campagnes, 57. — Invitation de l'administration aux citoyens, pour se faire inscrire sur les registres civiques, 105. — Résolution sur les frais départementaux, 109. — Relevé des vols et meurtres commis sur son territoire, 138. — Election de nouveaux administrateurs, 203 et 204. — Leur adresse aux administrés, 233. — Ils sont suspendus au 18 fructidor, 349. — Annulation de ses élections à la même époque, 350. — AN VI. Tableau de la dépréciation du papier-monnaie pour ce département, 11. — Mesures de l'administration pour la surveillance des maisons d'éducation, 57. — Visite que lui rend Bonaparte, 80. — Elle change pour lui le nom de la rue Chantereine en celui de *la Victoire*, 110. — Se rend solennellement sur la route d'Orléans pour travailler à sa réparation, 176. — Opérations et scission de l'assemblée électoral du département, 207, 208, 209, 210 et 224. (*Voyez* GUYOT-DE-SHERBIERS, CHÉNIER, etc.). — Rapport sur ses doubles élections; proposition de les annuler l'une et l'autre, 228. — Adoption du projet de Guillemardet qui valide celles de l'Institut, et annule celles de l'Oratoire, 230. — Résolution qui affecte une partie des contributions du

département, aux ordonnances du service du ministère de l'intérieur, 240. — Nomination des commissaires et secrétaire de l'administration, 254. — Elle célèbre une fête à l'agriculture, 284. — Est chargée de nommer aux places de l'octroi, 361. — Destitution de plusieurs receveurs de la taxe d'entretien des routes, 362. — AN VII. Arrêté pour la célébration du décadi dans les églises, 13. — Harangue aux conscrits à leur départ, 86. — Proclamation aux conscrits déserteurs; arrêté qui permet les inhumations dans les terrains appartenant aux particuliers, 109. — Ses administrateurs demandent un costume, 111. — Adoption de la résolution relative au bureau de liquidation du passif de ses émigrés, 115. — L'administration ordonne aux entrepreneurs des théâtres de lui envoyer l'état de leurs répertoires, 145. — Autre pour l'inscription, dans tous les lieux publics, des mots : *Guerre au gouvernement anglais*, 183. — Proclamation sur le massacre commis à Rastadt, 234. — Adresse sur la chute des directeurs, 284. — Renouvellement de l'administration, 294. — Sa proclamation relative à l'emprunt forcé, 331. — Exhortation aux conscrits, 335. — Félicitation à Perregaux sur son exactitude à acquitter sa quote-part dans l'emprunt forcé, 342. — Formation du jury des écoles primaires, 354. — Adoption d'un projet sur la commission des poids publics, 355. — Démission des nouveaux administrateurs, 361. (*Voy.* PARIS).

SEINE-INFÉRIEURE (département de la). AN 1790. Augmentation du nombre de ses juges, 325. — AN 1791. Expression de son dévouement à l'assemblée nationale, lors de la fuite du roi, 175 et 179. — AN 1792. Décret pour le paiement de la solde de ses volontaires, 21. — Troubles dans le département, 69. — Succès de la levée des volontaires, 249. — Les commissaires annoncent le désarmement des suspects et la déportation des prêtres, 260. — AN I.^{er} 1793. Les administrateurs annoncent une insurrection à Rouen, à cause des subsistances, 126. — Envoi de commissaires à ce sujet, 228 et 229. — AN II. 1793. Louchet y fait enlever les signes de la féodalité, 29. — Détails donnés par les députés en mission sur la mort de Roland, 56. — AN II. 1794. Cassation d'un jugement de son tribunal criminel con-

tre le maire de Neufchâtel, 148. — AN III. Casenave y ordonne la remise des piques, 275. — Réunion de ce département à la dix septième division militaire, 298. — AN V. Le nommé Duclos, âgé de onze ans, y est condamné à mort, comme assassin, par le tribunal criminel, 34. — Annulation de ses élections au 18 fructidor, 350. — AN VI. Approbation de ses élections, 220. — Pétition de ses maîtres de poste, relativement au droit de passe, 264. — AN VII. Libelles répandus sous le titre d'*Adresse des conscrits à monseigneur Suwarow*, et *Proclamation du roi aux Français*, 341. (Voy. ROUEN).

SEINE-ET-MARNE (le département de). AN 1790. Dénonciation contre les veneurs du roi, 256. — AN 1791. Porte le deuil de Mirabeau, 101. — Sa permanence, 160. — Proteste de son dévouement à l'assemblée, 175 et 179. — Envoie une adresse relative aux troubles de la municipalité de Brie-comte-Robert, 198. — Approbation de sa conduite en cette occasion, 220. — Décret pour la solde des volontaires de ce département, 264. — AN 1792. Rétablissement de l'ordre dans les marchés, 73. — Décret qui y fait passer des troupes pour appaiser les troubles, 99. — Succès des mesures prises pour la levée des volontaires, 249. — AN I.^{er} 1793. Mission de Lakanal et Maucluit, 85. — Détails sur sa situation donnés par Maure aux Jacobins, 254. — AN II. 1793. Compte de la mission de Dubouchet, 63. — AN III. Opérations de Guillemardet, 134. — AN IV. Lettre sur les brigandages qui s'y commettent, 219. — AN V. Annulation de ses élections au 18 fructidor, 350.

SEINE-ET-OISE (le département de). AN 1790. Adresse où il voue à l'infamie les ennemis du bien public; grand désordre à ce sujet; le président de l'assemblée obligé de se couvrir, 179. — Une députation réclame contre les vexations exercées sur les cultivateurs voisins des plaisirs du roi, 235. — Demande des secours pour cinquante mille citoyens sans travail, 326. — Suspend le district de Corbeil; décret d'approbation, 330. — AN 1791. Prend le deuil à l'occasion de la mort de Mirabeau, 94. — Demande que tous les individus attachés aux maisons du roi, de la reine et du Dau-

phin, soient tenus de prêter le serment civique, 113. — Ordonne la poursuite des violences exercées lors du passage de Mesdames, et déclare qu'il n'y a pas lieu à inculpation contre Berthier, commandant la garde nationale de Versailles, et Villetrais capitaine, 138. — Les autorités protestent de leur dévouement à l'assemblée lors de la fuite du roi, 174. — AN 1792. Situation de ce département, 69. — Décret qui y autorise le séjour de deux bataillons, 85. — Succès de la levée des volontaires, 249. — Envoi de commissaires pour y rétablir l'ordre, 306. — Ses électeurs demandent une loi contre le monopole, 325. — AN I.^{er} 1793. Son administration témoigne son indignation contre la trahison de Dumourier, 97. — Adhésion au 31 mai; réponse au département du Morbihan et autres provoquant à l'insurrection, 165. — Trois administrateurs sont destitués et décrétés d'arrestation pour s'être opposés aux réquisitions de grains, 261. — Justification de l'administration, et demande de leur liberté; improbation de cette pétition; renvoi au comité, 262. — AN II. 1794. Décret qui annule les jugemens rendus par son tribunal criminel contre Louis Labbé, et en faveur de Levasseur, et les renvoie au tribunal révolutionnaire pour y être jugés de nouveau, 260. — AN III. Opérations de Charles Delacroix, 154. — Adresse de l'administration aux citoyens pour les inviter à se rallier à la convention nationale, 248. — AN IV. Lettre sur l'esprit public du département, 23. — AN V. Traduction à son tribunal criminel de Vauvilliers, compromis dans les papiers de Lavillehurnoy, 145. — Il est renvoyé au conseil militaire de l'hôtel de ville de Paris, 176. — Y est élu député, 205. — AN VI. Rejet de la résolution relative au placement de ses tribunaux civils et de commerce, 141. — Opérations de son assemblée-mère déclarées valables, 227. — AN VII. Réclamation de paiement, faite par les juges de son tribunal, 119. — Validation de ses élections, 231. (Voy. VERSAILLES).

SELTZ. AN VI. François-de-Neufchâteau y arrive avec M. de Cobentzel, 256 et 264. — Bruit de difficultés majeures élevées entre les deux plénipotentiaires, 290. — Fin des conférences; séparation polie et affectueuse, 293. — AN VII. Pro-

position extraordinaire qu'y avait fait M. de Cobentzel , 249.

SEMERIEU. AN 1791. Cette commune fait , pour le besoin de l'Etat, l'avance de ses contributions , 142.

SEMLIN. AN VI. Arrivée dans cette ville de Simon Sapiéha, l'un des adhérens de Kosciusko ; il y est accueilli par le commandant , 216. — Nouvelle du découragement général dans l'armée ottomane , produit par les succès de Passawan - Oglou , 269. (*Voy. TURQUIE*).

SÉNÉGAL (le). AN 1791. Décret pour la liberté du commerce , 20. — AN 1792. Détails sur les Africains de ce pays , 328. — AN I.^{er} 1793. Décret qui y ouvre la traite de la gomme aux Etats-Unis , 90. — AN II. 1794. Admission à la barre d'une députation de la colonie française , 322.

SENLIS. AN 1789. Explosion de la maison d'un nommé Billon , lors de la cérémonie de la bénédiction des drapeaux de la garde nationale de cette ville , 115 et 118. — Liste des victimes de cette vengeance atroce , 122. — AN 1791. Mesures prises par la municipalité lors de la fuite du roi , 177. — AN 1792. Approbation de l'arrestation faite par le district , de trente-neuf nobles émigrants , 50. — AN VI. Arrestation de voleurs dans sa forêt , 260.

SENS. AN 1789. Cette ville envoie des députés féliciter l'assemblée , 31. — Lui demande à élever sur son pont une pyramide qui portera le nom de tous les députés , 130. — Décret qui l'y autorise , *ibid.* — AN 1790. Son évêque dénoncé pour dispenses de mariage , 328. — AN 1791. Tout le clergé et le cardinal évêque prêtent le serment , 33. — La société patriotique arrête qu'elle dénoncera à l'assemblée le bref du pape au cardinal Loménie , 87. — Le district annonce que la tranquillité n'a pas été troublée lors de la fuite du roi , 175. — AN 1792. Envoi de commissaires pour y réprimer les taxations arbitraires de comestibles , 284. — AN II. 1794. Exhumation des père et mère de Louis XVI , pour faire subir à leurs cadavres les lois de l'égalité ; balles fondues avec le plomb de leurs cercueils , 257. — La société populaire de cette commune annonce qu'une scène sanglante a eu lieu à Vandeurs , district de Mon-

Amance ; 286. — AN III. Mailhe dément le bruit d'une insulte faite aux couleurs nationales , 280.

— AN VI. Découverte d'un tombeau présumé être un monument de tyrannie monacale , 309.

SÉRÉ, département de la Haute-Marne. AN 1791. Lettre annonçant l'incendie de cette commune , 287.

SERINGAPATAM. AN 1791. Le général Meadows marche sur cette ville , 36.

SERRES , département des Hautes-Alpes. AN I.^{er} 1793. Dénonciation faite contre la municipalité ; décret qui mande à la barre le procureur-général-syndic de ce district , 263. — AN III. Révocation d'un décret rendu contre Achard , ex-maire , 291.

SERVIE , (la). AN VI. Fuite de l'évêque grec , 123. — Ravages occasionnés dans cette province par la peste , 262 et 346.

SÉVILLE. AN V. Formalités prescrites par le ministre des relations extérieures , pour la sortie des marchandises expédiées de France pour cette ville , 109.

SÈVRES. AN 1791. Brûlement de papiers dans sa manufacture ; explication de Laporte à ce sujet , 150. — Interrogatoire de trois ouvriers sur le même objet , 151. — AN VI. Ordre du jour sur la proposition de Leduc , de rebâtir en pierre le pont de cette commune , 299.

SÈVRES , (le département des DEUX-). AN 1791. Rapport sur la mission de Gensonné et Gallois , envoyés dans ce département , 283 , 314 et 316. — AN 1792. Ravages qu'y commettent les révoltés , 244. — AN I.^{er} 1793. Envoi de commissaires de la convention , 132. — AN VI. Adoption d'un projet concernant les marais desséchés , 121. — Proposition de diminuer ses impositions , 213. — Loi de leur dégrèvement , 239 et 248. — AN VII. Autre de même nature , 94 et 103.

SEZANNE. AN 1790. Une députation de sa garde nationale , occasionne du trouble dans l'assemblée , 123. — AN I.^{er} 1793. Des citoyens de cette commune amènent des farines à Paris , et reçoivent l'accolade fraternelle , 224.

SIBÉRIE (la). AN VI. Exil dans cette province des nobles Lithuaniens , accusés de conspi-

ration, 168. — Publication d'un voyage dans cette contrée, par Van-Ojer, 324.

SICILE (la). AN 1790. Eroulement d'une montagne dans cette île, 115. — Tenue des états-généraux, 297. — AN I.^{er} 1793. Les armes de France y sont insultées à Marsala, 209. — AN VI. Entrée dans ses ports de l'escadre de Nelson, 335. — AN VII. Arrestation à Palerme d'un Français, nommé Lacroix, établi depuis longtemps dans cette ville, prévenu de conspiration contre la famille royale, 202. — Admission du lord Nelson dans le sénat, pour lui conférer les titres de citoyen, *ibid.* — Briot présente l'occupation de cette île, comme nécessaire pour assurer les relations avec l'Égypte, l'Inde et le Levant, 347. (*Voyez NAPLES, PALERME, etc.*)

SIEG (la). AN IV. Détails sur son passage par les Français, 263.

SIENNE. AN VI. Le pape arrêté dans cette ville, 181. — Tremblement de terre épouvantable, 264. — Détails sur cet événement, 268. — Dix mille piastres accordées aux habitants qui en ont le plus souffert, 270. — Nouvelle secousse, 273. AN VII. Efforts des habitants pour recouvrer leur liberté, 229.

SIERCK. AN 1791. La municipalité annonce l'arrestation d'un bateau chargé d'effets d'équipage, à l'adresse de Vergennes, à Coblenz; elle se plaint en même temps, de la désertion des officiers, du mauvais état des frontières, des mauœuvres des prêtres et du découragement des bons citoyens, laissés sans armes, 289. — L'assemblée déclare qu'il n'y a pas lieu à délibérer sur sa dénonciation, 290. — AN 1792. Arrestation de trois émigrans, 61. — AN I.^{er} 1793. Entrée des Autrichiens dans la ville; plainte du général français sur les horreurs qu'ils y commettent, 249.

SIERRA-LÉONA, en Afrique. AN 1792. Massacre du gouverneur et des membres du conseil, 325. — AN VI. Précis sur l'établissement de cette Colonie, 152. — Rapport sur le même objet, 210. (*Voyez WASTROM*).

SIERRES, département des Deux-Nèthes. AN VI. Résolution qui traduit à la barre Vancantfort, juge de paix de ce canton, dénoncé pour forfaiture, 322. (*Voyez VANCANTFORT*).

SILÉSIE (la). AN 1790. Mouvements de troupes

dans cette contrée, 161. — Ordonnance du roi de Prusse concernant cette province, 201. — AN V. Arrestation de prévenus d'une conspiration contre le gouvernement prussien, 207.

SILLÉ. AN IV. Rapport du commandant de cette commune, sur les Chouans, 117.

SINAMARY. AN VII. Mort de Rovère, Murinais, Bourdon de l'Oise, et autres déportés, 284.

SION. AN VI. Lettre de son évêque au résident de la république française, l'invitant à prendre sous sa protection cette église et tout le clergé, qui a contribué à l'acceptation de la constitution valaisanne, 195. — Violente fermentation en Suisse, provoquée par un mandement de cet évêque, 228. — Prise de la ville par des paysans insurgés, 237. — Bataille sous ses murs; détails y relatifs, 262. (*Voyez LORGES et SUISSE*).

SISTOW. AN 1790. Conférences du congrès qui s'y tient, 365. — AN 1791. Leur ouverture, 14. — Détails y relatifs, 56 et 59. — Lenteurs du congrès, 101. — Conférences, 116, 135 et 166. — Son interruption, 183. — Suite des négociations, 213. — Signature de la paix entre l'Autriche et la Porte, 237. — AN 1792. Le cabinet anglais réputé avoir dirigé ces négociations, 115.

SLYCKENS. AN VI. Réparation de ses écluses, 305.

SMIRNE. AN 1790. Les Français établis dans cette ville arborent la cocarde nationale, et prêtent le serment civique, 320. — AN I.^{er} 1793. Rixe entre eux et les anglais, 198. — AN IV. Incendie d'une partie de la ville, 234. — AN V. Destruction du quartier des Français par les jannis-saires, 243. — AN VII. Les Français y sont arrêtés, 31.

SOIGNES. AN II. 1794. Les troupes de Cobourg sont repoussées jusqu'à cette forêt, 292.

SOISSONNAIS (le). AN 1789. Démenti des dévastations annoncées dans cette province, 27.

SOISSONS. AN 1789. Annonce de la dévastation des grains, et demande de forces répressives, 26. — AN 1790. Réclamations contre l'annonce de troubles faite à la séance du 11 février, 58. — Rapport du comité des recherches sur les agitations, 203. — Improbation de la municipalité,

263.

268. — Dénonciation contre l'évêque, 332. — AN 1791. Poursuites contre lui, 77. — Vœu du club de cette ville pour le renouvellement des électeurs avant les prochaines élections, 116. — AN 1792. Envoi de trois commissaires au camp de cette ville, 215. — Explications sur le fait de morceaux de verre trouvés dans le pain de munition, 217. — Décret pour rechercher les auteurs de fausses alarmes répandues sur cet événement, présenté comme un projet d'empoisonnement des volontaires, 217. — Eloges donnés par les commissaires à quelques officiers du camp, 220. — AN I.^{er} 1793. Dénonciation par la commune, de la députation de l'Aisne, 178. — AN II. 1794. Plaintes sur l'oppression des patriotes, 133. — Adresse de sa société populaire, 352. — AN IV. Décret qui y replace l'école centrale du département, 165. — AN V. Aubry et Larivière annoncent qu'il y est arrivé des troupes; message au directoire à ce sujet, 304 et 305.

SOLARO. AN VI. Lettre de l'administration centrale du Golo, sur l'épidémie qui s'est manifestée dans cette commune, 1.

SOLEURE. AN 1792. Disposition de ses magistrats contre la révolution française, 95. — Insulte publique faite au chargé d'affaires de France, 105. — AN VI. Prise de la ville par Schawembourg, 171. — Note des personnes y arrêtées et conduites à Huningue, 176.

SOMBREF. AN II. 1794. Prise de cette place par l'armée française, 292.

SOMME (le département de la). AN 1790. Sa fédération, 163. — Nomination de ses juges, 326. — AN 1791. Son évêché est conféré à Desbois, 77. — Zèle patriotique du département, 175. — AN 1792. Il offre le secours de vingt bataillons pour assurer la vie du roi et la liberté du corps législatif, 179. — Dénonciation d'un arrêté inconstitutionnel émané de l'administration, 185. — Ordre de son impression émané du ministre de l'intérieur, 188. — Sa suspension pour avoir méconnu les lois depuis le 10 août, 233. — Rapport des commissaires sur le succès de leur mission dans ce département, 260. — Envoi de nouveaux pour y rétablir la tranquillité, 306. — AN I.^{er} 1793. Dénonciation contre ses députés et ses adminis-

trateurs, comme fédéralistes; arrestation et traduction à la barre de ces derniers adhérens à la déclaration des députés opposans au 31 mai, 167. — Leur interrogatoire, 172. — Se rétractent et sont renvoyés à leurs fonctions, 180. — Les représentans dans ce département annoncent qu'ils ont fait arrêter plusieurs accapareurs et autres individus, à Amiens et à Montdidier; décret qui les autorise à prendre les mesures qu'ils jugeront convenables, 237. — Destitution et arrestation des membres de l'administration du département, 252. — AN II. 1793. Opérations d'André Dumont contre les prêtres et les églises, 279. — Adresse demandant la continuation de sa mission comme étant *l'Attila* des modérés, 22. — Destruction des objets de culte, 77. — AN II. 1794. Conversion des églises en halles, 126. — Opérations de Massieu, 167. — AN III. Tableau de la conduite qu'y a tenue André Dumont, 181. — Réunion de ce département à la 17.^{me} division militaire, 298. — AN V. Annulation de ses élections au 18 fructidor, 350. — AN VII. Ordre du jour sur un référé de son tribunal criminel, 144. — Gayvernon y est nommé commissaire du directoire, 316.

SORGUES. AN 1791. Événement malheureux arrivé dans cette commune; émeute à l'occasion de sa réunion à la France, 269.

SORIGUIÈRE (la). AN I.^{er} 1793. Ce poste est forcé par les chasseurs de la Charente et un corps de grenadiers, 243.

SORRÈZE. AN IV. Discussion sur le projet de concession de son collège, demandée par le directoire, 213. — Notice sur cet établissement, 351.

SOSPELLO. AN 1792. Prise et reprise de ce poste, 337 et 346.

SOUABE (la). AN 1789. Défense de l'exportation de ses grains pour Bâle, Berne et Gènes, 129. — AN 1792. Arrêté du cercle pour garder la neutralité en cas de guerre, 124. — Sa déclaration à ce sujet, 142. — Est invité à entrer dans la coalition, 147. — Délibération de sa diète, relative à la levée du contingent, 153. — Réclamation de son directoire contre l'occupation de Kehl par les Autrichiens, 202. — Son arrêté prohibitif de l'importation des denrées en France, 262. — Réquisition qui lui est faite au nom de

l'empereur, pour le déterminer à adhérer à la coalition, 322. — AN II. 1794. Levée forcée des paysans, 106. — Préparatifs hostiles, 123. — AN III. Vœu en faveur de la paix avec la France, 121. — AN IV. Armistice avec cette puissance, 318. — AN V. Pillage des châteaux par les paysans, 63.

SOUDAN, département de la Loire-Inférieure. AN VII. Mention honorable de la conduite des habitants de cette commune, à l'occasion de l'activité et du courage qu'ils ont mis à poursuivre les meurtriers de leur percepteur, 265.

SOULT (pays de). AN 1790. Formation d'une commission provisoire, 87.

SOUTHAMPTON. AN VI. Les émigrés ont ordre de le quitter, 256.

SPA. AN 1791. Un grand nombre de princes s'y réunissent, 214.

SPIRE. AN 1790. Dénonciation contre l'évêque, 210. — Il proteste contre les décrets, 242. — AN 1791. Sa note sur Philisbourg, 144. — Ses manœuvres pour soulever le Bas-Rhin, 199. — Ses réclamations, 347. — AN II. 1794. Prise de la ville, 105 et 110. — Déroute de ses habitants, 289. — Rentrée des Français, 301. — AN III. Réclamations de son évêque contre le corps de Condé, 153. — AN IV. Nouvelle conquête de la ville, 267.

SPITHEAD. AN 1790. Situation de la marine anglaise dans cette rade, 302. — AN IV. La flotte des Indes y arrive, 151. — AN V. Insurrection des matelots, 264.

STANZ, en Suisse. AN VI. Troubles, 362. — Détails du combat sanglant livré par Schawembourg aux insurgés, et qui a duré treize heures, 364. — AN VII. Refus d'y prêter le serment civique, 2. (*Voy. SUISSE*).

STAVEL0. AN 1789. Projet d'y convoquer une assemblée nationale, attribué à son prince-abbé, 110. — AN I.^{er} 1793. Réunion du pays à la France, 63. — AN II. 1794. Discours à la barre de ses patriotes réfugiés, 323. — AN VII. Défaite de ses rebelles, 49. (*Voy. LIÈGE, OURTHE et BELGIQUE*).

STENAY. AN 1790. Troubles, 222. — AN

1792. La municipalité annonce l'arrestation de Pelleport, courier du cabinet, 47.

STOCHPORT, en Angleterre. AN 1792. Des patriotes de cette ville publient une déclaration en faveur des principes de la liberté, 274.

STOCKOLM. AN 1792. Fermentation des esprits à l'occasion de l'assassinat du roi, 104. — Publication de la liste des conjurés, 108. — Mesure rigoureuse pour la sûreté de cette capitale, 116. — Traduction du livre de Thomas Payne sur les droits de l'homme, faite par un secrétaire du roi, 313. — AN I.^{er} 1793. L'ecclésiastique Widen y est condamné à perdre la tête, 26. — Mouvement populaire; bonnets rouges à l'opéra; aversion prononcée contre la noblesse, 34. — Agitation dans le peuple; exil du patriote Philipson, 36. — Ordonnance contre les attroupemens, 40. — Etablissement d'une garde *vandale* dans cette ville, 182. — AN II 1793. Le journal de M. Hengreen y est supprimé pour s'être servi du terme de *despotes*, 276. — Ordonnance royale qui permet aux officiers de l'armée de vendre leurs places, 21. — Célébration d'un jeune général, 56. — Confiscation d'un ouvrage contre la noblesse, 75. — Service pour Antoinette d'Autriche, 84. — AN II. 1794. Conspiration découverte, et arrestations, 118. — Pièces contre d'Armsfeldt, 206, 235 250. — AN III. Fête qu'y donne le ministre batave pour l'alliance de son pays avec la France, 316. — Inquiétude qu'y cause la guerre avec Maroc, 353. — AN V. L'empereur notifie à la cour sa paix avec la France, 268. — AN VI. Prochain mariage du roi; fêtes à ce sujet, 17 et 57. — Présentation du comte de Saint-Priest, 64. — Arrivée de la reine, 68. — Ordonnance du roi, qui soumet les journaux, les écrits périodiques et les pièces de théâtre à la censure de la chancellerie royale, 217. — Nouveau droit imposé sur toutes les exportations, 269. — AN VII. Traduction au conseil de guerre de deux commandans de frégates, pour s'être laissé conduire dans les ports de l'Angleterre, 34. (*Voy. SUÈDE*).

STRASBOURG. AN 1789. Pillage de l'hôtel de ville; prisons forcées, 33. — Ouverture d'une souscription, 62. — AN 1790. Tentatives pour agiter cette ville, 21. — Adresse de la garde nationale

aux militaires , relative au libelle intitulé : *Avis aux troupes* , transmise à l'assemblée nationale , 27. — Situation de cette ville , 102. — La commune vote la non admission des Juifs à l'état de citoyens , 112. — Refus d'un don patriotique offert par son chapitre , à cause des prétentions qui l'accompagnent , 121. — Fédération de ses gardes nationales , et de celles de Metz , 125. — Lettre écrite de cette ville sur les ennemis de l'assemblée nationale , 140. — Proclamation de la municipalité contre le colportage des juifs , 283. — Le maire transmet un avis circulaire distribué par les prébendiers de la cathédrale contre l'aliénation des biens ecclésiastiques , 289. — Elle est autorisée à s'imposer cent cinquante mille francs , 318. — La municipalité transmet une protestation du cardinal de Rohan contre la constitution civile du clergé , 342. — Décret pour l'exécution du reculement des barrières , 357. — AN 1791. Proclamation de la municipalité , relativement à une émeute , 11. — Envoi de trois commissaires dans cette ville pour y rétablir l'ordre , 22. — Décret qui proroge la perception d'un droit sur les boissons , 25. — Troubles , 27. — Mention honorable de la conduite des habitants , 44. — L'évêché est conféré à Brindel , 71. — Rapport sur sa situation , et décret à la suite pour l'élection de tous les ecclésiastiques aux cures , et pour la poursuite de toutes personnes en contravention au décret sur la prestation du serment civique , 96. — Annonce du rétablissement de l'ordre dans les départemens du Rhin , 128. — Lettre des corps administratifs contre les officiers de la garnison , 153. — Etat satisfaisant de l'esprit public , à la nouvelle de la fuite du roi , 177. — Son chapitre est dénoncé pour ses manœuvres contre - révolutionnaires , 199. — Lettre annonçant qu'il est faux que la garnison soit en état d'indiscipline et de révolte , 273. — La commune fait part des mauvais traitemens qu'éprouvent de la part des émigrés les Français d'outre-Rhin , 302. — Détails sur le projet formé de livrer cette place aux émigrés , à la faveur d'un tumulte préparé , 307. — Procès-verbal contenant les détails du complot , 351 et 352. — AN 1792. Décret qui lui accorde un secours provisoire , 16. — Lettre de remerciement adressée par les officiers de la

garnison au ministre de la guerre , 19. — Tentatives pour porter le peuple à l'insurrection , 39. — Scission entre les deux sociétés patriotiques , 105. — Arrestation de l'auteur du courier de Strasbourg , pour discours incendiaires , 123. — Rixes et combats entre les soldats de la garnison , 148. — Réclamations en faveur du maire Diétrick , 176. — AN I.^{er} 1793. Des citoyens se plaignent du dénuement de cette place ; décret à ce sujet , 225. — Elle est mise en état de siège par les commissaires à l'armée du Rhin , 226. — Révolte dans ses environs au sujet de la réquisition , 246. — Annonce d'un complot tendant à le livrer aux ennemis , 261. — AN II. 1795. Décret qui approuve divers arrêtés des représentans contre les militaires cachés en ville , pour un emprunt sur les riches , et l'approvisionnement de la place , 45. — Mesures pour purger cette commune de tous les aristocrates malveillans , 57. — Banquiers du roi de Prusse dans cette commune , exécutés ; éloge de Bieche , commandant de la place , 64. — Situation de cette commune ; activité de la guillotine , 65. — Lettre de l'accusateur public près l'armée , par laquelle il annonce que les assignats sont au pair avec l'argent , 66. — Arrêté des représentans en mission , ordonnant un emprunt sur les riches , et des fournitures à faire par cette classe , aux soldats ; leur réponse à la société de cette commune , 67. — Progrès de l'esprit public , 68. — Députation de cette ville qui apporte les dépouilles des églises , 82. — AN II. 1794. Cassation de plusieurs jugemens de sa commission révolutionnaire , 264 et 314. — AN III. Décret relatif à son jardin des plantes , 134. — Opérations de Bailly dans cette ville , 147. — Rapport de Dentzel sur un jugement rendu par le tribunal révolutionnaire , contre un vieillard de 80 ans , 169. — Décret qui l'annule , 229. — Attachement des habitants à la république et à la convention , 264. — Lettre sur la célébration du 10 août dans cette commune , 338. — AN V. Résolution qui réduit les dépenses de son école de santé , 156. — Plaintes sur sa désorganisation , 160. — Résolution relative aux examens de cette école , 351. — AN VI. Des citoyens dénoncent Frédéric Hermann comme parent d'émigré , 95. — Elévation d'un télégraphe , 107. — Lettre dans

laquelle on prétend qu'on y arrange contre Rewbell et Bonaparte une correspondance semblable à celle de d'Antraigues, 130. — Achèvement du télégraphe, 137. — Clôture du cercle constitutionnel, 177. — Arrestation de plusieurs individus qui avaient fait courir le bruit de la rupture des négociations et de la reprise des hostilités, 300. — Arrestation d'un maître d'école qui a violé trois enfans confiés à son éducation, 326. — Célébration du 18 fructidor ; évolutions militaires figurant le passage du Rhin et la fuite des Autrichiens, 358. — Marche des troupes, 364. — AN VII. Mouvements militaires, 168. (*Voy. BAS-RHIN*).

STREVI, en Italie. AN VII. Défaite de ses révoltés, 175.

STUTGARD. AN II. 1794. Renvoi des émigrés, 151. — AN VI. Mort du duc Frédéric-Eugène, 107. — Mécontentement du peuple par la conduite du nouveau duc, 179. — Permanence de l'assemblée des états, 181. — La régence empêche la publication à Tübingen de la feuille de Cossett, 351.

STYRIE (la). AN 1792. Les états provinciaux lui sont accordés par l'empereur, 42.

SUD-LIBRE. (*Voyez BELLEGARDE*).

SUÈDE (la). AN 1789. Le roi s'attribue le succès d'un combat naval contre les Russes ; réclamation de la cour de Pétersbourg, 95. — Conjectures sur la paix de cette cour avec celle de Russie, 97. — Désarmement de sa flotte, 103. — Son état militaire, *ibid.* — Satisfaction qui lui est donnée par la Pologne au sujet d'une défense d'exportation des grains, 105. — Envoi d'un agent belge, pour l'engager à favoriser la révolution de ce pays, *ibid.* — Affaire du complot tendant à incendier sa flotte à Copenhague, 108. — Sa réclamation contre l'armement de corsaires sous pavillon russe, 124. — AN 1790. Projet de paix entre elle et cette puissance, 73. — Déclaration du ministre de Suède à la république de Pologne, sur l'inadmissibilité des propositions de paix de la Russie, 91. — Le roi y défend la publication des nouvelles de France, 95. — Révoque un de ses agens à Paris, nommé officier de la garde nationale, 108. — Relation de l'expédition de son escadre au port de Revel, 112. — Réflexions sur la constitution du royaume,

et l'influence de la cour de France sur le nord ; *ibid.* — Lettre du roi aux magistrats et à la bourgeoisie de Stockholm, 117. — Succès des Suédois contre les Russes, 132 et 148. — Sortie de la flotte commandée par le duc de Sudermanie, 145. — Détails sur divers combats entre la Suède et la Russie, 152. — Différentes victoires sur les Russes, 154. — Autre, dans la rade de Revel ; les Suédois battus par le général russe Korsakow, 160. — Différentes affaires navales entre les deux nations, 167. — Prise par les Suédois de la forteresse de Revel, 175. — Combat naval sur la Baltique, 180. — Détails sur différens combats de terre et de mer, 186. — Situation respective de ces deux nations, 187. — Détails sur d'autres combats maritimes, 188. — Opérations de la flotte légère commandée par le roi, 193. — Conduite des Suédois dans leur guerre avec la Russie, 199. — Relations des opérations militaires, 200. — Prise de la place d'Hogfors sur les Russes, 201. — Bulletin de la campagne, 207. — Le roi bloqué par les Russes, trouve moyen de leur échapper, 209. — Détails sur le désastre de la grande flotille suédoise près de Wibourg, *ibid.* — Nouveaux détails sur cette défaite, 212. — Les Suédois battent les Russes à Swensksund, 214. — Nouvelles victoires navales, 216 et 223. — Célébration de la victoire de Swensksund, 227. — Détails sur le blocage du roi avec sa flottille à Swensksund, 229. — Notification de la cour de Berlin à celle de Pétersbourg, pour la cessation des hostilités, 230. — Relation du combat sur la Baltique, 238. — Préliminaires et traité de paix avec la Russie, conclu à Wezela, 252, 259 et 270. — Condition remarquable de ce traité, 268. — Condamnation des assassins du roi, 274. — Discours du roi à la bourgeoisie de Stockholm, 279. — Suite des négociations avec la Russie, 344. — Fait remettre par son ministre un mémoire à la Porte-Ottomane, sur les motifs de sa paix avec la Russie, 362. — AN 1791. Caractères et anecdotes de la cour, 74. — Considérations sur sa conduite, 107. — Défense aux officiers de servir en France, 128. — Préparatifs militaires, 140. — Le roi se rend à Aix-la-Chapelle et à Spa, 181. — Suspension

des préparatifs de guerre, 191. — Le roi arrive à Bruxelles, 196. — Se coalise contre la France, 251 et 276. — Démenti de la prétendue insurrection des Suédois, 302. — Refus par le roi de reconnaître l'acceptation de la constitution par Louis XVI, 306. — Il envoie cinq mille chevaux aux émigrés, 325. — Et un ministre auprès des princes, 336. — Sa politique, 352 et 353. (*Voyez GUSTAVE*). — AN 1792. Traité avec la Russie, 15. — Résolution royale sur la convocation de la diète de Gessle, 26. — Formation de la diète, 33. — Coalition pour s'opposer au système de liberté en France, 43. — Ouverture de la diète, 48 et 58. — Etat de la dette, 82. — Clôture de la diète, 88 et 89. — Edit de la régence sur l'assassinat de Gustave III, 108. — Formule du serment de fidélité prêté par tous les ordres de l'état, 118. — Efforts pour le maintien de la monarchie en France, 127. — Réflexions sur sa situation intérieure, 130. — Rappel du chargé d'affaires de Suède en France, 157. — Crédit de l'envoyé de cette cour, 172. — Reconnaissance du pavillon français, 179. — Paix entre cette puissance et les Algériens, 198. — Suppression du cérémonial qui obligeait de se prosterner en présentant une supplique au roi, 240. — Conditions de la paix avec le dey d'Alger, 242. — Exil des principaux complices de l'assassinat de Gustave, 251. — Tempête qui fait naufrager cinquante navires sur ses côtes, 292. — Réparation par le duc régent, des injustices commises par Gustave III, 294. — AN I.^{er} 1793. Symptômes de révolution, 23. — Système d'émeutes excitées par les Russes, 48. — Situation du commerce de ce pays en 1792, 67. — Projet d'un camp d'observation, 86. — Loi somptuaire, 117. — Neutralité signifiée au soi-disant régent de France, 143. — Notification officielle de cette résolution à la cour de la Haye, 148. — Déclaration du roi, concernant la navigation pendant la guerre, 153. — Application de ce prince à l'art militaire, 176. — Sentence, qui condamne l'Orateur du peuple, Ebec, à sortir du royaume, 195. — Voyage du roi et du régent, 228. — La Russie fait notifier à cette puissance l'empêchement que sa flotte mettra à l'entrée de muni-

tions dans les ports de France, 245. — Texte de cette notification, 248. — Eloge du gouvernement, 249. — Traité conclu entre cette puissance et la cour de Hesse-Cassel, 255. — AN II. 1793. Circulaire aux gouverneurs des provinces, 41. — AN II. 1794. Mesures contre les Français, 108. — Conspiration contre le régent et arrestation, 118 et 124. — Défense de rien publier concernant la révolution, *ibid.* — Arrestation d'Armfeldt, prévenu de la conspiration précédente, 197. — Pièce qui dément la prévention de son innocence, répandue dans toutes les cours d'Europe, par la publication de sa déclaration, 206. — Traité entre cette puissance et le Danemark, 225. — Protocole sur son procès et celui de ses complices, 235. — Manifeste de Kosciusko, adressé à cette cour, 244. — Découverte et arrestation de plusieurs complices, 250. — La conspiration d'Armfeldt conduite par la Russie, 286. — AN III. Différends avec la cour de Naples, pour la protection qu'y trouve ce conspirateur, 11. — Exécution du jugement contre les assassins du roi, 36. — Arrivée à Paris du baron de Staël, nommé son ambassadeur près la république française, 127 et 215. — Article sur sa neutralité, 134. — Présentation du ministre suédois à la convention; et décret qui le reconnaît, 217. — Le roi accède au traité de paix entre la république française et la Prusse, en qualité de duc de Poméranie, 278. — Refuse de payer les mois romains, 280. — Jugement du général Roll, 284. — Déclaration du roi à la diète de Ratisbonne, contenant son adhésion à la paix, en qualité de duc de Poméranie, 292. — Assurance qu'il donne que les vaisseaux bataves seront reçus avec amitié dans ses ports, 303. — Jonction des escadres de Suède et de Danemarck, 315. — Nomination de M. Hailes pour résident anglais à Stockholm, 326. — Fréquentes conférences de son ministre à la Porte, avec les ministres de France et de Prusse, 342. — AN IV. Paix avec l'empereur de Maroc, 26. — Attentat contre la vie du roi, 57. — Son mariage mécontente l'impératrice de Russie, 124. — Opposition de cette puissance à ce mariage, 244. — AN V. Il reçoit un courrier de Paris, 1.

— Déclare sa majorité , 69. — Confirme le baron de Staël dans sa qualité de ministre de France , *ibid.* — Son discours en prenant les rênes de l'état , 85. — Méintelligence entre lui et le régent ; son portrait ; désordre extrême des finances , 93. — Convocation des états du royaume , 105. — Obstacles qui retardent son mariage avec la grande duchesse de Russie Alexandra , 176. — AN VI. Refus du directoire de reconnaître plusieurs citoyens français , comme consuls de Suède , 173. — Lamarque est nommé ambassadeur près cette cour , 243. — Etablissement d'un conseil d'état pour gouverner en l'absence du roi , 296. — Envoi de M. Silfverhielm à Londres , en qualité de ministre , 330. — AN VII. Prise de vaisseaux Suédois par les Anglais , 43. — Résolution du gouvernement de maintenir sa neutralité , 121. — Il prohibe le café , 236. — Conjectures sur un traité d'alliance avec la Prusse et le Danemarck , 246. (*Voyez STOCKOLM et RUSSIE*).

SUISSE (la) , ou HELVÉTIE. AN 1790. Improbation par ses habitans résidans à Paris , de la rébellion du régiment de Château-Vieux , et demande par eux de nouvelles capitulations , 247. — Intrigues pour la brouiller avec la France , 266. — Mouvemens dans le bas Valais ; commission nommée pour juger les plaintes des habitans , 285. — AN 1791. Demande de l'empereur pour le passage de troupes par ce pays , 46. — Arrestations arbitraires , et réclamation des habitans , 120. — Sentimens des Suisses au sujet de la fuite du roi , 196. — Réponse des cantons contre l'amnistie demandée pour les soldats de Château - Vieux , 360. — AN 1792. Ordre donné aux régimens au service de France , de ne point porter les armes contre l'empereur , à moins que Louis XVI ne commande en personne , 38. — Opinions des Suisses sur la révolution , 49. — Intrigues pour les irriter contre la France , 88. — Condamnation d'un assesseur bailival , pour n'avoir pas poursuivi des amis de la révolution française , 122. — Concert entre les cantons et quelques puissances pour le maintien de la monarchie en France , 127. — Protestation de neutralité faite au ministre de cet état , tandis que dix mille hommes sont destinés à protéger Berne , 137. — Examen à la diète de Frawenfeld d'un plan de

neutralité armée , 146. — Déclaration à la suite de cette neutralité , 162. — Association de Genève , Porentru et Neuchâtel à cette disposition , 199. — Les Suisses en France sont mis sous la sauvegarde de la loi , 225. — Détails sur leur participation au 10 août , *ibid.* — Décret qui établit une cour martiale pour les juger , 226. — Autre qui ordonne le licenciement de tous les régimens suisses , au service de France , 235. — Notification à l'empereur de la neutralité des treize cantons , 244. — Décret relatif aux réclamations des Suisses , 263. — Envoi de commissaires vers les frontières de ce pays menacées d'une invasion , 282. — Les crimes du 10 août dévoilés par les patriotes suisses , 285. — Lettre de Condorcet sur l'intérêt qu'a la Suisse à soutenir la liberté en France , 286. — Ses préparatifs hostiles , 288. — Décret qui réclame trois officiers de Vigier , détenus à Soleure pour cause de patriotisme , 307. — Manœuvres des aristocrates suisses , et de Mallet-Dupan contre la France , 324. — AN I.^{er} 1793. Dispositions invariables pour l'observation de la neutralité , 131. — Le ci-devant duc de Chartres s'y réfugie , 163. — Détails relatifs à son séjour près Zug , 183. — Fin des séances de la diète de Frawenfeld , 202. — Ouverture d'un emprunt pour la cour de Vienne , 228. — Mauvaises dispositions des cantons catholiques envers la France ; levée de troupes pour l'Espagne et le Piémont , 241. — Complots annoncés contre Strasbourg , 261. — AN II. 1793. Décret portant que les traités qui lient la république française avec les cantons , seront respectés , 60. — Vains efforts des ministres des puissances , pour les entraîner dans la coalition , 63. — Envoi du colonel Weiss pour ministre à Paris , 74. — Décret relatif au général Humbert qui y est envoyé pour une mission secrète , 78. — Sensation qu'y produit le décret en faveur des alliés de la république française , 79. — Nouveaux détails sur la joie qu'il excite , 80. — Promesse des cantons de renvoyer en France les fabricateurs de faux assignats , 95. — Inutilité des efforts des coalisés pour les entraîner dans leur parti , 99. — AN II. 1794. Décret qui proclame la neutralité , 102. — Discussion aux Jacobins sur les intrigues de Fitz-Gérald , ministre anglais , 103. — Inutilité des efforts de cet agent , 104. — Défense d'y importer

des grains d'Allemagne, émise par l'empereur, 107. — Les Suisses témoignent leur joie de la reprise de Toulon, 119. — Refus de passage fait aux coalisés par le canton de Bâle; nouveaux efforts du ministre anglais contre la neutralité, 127. — Réclamations à Fribourg contre les émigrés et les prêtres, 144. — Réponse négative aux instances du ministre anglais, pour déterminer les cantons à la guerre, 152. — Démarche du gouvernement anglais pour détourner ceux de Zurich et de Berne, de reconnaître le gouvernement constitutionnel de Genève, 203. — Réunion de la diète à Frawenfeld, 349. — AN III. Arrivée à Bâle d'un négociateur prussien, 83. — Expulsion des émigrés, 144. — Remplacement par M. Wickam du ministre anglais Fitz-Gérald, 289. — AN IV. Précaution militaire pour maintenir la liberté, 12. — Note sur un plan d'invasion par Bâle, 220. — Ordonnance des cantons pour le départ des émigrés et déportés français, 295. — AN V. Neutralité du corps helvétique, 30. — Bonnes dispositions de la nation envers les Français, 33. — Note de Barthélemy contre une violation de son territoire par les Autrichiens, 89. — Condamnation au carcan de deux officiers suisses, accusés d'avoir laissé commettre cette violation; leur fuite, 96. — Notice de l'histoire de Suisse, par Muller, 116. — Condamnation à Bâle de plusieurs officiers, pour l'affaire précédente, 132 et 169. — Rumeur occasionnée par l'arrivée de quelques centaines de prisonniers autrichiens qui se sont évadés du Milanais; refus fait par le bailli Draxler de les livrer aux Français; lettre du général Kilmaine à ce sujet, 158. — Proclamation de quatre cantons pour inviter le peuple à la tranquillité, et promesses de l'abbé de Saint-Gall à ce sujet, 204. — Démarches auprès de Barthélemy, pour qu'il engage le gouvernement français à la neutralité dans l'affaire des baillages qui veulent se soustraire à la domination suisse, 216. — Témoignages d'estime et de regrets donnés au même, lors de sa nomination au directorat, 259. — Dumolard craint que le directoire n'amène une rupture avec les treize cantons, 280. — Bonaparte rend visite aux représentans helvétiques, 291. — AN VI. Lettre du gouvernement au ministre des affaires étrangères de la république cisalpine; de-

mande par le directoire français de l'expulsion de l'anglais Wickam, 26. — Sensation que produit cette demande, 36. — Le petit conseil de l'état de Bâle, annule toutes les procédures pour l'affaire du pont d'Huningue; réclamation du gouvernement français, et rapport de la mesure, 71. — Détails du voyage du général Bonaparte à travers ce pays, 76. — Le conseil souverain de Bâle envoie à Paris le grand tribun, M. Ochs, 77. — Le gouvernement de Soleure fait arrêter le capitaine d'artillerie Zeltner, pour avoir fait tirer le canon au passage de Bonaparte; satisfaction demandée par le directoire français à ce sujet, 79. — Arrivée des Français dans l'évêché de Bâle; fêtes pour la réception du ministre Mengaud, 108. — Proclamation du gouvernement pour la conservation des privilèges des patriciens, 112. — Réflexions contre les opérations en finances dont la Suisse a été le théâtre, 118. — Coup-d'œil sur la situation des esprits, 122. — Protestation de plusieurs communes contre le serment en faveur de l'oligarchie, 127. — Article intitulé: *les baillis suisses démasqués*, 130. — Sommaire de la constitution helvétique, 140. — Mesures du directoire contre les oligarques, *ibid.* et 141. — Démission du magistrat de Wenthertur, 155. — Progrès de la révolution dans le pays, *ibid.* — Note du ministre français aux habitans sur les mesures à prendre pour l'intérêt de l'état, 160. — Déclaration de fidélité des habitans de Sainte-Croix, et des communes voisines, à la régence de Berne, 167. — Message sur les triomphes de l'armée française dans ce pays, 175. — Autre sur la destruction de son oligarchie, 178. — Présentation au directoire de ses drapeaux, 180. — Levée en masse de tous les habitans des cantons de Berne, Lucerne, Zurich, Uri, etc., en apprenant l'ordre donné par le général Brune, d'accepter une constitution envoyée de Paris, 182. — Bruit de la mort de 800 femmes sur le champ de bataille, *ibid.* — Intrépidité des milices contre les Français, 183. — Promesse du général Brune au gouvernement provisoire de Lucerne, de ne laisser aucunes troupes sur le territoire de ce canton; renvoi des trois bataillons zuricois pris à Berne par les troupes françaises, 184. — Nouvelle défaite des troupes bernoises, 185. — Adoption du plan pour l'établis-

sement de la république helvétique, une et indivisible; annonce des progrès de la liberté, 186. — Désarmement des Suisses; détails sur l'arrestation, par les Bernois, d'un officier parlementaire, et sur l'initiative des hostilités qui leur est attribuée, 188. — Règlement du général Brune pour l'établissement en Helvétie d'une république, une et indivisible, démocratique et représentative, 189. — Le général Schawembourg transfère à Berne son quartier-général, 190. — Déclaration de l'unité et indivisibilité de la république helvétique, 191. — Proclamation du général Brune aux Suisses, relative à la nouvelle constitution, 192. — Approbation par ce général de la constitution de l'assemblée helvétique, 194. — Elle adopte les couleurs rouge, noire et jaune pour celles de la nation; désarmement des Suisses dans les parties occupées par les Français, 196. — Démenti de la nouvelle qui faisait périr huit cents femmes sur un champ de bataille, 197. — Coup-d'œil sur la situation actuelle des cantons, extrait d'un mémoire remis par les cantons démocratiques au général Brune; proclamation de Lecarlier, invitant les habitants des montagnes à adopter la constitution, 204. — Opposition des petits cantons de Zug, d'Underwald, d'Uri et de Glaris; réquisition de Schawembourg pour l'armée française, 206. — Arrêté du commissaire Lecarlier, sur l'acceptation de la constitution helvétique, 207. — Situation de la Suisse; installation de l'assemblée nationale helvétique sous la présidence du citoyen Ochs, 214. — Les moines de l'abbaye d'Engelberg, écrivent au citoyen Mengaud, chargé d'affaires de la république française, qu'ils ont rétabli le peuple de cette vallée dans les droits de sa souveraineté, 216. — Noms des membres du directoire helvétique, 217. — Proclamation du général Schawembourg, pour rendre personnellement responsables des troubles qui pourraient éclater, les membres du gouvernement provisoire de Saint-Gall, de Toggenbourg et d'Appenzel; massacres dans plusieurs Cantons; menaces de ceux de Schwitz, Zug et Glaris, 219. — Cinq cents paysans massacrent à Arbon presque tous les membres des autorités constituées, et un riche particulier, nommé Meyer, *ibid.* — Arrêté du

commissaire Lecarlier, ordonnant qu'il sera levé une somme de 16 millions, valeur de France, sur les patriciens de Berne, Fribourg, Soleure, Lucerne et Zurich, 222. — Marche des troupes françaises contre le canton d'Uri, 226. — Population de la Suisse, *ibid.* — Violente fermentation, occasionnée par un mandement incendiaire de l'évêque de Sion, 228. — Défense faite à tout anglais, par le parlement, de faire passer des fonds en Suisse; réconciliation des cantons de Berne et du Léman, 229. — Envoi de Zeltner, de Soleure, en qualité d'ambassadeur en France, 230. — Victoire remportée par les Français sur les petits cantons, à la suite de laquelle ils sont entrés à Zug, 232. — Arbres de la liberté coupés à Lucerne et à Zurich, 233. — Les rebelles rassemblés au nombre de deux mille près Mellingen, sont vaincus par le général Schawembourg, 235. — Entrée des troupes françaises à l'Hermitage; prise de Sion, 237. — Costume des fonctionnaires publics, *ibid.* — Détails du combat du 13 floréal, près Rapperchwil, 238. — Conclusion de la paix entre la république française et les cantons de Glaris et de Schwitz; expulsion du nonce du pape du territoire de la république; annonce de nouvelles insurrections dans plusieurs cantons, 239. — Résolution portant que la ville d'Aarau sera le siège du corps législatif et du directoire helvétique; destruction du couvent des Hermites par Schawembourg, 242. — Entrée de 900 Français à Saint-Gall; entêtement de quelques communes du canton d'Appenzel à défendre leur constitution, 243. — Le directoire helvétique fait apposer le sceau national au-dessous de celui mis par le commissaire français, sur les caisses publiques de divers cantons; le corps législatif applaudit à cette mesure, 247. — Victoire remportée à Vevay, par les Français, sur les rebelles; retraite de ceux-ci sur Sièvres, 249. — Le directoire helvétique adresse au citoyen Rapinat, commissaire français, sa protestation contre la rupture faite, par ses ordres, des scellés que cette autorité a fait apposer sur les caisses nationales, et contre les démarches oppressives des agents français; discours d'Huber au grand-conseil dans le même sens, 250. — Lettre de Mengaud au direc-

toire

toire helvétique, l'exhortant à résister aux excès et dilapidations des agens français; les commissaires français font enlever le sceau helvétique, mis sur les caisses publiques, 252. — Mésintelligences entre le conseil et le sénat, et entre le sénat et le directoire; violentes sorties d'Ochs contre Bay et les autres directeurs, et le grand-conseil, 253. — Lettre interceptée, écrite au baron de Somereau, président des états antérieurs d'Autriche, par l'abbé-prince d'Ensilden, exprimant le désir de la pieuse et catholique Helvétie, de devenir une province d'Autriche, 254. — Mangourit rappelé de Suisse; texte des pièces relatives aux différends qui se sont élevés entre ce commissaire français et le directoire helvétique; réponse du premier à la lettre du commissaire Rapinat; discours d'Huber au grand-conseil sur ces affaires, 256. — Drapeaux des petits cantons présentés au directoire, 257. — Déclaration du directoire helvétique, relative aux expressions violentes que s'est permises contre lui le sénateur Ochs, 258. — Conditions imposées par le général Lorge, aux Haut-Valaisans, lors de la capitulation, 259. — Entrée dans l'assemblée d'Undervald de femmes armées, criant : *Guerre ! guerre ! point de constitution !* discussion sur les dîmes; arrêté du corps législatif, portant que le sceau de la république représentera Guillaume-Tell, à qui son fils présente la pomme percée d'une flèche, 260. — Rapport du général Schawembourg sur la bataille de Sion, 262. — Le gouvernement reçoit du directoire français une déclaration, portant que celui-ci regarde son unité comme indispensable, 263. — Article du journal officiel français, sur les différends élevés entre les autorités helvétiques et les commissaires français; avis aux Suisses contre les démagogues, *ibid.* — Plaintes des patriotes de ce que presque toutes les places sont occupées par les parens ou amis des anciens membres du gouvernement; le commissaire français est investi de tous les pouvoirs civils et politiques; abolition des droits féodaux sur la proposition d'Huber, 265. — Rejet par le sénat de la résolution qui permet la levée du séquestre sur les objets les plus indispensables aux besoins des religieux; approbation de celle qui abolit les impositions que payaient les juifs; le directoire ap-

Table alphabétique.

pelle les réclamations des autorités ou des particuliers qui auraient souffert quelques faits graves et oppressifs de la part de tout individu des armées françaises, 266. — Message du corps législatif au directoire helvétique pour le féliciter de cet appel, 267. — Séquestre mis par ordre du corps législatif sur les commanderies appartenantes à l'ordre de Malte; suppression des droits féodaux, des rentes foncières et des dîmes; sortie faite dans le grand conseil, par Suter de Zofingue et Nujet du Valais, contre la proclamation du général Schawembourg et plusieurs agens français, 269. — Division du territoire helvétique; réduction du nombre de ses cantons, 270. — Arrêté de Rapinat qui réunit les huit petits cantons en trois; autre, qui fixe un terme aux émigrés français pour quitter la Suisse, 271. — Arrestation de Venetz, leur embaucheur, 275. — Message du directoire au grand conseil, où il lui dénonce les excès des sociétés populaires et l'invite à les dissoudre; nomination de Champigny Aubin pour chargé d'affaires français en Helvétie, 277. — Délai de vingt-quatre heures fixé aux insurgés du Rhintal pour se soumettre; mesures pour réprimer les désordres des troupes autrichiennes; autres contre les calomnies sur les meurtres et assassinats attribués aux Français; renvoi prochain des troupes de Bâle, venues pour garder le directoire et le corps législatif, 279. — Réquisitoire de Rapinat à Schawembourg à l'effet d'empêcher les motions et les écrits en contradiction avec les dispositions des agens français, 281. — Sur la demande formelle de Rapinat, démission des directeurs Bay et Pfyffer, de Seeck secrétaire et, de Begoz ministre des relations extérieures, 282. — Dissension des baillages italiens sur leur réunion à la Cisalpine ou à l'Helvétie, *ibid.* — Lettre du général Schawembourg contre le représentant Billiter qui s'est permis des déclamations contre l'armée française et son chef; arrêté du directoire français qui annule le réquisitoire de la force armée fait par Rapinat contre les motions et les écrits, 283. — Proclamation du directoire helvétique qui défend les nouvelles préjudiciables à l'honneur de la république française; arrestation du rédacteur de la gazette du Haut-Rhin, 284.

— Texte de la lettre de Rapinat, par laquelle il demande les démissions de quelques membres du gouvernement; réponse d'Oberlin, président du directoire, 285. — Résolution qui abolit les sociétés populaires, permet les particulières s'occupant de questions politiques, et les soumet à la police; discussion par le corps législatif sur une imputation faite par le journal *l'Ami des Lois*, 286. — Arrêté du directoire français qui improuve les changements opérés par Rapinat, annule la nomination d'Ochs et Dolder au directoire; envoie Rapinat à Mayence, et charge Schawembourg de ses pouvoirs en attendant l'arrivée de Rudler pour le remplacer; lettre de Schawembourg à cette occasion, *ibid.* — Réunion de Mendrisio et Bolzerno à la république helvétique, 287. — Paul I.^{er} exige des Suisses à son service qu'ils fassent le serment de renoncer à leur patrie tant que le jacobinisme y dominera, *ibid.* — Réponse du directoire à la lettre de Schawembourg, où il lui demande l'exécution des promesses faites par la république française à la Suisse et à tous les amis de la liberté, 288. — Rejet par le sénat d'une résolution tendante à envoyer une députation à Paris, pour remercier le directoire français de son arrêté qui annule les opérations de Rapinat, *ibid.* — Réintégration et nouvelle démission de Pfyffer et Bay; nomination par le corps législatif de Ochs et Laharpe pour les remplacer; annonce de Schawembourg que le directoire français a changé d'avis, et maintient Rapinat en Suisse; témoignage public de satisfaction, donné par le sénat à cette occasion, 290. — Lettre et arrêté du directoire helvétique qui invite ce commissaire à modifier son arrêté sur les passe-ports; réintègre le ministre Begoz, et rappelle Steeck et les membres de la chambre administrative de Lucerne, 291. — Compte rendu par les commissaires envoyés près de Schawembourg et Rapinat; déclaration que l'armée française a bien mérité de l'Helvétie; fête à la réconciliation; lettre de Rapinat qui annule les nominations du corps législatif aux places vacantes au directoire, 293. — Lettre du roi de Sardaigne au directoire helvétique, manifestant le désir qu'il a de vivre en bonne intelligence avec lui, 294. — Ordre de

l'empereur de laisser passer librement et sans rétribution les effets des Suisses émigrants, 295. — Lettre de Schawembourg, annonçant que le vœu du gouvernement français est que l'arrêté de Rapinat contre la liberté de la presse, reste sans effet, mais qu'il espère que les directeurs, nommés par ce commissaire, seront admis, *ibid.* — Assurances amicales données par le roi de Sardaigne; décision en faveur des patriotes qui ont souffert pour la cause de la liberté, 303. — Proclamation de Schawembourg contre le bruit répandu que l'Helvétie allait être réunie à la France, 306. — Demande faite par Laharpe au directoire français d'agréer sa nomination au directoire helvétique, 310. — Fixation à 800 louis du traitement des directeurs; décret qui annule les obstacles religieux pour être citoyen, 317. — Rejet de la proposition d'indemniser les patriotes persécutés, 325. — Note de Zeltner qui rappelle les vexations des commissaires français, et en demande réparation, 332. — Abolition des lois qui défendaient le mariage entre personnes de diverses religions, 335. — Comité général aux cinq-cents pour la discussion du traité d'alliance entre la république française et la république helvétique, *ibid.* — Déclaration des Grisons en faveur de leur ancienne constitution, et leur rejet de la constitution actuelle de l'Helvétie, 339. — Préparatifs de guerre de l'empereur contre la Suisse, 342. — Présentation, à Paris, des envoyés Zeltner et Jenner; leurs discours et réponse du président du directoire, *ibid.* — Discussion sur les juifs; mesures pour seconder les efforts des patriotes grisons pour la réunion de leur pays, 343. — Le directoire helvétique nomme le général français Reynier pour ministre de la guerre, 345. — Texte du traité d'alliance conclu avec la république française, *ibid.* et 346. — Nomination de Perrochel en qualité de ministre français près la république helvétique, *ibid.* — Discussion sur les juifs; décret qui leur défend de prêter le serment avant qu'il ne soit prononcé sur leur état politique, 348. — Nouveaux troubles dans l'Underwald et le canton de Schwitz, 349. — Abolition du droit exclusif de la chasse, 352. — Lettre sur le tableau de la Suisse, 353. — Travail pour une

nouvelle division de cantons, 356. — Nouveaux troubles dans le canton de Schwitz et à Stanz ; proclamation de Schawembourg à ce sujet, 362. — Prestation de serment par les habitans d'Appenzel, et arrestation de quatre capucins contre-révolutionnaires acharnés, *ibid.* — Combat sanglant livré par Schawembourg aux insurgés de Stanz, 364. — AN VII. Caractère sérieux des troubles ; refus du serment civique par les cantons de Stanz, Schwitz et Appenzel ; marche de Schawembourg contre eux, 2. — Cessation des troubles dans divers cantons, 3. — Soumission des habitans d'Underwald ; le canton de Schwitz persiste dans sa révolte, 5. — Les rebelles de Stanz, battus par le général Schawembourg ; marche des Français sur Schwitz, 7. — Rapport du ministre de la guerre sur ces opérations, 11. — Le corps législatif helvétique déclare que le général Schawembourg et l'armée française ont bien mérité de la patrie, 14. — Détails sur le pays et les révoltes passées, 19. — Mesures contre les perturbateurs, et surtout les prêtres, 20. — Le directoire helvétique offre à l'armée française le produit de la contribution du canton de Schwitz, 22. — Les biens des couvens sont déclarés nationaux, 26. — Echange du traité d'alliance avec la France, 31. — Loi sur les étrangers ; autre sur les mariages des cousins germains, 32. — Vingt mille Français sont rassemblés en Suisse, 36. — Le directoire helvétique fait ouvrir le magasin d'un Français établi à Bâle, que le magistrat avait fait fermer ; les autorités constituées visitent le champ de Grutly, *ibid.* — Abolition de la loi qui confisquait les biens des suicides, 144. — Message sur l'entrée des Autrichiens dans les Lignes-Grises ; autre, sur les besoins de l'Helvétie, 53. — Ardeur des jeunes gens pour voler à la défense de la liberté, 55. — Loi, d'après la demande du directoire, qui l'autorise à prendre les mesures les plus rigoureuses contre tous les ennemis de l'état, 56 et 58. — Le roi d'Espagne reconnaît la république, 64. — Etablissement des juges de paix, 65. — Emigration de jeunes gens pour fuir le service militaire, 71. — Adoption d'une loi sur les émigrés, 79. — Arrestation, à Brougg, de quarante individus accusés de conspiration, 80. — Convention particulière entre cette république

et la république française, 82. — Proclamation à ce sujet, 85. — Rappel des jeunes gens fugitifs ; peines contre les absens qui ne rentreraient pas dans le délai fixé ; texte de la convention conclue avec la république française, 88. — Organisation de la milice helvétique, 98. — Formation d'un corps de troupes auxiliaires exercées suivant l'ordonnance française, 105. — Lettre du directoire helvétique sur la réunion à l'armée française d'Italie, des Suisses au service de Sardaigne, 125. — On annonce les défenses faites par l'empereur de rien payer aux Suisses, 126. — Ratification des arrangements pris par les commissaires avec la France, relativement aux corps qui servaient en Hollande, 145. — Abolition des lois portant des peines pour opinions politiques, 149. — Proclamation du directoire, accusant un grand nombre de Suisses fugitifs des révoltes du pays, 157. — Rapprochement des opérations militaires qui y ont eu lieu, 184. — Troubles occasionnés par les prêtres catholiques, 192. — Générosité réciproque des troupes françaises et autrichiennes, 201. — Proclamation du prince Charles aux Helvétiens, 202. — Autre de Masséna pour prévenir les voies de fait contre les soldats français, et en rendre les communes responsables, *ibid.* — Arrestations dans divers cantons ; destitution des préfets de Schaffhouse et Lugano, pour avoir témoigné de la joie à l'approche des Autrichiens ; mise en état de siège de la ville de Berne, à cause de ses sentimens plus que douteux ; taxe de guerre extraordinaire ; proclamation du directoire helvétique sur les circonstances, 205. — Négociation pour opérer la réunion des Lignes-Grises, 212. — Arrêté qui limite les processions religieuses, 215. — Affaires contre les révoltés, 217. — Loi qui accorde des secours aux familles de ses défenseurs ; conseils de guerre pour juger les auteurs des troubles ; éloges donnés à sa cavalerie ; réunion des Grisons à cette république, 226. — Proclamation de Masséna pour prémunir ses habitans contre les séductions de l'Autriche, et les assurer que l'armée française toute entière sera employée à conserver leur territoire, 230. — Nouveaux troubles ; loi contre ceux qui refuseront de fournir leur contingent pour la défense de leur patrie, 233. — Sue-

cès des Français, 235 et 236. — Témoignage de reconnaissance donné à ses habitans par le général Rhinvald, pour la bravoure qu'ils ont montrée, 240. — Suite des succès de Masséna, 243. — Le grand conseil s'oppose à l'établissement d'un théâtre, 244. — Défaite de l'armée autrichienne, 249. — Résolution du grand-conseil, portant que l'Helvétie est transformée en un camp jusqu'à ce que ses dangers soient passés, 250. — Nouveaux avantages remportés par Masséna; éloge des troupes suisses, 253. — Proclamation des généraux russes aux habitans du Valais; observation du directoire helvétique à cette occasion, 256. — Détails des succès obtenus sur les Autrichiens et les rebelles, 258, 260 et 264. — Texte de son traité de commerce avec la France, 267. — Mouvement de l'armée, 272. — Moreau de l'Yonne rappelle les excès que Rapinat y a commis, 279 et 280. — Perrochel en est rappelé, 286. — Démission du directeur Ochis, 287 et 288. — Situation de l'armée française, 289. — Observations sur le traité de commerce, 295. — Changemens qu'y opère la rénovation du directoire, 296. — Détails d'une affaire commandée par le général Legrand, 302. — Révision de la constitution helvétique, 324. — Lettre du général Loison sur les succès de l'armée, 325. — Accusations contre les ex-directeurs français, au sujet de la guerre avec la Suisse, *ibid.* — Déclarations dans son sénat contre Rapinat, 328. — Victoire des Français, 333. — Proclamation aux défenseurs de la patrie, 338. — Distribution de l'armée française, 359. — Sortie de Jourdan sur les ravages qu'a éprouvés le pays, *ibid.* — Nouveaux succès des Français contre les Russes, 361 et 364. (*Voy. BERNE, BALE, LUCERNE, SCHAWEMBOURG, RAPINAT, BRUNE, ARMÉE D'HELVÉTIE, RÉGIMENS SUISSSES, etc.*)

SUND (le). AN I.^{er} 1793. Passage de cent vingt-six navires dans ce détroit, 249. — AN III. Bruit, à Londres, que le Dannemarck doit le fermer aux vaisseaux russes, 283.

SURINAM. AN IV. Le stathouder engage le gouverneur à livrer cette colonie aux Anglais, 27.

SUZE. AN VII. Le général Ledoyen se justifie de l'accusation d'avoir laissé prendre cette place sans la défendre, 287.

SYRIE (la). AN VII. Expédition de l'armée d'Orient dans ce pays, 21. — Nouvelle de la marche des troupes françaises, 211. — Elles y entrent, 236. — Y obtiennent des succès; lettre de Dgezar-pacha à cette occasion, 237. — Situation avantageuse des Français, 245. — Départ du grand-vizir pour s'y rendre; contributions levées par les Français, 292.

T.

TABAGO. AN 1790. Troubles dans cette Colonie; le roi est prié d'ordonner au ministre d'en faire connaître la situation, 182. — Détails officiels y relatifs; le roi prié d'y faire passer les secours réclamés par les Colons, 183. — Arrêté de l'assemblée coloniale, 213. — Dévastations dans la Colonie, 299. — AN I.^{er} 1793. Annonce de sa rentrée sous les lois de la république, 100. — Prise par les Anglais, 170 et 218. — AN II. 1794. Les Français, prisonniers dans cette île par les Anglais, sont échangés et débarqués à Port-Malo, 260.

TAGLIAMENTO (le). AN V. Détails de la bataille livrée sur ses bords, 188 et 191. (*Voy. BONAPARTE et ARMÉE D'ITALIE*).

TANARGUE. AN II. 1794. Les administrateurs transmettent la découverte d'une conspiration, 365. — AN III. Annoncent l'arrestation de Dominique Allier et la mort de Louis Pellet, dit Pialety, 54. — Lettre de Mathey, commandant du fort, en faveur de la garde nationale de cette ville, 58.

TARASCON. AN 1790. Compte des troubles excités par les soldats de la garnison dans cette ville, 143. — L'assemblée décide qu'il n'y a lieu à délibérer sur le projet du comité des recherches à ce sujet, 232. — AN 1791. Arrestation dans ses murs de trois députés d'Avignon qui allaient demander des secours à Nîmes, 127. — AN II. 1793. Lettre de cette ville, dénonçant Poultier, 39. — Sa protestation contre le 31 mai, 61. — AN II. 1794. Le juge de paix dénonce des exagérés comme partisans de Barbaroux, 149. — Trois mille cinq-cents patriotes enfermés dans ses prisons, 340. — AN III. Lettre de B.....d sur les massacres qui s'y commettent, 291. — AN VI. Com-

bat entre sa colonne mobile et douze cents égorgeurs royaux, 96.

TARBES. AN 1791. L'évêché est conféré à Molinier, 101. — AN II. 1794. Sa société populaire et montagnarde dément, aux Jacobins, diverses imputations dirigées contre Barrère, 156. — AN VII. Est mis en état de siège, 66.

TARN (le département du). AN 1790. Augmentation de juges, 325. — AN 1792. L'administration départementale annonce la découverte d'un complot qui tendait à faire égorger les *calvinistes* comme ayant des chefs patriotes, 149. — AN I.^{er} 1793. Couthon annonce que la constitution y a été acceptée malgré Lasource, 203. — AN II. 1793. Des rassemblemens y sont dissipés, 44. — AN III. Rapport sur la concession de ses mines de fer, 299. — AN IV. Loi sur leur exploitation, et rapport y relatif, 268 et 272. — AN V. Destitution de son administration centrale, 348. — Annullation de ses élections au 18 fructidor, 350. — AN VII. Jugement de la conspiration royale qui s'y est manifestée, 192. — Envoie des secours à Toulouse; application qui lui est faite de la loi des otages, 333. — Eloge de ses administrateurs, 343.

TARTAS. AN 1789. Nomme le comte d'Artois député; refus de celui-ci, 3. — AN IV. Annullation de ses élections, 135 et 137. — Résolution qui y établit un tribunal de police correctionnelle, 194. — Elle est rejetée, 204. — AN VI. Des citoyens de cette commune se plaignent des attentats commis sur des électeurs du département des Landes, 218.

TARVIS. AN V. Victoire de l'armée d'Italie sur ce point, 198.

TAULIGNAN. AN V. Décret qui sépare ce canton de celui de Grignan, 31.

TEMESWAR. AN 1790. Assemblée générale de la nation Illyrienne dans cette ville, 253.

TEMPLE (le), à Paris. AN 1792. Décret qui y transfère le logement de la famille royale, 225. — Il est menacé au 2 septembre; envoi de commissaires de la convention pour calmer l'effervescence, 249. — Arrêtés de la commune sur la garde des détenus, 271 et 276. — Agitations autour de cette prison, 310. — AN I.^{er} 1793. Plusieurs mem-

bres du conseil-général sont accusés d'intelligences avec les prisonniers; leur justification, 113 et 120. — Levée des scellés sur l'appartement qu'y occupait Louis XVI, 115. — Renvoi de diverses personnes attachées au service de cette maison, 260. — AN II. 1793. Suppression de plusieurs autres, 20. — Visite dans cette prison, 21. — Arrêté qui rétablit les abat-jours à ses fenêtres, 88. — AN II. 1794. La surveillance en est confiée, par la commune, aux commissaires de garde, 120. — Projet d'en extraire le fils de Louis XVI, attribué à Hébert, Danton et autres, 177 et 200. — AN III. Merlin de Douai craint qu'on n'accuse la convention d'en rouvrir les portes, si elle rappelait dans son sein les députés mis hors la loi au 31 mai, 89. — Le fils de Louis XVI y meurt; son cadavre y est ouvert, 263 et 266. — AN IV. Sa fille en sort pour être échangée avec les députés et ministres français détenus en Autriche, 113. — AN V. Pétition de divers détenus dans cette prison, à la suite de l'affaire du camp de Grenelle, 1. — AN VI. M. d'Aranjo, ministre de Portugal, y est traduit, 105. — Et en sort, 192. — Sidney-Smith en est enlevé avec son secrétaire, 228. — Arrestation du concierge Boniface à cette occasion, 230. — AN VII. L'envoyé du dey d'Alger, Abuckaya, y est enfermé par représailles de la conduite de son gouvernement, 161. (*Voyez* LOUIS XVI et PARIS).

TENDE (les Gorges de). AN VII. Désastres y causés par un ouragan, 28.

TERME (col de). AN III. Relation de l'attaque de cette position par le général Serrurier, 307.

TERRACINE, dans les états de Rome. AN VI. Envoie deux députés au roi de Naples pour se donner à lui, 340. — Est prise par les Français et saccagée; proclamation du général Macdonald à cette occasion, 348. — Etablissement d'un camp, 359.

TERRE-NEUVE. AN V. Expédition contre cette île par l'amiral Richery, 25. — Il y détruit les établissemens des Anglais, 39. — AN VI. Cruautés de ceux-ci dans l'île, 141. (*Voyez* RICHERY).

TÊTE-DURE (le poste de la). AN I.^{er} 1793.

Avantage y remporté par le général Carcaradec, 212.

TFXEL (le). AN VI. Texte de la déclaration du lord Grenville aux ambassadeurs étrangers à Londres, leur annonçant que le roi a jugé nécessaire de bloquer ce port, 289. — Jonction de l'escadre russe à la flotte anglaise qui le bloque, 310. — AN VII. Attaque infructueuse du port et de l'île par les Anglais, 12. (*Voyez HOLLANDE*).

THIBERVILLE. AN V. Les élections de ce canton sont déclarées illégales, 16.

THIERS. AN II. 1794. Les sans-culottes de cette commune proposent le séquestre des biens des détenus, 110.

THIONVILLE. AN 1792. Dévouement de sa garnison, 211. — Réponse énergique du commandant Vimphen à la sommation de Brunswick, 258. — Relation de l'attaque et de la défense de cette place, 259. — Détails sur sa vigoureuse résistance, 260 et 285. — Décret, déclarant que la garnison a honorablement défendu son poste, 266. — Détails sur l'énergie des habitants de cette place; décret qui accorde des fonds pour l'approvisionnement, 273. — Adresse de félicitations aux habitants par la commune de Metz, 276. — Proclamation du général Favart aux habitants des campagnes environnantes, pour les exciter à se défendre, 290. — Une députation de cette commune apporte des boulets à la convention, et proteste de son dévouement, 341. — AN I^{er}. 1793. Wimpfen est accusé d'avoir voulu livrer cette place à l'ennemi, 50.

THONON. AN 1791. Emeute dans cette ville, 184. — Soulèvement en faveur d'un jeune homme, arrêté pour avoir chanté l'air *Ça ira*, et condamnation à mort de quatre chefs du mouvement par les tribunaux piémontais, 243. — AN II. 1794. La société populaire réclame contre l'emprisonnement de son président, 364.

THORN. AN 1791. Prétentions de la Prusse sur cette ville, 80. — AN I^{er}. 1793. Lettres-patentes du roi sur son occupation, 132. (*V. PRUSSE*).

THOUARS. AN I^{er}. 1793. Sa prise par les rebelles, 133. — Ils sont battus en l'évacuant; le procureur de la commune, qui les conduisait, est fusillé, 139. — Sa reprise par les républicains, 141.

— Avantages qu'ils remportent près de cette ville, 258.

THUIN, dans les Pays - Bas. AN II. 1794. Sa prise par les Français; lettre du général Moreau à ce sujet, 238.

THUYR, département des Pyrénées-Orientales. AN II. 1793. Sa prise par les Espagnols, 18.

TIRLEMONT. AN 1792. Entrée de Dumourier dans cette ville, 331.

TOLENTINO. AN V. Traité de paix conclu dans cette ville entre le pape et la république française, 175.

TOLOSA, en Espagne. AN II. 1794. Prise de cette ville par les Français, 326.

TONNEINS, département de Lot-et-Garonne. AN VII. L'administration municipale est autorisée à vendre des biens patrimoniaux pour la construction d'une maison commune, 180.

TONNERRE. AN 1789. Ses alarmes sur l'approvisionnement des marchés, 81. — AN 1792. Le président du district envoie une adresse par laquelle il prie l'assemblée d'y faire cesser les causes d'une fermentation inquiétante, 112. — AN I^{er}. 1793. Dénonciation contre sa société populaire, et décret pour la saisie de ses papiers, 231. — Annonce par le ministre de la justice, qu'il a donné ordre de mettre en arrestation tous les faux républicains de cette ville; décret qui approuve sa conduite et les mesures prises par lui, 265. — Garnier de l'Aube y est envoyé pour apaiser les troubles, 267. — AN II. 1793. Dix-sept de ses habitants acquittés par le tribunal révolutionnaire, 65.

TORRE-DEL-GRECO. AN II. 1794. Cette ville est engloutie dans un torrent de laves, par l'explosion du Vésuve, 297.

TORTONE. AN IV. Occupation de sa forteresse par les Français, 231. — Prise de possession de cette place par les mêmes, 238. — AN VII. Le général Désolles s'en empare de nouveau, 284.

TOSCANE. AN 1790. Le grand duc fait des propositions de paix aux états de Flandres, 75. — Est déclarée neutre par Léopold, empereur et roi de Hongrie, 92. — Emeute populaire pour le rétablissement des cérémonies religieuses, 179. — Crise générale dans ce pays, 193. — Est

cédée par Léopold à son fils Ferdinand, 217. — AN 1792. Texte de la loi rendue sur sa neutralité, 177. — Note remise à Laflotte, chargé des affaires de France, sur cet objet, 274. — AN I.^{er} 1793. Expulsion de Talleyrand, ambassadeur de Louis XVI à Naples, 19. — Le grand duc reconnaît Laflotte pour chargé d'affaires de la république française, 33. — Proclamation pour le maintien de la neutralité, 109. — Démenti de la rupture annoncée, 127. — Le grand duc proteste de sa neutralité ; armement de la cour de Rome, 170. — Correspondance diplomatique de cette cour et des envoyés qui y résident avec lord Hervey, ministre d'Angleterre, 196. — Le bruit de l'expulsion du ministre français par le grand duc est démenti, 237. — AN II. 1793. Mémoire de l'ambassadeur anglais au grand duc contre les Français, 18. — Instances du ministre d'Angleterre pour le décider à rompre la neutralité, 40. — Il la rompt, 75. — AN II. 1794. Renvoi des Français non établis avant le 15 février 1793, 182. — Et des émigrés toulonnais, 216. — AN III. Envoie un ambassadeur en France, 118. — Y conclut un traité, 144. — Discussion et ratification par la convention, 148. — Admission de son ministre plénipotentiaire dans le sein de l'assemblée, 180. — Edit du grand duc au sujet de la neutralité conclue avec la république française, 190. — Retraite du lord Hervey, ministre britannique, attribuée à cet acte, 196. — L'ambassadeur français remet ses lettres de créance au grand duc, 276. — AN IV. Renvoi de Paris de son ministre, le comte de Carletti, 80. — Expulsion des émigrés de Livourne, 259. — Lettre du général Bonaparte au grand duc, sur l'occupation de ce port par les Français, 294. — Autre, sur l'arrestation de son général Spanochi, 296. — AN V. Départ de Manfredini et Lessi, pour se rendre auprès du général Bonaparte, 140. — Ils stipulent et signent avec ce général l'évacuation de la Toscane par les troupes françaises, 148. — Lettre du cardinal Busca, nonce apostolique à Florence, et réponse, 152. — Refus du pape d'accepter la médiation du grand duc, 156. — Déclaration de sa cour pour la réparation des insultes faites aux Fran-

çais sur son territoire, 286. — Ordre de ce gouvernement de surveiller les partisans de la démocratie et d'arrêter la circulation des lettres venant de l'étranger, 341. — AN VI. Etablissement de l'inquisition religieuse, 2. — Le grand duc félicite la république cisalpine de son installation, 8. — Haine du gouvernement contre les Français, 13. — Permission donnée aux Gênois de porter leur cocarde nationale dans tous ses états, 19. — Armement forcé des habitants de la campagne contre les amis de la liberté, 20. — Enrôlement public pour le service de sa sainteté, 49. — Renvoi d'un agent de Louis XVIII, 55. — Changement du ministre français, 87. — Création d'un nouveau tribunal pour juger les causes de jacobinisme, 99. — Maury est forcé de quitter ce pays, 185. — Le grand duc refuse au pape la permission de se rendre à Pise, avant la réponse du directoire de France, 188. — Rupture du ministre cisalpin avec ce cabinet, 196. — Le grand duc fait offrir un cagrosse à sa sainteté, 200. — Ordonne à son neveu, le duc de Braschi, de sortir de ses états, 280. — Retraite du pape, 300. — Levée du séquestre mis, par les Français, sur les biens de l'ordre de Malte, 301. — Condamnation d'un nommé Bonfanti, accusé d'avoir écrit en faveur de l'athéisme, 306. — Expulsion des émigrés, 342. — Ordre de séparation donné, par le gouvernement, à une société assemblée à une campagne de Caillasson, pour y fêter le 10 août ; injonction aux émigrés de quitter la Toscane, 347. — Proscription des pantalons, des cheveux coupés et de tout ce qui semble constituer le costume républicain ; nomination de Fabroni au congrès des savans, pour les poids et mesures, 348. — AN VII. Sa neutralité vue de mauvais œil par les Français, 42. — Des paysans fanatisés assaillent, dépouillent et assassinent des Français, 98. — Embarras de la cour sur la demande du roi de Naples, d'occuper le port de Livourne, 99. — Mesures prises pour se mettre à l'abri d'une invasion des Français, 103. — Proclamation du général français, en entrant dans ses états, pour en chasser les Anglais et Napolitains, 124. — Le grand duc garantit cent mille ducats aux Napolitains pour

l'évacuation de Livourne, 128. — Abrégé du plan militaire de son gouvernement contre la France, 174. — Le directoire exécutif propose de lui déclarer la guerre, 175. — Elle lui est déclarée, 180. — Proclamation du grand duc et des généraux Schérer et Gauthier, sur son occupation par les troupes françaises; détails de ces événements; départ de ce prince et de sa famille, 201. — Mesures du commissaire Rheinhart et du général Gauthier, pour l'administration de ce pays, 203 et 208. — Prise de possession des Français, 205. — Départ de son ambassadeur en France, 209. — Nouvel arrêté sur son administration intérieure, 221. — Son organisation en municipalités, 228. — Proclamation du ministre Reinhart sur l'emprunt forcé, 246. — Soulèvement contre les Français; mesures répressives prises par le général Gauthier, 249. — Evacuation de Livourne et de toute cette contrée, 319.

TOUL. AN 1789. Les armes enlevées aux citoyens de cette ville, par le maréchal de Broglie, leur sont rendues, 32. — AN 1791. La municipalité dénonce des individus accusés d'embauchage pour l'armée des princes, 339. — AN I.^{er} 1793. Vingt-deux pièces de canon sans affût sur les remparts de cette place; décret à ce sujet, 225. — AN III. La commune félicite la convention sur ses travaux, 72. — Offre faite à ses habitants du quart de sa subsistance, par le dépôt du onzième régiment de dragons, 116.

TOULON. AN 1789. Troubles dans cette ville, et incarcération d'Albert, de Rioms, et autres officiers accusés de provocations envers la garde nationale; mesures en conséquence, 107. — Pièces y relatives, *ibid.* — Suite des détails, 115. — Resserrement des officiers arrêtés, à l'apparition des flottes anglaise et hollandaise, *ibid.* — Suite et projet de Malouet sur cette affaire, 116. — Extrait de la délibération du conseil municipal sur les événements précédens, 117. — Nouvelles lettres à l'assemblée sur le même objet, 118. — Procès-verbaux de la municipalité, relativement à la mise en liberté du comte d'Albert; l'assemblée décrète qu'elle est satisfaite de sa conduite, 121. — Rapport sur toute cette affaire, 130. — AN 1790. Dé-

claration des officiers de marine sur les troubles de cette ville, 4. — Suite de la discussion sur les troubles de cette ville, 17. — Décret à ce sujet, 18. — Mouvements des galériens, 106. — Renvoi au conseil des rapports, des désordres qui ont eu lieu, 134. — Le calme est rétabli; réjouissances à cette occasion, 171. — Le port est le seul de la Méditerranée pour le retour de l'Inde, 202. — Lettre pastorale de l'évêque, dénoncée à l'assemblée, et renvoyée aux tribunaux, 232. — Nouvelle émeute annoncée par la municipalité; renvoi des pièces aux comités militaire, des recherches et des rapports réunis, 233. — La poursuite des derniers troubles demandée par les ouvriers de l'arsenal, 240. — Détail des troubles du 11 août, 253. — Décret pour faire constater un vol commis dans ce port, 326. — AN 1791. Installation du nouveau pavillon national, 1. — Conservation de la juridiction des prud'hommes, 10. — Les tribunaux statueront sur les élargissemens provisoires dans les procédures relatives aux troubles, 69. — AN 1792. Décret qui accorde des secours aux ouvriers du port, 4. — Massacre de plusieurs administrateurs du département et du district, 222. — AN I.^{er} 1793. Rentrée de Truguet à la suite de l'expédition de Sardaigne, 69. — Paoli est dénoncé par la société populaire de cette commune, 94. — Une députation dénonce ses autorités constituées; détails du triomphe qu'elles ont décerné à Lacuée; décret qui les mande à la barre, 178. — Détails sur une prise espagnole par le capitaine Nardeille, 191. — Dénonciation de son adhésion aux mesures contre-révolutionnaires de Marseille, 205. — Décret qui met en liberté les citoyens y incarcérés par suite des mouvemens du 14 juillet et jours suivans, 212. — Persécution des patriotes; mission de Gasparin et Choudieu, 224. — Sa reddition aux Anglais; constitution brûlée par la main du bourreau, 247. — Proclamation de l'amiral Hood; décret de la confiscation des biens des rebelles, 249. — Adresse de la convention aux Français méridionaux sur sa prise par les Anglais, 251. — Décret qui approuve les mesures prises par les représentans du peuple près l'armée d'Italie, pour le reconquérir à la république, 252. — Rapport de Jeanbon-Saint-André, sur sa reddition, et décrété la suite

suite ordonnant le séquestre des biens des rebelles , pour indemniser les patriotes incarcérés , 253 et 254. — Adresse contre sa trahison , 259. — Gasparin, Salicetti et Albite écrivent que les républicains sont à une demi-lieue en avant de cette ville , et qu'ils ont établi des batteries en état de résister à tous les efforts , 260. — Nouveaux détails sur l'attaque de cette place , et mesures prises pour brûler l'escadre anglaise , ou la forcer à la retraite , 263. — Lettre sur sa situation ; conduite infâme des Anglais ; déportation des patriotes , 271. (*Voyez* P. BAYLE et BEAUVAIS). — AN II. 1793. Bonne disposition de l'armée devant cette place , 279. — Tableau des officiers qui se trouvaient dans cette ville à l'époque de la trahison , 18 et 22. — Prise de la montagne de Pharon et de ses retranchemens ; assassinat de Beauvais , 20. — Reprise du Pharon , par les Anglais , 21. — Victoire de l'armée de siège , 37. — Nomination de Dugommier pour le diriger , 43. — Division entre les Espagnols et les Anglais , 61. — Décret qui accorde des indemnités à plusieurs citoyens persécutés dans cette commune , 63. — Changement des généraux de l'armée de Toulon , 68. — Dom Juan de Langara loue les habitans de s'être livrés aux Anglais , 69. — Action sous le fort Malbosquet ; Ohara y est blessé ; Bonaparte s'y distingue ainsi qu'Aréna et Cervoni , 77 et 78. — Succès malheureux de l'expédition anglaise envoyée de cette ville en Corse , 81. — Adresse de la convention à l'armée sous cette ville , et aux habitans du Midi , 90. — Rapport sur la reprise de cette place qui prend le nom de *Port-la-Montagne* ; lettre de Collot et Fouché dans laquelle ils se félicitent d'y avoir contribué de tout leur pouvoir , 95. — Détails sur cette conquête , transmis par le général Dugommier , 96. — Note de ceux qui s'y sont distingués , 98. — Nouveaux détails sur le siège ; proposition de récompenser les forçats qui ont travaillé à éteindre l'incendie , *ibid.* — Hymne sur la reprise de cette ville , par Trouvé , 99. — Autre par Chénier , 100. — Texte du rapport et du projet de décret présenté par David pour célébrer cette victoire , 101. — AN II. 1794. Détails aux Jacobins et à la convention sur sa prise et l'incendie des vaisseaux ; suicide de de P. Bayle ; ruse des sans-culottes qui attirent dans

Table alphabétique.

le port plusieurs vaisseaux ennemis , en laissant flotter leurs pavillons , 103 et 104. — Détails et décret sur le zèle des forçats à éteindre l'incendie ; pertes de l'arsenal , peu considérables , 105. — Travaux du camp , 106. — Etat des prisonniers anglais et espagnols , et leur traduction au Luxembourg , 111. — Dépenses de l'Angleterre pour cette expédition , évaluées à un million quatre cent mille liv. sterl. , 115. — Entrée et prise dans le port de bâtimens ennemis , 114 et 115. — Consternation à la Haye aux nouvelles de la reprise , 116. — Même effet à Turin , 117. — Joie en Suisse , 119. — Fête à Brest pour le même sujet , 120. — Condamnation des marins comme traîtres , 125. — Aperçu des résultats pour l'Angleterre de cette expédition ; fêtes à Marseille et à l'armée des Pyrénées-Occidentales , 127. — Refus fait par les Anglais et Espagnols d'y laisser venir Monsieur , demandé par les Toulonnais , 133. — Détails sur l'incendie du port par Sidney-Smith , 136. — Nombre des émigrés sur la flotte anglaise , évalué à quatorze mille , 157. — Liquidation de créances appartenantes à la ville , 164. — Décret relatif à l'inscription au grand livre , et au paiement des créances sur cette commune , 189. — Les tourmens que les Anglais y ont fait souffrir au représentant Beauvais , sont la cause de sa mort à Montpellier , 198. — Dix-huit condamnés à mort pour rébellion , parmi lesquels quinze femmes , 202. — Décret rendu sur les créances de cette commune , *ibid.* — Ses émigrés sont renvoyés de Toscane , 216. — Rejet de la motion du major Maitland aux communes du parlement d'Angleterre , pour qu'on examine les causes de l'évacuation de cette place , faite par le général anglais Dundas et l'amiral Hood , 241. — AN III. Décret pour la mise en liberté des marins y arrêtés , 102. — Egorgement des prévenus d'émigration arrêtés dans le port , 182. — Arrêté de Mariette qui ordonne la vente des biens des émigrés et des condamnés dans ce district , 183. — Assassinat des prévenus d'émigration ; plan des terroristes d'y établir leur quartier-général après le départ de l'escadre ; mesures prises à cette occasion par Mariette , Ritter et Chambon , et par Bizanet , commandant , 190. — Mariette et Cadroy annoncent qu'ils ont déjoué les conspirations tra-

mées par les partisans de Robespierre, 198. — La garnison exprime, par une adresse, son dévouement à la convention, 210. — Discussion à la chambre des communes d'Angleterre sur les dépenses relatives à l'expédition de cette ville; opinions de Fox et Pitt à ce sujet, 211 et 213. — La commission municipale se plaint du retour et de l'audace des émigrés, et retrace leur conduite à l'époque de la trahison, etc.; discussion sur cette lettre taxée de perfidie, 239. — Des scélérats s'emparent des armes de l'arsenal, et menacent de massacrer tout ce qui n'est pas montagnard, 251. — Enlèvement des armes de l'arsenal par sept à huit mille terroristes; détails à ce sujet; le représentant Charbonnier accusé d'avoir pris part à la rébellion; le représentant Brunel y perd la vie; Niou monte à bord de l'escadre, et court de grands dangers; Chiappe se fait jour, le sabre à la main, au milieu d'une garde nombreuse qui s'opposait à son passage; décret qui confirme les mesures prises à cette occasion par Chambon et Guérin, crée une commission militaire pour juger les auteurs, instigateurs et complices des mouvemens séditieux qui ont éclaté à Toulon, les 28, 29 et 30 floréal, et envoie Hourier près l'armée navale de Toulon, 252. — Adoption d'une proclamation aux marins et soldats qui composent la flotte, relativement à ces mouvemens séditieux, 254. — Lettre du représentant Chambon, annonçant que Poultier et Guérin sont retenus dans cette commune où les rebelles les ont perfidement attirés; sommation de Chambon à ceux-ci, de mettre bas les armes, et de livrer leurs chefs; mission du représentant Espinassy, 255. — Détails et rapport sur l'entrée des troupes de la république dans cette commune, et le dépôt des armes par les révoltés; décret qui approuve les mesures prises par les représentans, et porte que les troupes qui ont concouru à la réduction des rebelles, ont bien mérité de la patrie, 261. — Lettre du représentant Réal, annonçant l'envoi au tribunal criminel de Grasse de quatre-vingt-huit émigrés de cette commune, 263. — L'armée navale met à la voile sous le commandement des trois amiraux, Martin, Delmotte et Renaudin, 270. — Bon esprit de la garnison, 271. — Lettre du représentant Chiappe, annonçant qu'on y a arrêté

son collègue Charbonnier, 275. — Autorisation donnée au représentant Rouyer d'y former une commission municipale, 284. — Lettre sur les opérations de la commission militaire, 288. — Motion de Vallée pour que l'Espagne rende les vaisseaux et frégates qu'elle a enlevés dans ce port, 319. — Plainte d'un citoyen qui ne peut rentrer dans sa propriété à cause des émigrés qui désolent ce pays; discussion relative aux fugitifs de Toulon; décret portant qu'ils ne sont pas compris dans le décret d'exception en faveur des fugitifs du 31 mai, 352 et 353. — Formation d'un jury dans ce port, pour juger les réclamations des équipages des bâtimens de la république qui ont fait des prises, 360. — Lettre du commandant d'armes, annonçant l'acceptation de la constitution, 363. — AN IV. Départ de l'escadre commandée par Richery, 5. — Décret concernant les rebelles, 6. — Rapport des arrêtés rendus en faveur des émigrés de cette ville, 24. — Accusation contre Siméon, à l'occasion de la tradition du port aux Anglais, 135. — Envoi de pièces relatives aux troubles du Midi, 207. — Projet pour la levée du séquestre des biens de ses habitans, 279. — Proposition de Jourdan, des Bouches-du-Rhône, d'amnistier ses émigrés, 346. — Etat de ses forces navales, 354. — AN V. Signalement de vaisseaux de guerre faisant voile vers son port, 52. — Etat de la flotte espagnole, 54. — Changement du commandant des armes dans ce port, 84. — Sortie de la rade de l'escadre espagnole; adieux du général Langara à la municipalité, 98. — Entrée à Lorient de l'escadre de ce port, commandée par Villeneuve, 107. — Levée du séquestre sur les biens des absens avant sa prise par les Anglais, 171 et 269. — Arrivée des monumens pris en Italie, 176. — Abrogation des lois des 20 fructidor et 2 vendémiaire, à l'occasion des fugitifs, 252. — Rapport, discussion et résolution en faveur de ceux-ci, 288 et 299. — Etat des bâtimens brûlés ou pris dans son port par les Anglais, 308. — Autre rapport, discussion et rejet de cette résolution, 328, 360 et 361. — AN VI. Proclamation de Bonaparte contre les émigrés et les traîtres de ce pays, 5. — Arrestation de plusieurs assassins, émigrés ou prêtres déportés, 33. — Célébration de la fête de la sou-

veraineté du peuple, 191. — Arrivée dans ce port de quatre frégates venant d'Ancône; sous les ordres du chef de division Perrée, 208. — Bonaparte harangue l'armée qui y est rassemblée, 242. — Nouveaux détails sur la flotte; tableau de l'escadre aux ordres du vice-amiral Bruix, 244. — Véritable proclamation de Bonaparte à l'armée; la précédente est déclarée apocryphe, 246. — Sortie de la flotte; injonction aux officiers et soldats de rejoindre l'expédition, sous peine d'être privés de la gloire qui attend les braves qui ont délivré l'Italie et assuré la paix à la France, 249. — Tableau de l'expédition maritime sortie de ce port, le 30 floréal an 6, sous les ordres du général en chef Bonaparte, 252. — Conjectures sur la destination de l'escadre de ce port, 253. — Détails sur l'expédition qui en est partie; les employés du port reçoivent les témoignages de la satisfaction de Bonaparte, 265. — Arrivée d'un aviso, expédié par ce général, annonçant que la flotte était dans le meilleur état devant l'île de la Madelaine, 270. — Réunion des convois partis de Toulon, 273. — Conjectures de Calonne, à Londres, sur la destination de la flotte sortie de ce port, *ibid.* — Renvoi au directoire de la proposition de Marquézi pour la réparation du Lazareth, 296. — AN VII. Souscription volontaire en faveur des blessés, des femmes et enfans des marins indigens, frappés au combat naval du 14 thermidor, 6. — Entrée de l'escadre sortie de Brest, 243. — Elle en repart, 244. — Arrivée de 19 vaisseaux de ligne espagnols, 254. — Et de la garnison du fort Saint-Elme à Naples, 328. (*Voyez le VAR*).

TOULOUSE. AN 1789. Protestation de quatre-vingts gentilshommes contre les décrets de l'assemblée nationale, 88. — Contre-protestation de cette ville à cette occasion, 107. — Son adresse contre les déclarations de la noblesse et du clergé, 108. — Rétablissement du calme dans ses murs, 124. — AN 1790. Cérémonies pour la prestation du serment civique, 70. — Ouverture d'un emprunt pour l'entretien des ateliers de charité, 76. — Dénonciation contre le parlement, 81. — Troubles excités par des jeunes gens des familles parlementaires, 118. — Approbation de la conduite de

la municipalité à cette occasion, 126. — Délibération de la commune pour donner asile aux citoyens de Montauban, et envoyer dans cette ville un détachement pour y faire respecter la constitution 151. — Annulation des arrêtés de la chambre des vacation contre l'élection des officiers municipaux, 154. — Opposition du parlement aux opérations de l'assemblée, 280. — Décret qui l'accuse de rébellion et de forfaiture, 283. — Son inexécution reprochée au ministre Saint-Priest, 312. — Rapport et nouveau décret contre ses membres, 336. — AN 1791. Nomination du cardinal de Loménie à cet évêché; lettres qui lui sont écrites à cette occasion, 69 et 74. — Annonce de nouveaux troubles, 90. — Décret ordonnant la poursuite de leurs auteurs, 94. — Souscription pour l'entretien des gardes nationales qui vont aux frontières, 214. — Applaudissemens donnés au décret contre les émigrés, 334. — AN I.^{er} 1793. Dénonciation de Chabot contre son commandant, 187. — Arrêté des sections de cette commune; elles déclarent ne reconnaître que la convention pour centre d'unité; détails sur la conspiration qui y a éclaté, 190. — Ceux de ses citoyens dont la convention a ordonné l'arrestation demandent à être entendus à la barre de cette assemblée; décret qui les envoie à la maison d'arrêt de l'Abbaye, 195. — Autre qui déclare que la société populaire a bien mérité de la patrie, 227. — Adhésion de ses membres à la révolution du 31 mai; ils veulent que les nobles soient exclus de toutes les places, 234. — Agitations pour cause de subsistances; rappel de Leyris et de Chaudron-Rousseau; Baudot est nommé pour les y remplacer, 248. — AN II. 1793. Opérations révolutionnaires de ce député; arrestation des Dubarry, 25. — Annulation d'un arrêté de son administration, qui ordonne de porter à la caisse du receveur toutes les espèces métalliques, 28. — Esprit qui y règne; activité des forges pour le service de l'artillerie, 81. — AN II. 1794. Exécution du ci-devant comte Dubarry, 139. — Mise en jugement de l'abbé Legros, 200. — Condamnation à mort de quarante-huit membres de son ci-devant parlement, 274 et 292. — AN III. Dénonciation de Clausel contre la

société populaire ; arrestation de quatre de ses membres, 37. — Acceptation de la constitution par la garnison, 354. — AN IV. Adresse des habitans patriotes ; mesures prises par eux pour déconcerter les projets des royalistes ; débats à ce sujet, 163. — AN V. Rapport et discussion violente sur les élections de cette commune, 60, 61 et 62. — Détails des mouvemens occasionnés par les partisans de Vadier et autres ; fuite de six cents familles, 132. — Suite de la discussion sur cet objet ; Pérès justifie la municipalité accusée par Mailhe ; tumulte violent à cette occasion, 133. — Lettre de Mazade aux anciens sur les insultes qu'il dit y avoir reçues de la part des prétendus républicains ; vive discussion ; arrêté qui en ordonne la communication au directoire, 134. — Seconde lettre de ce député ; il annonce le rétablissement de l'ordre, 136. — Suppression au procès-verbal des détails relatifs à ces troubles, 138. — Annonce faite aux cinq-cents d'une pétition d'un grand nombre d'habitans de cette commune ; violente agitation produite par sa lecture ; les signataires accusent la municipalité, et rejettent les troubles sur les anarchistes, 152. — Déclaration de Mazade, confirmative de ces faits, 156. — Pétition en réponse à la précédente ; elle est renvoyée au directoire, 169. — Nouvel attentat des perturbateurs de cette commune, 238. — Approbation de la résolution qui annule un arrêté de Paganel, relatif à la concession du couvent de la Trinité, 253. — AN VI. Félicitations des républicains sur la journée du 18 fructidor, 6. — Leur pétition contre les attentats de la cour de Rome ; dénonciation d'une brochure fanatique, 162. — Proposition de Destrem pour l'autoriser à emprunter 100,000 liv. sur elle-même, 275. — Discussion et ajournement de ce projet, 284. — Il est rejeté par les anciens, 285. — Condamnation à mort de Durand, rédacteur de l'*Ami des Campagnes*, avant le 18 fructidor, 307. — AN VII. Discussion sur l'acquisition d'un terrain national pour cette ville, 47. — Jugement des conspirateurs du Tarn, 192. — Dévouement civique de deux vieillards qui s'enrôlent à la nouvelle de la reprise des hostilités, 235. — Témoignage de satisfaction donné à ses

habitans par le directoire exécutif, 282. — Ils sollicitent la punition des ex-directeurs, 304. — Mouvemens hostiles des royalistes dans ses environs ; pièces officielles à ce sujet, 328. — Succès de ces rebelles ; préparatifs de défense contre eux, 329 et 330. — Détails sur les opérations militaires qui ont eu lieu dans cette circonstance, 331 et 332. — Nombreuses arrestations dans ses murs ; secours qui lui sont envoyés par le département du Tarn, 333. — Particularités sur les révoltés ; noms de quelques chefs, 334. — Leur fuite en Espagne, 336. — Lettre de la municipalité à celle de Montauban, et à quelle occasion, *ibid.* — Succès des républicains ; papiers importants trouvés sur un brigand, 338. — Détails sur cette expédition, 340. (V. HAUTE-GARONNE).

TOURNAY. AN 1789. Discussion et annulation de la nomination de l'évêque, comme député à l'assemblée nationale, 18 et 20. — AN 1791. Poursuites dirigées contre lui à l'occasion de son mandement, 69. — Rassemblement dans cette ville de 700 émigrés, 251. — AN 1792. Prise par l'armée française, elle est évacuée par le général Labourdonnaie, 316. — Etablissement d'un club patriotique, 324. — Les Français s'en emparent de nouveau, 337. — AN I.^{er} 1793. Décret qui réunit son territoire à la république, 67. — Révolte de ses habitans contre les commissaires du pouvoir exécutif, 74. — Mort du général prussien Goltz, 209. — AN II. 1794. Débats, aux Jacobins, sur un réfugié de cette commune, 152. — Victoire remportée près de ses murs par l'aile droite de l'armée du Nord, 238. — Sa prise par les Français, 287. — AN VI. Ses préparatifs de défense contre les Anglais, 331.

TOURNON. AN 1791. Décret sur le canal proposé pour cette ville, 230.

TOURNUS. AN VII. Décret qui y ordonne la confection d'un pont, 53.

TOURS. AN 1790. Lettre sur sa milice citoyenne, 99. — Elle offre à Louis XVI l'anneau donné par Henri IV aux Tourangeaux, 195. — Adresse de la commune contre l'émission des assignats, 254. — Damage y causés par le débordement de la Loire, 326. — Désordres qui en sont la suite, 328. — AN 1791. Nomination de Suzor à cette évêché, 79.

— Jugement du tribunal qui condamne au feu le mandement de l'ex-archevêque Conzié, 193. — AN I.^{er} 1793. Prompts secours demandés pour empêcher sa prise par les rebelles, 137. — Exécution dans cette ville du ci-devant marquis de Sanglier, l'un des chefs des révoltés, 188. — Adresse de la société populaire, afin que tout fonctionnaire public soit tenu de rendre compte de sa fortune, 251. — AN II. 1793. Arrêté de la commune de Paris qui l'invite à briser la Sainte-Ampoule, 23. — Dénonciation des habitans contre les généraux et agens dans la Vendée, 33. — Rappel de Guimberteau pour sa conduite dans ses murs; il y est remplacé par Francastel, 57. — AN II. 1794. Arrestation des suspects, 106. — Fixation du salaire accordé aux femmes qui en desservent l'hospice, 204. — Dénonciation contre Sénard, agent général de cette commune, 309. — AN III. Récrimination de Pocholle contre des citoyens de cette commune qui exigeaient de lui communication des noms des membres des autorités et sociétés du temps de la terreur, 280. — Décret qui traduit les ex-généraux Huchet et Turreau devant son directeur du jury, 357 et 364. — AN IV. Mutilation de l'arbre de la liberté, 22. — AN VI. Discussion relative à ses dépenses communales, 209. — Exécution de chouans pris les armes à la main, 309.

TRANSYLVANIE (la). AN 1790. Troubles dans ce pays, 177.

TRAPPE (maison de la) *Voyez* RELIGIEUX.

TREBIA (la): AN VII. Détails sur la bataille qui s'y est donnée, 298.

TRÉGUIER. AN 1790. Dénonciation contre l'évêque de cette ville, pour ses protestations contre les décrets, 332. (*Voy.* LEMINTIER).

TRENTE. AN IV. Détails sur la retraite des Autrichiens dans cette ville, 342. — Entrée des Français, 361. — Arrêté du général Bonaparte sur sa police, 363. — AN V. Lettre du même sur l'arrivée des troupes républicaines, 145.

TRÈVES. AN 1790. Mémoire de l'électeur contre les décrets de l'assemblée, 248. — Dénonciation d'un mandement de cet archevêque, 350. — AN 1791. Ses dispositions à l'égard des émigrés, 280. — Il interdit leurs rassemblemens, 363. — AN

1792. Proteste de sa bonne intelligence avec la France, et promet d'éloigner les corps d'émigrés, 7. — Rumeur et mécontentement dans ce pays, 9. — Note de l'électeur sur ses relations avec la France, *ibid.* — Autre sur sa conduite à l'égard des émigrés, 10. — Exécution de son règlement contre eux, 21. — Sa note aux princes français sur la neutralité qu'il veut garder, 140. — Autre relative au passage, dans ses états, de deux régimens désertant les drapeaux français, 160. — AN I.^{er} 1793. Alarmes y causées par les dispositions des troupes françaises, 183. — Formation, dans cette ville, d'un corps de douze à dix-huit mille hommes, 195. — AN II. 1794. Sa prise, 328. — AN III. Mouvement des armées républicaines dans ce pays, 6. — AN V. Ordonnance du consistoire en faveur de la déclaration exigée des curés, 282.

TRIESTE. AN V. Nouvelle de la prise de cette place; le prince Charles y est battu; rapidité des conquêtes de Bonaparte, 193. — Entrée du général Dugua dans cette place, 196. — Message sur sa prise, 198 et 199. — AN VI. Départ de la flotte espagnole, 222. — On y établit provisoirement le siège de l'ordre de Malte, 347.

TRIPOLY, en Barbarie. AN I.^{er} 1793. Craintes de ce gouvernement, occasionnées par une expédition ordonnée par le grand-seigneur, 273. — AN III. Guerre entre cette régence et celle de Tunis, 118. — Prise de cette ville par les troupes de cette dernière, 163. — AN VII. Arrêté du directoire qui autorise les corsaires français à attaquer ses bâtimens, 151. — Hostilités qui y sont commises par les vaisseaux anglais, et pourquoi, 346.

TRIPOLY, en Syrie. AN I.^{er} 1793. Réception du consul français, Guys, dans cette ville, 215. — AN V. Il y est insulté, 27. — Son entrevue avec le pacha, 129. — AN VI. Gayvernon est désigné pour lui succéder, 261.

TRIPSTADT. AN II. 1794. Sa prise par l'armée de la Moselle, et détails y relatifs, 300 et 301.

TROLIMON, département du Finistère. AN VII. Monument élevé par cette commune à la gloire de Bonaparte, 142.

TROYES. AN 1789. Délibération du présidial, pour rendre la justice gratuitement, 42. — Troubles dans cette commune; renvoi au comité des re-

cherches pour un prompt rapport, 77. — Dénonciation des vexations des tribunaux contre son comité provisoire, 89. — Protestation des gardes-du-corps y résidans, 105. — Suite de l'affaire du comité provisoire, 111. — Jugement prévôtal contre les meurtriers du maire Huez, 114. — AN 1790. Son adresse pour que la fixation des journées de travail, exigée pour être citoyen actif, ne soit point laissée à l'arbitraire des administrations, 17. — Refus par la municipalité de recevoir le commissaire du roi, 89. — Fixation du nombre des juges de paix, 310. — Improbation de la conduite des officiers municipaux, pour s'être refusés à l'exécution d'un arrêté du département, 325. — AN 1792. Sausse, procureur de la commune de Varennes, est obligé de s'y réfugier, 296. — AN I.^{er} 1793. Patriotisme de ses habitants, attesté par Fouché; formation d'un nouveau bataillon dans ses murs, 184. — AN II. 1794. Dénonciation des manœuvres employées par ses aristocrates contre le député Bô, 148. — Dénonciation contre Rousselin, à l'occasion de l'oppression des patriotes de cette commune, et de la levée d'une taxe révolutionnaire de 1,700 mille livres, 271 et 303. — AN III. Accusations contre le même, pour y avoir établi une guillotine, 138. — Plaintes contre la mise en liberté des terroristes; discussion à ce sujet, 295. — AN IV. Décret qui annule l'élection des officiers municipaux de cette commune, 175. — AN V. Condamnation à mort de Grizon, chef de brigands, assassin de Delaunay et de la princesse de Lamballe, 125. — AN VI. Discussion sur ses dépenses locales, 209. — Rejet de la résolution y relative, 285. (*Voy.* AUBE).

TRUXILLO, en Amérique. AN VI. Conseil de guerre pour juger son commandant, 150.

TUILERIES (le château des). AN 1791. Arrestation d'un chevalier de Saint-Louis, et pour quoi, 60. — Affaire des chevaliers du poignard, 72. — Mise en liberté de plusieurs d'entre eux, 75. — Sa réunion au Louvre, sous le nom de Palais-National, 147. — AN 1792. Siège et prise de ce château au 10 août; progrès des flammes; autres détails y relatifs, 225 et suivans. — Mesures prises pour faire juger les conspirateurs qui

y ont été arrêtés, 230. — Et empêcher la spoliation de son mobilier, 261. — Levée des scellés, 265. — AN I.^{er} 1793. Préparatifs pour la tenue des séances de la convention, 131. — Elle s'y promène au 3 juin, pour prouver qu'elle est libre, 156. — La garde en est confiée aux invalides, 187. — AN II. 1794. Proposition tendante à le joindre entièrement au Louvre, 119. — AN III. Violences commises dans son enceinte, 185. — Décret qui en supprime les échoppes et cafés, 305. — AN IV. Son occupation par le conseil des anciens, 44. — AN VI. Article sur l'embellissement du jardin, 320. — AN VII. Monument qui y sera élevé à J. J. Rousseau, 118.

TULLE, département de la Corrèze. AN 1790. Troubles dans cette commune, 96. — Décret qui ordonne la continuation des poursuites faites contre leurs auteurs, 240. — AN 1791. Meurtre du capitaine Massey, et à quelle occasion, 139. — AN IV. Résolution qui y maintient l'école centrale, 189. (*Voy.* CORRÈZE).

TUNIS (la régence de). AN 1790. Ses négociations avec la Russie, 343. — AN 1791. Elle conclut un traité de paix et de commerce avec la cour d'Espagne, 280. — AN I.^{er} 1793. Ravages occasionnés par la peste, 194. — AN III. Entre en guerre avec Tunis, 118. — Obtient des succès marquans, 163. — Ratification d'un article supplémentaire à son traité avec la France, 329. — AN V. Vaines réclamations de son ambassadeur à Londres, et à quelle occasion, 62. — Réception par le directoire exécutif de son envoyé Mehemmed-Goggéa, 103. — AN VI. Copie d'une lettre écrite à Bonaparte, par le bey, 97. — Mise en liberté des captifs maltais, 339. — AN VII. Arrêté du directoire qui permet aux corsaires français d'attaquer ses vaisseaux, 151. — Explications des motifs qui ont forcé ce gouvernement à déclarer la guerre à la France, 159. (*Voy.* PUISSANCES BARBARESQUES).

TURCKEIM. AN II. 1794. Est occupé par les Français, 160.

TURCOING, département du Nord. AN I.^{er} 1793. Entrée victorieuse des troupes républicaines dans cette commune, 245.

TURENNE, département de la Corrèze. AN

1790. Protestation d'attachement à la révolution de la part du chapitre, 351. — AN 1791. Profession de foi de la société des Amis de la constitution, 4.

TURIN. AN 1790. Effets y produits par la révolution française, 16. — Dispositions hostiles de la cour, 34. — Ses inquiétudes, 64. — AN 1791. Mouvement populaire au sujet d'un jeune étudiant, 171. — AN 1792. Suite de cette affaire ; nouvelles altercations entre les officiers et les bourgeois, 99. — AN I.^{er} 1793. Fermentation parmi les habitants, 6. — Alarmes de la cour, 195. — AN II. 1793. Création d'une garde bourgeoise, 19. — Craintes des courtisans, 56. — Inquiétudes du roi ; il n'ose rentrer dans sa capitale, 91. — Retraite des troupes allemandes, 99. — AN II. 1794. Sacrifice exigé des femmes, et à quelle occasion, 104. — Consternation qu'y cause la nouvelle de la reprise de Toulon, 117. — Et le succès des armées républicaines ; expulsion des émigrés, 251. — AN IV. Détresse de la cour ; elle ne peut payer ses dettes, 139. — AN V. Mort du roi ; fermeture des portes ; installation du prince de Piémont, 50. — Découverte d'une conjuration contre ce prince et les principaux nobles ; arrestation de quelques personnes, 280. — Fermentation ; attroupement aux portes des boulangers, 321. — AN VI. Etat chancelant de cette monarchie, 2. — Consternation profonde qui y règne, 23. — Diminution des monnaies, 77. — Pastorale injurieuse de l'archevêque ; sa rétractation, 107. — Présentation du ministre français Ginguéné, 204. — Et de son épouse, 212. — Discours de cet ambassadeur en remettant ses lettres de créance, 218. — Envoi du comte de Balbo, à Paris, pour instruire le directoire des nouvelles menaces des révolutionnaires, et l'inviter à manifester ses intentions au roi, décidé à abdiquer volontairement la couronne, si tel doit être son sort ; progrès des insurgés, 220. — Ordre donné aux Français résidans à Turin, de justifier de leurs passeports, et d'arborer la cocarde tricolore, sous peine d'être réputés émigrés, 224. — Défaite des patriotes auprès du Lac-Majeur, 228. — Armement des régimens provinciaux, 236. — Plusieurs refusent de prendre les armes, 239. — Différends

entre l'ambassadeur français et la cour, relativement à l'amnistie demandée par les insurgés, 267. — Nouvelles instances du général Brune et de Ginguéné pour faire cesser les fusillades, 270. — Remise de la citadelle aux troupes françaises, par arrangement diplomatique, 289. — Texte de la convention passée entre Brune et le comte de Saint-Marsan à ce sujet, 290. — Manifeste du roi sur cette occupation, par mesure de sûreté commune, 292. — Célébration du 14 juillet par la garnison de la citadelle, 309. — Mise en liberté de 108 insurgés, 312. — Demande par le général Brune, que la citadelle soit approvisionnée pour deux mois, et que les effets soustraits y soient remis, 313. — Ordre du roi, qui défend toute provocation contre les Français ; arrestation d'un chef de Barbets, 317. — AN VII. Vexation des patriotes ; ils sont protégés par les Français, 9. — Combat entre les troupes de la garnison ; le général Menard prend le commandement, 21. — Manifeste du roi pour la tranquillité de ses Etats ; nouveaux troubles, 22. — Les Français y sont insultés, attaqués et tués à coups de pierres, 25. — Indisposition des Piémontais contre eux, 31. — On continue de les massacrer, 40. — Vente des biens ecclésiastiques ; levée de nouvelles taxes, 44. — Installation du gouvernement provisoire, 90. — Son organisation, 91. — Détails sur une séance de l'académie des sciences, 127. — Célébration du 21 janvier ; destruction des titres de féodalité, 144. — Envoi de Musset pour commissaire, 181. — Mesures prises pour obliger les riches à retirer le papier-monnaie de la circulation, 189. — Lettre d'Eymar relative à une séance de la société d'agriculture de cette ville, 192. — Détails sur sa situation, fournis par le citoyen Teraillo ; dangers courus par lui à cette occasion, 300. — Sortie d'Aréna aux Jacobins, contre les traîtres qui ont contribué à la livrer à l'ennemi, 301. — Citation de faits, par Français de Nantes, 302. — Apostrophes de Briot contre les auteurs de sa capitulation, 318 et 356. — Pillage et incendie du quartier des juifs, par les Russes, à cause de leur attachement pour les Français, 361. (*Voyez* MONT-BLANC, PIÉMONT, SARDAIGNE et SAVOIE).

TURQUIE (la). AN 1789. Préparatifs du siège

de Brailow et de celui d'Orsowa, 94. — Négociations pour sa paix avec la Russie et l'Autriche, *ibid.* — Mouvements militaires des Turcs; prise d'Ismailow par les Russes; siège de Bender, 96. — Conjectures sur sa paix avec la Russie, 97. — Réception extraordinaire du ministre de Prusse; mouvemens du cabinet Ottoman pour s'opposer aux succès des Russes et des Autrichiens, 98. — Situation des puissances en guerre avec la Porte; apparition de vaisseaux ennemis dans la mer Noire, 100. — Sa situation; disette à Constantinople; retraite du sultan à Andrinople, 101 et 102. — Siège d'Orsowa, et prise de Kilia-Nova par les ennemis, 103. — Conjectures sur leurs projets ultérieurs, 105. — Prise de Gladowa par les Autrichiens, 106. — Leurs autres succès, 109, 112. — Défaite du grand visir près Kymnick, *ibid.* — Dispositions de défense; mouvemens de l'ennemi après la prise de Crajowa, 113. — Détails sur la capitulation de Bender, 115 et 118. — Prise de Jussuf-Pacha dans Oynack, 124. — Fuite de la flotte, 125. — Conjectures sur les dispositions de quelques puissances en faveur de la Porte, *ibid.* — Réflexions sur sa situation, 127. — AN 1790. Défaite du capitaine Bacha par les Russes, 4. — Ses pertes en Europe, 11. — Dispositions des trois puissances belligérantes pour ouvrir des conférences à Jassy, 12. — Arrivée du Reis-Effendi dans ce lieu; conjectures sur la paix entre les trois puissances, 14. — Position de leurs armées respectives, 22 et 58. — Translation des conférences à Bucharest; réflexions sur cette guerre, 23. — Première conférence entre le prince de Cobourg et l'hospodar Mauro-Jeni, 30. — Arrivée des ministres de Russie et d'Autriche à Jassy, 45. — Son peu d'empressement pour la paix, 50. — Dispositions hostiles de la Russie et de l'Autriche, 52. — Préparatifs de la Porte pour l'ouverture d'une troisième campagne, 56 et 59. — Mémoires historiques de Sauveboeuf, sur la Turquie, la Perse, l'Arabie et la guerre actuelle des trois Empires, 64. — Propositions de paix entre elle, la Russie et l'Autriche, 65. — Projet y relatif, 73. — Soulèvement à Constantinople, 78. — Suite des préparatifs de guerre; supplice d'Oglou-Ali-Pacha et de ses officiers, pour avoir livré Bender, 87 et

116. — Continuation de la guerre, 92 et 102. — Inertie et perplexité du cabinet turc, 107. — Il conclut un traité d'alliance avec la Prusse, 110. — Révolte des Janissaires à Constantinople; suite des négociations à Jassy, 126. — Nouvelles propositions de paix par l'Autriche et la Russie, 131. — Suite des mouvemens militaires, 140. — Mort d'Hassan-Pacha, 141. — Défaite des Turcs sous les murs de Widdin; dispositions pacifiques du nouveau visir, 149. — Négociations, 169. — Succès des Monténégrins, 177. — Conclusion d'un armistice, 181. — Conférence de guerre tenue au Divan; état de la marine ottomane, 183. — Son escadre bat les Russes dans l'Archipel, 185. — Sa situation avec les puissances alliées ou ennemies, 192. — Défaites des Turcs par les Autrichiens, 201 et 205. — Ils sont victorieux à Giorgewa, 230. — Projet d'alliance de cette cour avec la Pologne; conditions de paix avec l'Autriche, 231. — Nouvelles négociations à Bucharest, 238. — Son armée est battue par Clairfayt, 245. — Armistice conclu avec l'Autriche, 257, 269 et 297. — Défaite de sa flotte par l'amiral russe Ushakow, 280. — Détails du combat naval de Sebastopol, 294 et 297. — Conventions entre le grand Visir et le prince de Cobourg, 303. — Rupture des négociations avec le prince Potemkin, 323. — Propositions de paix de la Russie, 329. — Ratification du traité d'alliance avec la Prusse, 330. — Conclusion d'un autre traité d'alliance et de commerce avec la Pologne, 365. — AN 1791. Ses stipulations avec cette dernière, relativement aux usurpations de la Russie, 17. — Fin de ses négociations avec elle, 21. — Envoi d'un ambassadeur turc à Berlin, 28. — Situation alarmante de la Porte, 47. — Elle manifeste des dispositions pacifiques à l'égard de l'Autriche, et hostiles envers la Russie, 61. — Conjectures sur ses négociations avec la première, 66. — Sa consternation, 79. — Notice sur la médiation de ses prétendus alliés, 102. — Préparatifs militaires, 124 et 166. — Ses troupes sont défaites sur le Danube par le prince Gallitzin, 131. — Ses succès sur les Russes près de Brailow, 152. — Persévérances du sultan dans la guerre; il compte sur les se-
cours

cours de l'Angleterre, 178. — Mouvement de son armée sur le Danube, 179. — Issue funeste de la bataille de Maczîn, 242. — Teneur du traité de Sistow, 248. — Particularités sur les causes qui l'ont amené, 254. — Découragement de cette cour, 258. — Défaite de son escadre dans la mer Noire, 271 et 275. — Détails de ces combats, 278. — Armistice avec les Russes, 290. — Congrès à Hurs pour la paix, 291. — AN 1792. Son traité avec la Russie, 34. — Détails à ce sujet, 42. — Texte de cette convention, 44 et 70. — Ouvrage sur son état actuel, 289 et 363. — Son refus d'admettre Semonville comme envoyé français, 292. — Ses nouveaux préparatifs de guerre, 332. — AN I.^{er} 1793. Ordonnance du sultan pour la garantie du commerce dans l'Archipel; défense aux puissances belligérantes d'y commettre des hostilités, 146. — Note officielle sur la neutralité de cette puissance, 168. — AN II. 1793. Accueil magnifique fait à son ambassadeur à Pétersbourg, 85. — Elle envoie un ministre à Londres, 277. — AN II. 1794. Témoigne des égards aux Français, 129. — Kosciusko lui adresse son manifeste, 244. — Témoignages d'estime du grand seigneur aux officiers français envoyés pour l'instruction militaire des Turcs, 271. — Proposition faite par l'envoyé de Russie, de chasser de l'empire turc les Français et les Polonais, 277. — Mesures contre des stipendiés de l'Angleterre et de la Russie, qui fabriquent et portent à Constantinople des cocardes tricolores et des bonnets de liberté, 310. — Grande fête donnée à Constantinople par les Français, 340. — AN III. Influence de la France sur ses décisions, 74. — Elle destine quatre-vingt mille hommes pour apprendre les manœuvres européennes, 85. — Accorde sa protection aux agens des insurgés polonais, 146. — Offre sa médiation aux puissances en guerre avec la France, 177. — Reconnaît cette république, 293. — Et reçoit la notification du traité conclu par elle avec la Prusse; déposition du prince de Moldavie; nomination de son successeur, 295. — AN V. Sa résolution d'envoyer un ambassadeur à Paris, 64. — Son présent à Verninac, ministre français, 92. — Moyens employés par ce dernier gouver-

Table alphabétique.

nement pour se réconcilier avec la Porte, 146. — Honneurs rendus à Aubert-Dubayet, et détails sur l'audience donnée à cet ambassadeur, 88 et 164. — Mouvements révolutionnaires parmi les Grecs soumis à sa domination, 334. — AN VI. Insurrections dans cet empire, 145. — Position critique de ses frontières, 197. — Bon état de la forteresse de Belgrade; tableau des innovations introduites sous le règne du sultan actuel, 199. — Découragement de l'armée ottomane, produit par les succès de Passawan-Oglou, 269. — Reprise des négociations et espoir d'un accommodement avec ce pacha, 282. — Bataille sanglante essuyée par ce dernier, et occasionnée par la trahison d'un volontaire, 284. — Passage d'une escadre ottomane par les Dardanelles, 285. — Sensation au divan, produite par la proclamation du commandant français à Corfou, 287. — Refus fait par Passawan-Oglou des conditions qui lui sont offertes; reprise des hostilités, 289. — Ordre de garnir les Dardanelles d'une nombreuse artillerie, pour empêcher le passage de toute escadre étrangère, 298. — Ravage des maladies épidémiques, 299. — Nouvelle victoire remportée par Passawan-Oglou sur les troupes de Hussein pacha, 304. — Inquiétude du divan sur les mouvemens qui se manifestent dans la Morée et la Macédoine, 308. — Incendie de Arnouteneil, ville du Bosphore, 313. — Nouvelle victoire de Passawan-Oglou sur le grand-visir, 320. — Conseil extraordinaire tenu à Constantinople à la nouvelle de la prise de Malte, 339. — Notice sur le grand-seigneur, 344. — Activité de l'arsenal et des chantiers de Constantinople; ordres donnés pour accélérer la levée des troupes; détails des circonstances qui ont amené la guerre avec Passawan-Oglou, 355. — Message du directoire sur le débarquement opéré en Egypte; les causes qui l'ont préparé et les motifs qui justifient cette guerre, 360. — AN VII. Détails du débarquement des Français à Alexandrie, 2. — Intrigues des ministres étrangers contre la France; destitution de Mustapha-Bassa, 8. — Réflexions politiques sur les projets et la situation du divan, 14. — Bruits de guerre entre la Porte et la France, 16. — Son alliance avec la Russie et l'Angle-

terre, 21. — Article sur sa déclaration de guerre à la république française, et sur son union avec la Russie, 23. — Texte de cette déclaration, 28. — Annonce de son alliance avec la Russie, l'Autriche et l'Angleterre, 35. — Sa situation politique à l'égard des Français; bienveillance du grand-seigneur pour les Anglais et les Russes; réflexions d'une feuille anglaise sur sa rupture avec la France; aperçu sur cet empire, par Eton, 37 et 41. — Autres réflexions sur son manifeste contre la France, 43. — Intrigues qui ont dirigé sa conduite dans cette circonstance, 54. — Fuite de son armée devant Passawan-Oglou, 76. — Etat des Français détenus ou cachés à Constantinople, 79 et 86. — Commencement des hostilités contre la république, 83. — Influence des ministres anglais et russes, 84. — Nouvel échec des Turcs devant Widin, 86. — Sa déclaration de guerre à la Hollande, 168. — Violation des lois de santé, par une escadre ottomane, 172. — Son nouveau traité avec la Russie, 178. — Ruses des ministres anglais pour lui ôter la connaissance des conquêtes faites en Italie par les Français, 184. — Texte de son traité d'alliance avec la Russie, 185. — Lettre de Dgëzar Pacha au grand-seigneur, sur une dépêche de Bonaparte, 186. — Changement dans le gouvernement de la Valachie; mort de l'intendant des finances, 190. — Réconciliation avec Passawan-Oglou, 193. — Décapitation de l'ex-prince de Valachie, 209. — Renvoi, par Bonaparte, de la caravelle du sultan, prise dans le port d'Alexandrie, 229. — Il prend à son service un général et plusieurs officiers anglais, 234. — Mutations opérées dans son ministère; départ du grand-visir pour la Syrie, 248. — Notice d'un tableau historique et politique de cet empire, 251. — Armement et sortie d'une escadre destinée à agir contre les Français en Egypte, 256. — Emprunt forcé de douze millions de piastres, 262. — Tentative de la flotte turque sur le port d'Ancône, 269. (*Voyez CONSTANTINOPLE*).

TYROL (le). AN IV. L'armée d'Italie y pénètre, 299. — Détails sur la fuite des Autrichiens, 331. — Proclamation du général Bonaparte aux habitants, pour le passage de l'armée, 363. — AN

VI. Distribution de médailles, par l'empereur, aux Tyroliens qui ont défendu leur patrie, 274. — AN VII. Progrès des armées françaises dans ce pays; proclamation du gouvernement autrichien, pour engager les habitants à prendre les armes, 203. (*Voyez ARMÉE D'ITALIE*).

U.

UDINE, en Italie. AN V. Prestation du serment de fidélité par ses officiers municipaux, 280.

UKERATH. AN V. Victoire sur ce point, 215.

ULM. AN VI. Suspension des travaux des fortifications de la ville, 83.

UNITÉ (la maison de l') ou ABBAYE ST.-GERMAIN. AN II. 1794. Rapport sur l'incendie qui y a eu lieu, 334.

URBANIA. AN VI. — Lettre annonçant que sa municipalité a fait ses pâques en grand costume, 235.

URBIN (le duché d'). AN IV. Est pris par les Français, 284. AN V. Tumulte dans plusieurs villes; insultes qui leur sont faites, 193. — Révolte de ses habitants, malgré les exhortations pacifiques de l'archevêque, 202. — Proclamation du général Sahuguet, qui accorde un pardon général aux révoltés, 206. — AN VI. Adresse de ses députés sur l'attentat de la cour de Rome, 157. — Attaque sans succès des brigands fanatisés, 274.

URGELLE. AN II. 1794. Siège de cette ville par Dagobert, 208.

URI (le canton d'). AN 1792. Rejet par l'assemblée législative de sa réclamation tendante à obtenir l'évacuation de l'évêché de Bâle par les troupes françaises, 278. — Texte du décret rendu à ce sujet, 279. (*Voy. BALE et SUISSE*).

UTRECK. AN III. Sa prise par les Français, 122. — Sa société populaire de la concorde et de salut public demande l'arrestation de tous les régens en charge en 1787, 202. — Expulsion des émigrés de cette ville, à peine d'être traduits devant le tribunal militaire de l'armée française, 256. — Lettre du député Richard aux Etats généraux, relativement à une adresse de sa société populaire aux soldats français, 302.

UZERCHES. AN 1790. Troubles dans cette ville,

96. — AN 1792. Dénonciation contre son tribunal, pour avoir appliqué la loi d'amnistie à des assassins, 9.

UZÈS. AN 1790. Troubles dans cette ville, excités contre les protestans, 65. — Assassinat de quatre patriotes dans le district, 318. — Décret pour le rétablissement de la tranquillité, 329. — La municipalité réclame contre les assertions injurieuses faites à cette ville, 338. — AN 1791. Rapport sur les troubles, 54. — Approbation de la conduite des administrateurs en cette circonstance, 55. — Pièces y relatives 57. — Discours prononcés à la barre par les président et commissaires de l'assemblée soi-disant catholique, 76. — Décret à la suite, portant qu'il n'y a pas lieu à délibérer à leur égard, attendu qu'ils se sont rétractés, et que tous ceux qui ne l'ont pas fait seront traduits au tribunal d'Orléans, 94. — AN III. Dénonciation de la commune contre le représentant Borie, 208. — Autre contre le même et Voulland, 251. — AN IV. Loi qui lui accorde un emprunt, 75.

V.

VADO. AN III. Détails sur les événemens qui y ont précédé la dernière victoire des Français, 303.

VAISON. AN 1791. Dénonciation contre l'évêque de cette ville, 112. — Ses réclamations, 113. — Il se disculpe des imputations qui lui ont été faites, 124 et 128.

VAIZE, département du Rhône. AN IV. Saisie par sa municipalité de pièces adressées au commissaire du directoire, et contenant une pétition envoyée de Paris; détails, 355 et 356. (V. VITET).

VALACHIE (la). AN 1791. Est remise aux Turcs, 281. — AN VII. Envahie par Passavvan-Oglou, 120. — Disgrâce du prince Anzerly, son hospodar; sa mort, 190 et 209.

VALAIS (le). AN 1790. Fermentation dans ce pays, 320. — AN V. Ses habitans refusent à Bonaparte le passage du Simplon pour ses troupes, 281. — AN VI. On y proclame les droits de l'homme, 170. — Adresse du commissaire français, Mangourit, aux Valaisans, et à quelle oc-

casions, 254. — Destruction des signes de féodalité, 260. — AN VII. Les généraux russes les invitent à prendre les armes, 256. — Ils en sont expulsés par l'armée française, 342. (Voyez SUISSE).

VALCARLOS. AN I.^{er} 1793. Prise de ce poste par les Français, 161. — AN II. 1793. Ils s'en emparent de nouveau, 68.

VALENCE, département de la Drôme, AN 1790. Assemblée fédérative dans cette ville, 48. — Lettre de la municipalité sur les troubles et le meurtre de M. Devoisins; le roi est chargé d'en faire poursuivre les auteurs, 139. — AN I.^{er} 1793. Réunion dans ses murs des députés de 42 sociétés populaires; leurs protestations en faveur du 31 mai, 187. — AN VI. Dénonciation de plusieurs habitans contre le représentant Gaillard, 170. — AN VII. Arrivée du pape Pie VI, 303. — Son séjour dans cette commune, 342. — Sa mort, 355.

VALENCIENNES, département du Nord. AN 1790. Décret qui autorise cette ville à faire un emprunt pour secourir les indigens, 87. — Adresse de sa chambre de commerce contre l'émission des assignats, 254. — AN 1791. Prestation du serment civique par les officiers de la garnison, lors de la fuite du roi, 175. — Mesures prises par la municipalité dans cette circonstance, 176. — Applaudissemens donnés au patriotisme de la société populaire, 203. — AN 1792. Inquiétudes des corps administratifs, occasionnées par la retraite de l'armée; ils sollicitent l'envoi de commissaires civils, 124. — Lettre du ministre de la guerre, annonçant l'état de défense de cette place, 125. — Autre de la municipalité en faveur de Rochambeau, 129. — Son arrêté pour le port de la cocarde nationale, et la disparition des armoiries, 139. — Règlement du commandant militaire pour le maintien de l'ordre, 290. — Discours des Jacobins de cette ville à Dumourier, 303. — AN I.^{er} 1793. Détails sur la fuite de ce général, 99. — Travaux préparatoires pour y ouvrir la tranchée, 171. — Succès de sa garnison contre l'ennemi, 181. — Réponse du commandant Ferrand à la sommation du duc d'York, 192. — Détails sur sa défense, 196. — Proclamation du général Ferrand au commencement du siège, 198. — Donne lieu à des accusations contre

Custine, 204. — La capitulation est attribuée à un complot anglais, 214. — Rapport de Barrère sur la prise de cette ville, 215, 219 et 221. — Détails sur la conduite des habitans pendant le siège, 220. — Articles de la capitulation par le général Ferrand, 225. — Nouveau rapport demandé sur la reddition de cette place, 229. — On y réorganise l'ancien régime, 230. — Ses habitans et la garnison sont accusés de trahison par Couthon ; pareille accusation contre la division du général Boileau, par Lejeune et Lequinio, 244. — AN II. 1794. Secours accordés à ses réfugiés, 126. — Décret qui somme les Autrichiens qui s'en sont emparés, d'en sortir dans les vingt-quatre heures, 287. — Admission à la barre de deux administrateurs du district, 299. — Elle est reprise par l'armée du Nord, 342. — Détails à ce sujet, 345. — Présentation des drapeaux y conquis, 346. — AN III. Rapport de Carnot sur la reprise de cette place, 4. — Lettre de J. B. Lacoste, sur les opérations de son comité militaire, 37. — Décret qui casse un jugement y rendu contre le nommé Duquesne, 260. — Elle repousse l'inculpation de s'être révoltée pour se rendre à l'ennemi, 512. — AN IV. Accuse les meneurs des sections de Paris d'usurper la souveraineté nationale, 15. — Décret relatif à la capitulation de cette place, et portant que sa garnison a bien mérité de la patrie, 24. — AN VII. Translation dans ses murs des prêtres insermentés du département de la Dyle, 77. — Pétition des habitans sur la mise en jugement des ex-directeurs, 301. — Ils accusent Dumonceau, beau-frère de Merlin, d'actes vexatoires et tyranniques, 307. (*Voyez* département du NORD).

VALLERY. AN 1790. Lettre de la municipalité annonçant que les ennemis ont paru sur les rives du Var, 228.

VALOGNE, département de la Manche. AN II. 1794. Fêtes et arrestations dans cette commune, 307. — AN VI. Adresse des habitans, relative aux élections, 146.

VALRÉAS, AN IV. Meurtre du commissaire du directoire, le jour de son installation, 206.

VALTELINE (la). AN V. Révolution dans cette contrée ; expulsion des officiers civils ; formation de sociétés populaires, 296. — Organisation du

régime républicain, 305. — Proclamation des habitans ; ils annoncent aux nations libres qu'ils viennent de briser leurs fers, 307. — AN VI. Situation de l'esprit public, 35. — Tournée du général Murat, 36. — AN VII. Conquêtes de Des-solles, 181.

VANDEURS. AN II. 1794. Annonce d'une scène sanglante qui a eu lieu dans cette commune, 286.

VANLOO. AN III. Conquête de cette place par l'armée française, 41.

VANNES. AN 1790. Adresse des habitans en faveur de l'évêque. (*Voyez* AMELOT). — Etablissement d'un tribunal de commerce dans cette ville, 335. — AN 1791. Lettre de la municipalité sur les tentatives du fanatisme, 51. — Détails sur l'insurrection des paysans, 52. — Troubles y excités par les prêtres et l'officier municipal Mounier, 59. — AN 1792. Assassinat d'un jeune volontaire par les soldats de la garnison, 111. — AN I.^{er} 1793. Rétablissement de ses communications avec Nantes et Rennes, 198. — AN IV. Annonce des mouvemens de l'escadre anglaise, 12. — AN VI. Arrestation de plusieurs chouans, 240.

VANVRES (le château de). AN II. 1794. Est conservé pour servir d'établissement public, 228.

VAR (le) fleuve. AN 1790. Apparition des ennemis sur ses rives, 228. — AN VII. Envoi d'un message au directoire sur le dépérissement de son pont, 121.

VAR (le département du). AN 1790. Décret qui lui rend le droit de requérir la force publique, 258. — Sa proclamation au sujet des projets hostiles des émigrés sur la ville d'Antibes, 346. — Zèle des gardes nationales encouragé par un décret, 358. — Menaces d'invasion de son territoire par les émigrés réfugiés à Turin et à Nice, *ibid.* — AN 1791. Sa dénonciation contre Glandèves, commandant de la marine à Toulon, et Duboscel, ordonnateur, 187. — Il annonce le rétablissement du calme à Montpellier, 331. — AN 1792. Se plaint de la violation du territoire français par une frégate napolitaine, 152. — Prend un arrêté pour la déportation des prêtres insermentés, 234. — Réclame des subsistances, 339. — AN I.^{er} 1795. Lève un nouveau bataillon de volontaires, 30. — Est dénoncé pour l'envoi d'une force départementale ; débats à ce

sujet, 42. — Arrête les fonds publics, et pourquoi, 53. — Décret qui annule cette mesure, 54. — Organise, en sus de son contingent, 5 mille hommes prêts à marcher au premier signal, 119. — Translation à son tribunal des détenus de Marseille, 159. — AN III. Troubles suscités dans le département par les terroristes; mesures prises à ce sujet par les représentans; décret approubatif de leur conduite, ainsi que de celle de Bizannet, commandant de Toulon, 190. — Leur proclamation pour rappeler les administrations à l'exécution des lois contre les émigrés, 221. — Suite de leurs succès contre le terrorisme, 222. — Proposition d'annuler les certificats de résidence qui y ont été délivrés; discussion à ce sujet, 352. — AN V. Annulation de ses élections au 18 fructidor, 350. — AN VI. Révocation de la loi qui ordonnait la translation de son administration à Draguignan, 21. — Discussion et rejet de la résolution qui la transférait à Brignoles, 199 et 200. — AN VII. Sa lettre au ministre de la police, contenant les détails d'un meurtre commis par un père sur ses quatre enfans, 14. — Résolution qui valide les opérations de son assemblée électorale mère, et excepte Hernandez, l'un des députés élus; motifs de son exclusion, 238.

VARADES. AN II. 1793. Les Vendéens y passent la Loire, 34. — Il est repris par les républicains, 36.

VARENNES. AN 1791. Arrestation de Louis XVI dans cette ville, 175. — Conduite héroïque du procureur-général-syndic, qui a résisté à ses caresses et à celles de la reine, 176. — Présentation par le maire, des gardes nationales qui ont contribué à cette arrestation, 178. — Décret qui accorde des récompenses aux citoyens de cette ville qui ont empêché l'évasion de Louis XVI, 231. — Emeute occasionnée par le partage de cette gratification, 323. — AN VI. Incendie considérable, 256.

VARÈZE. AN 1790. Meurtre du maire de cette commune dans une insurrection, 306. — Décret pour la poursuite des coupables, 336. (*Voy. LA-TIERCE*).

VARSOVIE (*Voy. WARSOVIE*).

VASSY. AN IV. Décret qui y transfère le tribunal correctionnel de Joinville, 323. — AN V. Réclamation des habitans pour obtenir la faculté d'an-

noncer l'exercice de leur culte par le son de la cloche, 269.

VAUCLUSE (le département de). AN 1791. Son armée menace Avignon, 153. — Des députés de ce pays demandent sa réunion à la France, 254. — AN I.^{er} 1793. Décret sur son organisation, 178. — Acceptation de la constitution par les habitans, 226. — AN II. 1793. Ils envoient à la convention le cœur du député Gasparin, 71. — AN II. 1794. Dénoncent Jourdan, commandant de la gendarmerie, 240. (*Voy. AVIGNON et JOURDAN*). — AN III. Opérations de Jean Debry dans ce département, 114 et 147. — Décret qui autorise son tribunal criminel à juger révolutionnairement, 157 et 251. — Adresse des administrateurs sur les assassinats qui se commettent dans le Comtat et à Lyon, 283. — Goupilleau, de Montaignu, y est envoyé, 288. — Acceptation de la constitution de l'an III, 364. — AN IV. Lettre sur les troubles d'Avignon, 23. — Exclusion de Boursault qui y avait été nommé député pendant sa mission, 45. — AN V. Lettre de l'administration centrale sur l'insurrection excitée par Agricole Moreau, Mainvielle et Descours, administrateurs destitués; éloge du général Tisson qui y commande, 162. — Annulation de ses élections au 18 fructidor, 350. — AN VI. Tisson y est remplacé par Sherlock, 152. — Dénonciation par Goupilleau, des crimes qui s'y commettent, et de la faiblesse des autorités en faveur des prêtres et des émigrés, 334. — AN VII. Accusations de même nature par Sherlock; débats à ce sujet; inculpations contre le commissaire central; envoi d'un message au directoire pour la répression des assassinats et la poursuite des coupables, 253 et 358. (*Voyez AVIGNON*).

VAUD (le pays de). AN 1790. Fermentation parmi les habitans, 181. — Le gouvernement de Berne y forme un cordon de milices; réunion d'Anglais et de Français opposés à la révolution, 257. — AN 1791. Persécutions dirigées contre les patriotes, 217 et 227. — Relations des fêtes qui y ont été célébrées par eux, 271. — Ils sont poursuivis par le sénat de Berne, 277. — AN II. 1794. Lettre de J. J. Cart, sur son droit public, 121. — AN IV. Pétition des habitans, tendante à obtenir de la république française le rétablissement de

leurs droits , 98. — Arrêté du directoire qui met ce pays sous la protection de la France , et rend les cantons de Berne et de Fribourg responsables des atteintes portées à ses habitans , 100. — Accord unanime des insurgens , 126. — Leur hymne civique , 127. — Ils envoient des députés à Paris ; entrée des Français ; proclamation du général , 138. — Renonciation du gouvernement de Berne à sa possession , 144. — Description de l'état de dégradation des habitans , 147. — Séances de l'assemblée nationale vaudoise , 149. — Proclamation de son indépendance , 150. — Acceptation de la constitution par le peuple , 153. — Convocation des communes à ce sujet ; bulletin de l'assemblée législative , 158. — Médaille décernée par elle au colonel Laharpe , 204. — AN VII. Eloge donné au courage des habitans qui se sont joints à l'armée française pour combattre l'ennemi , 256. (*Voyez SUISSE*).

VAUGIRARD , près Paris. AN II. 1793. Renonciation par le curé aux fonctions du culte , 49.

VELAY (le). AN I.^{er} 1793. Départ du citoyen Boulavie pour y résider en qualité de chargé d'affaires de France , 189.

VENAISSIN. (*Voyez COMTAT - VENAISIN , AVIGNON , etc.*)

VENDÉE (la). AN 1791. Nomination de Servan à l'évêché de ce département , 72. — Transmission par les électeurs , de divers paquets de libelles , 74. — Troubles ; envoi de deux commissaires civils , 200. — Nomination de Gallois et de Gensonné , à cet effet , 209. — Arrêté de l'administration contre les prêtres qui n'ont pas prêté le serment exigé par la loi du 26 décembre , 221. — Mauvais esprit qui y règne ; observations sur la conduite du ministre de la guerre à son égard , 247. — Dénonciation de la conduite des administrateurs , 263. — Etat de sa population , 279. — Rapport sur la mission de Gallois et Gensonné , 283 , 314 et 316. — Accusations contre les ennemis de la constitution qui agitent ce département , 300. — Réponse des administrateurs au curé Massé , leur dénonciateur , 306. — Projet tendant à y comprimer les auteurs des troubles , et à poursuivre les prêtres turbulens , 321. — Adoption des articles de ce projet , 322. — Nouveaux troubles suscités par le fana-

tisme , 326. — AN 1792. Manœuvres des prêtres , 108. — Ils sont accusés par Goupilleau , 109. — Compte de la mission de Xavier Audouin , 289. — AN I.^{er} 1793. Prise et incendie de Chollet par des rebelles , agissant au nom du régent ; détails sur les progrès de la rebellion dans les départemens voisins ; approbation des mesures prises par le ministre Beurnonville pour l'étouffer , 78 et 79. — Opérations contre les rebelles aux portes de Saumur , 82. — Leurs progrès ; adoption de plusieurs mesures répressives , 83. — Dispositions faites à Nantes contre eux ; avantages qu'ils remportent , 84. (*Voyez la ROCHELLE*). — Leurs ravages dans le département de Mayenne-et-Loire ; explosion du magasin à poudre de Saumur , 85. — Lettre des généraux et députés sur sa situation ; mouvement et préparatifs de défense ; rapport du conseil exécutif sur cet objet , 86. — Annonce de la défaite des brigands , 88 , 89 et 91. — Nouvelles dispositions à Nantes contre eux , 92. — Etat de leurs forces ; leur défaite aux Sables , 96. — Et à Fornio , 98. — Actes de cruauté commis par eux ; ils égorgent Sauveur , président du district de la Roche-Bernard , et le curé constitutionnel de Savenay , pour n'avoir pas prononcé le *cri de vive le roi* , 100. — Lettre du conseil exécutif sur sa situation ; barbarie des brigands , 101 et 104. — Succès obtenu sur eux par les généraux Boulard et Berruyer , 108 et 110. — Nouveaux succès aux Sables , 112. — Ils battent le général Ligonier , 114. — Dénonciation contre la conduite de l'armée de l'Ouest dans ce pays , 116. — Sa défaite , 118. — Formation de bataillons dans Paris , pour y être envoyés ; décret pour y faire passer 20 mille hommes de troupes réglées , 119. — Nouvelle défaite des brigands par le général Boulard , 120. — Ils évacuent Noirmoutier ; tableau de leurs ravages , fait par des députés de Nantes , 125. — Décret qui abandonne aux administrations locales le choix des mesures à employer pour y comprimer l'insurrection , 129. — Débats à la convention sur ses progrès ; propositions de diverses mesures de salut public , 130 et 131. — Trahison de Quetinau ; perte de Thouars ; décret pour l'envoi de nouvelles forces , 133. — Interruption des communications avec Tours et Paris , 137.

— Actions à Thonnes, au pont Saint-Pierre et à Thouars, 139. — Détails sur la marche des rebelles, 140. — Reprise de Thouars, Partenay et la Chataigneraie sur eux; noms des chefs qui les commandent; ils sont accompagnés d'un grand nombre de prêtres, 141. — Autre avantage sur les vendéens, 142. — Ils menacent la Rochelle d'une invasion, 144. — Sont battus par le général Menou; et victorieux à Fontenay; marche de forces contre eux; texte de l'adresse qui leur est faite par la convention pour les prémunir contre les prêtres et les partisans de la royauté, 151. — Expédition de Machecoul, 152. — Secours réclamés par les autorités; dispositions militaires contre les brigands, 155. — Prise de Saumur; retour de l'armée républicaine sur Angers et Tours; décret pour accélérer le départ d'un grand nombre de canoniers, 166. — Détails des dernières affaires; impostures des prêtres; ils promettent aux paysans leur résurrection sous trois jours, 169. — Défaite des rebelles à Luçon, 172. — Offre par les républicains de Metz de combattre les révoltés, 174. — Ils menacent Nantes, 175. — Détails sur les progrès de l'insurrection, 178. — Défaite des rebelles à Partenay, 181. — Situation de ces contrées; défaite des rebelles à Luçon; leur expulsion de Partenay, 185. — Mesures des représentans à l'armée de la Rochelle contre les chefs et complices de la révolte; décret qui considère comme tels les administrateurs, les membres des comités, les prêtres et les nobles qui sont dans l'armée vendéenne, 183. — Détails de différens avantages remportés sur les brigands, *ibid.* — Ils assiègent Nantes et y sont repoussés, 189. — Mort de huit mille rebelles près d'Ancenis; autres détails sur leur défaite à Châtillon et à Nantes, 190. — Reprise de cette première place par eux, 193. — Leur expulsion d'Ancenis, 195. — Rétablissement des communications entre Nantes, Rennes et Vannes, 198. — Lettre annonçant que les rebelles vont au secours de Buzot, 200. — Leur défaite par l'armée de la Rochelle; mort d'un de leurs chefs, 201. — Lettre sur la situation fâcheuse de ce département, 207 et 210. — Décret qui ordonne la formation de vingt-quatre compagnies de pionniers pour y être employées, *ibid.* — Autre

qui condamne à la peine de mort les auteurs des brigandages commis dans les lieux restés fidèles à la république, 211. — Victoires sur les rebelles, 213. — Envoi de l'armée de Mayence contre eux, 214. — Ils sont battus à Doué, 222 et 224. — Secours demandé pour ses administrateurs réfugiés, 226. — Affaire du Château-d'Eau, 231. — Ils menacent de nouveau Luçon et les Sables, 234. — Lettre annonçant leur désorganisation du côté de Saumur, 241. — Destruction de 20 mille d'entre eux à Chollet et Mortagne; prise des poudres arrivées d'Angleterre, *ibid.* — Affaires des postes de la Morignière et de la Sorignière, 243. — Envoi d'un étendard pris sur eux à Saint-Hilaire, 246. — Annonce de leur déroute à la Roche-sur-Yon, 247. — Nouvel avantage sur les rebelles, 248. — Dissolution de leur armée près Saumur, 249. — Leur défaite au Pont-de-Cé; ils sont vainqueurs à Châtenay et à Luçon, 255. — Autres succès des républicains au Pont-de-Cé et à Nantes, 256. — Renseignemens donnés sur cette guerre à la société des Jacobins par le général Sandos, 260. — Levée en masse contre les rebelles, 261. — Décret qui accorde des secours aux femmes et aux enfans des républicains tués ou faits prisonniers par eux; annonce de leur déroute, 263. — Ils sont chassés de Montaigu et de Saint-Léger, 264. — Battus à Doué, 266. — A Chavaigne et à la Châtaigneraie, 267. — Leurs succès contre l'armée de Mayence; vive discussion à ce sujet, 270. — Cette armée répare son échec, 271. — AN II. 1793. Détails donnés sur la situation des départemens insurgés, 274. — Rapport de Barrère sur les moyens à employer pour la destruction des rebelles, 275, 276 et 280. — Ils perdent Clisson et Montaigu, 278. — Détails donnés par Santerre sur la guerre de la Vendée; dénonciation des opérations militaires qui sauvent les rebelles, 18. — Lettre de Prieur sur sa situation, 20. — Inculpations de Gillet et de Philippeaux contre les généraux qui l'ont sauvée de sa destruction en contrariant les plans arrêtés; annonce de la défaite des brigands à Saint-Symphorien et à Réaumur, 21. — Détails sur les exécutions qu'y a fait faire Parrein; affaires de Mortagne, 22. — Et de Châtillon, 24. — Ils

perdent cette place, 25. — Décret pour examiner la conduite des généraux et des agens envoyés dans ce pays; lettre des représentans sur les opérations de l'armée, la destruction des rebelles, la mort de Delbec, de Beauchamp et la fin de la guerre, 33. — Passage de la Loire à Varades par les rebelles; envoi aux armées de la nouvelle de leur destruction, 34. — Compte rendu par le général Léchelle des mesures qu'il a prises pour leur extermination totale, 37. — Déroute de Laval, 38. — Levée en masse des départemens de l'Ouest, 41. — Défaite des rebelles à Rouanne; décret pour la destruction des villes qui leur prêteront asile ou secours, 43. — Lettre des représentans dans ces contrées sur leur mission, 46. — Rapport sur la fuite des rebelles, 47. — Prise de Laval et de Mayenne; marche des troupes contre les brigands, 48. — Projet de décret pour en renouveler la population et y envoyer une armée incendiaire, 50. — Lettre des reprétentans sur les mesures qu'ils ont prises pour opérer la destruction des rebelles, 51. — Déroute des quatre corps de l'armée vendéenne, 53. — Annonce de sa destruction, 55. — Mesures de Prieur de la Marne, 58. — Nouvelle déroute des rebelles, 66. — Ils sont détruits à Avranches, 68. — Lèvent le siège d'Angers, 79. — Sont poursuivis sous Saurmur, 80. — Action et mouvemens à la Flèche, 81. — Revers des brigands sur la rive gauche de la Loire, 82. — Acceptation de la constitution par un district, 84. — Autre défaite des rebelles sous Charette; rapport sur sa situation passée et présente, 86. — Victoires du Mans et de Chollet, 87. — Fuite et perte des brigands à Craon, 90. — Nouveaux succès des républicains, 91 et 93. — Rapport de Philippeaux; dénonciation faite contre lui à cette occasion; sa réponse, 96. — Annonce d'une nouvelle victoire, 97. — Extermination des vendéens sur la rive droite de la Loire, 98 et 101. — AN II. 1794. Annulation des ventes faites par eux, 103. — Attribution des désastres de cette guerre à l'indiscipline de Rossignol et de Ronsin, 109. — Détails sur sa situation par Goupilleau de Fontenay, 111. — Décret sur les terres confisquées aux rebelles, 116. — Démenti de sa prétendue destruction, 125. — Mise à mort

du maire de Fougères par les vendéens, 126. — Rapport de Choudieu sur cette guerre, 141, 142, 144, 147, 148 et 149. — Mesures de désarmement, 143. — Reprise des hostilités à Beaupréau, Montrevault et Saint-Fulgens; mesures du comité de salut public à cette occasion, 145. — Succès des républicains; défaite de Charette sur la route de Nantes, 148. — Mort de Laroche-Jaquelin, 149. — Autre défaite des rebelles à Chollet et Montrevault, 151. — Destruction de 6,000 d'entre eux; prise de leurs magasins, 153. — Rapport de Carrier sur la situation des vendéens, 155. — Détails donnés par lui aux Jacobins, 159. — Réclamations en faveur des patriotes de ces contrées pillés par les brigands; discussion à ce sujet, 165. — Saisie de la correspondance et du sceau du conseil royal de Châtillon, 171. — Désastres de cette guerre attribués aux Hébertistes, par Tallien, et aux Philippeautins, par Lachevardière, 178. — Dénonciation contre la commission militaire de Fontenay-le-Peuple, et pourquoi, 192. — Décret qui approuve la formation en bataillons d'hommes extraits des armées du Nord et des Ardennes pour y être envoyés, 198. — Pièces adressées par la veuve Vial, d'Angers, contre Ronsin et ses complices, 232. — Gratification accordée aux veuves des gendarmes assassinés par les brigands, 283. — Et à un voyageur spolié par eux, 306. — Arrêté sur la résidence des réfugiés de l'Ouest, 340. — AN III. Discussion sur la conduite de Carrier, Turreau et Huchet dans cette contrée, 11. — Renseignemens donnés par Hentz sur cette guerre, 12. — Suite de la discussion sur Carrier et autres, *ibid.* — L'adjudant-général Lefebvre est accusé d'avoir fait noyer les femmes et enfans des rebelles, 24. — Sursis accordé à la citoyenne Beauchamp qui y a sauvé plus de 6,000 patriotes, 25. — Lettre de Turreau, justificative des inculpations faites contre lui, 31. — Autre de Danican sur les crimes qui y ont été commis, 38. — Hommage, par Lequinio, d'un ouvrage sur la Vendée et les chouans, 39. — Détails sur sa situation, 45. — Discours de Levasseur; il prétend que les crimes des brigands ont nécessité de grandes mesures, 47. — Opinion de Carrier dans le même sens, 66. — Boursault an-

nonce

nonce qu'il y a fait arrêter plusieurs prêtres, vomis par l'Angleterre pour y continuer la guerre civile, 78. — Transports de joie des habitans, occasionnés par le décret d'amnistie, 91. — Rapprochemens pour la pacification, 119. — Annulation de tous les jugemens, non exécutés, rendus contre les rebelles, 122. — Soumission d'un corps de cavalerie vendéenne, 123. — Négociations de paix avec les chefs, 130. — Lettre sur sa situation intérieure, 131. — Heureux effets de l'amnistie, 148. — Autres lettres sur sa situation; soumission des rebelles à l'exception de Stofflet, 162, 164 et 168. — Nouvelles lettres sur sa situation; discussion sur la continuité des pouvoirs des députés qui y sont en mission; décret à ce sujet, 170 et 177. — Adresses des chefs vendéens pour engager les habitans à la tranquillité, 176 et 178. — Pacification de ce pays; prorogation des pouvoirs des représentans Ruelle, Bollet et Bézard, 187. — Annonce de sa soumission aux lois de la république, 198 et 233. — Décret qui confirme l'arrêté des représentans, ayant pour objet de mettre les insurgés à l'abri de toute recherche, et de les réintégrer dans leurs biens, 211. — Rétablissement de l'ordre, 218. — Entrée des troupes républicaines dans la partie occupée par Stofflet, 222. — Nouveau mémoire de Danican sur les excès qui y ont été commis, 335. — AN IV. Reprise des hostilités; succès des républicains, 17 et 19. — Adresse du général Hoche aux insurgés, 53. — Accusations contre Turreau pour la conduite qu'il y a tenue, 57. — Débats sur l'engagement prétendu pris avec Cormatin, 89. — Proposition de Savary de venir au secours des habitans réfugiés, 99. — Nouvelles de cette guerre, 106. — Esprit public de la commune de Saint-Georges, 110. — Victoires des républicains, 113. — Réunion des vendéens aux chouans, 119. — Condamnation de Stofflet, 164. — Défaite de Charette, 174. — Motion de Chapelain pour raviver l'industrie dans ce département, 264. — AN V. Lettre au général Hoche sur sa situation paisible, 147. — Proclamation du comte de Puisaye, pour exciter de nouveau les habitans à la rebellion, 155. — Rapport de la loi relative aux chefs des insurgés, 350. — AN VI. Arrestation des généraux Roberie et Rozeau, 29. — Rapport et projet

Table alphabétique.

concernant les propriétaires de ses marais desséchés, 121. — Adoption de cette résolution, 128. — Démenti donné au bruit d'un débarquement d'émigrés dans ce pays, 159. — Diminution de ses contributions, 213, 239 et 248. — AN VII. Adoption d'une semblable mesure, 94, 103 et 137. (*Voyez* CHOUANS, OUEST, les armées et les principales localités de ces contrées).

VENDÔME. AN 1789. Révocation par la noblesse de ce baillage des pouvoirs limités qu'elle avait donnés, 18. — AN IV. Convocation dans cette ville du tribunal de la haute-cour, 330. — Mesures de police qui doivent s'y exercer, 351 et 353. — Message à ce sujet, 357. — Résolution qui en exclut les citoyens non-domiciliés, 359. — Elle est approuvée, 360. — AN V. Installation de la haute-cour, 24. — Détails sur la procédure de Babeuf et ses co-accusés, 105. — Découverte d'un complot formé par une partie d'entre eux, pour se défaire de Pillé, 111. — Fièvre épidémique dans la maison de justice, 116. — Méintelligence entre les prévenus; jugemens rendus dans leur affaire, 144 et 252. (*Voyez* BABEUF et HAUTE-COUR NATIONALE). — Rapport de la loi qui établissait pour cette commune des mesures extraordinaires de police, 237 et 289. — AN VI. Approbation de cette mesure, 5 et 10. — Résolution relative aux indemnités accordées aux acquittés par la haute-cour de justice, 85. — Rapport et discussion à ce sujet; elle est rejetée, 114, 121 et 122. — Clôture du cercle constitutionnel par arrêté du directoire, 168. — Causes qui ont motivé cet acte, 172. — AN VII. Dénonciation des habitans contre François de Neufchâteau, 306.

VENISE. AN 1790. Analyse de sa constitution, 134. — Réflexions sur son gouvernement aristocratique, 146. — AN 1791. Il refuse de reconnaître le nouveau pavillon français, 276. — Approbation donnée par les habitans à la révolution, 292. — AN 1792. Passage des troupes autrichiennes sur son territoire, 242. — Neutralité de cette république dans la guerre contre la France, 277. — Preuves de la loyauté de sa conduite dans cette circonstance, 285 et 291. — AN I.^{er} 1793. Sa nouvelle déclaration de neutralité armée, 55. — Elle reçoit le citoyen Henin comme chargé

d'affaires de la république française, 57. — Et lui déclare qu'elle reconnaîtra la nouvelle forme de son gouvernement, lorsque les puissances prépondérantes de l'Europe l'auront reconnue, 61. — AN II. 1793. Continuation de sa neutralité, 85. — AN II. 1794. Le sénat refuse des vivres à la flotte anglo-espagnole, 128. — Conspiration de Zozzi; son arrestation et celle de ses complices, 144. — AN III. Nomination de Lallemand pour chargé d'affaires de France, à Venise, 79. — Son arrivée dans cette ville, 102. — On y arrête le nommé Collot, accusé de vols à l'armée d'Italie, 111. — Dispositions du sénat pour l'envoi d'un ambassadeur en France, 122. — Il charge de cette mission M. Alvisé Quérini, 201. — Nouvelles preuves de sa neutralité, 218. — Annonce de l'arrivée de son ambassadeur à Paris; décret relatif à son admission à la convention, 315. — Lecture de ses lettres de créance, 316. — Il est admis et reconnu, 318. — AN IV. Expulsion de *Monsieur* des états vénitiens, 234. — Réflexions sur le refus qui lui est fait de l'armure d'Henri IV, 272. — AN V. Refus de son gouvernement d'accéder à la coalition, 16. — Défense faite aux étrangers d'y aborder, 27. — Armemens de l'aristocratie en Dalmatie et dans le Frioul, 128 et 159. — Manifeste relatif aux troubles de Bergame et Salò, 217. — Sommaire des moyens mis en usage par l'Oligarchie Adriatique, pour empêcher les Français de devenir les arbitres du sort de l'Italie, 221. — Dispositions des Vénitiens insurgés, pour consolider leur liberté, *ibid.* — Somination au doge de faire arrêter les auteurs des meurtres des Français, 222. — Lettre du sénat à Bonaparte; il se dispose à livrer ceux qui ont assassiné des soldats français; le prie d'interposer sa médiation pour faire rentrer dans l'ordre des villes au-delà du Mincio, et désavoue une proclamation contenant des expressions offensantes envers la nation française, 233. — Attaque des forts de Vérone par les Vénitiens; cruautés exercées par eux sur les malades et les blessés des hôpitaux, 237. — Manifeste de Bonaparte contre ce gouvernement; ordre de le traiter en ennemi, 239. — Inquiétudes du sénat; déclaration du doge, et arrestation des membres du petit conseil, 240.

— Coup-d'œil sur les Vénitiens appelés les chiens de l'Europe; transmission aux cinq-cents du manifeste de Bonaparte contre ce gouvernement; indignation qu'il y excite, 241. — Notice sur le plan formé par l'oligarchie vénitienne contre la liberté de l'Italie et l'armée française, 242. — Progrès de l'armée franco-lombarde dans l'état de Venise, 246. — Dissolution du gouvernement aristocratique; il est remplacé par une commission de dix membres, *ibid.* — Relaxation des patriotes de Salò, réclamés par Bonaparte; accusations contre les inquisiteurs d'état; leur arrestation; instruction de leur procès; envoi de cette décision à Bonaparte; formation, sur son refus de s'en contenter, d'un nouveau gouvernement; abolition de l'ancienne constitution, 249. — Détails sur cette révolution, 264. — Observations sur le manifeste du grand-conseil, avant de se dissoudre, et sur celui de la municipalité provisoire, après son installation; condamnation de plusieurs chefs de révoltes, auteurs des meurtres des Français, 266. — Texte des pièces relatives à la révolution, 268. — Organisation du gouvernement provisoire; proclamation relative à la cocarde tricolore et à l'organisation de la garde nationale, 271. — Démenti donné aux bruits de souveraineté de sa municipalité sur celles de Terre-Ferme, 277. — Décret pour la démolition des prisons et l'établissement d'une inscription à leur place, 280. — Sortie de Dumolard contre la chute de son ancien gouvernement; dialogue entre un Milanais et un Vénitien, *ibid.* et 281. — Première séance de sa municipalité; discours à cette occasion, 284. — Arrêtés pris par elle, *ibid.* — Prestation du serment civique par le patriarche et son clergé, *ibid.* — Proclamation aux soldats et matelots vénitiens, pour les prémunir contre les suggestions des ennemis de la liberté; établissement d'une société d'instruction publique; destruction de tous les attributs du dogat, 286. — Approbation de la conduite de Bonaparte envers cet état, 301. — Empressement de ses habitants pour s'unir à la république cisalpine, 314. — Fête donnée par son ambassadeur à Constantinople, à l'occasion de sa régénération, 318. — Nouvelle proclamation de la municipalité sur les idées de suprématie qu'on lui attribue;

vœu de ne former qu'une seule république, 319. — Arrêté pour porter ce vœu à Bonaparte, 328. — Protestation des municipaux de Véronne contre ceux de Venise, à l'occasion de l'invasion de l'Istrie et de la Dalmatie, 337. — Discours de J. Debry sur les révolutions intérieures de cet état; arrêté qui en est la suite, 363 et 364. — AN VI. Envoi d'un député au général Bonaparte, 9. — Suspension des vêtures et professions des religieux, 22. — Dispositions du peuple à la liberté, 35. — Organisation de la garde nationale, 36. — Consternation des habitants à la nouvelle qu'ils devaient passer sous la domination autrichienne; convocation du peuple, et serment général prêté par lui; discours à ce sujet, 62. — Défense d'y porter la cocarde impériale, 78. — Proclamation sur les troubles qui s'y sont manifestés; arrestation et déportation de plusieurs personnes, 87. — Proposition d'implorer la protection de l'empereur, 89. — Proclamation de la police sur la tranquillité publique, 100. — Evacuation des Français; entrée des troupes autrichiennes, 133, 134 et 142. — Détails y relatifs, 146. — Nomination du patriarche et du général Quirini comme conseillers intimes de l'empereur, 153. — Réclamation en faveur de l'ancienne constitution; oppression générale des habitants, 201. — Privilèges rendus aux villes de Terre-Ferme; établissement d'une nouvelle inquisition d'état, 209. — Installation du nouveau gouvernement, 222. — Arrivée du cardinal Mauri, déguisé en voiturier, 226. — Persécutions dirigées par les anciens inquisiteurs, 265. — Expulsion du consul de la république romaine, 275. — Préparatifs de guerre, 286. — Continuation des proscriptions, 309. — Edit imperial qui remet en activité la plupart des lois oligarchiques, 318. — Ordre très-sévère contre les vêtements indécents, 321. — Distribution d'une gravure représentant Bonaparte renfermé dans une cage de fer; plaintes du chargé d'affaires de France à cette occasion; ordre donné pour en retirer les copies, 355. — AN VII. Activité des préparatifs de guerre, 4. — Entraves apportées à la liberté de la presse; dispositions militaires du gouvernement autrichien, 26. — Bruits de guerre, 51. — Bonnes dispositions des habitants en faveur des

Français, 132. — Proscription d'un grand nombre d'entre eux, 198. — Secours demandés pour ses réfugiés, 329. — Accusation de Briot contre l'ancien directoire, relativement à la cession de cet état à l'empereur, 346.

VERA-CRUX, en Amérique. AN VI. Fureurs de la sainte-inquisition, 146.

VERCEIL, en Piémont. AN VI. Ecrroulement de la salle de spectacle; mort de deux cents personnes, 347.

VERDUN. AN 1789. Dangers courus dans cette ville par le maréchal de Broglie, 29. — AN 1792. Siège de cette place par les Prussiens, 247 et 249. — Elle est prise par eux, 250. — Pièces relatives à sa reddition, 252. — Désarmement d'un régiment irlandais par ses gardes nationales; mort glorieuse de Beaurepaire, 258. — Décret qui supend le paiement des sommes dûes à ses habitants par le trésor public, 260. — Conduite du roi de Prusse dans cette commune, 277. — Extrait d'une adresse qui lui est présentée par les Verdunois, 279. — Reprise de cette ville par les Français, 288. — Rapport des commissaires civils sur son évacuation, 289. — Texte de sa capitulation, 291 et 292. — Arrestation des corps administratifs pour avoir exécuté les ordres de l'ennemi, 294. — Saisie de distributeurs de faux assignats, 300. — Dénonciation contre les auteurs de la reddition de cette place, 304. — AN I.^{er} 1793. Projet relatif à ses autorités, 10. — Décret portant que ses habitants n'ont point démerité de la patrie; justification des membres du conseil défensif, 42. — Détails sur les moyens employés pour remettre cette ville au pouvoir du roi, 144. — AN II. 1794. Condamnation à mort de 35 individus qui ont pris part à sa reddition, 223. — AN III. Rapport du décret rendu contre deux administrateurs dans cette circonstance, 314. — AN V. Détails sur les insultes faites à Pons dans cette commune, 213. — Justification des officiers municipaux, 231.

VERMANDOIS (le). AN 1789. Dénonciation de l'exportation des grains qui y a lieu, 111.

VERNEUIL, département de l'Eure. AN 1792. Taxation des grains du marché de cette ville par des révoltés, 68. — AN I.^{er} 1793. Protestation des

habitans en faveur du 31 mai, 179. — Rétractation des administrateurs du district, 191.

VERNON. AN 1789. Détails sur sa situation ; arbitraire du comité provisoire ; renvoi au pouvoir exécutif, 62. — Insurrection contre Planter, chargé de l'approvisionnement de Paris ; lettre du président de l'assemblée nationale aux habitans, 79. — Détails sur ces événemens, 80. — Lettre du comité des recherches au chevalier d'Yères sur sa bonne conduite dans cette occasion, 99. — AN 1^{er} 1793. Une députation de cette ville dénonce à la convention un arrêté du département de l'Eure, qui provoque la coalition de plusieurs départemens contre Paris, 166. — AN III. Lettre justificative de la municipalité, accusée d'avoir favorisé les troubles relatifs aux subsistances, 210.

VERNOUILLET. AN 1789. Applaudissemens donnés par ses habitans à l'énergie de l'assemblée nationale, 13.

VÉRONNE, en Italie. AN III. Séjour dans cette ville de Monsieur, frère du roi, 124 et 218. — AN IV. Détails sur sa cour, 103. — Et son genre de vie, 121 et 225. — Prise de cette place par l'armée française, 264. — Lettre de Bonaparte à ses magistrats, 269. — Ses portes sont ouvertes à coups de canon par le général Dommartin, 331. — AN V. Annonce de l'arrivée de Bonaparte dans ses murs, 106. — Détails sur son attaque et les massacres des malades par les Vénitiens, 237. — Reprise de cette ville ; vengeance tirée de la cruauté de ses habitans ; capitulation accordée à la garnison vénitienne, à la charge d'en livrer les chefs du gouvernement, 242. — Punition des auteurs des crimes commis sur les soldats français, 287. — Protestation des officiers municipaux contre ceux de Venise, à l'occasion de l'occupation de l'Istrie et de la Dalmatie, 337. (*Voyez VENISE*).

VERSAILLES. AN 1789. Concours nombreux, attiré par la réunion de la majorité du clergé ; formation et fermentation des groupes par la suspension de l'assemblée et la nouvelle de la séance royale, 9. — Suite, et séance du Jeu de paume de la rue St-François ; établissement d'une imprimerie pour le service de l'assemblée ; précautions militaires, 10. — Agitation à la nouvelle de la démission de Necker ; l'archevêque de Paris y

est assailli par une foule mutinée ; rétablissement du calme autour de l'assemblée ; demande par la ville d'une députation particulière, 11. — Rassemblement de troupes étrangères, 13. — Joie de ses habitans, en apprenant la réunion de la Noblesse ; le roi et la reine s'y montrent au balcon du château, au milieu des applaudissemens ; illumination générale et volontaire ; arrivée du maréchal de Broglie pour commander l'armée, 14. — Excès des hussards ; redoublement des précautions militaires ; annonce de projets désastreux, attribués à la cour, 17. — Envoi d'une députation à Paris ; elle refuse l'escorte des gardes du corps ; rend compte des honneurs qu'elle a reçus dans la capitale ; départ d'une autre députation pour aller annoncer l'arrivée du roi à Paris ; rappel de Necker, 19. — Interruption des communications avec Paris ; départ du roi pour la capitale, 20. — Convocation de l'assemblée dans l'église St-Louis, 21. — Précis des projets des conjurés ; garde d'honneur, composée des habitans, 26. — Fuite des principaux personnages de la cour, 27. — Evasion des gardes françaises et des gardes suisses, pour se réunir aux bataillons parisiens ; démission du prince de Poix, 34. — Annonce de l'ouverture d'une souscription par la garde nationale de cette ville, pour contribuer au paiement des dettes de l'état, 46. — Secours de troupes, demandés par la municipalité, 60. — Insinuations perfides, entretenues par les ennemis de l'ordre, 64. — Dénonciation des orgies du château ; arrivée de l'armée parisienne précédée de femmes, 68. — Adresse de la municipalité ; elle invite l'assemblée à ne pas quitter cette ville qui vient déjà de perdre le roi ; détails sur les événemens des 5 et 6 octobre ; orgies des gardes-du-corps et des régimens de Flandres et des Trois-Évêchés ; distributions des cocardes blanches, arborées dans le château ; insultes faites à la cocarde nationale, 69. — Dissolution de la municipalité ; elle charge Lecointre du soin de la tranquillité publique ; mouvemens de la garde nationale, qui ferme les issues du château ; premier engagement avec les gardes-du-corps, et danger de plusieurs d'entreux ; tentative infructueuse de la cour pour s'évader ; arrivée de l'armée parisienne ; causes de la dé-

marche des femmes; attaque du château; entrée de la multitude; meurtre de plusieurs gardes-du-corps; leurs têtes sont promenées au bout des piques; évacuation des appartemens; départ de la cour pour Paris, 70, 71 et 72. — AN 1790. Délibération de la municipalité sur les troubles de cette ville, 13. — Décret relatif à ses dépenses locales, 262. — Elle obtient des secours pour ses pauvres, 339. — AN 1791. Opposition des habitans au départ du régiment de Flandres, 120. — Lettre du tribunal du district, justificative de la conduite de madame d'Ossun, lors du départ de la reine, 176. — Adresse au roi contre le *veto* relatif aux émigrés, 336. — AN 1792. Décret qui autorise le pouvoir exécutif à y placer des troupes, 67. — Détails sur le massacre des prisonniers d'Orléans, 258. — Suspension du transport de ses monumens, 267. — Vente des meubles du château, 295. — AN 1.^{er} 1793. Découverte du livre Rouge, trouvé dans un secrétaire à l'usage du roi, 60. — Une députation des habitans se présente à la convention avec une bannière, portant ces mots: *Nous demandons la taxe des grains*, 124. — Ils sont accusés par Lanjuinais, comme devant envoyer des forces aux insurgés du 31 mai, 152. — Leur réclamation contre la vente des meubles du roi et la suppression de la machine de Marly, 171. — Ils dénoncent le maire et les administrateurs du district d'Evreux, 172. — Barrère propose d'y établir un Gymnase, 191. — AN II. 1793. Décret qui déclare son jeu de Paume, domaine national, 38. — Projet pour y établir la fabrication de la monnaie républicaine, 51. — AN II. 1794. Réclamations de la société populaire, en faveur de deux administrateurs du district de Conches; elle accuse Nouton d'actes arbitraires et tyranniques; arrestation de celui-ci, 130. — Plaintes de Bassal, contre l'oppression des patriotes dans cette commune, 175. — Une députation de la municipalité réclame leur mise en liberté, 181. — Décret qui conserve le château et ses dépendances pour servir d'établissement public, 228. — Partage des terres affectées aux plaisirs du roi; leur distribution à trois mille indigens, 229. — Demande du club, tendante à modifier les pensions accordées aux

personnes attachées à la ci-devant cour, 278. — AN III. Charles Delacroix y est envoyé en mission; motifs de cette mesure, 85. — Arrestation des membres du comité révolutionnaire et de leurs parens, sur la motion d'André Dumont, 212. — Etablissement dans ses murs d'une école vétérinaire rurale, 215. — Justification des officiers municipaux; ils démentent l'imputation qui leur est faite d'avoir laissé les détenus manquer de pain; André Dumont parle en leur faveur; ils sont renvoyés au comité de sureté-générale, 321. — Une nouvelle députation demande qu'on emploie ses établissemens publics pour l'utilité du gouvernement; discussion à ce sujet, 333. — AN IV. Lettre sur l'esprit qui anime ses habitans, 23. — Clôture de l'église Saint-Louis, par arrêté du directoire, 165. — Résolution qui déclare la ferme de sa ménagerie aliénable, 359. — Elle est rejeté, 365. — AN VI. Message sur l'aliénation de son parc et de son château, 114. — AN VII. Inscription destinée à être placée sur la façade de son célèbre jeu de Paume, 131. — Résolution qui autorise le directoire à l'échanger contre une propriété nationale, 255. — Rapport sur l'indemnité à accorder au propriétaire, 356.

VERVINS. AN II. 1794. Elargissement de ceux de ses habitans détenus à l'Abbaye, 156. — AN VI. Dénonciation de cette commune contre le député Vasse, 130.

VESUVE (le). AN 1790. Eruption de ce volcan, 290. — AN II. 1794. Sa nouvelle explosion, 297. — Détails sur ses effets, 304. — Rapport sur sa situation, 336. — AN VII. Fouilles y faites par des officiers français, 183.

VEVAY. AN VI. Mesures prises pour en repousser la colonne de Weiss; cocarde verte arborée par ses habitans, 156.

VEZOUL. AN 1789. Lettre de la municipalité, annonçant l'incendie et le pillage des châteaux situés dans les environs de cette ville, 24.

VEYMAR, en Saxe. AN VI. Etablissement d'une maison d'éducation dans cette ville, par Mounier, ex-constituant, 316. — Notice sur cette maison, 324.

VIC. AN 1790. Adresse de la légion des Amazones de cette ville, 326.

VICENCE, en Italie. AN V. Incivisme des habitans de cette ville, 287. — AN VI. Suicide d'une jeune fille, occasionné par l'entrée des Autrichiens dans ses murs, 166.

VIEGE (le dixain de). AN VI. Offre, par son comité, un bloc de crystal curieux par sa grandeur, 265.

Vienne, en Autriche. AN 1789. Réclamation de l'ambassadeur de cette cour contre les bruits d'envoi de fonds à Vienne par la France, 120. — Augmentation des troupes et continuation de la contribution extraordinaire, 128. — Rappel du baron d'Hertzbert, des Pays-Bas, pour l'envoyer à Constantinople; mission de Thugut pour signer les préliminaires de paix à Bucharest, 131. — AN 1790. Position des armées impériales, 58. — Proposition de paix faites à la Porte-Ottomane, 65 et 131. — Négociations y relatives, 169. — Armistice entre les Autrichiens et les Turcs, 181. — Composition du conseil aulique de guerre, 255. — AN 1791. Intimité des cours de Vienne et de Pétersbourg, 10. — Dispositions et préparatifs de guerre de la première, 40. — Ses inquiétudes sur la fermentation des Hongrois, 89. — Mouvements diplomatiques de son cabinet, 91. — Elle affecte une grande tranquillité sur les troubles des Pays-Bas, 92. — Ses propositions à la diète de Ratisbonne contre la France, 137. — Elle refuse de croire à la sincérité de la déclaration de Louis XVI, 152. — Sa consternation à la nouvelle de l'arrestation de ce prince à Varennes, 205. — Bruit d'une révolution dans le cabinet impérial, 245. — Conjectures sur son alliance offensive et défensive avec celui de Berlin, 251. — Il demande que le roi de France et sa famille soient sur le champ mis en liberté, et menace de venger d'une manière éclatante tous les nouveaux outrages qui leur seront faits, 253. — Ses déclarations aux puissances étrangères sur les circonstances qui avaient motivé la première circulaire de Padoue, 340. — Ses réclamations sur la falsification des billets de banque, 347. — Décret de la commission impériale relatif à l'affaire des princes d'Allemagne, possessionnés en France,

362. — AN 1792. Machiavélisme de cette cour, 48. — Ses dispositions militaires, 55. — Son accord avec celle de Berlin, 68 et 88. — Dissolution des assemblées tenues par les villes à l'occasion du traité de Pilnitz, 109. — Impression de ses négociations avec la France, 110. — Activité de ses correspondances avec les cabinets prussien et russe, 113. — Nouveaux préparatifs de guerre de la cour autrichienne, 116. — Arrestation du comte Palfy, et pourquoi, 133. — Mise en jugement d'un Français domicilié à Vienne, accusé de liaisons avec les Jacobins de Paris, 136. — Texte du traité conclu avec la Prusse, 146. — Mesures hostiles contre la France, 156. — Déclaration de l'empereur aux cercles d'Allemagne, sur la nécessité d'une association avec les princes d'empire, 158. — Convocation d'un conseil pour les affaires des Pays-Bas, 178. — Texte de la note remise au ministre danois, pour faire entrer ce gouvernement dans la coalition, 201 et 219. — Création d'un tribunal d'inquisition contre les Français, 262. — Traité d'alliance avec la Russie, 278. — AN 1.^{er} 1793. Dons faits à l'occasion de la guerre, 78. — Mémoire présenté aux Etats-généraux de Hollande, à l'occasion de la mort de Louis XVI, 109. — Ordonnance du cabinet impérial sur le séjour des Français dans la Belgique, 119. — Proclamation de l'empereur, sur le mode des réclamations à faire par ses sujets belges, 142. — Défense intimée aux jeunes gens de se servir d'instituteurs français, 144. — Levée de dix-huit mille hommes dans les états héréditaires, 170. — Note au chargé d'affaires de l'électeur de Bavière, 172. — Rapports de la plus grande importance entre cette cour et la Porte-Ottomane, 173. — Affaire de la limitation des frontières de la Bosnie, 177. — Ordonnance de l'empereur présentée à la dictature de la diète de l'Empire, 180. — Il permet au roi de Naples de tirer des blés de l'Autriche, 214. — Accorde une gratification à Choiseul-Gouffier, ambassadeur de France à Constantinople, 216. — Remercie le duc d'York et le prince d'Orange pour leurs services dans l'attaque du camp de Famars, 217. — Ouvre des emprunts à Léipsick, Ratisbonne et en Suisse, 228. — Fait expulser de Prusse

le vice-consul français, 237. — AN II. 1793. Communications fréquentes de cette cour avec celles de Berlin et de Pétersbourg, 279. — Elle fait conduire à Brunn Maret et Semonville, 17. — Arrestation de plusieurs personnes, sous prétexte de conspiration, 44. — Sollicite une levée dans la Belgique, 58. — Confirme la constitution des états de Brabant, 64. — Son deuil en apprenant la mort de Marie-Antoinette, 68. — Fureur de la noblesse dans les états héréditaires, 79. — Ordres sévères de la cour pour faire surveiller les gazettes d'Allemagne, 83. — Arrestation de Mesmer, 92. — Et des habitans soupçonnés d'attachement à la révolution française, 94. — Départ du comte de Lehrback pour Berlin, 96. — AN II. 1794. Epuisement des finances; création d'un papier-monnaie; expulsion des Français, 102. — Refus de grains fait aux Suisses, pour les punir de leur neutralité, 107 et 127. — *Te Deum* pour de prétendues victoires, 117. — Inquiétudes sur la fidélité de la Prusse, 125. — Envoi de l'argenterie de la cour à la monnaie; prohibition des papiers relatifs à la révolution, 146. — Conseils demandés aux princes et états d'empire, sur la circonstance présente, 153. — Protestation de la cour de Berlin contre la levée en masse proposée par l'empereur, 191. — Il refuse des secours au prince de Condé pour recruter son corps, 208. — Acquiesce aux demandes du roi de Prusse, pour l'engager à rester dans la coalition, 209. — Fait une entrée triomphante à Bruxelles, 216 et 223. — Méintelligence avec la cour de Berlin, 230. — AN III. Sa déclaration à la diète sur le danger des traités partiels; punition des conspirateurs hongrois, 259. — Texte de la convention conclue avec le roi d'Angleterre, 278. — Correspondance active des cabinets autrichien et russe, 285. — Protestation de l'état de Gènes contre l'entrée des troupes autrichiennes sur son territoire, *ibid.* — Impression causée, à Vienne, par la prise de Luxembourg, 298. — Réponses vagues de l'envoyé impérial à l'explication demandée par l'électeur de Bavière, 305. — Ordre du ministère autrichien pour le recensement de la population, 342. — AN IV. Envoi à Bâle du comte de Bartenstein, 14. — Conduite impérieuse de ce cabinet à l'égard du

roi de Pologne, 101. — Armistice entre les armées française et autrichienne, 123. — Il maltraite les conseillers palatins prisonniers à Mayence, 125. — Vœux du peuple pour la paix, 131. — Sur la démission de Clairfayt, l'archiduc Charles prend le commandement de l'armée sur le Rhin, 175. — Nomination de M. de Thugut à la place de ministre du cabinet, 249. — Rupture de l'armistice, et lettre du général Kray à ce sujet, 261. — Réflexions du *Morning-Chronicle* sur la situation critique de l'empereur, 295. — Proclamation de ce prince pour accélérer la levée en masse dans ses états, 356. — AN V. Rupture de ses communications avec la république de Gènes, 28. — Suppression de couvens, 30. — Arrivée d'un courrier de Bonaparte, 46. — Embarras de la cour relativement aux finances, 52. — Envoi d'un négociateur français pour y traiter de la paix, 62. — Craintes de l'Angleterre à ce sujet, 64. — Réponse des Hongrois aux demandes de l'empereur pour la continuation de la guerre, 92. — Il accepte les contributions qui lui sont accordées par les états, 96. — Déférence de la cour de Rome à son égard, 101. — Publicité donnée à ses relations diplomatiques avec la cour de Berlin, relativement à la neutralité du nord de l'Allemagne, 104. — Départ pour Vienne du général Clarck, 107 et 128. — Amnistie accordée aux déserteurs des armées impériales, 107. — Alliance avec la cour de Rome, 127. — Prise des bataillons volontaires de Vienne; déroute de l'armée d'Alvinzi à la bataille d'Arcole, *ibid.* — Dispositions de Paul I.^{er} relativement à son alliance avec l'empereur, 129. — Célébration pompeuse du nouvel an; don fait au baron de Thugut de l'ordre de Saint-Etienne; nomination du comte Lehrbach à la présidence du tribunal d'appel de l'Autriche inférieure, 130. — Circulaire aux électeurs sur la conduite inconstitutionnelle du roi de Prusse, 133. — Entrée triomphante du comte de la Tour, envoyé par le prince Charles pour porter la nouvelle de la reddition de Kehl, 136. — Déclaration hostile de la cour de Berlin contre l'empereur, 139. — Défenses faites à la bourgeoisie de célébrer le retour du prince Charles, 153. — Expulsion des émigrés qui n'ont aucuns moyens d'existence, 158. — Refus

de l'empereur de recevoir le général Provéra , 163. — Préparatifs joyeux pour le mariage de la fille de Louis XVI avec le duc d'Angoulême , 167. — Déclaration aux ministres des trois collèges de l'Empire, portant que l'empereur est décidé à continuer la guerre, 170. — Il consent à la neutralité de Francfort , 174. — Ordonne des prières publiques pour le succès de ses armes , 189. — Donne le commandement des armées aux généraux Mack et la Tour , 190. — Refuse de reconnaître la neutralité de Francfort , 193. — Conclut un nouvel armistice , 214. — Fait proclamer qu'il compte sur ses fidèles sujets pour la sûreté de la capitale , 216. — Signe les préliminaires de paix offerts par Bonaparte , 217. — Offre de reconnaître la république française ; réponse que fait Bonaparte à cet article , 219. — Proclamation de l'empereur pour appeler ses sujets à la défense de Vienne , 222. — Il se dispose à quitter cette ville ; l'armistice fait changer ces dispositions , 231. — Détail de ce qui s'est passé à la cour jusqu'à cette époque , 236. — Proclamation de l'empereur après la signature des préliminaires de paix ; médaille frappée pour consacrer cet événement , 238. — Il ratifie ces préliminaires , 257. — Et le notifie à la Suède , 268. — Amnistie accordée aux émigrés des pays héréditaires , 296. — Calcul des pertes faites par l'empereur à l'époque de la signature des préliminaires de paix , 302. — Correspondance entre cette cour et celle de Londres, relativement à l'entrée des troupes prussiennes à Nuremberg et Eichstadt , 332. — AN VI. Espoir d'une paix prochaine , 10. — Déclaration de Lafayette contre la conduite du cabinet autrichien lors de sa translation à Olmutz , 13. — Ordre aux juifs de justifier de leurs moyens d'existence ou de s'éloigner de la capitale , *ibid.* — Refus de cette cour de reconnaître la république ligurienne , 14. — Lettre annonçant qu'elle ne cherche qu'à dissimuler avec les Français , 25. — Texte du traité de paix de Campo-Formio , 37. — Démonstration de joie, et hausse des fonds publics à cette occasion , 48. — Nomination d'un commissaire pour déterminer les nouvelles limites , 78. — Défense d'imprimer, ni de vendre aucun écrit sur la paix , 80. — Ratification du traité de Campo-Formio , 87. — Ordre de la répartition des armées , 104. — Arrestation de plusieurs Grecs

et de l'auteur de la gazette rédigée en leur langue , 158. — Ordonnance de la cour qui défend aux particuliers le commerce du sel , 173. — Première audience donnée au général Bernadotte , ambassadeur français , 183. — Maladie de l'empereur , 186. — Différends entre l'Autriche et la Prusse, sur leurs dédommagemens réciproques dans le nouveau partage de l'Empire , 189. — Fréquentes conférences entre le ministre de Prusse et le baron de Thugut , 191. — Transmission à cette cour de la levée en masse, ordonnée par celle de Naples , 198. — Ordre pour réprimer à coups de bâton, dans l'Istrie, tout cri en faveur de Venise ou de la liberté , 207. — Apposition des scellés sur les propriétés des Cisalpins dans les états autrichiens , 208. — Privilèges accordés aux villes vénitiennes de Terre-ferme , 209. — Dispositions favorables à la république cisalpine , 214. — Ouverture d'un emprunt de 600 mille ducats, rempli en moins d'un jour , 216. — Désaveu formel de l'insulte faite à l'ambassadeur Bernadotte, et promesse d'une satisfaction éclatante , 218. — Détails sur cette insulte , 220. — Mise en liberté du patriote polonais Zajonczek ; proclamation de S. M. I. à l'occasion de l'insulte faite à Bernadotte , 223. — Célébration de l'anniversaire de la sortie de la levée en masse , 226. — Justification de la conduite de l'empereur par Bernadotte, à l'occasion des troubles excités contre lui ; il en rejette le tort sur Thugut , *ibid.* — Convocation d'un conseil d'état extraordinaire après le départ du ministre français , 231. — Arrestation de plusieurs individus à ce sujet , 242. — Bonne intelligence de la cour de Vienne avec la Porte , 249. — Levée de recrues dans toutes les provinces autrichiennes ; poursuites judiciaires contre les députés du syndicat de la ville impériale d'Esslingen, qui avaient adressé à la bourgeoisie une proclamation révolutionnaire , 256. — Continuation des préparatifs de guerre , 265. — Mort du prince Casimir Sapicha, grand maître de l'artillerie autrichienne , *ibid.* — Arrestation de huit Grecs, auteurs d'écrits séditieux contre le grand-seigneur ; notice sur Riga, chef de parti , 271. — Ordre donné aux propriétaires de la banque de fournir trente pour cent de leurs obligations , 272. — Expulsion des étrangers , 274. — Et du consul romain à Venise , 275.

— Marche

— Marche de troupes dans la Franconie, 291. — Mort de l'archiduchesse Marie Christine, 293. — Faveur accordée aux émigrés suisses, 295. — Monument élevé en l'honneur de Joseph II, 299. — Détails sur la police secrète de la cour et sur les hommes qui la composent, 303. — Continuation des préparatifs de guerre, 306. — Refus essuyé par l'ambassadeur cisalpin, 312. — Qualification de *soi-disant république*, donnée par la gazette de Vienne à la cisalpine, 325. — Publication d'un écrit sur le soulèvement qui y a éclaté, intitulé : *Bernadotte à Vienne*, 329. — Prétention de l'empereur sur l'Italie, 331. — Fermeture de tous les cabinets de lecture, *ibid.* — Désertion considérable à l'armée du Rhin, 332. — Construction du canal de communication avec Neustadt, 333. — Prise de Coire, capitale des Grisons, 341. — Suite des préparatifs de guerre, 342 et 351. — Arrestation des personnes qui avaient eu des rapports avec Bernadotte et sa suite, 354. — Défense aux employés de la chancellerie d'accepter des diners chez les agents des puissances étrangères, 357. — AN VII. Annonce de la marche de Suwarow par la Bohême, et du renouvellement prochain des hostilités, 3. — Bruit en Allemagne de la reprise des hostilités entre cette cour et la France, 8. — Rétablissement de la torture contre les Polonais ; nouveaux préparatifs de guerre, 11. — Etat des forces de l'Autriche, 22. — Conseil privé tenu par l'empereur ; vote peu satisfaisant de son ministre à Rastadt, 28. — Publication de la déclaration de guerre de la Porte à la France, 32. — Rassemblement et forces de son armée sur l'Adige, 35. — Cantonnement de ses troupes dans le Voralberg, 42. — Proclamation à leur entrée chez les Grisons, 44. — Tentatives pour incendier le palais impérial à Vienne, 89. — Revue des troupes russes par l'empereur ; conjectures sur cet événement, 120 et 121. — Défense de payer les Suisses de l'Autriche-Antérieure, 126. — Inquisition du gouvernement contre les livres et les brochures, 154. — Etat des dettes et des revenus de la cour, 157. — Conspiration de ses partisans à Milan, 162. — Intrigues de Thugut et de l'impératrice pour la guerre ; préparatifs pour recevoir les Russes, 165. — Grands préparatifs militaires, 171. — Projets de l'empereur de s'emparer des états de

Bavière 174. — Proposition du directoire de déclarer de nouveau la guerre à l'Autriche, 175. — Décret confirmatif de cette demande, 180. — Manifeste de ce cabinet contre le gouvernement français, qu'il accuse de vouloir avilir les rois ; invitation à tous les princes de faire cause commune pour conserver leurs trônes et leurs états ; proclamation de Bernadotte contre cette cour ; mouvements de ses troupes, 192. — Proscription d'un grand nombre de Vénitiens, 198. — Rappel du comte de Metternich, ambassadeur à Rastadt ; notes diplomatiques à ce sujet, 205. — Manifeste de la république cisalpine contre le gouvernement autrichien, 217. — Accusations dirigées contre lui à l'occasion du meurtre de Rastadt, 228. — Position de ses troupes sur la rive droite du Rhin, 244. — Elles sont battues en Helvétie, 249. — Parti formé par l'impératrice contre le prince Charles, 253. — Rapprochement dans les journaux anglais de la conduite actuelle et passée de la cour de Vienne relativement à la France, 254. — Réflexions tendantes à lui attribuer l'assassinat des ministres français, 257. — Ses discussions avec la cour de Londres sur le roi de Sardaigne, 346. (*Voyez ALLEMAGNE, AUTRICHE, EMPIRE, ARMÉE D'ITALIE, LÉOPOLD, l'archiduc CHARLES, etc.*)

Vienne, en Dauphiné. AN 1790. Ses gardes nationales marchent au secours de Lyon, 218. — AN IV. Décret qui annule ses élections, 303.

Vienne (le département de la). AN 1791. Zèle de ses volontaires, 333. — AN 1792. Leur désintéressement, 82. — AN IV. Création d'un cinquième tribunal correctionnel, 278.

Vienne (le département de la HAUTE-). AN 1790. Décret qui l'autorise à imposer 60,000 liv. pour secourir les incendiés de Limoges, 300. — AN 1791. Son adresse à l'assemblée nationale, 181. — AN I.^{er} 1793. Rejet par le département de la Corrèze de ses mesures relatives au 31 mai, 169. — Dénonciation contre une partie de ses députés ; leur arrestation, 235. — AN III. Oppression des patriotes ; altercation entre Ingrand et Chauvin à ce sujet, 6. — Opérations de Clede, 168. — AN VI. Adresse de ses cultivateurs sur le paiement des rentes féodales, 174. — Bailleul propose de le

Table alphabétique.

comprendre dans la mesure du 22 floréal ; débats à cette occasion , 231. — AN VII. Approbation de la résolution qui valide ses élections , 240.

VIGO. AN VI. Trait de perfidie et de trahison de la part des Portugais , 161.

VILLAIN (la). AN 1792. Décret pour la construction d'un canal de jonction de cette rivière avec la Rance , 354.

VILLEFORT , département de la Lozère. AN 1791. Dénonciation contre la municipalité de cette ville ; trait d'incivisme horrible de la part de son maire , 358.

VILLEFRANCHE , département des Pyrénées-Orientales. AN 1790. Troubles dans cette ville , 175. — Elle est autorisée à ouvrir un emprunt , 223. — AN I.^{er} 1793. Détails sur le siège de cette place par les Espagnols , 231. — Ils s'en emparent , 243. — AN II. 1793. Reprise de cette place par l'armée française , 274. — Etat des munitions qui y ont été laissées par l'ennemi , 24.

VILLEFRANCHE , dans les états du roi de Sardaigne. AN 1792. Prise de cette ville par les Français , 289 et 291.

VILLEFRANCHE , département du Rhône. AN II. 1794. Annonce de la saisie de la correspondance et des effets précieux d'un aristocrate , 104. — Saisie et brûlement d'un guidon et de la liste des princes couronnés, trouvés chez l'émigré Lachasagne , 120. — Dénonciations contre Lapallu , agent de Javoques , 140 et 146. — AN VII. Pétition des habitants pour obtenir la translation dans leurs murs de l'assemblée électorale formée à Lyon , 190.

VILLEFRANCHE , département de l'Aveyron. AN IV. Rejet d'un projet tendant à y transférer l'école centrale établie à Rhodéz , 162.

VILLE GAGNON. AN V. Rejet de la résolution qui transférerait dans cette commune le chef-lieu du canton , 48.

VILLELONGUE. AN II. 1794. Reprise de ce poste sur les Espagnols , 108.

VILLENEUVE , près Luzarches. AN 1790. Découverte d'une mine de charbon de terre dans ce hameau , 306.

VILLENEUVE , en Suisse. AN VI. Adresse des habitants au général Rampon , 140.

VILLENEUVE-LE-ROY. AN 1789. Arrestation dans cette ville d'une voiture chargée d'argent venant de Paris , 129. — Rapport sur cette affaire , et décret pour en autoriser le passage , *ibid.* — AN 1791. Réclamation de sa société patriotique contre les assertions du colonel Ségur , relativement à la conduite des chasseurs de Hainault , 91.

VILLENEUVE-LES-AVIGNON. AN 1792. Naufrage de trois compagnies de volontaires sous les murs de cette ville , 94. — Décret qui y transfère le tribunal séant à Avignon , 133.

VILLENEX. AN 1789. Arrestation dans cette ville du comte de Bezenval , 30.

VILLE-PEUX. AN 1791. Adresse de la municipalité à l'assemblée nationale , 181.

VILLERS , département de la Mayenne. AN I.^{er} 1793. Décret qui destitue et met en arrestation provisoire le maire de cette commune , 206.

VILLES-ANSEATIQUES. (*Voy.* ANSEATIQUES , 41. (HAMBOURG, BRÈME, LUBECK, etc., et le *Supplément*).

VILLES-IMPÉRIALES (les). AN VI. Lettre de plusieurs d'entr'elles pour le maintien de leur existence politique et de leur constitution , 272. (*Voy.* AIX-LA-CHAPELLE, FRANCFORT, etc.)

VINCENNES (le donjon de). AN 1791. Mouvement de la garde nationale pour empêcher sa démolition , 60. — Proclamation sur ses travaux , 61. — Dénonciation de la municipalité de Paris contre ceux qui ont excité les citoyens à le démolir , *ibid.* — Décret qui en suspend les réparations , en attendant un rapport pour son aliénation , 70. — AN III. Translation à Saint-Lazare des femmes qui y étaient détenues , 88.

VINCENNES (la commune de). AN I.^{er} 1795. Plaintes des habitants à l'occasion des subsistances , 240. — AN IV. Admission à la barre du maire et des officiers municipaux : justification de leur conduite dans les affaires de vendémiaire , 20 et 22.

VINEGAR-HIL , en Irlande. AN VI. Prise du camp des insurgés près de cette ville , par les troupes aux ordres du général Lake , 293.

VINTIMILLE. AN II. 1794. Lettre du commandant au gouvernement génois , sur l'entrée des Français dans cette ville , 225.

VIOLLAINES, département du Pas-de-Calais. AN V. Assassinat du député Bollet dans cette commune; détails y relatifs, 45.

VIRE. AN II. 1793. Députation de cette commune, présentant à la convention un panier rempli de dépouilles du culte, 24.

VIRGINIE (la). AN 1792. Révolte des nègres sur ses côtes orientales, 222.

VISTULE (la), fleuve. AN VI. Rixe, sur ses bords, entre quelques paysans et des chasseurs de l'armée de Condé, 215.

VITEAUX. AN 1790. Assassinat commis dans cette ville sur M. de Fitz-James de Sainte-Colombe; décret qui en ordonne la poursuite, 128.

VITERBE. AN VII. Ses habitants donnent l'exemple à l'Italie de l'assassinat des Français; elle est incendiée, 106. — Et sommée par le général Championnet, 113.

VITTORIA. AN III. Prise de cette place par l'armée des Pyrénées-Orientales, 316.

VITRÉ. AN VI. Saisie des chouans dans cette commune, 133.

VITRY-SUR-MARNE. AN II. 1794. Incendie considérable dans cette commune, 221. — AN III. Dénonciation de son conseil-général contre les députés Bô, Massieu et Battelier, 317.

VITRY-SUR-SEINE, AN II. 1794. Nomination de Thibolot, greffier de cette commune, à la place de membre de la commission populaire établie à Paris par la loi de police générale, 242.

VIVARAIS (le). AN 1789. Fédération de ses gardes nationales avec celles de la Provence et du Dauphiné, 123 et 124. — AN 1790. Nouvelles assemblées fédératives, 11. — Lettre de ses députés sur un manifeste daté du camp de Jalès, 503.

VIVIER-L'AGNEAU. AN 1790. Affaire entre les Belges et les Autrichiens près de cette commune, 174.

VIVIERS. AN VII. Patriotisme des habitants, et à quelle occasion, 359.

VOCHERA, ville du Pavésan. AN VII. Voies de fait contre les Français, 32.

VOLTAGGIO. AN VII. Proclamation du général Moreau, à son départ de ce lieu, 292.

VOLTRI, près Gênes. AN IV. Prise de cette

place par les Français; richesses qui y sont trouvées, 72.

VONCQ, près Vouziers. AN 1792. Incendie de ce bourg par les émigrés; secours accordés à ses habitants, 275 et 333.

VOSGES (le département des). AN 1790. Fédération des gardes nationales, 92. — AN 1791. Nomination de Maudru à cet évêché, 80. — Etat de sa situation, 213. — Rassemblement de ses volontaires nationaux, 279. — AN I.^{er} 1793. Décret portant qu'il a bien mérité de la patrie, 87. — Accusations contre Beurnonville pour en avoir évacué les défilés, 100. — Massacre de son quatrième bataillon par les Prussiens, 107. — AN III. Courage et dévouement du onzième, lors de l'incendie de Saint-Hubert, 120. — AN V. Troubles y occasionnés par les prêtres réfractaires, et dénoncés par Perrin, 112. — AN VI. Décret qui valide ses élections, 218.

W.

WADGASSE. AN II. 1794. Suspension de la vente des biens de cette abbaye, et traduction en conséquence des administrateurs de la Moselle au tribunal révolutionnaire, 209.

WALDSTASTEN en Suisse. AN VI. Proclamation du général Schawembourg aux habitants, pour les faire rentrer dans l'ordre, et promesse de leur assurer le libre exercice de leur religion, 362.

WARHENHEIM. AN II. 1794. Est occupé par les Français, 160.

WARNETON. AN II. 1793. Ce poste est enlevé à l'ennemi, 57.

VARSOVIE. AN 1789. Précautions extraordinaires, d'après les bruits répandus des réclamations que doivent faire ses habitants, 125. — AN 1791. Formation dans cette ville d'une confédération contre-révolutionnaire, 361. — AN 1792. Clubs qui s'y rassemblent; l'un d'eux est présidé par l'envoyé de France, 98. — Arrestation de domestiques, dont deux du ministre russe, 136. — Fête y célébrée en l'honneur de la révolution française, 149. — Son occupation par vingt-mille Russes, 246. — Pillages des Cosaques, 262. — Serment

de fidélité prêté aux Russes par ses chanoines, 270. — Duels entre les officiers polonais et les Russes, 281. — AN I.^{er} 1793. Note remise à la diète par les ministres de Prusse et de Russie, 213. — AN II. 1793. Décret pour la diminution de l'armée, 52. — Traité d'alliance entre la Pologne et la Russie, 56. — AN II. 1794. Grande fermentation, 188. — Compression d'un mouvement populaire par les troupes russes, 194. — Mouvements patriotiques ; prises de Frensch ; marche de Madalinski, 209. — Insurrection de cette capitale, 219. — Détails sur la grande journée du 18 avril, le 10 août du peuple polonais, 235. — Relation de l'expulsion des troupes russes, 238. — Tableau rapide de cette révolution, 243 — Fermetures des portes jusqu'à nouvel ordre ; reprise de la cocarde nationale, 251. — Lettre du nouveau conseil à Kosciuszko, 254. — Détails des motifs qui ont provoqué l'insurrection contre les Russes, 260. — Les évêques de Vilna et de Chelm y sont condamnés à mort comme conspirateurs, 278. — AN III. Levée du siège par les Prussiens, 15. — Prise par les Russes, 88. — Formation de plusieurs camps sous ses murs, 279. — Départ du général russe Suwarow, 360. — AN IV. Marche des Prussiens pour en prendre possession, 135. (*Voy. POLOGNE*).

WARVICK. AN I.^{er} 1793. Succès des Français et prise de cette ville, 260 et 261. — AN II. 1793. Sa seconde conquête, 37.

WEGSS (la montagne de). AN I.^{er} 1793. Les Prussiens en sont chassés, 208.

WEISSENBURG. AN I.^{er} 1793. Hommages rendus par Custine à ses habitants qui se sont empressés de subvenir volontairement aux besoins de leurs frères d'armes, 19. — Succès sur ce point, 151. — Son adhésion au 31 mai, 175. — Levée en masse du pays contre les Autrichiens, 239. — AN II. 1794. Reprise de ses lignes, 102 et 103. — Son évacuation par Condé et les émigrés, 110. — Vœu de sa réunion à la France, 175. — AN V. Renonciation du roi de Prusse à sa possession, 16.

WEISSENTHURN, en Allemagne. AN VI. Erection, en ce lieu, d'un mausolée à la mémoire du général Hoche, 26.

WESEL. AN III. Détails de l'insurrection des ouvriers dans la *Lappstrass*, contenus dans la gazette prussienne de Wesel, 276. — Rapport sur les égards du commandant de cette place envers les prisonniers français, 288. — AN VI. Lettre annonçant la réunion à la France des possessions prussiennes de la rive gauche, 107. — Autre du duc de Brunswick sur le désarmement des habitants par les Français, et le respect par eux de la ligne de démarcation, 305.

WEST-FLANDRE (la). Relation de l'ennemi sur la victoire qu'y ont remportée les Français, 20.

WESTPHALIE (la). AN 1789. Préparatifs militaires qui y ont lieu, 106. — AN 1790. Son haut directoire se prononce contre les Liégeois, 202. — AN 1791. Notice sur le tribunal secret de ce pays, 291. — AN 1792. Enrôlemens forcés, 167. — AN III. Proposition, à la diète de Ratisbonne, de faire servir la paix de Westphalie de base aux négociations, 301. — AN V. Invasion du roi de Prusse, 171.

WETTON, en Angleterre. AN 1791. Particularités d'histoire naturelle près de ce village, où une caverne conserve encore le nom de *palais de Thor*, nom de la divinité des Druides, 290.

WETZLAER. AN 1789. La chambre impériale ordonne le désarmement de Liège et sa remise sous le pouvoir de l'évêque, 117. — AN 1790. Autre sentence contre les états de Liège, 125. — Son décret pour l'exécution de cette ville, 188. — AN 1791. Sentence contre les auteurs de sa rebellion, et notamment contre le prince Ferdinand de Rohan, 308. — AN 1792. Lettre écrite de cette ville sur les intentions des émigrés et des puissances, 19. — AN V. Mémoire pour être dispensée de fournir aux frais de la guerre, 56. — Sa prise par l'armée de Sambre-et-Meuse, 221.

WEXFORD. AN VI. Prise de cette place par les Irlandais-Unis, 273. — Proposition faite par eux de la rendre, et de mettre bas les armes si on garantissait leur vie et leurs propriétés ; réponse de Lake, qu'il accorde le pardon, mais demande qu'on lui livre les chefs, 294. — Exécution sur l'échafaud de plusieurs d'entre eux, 297.

WEZELA. AN 1790. La Russie et la Suède y concluent la paix, 252, 259 et 270. (*Voy. SUÈDE et RUSSIE*).

WIBOURG, capitale de la Finlande. AN 1790. Echec qu'y essuie la flotte suédoise, 209. (*Voyez SUÈDE*). — AN I.^{er} 1793. Incendie qui réduit en cendres presque toute la ville, 250.

WIDDIN. AN IV. Siège de cette forteresse, 37. — AN VI. Marche de ses rebelles sur Belgrade, 107. — Marche des Turcs contre cette place, 215. — Situation critique de Passawan-Oglou qui y est enfermé, 228. — Défaite des rebelles retranchés sous ses murs, 236. — Détails sur l'échec essuyé par les troupes ottomanes, 262. — AN VII. Levée du siège; progrès de Passawan Oglou, 73.

WILNA. AN II. 1794. Massacre des Russes, 251.

WIRTEMBERG. (ville et duché de). AN 1791. Réflexions sur les réclamations du duc, 119. — Son rescrit sur les gazettes, 309. — AN 1792. Poursuites des démocrates dans ce pays, 42. — Expulsion des émigrés, 45. — Le conseil de régence vote pour la paix, 308. — AN II. 1794. De la position de ses habitants, 115. — AN III. Liaisons du duc avec le margrave de Baden, pour la défense de la constitution germanique, 87. — Il se prononce pour la médiation prussienne, 298. — AN IV. Suspension d'armes conclue par le duc avec le général Moreau, 307. — Texte de son traité de paix avec la république française, 330. — Sa ratification, 335. — AN V. Présentation de son ministre au directoire, 13. — AN VI. Méintelligence entre lui et les états, 325. — AN VII. Bruit répandu par les Anglais, et démenti par Alquier, que la révolution de ce pays ait été méditée par le directoire, 162.

WITTINGEN. AN 1792. Observations sur son occupation par la Prusse, 77.

WONASVAULT. AN I.^{er} 1793. Les ennemis en sont repoussés, 242.

WORMS. AN 1791. Particularités sur les émigrés, 212. — Détails sur leurs rassemblements en cette ville, 310. — AN 1792. Sa prise par les Français, 284. — Enlèvement par eux d'un dépôt de tentes du prince de Condé, 293. — AN II. 1794.

Nouvelle conquête de cette place, 112. — Réclamation de ses otages détenus à Landau, 171.

WURTZBOURG. AN III. Mort du prince-évêque, 168. — AN IV. Prise de la ville avec la citadelle par les Français, 316. — Texte de la capitulation, 317. — AN V. Réclamation du prince-évêque sur le recrutement en Allemagne, 20. — AN VI. Notice sur le comte de Stadion, son plénipotentiaire à Rastadt, 306. — AN VII. Les émigrations s'y multiplient, 16. — Insultes faites à son envoyé à Rastadt par les hussards de Szecklers, 225.

Y.

YONNE (le département de l'). AN 1792. L'administration annonce le rétablissement de l'ordre à Clamecy, 95. — Détails sur les troubles du département, 105. — AN I.^{er} 1793. La convention lui envoie une adresse particulière, à l'occasion de l'assassinat de Lepelletier, 25. — Maure annonce que huit cents hommes en partent pour aller combattre les révoltés, 190. — Son évêque est arrêté, 224. — AN II. 1793. Garnier de l'Aube y est envoyé en mission, 267. — Décret qui casse un arrêté de l'administration établissant un comité de subsistances, 77. — AN III. Opérations de Guillelmet, 134. — AN V. Ses élections sont annulées au 18 fructidor, 350. — AN VI. Rapport sur un jugement en référé de son tribunal criminel, 64. — Et résolution qui s'ensuit, 70. (*Voyez TRIBUNAUX*). — Des citoyens accusent ses juges de royalisme, 110. — Adresse de républicains du département sur les institutions, 124. — Approbation de ses élections, 219.

YPRES. AN 1789. Proposition de rejeter l'élection de son évêque, nommé député, 18. — Elle est annulée, 20. — AN 1790. Dénonciation du mandement qu'il a envoyé à Dunkerque, 112. — AN 1791. Il interdit les curés du diocèse qui ont prêté serment, 56. — AN 1792. Prise de la ville par les Français, 327. — AN I.^{er} 1793. Sa nouvelle conquête annoncée aux Jacobins, 258. — AN II. 1794. Sa reprise sur les Anglais, 271. — Autres détails, 272, 275 et 284.

YSEMBOURG. AN II. 1794. Abolition dans

cette principauté de la servitude personnelle, 235.

YVETOT. AN II. 1793. La société populaire de cette commune fait réclamer aux Jacobins la réhabilitation de la mémoire de Bordier et de Jourdain, pendus à Rouen, 63.

YVRY LA-BATAILLE. Adresse de félicitation de plusieurs citoyens de cette commune, 171.

Z.

ZANTE (île de). AN 1792. Détails sur un tremblement de terre qui y a eu lieu, 29. — AN VI. Lettre du commissaire français aux habitants, pour activer leur commerce, 353. — AN VII. Sa prise par les Russes, 126. (Voyez ILES IONIENNES).

ZÉLANDE (la). AN III. Est occupée par les troupes françaises, 147. — Sa capitulation excite des réclamations; elle est renvoyée au comité de salut public, 151. — AN IV. Protestations contre la convocation d'une convention batave, 139. — AN VII. Arrivée de troupes françaises sur ses côtes, 1. (Voy. HOLLANDE).

ZÉLANDE (la nouvelle). AN VI. Découverte d'une plante filamenteuse, 168.

ZUG, en Suisse. AN I.^{er}. 1793. Séjour dans ses environs du fils d'Orléans et autres personnes

qui l'accompagnent, 183. — AN VI. Révolution dans cette ville, 158. (Voy. SUISSE).

ZUIDERZÉE (le). AN VII. Les Anglais en sont maîtres, 358. (Voy. HOLLANDE).

ZURICH (le canton de). AN I.^{er} 1793. Admet Barthélemy comme ambassadeur de la république française, 66. — Gazette de cette ville dénoncée par ce ministre comme insultant à la nation française, 189. — AN II. 1794. Note du ministre anglais, pour empêcher la reconnaissance du nouveau gouvernement de Genève, 203. — Il est reconnu, 256. — AN III. Détails sur les mouvements politiques qui ont eu lieu dans ce canton, 322. — Observations sur la proclamation de ce gouvernement relative à l'insurrection qui a éclaté, 324. — Texte de sa proclamation, 325. — AN VI. Secours pécuniaires donnés par les Français au village de Munsingen, où six maisons ont été incendiées, 218. — Les commissaires français demandent à vérifier le trésor; refus, par le préfet et le président de l'administration, d'en livrer les clefs; Rapinat le fait forcer et enlever, 269. — AN VII. L'armée française et les autorités helvétiques y célèbrent le 21 janvier, 132. — Evacuation de la ville par les Français, 269. — Cruautés des Oligarques dans le canton, 340. (Voy. SUISSE et ARMÉE D'HELVÉTIE).

Fin de la Table des Villes.

S U P P L É M E N T ,

*CONTENANT les noms de pays incomplets, et ceux omis à la
Table générale par erreur de classification.*

N. B. Les noms précédés d'une (*) sont déjà ouverts à la Table générale.

A.

* ANGLETERRE. AN I.^{er} 1793. Ordre du conseil exécutif de respecter ses pêcheurs non armés, 87. — AN III. Etat de sa marine dans le port de Spithéad, 273.

* ANGLETERRE (le parlement d'). AN 1791. Débats sur les subsides, 26. — AN VII. Autres sur le même objet, pour 45 mille Russes, 277, 278, 279, 282, 283 et 288.

* ANSÉATIQUES (les villes). AN II. 1794. Décret relatif aux sommes dues à ses habitans, 317. — AN V. Leur état politique, 23. — AN VII. Pétition de leurs négocians, relativement aux prises maritimes, 41.

* ARABES (les). AN VI. Conclusion, par Bonaparte, d'un traité avec leurs chefs en Egypte, 360.

* AUTRICHE. AN 1791. Préparatifs de guerre sur les divers points de ses frontières, 102.

B.

* BARBARESQUES (les puissances). AN VI. Ravages de leurs corsaires dans la Méditerranée, 274.

BERWICK, en Angleterre. AN V. Irritation du peuple, à l'occasion d'un débarquement de prêtres français émigrés, 11.

* BICÈTRE. AN III. Décret qui en transfère les femmes détenues dans la maison de Saint-Lazare, 88.

* BOLOGNE. AN VI. Fête à l'Agriculture, arrêtée par son Cercle constitutionnel, 262.

* BRISACK (le NEUF-). AN VII. Détails d'une action où le général Ménard bat les Autrichiens, 319.

C.

CHATEAU-PORCIEN. AN 1790. Déclaration des gardes nationales de cette ville pour le maintien de la constitution, 18.

* CITTA-DI-CASTELLO. AN VI. Horreurs qui y ont été commises sur les républicains, 267.

* COLONS (les). AN III. Décret portant que leurs enfans seront admis parmi ceux de la patrie, 100. — Et qu'ils seront reçus dans les écoles de santé, comme élèves, 157.

E.

* ESCAUT (l'), fleuve. AN I.^{er} 1793. Réflexions du citoyen Bayard sur son ouverture, 50.

* ESPAGNE. AN III. Réunion des escadres des amiraux Langara et Gravina, pour attaquer deux vaisseaux français dans le golfe de Roses, 277.

* EUROPE (l'). AN 1791. Effets que produit

dans ses diverses cours l'acceptation de la constitution par Louis XVI, 283.

F.

FORCE (hôtel de la), à Paris. AN 1790. Détails sur son incendie, 22.

* **FORLI**. AN VI. Refus du serment par ses fonctionnaires, 227.

* **FRANCE**. AN 1791. Négociation des princes français avec un parti y existant dans le ministère et dans l'assemblée nationale, 229.—AN III. Discussion sur sa situation, 353.

G.

* **GÈNES**. AN III. Arrêté du comité de salut public pour indemniser cette ville des pertes occasionnées par la présence de l'armée française, 110.

* **GOLO** (le département du). AN VI. Ses élections sont validées, 241.

* **GRENELLE**. AN II. 1794. Décret en faveur des victimes de l'explosion de son magasin à poudre, 354.

H.

* **HOLLANDE** (la). AN I.^{er} 1793. Manifeste de son comité révolutionnaire, 40. — Les généraux français, en entrant sur ce territoire, y proclament la liberté du peuple et sa souveraineté, 65. — Adresse à ce peuple, et décret sur la conduite à tenir par les généraux français, 64. — AN IV. Autre, sur le logement de ses ambassadeur et ministre à Paris, 213 et 215. — Lettre du général Beurnonville sur la désertion des troupes bataves, 294. — AN VI. Distribution des travaux de son corps législatif, et discussion y relative, 242, 243, 262 et 263. — AN VII. Démarche des Orangistes dans ce pays, 342. — Proclamation de son directoire pour engager les habitants à repousser les Anglo - Russes, 348. — Réponse du directoire français à celui-ci, relativement aux calomnies des journalistes, 352 et 354.

* **ILES - DU - VENT**. AN III. Nomination de sir Ralph - Abercrombie au commandement en chef des forces navales de l'Angleterre dans ces îles, 345.

* **IRLANDE**. AN VII. Reddition des Français; leurs proclamations lors du débarquement, 10.

* **ISÈRE** (le département de l'). AN I.^{er} 1793. Détails sur sa situation, 182.

L.

* **LIÈGE**. AN II. 1794. Pétition de ses habitants réfugiés à la convention nationale, 319.

* **LILLE**. AN 1792. Détails sur le siège de cette place 279.

M.

* **MARSEILLE**. AN II. 1794. Plusieurs de ses habitants se présentent aux Jacobins de Paris; discours de l'un d'eux contre les restes impurs de la Gironde; ils reçoivent l'accolade fraternelle du président de la société, 358.

* **MEURTHE**. (le département de la) AN VII. Hommage des travaux de son école centrale, 55.

* **MILAN**. AN VI. Deux égorgeurs du Midi y sont arrêtés et traduits à Aubagne, 261.

N.

* **NAPLES**. AN VII. Le roi persécute Piccini, 61. — Son armée est battue à Porto-Fermo, par le général Rusca, 85.

O.

OBSERVATOIRE (l') à Paris. AN IV. Décret qui met à sa disposition l'Observatoire situé au collège Mazarin, 202 et 204.

P.

* **PANTHÉON** (le). AN II. 1794. Inscription des noms de Malignon, 276.—Et de Jacques Yvernon, 286. — Suspension à ses voûtes d'un modèle du vaisseau le *Vengeur*, 292.

* Paris,

P A R

* PARIS. AN 1791. L'Université adhère aux décrets de l'assemblée, 10. — AN III. Etat de ses prisons, 222. — AN VII. Assemblées primaires, 188.

* PARIS (la commune et municipalité de). AN 1792. Dénonce l'ouvrage de Chabroud, intitulé : *Acte d'union des Français*, 210.

* PARIS. (les districts de). AN 1789. Celui des *Cordeliers* arrête la formation d'un bataillon de vieillards, 131.

* PARIS (la garde nationale de). AN II. 1794. Son commandant est supprimé au 9 thermidor, 311.

* PARIS (les sections de). *Droits de l'Homme* (des). AN III. Rejette les décrets pour la réclamation des conventionnels, et accepte la constitution, 362.

Fidélité (de la). AN VI. Pétition du juge de paix contre les accoucheurs ignorans, 100.

Lepelletier (de). AN II. 1794. Présente Geoffroy à la convention, 281.

Unité (de l'). AN III. Réclame la rentrée des députés proscrits, 164.

P É R

393

* PÉROUSE. AN VI. Insurrection dans le pays, au nom de la Vierge et du Pape, 250.

R.

* RHIN (le département du BAS-). AN III. Décret qui casse le jugement de son tribunal militaire du deuxième arrondissement contre Lentz, 33.

T.

* TEMPLE (le). AN II. 1793. Rapport sur ses dépenses, 28. — Demande de la translation de ses prisonniers dans les prisons ordinaires, 58. — Procès-verbal des commissaires de la commune de service en cette prison, sur les correspondances des détenus, 78.

* TUILERIES (les). AN 1792. La terrasse des Feuillans est déclarée faire partie de l'enceinte de l'assemblée législative, et sous sa police, 210 et 212.

Fin du Supplément.

ERRATA

DE LA TABLE DES NOMS DES VILLES.

ANGLETERRE (parlement d'). AN VI. *Au lieu* du n.º 280, *lisez* : 283. — AN VII. *Au lieu* de 140, *lisez* : 149.

AUTRICHE. AN 1790. N.º 230. *Au lieu* de sa notification à la Prusse, *lisez* : notification par la Prusse à la cour de Pétersbourg, pour la cessation de ses hostilités avec l'Autriche et la Suède.

BARBARESQUES (les puissances). AN VII. *Au lieu* du n.º 27, *lisez* : 13 et 27.

BASTILLE (la). Article placé après les BARRICADES; doit être transporté après BASTIA.

BREST. Après le n.º 344 de l'AN VI, *ajoutez* : AN VII. — AN VII. N.º 23. *Au lieu* de l'un de ses vaisseaux, *lisez* : l'un des vaisseaux anglais.

BRISACK (le NEUF-). *Transposez* l'article de l'AN VII.

CHATELET (le). Article placé après CHANTONNAY; doit être transporté après CHATELDON.

CHINE (la). AN VI. *Au lieu* d'emprisonnement, *lisez* : empoisonnement.

COLONIES-ORIENTALES. AN VII. *Au lieu* du n.º 26, *lisez* : 7.

ÉTATS-UNIS. AN VI. *Au lieu* du n.º 196, *lisez* : 195.

EUROPE (l'). Devant le premier article, *lisez* : AN 1790, qui a été omis.

GUYANNE (la). AN VI. N.º 259. *Au lieu* de Barruel y est envoyé et pourquoi, *lisez* : Burnel y est envoyé en mission.

LANGUEDOC. Après le n.º 203 de l'AN V. *Au lieu* d'AN IV, *lisez* AN VI.

LAUTOSCA. *Lisez* : LAUTOSCOA.

LOUHANS. AN 1791. N.º 83. *Au lieu* de à la patrie, *lisez* : à la justice.

LUCQUES. AN VI. *Au lieu* du n.º 364, *lisez* : 264.

PARIS. AN VI. Après ces mots : rejoindre leurs corps, *au lieu* de 219, *lisez* : 229.

PARIS (Commune et municipalité de). AN II. 1794. Après ces mots : exclusion de divers individus du conseil, *au lieu* de 169, *lisez* : 189. — Après ceux-ci : en état de travailler, *au lieu* de 251, *lisez* : 252. — AN III. N.º 12. *Au lieu* de corps électoral, *lisez* : club électoral.

PARIS (District des Cordeliers). AN 1789. Après 114, *ajoutez* 119 et 125.

PARIS (Section de Brutus). AN III. *Au lieu* de 163, *lisez* : 165. — Butte-des-Moulins. AN IV. *Au lieu* de 143, *lisez* 144.

PARIS (Tribunal criminel). AN VI. *Au lieu* de 345, *lisez* : 346.

TURQUIE. AN II. 1794. *Au lieu* du n.º 277, *lisez* : 297.

R É V O L U T I O N

F R A N Ç A I S E.

T A B L E A L P H A B É T I Q U E

D U M O N I T E U R ,

D E 1787 jusqu'à L'AN 8, de la République (1799.)

R É V O L U T I O N

F R A N C A I S E.

TABLE ALPHABÉTIQUE

D U M O N I T E U R ,

DE 1787 jusqu'à L'AN 8, de la République (1799.)

TOME QUATRIÈME.

TITRES DES MATIÈRES.

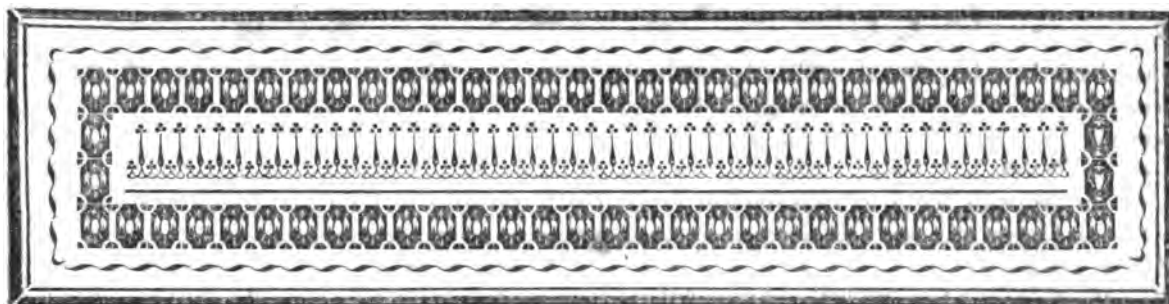


A P A R I S ,

Chez GIRARDIN, Éditeur et Propriétaire, au Cabinet Littéraire, Palais du Tribunat, Galerie des
Bons-Enfans, N^o. 156.

Des Presses de J. E. CHARLES, Imprimeur, rue Guénégaud, vis-à-vis la Monnaie, N^o. 18.

AN X DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE. (1802.)



T A B L E A L P H A B É T I Q U E D U M O N I T E U R ,

Classée par noms d'Hommes et de Pays, et par titres de Matières.

TROISIÈME PARTIE.

TITRES DES MATIÈRES.

A.

ABSENS. AN II. 1794. Mode de procéder aux ventes de leurs biens, 301. (*Voyez* EMIGRÉS.)

ABUS D'AUTORITÉ. (*Voyez* ARBITRAIRE.)

ACADÉMIES. AN 1790. Projet du décret pour leur conservation, 229. — Fixation provisoire de leurs dépenses, 233. — AN I.^{er} 1793. Grégoire fait supprimer ces sociétés, 221. — Scellés apposés sur leurs locaux, 226. — AN II. 1794. Décret pour leur levée; 117. — Nationalisation des biens de celles

dotées sur le trésor public, 307. — AN III. Décret relatif à leurs créanciers, 91.

— *Française.* AN 1789. Sa rentrée; discours au roi et à la reine à cette occasion, 99. — Réception de l'abbé Barthelemy, 116. — AN 1790. Distributions de ses prix, accordés à l'éloge de Vauban par Noël, et à l'ouvrage de Pastoret, sur la législation, 243. — AN III. Décret pour l'impression de son dictionnaire corrigé, 365. — AN VII. Notice sur cet ouvrage, 57.

— *Des Inscriptions.* AN 1789. Prix accordé à

Table alphabétique.

un mémoire sur la pantomime chez les anciens ; lecture d'un autre sur le chamanisme , les monumens des anciens Perses , l'Edda ou la mythologie du Nord , etc. , 106.

— *De Peinture*. AN 1791. Réclame contre les calomnies dont elle est l'objet , 310. (*Voyez* PEINTURE.)

— *Des Sciences*. AN 1789. Association d'Herschell à ce corps , 125. — AN 1790. Sa députation admise à la barre de l'assemblée , 165. — Réflexions sur cette société , 301. — Sa rentrée publique , 325 et 346. — AN 1791. Détails de sa séance , 128. — AN 1792. Sa rentrée , 124. — Discours qu'y prononce Deborda , 331. — AN 1.^{er} 1793. Notice sur sa rentrée , 119. — Est autorisée à nommer à ses places vacantes , 138. — Décret pour le paiement du traitement de ses membres , 144.

ACCAPAREMENS ET ACCAPAREURS. AN 1792. Décret pour la vérification des marchandises accaparées , sous le prétexte des besoins des armées , 342. — AN 1.^{er} 1793. Rapport et décret sur les moyens d'arrêter les accaparemens , 208 et 209. — Sa rédaction définitive , 210. — Exécution de cette loi , confiée aux 48 sections de Paris , 214. — Propositions y relatives , 265. — AN II. 1793. Mesures particulières , et discussion sur la question de savoir si le rhum est un des objets compris dans la loi , 19. — Suspension de la peine de mort , prononcée contre le délit , 93. — AN II. 1794. Projet de reviser la loi y relative , 162. — La commune de Paris demande un jury spécial contre les accapareurs , 183. — Rapport d'Oudot , et décret qui les concerne , 191. (*Voyez* PARIS.) — AN IV. Peines contre l'accaparement des grains , 30. (*Voyez* GRAINS.)

ACCOUCHEMENS. AN 1792. Poème de Sacombe sur l'art des accouchemens , 325. — AN VII. Pétition du juge de paix de la section de la Fidélité contre les accoucheurs ignorans , à l'occasion de la mort d'une femme et de son enfant , 100.

ACCUSATEURS. (*Voyez* ORDRE JUDICIAIRE , TRIBUNAUX , etc.)

ACCUSATION. AN 1790. L'accusation publique ne sera point confiée aux commissaires du roi , 224. — AN 1791. Les personnes qui en seront frappées

seront transférées à Orléans , 339. — AN IV. Détermination du mode de jonction des actes d'accusation et de comparution des accusés , 188 , 203 et 204. — AN V. Rapport sur ces actes , sur les jugemens par jurés , etc. , 8 et 9. (*Voyez* CODES , ORDRE JUDICIAIRE , TRIBUNAUX , etc.)

ACQUÉREURS DE BIENS NATIONAUX. AN 1792. Décret qui leur accorde un délai pour le paiement de leurs acquisitions , 117. — Autre , qui les soumet à payer l'intérêt des sommes non acquittées , 245. — Autre , qui les autorise à y renoncer , à défaut de paiement , 256. — AN II. 1794. Autre décret de même nature , 171. — AN III. Autre , qui oblige ceux en retard à payer , sous peine de déchéance , 237. — Motion en faveur de ceux de l'Ouest qui ont été ruinés , 323. — AN IV. Loi pour la fixation des termes des payemens , 265 , 266 et 268. — Proposition et résolution tendante à autoriser les receveurs à fournir des mandats aux soumissionnaires de ces biens , 344 et 345. — Discussion sur un nouveau délai proposé pour le paiement du dernier quart , 354. — Il est accordé , 356 , 357 et 359. — AN V. Sont autorisés à se liquider en numéraire ou mandats au cours , 57 et 64. — Affiche royale répandue à Caen , qui les engage à restituer , 68. — Résolution qui valide les soumissions faites en temps utile des domaines dont l'aliénation avait été révoquée , 82. — Arrêté en comité général , qu'il sera formé deux commissions pour trouver les moyens d'assurer les droits des acquéreurs , 86. — Message du directoire , proposant de leur faire souscrire des obligations , 87. — Projet et résolution pour les relever des déchéances encourues par eux , 125 , 133 et 159. — Sont astreints à payer en numéraire , 127 , 138 et 139. — Résolution concernant les adjudications de maisons vendues avec réserve de l'usufruit , 159. — Nouvelle résolution concernant le relèvement des déchéances , 168. — Son approbation , 171. — Autorisation pour le paiement en bons des maisons nationales , payables en inscriptions , 224 et 228. — Réclamations sur la situation alarmante des acquéreurs , 293. — AN VI. Rapport et projet de révision des jugemens rendus contre eux depuis le 16 floréal an V jusqu'au 18 fructidor , 181 et 201. (*Voyez*

JUGEMENTS.) — Rejet d'une résolution relative à leurs acquisitions, 297 et 311. — Projet pour les autoriser à se libérer avec un dixième du tiers consolidé, 319. — AN VII. Résolution qui les concerne, 4. — Loi relative à la liquidation de ceux reliquataires d'une portion de paiement, 39 et 45. — Autre qui les autorise à se libérer en numéraire, 39 et 59. — Projet d'excepter de la déchéance les militaires acquéreurs de biens nationaux, 126 et 174. — Rapport, discussion et prolongation à la suite du délai accordé pour leur liquidation en bons et effets publics, 201, 210, 226 et 230. (*Voyez BIENS NATIONAUX.*)

ACQUITS A CAUTION. AN V. Rapport et projet sur ceux relatifs aux marchandises circulant dans les deux lieues limitrophes de l'étranger, 199. — Rejet de la résolution, 241. (*Voyez MARCHANDISES.*)

ACTE DE NAVIGATION. AN I.^{er} 1793. Texte du rapport présenté par Marec sur cet objet, 187. — AN II. 1793. Projet pour son exécution, 20. (*Voyez MARINE.*)

ACTES D'ACCUSATION. (*Voyez ACCUSATION.*)

ACTES ARBITRAIRES. (*Voyez ARBITRAIRE.*)

ACTES CIVILS. (*Voyez ETAT CIVIL.*)

ACTES JUDICIAIRES. (*Voyez ORDRE JUDICIAIRE.*)

ACTION EN RESCISION, pour lésion d'outre-moitié. AN III. Sa suspension décrétée, 349. — AN IV. Ajournement d'un projet pour la lever, 126. — AN V. Est converti en résolution, 165. — Son approbation, 189. — AN VI. Nouveau projet pour rétablir cette action, 10. — Discussion et résolution sur cet objet, 155, 179 et 180. — Proposition de l'approuver, 214. — Débats et approbation, 222, 224, 230, 232 et 234. — Ordre du jour sur une proposition d'articles additionnels, 240.

ADJOINTS aux jurés, aux ministères de la guerre et de la marine. (*Voyez ces mots.*)

ADJUDANTS-GÉNÉRAUX. AN 1790. Décret sur leur nomination et leur avancement, 323. (*Voyez ARMÉE.*)

ADJUDICATIONS, par jugement. AN IV. Décret qui défend les poursuites sur cet objet, 30. (*Voyez RABATTEMENT DE DÉCRET.*)

ADMINISTRATEURS. (*Voyez plus bas, ADMINISTRATIONS.*)

ADMINISTRATION (l'). AN II. 1794. Discours de Robespierre sur la morale qui doit en être la base, 139. — AN III. Motion d'ordre de Thibaudeau sur l'administration et la force du gouvernement, 220. — AN VII. Lettre du ministre de l'intérieur sur le même objet, 24.

ADMINISTRATIONS OU CORPS ADMINISTRATIFS. AN 1789. Plan de leur organisation en deux sections, l'une nommée *directoire*, l'autre *conseil*, 65. — Décret pour la poursuite en forfaiture de celles qui retarderaient la publication des décrets, 85. — Elles seront renouvelées par moitié, tous les deux ans; fixation du nombre de leurs membres; elles ne sont révocables que pour cause de forfaiture, 92. — Projet de les subordonner au pouvoir exécutif; débats et ajournement; même résultat sur les déterminations de leurs pouvoirs et la nature de leurs fonctions, 94. — Décret sur leurs fonctions civiles et judiciaires, 95. — Suite d'articles sur leurs travaux, 103. — Leur organisation; leur alternat entre les différentes villes, 109. — Articles sur leur police intérieure, 110. — Projet de Mirabeau pour leur renouvellement graduel, 111. — Réflexions sur ces autorités, 122. — Suite de leur organisation; incompatibilité de leurs fonctions avec le service militaire, 129. — La préséance leur est attribuée dans les cérémonies publiques, 130. — AN 1790. Mode de confection et rédaction de leurs actes et délibérations, 20 et 43. — Article sur la nécessité d'écarter des petites places administratives les fonctionnaires militaires et ecclésiastiques, *ibid.* — Décret pour accélérer les opérations des administrations, 180. — Fixation du traitement de leurs membres, 243 et 246. — Décret relatif à leur contentieux, 250. — Autre pour la liquidation de leurs dépenses, 265. — Autre, qui leur défend de nommer et entretenir des agens auprès du corps législatif; 359. — AN 1791. Autre, qui leur demande compte de leur situation, 39. — Autres sur leur organisation, la détermination de leurs pouvoirs et la réélection de leurs membres, 64, 65, 75 et 240. — Autre, pour la confection de l'état de leurs employés et pensionnés, 69. — Autre pour

l'estimation des édifices qu'elles occupent , 213. — Impression du tableau de leurs dépenses , 241. — Suppression de leur alternat , 255. — Décret , portant que les conseils d'administration ne seront point payés , 263. — Autre , pour l'acquittement des dépenses administratives , 268. — Arrêté relatif au vœu à émettre par les assemblées primaires pour la réduction des administrations , 274. — AN 1792. Décret pour la publicité de leurs séances , 184 et 242. — Décoration des administrateurs , 196. — Mesures coercitives contre les administrations négligentes , 203. — Décret ordonnant leur rénovation , 267. — Proposition et discussion sur le mode de ce renouvellement , 283. — Décret y relatif , 288 et 292. — La disposition des fonds des caisses nationales leur est interdite , 321. — Ainsi que l'acquisition de maisons , bâtimens et domaines nationaux , 524. — Décret ordonnant leur service sans interruption , 361. — AN I.^{er} 1793. Décret portant peine de mort contre les administrateurs qui vendraient les annuités sur folle enchère , 192. — Mesures rapportées sur la communication de leur correspondance avec leurs députations ; remplacement de ceux en état de révolte , 195. — Décret relatif aux détenus que ces autorités rebelles ont fait élargir , 217. — Adresse demandant leur renouvellement , 233. — AN II. 1793. Les corps administratifs , chargés du remplacement des instituteurs , 277. — Celui de leurs membres destitués , conféré à la convention , 76. — AN II. 1794. Décret de peines afflictives contre leurs commissaires qui ne cesseraient pas leurs fonctions , 185. — Autre , ordonnant que toutes les affaires des administrations en souffrance seront terminées en trois mois , 207. — Décrets de pensions pour les employés de celles supprimées , 283 et 362. — AN III. Incompatibilité de leurs fonctions avec celles de l'ordre judiciaire , 27. — Décret portant suppression de la permanence des conseils généraux , 154. — Autre , qui défend aux tribunaux de connaître des actes administratifs , 350. — Articles pour la mise en activité de ces autorités , 355. — AN IV. Décret qui défend de juger leurs membres pour fait d'arrestations ordonnées par eux , 25. — Rapport et décret sur la division administrative , *ibid.* — Projet pour le remplacement par

les administrations , des places y vacantes par mort , démission ou autrement , 72. — Fixation des indemnités à leur allouer pour frais de déplacement , *ibid.* et 74. — Déclaration relative au droit qu'elles ont de se compléter , 213. — Discussion sur le projet de faire acquitter les seules dépenses d'administration générale par la trésorerie , 256 et 257. — AN V. Rapport sur les dépenses administratives , 125. — Résolution qui défend de remplacer , par les élections , les administrateurs qui ne sont pas destitués , 151. — Rejet , 153. — Peines contre ceux qui négligeraient la perception du droit de patentes , 197. — Discussion sur les cas où ils seraient prévenus de quelques délits , et destitués en conséquence , 213 et 232. — Adoption de la résolution relative à leur remplacement , 304. — Discussion sur la proposition tendante à charger une commission de régulariser les destitutions prononcées contre eux par le directoire , 342 et 343. — Poullain - Grandpré propose , et fait adopter le rapport de la loi qui les autorisait à se compléter , 362 et 365. — AN VI. Opinion de Chazal sur leurs remplacements , 1. — Projet et mode de diminuer les frais de leur correspondance , 136 , 151 et 152. — Rejet d'une résolution relative à ceux nommés en remplacement des expulsés par la loi du 19 fructidor an 5 , 181. — Ordre du jour sur une motion relative au mode de procéder contre ceux prévenus de prévarications et nommés par le directoire , 244. — Motion sur les dépenses d'administration , 257. — Admissibilité des cousins-germains dans la formation d'une même autorité , 311 et 321. — AN VII. Circulaires du ministre de l'intérieur sur les dépenses , les impositions et la comptabilité administratives , 187 , 200 , 209 , 221 et 246.

ADMINISTRATIONS MILITAIRES. AN IV. Demande d'une augmentation de solde en numéraire pour leurs employés , 97. — Circulaire du ministre de la guerre sur la réforme des abus , 112. — Décret qui charge les commissaires des guerres de taxer à l'emprunt forcé leurs agens , 174.

ADMINISTRATIONS de département ou centrales , des districts , des municipalités. (Voyez ces mots).

ADOPTION. AN III. Renvoi au comité de lé-

gislation d'une question sur ses effets, 355. — AN V. Proposition de Cambacérès y relative, 161. — AN VI. Opinions et débats sur ses effets, 127 et 151. (*Voy. M.^{lle} LEPelletier*).

ADRESSES. AN 1789. Premières adresses présentées au roi par les communes, 4, 5 et 6. — Autre pour lui déclarer la constitution de l'assemblée, 9. — Autre pour qu'il en éloigne les troupes, 11. — Adresses de félicitation à l'assemblée, 15, 16, 17, 19, 20, 21, 23, 24, 25, 26, 27, 30, 31, 32, 33, 34, 45, 47, 49, 57, 63, 64, 65 et 66. — Adresse au roi par l'assemblée, 40. — Autre aux Français, relative aux finances, 64. — Adresses de félicitation à l'assemblée, 66, 67, 80, 87, 89, 92 et 108. — AN 1790. Autres de même nature, 9. — Autres d'adhésion à ses travaux, 17. — Autre de l'assemblée aux Français, sur ses opérations, 44 et 45. — Autre, et don civique de Boindolot, le premier des gentilhommes bretons qui ait prêté son serment, 116. — AN 1791. Nombreuses adresses d'adhésion aux travaux de l'assemblée, à l'époque de l'évasion de Louis XVI, 178. — AN 1792. Autre de Mailhe au peuple français, 35. — Autre de l'assemblée aux citoyens armés pour la défense de la patrie, 130. — AN I.^{er} 1793. — Discussion sur celles relatives à l'envoi d'une force départementale à Paris, 13. — Il en sera envoyé à tous les départemens, au sujet de l'assassinat de Lepelletier, 25 et 29. — Envoi de félicitations sur le supplice de Louis XVI, 43, 45, 47, 50, 53, 54, 55, 57, 60 et 64. — Adresse au peuple, relativement à l'état révolutionnaire où il se trouve, 79. — Autres des départemens, annonçant que des bataillons marchent de tous côtés à la défense de la patrie, 101. — Celle des Jacobins aux départemens, signée par Marat, est lue comme base de l'accusation demandée contre lui; cent membres déclarent qu'ils l'approuvent, et vont la signer en demandant son envoi; même demande faite par Gensonné, pour en rendre le peuple juge, 107. — Condorcet en fait adopter trois; l'une aux habitans de la Corse, l'autre aux rebelles de la Vendée, et la troisième aux armées, 145. — Autre aux Français, au sujet des événemens du 31 mai, et indiquant une

fédération pour le 10 août; 154. — Envoi d'adhésions au 31 mai, 188 et 194. — Adresses des commissaires des départemens à la convention, relativement à l'acceptation de la constitution, 222. — Autre au peuple français pour réveiller l'esprit public, 227 et 229. — Autre aux Français sur la prise de Toulon par les Anglais, 251. — AN II. 1793. Autre des Bretons sur la trahison des Toulonnais, 266. — AN II. 1794. Autres d'offrandes et de félicitations, 124. — Autres contre-révolutionnaires, et poursuites contre les administrateurs du Loiret à cette occasion, 133. — Autre contre la paix, et pour inviter la convention à achever ses travaux, 153. — Félicitations de son énergie contre les conspirateurs, 182, 184, 186, 188, 190, 191, 195, 196, 210, 214, 243, 246, 247, 252, 253, 255, 256, 258, 259, 260, 263 et 266. — Autres contenant des vœux pour le triomphe de la liberté, des félicitations pour la découverte des conspirations d'Hébert, de Danton, etc.; l'abandon de l'ancien culte et adhésion entière au décret qui reconnaît l'existence de l'Être suprême, 183, 201, 248, 249, 250. — Autre de la commune de Paris sur ce dernier objet, 237. — Autre de la même, qui demande qu'au lieu de l'inscription à *la Raison*, il soit mis sur le frontispice des temples à *l'Être Suprême*, 236. — Autre aux Français sur la conspiration d'Hébert, 183. — Autres sur l'assassinat de Collot-d'Herbois et Robespierre, 254 et 270. — Autres exprimant le vœu que la massue révolutionnaire abatte les rois et leurs suppôts, 272. — Félicitations à la convention, 273, 275, 277 et 279. — Adresse de cette assemblée aux Français, sur la chute de Robespierre, 312. — Félicitations qu'elle reçoit à ce sujet, 313, 315, 316, 317, 320 et 321. — Adresses exprimant le vœu de l'entière destruction des tyrans, 334. — Autre de la société populaire de Dijon, pour le maintien des mesures révolutionnaires, 352. — Autres de plusieurs sociétés populaires, contenant des plaintes contre l'aristocratie, 357. — AN III. Autres pour et contre celle de la société populaire de Dijon, 5 et 6. — Autre contre la liberté de la presse, et les dangers du système d'humanité, 13. — Décret ordonnant qu'il en sera fait une aux

départemens sur la force que doit avoir le gouvernement pour prévenir la dissolution du corps social, 16. — La rédaction en est adoptée, 21. — Elle est citée à la société des Jacobins comme sûr garant du maintien de la liberté, 25. — Adresses de diverses communes, 25 et 26. — De diverses autorités de Paris, 27. — D'Auxerre et Orléans, 30. — D'adhésion aux travaux de la convention, 32, 59 et 61. — Autres sur le décret qui ferme les Jacobins, 68 et 75. — Félicitations, 127. — Adresse au peuple sur les provocateurs à la royauté et à l'anarchie, 174. — Autre à la convention, au nom de plus de quarante mille citoyens, exprimant leur respect pour les personnes et les propriétés, leur haine pour les égorgés et les rois, et leur dévouement à la république, 185. — Autre au peuple, promettant des mesures propres au prompt arrivage des subsistances, 195. — Autre aux citoyens de Paris sur la journée du 12 germinal, *ibid.* — Autre au peuple français sur la même journée; son envoi aux départemens par des courriers extraordinaires, 196. — Autres de félicitations à la convention, 250. — Autre au peuple français sur le terrorisme royal, 306. — Autre sur les circonstances qui accompagnent les derniers travaux de la convention, 340. — Autre au peuple français, adoptée sur la présentation de la commission des onze, 347. — AN IV. Autre aux départemens et aux armées sur les circonstances, 8. — Félicitations sur la victoire de vendémiaire, 24. — Et sur l'expulsion de Job-Aymé, 134. — AN V. Adresses du corps législatif sur la journée du 18 fructidor, 354, 356 et 358. — Résolution qui les soumet au droit de timbre, 362. — AN VI. Félicitations et adhésions aux derniers événemens, 6, 25 et 56. — Discussion et approbation de la résolution précédente, 13 et 14. — Adresse aux Français sur la descente en Angleterre, 107. — AN VII. Autre sur la levée des conscrits, 7. — Autres contre l'assassinat des plénipotentiaires français à Rastadt, 233, 256 et 260. — Autre aux armées et aux départemens, sur la situation de la république, 283. — Adresses contre les ex-directeurs, 287 et 305. — Félicitations sur la journée du 30 prairial, 288. (*Voyez PÉTITIONS, JOURNÉES, SOCIÉTÉS, etc.*)

AÉROSTATS. AN II. 1793. Examen d'un projet pour les diriger, 27. — AN III. Rapport sur le service de cette machine à la bataille de Fleurus, et renseignemens sur l'atelier de Meudon, 6. — AN VII. Lettre sur les moyens de les diriger, 243. — Expériences de Blanchard, 287. — Motifs d'un voyage aérien de Lalande, 310. (*Voyez PARACHUTE et GARNERIN*).

AFFAIRES ÉTRANGÈRES. (*Voy. MINISTÈRE DES RELATIONS EXTÉRIEURES*).

AFFICHES. AN 1791. Décret portant qu'elles ne pourront être faites en nom collectif, et devront être signées individuellement, 132. — AN II. 1793. Le comité d'instruction est chargé d'en faire placarder, tous les jours, dans toute la république; pour propager les principes de morale, 269. — AN III. Article contre une affiche royale, provoquant le retour de la royauté, comme moyen d'avoir du pain, 331. — Boissy-d'Anglas propose de soumettre les affiches au visa de la police, 340. — AN VII. Motion contre la différence établie dans celles de ventes entre les biens nationaux et patrimoniaux, 76. (*Voy. ADRESSES*).

AGENCES. AN IV. Leur suppression, 158 et 159. (*Voy. aux objets de leur administration et à COMMISSIONS*).

AGENS. AN II. 1794. Substitution de ce titre à celui de *régisseurs*, 159.

AGENS DE CHANGE. AN 1791. Sont autorisés à continuer leurs fonctions sans patentes, 87. — Suppression de leurs offices, 106. — Articles réglementaires sur cet objet, 111 et 112. — Décret pour leur liquidation, 126.

AGENS COMPTABLES. AN 1789. Articles relatifs à la reddition de leurs comptes, 46 et 47. — Décret qui les oblige de les présenter à leurs successeurs, 128. — AN 1790. Sont inéligibles, à défaut d'avoir présenté leur comptabilité avant les élections, 80 et 110. — Autre décret qui les concerne, 275. — AN 1791. L'apurement de leurs comptes attribué au corps législatif, 186. — AN 1792. Décret pour le versement des sommes dont ils sont débiteurs, 347. — AN II. 1793. Autre pour leur remettre les pièces de leur comptabilité, 83. — AN II. 1794. Autre pour la reddition des comptes de ceux mis en arrestation,

232. — Autre les concernant, 284. — AN III. Baraillon demande l'arrestation de ceux qui ont dilapidé, 25. — Décret sur leurs comptes, 30. — Autre relatif aux certificats qui leur seront délivrés, 112. — Projet de Dupuis pour leur faire rendre compte, 201. — Autre relatif à leurs immeubles soumis à l'hypothèque nationale, 284. — Autre décret les concernant, 343. — AN IV. Sont autorisés à vendre leurs biens pour payer l'emprunt forcé, 91. — Rapport sur le mode de leur libération, 140. — AN V. Résolution déterminant l'effet des oppositions mises par le trésor public sur les sommes pour lesquelles ils sont inscrits au grand-livre, 234. — AN VII. Motion d'ordre de Soullhié sur la reddition et l'apurement de leurs comptes, 205. — Rapport et discussion sur les versements qu'ils ont faits en assignats, 215 et 252. (*Voyez* COMPTABILITÉ.)

AGENS DIPLOMATIQUES. AN 1790. Serment qu'ils doivent prêter, 322. — AN 1791. Projet de Mirabeau sur leurs retraites, 30. — AN 1792. Sont déclarés criminels de lèse-nation tous ceux qui prendraient part à un congrès étranger, tendant à modifier la constitution, 15. — Le ministre des affaires étrangères est autorisé à leur délivrer des passe-ports, 243. — AN I.^{er} 1793. Décret qui ordonne la remise de la liste de leurs noms aux comités de salut public et de sûreté générale, 203. — AN VII. Sont rendus responsables de la publicité de leur correspondance, 34. (*Voy.* MINISTÈRE DES RELATIONS EXTÉRIEURES).

AGENS FORESTIERS. (*Voy.* FORÊTS).

AGENS DU GOUVERNEMENT. AN I.^{er} 1793. Décret qui les oblige à soumettre leurs passe-ports aux députés en mission, avant d'exercer leurs fonctions, 140. — AN III. Projet par Dupuis pour leur faire rendre compte, 201. — AN V. Arrêté du directoire qui empêche toutes poursuites contre eux pour retard de paiement des engagements contractés par eux, 196.

AGENS NATIONAUX. AN II. 1794. Décret qui fixe leur traitement, 198. — Arrêté du comité de salut public les concernant, 306.

AGIOTAGE et AGIOTEURS. AN 1791. Moyens d'en réprimer la cupidité, 119. — AN I.^{er} 1793. Dénonciation y relative par Delaunay d'Angers,

191. — Discussion sur leurs manœuvres ; décret qui charge les comités de sûreté générale et des finances de présenter des mesures répressives, 199. — Renvoi à la commission des finances de plusieurs mesures proposées, 203. — Rapport sur l'extirpation de l'agiotage, 208. — Texte du discours de Fabre d'Eglantine à ce sujet ; projet de Cambon pour sa répression, 258. — AN II. 1794. Rapport de Merlin, et décret à la suite contre ceux qui achètent le numéraire et refusent les assignats, 232. — AN III. Provocation de nouvelles mesures, 156. — Rapport de Boissy-d'Anglas à ce sujet, 166. — Pétition de même nature par la section de la Fidélité, 194. — Motion de Lchardy sur les moyens de répression, 236. — Arrestation d'un grand nombre d'agioteurs, ordonnée par le comité de sûreté générale, 303. — Leur destruction demandée par la section de Guillaume Tell, 305. — Sortie contre eux par Lecomte de la Seine-Inférieure, 308. — Dispositions prohibitives et pénales ; propositions de leur faire rendre gorge, 346 et 349. — Discussion sur les peines à leur infliger ; forme de la procédure à suivre contre eux, 347. — Mesures proposées contre l'agiotage qui s'exerce sur les denrées de première nécessité, 352. — AN IV. Proclamation du directoire contre ses manœuvres, 99. — Article y relatif et sur les fausses nouvelles répandues à la Bourse, 278. — Accusation de Delahaye, et message au directoire sur cet objet, 296. — AN V. Nouvelle motion du même, écartée par la question préalable, 175. (*Voy.* BOURSE).

AGRICULTURE. AN 1790. Mémoire à l'assemblée sur les obstacles qu'elle éprouve, 77. — AN 1791. Rapport et décret à la suite, pour lui assurer la plus grande liberté, 157 et 158. — AN I.^{er} 1793. Mémoire de François de Neufchâteau sur cet objet, 212. — AN II. 1793. Texte du décret relatif à la culture des terres abandonnées par les fermiers requis pour les armées, 265. — Nouveau pain de pommes de terre ; proclamation pour en encourager la culture, 25. — Instruction sur les semailles d'automne, 42. — Plan de Grégoire sur l'économie rurale, 48. — AN II. 1794. Décret pour la culture de la pomme de terre, 116. — Préservatif contre la Calandre,

146. — Motion pour la destruction des bêtes nuisibles à l'agriculture, 162. — Rapports d'Isoré et d'Echasseriaux sur cette matière, 215, 221, 222 et 223. — Décret qui met en réquisition les moissonneurs, 253. — Arrêté du comité de salut public à ce sujet, 256. — Projet de loi tendant à faire constater dans les communes la quantité des récoltes, 273. — Décret contenant des dispositions conservatrices de celle de 1794, 280. — Celle d'Avignon faite en huit jours par les autorités militaires et les patriotes, 292. — AN III. Rapport de Pénieres sur l'amélioration de l'agriculture, 18. — Décret sur la déclaration du produit des récoltes, 95. — Moyens de perfectionnement de la culture, par François de Neufchâteau, 213. — Présentation à la convention du produit des céréales des environs de Paris, 282. — AN IV. Les fermiers autorisés à acheter des grains pour leurs semences, 44. — Hommage d'un écrit sur la culture du maïs et la confection du pain, 61. — AN V. Projet d'encouragement pour l'agriculture, 281. — AN VI. Motion de Guesdon sur cet objet, 323. — AN VII. Lettre de François de Neufchâteau sur un usage y consacré, 82. — Autre sur la même matière, 167. — Circulaires du ministre de l'intérieur sur l'échenillage des arbres et autres objets y relatifs, 189 et 190. — Article sur les prairies artificielles, 200. — Nouveau procédé du citoyen Bonnemain, pour hâter les progrès de la végétation, 265.

Commission d'Agriculture et des Arts. AN II. 1794. Son adresse aux administrations de district, 307. — AN III. Bertholet y remplace Brunet, 1. — Et Lhéritier, Gatteau, 58.

Journal d'Agriculture. AN II. 1794. Entrepris par Borelly, 331. — AN III. Annonce d'un nouveau, 149.

Société d'Agriculture. AN 1790. Ses prix, 8. — AN 1791. Ses séances, 25. — AN VII. Autres, et prix accordés, 284. (*Voy. BÉLIERS, BÊTES-FAUVES, CULTIVATEURS, DESSECHEMENT, ECHENILLAGE, etc.*)

AIDES. (*Voy. DROITS.*)

AIDES-DE-CAMP. AN 1790. Décret sur leur organisation, 277 et 323. — AN 1791. Autre sur leur armement, 182. — Autre qui leur accorde des

rations, 194. — AN 1792. Autre pour leur augmentation, 121. (*Voyez ARMÉE.*)

AINESSE. (*Voy. DROIT.*)

ALEXIENS. (*Voy. RELIGIEUX et BELGIQUE.*)

ALLARMISTES et donneurs de fausses nouvelles. AN I.^{er} 1793. Décret qui les assimile aux contre-révolutionnaires, 263. — AN II. 1794. Rapport de Barrère qui les présente comme remplaçant les factions abattues, 226 et 263. — Proposition de prohiber cette dénomination, 360. (*Voy. FACTIONS.*)

ALTERNAT DES ADMINISTRATIONS. (*Voyez à ADMINISTRATIONS.*)

AMBASSADEURS et ENVOYÉS ÉTRANGERS. AN 1789. Craintes sur la violation de leurs domiciles par la suppression des lieux privilégiés; décret qui maintient les anciens usages à leur égard, 114. — AN II. 1794. Autre pour l'inviolabilité de leurs personnes, 164. — AN III. Fixation du mode de leur réception à la convention, 217. — Mention honorable de leur conduite dans la journée du 1.^{er} prairial, 245. — AN V. Motion de Duprat demandant des mesures pour les préserver de la calomnie, 152. (*Voy. AGENTS DIPLOMATIQUES.*)

AMENDES. AN II. 1794. Décret qui défend aux tribunaux d'entendre les défenseurs officieux des citoyens qui n'auront pas payé celle encourue dans les bureaux de conciliation par défaut de comparution, 203. — AN V. Rétablissement de leur consignation préalable, en cas d'appel contre les jugemens de police, 42 et 50. — AN VI. Réclamations contre la remise, par le ministre des finances, de celles prononcées par les tribunaux, 257. (*Voyez CONFISCATIONS.*)

AMIDONS. AN 1790. Décret sur leur fabrication, 82. — AN III. Arrêté pour la clôture provisoire des amidoneries, 222.

AMIRAUTÉ (l'). AN 1790. Liquidation de ses offices supprimés, 311.

AMIRAUX. AN III. Décret qui autorise les représentants en mission près d'eux à faire arborer le pavillon amiral sur un des vaisseaux du premier rang qu'ils monteront, 261. (*Voy. MARINE.*)

AMIS DE LA CONSTITUTION, AMIS DES ARTS, AMIS DES NOIRS, etc. (*Voy. à SOCIÉTÉS.*)

AMNISTIE et AMNISTIÉS. AN 1791. Décret d'amnistie et sa présentation au roi, 257 et 258.

— *Plaintes*

— Plaintes contre sa non-exécution à l'égard des patriotes , 292. — Circulaire du ministre de la justice à ce sujet, 321. — AN 1792. Amnistie en faveur des soldats déserteurs qui rentreraient en France , 40. — AN II. 1793. Autre pour les insurrections relatives à la cherté des grains , 69. — AN III. Autre en faveur des habitants de l'Ouest qui rentreront dans le devoir , 73 et 74. — On en propose une pour tous les délits révolutionnaires non désignés par le code pénal , 80. — Heureux effets de celle de l'Ouest , 91. — AN IV. On en propose une générale pour fermer les plaies de la révolution , 38 et 39. — Décret qui la prononce pour tous les délits antérieurs au 13 vendémiaire , excepté l'émigration , 44. — Message sur sa non publication dans les départemens de Maine-et-Loire , 70. — Est étendue aux départemens insurgés , 72 et 73. — Message sur son application aux militaires , 200. (*Voy.* ce mot et **DÉSERTEURS**) — Elle est étendue aux chouans , 228 et 239. — Proposition d'une amnistie générale , 232. — Exclusion de Paris des amnistiés lors de la conspiration Babeuf , 237 , 238 et 249. — Projet d'amnistie pour les délits militaires commis dans l'Ouest , 326. — Elle est prononcée , 340 et 344. — Proposée pour ceux relatifs à la révolution ; discussion à ce sujet , 341 , 342 , 344 , 346 , 347 , 348 , 349 et 550. — Les amnistiés exclus de Vendôme , 352 et 353. — AN V. Nouvelle proposition de Thibaudeau , relative à l'amnistie , 37. — Décision et arrêté en faveur des amnistiés , 48 et 82. — Loi qui modifie celle du 3 brumaire , 76. (*Voy.* *cette loi*). — Texte de la loi d'amnistie pour les délits purement révolutionnaires , 93. — AN VI. Proclamation du directoire sur celle des délits militaires , 119. — Les rebelles amnistiés exclus des assemblées primaires , 158. — Rapport sur l'interprétation de la loi du 5 brumaire , 357. — AN VII. Motion et résolution contre les exceptions à celle du 14 frimaire an V , 306 et 307. — Débats à ce sujet , et rejet de la mesure , 310 , 319 et 320.

ANABAPTISTES (les). AN I.^{er} 1793. Demandent à ne pas être soumis au serment ; discussion et arrêté de la convention nationale à ce sujet , 228.

ANARCHIE. AN I.^{er} 1793. Barrère la présente comme devant dévorer ses partisans et ses ennemis ,

Table alphabétique.

71. — AN III. Rapport contre les provocateurs à l'anarchie , 173. — AN IV. Dénégation de son existence sous le rapport de système positif , 164. — Par suite d'une motion de Philippe Delleville , le serment de *haine à l'anarchie* est ajouté au serment du 21 janvier , 114 et 117. — Prestation de ce serment par le nouveau tiers , 357 et 358. — AN VI. Opinion de Chollet contre l'anarchie pire que le royalisme , et qui ne fait point un même système avec lui , 313. — AN VII. Opinion à la société du Manège , établissant que ce mot a servi de prétexte à la persécution des républicains , et votant sa suppression du serment civique , 305. — Motion et résolution dans ce sens , 307 , 308 , 309 , 311 et 312. — Son approbation , 317.

ANARCHISTES. AN 1790. Informations ordonnées contre ceux qui ont fait , le 2 septembre , des motions d'assassinat sous les fenêtres de l'assemblée nationale , 251. — AN III. Adresse du Calvados contre les individus ainsi désignés , 260. — AN IV. Sont accusés des troubles de Marseille , 316. — AN V. Et de ceux de la Haute-Garonne , 133. — Sortie de Canille-Jordan contre leur audace et leurs réunions , 304. — AN VI. Sont accusés par le directoire d'avoir influencé les élections de l'an VI , notamment celles de l'Eure , des Hautes-Alpes et de la Dordogne , 215 et 227. — On leur reproche de seconder le royalisme , 221. — Envoi au directoire de plaintes adressées de Moulins contre eux , 323. — AN VII. Article qui les accuse relativement aux élections de l'an VII , 161. — Complot qui leur est attribué à Chinon pour faire croire au royalisme , 180. (*Voy.* l'article précédent , **TERRORISTES** et **FACTIONS**.)

ANATOMIE (laboratoires d'). AN VI. Arrêté y relatif , 9.

ANNATES. AN 1789. Mémoire des banquiers expéditionnaires en cour de Rome , pour leur conservation ; la suppression en est maintenue , 40.

ANNÉE. (renouvellement de l'). AN 1792. L'usage des félicitations à ce sujet est supprimé , 1. (*Voy.* **ETRENNES**).

ANNUAIRE. AN VI. Substitution de ce nom à celui de *Calendrier* , 324 et 356. (*Voy.* **CALENDRIER**).

ANNUITÉS. AN I.^{er} 1793. Décret de peine de mort contre leur vente par folle enchère, 192.

ANTIQUITÉS. (*Voy.* MONUMENS).

AOUT (nuit du 4 août, 1789, et affaire du 10 août 1792). *Voy.* à JOURNÉES.

APOTHICAIRES. (*Voy.* PHARMACIE).

APPANAGES. AN 1790. Il n'en sera plus accordé, et les anciens seront supprimés, 227.—Décret à ce sujet, 357.

APPANAGISTES. AN 1790. Sont autorisés à exploiter leurs forêts, 285.—Ceux dont les appanages réels sont supprimés, auront une indemnité, 355.

APPEL AU PEUPLE dans le jugement de Louis XVI. AN I.^{er} 1793. Proscription demandée des députés qui l'ont voté, 76 et 82.—Danton leur déclare une guerre à mort, 93.—Explication sur les causes de ce système, 103.—Quarante-sept départemens demandent l'expulsion des députés qui l'ont voté; Marat leur annonce la prochaine émission du même vœu par les autres, et les menace de la justice de la nation, 106. (*Voy.* LOUIS et DÉPUTÉS).

APPEL NOMINAL. AN 1789. Décret ordonnant qu'il en sera fait un pour connaître les députés absents, 74.—AN 1791. Autre décret semblable, 194.—AN I.^{er} 1793. Les appels nominaux auront lieu sur la réclamation de cent députés, 138 et 139.—AN III. Il est invoqué contre l'adoption de la déportation dans la journée du 12 germinal; envoi aux départemens de la liste des membres qui les réclament, et nom de ceux y inscrits, 195 et 200.—Pénitères demande leur exclusion de la convention, 199.—Rapport du décret du 14 juin 1793 qui déclarait déserteurs de leur poste les représentans absents aux deux appels nominaux faits à la suite des événemens du 31 mai, 203. (Pour les appels nominaux qui ont eu lieu dans les affaires de Carrier, Lafayette, Louis XVI et Marat, *Voy.* ces noms).

APPOINTIS. AN 1790. Mode de leur paiement par les débiteurs, 156.

APPROVISIONNEMENT DES ARMÉES. AN 1792. Décret qui en détermine le mode, 350.—AN II. 1794. Rapport de Delcher à ce sujet, 190. (*Voy.* COMMISSION DE COMMERCE et APPROVISIONNEMENS).

ARBITRAGE et ARBITRES. AN 1790. Décret sur les jugemens par arbitres, 229.—AN III. Suppression de l'arbitrage forcé; demandée par Bon-guyod, 319.—AN IV. Suppression de l'arbitrage des tribunaux de famille, 138, 155 et 165.—Motion de Villetard sur les sentences arbitrales, 186.—Etablissement du recours en cassation contre l'arbitrage forcé, 253 et 258.—AN VII. Projet sur les requêtes civiles contre ses jugemens, 63.—Rejet d'une résolution y relative, 77.

ARBITRAIRE. AN 1789. Discussion sur la responsabilité des agens d'ordres de cette nature, 45.—Discussion sur la nécessité de la signature du roi et du contre-seing d'un secrétaire d'état pour rendre les siens exécutoires, 65.—AN 1790. Réflexions sur les ordres et détentions arbitraires, 109.—AN III. Sont un des chefs d'accusation contre les membres de l'ancien comité de salut public, 189.—Décret pour la poursuite des prévenus d'actes oppressifs, 233. (*Voy.* LETTRES DE CACHET et TYRANNIE).

ARBRES. AN III. Observations sur la nécessité de replanter ceux détruits ou abattus sur les grandes routes, dans les cimetières, près des édifices publics, 210.

ARBRES DE LIBERTÉ. AN II. 1794. Essai historique de Grégoire sur cet objet, 193.—AN VI. Remplacement de ceux abattus ou morts, 118.

ARBRES A PAIN. AN VII. Succès de leur culture à Cayenne, 287.

ARCHERS (compagnies d'). AN I.^{er} 1793. Les biens possédés ci-devant par elles, sont déclarés nationaux, 116.

ARCHITECTES. (*Voyez* PATENTES).

ARCHIVES NATIONALES et ARCHIVISTE. AN 1789. Camus est nommé à cette place, 89.—AN 1790. Projet et décret pour leur organisation, 182, 249 et 252.—AN 1792. L'archiviste est chargé de convoquer les députés à la convention, pour le 20 septembre, 265.—AN II. 1794. Décret pour y déposer les pièces relatives au procès de Louis XVI, 216.—Autre pour le dépôt de celles de l'armoire de fer, 219.—Autre pour en former un dépôt central pour toute la république, 279.—AN IV. Baudin en est nommé commissaire, 45.—Confirmation de Camus dans sa place d'archiviste, 46.—Fonds pour le service des archives, 90 et 91.

— Dépôt d'un exemplaire du *Contrat social* par Didot jeune, 138. — Nouveaux décrets de fonds, 173, 175, 243 et 248. — Autre pour la remise au directoire d'articles secrets de traités, 262 et 263. — AN V. Nouveaux fonds pour ce service, 30, 34, 38 et 40. — Projet de Daunou pour y transporter les papiers du Châtelet, 173. — Rejet d'une résolution relative à ses dépenses, 261. — Noguer-Malijai en est nommé commissaire, 266. — AN VI. Projet sur la comptabilité de l'archiviste, 70. — Indemnité qui lui est accordée pour suppression du contre-seing, 95. — Dépôt aux archives des médailles frappées en l'honneur de l'armée d'Italie et de l'établissement de la république cisalpine, 260. — Nouveau projet sur la comptabilité de l'archiviste, 355. (Voy. BOUDIN, CAMUS, DAUNOU).

ARGENT. AN 1789. Arrestation, à Villeneuve-le-Roi, d'une voiture qui en était chargée, 129. — AN 1790. Réflexions sur la nécessité d'en autoriser le trafic, 219. — Proposition qui en est faite à l'assemblée, 256. — AN 1791. Réflexions sur cet objet, 25. — Renvoi au pouvoir exécutif des mesures pour en assurer le commerce, 139. — Réflexions y relatives, 145. — Décret de sa libre circulation, 174. — AN II. 1794. Récompenses pour ceux qui découvrent l'argent caché, 106. — AN III. Rapport du décret qui le déclarait marchandise, 247. — AN IV. Rapport de la loi du 2 brumaire an 2, relative à l'argent caché, 223 et 228. (Voy. BOURSE, MARQUE, MATIÈRE D'OR et d'ARGENT. MONNAIES et NUMÉRAIRE).

ARGENTERIE (l'). AN 1789. Envoi de celle du roi à la monnaie, 61. — Proposition de substituer celle des églises aux emprunts et à l'impôt proposés par Necker, 63. — Discussion et décret sur cette argenterie; formation d'une commission pour la recevoir, 64 et 65. — AN 1790. Décret qui demande au roi compte de celle qu'il a envoyée à la monnaie, 75. — AN 1791. Envoi de celle des églises à la même destination, 64. — Décret pour sa conversion en lingots, 151. — AN 1792. Autre, qui en ordonne le monnayage, 255. — Autre, prescrivant d'inventorier celle des églises, *ibid.* — AN II. 1793. Envoi à Paris, d'objets de même nature, et d'autres provenans des émigrés, 41. — Autre, présentée à la convention, 45. — AN

II. 1794. Décret pour exciter la découverte des dépôts cachés, 106. — Envois d'argenterie d'églises et d'émigrés faits à la convention, 110, 112, 119, 128, 129, 158 et 223. — Conversion en monnaie de celle des églises de Porentru, 132. — De celle de la cour de Vienne, 146. — Et de la cour de Rome, 216. — Arrêté du comité de salut public, demandant compte de celle des églises, 271. (Voyez ARGENT et MATIÈRES D'OR et d'ARGENT).

ARISTOCRATES et ARISTOCRATIE. AN 1789. Sortie de Mirabeau contre les aristocrates, et à quelle occasion, 8. — Le côté droit est accusé d'aristocratie, 48. — AN 1790. Abus de cette dénomination, 3. — Comparaison et avantages de la monarchie sur l'aristocratie, 18. — AN II. 1794. Opinion de Barrère contre les incorrigibles aristocrates, 323. — Leur déportation demandée, 354. — AN III. Adresse du conseil-général de Paris contre eux, 15. — AN IV. Article sur les dénominations *Aristocratie et Démocratie*, 306. (Voy. FACTIONS).

ARMATEURS. (Voy. ARMEMENT EN COURSE).

ARMÉE et ARMÉES FRANÇAISES. AN 1789. Motion du vicomte de Noailles sur la constitution de l'armée, 59. — Plan de son organisation par le ministre de la guerre, 113. — Débats sur cet objet; projet de la conscription de tous les citoyens actifs, par Dubois-Crancé, 114. — Suite et origine du mot *poltron*; réclamation en faveur de l'autorité des chefs; adoption du principe de l'enrôlement volontaire, 115 et 116. — AN 1790. — Réclamations contre le plan de Dubois-Crancé, 3. — Autres projets d'organisation, 21, 34 et 42. — Opinion de Ch. Lameth sur le même objet, 44, 45, 46 et 47. — Décret de cette organisation, 60 et 61. — Son acceptation sera demandée au roi, 81. — Il est accepté, 82. — Rapport et projet pour y rétablir l'ordre, 163. — La soldes en sera uniforme, 176. — Rapport général, 197. — Discussion, 198. — Le nombre des grades sera déterminé à chaque session, 201. — Suite de la discussion, 204. — Explication demandée au ministre de la guerre, 205. — Suite de l'organisation, 212 et 213. — Appointemens de divers grades, 214. — Il n'y aura point d'incorporation, 215. — Mémoire sur l'insubordination, 219. — Réflexions sur la constitution de l'armée chez un peu-

ple libre, 225. — Fixation du nombre d'hommes de toutes armes, et de tout grade, 230. — Suite de l'organisation, 231. — Discussion sur son insubordination, son licenciement et sa reconstitution, 233. — Il est ordonné que, puisque l'on porte des plaintes contre plusieurs corps de l'armée, le ministre fera également connaître la conduite patriotique des autres, 238. — Rétablissement du bon ordre, 239. — Adresse de la société des *Amis de la Constitution* à ses affiliées sur les désordres militaires, 258. — Mode d'admission et d'avancement, 264. — Les emplois seront conférés par le roi, excepté ceux de lieutenant, 276. — AN 1791. Adoption de divers projets pour la mettre sur le pied de guerre, 30. — Entre en mouvement, 109. — Décret qui demande compte de sa situation, 130. — Ses mouvemens, 139, 145 et 158. — Décret de son licenciement, 164. — Est mise sur le pied de guerre, *ibid.* — Loi sur sa discipline, 206 et 207. — Autre sur sa dépense, 215. — Autre, sur le remplacement des officiers, 216. — Changemens dans le décret sur le personnel, 273. — Autre, déterminant le mode de la revue prescrite pour les remplacements à faire, 333. — AN 1792. Demande de fonds pour ses besoins, 17. — Décret sur le traitement de guerre et la gratification de campagne, 50. — Etablissement d'un payeur et contrôleur des dépenses dans chaque armée, 119. — Etat des forces au moment des premières hostilités, 123. — Augmentation de vingt mille hommes par chacune d'elles, 160. — Liste d'inscription à cet effet, et mode de levée, 161. — *Veto* de Louis XVI sur ce décret d'augmentation, 172. — Décret relatif au mode d'avancement; rapport sur son état actuel, et discussion à ce sujet, 180. — Décret qui la porte au complet de 450 mille hommes, 201. — Envoi des commissaires et instructions pour leur conduite, 225. — Décret qui la divise en armée du Nord, des Ardennes, de la Moselle, du Rhin, des Vosges, des Alpes, des Pyrénées et de l'Intérieur, 277. — Envoi de commissaires à celles commandées par Custine, Beurnonville et Biron, pour faire rendre compte aux agens comptables, 354. — AN I.^{er} 1793. Décret d'organisation; le nombre des troupes porté à 502,800 hommes, 27. — Leur

entretien par le clergé belge, *ibid.* — Plan pour fondre les volontaires avec la ligne, 40. — Débats y relatifs, 41, 42, 44 et 45. — Décret qui supprime toute différence entre la ligne et les volontaires nationaux, 46. — Suite du décret d'organisation, 47 et 49. — Discussion sur le mode d'avancement, 54. — Texte de la loi, 57. — Situation des armées, 60 et 112. — Leur répartition au nombre de neuf, 82. — Adoption de plusieurs mesures les concernant, 101. — Proclamation que leur adresse la convention, 117. — Leurs succès sur différens points, 128. — Adoption et texte de l'adresse aux armées, par Condorcet, 145 et 152. — Liste de leurs généraux, 157. — Décret sur l'amalgame des corps, 162. — Autre, de peine de mort contre les espions, 169. — Suppression des généralissimes; défenses aux armées de délibérer, 171. — Fonds de 153 millions décrété pour leur approvisionnement, 180. — Leur état actuel par Carra; attaques sur tous les points contre les troupes alliées, 182. — Décret qui porte à 600 millions les récompenses territoriales données aux défenseurs de la patrie par le décret du 21 février, 183. — Plaintes contre la destitution de plusieurs officiers, 187. — Leurs revers, imputés au comité de salut public, 183. — Décret qui fixe à quatre le nombre des commissaires près chacune d'elles, et rappel de ceux qui ne seront pas conservés par la nouvelle loi, 198. — Texte d'un rapport et d'un projet d'organisation générale de tous les services des armées, 207. — Détails d'une attaque des Français sur le cordon des armées combinées à Gleisweiler, Franckweiler et Burgweiler, 231. — AN II. 1793. Le comité de salut public les porte à 1,800 mille combattans, 270. — Echecs essayés dans le Midi, 278. — Succès près de Cateau, 28. — Décret qui ordonne l'envoi de l'effectif de tous les corps, 70. — Autre, qui rappelle tous les militaires à leur poste, 84. — Motion contre les femmes qui suivent les armées, *ibid.* — AN II. 1794. Leurs succès des bords du Var à ceux du Rhin, 103. — Décret qui défend à tous les corps de traiter par députation avec les pouvoirs constitués, 107. — Tableau des succès militaires, 124. — Succès au Nord, 148. — Occupation des principautés de Chimay, Baunont et Luxembourg;

170. — Recueil de traits de bravoure, 172 et 214. — État brillant de la campagne actuelle, comparé à l'état désastreux de la dernière, 280. — Terreur imprimée à la coalition, par le décret portant que les armées ne feront plus de prisonniers anglais ni hanovriens, 291. — Avantages sur les Autrichiens, 294. — Décret portant que les traits d'héroïsme et de bravoure des républicains seront recueillis et transmis à la convention, 302. — Autre qui affecte le tiers des emplois militaires à la récompense des actions d'éclat, 303. — Projet d'organisation de la dix-septième division militaire, 317. — Décret sur les officiers du génie, 345. — Promotions militaires approuvées, 354. — AN III. Victoire de huit cents Français sur 5,000 anglais, 1. — Ligne établie depuis Sarre-Libre jusqu'à Trèves, 6. — Rapport de Chénier sur les victoires nationales, et célébration d'une fête à ce sujet, 8 et 33. — Proclamation du duc d'Alcudia sur leurs progrès, 29. — Leurs opérations au Nord, 37, 52 et 76. — Rapport sur leur situation, 89. — Proclamation aux Belges sur leur position, 121. — Ajournement du projet relatif à leur organisation, 135. — Observations de Santerre à ce sujet, 152. — Envoi qui leur est fait du rapport sur la conduite de Pichegru au 12 germinal, 198. — Arrêté du comité de salut public qui défend aux tribunaux des pays conquis de traduire devant eux leurs militaires ou employés, 236. — Supplément de solde pour les troupes, 311. — Débats sur le choix de nouveaux officiers, 319. — AN IV. Rapport sur leur organisation, 24. — Décret relatif à leur approvisionnement, 44. — Leurs opérations, 90. — Succès sur toute la ligne du Rhin, 107. — Armistice avec les Autrichiens, 123. — Mouvements sur le même point, 153. — Motion sur le meilleur mode d'y distribuer la justice, 175. — Elles prêtent avec enthousiasme le serment de haine à la royauté, 194. — Proclamation du directoire sur l'ouverture de la campagne, 215. — Rapport sur la manière d'honorer leurs victoires, 233, 234 et 235. — Discours de Dumas sur la bravoure des armées républicaines; impression d'un message annonçant de nouvelles victoires en Italie et en Allemagne, 268. — Texte d'un autre sur le nombre

à conserver en temps de paix, 343. — AN V. Lettre des commissaires de la trésorerie sur leur solde, 24. — Résolution portant que la trésorerie payera exclusivement à tout autre service leurs solde et subsistances, 28. — Discours sur le tableau imprimé des campagnes des Français, 29. — On propose de frapper des médailles pour perpétuer le souvenir de leurs actions mémorables, 71. — Lettre du directoire au ministre de la guerre, sur les mesures pour l'approvisionnement des armées; arrêté qui fixe l'époque où les volontaires seront tenus de rejoindre, 150. — Résolution qui fixe leur paye générale, 224. — Leur éloge au conseil des anciens, 225. — Proposition de leur élever des monumens, 229 et 250. — Résultat des campagnes des Français, depuis le 8 septembre 1793, jusqu'au 19 février 1797, 233. — Approbation de résolutions relatives à leur solde, 240. — Mesures pour assurer le paiement des fournitures qui leur seront faites pendant deux mois, 334 et 336. — Rapport de Tronçon-Ducoudray sur les adresses faites par elles, 336 et 337. — Autre de Thibaudeau sur le même objet, 338 et 339. — Discussion, 350 et 351. — On en ordonne l'impression à la suite du décret portant qu'elles ont bien mérité de la patrie, 354. — Arrêté qui ordonne qu'il leur sera fait une adresse sur la journée du 18 fructidor, 344. — Rejet de la résolution portant que cette révolution est leur ouvrage, motivé sur ce qu'on n'a fait que prévenir une contre-révolution, 357. — Approbation d'une autre résolution portant qu'elles ont bien mérité de la patrie, 360. — AN VI. Proclamation du directoire pour leur complétement, et ordre de marcher, 2. — Jean-Debry et Riou leur payent le tribut de la reconnaissance nationale, 38. — Arrêté sur leur nouvelle distribution, 81. — Circulaire aux généraux sur le maintien des principes républicains dans différens corps, 130. — Rapport demandé sur leurs succès, 177. — Tableau de leurs dépenses, 272. — Leurs mouvements sur le Rhin, et leur attitude imposante sur la rive droite, 346 et 353. — Marche des troupes vers le Hanovre, 350. — Campement de dix mille hommes à Hombourg dans la Belgique, 357. — AN VII. Leurs mouvements vers la Hollande

et le Rhin, 1 et 8. — Message du directoire sur leur situation et leurs besoins, d'après les apparences de la reprise de la guerre, 6. — Marche des troupes vers Constance, 27. — Proclamation du directoire à l'occasion des hostilités contre les cours de Naples et Turin, 79. — Eloges des armées au corps législatif, 109 et 145. — Marche des troupes par les départemens réunis, 121. — Mouvements actifs vers le Rhin, 144. — Formation de trois grandes armées sur le Rhin, 146. — Garat retrace leur dévouement, *ibid.* — Arrêté du directoire qui en exclut les femmes, 149. — Promotions militaires aux armées sur le Rhin, 162. — Mouvements de celles commandées par Jourdan et Bernadotte, 183 et 192. — Détails sur leurs opérations en Allemagne, 195. — Mouvements au-delà du Rhin, 205. — Résolution prise par les troupes françaises, à l'occasion du massacre de Rastadt, de ne plus faire de prisonniers autrichiens, 232. — Résolution portant qu'il leur sera envoyé un drapeau avec une inscription relative à ce crime, 233. — Réflexions sur leurs opérations, par un officier de l'ancienne armée d'Italie, 245. — Motion d'ordre de Barthélemy, sur la situation de leurs forces, 259. — Nouvelles satisfaisantes de leur position, 261. — Combats partiels avec les Autrichiens, 338. (*Voy. CONS-
SCRIPTION, RÉQUISITION, et les articles suivans.*)

Armée d'Allemagne. AN VI. Réunion en une seule des deux armées de Rhin-et-Moselle et de Sambre-et-Meuse sous cette dénomination, 10. — Adresse du général en chef Angereau aux troupes la composant, 14. — L'armée du Nord lui est réunie, 38. — Est divisée en trois grands corps, 47. (*Voyez Armées du Danube et d'Helvétie.*)

Armée des Alpes. AN 1792. Fait la conquête du comté de Nice, 287. — AN I.^{er} 1793. Kellermann est nommé pour la commander avec celle d'Italie, 143 et 148. — Ses succès, 151. — Son adresse d'adhésion à la convention, 182. — Avantages au poste de la Tête-Dure, 212. — Gasparin et Escudier sont adjoints, par décret, aux commissaires près cette armée; sa marche sur Lyon, 224. — Décret qui y envoie en mission Couthon, Maignet et Châteauneuf-Randon, 234. — Elle commence le feu sur Lyon; admission à la barre

d'un officier chargé de ces dépêches; il se déclare ami de Châlier, et certifie l'intelligence des Lyonnais avec les Piémontais, 242. — Ses succès contre les Marseillais, 245. — Entre à Saint-Jean de Maurienne, 246. — Annonce de succès, 248. — Doppet y remplace Kellermann, 256. — AN II. 1793. Les commissaires annoncent des avantages sur les Piémontais au pont de Marigny, 268. — Autres nouvelles des mêmes, 277. — Fabre et Gaston y sont envoyés, 94. — AN II. 1794. Prise du Mont Saint-Bernard, et décret de bien mérité de la patrie, 222. — Nouveaux progrès; les drapeaux républicains flottent sur toutes les Alpes, 228. — Lettre du général Dumas, annonçant la prise du Mont-Cenis, neuf cents prisonniers et quarante pièces d'artillerie, 242. — Rapport du même sur cette victoire, 243 et 244. — Prise des Barricades, 269. — Lettres à ce sujet, 270. — AN III. Ses succès sur les Piémontais, 7. — Moulins en est nommé général, 19. — Lettre de Petit-Guillaume sur le drapeau qui lui a été envoyé, 38. — Elle célèbre le 21 janvier, 142. — Kellermann en reprend le commandement, 165. — Mission de Cadroi, 231. — Annonce de ses victoires, 251 et 252. — Ses succès; son mot de ralliement, 288. — Nouvelle victoire; lettre du représentant Chiappe et du général en chef à ce sujet, 289. — Avantages remportés sur les Piémontais, 333. — Sa situation; affaires de postes dans lesquelles l'avantage lui demeure, 343. — Nouveaux succès, 346. — Kellermann en est nommé général; décret qui y attache les représentans Chiappe et Réal, 348. — Avantages sur les Piémontais; autre succès, 353. — Victoire importante; décret de bien mérité de la patrie; confirmation des nominations faites sur le champ de bataille, 354. — Avantage remporté à Saint-Martin de Lautoscoa, 360. — AN IV. Suite de succès, 10, 29 et 81.

Armée d'Angleterre. AN VI. Sa création sous le commandement de Bonaparte, 37 et 194. — Translation à Bruges du quartier-général de sa droite, 277. — Ordre du jour portant qu'il ne sera fait aucun quartier aux Anglais tentant un débarquement, 284. — Mise à l'ordre d'un trait de bravoure de Beaugrand, adjudant à Gravelines, 345. — AN VII.

Moulins en prend le commandement , 24. — Kilmaine la commande en chef , 57.

Armée des Ardennes. AN I.^{er} 1793. Envoi de commissaires près d'elle, et sa réunion avec celle du Nord sous le commandement de Dampierre, 97. — Lettre des commissaires sur la fausse attaque de Saint-Amand, 127. — Compteur rendu par Milhaud de l'état des frontières qu'elle défend, 154. — Proclamation contre un bataillon de Saône-et-Loire qui y a crié *Vive le roi*, 166. — Suite des succès de l'armée, 182. — Sa position respectable, 183. — Décret qui remplace Custine dans son commandement en chef par le général Dietmann, 205. — Envoi près d'elle des représentans Prieur, Jeanbon-Saint-André et Lebas; Houchard en est nommé général, 215. — Elle accepte la constitution, 227. — Jourdan en prend le commandement en chef, 253. — AN II. 1793. Avantages de sa seconde division du côté de Beaumont, 35. — AN II. 1794. Arrestation du tribunal militaire de son premier arrondissement, et révision de ses jugemens, 164. — Décret qui approuve la formation en bataillons des hommes extraits de cette armée pour être envoyés dans la Vendée, 198. — Avantages importans, 219 et 220. — Incursion sur le pays ennemi, 221. — Elle est prête à se joindre à l'armée du Nord, 222. — Elle charge trois fois à la bayonnette la cavalerie ennemie; un décret déclare qu'elle a bien mérité de la patrie, et ordonne aux comités d'éterniser cette action héroïque, 224. — Prise de la ville de Thuin annoncée par le général Moreau, 238. — Décret portant qu'elle ne cesse de bien mériter de la patrie, et fera désormais partie de l'armée de Sambre-et-Meuse, 282. — Prise de Binch et sa marche sur Mons, 546. (Voyez *Armée de Sambre-et-Meuse*).

Armée de la Belgique. AN 1792. Les commissaires envoyés près d'elle s'y rendent, 308. — AN I.^{er} 1793. Ils annoncent l'évacuation d'Aix-la-Chapelle par les troupes françaises, et la cessation du bombardement de Maestricht par le général Miranda, 65. — Sa position alarmante; la ville de Liège qui contient de grands approvisionnemens, est menacée de tomber au pouvoir des ennemis, 66. — Les généraux Thevenot et Valence rallient les bataillons dispersés; les Liégeois demandent à

s'armer et se mêlent dans les rangs français, 67. — Rapport de Lacroix sur sa retraite et ses causes, 68. — Sa situation, 71. — Proclamation de Dumourier, 72. — Les commissaires annoncent que Gonchon, commissaire du conseil exécutif, a failli être assassiné par le peuple de Tournay, 74. — Il se plaint de l'indiscipline et de la désertion des troupes, 81. — Echec annoncé par Dumourier, *ibid.* — Décret qui ordonne la recherche des auteurs de la désertion à la bataille de Nerwinde, 83. — Cause de ses désastres; lettre de Dumourier, 84. — Arrêté des commissaires portant suspension du général Miranda et du colonel du 73^e régiment d'infanterie, *ibid.* — Son mouvement rétrograde, 85. — Causes de ses désastres par Lacroix, 86. — Le ministre de la guerre et cinq commissaires pris dans la convention partiront sur-le-champ pour cette armée, avec le pouvoir de faire suspendre et arrêter les généraux qui leur paraîtront suspects, 90. — Lettre des commissaires au général Dumourier pour l'engager à couvrir la place de Lille contre les attaques de l'ennemi, 95. — Décret qui ordonne l'arrestation de tous officiers et soldats qui en arriveraient, 96. — Proclamation à cette armée, 98. — Les commissaires écrivent que le reste des troupes égarées par Dumourier, rentre dans le devoir, 100. — Lettre de Valence sur sa situation, 116. (Voyez *Armée du Nord* et DUMOURIER).

Armée du Centre. AN 1792. Les commissaires près cette armée rendent compte de leur mission, 229. — Annoncent l'arrivée de Kellermann et défendent Luckner, 249. — Envoient la capitulation de Longwi et annoncent la marche des Russes, 295. — Transmettent des lettres d'émigrés signalant des traîtres, 296. — Font arrêter les officiers municipaux de Longwi, 300.

Armée des Côtes de Brest. AN I.^{er} 1793. Ses succès contre les rebelles, 228. — Détails sur la conduite et les desseins de ceux-ci, 251. — Les représentans près cette armée rendent compte des sentimens républicains des généraux Canclaux et Grouchi, 244. — Annoncent que partout les brigands sont repoussés, 251. — Défaite complète des rebelles à la suite de trois attaques qu'ils ont tentées, 253. — AN II. 1793. Les représentans annoncent que l'avant-garde de l'armée de Mayence vient de

réparer l'échec qu'elle avait essuyé, 271. — Nomination de Rossignol à son commandement ; perd l'arrondissement de la Loire-Inférieure, transporté à l'armée de l'Ouest, 275. — Lettre des représentants Gillet et Philippeaux sur ses opérations, 21. — Sa réunion à celle de l'Ouest, 64. — Adresse de cette armée sur la déroute des brigands à Savenay, 99. — AN III. Lettre de Boursault et des généraux Hoche et Parrein, relativement au drapeau qui lui a été envoyé, 17. — Dumas en est nommé général en chef, *ibid.* — Hoche la commande réunie à celle des Côtes de Cherbourg, 165. — Confirmation de cette nomination, 214. — Lettre des représentants annonçant la pacification des chouans, 218. — Proclamation des mêmes, 255. — Se dispose à marcher au secours de la convention en prairial, 280. — Lettre de Hoche annonçant qu'elle va être entièrement rassemblée pour anéantir les rebelles, 298. — Victoire à Quiberon ; décret qu'elle ne cesse de bien mériter de la patrie, 315. — Moncey en est nommé commandant en chef, 348. — Arrêté du comité de salut public relatif à des excès qui s'y commettent, 362. — AN IV. Elle accepte la constitution, 2. — Qu'elle jure de maintenir, 29. — AN VI. Remet au directoire le drapeau d'honneur qu'elle a reçu de la convention, 245.

Armée des Côtes de Cherbourg. AN I.^{er} 1793. Son entrée à Caen, 220. — AN II. 1793. Son adresse sur la défaite des brigands à Savenay, 99. — AN III. Hoche la commande réunie à celle des côtes de Brest, 165. — Passe sous le commandement d'Aubert-Dubayet, 214. — A bien mérité de la patrie, 233. — Proclamation des représentants, 255. — Se dispose à marcher au secours de la convention, en prairial, 280. — Rétablit les communications entre Alençon, le Mans, la Flèche et Angers, 283. — Arrêté du comité de salut public, relatif à des excès qui s'y commettent, 362. — Accepte la constitution, *ibid.* — AN IV. Jure de la maintenir, 2 et 29. — AN VI. Remet au directoire le drapeau qu'elle a reçu de la convention, 245.

Armée des Côtes de l'Océan. AN IV. Félicitations qu'elle reçoit pour la prise de Charette et Stofflet, 193. — Hoche proclame une amnistie en faveur de ses déserteurs, 213. — Ses succès contre les chouans, 249. — Termine les troubles de l'Ouest,

303. — A bien mérité de la patrie, *ibid.* — AN V. Lettre du général Grigny à Hoche, sur la tranquillité du pays qu'elle occupe, 147. — AN VI. Remet au directoire le drapeau qu'elle a reçu de la convention, 245.

Armée des Côtes de la Rochelle. AN I.^{er} 1793. Epreuve un échec à Fontenai, 151. — Annonce des bonnes dispositions qui y ont été prises contre les rebelles, 155. — Les députés près de cette armée réduits au nombre de dix, 175. — Victoire complète sur les rebelles, 201. — Epuration de son état-major et de ses commissaires des guerres, 204. — Décret qui confirme la nomination de Rossignol au commandement de cette armée, 211. — Lettre de Felix, officier, sur la déroute du 18 juillet, 213. — Défait les Vendéens, 222. — Bellegarde y est envoyé, 227. — Les représentants annoncent les dispositions faites pour repousser l'ennemi, 234. — Destitution de Rossignol, 240. — Les représentants annoncent des avantages sur les rebelles, 248. — AN II. 1793. Prend le nom d'armée de l'Ouest avec une partie de celle des Côtes de Brest, 275. — Accusations contre les opérations des généraux, 21. (Voyez *Armée de l'Ouest*).

Armée du Danube. AN VII. Proclamation du général en chef, Jourdan, sur la reprise des hostilités, 168. — Elle avance dans le cœur de l'Allemagne, 172. — Sa marche et sa position, 173 et 176. — Est adossée aux montagnes de la Forêt-Noire, 182. — Bataille sanglante dans le Furstemberg, 191. — Détails sur les combats qu'elle a livrés à l'archiduc Charles ; il ne doit ses avantages qu'à la trahison d'un soldat, 194. — La supériorité de l'ennemi la force à la retraite à la suite d'une affaire où elle est restée maîtresse du champ de bataille, 195. — Arrivée de renforts, 197. — Avantages remportés par la division St-Cyr, 198. — Détails sur les combats livrés en Allemagne, 200. — Elle est attaquée par les Autrichiens ; Ernoul ordonne sa retraite vers le Rhin ; Masséna y remplace provisoirement Jourdan, 201. — Retraite paisible sur la rive droite, 203. — Masséna la commande définitivement, 209. — On y incorpore les troupes provenant de celle d'Helvétie, 214. — Chérin y remplit les fonctions de chef de l'état-major, en place d'Ernoul, 220. — Lettres de Masséna sur

les

es nouveaux avantages obtenus par elle, 223, 230 et 234. — Succès en Helvétie sur les Autrichiens et les rebelles, 235 et 236. — Correspondance de Masséna sur ses manœuvres, 247. — Motifs de ses mouvemens, 252. — Victoire complète; destruction des hussards de Szecklers assassins des ministres français à Rastadt, 253. — Autre victoire sur le prince Charles, 256. — Nouveaux succès sur les Suisses rebelles, 258. — Avantage sur les Autrichiens; détails y relatifs, 260, 261, 264 et 267. — Elle évacue Zurich; perte des ennemis, 269.

Armée d'Helvétie. AN VI. Lecarlier y est envoyé en qualité de commissaire, 159. — Est déclarée avoir bien mérité de la patrie, 177. — Marche contre le canton d'Uri, 226. — Combat de Rapperchwil, 238. — Guerre des petits cantons, 247. — Compte des dernières opérations de l'armée, *ibid.* — Le directoire helvétique provoque la dénonciation des excès qu'elle a commis, 266. — Ses communications avec les armées de Mayence et d'Italie, 345. — Détails d'un combat de treize heures contre les insurgés de Stanz, 364. — AN VII. Le corps législatif helvétique décrète qu'elle a bien mérité de ce pays, 14. — Ses cantonnemens se rapprochent des Grisons, 16. — Elle est mise sur le pied de guerre le plus formidable, 43. — Ordre du général Schawembourg contre les attentats qui s'y commettent, 63. — Masséna en est nommé commandant en chef, 94. — Proclamation du général Schawembourg en lui remettant ce commandement, 109. — Démenti du bruit qu'elle va venir à Paris en garnison, 170. — Occupe le pays des Grisons; défait les Autrichiens, 175. — Les bat de nouveau à Lueisteig, et fait prisonnier le général Auffenberg, 180. — Autre victoire sur les mêmes, 181. — Lettre du chef de l'état-major, Rheinwald, annonçant son entrée dans le pays des Grisons, 182. — Elle est remerciée par les patriotes de ce pays, 183. — Nouveaux succès dans cette contrée, 187 et 190. — Proclamation de Masséna, relative aux lâches qui pourraient ternir sa gloire, 190. — Présentation des drapeaux conquis par elle, 192. — Autre victoire, prise de sept mille hommes et de vingt-cinq pièces de canon, 195. — Nouvelle proclamation de Masséna pour prévenir les voies de fait contre les soldats français, 202. — Détails sur ses nombreux

succès, 203. — Mouvemens en Suisse, 210. — Elle est supprimée, pour faire partie de celle du Danube, 214. (*Voyez l'article précédent*).

Armée de Hollande. AN I.^{er} 1793. La convention déclare qu'elle est satisfaite de sa conduite et de celle de ses chefs, 114. — AN VI. Hatry en est nommé général en chef, 296.

Armée de l'Intérieur. AN III. Sa formation par la réunion de plusieurs départemens à la dix-septième division militaire; Menou en est nommé général, 298. — Décret pour sa réunion dans un camp sous Paris, 311. — Nomination des membres du tribunal criminel militaire près cette armée, et de représentans auprès du camp, 315. — Elle accepte la constitution et excite les réclamations des sections, 344 et 345. — Rapports du comité avec les représentans près d'elle, *ibid.* — Décret qui attache des officiers de police militaire à son tribunal criminel, 349. — AN IV. Sa direction déléguée aux seuls représentans, 8. — Bonaparte la commande en second, 23. — Barras se démet de son commandement, 43. — Adresse du directoire à cette armée, 304. — Message du même sur les ressources nécessaires pour sa subsistance, 344. — Tous ses corps qui ont repoussé le rassemblement de Grenelle sont déclarés avoir bien mérité de la patrie, 360 et 361. — AN V. Remerciemens qui lui sont votés au 18 fructidor, 354. (*Voyez DIX-SEPTIÈME DIVISION et PARIS*).

Armée d'Irlande. (*Voyez IRLANDE*).

Armée d'Italie. AN I.^{er} 1793. Belle conduite de plusieurs généraux, 69. — Aux ordres de Biron, chasse les Sardes du Comté de Nice, 75. — Repousse avec succès une attaque de l'ennemi, 97. — Son indignation contre la trahison de Dumourier; succès qu'elle remporte, 114. — Kellermann est nommé pour la commander ainsi que celle des Alpes, 143. — Brunet en est nommé général, 148. — Ses succès, 167 et 182. — Attaque malheureuse des camps de Fourches et de Saours, 182. — Cartaux y remplace Brunet, 256. — AN II. 1793. Lettre des représentans annonçant des arrestations et autres mesures pour déjouer des complots de trahison, 25. — Est commandée par Degommier, 45. — Le général Cartaux s'y rend, 47. — Lettre du général Masséna sur ses succès, 81. — AN II. 1794.

Table alphabétique.

3

Trahison de Brunet effacée par la victoire ; décret de bien mérité de la patrie , 104. — Conquête de la vallée d'Oneille , et nouveau décret de bien mérité de la patrie , 207. — Prise d'Orméa , 222. — D'Oneille , de Lautoscoa , de Belvédère et du mont Saint-Pélerin , 226. — Son hymne patriotique , 228. — Rapport de Barrère , et lettre du général Dugommier sur ses avantages , 241. — Prise du Col de Fénestrelle , 246. — AN III. Suite de ses succès et belles actions de Masséna , Cervoni , Laharpe et Brémont , 12 et 13. — Schérer y remplace Dumerbion , 46. — Lettre des députés sur le drapeau envoyé par la convention , 50. — Poulthier et Bessoy sont envoyés près d'elle , 130. — Elle est réorganisée par Schérer , 135. — Kellermann en a le commandement , ainsi que de celle des Alpes , 165. — Résistance héroïque de l'aile droite aux attaques de l'ennemi , 303. — Translation du quartier-général à Albinga ; proclamation de Kellermann à ce sujet , 304. — Avantages sur les troupes austro-sardes ; décret qu'elle ne cesse de bien mériter de la patrie , 328. — Autre avantage sur les Autrichiens , 333. — Schérer en est commandant en chef , 348. — Nouveaux succès ; création d'une commission militaire pour y juger les *Barbets* , 353. — Acceptation de la constitution , 362. — AN IV. Nouveaux succès , 10. — Acceptation de la constitution par la division de droite , *ibid.* — Autres avantages , 18 et 30. — Nouvelle victoire , et décret de bien mérité de la patrie , 83. — Elle prélève sur sa solde de quoi faire le service des administrations , 101. — Mention honorable de ce dévouement , et envoi à toutes les armées , *ibid.* et 102. — Proclamation de Schérer pour faire cesser des excès commis sur le territoire de Gènes , 113. — Rapport du même sur une victoire et les actions d'éclat qui l'ont signalée , 116. — Bonaparte en prend le commandement en chef , 210. — Victoire signalée sur les Autrichiens commandés par le général Beaulieu en personne ; décret portant qu'elle ne cesse de bien mériter de la patrie , 215 et 217. — Victoire de Montenotte , 216. — De Millésimo , 218. — De Dégé et de Saint-Jean , 219. — Message du directoire concernant la célèbre victoire de Millésimo ; l'armée déclarée avoir acquis de nouveaux

droits à la reconnaissance nationale , *ibid.* 221 et 224. — Quatrain sur ses exploits , *ibid.* — Prise de Ceva ; entrée à Mondovi ; services rendus par les généraux Despinoy et Berthier , par le 20.^e de dragons , et le chef de brigade Murat , 225. — Rapport sur ses victoires ; projet d'honneurs à rendre à ses braves , *ibid.* — Nouveaux détails sur la prise de Mondovi , 226. — Réception des drapeaux qu'elle a enlevés , 231. — Prise de Tortone ; proclamation de Bonaparte , qui lui promet la conquête de l'Italie , 238. — Passage du Pô ; nouveaux succès , 240. — Bataille de Lodi , 241. — Conquête de la Lombardie , 245. — Autre proclamation de Bonaparte ; il invite l'armée à réveiller la liberté romaine , 254. — Objets d'arts conquis par elle , 258. — Son entrée à Milan , 259. — Révoltes comprimées , 263. — Nouveaux succès au Mincio ; trait remarquable d'un soldat , 264 et 266. — Prise de Pavie , 266. — Investissement de Mantoue , 269. — Autres succès contre des révoltés , 278. — Prise de Bologne , d'Urbino , Ferrare et autres places , 284. — Armistice conclu avec le pape , et occupation de différentes villes de ses états , 287 et 314. — Siège de Mantoue , 288. — Entrée dans le Tyrol ; détails sur divers avantages remportés , 299. — Quelques succès de l'ennemi , 326. — Batailles de Lonato et Castiglione , 328. — Détails sur ses opérations , 331 et 366. — Déclaration qu'elle ne cesse de bien mériter de la patrie , 333 et 334. — Nouveaux succès , *ibid.* — Prise de Borgo-Forte et Governolo , 347. — Chasse l'ennemi vers Trente , 358. — Bataille de Rovérèdo , 361. — Détails sur ses victoires , et plusieurs avantages remportés , 365. — AN V. Passage des gorges de la Brenta , et succès qui l'ont suivi , 2. — Bravoure d'un carabinier , *ibid.* — Combats de Cérèa , Castellano , Due-Castelli , Porto-Legnago et de Saint-Georges ; siège de Mantoue , 5. — Drapeaux conquis par elle , présentés à l'audience du directoire , par l'aide-de-camp Marmont , 13. — Déroute des Autrichiens , avec perte de 1,500 prisonniers et de cinq pièces de canon , 19. — Elle occupe la porte de Pradella , celle de Cerèze , et bloque la citadelle de Mantoue , 23. — Défait Wurmser à sa première sortie de cette ville , 29. — Ses revers supposés , démentis par des victoires , 38.

— Etat favorable de sa situation ; elle bat les Autrichiens à Castel - Franco , 45. — Bulletin historique de ses opérations , du 1.^{er} au 20 vendémiaire , 48. — Bulletin du 7 au 8 frimaire ; le chef de brigade Moreau culbute un corps de troupes sorti de Mantoue , 53. — Le général de brigade Gueux s'empare du village de Saint-Michel , et brûle les ponts de l'ennemi sur l'Adige , 56. — Détails de ses opérations depuis le 12 jusqu'au 23 brumaire , 63. — Victoire d'Arcole ; prise de 12,000 hommes , de 4 drapeaux et 18 pièces de canon , 71. — Ne cesse de bien mériter de la patrie , *ibid.* et 73. — Détails sur la bataille d'Arcole , bravoure des généraux et officiers de l'état-major , dont 12 ou 15 ont été tués , 72. — Détails de plusieurs affaires depuis celle de Caldero , 73. — Prise des hauteurs de Rivoli ; bravoure du général Lasne , 74. — Détails sur la reprise de ses hauteurs et la troisième sortie de la garnison de Mantoue , 77. — Détails sur la mort d'Elliot et Muiron à Arcole , 79. — Nouvelles satisfaisantes , 100. — Envoi des drapeaux pris à Arcole , 103. — Cernement de Mantoue ; prise du château de Bergame , et vœu pour le maintien de la constitution de 1795 , seul refuge de la liberté , 107. — Attaque de l'ennemi sur Véronne ; détails par Bonaparte , de la destruction de la cinquième armée de l'empereur à Arcole ; prise de trois généraux et de tous les bataillons de Vienne , de 60 pièces de canon et de 24 drapeaux , 128. — Message du directoire à cette occasion ; discours prononcés en l'honneur de cette armée ; déclaration qu'elle ne cesse de bien mériter de la patrie , et que les drapeaux fixés dans les rangs ennemis par les généraux Bonaparte et Augereau , leur seront accordés , *ibid.* et 130. — Détails ; texte de la capitulation accordée au général autrichien Provera , sous les murs de Saint-Georges , 131. — Relation de Berthier sur les combats qui ont précédé et suivi cette bataille ; état des officiers autrichiens faits prisonniers dans ces actions , 132 et 133. — Envoi au directoire des drapeaux de Rivoli et de la Favorite , 139. — Victoire de Carpenedolo et d'Avio , 141. — Suites heureuses de ce dernier combat , 143. — Avantages remportés sur les troupes du pape , et reddition de

Mantoue ; publication de ces nouvelles dans Paris , aux flambeaux ; arrivée des troupes à Trente ; prise de Faenza et Forli ; hommages rendus par Bonaparte au général Wurmsier , âgé de 70 ans , 144 et 145. — Bulletin de Berthier sur le combat de Carpenedolo , 147. — Message du directoire ; discours aux deux conseils , célébrant ces succès ; et déclaration que l'armée n'a jamais cessé de bien mériter de la patrie , 149. — Sa marche sur Bassano ; prise de la caisse ennemie , destinée pour Mantoue , et sa distribution aux soldats , 151. — Présentation de drapeaux au directoire , par Bessières ; discours à ce sujet , 152. — Avantages des divisions de Masséna et Joubert sur les Autrichiens , 155. — Arrestation des voleurs à la suite de cette armée ; elle envahit la Romagne , le duché d'Urbino , la Marche d'Ancone , et s'empare de Lorette ; texte de la capitulation de Mantoue , *ibid.* — Etat des effets , munitions et artillerie trouvés à Mantoue et Ancone ; détails de l'expédition contre Notre-Dame de Lorette , 160. — Envoi de 60 drapeaux de la garnison de Mantoue ; discours à ce sujet , 162. — Entrée des troupes à Immola , 163. — Succès sur les troupes du pape , 165. — Prise de Derombano , 170. — Prise du fort St. - Leo ; délivrance des patriotes , 179. — Déroute de l'ennemi en avant de Lovadina , 182. — Avantages à Gradisca , d'où le prince Charles n'a eu que le temps de se sauver , 180. — Passage du Lisonzo ; combat brillant de Casasola ; journée du Tagliamento ; prise de Gradisca , 191. — Entrée à Goritz , 194. — Liste des officiers autrichiens faits prisonniers à Gradisca , 195. — Etat des objets trouvés à Goritz ; nouvelle victoire et entrée à Trieste , 196. — Victoires de Tarvis et de la Chiusa ; tableau des exploits de la campagne qui vient de finir par la prise de Mantoue ; proclamation de Bonaparte à ce sujet , 197 et 198. — Déclaration qu'elle ne cesse de bien mériter de la patrie , 198 et 199. — Barbé - Marbois lui paye un juste tribut d'éloges , et fait adopter l'impression du message annonçant la prise de Trieste , *ibid.* — Brillants succès de l'aile gauche , qui a chassé l'ennemi au-delà des montagnes qui séparent Inspruck de la Carinthie , 205. — Détails des avantages remportés dans les combats du Lavis , de Tramin et de

Clausen ; occupation du Tyrol , de la Carinthie et de la Carniole , 207. — Nouveaux avantages remportés par les divisions Augereau et Masséna , 209. — Proclamation du général sur ces triomphes , 211. — Victoires dans les gorges de Neumarck et près de Hunsinark , 213. — Occupation de Gratz , et succès de plusieurs combats ; jonction des divisions Joubert , Delmas et Baragney-d'Hilliers , 218. — Déclaration qu'elle a bien mérité de la patrie , 223. — Entre en guerre avec Venise , 239 et 241. — Envoi des drapeaux vénitiens et autrichiens , 265. — Célèbre la fête du 14 juillet , et exprime son indignation par des adresses contre les conspirateurs du Clichy ; le directoire en justifie les motifs , et promet d'en arrêter la circulation , 325 et 326. — L'administration du Rhône rejette celles qui lui ont été envoyées par l'état-major ; accuse d'imposture les faits y relatés , et les militaires d'erreur ; elles sont également repoussées par les administrations du Lot , du Pas-de-Calais et d'Orléans , 332 , 336 et 340. — Envoi par Bernadotte , des drapeaux de Peschiera , 335. — Rapports de Tronçon-Ducoudray et Thibaudeau sur les adresses précédentes , 336 , 337 , 338 et 339. — AN VI. Proclamation du général en chef sur la célébration du premier vendémiaire , 5. — Envoi des adresses de différens corps sur le 18 fructidor , 23. — Campagnes d'Italie , 24. — Adresse de la 33.^e demi brigade , 25. — Distribution par le général Bonaparte , de sabres aux militaires qui se sont le plus distingués , 31. — Préparatifs immenses à cette armée , 34. — Proclamation que lui adresse Bonaparte , lors de son départ pour Rastadt , 68. — Envoi de drapeaux au directoire , 73. — Décret du corps législatif cisalpin sur ses fournitures , 105. — Détails de son entrée à Rome , 139. — Autres détails ; ne cesse de bien mériter de la patrie , 167. — Nomination de Brune à son commandement en chef , 174. — Témoignages de satisfaction que lui fait donner le directoire , 192. — Arrêté contre l'indiscipline et les pillages , 205. — Elle présente une adresse au directoire , relative à des mouvemens insurrectionnels contre le général Masséna , forcé de remettre le commandement au général Dallemagne ; l'armée se plaint des vols , exactions , dilapidations , etc. , 207. — In-

surrection à raison de solde arriérée , 211. — Nomination de Primandière pour contrôleur près de cette armée , 285. — Mesures d'Auberon contre les émigrés qui s'y sont introduits , 321. — Jugement de la commission militaire de Rome , qui acquitte les militaires insurgés contre le général Masséna , 336. — Communication établie entre cette armée et celle de Mayence , par l'intermédiaire de celle d'Helvétie , 345. — Sa marche forcée sur les frontières du royaume de Naples , 353. — AN VII. Joubert en prend le commandement , 24. — Brune le quitte , 50. — Proclamation du premier , 54. — Succès contre l'armée napolitaine , 80. — Victoire sur les Napolitains , 85 , 90 , 94 , 105 , 114 et 120. — Ordre du jour de l'armée , à laquelle est réunie l'armée piémontaise , 87. — Bravoure et générosité d'un soldat français , assassiné par un officier napolitain , son prisonnier , à qui il avait laissé son épée , 88. — Marche sur Naples , 89. — Ordre du jour relativement à sa marche et à l'envahissement du Piémont , 91. — Invasion de cette contrée ; déclaration de bien mérité de la patrie , *ibid* et 92. — Les troupes piémontaises lui sont réunies , 97. — Détails de ses succès , 108. — Annonce de ses victoires ; reprise de Rome ; marche sur Naples ; discours à ce sujet aux deux conseils ; nouvelle déclaration de bien mérité de la patrie , *ibid* et 109. — Ordre du jour du 5 nivôse , dans lequel on retrace la conduite glorieuse de celle à Naples , 110. — Lettre sur les victoires , et dispositions de celle à Rome , 113. — Entre à Lucques , 128. — Message et détails sur son entrée à Naples , 144 , 145 et 154. — Eloge de ses triomphes , et déclaration qu'elle ne cesse de bien mériter de la patrie , 144 et 147. — Nomination de Schérer à son commandement en chef , 160. — Lettre de ce général sur les combats meurtriers qu'elle a livrés ; résultat de sa victoire , 196. — Occupe Pise ; bat les rebelles napolitains , 204. — Autre lettre de Schérer , annonçant qu'elle rétrograde ; montant des pertes qu'elle a faites , 206. — Victoire sur les Autrichiens ; prise de Glurentz et de quatre mille cinq cents hommes , 206. — Démission de ce général ; Moreau lui succède dans le commandement en chef , 214. — Détails sur les combats des 6 et 16 germinal ; belle

retraite de cette armée, 219. — Autres détails d'une affaire sur le lac de Gargano, 220. — Bravoure d'un conscrit; reconnaissance des soldats à l'égard du général Moreau, qui a protégé leur retraite, 221. — Notice à ce sujet, 236. — Discussion et adresses sur les causes de ses défaites, 241 et 242. — Remporte un avantage sur les Russes, 246. — Détails de sa jonction avec celle de Naples; rapport des généraux Moreau et Grouchy sur ses opérations, 247. — Opérations du premier, 256. — Force les Anglais de se rembarquer à Castellamare, et les bat complètement, ainsi que les rebelles qui s'étaient joints à eux, 258. (*Voy. AUGEREAU, BERNADOTTE, BERTHIER, BONAPARTE, BRUNE, CHAMPIONNET, JOUBERT, MOREAU, MACDONALD, MASSÉNA, SCHÉRER, etc., et les Armées de Naples et de Rome.*)

Armée de Mayence. AN I.^{er} 1793. Lettre des commissaires sur la bonne disposition des troupes et leur dénuement, 12. — Défense et reddition de Mayence; décret de bien mérité de la patrie, 112, 134, 188, 190, 192, 193, 195, 198, 212, 218 et 221. (*Voy. AUBERT-DUBAYET, MERLIN, REWBELL*). — Ces derniers sont envoyés près d'elle dans la Vendée, 231. — Elle arrive à Nantes, 255. — AN II. 1793. Son avant-garde répare un échec qu'elle avait essuyé, 271. — Ses opérations contre les rebelles, 21. — Victoire remportée par son avant-garde, 24. — S'empare de Fougères, 66. — Brevets d'avancement accordés par les représentans à plusieurs officiers de cette armée, et refusés par le ministre, 99. (*Voy. ARMÉE DE L'OUEST*). — AN VI. La nouvelle armée de Mayence entre en plein mouvement, 177. — Son rassemblement entre la Lahn et la Nidda, 229. — Mouvement général, 238 et 269. — Son attitude imposante sur la droite du Rhin, 278. — Remplacement de Hatry par Joubert pour la commander en chef, 296. — Noms des officiers de l'état-major, 339. — Communications avec celle d'Italie, par l'intermédiaire de celle d'Helvétie, 345. — Cassation du jugement qui acquittait les prévenus de la conspiration d'Ehreinbreistein, 356. (*Voyez Armées d'Allemagne et du Danube*).

Armée du Midi. AN 1792. Décret qui y établit un payeur-général et un contrôleur, 165. — Autre sur sa solde, 169. — Rapport des commissaires en mission près d'elle, 263. — Témoignages rendus par eux en faveur de Montesquiou, général en chef, 282. — Ils annoncent des sentimens de fraternité de la part des magistrats de Genève, 290. (*Voyez Armées des Alpes et du Var*).

Armée de la Moselle. AN I.^{er} 1793. Lettre des commissaires sur les heureuses dispositions de cette armée, 145. — Victoire remportée sur les Autrichiens, 165. — Guyton-Morveau est nommé commissaire, 168. — Houchard en est continué général, 176. — Envoi près d'elle de Lacoste et Guyardin, 208. — Mission des représentans Prieur, Jeanbon-Saint-André et Lebas; Ferrières en est nommé général, 215. — Vingt mille hommes en sont extraits; mécontentement dans le département à ce sujet, 226. — Les représentans écrivent que le tocsin de la liberté sonne dans toutes les communes, et que des milliers de républicains marchent contre l'ennemi, 251. — Annonce de succès, 261. — AN II. 1793. Relation de sa retraite devant Pirmasens, 266. — Défait les Prussiens et Autrichiens; plusieurs officiers se distinguent, 268. — Moreau y remplace Schawembourg, 269. — Lettre des représentans sur la situation de l'armée, 278. — Destitution du général Krit, 22. — Lettre du général Hoche sur les succès de cette armée et la délivrance de Bitche, 64. — Prend Deux-Ponts, 65. — Campe à Limback, 66. — Est arrêtée dans ses succès, 78. — Lettre sur ses victoires, 96. — AN II. 1794. Nouveaux succès; décret de bien mérité de la patrie, 104. — Prise de quatre drapeaux et d'Oggersheim, 158. — Sa situation, 177. — Fuite des Autrichiens; prise d'Arlon, 202 et 212. — Autres avantages, 219. — Reprise d'Arlon, 246. — Annonce de nouveaux succès par Jourdan, 248 et 253. — Rapport de Barrère, et lettres sur la prise de Dinant, 254. — Ne cesse de bien mériter de la patrie, et fera désormais partie de l'armée de Sambre-et-Meuse, 282. — Ses avantages sur le Rhin, 299. — Prise de Tripstadt; détails à ce sujet, et décret de bien mérité de la patrie, 300, 301 et 302.

— Prise de Trèves, 328. — AN III. Victoire sur la garnison de Luxembourg, et décret de bien mérité de la patrie, 69. (Voy. *Armées de Rhin-et-Moselle et de Sambre-et-Meuse*).

Armée de Naples. AN VII. Championnet en remet le commandement à Macdonald, 177. — Ses progrès dans la Calabre, 198. — Détails sur les événemens militaires; défaite des insurgés de la Pouille, 200. — Arrêté de Macdonald pour sa police, 202. — Détails sur sa situation, 216. — Prise d'assaut de la ville rebelle d'Andria, 217. — Part de Naples pour se réunir à celle d'Italie, 226. — Succès contre les Napolitains rebelles, 233 et 234. — Opère sa jonction, 247. — Succès contre des Napolitains et des Anglais débarqués, 258. (Voy. *Armées d'Italie*, NAPLES, CHAMPIONNET et MACDONALD).

Armée Navale. (Voy. MARINE).

Armée du Nord. AN 1791. — Prête le serment, 277. — AN 1792. Etat de ses approvisionnemens, 124. — Décret pour la poursuite des individus qui excitent les soldats au désordre, 134. — Détails sur sa situation, 136. — Arrestation des commissaires de la convention nationale par la municipalité de Sedan, 232. — Soumission de la plupart des généraux et officiers aux événemens du 10 août, 234. — Les commissaires se louent de la conduite d'Arthur - Dillon, 236. — Rendent compte des bonnes dispositions de la plupart des chefs militaires, 244. — Annoncent quelques avantages remportés sur l'ennemi, 248. — Mesures vigoureuses qu'ils prennent contre l'aristocratie; un décret étend leur mission au Pas-de-Calais, 282. — Transmettent la levée du siège de Lille, 283. — La retraite de l'ennemi, 284. — Mandent qu'ils ont censuré les bataillons qui se sont mal conduits à Saint - Amand, 287. — Rendent compte des désordres arrivés à Cambrai, et du massacre de quelques prisonniers, 289. — Annoncent que l'armée est prête à affranchir la Belgique, mais qu'elle manque d'objets d'équipement; leur proclamation aux habitans de Lille, pour les féliciter sur leur dévouement, 290. — Provoquent une mesure pour prévenir la désorganisation des bataillons, 292. — Rendent compte des ravages commis par les Autrichiens,

301. — Leur proclamation pour l'exécution du décret sur les émigrés, 306. — Annoncent différens avantages remportés sur les Autrichiens, 316. — Se plaignent du dénuement de l'armée; envoient leur proclamation au peuple belge, 336. — Nouvelles plaintes sur les besoins de l'armée, et sur l'insuffisance de leurs pouvoirs, 366. (Voy. *Armée de la Belgique*). — AN I.^{er} 1793. Envoi de commissaires, et sa réunion à celle des Ardennes, sous le commandement du général Dampierre, 97. — Repousse les Autrichiens devant Lille et Condé, 109. — Compte de sa situation par le général Lamarlière, 116. — Fausse attaque de Saint-Amand, 127. — Ses opérations sous Lamarlière, 134. — Est commandée par Custine, 136. — Les représentans annoncent qu'ils ont destitué Sillery, aide-de-camp de Dampierre, *ibid.* — Ils destituent Belprey, commandant du génie au Quesnoy, pour incivisme, 137. — Exporté de ses opérations par Custine, 143. — Henry, adjudant, annonce ses succès, et présente un drapeau pris sur l'ennemi, 146. — Victoire remportée; Lesage - Senault et Gasparin annoncent que la supériorité de l'ennemi l'a forcée de se replier sur les places de deuxième ligne, 147. — Détails de quelques avantages, 148. — Envoi de commissaires, 150. — Succès, 151. — Prise de Furnes, 157. — Proclamation de Custine contre l'indiscipline d'un bataillon, 166. — Avantage sur les Autrichiens, 167. — Suite de succès, 182. — Lettre datée du camp de la Magdeleine sur sa situation, 183. — Avantages remportés, 185. — Bulletin annonçant le consentement des commissaires, à ce qu'on lise aux soldats les calomnies des journalistes, et notamment de Lavaux, auteur du *journal de la Montagne*; contre Custine, 188. — Ordre du général pour que la soupe des soldats soit faite de pain de munition, 189. — Dietmann remplace Custine, 205. — Envoi près d'elle de Roux-Fazillac et Delcher, 208. — Intrigues qui y ont lieu; envoi de deux nouveaux commissaires, 212. — Prieur, Jeanbon-Saint-André et Lebas y sont envoyés; Houchard en est nommé général, 215. — Elle accepte la constitution, 227. — Trait de bravoure de Termonier, 229. — Affaires partielles,

234. — Affaire de Lincelle, 237. — Les représentants transmettent des traits de bravoure des citoyens Lacombe et Regnier, cavaliers au vingtième régiment, 242. — Arrestation de cent-cinquante rebelles; promesse de 3,000 liv. à celui qui amènera, mort ou vif, leur chef; décret confirmatif, 243. — Entrée dans Turcoing et Launoy, 245. — Les commissaires demandent une récompense en faveur d'Elie, gendarme qui s'est distingué dans l'affaire de Valenciennes, 249. — Isoré, Drouet et Bar y sont envoyés, 255. — Annonce de divers avantages, *ibid.* — Treilhard et Berlier confirment ses succès, 256. — Echec à Cambray 260. — Décret portant qu'elle a bien mérité de la patrie en délivrant Bergues et Dunkerque, 263. — AN II. 1793. Jourdan y remplace Houchard, 269. — Plaintes de Bentaholle sur son état de désorganisation; mémoire de Briez sur le même objet, 270. — Commission créée pour juger les délits relatifs aux subsistances, 22. — Adresse à cette armée, 23. — Accueil fraternel fait à une de ses colonnes dans le village de Beaurain; victoire à Bourlers, 28. — Détails y relatifs, et décret en l'honneur de l'armée, 30. — Elle force l'ennemi sur tous les points, 35. — Destitutions qu'y prononce Duquesnoy, approuvées par décret, 51. — Envoi de Sallengros, 64. — Ses avant-postes taillent en pièces le régiment de Laudon-vert, 75. — Suite de ses succès, 78. — Reprend le Mont-Noir, 91. — AN II. 1794. Ses succès arrêtés, faute d'audace de la part de Jourdan; Pichegru le remplace; envoi près d'elle de Richard et Choudieu, 138. — Succès, 148. — Proclamation de Pichegru, 149. — Eloges de l'armée aux Jacobins; lettre de fraternité et d'union que lui adresse la société, 152. — Opérations du Duquesnoy; nouveaux succès, 161. — Avantages d'avant-postes à Douai, 164. — Succès divers, 165 et 168. — Annonce faite par Richard de l'arrestation de plusieurs correspondans d'Hébert à cette armée; excellentes dispositions de son esprit, 185. — Avantages remportés par la cavalerie sur l'ennemi, 187 et 189. — Décret qui approuve la formation en bataillons des hommes qu'on en a extraits pour être envoyés à la Vendée, 198. — Avantages et arrestation d'un émigré, espion des Anglais, chargé de papiers importants, 215. — Prise du camp de

César, 218. — Assassinat du général de division Goguet, 219. — Ses dispositions redoutables, 220. — Triomphe à Courtray; est prête à se joindre à celle des Ardennes, 222. — Prise de Menin, et décret de bien mérité de la patrie, 223. — Succès dans la Flandre-Maritime, 226. — Actions héroïques qui y ont eu lieu, 228 et 230. — Lettre de Moreau, qui annonce le passage de la Sambre, effectué par l'aile gauche, 238. — Succès de l'aile droite à Tournai, et nouvel exemple de bravoure donné par l'infanterie dans la plaine de la West-Flandre, 238. — Avantage de la division du général Bonnaud, qui a pris 60 pièces d'artillerie et fait 2,000 prisonniers, 242, 243 et 244. — Lettres de St.-Just et Lebas sur le passage de la Sambre par toute l'armée, 246. — Rapport de Couthon, et lettres de Pichegru et de Laurent sur les nouveaux succès et différentes actions héroïques qui y ont eu lieu, 248. — Autres pièces relatives à de nouvelles victoires, 270. — Conquête d'Ypres, 271. — Ne cesse de bien mériter de la patrie, et fera désormais partie de l'armée de Sambre et Meuse, 282. — Ses progrès dans la Belgique, 286 et 289. — Prise de Gemmappes, Gand, Oudenarde, etc., 292. — Fait sa jonction avec l'armée de Sambre et Meuse, et s'empare de Bruxelles, 295. — S'empare de la Montagne de Fer et de l'abbaye de Florival; décret de bien mérité de la patrie, 301 et 302. — Nouveaux succès; sa marche sur la Hollande, après la prise de l'île de Cadsan, 306 et 316. — Reprise de Condé; et autre décret de bien mérité de la patrie, 345. — Présentation de deux drapeaux enlevés à l'ennemi par un officier de cette armée, 354. — AN III. Envoi de tableaux de l'école flamande, conquis par elle, 3. — Détails sur ses mouvemens, 19. — Suite de succès, 34. — Prise de Frankendal, 37. — Défaite des débris de l'armée anglo-batave, et prise de 7,000 prisonniers, 38. — Elle envoie à la convention un drapeau pris sur l'ennemi, 39. — Autre victoire, où plusieurs généraux, officiers et hussards se distinguent, 42. — Despinoy, général, présente 26 drapeaux pris par elle, 46. — Prend Nimègue et le fort de Schenck, 54. — Autres succès, 59. — Victoire sur les Anglais, 105. — Autre sur les Autrichiens,

118. — Détails sur ses succès et les généraux qui s'y sont distingués, 119. — Prend Heusden, 120. — Entre en Hollande sur les glaces, 122. — S'empare d'Amsterdam; décret portant qu'elle a bien mérité de la patrie, 127. — Les représentans près cette armée, proclament l'indépendance des Bataves, 140. — Transmettent les détails de succès, 150. — Prennent un arrêté relatif aux biens des sujets dont les puissances sont en guerre avec la France, 157. — Compte de la mission d'Hausmann, l'un d'eux, 159. — Moreau est choisi pour son général, 165. — Suite de ses succès en Hollande, 183 et 188. — Richard atteste son dévouement à la convention, 196. — Autre lettre attestant les mêmes sentimens, lors des événemens de prairial, 255. — Rapport sur la mission de Roberjot dans les pays qu'elle a conquis, 346. — Accepte la constitution; députation de cette armée à la convention, demandant à aller visiter leurs frères du camp sous Paris, 354. — AN IV. Certificats donnés à Pichegru par ses généraux, 21. — Beurnonville la commande, 242. — Proclamation que lui adresse le directoire, 250. — AN V. Moreau en est général en chef, 111. — AN VI. Sa réunion à celle d'Allemagne, 38. — Présentation de ses drapeaux au directoire, 162.

Armée d'Observation. AN VII. Est commandée par Bernadotte, 162. — Son arrêté pour y restreindre l'usage des réquisitions, 194.

Armée d'Orient. AN VI. Son départ de Toulon, 249. — Prise de Malte, 284. — Son arrivée à Alexandrie, 333. — Détails de son débarquement; prise de cette ville et du Caire; invasion de toute la Basse-Egypte; continuation de sa marche, 360. — Message du directoire à ce sujet, et discours aux deux conseils; est déclarée avoir bien mérité de la patrie, *ibid.* et 362. — AN VII. Autres succès, 8. — Ordre sur la police militaire, 14. — Situation de l'armée; ses progrès; expédition de Syrie, 21. — Nouvelles et détails de ses travaux, 28, 29, 33, 50, 51 et 58. — Célébration de l'anniversaire de la fondation de la république dans ses différens quartiers; défaite de Mourad bey, 60. — Proclamation de Bonaparte à l'armée, 61. — Il y incorpore les Mameloucks, 92. — Divers ordres du jour; succès sur les Arabes, 93. — Suite

de ces ordres; détails sur ceux qui se sont distingués à la bataille de Sédiman, 94. — Autres sur ses conquêtes et sa position, 119. — Lettre du Caire y relative, 161. — Combats avec les Mameloucks, les Arabes et quelques villages, 177. — Lettre de Bonaparte sur sa situation avantageuse, 206. — Marche vers la Syrie, 211. — Sa position dans cette contrée, 245. — Siège de Saint-Jean-d'Acre, 283, 305 et 359. (*Voyez BONAPARTE, EGYPTTE, et autres localités.*)

Armée de l'Ouest. AN I^{er}. 1793. Ses succès sur les rebelles, 112. — Epreuve un désavantage; plaintes sur ses excès dans la Vendée, 116. — Est battue par les brigands; débats à ce sujet sur les généraux Berruyer et Ligonier, 118. — AN II. 1793. Son organisation par la réunion de celle des Côtes de la Rochelle, et d'une partie de celle des Côtes de Brest; proclamation qui lui est envoyée pour la destruction des brigands avant la fin d'octobre; nomination de Léchelle à son commandement, 275. — Adresse à cette armée, 23. — Décret qui réduit le nombre de ses représentans, 24. — Reprise de Mortagne et de Chollet, 30. — Avantage qu'elle remporte sur les rebelles, 38. — Défenseurs de la patrie fusillés à Fougères, 54. — Mort du général Léchelle qui s'était empoisonné, 61. — Réunion de cette armée à celle des Côtes de Brest, 64. — Ses succès sur la rive gauche de la Loire, 82. — Détails de la victoire du Mans; éloge de Tilly et de Westermann; décret qui déclare qu'elle a bien mérité de la patrie, 87. — Adresse de cette armée sur la déroute des brigands à Savenay, 99. — AN II. 1794. Elle prend Noirmoutiers et chasse Charette de Machecoul, 110. — Dumas est proposé pour son général en chef, 331. — AN III. Canclaux est nommé à ce commandement, 19 et 165. — Entrevue des représentans près cette armée avec les généraux vendéens, 168. — Sa position au cœur de la Vendée, 198. — Compte d'une attaque à Chemillé par les brigands, 204. — Ordre général; trahison des chefs des chouans, leur arrestation; promesse que les conditions de la pacification seront fidèlement exécutées, 271. — Echec qu'elle fait éprouver aux émigrés renfermés dans Quiberon, 299. — Hoche nommé commandant en chef, 348. — Arrêté du comité de salut public, relatif

latif à des excès qui s'y commettent , 362. — AN IV. Ses succès contre les rebelles , 19. — Ses dispositions en vendémiaire pour secourir la convention , 21. — Ses succès , 68 et 97. — Arrestation de plusieurs chefs de l'armée royale, traduits devant une commission militaire , 112. — Nouvelles affaires, et rapport des commandans de Beaumont , de Sillé et du Mans , 117. — Détails sur la guerre des Vendéens réunis aux chouans et aux cargaisons d'émigrés vomis sur les côtes par l'Angleterre , 119. — Avantages remportés sur Charette , 123 et 186. — Nouvelles de ses succès , 172.

Armée des Pyrénées. AN I.^{er} 1793. Accusations contre Pache à son sujet , 30. — Son entrée sur le territoire ennemi , 100. — Ses succès , 108.

Armée des Pyrénées Occidentales. AN I.^{er} 1793. Défaite d'un de ses corps aux ordres des généraux Willot et Gauthier , 117. — Autre échec à Saint-Jean-Pied-de-Port ; note sur le foyer de calomnies et de désorganisation dont cette armée est travaillée , 191. — Détails d'une victoire , 218. — Autre succès à Saint-Jean-Pied-de-Port , 236. — AN II. 1794. Sa situation ; l'ennemi y répand des manifestes royalistes , 117. — Elle célèbre la reprise de Toulon , 127. — Rapport et dépêches sur ses succès , 241. — Prise des Aldules où se signale le brave Harispe , 263. — Nouvelles victoires , et lettres à ce sujet , 285 et 306. — Autre dans la vallée de Bastan , et rapport du général Moncey y relatif , 319 et 320. — Prise de Fontarabie , 322. — Proclamations des représentans près cette armée aux soldats , 324. — Prise du Port-du-Passage, Saint-Sébastien et Tolosa , 326. — Décret de bien mérité de la patrie , *ibid.* — AN III. Défaite de six mille Espagnols par six cents Français , 1. — Autres succès , 14. — Victoire et décret à la suite de bien mérité de la patrie , 41. — Nouvelle victoire et même décret , 78. — Autres succès , 97. — Moncey annonce qu'elle a célébré le 21 janvier , 142. — Il est nommé pour la commander en chef , 165. — Bô et Piquet sont envoyés près d'elle , 174. — Moncey atteste la haine qu'elle porte aux royalistes et aux anarchistes , 203. — Maignen y va en mission , 214. — Courage et dévouement de la troupe au sein des privations , 231. — Avantage sur les Espagnols , 243. — Décret qui y envoie Auguis , 261. — Son

Table alphabétique.

indignation au sujet des événemens de prairial , 266. — Désaveu d'une adresse qui a circulé sous son nom , à cette époque , 283. — Victoire signalée ; décret de bien mérité de la patrie , 301 et 308. — Nouvelle victoire , 303. — Accepte la constitution , 362. — AN IV. Même annonce , 6. — AN VI. Remet au directoire le drapeau qu'elle avait reçu de la convention , 245.

Armée des Pyrénées-Orientales. AN I.^{er} 1793. Annonce d'une trahison , 150. — Et de divers succès , 151 , 207 et 208. — Lettre du général Beauharnais , annonçant une victoire remportée sur les Espagnols , 212 et 232. — Puget-Barbantane y remplace Desfiers , 239. — Proclamation du général espagnol qui l'invite à abandonner la cause de la liberté ; réponse du général Puget-Barbantane , 245. — Soumet la Cerdagne espagnole , 252. — Le général Dumas en prend le commandement en chef , 253. — Nouvelle de quelques échecs essuyés par eile , 256. — Victoire complète sur les Espagnols , 258. — Turreau remplace Puget-Barbantane , 261. — Féraud y annonce une victoire , *ibid.* — AN II. 1793. Déroute des Espagnols à Peyres-Tortes , 268. — Autre avantage ; présage de nouveaux succès , 29. — Doppet en est nommé général , 45. — Bonnet , représentant , en est rappelé , *ibid.* — Victoire sur les Espagnols , 48. — Son entrée sur leur territoire , 50. — S'empare du Val-Carlos et de Lacayde , 68. — Revers à Perpignan ; décret qui envoie à cette armée Milhaud et Soubrany , 94. — Lettre du général Daoust sur les succès de sa division ; nouvelle trahison dans cette armée ; régénération des représentans et de l'état-major , 99. — AN II. 1794. Bravoure de deux canonniers , 106. — Dugommier la commande pendant la maladie de Doppet ; tableau de sa situation , 114. — Texte de ce rapport , 115. — Victoire sur les Espagnols ; mention honorable de l'armée , et mise en liberté de soldats qui , sortis de prison pour combattre , sont revenus prendre leurs fers après la victoire , 146. — Traits de bravoure à l'affaire du 17 pluviôse , 162. — Sa réorganisation annoncée par Milhaud et Soubrani , et sa marche , 210. — Conquête de la Cerdagne espagnole , 220. — Nouveaux progrès et décret de bien mérité de la patrie , 228. — Compte de ces succès rendu aux Jacobins par Milhaud , 242.

— Prise de Saint-Laurent de la Monga et de ses célèbres fonderies, 246. — Nouveaux succès, 253. — Sept mille Espagnols mettent bas les armes; prise du fort Saint-Elme et Port-Vendre; décret de bien mérité de la patrie, 257. — S'empare du poste de de l'Etoile, et poursuit sa marche triomphante dans la Cerdagne espagnole, 292. — Lettre des représentans près cette armée sur la perfidie du général espagnol, comte de la Union, et réponse de celui-ci au général Dugommier, 327. — Victoire sur les Espagnols, dont deux mille cinq cents restent sur le champ de bataille; mort du général français Mirabel à la tête de sa colonne; lettres officielles à ce sujet, et décrets honorables, 336 et 337. — AN III. Reprend Bellegarde et chasse les Espagnols du territoire; décret qu'elle ne cesse de bien mériter de la patrie, 6. — Lettre de Dugommier sur le drapeau que lui a envoyé la convention, 38. — Victoire sur les Espagnols; mort de ce général; bravoure d'Angereau, Dugua et Victor; décret de bien mérité de la patrie, 69 et 70. — Autres succès près du château de Figlières; décret de bien mérité de la patrie, 78. — Traits de courage de plusieurs de ses défenseurs, 112. — Bat les Espagnols, 118. — Prend la ville de Roses, 146. — Schérer en est nommé général en chef, 165. — Présentation à la convention des drapeaux conquis par elle, 178. — Nouveaux avantages, 240. — Victoire signalée, 281. — Prise de Vittoria; décret qu'elle ne cesse de bien mériter de la patrie, 316. — Détails sur la dernière victoire; prise de Bilbao; nouveau décret qu'elle ne cesse de bien mériter de la patrie, 319. — Accepte la constitution, 365. — AN VI. Remet le drapeau qu'elle a reçu de la convention, 245.

Armée Révolutionnaire. AN I.^{er} 1793. Décret sur ses attributions et son organisation, 136 et 157. — Pétition à ce sujet, 250. — Sa création, 251, 255 et 259. — Proposition d'en former une par chaque département, 257. — AN II. 1793. Liste de ses chefs présentée aux Jacobins, 273. — Epuratation de son état-major à cette société, 275 et 277. — Défile devant la convention, 31. — Une députation de cette armée dépose des caisses remplies d'argent, 49. — Est déclarée avoir bien mérité de la patrie dans le Midi, 51. — Autre députation qui apporte des ornemens d'église, et danse

autour de deux drapeaux à fleurs de Lys qu'elle incendie; approbation de sa conduite, 53. — Décret qui enjoint aux commissaires près cette armée envoyée à Lyon, de rendre compte de leur conduite, 84. — Autre portant peine de mort contre tout officier d'armée révolutionnaire qui n'obéirait pas à la loi qui le révoque, et de dix ans de fers contre tous soldats qui ne se sépareraient pas aussitôt après la loi de dissolution, 90. — AN II. 1794. Rapport de Barrère sur ce corps qui fut souvent utile, et s'écarta quelquefois de son but par le crime de son chef; décret à la suite ordonnant son licenciement comme institution contraire à la liberté, et instrument dangereux, 188. — Elle présente une adresse contre la conspiration dont son chef était un des complices, 202.

Armée du Rhin. AN 1791. Lettre des commissaires envoyés près d'elle pour la prestation de son serment, 187. — AN I.^{er} 1793. Est commandée provisoirement par Houchard, 135. — Alexandre Beauharnais en est nommé commandant en chef; 151. — Bravoure de Laurent, représentant en mission, 160. — Houchard nommé pour y remplacer Beauharnais désigné ministre de la guerre, 167. — Celui-ci reste à ce commandement, 176. — Sa proclamation contre les désorganisateur, 193. — Envoi près d'elle de Lacoste et Guyardin, 208. — Mission des représentans Prieur, Jean-Bon St-André et Lebas, 215. — Les représentans mettent Strasbourg en état de siège, 226. — Proclamation de Beauharnais à ses frères d'armes, au sujet de la reddition de Mayence, *ibid.* — Ses succès, 230. — Proclamation que lui adresse le général Beauharnais sur sa démission, 234. — Retenu par indisposition à Strasbourg, il en remet le commandement à Landremont, 235. — Gillot nommé à son commandement à la place de Beauharnais, 236. — Annonce que l'ennemi est repoussé de deux lieues, et que bientôt cent mille républicains viendront renforcer l'armée, 239. — Autres succès, 249. — L'ennemi rétrograde avec beaucoup de perte, 261. — AN II. 1793. L'aile droite tue deux mille émigrés et Autrichiens dans la forêt de Bervalle, 268. — Delmas, général, y remplace Landremont, 269. — Les gardes françaises et les vainqueurs de la Bastille renvoyés par l'état-major sont rappelés à

l'armée, 17. — Trahison et échec à Lauterbourg, 30. — Décret qui renouvelle les représentans près de cette armée, 45. — Lettre des commissaires sur les mesures qu'ils ont prises, 50. — Ils annoncent que la terreur y est à l'ordre du jour, 55. — Son état-major épuré; séditions fusillées à la tête de l'armée, 57. — Décret qui autorise les représentans à échanger les prisonniers, 77. — Est arrêtée dans ses succès, 78. — Avantage qu'elle remporte près Haguenau, 86. — Beau trait du premier bataillon de l'Indre, 87. — Note de quelques actions éclatantes, 98. — Lettre du représentant Lémann sur ses succès, 99. — AN II. 1794. Autres avantages, et décret de bien mérité de la patrie, 104. — Prise du fort Vauban, 124. — Situation de l'armée, 177. — Décret portant que ses gendarmes licenciés seront incorporés dans les divisions de l'intérieur, 189. — Rougemont fait part de l'excellent esprit républicain qu'il a observé dans l'avant-garde commandée par Desaix, 190. — Annonce d'un succès, 253. — Elle fait fuir les Prussiens sur un espace de plus de vingt lieues; prise de Newstadt, Spire, etc., et décret de bien mérité de la patrie, 301 et 302. — Autres succès, 306. — AN III. Lettre du général Michaud sur le drapeau que lui a envoyé la convention, 38. — Prend le fort du Rhin; décret de bien mérité de la patrie, 101 et 102. — Eloge par Féraud de sa discipline; sa position formidable; héroïsme de la division Souham, 222. — Michaud lui annonce son remplacement par Kléber, 235. — Arrestation de six individus qui y entravent les approvisionnemens, 274. — AN V. Moreau la commande en chef avec celle de Sambre-et-Meuse, 105. — AN VI. Sa suppression, et réforme de son état-major, 132.

Armée de Rhin-et-Moselle. AN II. 1794. Ses opérations, 116. — AN III. Ses succès, 34. — Prise de Bruges, 37. — Pichegru en est nommé général en chef, 165. — Son courage ranimé par les événemens de l'intérieur, par suite de la journée du 12 germinal, 206. — Merlin de Thionville envoyé près d'elle, 207. — Envoi aux armées du discours de ceux de ses grenadiers venus pour faire le service auprès de la convention, 251. — Son indignation contre les factieux, et son dévouement à la convention, attestés par une lettre

de Merlin de Thionville, 254. — Accepte la constitution, 362. — AN IV. Prend Manheim, 6. — Passe le Rhin près cette place, 11. — Ses dispositions pour la défense de la constitution et de la convention, 23. — Sa marche rétrograde, 36. — Bulletin officiel de ses opérations, 103 et 105. — Proclamation que lui adresse le directoire, 250. — Défait les Autrichiens; prend Kayserlautern, Newstadt et Spire, 267. — Autre victoire sur Wurmser, 275. — Nouveaux avantages, 281 et 295. — Passage du Rhin, et prise du fort de Kehl, 282. — Détails de cette affaire, 283. — Ne cesse de bien mériter de la patrie, 285 et 287. — Compte de ses opérations, 287, 288, 307, 312. — Gagne la bataille de Renchen, 292. — Nouveau décret de bien mérité de la patrie, *ibid.* et 295. — Victoire de Rastadt, 297. — Et d'Ettingen, 300. — Communique avec celle de Sambre-et-Meuse, 324 et 345. — Sa marche, et succès obtenus, 324. — Autres victoires, 333 et 346. — Passage de la Leck, 348. — Ses succès à Bruschal, 358. — L'avant-garde du centre bat l'ennemi à Maimbourg, 365. — AN V. Nouvelles satisfaisantes de sa situation, 8. — Précis de ses opérations par le général Reynier, 18. — Victoire sur les Autrichiens, 20. — Perte de ceux-ci aux environs de Buchau, 23. — Nouveaux détails sur cette victoire, 26. — Sa mémorable retraite et son retour sur le Rhin, après avoir fait cinq mille prisonniers et enlevé vingt pièces de canon, 28. — Sa situation formidable, 29. — Nouveaux détails sur sa retraite mémorable, 30. — Ne cesse de bien mériter de la patrie, 30 et 32. — Trait de bravoure du citoyen Ferry, 35. — Victoire de son aile droite, 40. — Ses positions sur la rive gauche du Rhin, 43. — Sa situation; elle a fait dans sa retraite dix mille prisonniers, 63. — Son éloge et celui de ses chefs par le général Solano, 71. — Présentation au directoire des drapeaux conquis par elle, 73. — Belle défense de la tête du pont d'Huningue, 79. — Nomination de Desaix pour la commander sous Moreau, général en chef, 111. — Ce général et Rudler annoncent la capitulation et l'évacuation par les Autrichiens du fort de Kehl, 117. — Détails de ses opérations devant cette place, 118. — Succès com-

plet d'une sortie sur la tête du pont d'Huningue, 139. — Évacuation de la tête de ce pont, après une capitulation honorable, 142. — Lettre de Desaix à ce sujet, 144. — Message sur son passage du Rhin et la reprise de Kehl, 217. — Autres détails; tableau de ses opérations depuis le premier floréal, 218. — Message sur ses succès; elle a bien mérité de la patrie, 223 et 225. — Détails du passage du Rhin près de Gambshheim et des combats qui l'ont suivi, 234. — Envoi au directoire de deux drapeaux conquis sur les troupes autrichiennes, 312. — Son adresse contre les clériciens, 340. — Est réunie provisoirement à celle de Sambre-et-Meuse, 348. — AN VI. Augereau en est nommé général en chef, 4. — Elle est réunie à celle de Sambre-et-Meuse, sous la dénomination d'*Armée d'Allemagne*, 10. — Présentation de ses drapeaux au directoire, 82. — AN VII. Précis historique de ses campagnes pendant l'an IV et l'an V, par le chef de brigade Dedon, 255. (Voyez *Armées d'Allemagne et de Sambre-et-Meuse*).

Armée de Rome. AN VI. Proclamation de Masséna, relative aux calomnies répandues contre lui, 212. — Arrestation d'officiers prévenus d'insubordination envers ce général, 222. — L'armée envoie un détachement calmer la révolte de Camérano, où un commissaire français a été massacré, 232. — AN VII. Mécontentement par suite de réformes dans les administrations, 51. — Guerre au roi de Naples, 85. — Détails sur ses opérations, 95. — Adresse de son général en chef Championnet; détails de ses succès, 108. — Rapport sur ses marches, ses succès et ses positions, 119. — Rapport au directoire de ses combats et victoires, 120. — Détails sur ses opérations, et succès contre les Napolitains, 122. (Voy. *Armées d'Italie et de Naples*; et leurs généraux).

Armée de Sambre-et-Meuse. AN II. 1794. S'empare du camp de César, 208. — Cette armée sera formée de celles de la Moselle, du Nord et des Ardennes, 282. — Prise de Tournai et du port d'Ostende; décret de bien mérité de la patrie, 287. — Sa jonction avec l'armée du Nord, et prise de Bruxelles, 295. — Victoire sur les Prussiens, et nouveau décret de bien mérité de

la patrie, 302. — Autres succès, 306. — AN III. Lettres contenant les détails des avantages remportés sous Maëstricht, et décret de bien mérité de la patrie, 2 et 4. — Prise d'Aix-la-Chapelle, 12. — Défaite des Autrichiens; prise de Juliers, 17. — Nouveau décret de bien mérité de la patrie, 21. — Lettre de Jourdan sur le drapeau que lui a envoyé la convention, 23. — Nouveaux succès, 34. — Entrée dans Coblenz, 36. — Bombardement de Dusseldorf, 52. — Envoi de trente-six drapeaux, 54. — A bien mérité de la patrie pour l'expédition de Hollande, 127. — Les représentants près cette armée proclament l'indépendance des Bataves, 140. — Transmettent le détail de ses succès en Hollande, 150. — Prennent un arrêté sur la confiscation des biens appartenans aux sujets de l'ennemi, 157. — Jourdan est choisi pour la commander, 165. — Envoi aux armées du discours de ses grenadiers venus pour faire le service auprès de la convention, 251. — Ses dispositions relativement aux derniers troubles suscités à Paris par les royalistes; extrait de la lettre du représentant Dubois du Haut-Rhin à ce sujet, 321. — Rapport de Roberjot sur sa mission dans les pays conquis par cette armée, 346. — Accepte la constitution; sa députation à la convention demande d'aller visiter leurs frères du camp sous Paris, 354. — Prise de Dusseldorf; décret de bien mérité de la patrie; impression, affiche et envoi de cette nouvelle aux armées et aux départemens, 357. — Ordre du jour sur la plainte de la section du Mont-Blanc contre l'adresse ci-dessus mentionnée, d'une division de cette armée, 360. — AN IV. Victoire sur les Autrichiens; courage des grenadiers, 2. — Acceptation de la constitution, *ibid.* — Passage du Rhin près Neuwied, 3. — Victoire sur la Lahn, 8. — Détails de ses opérations, 10. — Sa situation, 15. — Ses dispositions pour secourir la convention, 18 et 25. — Nouveaux succès, 29 et 32. — Sa marche rétrograde, 36. — Léger échec qu'elle éprouve, 51. — Sa position, 67. — Détails de quelques affaires, 85. — Son état, 91. — Annonce de succès, 95. — Bulletin officiel, 103. — Ses succès; mention honorable d'un don civique fait par elle, 121. — Proclamation que lui

adresse le directoire, 250. — Passage de la Sieg; avantages remportés, 263. — Bataille d'Altenkirchen; nombre des prisonniers faits à l'ennemi, et des canons et drapeaux qu'il a perdus, 265. — Messages sur ses succès; décret qu'elle ne cesse de bien mériter de la patrie, 266, 268 et 170. — Bulletin de ses opérations, 274, 278 et 280. — Ses mouvemens rétrogrades, 275. — Compte rendu de son passage du Rhin, 289. — Lettre du général Kléber, relativement à sa retraite, 290. — Message annonçant le passage du Rhin, et décret de bien mérité de la patrie, 292 et 295. — Compte d'un avantage remporté devant Limbourg, et du passage de la Lahn, 298. — Ses succès, 299. — S'empare de Friedberg et de Francfort, 302. — Lettres sur sa marche, 310 et 317. — Prise du fort de Kœnigstein, 314. — De Wurtzbourg avec sa citadelle, 316. — De Kœnigshoffen avec sa citadelle, 323. — Communique avec l'armée du Rhin-et-Moselle, *ibid.* — Ses succès, et entrée dans la ville de Bamberg, 327 et 329. — Détails de cette prise, et nouveaux succès, 330 et 347. — Mouvemens rétrogrades, 349. — Détails y relatifs, 356. — Arrive sur la Lahn en arrière de Wetzlaër, 364. — AN V. Observations sur cette retraite, 2. — Lettre officielle sur le même sujet, 5. — Combat de douze heures, après lequel les Autrichiens sont chassés de Nider-Ingelheim, 18. — Proclamation du général Beurnonville aux soldats, 19. — Avantages remportés par l'aile droite sur toute la ligne, 46. — Le général divisionnaire, Lefebvre, se plaint des calomnies des folliculaires contre cette armée, 53. — Bonne tenue de ses troupes, 91. — Nomination de Moreau pour la commander en chef avec celle du Rhin, 105. — Kléber en est général sous les ordres du premier, 111. — Hoche y remplace celui-ci, 127. — Passage du Rhin, et victoires qui l'ont suivi, 217. — Gain des Batailles de Neuwied, d'Ukerath, d'Altenkirchen et de Dierdoff; nouvel avantage remporté à Klein-Nister, 218. — Prise de Wetzlaër et autres avantages suspendus par la signature des préliminaires de paix à Léoben, 221. — Message sur ses succès; elle a bien mérité de la patrie, 223 et 225. — Trophées obtenus aux champs de

Neuwied et de Montabaur; détails d'une victoire remportée à Neuhoß; arrivée d'un courrier porteur de la paix, au moment d'une bataille près Francfort, 225. — Le général Hoche en dirige une partie sur Paris; Delaue annonce que le mécontentement règne parmi ces troupes, 320. (Voy. 18 *fructidor*). — Retour de ce général à cette armée, 322. — Détails sur la célébration du 10 août; toasts portés par ses chefs, 336. — AN VI. Augereau la commande en chef, 4. — Sa réunion avec celle de Rhin-et-Moselle sous le nom d'armée d'Allemagne, 10. (Voy. *Armée d'Allemagne*).

Armée de Toulon. (Voyez TOULON).

Armée du Var. AN 1792. Rapport du général Anselme sur ses opérations, 310. (Voy. NICE, SAVOIE, etc.).

Armée catholique et royale de la Vendée. AN II. 1794. Est détruite au Mans par Westermann, 109. — AN III. Ses chefs se soumettent à la république, 233. — AN IV. Traduction de plusieurs d'entre eux à la commission militaire de l'armée de l'Ouest, 112. (Voy. VENDÉE, OUEST, CHOUANS, CHARETTE, STOFFLET et les *Armées* de l'Ouest).

ARMEMENT EN COURSE ET ARMATEURS. AN 1792. Projet d'abolir la course; discussion à ce sujet; le roi est chargé, par un décret, de négocier un arrangement à cet effet auprès des différentes cours, 152 et 153. — AN I.^{er} 1793. Rapport sur une pétition d'armateurs dits *de la liberté*, 55. — AN VI. Pétition des armateurs pour annuler les lettres de naturalisation postérieures à la guerre, 289. — Rapport de Boulay-Paty, et ordre du jour motivé sur ce que la pétition tend à donner aux Anglais le droit de naviguer sous pavillon neutre, 293. — AN VII. Notice en faveur de l'armement, 274. (Voyez MARINE).

ARMES. AN 1790. Motion et renvoi au pouvoir exécutif pour empêcher leur sortie du royaume, 156. — AN 1791. Prohibition de leur exportation, 190 et 270. — AN 1792. Décret de même nature, 165. — Autre qui autorise les districts à acheter les armes et munitions pour la défense de la patrie, 207. — Autre qui autorise le ministre de la guerre à en faire des commandes aux manufactures pour en fournir les armées, 288. — AN IV.^{er} 1793.

Proposition relative à leur fabrication, 120. — Réquisition d'ouvriers pour cet objet, 170. — Leur manufacture, à Paris, mise en activité, 234. — Cent millions sont mis, pour cette destination, à la disposition du ministre de la guerre, 250. — Les citoyens employés à leur fabrication n'en pourront être détournés sous aucun prétexte, 263. — AN II. 1793. Décret pour assurer ces travaux, 30. — Leur activité à Paris, 44 et 45. — Mise en réquisition de toutes les armes de la république, 86. — AN II. 1794. Rapport et décret sur leur fabrication, 134 et 135. — Ecole d'instruction sur le même objet, 152. — Présentation aux Jacobins d'une armure destinée à préserver de l'arme blanche, 187. — AN III. Discussion relative à leur fabrication, 68. — Rapport de Boissy-d'Anglas sur des manœuvres pour soulever les ateliers; décret qui met la réparation et fabrication des fusils à l'entreprise, 86. — Arrêté qui défend d'en délivrer sans l'ordre des comités, 264. — Autre, relatif aux ouvriers de leurs manufactures, 321. — AN IV. Autre qui prohibe les armes offensives, 49. — AN VII. Décret pour faire restituer les objets détournés des arsenaux, 284. — Message du directoire, demandant des armes, 308. — Proposition de faire déclarer celles existantes chez les citoyens, 355. (*Voyez DÉARMEMENT*).

Commission des Armes (la). AN I.^{er} 1793. Propose des piques et javelots contre la cavalerie, 240. — AN III. Sa suppression, 352. (*Voyez FUSILS*).

ARMOIRE DE FER (papiers trouvés dans l'). AN 1792. Leur découverte et transmission par Roland; formation d'une commission pour en prendre connaissance, 327. — Pouvoirs donnés à ces 12 commissaires, 329. — Arrêté relatif à cette commission, 335. — Rapport de Rhul sur les pièces qui y ont été trouvées, et discussion à ce sujet, 339 et 340. — Suite du rapport; reprise de la discussion, 341, 342 et 344. — AN I.^{er} 1793. Décret sur les onze députés y désignés, 36. — Lettre de Heurtaut-Lamerville, explicative d'une de ces pièces, 58. — Autre, compromettant Sémionville, et qui cause sa destitution, 95. — Présomption d'une soustraction de pièces concernant le parti Brissot, jetée en avant par Robespierre, 103. — AN II.

1794. Rapport, et décret relatif à ces pièces et à celles qui ont servi au procès du roi, 232. (*Voyez LOUIS XVI et GAMAIN*).

ARMOIRIES. AN 1790. Opinion de M. Necker sur le décret qui les abolit, 183. — AN I.^{er} 1793. Confiscation des maisons qui en porteraient, 215. — AN II. 1793. Leur suppression ordonnée de dessus les plaques des cheminées, 22. (*Voyez FÉODALITÉ*).

ARQUEBUSE. AN I.^{er} 1793. Les biens possédés par les compagnies de l'arquebuse sont déclarés nationaux, 116. — Décret pour multiplier l'usage de cette arme dans les troupes, 191.

ARRESTATIONS. AN II. 1794. Le droit de cette mesure contre les représentants, est retiré aux comités, 315. — AN III. Débats sur celles ordonnées par le comité de sureté générale; Duhem se plaint de ce qu'elles n'ont lieu que pour les patriotes, sous les qualifications de *terroristes* et de *voleurs*, 188. — Rapport du décret ordonnant la publication de la liste de celles qui ont été faites, *ibid.* — Décrets relatifs à l'autorisation donnée aux sections de Paris pour l'arrestation des *terroristes*, 246, 250 et 253. (*Voyez DÉTENUIS, MANDATS D'ARRÊT, PRISONS, SUSPECTS, TERRORISTES* et les diverses JOURNÉES de la révolution).

ARRIÉRÉ. AN 1790. Décret pour en rapprocher le paiement, 82. — Les lettres de change de la marine sur des étrangers ne sont pas comprises dans l'arriéré, *ibid.* — AN 1791. Décret sur les oppositions collectives formées sur les compagnies financières, 34. — Autre, relatif aux payemens, 297. — AN 1792. Moyens pour en procurer le recouvrement, 193. (*Voyez CONTRIBUTIONS, DETTE PUBLIQUE, FINANCES*).

ARSENAUX. (*Voyez ARMES*).

ARTILLERIE. AN 1790. Décret pour le paiement des entrepreneurs, 98. — Le régiment de Strasbourg demande la conservation de son colonel, le marquis de Puysegur, 153. — Envoi en don patriotique de l'argent distribué pour le séduire, 163. — Exposé ses principes sur l'égalité entre les chefs et les subordonnés, 166. — Bonne conduite du régiment de Toul, 241. — Organisation de cette arme, 253, 254, 327 et 337. — Adresse patriotique du régiment de Metz à l'assemblée nationale,

255. — Rapport sur l'organisation du comité de ce nom, 361. — AN 1791. Décret sur la conservation des capitaines, 142. — Nomination des inspecteurs généraux, 159. — Ecoles, 260. — AN 1792. Un serrurier de cette arme présente un moyen pour enclouer les canons, 66. — Création d'un corps d'artillerie à cheval, 91. — Son organisation, 105 et 109. — Fabrication de cent pièces de canon, 228. — Suppression des fusils pour les soldats de cette arme, 260. — AN I.^{er} 1793. Proposition d'augmenter l'artillerie légère, et décret à ce sujet, 41 et 157. — Autre, pour le service de celle des Côtes, 65. — Autre, sur l'avancement, 88. — Etat de celle de Paris, 98. — Décret qui met toute celle de la république à la réquisition du ministre de la guerre, 123. — Autre, pour la construction des affûts-fardiens, 157. — Autre, prononçant peine de mort contre les conducteurs qui fuient emmenant leurs chevaux, 211. — Réintégration de plusieurs officiers de celle des Colonies, destitués par les représentans à l'armée des Côtes de Brest, 232. — AN II. 1794. Rapport sur l'augmentation de l'artillerie volante, 131. — Décret sur cet objet, 141. — Arrêté sur la fabrication des canons, 144. — Modèle d'une pièce de 4, d'un service facile et rapide, 162. — Décret qui assimile les canonniers volontaires aux régimens d'artillerie, 169. — Autre, relatif aux mêmes, 218. — AN III. Proposition sur l'organisation de l'artillerie, 135. — Décret sur cet objet, 222 et 232. — Suppression d'une des deux pièces de campagne attachées à chaque bataillon, 231. — Arrêté qui défend aux fonderies de dériver des canons sans une autorisation spéciale, 264. — Autre, concernant les ouvriers de cette arme, 321. — AN IV. Décret concernant les établissemens de Rennes et Besançon, 3. — Autre, sur l'organisation d'une école, 35. — AN VI. Augmentation de solde pour ses officiers, 6. — Projet de réduire le nombre d'hommes de celle de la marine, 218. — AN V. Dénonciation du conseil d'administration du troisième régiment contre l'*Ami des lois*, 323; (Voyez CANONNIERS, CANONS et MARINE).

ARTISANS. AN II. 1794. Ceux détenus comme suspects, mis en liberté, 293.

ARTISTES. AN 1789. Premier don patriotique, formé des bijoux de plusieurs femmes d'artistes, 54. — AN 1791. Ils font une offrande de 3,000 liv., 190. — Décret relatif à l'exposition de leurs ouvrages, 234. — Autres, sur des réclamations concernant cette même exposition, 293 et 340. — AN II. 1794. Ils sont appelés à célébrer le dévouement du vaisseau *le Vengeur*, 292. — AN III. Décret pour la mise en liberté de ceux arrêtés, 3. — Autre, qui leur attribue une gratification, 209. — Autres secours, 352. — AN V. Leur pétition au directoire, 12. — AN VII. Noms de ceux qui doivent résider cinq ans à Rome, aux frais de la république, 9. (Voyez PEINTURE, FÊTES NATIONALES et l'article ci-après).

ARTS, SCIENCES et MÉTIERS. AN 1791. Décret sur les récompenses destinées à leur encouragement, 254. — Autre, pour la liquidation des dettes des corps d'arts et métiers, 267. — Formation d'un bureau à cet effet, 272. — AN I.^{er} 1793. Prorogation des fonctions de leur bureau de consultation, 6. — Prix proposé pour le perfectionnement de la filature au fuseau, 77. — Décret contre la dégradation des monumens, 158. — Autre, qui accorde un prix d'encouragement pour la peinture, sculpture et architecture, 185. — AN II. 1793. Nouveau décret pour empêcher les destructions, sous prétexte de signes féodaux, 36. — Loi sur les concours, 42. — Observations sur la conservation des monumens, 72. — AN II. 1794. Traité sur les arts et métiers, 125. — Formation d'une commission temporaire pour inventorier les collections précieuses, 143. — Arrêté du comité de salut public, relatif à leur encouragement, 261 et 263. — AN III. Annonce de l'arrivée de tableaux de l'école Flamande, conquis par l'armée du Nord, 3. — Schmidt, facteur d'instrumens, fait hommage à la convention de deux machines, l'une, pour agir sous l'eau, l'autre pour éteindre le feu, 8. — Rapport de Grégoire sur l'encouragement à donner aux arts; et décret qui leur accorde 300,000 liv., 19 et 20. — Création d'un conservatoire pour toutes les machines, outils et livres relatifs aux arts, 22. — Le Lycée d'arts annonce la découverte d'une nouvelle potasse, 29. — Décret pour la conservation des

objets d'arts qui se trouveraient sur des bâtimens pris par des corsaires français , 38. — Autre sur la conservation de leurs produits et objets y relatifs , 41. — AN IV. Encouragemens et récompenses qui leur sont destinés , 41. — Fonds affectés à cet effet au ministère de l'intérieur , 264 , 278 et 281. — AN VI. Motion de Guesdon sur cet objet , 323. — AN VII. Exposition publique des produits de l'industrie française ; cérémonies observées à ce sujet , 1. — Procès-verbal de cette exposition , 32. — Circulaire du ministre de l'intérieur y relative , 75. — Lettre du même sur ces mêmes objets , 167. — Autre de Forestier sur l'enseignement et l'étude du dessin , 183. — Découverte sur les laines , 324. — Lettre sur le nettoyage des figures de marbre , 331. — Découverte pour perfectionner le mécanisme de la harpe , 333.

Jury des Arts. AN II. 1794. Présente à la convention les tableaux des élèves , 141.

Commission des Arts. AN II. 1794. Son projet pour l'achèvement de Louvre , 119.

Conservatoire des Arts et Métiers. AN III. Sa création , 22. — AN V. Mesures pour empêcher le dépérissement de ses instrumens et machines , 18. — AN VI. Rapport sur cet établissement et son placement , 229 et 238. (*Voy.* plus haut , et MONUMENS , PEINTURE , INVENTIONS et DÉCOUVERTES).

ASPRIXIÉS , par le méphitisme. AN V. Instruction et arrêté du directoire sur les secours à leur administrer , 75.

ASSASSINATS. AN III. Rapport sur ceux qui se commettent journellement dans la république ; projet pour en arrêter le cours , et débats y relatifs , 273. — Legendre demande ce que les comités ont fait pour les arrêter ; décret tendant à faire punir les auteurs de ceux commis depuis le 1.^{er} septembre 1792 ; diverses opinions à ce sujet , 278. — Article de Trouvé y relatif , *ibid.* — Adresse des administrateurs de Vaucluse sur ceux qui se commettent à Lyon et dans le Comtat , 283. — Lettre de B. . . . d sur ceux du Midi , et notamment sur ceux de Tarascon , 291. — Comparution à la barre du maire de Lyon , du substitut de la commune et de l'accusateur public ; le président les interroge sur les massacres commis sous leurs yeux ; réponse du maire , 299. — Ceux qui

se commettent dans le Midi , attribués au cabinet de Londres par Boissy-d'Anglas , 306. — Leur continuation dans ces contrées ; nom d'un républicain massacré à Orange , 324. — Article de Trouvé sur un ouvrage attribué à Raynal , intitulé : *Des Assassinats et Vols politiques* , 341. — AN IV. Décret sur le jugement des prévenus de ces crimes , 3. — Meurtre du courrier de France à Venise , 82. — AN VI. Pétition contre ceux qui se commettent dans le Jura , 95. — Leur reprise dans le Midi , 282. — Motion y relative , et demande de mesures extraordinaires contre les juges qui favorisent les assassins , 334. — AN VII. Motion d'ordre de Bissy sur le même sujet , 231. (*Voyez* BRIGANDAGES , COMPAGNONS DE JÉSUS ET DU SOLEIL , LYON , FORT-JEAN , MARSEILLE , OUEST , etc.).

ASSEMBLÉE NATIONALE CONSTITUANTE. AN 1789. Annonce faite aux Communes , par Boissy - d'Anglas , de la prochaine nécessité où elles seront de se constituer en assemblée nationale , 3. — Autre proposition formelle de prendre cette dénomination , 8. — Elle est adoptée ; serment des députés à cette occasion ; clôture de la salle pour les préparatifs de la séance royale , 9. — Rassemblement de l'assemblée au jeu de paume de la rue Saint François ; nouveau serment qui lie les députés à l'achèvement de la constitution ; et opposition du seul député d'Auch , Martin ; admission de plusieurs députés absens et des suppléans à prêter le serment du Jeu-de-Paume ; refus de tous les membres qui ont reconnu l'assemblée nationale de se séparer à l'issue de la séance royale , 10. — Formation de ses bureaux , 13 et 15. — Débats et décrets sur son règlement , et le mode de recueillir les suffrages , 13 , 27 et 28. — Réflexions sur les divisions qui s'y forment ; distinction des côtés ; noms de parti réciproquement donnés ; explosion de ces divisions , lors de la discussion des principes de la monarchie , 48. — Décret qui déclare l'assemblée inséparable du roi , 68. — Rapport de ses commissaires , lui proposant le local du Manège , à Paris ; elle les autorise à le faire préparer , 71. — Fixe ses séances à neuf heures du matin , 72. — Annonce qu'elle pourra provisoirement se réunir à l'Archevêché ,

73. — Fixe la suspension de ses séances à Versailles, pour le 15 octobre, et leur reprise à Paris pour le 19, *ibid.* — Se rend en corps aux Tuileries; discours à cette occasion au roi et à la reine; refuse la garde d'honneur offerte par le district des Filles Saint-Thomas, 75. — Se transporte à la salle dite *du Mandé*, 86. — Fixe les séances du soir aux mardi, jeudi et samedi, et les destine aux affaires particulières, 90. — AN 1790. Publication de son histoire philosophique et politique, 3. — Discussion et rejet de la proposition de Cazalès, pour son renouvellement, 49. — Ordre de son travail, 81. — Réflexions critiques sur les principaux membres de sa minorité, 115 et 117. — Règlement pour sa police intérieure, 172. — Dispositions pour accélérer ses travaux, 349. — Liste de travail pour sa session, 362. — AN 1791. Exclusion de ses membres de la législature suivante, 138. — Décret qui autorise le passage de troupes à trente mille toises du lieu de sa résidence, 220. — Autre qui remercie le maire et la municipalité de Paris de sa conduite envers l'assemblée, et déclare la session terminée, 275. — Remerciements qui lui sont votés, 278. — AN VII. Analyse d'un ouvrage sur cette assemblée, 102. (*Voy. DÉPUTÉS*).

ASSEMBLÉE NATIONALE LÉGISLATIVE. AN 1791. Elle se constitue, 275, 276 et 277. — Prête, sur la constitution, le serment individuel de *vivre libre ou mourir*, 276 et 278. — Vote des remerciements à la constituante, *ibid.* — Adopte provisoirement son règlement; suite d'articles sur sa police, 281, 285, 286, 287 et 292. — Formation de ses bureaux, 283, 287, 288 et 289. — Ils sont autorisés à correspondre avec les autorités constituées, 325. — Impression d'une motion faite contre l'ordre de son travail et la nature de ses délibérations, 340. — AN 1792. Choudieu la déclare incapable de sauver la patrie, et lui reproche ses actes de faiblesse, 224. — Décrète qu'elle servira de garde à la convention le jour que celle-ci commencera ses travaux; déclare les siens terminés, 266. — Présente ses hommages à la nouvelle assemblée, *ibid.* (*Voyez DÉPUTÉS*).

ASSEMBLÉES ELECTORALES. AN 1789. Sont établies intermédiaires entre les assemblées pri-

maires et les corps à élire, 90. — Sont fixées à une seule par département; leur alternat entre les différentes villes du district; leur composition, 91, 103 et 110. — AN 1790. Ne peuvent élire de nouveaux députés avant que l'assemblée en ait fixé l'époque, 110. — Leur organisation, 149 et 311. — AN 1791. Décret de leur convocation, 218. — Autre qui charge le ministre de l'intérieur de les rappeler à l'exécution de la loi, 246. — AN III. Discours sur les attributions des corps électoraux, 301. — Débats sur les lieux de leur rassemblement, 309. — Décret qui leur délègue la réduction d'un tiers des membres de la convention, 340. (*Voy. CONVENTION*). — Et décret à la suite sur leur organisation, 346, 347 et 348. — Texte du rapport sur leur police, 357. — La convocation en est demandée, 362. — AN IV. Décrets qui la fixent, 5 et 15. — Résolution rejetée relativement à leur placement, 108, 134, 141 et 142. — Nouvelle détermination sur cet objet, 149. — AN V. Discussion, rejet et adoption de résolutions sur la tenue de ces assemblées, 122, 123, 153, 157, 160 et 172. — Texte de l'instruction à ce sujet, 164 *jusqu'à* 171. — Rejet de la proposition des nominations conditionnelles, 158. — Fixation de conditions pour être admis à voter dans les assemblées électORALES, 170, 172, 174, 175, 176 et 177. — AN VI. Rejet d'une résolution sur leur placement, 129, 149 et 159. — Les militaires sans congé n'y pourront voter, 153. — Instruction sur leur tenue, 182 et 194 *jusqu'à* 200. — Pièces, message et discussion sur celles de l'année; débats sur les scissions, 224. — AN VII. Projet sur leur tenue, 130. — Rapport sur la garantie des droits qu'y exercent les citoyens, 164. (*Voy. ELECTIONS*).

ASSEMBLÉES NATIONALES. (*Voy. la table de l'Introduction*). AN 1791. Tout citoyen actif pourra y être député, 240. — AN 1792. Décret relatif à l'impression de leurs travaux, 285. (*Voy. plus haut, et CONVENTION, CONSTITUTIONS, etc.*).

ASSEMBLÉES PRIMAIRES et COMMUNALES. AN 1789. Leur établissement dans chaque canton; fixation d'un degré intermédiaire d'élection entre les assemblées primaires et les assemblées administratives et nationales, 90. — Suite d'ar-

ticles sur leur organisation, 122. — Décret qui leur ordonne de prêter serment de fidélité à la constitution, 129. — AN 1790. Explications du comité de constitution à leur sujet, 125. — Leur organisation, 149. — Mode d'acquittement de leurs dépenses, 253. — AN 1791. Décret pour le jugement des contestations qui s'y sont élevées, 74. — AN 1792. Autre confirmatif des choix faits par ces assemblées et celles électorales, 268. — Autre ordonnant leur réunion pour le rappel des membres qui auraient trahi la patrie, et rapport de ce décret, 346. — AN I.^{er} 1793. Leur convocation est réclamée, et pourquoi; débats sur cette motion, 82. — Proposition par Condorcet de fixer cette convocation, 135. — La convention jure qu'aucun de ses membres n'a provoqué cette mesure, 151. — Leurs commissaires arrêtés à vingt et trente lieues de Paris; explications et débats sur cet objet, 219. — Ces commissaires demandent un local pour fraterniser avec leurs frères des départemens; accusation contre l'un d'eux à cette occasion; le comité de sûreté générale est autorisé à faire arrêter ceux d'entre eux suspects, 220. — Ils sont admis à la convention, et déclarent, au nom du souverain, leur attachement à la constitution; applaudissemens universels; scène de joie, 221. — Insertion au bulletin des adresses présentées par eux, 222. — Tous ces envoyés offrent à la convention le faisceau de l'unité et l'acceptation de l'acte constitutionnel; discours de l'un d'eux, 225. — Un autre réclame auprès d'elle l'arrestation des suspects; décret qui investit tous ces commissaires de pouvoirs extraordinaires, à l'effet de pourvoir à l'armement et l'approvisionnement de leurs départemens; ils ont ordre de se placer au côté droit de l'assemblée pour le purifier, 226. — Décret qui les charge de réchauffer l'esprit public, et nomination de députés pour se concerter avec eux à ce sujet, 227. — Ils demandent la levée en masse de tous les Français, et le renouvellement du directoire des postes; décret qui les charge de pourvoir à l'approvisionnement de cette levée, 229. — Réclament la fixation du prix du pain, la destitution des nobles et des jeunes gens des emplois civils et militaires, 233. — AN III. Convocation de ces assemblées

réclamée; débats à ce sujet, 192 et 193. — Rapport de Daunou sur leur organisation; débats sur les qualités nécessaires pour y être admis, 301. — Décret de leur convocation pour l'acceptation de l'acte constitutionnel, 357. — Déclaration qu'aucune loi n'empêche les citoyens désarmés d'y voter, 349. — Mode de leur scrutin proposé par Daunou, 350. — Décret portant qu'on y entrera avec des cartes de sûreté, 354. — Autre qui déclare coupable d'attentat contre la souveraineté du peuple toute réunion en comité central de commissaires d'assemblées primaires; tout député qui accepterait d'elles une mission d'une commune dans une autre, ou auprès des corps militaires; autorisation aux militaires se trouvant à Paris, de se former en assemblées primaires, 355. — Réception de cent trente-six procès-verbaux; plaintes de citoyens qui ont été exclus de plusieurs assemblées, à Paris, 356. — Texte du rapport sur leur police; acceptation de la constitution par celle des militaires réunis aux Invalides, 357. — Acceptation de la constitution, et rejet du décret du 5 fructidor, par celle de la section de l'Unité; députation de celle du Temple; discussion et ordre du jour sur sa plainte; libelle contre la convention, lu dans celle de Nantes, 358. — Rapport sur les procès-verbaux reçus; une députation de celle de la section de la Place Vendôme se plaint des mesures prises contre les sections, 259. — Décret définitif de leur organisation, *ibid.* — Suite du rapport sur les procès-verbaux reçus, 361. — Acceptation de la constitution, et rejet des décrets de fructidor par celles des sections des Droits de l'Homme, des Arcis et des Marchés, 362. — Ordre de dresser un tableau des votes de toutes les assemblées primaires, et de l'envoyer aux armées et aux départemens, 364. — Ordre du jour sur le vote individuel de citoyens qui n'ont pu voter dans leurs assemblées; dénonciation par celle de la section du Pont-Neuf, d'une lettre du député Armonville, 365. — AN IV. Décret sur la responsabilité de leurs présidens et secrétaires, 8 et 9. — La convention refuse de recevoir un écrit de celles de Paris, qui a pour titre : *Déclaration à la représentation nationale*, 10. — Décret d'arrestation contre ceux qui sortiraient de leur commune avec passe-port ou

commission des assemblées primaires, 18. — Annulation des opérations de plusieurs, 138. — AN V. Lettre de Benezech les concernant, 81. — Avis du même, déclarant que le paiement d'une patente ne suffit pas pour constater le droit d'y voter, 117. — Proposition en faveur de la prolongation de leurs séances, 156. — Les prévenus d'émigration rayés provisoirement sont admis à y voter, 175. — Protestations contre plusieurs; on demande le renvoi à des commissions spéciales, 202. — Discussion et ordre du jour, 203. — AN VI. Annulation des procédures relatives à leurs troubles en l'an 5, 2. — Rejet d'une résolution concernant leur arrondissement, 129 et 149. — Rejet d'une autre qui ouvrirait des registres pour y inscrire les citoyens ayant droit d'y voter, 143, 151 et 152. — Instruction pour leur tenue, 171, 176, 177, 178 et 180. — Conseils aux citoyens réunis en assemblées primaires, 183. — Ordre du jour sur leurs réclamations, 194, 199 et 200. — Débats et arrêté sur le mode de statuer sur ces réclamations, 204. — Renvoi à une commission de quelques observations sur les assemblées primaires de l'an VI, 246. — Arrêté pour l'examen de celles qui ont éprouvé des scissions, 279. — Confirmation des opérations de plusieurs, 346. — AN VII. Décisions sur leurs opérations, 4, 19, 23, 26, 36, 40, 47, 53, 57, 59, 66, 73, 74, 81, 82, 84, 92, 101, 104, 108, 111, 115, 116, 119, 120, 122, 127, 128, 129, 138, 141, 143, 147, 148, 149, 150, 151, 154, 167, 169, 172, 173, 174, 177, 178 et 188. — Adoption du titre du code administratif qui les concerne; exclusion des individus frappés par la loi du 19 fructidor, 112. — Motion pour la poursuite judiciaire des excès qui s'y commettent, 117. — Résolution sur leur tenue, 130. — Rapport sur celles de l'an VI, 161. — Proclamation du directoire y relative, 170.

ASSEMBLÉES PROVINCIALES. AN 1789. Motion pour leur établissement, 47. — Débats relatifs à leur organisation, 61. — Leur suspension, 78. — Proposition de leur faire rendre compte aux autorités qui leur ont succédé, 128. (*Voyez AGENS COMPTABLES ET PROVINCES*).

ASSESEURS DE JUGES DE PAIX. (*Voy. JUGES DE PAIX*).

ASSIGNATS. AN 1789. Création d'assignats de mille livres, hypothéqués sur la caisse de l'extraordinaire, 120. — AN 1790. Rapport et projet sur l'émission de ce papier, 100, 101 et 106. — Ils auront cours de monnaie, et seront reçus comme espèces dans les caisses publiques et particulières, 107 et 108. — Proclamation du roi y relative, 116. — Leur fabrication est ordonnée, 121. — Réflexions sur leurs avantages, 128. — Le roi est chargé de nommer vingt personnes pour leur signature, 130. — Réglemens pour leur confection, 153. — Suspension de leur échange avec les billets de caisse, en cas d'opposition de la part des provinces, 181. — Prorogation de temps pour leur échange, 200. — Leur émission est ordonnée, 207. — Fixation de l'époque et du mode de leur échange contre les billets de caisse, 212. — Surveillance de leur émission, 220. — Mémoire de M. Necker sur ce sujet, 241. — Discussion sur une nouvelle création, 242. — Prorogation nouvelle pour leur échange, 245. — Réflexions contre ce papier-monnaie, 248, 253, 254 et 258. — Adresses contradictoires sur leur émission, 254. — Ne pourront être refusés en paiement des impositions directes, 256. — Réflexions en leur faveur, 260. — Discussion sur leur nouvelle émission, 269, 270, 271 et 272. — Leur quotité en circulation sera portée à 12 cents millions, 273. — Adresse de l'assemblée nationale, explicative des avantages de leur création, 274. — Ne produiront plus d'intérêt, 282. — Décret pour leur confection, *ibid.* — Dépense de leur fabrication, 283. — Nomination de commissaires chargés de la surveiller, 289. — Lettre de Mirabeau à Montesquiou sur ce papier-monnaie, 292. — Réponse de Montesquiou à Mirabeau, 296. — Lettre d'Anisson-Duperron à Montesquiou, 300. — Mesures pour leur impression, et rapport sur leur emploi, 304. — Leurs falsificateurs et leurs complices seront punis de mort, 309. — Deux cents millions seront prélevés pour les besoins imprévus, sur les huit cents mis en circulation, 311. — Ils seront payables au porteur et non à ordre, 323. — Décret pour leur signature, 356. — Les assignats maculés ou defectueux seront brûlés publiquement, 360. — AN 1791. — Autre décret pour l'émission de ceux de cinquante livres, 10. — Suspension de cette loi,

38. — Ordre pour son exécution, 53. — Réflexions sur cette monnaie considérée par rapport aux changes, 79. — Autres sur une émission de billets de 5 livres, 119. — Décret qui ordonne le jugement des fabricateurs de faux billets, 126. — Autre pour la fabrication de ceux de cinq livres, et leur échange contre de la monnaie de cuivre, 128, 142, 156 et 190. — Rapport sur cet objet; nouvelle émission, 171 et 172. — Mesures relatives à la suspicion de falsification, 212. — Décret pour la fabrication du papier destiné à ceux de cinq cents livres, *ibid.* — Autre pour faire faire un 5^e timbre, 214. — Autre émission de cette monnaie, 272 et 307. — Suppression des commissaires surveillans à leur fabrication, 300. — Rapport et projet tendant à une nouvelle émission de ceux de cinq livres, 316. — Décret relatif à leur annulation, 325. — Nouvelle émission, 333. — Etat de ceux brûlés jusqu'au 9 décembre 1791, 342. — Décret sur les coupures d'assignats, 351. — Autre émission de deux cents millions, 352. — De la répartition des petits assignats pour leur échange dans les départemens, 355 et 356. — Décret pour la fabrication de ceux de cinquante sous et au-dessous, 358. — AN 1792. Autre, 5. — Suppression des coupures, 31. — Décret sur leur forme, 36. — Arrestation de contrefacteurs à Londres, 54. — Lettre de Luckner sur leur discrédit dans le Bas-Rhin, 56. — Nomination de commissaires pour surveiller leur fabrication, 66. — Décret sur les formes des coupures, 95 et 97. — Emission de trois cents millions pour les frais de la guerre, 119 et 122. — Décret sur le mode de leur échange avec l'argent, *ibid.* — Autre sur le texte des petits assignats, 157. — Fabrication d'un million de ceux de cent sous, 180. — Création de trois cents millions, 214. — Décret sur la destination et l'emploi des petits assignats, 238. — Nomination des douze commissaires pour la surveillance de leur fabrication, 269. — Décret qui en supprime l'effigie de Louis XVI, 286. — Autre qui en crée pour quatre cents millions, 299. — Autre pour le changement de leur timbre sec, 302. — Versement de cent seize millions pour remplacer le déficit des contributions, 320. — Décret pour la fabrication de ceux de quatre cents liv., 332. — Fabrication de 300 millions de ceux de cin-

quante livres, 351. — AN I.^{er} 1793. Leur cours, est prohibé en Angleterre, 3. — Création de huit cents millions, 34 et 35. — Autre de douze cents millions, 130. — Fabricateurs de faux assignats condamnés à mort en Hollande, 141. — Décret sur leurs emblèmes, 159. — Autre sur le renouvellement et le remplacement des anciens; motion tendante à supprimer tous les gros, 160. — Autre sur leur comptabilité et leur fabrication, 171. — Discussion sur les moyens d'en diminuer la masse, 184. — Décret à ce sujet, 202. — Drouet dénonce les manœuvres employées pour faire préférer ceux à face royale, 207. — Décret sur la composition des 1,200 millions de la neuvième création, 211. — Autre pour la démonétisation de ceux à face, 213. — Peines contre ceux qui les refuseraient en paiement, 215. — Découverte d'une fabrication de faux; discussion au sujet des dénonciateurs, 227. — Moyens proposés pour en diminuer la masse, 228. — Texte du décret sur ceux à face royale, 245. — Peine de mort contre les individus convaincus d'en avoir vendu ou acheté, 250. — AN II. 1793. Fabrication de deux millions; ceux à face retirés de la circulation; texte des lois y relatives, et observation sur ces lois, 273. — Décret qui casse un arrêté de département ordonnant l'échange forcé des matières d'or et d'argent contre des assignats, 28. — Autre sur la fabrication de ceux de cinq livres, 42. — Annulation de ceux sur lesquels les rebelles de la Vendée avaient mis une inscription royale, 46. — Décret qui en ordonne une fabrication de cinq cents millions, 79. — Avis de l'administration du département de Paris à tous les citoyens qui sont porteur d'assignats démonétisés, 82. — Saisie à Neufchâtel d'un contrefacteur, *ibid.* — Décret sur les assignats à face, démonétisés, déposés aux greffes des tribunaux, 85. — Autre portant qu'à dater du 11 nivôse, ceux démonétisés, au-dessus de cent livres ne seront plus reçus dans les caisses, 86. — Autre pour accélérer leur fabrication, 90. — Fabricateurs de faux assignats renvoyés en France par les Suisses, 95. — AN II. 1794. Décret pour la suppression des démonétisés, 105. — Questions sur le cours des papiers qui en font le service; et décret pour faciliter le jugement des contrefacteurs, 106. — Autre pour borner le cours des coupons et

billets de caisse remplaçant les assignats , 108. — Saisie , au Rhin, d'assignats royaux , signés *Calonne* , et payables au retour du roi , 129. — Etat des assignats créés , 163. — Sursis à l'exécution de plusieurs falsificateurs , 185. — Fabrique de falsification découverte en Angleterre , 203. — Détails donnés aux Jacobins à ce sujet , 206. — Assignats falsifiés envoyés d'Allemagne à un prisonnier autrichien , 208. — Rapport fait à la commune sur la mauvaise interprétation que les malveillans donnent à quelques lettres des légendes qui les bordent , 210. — Poursuite faite à Gênes contre les contre-facteurs , 223. — Décret qui fixe les formes de la procédure contre ceux qui les auront discrédités ou refusés en paiement , 232. — Création de 1105 millions , 272. — Mesures pour le jugement des falsificateurs , 274 et 295. — Arrêté du représentant Richard , relatif aux faux assignats ; refonte du papier destiné à leur fabrication , 345. — Décret qui autorise le comité des finances à fixer les sommes à allouer à ceux qui dénoncent les falsificateurs , 353. — Proclamation du magistrat de Bruxelles concernant leur cours , 354. — AN III. Discussion sur les effets de leur nombreuse émission , 46. — Rapport de Cambon sur les moyens de les retirer de la circulation ; projet d'une loterie à cet effet , et discussion y relative , 140 , 141 , 162 , 170 et 171. — Proclamation des représentans bataves concernant leur circulation , 155. — Jugement d'une compagnie de falsificateurs , 186. — Décret pour l'annulation de ceux provenant du prix du mobilier et des domaines nationaux , 191. — Proposition d'investir le comité des finances de nouveaux pouvoirs pour rétablir leur crédit altéré par les motions absurdes , 194. — Dernière fabrication formant l'une des bases du rapport de Johannot , 209. — Ecrit d'Arnould à leur sujet , *ibid.* — Proposition d'en réduire la valeur déclarée ne s'élever qu'à 8 milliards ; réclamations et exposé au sujet de l'évaluation des biens nationaux , portée à quinze milliards , et de celle de l'émission des assignats , 231. — Proposition d'une nouvelle création qui aurait seule cours forcé de monnaie avec ceux de cinq livres et au-dessous , et de la perte des trois quarts de la valeur numérique des autres , 232. — Assignats faux envoyés aux chouans par l'Angleterre , et par eux

remis lors de la pacification , 233. — Décret pour l'admission de ceux à face , démonétisés , en paiement des biens nationaux provenant d'émigrés ; autre qui n'admet la circulation que de ceux enregistrés ou qui n'ont pu l'être par force majeure ; 236. — Admission des mêmes pendant trois mois , en paiement des domaines nationaux à vendre et en billets de loterie ; ceux de cinq livres , en outre , reçus en paiement des contributions pendant le même délai , 240. — Opinion de Bourdon , de l'Oise , sur leur retirement volontaire en soumissionnant des biens nationaux au triple de leur évaluation ; discussion y relative , 241. — Décret portant qu'il sera présenté des moyens de les retirer de la circulation , 251. — Autre pour l'admission des assignats à face royale , démonétisés , en paiement de biens nationaux vendus et à vendre , 252 et 253. — Autre pour le maintien des assignats ainsi que des pièces de métal au type de la république , comme seule monnaie nationale , 260. — Texte du rapport de Vernier sur les moyens de les retirer de la circulation ; article de Ducher y relatif , 267. — Proposition de calculer , sur leur émission et leur rentrée une échelle de proportion pour les payemens et recettes , 272. — Déclaration contre tout projet de les démonétiser , 278. — Rapport sur leur discrédit croissant , 300. — Démenti d'un prétendu vol fait à l'administration des assignats ; précautions prises pour la sureté de l'établissement , 301. — Procès à Londres entre un graveur et des émigrés français pour le paiement des planches qu'il leur avait gravées pour en fabriquer de faux , et jugement en sa faveur , 307. — Décret pour une nouvelle émission d'assignats de mille livres , 319. — Démonétisation de ceux de cinq liv. à face , *ibid.* — AN IV. Emission de ceux de mille livres , 3. — Rapport sur leur retirement , 28. — Rejet d'un projet pour les timbrer , 43. — Motion de Bourdon , de l'Oise , sur leur discrédit , 44. — Proposition adoptée pour briser les poinçons et matrices , et fixer à trente milliards ceux en circulation , 68. — Résolution pour fixer leur rentrée et en régler le cours , 69. — Discours de Lecoulteux-Canteleu sur leur dépréciation , 78. — Quinze cents millions accordés pour la guerre , 83. — Fixation de leur émission à quarante milliards ; brûlement de ceux qui rentreront de l'emprunt forcé , du mobi-

lier national, de la liste civile, des biens nationaux, ou des bons, 97, 98 et 99. — Arrêtés du directoire relatifs à l'annulation de ceux de l'emprunt forcé, pour en faciliter le retirement, et pour en régler le cours, 108, 109 et 117. — Moyen de relever leur crédit, 119. — Brisement des matrices et poinçons de leur fabrication, 135. — Réclamations contre les demandes de fonds faites en numéraire, et proposition de n'admettre aucune différence entre l'assignat et l'argent, 147 et 148. — Arrêté du directoire qui fixe au 30 pluviôse le brisement des objets servant à leur fabrication, 150. — Message relatif aux brûlemens, *ibid.* — Proposition de stipuler tous les payemens en assignats, et d'établir une caisse pour les annuler, 159. — Propositions diverses sur les moyens de leur réduction, et de leur retirement, 160. — Rapport et suite de la discussion sur les moyens de relever leur crédit, 170. — Proposition de les déclarer la seule monnaie de la république, 171. — Rejet d'un projet pour leur remboursement à raison d'un pour cent, 173. — Projet de Robert du Tarn pour qu'ils soient retirés de la circulation, 228. — Résolution pour en retirer ceux de 200 et de 10,000 livres, 233. — Elle est rejetée, 235. — Rapport pour les faire admettre en paiement de biens nationaux, 240. — Message du directoire sur la compétence des tribunaux militaires, relativement à leur falsification, 248. — Leur échange contre les mandats à trente capitaux pour un, 249 et 250. — Rapport sur les causes de leur discrédit, 252. — La trésorerie est autorisée à les échanger avec des mandats, 270 et 271. — Prorogation du terme pour leur échange contre des mandats à 30 capitaux, 283 et 285. — Fixation de leur valeur depuis janvier 1791, jusqu'en ventôse an IV, 303. — Mesures sur le mode d'annuler ceux rentrés, 361. — AN V. Rejet d'une résolution relative à leur anéantissement, 10. — Mode de rentrée de ceux au-dessous de cent livres, 142 et 148. (V. MANDATS et ECHELLES DE PROPORTION).

ASSOCIATIONS. (Voyez SOCIÉTÉS).

ASTRONOMIE. AN 1789. Lettre de Lalande sur les découvertes d'Herschell, 101 et 102. — AN VI. Découverte d'une nouvelle étoile par le même, 337. — AN VII. Lettre du premier sur le passage de Mercure, 231.

ATHÉISME. AN II. 1794. Rapport de Robespierre contre cette doctrine, 229. (Voy. ROBESPIERRE et ÊTRE-SUPRÊME). — AN VI. Condamnation par le grand duc de Toscane à une année de détention, du nommé Bonfanti, pour avoir écrit en faveur de l'athéisme, 306. (Voy. JACOB DUPONT).

ATELIERS. AN 1791. Décret sur la déclaration à faire de leur valeur relative, 90. — AN II. 1794. Rapport de Barrère qui annonce la découverte des préparatifs d'une insurrection dans ceux de Paris, à l'époque de la fête à l'Être-Suprême; arrestation des coupables; décret qui les envoie au tribunal révolutionnaire, et met ces ateliers sous la surveillance immédiate du comité de salut public, 264.

ATELIERS DE CHARITÉ. AN 1789. Mémoire de la commune de Paris, présenté à l'assemblée sur cet objet, 123. — AN 1791. Décret y relatif, 169.

ATTROUPEMENS SÉDITIEUX. AN 1789. Projet de loi qui règle le mode suivant lequel les municipalités situées dans le rayon de 15 lieues au tour de Paris, pourvoiront à dissiper les attroupemens séditieux, et employeront à cet effet la force militaire, 74. — Ajournement des projets présentés par Target et Mirabeau, 75. — Décret sur cet objet, 76. (Voyez LOI MARTIALE, RASSEMBLEMENS et TROUBLES).

AUBAINE. (Voyez DROIT D'AUBAINE).

AUTEL DE LA PATRIE. AN 1792. Décret ordonnant sa création dans chaque commune, 179. (Voyez FÉDÉRATION).

AUTEURS DRAMATIQUES. AN 1790. Réclamation de l'assemblée nationale une loi sur leurs propriétés, 239. — Même réclamation par le Cousin-Jacques, 349. — AN 1791. Décret qui consacre la liberté des Théâtres, et détermine la jouissance de la propriété des ouvrages pour les auteurs et leurs familles, 15. — Autre, qui rend leur consentement nécessaire pour la représentation de leurs pièces, 200. — AN 1792. Observations sur les menées tendantes à leur faire perdre le fruit de leurs propriétés, 30. — Décret sur cette matière, 245. — Leurs nouvelles réclamations à ce sujet, 288. — AN I^{er} 1793. Rapport du décret précé-

dent , et remise en vigueur de ceux de 1791 , 246. (*Voyez THEATRES et SAVANS*).

AUTORITÉS CONSTITUÉES. AN 1791. Décret sur le respect qui leur est dû , 60. — AN 1792. Autre , qui leur défend d'entretenir des députés à Paris , 186. — Renovation de toutes par la convention , 267. — AN III. Demande de leur épuration , 98. (*Voyez FONCTIONNAIRES PUBLICS et les diverses administrations*).

AUXILIAIRES. (*Voyez BATAILLONS AUXILIAIRES*).

AVANCEMENT MILITAIRE. AN I.^{er} 1793. Réflexions sur le mode existant , 226. (*Voy. ARMÉE , OFFICIERS , etc.*).

AVANCES. (*Voyez FINANCES*).

AVEUGLES. AN 1791. Des aveugles soutiennent une thèse de mathématiques devant Condorcet , 242. — Décret pour l'institution d'une maison destinée à les élever , 274. — AN III. Organisation d'un Institut à cet effet , sous le nom d'Aveugles-travailleurs , 316. (*Voyez QUINZE-VINGTS*).

AVISSEMENT DE LA REPRÉSENTATION NATIONALE. AN II. 1794. Délit dénoncé par Hermann , président du tribunal révolutionnaire , et proposition de le punir de mort , 150. — AN III. Peine de déportation prononcée contre ceux qui s'en rendraient coupables , 226. — Demande du rapport de cette loi ; ordre du jour , 235. (*Voyez PROVOCATIONS*).

AVOUÉS. AN 1790. Leur établissement , 352. — AN I.^{er} 1793. Incompatibilité de leurs fonctions avec le notariat , 68. — AN II. 1793. Avis du ministre de la justice sur la loi de leur suppression , 69. — AN VI. Propositions sur leur législation ; adoption du principe qu'il y en aura près les tribunaux , 23. — Discussion d'un projet qui les concerne , 37 , 55 , 56 , 87 et 88. — Reprise de la discussion , et adoption de quelques articles , 100. — Discussion et rejet de la résolution aux anciens , 182 et 206. (*Voyez DÉFENSEURS OFFICIEUX , TRIBUNAUX , etc.*).

B.

BACQ (droits de). *Voyez DROITS*.

BAIGNEURS. AN 1791. Décret pour le remboursement de leurs charges , 169.

BALS. AN 1791. Sont interdits par la municipalité de Paris , 23. — AN V. Article du *Moniteur* sur ceux qui ont eu lieu pendant l'hiver de cette année , 148.

BANNALITÉS. AN 1790. Sont supprimées , sauf quelques exceptions , 61 et 63.

BANNIÈRES. AN 1790. Placement de celles données par la ville de Paris aux 83 départements , 201.

BANQUE D'AMSTERDAM. AN III. Réflexions y relatives , 11. (*Voyez HOLLANDE*).

BANQUE DE FRANCE. AN IV. Projet de son établissement dans la maison de la ci-devant mairie ; résolutions contradictoires à ce sujet ; leur rejet , 158 , 159 , 161 et 164. — Nouvelle proposition y relative , 170. — AN V. Assemblée des députés du commerce pour parvenir à la créer définitivement , 84. — Examen des plans présentés , 99. — Lettre sur la possibilité de cette mesure , 121. — AN VII. Mémoire y relatif , 137. — Plan du notaire Gabion , 150. — Observations de Bailleul , et demande d'un rapport à ce sujet , 154. — Nouveau projet par Monnier , homme de loi , 157. (*Voyez BANQUES*).

BANQUE DE LONDRES. AN I.^{er} 1793. Proposition de Couthon contre les Français qui y placeraient des fonds , 215.

BANQUE DE ST. CHARLES. AN III. Décret qui maintient le séquestre apposé sur les fonds en provenans , 102. — AN V. Autre qui lui restitue les actions de la banque royale déposées au trésor publics , 152 et 153.

BANQUEROUTES. AN VII. Observations tendantes à en arrêter le cours , 101.

BANQUEROUTIERS. AN 1789. Sont exclus des charges publiques , 78. — Ainsi que les enfans des faillis qui auraient reçu une part du bien de leurs pères , et n'auraient pas acquité leurs dettes en proportion , 79. — AN VII. Motion tendante à les priver de nouveau des droits politiques , 117.

BANQUES. AN 1789. Discussion sur le projet de transformer la caisse d'escompte en banque nationale , et débats sur cet établissement ; 93 , 98 , 104 , 105 et 115. — AN 1790. Lettre de Talleyrand , y relative , 75. — AN 1792. Opinion d'Hausmann à ce sujet , 59. — AN IV. Sortie de Boudin contre le système des banques ; il est défendu

par Defermont , 83. — AN VII. Rapport et projet de Lecointe-Puyraveau, tendant à autoriser le directoire à en établir de particulières , 193. — Reproduction de ce projet ; il est ajourné , 341 et 342.

BANQUES ÉTRANGÈRES. AN I.^{er} 1793. Décret qui déclare traître à la patrie tout Français qui y placerait des fonds , 217.

BANQUIERS. AN I.^{er} 1793. Levée des scellés apposés sur leurs papiers , et leur mise en liberté , sous la sauve-garde de deux sans-culottes , 253. — AN II. 1793. Arrêté qui les exclut des Jacobins , 86. — AN II. 1794. Décret relatif à ceux qui ont des associés émigrés ou condamnés , 293. — AN VII. Leur promesse de prêter trente millions au directoire , 320.

BANQUIERS EXPÉDITIONNAIRES en cour de Rome. AN 1791. Décret pour la liquidation de leurs offices , 131.

BARBETS. AN III. Création d'une commission militaire pour juger ces brigands , 353. — AN VI. Arrestation de Contin , leur chef , 317.

BARBIERS. AN 1791. Décret pour le remboursement de leurs charges , 169.

BARRIÈRES. AN 1790. Rapport de Goulard , et décret qui recule celles de la France , 305 et 306. — AN VI. Opinions pour et contre ce genre d'impôt , 25 et 46. — AN VII. Instruction sur son établissement , 63. — Lettre du ministre de l'intérieur à ce sujet , 179. (*Voyez PASSE et ROUTE*).

BATAILLONS AUXILIAIRES. AN 1791. Décret concernant leur levée , leur répartition et leur entretien , 107 et 139. — Organisation de 97,000 volontaires , 204 , 210 , 229 , 230 , 233 , 248 , 257 , 275 , 346 , 353 , 356 , 362 et 363. — AN 1792. Nouvelle levée , 190. — Dispositions y relatives , 198. — Fixation de leur nombre ; mesures prises pour leur formation , 203. — Et prévenir leur désorganisation , 350.

Ardèche (4.^{me} bataillon de l'). AN II. 1794. Ses opérations militaires dans la commune de Bedouin , révoltée , 240. — Moisson faite à Avignon , en huit jours , par ses soins , 292.

Bordeaux (bataillon de). AN II. 1793. Eloge de sa conduite dans la Vendée , 116.

Calvados (6.^{me} bataillon du). AN I.^{er} 1793. Est dénoncé par Tallien , 180.

Champs-Élysées (bataillon des). *Voyez plus bas Tuileries*.

Cher (bataillons du). AN I.^{er} 1793. Le 10.^{me} demande à quitter son cantonnement pour marcher à l'ennemi , 13. — AN II. 1793. Le 2.^{me} défend le poste de Bitche avec courage ; décret portant qu'il a bien mérité de la patrie , 73.

Corrèze (bataillon de la). AN II. 1794. Moisson faite en huit jours , à Avignon , par ses soins , 292.

Filles St. - Thomas (bataillon des). AN II. 1794. Condamnation à mort de plusieurs de ses officiers et grenadiers , 229.

Finistère (bataillons du). AN I.^{er} 1793. Houchard accuse l'un d'eux de lâcheté et de pillage ; formation d'un conseil pour le juger , 248.

Gironde (bataillons de la). AN 1792. Adresse du 6.^{me} à Louis XVI , 134. — Lettre du 3.^{me} au général Montesquiou , et réponse de celui-ci , 170. — Soumission et dévouement des 1.^{er} et 2.^{me} , 174. — AN I.^{er} 1793. Annonce de la résolution prise par deux d'entre eux de quitter l'armée de Biron ; proposition de les traiter comme déserteurs , 190 et 193. — Leurs réclamations contre les assertions calomnieuses de Robespierre à leur égard , 195. — Le 3.^{me} adhère au 31 mai , 201.

Indre (1.^{er} bataillon de l'). AN II. 1793. Fait un don patriotique ; mention honorable de son civisme , 87.

Mauconseil (bataillon de). AN 1792. Sa complicité avec le bataillon *le Républicain* , dans l'affaire des soldats prussiens , 293 et 355. (*Voyez plus bas le Républicain*).

Mont - Martre (bataillon de). AN 1791. Son adresse aux autres bataillons ; décret qui la leur envoie , 353.

Morbihan (bataillon du). AN III. Secours accordés à ceux de ses volontaires revenus de Saint-Domingue , 30.

Nord (le 4.^{me} bataillon du). AN II. 1794. Lettre de satisfaction qui lui est écrite par le président de la convention nationale , 272.

Paris (bataillons de). AN 1792. Deux renvoyés par Dumourier , sont envoyés dans des places fortes ,

fortes, 287. (Voyez *Mauconseil*, *Républicain*, *Tuileries*, etc.).

Républicain (bataillon le). AN 1792. Massacre comme émigrés, quatre soldats prussiens nés français, qui venaient se ranger sous les étendards de la république; débats violens à cette occasion, 293. — Puntion des coupables; décret portant qu'il reprendra son rang dans l'armée, 355.

Rhin (1.^{er} bataillon du *Bas-*). AN I.^{er} 1793. Provoque le remplacement des députés qui ont voté l'appel au peuple, 155. — AN II. 1794. Accusé de l'acheté le capitaine Teterel, défendu par Simon du Montblanc, 190.

Rhône-et-Loire (2.^{me} bataillon de). AN 1791. Sollicite son départ pour Saint-Domingue, 321.

Saône-et-Loire (2.^{me} bataillon de). AN I.^{er} 1793. Crie *Vive le roi!* Proclamation de Custine contre ce corps, 166.

Tuileries (bataillon des). AN II. 1793. Sa révolte, 65. — Arrestation des pères et mères des volontaires qui le composent; détails à ce sujet, 65, 67 et 68. — Rapport de Barrère y relatif, 91. — AN II. 1794. — Décret portant qu'il demeurera renfermé dans la citadelle d'Arras, jusqu'à ce qu'il ait dénoncé les auteurs du mouvement royaliste qu'il s'est permis, 102.

Vengeur (bataillon le). AN I.^{er} 1793. Sa bonne conduite à l'affaire de Luçon, 185.

Yonne (3.^{me} bataillon de l'). AN I.^{er} 1793. Se prononce contre Dumourier lors de sa trahison; décret portant qu'il a bien mérité de la patrie, 99.

BATAARDS. (Voyez **ENFANS-NATURELS**).

BATELIERS. AN 1791. Suppression de leurs privilèges, 156.

BATIMENS NATIONAUX. AN 1790. Décret relatif à ceux occupés par des établissemens publics, 291. — AN III. Projet de Johannot pour leur aliénation par forme de loterie, 209. — AN IV. Approbation de résolutions qui en mettent plusieurs à la disposition du directoire et des ministres, 188, 279 et 284. — AN V. Projet, discussion et résolution qui ordonne la vente de ceux compris entre le Louvre et le Garde-Meuble, 172, 177, 178 et 179. — AN V. Fixation du mode de leur payement, 71 et 86. (Voyez **BIENS NATIONAUX**).

Table alphabétique.

BAUX A CHEPTEL AN III. Décret interprétatif les concernant, 336. — AN VI. Discussion du nouveau projet y relatif, 206. — Son adoption, 250. — Approbation de cette résolution, 308.

BAUX DES EMIGRÉS. (Voyez **BIENS NATIONAUX** et **EMIGRÉS**, etc.).

BAUX EMPHYTEOTIQUES. AN 1791. Décret sur leur validité, 79. — AN VII. Disposition relatives à leur estimation, 276 et 290.

BAUX-A-FERME et **A-LOYER.** AN 1791. Décret qui ordonne le payement des premiers en argent, 49. — AN III. Proposition de les résilier, et pourquoi, 208. — Fixation du mode de leur acquittement, 216. — Observations de Ducher sur leur résiliation, 236. — Nouvelles dispositions sur la manière d'en payer le prix, 269 et 308. — AN IV. Autres, 44 et 73. — Projet de Beffroy pour leur résiliation, 104 et 106. — Sa discussion, 111 et 112. — Autre, de Bergier pour leur payement en nature, 130 et 137. — Motion sur le rachat de ceux à moitié fruits, 282. — Résolution sur leur arriéré, 340. — Approbation de celle relative aux baux passés par les corps administratifs, 351. — AN V. Proposition d'Engerrand sur ceux des maisons, 16. — Mesures prises pour faire cesser les difficultés relatives à leur résiliation, 56. — Approbation d'une résolution qui rétablit plusieurs lois antérieures y relatives, 61. — Et rejet de celle concernant leur annulation, 136. — AN VI. Projet de Labrousse; et résolution pour leur réduction, 174. — Discussion de cette résolution, 237, 263 et 264. — Elle est approuvée, 279. (Voyez **BIENS NATIONAUX**, **FERMAGES** et **LOYERS**).

BAUX JUDICIAIRES. AN 1791. Décret relatif au mode de leur adjudication, 69.

BAUX NATIONAUX. (Voyez **BIENS NATIONAUX**).

BAUX A RENTES. AN III. Rejet d'un projet tendant à suspendre leur remboursement, 238.

BAUX A VIE ou **A LONGUES ANNÉES.** AN 1791. Décret pour leur résiliation, 73. — AN V. Projet de Desmolins sur la question de leur rachat, 95 et 105. — Sa discussion, 106. — Résolution à ce sujet, 156. — Elle est approuvée, 167. — AN VII. Dispositions relatives à leur estimation, 276 et 290.

BAZOCHE (les volontaires de la). AN 1790.

Sont présentés à la commune de Paris, 76. — Déposent leurs drapeaux aux pieds de la statue de Philippe le-Bel, 179.

BÉLIERS. AN II. 1794. Mise en vente de ceux provenant de race espagnole, 307. — AN III. Décret pour leur conservation, 13.

BÉNÉFICIERES. AN 1789. Discussion sur leur nouveau traitement, 89. — AN 1790. Décrets pour le séquestre des biens de ceux absents, 6. — Proposition de fixer leurs traitemens, 20. — Déclarations auxquelles ils sont assujétis, 38. — Mesures prises pour réprimer les abus relatifs à leur nomination, 307.

BESTIAUX. AN 1792. Décret qui prohibe la sortie à l'étranger de ceux des départemens frontières du Nord, 136. — AN III. Mesures de police proposées par le comité de salut public, pour le commerce de ceux destinés à la consommation journalière, 279.

BÊTES FAUVES. AN II. 1794. Motion d'ordre sur leur destruction, 162. (*Voy. LOUPS*, etc.).

BIBLIOGRAPHIE. AN VI. Réflexions relatives à un système méthodique sur cet objet, 38 et 39.

BIBLIOTHÉCAIRES. (*Voyez ÉCOLES CENTRALES*).

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE. AN II. 1793. Villebrune en est nommé garde, 58. — AN IV. Son organisation, 30. — AN VII. Article de Petit sur le danger de laisser subsister l'opéra près de cet établissement, 190. — Arrêté du directoire à ce sujet, 197. — On y dépose les manuscrits envoyés de Turin, 206. — Et celui de Pierre de l'Étoile, écrit sous Henri III, 217.

BIBLIOTHÈQUES PUBLIQUES. AN II. 1794. Rapport de Coupé y relatif, 123. — Adoption de son projet, 131. — Décret pour le rassemblement de celles éparses dans les départemens, 149. — Nouveau rapport de Grégoire à ce sujet; ordre donné aux districts d'envoyer le catalogue des livres qu'ils possèdent, 203. — AN III. Défense d'établir aucun magasin ou atelier dans leur voisinage, 71. — AN IV. Motion d'ordre de Villars y relative, 30. — Nomination d'une commission chargée de présenter des moyens pour leur conservation, 90. — AN V. Décret sur le choix des livres pour les bibliothèques nationales, 1.

BIENS COMMUNAUX. AN 1790. Mémoire sur leur amélioration, 75. — AN 1792. Décret qui ordonne leur partage, 229. — Dispositions relatives à leur état de culture, 286. — AN I.^{er} 1793. Fixation du mode de leur partage, 79, 158 et 209. — AN II. 1793. Interprétation de cette loi, 276. — AN II. 1794. Autre, 151. — AN III. Baraillon en provoque le rapport, 325. — AN IV. Motion de Dubreuil à ce sujet, 217. — Résolution qui attribue au tribunal de cassation le droit de connaître des jugemens rendus sur ces biens, 252 et 253. — Elle est approuvée, 258. — Suspension des poursuites résultantes de l'exécution de la loi sur les partages, 265 et 268. — Rapport et projet de Garan-Coulon, tendant à modifier les lois y relatives, 360 et 361. — AN V. Décret qui prohibe les ventes faites en exécution des lois des 10 juin et 24 août 1793, 239 et 247. — AN VI. Discours de Delpierre sur cette matière, 88. — Son rapport y relatif, 271. — AN VII. Discussion de son projet, 105, 106, 115, 120 et 127. — Révocation des partages faits en vertu des lois de 1793, 129. (*Voy. BOIS COMMUNAUX*).

BIENS DES CONDAMNÉS. (*Voy. CONDAMNÉS*).

BIENS ECCLÉSIASTIQUES. AN 1789. Sont proclamés nationaux dans la nuit du 4 août, 34. — Observations contraires par des membres du clergé, 35. — Recherches sur leur nature, 61. — Proposition sur la question de leur propriété, 64. — Rapport de Talleyrand-Périgord, tendant à les consacrer au soulagement du trésor public, 71. — Ouverture de la discussion; vains efforts des députés ecclésiastiques pour l'empêcher, 73. — Son ajournement, 74. — Reprise de la discussion, 77. — Elle est prolongée par le défi de l'abbé de Montesquiou, d'établir les preuves de fait de leur aliénabilité; décret qui les met à la disposition de la nation, 80, 81 et 82. — Mesures pour leur conservation, 86. — Déclarations exigées de leurs possesseurs, *ibid.* — Réflexions sur ces biens et leur origine; motifs qui ont déterminé le décret y relatif; précis des progrès de la puissance du clergé dans les temps de barbarie, 87. — Efforts des évêques contre la loi qui les nationalise, 88. — Accusations contre le clergé du Berry, à l'oc-

casion de leur déprédation ; discussion sur la proposition de mettre les scellés sur les chartriers, 89. — Motion de Cazalès, tendante à ce qu'il en soit vendu une partie pour le remboursement de billets d'état dont il propose l'émission, 98. — AN 1790. Aperçu de leur valeur, 15. — Nouveau délai accordé à leurs possesseurs, 18. — Désignation de ceux qui peuvent être aliénés, 38. — Adjudications des coupes de bois, 71. — Noms des commissaires chargés de procéder à la vente de ces biens, 97. — Rapport pour en déterminer le mode, 130. — Réflexions à ce sujet, 131. — Adoption de divers articles, 132, 133 et 134. — Suspension de leur saisie, 148. — Mesures pour la cessation des poursuites contre leurs locataires ou fermiers, 264. (*Voyez BIENS NATIONAUX*).

BIENS ECCLÉSIASTIQUES ÉTRANGERS. AN II. 1794. Décret pour la régie et aliénation de ceux provenant des *Jésuites de Trèves* et autres abbayes et congrégations étrangères, 135.

BIENS D'EMIGRÉS. (*Voy. BIENS INDIVIS, BIENS NATIONAUX et EMIGRÉS, etc.*).

BIENS ENGAGÉS. (*Voyez DOMAINES*).

BIENS INDIVIS. AN II. 1794. Décret sur les propriétés de cette nature, 118. — AN III. Autres dispositions y relatives, 80. — AN IV. Discussion sur le mode de leur partage, 168. — AN V. Motifs extraits du rapport de Saladin sur cette question, 17. — Dispositions y relatives, 117 et 168. — AN VI. Motion de Poulain-Grandpré pour en accélérer la consommation ; débats sur cette proposition, 20. — Décret conforme à cette demande, 56, 58 et 76. — Autorisation donnée au directoire pour le recouvrement des sommes dues par leurs propriétaires, 165. — AN VII. Dispositions relatives aux comptes qu'ils ont à rendre, 249.

BIENS NATIONAUX. AN 1789. Décret portant que ceux du clergé prendront cette dénomination, et seront mis à la disposition de la nation, 34, 80, 81 et 82. (*Voyez BIENS ECCLÉSIASTIQUES*). — AN 1790. Suspension des échanges non-consommés, 84. — Liste des commissaires chargés de leur aliénation, 97. — Réflexions sur l'avantage de leur mise en petits lots, 109. — Soumission de différentes villes pour en

acquérir, 112. — Rapport sur le mode de leur vente, 150. — Adoption de divers articles, 131, 132 et 133. — Instruction à ce sujet, 153. — Décret qui en aliène pour 400 millions, 165. — Exception en faveur des forêts et des lieux réservés pour le roi, 177. — Suite du décret précédent, 178 et 181. — Projet de Laroche-foucault y relatif, 199. — Mesures prises pour en accélérer la vente, 229. — Instruction sur cet objet, 243. — Nouvelle adjudication faite à la ville de Paris, 249. — Projet sur le mode de leur paiement, 255. — Désignation de ceux qui doivent être vendus ou conservés, 279, 280 et 282. — Fixation du mode des soumissions, 284. — Et des aliénations, 296, 298, 307 et 308. — Ventes faites à diverses municipalités, 340, 344, 351, 352 et 358. — Approbation d'un arrêté du département du Nord sur les opérations y relatives, 348. — Circulaire du ministre des finances à ce sujet, 350. — Dispositions concernant les locations des appartemens et maisons, 356. — Autres aliénations aux municipalités, 357, 360 et 362. — AN 1791. Nouveau décret sur le mode de soumission et d'évaluation, 1. — Autre pour l'admission en paiement de ces biens, des cautionnements des divers administrateurs, 21, 22 et 24. — Décret qui ordonne la recherche des minutes aliénatrices de ceux appelés domaniaux, 59. — Autre sur la propriété de leurs fruits, 60. — Autre qui admet en paiement les dîmes inféodées, 66. — Compte rendu du montant des adjudications, 84. — Décret sur la possession des biens dits domaniaux, 88. — Autre décret qui fixe l'époque des payemens à faire par les corps administratifs pour leurs acquisitions, 91. — Formalités à remplir par les porteurs des billets de l'administration des domaines, 98. — Décret qui ordonne aux départemens d'envoyer l'état de la valeur présumée de ceux servant de gage aux assignats, 103. — Désignation de ceux accordés au roi, 147. — Décret ordonnant l'envoi des bordereaux d'adjudication, 161. — Autre, pour la reddition du compte de leur administration, 168. — Instruction sur la vente de ces biens, 185, 187 et 190. — Mesures pour la confection des états de frais causés par leur estimation et leur vente, 200.

—Décret relatif à leur régie, 232. — Autres sur l'aliénation de ces biens, 239. — Et acceptation des déclarations de cominand, 257, 268 et 271. — Autres sur les fonds patrimoniaux et nationaux, 259. — Texte de celui sur le mode de leur paiement, 277. — Compte rendu du produit de leur vente, 330. — Décret qui admet en paiement les brevets de retenue et de décompte et les liquidations des offices, 364. — AN 1792. Rapport de Cambon sur leur produit, 95. — Décret qui fixe le mode de leur paiement, 166. — Autre, qui autorise les échangistes à disposer des coupes de leurs bois, 242. — Résiliation des baux passés au profit des prêtres insermentés, 259. — Décret qui réunit à ces biens ceux aliénés en faveur de la maison de Rohan, 260. — AN I.^{er} 1793. Mesures pour en accélérer la vente, 115. — Confiscation de ceux possédés par les compagnies d'arquebusiers et archers, 116. — Nouvelles dispositions sur le mode de leur aliénation et la manière de les acquitter, 151 et 158. — AN II. 1793. Réunion des biens provenans des fondations et fabriques, à la masse des propriétés nationales, 45. — AN II. 1794. Tableau des ressources qu'ils produisent ; impression de la liste des districts dans lesquels les ventes ne sont pas encore ouvertes, 156. — Discussion sur les moyens d'en faire acquérir aux sans-culottes ; motion de Fayau à ce sujet, 354. — Mesures proposées relativement à leur conservation, aliénation et location, 355. — AN III. Plaintes sur les dilapidations et le gaspillage dont ces biens sont l'objet, 84. — Etat de ceux vendus, 119. — Décret sur leur aliénation, 160. — Rapport d'un article relatif au mode de leur vente, 174. — Rapport de Johannot sur les moyens d'en tirer un parti avantageux à l'état, 209. — Dispositions relatives aux créances affectées sur ceux provenant des émigrés, 214. — Leur valeur est portée à 15 milliards par Bourdon, 231. — Discussion de son projet relatif à la manière dont ils doivent être payés, 236 et 237. — Adoption de celui de Vernier, 240. — Nouveau mode pour leur aliénation, 254, 259, 270 et 271. — Leur mise en loteries, 314. — Article constitutionnel qui consacre la légalité de leur adjudication, 318. — AN IV. Décret qui maintient les acquisitions qui ont été soldées, et annule les

jugemens contraires à cette disposition, 34. — Etat de leur valeur approximative, 63. — Suspension des ventes jusqu'au 1.^{er} prairial, 65. — Proposition d'en céder une portion, 68. — Résolution confirmative de cette demande, 70. — Sortie d'Engerrand et de Génissieu contre leur dilapidation ; suspension des démolitions, 73 et 74. — Vente de ceux de la Belgique, 130. — Arrêté du directoire sur le mode de paiement de ces biens, 145. — Rapport de Bailleul sur leur quotité et leur valeur, 159. — Proposition de lever la suspension de leur vente, 162. — Nouveau projet d'Echassériaux pour leur aliénation, 170. — Discussion de ce projet ; adoption de plusieurs articles, 171. — Demandes du directoire pour être autorisé à faire procéder à l'adjudication de plusieurs parties de ces domaines, 172. — Projet relatif à leur mode de paiement, 173. — Adoption de celui d'Auger, 175. — Approbation de la résolution qui ordonne la publication de leur évaluation, 190. — Nouvelle instruction sur leur vente, 221. — Approbation de la résolution qui annule un arrêté de Garnier de Saintes, y relatif, 227. — Envoi d'un message au directoire pour savoir ce qui a été fait pour leur aliénation, 229. — Sa réponse à ce sujet, 232. — Annulation d'un arrêté du représentant Bailly, les concernant, 239. — Rapport pour faire admettre les assignats en paiement de ces biens, 240. — Autre sur la vente de ceux situés dans les colonies des deux Indes, 279. — Décret relatif à l'aliénation de ceux dont les adjudicataires sont émigrés, 280 et 286. — Fixation des termes de paiement pour ceux soumissionnés, 291 et 295. — Résolution sur leurs fermages, 303. — Message du directoire, relativement à l'exécution de la loi du 28 ventôse sur leur revente, 306. — Motion à ce sujet, 308. — Autre résolution sur le paiement du dernier quart en numéraire, 312. — Sa discussion, 320 et 321. — Elle est approuvée, 322. — Message du directoire, contenant l'état de ceux soumissionnés et vendus, 340. — Suspension de la vente de ceux employés au service militaire, 342 et 348. — Résolutions relatives au nouveau mode de leur paiement, 354, 356, 357 et 359. — AN V. Rapport et projet de Desfermont sur la manière d'en faire solder le dernier

quart, 8. — Message du directoire contre ce projet, 10. — Réponse du rapporteur aux objections qu'on lui oppose, 12. — Reproduction et texte de son projet, 16. — Il est rejeté, 17. — Proposition sur leur adjudication par enchères, 20. — Message du directoire pour leur vente par soumissions, 38. — Discussion des projets y relatifs, 39. — Adoption de celui de Chollet, 43 et 44. — Validité des soumissions faites en temps utile et dans les formes légales, 82. — Envoi d'un message au directoire, relatif à la multiplicité des suspensions de ventes de ces biens; mesures pour accélérer leur aliénation, 85 et 86. — Résolution en faveur des propriétaires des maisons canoniales, 108. — Rapport de Beffroy sur les déchéances encourues par les acquéreurs, 125 et 133. — Adoption d'un projet de Defermont pour le mode de paiement, 127, 138 et 139. — Rapport de Lamarque sur la suspension de la vente de ces biens; mesures proposées par lui dans cette circonstance, 145. — Facilités données aux rentiers pour pouvoir en acquérir, 146 et 156. — Résolution relative aux maisons chargées d'usufruit, 159. — Loi sur l'adjudication de leurs réparations, 165 et 173. — Dispositions favorables aux acquéreurs, 168 et 171. — Comité général pour la lecture d'un projet sur les adjudications de ces biens, 172. — Nouveau rapport de Lamarque à ce sujet, 173. — Articles additionnels présentés par lui, 177. — Discussion et approbation d'une résolution qui permet la vente des maisons en inscriptions sur le grand livre, 188 et 194. — Reproduction du projet de Lamarque, 197. — Sa discussion, 217. — Il est combattu par Beffroy, 220. — Et défendu par Garnier de Saintes, 230. — Motion d'ordre de Noailles contre les abus qui ont été commis dans les ventes; il propose leur suspension, 244. — Adoption d'un projet de Gilbert-Desmolières pour l'aliénation des biens de la Belgique; débats à ce sujet, 291. — Il est rejeté par le conseil des anciens, 316. — Texte et adoption d'une autre résolution qui autorise le ministre des finances à délivrer des délégations sur le prix de ces biens, 319 et 323. — Nouveau projet de Gilbert-Desmolières sur leur vente, 327. — Il est approuvé, 335. — Texte du rapport de Lamarque; nou-

velle discussion de son projet, 355 et 356. — AN VI. Suite, 18, 19 et 45. — Son adoption, 49. — Rejet de cette résolution, 125. — Autre, relative aux arrérages et fermages, 131. — Elle est rejetée, 145. — Mémoire de l'administration centrale du Calvados sur ceux des différentes origines, 160. — Présentation d'un nouveau projet sur la suspension des ventes, 202. — Rapport de Tallien contre les abus qu'elles occasionnent, 205. — Résolution sur leur mise à prix, 218. — Son rejet, 250. — Débats sur la rédaction de la résolution relative à leur aliénation, 269. — Motion de Duflos sur le mode de paiement de ceux vendus, 289. — Renvoi de celle de Foncéz sur leur vente, 345. — Rapport de Poullain-Grandpré à ce sujet, 349. — Projet de Delbrel sur la suspension et annulation des ventes de ces domaines, 357. — Décret qui suspend, pour trois mois, celles des biens ruraux, et réduit la rétribution des administrateurs, 359 et 362. — AN VII. Rapport sur l'emploi des effets publics dans l'acquisition de ces biens, 17. — Nouvelle résolution sur leur vente, 24. — Son approbation, 29. — Autre, qui maintient les adjudications faites par les communes, 50. — Motion d'ordre contre la distinction établie dans les affiches, entre ces biens et ceux dits patrimoniaux, 76. — Discussion de la résolution précédente, 90. — Son adoption, 102. — Texte d'un message du directoire relatif à une aliénation de ces biens, *ibid.* — Rapport et projet tendant à déterminer les bases d'après lesquelles ils seront estimés, 124. — Ajournement de celui de Laujacq sur leur paiement, 150. — Mesures pour l'aliénation de ceux du culte protestant, 165. — Reproduction du projet de Laujacq pour autoriser les renonciations aux soumissions, 182. — Vimar propose le rejet de la résolution qui détermine ceux qui ont pu être regardés et vendus comme tels; discussion; débats, 194. — Rapport de Grenier sur leur revente; il propose d'en exclure l'action en rescision pour lésion d'outre-moitié; discussion et adoption de son projet, 199, 200 et 201. — Autre projet sur la manière dont pourront se libérer les acquéreurs pour la partie payable en bons et autres effets publics, 201. — Résolution y relative, 210. — Approbation de celle qui proroge le délai

prescrit pour leur paiement, 226 et 230. — Autre résolution sur les comptes à rendre par les copropriétaires des biens indivis avec la république, 249. — Discussion de celle relative à la suspension des ventes, 317 et 322. — Elle est rejetée, 323. (*Voy. ACQUÉREURS DE BIENS NATIONAUX*).

BILLET DE CAISSE D'ESCOMPTE. (*Voy. CAISSE D'ESCOMPTE*).

BILLET DE CHANGE ou de COMMERCE. AN 1791. Moyens pour rendre inutile le vol de ces effets, 108. — AN III. Mesures relatives à ceux qui ne seraient pas présentés à l'échéance, 312. — Projets de Challan et Rabasse à ce sujet, 284 et 299. (*Voy. LETTRES DE CHANGE, etc.*).

BILLET DE CONFIANCE. AN 1791. Sont exceptés du droit de timbre, 141. — AN 1792. Discours de Monneron et de Lafond-Ladebat à ce sujet, 88. — Discussion sur leur émission ; leur prohibition, 89. — Décret qui les supprime, 97. — Dispositions pour opérer leur échange contre des assignats, 260. — Compte à rendre par la municipalité de Paris, relativement à ces billets, 273. — Décrets pour les retirer de la circulation, 314. — AN I.^{er} 1793. Autre sur leur non remboursement sous prétexte de faux, 54. — AN II. 1794. Nouvelles dispositions y relatives, 238.

BILLET DE SECOURS. AN 1792. Réflexions sur les inquiétudes qu'ils occasionnent, 99. — Rapport de Lafond-Ladebat sur leurs inconvénients, 162. — Vive discussion à ce sujet ; fonds accordés pour leur remboursement, 287. — Nouveau rapport de Cambon pour leur liquidation, 308. — Décret qui fixe le mode à suivre pour les retirer de la circulation, 331. — Arrêté de la municipalité de Paris à cette occasion, 338.

BILLON. (*Voy. MONNAYES*).

BLÉ. AN III. Annonce de l'arrivée dans nos ports d'immenses achats de blé, 353. — Prise de dix-sept bâtimens chargés de cette denrée, 354. (*Voy. GRAINS et SUBSISTANCES*).

BOIS. AN VI. Lettre du ministre de l'intérieur pour leur reproduction ; programme d'encouragement pour ceux qui feront des plantations, 20. (*Voy. ARBRES et FORÊTS*).

BOIS-COMMUNAUX. AN 1792. Décret qui en conserve la propriété aux habitans, 244. — AN III.

Autres dispositions y relatives, 242. — AN VII. Adoption d'un projet de Blin sur les formes à employer pour rentrer dans leur possession, 357. (*Voy. BIENS-COMMUNAUX*).

BOIS DE CONSTRUCTION. AN V. Rapport et ajournement du projet tendant à autoriser leur exportation en Hollande, 88. — Décret à ce sujet, 327. et 336. (*Voy. BELGIQUE et MARINE*).

BOIS NATIONAUX. AN 1790. Adoption d'un projet de Lanjuinais qui en autorise la coupe, 71. — Réclamations à ce sujet, 84. — AN 1791. Décret qui charge les officiers des eaux-et-forêts d'en surveiller la vente, et qui accorde à la marine le droit de préhension sur ceux nécessaires à son service, 17. — Mode d'estimation de ceux de haute-futaye, 194. — AN III. Suspension des coupes ; motifs de cette détermination, 40. — AN IV. Arrêté du comité de salut public ordonnant la vente de celles destinées à l'approvisionnement des armées et des communes, 11. — Circulaire du ministre de l'intérieur sur les dilapidations dont ils sont l'objet, 274. — Dispositions relatives à leur paiement, 365. — AN VII. Message du directoire pour pouvoir en aliéner pour 30 millions, 363. (*Voy. FORÊTS*).

BONNET-ROUGE (le) ou BONNET DE LA LIBERTÉ. AN 1792. Introduction de son usage, 83. — AN I.^{er} 1793. Il est arboré à Stockholm, 34. — Interdit aux galériens, 266. — AN II. 1793. Plaintes contre les femmes révolutionnaires qui veulent en forcer d'autres à le porter ; décret à ce sujet, 39. — Arrêté du corps municipal de Paris qui ordonne à ses membres de s'en décorer, 48. — AN II. 1794. Accusations de Taillefer et de Bréard contre des hommes qui, nouvellement parés de ce costume, persécutent les patriotes, 156.

BONS AU PORTEUR. AN I.^{er} 1793. Décret pour leur enregistrement, 202. — AN VI. Résolution qui les consacre au paiement d'un semestre de cette année, 358. — AN VII. Arrêté du directoire sur l'usage qu'en peuvent faire les rentiers dans le paiement de leurs contributions, 131. — Fabrication de ceux de vingt et de 25 francs, 240.

BONS DU QUART. AN VI. Projet de Monnot y relatif, 118.

BOTANIQUE. AN VII. Annonce de la *Flore*

Atlantique, par René Desfontaines, 28. — Description de plantes dont les étamines sont peu apparentes, par Jolyclerc, 234. — Article sur l'ouvrage intitulé : *Du Règne végétal*, par Ventenat, 235. (Voyez JARDINS).

BOUCHE-DE-FER (la). Voy. SOCIÉTÉS.

BOULANGERS. AN II. 1793. Plaintes portées à la commune de Paris contre la non exécution des arrêtés qui leur sont relatifs, 80. — AN III. Mesures contre ceux qui seraient convaincus d'infidélités, 238. — AN IV. Supplément de solde accordée à ceux des armées, 126 et 127. (V. SUBSISTANCES).

BOURREAUX. AN 1789. Débats sur le préjugé attaché à cette fonction, 123. — AN II. 1793. Celui de Rochefort est invité à la table des représentants Lequinio et Laignelot, 54. — Décret qui règle leurs indemnités, 65. (Voyez EXÉCUTIONS).

BOURSES (les). AN I.^{er} 1793. Proposition de leur clôture par Carra, 60. — AN III. Rapport de Boissy - d'Anglas pour les rouvrir, 166. — Il est secondé par Johannot, 209. — Et par Lesage d'Eure-et-Loire, 219. — Dispositions pénales contre ceux qui vendraient l'or ou l'argent hors de leur enceinte, 346 et 347. — AN IV. Rapport et décret sur leur organisation, 33 et 34. — Fermeture de celle de Paris, 89. — Arrêté du directoire sur sa réorganisation, 146.

BOUTIQUES. Article d'un projet sur les fêtes décadaires, qui en ordonne l'ouverture forcée le dimanche, 304. — Ajournement de cette disposition, 310. — Discussion y relative, 324. (Voyez FÊTES).

BRACONNAGE (le). AN 1789. Ordonnance du roi relative aux individus condamnés pour ce fait, 41.

BRASSERIES. AN III. Leur clôture est ordonnée par arrêté du comité de salut public, 222.

BREFS DU PAPE (les). AN 1791. Poursuites ordonnées contre les auteurs d'un acte de cette nature, et à quelle occasion, 20 et 31. — Décret portant qu'ils ne pourront être promulgués en France sans l'attache des corps législatif et exécutif, 161. (Voyez PIE VI).

BREVETS D'INVENTION. AN 1792. Décret qui les interdit aux auteurs d'établissements financiers, et supprime ceux accordés jusqu'à ce jour, 266. (Voy ARTS, SCIENCES et MÉTIERS, et INVENTIONS).

BREVETS DE MAITRISE. AN 1792. Leur remboursement aux volontaires, 270.

BREVETS MILITAIRES. AN II. 1793. Décret qui ordonne la remise des anciens, et leur remplacement par des nouveaux, 57.

BREVETS DE RETENUE. AN 1790. Rapport de Camus et projet sur les prétentions de ceux qui en sont pourvus, 328. — Discussion à ce sujet, 329. — Nouveaux débats ; décret qui ordonne leur remboursement, 330. — AN 1791. Fixation de cette indemnité, 10. — Liquidation de plusieurs d'entre eux, 38, 46 et 59. — Poursuites ordonnées contre les fabricateurs de ces titres, 286. — Dispositions relatives à la retenue de l'intérêt de leurs capitaux, 359 et 362.

BRIGADES DE GENDARMERIE. (Voyez GENDARMERIE).

BRIGADES D'INFANTERIE. (Voyez INFANTERIE).

BRIGANDAGES ET ASSASSINATS. AN 1792. Rapport de François de Nantes pour leur répression, 118. — AN IV. Circulaire du ministre de la justice à ce sujet, 146. — AN V. Observations sur les moyens à employer pour en arrêter les auteurs, 47, 52 et 78. — Mesures du département de la Seine pour les empêcher de parcourir les campagnes, 57. — Rapports, discussions et projets sur cette matière, 64, 78 et 198. — AN VI. Message du directoire pour la répression de ces délits, 534. — AN VII. Autre pour obtenir la prorogation de la loi qui les punit de mort, 53. — Résolution confirmative de cette demande, 61. — Elle est approuvée, 62. — Formation des cinq cents en comité général pour entendre un nouveau rapport à ce sujet ; mesures proposées par Lenormand dans cette circonstance, 185, 186, 188, 214, 231 et 264. — Destruction des brigands du Doubs et de la Loire, 106 et 107. (Voyez ASSASSINATS).

BRISOTINS. (Voy. FACTIONS et BRISSOT).

BRONZES. AN 1792. Décret portant que ceux des édifices nationaux seront convertis en canons, 229.

BRULOTS INSUBMERSIBLES. AN 1792. Leur conversion par Loréal, ingénieur, 77.

BULLETIN DES LOIS. AN II. 1793. Décret pour sa rédaction, 97.

BULLETIN NATIONAL. AN 1792. Décret de son établissement pour les nouvelles des armées et les opérations du gouvernement, 249. — Autre pour son envoi aux bataillons de l'armée, 291. — AN II. 1794. Plaintes de Barrère contre sa rédaction 247. — AN III. Sortie de Thibaudeau contre l'escamotage qui a lieu pour l'insertion des adresses, 13. — Proposition de sa suppression, et discussion y relative, 286. — AN IV. Projet de son rétablissement, 127. — Motion d'ordre à ce sujet, 237. — AN VI. Discussion d'un projet y relatif, 304 et 305. — Résolution confirmative de cette demande; autres dispositions, 306.

BUREAU DE COMPTABILITÉ. AN 1792. Rapport sur son organisation, 14.

BUREAU DE CONTROLE. AN 1792. Suppression de celui établi par Dutrau et Lelcu pour les assisgnats, 154.

BUREAU DES LONGITUDES. AN III. Décret pour sa formation, 281.

BUREAUX CENTRAUX. AN IV. Décret qui les autorise à décerner des mandats d'amener, 237 et 238. — AN V. Autre qui les charge de poursuivre les actions des communes dans lesquelles il sont établis, 54 et 59. — Discussion et adoption de celle qui ordonne leur renouvellement, 295, 296 et 304. — AN VI. Motion d'ordre de Labrousse pour l'établissement de commissaires près ces administrations, 237. (V. LYON, MARSEILLE, PARIS, etc.)

BUREAUX DE LIQUIDATION. AN 1792. Leur organisation, 1. (Voy. LIQUIDATION).

C.

CABOTAGE. AN VI. Lettre du ministre de la marine sur cet objet, 345. (Voy. MARINE).

CADASTRE. AN 1790. Les fermiers domiciliés sont admis à examiner, pour sa confection, l'estimation du produit net des propriétés territoriales des communes, 328. — AN I.^{er} 1793. Projet y relatif, 232.

CAISSE D'AMORTISSEMENT. AN 1789. Projet d'en établir une, 104. — AN IV. Autre, 159. — AN VI. Rapport de Bailleul sur le même sujet, 328. — Décret qui la crée, 358.

CAISSE DU CLERGE. AN 1790. Sa suppression, 200 et 201.

CAISSE DU COMMERCE. AN VI. Arrêté de l'assemblée des actionnaires pour la réduction de l'escompte, 358.

CAISSE DES COMPTES COURANS. AN VII. Article y relatif, à l'occasion de l'évasion de son directeur, Augustin Monneron, 61. — Déclaration des administrateurs sur son état actuel, et engagement de payer les billets en provenant, *ibid.* — Assemblée-générale des actionnaires, pour rassurer sur leurs billets et dépôts, 94. — Jugement qui acquitte son ancien directeur, Augustin Monneron, 236.

CAISSE DE CONFIANCE. AN 1791. Annonce de cet établissement, 10. (Voyez BILLETS DE CONFIANCE).

CAISSE D'ECONOMIE. AN IV. Plan de cet établissement, 144.

CAISSE DES ECONOMATS. AN 1792. Décret qui la supprime, 244.

CAISSE D'EMPRUNTS ET DE PRÊTS PUBLICS. AN 1792. Article la concernant, 163.

CAISSE D'ESCOMPTE. AN 1789. Adresse de félicitation de ses actionnaires, 21. — Opinion de Mirabeau sur cet établissement, 59 et 60. — Autre du même contre le cours forcé et le non-remboursement de ses billets, 85. — Projet de Necker pour augmenter le nombre de ses billets et la transformer en caisse nationale, 90. — Réfutation de ce projet; discussion pour et contre, 92 et 93. — Décret portant qu'il sera donné communication authentique par le gouvernement, de ses engagements avec cette caisse, de l'aperçu justificatif des dépenses extraordinaires, anticipations, arrérages, pensions, etc., 93. — Elle présente, par ses députés, le tableau de sa situation, 94. — Commissaires nommés pour l'examiner, 97. — Rapport sur cet objet; son actif supérieur à son passif, 104. — Proposition de l'autoriser à fournir 80 millions au gouvernement, 118. — Débats et adoption du plan du comité, 119 et 120. — Discussion sur la nomination de Nairac, pour la surveiller, 121. — AN 1790. Réflexions sur le compte rendu de sa situation, 62. — Compte nouveau qui lui

lui est demandé, 83. — Motions contre elle au Palais-Royal, 93. — Ses billets tiendront lieu provisoirement des assignats; rapport, discussion et décret à ce sujet, 108. — Elle est autorisée à échanger pour 12 millions d'assignats, 129. — Rapport sur ses opérations, 150. — Elle fournira 20 millions au trésor public, 153. — Le ministre des finances comptera avec cette caisse, 156. — Elle remettra au ministre des finances 30 millions en billets, 171. — Décret pour constater l'état de ses registres, 227. — Elle versera au trésor public 20 millions, 256. — Rapport sur sa vérification, 261. — Elle versera au trésor public 20 autres millions, 271. — Remboursement à effectuer par elle, 282. — Décret pour le paiement des créances qui lui sont dues, 284. — AN 1791. Délibération des actionnaires, 51. — Travaux de cette caisse, 107. — Eloge de son organisation, 240. — AN 1792. Décret sur la falsification de ses billets, 29. — AN I.^{er} 1793. Sa suppression; les scellés y seront apposés, 238. — Texte de ce décret, 273. — AN II. 1794. Autre sur le cours de ses billets, 163. — Autre la concernant, 362.

CAISSE DE L'EXTRAORDINAIRE. AN 1789. Décret qui la crée pour faciliter la vente des biens nationaux, 120. — AN 1790. Rapport à établir entre elle et celle de l'ordinaire, 82. — Impression de ses états remis au comité de liquidation, et suspension des payemens y énoncés, 86. — Prêtera 48 millions assignats au trésor public, 311. — Mémoire sur son organisation, 330. — Cette organisation a lieu, 341. — Recevra 48 millions assignats du trésor public, 346. — Décret sur l'ordre de la délivrance des mandats à l'administration de cette caisse et sur celui de ses payemens, 362. — Autre relatif à sa surveillance, 365. — AN 1791. Etat de sa situation, 6. — Décret pour le paiement de ses bureaux, 73. — Autres sur les avances à faire au trésor public, 172, 186, 190 et 264. — Autre pour l'organisation de ses bureaux, 193. — Rapport sur sa vérification et son état, 275. — Secours provisoire destiné à subvenir à ses besoins, 316. — AN 1792. Décret qui destine 100 millions pour son service, 61. — Autre pour le paiement, par elle, d'une partie de l'em-

Table alphabétique.

prunt de 1784, 92. — Ses versements, 132. — Décret fixant le mode des poursuites en action sur cette caisse, 151. — Autre relatif aux dépenses de son administration, 159.

CAISSE DE LAFARGE. AN 1792. Article tendant à prouver la fausseté des bases de cette tontine, 117. — AN VI. Rapport et résolution concernant ses petits rentiers, 101. — Discussion y relative; elle est rejetée, 120, 121, 128, 131 et 132. — Tableau du revenu exact de chaque actionnaire, 125. — AN VII. Pétition de l'administration, 52. (*Voyez LAFARGE, RENTIERS, etc.*).

CAISSE DE L'ORDINAIRE. AN 1790. Ses rapports avec celle de l'extraordinaire, 82.

CAISSE HYPOTHÉCAIRE. AN IV. Développement sur son établissement, 77.

CAISSE NATIONALE. AN 1789. Des femmes artistes en demandent une pour recevoir les bijoux que l'on pourra donner, à leur exemple, 54. — Projet d'en créer une pour liquider la dette publique, 85.

CAISSE DU PACTE-SOCIAL. AN 1792. Idée de cet établissement, 211.

CAISSE PATRIOTIQUE ET MILITAIRE. AN 1790. Proposée par d'Usson, 49.

CAISSE DE POISSY. AN 1791. Décret qui supprime les payemens du trésor public à cette caisse, 155.

CAISSE TERRITORIALE. AN 1790. Proposée par Ferrières; discussion à ce sujet, 87.

CAISSES D'ADMINISTRATION. AN I.^{er} 1793. Décret relatif au paiement qu'elles auraient à faire en vertu des jugemens attaqués en cassation, 199.

CAISSES CIVILES DES DÉPARTEMENTS. AN IV. Décret portant que les administrateurs y apposeront les scellés et en feront la vérification, 186 et 188.

CAISSES DE LIQUIDATION. AN 1792. Décret qui supprime celle des anciennes dettes des troupes, 264.

CAISSES MILITAIRES. AN I.^{er} 1793. Les corps des troupes de la république qui ont du numéraire dans leur caisse le verseront dans celles des payeurs-généraux, 243.

CAISSES NATIONALES. AN 1791. Commis-

saires nommés par la convention pour en vérifier l'état, 282.

CAISSES PARTICULIÈRES. AN I.^{er} 1793. Rapport sur leur suppression, 268.

CAISSES PUBLIQUES. AN III. Décret qui interdit aux représentans en mission de tirer des mandats sur elles sans l'autorisation des comités, 232. — Autre qui en ordonne la vérification extraordinaire dans toute la république, 241. — AN IV. Discussion relative à l'échange par elles des assignats contre des mandats, 270.

CALCOGRAPHIE. AN V. Rapport et projet d'un établissement de ce genre, 123.

CALENDRIER. AN 1790. Lettre à Lalande sur la réforme du calendrier grégorien, 137. — AN 1792. Décret portant que l'an 4.^{me} de la liberté a commencé avec le premier janvier de cette année, 4. — AN I.^{er} 1793. Travail du comité d'instruction publique sur le calendrier républicain, 265. — AN II. 1793. Discussion du projet de Romme y relatif; abolition de l'ère vulgaire; fixation de la nouvelle, 280. — Sa division décadaire, 18. — Arrêté de la commune pour son adoption, 28. — Etat sommaire de ses dénominations, 39. — Rapport de Fabre-d'Églantine sur cet objet, 48. — Texte de l'instruction sur l'ère de la république, et sur la division de l'année, 87. — Texte du rapport, 88. — AN III. Ordre du jour sur une pétition par laquelle un citoyen en demande l'abolition, 315. — Autre pétition de même nature; le comité d'instruction est chargé de présenter les réformes qu'il croira propres à le perfectionner, 329. — AN VI. Motion de n'employer que l'ère républicaine, 6. — Rapport et projet de Bonnaire sur son exécution; discussion et renvoi, 317 et 318. — Reproduction de ce projet par Lamerville; substitution du mot *annuaire* à celui de *calendrier*; discussion, 324. — Rapport de Lenoir-Laroche; approbation et texte de la résolution, 356. — AN VII. Article sur sa division décadaire, 23.

CALOMNIE. AN V. Projet sur sa répression, 43. — Message au directoire y relatif; vive agitation à ce sujet, 44. — On propose de la soumettre à la police correctionnelle seulement, 57. — Nouveau projet y relatif, 68. — Discussion

qu'il occasionne, 99 et 100. — Celui de Daunou obtient la priorité sur celui de Pastoret, 101 et 102. — Diverses propositions sur sa définition et sa poursuite, 122, 148 et 154. (*Voy. ECRITS, JOURNAUX, PRESSE, etc.*)

CAMP FLOTTANT. (*Voy. PRINET.*)

CAMPAGNES. AN 1789. Leur agitation à l'occasion de la dévastation des grains, 28.

CAMPAGNES DES FRANÇAIS. AN III. Rapport et décret qui ordonne l'impression du tableau y relatif, 166. — AN V. Discours de Daubermesnil sur ce tableau, 29.

CANAUX. AN 1791. Décret pour la confection de celui de Rhône-et-Loire, 157. — AN 1792. Autre pour l'ouverture d'un canal de jonction de l'Oise, l'Aube et la Seine, 122. — Même mesure pour la jonction de la Vilaine et de la Rance, 354. — AN III. Proposition d'employer à leurs travaux les déserteurs ennemis, 58 et 300. — Plans proposés pour leur ouverture, 87. — Décret pour l'exécution de celui de jonction de l'Oise à la Sambre, 130 et 256. — AN IV. Autre pour l'augmentation de celui de Saône-et-Loire, 181. — Fixation des droits à percevoir dans celui de Languedoc, et discussion à ce sujet, 333 et 335. — AN V. Rapport contre la résolution précédente, 11. — Discussion et approbation, 24 et *suiv. jusqu'à* 28. — Résolution sur les canaux de navigation d'Orléans et de Loing, 29. — Rapport tendant à en établir un dans le département de la Manche, 199. — Proposition d'affermir les droits de celui du Midi, 203. — Résolution y relative, 234. — AN VI. Son approbation, 1. — Décret pour l'ouverture d'un canal près le pont d'Arceveau, 21. — Renseignemens demandés sur celui de Paris à Dieppe, 27. — Projet de Fulton pour leur navigation sans écluses, 189. — Discussion et décret sur les droits du canal du Centre, 217. — Plan de celui qui doit joindre le Rhin à la Meuse, 276. — AN VII. Continuation de celui de Languedoc, 49. — Ouvrages de R. Fulton sur leur construction et les moyens de la perfectionner, 187 et 235. — Nomination de Marragon à la place de commissaire, pour l'administration des canaux intérieurs, 231. (*Voyez aux localités.*)

CANDIDATS (listes de). AN VI. Suppression

de la formation de celles prescrites par le titre 3 de la loi du 25 fructidor, 116 et 147.

CANONNIERS. AN 1791. Décret pour l'organisation des compagnies de cette arme, 107. — AN 1792. Autre de création et d'organisation des canonniers nationaux, 75. — AN I.^{er} 1793. Autre pour la formation d'une compagnie dans chaque département, 157. — Haute-paye accordée à ceux attachés aux bataillons de volontaires, 221. — AN III. Formation d'une compagnie pour chaque section de Paris, 56. — Celle cantonnée à Meulan se plaint de son inertie, 129. — AN IV. Licenciement des canonniers volontaires de Brest, 217 et 220.

CANONS. AN 1790. Demande de la suppression de la légende *ultima ratio regum*, 172. (*Voyez ARTILLERIE.*)

CANTONS. AN VI. Discussion et arrêtés sur leur réduction, 128 et 338. — AN VII. Projet sur leurs limites constitutionnelles, 33. — Discussion y relative, 64. — Il est rejeté, 71.

CAPITAINERIES. AN 1789. Demande de leur suppression, 36. — Proclamation du roi à cet effet, 40.

CAPITAINES. AN 1791. Décret relatif à leur avancement, 64. — Autre sur le rang de ceux employés au service de guerre, 108. — AN I.^{er} 1793. Autre qui fixe le supplément de leur traitement, 151. (*Voy. ARMÉES.*)

CAPITALES. AN 1789. Examen de la question de leurs inconvéniens, 119. — AN 1792. Article extrait de la *Sentinelles*, sur cette dénomination que l'on donne encore à Paris, et qu'il a dû oublier, 310.

CAPITALISTES. AN 1790. Décret sur le mode de leur imposition, 300.

CAPITULATION IMPÉRIALE. AN 1790. Signée par Léopold à son couronnement, 300.

CAPONS. AN 1790. Désordres qu'ils commettent à Bruxelles, 83.

CARABINES A VENT. AN IV. Sont inventées par un Tyrolien; leur description, 257.

CARDINAUX. AN 1790. Conférence de vingt-quatre cardinaux sur les affaires de France, 305.

CARICATURES. AN II. 1793. Les charbonniers et les chevaliers de Saint-Louis déposant leurs signes de distinction, par Quéverdo, 278.

CARTES A JOUER. AN VI. Arrêté sur leur timbre, 244. — AN VII. Autre, 28. — Décret

sur le placement d'un bureau à cet effet, 101. (*Voy. DROIT DE TIMBRE.*)

CARTES DE SURETÉ. AN III. Décret pour leur renouvellement, 119. — Réflexions à ce sujet, 135. — Autre décret qui annule un arrêté du ministre des finances y relatif, 138. — Adoption de diverses mesures sur le même objet, 142, 148 et 224. — Décret portant qu'elles suffiront pour donner entrée dans les assemblées primaires, 354. — AN V. Réflexions sur la loi qui veut que les citoyens en soient munis pour sortir du canton de Paris, 150.

CARTES RÉDUITES. AN III. Note d'un professeur de mathématiques, à Bayonne, sur leur usage, 363.

CASSATION. AN II. 1793. Décret sur la demande en cassation des jugemens criminels, 34. — Autre, concernant le recours, 173. — AN V. Autre, portant que les nullités qui frappent les actes indépendans de la procédure, mais formant le titre fondamental de l'action, donnent ouverture à la cassation, 100. (*Voyez TRIBUNAUX.*)

CATHOLIQUES. AN 1790. Lettre en faveur de ceux du Gard, 300. — AN 1792. Ceux d'Irlande réclament l'établissement de leurs droits, 6 et 12. — Association des Irlandais-Unis aux catholiques romains, 155. — AN II. 1794. Excommunication des catholiques irlandais qui n'obéiraient pas au roi d'Angleterre, 148. — AN III. Ordre du roi les concernant; le vice-roi Fitz-Williams refuse de l'exécuter, 180. — Rejet, à la chambre des pairs d'Angleterre, d'une motion pour la communication de sa correspondance avec le ministre, relativement à l'émancipation des catholiques romains, 279. (*V. NON-CATHOLIQUES et RELIGIONNAIRES.*)

CAUTIONNEMENT. AN 1792. Rapport relatif au complètement de la loi sur cette matière, 42 et 43. — AN I.^{er} 1793. Décret qui exige caution dans le cas de payement à faire par jugemens attaqués en cassation, 199. — AN II. 1793. Les Jacobins demandent la suppression du cautionnement en argent pour l'admission aux emplois publics, 46. — Il est supprimé en principe, 90. — AN II. 1794. Décret définitif, et discussion y relative, 136. — AN IV. Rapport et projet concernant celui exigé

par le code des délits et peines , 207. — Discussion à ce sujet , 215. — Et décret à la suite , 335.

CAVALERIE. AN 1790. Création d'un nouveau régiment , 362. — AN 1792. Et de trois autres de chasseurs , 343. — AN 1^{er} 1793. Décret pour la levée de 30,000 hommes , 181. — AN II 1793. Autre pour la réquisition de 40,000 chevaux et pour une levée de 40,000 hommes , 19. — Fonds à ce sujet , 24. — Cavalerie de l'armée révolutionnaire , casernée à Versailles , 26. — Nombre de chevaux attribué aux officiers , 29. — Décret pour l'enrôlement de la cavalerie , 36. — Sa levée est mise à la disposition du ministre de la guerre , 38. — Envoi de représentans du peuple pour en surveiller l'encadrement , 61. — Levée nombreuse dans l'Aude , 75. — AN II. 1794. Décret et instruction sur son embrigadement , 112 et 121. — Autre sur son complètement , 128. — Avantages remportés par celle du côté de Douai , 189.

Commissaire-général. AN 1790. Son adhésion aux décrets de l'assemblée nationale , 243.

Mestre-de-Camp. AN 1790. Poursuites et punition ordonnées contre les auteurs de l'insurrection de ce régiment à Nanci , 229. — Il est licencié , 343.

Reine (de la). AN 1790. Les soldats cèdent à de pauvres ouvriers les travaux à faire au port de Cherbourg , 149. — Annonce de leur insubordination , 238. — Ordre du jour sur le projet de faire rembourser par le trésor public des sommes induement exigées par ce régiment , 247. — Décret sur l'insubordination de ce corps , 301. — AN 1791. S'insurge à Phalsbourg , 74.

Royal-Allemand. AN 1792. Nom des officiers de ce corps qui ont déserté , 148.

Royal-Champagne. AN 1790. Son insubordination , 285.

Royal-Etranger. AN 1790. Son adhésion aux décrets de l'assemblée nationale , 243.

1^{er}. Régiment (le). AN II. 1794. Rapport et décret sur plusieurs de ses officiers arrêtés au camp de Maubeuge , 185.

Neuvième (le). AN 1791. Son adresse au général Luckner , concernant la désertion des officiers , 292.

Douzième (le). AN 1792. Décret en faveur de plusieurs sous-officiers et soldats arbitrairement exclus , 111.

Quatorzième (le). AN 1791. Plusieurs maréchaux-des-logis se plaignent d'actes arbitraires et dénis de justice de la part du ministre de la guerre ; 293.

Dix-septième (le). AN II. 1794. Condamnation à mort de 14 de ses officiers , 253.

Vingt-sixième (le). AN II. 1794. Est licencié , 345. — (*Voyez RÉGIMENS.*)

CÉDULES HYPOTHÉCAIRES. AN III. Projet de les faire servir de garantie spéciale aux assignats à fabriquer , 209. — AN IV. Résolution qui en fixe l'intérêt et en applique la forme à une portion des domaines nationaux , 68, 69 et 70. (*Voyez BIENS NATIONAUX et HYPOTHÈQUES.*)

CÉLIBAT. AN 1790. Article sur celui des prêtres , 290. — AN II. 1794. Pétition d'une société populaire , pour qu'il soit puni de mort , 184. — AN III. Décret sur le célibat , regardé comme imposable , 328.

CÉLIBATAIRES. AN 1790. Seront plus fortement imposés que les autres contribuables , 301. — AN 1^{er} 1793. Sont mis en état de réquisition permanente , à la disposition du ministre de la guerre et des généraux , 52. — AN II. 1794. — Rapport d'un arrêté qui leur interdisait l'admission dans les bureaux de la commune de Paris , 275. — AN VI. Débats sur leur exclusion de l'instruction publique , 181.

CENSUELLES. (*Voyez SAISIES-CENSUELLES.*)

CENTIMES ADDITIONNELS. AN VI. Adoption en principe de leur établissement pour les dépenses communales , 340.

CENT-SUISSES de la garde du roi. AN 1792. Réclament de l'emploi et des secours , 200. — AN II. 1794. Décret relatif à leur payement , 352.

CERCLES CONSTITUTIONNELS. (*Voyez SOCIÉTÉS.*)

CÉRÉMONIES PUBLIQUES. AN 1789. Préséance accordée aux autorités administratives , 130.

CERTIFICATS DE CIVISME. AN 1^{er} 1793. Décret qui en exige des pensionnaires de l'Etat , 182. — Ils seront visés par les comités de surveillance et de salut public établis dans les dif-

férentes villes des départemens, 265. — AN II. 1793. — La commune de Paris annule ceux accordés jusqu'au 12 frimaire, 75. — Rapporte cet arrêté, 78. — Autre y relatif, 83. — AN II. 1794. Autre sur ceux des instituteurs, 108. — Discussion sur ceux des défenseurs officieux, 208. — Arrêté sur leur délivrance aux ex-nobles et étrangers, 213. — Autre, qui déclare suspects les défenseurs officieux qui n'en auront pas obtenu, 214. — Autre sur le mode de leur délivrance, 225. — Autre contre les défenseurs officieux qui n'ont pas voulu en prendre, 228. — AN III. Décret qui ordonne aux municipalités de motiver la cause de leur refus, 3. — Autre sur leur délivrance, 17. — Autre, et rapport y relatif, 81. — Demande de la suppression de cette formalité, 285. — Elle est abolie, 323. — AN IV. Sont exigés de ceux qui réclament des indemnités, 32.

CERTIFICATS de Non-Appel et de Non-Opposition. AN VII. Résolution y relative, 124. — Rapport contre cette résolution, 183. — Elle est rejetée, 197.

CERTIFICATS de Résidence. AN 1792. Décret qui les exige pour les récréation, renouvellement et continuation des pensions, 92. — Autre relatif à ceux des militaires en activité, 176. — Autre sur le mode de leur obtention, 223. — AN I^{er}. 1793. Autre y relatif, 78. — Autre qui les assujétit à l'enregistrement, 151. — AN II. 1794. Autres sur ceux des militaires démissionnaires, destitués ou suspendus, 160. — Des militaires et employés au service de la république, 228. — AN III. Motion contre la délivrance de faux certificats, 219. — Proposition d'annuler ceux accordés dans les départemens du Var et des Bouches-du-Rhône; débats à ce sujet, 352 et 353. — AN IV. Message du directoire relatif à leur forme, 73. — Autre, par lequel il demande l'annulation de ceux accordés à Lyon depuis 1793 jusqu'à la mission de Despinassy, Poullain-Grandpré et Ferroux, 214. — Rapport y relatif, et ordre du jour sur cette demande, 232 et 233. — AN V. Adoption d'un projet relatif à ceux exigibles pour recevoir des payemens de la trésorerie, 216. (*Voyez TRÉSORERIE.*)

CHAMBRE DES COMPTES DE PARIS. AN 1789.

Son président félicite l'assemblée, à la suite du 14 juillet, 22. — Analyse de son travail sur sa comptabilité et sa juridiction, 105. — AN 1790. Les comptes ne lui seront plus présentés, 357. — AN 1791. Décret qui la supprime, 186 et 187.

CHAMBRE HAUTE. AN 1792. Coalition tendante à en créer une en France; noms de ses antagonistes, et attaques dirigées contre eux, 119. — L'assemblée législative improuve unanimement le système des deux-chambres, 190. (*Voyez DEUX-CHAMBRES et CONSTITUTION*).

CHANCELLERIE. AN 1790. Ses dépenses sont fixées, 220. — Sa suppression, 252. — AN I^{er}. 1793. Décret pour le brûlement des titres y conservés, 265.

CHANGE. AN IV. Résolution sur la fixation de son cours, 69 et 70. — Elle est rejetée, 82. (*Voyez FINANCES*).

CHANOINESSES. (*Voyez RELIGIEUX*).

CHANTIERS. AN 1791. Décret sur les déclarations à faire de leur valeur locative, 90.

CHANTS. AN I^{er}. 1793. Couplets en l'honneur de la *Montagne*, chantés dans la convention par Valière et Chenard, 188. — *Hymne* de Chénier pour l'acceptation de la Constitution, 198. — AN II. 1794. Décret qui interdit de chanter aux pétitionnaires dans le sein de la convention, 177. — Arrêté de la commune de Paris, qui ne permet sur les places que le chant des hymnes patriotiques, 178. — *Hymne de l'armée d'Italie*, *ibid.* — *Chant de guerre*, par Trouvé, intitulé: *La mort à tout esclave anglais*, 266 et 270. — *Chant du Départ*, par Chénier, 302. — *Hymne à l'Être Suprême*, par Trouvé, 310. — *Hymne des Victoires*, par Chénier, 327. — AN III. Ouverture de la séance du 2 germinal par le *Réveil du Peuple* et la *Marseillaise*, 186. — Ils sont exécutés dans la convention par l'Institut national de musique, 300 et 315. — Décret pour que ce dernier hymne soit joué, chaque jour, à la garde montante, et mention honorable accordée à son auteur Rouget de Lille, 300. — Les deux hymnes précédens sont le prétexte de mouvemens à Paris; rapport et mesures à ce sujet, 306. (*Voyez FÊTES*).

CHANVRES BLANCS PEIGNÉS. AN VI. Rapport concernant leur sortie des départemens du Rhin,

196. — Abrogation de la loi qui la prohibait , 206.

CHAPITRES. (Voyez CLERGÉ).

CHARITÉ MATERNELLE (société de la). Voyez SOCIÉTÉS).

CHARROIS et TRANSPORTS MILITAIRES. AN I.^{er} 1793. Demande faite au ministre du tableau de ceux employés dans les charrois , 203. — Décret qui les met en régie , 208. — Noms des citoyens qui ont obtenu des encouragemens et indemnités au concours des modèles de voitures pour le transport des malades , *ibid.* — AN II. 1793. Décret concernant les administrations de transports et convois militaires , 57. — AN II. 1794. Autre , qui réunit aux charrois militaires ceux d'artillerie , 108. — Autre sur les commissaires chargés de surveiller ce service , 112. — Construction de voitures pour le service des hôpitaux , 115. — Décret sur le traitement des inspecteurs de charrois , 152. — Fonds pour le service , 165. — Rapport et décret sur l'organisation des charrois et transports , 166. — Décret concernant la construction de 6,000 voitures pour le transport des fourrages , et ordonnant une levée de chevaux et mulets à cet effet , 199 et 200. — Circulaire du comité de salut public sur cet objet , 223. — AN III. Projets sur le perfectionnement des transports , 130.

CHARTRIERS. AN 1790. Mesures prises pour leur conservation , 220.

CHASSE. AN 1789. Discussion des articles sur le droit de chasse ; son abolition ainsi que celle des capitaineries royales et particulières , 36. — Sa suppression est suivie de la destruction du gibier , 38. — Texte du décret de suppression , 40. — AN 1790. Détermination de l'époque où la chasse sera libre , 112 et 113. — Amendemens à ce décret , 119. — Renouveau des défenses de chasse pour la conservation des forêts de Rambouillet , Montfort , etc. , 138. — Projet concernant la chasse dans les parcs des maisons royales , 204 , 257 et 259. — Suspension de ce droit sur les possessions enclavées dans les plaisirs du roi , 244. — AN 1791. Rejet d'une disposition relative à l'exportation des munitions de chasse , 314. — AN VI. Abolition du droit exclusif de la chasse en Helvétie , 352.

CHASSEURS-BRACONNIERS. AN I.^{er} 1793. Sui-vent Dumourier chez l'ennemi , 111.

Des Cévennes. AN I.^{er} 1793. *idem. ibid.*

De la Charente. AN I.^{er} 1793. Forcent les Vendéens aux portes de la Sorignière et de la Morignière , 243.

De Hainault. AN 1791. Sont désignés comme ayant protégé le départ de mesdames , tantes du roi , 58. — Justification des soldats qui composaient leur escorte , 63. — Explications sur la conduite d'une partie de ce corps , en garnison à Villeneuve-le-Roi , 76.

De Picardie. AN 1789. Sont impliqués dans les troubles d'Alençon , 77. (Voy. ALENÇON).

Du Haut Rhin , dits bons-tireurs. AN 1792. Leur création , 255. — AN I.^{er} 1793. Leur organisation , 127.

Volontaires. AN 1791. Décret sur la formation de leurs compagnies , 201. — AN 1792. Autre , 165.

Premier régiment (le). AN 1791. Sa réponse à la lettre de Louis XVI sur son acceptation de la constitution , 302.

Dixième (le). AN I.^{er} 1793. Rétractation faite par Dampierre de l'annonce du passage de ce corps à l'ennemi , 111.

Dix huitième (le). AN I.^{er} 1793. Demande son organisation et son envoi aux armées , 225. (Voy. GARDE NATIONALE et RÉGIMENS).

CHATEAUX. AN 1790. Insurrection contre eux , 45. — AN I.^{er} 1793. Décret pour la démolition de ceux d'émigrés , dont la construction rappelle la féodalité , 79. — Autre qui suspend les procédures commencées contre des citoyens qui ont abattu des armoiries qu'on affectait d'y conserver , 214. — Démolition des forts et châteaux , décrétée en principe , 220. — AN II. 1793. Autorisation donnée aux représentans en mission pour faire démolir les fortifications de tous les châteaux appartenans à des particuliers , 30. — Rapport et décret pour la démolition des châteaux-forts et forteresses de l'intérieur , 135. — Lettre d'Albite annonçant leur disparition dans l'Ain et le Mont-Blanc , 185.

CHATELET (la cour du) à Paris. AN 1789. Félicite l'assemblée à la suite du 14 juillet , 25. — Est saisie , par un décret , de la procédure contre Bezenval , 74. — Sa conduite ambiguë dans les procédures contre les crimes de lèse-nation , et particulièrement dans l'affaire précédente , 88. — Ses membres se justifient , par un mémoire , des reproches de négligence qui leur ont été faits , 97. — Jugement de ce tribunal contre quelques auteurs

d'émeutes relatives aux subsistances, 99. — Procédures de l'abbé Douglas et autres, 104. — De Bezenval, 105, 108, 109, 112, 114, 122 et 130. — Analyse de divers procès relatifs à la révolution et pendans à ce tribunal, 111. — Affaire du prince Lambesc, 123. — Lettre du lieutenant criminel sur le vol du greffe d'où aucun papiers relatifs aux crimes de lèse-nation n'ont été enlevés, *ibid.* — Autres détails, 128. — Procédure sur les événemens des 5 et 6 octobre, n° 131, *aux pièces justificatives.* — AN 1790. Suite du procès de Bezenval; mouvemens populaires à l'audience; canons placés aux portes, 9, 13 et 14. — Attroupemens pendant l'instruction du procès de Favras, 15. — Suite de ce procès, 16, 17 et 18. — Affaire de Trudon, garde national, et de Denot, accusé d'avoir coupé les têtes de Delaunay et de Foulon, 19. — Suite de l'affaire de Favras et de Denot, 20. — Suite de l'affaire de Favras, 21 et 22. — Poursuites contre Marat, 23. — Affaire de Bezenval, *ibid.* 24 et 25. — Affaire de Favras, 26. — Affaire de Bezenval, 27, 28, 29 et 30. — Affaire de Favras, 31 et 32. — Son jugement et sa condamnation, 34. — Détails y relatifs, 36, 39, 40, 43, 45, 47 et 51. — Son exécution, 52. — Lettre de Quatremér sur ce procès, 55. — Jugement qui décharge Bezenval d'accusation, 62. — Ce tribunal dénoncé comme favorisant l'aristocratie, 119. — Il demande des renseignemens à l'assemblée nationale sur l'affaire du 6 octobre 1789, 137 et 139. — Suite des opérations de ce tribunal, 147. — Evasion de plusieurs prisonniers, 155. — Le procureur du roi au châtelet fait le tableau de ses opérations pour répondre aux accusations élevées contre lui, 163. — Plaintes du même contre les inculpations dont il est l'objet, 218. — Les officiers de ce tribunal sont admis à la barre, à l'occasion de la procédure sur l'affaire du 6 octobre, 220. — Tentatives des prisonniers pour s'évader, 261. — Soulèvement dans les prisons, 290. — La connaissance des crimes de lèse-nation lui est retirée, 300. — AN V. Décret pour le dépôt de ses minutes aux archives judiciaires, 173 et 190.

CHAUFFAGE. AN I.^{er} 1793. Décret pour la taxe de toutes les matières y destinées, 232.

CHAUFFEURS. AN V. Rapport et discussion sur l'insuffisance des lois existantes pour les atteindre;

projet, 151. — Arrestation de Ficé et Decoudray faisant de fausses patrouilles avec leur bande, 159. — Suite de la discussion sur le projet contr'eux, 201. — Résolution concernant leur punition, 202. — Discussion et approbation de cette mesure, 234 et 241. — Le directoire les accuse des meurtres commis à Lyon, 294. — AN VII. Procès de vingt-huit d'entr'eux devant le conseil militaire de la dix-septième division; détails sur le vol qu'ils ont commis à la ferme de St-Remy, 181 et 184. (*Voyez ASSASSINATS et BRIGANDAGES*).

CHEMINS PUBLICS. AN 1790. Décret pour les plantations d'arbres sur leurs bords, 209. — AN 1791. Arrêté sur la législation y relative, 90. (*Voy. ROUTES*).

CHEPTEL. (*Voy. BAUX*).

CHEVALERIE (les ordres de). AN 1791. Décret qui les supprime, 212.

CHEVAUX. AN 1792. Décret qui met ceux de luxe en réquisition, 247. — Autre qui emploie ceux de poste au transport de l'artillerie, 248. — AN I.^{er} 1793. Proposition d'une levée dans la Belgique, 42. — Arrêté de la commune de Paris sur la saisie de ceux de luxe, 133. — Proposition de les mettre en réquisition, 203. — Décret pour les faire servir à remonter les cavaliers nationaux, 208. — Déclaration exigée de leurs propriétaires, 243. — AN II. 1793. Décret pour la réquisition de quarante mille chevaux, 19. — AN II. 1794. Autre sur l'administration de ceux de l'armée, 105. — Levée extraordinaire, 106. — Décret qui fixe leur prix, 115. — Remède contre la morve, proposé aux Jacobins, 168. — Décret qui ordonne une levée de chevaux et mulets avec leurs voitures et charrettes, 199 et 200. — *Maximum* des chevaux de trait, 227. — Arrêté du comité de salut public sur les moyens d'en assurer la propagation, 266. — AN IV. Décret pour l'approvisionnement de ceux de l'armée, 10. — Arrêté qui défend la vente de ceux de la république aux militaires, 99. — Message demandant une levée, 131. — Rapport et projet pour la réquisition de ceux de luxe et la levée du trentième cheval, 132. — Discussion y relative, 137. — Décret rendu à la suite, 138 et 140. (*Voyez CAVALERIE*).

CHIFFONNISTES. (*Voy. ARLES*).

CHIMIE. AN 1789. Expériences à Londres sur

les propriétés du Chien-dent, 105. — Autres sur le muryate de Baryte, 115. — AN V. Notice sur les élémens de chimie publiés par Chaptal, 16. — AN VII. Découverte pour rendre l'eau de la mer potable, 245.

CHIRURGIENS. AN 1791. Décret portant que ceux des bataillons de volontaires seront choisis par les départemens, 289. — AN II. 1793. Changement des dénominations de chirurgien et d'élève chirurgien - major, en celles d'officiers de deuxième et troisième classe, 281. — AN V. Message du directoire, et motion sur la surveillance à exercer envers les chirurgiens, 69. (*Voyez OFFICIERS DE SANTÉ*).

CHOUANS. AN II. 1794. Sont défaits par le général Beaufort, 131. — François Chouan donne son nom aux brigands qui le suivent; il est arrêté avec trente-deux de ses complices, et fusillé, 140. — Rassemblement de cinq à six cents chouans passés au fil de l'épée, 167. — Dispersion de la bande de Catelinère, 168. — AN III. Arrivée à Brest d'un de leur bataillons pour y déposer les armes, 113. — Cormatin signe leur soumission aux lois de la république, 162. — Débats relatifs aux moyens de terminer la guerre qu'on leur fait, 170. — Détails alarmans sur leur guerre, renvoyés aux comités sur l'annonce d'une prochaine pacification, 184. — Rentrée de ceux de la Mayenne sous les lois de la république, 193. — Stofflet, chef de ceux de la Vendée, envoie des commissaires à Rennes pour y conférer avec les représentans du peuple, 198. — Leur dérouté, au nombre quinze cents, dans le département de la Mayenne, 210. — Leur pacification annoncée par une lettre des représentans près les armées des Côtes-de-Brest, 118. — Décret qui confirme l'arrêté des représentans dans la Vendée, ayant pour objet de rembourser 1,500,000 livres de bons délivrés par les chefs de chouans, pour les frais de la guerre, 221. — Remise par eux faite, lors de la pacification, d'un million en faux assignats à eux envoyés par l'Angleterre, 233. — Déclarations de leurs chefs contre les désordres partiels tendans à ranimer les vengeances, 259. — Proclamation du général Hoche, sur la trahison de leurs principaux chefs, malgré leur acte de soumission

aux lois de la république, 269. — Leurs chefs arrêtés pour leur trahison; rapport de Doucet à ce sujet; succès obtenus contre eux dans l'Ouest, 271. — Lois pénales contre ceux qui, après avoir juré soumission aux lois de la république, auront conspiré ou se seront armés contre elle, 272. — Mesures de Dubayet contre les chouans assassins, 283. — Réunion de leurs chefs à Villechemet; dispositions contre eux, 289. — Ils sont battus près Châteauneuf, 290. — Défaits dans Mayenne-et-Loire, 293. — Translation au fort de Cherbourg de plusieurs de leurs chefs; lettres incendiaires trouvées sur eux, 295. — Découverte d'un complot tendant à leur livrer Port-Malo, 308. — Traduction au tribunal criminel militaire de plusieurs chefs, prévenus d'avoir préparé de nouveaux soulèvemens à la faveur de l'amnistie, 320. — Sont accusés par Louvet d'avoir arraché les yeux des défenseurs de la patrie avec des tire-bourres, 324. — AN IV. Décret sur le mode de jugement de leurs chefs, 5. — Ils arrivent à Paris, 9. — Formation d'un conseil pour les juger, 27. — Assassinats commis par eux dans le Morbihan, 57. — La loi du 4 brumaire, concernant l'amnistie, ne leur est point applicable, 72. — Lettre du général Rey, annonçant des succès sur eux, 97. — Nouvelles de la guerre contre eux, 106, 119 et 165. — Message relatif aux individus saisis dans les rassemblemens de chouans, 113. — Sont repoussés par les habitans de Beaumont-sur-Sarthe, 127. — Reddition de Laroherie, Guérin, Touzeau, et dix autres qui jurent haine éternelle à la cause du royalisme, 170. — Succès contre eux, 172. — Ils reçoivent des munitions des Anglais, 199. — Décret qui leur applique l'amnistie, 228 et 239. — Succès contre eux, 249. — Un grand nombre d'entre eux rendent les armes, 271. — Leur soumission à la république, 286 et 287. — AN V. Adoption d'un amendement, en ce qui les concerne, dans la discussion du projet sur la loi du 3 brumaire an IV, 48. — Disposition en faveur de leurs héritiers ou ayant droit, 219. — Rapport d'un article de la loi du 9 messidor, en ce qui concerne leurs chefs, 350. — AN VI. Saisie de leur quartier-général, 133. — Leurs rassemblemens dans la Sarthe, 265. — Mesures contre

contre ceux du Morbihan, 268. — Sont désignés comme un sujet d'alarme; visites domiciliaires permises pour les arrêter, 292 et 293. — Exécution à Tours, de trois d'entre eux arrêtés dans la Sarthe, 309. — AN VII. Correspondance trouvée sur un de leurs chefs tué auprès de Bellisle, 42. — Leur politique astucieuse; ils frappent de mort un des leurs, comme coupable de meurtre, et le laissent sur la grande route, 134. — Recomencent leurs ravages dans l'Ouest, 269. — Beau trait de l'ex-général Delaage, administrateur de la commune d'Angers, qui marche contre eux, 291. — Troubles qu'ils occasionnent dans la commune d'Amiens, 331. — Succès obtenus sur eux dans l'Ouest, 332. — Usent de représailles, relativement à l'application de la loi des otages, 333. — Rapport de Fouché sur leurs brigandages, 335. — Continuent leurs ravages, 353. — Création de légions pour les combattre, 355 et 365. — Succès contre eux dans la Sarthe et la Haute-Loire, 361. (*Voy. OTAGES, VENDÉE, etc.*).

CIMETIÈRES. AN III. Projet de décret pour en empêcher la vente, 93. (*Voyez INHUMATIONS*).

CITOYENS. AN 1789. Déclaration de leurs droits, et dispositions sur leur admissibilité aux places, 44. — Réclamation des juifs sur le même objet, et pour l'abolition d'une taxe de protection qu'ils payent à la maison de Brancas, 51. — Discussion et décret y relatif, 64. — Propositions du comité de constitution sur les conditions pour être citoyen actif, 65. — Débats sur les qualités requises, 75. — Leur fixation, 76 et 77. — Exclusion des domestiques et banqueroutiers, 78. — Suite des conditions requises, 79, 80, 91 et 107. — Rejet de la proposition de les attacher au paiement volontaire de la contribution exigée pour en jouir, 103. — Discussion sur l'exercice de ces droits, par les comédiens, les juifs, les bourreaux, etc., 121, 123 et 124. — Décret qui ne reconnaît d'autres exclusions que celles établies par le défaut des conditions constitutionnelles, 125. — AN 1790. Discussion sur la suspension de leurs droits pour cause d'ajournement personnel, 41. — Décret les concernant, 80. — AN 1791. Réflexions sur l'exercice des droits des citoyens actifs, 149. — Ils sont déclarés éligibles aux assemblées na-

tionales, 240. — Décret qui accorde à leurs fils la moitié des sous-lieutenances, 315. — AN 1792. Autre qui en confère les droits aux défenseurs de la patrie qui auront fait toute la guerre de la liberté, 218. — Autre qui accorde le droit de voter dans les assemblées primaires à tous ceux âgés de 25 ans, et vivant du produit de leur travail, 225. — Autre déclarant leur asile inviolable pendant la nuit, 265. — Réflexions du ministre Roland sur l'emploi du mot *citoyen*, 289. — AN 1.^{er} 1793. Décret portant que la majorité de 21 ans suffit pour l'exercice de leurs droits civils, 33. — AN VI. Motion y relative, 15 et 16. — Arrêté du directoire pour l'usage officiel du titre de citoyen, 41. — Motion sur son emploi, 143. — AN VII. Arrêté du directoire qui prive de leurs droits de citoyen les individus qui ont accepté des fonctions d'un gouvernement étranger, 145. (*Voy. CONSTITUTION, DÉFENSEURS DE LA PATRIE, ELECTIONS, etc.*).

CLERGÉ (*Voyez la table de l'Introduction*). — AN 1789. Délibérations sur la vérification des pouvoirs de cet ordre, et députation au roi, 2. — Réponse du roi; dépouillement des cahiers; protestation et sortie de plusieurs curés, 3. — Conférences et débats sur la réunion proposée par les communes; reprise des conférences, 4. — Acceptation d'un plan conciliateur pour la réunion; députation aux communes sur la misère du peuple, accueillie par des marques d'improbation, 5. — Réponse des communes, et délibérations sur le même objet; députation aux obsèques du Dauphin; clôture du procès-verbal des conférences; vérifications et protestations, 6. — Réponses aux communes, et débats sur la réunion; elle est combattue par le clergé de Paris; résolution de cent membres de se rendre aux communes; réunions individuelles de plusieurs curés, 7. — Suite des débats et des réunions partielles, 8. — Suite et majorité acquise au parti de la réunion, et comment, 9. — Réunion de cette majorité; adhésion de la minorité à la séance royale, 10. — Formation du bureau, et délibérations de la partie non-réunie; protestation de deux membres, 11. — Réunion totale et définitive accueillie aux cris de *vive le roi*, 12. — Vérification de ses pouvoirs, et ses protestations;

Table alphabétique.

celle du cardinal de Larochefoucault regardée comme un vœu individuel, 13. — Adjonction de membres de cet ordre au comité de constitution réclamée par les communes et refusée par le clergé, et pourquoi, 15. — Protestations du clergé et de la noblesse de Bretagne, contre la députation de cette province; elle est reçue, 23. — L'un des membres du clergé blâme Necker d'avoir demandé la grâce de Bezenval, 30. — Un curé propose à l'assemblée de se montrer catholique, apostolique et romaine, 32. — D'autres offrent l'abandon de leur casuel, 35. — Quelques-uns de ses membres s'opposent à la suppression de la dime, 36. — Proposition de le pensionner, en supprimant la dime et les couvens, 38. — Sorties contre les défenseurs des dîmes; plusieurs curés abandonnent la conversion des dîmes en argent; ont des imitateurs, 40. — Un curé combat l'article proposé par Mirabeau sur les cultes, 45. — Réclamation contre la dédicace des œuvres de Voltaire, 62. — Efforts pour faire rejeter la mesure de la saisie de l'argenterie des églises; réclamations contre les difficultés par lui élevées, 64. — Rapport de Talleyrand, et projet pour consacrer ses biens au soulagement du trésor public, 71. — Remarques sur diverses circonstances réunies le jour des morts, jour où ses biens ont été déclarés nationaux, 102. — Rapprochemens tirés des journaux anglais sur l'emploi de ces biens en Suède et en Angleterre, *ibid.* — Défense des nouveaux décrets par un curé de Brie, 103. — Proposition de la vente de 400 millions de ses biens, et projet y relatif, 118 et 119. — Décret de cette aliénation; réclamations du clergé, 120. — Rejet de la demande de Mauri pour qu'on mentionne au procès-verbal le refus qui lui a été fait de la parole contre cette mesure, 121. — AN 1790. Le comité ecclésiastique s'occupera, sans retard, de la constitution du clergé, 33. — Discussion sur cette constitution civile, 150, 151, 152, 153 et 154. — Premiers articles du projet, 159. — Vicaires, séminaires, conseil des évêques, arrondissemens des paroisses, titres ecclésiastiques conservés ou supprimés, 160. — Suite de la discussion, 161. — Suite du décret, 163 et 166. — Election des curés, 167. — Constitution civile, traitement des évêques et vicaires des cathédrales,

168. — Des curés de campagne, 169. — Des ministres du culte, 173. — Des évêques, 175. — Des ecclésiastiques supprimés, 176, 178 et 180. — Pensions sur les bénéfices, 181 et 182. — Traitemens, 182. — La régie des biens sera continuée provisoirement par l'économe-général, à la charge d'en rendre compte, 192. — Suppression de la caisse du clergé, 200 et 201. — Articles additionnels sur les traitemens ecclésiastiques, 207 et 217. — Liquidation et paiement des traitemens, 220 et 225. — Paiement des rentes dues par le clergé, 228. — Demande de l'envoi aux départemens de la constitution civile, 233. — Les reliquats des caisses des impositions du clergé seront versés au trésor public, 258 et 259. — Remboursement de ses rentes, 289. — Opposition de celui d'Alsace à la vente des biens ecclésiastiques, 291. — Suppression des offices de payeur et de contrôleur des rentes du clergé, 320. — Décret pour l'exécution de la constitution civile, *ibid.* — Dénonciation des chapitres qui ont protesté contre les décrets, 332. — Articles additionnels à la constitution civile, *ibid.* et 333. — Articles relatifs au traitement, 345. — Une partie de sa dette est anéantie, le remboursement de l'autre est ordonné, 352. — Les fonds existans dans sa caisse seront versés dans celle de l'extraordinaire, *ibid.* — Refus du roi d'accepter la constitution civile; réponse signée qui lui est demandée à ce sujet par l'assemblée nationale, 359. — Elle est acceptée par lui; sa lettre à ce sujet, 361. — Et par soixante députés ecclésiastiques, 362. — AN 1791. Instruction y relative, 14, 16, 23 et 25. — Dénonciation contre les intrigues des hauts prélats, 27. — Décret relatif à la perception des rentes qui lui sont dues, 29 et 40. — Autre qui ordonne la remise aux districts, des registres servant aux biens et dîmes de cet ordre, 94. — AN 1792. Décret qui statue sur les pensions à accorder aux employés des chapitres réguliers et séculiers, 177. — AN 1.^{er} 1793. Sa conduite scandaleuse depuis les premiers siècles de l'église jusqu'à nos jours, 224. — AN III. Décret ordonnant l'exécution de ceux rendus sur sa recette générale par l'assemblée constituante, 350. — AN VI. Dissolution de l'assemblée dite concile nation-

nal, 56. — Les biens du clergé cisalpin sont mis à la disposition de la nation, 246. — Réunion des prêtres constitutionnels français dans les ci-devant cathédrales de Paris, 252. — Le clergé du Haut-Rhin transporte au décadi le service divin, 365. (*Voy. BIENS ECCLÉSIASTIQUES, PRÊTRES, ECCLÉSIASTIQUES, EVÊQUES, MINISTRES DU CULTE*, etc.).

CLICHY. (*Voy. SOCIÉTÉS*).

CLOCHES. AN 1790. Motion sur la fabrication d'une monnaie de billon avec leur métal, 242. — AN 1791. Rapport demandé sur une expérience pour leur fonte, 122. — Décret à ce sujet, 177. — Autre, ordonnant qu'elles seront portées aux hôtels des monnaies, 201. — AN I.^{er} 1793. Proposition de les enlever, pour empêcher le tocsin des rebelles, 84. — Décret portant que chaque paroisse n'en aura plus qu'une, et que les autres seront converties en canons, 205. — Sont mises à la disposition du ministre de la guerre, 217. — AN II. 1793. Leur descente, 320. — AN IV. Projet et discussion sur l'abus de leur sonnerie, 188. — Décret à ce sujet, 204 et 207. — AN V. Pétition des habitants de Vassy pour en rappeler l'usage; discussion et renvoi à une commission, 269. — Rapport et projet de Camille Jourdan y relatif, 274, 275 et 282. — Facétie à leur sujet, ou harangue de maître Janotus de Bragmardo à Gargantua, 276.

CLUB ÉLECTORAL et autres. (*V. à SOCIÉTÉS*.)

CLUBS. AN 1791. Décret portant qu'il n'y a lieu à délibérer sur leurs actes, 250. — Rapport et décret sur leur police, 273 et 275. — AN 1792. Décret pour l'exécution de la loi qui les réprime, 184. — AN IV. Motion de Drouet en faveur de ces associations et contre l'apathie du corps législatif pour elles, 207. — AN VI. Ils sont défendus à Hambourg, 183. — AN VII. Débats au parlement d'Angleterre sur leur suppression, 230, 232 et 239. — Troubles à Nantes à leur sujet, 337. (*Voy. SOCIÉTÉS*.)

COALITION et COALISÉS. AN 1789. Projet en Allemagne de former une coalition, sous le prétexte de maintenir la tranquillité de l'Empire, 105 et 119. — Symptômes de la coalition des rois contre les peuples, 126. — AN 1792. Annonce de

la formation d'une coalition contre la France, 1. — Sa composition et son objet, 43 et 44. — Formation d'une autre dans l'intérieur pour rétablir la noblesse et créer une chambre haute, 119. — Etat des forces de la coalition extérieure, 236. — Son plan 245. — AN I.^{er} 1793. Traité supposé entre les coalisés et la France, 15. — Décret qui met hors la loi quiconque proposerait de transiger avec eux, 106. — Relations diverses, publiées par eux, 203. — Etat de leurs armées sur le Rhin, 237. — AN II. 1793. Réflexions sur leurs plans, 277. — Mouvement rétrograde de leurs armées, 38. — Vains efforts des ministres des puissances étrangères pour entraîner les Suisses dans la coalition, 63. — Réponse au manifeste des coalisés par Robespierre, 77. — Engagement que prend la cour de Berlin de leur fournir des troupes, 95. — AN II. 1794. Ils envoient une note menaçante au Danemark, 113. — Tentative inutile auprès du ministre danois Bernstorff, 107. — Leurs espérances fondées sur la versatilité des Français, 109. — Discussion au parlement d'Angleterre sur les traités conclus par les puissances qui composent la coalition, et sur le but qu'elles se proposent, 188 et 198. — Dissensions parmi les coalisés, 208. — Conclusum de la diète de Ratisbonne pour l'ouverture d'une négociation, à l'effet de prendre à la solde de l'Empire une partie de l'armée prussienne, 257. — Décision des communes d'Angleterre qui accorde les 2,500,000 liv. pour remplir les engagements contractés avec la Prusse, *ibid.* — Discussion sur le même objet à la chambre des pairs, 262. — Circulaire de l'électeur de Cologne, relative à la coalition armée contre la France, 286. — AN IV. La coalition des cours de Pétersbourg, de Vienne et de Londres alarme la Porte, 4. — Discours du roi d'Angleterre sur celle qu'il a formée avec la cour impériale, 51. — Les écrivains anglais avouent ses projets concernant le démembrement de la France, 302. — AN V. Le gouvernement de Venise refuse de se déclarer pour elle, 16. — AN VI. Projets d'une nouvelle coalition attribués à la Bavière; ses notes négatives à ce sujet, 192. (*Voy. RASTADT*). — AN VII. La cour de Vienne la provoque contre les républicains, pour sauver les trônes et les états menacés par

eux, 192. (*Voy.* ALLEMAGNE, AUTRICHE, ANGLETERRE, ESPAGNE, PRUSSE, etc.).

COCARDE NATIONALE. AN 1789. Est insultée à Versailles et à Paris ; distributions de cocardes noires ou blanches ; rixes et troubles dans ces deux villes, 69. — AN 1790. Proclamation du roi y relative, 151. — AN I.^{er} 1793. Toutes les femmes seront tenues de la porter, 266. (*Voyez* PARIS.) — AN III. Décret ordonnant la traduction devant la commission militaire de quiconque l'aurait arrachée ou tenté de l'arracher, 251. — AN V. Ordre d'arrêter ceux qui n'en sont pas décorés, 58. — AN VI. Motion de Garrau pour assujétir les étrangers à la porter, 356. — AN VII. Projet contre les citoyens qui ne la porteraient pas, 75. — Discussion y relative, 97 et 101. — Nouveau projet, 176. — Rapport de Bonnaire, et discussion, 217 et 218.

COCHENILLE, dite SYLVESTRE. AN III. Rendue indigène à Saint-Domingue, 229.

CODE ADMINISTRATIF. AN VII. Rapport y relatif ; discussion et adoption, 55, 112 et 116. (*Voyez* ADMINISTRATIONS).

CODE CIVIL. AN 1791. Décision portant qu'il y en aura un commun à tous les départemens, 247. — AN I.^{er} 1793. Sa lecture à la convention, 224. — Rapport de Cambacérès sur cet objet, 235 et 236. — Adoption de plusieurs articles sur la convention matrimoniale, 236 et 238. — Autres sur les rapports entre les pères et mères et leurs enfans, les droits des époux en secondes noces et le mode du divorce, 244. — AN II. 1793. Articles additionnels, 37. — AN II. 1794. Rapport de Cambacérès sur cet objet, 355. — AN III. Il en développe les bases ; suite de la discussion, 78 et 79. — Adoption de quelques articles, 82. — Nomination de membres chargés de ce travail, 357. — Impression d'un nouveau projet, 270. — AN IV. Projet sur la cessation des communautés de biens entre époux, 217. — On propose que chaque député puisse faire imprimer ses observations y relatives, 302. — Discours préliminaire au projet, 339 jusqu'à 344. — AN V. Motion y relative, 15. — Arrêté sur l'ordre à suivre dans la discussion, 72. — Elle a lieu, 125, 131 et 132. — AN VI. Nouvel arrêté sur l'ordre de la discussion, 246. — AN VII.

Rapport préliminaire y relatif, 100. (*Voyez* CAMBACÉRÈS et les divers articles sur cette matière).

CODE CRIMINEL. AN 1789. Rapport de Beaumetz sur cet objet ; projet de réforme ; publicité de la procédure et abolition de la torture, 65 et 66. — Discussion et adoption de divers articles, 68 et 69. — Texte du décret y relatif, 70. — AN 1790. Nouveau rapport et projet de Beaumetz, 84. — Décret sur sa réformation, 112, 113, 114 et 121. — Autre rapport de Duport, 361 et 362. — AN 1791. Réflexions y relatives, 6 et 10. — Adoption du projet de Duport, 21, 22, 23, 29, 33, 35, 38 et 39. — Texte du rapport de Lepelletier St.-Fargeau sur la réforme qu'il doit subir, 150, 151 et 152. — Discussion et décret qui substitue la décapitation au supplice de la corde, 155. — Adoption de divers articles sur la réhabilitation des condamnés, 156, 157 et 158. — Sur les crimes concernant la sûreté intérieure et extérieure de l'Etat, 159, 160, 168, 169. — Sur les délits des fonctionnaires publics et les propriétés nationales et particulières, 170. — Reprise de la discussion sur cet objet, après les débats occasionnés par la fuite du roi, 173, 179 et 183. — Articles additionnels sur les délits des administrations et des corps électoraux, 263, 270 et 275. — AN V. Rapport sur les jugemens par jurés et la question intentionnelle, 8 et 9. — Autre de Pastoret sur ce qui regarde la police, 151. — AN VI. Code criminel, publié par Sagnier, 206. — Projet tendant à fixer le mode de jugement dans les procédures antérieures aux jurés, 216. * **CODE DOMANIAL.** AN 1790. Rapport sur cet objet, 313. — Adoption de plusieurs articles, 314 et 317. — Projet d'un code général sur cette matière, 328.

CODE HYPOTHÉCAIRE. (*Voy.* HYPOTHÈQUES).

CODE MILITAIRE. AN 1791. Décret à ce sujet, 275. — AN IV. Adoption de quelques dispositions pénales, 259. — Discussion y relative et nouveaux articles, 364 et 365. — AN V. Rejet d'un article additionnel, tendant à autoriser les conseils militaires à diminuer ou commuer les peines portées par les lois, suivant que les circonstances atténueront la gravité du délit, 2 et 3. (*Voyez* CONSEILS et COURS MILITAIRES).

CODE RURAL. AN 1791. Décret y relatif, 201, 202, 203, 220, 250, 271, 273 et 274. (*Voyez FORÊTS*).

COLLÈGES. AN 1789. Séance de rentrée du collège royal, 110. — AN 1792. Décret en faveur des boursiers du collège de Louis-le-Grand, qui sont partis aux frontières, 214. — AN I.^{er} 1793. Décret relatif à la vente des biens des collèges, 47. — Autre qui en conserve les maisons et ordonne la vente des autres biens, 69. — AN III. Autre, relatif à leurs créanciers, 91. — Pétition des principaux et professeurs de ceux de Paris, pour être employés dans les nouvelles écoles, 295. — Décret qui conserve le collège de France, ci-devant collège Royal, jusqu'à l'organisation de l'instruction publique, 300. — AN V. Décret pour la vente de celui du cardinal Lemoine, 29. — Résolution pour la conservation des biens affectés aux boursiers, 296. — Autre, portant que les collèges seront ouverts pour l'usage des écoles intermédiaires, 352. — Décret qui surseoit à la vente des maisons servant à l'instruction publique, 362. (*Voyez INSTRUCTION PUBLIQUE*).

- COLLETS NOIRS. (*Voyez COSTUMES*).

COLOMBIERS. AN 1789. Décret qui en abolit le droit exclusif; vives contestations à ce sujet, 36.

COLONELS. AN 1791. Décret pour leur avancement, 64. (*Voyez ARMÉES*).

COLONISATIONS. AN VI. Rapport d'Eschassériaux sur cet objet et sur l'établissement de Sierra Leona en particulier, 210. — Observations de Lecouteux sur ce rapport, 228.

COLONNE NATIONALE. (*Voyez PANTHÉON et MONUMENS*).

COLONNES MOBILES. AN IV. Leur organisation à Rennes, 210. — AN V. Lettre du ministre de la justice sur leur service, 120.

COLPORTEURS. AN 1789. Leur nombre fixé à 300 dans Paris; distinction d'une médaille de cuivre qui leur est attribuée, 101. — Arrêté les concernant, 124. — AN V. Décret qui leur défend de crier les sommaires des journaux, 98. — Arrestation de plusieurs pour avoir colporté des écrits contre le gouvernement, 125.

COMBAT DU TAUREAU. AN 1790. Lettre de Peuchet contre cette institution, 71. — Sa sup-

pression, 216. — AN 1791. Réclamation du même contre une autorisation du maire à ce sujet, et réponse qu'il en reçoit, 115 et 132. — AN V. Article contre sa reprise, 211.

COMÉDIENS. AN 1789. Proposition de leur assurer l'exercice des droits de cité, 121. — Débats à ce sujet, 123. — Lettre des comédiens français au président de l'assemblée, réclamant ces mêmes droits, 124. — Suite et décret général sur cette question, *ibid.* et 125. — AN 1790. Lettre de Talma sur le même objet, et dans laquelle il se plaint de ce que le curé de la paroisse St.-Sulpice lui refuse le sacrement de mariage, 194. — Décret sur les pensions des comédiens français et italiens, 255. — AN I.^{er} 1793. Arrestation des comédiens français, à l'occasion de la pièce de *Paméla*, 248. — AN III. Article sur ces artistes, 131. — Ils réclament le rétablissement de leur théâtre, 153. — Justification de Talma, accusé d'avoir contribué à leur arrestation, 187.

COMITÉ DES ACHATS. AN I.^{er} 1793. Décret portant que Bidermann, Cerberré et Cousin qui le composent, seront arrêtés, et continueront cependant leur service; que les scellés seront mis sur leurs papiers, et levés aussitôt en présence des commissaires, 27. (*Voyez ces noms*).

COMITÉ AUTRICHIEN. AN 1792. Dénonciation de son existence, par Chabot, 158. (*Voyez LOUIS XVI, FRANCE et PARIS*).

COMITÉ DE DÉFENSE GÉNÉRALE ET DE SALUT PUBLIC. AN I.^{er} 1793. Décret sur son organisation, 25. — Est accusé par Marat, à l'occasion de la trahison de Dumourier, 92. — Mandats d'arrêt lancés par lui dans cette circonstance, 95. — Robespierre ne s'en considère plus comme membre, parce qu'on y professe, dit-il, des principes contraires à l'égalité, 96. — Brival demande le remplacement de ses membres, 97. — Réponse de Vergniaud aux accusations précédentes, 105. (*Voyez COMITÉ DE SALUT PUBLIC*).

COMITÉ DES FINANCES. AN 1792. Décret qui établit un comité central, 329. — Son organisation, 341. — AN II. 1794. Robespierre déclame contre lui, 311. — Est autorisé à prononcer sur des demandes en relevée des déchéances, 361. (*Voyez FINANCES, TRÉSORERIE, etc.*).

COMITÉ D'INFORMATION. 1789. Sa création, 29.
COMITÉ D'INSTRUCTION PUBLIQUE. AN II. 1793. Sa lettre pour engager les Français à recueillir tous les traits qui méritent de servir d'exemple; transmission de traits de cette nature, 51. (*Voyez INSTRUCTION PUBLIQUE*).

COMITÉ INSURRECTEUR. AN I.^{er} 1793. Débats et décret pour l'arrestation de ses membres au 10 mars, 75 et 76. — Vaines recherches du ministre Garat contre eux, 80. (*Voyez CONSPIRATIONS.*)

COMITÉ DE JUDICATURE. AN 1791. Rapport sur ses travaux, 7.

COMITÉ DE LÉGISLATION. AN III. Rapport et décret sur ses opérations, 10. — Autre qui détermine et règle ses attributions, 134. — Est autorisé à statuer sur les demandes particulières, lorsqu'il ne s'agira ni d'interprétation ni de révocation d'un décret, exception faite des radiations de la liste des émigrés, 219. — Son arrêté sur la poursuite des prévenus d'attroupemens tumultueux qui ont eu lieu à Paris, 304. — Sa déclaration en faveur de plusieurs députés dénoncés, 317. (*Voyez LOIS ET COMITÉS DE GOUVERNEMENT*).

COMITÉ DE LIQUIDATION de l'assemblée législative. AN 1792. Décret pour l'exécution de mandats d'amener ou d'arrêt contre ceux de ses membres qui en auroient été frappés par ordre de la commission des douze, 351. — AN III. Création d'un semblable comité dans la convention nationale, 289. (*Voyez LIQUIDATION*).

COMITÉ DES MARCHÉS. AN 1792. Lettre sur ceux passés pendant l'administration du ministre Narbonne, 102. — AN III. Dénonciation contre lui, trouvée dans les papiers de Robespierre, et vifs débats à ce sujet, 152. (*Voyez MARCHÉS*).

COMITÉ DE MARINE. (*Voyez MARINE*).

COMITÉ MILITAIRE. AN 1789. Son établissement et sa formation, 67. AN III. Rapport sur ses opérations, 17. — Delmas propose de lui rendre ses anciennes attributions, 303. (*Voyez ARMÉE, GUERRE, RÉGIMENS, etc.*).

COMITÉ DES RAPPORTS. AN 1789. Sa formation, 29. — Dénonciation contre lui, 126. (*Voyez TROUBLES*).

COMITÉ DES RECHERCHES de l'assemblée na-

tionale. — AN 1789. Sa formation, 27. — Fait abolir les lieux privilégiés lorsqu'il s'agit de la sûreté publique, 74. — AN 1790. Son rapport sur les troubles de Soissons au sujet des subsistances, 203. — Fait arrêter à Mâcon divers prévenus de conspirations; débats à ce sujet, 300. — AN 1791. Arrestation par ses ordres de neuf étrangers, 200. (*Voyez CONSPIRATIONS, VOIDEL, COCHON, LAPPARENT et autres rapporteurs du comité*).

COMITÉ DES RECHERCHES de la municipalité de Paris. AN 1789. Ses travaux relativement à la conspiration formée contre l'assemblée nationale et la ville de Paris, dans l'intervalle du mois de mai au 15 juillet; autres recherches sur la double conspiration du mois d'octobre, relativement au projet d'enlever le roi, et aux événemens du 6 dans le château, 101. — Texte de l'arrêté de sa création, 102. — AN 1790. Réflexions de Peuchet en sa faveur, à l'occasion du mémoire justificatif d'Augéard, 31. — Plaintes contre les arrestations ordonnées par lui, et décret qui porte à trente le nombre de ses membres, 74.

COMITÉ DE SALUT PUBLIC. AN I.^{er} 1793. Proposé par Isnard, Bréard et Barrère; décret pour s'occuper de sa formation, 83, 86 et 98. — Elle a lieu, 99 et 100. — Il fait adopter plusieurs mesures aux armées, 101. — Propose une extension d'autorité pour les représentans en mission; débats y relatifs, 129. — Décret qui le continue pour un mois avec les mêmes pouvoirs, 133. — S'offre à servir d'ôtage près des différens départemens pour leurs députés détenus à la suite du 31 mai, 160. — Décret qui proroge ses pouvoirs, 166. — Est inculpé relativement aux affaires de l'Eure; arrêté qui lui adjoint R. Lindet, Duroy, Francastel et Lacroix, 187. — Deux de ses membres excitent la commune de Paris à marcher sur le département de l'Eure, et déclarent sur leur garantie qu'il ne s'agit que de fraterniser avec lui, 189. — Camille Desmoulins l'accuse des revers des armées; décret qui ordonne son renouvellement; noms des membres entrans, 193. — Approbation de sa conduite relativement à la séparation du jeune Capet d'avec sa mère, et à l'arrestation de divers prévenus d'une conspiration royale; rapport de Cambon sur ses opérations depuis son établissement,

194. — Est investi du droit de mandat d'arrêt , 212. — Son érection en gouvernement provisoire , demandée par Danton avec cinquante millions , 215. — Rapport et décret contre cette proposition ; mise de fonds à sa disposition , 217. — Prorogation de ses pouvoirs , 227 et 257. — Adjonction de Carnot et Prieur , de la Côte-d'Or , 227. — Et de nouveaux membres pour surveiller l'exécution des lois , 251. — Débats sur ses opérations , et décret portant qu'il a toute la confiance de la convention nationale , 270 et 271. — AN II. 1793. Rappel des commissaires civils par lui envoyés , 45. — Prorogation de ses pouvoirs , 55. — Rapport de Barrère sur ses opérations , et sur la nécessité de concentrer le pouvoir ; décret à la suite qui ordonne à tous les agents d'exécution de se conformer à ses arrêtés , 67. — Sa circulaire aux sociétés populaires pour leur demander l'état nominatif des citoyens les plus dignes de remplir les fonctions publiques , 72. — Continuation de ses pouvoirs , 85. — Est chargé , de concert avec le comité de sûreté générale , de nommer des commissaires pour mettre en liberté les patriotes détepus , 91. — Sa lettre à la société des Jacobins , pour l'inviter à envoyer la liste de celles qui lui sont affiliées , 92. — Sa circulaire aux représentans en mission , sur le gouvernement révolutionnaire , 95. — AN II. 1794. Instruction sur les lois révolutionnaires et sur les réformes de l'ancienne administration , 102. — Autre sur la préparation du salpêtre ; attribution de la nomination des commandans amovibles , 106. — Continuation de ses pouvoirs , 112. — Instruction pour activer la fabrication du salpêtre , 122. — Autre sur la marche du gouvernement révolutionnaire , 136. — Arrêté sur les fabrications de salpêtre , poudre et armes , 144. — Et création *ad hoc* d'une école d'instruction , 152. — Prorogation de ses pouvoirs , 174. — Son arrêté qui consacre le théâtre français aux représentations gratuites , 178. — Autre qui éloigne les réfugiés de l'Ouest à vingt lieues de Paris , 189. — Autre qui nomme Payan , juré du tribunal révolutionnaire , à la place d'agent national , et Mouenne et Lubin à celle de premier et second substitut , 191. — Autre qui destitue Baudrais , Froiture , Souless , Dangé , Marino et Gagnant , administrateurs de police à Paris , met les quatre pre-

miers en arrestation et donne à tous des remplaçans , 195. — Autre qui suspend les procédures commencées à Lyon contre les amis de Châlier , et déclare que ceux qui les continueront seront traités comme des conspirateurs , 196. — Sa lettre à la commune de Paris , relativement aux épreuves d'artillerie qui se font à Meudon par son ordre , 199. — Décret qui prolonge ses pouvoirs , 203. — Il publie une explication de la loi de police générale ; met en réquisition les ingénieurs des ponts et chaussées , 214. — Arrêté par lequel il spécifie les exceptions aux mesures de police générale , 216. — Ses réquisitions pour le service des transports de l'artillerie , des subsistances , des postes et des hôpitaux , 217. — Il interprète la loi de police générale ; requiert les comptables et les artistes , 218 , 219 et 220. — Arrête la mise en liberté de Benoit , commandant de la garde nationale de Châlons-sur-Saône , la réintégration de Boissier adjudant général , et Boulhet , inspecteur des transports , 219. — Sa circulaire relative aux transports militaires , 223. — Prorogation de ses pouvoirs , 233. — Nomme provisoirement Fleuriot maire de Paris , et Bourbon secrétaire-greffier de la commune , 239. — Ordonne de substituer à l'inscription *Temple de la raison* , placée au frontispice des édifices du culte , ces mots du décret de la convention : *Le peuple français reconnaît l'Etre suprême et l'immortalité de l'âme* , *ibid.* — Publie un avis sur les terres dont on tire le salpêtre , 241. — Etablit une commission populaire composée de Soubleyras , Thibolot , Laveyron , Degallonnère et Fournerot , et qui sera chargée de faire le recensement des suspects et déportés injustement arrêtés ; les comités prononceront sur leur liberté ; les autres seront envoyés au tribunal révolutionnaire , 242. — Arrêté qui ordonne des secours aux indigens et infirmes de la commune de Paris , et l'arrestation de ceux qui sont en état de travailler , 252. — Autre concernant les décharges et les restitutions sur les taxes révolutionnaires , 255. — Règlement pour l'exécution du décret concernant les travaux de la prochaine récolte , 256. — Arrêtés divers concernant les monumens , les arts et la littérature , 261 et 263. — Continuation de ses pouvoirs , 264. — Découverte des préparatifs d'une insurrection organisée dans les fabriques d'assignats ,

d'armes et poudres, et destinée à troubler le jour de la fête à l'Être suprême; arrestation des coupables, et décret qui met ces ateliers sous la surveillance immédiate du comité, *ibid.* — La convention déclare qu'ayant autorisé le comité à faire traduire les conspirateurs au tribunal révolutionnaire, elle entend en excepter les représentants du peuple, à moins qu'il n'y ait un décret préalable, 264. — Vive discussion à l'occasion de ces soupçons jetés par Bourdon, de l'Oise, sur le comité, et sur un propos attribué à Tallien qui l'accuse d'avoir vingt mille espions; rapport de la déclaration précédente, 266. — Règlement du comité pour l'admission au génie militaire, et arrêté pour assurer la propagation des chevaux, *ibid.* — Discours de Couthon sur les calomnies semées contre ce comité, 271. — Son arrêté sur la comptabilité des taxes révolutionnaires, *ibid.* — Autre sur le prix et transport des fourrages dans les magasins nationaux, 280. — Barrère se plaint de ce qu'au milieu des cris de victoire; le gouvernement est sans cesse vexé, entravé dans ses opérations, tourmenté dans ses mouvemens, calomnié dans ses pensées, et menacé dans ceux qui le composent, *ibid.* — Arrêté qui met en réquisition toutes les voitures de Paris et des communes environnantes, ainsi que tous les chevaux propres aux transports, pour faire un voyage à l'armée du Nord, et y transporter les munitions de guerre, 284. — Autre qui destitue, met en état d'arrestation, et remplace plusieurs officiers municipaux de Paris, *ibid.* — Prorogation de ses pouvoirs, 295. — Couthon combat aux Jacobins le reproche de domination fait à ce comité, 296. — Arrêté par lequel il charge la commission d'instruction publique de la police intérieure et extérieure des théâtres, 297. — Décret qui charge ce comité d'organiser le travail sur les poudres et salpêtres, 298. — Son arrêté qui prohibe l'exportation de la soie non ouvrée, 305. — Autres relatifs aux fabriques de toile, et aux agens nationaux, 306. — Autre relatif à la vente d'une partie des bêtes à laine de race espagnole, 307. — Autre qui crée une agence des mines, 309. — Autre concernant les cultivateurs qui ont des terres près des frontières et hors du territoire de la république, *ibid.* — Déclamations de Robespierre contre les opérations de ce comité dans la séance du 8 thermidor,

311. (Voy. ROBESPIERRE et 9 THERMIDOR). — Débats sur le danger de la prolongation de ses pouvoirs; décret à ce sujet, 314. — Membres nommés pour le compléter, 315. — Rapport du décret qui lui permettait de faire arrêter les représentants du peuple sans rapport préalable, *ibid.* — Joseph Lebon inculpé, déclare avoir suivi ses arrêtés; débats à ce sujet, 316. — Rapport du décret qui l'autorisait à mettre en réquisition les nobles, les prêtres et les étrangers, 317. — Suspension de cette mesure, *ibid.* — Son arrêté qui met en réquisition tous les cultivateurs pour l'approvisionnement des marchés, 320. — Autre concernant les commissaires pour la descente des cloches, *ibid.* — Autre concernant la résidence des réfugiés de la Vendée dans toute l'étendue de la république, 340. — Autre relatif aux fermiers ou métayers qui quittent leurs fermes sans en prendre d'autres, et aux citoyens accoutumés à s'engager pour les travaux de la campagne, qui s'y refusent, 343. — Accusation de Lecointre contre plusieurs de ses anciens membres; débats et décret en leur faveur, 344. — AN III. Approbation des mesures qu'il a adoptées pour la reprise de Landrecies, le Quesnoy, Valenciennes et Condé, 4. — Déclaration de Billaud-Varennes, que son système a toujours été opposé aux mesures de rigueur dans la Vendée, 12. — Son arrêté qui nomme Adet à la place de ministre à Genève, 13. — Nouvelles accusations dirigées contre ses anciens membres par Legendre et Clauzel; ils sont justifiés par Carnot et Prieur, de la Côte-d'Or, 14. — Son renouvellement, 47 et 78. — Il écrit à l'ambassadeur de la république en Suisse, d'en faire expulser les émigrés, 96. — Prend un arrêté pour indemniser les Génois lésés par les troupes françaises, 110. — Autre sur les négocians qui ont des fonds à l'étranger, 130. — Autre sur les cartes de sureté, 135. — Autre sur la libre navigation des neutres, 141. — Conclut un traité de paix avec la Toscane, 144. — Supprime les comités révolutionnaires de la Belgique, 158. — Rapport, discussion et décret sur ses attributions diplomatiques, 165, 175, 176 et 180. — Thibaudeau fait l'éloge de la manière de gouverner de l'ancien comité, et dit qu'il eut toujours été bien, s'il n'avait pas eu autant de pouvoirs, 175. — Addition de ses anciens membres; prévenus; rapport et

et débats y relatifs, 186, 187, 188, 189, 190, 191 et 192. — Leur déportation, 195. (*Voyez BARRE, BILLAUD-VARENNES, COLLOT-D'HERBOIS, LECOINTRE et JOURNÉE DU 12 GERMINAL*). — Son renouvellement, 198. — Projet de Thibaudeau, tendant à le composer de vingt-quatre membres et à réunir dans ses seules mains le droit de diriger la police et la force armée de Paris; discussion y relative, 221 et 224. — Son arrêté qui clôt les brasseries et amidoneries, 222. — Nouveau projet de Daunou tendant à lui confier, et au comité de sûreté générale, le gouvernement jusqu'à la mise en activité des lois constitutionnelles, 229. — Sa circulaire pour démentir les annonces de la cessation de la distribution des subsistances, 232. — Son arrêté qui défend aux tribunaux criminels des pays conquis de traduire devant eux aucun militaire ou employé attaché à l'armée française, 236. — Autre pour faire poursuivre Fournier, émigré rentré, 241. — Autre pour l'ouverture de la Bourse de Paris, 242. — Publication d'un arrêté par lequel l'ancien comité accordait une somme aux Jacobins pour leurs services rendus, 256. — Son renouvellement, 259. — Il interdit aux fonderies et aux manufactures toute délivrance d'armes ou canons, sans un ordre spécial de sa part, 264. — Arrêté par lequel il fixe à une demi livre par individu la distribution du pain, 269. — Autre relatif à la correspondance des administrateurs de département, 272. — Son renouvellement, 288. — Arrêté relatif aux tanneries, 289. — Autre assimilant les officiers de santé de l'armée navale, à ceux de l'armée de terre, 291. — Il met en réquisition les ouvriers militaires employés dans les manufactures d'armes, 298. — Son renouvellement, 320. — Arrêté relatif aux ouvriers employés aux travaux de l'artillerie et des armes, 321. — Autre relatif à une distribution de denrées de première nécessité, pour Paris, 341. — Autre pour l'échange des représentans, du ministre, et des ambassadeurs français contre la fille de Louis Capet, 344. — Arrêté pour poursuivre les auteurs des crimes récemment commis à Nantes, 346. — Son renouvellement, 350. — Arrêté concernant le service des étapes, 353. — Autre qui met en liberté la veuve d'Orléans, 357. — Autre relatif à des excès qui se commettent dans les armées

de l'Ouest, des Côtes-du-Nord et de Cherbourg, 362. — Autre pour favoriser la circulation des grains, 363. — AN IV. Autre qui ordonne la vente des bois pour l'usage des communes, des armées et des usines, 11. — Autre qui autorise les maîtres de postes à s'approvisionner hors des marchés, 14. — Son adresse aux Bataves pour maintenir leur liberté, 17. — Arrêté concernant les militaires à Paris au 13 vendémiaire, 33. — Autre relatif à la disposition des maisons nationales, dites *la Bourbe et l'Oratoire*, 43. — Autre concernant les réquisitionnaires du département de la Corrèze, *ibid.* — Autre sur la rentrée des émigrés se disant laboureurs et artisans, *ibid.* — Autre relatif à la première réquisition, 49. — Débats sur le traité que Cormatin prétend avoir été conclu avec lui pour livrer aux Vendéens les enfans de Louis XVI, 89. — Fait refuser la négociation du roi de Dannemarck pour un armistice entre la France et l'Empire, 95. (*Voy. COMITÉS DE GOUVERNEMENT*).

COMITÉ DE SURETÉ GÉNÉRALE. AN 1792. Certifie authentique une correspondance d'émigrés, 357. — AN I.^{er} 1793. Son renouvellement et personnalités à cette occasion, 10. — Il sera renouvelé, 25. — Buzot lui reproche de blesser la liberté individuelle des citoyens, par ses mandats d'arrêt, 29. — Sa composition nouvelle, 259. — Communication faite par lui, au conseil-général de la commune de Paris, d'un arrêté portant que ses membres ne recevront chez eux aucunes visites de solliciteurs ou solliciteuses, 268. — AN II. 1793. Est chargé, de concert avec le comité de salut public, de nommer des commissaires pour mettre en liberté les patriotes incarcérés, 91. — AN II. 1794. Sa circulaire aux districts, 108. — Accusations contre ses agens pour actes arbitraires, 126. — Sa circulaire aux théâtres pour les rappeler aux mœurs, 133. — Il est investi du pouvoir de prononcer les mises en liberté, 159. — Nomme les membres de la commission populaire chargée du recensement des suspects et déportés, et se réserve le droit de prononcer la liberté de ceux arrêtés ou leur renvoi au tribunal révolutionnaire, 242. — Déclamation de Robespierre contre ses opérations, 311. — Accusations contre plusieurs de ses anciens membres, 344. — AN III. Son renouvellement, 18. — Arrêté sur sa correspondance

Table alphabétique.

avec les agens nationaux de districts, 59. — Son renouvellement, 198. — Projet tendant à sa suppression, 221. — Sa conservation demandée par la section de la Butte-des-Moulins, 223. — Projet tendant à lui confier le gouvernement, de concert avec le comité de salut public, jusqu'à la mise en activité des lois constitutionnelles, 229. — Son renouvellement, 288. — Arrêté relatif à la délivrance des passe-ports demandés par des citoyens désarmés; sa proclamation sur les agitations qui se manifestent à Paris, 293. — Son renouvellement, 321 et 350. — Son arrêté pour empêcher que les denrées ne passent en plusieurs mains avant d'être vendues, 352. — AN IV. Autre qui prohibe la vente des armes offensives, 49. — AN V. Annulation de son arrêté sur les assassinats commis à Auxerre en 1792, 338. (*Voy. COMITÉS DE GOUVERNEMENT*).

COMITÉ DE SURVEILLANCE. AN 1791. Sa création pour connaître des faits contraires au maintien de la constitution, 330.

COMITÉS DE BIENFAISANCE. AN 1790. Leur formation, 175. — AN IV. Fonds attribués au comité central, 59.

COMITÉS CIVILS. AN II. 1794. Fixation du traitement des membres en fonctions, 218.

COMITÉS DE GOUVERNEMENT. AN II. 1794. Leur rapport sur l'état actuel de la France, comparé à celui où elle se trouvait au 31 mai, 308. — Décret pour leur renouvellement par quart tous les mois, 314. — Discussion sur leur réorganisation, 326, 327 et 348. — Compte qui leur est demandé de leurs opérations, 350. — AN III. Font mettre les scellés sur la salle des Jacobins, 53. — Approbation de l'arrêté par lequel ils protestent de ne reconnaître aucun décret rendu pendant l'invasion de la convention, au premier prairial, et défendent aux autorités constituées d'exécuter d'autres ordres que ceux par eux transmis, 246. — Rapport de Bailleul pour repousser les bruits que la malveillance répand contre eux, 299. — Conjectures sur les intelligences qu'ont pratiquées les meneurs du royalisme auprès des membres de ces comités, à l'époque de la refonte de la constitution, 334. — AN IV. Message par lequel le directoire demande l'autorisation de statuer sur

leurs arrêtés, 156. (*Voy. COMITÉS de LÉGISLATION, de SALUT PUBLIC et de SURETÉ GÉNÉRALE*).

COMITÉS RÉVOLUTIONNAIRES. AN I.^{er} 1793. Décret qui leur défend de s'appeler ainsi; leur ordonne de se borner à surveiller les étrangers, et prescrit l'examen de leur conduite, 148. — Autre qui les maintient dans les départemens, 158. — Leur suppression proposée par Barrère, 159. — AN II. 1793. Leur épurement 275. — Décret qui leur ordonne d'inviter les aristocrates à donner des chemises aux défenseurs de la patrie, 51. — Autre qui annule l'arrêté de la commune de Paris à leur égard, et ordonne de les convoquer, 75. — Autre portant qu'ils seront tenus d'insérer sur un registre les motifs d'arrestation des détenus non-compris littéralement dans la loi du 17 sept., 79. — Danton demande le tableau de leurs membres et de leurs opérations, 159. — Décret qui les charge de poursuivre les conspirateurs et agens de l'étranger, 167. — Traduction de celui de Saumur au tribunal révolutionnaire, 289. — Rapport sur leur compétence, 301. — Motion de Manuel contre eux, 334. — Décret sur leur organisation, 335. — Divers articles décrétés sur leur renouvellement; garantie demandée pour leurs anciens membres, 339. — Rejet, par diverses sections de Paris, de l'adresse de celle du Muséum sur ces comités, 343. — AN III. Ils sont réduits à douze dans Paris, 9. — Ordre du jour sur la proposition de leur suppression, 81. — (*Voyez Sections de PARIS*). — Elle est décrétée pour les villes au-dessus de cinquante mille habitans, 154. — Pétition pour le désarmement de leurs anciens membres, 207. — Il est ordonné par le représentant Bernier, en mission dans les départemens de l'Eure-et-d'Enre et Loir, 225. — Affaire du comité révolutionnaire de Nantes. (*Voyez NANTES*). — Décret qui change leur dénomination en celle de *Comité de Surveillance*, 267.

COMMANDANS. AN 1790. Décret pour leur paiement, 85. — AN 1792. Autre qui autorise ceux en chef à désigner les places frontières en état de siège; autre, portant que leurs ordres aux armées serviront de passe-ports, 130. — Autre qui autorise les généraux à en nommer

d'amovibles dans les places menacées, 134. — AN II. 1794. Autre qui attribue leur nomination au comité de salut public, 106. (*Voyez* ARMÉE, GARDE NATIONALE, GÉNÉRAUX et les noms des principales places fortes).

COMMERCE. AN 1789. Adoption de la demande de plusieurs négocians de communiquer avec l'assemblée dans les travaux relatifs au commerce, et d'une tribune pour assister aux séances, 69. — Analyse d'un ouvrage sur sa situation, 103. — AN 1790. Adresse pour la liberté de celui de l'Inde; discussion et décrets y relatifs, 17, 95, 182, 189, 191, 192, 198, 199, 202 et 242. — Ses rapports avec l'Afrique, par Lamiral, 39. — Discours des députés extraordinaires du commerce à l'assemblée nationale, 60. — Leurs observations sur le mode d'émission du papier-monnaie proposé par la municipalité de Paris, 78. — Ils demandent à l'assemblée le déploiement de toutes les forces maritimes, 186. — Adresse de M. de Lacorée contre la liberté illimitée du commerce, 239. — Ses députés invitent l'assemblée nationale à suspendre sa décision sur une nouvelle émission d'assignats, 248. — AN 1791. Décret pour la liberté du commerce du Sénégal et la reddition des comptes de la compagnie de ce nom, 20. — Adresse de ses députés extraordinaires pour la réunion générale des Colonies en assemblée chargée de statuer sur le sort des hommes de couleur, 132 et 133. — Nouvelle demande de leur part, 144. — Suppression de toutes les chambres de commerce, 273. — Nomination des membres qui doivent composer le bureau central du commerce, 305. — AN 1792. Décret pour l'augmentation des droits de sortie; autre qui prohibe celle des cotons, laines, chanvres, peaux, etc., 56. — AN I.^{er} 1793. Autre pour la liberté du retour de l'Inde, 51. — AN II. 1794. Note à la cour de Copenhague sur le commerce du Nord, 102. — Sa situation pendant 1792, 110. — Décret contre les fraudes dans celui d'importation, 169. — Edit du roi de Dannemarck, relatif au commerce de ses états pendant la guerre, 236. — Rapport de Chauvin, et décret sur les réclamations des marchandises expédiées de Lyon et injustement arrêtées, *ibid.* — Rapport sur la nécessité de relever le commerce, 362. — AN III.

Pétition à cet effet, présentée par une députation de la société régénérée de Lyon, 2. — Décret qui met en liberté les commerçans arrêtés, 3. — Motion de Legendre pour encourager le commerce, 8. — Autre y relative, par Bouguoyod, 9. — Rapport d'Echassériaux, et projet d'une commission de commerce, 12. — Autre, de Villers, sur les moyens de lui rendre les marchandises expédiées pour Lyon et autres communes en état de rebellion, 18 et 19. — Autre de Giraud, sur la libre circulation des marchandises importées, 69. — Autre, de Johannot, sur les moyens de le raviver, 95. — Réflexions de Ducher sur le commerce par l'Etat, 238. — Rapport sur les moyens d'en réprimer tous les abus, 308. — Article sur sa décadence, 330. — AN IV. Rapport de la loi prohibitive des associations commerciales, 64. — Fonds mis à la disposition du ministre de l'intérieur, pour l'encouragement du commerce, et discussion y relative, 264, 278 et 281. — AN V. Lettre du ministre des finances aux négocians sur l'ouverture de conférences pour son amélioration, 64. — Elles sont ouvertes; discours qu'y prononcent les ministres Bénézech et Ramel, 86 et 87. — Assemblée des commerçans de Paris pour examiner les plans de banque remis par les ministres, 99. — Tableau du commerce de la France avec le Portugal avant la révolution, 344. — AN VI. Décrets relatifs à la circulation des marchandises dans les deux fleuves limitrophes de l'étranger, 23. — Rapport en faveur de la résolution concernant les relations commerciales des Français avec les étrangers, 179. — Lettre du ministre de l'intérieur sur le commerce des îles vénitiennes réunies à la république, 199. — Motion de Guesdon y relative, 323. — AN VII. Celui d'Espagne est fermé aux Anglais et ouvert aux Français; instruction du ministre de l'intérieur à ce sujet, 11. — Lettre du même y relative, 167. — Notice sur le traité général de commerce, par Ricard, 199. — Formation d'une commission y relative, 319. (*Voy.* BANQUE, DROITS, GRAINS, EXPORTATIONS, IMPORTATIONS, LETTRES DE CHANGE, MARCHANDISES, PATENTES, EFFETS, TRAITÉS et TRIBUNAUX DE COMMERCE).

COMMERCE ET APPROVISIONNEMENTS. (Commission de). AN III. Sa création, 109. — Décret

relatif à ses employés, 122. — Autre qui supprime la commission des approvisionnements et en conserve l'agence; ordre du jour sur la demande en rapport de ce décret, et débats y relatifs, 349 et 350. — Réclamations des membres de la commission supprimée, 357. — Commissaires nommés à la reddition de leurs comptes, 360.

COMMISSAIRES DES ADMINISTRATIONS. (*Voyez ADMINISTRATIONS*).

COMMISSAIRES DES DIVERSES ASSEMBLÉES NATIONALES. (*Voyez DÉPUTÉS*).

COMMISSAIRES AUDITEURS près les Cours martiales. AN 1792. Décret qui en attribue les fonctions aux plus anciens, 351.

COMMISSAIRES ORDONNATEURS ET ORDINAIRES DES GUERRES. AN 1790. Décret fixant leur traitement, 130. — AN 1791. Ils prêtent le serment exigé par la loi, 181. — Décret sur leur réorganisation, 265. — AN 1792. Autre qui remet leur nomination au choix du roi, 103. — Autre qui fixe leur nombre et leur traitement, 137. — Autre pour leur suppression et leur réorganisation, 256. — AN I.^{er} 1793. Autre relatif à leur nomination, 124. — Autre qui leur donne cinquante adjoints, 206. — AN III. Autre relatif à leur organisation, 120, 121 et 122. — AN IV. Circulaire que leur adresse le ministre de la guerre sur la réforme des abus, l'ordre et l'économie à établir dans l'administration, 112. — Décret qui les charge de taxer à l'emprunt forcé les agens des administrations militaires aux armées, 174. — Discussion les concernant, 288. — Fixation de leur nombre, 308.

COMMISSAIRES DE POLICE. AN 1792. Décret touchant leur élection, 154.

COMMISSAIRES DU POUVOIR EXÉCUTIF. AN 1790. Leurs fonctions par rapport aux assemblées et aux élections du peuple, 89. — Sont chargés de tenir la main à l'exécution des décrets, 178. — AN 1791. Décret relatif aux décisions des tribunaux de districts sur leur nomination, 160. — AN 1792. Suspension de ceux près les tribunaux, 230 et 296. — Limitation de leurs pouvoirs, 260. — Sont tous rappelés, à l'exception de ceux pour le service militaire, 332. — AN IV. Instruction que leur adresse le directoire exécutif, 78. — Fixation du traitement de ceux près les tribunaux, 95.

— Sont substitués aux procureurs-généraux syndics des districts dans les actions judiciaires, 112 et 114. — Message et décret relatifs à leur résidence, 113, 135 et 136. — Arrêté relatif à leurs fonctions, 148. — Fixation du mode de leur remplacement près les tribunaux de police correctionnelle, 163. — Sont chargés de faire mettre à exécution les jugemens criminels, 204 et 207. — Augmentation du nombre de leurs substitués, 209. — Injonction qui leur est faite de poursuivre les notaires en retard sur le dépôt de leur répertoire, 215. — Motion pour une loi sur les délits dont ils pourraient être coupables, 262. — AN VI. Autre sur le même objet, 244. — AN VII. Décret relatif au traitement de ceux près les tribunaux, 165. — Circulaire du ministre de l'intérieur relative à leurs fonctions, 191.

COMMISSAIRES AUX SAISIES RÉELLES. AN I.^{er} 1793. Rapport sur leur suppression, 268.

COMMISSAIRES DE LA TRÉSORERIE. (*Voyez TRÉSORERIE*).

COMMISSION DE SANTÉ. AN II. 1794. Décret pour son établissement, 154. — Nomination de ses membres, 226. — AN III. Autre, 135.

COMMISSIONS ADMINISTRATIVES, dites depuis EXÉCUTIVES. AN II. 1794. Rapport de Carnot, et décret qui les organise au nombre de douze; pour remplacer le conseil exécutif et les six ministres supprimés, 194. — Nomination des membres qui doivent les composer, 211 et 241. — Décret qui règle leur comptabilité, 211. — Autre qui leur ouvre un crédit, 253. — Précis historique de celle d'instruction publique sur Agricole Viala, 294. — Adresse de celle des travaux publics sur les plans d'embellissement des communes, 296. — Crédit qui leur est ouvert, *ibid.* — Les Jacobins dénoncent à la convention les ténèbres dont s'environne celle du mouvement des armées de terre, 308. — Celle d'instruction publique invite les poètes à lui communiquer leurs ouvrages pour l'apothéose de Barra et Viala, 319. — Crédit qui leur est ouvert, 329. — Nomination de nouveaux membres à celle d'instruction, 358. — AN I.I. Fonds mis à la disposition de ces commissions, 43. — Renvoi de propositions diverses sur leur suppression; reproches qu'on leur fait de dilapidation et d'orgueil.

sation monarchique , 75. — Nouveaux fonds mis à leur disposition , 112 et 288. — Ordre de remettre sous huitaine l'état des marchés qu'elles ont faits ou passés , 308. — Celle des travaux publics fait substituer , dans Paris , des poteaux aux reverbères ; bruit atroce semé à ce sujet , 357. — AN IV. Arrêté du directoire concernant leur mobilier , 99. — Décret qui supprime toutes agences et commissions administratives , sous quelque dénomination que ce soit , 158 et 159.

COMMISSIONS EXTRAORDINAIRES. (*Voyez CONVENTION NATIONALE et CORPS LÉGISLATIF*).

COMMISSIONS MILITAIRES. AN III. Décret qui en crée une à Paris , pour juger les faits relatifs à la conspiration des premiers jours de prairial , et mesures y relatives , 249. — Lettre par laquelle cette commission proteste de son zèle à punir les brigands qui ont porté un fer parricide sur la représentation nationale , et annonce l'exécution de l'un d'eux , *ibid.* — Compte rendu du procès instruit de cette affaire , du jugement de plusieurs députés et des circonstances de leur mort , 274. — Article de Trouvé , demandant la suppression de cette commission , 295. — Elle acquitte Madgett , 314. — Décret qui la supprime , 321. — Autre , portant suppression de celle établie à Marseille , 358. — AN IV. Commission militaire pour juger Lemaitre , et jugement par lequel elle le condamne à mort , 28 et 58. — AN V. Jugemens de la commission militaire du Temple sur l'affaire du camp de Grenelle , 2 , 11 , 20 , 33 et 42. — AN VI. Discussion relative aux confiscations des biens des condamnés par ces commissions , 237 et 247. — AN VII. Renvoi devant une commission militaire du compte de l'ex-ministre Schérer ; 273. (*Voyez CONSEILS MILITAIRES , CONSPIRATIONS , PARIS et les diverses JOURNÉES de la révolution*).

COMMISSIONS POPULAIRES. (*Voyez BORDEAUX , LYON , MARSEILLE , etc*).

COMMISSIONS POPULAIRES ou RÉVOLUTIONNAIRES. AN II. 1794. Loi de police générale qui fixe leur établissement au 15 floréal , pour juger et déporter à la Guyanne ceux qui se seraient plaints de la révolution et qui vivent en fainéans , 207. — Suppression de celles créées par les représentans en mission , 230.

— Arrêté des comités réunis , qui nomme les membres de celle de Paris , chargée d'examiner les motifs d'arrestation des détenus , pour qu'ensuite ils soient mis en liberté ou traduits au tribunal révolutionnaire , 242. — Toutes celles qui ont la même mission seront épurées , 313. — Proposition de leur suppression , *ibid.* — Annulation de deux jugemens rendus par celle de Strasbourg , 314. — AN IV. Fixation du dépôt de leurs pièces et papiers , 179 et 181. (*Voyez GOUVERNEMENT RÉVOLUTIONNAIRE*).

COMMISSIONS SOUVERAINES. AN 1789. Leur suppression , 61.

COMMUNAUTÉS RELIGIEUSES. AN 1791. Règlement pour les rentes et indemnités qui leur sont dues , 254. (*Voy. RELIGIEUX*).

COMMUNES (l'Assemblée des). AN 1789. Discussion sur la vérification des pouvoirs ; tentatives individuelles pour la réunion des ordres ; débats sur la situation de l'assemblée , et règlement de police intérieure , 2. — Suite des débats sur les mêmes objets , 3. — Suite et discussion sur les conférences commencées avec les deux autres ordres ; proposition au clergé de se réunir ; dénonciation d'intrigues présumées , d'après une lettre du roi sur la reprise des conférences , et projet de lui présenter une adresse à cette occasion , 4. — Exposé des conférences , réclamation de la noblesse contre le mot *Communes* ; observations sur les obstacles que trouvent les communes à pénétrer jusqu'au roi ; devoirs religieux rendus par elles au corps du Dauphin ; suite des conférences et débats sur un plan de conciliation ; inculpation d'astuce faite au clergé , et à quelle occasion , 5. — Députation au clergé ; formation des bureaux ; discussion sur les subsistances et vérification des pouvoirs ; envoi d'une députation aux obsèques du Dauphin ; débats et arrêté à la suite pour procéder à la vérification des pouvoirs , 6. — Adresse au roi à cette occasion ; appel des baillages ; mécontentement au sujet de la réponse du roi ; première réunion des curés ; proposition aux communes de se constituer , et débats sur la qualification à prendre , 7. — Suite et réunions de curés , 8. — Fin des débats , et constitution des communes en *assemblée nationale* , 9. (*Voy. ETATS GÉNÉRAUX et ASSEMBLÉE NATIONALE*).

COMMUNES. AN 1790. Sont responsables en cas de négligence dans la répression des émeutes, 56. — Fixation de leurs limites entr'elles, 80. — AN 1791. Décret relatif à leurs biens et revenus, 90. — Autre sur leurs dettes et leurs besoins, 219. — Autre sur la levée de leur territoire, 260. — Mode de liquidation de leur dette active et passive, 266. — Décret pour leur responsabilité en cas de troubles, 324. — AN 1792. Conditions requises pour qu'elles soient déclarées avoir bien mérité de la patrie, 201. — AN I.^{er} 1793. Changement des noms de celles qui rappellent des titres féodaux, 154. — AN II. 1793. Décret qui consacre cette dénomination à la place de celle de *ville*, *village*, etc., 42. — AN II. 1794. Adresse de la commission des travaux publics, relative à leurs embellissemens, 296. — AN III. Décret concernant leurs créanciers, 91. — Demande d'une loi pour établir leur responsabilité en cas d'émeute, 225. — AN V. Rapport sur le droit de suivre les actions qui les intéressent uniquement, 14. — Décret sur le mode à suivre en pareille circonstance, 28 et 36. — Autre qui attribue à leurs bureaux centraux le droit de suivre les actions intentées en leur nom, 54 et 59. — Rapport de Thibaudeau et résolution relative aux dettes et à l'actif des communes; discussion à ce sujet, 115 et 116. — Rapport de Mollevault qui en propose le rejet, 172 et 173. — Elle est rejetée, 190. — AN VI. Demande d'une mesure générale concernant leurs emprunts sur elles-mêmes, 284. — Analyse du rapport de Fabre sur leurs dépenses, et discussion du projet, 329 et 339. — Adoption en principe de la proposition de Malès d'établir les centimes additionnels pour y suffire, 340. — Résolution sur le partage des bois pour les portions qui leur appartiennent, 357. — AN VII. Rapport contre la résolution relative à celles qui ont obtenu des jugemens arbitraux contre la république, 31. (*Voy. JUGEMENS*). — Projet tendant à les rendre responsables des désordres dont elles seraient le théâtre, 32 et 51. — Discussion y relative, 75. — Renvoi à la commission pour un nouveau travail sur cet objet, 80 et 167. — Discussion et décret à ce sujet, 285, 294, 295, 296, 297 et 300. (*Voy. OTAGES*).

COMPAGNIES. AN 1791. Décret qui annule les

oppositions formées sur leurs dettes, 42. — AN I.^{er} 1795. Autre qui autorise le paiement de deux mille huit cents livres pour grains fournis en 1783, par une compagnie anglaise, 148. — AN VII. Loi qui rapporte celle qui confisquait, au profit de la république, leurs effets ou actions non visés dans les délais prescrits, 210 et 218.

Compagnie d'Assurances à vie. AN I.^{er} 1793. Sa suppression, 238. — AN II. 1794. Rapport et décret la concernant, 251.

Compagnie des Eaux de Paris. AN 1790. Décret relatif à son débet de vingt millions envers l'état, 327. — Le directeur demande à faire entendre sa justification, 330. — Pièces relatives à cette affaire, 337. — AN 1791. Accuse Beaumarchais, Gouy-d'Arcy et Lecouteulx, 334. — AN I.^{er} 1793. Décret pour l'arrestation des membres de cette compagnie, 216.

Compagnie anglaise des Indes. AN II. 1794. Discussion aux communes la concernant, 227. — AN IV. Levée en Angleterre de trois mille matelots pour cette compagnie, 302.

Compagnie française des Indes. AN 1790. Discussion sur sa suppression, 79. — Les administrateurs réclament la conservation de ses privilèges, 91. — Suite de la discussion, 93 et 94. — Elle est supprimée, 227. — AN 1792. Décret sur le renouvellement de ses actions, 192 et 259. — AN I.^{er} 1793. Delaunay d'Angers fait décréter l'apposition des scellés sur les magasins de la nouvelle compagnie, 208. — Motion contre elle, pour sommes prêtées à Louis XVI, 239. — AN II. 1793. Décret de sa suppression, 19. — AN II. 1794. Affaire de la falsification par Fabre d'Eglantine, du décret relatif à sa dette, 116. — Sa nouvelle rédaction, 208. — Décret relatif au mode de liquidation de ce qui est dû par elle à la république, 349. — AN III. Secours accordés à ses employés réformés, 199. — Pétition de ses associés réunis pour être réintégrés dans leurs droits, 255.

Compagnie suédoise des Indes. AN VI. Rejet de la résolution qui permettait l'introduction de ses marchandises en France, 51.

Compagnie des Philippines. AN V. Décret qui lui restitue les actions de la banque royale, déposées au trésor public, 152 et 153. — AN VI. Détails

du voyage des frégates *la Vertu* et *la Régénérée* qui ont convoyé jusqu'à Cadix deux riches cargaisons de cette compagnie, 363.

Compagnie de Saint-Charles. (Voy. BANQUE).

Compagnies de Commerce. AN I.^{er} 1793. Suppression de toute association dont le capital repose sur des effets négociables, et apposition des scellés sur leurs papiers, 258. — Texte de ce décret, 273.

Compagnies de Finances. AN 1791. Décret pour leur liquidation, comptabilité et remboursement, 207. — AN II. 1793. Décret de leur suppression, 19. — AN II. 1794. Affaire de la falsification par Fabre d'Eglantine, d'un décret les concernant, 116. — Sa nouvelle rédaction, 208.

COMPAGNIES de canoniers, chasseurs, sapeurs, tirailleurs, etc. (Voy. ces mots).

COMPAGNIES et COMPAGNONS DE JÉSUS ET DU SOLEIL. AN III. Assassinats qu'ils commettent à Lyon, 279. — Leur chef dans le Midi porte le deuil du petit Capet, 289. — Leurs crimes dénoncés par Treillard, homme de loi à Beaujeu, 323. — Dénonciation d'administrateurs qui ont rappelé leurs fils des frontières pour les enrôler dans ces bandes, 344. — AN IV. Leurs excès, 34. — Chambon est accusé de les avoir organisés, protégés et armés dans le Midi, 84. — Adresse des habitants des Bouches-du-Rhône contr'eux, 206. — Troublent Lyon, 316. — AN V. Sont accusés par le directeur de vols et d'assassinats dans cette ville, 294. — AN VI. Infestent le Jura; attaquent le général Laine; se battent en colonne à Tarascon, 95 et 96. (Voy. ASSASSINATS, BRIGANDAGES, LYON, MARSEILLE, MIDI).

COMPAGNIES FRANCHES. AN 1792. Décret qui les concerne, 169.

COMPENSATIONS. AN V. Note du lord Malmesbury, et réponse du ministre Charles Delacroix sur cet objet, 54. (Voy. MALMESBURY).

COMPTABILITÉ NATIONALE. AN 1791. Décret y relatif, 203. — Autre sur son organisation, 253 et 260. — Autre sur l'emplacement de ses bureaux, 271. — AN 1792. Son organisation, 55. — Décret additionnel sur cet objet, 40. — AN II. 1794. Rapport sur celle des troupes, 172. — Décret concernant celle de la trésorerie et les citoyens de Gènes,

propriétaires de créances sur le commerce de Lyon, 232. — Résultat de la nouvelle organisation présenté par Cambon, 239. — AN IV. Election de ses commissaires et liste des candidats, 55 et 57. — Décret sur l'apurement des comptes de l'ancienne comptabilité, 85. — Message sur le traitement des commissaires, 87. — Décret qui le fixe, 92 et 94. — Ils présentent les réclamations des parens des fermiers-généraux, 100. — Résolution sur ce travail, 326. — AN V. Décret qui en règle l'ordre, 5. — Autre sur l'administration de la comptabilité, 13. — Les commissaires transmettent des comptes, 15. — Commission chargée de sa surveillance, 29. — Arrêté des anciens sur les états envoyés par les commissaires, 32. — Crédit qui leur est ouvert, 34 et 40. — Autre, 92. — Rapport et projet de Parisot sur la comptabilité arriérée, 116. — Il est rejeté, 136. — Résolution sur les dépenses ordinaires et extraordinaires de cette administration; elle est rejetée, 230 et 274. — Rapport sur les états soumis par son bureau, 244. — Tirage au sort des commissaires, *ibid.* — Réélection de Regardin l'un d'eux, 266. — Décret qui les autorise à déposer aux greffes des tribunaux les pièces arguées de faux, 288. — Autre concernant les fonds nécessaires aux dépenses de la comptabilité, 328 et 334. — AN VI. Les commissaires réclament un costume, 91. — Discussion du projet de Ludot sur la comptabilité intermédiaire, 147. — Adoption de celui de Poulain-Grandpré sur la comptabilité arriérée, 214. — Nomination de Colliat à la place de commissaire, et nom des candidats, 239, 241 et 243. — Discussion sur l'établissement d'un bureau spécial pour la liquidation de la comptabilité intermédiaire, et approbation de la résolution y relative, 261, 270, 274 et 275. — Projet de Portiez, de l'Oise, sur la comptabilité antérieure au mois de janvier 1791, 268. — Nomination des membres de la comptabilité intermédiaire, 278. — Décret relatif aux comptes jugés par la ci-devant chambre des comptes, 308. — Fixation des dépenses de la comptabilité nationale pour l'an sept, 337 et 354. — Résolution qui fixe celles de la comptabilité intermédiaire, 359. — AN VII. Son approbation, 11. — Rapport et projet sur ses liquidations, 84. — Compte des commissaires, 110. — Rejet d'une

résolution sur la comptabilité en francs, 182. — Diverses dispositions relatives à la comptabilité intermédiaire, 228. — Réélection de Féval, l'un des commissaires de la comptabilité nationale, 233 et 242. — Projet d'en fixer les dépenses, 355. — Rejet d'une résolution relative à la comptabilité intermédiaire, 364. (*Voyez DETTE PUBLIQUE, FINANCES, GRAND-LYRE, INSCRIPTIONS, TRÉSORERIE, etc.*).

COMPTABLES. (*Voy. AGENS COMPTABLES*).

CONCESSIONS. AN II. 1794. Rapport sur celles à perpétuité, 321.

CONCILIATION. AN IV. Décret relatif au mode de se pourvoir en conciliation, 181. — AN VI. Proposition de n'y pas assujétir les demandes en intervention ou en garantie, 295.

CONCUSSIONS. AN III. Décret qui ordonne la poursuite devant les tribunaux des prévenus de ce délit, 233. (*Voy. DILAPIDATIONS*).

CONDAMNÉS. AN 1789. Proposition de Guillotin pour détruire le préjugé qui attache une note d'infamie à leurs familles, et pour réduire l'exécution à mort à la décapitation, 70. — AN 1791. Décret qui établit des travaux auxquels ils seront assujétis, 155. (*V. DÉTENU*). — AN II. 1793. Autre pour la mise de leurs biens sous la main de la nation, 82. — AN II. 1794. Autre sur leur administration, 192. — Autre concernant ceux qui auraient des associés négocians, marchands ou banquiers, 293. — Motion d'ordre sur la liquidation de leurs dettes, 299. — Décret relatif aux confiscations de leurs biens, 307. — AN III. Autre ordonnant la levée des scellés apposés à Paris sur leur mobilier, pour en faire la vente, 24. — Pétition au nom de leurs veuves et enfans; et décret à la suite, qui suspend l'action des agens nationaux sur le mobilier de ceux condamnés avant le 9 thermidor, 83. — Rapport de cette mesure; exclusion de toute réclamation relative aux confiscations prononcées et exécutées, 85. — Annulation de tous les jugemens rendus contre eux et non encore exécutés, 122. — Décret qui restitue leur mobilier à leurs veuves et enfans, 130 et 166. — Autre qui lève le séquestre apposé sur leurs biens meubles, 136. — Discussion sur cette restitution, 180. — Suspension de la vente de leurs biens,

et confirmation de celles qui ont été faites, 184. — Leur restitution demandée par Pénier pour les familles de ses collègues, victimes de la tyrannie qui a pesé sur la France, et par Thibaudeau, pour toutes les familles indistinctement, 205. — Adoption du projet de Johannot, portant restitution de ceux non-vendus aux familles des condamnés, pour toute autre cause que l'émigration, 209. — Discussion à ce sujet, et décret qui en abroge la confiscation, excepté contre les conspirateurs et les émigrés, 212, 222, 223, 226, 227 et 229. — Demande de la levée du séquestre mis sur les biens de quarante-neuf condamnés le même jour par le tribunal révolutionnaire de Paris, 216. — Décret qui exige une déclaration des débiteurs des condamnés, 241. — Autre relatif au mode de la restitution de leurs biens; autre portant que les sommes perçues par la nation sur leur vente seront remboursées en bons d'acquisition des biens d'émigrés, 261 et 264. — AN IV. Motion pour appliquer l'anticipation des payemens aux adjudications de leurs biens, 90. — Le directoire demande une autorisation pour vendre leur mobilier, 175. — Décret qui met 12 millions à la disposition du ministre des finances, pour le remboursement de ce qui a été vendu, 241 et 243. — Résolution qui en règle la réclamation, 250 et 251. — Elle est rejetée, 299. — Arrêté du directoire exécutif, concernant le remboursement en mandats du prix de leur mobilier, 307. — Motion contre cet arrêté, 311. — Message au directoire pour avoir des renseignemens sur leur nombre, 333. — AN V. Rapport et projet de Thibaudeau, relatif à la vente des biens de ceux qui ont péri sans jugement, 156. — Décision portant que la loi du 21 prairial ne leur est point applicable, 273. — AN VI. Décret relatif aux héritiers de ceux qui l'ont été par les tribunaux révolutionnaires, depuis le 9 thermidor, 56 et 70. — Rejet de la résolution concernant les ventes des biens de ceux qui ont subi la peine de mort sans jugement; discussion y relative, 212 et 224. — AN VII. Rapport et projet pour le prélèvement sur leurs successions des frais de procédures criminelles, 175 et 211. (*Voy. COMMISSIONS et CONSEILS MILITAIRES,*

CONFISCATIONS,

CONFISCATIONS , CONTUMACES , TRIBUNAUX , etc.).

CONFESSION. AN 1790. On en abuse pour intriguer contre la révolution , 105 et 111.

CONFISCATIONS. AN I.^{er} 1793. Sont décrétées contre les biens des hors la loi , 214. — AN II. 1794. Projets de confiscation des objets cachés , 106. — Décret qui ordonne celle de marchandises expédiées pour Lyon , et pour toute autre ville en rébellion , 143 et 147. — Impression des noms de tous ceux qui auront encouru la confiscation de leurs biens , 160. — Décret relatif à celle des biens des condamnés , 307. — AN III. Autre qui exclut toute réclamation relative à celles prononcées et exécutées , 85. — Arrêté des représentans du peuple , en Hollande , pour la confiscation des biens des émigrés des gouvernemens en guerre avec la France , 181. — Discussion au sujet du maintien des confiscations des biens des conspirateurs , émigrés , fabricateurs d'assignats ou de monnaie , et des Bourbons ; et décret à ce sujet , 209 , 226 , 227 , 228 et 229. — Code des confiscations et séquestres , par Guichard , 242. — Mode de liquidation des créances à répéter sur les biens nationaux en provenant , 300. — Écrit contre les confiscations , attribué à Raynal , 341. — AN V. Débats sur celles des biens des condamnés de thermidor ; projet de Boissy , pour savoir si le principe en sera maintenu à l'avenir , 186. — Décret qui rend à leurs héritiers les biens des condamnés au 9 thermidor , 190. — AN VI. Motion contre la remise faite par le ministre des finances des confiscations prononcées par les tribunaux , 257. (Voy. CONdamnÉS et SÉQUESTRE).

CONGÉS. AN 1790. L'état de ceux délivrés est demandé aux ministres , 295. — AN III. Décret y relatif , 90. — Autre limitant le nombre de ceux qui pourront être accordés , 328. — AN IV. Autre les concernant , 70. — Projet pour leur révision , 127. — Le directoire autorise les généraux en chef à en délivrer d'absolus aux officiers démissionnaires , 188. — AN VI. Arrêtés du même sur la délivrance des congés absolus et des congés temporaires , 56 et 105. — Suspension de la délivrance de ces derniers , 227. — Nouvel arrêté

Table alphabétique.

du directoire qui défend d'en délivrer , 234. — Proposition de Briot pour leur révision , 333. — Lettre du ministre de la guerre , Schérer , en réponse à l'accusation d'en avoir délivré quarante mille , 336. — AN VII. Annulations prescrites par le ministre de la guerre , 42. — Résolution sur la délivrance des congés absolus , 100 et 103. — Rapport contre elle , 115. — Son rejet , 126. — Projet d'annuler tous ceux précédemment accordés , à l'exception des infirmes , invalides et réquisitionnaires mariés ; discussion y relative , 280 , 286 et 287. — Décret sur le mode de révision , et débats à ce sujet , 291 et 301. (Voy. CONSCRITS , RÉQUISITIONNAIRES et SERVICE MILITAIRE).

CONGRÉGATIONS. AN 1791. Décret en faveur de ceux des membres des congrégations séculières qui accepteraient des fonctions ecclésiastiques , 150. — AN 1792. Rapport sur celles enseignantes , 53. — Discussion et décret pour la suppression des congrégations ecclésiastiques et laïques , 98. — Rapport sur l'emploi de leurs biens supprimés , 104. — Suppression de leur costume , 228. (Voy. RELIGIEUX).

CONSCRIPTION MILITAIRE. AN 1789. Projet du recrutement de l'armée par la voie de la conscription , 114. — On objecte qu'elle produit à Rome le délit de se couper le pouce , d'où vint *pollex truncatus* , *poltron* , 115. — Elle est rejetée , 116. — AN VI. Rapport et projet de Jourdan qui appelle aux armées , par cette voie , tout Français de vingt à vingt-cinq ans , 308. — Discussion et décret y relatif , 332 , 333 , 334 , 335 et 353. — AN VII. Adresse au peuple français à ce sujet , 13 et 14. — Mutilations et suicides volontaires de jeunes gens , pour éviter la conscription , 15. — Ordre du jour sur une pétition contre un article de la loi , relativement aux jeunes gens mariés depuis le 23 nivôse précédent , 18. — Réflexions sur cette loi , 210. — Lettre du ministre de la guerre y relative , 214. — Article la concernant , 218. (Voy. l'article ci-après).

CONSCRITS. AN VI. Arrêté du directoire qui les concerne , 18. — Décret qui l'autorise à lever deux cents mille hommes dans la première classe des conscrits , et arrêté portant qu'il sera accompagné d'une adresse aux Français , 6 , 7 et 10. — Ordre pour leur départ , 19. — Motion en fa-

veur des conscrits mariés, 23. — Rapport sur les demandes en dispense de service, pour cause d'infirmité ou d'incapacité de leur part, 25. — Discussion et adoption du projet à la suite, 30. — Nouvelles observations sur ce projet, et renvoi du tout à la commission, 31. — Discussion relative à un arrêté pris au sujet d'un conscrit né le 22 septembre 1777; rapport à ce sujet; résolution qui règle le mode de constater l'âge des conscrits; et rapport de cette décision, 41, 43, 44 et 47. — Mesures contre les conscrits qui se retireraient en pays étranger, 42. — Nouveau projet sur leurs demandes en dispense de service, 60. — Lettre du ministre de la guerre, relative à leur départ et à leur solde, 62. — Autre de l'administration de la Seine, annonçant leur départ, 63. — Le département des Pyrénées-Orientales inscrit sur la liste des émigrés les conscrits absents de leurs corps, 64. — Adresse contre-révolutionnaire à ceux d'Evreux, qui en manifestent leur indignation, 69. — Discours sur le dévouement des conscrits, 80. — Leur départ, 83, 84, 86, 91, 94 et 109. — Rapport sur la proposition de les autoriser à se faire remplacer, s'ils sont chefs de commerce; autre proposition de faire délivrer, par les municipalités, les congés aux infirmes, 85. — Conscrits de Paris, harangués au moment de leur départ, 86. — Proclamation de l'administration centrale de la Seine à ceux déserteurs, 109. — Lettre du ministre de la guerre pour faire traduire devant les tribunaux ceux qui seraient dans ce cas, 116. — Circulaire du même, pour le tableau de ceux qui n'ont pas rejoint, 118. — Arrêté du directoire pour les faire rejoindre, 153. — Circulaire du ministre à leur sujet, 198, 209 et 212. — Loi qui ordonne la levée de deux cents mille d'entre eux, 213. — Lettre du ministre pour son exécution, 236. — Traits de civisme et de désintéressement de plusieurs conscrits, 237. — Circulaire du ministre sur leur remplacement, 260. — Lettre du général Morand sur leur zèle à Luxembourg, 275. — Décret qui les appelle sous les drapeaux, et ouvre un emprunt de cent millions sur la classe aisée de citoyens, pour fournir aux frais de cette levée, 283. — Autre sur leur organisation en bataillons

C :

auxiliaires, 285 et 287. — Lettre du ministre à ce sujet, 306 et 323. — Projet sur les beaux à loyer conscrits par eux, 308. — Lettre de satisfaction du ministre à ceux du département de Gemmappes, 330. — Encouragemens que donne l'administration centrale à ceux de la Seine, 335. — Projet relatif à ceux qui auraient été entraînés dans les hordes de rebelles, et son adoption, 338 et 349. — Discours du ministre à ceux du département de la Seine, 348. — Décret relatif à l'accélération de leur levée, 349. — Ceux de Viviers se réunissent pour combattre un attroupement séditieux, 359. (*Voy.* CONSCRIPTION).

CONSEIL DES DÉPÊCHES. AN 1791. Décret qui renvoie aux tribunaux ordinaires les affaires y pendantes, 118.

CONSEIL D'ETAT. AN 1791. Décret pour sa formation, 102.

CONSEIL EXÉCUTIF PROVISOIRE. AN 1792. Décret qui le charge de toutes les fonctions exécutives, 230. — Annonce qu'il a rappelé Lafayette, et confié le commandement de l'armée à Dumourier, 233. — Sa proclamation pour activer l'armement des Français, 249. — Autre sur l'énergie nationale contre les ennemis de la France, 317. — Autre pour la libre circulation des subsistances, 319. — Sa réclamation au pape en faveur des Français détenus arbitrairement, 332. — Son arrêté pour déjouer les manœuvres contre l'arrivage des subsistances, 343. — Décret qui lui enjoint de présenter un rapport général sur l'état des relations extérieures et des Colonies, 360. — AN I.^{er} 1793. Texte de sa note officielle, en réponse à celle de Lord Grenville, sur le caractère du ministre français Chauvelin, 14. — Instructions à ses commissaires dans les pays occupés par les armées françaises, 16. — Règle le mode d'exécution du décret qui prononce la peine de mort contre Louis XVI, 21. — Décret qui le charge de notifier à ce prince son arrêt de mort, et de le faire inhumer comme les autres citoyens, 24. — Il envoie le procès-verbal de cette exécution, 25. — Décret qui le charge de veiller à la sûreté de l'état, 31. — Son rapport sur les troubles intérieurs, 86. — Se rend dans le sein de la convention, proteste de son dévoue-

ment, et lui propose de faire elle-même tous les choix; est invité à se mettre en permanence, 96. — Se plaint de ce que Custine est dénoncé comme un traître dans les feuilles publiques; demande que si la convention le croit irréprochable, elle le déclare formellement, 98. — Sa circulaire aux départemens pour leur recommander les mesures de salut public, 102. — Il rendra compte des contre ordres donnés aux gardes nationaux qui allaient au secours de la Vendée et de Mayenne-et-Loire, 125. — Il remettra, sous quinzaine, l'état de tous ses agens, 136. — Décret qui le charge de poursuivre ceux qui ont fait sonner le tocsin, fermer les barrières et prendre d'autres mesures d'insurrection au 31 mai; autre qui appelle ses membres près de l'assemblée, pour se réunir à ceux du département et de la commune, pendant cette journée, 153. — Décret qui l'autorise à choisir son secrétaire, en remplacement de Grouvelle, démissionnaire, 191. — Autre portant qu'il pourra envoyer des agens dans l'intérieur, sous la surveillance immédiate du comité de salut public et des commissaires de la convention, 256. — AN II. 1793. Autre qui lui attribue le droit de juger les contestations relatives aux prises maritimes, 50. — Ses agens dénoncés par Bourdon de l'Oise; décret qui ordonne aux comités de gouvernement de faire un rapport à ce sujet, 87. — Plaintes portées contre ses agens; proposition de les casser; il est mandé à la barre, 89. — S'y présente, et rend compte de quelques faits qui leur sont reprochés, 90. — AN II. 1794. Sa suppression et son remplacement par douze commissions administratives, 194. (*Voy. COMMISSIONS ADMINISTRATIVES* et les noms des divers ministres à cette époque).

CONSEIL (LE GRAND). AN 1789. Son premier président félicite l'assemblée sur ses travaux, 20. — Décret qui règle sa juridiction, 75. — AN 1790. Abus de ses arrêts, 244. — Les postes et messageries restent dans ses attributions, 250.

CONSEILS D'ADMINISTRATION DES TROUPES. AN V. Rapport et discussion sur leur organisation, 81 et 86. — Décret y relatif, 149, 320 et 362.

CONSEILS DE GUERRE. AN 1790. Discussion sur la publicité de leurs procédures, 119. — AN

1791. Décret pour la formation de ceux maritimes, 24. — AN IV. Autre pour le dépôt de ceux extraordinaires ou révolutionnaires, 177 et 181. — AN V. Rapport et résolution sur l'organisation de ceux destinés à juger les officiers-généraux, 96, 103 et 116. — Rejet de cette résolution, 131. — Question de la révision des jugemens de ceux permanens, et proposition d'admettre contre eux le recours en cassation, 185 et 209. — AN VI. Décret pour leur formation dans toute place de guerre investie et assiégée, 33 et 77. — Autre sur la révision de leurs jugemens rendus, 40 et 49. — Décret qui en rend justiciables les individus qui favoriseraient les descentes de l'ennemi, 251, 252, 253 et 263. — Rapport sur les jurys de ceux maritimes, 276. — Autre, et décret qui rend ceux de guerre et de révision réviseurs les uns des autres, 342, 350 et 359. — AN VII. Ordre d'y traduire Latour-Foissac et son état-major, prévenus de trahison à Mantoue, 335. — Autorisation donnée au directoire exécutif d'en former un séparé de la division militaire dans les départemens troublés, 344 et 350.

CONSEILS MILITAIRES. AN IV. Il en est créé trois pour juger les conspirateurs de vendémiaire, 19 et 20. — Leur installation, 22. — Leur ouverture, 25. — Leurs jugemens, *ibid*, 29 et 37. — Installation d'un conseil pour juger Cormatin, 30. — Décret pour leur prorogation, 33. — Discussion et décret relatif à leurs jugemens, 192, 193, 194 et 202. — AN V. Décret qui en établit pour toutes les troupes de la république, et rapport sur cet objet, 49 et 50. — Conseil militaire pour juger les prévenus de la conspiration royale; débats qui y ont eu lieu; jugement rendu et pièces y relatives, 135 à 201. (*Voy. CONSPIRATIONS, BROTTIER, LAVILLEHURNOY, etc.*) — Rejet d'une résolution relative à leur organisation, 193. — AN VII. Autre sur la révision de leurs jugemens, 317. — Craintes manifestées de les voir remplacer les tribunaux révolutionnaires, 361. (*Voy. COMMISSIONS MILITAIRES*).

CONSEILS DE RÉVISION. AN VI. Décret qui en établit un dans chaque division, 11 et 21. — Autre pour leur formation dans toute place de guerre investie et assiégée, 33 et 77. — Autre

qui rend les conseils de guerre et de révision réviseurs les uns des autres , 350 et 359.

CONSERVATOIRE DES ARTS ET MÉTIERS. (*Voy. ARTS, SCIENCES et MÉTIERS*).

CONSERVATOIRE DE MUSIQUE. AN VI. Distribution des prix à ses élèves, 40. — Nomination d'un inspecteur de l'enseignement, 329.

CONSIGNATIONS. AN V. Dispositions y relatives, 88 et 200. — Rejet d'une résolution concernant celles qui ont eu lieu pendant la dépréciation des assignats, 292.

CONSPIRATEURS et CONSPIRATIONS. AN 1789. Création d'un tribunal destiné à leur poursuite, 31. — Indices de pièces relatives à la conspiration de la cour parmi les papiers trouvés à la Bastille, 45. — Rapport sur la conspiration d'Augeard pour l'enlèvement du roi, 93. — Recherches et rapport sur celle de la cour, 101 et 127. — AN 1790. Conspiration du camp de Jalès, 248. (*Voyez JALÈS*.) — AN 1792. Dénonciation de celle du comité autrichien, 158. — Décret qui étend à tous les départemens les tribunaux pour juger les crimes de conspiration, 255. — AN I.^{er} 1793. Symptômes de conspiration royaliste à Rouen, 16 et 19. (*Voyez ROUEN*). — La mort de Louis XVI est imputée à la conspiration d'Orléans, 28. — Symptômes de conspiration à Lyon, 57, 58 et 158. (*Voyez LYON*). — Dénonciation de la conspiration du 10 mars, tendante à décimer la convention; ses ramifications; décret pour la poursuite de ses auteurs par le tribunal révolutionnaire; autres détails sur les projets attribués aux conspirateurs; inutilité des poursuites du ministre de la justice, et plaintes à ce sujet, 72, 74, 75, 76, 78, 80, 102 et 104. — Décret pour la poursuite des prévenus de la conspiration de Bretagne, 78. — Détails et accusations diverses sur la conspiration de Dumourier, 90 jusqu'à 104. (*Voyez DUMOURIER*). — Compression de mouvemens royalistes dans la Haute-Loire, 99. — Dénonciation des complots de la municipalité de Paris contre la convention; commission des douze formée pour en rechercher les auteurs; rapport, détails et débats sur les plans qui devaient éclater; explication du maire Pache y relative; journée des 31 mai et 2 juin, et dénonciations, par suite, contre

les députés du côté droit, 140, 142, 144, 145, 146, 148, 152, 154, 195 et 198. (*Voyez JOURNÉE DU 31 MAI*). — Mise en liberté de prévenus de la conspiration d'Orléans, 140. (*Voyez D'ORLÉANS*). — Rapport détaillé et plans en faveur du jeune Capet, attribués à Arthur Dillon, révoqués en doute par Camille Desmoulin, 194. (*Voyez leurs noms*). — Autre de Billaud-Varennes sur le système des conspirations en général, 198. — AN II. 1793. Autre de Bazire, sur la conspiration de Bretagne, 279. — Arrestation des chefs de la conspiration de Bordeaux, 29. (*Voyez BORDEAUX et GIRONDE*). — La cour de Vienne découvre une conspiration dans les papiers de Semonville, 44. (*Voyez SEMONVILLE*). — Dénonciation de la conspiration de Bazire, Chabot et autres, 60. (*Voyez leurs noms*). — Demande d'un prompt rapport sur la conspiration de l'Etranger, 68. — Décret pour le jugement des généraux et autres accusés comme conspirateurs, 97. — AN II. 1794. Supplice, à Bordeaux, de prévenus de conspiration, 117. — Arrestation, à Stockholm, pour le même motif, 118. — Nouveaux détails, 124. — Découverte d'une conspiration à Venise, 144. — Poursuites des conspirateurs du Finistère, 151. — Supplices à Lille, 155. — Poursuites contre les frères Gerbois à Tours, 157. — Complots pour amener la famine, 163. — Dénonciation, aux Cordeliers, de la conspiration du modérantisme, 167. — Rapports de Barrère et Tallien sur celle de l'Etranger, sur ses développemens aux Cordeliers, et dans les manœuvres contre les subsistances, *ibid.* — Débats aux Jacobins sur le même objet, 169. — Autres détails donnés par Fouquier-Thinville, 170. — Rapport de St.-Just, plans et moyens de la conspiration de l'Etranger, conduite principalement par l'Angleterre; décret pour la poursuite des coupables par des commissions militaires, 174. — Autres détails sur Hébert et ses complices, accusés d'avoir cherché à dépeupler Robespierre, 176. — Et d'avoir formé le projet de tirer le petit Capet du Temple, 177. — Autres détails aux Jacobins, et serment d'exterminer tous les conspirateurs; rapports à la convention sur le même objet, 178. — Débats aux Cordeliers, et incrédulité sur la conspiration

d'Hébert ; nouveaux détails à la convention ; annonce de l'arrestation de Hérault et Simon ; félicitations ; preuves parvenues au comité de sûreté , 199. — Autres développemens aux Jacobins ; inculpations contre Bouchotte à la convention ; suite de l'exposé de la conspiration , et rédaction du décret d'accusation , 180. — Félicitations de la commune sur sa découverte ; discours de Tallien et Rousselin aux Jacobins , et autres à la convention à ce sujet ; poursuites de ses auteurs , et adresse de la convention au peuple français y relative ; arrestation des correspondances d'Hébert à l'armée du Nord ; jugement rendu par le tribunal révolutionnaire dans cette conspiration ; discours prononcés aux Jacobins sur les intrigues contre-révolutionnaires de cette faction , et de ceux qui veulent profiter de sa ruine , 181 , 183 , 185 et 187. (*Voyez HÉBERT et co-accusés*). — Jugement du tribunal révolutionnaire contre les conspirateurs de la Nièvre , 182. — Annonce , par Barrère , du supplice prochain de quelques autres chefs de cette conspiration ; félicitations sur la punition de ses auteurs ; leurs turpitudes dévoilées par Dumas aux Jacobins , 192 , 197 , 204 et 207. — Rapports de St.-Just sur la conspiration de Danton , Camille Desmoulins et autres ; projets qui leur sont attribués ; leur poursuite au tribunal révolutionnaire ; leur interrogatoire et acte d'accusation ; discours y relatifs ; conspiration dans les prisons pour les délivrer ; détails , décrets et jugement rendus dans cette affaire ; lettre de Garnier de Saintes sur ses ramifications ; félicitations y relatives , 192 , 193 , 195 , 196 , 197 , 198 , 200 , 201 , 203 , 205 , 213 , 219 et 221. (*Voyez DANTON , CAMILLE DESMOULINS , FABRE-D'EGLANTINE et autres co-accusés*). — Conspiration des Landes , découverte par Pinet et Cavaignac , 194 et 218. (*Voyez LANDES*). — Loi qui ordonne la traduction des conspirateurs de tous les points de la république au tribunal révolutionnaire de Paris , 207 et 208. — Dénonciation faite à la commune d'une distribution de cocardes blanches , *ibid.* — Arrestations de prévenus de conspiration contre le gouvernement napolitain , 220. (*Voyez NAPLES*). — Autres à Stockholm , 250. (*Voyez SUÈDE et STOCKHOLM*). — Discours aux Jacobins sur la

conspiration de l'Etranger ; rapport d'Elie Lacoste y relatif , et jugement rendu dans cette affaire par le tribunal révolutionnaire , 250 , 267 et 276. (*Voyez AMIRAL , CÉCILE RENAULT et autres accusés*). — Conspiration des sociétés Jacobines en Angleterre , et poursuites ordonnées à ce sujet , 261 et 263. — Arrestations d'un grand nombre de prévenus de la conspiration de Sardaigne , 268. — Rapport de Vadier sur la conspiration de Catherine Théos , 269. (*Voyez THÉOS et VADIER*). — Poursuites contre les conspirateurs du Gard et de la Lozère , 277. — Supplice des conspirateurs du 9 thermidor. (*Voyez ROBESPIERRE , commune de PARIS et JOURNÉE DU 9 THERMIDOR*). — AN III. Complot à Marseille pour s'emparer du fort Jean , 6. (*Voyez MARSEILLE*). — Dénonciation des complots des Jacobins pour remplacer Robespierre , *ibid.* et 13. (*Voyez SOCIÉTÉ DES JACOBINS*). — Conspiration relative aux Colonies , dénoncée par Creuzé Pascal , 82 et 85. — Conspiration contre la convention , attribuée aux terroristes , 143. — Renseignemens donnés par Léonard Bourdon sur la conspiration de Lazare , 183. — Sortie de Lesage d'Eure-et-Loire contre celle dite des Prisons , 184. — Dénonciation d'un comité insurrecteur à Paris , 195. (*Voyez JOURNÉE DU 12 GERMINAL*). — Rapport de Rovère sur la conspiration faisant suite à cette journée ; arrestation des conjurés , et décret pour leur poursuite , 212 , 213 et 221. (*Voyez ROVÈRE*). — Conspiration contre la représentation nationale , 244 et *suiv.* (*Voyez JOURNÉES DE PRAIRIAL*). — Conspiration en Sicile , 282. (*Voyez PALERME*). — Indices d'une conspiration royale et de nouveaux troubles , 334 , 351 et 354. — AN LV. Dénonciation de ses agens ; détails et mesures y relatives , 1 , 7 et 15. (*Voyez JOURNÉE DU 13 VENDÉMAIRE , PARIS et COMMISSIONS MILITAIRES*). — Conspiration de Lemaître ; pièces y relatives ; son arrestation ; son procès , 26 , 28 , 30 , 31 , 38 , 44 , 45 , 49 et 58. (*Voyez LEMAITRE*). — Débats au parlement d'Angleterre sur les conspirations mises en avant par les ministres , 66. — Conspiration en Hongrie contre le gouvernement ; arrestation des principaux chefs , 190. — Proclamation du directoire exécutif sur des manœuvres tendantes au rétablissement de la

constitution de 1793, 208. — Décret de peine de mort contre les conspirations tendantes au rétablissement de la royauté ou de l'anarchie et à la dissolution de la constitution de l'an 3, et débats y relatifs, 210, 211 et 212. — Une conspiration éclate à Sancerre; défaite des rebelles, 214. — Conspiration de Drouet et Babeuf; pièces et débats y relatifs, 237, 238, 239, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 256, 259, etc. (Voyez DROUET, BABEUF, HAUTE-COUR). — Lettre de Jourdan sur la liaison de cette conspiration avec les espérances du prétendant, 278. — Réflexions sur le jugement du tribunal criminel de la Seine, qui nie la conspiration de vendémiaire, et en acquitte les prévenus, 338. — Conspiration du camp de Grenelle; messages du directoire y relatif; traduction des prévenus devant une commission militaire, et liste de ses membres, 356, 359, 360 et 361. — Réflexions de Lenoir Laroche sur cette conspiration et les effets qu'elle peut produire, 363. — Ordre du jour sur la proposition du directoire, de n'accorder qu'un défenseur officieux pour tous les prévenus dans cette affaire, 364. — AN V. Même décision sur une réclamation de ces derniers contre leur traduction devant une commission militaire, 1. — Jugemens rendus contre eux, 2, 11, 20, 33 et 42. — (Voyez GRENELLE et COMMISSIONS MILITAIRES). — Motion de Bailleul sur les conspirations, les rassemblemens séditieux et les lenteurs de la justice, 10. — Messages et rapport sur la conspiration Lavilleheurnoy, ayant pour but le rétablissement de la royauté; extrait du plan; accusations contre divers députés qui y sont désignés comme ministres ou premiers fonctionnaires publics; pièces y relatives; arrêté du directoire qui en traduit les auteurs devant un conseil militaire; discussion à ce sujet; déclarations et pièces nouvelles dans cette affaire; rapport du ministre qui déclare les prévenus justiciables d'un conseil de guerre, 135 jusqu'à 143. — Interrogatoire de Lavilleheurnoy, Dunan, Brottier et autres; pouvoirs qu'ils tenaient du ci-devant *Monsieur*, 143, 144, 145, 146, 147 et 151. — Rapport sur les tentatives faites pour les extraire du Temple pendant la nuit, 152. — Félicitations au sujet de la découverte de cette conspiration; nouvelles pièces

y relatives; rapport sur la coïncidence de ses moyens avec ceux de la conspiration Babeuf et de la cour en 1791; ouverture des séances du conseil militaire; réclamation contre sa compétence; lettre du ministre à ce sujet; message du directoire et débats y relatifs; interruption et reprise de la procédure; interrogatoire et déclarations des prévenus; résumé du rapporteur à leur égard; leur défense; jugement dans cette affaire; arrêté du directoire, ordonnant une nouvelle poursuite des accusés, comme n'ayant été jugés que sur le crime d'embauchage, 154, 155, 165, 168, 172, 174, 181, 182, 185, 186, 187, 188, 189, 191, 192 et 194 jusqu'à 201. (Voyez BROTTIER, DUNAN, LAVILLEHEURNOY et autres co-accusés, COCHON, MALO, RAMEL et CONSEILS MILITAIRES). — Rapport et projet pour diminuer la peine des grands coupables qui révèlent des complots contre la liberté, 156. — Conspiration du Piémont, 160. (Voyez PIÉMONT et TRONBETTA). — Message du directoire exécutif concernant les écrivains qui favorisent les conspirations; rapport du bureau central sur les inconvéniens de la peine de mort, trop prodiguée par les lois contr'eux, 170. — Le gouvernement prussien en poursuit une en Silésie, 207. — Symptômes de conspiration signalés et dénoncés aux cinq-cents, 300. — Doucet dénonce celle dont il voit le corps législatif menacé, et déclare qu'on doit lui en attribuer une venue de Bâle, 317. — Fargues en dénonce un autre, dans Paris, qui a pour but l'égorgement de 208 députés, 331. — Discussion sur le projet de Thibaudeau, qui soumet le crime de conspiration au jugement du tribunal de la commune où siège le corps législatif, 348. — Conspiration royale, 349 et *suiv.* (Voyez BAILLEUL, JOURNÉE DU 18 FRUCTIDOR, PARIS, PICHEGRU, etc.) — AN VI. Autre, découverte en Corse, 34. — Autre, découverte à Paris, et arrestation de 18 conjurés, 75. — Réflexions de Paultier sur le silence du gouvernement à cette occasion, 96. — Les faits dénoncés par le directoire sur les élections de l'année, sont présentés comme le résultat d'une conspiration, 132. (Voy. ELECTIONS). — Conspiration à Constantinople pour la liberté, découverte par le patriarche grec, 353. (Voyez

CONSTANTINOPLE). — AN VII. Projet tendant à exempter de la peine qu'il aura encourue celui qui dénoncera une conspiration dans laquelle il serait compromis, 52. — Découverte, à Milan, d'une conspiration en faveur de l'empereur, 162. (Voyez LAHOZ et MILAN). — Jugement de la conspiration royale du Tarn, 192. (Voyez TARN). — Dénonciation d'une conspiration formée par les Jacobins, 313. (Voyez COURTOIS). — Et d'une autre formée dans l'Ouest par les royalistes, 318. (Voyez ANARCHISTES, ROYALISTES, etc.)

CONSTITUANS (ex-). AN 1792. Leur affluence à Londres, 285. (Voyez DÉPUTÉS et ASSEMBLÉE NATIONALE CONSTITUANTE).

CONSTITUTIONS. AN 1789. Formation d'un comité de constitution, et liste des membres qui le composent, 15. — Demande préliminaire d'une déclaration des droits de l'homme en société, et plan du travail que se propose le comité, 16. — Fixation du sens du mot *Constitution*, *ibid.* — On décide en principe qu'il y aura une déclaration des droits dans l'acte constitutionnel; comité définitif pour sa confection, et noms de ses membres, 18. (Voy. DÉCLARATION DES DROITS). Vœu des cahiers, et opinions sur cet objet, 25. — Formation d'un nouveau comité pour en revoir le plan, 40. — Motions diverses sur son travail, écartées par un refus de délibérer; travaux du comité, présentés par Bergasse, 41. — Avantages du système des deux chambres, par Lally-Tollendal, 43. (Voy. DEUX-CHAMBRES). — Refus de délibérer sur la proposition de déclarer que la nation a le droit de revoir la constitution, 47. — L'ordre de son travail sème la mésintelligence dans l'assemblée, 48. — Plan de l'organisation du pouvoir législatif, 49. — Travail du comité, 65. — Discussion des articles sur la proposition des lois, 66. — Décret portant que ceux adoptés seront de suite soumis à la sanction du roi, 67. (Voy. LOUIS XVI et SANCTION ROYALE). — Texte des articles décrétés; précis des discussions qui les ont accompagnées, 76 et 107. — Les assemblées primaires sont tenues de prêter serment de fidélité à la constitution, 129. — Convenance pour la Belgique d'adopter celle de France, 131. — AN 1790. Le donaire de la reine est fixé à quatre millions, 161. — Parallèle de la

constitution de France avec celle d'Angleterre, par Lacroix, 196. — AN 1791. Décret relatif aux formes à observer lors de la présentation de la constitution, 218. — Révision et adoption de divers articles, 221 à 224. — Sur les assemblées électORALES, 225. — Sur la formation des législatures; sur l'exclusion des députés des places ministérielles; sur la régence et la famille royale; sur les assemblées du peuple, le roi, les ministres, les législateurs et la sanction, 226 à 228. — Sur la force publique, 229. — Sur la garantie des citoyens; les délits de la presse; l'absence du roi et la suspension de son pouvoir, 229, 255 et 236. — Sur la garde constitutionnelle, 237. — Sur sa révision; l'époque où elle pourra avoir lieu et les formes à remplir à cet égard, 244 et 245. — Décret pour sa présentation à l'acceptation du roi, 246. — Lecture de sa rédaction définitive; arrêté portant qu'elle est close, qu'on n'y peut plus rien changer; qu'elle sera envoyée aux départemens, et présentée à Louis XVI sans discours, 247 à 249. — Texte de cet acte, et décret portant que le roi sera invité à le faire proclamer avec solennité, et à notifier son acceptation aux puissances, 257 et 259. — Réponses de quelques cours étrangères à cette notification, 321. — Formation d'un comité de surveillance pour la connaissance des faits contraires à son exécution, 320. — AN 1792. Réfutation d'articles contre elle, 121. — On reproche à Louis XVI de ne pas l'aimer, malgré ses protestations d'attachement, 218. — Pétition accuse sa conduite d'être en état formel et perpétuel de désobéissance à cet acte, *ibid.* (Voy. LOUIS XVI et JOURNÉE DU 10 AOÛT). — Décret déclarant qu'il n'y a point de constitution sans la ratification du peuple, 266. — AN I^{er} 1793. Présentation par Condorcet des bases d'une nouvelle constitution, et d'un projet de déclaration des droits, 48 et 49. — Rejet d'une addition à ce plan, relative à sa discussion par le corps législatif divisé en deux sections, 53. — Plan par St-Just, 115. — Opinions de Pétion et Daunou sur cet objet, 118. — Principes de la constitution universelle par Anacharsis-Cloots, 120. — Plan de constitution par Vergniaud, 131. — Discussion sur ses bases et proposition d'un pacte social par Isnard, 132. — Ordre de travail adopté pour sa délibéra-

tion, 140. — Discussion sur l'organisation des municipalités, 144. — Nouveau projet présenté par Hérault-Sechelles, 163. — Texte du rapport d'Hérault; adoption des articles sur l'unité de la république et l'état des citoyens, 164. — Autres sur les assemblées primaires et les élections, 165. — Autres relatifs à la représentation nationale, et opinions de plusieurs députés à ce sujet, 166 et 167. — Débats sur les corps électoraux; admission de ce système; autres débats sur l'inviolabilité des représentans pour leurs opinions, 168. — Articles adoptés sur les tenues des séances et les fonctions du corps législatif; la déclaration de guerre rangée au nombre des lois; conseil exécutif composé de vingt-quatre membres, et sa résidence auprès du corps législatif, 169. — Discussion sur la demande de jurés pour les tribunaux civils, 170. — Articles adoptés concernant l'administration générale, l'arbitrage forcé, le tribunal de cassation, les contributions et la force publique, 171. — Débats sur les relations étrangères et la garantie des droits, 172. — Articles adoptés sur la justice civile, 173. — Rejet des jurés au civil; création d'arbitres publics, 174. — Rédaction définitive de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen, et de l'acte constitutionnel; leur proclamation au bruit de l'artillerie, et au cri de *Vive la République!* rejet d'un chapitre additionnel sur la censure du peuple contre ses députés, 177 et 178. — Décret relatif à son acceptation, 181. — Adresse au peuple, et décret de peine de mort contre tout contre-facteur de cet acte; instruction sur le mode d'acceptation, 182 et 183. — Texte du rapport de Barrère sur son acceptation proposée aux assemblées primaires, 184. — Son envoi aux départemens; acceptations, 186, 188, 190, 192, 198, 199, 201, 202, 203, 204, 206, 208, 211, 216, 218, 222, 225, 226, 227, 240, etc. — Demande de Gossuin pour que tous les procès-verbaux d'acceptation soient remis avant le 10 août, 210. — Extraits du rapport sur son acceptation; discours prononcés à la cérémonie qui a eu lieu à ce sujet, 224. — Détails y relatifs; propositions diverses et sans suite, contre les individus qui ne l'auront point acceptée, 225. — Réclamations contre les altérations du rapport sur son acceptation, 226. — AN II. 1793. Sa

suspension. (*Voy. GOUVERNEMENT - RÉVOLUTIONNAIRE*). — AN III. Discussion sur ses lois organiques, 163. — On en place le tableau dans la salle des séances de la convention, 171. — Demande de sa mise en activité; débats orageux sur sa conservation et le mode de son exécution; commission pour la confection de ses lois organiques, 184, 193, 198, 211, 217, 231. — Les cris séditieux lancés contre elles sont mis au rang des délits punis par la loi de grande police, 185. — Clauzel soutient qu'elle a été le vœu du peuple, puisqu'il n'a pas réclamé contre depuis le 10 thermidor; Sieyès, du même avis, ajoute qu'ayant été acceptée par le peuple dans les assemblées primaires, elle est la loi suprême, 188. — Demande de sa mise en activité et de la convocation des assemblées primaires pour le 10 floréal; plan de l'organisation de ses autorités, par Merlin, de Douai, 192. — Opposition de Gaston à toute modification qui pourrait en être proposée; pétitions diverses pour sa prompte organisation; système tendant à sa révision, pour revenir à celle de 1791, dénoncé par Thuriot; est demandée à grands cris par un attroupement d'individus de tout âge et de tout sexe qui s'était introduit par force dans la convention; son organisation subite réclamée par Hugnet afin de tranquilliser le peuple, et par la section de la Fidélité, 193 et 194. — Sa mise en activité est demandée par la section de la Halle-aux-Blés; ses lois organiques sont demandées au plutôt par Barras, 195. — Demande faite de son établissement pour rétablir le crédit, le commerce et l'abondance, *ibid.* (*Voy. JOURNÉE DU 12 GERMINAL*). — Projet présenté par Dupuis, tendant à lui donner le développement nécessaire pour la faire marcher, 201. — Opinion critique de Pelet contre elle, et changemens qu'il y propose, 202. — Demande faite par la section du Montblanc, qu'il lui soit donné l'ame nécessaire pour assurer sa force et sa durée, 203. — Rapport de Cambacérès sur ses lois organiques, et les moyens de les mettre partiellement et successivement en activité, 211. — La section de la Butte-des-Moulins demande que l'on écarte les entraves qui pourraient se trouver dans cette constitution; Blad s'oppose à l'ordre du jour réclamé, et il motive son opposition; décret de mention

mention honorable de cette pétition, 214. — Débats sur le plan de gouvernement présenté par la commission de ses lois organiques, 233 et 235. — Pétition contenant une sortie contre ce code décemviral, accepté par la terreur; elle excite de violens murmures, 238. — Est demandée au premier prairial, tant par les devises écrites sur les chapeaux, que par les cris les plus tumultueux, 245. — Décret pour annoncer aux citoyens entourant la convention la prochaine présentation de ses lois organiques, 248. (*Voy. JOURNÉES DE PRAIRIAL*). — Ecrit intitulé: *Balancier politique* sur les corrections à lui faire subir, 267. — Rapport et projet d'une nouvelle constitution, son envoi à toutes les communes de la république et aux armées; articles de Trouvé y relatif, 277 et 278. — Texte du discours préliminaire, 281 à 285. — Eloge de l'ouvrage de Lenoir-Laroche sur ce sujet, 287. — Discussion et adoption de la rédaction de la déclaration des droits, 289 et 290. — Débats sur la division départementale et le placement des municipalités, 292. — Autres sur la question de la conservation des districts, et adoption de plusieurs articles, 294 et 295. — Autres et adoption d'articles sur la contribution, 297 et 298. — Opinions sur l'état civil, 299. — Examen de l'article qui n'admet à voter dans les assemblées primaires que ceux qui ont appris une profession mécanique; discours sur les attributions des corps électoraux; on demande qu'ils soient chargés d'exprimer le vœu du peuple sur la constitution; opinions et débats y relatifs; les corps électoraux sont adoptés, 301 à 303. — Discussion et adoption de la division du corps législatif en deux conseils, de son organisation, des conditions pour y être admis, et de la durée des fonctions de ses membres, 304 à 308. — Projet de jury constitutionnaire de Sieyes, 307 et 308. — Discussion et adoption d'articles sur les conditions requises pour être électeur, sur le siège des assemblées électorales, et sur la gradualité des fonctions publiques, 309 et 310. — Sur l'organisation du pouvoir exécutif et la responsabilité de ses membres, 311, 312, 313 et 314. — Sur le pouvoir judiciaire, 315 et 316. — Autres articles, 317. — Réfutation par Laréveillère, des objections faites contre ceux sur le droit de paix et de guerre, 318. — Le bannissement à perpé-

Table alphabétique.

tuité des émigrés, et la garantie des acquéreurs de domaines nationaux sont décrétés en principe, *ibid.* — Décret portant que les Colonies françaises feront partie intégrante de la république, 323. — Nouveaux développemens donnés par Sieyes sur l'organisation du jury constitutionnaire, 323, 326 et 327. — Rapport de Berlier sur cette institution; elle est rejetée; débats y relatifs, 330, 331 et 332. — Adoption du titre de la révision, et débats, 332. — Rédaction définitive de la constitution, *ibid.*, 333, 334 et 335. — Convocation des assemblées primaires pour son acceptation, 337. — Articles additionnels consacrant l'inviolabilité de l'asile du citoyen pendant la nuit, le bannissement à perpétuité des émigrés, et la confiscation de leurs biens, 340. — Elle est présentée au peuple, *ibid.* — Annonces d'acceptations, 344, 352 et 354 jusqu'à 365. — Admission des réfugiés de l'Ouest à exprimer leur vœu, 345. — Autorisation donnée aux militaires se trouvant à Paris de se former en assemblée primaire pour le même objet, 355. — Rapport sur les procès-verbaux; elle est acceptée à la presque unanimité; envoi du tableau des votes aux départemens et aux armées, 356, 361 et 364. — AN IV. Autres acceptations, 1, 2, 3, 4, 6, 10, 21 et 23. — Résultat général des votes; elle est proclamée par la convention, loi constitutionnelle de l'état, 4. — Adresse où l'on voue à l'exécration ceux qui voudraient y faire des changemens, 5. — Décret qui fixe l'époque de sa mise en activité, et rapport à ce sujet, 15 et 17. — Mesures proposées pour assurer le passage de la révolution à son nouveau régime, 32. — Sa mise en exercice, et formation des pouvoirs par elle institués, 44 et *suiv.* — Article sur les bruits d'un parti accusé de vouloir celle de 1793, 71. — Décret pour qu'il soit prêté à la nouvelle serment de fidélité, à l'époque du 21 janvier, 117. — Proclamation du directoire sur les manœuvres tendantes au rétablissement de la précédente; peine de mort contre ceux qui le provoqueraient; conspiration ayant ce but, 208, 211, 212, 237 et *suiv.* (*Voy. BABEUF et CONSPIRATIONS*). — AN V. Celle de l'an 3 est adoptée par le congrès cispadan de Reggio, sauf quelques modifications sur

la représentation et l'éligibilité, 145. — Nomination d'une commission pour l'examen des lois qui sont en opposition avec elle, 168. — Thibaudau et Marbot signalent des commencemens d'attaque d'un parti contre elle, 261 et 270. — Proclamation du directoire, portant que tout individu qui réclamerait celle de 1793 sera fusillé à l'instant, 349. (*Voy. JOURNÉE DU 18 FRUCTIDOR*). — AN VI. Prédiction de l'enterrement solennel de celle de l'an 3, par l'enchaînement du corps législatif, résultant du projet sur les élections, 231. — Rouault, à l'occasion de la résolution sur le remplacement des juges par le directoire, trouve qu'elle contient un germe de mort, et propose d'y remédier, 242. — Lucien Bonaparte dit que les changemens de Trouvé dans la constitution cisalpine ne sont qu'un essai pour en venir à la destruction de celle-ci, dont il fait l'éloge; il demande que sa révision ne puisse avoir lieu que par des moyens constitutionnels, et que toute autre tentative soit réputée attentat, 334. — Ordre du jour sur la motion précédente, 335. — Réflexions du *Patriote-Français*, qui attribue aux anarchistes le projet de la renverser, 336. — AN VII. Lucien Bonaparte, lors de la prestation du serment de fidélité, demande à jurer de mourir pour elle, 14. — Article officiel sur les bruits d'un changement qu'elle devait subir, 225. — Reproches faits au directoire de l'avoir violée, et mesures à ce sujet, 271 et suiv. (*Voy. JOURNÉES DES 28 et 29 PRAIRIAL*). — Discours divers sur l'intention du corps législatif de la maintenir, 302 et 303.

CONSTITUTION MILITAIRE. (*Voyez ARMÉE*).

CONSULATS et CONSULS. AN 1791. Serment prêté par plusieurs consuls et vice-consuls, 39. — AN II. 1793. Suppression du bureau des consulats, 20. — AN IV. Ils sont rangés dans les attributions du ministère des relations extérieures, 15.

CONTRAINTÉ PAR CORPS. AN 1790. Réflexions sur cet objet, par Peuchet, 27. — Sera exécutée par les receveurs d'impositions, 358. — AN 1792. Décret qui la supprime pour mois de nourriture, 239. — AN 1^{er}. 1793. Son abolition, 70. — AN III. Pétition pour son rétablissement, 244

et 329. — AN V. Motion sur le même objet; 82. — Rapport de Jean-Debry pour son rétablissement en matière civile; discussion et décret en conséquence, 156, 162, 163, 172, 173, 175, 176 et 179. — AN VI. Rapport sur un nouveau mode de son exercice, 14 et 59. — Discussion et résolution y relative, 105 et 110. — Nouveaux débats et approbation de la mesure précédente, 178, 191, 193, 204 et 205. — Décret sur son exercice à l'égard des étrangers, 218.

CONTRATS DE VENTE. AN III. Suspension de toute action en rescision de contrats de vente pour cause de lésion d'outre moitié, 349. (*Voyez ACTIONS EN RESCISION*).

CONTRE-AMIRAUX. AN 1792. Décret relatif à leur nomination, 176. (*Voy. MARINE*).

CONTREBANDIERS. AN 1791. Combat entre une troupe de ces individus et les chasseurs des barrières, 26. — Lettre du maire de Paris y relative, 29.

CONTRE-SEING. AN 1790. Discussion sur ses abus, 82. — Décret pour les réprimer, 283. — AN 1792. Nouveaux abus; décret qui en ôte la faculté au maire de Paris, 306. — AN V. Commission formée pour réprimer ses abus, 6. — AN VI. Arrêté du directoire, relatif à sa suppression, 31. — Rejet d'une résolution qui accordait 60 francs d'indemnités aux représentans, pour sa suppression, 35 et 46. — Nouvelle résolution qui est adoptée, 59, 64, 65 et 69. — AN VII. Arrêté du directoire relatif à sa suppression pour les fonctionnaires publics, 76.

CONTRIBUTIONS. AN 1789. Discussion et déclaration relative au droit de consentir à la contribution, 47 et 66. — Discussion et décrets relatifs aux impositions des privilégiés, 61, 62, 63, 99 et 118. — Pétition d'un curé à portion congrue, qui demande d'y être assujéti, ainsi que ses confrères, 63. — Débats et décret sur la contribution extraordinaire du quart du revenu; adresse y relative, proposée par Mirabeau, 67 et 68. — Autre décret ordonnant la répartition des contributions sur tous les biens, et le renouvellement annuel, à la charge par le corps législatif de voter le paiement de la dette nationale et de la liste civile, 68. — Réclamation de la province de Champagne contre leur ancienne répartition, 95. — Délai de

deux mois accordé pour faire les déclarations ; impression ordonnée de la liste des contribuables , 126. — AN 1790. Mode du recouvrement des impositions , 31 et 32. — Envoi de commissaires pour en former les rôles , 73. — Décret sur la forme des contributions des villes , 82. — Rapport sur les moyens de faire payer la contribution patriotique , et décret en conséquence , 84, 86 et 87. — Admission des quittances de don gratuit pour la contribution des ecclésiastiques , 90. — Mesures pour la confection des rôles , 136. — Etat de la contribution patriotique ; rapports et décrets divers sur les moyens d'en procurer l'acquittement , 156 , 200 , 221 , 299 et 355. — Fonds général destiné à secourir les contribuables , 163. — Mesures pour la perception , 195. — Rapport sur les contributions en général , 231. — Autre sur la contribution foncière ; discussion y relative ; elle sera payée en argent , et déterminée chaque année par le corps législatif ; sa perception ; évaluation du revenu net pour la cotisation ; suite du décret , et instruction y relative , 256 , 259 , 260 , 261 , 267 , 279 , 280 , 281 , 285 , 290 , 309 , 310 , 325 et 328. — Nomination des commissaires du contentieux des contributions , 284. — Etablissement de la contribution foncière , 288 et 289. — Exemption des usines rurales et des ateliers , 291 et 292. — Rapport sur la contribution personnelle , et décret y relatif , 293 , 296 , 297 , 298 , 300 , 301 et 302. — Autre sur les fonctions des receveurs des contributions , 320. — Dispositions concernant celles des départemens et districts , 338. — Rapport sur la répartition de la contribution foncière , 342. — Décrets sur celles mobilière et personnelle ; leurs bases , 344 , 345 et 346. — Comptabilité des receveurs généraux , 355. — AN 1791. Lettre d'Amelot , au sujet des contributions , 14. — Décret qui admet en paiement de celle patriotique , les brevets de retenue et de décompte , 24. — Rapport du comité des contributions publiques sur ses travaux , 36. — Décret qui soumet à celle foncière , les droits non supprimés , 54. — Autre pour la reddition des comptes des receveurs de la contribution patriotique , 57. — Tableau de ses recouvrements , 70. — Décret sur la répartition de la contribution foncière ; est

fixée à 240 millions , et la contribution mobilière à 60 millions , 77. — Fonctions attribuées au ministre chargé de ce département , 104. — Décret pour le mode de recouvrement des contributions arriérées , 141 et 142. — Autre pour leur répartition , 148. — Lettre du ministre y relative , 159. — Décret qui charge les directoires administratifs de leur répartition , 164 et 165. — Autre décret pour la perception de celles de la ville de Paris , 169. — Adresse au peuple pour leur paiement , 176. — Décret sur le même sujet , 180. — Résultat des rôles et produit de la contribution patriotique , 200. — Décret pour le mode de réduction des contributions , 211 et 212. — Dégrèvement pour plusieurs départemens , 230. — Etat de leur recouvrement , 264. — Mode de leur versement dans les caisses de districts , 270. — Décret pour leur fixation , 274. — Rapport du ministre des contributions publiques sur l'état de ce département , 286 et 295. — Observations de Rabaud contre l'assertion que le peuple en payera plus que par le passé , 317. — Décret relatif à leur retenue sur les intérêts des capitaux , 364. — AN 1792. Rapport de Tronchet sur la contribution foncière et mobilière , 57. — Discussion de celui de Malus sur le même objet , 60 et 61. — Pétition pour l'assujétissement du roi au paiement des contributions , 73. — Décret pour accélérer le recouvrement de celles de 1791 et de 1792 , 81. — Discussion sur la fixation du *maximum* de la contribution foncière , 92 et 100. — Décret qui enjoint aux créanciers et pensionnaires de l'Etat de justifier du paiement de la contribution patriotique , 104. — Les cotisations de celle foncière sont fixées au cinquième du revenu , 202. — Rapport de Guyton sur les demandes en dégrèvement , 257. — Leur tarif général , par Gauthier , 263. — Décret qui maintient la continuation de la perception des contributions existantes , 266. — Rapport d'Anacharsis-Cloutz sur le mode de levée des contributions en pays étrangers , 296. — AN I.^{er} 1793. Décret sur le mode de répartition des contributions additionnelles , 84. — Rapport de Vernier sur celle mobilière , 87. — Marat propose de remettre celles arriérées aux départemens ravagés par les rebelles ; 94. — Décret pour le prompt acquittement de

celles arriérées, 131. — AN II. 1793. Autre pour la fixation et le mode de répartition de celle mobilière de l'année, 70. — Rapport sur la foncière, 150 et 158. — Décret contre l'impôt en nature, 160. — Autre sur la confection des rôles de la contribution mobilière, 213. — Autre pour les dégrèvements, 225. — Autre, portant suppression de l'impôt destiné à remplacer les droits sur les sels, cuirs, etc., et son remplacement par le résidu des rôles supplétifs, 231 et 259. — Rapport sur les vices du système des sous additionnels, et décret à la suite, 235 et 236. — Autre décret sur la contribution foncière établie dans les pays nouvellement réunis à la république, 236. — Autre sur le mode de remboursement des surcharges de la contribution patriotique, 244. — Projet de Ducher sur l'assiette et la perception de celles foncière et mobilière, 247. — Opinion d'Isoré sur le meilleur mode de contribution foncière, 257. — Etablissement d'une contribution extraordinaire de guerre, 259. — AN III. Annonce de l'arrivée de 29 chariots d'argenterie provenant des contributions de la Belgique, 12. — Décret qui attribue au département de Paris la connaissance du contentieux des contributions, 30. — Proposition tendante à en exempter, pendant quatre ans, les départemens frontières du Nord qui ont été ravagés par l'ennemi, 69. — Décret et instruction sur les contributions directes de 1794, 89 et 116. — Proposition de réduire la contribution foncière au neuf dixièmes, 232. — Sont déclarées payables, pendant trois mois, en assignats de cinq livres à face royale, démonétisés, 240. — Levée de contributions militaires sur le clergé de Cologne, 271. — Discussion sur la contribution comme objet constitutionnel, 297. — Rapport du comité des finances, et décret relatif à la contribution personnelle, 304 et 328. — Décret définitif sur l'acquittement de la contribution foncière, 308. — Rapport sur l'exécution de la loi qui ordonne le paiement en nature de la moitié de celle due pour l'année, 356. — Adoption du projet présenté à cet égard, 358. — AN IV. Décret concernant la contribution des pays réunis, 43. — Rapport pour l'évaluation de la contribution foncière, *ibid.* — Etablissement d'une contribution extraordi-

naire de guerre, *ibid.* — Motion pour la suspension de la loi qui ordonne le paiement de la contribution foncière en nature, 45. — Décret sur le mode de ce paiement, 70, 73, 74 et 81. — Autre qui fixe le mode de la retenue par les fermiers qui l'auraient effectué pour les propriétaires, 97 et 98. — Dispositions pour la répartition des contributions directes de l'année, 136. — Rejet d'une résolution pour l'exercice de la contribution foncière, 143, 144 et 170. — Arrêté du directoire portant qu'il ne sera reçu qu'un quarantième de monnaie de cuivre pour le paiement des contributions, 146. — Propositions diverses pour leur paiement ennuméraire, ou en nature, ou en assignats, 159. — Résolution pour le paiement de celles arriérées, 190 et 194. — Elle est rejetée, 202 et 203. — Projet relatif à la contribution foncière, et discussion sur le mode de son paiement, 214, 220, 221, 227, 228 et 231. — Résolution portant que celle de l'année sera payée moitié en nature et moitié en mandats, 237. — Nouvelle résolution pour son paiement total en mandats; son approbation; discussion y relative, 253, 254, 255, 258, 259, 276, 277 et 284. — Rejet d'une autre résolution attribuant au bureau central de Paris les opérations relatives aux contributions directes, 258, 265 et 267. — Résolution qui fixe le prix du blé pour le paiement de la contribution foncière; discussion y relative, 291 et 296. — Décret relatif aux dégrèvements pour l'année, 303 et 311. — Autre pour la conservation provisoire de la commission des contributions directes, 308 et 312. — Autre pour l'établissement d'une contribution personnelle et somptuaire, 322, 323, 330 et 332. — Autre pour leur paiement en numéraire ou mandats au cours, 327 et 332. — Autre relatif à leur acquittement, pendant un mois, en mandats, 344 et 347. — Nouvelle résolution pour leur paiement, à l'avenir, en numéraire ou en mandats au cours; elle est rejetée, 360 et 365. — AN V. Motion sur l'acquittement de celles de l'année, 29. — Discussion sur les moyens coercitifs de les faire rentrer, et décret y relatif, 47 et 52. — Rapport de G. l'abbé Desmolières sur la personnelle et somptuaire, 98. — Autre projet sur la foncière, 110. — Motion de Fargues pour convertir en numé-

raire ou en mandats au cours l'octuple décrété par la loi du 22 thermidor sur la contribution personnelle et somptuaire, 122. — Dégrèvement accordé aux départemens de l'Ouest, 131. — Discussion sur la répartition des contributions; fixation de la foncière à 60 millions, et de la personnelle à 240 millions, 131, 150 et 168. — Décret ordonnant la perception d'un second cinquième de celles de l'année, 172 et 173. — Rejet d'une résolution relative aux rôles des contributions dans les neuf départemens réunis, 182. — Rapport sur le vice radical du nouveau système des contributions directes, et projet de création d'une inspection générale; résolution et instruction en conséquence; rejet de cette mesure; discussion y relative, 200, 201, 204, 205, 206, 209, 211, 213, 249, 250 et 252. — Nouveau rapport de Gilbert-Desmolières sur la contribution foncière; dispositions relatives à son paiement en numéraire métallique et à sa répartition; discussion à ce sujet, 213, 214, 216, 219, 220 et 222. — Résolution relative à sa répartition, au mode de perception, aux décharges et réductions de l'année; discussion de ces mesures, et leur approbation, 223, 259, 260, 261, 264 et 266. — Décret qui admet en paiement des contributions les bons délivrés aux rentiers et pensionnaires, 228. — Commission spéciale chargée de préparer le mode et les bases de leur répartition pour l'an six, 253. — Message du directoire sur le déficit éprouvé dans leur rentrée, 255. — Réflexions sur les vues de l'organisation actuelle de la contribution foncière, 270. — Décret relatif à leur perception, 276. — Autre sur le paiement en numéraire du 3.^{me} cinquième de celles de l'an quatre, à valoir sur les contributions directes de l'an cinq, 281 et 294. — Rejet de deux résolutions concernant les contributions personnelle, mobilière et somptuaire, 285, 296 et 317. — Adoption d'une autre sur le même objet, et discussion y relative, 317 et 318. — Rejet d'une autre sur les décharges et réductions de contributions foncières, 295. — Article qui réduit la contribution foncière pour l'an six, à 228 millions, 362. — AN VI. Nouveau rapport pour l'établissement d'une inspection générale, chargée du recouvrement de celles directes; adoption de cette

mesure, et discussion y relative, 24, 25, 56, 57 et 58. — Discussion relative aux contributions foncière et personnelle des Colonies-Occidentales, et rejet de la résolution prise à ce sujet, 55 et 110. — Adoption d'une autre sur le même objet, 118 et 121. — Projet de charger les bureaux centraux de leur recouvrement, et rejet de la résolution sur cet objet, 137, 161 et 175. — Adoption d'un projet sur le traitement des employés de l'agence des contributions, 141. — Décret qui autorise le ministre de l'intérieur à ordonnancer sur celles directes de Paris le cinquième des recouvrements qui en proviendront pendant cinq décades, 246 et 247. — Motion pour l'établissement d'un droit d'action en égalité d'impôt d'un département à un autre, 326. — Résolution qui fixe les contributions à 600 millions, 341. — Message du directoire pour la réduction de la contribution personnelle, 350. — Rapport et discussion sur le dégrèvement des contributions directes, *ibid* et 357. — AN VII. Décret sur la perception des contributions directes jusqu'à l'entier complément des rôles de l'an V, 12 et 18. — Autre relatif aux contributions personnelle, mobilière et somptuaire des années V et VI, 12. — Autre pour la répartition de la contribution foncière de l'année, fixée à 110 millions en principal; tableau général y annexé, 17 et 40. — Discussion sur l'assiette et le recouvrement de la contribution foncière; rapport à ce sujet, et décret sur la répartition d'un impôt foncier, d'après le revenu net des propriétés, 20, 21, 67, 68, 69 et 70. — Projet, discussion et adoption de résolutions qui créent une contribution extraordinaire sur les portes et fenêtres, 27, 44, 47, 63, 71 et 245. — Rapport et décret sur les contributions personnelle, somptuaire et mobilière de l'année, 58, 59, 81, 82, 97, 98 et 99. — Réflexions de Lecouteux sur celles proposées pour l'an VII, 62. — Lettre du ministre des finances aux agens des contributions directes, sur l'envoi des états décadaires, 68. — Arrêté du directoire, relatif au paiement de la contribution foncière, par les communes réunies à un département, 127. — Motion sur le mode de son dégrèvement, 165. — Rapports et décrets y relatifs, 189, 190, 269 et 278.

— Décret pour une augmentation dans les contributions, à titre de subvention de guerre, 244 et 248. — Contributions imposées par les Français, en Egypte, 292. — Décret qui règle le mode de paiement des contributions directes en bons sur l'état, 293 et 296. — Dénonciation d'une municipalité de Paris contre la commission de ce nom, 305. — Réflexions de Boscq sur les contributions, 310. — Décret relatif à celles de l'an VIII, 353. (Voy. FINANCES, IMPÔTS).

CONTUMACES. AN II. 1794. Décret sur les condamnés par contumaces, 304. — Nouvelles dispositions, 307. — AN IV. Rejet de la proposition de leur donner des défenseurs officieux, 41. — AN VII. Adoption d'un projet sur les secours à accorder à leurs parens, 322. (Voy. TRIBUNAUX, CONSEILS et COMMISSIONS MILITAIRES).

CONVENTION NATIONALE. AN 1792. Décret qui ordonne sa formation, 225. — Adresse sur les motifs de sa convocation, 229. — Décret qui la convoque pour le 20 septembre, 265. — Son installation; elle déclare la royauté abolie, et l'établissement de la république une et indivisible, 266 et 271. — Félicitations que lui adresse à ce sujet le conseil exécutif provisoire, par l'organe de Monge, 267. — Elle déclare toutes espèces de fonctions incompatibles avec celles de ses membres, 270. — Commission chargée de présenter les moyens de lui donner une force publique prise dans tous les départemens; et discussion y relative, *ibid* et 271. (Voy. GARDE DÉPARTEMENTALE). — Projet d'adresse de cette assemblée aux Savoisiens, présenté par Anacharsis-Clootz, au nom du genre humain, 274. — Elle nomme dans son sein une commission extraordinaire de vingt-quatre membres, pour lever les scellés sur trente-deux cartons contenant des pièces sur les dilapidations de la cour, et déposés au comité de surveillance de la commune de Paris, 276. (Voy. PARIS). — Demande de Merlin de Thionville, qu'elle juge Louis XVI, et soit pour lui juré d'accusation et juré de jugement, *ibid*. — Son adresse aux treize Cantons helvétiques, 284. (Voy. SUISSE et GENÈVE). — Motion tendante à défendre à ses membres de toucher deux traitemens; discussion à ce sujet, 294. — Son

adresse aux volontaires de 1791, pour les inviter à ne pas profiter de la loi qui les autorise à quitter leurs drapeaux, *ibid*. — Ses démêlés avec la commune de Paris, 300 et *suiv*. — Décret portant qu'aucun de ses membres ne pourra accepter de fonctions publiques que six ans après l'établissement de la nouvelle constitution; réclamation sans suite contre cette mesure, 302 et 304. — Provocation d'une explication franche sur les défiances qui la divisent; proposition d'interdire à ses membres toute dénonciation particulière, 305, 311 et 313. (Voy. J. B. LOUVET et ROBESPIERRE). — Rapport et décret à la suite, par lequel elle déclare qu'elle jugera Louis XVI; détails de ce procès, 314 jusqu'à 341 et *suiv*. (Voyez LOUIS XVI, FRANCE et PARIS). — Lettre prophétique sur ses divisions, 315. — Discours de Pétion et rapport du ministre Roland sur la rivalité que lui oppose la commune de Paris, *ibid*. (Voy. ROLAND et commune de PARIS). — Réponse de son président à une adresse des amis du peuple de la Grande-Bretagne, de la ville de Newington, qui la félicitent de la défaite des ennemis coalisés contre la république française, 317. — Pétion invite ses membres à l'oubli des haines et des préventions, *ibid*. (Voy. FÉDÉRÉS, FÉDÉRALISME et GARDE DÉPARTEMENTALE). — Elle déclare que la nation française accorde secours et fraternité à tous les peuples qui voudront recouvrer leur liberté, 325. — Réponse de son président à une députation du peuple savoisien exprimant le vœu de sa réunion, 328. (Voy. FRANCE et SAVOIE). — Décret portant qu'il ne sera plus délivré de congé à ses membres, 341. — Nombreuses adresses où on les invite à l'union, 344. — Débats sur le droit qu'a cette assemblée d'expulser de son sein ceux de ses membres qui portent ombrage à la liberté, 356. (Voyez d'ORLÉANS). — Son adresse aux Etats-Unis d'Amérique, 358. — Elle est accusée au parlement d'Angleterre de viser à la république universelle, 362. — Pétion blâme les violences et les personnalités qui semblent la déchirer, à l'occasion du procès de Louis XVI, 363. — Agitations tumultueuses dans ses tribunes à cette occasion, 364. — Repousse l'intercession de l'Espagne dans ce procès, 365. — Décret qui autorise ses

commissaires aux armées à faire toutes les réquisitions, arrestations, destitutions et remplacements nécessaires, à la charge de lui en rendre compte, 366. (*Voyez DÉPUTÉS*). — AN I.^{er} 1793. Reproche fait aux sections de Paris d'avoir cherché à l'influencer par des pétitions, 2, 3, 13 et 15. — Dénonciation de projets d'adresses attribués au parti Roland, pour en faire expulser Robespierre, Billaud-Varennes, Panis et Marat, 3. — Elle forme dans son sein un comité de défense générale, *ibid.* — Assassinat de Lepelletier-St-Fargeau, l'un de ses membres, et son adresse aux Français à cette occasion, 23 et 29. (*Voyez son article*). — Manuel déclare que, telle qu'elle est composée, elle ne peut sauver la France; Lanjuinais déclare qu'il n'y veut pas siéger plus long-temps à côté des promoteurs des assassinats du 2 septembre, *ibid.* et 24. (*Voyez JOURNÉE DES 2 et 3 SEPTEMBRE, MARAT et FACTIONS*). — Rapport du décret portant qu'aucun de ses membres ne pourrait exercer de fonctions publiques que six ans après la constitution, 25. — Déclare la guerre au roi d'Angleterre et au stathouder; son adresse au peuple anglais à ce sujet, 33 et 34. — Autre adresse au peuple batave, 64. — Troubles dans cette assemblée; Isnard demande si elle n'est plus qu'une machine à décrets dans les mains d'une faction, 65. — Dénonciation d'un complot contre elle, 71, 73 et 75. (*Voy. GARAT et CONSPIRATIONS*). — Elle organise un tribunal criminel extraordinaire pour les délits révolutionnaires, 71 et 72. (*Voy. TRIBUNAL RÉVOLUTIONNAIRE*). — Buzot lui reproche le despotisme qu'elle exerce par la cumulation de tous les pouvoirs, 72. — Discussion et rejet de la proposition de Danton, tendante à choisir les agens exécutifs dans son sein, 73. — Adresse par laquelle on l'invite à traduire au tribunal révolutionnaire Brissot, Pétion, Buzot, Guadet, Vergniaud et autres de ses membres; débats y relatifs, 74. (*Voy. leur article*). — Discours de Thuriot, Vergniaud et Marat sur les circonstances où elle se trouve, et sur l'égarement de l'opinion publique, *ibid.* et 75. — Pétition contre la composition de ses tribunes, attribuée à Gouy-d'Arcy, 78. — Son adresse au peuple, relativement à l'état révolutionnaire où il se trouve,

79. — Barrère l'invite à abjurer ses divisions, ainsi que les distinctions dans son sein de *côté droit* et de *côté gauche*, 82. — Elle organise un comité de salut public, 83, 99 et 100. (*Voyez ce nom*). — Pétition tendante à faire marcher la moitié de ses membres à la tête de l'armée, 88 et 96. — Elle déclare qu'elle s'occupera incessamment d'une constitution, 89. — Lettre dans laquelle Dumourier lui attribue tous les malheurs de la France, et traite ses membres de régicides, 92. — Autre lettre du même, dans laquelle il déclare qu'à son entrée sur le territoire français, il divisera son armée en deux corps, l'un contre l'ennemi extérieur, l'autre pour soutenir la partie saine et opprimée de l'assemblée; accusation de complicité, par suite, contre divers membres, 95, 96, 102, 103, 104, 105 et 106. (*Voy. BRISSOT et D'ORLÉANS*). — Ses commissaires arrêtés par ce général et livrés aux Autrichiens, 95 et 96. — Proposition faite par Garnier de Saintes, pour que, dans cette circonstance, elle s'empare de tous les pouvoirs, *ibid.* (*Voyez DUMOURIER*). — Pétition pour faire disparaître toute distinction de parti dans son sein, 99. — Arrestation de Marat et sa traduction au tribunal révolutionnaire, 106 et 107. (*Voyez son article*). — Pétition de la commune de Paris pour consulter les assemblées primaires sur l'expulsion de vingt-deux députés; discussion y relative, et improbation de la pétition; réclamations diverses à ce sujet, 108, 109, 110, 112, 113 et 127. (*Voyez PARIS*). — Manifeste de la convention nationale à tous les peuples et à tous les gouvernemens, 109. — Une députation de la Gironde dénonce une adresse dans laquelle on propose le massacre d'une partie de ses membres; discussion à ce sujet, 110 et 111. — Evacuation ordonnée de l'une de ses tribunes, où se sont manifestées des improbations à l'occasion de la taxe sur les grains, 122. — Des pétitionnaires lui demandent le maximum, la réiliation des baux et une contribution sur les riches, et en cas de refus, se déclarent en état d'insurrection; proposition à cette occasion pour la réunion de ses suppléans à Tours ou à Bourges, à l'effet d'empêcher l'usurpation des pouvoirs par la municipa-

lité de Paris ; débats y relatifs , 124. — Vergniaud se plaint de ce que le respect pour la convention est devenu un crime de *lèse-municipalité* , 128. — Extension des pouvoirs de ses commissaires près les armées ; proposée par le comité de salut public , et débats à ce sujet , 129. — Décret pour la tenue de ses séances dans le nouveau local préparé au palais national des Tuileries , 131. — Elle adopte le premier article de la constitution , 133. (*Voyez CONSTITUTIONS*). — Motion faite aux Jacobins de tirer le canon d'alarme , fermer les barrières et exterminer les scélérats , les partisans de Dumourier , les conspirateurs dont elle se compose en partie , 136. (*Voyez SOCIÉTÉ DES JACOBINS*). — Troubles excités dans ses tribunes par des femmes ; violens débats à ce sujet ; le président déclare qu'on veut la dissoudre pour favoriser la descente des Anglais et la contre-révolution ; d'autres membres déclarent qu'on prépare un mouvement , et renouvellent la proposition de la réunion de ses suppléans à Bourges ; décret à la suite , qui nomme dans son sein une commission de douze membres pour la recherche des complots et l'examen des arrêtés de la municipalité de Paris depuis un mois , 140 , 141 et 142. — Dénonciation d'un complot formé contre elle dans une assemblée de sections , présidée par le maire , et arrêté du conseil-général à ce sujet , 144 et 146. — La commission déclare qu'elle a en main le fil de la conspiration , et fait adopter des mesures de sûreté ; débats y relatifs , 144 , 145 et 146. (*Voyez HÉBERT , PACHE et commune de PARIS*). — Dénonciations contre cette commission ; on réclame l'arrestation de ses membres ; elle est supprimée , puis maintenue , et enfin supprimée définitivement ; arrestation de ceux qui la composaient , 147 , 148 , 149 , 150 , 151 , 152 , 154 et 156. — Décret portant que tout membre de la convention qui se permettra les noms de *factieux* , de *scélérat* contre ses collègues , en sera chassé , 147. — Démenti de l'inculpation qu'il ait été fait à Marseille une levée de six mille hommes pour marcher contre Paris et dissoudre cette assemblée , *ibid.* — Discours d'Isnard sur les atteintes dont elle est menacée , *ibid.* et 149. — Pétition de l'établissement d'un

tribunal qui jugerait ses membres à la fin de sa session , 148. — Marat soutient l'existence dans son sein d'une faction qui veut rétablir la royauté , *ibid.* — Dénonciation de la conspiration qui se trame contre elle à l'évêché ; indignation manifestée par diverses députations contre son état d'avilissement ; adresses en sens contraire ; arrestation de Brissot , Guadet , Vergniaud et autres députés dénoncés par la commune de Paris , à la suite de l'insurrection , 152 , 153 , 154 , 155 et 156. (*Voyez JOURNÉES DES 31 MAI , 1.^{er} et 2 JUIN* , et les noms de ces députés). — Proclamation par laquelle elle appelle les citoyens à une réunion fraternelle pour le 10 août , 154. — Sortie de Bourdon de l'Oise contre le côté droit , 159. — Adresse d'Angers contre la société des Jacobins , la commune et les sections de Paris qui ont appelé sur la tête d'une partie de ses membres la hache des proscriptions ; autres en sens contraire , *ibid.* (*Voy. ADRESSES*). — Ses commissaires sont incarcérés à Lyon , *ibid.* — Les membres de son comité de salut public s'offrent en otage de leurs collègues arrêtés ; discussion et rejet de cette mesure , 160 et 161. — Discussion d'un nouveau projet de constitution présenté par Hérault-Sechelles , et son adoption , 163 , 164 et *suiv.* (*Voy. CONSTITUTIONS*). — Demande de la révision de ses décrets depuis le 3 juin , par des députés de Laval , 164. — Décrets pour le remplacement de ses membres absens sans congé , mission , décret ou maladie , 168. — Inculpations de Billaud-Varennes contre le côté droit , pour n'avoir pris aucune part à la délibération sur la déclaration des droits de l'homme , 177. — Couplets chantés dans son sein , en l'honneur de la constitution et de la montagne , 188. — Dénonciation d'un bulletin du comité central de l'Hérault , où l'on invite ses députés actuels à se rendre aux chefs-lieux de département , pour y rester en état d'arrestation jusqu'à leur jugement par un grand jury national , 192. — Chabot accuse les membres du côté droit d'avoir influencé l'oppression des patriotes de l'Aveyron , 195. — Nouvelle sortie de Couthon contre eux , à l'occasion de l'assassinat de Marat , 198. (*Voy. MARAT et Charlotte CORDAY*). — La consen-

tion

tion décrète qu'elle assistera à ses funérailles, pour jurer sur sa tombe de défendre aussi constamment que lui la cause du peuple, *ibid.* — Rapport de Billaud-Varennes sur le système de conspirations dont il accuse les principaux chefs et meneurs du côté droit, *ibid.* et 205 à 208. — Autre de Saint-Just sur les trente-deux membres détenus, 199 et 200. — Annonce de la révolte de diverses communes contre la convention, 201. — Propos contr'elle attribué à Custine, 204. — Les envoyés des assemblées primaires se présentent dans son sein; cérémonie qui y a lieu pour l'acceptation de la constitution, 221, 224 et 225. — AN II. 1793. — Clôture de ses portes pour l'arrestation des signataires de protestations, 277 et 278. — Elle établit le gouvernement révolutionnaire, 23. (*Voyez* cet article). — Reçoit la renonciation du clergé de Paris au culte catholique, 49. — Assiste en masse à la fête de la Raison, 53. — AN II. 1794. Et à celle du 21 janvier, 123. — Décret contre le chant de couplets dans son sein, 177. — Procès de Danton, Camille-Desmoulins, Fabre-d'Eglantine, Chahot, Philippeaux et autres membres de cette assemblée, 192 à 197. (*Voyez* leur article). — Elle assiste à la fête de l'Etre-suprême, 259. — Procès de Robespierre, St-Just, Couthon et autres; permanence de ses séances; son adresse aux Français, 311 et *suiv.* (*Voy.* leur article et JOURNÉE DU 9 THERMIDOR). — Son épuration demandée par Bourdon, de l'Oise, 336. — AN III. Nomme dans son sein une commission pour examiner la conduite de Carrier; détails y relatifs, 41 et *suiv.* (*Voy.* son article). — Autre pour examiner celle de Billaud, Collot, Barrère et Vadier; leur procès; insurrection contre elle à ce sujet, et à l'occasion des subsistances, 99 à 194. (*Voyez* leur article et JOURNÉE DU 12 GERMINAL). — Nouvelles propositions pour son épuration, 199. — Nomme une commission pour examiner la conduite de Joseph Lebon; détails y relatifs, 231 et *suiv.* (*Voyez* son article). — Rassemblemens dirigés contr'elle; assassinat de Féraud; investissement et occupation du lieu de ses séances par les rebelles; décret qui ordonne sa permanence et met sa conservation sous la responsabilité de la commune de Paris; arrestation et procès de ceux de ses membres accusés d'avoir secondé la révolte,

Table alphabétique.

244 et *suiv.* (*Voyez* JOURNÉES DE PRAIRIAL). — Nomme dans son sein une commission chargée de prononcer sur les arrestations pour faits révolutionnaires; réclamations contre ce décret; il est rapporté, 312, 317, 319 et 324. — Décret portant que les mots d'ordre seront donnés par son président au commandant de la force armée, 314. — Pétition pour l'achèvement de son épuration; on demande à ce sujet si l'on veut la mettre en coupe réglée, 317. — Article de Trouvé à ce sujet, 319. — Discussion y relative, 327. — Débats et décret constitutionnel sur la réélection des deux tiers de ses membres à la prochaine législature, 337 à 340. — Réclamations et arrêtés de diverses assemblées contre cette mesure; observations de Trouvé y relatives; distributions d'écrits contr'elle à ce sujet; résultats des votes des assemblées primaires sur cette réélection, 344, 345 et 353 jusqu'à 365. — AN IV. Son président proclame les décrets de réélection et la nouvelle constitution loi fondamentale de l'Etat, 4. (*Voyez* CONSTITUTIONS). — Mouvemens excités contr'elle; dangers qu'elle court; forces accourues à sa défense; victoire sur les rebelles, 5 à 15. (*Voyez* PARIS et JOURNÉE DU 13 VENDEMIARE). — Rend un décret pour la formation et l'installation au 4 brumaire du corps législatif, 35. — Proposition de sa permanence jusqu'à cette époque, et débats y relatifs, 37. — Fin de sa session; sa constitution en assemblée électorale pour la réélection des deux tiers de ses membres au corps législatif, 44. — Résolution qui relève de la déchéance ceux qui se sont pourvus contre les arrêtés de ses comités, 365. — AN V. Brochure de Lacretelle aîné, établissant la préférence de la réélection sur le tirage au sort du deuxième tiers de ses membres, 163. (*Voyez* COMITÉS, DÉPUTÉS, FRANCE et PARIS).

CONVENTIONS NATIONALES. AN 1791. Dispositions constitutionnelles les concernant, et discussion y relative, 243. (*Voyez* l'article précédent).

CONVOIS MILITAIRES. AN 1792. Décret qui en supprime la régie, 75. — AN II. 1793. Autre qui en destitue les régisseurs, 42. (*Voy.* CHARROIS MILITAIRES).

CORDELIERS. (*Voy.* à SOCIÉTÉS).

CORDONNIERS. AN II. 1793. Sont mis en réquisition pour le service des armées, 80.

CORPORATIONS. AN 1791. Décret pour l'anéantissement de celles d'ouvriers, 166. — AN 1792. Autre pour la liquidation des créances de celles religieuses ou laïques, 97. — Autres pour la suppression de celles religieuses, 98 et 120. (*Voy. RELIGIEUX*). — AN II. 1794. Proposition de prohiber toute dénomination de corporations, 360. (*Voy. SOCIÉTÉS*). — AN III. Décret qui exige une déclaration des débiteurs des corporations supprimées, 241. — AN IV. Autre qui accorde un nouveau délai aux créanciers de celles religieuses, 306.

CORPS et COMMUNAUTÉS. AN 1791. Décret relatif à la durée des baux passés par eux, 38. (*Voy. RELIGIEUX*).

CORPS FRANCS. AN II. 1794. Décret de leur organisation en chasseurs, 131.

CORPS LÉGISLATIF. AN 1789. Opinion de Lally-Tollendal, sur sa formation et sa séparation en deux chambres, 43. — Rapport de Mounier sur cet objet, 51. — Discussion y relative; tumulte qu'elle excite; l'opinion publique se prononce contre les deux chambres, 52, 53 et 54. — Son unité est décidée, 55. — Décret portant qu'il ne recevra aucune dédicace, et à quelle occasion, 62. — Plans du comité de constitution pour sa composition et le mode de sa formation, 64 et 65. — Nombre des députés à élire, 103. — AN 1790. Ses membres sont exclus du ministère public pendant quatre ans à la suite de la session, 129. — Discours sur le mode de sa correspondance avec le pouvoir exécutif, 187. — AN 1791. Articles sur la manière de juger les contestations relatives aux élections de ses membres, 74. — Décret sur son organisation, la rééligibilité de ses membres et le lieu de sa réunion, 142 et 143. — Autres sur ses relations avec le roi, 145. — Autres dispositions réglementaires sur l'élection des députés, 149 et 165. — Décret qui détermine l'incompatibilité des fonctions législatives avec toute autre, 161. (*Voy. CONSTITUTIONS*). — Autre qui fixe l'installation de la première assemblée législative au 1.^{er} octobre, 270. — Autre qui règle le service militaire dans le lieu de ses séances, 275. (*Voy. ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE*). — AN 1792. Nouveau décret sur l'incompatibilité des fon-

ctions législatives, 270. — AN III. Discussion constitutionnelle sur sa division en deux sections, son organisation, la durée des fonctions législatives, les conditions requises à cet effet, le nombre des personnes qui pourront assister aux séances, la résidence des deux conseils, l'ordre de leurs délibérations, leurs relations entr'eux et avec le directoire exécutif, les costumes de leurs membres, et la garde constitutionnelle législative, 304 à 309 et 321, 331, 333, 334, 337, 339, 350, 361 et 363. — AN IV. Nouvelle discussion sur son costume, 33. — Décret qui fixe l'époque de son installation, 35. — Il se constitue, 44. — Trente millions sont affectés à ses dépenses, 56 et 61. — Plaintes sur les distributions de journaux qui lui sont faites aux frais du gouvernement, 73 et 74. — Fixation du traitement de ses secrétaires-rédacteurs, 90. — Vérification des pouvoirs de ses membres et débats y relatifs; suspension de plusieurs députés de leurs fonctions législatives, 90, 95, 104, 105, 119, 121, 125, 166, 167, 168, etc. (*Voy. GENISSIEU et LECOINTE-PUYRAVEAU*, rapporteurs, et les noms des députés suspendus). — Crédit ouvert pour la construction de la nouvelle salle des cinquante, 104 et 105. — Etablissement d'une bibliothèque près le corps législatif, et discussion y relative, 127, 149, 150 et 169. — Rapport, débats et résolution pour le complément des deux tiers par six ex-conventionnels; discussion y relative, et rejet de cette mesure, 152, 163, 183, 184, 226, 236, 237, 255, 260 et 261. — Fonds mis à la disposition des commissions des inspecteurs pour ses dépenses, 205, 296 et 300. — Affaire de Drouet; débats et décrets y relatifs, 237, 239, 241, 242, 259, 263, 269, 273, 277, 279, 283, 296, 317 et 333. (*Voy. DROUET et HAUTE COUR DE JUSTICE*). — AN V. Discussion sur sa police, 19. — Fonds alloués pour ses dépenses, 24, 25 et 26. — Motion d'ordre sur le costume de ses membres et le tirage des places au sort, 58. — Décret sur la composition du corps des grenadiers de sa garde, 50 et 52. — Fonds mis à sa disposition pour les dépenses du premier trimestre, 59 et 61. — Rapport et décret sur le mode de son renouvellement, discussion y relative, 63, 95 à 102, et 112. — Combat singulier entre plusieurs de ses grenadiers, 101.

— Présentation au directoire exécutif de Ramel, commandant de sa garde, 103. — Décret qui fixe le nombre des députés à élire pour chaque département, 127 et 176. — Projet sur ses dépenses, 141. — Nouveaux fonds pour la salle des cinq-cents, 151 et 152. — Bravoure de sa garde lors de l'incendie de la rue Saint-Roch, et témoignages de satisfaction qu'elle en reçoit; détails y relatifs, 153, 155 et 156. — Rapport sur le remplacement des députés élus en l'an quatre, et non admis, 155. — Tableau des conventionnels en sortant et y restant par le tirage au sort, 167 et 169. — Décret sur sa composition, 172 et 176. — Autre qui fixe ses dépenses pour l'année, 182 et 213. — Crédit ouvert à ses commissions d'inspection, 196. — Son renouvellement paisible; discours de Lamarque à ce sujet, 244. — Appel nominal du nouveau tiers; il se déclare constitué, 245 et 246. — Rappel de ses membres suspendus de leurs fonctions en l'an IV, *ibid.* — Demande et arrêté pour s'occuper de sa police, 277. — Lettre sur les opinions et le système d'opposition du nouveau tiers au gouvernement, 297. — Duplantier dénonce des complots qui se forment contre lui, 300. — Discussion sur l'arrivée de troupes et sur l'état d'hostilités du directoire contre lui, 304 à 349. (Voy. DIRECTOIRE EXÉCUTIF). — Laussat reproche au directoire de s'être défié de lui et de l'avoir bravé; il convient aussi que le corps législatif n'est point exempt de reproches, 315. — Mathieu Dumas justifie ses opérations, 316. — Dénonciation d'un article de l'*Ami des Lois* dirigé contre lui, 323. — Discussion et résolution pour l'organisation de sa garde; elle est rejetée, 326, 351, 352 et 359. — Dénonciation par Vaublanc d'un nouveau système tendant à diminuer son pouvoir, et à augmenter celui du directoire, 328. — Autre dénonciation par Fargues de l'existence d'un complot ayant pour objet l'assassinat de deux cent huit de ses membres, 332. — Marbot dit que la contre-révolution est dans son sein, 347. — Autre dénonciation par Duprat d'un écrit de Bailleul dans lequel celui-ci déclare qu'il est en exécution à la nation; Hardy soutient qu'il existe dans son sein une faction qui veut renverser le gouvernement; vifs débats à ce sujet, 349. — Investissement du lieu de ses séances; sa

garde est conduite au quartier-général de l'armée de l'intérieur, par Augereau; arrestation et déportation du commandant et des députés accusés d'avoir voulu rétablir la royauté, *ibid et suiv.* (Voy. PICHEGRU, WILLOT et autres, DIRECTOIRE et JOURNÉE DU 18 FRACTIDOR). — Décret qui oblige le dernier tiers à prêter un nouveau serment, 357 et 358. — AN VI. Arrêtés portant que le corps législatif vaquera les décadi et fêtes nationales, 2 et 18. — Talot dément le bruit répandu de son ajournement, 4. — Fixation du costume de ses membres, 64. — Fête donnée par lui au général Bonaparte, et détails y relatifs, 92 et 94. — Projet de fixation de son enceinte constitutionnelle; rapport et discussion y relatifs, 92, 115 et 116. — Motions sur le renouvellement et le mode de nomination de ses commissions d'inspection, 100 et 159. — Fixation du costume de ses secrétaires-rédacteurs, messagers d'état et huissiers, 115. — Saisie des manteaux de ses membres, comme étant de casimir anglais; débats et décrets y relatifs, 122, 123, 124 et 125. — Article sur son renouvellement, 125. — Rapport sur l'inauguration de la nouvelle salle des cinq-cents au ci-devant palais Bourbon, et décret qui la dédie à la souveraineté du peuple français; cérémonie à cette occasion; détails sur la construction de cette salle, *ibid*, 126, 127 et 131. — Prestation individuelle du serment au 21 janvier, 127. — Projet d'organisation de l'état-major de sa garde, *ibid.* — Renouvellement de ses commissions d'inspection, 129 et 130. — Bruit semé de l'existence d'une faction qui a dessein de le réduire à un seul conseil composé de cent membres; décret à cette occasion, pour l'annulation de tous les congés, 132 et 134. — Décret pour la vérification des pouvoirs des nouveaux députés, 134. — Considérations sur son renouvellement, 165. — Rapport et discussion sur les attributions de ses commissions des inspecteurs et sur le mode de leur nomination; rejet de la proposition tendante à les supprimer, *ibid*, 166, 167, 172 et 181. — Décret qui détermine le nombre des députés à élire cette année, 166 et 170. — Discussion et décret sur les élections, 230 jusqu'à 235. (Voy. LOI DU 22 FLOREAL).

— Banquet donné par les membres des deux conseils au jardin Biron ; détails y relatifs , 272. — Le corps législatif arrête qu'il vaquera les quintidi , 287 et 288. — Décret qui accorde 330 francs par mois à chacun de ses membres , pour frais de secrétaire et de logement , 332 et 333. — Motion d'ordre de Stévenotte sur les travaux des cinq-cents , 335. — Résolution qui règle les dépenses pour l'année suivante , 357. — AN VII. Elle est approuvée , 23. — Plaintes contre les distributions qui lui sont faites d'écrits sans nom d'auteur ; arrêté et explications à ce sujet , 185 et 187. — Son manifeste à tous les peuples , pour leur dénoncer l'assassinat des plénipotentiaires français à Rastadt ; discours prononcés à cette occasion , 229 , 233 et 234. (*Voy.* BONNIER , ROBERJOT , J. DEBRY et RASTADT). — Sa proclamation aux Français sur les circonstances où se trouve la république , sur les difficultés qui environnent ses représentans , par le dérangement de l'équilibre des pouvoirs , 259. — Brochure de Baillet , dans laquelle il déclare que l'anarchie y a son centre , et qu'il craint plus les Russes qui en font partie que ceux qui sont aux frontières ; dénonciation à ce sujet , 270 et 362. — Proposition de le faire concourir avec le directoire pour la mise en accusation des ministres ; 272. — Sa permanence ; discours sur les dangers qui l'environnent ; création dans son sein d'une commission extraordinaire de onze membres ; accusations contre la majorité du directoire exécutif , comme ayant cherché à l'avilir ; décret qui déclare hors la loi quiconque attenterait à sa sûreté ou à sa liberté , ou à celle de quelqu'un de ses membres , *ibid.* jusqu'à 274. (*Voy.* JOURNÉES DES 28 et 30 PRAIRIAL , TREILHARD , MERLIN de Douai , LARÉVEILLÈRE - LÉPEAUX et REWBELL). — Motion pour l'organisation de sa garde , 276. — Il dénonce au directoire réorganisé la conduite de ses agens chez l'étranger , qui ont dilapidé , dénoncé les généraux fidèles , désarmé les patriotes , etc , 279 , 280 , 281 , 282 , 291 , 292 et *suiv.* — Son adresse aux Français sur la position de la France , et les moyens de réparer les fautes de la majorité du directoire , 283 et 284. — Dissolution de la commission extraordinaire des onze ,

283. — Projet tendant à augmenter sa garde , 296. — Son adresse au peuple français sur la mesure des otages , *ibid.* , 297 et 300. (*Voy.* OTAGES). — Talot détruit les bruits répandus sur son remplacement prétendu par une convention , 301. — Lucien Bonaparte ne veut pas que d'opprimé qu'il était , il devienne oppresseur , 302. — Lemercier fait arrêter qu'il sera élevé dans la salle du conseil des anciens un autel où sera placé le livre de la constitution , et sur lequel chaque membre étendra la main en prêtant le serment , 305. — Cornet déclare que son intention est de ne pas laisser opprimer les patriotes , et de ne pas tolérer de réaction , 317. — Briot déclare que les poignards sont levés sur ses membres , 323. — Discussion sur l'affaire de sa garde , mise à la disposition du général Lefevre , 329 , 330 et 331. — Résolution portant qu'elle sera commandée par un général de division ; elle est rejetée ; discussion y relative , 332 , 342 , 353 et 354. — Dénonciation par Bertrand du Calvados , d'un plan formé pour lui faire demander que les ex-directeurs soient jugés révolutionnairement et ostracisés , 324. — Projet de réduction de ses employés , 358. — Proposition faite de la prestation , par ses membres , du serment de mourir plutôt que de laisser porter atteinte au gouvernement républicain ; craintes exprimées par Jourdan d'un coup d'état contre lui ; motion pour sa permanence ; Talot demande que ses membres se présentent en costume devant ceux qui auraient des ordres liberticides à exécuter contre eux ; détails à ce sujet , 363. — Protestation de cent-deux membres du conseil des cinq-cents contre l'arrêté qui rejette le projet de Jourdan pour la déclaration du danger de la patrie , 364. — CORSAIRES. AN 1791. Note sur le décret relatif à leur abolition , 151. (*Voy.* ARMEMENT EN COURSE).

CORVÉES. AN 1790. Décret qui les supprime toutes , excepté les corvées réelles , 63. (*Voyez* DROITS FÉODAUX).

COSTUMES. AN 1789. Celui des députés est attaqué comme obstacle à la réunion des ordres , 2. — Décret qui en annule la distinction , 75. — AN 1792. Recherches sur les costumes et sur

les théâtres de toutes les nations, tant anciennes que modernes, 13. — Suppression du costume ecclésiastique, 98. — AN II. 1793. Décret qui consacre leur liberté, 39. — AN II. 1794. Demande de la suppression de celui des juges, comme retraçant le souvenir des nobles et des prêtres, 188. — Proscription du costume français en Espagne, 331. — AN III. Proclamation du général Ferrand, à Bruxelles, sur leur liberté, 236. — Décret portant que les représentans ne délibéreront désormais qu'en costume et armés, 246. — Rapport sur ceux du corps législatif et de tous les fonctionnaires publics, 363. — AN IV. Décret qui détermine le premier, 42. — AN V. Ordre d'arrêter les individus portant une natte retroussée, 58. — Autre rapport sur ceux des fonctionnaires publics, 105. — Insultes faites par des militaires aux individus porteurs de collets noirs; ordre du général Augereau à ce sujet, 330 et 332. — Nouvelle insulte commise aux Invalides, sur un jeune homme, en raison d'un semblable costume, et renvoi de la dénonciation y relative au directoire, 351. — Nouveau rapport sur le costume des représentans du peuple, 364. — AN VI. Saisie, à Lyon, des manteaux qu'on y brodait pour eux; débats et décret y relatifs, 122, 123, 124 et 125. — Le corps législatif prend son nouveau costume, 153. — Fonds destinés à son payement, 244. — Motion sur celui des fonctionnaires publics, 305. — Le costume républicain est prohibé en Toscane, 348. — AN VII. Idées sur les costumes, 77. (*Voyez* CORPS LÉGISLATIF).

COTONS. AN 1792. Décret qui taxe leur exportation, 110. (*Voy.* MARCHANDISES).

COURIERS pour les armées et les départemens. AN 1792. Décret qui fonde un établissement de ce genre, 265.

COUR DES AIDES. AN 1789. Son président félicite l'assemblée à la suite du 14 juillet, 22. — AN 1790. Elle est dénoncée, 184.

COUR DES MONNAIES. AN 1789. Son président présente ses félicitations à l'assemblée, 21.

COURONNE DE FRANCE. AN 1792. Décret qui ordonne son brisement, 281.

COURS MARTIALES. AN 1792. Un décret en

établit près chaque armée, 131. — Adresse sur les dangers de ces tribunaux, 230. — La poursuite des embaucheurs leur est attribuée, 208.

COURS MARTIALES MARITIMES. AN 1791. Décret sur leur institution et leurs fonctions, 264 et 265. — AN VI. Rejet d'une résolution sur le même objet, et discussion y relative, 291, 294 et 305. — Approbation d'une autre, 335. (*Voy.* CONSEILS DE GUERRE).

COURS SUPÉRIEURES. AN 1790. Leurs membres seront imposés comme les autres citoyens, 339. — AN II. 1793. Décret relatif aux procès criminels commencés par elles, 38.

COURSE. (*Voy.* ARMEEMENT EN COURSE).

COURTIERS. AN 1791. Sont autorisés à continuer leurs fonctions, 87. — Décret qui les supprime et permet aux personnes patentées d'exercer cette profession, 106.

COUVENS. (*Voy.* RELIGIEUX).

CRÉANCES et CRÉANCIERS DE L'ÉTAT. AN 1789. Décret qui met les créanciers sous la sauvegarde française, 9. — Déclaration tendante à les rassurer, 47. — AN 1790. Décret pour l'impression des créances exigibles, 68. — Autre pour leur liquidation, 100. — AN 1791. Autre sur le payement des arrérages, 10 et 11. — Autre pour diverses liquidations, 80. — Autre qui exempté les quittances des créanciers du droit d'enregistrement, 94. — AN 1792. Autre qui exempté de la retenue ceux des ci-devant états de Languedoc et de Provence, 39. — Autre autorisant les départemens à liquider les créances au-dessous de 300 liv., provenant de corporations religieuses et laïques, 97. — Autre portant que les créanciers ne pourront toucher qu'en justifiant du payement de leur contribution, 104. — Autre qui proroge le délai pour production de leurs titres, 120. — Autre portant que les créanciers des frères de Louis XVI seront payés en rentes viagères, 139 et 143. — Autre ordonnant le payement des créances au-dessous de 300 liv., 326. — AN I.^{er} 1793. Autre de payement et de liquidation, 202. — Autre sur la vente, cession ou transport des titres constatant celles viagères et affectées sur les biens nationaux; observations y relatives, 273. — AN II. 1793. Autre pour la déchéance de

celles dont les titres ne sont pas remis, 41 et 42. — AN III. Autre sur les pièces que les créanciers devront produire pour suppléer à leurs titres de propriété, 167. — Autre relatif aux déchéances prononcées contre ceux qui n'ont formé aucune réclamation, 266. — Prorogation du délai accordé aux créanciers viagers pour opter entre le remboursement ou le maintien de leurs créances, 295. — Autres décrets les concernant, 318, 332 et 343. — AN V. Résolution en faveur des créanciers des ci-devant secrétaires du roi; débats y relatifs, 22 et 29. — Autre sur le payement des créances contractées avant l'établissement de la république; elle est rejetée, 147 et 175. — Autre et rapport sur la liquidation de celles exigibles, 160 et 161. — Autre qui détermine les déchéances encourues par les créanciers, 269. — Motion en faveur de ceux antérieurs à 1791, 324. — Discussion et décret y relatif, 350 et 351. — AN VI. Rejet d'une résolution relative à leur déchéance, 6. — AN VII. Autre sur leur liquidation, et discussion à ce sujet, 4, 39 et 62. (*Voy. DETTE PUBLIQUE, LISTE CIVILE, PENSIONNAIRES, RENTES et RENTIERS*).

CRÉDIT NATIONAL. AN 1789. Opinion de Mirabeau sur cet objet, 44. — AN III. Exposition de ses bases par Boissy-d'Anglas, 124, 125 et 126. — Rapport de Johannot sur les moyens de le relever, 216. — Discussion à ce sujet, et divers plans présentés, 240 et 242. — Autre plan par les sections de Rouen, 344. — AN VII. Considérations sur cet objet, 125. (*Voy. FINANCES*).

CRIÉES. AN V. Décret pour leur publication, 274 et 296. (*Voy. VENTES*).

CROIX DE SAINT LOUIS. (*Voy. DÉCORATIONS MILITAIRES*).

GROUPE. AN 1790. Suppression de celles sur les emplois et affaires de finances, 165.

CUIRS. AN 1790. Décret sur leur marque, 82. — Les procès avec la régie, antérieurs à la loi sur l'établissement des différens droits, peuvent être continués, 128. — Leur marque sera remplacée par d'autres droits, 283.

CUIVRE. (*Voy. MONNAIES*).

CULTES. AN 1789. Discussion sur les articles de la déclaration des droits relatifs à leur liberté;

sortie de Mirabeau contre les partisans d'un culte dominant, 45. — Décret portant que personne ne peut être inquiété pour opinions religieuses, et que leur manifestation ne doit pas troubler l'ordre établi par la loi, 46. — Le service et les ministres du culte sont mis à la charge de la nation, 82. — AN 1790. Autre décret portant que le culte catholique, apostolique et romain sera salarié comme dépense publique, 105. — Autre pour le traitement de ses ministres et le mode de leur payement, 337. — AN 1791. Arrêtés du département de Paris sur leur libre exercice, et débats y relatifs, 105, 109, 110, 290 et 296. — Décret concernant leurs dépenses, 108. — Autre sur leur libre exercice, 130. — Autre qui consacre des édifices nationaux à celui salarié par l'état, 331 et 334. — AN 1792. Autre ordonnant la lecture, dans les lieux y consacrés, de tout ce dont la convention aura ordonné l'envoi, 346. — AN I.^{er} 1793. Son exercice est réclamé par quarante communes, 13. — Décret pour la vente, à Mâcon, des objets qui lui sont le moins nécessaires, 56. — Dumourier le protège dans la Belgique, et en fait restituer l'argenterie, 77. — Punition de ceux qui se permettraient des indécentes dans les édifices y consacrés, 79. — Sa spoliation aliène les Belges; lettre de Dumourier à ce sujet, 84. — Fauchet demande le maintien de ses signes extérieurs, 113. — Décret ordonnant la vente des ornemens des chapelles supprimées, 160. — Discussion et décret pour faire remplir les fonctions curiales par les vicaires épiscopaux, 183. — AN II. 1793. Objets et dépouilles du culte offerts à la convention par diverses communes, 276, 24, 26, 29, 31, 43, 45, 51, 53, 54, 55, 58, 62, 92 et 94. — Arrêté de la commune de Paris, contre son exercice extérieur, 25. — Autre du représentant Fouché sur le même objet, 27. — Autre de la commune, portant défense de vendre ni montrer des *agnus*, *ecce homo*, et autres reliques désignées comme objets de jonglerie superstitieuse, 29. — Collection abondante qui en est faite dans le département de Loir-et-Cher, 30. — Détails de l'abolition du culte dans l'Allier, 33. — Destruction de ses monumens, arrêtée par la commune de Paris, 34.

— Et effectuée par André Dumont, 55 et 45. — Pétition pour la suppression de ses ministres, 43. — Réquisition par la commune de Paris de tous les objets d'or et d'argent employés à ce service, 46 et 49. — Demande faite pour qu'aucun citoyen ne soit tenu de contribuer à salarier les cultes, 53. — Décret ordonnant aux communes d'inventorier les envois des dépouilles du culte, 58. — Pétition pour son libre exercice, 61. — Serment fait à la convention, par l'évêque de Paris et son clergé, de ne reconnaître que le culte de la raison et de la liberté; envoi des détails de cette cérémonie à tous les départemens, 62. — Arrêté de la commune pour la clôture de tous les édifices y destinés, 66. — Proposition par Danton de faire cesser les mascarades qui ont accompagné la présentation de ses dépouilles, 68. — Rétablissement de son libre exercice par la commune, 71. — Décret qui défend toute violence à cet égard, 77. — Projets de Robespierre et Barrère sur son libre exercice, 78. — La commune de Charonne y renonce, 81. — Pamphlet contre le charlatanisme sacerdotal, intitulé : *Honoré Tartuffe*, *ibid.* — AN II. 1794. Destruction des objets du culte dans diverses communes et départemens, 104, 172 et 185. — Il est le prétexte de rassemblemens à Etampes, 117. — Linge du culte consacré aux hôpitaux militaires, 119. — Divers envois de son argenterie à la monnaie, 132, 156 et 164. — Annonce par Cambon d'une prochaine reddition de compte demandée à ceux qui, sous prétexte de détruire le fanatisme, s'en sont approprié les dépouilles, 194. — Décret qui consacre la liberté des cultes, 229. — Adresses annonçant l'abandon de l'ancien, 248. — Décret portant qu'aucun ne sera salarié, 364. — AN III. Projet de Chénier pour en remplacer les cérémonies par des fêtes décadaires; discours de Grégoire, demandant la liberté de toutes les opinions religieuses, 93. — Discussion sur cet objet, ordre du jour, 94. — Décret sur leur liberté et la suppression de leurs signes extérieurs, 156. — Cadroi se plaint de l'insuffisance des réglemens sur cet article contre les efforts du fanatisme, 208. — Arrêté des représentans dans la Vendée sur leur liberté, 221.

— Peines contre les infracteurs de la loi y relative, 229. — Décret qui détermine le mode d'acte de soumission de leurs ministres, 256. — Abus de la loi sur leur liberté; projet à ce sujet, 286. — Autre projet sur leur police, 355. — Ouvrage de Dupuis sur l'origine de tous les cultes, 360. — AN IV. Décret sur leur police, 8 et 9. — Ecrit de Baudin sur leur liberté, 26. — AN V. Réflexions sur le prétendu attachement de certaines personnes à la religion de leurs pères, 158. — Commission pour la révision des lois relatives aux cultes, 248. — La république batave en défend l'exercice extérieur, 250. — Motion d'ordre sur le rétablissement du culte et de la morale, 265. — Nouvelles pétitions pour réclamer leur libre exercice, 271, 288, et 295. — Rapport de Camille-Jordan sur la révision des lois y relatives, 274 et 275. — Réflexions de Lenoir-Laroche sur leur police, 290 et 291. — Réclamations au sujet des projets y relatifs, 293. — Leur discussion, 296 à 302. — Réclamations sur le prononcé du président portant qu'il ne serait point exigé de déclaration de ses ministres; appel nominal; il en sera exigé une; vive agitation pour et contre cette décision, 303. — Motion de Chollet pour en indiquer la forme, *ibid.* — Autre en faveur d'un culte universel et fondamental, 344. — Rapport sur la déclaration à faire par les ministres du culte, 345. — Résolution qui ordonne l'exécution de la loi du 26 vendémiaire, et substitue un nouveau serment à l'ancien, 350. — AN VI. L'assemblée de ses ministres, sous le nom de *Concile national*, envoie son serment au corps législatif, 5. — Rapport sur la législation concernant ses ministres, 80 et 81. — Circulaire du ministre de l'intérieur pour la translation des cérémonies de tous les cultes au décadi, et dénonciation par Grégoire d'arrêts pris en conséquence, 93. — Discussion du projet sur la police des cultes et de leurs ministres, et rejet des articles adoptés, 109, 117 et 119. — Pétition pour l'exclusion de ceux-ci de toutes fonctions publiques, 149. — AN VI. Argenterie des églises mise en réquisition à Rome, 196. — Discussion sur la fermeture forcée des boutiques le dimanche, 304, 310 et 324. — Suppression des cérémonies extérieures dans le département de la Roer, 312. — Les cultes cessent d'être, en Helvétie, un obs-

tacle à la jouissance des droits civils, 317. — Motion pour la mise en vente des biens des cultes réformés, 319. — AN VII. Discussion et résolution sur cet objet, 162, 164 et 165. — Rejet d'une autre concernant les ministres non assermentés, 282 et 303. (V. ARGENTERIE, CATHOLIQUES, CLERGÉ, EGLISES, FÊTES, NON-CATHOLIQUES, PRÊTRES, RELIGION, SERMENT, etc.).

CULTIVATEURS. AN I.^{er} 1793. Pétition de plusieurs communes pour les contraindre à faire porter leurs grains au marché, 114. — AN II. 1794. Mise en liberté de ceux détenus comme suspects, 293 et 330. — Arrêté du comité de salut public, relatif à ceux qui ont des terres près des frontières et hors du territoire de la république, 309. — Leur mise en réquisition, 320. — Levés des scellés chez eux appasés, 341. — AN III. Autre décret sur leur mise en liberté, 5. (Voy. AGRICULTURE).

CURÉS. AN 1789. Trois curés du Poitou sont les premiers à se réunir aux communes, 7. — Pétition pour assujétir aux contributions ceux à portion congrue, 63. — Proposition de fixer leur sort, 130. — AN 1790. Lettre de Selis sur ceux des campagnes, 196. — Traitement des *Curés royaux* dans les départemens du Haut et Bas-Rhin, 261. — Décret qui les concerne, 292. — Seront élus dans les paroisses nouvellement formées, 325. — Plusieurs sont dénoncés pour avoir protesté contre les décrets, 332. — Les collations et dispositions de leurs cures sont annulées, 344. — AN 1791. Fixation de la pension de ceux supprimés, 103. — AN 1792. Décret ordonnant le remplacement de ceux du Haut-Rhin, 7. (Voy. CLERGÉ, etc.).

D.

DANGERS DE LA PATRIE. (Voy. PATRIE).

DAUPHIN. AN 1791. Annulation de ce titre, 227.

DÉBETS. AN 1790. Décret pour leur paiement, 82.

DECADIS. AN VI. Motion pour leur célébration, 27. — Suppression des étalages dans ces jours de repos; résolution y relative, 71 et 97. — Projet de Duhot à ce sujet, 192. — Arrêté du directoire qui règle les services publics d'après le calendrier républicain, et proscriit les séances administratives

les jours de décadi, 198. (Voy. CALENDRIER RÉPUBLICAIN et FÊTES).

DÉCÈS. AN 1792. Décret concernant le mode de les constater, 175 et 249. — AN IV. Rapport et projet relatif au cas où l'époque de la mort d'un père ou d'un fils serait incertaine, 218. (Voy. CODA CIVIL).

DÉCHEANCE DU ROI. (Voy. LOUIS XVI).

DÉCHÉANCE, en matière de biens nationaux. AN II. 1794. Décret qui autorise le comité des finances à statuer sur les demandes y relatives, 361. — AN III. Autre qui prononce cette peine contre les acquéreurs en retard, 237. — Pétition de la section de Bon-Conseil pour en obtenir la levée, 244. — AN VI. Adoption d'un projet de Villers sur cette matière, 267. — AN VII. Nouvelles dispositions à ce sujet, 39. — Discussion de cette résolution, 52. — Son adoption, 75. (Voy. ACQUÉREURS de biens nationaux).

DÉCIMES. (Voyez DIMES).

DÉCLARATION DES DEVOIRS. AN III. Son adoption, 333.

DÉCLARATION DES DROITS. AN 1789. Son principe, 18. — Elle est discutée dans les bureaux, 29. — Ajournée, 31 et 32. — Arrêté portant qu'elle précéderait la constitution, 33. — Formation d'un comité pour la rédiger, 40. — Texte de celle présentée par Mirabeau, 41. — Sa discussion, son renvoi à l'examen des bureaux, 42. — Rejet du projet du comité, 43. — Discussion de celui présenté par le sixième bureau; adoption de la proposition de Desmeuniers, et des trois premiers articles rédigés par Mounier, 44. — Discussion de l'article 14, relatif aux poursuites judiciaires contre les citoyens; adoption de ceux sur la garantie contre les ordres arbitraires, renoués et amendés par Target et Duport, 45. — Discussion et adoption de l'article sur la liberté de la presse, et de celui relatif aux subsides et à la force publique; débats sur l'article concernant le droit de consentir à la contribution, 46. — Renvoi après la constitution de toute discussion d'articles additionnels à ces droits, 47. — Elle est présentée à la sanction du roi, 67. — AN 1792. Déclaration des Droits, par Thomas Payne, 87 et 107. — AN I.^{er} 1793. Nouveau projet présenté par Condorcet, 48 et 49. — Ouverture de la

la discussion y relative , 110. — Adoption de plusieurs articles , 111. — Opinions de Robespierre et de Saint-Just sur sa rédaction , 115 et 117. — Suite de la discussion de cet acte , 165. — Son adoption , 177. — AN III. Discussion d'une nouvelle charte , 289 et 290. — Débats sur le premier article ; amendement de Génissieu ; adoption définitive de cette déclaration , 332.

DÉCORATION MILITAIRE ou *Croix de St-Louis*. AN 1791. Décret qui l'accorde aux officiers de toutes armes , après vingt-quatre ans de service , 2. — Autre qui fixe l'époque où elle sera donnée aux officiers des grenadiers - royaux , gardes - côtes et mousquetaires , 10. — Autre , pour celle des marins , 38. — Formule du serment qu'ils seront tenus de prêter , 270. — Loi pénale contre quiconque la porterait sans y être autorisé , 261. — Décret de suppression , 290. — AN I.^{er} 1793. Sont enlevées à Angers , 213. — AN II. 1793. Décret qui déclare suspects ceux qui ne la déposeront pas , 61. — Adoption de mesures présentées par Chaumette à cette occasion , 75. (*Voy. CARICATURE* et *ORDRES DE CHEVALERIE*).

DÉCRETS. (*Voyez LOIS* et *LÉGISLATION*).

DÉCRETS D'ACCUSATION. AN 1792. Seront tous exécutoires par le ministre de la justice , 328. (*Voyez ACCUSATION*).

DÉCRETS DE CENSURE. AN 1792. Seront envoyés aux départemens , 364.

DÉFENDERS. AN III. Rassemblement de trois mille d'entr'eux , dans le comté de Sliégo , 275. (*Voyez IRLANDE*).

DÉFENSEURS DE LA PATRIE. AN 1792. Décret qui confère les droits de citoyen à ceux qui feront la guerre de la liberté , 218. — Préférence accordée à leurs veuves pour le service des hôpitaux , 265. — AN I.^{er} 1793. Secours accordés à leurs familles , 126 et 127. — Mesures prises pour la culture de leurs terres , 135. — AN II. 1793. Augmentation des secours et récompenses qui leur sont accordés , ainsi qu'à leurs parens , 17. — AN II. 1794. Nouvelles dispositions à ce sujet , 122. — Rapport sur le mode de distribution à suivre dans cette circonstance , 133. — Proposition de leur accorder des terres et des bestiaux , 164. — Décret définitif pour la distribution des secours

à leurs familles , 256. — Dispositions en faveur de leurs veuves et de ceux mutilés et blessés , 293. — Décret qui permet l'action civile contre eux , 296. — Secours qui leur sont accordés , 329. — Mesures relatives aux scellés apposés sur les papiers de leurs parens , 349. — Décret concernant ceux enrôlés par les communes ou sections , 350. — Faveur accordée à leurs héritiers , *ibid.* — AN III. Nouveau décret de secours et pensions ; 106. — Réclamations des mères et veuves ; mesures prises pour y faire droit , 186. — Sommes destinées à leur payement , 207. — Placement de cent de leurs enfans à l'horlogerie de Besançon , 280. — Lettre de Porcher , annonçant que l'on cherche à les corrompre , 365. — AN IV. Proposition de consacrer une partie des biens nationaux pour assurer le payement du milliard qui leur a été promis , 68 et 159. — Pensions accordées à eux et à leurs parens , 194 et 197. — Résolution qui accorde des secours aux veuves de ceux morts pour la république , 280. — Son adoption , 285. — Discussion d'une proposition en faveur de ceux inscrits sur des listes d'émigrés , 292 et 293. — Rapport sur les honneurs à rendre à la mémoire de ceux morts pour la liberté , 310. — Adoption d'une autre résolution qui accorde des secours à leurs veuves , 316. — Nomination d'une commission pour examiner les moyens de constater leur décès dans des cas extraordinaires , 317. — Résolution relative à ceux inscrits sur des listes d'émigrés , 335. — Elle est adoptée , 340. — Ajournement d'un projet sur les honneurs à rendre à ceux blessés , 351. — Résolution qui leur donne un curateur spécial lorsqu'ils sont aux armées , 365. — AN V. Son rejet par le conseil des anciens , 11. — Renvoi à une commission d'un projet pour le payement des rentes viagères qui leur sont dues , 16. — Résolution pour la conservation de leurs propriétés , 36. — Son approbation , 42. — Motion sur le payement du milliard qui leur a été promis , 44 et 229. — Autre pour la distribution d'une somme de 1,072,860 francs aux veuves et enfans de ceux qui sont morts au service de la patrie , 50. — Annonce d'un prochain rapport tendant à assurer 6,000 liv. à chaque volontaire rentré dans ses foyers , 107. — Arrêtés pour la présenta-

Table alphabétique.

tion de ce travail, 282 et 338. — AN VI. Proposition d'une exception en leur faveur à un article de la loi du 19 fructidor, 4. — Motion sur le mode de leur paiement, et répartition du milliard, 59. — Rapport et décret à ce sujet, 96, 97, 128, 154 et 155. — Décret relatif au paiement de pensions dues à leurs veuves, 99. — Rapport de Lucien Bonaparte, et adoption de son projet qui accorde de nouveaux secours à leurs familles, 322. — AN VII. Rapport de Savary, et observations de Lecointe-Puyraveau sur une omission dans la résolution précédente, 47. — Lettre du ministre de la guerre, Bernadotte, pour qu'ils soient bien accueillis dans ses bureaux, 308.

DÉFICIT. Sa situation avant les Etats. (*Voy. table de l'Introduction*). AN 1789. Son évaluation par Necker, 1.

DÉGRÈVEMENT DES CONTRIBUTIONS. (*Voy. CONTRIBUTIONS*).

DÉGUISEMENTS MASQUÉS. AN 1790. Ils sont défendus par la police de Paris, 36. — AN 1791. Renovation de cette mesure, 23. — AN 1792. Réflexions y relatives, 32. — AN I.^{er} 1793. Décret portant peine de mort contre tout homme travesti en femme, 221.

DÉLÉGATIONS. AN V. Décret y relatif, 319 et 323 (*Voyez BIENS NATIONAUX, DETTE PUBLIQUE, FINANCES*, etc.).

DÉLITS ET PEINES. AN III. Discours de Lavicomterie à ce sujet, 20. — AN IV. Vive discussion sur leur classification, 25 et 26. — Adoption d'un projet de Pons de Verdun, 27. — Nouveaux articles présentés par Merlin, 35. — Leur discussion, 41. — AN VII. Ouvrage de Jérémie Bentham sur cette matière, 212 et 214.

DÉLITS MILITAIRES. AN 1792. Décret pour leur poursuite, 131. — AN I.^{er} 1793. Autre qui punit de mort tout soldat qui prendrait la fuite avec ou sans armes, 211. — AN II. 1794. Dispositions qui les rendent du ressort des justices de paix et des tribunaux criminels, lorsqu'ils sont commis hors de l'enceinte des armées, 241. — AN III. Arrêté des représentans dans la Belgique, pour leur répression, 156. — AN IV. Message pour leur appliquer l'amnistie, 200. — Elle est décrétée pour ceux commis dans l'Ouest, 326,

340 et 344. — AN VI. Proclamation du directoire y relative, 119. (*Voy. AMNISTIE, DÉSERTEURS, MILITAIRES, CONSEILS DE GUERRE*, etc.).

DÉLITS RÉVOLUTIONNAIRES. AN II. 1794. Leur connaissance attribuée aux tribunaux criminels, 113. — AN III. Amnistie proposée pour eux, 80. — AN IV. Et décrétée, 44. — Autre proposition, et discussion à ce sujet, 341, 342, 344, 346, 347, 348, 349 et 350. — AN V. Loi qui la prononce, 93. — Arrêté portant qu'il sera fait un rapport pour les préciser, 338. (*Voy. COMMISSIONS POPULAIRES et RÉVOLUTIONNAIRES, AMNISTIE et DÉPORTATION*).

DÉLATIONS. AN 1789. Réflexions y relatives, à l'occasion de l'affaire d'Augeard, 94. (*Voyez DÉNONCIATEURS*).

DÉMENCE (état de). AN V. Rapport de Favart sur la marche à suivre par les tribunaux dans cette circonstance, 167. — Motion de Philippe Delleville sur les moyens de le constater à l'égard d'un représentant du peuple ou d'un membre du directoire, 351. — AN VI. Discussion et rejet d'une résolution relative aux prévenus de folie, 227 et 245. — AN VII. Nouveau projet à ce sujet, 153 et 159.

DEMI-BRIGADES. (*Voyez INFANTERIE*).

DÉMOCRATIE. AN II. 1794. Décret pour son établissement en France, 212. — AN IV. Article sur le sens de ce mot, 306.

DÉNONCIATEURS. AN II. 1794. Motion d'ordre de Monnel contre eux, 334. — Discours sur le même sujet, 342. — Récompenses accordées à ceux qui découvrent de faux assignats, 353. — AN III. Demande de leur expulsion du sol français par les administrateurs du district d'Orléans, 210. — AN VI. Motion d'ordre pour détruire leur système, 100.

DENRÉES. AN 1791. Tarif des droits auxquels sont assujéties celles arrivant des Colonies, 78, 79, 174, 176 et 177. — AN III. Proposition d'établir un prix uniforme pour celles de première nécessité, 318. (*Voyez MAXIMUM, SUBSISTANCES, COLONIES*, etc.).

DÉPARTEMENTS. AN 1789. Leur création; ils sont divisés en districts, 89. — Dispositions relatives au choix des administrateurs, 91. — Décret qui en fixe le nombre et divise l'adminis-

tion en directoire et en conseil, 92. — Fixation du mode administratif, 94. — AN 1790. Nouveau projet de Bureau - de - Puzy pour la division des provinces en départemens, 10. — Sa discussion et son adoption successive, 13, 14, 15, 16, 17, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 34, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42 et 45. — Décret qui en exclut les administrateurs du ministère public, pendant quatre ans, après l'expiration de leurs fonctions, 129. — Leurs attributions, 308. — Mode des impositions ou des emprunts qui les concernent, 338. — AN 1791. Décret concernant la nomination de leurs présidens, 18. — Autre pour la liquidation de leurs dépenses, 38. — Répartition d'un fonds de 15 millions pour subvenir à leurs besoins, 144. — Impression du tableau contenant le résultat de leur division, 241. — Décret qui fixe l'époque de leur session administrative, 297. — AN 1792. Autre qui les autorise à liquider les créances au-dessous de 300 francs, 97. — Mesures pour les empêcher d'avoir des députés auprès du roi, 184. — Dispositions relatives à l'envoi de leurs procès-verbaux, 285. — AN I.^{er} 1793. Circulaire de Roland, qui les invite à rendre témoignage de sa conduite ministérielle, 25. — Mesures de salut public qui leur sont recommandées par le conseil exécutif, 102. — Dispositions relatives à l'acquittement de leurs dépenses, 136. — Discussion pour la nouvelle division de leur territoire, 137 et 143. — Adresses provoquant le renouvellement des administrateurs, 233. — AN II. 1794. Réforme de l'ancienne administration, 102. — Décret de réduction des administrateurs, 300. — AN III. Il est annulé, 210. — Arrêté du comité de salut public relatif à leurs correspondances, 272. — Opinions sur leur nouvelle division dans l'acte constitutionnel, 292. — AN IV. Projet, discussion et loi qui autorise le directoire à en nommer les membres dans les cas de démission ou de destitution, 168, 173 et 177. — Décret pour l'apposition des scellés sur leurs caisses civiles, 188. — Arrêté qui y prescrit la formation d'un registre pour l'exécution des lois, *ibid.* — Non-publicité des séances des administrations, 215. — Dénomination d'*Administration centrale* donnée à chacun d'eux, 237. — Discussion d'un projet

relatif à leurs dépenses, 256 et 257. — AN V. Nouvelles dispositions relatives au déplacement des administrateurs, 304. — Motion de Poulain-Grandpré pour le rapport de cette loi, 362. — Adoption de son projet, 365. — AN VI. Sa discussion au conseil des anciens, 17 et 18. — Lettre du ministre de l'intérieur, qui les engage de veiller à la reproduction des bois, 20. — Motion sur la durée des fonctions des membres remplaçant les destitués du 18 fructidor, 76. — Adoption d'un projet à cet égard, 91. — Discussion de cette résolution, 172. — Autre qui leur attribue la nomination des préposés aux octrois, 361. — AN VII. Circulaires du ministre de l'intérieur sur leurs dépenses de l'année, 125 et 131. — Autre du ministre de la police, qui leur recommande la plus exacte surveillance à l'égard des émigrés et des prêtres, 331. (*Voyez ADMINISTRATIONS, et les noms des divers départemens.*)

DÉPENSES PUBLIQUES. AN 1789. Réclamations contre celles de la cour, relativement à la chasse et aux bâtimens, 37. — AN 1790. Proposition de leur réduction; débats à cette occasion, 58. — Rapport de Lebrun sur toutes les parties des dépenses; et discussion, 157, 158, 163, 164, 247, 248 et 254. — Réfutation d'un autre rapport de Vernier, 255. — Fixation de celles des bureaux, 255. — AN 1791. Nouveau rapport de Lebrun et décret y relatif, 16. — Autre qui ordonne la remise aux commissaires de la liquidation de celles des départemens, 38. — Dispositions relatives à celles de l'année, 50. — Etat de celles faites par le trésor public, 53. — Décret pour le paiement du quartier de janvier, 90. — Autre sur le même sujet, 108. — Texte du décret proposé par Mallouet, pour former le tableau de celles autorisées par l'assemblée nationale le 1.^{er} janvier 1790, 241. — Autres décrets pour le paiement de divers objets, 316. — AN 1792. Discussion sur les dépenses du conseil exécutif, 294. — Mesures pour subvenir à celles extraordinaires, 320. — AN IV. Résolution sur le paiement des ouvriers et fournisseurs, 68. — Compte des travaux de la commission des dépenses, 215. — Décret relatif à leur classification, 303. — Nouvelles dispositions sur celles locales, 7. — AN V. Rejet de

tion de ce travail, 282 et 338. — AN VI. Proposition d'une exception en leur faveur à un article de la loi du 19 fructidor, 4. — Motion sur le mode de leur paiement, et répartition du milliard, 59. — Rapport et décret à ce sujet, 96, 97, 128, 154 et 155. — Décret relatif au paiement de pensions dues à leurs veuves, 99. — Rapport de Lucien Bonaparte, et adoption de son projet qui accorde de nouveaux secours à leurs familles, 322. — AN VII. Rapport de Savary, et observations de Lecointe-Puyraveau sur une omission dans la résolution précédente, 47. — Lettre du ministre de la guerre, Bernadotte, pour qu'ils soient bien accueillis dans ses bureaux, 308.

DÉFICIT. Sa situation avant les Etats. (*Voy. table de l'Introduction*). AN 1789. Son évaluation par Necker, 1.

DÉGRÈVEMENT DES CONTRIBUTIONS. (*Voy. CONTRIBUTIONS*).

DÉGUISEMENS MASQUÉS. AN 1790. Ils sont défendus par la police de Paris, 36. — AN 1791. Renovation de cette mesure, 23. — AN 1792. Réflexions y relatives, 32. — AN I.^{er} 1793. Décret portant peine de mort contre tout homme travesti en femme, 221.

DÉLÉGATIONS. AN V. Décret y relatif, 319 et 323 (*Voyez BIENS NATIONAUX, DETTE PUBLIQUE, FINANCES*, etc.).

DELITS ET PEINES. AN III. Discours de Lavicomterie à ce sujet, 20. — AN IV. Vive discussion sur leur classification, 25 et 26. — Adoption d'un projet de Pons de Verdun, 27. — Nouveaux articles présentés par Merlin, 35. — Leur discussion, 41. — AN VII. Ouvrage de Jérémie Bentham sur cette matière, 212 et 214.

DÉLITS MILITAIRES. AN 1792. Décret pour leur poursuite, 131. — AN I.^{er} 1793. Autre qui punit de mort tout soldat qui prendrait la fuite avec ou sans armes, 211. — AN II. 1794. Dispositions qui les rendent du ressort des justices de paix et des tribunaux criminels, lorsqu'ils sont commis hors de l'enceinte des armées, 241. — AN III. Arrêté des représentans dans la Belgique, pour leur répression, 156. — AN IV. Message pour leur appliquer l'amnistie, 200. — Elle est décrétée pour ceux commis dans l'Ouest, 326,

340 et 344. — AN VI. Proclamation du directoire y relative, 119. (*Voy. AMNISTIE, DÉSERTEURS, MILITAIRES, CONSEILS DE GUERRE*, etc.).

DÉLITS RÉVOLUTIONNAIRES. AN II. 1794. Leur connaissance attribuée aux tribunaux criminels, 113. — AN III. Amnistie proposée pour eux, 80. — AN IV. Et décrétée, 44. — Autre proposition, et discussion à ce sujet, 341, 342, 344, 346, 347, 348, 349 et 350. — AN V. Loi qui la prononce, 93. — Arrêté portant qu'il sera fait un rapport pour les préciser, 338. (*Voy. COMMIS-SIONS POPULAIRES et RÉVOLUTIONNAIRES, AMNISTIE et DÉPORTATION*).

DÉLATIONS. AN 1789. Réflexions y relatives, à l'occasion de l'affaire d'Augeard, 94. (*Voyez DÉNONCIATEURS*).

DÉMENCE (état de). AN V. Rapport de Favart sur la marche à suivre par les tribunaux dans cette circonstance, 167. — Motion de Philippe Delleville sur les moyens de le constater à l'égard d'un représentant du peuple ou d'un membre du directoire, 351. — AN VI. Discussion et rejet d'une résolution relative aux prévenus de folie, 227 et 245. — AN VII. Nouveau projet à ce sujet, 153 et 159.

DEMI-BRIGADES. (*Voyez INFANTERIE*).

DÉMOCRATIE. AN II. 1794. Décret pour son établissement en France, 212. — AN IV. Article sur le sens de ce mot, 306.

DÉNONCIATEURS. AN II. 1794. Motion d'ordre de Monnel contre eux, 334. — Discours sur le même sujet, 342. — Récompenses accordées à ceux qui découvrent de faux assignats, 353. — AN III. Demande de leur expulsion du sol français par les administrateurs du district d'Orléans, 210. — AN VI. Motion d'ordre pour détruire leur système, 100.

DENRÉES. AN 1791. Tarif des droits auxquels sont assujéties celles arrivant des Colonies, 78, 79, 174, 176 et 177. — AN III. Proposition d'établir un prix uniforme pour celles de première nécessité, 318. (*Voyez MAXIMUM, SUBSISTANCES, COLONIES*, etc.).

DÉPARTEMENS. AN 1789. Leur création; ils sont divisés en districts, 89. — Dispositions relatives au choix des administrateurs, 91. — Décret qui en fixe le nombre et divise l'administra-

tion en directoire et en conseil, 92. — Fixation du mode administratif, 94. — AN 1790. Nouveau projet de Bureau - de - Puzy pour la division des provinces en départemens, 10. — Sa discussion et son adoption successive, 13, 14, 15, 16, 17, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 34, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42 et 45. — Décret qui en exclut les administrateurs du ministère public, pendant quatre ans, après l'expiration de leurs fonctions, 129. — Leurs attributions, 308. — Mode des impositions ou des emprunts qui les concernent, 338. — AN 1791. Décret concernant la nomination de leurs présidens, 18. — Autre pour la liquidation de leurs dépenses, 38. — Répartition d'un fonds de 15 millions pour subvenir à leurs besoins, 144. — Impression du tableau contenant le résultat de leur division, 241. — Décret qui fixe l'époque de leur session administrative, 297. — AN 1792. Autre qui les autorise à liquider les créances au-dessous de 300 francs, 97. — Mesures pour les empêcher d'avoir des députés auprès du roi, 184. — Dispositions relatives à l'envoi de leurs procès-verbaux, 285. — AN I.^{er} 1793. Circulaire de Roland, qui les invite à rendre témoignage de sa conduite ministérielle, 25. — Mesures de salut public qui leur sont recommandées par le conseil exécutif, 102. — Dispositions relatives à l'acquittement de leurs dépenses, 136. — Discussion pour la nouvelle division de leur territoire, 137 et 143. — Adresses provoquant le renouvellement des administrateurs, 233. — AN II. 1794. Réforme de l'ancienne administration, 102. — Décret de réduction des administrateurs, 300. — AN III. Il est annulé, 210. — Arrêté du comité de salut public relatif à leurs correspondances, 272. — Opinions sur leur nouvelle division dans l'acte constitutionnel, 292. — AN IV. Projet, discussion et loi qui autorise le directoire à en nommer les membres dans les cas de démission ou de destitution, 168, 173 et 177. — Décret pour l'apposition des scellés sur leurs caisses civiles, 188. — Arrêté qui y prescrit la formation d'un registre pour l'exécution des lois, *ibid.* — Non-publicité des séances des administrations, 215. — Dénomination d'*Administration centrale* donnée à chacun d'eux, 237. — Discussion d'un projet

relatif à leurs dépenses, 256 et 257. — AN V. Nouvelles dispositions relatives au déplacement des administrateurs, 304. — Motion de Poulain-Grandpré pour le rapport de cette loi, 362. — Adoption de son projet, 365. — AN VI. Sa discussion au conseil des anciens, 17 et 18. — Lettre du ministre de l'intérieur, qui les engage de veiller à la reproduction des bois, 20. — Motion sur la durée des fonctions des membres remplaçant les destitués du 18 fructidor, 76. — Adoption d'un projet à cet égard, 91. — Discussion de cette résolution, 172. — Autre qui leur attribue la nomination des préposés aux octrois, 361. — AN VII. Circulaires du ministre de l'intérieur sur leurs dépenses de l'année, 125 et 131. — Autre du ministre de la police, qui leur recommande la plus exacte surveillance à l'égard des émigrés et des prêtres, 331. (*Voyez ADMINISTRATIONS*, et les noms des divers départemens).

DÉPENSES PUBLIQUES. AN 1789. Réclamations contre celles de la cour, relativement à la chasse et aux bâtimens, 37. — AN 1790. Proposition de leur réduction; débats à cette occasion, 58. — Rapport de Lebrun sur toutes les parties des dépenses; et discussion, 157, 158, 163, 164, 247, 248 et 254. — Réfutation d'un autre rapport de Vernier, 255. — Fixation de celles des bureaux, 255. — AN 1791. Nouveau rapport de Lebrun et décret y relatif, 16. — Autre qui ordonne la remise aux commissaires de la liquidation de celles des départemens, 38. — Dispositions relatives à celles de l'année, 50. — Etat de celles faites par le trésor public, 53. — Décret pour le paiement du quartier de janvier, 90. — Autre sur le même sujet, 108. — Texte du décret proposé par Mallouet, pour former le tableau de celles autorisées par l'assemblée nationale le 1.^{er} janvier 1790, 241. — Autres décrets pour le paiement de divers objets, 316. — AN 1792. Discussion sur les dépenses du conseil exécutif, 294. — Mesures pour subvenir à celles extraordinaires, 320. — AN IV. Résolution sur le paiement des ouvriers et fournisseurs, 68. — Compte des travaux de la commission des dépenses, 215. — Décret relatif à leur classification, 303. — Nouvelles dispositions sur celles locales, 7. — AN V. Rejet de

cette résolution, 118. — Formation du conseil en comité général pour leur fixation, 182. — AN VI. Discussion et approbation d'une résolution sur celles administratives, 70, 84 et 85. — Nomination d'une commission chargée d'en proposer les réductions, 275. — Proposition de Legot, tendante à ce qu'il soit affecté des fonds pour chaque partie du service public, 288. — Rapport de Fabre sur leur distinction, 289. — Analyse de ce rapport, et discussion du projet qui en fait partie, 329. — AN VII. Circulaires du ministre de l'intérieur à ce sujet, 98 et 131. (*Voyez FINANCES, TRÉSORERIE, et les articles ci-après*).

Dépenses de l'an quatre. AN V. Fonds accordés pour leur paiement, 34.

Dépenses de l'an cinq. AN V. Rapport de Guyton-Morveau sur les moyens d'y pourvoir, 38. — Discussion de son projet, 39. — Adoption de quelques articles, *ibid.* — Reprise de la discussion, 43. — Résolution à ce sujet, 44. — Adoption d'un second projet y relatif, 45. — Rapport de Lebrun, et approbation de ces diverses dispositions, 51 et 52. — Approbation d'une autre résolution sur ces dépenses, 261 et 274. — Message du directoire à cette occasion, 278.

Dépenses de l'an six. AN V. Projet de Villers y relatif, 362 et 364. — AN VI. Suite de la discussion; fixation des sommes y destinées, 1 et 2. — Approbation de cette résolution, 12, 13 et 14. — Message du directoire sur la nécessité d'en compléter les fonds, 213.

Dépenses de l'an sept. AN VI. Message du directoire à ce sujet, 306. — Rapport de Villers et projet qui les fixe à 600 millions, 325. — Discussion et approbation de cette résolution, 358. — Texte du rapport d'Arnould y relatif, 361 et *suivants*. — AN VII. Autre de Labrousse sur un message du directoire, 26. — Approbation d'une autre résolution sur leur mode d'imposition et de comptabilité, 77 et 78. — Son texte, 79 et 80. — Nouvelles dispositions y relatives, 174. — Rejet de cette résolution, 191. — Rapports de Génissieu et de Bertrand du Calvados, sur les moyens d'élever les recettes à leur niveau; adoption de plusieurs articles, 210 et 211. — Analyse du premier de ces rapports, 216 et 217. — Nou-

veau rapport du même; débats sur la publicité de la discussion; arrêté portant qu'elle n'aura lieu qu'en comité secret, 239. — Messages du directoire sur le déficit des recettes, et renseignements sur les crédits ouverts pour cette année; débats sur l'emploi des fonds, 219 et 260.

Dépenses de l'an huit. AN VII. Sont fixées à 600 millions, 327. — Rejet de cette résolution, et pourquoi, 350. — Adoption d'un nouveau projet y relatif, *ibid.* — Son approbation par le conseil des anciens, 353.

DÉPORTATION. AN 1791. Décret qui inflige cette peine en cas de récidive d'un délit emportant peine afflictive, 157. — AN I.^{er} 1793. Autorisation donnée aux tribunaux criminels de la prononcer temporairement ou à vie, 162. — Proposition de l'appliquer aux prêtres réfractaires; débats à ce sujet, 206. — Nouvelle discussion de cette proposition; elle est combattue par Collot-d'Herbois, et défendue par Barrère; décret portant en principe, que les déportés seront considérés comme émigrés, 263. — AN II. 1793. Interprétation des lois relatives à ceux qui sont condamnés à cette peine, 43. — Proposition de Bezard d'en excepter les prêtres mariés, 62. — AN III. Motion d'ordre de Fréron pour la substituer à la peine de mort pour délits révolutionnaires, 200. — AN V. Écrit de Baudin sur ce système, 26. — Discours de M. Meyer, président de la société helvétique, sur ses effets, 77. — AN VI. Pétition d'un jeune homme qui la provoque contre lui; ne pouvant vivre sous le régime républicain, 176. — AN VII. Projet tendant à confisquer les biens des condamnés qui s'y sont soustraits; discussion tumultueuse qu'il occasionne; adoption des deux premiers articles, 50. — Reprise de la discussion; rejet de ceux relatifs aux prêtres, 52. — Adoption d'un nouveau projet, qui assimile aux émigrés ceux qui ne se présenteront pas dans les deux mois pour subir leur déportation, 53. — Discussion aux anciens sur la déclaration d'urgence, *ibid.* — Son approbation unanime, 54. (*Voyez DÉPORTÉS*).

DÉPORTÉS. AN II. 1794. Décret relatif au paiement des frais d'administration de leurs biens, 244. — Arrêté de Richard et Choudieu, qui les exclut des pays conquis par les armées françaises,

294. — Projet relatif à leurs dettes, 299. — Nouvelles mesures de rigueur contre eux, 365. — AN III. Levée des scellés apposés sur leur mobilier pour en faire la vente, 24. — AN IV. Projet de résolution qui leur accorde trois mois pour le réclamer, 250 et 251. — Leur expulsion de la Suisse, 295. — Texte de la note de Barthelemy à ce sujet, 305. — Arrêté du directoire, relatif au remboursement du prix de leur mobilier, 307. — Motion de Frédéric Hermann, contre ses dispositions, 311. — AN VII. Projet concernant les droits dus par leurs successions, 175 et 189. — Sa discussion; son rejet, 211. — Mesures prises contre eux par Bernadotte, 203. — Ajournement d'un projet de Laujacq, sur les parents de ceux qui ont fui le lieu de leur déportation, 341.

Déportés Corses. AN V. Rapport sur les abus dans la distribution des secours qui leur sont accordés, 75. (*Voyez CORSE*).

Déportés des Colonies. AN V. Résolution relative à la distribution des secours qui doit leur être faite, 75. — Rapport de Blad sur ceux de Saint-Domingue; proposition de les traduire devant le tribunal de la Charente-Inférieure, 182. — Discussion relative à ceux de l'Île-de-France, et aux actes de son assemblée, 200. — Nouveaux débats sur les premiers; sortie violente contre les auteurs de leurs persécutions, 209. (*Voyez COLONIES*).

Déportés du 18 fructidor. AN V. Résolution qui en arrête définitivement la liste, 354. — Discussion sur cette résolution; son adoption, *ibid.* — Ils sont traduits au Temple, 355. — Conduits au lieu de leur destination sous une forte escorte, 356. — AN VI. Proposition de confisquer leurs biens, en cas de fuite ou de non-soumission à la loi, 54. — Leur départ de Rochefort, 182. — Divisions qui éclatent entre eux, 185. — Faits cités à la charge de plusieurs d'entre eux, 187. — Détails sur leur traversée, 225. — Autres sur Barthelemy, Pichegru et Delarue, 327. — AN VII. Arrêté du directoire y relatif, 69. — Il désigne l'Île d'Oléron pour le lieu de leur exil, 123. — Leur soumission à cette mesure, 135. — Noms de ceux qui y sont arrivés, 164. — Mort de Bourdon, Murinais, Rovère, Tronçon-Ducoudray,

Brottier et Lavillehurnoy dans l'Île de Cayenne, 284. (*Voy. JOURNÉE DU 18 FRUCTIDOR*).

DÉPÔTS. AN 1790. Décret portant qu'ils doivent être rendus dans la même nature qu'ils ont été faits, 256. — AN III. Nouvelles dispositions à ce sujet, 338. — AN VII. Arrêté du directoire sur le mode de liquidation de ceux faits dans les caisses publiques, 101. — Décret sur leur restitution en nature., 119.

DÉPÔTS JUDICIAIRES. AN 1790. Décret à ce sujet, 227. — AN VII. Arrêté du directoire sur le mode de leur liquidation par les caisses publiques, 101.

DÉPÔTS LITTÉRAIRES. AN 1790. Décret y relatif, 227. — AN II. 1793. Mesures législatives pour leur réunion à Paris, 44. — AN IV. Réflexions sur les inconvénients résultans de leur dissémination, 244. — AN V. Nouvelles dispositions y relatives, 244. — Opinion de Creuzé-Latouche en faveur de cette résolution, 362. — Son adoption, 364.

DÉPUTATIONS. AN 1789. Arrêté portant qu'il n'en sera plus reçu par l'assemblée nationale, 31. — AN 1792. Plaintes de Thuriot au sujet des députations législatives, 38. — Lettre de Condorcet à Louis XVI, sur le cérémonial à observer envers elles, 39.

DÉPUTÉS. AN 1789. Article constitutionnel sur les conditions nécessaires à leur éligibilité, 79. — Ils sont exclus des fonctions ministérielles, et des places à la nomination du roi, 86. — Fixation de leur nombre d'après les bases de la population, la contribution et l'étendue du territoire, 91. — Décrets portant qu'ils seront élus parmi les éligibles de chaque département, *ibid.* — Et ne pourront être destitués que pour forfaiture jugée, 92. — Fixation du nombre de ceux à nommer par les assemblées électorales, 103. — Proposition de Mirabeau pour qu'ils soient choisis parmi les membres des administrations supérieures, 111. — AN 1790. Nouvelles dispositions pour les priver des grâces et faveurs de la cour, 28. — Discussion sur leur éligibilité aux futures assemblées, 72. — Leur exclusion des fonctions administratives de leur département, 80. — AN 1791. Décret qui les exclut du ministère, et leur défend de solliciter aucune place, 99. — Articles sur leur inviolabilité, 142. — Et

l'incompatibilité de leurs fonctions, 167. — AN 1792. Ils consacrent à la patrie le tiers de leur indemnité pendant trois mois, 114. — Discussion à ce sujet; rapport de ce décret, 115. — Détermination d'un nouveau costume, 196. — AN I.^{er} 1793. Rapport du décret qui les obligeait à opter entre leurs fonctions et celles de journaliste; dispositions contre ceux qui seraient violemment soupçonnés de complicité avec les ennemis de la république, 94. — Mesures relatives aux dénonciations qui auront lieu entr'eux, 100. — Proposition de leur faire rendre compte de leur fortune, 136. — Dénonciation contre ceux absents sans mission, comme agitant les départemens; provocation de mesures contr'eux, 163. — Décret qui fixe l'époque du retour de ceux rappelés, 178. — Autre portant qu'ils ne peuvent être envoyés en mission dans le département qu'ils a nommés, 188. — AN II. 1793. Jury censorial proposé pour eux; discussion à ce sujet, 48. — Renouveau de la motion sur le compte de leur fortune; elle amène la dénonciation du système de terreur qui se développe dans la convention, 52. — Décret pour qu'ils soient entendus avant d'être jugés, *ibid.* — Rapport de cette loi, 55. — Décret pour l'examen de la conduite de ceux intéressés dans des fournitures, 61. — AN II. 1794. Décret pour le remplacement de ceux frappés d'arrestation ou d'accusation, 121. — Dispositions relatives à leur appel en témoignage, 129 et 153. — Discussion sur les dénonciations qui pourraient être faites contr'eux, 340. — Compte demandé de leur fortune, 360. — Proposition tendante à l'examen de leur conduite respective, 365. — AN III. Discussion et décret sur le mode de leur mise en jugement, 33. — Autre discussion sur les formes à employer pour les dénoncer, 35, 38 et 39. — Loi sur cette matière; discussion et adoption de plusieurs autres articles, 40. — Texte de ce décret, 41. — Discussion sur la proposition d'augmenter leur traitement, 50. — Décret confirmatif de cette demande, 115. — Réclamations à ce sujet, 117. — Mode d'admission de leurs suppléans, *ibid.* et 160. — Texte du décret relatif à l'examen de leur conduite, 235. — AN IV. Nouveau décret qui les oblige à déclarer la quotité de leur fortune, 8. — Oppositions à cette mesure, 9. — Disposi-

tions relatives à leur inscription sur la liste des émigrés, 142. — Mode de leur radiation, 157 et 161. — Dénonciation contre plusieurs d'entr'eux; discussion à ce sujet en comité général, 194. — AN V. Décret qui accorde une pension aux pères, veuves et enfans de ceux qui sont morts victimes des événemens de la révolution, 141. — Proposition de Chassey d'établir une distinction entre eux et les simples citoyens, lorsqu'ils sont prévenus de calomnies, 154. — Rapport des lois qui suspendaient de leurs fonctions ceux reconnus parens d'émigrés, 267. — Proposition de leur défendre d'accepter des places pendant l'année qui suit la cessation de leurs fonctions, 276. — AN VI. Adoption d'un projet de Grégoire sur leur costume, 9. — Motion d'ordre de Sherlock, tendante à priver de leur indemnité ceux absents par congé, 344. — AN VII. Discussion sur les inconvéniens de l'application à leur égard de la loi du 3 brumaire, par la faculté illimitée donnée au directoire pour l'inscription de leurs parens sur des listes d'émigrés, 212. — Motion de Baudet tendante à décréter qu'ils ne pourront accepter de places du directoire qu'un an après la cessation de leurs fonctions législatives, 261. — Plaintes de Garrau, Briot et Chalmel, contre l'espionnage dont ils sont l'objet, 269. — Réponse du ministre Duval à cette assertion, 270. — Débats sur le projet de leur interdire tout intérêt dans les fournitures, 278, 279, 289, 325 et 337. (V. FOURNISSEURS). — Proposition de faire accompagner leur convoi par une députation de quatre membres, 302. — Et débats à ce sujet, 341. — Réflexions sur la question de savoir s'il leur convient de faire partie des sociétés politiques, 317.

Députés à l'Assemblée nationale constituante. AN 1789. Article contre leur costume comme obstacle à la réunion des ordres, 2. — Manifestation de leur intention d'être renouvelés prochainement, 56. — Proposition par le vicomte de Mirabeau de les rendre inéligibles pour la première législature, 69. — Discussion sur l'impression de la liste de ceux absents, 74. — Suppression du costume, 75. — AN 1790. Critique des principaux membres de l'opposition, 115. — Collection de leurs portraits, 121. — Mesures relatives au paiement des indemnités dues aux absens, 174. — Leur vie politique et pri-

vée, 284. — AN 1791. Autre décret pour rappeler à leur poste ceux d'entr'eux qui s'en sont absentes, 174. — Décret qui applique à ceux qui se sont fait inscrire sur les rôles de la garde nationale parisienne, les lois sur la durée des services militaires, 288. — AN II. 1793. Dispositions pénales contre ceux qui ont protesté contre la constitution de 1791, 279. — AN IV. Proposition de les exclure de Paris, et pourquoi; discussion et rejet de cette mesure, 238.

Députés à l'Assemblée nationale législative. AN IV. Proposition de les exclure de Paris, et à quelle occasion; rejet de cette mesure, 238.

Députés à la Convention nationale. AN IV. Discussion du projet relatif à l'admission de sept d'entr'eux au corps législatif, 163. (*Voyez CORPS LÉGISLATIF*). — Loi qui les exclut de Paris et pourquoi, 238. — AN V. Discussion sur cette disposition, 168. — Elle est annulée, 246. (*Voyez LOI DU 22 FLORÉAL*).

Députés en mission. AN 1791. Mission de ceux envoyés au-devant de Louis XVI arrêté à Varennes, 175 jusqu'à 179. — Suspension de leur envoi dans les départemens, 212. — AN 1792. Décret qui rappelle tous ceux en mission, 244. — Autre fixant les pouvoirs de ceux envoyés aux armées, 366. — AN I.^{er} 1793. Instruction de ceux envoyés dans les pays conquis, 16. — La convention en envoie dans les départemens pour inviter les citoyens à voler à la défense de la patrie, 70. — Proposition relative à l'indemnité qui leur est due pour les frais de route, 90. — Décret qui en envoie pour assurer la défense des places fortes, 97. — Autre qui règle leur costume aux armées, *ibid.* — Il leur est défendu de correspondre avec l'ennemi, 108. — Décret qui détermine leur nombre et leurs attributions, 123. — Débats sur l'extension de leurs pouvoirs; instruction y relative, 129. — Mesures pénales contre les individus qui n'exécuteraient pas leurs arrêtés, 138. — Fixation de l'époque de leur retour dans le sein de la convention, 178. — Décret portant qu'ils ne peuvent être envoyés dans leur département, 188. — AN II. 1794. Mesures relatives à ceux qui se refuseraient à l'exécution des ordres du comité de salut public, 252. — Décret qui fixe la durée de leurs fonctions, 328. — Autre déterminant l'époque à

laquelle ils pourront avoir une nouvelle mission, 344. — AN III. On les charge de mettre en liberté les cultivateurs détenus, 3. — Impression de pièces contre eux, 196. — Décret ordonnant l'examen de la conduite de ceux qui ont abusé de leurs pouvoirs, 197. — Proposition de Bourdon, de l'Oise, tendante à les faire exclure de la convention, 199. — Détermination des cas qui leur permettent la nomination aux emplois militaires, 230. — Décret qui leur défend de tirer des mandats sur les caisses publiques, sans autorisation, 232. — Et en rappelle plusieurs, 261. — Limitation de leurs pouvoirs, 272. — Ordre qui leur enjoint de remettre l'état des marchés passés par eux, 308. — AN IV. Examen de la conduite de ceux envoyés dans le Midi pendant la réaction, 35. — Résolution qui charge le directoire de prononcer sur les réclamations excitées par leurs décisions, 145. — Son rejet, 164. — Rapport tendant à soumettre leurs actes à la révision du corps législatif, 173. — Fixation du délai accordé pour se pourvoir contre leurs arrêtés, 177. — Nouvelles dispositions sur leur révision par le corps législatif, 181, 190 et 193. — Résolution qui relève de la déchéance, en matière judiciaire, ceux qui se sont pourvus contre leurs actes, 365.

Députés fédéralistes ou Girondins. AN I.^{er} 1793. Sont mis sous la sauve-garde d'un seul gendarme, 156. — Conservent leur traitement, 157. — Sont remplacés par leurs suppléans, 167. — Mesures pour en imprimer la liste, 170 et 172. — Décret qui les prive de toute communication, 176. — Maintien de celui qui ordonne leur réclusion, 178. — Discussion relative au rapport demandé sur leur compte; Robespierre le fait différer, 179. — Débats sur la proposition d'obliger les sociétés populaires à livrer leur correspondance, 195. — Rapport de Saint-Just sur les accusations intentées contr'eux, 199. — Autre de Billaud-Varennes, et proposition de leur mise en jugement, 205 à 208. — Leur translation au Luxembourg, 256. — Discussion aux Jacobins sur leur compte, 263. — AN II. 1793. Acte d'accusation contre plusieurs d'entr'eux, 277, 278, 17, 34, 35 et 36. — Leur procès par le tribunal révolutionnaire, *ibid.* — Détails y relatifs, 43. — Nouvelles instances pour l'obtention d'un rap-

port sur ceux non jugés, 55. — AN II. 1794. Nomination d'une commission pour la levée des scellés apposés sur leurs papiers, 233. — AN III. Proposition de mettre en liberté ceux encore détenus, 24. — Pétition de la section de l'Unité pour leur rentrée dans le sein de la convention, 164. — Fête funèbre ordonnée en l'honneur de ceux morts par suite du 31 mai, 259. — AN IV. Secours accordés aux veuves de ces derniers, 205, 206, 222, 227 et 237. (*Voyez leurs noms, et JOURNÉE DU 31 MAI*).

Députés arrêtés au 12 germinal. AN III. Leur translation au château de Ham, 195. — Ils sont décrétés d'accusation, 247. — Expulsion de leurs femmes hors de Paris, 252. — AN IV. Proposition de leur mise en liberté; débats à ce sujet, 40 et 44. (*Voy. leur article et JOURNÉE DU 12 GERMINAL*).

Députés arrêtés au 1^{er} prairial. AN III. Leur arrestation, 246. — Décret d'accusation porté contre eux, 247. — Expulsion de leurs femmes hors de Paris, 252. — Discussion sur le choix du tribunal qui doit les juger, 255. — Leur translation au château du Taureau, 259. — Faits qui ont motivé leur accusation, 265. — Sont condamnés à mort, et se suicident, 270. — Détails à ce sujet, 274. (*Voy. leur article et JOURNÉES DE PRAIRIAL*).

Députés exclus au 22 floréal. AN VI. Indemnité proposée en leur faveur, 244. — Discussion et adoption du projet y relatif, 247. — Son rejet par le conseil des anciens, 256 et 257. — Nouvelle résolution à ce sujet, 258. — Elle est approuvée, 259. (*Voyez LOI DU 22 FLORÉAL*).

DÉSARMEMENT. AN I^{er} 1793. Décret qui ordonne celui des gens suspects, 86. — Son exécution par la commune de Paris, 91. — AN II. 1793. Dispositions de cette nature contre les communes dans lesquelles il éclaterait des troubles, 94. — AN III. Pétition de diverses sections de Paris pour obtenir celui des terroristes, 203 et 207. — Loi y relative, connue sous le nom de 21 germinal, 204. — Décrets qui autorisent les sections à opérer ce désarmement, 226, 246, 250 et 253. — Autre déclarant qu'aucune loi n'empêche les désarmés de voter dans les assemblées primaires, 349. — AN IV. Rapport de la loi dite du 21 germinal, 15. — Réclamations de Pocholle à ce sujet; débats entre lui

et Génissieu; maintien de l'abrogation de cette loi, 16. — AN VII. Pétition des administrateurs municipaux du onzième arrondissement de Paris pour le désarmement des ennemis de la liberté, 302.

DÉSERTEURS. AN 1789. Ordonnance du roi qui les amnistie, 41. — AN 1790. Motion pour rendre cette mesure générale, 192. — AN I^{er} 1793. Peines proposées contre eux, 175. — Décret qui les frappe de mort, 228. — AN II. 1794. Nouvelles dispositions y relatives, 220. — AN III. Amnistie accordée à ceux de la première réquisition, 316. — Extension de cette loi à ceux jugés et condamnés comme tels, 328. — AN IV. Message du directoire, relatif à son application, 200. — Sa publication par le général Hoche, à l'armée des Côtes-de-l'Océan, 213. — AN VI. Provocation de nouvelles mesures contre eux, 8. — Résolution contre les fonctionnaires publics qui les favoriseraient, 39. — Son approbation, 59. — Arrêté qui déclare émigrés ceux retirés en Suisse, 156. — AN VII. Poursuites contre ceux qui les recéleraient, 22. — Discussion de cette résolution, 33 et 74. — Elle est rejetée, 75. — Proposition de Jourdan pour une nouvelle amnistie, 279. — Discussion de son projet, 285. — Son approbation, 287. (*Voy. MILITAIRES, RÉGIMENS, etc.*).

DÉSERTEURS ÉTRANGERS. AN I^{er} 1793. Renvoi au comité de salut public de quelques mesures y relatives, 117. — Confirmation d'un arrêté du conseil exécutif, qui les fait passer aux frontières opposées des lieux de leur naissance, 141. — Prestation du serment de fidélité par un grand nombre d'entre eux, 192 et 203. — AN II. 1793. Autres, 33. — Décret qui défend aux généraux et soldats d'en recevoir dans les camps, après la retraite, 45. — Et de les employer dans les armées, 74. — AN III. Lettre de Henrion, pour qu'ils travaillent aux canaux, 58.

DÉsertion. AN 1792. Décret qui détermine la peine contre ce délit, tant pour l'officier que pour le soldat, 139. — AN I^{er} 1793. Dispositions pénales contre ceux qui la favorisent, 89. — AN IV. Message du directoire pour sa répression, 51. — Discussion d'un projet y relatif, 52, 53, 54 et 64. — Son adoption, 65. — Rejet de cette résolution, 69. — Nouveau projet de Leconte-

cointe-Puyraveau à ce sujet, 87. — AN VI. Proposition de Lamarque pour la réprimer, 8. — Résolution contre les fonctionnaires publics et tous autres citoyens qui la favoriseraient, 39. — Son approbation, 59. — AN VII. Motion d'ordre de Bodin y relative, 357. (*Voy.* l'article ci-dessus et DÉLITS MILITAIRES).

DESSÈCHEMENS. AN 1790. Décret qui charge les départemens de s'occuper de celui des lacs, terres inondées et marais, 123. — Nouvelles dispositions pour les rendre à la culture, 239 et 360. — AN 1792. Autres décrets relatifs aux étangs, 256 et 258. — AN II. 1793. Autre, 75. — L'exécution en est recommandée aux sociétés populaires, 96. — AN II. 1794. Rapport et projets d'Eschassériaux à ce sujet, 261. — AN III. Suspension des défrichemens, 192. — Abrogation de la loi qui les ordonnait, 287.

DESTITUTIONS ARBITRAIRES. AN 1790. Discussion à l'occasion de celle de M. de Moreton-Chabillant, 219. — AN V. Arrêté qui ordonne un rapport sur cette matière, 171. — Discussion d'un projet y relatif, 304, 324, 325, 331 et 333. — Adoption de quelques articles, 334. — Nouvelle discussion à ce sujet, 342 et 343. (*Voyez* ACTES ARBITRAIRES).

DÉTENTIONS ARBITRAIRES. AN 1790. Décret qui les prohibe et ordonne à tous les agens de ces ordres de donner la déclaration de leurs prisonniers, 4. (*Voyez* ACTES ARBITRAIRES et LETTRES DE CACHET).

DÉTENUS. AN 1790. Décret portant que ceux contre lesquels il n'y a pas de plainte rendue en justice, auront leur recours contre les auteurs de leur détention, 74. — Autre qui maintient l'emprisonnement des condamnés ou décrétés pour crimes capitaux, et ordonne le renvoi en justice des homicides et incendiaires, 77. — AN 1792. Secours accordés à ceux qui le sont pour mois de nourrice, 230. — Dispositions pour obtenir l'état de ceux renfermés dans des maisons particulières, 330. — AN I.^{er} 1793. Mise en liberté de ceux arrêtés pour dettes, 70. — Mesures pour la prompte exécution de ce décret, 104. — Autre pour la relaxation de ceux qui le sont pour seule cause d'opinion, 167. — Mise en liberté de ceux arrê-

tés par les administrations rebelles, et réintégration dans les prisons de ceux qu'elles avaient élargis, 217 et 229. — Autre décret qui réintègre dans les prisons ceux que le comité de sureté générale en a fait sortir, 249. — Pétition arrêtée aux Jacobins pour en faire afficher la liste et relaxer ceux contre lesquels il ne sera produit aucune charge, 271. — AN II. 1793. Décret qui approuve les arrestations et les mises en liberté ordonnées par le comité de sureté générale, et supprime toute communication avec eux, 21. — Rapport de celui qui ordonnait de leur délivrer les motifs de leur réclusion, 55. — Loi pénale contre les préposés qui les laisseraient échapper, 44. — Révolte de ceux du bagne de Rochefort; leur poursuite par un tribunal révolutionnaire, 45. — Décret portant que la nourriture sera la même pour tous, 58. — Autre pour la transcription sur un registre des motifs de l'arrestation de ceux non-compris dans la loi du 17 septembre, 79. — Demande de leur mise en liberté, 85. — Rapport du décret relatif à l'examen des causes de leur détention, 98. — AN II. 1794. Décret qui autorise à se pourvoir en cassation ceux enfermés par lettre de cachet, 103. — Mise en liberté de ceux arrêtés par une fausse interprétation du décret du 4 frimaire, 122. — Rapport de St.-Just, et décret pour la relaxation des patriotes, la détention et le bannissement des suspects, 159. — Autre décret sur les gardiens et gendarmes qui laissent évader ceux qui leur sont confiés, 168. — Proposition des Jacobins de les priver de tout moyen de communication, 177. — Epuration des commissions populaires chargées de les juger, 313. — Demande de leur mise en liberté, 317. — Motion en faveur de ceux patriotes, 321. — Discours de Barrère et de Tallien sur la liberté des détenus, 323. — Réclamation aux Jacobins contre leurs nombreuses mises en liberté, 340. — Secours accordés à ceux des départemens pour quitter Paris, 352. — Débats aux Jacobins sur la relaxation de ceux incarcérés par Albite, 356. — Rapport sur la suspension des procédures dirigées contre eux depuis le 10 thermidor, 358. — AN III. Dispositions relatives à leur nourriture et à la salubrité des lieux qu'ils occupent, 32. — Nou-

Table alphabétique.

velles réclamations de ceux incarcérés avant la mort de Robespierre ; sortie de Legendre à ce sujet ; discussion et débats qu'elle occasionne , 68. — Décret qui fixe le mode de leur jugement , 70. — Autre portant que l'état nominatif en sera envoyé au comité de sureté générale , 172. — Accusation dirigée contre Duhem , à cause de ses liaisons avec ceux de la Bourbe , 188. — Proposition de leur mise en liberté , 192. — Instances de Jeanbon-Saint-André et de Bourgeois à cet égard , 193. — Nouvelle motion en leur faveur , 194. — Pétition de la section des Quinze-Vingts , dans le même sens ; décret pour en imprimer la liste , *ibid.* — Proposition de Legendre , pour leur relaxation , 300. — Plan d'une commission de police extraordinaire destinée à prononcer sur le sort de ceux arrêtés pour délits révolutionnaires , 303. — Demande de leur prompt mise en jugement , par une députation de la section de Guillaume-Tell , 305. — Démenti d'un bruit atroce , semé à dessein , contre ceux renfermés au Plessis , 306. — Projets et discussion sur le mode à suivre pour leur mise en jugement , 308. — Décret qui charge une commission de douze représentans de prononcer sur les motifs de leur détention , 312. — Ordre du jour sur une adresse des citoyens de Moulins contre cette commission , 321. — Fixation du mode de leur jugement , 345. — Autre décret portant qu'aucun d'eux ne pourra être traduit devant les officiers de police de sureté , que d'après un arrêté du comité de salut public ou de sureté générale , 365. — AN IV. Patriotisme et dévouement de ceux des Quatre-Nations , qui demandent des armes pour défendre la convention nationale , 17. — Suspension des mises en liberté de ceux arrêtés à cause des événemens du 13 vendémiaire , 18. — Décret qui autorise le comité de sureté générale à relâcher ceux qu'il croira innocens , 20 et 21. — Nouvelles réclamations en leur faveur , 42. — Relaxation de ceux détenus pour faits révolutionnaires , 44. — Message du directoire pour en accélérer le jugement , 84. — Lettre du tribunal criminel de la Seine , dans le même sens , 175. — Résolution qui leur accorde trois mois pour réclamer leur mobilier , 250 et 251. — Son rejet , 299. — AN V. Lettre du ministre Bénézech sur

leur trop facile communication au dehors , 193. — Improbation d'une résolution relative à leur évacuation , 233. — Autre concernant la responsabilité des préposés à leur conduite ou à leur garde , 330. — AN VI. Son approbation , 9. (*Voy. CONDAMNÉS, SUSPECTS, etc.*).

DETTE PUBLIQUE. AN 1789. Décret qui la met sous la garantie de l'honneur et de la loyauté nationale , 9. — Discussion sur la proposition d'en assurer le paiement annuel , 68. — Considérations et projets y relatifs , 85. — Etat de sa situation ; moyens de libération présentés par le marquis de Montesquiou , 91 et 92. — AN 1790. Rapport de Lebrun sur toutes ses parties , 157, 158, 163 et 164. — Suite de ce rapport , et sa discussion , 165, 185, 186, 199 et 203. — Paiement des arrérages , 228. — Reprise de la discussion , 240. — Etat de cette dette , 249. — Projet de Boislandry de la rembourser avec des délégations portant 5 pour cent d'intérêt , 250. — Adoption de divers articles , 258, 261 et 262. — Opinion de Dubernet , négociant , sur le mode de sa libération , 267. — Suite de la discussion y relative ; décret portant que celle non constituée sera remboursée en assignats-monnaie , 273. — Fin de cette discussion , 274. — Autre sur sa liquidation et son remboursement , 311, 312 et 313. — AN 1791. Décret pour le paiement de divers objets y relatifs , 73. — Autre pour la liquidation de celles à la charge de la nation , 103. — Autre portant que la trésorerie continuera à en acquitter toutes les parties , 274. — Et que les remboursemens de celle exigible ne seront point suspendus , 344. — AN 1792. Discussion sur le remboursement de cette dernière , 97. — Nouveaux décrets de liquidation , 118. — AN 1.^{er} 1793. Projet de son remboursement par Cambon , 228 et 229. — Décret portant que les titres constatant les créances viagères ne pourront être négociés , vendus , cédés ou transportés , 257. — Délai accordé aux artisans qui ne les ont pas produits , 264. — Rapport de ce décret ; nouveaux moyens présentés par Cambon pour la consolider ; texte du décret sur la formation d'un grand-livre et le remboursement des inscriptions , 273. — AN II. 1793. Fixation des époques de paiement , 26.

— Dispositions complétives de la loi sur sa consolidation, 83. — AN II. 1794. Décret pour la remise des titres de créances sur les émigrés, 118. — Autre pour le paiement des rentes et pensions, 141. — Dispositions relatives à l'inscription au grand-livre et au paiement des créanciers de Lyon et de Toulon, 189. — Décret concernant les militaires déchus de leurs créances, pour n'avoir pas rempli les formalités prescrites par la loi, 196. — Texte de celui qui déclare les rentes viagères dette nationale, 249. — Autre décret relatif aux erreurs de noms des créanciers, 271. — Rapport de Bordas, et mesures diverses sur sa liquidation, 278. — Annonce faite par Cambon de la confection du grand-livre; il donne un aperçu de la dette publique, et fait rendre un décret sur la délivrance des extraits d'inscriptions, 285. — Liquidations de cinq cent vingt-six offices, 302. — Avis du directeur-général de la liquidation de cette dette, sur les formes à suivre, 332. — Décret qui assujétit les inscriptions à l'enregistrement, 350. — Autre relatif à la délivrance des certificats aux créanciers de la république, 354. — Liquidation des rentes de l'ancien clergé, 365. — AN III. Nouveau rapport de Cambon sur le mode de délivrance des inscriptions au grand-livre, 1. — Prorogation du délai accordé pour la remise des titres relatifs aux rentes viagères, 2. — Autre rapport sur les progrès de la liquidation, 150. — Décrets concernant les inscriptions sur le grand-livre, 161, 168, 169 et 293. — Article de Ducher sur les dettes de l'état, 291. — Réunion de la liquidation de celles de la liste civile, 324. — AN IV. Son organisation administrative, 41. — Avis du ministre des finances sur les payemens en inscriptions, 131. — AN V. Rapport et arrêté sur les opérations de la liquidation, 17. — Proposition de distinguer les anciens créanciers de l'état d'avec les nouveaux acquéreurs d'inscriptions, 39. — Discussion sur l'usage qu'on en a fait, 40. — Reprise de la discussion relative à leur admission en paiement des biens nationaux, et dispositions concernant celles provenant des rentes viagères, 43, 44, et 179. — Rapport de Duchâtel sur cet objet, 118. — Décret qui diminue les droits d'enregistrement pour leurs mutations, 146 et 148. — Autre réso-

lution relative aux erreurs des noms inscrits sur le grand-livre, au préjudice des rentiers, 150. — Sa discussion, 259. — Elle est rejetée, 280. — Approbation de celle qui fixe le mode de liquidation des créances exigibles, 282. — Régularisation de la vente des inscriptions, 295 et 299. — Nouvelle résolution pour la rectification des erreurs de noms sur le grand livre, 318. — Son approbation, 344. — Rapport de Villers sur divers moyens propres à opérer la liquidation de la dette nationale, 360. — Discussion de ses projets, 362 et 364. — AN VI. Suite, 1 et 2. — Texte des articles adoptés, *ibid.* — Discussion de cette résolution, 13. — Son approbation, 14. — Nouveaux projets relatifs à son entière liquidation, au mode de remboursement des deux tiers, et à sa formation et inscription au grand livre, 47. — Adoption de plusieurs titres, 59. — Rapport sur ces résolutions, 81, 82 et 83. — Leur approbation et texte, 92, 93, 97 et 106. — Dispositions pour le paiement de celle des départemens réunis, 208 et 248. — Message du directoire sur l'exécution des lois relatives à sa mobilisation, 281. — Projet de Bailleul sur le transfert, 328. — Motion de Foncez sur la dette consolidée, 345. — Adoption du projet précédent, 358. — AN VII. Discussion et décret relatif aux arrérages de l'an VI, 22, 25 et 32. — Rapport sur les moyens de suppléer à la dette mobilisée, 36. — Autre sur les transferts, 38. — Texte d'un message du directoire sur le défaut d'énumération de toutes les parties dont se compose son passif, 98. — Nouvelle résolution relative aux transferts, 228. — Texte du rapport de Duchâtel à ce sujet, 237. — Elle est rejetée, 241. — Nouvelle résolution y relative; son approbation, 242. — Arrêté du directoire sur cet objet, 293. (*Voyez CRÉANCIERS, LIQUIDATION, LISTE CIVILE, PENSIONNAIRES, RENTIERS, TRANSFERTS, etc.*).

DEUX-CHAMBRES. AN 1789. Démonstration des avantages de ce système, par Lally-Tollendal, 43. — AN 1792. Il est improuvé unanimement par l'assemblée législative, 190. (*Voyez CHAMBRE-HAUTE*).

DEVINS et DEVINERESSES. AN V. Dénoncia-

tion contre eux par l'administration municipale de Bapaume, 83.

DÉVOLUTIONS. AN 1790. Rapport et projet pour leur abolition, 201. (*Voyez SUCCESSIONS*).

DIAMANTS. AN 1792. Décret qui ordonne la vente de ceux de la couronne, 231. — Ils sont volés au Garde-Meubles. (*Voyez GARDE-MEUBLES*). — AN II. 1794. Levée des scellés apposés sur le *Pitt*, 244.

DICTATURE. AN 1792. Dénonciation d'un projet y relatif ; discussion à ce sujet ; accusations contre Marat et Robespierre ; débats, 270 et 271. — Bruits publics et désignation d'un dictateur, 358. — AN I.^{er} 1793. Serment de mettre à mort sur le champ tout individu qui prétendrait à la dictature, 93. (*Voyez FRANCE, MARAT, ROBESPIERRE, LOUVET, etc.*).

DICTIONNAIRE DE L'ACADÉMIE. (*Voyez ACADEMIE FRANÇAISE*).

DIGUES. AN VII. Message pour obtenir des renseignemens sur celles de la Flandre-Hollandaise, 1.

DILATATEURS. AN III. Décret qui ordonne leur poursuite devant les tribunaux, 233. — AN VI. Motion d'ordre contre eux, par André, du Bas-Rhin, 322. — Accusations du même genre, par Guesdon, 523. — Violente sortie de Lucien Bonaparte contre leur faction liberticide ; insinuations contre leurs chefs, 331. — Rapport de Duplantier, tendant à leur punition, 333. — AN VII. Nouvelle sortie contre eux, 290. — Ils sont accusés par Foncéz ; transmission des faits au directoire, 321. (*Voyez SCHÉRER, REWBELL, etc.*).

DIMES. AN 1789. Sont abolies au 4 août ; précis de l'opposition de Sieyès et autres membres du clergé à leur suppression, 36. — Discussion sur leur rachat, 39. — Murmures et troubles dans l'assemblée, provoqués par l'opinion de Garat ; adoption de l'article du comité sur leur suppression, 40. — AN 1790. Dispositions relatives au paiement des décimes, 25 et 58. — De la théorie des dimes, par Hervey, 93. — Rapport sur leur suppression, 101, 102 et 103. — Adoption de divers arrêtés, 105 et 111. — Décret portant qu'elles seront payées pour l'année, 169, 170 et 175. — Mesures contre ceux qui s'opposent par vio-

lence à leur perception, 216 et 225. — AN 1791. Décrets pour le remboursement de celles inféodées, et leur admission en paiement de biens nationaux, 20 et 66. — Autre pour la fixation du supplément à payer par les fermiers en raison de la suppression de ce droit, 71. — Nouvelles dispositions relatives aux effets de cette suppression, 159. — Texte du décret du 21 juin, sur cet objet, 217. — AN I.^{er} 1793. Autre interprétatif des lois de 1790, sur leur estimation, 271.

DIPLOMATIE. AN 1791. Considérations sur les projets des puissances étrangères contre la France, 161. — AN 1792. Article sur le style qu'il convient de donner à celle d'un peuple libre, 5. — Observations sur les réformes qu'elle doit subir, 95. — AN I.^{er} 1793. Rapport de Barrère sur cette partie, 127. — Article de Ducher contre l'ancienne, 276. — AN II. 1793. Texte du rapport de Robespierre sur la situation politique de la France ; mesures proposées par lui dans cette circonstance, 60. — AN II. 1794. Discussion à la chambre des pairs d'Angleterre, sur les traités de la coalition ; proposition du lord Guilford ; il veut qu'on les déclare contraires aux intérêts de la Grande-Bretagne ; rejet de la motion, 198. — Rapport de Billaud-Varennes sur le système politique de la France ; décret qui en fixe les bases, 212. — AN III. Articles sur les droits des peuples, et les relations de la république avec l'étranger, 49. — Opinion de Boissy-d'Anglas sur les principes diplomatiques de la France, par rapport à la paix, 133. — Rapport de Cambacérès sur le même sujet, 165. — Débats sur les attributions à accorder au comité de salut public dans les relations extérieures, 175, 176, 179 et 180. — Motion d'ordre de Grégoire sur la nécessité d'en poser les fondemens sur des bases solides, 217. — Nouveau discours de Boissy-d'Anglas, sur la situation politique de l'Europe, 341, 342, 343 et 344. — AN IV. De l'Allemagne et de ses princes, 20, 21 et 22. — Projet de paix perpétuelle par Kant, 103. — Article sur l'intérêt respectif de la république et des puissances étrangères, par Eschassériaux l'aîné, 138, 139 et 140. — Vues sur l'alliance de l'Angleterre et de la Russie, 279 et 280. — Réflexions sur le plan combiné de l'Autriche avec l'Angleterre contre

la France , 281. — AN V. Fragment sur le droit des gens , traduit du *Critical review* , 57. — Observations sur les préliminaires de la paix , et contre la tenue d'un congrès , 229. — AN VI. Réflexions sur les intérêts des puissances , 345 et 346. — AN VII. Autre sur leurs projets ; idées générales sur la Russie , l'Angleterre , la Turquie , la Prusse et la France , 14. — Coup-d'œil rapide sur l'influence qu'a pu avoir le département des relations extérieures dans la circonstance présente , 282. (*Voyez* COALITION).

DIRECTEURS DE JURY. AN V. Résolution portant qu'ils resteront aux débats et à l'instruction de l'affaire qu'ils auront commencée , quoique nommés à d'autres fonctions , 197. — Sa discussion , 214. — Son approbation , 215.

DIRECTOIRE EXÉCUTIF. AN. III. Discussion sur la responsabilité de ses membres ; adoption de divers articles constitutionnels y relatifs , 314. — Projet sur le local qu'il devra occuper , 350. — Rapport sur l'ordre et la forme de ses relations avec le corps législatif , 361. — AN IV. Décret qui met à sa disposition la maison dite du *Petit-Calvaire* , appartenant le Luxembourg , 32. — Dépouillement du scrutin pour l'élection de ses membres ; message du conseil des anciens qui annonce cette nomination , 45. — Son installation , 47. — Message sur la prolongation des opérations de l'assemblée électorale de Paris , et demande de fonds pour le service public , *ibid.* — Autre message sur le remplacement de Merlin de Douai et Charles Delacroix , nommés ministres , 48. — Proclamation sur son installation ; sa lettre à Trouvé sur sa démission de la place de secrétaire-général , 49. — Rejet de la résolution qui lui accordait trois milliards assignats , *ibid.* — Il demande des fonds pour chaque ministre , 50. — Ses messages sur le notariat , 51. — Sur la désertion , *ibid.* — Sur les représentans en mission , 154. — Sur le désintéressement de l'armée navale , lors de la reprise du vaisseau le *Censeur* , *ibid.* — Sur la perception de 150 mille quintaux de blé dans les départemens environnans Paris , 55. — Et sur la mise en jugement du général Turreau , 57. — Il met 300,000 liv. par mois à la disposition du comité central de bienfaisance , 59. — Propose le passage des troupes

suisses venant de la Hollande , sur le territoire français ; demande des fonds pour diverses dépenses , 60. — Est chargé de faire juger le général Turreau , 61. — Son message relatif à Miranda ; il envoie des renseignemens sur les Suisses venant de la Hollande , et demande de nouveaux fonds , 62. — Ses messages sur la désignation du nombre de ses membres délibérans , 62. — Sur la nomination d'un substitut du commissaire près le tribunal criminel , 64. — Sur l'emprunt d'un milliard , *ibid.* — Sur l'agence de la classification des titres , 66. — Et sur les employés qui se trouvent sans places , *ibid.* — Il annonce l'échange du traité de paix conclu avec le landgrave de Hesse-Cassel , 67. — Autres messages sur la non-publication de la loi d'amnistie dans le département de Maine-et-Loire , 70. — Sur les troubles survenus aux élections d'Auch ; sur une scission dans l'assemblée primaire de Mortagne ; sur les rixes élevées dans celles de Lectoure , 72. — Sur l'indemnité due aux administrations pour leur déplacement , *ibid.* — Sur la forme des certificats de résidence , 73. — Sur l'établissement d'un tribunal pour juger de la validité des prises maritimes , 74. — Sur le *visa* des ordonnances ; sur la législation forestière ; l'échange de divers meubles et bijoux , 75. — Et sur la circulation et l'exportation du numéraire , *ibid.* — Son instruction à ses commissaires , 78 , 79 et 80. — Il approuve la conduite de Fréron , 79. — Suspend toute communication avec le comte de Carletti , et l'expulse du territoire français ; est inculpé par Miranda , 80. — Son arrêté relatif aux personnes accusées pour les événemens des 12 , 13 et 14 vendémiaire , 82. — Il expose la situation critique du gouvernement , occasionnée par le défaut de circulation de numéraire et subsistances , *ibid.* — Demande des fonds ; adresse un message sur les finances et le projet d'emprunt forcé ; transmet les détails donnés par le général Schérer sur les victoires de l'armée d'Italie ; résolution qui l'autorise à pourvoir au remplacement des juges de paix et administrateurs ; autres messages sur la compatibilité des fonctions judiciaires avec celles de notaire ; sur la législation des juges de paix , 83. — Sur les postes et messageries , *ibid.* — Sur la mise en jugement des détenus ; sur la quotité

de la retenue à faire par les débiteurs de rentes et intérêts ; et sur l'adjonction d'assesseurs aux juges de paix de Paris , 84. — Son arrêté relatif aux procédures commencées anciennement contre Babeuf ; son message sur la situation de la marine et de ses ports , 85. — Autres sur la création d'une troisième section du tribunal criminel de la Seine ; sur l'établissement de préposés des receveurs de département ; sur son mobilier et celui des commissions exécutives , 87. — Sur la fixation du traitement des commissaires de la trésorerie et de la comptabilité , *ibid.* — Sur la mise en activité du nouveau code maritime ; sur les secours à accorder à l'institut des sourds-muets , 88. — Et sur la situation de la régie du timbre , 89. — Il réclame des secours pour le bourg de St.-Maurice , *ibid.* — Ordonne la fermeture de la Bourse de Paris , *ibid.* — Demande des fonds ; propose d'augmenter le traitement des employés de la marine , 90. — Est chargé de pourvoir au remplacement des juges de paix non-élus , 91 et 92. — Son message sur les finances et les forêts nationales , 93. — Autre , relatif à l'emprunt forcé , et demande de nouvelles cotisations pour en faciliter le succès , 94. — Il réunit tous les greffes du département de la Seine à celui du tribunal civil , 95. — Transmet un message sur les finances , 96. — Recommande l'économie aux ministres ; demande une augmentation de juges pour le tribunal civil de la Loire-Inférieure et un supplément de solde pour les employés des administrations militaires , 97. — Résolutions qui mettent à sa disposition le mobilier national et le château Trompette ; et le charge de vendre les bois qui ne s'étendent pas au-delà de 300 arpens , *ibid.* — Arrêté qui ordonne au ministre de l'intérieur de se faire rendre compte du mobilier des commissions exécutives , 99. — Autre qui suspend la vente des chevaux de la république ; sa proclamation au peuple sur les manœuvres du royalisme et de l'agiotage ; *ibid.* — Son arrêté sur les assignats provenans de l'emprunt forcé , 101. — Il fait part du désintéressement de l'armée d'Italie ; demande des fonds pour le service de la guerre , et propose la formation d'un septième ministère , chargé de la police , *ibid.* — Ses messages sur l'emprunt de la commune de Nîmes ; sur l'uniforme des troupes ;

sur les patentes ; sur l'élection du juge de paix de de St.-Dyé , *ibid.* — Son arrêté concernant les employés des différens ministères ; autres messages sur la nomination d'un juge de paix dans le canton de St.-Hilaire , et sur un fait passé dans une assemblée primaire de Lille , 102. — Il demande que les émigrés des Colonies soient assimilés à ceux de la métropole , *ibid.* — Sa lettre à Aubert-Dubayet pour la continuation de la guerre , 103. — Nouvelles plaintes de Miranda contre lui , 104. — Il charge le ministre de la justice de dénoncer à l'accusateur public le jugement rendu à l'égard de Richer-Sérisy , Suard et Babeuf , 106. — Son arrêté pour faciliter le retirement des assignats , 109. — Ses messages sur les pouvoirs à accorder à ses commissaires dans les poursuites de différentes affaires attribuées aux procureurs de districts ; sur l'interprétation des lois relatives à la circulation des grains , 112. — Sur la résidence des commissaires près les administrations de canton , 113. — Sur les individus saisis dans les rassemblemens de chouans ; et sur les débiteurs de lettres de change , *ibid.* — Il sollicite des fonds pour les ministres de la police et de l'intérieur , *ibid.* — Se plaint de la mauvaise volonté des habitans aisés du département de la Seine , relativement à l'emprunt forcé , 115. — Demande si la loi du 25 frimaire l'autorise à nommer les administrateurs municipaux et juges de paix de Lyon , Bordeaux , Marseille et Paris , *ibid.* — Règle le cours des assignats , 117. — Arrête le mode de célébration de l'anniversaire du 21 janvier , 119. — Ses messages sur le rétablissement de 24 officiers de paix dans Paris ; sur la vente de l'Arsenal , 120. — Sur les assesseurs des juges de paix non-élus ; résolution qui lui attribue ces nominations , 121. — Procès-verbal de la fête de l'anniversaire de la mort du dernier roi ; discours du président Rewbell à cette occasion , 125. — Résolution spéciale qui le charge d'organiser la marine d'après la loi du 3 brumaire , *ibid.* — Ses arrêtés sur les spectacles ; sur l'emprunt forcé ; sur le mode de ses délibérations , 126. — Il refuse la démission de Benezech ; est chargé de la nomination des administrateurs municipaux de Lyon , Marseille , Bordeaux et Paris , 128 et 130. — Demande la permission d'envoyer des commissaires dans les Colonies—

Orientales et Occidentales ; et y est autorisé , 129 et 130. — Annonce qu'il a nommé Camus ministre des finances , et transmet une lettre de ce dernier, soumettant une question relative à sa place d'archiviste, *ibid.* — Messages sur les finances, *ibid.* — Sur une levée de chevaux , 131. — Sur le paiement des amendes des douanes et du droit du timbre ; et sur les exactions des meuniers , 132. — Réception du ministre de Toscane , discours à cette occasion , 136. — Il demande la permission d'aliéner les domaines nationaux des Colonies , *ibid.* — Sollicite des fonds pour le ministère de la marine , 137. — Provoque une loi sur le mode de jugement des sourds-muets , 138. — Présidence de Letourneur , 140. — Arrêté relatif à l'emprunt forcé , 141. — Message pour le maintien de l'adjonction d'un commissaire à celui de police de la Butte-des-Moulins, *ibid.* — Il supprime la distribution du pain et de la viande dans Paris , 143. — Affecte au remboursement des inscriptions les rentrées de l'emprunt forcé provenant de la Belgique , 144. — Fixe le mode de paiement des domaines nationaux ; notifie son installation à tous les représentans en mission ; nomme Aubert-Dubayet à l'ambassade de la Porte et le remplace par Pétiet , 145. — Résolution qui le charge de statuer sur les réclamations excitées par les actes des représentans en mission, *ibid.* — Ses arrêtés pour le paiement du 40^e de tous droits et contributions en monnaie de cuivre , et l'organisation de la Bourse de Paris , 146. — Résolution qui le charge d'examiner le compte de la mission de Maret et de Sémonville , et de statuer sur les indemnités dues aux citoyens rendus à la liberté avec les députés prisonniers en Autriche , 147. — Son arrêté relatif à ses commissaires près les diverses autorités ; sa lettre aux généraux , à ses commissaires près les armées et aux ordonnateurs en chef , 148. — Sa proclamation aux habitans de Paris sur les subsistances , *ibid.* — Son arrêté pour le brisement des objets servant à la fabrication des assignats , 150. — Ses messages sur le mauvais état des prisons , *ibid.* — Sur le brûlement des assignats ; sur les arrêtés des comités de la convention ; sur les frais des délits forestiers ; et sur une réunion de communes , 156. — Les cinq-cents lui demandent , ainsi qu'aux ministres , un état des maisons et du mobilier à leur

usage , ainsi que des dépenses de leurs bureaux et agens , et généralement des objets affectés aux établissemens publics ; message contre la suppression de l'agence de poids et mesures , *ibid.* — Mise à sa disposition de la ci-devant mairie pour l'établissement d'une banque , 159. — Sa proclamation aux habitans de l'Ouest , pour les inviter à se réunir autour du gouvernement républicain , 160. — Article de Trouvé en faveur de son arrêté pour la clôture des clubs formés à Paris , 161. — Message par lequel il annonce cette mesure , 164. — Rejet de la résolution qui lui donnait le droit de statuer sur les réclamations occasionnées par les arrêtés des représentans en mission , *ibid.* — Il ordonne la fermeture de l'église de Saint-Louis à Versailles , 165. — Son arrêté sur les permissions de résidence à Paris ; ses messages pour en éloigner une foule d'individus et étrangers , 166. — Régler la marche à suivre à l'égard des fonctionnaires qui ont refusé de prêter le serment de haine à la royauté , *ibid.* — Faire rapporter la loi du 25 mai 1793 , sur l'échange des prisonniers de guerre ; ainsi que celle relative à l'enfouissement du numéraire , 169. — Il annule toutes les exemptions de réquisition , 171. — Demande diverses autorisations pour la vente de biens nationaux ; provoque un mode de tenue des registres de l'état civil , 172. — Est chargé de nommer aux places d'administrateurs , en cas de démission ou destitution totale , 173 et 177. — Ses arrêtés sur l'habillement des troupes et la célébration de la fête de la Jeunesse , 174. — Ses dispositions pour la vente du mobilier des condamnés et autres , 175. — On lui renvoie une pétition de Laribeau , officier de santé , sur les abus existans dans les hôpitaux militaires , *ibid.* — Son message par lequel il provoque des peines contre les dépréciateurs des mandats , 177. — Résolution qui le charge des dépôts existans dans les tribunaux , *ibid.* — On lui renvoie une pétition des juges de paix de Lyon contre Reverchon , 180 et 214. — Ses messages pour l'augmentation du canal de Saône-et-Loire , et le placement des écoles centrales de Paris , 181. — Sa proclamation sur les mandats , 185. — Ses arrêtés sur les fonctionnaires à sa nomination , 186. — Sur le mode à suivre

dans les ordonnances sur la trésorerie nationale; sur les congés absolus; sur l'organisation des gardes nationales sédentaires, 188. — Et la formation, dans chaque département, d'un registre d'exécution des lois, *ibid.* — Approbation d'une résolution qui met une maison nationale de Paris à sa disposition, *ibid.* — Ses lettres de félicitation aux généraux Hoche et Travot, 193. — Audience de réception du marquis del Campo, ambassadeur d'Espagne, *ibid.* et 196. — Ses arrêtés sur les secours à distribuer aux indigens, 194. — Sur la démission de Merlin du ministère de la police, et son retour à celui de la justice, 199. — Sur la nomination de Cochon à ce premier ministère, et celle de Pichegru à l'ambassade de Suède; sa lettre à ce général, *ibid.* — Son message pour l'application de l'amnistie aux militaires; sa proclamation aux habitants du Midi, 201. — Il ouvre la séance de l'Institut, 203. — Envoie un message relatif aux routes et à l'établissement d'un droit de passe, 205. — Prémunit les habitants de Paris contre les suggestions des partisans du régime de 1793; ses messages pour obliger les imprimeurs à mettre leurs noms et leur demeure au bas des ouvrages qu'ils impriment, 208. — Et attribuer au ministre de la justice le travail préliminaire de la radiation des émigrés, *ibid.* — Autre message contre les provocateurs à la royauté ou à la constitution de 1793, 210. — Sa proclamation aux Lyonnais, 212. — On lui demande les motifs qui l'ont déterminé à nommer trois administrateurs du département de la Lozère, 213. — Ses arrêtés relatifs à la célébration de la fête des Epoux, et au traitement des employés de la république, 214. — Ses messages sur l'annulation des certificats de résidence délivrés à Lyon, et sur les honneurs à rendre à la mémoire de Descartes, *ibid.* — Sa proclamation aux armées sur l'ouverture de la campagne; il proscriit la publicité des séances des assemblées départementales, 215. — Annonce les victoires remportées par l'armée d'Italie, *ibid.* 216 et 219. — Ses messages sur la prohibition de la poudre à tirer; sur l'introduction de sel étranger, et d'eau-de-vie de genièvre par Ostende, 216. — Et pour que la légion de police soit mise à sa disposition, 218. — Il en licencie deux bataillons, et

supprime le nom qu'elle portait, 223. — Sa lettre de satisfaction aux généraux Bonaparte, Laharpe, Masséna et Cervoni; au chef de brigade Rampon, et au commissaire Salicetti, sur la victoire de Millesimo, 224. — Présidence de Carnot, 225. — Message sur l'organisation de la garde nationale, 230. — Notice de la cérémonie qui a eu lieu pour la réception des drapeaux conquis par l'armée d'Italie, 231. — Autres messages sur l'emprunt forcé et l'aliénation des biens nationaux, 232. — Proclamation aux habitants de Paris sur la découverte du complot tramé par Babeuf et ses complices, 237. — Message à ce sujet; il annonce l'arrestation de Drouet; demande quelle marche il doit tenir dans cette circonstance, et provoque l'expulsion de Paris des ex-conventionnels, militaires, fonctionnaires destitués et prévenus d'émigration, *ibid.* — Transmet les détails du complot déjoué, et garantit la tranquillité publique; consulte le conseil avant de faire interroger le représentant Drouet, 239. — Envoie deux pièces trouvées chez Babeuf; décret qui accorde cent millions pour ses dépenses, *ibid.* et 241. — Ses arrêtés contre le jugement de Richer-Sérisy, rendu par le juge Chiniac, 240. — Et pour la célébration de la fête de la Reconnaissance et des Victoires, 241. — Il envoie quarante-sept pièces à la charge de Drouet, *ibid.* — Annonce la signature du traité de paix avec le roi de Sardaigne, 242. — Plaintes et message du conseil contre des nominations faites par lui au mépris des lois, 243. — Il transmet copies des pièces trouvées chez Babeuf, et des mesures prises par lui pour l'arrestation de trente-trois individus et l'instruction première de cette affaire, *ibid.* — Sa nouvelle proclamation aux Français sur la découverte de cette conspiration, 245. — Son message relatif à la compétence des conseils militaires pour les crimes de fabrication, distribution ou introduction de faux assignats, 248. — Autres proclamations sur l'échange des mandats, 249. — Et sur l'ouverture de la campagne, 250. — Sa lettre d'approbation au général Hoche pour sa conduite dans l'Ouest, 258. — Son message relatif au paiement des ecclésiastiques de la Belgique, 262. — Son éloge par Defermont, *ibid.* — Son message pour être autorisé à faire entrer dix mille hommes de troupes dans

dans le rayon constitutionnel, 263. — Loi qui charge l'archiviste de lui remettre les traités secrets conclus par le comité de salut public, *ibid* et 264. — Ses messages sur les avantages remportés en Allemagne et en Italie, 266 et 268. — Approbation de la résolution qui lui permet de faire entrer dix mille hommes de troupes dans le rayon constitutionnel, 266. — Il écrit que le roi de Sardaigne a ratifié le traité conclu avec lui, 268. — Témoigne son respect pour la représentation nationale et fait part de son intention de poursuivre les membres du bureau central qui ont décerné des mandats d'amener contre des représentans du peuple, *ibid*. — Suspension de Limodin et autres mesures contre les prévenus de ce délit, 270. — Mise à sa disposition du ci-devant presbytère de Eriquerille, département de la Manche, *ibid*. — Son arrêté pour la célébration de la fête de l'Agriculture, 275. — Il provoque la vente des domaines nationaux des Colonies occidentales, 279. — Sa lettre au général Moreau sur les frères Solano, espagnols, 280. — Dénonciation de son arrêté sur l'organisation de la marine, *ibid*. — Il le justifie, 284 et 285. — Annonce le passage du Rhin, la prise de Kehl, *ibid*. — Et le gain de la bataille de Renchen, 292. — Loi portant que les prévenus de complicité avec un de ses membres seront traduits avec lui à la haute-cour, 297 et 299. — Son arrêté pour la célébration des 9 et 10 thermidor, *ibid*. — Son message relatif aux marchandises des négocians français trouvées à la Guadeloupe, 300. — Sa proclamation sur les élections, 301. — Il annonce la pacification de l'Ouest, 303. — Sa lettre pour expulser des bureaux ceux qui refuseraient d'employer le mot *Citoyen*, 304. — Son adresse aux militaires de l'intérieur, *ibid*. — Projet pour annuler son arrêté sur l'organisation de la marine, 306 et 327. — Son message relatif à l'exécution de la loi du 28 ventôse, sur la vente des domaines nationaux, *ibid*. — Ses arrêtés sur le remboursement en mandats, du prix du mobilier des condamnés, déportés et autres; sur le compte ouvert entre les fonctionnaires et l'administration des postes, pour leur correspondance, et sur les tribunaux des départemens réunis, 307. — Il donne une armure et des chevaux au général Hoche, *ibid*.

Table alphabétique.

— Son arrêté sur la police militaire de Paris, 309. — Sa lettre au général Bonaparte dans laquelle il l'assure de son estime et de sa confiance, 315. — Sa note diplomatique sur la conduite que tiendront les bâtimens français à l'égard de ceux étrangers, 316. — Ses mesures pour apaiser les troubles de Marseille, et en punir les auteurs, 319 et 322. — Son arrêté sur la fête du 10 août, *ibid*. — Il demande que les restes de Turenne soient placés dans un lieu convenable, 323. — Refuse d'admettre le chargé d'affaires de Suède, et en rappelle celui de la république, 325. — Transmet des pièces sur les troubles de Marseille, *ibid*. — Détails de l'audience de réception donnée à l'envoyé extraordinaire de Gênes, 326. — Sa lettre sur le choix des fonctionnaires de Marseille, 328. — Il annonce de nouvelles victoires de l'armée d'Italie, 333. — Reçoit une lettre de Bonaparte, relativement aux journalistes français; fait part de l'évasion du député Drouet, 336. — Supprime toute distribution de pain ou de viande au compte du gouvernement, à d'autres qu'aux indigens, 337. — Son arrêté pour la célébration de la fête des Vieillards; autre concernant les instances, en matière de douanes, dans les départemens réunis, 337. — Son message sur l'état des biens nationaux soumissionnés et vendus, 340. — Autre sur le nombre des troupes à conserver en temps de paix, 343. — On l'autorise à adjudger les salines nationales au rabais, *ibid*. — Et à engager ou hypothéquer pour 100 millions de domaines dans la Belgique, 344 et 354. — Son message pour assurer la subsistance des troupes de l'intérieur, 344. — Sa proclamation sur les troubles excités à Paris, dans la nuit du 11 au 12 fructidor, *ibid*. — Il est chargé de traiter avec les auteurs des livres élémentaires approuvés, 347. — Son adresse aux ci-devant Belges, sur la légitimité des libérations faites en assignats, 349. — Demande que la loi du 21 floréal soit appliquée à la commune de Vendôme, 351. — Son arrêté sur l'économie à apporter dans les différens ministères, 354. — Autre message sur la police de Vendôme, 357. — Il retrace les événemens du camp de Grenelle; demande que les coupables soient jugés militairement; et sollicite la permission de faire des visites domiciliaires pour

saisir les individus qui se sont échappés, 359. — Loi qui l'y autorise, 360. — Il propose d'accorder trois défenseurs aux prévenus traduits devant la haute-cour, et un seul pour ceux accusés de l'attaque du camp de Grenelle, 364. — AN V. Pelet demande qu'il soit invité à faire la paix, 6. — Ses messages sur les finances, *ibid.* — Et contre le projet relatif au paiement du dernier quart du prix des domaines nationaux, 10. — Pétition qui lui est présentée par les artistes, 12. — Audience publique du 12 vendémiaire; réception des drapeaux conquis par l'armée d'Italie; présentation du ministre de Wurtemberg, 13. — Son arrêté concernant la demande de passe-ports pour un envoyé du gouvernement anglais qui vient faire des ouvertures de paix, 14. — Il confirme celui de Reverchon contre Braconier, juge de paix de Bourg; proposition faite aux cinq-cents d'annuler cet arrêté, 15. — Examen de celle relative au droit qu'aurait le corps législatif de suspendre ses actes, 16. — Nouvelle dénonciation de cet arrêté, *ibid.* — Résolution qui met à sa disposition les bâtimens situés sur le pont de Nice, 22. — Refus du pape d'accepter ses conditions de paix, 24. — Son arrêté sur le droit de marque et de contrôle des effets d'or et d'argent, 27. — Il annonce la mémorable retraite de l'armée de Rhin-et-Moselle avec 5,000 prisonniers et 20 canons pris sur l'ennemi, 28. — Propose de prohiber, jusqu'à la paix les marchandises anglaises, 30. — Ses messages sur les prudhommes-pêcheurs et la condamnation de Lesurgue, 32. — Rapport sur celui relatif aux besoins de tous les services, 35. — Sa réponse à la lettre du roi de Sardaigne, *ibid.* — Rapport que lui fait le ministre des relations extérieures sur le mémoire du lord Malmesbury, 37. — Il adresse aux cinq-cents celui du ministre de la police sur les prêtres réclus, *ibid.* — Son message sur la vente des biens nationaux par soumission, 38. — Il annonce que la Corse est délivrée des Anglais, 39. — Reçoit le ministre plénipotentiaire du landgrave de Hesse-Cassel; message qui lui est adressé par les cinq-cents, pour l'organisation de la force publique dans l'intérieur, 43. — Discussion sur le sien, concernant l'admission des inscriptions en paiement des domaines natio-

naux, *ibid.* — Autres messages pour l'augmentation, en faveur des indigens, du prix des billets de spectacles; sur les journaux et la calomnie écrite; et sur les nouveaux poids et mesures, 44. — Adoption d'un amendement au projet sur la loi du 3 brumaire, qui étend ses exclusions aux places à sa nomination, 51. — Résolution qui le charge de faire juger sans délai, Hugues-Montbrun, et de donner un état de la situation des Colonies, 53. — Autre qui appelle son attention sur les maisons de jeu, et lui demande compte de la situation générale de la république, 54. — Son arrêté pour distinguer les marchandises anglaises, 56. — Message qu'il reçoit des cinq-cents pour assurer l'existence des militaires estropiés, 58. — Nouveau refus du pape d'accéder à ses conditions et d'entrer en négociation avec lui, *ibid.* — Extrait du *Morning-Chronicle* sur sa correspondance avec lord Malmesbury, 59. — Réclamation des citoyens de Marseille contre un arrêté qui met leur commune en état de siège, 62. — Il est dénoncé par Réal, au nom de Tort-de-Lasonde, et pourquoi, 66. — Son message sur la surveillance à exercer à l'égard des médecins, chirurgiens et apothicaires, 69. — Il révoque les permissions de résider à Paris, accordées à des étrangers; donne ordre d'en faire sortir, même par la force, l'envoyé genevois Reybaz, 70. — Son arrêté pour l'interception des communications de l'Angleterre avec la France; il annonce une victoire décisive de l'armée d'Italie; répond à la lettre du général espagnol Solano, rendant un témoignage honorable de la brave armée de Rhin-et-Moselle et de ses chefs, 71. — Reçoit les ministres des rois de Naples et de Sardaigne, et les drapeaux conquis par l'armée de Rhin-et-Moselle, 73. — Décret d'ordre du jour sur son message concernant les prudhommes-pêcheurs, 74. — Son arrêté en faveur des asphixiés, 75. — Il accorde des secours au citoyen Michaux, botaniste célèbre; résolutions qui l'autorisent à former 200 nouvelles compagnies de vétérans nationaux, 76 et 81. — Renseignemens qui lui sont demandés sur les Isles de-France et de la Réunion, et sur la garde nationale, 78. — Son arrêté concernant les amnisties et la loi du 14 frimaire y relative, 82. — Il donne de pleins pouvoirs à Cacault pour traiter de la paix avec

le pape, 83. — Organise sa garde constitutionnelle ; réflexions contre les journalistes qui veulent le rendre odieux, 84. — Message des cinq-cents, qui lui demande compte de la suspension des ventes des domaines nationaux, et l'invite à donner des renseignements sur Saint-Domingue, 85. — Il suspend toutes relations avec les Etats-Unis d'Amérique jusqu'à la réparation des torts causés à la France, et refuse les lettres de créance de M. Pinckney, 86. — Arrêté qui lui demande la liste des prévenus d'émigration, rayés ou réclameurs dont la vente des biens est suspendue, *ibid.* — Motion contre l'impression dans les journaux des messages discutés en comité secret, et dénonciation contre les erreurs et assertions contenues dans celui sur les acquéreurs de biens nationaux ; message par lequel il propose de demander des obligations à ces derniers, 87. — Rapport pour l'autoriser à permettre l'exportation des bois de construction pour la marine batave, 88. — Présentation de sa garde constitutionnelle ; discours prononcés dans cette circonstance, 92. — Il fait ordonner à Malmesbury de quitter Paris, *ibid.* — Le requiert de signer les mémoires qu'il a remis sur les restitutions et compensations réciproques entre la France et l'Angleterre, et lui enjoint de nouveau de quitter Paris, 94. — Proposition de Pastoret pour déterminer le mode du tirage au sort de ses membres ; rejet de celle de Hardy, qui demande que le directeur sortant soit remplacé par le corps législatif non encore renouvelé, 95. — Son message sur la situation des finances à la fin de l'an 4, *ibid.* — Loi qui l'autorise à donner des permissions pour l'exportation des bois de construction de la Belgique, 96 et 97. — Et à mettre au rabais la formation du sel provenant des salines de plusieurs départemens, *ibid.* — Procès-verbal de sa séance du 10 nivôse ; présentation de Mehemed Coggea, envoyé de Tunis ; du marquis Del-Campo, ambassadeur d'Espagne ; du comte Balbo, ministre de Sardaigne ; du citoyen Monroë, plénipotentiaire des Etats-Unis ; du citoyen Lemarois, aide-de-camp de Bonaparte, offrant quatre drapeaux pris à Arcole ; et de Ramel, commandant de la garde du corps législatif, 103. — Réflexions sur son message relatif

à une garde spéciale pour Paris, 106. — Il transmet des pièces concernant les Colonies-Occidentales, 112. — Réclamations des créanciers des Cersberr contre un de ses arrêtés ; discussion à ce sujet ; violente sortie de Dumolard contre ses abus de pouvoir, 114. — Approbation de la résolution qui destine 375,000 liv. pour ses dépenses, *ibid.* — Son message sur l'actif et les dettes communales ; rapport à ce sujet, 115. — Son arrêté pour la célébration de l'anniversaire du 21 janvier, et la prestation du serment, 118. — Réflexions d'Aymé Jourdan contre l'éclat qu'il a donné à cette cérémonie, 123. — Il fait part aux deux conseils de la victoire d'Arcole, 128. — Provoque la conservation des bureaux de bienfaisance de Paris, 134. — Charge Bénézech de parcourir la Belgique pour y rechercher tous les moyens de prospérité, 135. — Ses messages pour annoncer la découverte de la conspiration de Lavilleheurnoy, *ibid.* — Motion de Pastoret contre l'arrêté qui en traduit les auteurs par devant un conseil de guerre, 139. — Envoi de nouvelles pièces ; nouvelles déclarations de Malo et de Ramel sur ce complot, 142. — Autres messages annonçant la déroute des troupes du pape, et la reddition de Mantoue, 144. — Sa lettre au ministre de la guerre, sur le résultat heureux des mesures prises pour l'entretien des armées ; il ordonne aux militaires de rejoindre leurs corps ; félicite les généraux Masséna, Kilmaine et Augereau, ainsi que Duvivier, chef d'escadron, 150. — Drapeaux qui lui sont présentés ; discours à ce sujet, 152. — Il envoie de nouvelles liasses de pièces relatives à la conduite des prêtres insumis, 154. — Confirme la destitution du général Rochambeau ; prononcée par ses agens, à Saint-Domingue, 156. — Et annonce le rétablissement de la tranquillité et de l'industrie dans cette Colonie, 157. — Réclamations de Vaublanc contre ses assertions ; il assure qu'il est trompé par des agens infidèles, et dément les faits avancés par lui, *ibid.* — Son arrêté par lequel il autorise les prêtres réfractaires à se rendre en Italie, 160. — Présentation des drapeaux conquis sur la garnison de Mantoue, 162. — Il est accusé, par Dumolard, d'avoir violé tous les principes, en faisant débarquer en Ir-

lande, quatorze cents Français tirés du bague de Brest; débats à cette occasion, 163. — Nouveau message sur le rétablissement de la tranquillité dans les Colonies; autre sur les causes qui ont empêché la punition des écrivains conspirateurs, 170. — Dénonciation de son arrêté qui interdit le droit de voter aux prévenus d'émigration, 175. — Il déclare neutre la ville de Francfort; ordonne l'insertion au bulletin des lois, du rapport du ministre de la justice, Merlin, qui défend aux prévenus d'émigration de voter dans les assemblées primaires, 174. — Rapport de Duprat sur cet arrêté; projet qui en annule les dispositions, *ibid* et 175. — Il accorde une récompense à Boivin, marinier, 175. — Transmet une lettre du président de la haute-cour, qui se plaint du chant de la Marseillaise, entonné par les prévenus à la fin de chaque séance, 178. — Annonce que le royalisme et l'anarchie, opposés dans leurs moyens, mais réunis dans leur but, menacent de nouveau la république, et propose diverses mesures législatives; violent tumulte à la lecture de ce message; débats qu'il occasionne, et ajournement des propositions qu'il contient, 179. — Fixation de ses dépenses pour l'an V, 182 et 213. — Autre message pour savoir si les jugemens des commissions militaires sont sujets à révision, 185. — Il suspend toute communication de l'Angleterre avec la France, 188. — Cherche à influencer la décision relative aux jugemens des commissions militaires; violente agitation produite par la lecture de ce message; altercations entre plusieurs membres, *ibid* et 189. — Son arrêté sur les enfans abandonnés, 191. — Il invite les conseils à accélérer l'organisation du service des postes, *ibid*. — Accuse d'imposture le bruit répandu qu'il devait en dénoncer cent quatre-vingt-quatre membres, comme complices de la conspiration royale, 196. — Enjoint à ses commissaires près les tribunaux civils de s'opposer à toutes poursuites contre des agens du gouvernement, pour le retard de paiement des sommes dues par le trésor public, *ibid*. — Demande pour Paris six nouveaux directeurs de jury, 198. — Annonce la prise de Trieste, *ibid* et 199. — Ses mesures pour empêcher les émigrés de s'introduire en France avec de faux passe-

ports, *ibid*. — Il est accusé par Dumolard d'animer les partis les uns contre les autres, 201. — Ordonne que Brottier, Dunan, Lavilleheurnoy et Poly seront réintégrés dans la maison d'arrêt du Temple, et traduits devant les tribunaux, pour y être jugés sur le fait de conspiration contre la république, *ibid*. — Texte de cet arrêté, 202. — Autre portant que les passe-ports des Etats-Unis d'Amérique ne seront ni admis ni reconnus, 203. — Son message pour annoncer l'assassinat de Sieyes et l'arrestation du coupable, 205. — Il signe un traité d'alliance offensive et défensive avec la Sardaigne, 206. — Est inculpé de nouveau par Dumolard et Vaublanc, relativement à l'affaire des déportés de Saint-Domingue, 209. — Autre message relatif à l'assassinat de Sieyes et aux déclarations du prévenu, 214. — Texte de celui annonçant des succès éclatans sur le Rhin, et la signature des préliminaires de paix avec l'empereur, 217. — Sa réponse sur la situation des Colonies et les moyens qui peuvent y rétablir la paix, 218. — Bases des stipulations préliminaires de Léoben, approuvées par lui, 222. — Il renvoie l'ambassadeur portugais, 223. — Annonce la prise de Kehl, les victoires des armées de Sambre-et-Meuse et du Rhin, et la signature des préliminaires de paix, *ibid*. — Sa lettre de félicitation aux généraux Regnier, Desaix, Duhem, Jordie, Demont, Debelle, Championnet, Lefevre, Grenier, Ney et Soult, 226. — Ecrit que le citoyen Beaufort a été mis en jugement, comme prévenu d'émigration à l'Amérique du nord; discussion à ce sujet, *ibid*. — Ses messages relatifs aux préliminaires de paix, 228 et 229. — Présentation des drapeaux enlevés en Italie et au Rhin, 232. — Autre message concernant les Colons retirés aux Etats-Unis; il demande la marche qu'il doit tenir à leur égard, 235. — Son arrêté sur la navigation des neutres; il est attaqué et justifié par les journaux, 237. — Rapport, projets et résolutions sur le mode de son renouvellement, *ibid*, 238, 240 et 241. — Autre arrêté relatif aux prévenus traduits devant les autorités étrangères au lieu du délit, 238. — Il annonce que les recherches sur l'outrage fait à Pons de Verdun ont été infructueuses, *ibid*. — Transmet le manifeste de Bonaparte contre le gouver-

nement de Venise, 241. — Résolution portant que le membre nouvellement élu sera installé aussitôt sa nomination, et que celui sortant ne pourra exercer ses fonctions au-delà du 10 prairial inclusivement, 243. — Son approbation, 245. — Procès-verbal du tirage au sort ; sortie du citoyen Letourneur, et nomination du citoyen Barthélemy, 244, 249 et 251. — Il est accusé par Doucet, Vaublanc et autres, relativement aux Colonies, 246. — Ordonne l'envoi d'un courrier extraordinaire au citoyen Barthélemy, pour lui annoncer son élection, 249. — Compte qui lui est demandé de la détention illégale des prêtres, *ibid.* — Il autorise le ministre de la guerre à laisser provisoirement dans leurs foyers les militaires mariés, 251. — Son message en réponse à ceux relatifs au paiement des fonctionnaires publics arriérés, *ibid.* — Autre message sur l'évaluation des droits d'enregistrement, 253. — Nouvelles inculpations de Vaublanc, qui l'accuse de soutenir les excès de ses agens à Saint-Domingue ; proposition de lui en retirer la nomination, 253, 254 et 255. — Nouveau message sur le déficit éprouvé dans la rentrée des contributions, 255. — Il assujétit les prêtres de la Belgique au serment ordonné par les lois du 17 juin 1791, et 7 vendémiaire an 4, 256. — Suspend de leurs fonctions, Raymond, Roume-St.-Laurent et Sonthonax, et leur ordonne de se rendre auprès de lui pour y présenter le compte de leur mission, 257. — Transmet une dépêche du premier, qui retrace l'état où la commission a trouvé Saint-Domingue ; les moyens qu'elle a pris pour rétablir la culture, et leurs heureux résultats, 258. — Débats qu'elle occasionne, 259. — Arrivée et installation de Barthélemy, *ibid.* et 260. — Présentation de MM. Dreyer, Ruffo, Micheli, Cabarus, ministres plénipotentiaires, et du citoyen Verminac, 262. — On lui retire la nomination des agens aux Colonies, et on lui demande compte des mesures qu'il a prises pour y rétablir l'ordre, 264 et 270. — Il réclame contre le sens forcé donné à ses précédens messages ; envoie de nouvelles dépêches de ses agens et du général Toussaint-Louverture, 265. — Demande d'être autorisé à y en envoyer de nouveaux, 267. — Message qui lui demande compte de l'inexécution de la loi

qui ordonne la formation d'un nouveau corps de gendarmerie nationale, *ibid.* — Il nomme Letourneur de la Manche, Pieville-le-Pelley et Marec, ministres plénipotentiaires à Lille, 268. — Réclamations de divers départemens contre ses agens, 269. — Sa réponse à une dénonciation contre le ministre de la justice Merlin, 270. — Il est accusé, par Gilbert-Desmolières, d'avoir gaspillé les finances, et de chercher à empiéter sur le corps législatif, 273. — Renvoi à une commission de ses arrêtés relatifs aux Etats-Unis ; messages pour le service de l'an V, 278. — Plaintes contre la violation du secret des lettres ; est attaqué par Dumolard, sur les opérations de ses agens à Venise, Gènes et dans toute l'Italie, 280. — Répond au message des cinq-cents sur la détention des prêtres, et transmet un rapport du ministre de la police à ce sujet, 282. — Présentation des drapeaux conquis par l'armée d'Italie, *ibid.* — Dupont de Nemours inculpe vivement son administration financière, 287. — On lui demande communication de la correspondance de ses envoyés dans les Colonies, 289. — Son arrêté pour la célébration du 14 juillet, *ibid.* — Son message sur la situation de Lyon ; il accuse les Compagnons de Jésus et les Chauffeurs des excès qui s'y commettent, et en attribue la cause à la faiblesse des tribunaux, 294. — Annonce que les Anglais ont été battus dans le nord de Saint-Domingue, 295. — Discours prononcé par le président au 14 juillet, 298. — Il demande si Vadier doit subir le décret de déportation rendu contre lui en l'an III, 299. — Renouvelle tous les ministres, à l'exception de deux, 300. — Ecrit à Bonaparte pour approuver sa conduite, et applaudit à ses services, 301. — Impression de son arrêté sur le versement des recettes dans les caisses de la trésorerie, *ibid.* — Il transmet une adresse de l'assemblée coloniale de l'île de la Réunion, justificative de la conduite qu'elle a tenue envers ses agens, 303. — Arrêté du conseil des cinq cents, portant qu'il lui sera fait un message sur la marche des troupes ; ceux qui en ont donné l'ordre, la situation de Paris et celle des départemens ; comme aussi, pour requérir la punition de l'auteur d'une diatribe insérée dans le Journal officiel, 304. — Sortie de

Larivière contre la division de ses membres ; il la cite comme la preuve des complots qui menacent le corps législatif ; autres dénonciations sur cet objet , 305. — Sa réponse au message sur la marche des troupes ; il assure qu'il a donné des ordres pour les faire rétrograder , et qu'il recherchera les auteurs de ce délit , *ibid.* — Nouveau message des cinq-cents pour connaître ces derniers et savoir le nombre des soldats entrés dans le rayon constitutionnel , 306. — Transmission d'un rapport du ministre de la police sur la situation de Paris , *ibid.* — Nouvelle réponse de sa part sur la marche des troupes et renseignements sur le nombre de celles stationnées dans le rayon , 307. — Approbation de la résolution relative à l'organisation de sa garde , *ibid.* — Texte de son message sur les finances , 308. — Réclamations contre son arrêté concernant le pouvoir donné aux généraux de mettre Lyon en état de siège ; propositions à cette occasion , 309. — Ses éclaircissements sur l'âge de Barras lors de son entrée en fonctions , 310. — Séance du 10 thermidor pour la présentation des ministres étrangers et la célébration du 9 ; discours prononcés dans cette circonstance , 312. — Exposé de ses torts , par Laussat , qui l'invite à une réunion franche avec le corps législatif , 315. — Message sur l'ordre d'urgence des payemens ; transmission d'un rapport du ministre des finances y relatif , 319. — Il est accusé par Delarue , au sujet de la marche des troupes ; arrêté pour lui demander , sous trois jours , une réponse aux questions relatives à sa conduite , 320. — Ses mesures pour la célébration du 10 août , 321. — Il écrit au général Hatry , nommé inspecteur de l'armée de Sambre-et-Meuse , pour lui témoigner combien il est satisfait de ses services à Paris , et l'y fait remplacer par Angereau , 323. — Annonce qu'il a fait exécuter la loi sur les limites constitutionnelles , 324. — Adresses qui lui sont faites par l'armée d'Italie pour l'inviter à frapper les conspirateurs de Clichy , 325. — Ses mesures sur les causes déplorables qui ont nécessité ces adresses ; il dit qu'il sauvera la France de sa dissolution prochaine , 327. — Discours de son président à la fête du 10 août ; autre message sur la marche des troupes ; transmission de la déclaration du commissaire des guerres Lesage , *ibid.* — Discussion à ce sujet ; renvoi à une

commission , 328. — On éveille son attention sur l'introduction de marchandises étrangères , *ibid.* — Il est accusé par Maillard d'être la cause de la mauvaise gestion de la compagnie Dijon , 329. — Envoi d'un message pour l'engager à prendre des mesures sur les insultes faites aux citoyens porteurs de collets noirs , 330. — Et connaître les causes du retard apporté au paiement de la solde des troupes , 331. — Il destitue les citoyens Popelin et Trudon , administrateurs de la Seine , 332. — Annonce que les services publics sont prêts à manquer faute de fonds ; discussion ; reproches qui lui sont faits , 334. — Propositions relatives au retard qu'il apporte à la promulgation de la loi sur la garde nationale , *ibid.* — Le général Hoche l'invite à lui indiquer le tribunal qui doit le juger à cause des ordres qu'il a donnés pour la marche des troupes , 336. — Rapport de Tronçon-Ducoudray et de Thibaudon sur cet objet ; propositions qui en sont la suite ; réfutation de ses allégations , 336 à 339. — Adresse de l'armée de Rhin-et-Moselle contre les royalistes de Clichy , 340. — Présidence de Reveillière-Lepaux , *ibid.* — Audience de congé du citoyen Sopransi , député de Milan ; réception de Visconti , en qualité de ministre de la république cisalpine ; présentation de drapeaux par Bernadotte ; discours à ce sujet , 343. — Il transmet l'état des dépenses arriérées , et invite le conseil à prendre le sort des créanciers en considération , 348. — Suite de la discussion sur son message relatif à la marche des troupes , 348 , 350 et 351. — Journée du 18 fructidor ; sa proclamation aux Parisiens sur la rentrée des émigrés et les attentats du royalisme ; il l'invite à n'obéir qu'aux chefs qui lui seront désignés par lui ; autre proclamation portant que ceux qui réclameraient la royauté , la constitution de 1793 , ou d'Orléans , seront fusillés à l'instant même , 349. — Décret qui l'autorise à nommer aux places de juges , 350. — Il ordonne l'arrestation et la mise en jugement de vingt-deux journalistes prévenus de conspiration avec les députés de fructidor , 351. — Rend compte des motifs qui ont déterminé les mesures qu'il a prises ; transmet différentes pièces à la charge des conjurés , 352. — Est autorisé à faire entrer des troupes dans le rayon constitutionnel , *ibid.* — Invite le conseil des

cinq cents à prendre les mesures les plus promptes pour débarrasser le sol de la république des conspirateurs royaux et des journalistes de Blankembourg et de Londres ; *Demain*, dit-il, *il ne sera plus temps*, 354. — Remerciements qui lui sont votés pour l'énergie qu'il a montré au 18 fructidor, *ibid.* — Résolution qui l'autorise à rectifier les mauvais choix qu'il a pu faire pour la gendarmerie, 355. — Il presse le conseil de s'occuper du remplacement de Carnot et Barthélemy ; lui adresse un message sur l'embarras des finances et les moyens d'y remédier ; met en liberté Goupil-Préfeln et sept autres de ses collègues, *ibid.* — Transmet des pièces relatives à Imbert-Colomès, agent du prétendant, 356. — Demande que les déportés de fructidor soient assimilés aux émigrés qui rentrent en France ; se plaint des entraves apportées par la trésorerie à toutes ses opérations, et dénonce particulièrement Defermont, 357. — Listes décuplées pour le remplacement de Barthélemy et de Carnot, *ibid.* et 359. — Message relatif aux dépenses de de l'an VI ; lettre du général Moreau ; il lui annonce l'arrestation de plusieurs personnes prévenues de complicité avec Pichegru ; transmission d'une lettre de ce général à Barthélemy, sur la trahison du même Pichegru, *ibid.* et 360. — Séance pour l'installation de Merlin et de François-de-Neufchâteau ; discours à ce sujet, *ibid.* — Message concernant les émigrés naufragés à Calais ; proposition de les déporter, 362. — Résolution qui l'autorise à pourvoir au remplacement des administrateurs restés en nombre insuffisant pour délibérer, 365. — AN VI. Sa proclamation pour le complément et la marche des armées, 2. — Ses dispositions pour la cérémonie funèbre en l'honneur du général Hoche ; il donne le commandement en chef des armées de Rhin-et-Moselle, et de Sambre-et-Meuse, au général Augereau, 4. — Ses lettres aux ministres sur l'immoralité de quelques employés, 5. — Son arrêté relatif aux réclamations des individus inscrits sur les listes des émigrés, 7. — Autres lettres sur les abus de l'administration des postes, de la régie d'enregistrement et la surveillance des spectacles, 8. — Son invitation au conseil pour qu'il s'occupe de la résolution qui crée de nouvelles impositions, 10. — Rapport de l'arrêté qui lui demandait des ré-

compenses pour l'amiral Sercey, et message pour connaître les mesures qu'il a prises pour faire respecter son autorité et la constitution à l'île de France, 16. — Arrêté qui rappelle les corsaires à l'exécution des lois, 17. — Autre concernant les conscrits et les réquisitionnaires, 18. — Loi qui l'autorise à ouvrir un canal d'arrosement près du pont d'Arceaux, 21. — Ses arrêtés sur l'organisation de la loterie nationale, la circulation des pièces de billon, 22. — Et les formalités à remplir par les individus inscrits sur les listes d'émigrés pour obtenir leur radiation, 25. — Il sollicite auprès du corps helvétique l'expulsion de l'envoyé anglais Wickam, 26. — Envoie un message sur la dette de la ci-devant Belgique, *ibid.* — Donne des renseignements sur le canal de Dieppe à Paris, 27. — Supprime les contre-seings, 31. — Provoque la création d'un huitième ministère pour l'administration des biens nationaux, 34. — Son message relatif au mariage projeté de la fille de Michel Lepelletier, 35. — Sa proclamation à l'occasion du traité de Campo-Formio, 37. — Ses arrêtés sur la création d'une armée d'Angleterre, et l'annulation du traité conclu avec le Portugal, *ibid.* — Autre message relatif au traité de paix avec l'empereur, 38. — Dispositions concernant l'usage officiel du titre de *Citoyen*, 41. — Détails sur sa séance publique du 10 brumaire ; présentation de Berthier et de Monge, par le ministre des relations extérieures, 42. — Arrêtés sur le timbre et la loterie, 43. — Il presse le conseil de statuer sur les dépenses de l'an VI, 47. — Ordonne la déportation des nommés d'Havelange, Kerkof et Vliégen, 50. — Nomme Rudles son commissaire dans les pays conquis entre Meuse-et-Rhin, et Rhin-et-Moselle, 52. — Ses arrêtés sur la délivrance de congés absolus, 56. — Et la vente du mobilier national, 57. — Changement dans l'organisation de sa garde, 58. — Autre arrêté sur la fréquentation des écoles nationales, 61. — Sa proclamation sur le projet d'une descente en Angleterre, 63. — Son message sur l'état des hospices de Bordeaux, 65. — Mesures concernant la surveillance à exercer sur les journaux ; il défend aux émigrés d'entrer dans les îles de la mer Adriatique, 68. — Réflexions sur ses actes extra-constitutionnels ; il nomme quarante-deux ex-convention-

nels, inspecteurs des contributions, 73. — Demande satisfaction au gouvernement de Soleure pour l'arrestation du capitaine d'artillerie Zeltner, qui avait fait tirer le canon en l'honneur de Bonaparte, 79. — Son arrêté sur les nouvelles distributions des forces de la république, 81. — Séance publique pour la réception de Bonaparte; discours du président, 82. — Détails sur cette séance, 83. — Ses relations d'amitié avec le nouveau roi de Prusse, 84. — Son message relatif aux brigandages exercés à main armée sur les grandes routes, 85 et 86. — Sa proclamation pour l'ouverture d'une souscription patriotique afin de les réparer, 87. — Il annonce la ratification du traité de paix par l'empereur, *ibid.* — Ses mesures pour améliorer le sort des Français prisonniers en Angleterre, 88. — Il supprime plusieurs journaux, 89. — Adoption d'un projet sur les embellissemens à faire à son palais, 90. — Il défend à tous entrepreneurs de voitures de se charger du port des lettres et feuilles publiques, 97. — Ecrit au ministre des relations extérieures sur une pétition de plusieurs habitans du pays de Vaud, 98. — Son message sur l'emprunt pour la descente en Angleterre, 99. — Ses arrêtés sur l'exécution de la loi relative aux poids et mesures; sur le muséum; sur la responsabilité des membres des gouvernemens de Berne et de Fribourg, à l'égard des Vaudois, 100. — Et sur la délivrance des congés par les conseils d'administration, 105. — Il propose de faire des fonds pour l'entretien des Français prisonniers en Angleterre, *ibid.* — Provoque une loi sur les cargaisons des neutres, 110. — Appelle les Français de tous les partis contre le gouvernement anglais qu'il accuse de tous les maux, 111. — Renouvelle la demande d'une loi pour la répression du brigandage, *ibid.* — Sollicite l'aliénation du Château et du parc de Versailles, 114. — Ses arrêtés pour l'exécution de la loi qui défend de porter d'autres noms que ceux exprimés dans l'acte de naissance, 116. — Et pour la célébration de la fête du 2 pluviôse, 117. — Ses proclamations relatives à l'amnistie accordée pour tous les délits militaires, 119. — Et au mode d'exécution de la loi concernant l'emprunt contre l'Angleterre, 120. — Loi qui l'autorise à poursuivre les auteurs de l'outrage fait à la représentation na-

tionale dans la commune de Lyon, 122, 124 et 125. — Séance publique pour l'anniversaire de la mort du dernier roi; discours à cette occasion, 124. — Il refuse de recevoir M. de Cabarus en qualité d'ambassadeur d'Espagne, 125. — Transmet les détails des événemens arrivés chez Garchi et chez l'envoyé du dey d'Alger, *ibid.* — Son arrêté concernant le chatelain Junod, 131. — Il supprime l'armée du Rhin, et réforme son état major-général; réception du ministre cisalpin Serbelloni, 132. — Désignation du bureau pour recevoir l'emprunt contre l'Angleterre, *ibid.* — Son message pour la révision des jugemens rendus avant le 18 fructidor, 137. — Il reconnaît la république lémanique, 139. — Met en état de siège les communes de Lyon et de Montpellier, 140. — Ses mesures contre l'oligarchie helvétique, *ibid.* et 141. — Rapport et résolution sur le tirage au sort et l'élection d'un nouveau membre, 142, 147, 150, 156 et 169. — Il établit un receveur à Flessingue, 142. — Met les maisons d'instruction sous la surveillance des administrations municipales, 144. — Sa lettre sur la situation des Bouches-du-Rhône; message sur les besoins des manufactures, *ibid.* — Ses arrêtés sur le service de la garde nationale et la mise de Sarlat en état de siège, 145. — Autre sur la main-levée du séquestre établi sur les biens des déportés à Cayenne, 148. — Il destitue les généraux Hardy et Bonnet, 150. — Fixe le mode d'exécution de la fête de la *Souveraineté du Peuple*, 153. — Prend des mesures relatives aux agens forestiers, *ibid.* — Ses mesures sur les hostilités de la cour de Rome, et l'entrée des Français dans cette ville, *ibid.* et 155. — Sa proclamation sur les élections, 154. — Arrêté relatif aux réquisitionnaires et déserteurs retirés en Suisse, 156. — Il ferme le cercle constitutionnel de Perpignan, 158. — Destitue les membres du bureau central de Marseille, 161. — Présentation des drapeaux décernés aux armées du Nord et de Rhin-et-Moselle par le corps législatif, 162. — Proclamation relative aux assemblées primaires, 164. — Message contenant les détails de ce qui s'est passé à Rome depuis sa prise par les troupes françaises, 167. — Dissolution des cercles constitutionnels, 168 et 177. — Arrêté sur l'amnistie proclamée dans les départemens de Liamone et du Golo, 169. — Il invoque
des

des mesures pénales contre ceux qui élèvent des établissemens particuliers de loterie, *ibid.* — Son message en faveur de la loi du 19 fructidor, 170. — Son arrêté qui défend à plusieurs Français de prendre la qualité de consul de Suède, 173. — Ses messages sur les triomphes de l'armée française en Suisse; et la destruction de l'oligarchie, 175 et 178. — Il lève l'embargo mis sur les bâtimens armés en course dans les ports de la république, *ibid.* — Ordonne l'incarcération des prisonniers anglais, 179. — Séance publique pour la présentation des drapeaux suisses; témoignages de satisfaction donnés au général Berthier, 180. — Ordonne l'arrestation du citoyen Stappeur, dit l'Aveugle; Terrond, ancien trésorier des ci-devant Etats-Unis de Flandres; Artaud et Lefèvre-Lasséré, homme de loi, 181. — Son adresse aux électeurs, désignant ceux qu'ils doivent élire ou rejeter, 184. — Sa lettre de félicitation aux consuls de la république romaine, 185. — Il rétablit l'argue destinée à dégrossir et tirer les lingots d'or et d'argent, dans la commune de Lyon, *ibid.* — Indique les visites à faire par les préposés des douanes; dispositions sur les étapes; il nomme Lecarlier commissaire du gouvernement près l'armée française en Suisse; maintient pour dix-huit mois Victor Hugues et Lebas, agens aux Isles-du-Vent; ordonne l'exécution de la loi sur l'emprunt contre l'Angleterre; désigne les commissaires de cet emprunt, et prohibe le journal intitulé : *Feuille Universelle*, 189. — Sa proclamation accusatrice des complots des électeurs de l'an 6; ses arrêtés sur la commune de Bayonne et les officiers émigrés des départemens réunis, 191. — Réception du ministre de Toscane, Angiolini; témoignage de satisfaction donné au général Delmas et à la 24.^{me} demi-brigade, 192. — Il prohibe le journal intitulé : *le Nouvelliste*, et pourquoi; fait arrêter Teste et autres fonctionnaires du Gard, accusés d'influencer les élections par la terreur, 193. — Charge Bonaparte de se rendre à Brest dans le cours de la décade, pour y prendre le commandement de l'armée d'Angleterre, 194. — Destitue le citoyen Baudin, commissaire du bureau central de Paris; réintègre plusieurs généraux, 195. — Envoie des

bijoux précieux au comte de Cobentzel et à son secrétaire, 196. — Enjoint aux administrations municipales de régler leurs séances sur la décade, et de dénoncer les contrevenans à cet arrêté, 198. — Remerciemens qui lui sont adressés par l'assemblée provisoire du pays de Vaud, pour lui avoir donné la liberté; expulsion du général Parrein du département de Saône-et-Loire, dans lequel il commande; renouvellement du bureau central de Paris, 201. — Arrêté qui emploie le général Cambray dans l'armée de Mayence, 203. — Autre qui ferme le cercle constitutionnel de Metz, et prohibe le journal *des Amis*; sa proclamation relative à des faits d'indiscipline reprochés à l'armée d'Italie; arrêté pour la recherche et le jugement des militaires de tous grades qui se seraient rendus coupables de quelques délits, 205. — Prohibition des journaux, *les Hommes-Libres*, *l'Ami de la Patrie* et *le Persévérant*, 206 et 211. — Faveurs accordées à l'officier qui attaqua Robespierre au 9 thermidor, 207. — On l'invite à faire connaître les causes de la non-exécution des articles 4 et 5 de la loi du 17 thermidor, etc., 209. — Ses messages relatifs aux besoins de Paris, et à la nécessité de compléter les fonds pour les dépenses de l'an VI, 213. — Fixation du mode de radiation des émigrés, 214. — Dissolution du cercle constitutionnel de Paris, 215. — Rejet de la résolution qui l'autorisait à régler une affaire d'intérêt avec les fabricans de Chollet, 216. — Autre qui lui permet de traiter amiablement avec les propriétaires de la salle du théâtre des Arts, 218 et 226. — Son message contre les opérations de l'assemblée électorale de la Seine, 219 et 220. — Sa lettre à Pléville-Peley, contenant les regrets que lui occasionne sa démission, 221. — Réception du citoyen Giustiani, envoyé extraordinaire de la république romaine; de M. de Staël; ministre plénipotentiaire du roi de Suède; et du citoyen Lupi, ambassadeur de la république ligurienne, 223. — Il transmet des pièces sur les opérations de l'assemblée électorale de la Seine, et celles de plusieurs autres départemens, 224. — Texte de ce message; ses plaintes contre les entreprises des anarchistes, 225 et 226. — Il prohibe les journaux intitulés : *Feuille politique*, *le Cercle* ou

Table alphabétique.

Journal des Arts et des Plaisirs, et le *Bulletin de l'Eure*, 226. — Donne ordre au ministre de la guerre de suspendre toute délivrance de congés limités ; transmet de nouvelles pièces constatant l'influence exercée par la faction anarchique sur les élections de l'Eure, des Hautes-Alpes et de la Dordogne ; annonce que l'action de la justice criminelle est paralysée dans celui de la Seine et autres, 227. — Procès-verbal du tirage au sort de ses membres ; sortie de François de Neufchâteau, 232. — Message relatif au déficit entre les recettes et les dépenses, 234. — Liste des candidats présentés pour remplir la place qui est vacante ; élection de Treilhard, 239. — Nominations civiles et diplomatiques, 241 et 243. — Arrêtés sur les bons du quart, *ibid.* — Et sur les cartes à jouer ; autre en faveur de son commissaire près le département de l'Aube, l'un des exclus du 22 floréal, 244. — Réception de Treilhard ; présentation des drapeaux envoyés par la convention aux diverses armées ; nominations à la régie de l'enregistrement et à l'inspection des contributions de Paris, 245. — Arrêté portant que les navires sous pavillon américain ne seront plus admis, sous aucun prétexte, dans les ports militaires de France, 246. — Il met un embargo, par forme de représailles, sur les papiers, lettres et paquets venant d'Angleterre ; nomme Bernadotte général de la 5.^{me} division militaire ; ferme le cercle constitutionnel de Saint-Omer ; félicite les citoyens Muscar, commandant à Ostende ; Keller, commandant à Bruges ; Forty, chef de la 42.^{me} demi-brigade ; Icard, capitaine du 2.^{me} bataillon de la 46.^{me} demi-brigade ; Dubois et Hendelme, capitaines, de leur bravoure contre les Anglais, 248. — Présidence de Rewbell ; évaluation de la montre donnée au comte de Cobentzel, 250. — Présentation de M. le marquis Del-Campo, et de M. Azzara son successeur ; nomination de Pichon, auteur des *Lettres à Pitt*, au secrétariat de l'ambassade de la Haye, 252. — Nominations diplomatiques et civiles, 254. — Ses lettres de félicitation au général Lorges, à l'adjudant-général Thyron, aux citoyens Vallot et Montzerat, chefs de brigade, et à Navert, caporal, sur sa bravoure à la reprise de Sion, 255. — Il ordonne

à Charles Delacroix, ambassadeur à la Haye, de reprendre toute communication avec Ducange, dénonciateur de Daendels ; règle définitivement le paiement des pensions et secours accordés aux ci-devant ecclésiastiques et religieux des deux sexes, *ibid.* — Rappelle Mangourit de la Suisse, 256. — Reçoit le citoyen Trawitz, aide-de-camp du général Schawembourg, porteur de neuf drapeaux pris sur les insurgés des petits cantons ; détermine les formalités à remplir par les cultivateurs qui voudront jouir de l'exemption de la taxe d'entretien des routes, 257. — Nomme à diverses agences ; arrêté qui fait jouir les communes de Mayence, Cologne et Coblenz de la faculté de recevoir, par le Rhin, des marchandises étrangères, 259. — Ordonne la réunion à l'île d'Aix, de tous les militaires noirs et de couleur, pour en former une compagnie sous les ordres de Marin-Pédro, capitaine noir de la seconde classe, 260. — Nouvelles nominations, 261. — Changemens dans le consulat de Madrid et le bureau central de Paris, 262. — Nominations de substituts près les administrations des postes, 264. — Son arrêté qui investit son commissaire près l'armée française en Suisse, des pouvoirs civils, politiques et de finances, 265. — Promotions diplomatiques et civiles, 267, 269 et 270. — Son message sur la situation des hôpitaux, 267. — Il envoie Sottin à New-Yorck, et Charles Duval à la Taquie ; refus de ce dernier, 268. — On l'autorise à consommer un échange avec la veuve Semonin ; son arrêté sur la réexportation des marchandises anglaises, 269. — Il détend aux vaisseaux américains l'entrée du Havre ; éloge de ses membres, inséré dans le *Rédacteur* ; compte constitutionnel de ses dépenses, 272. — Aperçu de celles de l'an six, 274. — Il envoie Champigny-Aubin en Suisse, 277. — Prend un arrêté sur l'emploi des lettres trouvées sur les navires ennemis, 279. — Reçoit un message sur l'organisation des secours publics, *ibid.* — Arrête de n'admettre aucun vaisseau dans les ports de la Méditerranée, sans qu'il ait justifié de sa quarantaine à Marseille, 281. — Son message sur la mobilisation de la dette publique, *ibid.* — Etablit une surveillance pour le timbre des matières d'or

et d'argent ouvragés , 283 et 359. — Annule l'arrêté de Rapinat , qui requiert la force armée contre les écrits et motions en opposition à ses opérations , 283. — Annonce la prise de Malte , dont il expose les griefs contre son gouvernement , 284. — Prescrit aux Genevois de déclarer les marchandises anglaises , 286. — Prend un arrêté sur les salpêtriers , et un second pour la célébration du 14 juillet , 288. — Maintient Bapinat en Helvétie ; prohibe 15 journaux , 290. — Envoie un message sur l'arriéré dû aux pensionnaires et aux gagistes de la liste civile , 291. — Est invité à secourir promptement 118 communes de la Haute-Garonne , dévastées par la grêle , et à répondre , séance tenante , sur la situation de Paris ; il confirme les faits avancés par Lecoindre-Puyraveau , et sollicite des mesures extraordinaires ; loi qui l'autorise à faire des visites domiciliaires pour arrêter les malveillans , les agens de l'Angleterre , les émigrés et les égorgeurs , 292. — Nouvelle suppression de journaux , 293. — Il défend de délivrer des congés militaires , 294. — Prend un arrêté relatif au paiement des rentiers et pensionnaires , 296. — Rappelle à la liberté les religieux de la rive gauche du Rhin ; nomme François de Neufchâteau ministre de l'intérieur ; ordonne l'essai d'une machine dite : *Tour parlante* ou *Télélogue* , 303. — Sollicite une prompte résolution sur les recettes et dépenses de l'an sept , 306. — Approuve la nomination de Laharpe au directoire helvétique ; mande auprès de lui le général Brune , 310. — Discours prononcé par son président au Champ-de-Mars le 9 thermidor ; distribution d'une médaille d'or aux commissaires des sciences et arts , venus d'Italie , 314. — Son arrêté sur la navigation de la Haine et de l'Escaut ; il destitue Boudet , capitaine de la *Sensible* ; nomme Sennequier , commandant du *Lodi* , capitaine de frégate , 316. — Prend un arrêté sur les armemens en course dans les Colonies , 318. — Règle la forme des certificats de non émigration , 325. — Refuse de donner audience au général cisalpin Lahoz , et ordonne au général Brune d'appuyer , par la force armée , les changemens projetés à Milan , 330. — Ses mesures pour l'épurement des bureaux de la guerre , et l'inscription sur la liste des émigrés , de Muller , et

des barons de Bartenstein , 332. — Il provoque de nouveau la répression du brigandage et de l'assassinat , 334. — Ses arrêtés pour la célébration du 18 fructidor , 336. — Et pour l'exécution , par la gendarmerie , des lois sur les militaires , 340. — Fait mettre au rabais les fournitures de la guerre , et celles de la marine , 341 et 344. — Permet à deux généraux anglais , prisonniers , de retourner à Londres , sur leur parole , et d'y rester trois mois pour rétablir leur santé ; accorde au docteur Logan , la levée de l'embargo mis sur les navires américains , 341. — Reçoit , en séance publique , Zeltner et Jenner , envoyés suisses ; discours à ce sujet , 342. — Dispositions pour la formation au Havre d'un bagne destiné aux militaires condamnés aux fers , 343. — Il fixe l'ordre des travaux de la police sur les demandes en radiation ; fait élargir Pillichaudy et Russillon , détenus pour faits de la révolution helvétique , 347. — Texte de son arrêté qui lève l'embargo mis sur les vaisseaux américains ; autre qui défend aux voitures particulières de se charger du port des lettres , 348. — Il sollicite la réduction de la contribution personnelle , 350. — Règle la solde des troupes , et prend un arrêté sur le transit des marchandises ; approbation de la résolution qui fixe ses dépenses , 353. — Il félicite le directoire batave , et l'exhorte à veiller à ce qu'aucun parti n'y prenne une influence pernicieuse , et surtout à éloigner toute réaction , 355. — Prend un arrêté pour le complément de l'armée ; un autre sur la mendicité ; annonce le débarquement des Français à Alexandrie ; justifie cette guerre , et en présage la prospérité de l'Egypte , 360. — AN VII. Rapporte son arrêté qui rayait provisoirement de la liste des émigrés Antoine Barthés , naturalisé suisse ; nomme à diverses places d'inspecteurs généraux , 2. — Demande la perception d'un décime , par forme d'à-compte sur les rôles de l'an six , 4. — Son message relatif aux besoins urgens des armées de terre et de mer , etc. , et à la levée de deux cents mille hommes , 6. — Ses arrêtés sur les capitaux provenans du remboursement des rentes sur l'Etat et sur les particuliers , et sur les laboratoires d'anatomie ; il nomme le citoyen Suvée , directeur du palais de France à Rome , et désigne les artistes qui y résideront aux frais de la république , 9.

— Réduit les employés et salariés publics à leur traitement fixe ; son arrêté relatif aux lettres qui lui sont adressées , 10. — Il annonce que la mer a brisé les digues de Dol , et y a causé de grands dommages , 14. — Refuse d'entamer de nouvelles négociations pour la paix avec le Portugal , 15. — Demande des fonds pour combler un déficit de 114 millions , 17. — Prend un arrêté en faveur de la navigation pour les îles conquises , 18. — Suspend le journal intitulé : *le Propagateur* , 19. — Ses dispositions pour la remise des minutes, en cas de mort ou de démission d'un notaire public , 20. — Il approuve la conduite du général Ménard à Turin , et le nomme commandant de cette place , 21. — Déclare le 3.^{me} bataillon de chaque demi-brigade , bataillon de garnison , 24. — Son arrêté sur les cartes à jouer , 28. — Il fait inscrire sur la liste des émigrés Pichegru , Barthélemi , Delarue , Willot , Ramel et Dossonville , qui ont quitté le lieu de leur déportation , 30. — Défend l'exportation des pierres à feu , 32. — Organise seize demi-brigades , 33. — Rend ses agens extérieurs responsables de toute publicité d'article de leur correspondance privée , 34. — Son arrêté au sujet des armemens en course , 42. — Présentation des ambassadeurs batave et cisalpin ; il nomme Duval au ministère de la police , 43. — Désavoue les changemens opérés dans la république cisalpine par le général Brune , 44. — Saisie de ses dépêches à Bonaparte , par les Anglais ; ses arrêtés relatifs aux cautionnemens des receveurs , à la solde des troupes et à l'exemption du droit de passe pour les voitures employées au service de la république ; fonds accordés pour ses dépenses secrètes , *ibid* et 46. — Il demande la faculté d'affirmer les biens des émigrés , 47. — Supprime la commission française à Rome , et nomme le citoyen Bertholio , ministre près la république romaine ; ordonne l'établissement des poinçons pour la garantie des matières d'or et d'argent , à Lyon , Marseille et Bordeaux , 48. — Ratifie l'acte d'échange des prisonniers , conclu avec le gouvernement britannique , 49. — Son arrêté sur les navires chargés de marchandises anglaises ; autre qui rend les communes responsables des délits commis dans leur sein , 51. — Renvoi aux commissions de ses mes-

sages pour la prorogation de la loi concernant les délits commis sur les grandes routes , et au paiement des rentiers , 53. — Rapport sur celui relatif aux conditions convenues par les fermiers de la poste aux lettres , 58. — Il permet la sortie des bois de toute espèce , pour la Hollande , 59. — Organise les bureaux du poids public , 64. — Et règle la manière de faire correspondre les mesures anciennes avec les nouvelles , 65. — Ses mesures pour la célébration de l'anniversaire de la mort du dernier roi ; son arrêté sur les individus frappés par la loi du 19 fructidor , 69. — Il fait déporter deux prêtres de Nanci , et pourquoi , 70. — Fixe les lieux de sortie des ouvrages d'or et d'argent destinés pour l'étranger , 71. — Prend un autre arrêté relatif au paiement des rentes et pensions ; présentation du général Sarrazin , et discours à ce sujet , 72. — Dispositions pour la perception des droits d'hypothèque et la suppression des franchises et contre-seings , 76. — Il accorde une pension à la célèbre Dumesnil , 77. — Son arrêté concernant le paiement des pensions représentatives de la maison nationale des Invalides ; il propose de déclarer la guerre aux rois de Naples et de Sardaigne ; adresse une proclamation aux armées , 79. — Son arrêté sur les créanciers des individus portés sur la liste des émigrés , et non rayés définitivement , 80. — Autre qui assimile aux émigrés , tous les officiers belges au service de l'Autriche , non démissionnaires avant l'an II ; autre , ordonnant que le citoyen Letellier , conscrit de la Seine-Inférieure , qui s'est coupé deux doigts , servira à l'armée en qualité de charetier , 82. — Sa déclaration de guerre aux gouvernemens sarde et napolitain , *ibid*. — Son message sur leurs perfidies , 86. — Autre sur les bons à accorder aux rentiers , 90. — Ses dispositions relatives aux droits à percevoir par la régie de l'enregistrement , *ibid*. — Il annonce la prise de possession du Piémont , l'adoption de la cocarde nationale par les troupes piémontaises et suisses , l'établissement d'un gouvernement provisoire à Turin , et la retraite du roi en Sardaigne , 91. — Annule les destitutions faites par Brune , dans la république cisalpine , 93 et 94. — Condamne à une contribution les maisons des communes belges d'où l'on a tiré sur les troupes

françaises, *ibid.* — Témoigne des égards pour la famille de Lagrange, et à quelle occasion, 96. — Texte de son message sur le défaut d'énumération de toutes les parties de la dette publique, 98. — Et sur les dépenses de l'an sept, 100. — Il nomme Edmond Richer, capitaine de vaisseau, *ibid.* — Texte d'un autre message relatif à la vente des biens nationaux, 101. — Son arrêté sur le mode de liquidation des dépôts volontaires ou judiciaires, faits dans les caisses publiques, *ibid.* — Son message sur la situation politique des départemens de l'Ouest, 105 et 112. — Discours de son président lors de la présentation des drapeaux conquis sur les Napolitains, 108. — Il annonce les nouvelles victoires de l'armée d'Italie, et la reprise de Rome, *ibid.* — Ordonne à l'ambassadeur Fouché de quitter l'Italie, 110. — Fait de vains efforts auprès du sénat de Hambourg en faveur de Napper - Tandy, 111. — Restitue les étoffes saisies comme étrangères, chez Boyer-Fonfrède, 114. — Ordonne l'expulsion, de l'Italie, de tout Français sans mission ou concussionnaire, 115. — Elève au grade de lieutenant Audibert, pour la brave défense du corsaire *le Rusé*, 117. — Son message sur les prises maritimes, *ibid.* et 118. — Il procure aux rentiers les moyens de payer leurs contributions, 122. — Fixe l'île d'Oleron pour le lieu des déportés de fructidor, 123. — Nomme Bruix vice-amiral, *ibid.* — Ses arrêtés relatifs au paiement des contributions des communes qui ont été réunies à un département, 127. — Et à l'avancement des gendarmes, 128. — Son message sur le bail de la poste aux lettres, *ibid.* — Autres arrêtés concernant les boissons et marchandises soumises à l'octroi, 129. — Les droits de navigation à percevoir à l'écluse du Saas de Gand et Anvers, 130. — Et la perception des bons au porteur délivrés aux rentiers, 131. — Son message contre les vexations et les pillages des corsaires français à l'égard des bâtimens neutres, 133. — Dispositions relatives aux hospices civils de Paris, 134. — Il sollicite de nouveau la liberté de Napper - Tandy, 138. — Avance les officiers et marins qui se sont distingués dans le combat de la corvette *la Bayonnaise*, contre la frégate *l'Embuscade*, 140. — Son message sur le déficit des

finances, envoyé lors de la discussion sur l'impôt du sel ; il se décharge de toute responsabilité à l'égard de l'interruption des services les plus urgents et les plus sacrés, 140. — Annonce la prise de Naples, la proclamation de la république napolitaine et l'organisation de son gouvernement provisoire, 144 et 145. — Prive des droits de citoyen les individus qui auront accepté des fonctions dans des pays étrangers, *ibid.* — Fixe les détails de la fête de la Souveraineté du peuple ; ses proclamations sur les cloches, 148. — Il exclut les femmes des armées, 149. — Autorise tous les vaisseaux armés de la république à attaquer ceux d'Alger, de Tunis et de Tripoly, 151. — Prend des mesures contre les conscrits ; détermine les bureaux de garantie des matières et ouvrages d'or et d'argent, 153. — Nomme Schérer au commandement des armées d'Italie et de Naples, et Milet Mureau au ministère de la guerre, 160. — Son arrêté relatif à la loterie nationale, 162. — Il expose les motifs de la reprise des hostilités, 169. — Présentation des drapeaux napolitains ; discours à ce sujet, *ibid.* — Ordonne la traduction devant un conseil de guerre de Bassal, et autres prévenus de vols et d'exactions, et du général Championnet, accusé de désobéissance à ses ordres, 174. — Texte du message par lequel il propose de déclarer la guerre à l'empereur et au grand-duc de Toscane, 175. — Il accorde des secours aux déportés d'Oléron ; prend un arrêté sur les pensions ecclésiastiques ; ordonne la démolition du piédestal de la statue de Louis XV, et l'érection d'un monument à sa place ; prononce sur la navigation des bâtimens américains, 182. — Accorde divers brevets d'invention, 184. — Son arrêté sur la police des théâtres, 185. — Il atténue les torts de son commissaire de la Sarthe, et justifie ses intentions, relativement à sa circulaire sur les élections, 188. — Présentation des drapeaux conquis par l'armée d'Helvétie, 192. — Il établit un bureau militaire, et le compose de généraux ; ordonne à Jourdan de ne pas favoriser les insurrections en Allemagne, 194. — Ses arrêtés pour l'isolement de la bibliothèque nationale, afin d'en éviter l'incendie, 197. — Pour la suppression des lettres de marque accordées par ses agens en Italie, 202. — Et pour la sureté des

fonds placés en Autriche par les Belges ; sa proclamation pour l'uniformité des poids et mesures, 205. — Arrêté qui charge le commissaire Musset d'organiser le Piémont en quatre départemens, 206. — Son message sur la solennité à donner aux fêtes décadaires, 207. — Autre arrêté pour la translation des restes du Turenne, Molière et Lafontaine, au Musée des monumens français, 210. — Il ordonne l'arrestation de Barrère ; annonce que la coalition redouble ses efforts, et fait ordonner la levée de 200,000 hommes, 213. — Fait défense aux corsaires d'arrêter les bâtimens neutres sur les côtes de la Hollande, 214. — Est calomnié par les royalistes des contrées méridionales, 215. — Nomination d'agens chargés de surveiller et activer l'équipement des défenseurs de la patrie, 216. — Message sur le déficit des recettes de l'an sept, 219. — Il donne ordre à ses ministres, à Rastadt, de se retirer à Strasbourg, 220. — Ses messages relatifs à l'assassinat commis sur leurs personnes, 228, 229 et 231. — Sa proclamation à ce sujet ; dénonciation qu'il fait à tous les peuples et à tous les gouvernemens, de cet attentat, 230. — Il félicite les troupes piémontaises réunies à l'armée d'Italie, *ibid.* — Tirage au sort de ses membres ; sortie de Rewbell ; liste de candidats pour le remplacer ; élection de Sieyes, 232, 234, 235, 237 et 241. — Message pour être autorisé à laisser mettre pied à terre aux équipages de la flotte espagnole ; décret à ce sujet, 235, 237 et 240. — Nouveaux messages contenant des détails sur l'assassinat de Rastadt, 238 et 239. — Son arrêté pour la fabrication des bons au porteur, destinés au payement des rentiers ; motion d'ordre relative à l'élection d'un nouveau membre, 240. — Arrêtés sur l'indemnité due aux gardes nationales en activité, 241. — Sur la poste aux chevaux, 246. — Présidence de Merlin de Douai, 250. — Nouvel arrêté sur les pensions ecclésiastiques ; il est inculpé en raison du grand nombre de troupes qu'il laisse dans l'intérieur, 253. — Autorisé à échanger le célèbre jeu de paume de Versailles contre un domaine national, 255. — Sa proclamation aux Français ; transmission du procès-verbal dressé à Rastadt ; il justifie sa conduite dans le journal officiel, et intitule cet article : *Manifeste des Fac-*

tions, 258. — Ses messages pour l'acceptation de Sieyes et son installation, 259 et 264. — Il déporte à Hambourg l'officier autrichien Custine, neveu du général de ce nom, 260. — Transmet le compte de Schérer, et donne des renseignemens sur les crédits ouverts pour l'an sept, *ibid.* — Ses arrêtés sur le commerce des grains et farines dans les départemens frontières, et la déportation du prince de Carency, 263. — Et la marque des matières d'or ou d'argent, 268. — Discours de Boulay de la Meurthe contre l'étendue de ses pouvoirs et la nécessité de les renfermer dans les limites tracées par la constitution, 271. — Dissolution du conseil militaire établi près de lui ; rapports et résolutions relatives à la sûreté publique ; permanence des conseils et du directoire ; révocation de la nomination de Treillard ; son remplacement par Gohier ; accusation de Bertrand du Calvados, contre plusieurs de ses membres, 272, 273 et 274. — Démission de Merlin et de Réveillère-Lépeaux ; détails sur leur conduite ténébreuse ; élection de Roger Ducos et de Moulins, pour leur succéder, *ibid.*, 275 et 276. — (*Voyez JOURNÉES DE PRAIRIAL*). — Son arrêté en faveur du général Championnet, 277. — Son message sur la situation et les dangers de la république ; il accuse l'imprévoyance de ses prédécesseurs, 283. — Inculpations graves contre ces derniers ; demande de leur mise en jugement, 286, 287, 289, 292 et 305. — Proposition contre le mot *Gouvernement*, qu'ils s'applique injustement ; discussion et débats à ce sujet, 289 et 290. — Dénonciation contre son secrétaire Lagarde ; et réponse de celui-ci, 292 et 301. — Arrêtés relatifs aux réquisitionnaires et à la dette publique, 293. — Nominations diplomatiques, civiles et militaires, 295. — Rapport de Montpellier, et projet d'acte d'accusation contre les anciens directeurs, 297 et 312. — Message pour la levée de 400 mille hommes, 308. — Texte du rapport précédent, 324 et 325. — Tentative d'assassinat contre deux de ses membres, 327. — Il sollicite plusieurs autorisations, *ibid.* — Désignation de celles qui lui sont accordées, 328 et 329. — Débats sur la mise en accusation de Merlin, Réveillère-Lépeaux et autres, 327, 328, 330, 332, 334 et 335. — Extrait d'une brochure du premier, dans laquelle il

rend compte des démarches faites auprès de lui pour obtenir sa démission, 336. — Attaque sur l'illégalité de l'élection de Sieyes, 337. — Nouveau message sur l'état de la France, *ibid* et 338. — Formation d'une commission chargée de présenter une loi organique sur le mode de dénonciation de ses membres, 339. — Sa réponse au gouvernement batave sur les calomnies des journalistes, 352 et 354. — Fixation de ses dépenses, 361. — Son message contre les royalistes de la Haute-Garonne et pour l'aliénation de 30 millions de bois de haute-futaie, 363. (Voyez FRANCE, PARIS, les noms des directeurs et les diverses JOURNÉES de la révolution.)

DISCIPLINE MILITAIRE. AN 1789. Décret qui généralise le règlement y relatif, arrêté par la ville d'Amiens, 114. (Voy. CODE MILITAIRE).

DISPENSES DE SERVICE MILITAIRE. AN VII. Discussion d'un projet y relatif, 92. — Adoption de divers articles, 93. — Rapport en faveur de cette résolution, 108. — Sa discussion, 120. — Son adoption, 122 et 123. (Voy. CONGRÈS).

DISTRICTS. AN 1789. Décret pour leur création, 89 et 90. — Fixation du nombre de leurs administrateurs, 92. — Ils sont formés sur le modèle des départemens, et subordonnés à leur autorité, 94. — AN 1790. Leur division, 22. — Traitement des membres, 244. — Formation du tableau de leur territoire, 287. — Leurs attributions, 307. — Décret sur les réclamations contre leur peu d'étendue, 330. — AN 1791. Autres pour la nomination de leurs présidents, 18. — Et la tenue de leurs conseils d'administration, 263 et 297. — AN I.^{er} 1793. Leur nouvelle division constitutionnelle, 143. — Augmentation du traitement des administrateurs, 161. — Mesures pénales contre eux, 172, 188 et 257. — AN III. Arrêté du comité de sûreté générale, relatif à la correspondance de leurs agens nationaux, 59. — Décret qui leur rend leur ancienne forme, 210. — Opinions et discussion sur la nécessité de ce rouage administratif, 294 et 295. (Voyez ADMINISTRATIONS).

DIVISION DES POUVOIRS. AN 1791. Réflexions sur cette question, 241. (Voyez POUVOIRS).

DIVISION DU TERRITOIRE. AN 1789. Plan du

comité de constitution pour celle en départemens, districts et cantons, 64. — Sa discussion, 75. — Réflexions sur celle proposée par l'abbé Sieyes; espérance trompée des ennemis de la révolution, qui avaient compté sur la résistance des préjugés dans les provinces, 79. — Nouvelle discussion sur cet objet, 82, 83, 84, 86, 87 et 88. — Décret qui fixe le nombre des départemens, et la division de ceux-ci en districts et en municipalités, 89. — Autres dispositions sur le nombre ternaire de ces divisions, 115. — Et pour la fin de ce travail, 121. — AN 1790. Projet de Dupont y relatif, 47. — Sa discussion et adoption de divers articles, 48, 49, 58 et 81. — Réflexions par d'Eymar sur ce travail, 83. — Suite du décret précédent, 91 jusqu'à 101, 113, 115 et 132. — AN 1791. Autres dispositions pour la fixation des limites des départemens, districts et cantons, 166. — AN I.^{er} 1793. Discussion et débats sur la nouvelle division constitutionnelle, 152, 153, 155, 137 et 140. — Opinion contre le système des grandes communes, 143. — AN IV. Autre division territoriale, 24. (Voyez DÉPARTEMENTS).

DIVISIONS MILITAIRES. AN I.^{er} 1793. Don patriotique fait par les officiers de la 6.^{me}, 273. — AN II. 1794. Dispositions relatives aux attributions du commandant de la 17.^{me}, 315. — AN III. Et à sa nomination, 217. — Protestation de son républicanisme, 257. — Son étendue territoriale, 298. (Voy. CONSEILS MILITAIRES).

DIVORCE. AN 1789. Réflexions y relatives, 95. — Ecrit en sa faveur, intitulé : *Plaintes et griefs des femmes*, 116. — AN 1790. Analyse d'un ouvrage sur sa législation, 1. — AN 1791. Lettre à ce sujet, 14. — Article contenant la proposition d'un amendement à la loi rendue sur cette matière, 306. — AN 1792. Rapport et décret sur sa cause, son mode et ses effets, 245, 252 et 259. — Rédaction et texte de ces diverses dispositions, 260 et 284. — Formules de divorce par Prévôt Saint-Lucien, 334. — AN I.^{er} 1793. Adoption de nouveaux articles y relatifs, 244. — AN II. 1793. Fixation du délai pour le mariage des époux qui s'y sont soumis, 99. — AN II. 1794. Articles additionnels à ce sujet, 216.

— AN III. Réflexions de Bongnyod contre son usage, 242. — Décret qui charge le comité de législation de s'occuper des modifications à faire aux lois qui l'autorisent, 307. — Suspension des dispositions de deux d'entre elles, 321. — AN V. Motions d'ordre, et réclamations contre ses abus et ses dangers, 57, 60 et 73. — Nomination d'une commission chargée d'un rapport sur sa suspension provisoire pour incompatibilité d'humeur, 97. — Rapport de Favart à ce sujet, 112. — Discussion de son projet, 120. — Article de l'*Historien*, y relatif, 121. — Suite de la discussion; discours de Mailhe, 125, 126, 127, 128, 134 et 135. — Et de Cambacérès, 161. — Adoption d'un projet interprétatif de la loi qui le permet, 219. — Rapport et rejet de cette résolution, 235 et 267. — Reprise de la discussion sur la cause d'incompatibilité d'humeur, 253, 266 et 267. — Résolution qui fixe l'époque à laquelle il pourra être prononcé, 274. — Rapport de Portalis contre ses dispositions, 331. — AN VI. Suite, 2 et 3. — Discussion à ce sujet; son approbation, 4. (*Voy. CODE CIVIL*).

DOMAINES (administration et régie des). AN 1790. Réduction du traitement des administrateurs, 165. — Rapport de Lebrun, et débats sur sa fixation, 171. — Suppression des contrôleurs, 229. — AN 1791. Clôture de ses registres, 22. — Nomination de deux commissaires, 39. — Leur adresse à l'assemblée nationale, 210. — Dispositions y relatives, 232. — Autres sur son emplacement, 271. — AN II. 1793. Décret qui la charge de rendre compte des mesures qu'elle a prises pour la saisie des biens des condamnés, 82. — AN II. 1794. Autres décrets concernant cette agence, 192, 300 et 361. — Suppression de sa caisse, 200. — AN III. Rapport et projet de Lofficial, relatif aux archives domaniales, 36. — AN VI. Fixation du titre et des attributions de cette régie, 51.

DOMAINES CONGÉABLES. AN 1790. Leur abolition, 338. — AN 1791. Décret qui fixe leur législation, 153, 154, 159 et 160. — AN 1792. Nouvelles dispositions y relatives, 238 et 243. — AN V. Discussion d'un projet de Lemérér sur cette matière, 122 et 151. — Son adoption, 321.

— AN VI. Rapport de Picault sur cette résolution, 19 et 20. — Sa discussion, 21, 36, 41 et 43. — Son approbation, 44. — Mesures pour l'examen des décrets de l'assemblée constituante, sur cet objet, 46. — Réclamations contre une erreur insérée dans la rédaction de la décision sur cette matière, 84. — Nouveaux projets y relatifs, 277. — Leur discussion, 278, 279 et 280. — Adoption de diverses dispositions concernant leur remboursement, *ibid.* — Discussion de cette résolution, et son ajournement, 289. — Elle est rapportée, 349. — AN VII. Motion de Duval-Villebogard sur ces domaines, 30. — Rapport de Pons de Verdun, 174. — Rejet de son projet, 177.

DOMAINES DE LA COURONNE. AN 1790. Dispositions relatives à leur aliénation, 25 et 130. — Etat de ceux dont Louis XVI réclame la jouissance, 232.

DOMAINES ÉCHANGÉS. AN II. 1794. Arrêté du comité de salut public, sur le compte à rendre de leur produit, 271. — AN V. Résolution qui réintègre dans leur possession ceux qui n'ont pas été indemnisés de leur perte, 82. — Son approbation, 100.

DOMAINES ENGAGÉS. AN II. 1794. Motion de Blutel sur les difficultés qui se sont élevées dans l'exécution de la loi y relative, 219. — AN VI. Projet de Villers, 268. — Sa discussion, 278 et 279. — Adoption de divers articles sur leur remboursement, 280. — Nouveau projet de Génissieu sur cette partie, 309 et 321. — Rapport et discussion de cette résolution, 350 et 364. — AN VII. Suite, 4, 6, 10, 11 et 12. — Son rejet, 13. — Impression d'un rapport de Berlier sur ceux engagés par l'ancien gouvernement, 75. — Adoption de son projet, 85. — Débats sur cette résolution, 169 et 172. — Elle est approuvée, *ibid.*

DOMAINES NATIONAUX. (*Voy. BIENS*, etc.).

DOMESTICITÉ. AN 1789. Discussion et adoption de l'article qui prive du droit de citoyen les personnes attachées à cet état, 78.

DOMESTIQUES. AN 1790. Etablissement d'une caisse de secours en leur faveur, 8, 9 et 10. — AN II. 1793. Décret sur les legs qui leur sont faits, 66.

DONATIONS, AN II. 1794. Décret supplétif des dispositions

dispositions y relatives, 341. — AN III. Adoption d'un projet de Charles Delacroix sur l'enregistrement des actes de cette nature, 332.

DONS PATRIOTIQUES. AN 1789. Premier don formé des bijoux des femmes artistes, 54. — Autres, 56, 58 et 59. — Décret qui en ordonne l'impression, 60, 61 et 62. — Adresses de félicitation; admission à la barre des comédiens français, offrant 23,000 liv.; liste des dons, 63 et 65. — Autres, dont un offert par les libraires de Paris, 66 et 67. — Mention honorable de celui d'une femme du monde, *ibid.* — Décret pour faire rentrer à la caisse toutes les soumissions, vendre les bijoux, et porter la vaisselle à la monnaie, 68. — La liste en est présentée à l'assemblée, 71. — Nouveaux dons, 73, 74, 75, 77 et 89. — Décret portant que tous les membres de l'assemblée déposeront sur le bureau leurs boucles d'argent, 92. — Nouveaux dons, 96. — Evaluation de ceux portés à la monnaie, 99. — Autres dons, 102, 110, 113, 115 et 130. — AN 1790. Autres, 4, 9, 13 et 14. — Emploi de leur produit, 67, 82 et 116. — AN 1791. Mesures relatives à la comptabilité de leur trésorier, 170. — Décret, portant qu'ils seront versés à la caisse de l'extraordinaire, 194. — Nouveaux dons, 196. — AN I.^{er} 1793. Autres, 51, 55 et 64. — Leur application, 84. — AN II. 1794. Leur réunion dans chaque chef-lieu de district, 110. — AN III. Autres dons par les Français habitans les échelles du Levant, 119. — AN VI. Autres pour les frais de la descente en Angleterre, 104 et 106. — Résolution qui ouvre des registres destinés à les recevoir; son rejet, 107 et 113. — Leur continuation, 108, 109, 110, 111, 114, 115, 116, 119 et 120. — Discours contre le rejet de la résolution précédente; création d'une commission pour en présenter une nouvelle, 114. — Autres dons, 129, 130, 134, 135, 137, 138, 143, 144, 146, 148, 149 et 151. — Demande d'un nouveau mode pour leur perception, 168. — Dons, 169, 173, 175, 181, 182, 183, 192, 193, 194, 196, 199, 202, 204, 208, 209, 213, 218, 222 et 234.

DOTS. AN 1789. Proposition de les supprimer, 99.

DOUANES NATIONALES. AN 1790. Rétablissement de leurs bureaux de perception, 320. — Con-

servation de l'ancien tarif jusqu'à la promulgation du nouveau, 357. — AN 1791. Lettre du ministre Delessart sur les nouvelles lois y relatives, 79. — Décrets sur l'établissement d'une régie et son organisation, 114, 115 et 130. — Sur la fixation des droits d'entrée et de sortie, et leur perception, 210, 211, 212, 214 et 215. — AN 1792. Etablissement des acquits à caution, 71. — Et du nouveau tarif, 212. — Réduction des régisseurs; détermination du mode de perception, 289. — AN I.^{er} 1793. Décret qui centralise leur recette, 1. — Autre en faveur des préposés employés au service extérieur, 182. — AN II. 1793. Organisation de l'administration, 20 et 74. — AN II. 1794. Nouvelles dispositions y relatives, 119. — Réflexions de Ducher sur cette partie, 291. — AN III. Modification des lois sur les saisies faites par elles, 54 et 120. — AN IV. Message pour la perception de leurs droits en numéraire, 89. — Résolution confirmative de cette demande, 90. — Sa discussion; Lebrun en propose le rejet; adoption de sa proposition, 91, 92 et 93. — Nouvelle résolution à ce sujet, 99. — Son approbation, 100. — Autre portant que les amendes seront payées comme le droit, 132. — Elle est approuvée, 135. — Nouvelles dispositions relatives à leur perception sur les marchandises, 213 et 219. — Au paiement des droits en numéraire, 311 et 322. — AN V. Et aux instances occasionnées par elles dans les départemens réunis, 16 et 29. — Loi qui fixe le traitement des employés, 47 et 51. — Motion d'ordre de Fargues pour en empêcher la fraude sans attenter à la liberté des citoyens, 109. — Décret sur les droits d'entrée et de sortie, 117. — Nouveau projet de Blutel, 162. — Rapport sur les moyens de réorganiser et d'améliorer ce service, 191. — Adoption et texte de quatre résolutions qui les concernent, 192. — Autre rapport sur la résolution qui fixe le nombre des employés, 208. — Rejet de celle qui oblige les régisseurs généraux à faire des tournées d'inspection, *ibid.* — Pensions accordées aux employés retirés, 216. — AN VI. Arrêté relatif aux visites des préposés, 189. — Dispositions relatives aux comptables, 253 et 288. — Rixe à Mayence entre les militaires et les employés de de cette régie, 300. — AN VII. Résolution concernant la rectification du tarif, 193. — Son rejet,

211. — Texte et approbation d'une autre résolution sur le même sujet, 223.

DRAGONS de Bourbon. AN I.^{er} 1793. Suivent Dumourier chez l'ennemi, 111.

Dragons de Chartres. AN 1789. Abandonnent aux indigens de la ville du Mans une gratification qu'elle leur avait offerte, 100.

Dragons volontaires. AN I.^{er} 1793. Leur incorporation dans la cavalerie, 230.

Deuxième régiment. AN IV. Se distingue à l'armée de Sambre-et-Meuse, 347.

Cinquième régiment. AN 1792. Lettre sur l'esprit de ce corps, 140. — Un décret l'acquitte honorablement, 147.

Sixième régiment. AN 1792. Eloge de sa conduite, 140.

Onzième régiment. AN III. Son dépôt offre aux habitans de Toul le quart de sa subsistance; mention honorable, 116.

Vingtième régiment. AN IV. Ses services à la prise de Ceva et Mondovi, 225.

DRAPEAUX ENNEMIS. AN 1792. Décret qui ordonne leur suspension à la voute du lieu des séances de la convention, 281. (*Voyez ARMÉES, DIRECTOIRE, etc.*).

DRAPEAUX FRANÇAIS. AN 1790. Décret portant que ceux des régimens auront des cravates tricolores, 296. — AN 1791. Autres dispositions de même nature, 182. — AN 1792. Mesures pour la destruction de ceux donnés par le roi, 110.

DROIT D'AINESSE. AN 1789. Proposition de son abolition renvoyée à la législation civile, 40. — AN 1790. Analyse d'un ouvrage de Lanthenas, sur ses inconvéniens, 353. — AN I.^{er} 1793. Décret interprétatif de celui qui le supprime, 6.

Droit des Gens. AN III. Projet de Grégoire à ce sujet, 217. — Débats qu'il occasionne, 218. — AN IV. Article y relatif, par Busch, de Hambourg, 215, 216 et 217.

Droit de Grâce. AN VII. Rapport et projet de Chazal sur les coupables qui dénonceraient leurs complices, 197. — Discussion et rejet de ce projet, 198, 199, 201 et 202. — AN VI. Sa reproduction, 114. — Il est renvoyé à une commission, *ibid.* (*Voyez LETTRES DE GRACE*).

Droit de Paix et de Guerre. AN 1790. Discus-

sion sur cette question, 136, 137, 138 et 140 à 142. — Décret qu'il appartient à la nation, 143.

— Réflexions de M. Stourm à ce sujet, 147.

— Lettre de François, de Neufchâteau, sur cette matière, 151. — AN III. Réfutation des objections faites contre cet article constitutionnel, 318.

Droit Public. AN 1789. Cours sur cette matière, 125.

Droits-d'Aides. AN 1790. Discussion à ce sujet, 20. — Décret qui en proroge la perception, 27 et 202. — Projet de Dupont pour leur suppression, 304. — Son ajournement, *ibid.*

Droits d'Aubaine. AN 1790. Leur suppression, 219. — AN 1791. Autre rapport de Barrère à ce sujet, 13. — Extension de ce décret aux Colonies des deux Indes, 104. — Son heureux résultat à l'égard de la Prusse, 140.

Droits de Bacq. AN VI. Rapport de Bénard-Lagrange, et résolution y relative, 149 et 150. — Son rejet, 256 et 267. — AN VII. Autre résolution portant création de ces droits, 17. — Son rejet, 39 et 52. — Dispositions concernant leur police et leur administration, 63, 73 et 74.

Droits de Bourgeoisie ou d'Habitation. AN 1790. Leur suppression, 165.

Droits Casuels. AN 1790. Mode de leur rachat, 117. — Décret relatif à leurs baux, 124 et 125. — Autre pour leur liquidation, 359.

Droits de Champart. AN 1790. Mesures pénales contre ceux qui s'opposent à leur perception, 216.

Droits Civils. (*Voyez CITOYENS ACTIFS, CONSTITUTIONS, etc.*).

Droits de Contrôle. AN 1790. Demande de leur suppression par la communauté des orfèvres de Paris, 287.

Droits d'Entrée. AN 1790. Rapport et discussion sur leur tarif, 335. — Sa publication, 337. — AN 1791. Classification des matières qui n'en sont pas entièrement exemptes, 25, 26, 28, 29 et 32. — Suppression de ceux sur les boissons, 29 et 32. — Projet de Dupont sur ces droits, 42. — Sa discussion, 47 et 48. — Débats sur celui de Laroche foucauld, 51. — Adoption de celui de Lechapelier pour leur extinction, 52. — AN I.^{er} 1793. Suppression de ceux perçus dans les Colonies, 257. — AN III. Décret qui en règle la perception sur les marchan-

dies, 136. — AN V. Proposition de leur établissement, 193. — Projet y relatif, 216. — AN VI. Nouveaux débats à ce sujet, 150. (V. OCTROIS).

Droits d'Enregistrement. (Voyez ENREGISTREMENT).

Droits d'Etat. AN II. 1794. Décret qui leur étend les dispositions de la loi du 10 frimaire, 152.

Droits Eventuels. AN 1790. Décret pour leur rachat, 117.

Droits Féodaux. AN 1789. Sont attaqués par une insurrection générale; suite des troubles qu'ils occasionnent; proposition de diverses mesures; nuit du 4 août; discours de Leguen-Kéréngal, contre les charges du peuple; il en demande l'abolition, 33. — Proposition d'en conserver les droits, comme essentiels à la noblesse; elle est rejetée avec murmures, 39. — Rédaction définitive du décret qui les supprime, 40. — Protestation des seigneurs étrangers qui en possèdent en France, 116. — AN 1790. Rapport et projet de Merlin, pour leur abolition totale, 41. — Mesures pour leur rachat; abolition des saisies féodales, 56. — Renonciation anticipée du marquis de Villette, à tous les siens, 61. — Décret sur cet objet, 68. — Renvoi au comité des articles relatifs aux indemnités, 70. — Suite du décret précédent, 71. — Mode de leur rachat, 114, 115 et 118. — Précis méthodique sur cette matière, par Cicille, 121. — Suite de la discussion, 124. — Abrogation de toutes procédures et jugemens sur la féodalité censuelle, 138, 185 et 272. — Dispositions relatives aux poursuites criminelles qu'ils occasionnent, 261. — Décret interprétatif de celui pour leur suppression dans les ci-devant provinces belgiques, 263. — Suite du mode de leur rachat, 318 et 320. — AN 1791. Nouvelles dispositions à ce sujet, 35, 41, 46, 47, 54 et 58. — Perception et rachat de ceux non supprimés, 70. — Instruction y relative, 167 et 174. — Décret pour l'aliénation de ceux de justice seigneuriale, 201. — AN 1792. Leurs mystères dévoilés par Michallet, 53. — Projet tendant à leur suppression totale, et discours sur l'histoire générale de la féodalité, 103. — Sa discussion, 162 et 167. — Son adoption, 231, 236 et 239. — AN I.^{er} 1793. Décret qui surseoit à toutes procédures y relatives, 1. — Leur abolition,

45 et 201. — Dégradation civique de tout Français qui en percevrait en pays étranger, 252. — AN II. 1793. Annulation des jugemens rendus sur cette matière, 41. — Dispositions relatives aux débiteurs de ces droits, 70. — AN II. 1794. Décret interprétatif des précédens, 120. — Brûlement des titres constatant leur propriété, 130. — AN V. Rapport et discussion pour leur rétablissement; projet pour leur rachat, 318 et 319. — Formation d'une commission pour recueillir toutes les propositions qui tendraient à les faire revivre, 358. (Voyez *Droits seigneuriaux* et FÉODALITÉ).

Droits de Franc-Fief. AN 1789. Discussion sur leur abolition; décret qui les supprime et ordonne la cessation de toutes poursuites y relatives, 64.

Droits de Greffe. AN V. Projet de Dubois des Vosges sur leur perception, 172. — AN VI. Autre pour leur administration au profit de la république, 352. — AN VII. Analyse de ce rapport, 17. — Adoption de divers articles, 18. — Discussion de plusieurs autres, 35 et 61. — Abolition du droit de recherches, et adoption d'articles réglementaires, 80. — Rapport contre cette résolution, 111. — Son rejet, 114. — Nouveau projet y relatif, 155 et 166. — Rapport en sa faveur, 177. — Adoption de la résolution qui les rétablit au profit de la république, 178. — Son texte, 179. — Nouvelles dispositions sur cette matière, 249 et 267.

Droits Honorifiques. AN 1789. Réclamation pour leur conservation, 35. — AN 1790. Ils sont abolis, 56.

Droits d'Importation. AN V. Projet tendant à leur augmentation, 192. (Voy. IMPORTATIONS).

Droits de Mutation. AN 1792. Décret pour leur rachat, 32.

Droits de Paccages. AN 1791. Leur abolition, 110.

Droits de Parcours. AN I.^{er} 1793. Proposition de leur abolition, 222. — AN IV. Motion pour leur rachat, 245.

Droits de Passe. AN IV. Message du directoire pour leur établissement, 205. — AN V. Projet de Defermont confirmatif de cette demande, 15. — Sa discussion, 52 et 53. — Son adoption, 54 et 68. — Suite de la discussion sur cet

objet ; propositions contradictoires , 70 , 87 et 88. — Observations y relatives , par Pommereuil , et réfutation de son ouvrage , 125 , 126 et 158. — Rapport de Marragon sur la résolution précédente , 155 , 163 et 164. — Sa discussion , 165 et 190. — Son rejet , 192. — Nouveaux projets y relatifs , 206 et 237. — Leur adoption , 360 et 364. — AN VI. Pétition des maîtres de poste des environs de Paris pour en être exempts , 264. — AN VII. Arrêté du directoire qui accorde cette exemption aux voitures employées au service public , 46. — Lettre du ministre de l'intérieur à ce sujet , 107. — Nouvelles dispositions du même pour leur mise en adjudication , 247.

Droits de Pêche. AN VI. Projet de Villers pour leur mise en ferme , 268.

Droits de Prémption. AN II. 1793. Réflexions de Ducher sur cette matière , 36.

Droits de Retrait. AN 1790. Leur abolition , 165.

Droits de Sauvetage. AN VI. Dispositions y relatives , 121.

Droits-Seigneuriaux. AN 1790. Leur abolition sans indemnité , 58. — Discussion sur les réserves coutumières , 201. — AN 1791. Décret relatif au rachat de ceux dus sur les mutations , 32. — Et par les biens nationaux , 35. — Autres dispositions concernant ceux déclarés rachetables , 167 , 174 et 201. (Voyez *Droits Féodaux*).

Droits de Service personnel. AN 1790. Leur suppression , 56.

Droits de Timbre. AN 1790. Décret qui en exempte les actes administratifs , 101. — AN 1791. Leur fixation ; détermination des objets qui y sont assujétis , 9 , 10 et 11. — Adoption de nouveaux articles y relatifs , 13. — Mesures pour la distribution du papier , 22. — Autres articles sur les légendes , 32. — Sur les lettres de change , 39. — Et les exceptions , 162. — AN 1792. Pièces de finances qui doivent être timbrées , 94. — AN IV. Etat de situation de cette régie ; demande du paiement des droits en numéraire , 89. — Résolution conforme , 102. — Son adoption , 103 et 105. — Nouveau message relatif à la perception des amendes encourues par les contrevenans , 132. — Autre résolution pour leur réduction en man-

ats , 252. — Son rejet , 263 et 268. — Nouveau projet , et résolution sur leur perception , 307 et 308. — Adoption de celle qui ordonne leur paiement en numéraire , 322. — AN V. Discussion sur les additions qui y sont proposées , 193. — Dispositions relatives à l'établissement d'un nouveau timbre , et à l'augmentation des droits , 200 et 222. — Adoption de quelques articles qui y soumettent les pétitions , mémoires , adresses , journaux , etc. , 362. — AN VI. Rapport sur cette résolution , 12. — Sa discussion , 13. — Son approbation , 14. — Arrêté du directoire sur cet objet , 43. — Projet qui en exempte le papier-musique , 214. — Nouveaux articles présentés par Villers , 268. — Leur rejet par le conseil des anciens , 288 et 296. — Discussion et rejet d'une autre résolution sur la fourniture du papier destiné au timbre , 357. — AN VII. Suite , 1. — Adoption d'un nouveau projet , 11. — Son approbation , 35 , 48 et 49. — Résolution qui y assujétit les affiches , avis , annonces , etc. , 245.

Droits de Transit. AN 1792. Décret qui détermine les moyens d'en prévenir la fraude , 254. — AN I.^{er} 1793. Suspension de cette faculté ; motifs de cette mesure , 206. — AN VI. Arrêté du directoire sur cette matière , 353.

Droits de Triage. AN 1790. Leur suppression , 64.

DUELS. AN 1790. Ridicule jeté sur ceux du bois de Boulogne , 59. — Adresse y relative , 122. — Lettre d'un Anglais sur celui de Cazalès avec Barnave , 223. — AN 1791. Décret portant que l'assemblée s'en occupera sans délai , 36. — Article sur cette partie de la législation , 183. — AN 1792. Mesures adoptées par le roi d'Angleterre contre cette manie , 153. — Amnistie accordée aux provocateurs , 262.

E.

E A U X. AN III. Nouveau moyen de les élever par Pochon , 332. (V. *HYDRAÛLIQUE*). — AN VII. Observations sur leur diminution progressive , 25.

Eaux de Paris. (Voyez *COMPAGNIE DES EAUX*).

Eaux et Forêts. AN 1791. Décret sur le salaire de leurs officiers, 69. (*Voyez FORÊTS*).

ECCLÉSIASTIQUES. AN 1790. Décret pour le traitement des titulaires, 194. — Autre, relatif à ceux qui sont en retard pour les décimes et dons gratuits, 283. — AN 1791. Serment qu'ils doivent prêter, et remplacement des réfractaires, 5 et 6. — Déclarations en faveur de ce serment, 8. — Adresses et soumissions à ce sujet, 9. — Réduction de leurs impositions, *ibid.* — Paiement d'un semestre à ceux pauvres et infirmes, 12. — Mode d'élection des évêques et curés, 14. — Remplacement de plusieurs fonctionnaires, 27, 28, 29 et 42. — Décret pour la confection des listes des insermentés, 73. — Admission au serment de ceux non encore remplacés, 78. — Lettre du ministre de l'intérieur sur leur traitement, 126. — Décret concernant les élections aux cures et aux vicariats, 153. — Autre contre les remplacés qui exerceraient, 171. — Et contre ceux qui rétracteraient leur serment, *ibid.* — Autres sur leurs pensions de retraite et de secours, 236, 276 et 280. — AN 1792. Suppression du costume ecclésiastique, 98. — Proposition pour la suppression des corporations ecclésiastiques, et discussion à ce sujet, 120. — Décret qui conserve le traitement aux ecclésiastiques pensionnés ou salariés, lors même qu'ils se marieront, 221. — AN II. 1793. Suppression des pensions accordées à ceux qui avaient moins de 24 ans, 85. — AN II. 1794. Rapport et décret sur la confiscation des biens de ceux déportés ou réclus, 175. — Autre sur les possesseurs indivis de ces biens, 336. — AN III. Autre pour les restitutions, 356. — AN IV. Mêmes mesures en faveur des héritiers de ceux déportés, 256 et 258. — Message proposant le paiement de ceux de la Belgique, en bons applicables à l'acquisition de biens nationaux, 263. (*Voyez BELGIQUE*). — Motion et décret de même nature, 281, 347 et 356. — Dénonciation de l'incarcération de ceux qui ont prêté le serment à la république, 347. — AN VI. Motion sur la législation des biens de ceux sujets à la déportation, 35. — AN VII. Arrêtés du directoire concernant leurs pensions, 182 et 253. (*Voyez CLERGE, BIENS ECCLÉSIASTIQUES, PRÊTRES, RELIGIEUX, etc.*).

ECHANGES et ECHANGISTES. (*V. DOMAINES*).

ECHELLE DE PROPORTION. AN III. Propositions diverses d'en établir une dans les valeurs pour servir de base aux transactions, 242 et 272. — AN V. Autre projet de loi à la suite, pour fixer les dépréciations du papier-monnaie, 183, 212, 213, 280 et 281. (*Voyez TRANSACTIONS*.)

ECHENILLIAGE. AN IV. Résolution qui l'ordonne, 179 et 181. — AN VII. Circulaire de François, de Neufchâteau, sur cet objet, 189. (*Voyez AGRICULTURE*).

ECLAIREURS RÉPUBLICAINS (corps d'). AN 1792. Décret ordonnant un paiement pour leur subsistance, 343. (*Voyez RÉGIMENS et objets analogues*).

ECOLE DES ELÈVES DE LA PATRIE. (*Voyez ENFANS DE LA PATRIE*).

Ecole de Mars. AN II. 1794. Rapport de Barrère, et décret pour son établissement à la plaine des Sablons, et sa formation par six jeunes citoyens de chaque district, 255. — Son épuration, 288. — Députation et discours des élèves aux Jacobins, 289. — Ils défilent dans la convention, 312. — Leur indignation contre les conspirateurs, *ibid.* — Epurement des instituteurs, 314. — Célébration du 10 août par les élèves, 326. — AN III. Leurs exercices, 13. — Renvoi des élèves dans leurs foyers, 34.

Ecole Normale. AN. III. Rapport de Lakanal sur son organisation, 37. — Discussion, 42. — Nomination des professeurs, 51. — Représentants nommés pour la surveiller, 54 et 89. — Laharpe en est nommé professeur, 112. — Règlement pour cette école, *ibid.* — Notice y relative, 129. — Adresse de ses élèves, *ibid.* — Autre notice de ses travaux, 135. — Décret contenant quelques dispositions à ce sujet, 141. — Demande de passeports pour ses élèves; Romme vote sa suppression comme n'étant qu'un charlatanisme organisé, 210. — Décret qui en ordonne la clôture, 220. — Remerciements des élèves à la convention, 231.

Ecole Polytechnique. AN III. Avis aux jeunes gens qui se destinent à suivre cette école, 363. — AN IV. Décret sur son organisation, 35. — AN V. Concours pour l'admission des élèves, 12. — Proposition d'une réforme dans son admi-

nistration, 15. — AN VI. Rapport et projet sur son organisation, 119 et 120. — Fixation du nombre de ses élèves, 121. — Proposition de rejeter la résolution relative à son organisation, 212. — Discussion, 213. — Suite et rejet, 220. — Motion sur le même objet, 302. — AN VII. Son ouverture, 130. — Rapport relatif à ses élèves, 302.

Ecole Théophilantropique. AN V. Prospectus de cet établissement, 260.

Ecole Topographique. AN IV. Son organisation, 35.

Ecole de Trompette. AN II. 1793. Rétablissement de celle de Paris, 46.

Ecoles Centrales. AN III. Décret pour leur établissement, 160 et 164. — AN IV. Autre qui en accorde une par département, et qui fixe leur placement, 41. — Rapport sur ce dernier objet, 157. — Décret sur le traitement de leurs bibliothécaires, 144. — Autre relatif aux choix des jurys d'instruction, 187. — Projet écarté par l'ordre du jour pour y admettre les femmes au professorat, 220 et 239. — Nouvelle loi relative à leur placement, 289, 300 et 301. — Proposition d'y créer des chaires de langues étrangères, ajournée, 295. — Résolution concernant la nomination de leurs professeurs, 335. — Adoption de celle relative au choix de leurs jurys d'instruction, 351. — AN V. Lettre sur la meilleure manière d'y enseigner l'histoire, 85. — AN VI. Lettre du ministre de l'intérieur aux professeurs et bibliothécaires sur le perfectionnement des livres élémentaires, 11. — Projet de leur réduction, 64. — Il est rejeté, 77. — AN VII. Instruction du ministre de l'intérieur à leurs professeurs et bibliothécaires, 32. — Autre, du même, sur les notions bibliographiques à donner aux élèves, 70. — Autres, et invitation de rédiger un annuaire, 202 et 256.

Ecoles Militaires. AN I.^{er} 1793. Décret y relatif, 172. — Leur suppression, 254. — AN III. Envoi de représentans pour en établir dans les départemens, 200. — AN VI. Projet d'en établir cinq, sous le nom d'Ecoles de Mars, 26 et 47.

Ecoles Primaires. AN 1792. Formeront le premier degré d'instruction, 350. — Autre rapport, et projet y relatif, 355. — AN I.^{er} 1793. Décret

sur leur organisation, 151. — AN II. 1793. Autre additionnel sur le même objet, 37. — Autre sur leur placement et le paiement des instituteurs, 41. — AN II. 1794. Leur ouverture, et décret pour le paiement des instituteurs et institutrices, 156. — AN III. Nouvelle discussion; nouveau décret, 60. — Envoi de représentans pour leur organisation, 200. — AN IV. Leur établissement et leur division, 41. — Résolution sur les ouvrages qui doivent y servir, 158. — Rapport concernant ces institutions, 249. — Proposition d'accorder une indemnité aux instituteurs sur les sous additionnels, 250. — AN VI. Projet ajourné sur leur organisation, 62 et 77. — AN VII. Motion d'ordre d'Heurtault-Lamerville y relative, 110. — Discussion de divers projets, 119, 121, 154 et 155. — Discours de Pison-du-Galand sur cette matière; discussion; réponse d'Heurtault-Lamerville à toutes les objections, 194, 195, 196 et 197. — Motion d'ordre de Dulaure à ce sujet; reprise de la discussion, 202, 203, 209, 213, 215, 216, 223 et 224. — Choix des membres de leur jury pour le département de la Seine, 354. (*Voyez INSTRUCTION PUBLIQUE*).

Ecoles de Santé, médecine et chirurgie. AN 1791. Députation de leurs élèves à l'assemblée nationale, 181. — AN III. Projet de Fourcroy sur ces établissemens, 70. — Décret sur leur organisation, 76. — Autre concernant l'examen des élèves, 101. — Autre pour l'admission des Colons, 157. — AN V. Motion de Baraillon sur ces institutions, 108. — Loi concernant les élèves, 201. — Résolution pour l'ouverture des examens, 351. — AN VI. Rapport et discussion sur l'organisation des écoles, 194, 203, 205, 206 et 215. — Clôture de la discussion à ce sujet; déclaration d'urgence sur la partie relative à l'admission des candidats, 216. — Rapport de Cabanis; discussion du projet antérieur au sien, 276. — AN VII. Suite de cette discussion, 62, 63, 116.

Ecoles Secondaires. AN VI. Projet sur leur organisation, 62 et 64. — Déclaration qu'il n'en sera pas établi, 77.

Ecoles Spéciales. AN IV. Leur établissement, 41.

Ecoles Vétérinaires. AN III. Rapport sur leur

restauration , 59. — Décret qui en établit à Lyon et à Versailles , 215.

ECONOMIE POLITIQUE. AN 1789. Réflexions sur la question des avantages ou inconvéniens des grandes villes , 120. — AN 1790. Mélanges sur cette matière , par Grivel , 74. — Recherches sur ses principes par Stewart , 175. — Autres sur les richesses des nations , par Smith , 236. — AN 1792. Notice d'un ouvrage sur la propriété , considérée dans ses rapports avec le droit politique , 124. — AN III. Discours d'Eschassériaux , aîné , sur l'économie politique , 94 à 97. — Vues de Dupuis sur le même objet , 201. — Projet de déclaration des principes de la république à cet égard , par Merlin , de Douai , 207.

ECONOMIE RURALE et CIVILE. AN 1791. Ouvrage y relatif par Delalauze , 113.

ECRITS. AN 1790. Distribution d'écrits incendiaires sur le Pont-Neuf , 105. — Les Actes des Apôtres dénoncés comme tels , 214. — Décret contre ceux qui invitent les princes étrangers à l'invasion de la France ; qui excitent le peuple à l'insurrection , à l'effusion du sang et au renversement de la constitution , *ibid.* — Il ne sera point exercé de poursuites contre ceux publiés avant le 2 août , à l'exception du pamphlet intitulé : *C'en est fait de nous* , 216. — Opinion de Dupont sur ce décret , 217. — Dénonciation de libelles , 233. — Poursuites ordonnées contre ceux qui provoquent la désobéissance aux décrets , 291. — AN I.^{er} 1793. — Peine de mort contre ceux qui provoquent à la royauté , au meurtre , au pillage , et de deux ans de fers contre leurs colporteurs , 90. (*Voyez PROVOCATIONS*). — AN II. 1793. Dénonciation d'un placard intitulé : *l'Observateur sans culotte* , 44. — AN II. 1794. Autre , aux Jacobins , contre *La queue de Robespierre* , 349. — AN III. Débats sur un placard intitulé : *Tocsin national* , proposant d'envoyer à l'échafaud les défenseurs de l'ancien comité de salut public , 186. — Provocation d'une loi répressive contre les fabricateurs d'écrits supposés , 325. — AN VII. Saisie d'écrits contre-révolutionnaires chez Lottin , 361.

ECRITS PÉRIODIQUES. (*Voy. JOURNAUX*).

ECRITURE-SAINTE. AN 1790. Rapprochemens singuliers tirés de ce livre , 179.

EDIFICES NATIONAUX. (*Voy. BATIMENS*).

EDUCATION. AN 1790. Plan sur cette matière , par Versac , 66. — Projet d'éducation et d'enseignement national , présenté à l'assemblée nationale par des professeurs de l'université , 300. — Conservation des établissemens formés par des étrangers , 302. — Nouvelle méthode d'enseignement présentée à l'assemblée , par d'Angremont , 322. — AN 1791. Rapport de Talleyrand sur l'éducation ; décret qui maintient provisoirement les établissemens existans , 255 et 270. — Dénonciation contre ceux d'entr'eux en opposition avec la révolution , 325. — AN I.^{er} 1793. Décret pour la vente de leurs biens , 69. — Extrait d'un ouvrage intitulé : *Plan d'éducation pour le Peuple français* , 81. — Rapport de Lanthenas sur le placement des maisons d'éducation , 138. — Texte du projet relatif à celle nationale , présenté par Lakanal , 187. — Ouvrage posthume de Michel Lepelletier , sur l'éducation publique , lu à la convention , 198. — Discussion , 223. — L'éducation commune est décrétée , 227. — AN II. 1794. Jury chargé de prononcer sur les ouvrages relatifs à l'éducation physique et morale , 289. — AN III. Impression et distribution d'un ouvrage de Mazuyer sur cette matière , 253. — AN VI. Dénonciation contre les maisons d'éducation où l'on élève les enfans dans la haine de la république , 17. — Ordre de les surveiller , 57. — Projet sur leur surveillance , 124. — Elles sont mises par le directoire , sous celle des municipalités , 144. — Analyse d'un rapport sur cet objet , 155. — Discussion du projet y relatif , 156. — Adoption de plusieurs articles ; rejet de celui qui excluait de l'éducation les célibataires et ministres du culte , 181. — Ajournement de la même proposition , 192. — Renseignemens demandés par le ministre de l'intérieur sur ces établissemens , 265. — AN VII. Rapport et projet sur leur surveillance , 64. — Examen de la question de savoir si l'éducation sera commune , 122. (*Voyez INSTRUCTION*).

EFFETS AU PORTEUR. AN 1792. Décret qui les soumet à l'enregistrement , 237 et 238. — Articles additionnels , 242 et 262. — Décret relatif au mode d'exécution de cette loi , 335. — AN II. 1794. Autre décret sur cette matière , 349. (*Voy. TRÉSORERIE*). — AN III. Autre sur leur circulation entre négocians , 332.

EFFETS DE COMMERCE. AN IV. Décret prohibitif de leurs négociations en blanc, 24. — AN VI. Fixation des formalités à suivre dans la présentation de ceux souscrits pendant la dépréciation des papiers monnaie, 207 et 221.

Effets appartenans à la République. AN V. Ordre à leurs détenteurs, gardiens et dépositaires d'en fournir la déclaration sous quinzaine, 214 et 228.

EGLISES. AN 1791. Décret pour leur vente, 128. — AN 1792. Autre qui ordonne l'inventaire de leur mobilier, 255. — AN II. 1793. Arrêté pour en enlever les fers, cuivres et plombs, 279 et 300. — AN III. Décret pour les faire vendre dans le délai de trois mois, 136. (*Voyez ARGENTERIE, CULTE, FONDATIONS, etc.*). — AN IV. Arrêté du directoire ordonnant la clôture de celle de Saint-André-des-Arcs, à Paris, 164.

EGORGEURS. (*Voyez ASSASSINATS, COMPAGNONS DE JÉSUS, LYON, MARSEILLE, MIDI, etc.*).

ELARGISSEMENT et ELARGIS. AN II. 1794. Dénonciations à la convention à ce sujet, 328. — Plaintes aux Jacobins contre les élargissemens multipliés, 349. — Décret qui accorde aux élargis indigens un secours pour se rendre dans leur domicile, 352. (*Voyez DÉTENU*).

ELECTEURS DE PARIS. (*Voyez la Table de l'Introduction*). AN 1789. Félicitent l'assemblée, 11. — Ordonnent la translation à l'Abbaye des prévenus des crimes de lèse-nation, 23. — Reçoivent la déclaration de l'installation du corps municipal, 30. — Leurs procès-verbaux depuis le 13 jusqu'au 19 juillet, *Pièces justificatives*, p. 533 et suiv. — AN 1790. Leur éloge, 230. — AN 1791. Affaire de Danton, 258 et 259. (*V. DAMIENS, DANTON et PASTORET*). — AN IV. Convocation de ceux de cette année par les sections Lepelletier et du Théâtre-Français, 15. — Dénonciation contr'eux, 131. (*Voyez PARIS*).

ELECTEURS et ELECTIONS. AN 1789. Rapport sur diverses élections, 16. — Elles seront faites par tous les citoyens ayant droit de voter, sans aucune distinction d'ordres, 84. — Fixation du choix et du nombre des électeurs, 91. — Mode d'y procéder par scrutin de liste double, 108. — AN 1790. Réflexions sur les règles des élections, 183. — Décret relatif aux électeurs nommés par les assemblées primaires, 251. — AN 1791. Décret sur les contesta-

tions relatives aux élections, 67. — Convocation des assemblées pour la nomination des électeurs, 161. — Fixation de leur réunion, 218. — Article sur la contribution à exiger d'eux, 240. — Pétition en demande de salaires, 246. — Ils leur sont refusés, 253. — AN 1792. Décret sur le mode d'élection aux prochaines assemblées, 226. — Autre qui annule celles faites par des électeurs sans mission spéciale des assemblées primaires, 259. — Autre annullant les élections qui n'ont point été faites en vertu de la loi du 11 août, 316. — AN II. 1794. Pétition demandant que celles des fonctionnaires publics soient faites par le peuple, 352. — AN III. Discussion et décret portant qu'il y aura des corps électoraux, 302 et 303. — Débats sur les conditions requises pour l'électorat, 309. — Indemnité assurée aux électeurs, 355. — AN IV. Droit de compléter les élections, accordé au directoire, 57, 58, 59 et 61. — Débats et déterminations sur celles de l'année, 104 et 107. — Proclamation du directoire y relative; article à ce sujet, 301. — AN V. Motion sur les prochaines, 3a. — Pétition demandant une interprétation de la loi du 25 fructidor sur cette matière; message au directoire, 102. — Observations de Lenoir-Laroche sur la disposition des esprits à cette époque, 119. — Circulaire de l'administration de l'Aube sur la liste des candidats, 120. — Fixation du nombre des députés à élire, 127 et 176. — Projets de la conspiration de Lavillehurnoy, pour empêcher les élections, 142. — Motion de Perès sur l'indemnité à accorder aux électeurs, 151. — Article sur l'importance des prochaines élections, 161. — Indemnité accordée aux électeurs, 176. — Réflexions de Jourdan contre le message du directoire qui propose de les astreindre au serment de haine à la royauté et à l'anarchie, 177. — Débats violens sur cette proposition qui est convertie en loi, 179 à 182 et 184, 185. — Nominations faites par divers corps électoraux, 207 et 208. — Réflexions sur ce qu'en disent les Journalistes, 225. — Ajournement du projet tendant à classer parmi les peines infamantes celle prononcée contre la vénalité des suffrages, par l'article trente-deux de la constitution, 228. — Sa conversion en loi, 233 et 308. — Débats et décret relatif au mode des élections conférées au corps législatif,

gislatif, 246 à 249. — Annulation de celles de diverses communes, 299. — Loi portant annulation des opérations des assemblées électorales de quarante-huit départemens ; discussions y relatives, 350 et 354. — Résolutions qui déclarent nulles toutes les procédures, arrestations et poursuites qui les avaient pour objet, 359 et 364. — AN VI. Proposition contre le mode de scrutin de rejet, 58. — Déclaration de la rééligibilité des électeurs de l'an quatre, et des députés de la convention, 130 et 131. — Adoption de deux résolutions relatives aux élections, 151 et 152. — Proclamation du directoire y relative, 154. — Tableau de celles de l'an six, 156. — Demande d'une loi contre les intrigues dans les élections, *ibid.* — Proclamation relative à celles de l'an six, 164. — Détermination du nombre des députés à élire, 166 et 170. — Adresses du directoire sur les choix à faire, 184. — Sa proclamation dans laquelle il se plaint qu'on veuille porter aux fonctions publiques des hommes fameux dans les annales révolutionnaires, 191. — Article sur les principes et les personnes, relativement à cet objet, 215. — Elections de l'an cinq et de l'an six attribuées aux royalistes et aux anarchistes, 221. — Sont déclarées bonnes en très grande majorité, par Bailleul ; proposition d'un message au directoire pour des renseignemens sur cet objet, et notamment sur les entreprises des anarchistes ; adoption de ce message ; confirmation de diverses élections, 222, 223, 224 et 227. — Pièces et message du directoire sur celles de l'an 6, 224 et 225. — Vote de Guillemardet en faveur des élections de Paris, faites par la minorité séante à l'Institut ; reprise de la discussion sur cet objet, 229. — Rapport de Bailleul sur le message du directoire relatif aux élections ; projet de valider celles de la majorité, et d'annuler en tout ou en partie celles de divers départemens ; débats y relatifs ; cette mesure est présentée comme l'enchaînement du corps législatif, l'anéantissement de la souveraineté du peuple, et l'enterrement de la constitution, 230, 231 et 232. — Il est adopté malgré les réclamations, 233. — Son approbation et son texte ; réflexions de Roger-Ducos et Guchan contre cette mesure, 235 et 236. — AN VII. Validation de diverses élections, 97.

Table alphabétique.

— Article sur celles de l'an cinq, 145. — Autre sur celles de l'an six, 146. — Proclamation du directoire exécutif relative à celles de l'an sept, 148. — Projet sur le nombre des députés à élire cette année, 157. — Article sur les élections, dirigé contre les royalistes et les anarchistes, 161. — Observations sur le droit d'éligibilité, 164. — Dénonciation d'un écrit contre-révolutionnaire, intitulé : *Sur les Elections prochaines*, 165. — Projets relatifs à celles de l'an sept, 166. — Rapport tendant à ne plus donner de suite aux difficultés présentées par les doubles élections, 167. — Sa discussion ; question préalable sur les difficultés de celles de l'an six, et projet sur le nombre des députés à élire en l'an sept, 168. — Tableau de ceux à élire par chaque département, 169. — Proclamation du directoire y relative, 170. — Lettre du ministre de l'intérieur sur le même objet, 173. — Décret qui déclare non rééligibles les électeurs nommés en l'an six par des assemblées primaires et scissionnaires, *ibid.* et 175. — Article intitulé : *Effet moral des élections*, 174. — Rejet du tableau des députés à élire en l'an six, et adoption d'un projet sur ceux à élire en l'an sept, 180. — Validation de diverses opérations, 180 et 193. — Rapport de Rousseau et rejet de la résolution sur le nombre des députés à élire, 180 et 182. — Dénonciations aux cinq-cents contre les mesures de divers agens du directoire ; pour influencer les élections, 185. — Lettres sur les craintes inspirées par celles du Midi, 198. — Motion sur l'examen des procès-verbaux ; résolution portant que les députés non admis n'auront point droit aux frais de route, 217. — Formation de vingt-deux commissions pour examiner la validité des élections, 219. — Discussion aux anciens sur la formation de ces commissions ; on arrête qu'elles seront nommées par le sort, 221 et 222. — Opinion de Girod-Pouzol sur les scissions, 227 et 228. — Approbation de diverses résolutions sur les élections, 228, 229, 232, 233, 234, 242, 244, 278 et 284. (*Voyez ASSEMBLÉES PRIMAIRES et ÉLECTORALES et ELIGIBILITÉ*).

ELÉPHANTS. AN VI. Ceux du ci-devant stathouder sont envoyés à Paris, 20. — Leur arrivée, 183. — Détails sur ces animaux, 194.

ELÈVES. (*Voy. ÉCOLES*).

ELIGIBILITÉ. AN 1789. Discussion sur ses qualités dans les assemblées élémentaires, 75. — Fixation pour les conditions d'être Français, âgé de 25 ans, domicilié dans l'arrondissement, et payant une imposition égale à trois journées de travail, 76 et 77. — Décret qui déclare inéligibles les domestiques à gages et les débiteurs insolvable, 78. — Projet d'attacher à celle de plusieurs fonctions la condition du paiement de dix journées de travail, 79. — Discussion et décret sur la condition de l'impôt du marc d'argent exigée pour être nommé à la représentation nationale, *ibid.* — Discussion sur l'éligibilité des fils de famille dont les pères payent la contribution prescrite ; réclamations contre cette condition, comme consacrant l'aristocratie des richesses, 80. — Tous les citoyens d'un département sont éligibles aux fonctions administratives, 91. — Suite des conditions d'éligibilité, 105 et 107. — Discussion sur celle de différentes classes de citoyens, et décret qui n'admet d'autre exclusion à l'éligibilité que l'absence des conditions constitutionnelles, 121, 123, 124, 125. (Voy. JUIFS, PROTESTANS, COMÉDIENS, etc.). — AN 1790. Discussions sur l'égalité des droits de tous les citoyens à l'éligibilité, 27. — Ses conditions, 80. — Aucune dispense ne pourra déroger au décret qui en fixe l'âge, 101. — Confirmation de celle des enfants de famille, devenus propriétaires, et remplissant les autres conditions de la loi, 109. (Voy. ELECTIONS et FONCTIONNAIRES PUBLICS).

EMBAUCHAGE. AN 1792. Discussion sur le mode de poursuite à exercer contre ce délit, 106. — Décret qui attribue celle des embaucheurs aux cours martiales, 208. — AN I.^{er} 1793. Peine de mort contre ceux qui engagent les volontaires à la désertion, 89. — AN II. 1793. Décret qui assimile les procédures à cet égard à celles du tribunal révolutionnaire, 92. — AN IV. Nouvelle loi prononçant la peine de mort et la confiscation des biens, 87, 96, 97, 98 et 100.

EMBRIGADEMENT. AN II. 1794. Décrets sur celui de différentes armes, 111, 112, 121 et 131. (Voy. ARMÉES et objets analogues).

EMIGRATION. AN 1791. Proposition d'une loi pour l'empêcher ; débats sur cette mesure, 53. — Projet de cette loi ; débats établissant son in-

constitutionnalité ; renvoi aux comités, et mesures à la suite pour faire procéder au remplacement des fonctionnaires émigrans, 60, 61 et 62. — La sortie du royaume est interdite, sauf les exceptions déterminées, 180. — Emigration considérable sur la frontière espagnole, 194. — Mesures pour l'exécution des lois antérieures, 214. — Proclamation du roi contre celle qui se multiplie dans la marine, 289. — Considérations contre les lois prohibitives en cette matière, 293. — Discussion à l'assemblée sur cet objet ; annonce du redoublement de cette maladie politique, 294. — Examen des moyens propres à l'arrêter, 295 et 296. — Nécessité de les employer, 299 et 300. — Fin de la discussion, 302. — Et demande d'un nouveau projet, 306. — Opinion de Lequinio y relative, 312. — Nouvelle discussion et décret qui déclare les émigrans coupables de complots contre la nation, s'ils ne sont pas rentrés dans un délai fixe, 313 et 314. — Refus de sanction à ce décret, 317. (Voy. LOUIS). — AN 1792. Discussion sur les exceptions en matière d'émigration, 328 et 329. — AN II. 1793. Les procédures contre l'émigration assimilées à celles du tribunal révolutionnaire, 92. — AN II. 1794. Elle est prohibée en Sardaigne, 271. — AN IV. Décret y autorisant ceux qui ne voudraient pas demeurer en France, 27. — Le mode en est déterminé par la loi du 3 brumaire, 39 et 40. (Voy. plus bas).

EMIGRÉS. AN 1789. Article de Londres sur leur frivolité, 102. — AN 1790. Lettre écrite de la Suisse à leur sujet, 145. — Autre de Grégoire aux habitants de la Meurthe contre eux, 221. — Vues et intrigues des émigrés français réfugiés à Turin, 268. — Un grand nombre passe en Canada, 270. — Plusieurs d'entre eux réfugiés à Nice projettent un coup de main sur Antibes, 346. — Projet de ceux réfugiés à Turin ; arrestation de leurs complices à Lyon, 351. — AN 1791. Conduite des princes français à Turin, 12. — Duels dans cette ville parmi les émigrés, 16. — Décret pour faire dresser l'état de leurs pensions, 49. — Débats sur la question de l'émigration, 53 et 61. — Décret pour la radiation de leurs pensions et le remplacement des fonctionnaires absents, 62. — Ils excitent le recrutement des Allemands, 88.

Reçoivent l'ordre de quitter la Savoie, 96. — Se rassemblent à Kelh avec le cardinal de Rohan, 116. — Considérations sur leurs personnes, 120. — Précautions prises contre eux, en Espagne, 125. — Détails sur leur situation, 131. — Ils recrutent dans le Brisgaw, 137. — Sont accueillis par les gouverneurs des Pays-Bas, 139. — S'y exercent aux manœuvres, 147. — Note relative à leurs espérances sur l'armée, 148. — Forment un comité à Worms, 150. — Notices sur leurs dissensions, 165. — Nouvelle émigration d'officiers; décret qui prive de leur traitement ceux dont la résidence ne sera pas attestée, 176. — Leurs transports lors de la fuite du roi, 179. — Décret qui interdit l'émigration, 180. — Départ des émigrés pour Coblenz, 190. — Proposition de séquestrer leurs biens; on adopte provisoirement la mesure d'une triple imposition, 191. — Conjectures sur leurs projets, 194. — Détails à ce sujet, 203. — Se réunissent à Fighières au nombre de mille, 206. — Décret pour le paiement de leurs créanciers, 212. — Particularités sur ceux retirés à Worms et à Bruxelles, 213. — Décret pour l'exécution de la loi rendue contre eux, 214. — Font des efforts pour déterminer l'empereur à la guerre, 240. — Forment une légion en Savoie, 242. — Se rassemblent à Tournay, 251. — Conçoivent des espérances de la conférence de Pilnitz, 257. — En reçoivent le traité, 261. — Se réunissent à Coblenz, 275. — Explications sur la conduite de la maison d'Orange à leur égard, 276. — Détails sur leur conduite dans les Pays-Bas, 278. — Effets produits sur eux par l'acceptation de la constitution par le roi, 279 et 283. — Dispositions de l'évêque de Trèves à leur égard, 280. — Doutes sur la protection qui leur est accordée en Russie, 281. — Ecrivent à l'impératrice; expulsion de l'un d'eux de la ville de Coblenz, pour l'impression d'un écrit relatif à la révolution, 282. — Affluent dans les Pays-Bas, 283. — Nouveaux détails sur leur situation, 284. — Proclamation du roi sur l'émigration de la marine, 289. — Débats sur les mesures à prendre à leur égard, 294 *et suiv.* — Ils doutent de la bonne foi de Louis XVI dans l'acceptation de la constitution, 295. — Reçoivent la

défense de se rassembler dans la Belgique, 298. — Sont favorablement accueillis à Manheim, 299. — Reçoivent une réponse évasive de l'empereur, 300. — Maltraitent les Français au-delà du Rhin, 302. — Détails sur leurs projets, leur réunion à Coblenz, et le complot de livrer Strasbourg à la faveur d'un tumulte préparé, 307. — Leur détresse, *ibid.* — Se rassemblent à Worms, 310. — Article d'un projet y relatif, 312. — Décret qui déclare conspirateurs ceux non rentrés au 1.^{er} janvier 1792, 313 et 314. — Achètent trois mille chevaux en Basse-Saxe, 314. — Sentimens de la diète de Ratisbonne à leur égard, 316. — Le roi refuse de sanctionner le décret sus-mentionné, 317. — Proclamation de ce prince sur le même sujet, 318. — Renouvellent leurs préparatifs, 321. — Sont bien payés, et espèrent des succès, 324. — Se forment en légion; reçoivent cinq mille chevaux du roi du Suède, 325. — Attirent l'attention de la diète impériale, 327. — Envoi de courriers aux princes allemands, pour faire cesser leurs rassemblemens, 328. — Décrets sur le même sujet, 335. — Se réjouissent sur le bruit d'une seconde évocation de Louis XVI; font réclamer les clauses de la déclaration de Pilnitz en leur faveur, 336. — Adresse contre le *veto* mis au décret qui les concerne; députation au roi, et sa réponse à ce sujet, *ibid.* — Lettre de Girardot, l'un d'eux, sur leurs projets et leurs moyens, 338. — Observations sur l'appui qu'ils reçoivent de la Russie, 344. — Leurs préparatifs hostiles, 345. — Règlement pour former en diverses compagnies ceux du tiers-état, 346. — Enrôlent à Paris, 349. — Notification du roi aux princes qui les protègent, à l'effet de faire cesser leurs enrôlemens; réponse de l'assemblée à ce sujet, 350. — Double plan des princes et des émigrés; parti de Calonne et de Breteuil, 352. — Refus de l'empereur de les laisser se rassembler sur le territoire impérial, 353. — Leurs dispositions contre la France; division des princes, 354. — Reçoivent des sommes de l'impératrice de Russie, 356. — Note ministérielle concernant ceux de l'électorat de Trèves; défenses des magistrats de Francfort de leur livrer aucunes machines de guerre, 359. — L'électeur de Trèves leur interdit tout rassemblement dans ses terres, 363. — AN 1792. Leurs préparatifs en Alle-

magne, 1. — Décret d'accusation contre les princes et plusieurs de leurs adhérens, 3. — Leur dispersion momentanée, 5. — Ceux des Pays Bas reçoivent des secours pour s'y porter, 9. — Note de l'électeur de Trèves les concernant, 10. — Continuation des préparatifs, 15. — L'empereur les protège, 17. — Dispersion de leurs rassemblemens dans l'électorat de Trèves, *ibid.* — Un ordre leur défend le passage par le territoire autrichien, 26. — Dispersion de leurs rassemblemens sur la rive droite du Rhin, 28. — Leur affluence à Coblenz; leurs intrigues aux Tuileries, 32. — Négociations entre leurs chefs et les cours de l'Europe, 38. — Leur retour à Coblenz, 41. — Décret portant que leurs biens sont sous la main de la nation, *ibid.* — Un arrêté enjoint au ministre des affaires étrangères de rendre compte de leurs rassemblemens dans le Brabant, 43. — Eprouvent des difficultés pour se rassembler dans la Souabe, 49. — Intrigues des princes pour exciter une crise intérieure, 50. — Leur manifeste, 61. — Evacuent les terres épiscopales, 62. — Leur recensement d'outre-Rhin, 64. — Situation de quelques-uns de leurs cantonnemens, 67. — Achat d'armes pour leur usage, 71. — Principes des états de Franconie à leur égard; ce cercle empêche leurs rassemblemens dans quelques états, 83. — Arrêté du même pour les faire surveiller, 84. — Leurs nouvelles espérances, 88. — Discussion et décret sur la proposition de Dumolard et Thuriot, pour l'exclusion des fonctions publiques de ceux rentrés nouvellement, 90. — Négociations en leur faveur auprès de la Russie, 92. — Désarmement de la légion de Mirabeau, *ibid.* — Traité entre les princes et le prince régnant de Hohenlohe, *ibid.* — Ils adhèrent à un plan du cabinet des Tuileries, pour opérer la contre-révolution progressivement, 93. — Décret ordonnant des poursuites contre les officiers qui ont enlevé caisse et chevaux en émigrant, 94. — Leur réunion à Liège, 99. — Se divisent en Artoisistes et en Condéistes, 100. — Réclamation d'un fils d'un maréchal de France, étudiant à Wirtemberg, et tendante à ne pas être confondu avec les émigrés, 104. — Reçoivent 2 millions de la Prusse, et font d'immenses préparatifs de guerre,

116. — Leur arrivée dans le Brabant, le havresac sur le dos, 124. — Préparatifs de campagne de la part des princes; état de leur maison, 124 et 147. — Décrets sur le remboursement des charges possédées près d'eux, 124. — Autre relatif aux créanciers des émigrés, 143 et 147. — Méintelligence entre eux et les Autrichiens, 156. — Les princes donnent des reconnaissances à des marchands de chevaux, au nom du roi leur frère, 166. — Obtiennent la permission de se réunir en corps d'armée dans les Pays-Bas, 175. — Prennent le costume militaire des Prussiens, pour lesquels ils ont beaucoup d'égards, 200. — Alternativement payés par la Prusse et l'Autriche, sans les ordres desquelles ils ne peuvent agir, 202. — Leur marche vers le Palatinat, 204. — Les princes reçoivent 1,450 mille francs de la Prusse, 222. — Décret portant que leurs femmes et leurs enfans serviront d'otage, 230. — Etat de leurs forces combinées avec la Prusse et l'Autriche, 236. — Lettre concernant leur prochaine invasion, 238. — Décret pour s'assurer de leurs biens, *ibid.* — Leurs menaces, spécialement celles de Bouillé, 240. — Décret qui confisque les biens des émigrés des Colonies, *ibid.* — Quatre mille arrivent à Trèves avec *Monsieur*, 241. — Mirabeau et son corps sont chassés de l'armée autrichienne pour insubordination, 245. — Dénonciation d'un envoi de trois millions qui leur a été fait par Louis XVI, *ibid.* — Dix mille marchent sous les ordres du roi de Prusse, 246. — Sont protégés par le magistrat de Neuchâtel, 252. — Décret qui prescrit la radiation de leurs noms de l'état des rentes, 257. — Autre qui applique la loi contre les émigrés à tous les Français absens depuis le 8 avril sans cause légitime, 259. — Souscription à Londres en faveur des prêtres émigrés; 267. — Ils ravagent les frontières du Nord-Est, 275. — Un décret ordonne l'impression et l'affiche de leur livre d'ordre saisi en Champagne lors de leur invasion, 280. — Autre qui demande compte au ministre de la guerre de l'exécution de la loi qui prononce la peine de mort contre ceux pris les armes à la main, 283. — Décret sur le mode d'exécution de cette peine, 284. Autre qui rend les puissances belligérantes responsables des représailles qui se-

raient exercées par eux, *ibid.* — Leur affluence à Londres, 285. — Décret qui ordonne le brùlement, par la main du bourreau, d'un guidon pris sur eux, 287. — Noms de treize d'entre eux pris les armes à la main, et amenés à Paris pour être jugés, 295. — Décret pour l'exécution de la loi qui défend de les amener à Paris, *ibid.* — Différentes lettres écrites par eux, 296. — Discussion et décret à la suite qui les bannit à perpétuité, et les punit de mort en cas d'infraction de ce ban, 298. — Exécution de neuf d'entre eux, *ibid.* — Lettre annonçant qu'un grand nombre passe à Saint-Domingue, 301. — Leur dénuement en pays étranger, 314. — Proposition de punir de mort les municipalités qui leur délivreraient de faux certificats de résidence, 317. — Ceux rentrés en France, seront tenus de sortir dans quinzaine; autres dispositions pénales, 317, 318 et 321. — Anecdote sur la poltronnerie des princes français, 318. — Injonction de l'empereur aux émigrés d'évacuer le Pays-Bas, s'ils ne sont pas partie de l'armée, 319. — Jugemens militaires prononcés à Verdun contre plusieurs d'entre eux, 323. — Articles décrétés sur les certificats de résidence et sur les questions de formalités relatives à l'émigration, 323 et 325. — Décret qui annule les donations faites par eux, à compter du 1^{er} juillet 1789, 330. — Lettre du ministre Roland, provoquant la mesure de la démolition de leurs châteaux, *ibid.* — Liste de ceux qui avaient leur domicile à Paris, 332. — Décret portant qu'il ne pourra leur être délivré aucuns passe-ports par les ministres de la république auprès des puissances étrangères, 350. — Leur correspondance originale saisie à Longwy et Verdun, et certifiée authentique, 357. — AN I^{er}. 1793. Ils sont accusés de manœuvres dans Paris pour sauver Louis XVI, 8. — Etablissement sur la mer d'Azoph que leur offre la Russie, 44. — Rassemblés à Willingen, proclament le fils de Louis XVI roi de France et de Navarre, 54. — Dénonciation de leur rentrée; annulation de tous les jugemens des tribunaux de districts à leur sujet, et autorisation aux administrations de faire des visites dans les lieux soupçonnés de les receler, 58. — Maintien de l'article qui excepte de la loi les garçons émigrés à l'âge de 14 ans et au-dessous;

décret contre les filles qui rentreraient à l'âge de 14 ans, 66. — Ils reçoivent de l'impératrice de Russie un secours de deux millions, 69. — Sont accusés des troubles de Nantes, 77. — Ceux qui seraient arrêtés huit jours après la publication de la loi, seront exécutés dans les 24 heures, 79. — Démolition de leurs châteaux rappelant la féodalité, *ibid.* — Ceux pris en pays étrangers, armés ou non armés, seront traités de la même manière, 83. — Lettre sur leur plan pour la désorganisation des armées françaises, 91. — Sont renvoyés de la Belgique par Cobourg, 112. — Pénètrent, avec des troupes espagnoles, sur le territoire français, 122. — Les municipalités retireront aux bureaux des postes les lettres, chargées ou non chargées, à l'adresse des personnes portées sur les listes, 131. — Se rassemblent à Londres pour opérer un débarquement en France, 162. — Débarquement à Ostendé, 169. — Décret qui répute émigrés les citoyens des villes rebelles qui ne les quitteront pas, ainsi que ceux qui, ayant quitté leurs domiciles pour se rendre dans ces villes, n'en sortiraient pas dans 24 heures, 205. — Autre décret qui déclare tels ceux qui, sans motif légitime, sont allés dans les villes en état de révolte, 212. — Décret de la diète de Ratisbonne qui les oblige à prendre parti dans les armées, 234. — AN II. 1793. Ils insultent à Bruxelles, les prisonniers du Quesnoy, 19. — Leurs femmes divorcées sont déclarées non-suspectes, 31. — Proposition d'exclure leurs agens des fonctions publiques, 75. — Offre que fait la czarine à tout émigré français qui voudra s'établir en Russie, 91. — AN II. 1794. Décret en faveur de ceux de la Moselle dont l'absence n'a pas passé huit jours; exception contre ceux qui ont fui de Thionville pendant le siège; pertes et fuite du corps de Condé à Weissembourg, 110. — Saisie de l'argenterie de ceux qui ont fui à l'approche des armées de la Moselle et du Rhin, 129. — Plaintes à Fribourg contre eux, 144. — Ils sont chassés de Stuttgart, 151. — Evaluation à 14,000 de ceux qui ont fui de Toulon avec l'amiral Hood, 157. — Discussion sur les certificats de résidence des prévenus d'émigration, 163. — Décret qui assimile aux émigrés ceux de leurs débiteurs qui leur envoient de l'argent, 167. — Découverte

d'un plan de guerre civile qui devait éclater dans les Landes, contenu dans une lettre adressée au camp des émigrés en Espagne; arrestation et punition des coupables, 194. — Arrestations de plusieurs émigrés à Paris, comme complices des factions de l'Étranger, d'Hébert et de Danton, 199. — Mesures sévères prises contre eux par le conseil du Brabant, 212. — Ils sont chassés de Bruxelles, à l'exception de Breteuil et Villequier, 213. — Les émigrés toulonnais sont renvoyés de la Toscane, 216. — Autres chassés du Hainault autrichien, 223. — Autres expulsés de Turin, 251. — Lors de la capitulation du fort Saint-Elme, Port-Vendre et Collioure, le général espagnol promet de livrer au général Dugommier tous les émigrés qui étaient sur le territoire français, 257. — Bill qui les prend à la solde de l'Angleterre, 218, 219 et 257. — Nomination de plusieurs d'entre eux pour en commander les corps, 282. — Décret relatif aux marchands qui sont associés avec des émigrés, 293. — Arrestations de ceux trouvés au Quesnoy, 331. — Onze cents saisis à la reprise de Valenciennes, 342. — Détermination des cas où l'on est réputé émigré ou complice d'émigré, 353. — AN III. Duhem réclame l'exécution des lois relatives aux émigrés pris les armes à la main, 22. — Décret qui autorise Berlier à organiser une section du tribunal du Nord pour les juger, *ibid.* — Le maréchal de Broglie en commande un corps en Angleterre, 33. — Trois cents sont taillés en pièces par l'armée du Nord; Pichegru annonce le supplice de soixante-neuf, faits prisonniers, 39. — Clausel attribue à ceux de la Suisse d'influencer la société des Jacobins, 47. — Suite des articles du projet d'Eschassériaux, 52. — La Prusse expulse les émigrés, 84. — Mesures pour les faire sortir de la Suisse, 96. — Formation d'un corps à la solde de l'Angleterre, 107. — On ordonne qu'ils soient poursuivis avec rigueur; exception en faveur de ceux du Haut et Bas-Rhin; vive discussion à ce sujet, 111 et 113. — Rédaction définitive du décret relatif aux poursuites à exercer contre eux, 115. — Leurs efforts auprès des puissances pour faire continuer la guerre, 128. — Décret portant que les inscriptions et radiations seront soumises au comité de législation, 141. — Ils sont expulsés de la Suisse, 144. — On se plaint de leur indiscipline

en Allemagne, 153. — On les chasse de Neufchâtel, 172. — Ils se forment en neuf autres corps; à la solde de l'Angleterre, 173. — Proclamation pour la rentrée des ouvriers émigrés par suite de la terreur, 181. — Addition à la loi sur les émigrés, provoquée par Jeanbon-Saint-André, *ibid.* — Détails sur l'égorgement à Toulon, de sept individus présumés tels, 182 et 190. — Ils forment un bureau d'espionnage à Constance, 186. — Leur rentrée dénoncée par Thuriot, 190. — Détails sur les mouvemens de ceux soldés par l'Angleterre, pour une descente sur les côtes de France, 204. — Sont commandés par MM. Mortemar, Castries, Viomesnil, Laval, Bothisy, du Dresnay, Harcourt et Carneville; détails sur la solde à eux accordée par l'Angleterre, 206. — Leur introduction furtive et momentanée en France pour toucher leurs revenus; ceux rassemblés à Jersey et Guernesey aident les Anglais dans leur expédition contre les côtes de l'Ouest, 212. — Villetard et Rewbell demandent que la convention prononce seule sur les radiations; discussion sur les preuves à fournir par ceux qui réclament leur radiation sous la qualification de cultivateurs; décret qui ordonne l'impression des noms des individus rayés de la liste des émigrés par le comité de législation, et réserve à la convention les radiations définitives, 219. — Excès commis par 4,500 d'eux dans la ville de Celle en Allemagne, 220. — Décret qui confirme l'arrêté des représentans dans la Vendée, ayant pour objet la réintégration des insurgés dans leurs biens, nonobstant leurs inscriptions sur la liste, 221. — Sont favorisés dans le Midi; rappel des administrations à l'exécution des lois, *ibid.* — Expulsés d'Osnabruck par le magistrat de cette ville, 222. — Rentrée en France d'un grand nombre d'entre eux, dans la persuasion de rétablir le petit Capet sur le trône, 224. — Décret qui ordonne leur expulsion du territoire français, 226. — Licenciement des corps soldés par l'Angleterre, 236. — Débats sur la facilité d'entrer donnée aux émigrés, sous prétexte de terreur; la commission municipale de Toulon se plaint de leur retour et de leur audace; détails de leur conduite à l'époque de la trahison; décret qui ordonne que les représentans déposeront au comité de

sûreté générale les faits relatifs aux émigrés rentrés ; autre décret qui ordonne qu'il sera fait , chaque décade , un rapport sur l'exécution des lois à leur égard ; adoption de différens articles sur le mode de radiation , 239. — Leur expulsion de la ville d'Utrecht , à peine d'être traduits devant le tribunal militaire de l'armée française , 256. — Décret qui autorise les radiations de la liste par le comité de législation après la distribution des pièces et leur affiche , pendant cinq jours , dans la salle , 263. — Autre sur la radiation de ceux inscrits sur la liste par suite ou à l'occasion du 31 mai , 265. — Mesures pour empêcher leur débarquement , prises par les représentans Dumas et Réal , 266. — Une lettre d'Allemagne leur attribue les mouvemens arrivés à Paris au 1.^{er} prairial , 274. — Observations de Guyomard sur leur rentrée , 280. — Propositions relatives aux radiations , 283. — Plaintes de la régence de Hanovre contre eux ; sa lettre au comte de Walmoden , 289. — Débarquement , au nombre de 10,000 , sur les côtes de Bretagne , 293. — Extrait d'un article du journal de Louvet (J. B.) , sur ce débarquement , 295. — Il leur est défendu d'entrer à Bâle sans passeport du général autrichien et avec leurs fleurs de lys , 296. — Proposition d'établir , dans chaque département , un tribunal chargé de les juger ; autre proposition de suspendre toute radiation ; celle-ci est adoptée ; on réclame , et elle est renvoyée aux comités , 298. — Renfermés dans Quibéron , tentent une sortie , et sont battus , 299. — Extrait des gazettes italiennes , annonçant leur rentrée en France , 306. — Emploient un graveur de Londres à graver des planches pour de faux assignats ; procès entre eux et le graveur ; jugement en faveur du dernier , 307. — Dénonciation de Bentabole contre ceux qui sont dans les fonctions publiques ; faits qu'il cite en preuve , 308. — Projet de déclarer applicables aux émigrés de Saint-Domingue les lois faites contre les émigrés de France , 310. — Rejet de cette proposition , 311. — Sont défaits à Quibéron , 313. — Traduction au tribunal criminel de Paris , de deux émigrés qui y sont arrêtés à la suite des derniers troubles , 314. — Destruction totale de leur armée à Quibéron ; butin qu'ils y ont laissé ;

comment ils ont été traités par l'escadre anglaise , 315 et 321. — M. d'Erlach est accusé de les protéger en Suisse , 318. — Leur hannissement perpétuel décrété comme principe constitutionnel , *ibid* et 340. — Indisposition du peuple à Hambourg contre eux , et à quelle occasion ; affluent à Bremen , 323. — Proposition par le collège et le conseil des anciens de Hambourg de les éloigner , 334. — Adoption de nouvelles mesures de police contre eux ; débats et amendemens ; leurs intrigues , à Paris , dénoncées par Legendre , 335. — Texte du décret contenant les mesures de police adoptées contre eux , 336. — Motion d'ordre contre eux , par Legendre et Tallien , 340. — Proposition de réviser la loi qui autorise ceux rayés des listes d'émigration à évincer leurs fermiers , 344. — Suspension des radiations ; discussion à ce sujet ; citation des radiations accordées à deux émigrés qui ont combattu au 10 août pour le tyran , 346. — Disparaissent d'Osnabruck , 347. — Désolent les départemens méridionaux ; réclament contre la loi qui prive de l'exercice des droits de citoyen , ceux qui ne sont pas rayés définitivement , 352. — Sont signalés , avec les prêtres réfractaires , comme les plus grands fléaux de la république , 353. — Adoption d'un décret relatif aux émigrés rentrés des départemens méridionaux , 354. — Nouvelle annonce des gazettes italiennes qu'ils partent par bandes pour retourner en France , 359. — Ceux à la solde de l'Angleterre ont pour aumônier en chef , l'évêque de Nantes ; espérances de ceux répandus en Suisse ; termes fixés pour être déclaré émigré dans le ci-devant Comtat d'Avignon , 363. — AN IV. Addition à la loi sur la rentrée des émigrés agriculteurs , 1. — Ordre du jour sur la proposition de réviser toutes les radiations , *ibid*. — Ils comptent sur leurs associés de Paris , 9. — Leur déportation d'Espagne , 17. — Leur projet d'invasion par Pontarlier et Bâle , découvert par la Prusse , 21. — Prise , par un corsaire français , de plusieurs qui se rendaient en France , 28. — Ils dirigent la conspiration de vendémiaire , 30. — Sont expulsés de Hanovre , 38. — Proposition et décret pour écarter des fonctions publiques les prévenus d'émigration et les parens d'émigrés ; amendement en

faveur de ceux du 31 mai, 39 et 40. — Arrêté sur ceux se disant laboureurs, 43. — Extrait d'une lettre écrite de l'Île-Dieu, sur leur situation et leurs projets, 78. — Messages du directoire pour assimiler ceux des Colonies à ceux du Continent, 102. — Sont vomis par l'Angleterre sur les côtes de la Vendée, 119. — Projet d'un nouveau mode de radiation, 133. — Lettre de Camus sur le mépris qu'ils inspiraient à leurs hôtes, 134. — Discussion sur le mode des radiations; décret qui donne au directoire le droit de les prononcer, 138, 139, 140, 142, 154 et 155. — Lettre de Duprat, justificative de l'opinion émise au conseil des cinq-cents pour charger les tribunaux des radiations, 142. — Mode de radiation des députés inscrits sur les listes, 157. (*Voyez DÉPUTÉS*). — Plaintes sur l'inexécution des lois qui leur sont relatives, 188. — Dénonciation de leur rentrée dans le département des Bouches-du-Rhône, 206. — Message du directoire concernant la radiation, 208. — Réclamation pour leur expulsion du territoire batave, 218. — Proposition d'attribuer au ministre de la justice le travail préparatoire des radiations, 220. — Proclamation de l'assemblée nationale batave pour leur expulsion de ce territoire, 247. — Pièces relatives à leurs projets d'invasion par Bâle, 251. — Décret relatif au dépôt des listes d'émigrés, 256 et 263. — Le grand-duc les chasse de Livourne, 259. — Bonaparte annonce leur fuite d'Italie, 269. — Ordonnance des cantons suisses pour leur départ, et texte de la note y relative, 295 et 305. — Demande de leur renvoi de Gênes, 304. — Message pour connaître les mesures prises pour l'exécution des lois sur leur radiation, 323. — Annonce de leur départ de Lauzane pour entrer en France, 339. — Discussion contre le mode de leur radiation, 342. — AN V. Circulaire du ministre de la justice, relative aux retards des procédures contre eux, 42. — Expulsion par le roi de Prusse de ceux qui ne sont pas munis de passe-ports ou permissions, 48. — Maintien de la loi du 3 brumaire, en ce qui les concerne, *ibid.* — Arrêté pris en comité général pour s'occuper des radiations, et demander compte au directoire de celles obtenues ou demandées, 86. — Pétition en demande de jugement de ceux naufragés à Calais,

109. — Message des cinq-cents au directoire, pour lui demander l'état de ceux qui sont rayés, 131. — Message du directoire en réponse au précédent, 157. — Ils sont expulsés de Vienne, à l'exception de ceux qui ont des moyens de vivre, 158. — Résolution qui raye ceux inscrits pour être restés à Lyon pendant le siège, 167. — Dénonciation par Dumolard de l'arrêté du directoire qui interdit l'entrée des assemblées du peuple aux prévenus d'émigration, 173. — Rapport du ministre Merlin, et texte de cet arrêté, 174. — Rapport de Duprat à ce sujet, et résolution qui en annule les dispositions, *ibid.* et 175. — Approbation d'une résolution qui raye de la liste les noms de ceux qui y ont été portés après leur mort, *ibid.* — Dénonciation de leurs complots, tramés en Suisse par leur comité, et mesures du gouvernement à cet égard, 182. — Arrêté pour prévenir leur rentrée avec de faux passe-ports, 199. — Résolution sur l'admissibilité des titres de créances sur eux, 203. — Ils établissent à Lausanne un bureau de correspondance entre la cour de Blankenbourg, 214. — Discours et proposition de faire juger par jury ceux qui sont rentrés; on demande à grands cris la question préalable; elle est adoptée, 224. — Le ministre Merlin justifie le mode de procéder à leur égard, suivi par les commissaires du directoire, 270. — Projet de Bontoux en faveur de ceux des Haut et Bas-Rhin; discussion et résolution y relative, 292, 293 et 295. — Le directoire les accuse de se joindre aux chauffeurs dans les brigandages et assassinats qui se commettent à Lyon, 294. — Résolution et adoption concernant ceux d'entre eux qui ont fait naufrage à Calais, 303 et 319. — Rapport d'Harmand, de la Meuse, sur la résolution en faveur des fugitifs des Haut et Bas-Rhin; il en propose l'adoption; longue discussion; débats; elle est rejetée, 324, 341, 342, 345, 346, 347 et 348. — Le directoire dénonce leur rentrée en France, 327. — Et les accuse d'avoir attaqué les postes qui l'environnent, dans la nuit du 17 au 18 fructidor, 349. — Décret pour leur expulsion du territoire français, 350. — Message du directoire pour provoquer la déportation de ceux naufragés à Calais, 362. — AN VI. Arrêté du même relatif aux individus

vidus inscrits sur les listes, 7. — Dénonciation de ceux portés sur des contrôles des défenseurs de la patrie, et registres des inspecteurs de charrois, 16. — Lettre du ministre de la justice pour faire suspendre le départ de ceux rentrés jusqu'à ce que le lieu de leur déportation soit fixé, 23. — Plaintes de l'assemblée batave contre leur affluence dans ce pays, 25. — Arrêté du directoire sur les formalités à remplir par les individus inscrits sur la liste, et sollicitant leur radiation, *ibid.* — Leur affluence à Brême, 39. — Le roi de Prusse leur défend d'entrer dans ses états, *ibid.* — Résolution sur ceux du Comtat d'Avignon, 43. — Autre qui donne aux agens du directoire le droit de radiation de ceux des Colonies, 54. — Réflexions du journal officiel sur leurs espérances et leurs plans au 18 fructidor, 66. — Arrêté du directoire, qui leur défend de s'introduire dans les îles de la mer Adriatique, 68. — Circulaire du général Augereau pour exciter la surveillance des autorités contre les prêtres insermentés, et les émigrés entrant dans le pays conquis, 85. — Emigrés en contravention à la loi du 19 fructidor, arrêtés et condamnés à Marseille, 87. — Sont expulsés des états du duc de Brunswick, 114. — Et du territoire de Hambourg, 144. — Conseil qui leur est donné de mériter une patrie, en conquérant le Canada, 146. — Publication du gouvernement prussien à leur égard, 149. — Sont obligés de sortir du territoire de la république cisalpine, *ibid.* — Ne peuvent séjourner dans le pays d'Hanovre, 154. — Démenti de leur débarquement dans la Vendée, 159. — Proposition en faveur des individus inscrits sur des listes d'émigrés, 163. — Discussion sur l'application à leur faire de la loi du 19 fructidor, et message du directoire à ce sujet, 164 et 165. — Ils sont chassés de Rome, 165. — Motion faite à la chambre des communes pour leur expulsion d'Angleterre, 168. — Le directoire insiste sur le maintien de la loi ci-dessus, 170. — Arrêté qui déclare tels, les officiers des pays réunis employés au service de l'Autriche, et sortis du pays avant son occupation par l'armée française, 191. — Sont expulsés des états du roi de Sardaigne, 200. — Lettre trouvée dans les papiers de Durand-Maillanne, relative à l'application du mot *émigré*,

Table alphabétique.

ibid. — Sont expulsés d'Espagne, et envoyés dans l'île de Mayorque, 202. — Lettre du représentant Rousseau, tendante à prouver l'intelligence qui régnaît entre le tribunal révolutionnaire et les chefs des émigrés à Coblenz, 210. — Leur expulsion d'Espagne accordée aux instances de l'ambassadeur Truguet, 213 et 229. — Arrêté relatif au mode de leur radiation, 214. — Demande d'une manière plus expéditive pour les radiations, 216. — Rapport relatif à l'inscription de plusieurs d'entre eux sur les contrôles des bataillons, et message du directoire à ce sujet, 219. — Sont arrêtés à Milan; lettres annonçant qu'ils ont accueilli Vauvilliers, ex-député, à son passage par Berlin, 234. — Sont déportés de Russie, 236. — Suite des poursuites faites contre eux en Espagne; sont transportés aux îles Canaries, par ordre de cette cour; ordonnances y relatives, 237, 240, 244 et 248. — Sont forcés à quitter Southampton, 256. — Ceux invalides sont autorisés à rester en Angleterre, 261. — Sont chassés des états du margraviat de Baden, 268. — Arrêté de Rapinat qui leur fixe un délai pour quitter la Suisse, 271. — Recherches contre eux dans la Cisalpine, 279. — Plaintes des agens français en Espagne contre les villes qui n'ont pas exécuté les cédulas du roi contre eux, 280. — Dénonciation contre l'audace de ceux qui se promènent dans Paris, 288. — Secours pécuniaires qui leur sont accordés par l'Angleterre, 289. — Motion de Lecoingt contre eux; visites domiciliaires pour les arrêter, 292. — Explication des ministres français contre ceux d'entre eux qui sont revêtus d'un caractère diplomatique à Rastadt, 295. — Pleine disgrâce encourue par eux près de l'électeur-palatin, 297. — Nomination d'une commission pour prendre des mesures contre ceux qui se cachent et déguisent leurs noms, 311. — Rapport d'Oudot contre la résolution du 11 floréal an 5, tendante à modifier une loi antérieure, 312. — Mesures prises par Auberon contre ceux qui se sont introduits dans les armées d'Italie, 321. — Arrêté du directoire sur les certificats de non-émigration, 325. — Leurs intrigues en Allemagne, 332. — Autre arrêté qui fixe l'ordre des opérations de la police sur la demande en radiation, 344. — Ordre à ceux de France et de Corse

de quitter la Toscane, 347. — AN VII. Circulaire du ministre de la police sur ceux qui sont dans le cas d'être traduits devant une commission militaire, 64. — Rapport et discussion sur ceux naufragés à Calais ; et résolution prononçant leur détention jusqu'à la paix, 112 et 113. — Réclamations tendantes à les faire déporter ou juger, et rapport de la résolution précédente, 114. — Ordonnance du magistrat de Ratisbonne, rendue contre eux, 194. — Ils sont chassés de Livourne par le général Miollis, 201. — Expulsés de Manheim et de 20 lieues au-delà, par Bernadotte, 203. — De Pise, par l'adjudant-général Touret, 204. — Et de la Prusse, 206. — Rapport de Mansord, tendant à faire juger ceux naufragés à Calais ; discussion et résolution à cet effet, 222 et 225. — Ils insultent le consul français à Hambourg ; se réjouissent des succès de l'armée autrichienne, 254. — Sont expulsés des ports d'Espagne, 289. — Résolution qui règle l'ordre de leurs radiations, *ibid.* — Proposition à la société du Manège pour provoquer leur arrestation, 314. — Décret qui autorise des visites domiciliaires à cet effet, 328 et 329. — Débats et rejet de celle relative aux naufragés de Calais, 325, 330, 342 et 345. — Troubles occasionnés par eux à Amiens, 331. — Division parmi eux, 344. — Commission chargée de présenter des mesures sur ceux trouvés dans les pays conquis par les troupes françaises, 343. (*Voyez l'article précédent et les suivans*).

ÉMIGRÉS (actif et passif, biens et mobilier des). AN 1791. Proposition de séquestrer leurs biens ; sont soumis provisoirement à une triple imposition, 191. — AN 1794. Motion de Lamarque pour leur séquestration, 22. — Rapport de Sedillez sur cette question ; débats et décret à la suite, qui les met sous la main de la nation, 41. — Rapport, discussion et décret sur le mode d'exécution de ce séquestre, 66, 70, 73, 74, 83, 84 et 85. — Décret pour assurer la nationalisation de ces propriétés, 238 et 251. — Confiscation des biens des émigrés des Colonies, 240. — Décret pour accélérer les ventes et faire déposer les créances, fonds et titres à eux appartenans, 275. — Rapport d'Osselin sur les détenteurs de ces biens, 295. — Discussion et adoption d'un article sur leur séquestration,

307 et 309. — Suite de cette loi, 318 et 321. — Articles relatifs aux certificats de résidence et formalités pour constater la non émigration, 323 et 325. — AN I.^{er} 1793. Décret sur la vente de leur mobilier, 4 et 69. — Prorogation du délai pour les déclarations à faire par leurs créanciers, 16. — Leurs biens sont déclarés acquis à la république, nonobstant les dispositions de leurs parens, 61 et 62. — Décret pour en provoquer la découverte, 76. — Emprunt forcé sur les riches, remboursable en bons pour leur acquisition, 142. — Montant de leur valeur estimée dans 364 districts, 155. — Décret pour assurer à la nation l'indemnité qu'elle doit en retirer, 198. — Autre relatif aux créanciers, 207. — Autre prononçant dix ans de fers contre les fonctionnaires qui rallentiraient les ventes de ces domaines, 257. — Autre pour les accélérer, 259. — AN II. 1793. Lettres annonçant qu'elles passent les estimations, 58. — AN II. 1794. Titres à fournir par les créanciers, 118 et 128. — Proposition de la vente des biens par petits lots, 125. — Rapport de Besson, et décret à la suite relatif à leur mobilier, 185. — Décret sur l'administration de leurs biens, 192. — Autre pour la suspension de leur vente en cas d'inscription injuste sur les listes, 224. — Autre concernant le paiement des frais de leur administration, 244. — Adresses qui en annoncent les ventes, 248. — Ajournement d'un projet relatif à leurs dettes, 299. — AN III. Levée des scellés sur le mobilier de ceux de Paris pour en faire la vente, 24. — Décret sur la législation relative à leurs biens, 32. — Rapport de Bordas sur la liquidation de leurs dettes, 46. — Leurs créanciers déclarés créanciers de l'Etat, 105. — Autre décret sur cet objet, 207, 214, 215 et 299. — Jannot propose de vendre les biens par voie de loterie, 212. — Décret réglant la part qui revient à la république dans la succession de ceux possédés par leur parens, 219 et 221. — Déclaration exigée de leurs débiteurs, 241. — Estimation de leurs biens dans les Colonies reprises par Victor Hugues, 322. — Décret relatif à leurs créanciers voyageurs, pensionnaires et autres, 337. — Confiscation de leurs biens maintenue par la constitution, 340. — AN IV. Décret sur leurs créanciers, 2 et 3.

— Autre sur les mêmes et leurs héritiers , 28.
 — Autre sur la liquidation de leur dette , 41.
 — Motion de Chazal , demandant que la république fasse valoir ses droits à leurs successions , 71. — Renvoi à une commission d'un projet tendant à réintégrer dans leurs biens les acquéreurs qui en ont été dépossédés , 156. — Projets sur leurs créanciers , 279 et 294. — Résolution rejetée pour leur liquidation , 306 et 333. — Rejet de celle concernant les détenteurs de leurs biens , 308. — Loi concernant leurs propriétaires par indivis , 332 et 336. — AN V. Proposition d'accorder des secours à leurs fermiers évincés , 1. — Approbation d'une résolution concernant deux arrêtés anciens qui annulaient des ventes , 37. — Rapport et projet sur l'usufruit de ces biens , 70. — Résolution pour la liquidation des créances sur ceux possédés par indivis , 116 et 117. — Projet sur les rentes viagères et usufruits qui leur sont dus , 134. — Approbation d'une résolution sur les partages de leurs biens possédés par indivis , 168. — Rejet de celle relative à la liquidation des créances , 197 et 198. — Autre sur le même objet , 203. — Rejet de celle relative à l'admissibilité de ceux de ces titres antérieurs au 9 février 1792 , 274. — Rapport sur les difficultés existantes entre leurs créanciers , 280. — Rapport et résolution sur le partage de leurs biens , 289 , 290 , 331 et 332. — Autres résolutions sur la liquidation de leurs dettes , 332. — Rejet de la première ; approbation et texte des autres , 87. — Approbation d'autres sur le même objet , 141 et 150. — Discussion sur les poursuites des créanciers de ceux déclarés insolubles , 208 et 209. — Et résolution y relative rejetée aux anciens , 211 , 280 , 303 jusqu'à 309. — Résolution sur les baux à ferme ou à loyer de leurs biens , 223. — Projet sur la liquidation de la dette de ceux des pays réunis , 243 et 246. — Motion de Got pour la reddition des comptes par les copropriétaires des biens indivis , 279. — Projet de Duplantier , portant que les rentes viagères dues aux émigrés , seront exigées par la république pour 15 ans , 306. — Mesures prises dans les départemens réunis pour le séquestre et partage avec leurs ascendans , 314. — Rejet de la résolution du 11 prairial sur les baux à ferme de leurs biens ,

323. — Motion et projet de Duplantier sur le partage avec leurs ascendans , 331. — Réflexions de Brunet sur cette motion , 337. — Autre de Daubermesnil sur le même sujet , 352. — AN VII. Ajournement d'un projet sur la cession de leurs créances , 1. — Message du directoire , demandant à affermer leurs biens , 47. — Arrêté relatif aux créanciers des émigrés non rayés , 80. — Rapport relatif à la commission de liquidation de ceux du département de la Seine ; résolution qui la proroge pour 21 mois , 101 et 109. — Adoption d'un projet relatif aux usufruits qui leur sont dus , 106. — Adoption de la résolution relative à la commission ci-dessus , 115. — Rapport contre la résolution relative à leurs rentes viagères et usufruits , 147. — Fixation du mode de liquidation de leurs créances échues à la république , 302. — Proposition aux anciens de l'adoption , 312. — Elle est approuvée , 321. (*Voyez les articles précédens et le suivant*).

EMIGRES (parens d'). AN 1792. Décret portant que leurs femmes et leurs enfans serviront d'otages , 230. — Nouvelle demande à ce sujet et ordre du jour motivé , 238. — AN II. 1793. Décret pour la confiscation des biens de tout père d'émigré qui ne justifiera pas de son patriotisme , 79. — AN II. 1794. Rapport de Barrère et décret qui défend à leurs femmes et à leurs filles d'épouser aucun étranger , de sortir du territoire et de vendre leurs biens , 185. — Motion de Carrier concernant la portion de jouissance qu'on doit accorder aux femmes des émigrés sur leurs biens , 187. — AN III. Rapport d'Eschassériaux , jeune , pour modifier la rigueur des lois concernant leurs parens , 19. — Secours accordés à leurs pères et mères , 115. — Décret pour le partage de leurs biens avec la république , comme propriétaire de la portion des émigrés , 219 et 221. — Texte du décret concernant leurs pères et mères , 229. — Les lois sur ces personnes non applicables aux enfans nés hors mariage , 262. — Rapport de la loi qui défend à leurs femmes ou filles de vendre leurs biens ou d'épouser des étrangers , 268. — Proposition de proroger le délai accordé aux parens pour faire la déclaration de leurs biens , 275. — Autre tendant à convertir le séquestre sur ces biens en simple opposition ; demande du rapport de la loi du 10

mars ; débats ; renvoi au comité , 284. — Secours à leurs parens , 312. — Suspension de la loi du 9 floréal qui les concerne , 313. — Décret pour la liquidation des créances sur leurs biens , 363. — AN IV. Proposition de destituer leurs parens des fonctions publiques , 2. — Ils en sont exclus , 3. — Le comité de salut public est autorisé à les mettre en réquisition , *ibid.* — Proposition et lois pour les écarter des fonctions publiques , 39 et 40. — Amendement concernant leurs femmes , *ibid.* — Résolution qui les autorise à vendre leurs biens pour payer leur cote-part de l'emprunt forcé , 92. — Son approbation , 93. — Rapport sur la loi du 9 floréal , an trois , et proposition de la remettre en vigueur , 100. — Discussion , 114. — Et résolution qui en lève la suspension , 116 et 118. — Rapport aux anciens et rejet , 128 , 130 , 131 et 132. — Proposition d'une surtaxe à leur imposer dans l'emprunt forcé ; renvoi à une commission de l'examen des moyens de lever le séquestre mis sur leurs biens , 150. — Vues d'Audouin sur le maintien de la loi précédente , 184. — Débats et adoption de son projet , 201 , 202 et 203. — Discussion et approbation de cette résolution , 231 , 235 et 237. — Difficulté née de cette loi , 298. — AN V. Propositions relatives aux secours à accorder à leurs enfans , 53. — Demande du rapport de la loi du 9 floréal , 269. — Rapport et résolution sur le partage de leurs biens avec la république , et la levée des séquestres dont ils sont frappés , 289 , 290 , 331 et 332. — Loi qui les exclut de toutes fonctions publiques , sauf les exceptions déterminées , 350. — Formation d'une commission pour reprendre les biens qu'on leur a rendus , 354. — AN VI. Motion d'ordre et projet concernant leurs enfans , 79. — Discussion et rejet de la résolution rapportant les lois qui avaient ordonné le séquestre et le partage des biens de leurs parens , 115 et 124. — Proposition d'excepter de la loi du 3 brumaire ceux élus à des fonctions publiques , dans le cas où l'inscription de l'émigré serait postérieure à l'élection , 115. — Arrêté de l'administration de la Haute-Marne relatif aux biens de leurs pères et mères , 129. — Partage de leurs propriétés dans la Belgique , 314. — Projets sur ces biens , 331 , 337 et 352. — AN VII. Pétition relative aux

droits des veuves de ceux de la ci-devant Normandie , 6. — Présentation d'un nouveau projet sur la législation relative aux biens de leurs ascendans et parens , 20. — Renvoi à la commission d'une proposition sur quelques points de la législation relative à leurs sœurs et tantes , 42. — Discussion du projet relatif aux biens de leurs pères et mères , 73. — Suite de la discussion ; adoption de plusieurs articles et d'un amendement tendant à faire disparaître du projet la rétroactivité , 74. — Suite de la discussion ; propositions renvoyées à la commission , 75. — Adoption de plusieurs articles concernant les droits de successibilité de la république , 84. — Rapport et discussion aux anciens sur cet objet , 108 et 109. — Suite de la discussion relative à leurs ascendans , 116 et 117. — La résolution est rejetée , 119. — Nouveau projet sur les mêmes ; discussion et résolution y relatives , 128 ; 149 et 150. — Rapport en sa faveur ; discussion et rejet , 174 , 180 et 181. — Nouveau projet sur cette matière , 189. — Nouvelle résolution sur la successibilité de la république dans les biens , 257. — Rapport en sa faveur , 272. — Discussion , 281. (Voy. les articles précédens).

EMPLOIS. AN 1790. Réforme de la vénalité de ceux militaires , 61. — Suppression d'un grand nombre , 203 et 226. — AN 1792. Décret sur le mode de nomination aux emplois militaires , 103. — Autre sur le même objet , 314. — AN II. 1794. Suppression des cautionnemens pécuniaires exigés pour en posséder différens , 136. — AN III. Décret qui détermine les cas où les représentans pourront nommer à ceux près les armées , 231.

EMPLOYÉS. AN 1791. Conditions exigées d'eux , 118. — Décrets sur ceux supprimés , 207. — Gratification à ceux près de l'assemblée constituante , 270 et 275. — AN 1792. Décret qui conserve le tiers des appointemens à ceux qui marchent aux frontières , 242. — AN I.^{er} 1793. Propositions diverses pour envoyer les jeunes aux armées , 227. — Demande de la destitution des mêmes et des nobles , 233. — AN II. 1794. Article de Ducher , intitulé : *Paresse nationale* , sur la nécessité d'en diminuer le nombre , 353. — AN III. Leur réduction d'un tiers dans les commissions et agences administratives , 272. — AN IV. Décret contre ceux

qui n'étaient pas à leur poste au 13 vendémiaire, 31. — Message relatif à ceux réformés, 66. — Résolution sur le paiement de leurs traitemens, 68. — Autre qui accorde trois mois d'appointement à ceux supprimés, 74. — Arrêté du directoire concernant ceux des ministères, 102. — Ajournement d'un projet relatif à l'indemnité de ceux supprimés, 145 et 166. — Résolution qui ordonne un état de tous ceux qui, aux armées, ont dû payer l'emprunt forcé, 172. — Les commissaires des guerres chargés de les taxer, 174. — Arrêté relatif au paiement de leurs traitemens, 214. — Il leur est accordé une indemnité, 277. — Arrêté du directoire contre ceux qui refuseraient d'employer le mot Citoyen, 305. — Rejet de la résolution qui augmentait leur traitement, 311. — AN V. Décret d'une indemnité pour ceux supprimés et du paiement des autres, 34 et 40. — Autre pour le paiement en numéraire de la totalité de leur traitement, 90 et 95. — Résolution qui fixe le *maximum* de leurs appointemens, 193 et 198. — Débats aux anciens et ajournement, 202. — Même décision sur un projet relatif à l'arriéré qui leur est dû en papier-monnaie, 216. — AN VI. Lettre du directoire contre la composition des bureaux des sept ministres, 5. — Projet tendant à fixer la portion de leur traitement saisissable par leurs créanciers, 261. (*Voyez TRAITEMENS*).

EMPRUNTS. AN 1789. Réflexions sur l'insuccès de celui demandé au nom du roi, 35. — Necker en propose un nouveau, 36. — Discussion et renvoi de son plan au comité des finances; rapport de ce comité et reprise de la discussion, 37. — Suite de la discussion; Clermont-Tonnerre fait passer le plan; discussion sur sa forme et ses conditions, 38. — Adoption définitive de l'arrêté fixant sa forme, 39. — Opinion de Mirabeau sur les moyens de relever le dernier, 44. — Proposition, par le même, d'un second de 80 millions; il est adopté, 47. — AN 1790. Plusieurs villes autorisées à en ouvrir, 101. — Clôture de celui de 80 millions, 283. — Décret qui fixe le mode de ceux qui regardent les administrations de département et de district, 338. — AN 1791. Autre pour le paiement des différentes parties de l'emprunt, 102. — Autre pour le recouvrement des sommes dues, 120. — AN 1792. Remboursement de celui de l'année, 220. — AN

I.^{er} 1793. Les administrateurs de l'Hérault en proposent un forcé, 118. — Proposition faite par Cambon pour en lever un d'un milliard en assignats, 141. — Il est décrété et sera remboursable en bons d'acquisition de biens d'émigrés, 142. — Rapport de Réal; adoption du principe qu'il ne portera point sur le nécessaire, 162. — Discussion et décret qui l'impose sur les revenus de dix mille livres et au-dessus, 176. — AN II. 1793. Texte des lois, instruction, modèle des déclarations, matrices, rôles de perception et récépissés, 273. — Discussion à la commune sur son exécution, 42. — Décret sur sa comptabilité, 89. — AN II. 1794. Arrêté du comité de salut public sur les comptes à rendre des divers emprunts, taxes révolutionnaires, etc., 271. — AN III. Ouverture d'un nouveau à trois pour cent, 285 et 301. — AN IV. Clôture de celui d'un milliard décrété ci-dessus, 64 et 65. — Projet, par Gilbert-Desmolières d'un emprunt viager en forme de tontine, 74 et 75. — Rapport et résolution pour un de six cents millions en numéraire, 85. — Son adoption, *ibid.*, 86 et 87. — Avis du ministre des finances y relatif, 89. — Instruction du même, 91. — Approbation d'une résolution qui permet aux comptables de vendre leurs biens pour le payer, *ibid.* — Même autorisation aux parens d'émigrés, 92 et 93. — Le directoire demande de nouvelles cotisations, 93. — Avis de Faypoult y relatif, 98. — Annulation des assignats qui en proviendront, 98 et 99. — Le directoire se plaint des habitans aisés du département de la Seine pour son paiement, 115. — Etablissement de la contrainte pour le faire effectuer, 117. — Détermination des remises à faire aux percepteurs, 124 et 126. — Arrêté y relatif, 126. — Lettre de Faypoult au directoire sur les rentrées, 135. — Suspension de celui ouvert par voie de tontine, en vertu d'un décret du 26 messidor an trois, 140 et 142. — Arrêté y relatif, 141. — Réclamations contre le mode d'exécution du précédent, *ibid.* — Opinion pour sa réduction, 149. — Décret sur sa répartition, 150 et 151. — Le département des Pyrénées-Orientales en a acquitté les deux tiers de sa part, 158. — Annonce qu'il se paye avec empressement, 165. — Mesures proposées et adoptées pour sa rentrée, 170, 171 et

174. — Résolution qui ordonne un état des employés aux armées qui ont dû le payer, 172. — Approbation de la résolution qui charge les commissaires des guerres des armées de taxer les agents des administrations militaires, 174. — Modification de la loi en ce qui concerne les valeurs admises pour son paiement, 200 et 201. — Approbation de la résolution qui admet les mandats pour le même objet, 202. — Message du directoire au sujet de cet emprunt, 232. — Prorogation de la reddition du compte des rentrées, 245 et 248. — Rejet d'une résolution sur son recouvrement, 325. — Adoption d'une autre à cet égard, 333 et 336. — AN V. Rapport sur les moyens de terminer cette opération, 63. — Sa clôture et décret pour le paiement de ce qui en reste dû, 142 et 157. — Mesures relatives à ses coupures, 364. — AN VI. Rapport y relatif, et admission de ses huit derniers coupons seulement en paiement des contributions, 12, 13 et 14. — Ouverture d'un autre pour la descente en Angleterre, 107, 112 et 113. — Proclamation y relative, 120. — Lettre d'un agent de change sur cet objet, 147. — Hambourg en ouvre un au gouvernement français, 174. — Arrêté sur celui de la descente et nomination d'un commissaire *ad hoc*, 189. — Résolution pour le remboursement des emprunts hypothéqués sur des rentes viagères dues par la république, 246. — Rapport contre elle aux anciens et ajournement, 301 et 320. — AN VII. Clôture et recouvrement de celui de la descente, 6, 91 et 98. — Tableau des ressources nationales pour compléter celui de 600 millions, 21. — Discussion et adoption d'un projet qui en ouvre un nouveau de 100 millions, 301 à 304. — Réflexions y relatives, 307 et 310. — Rejet de la résolution, 316. — Nouveaux projets, *ibid* et 317. — Et nouvelles résolutions, 318, 321 et 323. — Rejet de l'une et approbation de l'autre, 325. — Article sur son exécution, 326. — Proclamation y relative, 331. — Addition supplémentaire à la loi, 335 et 341. — Félicitations de l'administration de la Seine au citoyen Perrégaux qui le premier a acquitté sa part, 342. — Arrêté qui admet pour son paiement les billets du syndicat, 344.

ENCEINTE CONSTITUTIONNELLE. AN VI. Discussion et adoption d'un projet sur sa fixation,

92, 115 et 116. — Demande de son rapport; ajournement et suspension de l'envoi aux anciens, *ibid*. (Voy. CORPS LÉGISLATIF et RAYON CONSTITUTIONNEL).

ENCLOS. AN 1790. Modé d'évaluation des terrains enclos, 293.

ENCYCLOPÉDIE. AN I.^{er} 1793. Notice sur cet ouvrage, 147. — AN VI. Est expulsée de la bibliothèque du comte d'Excester, et brûlée, 288.

ENFANS ABANDONNÉS. (Voyez ENFANS TROUVÉS).

ENFANS ÉGARÉS. AN 1790. Mesures de la police à leur égard, 358.

ENFANS LÉGITIMES. AN 1791. Ajournement d'un projet relatif à leurs droits, 92. (Voy. DROIT D'AINESSE et SUCCESSIONS).

ENFANS MINEURS. AN V. Discussion et résolution qui abroge la loi du 7 septembre 1793, et maintient celle du 20 septembre 1792, relativement à leurs mariages, 320. — AN VI. Elle est rejetée, 4. — Ajournement d'un nouveau projet y relatif, 264. (Voyez MARIAGES).

ENFANS NATURELS, nés hors mariage ou bâtards. AN 1790. Projet de législation à leur égard, 183. — AN I.^{er} 1793. Décret qui déclare le principe de leur droit de successibilité, 157. — AN II. 1793. Discours de Chabot aux Jacobins en leur faveur, 269. — Autre qui règle leurs droits, 41. — Autre qui déclare non applicables à ceux nés hors mariage, les lois sur les pères et mères d'émigrés, 262. — AN IV. Suspension du décret du 9 vendémiaire, qui leur retirait leur droit de succéder, 31. — Discussion et loi à la suite, qui consacre ces droits, 221, 263, 269, 270, 271, 272, 273, 323. — AN V. Rapport de Siméon, proposant de rapporter l'article 4 de la loi précédente, comme contenant un effet rétroactif, 98. — Suite; discussion et ajournement, 110, 111, 112, 117, 162. — Nouveau rapport, 295. — AN VI. Projet de Favart, tendant à étendre leurs droits de successibilité, ajourné comme contenant des dispositions d'intérêt particulier, 36 et 56. — Nouvelle discussion y relative; et adoption du projet, 75. — Sa sanction par les anciens, 156. — Rapport du même, à l'occasion d'un message sur la même matière, 135.

— Discussion et rejet de son nouveau projet, 151 et 152. — Loi relative aux preuves de leur état, 228, 294, 313, 316, 317 et 318. — Ajournement d'un projet de Desmolins, demandant une pension alimentaire pour ceux nés hors mariage, 278. — Discussion et rejet de la résolution relative aux actes de reconnaissance de la paternité, 295 et 320. — Pétition sollicitant une loi additionnelle, 301. — AN VII. Renvoi à la commission d'une motion sur le même objet, 28. (*Voy. SUCCESSIONS*).

ENFANS DE LA PATRIE. AN I.^{er} 1793. Demande d'un jeune citoyen, dont le père est mort dans ses bras en combattant pour la république, à être reçu parmi eux, 232. — AN II. 1794. Prennent Michel Lepelletier pour patron, en place de Saint-Nicolas, 120. — Rapport de Peyssard, et décret en faveur de ceux élevés par Léonard Bourdon, 243. — Autre qui organise cette école, 268. — Les orphelins de la patrie félicitent la convention d'avoir sauvé leur mère, 317. — AN III. Décret pour l'admission à l'école précédente des enfans des Colonies, 57. — Crouzet mis à la tête de cet établissement, 197. — Décret qui leur accorde un secours de 15,000 liv, 253. — Leur translation à Liancourt, 263. — Crouzet en est nommé directeur comptable, 273. — Pétition des élèves, 364. — AN IV. Complément de son organisation, 7, 262 et 295. — AN VI. Question de savoir quel est pour eux le meilleur mode d'éducation, 22. — Motion sur le mauvais état de l'école, 296. — Réclamations des élèves en faveur de leur directeur, 306. — Paiement des sommes qui leur sont allouées, 358. (*Voy. LÉONARD BOURDON et LIANCOURT*).

ENFANS TROUVÉS ou ABANDONNÉS. AN 1790. Plan d'établissement des hospices destinés à les recevoir, 17. — Réflexions sur l'amélioration de celui existant, 51 et 135. — Observations sur ceux de la généralité de Soissons, 243. — AN 1791. Décret qui met leur entretien au rang des dépenses de l'état, 89. — AN II. 1794. Rapport de Roger-Ducos, et décret qui les concerne, 185. — Dénomination aux Jacobins contre les administrateurs de leur hospice, 271. — Décret pour la réception dans les hospices civils de ceux abandonnés, 59

et 89. — AN V. Arrêté du directoire les concernant, 191.

ENREGISTREMENT (droits d'). AN 1790. Adoption de plusieurs articles sur ceux des actes civils, judiciaires ou titres de propriété, 327. — Suite des décrets, 331, 332, 333, 334, 346 et 360. — Principes sur l'impôt, appliqués au droit d'enregistrement, par Morin, 341. — AN I.^{er} 1793. — Proposition d'y assujétir tous les effets au porteur, et décret à ce sujet, 192 et 202. — AN II. 1794. Décret relatif à sa perception, 284. — Autre déterminant différens actes qui y seront soumis, 350. — AN III. Autres décrets concernant sa perception, 91 et 96. — Autre qui autorise l'insinuation de donations non revêtues de la formalité de l'enregistrement, 207. — AN IV. Fixation de la quotité de ce droit à percevoir en numéraire, 31. — Message pour sa perception, totale de cette manière, 89. — Résolution qui l'augmente, 126. — Autre pour la réduction de sa partie payable en mandats, 252. — Discussion et rejet, 263 et 268. — Nouveaux projets sur le même objet, adoptés sur le rapport de Duchatel, 307 et 308. — AN V. Motion de Dubois-Crancé pour faire modifier ce droit en faveur des défenseurs de la patrie, 167. — Rapport de Defermont contre les additions qui y ont été proposées, 193. — Nouvelle résolution y relative sur le rapport de Duchatel, 223. — Autre sur la liquidation d'actes passés pendant la dépréciation du papier-monnaie, 233. — Message sur l'évaluation des produits de ce droit en opposition avec les calculs de la commission des finances, 253. — Rejet d'une résolution y relative, 303. — Adoption d'articles supplétifs, pour y assujétir divers objets, 362. — AN VI. Approbation d'une résolution qui lui donne plus d'extension, 12, 13 et 14. — Ajournement d'un projet de Fabre sur cet objet, 64. — AN VII. Nouvelle loi qui le fixe, et substitution de l'amende à la peine de nullité des actes, en cas de contravention, 12, 13, 85, 86, 87, 88 et 89. — Il est augmenté à titre de subvention de guerre pour l'an VII, 243 et 248.

ENREGISTREMENT (régie de l'). AN 1791. Cautionnement à fournir par ses administrateurs;

40. — Décret sur son organisation , 130 , 137 et 178. — Adresse des régisseurs , 210. — Décret qui les concerne , 232. — Autre sur l'emplacement de la régie , 271. — Décret additionnel , 273. — AN II. 1793. Demande d'une nouvelle organisation , 19. — AN II. 1794. Décret relatif à ses receveurs , 284. — AN IV. Serment exigé de ses employés , 325. — AN VI. Lettre du directoire sur ses abus , 8. — Nomination d'un régisseur , 245. — AN VII. Arrêté du directoire , relatif à ses perceptions , 90. — Résolution qui lui confie la conservation des hypothèques , 125. (*Voy. HYPOTHÈQUES*).

ENROLEMENT. AN 1789. Rapport du comité militaire , et projet en faveur du mode ancien , 92. — Décret qui rétablit l'enrôlement volontaire pour recruter l'armée de ligne , 116. — AN 1791. Articles et décret relatifs au mode d'engagement , 69 , 93 , 94 et 99. — AN 1792. L'enrôlement volontaire est décrété pour toutes les armes , 24. — AN I.^{er} 1793. Décret qui suspend celui d'ouvriers dont le départ nuirait au service public , 71. — Enrôlemens effectués dans Paris , 72. (*Voy. PARIS*). — Décret contre deux individus qui y mettaient obstacle , 245. — AN VI. Le général Brune ordonne la peine de mort contre tout enrôleur à l'étranger , 240.

ENTREPRENEURS DE BATIMENS. AN VI. Approbation de la résolution relative aux marchés passés avec eux au temps du papier-monnaie , 282.

ENSEIGNEMENT. (*Voy. ECOLES, EDUCATION, INSTRUCTION*).

ENSEIGNES DE MARINE. (*Voy. MARINE*).

ÉPILEPSIE. AN VI. Correspondance entre Lalande et Doussin-Dubreuil , relativement à l'influence de la lune sur cette maladie , 282 et 285.

EQUIPAGES. AN II. 1794. Rapport de Cochon , et décret relatif aux militaires dont les équipages auront été pris par les ennemis , 185. — Autre sur le même objet , 310.

EQUIPEMENT DES TROUPES. AN 1792. Décret qui enjoint au ministre de la guerre de rendre compte de l'état de ce service , 336. — AN I.^{er} 1793. Autre sur les moyens de l'activer , 89.

ÈRE RÉPUBLICAINE. (*Voy. CALENDRIER*).

ESCADRONS. AN I.^{er} 1793. Un escadron de

volontaires , dit *de Santerre* , suit *Damourier* à l'ennemi , 111. (*Voy. CAVALERIE*).

ESCLAVES. AN II. 1794. Proposition de Roger-Ducos pour que nul Français n'en puisse posséder en quelque endroit qu'il habite , 139. — AN VII. Projet d'annuler toutes les créances provenant de leurs ventes , 26. (*Voy. NOIRS*).

ESCROQUERIE. AN II. 1793. Loi pour la poursuite de ce délit , 69.

ESPIONAGE. AN 1790. Réflexions sur cet objet par Peuchet , 20 à 23.

ESPIONS. AN II. 1794. Arrestation à Paris d'un grand nombre d'étrangers présumés tels , 199. — Arrestation à l'armée du Nord d'un émigré espion anglais , 215. — Robespierre reproche à Tallien d'avoir dit que les comités de salut public et de sûreté générale avaient 20,000 espions , 266. — AN III. Traduction au tribunal militaire d'un individu arrêté dans le département d'Eure-et-Loire , et prévenu d'être un espion anglais , 335.

ESPRIT PUBLIC. AN II. 1793. Article y relatif , 95. — AN III. Rapport de Chénier sur son égarement , 225. — AN V. Réflexions sur sa dégradation , 286. — AN VII. Circulaire du ministre de l'intérieur sur la surveillance qu'il exige des administrations , 68. — Article y relatif adressé à ceux qui ne sont pas encore attachés à la révolution , 120 et 130. — Sa tiédeur attribuée à l'asservissement de la presse , 261. — Discours de Lacuée sur cet objet , 302. — Circulaire du ministre de l'intérieur pour le relever , 306. — Sa situation en Hollande , 308. — Lettres sur l'esprit public , 335 et 339. (*Voyez FRANCE*).

ÉTABLISSEMENTS PUBLICS. AN 1791. Liquidation des dettes de ceux supprimés , 100. — AN I.^{er} 1793. Nominations à l'administration de ceux de Paris , 239. — AN II. 1794. Mémoire sur leur organisation , 118. — AN III. Décret qui en supprime la qualification de *révolutionnaire* , 267. — AN IV. Discussion sur leur déplacement , et décret qui suspend toute occupation par eux de domaines nationaux , 143 et 144. — Demande d'un état des domaines occupés par eux , 156. — AN VII. Recueil de mémoire sur les établissemens d'humanité , 171. (*Voyez HOSPICES*).

ÉTALONS. AN 1790. Décret sur le mode de vente

vente de ceux qui appartiennent à la nation, 318. (*Voyez HARAS*).

ÉTANGS. (*Voyez DESSECHEMENT*).

ÉTAPES. AN III. Arrêté du comité de salut public, relatif à ce service, 353. — AN VI. Autre sur le même objet, 189.

ÉTAT CIVIL. AN 1791. Décret qui détermine le mode de le constater, 24. — Proposition d'en charger les magistrats civils, à l'exclusion des prêtres, 297 et 300. — AN 1792. Rapport à ce sujet, 47. — Discussion, 78 et 102. — Opinion de Pastoret sur l'état et les actes civils, 172. — Discussion et décrets y relatif, 175, 179, 180, 181, 182 et 190. — Texte de la loi du 20 septembre à ce sujet, 285. — Décret additionnel, 357. — AN II. 1794. Décret relatif au désordre de ses registres, 230. — AN III. Autres concernant les contestations y relatives, 118 et 158. — Autre sur le moyen de remplacer ceux des registres perdus ou détruits depuis le 14 juillet, 216. — Opinions sur cette question dans la discussion de la constitution, 299. — AN IV. Message sur la tenue de ses registres, 172. — AN V. Résolution sur la validité des actes passés dans l'Ouest, 62. — Débats sur les prénoms révolutionnaires donnés aux enfans, 261. — AN VII. Résolution portant que les actes y relatifs seront inscrits sur un registre public, 100. — Rapport contre elle; rejet de l'urgence, 121. — Question relative à la naissance d'un enfant pendant l'action en divorce, 177. — Demande d'un travail sur les cérémonies de l'état civil, 341. (*Voyez INHUMATIONS, MARIAGES, etc.*).

ÉTATS-GÉNÉRAUX. (*Voyez la table de l'Introduction*). AN 1789. Leur ouverture, 1. — Séparation des trois ordres; débats et conférences à ce sujet, 2. — Discussion sur les formes anciennes relativement à la vérification des pouvoirs, 4 et 5. — Assistent en corps à la procession de la Fête-Dieu, 7. — Rejet par les communes de cette ancienne dénomination, 8 et 9. — Déclaration du roi à la séance royale pour le maintien des anciennes formes, 10. — Redoublement des mesures de famine à l'approche de ces sortes d'assemblées, 58. (*Voyez ASSEMBLÉE NATIONALE*).

ÉTATS PROVINCIAUX. AN 1789. Décret qui

Table alphabétique.

ordonne leur suppression, et charge le roi de s'opposer à leur convocation; adresse aux provinces à ce sujet, 78. (*Voyez PROVINCES*).

ETOFFES. (*Voyez MARCHANDISES*).

ETRANGERS. AN 1790. Conditions auxquelles ceux domiciliés en France peuvent y exercer les droits de citoyen, 121. — AN 1792. Décret qui exige des passe-ports de ceux qui voudront y entrer, 32. — Autre, portant que ceux résidans à Paris depuis 1792, seront tenus de faire une déclaration à leur section, 141. — Autre qui accorde une indemnité aux étrangers militaires qui abandonneront leurs drapeaux pour passer en France, 226. — AN I.^{er} 1793. Un grand nombre d'officiers y demandent du service, 47. — Les étrangers sans aveu seront expulsés du territoire de la république, 79. — Loi qui établit contre eux des comités de surveillance, 81 et 82. — Proposition d'expulser ceux suspects; décret qui ordonne leur détention, 217. — Autre qui ordonne l'arrestation de ceux avec lesquels la France est en guerre, 251. — Tout détenteur de biens possédés par eux en France, sera tenu d'en faire la déclaration à sa municipalité, 252. — AN II. 1793. Rapport pour leur appliquer la loi qui chasse les Anglais de France; explications sur le sens d'une motion de Pons de Verdun dans cette question, 27. — Décret qui les met en arrestation; exception en faveur de ceux qui ont épousé une Française, 28. — Réclamation des patriotes bataves contre la loi ci-dessus, 29. — Exception au décret qui les concerne, en faveur des épouses de citoyens des Etats-Unis, 45. — Projet de ne pas les admettre dans les armées, 58. — Arrêté qui les exclut tous des Jacobins, 86. — Décret qui les exclut de la représentation nationale, 97. — AN II. 1794. Arrestation à Paris, d'un grand nombre d'individus comme émissaires de l'étranger, 199. — Loi de police générale qui les exclut de Paris et des places fortes, 207. — Dispositions additionnelles, 209. — Arrêté de la commune de Paris sur les certificats à leur délivrer, 213. — AN III. Discussion et décret portant levée du séquestre apposé sur leurs biens, 101 et 102. — Cinquante mille arrivés à Paris depuis trois mois; demande de leur sortie pour

ménager les subsistances , 190. — Décret contre ceux nés en pays ennemis , 297. — Mesures de police contre ceux qui circulent dans Paris en contravention aux lois , 320. — AN IV. Arrêtés et messages relatifs à leur séjour dans la même ville , 166. — Projets sur la police à y exercer à leur égard , 172. — Loi sur cet objet , 176 et 183. — Rejet d'une résolution déterminant le mode de leur surveillance , 186 et 193. — Ils en sont exclus , 238. — Et de Vendôme , 353. — AN V. Arrêté qui révoque à leur égard les permissions de rester à Paris , 70. — Rapport de l'article 2 de la loi du 21 floréal qui les concerne , 270. — AN VI. Sont exclus de Vienne et des nouvelles possessions de l'empereur en Italie , 274. — Défense qui leur est faite d'entrer en Suisse sans un passe-port exprès , 309 et 323. — AN VII. Rapport et résolution concernant ceux qui pourraient inquiéter la sûreté publique , 183 et 184. (*Voy. PARIS, POLICE, etc.*)

ÊTRE-SUPRÊME. AN II. 1793. Robespierre en proclame la reconnaissance comme seule doctrine populaire , 66. — Danton en réclame le culte , 68. — AN II. 1794. Couthon annonce un prochain rapport sur la fête de l'Eternel ; insertion au bulletin , pour détruire les mauvaises impressions semées par les Hébertistes , 198. — Rapport de Robespierre à ce sujet , et décret y relatif , 229. — Adresse de la commune de Paris à la convention , pour demander qu'au lieu des inscriptions à la Raison , il soit mis sur les temples à l'Être - Suprême , 236. — Adresse de félicitation de la même sur le décret rendu à cette occasion , 237. — Députation des Jacobins sur le même objet , et faisant leur profession de foi de reconnaître l'existence de Dieu , 239. — Arrêté du comité de salut public , qui ordonne de substituer les paroles du décret : *Le Peuple français reconnaît l'Être-Suprême et l'immortalité de l'ame* , à l'inscription à la Raison , placée au frontispice des temples , 239. — Félicitations des administrateurs du département de Paris , 240. — Nombreuses adresses d'une adhésion enthousiaste au même décret , 249. — Adresse de la garde nationale parisienne et de la gendarmerie sur le même objet , 252. — Plan de la fête fixée au 20 prairial , proposé par David , et adopté par la convention ; hymne à l'Être-Suprême ,

259. — Décret qui fixe le costume dans lequel les députés y assisteront , *ibid.* — Discours y prononcé par Robespierre , 262. — Description de la fête , 265.

ETRENNES. 1789. Décret qui les supprime pour les fonctionnaires publics , et toute espèce de gratifications , sous peine de concussions , 97.

EVANGILE. AN 1791. L'assemblée nationale accepte la dédicace d'une nouvelle édition de ce livre , 17.

EVÊCHÉS. AN 1790. Fixation de leur siège dans chaque département , 154 , 188 , 190 et 191.

EVÊQUES. AN 1791. Décret pour leur remplacement , 5 et 6. — Autre sur leur élection , 14. — Et sur leur consécration , 62. — Autre sur leur logement , 130. — AN 1792. Démission volontaire de plusieurs évêques entre les mains du pape , 128. — AN I.^{er} 1793. Décret pour la déportation de ceux opposés au mariage des prêtres , 205. — Fixation de leur traitement , 263. (*Voyez ECCLESIASTIQUES et CLERGÉ*).

EXAGÉRÉS. AN II. 1794. Dénonciation des patriotes exagérés comme partisans de Barbaroux , 149. (*Voyez FACTIONS, TERRORISTES, etc.*)

EXCOMMUNICATION. AN 1791. De Talleyrand , 121. — AN II. 1794. Et des catholiques d'Irlande qui désobéiraient au roi d'Angleterre , 148.

EXÉCUTIONS. AN 1789. Proposition par Guillotin de les réduire à la simple décapitation , 70. — Rapport et décret en conséquence , 101. — Réflexions sur la machine qu'il a proposée à cet effet , et sur l'inconvenance de jouer dans le langage avec des idées atroces , 118. — AN 1791. Les exécutions sont réduites au seul mode de la décapitation , 155. — AN III. Décret portant qu'il n'en sera plus fait sur la place de la Révolution , 293. (*V. BOURREAUX*).

EXEMPTIONS DE SERVICE. AN VII. Décision du ministre de la guerre , qui les met au rang des congés absolus , 49. (*Voy. CONGÉS*).

EXPORTATIONS. AN 1790. Celle de l'avoine et des fourrages est défendue , 315. — Décret sur la réexportation des grains , farines et légumes venant de l'étranger , 322. — AN 1791. Autre qui défend celle des sabres , épées , couteau de chasses , etc. 267 et 270. — AN 1792. Fixation des droits de celle des chanvres et du bois , 202. — AN I.^{er} 1793. Mo-

dification au décret du 15 août qui prohibe celle de plusieurs marchandises, 248. — Rapport du premier article du décret qui permet la sortie des marchandises chargées, ou destinées à l'être sur bâtimens neutres, avant la publication du décret ci-dessus mentionné, 257. — AN II. 1793. Embargo mis sur les marchandises d'exportation, 18. — Décret réglementaire sur celle des denrées, 39. — AN II. 1794. Autre pour celle des matières et marchandises surabondantes et des productions des arts et du luxe, 172. — AN III. Prorogation de la loi du 12 pluviôse les concernant, 324. — AN IV. Projet d'Eschassériaux l'aîné sur les permissions ou prohibitions des exportations ou importations, 279 et 287. — Discussion et adoption, 291, 292 et 296. — Discussion sur la réduction des droits pour celle des vins, 302 et 306. — Décret sur les droits d'exportation d'un grand nombre de marchandises, 311, 326 et 327. — AN V. Rapport sur la nécessité de modifier le système commercial sur cet objet, 70. — Rejet d'une résolution sur cette matière, 84. — Résolution qui autorise celle de plusieurs marchandises, 103. — Rapport de la loi qui permet celle des poils de lièvre et de lapin, 124 et 128. — Décret qui défend celle des vivres de toute espèce, 151 et 156. — Permission accordée par Paul I.^{er} d'exporter des marchandises de France en Russie, et exemption des droits d'entrée, 173. — Tableau des exportations faites pendant l'an IV, 200. — AN VII. Défense de l'exportation des pierres à feu, 32. (*Voyez COMMERCE, DROITS et MARCHANDISES*).

EXPROPRIATION FORCÉE pour le service public. AN VI. Rejet d'une résolution y relative, 260. — Autre fixant les indemnités à accorder pour celles qui ont eu lieu depuis 1789, 273 et 274. — AN VII. Discussion et approbation, 14, 18, 19, 28, 33 et 45. — Nouveau projet y relatif, 148. — Hommage, par Sagnier, d'un ouvrage sur cette matière, 199. — Résolution sur les droits des actes en expropriation, 249.

F.

FABRICANS. AN V. Modification en leur faveur de l'article de la loi des patentes qui leur est applicable, 132. (*Voyez PATENTES*).

FABRIQUES. AN 1791. Ajournement à la législature d'un projet relatif à la vente de leurs biens, 58. (*Voyez BIENS ECCLÉSIASTIQUES, FONDATIONS, etc.*).

FACTIONS. AN 1791. Données sur celle qui veut capituler avec les princes et modifier la constitution, 226. — AN 1792. Autre notice d'intrigues en faveur du pouvoir royal, attribuées à un parti d'émigrés et à Lafayette, Crillon, Montesquiou, etc., etc., 93. — Accusation de même nature, dirigée par Chabot contre Brissot et autres, 353. — AN I.^{er} 1793. Discours de Robespierre contre la connivence des distributeurs de nouvelles perfides avec les ennemis de la liberté, 190. — AN II. 1794. Rapport de St.-Just sur les factions et leur marche, tendante à absorber la révolution dans un changement de dynastie; signalement des hommes auxquels il attribue la continuation de ce projet, depuis Mirabeau jusqu'à Danton, 192. — Rapport de Barrère contre les alarmistes et les exagérés, 226 et 263. — Proposition de supprimer les diverses dénominations qui rappellent les partis et les factions, telles que *Montagne, Plaine, Marais*, etc., 360. — AN IV. Article sur celles du moment, intitulée: *Dialogue entre un Etranger et un Meneur des Sections de Paris*, 2. — AN VII. Réflexions sur celle des Nuls, 224. — Article du journal officiel, justificatif du directoire; et contenant le manifeste des factions, 258. — Brochure de Bailleul contre elles; il les accuse de la misère du peuple et de la pénurie des finances, 270.

Faction de l'Etranger. AN II. 1794. Rapports sur ses manœuvres et les individus accusés d'en être les agens, 174, 178 et 180. — Autres dénonciations sur le même objet, 306 et 308.

Faction du Modérantisme. AN II. 1794. Est dénoncée, 354. — AN III. Autre dénonciation aux Jacobins contre ses manœuvres et ses agens, 5. — AN VII. Nouvelles accusations contre les modérés, 309.

Faction d'Orléans. AN 1792. Est dénoncée par Ribes; et accusations contre Bonne-Carrère, Taleyrand, Dumourier, etc., 158. — AN V. Dumolard prétend que cette faction a préparé le relèvement du trône en faveur de cette famille;

349 et 351. — Proclamation du directoire, ordonnant de fusiller sur le champ quiconque appellerait un d'Orléans au 18 fructidor, 349. (*Voyez CONSPIRATIONS, JOURNÉES, FÉDÉRALISME, DEUX-CHAMBRES, et les principaux personnages de la révolution*).

FACULTÉ DE DROIT. AN 1791. Fait hommage d'un plan d'enseignement, 47.

FAMILLE ROYALE. AN 1791. Ordre du comité de constitution de s'occuper d'une loi sur les obligations de ses membres, 53. — La question de leur résidence est renvoyée jusqu'après celles de la régence, de la minorité et de l'éligibilité des princes aux fonctions publiques, 58. — Articles constitutionnels sur cet objet, 237, 238 et 239. (*Voyez LOUIS, MONSIEUR, D'ARTOIS, CONDÉ, PRINCES FRANÇAIS et EMIGRÉS*).

FANATISME. (*Voyez CULTE, PRÊTRES, VENDÉE, et les autres localités*).

FÉDÉRALISME. AN I.^{er} 1793. Dénonciation contre les députés pros crits au 31 mai, et les départemens qui menacent Paris et se lignent en leur faveur, 163 à 171 et *suivans*. — Rapport de Billaud-Varenn es sur les députés qui en sont accusés, 198. — Opérations de Dubois - Crancé et Nioche pour l'arrêter; accusation contre Serres pour provocation au fédéralisme, 204. — AN II. 1793. Article sur Lyon et le fédéralisme, 27. — AN II. 1794. Les administrateurs de Finistère livrés au supplice comme fédéralistes, 293. — Proposition d'abolir cette dénomination, 360. — AN III. Destruction des monumens y relatifs, 155. (*Voyez F'CTIONS, DÉPUTÉS et JOURNÉE DU 31 MAI*).

FÉDÉRATION. AN 1789. Détails de celle qui a eu lieu aux environs de Montélimart, 124. — AN 1790. Le roi l'autorise entre les troupes de ligne et les gardes nationales, 156. — Pétition de la commune de Paris, et décret qui détermine celle du 14 juillet, 158. — Rapport de Talleyrand, 159. — Discussion, 160. — Députation des corps militaires qui y seront admis, 161. — Instruction pour cette cérémonie, 170. — Serment qui y sera prêté par les députés, 186. — Texte du décret y relatif, 191. — Préparatifs de cette fête, 192. — Ordonnance de la municipalité de Paris à ce sujet, 193. — Lettre d'un patriote hollandais y

relative, *ibid.* — Sa description, 197. — Lettre de Cloutz à M.^{me} Beauharnais à ce sujet, *ibid.* — Cérémonies qui ont eu lieu à l'autel de la patrie, 204. — AN 1791. Evénemens au champ de la Fédération, 199 et 200. (*Voyez PARIS*). — AN 1792. Projets de Servan et de Coustard pour une nouvelle fédération, 157, 160 et 161. — Décret prescrivant les mesures y relatives, 196. — AN I.^{er} 1793. Autre pour la célébration de celle de l'année, 204. — Autre qui ordonne que la bannière de 1790 sera brûlée dans chaque département, et remplacée par une autre de la fédération du 10 août, 211. (*Voyez FÉDÉRÉS*).

FÉDÉRÉS. AN 1790. Détails sur leur arrivée à Paris, 195. — Plusieurs sont présentés au roi, *ibid.* — Réception fraternelle qu'ils reçoivent des Parisiens, 203. — Pompe funèbre de deux fédérés qui ont péri dans la Seine le 14 juillet; l'assemblée nationale y assiste par députation, 206. — AN 1792. Projet pour le rassemblement de vingt mille fédérés sous Paris, 161. — Dénonciation contre Serres à ce sujet, 164. — Décret qui accorde une solde à ceux qui se destinent au camp ou à l'armée, 195. — Une députation de fédérés demande le décret d'accusation contre Lafayette, et des mesures révolutionnaires, 201. — Une seconde députation demande la suspension du pouvoir exécutif, les assemblées primaires et une convention nationale, 206. — Une troisième dénonce le pouvoir exécutif, et fait au corps législatif cette interpellation : *Pouvez-vous nous sauver, oui ou non ?* 218. — Réunis au Champ-de-Mars; ils adressent une pétition à l'assemblée, dans laquelle il résumant les demandes ci-dessus, 220. (*Voyez PARIS et JOURNÉE DU 10 AOÛT*).

— Des députés fédérés insistent pour la formation d'une cour martiale, 230. — Autre demande de mesures pour établir le règne des lois, et pour la destruction des anarchistes, 310. — Discussion sur la proposition de congédier le camp des fédérés sous Paris, 317. — AN I.^{er} 1793. Ils demandent à partager avec les citoyens la garde de la convention nationale; adopté et généralisé pour tous les fédérés qui sont à Paris, 15. — Célébrent, avec le conseil-général, une fête en l'honneur de leurs frères d'armes morts dans la

journée du 10 août, 19. — Discussion sur leur admission à la garde de la représentation nationale, 20. — Ils sont mis à la disposition du pouvoir exécutif, 42.

FEMMES. AN 1789. Opinion d'une femme sur la part qu'elles doivent obtenir dans les avantages de la société, dans les places; et proposition de supprimer les dotes et les couvens de son sexe, 99. — Leurs plaintes et griefs dans un écrit en faveur du divorce, 116. — AN 1790. Proposition de faire porter aux femmes mariées leur nom joint à celui de leur maris, 185. — AN I.^{er} 1793. Expulsion de celles qui suivent les armées, excepté celles qui sont employées au blanchissage et à la vente des denrées, 122. — AN II. 1794. Demande pour qu'elles soient admises à servir le malheur dans les hospices d'humanité, 217. — AN IV. Leurs prétentions au professorat, 220 et 239.

FEMMES PUBLIQUES. AN II. 1794. Mesures provoquées contre elles par Chaumette, 111. — AN V. Demande d'une loi sur cet objet, et ordre du jour, 192. — AN VI. Circulaire de l'accusateur public du département de la Seine, pour les faire arrêter, 322.

FÊNETRES. (*Voy.* CONTRIBUTIONS).

FÉODALITÉ et RÉGIME FÉODAL. AN 1789. Son abolition, 40. — AN 1790. Décret sur les procédures y relatives, 138. — AN I.^{er} 1793. Décret qui change les noms rappelant la féodalité, 154. — Brûlement de ses signes, 229. — AN II. 1793. Mesures pour leur disparition dans le département de la Seine-Inférieure, 29. — Loi pour empêcher la destruction des livres et objets d'arts, sous prétexte de l'exécution de celle qui proscriit les signes féodaux, 33. — Autre sur le même objet, 36. — AN II. 1794. Brûlement des titres, 130. — AN VI. Brûlement public de ses monumens à Rome, 328. (*Voy.* DROITS FÉODaux et ARMOIRIES).

FERMAGES. AN IV. Résolution sur la fixation de leur prix, 70. — Proposition sur un nouveau mode de paiement; discussion y relative, 73. — Résolution sur la fixation de leur partie due en nature, et approbation de cette mesure par le conseil des anciens, 74 et 81. — Discussion et projet sur le mode de les payer, 151,

214, 220; 221, 253, 275, 277 et 279. — Loi définitive à cet égard, 280 et 285. — Fixation du prix du blé pour l'estimation de leur paiement, 291 et 296. — Loi sur le paiement de ceux des biens nationaux, 303, 308 et 332. — Autre relative à leur arriéré, 340, 343 et 355. — AN V. Discussion sur leur paiement et sur celui des rentes foncières, 32. — Texte et adoption de résolutions y relatives, 310, 344 et 345. — AN VI Modification à la loi sur cet objet, 131. (*Voy.* BIENS NATIONAUX, BAUX et LOYERS).

FERME ou RÉGIE GÉNÉRALE. AN 1791. Adoption d'articles pour sa suppression, 65. — Est autorisée à poursuivre ses recouvrements et débets arriérés, 91. — Annulation des procédures intentées par elles, 144. — Décret pour le remboursement des fonds appartenans à des employés de cette administration, 241. — Autre sur l'état général de ses cautionnemens, 267. — AN I.^{er} 1793. Autre relatif à sa liquidation, 218. — AN II. 1794. Pensions accordées à ses employés, 283. (*Voy.* FERMIERS-GÉNÉRAUX).

FERMIERS. AN 1791. Décret sur le supplément qu'ils doivent payer aux propriétaires, à cause de la suppression de la dîme et autres droits, 71. — AN II. 1794. Arrêté du comité de salut public, relatif à ceux qui quittent leurs fermes sans en prendre d'autres, 343. (*Voy.* BAUX A FERME, CULTIVATEURS et FERMAGES).

FERMIERS-GÉNÉRAUX. AN I.^{er} 1793. Carra propose des recherches contre eux, 60. — Décret pour l'apposition des scellés sur leurs caisses et papiers, 158. — AN II. 1793. Décrets pour leur arrestation et la reddition de leurs comptes, 65, 71 et 82. — AN II. 1794. Séquestre de leurs biens, 114 et 120. — Rapport de Dupin contre eux; leur traduction au tribunal révolutionnaire, 227. — Suspension de la procédure de ceux qui n'avaient pas d'intérêt dans les compagnies David, Salzard et Mager, 231. — Condamnation à mort de plusieurs d'entre eux, *ibid.* — AN III. Tableau fait par Dupin des manœuvres pratiquées pour les perdre; et détails sur leur expropriation, 230. — Proposition du même de convertir le séquestre mis sur leurs biens et sur ceux de leurs adjoints en une simple opposition sur immeubles; ordre du

jour motivé sur le décret de restitution des biens des condamnés, 231. — AN IV. Formation d'une commission pour examiner les réclamations de leurs parents, 100.

FÊTES NATIONALES. AN 1791. Décret ordonnant qu'il en sera établi en l'honneur de la révolution, 247. — AN 1792. Autre portant qu'il en sera célébré une civique, 273. — AN I.^{er} 1793. Discours de Lequinio sur les fêtes nationales, 188. — AN II. 1793. Danton en demande pour honorer l'Etre-Suprême, 68. — AN II. 1794. Les élèves du salpêtre en célèbrent une, 184. — Décret d'après le rapport de Robespierre, qui établit celles du 14 juillet, du 10 août, du 21 janvier, du 31 mai et les fêtes décadaires, 229. — Thibaudeau fait créer celles des cinq jours sans-culotides, 351. — AN III. Vues de Merlin, de Thionville, sur ces institutions, 9. — Projet de Chénier pour substituer celles des décadis au culte catholique, 93. — Discussion sur les projets y relatifs, et leur organisation, 101, 115 et 137. — Rapport et décret à ce sujet, 142 et 156. — Pétition pour l'établissement anniversaire et constitutionnel de celle de la république, 364. — Débats sur le même objet, 366. — AN IV. Décret sur le rapport de Daunou, portant en principe qu'il y aura des fêtes nationales, 41. — Institution de celle de la fondation de la république, 334 et 335. — Programme de sa célébration, 364. — AN V. Article y relatif, 3. — Discours qui y a été prononcé par Laréveillère-Lépeaux, 5. — Détails sur sa célébration; proclamation des poètes et compositeurs qui ont travaillé pour les fêtes nationales, 16. — Proposition d'en instituer une perpétuelle pour le jour de la paix, 229. — Instruction de Benezech aux commissaires du pouvoir exécutif sur la célébration de celles existantes, 188. — Loi ordonnant la célébration de celle du 1.^{er} vendémiaire ou de la fondation de la république, 348 et 351. — AN VI. Sa célébration, 3 et 6. — Arrêté qui défend l'étalage des marchandises pendant les fêtes, 71. — Institution de celle de la Souveraineté du Peuple, 133, 134 et 136. — Mesures pour sa célébration publique, et par le corps législatif, 153, 155 et 158. — Motion y relative, 181. — Sa célébration, 182. — Projet général sur les fêtes, 192. — Circulaire

du ministre de l'intérieur sur leur but, 288. — Rapport et projet de Bonnaire sur leur célébration, 293. — Discussion et décret qui établit des fêtes nationales décadaires, 302, 306 et 322. — Autre qui transporte la célébration des mariages aux fêtes décadaires, 311, 325, 334, 345 et 346. — Motion de Sherlock pour qu'on examine s'il ne convient pas de leur donner une forme dramatique, 315. — Rapport et décret pour la célébration de celle du 1.^{er} vendémiaire; programme y relatif; circulaire du ministre de l'intérieur pour sa célébration; désignation des prix des vainqueurs dans les jeux gymniques qui auront lieu à Paris à cette occasion, 327, 328, 330, 348, 349, 351, 352 et 358. — Proclamation dans Paris sur la célébration des décadis et des fêtes nationales, 333. — Discours de Laréveillère-Lépeaux sur ces mêmes fêtes, et texte de la loi y relative, 362. — AN VII. Célébration de celle de la république à Paris, Milan, Rome et en Egypte, 3, 5, 16, 18, 60 et 93. — Mention des artistes qui y ont concouru, 6. — Arrêté du département sur celles des décadis, 13. — Arrêté sur celle de la Souveraineté du Peuple, 148. — Lettre du ministre de l'intérieur y relative, 158. — Observations sur les moyens de lui donner de la solennité, 176. — Institution de sa célébration annuelle, 180. — Détails, 182 et 184. — Circulaire du ministre de l'intérieur y relative, 183. — Motion de Moreau, de l'Yonne, à ce sujet, 184. — Message du directoire pour qu'il soit donné de la célébrité à celles décadaires, 207. — Lettre du ministre de l'intérieur sur le même objet, 214. — Rapport et décret pour la célébration de celle de la république, 348, 351, 353 et 356.

Fête de l'Agriculture. AN IV. Sa célébration, 275. — Article y relatif, 285. — AN VI. Circulaire du ministre de l'intérieur sur le même objet, 272. — Détails de sa célébration par l'administration centrale de la Seine, 284.

Fête des Epoux. AN IV. Arrêté pour sa célébration, 214.

Fête de l'Etre-Suprême. (Voy ETRE SUPRÊME).

Fête de l'Hospitalité. AN I.^{er} 1793. Hymne pour sa célébration, 115.

Fête de la Jeunesse. AN IV. Arrêté y relatif,

174. — Article de Trouvé sur le même objet, 195. — AN VII. Hymne de Parny sur ce sujet, 84.

Fête des Martyrs de la Liberté. AN III. Décret portant en principe qu'il sera célébré annuellement une pompe funèbre en leur honneur, le 3 octobre, jour de la mort des vingt-un députés, 259. — Proposition de la réunir à celle de la fondation de la république, 366. — AN IV. Elle est ordonnée, 15. — Sa célébration et ordre du jour sur la proposition de leur élever un monument, *ibid.*

Fête de la Raison. AN II. 1793. Sa célébration, 49 et 53. — Ces sortes de fêtes sont dénoncées par Robespierre comme tendantes à l'athéisme, 66. (*Voyez ETRE-SUPRÊME et Commune de PARIS*).

Fête de la Réconciliation. AN III. Proposée par Gamon, 328.

Fête des Victoires. AN II. 1794. Il en est célébré une pour celle de Fleurus, 284. — Décret qui en ordonne une pour les succès de la république, 287. — AN III. Discours de Chénier sur le même objet, 8. — Rapport du même, et plan d'une fête ayant le même but, 31. — Détails y relatifs, 33. — AN IV. Autre dont la célébration est confiée au directoire, 234 et 235. — Son arrêté pour sa célébration, 241. — Programme; chant du banquet républicain par Lebrun de l'Institut, musique de Catel, 250.

Fête de la Vieillesse. AN IV. Arrêté pour sa célébration, 337. — Détails, 345. — AN VI. Circulaire sur la même, 337. (*Voy. pour les fêtes relatives aux événements et aux hommes, les noms de ces hommes, et les JOURNÉES de la révolution*).

FEU GRÉGOIS. AN II. 1794. Offre faite par un ministre protestant d'un nouveau, 342.

FEUILLANTS. (*Voy. FACTIONS et SOCIÉTÉS*).

FIEFS. AN I.^{er} 1793. Rullu demande une mesure générale pour faire rentrer à la république tous les ci-devant fiefs qui étaient reversibles à la couronne, 189. (*Voy. FÉODALITÉ*).

FINANCES. (*Voy. Table de l'Introduction*). AN 1789. Rapport de Necker et tableau général des recettes, des besoins et des moyens d'amélioration, 1. — Proposition de Bouche pour en constater l'état, 16. — Débats renouvelés sur la demande du même de créer deux comités; avis divers sur la composition de celui des finances; adop-

tion du mode de sa formation, 17. — Le bureau des finances félicite l'assemblée, 27. — Adresse et mémoire sur l'organisation de ce bureau, 29. — Motion de Malouet sur les moyens de rappeler la richesse intérieure, 32. — Tableau des finances; proposition et plan d'un emprunt par Necker, 36. — Discussion sur cet emprunt, 37. — Réflexions sur l'inutilité de plusieurs dépenses portées au tableau du ministre, 38. — Mémoire du même sur la détresse des finances; proposition d'un emprunt de 80 millions; discussion à ce sujet; adoption de l'emprunt et d'une déclaration pour rassurer les créanciers de l'état, 47. — Arrêté que le comité des finances choisira douze de ses membres pour correspondre avec le ministre sur les objets de son mémoire, 49. — Motion sur le délabrement des finances; l'assemblée arrête d'y consacrer deux jours par semaine, et ordonne l'impression de leur état, 60. — Rapport du comité; il est autorisé à présenter les réductions qu'il jugera convenables, 61. — Rapport de Necker sur la détresse des finances; il propose divers moyens de rétablissement; débats à ce sujet, 62. — Tableau de leur situation; adoption du plan de Necker, 63. — Réclamation contre le retard de l'impression de leur état, 64. — Projet de réduction, et contribution du quart proposée par Necker, 66. — Suite des débats; autres projets; proposition d'autoriser le prêt à intérêt, 67. — Adoption des projets présentés par Necker, 68. — Proposition du comité des finances de demander des blés aux Etats-Unis en paiement de ce qu'ils doivent à la France; d'établir une caisse nationale chargée d'acquitter la dette publique, et d'inviter les ministres à prendre provisoirement voix consultative dans l'assemblée nationale, 85. — Rapport de Necker sur leur embarras, et projet d'y remédier en augmentant la masse des billets de caisse, 90. — Rapport de Montesquieu au nom du comité des finances, et moyens proposés par lui pour subvenir aux dépenses, 91 et 92. — Débats sur l'ordre de la discussion, 98. — Aperçu du produit des impositions, 102. — Débats sur le plan de Necker, consistant principalement à changer la caisse d'escompte en banque nationale, 104 et 105. — Lettre de Larivière sur les finances, 110 et 112. — Plan de l'abbé d'Espagnac sur le même objet,

113. — Rapports y relatifs, 117 et 118. — Projet de la vente d'une partie de biens ecclésiastiques, *ibid.* — Suite et projet d'obligations nationales; clôture des motions, 119. — Suite; création d'une caisse de l'extraordinaire et d'assignats de mille liv. pour servir à l'acquisition des domaines mis en vente, 120 et 121. — Difficultés du paiement de l'impôt, 126. — AN 1790. Rapport de Montesquieu et discussion, 3. — Projet d'une création de monnaie de billon, 18. — Observations de Bremond sur la contribution et les abus de son recouvrement, 20. — Discussion oragense et décret sur les finances, 23. — Suite de la discussion sur la dette publique, 24. — Mémoire sur les finances, par Deguer, 26. — Suite de la discussion, 39. — Rapport général sur les dépenses; elles sont réduites de soixante millions, 58. — Discours de Rabaud-Saint-Etienne; son envoi dans les provinces, 67. — Discussion sur des payemens abusifs, 83. — Observations de Necker sur le rapport du comité, 87 et 88. — Décret pour faire remettre, par le ministre, les états de dépense des caisses et les registres d'administration, 101. — Observations sur la différence de vues entre Montesquieu et Necker, 113. — Mémoire du dernier, lu à l'assemblée nationale, 154 et 215. — Discussion sur ce mémoire, 171. — On accorde au ministre un supplément de 40 à 50 millions, 186. — Autre décret qui lui accorde 40 millions, 221. — Rapport de Lebrun sur la dette publique, 227 et 229. — Observations d'Anson sur l'opinion de l'abbé Maury, 239. — Discussion sur la situation des finances et sur une nouvelle émission d'assignats, 241. — Considérations sur cet objet, 249. — Lettre d'Anson à l'abbé Maury, 256. — AN 1791. Décret qui renvoie les affaires pendantes au conseil des finances pardevant les tribunaux ordinaires, 118. — Texte du décret qui liquide les compagnies financières, 207. — Arrêté relatif à l'état de situation des finances, 231. — Texte du décret de Mallouet, pour former le tableau des avances autorisées par l'assemblée, 241. — Lecture du compte général rendu sur cette partie, 253. — Texte de ce rapport, par Montesquieu, 254, 262 et 273. — Décret sur le mode de rectification des erreurs qui se seraient glissées dans les quittances de finances, 270. — Dé-

cret pour la formation d'un comité central chargé d'en présenter un plan, 329. — Texte d'un autre décret sur l'organisation des comités y relatifs, 341. — AN 1792. Décret pour le service de l'année, 2. — Ordre du travail en cette matière, 97. — Compte général par Cambon, 109 à 112. — Autre, 292. — AN I.^{er} 1793. Discussion sur cet objet, 12. — Rapport sur leur situation, 34 et 35. — Texte de l'opinion de Chabot sur cette matière, 62 et 63. — Rapport de Cambon sur leur état, 228. — Décret y relatif, 234. — AN II. 1793. Décret qui autorise six personnes, s'offrant à dénoncer tous les abus en finances, à assister à la levée des scellés apposés sur les papiers des administrateurs, 271. — Autre pour la reddition des comptes des régisseurs et intendans, 65. — AN III. Rapport de Johannot sur l'état des finances, 95. — Réflexions y relatives, 146. — Lettre du cit. Lefebvre sur cet objet, 149. — Discussion sur le travail de cette partie, 150. — Projet de Lasabonardière et Mangin sur les moyens de remédier au discrédit des assignats, 191. — Rapport de Johannot sur leur restauration, 209. — Fin du même rapport, 218. — Idées d'Anquetil sur cette matière, 220. — Johannot présente la suite du plan des trois comités, dont la principale base est la loi hypothécaire, 230. — Continuation de la discussion de ce plan, 231. — Bourdon de l'Oise présente ses vues pour leur restauration, 235. — Motion d'ordre de Lehardy sur les moyens de les améliorer, 236. — Génissieu réclame la priorité pour le plan proposé par Bourdon de l'Oise, 237. — Nouveau plan présenté par Jeanbon-Saint-André; impression décrétée, 239. — Discussion et adoption d'un plan présenté par Rewbell, 275 et 276. — Moyens présentés par Vernier pour l'amélioration des revenus publics, 303. — AN IV. Comité général sur les finances, 45. — Annonce de leur situation consolante, 60. — Etat de la dette et des ressources nationales, et projet d'Echassériaux aîné, 63. — Rédaction définitive des articles sur cet objet, 70. — Rapport sur le système général des finances; discussion et rejet des six résolutions y relatives, 77, 78, 79, 80 et 82. — Création d'une nouvelle commission pour présenter d'autres projets en remplacement, 82. — Projet d'emprunt présenté par

le directoire, 83. — Message proposant des mesures y relatives, 93. — Nomination d'une nouvelle commission; appel à tous les citoyens instruits pour aider le gouvernement de leurs lumières en cette partie, 95. — Nouveau message du directoire à ce sujet, 96. — Rapport de Ramel sur les besoins et les ressources, 135. — Autre de Bailloul sur cet objet; il demande un tableau de la valeur des biens nationaux sur le pied de 1790, 159. — Rapport de Camus; plans divers pour leur restauration; discussion y relative, 159, 160, 161, 162 et 170. — Discussion nouvelle; adoption d'un projet d'Echassériaux sur l'emprunt forcé, la vente des domaines et l'ouverture de la Bourse, 172. — Projets divers, 208. — Déclamation des partisans du ministère de Londres sur l'épuisement des finances de la France, 297. — Motion de Robert y relative, et renvoi à une commission, 308. — Rapport sur le même sujet, 344. — Propositions diverses les concernant, 346. — AN V. Message du directoire sur l'état où elles se trouvent, 6. — Observations sur l'ancien système de celles des provinces bataves, 29. — Rapport sur cet objet, 32. — Lanthenas s'élève contre les opérations désastreuses dans cette partie, 40. — Fonds décrétés pour les dépenses de l'an 4 et années antérieures, 54 et 62. — Débats en comité général sur une circulaire du ministre, arrêtant les ventes des biens soumissionnés et réclamés par les anciens possesseurs, 86. — Transmission de la situation de l'an 4 par le directoire, 95. — Comité secret aux cinq-cents sur les finances, 135. — Leur état présenté par le directoire pour l'an 5, et rapport de Barbé-Marbois, 182. — Autre sur le même objet, 189. — Tableau de leur situation, par Dupont de Nemours, 210. — Formation d'une commission pour connaître les recettes et les dépenses, 212. — Message du directoire sur les causes de l'arriéré, dont il lui a été demandé compte; il accuse les commissions du corps législatif de n'avoir pas remédié aux maux qu'il leur a dénoncés, 252. — Discussion aux anciens sur leur délabrement; faux calculs attribués à Gilbert-Desmolières; autres calculs de Dupont de Nemours, 260. — Motion d'ordre de Tarbé sur quelques erreurs en cette partie, 268.

Table alphabétique.

— Rapport de Gilbert-Desmolières, et exposé des besoins et des ressources de l'an 6; projets y relatifs, 271 et 272. — Autre projet du même, tendant à suspendre le paiement des bons délivrés par les ministres; discussion; débats; renvoi à la commission, attendu le rejet de la première résolution, 273, 282, 283, 284, 285 et 286. — Tableau de leur situation, par Dupont de Nemours, qui en prend occasion d'accuser le directoire de mauvaise administration, 287. — Ajournement du nouveau projet de Gilbert-Desmolières pour remplacer celui rejeté la veille, 288. — Autre, du même, relatif aux versements des recettes dans les caisses de la trésorerie, 301. — Discussion de quelques objets de finances, 305. — Message du directoire sur l'état pénible dans lequel elles se trouvent, 308. — Autre message, annonçant un déficit pour thermidor; moyens de le remplacer, 319. — Vues sur leur amélioration, 331. — Motion d'ordre de Fabre de l'Aude, concernant le déficit des recettes, et proposition de recourir aux impôts indirects, 347 et 348. — Message du directoire à ce sujet, et transmission de l'état des dépenses arriérées, 348. — Autre message indicatif des moyens de remédier à leur embarras; 355. — Autre relatif aux dépenses de l'an VI, 359. — Rapport de Villers sur les moyens de les restaurer, 360. — Discussion de ses projets; adoption de quelques articles, 362. — AN VI. Décret général sur cet objet et sur la dette publique, 2, 12, 13, 14 et 15. — Texte du rapport sur les besoins de l'an VI, 47 et 48. — Fixation du budget de l'an 6; et ordre de réduction pour l'an 7, *ibid* et 90. — Réflexions contre les opérations de finances qui ont eu lieu en Suisse, 118. — Rapport sur le déficit de quelques parties de la recette, 146. — Autre sur leur situation actuelle, 160. — Autre sur leur ordre, 168. — Message et projet sur les moyens de combler le déficit des dépenses de l'an six, 234. — Rapport et projets y relatifs; 249. — Leur discussion; proposition de faire payer en numéraire les cédules souscrites par les acquéreurs de biens nationaux, 250, 251, 253, 255, 256 et 257. — Motion d'ordre sur la législation des finances, 258. — Placard, dans lequel on accuse le corps législatif de ne pas vouloir accorder

des contributions, 262. — Renvoi à la commission d'articles relatifs aux finances, présentés par Couturier, 268. — Projet de Legier pour combler le déficit, 277. — Rapport de Bailleul sur la fixation des recettes de l'an 7, sur la nécessité d'une dette publique pour le maintien du crédit et la rentrée des contributions, 324 et 325. — AN VII. Une commission spéciale est chargée de trouver les moyens de procurer au gouvernement les 125 millions qu'il demande, sans augmenter la masse des impositions, 11. — Message du directoire pour combler un déficit de 114 millions, 17. — Article sur les finances, 104. — Rapport sur les recettes et dépenses de l'an 7, et sur les moyens d'établir l'équilibre, 120, 132, et 133. — Message du directoire sur leur détresse; il se décharge de toute responsabilité, si l'on ne subvient promptement aux besoins urgents, 140. — Etat de toutes les parties des contributions et revenus publics pendant le premier semestre, 144. — Considérations sur les systèmes de finances, suivis en Europe et en France, 146. — Article y relatif; on propose l'impôt du sel comme un des moyens de rétablir l'équilibre entre les dépenses et les recettes, 178. — Autre article en réponse au précédent, 184. — Discours de Lucien Bonaparte pour prouver la nécessité de s'en occuper, 242. — Motion d'ordre de Delbrel sur le même objet, 247 et 248. — Brochure de Bailleul sur les causes de leur dépérissement; il en accuse les factions, 270. — Rapport sur les travaux des commissaires, 285. — Opinion de Tarteiron sur les économies à apporter dans cette partie, 286. — Rapport et projets sur le service de l'an 8, 336 et 337. — Observation de Creuzé-Latouche sur cet objet, et ordre du jour sur sa proposition d'un nouvel impôt indirect, 339 et 340. — Proposition de Lafont sur cette matière, 355. — Autres observations renvoyées à la commission, 365. (*Voyez ASSIGNATS, CONTRIBUTIONS, CRÉDIT NATIONAL, DÉPENSES, DETTE PUBLIQUE, EMPRUNTS, IMPÔTS, MINISTÈRE DES FINANCES, MONNAIES, TRÉSORERIE, etc.*)

FINANCES DE L'ANGLETERRE. (*V. THOMAS PAYNE, WILLIAMS MORGAN, et ANGLETERRE*).

FLAGRANT DÉLIT. AN 1790. Débats et adoption

du titre y relatif, 364. — AN IV. Motion d'ordre sur sa définition, 277.

FLOTTES. (*Voyez MARINE*).

FOIRES. AN 1790. Décret de leur franchise, 179. — AN VII. Rejet d'une résolution concernant les halles où elles se tiennent, 182, 186, 197 et 202. (*Voyez HALLES*).

FONCTIONNAIRES PUBLICS. AN 1789. Décret qui leur défend sous peine de concussion de recevoir aucune étrenne, gratification, etc., 97. — Autre fixant les incompatibilités entre diverses fonctions, 108. — AN 1790. Décret sur leur résidence, et ordonnant à ceux absents de rentrer en France, 354. — AN 1791. Autre pour leur remplacement, 62 et 70. — Autre qui les soumet à la résidence, 89 et 90. — Autre sur l'incompatibilité de leurs fonctions avec la législature, 161. — Autre qui déclare que ceux non rentrés sont prévenus de conspiration, 318. — Autre qui fixe le mode de paiement de ceux des Colonies, 364. — AN 1792. Ne peuvent cumuler avec leurs places les fonctions législatives, 270. — Décret qui exclut des autres fonctions publiques les membres de la convention jusqu'à six ans après l'établissement de la constitution, 302. — AN I.^{er} 1793. Décret qui ordonne la poursuite des fonctionnaires qui sont à Paris pour conspirer, 24. — Rapport de celui qui exclut les membres de la convention des autres fonctions publiques, 25. — Sont comptables à tout instant de leur fortune, 136. — Décret pour en examiner la liste, 233. — Commission chargée de cet examen, 246. — Nouveau décret portant qu'ils seront tenus de rendre compte de leur fortune, 251. — Autre, relatif aux emplois exercés par des Français dans les lieux envahis par les puissances étrangères, 262. — Arrestation de tous ceux qui, y étant compris, auraient pu ou pourraient rentrer dans l'intérieur de la république, *ibid.* — AN II. 1793. Décret sur la manière de les punir pour malversations dans les domaines nationaux, 69. — AN II. 1794. Autre qui ordonne à tous ceux destitués ou suspendus de se retirer dans leur domicile, 303. — Modification au décret précédent, 306. — Pétition pour demander qu'ils soient élus par le peuple, 352. — AN III. Proposition d'examiner leur conduite au 9 thermidor, 14. — Décret pour l'aug-

mentation de leur traitement, 126. — Proposition de chasser de Paris ceux destitués; débats y relatifs, 149. — Merlin de Douai les fait renvoyer dans les communes où ils étaient au 9 thermidor, 159. — Lecointre de Versailles demande le rapport de cette loi, 182. — AN IV. Rapport de celle qui les excluait de Paris, 15. — Décret relatif à ceux détenus pour les arrestations qu'ils ont ordonnées, 25. — Restrictions à leur éligibilité déterminées par la loi du 3 brumaire, 40. — Demande par les patriotes de 1789, que ceux destitués depuis le 9 thermidor soient payés de leurs traitemens, 42. — Rédaction définitive de la loi du 3 brumaire sur les cas d'inéligibilité, *ibid.* — Rejet d'une motion contre cette loi, 51. — Propositions de donner au directoire le droit de les remplacer, 71. — Autre proposition y relative, 72. — Discussion du projet, 75, 76, 80 et 81. — Décret pour leur remplacement par le directoire, 82, 88 et 89. — Message de celui-ci relatif à ceux qui n'auraient pas prêté le serment de haine à la royauté, et proposition de les déporter, 166. — Décret conforme à ce vœu, 172 et 174. — Fixation du paiement de leurs salaires, 194 et 202. — Exclusion de Paris et de Vendôme de ceux destitués, 238, 252 et 253. — Indemnité accordée à ceux de l'état civil, 277. — AN V. Nouvelle loi pour le paiement de leur traitement, 34 et 40. — Pastoret, établit dans son rapport sur la calomnie, le droit et la nécessité de les soumettre à la censure de l'opinion publique, 57. — Loi pour le paiement en numéraire de la totalité de leur traitement, 90 et 95. — Admission aux assemblées du peuple de ceux en congé ou de retour dans leurs pays sans avoir le domicile prescrit, 170. — Décret sur le mode de remplacement de ceux qui acceptent les fonctions législatives, 194, 199, 214 et 215. — Autre qui fixe l'époque où les nouveaux doivent remplacer les anciens, 211 et 214. — Autre relatif à l'arriéré qui leur est dû en papier-monnaie, 216 et 222. — Peine de fers contre ceux qui ne feraient pas exécuter les lois contre les émigrés et les prêtres, 350. — AN VI. Arrêté du directoire qui leur enjoint de ne se donner et de ne recevoir officiellement d'autre qualité que celle

de *citoyen*, 41. — Mode de procéder contre eux, en cas d'abus de pouvoirs, 241. — Motion d'ordre sur leur comptabilité, 275. — Autre sur leurs traitemens, 281. — AN VII. Proposition d'élever un monument à ceux morts à leur poste dans les dangers publics, 26. — Rapport et rejet de la résolution relative au mode de procéder contre ceux accusés de prévarication, 221 et 224. — Discours de Lemercier, et provocation d'une taxe de guerre sur leur traitement, 234. — Loi qui établit une subvention de guerre sur leurs appointemens, 240 et 241. — Rejet de la résolution qui leur interdisait de s'intéresser dans les fournitures, 278, 279 et 289. — Résolution pour que leur témoignage soit reçu à domicile, 305. — Pétition tendante à ce que tous soient tenus de rendre compte de l'état de leur fortune avant et après l'exercice de leurs fonctions, 321. — Nouveaux débats sur la question de les exclure des fournitures, 325 et 337. — Arrêté du directoire relatif à ceux des Colonies, 333. (*Voyez ADMINISTRATION et COSTUMES*).

FONCTIONS PUBLIQUES. AN 1789. Mirabeau propose d'en rendre l'exercice graduel et successif; débats et rejet de cette mesure, 110, 111 et 115. — AN III. Débats sur la même question, 309 et 310. — AN V. Question de l'admissibilité des militaires aux fonctions civiles, 215. (*Voy. INCOMPATIBILITÉ et l'article précédent*).

FONDACTIONS et ETABLISSEMENS ECCLÉSIASTIQUES. AN 1790. Seront aliénés, 42. — La propriété des chapelles et fondations particulières est réservée aux laïques, 183. — Autre décret concernant les fondations et patronages laïques, 184. — AN 1791. Mise à la disposition nationale de celles faites en faveur des corporations supprimées, 270. — AN III. Adresse contre l'existence des rentes, droits et cens, relativement aux fondations religieuses, 54. (*Voy. BIENS DU CLERGÉ, CLERGÉ, RELIGIEUX, etc.*).

FONDS. AN II. 1794. Décret sur les détenteurs des fonds appartenans aux pays avec lesquels la république est en guerre, 289.

FONDS PUBLICS et PATRIMONIAUX. (*Voyez TRÉSORERIE et PROPRIÉTÉS*).

FORÇATS. (*Voy. GALÉRIENS*).

FORCE PUBLIQUE. AN 1790. Rapport sur son organisation, 326. — Discussion et décret y relatif, 340 et 341. — AN 1791. Mode de sa réquisition dans l'intérieur, 208 et 210. — Dispositions constitutionnelles les concernant, 240. — AN I.^{er} 1793. Décret qui règle le mode de sa réquisition, 152. — Est requise au 31 mai, 154. (*Voy. JOURNÉE DU 31 MAI*). — Son organisation constitutionnelle, 171. (*Voy. ARMÉES, GARDE NATIONALE, etc.*).

FORÊTS. AN 1789. Débats sur leurs dégradations; décret pour leur conservation, 112 et 113. — AN 1790. Autre de même nature, 181 et 219. — Mode de poursuivre les délits forestiers, 354 et 362. — AN 1791. Décret sur le mode d'évaluation des forêts, bois et tourbières, 217. — Organisation de l'administration de cette partie, 233, 246, 247, 248, 253 et 259. — AN I.^{er} 1793. Dénonciation des dégâts commis dans les forêts; et demande d'une loi répressive, 232. — AN II. 1794. Décret sur leurs gardes, 137. — Autre sur le dressement des procès-verbaux des gardes et agens forestiers, 151. — Autre relatif à ceux de Corse, 179. — AN III. Observations sur la conservation des forêts, 75. — Décret relatif aux opérations du halivage et martelage, 242. — AN IV. Décret qui autorise l'aliénation des coupes extraordinaires de bois, 73. — Message sur la législation forestière, 75. — Autre y relatif, 93. — Loi qui autorise le directoire à vendre les bois au-dessous de trois cents arpens, 97 et 98. — Autre qui lui permet de traiter pour trente années, de la jouissance de plusieurs forêts, 98 et 99. — Avis du ministre des finances sur la vente des bois, 101. — Message sur le remboursement des frais relatifs aux délits forestiers, 156. — Serment exigé des gardes, 325. — Adoption d'un projet sur les délits ruraux, 330. — Rapport par Besson sur cette partie, 362 et 363. — AN V. Loi pour le paiement des coupes de bois de l'ordinaire prochain, 5. — Discussion sur l'organisation forestière; rejet de l'aliénation des forêts, 19. — Résolution créant une administration pour cet objet, 20. — Discours de Villers contre le rapport de la commission, 118. — Résolution relative aux prestations forestières, 171. — Autre qui fixe le mode de paiement des coupes de bois, 330.

— Titre du projet relatif à l'établissement de l'administration forestière, 240. — Discussion y relative, 241. — Rejet de la résolution sur les ventes des coupes de bois nationaux, 309. — AN VI. Dénonciations contre ceux qui les agiotent et les dilapident, 50. — Motion et arrêté à la suite, ordonnant un prompt rapport sur leur administration, 147. — Arrêté du directoire, relatif à leurs agens, 153. — Rapport sur leur administration, et projets composant le code forestier, 170 à 173. (*Voy. BOIS NATIONAUX*).

FORFAITURE. AN 1789. Décret qui ordonne la poursuite en forfaiture des parlemens, tribunaux et administrations qui, dans un délai fixé, n'auraient pas inserit et publié les décrets sanctionnés par le roi, 85. — AN V. Commission nommée pour examiner les cas où elle serait encourue par les tribunaux et officiers publics judiciaires, 363. — AN VI. Rapport sur la forfaiture, 170.

FORTIFICATIONS. AN 1789. Leur nouveau système par Montalembert, 61. (*Voy. ce nom*). — AN 1791. Cours sur cette matière, par Lambert, 28. — AN II. 1794. Décret qui ôte aux généraux le droit d'en commander les travaux, 139. (*Voyez PLACES FORTES*).

FORTS DE LA HALLE. AN 1790. Leur procès avec le commissaire Serceau, 349. — AN 1791. Suite, 57. — AN 1792. Ils demandent que, pour être citoyen actif, l'on soit tenu de faire, en personne, le service de la garde nationale, 157.

FORTUNES (compte des). *Voy. DÉPUTÉS et FONCTIONNAIRES PUBLICS.*

FOUET. AN 1791. Abolition de cette peine, 270. — AN II. 1793. Chaumette en requiert la suppression dans les maisons d'éducation, 273.

FOURNISSEURS. AN 1792. Décret ordonnant un rapport contre ceux prévenus d'infidélité, 330. — AN I.^{er} 1793. Autre réglant les formes à suivre pour les contraindre à l'exécution de leurs marchés, 64. — Biroteau accuse ceux qui font des gains énormes, 147. — Baudot demande que le ministre en présente le tableau, 203. — Décret qui les comprend tous dans la mesure de l'emprunt forcé, 249. — AN II. 1793. Peine de mort décrétée contre les fournisseurs infidèles, 274. — Fabricateurs de souliers, traduits au tribunal

révolutionnaire, *ibid.* — Rapport du décret qui ordonnait l'examen de leurs demandes en indemnité, 42. — Décret qui déclare que la conduite des députés fournisseurs sera examinée, 61. — AN II. 1794. — Autre ordonnant l'exécution, à la tête de l'armée, des fournisseurs infidèles, 104. — Décret sur une confection de souliers, 107. — Réclamations contre les fournisseurs de l'équipement, 157. — Décret qui oblige chaque cordonnier à livrer deux paires de souliers par decade, 167. — AN III. Fixation du mode de traiter avec eux de gré à gré, et de leur paiement en inscriptions au grand-livre, 293. — AN V. Sont accusés de la pénurie de l'armée de l'Océan, 8. — Résolution qui leur délègue des coupes de bois en paiement, 124. — Autre relative aux ordonnances qu'ils reçoivent des ministres, 150. — Rejet de la résolution concernant ceux qui ont fourni pour des causes antérieures à la constitution de l'an troisième, 175. — Formation d'une commission pour présenter des mesures contre eux d'après une dénonciation de Jourdan de la Haute-Vienne, 352. — AN VI. Lettre d'un fournisseur de l'armée d'Italie, déclarant qu'il est obligé de voler la république pour parvenir à être payé de ce qui lui est dû, 203. — AN VII. Rejet d'une résolution qui défendait aux fonctionnaires publics d'être en même-temps fournisseurs, 278, 279 et 289. — Rapport contre les dilapidateurs et message au directoire pour connaître les marchés passés, 317. — Discussion sur l'incompatibilité de ces opérations avec les fonctions publiques, 325 et 337. — Ajournement d'un projet y relatif, 349. — Message au directoire, concernant la compagnie Rochefort, 350. — Projet adopté sur les comptes des fournisseurs, 355. (*Voy. FOURNITURES*).

FOURNITURES. AN 1791. Décret portant qu'elles seront faites par entreprise et adjugées au rabais, à l'exception des fourrages, 90 et 112. — AN 1792. Décret relatif à celles des vivres de l'armée, 165. — AN V. Rapport de Dufresne, relatif à celles des armées et aux abus qui en découlent, 335. — Résolution portant qu'elles seront adjugées au rabais, 341. — AN VI. Son rejet, 4. — Arrêté du directoire qui met au rabais celles de la guerre,

341. — Et celles de la marine, 344. — AN VII. Lettre de Millet-Mureau, ordonnant au général Chérin de confisquer les mauvaises, 234.

FOURRAGES. AN 1790. Leur sortie à l'étranger est prohibée, 315. — AN 1792. Rapport de Labergerie, et décret sur leurs transports, 111. — AN II. 1794. Arrêté du comité de salut public y relatif, 280. (*Voy. SUBSISTANCES MILITAIRES*).

FOUS. (*Voy. DÉMENCE*).

FRAIS DE PROCÉDURES. (*Voy. JUGEMENTS*).

FRANCS-MAÇONS. AN 1792. Sont proscrits dans l'île de Madère par la reine de Portugal, comme étant la première cause de la révolution française, 220 et 223.

FRUCTIDOR (décrets des 5 et 13). *Voyez* CONVENTION.

FRUCTIDOR (le 18). *Voyez* à JOURNÉES.

FUNÉRAILLES. (*Voy. ETAT CIVIL et INHUMATIONS*).

FUSÉES INCENDIAIRES. AN VI. Découvertes par Chevalier, 70 et 179.

FUSILS. AN 1791. Décret de leur distribution à divers départemens, 73. — AN 1792. Autre portant qu'il en sera distribué trois cents mille aux gardes nationales, 169. — Décret ordonnant l'achat de tous ceux de munition, de réforme, existans dans les magasins de négocians, 254. — Autre ordonnant au pouvoir exécutif de faire transférer dans les manufactures tous ceux montés ou non montés, 306. — AN III. Hommage fait à la convention d'un fusil de nouvelle fabrique, 153. (*Voy. ARMES*).

G

GABELLES. AN 1789. Demande de leur suppression par Duport, 47. — Discussion sur cet objet, 55. — Projets sur le prix du sel, 58. — Leur ajournement, 60. — Adoption de l'arrêté du comité qui supprime les commissions souveraines y relatives, 61. — Texte du décret, 62. — AN 1790. Motion de Custine pour leur suppression, 55. — Mesures pour leur remplacement par d'autres droits, 58. — Projet et discussion sur cet objet, 73, 74, 75 et 78. — Décret sur la vente et le

prix du sel, 80, 81 et 114. — Observations sur son débit dans cette circonstance, 156. — Impositions qui leur succèdent, 278 et 283. (*Voyez* IMPOTS ET SEL).

GAGISTES. (*Voyez* LISTE CIVILE).

GALÉRIENS. AN 1790. Projet demandé aux comités sur les délits des forçats, 251. — AN 1792. Mise en liberté de ceux condamnés pour crimes commis hors de France, 248. — AN I.^{er} 1793. Décret qui leur défend de porter le bonnet-rouge, 266. — AN VII. Arrêté du directoire qui ordonne que les soldats et marins condamnés aux fers seront envoyés aux bagnes du Havre et de Nice, 319. (*Voyez* BREST ET TOULON).

GARDE CONSTITUTIONNELLE DU ROI. AN 1790. Discussion sur son établissement, 318. — AN 1791. Décret à ce sujet, 275. — AN 1792. Lettre de Pétion, maire de Paris, sur le serment qu'elle doit prêter, 43. — Formule de ce serment, 45. — Plaintes de Gensonné contre sa composition, 145. — Bazire s'engage à prouver la nécessité de sa dissolution, 150. — Son discours à ce sujet, 151. — Débats qu'il occasionne, *ibid.* — Décret portant qu'elle est licenciée, 152. — Exécution de cette mesure, 157. — Dispositions qui règlent le mode de la rentrée des individus qui la composaient dans leurs corps respectifs, 162. — AN II. 1793. Exceptions à la loi qui les retient dans leur domicile, 279.

Garde du Corps législatif. AN 1792. Décret portant qu'elle sera doublée, 150. — AN III. Son organisation, 309. — AN IV. Nombre d'hommes dont elle doit être composée, 15 et 34. — Nouvelle discussion sur sa mise en activité; projet de Ronyer à cet égard, 237 et 242. — Résolution y relative, 245. — Son approbation, 250. — AN V. Décret sur la composition de ses grenadiers, 50 et 52. — Son commandant Ramel est présenté au directoire, 103. — Dévouement de la garde lors de l'incendie de la rue Saint-Roch, et témoignages de satisfaction qu'elle en reçoit, 153, 155 et 156. — Débats sur son augmentation proposée; impression des diverses opinions émises dans cette circonstance, 269. — Discussion et résolution pour son organisation; elle est rejetée, 326, 351, 352 et 359. — Elle est conduite au quartier-général de l'armée de l'intérieur par Augereau; arrestation et

déportation de Ramel son commandant, 349 *et suiv.* (*Voyez* JOURNÉE DU 18 FRUCTIDOR). — AN VI. Dispositions concernant les musiciens attachés à ce corps, 241. — AN VII. Motion de Beytz sur son organisation, 276. — Projet tendant à l'augmenter, 296. — Affaire de sa mise à la disposition du général Lefebvre; résolution portant qu'elle sera commandée par un général de division; elle est rejetée; discussion y relative, 329, 330, 331, 332, 342, 353 et 354.

Garde Départementale. AN 1792. Proposition de son organisation, par Lanjuinais; murmures et débats qu'elle occasionne, 281. — Rapport de Buzot sur cet objet, 283. — Motion de Boileau et de Biroteau en faveur de cette mesure, 295. — Pétition des fédérés marseillais, dans le même sens, 296. — Réclamation de Gonchon sur ses conséquences, 299. — Nouveaux débats sur cette question, 310, 313 et 317. — AN I.^{er} 1793. — Arrêté du département de la Haute-Loire, pour son envoi à Paris; discussion à ce sujet, 8. — Plaintes des administrateurs de cette ville, à cette occasion, 13. — Des fédérés des départemens demandent à en faire partie, 15. — Altercation entre Carrier et Thibault sur cette force, 24. — Mesures prises par le département du Var pour sa formation, 42. — Violens débats, occasionnés par les discours de Buzot et d'Isnard sur cette matière, 65. — Dénonciation, par André Dumont, d'un arrêté de la société populaire d'Amiens; y relatif, 85. — AN III. Réflexions d'Aymé Jourdan sur son utilité, 264. — AN IV. Nombre d'hommes dont elle doit être composée, 15 et 34. (*Voyez* *Garde du Corps législatif*).

Garde du Directoire exécutif. AN V. Sa présentation; discours prononcés dans cette circonstance, 90. — Décret relatif à son organisation, 307.

GARDE-MEUBLES de la Couronne. AN 1790. Fixation de ses dépenses arriérées, 113. — AN 1791. Dispositions relatives à la confection de son inventaire, 148. — AN 1792. Vol des diamans qui y étaient déposés, 262. — Détails sur cet événement, 263 et 264. — Procédure intentée contre les auteurs de ce délit, 271. — Décret qui ordonne la surséance des jugemens à rendre contre eux, 293. — AN I.^{er} 1793. Autre concernant le

recèlement de ses effets, 152. — AN II. 1793. Découverte du diamant le *Régent* ou le *Pitt*, qui en avait été soustrait; son dépôt à la trésorerie, 81. — AN II. 1794. Abrogation de cette mesure, 244. — Condamnation de l'un des voleurs, 256. — AN III. Jugement de plusieurs autres, 186. — AN V. Gratification accordée à leur dénonciatrice, 15.

GARDE NATIONALE. AN 1789. Motion de Mirabeau pour sa création; elle est écartée par Biazat, 16. — Reproduite par Guillotin et par les Electeurs, 18. — Débats sur cette demande, 20. — Nouvelles instances pour son organisation, 21 et 113. — On l'appelle au maintien de la tranquillité publique, 35 et 60. — AN 1790. Prête serment de fidélité à la nation, à la loi et au roi, 8. — Motion de Fauchet pour que Lafayette en ait le commandement général, 28. — Mesures relatives à son régime intérieur, 121. — Décret portant que le commandant de celle d'un département ne pourra étendre son autorité au-delà de ses limites, 160. — Discussion sur son uniforme, 200. — Décret qui la fixe, 201. — Proclamation du roi pour la nomination des officiers, 211. — Détermination et forme du bouton, 249 et 359. — Débats sur son armement, 306. — Et sur les qualités nécessaires pour y être admis, 341. — Examen de son organisation, par Giraudet, 346. — Invitation au roi de lui procurer des fusils, 353. — AN 1791. Nouvelle forme de bouton uniforme; décret portant que son service sera compté comme service effectif, 18. — Autre pour l'armer de fusils, 30. — Exception de service personnel accordée aux personnes âgées de 60 ans, 54. — Adoption d'un article sur son organisation, 119. — Décret pour l'avancement de ceux de ses membres qui ont servi dans la ligne, 130. — Dispositions pour sa mise en activité, lors de la fuite du roi, 174. — Et l'armement de celle des frontières, 176. — Organisation de 97 mille volontaires, et leur répartition par divisions militaires, 204, 210, 229, 230, 233 et 275. (*Voyez BATAILLONS AUXILIAIRES*). — On charge les départemens de fournir à leurs besoins, 248. — Lettre du ministre de la guerre sur cette levée, 257. — Décret qui la remercie de ses bons services, 276. — Articles portant que les enfans de ceux qui en font partie, pourroit être admis aux places de sous lieutenans,

320. — AN 1792. Pétition pour en faire le service en habit bourgeois, 157. — Désignation de ceux y assujétis, 170. — Licenciement des états-majors, 186. — Sa mise en réquisition permanente à l'occasion des dangers de la patrie, 188. — Nouvelles dispositions relatives à son service intérieur, 213. — AN I.^{er} 1793. Suppression des grenadiers et chasseurs, 265. — AN III. Décret qui ordonne son payement sur le pied de guerre, en cas de déplacement, 107. — Nouveaux articles sur son organisation, 181, 224, 254, 271 et 288. — AN IV. On en dispense les fonctionnaires publics, 3. — Autres dispositions concernant sa solde dans les cas d'activité extraordinaire, 126 et 127. — Arrêté du directoire sur son organisation, 188. — Son message à ce sujet, 230. — AN V. Résolution ayant trait au service, 1 et 10. — Nouveau message du directoire sur cette partie de l'administration publique, 78. — Demande de sa réorganisation, 300. — Rapport de Pichegru concernant ses fonctions et sa discipline, 305. — Discussion qu'il occasionne; adoption de son projet, 309, 312, 313, 316 et 323. — Son approbation par le conseil des anciens, 325, 329, 330, 335, 336 et 350. — Rapport de cette loi le 18 fructidor; 350. — AN VI. Mesures prises par le directoire pour y suppléer, 145 et 241. — Rapport de Sherlock sur la nécessité de l'organiser, 274. — Réélection des officiers, *ibid* et 275. — Projet de Garreau pour sa réorganisation totale, 305. — Sa discussion; débats, 306, 307, 308, 309, 311 et 312. — Approbation de cette résolution, 317.

Garde Royale et Seigneuriale. AN 1790. Son abolition, 66.

Gardes Champêtres. AN III. Décret qui en établit dans toutes les communes rurales de la république, 293. — AN VI. Discussion et texte d'un projet y relatif, 135 et 136. — AN VII. Son renvoi à une nouvelle commission, 153 et 155.

Gardes-du-Corps. AN 1790. Offrent d'escorter la députation envoyée à Paris; l'assemblée leur vote des remerciemens, 19. — Leurs repas; leurs insultes à la cocarde nationale; leur conduite et leurs dangers aux 5 et 6 octobre, 68 à 72. (*Voyez VERSAILLES et JOURNÉES des 5 et 6 OCTOBRE*). — Réclamations de ceux qui sont à Troyes contre

la participation qui leur est attribuée aux évènements précédens, 105. — AN 1791. Décret qui ordonne leur licenciement, 177. — Leur conduite lors de la fuite du roi, 179.

Gardes Employés aux armées. AN III. Sont assimilés pour le traitement aux gardes employés dans les places de guerre, 344.

Gardes - Françaises. AN 1789. Faits relatifs aux troubles antérieurs (V. *la Table de l'Introduction*). Enlèvement par le peuple de deux soldats de ce corps, arrêtés pour indiscipline; députation et débats à l'assemblée à leur sujet, 12. — Suite et décret pour demander leur grâce au roi; elle est accordée, 13. — Esprit de liberté qui règne parmi eux, 14. — Leur réunion aux Parisiens au nombre de trois mille, 21. — Ils arrivent sous les murs de la bastille, commandés par le Sergent Wagnier et Labarthe, et suivis d'une foule de citoyens sous les ordres d'Hulin, 22. — Sauvent les invalides de la fureur du peuple, 23. — Quittent leur poste à Versailles et se joignent aux bataillons de Paris, 34. — Refusent une médaille d'or que leur décerne le conseil municipal, 37. — Leur projet de redemander la garde du roi, 63. — AN 1790. Payemens faits à leurs officiers, bas-officiers, commissaires des guerres, prévôts et aumôniers non employés, 98 et 165. — AN 1792. Ils se plaignent des vexations qu'ils éprouvent, 28. — Sont organisés en compagnies, 287. — AN II. 1793. Mesures pénales contre leurs anciens chefs, 279. — Leur expulsion de l'armée du Rhin et pourquoi, 17. — Décret qui les y réintègre, *ibid.*

GARDES MAGASINS. AN II. 1793. Décret sur le mode de délivrance des bons pour récépissés par eux donnés aux fermiers ou propriétaires de grains, 85.

GARDES-NATIONALES. (Voy. *BATAILLONS-AUXILIAIRES, FÉDÉRÉS, VOLONTAIRES, etc.*).

Gardes de la Porte du Roi. AN 1791. Décret pour leur liquidation, 243.

Gardes - Suisses. (Voyez *la Table de l'Introduction*). AN 1789. Quittent leur poste à Versailles pour se réunir aux bataillons de Paris, 34. — AN 1790. Leurs différends avec les chasseurs-nationaux; détails y relatifs, 130. — AN 1791. Décret portant invitation au roi de donner des ordres pour la con-

fection d'un règlement sur ce régiment, 259. — AN 1792. Décret qui les éloigne de trente mille toises de Paris, 201. — Lettre du ministre de la guerre relative aux obstacles apportés au départ de ces bataillons, 219. — Détermination du mode de levée des scellés apposés sur leur caisse et effets, 288. (Voy. *CENT-SUISSES*).

GARENCES. (Voyez *HOFFMANN*).

GARNISERS. AN V. Leur création, 47. (Voy. *CONTRIBUTIONS*).

GARNISONS. (V. *INFANTERIE, PLACES, etc.*).

GAROTTEURS DE LA BELGIQUE. (Voy. *BRUXELLES*).

GENDARMERIE NATIONALE. AN 1790. Sa nouvelle organisation, 358, 359 et 360. — AN 1791. Autres dispositions y relatives, 18. — Lettre du ministre de la guerre à ce sujet, 107. — Décret portant que les officiers de ligne pourront concourir pour les emplois supérieurs de ce corps, 114. — Organisation en compagnie de gendarmerie du régiment de l'Ile-de-Corse, 155. — Décret qui enjoint à ses officiers de se rendre à leur poste, 174. — Article sur son organisation, 175. — Impression de la liste de ses chefs, 236. — Confirmation des nominations faites par les départemens, 255. — Proposition concernant son organisation provisoire, 321. — AN 1792. Répartition de ses quinze cents brigades, 7. — Mesures pour leur formation, 76. — Et leur complément, 89. — Réduction du nombre des officiers, 95. — Nouvelles dispositions relatives à son organisation, 97, 98, 103 et 282. — Retraite accordée aux officiers licenciés, 257. — AN II. 1793. Loi pénale contre les gendarmes qui laisseraient échapper leurs prisonniers, 45. — AN II. 1794. Autre, 168. — AN III. Rapport et décret sur l'organisation de ce corps, et sur les moyens de le compléter, 99, 108, 109, 149 et 161. — AN IV. Loi qui lui accorde la surveillance des déserteurs, 54 et 69. — Discussion des projets précédens, 273 et 285. — Adoption de celui de Gossuin, 298 et 300. — AN V. Nouvelles dispositions à ce sujet, 116. — Rapport de Lacuée en faveur de cette résolution, 135. — Son ajournement, 136. — Réflexions qu'elle occasionne, 137. — Son approbation, 151, 156, 167 et 192. — Plaintes de Lenormand contre sa non exécution, 267. — Rap-

port

port de Willot et projet pour sa réorganisation totale; discussion et résolution y relative, 313, 314 et 329. — Jarry-Desloges en propose l'approbation; elle est rejetée, 332 et 334. — Autre résolution qui autorise le directoire à rectifier les choix qu'il a faits pour ce corps, 355. — Son approbation, 357. — AN VI. Modification apportée à la loi du 25 pluviôse sur son organisation, 16. — Création d'un nouveau jury pour le choix de ses sous-officiers et soldats, 21. — Formation de celle des départemens de la Belgique, 40 et 57. — Nouveau rapport et décret sur sa réorganisation, 124, 168, 169, 171, 207 et 214. — Nomination de Kellermann pour cette opération, 136. — Arrêté qui lui confie l'exécution des lois sur les militaires, conscrits et déserteurs, 340. — AN VII. Autre sur le mode d'avancement des gendarmes, 128. — Dispositions sur leur service et l'obligation où ils sont de rejoindre les brigades qui leur ont été assignées, 154. (*Voyez MARÉCHAUSSÉE*).

GENDARMERIE DES TRIBUNAUX. AN 1792. Création de deux nouvelles compagnies, 100. — Mesures pour son organisation, 251. — AN II. 1794. Elle félicite la convention de son décret en faveur de l'Être-Suprême, 252. — Sa conduite au 9 thermidor, 317. — AN III. Dispositions relatives à son easement, 239. — Elle entoure les membres de la convention dans la journée du 1.^{er} prairial, 245.

GENDARMES de la garde du roi. AN 1790. Payement de leurs pensions, 111.

GENDARMES employés à l'armée. AN 1792. Décret qui les y envoie, 140. — Supplément de solde qui leur est accordé, 176. — Formation de deux nouvelles divisions, 188 et 200. — Dispositions relatives à la nomination des officiers, 227. — Désordres commis à Cambray par ceux de la première et deuxième division, 289. — AN I.^{er} 1793. Conduite ferme de Custine à l'égard de plusieurs d'entr'eux, 54. — Leur insubordination, 89. — Mesures organisatrices, 122. — Fixation de leur solde, 141 et 151. — Traits de courage de ceux du 10 août; lâcheté de plusieurs autres dans la guerre de la Vendée, *ibid* et 169. — Décret qui mande à Versailles ceux des départemens insurgés, 184. — AN II. 1794. Réhabilitation de ceux licenciés par Custine, 115. — Accueil fait à ceux de la convention de re-

tour à Paris, 122. — Ils attestent le civisme et la bravoure de Westermann, 157. — Dispositions pénales contre ceux qui laissent évader leurs prisonniers, 168. — Incorporation de ceux licenciés à l'armée du Rhin, 189. — Adresse de la trente-troisième division; son éloge par Thuriot et Tallien, 255. — Son amalgame avec plusieurs autres, 270. — Secours accordés aux veuves et enfans de ceux morts pour la liberté, 314. — AN III. Ils sont chargés de protéger l'arrivage des subsistances, 204. — Licenciement des trente-deuxième et trente-cinquième divisions, 251. — Adresse de ceux composant la trente-unième, 270. — Décrets de conservation de plusieurs d'entr'elles, 344 et 360.

GÉNÉRALE. AN III. Décret portant peine de mort contre quiconque la battra ou la fera battre sans autorisation légale, 248.

GÉNÉRAUX. AN 1792. Décret qui met cent cinquante mille francs à leur disposition, 123. — Ils sont investi du droit de faire des réglemens, 134. — Autorisés à nommer des commandans dans les places de guerre menacées, *ibid*. — Fixation des règles à suivre par eux dans les pays où ils porteront leurs armes, 352. — Décret qui détermine les classes d'individus qu'ils excluront des places dans les pays conquis; texte d'une proclamation à faire par eux aux peuples rendus à la liberté, 353. — AN I.^{er} 1793. Rapport du décret qui accordait une récompense de trois mille livres à ceux qui avaient bien servi le patrie, 252. — AN II. 1793. Et de celui portant qu'il ne pourraient être traduits au tribunal révolutionnaire que d'après un décret de la convention, 35. — AN II. 1794. Mode d'exécution de ceux condamnés à mort, 104. — Décret qui leur retire le droit de nommer des commandans temporaires, 106. — Et leur ôte la faculté d'ordonner des travaux de fortification, 139. — Expulsion de Paris et des places fortes de ceux en non activité de service, 207. — AN V. Rapport d'Aubry pour l'organisation de conseils de guerre chargés de prononcer sur le sort de ceux inculpés, 99. — Discussion de son projet, 103. — Son adoption, 116. — Rejet de cette résolution, 131. — AN VII. Discussion sur l'union de la qualité de général avec celle de député, 165. (*Voy. SHERLOCK et OFFICIERS-GÉNÉRAUX*).

Table alphabétique.

GÉNIE (corps du). AN 1790. Son organisation, 253, 254, 298 et 342. — AN 1791. Nomination des inspecteurs généraux, 159. — Décret sur les écoles qui lui sont affectées, 260. — AN 1792. Autres sur les aspirans, 60. — AN II. 1793. Et la réunion des compagnies de mineurs à ce corps, 34. — AN II. 1794. Décret qui transporte à Metz l'école de Mezières, 146. — Règlement du comité de salut public, relatif aux qualités nécessaires pour y être admis, 266. — AN III. Nouvelles dispositions concernant cette arme, 85. — Rapport d'Aubry, et organisation de ce corps, 168. — AN IV. Concours pour l'admission, 21. — Formation des écoles, 35. — AN VI. Notice sur les dessins de Baltard, à l'usage de ceux qui en font partie, 27.

GENS DE LETTRES. AN 1790. Plan de Knapen fils, pour en former une société, 252.

GENS DE MER. (*Voy. MARINE*).

GÉOGRAPHIE. AN II. 1794. Planches de cartes générales de la Belgique, par Ferrari, retrouvées et réunies au dépôt de la guerre, 335. — AN VII. Notice d'une carte physique de la France, au moyen d'une nouvelle méthode de nivellement, par Dupain-Triel, 341.

GIRONDE et GIRONDINS. (*Voy. DÉPUTÉS*).

GOVERNEMENT FRANÇAIS. AN III. Exposition de ses principes par Boissay-d'Anglas, 124, 125 et 126. — Opinion de Jeanbon Saint-André sur les moyens de resserrer son action, 225. — Projet tendant à le confier aux seuls comités de salut public et de sureté générale, 229. — Discussion y relative, 233, 308, 334 et 335. — AN V. Brochure de Lacretelle aîné, sur son système, 163. — AN VII. Examen d'un chapitre intitulé : *Considérations politiques et morales sur la France constituée en république*, 58. (*Voy. FRANCE et CONSTITUTIONS*).

GOVERNEMENT MILITAIRE. AN II. 1794. Invitation aux Jacobins de se mettre en garde contre son établissement, 309.

Gouvernement monarchique. AN 1789. Sa définition; décret portant qu'il n'y a point d'autorité supérieure à la loi; que le roi ne peut exiger l'obéissance que par elle; discussion de l'article relatif à l'exercice de la sanction; il est adopté avec quelques changemens dans les mots, 61.

— AN 1792. Son abolition, 266. (*Voy. FRANCE, MONARCHIE et CONSTITUTIONS*).

Gouvernement révolutionnaire. AN II. 1793. Décret qui l'institue jusqu'à la paix, 21 et 23. — Rapport de Billaud Varennes sur ce mode de gouvernement, 60 et 62. — Décret qui augmente son action, 70. — Suite de son organisation, 72 et 76. — Observations en sa faveur, 80. — Discours de Chaumette à la commune, sur son exécution, 83. — Circulaire du comité de salut public y relative, 95. — Rapport de Robespierre sur ses principes, 97. — Discours de Cambon sur la nécessité de concentrer son action dans la convention, 320. — Discussion à ce sujet, 321. — Vœu général des députés en faveur de ce gouvernement, 327. — Rapport de Goupilleau, de Fontenay, sur la régularisation de ses mouvemens, 332. — Renvoi aux comités d'une proposition de Lecointre, dans le même sens, 341. — Projet de Tallien pour en déterminer les bases; débats qu'il occasionne, 343. — Ajournement de celui de Lanthenas, 351. — Adresses de Dijon et des administrateurs des Bouches-du-Rhône, pour son exécution littéraire, 352 et 354. — AN III. Proposition de Dubois Crancé pour sa continuation jusqu'à la paix, 1. (*Voyez SOCIÉTÉS DES JACOBINS*).

GOVERNEMENS. AN 1791. Réflexions sur celui qui conviendrait le mieux à la France, 290. — AN IV. Analyse d'un ouvrage de Chéral-Montréal sur cette matière, 90. — AN VI. Article sur la lutte qui s'établit en Europe entre ceux héréditaires et représentatifs, 334.

Gouvernemens de Province. AN 1791. Leur abolition, 52.

GOUTTE. AN VII. Recette contre cette maladie, trouvée par la société d'humanité de Londres, 182.

GRACE (*Voy. DROIT et LETTRES DE GRACE*).

GRADUALITÉ DES FONCTIONS PUBLIQUES. (*Voy. FONCTIONS PUBLIQUES*).

GRADUALITÉ DES PEINES. (*Voy. CODE CRIMINEL et PEINES*).

GRAINS. AN 1789. Prohibition de leur exportation, 14, 48 et 55. — Historique de leur accaparement par la cour, 57 et 58. — Propositions sur leur commerce, 83. — Autre pour le paiement en cette nature des sommes dues par les États-Unis,

85. — Décret pour leur saisie , 90. — Proclamation du roi , accordant une prime pour leur importation , 94. — Plaintes de Dubois-Grancé contre leur exportation par la Champagne et la Lorraine , 100. — Autre dénonciation de même nature ; peine de mort demandée contre ce délit , 111. — Histoire de la législation sur cette partie , 113. — Considérations sur leur commerce , 120. — AN 1790. Le comité des recherches est chargé de pourvoir à leur libre circulation , 126. — Décret pour l'assurer dans le Cantal , 154. — Nouvelles observations sur leur législation , 184. — Dispositions pour leur transport par le canal du Midi , 230. — Autre décret pour leur libre circulation dans l'intérieur , 257 et 259. — Mode de vente de ceux qui appartiennent à la nation , 318. — Mesures pour leur circulation dans les départemens du Nord , 343. — AN 1791. Loi pénale contre ceux qui s'y opposeraient désormais , 263. — AN 1792. Décret qui prohibe leur exportation , 2. — Autre qui fixe les formalités à remplir par les municipalités des ports où il s'en fait des exportations et des chargemens , 30. — Compte rendu par le ministre Cahier , sur l'approvisionnement et la circulation , 59. — Décret pour leur sortie des départemens menacés , 255. — Autre qui en ordonne le recensement dans toutes les communes , 262 et 263. — Peine de mort contre quiconque en exportera de France , 342 et 345. — Mode d'exécution de celui qui destine 12 millions pour leur achat , 330. — AN I.^{er} 1793. Leur répartition entre les départemens méridionaux , 61. — Mesure pour un nouveau recensement , 125. — Payement de ceux fournis en 1789 par une compagnie anglaise , 148. — Décret qui en ordonne le recensement général ; peines contre les déclarans infidèles , 231. — Le commerce en est interdit , 248. — Décret relatif à la cargaison de ceux arrivant de l'étranger , 251. — Etablissement de corps d'observations aux embouchures du Rhône , de la Loire et de la Seine , pour en empêcher la sortie , 265. — AN III. Décret qui prohibe toutes ventes lorsqu'ils sont en verd et pendant par racine , 279. — Texte de celui rendu sur ce genre de commerce , 309. — Arrêté du comité de salut public , pour en favoriser la circulation , 363. — AN IV. Loi sur leur police ,

10 et 11. — Message du directoire y relatif , 112. — Décret pour la perception de deux cent cinquante mille quintaux de blé dans le département de la Seine et autres voisins , 256 et 257. — AN V. Rapport , discussion et décret sur cette matière , 103 , 151 , 217 , 218 et 267. — AN VI. Envoi , par Léonard-Bourdon , d'un plan de législation sur leur commerce , 344. — AN VII. Arrêté du directoire concernant leur circulation dans les départemens limitrophes , 263.

GRAND-LIVRE. (*Voy.* DETTE PUBLIQUE).

GRANDS-HOMMES. AN 1791. Décret sur les honneurs qui leur seront rendus , 95. (*Voyez* PANTHÉON).

GRANDS PROCURATEURS *près la haute cour nationale.* (*Voy.* HAUTE-COUR).

GRAS-DE-CAISSE. AN 1790. Décret portant qu'ils seront versés dans celle de l'extraordinaire , 352.

GRAVEURS. AN 1791. Décret pour leur encouragement , 263. — AN I.^{er} 1793. Mesures pour la conservation de leurs propriétés industrielles , 202. — AN V. Ils sont exemptés du droit de patentes , 30 et 90.

GRAVURES. AN II. 1793. Plaintes de Thibault contre leur destruction ; sous prétexte de féodalité ; décret répressif de ces actes , 33. — AN VI. Livraison de celles du Musée des monumens français , 109 , etc. (*Voy.* AL. LENOIR). — Hommage de la collection d'Helmann , représentant les principales journées de la révolution , 220. — Annonce de cet ouvrage , 260. — AN VII. Notice sur celles des tableaux de la galerie du Palais-Royal , 134.

GREFFES DOMANIAUX. AN 1791. Remboursement de ces offices , 163.

GREFFES DES TRIBUNAUX. AN IV. Rejet de la résolution sur les objets y déposés et non réclamés , 193. — Nouvelle résolution à ce sujet , 194. — Son approbation , 197. — AN VI. Proposition de les mettre en régie , 219. (*Voy.* TRIBUNAUX).

GREFFIERS. AN 1790. Décrets relatifs à leur nomination , 218. — AN I.^{er} 1793. Incompatibilité de leurs fonctions avec celles de notaires , 68. — AN VII. Nouvelles dispositions de ce genre , 213. — Résolution sur leurs traitemens , 249 et 264. — Son approbation , 269. (*Voyez* TRIBUNAUX).

GREFFIERS DE PAIX. AN V. Décret qui les met à la nomination des juges de paix, 41 et 91. (*Voyez JUGES DE PAIX*).

GRENADIERS. (*Voyez BATAILLONS, GARDE-NATIONALE et GARDE DU CORPS LÉGISLATIF*).

GRENADIERS DE L'ARMÉE. AN III. Exécution à Aix-la-Chapelle, de six d'entre eux, auteurs d'une rébellion ; leur dernier cri est : *Vive la république !* 359.

GRENADIERS DE LA CONVENTION. AN I.^{er} 1793. Leur bravoure dans la défaite de Fontenay, 151. — AN II. 1794. Haute paye qui leur est accordée, 126.

GUERRE. AN 1792. Mémoires historiques sur celle de 1757, par de Bourcet, 135. — AN III. Tableau de ses événemens depuis la prise de Toulon jusqu'à la conquête d'Amsterdam, 265. — AN IV. Etablissement d'une taxe pour subvenir à son entretien, 43. — AN VII. Lettre d'un Autrichien sur ses désavantages pour l'Autriche, 107. — Instruction sur le mode d'évaluation de ses ravages, 138. (*Voyez ARMÉES, CAMPAGNES DES FRANÇAIS, CONVENTION NATIONALE, CORPS LÉGISLATIF, DIRECTOIRE et POUVOIR EXÉCUTIF, MINISTÈRE, LOUIS XVI, FRANCE et les diverses puissances de l'Europe*).

GUIDES. AN 1792. Leur formation en compagnies, 117 et 119.

GUILLOTINE. AN 1789. Rapport de Guillotin pour la substitution d'un seul genre de supplice à ceux existans, 70. — Adoption de son projet, 101. — Réflexions sur cette machine, à laquelle on donne son nom, 118. — AN II. 1794. Murmures occasionnés par un pétitionnaire qui venait offrir à la convention une somme pour la réparer ; il est chassé de la barre et conduit au comité de sûreté générale, 198. — AN IV. Lettre de Scœmmering sur ce supplice, 48. — Observations sur cette lettre, 50. — Autre sur le même objet, 54. (*Voyez EXÉCUTIONS*).

H.

HABILLEMENT DES TROUPES. AN I.^{er} 1793. Discussion sur les marchés y relatifs, 22. — Vues de Target sur cette partie, 50. — Ses énormes

dépenses dénoncées par Cambon, 147. — Décret qui casse un marché y relatif, 193. — Autre pour prévenir les dilapidations dans cette partie du service des armées, 203. — Autre contre les agens de l'administration de l'habillement, 217. — Il sera établi une administration y relative, dans chaque corps armé de la république, 244. — AN II. 1794. Décret d'accusation contre les dilapidateurs de l'administration générale, 104. — Autre les concernant et pour l'examen de sa situation, 128. — Autre contre les administrateurs, 146. — Dénonciation contre les fournisseurs, 157. — Décret concernant l'habillement et l'équipement, 184. — Autre relatif aux effets distraits par les militaires, 215. — Autre relatif à leur remplacement, 334. — AN IV. Arrêté du directoire sur cet objet, 174. — AN VII. Autre pour la nomination d'agens chargés de presser l'habillement des conscrits, 216.

HAQUENÉE. AN 1790. Présentation de la haquenée, abolie par la cour de Naples, 543.

HALLS. AN IV. Proposition de rapporter la loi qui laisse à leurs propriétaires la faculté de les louer, 237. — Rapport et projet de Sonthonax sur la propriété et l'usage de ces bâtimens, 557. — AN VII. Discussion et résolution, 54 et 146. — Elle est débattue et rejetée, 182, 186, 197 et 202.

HARAS. AN 1790. Suppression de leur régime prohibitif et de toutes les dépenses publiques pour cet objet, 30. — Mémoire y relatif, par Lafond-Poulotty, 48. — AN 1791. Décret pour la résiliation des baux de tous les bâtimens consacrés à leur usage, 21. — Autre pour le payement des dépenses qui les concernent, 51.

HAUTE-COUR NATIONALE. AN 1790. Projet de son organisation, 299. — AN 1791. Décrets qui l'établissent, 40 et 91. — Elle est installée à Orléans, 95. — Compte de ses travaux, 188. — AN 1792. Rapport et discussion sur sa compétence, 8, 9 et 10. — Installation des deux grands procureurs, 20. — Ils écrivent que le pouvoir exécutif n'a pris aucune précaution pour leur installation, *ibid.* — Décret pour accélérer sa formation, 29. — Autre qui établit un commissaire du roi près ce tribunal, 144. — Compte rendu de

l'état des procès, 150. — Inquiétude sur le peu de sûreté de ses prisons, 203. — Mesures prises à ce sujet, 206. — Projet pour accélérer sa marche, 240. — Autre, portant que ses jugemens ne seront point sujets à cassation, 244. — Réponses aux reproches d'inaction faits à ce tribunal, 250. — Lettre annonçant que, contre le vœu de la loi, les prisonniers sont en route pour Paris, *ibid.* — Leur massacre à Versailles, 258. — Décret qui supprime les grands procureurs, 271. (Voyez CONSPIRATIONS, DELESSART, NOIBOT, TANDY et ORLÉANS).

HAUTE-COUR DE JUSTICE. AN IV. Déclaration du renvoi pardevant elle, du représentant Drouet, 296. — Question sur l'appel en cassation de ses jugemens, *ibid.* — Décret qui lui attribue les poursuites des coaccusés de Drouet et de tous les prévenus de complicité avec un député ou directeur qui serait accusé, 297 et 299. — Rapport sur diverses questions concernant son organisation, 306 et 307. — Discussion du projet; sa conversion en loi, 309, 310, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 321, 327, 328 et 329. — Projet tendant à soumettre ce tribunal à l'accusation en forfaiture, 320. — Liste des membres qui le composent, 328. — Proclamation qui le convoque à Vendôme pour le jugement de Drouet et de ses coaccusés, 330. — Exclusion de cette ville de tous ceux qui n'y étaient pas domiciliés antérieurement à sa formation, 359 et 360. — Proposition d'accorder trois défenseurs aux prévenus, 364. — Lettre sur le projet des accusés de traîner leur procès en longueur, *ibid.* — AN V. Demande de fonds par le président de la Haute-cour, 2. — Il en est mis à sa disposition, 10. — On annonce son installation à Vendôme, 24. — Jugement du déclinatoire des accusés, 26. — Ils se décident à répondre sans renoncer à l'appel au tribunal de cassation, 37. — Leur interrogatoire secret; sept d'entre eux refusent de répondre, 55. — Fin des interrogatoires secrets; signification aux prévenus du jugement du tribunal de cassation, portant qu'il ne peut connaître de leur affaire, 56. — La haute-cour admet treize excuses de hauts-jurés sur vingt-quatre qui lui étaient adressées, et rejette la demande de Babeuf, de faire entendre des témoins

de Constantinople, d'Alger et de l'Amérique, 62. — Liste générale des haut-jurés qui la composent, 65. — Lettre de son président, annonçant leur prochaine convocation, 78. — Arrestation de Félix, prévenu de complicité dans le procès, 104. — Huit prévenus acceptent l'envoi d'un paquet de la procédure; soixante-six le refusent, 105. — Complot de plusieurs détenus, tendant à se débarrasser de Pillé, l'un d'eux, qui a fait des aveux précieux, 111. — Résolution qui déclare que les fonctions de haut-juré ne sont pas incompatibles avec celles de commissaire directorial, 120. — Elle est rejetée, 130. — Adjonction de deux juges suppléans aux cinq juges de la haute-cour, 133 et 134. — Méintelligence entre les détenus, 144. — Fixation au 2 ventôse de l'ouverture des débats, 156. — Détails de la première audience; discours de Babeuf; Agier, nommé juge suppléant, se recuse, comme ayant été, dit-il, porté sur une liste de proscription par les prévenus; cette excuse n'est point admise; conduite diverse des prévenus; l'audience se termine par l'hymne des Marseillais, 157. — Liste des jurés et adjoints, 158. — Déclarations de la contumace de Drouet, Félix Lepelletier, Robert-Lindet, Rossignol, etc., 159. — Réal embrasse la défense de plusieurs prévenus, 160. — Discours des accusateurs nationaux Vieillard et Bailly, pour prouver l'existence de la conspiration, 163. — Discussion de la demande des prévenus, pour faire rayer Grisel de la liste des témoins, 171. — Débats, 172. — Agitations violentes de la part des accusés, à la vérification des pièces de la procédure, 175. — Discours véhément de Germain contre Guillaume, et de Babeuf contre le président, 178. — Procès-verbal et lettre du président sur la conduite des accusés qui ont troublé les débats, par des personnalités et des chants accompagnés de gestes menaçans; débats aux cinq-cents à ce sujet, *ibid.* — Reprise des séances; détails et continuation des débats sur la conspiration, 184. — Interrogatoire de Babeuf et autres, 185. — Débats sur le même; la parole lui est retirée, 186. — Suite de son interrogatoire; sa défense; mécontentement qu'elle excite, 187. — Suite des interrogatoires, 190. — Rapport et propositions sur les plaintes de la haute-cour

contre les prévenus ; adoption de l'ordre du jour, *ibid* et 191. — Audition des témoins, 192. — Suite des interrogatoires, 197, 198, 202, 203, 206, 207, 208, 209, 211, 212, 213 et 214. — Discours de l'accusateur national Bailly, 222. — Ses conclusions contre plusieurs prévenus ; on leur accorde quatre jours pour répondre, 224 et 226. — Défense de Babeuf, 230 et 233. — Elle est réfutée par Vicillard ; Germain est entendu, 235. — Babeuf termine sa justification ; celle de Didier, 236. — Celle de Buonarrotti, et sa réfutation, 238 et 239. — Celles de Pillé, Massard et Moroy, 239. — Celle de Vadier, 240 et 241. — Maurice Roy se plaint de la violation du secret des lettres, 240. — Amar fait l'éloge du gouvernement révolutionnaire ; il est réfuté par l'accusateur Vicillard, 241. — Blondeau, Laignelot, Ricord, Réal, Cordas, Antonelle, Philippe, Baglier père et fils, et Amar sont entendus, 242 et 243. — Babeuf répond au discours de l'accusateur ; défenses de Duplai père et fils, de Pottoseu et de Buonarrotti, 245. — Discours du défenseur Réal, 247 et 249. — Le président fait le résumé de la procédure, lit les articles de la loi du 3 brumaire, et présente les questions ; les jurés se retirent pour délibérer, 250. — Condamnation à mort de Babeuf et Darthé, 252. (Voyez BABEUF, DROUET et autres prévenus, VIEILLARD, BAILLY, RÉAL, etc.)

HERÉDITÉ. (Voyez SUCCESSIONS).

HERÉDITÉ DE LA COURONNE. (Voyez MONARCHIE et la Table de l'Introduction).

HISTOIRE. AN 1790. Histoire de France, depuis la mort de Louis XIV jusqu'à la paix de Versailles, par Fantin - des - Odoarts, 8. — Histoire de la Sorbonne, 290 et 292. — Vie des Surintendans et Contrôleurs - généraux des finances, depuis Enguerrand de Marigny, jusqu'à nos jours, 307. — Mémoires historiques sur la France, 317. — Collection historique des Mémoires du règne de Louis XV, 341. — AN 1792. Histoire d'Angleterre, traduite par Guiraudet, avec des notes de Mirabeau, 45. — Histoire de la prétendue révolution de Pologne, par Méhée, 155. — AN II. 1793. Mémoire à l'assemblée sur les altérations de celle de France, 38. — AN III. Notice sur une d'Angleterre, 114. — AN IV. Autre, intitulée : Histoire abrégée de l'Empire

Britannique, depuis 1792, 220. — AN VII. Abrégé de celle de la Grèce, jusqu'à nos jours, 185.

HISTOIRE NATURELLE. AN 1789. Analyse de celle des serpens, par Lacépède, 99. — Manière de conserver les bois de chêne, par Acrel, 116. — Dissertation sur la plante de la tourette, apportée du Pérou par Dombay, 118. — AN 1790. Précis sur la canne à sucre, 117 et 124. — Flore des environs de Paris, par Thuillier, 230. — AN 1792. Histoire abrégée de la mer du Sud, par Delabat, 52. — De l'influence du printemps et de l'été sur l'aiguille aimantée, par Cassini, 99. — AN I.^{er} 1793. Rapport sur les productions d'histoire naturelle, recueillies par Louis Richard, 78. — AN III. Hommage d'un ouvrage sur les caractères extérieurs des fossiles, 256. — AN VI. Découverte d'une plante filamenteuse, 168. — Collection précieuse apportée par le capitaine Baudin, 265 et 304. (Voyez son article). — Formation d'un volcan dans la Guadeloupe, 341. — AN VII. Ouvrage sur les fossiles de Dax, 51. — Détails du *Morning Chronicle*, sur un serpent prodigieux, 59. — Ouvrage latin sur les insectes, 250. — Notice sur un tableau méthodique d'histoire naturelle médicale, par Peyrilhe, 354. — Hommage de l'histoire naturelle et mécanique des plantes, 361. (Voyez BOTANIQUE).

HONORABLES MEMBRES. AN 1791. Décret qui exclut cette expression du procès-verbal, 289.

HOMMES DE COULEUR. AN 1791. Demandent à être admis dans la classe des citoyens actifs, 152. — Menacent d'émigrer, si on les laisse sous le despotisme des blancs, 136. — Décret sur leur état politique, *ibid*. (Voy. COLONS, COLONIES et NOIRS).

HOPITAUX. (Voyez HOSPICES).

HORLOGERIE. (Voyez BESANÇON).

HORS LA LOI (misc). AN I.^{er} 1793. Sont mis hors la loi les agens de rébellions contre le recrutement et les individus arborant les signes de royauté, 80. — Même mesure contre Dumourier, 96. — Et contre les députés fugitifs à la suite du 31 mai, 212. — Les biens des individus dans ce cas sont déclarés acquis à la république, 214. — AN II. 1793. Nullité des actes des citoyens frappés de cette mesure, 21. — Décret sur le mode de procéder contre eux, 90. — AN II. 1794. Mise hors la loi de Robespierre

et autres, au 9 thermidor, 312. — AN III. Suspension de toutes les mises hors la loi, 79. — Demande d'un rapport sur les députés dans ce cas, 81. — Rapport des décrets de cette nature, prononcés par suite du 31 mai, 204. — Et de ceux prononcés contre les ennemis de la révolution, 205. — Mise hors la loi des chefs de rebelles, en prairial, 247. — AN V. Demande du rapport de tous les décrets de ce genre, 7. — Annulation de toutes les mises hors la loi prononcées, soit en masse, soit individuellement, 347 et 351. — AN VII. Mise hors la loi de quiconque attenterait à la liberté du corps législatif ou de quelqu'un de ses membres, 274. (*Voy. CONSPIRATIONS, DÉPUTÉS et les diverses JOURNÉES de la révolution*).

HOSPICES et HOPITAUX. AN 1790. Lettre de Cabanis sur ces établissemens, 137. — Réflexions de Le Scene-des-Maisons sur le même objet, 174. — Lettre du même, 202. — Réflexions sur les maisons hospitalières, 229. — Rapport de Larochefoucault-Liancour sur les hôpitaux de Paris, 289. — Décret pour régler l'emploi de leurs biens, 338. — AN 1791. Autre pour le paiement de leurs rentes, 97. — Fonds pour leurs dépenses, 248. — Arrêté relatif aux pauvres de l'hôpital Saint-Gervais, 284. — AN 1792. Décret portant qu'il sera établi des hôpitaux militaires sédentaires et ambulans à la suite des troupes, 115. — AN II. 1793. Les femmes suspectes d'aristocratie sont exclues du service des hospices, 277. — Décret pour le paiement de l'arriéré de leurs biens, 45. — AN II. 1794. Autre qui affecte aux hôpitaux militaires le linge des églises, 119. — Leur correspondance avec la commission de santé, 154. — Moyens de purifier l'air dans ces maisons, 169. — Décret sur leurs biens, 297. — AN III. Autre relatif à ceux de Paris, 120. — Prorogation du délai pour le dépôt des titres des créances à leur charge, 150. — Secours accordés aux sœurs attachées au service de celles de ces maisons supprimées, 346. — AN IV. Décret qui leur rend l'administration de leurs biens, 4. — Rapport sur la dénonciation de Laribcau, contre les abus existans dans les hôpitaux militaires, 175. — Résolution pour l'organisation des hospices, 351. — AN V. Elle est débattue aux anciens, 5, 14, 20, 21. — Et approuvée,

22. — Rectification d'une erreur dans la loi sur cet objet, 42. — Décret relatif à l'inexécution de la loi sur leurs créances et dettes, 154. — Adoption des mesures pour l'exécution de celle qui leur a restitué les biens qui leur avaient été aliénés, 200. — Décret qui fixe le mode de liquidation des arrérages des rentes dues par eux, 253. — AN VI. Rejet d'une résolution concernant ces établissemens, 4. — Motion sur leur état déplorable, 54. — Dénonciation contre l'abandon de ceux du Mans, de Mamers et de Saint-Calais, 89. — Rejet de la résolution du 9 prairial an 5, qui accordait des biens à ceux de Paris, 91. — Pétition de leurs entrepreneurs, et vœux sur la convenance d'affirmer à longues années leurs biens invendus, 255. — Message sur leur situation, 267. — Autre pour la suppression de quelques-uns des hôpitaux militaires, 296. — Rapport de Laporte, et résolution tendante à procurer des secours aux hospices, 357. — AN VII. Instruction du ministre de l'intérieur, sur l'exécution de la loi pour l'établissement de ceux dits d'humanité, 75. — Arrêté du directoire concernant ceux de Paris, et cahier de leurs charges, 134. — Ajournement du projet de Jouenne, relatif aux hospices civils, 164. — Recueil de mémoires sur les établissemens d'humanité, 171. — Nouveau rapport de Jouenne y relatif; discussion et adoption de son projet, 205, 206 et 207. — Motion d'ordre de Levallois sur leur dénuement, 254. — Discussion et approbation de la résolution qui met les hospices sous la surveillance des administrations de canton, 283 et 288. — Nominations diverses dans l'administration de ceux de Paris, 317. — Pache et Cellier en sont exclus, 304. — Autres nominations de Prieur de la Marne, Marquet, Maignan, Panis et Baudin, 330.

HUILES. AN 1790. Décret sur leur fabrication, 82. — AN II. 1794. Rapport sur celles de faines et autres, 294.

HUISSIERS des greniers à sel. AN 1790. Continués dans leur exercice, 125.

HUISSIERS près de l'assemblée. AN 1791. Reçoivent une gratification, 271. — Conservation de ceux de l'ancienne assemblée, 280. — AN IV. Fixation du traitement de ceux du corps législatif, 95.

HUISSIERS près les tribunaux. AN 1792. Décret qui fixe leur traitement, 332. — AN IV. Rejet de la résolution qui leur attribuait le droit de citations et autres actes d'instruction des procès, 347. — AN V. Rejet d'une autre relative à leurs réclamations, 214 et 224. — AN VII. Confirmation de leurs actes, nonobstant le défaut d'énonciation des anciennes matricules, 99 et 103. (*Voyez TRIBUNAUX*).

HUIT-MILLE (Pétition des). *Voyez PÉTITIONS*.

HUSSARDS. AN 1792. Le 6.^{me} régiment de ces troupes répand dans les rangs le cri de trahison; décret qui l'acquitte honorablement pour avoir dénoncé les coupables, 164. — AN III. Trente soldats du 30.^{me} désarment quinze cents Hessois, 1.

Hussards de Berchény. AN 1792. Annonce de la désertion de ce corps et de la rentrée de trois escadrons, 136. — Manœuvres employées pour le séduire, 138. — Noms des officiers qui ont déserté, 148. — AN I.^{er} 1793. Il passe en partie à l'ennemi avec Dumourier, 99, 111 et 114. — AN VII. Marche du régiment émigré de ce nom, 35.

Hussards Braconniers. AN 1792. Décret de leur formation, 254.

Hussards Colonel-Général. AN I.^{er} 1793. Suit Dumourier à l'ennemi, 111.

Hussards d'Estherazy. AN 1792. Emigration de ses officiers, 218.

Hussards de Lauzun. AN 1790. Arrestation et mise en jugement des officiers révoltés à Besfort, 304.

Hussards de la Liberté. AN I.^{er} 1793. Dénoncent Dumourier qui les a cassés pour avoir refusé de recevoir le colonel Morgan, 94. — AN II. 1793. Réintégration des officiers cassés à cette occasion, 91.

Hussards de Saxe. AN 1792. Désertion entière de ce corps, 136. — Noms des officiers émigrés, 148. — AN VII. Marche de ce régiment, 35.

Hussards de Szeckler. AN VII. Exécutent à Rastadt l'assassinat et les violences dirigées contre les différens ministres de France, de Prusse, de Danemarck et de Wurtemberg, 225. — Sont taillés en pièces par l'armée du Danube, et leur

major est fait prisonnier, 253. (*Voy. RASTADT, JEAN DEBRY, etc.*).

HYDRAULIQUE. AN 1789. Rapport sur une nouvelle machine, 115. (*Voy. DEMANDRE à la table et au supplément*). — AN 1790. De l'architecture hydraulique par Prony, 292 et 293. — AN 1792. Hydrographie démontrée et appliquée à toutes les parties du pilotage, par Lassale, 268. — AN III. Nouveau moyen d'élever les eaux, par Pochon, 332. — AN VI. Autre machine pour leur élévation indéfinie, 267. — Essai à Hambourg d'une autre destinée à mouvoir et diriger un vaisseau en plein calme, 358. — AN VII. Autres inventions hydrauliques, 27 et 50.

HYMNES (*Voy. CHANT, FÊTES NATIONALES, ÊTRE-SUPRÊME, etc.*).

HYPOTHÈQUES et **RÉGIME HYPOTHÉCAIRE**. AN 1791. Maintien des droits y relatifs, 275. — AN 1792. Décret qui abroge l'usage des formalités établies pour purger les hypothèques, 255. — AN II. 1794. Travail sur cette matière, 235. — AN III. Plan y relatif faisant partie du travail des comités sur les finances; Dubois Crancé l'attaque comme portant atteinte au crédit des assignats, 230. — Réflexions sur l'établissement d'une caisse ou banque fondée sur des hypothèques, 238. — Décret pour l'établissement du régime hypothécaire, 260. — Projet de loi sur cette matière, 271. — Nomination du citoyen Jollivet à la place de conservateur général des hypothèques, 308. — AN IV. Loi concernant cette partie, 41. — Prorogations de l'organisation de leur régime, 91, 117, 172 et 174. — Résolution relative au code hypothécaire, 114. — Avis du conservateur général, 141. — Lettre relative au code, 246. — Nouvelle discussion aux cinq-cents sur les améliorations dont il est susceptible, et nomination d'une commission pour s'en occuper, 247 et 248. — Prorogation des débats pour sa mise en activité, 258 et 265. — Autre prorogation, 333. — AN V. Autre, 32 et 34. — Rapport de Riel sur l'établissement d'un nouveau régime hypothécaire, 103. — Discussion de son projet; adoption de l'unité et publicité des hypothèques comme bases du code, 104, 105, 108, 113 et 118. — Motion d'ordre de Fressanel, pour l'organisation du régime hypothécaire, 320. — Adoption de quelques articles

articles d'un projet y relatif, 364. — AN VI. Motion sur cet objet, 100. — Rapport sur l'établissement de l'hypothèque spéciale, 189 et 190. — Adoption de plusieurs titres du projet de l'organisation du système hypothécaire, 191. — Sa rédaction définitive, 205. — Motion d'ordre sur le régime hypothécaire; proposition d'approuver la résolution du 12 germinal, 229. — Rejet de deux résolutions à la fois, 260. — Discussion sur la résolution relative à ce régime; opposition à l'article de spécialité, 264, 268, 271 et 275. — Rejet de la résolution, 276. — Rapport de Jacqueminot et résolution à la suite sur le code hypothécaire, 293, 326 et 328. — Projet de la création d'une administration, par Bergier; il est rejeté par la question préalable, 345, 347 et 349. — Rapport aux anciens en faveur de la résolution précédente, 364. — AN VII. Suite de la discussion; son approbation et son texte, 33, 38, 41, 45 et 46. — Projet et arrêté relatif à la perception des droits d'hypothèques, 33 et 76. — Rejet de la résolution relative à l'organisation de ce régime, 51, 53, 56 et 57. — Rapport sur la conservation, 108. — Autre relatif à l'organisation de cette partie, 124. — Résolution qui la confie à la régie d'enregistrement, 125. — Discussion relative à leur administration, 126. — Rejet de la résolution concernant leur régime, 138. — Décret qui proroge le délai accordé pour renouveler leur enregistrement, 140 et 142. — Discussion sur le projet de responsabilité de leurs agens, 156, 157 et 159. — Fixation du cautionnement en immeuble et adoption du tarif des nouveaux droits, 159, 160 et 179. — Décret relatif à l'inscription des créances hypothécaires, 165. — Rejet d'un nouveau projet sur le régime hypothécaire, 182. — Décret qui accorde un nouveau délai pour l'inscription des créances, 197, 199 et 202. — Autre tendant à lever les difficultés provenues des lois sur cette matière, 279.

I.

ILLUMINÉS. AN 1792. Poursuite contre eux en Bavière, 42. — AN VII. Articles sur leurs principes, 36.

IMMEUBLES. AN 1791. Décret sur leur indication, 69. — AN V. Rapport de Marec sur ceux pris

Table alphabétique.

par l'ennemi et repris par les armées françaises, et résolution portant qu'il retourneront à leur premier possesseur, 63, 64 et 109. — Son rejet, 151.

IMPORTATIONS. AN 1791. Dispositions y relatives, 63. — AN I.^{er} 1793. Décret qui prohibe celle des marchandises des pays avec lesquels la France est en guerre, 61. — AN III. Prorogation de la loi du 12 pluviôse sur cette matière, 324. — AN IV. Mesures pour l'entrée du sel étranger par Ostende, 216. — AN V. Tableau de celles faites pendant l'année précédente, 200. — AN VI. Résolution qui diminue les droits d'entrée sur les toiles de coton, 79. — Elle est rejetée, 107. — AN VII. Projet relatif à leur prohibition, 104. (*Voyez COMMERCE, DOUANNE, DROITS D'ENTRÉE, MARCHANDISES, etc.*).

IMPOSITIONS. (*Voyez CONTRIBUTIONS*).

IMPOTS. AN 1789. Questions sur le droit de les voter; et innovations du ministère dans cette partie. (*Voyez Table de l'Introduction*). Maintien provisoire de ceux existans, 9. — Décret portant que *la puissance du roi* et le consentement du *Peuple* sont nécessaires pour leur établissement, 16. — Projet de déclarer que rien ne peut légitimer la suspension de les acquitter; discussion sur ce refus et celui des redevances; adoption d'un arrêté à ce sujet, 32. — Exposé de la nullité des perceptions, 36. — Proposition de l'impôt volontaire, envoyée dans toutes les provinces, 47. — Débats sur la nécessité du consentement de la nation pour les impôts et emprunts; décret qui le prononce, 66. — Aperçu sur leur produit, 102. — Projet d'un impôt unique, par Longchamp, avocat, 107. — Continuation des commissions intermédiaires pour leur assiette, 114. — Difficultés dans leur perception, dénoncées par le directeur-général des finances, 126. — AN 1790. Questions y relatives, 3. — Discussion sur leurs bases fondamentales, 260. — Considérations d'économie politique sur cette matière, 288. — AN 1791. Ouvrage de Guiraudet, intitulé: *Erreurs des économistes*, 74.

Impôt extraordinaire AN 1792. Décret qui établit son assiette sur les citoyens aisés, 287.

Impôt en nature. AN III. Proposition de son établissement; discussion contradictoire sur ses avantages et ses inconvénients, 230, 231, 236, 237,

242, 243 et 251. — Observations de Ducher y relatives, 236. (*Voy.* CONTRIBUTIONS).

Impôt progressif. AN I.^{er} 1793. Son adoption en principe, 79. — AN IV. Débats; rapport de Dauchy contre son établissement; débats à ce sujet; ajournement de son projet, 74. — AN VI. Considérations sur cette matière, 168.

Impôt sur les Salines. AN VII. Proposition de son établissement, et discussion y relative, 14, 15, 16 et 143. (*Voy.* SEL, SALINES, etc.).

Impôt sur le Tabac. AN VI. Rapport et projet y relatif, 328. — Son adoption, 350, 352, 355, 356 et 359. — AN VII. Nouvelles dispositions à ce sujet, 1. — Discussion et approbation de cette résolution, 55. — Son texte, 56. (*Voyez* TABAC).

Impôts indirects. AN VII. Motion d'ordre y relative, 14, 15 et 16. — Lettre de Ramel, ministre des finances, sur cet objet, 24.

IMPRIMERIE. AN II. 1794. Renvoi au comité de salut public du tableau d'une école destinée à abréger l'apprentissage de cet art. 269.

Imprimerie Nationale. AN I.^{er} 1793. Mise en réquisition des ouvriers imprimeurs pour son service, 246. — AN II. 1794. Son organisation, 163. — AN III. Décret y relatif, 129. — AN V. Résolution pour sa conservation, 134. — Sa discussion, 233, 266 et 282. — Son rejet, 285. — AN VII. Fonds accordés pour ses dépenses, 349 et 361.

Imprimerie Royale. AN 1790. Décret qui ordonne son inventaire; 227. — Autre portant qu'il sera déposé aux archives, 362.

Imprimerie Stéréotype. AN VII. Notice sur ses nouveaux procédés, 75.

IMPRIMEURS. AN II. 1793. Sont mis en réquisition, 22. — AN IV. Décret qui les rend responsables des ouvrages périodiques sans noms d'auteurs, 212 et 213.

INCENDIES. AN 1792. Observations sur une expérience tendante à sauver les personnes renfermées dans un édifice incendié, 298. — AN III. Machine de Schmidt à cet effet, 8. — AN VII. Distribution de prix à l'Institut national, sur cet objet, 199. (*Voy.* les localités et SECOURS).

INCOMPATIBILITÉ dans les fonctions publiques. AN 1789. Discussion et rejet du projet proposé, relativement à l'incompatibilité des parens, 94.

— Elle est décrétée entre les fonctions municipales et celles de la perception des impôts, 102. — Suite d'articles déterminant les fonctions incompatibles, 108 et 129. (*Voy.* aux titres des diverses fonctions publiques). — AN III. Nouvelles dispositions y relatives, 27 et 80.

INDEMNITÉS. AN 1790. Suppression de celles accordées à différentes personnes, 337. — AN I.^{er} 1793. Décret qui règle le mode de constater celles dues pour événemens imprévus, 52 et 60. — AN IV. Certificats de civisme exigés de ceux qui en réclament pour pertes occasionnées par l'ennemi, 32. — AN VI. Résolution qui en accorde à toute personne expropriée pour le service public, 273. — AN VII. Lettre du ministre de l'intérieur sur l'arriéré de celles dues par suite de cas fortuits, 66.

INDES (Compagnie des). *Voy.* COMMERCE, COMPAGNIES, IMPORTATIONS, MARCHANDISES, etc.).

INDIGENS. AN 1789. Affaire de l'arrêté du district des Cordeliers, ordonnant une contribution en leur faveur, 114, 119 et 125. — Plan d'une contribution volontaire pour le même objet, à percevoir aux mariages, naissances et décès, 121. — AN 1790. Décret qui autorise plusieurs villes à s'imposer extraordinairement en leur faveur, 163. — Fonds accordés pour les faire travailler aux ateliers publics, 352. — AN I.^{er} 1793. Etablissement de maisons de secours dans les départemens, pour y recevoir ceux perclus de leurs membres, 163. — AN III. Décrets sur les certificats à leur délivrer, 116 et 167. — Autre qui leur accorde des secours, 125. — Et charge les comités de présenter les moyens de les soulager, 132. — AN V. Proposition d'établir un impôt sur les billets des spectacles, pour subvenir à leurs besoins, 28. — AN VI. Observations de Bontoux à ce sujet, 218. — AN VII. Lettre de Knäpen sur cette matière, 158. (*Voy.* MENDICITÉ).

INDUSTRIE. AN IV. Projet d'Eschassériaux pour la ranimer, 263 et 264. — Fonds accordés à titre d'encouragement, 278. — AN VI. Instruction du ministre de l'intérieur pour l'exposition de ses produits au Champ-de-Mars, 341. (*Voy.* COMMERCE).

INFANTERIE. AN 1791. Décret portant que les

régimens étrangers en font partie, 203. — Dénonciation contre le colonel et les officiers du 60.^{me}, qui ont déserté, 284. — Le premier demande à la municipalité de Lille un drapeau aux trois couleurs, à la place de l'étendard blanc emporté par Victor Vergnette, lieutenant colonel, 292. — Pétition du 28.^{me}, contenant sa justification; suspension de d'Albignac, accusé de vouloir exercer contre lui des mesures de rigueur, 311 et 314. — Création d'un nouveau régiment d'infanterie, 362. — AN I.^{er} 1793. Suspension du colonel du 63.^{me}, 84. — Emigration du 25.^{me} avec Dumourier, 110. — Réintégration, par décret, de plusieurs officiers du 40.^{me}, 183. — AN II. 1793. Rations de fourrage accordées aux officiers campés, 24. — Augmentation du nombre d'hommes dans chaque bataillon; incorporation de la nouvelle levée dans les anciens cadres, 64. — AN II. 1794. Embrigadement de la légère, 151. — Décret sur la longueur des sabres, 170. — Création de conseils d'administration, 172. — Projet de Dubarran, et mise en jugement de divers officiers du 68.^{me} régiment, 185. — Exemple de bravoure donné par elle dans les plaines de la West-Flandre, 238. — AN IV. Réclamation de la 33.^{me} demi-brigade, contre le bruit répandu de sa non acceptation de la constitution de l'an trois, 2. — AN V. Rapport de Pétiet, ministre de la guerre, sur la marche pénible de la 13.^{me} à travers les Alpes, 142. — AN VI. Nouvelle adresse de la 33.^{me} en faveur de la journée du 18 fructidor, 25. — Témoignage de satisfaction donné par le directoire à la 24.^{me}, 192. — Insurrection de la 37.^{me}, et à quelle occasion, 211. — Lettre du ministre de la guerre, qui rappelle aux généraux le règlement de 1792 y relatif, 236. — Assassinats commis par des traîneurs de la 68.^{me}, 279. — Prise du drapeau de l'ordre de Malte par la 19.^{me}, 284. — AN VII. Arrêté du directoire qui déclare bataillon de garnison le 3.^{me} de chacun de ces corps, 24. — Et ordonne l'organisation de seize nouvelles demi-brigades, 33. (Voyez ARMÉES et RÉGIMENS).

INFANTICIDE. AN VII. Détails d'un meurtre horrible commis par un père sur ses quatre enfans, 14.

INFIRMIERS. AN II. 1794. Décret accordant des secours aux veuves de ceux des hospices militaires, 218.

INGÉNIEURS. AN VII. Notice sur les dessins de Baltard, destinés à leur étude, 27. (Voy. GÉNIE).

INGÉNIEURS - GÉOGRAPHES. AN 1791. Suppression de leur corps, 230.

INGÉNIEURS DES PONTS-ET-CHAUSSEES. AN II. 1794. Leur mise en réquisition par le comité de salut public, 214. (Voy. PONTS-ET-CHAUSSEES).

INHUMATIONS. AN 1790. Réflexions y relatives, 162. — AN II. 1793. Réquisitoire de Chaumette pour l'égalité des honneurs funèbres entre les pauvres et les riches, 30. — Arrêté sur cet objet, 63. — AN II. 1794. Rapport et plans d'Avril concernant les cérémonies à y observer, 114. — AN III. Observations morales de Trouvé sur cette matière, 206. — AN IV. Rapport de Pastoret, et dispositions pénales contre les violateurs des sépultures 271. — Mémoire de Rœdérer sur les institutions funéraires convenables à une république qui permet tous les cultes et n'en adopte aucun, 294. — Projets de Bontoux et de Barailon; leur discussion, 298. — AN VI. Réflexions de Trassard y relatives, 47. — Motion de Thiescé pour l'institution des cérémonies mortuaires, 305. — AN VII. Discours de Lafargue dans le même sens, 81.

INQUISITION. AN VI. Son établissement dans la Toscane, 2. — Confiscation de ses biens à Gênes, 271. — Destruction publique de ses archives à Rome, 328. — Apologie de celle d'Espagne, publiée par elle-même, 337.

INSCRIPTIONS. (Voy. DETTE PUBLIQUE).

INSCRIPTIONS CIVIQUES. AN 1789. Décret portant qu'elles seront faites par les assemblées primaires, et que les registres formeront la liste des électeurs et des éligibles, 79. — AN VI. Texte et adoption d'un projet y relatif, 117. — Réclamation de plusieurs citoyens contre cette résolution; débats sur sa lecture, 151. — Son rejet, 152. — Nouveau projet sur cette matière, 157. — Sa discussion, 159, 161 et 162. — Son rejet, 163.

INSINUATION. (Voy. ENREGISTREMENT).

INSTITUT NATIONAL. AN IV. Son établissement, 41. — Prestation de serment de haine à la royauté fait au nom de ses membres; plan du règlement qu'il a adopté; accolade fraternelle donnée à son orateur, 127. — Il provoque l'exécution du décret qui ordonne le dépôt des cendres de Descartes au Panthéon, 135. — Décret approubatif de son règlement, 144, 180, 181 et 201. — Détails de sa première séance ouverte par le directoire, 203, 204 et 205. — Abrogation de l'article sur la publicité de ses séances journalières, 222 et 227. — Proposition de fixer le traitement de ses membres à 1.500 francs, 247. — Rapport de plusieurs commissaires, relativement aux crayons de la fabrique de Conté, 287. — Notice de sa séance publique du 15 messidor, 293, et 294. — Décret qui fixe le traitement de ses membres, 295 et 303. — Programme des prix proposés pour l'an quatrième, 298. — Il rend compte de ses travaux au corps législatif, 365. — AN V. Réponses faites à sa députation, 1. — Réflexions sur la lettre que lui a adressée le prince Henri de Prusse, 13. — Notices de ses séances publiques de vendémiaire, nivôse et germinal, 41, 42, 63, 111, 206 et 217. — AN VI. Compte rendu de ses travaux, et réponse des présidents des deux conseils, 5 et 6. — Notice sur sa séance publique du 15 vendémiaire, 19. — Et sur les prix des beaux arts décernés dans cette séance, 22. — Election de Bonaparte, et lettre de celui-ci à son président, 99. — Détails sur la séance publique du 15 nivôse, 110. — Rapport de ses commissaires sur un nouveau télégraphe, 211. — Nomination de Legrand-d'Aussi, pour la classe de l'histoire, 250. — Il accorde le prix d'éloquence au citoyen Allen, capitaine du génie, 252. — Elit Chaptal, 253. — Sa séance publique du 15 messidor; il décerne un prix à Berthoud, auteur de deux montres de poche pour déterminer les longitudes en mer, 289. — Fait hommage aux cinq-cents des trois premiers volumes de ses mémoires, 354. — Reçoit le compte des phénomènes du galvanisme, par la commission chargée de les vérifier, 361. — Compte de ses travaux, et discours y relatifs, 365. — AN VII. Suite, 1. — Notice de sa séance publique du 15 vendémiaire, 19. — Programme des prix

proposés dans celle de nivôse, 118. — Nomination à des places vacantes, 127. — Son inscription pour la façade du jeu de paume de Versailles, 131. — Legouvé en est élu membre, 187. — Séance pour la distribution des prix, dont l'un sur les moyens de secourir les habitans d'une maison incendiée; l'autre sur l'idéologie, 199. — Il propose un prix d'histoire et d'architecture, 203. — Reçoit les procès-verbaux des séances de celui d'Egypte; et la notice de ses travaux, 210 et 222. — Nomination d'Antoine, architecte, 222. — Et des citoyens Lacroix et Pougens, 247. — Grouzet et Demoustier sont reçus comme associés, 251. — Rapport pour la fixation de l'uniformité des poids et mesures, 252. — Il le présente au conseil des anciens, 278. — Notice de sa séance du 15 messidor; anecdote sur Mercier, 288. — Suite de ses travaux sur le système métrique, 290. — Article sur ce corps littéraire; regrets, sur la non élection de Palissot, 356.

INSTITUT NATIONAL DE MUSIQUE. AN III. Ouvre la fête de l'anniversaire du 9 thermidor, 314. — Détails à ce sujet, 315. — Rapport sur son organisation, 316. — Adoption du projet y relatif, 321. (*Voy. MUSIQUE et CONSERVATOIRE DE MUSIQUE*).

INSTITUT NATIONAL DES AVEUGLES. (*Voy. AVEUGLES et QUINZE-VINGTS*).

INSTITUT DES SOURDS ET MUETS. (*Voyez SOURDS-MUETS, L'EPÉE et SICARD*).

INSTITUTEURS. AN 1792. Décret portant que les individus chargés de l'enseignement prendront ce titre, 350. — AN II. 1793. Autre qui confie provisoirement leur remplacement aux corps administratifs, 277. — AN II. 1794. Mesure pour le paiement des arrérages dus à ceux des petites écoles, 156. — AN IV. Discussion d'un projet relatif à leur traitement, 265. — AN VI. Proposition de déporter ceux qui ne professeraient pas l'amour de la république et de ses lois, 17.

INSTITUTRICES. AN VI. Proposition de déporter celles qui ne se montreraient pas favorables au gouvernement républicain, 17.

INSTITUTIONS RÉPUBLICAINES. AN II. 1794. Décret qui charge le comité de salut public d'en présenter le code, 214. — Motion d'ordre de Bar-

rère pour l'exécution de cette mesure, 352. — AN III. Thirion en démontre de nouveau la nécessité et les avantages, 122. — AN V. Formation d'une commission à cet effet, 355. — AN VI. Rapport de Jean Debry et projet d'établissement de cinq écoles de Mars, 26. — Autre de Leclerc, de Maine-et-Loire, sur cette matière, 50. — Circulaire du ministre de l'intérieur sur la nécessité de leur organisation, 62. — Motion de Duhot dans le même sens, 69 et 80. — Discussion du projet de Leclerc, 88 à 91. — Nouveau rapport de Duhot, 93. — Sa discussion, 94. — Adoption de divers articles, 95 et 97. — Autres projets de Jean Debry et d'Eschassériaux; leur ajournement, 111 et 118. — Adresse des républicains de l'Yonne à ce sujet, 124. — AN VII. Lettre du ministre de la police générale y relative, 129, 130 et 131. — Discours de Chauchet, des Ardennes, pour provoquer l'usage des gymnases, 249.

INSTRUCTION CRIMINELLE. (*Voyez PROCÉDURE*).

INSTRUCTION PUBLIQUE. AN 1790. Adoption d'un plan de Talleyrand-Périgord y relatif, 287. — AN 1791. Décret pour le remplacement des fonctionnaires qui n'auront pas prêté le serment, 106. — Autre en faveur de ceux attachés à des congrégations non supprimées, 297. — AN 1792. Rapport de Condorcet et discussion de son projet, 146 et 147. — Opinion de Jacob Dupont, 351. — Nouveau rapport de Lanthenas sur son organisation, 355. — Suite de la discussion; discours de Rabaut-St.-Etienne, 357. — AN I.^{er} 1793. Mesures pour l'aliénation des biens en dépendans, 69. — Autre rapport de Lanthenas sur l'emplacement des écoles, 138. — Discours de Lequinio sur l'instruction, 188. — Texte de celui de Grégoire sur l'éducation commune, 223. — Décret confirmatif de cette opinion; établissemens gratuits d'éducation, 227. — Suspension de celui qui établit trois degrés d'instruction, 261 et 262. — AN II. 1793. Opinion de Thuriot aux Jacobins pour l'établissement d'une feuille y destinée, 274. — Suite de la discussion y relative, 47 et 48. — Lettre du comité invitant tous les Français à recueillir les traits dignes de mémoire; déposition à ce même comité de toutes les abjurations des prêtres, 51.

— Décret qui consacre les presbytères à l'instruction, 56. — Reprise de la discussion; priorité accordée au plan de Bouquier, 83. — Discussion aux Jacobins sur le même objet, 84. — Adoption de ce plan, 85 et 91. — AN II. 1794. Décret sur le recueil des actions héroïques et civiques des républicains français, 104. — Autre sur l'organisation de l'instruction, 108. — Projet de concours pour la confection des livres élémentaires, 126. — Enseignement général de la langue française, 129. — Décret pour la confection des livres élémentaires, 131. — Extension de celui sur l'enseignement de la langue française, 152. — Nouveau rapport de Bouquier, et ajournement de son projet relatif à l'organisation des établissemens, 206. — Opinion de Grégoire sur l'utilité de rendre l'étude de la langue française plus facile; décret qui charge le comité d'instruction publique de présenter les moyens d'exécuter une nouvelle grammaire et un nouveau vocabulaire français, 258. — Adresse au peuple sur la connaissance et l'usage exclusif de la langue, 260. — Composition d'un jury chargé de prononcer sur les ouvrages qui traitent de l'éducation physique et morale des enfans, 289. — Discussion sur sa nécessité et ses bases, 346. — Discours à ce sujet, 354. — AN III. Nouveau décret qui charge les comités de présenter des projets sur cette partie, 3. — Débats aux Jacobins sur la nécessité de l'organiser, 35 et 39. — Rapport de Lakanal, *ibid.* — Discours de Baraillon, 54 et 55. — Il fait autoriser le comité d'instruction à faire imprimer, aux frais du gouvernement, la traduction des œuvres de Bacon, trouvée dans les papiers d'un condamné du 9 thermidor, 57. — Adoption de plusieurs articles du projet de Lakanal, *ibid* et 58. — Suite de la discussion de ce projet, 59. — Etablissement d'une école d'enseignement des langues orientales, 193. — Nomination de plusieurs députés pour provoquer l'exécution des lois rendues sur l'instruction, 204. — Rapport de Chénier sur les moyens employés pour en pervertir les élémens, 225. — Décret qui ordonne la formation d'un recueil de maximes tirées des meilleurs ouvrages républicains, pour servir à celle du peuple, 283. — Ginguéné en est nommé commissaire à la place de Garat; suppression des adjoints de cette commission,

337. — Autorisation aux gens de lettres qui rempliront plusieurs fonctions qui y sont relatives d'en cumuler les traitemens , 350. — Mise à la disposition de la commission d'une somme à repartir entre cent dix-huit littérateurs , savans et artistes , 352. — AN IV. Rapport de Daunou et décret pour son organisation , 32, 33 et 41. — Discours de Dupuis sur ses dépenses , 162. — Motion de Lamarque sur l'enseignement des langues vivantes , 351. — Discussion qu'elle occasionne , 352 et 353. — AN V. Texte de ce discours , 1 et 2. — Développement des vices de son organisation , 91. — Proposition de Dumolard tendante à s'en occuper de nouveau , 256. — Débats à ce sujet , 257. — AN VI. Nouvelle motion d'ordre de Duhot , 36. — Projets divers de Roger-Martin , 39. — Article de David sur cette matière , 48. — Arrêté du directoire sur la fréquentation des écoles , et rapport sur leur restauration , 61. — Suite de la discussion , 63. — Opinion en faveur des écoles secondaires , et proposition de la réduction de celles centrales , 64. — Motion sur l'éducation de la jeunesse , 76. — Suite de la discussion des projets de Roger-Martin ; décisions relatives aux écoles centrales , secondaires et primaires , 77. — Adoption des articles du projet de Luminai , concernant la surveillance des pensionnats ; discussion sur cet objet ; rejet de la proposition d'exclure des fonctions d'instituteur , les célibataires et les religieux , 181. — Motion d'ordre de Ganthier sur l'instruction publique , 188. — Adoption d'un message au directoire pour lui demander des renseignements à ce sujet , 260. — Autres motions de Dulaure , Heurtault-Lamerville et Guesdon , 274 , 280 et 323. — Notice sur la maison d'éducation établie en Allemagne par l'ex-constituant Mounier , 324. — AN VII. Discours de Bonnaire , du Cher , 52. — Rapport de Roger-Martin pour son organisation générale , 53. — Impression du projet de Heurtault-Lamerville , 55. — Débats sur l'ordre à suivre dans sa discussion , 115. — Lettre du ministre de l'intérieur sur la direction que l'on doit lui donner , 167 , 170 , 245 et 285. (*Voy. COMITÉ D'INSTRUCTION PUBLIQUE , COMMISSIONS ADMINISTRATIVES , ECOLES , EDUCATION , MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR , etc.*).

INSURRECTIONS. AN 1790. De l'insurrection

parisienne , par Dusaulx , 236. — Poème sur le même sujet , 283. — AN II. 1793. Insurrections dans l'Ar-dèche , l'Aveyron , le Gard , l'Hérault , la Lozère , etc. (*Voy. ces départemens , et CHATEAUNEUF-RANDON , BAUDOT , TAILLEFER , CHAUDRON-ROUSSEAU , etc.*). — AN III. Pétition pour que le droit d'insurrection soit pros crit de la nouvelle constitution , 275. (*Voy. aux diverses JOURNÉES de la révolution*).

INTENDANCES. AN 1789. Décret qui les oblige à rendre leurs comptes aux autorités qui les ont remplacées , 128.

INTENDANS. AN 1790. Décret portant qu'il ne leur sera accordé aucun traitement à compter du 1.^{er} juillet 1789 , 337.

INTÉRIEUR , (ministère de l'). V. MINISTÈRES.

INVALIDES. AN 1789. Enlèvement de leurs armes , 18. — Adjonction de deux membres du comité militaire aux commissaires chargés d'examiner la situation de leur maison , 120. — AN 1790. Augmentation de leur solde , 130. — Assignation du paiement de leurs officiers , 242. — Fonds accordés pour subvenir à leurs besoins , 260. — Rapport de Wimpffen , et projet les concernant , 327. — AN 1791. Mode de leur admission à l'hôtel ; désignation de ceux qui peuvent y prétendre ; suppression de leur état-major , 87. — Rapport de l'article qui promettait 100 francs de gratification à ceux qui se retireraient dans leurs familles avec pension , 88. — Leur pétition contre cette dernière disposition , 92. — Mesures pour connaître l'état de leur situation ; création d'une administration centrale sous la direction du ministre de l'intérieur , 219. — Décret qui charge la trésorerie de verser cinq cents mille francs pour leur subsistance , 312. — AN 1792. Autre sur leur organisation , 63 , 67 et 88. — Versement de quarante mille francs dans leur caisse , 95. — Suite des dispositions relatives à leur organisation , 99 et 104. — Et à leur administration , 118 et 123. — Ils dénoncent leur commandant au sujet de quelques circonstances ayant trait à la journée du 10 août , 151. — Décret sur ceux de la marine , 152. — Ils font hommage d'une adresse à l'armée française , 155. — AN 1.^{er} 1793. Offrent un don patriotique , 56. — Décret qui les concerne , 181. — Autre qui leur confie la garde

des Tuileries, 187. — Ils annoncent qu'ils ont accepté la constitution; honneurs qu'on rend à leurs députés, 218. — Pétition arrêtée aux Jacobins pour établir l'égalité de traitement entre eux, 271. — AN II. 1794. Plaintes à cette société sur les divisions qui règnent entre les vieux et les jeunes invalides, 217. — Décret qui égalise les rations qui leur sont fournies en nature, 221. — Rapport de Duréas aux Jacobins sur la manière dont il y a rétabli l'ordre, 242. — AN III. Rapport de Saint-Martin sur les pensions à leur accorder, 25. — Discussion sur les femmes employées à leur hospice, 45. — AN IV. Fonds pour le paiement de leurs veuves et enfans, 308. — AN V. Dénonciation de leur conduite envers un jeune homme porteur d'un collet noir, 351. — AN VI. Projet de Martin sur les moyens propres à pourvoir aux besoins de leur maison, 91. — Son rejet, 121. — Fixation de ses dépenses, 173. — AN VII. Arrêté du directoire concernant le paiement des pensions représentatives de l'habitation à l'hôtel, 79. (*Voy. Hôtel des INVALIDES, aux localités, et GILBERT*).

INVENTAIRES. AN 1791. Décret relatif à ceux faits dans l'absence des intéressés, 31. — AN IV. Loi qui charge les juges de paix de leur clôture, 238 et 239.

INVENTIONS et DÉCOUVERTES. AN 1791. Décret qui en assure la propriété à leurs auteurs, 1. — Dispositions relatives à la délivrance de brevets pour eux, 90, 92, 99 et 137. — AN I^{er} 1793. Construction de membres mécaniques, par Legros, 257. — AN V. Projet de résolution pour exempter leurs auteurs du droit de patente, 54. — AN VI. Expérience d'une machine pour décharger les armes à feu et se battre sur l'eau, 348. — AN VII. Description du télélogue, 114. — Notice sur la lampe docimastique, de Bertin, *ibid.* — Découverte sur les laines, par Chanorier, 324. (*Voyez ARTS, SCIENCES et MÉTIERS*).

INVOLABILITÉ. AN 1789. Celle des députés est prononcée à la suite de la séance royale, 10. — Décret portant qu'il n'y a lieu à délibérer sur une nouvelle mesure, 71. — AN 1790. Examen de ce principe par Lacroix, 124. — Adoption du projet de Desmeuniers sur celle des membres de l'assemblée nationale, 178. — Discussion sur celle

du roi, à l'occasion de sa fuite, 196, 197, 198 et 199. — AN III. Mesures pour assurer celle du domicile des citoyens, 340.

IVROGNERIE. AN 1792. Suppression de la peine infligée aux soldats qui s'en sont rendus coupables, 127.

J

JACOBINISME. AN II. 1794. Ses progrès, sa marche et ses effets dans les royaumes d'Angleterre, 263. (*Voy. PITT, MARGAROTT, MUIR*). — AN III. Annonce de l'arrivée, à Paris, d'une foule de méridionaux, disposés à soutenir les Jacobins, 98. — Adresse de la section du Mont-blanc, contre les principes des Jacobins, 114. — Mesures invoquées contre eux par Cadroy, qui établit la synonymie des mots *jacobin* et *royaliste*, 219. — AN V. Les Jacobins sont accusés de préparer une conspiration contre le corps législatif, 300. — AN VI. L'empereur est accusé de Jacobinisme, et à quelle occasion, 58 et 71. — Tribunal en Toscane contre le Jacobinisme, 99. — AN VII. Dénonciation d'une conspiration formée par les Jacobins; discussion y relative, 313 et 318. — Poursuites ordonnées contre les auteurs d'un placard intitulé: *Guerre à mort aux Jacobins*, 320. (*Voyez SOCIÉTÉ DES JACOBINS*).

JAIS. AN 1792. Décret qui l'exempte du droit d'entrée, 127.

JARDIN DES PLANTES ou D'HISTOIRE NATURELLE. AN 1790. Fixation des dépenses de son administration, 233. — AN IV. Autorisation donnée au directoire pour son agrandissement, 258.

JARDINS. AN II. 1794. Arrêté de la commune de Paris pour leur défrichement, 163. — Autres mesures sur le même objet, 170 et 172.

JARDINS BOTANIQUES. AN II. 1794. Discours de Boisset sur leur établissement, 226. — Rapport de Grégoire, et décret qui consacre 150,000 francs à leur entretien, 254. (*Voyez BOTANIQUE*).

JAUGEURS. AN 1791. Décret sur le mode de leur élection, 341.

JÉSUITES. AN 1790. Amendement, en leur faveur, au projet sur le traitement des religieux, 51. — AN 1792. Rôle qu'ils ont joué dans la révolution française, 60. — Mémoire en leur faveur, par

l'abbé Grosier, 361. — AN VI. Rapport sur la liquidation de leurs créanciers, 126. — Résolution y relative, 134. — Son rejet, 156. — Opinion sur cet objet, 179. — Et loi à la suite, 193 et 199.

JESUS (les compagnons de). *Voyez* COMPAGNONS.

JEU DE PAULME. (*Voyez* ASSEMBLÉE NATIONALE et VERSAILLES).

JEUX et MAISONS DE JEU. AN 1790. Mesures de police à leur égard, 56. — Déclaration du maire de Paris à leur sujet, 125. — AN 1792. Demande d'une loi répressive, et à quelle occasion, 51. — AN I.^{er} 1793. Arrêté de la commune y relatif, 53. — Autre pour leur clôture, 220. — AN V. Compte demandé au directoire par les cinq-cents de la législation en cette partie, 54. — Motion d'ordre de Boissy-d'Anglas, contre ces réunions, 81. — Sont dénoncées, par Perès, comme le repaire des coupeurs de bourse; arrêté des cinq-cents, portant qu'il sera fait un rapport, 109. — Il est invoqué, 129. — Travail de Boissy-d'Anglas, et projet contenant des mesures répressives, 141. — Ordre du jour sur la demande d'une loi, 192. — AN VI. Nouvelle motion d'André, du Bas-Rhin, et projet de répression, 322 et 359. — Mesures prises par le roi de Prusse contre les joueurs, 323. — AN VII. Nouvelle discussion, 290. — Clôture des jeux, 293. — Message demandant au directoire l'exécution des lois de répression, 359.

JEUNES GENS (les) de Paris. AN III. Vient se justifier du reproche de royalisme, 165. — Sont dénoncés par Thuriot, 190. (*Voyez* PARIS et PALAIS-ÉGALITÉ).

JOURNALISTES. AN 1790. Dénonciation contre plusieurs; ordre du jour, 14. — AN I.^{er} 1793. Débats contre ceux qui corrompent l'esprit public; réclamation en faveur de la liberté de la presse; et ordre du jour sur la dénonciation, 69. — Les députés journalistes tenus d'opter entre leur journal et leurs fonctions, 70. — Rapport de ce décret, 94. — AN II. 1793. Autre qui soumet à la responsabilité personnelle ceux qui calomnient la convention, 26. — Mesures prises pour leur répression, 77. — AN III. Remarque relative à la désertion de leur loge, dans la journée de prairial, 245. — Demande de mesures répressives contre

ceux qui répandent des écrits et pièces supposées, 325. — AN IV. Mesures répressives contre les journalistes incendiaires et avilisseurs de la convention, 7. — Sortie contre ceux qui attaquent le 9 thermidor, et ceux qui prêchent le même système qu'en vendémiaire, 158. — AN V. Dénonciation, par Talot, de ceux qui prêchent la royauté, et motion pour que la discussion sur les délits de la presse s'ouvre à l'instant, 141. — Darracq les compare aux femmes prostituées; son discours est censuré comme indécemment, *ibid.* — Proposition de Dubois-Grancé de leur fermer les tribunes; elle est rejetée, 142. — Arrêté du directoire pour l'arrestation de vingt-deux d'entre eux, accusés de conspiration avec les conjurés de fructidor, 350. — Garnier, de Saintes, provoque la déportation de plusieurs, 354. — Bailleul fait arrêter l'envoi d'un message pour connaître leurs noms; invitation du directoire d'en débarrasser la France, 354. — Rapport de Bailleul, et résolution qui en déporte un nombre déterminé, 357. — Rapport de Rossée, et adoption de cette résolution, 358 et 359. — AN VI. Dénonciation de plusieurs, par Dubignon, au sujet du compte qu'ils ont rendu de la discussion sur la confiscation des biens des déportés fugitifs, 52. (*Voy.* JOURNAUX, ÉCRITS et PRESSE).

JOURNAUX. AN 1790. Réflexions sur l'usage de les crier, 1267. — AN 1791. Opinion de Duport, ministre de la justice, sur leur utilité, 9. — AN I.^{er} 1793. Leur rédaction interdite aux députés, 70. — Rapport de cette mesure, 94. — Dénonciation contre le département d'Indre-et-Loire qui en a arrêté plusieurs, 121. — Réclamations contre une mesure semblable prise dans la Vendée par les représentants en mission, 145. — Décret qui casse tous les arrêtés de cette nature, 147. — Débats sur leur circulation, leur censure et l'esprit de leurs auteurs, 162. — AN III. Les journaux italiens annoncent la rentrée en France des émigrés et le massacre des patriotes sous le nom de terroristes, 306 et 359. — AN IV. Dénonciation contre la distribution qu'en fait faire le directoire, 73 et 74. — Résolution qui oblige les auteurs à y mettre leurs noms, 212. — Son rejet, 213. — Loi sur leur transport, 274 et 281. — Arrêté du bureau central

central contre leurs crieurs et colporteurs, 289.
 — Réduction du prix de leur port, 308 et 309.
 — AN V. Message du directoire sur la calomnie écrite et contre les journaux; vive discussion à ce sujet, 44. — Discussion et résolution qui augmente le prix de leur port, et réduit leur circulation gratuite à celui seul des Défenseurs de la patrie, 49.
 — Son rejet, 69. — Projet pour défendre de les annoncer et crier autrement que par le seul énoncé de leurs titres, et pour en établir un officiel pour le corps législatif, 68. (Voyez *Journal Tachygraphique*). — Mot de Bonaparte contre ceux qui publient les succès de Wurmser dont il annonce les revers, 77. — Suite de la discussion sur les projets précédents, 80, 81, 90 et 91. — Réflexions contre ceux qui veulent rendre le gouvernement odieux aux armées, 84. — Résolution sur le prix en numéraire du port des ouvrages périodiques, 86. — Son rejet, 95 et 96. — Autre pour ne laisser crier que leurs titres, 92. — Ajournement de la question de leur taxe, 96. — Réflexions en faveur de la résolution qui prohibe l'énonciation de leurs sommaires, 97. — Elle est approuvée, 98. — Article sur leur esprit, *ibid.* — Autre sur ceux d'Italie, 185. — Loi qui met les ouvrages périodiques sous la surveillance de la police, 350. — Autre qui les assujétit au droit de timbre, 362. — AN VI. Instruction sur leur prohibition par la loi du 19 fructidor, 52. — Arrêté du directoire concernant la surveillance à exercer sur eux, 68. — Suppression de plusieurs en vertu de la loi précitée, 89. — Arrêté qui défend leur transport par les voitures libres, 97. — Prohibition de plusieurs, 189. — Autres suppressions et poursuites contre les auteurs et imprimeurs, 226. — Prohibitions des journaux de France et d'Angleterre par les deux gouvernemens, 248. — Article du Rédacteur contre les journalistes qui accueillent des bruits mensongers, 263. — Nouvel arrêté qui en supprime quinze, 290 et 293. — Continuation de cette surveillance accordée au directoire, 340, 341 et 343. — Mesures contre leur circulation dans les États-Unis, 346. — AN VII. Prohibition de ceux de France en Russie, 126. — Débats sur leur répression, 334. — Message du directoire annonçant les motifs qui l'ont déterminé à en supprimer plusieurs, 349 et 352.

Table alphabétique.

(Voyez *FOUENÉ*, *BRIOT* et *PRESSE*).

Actes des Apôtres (les), par Barruel-Beauvert. AN V. Ce journal est dénoncé pour ses attaques contre Bonaparte, 142.

Ami de la Concorde et de l'Union (l'). AN VI. Son prospectus, 228.

Ami des Lois (l'). AN IV. Réclamation des députés du Gard contre la nouvelle d'un assassinat publiée dans ce journal, 304. — AN V. Est dénoncé par Dumolard au cinq-cents comme anarchiste, 143. — Autres dénonciations par Béranger, 313. — Et par le conseil d'administration du 3.^{me} régiment d'Artillerie, 323. — AN VI. Reprimandes du Rédacteur contre le même pour son article intitulé: *la Pétition des rois de l'Europe* au directoire, 232. — Dénonce un complot qui se trame en Suisse; débats à ce sujet au grand conseil helvétique, 286. (Voyez *POULTIER* et *SIBUET*).

Ami de la Patrie (l'). AN V. Est dénoncé par Dumolard comme anarchiste, 143. — AN VI. Sa suppression, 206.

Ami du Peuple (l'). Réflexions sur les sorties violentes de ce journal contre la municipalité et le châtelet, 23. (Voyez *MARAT*). — AN III. Distribution d'une feuille sous le même titre arrêtée aux Jacobins et à quelle occasion, 39. — Il est dénoncé par Bentabolle, 117. — Et par la Butte-des-Moulins, 164. (Voyez *LEBOIS*, *CHALES* et *SAULNIER*).

Ami du Roi (l'). Voyez *ROYOU*.

Bulletin du Tribunal révolutionnaire (le): AN II. 1793. Est dénoncé par Hébert comme ayant écrit en faveur de Brissot et de ses complices, 39.

Bulletin des Lois et Bulletin national. (Voyez *BULLETIN*).

Cercle (le). AN VI. Mise en jugement de ses rédacteur, propriétaire et imprimeurs; et pourquoi, 257. — Ils sont acquittés, 298.

Conservateur décadaire (le). AN II. 1794. Son prospectus, 187. — Article de ce journal sur le poème épique qu'il regarde comme propre à célébrer seulement la tyrannie, 270.

Courrier des Armées (le). AN V. Est dénoncé au directoire comme provoquant à la royauté, 18.

Courrier Républicain. (Voyez *PONCELIN*).

Courrier Universel (le). AN III. Démenti de

l'annonce faite par lui , que la convention avait donné des instituteurs au jeune Capet , 74.

Défenseur de la Vérité et des Principes (le). AN VI. Est dénoncé , 74.

Démocrate (le). AN VII. Signalé comme le continuateur du journal des Hommes-Libres ; dénominations qu'il contient , 334.

Eclair (l'). AN V. Est dénoncé par Dubois-Crancé comme royaliste , 142.

Fanal (le). AN VII. Réponse à une critique de ce journal , 9.

Feuille du Jour (la). AN IV. Injures de ce journal contre la république , son gouvernement et ses alliés , 293.

Feuille Villageoise (la). AN 1790. Entreprise de ce journal par Rabaut , Grouvelle , Cerutti , etc. 283.

Furet (le). AN VII. Saisie de ce journal , adressé de Paris à des émigrés , 141.

Gardien de la Constitution (le). AN V. Réponse de Fourcroy aux calomnies de ce journal contre lui , 68. — Est dénoncé par Dubois-Crancé comme royaliste , 142. — Démenti d'un fait imputé par lui au général Férino , 200.

Gazette de Paris (la). AN 1790. Est dénoncée comme incendiaire , 214.

Indicateur (l'). AN 1792. Article contre ce journal , 191.

Journal des Débats et Décrets. AN II. 1794. Réclamation de Tallien contre lui , 257.

Journal des Défenseurs de la Patrie. AN V. Résolution pour sa circulation gratuite , 49. — Elle est rejeté , 69.

Journal des Etats-Généraux. AN 1789. Sa suppression ; Mirabeau réclame et s'engage à le continuer , 2.

Journal des Francs , faisant suite au journal des Hommes-Libres AN VI. Ses conjectures sur le but de l'expédition de Bonaparte ; ses réflexions sur les changemens opérés dans la Cisalpine , 336. — Appositions des scellés sur ses presses , 358.

Journal d'Histoire naturelle. AN 1792. Entrepris par Lamarck , Brugnières , Olivier , Haüy et Pelletier , 161.

Journal du Holstein. AN I.^{er} 1793. Sa prohibition , 209.

Journal des Hommes-Libres ou le Républicain.

AN 1792. Article de cette feuille , intitulé : *On ne peut régner innocemment* , 325. — AN II. 1793. Réponse d'Albite à un article dirigé contre lui , 99. — AN IV. Lettre de Kellermann pour un pareil sujet , 116. — Autre de Merlin de Thionville , pour la même cause , 137. — AN V. Est dénoncé , par Dumolard , comme anarchiste , 143. — AN VI. Sa suppression , 206. (Voyez le *Persévérant* , le *Journal des Francs* et le *Démocrate*). — AN VII. Il attaque le directoire , 310. — Réflexions contre un de ses articles , où il traite de contre-révolutionnaire le discours du président , 323. — Suite de ses attaques , 329. — Autres contre Lucien Bonaparte , 331. — Autres contre Sieyès et sa faction , 332 et 333. — Débats à son sujet , 334. (Voyez VATAN). — Réponse de Berembroëck à une accusation y contenue , 335. — Lettre sur les imputations qu'il a dirigées contre Lucien Bonaparte , 336. — Nouvelles attaques contre Sieyès , 339. — Réflexions contre un de ses articles sur l'influence de la Prusse , 347.

Journal d'Instruction sociale. AN I.^{er} 1793. Entrepris par Condorcet , Sieyès et Duhamel , 143.

Journal de la Montagne. AN I.^{er} 1793. Est dénoncé aux Jacobins , 260 et 264. (Voyez LA-VAUX). — AN II. 1794. Discussion à la même société , sur l'inexactitude de sa rédaction , 181. (Voyez CH. DUVAL).

Journal de l'Opposition , par Réal. AN III. Annonce analytique du n.^o 4 de cette feuille , 328.

Journal de Paris. AN 1789. Est dénoncé par l'abbé Bonneval , 112. — AN V. Article sur les remboursemens , en réponse aux n.^{os} 82 et 83 de ce journal , 102.

Journal des Patriotes de 1789 , par Réal. AN IV. Plaintes contre sa distribution au corps législatif , 73.

Journal Polytechnique. AN III. Annonce du premier cahier , 350.

Journal de Rougiff. (Voyez GUFFROY).

Journal Tachygraphique. AN V. Prospectus de sa création comme journal officiel du corps

législatif , 68. — Débats sur ce projet , 80 , 81 , 90 , 91 et 92. — Son adoption , 93. — Texte de la résolution qui le crée , 99. — Rapport de Vacher aux anciens ; il en propose le rejet ; discussion , 125 , 145 , 146 et 147. — Elle est rejetée , 148. — AN VI. Nouveau projet de son établissement , 75 , 121 et 144. — Résolution d'en faire un essai pour un mois , 168. — Elle est rejetée , 179 et 196. — AN VII. Discussion et ordre du jour sur les réclamations de son entrepreneur Coulon-Thevenot , 211.

Journal de la Tranquillité publique. AN 1789. Son émission arrêtée par la municipalité , 108.

Journal Universel. AN II. 1793. Article contre Albite , et réponse de celui-ci , 99.

Logographe (le). AN 1791. Décret qui lui conserve une tribune , 280.

Mercurie Britannique (le). AN VII. Saisie de ce journal imprimé à Paris , 148.

Messager du Soir (le). Voy. ISIDORE LANGLOIS.

Modérateur (le). AN 1792. Réfutation de ses articles contre la constitution française , 121.

Moniteur (le). AN 1791. Est dénoncé par le ministre Montmorin , pour un article relatif aux correspondances secrètes entre l'Autriche et le cabinet des Tuileries , 153. — Réponse du journaliste , 155. — AN I.^{er} 1793. Appel que fait Isnard à ses rédacteurs pour consacrer dans cette feuille la non liberté d'opinion de l'assemblée nationale , 65. — AN II. 1794. Barrère se plaint de la manière dont un de ses discours y est rendu , 247. — AN III. Lettre que lui adresse Merlin , de Douay , pour se disculper d'avoir censuré les événemens du 31 mai , 2. — Déclaration des propriétaires et rédacteurs de cette feuille , explicative d'une lettre de l'un d'eux à Robespierre , 152. — Autre note relative à des réclamations de Collot-d'Herbois , et aux changemens faits par divers membres à leurs discours imprimés dans cette feuille , 192. — AN IV. Réclamations de la municipalité d'Amsterdam sur un article concernant le club des Amis de la liberté , 102. — AN V. Trouvé annonce qu'il en quitte la rédaction , 118. — Lettre au rédacteur au sujet de celle du grand Lama au pape , 171. — AN VI. Prohibition de ce journal en Russie , 322. — Note sur le refus d'imprimer une lettre de

Briot, accusatrice de Schérer , 340. (Voyez TROUVÉ , Aimé JOURDAN , etc.).

Moniteur Cisalpin (le). AN VI. Attaque les premières autorités de la république romaine , 284.

Nouvelles politiques (les). AN V. Démenti d'un fait imputé par ce journal au général Ferino ; 200.

Parisienne (la). AN VII. Dénonciation de ce journal par Chabot , de l'Allier , 351.

Patriote Français (le) AN 1789. Donne des renseignemens sur l'existence , à la Bastille , des papiers relatifs à la conspiration de la cour , 45. (Voyez BRISSOT et GIREY-DUPRÉ).

Patriote Français (le) par Lemaire. AN VI. Justifie les changemens opérés dans la constitution cisalpine , comme n'étant qu'une ordonnance provisoire de Bonaparte , et accuse ceux qui attaquent cette mesure de vouloir renverser celle de l'an trois , 336.

Père Duchesne (le). Voyez HÉBERT.

Père Duchesne (le nouveau). AN V. Est dénoncé par Dumolard comme anarchiste , 143. (Voy. LEBOS).

Persévérant (le). AN VI. Est supprimé comme faisant suite au *Journal des Hommes - Libres* , 211.

Petite-Poste du jour (la). AN VI. Sa suppression , 144.

Précurseur (le). AN V. Est dénoncé par Dubois-Crancé , comme royaliste , 142.

Propagateur (le). AN VII. Sa suppression , 19.

Publiciste Philantrope (le). AN IV. Article de Trouvé sur ce journal entrepris par Xavier Audouin , 158.

Quotidienne (la). AN III. Article de cette feuille ; relatif à l'épuration de la convention , 322.

Rédacteur (le). AN IV. Publie une lettre tendante à prouver l'émigration du député Siméon , 127. — AN V. Son article sur lord Malmesbury , 37. — Il explique l'ordre donné aux sentinelles d'arrêter les porteurs de nattes retroussées , 58. — Dément le bruit qui présente comme simplement conditionnel le traité avec Naples , 109. — Message au directoire pour provoquer des poursuites contre un article de ce journal , taxé de calomnie , 304. — AN VI. Dément la nouvelle répandue que le direc-

toire avait demandé au Dannemarck vingt-huit millions et six vaisseaux de ligne, et que l'armée française se dirigeait sur Naples, 211. — Écrit contre l'*Ami des Loix*, au sujet de la pétition *des rois de l'Europe*, insérée dans ce journal, 232. — Et contre les journalistes qui propagent des bruits mensongers, 263. — Autre article du même sur les affaires d'Helvétie, *ibid.* — Publie, sous la forme de lettre, un éloge des directeurs, 272. — Réponse de Mengaud à ce journal, qui lui fait un crime d'avoir permis l'apposition du sceau helvétique à côté de celui de la France, sur les caisses des cantons, 287. — Ses réflexions sur la nécessité des visites domiciliaires ordonnées par une loi, 292. — Article qui compare le congrès de Rastadt à la tour de Babel, où toutes les passions parlent à la fois sans se comprendre, 300. — AN VII. Démenti du bruit de l'arrivée d'une garnison suisse à Paris, 170. — Article sur les négociations de Rastadt, 211. — Autre sur les bruits de changements projetés dans la constitution de l'an trois, 225. — Autre sur le désaveu du prince Charles, concernant l'assassinat de Rastadt, 236.

Sentinelle (la), par J. B. Louvet. AN 1792. Son article sur les intrigues des ambitieux qui s'efforcent de diviser les républicains, 301. — Autre contre le titre de *capitale* donné à Paris, 310. — AN III. Article de cette feuille sur le débarquement des émigrés, 295. — AN V. Réflexions sur l'opinion qui y est émise, tendante à affaiblir l'action de la constitution, d'après les circonstances, 19. — Est dénoncée comme anarchiste, 143. (*Voy. LOUVET*).

Sentinelle du Nord (la). AN II. 1793. Dénonciation de ce journal, 87.

Spectateur (le). AN 1792. Réfutation de ses articles contre la constitution française, 121.

Tribun du Peuple (le), par Gracchus Babeuf. AN IV. Réflexions de Trouvé sur cette feuille, 92 et 158. (*Voy. BABEUF*).

Vieux Cordelier (le). *Voyez* CAMILLE DESMOLINS.

JOURNÉE DE TRAVAIL. AN 1790. Elle est fixée à 20 sous, pour servir de base à l'imposition exigée pour être citoyen, 17. (*Voy. CONSTITUTIONS, ELIGIBILITÉ*).

JOURNÉES DE LA RÉVOLUTION. *Quatorze*

Juillet. AN 1789. Permanence de la séance; insurrection de Paris; prise de la Bastille; fuite des principaux personnages de la cour, 18 et *suiv.* (*Voy. PARIS et BASTILLE*). — Rapport sur la conspiration de la cour à cette époque, par Garancoulon, 127. — Procès-verbaux des électeurs pendant les journées du 13 au 19; *pièces justificatives*, pag. 533 et *suiv.* — AN 1790. Adresse de la commune de Paris, et pacte fédératif du 14 juillet, 158. — Rapport, discussion et décrets sur cette fête, 159, 160, 161, 191 et 192. — Discours du maire de Paris au roi, à ce sujet, 165. — Instruction pour la fédération, 170. — Serment à y prêter, 186. — Préparatifs de la fête, 192 et 193. — Lettre y relative, *ibid.* — Détails, 197 et 204. — Pompe funèbre décrétée en l'honneur de ceux qui y ont péri, 214. — Vers sur la fête, 235. (*Voy. FÉDÉRATION*). — AN 1791. Célébration de son anniversaire, 197. — AN 1792. Lettre de Manuel sur celle de l'année, 187. — Message du roi y relatif, 188 et 189. — Hymne de Chénier pour la fête; décret sur le même objet, 196. — Les hommes du 14 juillet présentent à la convention une adresse justificative de leur conduite politique, et demandent le brûlement de tous les drapeaux rouges, 299. — AN I.^{er} 1793. Acceptation de la constitution par la commune de Paris, célébrée à la séance du 14 juillet, 198. — AN II. 1794. Célébration de cette fête à la convention, 297 et 198. — A la commune, 300. — Aux Jacobins, 303. — AN III. Article de Trouvé sur celle de l'année, 298. — Grégoire fait décréter qu'elle sera célébrée dans le sein de la convention, 299. — Détails, discours à ce sujet; la musique exécute la *Marseillaise* et un chœur de Voltaire, 300. — AN IV. Discours des hommes du 14 juillet à la convention, 24. — Rapport sur cette fête et celle du 10 août, 312. — Elles seront célébrées séparément, 313 et 317. — AN V. Arrêté du directoire pour sa célébration, 289. — Détails relatifs à cette fête, 298. — Jean Debry fait déclarer que les vainqueurs de cette journée ont bien mérité de la patrie; Couchery demande que cette fête soit réunie à celle du 9 thermidor, 301. — Approbation de la résolution provoquée par Jean Debry, 303. — Discours prononcé par

Bonaparte aux soldats, lors de l'anniversaire de ce jour, 305. — Sa célébration par l'armée d'Italie; détails y relatifs, 325. — AN VI. Motion de Housset, et arrêté des cinq-cents pour la célébrer dans le sein du conseil, 285. — Même arrêté aux anciens sur la motion de Moreau de l'Yonne, 286. — Arrêté du directoire qui règle le mode de sa célébration dans Paris, 288. — Détails; discours de Chénier, président aux cinq-cents; et de Marbot, président aux anciens; traduction du premier dans toutes les langues, 298. — Discours de Merlin, président du directoire, prononcé au Champ-de-Mars, 299. — Détails de sa célébration à Genève, 306. — A la citadelle de Turin, 309. — A Hambourg par quelques Français, malgré l'opposition des magistrats, 310. — A Malte, 348. — AN VII. Détermination sur le même objet, 295. — Détails et discours prononcés en cette occasion, 298, 301 et 302. (*Voy. PARIS, BASTILLE, PALLOY, etc.*).

La nuit du 4 Août. AN 1789. Sacrifice de tous les privilèges; médaille ordonnée pour l'éterniser; Louis XVI proclamé restaurateur de la liberté française, 34. — Détails et réflexions sur les sacrifices de cette nuit; procès-verbal de la séance; discussion et rédaction définitive des articles arrêtés, 35. — Mesures pour en préparer l'exécution; *Te-Deum* pour célébrer cette nuit, 40. — Projet de médaille pour en perpétuer la mémoire, 44. — Projet d'arrêté pour l'exécution des mesures de cette nuit; débats y relatifs; et sur le mode de les présenter à la sanction du roi, 56 et 57. — Sa réponse; débats à cette occasion, 59. — Autres relatifs à la demande de la promulgation des arrêtés; leur promulgation, 60. (*Voy. DROITS FÉODaux*).

Les 5 et 6 Octobre. AN 1789. Détails et réflexions sur ces journées, leurs causes et leurs effets, 69, 70, 71, 72 et 73. — Nomination d'un commissaire du châtelet pour faire les informations y relatives, 102. — Pièces de cette procédure, où sont impliqués plusieurs députés et autres individus, et principalement Orléans, Mirabeau, Dumas, Aiguillon, Coroller, Biron, etc. *Pièces justificatives pag 564 et suiv.* — AN 1790. Le comité des recherches est autorisé à communiquer au procureur du roi les

renseignemens sur cette affaire, 137. — Et fera connaître les charges existantes contre les députés y impliqués, afin de décider s'il y a lieu à accusation, 220. — L'impression de la procédure est ordonnée, 245. — Rapport y relatif, 274 et 275. — Les membres de l'assemblée, témoins dans cette procédure, à l'exception de ceux qui ont déclaré ne rien savoir, ne peuvent prendre part à la délibération, 276. — Fin de la discussion justificative de Mirabeau et d'Orléans, et décret portant qu'il n'y a pas lieu à inculpation contre eux, *ibid* et 277. (*Voyez leurs noms, CHABROUD, VERSAILLES, etc., le CHATELET*).

Le 20 Juin 1792. Compte rendu des mouvemens par Rœderer; débats et détails sur ce qui se passe au château et dans l'assemblée, 173 et 174. — Mouvement du 21, qui en est la suite, 175. — Adresse aux départemens à ce sujet, 177. — Détails et pièces diverses sur les événemens, 179. — Adresses contre cette journée, *ibid*, 183 et 184. — Discours de Lafayette à la barre, contre ses auteurs, 181 et 183. — Observations de Pétion sur les événemens, 182. — Lettre de Luckner sur le même sujet, 183. — Dénonciation de la proclamation du roi y relative, 191. — Proposition de faire cesser les recherches, 194. — Rapport et détails sur les poursuites qui ont lieu, 196. — Lecture du rapport de Rœderer sur la conduite de Pétion, 198. — Rapport de Murair, et décret à la suite pour faire cesser la suspension du même, *ibid* et 199. (*Voy. PÉTION, RŒDERER, LAFAYETTE, GUILLAUME, LOUIS XVI, PARIS, PÉTITION DES VINGT MILLE, etc.*).

Le 10 Août 1792. AN 1792. Siège du château des Tuileries; détails historiques de cette journée, 225. — Adresse de l'assemblée aux Français pour leur apprendre les motifs de cette insurrection, *ibid*. — Autres détails; discussion y relative, 226. — Arrêté de la municipalité pour l'érection d'une pyramide en l'honneur des vainqueurs, 227. — Diverses dénonciations et déclarations relatives à cette journée; exposition à la France et à l'Europe des motifs qui ont dirigé l'assemblée nationale depuis cette époque, 228. — Proposition de Robespierre pour élever une pyramide aux citoyens morts dans cette journée, 230. — Organisation

d'un tribunal pour juger les coupables, 232. (*Voyez TRIBUNAUX*). — Pompe funèbre en l'honneur des patriotes morts, 244. — Couronnes décernées à plusieurs femmes qui se sont distinguées à cette journée, 247. — Décret qui autorise le comité de sûreté générale à se faire rendre compte des arrestations y relatives, 277. — Autre, autorisant la sortie, dans 15 jours, des individus arrêtés depuis cette époque, et contre lesquels il n'existe aucune poursuite judiciaire, 283. — Les crimes de cette journée dévoilés, 286. — Discours de Pétion sur ses causes, 315. — Discussion à la convention sur cet événement, 316. — Pièces y relatives, trouvées dans l'armoire de fer, 326. — Rapport de Beauvais sur les secours à accorder aux blessés dans cette journée, et décret qui détermine la nature et l'application de ces secours, 352. — AN I.^{er} 1793. Texte de ce décret; présentation des blessés à la convention, par les sections de Paris, qui demandent justice contre Louis Capet, 1. — Décret ordonnant la poursuite des individus qui se sont réunis au château la nuit qui a précédé cette journée, 24. — Rapport de David pour sa solennisation, 196. — Décret pour la célébration de sa fête anniversaire, 211. — Proposition de ne point faire d'illumination ce jour-là; arrêté de la commune sur le même objet; médaille commémorative de cette journée, demandée par Guille-mardet, et décrétée, à condition que nul ne pourra la porter comme distinction, 222. — Sa distribution à tous les membres de la commune de Paris, 224 et 230. — Motifs d'en faire un jubilé fraternel, par Lanthenas, 225. — AN II. 1793. *Journée du 10 Août*, estampe dessinée par Monnet, et gravée par Helmann, 271. — AN II. 1794. — Rapport et décret en faveur des blessés et des veuves de ceux qui y ont péri, 195. — Lakanal leur fait décerner une colonne au Pan-théon, 209. — Célébration de la fête anniversaire, et hymne des victoires, par Chénier, 327. — AN III. Formation d'un jury pour juger les projets du monument destiné à cette journée, 72. — Sa célébration à Philadelphie, 112. — Décret pour la célébrer séparément, 310. — Rapport et décret sur cette fête, 321. — Hymne de Chénier à ce sujet, 323. — Article de Trouvé y relatif,

325. — Détails de sa célébration; discours du président, 328. — Lettres sur sa célébration à Lyon et à Strasbourg, 338. — AN IV. Discours des vainqueurs de cette époque, à la convention, à la suite des événements de vendémiaire, 23 et 24. — Rapport sur la fête annuelle, 312. — Décret pour sa célébration particulière, 313 et 317. — Arrêté du programme et détails y relatifs, 322, 323 et 329. — AN V. Secours aux parens des citoyens morts dans cette action, 90. — Fête qu'en font des prisonniers français à Klagenfurt, 173. — Arrêté du directoire relatif à son anniversaire, 321. — Motion de Jourdan de la Haute-Vienne, pour qu'il soit célébré par le conseil de cinq-cents; arrêté à ce sujet, 326. — Fête au directoire pour sa commémoration; discours du président, 327. — Autre aux cinq-cents, et décret portant que les vainqueurs de cette journée ont bien mérité de la patrie, 327 et 329. — Célébration de cette époque par l'armée de Sambre-et-Meuse, 336. — AN VI. Motion de Duplantier, et arrêté des cinq-cents pour la célébrer dans le sein du conseil, 321. — Détails de sa célébration dans Paris; discours de Lecointe-Puyraveau et de Lavaux, présidents des deux conseils, 325 et 326. — Discours de Merlin, président du directoire; fête et toasts dans une réunion nombreuse, rue Jacob, 327. — Détails de sa célébration à Milan, 340. — A Gènes, 341. — En Toscane, 342. — A Rome, 355. — AN VII. Programme de la fête de l'année, 321. — Arrêté des cinq-cents y relatif, *ibid.* — Discours à cette occasion par le président du directoire; autres, prononcés aux deux conseils et à la société de la rue du Bacq, 326 et 327.

Les 2 et 3 Septembre. AN 1792. Détails et discussion sur les massacres commis dans diverses prisons de Paris, 248, 250, 311 et 315. — Discours de Garat, ministre de la justice, sur ces événements et sur les prisonniers élargis à cette époque, 318. — Discussion aux Jacobins sur le même sujet, 319. — AN I.^{er} 1793. Les auteurs de ces massacres sont dénoncés par Kersaint comme siégeant à la convention; décret qui ordonne leur poursuite, 24. — Reproches à Pétion, au sujet de cette journée, 25. — Arrestation des prévenus des massacres, 35. — Décret qui suspend les pro-

cédures y relatives, 41. — Fournier l'américain accusé d'y avoir pris part, 74. — Arrêté de la commune y relatif, 138. — AN III. Inculpations contre Tallien à leur occasion, 34. — AN IV. Le tribunal criminel demande la marche à suivre contre ceux qui en sont prévenus, 175. — Rapport ordonné sur cette pétition, 187. — AN V. Garat est accusé par Henri Larivière d'être l'un des auteurs de ces journées; il établit la fausseté de cette accusation, 315. — Tallien accusé de nouveau expose sa conduite dans cette circonstance, 349. (*Voyez TALLIEN, PARIS et PRISONS*).

Le 21 Janvier. AN I.^{er} 1793. Détails du supplice de Louis XVI, 23 et 24. — AN II. 1794. Célébration de cette époque par une fête, et décret qui la rend annuelle, 123. — Autre qui ordonne la poursuite de ceux qui ont fait coïncider une exécution avec le moment de sa célébration, 124. — Sa célébration à Plymouth par les prisonniers français, 148. — AN III. Décret qui l'ordonne, 112. — Discussion et arrêté à ce sujet, 118. — Détails et débats sur le genre de musique adapté à cette circonstance, 125. — Fête à Lyon, 131. — Et par l'armée de siège de Luxembourg, 132. — AN IV. Motion et résolution pour sa célébration; il y sera juré haine à la royauté, 117. — Son approbation, 118. — Arrêté sur sa célébration, 119. — Procès-verbal de cette fête; discours de Rewbell, 125. — Autre de Treillard, 126. — AN V. Nouveau décret sur cet objet, 109 et 110. — Addition à la formule du serment de haine à la royauté, de celle de haine à l'anarchie, 117. — Arrêté du directoire sur la cérémonie pour la prestation de ce serment, 118. — Réflexions d'Aimé Jourdan contre l'appareil qu'il a mis à cette fête, 123. — Discours qui y ont été prononcés, 124. — AN VI. Arrêté pour la cérémonie de cette année, 117. — Détails, 124, 126 et 127. — AN VII. Arrêté sur le même objet, 69. — Lettre du ministre de l'intérieur et programme y relatif, 100 et 115. — Détails et hymne de Lebrun à cette occasion, 124 et 126. — Sa célébration à Zurich par l'armée française et les autorités helvétiques, 132. — Autre à Turin, et brûlement des anciennes marques de noblesse, 145.

Les 31 Mai, 1.^{er} et 2 Juin. AN I.^{er} 1793. Mouvements de Paris et mesures prises à la commune;

la convention jure de mourir à son poste, 152. — Suite des détails, 153 et 154. — Serment révolutionnaire, arrêté par le conseil-général de la commune de Paris; proclamation aux Français sur ces événemens, 154. — Réquisition de la force armée, *ibid.* — Sa conduite autour de la convention; liste des députés mis en arrestation et détails y relatifs, 156. — Adresses départementales; rapport de Barrère sur ces journées, 159 et 160. — Adresses pour et contre; décret qui enjoint au comité de salut public de présenter l'extrait de toutes celles y relatives, 162. — Adhésions et réclamations, 164. — Adresses y relatives, 165. — Déclarations contre ces journées, signées de plusieurs députés, 167. — Mesures départementales; autres détails sur des projets de dictature attribués à Marat, Danton, Robespierre et Garat, 169. — Discours d'adhésion par un membre du département de l'Oise, 172. — Adhésions diverses, 173, 174, 175 et 177. — Lettre sur les sentimens de la ci-devant Bretagne, 179. — Adresse de la convention au peuple, 180 et 181. — Réclamations de la ville de Moissac en faveur des députés détenus par suite de ces événemens; vive discussion; demande du rapport contre eux; ordre du jour, 182. — Adhésions et oppositions; proclamation par un député de la violence faite à la convention dans ces journées 183. — Proposition et décret contre les députés et départemens opposans, 184. — Adhésions, rétractations, etc., 186, 188, 190, 191, 194, 199, 201, 203, 204, 211 et 234. — Rapport de la commune de Paris sur ces événemens, 188. — Rapport de St.-Just sur les députés accusés à cette époque; diverses mesures contre eux, 191, 212 et 214. — Adresse contre ces journées, 196. — Rapport sur les députés détenus, et correspondance départementale, 199. — Accusations contre Custine, relativement à ses sentimens sur ces journées, 204. — Décret qui ordonne l'affiche des noms des députés proscrits, au poteau élevé sur les ruines du château de Caen, 220. — Autre qui prive de leurs droits de citoyens tous ceux qui ont pris les armes dans les départemens en rébellion, 225. — Observations et décret pour rétablir les falsifications reconnues dans les premiers procès-verbaux de ces journées, 226. — Fouquier — Thinvillle réclame

l'acte d'accusation des députés détenus; décret qui ordonne la présentation du rapport, 232. (*Voyez DÉPUTÉS*). — Opposition de la députation de la Haute-Vienne, 235. — AN II. 1793. Adhésion des Bordelais régénérés, 271. — Débats sur l'opposition attribuée au district de Tarascon, 61. — Demande du jugement des députés qui ont protesté, 94. — AN II. 1794. Une députation des Jacobins vient célébrer ces mémorables journées au sein de la convention, 254. — Le 31 mai est assimilé au 9 thermidor, dans le rapport de Barrère sur cette dernière journée, 312. — AN III. Rapport ordonné sur les députés qui en ont été victimes, 24. — Demande de leur liberté, et décret pour la remise des pièces les concernant, 33. — Robert Lindet justifie ces événements, 34. — Texte de la protestation faite par les soixante-treize, et signée individuellement par eux les 6 et 19 juin 1793, 41. — Décret qui les rappelle dans le sein de la convention, 80. — Ils témoignent leur reconnaissance et protestent de l'oubli du passé, 81. — Les sections de Paris félicitent la convention sur ce décret, 85. — Discours de Royer dans lequel il dit que les députés rappelés ne conservent de haine que contre ceux sur lesquels la convention appelle l'indignation publique, 86. — Chénier propose le rappel des députés mis hors la loi, 170. — Discussion à ce sujet; décret conforme à cette proposition, 172. — Lecointre en demande le rapport; ordre du jour; suppression de la fête du 31 mai, *ibid.* — Discussion sur la motion de Louvet, tendante à déclarer que les citoyens qui se sont armés à cette époque ont bien mérité de la patrie, 174. — Adresses des sections de Paris en faveur des députés proscrits, 174 et 175. — Barrère, dans sa défense, rappelle les projets de l'évêché à cette époque, et l'opposition qu'il y mit, 191. — Réclamations contre l'apologie, du 31 mai, faite par Lecointre, 182. — Saladin fait annuler tous jugemens et poursuites y relatives, 204. — Exception proposée en faveur des victimes de cette journée, relativement à la suspension de toute radiation de la liste des émigrés; elle est combattue et rejetée, 346. — Les inscrits sur cette liste par suite de ces événements, et promus à des fonctions publiques sont exceptés de la loi qui prive de l'exercice des droits de citoyen

les individus non définitivement rayés; les fugitifs de Toulon ne sont pas compris dans le décret relatif à ceux du 31 mai, 352. — AN IV. Radiation définitive de tous les députés prévenus d'émigration par suite de cette journée, 119 et 121. (*V. BORDEAUX, CALVADOS, EURE, LYON, MARSEILLE, DÉPUTÉS, FÉDÉRALISME, HORS LA LOI, PARIS, CONVENTION NATIONALE et les noms des députés proscrits*).

Les 9 et 10 Thermidor. AN II. 1794. Arrestation de Robespierre et ses complices; décret qui rend le maire et l'agent de la commune de Paris, responsables du salut de la convention, 311. — Détails de la réunion de Robespierre à la commune; les forces de la convention s'en emparent, 312. — Suite des détails, 314, 316, 317, 318, 324, 329 et 333. — Ode de Trouvé sur ces événements, 318. — Supplices qui s'en sont suivis, 336, 338, 339 et 355. — AN III. Motion de Laporte sur l'examen de la conduite de tous les fonctionnaires publics à cette époque; débats à cette occasion sur la conduite du comité de salut public, 14. — Bourdon de l'Oise propose un décret contre ceux qui prêchaient alors la désobéissance à la convention, 21. — Proposition faite à la convention de mettre en liberté les représentans arrêtés avant ce jour; Merlin de Thionville s'y oppose, 33. (*Voy. 31 MAI*). — Tallien fait ordonner la mise en liberté des citoyens arrêtés à cette époque et qui n'étaient qu'égarés, 38. — Goupilleau de Fontenay dit que les travaux de la convention, depuis ce jour, lui ont valu la reconnaissance de toute la France, 47. — A l'occasion de la demande de mettre en liberté les patriotes incarcérés avant ce jour, Legendre s'étonne qu'ils languissent dans les prisons, tandis que les trois intimes de Robespierre siègent encore à la convention, 68. — Clauzel propose de faire sortir de Paris les fonctionnaires publics y arrivés depuis cette époque, 86. — Olivier Gérénte fait décréter la célébration annuelle de ce jour, 125. — Rapport de Courtois sur les papiers de Robespierre, 108, 150. *et suiv.* — Décret portant qu'il sera fait un rapport sur cette journée, et sur celle du 12 germinal qui en est le complément, 197. — Autre pour la célébration séparée de ce jour, 310. — Article de Trouvé y relatif, 311. — Banquet donné

donné par Tallien à l'anniversaire du 9 thermidor ; toasts portés à la fête , 313. — Discours de Courtois servant de procès-verbal aux journées des 8 , 9 et 10 thermidor ; hymne du 9 thermidor , 315. — Honneur d'avoir contribué à cette victoire , accordé à Fouché par Legendre et Tallien , démentis par Boissy-d'Anglas , 327. — AN IV. Dépôt aux archives du procès-verbal de ces événemens , 226. — Célébration de leur fête anniversaire , 299 et 304. — AN V. Restitution aux héritiers des biens des mis hors la loi à cette époque , 186. — Proposition aux cinq-cents de déclarer que la convention a bien mérité de la patrie dans cette journée ; autre de réunir cette fête , ainsi que toutes les autres , à celle de la fondation de la république ; arrêté pour sa célébration dans le sein du conseil , 311. — Discours prononcé par le président , 312. — Autre par celui du directoire , *ibid.* — AN VI. Programme de la fête de l'année par François de Neufchâteau , 309. — Hymnes de Daru et de Lebrun pour cette circonstance , 310. — Sa célébration aux conseils avec commémoration du 18 fructidor et du 13 vendémiaire , 312 , 313 et 315. — Détails de la fête au Champ-de-Mars pour la réception des monumens d'Italie , 313 , 314 et 315. — AN VII. Arrêté pour sa célébration au corps législatif , 304. — Article y relatif , 309. — Discours aux conseils , au directoire et aux Jacobins à cette occasion , 313 , 314 et 315. — (*Voyez ROBESPIERRE , CONVENTION NATIONALE et PARIS*).

Le 12 Germinal. AN III. Rapport par Ysaëau sur les événemens de cette journée ; sa proposition de déclarer au peuple français qu'il y a eu attentat contre la liberté des délibérations , et d'annoncer la traduction des auteurs et instigateurs devant le tribunal criminel de Paris ; adoption du décret sans que les membres de l'extrémité gauche prennent part à la délibération ; déportation de Barrère , Collot , Billaud et Vadier ; arrestation de plusieurs députés , 195. — Décret portant qu'il sera envoyé aux départemens un rapport circonstancié des événemens , et que les citoyens qui se sont armés pour la convention ont bien mérité de la patrie , 196. — Rapport ordonné sur cette journée et sur celle du 9 thermidor , comme étant liées l'une à l'autre , 197.

Table alphabétique.

— Compte demandé de l'exécution du décret rendu par suite des événemens , *ibid.* — Rapport sur les troubles y relatifs , 199. — Félicitations sur cette journée , 200. — Rapport sur les causes politiques de ses mouvemens , et rapprochemens divers à cette occasion , 202. — Félicitation des sections du Panthéon , des Piques , des Gardes-françaises , Lepelletier , etc. ; la révolte de cette journée organisée par les agens de l'Angleterre , 203. — Désaveu des pétitions de cette époque par plusieurs sections , 204. — Lettre d'un ex-député , et article de Trouvé sur la forme et le fonds de ces événemens , 238. (*Voyez CONVENTION NATIONALE et PARIS*).

Les 1 , 2 et 4 Prairial. AN III. Révolte ; son plan semé avec profusion dans Paris sous ce titre : *Insurrection du peuple pour obtenir du pain et reconquérir ses droits* ; les représentans expulsés , et qui se sont soustraits au décret accusés d'en être les chefs ; arrêté portant qu'il sera proposé une proclamation pour éclairer les citoyens , 244. — Plan d'insurrection lu par un canonier à la tribune de la convention ; le président , menacé à plusieurs reprises , fait appeler près de lui un général de brigade ; il prend les ordres de l'assemblée pour l'évacuation des tribunes ; la tête du représentant Féraud portée au bout d'une pique au sein de la convention , 245. — Ordre donné par le président d'empêcher les députés accusés de sortir de la salle ; leur arrestation votée par Tallien est décrétée de suite , 246. — Proclamations aux Parisiens ; rassemblement des insurgés au premier coup de tocsin ; décret portant qu'il sera fait un rapport sur tous les événemens relatifs à la mort de Féraud ; sur le dévouement des citoyens qui ont défendu la convention , et qu'il sera écrit en son nom à la famille de ce député ; serment de la force armée , 247. — Mouvement des canoniers ; l'assassin de Féraud est arraché de dessus l'échafaud et promené en triomphe dans le faubourg St.-Antoine ; sommation faite à ses habitans ; mesures y relatives , 248. — Rébelles pris les armes à la main ; décret qui ordonne aux comités de prendre sur le champ les mesures nécessaires pour l'exécution du décret rendu contre eux , 249. — Réflexions de Trouvé sur les causes et les moyens de répression de ceux suscités par les désorganiseurs et les anarchistes , *ibid.* — Décret

qui traduit devant la commission militaire les auteurs de cette révolte, 250. — Article de Trouvé sur la punition des auteurs de cette journée; décret qui autorise la commission militaire à prononcer la peine de mort, celle des fers ou de la détention, 251. — Décret qui traduit pardevant cette commission les représentans mis en arrestation dans la nuit du 1.^{er} prairial, comme chefs et complices des attentats de cette journée, 252. — Condamnation des assassins de Féraud, 261. — Félicitations des représentans en mission aux armées et dans les départemens, 262, 263, 264 et 266. — Divers jugemens de la commission militaire portant condamnation à la détention de plusieurs des complices de la journée du 1.^{er} prairial, 264. — Acte d'accusation des députés accusés d'être les chefs de la révolte; leur punition demandée par les sections des Champs-Élysées, de la République, de l'Indivisibilité et de l'Homme-Armé, 265 et 266. — Jugement de la commission militaire prononçant la peine de déportation contre plusieurs complices de l'assassinat du représentant Féraud, 267. — Lettre de cette commission à laquelle est jointe une liste des représentans, dont les députés accusés devant elle, réclament le témoignage; ordre du jour motivé, 268. — Mise en liberté de treize prévenus de complicité; instruction par la commission militaire de Paris, du procès des représentans mis en jugement; Albitte, Prieur de la Marne déclarés contumax; présentation à la convention de l'individu qui transmet à la convention le plan d'insurrection, 269. — Félicitations nombreuses, *ibid* et 270. — Jugement de la commission militaire portant condamnation à mort de Goujon, Romme, Duroy, Duquesnoy, Bourbotte, Soubrany, de Peysard à la déportation et de Forestier à la réclusion, 270. — Une lettre d'Allemagne attribue les événemens précédens à l'Angleterre, à l'Autriche et aux émigrés, 274. — Circonstances du jugement et de la mort des six députés condamnés, *ibid*. — Rédaction du procès-verbal des événemens, 279. — Désaveu d'une adresse, 283. — On demande la suppression de la commission militaire, 288. — Boissy-d'Anglas attribue ces journées au cabinet de Saint-James, 306. — Rapport y relatif, demandé au comité de sûreté générale,

306. — AN VI. Eloge, par Lacombe-Saint-Michel, des victimes de cette époque, immolées, dit-il, à la faction anglaise, et débats sur cette opinion, 122. (*Voyez CONVENTION NATIONALE, PARIS, FÉRAUD*, et les noms des députés condamnés à cette époque).

Le 13 Vendémiaire. AN IV. Dénonciation et rapport sur la conspiration qui le précède, 1 et 7. — Mesures y relatives, *ibid*. — Mouvements des sections; situation de la convention et de Paris, 15 et 16. — Article de Trouvé sur cette journée, 17. — Compte qu'en rend Barras à l'assemblée; proclamation et mesures y relatives, *ibid*. — Autres détails; annonce des dispositions de l'armée de Jourdan pour défendre la convention. (*Voyez aux ARMÉES*). Décret de bien mérité de la patrie en faveur de ceux qui ont pris les armes pour elle, 18. — Formation de trois conseils militaires pour juger les auteurs de cette révolte, 19 et 20. — Ses ramifications dans le Calvados; projets contre ses auteurs et en faveur de ses victimes; mesures relatives à ces événemens; appel à la barre des maires des communes avoisinant Paris, *ibid*. — Leur comparution, 21. — Effet que la victoire du 13 a produit à Rouen; don de pistolets à trois employés des bureaux de la convention pour leur conduite en cette journée, *ibid*. — Présentation des vainqueurs à la barre; leurs discours, 22 et 24. — Rapport sur les blessés; décret qui les assimile à ceux des armées, 27, 31 et 32. — Arrêté pour l'examen de la conduite des militaires en cette circonstance, 33. — Rapport de Barras; accusations contre le général Menou, 35 et 36. — Discours de Tallien sur ses suites, et formation d'une commission, 36. — Arrêté du directoire pour la poursuite des prévenus de cette conspiration pardevant les tribunaux ordinaires, 82. — Réflexions sur le jugement du tribunal qui nie la conspiration et en acquitte les prévenus, 338. — AN V. Opinion de Thibaudeau sur cette journée, 36. — AN VI. Arrêté pour en célébrer la victoire conjointement avec le 9 thermidor, 312. — Projet de Bergasse sur cet objet, 313. — Discours à cette occasion, 314 et 315. (*Voyez PARIS et ses sections, CONSEILS MILITAIRES, BARRAS, BONAPARTE, LENAÎTRE, MENOÛ, CONVENTION NATIONALE, etc.*).

Le 18 Fructidor. AN V. Proclamation du directoire annonçant qu'il a été attaqué par les égorgeurs; précis de cette journée, 349. — Détails et mesures qui s'en sont suivies, 350. — Suite et pièces relatives à la conspiration, pour le rétablissement de la royauté, 352 et 353. — Texte des mesures de salut public, mentionnées ci-dessus; suite des détails, adresses au peuple sur cette journée; son éloge par Audouin, 354 et 355. — Tableau des machinations de la faction renversée, 357 et 358. — Levallois propose d'élever un monument pour perpétuer cette époque, et demande qu'elle soit célébrée tous les ans; discussion sur un projet de Greslier, à ce sujet, 359. — Compte rendu de cette journée, par le ministre de la marine, aux troupes de son département, *ibid.* — Fêtes en Hollande en l'honneur de cette révolution, 365. — AN VI. Discussion et adoption du principe de sa célébration annuelle, 5, 6, 8, 9 et 10. — Rapport sur les causes qui l'ont amenée, 6, 7 et 8. — Protestation de Camille-Jordan contre cette journée, 8 et 42. — Adresse d'adhésion de l'armée d'Italie à ses résultats, 23 et 25. — Est célébrée à Cadix par des fêtes particulières; effet salutaire qu'elle produit à Lyon, 25. — Nomination d'une commission pour faire un nouveau rapport, 27. — Est célébrée à Ancone par des fêtes; ode de Trouvé sur le même sujet, 43. — Adhésions, 56. — Article du journal officiel sur les projets des émigrés à cette époque, 67. — Opinions des gazettes américaines sur la situation de la France avant cette journée, 75. — Arrêté relatif à l'élévation, dans l'enceinte des cinq-cents, d'un monument qui la rappelle, 122. — Arrivée à Cayenne des déportés, 129. — Hommage d'un ouvrage sur cette journée, 145. — Levée du séquestre mis sur les biens des déportés ci-dessus, 148. — Rapport de Bailleul sur ces événements, 179, 182 et *suiv.* — Rouchon les présente comme le principe de l'asservissement du corps législatif; violens débats à ce sujet, 231. — Proposition et arrêté d'en réunir la fête à celles du 13 vendémiaire et du 9 thermidor, 312. — Projet de Bergasse sur cet objet, 313. — Ordre du jour aux anciens sur la proposition de cette réunion; discours de Lecointe, président aux cinq-cents, pour sa célébration, 314, 315 et 328. — Pro-

jet de Duhot sur sa célébration dans toute la république, 328. — Rapport de Bergasse et résolution qui l'établit, 331. — Son approbation, 334. — Arrêté du directoire y relatif, 336. — Motion de Marbot, et arrêté qu'elle sera célébrée aux anciens, 345. — Programme, 346. — Discours de Daunou et de Laloi, présidents des deux conseils, 351. — Discours de Treilhارد, président du directoire, 352. — Détails de sa célébration à Bruxelles, 353. — Et à Strasbourg; évolutions militaires représentant le passage du Rhin et la fuite des Autrichiens, 358. — AN VII. Explication de Pitt sur l'éloignement de la paix produit par cette journée, 283. — Mémoire de Ramel l'un de ses déportés, 294. — Arrêté relatif à plusieurs individus condamnés à la même peine, 317. — Célébration de son anniversaire, 344, 350, 352 et 353. (*Voyez ARMÉE D'ITALIE, CORPS LÉGISLATIF, DIRECTOIRE, BAILLEUL, SOCIÉTÉ DE CLICHY, PICHEGRU et les noms des déportés de cette époque.*)

Les 28, 29 et 30 Prairial. AN VII. Changemens dans le directoire exécutif; permanence des conseils; détails, 272 à 276. — Rapport et mesures de salut public, 279. — Discussion et rejet aux anciens, 280, 281, 282, 291, 292, 308 et 317. — Adresse d'adhésion à ces événemens, 281. — Adresse aux Français à leur occasion, 283. — Nouvelles adhésions, 284, 286, 287, 288 et 290. — Bertrand, du Calvados, se plaint de ce que les ennemis de la république veulent faire tourner ces événemens à leur profit, 315. (*Voyez COMMISSION EXTRAORDINAIRE DES ONZE, DIRECTOIRE, MERLIN, REWBELL, SCHERER, TREILHARD, RÉVEILLÈRE, BAILLEUL, etc. BOULAY, de la Meurthe, FRANÇAIS, de Nantes, BERTRAND, du Calvados, etc.*).

JOURS COMPLÉMENTAIRES. AN III. Décret qui substitue cette dénomination à celle de jours *Sans-Culottides*, 341. (*Voyez SANS-CULOTTIDES*).

JUBILÉ. AN 1792. Il en est publié un à Liourne contre la révolution française, 269.

JUGEMENS. AN 1790. Décret portant que ceux en dernier ressort peuvent être attaqués par la voie de cassation, 145. — AN I.^{er} 1793. Décret pour la révision de ceux en matière criminelle, 138. — AN II. 1794. Rapport et décret fixant les cas de l'an-

nullation de ceux en matière civile, 187. — AN III. Décret pour la révision de ceux rendus pour faits révolutionnaires, 199. — Article additionnel, 333. — AN IV. Les commissaires du directoire chargés de poursuivre l'exécution des jugemens criminels, 204 et 207. — Projets sur l'appel, ajournés, 292. — AN V. Discussion et loi à la suite qui en détermine les délais, 25, 49 et 64. — Décret pour l'ouverture en cassation, lorsqu'un jugement porte sur des actes indépendans de la procédure, 100. — Fixation des frais d'expédition, 123. — Adoption d'une résolution portant que les jugemens révolutionnaires sont sujets à cassation, 138. — Rejet d'une autre sur les frais et dépens en matière criminelle, correctionnelle et de police, 199, 215, 218, 220 et 222. — AN VI. Loi relative à la déchéance en matière d'appel, 89. — Projets pour la révision de ceux rendus en haine de la république, 181 et 201. — Rejet d'une résolution relative aux jugemens par défaut en matière correctionnelle, 240. — Autre portant que ceux en dernier ressort ne peuvent être attaqués que par voie de cassation, 299. — Autre qui ouvre aux indigens la ressource de l'appel par la voie de la requête civile, 304. — AN VII. Rapport sur la révision de ceux en cassation, 47. — Discussion sur la résolution relative aux jugemens arbitraux contre la république, 53. — Ajournement du projet relatif aux jugemens rendus sur pièces ou témoignages faux, 55. — Reprise de la discussion sur la résolution concernant ceux arbitraux contre la république; son approbation, 62. — Présentation d'un projet sur les requêtes civiles contre les mêmes jugemens, 63. — Rapport sur la résolution relative aux jugemens indument qualifiés en dernier ressort, et qui ne les rend attaquables que par voie de cassation, 71. — Discussion sur cet objet, 82, 84, 90, 91 et 92. — Elle est rejetée, 93. — Nouveau projet, 150 et 159. — Discussion sur ceux rendus d'après de faux témoignages ou des pièces supposées, 97, 98, 101, 182 et 219. — Rapport, discussion et décret relatif aux frais de procédures en matière criminelle, 190, 202 et 204. (*Voyez* CODES, ORDRE JUDICIAIRE, TRIBUNAUX, etc.).

JUGES. AN 1790. Sont autorisés à commencer

les informations contre toute espèce de délits, 31. — Il y aura parmi eux deux degrés de juridiction; les juges de première instance seront sédentaires, 122. — Les juges sont rééligibles, 124. — Ne sont nommés que pour un temps déterminé, *ibid.* — La durée de leurs fonctions fixée à six ans, 125. — Sont élus par le peuple, 126. — Adoption de la rédaction de Beaumetz pour fixer l'état de la question sur l'institution des juges, 127. — Les juges élus par le peuple ne peuvent être refusés par le roi à qui les électeurs ne présenteront qu'un seul sujet, 128. — Ils recevront leurs provisions du roi, 129. — Etablissement des juges d'appel, 206. — Forme d'élection et d'installation des juges, 217. — Leur traitement, 246. — Dénonciation contre le garde-des-sceaux pour avoir délégué la vérification de leur éligibilité, 311. — Leur remplacement, 312. — Décret pour accélérer leur installation, 337. — AN 1791. Nomination de ceux des tribunaux de Paris, 4. — Décret sur l'installation des députés appelés à ces places, 20. — Autre sur le respect dû à cette magistrature, 60. — Danger de les faire nommer par le roi; citation à cet égard de l'ouvrage de J. Bentham, 290. — AN 1792. Discussion sur leur rénovation; décret à la suite qui déclare en principe tous les citoyens admissibles aux places de juges, 267 et 268. — Autre pour leur renouvellement, 288 et 292. — AN II. 1794. Pétition pour la suppression de leur costume, 188. — AN IV. Rapport et décret sur la faculté de les récuser, 27. — Rapport de Treilhard, d'après un message du directoire, proposant de lui accorder le remplacement des juges démissionnaires ou autrement déplacés, 71. — Autre projet pour attribuer ce remplacement aux tribunaux, 72. — Discussion du projet de Treilhard, 75, 76, 77, 80 et 81. — Résolution y conforme, 82. — Sa discussion et son approbation, 88 et 89. — Loi pénale contre ceux qui refuseraient de prêter le serment de haine à la royauté, 172 et 174. — Autre qui fixe le semestre des juges civils auprès des tribunaux criminels, 175 et 176. — Autre concernant la répartition entr'eux du droit de présence, 257 et 262. — AN V. Décret portant qu'ils resteront aux débats d'une affaire commencée, quoique appelés à d'autres fonctions, 197, 214 et 215.

— Résolution pour la fixation définitive du mouvement des juges du tribunal civil au tribunal criminel, 222. — Leur remplacement confié au directoire, au 18 fructidor, 350 *et suiv.* — AN VI. Indemnités qui leur sont accordées pour frais de déplacement, 25 et 29. — Discussion du projet de Roëmers pour la nomination par le directoire à leurs places vacantes, 224, 226, 227, 237, 238 et 239. — Fin et résolution qui lui confie cette nomination jusqu'aux élections, 240. — Elle est approuvée, 242. — Proposition d'améliorer leur traitement, 281. — AN VII. Projet y relatif, 40. — Révision demandée des nominations des juges faites dans les années quatre, cinq et six ; débats à ce sujet terminés par le rapport de l'arrêté pris pour cette révision, 74, 75 et 76. — Motion relative au traitement des juges, 106. — Discussion du projet cité plus haut, 121. — Présentation de trois projets relatifs aux dépenses judiciaires ; adoption du premier relatif au traitement des juges, 130 et 131. — Rapport et discussion aux anciens sur cette résolution, 163. — Son texte et son adoption, 164. (*Voy. ORDRE JUDICIAIRE*).

JUGES DE PAIX. AN 1790. Leur institution, 190. — Leur compétence, et jusqu'à quelle somme, 191. — Leur juridiction, 195. — Fin du décret, 201. — Articles additionnels, 229. — Leurs attributions, 288. — Autres articles additionnels, 292. — AN 1791. Nouveaux décrets sur leurs fonctions et juridiction, 55, 56, 58 et 59. — Autre sur l'appel de leurs jugemens, 67. — Ne peuvent cumuler leur traitement avec des pensions, 271. — AN 1792. Décret de leur rénovation, 267. — AN I.^{er} 1793. Décret qui ordonne à leurs huisiers de résider dans leur même section, 41. — Ceux de Paris prêtent le serment du 31 mai à la convention, 153. — Décret qui augmente leur traitement, 161. — AN II. 1793. Leurs fonctions incompatibles avec celles de notaire, 33. — AN II. 1794. La connaissance des délits militaires hors l'arrondissement des armées leur est attribuée, 241. — AN IV. Décret qui charge le directoire de pourvoir au remplacement de ceux non élus, 83, 90 et 91. — Message sur l'amélioration de la législation y relative, 83. — Autre pour qu'il y ait à Paris un assesseur chargé de la police judiciaire, 84. — Rejet d'une résolution qui leur attribuait

les fonctions des bureaux de paix et de conciliation, 91, 100 et 101. — Autre qui leur ordonne de déposer leurs minutes aux greffes des administrations municipales, 91. — Message du directoire pour savoir s'il peut nommer ceux de Paris, Lyon, Bordeaux et Marseille, 115. — Décret qui l'autorise à nommer les assesseurs et les juges vacans, 121 et 126. — Sont chargés de clore les inventaires, 238 et 239. — Ceux des lieux infestés par les rebelles sont autorisés à exercer dans l'endroit de leur retraite, *ibid.* — La police rurale leur est attribuée, 332. — AN V. Décret relatif à leurs greffiers, 41 et 91. — Autre relatif à la translation de deux juges d'une section dans une autre, 347. — AN VI. Rejet d'une résolution relative à leur remplacement provisoire, 2. — Décret qui autorise le directoire à nommer ceux des cantons, 256. — Ils réclament une augmentation de traitement ; ordre du jour, 260. — Analyse du rapport de Duport, sur la question de savoir si ceux nommés aux élections de l'an cinq, doivent rester en fonctions jusqu'en l'an sept ; la commission vote l'affirmative, 265. — Sortie contre leur conduite ; rejet du projet par la question préalable, 266. — Rapport de Thénard, et résolution qui les renouvelle tous les deux ans, 285 et 286. — Motion de Compeyre sur les lois concernant leur nomination, 293. — Rapport de Bouteville en faveur de la résolution relative à la nomination de ceux dont les élections ont été annulées, 297. — Son approbation, 312. — AN VII. Fixation de leur traitement, 164.

JUIFS. AN 1789. Grégoire dénonce les persécutions exercées contre ceux d'Alsace, 32. — Ils réclament les droits de citoyen et l'abolition d'une taxe de protection qu'ils payent à la maison de Brancas, 51. — Les droits de l'homme leur sont rendus, 64. — Ceux de Lorraine réclament la cessation de leur proscription, 74. — Discussion sur leur admissibilité à l'état de citoyen, 118, 121, 123 et 124. — Décret par lequel l'assemblée se réserve de prononcer sur leur état, et déclare l'admissibilité en général des non catholiques à tous les emplois, 125. — AN 1790. Les juifs espagnols, portugais et avignonnais domiciliés en France sont maintenus dans leurs anciens droits, et déclarés

citoyens actifs, 30. — Discours de Godard à l'assemblée municipale de Paris, en leur faveur; et réponse de Mulot, président, 33. — Réflexions sur leur adresse à l'Assemblée nationale, 46. — Demande d'une députation de la commune de Paris à l'Assemblée nationale, en faveur des juifs de cette ville, 60. — Réflexions sur les juifs, par Godard, 81. — Il est défendu d'attenter à leur sûreté, 107. — Suppression de leurs redevances pécuniaires, 203. — Renvoi de ce décret au comité des finances, *ibid.* — Proclamation de la municipalité de Strasbourg contre leur colportage, 283. — AN 1791. Discussion sur leurs droits, 20. — Réclamation contre les anciennes formes de la police à leur égard, 21. — Ils demandent un temple à Paris, 162. — Décret qui consacre leurs droits politiques, 272. — Autre sur les créances de ceux d'Alsace, *ibid.* — AN 1792. Question préalable sur une pétition de ceux de Nanci, tendante à être distraits de la dette contractée par ceux de Metz, 124. — AN III. Ils sont persécutés en Pologne par les Russes, 119. — AN V. Sont admis aux droits de citoyen, dans la république batave, 1. — AN VI. Reçoivent à Vienne l'ordre de justifier de leurs moyens de subsistance, ou de s'éloigner de la ville, 13. — Proposition sur les propriétés et dettes de leurs corporations à Metz et Avignon, 70. — Elle est rejetée par la question préalable, 85. — Abolition en Suisse des impositions auxquelles ils étaient soumis, 266. — Discussion au corps législatif helvétique sur leur admissibilité aux droits politiques, 343 et 348. — AN VII. Abjuration de plusieurs d'entre eux, à Berlin, 223. — Bonaparte les invite à se ranger sous ses drapeaux pour aller rebâtir Jérusalem, 243. JURANDES. (Voy. MAITRISES.).

JURÉS. AN 1790. Discussion sur leur institution, 97, 98 et 99. — Suite de la discussion; opinion de Sieyès, 100. — Observations sur leur établissement, 109. — Suite de la discussion, 119. — Il y en aura au criminel, et point au civil, 121. — Opinion de Clermont-Tonnerre sur cet objet, 150. — Rapport sur leur organisation, 333. — Réflexions sur leur établissement, 352. — Discussion sur leur institution en matière criminelle, 363 et 365. — AN 1791. Adoption du

titre premier du projet de Duport sur cette matière; observations grammaticales y relatives, 3. — Discussion du projet, 4, 5, 6, 12 et 13. — Opinion de Thouret sur cette institution, 14. — Suite de la discussion à ce sujet, 19. — Elle est déclarée fermée; priorité accordée au plan du comité; adoption de divers articles présentés par lui, 20, 21, 24, 34, 36 et 37. — Texte des articles additionnels sur cette matière, 199. — Décret portant qu'ils pourront bien déclarer l'accusé excusable, mais que les juges ne seront pas tenus d'absoudre, 253. — Nouveaux articles additionnels sur leur organisation, 260. — Décret portant qu'elle aura lieu au premier janvier 1792, 261. — AN 1792. Rapport sur leur organisation, et discussion à ce sujet, 1 et 10. — Articles additionnels sur le jugement des affaires criminelles par jurés, 11 et 13. — Proclamation du roi relative à l'exécution de la loi y relative, 26. — Décret pour activer leur institution à Paris, 42. — Autre portant qu'il y a incompatibilité entre les fonctions de jurés et celles de législateurs, 59. — AN I.^{er} 1793. Décret sur le mode de leur déclaration, 157. — Discussion et rejet de leur établissement au civil, 173 et 174. — AN II. 1793. Décret portant que tous les citoyens sont admis aux fonctions de jurés, 94. — AN II. 1794. Autre concernant le cas du partage des voix, 169. — Autre pour la formation de leur nouveau tableau, 234. — AN III. Leur établissement à Bruxelles, 191. — AN IV. Message les concernant, 169. — AN V. Circulaire du ministre de la justice aux tribunaux criminels sur cette institution et la manière de poser les questions, 4. — Rapport sur les jugemens par jurés, 8 et 9. — Résolution sur les questions qui doivent leur être proposées, 73. — Fixation de leurs indemnités, 156 et 159. — Rapport de la loi qui les prive pour deux ans du droit de voter, lorsqu'ils ne sont pas à leur poste, 176 et 177. — Résolution portant des peines contre celui qui ne se rend pas sur la sommation qui lui en a été faite, 190. — Résolution portant qu'ils resteront, ainsi que leurs adjoints, aux débats et à l'instruction de l'affaire qu'ils auront commencée, quoique nommés à d'autres fonctions, 197, 214 et 215. — Loi portant qu'ils ne pourront remplir leurs

fonctions qu'après avoir prêté le serment de haine à la royauté et à l'anarchie, 350. — AN VI. Autre concernant la formation de leurs listes, 41, 49 et 56. — Résolution concernant le cas du partage des voix entre les jurés de jugement, 64 et 70. — AN VII. Lettre du ministre de l'intérieur, concernant la formation des listes des citoyens appelés à ces fonctions, 146. (*Voyez* JURY).

JURÉS PRISEURS. AN 1790. Leur suppression, 192.

JURISDICTION ÉPISCOPALE. AN 1790. Observations à ce sujet, 319.

JURISDICTION PRÉVOTALE. (*Voy. PRÉVOTÉ*).

JURISDICTION DES PRUDHOMMES PÊCHEURS. (*Voy. PRUDHOMMES*).

JURISPRUDENCE. AN 1789. Notice sur celle de France, 106. — AN 1790. Observations de Peuchet sur la jurisprudence civile, 235. (*Voy. CODES CIVIL et CRIMINEL, JUGES DE PAIX, ORDRE JUDICIAIRE, TRIBUNAUX, etc.*)

JURY. AN 1791. Décret sur la manière de juger les contestations relatives à l'élection du haut-jury, 74. — Instruction sur cette nouvelle procédure, 274. — AN 1792. Autre par Osselin, 4. — Du jury en matière civile et criminelle, 88. — AN II. 1794. Autre qui charge les comités de présenter des moyens de sans-culotiser les jurys qui innocentent les conspirateurs, 253. — AN IV. Adjonction de nouveaux directeurs de jury au tribunal de la Seine, 104, 117 et 118. — Résolution pour l'accélération des procédures en matière de jury, 114. — Rapport de Pastoret contre la traduction à un second jury, pour le même fait, 285 et 286. — AN V. Résolution conforme à ce rapport, 52. — Elle est rejetée, 113. — Ajournement d'une autre tendante à déterminer le cas où le rejet de l'accusation par le jury peut être cassé, 126, 127 et 128. — Renvoi à une commission spéciale d'un message du directoire, qui demande la création de six nouveaux directeurs de jury pour Paris, 198. (*Voy. aux TRIBUNAUX de Paris*). — AN VI. Rapport de Lédot sur des modifications à apporter dans la procédure par jury, 2. — AN VII. Commission nommée pour réviser les lois relatives aux directeurs de jury, 74. (*Voyez* JURÉS, CODES, ORDRE JUDICIAIRE, TRIBUNAUX, etc.).

JURY DES ARTS. AN II. 1793. Décret qui l'institue, 39. — Liste de ses membres, 57. (*Voy. ARTS*).

JURY CONSTITUTIONNAIRE. (*Voy. CONSTITUTIONS et SIEYES*).

JUSTICE CRIMINELLE. AN 1790. Rapport de Duport sur cette matière, et division de son organisation en police et en justice, 361 et 362. — Discussion et adoption du projet, *ibid* et 363. — Articles relatifs au flagrant délit et aux fonctions des juges, 364 et 365. (*Voy. JUGES*).

JUSTICES DE PAIX. AN 1790. Formation de leurs bureaux, et fixation de l'âge auquel cessera leur juridiction, 218. (*Voy. TRIBUNAUX DE FAMILLE et JUGES DE PAIX*).

JUSTICES SEIGNEURIALES. AN 1789. Abolies au 4 août; discussion et adoption de l'article qui les supprime, 37. — Admissibilité de leurs officiers aux fonctions municipales, 130. — AN 1790. Les possesseurs de ces justices sont dispensés de l'obligation d'entretenir les enfans abandonnés sur leur territoire, 334. — AN 1791. Discussion sur leur remboursement; renvoi à la législature, 232 et 233.

L.

LABOUREURS. (*Voyez* CULTIVATEURS).

LACS. (*Voyez* DESSÈCHEMENS).

LAINES. AN 1792. Décret qui continue la franchise pour l'exportation de celles étrangères non filées, 167. (*Voy. CHANORIER*).

LAISSES DE MER. AN II. 1794. La concession de celles comprises entre les rivières de Sendre et du Brouage, faite au ci-devant maréchal de Richelieu, est annulée, 273.

LAMPE DOGIMASTIQUE. (*Voyez* INVENTIONS).

LANGUES. AN 1790. Articles sur le génie musical de la langue française, 81 et 85. — AN 1792. Cours de langue latine, par Luneau-Boisgermain, 187. — AN II. 1793. Présentation à la convention d'un tableau des variations de celle française, 38. — AN II. 1794. Son enseignement général, 129. — Extension du décret y relatif, 152. — Rapport de Grégoire sur l'utilité d'en simplifier l'étude; décret pour la confection d'une nouvelle grammaire et d'un

nouveau vocabulaire ; adresse de la convention au peuple français sur le même objet , 258 et 260. — Merlin fait décréter qu'elle sera exclusivement employée à la rédaction des actes publics dans toute la république , 304. — AN III. Présentation , par Delormel , d'un projet de langue universelle ; 57. — Etablissement d'une école d'enseignement des langues orientales , 193. — Prospectus d'une grammaire allemande , 353. — AN IV. Motion de Lamarque sur l'enseignement des langues vivantes , 351. — AN V. Article sur l'étude de celles étrangères , 8.

LÉGIONS. AN 1792. Projets et décret de leur formation , 114 , 116 , 117 et 120. — AN VII. Nouvelle création de ces corps pour faire la guerre des Chouans dans les départemens de l'Ouest , 355 et 365.

Légion des Allobroges. AN 1792. Sa création , 216.

Légion des Américains. AN 1792. Décret sur son organisation , 343. — AN I.^{er} 1793. Révocation de l'ordre de son départ pour Saint-Domingue , 137.

Légion des Ardennes. AN 1792. Son organisation , 349.

Légion d'Aspe. AN 1791. Est désarmée à Toulouse , 90. — Son licenciement et poursuite des auteurs et instigateurs des troubles auxquels elle a pris part , 94.

Légion Batave. AN II. 1793. Sa suppression , 48.

Légion des Belges et Liégeois. AN I.^{er} 1793. Son organisation , 131.

Légion Franche-étrangère. AN 1792. Sa création , 210.

Légion des Francs ou Armée noire. AN V. Est passée en revue par Hoche , 56. — Est dirigée sur Paris ; accusations contre elle à cette occasion , 320. — AN VI. Son départ de cette ville , 6. — AN VII. Nouvelle création d'un corps du même nom , 355.

Légion Germanique. AN 1792. Décret qui en ordonne la levée , 251. — On en sollicite une meilleure organisation , 312. — AN I.^{er} 1793. Envoi de Julien de Toulouse et Bourbotte , à Orléans , pour vérifier les faits d'incivisme dénoncés contre ses chefs , 128. — Décret confirmatif de la destitution de son chef et de plusieurs officiers , 129. — Les chefs de ce corps dénoncés par un soldat ,

173. — Demande de son organisation sur le même pied que les autres troupes , 193. — Translation à Paris de ses membres détenus à Tours et à Saumur , 195. (*Voyez WESTERMANN*).

Légion Italique. AN VII. Sa création , 355.

Légion du Nord. Sa création , *idem*, *ibid*.

Légion de Police. AN III. Sa création , 278 et 344. — AN IV. Est mise à la disposition du directoire ; et supprimée , 218 , 220 et 223.

Légion Polonoise. AN VII. Sa création , 355.

Légion Prussienne. AN 1792. Sa création , 242.

LÉGISLATION. AN 1790. Décret qui ordonne l'établissement de dépôts de législation , 227. — AN 1792. — Traduction de l'ouvrage de Filangieri sur cette matière , 31. — AN III. Décret sur divers objets de législation , 23. — AN V. Extrait de la Politique d'Aristote y relatif , 268. — AN VII. Exposition des règles du droit ancien , par Goulliart , 200. (*Voyez LOIS , CODES et ORDRE JUDICIAIRE*).

LÉGISLATURES. AN 1789. Discussion sur leur durée et leur renouvellement total ou partiel ; décret qui fixe cette durée à deux ans , et ordonne le renouvellement en totalité , 56. — AN III. Proposition d'y admettre des auditeurs , sans voix consultative ni délibérative , 288. — Projet de Sieyès y relatif , 308. (*Voyez ASSEMBLÉES , CORPS LÉGISLATIF , CONSTITUTIONS*).

LÈSE-NATION. AN 1789. Annonce de la translation à l'Abbaye de prévenus de ce crime , 23. — Discussion et proclamation à ce sujet , *ibid*. — Propositions et arrêté pour en attribuer la connaissance au tribunal spécial , 76. — Proposition de Cazalès de le définir exactement , 96. — AN 1791. Renvoi des procédures de cette nature au comité des recherches , 17. (*Voyez ce comité et CONSPIRATIONS*).

LÉSION. AN III. Projet sur les procédures pour cause de lésion dans les ventes de fonds , 210. (*Voyez ACTION EN RESCISION et PAPIER-MONNAIE*).

LETTRES. AN 1789. Discussion sans résultat , sur l'inviolabilité de leur secret , 24. — AN 1791. Décret qui rétablit le cours de leur distribution , interrompu par la fuite du roi , 174. — AN 1792. Leur taxation pour les armées tant en-deçà qu'au-delà

qu'au-delà des frontières, 161 et 176. — AN I.^{er} 1793. Discussion sur le projet tendant à en autoriser l'ouverture, 161. — AN II. 1794. Décret pour l'envoi à Paris de celles dirigées à l'étranger et retenues dans les différens bureaux de poste, 224. — AN III. Décret de leur inviolabilité, 81. — AN V. Fixation du prix de leur transport en numéraire, 86. — Et rejet, 95 et 96. — Nouvelle résolution y relative, *ibid.* — Son approbation, 98. — Dénonciation, projet, discussion et résolution sur leur violation, 280, 301, 343 et 346. — AN VI. Elle est rejetée, 8. — Arrêté concernant l'emploi de celles prises sur des navires ennemis, 279. — Arrêté du directoire qui défend aux voitures particulières de se charger de leur port, 348. (*Voyez POSTES*).

LETTRES DE CACHET. AN 1789. Un religieux, détenu par une de ces lettres, offre un don patriotique, et donne lieu à la proposition de les révoquer toutes, 70. — Ajournement du décret pour leur anéantissement et de la proposition de continuer la détention des prévenus de crimes capitaux ou de les renvoyer, à leur choix, devant les tribunaux, 73. — Nomination d'un comité pour s'occuper de cet objet, 77. — AN 1790. Rapport et discussion y relative; décret à la suite pour faire cesser les détentions arbitraires, 53 et 74. — Réponse à des observations sur les lettres de cachet, 176. (*Voyez ARBITRAIRE*).

LETTRES DE CHANGE. AN IV. Message relatif aux débiteurs, 113. — Résolution concernant le mode de rembourser celles tirées de France sur l'étranger, 121. — Son approbation, 126. — AN VI. Proposition d'y supprimer l'emploi des mots *sieur* et *monsieur*, 234 et 257. — Projet sur leur échéance, 284 et 299. — Rejet, par la bourgeoisie d'Hambourg, d'un projet d'impôt sur ces effets, 296. — AN VII. Motion tendante à les faire soumettre à une législation uniforme, 147. — Adoption d'un projet tendant à régulariser leur paiement, 179. — Rejet de la résolution relative à leur échéance, 191 et 208. — Projet y relatif, 355.

LETTRES DE CRÉDIT. AN VI. Approbation de la résolution du 14 Bréat, qui les substitue aux réscriptions, 295.

LETTRES DE GRACE. AN 1791. Leur suppression, 156 et 157. (*Voyez DROIT DE GRACE*).

LETTRES DE NATURALISATION. (*Voyez ARMEMENT EN COURSE*).

LETTRES DE RELIEF DE LAPS DE TEMPS. AN 1792. Décret sur leur mode de présentation et d'admission au tribunal de cassation, 349.

LETTRES DE SURSÉANCE. AN 1789. Discussion sur leur abolition, 78.

LEVÉE EN MASSE. AN I.^{er} 1793. Adresse qui la demande; décret qui l'ordonne et la règle, 229. — Rapport et projet de Barrère pour son exécution; discussion et décret portant que tous les Français seront mis en état de réquisition permanente pour le service des armées, 233, 234 et 237. — Elle s'exécute avec ardeur autour de l'armée de la Moselle, 251. — AN II. 1793. On porte à 300,000 le nombre des citoyens armés contre les brigands de la Vendée, 265. (*Voyez BATAILLONS AUXILIAIRES, FÉDÉRÉS, GARDES NATIONALES, etc.*)

LIBELLES. AN 1792. Débats au parlement d'Angleterre sur le bill de Fox concernant cet objet, 147. — Adoption à la chambre des pairs de ce bill, 155. — Suite de la discussion, 181. — AN VII. Les royalistes en répandent dans le département de la Seine-Inférieure, 341. (*Voyez ECRITS, PAMPHLETS, etc.*).

LIBERTÉ. AN 1796. Lettre sur son établissement en France, 250.

LIBERTÉ DE LA PRESSE, DU COMMERCE, etc. (*Voyez ces mots*).

LIBRAIRIE. AN 1789. Arrêt du conseil qui maintient ses précédens réglemens, 2. — AN I.^{er} 1793. Décret pour garantir la propriété de ses ouvrages, 202. — AN II. 1794. Prohibition de la sortie des livres, 162. (*Voyez LIVRES*).

LIEUTENANS D'ARTILLERIE. AN 1792. Décret qui les remet en pied, 132.

LIEUTENANS-COLONELS. AN 1791. Décret pour leur avancement, 64.

LIEUTENANS-GÉNÉRAUX et MARÉCHAUX DE CAMP. AN 1792. Décret sur leur non réduction jusqu'à la paix, 121.

LIEUTENANS DE ROI. AN 1790. Leur paiement est ordonné, 85.

LIMITES. AN III. Article sur celles à fixer à la république française, 328. — Observations d'un ex-député de la convention rhénop-germanique sur la question des limites, 335. — AN IV. Rapport sur leur reculement au Rhin, 1. — Sortie de Maréc contre la faction des anciennes limites, 36. — Ouvrages y relatifs, 143 et 165. (*Voyez FRANCE et RHIN*).

LIQUIDATION. AN 1790. Projet de l'établissement de sa direction générale, 351. — Elle est décrétée, 365. — AN 1791. Décret relatif aux liquidations qui intéresseraient des absens, 31. — Paiement de celles arrêtées, 38 et 75. — Décret pour en accélérer le travail, 90. — Autres y relatifs, 116. — Autre fixant le mode d'attaquer les arrêts du conseil en cette matière, 117. — Autre concernant la dépense de ses bureaux, 126. — Fonds affectés à ses payemens, 144 et 191. — Autres décrets de cette nature, 234. — Réduction de plusieurs liquidations, 247. — Décret concernant le comité central de ce nom, 265. — AN I.^{er} 1793. Autre pour la liquidation des dettes de l'Etat, 202. — AN II. 1793. Sa continuation, et révision des précédens travaux, 21. — AN II. 1794. Dénonciation de celle de la liste civile, 149. — Décret pour celle de créances appartenantes aux habitans de Lyon et Toulon, 164. — AN IV. Autorisation au directeur de continuer ses travaux, 46 et 48. — Fixation de son traitement, 168 et 170. — AN V. Approbation d'une résolution relative aux dépenses de cette partie, 274. (*Voyez COMPTABILITÉ, DETTE PUBLIQUE, LISTE CIVILE, OFFICES, RENTES, etc.*)

LISTE CIVILE. AN 1790. Demande faite au roi de la fixer, 5. — Sur sa proposition, elle est portée à 25 millions, 461. — AN 1791. Lettre du roi sur sa sanction; elle est convertie en décret, 50. — Fixation des dépenses à sa charge, 147. — Apposition des scellés sur les bâtimens et caisses qui lui appartiennent, 174. — Leur levée, 243. — AN 1792. Décret qui la suspend, 225. — Rapport sur les papiers inventoriés dans ses bureaux, 267. — AN I.^{er} 1793. Décret sur les pensions et traitemens payés par elle; secours aux gagistes, 218. — Annulation de ses créances, et impression des noms de tous ses créanciers, 227. — Liquidation

de ses gagistes et pensionnaires, 243. — Estimation et vente de son mobilier, 259. — AN II. 1794. Dénonciations contre son liquidateur, et examen de sa conduite, 149. — Nouveau décret de liquidation, 198. — Rapport de Laloi, et décret relatif à la vente de son mobilier, 259. — Rapport de Monnot, et décret qui destine 600,000 liv. pour être distribuées aux classes les plus indigentes de cette liste, 269. — AN III. Autres décrets pour le paiement de ses gagistes et pensionnaires, 112 et 134. — Sa liquidation réunie à celle de la dette publique, 324. — AN IV. Vente des maisons provenant de cette origine, 98 et 99. — AN V. Motion de Zangiacomi sur la liquidation de ses pensions, 161. — Résolution qui détermine les cas de déchéances, 269. — Autre relative à la liquidation des gagistes, 322. — AN VI. Message sur ce qui leur est dû, 291. (*Voyez PENSIONS et PENSIONNAIRES; DETTE PUBLIQUE, etc.*)

LISTE DES EMIGRÉS. (*Voyez EMIGRÉS*).

LITTÉRATURE. AN 1789. Dénonciation du Catéchisme du genre humain, 83. — Vœux d'un Solitaire; notice sur cet ouvrage de Bernardin de St-Pierre, 99. — Observations sur la Beauté pittoresque en littérature, tirées de l'anglais, *ibid.* — Analyse de l'Icosameron, 103. — La Tisane patriotique, 107. — Victorine, roman, par l'auteur de Blançay, 122. — Ode aux Poètes français sur leur silence, 113. — Traduction de 3 odes d'Horace, par Cérutti; et réflexions sur leur sujet, 118. — Epître au P. Venance sur la suppression des ordres religieux, 126. — AN 1790. Vers en l'honneur de Lyon, par Cubières, 3. — Voyage dans les 13 Cantons, par Robert, 3 et 5. — Mémoires de Desèze et Bruges, dans l'affaire de Bezenval, 4. — Moyens de ramener l'ordre et la sécurité dans la société, par Lacroix, 7. — Notice sur E. Jeaurat, peintre, *ibid.* — Traduction du poëme latin *Genethlicia*, 19. — Lettre sur les Beaux-Arts, par l'abbé Aubert, 26. — Essai sur les Mœurs, ou Point de Constitution sans mœurs, 29. — Lettres sur Wasingthon, 32. — Les Nymphes de Dictyme, *ibid.* — Almanach des Muses, 33 et 40. — Les Talismans, 34. — Bicêtre réformé, par Musquinet, 38 et 39. — Correspondance particulière du comte de Saint-Germain, 48 et 49. — La Liberté,

poème, par Guyétand, 50. — Journal des Enfans, par Berquin, 54. — Vœux d'un Homme libre, par Drobecq, *ibid.* — Apologue aux Belges-unis, 55. — Bibliothèque de l'Homme public, par Condorcet, Peyssonnel, Chapelier, etc., 57, 95 et 328. — Chanson patriotique, 58. — Traduction de Tacite, par Dureau de la Malle, 67. — Observations sur les Deuils de Cour, par Fréman, 74. — Les Sottises de la Semaine, par les frères Séguier, 83. — Histoire des Hommes publics du tiers-état, par Turpin, 85. — Lettre sur l'institution de la course des Chars, par Lafont-Pouloti, *ibid.* — Traduction de Tacite, par de Meillan, 93. — Analyse d'Alcibiade, 113. — Etrences du Peuple, par Barrère, 127. — Mémoires du maréchal de Richelieu, par Soulavie, 146, 155 et 167. — Appel à l'Assemblée nationale, 155. — Homélie sur l'Egalité, par l'abbé Joly, 176. — Dictionnaire encyclopédique de l'Assemblée nationale, par Peuchet, 185. — Mémoires de Ferrières-Sauvebœuf, *ibid.* et 283. — Motifs de consolation au Clergé, 185. — Lettre d'un jeune Novice de la Trappe, par Sélis, 188. — Fables italiennes, par Luigi Grillo, 204. — Bibliothèque des Villages, par Berquin, 224 et 317. — Poème sur la prise de la Bastille, par Raboteau, 235. — De l'Insurrection Parisienne, par Dusaulx, 236. — Ynckle et Yarricko, par Gesner, 267. — Vie de Joseph II, *ibid.* — La Parisiade, poème sur la Révolution, 283. — Lettre de la princesse de G... sur l'Italie, 284. — Réflexions sur l'ouvrage de Mably sur la Pologne, *ibid.* — Prônes civiques, par l'abbé Lamourette, 297. — Guide des Voyageurs en Suisse, *ibid.* — La Chasteté du Clergé dévoilée, *ibid.* — Eloge du maréchal de Vauban, par Noël, *ibid.* — Œuvres de Winkelman, 298. — La Nature, poème, par Lebrun, *ibid.* — De l'Etat présent et à venir de la France, par Calonne, 308. — Description de la France, par Dulaure, 317. — AN 1791. — Bibliothèque des Villages, 2. — Bibliothèque de l'Homme public; réclamations de Grouvelle contre cet ouvrage, 9. — Réflexions sur la Chaumière indienne, 41. — Intrigues amoureuses des rois de France, depuis Charlemagne jusqu'à Henri IV, 118. — Sur la retraite de Jacques II; extrait d'une feuille publiée en 1689, 197. — Cor-

respondance sur les affaires de France, 231. — Questions et réflexions sur un commencement d'abus et de privilèges, 280. — Considérations sur la manifestation des opinions religieuses, 314. — AN 1792. Voyages et Mémoires de Bényouscki, 18. — Les Jardins de Betz, par Cérutti, 35. — Réponse du Pape à Andrieux, 37. — Notice sur les ouvrages de Boulanger; lettres de Péliisery, prisonnier onze ans à la Bastille, 40. — Notice sur la vie du maréchal de Villars, par Anquetil, 61. — Voyages en Europe, en Asie et en Afrique, par Makintosh, 66. — Voyages en Allemagne, par Riesbeck, 68. — Recherches historiques sur l'Inde par Robertson, 76. — Suite des Vœux d'un Solitaire, par Bernardin-de-Saint-Pierre, 81. — Gonsalve de Cordoue, par Florian, 99. — Recherches sur la science du Gouvernement, par Gorani, 107. — De la Tragédie grecque, par Auger, 117. — Mémoires du comte de Maurepas, 122. — Mémoires sur le ministère du duc d'Aiguillon, 124. — Transactions philosophiques, par Gebelin, 136. — Analyse des Anecdotes secrètes de la cour de Russie, 149. — République sans impôts, par Lavicomterie, 161. — Sentimens de sociabilité, par Duronceray, *ibid.* — Fictions morales, par Mercier, 170. — Notice sur les ouvrages de Favart, 171. — Observations sur Montesquieu, par M. E. Lenglet, 213. — Les Rivaux au cardinalat, ou la Mort de l'abbé Mauri, poème, par Cubières, 260. — Strophes de l'Ode de Trouvé sur la conquête de l'Egalité, 268. — Fragmens de Politique et d'Histoire, par Mercier, 268 et 341. — Réponse des Chevaliers français au prince de Neuwied, par Andrieux, 280. — Discours de Camper, hollandais, sur l'art de peindre les passions qui se manifestent sur le visage, 288. — Le Valère Maxime français, par Delaplace, 289. — Histôires de Tacite, par Dotteville; Idylles de Théocrite, traduction de Gail, *ibid.* — Tableaux caractéristiques des hommes et des femmes, par Mariyau, 291. — Article sur Machiavel, où il est vengé de la mauvaise réputation qu'on lui a faite, 313. — Constitution des Spartiates, des Athéniens et des Romains, par Guérout, 314. — Le Mentor moderne, par M^{me}. Prince de Beaumont, 358. — Les Nuits d'Young, et Télémaque, en vers français, par T. C. Har-

douin, *ibid.* — AN I.^{er} 1793. Théocrite, traduit par Gail, 37. — Le Contre - Espion, ou la Clef des Correspondances secrètes, 172. — AN II. 1793. Observations sur la conservation des monumens des Lettres, 72. — AN II. 1794. Arrêtés du comité de salut public relatifs aux Arts et aux Lettres, 261 et 263. — Notice sur le Poème épique, considéré comme ouvrage de l'adulation, 270. — Ode de Trouvé sur la bataille de Fleurus, 283. — Voyages dans l'Amérique, 275. — Offrande à la convention du 5.^{me} n.^o des Annales de la république, 285. — AN III. Les derniers coups portés aux préjugés et à la superstition, par Billaud-Varennes, 61. — Mémoire d'Anselme Jordy sur la régénération des Mœurs, 332. — Traduction, en vers, des Odes d'Anacréon, par Anson, 362. — AN IV. Voyage de deux Français dans le nord de l'Europe en 1790 et 1792, 39. — OEuvres posthumes de Chabanon, publiées par Saint-Ange, 49. — Gouvernement des Hommes libres ou Constitution républicaine, par Chéral - Montréal, 90. — Analyse de Caleb Williams, traduit de l'anglais, de Godwin, 125 et 187. — Extrait d'un ouvrage, intitulé : Souvenirs de mes voyages en Angleterre, 158. — Pièce de vers, intitulée : l'Hôpital des Fous, par Andrieux, 295. — Analyse de l'ouvrage des Principes et Recherches sur la Philosophie de l'univers, 308. — AN V. Histoire critique des Mystères, 110. — Observations sur les Diners du Vaudeville, 120. — Abrégé des Hommes illustres de Plutarque, par Acher, 167. — Chapitre du Prince, de Machiavel, sur la diminution de l'amour de la liberté chez les peuples modernes, en comparaison avec les anciens, 176. — De la Philosophie du Bonheur, 220. — Socrate et Glaucon, dialogue, en vers, par Andrieux, 341. — AN VI. Extrait des Campagnes de Bonaparte, 24 et 30. — Notice du poème de l'Emigré, 67. — Publication de l'Espion de la Révolution, 78. — Compte de l'Almanach des Muses pour l'an quatre, 129 et 130. — Lettre d'un Solitaire de Montmartre, 139. — Analyse de Marie Saint - Clair, 255. — Ouvrage de Pinglin, sur l'origine des Idées, 276. — Notice sur les Diners du Vaudeville, 283. — Poème latin, de Petit-Radel, intitulé : *De Amoribus Pancharitis et Zoroæ*, 311 et 358. — Hommage

aux cinq-cents de la Réfutation de la Création, 315. — Poèmes de la Sépulture et la Mélancolie, par Legouvé, 333. — Notice des Mélanges de M.^{me} Necker, 342. — AN VII. Réponse à une critique de l'annonce du poème latin, intitulé : *De Amoribus Pancharitis et Zoroæ*, 1. — Détails sur un Manuscrit Siamois, 13. — Notice d'un ouvrage, intitulé : Voyages et Aventures des Emigrés français, 14. — Autre des Recherches sur les Origines Celtiques, principalement sur celles de Bugey, par J. J. Bacon, 40. — Autre du Voyage pittoresque de la Syrie, de la Phénicie, de la Palestine et de la Basse-Egypte, 44. — Découverte des Poésies originales d'Ossian, 104. — Réponse à une lettre du Solitaire de Montmartre, 170. — Le Blanchisseur de l'Opéra, vers au ministre de l'intérieur, 177. — Hommage des Voyages de Pythagore, et analyse de cet ouvrage, 182 et 194. — Notice du poème de Castel sur les Plantes, 187. — Note de Laporte-Dutheil, sur une nouvelle édition des Caractères de Théophraste; extrait d'un Voyage en Nubie et en Abyssinie; et d'un autre dans le sud de l'Amérique septentrionale, par James Bruce, 188. — Notice sur la traduction des Métamorphoses d'Ovide, par Malfilâtre; autre, d'un Cours d'Arithmétique décimale, par Leival, 189. — Autre sur un Voyage historique et pittoresque dans l'Istrie et la Dalmatie, 191. — Analyse d'un ouvrage d'Azuni, sur le système et les principes du Droit maritime en Europe, *ibid.* — Hymne de Parny sur la fête de la Jeunesse; Analyse du Voyage de Larochefoucault dans l'Amérique, 194. — Annonce d'un ouvrage de Froment sur le Commerce des Européens avec les Indes, par la Mer-Rouge et l'Egypte, 198. — Autre, des OEuvres d'Hypocrate, traduites par Lefebvre-de-Villebrune, 208. — Publication, à Altona, d'un livre philosophique, intitulé : L'Apôtre du Holstein, 212. — Notice sur une Grammaire élémentaire et mécanique, par Panckoucke, *ibid.* — Réflexions sur la Littérature allemande, 214. — Dépôt à la bibliothèque nationale, d'un Manuscrit de Pierre de l'Etoile, écrit sous Henri III, 217. — Extrait d'un livre, imprimé en 1581, traitant de la puissance du Prince et de celle du Peuple, par Hubert Languet, 219. — Annonce

d'un Voyage de Constantinople à Bassora , par Sestini , 224. — Notice sur la traduction de Machiavel , par Guiraudet , 227. — Vers sur la mort de Roberjot , par Gauthier , 228. — Notice sur la Correspondance de Frédéric II avec le marquis d'Argens , 229. — Autre sur les Essais politiques , économiques et philosophiques du comte du Rumfort ; 235. — Recherches sur les moyens de perfectionner les Canaux , par R. Fulton , *ibid.* — Eloge des Perruques , par Deguerle , 244. — Notice sur le Mécanisme de l'Univers , 248. — Nouvelle Géographie universelle , par Williams Guthrie , traduction de Noël , 253. — Théâtre de l'Hermitage de Catherine II , 258. — L'Abeille française , par Cordier , *ibid.* — Cours de Littérature , de Laharpe , 261. — Hommage d'un Cours d'Etudes encyclopédiques , par Pagès , 270. — Article intitulé : De la Conquête probable de l'Empire Ottoman par Bonaparte , 279. — Nouvelle édition de Voltaire , par Palissot , 283. — Deuxième extrait du Cours de Littérature , de Laharpe , 292. — Journal de Ramel , déporté à la Guyanne , 320. — Anecdote sur la Grammaire Péruvienne , 328. — Fables sur les circonstances , *ibid.* et 332. — Méthode-Pratique de Lecture , par François de Neufchâteau , 334. — Antiquités poétiques , par Bouchaud , 355.

LIVRE-ROUGE. AN 1789. Décret qui en ordonne la communication , 98. — Observations explicatives de son contenu , 131. — AN 1790. Sa remise demandée au roi , 65. — Détails sur ce livre , 78 , 97 , 98 , 101 , 104 , 107 , 109 , 111 , 113 et 117. — Observations de Montmorin sur son chapitre VIII , 116. — Autres de Necker sur l'avant-propos qui le précède et sur l'accusation d'en avoir retardé la communication , 117. — AN 1792. Découverte d'un livre-rouge pour les dépenses de la guerre , 240. — Décret qui ordonne son impression , 244. — Compte rendu de son dépouillement , 264. — AN I.^{er} 1793. Impression ordonnée de celui trouvé à Versailles dans un secrétaire à l'usage de Louis XVI , 60. (*Voyez LOUIS XVI.*)

LIVRES et autres objets scientifiques. AN 1792. Décret qui surseoit à leur vente , 285. — AN II. 1793. Autre , pour empêcher leur destruction , sous prétexte de la loi contre les signes et empreintes féodales , 33 et 36. — AN V. Résolution

relative à la disposition de ceux conservés dans les dépôts littéraires , 244. — Sa discussion et son approbation , 362 et 364. (*Voyez BIBLIOTHÈQUES.*)

LIVRES ÉLÉMENTAIRES. AN I.^{er} 1793. Ouverture d'un concours pour leur composition , 166. — AN II. 1794. Adoption d'un projet de Grégoire sur le même objet , 131. — AN IV. Rapport de Lakanal y relatif , 47 , 65 , 66 , 67 et 68. — Autre en faveur de la résolution qui ordonne leur impression , aux frais de la république , 186. — Discussion et approbation , 195 , 196 et 197. — Autorisation au directoire de traiter avec les auteurs de ceux admis par le jury , 347. — AN VI. Lettre du ministre de l'intérieur , relative à leur perfectionnement , 11. (*Voyez INSTRUCTION PUBLIQUE , ECOLES , etc.*)

LOGEMENT DE GENS DE GUERRE. AN 1790. Tous les citoyens y sont soumis , sans exception , 25.

LOIS. AN 1789. Motion relative à la promulgation des actes des deux pouvoirs ; et décret pour l'apposition aux ordres émanés du roi , de son seing et du contre-seing d'un secrétaire d'Etat , 65. — Proposition et discussion d'une nouvelle formule de leur promulgation , 69. — Adoption de la formule de l'intitulé des lois , proposée par Mirabeau , avec quelques amendemens ; décret définitif , 70. — Dénonciation sur les irrégularités de leur envoi , et décret qui mande , à cette occasion , le garde des sceaux , 75. — Décret qui nomme un comité de quatre membres pour veiller à l'exactitude de leur envoi , 93. — AN 1790. Autre sur leur traduction dans tous les idiomes de la France , 16. — Autre , déterminant les formes de leur sanction , 86. — Recueil de lois nouvelles , 194. — Nécessité d'un code unique , par Carpentier , 195. — Dispositions concernant l'envoi et l'exécution des lois , 231 et 307. — AN 1791. Suppression de leurs sommaires , 6. — Décret sur le respect dû à la loi , 60. — Décision portant que les décrets rendus lors de la fuite du roi , auront force de loi sans sanction , 173. — Décret semblable , lors de la révision de la constitution , 247. — AN 1792. Nouveau décret , de même nature , au 10 août , 225. — Fixation du mode du mandat de leur exécution , 329. — AN II. 1794. Mise en réquisition des fondeurs pour le service de la commission de l'envoi des

lois, 146. — Décret pour la fabrication du papier relatif à leur impression, 204. — Autre qui charge Couthon, Cambacérès et Merlin de Douai, de la rédaction du code de celles existantes, 214. — Rapport de Couthon, et décret à la suite sur l'ordre de ce travail, 253. — Autre sur leur classification, 299. — AN III. Décret concernant leur envoi, 129. — AN IV. Résolution qui déclare valables celles publiées, avant la loi du 2 septembre 1790, par simple transcription sur les registres des corps administratifs et judiciaires, 262. — Son approbation, 286. — AN V. Motion de Fargues sur l'inconvénient d'en ordonner l'exécution à terme fixe, 122. — AN VII. Discussion sur la question de savoir si elles peuvent annuler les arrêtés du directoire, 290.

Lois agraires. AN I.^{er} 1793. Décret de peine de mort contre quiconque en proposerait, 79.

Loi d'inéligibilité du 3 brumaire. AN IV. Est rendue sur le rapport de Tallien pour l'exclusion des fonctions publiques de diverses classes d'individus, 42. — Projet de Génissieu, tendant à faire déclarer par tous les députés, qu'ils ne sont dans aucun des cas d'exclusion spécifiés par cette loi, et discussion à ce sujet, 104, 105, 106 et 107. — Résolution conforme à ce projet, 107. — Annulation d'une déclaration du conseil des cinq-cents, relative à la mise en jugement des députés exclus par cette loi, 112. — Discussion sur la même, à l'occasion de son application à J. Aymé. (*Voyez son article, et FERRAND-VAILLANT, PALHIER, LECERF, etc.*) — Demande de son rapport, 358. — Vive discussion à ce sujet, et renvoi à une commission pour examiner si elle doit être, ou non, maintenue, 359. — AN V. Rapport tendant à en révoquer quelques articles; ajournement dans les formes constitutionnelles, 7. — Articles pour et contre, *ibid.* — Discussion sur cette loi, 19, 30, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 45 et 46. — Suite et ajournement, 47. — Discussion sur le projet de Rion; la loi est maintenue en ce qui concerne les prévenus d'émigration, les émigrés et leurs parens, 48. — Rédaction des principes adoptés sur cet objet; impression et ajournement, 50. — Discussion sur la rédaction présentée par Crassous; les condamnés du 12 germinal sont exceptés de l'amnistie,

51. — Extension de ses exclusions aux places à la nomination du directoire; rapport de l'article sur les prêtres; réclamation contre l'arrêté qui maintient les six premiers articles; l'arrêté est adopté, *ibid.* — Suite de la discussion sur la rédaction de la nouvelle loi; adoption de celle de l'article relatif aux suspensions du droit d'éligibilité, 54. — Discussion aux anciens sur cette résolution, 61. — Proposition de Dupont de Nemours de regarder cette loi comme nulle, et de rappeler les députés qu'elle exclut, 62. — On demande le rejet de la résolution précédente, 65. — Discussion y relative, 66. — Texte du rapport tendant à son rejet; suite de la discussion; la résolution est approuvée par les anciens, 67 jusqu'à 76. — Ordre du jour sur diverses adresses de félicitation à ce sujet, 68. — Rapport et projet de Desmoulins pour la rapporter comme inconstitutionnelle, 231 et 232. — Discussion et résolution y conforme, 236 et 237. — Débats aux anciens, et rejet de cette mesure, 240, 242, 243 et 244. — Nouvelle proposition et résolution de son rapport, ainsi que de la modification qu'elle a subie plus haut, 249 et 267. — Est approuvée à l'unanimité, 286. — Remise en vigueur de ses six premiers articles jusqu'à la paix générale, 350, 352, 353 et 354. — AN VI. Proposition de la déclarer non applicable aux fonctionnaires dont les parens sont inscrits sur des listes d'émigrés postérieurement à leur nomination, 115.

Lois criminelles et pénales. AN 1789. Leur théorie par P. Chaussard, 121. — AN 1790. Discussion et décret portant que les peines sont personnelles et n'impriment aucune flétrissure aux familles des condamnés, 23. — Examen de projets sur la législation criminelle, 58. — Article sur cette matière, 98. — Lois pénales par Pastoret, 306 et 322.

Loi du 21 floréal. AN IV. Rendue pour l'exclusion de Paris des ex-conventionnels, amnistiés, fonctionnaires destitués, etc., 237 et 238. — AN V. Proposition de l'annuler, 168. — Rapport à cet effet, et rejet de la résolution y relative, 231, 232, 236, 237, 240, 242, 243 et 244. — Elle est rapportée, 246 et 253. — Seconde annulation

de ses dispositions relatives aux étrangers, 270 et 289. (*Voy.* PARIS, VENDÔME).

Loi du 22 floréal. AN VI. Annulant une partie des élections de l'année ; message du directoire qui la provoque, 225. — Il est renvoyé à une commission de 5 membres, 226. — Sa formation, 227. — Rapport de Bailleul en son nom, 230 et 231. — Discussion et résolution à la suite, qui annule diverses députations, 232 et 233. — Son approbation, 234 et 235. — Altercation dans un banquet du corps législatif, à l'occasion d'un toast porté à cette opération, 272. — AN VII. Est attaquée aux Jacobins, 322. (*Voy.* ELECTIONS, PARIS, HAUTE-VIENNE, DORDOGNE et autres localités).

Loi du 19 fructidor. AN V. Excluant les individus inscrits sur des listes d'émigrés, et non rayés définitivement. (*Voy.* à JOURNÉES).

Lois inconstitutionnelles. AN V. Formation d'une commission sur la motion d'Audouin, pour examiner celles qui sont dans ce cas, 168. — Rapport de Desmolins sur cet objet, 231. — Projet tendant à en rapporter plusieurs, 232. — Discussion y relative, 236. — Résolution qui abroge la loi du 3 brumaire an quatre ; celles qui suspendent les représentans ; les articles 2, 3, 4 et 5 de la loi du 14 frimaire an cinq ; et enfin, les lois des 21 floréal et 18 fructidor an quatre, relatives aux communes de Paris et de Vendôme, 237. — Rapport et discussion sur la résolution précédente, 240, 242 et 243. — Son rejet, 244. — Nouvelle proposition, et rapport à la suite de la loi du 3 brumaire, et de celle du 14 frimaire qui l'a modifiée, 249, 267 et 286. (*Voy* plus haut cette loi et celle du 21 floréal).

Loi martiale. AN 1789. Est décrétée pour réprimer les attroupemens, 73 et 76. — AN 1790. Adoption d'un article tendant à régler son emploi en cas de troubles, 56. — AN 1791. Est exécutée au Champ de-Mars contre une réunion d'individus formée pour rédiger une pétition contre le roi, 198, 199, 200, 201, 206 et 221. (*Voy.* PARIS). — AN I.^{er} 1793. Son abolition, 177. — AN III. Rapport et décret en faveur des victimes de son emploi au Champ-de-Mars, 17. (*Voy.* BAILLY et LAFAYETTE).

Lois militaires. AN V. Nomination d'une com-

mission chargée de les réviser, et de présenter un code qui les renferme toutes, 248. (*Voyez* ARMÉE, CONSEILS MILITAIRES, TROUPES et autres objets analogues).

Lois organiques de la Constitution. AN III. Proposition d'en commencer le travail, 56. — Création d'une commission de onze membres pour s'en occuper, 211. (*Voy.* son article, CONVENTION et CONSTITUTIONS).

Lois révolutionnaires. AN III. Demande, et décret qui en ordonne la révision, 150 et 203. (*Voyez* CONVENTION et GOUVERNEMENT RÉVOLUTIONNAIRE).

LOTÉRIES. AN 1789. Rapport de Montesquieu contre ces établissemens contraires à la morale et à l'ordre public ; perspective de leur suppression, 92. — AN 1790. Dispositions pour le paiement des pensions qui y sont assignées, 98. — L'administration est réformée, 185. — Lettre de Clavière à Lebrun contre leur établissement, 309. — AN 1791. Maintien des perceptions assignées sur elles, 275. — AN I.^{er} 1793. Demande d'un rapport sur leur suppression, 255. — AN II. 1793. Est décrétée sur la demande de la commune de Paris, 56. — AN II. 1794. Discussion au parlement d'Angleterre sur leur moralité, 217. — AN IV. Projet rejeté pour le rétablissement de celle dite nationale, 181, 198 et 205. — AN V. Nouveau projet, 60. — Son adoption, 190. — Rapport et ajournement de cette résolution, 197. — Suite de la discussion, 206, 207, 208, 209 et 210. — Suite et rejet de cette résolution, 212. — Son rétablissement est de nouveau résolu, 348 et 364. — AN VI. Rapport sur cette résolution, 12. — Discussion 13. — Et approbation, 14. — Nomination de ses administrateurs, 15. — Arrêté du directoire sur son organisation, 22. — Autre arrêté du même, 43. — Gain fait d'après un calcul sur les lettres du nom de Bonaparte, 98. — Demande de dispositions pénales contre ceux qui en élèvent des établissemens particuliers, 169. — Projet tendant à réprimer les abus qui en diminuent les produits, 180. — Adoption d'un projet qui défend de recevoir des mises ou de distribuer des billets pour loteries étrangères ou particulières ; discussion sur

un second projet contenant des dispositions pénales contre les falsificateurs des billets, 188. — Approbation de la résolution sur les loteries particulières, 196. — Autre relative à la soustraction et falsification des billets, 209. — Sa discussion et son rejet par les anciens, 285 et 350. — AN VII. Condamnation de falsificateurs d'un quaterne, 36. — Arrêté du directoire relatif à l'administration de la loterie, 162. — Cavaignac y remplace Musset, 181. — Rapport sur les emprunts des anciennes loteries, 209.

Loteries d'Effets mobiliers. AN VI. Loi sur les agences qui exercent ces sortes de ventes, 58 et 69.

Loteries d'Effets nationaux. AN III. Cambon propose d'en établir une, 140. — Johannot demande qu'on se serve de cette voie pour la vente des biens d'émigrés, 212. — Compte rendu de la première; prospectus de la seconde, 314. — AN IV. Décret sur leurs bons au porteur, 3. — Autre les concernant, 32. — Résolution concernant la délivrance de leurs lots, 294. — AN V. Autre portant que les actionnaires gagnans ne pourront réclamer en nature les objets qui se trouveraient vendus, 54. — Elle est approuvée, 57.

LOUPS. AN III. On décrète des primes pour encourager leur destruction, 164. — AN V. Résolution de même nature; sortie à cette occasion, contre les sociétés populaires, 285. (*Voy. LE MAR-CHAND-GOMICOUR et BÊTES FAUVES*).

LOYERS. AN 1791. Décret relatif à l'estimation de la valeur locative des ateliers, 90. — AN IV. Discussions sur les loyers des maisons, 188. — Décret y relatif, 189, 199, 201 et 202. — Autre, 279, 280 et 285. — Rejet d'une résolution pour fixer le mode de leur paiement, 303 et 319. — Loi qui l'ordonne en numéraire, 352 et 357. — AN V. Réclamations et motion en faveur des sous-locataires, 29. — Projet pour les autoriser à résilier leur baux, 47. — Loi concernant ceux qui ont payé leurs loyers d'avance, 239 et 260. (*Voy. BAUX et FERMAGES*).

LUXE. AN 1789. Ses inconvéniens, 95. — AN 1790. Proposition d'imposer les objets de luxe, 20. — AN III. Décret sur cette matière considérée comme source d'impôts, 328. — AN V. Réflexions sur le luxe de cette époque, et la dégradation du caractère national, 266.

LYCÉE. AN 1789. Programme de ses cours, et noms des professeurs, 106. — Ouverture du cours de droit public, 125. (*Voy. LACROIX, LAHARPE*). — AN II. 1793. Sa régénération sous le nom de *Lycee Republicain*, 53. — Rapport de Boisy-d'Anglas sur les encouragemens à lui donner, 50 et 51.

LYCÉE DES ARTS. AN II. 1794. Annonce la découverte d'une nouvelle potasse, 358. — AN III. Même annonce, 29. — Notice d'une de ses séances, 55. — Offre un pavillon teint avec de la cochenille sylvestre, naturalisée à Saint-Domingue, 229. — Autre séance publique; déclaration du département de Paris en faveur de cet établissement, 327. — AN IV. Encouragement qui lui est accordé, 5. — Notice de ses séances, 70, 174, 219 et 258. — AN V. Lettre de Desaudray, son fondateur, où il se justifie des inculpations dirigées contre lui, 124. — Ordre du jour aux cinquante sur ses réclamations, 157. — AN VI. Notice des séances, 8, 65 et 138. — AN VII. Rapports sur une main artificielle, un nouvel instrument et une échelle à incendie, 38.

LYCÉES. AN VII. Rapport sur leur organisation, 59.

M.

MACHINE DE GUERRE. AN VII. Offerte par un citoyen et propre à exterminer cent mille hommes en un moment, 252.

MAIN-MORTE. AN 1790. Maintenance des actes qui l'ont convertie en redevance foncière, 59. — Moyen proposé par Volney pour en vendre les biens promptement et sans dépréciation, 122. (*Voy. CLERGÉ et Biens du CLERGÉ*, etc.).

MAISON DE SECOURS. AN 1792. Réflexions sur les inquiétudes qu'occasionnent ses billets, 99. — Rapport de Lafond-Ladebat sur leurs inconvéniens, 162. — Vive discussion à ce sujet; fonds accordés pour leur remboursement, 287. — Décret qui enjoint à cet établissement de présenter son compte final, 303. — Nouveau rapport de Cambon pour le remboursement de ses billets, 308. — Décret qui fixe le mode à suivre pour les retirer de la circulation, 331. — Arrêté de la municipalité de

de Paris à cette occasion, 338. — AN III. Décret relatif aux créanciers de ces sortes d'établissements, 150.

MAISON DU ROI. AN 1790. Question sur son établissement, 306. — AN I.^{er} 1793. Mise en surveillance des individus qui en ont été membres, 251. — AN II. 1794. Liquidation des offices qui en dépendaient, 198. — Adresse de la société populaire de Versailles, contre l'exhorbitance des pensions accordées aux individus y attachés, 278. (*Voyez GARDE CONSTITUTIONNELLE, GAGISTES, etc.*).

MAISONS D'ARRÊT. AN IV. Motion de Pastoret tendante à en améliorer le régime, 332. (*Voyez PRISONS*).

MAISONS DE CHARITÉ. (*Voyez HOSPICES*).

MAISONS DE CORRECTION. AN 1790. Réflexions de Peuchet y relatives, 179.

MAISONS D'ÉDUCATION. (*Voyez INSTRUCTION*).

MAISONS DE FORCE. AN 1791. Observations y relatives, 4.

MAISONS DE JEU. (*Voyez JEU*).

MAISONS NATIONALES. (*Voyez BATIMENS NATIONAUX*).

MAISONS DE PRÊT. AN VII. Rapport de Lesage-Senault pour leur suppression, 209 et 210. — Discussion de son projet, 228. (*Voyez MONT DE PIÉTÉ*).

MAISONS RELIGIEUSES. (*Voyez RELIGIEUX*).

MAISONS ROYALES. AN 1792. Décret pour leur évacuation, 228. — Autre pour la conversion en balles et mitrailles des plombs et fers qui y existent, 256. (*Voyez aux localités*).

MAÎTRES D'ARMES. AN 1790. Offrent à l'assemblée nationale la garde de leurs épées, et promettent d'en conserver le fer pour la défense de l'état, 2.

MAÎTRISES ET JURANDES. AN 1791. Adoption de plusieurs articles sur leur suppression, 48. — Décret pour leur abolition, 111. — AN 1792. — Autre relatif à leur remboursement, 260.

MAJORITÉ. AN 1792. Elle soustrait l'enfant à la puissance paternelle, 243. — AN III. Réflexions de Bonguyod contre la loi qui la fixe à 21 ans, 242. (*Voyez CODE CIVIL et CONSTITUTIONS*).

MANDATS D'AMENER. AN II. 1794. Mode et cas

dans lesquels ils peuvent être lancés, 195. — AN IV. Discussion du projet tendant à accorder la faculté d'en décerner aux bureaux centraux de Paris, Lyon, Bordeaux et Marseille, 237. — Approbation de cette résolution, 238. (*Voyez BUREAUX CENTRAUX, ORDRE JUDICIAIRE, CODE CRIMINEL, etc.*).

MANDATS D'ARRÊT. AN I.^{er} 1793. Décret qui accorde le droit d'en décerner au comité de salut public, 211. — AN II. 1794. Et ôte cette faculté aux municipalités, comités de surveillance, districts, agens nationaux, commissaires de police et autres, 195. — Défense faite aux comités de la convention de déléguer le pouvoir d'en lancer, 334.

MANDATS IMPÉRATIFS. AN 1789. Sont présentés par plusieurs députés comme s'opposant à leur vote, 11. — Protestations d'après le même motif, 12. — Règlement du roi, autorisant les députés liés par eux à en demander d'autres à leurs commettans, 13. — Rapport et discussion sur la proposition de les déclarer nuls et de nul effet, et décision affirmative par un refus de délibérer sur toute protestation contraire, 15.

MANDATS TERRITORIAUX. AN IV. Projet de Defermont pour leur création, 173. — Sa discussion, 174. — Son adoption, 175. — Message du directoire provoquant des lois pénales contre leurs dépréciateurs, 177. — Résolution qui en crée pour 2,400,000,000, 181. — Elle est approuvée, 184. — Mesures pour la prompte exécution de cette loi, *ibid* et 185. — Proclamation du directoire à ce sujet, *ibid*. — Dispositions contre leurs détracteurs et leurs falsificateurs, 188, 190 et 191. — Autre résolution sur leur évaluation dans les transactions entre citoyens, 189. — Dialogue y relatif, 193. — Adoption d'une instruction pour l'exécution de la loi qui les crée, 209. — Son texte, 210. — Résolution qui détermine les formes de leur fabrication, 216. — Discussion sur l'instruction, *ibid*. — Son rejet, 217. — Nouvelle instruction; son approbation, *ibid* et 221. — Mesures relatives à leur fabrication, 219 et 222. — Lettre du professeur St.-Aubin en leur faveur, 246. — Proclamation du directoire sur leur échange, 249. — Décret qui ordonne celui des assignats contre les mandats; à 30 capitaux pour un, *ibid* et 250. — Rapport

Table alphabétique.

sur les causes de leur discrédit, 252. — Discours de Defermont en leur faveur, 262. — Résolutions pour leur échange contre des assignats, 265 et 270. — Leur approbation, 266 et 271. — Autre concernant la fixation de leur cours, 344 et 347. — AN V. Nouvelles dispositions à ce sujet, 75 et 77. — Annulation de leur cours forcé, 136, 138 et 139. — AN VI. Remise au directoire des poinçons et matrices qui ont servi à leur fabrication, 129 et 132. — Décret relatif à une nouvelle émission de 25 millions, en extinction de la dette publique, 236. — Rejet d'une résolution sur le mode de leur annihilation, 240. — Autre émission de ces mandats, 330 et 354. (*Voy. PAPIER-MONNAYE*).

MANUFACTURES. AN 1789. Proposition de Blancard-des-Salines pour leur encouragement, 67. — Mémoire sur leur dépérissement attribué à l'usage des indiennes, 104. — AN III. Décret qui accorde deux cents mille francs à Barneville pour l'établissement d'une fabrique de mousseline fine, 70. — Et aliène au profit du citoyen Foxlow, une filature de coton située près d'Orléans, 71. — Autre relatif à la manufacture de toiles à voile établie à Bourges, 158. — Et à celle d'Issoire, 290. — AN IV. Rapport pour l'encouragement de celles en laine, toile et soie, 223. — Proposition de mettre quatre millions à la disposition du ministre de l'intérieur pour y parvenir, 224. — AN VI. Message du directoire sur leurs besoins, 144. — Rétablissement de la marque des étoffes et toiles, 196 et 345. — AN VII. Projet pour la prohibition des toiles peintes venant de l'étranger, 36.

MANUFACTURIERS. AN II. 1794. Décret relatif à ceux des pays en guerre avec la France, 347. — AN V. Abrogation de l'article qui les exemptait du droit de patente, 62 et 71. — AN VI. Pétition d'un grand nombre d'entr'eux pour la prohibition des toiles peintes de fabrique étrangère, 265. — AN VII. Rapport de Boulay-Paty en faveur de cette demande, et discussion de son projet, 103 et 104. — Son ajournement, *ibid.*

MARAIS. (*Voyez FACTIONS*).

MARAIS. (*Voyez DESSECHEMENS*).

MARAIS SALANS. (*Voyez SALINES*).

MARC-D'ARGENT. AN 1790. Réflexions sur

cette condition d'éligibilité, 267. (*Voyez CONSTITUTIONS, CITOYENS et ELIGIBILITÉ*).

MARCHANDISES. AN 1790. Proposition de Barneville pour l'usage exclusif de celles de fabrique française, 20. — AN III. Décret qui règle le mode de vente de celles prises sur l'ennemi, 74. — Motion de Bergoeng pour l'uniformité de leur prix, d'après l'échelle de proportion, 318. — AN IV. Fixation des droits à percevoir sur celles venant du duché de Berg, 335 et 342. — AN V. Résolution relative à celles qui circulent dans les deux lieues limitrophes, 304. — AN VI. Son approbation, 23. — Dispositions relatives à la marque des étoffes et toiles, 196 et 345. — Sortie de Béraud contre les délits et les fraudes des voituriers dans leur transport, 208. — AN VII. Rejet de la résolution précédente, 2.

MARCHANDISES ANGLAISES. AN II. 1793. Décret qui les prohibe, 20. — AN V. Leur proscription de Hollande, 5. — Message du directoire pour en interdire la circulation dans l'intérieur de la république, 30. — Discussion à ce sujet, 39. — Texte du rapport de Blutel y relatif, 41. — Adoption de son projet, 42. — Débats sur cette résolution, 44 et 45. — Son approbation, 46. — Arrêté du directoire pour leur distinction d'avec les autres, 56. — Mesures concernant les bâtimens qui en sont chargés, 60. — Modification de la loi sur leur importation et exportation; discussion y relative, 117 et 118. — Observations de Lecouteux sur cette résolution, 132. — Elle est approuvée, 144. — AN VI. Visites pour leur recherche, 109. — Message sur leur saisie; et proposition de les capturer sur les bâtimens neutres, 110. — Résolution à ce sujet, 117. — Leur prohibition en Espagne et dans la Cisalpine, 205 et 313. — Ordre donné aux Genevois de déclarer celles dont ils sont dépositaires, 286. — AN VII. Arrêté relatif aux navires qui les transportent, 51. — Approbation et texte d'une résolution qui en prohibe de nouveau la vente, 252.

MARCHANDISES ETRANGÈRES. AN 1791. Décret qui en permet l'introduction dans les départemens du Rhin, 189. — AN IV. Proposition de Frédéric Hermann, pour en favoriser le transit, 337. (*Voyez MARINE*).

MARCHANDS. AN II. 1794. Dispositions relatives à ceux qui ont des associés émigrés ou condamnés, 293. (*Voyez* NÉGOCIANS).

MARCHÉS. AN I.^{er} 1793. Mesures pour leur approvisionnement, 125. — AN II. 1793. Autres, 56. — AN II. 1794. Et sur le bon ordre qui doit y régner, 277. — AN VII. Dispositions sur leur tenue, 182, 186, 197 et 202. (*Voy.* HALLES).

MARCHÉS. AN 1792. Décret pour que le ministre de la guerre rende compte de tous ceux qui existent, 308. — Formation d'une commission chargée de leur examen, 327. — AN I.^{er} 1793. Dispositions relatives aux ventes et locations pour la république, 4. — Dénonciation contre la commission des marchés, et discussion à ce sujet, 268. — AN III. Confirmation de ceux faits antérieurement au rapport de la loi du *Maximum*, 116. — Décret ordonnant aux représentans en mission, aux commissions exécutives, agences, etc., de remettre l'état de ceux qu'ils ont faits ou passés, 308. — AN VI. Motion de Chabert contre les déprédations dont ils sont l'occasion, 323. — Proposition de Briot pour l'examen de ceux conclus par Schérer, 339. (*Voyez* SCHÉRER, FOURNISSEURS, DILAPIDATIONS, etc.).

MARÉCHAUSSÉE. AN 1790. Rapport sur sa nouvelle organisation en gendarmerie, 357. — Adoption du projet de Noailles à ce sujet, 358. — AN 1791. Incorporation de celle dite du Clermontois, 137. — Décret qui ordonne au ministre de la guerre d'en faire rejoindre les officiers et cavaliers, 263. — AN 1792. Fixation de l'indemnité accordée aux individus qui en faisaient partie, 255. (*Voy.* GENDARMERIE NATIONALE).

MARÉCHAUX DE CAMP. AN 1792. Dispositions relatives à leur nombre, 121. — Et à leur nomination par le pouvoir exécutif, 130.

MARÉCHAUX DE FRANCE. AN 1791. Fixation de leur nombre, 64. — AN II. 1794. Suppression de leurs pensions, 321.

MARIAGES. AN 1791. Décret portant que les dispenses en seront accordées gratuitement et sans distinction de religion, 35. — AN 1792. Et qu'ils seront constatés par les officiers municipaux, 175. — AN I.^{er} 1793. Adoption de divers articles y relatifs, 236. — AN III. Disposition concernant ceux

suivant la coutume de Rheims, 87. — Renvoi au comité de législation d'une question sur ceux rompus par mort violente, avec la régularisation par l'acte civil, 355. — AN IV. Projet sur leur célébration, 172. — AN V. Décret d'ordre du jour sur la pétition d'un citoyen qui demande à épouser sa belle-mère, 97. — AN VI. Résolution portant qu'ils seront célébrés le décadi dans les chefs-lieux de canton, 306, 310 et 311. — Abolition en Suisse des lois qui le défendaient entre personnes de différentes religions, 335. — AN VII. Lettre du ministre de l'intérieur dans laquelle il résout les difficultés qui lui ont été proposées sur cette matière, 176. (*Voy.* CODE CIVIL et DIVORCE).

MARIAGES DES MINEURS. (*Voyez* ENFANS MINEURS).

MARIAGES DES SOLDATS. AN I.^{er} 1793. Décret qui les permet sans l'approbation des chefs de corps, 69. (*Voy.* TROUPES).

MARINE. AN 1789. Mémoire sur son administration par Debory, 106. — AN 1790. Rapport sur l'esprit d'insurrection répandu parmi les ouvriers des ports, 15. — Décret portant que les ordres ou marchés y relatifs, émanés du pouvoir exécutif, seront exécutés sous la responsabilité des ministres, *ibid.* — Projet pour la formation des classes, 110. — Réflexions sur ses dépenses, 113. — Et sur son administration, 119. — Réponse de Kersaint à diverses questions sur ce département, 123 et 124. — Organisation de l'armée navale, 178. — Suppression des réglemens et ordonnances en vigueur jusqu'à ce jour, 185. — Violences exercées sur les côtes de la Méditerranée par des Français et des Napolitains, *ibid.* — Mesures pour la libre circulation des munitions destinées à l'armée navale, 186. — Admission des officiers de la marine marchande aux grades de cette arme, 188. — Décret sur la solde des gens de mer, 208 et 224. — Défense faite aux municipalités de distribuer aux citoyens les armes lui appartenantes, 228. — Adoption de son code pénal, 231, 232 et 233. — Discours de Cloots aux Jacobins sur la nécessité de son rétablissement, 234. — Suite du code pénal, 239. — Compte relatif à ses dépenses, 245. — Articles concernant les officiers subalternes, 255. — Attribution de fonds extraordinaires pour l'ar-

mement, 258. — Augmentation de la solde, 259. — Disposition pour les radoub et réparations des vaisseaux, 282. — Compte demandé au ministre de l'armement de quarante-cinq d'entre eux, 284. — Lettre de celui-ci sur les dépenses de son département, 292. — Suite du code pénal, 301. — Députation de la marine marchande demandant que l'assemblée s'occupe de l'organisation d'une marine vraiment nationale, 305. — Autre des charpentiers, voiliers et tonneliers la priant de maintenir les ordonnances qui les concernent, 312. — Liquidation des offices d'amirauté, *ibid.* — Nouveau fonds accordés pour acquitter l'armement du 14 septembre, 341. — Suppression des conseils, directeurs et intendans des bureaux de marine, 364. — AN 1791. Discussion sur son organisation, 16. — Décret qui accorde des fonds pour ses besoins, 22. — État de sa situation; extrait d'un rapport de Champagny sur cet objet, 26. — Indemnité accordée aux commandans des vaisseaux qui auront des officiers supérieurs à bord, 32. — Décret portant que son service ne pourra être fait par des bâtimens de construction étrangère, 64. — Dispositions pour le paiement des officiers des classes, 74. — Autres portant que tous les citoyens sont soumis à la conscription maritime, 106. — Adoption de divers articles sur son organisation, 107, 110 et 112. — Suppression de l'ancien corps de marine et sa récréation, 113. — Décret sur la correspondance des grades de mer avec ceux de terre, 134. — Fixation du traitement des officiers, 147. — État des classemens au 1.^{er} mars, 149. — Mesure pour le déchargement du vaisseau l'*Africain*, détenu à Caudebec, 188. — Texte du décret sur son administration, 199 et 201. — Autres sur ses écoles mathématiques et d'hydrographie, 203 et 205. — Sur sa police et celle des ports, 222. — Nouveau décret sur son administration, 266 et 267. — Rapport du ministre sur sa situation, son organisation et sur les lois encore à rendre pour le bien de ce service, 306. — Mode d'examen des aspirans au grade d'enseigne, 317. — Soulèvement de l'équipage de l'*Embuscade*, 328. — Addition au décret présenté par Defermont sur la police de la navigation, 365. — AN 1792. Décret portant que les officiers jus-

tifieront de leur civisme, 37. — Essais sur la tactique navale, par Daniel Lescalier, 87. — Dictionnaire de la marine, par Charles Romme, 117. — Fixation du traitement des nouveaux chefs de cette arme, 118. — Relation du naufrage du vaisseau *le Grosvenor*, sur la côte des Caffres, 126. — Disposition concernant la liquidation et le paiement de l'arriéré de ce département, 140. — Organisation de l'artillerie et de l'infanterie maritime, 151. — Texte des lois rendues sur les moyens de pourvoir aux frais d'un armement extraordinaire, et sur la nomination des contre-amiraux, 176. — Autres dispositions pour la mise en course de 30 vaisseaux, 219. — Pension de retraite des soldats de marine, 265. — Décrets sur différentes dépenses de cette nature, 301. — AN 1.^{er} 1793. Rapport sur ce service, 12. — Circulaire y relative, 15. — Décret qui ordonne l'armement de 30 vaisseaux de ligne et de 20 frégates; 16. — Nouvelle circulaire aux sociétés populaires sur le recrutement, 20. — Décret relatif aux congés et passe-ports de commerce maritime, 25. — Autre sur l'organisation des ouvriers; discussion sur le traitement de ses officiers de santé, 27. — Sa fixation proportionnée au nombre d'hommes qu'ils ramèneront en santé, 28. — Détails sur un ouragan essuyé par le contre-amiral Latouche, 31. — Autorisation donnée à la délivrance de lettres de marque contre l'Angleterre; suspension de la loi qui prohibait la vente en France des navires étrangers, 32. — Lettre de Monge sur les approvisionnemens maritimes, 33. — Décret pour la coupe et le transport à Toulon, des bois de construction qui se trouvent en Corse, 34. — Discussion sur la nomination des officiers; texte du décret sur la course; offre par des armateurs de mettre en mer deux vaisseaux de soixante-quatorze, quarante trois frégates et sept avisos, par voie de souscription civique, 37. — Dispositions sur la nomination des officiers, 39. — Et sur l'armement en course, 51. — Conduite généreuse du capitaine américain, Paul, envers l'équipage de *la Belle-Poule*, 53. — Rapport de Ducos sur la pétition des armateurs dits de la liberté, 55. — Nouvelles maritimes, 58. — Ordre du gouvernement anglais de brûler ou couler bas tous les vaisseaux français;

armemens dans divers ports , 61. — Embargo mis sur les bâtimens des villes anséatiques ; motif de cette mesure , 64. — Fonds accordés pour la défense des côtes , 65. — Armemens et prises , 74. — Capture de vingt-sept vaisseaux sur les côtes de Hollande , 77. — Etat des forces navales , 82. — Abolition de la course à l'égard des villes anséatiques , 90. — Décret qui charge le ministre de pourvoir à la défense des côtes de l'Ouest , 92. — Etat de toutes les prises , 93 et 94. — Décret concernant les vaisseaux capturés , 104. — Combat des avisos *l'Espiègle* et *le Furet* contre une frégate anglaise ; secours accordés aux familles des marins qui se vouent à la défense de la patrie , 126. — Mesures prises pour protéger les convois ; décret pour l'arrestation des navires neutres chargés, en tout ou en partie , soit de comestibles, soit de marchandises appartenantes aux ennemis ; autre qui suspend l'exécution des jugemens sur les prises faites aux villes anséatiques , 131. — Sont exemptés du recrutement les ouvriers de diverses manufactures employés pour ce service , 136. — Activité des travaux à Brest , 159. — Combat de la frégate *la Semillante* contre une frégate anglaise , 160. — Décret relatif à la nomination des lieutenans et enseignes non entretenus , 162. — Autre qui valide les prises des navires anséatiques , 163. — Embargo mis sur tous les vaisseaux de commerce, excepté sur celui dit *la Citoyenne-Française*, de Bordeaux , 176. — Mise à la disposition du ministre de huit cent quatre-vingt mille livres , pour des constructions sur les différentes côtes de France , 183. — Dénonciation du contre-amiral Truguet contre l'aristocratie invisible qui entrave les travaux des ports , 186. — Etat des prises faites par les vaisseaux français sur les ennemis de l'état ; nouveaux travaux à Brest , 188. — Prise espagnole faite par le capitaine Nordeille , 191. — Mauvais état de l'escadre espagnole , 195. — Célébration , par la frégate française , *la Modeste*, de la fête de la Saint-Jean , particulière à la république de Gênes , 201. — Prises ; décret pour la libre sortie des ports des vaisseaux de relâche , ou autres ayant ordre de sortir , 204. — Inquiétudes de Truguet sur l'emploi des forces de la Méditerranée ; il sollicite la réintégration des an-

ciens officiers , 209. — Texte du discours de De-launay , d'Angers , contre le projet d'acte de navigation , présenté par le comité de marine , 212. — Prise par le lougre le *Hooc* , 220. — Fraternisation dans le port de Gênes entre les équipages de *la Modeste* et de *la Badine*, et quelques matelots anglais , 223. — Dispositions pour assurer le libre transport des objets à l'usage de la marine , 230. — Etat des forces navales de la république dans l'Océan , 231. — Expérience pour incendier les vaisseaux sans boulets rouges , 240. — Motion d'ordre pour l'épurement de la marine , 245. — Délai de trois mois accordé aux gens de mer absens du territoire français en Europe pour se pourvoir en cassation des jugemens rendus contre eux en leur absence , 247. — Notice sur l'exercice des combats de mer , 248. — Acquisition de la corvette *le Brutus* , 255. — Mise en réquisition de tous les objets propres à la construction des vaisseaux et frégates , 265. — Ordre aux gens de mer et aux ouvriers classés , désobéissans , fuyards ou déserteurs , de se représenter pour être conduits au port de l'armement , 266. — Rapport de Barrère , et décret sur l'acte de navigation , 267. — Organisation des bureaux civils dans les ports de la république , 272. — AN II. 1793. Ouverture des ports des Etats Unis d'Amérique aux prises de la marine française , 277. — Décret de mise en réquisition des bâtimens marchands , et des marqueurs de bois pour son service , 279. — Entrée d'un convoi d'Amérique , et prise par lui de deux vaisseaux espagnols , 280. — Demande du tableau des officiers et agens qui ont trahi à Toulon , 18. — Son envoi , 22. — Décret en faveur des femmes des marins composant les équipages à la suite de Lapeyrouse ; capture d'un bâtiment anglais par la frégate *la Réunion*, *ibid.* — Mise de fonds à la disposition du ministre pour une expédition secrète , 24. — Suppression de la retenue de quatre deniers sur les dépenses de mer , 44. — Prise de bâtimens anglais , *ibid.* — Opérations et proclamations des représentans à Brest ; décret qui confisque tous les bâtimens marchands qui ne seraient pas déchargés 15 jours après sa publication , 45. — Instruction à Rochefort de la procédure contre l'état-major de *l'Apollon*, *ibid.* — Décret qui attribue au conseil exécutif le droit

de juger les contestations relatives aux prises maritimes, 50. — Embargo mis sur les navires génois, à cause de l'attentat commis contre l'équipage de *la Modeste*, 51. — Condamnation à mort de dix officiers de *l'Apollon*, 77. — Prises par la frégate *la Carmagnole*, 89. — Décret qui attribue aux seuls Anglais le massacre de *la Modeste*, 94. — Désintéressement de l'équipage du *Patriote*, 99. — AN II. 1794. Trait d'héroïsme des Français détenus à bord du *Scipion*, dans le port de Livourne, 104. — Rapport et décret pour la régénération de la marine dans la Méditerranée, 105. — Autres sur la police des armées navales, et sur les pensions à accorder aux divers employés de la marine, 107. — Etat des forces de Brest, 113. — Décret sur les navires de transports; succès maritimes, 120. — Prise de cinquante deux vaisseaux ennemis, 122. — Succès de l'escadre de Cancale; nomination du contre-amiral Martin au commandement de la Méditerranée, 124. — Dénonciation des projets de destruction des Anglais, 129. — Réquisition des officiers du cabotage et du commerce; prises maritimes, 130. — Suppression des régimens de marine, 131. — Prises, 132. — Décret contre les capitaines qui rendent leurs vaisseaux; et récompenses pour ceux qui en enlèvent un ennemi de force supérieure, 136. — Décret sur l'administration civile de la marine, 137 et 140. — Autre en faveur des marins du commerce employés par la république, 146. — Adoption du pavillon tricolor, 149. — Main-levée de la prise du vaisseau américain *le Lauwrens*, 151. — Nouvelles captures, 159. — Sortie de la flotte de Brest; validation d'une prise par Thueux sans lettres de marque, 170. — Annonce d'autres prises, 184, 188, 197 et 220. — Arrêté d'un représentant du peuple en mission dans le Finistère, relatif aux prises des marchandises anglaises, 202. — Succès dans l'Océan, annoncés par Barrère, 207 et 218. — Prise de la frégate *la Pomone* par les Anglais; annonce de prises faites par la marine française, 223 et 226. — Rapport et instruction de Thibaudeau sur cette matière, 230, 232 et 233. — Pétition de Roussilhe-Morinville sur la manière de construire les bassins destinés à remiser les vaisseaux, 231. — Prises maritimes contenant des objets d'appro-

visionnement, 242, 248 et 252. — Lettre de Lecarpentier, annonçant que le pavillon de la république a été arboré sur tous les vaisseaux, 252. — Annonce de nouvelles prises, 254, 259, 263 et 265. — Rapport de Barrère sur l'arrivée de la flotte de la *Chesapeake*, et détails du combat naval qui a eu lieu à cette occasion, 269. — Prise de 45 navires hollandais, *ibid.* — Suite des détails du combat précédent, 270. — Autres prises maritimes, 271. — Décret portant peine de mort contre tout commandant de vaisseau dont la ligne sera coupée par l'ennemi, 272. — Résolution du sénat de Gènes pour l'admission des vaisseaux de guerre français dans les ports de cette république, 276. — Nouvelles captures, 280. — Hommage fait à la convention de plusieurs pavillons ennemis, conquis par les marins français, 286. — Succès, 287. — Rapport de Barrère sur l'héroïsme de l'équipage du vaisseau *le Vengeur*; détails à ce sujet; honneurs décernés à ces braves, victimes de leur généreux dévouement, 292. — Nouveaux succès maritimes, 319, 320, 345 et 354. — AN III. Adresse de l'armée navale, au sujet d'un drapeau qui lui a été envoyé par la convention, 26. — Trait de courage et d'humanité du citoyen Taillepié, en faveur de l'équipage d'un vaisseau échoué, 27. — Prises, 38 et 54. — Don patriotique offert par l'équipage de la corvette *l'Oiseau*, 73. — Etat des prises, 82 et 87. — Nombre des vaisseaux qui se trouvent dans le port de Brest, 94. — Décret pour l'établissement des écoles de canonage et de navigation, 102. — Proposition d'en suspendre l'acte, 105. — Détails des prises faites sur l'ennemi, 112, 146, 175 et 180. — Départ de Brest d'une escadre de 63 vaisseaux, 115. — Détails de l'expédition contre Tunis, 118. — Décret sur les pensionnaires marins, 124. — Arrêté du comité de salut public sur la navigation des neutres, 141. — Rapport sur la sortie de l'escadre de Brest; nombre des vaisseaux dont elle est composée, 146. — Fixation de la solde des marins, 152. — Départ du contre-amiral Van-Stabel et de deux expéditions navales, 162. — Zèle de l'équipage d'une escadre française pour éteindre l'incendie de la ville de Bergen en Norvège, 166. — Témoignage de reconnaissance de ses magistrats, 168. — Récit d'un combat naval

dans les parages de l'Isle-de-France, 167. — Prise, par la frégate *la Minerva*, d'un bâtiment chargé d'émigrés; provocation d'une loi sur ce cas particulier, 181. — Rapport de Marec sur la frégate *l'Alceste*; bravoure de son équipage et de son état-major; mention honorable de leur conduite, 196. — Envoi de Niou à l'armée navale de la Méditerranée, 208. — Proposition de payer moitié des appointemens aux officiers français destitués arbitrairement, 210. — Arrivée à Boston de l'escadre française, 221. — Décret qui ordonne la formation à Brest, d'un jury pour juger les marins détenus par suite des combats des 9 et 13 prairial an deux, 228. — Mouvement des ports, 239. — Détails donnés par Doulcet-Pontécoulant sur diverses captures, 250. — Proclamation de Niou; retour de la subordination parmi les équipages, 261. — Décret qui autorise les représentans près les armées navales et les amiraux, à faire arborer le pavillon amiral sur les vaisseaux de premier rang qu'ils monteront, *ibid.* — Sortie de la flotte de Toulon, 270. — Succès de l'escadre de Brest; elle débloque la division de Vence, dégage Belle-Isle, et donne la chasse à une division anglaise, 186. — Prise de cinq bâtimens corse et de deux napolitains, par un petit bâtiment français, 293. — Rapport et projet relatif à l'avancement des gens de mer, 304. — Combat dans la Méditerranée entre les Anglais et les Français; retraite de ceux-ci, 311. — Ajournement du projet de Gouly sur l'organisation de l'artillerie de la marine, 319. — Arrivée à Rochefort de quatre prises richement chargées; détails, 323. — Article supplémentaire au traité conclu entre le bey de Tunis, relatif à la distance des côtes à laquelle doivent se faire les courses des Barbaresques, 325. — Décret qui permet l'armement en course à tous les citoyens français, 328. — Autre qui réunit à la commission de marine tous les détails relatifs à l'artillerie et aux bâtimens civils qui en avaient été distraits, 334. — Règlement des pensions des employés civils ou militaires de la marine et des Colonies, sans activité de service, 339. — Trait de conrage du capitaine du navire *l'Astrée*, 353. — Rapport sur les armemens en course, 358. — Formation d'un jury dans les quatre grands ports, pour juger les prises

faites par les bâtimens de la république, 360. — Mode de liquidation de ces prises, 365. — AN IV. Rapport et décret qui charge le comité de salut public de l'organisation de l'armée navale, 24. — Articles relatifs à celle des écoles de navigation et de marine, 35. — Succès de l'amiral Richery, 36. — Des capitaines Moulton et Robin, *ibid.* et 43. — Prises sur les Anglais, 53. — Nouveau trait de désintéressement de l'armée navale de la Méditerranée, et à quelle occasion, 54. — Avantages maritimes, 71. — Message provoquant l'établissement d'un tribunal des prises, 74. — Lettre du capitaine Robin sur ses succès, 80. — Texte d'un autre message du directoire sur l'état de la marine française et la situation des ports, 85. — Loi qui proroge l'époque de la mise en activité du nouveau code maritime, 88 et 90. — Croisière brillante du corsaire *la Vengeance*, capitaine Leveillé, 89. — Rapport sur le message relatif à l'organisation de la marine; exposition de son origine et de sa décadence; objections contre le projet du directoire; impression du rapport, 110 et 111. — Suite de cette discussion, 120, 121, 122, 123 et 124. — Discours de Blad; ordre du jour sur le message; résolution spéciale qui charge le directoire de l'organisation maritime, conformément à la loi du 3 brumaire, qui est maintenue; son approbation, 125, 133, 134 et 135. — Projet de Defermont sur le jugement des prises; demande de fonds pour ce département, 137. — Discussion du projet précédent; priorité accordée à celui de Thibaudeau, 152 et 153. — Détails de l'expédition de Gantheaume dans l'Archipel, 159. — Prises faites par divers bâtimens français, 160. — Lettre de Leveillé, commandant le corsaire *la Vengeance*, au citoyen Barney, armateur dudit corsaire, contenant le détail de plusieurs prises sur les Anglais, 168. — Nouvelles prises maritimes, 172. — Attaque de la Jamaïque par les Français, 199. — Etat des forces anglaises dans la Méditerranée, *ibid.* — Prise, par une frégate française, du *Polyphème*, gros vaisseau de Lisbonne, 201. — Renvoi au directoire d'un ouvrage de Missiessi sur la marine, 202. — Discussion sur les jugemens des prises maritimes, 204 et 209. — Adoption du projet de Riou, 211. — Rédaction définitive de la résolution

présentée par lui, 213. — Nouvelles prises maritimes, 217. — Instruction sur la défense des convois, 218. — Autres prises maritimes par des corsaires français, 220. — Rapport et approbation de la résolution sur les jugemens y relatifs, 224 et 225. — Incendie du vaisseau le *Ça-ira*, 227. — Prise des frégates françaises *l'Unité* et *la Nemésis* et de deux autres bâtimens dans la baie de Tunis, 240. — Succès du corsaire *le Vengeur*, *ibid.* — Arrivée à Bordeaux d'une corvette, commandée par Desagenaux de Nantes, qui a introduit 30 mille fusils au Cap-Français, 247. — Tableau comparatif des pertes et succès maritimes depuis le commencement de la guerre jusqu'à la fin de 1795, 250. — Trait d'intrépidité du capitaine du corsaire *l'Automne*, 254. — Nouvelle de l'escadre française commandée par l'amiral Richery, et de celle espagnole, commandée par l'amiral Solano, 265. — Prises maritimes, 271 et 280. — Projet sur la retraite à accorder aux officiers, 279. — Dénonciation de l'arrêté du directoire qui ajourne l'exécution de la loi du 3 brumaire sur l'organisation de la marine, 280. — Message à ce sujet, 281. — Perte de six bâtimens, pris par les Anglais dans le port de Gènes, 282. — Justification du directoire sur le retard apporté à l'exécution de la loi précitée, 284 et 285. — Application aux agens civils des lois sur les pensions accordées aux veuves des militaires, 285 et 293. — Prises maritimes, 295. — Rapport de Riou, et proposition d'annuler l'arrêté du directoire mentionné, 305 et 306. — Note du directoire aux gouvernemens étrangers sur les représailles à exercer par les vaisseaux et corsaires français, en conséquence de la conduite des Anglais envers eux, 316. — Nouvelles maritimes; vues du contre-amiral Kerguelen sur les causes de la destruction de la marine et les moyens de la relever, *ibid.* — Reprise de la discussion sur l'arrêté du directoire, 327. — Sortie des escadres espagnoles et françaises, 335. — Analyse de l'ouvrage de Kerguelen, 338. — Prises maritimes, 342. — Secours accordés à des marins blessés et aux veuves et enfans de ceux morts pour la patrie, 351 et 357. — Etat des forces navales en station à Toulon, 354. — Autres prises maritimes, 361. — AN V. Prises faites par la frégate

la Méduse, 1. — Cruauté des Anglais envers l'équipage de *l'Andromaque*, *ibid.* — Décret pour la vente des navires pris sur l'ennemi, 6 et 13. — Détails des prises faites par l'armateur Michaud, pendant sa croisière, 13. — Succès du *Phanix*, corsaire de Cherbourg, 21. — Expédition de Terre-Neuve, 25. — Nouvelles prises maritimes, 28. — Captures, par le contre-amiral Richery, d'un convoi anglais chargé de pelleteries du Canada, 30. — Il fait voile vers l'Amérique, après avoir détruit les établissemens anglais à Terre-Neuve, 39. — Prises maritimes, 51. — Résolution modificative de la loi du 10 brumaire sur la saisie des navires portant des objets prohibés, 58. — Lettre annonçant les opérations du contre-amiral Richery sur les côtes de Terre-Neuve et de Labrador, 61. — Rapport sur une question relative à la propriété des objets pris par l'ennemi et repris par les forces françaises, 63. — Nouvelles prises maritimes, 66 et 70. — Préparatifs pour le départ de l'expédition de Brest, 87. — Discussion et ajournement d'un projet en faveur de la marine batave, 89. — Mise à la voile de l'escadre de Brest aux ordres de Morard de Galles, 93. — Conjectures favorables sur son départ, 96. — Elle évite la rencontre de l'ennemi, 102. — Rentrée d'une de ses divisions; détails de la tourmente qu'elle a essuyée sur les côtes d'Irlande, après avoir débarqué environ 18,000 hommes, 110. — Rentrée de cinq autres vaisseaux et de trois frégates, 111. — Autres détails donnés à Londres sur son apparition dans le nord de l'Irlande, 112. — Lettre annonçant ce débarquement, 120. — Nomination de Villeneuve à la place de vice-amiral de cette escadre, 127. — Résolution qui permet l'exportation en Hollande des bois de construction provenans des forêts de la Belgique, 96. — Son approbation, 97. — Entrée à Lorient de l'escadre de Toulon, aux ordres de Villeneuve, 107. — Secours donné par 25 hommes de l'équipage du *Chasseur*, corsaire français, dans l'incendie de *Gijon* en Espagne, 108. — Arrivée à Cadix de la frégate *la Vestale*; détails sur le combat qu'elle a soutenu contre une frégate anglaise, 109. — Note remise par l'ambassadeur français à Philadelphie, sur la conduite que la marine française tiendra dorénavant

dorénavant envers les vaisseaux neutres, 115. — Etat des bâtimens de toutes les nations qui ont passé le détroit du Sund en 1796, 152. — Résolution portant que les services de la marine marchande compteront comme service de guerre pour obtenir des pensions, 156. — Bruit de la nomination de Bougainville pour commander une escadre, 163. — Rejet de la résolution précédente, 193. — Arrêté de Victor Hugues pour saisir tous les vaisseaux expédiés des îles occupées par les Anglais ou émigrés, 220. — Réclamation en faveur des officiers marins de Brest, 226. — Ajournement d'un projet de résolution portant qu'à compter du 1.^{er} prairial suivant, leur solde sera payée en numéraire, 233. — Justification d'un arrêté du directoire sur la navigation des navires neutres, 237. — Décret relatif à la solde des officiers civils et militaires des ports, 241 et 256. — Suppression des rations de fourrages attribuées aux officiers d'artillerie de la marine, 258. — Départ d'une division de l'armée navale de Toulon, 291. — Détails d'une affaire entre le corsaire *le Prodiges* et neuf navires ennemis, 295. — Motion d'ordre de Siméon, relative aux combats livrés par l'escadre aux ordres du contre-amiral Sercey, dans les mers de l'Inde, 318. — Liste des prises faites par les corsaires français, 334. — AN VI. Arrêté du directoire qui les rappelle à l'exécution des ordonnances, 17. — Prises maritimes, 27 et 45. — Désignation des moyens à employer pour se pourvoir contre les décisions du conseil exécutif en matière de prises, 29. — Proclamation de Bonaparte aux marins de l'escadre commandée par le général Bruix, 35. — Circulaire aux officiers marins et soldats de l'armée navale, 57. — Autre aux commissaires principaux et contrôleurs de la marine, *ibid.* — Motion sur les moyens de la relever, 60. — Projet sur la manière de procéder pour constater la validité des prises conduites par des Français en pays neutres, 63. — Observations sur le mode d'avancement actuel de son artillerie, 65. — Trait de courage du corsaire de Nantes *le Voltigeur*, 68. — Mouvements de l'escadre ci-devant vénitienne, pour débloquent celle de Cadix, 93. — Déclaration des ouvriers aux forges de ne prendre de jour de repos que les décadi; prise d'une canonnière an-

glaise; 98. — Insurrection de l'équipage de l'*Hermione*, frégate anglaise; il conduit le bâtiment à la Guyane, 104. — Circulaire du ministre des relations extérieures sur la liberté des mers, 106. — Prise de l'*Ariadne*, par un corsaire français, 110. — Offre faite au gouvernement d'onze bâtimens appartenans à des armateurs de Bordeaux, 111. — Activité des travaux dans le port de Brest, 116. — Décret qui déclare de bonne prise tout bâtiment trouvé en mer ayant des marchandises anglaises, 117 et 126. — Autres prises maritimes, 125. — Résolution sur l'exécution de jugemens rendus en matière de prise, *ibid.* et 141. — Motion sur l'état actuel de la marine, 134. — Discussion de la résolution précédente, 141. — Et son rejet, 152. — Rapport sur les réclamations des consignataires des prises maritimes, 144. — Table chronologique des lois rendues sur cette partie, 147. — Motion de Tallien sur la nécessité d'une législation fixe en matière de prises, 150. — Résolution sur la liquidation de celles faites par les vaisseaux de la république, 153. — Arrivée du ministre de la marine à Brest; 174. — Liste des commissaires nommés pour l'organisation et l'armement, relatif à la descente en Angleterre, 175. — Levée de l'embargo mis sur les bâtimens particuliers armés en course dans les ports de la république, 178. — Rapport sur le système pénal maritime, *ibid.* — Motion sur son administration, 180. — Approbation de la résolution relative à la procédure en matière de prises, *ibid.* — Projet sur les travaux hydrauliques des ports, 181. — Création d'une cinquième branche d'administration des ports et arsenaux, sous la dénomination de *direction des travaux hydrauliques des ports maritimes*, 197. — Rapport du ministre au directoire, en lui présentant vingt-cinq exemplaires du voyage de Lapeyrouse, 200. — Discussion relative à la liquidation des prises, 204. — Motion sur le code pénal de la marine, 210. — Texte du rapport sur cet objet; pétition d'armateurs, relative à la saisie de navires neutres, chargés d'armes et munitions non déclarées dans leurs expéditions, 212. — Adoption de plusieurs articles du code pénal, 213. — Ouvrage de Mourgues sur la question d'un acte de navigation, 217. — Détails de la perte du corsaire-frégate, l'*Enfant*

de la Patrie, parti de Dunkerque, 224. — Prises évaluées à deux millions, par *le Courageux* de Bordeaux, 236. — Tableau des forces de la Méditerranée sous les ordres de Bruix, 244. — Adoption du projet qui exige caution des vaisseaux neutres ou se prétendant tels, pour obtenir main-levée ou jugement définitif sur leur saisie, 245. — Arrêté qui interdit l'entrée de tous les ports militaires, aux navires sous pavillon américain; approbation de la résolution relative aux délais accordés pour se pourvoir en cassation contre les jugemens en matière de prises maritimes; son texte, 246. — Adoption de celle qui exige caution des vaisseaux neutres, 247. — Détails sur le combat soutenu par deux corvettes sorties du Havre, 259. — Nouvelle d'une affaire sanglante entre quelques frégates sorties de Cartagène, et d'autres frégates anglaises, 262. — Arrivée de la flutte, *la Belle-Angélique*, capitaine Baudin, avec une précieuse cargaison, 264. — Détails sur l'expédition de la Méditerranée; accusation contre les officiers du vaisseau, *le Maréchal de Castries*, pour avoir arboré le pavillon blanc; trait de sivismisme de Claude Béguin, qui préféra se jeter à la mer, plutôt que de participer à cette révolte; récompense qui lui est décernée, 265. — Nomination de Lelarge au commandement de l'armée navale de Brest; arrestation à Toulon, du capitaine Lavilasse, prévenu d'émigration, 266. — Réunion des convois de la flotte de Toulon, 273. — Détail du combat de *l'Hercule* avec les Anglais, *ibid.* — Prises, 275. — Rapport de Boulay-Paty sur les jurys des conseils de guerre maritimes, 276. — Arrêté du directoire qui défend l'entrée des ports de la Méditerranée à tout vaisseau qui ne justifierait pas de sa quarantaine à Marseille, 281. — Adoption du projet de Boulay, 286. — Prix décerné par l'Institut national à Berthoud, auteur de deux montres de poche pour déterminer les longitudes, 289. — Entrée de l'escadre de Nelson dans la Méditerranée pour combattre la flotte de Toulon; apparition de quatorze vaisseaux devant Nice, 293. — Réparation des frégates *la Fraternité* et *la Bellonne*; rapport de Barrot pour le rejet de la résolution sur les jurys maritimes, 294. — Détails du combat de *la Seine* contre trois frégates anglaises, 301. — Conjec-

tures d'un journal anglais sur l'expédition de Toulon, commandée par Bonaparte, 302. — Nouvelles des Colonies orientales, données par la frégate *la Seine*, 304. — Rejet de la résolution sur les jurys maritimes, 305. — Invention par Edwards, d'un instrument pour mesurer les longitudes, 306. — Prise de *la Sensible* venant de Malte, et ayant le général Baraguey d'Hilliers à bord, 313. — Rapport de Riou, et discussion d'un nouveau projet sur les prises, 315 et 316. — Adoption en Amérique d'un bill qui permet d'armer en course contre les corsaires français, 316. — Destitution de Bourdet, commandant de *la Sensible*; nomination de Sennequier au grade de capitaine, pour le combat qu'il a soutenu sur *le Lodi*, contre le brick anglais *l'Aigle*, *ibid.* — Rapport de Bridport en Angleterre sur la prise de *la Seine*; lettre de Bourdet annonçant la cause qui a fait tomber *la Sensible* au pouvoir des Anglais, 317. — Arrêté du directoire sur l'armement en course dans les Colonies, 318. — Écrit intitulé: *Esquisse des abus de la jurisprudence en matière de prises maritimes*, 322. — Détails donnés par Baraguey-d'Hilliers, sur la prise de *la Sensible*, 323. — Autres sur le combat du *Lodi* avec *l'Aigle*, 324. — Décret sur les jurys maritimes, 334 et 335. — Arrêté du directoire batave sur les pirateries qu'il attribue aux corsaires français, 336. — Procédé pour garantir la vie des gens de mer en cas de naufrage, 337. — Voyage autour du monde par deux corvettes espagnoles; mise en liberté des Américains dont les navires avaient été mis en embargo dans les ports de France, 339. — Entrée à Lorient d'un convoi très-nombreux; éloge de Lebozee qui l'a dirigé, 342. — Arrêté du directoire qui met les fournitures de la marine au rabais, 344. — Développemens donnés au rapport de Riou sur les prises maritimes; discussion y relative, 347. — Arrêté contre les marins rentrés dans leurs foyers, 353. — Bruit d'un débarquement de quinze cents Français en Irlande, 355. — Arrivée à Rochefort des frégates *la Vertu* et *la Régénérée*, venant de l'Île de France; lettre du ministre contre les enrôlemens des marins par les corsaires; autres de Savary et d'Humbert annonçant le débarquement effectué en Irlande dans la baie de Kileumers,

359. — Nouvelle de l'arrivée de l'expédition de la Méditerranée à Alexandrie, et du combat d'Aboukir; détails à ce sujet, 360. — Trajet de *la Vertu* et de *la Régénérée*, qui ont convoyé deux riches bâtimens de la compagnie des Philippines, 363. — Jugement de la cour martiale de Lorient relatif à l'incendie du vaisseau, le *Quatorze juillet*, 364. — AN VII. Nouveaux détails sur le combat d'Aboukir, 4. — Pertes de la flotte française dans cette circonstance, 8. — Commission nommée pour réviser les lois sur l'inscription pour le service maritime, 14. — Arrêté en faveur de la navigation des îles ci-devant vénitiennes, 18. — Mémoire sur les navigations des anciens et des modernes, 20. — Prise du *Léandre*, vaisseau anglais de cinquante quatre canons, par le *Généreux*; ordre du jour sur une pétition d'armateurs relative aux navires chargés de marchandises anglaises, 30. — Expérience du *Scaphandre*, 36. — Prises maritimes, 37. — Bruits répandus du combat de la division sortie du port de Brest, et de la prise du vaisseau le *Hoche*, 38. — Leur certitude; rapport tendant à décerner des prix d'encouragement aux enfans indigens des marins, et à créer un institut maritime à Brest, 39. — Confirmation des mauvais succès de la division sortie du port de Brest, 40. — Renvoi à la commission de marine d'une pétition du citoyen Keidel, de Brémén, fondé de pouvoirs des négocians des villes Anseatiques, relative aux prises maritimes, 41. — Rapport sur le combat donné par les équipages de *la Romaine* et de *la Biche*; arrêté sur les armemens en course, 42. — Tableau publié à Londres, des vaisseaux français, espagnols et hollandais pris ou détruits par l'escadre anglaise, 45. — Détails, par les Anglais, du combat contre l'escadre sortie de Brest, 48. — Prises faites par des corsaires, 58. — Rapport sur celle de deux bâtimens anglais, par le brick français l'*Anacréon*, revenant d'Irlande et ayant à bord Napper-Tandy, 61. — Nouvelle prise sur l'ennemi, 65. — Détails sur la division navale de Bompard, 67. — Détails sur les combats du *Franklin* et du *Hoche*; notice des mémoires du citoyen Arnould, sur divers objets relatifs au service de la marine, 71. — Mesures du roi d'Angleterre à l'occasion de

l'arrêté qui regarde comme pirates les individus des nations neutres saisis sur des vaisseaux anglais, 74. — Prise d'un corsaire chargé de papiers importans, 75. — Et de plusieurs autres bâtimens, 77. — Détails et motifs de la reddition du vaisseau le *Franklin*, dans le combat d'Aboukir, 78. — Opinion sur la législation des prises, 90. — Demande en rapport d'un arrêté relatif à la réunion de deux commissions pour la formation d'un plan général sur cette matière, 91 et 92. — Rapport de Boulay-Paty, et discussion y relative; projet d'appliquer la loi sur les marchandises anglaises à toutes celles provenant des pays ennemis, 94, 95 et 96. — Prise de l'*Embuscade*, frégate anglaise de quarante-deux pièces de canon; détails sur le combat du *Hoche*, 97. — Résolution portant en principe que la loi du 29 nivôse sur les prises sera exécutoire du jour où elle a été rendue, *ibid.* — Rédaction de cette résolution, 99. — Nouveaux détails sur la prise de la frégate l'*Embuscade*, 105. — Message au directoire, dénonciatif d'abus dans cette partie, *ibid.* — Motion sur les armemens en course, 108. — Prises maritimes, 115. — Opinion sur les moyens d'assurer leur partage équitable, *ibid.* — Nomination d'Audibert au grade de lieutenant, pour l'habileté qu'il a montrée dans la défense du corsaire le *Rusé*, 117. — Message du directoire relatif aux prises, 118. — Il est renvoyé à une commission spéciale, 119. — Nouvelles prises maritimes, 121. — Rapport contre la résolution qui fixe le mode de reconnaissance des bâtimens ennemis portant pavillon neutre, 123 et 124. — Demande d'un projet tendant à recruter la caisse des invalides de la marine, 131. — Message du directoire contre les vexations et les pillages des corsaires français à l'égard des bâtimens neutres, 133. — Suite de la discussion relative aux prises, 134, 135, 136, 137 et 139. — Lettre trouvée à bord d'un brick américain portant l'ordre de saisir tous les bâtimens français, 140. — Avancement des officiers et des marins qui se sont distingués dans le combat de la corvette la *Bayonnaise*, contre la frégate anglaise l'*Embuscade*, *ibid.* — Reprise de la discussion sur les prises, 141 jusqu'à 144. — Arrêté du directoire qui autorise les bâtimens armés à atta-

quer ceux d'Alger, de Tunis et de Tripoly, 151. — Nomination du directeur de l'école de constructions navales, 159. — Nouvelle discussion sur les prises, et rejet de la résolution, 160, 161, 165, 166 et 167. — Changemens dans l'armée navale; nomination des commandans et chefs de division, 174. — État satisfaisant du port de Brest, *ibid.* — Nouveau rapport sur la législation des prises; on propose de ne rien innover dans le mode de juger les contestations, 176. — Lettre du ministre relative aux corsaires qui ne seront pas sortis avant le 15 germinal prochain; dépêches apportées d'Egypte par le brick le *Rivoli*, 178. — Arrêté du directoire, relatif à la navigation des bâtimens américains; rapport de Boulay-Paty sur la conscription maritime, 182. — Prises faites sur les Anglais, 196. — Circulaire du ministre de la justice sur une ordonnance maritime du roi de Danemarck, 198. — Préparatifs à Brest pour une expédition, 200. — Suppression des lettres de marque accordées en Italie par les agens du directoire, 202. — Activité des préparatifs maritimes, occasionnée par la présence du ministre, 211. — Discussion sur le code pénal y relatif; défense d'arrêter les neutres sur les côtes de Hollande, 214. — Prises nouvelles, 216. — Motion de Boulay-Paty sur la course, 219. — Sortie de l'escadre de Brest, composée de vingt-cinq vaisseaux de ligne, et commandée par le contre-amiral Bruix, 222. — État de cette escadre; détails y relatifs, 223 et 225. — Prise du corsaire le *Championnet*; lettre à ce sujet du général Magdonald, 225. — Trait de bravoure du citoyen Laffont, lieutenant du corsaire l'*Hypolite*, 233. — Nouvelles de l'escadre sortie de Brest; elle entre dans la Méditerranée, 240. — Relâche à Toulon, 243. — Et en repart, 244. — Relation d'un voyage du capitaine Kennedy; il manque d'eau douce, trempe ses habits dans la mer, et parvient ainsi à apaiser sa soif et celle de l'équipage de son vaisseau, 242. — Mort glorieuse du capitaine de vaisseau Lejoille devant Brindes, 249. — Lettre sur l'expédition de l'escadre de Brest; union entre les flottes française et espagnole, 250. — Essai d'un nouveau moyen de défense par l'amiral espagnol Solano, 292. — Envoi d'un message au directoire, pour connaître l'état

de la marine, 302. — Arrivée à Brest de l'escadre espagnole, 325. — Et de celle française, 327 et 331. — Proposition de s'occuper des entraves apportées aux courses maritimes, 334. — Arrêté relatif aux bâtimens échoués sur les côtes, 335. — Rapport sur l'encouragement à donner aux armateurs, 336. — Apparition de la flotte anglaise dans les environs d'Ostende, 337. — Réunion de quatre-vingt-dix bâtimens dans la rade de Brest, 345. — Proclamation des généraux français et espagnols aux escadres combinées, 347. — Prime proposée en faveur des armateurs en course, 353. (*Voy.* MINISTÈRE DE LA MARINE, MINISTRES et les divers ports).

MARINS. AN 1790. Augmentation de leur solde 99. — Levée de matelots, 149. — Fixation de leur paye, 157. — Plaintes du comte d'Albert contre leur insubordination, 229. — Décret qui leur accorde une distribution de tabac, lorsqu'ils sont en rade, 315. — AN 1791. Autres sur leur classement, 1 et 2. — Leurs congés, 36. — AN 1792. Et leur salaire, 238. — AN III. Adresse de la commune de Brest pour la mise en jugement, par les tribunaux ordinaires, de ceux y détenus, 73. — AN V. Renvoi à la commission d'une réclamation en faveur de ceux qui n'ont pas été compris dans la nouvelle organisation, 233. — Envoi d'un message au directoire pour connaître les causes du retard apporté au paiement de leur solde, 296. — Lettre du ministre de la marine, pour leur annoncer les événemens du 18 fructidor, et les motifs qui les ont nécessités, 359.

MARQUE. AN 1791. Abolition de cette peine, 270.

MARQUE D'OR ET D'ARGENT. AN 1791. Décret qui maintient la perception de ces droits, 275. — AN II. 1794. Dispositions y relatives, 343. — AN V. Arrêté du directoire sur le contrôle, 27. — Projet de Bellroy sur la garantie du titre des objets ouvragés, 136. — AN VI. Adoption de celui de Prieur, de la Côte-d'Or, sur le même sujet, 29. — Approbation de cette résolution, 52. — Son texte, 53 et 54. — Arrêté pour la surveillance des titres, 283. — Proclamation du directoire y relative, 359. — AN VII. Désignation des lieux de sortie pour l'exportation des ouvrages qui y sont

soumis, 71. — Nouvelles dispositions du directoire sur cette partie, 268. (*Voyez MATIÈRES*, etc.).

MARSEILLAISE (la). *Voy.* CHANT.

MASQUES. (*Voy.* DÉGUISEMENS).

MASSES MILITAIRES. AN 1791. Décret pour leur établissement dans les différens corps de l'armée, 34 et 35. — Leur destination, 272. — AN VII. Projet de leur rétablissement, 335.

MATIÈRES D'OR ET D'ARGENT. AN 1792. Prohibition de leur exportation, 251. — AN II. 1793. Texte d'une loi rendue sur la confiscation des espèces enfouies ou cachées, 54. — Rapport de Vadier à ce sujet, 55. — Décret qui casse tous les arrêtés des représentans en mission, sur leur échange, 73. — AN III. Annonce de l'arrivée de vingt-neuf chariots chargés de ces matières, et provenant des contributions de la Belgique, 12. — Dispositions sur les versements faits aux hôtels des monnaies, 45. — AN IV. Proposition de prohiber le commerce des espèces, 171. — AN V. Rapport et projet de Thibault sur la retenue dont elles sont susceptibles, 14 et 15. — AN VII. Fixation des bureaux de garantie, 153. (*Voy.* MARQUE D'OR ET D'ARGENT).

MATHÉMATIQUES. AN IV. Ouvrage de Condorcet sur cet objet, consacré à l'usage des écoles primaires, 153. — AN V. Compte rendu de l'introduction à l'analyse infinitésimale, par Labey, 108. — Notice sur le Calcul différentiel et intégral de Lacroix, 125.

MAXIMUM (le). AN I.^{er} 1793. Est sollicité par le département de Paris pour les denrées de première nécessité, 110. — Discussion sur son établissement, 115. — Nouvelle demande à ce sujet, 116. — Suite de la discussion, 118 et 120. — Tumulte violent dans l'assemblée à son sujet, 122 et 125. — Décret qui l'établit; ses dispositions, 126. — Bentaïole en provoque le rapport en ce qui concerne les grains, 213. — Nomination d'une commission chargée d'examiner la proposition de l'étendre à toutes les communes de la république, 240. — Décret portant qu'il y en aura un pour le prix des grains, 248. — Adoption de quelques articles relatifs à la taxation des denrées de première nécessité, 272. — Rapport

sur celui des marchandises de même nature, 273. — AN II. 1793. Texte du décret sur sa fixation, 274. — Mesures prises pour son exécution, 25 et 43. — AN II. 1794. Dénonciation des violations qu'il reçoit à Paris, 131. — Adresse sur le même sujet, 143. — Présentation d'un tableau général de son adoption, 154, 155 et 157. — Envoi au tribunal révolutionnaire des auteurs et distributeurs de faux tableaux de *maximum*, 159. — Instruction sur le tableau général, 167. — Jugement qui acquitte Crétot et Martinville, auteurs des faux tableaux, 169. — Rapport de Barrère sur ces mêmes tableaux, 181. — Décret qui en est la suite, 184. — Son extension aux chevaux, pour déterminer leur valeur, 227. — Son interprétation en ce qui concerne les bois, 307. — Demande de sa prolongation, 365. — AN III. Nouveau moyen proposé par Robert Lindet, pour sa fixation, 46. — Discussion de son projet, 50. — Il est combattu par Eschassériaux qui provoque l'abrogation de cette loi, 80. — Elle est regardée par Thuriot comme la source des calamités qui ont pesé sur la France, *ibid.* — Discussion sur sa suppression, 95 et 96. — Débats qu'elle occasionne; elle est prononcée, *ibid.* et 97. — Discours de Raffron sur les avantages résultant de cette mesure, 98. — Proclamation y relative, 101.

MÉDAILLES. AN I.^{er} 1793. Décret portant qu'il en sera frappée une en mémoire du 10 août, 222. — AN II. 1794. Offre faite à la convention par Barthélemy le jeune, d'une autre en argent, frappée dans le treizième siècle, et prouvant qu'à cette époque les idées républicaines fermentaient déjà en France, 193. — AN VI. Dépôt aux archives nationales de celles en l'honneur de l'armée d'Italie, et relative à l'établissement de la république cisalpine, 260. (*Voy.* MONUMENS).

MÉDECINE. AN 1789. Découverte de la vertu cicatrisante de l'alkali, 116. — AN 1792. Traité des affections vaporeuses des deux sexes, par Pomme, 169. — AN III. Insertion au bulletin d'un mode de traitement contre la rage, 81. — AN VI. Rapport de Baraillon sur sa police, 194. — Discussion de son projet portant établissement d'écoles spéciales pour son enseignement, 203, 205 et 206. — Analyse d'un ouvrage intitulé : *Doctrines médi-*

cule simplifiée; traduit de l'Italien, par R. J. Bertin, 247. — Prix décernés par la société de médecine de Paris, 257. — Expériences sur les propriétés du gland, 332. — Proposition faite en Angleterre de substituer l'acide nitreux au mercure, dans les maladies vénériennes, 352. — AN VII. Notice d'un traité d'hygiène publique, par Fodéré, de Marseille, 48. — Autre sur celui des bandages et appareils de Thillaye, 65. — Transmission par le ministre de l'intérieur d'un rapport de l'école de Paris sur les médicamens à employer dans les maisons de mendicité et de réclusion, 104. — Lettre de Petit-Radel, sur cette matière, 189. (*Voyez ÉCOLES DE SANTÉ*).

MÉDECINS. AN V. Message du directoire, et motion sur la surveillance à exercer à leur égard, 69. (*Voy. OFFICIERS DE SANTÉ*).

Médecins étrangers. AN II. 1793. Sont exceptés des dispositions de la loi qui expulse les étrangers du territoire français, 45.

Médecins ordinaires du roi. AN 1790. Leurs réclamations auprès de l'assemblée nationale, 365.

MENDIANS. AN II. 1793. Décret interprétatif des lois relatives à leur déportation, 43. (*Voyez ci-après*).

MENDICITE. AN 1789. Essais sur les moyens de la faire disparaître, 121. — AN 1790. Décret pour sa répression et l'ouverture de plusieurs ateliers destinés à occuper les mendiants valides, et placer les autres dans des hôpitaux, 151. — Règlement pour les maisons de mendicité, 158. — Lettre y relative, 162. — Observations du ministre Necker sur le décret précité, 163. — Explications du duc de Liancourt à ce sujet, 164. — Rapport sur son extinction, 197. — Abus dans les ateliers de mendicité, 255. — Plan de Voulland pour sa destruction, 327. — AN 1791. L'entretien de ses dépôts est mis au rang des dépenses de l'état, 89. — Nouveau projet pour son extinction totale, 272. — AN 1792. Rapport sur sa répression, 167. — AN I.^{er} 1793. Décret qui affecte un million pour subvenir aux dépenses des dépôts, 158. — AN II. 1794. Discussion et décret pour sa suppression, 168. — Rapport de Barrère sur cette matière, 234. — Développement de ses vues; leurs dispositions, 252. — Autre de Roger-Ducos sur une demande

de fonds faites par la société philanthropique, pour secourir les indigens, 270. — AN VI. Arrêté du directoire et circulaire du ministre de l'intérieur sur la nourriture des pauvres existans dans les dépôts de charité, 360.

MESSAGERIES. AN 1790. Suppression des dépenses secrètes, et de divers traitemens y affectés, 192. — Adoption du projet de Lablache y relatif, 235 et 237. — Débats sur leur bail; décret à ce sujet provoqué par Cazalès, 356. — Article additionnel à cette loi, 363. — AN 1791. Rapport de Dauchy sur les droits et la réorganisation de cet établissement, 8 et 9. — Observations de Folleville pour accélérer leur départ, *ibid.* — Dispositions relatives au cautionnement des compagnies soumissionnaires, 42. — Détails ministériels sur leur adjudication, 50. — Mesures pour leur nouvelle enchère, 51. — Elles sont adjudgées à la compagnie Queux, 54. — Ratification de ce marché, 59. — AN III. Nouvelles dispositions sur leur transport, 61. — Et sur celui des marchandises à domicile, 116. — Tarif concernant les voyageurs, ballots et effets, 313. — Etablissement d'un caissier général pour la recette, 351. — AN IV. Loi portant fixation des prix à percevoir par elles, 94, 98 et 102. — AN V. Rapport et projet de Bion pour les mettre en régie, 113. — Son adoption, 231. — Résumé du rapport de Baudin contre cette résolution, 290. — Son rejet, 291. — Discussion d'une autre résolution sur leur mise en ferme, 297, 303 et 323. — Leur suppression; établissement d'un droit sur le prix des places, 364. — AN VI. Rapport, discussion et approbation de cette dernière résolution, 12, 13 et 14. (*Voy. POSTES*).

MESSAGERS-D'ÉTAT. AN IV. Nomination de ceux du corps législatif, et résolution qui fixe leur traitement, 44 et 90.

MESURES. AN II. 1793. Décret sur leur titre et leur poids, 22. — AN VII. Rapport de l'Institut national sur l'établissement du système métrique, 278. (*Voyez POIDS ET MESURES*).

MEUNIERS. AN I.^{er} 1793. Sont exemptés par décret, du recrutement, 227. — AN IV. Message sur leurs exactions dans la mouture des grains, 132.

MILICE. AN 1791. Son abolition, 64.

MILITAIRES. AN 1790. Craintes sur leur in-

fluence dans les élections ; décret qui excepte de l'activité civile ceux en garnison dans le lieu de leur domicile , 61. — Formule du serment qu'ils doivent prêter , *ibid.* — Invitation faite au roi pour la sanction des dispositions y relatives , 75. — Rapport et projet de Wimpffen , sur les récompenses à leur accorder , 184. — Mesures pour l'observation provisoire des anciennes ordonnances sur leur discipline , 219. — Adoption d'un projet de Bouthillier à ce sujet , 258 et 259. — Rapport d'Alexandre Lameth , et décret sur le mode de leur avancement , 264 , 265 , 266 et 267. — Organisation et compétence des tribunaux chargés de les juger , *ibid.* — AN 1791. Décret relatif à leur décoration , 53. — Autres portant que ceux membres de l'assemblée ne pourront recevoir d'avancement pendant quatre ans , qu'à titre d'ancienneté , 99. — Et autorisant ceux qui ne sont pas de service à assister aux séances des sociétés populaires , 120 et 122. — Nouveau décret sur la juridiction en cette matière , 276. — Autre relatif à ceux pensionnés qui serviraient dans la garde nationale , et y seraient gradés , 298. — AN 1792. Dispositions concernant les certificats de résidence de ceux en activité de service , 176. — AN I.^{er} 1793. Mesure pour faire rejoindre ceux absens de l'armée , 69 et 163. — Pensions accordées à plusieurs d'entr'eux , 222. — Expulsion de Paris et des frontières de ceux démissionnaires , destitués ou suspendus , ou ayant été attachés à la maison de Louis Capet et à celle de ses frères , 251. — Proposition de déclarer indigne de servir la patrie tous ceux qui seraient attaqués trois fois du mal vénérien , 266. — AN II. 1794. Décret qui oblige ceux gradés à savoir lire et écrire , 149. — Autre concernant ceux dont les équipages ont été pris par l'ennemi , 310. — AN III. Nouvelles mesures de rigueur contre ceux suspendus ou licenciés , 1. — Prorogation du délai accordé aux officiers retirés du service depuis 1789 , pour faire la déclaration de leur domicile , 91. — Autorisation donnée à la trésorerie de leur payer les quatre cinquièmes de leur solde nonobstant toute opposition , 142. — Proposition d'expulser de Paris un nombre considérable d'entr'eux , 190. — Débats à ce sujet , 191. — Arrêté du comité de salut public qui met en requisition ceux employés dans les ma-

nufactures d'armes , 298. — Pétition de ceux qui se trouvent à Paris pour voter sur l'acte constitutionnel , 354. — Décret qui leur accorde cette faculté , 355. — AN IV. Lettre du ministre de la guerre sur la portion de solde offerte à la patrie par plusieurs corps , 153. — Loi qui excepte des dispositions de celle du 3 brumaire , ceux qui servent depuis le commencement de la révolution , 168 et 172. — Nouvelle exclusion de Paris de ceux destitués et à quelle occasion , 238. — Loi qui accorde des secours à ceux blessés , 280 et 285. — Adoption d'un tarif particulier pour le port de leurs lettres , 309 et 315. — Projets sur les honneurs à rendre à la mémoire de ceux morts pour la liberté , 310. — Résolution qui les autorise à se choisir des défenseurs dans toutes les classes des citoyens , 361. — Adoption du code pénal y relatif , présenté par Aubry , 364. — AN V. Suite de ce code , 2. — Approbation de la résolution sur les honneurs qu'on doit rendre à ceux qui sont blessés , 3. — Motion pour détruire l'effet de la prescription à l'égard de ceux qui sont présents aux drapeaux , 18. — Rejet de la résolution sur le code pénal militaire , 23. — Sa reproduction ; il est ajourné , 45. — Nouveau projet , 50. — Discussion de cette résolution , 54. — Son approbation , 55 et 56. — Motion d'ordre , suivie d'un message au directoire pour assurer l'existence de ceux qui sont estropiés et les empêcher de mendier , 58. — Proposition de Dubois-Crancé tendante à ce qu'ils soient payés de préférence ; proposition de Camus , concernant ceux qui n'ont perdu qu'un de leurs membres , 99. — Motion de Royer pour qu'ils soient assimilés aux rentiers sexagénaires , dans le paiement de leurs pensions , 107. — Disposition confirmative de cette demande , 113. — Rejet de cette résolution , 119 et 121. — Autre qui accorde le droit de voter à ceux qui sont en congé , 170 et 177. — Secours accordés à ceux infirmes ou blessés , 224. — Rapport de Lacuée contre cette résolution ; son rejet , 233. — Dispositions en faveur de ceux mariés , 251. — Motion de Pichegru pour la révision des lois militaires , 301. — Suspension de toute nomination aux emplois de ce genre , 308. — Lois sur le traitement des officiers réformés ; débats qu'elles occasionnent , 346 , 356 , 358 et 362. — AN VI.

Projet en faveur de ceux détenus pour désertion intérieure ou indiscipline, 14. — Rédaction de la résolution qui leur accorde une amnistie, 18. — Son approbation, 21. — Rapport sur les secours à accorder à ceux blessés, 23. — Résolution à ce sujet, 30. — Elle est approuvée, 45. — Autre qui accorde des pensions de retraite à ces derniers, 170. — Motion sur les cas pour lesquels ils peuvent être soustraits à l'action des tribunaux ordinaires, 241. — Nouveaux secours à leurs veuves et enfans, 257 et 260. — Circulaire du ministre sur leur solde provisoire, 285. — Rejet de la résolution qui accorde des secours à leurs familles, et pourquoi, 292. — Discussion d'une autre résolution sur le même sujet, 332. — Son approbation, 348. — Mesures pour les placer de préférence aux bureaux de l'octroi, 361. — AN VII. Actions de courage et d'humanité de plusieurs d'entr'eux, 120. — Projet sur les secours à accorder à ceux retirés du service, 155. — Analyse de ce projet, 177. — Adoption du premier titre, 178. — Discussion du surplus, 180. — Rejet de la résolution concernant ceux qui ont acquis des biens nationaux, 185. — Dispositions sur leur solde de retraite, 189, 190 et 197. — Leur rejet, 225. — Adoption d'un nouveau projet à cet égard, 343. — Son approbation, 363. (*Voyez ARMÉES, DÉFENSEURS, SOLDATS, etc.*).

MILLIARD promis aux défenseurs de la Patrie. (*Voy. DÉFENSEURS, etc.*).

MINÉRALOGIE. AN VII. Détails sur les recherches faites en Grèce par Hauwkins, 224.

MINES. AN 1791. Décret qui les met à la disposition de la nation, 88. — Nouvelles dispositions y relatives, 168 et 196. — Compte rendu par le ministre de l'intérieur sur cette partie de son administration, 307. — AN II. 1794. Création d'une agence pour les administrer, 309. — AN III. Découverte de celle de Clamecy, 101. — Ajournement d'un projet relatif à la concession de celles du Tarn, 299. — Son adoption, 318. — AN IV. Approbation de cette résolution, 268. — Texte du rapport fait dans cette circonstance, 272. — AN VI. Acquisition par le directoire d'une collection comprenant toutes celles de la Corse, 152. — Hommage,

au nom de Diétrick fils, d'une description générale de celles de France, 250.

MINES (Corps des). AN 1790. Décret portant qu'il restera attaché à celui du génie, 254. — AN IV. Organisation de son école, 35.

MINEURS. AN 1791. Décret pour leur organisation en compagnie, 107.

MINIÈRES. AN 1791. Dispositions y relatives, 168 et 196. (*Voyez MINES*).

MINISTÈRE (le). AN 1791. Adoption de quelques articles sur son organisation, 99. — Discussion du surplus du projet, 100 jusqu'à 105. — Réunion des comités pour discuter ses pouvoirs relativement à la sûreté du royaume, *ibid.* — Fixation des conditions nécessaires pour l'exercer, 118. — Décret sur l'organisation de ses bureaux, 273. — AN II. 1794. Sa suppression totale et son remplacement par des commissions administratives, 194. — AN III. Rapport sur son organisation constitutionnelle, 356. — Discussion et décret à ce sujet, 363 et 364. — AN VI. Proposition d'en créer une huitième; rapport confirmatif de cette demande, 80. — Son rejet, 123. (*Voyez MINISTRES*).

Ministère des Affaires étrangères. (*Voyez des Relations extérieures*).

Ministère des Contributions publiques. AN 1791. Sa création, 104. — Traitement de ses employés, 276. (*Voy. COMMISSIONS ADMINISTRATIVES, MINISTÈRE DES FINANCES, CALONNE, NECKER, LAMBERT, DELESSART, TARBÉ, CLAVIERRE, DESTOURNELLES, etc.*).

Ministère des Finances. AN IV. Fonds mis à sa disposition, 54, 62, 228, 232, 241, 243 et 263. — Loi qui lui attribue la surveillance du triage des titres, 266 et 268. — Fonds qui lui sont accordés; leur destination, 291, 296, 332 et 360. — AN V. Réponse aux calomnies répandues contre les employés de ses bureaux, 9. — Loi qui met différentes sommes à sa disposition pour le service public, 15, 19, 189, 240 et 259. — Réclamation des employés pour être payés de leurs appointemens; arrêté à ce sujet, 288. — Résolution portant qu'il sera fait des poursuites contre le ministre, relativement aux opérations de la compagnie Dijon, 330. — AN VI. Lettre qui lui est adressée par le directoire sur les abus qui se commettent dans les

les administrations des postes et de l'enregistrement, 8. — Nouveaux fonds pour ses dépenses, 80 et 92. — AN VII. Rapport et loi de même nature; discussion qu'elle occasionne, 58, 72, 73 et 80. — Rectification d'une erreur relative au crédit ouvert en sa faveur, 179. (Voy. GAUDIN, FAYPOULT, RAMEL, ROBERT LINDET et FINANCES).

Ministère de la Guerre. AN 1791. Suppression de différentes places en dépendant, 81. — Fixation de ses attributions, 102. — Fonds affectés pour ses dépenses, 118. — Dénonciation contre les employés de ses bureaux, 302. — AN 1792. Mode de comptabilité des trésoriers y attachés, 153. — AN I.^{er} 1793. Texte du projet de Sieyès sur son organisation, 28. — Sa discussion; débats à ce sujet, 30, 31 et 33. — Adoption de celui de Barrère, portant création d'adjoints, 36. — Traitement de ces derniers, 39. — Ils sont gardés à vue, et pourquoi, 100. — Mesures pour l'examen de leur conduite, 107. — Abrogation de la mesure prise contre eux, 147. — Décret de fonds pour les frais d'approvisionnement, 180. — Adoption de quelques articles additionnels sur son organisation; nouveau fonds mis à sa disposition pour les besoins des troupes, 220. — Mesures pour faire rentrer dans l'intérieur tous les objets de la manufacture de Maubeuge, 222. — AN II. 1793. Nouvelles dénonciations contre ses employés, et à quelle occasion, 72 et 82. — Décret qui charge le ministre de présenter, sous trois jours, le tableau des individus qui sont morts pour la patrie, 92. — AN IV. Fonds affectés aux dépenses de ce département, 102. — Nouvelles sommes destinées à subvenir à ses différens services, 184, 187, 218, 220, 265, 297 et 302. — AN V. Autres dispositions de cette nature, 20, 22, 42 et 47. — Fixation de ses dépenses pour quatre mois, 95 et 109. — De celles ordinaires et extraordinaires pour l'an cinq, 240. — Nouveaux fonds pour ses dépenses, 320. — AN VI. Rapport de Joubert à ce sujet, 313. — Motion de Chabert contre les déprédations résultantes des marchés passés pour son service, 323. — Texte du rapport précédent, *ibid.* — Fixation des dépenses de l'an sept, 324 et 335. — AN VII. Discussion y relative, 83 et 84. (Voyez LATOUR-DU-PIN, DUPORTAIL, NAR-

BONNE, DEGRAVE, D'ABANCOURT, DUMOUIRIER, LAJARD, BEURNONVILLE, SERVAN, PACHE, BOUCHOTTE, PILLE, AUBERT-DUBAYET, PÉTIET, SCHÉREER, MILET-MUREAU, BERNADOTTE, DUBOIS-CRANCÉ et GUERRE).

Ministère de l'Intérieur. AN 1791. Son organisation et décret portant qu'il sera divisé, 102. — Fixation de ses attributions, 104. — Et du traitement des employés de ses bureaux, 276. — AN I.^{er} 1793. Suppression de son bureau d'esprit public, 25. — Fonds accordés pour ses dépenses, 181. — AN III. Nouvelle proposition de le diviser en deux sections, 363. — Elle est rejetée, 364. — AN IV. Lois relatives aux sommes accordées pour ses dépenses et à leur destination, 116, 117, 148, 150, 204, 208, 228, 239, 241, 253, 264, 277, 278, 297 et 302. — AN V. Dispositions de même nature, 18, 22, 37, 114, 156, 168, 202, 234, 255, 321 et 331. — AN VI. Loi qui autorise le ministre à ordonner sur les contributions du département de la Seine, 240, 246 et 247. — Renseignemens demandés par lui sur les maisons d'éducation, 265. — Ordre du travail des bureaux, 323. — AN VII. Rapport de Daubermenil sur ses dépenses de l'année, 7, 8 et 9. — Création d'un conseil d'instruction publique, 16. — Adoption du projet sur ses dépenses, 17. — Discussion et approbation de cette résolution, 40 et 44. — Projets de réduction à cet égard, 274. (Voyez SAINT-PRIEST, DELESSART, TERRIER-MONTCEL, CAHIER GERVILLE, ROLAND, CHAMPION, GARAT, PARÉ, BENEZECH, FRANÇOIS DE NEUFCHATEAU, LETOURNEUX et QUINETTE).

Ministère de la Justice. AN 1791. Son organisation, 102. — Traitement des employés de ses bureaux, 276. — AN IV. Fonds affectés à ses dépenses, 186, 242, 287, 291 et 332. — AN V. Nouvelles dispositions de cette nature, 29, 39, 156, 203, 216, 234 et 296. — AN VI. Autres crédits qui lui sont ouverts, 73 et 85. — AN VII. Autres, 361. (Voyez CHAMPION DE CICÉ, DUPORT-DUTERTRE, DURANTHON, DANTON, DE JOLY, GARAT, GOHIER, HERMANN, MERLIN de Douai, GÉNISSIEU, LAMBRECHTS, CAMBACÈRES, JUSTICE et CODES).

Table alphabétique.

Ministère de la Marine. AN 1791. Réflexions sur la nécessité de le diviser; décret portant qu'il formera avec les Colonies un département séparé, 102. — Fixation de ses attributions, 104. — Regrets des officiers et employés sur la démission de Fleurieu, 126. — AN 1792. Fonds mis à sa disposition, 126 et 162. — AN I.^{er} 1793. Sa nouvelle organisation, 47 et 48. — Décret portant que ses adjoints seront gardés à vue, et pourquoi, 100. — Nomination de nouveaux adjoints, 116. — AN IV. Nouvelles sommes accordées pour ses dépenses, 135, 142, 148, 220, 227, 280, 286, 293, 350 et 352. — AN V. Crédits qui lui sont ouverts, 42, 47, 156, 297 et 301. — AN VI. Il invite les jeunes gens à s'enrôler pour le service des ports, 315. — Sa lettre sur le cabotage, 345. — Fixation de ses dépenses, 354, 357 et 364. — Et AN VII. 14, 105, 121, 154, 167 et 339. (*Voy. LALUZERNE, THEVENARD, FLEURIEU, BERTRAND DE MOLLEVILLE, LACOSTE, MONGE, DALBARADE, TRUGUET, PLÉVILLE-LEPELEY, BRUIX, M. A. BOURDON et MARINE*).

Ministre de la Police générale. AN IV. Message du directoire pour sa création, 101. — Rapport, débats et décret à ce sujet, 102, 103, 104 et 107. — Fonds mis à sa disposition, 116 et 117. — Il est chargé du travail relatif à la radiation des émigrés, 142. — Et aux permissions de résidence à accorder pour Paris, 165. — Nouveaux fonds pour ses dépenses, 206 et 209. — Agrandissement de son local, 279 et 284. — Crédit pour son service, 300 et 303. — AN V. Autre, 33, 36 et 39. — Rejet d'une résolution relative à ses dépenses, 312. — AN VI. Dénonciation contre les employés de ses bureaux, 216. — Fixation des sommes mises à sa disposition pour l'an sept, 357. — Et AN VII, 1. (*V. MERLIN de Douai, COCHON, LENOIR-LAROCHE, SOTIN, DONDEAU, LECARLIER, DUVAL, BOURGUIGNON, FOUCHÉ et POLICE*).

Ministère des Relations extérieures. AN 1790. Formation d'un comité pour connaître de ses attributions, 211. — AN 1791. Proposition d'établir la graduation dans les places en dépendantes, 82. — Son organisation, 102. — Apposition des scellés sur son dépôt, et à quelle occasion, 173. — AN 1792. Demande de six millions,

par le roi, pour les dépenses de ce département; 115. — Décret qui les accorde, 118. — AN I.^{er} 1793. Mesures pour l'impression de la liste de ses agens, 203. — AN IV. Projet sur ses dépenses, 262. — Son adoption, 315 et 325. — AN V. Nouveaux fonds accordés pour son service, 10 et 13. — Autres crédits qui lui sont ouverts, 156, 234, 284, 285 et 351. — AN VI. Fixation des sommes qui lui sont accordées, 326 et 346. (*Voyez MONTMORIN, DELESSART, DUMOURIER, BIGOT-ST. CROIX, CHAMBRONAS, LEBRUN, DEFORGES, HERMANN, BUCHOT, MANGOURIT, CH. DELA-CROIX, TALLEYRAND et REINHARD*).

MINISTÈRE PUBLIC. AN 1790. Débats sur ses attributions; décret portant qu'il est à la nomination du roi, 129. — Autres dispositions y relatives, 224. — AN 1791. Son organisation, 99. — Discussion sur ses pouvoirs, 105. — Conditions requises pour l'exercer, 118. (*Voyez ORDRE JUDICIAIRE*).

MINISTRES. (*Voyez la table de l'Introduction*). AN 1789. Leur renouvellement; arrêté de l'assemblée en faveur de ceux qui ont été renvoyés, 18. — Remplacement de leurs successeurs; députation au roi pour l'en remercier; débats sur le droit qu'a l'assemblée d'exprimer son vœu sur le ministère, 19. — Discussion sur leur responsabilité; proposition de l'étendre à leurs prévarications et à leurs dépenses; adoption d'un arrêté à ce sujet; motion de Mirabeau sur la question de la réunion des fonctions de ministre et de celles de député, 65. — Leur mémoire sur les moyens d'approvisionner Paris et leur refus de s'en charger, 77. — Examen, par Mirabeau, des avantages de leur introduction avec voix consultative dans l'assemblée; discussion à ce sujet, 85. — Décret qui leur en ferme l'entrée et qui interdit aux représentans la nomination aux places du ministère et aux emplois à la disposition du roi, 86. — Autre mémoire par eux, sur l'inexécution des décrets dans les Trois-Evêchés, où les barrières ont été détruites, 115. — AN 1790. Ils sont accusés, à l'occasion de la demande faite par l'Autriche, du passage de ses troupes sur le territoire français, 211. — Se plaignent de l'acharnement qu'on met à les poursuivre, et offrent de se retirer, 299. — AN 1791. Nouvelle discussion sur leur res-

responsabilité; rétablissement de l'article qui accède au corps législatif la faculté de demander leur renvoi, et aux citoyens celle de les poursuivre, 98. — Rejet de celui relatif à leurs dépenses en l'absence du corps législatif, 99. — Décret portant que leur nombre, leur division et leurs attributions seront fixés par lui, 100. — Fixation de leur traitement, 103, 104 et 136. — Article sur leur inéligibilité, 141. — Ils sont autorisés, lors de la fuite du roi, à s'assembler et à délibérer dans l'hôtel du sceau de l'Etat, et à faire exécuter les décrets de l'assemblée nationale, 173. — Sont mandés à la barre, au sujet de quelque agitation dans Paris, 198. — Décret portant qu'ils s'y rendront de deux jours l'un, pour rendre compte de leur administration, 213. — Sont de nouveau mandés à la barre, à l'occasion des mouvemens des Espagnols, 231. — Rejet du projet tendant à leur donner l'initiative pour la proposition des contributions publiques, 240. — Ils demandent un délai pour présenter le tableau de la situation de la France, 232. — Sont dénoncés comme favorisant les aristocrates dans l'exécution de la loi d'amnistie, 292. — Observations sur les moyens d'assurer leur responsabilité, 315. — Décret qui leur ordonne de présenter l'aperçu de leurs dépenses pour 1792, 324. — Adresse du département de Loir-et-Cher contre leurs principes, 329. — Sont accusés d'inexactitude relativement aux rassemblemens d'émigrés qui se forment en Allemagne, 334. — Décret portant qu'ils seront tenus de rendre compte de leur gestion au corps législatif, 336. — Nouvelles inculpations contre eux par des habitans de Paris, 346. — Article qui ordonne la signature de leurs mémoires, 356. — Autre portant que les décrets leur seront envoyés directement, afin qu'ils n'en prétendent cause d'ignorance, 365. — Rapport d'Hérault-Séchelles sur le mode de leur responsabilité, 54 et 55. — Grievs qui leur sont imputés; discussion à ce sujet, 71 et 72. — Réduction de leur traitement, 80. — Ils en offrent le cinquième tant que durera la guerre, 118. — Sa fixation, 154. — Décret qui les charge de rendre compte des mesures prises pour la sûreté de l'Etat, 175, 176 et 193. — Ils donnent leur démission, 194. — Lettre du roi sur leurs motifs, 195. — Projet de Jean Debry

sur leur responsabilité solidaire pendant les dangers de la patrie, 106. — Son adoption, 107. — Leur nomination provisoire par l'assemblée législative au 10 août, 225. — Décret portant qu'ils ne pourront être choisis parmi les membres de la convention, 274. — Autre qui leur enjoint de compter même de leurs dépenses secrètes, 285. — Mode de la reddition de leurs comptes, 306. — AN I.^{er} 1793. Motion de Chailier pour qu'ils soient tenus de communiquer les mesures qu'ils ont prises relativement à l'expédition de la Belgique et de la Hollande, 89. — AN II. 1793. Nouveaux débats sur leur responsabilité et celle de leurs employés, 72. — Proposition de les supprimer, 76. — AN II. 1794. Décret qui les astreint à ne plus toucher de fonds qu'en vertu de lois positives, 109. — AN III. Du despotisme de leurs prédécesseurs, par Billaud - Varennes, 61. — AN IV. Débats sur la question de savoir si un député, nommé ministre, peut rentrer dans le corps législatif après sa destitution, 46. — Loi qui les charge de transmettre l'état des maisons et meubles à l'usage de leurs bureaux, et division des états de fonds qui leur sont accordés, 156 et 158. — AN VI. Projet de Cacault sur le mode de reddition de leurs comptes, 322. — AN VII. Sa discussion, 128 et 153. — Son ajournement, 250. — Proposition de Génissieu pour faire concourir le corps législatif dans leur mise en accusation, 272.

MINIUM. AN II. 1793. Rapport de Guyton-Morveau, et décret relatif à sa fabrication, 70. (*Voy. OLIVIER*).

MIRACLES. AN VI. Détails sur ceux opérés par le corps de Sainte-Faustine, à Gènes, 329. (*Voyez CULTES*).

MI-TONTINE-DIXAINAIRE. AN III. Développement de son plan par le citoyen Arnould, auteur de la Balance du commerce de France, 261.

MOBILIER NATIONAL. AN I.^{er} 1793. Décret relatif à sa vente, 115. — Nouveau projet de Barrère pour aliéner celui provenant des maisons royales, 191. — AN III. Mode de son aliénation, 160. — Rapport de Johannot pour l'opérer par voie de loterie, 209. — AN IV. Loi à ce sujet, 70 et 73. — Message du directoire pour en échanger une partie, 75. — Autorisation qui lui en est donnée,

97 et 98. — Mesures pour qu'il en soit rendu compte par les commissions exécutives, 99. — Avis du ministre des finances sur sa vente, 101. — Nouveau message du directoire, provoquant son aliénation, 175. — AN VI. Son arrêté à ce sujet, 57. (*Voy. BIENS NATIONAUX*).

MODÉRÉS (*Voy. FACTIONS*).

MOINES et MONASTÈRES. (*Voy. RELIGIEUX*).

MOIS DE NOURRICE. AN 1791. Fond affectés pour leur paiement, 338.

MOIS ROMAINS. AN III. Refus de les payer par le duc de Poméranie, roi de Suède, l'électeur palatin et le landgrave de Hesse-Cassel. (*Voyez ALLEMAGNE, AUTRICHE, etc.*).

MONARCHIE. AN 1789. Discussion sur ses principes constitutifs; définitions diverses de ce gouvernement; priorité accordée à l'article du comité, 47. — Débats violens sur la déclaration de son principe; rejet des définitions présentées par Wimpffen et Boursier; reprise de la discussion; adoption d'articles y relatifs, 48. — Hérité de la couronne; inviolabilité de la personne du roi, 57. — Recherches sur ses principes, 115. — AN 1790. De sa supériorité sur l'aristocratie, par Lacroix, 18.

MONNAIES. (*Voyez la table de l'Introduction*). AN 1790. Mesures pour régler invariablement leur taux, 130. — Etablissement d'un comité chargé de tout ce qui a rapport à leur législation, 255. — Rapport de Cussy sur leur fabrication, 347. — Opinions de Talleyrand et de Mirabeau à ce sujet, 348. — AN 1791. Impression de plusieurs autres projets sur cette matière, 8. — Décret qui ordonne la fabrication de pièces de 15 et 30 sous, 13. — Fixation de leur nouveau type, 101. — Organisation de la commission chargée d'en surveiller la fabrication, 116. — Décret qui en ordonne une nouvelle émission, 139. — Autre portant que le cuivre existant dans les hôtels sera frappé aux anciens coins; émission, 139. — Suite du décret sur l'organisation de cette partie de l'administration, 159, 169, 246 et 248. — Examen de la question de Rochon sur leur quantité nécessaire au détail, 172. — Renvoi aux comités de celle relative à leur exportation, 184. — Décret sur celles étrangères, 185. — Nouvelle fabrication de pièces de 15 et 30 sous, 194 et 227. — Et

de monnaie de cuivre provenant des cloches, 216. — Extrait des registres de la commission, concernant la valeur et le poids des nouvelles pièces, 255. — Lecture de son mémoire en réponse aux dénonciations portées contre elle par le directeur de Pau, 267. — AN 1792. Désignation des villes où elles doivent se frapper, 27. — Décret pour accélérer leur fabrication, 106 et 107. — Autre qui supprime les commissaires du roi près leurs hôtels, 264. — Et ordonne la fabrication de pièces de 2 et 4 sous, *ibid.* — AN I.^{er} 1793. Dispositions relatives à leur empreinte, 38 et 117. — A la destination d'une partie d'entre elles, 238. — Et à la fabrication de pièces de 5 décimes, 257. — AN II. 1793. Mesures relatives à leur type, 61. — AN II. 1794. Etat de leur fabrication, 122, 151, 190 et 201. — AN III. Décret qui maintient le type républicain sur les pièces de métal, 260. — Dispositions concernant leur titre et leur poids, d'après la division décimale, 333. — AN IV. Et la fabrication des pièces de cinq centimes, 10. — Observations d'Arnould sur le retour du système monétaire métallique, 50. — Loi pour accélérer l'émission de pièces d'or et d'argent, 72 et 74. — Message du directoire sur leur circulation et leur exportation, 75. — Loi établissant la valeur des pièces de 5 francs; dispositions pénales contre leurs détracteurs, 168, 169, 172 et 175. — Introduction de faux louis dans les départemens de l'Ouest, 175. — Projet de Thibault sur la différence des anciennes et des nouvelles monnaies, 175. — Rapport de Mathieu Dumas sur une résolution y relative; opinion de Lebrun, 181. — Suite de la discussion; mémoire de Bertholet sur leur fabrication, 182. — Décret qui élève la pièce de 5 francs à 5 liv. 1 sous 3 den. tournois, 204 et 209. — Reprise de la discussion, et adoption de la résolution relative à leur fabrication, 210. — Monnaie de billon offerte par Müller, 281. — AN V. Nouvelle discussion sur cette matière, 18 et 19. — Articles y relatifs, 28, 29, 32, 36, 37 et 39. — Leur rejet, 63, 77, 78 et 79. — Motion de Gilbert - Desmolières sur cet objet, 161. — Tableau de celles frappées en France depuis 1726 jusqu'au premier prairial an cinq, 244. — Observations contre leur nouveau système, 284.

— AN VI. Arrêté du directoire sur la circulation des pièces de 2 sous, 22. — Projet de Prieur de la Côte-d'Or sur cette matière, 169. — Sa reproduction, 216. — Son adoption, 217 et 218. — Rapport de Cretet contre cette résolution, 286. — Discussion et rejet, 300 et 301. — AN VII. Projet de Rollin sur celles à effigie royale, 32, 90 et 91. — Sa discussion et son adoption, 112 et 154. — Rapport en faveur de cette résolution, 167. — Son approbation, 232. — Article de Dibarrat et de Mongez sur les monnaies, 359 et 361.

MONTAGNE. (*Voy. FACTIONS*).

MONTS-DE-PIÉTÉ. AN I.^{er} 1793. Demande de leur clôture, 255. — AN II. 1793. Proposition de remettre aux indigens les effets qu'ils y ont déposés, 79. — Sortie contre leur usure, *ibid.* — AN II. 1794. Décret pour la restitution des petits engagements, 126. — AN III. Nouvelles dispositions de même nature, et à quelle occasion, 125. — Leur abrogation, 132. — Autres sur leur administration, 323. — AN V. Nouvel établissement de ce genre, formé par d'anciens huissiers-priseurs, 127. (*Voy. MAISONS DE PRÊT*).

MONUMENS DES ARTS ET DES SCIENCES. AN 1792. Découverte d'objets rares dans les fouilles de Borghèse, 157. — Ouvrage de A. L. Millin, sur les antiquités nationales, 224. — Discours de Dusaulx contre leur destruction, 237. — Etablissement d'une commission pour leur conservation 293. — AN II. 1794. Arrêtés du comité de salut public y relatifs, 261 et 263. — Ils sont recommandés à la surveillance des bons citoyens, 346. — AN III. Grégoire en présente l'état à la convention, 87. — Décret qui ordonne leur exposition à la bibliothèque nationale, 263. — AN IV. Etat de ceux conquis en Italie et transportés à Paris par ordre du général en chef et du commissaire du gouvernement, 258. — AN V. Annonce de lettres sur leur déplacement, 1. — Extrait de celle de Thouin, qui y avait été envoyé pour leur recherche, 58. — Notice de ceux arrivés à Paris, provenant de l'institut de Bologne et de la bibliothèque ambrosienne de Milan, 68. — Dépêche de Bonaparte sur les succès de la commission des savans, occupée de leur recherche, 165. — Arrivée à Toulon de ceux conquis en Italie, 176.

— AN VI. Etat de ceux apportés de Perse, par J. Olivier, 221. — Et des chefs-d'œuvres rassemblés sur le convoi arrivé d'Italie, 306. — Présentation de cette liste par les commissaires; discours à ce sujet, 313. — Lettre sur ceux de Civeau et de Montmorillon, 331. — Ouverture de la caisse contenant la *transfiguration* de Raphael, 332. — AN VII. Translation à Paris d'une statue antique, découverte à Veletry, 83. — Lettre de Championnet, annonçant le départ de nouveaux objets d'arts et de sciences, 173. — Notice sur ceux envoyés du Piémont, 194. — Leur arrivée, 204. — Autre note y relative, 206. — Réflexions de Lenoir sur la mosaïque, 358.

MONUMENS PUBLICS. AN 1792. Décret relatif à la position de la première pierre de la colonne de la Liberté sur les ruines de la Bastille, 196. — AN II. 1793. Autre qui ordonne l'érection d'une statue colossale en l'honneur du peuple français; 59. — AN II. 1794. Mesures pour que leurs inscriptions soient en français, 112. — Appel aux artistes pour l'exécution de celui représentant le peuple terrassant le fanatisme, le royalisme et le fédéralisme, 243. — Arrêtés du comités de salut public y relatifs, 261 et 263. — AN VI. Projet de Poyet pour qu'il en soit dédié un à la paix, sur la place de la Concorde, 107. — AN VII. Proposition de Portiez de l'Oise, pour qu'il en soit élevé aux fonctionnaires publics morts à leur poste, 26. — Motion de Briot pour en ériger à la mémoire des généraux Dugommier et Joubert, 347. (*Voyez JOURNÉE DU DIX AOÛT, PANTHÉON, etc.*).

MORT. (*Voy. PEINE DE MORT*).

MUNICIPALITÉS. AN 1789. Proposition de leur établissement, 22 et 23. — Elles sont appelées au maintien de la tranquillité publique, 35. — Projet de leur organisation constitutionnelle, 65. — Suite de la discussion y relative, 74. — Article portant que les actes de celles nouvellement élues ne pourront être annulés pour causes d'incapacité, 77. — Décret qui en établit une dans chaque ville, bourg et commune, 89. — Adoption de plusieurs articles sur leur organisation, 95. — Suite et adoption de plusieurs autres articles sur les formes des élections, l'exclusion des parens au premier degré de la même administration municipale, et la

fixation du nombre de leurs membres, 96. — Texte du décret sur leur formation, 97. — Suite du même décret, 100. — Débats sur le mode de les dénoncer, 101. — Confirmation des officiers municipaux nouvellement élus, et suspension des nominations jusqu'à leur organisation définitive; suite des articles y relatifs, 102. — Elles sont chargées de dresser un tableau des citoyens, 107. — Complément de la loi de leur organisation, 115. — Réflexions sur les pouvoirs du maire dans cette administration, 118. — Décret qui substitue les officiers municipaux à leurs prédécesseurs, dans l'exercice de leur juridiction, jusqu'à l'organisation de l'ordre judiciaire, 128. — Autre fixant l'époque de leur formation, et consacrant pour leurs membres le nom d'officiers municipaux, 129. — Autre qui leur accorde la préséance dans les cérémonies publiques, et qui déclare admissibles à leurs fonctions les officiers de justices seigneuriales, 130. — AN 1790. Proposition de fixer le nombre de citoyens nécessaire à leur établissement, 8. — Nouveaux débats sur leur composition, 9. — Projet de Desmeuniers à ce sujet, 34. — Son adoption, 35. — Réflexions sur leurs attributions, 41. — Et leur organisation, 47. — Costume de leurs membres, 80. — Autres dispositions sur le serment qu'ils doivent prêter, 124. — Explications du comité de constitution sur quelques difficultés y relatives, 125. — Leur exclusion du ministère public pendant quatre ans après l'expiration de leurs fonctions, 129. — Article additionnel à l'organisation de ces corps, 262. — AN 1791. Leur responsabilité relativement à l'estimation des biens ecclésiastiques, 10. — Incompatibilité des fonctions municipales avec celles de juges de paix, 26. — Proposition tendante à ce que leurs membres puissent être réélus, 310. — AN 1792. Décret qui les charge de constater l'état civil des citoyens, 175. — Et leur défend toute réquisition hors de leur territoire, 260. — Autre qui leur accorde le seizième du prix de la vente des biens nationaux, 324. — AN I.^{er} 1793. Débats sur la population nécessaire pour former une municipalité; opinions à ce sujet, 144. — Suite de la discussion; discours de Saint-Just sur les mouvemens des factions municipales dans les grandes communes, 145.

— Suite de la discussion sur leur population, 149. — Et sur la limitation de leurs pouvoirs, 151. — AN II. 1795. Suspension de leur renouveaulement, 37. — AN III. Décret qui leur ordonne de motiver la cause des refus de délivrance de certificats de civisme, 3. — Opinion sur leur placement, 292. — Adoption de plusieurs articles relatifs à leur organisation constitutionnelle, 355. — AN IV. Discussion, et décret qui autorise le directoire à choisir leurs membres, 55 à 61. — Rapport de Desmolins pour qu'elles puissent se compléter elles-mêmes, 72. — Discussion du projet de Treilhard à ce sujet, 75, 76, 77, 80 et 81. — Adoption de quelques articles, 82. — Reprise de la discussion, et résolution portant que le directoire pourvoira provisoirement à la nomination des administrateurs, 83. — Opinion de Portalis pour son rejet, 88. — Débats qu'elle occasionne, 89, 90 et 91. — Son approbation, 92. — Autre loi sur leurs présidents, 311 et 312. — AN V. Projet relatif à l'âge de leurs secrétaires-greffiers, 239. (*Voy. les localités*).

MUSÉE DES MONUMENS FRANÇAIS. AN VI. Diverses livraisons de ses gravures, et notice sur les objets précieux qu'il renferme, 109, 128 et 228. — AN VII. Nouvelles livraisons et notices y relatives, 41 et 192. (*Voyez LENOIR*).

MUSÉES. AN VII. Rapport pour leur établissement, 72.

MUSEUM DES ARTS. AN I.^{er} 1793. Décret relatif aux objets qui doivent le composer, 39. — Autre sur son organisation, 211. — AN II. 1793. Suppression de sa commission; elle est remplacée par un conservatoire, 118. — Mesures pour la restauration des monumens qui y sont déposés, 227. — AN III. Défense d'élever des ateliers dans son voisinage, 71. — AN VI. Motion d'ordre de Marin pour son prompt achèvement; motifs de cette demande, 99. — Réclamations contre ses assertions, 100. — Arrêté du directoire sur cet établissement, *ibid.* — Notice sur sa galerie des antiques, 131. — On y dépose le tableau de l'Annonciation, provenant de l'église de Saint Leu, 324.

MUSEUM D'HISTOIRE NATURELLE. AN III. Rapport de Thibaudeau, et décrets y relatifs, 84. — AN VII. Distributions de plantes, grains et arbres faites par lui, 225. (*Voyez JARDIN DES PLANTES*).

MUSEUMS. AN III. Décret qui défend d'établir des ateliers dans leur voisinage, 71.

MUSIQUE. AN 1790. Mémoires de Grétry sur cet art, 32. — Discussion sur le génie musical de la langue française, 81 et 85. — AN 1791. Pétition des auteurs lyriques pour obtenir un règlement semblable à celui des peintres et sculpteurs, 36. — AN V. Notice sur les essais de Grétry en ce genre, 171 et 330. — AN VI. Preuve de ses progrès en Russie, 282. — Anecdote concernant un chien amateur, 333.

N.

NAISSANCES. (Voy. ETAT CIVIL).

NATATION. AN VI. Pétition tendante à ce que cet art fasse partie de l'instruction publique, 315.

NAVIGATION INTÉRIEURE. (Voyez la table de l'Introduction). AN 1789. Considérations sur celle de la France, et particulièrement de la Seine; et mémoire de Brulée sur cet objet, 104. — AN 1790. Décret relatif à celle du département du Nord, 234. — Autre concernant le canal de Brulée, 316. — AN 1791. Les rivières navigables sont déclarées propriétés nationales, 115. — Décret sur la navigation intérieure et sur le canal de la ville de Tournon, 231. — Ouvrage de Lequinio sur cette matière, 337. — AN 1792. Décret sur les droits de navigation, 146. — AN II. 1794. Observations sur celle de la Creuse; annonce d'un travail général sur cette partie, 190. — AN III. Proposition de réunir la Sambre à l'Oise, 28. — Projet sur le canal de Saint-Quentin, 129. — AN V. Loi sur les canaux d'Orléans et de Loing, 108, 109, 117 à 120. — AN VI. Rapport sur la résolution concernant les droits de bacq sur les rivières et canaux, 149 et 150. (Voy. DROITS DE BACQ). — Autre sur celle de l'Aisne et de l'Escaut, 214 et 261. (Voyez leur article). — Instruction du ministre de l'intérieur concernant l'établissement des usines, écluses, batardeaux, moulins, etc., sur les rivières, 361. — AN VII. Lettre du même sur leur navigation, 141. — Etablissement de commissaires pour s'occuper de cet objet, 167. (Voy. CANAUX et les principales rivières).

NAVIGATION (Acte de). Voy. ACTE et MARINE.

NÉGOCIANS. AN II. 1794. Décret relatif à ceux qui ont des associés émigrés ou condamnés, 293. — AN III. Arrêté du comité de salut public, concernant ceux qui ont des fonds chez l'étranger, 130. — Mesures de police et de sûreté, relatives à ceux venans des départemens à Paris, 310.

NÈGRES. (Voy. plus bas NOIRS).

NIVÈLEMENT. AN VII. Nouvelle méthode de nivellement, par Dupain-Triel, 341.

NOBLES. AN 1789. Poursuivis et tués dans l'explosion générale contre les droits féodaux, 33. — AN I.^{er} 1793. Décret qui annule les procès entre eux et les communes, et pourquoi, 73. — Ils seront désarmés, 86. — Accusés de manœuvres dans la Haute-Loire, 90. — Pétition pour les exclure des places, 182. — Décret qui déclare chefs de rebelles tous ceux qui sont dans l'armée vendéenne, 188. — Lettre contre la proposition faite au conseil général de la commune de Paris, de les exclure des fonctions publiques, 195. — Nouvelle proposition de les en exclure, 225. — Demande de leur destitution des fonctions civiles et militaires, 233. — Pétition dans ce sens, 234. — Leur arrestation dans le département de l'Aisne, 241. — Leur détention jusqu'à la paix, réclamée par les Jacobins et les quarante-huit sections de Paris, 250. — AN II. 1793. Sont arrêtés dans la Charente, 45. — Proposition d'exclure leurs agens des fonctions publiques, 75. — Demande de leur expulsion des armées par une députation de Sarre-Libre, 82. — Arrêté qui les exclut tous des Jacobins, 86. — Décret et rapport du rappel des députés de cette classe envoyés en mission, 88. — AN II. 1794. Nouvelle proposition de leur exclusion de tous les emplois, 157. — A. Dumont écrit que ceux des départemens où il est en mission renoncent à leur caste maudite, et sont prêts à acheter la roture, 158. — Proposition aux Jacobins de les arrêter tous, 172. — Lettre de Pinet et Cavaignac, annonçant l'arrestation d'un grand nombre d'individus de cette classe, et demandant que cette mesure soit étendue à toute la république, 194. — Loi de police générale qui les exclut de Paris et places fortes, 207. — Exception des femmes nobles qui ont épousé

de simples citoyens , 208. — Ceux qui ont pris ou acheté des titres de noblesse , sont assujétis à cette loi , 209. — Ceux qui le sont par possession de charges en sont exceptés , 210. — Opinion de Delmas sur ce dernier objet , 213. — Arrêté de la commune de Paris sur la délivrance de leurs certificats de civisme , *ibid.* — Décret qui fixe le mode de constater leur résidence en France , pour ceux qui sont sujets au déplacement , 244. — Sont exclus des fonctions publiques , 317. — Merlin , de Thionville , fait prononcer la suspension du décret , *ibid.* — Les roturières ou divorcées avec les nobles , autorisées à rentrer dans leurs communes , 326. — La société de Marseille invite les Montagnards à les frapper , 347. — Réclamation pour l'exécution du décret qui les exclut des fonctions publiques , 365. — AN III. Rapport de celui qui les excluait de Paris ; maintien de ses deux premiers articles , 80. — AN V. Proclamation royale affichée à Caen , menaçant de traiter en ennemis ceux qui ne se déclareraient pas pour le prétendant , 68. — Projet de les exclure des fonctions publiques jusqu'à la paix générale , 354 et 359. — AN VI. Projet de Gayvernon dans ce sens , 4. — Discussion , 10 et 11. — Renvoi à une commission , 12. — Motion contre eux , 25. — Rapport de Boulay , de la Meurthe , qui propose d'expulser de la république la partie de la haute noblesse qui n'a point émigré ; d'exclure les autres des fonctions publiques , et de reconnaître comme citoyens ceux d'entr'eux qui auraient donné des preuves d'attachement à la liberté , 27 et 28. — Observations d'Aimé Jourdan , Poulitier et Serres , contre ce projet qu'ils regardent comme un essai de tyrannie , 28 et 29. — Nouveau projet de Boulay , modifié et tendant à déclarer non citoyens français les ci-devant nobles sans exception ; discussion très-vive ; nouvelles réflexions d'Aimé Jourdan contre ce projet ; il est adopté , 31 et 32. — Rapport pour l'approbation de cette résolution , 72. — Sa discussion , 73 , 74 et 75. — Son texte et son approbation , 76. — Dénonciation de leurs manœuvres dans la Dordogne , 79. — Plaintes au sujet du logement de plusieurs ci-devant dans le palais des cinq-cents , 133. — Demande d'un rapport sur les exceptions à la loi du 9 brumaire , 134. — Rejet d'une résolution de Labrousse en leur faveur , 206. — AN

VII. Pétition d'un ex-noble demandant à jouir du droit de citoyen français , 167. — Circulaire du ministre de l'intérieur relative à cette classe , 245. — Van Hulstern s'oppose à ce qu'ils soient plus imposés dans l'emprunt forcé que les autres citoyens , 303. (*Voy.* l'article suivant, EMIGRÉS, DROITS FÉODAUX, LOI DU 3 BRUMAIRE, etc.).

NOBLESSE (Ordre de la). Voyez la *Table de l'Introduction*. AN 1789. Décide la vérification séparée de ses pouvoirs , 2. — Témoigne ses regrets au comte d'Artois refusant la députation de Tartas ; discussion , protestations et conférences sur la vérification , 3. — Arrêté sur cette question ; autre sur la délibération par ordre ; oppositions ; reprise des conférences , 4. — Refus dans son procès-verbal d'admettre le titre de *communes* ; restrictions au plan de conciliation , 5. — Députation aux communes pour communiquer les décisions précédentes , 6. — Fixation de la présidence ; maintien des arrêtés précédens à la suite d'une invitation à la réunion , 7. — Envoi de cette réponse aux communes , au clergé et au roi ; et discussion sur la cherté des grains , 8. — Adresse justificative du dernier arrêté blâmé par le roi , 9. — Celui-ci invite la noblesse à se prêter aux vues de la séance royale ; elle obéit à l'ordre de se retirer à l'issue de cette séance ; réunions partielles à l'assemblée , 10. — Elles sont suivies de celle de la minorité de cet ordre ; la majorité adhère à la séance royale ; députation à ce sujet ; débats sur sa réception , 11. — Réunion totale et définitive , accueillie aux cris de *Vive le roi* ; protestations de quarante-cinq membres ; autres présentées à l'assemblée , et débats qu'elles font naître , 12. — Vérification de ses pouvoirs , 13. — Discussion de cet ordre au sujet de l'invitation du roi pour la réunion ; elle cède à ce vœu , 14. — La majorité continue de se rassembler après les séances , dans des comités particuliers ; elle y déclare qu'elle persiste à regarder la distinction des ordres et leur vote séparé comme principe constitutif de la monarchie , 15. — La noblesse d'Agen approuve la réunion de ses députés aux États-généraux , 16. — Réunion de plusieurs de ses membres à l'assemblée nationale , 19. — Adhère à la suppression de ses privilèges pécuniaires , 34. — S'oppose à la substitution du mot *promulgation* , à celui de

de sanction, pour les arrêtés du 4 août, 57. — Réclamation de la noblesse bretonne contre les dénonciations vagues de l'ambassadeur d'Angleterre, relatives à un complot contre le port de Brest, 42. — AN 1790. Abolition de la noblesse, 172. — Son histoire critique depuis le commencement de la monarchie, 264. — AN 1792. Dissertation sur la noblesse allemande, 32. — Observations sur une coalition tendante à rétablir cette caste en France; et à créer une chambre haute, 119. — Brûlement de ses titres pour l'époque de l'anniversaire de sa destruction, 172. — AN III. Les mouvemens de prairial attribués au parti de la minorité de la noblesse, 195. (*Voyez DEUX CHAMBRES, COMITÉ AUTRICHIEN, EMIGRÉS, etc.*).

NOIRS ou NEGRES. AN 1789. Proposition de débattre la question de leur liberté, 12. — Réclamations de ceux d'entr'eux, libres et Colons, 99. — Article sur la traite, 107. — Lettre écrite de la Rochelle à Mirabeau, en faveur de ce commerce, *ibid.* — Analyse d'un ouvrage de Frossard sur l'esclavage, et les moyens de l'abolir, 108. — AN 1790. Reproduction de cette question au parlement d'Angleterre, 34. — Réflexions en faveur de leur liberté, 66. — Proposition de substituer l'enrôlement à la traite, 69. — AN 1791. Nouveaux débats au parlement d'Angleterre sur la traite, 47. — Essais sur leur liberté, faits par Lafayette dans la Guyanne française, 140. — Des nègres libres réclament contre une opinion de Cloutz sur les Colonies, 163. — Décret portant que tout homme de quelque couleur, de quelque origine, de quelque pays qu'il soit, sera libre et jouira des droits de citoyen actif en France, 272. — AN 1792. Règlement de la commission danoise pour adoucir la traite, 82. — Son abolition graduelle prononcée par la chambre des communes d'Angleterre, 99. — Lettre de Stanhope à Condorcet sur cet objet, 102. — Ordonnance du roi de Dannemarck pour sa prohibition, 103. — Discours de Willeborge et Fox pour son abolition, 116. — Discussion sur le même sujet, et fixation de l'époque de cette abolition en Angleterre, 149 et 156. — AN I.^{er} 1793. Grégoire fait supprimer les primes accordées à la traite, 210. — AN II. 1794. Décret de l'abolition de l'esclavage, 137. — Félicitations des hommes de couleur à la con-

vention, 141. — Autres de la commune de Paris, 147. — Abolition de la traite aux communes d'Angleterre, 163. — Intrigues des Colons pour arrêter l'exécution du décret, 171. — Discussion à la chambre des communes sur le décret de la convention, 173. — Suite de ses débats sur la traite, 179. — Réflexions de Ducher sur le même sujet, 288. — AN III. Abolition de l'esclavage en Amérique, 35. — Massacres des Français par les nègres de Saint-Domingue, 58. — Une députation des noirs se présente à la barre, et se plaint d'une dénonciation de neuf Colons de Saint-Domingue, dirigée contre eux, 283. — Proposition de déclarer que ceux qui, à Saint-Domingue, ont défendu la liberté, ont bien mérité de la patrie, 300. — Discussion et décret à ce sujet, 310 et 311. — AN IV. Exécution à Cayenne du décret de leur liberté, 26. — Discussion en Angleterre sur leur esclavage, 181. — Guerre à la Jamaïque contre eux; chiens dressés pour les combattre, 246. — AN VI. Proposition d'annuler toutes obligations consenties pour leur achat, 14. — Demande d'une fête pour célébrer leur liberté, 149. — Leur sort dans les Colonies britanniques, 180. — Débats sur la traite au parlement d'Angleterre; réflexions sur les principes des Anglais et des Français, par rapport à cette traite et à l'abolition de l'esclavage, 195. — Arrêté du directoire pour la formation en compagnies de tous les militaires de cette couleur, réunis à l'île d'Aix, 261. — AN VII. Motion pour faire célébrer dans les Colonies l'anniversaire de leur liberté, 141. — Rejet au parlement britannique de la proposition d'abolir la traite, 181. — Abolition graduelle de l'esclavage dans les États-Unis, 250. (*Voyez BARNAVE, BRISSOT, GOUY D'ARCY, GRÉGOIRE, MOREAU DE SAINT-MÉRY, ROBESPIERRE, SONTONAX, TOUSSAINT-LOUVERTURE, etc., SAINT-DOMINGUE, COLONIES, et COLONS*).

NOMS. AN II. 1794. Décret qui défend d'en porter d'autre que celui de son père, 336. — Autre qui défend de prendre d'autres noms ou prénoms que ceux spécifiés dans les actes de naissance, 338. — AN V. Motion de Dauchet proposant d'autoriser le changement des prénoms de Marat, Robespierre, etc., donnés aux enfans pendant le

régime révolutionnaire; renvoi à une commission 261. — AN VI. Arrêté du directoire qui défend de changer de noms, 116.

NON-CATHOLIQUES. (*Voyez la table de l'Introduction*). AN 1789. Débats sur leur éligibilité, et décret portant que l'assemblée ne reconnaît d'autre cause d'exclusion aux emplois civils que le défaut des conditions constitutionnelles, 124 et 125. (*Voyez JUIFS, COMÉDIENS, DROITS DES CITOYENS*). — AN 1790. Décret qui charge le roi de veiller à leur sureté, et les met sous la sauve-garde de la loi, 139. — Autre pour la restitution à leurs familles des biens de ceux exilés, 192. (*Voyez PROTESTANS*).

NOTAIRES PUBLICS et NOTARIAT. AN 1791. Décret de leur création et de la suppression des notaires royaux, 260. — Leur nouvelle institution, 263, 265, 267 et 273. — AN 1792. Rapport sur le projet de valider les provisions de notaires, 54. — Décret qui les oblige à présenter un certificat de civisme, 308. — AN I.^{er} 1793. Incompatibilité de leurs fonctions avec plusieurs autres, 68. — AN II. 1793. Décret sur ces mêmes fonctions, 50. — AN II. 1794. Autre concernant les papiers déposés chez ceux condamnés ou détenus, 278. — Décret sur leur remplacement, 280. — AN III. Autre sur le même objet, 129. — AN IV. Le notariat est mis dans les attributions du ministre de la justice, 51 et 53. — Message et loi déterminant l'incompatibilité de ses fonctions avec celles judiciaires, 83 et 93. — Loi pour le dépôt du double de leur répertoire aux greffes du tribunal civil de leur département, 215 et 233. — Proposition de l'organisation du notariat, 279. — Les notaires rayés de la liste des émigrés sont autorisés à continuer leurs fonctions, 335 et 337. — AN V. Rejet d'une résolution concernant ceux qui exerçaient d'autres fonctions publiques et qui en ont été exclus par différentes lois, 109 et 156. — Motion contre ceux inhabiles, 112. — AN VI. Rapport sur l'organisation définitive du notariat, 210. — AN VII. Discussion et adoption des principales dispositions du projet y relatif, 14. — Arrêté concernant la remise des minutes au cas de mort d'un notaire, 20. — Ils sont soumis à prêter le serment de haine à la royauté, 81. — Discussion sur l'organisation

du notariat, 210. — Rapport sur la résolution y relative, 253. — Discussion et rejet, 271 et 272. — Nouveau projet résolu à cet égard, 317 et 356.

NOTAIRES DES GRENIERS A SEL. AN 1790. Sont continués dans leur exercice, 125.

NOTRE-DAME DE LA CAROLE. AN 1790. Cérémonie annuelle et indécente, supprimée par le département de police à Paris, 179.

NOTRE-DAME DE LORETTE. AN V. Enlèvement par les commissaires français de cette image, et détails y relatifs, 160. (*Voyez VILLETARD et MONGE*).

NUMÉRAIRE. AN 1792. Réflexions de Clavière sur le numéraire métallique, 121. — Décret sur le mode de son échange contre des assignats, 122. — AN II. 1794. Décret contre ceux qui sont prévenus d'en avoir acheté au refus des assignats, 232. — AN III. Son exportation permise, 104 et 105. — Observations de Ducher à ce sujet, 236. — Rapport du décret qui a déclaré qu'il n'était pas marchandise; discussion y relative, 219. — AN IV. Message relatif à son défaut de circulation, 82. — Autre pour le rapport de la loi sur son enfouissement, 169. — AN VII. Observations sur les moyens d'en exciter la circulation, 248. (*Voy. ARGENT, AGIOTAGE et MONNAIES*).

NUMÉRATION. AN VI. Nouveau système présenté par Montu, piémontais, à l'Institut national, 330.

O.

OBLIGATIONS. (*Voyez TRANSACTIONS*).

OCTROIS. AN 1790. Seront perçus comme par le passé, 27. — Supprimés, à l'exception de ceux des villes, 69. — Leur perception ordonnée, 202 et 217. — AN VI. Projet et résolution pour le rétablissement de cette perception pour les besoins de la commune de Paris, 345 et 359. — Autre résolution portant que les places en seront remplies par des militaires invalides, nommés par les administrations centrales, 362. — AN VII. Approbation et organisation de ces établissements, 27, 31, 32 et 37. — Arrêté du directoire concernant les marchandises sujettes à l'octroi, 129. (*Voyez*

DROITS, PARIS et autres communes où il en est établi).

OFFICES. (Voyez la table de l'Introduction). AN 1789. L'assemblée décide qu'ils seront remboursés, 40. — Décret portant que leur création et substitution n'auront lieu que par un acte du pouvoir législatif, sanctionné par le roi, 66. — Autre qui défend l'expédition des provisions pour ceux supprimés au 4 août, ainsi que pour ceux des apanages des princes, 90. — AN 1790. Décret pour leur remboursement, 246. — Autre pour leur liquidation, 250, 252, 281. — Mode de leur remboursement, 305 et 334. — AN 1791. Rapport de Vieillard, et liquidation de divers offices de judicature, 7. — Décret relatif à l'exception du droit d'enregistrement des liquidations de cette nature, 43. — Autre qui en ordonne les payemens, 45. — Liquidation des offices comptables, 49. — Autres pour la liquidation de ceux de judicature, 57, 77 et 105. — Inadmissibilité à une nouvelle liquidation de ceux supprimés avant le 4 août, 90. — Liquidation de ceux des avocats au conseil, 130. — De ceux dits domaniaux, 169. — De ceux des justices royales, 212. — AN 1792. Nouveau décret de liquidation, 16 et 148. — AN I.^{er} 1793. Autre relatif à ceux de la maison du ci-devant roi, 243. — AN II. 1793. Révision des liquidations précédentes, 21. — AN II. 1794. Décrets y relatifs, 122, 124, 125, 126, 129 et 256. — AN III. Liquidation de ceux du département du Mont-Blanc, 302. — AN V. Et de ceux du Comtat d'Avignon, 2. (Voyez leur article).

OFFICES MILITAIRES. AN 1791. Décret qui ordonne le remboursement de plusieurs, 149 et 250. — AN 1792. Leurs créances exemptées des formes de la liquidation générale, 73.

OFFICES et OFFICIERS MINISTÉRIELS. AN 1790. Rapport sur leur suppression, 348, 349 et 350. — Leur vénalité et leur hérédité supprimées, 351. — Admis à remplir les fonctions d'avoués aux tribunaux de district, 352. — Mode de leur remboursement, 353. — Discussion y relative, 356. — Seront liquidés sur les estimations faites en exécution de l'édit de 1771, 357. — Suite du mode de liquidation, 360. — Ceux non liquidés pourront

employer leur finance en acquisition de biens nationaux, 365. — AN 1791. Autre décret de liquidation, 90.

OFFICIERS CIVILS. AN 1790. Obligés de se servir, pour empêcher les troubles, de tous les moyens qui leur sont confiés, 48. — AN 1792. Décret de peine de mort contre tout individu exerçant sans qualité les fonctions de quelque office public, 261.

OFFICIERS DE JUSTICE ou de l'ORDRE JUDICIAIRE. AN 1790. Fixation de leurs traitemens, 243 et 244. — Création d'officiers publics pour les significations et exécutions de jugemens, 351. — AN IV. Circulaire du ministre de la justice aux officiers judiciaires, 104. (Voyez OFFICES, ORDRE JUDICIAIRE et TRIBUNAUX).

OFFICIERS MILITAIRES. AN 1791. Décret pour la fixation du traitement de ceux dits de fortune, 10. — Tous les officiers seront tenus, sous peine de déchéance, de prêter serment de fidélité à l'assemblée lors de la fuite du roi, 174. — Formule de prestation de ce serment, *ibid.* et suiv. — Motion pour la suspension d'officiers mal intentionnés, 175. — Décret qui admet les officiers à l'exercice des droits de citoyens, 188. — Formule de leurs brevets, 258. — Annonce de leur démission, le ministre de la guerre chargé de rendre compte, par quinzaine, de leurs remplacements, 287. — Nouvelles plaintes sur leur désertion, 289. — Etat de ceux dont les emplois sont vacans depuis le 1.^{er} août, 290. — L'assemblée déclare en principe qu'il leur est défendu de passer les frontières, 314. — Décrets sur leur remplacement, 315, 320 et 333. — Autre pour l'admission aux emplois dans l'armée et la gendarmerie, de ceux qui ont servi chez les puissances alliées, 336. — AN 1792. Liste de ceux déchus ou suspendus, présentée par le ministre de la guerre, 32. — Décret qui renvoie tous les officiers à leurs postes, 116. — Autre sur l'augmentation de leur ration de fourrages, *ibid.* — Autre qui leur accorde une gratification en campagne, 123. — Ceux des volontaires sont assimilés à ceux de ligne pour les récompenses et décorations, 130. — Fixation des peines contre leur désertion, 139. — Décret qui suspend les récompenses pour ceux qui se retirent pendant la guerre, 145. — Fixa-

tion du mode de leur remplacement, *ibid.* — Décret qui leur accorde une augmentation de solde pendant leur séjour à Paris, 298. — Remplacement de ceux déchus ou suspendus, 302. — Conservation des appointemens de ceux faits prisonniers, 343. — AN I.^{er} 1793. Mesures pour les faire rejoindre sous quinzaine, 124. — Suppression du traitement de ceux suspendus, 148.

Officiers d'Artillerie. AN 1791. Adoption d'articles sur leur choix et leur remplacement, 107. — Prestation du serment civique par plusieurs d'entre eux, 177 et 181.

Officiers démissionnaires. AN 1792. Ceux sans cause légitime sont déclarés inhabiles à occuper aucun emploi dans l'armée et à prétendre à leur retraite, 159. — AN I.^{er} 1793. Loi qui éloigne à dix lieues de Paris ceux qui le sont depuis le 14 juillet, 256.

Officiers émigrés. AN 1791. Leur mauvaise conduite à Bruxelles, 158. — Ils remplacent les Anglais sur la flotte russe, 160. (*Voyez ÉMIGRÉS*).

Officiers étrangers. AN 1792. Décret de représentations envers eux du traitement qui sera fait aux Français, 215. — Autre en faveur de ceux qui quitteront leurs drapeaux pour la cause de la liberté, 241. — AN II. 1794. Fixation du traitement d'officiers hollandais employés dans les légions franches, 150. (*Voyez ces Corps*).

Officiers-Généraux. AN 1791. Etat de ceux employés dans l'armée, 109 et 110. — Prestation par plusieurs du serment décrété lors de la fuite du roi, 174. *et suiv.* — Décret qui en crée seize nouveaux, 176. — Autre pour la confection de la liste de ceux qui ont émigré, ou qui ont été destitués, *ibid.* — Envoi du serment de plusieurs d'entre eux, 186. — Décret qui leur accorde des rations, 194. — Autre qui en ordonne une augmentation, 273. — Rapport de ce décret, 275. — AN 1792. Conservation de leur nombre actuel jusqu'à la paix, 119. — Aides de camp attribuées aux quatre officiers-généraux étrangers ajoutés à l'armée, 199. — AN I.^{er} 1793. Décret qui demande leur tableau au conseil exécutif, 94. — Réclamations qu'excite cette liste, 135. — AN III. Liste de ceux à employer, 217.

Officiers de Génie. AN 1791. Prestation de serment de plusieurs d'entre eux, 177.

Officiers de Marine. AN 1790. Peine de mort proposée contre ceux qui se cacheraient pendant le combat, 232. — AN 1791. Décret relatif à l'obtention par eux de la décoration militaire, 38. — Prestation du serment civique par ceux du corps des canonniers-matelots, 181. — Exercice des droits de citoyen accordé aux officiers de l'armée navale, 188. — AN 1792. Décret qui autorise les anciens à rentrer au service, 75. — AN V. Résolution portant que la navigation pour la marine marchande leur sera comptée comme service militaire, et donnant droit aux pensions qui y sont attachées, 156. — Elle est rejetée, 193. (*Voyez MARINE*).

Officiers du point d'honneur. AN 1791. Décret pour la répartition de leurs pensions, 272. — AN II. 1794. Autre pour leur suppression, 321.

Officiers réformés. AN 1791. Décret pour leur paiement, 14. — Leur admissibilité aux emplois militaires, pourvu qu'ils réunissent les qualités de citoyen actif, 329. — AN III. Réclamations de ceux réformés par Aubry, 319 et 354. (*Voyez son article*). — AN V. Projet tendant à leur accorder une solde équivalente au quart de celle dont ils jouissaient à l'armée, 239. — Il est converti en loi, 240 et 248. — Autre sur le même objet, 275 et 362.

Officiers retirés. AN 1790. Lettre du général Winapffen sur leur sort et leurs pensions, 219. — AN 1791. Décret qui charge le comité des dépenses de présenter un mode de leur paiement, 324. (*Voyez PENSIONS, ARMÉE, TROUPES, DÉCORATION MILITAIRE, etc.*).

OFFICIERS MUNICIPAUX. AN 1789. Ce titre est décerné aux membres des municipalités, 129. — AN 1790. Fixation de leur costume, 80. — AN 1791. Leur responsabilité dans l'estimation des domaines nationaux, 10. (*Voyez MUNICIPALITÉS*).

OFFICIERS DE PAIX. AN 1792. Décret qui ordonne leur réorganisation, 342. — AN IV. Approbation de la résolution qui en rétablit 24 à Paris, 239. (*Voyez POLICE*).

OFFICIERS DE SANTÉ. AN I.^{er} 1793. Leur mise en réquisition pour les armées, 216. — AN II. 1793.

Loi pénale contre ceux qui délivreraient de faux certificats, 23. — AN III. Ceux de marine sont assimilés, par arrêté, à ceux de l'armée de terre, 291. — AN IV. Loi contre ceux qui abandonnent leur poste, 43. — Il leur est accordé un supplément de solde en numéraire, 111. — AN V. Résolution qui les dispense de la patente, 90. (*Voy. PATENTES*). — Autre qui fixe le traitement de ceux des armées, 265. — Son rejet, 295. — Rapport de Pastoret sur l'examen qu'il convient de leur faire subir, 319. — AN VI. Discussion de la résolution du 25 fructidor qui détermine le mode provisoire de cet examen, 24. — Son rejet, 25. — Approbation et texte d'une nouvelle; relative au traitement de ceux attachés aux armées de la république, 77. — AN VII. Projet pour le tirage au sort de ceux qui doivent prononcer sur les dispenses de service, 92. (*Voyez CONGÉS, DISPENSES DE SERVICE, CHIRURGIENS*).

OR et ARGENT. (*Voyez MARQUE et MATIÈRES D'OR et d'ARGENT*).

ORDONNANCES. AN 1791. Décret relatif aux certificats à délivrer par le directeur du trésor public, lors de leur non paiement, 108. — AN V. Projet de suspendre le paiement de celles sur la trésorerie; débats y relatifs, et renvoi, 282 jusqu'à 286. — AN VI. Résolution pour l'échange de celles des ministres contre des rescriptions, 219 et 222. (*Voyez FINANCES, TRÉSORERIE, RESCRIPTIONS*, etc.).

ORDRE JUDICIAIRE. AN 1789. Adoption, au 4 août, de la proposition d'y établir la justice gratuite, 40. — Déclaration de l'indépendance du pouvoir judiciaire et de la distribution de la justice au nom du roi, 61. — Premiers titres de l'organisation judiciaire, 122. — AN 1790. Discours de Lacroix au Lycée, contre la vénalité de la justice, 11. — Décret qui accorde à tout juge le droit de commencer toute espèce d'information sauf le renvoi au châtelet des délits qui lui sont réservés, 13. — Rapport sur la réforme judiciaire, 84. — Opinion de Désessarts sur ce pouvoir, 89. — Autre de Duport, 90. — Suite de la discussion, 91. — Plan d'une nouvelle organisation, par Sieyès, 92. — Discours de Thouret y relatif, 95. — Suite de la discussion, 96. — Plan de Dédelay-d'Agier,

98, 99 et 107. — Suite de la discussion, 123, 124, 127 et 145. — Analyse d'un ouvrage sur la régénération de la justice, 163. — Décret sur cette matière, 187. — Suite de la discussion, 189. — Suite du décret, 217. — Suite de la discussion, 222 et 223. — Suite du décret, 225 et 246. — Traitement des officiers de justice, 243 et 244. — Création d'officiers publics pour l'exécution des jugemens, 351. — AN 1791. Articles additionnels aux décrets sur l'ordre judiciaire, 60 et 240. — Incompatibilité de ses fonctions avec toutes autres, 160. — Décret pour le paiement de ses dépenses, 268. — AN 1792. Autre pour la rénovation des corps judiciaires, 267. — Autre déclarant tous les citoyens indistinctement éligibles aux places de juges, 268. — Autre pour leur renouvellement, 288. — AN III. Débats et adoption de son organisation constitutionnelle, 334 et 335. — AN IV. Décret sur sa division, 25. — Résolution qui en fixe divers traitemens, 67. — Message et loi sur l'incompatibilité de ses fonctions avec le notariat, 83 et 93. — Circulaire du ministre de la justice à ses officiers, 104. — AN V. Projets d'Oudot sur l'organisation judiciaire, 32 et 63. — Résolution qui en soumet les actes au droit de timbre, 362. — AN VI. Son approbation, 12, 13 et 14. — Autre résolution sur l'organisation judiciaire et civile, 224 et 237 à 240. — AN VII. Motion aux anciens sur cet objet, 116. — Rapport sur la résolution précédente; discussion et rejet, 129, 144, 147, 148, 149, 184 et 186. — Projet sur ses dépenses, 130. (*Voyez JUGES, TRIBUNAUX*, etc.).

ORDRES DE CHEVALERIE et HONORIFIQUES. AN 1790. Motion pour leur suppression, rejetée par l'ordre du jour, 178. — AN 1791. Leur abolition, 213. (*Voyez NOBLESSE, DÉCORATION MILITAIRE*, etc.).

ORDRE DE MALTE. (*Voyez MALTE, BIENS NATIONAUX*).

ORDRE TEUTONIQUE. AN II. 1794. Circulaire que lui adresse l'électeur de Cologne pour que ses membres prennent part à la coalition, 286. — AN V. Autre, du même prince, à l'administration du grand-baillage, relative aux empiétements du gouvernement prussien, 143.

ORDRES RELIGIEUX. (*Voyez COMMUNAUTÉS, CORPORATIONS et RELIGIEUX*).

ORFÈVRES. AN 1790. Une députation de ceux de Paris demande la suppression du droit de contrôle, 287.

ORFÈVRIERIE ET JOAILLERIE. AN 1792. Décret qui autorise l'exportation de leurs ouvrages pour les Colonies, 343. (*Voy. MARQUE et MATIÈRES D'OR ET D'ARGENT*).

ORIFLAMME. AN 1790. Remis par la ville de Paris aux vétérans des troupes de ligne, est déposé par eux dans l'assemblée, 197. — Sera suspendu dans la salle, *ibid.* (*Voy. BANNIÈRES*).

ORPHELINS DE LA PATRIE. (*Voyez ENFANS DE LA PATRIE*).

OSTRACISME. AN III. Est proposé par Rouzët contre les prévenus membres de l'ancien comité de salut public, 191. — AN VI. Demande de mesures y relatives, et rapport de cette détermination, 9 et 32. (*Voy. DÉPORTATION, NOBLES, BOULAY, de la Meurthe, et GAYVERNON*).

OTAGES. AN I.^{er} 1793. Proposition d'en envoyer dans les départemens dont les députés sont détenus, 159. — Les membres du comité de salut public s'offrent à cet effet, 160. — Discussion et rejet de ce projet, 161. — AN II. 1794. Débats sur le sort de ceux français, à Mayence, 131. — Réclamation de ceux de Worms, par la ville, 171. — AN III. Evasion de Paris d'otages autrichiens, 286. — AN VII. Projet, discussion et résolution pour arrêter les ex-nobles et parens d'émigrés, comme otages et garans de la tranquillité des départemens chouannés, 294 et 295. — Adresse pour accompagner cette mesure, 296. — Elle est débattue et adoptée aux-anciens, 300 et 301. — Application de cette loi aux départemens chouannés, et représailles des chouans, 333. — Autres applications à des particuliers ou à des cantons, 346 et 361. — Renvoi à la commission de la proposition de l'étendre à dix-sept départemens, 358.

OUVRAGES PÉRIODIQUES. (*Voy. JOURNAUX*).

OUVRIERS. AN 1790. Observations sur l'évaluation de leurs salaires, 260. — AN 1791. Décret sur la dissolution de ceux rassemblés dans les ateliers de Paris, 168 et 169. — Ordre du jour

sur leur pétition à ce sujet, 183. — AN 1792. Décret qui exempte de l'enrôlement ceux en fer et en bois, et aux boulangeries, 254. — Leur pétition pour que le prix des journées de travail soit diminué, 277. — Décret qui autorise le retour des ouvriers sortis des manufactures d'armes, 284. — AN I.^{er} 1793. Attribution de quarante sous par jours à ceux sous les armes au 31 mai, 154. — Leur mise en réquisition, 235. — Mesures de la commune de Paris contre leurs rassemblemens, 250. — AN III. Décret qui leur accorde une livre et demie de pain par jour, 178. (*Voy. JOURNÉES DE TRAVAIL, ATELIERS, PARIS*).

P.

PACAGES. (*Voy. à DROITS et PATURAGES*).

PACTE-SOCIAL. AN I.^{er} 1793. Proposition de ce pacte par Isnard, 135. — AN III. Autre projet y relatif, 286. (*Voy. CONSTITUTIONS*).

PAIN. AN I.^{er} 1793. Son prix sera dans une juste proportion du salaire des ouvriers, sauf à faire supporter l'excédent par la classe riche, 99. — Arrêté pour sa distribution, à Paris, 204. — AN II. 1793. Essai d'un pain de pomme de terres, 25. — La commune ordonne la confection d'une seule sorte de pain, 66. — Impression de cartes pour sa distribution, 83. — Décret qui en accorde une livre et demie aux ouvriers, 178. — AN IV. Hommage d'un ouvrage sur sa confection, 61. — Suppression de sa distribution dans Paris, 143.

Pain de munition. AN 1792. Sera désormais de pur froment, 254.

PAIX. AN 1792. Réflexions politiques sur le parti qui veut, tour-à-tour, la paix et la guerre, 125. — AN I.^{er} 1793. Il n'en sera point conclu avec l'ennemi occupant le territoire, 172. — AN III. Bruits de paix attribués par Merlin de Douai à la malveillance, 76. — Réflexions sur la paix, adressées à Pitt par M.^{me} de Staël, 218. — Proposition, à Ratisbonne, de la négocier sur les bases du traité de Westphalie, 501. — AN VII. Ordre du jour sur la demande d'un message au directoire, relativement à des bruits de paix hau-

teuse, 359. (*Voy. DROIT DE PAIX ET DE GUERRE, TRAITÉS*, et les différentes puissances).

PAMPHLETS. (*Voyez la table de l'Introduction*). **AN VII.** Poursuites contre les auteurs de celui affiché sous le titre de *Guerre à mort aux Jacobins*, 320. — Message contre l'auteur de celui intitulé : *Changement de domicile*, 334. — Annonce de poursuites contre les auteurs de plusieurs de ces écrits ; renvoi au directoire d'un pamphlet royaliste, 341. (*Voy. ECRITS, LIBELLES, PRESSE.*).

PAPIER - MONNAIE. **AN 1789.** Proposition de l'assimiler aux impôts par la condition de la nécessité du consentement national pour toute émission de cette espèce de valeurs ; discussion à ce sujet, où Mirabeau qualifie les papiers-monnaies *d'impôt levé le sabre à la main*, 66. — Premier projet de sa création, 93. — Proposition d'en créer un sous le nom de billets d'état, 98. — **AN 1790.** Mémoire de M. Necker sur sa création, 68. — Observations sur le même sujet, 84. — **AN IV.** Nouveau tarif pour son transport par la poste, 274 et 281. — Offre faite de fabriquer une monnaie de billon échangeable contre ses petites coupures, 281. — **AN V.** Projet de Chassey relatif aux rentes entre particuliers, stipulées avant son établissement, 133 et 135. — Et sa conversion en loi, 136 et 138. — Fixation de l'époque de sa dépréciation, 193, 197, 280 et 281. — Résolution relative aux transactions antérieures à cette dépréciation, 234 et 235. — Rapport aux anciens sur cet objet, 269 et 270. — Discussion et rejet de la résolution, 289 et 290. — **AN VI.** Tableau de sa dépréciation dans le département la Seine, 11. — Rapport de Duchesne sur les transactions faites pendant cette dépréciation, 19 et 20. — Et lois qui s'en sont suivies. (*Voyez à TRANSACTIONS*). — **AN VII.** Loi autorisant l'action en rescision, pour lésion dans les ventes d'immeubles faites pendant cette même dépréciation, 259 et 270. — Il en est créé un en Prusse, 265. (*Voy. ASSIGNATS, MANDATS, BONS et autres effets*).

PAPIER TIMBRÉ. **AN I.^{er} 1793.** Décret qui proscriit l'usage de celui qui porte les attributs de la royauté, 188. (*Voy. TIMBRE*).

PAPIERS NATIONAUX. **AN VII.** Proposition de commuer la peine de mort en celle de la dépor-

tation contre leur falsification, 124. (*Voy. TROUFLEAU et RESCRIPTIONS*).

PAPIERS et PAPETERIES. **AN 1791.** Le papier blanc est exclusivement réservé pour les affiches des actes émanés de l'autorité publique, 204. — **AN 1792.** Défense de brûler les papiers et parchemins provenant de liquidations, 278. — **AN II. 1793.** Suppression des fleurs de lys imprimées dans le corps du papier, 33. — Décret pour la conservation de ceux déposés à la convention, d'après les moyens découverts d'en enlever l'écriture, 74. — **AN II. 1794.** Rapport et décret sur les vices du régime de leurs fabriques, 115. — Autre sur les fabricans, 119. — Rapport de Guyton-Morveau, et décret pour les établissemens de la refonte du papier imprimé, 187. — **AN IV.** Vues d'une commission pour en vivifier les manufactures, 282. — **AN VII.** Résolution qui prohibe le papier étranger et établit une taxe sur celui fabriqué en France, 41. — Mémoire sur cet objet, 42. — Rejet de la résolution, 66. (*Voy. ARMOIRE DE FER, LIVRE-ROUGE, Commune de PARIS, etc.*).

PARLEMENS. Leur lutte contre la cour. (*Voy. table de l'Introduction*). **AN 1789.** Précis de leurs opérations, 28. — Décret qui proroge leurs vacances jusques à la nouvelle organisation judiciaire ; et fait remplir provisoirement leurs fonctions par la chambre des vacations, 83. — Autre qui ordonne de poursuivre en forfaiture ceux qui retarderaient la publication des décrets, 85. — Leurs efforts contre le décret qui nationalise les biens du clergé, et leur ligue pour empêcher leur suspension provisoire, 88. — **AN 1791.** Liquidation de ceux de leurs officiers dépourvus de contrats authentiques d'acquisition, 117. — Ouvrage intitulé : *Les Crimes des Parlemens*, 192.

Parlemens d'Angleterre, de Paris, de Rouen, de Rennes, etc, etc. (*Voy. ces articles*).

PAROISSES. **AN 1789.** Proposition de les rendre responsables des incendies qui auraient lieu sur leur territoire, 39. — **AN 1790.** Décret sur leur division, 59. (*Voy. COMMUNES*).

PARTAGES. **AN 1790.** Leur inégalité abolie, sauf les exceptions en faveur des personnes actuellement mariées, des veuves avec enfans, des puînés et des filles, 57. — Rapport et projet pour

le partage entre les enfans de différens lits , 201. — Ajournement de la question du partage des successions, 307. — AN 1791. Décret relatif au cas d'absence de quelques-uns des intéressés dans un partage, 31. — Abolition de leur inégalité dans les successions *ab intestat*, 72 et 92. (*Voy. SUCCESSIONS*).

PARTIS. AN II. 1794. Proposition de prohiber cette expression et toutes celles qui en désignent, 360. (*V. FACTIONS et ASSEMBLÉE CONSTITUANTE*).

PASSE. (*Voy. DROIT DE PASSE*).

PASIGRAPHIE ou *Ecriture commune à toutes les langues*. AN IV. Annonce de cette invention, 54. — AN VI. Médaille donnée à son auteur, Demaimieux, 65. — Hommage de cet ouvrage aux cinq-cents, 141. — Autre aux anciens, 144. — Lettre de l'auteur, 251. — AN VII. Hommage d'un essai en ce genre, et discours à ce sujet, 108 et 109.

PASSE-PORTS. AN 1789. Le président demande d'être autorisé à signer ou à refuser de signer les passe-ports que demandent plusieurs députés; discussion terminée par un refus de délibérer; réclamations; décret portant qu'il ne sera accordé de passe-ports que sur des motifs exposés à l'assemblée, 69. — Discussion sur la multiplicité des demandes de ce genre; décret qui en règle la distribution, 74. — AN 1790. Réflexions contre la formalité des passe-ports, 222. — AN 1791. Décret portant qu'il n'en sera exigé que dans les cinq lieues limitrophes des frontières, 176. — Autre réglant le mode de leur délivrance par le ministre des affaires étrangères, 213. — AN 1792. Autre portant qu'on ne pourra sortir de France sans en être muni, 25. — Rapport sur le mode d'exécution de la loi sur les passe-ports, et discussion à ce sujet, 28. — Décret qui oblige tout voyageur à s'en pourvoir, 31 et 32. — Autre portant que les ordres des généraux et commandans en tiendront lieu, 32 et 130. — Dispositions générales sur les passe-ports, 33. — Décret qui les annule et défend d'en délivrer, si ce n'est aux agens du gouvernement et aux négocians, 212. — Arrêté de la commune sur les passe-ports, 235. — Décret sur le mode de leur délivrance aux individus dont l'absence sera jugée légitime, 344. — AN I.^{er} 1793. Nouveau décret sur cet objet, 61. — Ré-

vocation d'un arrêté de la commune, y relatif, 81. — AN II. 1794. Autre arrêté de cette même autorité, 107. — Autre qui défend d'en délivrer sans justifier du paiement de ses impositions, 197. — Décret les concernant, 338. — AN III. Autre interprétatif d'une loi précédente, 10. — Leur exhibition demandée aux barrières de Paris, 226. — Arrêté relatif à la délivrance de ceux demandés par les citoyens désarmés, 293. — AN IV. Résolution rejetée sur la délivrance de ceux à l'étranger, 65. — Loi sur le même objet, 157 et 169. — Autre sur ceux pour l'intérieur, 168 et 179. — AN V. Réflexions sur la loi qui les exige pour sortir du canton de Paris, 150. — Arrêté du directoire qui défend de reconnaître ceux délivrés par les Etats-Unis d'Amérique, 203. — AN VI. Rapport sur une proposition qui les concerne, 15. — Adoption et texte du projet de résolution, 17. — Son rejet, 23. — Nouvelle résolution y relative, 24. — Sa discussion, 29. — Son approbation et texte, 30. — Circulaire pour l'exécution de la loi, 53. — AN VII. Lettre du ministre de la police sur le droit d'en limiter le délai, 101. — Rapport sur les moyens d'obtenir des signes certains de reconnaissance de leur légalité, 143. — Circulaire du ministre, relative à ceux délivrés pour la Prusse, 170. — Motion y relative, 180. — Rapport et discussion, *ibid.* — Suppression de l'article proposant d'y consacrer un papier exprès; ajournement, 181. — Nouvelle proposition sur cette matière, 327.

PATENTES. AN 1791. Décret pour l'établissement d'un droit de patente, 48 et 49. — Adoption d'articles, 63. — Décret sur leur établissement et les moyens de fixer d'une manière précise le mode d'exécution, 261. — AN 1792. Exception réclamée en faveur des médecins, 110. — Fixation de leur droit pour les maîtres d'hôtel garnis et marchand de bois de Paris, 249. — AN III. Discussion et nouvelle loi sur cette matière, 308 et 309. — AN IV. Proposition de soumettre le commerce à ce droit, et loi en conséquence, 309, 336 et 342. — AN V. Rapport tendant à y soumettre les artistes, 30. — Prorogation du délai accordé pour s'en pourvoir, 31 et 45. — Loi qui en exige des manufacturiers en fixant les droits et déterminant les

les exceptions, 62 et 71. — Résolution qui en dispense diverses professions, tels que les peintres, graveurs, architectes, officiers de santé et sculpteurs, 90. — Sa discussion et son rejet aux anciens, 98, 105 et 106. — Modification à la loi relativement aux fabricans, 121 et 132. — Peines contre les administrateurs qui négligeraient leur perception, 197. — Discussion et rejet d'un nouveau projet tendant à en exempter les artistes, 313. — Résolution relative à l'amende prononcée contre ceux qui sont en retard, 323. — Son rejet, 347. — Autre résolution faisant partie des projets de finances de Villers pour la conservation de ce droit, 364. — AN VI. Rapport de Crétet et discussion aux anciens sur ce travail, 12 et 13. — Suite et son approbation, 14. — Villers y propose des modifications pour l'an six, 17. — Son projet converti en loi, 23, 39 et 40. — Nouvelles dispositions présentées par le même; spécification des exemptions, 363 et 364. — AN VII. Suite, 1. — Adoption de la résolution, 34. — Loi qui règle le mode de leur paiement en bons sur l'état, 293 et 296.

PATRIE. AN 1791. Un membre propose de la déclarer en danger, et de prendre des mesures de sûreté générale, 356. — AN 1792. Discours d'Isnard sur le même sujet, 6. — Rapport et discussion sur la même déclaration, 183, 186 et 187. — Décret qui en détermine le mode, 188. — Sa sanction, 193. — Acte de cette déclaration; adresses à l'armée et aux Français à ce sujet, 194 et 195. — Arrêté de la commune pour en faire la proclamation, 204. — Enrôlemens multipliés qui s'en suivent, 213. — Discours de Danton y relatif, et mesures qu'il provoque, 244 et 247. — AN VII. Proposition de renouveler cette déclaration, 327 et 333. — Discussion sur les dangers publics, 346, 348 et 349. — Message au directoire sur le même objet, 357. — Jourdan propose la déclaration de la patrie en danger, 359. — Discussion, 360. — Agitation qu'elle produit, 361. — Suite et rejet de la proposition, *ibid.*, 362 et 363. — Protestation de cent deux membres du conseil contre ce refus, 364.

PATRIOTES. AN II. 1794. Les nouveaux patriotes à bonnets rouges sont accusés de vexations, 156. — Secours accordés à plusieurs, 305. — Granet fait décréter l'impression de la liste des patriotes opprimés

Table alphabétique.

et de ceux qui les ont fait mettre en liberté, 324. — AN III. Plaintes aux Jacobins contre les persécutions qu'ils éprouvent, 37 et 41. — Débats sur l'opinion de divers députés qui se plaignent de leur incarcération sous le nom de terroristes, 103 et 188. (*V. TERRORISTES*). — AN IV. Demandent à défendre la représentation nationale, 15. — Discours de ceux qui ont combattu au 13 vendémiaire; ils demandent une amnistie générale, 23 et 24. — Dénoncent Vaublanc et les électeurs de Paris, 31. — Leur réarmement demandé par Bentabolle, 40. (*Voy. DÉTENU*).

Patriotes du Midi. AN VII. Proclamation du général Quantin pour les appeler aux assemblées primaires, et les assurer de la sollicitude du gouvernement à leur égard, 193. (*Voy. MIDI, MARSEILLE, LYON, etc.*).

PATRONS PÊCHEURS. (*Voy. PRUD'HOMMES-PÊCHEURS*).

PATROUILLES. AN I.^{er} 1793. Les fausses seront punies de mort, 221. — AN III. Décret semblable au 3 prairial, 248. (*Voy. JOURNÉE DU 10 AOÛT*).

PATURAGES VACANS. AN 1790. Leurs possesseurs sont mis provisoirement sous la sauvegarde de la loi, 136. (*Voyez DROIT DE PACAGE*).

PAVILLON TRICOLOR. AN 1790. Est substitué au blanc, 295. — AN 1791. Mesures pour le faire reconnaître par les puissances barbaresques, 112. — AN III. Sera arboré sur le vaisseau monté par des représentans en mission, 261. — Sur les navires belges et anversois, 343. (*Voy. MARINE*).

PAYE. (*Voyez SOLDE*).

PAYEURS DES RENTES. AN 1790. Un décret fixe leurs taxations, 186. — AN II. 1794. Leur suppression, 205. — AN IV. Mesures relatives à leur traitement, 214 et 216. — Fixation de l'époque de la présentation de leurs comptes, 293 et 296. — AN V. Sont astreints à déposer leurs registres à la trésorerie, 199 et 208.

Payeurs-Généraux. AN 1791. Sont établis dans chaque département, 268. — AN 1792. Leur suppression pour 1793, 341. — AN VI. Discussion et résolution rejetée sur leur suppression, 21, 79, 86, 87, 107 et 119.

Payeurs à la suite des Armées. AN 1792. Le ministre de la guerre est autorisé à les nommer, 345.

PAYS D'ÉTAT. AN 1790. Décret qui ordonne le paiement de leurs rentes, 228. — AN 1791. Autre sur le même objet, 40. — Autre pour la liquidation et la fixation de leurs dettes, 103. — Autre pour l'acquittement de l'arriéré de leurs divers établissemens, 148 et 149. — Intérêts qui doivent leur être payés sur les dettes ci-dessus mentionnées, 267. (*Voyez* CRÉANCES, DETTE PUBLIQUE, LIQUIDATION, etc.)

PÉAGES. AN 1789. Décret qui en établit un à l'île Barbe, 130. — AN 1790. Sont supprimés, excepté les péages royaux sur les grands chemins et sur les rivières, 69. — (*V. DROITS DE PASSE et DROITS DE BAC*).

PÊCHE. AN 1791. Adoption d'articles pour son encouragement, 67. — AN 1792. Prime accordée pour celle de la baleine, 146. — AN I.^{er} 1793. Ordre du conseil exécutif de respecter les pêcheurs anglais non armés, 87. — AN VI. Suppression par le Portugal des privilèges pour celle des côtes de Brésil et d'Afrique, 301. (*Voyez* DROIT DE PÊCHE).

PEINES. AN 1789. Leur égalité décrétée, 101. — AN 1790. Elles n'impriment aucune flétrissure à la famille du condamné, 23. — AN 1791. Théorie des peines capitales, 59. — AN III. Défense d'en appliquer d'autres que celles voulues par la loi, 162.

PEINE DE MORT. AN 1789. Proposition de la réduire à la simple décapitation, 70. (*Voy. GUILLOTIN et EXÉCUTIONS*). — AN 1790. Rejet de la proposition de cette peine contre les officiers de marine qui se cacheraient pendant le combat, 232. — AN 1791. Est maintenue, 153. — Et réduite à la simple privation de la vie, mais avec une gradation dans l'appareil du supplice, 154. — AN I.^{er} 1793. Motion de Condorcet pour sa suppression à la suite du jugement de Louis XVI, 23. — Sa suppression demandée par Fonfrède, 171. — AN II. 1793. Cette peine est décrétée contre les fournisseurs infidèles, 274. — AN II. 1794. Contre le faux témoignage en matière capitale, 126. — Et contre les commandans de vaisseau qui laisseraient couper leur ligne par l'ennemi, 272. — Décret portant qu'aucune femme prévenue de délit emportant cette peine ne pourra être mise en jugement, avant qu'on ait constaté si elle est enceinte, 365. — AN III. Pelet propose

de la remplacer par le bannissement, quand elle n'est pas exigée par la sûreté publique, 41. — Motion de Champigny-Aubin pour sa suppression; ordre du jour, 123. — Fréron propose son abolition pour les délits révolutionnaires autres que ceux d'émigration, provocation à la royauté, fabrication de faux assignats, intelligences criminelles avec l'étranger, trahison militaire, et demande qu'on lui substitue, dans tous les autres cas, la peine de déportation, 200. — Villetard demande son abolition subite pour les femmes, 206. — AN IV. Offrande d'un ouvrage sur le même objet, 14. — Son abolition décrétée lors de la paix générale, 44. — AN VI. Motion pour son abolition, 106. (*Voy. CODE et LOIS CRIMINELLES*).

PEINTRES. (*Voyez* PATENTES).

PEINTURE. AN 1791. Décret pour son encouragement, 263. — Notice sur l'exposition des tableaux de l'année, 292. — Réclamations relatives aux prix décernés à ceux qui y ont concouru, 293. — Réclamations de l'académie de peinture inculpée au sujet du décret ci-dessus, 310. — AN 1792. Décret qui surseoit aux ventes de tableaux et autres objets d'arts, 285. — Suppression de la place de directeur de l'académie à Rome, 331. — AN II. 1794. Mention honorable d'un tableau révolutionnaire peint par Jaurat, 291. — AN VII. Nomination par le directoire du directeur et des élèves de l'école de Rome, 9. — Tableaux de l'Albane dégradés par le roi de Sardaigne, 193. (*Voyez* ARTS).

PELERINS DE ST.-JACQUES. AN II. 1794. Réclamation qu'ils font de pensions; ordre du jour, 281.

PENDULE DÉCIMALE. AN II. 1793. Hommage qu'en fait le citoyen Robin, horloger, 21. — Proposition de placer sur cet ouvrage, le buste de J. J. Rousseau, écartée en faveur de celui de Marat, 48. (*Voy. SYSTÈME HORAIRE*).

PENSIONNATS. AN 1792. Suppression de ceux établis dans les maisons religieuses, 124. (*Voyez* ÉDUCATION, INSTRUCTION, etc.).

PENSIONS et PENSIONNAIRES DE L'ÉTAT. AN 1789. Décret qui ordonne l'impression de la liste des noms des pensionnaires, et des motifs de leurs pensions, 61. — Baudouin offre de l'imprimer gratis;

accepté, 64. — Dénonciation contre le comité des finances qui refuse cette liste à l'imprimeur, 66 et 67. — Proposition de supprimer celles au-dessus de 500 livres, 85. — AN 1790. Discussion sur leur réforme, 1. — Projet de Montcalm-Gozon sur cet objet, 2. — Mode de leur paiement et réduction, 5. — Le roi est prié de défendre qu'il en soit accordé de nouvelles, et d'ordonner la remise de toutes les pièces que demandera le comité, 65. — Un ordre du roi avance le paiement de celles de six cents livres et au-dessous, appartenantes à des sexagenaires, 138. — Projet pour la réforme de leurs abus, 184. — Adoption de plusieurs articles, 199. — Les administrations municipales et autres n'en pourront payer aucune au-dessus de six cents livres, 205. — Suite du décret, 208 et 209. — Décret pour le paiement des arriérées, 220 et 345. — AN 1791. Secours accordés à divers pensionnaires, 32, 34 et 53. — Paiement de pensions, 99. — Et de sommes de cinquante livres à titre de secours, 126. — Autres décrets de même nature, 185 et 186. — Autre pour le paiement de celles des personnes nées en 1716 et 1718, 200. — Liquidations diverses, 231 et 274. — Décret qui assure leur paiement aux citoyens qui serviront pour la défense des frontières, 299. — Demande de l'état de celles supprimées, 324. — Leur paiement astreint à la formalité des certificats de résidence, 348. — AN 1792. Les pensionnaires seront tenus de justifier de leur contribution patriotique, 104. — Fixation d'un délai pour leurs réclamations, 185. — Décret de liquidation, 191. — AN I.^{er} 1793. Suspension de celles payables dans les départemens révoltés; décret qui soumet tous les pensionnaires à la représentation d'un certificat de civisme, 182. — Dispositions additionnelles à la loi de 1790, décrétées sur le rapport de Mallarmé, 221. — AN II. 1793. Suspension provisoire de celles au-dessus de trois mille livres, 272. — AN II. 1794. Décret sur les certificats de résidence à fournir pour leur liquidation, 136. — Autre pour leur paiement, 141. — Suppression de celles à titre de nouveaux convertis, 169. — Cambon fait rendre un décret relatif au paiement de leurs arrérages, et annonce que la trésorerie est prête à payer dix mille personnes par jour, 187. — Rapport de Pottier, et décret qui

en accorde aux estropiés du 10 août, et aux veuves de ceux qui y ont péri, 195. — AN III. Leur cumulation autorisée jusqu'à trois mille livres, 288. — Seront acquittées par les payeurs des départemens, 352. — AN IV. Autres lois concernant leur paiement, 194 et 202, 277 et 281, 282 et 284. — AN V. Autres dispositions sur le même objet, 16, 29 et 32. — Autres pour leur paiement en récépissés admissibles en acquisition de biens nationaux, 156. — Approbation de la résolution du 22 prairial, portant que les dispositions de la loi relative à celles non liquidées, sont étendues au premier semestre de l'an cinq, 270. — Résolution sur celles de cette nature, 344. — AN VI. Rejet d'une autre qui en accordait à des employés et fonctionnaires publics, 194. — Arrêté du directoire exécutif sur leur paiement, 296. — Motion d'Hémar sur cet objet, 311. — AN VII. Avis de la trésorerie sur la délivrance des hons au porteur, 94. — Simplification du mode de leur paiement, 228 et 234. (Voyez CRÉANCIERS, DETTE PUBLIQUE, RENTES, etc.).

Pensions des administrations. AN 1791. Décret ordonnant l'envoi à l'assemblée de leur état nominatif, 69.

Pensions ecclésiastiques et religieuses. AN 1790. Leur fixation sur le rapport de Treilhard, 266. — AN 1791. Paiement de celles sur les économats, 10. — AN 1792. Autre qui fixe la distribution de celles accordées aux personnes employées au service des chapitres des deux sexes, 177. — Décret qui réduit les pensions ecclésiastiques au *maximum* de mille francs, 273. — AN IV. Arrêté des commissaires dans la Belgique, qui en accorde aux religieux de ce pays, 57. — AN VI. Arrêté du directoire tendant à régler les pensions et secours de cette espèce, 255. — AN VII. Autres de même nature, 182 et 253. (Voy. RELIGIEUX, ECCLESIASTIQUES, PRÊTRES, etc.).

Pensions de la marine. AN II. 1794. Décret les concernant, 107. — AN III. Autre sur celles de ses employés civils et militaires, 339. — AN V. Autre loi sur le même objet, 147 et 148. (Voy. MARINE et OFFICIERS DE MARINE).

Pensions militaires. AN 1789. L'assemblée refuse l'abandon d'une pension de trois cents livres, fait

par un soldat de 95 ans, et ordonne la mention honorable de son dévouement, 49. — Offres semblables de plusieurs officiers, *ibid.* — AN 1790. Elles sont supprimées et remplacées par celles de nouvelle création, 199. — Maintien de plusieurs dans leur entier, 214. — AN 1791. Rapport sur cet objet, 32. — Décret qui en établit plusieurs, 149. — AN I.^{er} 1793. Rapport et décret sur ces mêmes pensions, 51 et 52. — Décret pour leur paiement, fixation de celles de retraite, 159. — AN II. 1794. Suspension de celles des lieutenans des maréchaux de France et autres officiers du point-d'honneur, 321. — AN III. Rapport et décret sur celles des invalides, 25. — Autre qui en accorde aux défenseurs de la patrie, 106. — AN IV. Autre loi qui en accorde aux militaires valides, et aux parens de ceux qui sont morts sous les drapeaux de la république, 194 et 197. — AN VI. Discussion sur celles de leurs veuves et de leurs enfans, 257. — Adoption de ce projet; exceptions pour les employés militaires qui étaient de la réquisition, 260. — Rejet aux anciens de ces dispositions, comme incomplètes, 292. — Plaintes de militaires sur le non paiement de leurs pensions; motion de Jourdan à ce sujet, 309. — AN VII. Résolution qui exempte de retenue celles des défenseurs de la patrie, 154. — Secours accordés à ceux d'entre eux dont les pensions ne sont pas liquidées, 197. — Résolution sur les pensions de retraite des invalides, 202. — Son rejet, 225. (*Voyez PENSIONS, ARMÉE, DÉFENSEURS DE LA PATRIE, SUISSÉS, SAVANS, etc.*).

PÉPINIÈRES. AN 1789. Sont comprises dans le décret pour la conservation des forêts, 113. — AN II. 1794. Décret sur cet objet, et suppression du directeur de celle de Seine-et-Oise, 198.

PERCEPTEURS. (*Voyez RECEVEURS*).

PERCEPTIONS. (*Voyez CONTRIBUTIONS et IMPÔTS*).

PERMANENCE DES SÉANCES DES ASSEMBLÉES. (*Voyez LOUIS XVI, lors de sa fuite, les différentes ASSEMBLÉES et JOURNÉES de la révolution*).

PERRUQUERS. AN VI. Avis d'un médecin de Hambourg sur leur danger, 302. — AN VII. Leur éloge par Deguerle, 244.

PERRUQUIERS. AN 1790. Se plaignent de la funeste concurrence établie entre eux et leurs garçons, et prient l'assemblée nationale de s'occuper de leur sort, 338. — Obtiennent la suspension du centième denier, 364. — AN 1791. Remboursement de leurs offices, 169.

PESTE. AN VI. Remède contre ce fléau, trouvé par M. Balderin, consul à Alexandrie, 171. — Ses ravages en différens pays. (*Voyez MAROC, BELGRADE, TURQUIE, SERVIE, etc.*).

PÉTITIONS. AN 1791. Adoption de plusieurs articles sur cet objet, 132. — Motions contre elles, 297 et 299. — Arrêté qui consacre exclusivement les dimanches à leur lecture, 309. — AN 1792. Pétition des huit mille contre les rassemblemens des fédérés, et dénonciation des intrigues employées pour la faire signer, 163, 164, 165, 167, 169 et 170. — Décret qui interdit les pétitions par des rassemblemens armés, 174. — Pétition de Guillaume contre la journée du 20 juin, 184. — Débats à ce sujet, 199 et 210. — Tous les signataires de pétitions sont mis sous la sauve-garde de la section de 1792, 253. — AN II. 1793. Envoi à toutes les sections de Paris de la liste des signataires des pétitions anti-civiques, 75. — AN II. 1794. Découverte à la commune et impression de la liste de celle dite de vingt mille, 125. — Discussion aux Jacobins, provoquée par Mercier, l'un des commissaires nommés pour rechercher les signataires de celle des huit mille; Robespierre combat cette mesure comme une tactique renouvelée dans toutes les circonstances difficiles, 184. — AN III. Proposition d'un décret contre l'abus du droit de pétition, 21. — AN IV. Discussion aux anciens sur les droits du conseil, relativement à l'insertion des pétitions dans ses procès-verbaux, 54, 56 et 57. — AN V. Résolution qui les assujétit au droit de timbre, 362. — AN VI. Son approbation, 12, 13 et 14. — Motion de Rollin contre l'abus des pétitions, et proposition de n'en recevoir que des autorités; il est rappelé à l'ordre, 287. (*Voyez ADRESSES*).

PEUPLE. AN 1791. Instruction simple substituée au projet qui pose les principes constitutionnels de sa soumission à la loi; aucune section du peuple ne peut exercer aucun acte de la souver-

neté, sous quelque dénomination que ce soit, 60. — Le peuple comparé au despote, extrait de Machiavel, 193. — Discussion sur son droit à la révision de la constitution, 243 à 247. — AN 1792. Réclamations contre Chabot qui proclame le droit qu'a le peuple de changer sa constitution, 209. — Instruction de Condorcet sur sa souveraineté, 224. — Décret qui accorde protection et fraternité à tout peuple qui voudra recouvrer sa liberté, 325. (*Voy. CONSTITUTIONS, CONVENTION, RÉVISION, RÉPUBLIQUE et SOUVERAINETÉ*).

PHARMACIE. AN 1791. Décret qui maintient les réglemens relatifs à son exercice, 105. — AN V. Message du directoire, et motion à la suite, relative à la surveillance à exercer sur cette profession, 69.

PHILOSOPHIE. AN 1790. Lettre contre elle, par Van-Enpen, grand pénitencier, et secrétaire des Etats Unis de la Belgique, 23.

PHYSIQUE. AN 1789. Singuliers effets de la foudre sur un vaisseau à Liverpool, 103. — Expériences à Londres pour appliquer aux navires l'action de l'air en vapeur, 119. — AN 1792. De l'influence de l'été et du printemps sur l'aiguille aimantée, 99. — Traité élémentaire de physique, par Brisson, 289. — AN II. 1794. Présentation à l'assemblée des recherches sur les causes des principaux faits physiques, 363. — AN III. Leçons de physique-chimique, par A. Libs, 242. — Théorie de la terre, ouvrage de J. C. Lamétherie, 262. — Réflexions de J. Lalande, sur les météores de feu, 264. — AN V. Lettre contre la théorie pneumatique, 21. — AN VI. Mesure de la force du vent, par Gerlach, 343. — Compte à l'Institut des expériences sur le galvanisme, 361. — AN VII. Notice sur le mécanisme et l'éternité de l'univers, 248.

PILOTES-LAMANEURS. AN III. Décret pour l'augmentation du traitement de ceux de la rivière de Seine, 98.

PIONNIERS. AN I.^{er} 1793. Décret de formation extraordinaire d'une compagnie pour la Vendée, 210.

PIQUES. AN 1792. Projet et décret pour en délivrer aux citoyens, 209 et 215. — AN I.^{er} 1793. Modèle de piques contre la cavalerie, 240. — AN II.

1793. Demande aux Jacobins de l'organisation d'un plan d'attaque et de défense avec cette arme, 270.

PIQUET. AN 1792. Décret qui supprime cette peine, 127.

PLACES FORTES. AN 1790. Le ministre de la guerre demande quatre millions pour leur approvisionnement et leurs réparations, 837. — Fonds accordés à cet effet, 340. — AN 1791. Décrets sur leur classement et leur conservation, 179, 184, 185, 186 et 190. — AN 1792. Autre qui autorise les commandans en chef à désigner celles en état de siège, 130. — Autre qui enjoint au ministre de la guerre de les faire connaître, 133. — Peine de mort contre tout commandant qui les rendrait contre les règles militaires, 208. — Fonds affectés pour leurs besoins, 214. — Peine de mort contre tout individu qui, dans une ville assiégée, parlera de se rendre, 242. — Autorisation aux commandans de faire démolir les maisons des citoyens qui seraient dans ce cas, 246. — Et d'en faire sortir et désarmer les individus suspects, 253. — AN I.^{er} 1793. Envoi de commissaires pour les mettre en état de défense, 97. — AN II. 1793. Décret ordonnant la démolition de toute ville qui se rendrait sans avoir soutenu l'assaut, 32. — AN II. 1794. Communauté de subsistances établie entre tous les citoyens d'une ville assiégée, 107. — Loi de police qui en éloigne les ex-nobles et autres individus, 207. — Rapport ordonné sur celles livrées à l'ennemi, 354. (*Voyez FRANCE*).

PLANTATIONS INTÉRIEURES. AN III. Observations y relatives, 210. — AN VII. Instruction sur le même objet, 48. (*Voyez ARBRES*).

PLAQUES DE CHEMINÉES. (*V. ARMOIRIES*).

POIDS et MESURES. AN 1790. Motion de sir John Miller à la chambre des communes pour en établir l'uniformité dans toute l'Angleterre, 49. — Proposition de Talleyrand pour le même objet en France, 120. — Décret pour établir cette uniformité, 130. — Opinion de Jefferson sur le nouveau système, 284. — De leur rapport avec le mouvement de la terre, 328. — Moyens à prendre pour l'exécution du décret, 344. — AN 1791. Leur base prise sur le quart du méridien, 86. — AN 1792. Rapport aux Etats-Unis sur cette matière, 161. — Mémoires de Méchain et Delambre

sur leur fixation, 331. — AN I.^{er}. 1793. Rapport d'Arbogast pour leur uniformité, 214. — Tableau de ce nouveau système, 216. — Et décret y relatif, 257. — AN II. 1794. Instruction sur le calcul décimal de ces mesures, par Haüy, 201. — AN III. Décret y relatif, 201. — Rapport de Prieur, et décret à la suite sur leur introduction, 204 et 205. — Notice sur une instruction à ce sujet et sur leur calcul décimal par le même, 290. — Une députation de la section de Bonne-Nouvelle demande la suppression des nouveaux noms qui leur ont été donnés, 329. — Ajournement d'un projet sur leur uniformité, 359. — AN IV. Nouveau rapport de Prieur de la Côte-d'Or sur cet objet; loi sur leur changement, 4. — AN V. Message du directoire pour leur mise en usage, 44. — AN VI. Arrêté pour l'exécution de la loi, 100. — Tableau comparatif des anciennes et nouvelles mesures, 153. — Circulaire y relative, 163. — Instruction du bureau central sur le même objet, 199. — Invitation aux savans de tous les pays de concourir à la formation de leur unité fondamentale, 261. — Analyse du rapport de Prieur sur la mise en activité du nouveau système, 276. — Projet, discussion et résolution, 277 et 278. — Nomination de Bruges, à Copenhague, pour se rendre au congrès des savans à Paris, convoqués pour fixer leur uniformité, 316. — Rapport de Jourdan en faveur de la résolution précédente, 324. — Discussion, 325. — Et rejet, 343. — AN VII. Article y relatif, 56. — Circulaire du ministre de l'intérieur sur leur usage, 58. — Etablissement des bureaux, 64. — Arrêté sur le rapport des anciennes grandeurs des mesures avec les nouvelles, 65. — Pétition d'Aubry sur cet objet, 148. — Lettre du ministre de l'intérieur pour la rectification d'erreurs y introduites, 176. — Arrêté et proclamation du directoire pour leur uniformité, 205. — Circulaire du ministre de l'intérieur sur le même sujet, 245. — Rapport à l'Institut national pour la fixer définitivement, 252 et 290. — Discours du président de cette assemblée, en présentant les étalons prototypes du mètre et du kylogramme, 291. — Accueil fait aux savans envoyés pour concourir à ce travail, 332. — Proposition de frapper une médaille qui rappelle la fixation de leur type, 355.

— Articles de Mongez sur les poids et monnaies, 359 et 361.

POIDS et MESURES (l'Agence des). AN III. Legendre, Coquebert et Gattey en sont nommés membres, 204. — AN IV. Sa suppression, et reproches faits aux agens, 146 et 148. — Ordre du jour sur un message du directoire contre cette suppression, 156.

POIDS PUBLIC. AN VII. Hommage au conseil des anciens des premiers travaux de ses administrateurs, 218.

POINÇONS INIMITABLES. AN 1790. Un décret ordonne l'examen de cette découverte, 282.

POISSON SALÉ. AN VII. Abolition des lois prohibitives de sa sortie, 94 et 97.

POLICE. (Voyez la table de l'Introduction). AN 1790. Discussion et projets sur les moyens de garantir la tranquillité publique 52 à 55. — Décret sur cet objet, 155. — Observations sur les lois de police, 539. — AN 1792. Discours et projet de Gensonné sur les mesures de sûreté générale à employer pour la recherche des crimes qui compromettent la sûreté de l'Etat, 153. — Vues de Brissot à ce sujet, 192. — Discussion sur le projet précédent de Gensonné, 209 et 211. — Opinion de Pastoret y relative, 213. — Suite de la discussion, 219. — Le projet est adopté, 227. — AN II. 1794. Décret explicatif des lois de cette partie, 110. — Annonce, faite par Couthon, des motifs qui ont différé le rapport sur la police générale, 203. — Rapport de Saint-Just, et décret qui ordonne la traduction au tribunal de Paris de tous les prévenus de conspiration; l'établissement des commissions populaires; l'éloignement de Paris et places fortes des étrangers, des ex-nobles et des généraux qui ne sont pas en activité; le jugement et la déportation de ceux qui se plaindraient de la révolution et vivraient sans aucune occupation, 207. — Adoption d'une nouvelle rédaction de ce décret, 208. — Articles additionnels, 209. — Exceptions en faveur des ennoblis, des étrangers marchands, des enfans et des vieillards, 210. — Explication de cette loi par le comité de salut public, 214. — Exceptions par le même comité, 216. — Arrêtés du même, interprétatifs de la loi, 218. — Autres explicatifs,

219. — Approbation, par la convention, des exceptions prononcées par le comité, *ibid.* — Autres exceptions, par le même, 220. — Autres mesures de sûreté contre les fonctionnaires civils ou militaires suspendus ou destitués, 303. — AN III. Rapport de la loi précédente contre les ex nobles, etc., 80. — Loi de grande police, présentée par Sieyès, pour la répression des attroupemens séditieux; convocation à Châlons-sur-Marne des suppléans et députés en mission, pour y former la représentation nationale, si celle existante venait à être entamée, opprimée ou dissoute momentanément, etc., 185. — Son envoi par deux courriers extraordinaires pour prévenir les excès, 190. — Plan d'un établissement de police extraordinaire, présenté par le comité de sûreté générale; sa discussion et son rejet, 303, 306, 308 et 312. — Loi de police, sur le rapport de De-launay d'Angers, principalement contre les émigrés, 335. — AN IV. Suite du code de police, présenté par le même, 15. — Mesures relatives à celle des étrangers à Paris, 177 et 183. — AN V. Lettres du ministre de la justice sur les délits de police non prévus par les lois, 42. — Motion pour augmenter la force et l'action de la police, 88. — Loi sur la police des communes de Paris et Vendôme. (*Voyez ces villes et LOI du 21 FLOREAL*). — Observations contre les *Réflexions sur la Police*, par Limodin, 101. — Rapport de Pastoret sur les lois qui la concernent, 151. — AN VI. Mesures contre les compagnies de brigands, 77. — AN VII. Ajournement d'un projet concernant la sûreté publique, 28. (*Voyez Bureau central de PARIS, MINISTÈRE DE LA POLICE*, etc.).

Police Administrative, Correctionnelle et Municipale. AN 1790. Décret y relatif, 80. — Autre concernant l'appel de ses jugemens, 83. — Formation de celle de Paris, 96. — AN 1791. Décret sur son organisation, 187, 188, 189, 190, 194 et 202. — AN 1792. Projet de Gensonné, et décret à la suite sur les attributions des municipalités en cette partie, 153 et 227. (*Voyez plus haut*). — AN IV. Loi sur les appels des jugemens de police correctionnelle, 136. — AN V. Autre relative à la consignation des amendes dans le cas de

ces appels, 42 et 50. — AN VI. Rejet de la résolution du 8 floréal concernant l'opposition à ces jugemens, 240.

Police Criminelle. (*Voyez JUSTICE CRIMINELLE*).

Police Militaire. AN III. Décret qui attache des officiers de santé au tribunal établi près l'armée de l'intérieur, 349. — Projet de décret sur la police militaire, 564. — Rapport et adoption du projet, 366.

Commission administrative de Police. AN I.^{er} 1793. — Nomination de ses membres, 234. — AN II. 1793. — Son épuration, 27. — AN III. Son avis sur les pièges des voleurs, 282. — Nouvelle création de cette administration pour Paris, 329 et 333. (*Voyez PARIS et COMMISSIONS ADMINISTRATIVES ou EXÉCUTIVES*).

Lieutenant de Police. AN 1790. Réflexions sur cette magistrature, 137.

Tribunal de Police. AN 1790. Réflexions sur son jugement contre des écrits incendiaires, 134. — Sur celui qui ordonne l'arrestation de Marat et de l'Orateur du peuple, 176. — Décret concernant les juges de police, 224. — AN 1791. Décoration de ses officiers, 172.

POLITIQUE. AN 1789. Réflexions sur cette science, considérée dans ses rapports avec la révolution, 94. — AN 1791. Article sur la retraite de Jacques II, extrait d'une feuille publiée en 1689, 197. — AN 1792. Explications de mots importants dans la langue politique, par Guiraudet, 117. — AN VII. Article du citoyen Petit, intitulé : *Des Français en Italie*; réplique d'Aufauvre au discours du roi d'Angleterre, pour l'ouverture du parlement, 87. (*Voyez DIPLOMATIE et les Cours de l'Europe*).

POMMES DE TERRE. AN II. 1793. Essai d'un pain de cette substance, 25. — AN II. 1794. Décret pour en encourager la culture, 116. — Rapport de Coupé, de l'Oise, et décret relatif aux essais sur leur préparation économique, 268. — AN III. Moyen de les conserver, par Costel, 232. (*Voy. JARDINS et Commune de PARIS*).

POMPIERS. AN III. Décret pour l'organisation de ce corps, 162.

PONTS-ET CHAUSSEES. AN 1790. Discussion

et ajournement de leur organisation, 306. — Il y aura une administration centrale, 310. — Rapport et discussion sur leur organisation, 350. — Suite, 352 et 364. — AN 1791. Décret sur le même objet, et formation d'une école gratuite, 2. — Liquidation de leur arriéré, 88. — Fonds destinés à leur service, 219. — Comptes ministériels sur cet objet, 307 et 337. — AN I.^{er} 1793. Les élèves dispensés de marcher comme volontaires, 261. — AN II. 1794. Décret pour les réparations en cette partie, 126. — AN IV. Organisation de l'école, 35. — Son placement, 257 et 261.

Ponts-et-Chaussées de la Marine. AN 1791. Décret sur la liquidation de l'arriéré en cette partie, 94.

POPULATION. AN 1791. Impression du tableau contenant celle des départemens de la France, 241. — AN I.^{er} 1793. Relevés de cette nature, ordonnés à chaque commune, 224. — AN V. Etat de celle des principales villes de l'Europe, 144. — AN VI. Et de celle des républiques françaises, batave, cisalpine, ligurienne, romaine et helvétique, 226. — AN VII. Circulaire du ministre de l'intérieur pour en former le tableau, 2. — Calculs anglais sur celle des grandes villes de l'Europe, 269.

PORT D'ARMES. AN 1789. Discussion sur cet objet, 36. (*Voy. CHASSE*). — AN V. Proposition de l'interdire à tout individu non autorisé, 64.

PORTES ET FENÊTRES. (*Voy. IMPOSITIONS*).

PORTS. AN 1791. Réunion de propriétés nationales aux bâtimens et établissemens des ports, 72. — Décret sur le mode d'élection de leurs capitaines et lieutenans, 341. — AN II. 1794. Article de Ducher sur ceux de France, 331. — AN IV. Motion d'ordre sur leurs travaux, 212. (*Voyez MARINE*).

POSTES. AN 1790. Suppression des dépenses secrètes et de divers traitemens, 192. — Décret qui les concerne, 235. — Suite du décret, 237. — Le jugement de leurs affaires est conservé au conseil, 250. — La réunion des messageries aux postes est sollicitée par les maîtres de poste, 326. — AN 1792. Décret pour la réélection, par les électeurs des districts, des direc-

teurs des postes, 271. — Suspension de ce décret, 272. — Nouveau décret pour cette réélection, 283. — Leur renouvellement, 288. — AN III. Tarif pour le transport des personnes, balots et effets, 513. — AN V. Message du directoire pour accélérer l'organisation de ce service, 191. (*Voy. ce qui suit*).

Administration ou Directoire des Postes. AN 1792. Son arrêté relatif aux lettres chargées, 273. — AN I.^{er} 1793. Réponse aux inculpations dirigées contre cette administration, 38. — Son renouvellement demandé par les commissaires des quarante-huit sections de Paris, 229. — Est mandé à la barre pour rendre compte des causes de l'interruption des communications entre Paris et les départemens du Midi; deux membres rendent compte des mesures prises à ce sujet avec le ministre de l'intérieur, pour que les courriers ne passent plus par Lyon pour aller à Grenoble, 241. — Nomination des membres de la nouvelle administration, 251. — Sa formation, 255. — AN IV. Compte ouvert par le directoire entre l'administration des postes et les fonctionnaires publics, 307. — AN V. Elle est inculpée par Roux aux cinq-cents, 113. — Annonce l'arrestation d'un courrier de Marseille, 180. — AN VI. Lettre du directoire sur les abus de la régie, 8. — Il nomme DeFrance substitut du commissaire près cette administration, 264.

Postes et Messageries. AN 1790. Leur réunion demandée, 326. — AN I.^{er} 1793. Règlement de leur service, et fixation du tarif des voitures par terre, 124. — AN II. 1793. Nouveau tarif, 22. — AN III. Décrets sur cette matière, 61, 101 et 113. — AN IV. Message et lettre des administrateurs sur ce service, 83 et 84. — Nouveau tarif sur le rapport de Ramel, 92, 93, 94, 97, 98, 100 et 102. — Projet et discussion d'un nouveau tarif, 274. — Adoption de la rédaction définitive de la résolution sur cet objet, 277. — Elle est approuvée, 281. — Texte de la motion d'ordre y relative, 363. — AN V. Rapport sur leur organisation, 3. — Opinions de Fabre, de l'Aude, Villers et Colombel à ce sujet, 4. — Proposition d'en diviser la régie, 5. — Reprise de la discussion, 6. — Impression d'un nouveau tarif, 47. — Motion

— Motion d'ordre sur le mauvais état de l'administration, 74. — Rapport et projet de Bion pour les mettre en régie ; discussion, 113 et 137. — Opinion de DeFrance en faveur d'une ferme intéressée, 158. — Proposition de Villers, et arrêté de prendre, séance tenante, une résolution sur cet objet, 155. — Discussion et impression du projet de Delaunay pour les mettre en ferme, 156. — Détermination portant que la poste aux lettres sera mise en régie intéressée, les messageries en ferme à l'enchère publique, et la poste aux chevaux sera administrée sous la surveillance du gouvernement, 156. — Résolution y conforme, 231. — Rejet de cette résolution, 290 et 291. — Autre discussion sur le même objet, 303. (*Voy. les articles suivans*).

Poste aux Chevaux. AN III. Création d'une commission pour ce service, 321. — Son tarif, 338. — AN IV. Nouveau tarif présenté par Ramel, 92. — Résolutions y relatives, 94, 97 et 98. — Leur approbation, 100 et 102. — AN V. Résolution pour la faire administrer sous la surveillance du gouvernement, 156. — Son rejet, 290 et 291. — AN VI. Nouvelle résolution qui la maintient au compte de la république, 173. — Proposition de la rejeter, 188. — Elle est rejetée, 207. — Rapport de Poulain-Grandpré, et résolution sur ce même service, 342. — AN VII. Son rejet, 22. — Nouveau projet présenté par le même, 63. — Sa conversion en loi, 84. — Arrêté du directoire, et règlement y relatif, 246. (*Voy. plus haut*).

Poste aux Lettres. AN 1791. Décret la concernant, 250. — AN III. Commission créée pour ce service, 321. — Etablissement d'un caissier général pour sa recette, 351. — AN IV. Projet d'un nouveau tarif par Ramel, 92. — Adoption de ses dispositions, 93. — Suite de la résolution, 94. — Approbation aux anciens, 100 et 102. — AN V. Nouveau tarif rejeté, 49 et 69. — Nouvelle résolution sur cet objet, 86. — Rapport de Lebreton en sa faveur, 95. — Elle est rejetée 96. — Adoption aux cinq-cents d'un nouveau tarif pour le port des lettres ; ajournement pour celui des journaux rejeté aux anciens comme trop fort, *ibid.* — Approbation de cette dernière résolution, 98. — Adoption aux cinq-cents du principe d'une ré-

gie intéressée pour ce service, 156. — Résolution y conforme, 231. — Son rejet, 290 et 291. — Autre portant qu'elle sera affirmée, 264. — AN VI. Elle est approuvée, 13 et 14. — Son adjudication à la compagnie d'Anson et Masuel, 144. — AN VII. Rapport sur un message du directoire, et pièces relatives aux stipulations des fermiers, 58 et 59. — Analyse de ce rapport ; il est attaqué par plusieurs membres, 107. — Discussion du projet, 109 et 110. — Opinion nouvelle, 110. — Suite de la discussion, et adoption de la question préalable, 111. — Le directoire propose une régie intéressée, 128. — Propositions pour en augmenter le produit, 160. (*Voy. LETTRES, et plus haut POSTES, etc.*).

Maîtres de Poste. AN 1790. Décret qui leur accorde le paiement de leur semestre, 102. — Autre qui assure leurs indemnités, 116. — Ils demandent la réunion des messageries aux postes, 326. — AN 1791. Décret pour le paiement d'une indemnité qui leur est due, 76. — AN III. Avances qui leur sont accordées, 161. — Secours pour soutenir leur service, 230. (*Voy. les articles précédens*).

POTASSE. AN II. 1794. Découverte d'une nouvelle potasse par le lycée des Arts, 358. (*V. LYCÉE*).

POUDRES. AN 1790. Décret portant que nul obstacle ne doit s'opposer à leur circulation ordonnée par le roi, 228. — AN I.^{er} 1793. Importation de la poudre étrangère, 73. — AN II. 1793. Mise en réquisition de toutes les matières nécessaires à sa confection, 266. — AN II. 1794. Rapport et décret sur cette fabrication, 134 et 135. — Arrêté sur le même objet, 144. — Ecole d'instruction, 152. — AN IV. Message du directoire demandant des lois répressives, relativement à la poudre à tirer, 216. — Proposition pour faire cesser les abus existans dans sa fabrication et vente, 286. — Résolution qui prohibe ce commerce sans autorisation, 296. — Son texte, 297. — Elle est rejetée, 325. — AN VII. Motion pour le rapport de la loi qui défend d'avoir plus de dix livres de poudre chez soi, 39. — Renvoi au directoire d'un projet de nouvelle fabrication, 153. (*Voy. PARIS et ce qui suit*).

POUDRES ET SALPÊTRES. AN 1791. Décret qui concerne leur vente et leur fabrication, 272. — AN

II. 1794. Autre concernant leur régie, 179. — AN V. Proposition d'en rouvrir la vente, 49. — Rapport de Prieur sur cette partie, 95. — Résolution provoquée par le même, 114. — Est discutée et rejetée aux anciens, 153, 165, 167 et 190. — Loi sur cet objet, 322, 350 et 364.

Poudres et Salpêtres (Agence des). AN II. 1794. Décret qui la supprime et charge le comité de salut public d'organiser le travail de cette partie, conformément à la loi concernant les commissions exécutives, 298. — AN IV. Ses membres se félicitent d'avoir démasqué Fabre-Dubosquet, et dénoncent Barthélemy, 72. (*Voy. leur article*).

POUVOIRS. AN 1789. Discussion sur l'article de leur séparation; l'assemblée adopte celui proposé par le bureau, 47. — Nouvelle rédaction, portant que tout pouvoir émane de la nation; discussion à ce sujet; la rédaction est adoptée, 61. — AN 1791. Réflexions de Romme sur leur division, 241. — AN I.^{er} 1793. Discussion sur leur distribution dans la convention; opinions pour et contre leur séparation, 72. (*Voy. CONVENTION*). — AN III. Décret qui ordonne la poursuite du crime d'usurpation de pouvoirs, 233. (*Voy. ARBITRAIRE*).

Pouvoir exécutif. AN 1789. Réside dans les mains du roi, 61. — Décret qui règle les formes de ses actes, 65. — Discussion sur son droit de faire des proclamations et réglemens, 66. — N'aura que la sanction de la création des offices, *ibid.* — AN 1790. Discours de Delavay sur le mode de sa correspondance avec le corps législatif, 187. (*Voy. CONSTITUTION, MONARCHIE, etc.*). — AN 1791. Lors de la fuite du roi, est confié aux ministres, 177. — AN 1792. Du pouvoir exécutif dans les grands états, 205. — Rappel de ses commissaires 269. — AN I.^{er} 1793. Propositions diverses tendantes à le faire exercer par la convention, 96. — Isnard propose de le confier à un comité, 97. (*Voy. COMITÉ DE SALUT PUBLIC*). — AN III. Discussion et décret sur son organisation constitutionnelle, 312, 313 et 314. (*Voyez DIRECTOIRE et CONSTITUTIONS*).

Pouvoir judiciaire. AN 1789. Débats; amendemens; adoption de l'article le concernant, 61. — AN 1790. Rapport de Thouret sur la même

matière, 35. — AN III. Son organisation dans la nouvelle constitution, 316. (*Voy. ORDRE JUDICIAIRE, CODES, TRIBUNAUX, etc.*).

Pouvoir législatif. AN 1789. Bases de son organisation et mode de sa composition, 64 et 65. — Il reçoit de la constitution l'initiative exclusive des lois, et la création et substitution des offices, 66. (*Voy. ASSEMBLÉES, CONVENTION et CORPS LÉGISLATIF*).

PRÉDICATEURS. AN 1791. Décret qui les astreint à la loi du serment civique et religieux, 38.

PRÉFETS APOSTOLIQUES dans les Colonies. AN 1792. Décrets qui supprime ces délégués du Pape, 255.

PRÉS. AN IV. Rejet d'un projet tendant à y interdire l'usage de vaine pâture, 330. (*Voy. AGRICULTURE, PÂTURAGES*).

PRÉSBYTÈRES. AN II. 1793. Décret qui les consacre aux établissemens de l'instruction publique, 56. — AN III. Jard-Panvilliers propose d'excepter leurs jardins de la vente des domaines nationaux, et d'annuler celles qui en ont été faites, 93. — Décret portant que ces édifices seront vendus sous trois mois, 136. — AN IV. Motion pour l'adjudication de ceux soumissionnés, 277. — AN V. Rapport et projet de confirmer leurs ventes à la charge d'y laisser les établissemens qui les occupent; ordre du jour et renvoi à une commission du projet de les déclarer tous aliénables, 50. — Présentation de ce projet par Jard-Panvilliers, 108. — Sa discussion et son renvoi aux commissions, 185. — Pétitions de diverses communes pour conserver les leurs, 268. — Reproduction du projet précédent; débats et résolution à la suite, qui sursoit aux ventes et adjudications de ces biens, jusqu'à ce qu'il ait été statué sur les écoles primaires, 314, 315, 317 et 318. — Son approbation, 364.

PRESCRIPTIONS. AN 1791. Décret qui suspend pendant cinq ans celles contre la nation à raison des droits dépendans des biens nationaux, 183.

PRÉSIDENTS de départemens et districts. AN 1790. Sont éligibles aux places de juges, à la charge de l'option, 263. (*Voy. ADMINISTRATIONS, DÉPARTEMENTS, etc.*).

PRESSE. AN 1789. Arrêts du conseil pour comprimer sa liberté, et réclamations de Mirabeau, 2

— Cette liberté est proclamée, 46. — Demande de sa répression, 70. — Même discussion et refus de délibérer, 122. — AN 1790. Débats sur cet objet à l'occasion de plusieurs libelles dénoncés; renvoi au comité de constitution de la demande d'un règlement et de la rédaction d'une adresse, 14. — Discours et projet de Sieyès, 22, 25, 28 et 30. — Projet de Le Scène-des-Maisons, 156. — Décrets pour la répression des délits de la presse, 216. — Suite de la discussion, 235. — Observations sur la saisie d'une imprimerie, 356. — Restrictions imposées en Dannemarck à la liberté de la presse, 360. — AN 1791. Lettre de Condorcet en sa faveur, 215. — AN 1792. Demande de lois répressives à l'occasion des feuilles de Marat; ordre du jour, 165. — Ordonnance de la confédération générale de Pologne à ce sujet, 300. — AN I.^{er} 1793. Sa liberté est consacrée par la relaxation de Nicole, journaliste, arrêté comme ennemi de la chose publique, 33. — Invoquée à propos de la dénonciation contre Marat, Gorsas, Brissot et autres, 69. — Liste des journaux proscrits par Bourbotte et Julien de Toulouse en mission dans la Vendée; réflexions y relatives, 144. — Décret à ce sujet qui casse tout arrêté des représentans ou administrations tendant à gêner la liberté de la presse, 147. — AN II. 1794. Est réclamée par Danton aux Jacobins, 111. — Discours de Réal en sa faveur, dans la même société, 331. — Suite de la discussion, 335, 339, 347 et 353. — La convention demande un rapport pour assurer sa garantie, 336. — Décrets en conséquence présenté par Fréron; discussion et renvoi aux comités, 342. — Pétition de la société de l'Évêché, en faveur de sa liberté illimitée, 352. — AN III. Adresses contre cette liberté, 13. — Bentabolle la réclame pour les députés, en signant leurs écrits, 50. — Motion de Jeanbon-St.-André, en faveur de son indépendance, de toute censure, 225. — Analyse par Trouvé de l'opinion de Camille Desmoulins sur cette matière, 263. — AN IV. Demande contre les royalistes d'une loi qui se concilie avec sa liberté, 7. — Rapport pour en classer et réprimer les délits, 85 et 86. — Motion sur cet objet; injonction à la commission de faire son rapport, 156. — Motion sur la licence des écrivains, et proposition d'examiner s'il n'est pas

à propos de faire une loi répressive, 157. — Article en faveur de sa liberté, 168. — Suppression de la commission, et discussion de cette question par le conseil lui-même, 171. — Discussion et débats sur son ajournement, 177. — Suite de la discussion; elle est l'effroi de la tyrannie, dit Pastoret; selon Louvet, les événemens politiques exigent sa limitation, 178, 179, 180, 182, 183 et 184. — Ordre du jour sur sa limitation, d'après la proposition de Doucet, 185. — AN V. Projets de répression de ses délits présentés par Daunou, 68. — Réflexions y relatives, 72, 73 et 74. — Texte du rapport du même à ce sujet, 75. — Discussion de son projet, *ibid*, 76, 77, 79 et 80. — Débats sur l'impression d'un discours de Treilhard; arrêtés qui en sont la suite, 81. — Opinion de Félix Faulcon, en faveur du projet de Daunou, 82. — Reprise et suite de la discussion, 90, 91 et 92. — Lamarque se déclare fortement contre toute atteinte qui lui serait portée, 101. — Impression du projet de Chassey sur le même objet, et adjonction de son auteur à la commission, 133. — Continuation de la discussion; rejet de la proposition de fermer les tribunes aux journalistes, et envoi d'un message pour connaître l'exécution de la loi qui assimile aux conspirateurs ceux qui, par leurs écrits, ont provoqué les conspirations, 141, 142 et 143. — Discours et projet de Siméon tendant à punir les imputations dont il n'y a pas de preuve écrite, 145. — Suite de la discussion, 147. — Adoption de ce projet, et renvoi de celui de Chassey à la commission, 148. — Discussion du quatrième projet rédigé par Siméon; débats sur l'action contre les citations d'écrits calomnieux; il est adopté sauf quelques articles renvoyés à la commission, 152. — Arrêté qu'il sera fait un rapport sur le mode de traduire à la police les députés calomnieux, 154. — Portalis propose aux anciens le rejet des mesures précédentes, 213. — Texte de son rapport; discussion et rejet de la résolution à l'unanimité, 226 et 227. — Arrêté pour la formation d'une commission chargée de présenter un projet de loi répressive des délits de la presse, 333. — Est mise au 18 fructidor sous la main du gouvernement, 350. (*Voy. JOURNAUX*). — AN VI. Sa censure établie en Russie, et suppression de la plupart des im-

primeries, 284. — Motion pour la répression des abus, et nomination d'une commission spéciale, 312. — Rapport et projet de Berlier à ce sujet; prorogation provisoire pour trois mois de la loi qui met la presse sous la main du gouvernement, 340, 341 et 343. — AN VII. Motion sur la nécessité de s'occuper d'une loi répressive de ses délits, 76. — Ajournement indéfini, 84. — Motion d'ordre de Bertrand, du Cavados, tendante à faire prononcer sur le projet y relatif; débats et arrêté pour le mettre à la discussion, 251. — Baudet attribue la tiédeur de l'esprit public à l'oppression sous laquelle elle gémit, 261. — Texte du rapport de Berlier; projet; débats; discours prononcés dans cette circonstance; incidens qu'ils ont fait naître, 265 à 269. — Suite de la discussion; citation de l'Angleterre et des Etats-Unis pour preuve des bienfaits de sa liberté, 270. — Discours de Briot, 271. — Rapport de la loi du 18 fructidor, *ibid.* — Suite et adoption du projet de Berlier, 272 et 273. — Renvoi par les anciens à une commission spéciale, *ibid.* — Réclamations de Vatar au sujet d'entraves mises à la circulation des journaux, 276. — Demande aux anciens d'un délai au rapport sur la résolution précédente, 280. — Il a lieu; discussion qui s'en suit, 297, 298, 300, 303, 304 et 307. — Fin et rejet de la résolution, 308. — Autre rapportant simplement l'article trente-cinq de la loi du 19 fructidor, concernant les journaux, *ibid.* — Son approbation, 312. — Demande d'une loi répressive par le directoire, 311. — Discussion au corps législatif batave sur le même objet, 329. — Propositions aux cinq-cents sur la nécessité d'organiser la liberté de la presse, 353 et 354. (Voy. ÉCRITS, JOURNAUX, CALOMNIE).

PRÊT A INTÉRÊT. AN 1789. Discussion sur la proposition de l'autoriser; décret qui l'autorise suivant le taux de la loi, et sans rien innover aux usages des places de commerce, 67.

PRÊTRES. AN 1790. Lettre en leur faveur à l'assemblée nationale, 3. — AN 1791. Demande de mesures pour qu'ils se renferment dans les limites de leurs devoirs, 235. — AN I.^{er} 1793. Sont accusés de conspirer dans Paris pour sauver Louis XVI, 8. — Leurs manœuvres dans la Belgique contre la révolution française, 46. — Décret pour le désar-

mement de ces individus, 86. — Pétition tendante à leur exclusion des places publiques, 182. — Déportation des évêques qui s'opposeraient à leurs mariages, 203. — Proposition d'exclure des fonctions publiques les non mariés, 225. — Annulation des arrêtés des évêques contre ceux qui le sont, 226. — André Dumont les fait arrêter et les expose à la risée publique, 253. — AN II. 1793. Autres arrestations par le même; discours sur leur charlatanisme, 279. — Brûlement des lettres de prêtrises remises à Cambon, 44. — Leur arrestation dans la Charente, 45. — Pensions accordées à ceux de la Vendée qui renoncent à leurs fonctions, 46. — Registres ouverts pour recevoir les renonciations des prêtres à leur culte, 49. — Motion aux Jacobins, et réflexions contre leur salaire, *ibid.* — Abjurations du clergé de Paris et de plusieurs députés à son exemple, *ibid.* — Autres abjurations; demande par l'un d'eux de prendre le surnom d'*Apostat*, 51. — Décret pour la déposition, au comité d'instruction, de leurs abdications et pour leur traduction en langues étrangères, *ibid.* — Arrêté de la commune de Paris sur la forme de leurs passe-ports, 61. — Propositions d'excepter ceux qui sont mariés de la déportation, 62. — Arrêté pour les surveiller; discours de Momoro contre eux; secours accordés à ceux qui abdiquent, 66. — Sont exclus des Jacobins, 86. — Décret rendu et rapporté pour le rappel de ceux des députés ex-prêtres envoyés en mission, 88. — AN II. 1794. Proposition par la société d'Alençon de les incarcérer tous, 170. — Sont exclus de la société populaire d'Orléans, 218. — Décret pour la réclusion des infirmes et sexagénaires, 233. — Proposition de Vadier, de les chasser de la république, 240. — Leur exclusion des fonctions publiques, et suspension de ce décret, 317. — La société de Marseille invite la Montagne à sévir contre eux, 347. — AN III. Perrin, des Vosges, les poursuit dans les départemens où il est en mission, 69. — Boudin demande l'arrestation de ceux qui se trouveraient dans le lieu d'une émeute, 72. — Sont poursuivis par Boisset et Boursault, 78. — Et par Charles Delacroix, 154. — Proposition du même contre eux, 208. — Ils conspirent à Ornéa contre les Français, 226. — André Dumont réclame leur exclusion des fonctions civiles, 322.

— Dénouciation de leurs manœuvres à Lyon, 340. — Révolte dans le département de la Loire, excitée par un prêtre, 350. — AN IV. Exception dans le projet de Drulhe contre les prêtres perturbateurs, en faveur de ceux mariés ou qui ont servi dans les armées, 230. — AN V. Proclamation de Bonaparte en faveur de ceux qui sont en Italie, dans le territoire occupé par l'armée française, 160. — Darracq les accuse de l'assassinat de Sieyès; il prétend que les assermentés sont les instrumens du prétendant, 207. — Renvoi à une commission de la plainte sur l'arrêté du directoire qui exige, de ceux de la Belgique, une déclaration de fidélité aux lois de la république, 255. — Texte de cet arrêté qui les assujétit au serment ordonné par les lois des 17 juin 1791 et 7 vendémiaire an 4, 256. — AN VI. Motion de Baraillon contre eux, 25. — Jean Debry dénonce leurs manœuvres pour inspirer la haine de la révolution, 26. — Lettre du ministre de la police aux administrations pour avoir la liste de tous ceux qui sont un sujet de trouble et de discorde, 31. — Discussion sur ceux qui ont quitté leurs fonctions après le 18 fructidor, 41. — AN VII. Ils excitent des troubles en Suisse, 192. — Plaintes au sujet de la persécution qu'ils cherchent à susciter contre les théophilantropes, 281.

PRÊTRES Insermentés, Perturbateurs, Réfractaires, et comme tels, *Déportés* ou *Emigrés*. AN 1791. Lois pour leur remplacement, 5 et 6. — Arrêté du département de Paris sur l'exercice de leur culte, 105 et 109. — Sa lettre au roi à leur sujet, 110. — Troubles qu'ils excitent dans le département du Rhin; approbation des mesures prises contre eux, 199 et 200. — Vieillard en provoque de nouvelles; renvoi, 259. — Discussion et proposition de diverses mesures contre eux, 297, 298, 300, 301, 302, 304 et 308. — Dénouciation des troubles qu'ils excitent dans l'Ouest, et arrêté à la suite pour que le comité de législation présente des mesures rigoureuses contre eux, 311. — Ils agitent Caen, 316, 317 et 319. — Projet du comité pour la répression des troubles excités par eux; débats à ce sujet, *ibid.* — Autre projet de François, de Neuschâteau, 321. — Son adoption, 322 et 323. — Adoption de l'article qui prive de leurs pensions ceux qui ne prêteront pas le serment, *ibid.*

— Suite des articles, 324, 326 et 328. — *Veto* sollicité à ce décret par le département de Paris, 343, 346 et 347. (*Voyez son article*). — AN 1792. Nouvelle discussion sur les troubles excités par les prêtres, 37. — Rapport et projet de François, de Nantes, contre ces perturbateurs, et débats à ce sujet, 127, 135, 138, 139 et 146. — Décret qui ordonne la déportation de ceux non assermentés, et qui en détermine le mode, 147, 148 et 156. — *Veto* de Louis XVI sur ce décret, 172. — Décret qui enjoint aux prêtres insermentés de sortir de France sous quinze jours, 238. — Rédaction du décret qui prononce leur déportation, 241. — Autre qui leur défend de prendre des passeports pour les pays en guerre avec la France, 262. — Souscription en faveur de ceux réfugiés à Londres, 267. — Décret qui confisque leurs effets mobiliers, saisis en pays étranger, 341. — AN I.^{er} 1793. Conspirent à Paris en faveur de Louis XVI, 8. — Leurs rassemblemens à Lyon, 21. — Sont déportés en Corse, 29. — Débats à l'occasion d'un jugement du tribunal d'Amiens, et décret qui autorise les visites domiciliaires pour saisir les réfractaires, 58. — Accusés des troubles de Nantes, 77. — Ceux déportés, rentrés, qui seraient arrêtés huit jours après la publication de la loi, seront exécutés dans les vingt-quatre heures, 79. — Accusés de manœuvres dans la Haute-Loire, 90. — Marchent à la tête des Vendéens, 141. — Excitent l'insurrection de la Lozère, 155. — Trompent les Vendéens par leurs bénédictions et promesses de resusciter sous trois jours, 169. — Décret qui déclare chefs de rebelles ceux qui sont dans l'armée vendéenne, 188. — Mode d'exécution du décret qui ordonne la déportation des réfractaires, 206. — AN II. 1793. Décret relatif à ceux sujets à la déportation, 52. — Sont submergés dans la Loire, 70 et 86. (*Voyez CARRIER*). — AN II. 1794. Autre qui ôte à ceux condamnés le recours en cassation, 149. — Ceux émigrés quêtent des secours en Hollande, 212. — Décret sur la cessation des usufruits reposant sur la tête des prêtres réfractaires au cas de leur mort naturelle, 280. — Ils sont dénoncés à la société des Jacobins, 282. — Excitent l'insurrection sur les frontières du Gard et de l'Ardèche; décret pour l'exécution de la loi sur

leur déportation, 365. — AN III. Application de cette mesure à deux cents d'entre eux, 46. — Sont poursuivis dans le Gard, l'Hérault et l'Aveyron, 69. — Sont jetés par l'Angleterre sur les côtes de Bretagne; Boursault les fait arrêter, 78. — Boissy réclame des mesures contre ceux qui agitent l'Ar-dèche, 81. — Merlin, de Douay, provoque l'exécution des lois rendues contre eux; discussion; décret à ce sujet, 111, 113 et 115. — Autre décret relatif aux titres faits en leur faveur, 157. — Mesures prises contre eux, par Charles Delacroix, dans le département de Seine-et-Oise, 154. — On charge le comité de législation de réviser les lois portées contre ceux qui les réclameraient, 159. — A. Dumont attribue à ceux rentrés l'agitation des campagnes, et s'oppose à la rentrée de ceux déportés, 208. — Mesures du même contre eux à Versailles, 212. — Décret qui assimile aux émigrés ceux qui ne seraient pas sortis dans deux mois du territoire, 226. — Projet pour la restitution de leurs biens, 286. — Discussion et ajournement jusqu'après l'acceptation de la constitution, 287. — Leurs manœuvres dans la Manche dénoncées par des citoyens de ce département; on demande que le comité de sûreté générale fasse son rapport à leur sujet, 344. — Sont signalés comme l'un des plus grands fléaux de la république; département dans lequel ils assassinent et incendient; on demande qu'ils soient remis en arrestation; discussion et renvoi au comité de législation; ordre donné aux frontières, par le comité de sûreté générale, de mettre en arrestation les prêtres déportés, rentrés, 353. — Proposition de déporter ceux qui troublent l'ordre public; décrété qu'ils seront bannis, 354. — AN IV. Proposition et décret de réclusion de ceux insermentés qui occupent des fonctions publiques, 2 et 3. — Dénonciation d'un arrêté de Chazal en leur faveur; rapport de toutes les mesures de ce genre, 24. — La loi du 3 brumaire ordonne l'exécution dans les vingt-quatre heures des lois les concernant, 39. — Amendement en ce qui regarde les déportés, 40. — Exécution de la loi à Rouen, 64. — Ils sont dénoncés dans le département des Bouches-du-Rhône, 206. — Rapport de Drulhe contre eux, 217. — Il propose de rappeler les lois prononçant la déportation

contre les turbulents, 218. — Discussions, débats, long tumulte, 229. — Suite et adoption des premiers articles du projet, 230. — Suite, exception en faveur de deux classes de prêtres, *ibid.* — Adoption du projet avec quelques amendements, 231. — Résolution qui règle la réclamation des biens de ceux déportés, 250 et 251. — Son rejet, 299. — Autre sur les difficultés relatives aux successions des mêmes, 334. — Et son rejet, 360. — Discussion sur la résolution des numéros, 231 et précédents, concernant leur déportation, 343, 344 et 345. — Elle est rejetée, 346. — AN V. Mauvaise réception faite à Berwick à ceux émigrés, 11. — Troubles occasionnés dans le département de la Moselle, par le zèle exagéré des fonctionnaires publics contre eux, 97. — Ils sont dénoncés par Perrin, comme les auteurs des troubles du département des Vosges, 112. — Lettre sur la promesse qu'on exige d'eux, écrite de Barthelemy, par Proyard, à l'évêque du Puy, 113 et 114. — Ils sont dénoncés par Albert aux cinq-cents; sortie de Baraillon à ce sujet, 145. — Envoi de pièces par le directoire, sur leur conduite; l'un d'eux invite à ne pas payer les contributions, afin que l'armée se débände, et que celle des impériaux entre en France; message pour connaître les mesures prises contre les coupables, 154. — Rapport et projet de Dubreuil les concernant, 155. — Proclamation de Bonaparte en Italie en faveur de ceux qui se trouvent dans les pays occupés par les armées françaises, 160. — Ajournement du projet précédent, tendant à rapporter les lois pénales rendues contre les insermentés et reclus, 283. — Sa conversion en loi, 302 et 341. — Le directoire impute à leur rentrée les troubles du moment, 327. — Même opinion de Perez, de la Haute-Garonne, 336. — Rapport au 18 fructidor de la loi qui les rappelait, 350. — AN VI. Circulaire d'Angereau contre leur rentrée sur la frontière du Rhin, 85. — Projet en leur faveur, tendant à les admettre à un nouveau serment, 80, 81, 110 et 117. — Son rejet, 119. — Enlèvement à main armée, près Lyon, de cinq réfractaires condamnés à la déportation, 156. — Sont accusés d'agiter le département des Forêts, 223. — Recherches de ceux insermentés qui seraient employés dans les administrations de la guerre,

252. — Rapport contre ceux déportés, rentrés; loi qui les désigne aux visites domiciliaires, 292 et 293. — AN VII. Sont accusés et poursuivis pour la révolte des départemens réunis, 50 et 54. — Projet par Briot pour assimiler aux émigrés ceux sujets à la déportation, qui s'y soustrairaient, 55. — Lettre du ministre de la police sur les mesures relatives à ceux qui sont dans ce cas, 93. — Discussion du projet y relatif, 101. — Suite et proposition de se borner à des mesures contre ceux qui leur donneraient asile, 102. — Adoption d'un projet relatif aux usufruits dus à ceux déportés, 106. — Rapport contre cette résolution, 141. — Article adopté dans le projet de grande police, de Français de Nantes, qui soumet les seuls insermentés à la déportation, 279, 281 et 282. — Rapport contre cette résolution; débats et rejet, 291, 292 et 303. — Détails d'un combat entre des royalistes et des gendarmes pour sauver des réfractaires de la Haute-Saône, 312. — Décret qui leur prescrit un nouveau serment, 317.

PRÊTRES Reclus ou Détenus. AN II. 1794. Loi qui ordonne la réclusion de ceux infirmes ou sexagénaires, 233. — AN III. Grégoire et Baraillon invoquent l'humanité de la convention en leur faveur, 81. — AN V. Réclamations de plusieurs d'entre eux, 15. — Motion à ce sujet, 30. — Discussion sur l'époque de leur mise en liberté, 31. — Débats et agitation violente qu'elle occasionne, 32. — Rapport du ministre de la police sur leur conduite; lettre de Lanjuinais sur le même sujet, 37. — Annulation de la partie de la loi du 3 brumaire qui les concerne; mesures prises pour les comprendre dans un plan de législation générale, 51. — Autorisation de se rendre en Italie, donnée par le directoire, à ceux qui ne sont point détenus pour des délits prévus par le code pénal, 160. — Envoi d'un message au directoire sur leurs réclamations, 242. — Autre message, et discussion sur les causes de leur réclusion; propositions pour la faire cesser, 282. — Rapport des lois pénales rendues contre eux, 283, 302 et 341. (*Voy. les articles précédens, CULTES, ECCLÉSIASTIQUES et RELIGIEUX.*)

PRÉVOTÉS. AN 1790. Les procédures prévôtales sont suspendues, 21. — Ajournement de leur suppression, 67. — La suspension de leurs procédures

ne s'étend point au jugement des prévôts de la marine, 106. — Ni à la prévôté de l'hôtel, 111. — Mode d'appel des jugemens prévôtaux, 360. — AN 1791. La prévôté de l'hôtel est supprimée, et recréée sous le titre de gendarmerie nationale, 132. — Décret qui lui accorde une indemnité pour son service près l'assemblée, 275. (*Voy. GENDARMERIE et BOURNISSAC, grand prévôt de Marseille.*)

PRINCE ROYAL. AN 1791. Nouveau nom du dauphin, 227. — Est autorisé à porter le cordon bleu, 257. — AN 1792. Ouvrage sur l'éducation qu'il convient de lui donner, 75.

PRINCES FRANÇAIS. (*Voy. à leurs noms, et à la table supplémentaire des Hommes, ainsi qu'à ÉMIGRÉS.*)

PRISÈES PUBLIQUES. (*Voy. VENTES.*)

PRISES faites par l'ennemi. (*V. IMMEUBLES.*)

PRISES MARITIMES. (*Voy. MARINE.*)

PRISONNIERS et PRISONS. AN 1789. Journal entrepris pour en faire connaître l'état; opposition à sa circulation par la municipalité de Paris, 108. — AN 1790. Détails sur la maison de force d'Amsterdam, 57. — Transport à Vincennes des individus qui ne peuvent entrer dans les prisons de Paris, 325. — Tribunal provisoire établi pour leur jugement, 337. — AN 1792. Rapport de Delaunay d'Angers sur l'état des prisons, 321. — Circulaire du ministre de l'intérieur sur le même objet, 354. — AN I.^{er} 1793. Etat des prisonniers 161 et 253. — Démenti de bruits semés pour les effrayer, 259. — AN II. 1793. Arrêté de la commune pour l'inscription sur l'érou des motifs de leur arrestation, 26. — Décret contre les géoliers ou gardiens qui laisseraient échapper leurs détenus, 44. — AN II. 1794. Autres sur le même objet, 168 et 274. — Leur état, 193 et 199. — Mesures pour leur surveillance, *ibid.* — Suite; leur état, 202, 208, 214, 216, 219, 224, 236 et 267. — Arrêté de la commune pour effacer les mots de *liberté*, *égalité*, etc., inscrits sur les prisons, 282. — Leur état, 302. — Détails donnés par Dufourny sur leur régime, 351. — Proposition aux Jacobins de vérifier leur état et d'élargir le prisonniers injustement détenus, 339. — AN III. Rapport de Paganel, et décret à la suite sur leur régime et la salu-

brité des prisons, 32 et 43. — Demande d'un rapport sur les détenus et sur leur police, 38. — Leur diminution à Paris, 89. — Accusations contre l'ancien comité pour l'établissement des prisons, 188. — Etat de celles de Paris, 222. — AN IV. Décret qui défend aux concierges de recevoir aucun détenu sans l'ordre des officiers judiciaires ou des comités de salut public ou de sûreté générale, 8. — Message sur le mauvais état des prisons, 150. — AN V. Dénonciation, par Darraq, des abus qui facilitent l'évasion des prisonniers condamnés aux fers, 109. — AN VI. Motion de Delaporte sur la législation en cette partie, 271. — AN VII. Discussion au parlement anglais sur le même sujet, 263. (*Voy. CONSPIRATIONS, DÉTENU, SUSPECTS* et l'article suivant).

PRISONNIERS DE GUERRE. AN 1792. Décret qui les met sous la sauve-garde nationale, 126 et 127. — Autre, portant que leur rançon sera proportionnée au grade, 265. — AN I.^{er} 1793. Les généraux autorisés à les échanger, 137. — AN II. 1793. Autre décret pour cet échange, 77. — AN II. 1794. Rapport de Barrère, et décret à la suite, portant qu'il n'en sera plus fait sur les Anglais et Hanovriens, 250. — Proclamation du duc d'York y relative, commentée aux Jacobins, 276. — Exécution du décret à Fleurus, 282. — Terreur qu'il imprime aux troupes ennemies, 291. — AN III. Rapport de ce décret, 102. — Décret qui rend commun à l'armée navale celui qui ordonne le paiement des appointemens et solde aux prisonniers de guerre, suivant leur grade, 231. — Autre portant peine de six ans de fers contre ceux qui quitteront sans permission du gouvernement, le lieu de leur résidence ou de leur détention, et peine de mort contre ceux qui seront trouvés dans le département de Paris; ordre donné à ceux même échangés qui s'y trouveront en ce moment, d'en sortir sous vingt quatre heures, 253. — Traité d'échange avec l'Empire, 268. — Avec l'Angleterre, 337 et 365. — Proposition de ne plus faire de prisonniers, attribuée à Laignelot et Lequinio par la commune de Rochefort, 325. — AN IV. Message demandant le rapport de la loi du 15 mai 1793, relative à ces échanges, 169. — Cartel à cet effet avec l'Angleterre, 179 et 181. — AN VI. Rejet d'une taxe

d'humanité résolue pour être appliquée à leur entretien, 131, 143 et 144. — Cartel avec l'Angleterre, 362. — AN VII. Autre, 13 et 49. — Règlement qui les concerne, 358. (*Voyez Commune de PARIS*).

Prisonniers Anglais. AN II. 1794. Ceux de Toulon envoyés au Luxembourg, 111. — Il n'en sera plus fait, 250. (*Voyez plus haut*). — AN III. Arrestation de quatre d'entre eux, parcourant le Calvados, 271. — Plainte sur leur répartition en trop grand nombre dans ce département, 273. — AN VI. Rixe à Fontainebleau parmi ceux y détenus, et provenant de l'attaque d'Ostende, 288.

Prisonniers Autrichiens et Allemands. AN II. 1794. Ceux détenus à l'Abbaye demandent la ville pour prison, 171. — Dénonciation contre leur affluence aux environs de Paris à l'époque de la conspiration d'Hébert, 180. — AN V. Evasion de quelques centaines d'entre eux, du Milanais; rumeur causée en Suisse à leur arrivée; refus du bailli Draxler de les livrer aux Français; lettre du général Kilmaine à ce sujet, 158. — AN VI. Sont autorisés à retourner chez eux, 94. — AN VII. Les troupes françaises jurent de n'en plus faire, pour venger l'assassinat de Rastadt, 232. — Conduite généreuse du gouvernement français à leur égard; lettre du ministre de la guerre, y relative, 253. (*Voyez les diverses ARMÉES françaises*).

Prisonniers Espagnols de Toulon. AN II. 1794. Leur traduction au Luxembourg, 111.

Prisonniers Français. AN I.^{er} 1793. Mauvais traitemens qu'ils éprouvent en Autriche, 7. — Mesures prises pour faire recevoir aux bureaux de la guerre les secours qui leur seront destinés, 175. — AN I.^{er} 1793. Délivrance de ceux de la Vendée, 33. — AN II. 1794. Leur détresse en Angleterre, 106. — Sont secourus à Liège, 130. — Célèbrent à Plimouth le 21 janvier, 148. — Evasion de ceux faits à Tabago; leur arrivée à Port-Malo; secours qui leur sont accordés, 260. — AN III. Détails sur les mauvais traitemens qu'ils essuient en Angleterre, 47. — Plusieurs s'emparent du vaisseau anglais qui les portait, et le ramènent dans la Loire, 110. — Même action à Gibraltar, et leur retour en France, au nombre de vingt-deux, 129. — Détails sur cette action, 130.

— S'échappent

— S'échappent de l'Irlande , à huit , 149. — Députation à l'assemblée de ceux échappés de Gibraltar , 197. — Egards du commandant de Wesel pour eux , 288. — S'échappent , au nombre de 22 , des prisons d'Angleterre , et arrivent à Brest , 305. — Lettre du général Kellermann sur les mauvais traitemens qu'ils éprouvent de la part des soldats autrichiens , 319. — AN IV. Célèbrent , à Plimouth , la victoire de Quiberon , 1. — Bran trait du capitaine Derby envers ceux de Salem , 107. — AN V. Ils s'insurgent à Porchester , 168. — Détails de leur situation en Angleterre , 264. — AN VI. Envoi de fonds pour leur habillement , 81. — Mesures pour y améliorer leur sort , 88. — Message et autres détails sur leur malheureuse situation , 105. — Rapport y relatif ; cris de vengeance contre le Anglais , 128. — Résolution qui charge le directoire de pourvoir à leurs besoins , 129. — Son approbation , *ibid.* — Plusieurs s'emparent d'un vaisseau anglais qui les portait à Botany Bay ; détails , 187. — Misère de ceux retenus sur le Tage , 205. — Quatre médecins français vont soigner leur compatriotes prisonniers en Angleterre , 250. — Rapport des Anglais sur la manière dont ils sont traités , et récriminations contre le gouvernement français , 251. — AN VII. Ceux des Turcs sont envoyés dans les forteresses de la Mer-Noire , 86. — Leur gaieté en Angleterre , 220. — Lettre du commissaire chargé de leur échange , 331. — Fonds accordés pour leur soulagement , 339 et 344. (*Voy. PRISONNIERS DE GUERRE*).

Prisonniers Prussiens. AN I.^{er} 1793. Tentatives contre ceux détenus à Orléans , 65. — Echange de ceux faits à Landau , 192. (*Voy. ARMÉES*).

PRIVILÈGES. AN 1789. — Les députés des communes du royaume les sacrifient à l'intérêt général ; lecture des articles de leur renonciation , et des propositions adoptées par l'assemblée dans la nuit du 4 août , 34. — Décret portant qu'aucun privilège ne pourra empêcher les visites et perquisitions pour la sûreté publique , 74. — AN 1791. Questions et réflexions sur un renouvellement d'abus et de privilèges , 280.

PRIVILÉGIÉS. AN 1789. Discussion sur leurs impositions , 61. — Demande y relative , 62. — Dé-

Table alphabétique.

cret qui déclare leurs contributions à la décharge des contribuables pour les six derniers mois de 1789 ; autre portant que le rôle de 1790 ne sera pas augmenté de la contribution des privilégiés , 63. — Autre sur les réclamations de la Champagne pour l'imposition des privilégiés , à raison de leurs biens , et dans les lieux où ils sont situés , 99. — AN 1790. Dispositions explicatives sur le même objet , 122 et 129 (*Voyez NOBLESSE, CLERGÉ, DROITS FÉODaux, etc.*).

PROCÉDURE CRIMINELLE. AN 1789. Demande de la rendre publique dans tout le royaume , et d'exiger les deux tiers des voix pour la condamnation , 55. — Décret pour sa réforme , 70. — Considérations sur cette matière , 102. — Mémoire du garde des sceaux sur le même objet , 125. — AN 1790. Décret qui autorise tout juge à commencer les informations , sauf le renvoi au châtelet , 13. — Projet de réforme de la procédure , par Commeyras , 66. — Décret sur cet objet , 88. — Réflexions sur la publicité des châtimens , par Reynier , 108. — Décret de réforme en ce qui concerne la présence et la récusation des adjoints , 112. — Décret additionnel , 113 et 114. — Continuation des procédures jusqu'à la mise en activité des jurés , 121. — Autre décret relatif à leur instruction , 352. — Observations y relatives , 363. — AN 1791. Etablissement de six tribunaux , à Paris , chargés de toutes les procédures antérieures au 25 janvier , 73. — AN II. 1794. Décret relatif à celles enlevées ou détruites par la guerre , ou de toute autre manière , 241. — Rapport sur la suspension de celles intentées contre les personnes arrêtées depuis le premier thermidor , 358. — AN V. Arrêté concernant la traduction des prévenus de délits aux autorités compétentes , 238.

PROCÉDURES en matière civile. AN VI. Rapport de Ludot sur cette matière , 137. (*Voyez CODES, LOIS, JUGEMENS, TRIBUNAUX, etc.*).

PROCÈS - VERBAUX. AN 1789. Plaintes sur l'infidélité de leur rédaction , 63 et 64. (*Voyez l'abbé D'EYMAR*). — Dénonciation d'une erreur grave ; la réimpression du numéro dénoncé est ordonnée , 68. (*Voyez les diverses ASSEMBLÉES, CONVENTION et CORPS LÉGISLATIF*).

PROCESSIONS. AN 1789. Détail de celle qui

a accompagné l'ouverture des États-généraux. (Voyez le § *dernier de l'Introduction*). — Les trois ordres assistent à celle de la Fête-Dieu, 7. — AN 1790. L'assemblée en corps se rend à celle de Saint-Germain-l'Auxerrois, 160. — AN 1791. La seule partie gauche décide d'assister à celle de l'année, 172. — Mention au procès-verbal de la promesse qu'avait faite le roi, avant sa fuite, d'y assister, 174. — Rabaud occupe le fauteuil en la place du président qui s'y rend, 175. — AN 1792. Avis de la municipalité sur celle de l'année, 166. (Voyez **CULTES** pour leur interdiction comme signes extérieurs).

PROCLAMATIONS. AN 1789. Discussion sur l'article qui en donne le pouvoir au roi, 66. (**V. LOUIS, ADRESSES, ASSEMBLÉES, CONVENTION, CORPS LÉGISLATIF, DIRECTOIRE EXÉCUTIF**, etc.).

PROCEUREURS. AN 1791. Décret pour le remboursement de ceux qui sont tirés hors de classe, 87. — Autre décret de remboursement, 244.

PROCEUREURS - SYNDICS des Administrations. AN 1789. Ne pourront être réélus qu'une fois ; un substitut leur est accordé, 109. (Voy. **ADMINISTRATIONS** et **DÉPARTEMENTS**).

PROCURATIONS. AN V. Motion de Dubreuil sur la taxation des frais des fondés de pouvoirs, 118.

PROFESSEURS. (Voy. **PARIS, ÉCOLES, INSTRUCTION, UNIVERSITÉ**).

PROMESSES DE MANDATS. AN IV. Résolution qui en supprime l'endossement, 189. — Son approbation, 190. (Voy. **MANDATS**).

PROMULGATION et **PUBLICATION DES LOIS.** (Voy. **LOIS**).

PROPRIÉTÉ. AN 1789. Consacrée parmi les droits de l'homme, 47. — AN 1792. Notice d'un ouvrage sur ses rapports avec le droit politique, 124.

PROPRIÉTÉS TERRITORIALES. AN 1790. Les fermiers domiciliés, admis à examiner l'évaluation de leur produit net pour la confection du cadastre, 328. — AN 1791. Décret qui les concerne, 259. — AN 1792. Sont mises sous la sauve-garde de la nation, 266. — AN III. Discussion sur le respect qui leur est dû, 46. (Voy. **EXPROPRIATIONS, LOIS AGRAIRES**).

PROSCRIPTIONS. AN III. Écrit attribué à Raynal contre ces mesures, 341. (Voyez **HORS LA LOI**).

PROTESTANS ou **RELIGIONNAIRES FUGITIFS.**

AN 1789. Réclamations contre l'édit de 1787, qui les exclut de diverses places ; discussion à ce sujet, 123 et 124. — Décret qui n'admet d'autre cause d'inéligibilité que celles voulues par la constitution, 125. — AN 1790. Décret concernant ceux d'Alsace, 237. — Autre qui assure l'exercice de leur culte à ceux de Franche-Comté, 255. — Restitution des biens à ceux connus sous le nom de religionnaires fugitifs, et assurance des droits de cité à leurs descendants, 345. — Décret impérial qui règle l'état des protestans en Hongrie, 353. — AN 1792. Décret additionnel à la loi concernant les religionnaires fugitifs, 265. — AN III. Révocation d'un décret du 22 août 1793, relatif à leurs biens, 298. — Autre décret concernant la restitution de ces biens, 365. — AN IV. Observations de Benjamin Constant sur la restitution des droits politiques à leurs descendants, 339. — AN V. Motion en leur faveur, 14 et 19. — Résolution déterminant le mode de réclamation de leurs biens par leurs héritiers, 65. — Rapport de Pastoret pour le rappel des religionnaires fugitifs, 83 et 84. — Autre de Libord contre la résolution précédente, 84. — Débats y relatifs, 93, 94 et 96. — Elle est approuvée, 97. — Ajournement d'un projet de Pastoret, accordant les droits de cité à leurs descendants rentrant en France, 98 et 100. — AN VII. Résolution sur le rapport de Couturier, qui déclare nationaux les biens de leur culte, 84, 162 et 165. (Voy. **NOX CATHOLIQUES, CULTES**, etc.).

PROTESTATIONS. AN 1789. Actes de cette nature par plusieurs députés de la noblesse et du clergé, contre la réunion des ordres, 12 et 13. — L'assemblée décide de ne les point recevoir, et de ne regarder ces actes que comme des déclarations, *ibid.* — AN 1791. Exclusion des signataires de protestations contre la constitution, de toute fonction civile et militaire, 265 et 267. — AN II. 1793. Arrestation des signataires de protestations contre le 31 mai et jours suivans, 279. (Voy. **JOURNÉE DU 31 MAI** et **DÉPUTÉS GIRONDINS**).

PROVINCES. AN 1789. Secours demandés contre les brigands qui les désolent, 21. — Les insurrections s'y multiplient, 30. — Les députés de plusieurs d'entre elles votent leur renonciation à

leurs privilèges, 34. — Discours de l'archevêque de Bordeaux sur les troubles qui les agitent, 36. — Débats sur le même sujet, 38. — Décret qui continue les commissions nommées par les administrations provinciales pour la perception des impôts, 114. — Proposition de faire rendre compte à ces autorités, 128. (*Voyez FRANCE et DÉPARTEMENTS*).

PROVOCATIONS. AN 1791. Décret pour la poursuite de ceux prévenus de provocations au meurtre, à l'incendie, au pillage, à la désobéissance aux lois, 201. — AN 1792. Rapport et projet de Buzot sur les provocations au meurtre et à la sédition, 304. — Discussion à ce sujet; opinion de Lepelletier-Saint-Fargeau sur l'impossibilité de faire une loi répressive des provocations dont la presse est l'instrument, 306. — AN III. Décret pour la poursuite des provocateurs au rétablissement de la royauté, 226. — AN IV. Peine de mort contre ce délit, 211 et 212. (*Voy. AVILISSEMENT, ECRITS, JOURNAUX et autres articles analogues*).

PRUDHOMMES ou PATRONS PÊCHEURS. AN 1790. Sont conservés provisoirement, 247. — Don civique qu'ils offrent pour la marine; Mirabeau leur fait adresser des remerciemens, 303. — AN 1791. Leur juridiction conservée à Toulon, 10. — AN 1792. Autres établies dans différens ports, 95. — AN V. Message du directoire sur cet objet, 32. — Ordre du jour motivé, 74.

PRYTANÉE FRANÇAIS. AN VI. Installation de sa nouvelle administration, et substitution de ce nom à celui de Collège-Egalité, 315. — Découverte dans une cour de cet édifice, de plusieurs cachots horribles, 345. — Rapport de Portiez, de l'Oise, sur son organisation, 352. — AN VII. Analyse de ce rapport, et ajournement du projet, 60. (*Voyez INSTRUCTION PUBLIQUE*).

PUISSANCES ETRANGÈRES. AN 1791. Considérations sur leurs projets contre la France, 161. — Conjectures sur la conduite qu'elles auraient tenue si le roi avait pu sortir du royaume, 193. — Texte du rapport contenant leurs réponses à la notification de la constitution française par Louis XVI, 325. — AN I.^{er} 1793. La France déclare qu'elle ne s'immiscera point dans leur gouverne-

ment, 106. — Et qu'elle ne traitera point avec celles qui envahiraient son territoire, 277 et 278. (*Voy. EUROPE et ses cours, FRANCE, COALITION, etc.*).

Q.

QUAKERS. AN 1791. Une députation de cette secte est admise à la barre et invitée aux honneurs de la séance, 43. — AN VI. Refus par l'un d'eux d'ôter son chapeau dans les tribunes du corps législatif, 2.

QUARTIER - MAÎTRES. AN II. 1794. Décret sur leur comptabilité, 119.

QUESTION INTENTIONNELLE. AN II. 1794. Sera soumise aux jurés du tribunal révolutionnaire, 324. — AN V. Rapport y relatif, 8 et 9. — Discussion à ce sujet, 10, 20, 21, 22, 24 et 25. — Résolution déterminant les questions à présenter aux jurés, et rapportant les dispositions qui supposent la nécessité de la question intentionnelle dans tous les cas, 73. — Rapport aux anciens, et débats sur cette résolution, 122, 149, 150, 151 et 162. — Son rejet, 163. (*Voy. CODES, JUGEMENS, JURÉS, LOIS, PROCÉDURES, etc.*).

QUINZE-VINGTS. AN 1791. Dénoncent le cardinal de Rohan, 41. — Lettre du département de Paris relative à cet établissement, 157. — Décret qui ordonne l'exécution des jugemens rendus sur leur affaire, 190. — AN 1792. Autre concernant les créances des acquéreurs de leur hôtel, 4. — AN I.^{er} 1793. Le département est chargé de leur administration, 33. — AN III. Décret concernant leur hospice, 138. — AN IV. Augmentation de leur traitement, 105, 107 et 109. — AN V. Rapport sur cet établissement, 1. (*Voy. AVEUGLES*).

R.

RABATTEMENT DE DÉCRET. AN II. 1794. Rapport de Mailhe sur les réclamations y relatives, 195. — Adoption de son projet, 198. — Texte de ses dispositions, 201. — AN IV. Décret qui suspend toutes poursuites sur appel de jugemens portant ventes ou adjudications, sur lesquelles il n'a pas

été statué, 30. — AN VI. Abrogation de la loi rendue sur le rapport de Mailhe, 60.

RADIATIONS. (*Voy. EMIGRÉS*).

RAMONEURS. AN II. 1794. Sollicitent sur leur responsabilité, la liberté de l'abbé de Fénélon, leur bienfaiteur, 121.

RASSEMBLEMENS ARMÉS. AN 1792. Décret portant qu'à l'avenir aucune réunion de cette nature ne pourra se présenter à aucune autorité constituée, 174. (*Voy. ATTOUPPEMENS, SÉDITIONS, etc.*).

RAYON CONSTITUTIONNEL. AN IV. Loi qui autorise le directoire à y faire entrer des troupes, 263 et 266. — AN V. Rapport de Pichegru sur sa violation, et projet pour en déterminer les limites; débats à ce sujet; son adoption, 312. — Discussion de cette résolution, 314 et 315. — Elle est approuvée, 316. — Message du directoire y relatif, 324. — On l'autorise de nouveau à le faire franchir par les troupes, 352.

RÉACTION. AN III. Noël Pointe en dénonce les premiers symptômes, 97. — AN IV. Sortie violente de Louvet contre Rovère, qu'il accuse d'en être l'auteur, 28 et 29. — Provocation d'un rapport sur ses effets dans le Midi, 32. — Tableau général de ses crimes, et décret contre leurs auteurs, 34 et 35. — Proclamation du directoire contre ses effets dans le Midi, 201. — Craintes de Tallien sur sa renaissance, 267. — Exposé des malheurs qu'elle a causés dans le Midi, 304. — AN VI. Nouveaux détails sur ses nombreuses victimes, 51. (*Voy. TALLIEN, FRÉRON, CADROY, MARIETTE, CHAMPEON, LOUVET, LEGENDRE et ROVÈRE*).

RÉARMEMENT. (*Voyez PATRIOTES, TERRORISTES, JACOBINISME, etc.*).

RÉBELLES. AN I.^{er} 1793. Décret portant que les peines prononcées contre eux ne porteront que contre ceux qui auront commencé ou propagé la révolte, 133. — AN II. 1793. Dispositions rigoureuses contre les villes qui leur donneraient asile, 43. (*Voy. CALVADOS, EURE, etc.*).

Rebelles de la Belgique. (*Voy. BELGIQUE*).

Rebelles de la Vendée. AN IV. Expulsion de Paris de leurs anciens chefs, et à quelle occasion, 238. — AN VI. Rapport sur la question de savoir si l'article XII de la constitution leur est appli-

cable, 157. — Loi qui les exclut des élections, 158 et 159. (*Voyez VENDÉE, CHOUANS, etc.*).

REBELLION. AN II. 1793. Décret qui prive de tous établissemens publics les villes en état de révolte, 31. — AN II. 1794. Proposition de Mansfield au parlement d'Angleterre, pour l'exciter en France; débats à ce sujet, 205. — Il est combattu par Stanhope, 245. (*Voyez FRANCE*).

RECENSEMENT DES CITOYENS. AN 1789. Décret à ce sujet, 107. (*Voyez POPULATION*).

RECETTES. AN 1790. Décret qui ordonne l'impression et la distribution de leur état, 153. — AN 1791. Emploi de celles faites par le trésor public, 55. — Tableau de celles autorisées par l'assemblée nationale, 241. (*Voyez FINANCES*).

RECUEIL. AN II. 1793. Projet pour la formation de celui destiné aux traits d'héroïsme et de courage des défenseurs de la patrie, 272 et 273. (*Voy. TRAITES D'HÉROÏSME*).

RECEVEURS. AN 1790. Décret pour l'indignité de ceux qui n'auront pas rendu leurs comptes avant leur élection, 80 et 110. — AN I.^{er} 1795. Incompatibilité de leurs fonctions avec celles de notaire, d'avoué et de greffier, 68. — AN II. 1794. Nouvelles dispositions relatives à leur comptabilité, 351. — AN VII. Arrêté du directoire concernant leur cautionnement, 46. (*Voyez les articles ci-après*).

Receveurs des Consignations. AN II. 1793. Rapport de Cambon pour leur suppression, 268. — Elle est prononcée, *ibid.* — Texte de ce décret, 274. — AN V. Loi pour la restitution des sommes versées dans leurs caisses, 155.

Receveurs des Contributions. (*Voyez Receveurs des Deniers publics*).

Receveurs des Décimes. AN 1791. Décret pour accélérer la reddition de leurs comptes, 17.

Receveurs des Deniers publics. AN 1790. Mesures contre ceux coupables de négligence, 256. — AN 1791. Décret pour la reddition des comptes de ceux de la contribution patriotique, 7. — AN IV. Projet de Siméon pour déterminer les poursuites relatives aux vols faits chez eux, 251. — Son adoption, 335. — AN V. Discussion et rejet de cette résolution, 1 et 2. — Nouvelles dispositions à ce sujet, 201. — Autres concernant les décharges à

leur donner dans cette circonstance, 238. — Leur rejet, 261 et 289.

Receveurs de Départemens. AN IV. Message du directoire provoquant l'établissement de préposés à leur compte dans chaque chef-lieu de district, 87. — Rejet de la résolution prise à ce sujet, et discussion y relative, 112 et 113. — Autre qui exige d'eux un cautionnement en immeubles, 199. (*Voy. Receveurs-Généraux*).

Receveurs de Districts. AN 1799. Fixation de leur cautionnement, 276. — Détermination de leurs fonctions, 318. — Décret portant qu'ils peuvent être choisis parmi les administrateurs de départemens ou de districts, 333. — AN 1792. Autre pour leur non-renouvellement, 283. — AN I.^{er} 1793. Dispositions relatives aux versements à faire par eux, 144. — AN II. 1794. Mesures pour la sûreté de leur caisse, 129. — Nouveau décret les concernant, 211. — Autre qui leur permet d'envoyer, pour comptant, les récépissés des gardes-magasins, 350. — AN III. Autorisation au comité des finances de leur adresser une instruction pour opérer divers remboursements, 319.

Receveurs des Domaines et Bois. AN 1790. Décret pour le versement au trésor public des sommes qu'ils ont entre leurs mains, 354. — AN III. Dispositions relatives à la reddition de leurs comptes, 284.

Receveurs de l'Emprunt forcé. AN IV. Décret relatif aux remises qui doivent leur être faites, 124 et 126.

Receveurs de l'Enregistrement. AN III. Décret qui les autorise à déposer dans leur caisse le montant de tout effet négociable dont le porteur ne se sera pas présenté à l'échéance, 312.

Receveurs-Généraux. AN V. Dispositions contre ceux qui négligent d'envoyer l'état de leur recouvrement, 110. — Approbation de cette résolution, 128. — AN VI. Autre qui fixe leurs remises, 173. — Sa discussion, 201. — Son rejet, 209. — Nouvelle résolution sur cet objet, 234 et 249. — Rapport en sa faveur, 264. — Débats qu'elle occasionne, 277. — Elle est rejetée, 278. — Adoption d'autres dispositions sur leurs taxations, 342. — Leur approbation, 350 et 351.

Receveurs-Généraux des Finances. AN 1790.

Leur suppression, 318. — Décret relatif à leur comptabilité, 355. — AN 1792. Autre sur les versements qu'ils doivent faire au trésor public, 359. — AN II. 1794. Nouvelles dispositions les concernant, 74. — Décret pour la reddition des comptes de ceux mis en arrestation, 82.

Receveurs-Particuliers des Finances. AN 1791. Liquidation de leurs offices, 126. — AN 1792. Décret pour la clôture de leurs registres et états de situation de leurs caisses, 188. — Autre sur les versements qu'ils doivent faire au trésor public, 359. — AN IV. Dispositions relatives aux gratifications qui leur sont dues, 6.

Receveurs des Rentes. (*Voyez RENTES et RENTES*).

Receveurs des Villes. AN 1792. Décret pour la présentation et l'apurement de leurs comptes, 330.

RÉCOMPENSES. AN 1791. Décret qui en accorde à ceux qui se sont distingués à Metz, Nancy, Pamiers et à la Bastille, 18. — AN VI. Rapport et projet de résolution en faveur des citoyens tués ou blessés en prêtant main-forte à la loi, 321. — AN VII. Son adoption, 3. — Rejet de cette résolution, 14.

RÉCOMPENSES NATIONALES. AN 1790. Décret indicatif des conditions auxquelles elles seront accordées, 192. — AN 1791. Adoption d'un projet de Boufflers y relatif, 254 et 255. — AN 1792. Réflexions d'un citoyen sur leur politique, 304. — AN II. 1794. Ajournement d'un projet de Gouly sur celles à accorder aux défenseurs de la patrie, 181. — AN V. Nouveau projet sur les honneurs à décerner à ceux qui sont morts pour la liberté, 159. — AN VII. Autre d'Eschavériaux sur le même sujet, 338. (*Voy. DÉFENSEURS DE LA PATRIE, MONUMENS et PANTHÉON*).

RECRUES et RECRUTEMENT. AN 1789. Débats à ce sujet; décret y relatif, 116. — AN 1791. Nouvelle discussion sur cette matière, 43. — Texte des dispositions de la loi rendue sur le rapport de Bouthillier, 46, 69, 93 et 94. — AN 1792. Décret sur le mode de recrutement, et la destination des recrues, 22, 23, 24, 27, 80 et 138. — AN I.^{er} 1793. Proposition d'y procéder par le sort, 50. — Décret qui en détermine le mode, 52 et 54.

— Proclamation et débats à la convention sur celui de l'armée, 69. — Mise hors la loi de ceux qui s'y opposent par rebellion, 80. — Moyens pour l'activer, 89. — Il cause des troubles près de Brest, 98. — Nouveau mode proposé par les administrateurs de l'Hérault, 118. — Décret qui en excepte les entrepreneurs et ouvriers des manufactures de toiles à voiles et des fonderies d'armes pour la marine, 136. — AN VI. Rapport de Jourdan, de la Haute-Vienne, sur son mode, 159 et 160. — Discussion de son projet, *ibid* et 218. — Sa reproduction, 306, 307 et 308. — Adoption des premiers articles, 332 à 335. — Approbation et texte de cette résolution, 353. (*Voyez ARMÉE, CONS-
CRIPTION, RÉQUISITION MILITAIRE, etc.*).

REDEVANCES. AN 1789. Leur abolition dans la nuit du 4 août; elle est un prétexte de troubles dans les provinces; déclaration de l'assemblée à ce sujet, 32. — Discussion entre Mounier et Duport y relative; adoption de la rédaction de ce dernier sur les droits abolis et sur ceux rachetables, 35. (*Voy. DROITS*).

RÉFUGIÉS. AN II. 1794. Secours accordés aux Belges, Liégeois, Mayençais et autres, 260. — AN IV. Nouveaux secours qui sont accordés à ceux de l'Ouest, 99, 113, 118 et 121. — AN V. Autres dispositions de cette nature en faveur de ceux des Colonies, 75 et 80. — AN VII. Et de la Cisalpine, 271 et 272. (*Voyez SECOURS*).

RÉGENCE. AN 1789. Proposition de Mirabeau de ne l'accorder qu'à un Français, 57. — AN 1791. Adoption d'articles portant que si le roi est mineur, il y aura un régent, 83. — Autre qui l'attribue au plus proche parent, en exclut les femmes, et ajoute aux conditions requises celle de la prestation du serment civique, 84. — Disposition portant qu'elle ne confère aucun droit sur la personne du roi, 85. — Fixation de la majorité du régent à vingt cinq ans, 86. — Mode de son élection, 240. (*Voyez CONSTITUTIONS, ASSEMBLÉE NATIONALE*).

RÉGICIDE. (*Voy. l'article ci-après*).

RÉGIE. AN II. 1794. Décret qui supprime cette qualification, comme infâme, et ne conserve des mots de la même racine que celui de *régicide*, 159.

Régie-Générale. (*Voyez FERME*).

Régies des Douanes, de l'Enregistrement, des Postes, des Poudres et des Traités. (*Voyez ces mots*).

RÉGIME FÉODAL. (*Voy. DROITS FÉODAUX*).

RÉGIME HYPOTHÉCAIRE. (*V. HYPOTHÈQUES*).

RÉGIMENS FRANÇAIS. AN 1791. Sont désignés par numéros, substitués à leurs anciens noms, 88. — Leurs mouvemens, 127 et 132. — Noms de ceux à qui le président est chargé d'écrire une lettre de félicitation, 194. — Décret contenant des mesures pour réprimer leur indiscipline, 241 et 242. — Décret portant qu'il n'y a pas lieu à délibérer sur leurs actes, et que les pièces justificatives du rapport du comité militaire seront renvoyées aux ministres, 250.

Le quatorzième. AN 1792. Annonce de son insurrection contre le nouveau règlement de police, 58.

Le vingtième. AN 1791. Rapport sur les troubles excités par lui à Perpignan, 349.

Le vingt-huitième. AN 1791. Suspension du général d'Albignac, pour rigueurs exercées contre ce corps, 314.

Le quarante-quatrième. AN 1792. Mouvement insurrectionnel parmi les soldats qui le composent; réponse des grenadiers à une lettre d'Aubry qui les invitait à la désertion, 59.

Le quarante-huitième. AN 1792. Arrestation du colonel et de quatre officiers; détails y relatifs, 67.

Le cent-deuxième. AN III. Mention honorable de sa conduite contre les Anglais, 305.

D'Alsace. AN 1792. Dénonciation contre le ministre Narbonne, à l'occasion de l'arrestation de plusieurs soldats de ce régiment, 59.

D'Angoulême. AN 1791. Retour du détachement qui en avait été envoyé dans les Colonies, 145.

D'Artois. AN 1791. Son insurrection au Port-au-Prince, 116. — Il dénonce ses officiers nobles, et déclare n'avoir aucune confiance en eux, 181.

De Barrois. AN 1790. Sa conduite dans l'insurrection de Toulon, 260.

De Beauce. AN 1790. Son pacte fédératif avec celui de Normandie, 143. — AN 1791. Lettre du ministre de la guerre sur son insubordination, 258.

De Berry. AN 1791. Combat entre son détachement et des brigands armés, dans la forêt de Chantilly, 73.

De Berwick. AN 1791. Sa lettre aux princes français, après sa désertion de France, 226. — On lui refuse l'entrée de Neuwied, 264. — Arrestation, à Ostende, de ses officiers, 323.

De Besançon. AN 1789. Envoie un don patriotique de 600 francs, 62.

De Bouillon. AN 1790. Témoignage honorable de sa bonne conduite, par la municipalité de Longwi, 231.

De Bourbonnais. AN 1792. Désertion de son colonel et de plusieurs officiers emportant ses guidons et sa caisse, 167.

De Bresse. AN 1791. Sa lettre à Duportail sur sa conduite à Uzès, 7.

De Bretagne. AN 1790. Formation d'une cour martiale pour juger quatre officiers de ce corps, injustement punis par leur colonel, 289.

De Castella. AN 1790. Condamnation, par son conseil de guerre, des cent trente-huit soldats de Châteaueux, 256.

De Champagne. AN 1790. Décret pour le faire rentrer dans la soumission aux lois, 220. — AN 1791. Sa rixe avec celui de Languedoc, 54. — AN 1792. Désertion de ses officiers, 27. — Débats à ce sujet, 44.

De Châteaueux. AN 1790. Son insurrection à Nancy, 229. — Il refuse d'en partir, 242. — Sentence rendue contre cent trente-huit soldats, 256. — AN 1791. Motion en faveur de ceux condamnés aux galères, 307. — AN 1792. Leur mise en liberté, 2. — Fête qui leur est donnée à Paris, 88. — Débats sur leur admission à la barre de l'assemblée nationale; elle est prononcée; discours de Collot-d'Herbois leur orateur, 101 et 102. — Arrêté du département, relatif à la nouvelle fête qu'on leur prépare; lettre du maire Pétion à cette occasion, 105. — Détails sur sa célébration, 108. (*Voy. NANCY*).

Colonel-général. AN 1791. Emigration de ses officiers, 181.

Des Colonies. AN 1789. Son don patriotique, 65. — AN 1791. Est mis sous la direction du département de la guerre, 193. — Rapport et projet pour y maintenir la discipline, 212. — Suspension de son licenciement, 338. — AN 1792. Sa réunion à l'armée de ligne, 153.

De Condé. AN VII. Sa marche dans l'Empire, 35. (*Voyez CONDÉ*).

De Corse. AN 1791. Décret pour son organisation en compagnies de gendarmerie, 155.

De la Couronne. AN 1790. Il improuve la conduite de la garnison de Nancy, 252.

De Courten. AN 1792. Annonce de son licenciement, 258.

De Darmstadt. AN 1789. Son départ de Strasbourg; il se justifie des désordres dont il avait été accusé, 33.

De Dauphiné. AN 1791. Lettre annonçant qu'il vient de destituer ses officiers, 153. — Plaintes du ministre de la guerre sur son insubordination, 238. — AN 1792. Décret qui le disculpe, 17.

D'Ernest. AN 1791. Excite des troubles à Marseille, 303. — Décret pour leur répression, 312. — Rapport de Narbonne sur la conduite de ce corps, 348. — AN 1792. Son désarmement par les citoyens d'Aix, 67. — Compte rendu de cet événement, 70. — Lettre du sénat de Berne au roi à cette occasion, 87.

D'Esterhazy. AN 1792. Emigration de ses officiers, 218.

De Flandres. AN 1789. Il arrive à Versailles avec des munitions de guerre, et redouble l'audace des partisans de la cour, 64. — Dénonciation contre ses officiers pour avoir participé aux orgies des gardes du corps, 68. — Détails y relatifs, 69. — AN 1791. Opposition à son départ par les habitants, 120. (*Voyez JOURNÉES DES 5 et 6 OCTOBRE*).

De la Guadeloupe. AN 1790. Rapport d'Arthur-Dillon, et discussion sur la dénonciation dont il est l'objet, 210.

De Guyenne. AN 1790. Décret qui l'autorise à changer de garnison, 256.

De Hainault. AN 1790. Sa conduite au passage de Mesdames; inculpations qui lui sont faites; réclamations de son colonel, 58, 63 et 76.

De Languedoc. AN 1790. Envoie des députés solliciter le rapport du décret qui le rappelle de Montauban, à l'occasion des troubles de cette ville, 224. — On déclare que cette mesure ne compromet point son honneur, 226. — Il quitte cette garnison, 253. — AN 1791. Se bat à Cahors avec

ceux de Champagne et de Navarre, 54. — Lettre du ministre de la guerre annonçant son soulèvement, 103. — AN 1792. Plaintes du général Montesquiou contre son insubordination, 152.

De Laudon-Vert. AN II. 1793. Est taillé en pièces par les avant-postes de l'armée du Nord, 75.

De Lauzun. AN 1790. Décret contre ses officiers pour leur conduite anti-civique, 304.

De Lorraine. AN 1790. Son insubordination 248. — Il est félicité par le président de l'assemblée nationale sur son retour au devoir, 179. — Rapport sur les troubles qu'il a occasionnés à Tarascon, 232. — Mention honorable de son adresse patriotique, 292.

De Médoc. AN 1790. Approbation de sa conduite dans les troubles du Lot, 277.

De Metz. AN 1790. Son adresse à l'assemblée nationale, 255.

De Navarre. AN 1791. Sa rixe sanglante avec celui de Languedoc, 54.

De Noailles. AN 1790. Refuse de remplacer celui de Languedoc à Montauban; exposition des motifs de sa conduite, 253. — Elle est approuvée, 277.

De Normandie. AN 1790. Ses dissensions avec Royal-Vaisseau, 113. — Il fait un pacte fédératif avec celui de Beauce, 143.

De Normandie-Chasseurs. AN 1791. Son patriotisme, 208.

De Penthhièvre. AN 1791. L'une de ses compagnies prend part aux troubles d'Avignon; elle en est retirée par décret, 18. — Désertion des officiers, 226. — AN 1792. Publication de la loi martiale contre les soldats de ce corps qui ont massacré des préposés aux douanes de Dunkerque, 130.

De Picardie. AN 1790. Sa Lettre à Bouillé, 123.

De Poitou. AN 1790. Décret pour réprimer son insubordination, 220. — Improbation de sa conduite, 228. — Il offre sa soumission et son repentir à l'assemblée qui le reçoit avec indulgence et le recommande aux bontés du roi, 251. — AN 1791. Retour de son détachement parti pour les Colonies avec Blanchelande, 145.

Du Port-au-Prince. AN 1791. Détails sur l'assassinat de son colonel et sur les causes qui l'ont amené, 163. — Pièces qui prouvent sa culpabilité; désarmement de ce corps, 210.

De Ruizen-Impérial. AN I.^{er} 1793. Nouvelles du combat soutenu par lui, 254.

De la Reine. AN 1790. Annonce de son indiscipline, 238.

Du Roi. AN 1790. Son insurrection à Nancy; 229. — Sa déclaration sur cette affaire, 238. — Il est licencié, 343.

De Rouergue. AN 1790. Dénonciation contre son colonel, 232. — AN 1791. Décret portant que le ministre de la guerre rendra compte de l'arrestation de quatre soldats de ce corps, 292.

De Royal-Allemand. AN 1791. Arrestation de trois de ses officiers, et pourquoi, 181.

De Royal-Champagne. AN 1790. Son insurrection à Hesdin, 233. — Mesures pour le rappeler à la subordination, 249. — Débats et décret sur les cartouches délivrées aux insurrecteurs, 347.

De Royal-Liégeois. AN 1790. Décret qui ordonne l'arrestation et la mise en jugement de ses officiers qui ont parcouru les rues de Belfort en poussant des cris anti-civiques, 304. — Arrêté du conseil de Liège contre son état-major, 316. — Réclamations en sa faveur, 326. — AN 1792. Licenciement de ce corps, 254.

De Royal-Marine. AN 1790. Décret portant qu'il ne sera admis à la fédération qu'après sa soumission aux lois militaires, 165. — Plaintes des soldats contre leur colonel Merle-d'Ambers, 192.

De Royal-Pologne. AN 1791. Exposé de sa conduite patriotique pendant les troubles du Midi, 59.

De Royal-Vaisseaux. AN 1790. Proteste de son patriotisme, 8. — Réclamation des officiers contre sa prétendue insurrection à Lille, 71. — Ses dissensions dans cette ville avec le régiment de Normandie, 113.

De Saxe. AN VII. Sa marche vers Vienne en Autriche, 35.

De Soissonnais. AN 1791. Prend part aux troubles d'Avignon, et en est retiré, 18. — Sa séduction dans le Comtat, 131. — AN 1792. Désertion de ses officiers, 43.

De Sonnerberg. AN 1792. Arrestation de son aumônier au moment de son émigration, 218.

De Steiner. AN 1792. Cérémonies à Bâle pour le dégager du serment de fidélité qu'il a prêté à la France, 302. — AN III. Décret pour le payement

ment des pensions dues à divers individus qui le composaient, 205.

De Toul. AN 1790. Eloge de sa conduite à la Fère, 241.

De Touraine. AN 1789. Offre un don patriotique de mille écus sur le mois courant de sa solde, 53. — AN 1790. Dénonce le vicomte de Mirabeau, son colonel, 175. — Et expose, par députés, les troubles occasionnés par sa présence à Perpignan, 179.

De Vermandois. AN 1792. Désordres et pillages commis par lui, 122.

De Vexin. AN 1790. Opposition des districts de Marseille à son départ de cette ville, 254.

De Viennois. AN 1791. Emigration de plusieurs de ses officiers, 181.

De Vigier. AN 1790. Condamnation, par son conseil de guerre, des soldats de Châteauneuf révoltés à Nancy, 256.

De Vivarais. AN 1790. Son insurrection à Béthune, 43.

De Walhs. AN 1792. Mise en liberté de ceux de ses soldats qui étaient détenus, et destruction des cocardes blanches qui leur avaient été distribuées, 260.

De Watteville. AN III. Décret pour le paiement des pensions dues à divers militaires qui le composaient, 205.

RÉGISSEURS. AN II. 1794. Décret qui supprime cette qualification, et pourquoi, 159. (*Voyez RÉGIES*).

REGISTRES CIVIQUES. AN 1789. Décret qui ordonne leur confection, 107. (*Voy. CITOYENS ACTIFS et INSCRIPTIONS CIVIQUES*).

RÈGLEMENS. AN 1789. Question sur le pouvoir d'en faire, renvoyée à l'organisation du pouvoir exécutif, 66.

Règlements des Assemblées. (*Voy. ASSEMBLÉE NATIONALE, etc.*).

RELAIS MILITAIRES. AN II. 1793. Fonds destinés à leur service, 85. (*Voy. CHARROIS et TRANSPORTS*).

RELATIONS EXTÉRIEURES. AN III. Rapport de Pelet sur la situation politique des puissances de l'Europe, 202. — AN VI. Notions positives sur le sujet des différends élevés entre la France et les

Table alphabétique.

Etats-Unis, 31. (*Voyez DIPLOMATIE, FRANCE; MINISTÈRE DES RELATIONS EXTÉRIEURES; POLITIQUE, TRAITÉS, etc.*).

RELIGIEUSES. AN 1789. Opinion d'une femme contre leur clôture, 99. — Rapport de Treilhard pour la suppression des monastères et l'abolition des vœux, 117. — AN 1790. Discussion de son projet, 43 et 44. — Débats qu'il occasionne; son adoption, 45. — Fixation de leur traitement, 266, 268, 270 et 278. — AN 1791. Révocation du décret qui privait de leurs pensions les chanoinesses qui se mariaient, 255. — AN 1792. Proposition pour la réunion dans chaque département de celles qui voudraient continuer de vivre en communauté, 151. — Evacuation et vente de leurs maisons, 218. — Décret qui fixe de nouveau leurs pensions, 221. — Abolition de leur costume, 228. — AN III. Secours accordés à celles hospitalières attachées aux quatre maisons supprimées par la loi du 28 nivôse, 346. — AN IV. Résolution pour le paiement des pensions de celles qui justifieront de la prestation du serment civique; son approbation, 286.

RELIGIEUX. AN 1789. Proposition de la suppression de leurs couvens, 38. — Offre faite par ceux de Saint-Martin-des-Champs de l'abandon de leurs biens en retour d'une pension, 63. — Discussion à ce sujet, 64. — Décret qui ordonne la suspension provisoire des vœux monastiques, 79. — Autre qui ordonne le dépôt des catalogues de leurs bibliothèques, 90. — Motion tendante à assurer le sort de ceux qui veulent rester dans le cloître, 114. — Rapport et projet de Treilhard, pour la suppression des monastères et l'abolition des vœux, 117. — AN 1790. Sa discussion, 43 et 44. — Son adoption, 45 et 46. — Fixation du traitement de ceux des différens ordres, 49, 50, 51 et 52. — Ils sont déclarés inhabiles à succéder, *ibid.* — N'hériteront qu'à défaut de parens, 79. — Mesures pour l'inventaire de leurs maisons, 81. — Et pour l'administration de leurs biens, 111. — Epoque du paiement de leur pension, 252. — Sa fixation, 255. — Nouvelles dispositions y relatives, 259, 261 et 267. — Autres pour la vente ou location des monastères, 355. — AN 1791. Prestation du serment civique par les Sulpiciens,

11. — Décret autorisant les départemens à désigner les maisons où ils pourront rester en commun, 73. — Autre qui leur accorde un paiement provisoire à titre de secours, 77. — Adoption de plusieurs articles sur la liquidation de leurs dettes, 104. — Leur expulsion des départemens du Rhin, et pourquoi, 209. — AN 1792. Evacuation et vente de leurs couvens, 218. — Nouvelle fixation de leur traitement, 221 et 228. — Abolition de leur costume, *ibid.* — Arrestation d'un convoi de meubles exportés par les pères de la Trappe, 260. — AN IV. Résolution relative à leurs droits de successibilité; son approbation, 333 et 337. — Rapport et discussion d'un projet de Mailhe en faveur de ceux de la Belgique, 336 et 337. — Son adoption, 338. — Approbation de cette résolution, 351. — AN V. Projet de Pérès, de la Haute-Garonne, pour la suppression des couvens de ces derniers, 97 et 98. — Sa discussion; réclamations qu'il occasionne, 102 et 175. — Loi concernant le paiement de leurs pensions, 228 et 234. — AN VI. L'empereur les autorise à rester dans ses états héréditaires, 280 et 286. — Arrêté du directoire qui permet à ceux de la rive gauche du Rhin de rentrer dans le monde, 303. — Ils sont excités au mariage par les lois cisalpines, 327. — Leur suppression occasionne des troubles dans les états du pape, 335. — AN VII. Etablissement des Trapistes à Mohilow, 2.

RELIGION CATHOLIQUE. AN 1789. Proposition de la déclarer nationale; son rejet, 47. — AN 1790. Nouvelle réclamation de l'évêque de Nancy en sa faveur, 45. — Débats qu'elle occasionne, 46 et 47. — Reproduction de la proposition tendante à la déclarer religion de l'état, 104. — Lettre de Montlaugier à ce sujet, 128. — Observations sur la conduite de l'assemblée dans cette circonstance, 314. — AN 1791. Aperçu sur la décadence du pouvoir papal, 1108. (*Voy. CULTES*).

RELIGION PROTESTANTE. (*Voy. NON CATHOLIQUES et PROTESTANS*).

RELIGIONS. AN 1792. De leur esprit, par Bonneville, 244. — AN I.^{er} 1793. Notice sur le parallèle fait entre elles, 138. — AN II. 1793. Eloge d'un ouvrage de Delaunay sur cette ma-

tière; 278. — AN III. Notice y relative, 2712. — AN VI. Et lettre du roi de Prusse, Frédéric Guillaume, sur le même sujet, 146.

REMBOURSEMENTS. (*Voyez LIQUIDATION et TRANSACTIONS*).

REMPLAÇANS. (*Voy. GARDE NATIONALE, VOLONTAIRES, etc.*).

RENONCIATIONS. (*Voy. CODE CIVIL et SUCCESSIONS*).

RENTES. AN 1790. Décret portant que celles de 50, de 100 et de 300 francs seront payées sur le produit des dons patriotiques, 67, 116 et 165. — Autres dispositions pour leur acquittement à toutes lettres, 82. — Et pour le paiement provisoire de celles assignées sur la loterie, 86. — Discussion sur la question, si elles doivent être imposées, 338 et 339. — Décret qui admet celles sur l'état à la reconstitution, 364. — AN 1791. Autre sur le paiement de celles dues aux pauvres, 1. — Autorisation donnée à la municipalité de Paris de signer les contrats de celles constituées, 16. — Réflexions sur les payeurs et contrôleurs des rentes, 23. — Dispositions pour le remboursement de celles de 20 liv. et au-dessous, 24. — Et pour l'aliénation de celles nationales, 109. — Décret sur leur retenue, 159. — Autre pour le paiement de celles dues par des établissemens supprimés, 162. — La reconstitution de celles du ci-devant Languedoc, 163. — Et leur paiement, *ibid.* — AN 1792. Interprétation d'un décret y relatif, 36. — Fixation de leur retenue, 212. — Mesures pour la vente de celles appartenantes à l'état, 259. — AN II. 1794. Décret sur leur paiement, 141. — AN III. Et le mode de comptabilité des payeurs, 88. — Autre qui en fixe la retenue au vingtième, 172. — Suspension de leur remboursement, 300. — AN IV. — Rapport de Bezard en faveur de cette mesure, 14. — Résolution qui la confirme, 73. — Son approbation, 77. — Message du directoire, concernant les retenues à faire par leurs débiteurs, 84. — Nouvelle résolution relative à leur paiement, 194. — Elle est approuvée, 202. — Projet pour leur acquittement en numéraire, 334. — Résolution conforme, 335. — Sa discussion, 336. — Son rejet, 339. — AN V. Projet de Chassey sur leurs intérêts et arrérages, 184. — Son adoption, 235.

— Rejet de cette résolution, 352. — AN VI. Motion d'Abolin sur leurs propriétaires, 50. — AN VII. Rapport du ministre des finances sur l'exécution des lois qui ordonnent leur paiement, 57. — Arrêté du directoire à ce sujet, 72. (*Voyez DETTE PUBLIQUE, PENSIONS et les articles ci-après*).

Rentes convenancières. AN II. 1794. Décret y relatif, 241.

Rentes ecclésiastiques ou du clergé. AN 1790. Suppression des offices de leurs payeurs et contrôleurs, 320. — AN 1791. Adoption du projet de Lebrun pour leur paiement, 40. — Décret portant qu'elles continueront à faire partie des dettes de l'Etat, 234. — AN II. 1794. Autre sur leur liquidation, 365.

Rentes foncières. AN 1789. Sont supprimées au 4 août; adoption de la rédaction de cet article de l'arrêté; comité chargé de leur liquidation, 40. — AN 1790. Rapport de Tronchet, et décrets sur leur rachat, 336, 338, 340, 353 et 354. — AN 1791. Autres dispositions sur leur retenue, 159. — AN 1792. Fixation du mode de leur rachat, 236. — AN IV. Projet de Bergier, tendant à en faire payer la moitié en nature, 130. — Sa discussion, 137 et 151. — Son adoption, 275, 277, 279 et 280. — Rejet de cette résolution, 319. — Motion d'ordre sur les abus provenant du remboursement de leurs capitaux, 278. — AN V. Discussion sur le mode de leur paiement, 321. — Rapport d'Ozun pour leur rétablissement et le mode de leur rachat, 318. — AN VI. Loi en faveur des propriétaires de bâtimens incendiés dans l'Ouest, débiteurs de ces rentes, 104 et 110. — Proposition y relative, 228. — Reproduction du projet d'Ozun sur cette matière, 254. — AN VII. Motion sur les difficultés relatives au paiement de leurs arrérages, 150.

Rentes sur les Hôpitaux. AN V. Résolution qui les met à la charge de la trésorerie nationale jusqu'au 1.^{er} germinal an cinq, 241. — Son approbation, 253. (*Voyez HOSPICES CIVILS*).

Rentes particulières. AN V. Résolution concernant leurs intérêts et le paiement de leurs arrérages, 235. — AN VI. Rapport en sa faveur, 58. — Son approbation, 60. — AN VII. Arrêté du

directoire sur les capitaux provenans de leur remboursement, 9. (*Voyez TRANSACTIONS*).

Rentes des Pays d'Etat. AN 1789. Décret qui ordonne leur paiement, 2281. (*Voyez PAYS D'ETAT*).

Rentes perpétuelles. (*Voyez Rentes viagères*).

Rentes seigneuriales. AN 1790. Décret pour la liquidation de leur rachat, 359. — AN 1791. Autres dispositions de même nature, 55. — Rapport de Larochefoucault, et décret sur leur retenue, 159. (*Voy. DROITS FÉODAUX*).

Rentes viagères. AN 1789. Plan de leur remboursement, 98. — AN 1790. Débats sur la proposition de les imposer, 297. — Lettre de Mirabeau à ce sujet, 298. — Plan de Lafarge, présenté par l'abbé Gouttes; son renvoi aux comités, 305. — AN 1791. Il est rejeté, 64. — AN 1792. Réflexions tendantes à prouver la fausseté de ses bases, 117. — AN II. 1794. Rapport de Cambon; et décret sur ces rentes, 182, 184, 186, 187, 189 et 190. — Autre qui les déclare dettes nationales, 233 et 234. — Son texte, 249. — Rapport de Barrère concernant les nombreuses réclamations contre ses dispositions, 265. — Elles sont modifiées, 280 et 349. — AN III. Décret en faveur de ceux qui les avaient aliénées, 45. — Demandes en rapport de la loi qui en supprime la réversibilité, 79. — AN IV. Projet tendant à les soumettre à une retenue, 90. — Résolution qui en ordonne le paiement en numéraire, 282. — Son approbation, 284. — AN V. Loi qui les met à la charge de la trésorerie jusqu'au 1.^{er} germinal, 241 et 253. — AN VI. Projet et résolution relative à celles contractées pendant la dépréciation du papier-monnaie, 19 et 20. — Sa discussion, 58, 62 et 63. — Son rejet, 64. — Nouvelles dispositions relatives à leur réductibilité, 76 et 79. — Débats à ce sujet, 95, 96, 98 et 99. — Rejet de cette résolution, 124. — Reproduction d'un projet y relatif; tarif de la réduction qu'elles doivent subir, 130 et 136. — Résolution concernant les emprunts affectés sur elles, 246. — Rapport contre ses dispositions, 301. — Sa discussion, 320, 327, 330 et 335. — Elle est rejetée, 339. — AN VII. Adoption d'un projet sur le paiement de leur durée, 106. — Il est rejeté, 173.

RENTIERS. AN 1791. Décret qui les autorise à donner les intérêts de leurs rentes en paiement de leur contribution patriotique, 112. — AN III. Projet de Vernier pour les rétablir dans leurs droits, 218 et 221. — Son adoption, 222. — AN IV. Motion en leur faveur, 74. — Augmentation de leur paiement par forme d'indemnité, 149. — Approbation de cette résolution, 154. — AN V. Rapport et résolution sur la manière dont ils doivent être payés, 1 et 2. — Son approbation, 6. — Nouvelles dispositions pour l'acquittement de l'arriéré qui leur est dû, 18, 20, 29 et 69. — Autre résolution de cette nature, 96. — Elle est rejetée, 106. — Préférence accordée aux septuagénaires, 99, 107 et 113. — Rapport de Dumas contre cette résolution, 119. — Son rejet, 121. — Loi qui modère les droits d'enregistrement dus pour les mutations, 146, 150 et 156. — Autre, portant qu'ils pourront acquitter leurs cautionnements avec les bons qu'ils reçoivent en paiement, 124 et 228. — Renvoi à la commission des finances d'une proposition y relative, 269. — AN VI. Projet en faveur de ceux réduits à 200 francs et au-dessous, 60. — Son adoption, 101. — Discussion et rejet de cette résolution, 120, 121, 128, 131 et 132. — Arrêté pour leur paiement, 296. — Motion de Hemart en leur faveur, 311. — Projet de Bailleul pour leur paiement en bons admissibles dans l'acquittement des contributions et patentes, 328. — AN VII. Décret concernant les rentiers de 600 francs et au-dessous, 47. — Message du directoire sur leur paiement, 53. — Décret d'ordre du jour sur son contenu et sur un rapport du ministre des finances y relatif, 61. — Avis de la trésorerie pour la délivrance des bons au porteur, 94 et 122. — Arrêté du directoire sur le paiement de leurs contributions, *ibid.* — Motion d'Andrieux en leur faveur; il présente les moyens de leur payer les six premiers mois de l'an sept, 197. — Rapport de Duchâtel sur le mode de leur paiement; discussion de ses projets à cet égard; leur adoption, 219, 228 et 234. — Arrêté du directoire qui ordonne la fabrication de bons au porteur, destinés à payer les arrérages qui leur sont dus, 240. — Nouvelle proposition en leur faveur, 291. (*Voy. CRÉANCIERS* et les articles ci-dessus).

REPAS FRATERNELS. AN II. 1794. Rapport de Barrère contre eux, 299. (*Voyez PARIS*).

REPRÉSAILLES. AN 1792. Décret portant qu'il en sera exercé envers les officiers ennemis, d'après les violences qui seraient commises à l'égard des officiers français, 215.

REPRÉSENTANS DU PEUPLE. AN 1789. Proposition aux communes, par Mirabeau, de se constituer sous cette dénomination, 7, 8 et 9. (*Voyez ASSEMBLÉES NATIONALES, CONVENTION, CORPS LÉGISLATIF, DÉPUTÉS, etc.*) — AN VII. Observations sur le véritable sens de cette expression, 169. — Réponse à cet article, 171. (*Voyez SHERLOCK*).

REPRÉSENTATION NATIONALE. AN III. Décret qui punit de la déportation tous les provocateurs à son avilissement, 226. — Observations de Trouvé sur ce décret, 228. — Députation de la section du Mont-Blanc qui en demande le rapport; motifs de cette demande; ordre du jour; décret qui prescrit au comité de législation de préciser les cas pour lesquels on pourrait être accusé de ce délit, 235. — Autre décret qui met les membres de la représentation nationale à l'abri de l'action des comités, *ibid.* (*Voyez DÉPUTÉS, ÉCRITS, PROVOCATIONS, etc.*)

RÉPUBLIQUE. AN 1792. Motion de Brissot pour prémunir contre une faction républicide qui veut son établissement, 209. — Décret qui la constitue par l'abolition de la royauté, 266. (*Voyez FRANCE et RÉVOLUTION*).

RÉPUBLICAINS. AN 1791. Lettre de Marseille sur les persécutions des citoyens ainsi qualifiés, 233.

RÉPUBLICANISME. AN VI. Formation à Rigal, en Russie, d'un nouvel ordre de chevalerie qui fait vœu de l'exterminer partout, 275.

RÉQUISITION MILITAIRE. AN I.^{er} 1793. Premières dispositions y relatives, 52, 216 et 226. — Décret qui appelle tous les Français à la défense de la patrie, 237. — Admission de pétitionnaires contre la distinction des classes; ils sont couverts de hutes, 250. — Instruction du comité de salut public pour l'exécution de cette mesure, 252. — Rapport du décret qui en exceptait les jeunes gens employés depuis plus de trois mois dans les administrations publiques, 261. — Dispositions

pénales contre ceux qui chercheraient à s'y soustraire, 265. — AN III. Discussion y relative, 89. — Pétition de la section de la Fidélité pour son départ, 194. — Décret en faveur des déserteurs, 316. — AN IV. Lettre du ministre de la police contre le bruit répandu d'une seconde levée de jeunes gens, 149. (*Voyez CONSCRIPTION, CONSCRITS et RÉQUISITIONNAIRES*).

RÉQUISITIONNAIRES. AN I.^{er} 1793. Mesures invoquées contre ceux fugitifs ou employés, 259 et 262. — Décret portant qu'ils remplaceront les trois quarts des garnisons, 272. — AN II. 1793. Dispositions pénales contre ceux qui obtiendraient de faux certificats, 23. — Décret qui déclare émigrés ceux qui ne rejoindraient pas leurs drapeaux, 64. — Autre ordonnant la traduction devant les tribunaux de tout militaire qui chercherait à empêcher leur incorporation dans les anciens cadres, 93. — AN II. 1794. Autre décret pour leur incorporation dans l'infanterie, 146. — Discussion sur les ruses employées par les muscadins pour se soustraire au service, 214. — AN III. Débats sur leur renvoi aux armées, et à quelle occasion, 163. — Texte d'un décret rendu en faveur de ceux déserteurs, 316. — AN IV. Dispositions pénales contre ceux qui seraient trouvés dans des rassemblements; autres pour la révision de leurs congés, 8. — Motion de Loyzel en faveur de ceux mis en réquisition pour les arts ou le commerce, 40. — Arrêté du comité de salut public, relatif à ceux du département de la Corrèze, 43. — Mesures provoquées contre eux, 131. — Projet pour faire réviser leurs congés; débats à ce sujet; il est rejeté, 137. — Proposition en faveur de ceux mariés, 153. — Arrêté du directoire qui annule leurs exemptions, 171. — AN VI. Autre qui détermine leur répartition et le moment de leur départ, 18. — Peines infligées aux fonctionnaires publics qui les favoriseraient, 59. — Nouvel arrêté du directoire qui déclare émigrés ceux retirés en Suisse, 156. — Annulation des dispenses de service obtenues par eux, 335 et 336. — AN VII. Nouveaux projets et rapports sur leurs congés et dispenses de service; observations y relatives, 25, 30, 31 et 60. — Mesures contre ceux qui se retireraient en pays étranger, 42. — Instruction du ministre de la guerre

sur leurs congés, 198. — Arrêté du directoire y relatif, 293.

RÉQUISITIONS. AN 1792. Décret qui autorise les administrations de district et les commissaires nommés par elles à faire celles nécessaires au transport des vivres et fourrages de l'armée, 171. — AN I.^{er} 1793. Autre qui ordonne la levée de quatre quintaux de grains par charrue, 229. — Projet de Barrère pour autoriser le conseil exécutif à user de ce droit en faveur des départemens manquant de subsistances; son adoption, 239. — AN II. 1794. Décret sur l'exercice de ce droit pour le service public; autre qui requiert les fondeurs pour celui de l'envoi des lois, 146. — Mesures pour empêcher la suspension de celles faites par la commission des subsistances, 199. — Nouvelles dispositions de cette nature, 207. — Arrêtés du comité de salut public pour l'emploi des agens des transports, charrois, équipages, subsistances, postes, hôpitaux, etc., 217. — Des comptables et artistes, 218. — De ceux dont l'industrie est jugée nécessaire, 226. — Et des moissonneurs des deux sexes, 253. — AN III. Texte du rapport d'Eschassériaux sur leur mode, 40. — Adoption d'un projet de Lindet sur celle des grains, 52. — Décret qui enjoint aux propriétaires et cultivateurs d'y satisfaire, 126. — Mesures pour la confection d'un tableau indicatif de celles faites dans la Belgique, 183. — Projet de Rouyer pour qu'il soit rendu compte de celles ordonnées par les municipalités, 206. — Réclamations du commerce de Bordeaux contre celle de ses sucres; proposition à ce sujet, 280. — Nouvel arrêté du comité de salut public qui dispose des ouvriers employés dans les manufactures d'armes, 298. — AN IV. Résolution qui admet celles exercées dans l'Ouest en paiement des contributions, 359. — Son rejet, 365. — AN V. Autre résolution pour la liquidation de celles faites pour le service des armées, 3. — Son approbation, 6 et 7. — AN VII. Message du directoire pour une levée de quarante mille chevaux, 361. — Rapport à ce sujet, 364. — Son adoption, 365 et 366.

RESCISION. (*Voy. ACTION EN RESCISION et LÉSION*).

RESCRIPTIONS. AN IV. Arrêté du directoire qui affecte à leur remboursement les rentrées de

l'emprunt forcé, 144. — AN VI. Mesures pour en délivrer aux porteurs d'ordonnances des ministres, 219. — Débats occasionnés par la condamnation de Troufleau, pour falsification de ces billets; loi portant qu'elles ne peuvent être considérées comme papier-monnaie, 241 et 242. — AN VII. Arrêté du directoire y relatif, 285. (Voy. FINANCES, TRÉSORERIE, DETTE PUBLIQUE, etc.).

RESRIPTIONS BATAVES. AN V. Résolution y relative, 344. (Voy. TRÉSORERIE). — Envoi d'un message sur les difficultés qu'éprouve la vente de ces effets, 352.

RÉSOLUTIONS. AN VI. Rapport sur la question de savoir si celles envoyées au conseil des anciens peuvent être rectifiées ou retirées, 254. — Discussion à ce sujet, 252. — Décision y relative, 253.

RESPONSABILITÉ. AN 1789. Discussion sur celle de tous les agens en cas d'ordres arbitraires, 45. — AN 1790. Observations sur celle des ministres dans cette circonstance, 124.

RESTITUTIONS. (Voy. DÉPÔTS).

RETENUE (brevets de). Voyez BRÉVETS).

RETRAIT LIGNAGER. AN 1790. Décret qui le supprime, 199 et 201.

RETRAITES des officiers et soldats. AN 1790. Décret y relatif, 349. (Voy. PENSIONS).

RÉUNIONS POLITIQUES. (Voyez SOCIÉTÉS POPULAIRES).

RÉUNIONS RELIGIEUSES. AN IV. Clôture de plusieurs de ces assemblées par le directoire, 161 et 164. — Rapport sur le message y relatif, 191 et 192. (Voy. SOCIÉTÉS, CULTE, PRÊTRES, etc.).

RÉVEIL DU PEUPLE. (Voy. CHANTS).

RÉVÉLATIONS. AN V. Rapport et projet de Chasset sur la proposition du directoire, s'il convient d'adoucir la peine des grands coupables qui feraient des révélations importantes, 156 et 159. — Sa discussion et son ajournement, 160. — AN VI. Réproduction de cette mesure par Savary, 113. — AN VII. Rapport de Chazal y relatif, 113, 197 et 198. — Discussion et rejet de son projet 199, 201 et 202.

REVENUS NATIONAUX. AN III. Plaintes contre leurs agens, 82. (Voyez COMMISSIONS et DOMAINES NATIONAUX).

REVENUS PUBLICS. AN 1792. Rapport de Jacob Dupont sur leur amélioration, et projet de décret à ce sujet, 320. (Voy. CONTRIBUTIONS).

RÉVISION. AN 1791. Dénonciation de Guillaume contre le travail de la révision, 227. — Il est justifié par Thouret, *ibid.* — Décret portant que l'assemblée de ce nom devra se borner aux objets qui lui auront été soumis, 247. — AN 1792. Apostrophe de Danton à Chasset, à l'occasion de la révision de la constitution de 1791, 267. — AN III. Débats et adoption du titre de la révision dans la nouvelle constitution, 332. (Voyez CONSTITUTIONS, THOURET et autres membres du comité de révision de l'assemblée constituante).

RÉVOLUTION FRANÇAISE. AN 1790. Discussion pour et contre ses avantages, 33. — Opinion de Fox, 52. — Discours de Burke à la chambre des communes d'Angleterre, 55. — Gravures historiques de ses principaux événements, 56. — Autres discours de MM. Fox, Shéridan et Burke, et rupture entre ces deux derniers, 57. — Suite des gravures historiques, 69. — Réflexions sur sa marche et les symptômes de l'esprit d'aristocratie, 115. — Discours en sa faveur, 116. — Lettre d'un anglais sur cet objet, 134. — Son histoire, 186. — Moyens de connaître les hommes en révolution, par Lieutaud, 196. — Opinion d'un journaliste anglais sur elle, 199. — Poème en son honneur, 283. — Réfutation d'un écrit de Calonne contre ses effets, 342. — Autre réponse au même ouvrage, 358. — AN 1791. Annonce de sa nouvelle histoire, par deux Amis de la liberté, 72. — Opinion des journaux allemands sur ses résultats, 350. — AN 1792. Autre annonce de celle de 1789, 17. — Son précis historique, par Rabaud-St.-Etienne, 98. — Son apologie en réponse aux attaques de Burke, 104. — Lettres y relatives, par P. Manuel, 149. — Jubilé à Livourne contre elle, 269. — AN I.^{er} 1793. Décret qui la prolonge jusqu'à la reconnaissance de la république par les puissances, 242. — AN II. 1794. Défense du gouvernement suédois de rien publier qui lui soit relatif, 124. — AN III. Mémoire de Garat en sa faveur, 247. — Rapport et projet de Baudin des Ardennes sur les moyens de la terminer, 336. — Sa discussion, 337. — Son adoption, 338 et 339. — AN V. Hommage des

Considérations philosophiques de la Chapelle y relatives, 207. — AN VI. Annonce des Tableaux historiques de ses événements, 359. — Lettre d'un républicain, contenant des réflexions morales sur ses causes et ses effets, 131. — Sur le caractère des Français et l'esprit national, 132. — Sur les impôts, 135. — Les élections, 136. — Et le peu de danger dans les oppositions des volontés, 137. — Analyse d'une brochure de Salaville, qui la compare à celle d'Angleterre, 314. (*Voy. FRANCE, PARIS, JOURNÉES, etc.*)

RÉVOLUTIONNAIRE. AN III. Décret qui supprime ce mot des établissemens publics, 267.

RÉVOLUTIONS. AN 1792. De leurs causes et des moyens de les prévenir, par Ewald, 124.

RIVIÈRES NAVIGABLES. AN 1791. Décret qui les déclare, en principe, propriétés nationales, et renvoie les détails à la première législature, 115. (*Voyez CANAUX et NAVIGATION*).

ROI (le). AN 1789. Décret portant qu'il ne sera ajouté aucune qualification à celle de *Roi des Français*, 72. — AN 1790. Débats à ce sujet, lors de la loi sur l'organisation de l'armée, 61. — Fixation de ses attributions dans l'élection des juges, et la nomination aux emplois militaires, 128 et 276. — Différence de l'autorité royale d'avec l'autorité du roi, 249. — AN 1791. Dispositions portant qu'il est majeur à 18 ans; peut entrer au conseil à 14; est tenu de prêter serment de fidélité à la constitution, 85. — Autres relatives à sa garde pendant sa minorité, à sa résidence et à son abdication, 89. — Domaines qui lui sont accordés, et fonds affectés à ses dépenses, 147 et 148. — Décret pour qu'il porte le cordon bleu, 257. — Cérémonies à observer lors de son introduction dans le sein de l'assemblée nationale, 273, 279 et 280. (*Voy. CONSTITUTIONS, ASSEMBLÉE NATIONALE, etc.*)

ROUTES. AN 1790. Mémoire sur leur entretien, par Mahuel, 260. — Observations de Reynier sur cet ouvrage, 267. — AN 1792. Fonds affectés pour leur réparation, 146. — AN II. 1793. Substitution du bonnet de la liberté aux fleurs de lys, gravées sur les milles indicatifs des lieux, 265. — AN II. 1794. Nouveau décret pour leur réparation, 110. — AN IV. Message du directoire pour l'établissement d'un droit de passe destiné à leur en-

tretien, 205. — AN V. Projet confirmatif de cette demande, 15. — Sa reproduction, 52. — Sa discussion, 53. — Son adoption, 54. — Reprise de la discussion à ce sujet, 87. — Résolution portant que ce droit sera affirmé, 88. — Son rejet, 190 et 192. — Adoption de nouveaux projets y relatifs, 206. — Débats et approbation de cette résolution, 229 et 360. — Autres dispositions concernant l'augmentation de ce droit, *ibid*, 362 et 364. — AN VI. Suite, 1 et 2. — Rapport de Cretet en faveur de cette résolution, 12 et 13. — Sa discussion et son approbation, *ibid* et 14. — Sortie violente de Julien Souhait contre ce droit; il en demande l'abrogation, 46. — Texte d'un rapport et projet de Dubois, des Vosges, sur cette matière, 52. — Son rejet, 78 et 80. — Proclamation du directoire pour l'ouverture d'une souscription destinée à leur réparation, 87. — Nouvelle résolution sur la taxe d'entretien, 97. — Elle est approuvée, 101. — Dénonciation d'abus dans sa perception, 213 et 214. — Arrêté qui en exempte les cultivateurs, 257. — Nouveau rapport de Dubois, des Vosges, et résolution qui autorise le directoire à établir des barrières pour leur entretien, 295. — Son approbation, 306. — Circulaire du ministre de l'intérieur sur leur réparation, 331 et 332. — AN VII. Autre circulaire de ce ministre, relative à la perception de la taxe, 16. — Rapport sur les abus précédemment dénoncés, 22. — Nouvelle lettre du ministre sur la comptabilité de la taxe d'entretien, 25. — Discussion du projet de Dubois, des Vosges, à ce sujet, 31. — Présentation d'articles additionnels, 33. — Reprise de la discussion; ordre du jour sur tous les amendemens proposés, 35. — Rapport sur cette résolution, 44. — Sa discussion; son approbation et son texte, 51. — Dispositions concernant l'acquittement des frais de bureau, 81. — Leur administration, 95, 160 et 216. — Et l'adjudication des barrières, 247. (*Voyez DROITS DE PASSÉ et département de PARIS*).

ROYALISME. AN III. Annonce de sa proscription dans le département d'Indre-et-Loire, 241. — Mailhe prétend qu'on en exagère les forces, 280. — Dénonciation des manœuvres de ses partisans; nouvelle adresse à cette occasion, 306 et 340. — Fait cité à ce sujet, 365. — AN IV. Défi,

par Henri Larivière, de donner les preuves de son existence; sortie de Lesage-Senault à cette occasion; il le voit jusques dans les autorités constituées; débats tumultueux, 80. — Opinion sur la réalité de ce système, 164. — AN VII. Découverte d'un complot tendant à faire croire à son existence, 180. — Rapport de Lucien Bonaparte sur ses attentats toujours renaissans; moyens proposés par lui pour les comprimer, 338. (*Voyez ci-après ROYALISTES et ROYAUTE*).

ROYALISTES. AN I.^{er} 1793. Proposition de leur extermination, par Poultier, lors des débats sur le sursis à l'exécution de Louis XVI, 22. — AN III. Leurs tentatives contre la maison commune de Rouen, 199. — Réflexions de Trouvé sur le peu de fondement de leurs espérances dans l'énergie de la convention contre les terroristes, 258. — Dénonciation de leurs manœuvres, et adresses au peuple pour les déjouer, 306 et 340. — Fait prouvant qu'ils cherchent à corrompre les défenseurs de la patrie, 365. — AN IV. Leurs intrigues pour faire nommer leurs partisans à toutes les places, 39. — Proclamation du directoire contre leurs suggestions perfides, 99. — AN V. Autre sur leurs complots à l'époque du 18 fructidor, 349. — AN VI. Leurs manœuvres dans l'Ardèche et l'Allier, 26, 38 et 39. — Ils sont accusés d'avoir dirigé les élections de l'an V sous leurs propres couleurs, et celles de l'an VI sous celles des anarchistes, 221 et 231. — AN VII. Dénonciation d'une nouvelle organisation de leurs agens, chargés de parcourir les départemens, 71. — Articles contre eux à l'occasion des élections de l'année, 161. — Ils publient des calomnies contre le gouvernement dans les contrées méridionales de la France, 215. — Sont accusés, par Français, de Nantes, du massacre des patriotes, 249. — Détails des assassinats commis par eux, dans les départemens de l'Ardèche, des Bouches-du-Rhône et de l'Ouest; discussion y relative; envoi d'un message pour provoquer leur punition, 253, 254 et 264. — Dénonciation de nouveaux égorgemens dans la Sarthe, 267. — Nouvelles plaintes des atrocités commises par eux dans les Bouches-du-Rhône, 284. — Ils renouvellent leurs brigandages sur les bords de la Loire, 290. — Provocation de mesures contre eux; discussion

à ce sujet, 328. — Pièces annonçant leur prise d'armes dans les environs de Toulouse, *ibid.* — Leurs succès dans le Midi, 329. — Opposition qu'ils éprouvent de la part des Toulousains; détails y relatifs, 330, 331 et 332. — Proclamation répandue par eux, pour engager les habitans de la Haute-Garonne à la révolte, *ibid.* — Arrestation de leurs complices, 333. — Leurs tentatives sur le département de la Charente, *ibid.* — Particularités sur leur rebellion; noms de leurs chefs; ils somment la ville de Calmont au nom du roi, et s'emparent de la commune de Murat, 334. — Leur défaite à Pelleport, 335. — Succès obtenus contre eux; lettre de leur général Paulo; détails à ce sujet, 337 et 338. — Rapport de Lucien Bonaparte sur leurs attentats toujours renaissans; confirmation de leurs manœuvres par l'accusateur public du Doubs, *ibid.* — Mesures pour contenir ceux du Cher, 339. — Détails de celles prises contre ceux de Toulouse, 340. — Pamphlets répandus par eux; réflexions sur les troubles qu'ils excitent à Bordeaux, 341. — Nouveaux avantages remportés sur ceux de la Haute-Garonne, 343. — Arrestation de Larenne, l'un des chefs de leur armée, 344. — Levée des montagnards contre eux, 345. — Traduction de la danseuse Clotilde devant une commission militaire, pour leur avoir donné un drapeau blanc couvert de fleurs-de-lys, 347. — Leur fuite en Espagne, 348. — Lettre sur leur révolte, 350. — Et sur leur extinction totale dans le Midi, 351 et 352. — Ruses employées par eux pour engager les paysans à s'armer, 353. — Leur dispersion par les habitans de Limoges, 354. — Nouveaux faits cités contre eux, par Bouvier; il les accuse de parcourir impunément le département de Vaucluse, et propose l'envoi d'un message au directoire pour les en empêcher, 358. — Loi qui soustrait à toute poursuite judiciaire ceux qui auraient saisi ou livré un de leurs chefs, 359. — Explication du fait attribué à la danseuse Clotilde, 361. — Message du directoire sur leur audace; saisie d'une proclamation, dans laquelle ils invitaient les Français à la restauration du trône, 363. (*V. FRANCE, CONSPIRATIONS, EMIGRÉS, etc.*)

ROYAUTE. AN 1792. Son abolition en France, 266. — Article contre elle, intitulé: *On ne peut régner innocemment*.

innocemment, 325. — Décret qui ordonne à tout militaire d'en faire disparaître les emblèmes, 334. — AN I.^{er} 1793. Discours de Barrère, dans lequel il démontre l'impossibilité de son retour, 71. — Lettre du baron de Hertzberg, en faveur de ce gouvernement, 72. — Mise hors la loi de ceux qui en arboreraient les signes, 80. — Peine de mort contre les écrivains qui la provoqueraient, 90. — Serment des membres de la convention nationale, contre quiconque voudrait la rétablir, 93. — Proclamation de Cobourg pour le retour de cette constitutionnelle, 104. — Dénonciation des manœuvres de ses agens, 190. — Conspiration pour son rétablissement, 194. — Pièces établissant que l'insurrection du Midi n'avait d'autre but, 249. — Destruction de ses monumens arrêtée par la commune de Paris, 34. — AN III. Nouveau serment de la convention contre elle, et à quelle occasion, 100. — Rapport sur les mesures à prendre contre ceux qui la provoqueraient, 173. — Instruction de Mounier pour opérer son rétablissement, 212. — Décret qui punit de la déportation les auteurs d'écrits ou de discours en sa faveur, 226. — Demande en rapport de cette loi par la section du Montblanc; ses motifs; ordre donné aux comités de préciser les cas pour lesquels on pourrait être accusé de ce délit, 235. — Annonce de sa proscription dans le Calvados, 260. — AN IV. Loi qui oblige les membres des deux conseils à lui jurer haine, 117 et 118. — Message du directoire sur la conduite qu'il doit tenir à l'égard des fonctionnaires qui se refusent à prêter ce serment, et proposition de leur déportation, 166. — Résolution qui leur accorde trois jours pour le faire, sous peine de déportation, dans le cas où ils n'auraient pas donné leur démission, 172. — Son approbation, 174. — Lettre du ministre de la guerre annonçant qu'il a été prêté par les généraux, officiers et soldats des armées, 194. — AN V. Article intitulé : *La vérité*, contre ceux qui veulent renverser le gouvernement pour nous ramener à la royauté, 203, 204 et 205. — Proclamation du directoire sur les complots de ses agens, au 18 fructidor, 349. — Peine de mort contre ceux qui la réclameraient dans cette circonstance, *ibid.* — Nouvelle loi pour la prestation du serment

Table alphabétique.

qui lui voue anathème, 357 et 358. — AN VI. Dénonciation des manœuvres de ses partisans dans l'Ardèche et l'Allier, 38 et 39. — AN VII. Révolte en sa faveur dans le Midi. (*Voyez* HAUTE-GARONNE et TOULOUSE). — Message du directoire pour la traduction, devant des commissions militaires, de tout individu qui en provoquerait le rétablissement, 363. (*V. SERMENS, SIGNES, etc.*).

S.

SAISIES. AN 1790. Les censuelles sont abolies, 56. — AN 1791. Suppression des officiers et receveurs aux saisies réelles, 250. — AN 1792. Décret, d'après le rapport de Cambon, sur la même matière, 47. — AN II. 1794. Arrêté du comité de salut public sur les comptes à rendre des saisies, 271.

SALAIRES et SALARIÉS. (*V. TRAITEMENS*).

SALINES et MARAIS SALANS. AN 1790. Répartition d'un impôt pour remplacer les droits y perçus, 76. — AN 1791. Décret pour la fourniture du sel par celles de Montmorot aux départemens voisins, 195. — Renvoi d'un projet pour réunir l'administration des salines à l'administration forestière, 272. — AN IV. Projet tendant à les affermer, 240 et 273. — Débats et résolution qui charge le directoire de les adjudger au rabais, 274 et 343. — AN V. Rapport sur la demande faite par des particuliers pour l'exploitation libre des sources salées, 81. — Résolution définitive, qui met au rabais l'exploitation des salines de plusieurs départemens, 96. — Discussion aux anciens sur cet effet, 199 et 200. — Message du directoire sur l'emploi de cette ressource, et rapport y relatif, 238 et 239. — Suite de la discussion, et rejet de la résolution, 278 et 313. — AN VI. Boulay, de la Meurthe, dénonce l'affermage par le directoire de celles du Mont-Blanc, du Jura et de la Meurthe; ordre du jour, 346. — AN VII. Projet de l'impôt à y percevoir à l'extraction du sel; opposition qu'il éprouve, 16. — Renvoi à la commission des finances, 17. — Rapport de Malès, au nom de cette commission; et proposition d'un impôt sur le sel à son extraction des marais salans, à raison de cinq centimes par livre, 120, 132 et 133. — Discussion de ce

projet, 136, 137 et 138. — Opinions pour et contre l'impôt, 139. — Suite de la discussion, 140 et 141. — Adoption du principe de l'impôt, 142. — Et de l'article premier portant qu'il y aura un droit pour la république, perçu à l'extraction, 143. — Adoption du second article, et d'autres réglementaires, 144 et 145. — Suite et opinion de Briot contre le bail des salines, 146. — Discussion et ajournement des propositions incidentes, 147. — Adoption totale du projet, *ibid.* — Et rédaction définitive de la résolution, 150. — Rapport particulier de Boulay sur les salines de la Meurthe, et débats y relatifs, 148, 149 et 150. — Message au directoire sur cet objet, et renvoi du tout à la commission, 151. — Discussion aux anciens de la résolution précédente; proposition de l'adopter de suite; opinions opposées, *ibid.* et 152. — Suite de la discussion, 154 jusqu'à 159. — Elle est rejetée, 160. — Article sur les finances, où l'on présente cet impôt comme un des moyens de rétablir leur équilibre, 178. — Message au directoire pour connaître ce qui a été fait par rapport aux salines, 295. — Lettre de Briot sur son opinion à ce sujet, 350. (*Voy. SEL*).

SALON FRANÇAIS. (*Voy. à SOCIÉTÉS*).

SALON DE PEINTURE. (*Voy. PEINTURE*).

SALPÊTRE. AN 1792. Décret relatif à sa fabrication, 137. — AN I.^{er} 1793. Est mis en réquisition dans toute la république, 242. — AN II. 1793. Décret qui invite tous les citoyens à le fabriquer, et instruction à ce sujet, 76. — AN II. 1794. Proclamation du département de Paris sur son extraction, 103. — Arrêté et instruction du comité de salut public sur le même objet, 106 et 122. — Mesures pour la vérification des terres salpêtrées, 125. — Offrande par les sections de Paris de leurs premiers produits en salpêtre, 137. — Arrêté du comité de salut public sur sa fabrication, 144. — Offrande des produits de la section des Gardes-Françaises, 151. — Prémices du même travail par des élèves de l'école des armes, 182. — Fête célébrée par ces élèves, 184. — Décret relatif à l'encouragement de la fabrication des salins et potasses nécessaires à sa préparation, 211. — Avis du comité de salut public sur les terres dont on le

retire, 241. — Buste de Châlier, en salpêtre, par un artiste de Lyon, envoyé à la convention, 253. — AN III. Annonce de la découverte d'une nouvelle potasse, 29. — Rapport sur la nitrière artificielle de Fabre Dubosquet, 52. (*Voy. son article*). — Décret sur la fabrication du salpêtre, 200. — AN IV. Dénonciation contre Barthélemi, entrepreneur d'une salpêtrière au terrain des carmélites, 72. — AN VI. Arrêté du directoire sur les salpêtrières, 288. (*Voy. POUDRES*).

SANCTION ROYALE. AN 1789. Débats sur sa nécessité dans la formation des communes en assemblée légale, 8. — Même question relativement à celle du corps législatif; opinion de Lally-Tollendal, 44. — Débats sur la proposition de la discuter avant la déclaration des principes du gouvernement; agitation à Paris au sujet de cette question; délibération tumultueuse au Palais-Royal, et menaces aux députés, 48. — Discussion sur cet objet; projet d'ajourner cette question après la définition de la permanence du corps législatif, 49. — Suite; opinion d'un membre sur l'origine de la sanction; il vote contre tout *veto*, 50. — Mouvements du Palais-Royal à ce sujet; discussion sur l'organisation de la sanction, 51, 52 et 53. — Suite et clôture au milieu d'un grand désordre, 54. — Discussion sur la manière d'en poser la question; il est décidé par appel nominal qu'il y aura un *veto*, et qu'il sera suspensif; mémoire de M. Necker, au nom du roi, sur cet objet, 55. — Détails sur le refus fait par l'assemblée de lire ce mémoire; extrait de cette pièce, 56. — Discussion pour savoir si les arrêtés du 4 août lui seront soumis ou non, *ibid.* — Autre sur la nouvelle rédaction de Guillotin concernant cet objet; arrêté que le *veto* cessera à la seconde législature d'après celle où la loi aura été proposée, 61. — Débats sur l'exercice de la sanction royale, par rapport à la constitution, à l'occasion des difficultés apportées par le roi à celle de la déclaration des droits et des articles constitutionnels; décret qui demande au roi une acceptation pure et simple de ces articles; adoption de deux dispositions constitutionnelles relatives à l'acceptation et à la sanction des décrets, 67, 68 et 69. (*Voyez LOUIS XVI*).

SANS-CULOTIDES. AN II. 1794. Le triomphe de la république, sans-culotide en vers, par Moline, 291. — Fête nationale pour le dernier jour des sans-culotides, 351. — AN III. Cette dénomination remplacée par celle de *jours complémentaires*, 341. (*V. CALENDRIER*).

SAPEURS. AN II. 1793. Décret qui en établit des compagnies, 86. — AN II. 1794. Décret additionnel qui leur accorde un supplément de solde comme aux autres troupes, 194.

SAVANS et ARTISTES. AN 1790. Pensions qui leur seront accordées, 214. — AN III. Rapport et décret qui accorde des secours à ces titres à plusieurs citoyens dénommés au décret, 106 et 107. — Gratification que Daunou leur fait accorder, 209. — Nouveaux secours, 352. (*Voy. AUTEURS, ARTISTES, SCIENCES, etc.*).

SAVONNERIE (la manufacture de la). AN 1791. Est ajoutée aux domaines accordés au roi, 148.

SAVONS. AN 1790. Décret sur leur fabrication, 82.

SCEAU DE L'ÉTAT. AN 1790. Décret qui charge le roi d'en faire faire un nouveau dans les formes constitutionnelles, 49. — AN*1792. Autre qui ordonne son changement, 230. — Suppression des mots *scel royal*, et substitution de ceux de *scel de la nation*, 254. — Décret qui ordonne le brisement des sceaux de la monarchie, 281. — Autre qui détermine le sceau de la république, 285. — AN II. 1793. Figure du *peuple français* gravée sur celui des lois, 39. — AN IV. Rejet d'un projet de Daubermesnil, proposant d'adopter l'emblème d'une ruche d'abeilles, 41. — Ajournement d'un projet de Grégoire sur le même objet, 136.

SCELLÉS. AN 1792. Décret qui ordonne qu'ils seront levés aux maisons nationales ou chez les agens du ci-devant roi, 284. — Autre concernant le mode de leur levée sur la caisse des ci-devant gardes-suisses, 288. — AN II. 1794. Peines contre le délit du bris de scellé, 112. — Décret pour la levée de ceux apposés sur des titres quelconques chez des officiers publics arrêtés ou condamnés, 128. — Autre sur ceux qui intéressent les défenseurs de la patrie, 349.

SCEPTRE ROYAL. AN 1792. Décret qui ordonne son brisement, 281.

SCIENCES ET ARTS. AN 1790. Décret qui règle les dépenses des établissemens y relatifs, 229. — AN II. 1794. Autre pour leur encouragement, 361. — AN III. Rapport de Chénier et Grégoire sur le même objet, 8 et 12. — AN IV. Etat de leurs monumens conquis en Italie, 258. — AN VII. Rapport sur la formation des sociétés libres des sciences et arts, 81. (*Voy. ARTS, INSTITUT, SAVANS, etc.*).

SCISSIONS dans les Assemblées électorales. AN VI. Article sur cet objet, 213. — Autre en leur faveur, 220. — Le conseil des anciens arrête de prononcer d'abord, et de préférence, sur les procès-verbaux des assemblées qui ont fait scission, 221. — Discours sur les libelles et diffamations relatives à ces scissions; proposition d'une mesure générale sur cet objet, 222. — Caractère de légitimité en faveur de la majorité légale, posé comme principe par la commission de vérification, 224. — Opinion de Boulay de la Meurthe contre ce système qu'il trouve anarchique, immoral, contre-révolutionnaire; il établit le principe de la majorité, 226. — Motion pour prévenir le système des scissions et ses dangers, 258. — Arrêté des cinq-cents sur l'examen des opérations des assemblées scissionnaires, 279. — AN VII. Débats sur la proposition de déterminer leur légitimité, 117. — Résolution portant que les citoyens élus par elles, et non admis, n'auront point droit aux frais de voyage, 217. — Son approbation, 219. — Discours de Texier-Olivier contre ce système; il propose de reconnaître en principe la légalité de la majorité; opinion contraire de Girod-Pouzol, 226 et 227. — Sortie violente de Crochon, de l'Eure, contre les scissions, qu'il accuse de bouleverser la France; création d'une commission pour présenter les moyens de remédier aux abus funestes qu'elles entraînent, 234. — Discours de Mourer sur le même sujet; il provoque la punition des agens du gouvernement qui se sont rendus coupables d'actes arbitraires dans cette circonstance, et cite celui de l'Escaut, 261. (*Voy. ELECTIONS, LOI DU 22 FLORÉAL, PARIS et autres localités*).

SCRUTINS. AN 1789. Décret qui en consacre

l'usage pour les élections , 108. — AN 1792. Le scrutin d'épuration est déclaré attentatoire à la souveraineté du peuple , 342. — AN III. Mode de scrutin pour les assemblées du peuple , 350. (*Voyez ELECTIONS*).

SCULPTURE. AN 1791. Décret pour l'encouragement de cet art , 263. — AN VII. Lettre sur le nettoisement des figures de marbre , 331. (*Voyez ARTS, MONUMENS, PATENTES*).

SÉANCE ROYALE du 23 juin. AN 1789. Déclarations et volontés du roi sur les formes des états , les finances et autres réformes ; l'assemblée refuse d'y adhérer , 10. (*V. ASSEMBLÉE NATIONALE*).

SECOURS. AN 1790. Réflexions sur ceux à domicile , 159. — Nouveaux ateliers de secours établis par un décret , 245. — Rapport sur ceux accordés aux départemens , 361. — AN 1791. Autres accordés à divers particuliers , 86. — Leur distribution entre les départemens , 270 et 273. — AN 1792. Autre décret de même nature , 105. — Rapport sur les billets de ce nom , 162. (*Voy. BILLETS*). — Fonds pour cette destination , 332. — AN I.^{er} 1793. Décret sur leur organisation , 80. — Autre de fonds pour cet objet , 181. — Autres en faveur des enfans et des vieillards , 185 et 186. — Autre sur la proposition des écoliers de l'université , qui affecte à ceux des parens des défenseurs de la patrie , la valeur des prix qui leur sont destinés , 186. — Le ministre de l'intérieur est autorisé à en accorder de provisoires , 241. — Décret qui en accorde aux victimes de la Vendée , 263. — AN II, 1793. Autres pour les réfugiés du Quesnoi , 31. — AN II. 1794. Autres pour les défenseurs de la patrie et leurs familles , 110. — Décret de fonds , 122. — Rapport sur une meilleure distribution , 133. — Décret de secours pour les vieillards et indigens , 135. — Autre qui accorde aux marins du commerce employés par la république , les mêmes secours qu'aux défenseurs de la patrie , 146. — Autre qui affecte les biens des contre-révolutionnaires au secours des patriotes indigens , 164. — Autre sur le même objet , et indemnités aux propriétaires ravagés par la guerre , 165. — Suite , et renvoi des mesures d'exécution au comité de salut public , 166. — Décret sur les malversations

dont sont accusés les commissaires de Lyon dans leur distribution , 216. — Distribution aux sections de Paris , 231. — Texte du rapport de Barrère sur l'abolition de la mendicité , et les secours dûs aux infirmes et aux vieillards , 234. — Décret qui en accorde aux familles des militaires partis en remplacement , 236. — Rapport de Briez à cet égard , 238. — Autre de Barrère et décret sur les indemnités promises aux citoyens qui ont éprouvé des pertes dans les communes envahies par l'ennemi , *ibid.* — Texte de celui de Briez , et décret de secours pour les patriotes réfugiés , 249. — Arrêté du comité de salut public qui assigne des secours aux indigens infirmes , et ordonne l'arrestation de ceux qui sont en état de travailler , 252. — Rapport de Barrère et décret qui ôte les entraves de lenteur mises à la distribution des secours aux familles des défenseurs de la patrie , et fixe le mode d'exécution , 256. — Rapport de Peyssard et décret de secours aux Français faits prisonniers à l'île de Tabago par les Anglais , et débarqués à Port-Malo après l'échange , 260. — Autres aux réfugiés Belges , Liégeois , Mayençais , *ibid.* — Fonds refusés à la société philanthropique , motivés sur les décrets précédens , 270. — Décret contre la négligence des comités de sections chargés de les distribuer , 273. — Décrets divers qui en accordent , 279 et 307. — Briez en fait décréter pour les patriotes acquittés par le tribunal révolutionnaire , 304. — AN III. Autres en faveur de divers réfugiés , 31. — Autres décrets de même nature , 58. — Décret qui en accorde aux défenseurs de la patrie , 106. — Autres aux savans et artistes , *ibid.* et 107. — Aux victimes de l'explosion de l'arsenal de Landau , 113. — Aux pères et mères d'émigrés , 115. — Aux indigens , 125. — Dix millions mis à la disposition de la commission de ce nom , 145. — Décret sur ceux accordés par les représentans en mission , 167. — Autre qui en accorde aux veuves et enfans des individus tués à la journée du 10 août 1792 , ou morts des suites de leurs blessures ; autre qui en accorde aux employés réformés de la ci-devant compagnie des Indes , 199. — Trois millions accordés aux communes du district d'Avesnes , à titre d'indemnité provisoire sur les pertes causées par l'invasion de l'ennemi , 203. — Secours aux familles

d'ouvriers mineurs qui ont péri par une explosion de fosse, dans la Belgique, et à des militaires blessés, ou des veuves de défenseurs de la patrie, 207. — Quarante sous par jour accordés aux religieuses anglaises établies en France, 208. — AN IV. Secours aux blessés du 13 vendémiaire, 22. — Et à la commune de Maubenge, 23. — Rapport sur ceux dûs aux réfugiés de l'Ouest, 113. — Arrêté du directoire sur les distributions de comestibles à diverses classes, 194. — Fixation du mode de paiement de ces réfugiés, 233 et 235. — Discussion sur l'organisation des secours publics; ajournement, 351. — AN V. Résolution en faveur des parents des défenseurs de la patrie, 50. — Autre en faveur des réfugiés des Colonies et de la Corse, 80. — Approbation de celle qui en accorde aux veuves et enfans de ceux qui ont péri à l'explosion de Grenelle, 92. — Résolution relative aux établissemens formés pour les distribuer à domicile, 152. — Proposition de Cambacérès portant que les établissemens de bienfaisance seront pris en considération, 161. — Lettre de Camus pour se justifier sur une imputation relative à la suspension d'une somme de dix mille livres par mois, destinée à soulager les pauvres honteux, 163. — Résolution sur les pensions et secours non liquidés, 344. (*Voyez PENSIONS*). — Projet de St.-Horent pour en accorder aux pays ravagés, grêlés et incendiés, 361. — AN VI. Son approbation, 22. — Motion d'un système complet de secours efficaces à accorder à l'indigence, 114. — Discussion et envoi d'un message au directoire à ce sujet, 279. — AN VII. Approbation de la résolution qui en accorde aux militaires dont les pensions ne sont pas liquidées, 197. — Secours aux Piémontais réfugiés, 329. — Autres demandés pour les Vénitiens, 331.

SECRÉTAIRES DU ROI. AN V. Rejet d'une résolution relative à leurs créanciers, 156. (*Voyez OFFICES*).

SECTIONS. AN 1792. Leur permanence demandée, 170. — Elle a lieu dans toute la France, 210. — AN I.^{er} 1793. Marat demande leur suppression, 174. (*V. PARIS*).

SÉCULARISATIONS. (*Voyez RELIGIEUX et RASTADT*).

SÉDITIONS. (*Voyez ATTROUPÈMENS, LOI MARTIALE, PROVOCATIONS, TROUBLES*).

SEL. AN 1790. Défense de l'importation de cette denrée; les chargemens faits dans les ports avant le 1.^{er} avril seront exempts de droits, 135. — Son exportation permise pour l'Allemagne, 186. — Décret pour la vente des sels de Salorges, 294. — AN 1791. Rejet de la proposition d'autoriser ceux qui s'occupent de la grande pêche à s'approvisionner de sels étrangers, 10. — Décret pour la vente du sel et tabac appartenans à la nation, 69 et 80. — AN IV. Message annonçant l'introduction du sel étranger par Ostende, 216. — AN V. Demande de la question préalable contre tout projet d'impôt sur le sel, 193. — Projet de Fabre de l'Aude pour cet impôt, 348. — AN VI. Considérations sur cet objet, 161. — Rapport de Bertrand pour l'établissement de l'impôt; vive opposition, et rejet des projets par la question préalable, 328, 344 et 345. (*Voyez VILLERS, GABELLE, SALINES*).

SÉMINAIRES. AN 1790. Décret relatif à l'emploi de leurs biens, 338. — Fixation du traitement de leurs supérieurs, 357.

SENTENCES ARBITRALES. (*Voy. ARBITRAGE*).

SÉPULTURES. (*Voyez INHUMATIONS*).

SÉQUESTRE. AN I.^{er} 1793. Décret sur les biens des individus naturalisés en pays étrangers avant le 14 juillet, 233. — AN III. Discussion sur sa levée; rejet du projet qui la proposait, 51. — Autre discussion sur le même objet, et décret y relatif, 101 et 102. — Code des confiscations et séquestres, par Guichard, 242. — AN IV. Les biens des représentans qui ne déclareront pas l'état vrai de leur fortune, seront séquestrés, 8. — Lettre du ministère espagnol pour la remise des biens des deux nations séquestrés pendant la guerre, 206. (*Voyez Biens des EMIGRÉS, Condamnés, etc.*)

SERMENS CIVIQUES. AN 1789. Premier serment prêté par les députés au Jeu de Paume, 10. — Rédaction définitive, à la suite de longs débats, de celui à prêter par la force armée, 39 et 40. (*Voyez BOUILLÉ*). — Autre prestation de serment entre les mains du roi par la municipalité de Paris, 104. — Décret portant que les assemblées primaires jureront fidélité à la constitution, 129.

— AN 1790. Soumission des milices nationales à ce même serment, 8. — A la suite de la prestation de fidélité à la constitution, faite par le roi, l'assemblée en prête le serment solennel, et décrète que nul député ne sera admis qu'après l'avoir prêté, 37. — Discours du roi et de la reine à cette occasion, et fête dans Paris pour le même objet, 38 et 39. — Difficultés élevées par plusieurs députés sur ce serment, *ibid* et 41. — Renouvellement du serment civique à la fédération du 14 juillet, 61. — Les membres de l'assemblée astreints à le prêter en entrant aux fonctions du bureau, 118. (*Voyez* **VIRIEU**). — Serment à prêter par les ecclésiastiques à la constitution civile du clergé, 332 et 333. — AN 1791. Liste des agens de la France chez l'étranger, qui ont prêté le serment civique, 1. — Décret qui enjoint aux prêtres, fonctionnaires publics, de le prêter, sous peine d'être remplacés, 4. (*Voyez* **CLERGÉ**). — Décret qui ordonne que celui de fidélité à l'assemblée sera prêté par tous les officiers, lors de la suite du roi, 174. (*Voyez* **OFFICIERS**). — Est prêté par les employés de la caisse de l'extraordinaire, par des vétérans et par des étudiants de l'Université, 185. — L'assemblée arrête que le comité militaire en présentera une autre formule, 259. — Formule du nouveau, 261. — Décret qu'il sera répété en entier par chaque membre de la législature individuellement, 278. — AN 1792. Commémoration de celui du jeu de paume, 172. — Prestation, au 10 août, du serment de maintenir la liberté et l'égalité, 225. — Décret qui y astreint les fonctionnaires publics, 230. — Serment individuel par les membres de l'assemblée législative de s'opposer à la royauté, soit d'un Français, soit d'un étranger, 250. — Autre par la municipalité de maintenir la liberté, l'égalité, le respect des personnes et des propriétés, 251. — Serment de fidélité à la nation, prêté par deux cents Suisses, 253. — Différens sermens proposés à la première séance de la convention, 266. — AN I.^{er} 1793. Serment révolutionnaire du 31 mai, 154. — AN IV. Décret du serment de haine à la royauté, 117 et 118. — Sa prestation au 21 janvier, 126 et 127. (*Voyez* à **JOURNÉES**). — Déportation des fonctionnaires qui refuseraient de le prêter, 172 et 174. — AN V.

Addition décrétée à sa formule des mots de *haine à l'anarchie*, 114 et 117. — Sa prestation, 118. — Message du directoire, demandant l'application de la loi de déportation aux fonctionnaires qui l'ont refusé cette année, et l'obligation pour les électeurs de le prêter; débats à ce sujet, 179, 180 et 181. — Résolution conforme à cette dernière proposition, 182. — Son approbation après de vifs débats, 184 et 185. — Sa prestation par les membres du nouveau tiers, 357 et 358. — AN VI. Projet d'un nouveau serment à exiger des ministres des cultes, 109 et 117. (*V. PRÊTRES*). — AN VII. Serment de mourir pour la constitution de l'an trois, prêté sur la demande de Lucien Bonaparte, 5. — Opinion de Caignart, prononcée à la société du Manège, contre la formule de *haine à l'anarchie*, 305. — Loi qui supprime ces mots du serment civique; discussion y relative, 307, 308, 309, 311, 312 et 317. (*Voy.* **ANARCHIE**).

SERVICES DES ARMÉES. AN I.^{er} 1793. Rapport sur leur organisation, 207. (*Voy.* **ARMÉES**, **MINISTÈRE DE LA GUERRE**, **TROUPES**, etc.).

SERVITUDES PERSONNELLES. AN 1789. Abolies par le premier article de l'arrêté du 4 août; discussion sur leur fixation, 35. — AN 1792. Abolition de celles portées par les actes d'inféodation, 343. (*V. DROITS FÉODAUX*).

SIÈCLES. AN VI. Discussion en Angleterre sur le comput du commencement du dix-neuvième, 152.

SIÈGE (Etat de). AN V. Loi qui détermine les cas où une commune pourra y être mise, 324 et 347. — Ce droit est rendu au directoire, 350. (*Voyez* **FRANCE**, et **PLACES FORTES**).

SIGNAUX MARITIMES. AN 1790. Leur nouveau système par lord Howe, 239.

SIGNES d'Approbation ou d'Improbation. AN 1792. Loi qui les défend dans le sein de l'assemblée nationale, 25.

SIGNES de Féodalité. (*Voyez* **ARMOIRIES**, **ARTS**, **DÉCORATIONS**, **FÉODALITÉ**, **MONUMENTS DES ARTS**, etc.).

SIGNES de Ralliement. AN III. Sont tous prescrits, excepté la cocarde nationale, 247. (*Voyez* **COSTUMES** et **JOURNÉES DE PRAIRIAL**).

SIGNES de Royauté. AN I.^{er} 1793. Mise hors la

loi de ceux qui en porteraient , 80. (*Voyez ROYAUTÉ*).

SOCIÉTÉS LITTÉRAIRES. AN II. 1794. Les biens de celles qui étaient dotées par la nation sont réunis aux biens nationaux, 307. — AN VII. Rapport de Bailly sur la libre formation de ces réunions, 81. (*Voyez ACADEMIES, SCIENCES et ARTS*).

Société des Amis des Arts. AN 1791. Son établissement, 95.

Société Philomatique. AN VI. Donne la description des Alcarazzas, vases de terre poreux qui servent en Espagne à rafraîchir l'eau, 266.

Société Philotechnique. AN VI. Notice sur une de ses séances, où l'éloge de Moreau a été prononcé, 32.

Société Royale de Londres. AN 1790. Extrait de l'abrégé de ses Transactions philosophiques, 290. — AN I^{er}. 1793. Elle s'aggrège Barrère et Roland, 42.

SOCIÉTÉS POLITIQUES et POPULAIRES, ASSOCIATIONS, CLUBS et RÉUNIONS. AN 1789. Article qui consacre la liberté qu'ont les citoyens de les former, 101 et 102. — AN 1790. Réflexions sur leurs avantages, par Peuchet, 240. — Prohibition de la correspondance de toute association avec les régimens, 263. — AN 1791. Rapport de Beauharnais sur les événemens de Weissebourg, et décret qui autorise les militaires à assister à leurs séances, hors le temps de service, dans les lieux où ils sont en garnison ou en quartier, 120. — Liste de celles qui sont affiliées à celle des Amis de la constitution de Paris, 170. — Décret portant que leurs adresses seront admises à l'assemblée, 293. — Un décret en interdit l'établissement dans l'enceinte du corps législatif, 362. — AN 1792. Réflexions de M. J. Chénier en leur faveur, et principalement de celle des Jacobins, 132. — Il réfute une opinion opposée de son frère, 156 et 171. — AN I^{er} 1793. Circulaire du ministre de la marine à celles des villes maritimes, 15. — Autre à toutes les sociétés sur le recrutement, 20. — Séance de celle de Bruxelles, 23. — Sont invitées par Roland à témoigner sur son ministère, 25. — Demande de la suppression de toute correspondance entre elles; débats à cette occasion, 147. — Demande d'une loi pé-

nale contre les administrateurs qui les empêcheraient de s'assembler; protestation de 42 de ces sociétés à Valence, contre des arrêtés de plusieurs départemens, 187. — Rapport, et décret qui leur ordonne de communiquer leur correspondance avec les députés, 195. — Texte du décret pénal rendu contre quiconque les empêcherait de s'assembler, 207. — Cobourg défend leur tenue dans Condé, en prenant possession de cette place, 211. — Les Jacobins demandent la peine de mort contre ceux qui voudraient les dissoudre, 235. — AN II. 1793. — Prohibition de celles des femmes; et publicité des séances des autres, 40. — Circulaire que leur adresse la commission des subsistances, 96. — AN II. 1794. Arrêté de la commune contre celles des jeunes gens, 128. — Débats sur leur affiliation aux Jacobins, 132. — Discussion sur celle des sections de Paris au Club central, 150. — Formation et dissolution de celle de Constantinople, 180. — Leurs adresses nombreuses à celle des Jacobins, applaudissant au supplice des derniers conspirateurs, 219. — Discussion sur leur distinction d'avec les sociétés sectionnaires, 239. — Plusieurs lui soumettent le détail de leurs travaux révolutionnaires, 242. — Mesures contre celles d'Angleterre, accusées d'y préparer une révolution, 262, 271 et 304. (*V. ANGLETERRE, PITT, MUIR, MARGAROT, etc.*). — Danger de leur affiliation à celle des Jacobins, 356. — Adresse de la section des Tuileries en faveur de ces sociétés; discours de plusieurs membres contre leurs ennemis, et insertion de l'adresse au bulletin, 363. — AN III. Raison fait adopter aux Jacobins un compte rendu de la situation de Paris pour leur être envoyé, 5. — Palloy écrit pour leur réunion à la convention, 9. — Circulaire que leur adressent les Jacobins, 10. — Proposition de Pelet, qu'aucun représentant ne puisse en être membre, 16. — Sont justifiées par Bouin et Maure, des calomnies dont elles sont l'objet, 21. — Plusieurs membres de celle des Jacobins s'élèvent contre les atteintes qu'on veut leur porter, 23. — Delmas propose un projet sur leur police; discussion et décret y relatif, 28. — Discussion aux Jacobins sur la crise qui les menace; d'après le décret qui les attaque, 30. — Pétition de la section des Amis de la Patrie, qui demande

la punition de ceux qui leur portent atteinte ; discussion à ce sujet , 53. — Lecture d'une pétition de la section du Montblanc , par Cavaignac , contre ces sociétés , 54. — Discours de Laignelot y relatif , en annonçant la clôture de celle des Jacobins , *ibid.* — Malgré diverses oppositions , l'impression de ce discours est ordonnée , 55. — Autre par Cadroy contre leurs usurpations , *ibid.* — Lozeau écrit pour demander que les fonctionnaires publics en soient exclus , 96. — Michault , du Doubs , propose de décréter qu'elles ont bien mérité de la patrie ; Girod-Pouzol fait rejeter cette proposition , 101. — Désarmement de leurs membres demandé par la section des Thermes , 207. — Rapport de Mailhe , et décret à la suite qui les abolit ; envoi aux armées et à toutes les sociétés , 340 et 341. — AN IV. Article à l'occasion de la clôture de plusieurs par le directoire , 161. — Message par lequel il annonce cette mesure , et propose de s'occuper des bornes à leur tracer ; Lamarque réclame en faveur de leur liberté , 164. — Rapport de Mailhe sur le message précédent , et proposition par lui de légaliser la clôture des sociétés , notamment de celle du Panthéon , 191 et 192. — Ajournement de la discussion de ce projet , 211. — AN V. Lemarchand-Gomicourt les compare aux réunions de loups , 285. — Arrêté qui ordonne le rapport les concernant , 295. — Présentation du rapport de Duplantier de l'Ain ; il accuse ces sociétés de projets sanguinaires , et présente un projet qui fixe le nombre de leurs membres d'après la population des communes etc. ; débats , et résolution conforme , 300 , 301 , 304 , 306 , 307 , 308 et 310. — Sa discussion aux anciens ; son approbation , 311. — Loi du 18 fructidor , portant que toutes celles où l'on professerait des principes contraires à la constitution , seront fermées sur le champ et ses membres punis , 350. — AN VI. Elles sont dénoncées et prosrites en Helvétie , 277 et 286. — Article sur celles de la Cisalpine ; principes de l'auteur , contraires à toutes ces associations , 316. — AN VII. Leur suppression , en Angleterre , comme séditionnelles , 244. — Discussion à ce sujet , 275 et 276. — Dispositions du projet de Français , de Nantes , relatives à ces assemblées , et établissant le mode de leur clôture , 279. — Motion d'ordre sur le danger de leur ou-

verture , 281. — Rejet de leur établissement en Helvétie , 282. — Discussion aux cinq-cents du projet de Français , de Nantes , sur leur organisation ; son adoption , *ibid.* — Discussion et rejet de la résolution y relative , 308 et 317. — Troubles de Lyon attribués aux sociétés politiques , 309. — Arrêté des anciens pour que nulle ne puisse se tenir dans l'enceinte du conseil , 312. — Garrau se plaint du système de proscription dirigé contre elles , 316. — Réflexions sur la question de la convenance pour un député d'être membre de ces sociétés , 317. — Projet de Rollin pour leur organisation , 321. — Discours à celle des Jacobins sur le même sujet , 325. — Désordres dans plusieurs communes , qui leur sont attribués , 326 , 327 et 337. — Motion d'ordre sur les services qu'elles ont rendus à la patrie , 327. — Réflexions de Rœderer sur le même objet , 329. — Message du directoire demandant une loi pour les régulariser , *ibid.* — Discussion et analyse du rapport y relatif , 340 et 345. — Suite et nouveaux projets , 353 , 354 et 355. — Ajournement de la discussion , 358. (*Voyez à la suite*).

Sociétés des fils légitimes. AN VI. Leur clôture , 172.

Société des Allobroges. AN II. 1794. Se dissout lors de la réunion de la Savoie à la France , 130.

Société de l'Ami du Peuple. AN II. 1794. Consulte les Cordeliers sur leur conduite dans l'arrestation d'Hébert , 179.

Société des Amis des Droits de l'Homme. AN I.^{er} 1793. Se forme d'Anglais et d'Irlandais , 7.

Société des Amis de la Liberté et de l'Egalité , de la rue de Sèvres. AN II. 1794. Sa profession de foi aux Jacobins , 353.

Société des Amis des Noirs. AN 1791. Sa lettre contre Arthur-Dillon qui l'a inculpée dans sa motion sur les hommes de couleur , 66. — Est défendue par Brissot au sujet des affaires de Saint-Domingue , 314. — Est dénoncée par les commissaires de ce pays , 341.

Société de la Bouche de Fer , ou *Cercle Social.* AN 1790. Son établissement , 52.

Société du Café Chrétien. AN II. 1794. Réclame contre les accusations de Fabre d'Eglantine , et demande un rapport sur l'arrestation de Maillard ; l'un

l'un de ses membres, 157. — AN III. Est accusée par Delecloy de complots contre Tallien, Rovère et autres, 196.

Société du Cercle constitutionnel de la rue du Bacq. AN VI. Sa clôture par arrêté du directoire, 168.

Société de la Charité maternelle. AN 1791. Continuation de paiement d'un fonds sur la loterie, 22. — Secours reçus de la reine, 25. (Voy. *Société Philantropique*).

Société de Clichy. AN V. Sortie de Hardy contre cette société qu'il trouve digne des éloges qu'en fait Louis XVIII, et à qui il reproche la protection accordée aux émigrés et aux prêtres, 154. — Réflexions de Lenoir-Laroche sur son existence, 279. — Adresse de l'armée d'Italie contre ses membres, 325 et 326. — Est désignée par Duverne de-Preale, comme dévouée à Louis XVIII, et composée de ses partisans, 353.

Club Central des Sociétés populaires. AN II. 1794. Ses débats sur les sociétés de section, 150.

Club Electoral ou de l'Evêché. AN II. 1793. Est dénoncé à la commune, 59. — AN II. 1794. Sa pétition en faveur de la liberté de la presse et du choix par le peuple de ses fonctionnaires, est dénoncée par Billaud-Varennes, 352. — Décret qui lui ordonne de quitter son local, 354. — Réclame la liberté de Boston et Varlet, 363. — AN III. Adresse par laquelle il redemande à la convention une commune de Paris; le président rappelle que le gouvernement révolutionnaire doit durer jusqu'à la paix, 12. — Député à la société des Jacobins pour qu'elle juge entre lui et la convention, 24. — Son président et ses secrétaires sont mis en état d'arrestation, 38. — Harmand annonce qu'il doit se réunir à la société des Jacobins, faubourg Saint-Antoine, 56. — Barrère rejette sur cette société les projets du 31 mai, pour l'extermination de trois cents députés, 191.

Club des Impartiaux. AN 1790. Lettre sur son établissement, 69.

Club Massiac. AN II. 1794. Arrestation de ses membres, 171. — AN III. Ils sont maintenus en détention, 50.

Club Monarchique. AN 1791. Dénonce les insultes faites à ses membres, 29. — Lettre de Lablée, président de la section du Luxembourg,

Table alphabétique.

contre les principes de cette société, 38. — Sa reprise et sa dissolution, 90. — AN II. 1794. Arrêté pris et rapporté aux Jacobins contre ses anciens membres, 168.

Club de la Ste.-Chapelle. AN II. 1794. Proposition aux Cordeliers de publier la liste de ses membres, pour les faire connaître en cas de trouble, 179.

Club de Salm. AN VI. Sa formation; discours de Benjamin-Constant, 164.

Société de la Confédération des Amis de la vérité. AN 1790. Sa première séance, 293. — Sa composition, 301.

Société des Cordeliers. AN 1791. Dénonciation des placards de cette société, 116. — AN I^{er} 1793. Autre contre un de ses arrêtés provoquant l'usurpation de la souveraineté nationale, par la commune de Paris, 75. — Désavoue la pétition de Jacques Roux, 195. — Pétition de cette société, pour demander le maintien de Bouchotte au ministère de la guerre, et pour annoncer qu'elle va élever un autel au cœur de Marat, 209. — Autre contre les arrêtés des représentants en mission, 264. — AN II. 1793. Une députation communique aux Jacobins plusieurs articles relatifs aux personnes suspectes; ceux-ci accusent les Cordeliers d'erreurs qui favorisent les ennemis de la chose publique, 273. — Demande à la commune la suppression de la circulation du numéraire, 70. — Dénonciations qui s'y font contre les députés et les employés des bureaux de la guerre; demande par une députation de la suppression de l'or et de l'argent, 72. — Nouvelle députation pour inviter la convention à envoyer au tribunal révolutionnaire les députés détenus, 94. — Autre qui réclame la mise en liberté de Ronsin et de Vincent, 95. — AN II. 1794. Discussion sur les crimes du gouvernement anglais; arrêté contre Fabre d'Eglantine, Phillippeaux, Bourdon de l'Oise et Camille Desmoulins, 115. — Présentation du cœur de Marat à la convention, 120. — Réclamation pour la liberté de Vincent et Ronsin, 131. — Envoi de commissaires aux Jacobins au sujet des obstacles qu'y éprouve l'admission de Vincent, 148. — Autre députation fraternelle aux mêmes, 162. — Adoption de l'arrêté de la société des Droits de l'homme contre Phillippeaux, etc.; réclamations en faveur de Marchand; projet

nemens militaires au Nord; dénonciations relatives aux opinions de divers députés; et nouvelle demande, à cette occasion, du jugement de Brissot, 272. — Suite de la discussion sur les intrigues qui travaillaient la convention, et par suite dénonciation des Cobelli-ers, 273. — Elle reçoit une députation de Bordeaux; éloge de la cavalerie bordelaise; accolade fraternelle donnée aux députés par le président, 274. — Epuration de l'état-major de l'armée révolutionnaire; dénonciation contre Réal, 275. — Epuration de l'armée navale; arrêté de demander en masse le jugement de Brissot; accusation contre le comité de sureté générale pour mises en liberté, 277. — Discussion sur les employés dans les charrois et sur Julien de Toulouse; examen de sa conduite, 17. — Affiliation du club de Constantinople; discussion sur le journal de la Montagne, 18. — Transmission par des Brabançons de revers près de Maubeuge; dénonciations à ce sujet; réclamation en faveur de Laveau, 20. — Affiliation retirée au club de Constantinople; détails sur la Vendée; proposition pour activer le service des armées, et vérifier l'état des prisons, 22. — Débats sur la mission de Robusselin à Provins, 24. — Autres sur Julien de Toulouse; refus de l'hommage de son rapport sur les administrations rebelles, 26. — Demande de la mise en liberté de Desfieux, 29. — Discussion sur Châteauneuf-Randon; envoi de commissaires à Lyon et Bordeaux, 30. — Réception d'un arrêté de la société du Muséum, sur les châteaux, 34. — Arrêté en faveur du journal du père Duchesne; débats à ce sujet, et accusation contre Fabricius, Desfieux, Proly et autres, 38. — Dénonciation contre Poulter, le journal intitulé: *Bulletin du Tribunal révolutionnaire*, les rassemblemens aux portes des boulangers, et les députés en mission dans le Midi, 39. — Détails sur Châlier; arrêté pour demander le jugement de Brissot, 40. — Invitation aux sociétés des départemens de s'épurer; rapport de l'arrêté sur l'examen des ouvrages patriotiques, 45. — Dénonciation contre les agens de la trésorerie; arrêté de demander le cautionnement du patriotisme, en place du cautionnement en argent, 46. — Députation à cet effet à la convention, 47. — La société s'occupe des prêtres et de dénonciations individuelles, 49. — Dis-

cussion sur les agens en Suisse et aux États-Unis; et sur le journal de la Montagne; arrêté d'en offrir la rédaction à Charles Duval; dénonciations et discussion contre le système de division, pour perdre les patriotes, 52. — Et sur les motions faites à la convention contre la terreur, 54. — Une députation lui demande le maintien des lois révolutionnaires, 55. — Exclusion des députés qui n'ont pas voté la mort du roi, ou dont le patriotisme ne remonte pas à 1789; exclusion de Thuriot, 57. — Débats sur Chabot, 59. — Justification de la mémoire de Bordier et de Jourdain pendus à Rouen; radiation de l'affiliation de la société de Montbard pour s'être élevée contre la division de la convention, en *Montagne* et *Plaine*, 63. — Annonce de l'arrestation des parens des volontaires du 11.^e bataillon; dénonciation contre l'état-major de l'armée de Mayence, 68. — Epuration de la société, 69. — Dénonciation, d'après des lettres saisies par Pichegru, d'intrigues contre les patriotes, ourdies par les hommes qui ont voulu détruire toute idée de religion, 71. — Suite du scrutin d'épuration; dénonciation d'un comité secret à la mairie, 74. — Débats sur les sociétés populaires et sur Danton, à l'occasion de son opinion dans cette discussion; il est défendu par Robespierre, et reçoit l'accolade de tous les membres, 76. — Suite du scrutin d'épuration, et discussion sur la mission de Dubois Crancé à Lyon; discours de Robespierre contre les rois et tous les ennemis de la république, 82. — Les cinq Lillois acquittés par le tribunal révolutionnaire, sont présentés à la société; dénonciation du tribunal de cassation, 83. — Suite du scrutin épuratoire; discussion sur l'instruction publique; dénonciations individuelles, 84. — Epurement des représentans, membres de la société; Robespierre fait rayer du tableau les nobles, les prêtres, les banquiers et les étrangers; épurement des membres de la société qui sont membres du tribunal révolutionnaire, 86. — Suite du scrutin épuratoire; demande de l'épuration de tous les bureaux, 88. — Suite du scrutin épuratoire, 89. — Dénonciations et suite de l'épurement, 92. — La société invitée par le comité de salut public, à lui envoyer la liste des sociétés affiliées; arrête cet envoi, 92. — Suite de l'épuration, 94. — Députation qui demande un prompt rapport sur les députés détenus,

et sur Vincent et Ronsin, *ibid.* — Commission nommée pour entendre les dénonciations et les dénoncés, dans la discussion à laquelle donne lieu le rapport de Phillippeaux sur la Vendée, 96. — Arrêté qui regarde comme non avenue l'affiliation accordée aux sociétés postérieures au 31 mai, 101. — AN II. 1794. Épurations; discussion sur les intrigues de Fitz-Gérald en Suisse; placement dans la salle du buste de Guillaume Tell; envoi du procès-verbal aux Cantons, 103. — Épuration, nomination de défenseurs pour des sans-culottes d'Autun, 105. — Discussion sur Phillippeaux, Camille Desmoulins, etc., 109. — Suite, 111. — Suite, expulsion d'un individu qui interrompt la justification de Fabre d'Eglantine, par le cri : *A la guillotine!* 113. — Suite et discussion sur les crimes du gouvernement anglais, 115 et 116. — Suite et arrêté pour la publication en anglais, de tous les discours sur cet objet; autre arrêté contre quiconque prendra la défense des conspirateurs, 119. — Discussion sur Westermann; appel aux publicistes contre le gouvernement anglais, 121. — Suite de l'épuration et de la discussion sur le gouvernement anglais, 122. — Suite, et mesures pour célébrer le 21 janvier, 123. — Suite des crimes du gouvernement anglais; serment de mort aux tyrans, et fête du 21 janvier; demande d'une représentation publique du jugement dernier des rois; dénonciation contre le Marais, 124. — Brûlement des portraits des rois de France et de Prusse; acte d'accusation de tous les rois; suite des crimes du gouvernement anglais, 126. — Inquiétudes sur la santé de Robespierre; dénonciation contre les gardes du roi placés aux armées; suite de l'épuration; l'affiliation de la société de Montargis lui est retirée, 129. — Arrêté pour l'examen de la conduite des sociétés postérieures au 31 mai, 132. — Mesures contre les administrateurs du Loiret, 133. — Crimes du gouvernement anglais; suite, 136. — Exclusion des nobles; discussion sur les sept députés prévenus d'avoir trahi la cause du peuple, 142. — Épuration, 143. — Suite et discussion sur les députés du Marais, 144. — Discussion sur l'appel exclusif des Jacobins aux fonctions publiques; arrêté sur les affiliations; lettre de Pichegru jurant haine aux tyrans, 147.

— Débats sur l'admission de Vincent, 148 et 150. — Envoi d'une lettre de fraternisation à l'armée du Nord et aux sans-culottes de Lille; et discussion sur un réfugié de Tournai, 152. — Discussion sur la Vendée et Westermann, 159. — Épurations; discussion sur le gouvernement de Neuchâtel inculpé; nouvelles des Jacobins de Lyon, 160. — Accolade fraternelle à une députation des Cordeliers, 162. — Discussion sur le journal de *Rougeiff*; épurations, prise et rapport d'un arrêté contre les membres du Club monarchique, 168. — Propositions contre les suspects; envoi de la liste des signataires de pétitions anti-civiques; suspension de l'affiliation de la Société liégeoise, 177. — Discussion sur la conspiration d'Hébert; serment de n'épargner aucun conspirateur, 178. — Surveillance des conspirateurs; lettre de la société de Constantinople, 180. — Suite de l'épuration, 181. — Députation des Cordeliers qui vient démentir le bruit de leur dissolution; accusation à cette occasion, contre les intrigans et les traîtres qui flattent les conjurés; suspension de toute communication jusqu'à ce que les Cordeliers soient régénérés; adresse votée aux sociétés affiliées, pour les instruire des projets des conspirateurs, 182. — Discussion sur les signataires de la pétition des huit mille; Robespierre se récrie contre ces motions renouvelées dans tous les temps de crises, et fait arrêter qu'on ne s'occupera que de la faction de l'Etranger, 184. — Discussion sur la situation de la république; divergence d'opinions entre Robespierre et Tallien, 185. — Discussion au sujet d'une armure destinée à préserver des armes blanches et des balles; nomination de commissaires pour l'examiner, 187. — Dénonciation des sans-culottes d'Auloi contre Prost, et de Dumas contre Bassal, pour leur conduite pendant leur mission du Jura; leurs réponses, 190. — Suite de la justification de Bassal, 193. — Discussion sur les attaques dirigées contre les bustes de Châlier et de Marat, et sur les ordres donnés par la police pour les faire disparaître, *ibid.* — Sur la conspiration de Danton, 196. — Annonce de victoires à l'armée du Nord; discussion sur la demande faite par Dubois-Grancé, d'exclure de la société les membres des sociétés affiliées et les

agens du pouvoir exécutif, auxquels il attribue les dangers que la république vient de courir ; improbation de ces principes ; renvoi de la lettre au comité de salut public, 197. — Robespierre fait mettre l'examen de la dernière conjuration à l'ordre du jour, et s'unit à Vadier pour dénoncer Dufourny, 200. — Discussion sur la conjuration d'Hébert ; rapport de Fouché de Nantes sur Commune-Affranchie, 204. — Discours de Collot-d'Herbois sur le germe des conspirations, et invitation aux membres de cette société d'être plus assidus à celles des sections, pour y soutenir l'esprit public et rendre compte des principes qui y auront été développés, 205. — Nouveaux développemens sur des conspirations, donnés par Dumas, vice-président du tribunal révolutionnaire, 207. — Collot-d'Herbois fait nommer des commissaires pour l'établissement d'un journal fidèle ; Dufresne annonce la prise du Mont-Cénis ; discussion sur Dufresne, examen de la conduite de Gentil, son dénonciateur ; arrêté d'expulsion de ce dernier, 209 et 210. — Envoi au comité de sureté générale d'un citoyen des Ardennes, annonçant l'état critique de son département ; discours sur la conspiration de Danton, 213. — Arrêté pour inviter le comité de salut public à supprimer les comités révolutionnaires des petites communes, et à conserver ceux des villes frontières, 214. — Discussion sur la demande faite par un percepteur, du loyer de la salle de la société ; autre sur les divisions des invalides, 217. — Adresses des sociétés affiliées contre les derniers conspirateurs, 219. — Dénonciation contre le comité de la section du Contrat social, 224. — Crimes des conspirateurs jugés le 9 floréal 225. — Épuration, 226. — Discussion sur Jourdan d'Avignon ; admission de Debiern, 229. — Lettre de Levasseur, qui annonce que les patriotes de Sedan ne sont plus opprimés ; lecture du discours de Robespierre sur les fêtes décadaires, demandée par Lequinio, 231. — Discours de Collot-d'Herbois sur les sociétés sectionnaires, et arrêté portant que tout Jacobin, membre d'une d'entre elles, sera tenu d'opter, 238. — Discussion sur le même sujet ; distinction établie entre elles et les sociétés populaires, 239. — Une députation va remercier la

convention du décret sur l'Être-Suprême, et présente la profession de foi de la société sur cet objet et sur la vie à venir ; Couthon fait décréter que les Jacobins et les tribunes n'ont pas cessé de bien mériter de la patrie, *ibid.* — Adresses des sociétés affiliées, contenant les détails de leurs travaux révolutionnaires, 242. — Ajournement de la question de savoir s'il faut, ou non, accorder la correspondance aux Cordeliers, 245. — Annonce de la dissolution de plusieurs sociétés sectionnaires, 247. — Acclamations de joie à l'arrivée de Collot-d'Herbois, après son assassinat ; le président lui donne l'accolade ; expédition d'un diplôme de Jacobin au brave Geffroy, blessé pour le sauver ; nouveaux applaudissemens à l'arrivée de Robespierre ; députation arrêtée à la convention, pour lui déclarer que les Jacobins ont mis toutes les vertus à l'ordre du jour, et qu'ils surveilleront tous les complots ; discours sur les assassinats organisés par la faction de l'Etranger ; déclaration que le gouvernement anglais est coupable de lèse-humanité ; dénonciation et arrestation de Rousselin, 250. — Une députation va célébrer à la convention la mémorable journée du 31 mai, dont le souvenir, dit-elle, rappellera éternellement la grandeur du peuple et la sagesse des représentans, 254. — Admission d'une députation de la société de Caen ; arrestation de ces députés ; suspension des communications avec cette société, jusqu'à ce qu'elle se soit purifiée des aristocrates qui l'oppriment, 262. — Dénonciation contre les expressions d'un écriteau espagnol à la porte d'un restaurateur, 275. — Arrêté de l'impression et de l'envoi aux armées du discours de Robespierre sur la proclamation du duc d'York à son armée, pour l'exciter contre la convention, à l'occasion du décret qui défend de faire des prisonniers aux Anglais, 276. — Dénonciation sur les menées des contre-révolutionnaires ; la citoyenne Berny lui fait hommage d'un tableau représentant l'apothéose de Marat, 282. — Robespierre y fait un long discours, dans lequel il justifie sa conduite, et se plaint des manœuvres dirigées contre lui, 287. — Députation et discours des élèves de l'école de Mars, 289. — Commissaires nommés pour accompagner au comité de sureté générale un citoyen

qui a des dénonciations à faire , 295. — Députation à la convention pour célébrer le 5.^{me} anniversaire de la révolution , 297. — Discussion sur les taxes révolutionnaires levées à Troyes ; autre sur Fouché de Nantes ; son exclusion ; célébration de la fête du 14 juillet , 303. — Ajournement de l'épuration des citoyens arrivant des départemens , 306. — Une députation dénonce à la convention les complots de l'Etranger ; entre dans des détails , et accuse les ténèbres dont s'entourent les commissaires du mouvement des armées de terre , 308. — Tallien dénonce ce qui se passe aux Jacobins le huit thermidor , 311. — Legendre en fait fermer la salle ; en apporte les clefs à la convention ; Vivier , leur président , est mis hors la loi , 312. — Les Jacobins restés fidèles à la cause du peuple rendent compte de leur conduite ; le président de la convention donne des éloges à cette société célèbre , 314. — Rapport des arrêtés d'exclusion de plusieurs députés , 324. — Discours de Dubois - Crancé contre Couthon , Robespierre et Maignet , 328. — Nomination d'une commission épuratoire ; sortie contre l'oppression de la société par Robespierre ; débats sur la liberté de la presse , sur la nécessité de l'instruction qu'il voulait détruire ; projet d'adresse aux sociétés affiliées , 329. — Suite et dénonciation , par Réal , des complots de l'aristocratie qui cherche à s'emparer de la révolution du 9 thermidor , 330. — Mesures d'épuration ; suite de la discussion sur la liberté de la presse ; sa nécessité pour arrêter l'oppression ; tableau à cette occasion , par Réal , du règne de la terreur et des prisons , 331. — Proposition de tracer l'histoire des crimes de Robespierre ; suite de la discussion précédente , 333. — Suite , et débats sur l'adresse aux sociétés affiliées , 335. — Discussion sur la presse , 337. — Commissaires nommés pour prendre l'état des prisons ; plaintes contre les calomniateurs de la modération du nouveau tribunal révolutionnaire , 339. — Accusations contre Sonthonax et Polverel ; dénonciation des trop nombreuses mises en liberté ; envoi à la convention d'une députation , pour lui demander le maintien du gouvernement révolutionnaire et l'impression de la liste des élargis ; adoption d'une adresse aux sociétés affiliées , 340. — Présentation des de-

mandes précédentes à la convention , qui passe à l'ordre du jour , *ibid.* — Débats sur le mauvais accueil fait à cette pétition ; arrêté de la société de suivre , en tout , la marche de la convention ; invitation aux Jacobins de s'opposer à la demande préparée dans les sections , pour l'élection des comités révolutionnaires par le peuple , 344. — Députation de la société des Défenseurs des Droits de l'Homme , et son discours sur les dangers de la chose publique ; débats sur le même objet ; dénonciations diverses contre l'aristocratie et le modérantisme ; demande de la liberté de la presse ; plaintes de la société d'Issy-la-Montagne contre l'élargissement des aristocrates ; débats sur l'accusation de Lecointre contre les membres du comité de salut public , 347. — Nouvelles plaintes contre les élargissemens ; impression de l'adresse de la société d'Issy-la-Montagne y relative ; dénonciation de la *Queue de Robespierre* , et des complots de l'aristocratie ; invitation aux Jacobins de surveiller les groupes et l'esprit qui s'y manifeste , 349. — Défenseurs accordés à des Jacobins de Sedan persécutés ; dénonciations contre Lecointre , Tallien et Fréron ; leur expulsion de la société , 351. — Organisation des comités de correspondance et de présentation ; débats sur la liberté de la presse , 353. — Arrêté pour demander le remplacement de Mirabeau au Panthéon par Marat ; discussion sur les moyens de déporter promptement les aristocrates et les prêtres , 354. — Dénonciations nouvelles contre les mises en liberté et la corruption de l'esprit public ; suspension de l'affiliation des sociétés de Sedan et de Saint-Omer ; persécution des patriotes dans le département de l'Ain ; et par suite présentation arrêtée d'une adresse à la convention , 357. — Dénonciation à cette assemblée contre cette société ; dangers de ses nombreuses affiliations ; proposition de la dissoudre ; débats à ce sujet , *ibid.* — Plaintes à la société contre les attaques dont elle est l'objet ; adoption de l'adresse qu'elle doit présenter à la convention pour répondre à ses ennemis , 357. — Adresse de Grenoble contre les ennemis du patriotisme ; les Marseillais offrent leurs bras pour les détruire , 358. — Présentation à la convention de l'adresse ci-dessus ; son impression et son envoi sont décrétés ,

ibid. — Autres dénonciations contre les succès de l'aristocratie ; attaque à cette occasion contre Merlin de Douai, 360. — Plaintes contre les calomnies dont la société est l'objet, et contre l'esprit des groupes ; dénonciation d'un libelle intitulé : *Les Jacobins démasqués* ; communication d'une adresse contre leurs accusateurs, 364. — AN III. Autres accusations contre les mauvais traitemens auxquels sont exposés les patriotes, à Paris, sous le titre de Jacobins, 1. — Merlin, de Thionville, accuse la société de correspondre avec les égorgeurs de Marseille ; il demande son épuration et la mise des scellés sur son comité de correspondance, 4. — Adresse de diverses sections qui adhèrent à celle de la société populaire de Dijon, et jurent de ne faire qu'un avec les vrais Jacobins ; Delmas, président, dit que la Montagne roulera sur le Marais, 5. — Raison fait adopter un compte rendu de la situation de Paris, adressé aux sociétés affiliées, *ibid.* — Adieux des Marseillais qu'un décret force de partir ; Delmas les invite à reporter dans le Midi le feu civique dont ils sont embrasés, *ibid.* — Discours de Garnier, de Saintes, sur les dangers des patriotes, et contre les modérés qui prêchent une pitié meurtrière ; autre de Léonard Bourdon, Lacombe et Bassal, sur la tactique des coryphées du modérantisme, *ibid.* — Les Jacobins accusés par Legendre d'être les instrumens de ceux qui veulent mener la convention ; sortie contre les infâmes lieutenans de la tyrannie triumvirale qui ont rendu l'Océan témoin de leurs crimes, et contre les histrions qui sont sur les planches, tandis que Robespierre est au trou du souffleur, 6. — Texte d'une circulaire adressée aux sociétés populaires ; nomination de défenseurs officiels pour Loys, arrêté ; discours sur les circonstances du jour, 10. — Dubois-Grancé propose à la convention leur épuration ; décrété, 16. — Bouin demande que l'on réclame de nouveau la liberté de Loys ; Maure se joint à lui pour justifier les sociétés populaires calomniées, 21. — Raison se plaint que la société a été calomniée à la convention ; Fayau répond aux reproches qu'on lui fait ; Levasseur appuie la proposition de Raison de présenter à la convention la liste de tous les sociétaires pour l'épurer, en mo-

tivant le rejet ; adopté, 22. — Plusieurs membres parlent sur les atteintes qu'on veut porter aux sociétés populaires ; Giot s'oppose à ce qu'elles soient épurées ; la société rapporte son arrêté, et ordonne simplement le dépôt à son secrétariat de la liste de ses membres, 23. — Motions diverses sur une conspiration, et réclamations du Club électoral qui se plaint de la convention, 24. — Crassous propose d'orner le sarcophage de J. J. Rousseau d'une couronne civique ; adopté, 25. — La société d'Agde lui dénonce le député Boisset ; arrestation de plusieurs membres auxquels elle nomme des défenseurs officiels ; Crassous invite les républicains à rappeler leur énergie, 26. — Discours de Duhem sur la position de la société, et contre les amis de Danton, 29. — Compte rendu de ce qui s'est passé à la convention ; reproche fait à Billaud et Collot de garder le silence ; ils le motivent sur leur prudence, 30. — La société nomme six représentans pour réclamer ses membres arrêtés, 34. — Plusieurs autres parlent sur la nécessité d'organiser l'instruction publique, 35. — Discours d'un cordonnier sur cet objet, 36. — Un citoyen monte à la tribune et excite le peuple à se gouverner lui-même ; il est rappelé à l'ordre ; développement des principes du gouvernement représentatif, *ibid.* — Duhem rend compte de ce qui s'est passé à la convention ; fait observer qu'on persécute les amis de la liberté, et dit qu'il ne faut pas regarder en arrière, 37. — Discours de Collot - d'Herbois sur l'instruction publique, 38. — Arrêté pour la distribution du neuvième numéro de l'*Ami du Peuple*, qui dit que l'opinion publique n'est pas celle du peuple, 39. — Discussion sur les dénonciations contre les patriotes, 41 et 43. — Un membre attaque la conduite de Fréron dans le Midi ; Tallien accusé de s'être concilié les scélérats de Bordeaux ; Boissel, Maure, Bouin et Duhem parlent sur la pénurie des subsistances, 44. — Galizot dit qu'il existe une faction populicide ; débats sur le procès du comité révolutionnaire de Nantes ; Billaud se plaint de la mise en liberté de M.^{me} Tourzel ; dit que le lion n'est pas mort, et qu'à son réveil il exterminera ses ennemis, 47. — Débats sur l'accusation d'intelligences avec l'étranger, par Clausel ; demande à ce sujet d'un rapport à la convention,

pour

pour connaître et punir les coupables ; ordre du jour, 48. — Discours de Lanot à la convention en faveur des Jacobins , qu'il dit être les hommes de la vertu et de la justice, *ibid.* — Duhem accuse Tallien et Fréron d'être les instigateurs des troubles arrivés le 19 brumaire aux Jacobins ; Duroi rend compte de l'événement , et conclut qu'il n'y a ni police ni gouvernement ; Rewbell les attribue aux Jacobins mêmes , et leur impute les malheurs de la France , 52. — Les comités font mettre les scellés sur leur salle , 53. — Rassemblement qui se forme autour de ce local ; Rewbell demande que leurs séances soient suspendues provisoirement, *ibid.* — Laignelot annonce la clôture de la salle par les comités ; confirmation de leur arrêté , 54. — Harmand , de la Meuse , annonce qu'ils doivent se réunir à la société populaire des Quinze-Vingts , faubourg Antoine , munis de bonnets rouges et de pistolets , 56. — Raison , Caraffe et autres membres sont mis en arrestation , 60. — Plusieurs sections de Paris félicitent la convention sur son décret de clôture ; réponse improvisée de Legendre , président , 62 , 68 et 69. — André-Dumont s'élève contre les chefs de cet antre ; demande qu'on sévise contre ces agitateurs muets des sociétés populaires ; observation de Boudin y relative , 76. — Décret pour faire sur leur emplacement un marché dit , *du 9 thermidor* , 241. — Dénonciation d'un arrêté de l'ancien comité qui leur accordait 100,000 liv. pour les services rendus par la société , 256. — Décret pour la vente des bâtimens et constructions de leur local , 279.

Société des Jacobins du Manège. AN VII. Son établissement et son organisation , 290 et 294. — Agitation aux Tuileries à ce sujet , 295 et 296. — Proposition de rétablir l'inscription *liberté , égalité ou la mort* ; tumulte aux Tuileries , 298. — Discussion sur les trahisons éprouvées en Italie , et sur les principes de la société , 301. — Autre sur les dangers de la patrie , et projet d'adresse pour demander le réarmement de la garde nationale et le désarmement des royalistes , 303 et 304. — Eloge de cette société par Talot , aux cinq-cents , *ibid.* — Discours de Caignart contre l'usage fait du mot *anarchie* ; arrêté pour demander qu'il soit retiré

Table alphabétique.

de la formule du serment civique , 305. — Eloge de Goujon , Soubrany , etc. ; dénonciation contre François , de Neufchâteau , relativement aux détenus de Vendôme , 306. — Admission de Bouchotte ; dénonciation contre les inspecteurs des armées , contre Talleyrand et le ministre batave , 307. — Moreau , de l'Yonne , en est nommé régulateur ; réflexions contre cette société , 308. — Discours contre la lenteur du corps législatif à punir les conspirateurs ; réclamations qu'il excite ; accusations contre le modérantisme , 309. — Discours sur les dangers de la patrie ; débats sur la proposition faite par la commission des inspecteurs de quitter le local du Manège ; délibération de n'en sortir que d'après une contrainte légale , 310. — Discours contre les calomnieurs de la société ; arrestation de Lavalette ; clôture de la salle par les inspecteurs du conseil des anciens ; la société se transporte rue du Bacq , 311. — Inauguration du nouveau local , 312. — Discours sur les suites funestes de la journée du 9 thermidor ; discussion sur la dénonciation de la société , par Courtois , 313. — Précis de cette dénonciation , et débats y relatifs , *ibid.* et 314. — Motions diverses à la société ; et propositions de visites domiciliaires , 314. — Discussion sur le défaut de garantie des réunions politiques ; observations aux anciens , par suite de la dénonciation de Courtois , 315. — Rapport de Cornet sur la clôture de la salle du Manège , et plaintes contre les placards de cette société , 317. — Discours sur les maux provenus de la clôture des sociétés politiques ; projet d'adresse contenant la déclaration des principes de la société , 318. — Suite du rapport de Cornet aux anciens ; débats et message au directoire , pour lui dénoncer les deux affiches précitées ; justification de la société , par Laveaux , *ibid.* — Propositions diverses qui y sont faites pour imposer les riches , épurer les employés ; rapport de Fouché concernant les réunions politiques , 319. — Discussion contre les dilapidateurs , les royalistes , etc. , 320. — Autre sur la tournure des affaires publiques ; débats sur le rapport de Fouché ; projet d'adresse aux conseils , par F. Lepelletier , sur les moyens de sauver la chose publique , 321. — Débats sur le procès des ex-directeurs ; proposition de deman-

der le rapport de la loi du 22 floréal ; éloge des réunions politiques , 322. — Débats aux conseils sur le rapport de Fouché ; il est traité aux cinquante de faux et calomnieux , *ibid* et 323. — Lettre d'un officier contre les clubistes du Manège , *ibid*. — Discours à la société contre les royalistes et les voleurs ; propositions pour la réforme de la trésorerie , 324. — Autres contre les ex-directeurs ; discours en faveur des sociétés politiques , contre la faction anglaise et les dilapidateurs , 325. — Célébration de la fête du 10 août , 326. — Annonce de la clôture du local , et du dessein de la société de se réunir à l'hôtel de Salin , 328. — Sa dernière séance ; discours sur la nécessité de déclarer la patrie en danger ; sur la faction d'Orléans ; projet d'adresse au corps législatif ; annonce du projet de clore les réunions politiques , *ibid*. — Réflexions du journal des *Hommes - Libres* sur la clôture de la salle ; message du directoire annonçant cette mesure , 329.

Société de Lajouski. AN II. 1794. Sa pétition contre les accapareurs , 172.

Société de mille sept cents quatre-vingt-neuf. AN 1790. Son installation au Palais-Royal , 135. — Elle y célèbre l'anniversaire de la constitution de la chambre des communes en assemblée nationale , 173.

Société du Panthéon. AN IV. Merlin , de Thionville , déclare ne pas en être membre , 87. — Article sur sa clôture par le directoire , 161. — Il annonce cette mesure , et demande des lois sur ces sortes de réunions , 164. — AN V. Rapport de Mailhe y relatif , 191 et 192. (*Voyez SOCIÉTÉS*).

Société du Salon français. AN 1790. Affaire de ce club , 143.

Société des Sans - Culottes Hollandais. AN II. 1793. Sa lettre à Anacharsis-Clootz , 82.

SOCIÉTÉ PHILANTROPIQUE de Bienfaisance et de Bonnes Mœurs. AN II. 1794. Présente ses félicitations à la convention , 216. — Demande des secours ; ordre du jour motivé sur les décrets rendus à cet effet , 270.

SŒURS DE LA CHARITÉ. AN 1791. Lettre du ministre de l'Intérieur en leur faveur , 155. — Arrêté du département de la Côte-d'Or les concernant , 167. — Autre lettre du ministre de l'Intérieur , 168.

— AN III. Secours à celles des maisons supprimées , 346.

SŒURS DU POT. AN II. 1793. Les Jacobins demandent à la convention leur expulsion des hospices , 271. (*Voy. HOSPICES*).

SOIE. AN II. 1794. L'exportation de celle non ouvrée est défendue par arrêté du comité de salut public , 305. — AN VI. Délibération des médecins de Langres contre l'usage des gands de soie , 328. (*Voy. COMMERCE et MARCHANDISES*).

SOLDATS. AN 1790. Après seize ans de service , jouiront des droits de citoyen sans payer de contribution , 61. — Haute paye accordée à ceux en garnison sur les vaisseaux , 300. — AN 1791. Formule pour leur engagement , 256. — AN 1792. Gratification pour ceux employés sur la frontière , 358. — AN I.^{er} 1793. Décret relatif à leurs mariages , 69. — Décret d'indemnités pour ceux dépouillés par leurs chefs , 138. (*Voy. ARMÉE , DÉFENSEURS DE LA PATRIE , HABILLEMENT , SOLDE* , et autres articles analogues).

SOLDE DE L'ARMÉE. AN 1790. Est portée à trente deux deniers , 61. — Répartition de son augmentation , 158. — AN 1792. Décret sur sa fixation , 111. — Autre portant qu'elle sera payée entièrement en argent , 113. — Décret portant supplément de dix sous aux volontaires formés en troupes , 257. — AN I.^{er} 1793. Sera égale pour tous les volontaires , 140. — Répartition de celle des sous-officiers , 151. — Attribution de la solde sur pied de paix aux soldats renvoyés de leurs corps pour cause de patriotisme , 157. — AN II. 1793. Décret pour assurer celle des troupes partout où elles seront employées , 62. — AN II. 1794. Décret sur cette matière , à la suite d'un rapport de Cochon , 304 , 308 , 316 , 322. — Tarif de la solde , *ibid*. — AN III. Supplément aux officiers de terre et de mer , 362. — AN IV. Décret pour son paiement en valeur fixe , 200 et 202. — AN V. Lettre des commissaires de la trésorerie pour cet objet , 24. — Loi portant que la trésorerie payera cette dépense exclusivement à tout autre service , 28 et 29. — Augmentation de celle des troupes faisant le service dans Paris , 308. — AN VI. Arrêté du directoire qui la distingue en deux parties , 353. — AN VII. Autre arrêté la concernant , 46.

SOU LIERS. AN II. 1793. Décret coercitif au sujet d'une fourniture de cet objet, 33. — Texte de ce décret, 37. (*Voyez HABILLEMENT, FOURNITURES, etc.*).

SOURDS et MUETS. Cet établissement confié à l'abbé Sicard, 112. — AN 1792. Décret qui confirme des pensions en faveur de ses élèves, 256. — AN III. Autre pour son organisation, 108. — AN IV. Message à la suite ; secours accordés pour ses besoins, 88 et 90. — Autre message sur le mode de procéder contre eux, 138. — Nouvelle résolution concernant les fonds qui doivent leur être fournis, 163. — Résolution sur l'objet du message précédent, 215. — Son rejet, 293 et 294. — Autre concernant l'établissement de cette nature à Bordeaux, 361. — AN V. Son approbation, 7. — AN VII. Examen de la question s'ils peuvent contracter mariage, 131. (*Voyez L'ÉPÉE et SICARD*).

SOUS ADDITIONNELS. AN 1791. Seront destinés aux besoins des départemens et districts ; et porteront également sur les contributions foncières et mobilières, 77. (*Voyez CONTRIBUTIONS, DÉPENSES, etc.*).

SOUS-LIEUTENANS. AN 1791. Décret sur le mode de leur nomination, 273. — Autre portant que la moitié de ces places sera accordée aux citoyens actifs et fils de citoyens actifs des départemens, 315. — Adoption de plusieurs articles sur l'admission des gardes nationales à ces grades, 320. (*Voyez ARMÉE, OFFICIERS, etc.*).

SOVERAINETÉ DU PEUPLE. AN 1789. Serment de fidélité qui lui est prêté par les gardes nationales du Vivarais et du Dauphiné, réunies dans les plaines de Montélimart, 124. — AN 1791. Ses actes ne peuvent être exercés par aucune section du peuple en particulier, 60. — Ouvrage sur cette matière, traduit de l'anglais par Theophile Mandar, 220. (*Voyez CONSTITUTIONS, FÊTE, PEUPLE, RÉPUBLIQUE*).

SPECTATEUR FRANÇAIS. (*Voyez LACROIX*).

STATUES. AN 1792. Renversment de celles des rois ; érection d'une statue de la liberté sur les mêmes pedestaux, 226. — Décret pour leur conversion en canons, 229. — AN VII. Lettre sur le nettoiemnt de celles de marbre, 331.

SUBSIDES. AN 1789. Adoption de la rédaction de l'article de la déclaration des droits qui les concerne, 46. (*Voyez IMPOTS, CONTRIBUTIONS, etc.*).

SUBSISTANCES. AN 1789. Le clergé invite les communes à s'occuper de leur cherté ; sortie contre cet ordre à cette occasion, 5. — Députations par suite et délibérations, 6 et 8. — Formation du comité de ce nom ; motion de Barrère sur la disette, 9. — Rapport de Dupont de Nemours sur cet objet ; insuffisance des mesures du comité ; l'assemblée lui renvoie une lettre des boulangers, 14. — Le comité la fait passer à l'administration, 15. — Réflexions sur les travaux de ce comité, et le silence du gouvernement à cet égard, 17. — Rapport de d'Antraigues sur les obstacles de la circulation des subsistances, 34. — Agitations à ce sujet ; elles entraînent le supplice de Bordier à Rouen, et des ravages dans la Bourgogne, 36. — Détail sur le monopole des blés, entrepris dès 1767 par les ministres, sous le nom de Malisset, meunier à Corbeil ; rapport relatif à la circulation intérieure des grains, 57. — L'arrêté sur cet objet renvoyé au comité ; historique sur l'accaparement des grains, 58. — Sanction de l'arrêté, 60. — Observations sur l'altération des décrets y relatifs, 67. — Réflexions sur leur disette qui occasionne les mouvemens de Paris au 5 octobre ; décret pour l'exécution des lois antérieures, 69 à 73. — Décret qui supprime le comité de ce nom, et rejette sur les ministres toute la responsabilité, 74. — Empêchemens mis par les habitans du Hainault à la circulation des convois de blés, pour les garnisons de cette province, 75. — Discussion et arrêté qui ordonne la poursuite des auteurs des désordres dont elles sont le prétexte ; et adoption, par suite, de la loi martiale, 76. — Mémoire des ministres sur l'insuffisance des moyens d'approvisionnement, 77. — Mouvemens dans plusieurs villes à leur occasion, 80. — Alarmes sur les approvisionnemens, 81. — Jugement par le Châtelet, de plusieurs auteurs d'émeutes, sous prétexte des subsistances, 99. — AN 1791. Envoi aux départemens du compte général, adressé par le ministre de l'intérieur sur cet objet, 307. — AN 1792. Décret pour assurer leur circulation, 7. — Autre relatif aux grains arrêtés dans

le département de l'Oise, 51. — Rapport de Fabre, de l'Hérault, sur les subsistances de la France, et discussion à ce sujet, 309. — Lettre des administrateurs des subsistances au ministre de la guerre sur l'achat du numéraire, 321. — Autre du ministre Roland, dans laquelle il se propose d'attaquer un projet en cette matière; pétition tendant à forcer les fermiers à l'approvisionnement des marchés, 325. — Mémoire de Chomel sur les subsistances, et compte du ministre sur leur état, 333. — Inquiétudes du même y relatives, 335. — Discussion sur cet objet, 336, 339 et 340. — Décret de peine de mort contre ceux qui empêcheraient leur arrivage à Paris, 342. — Récompense accordée à ceux qui dénonceraient de pareilles manœuvres, 343. — Suite de la discussion les concernant, 344 et 345. — Ordre du ministre pour assurer leur circulation, 350. — Il dénonce un écrit séditieux y relatif, 352. — AN I.^{er} 1793. Impôt sur la commune de Paris pour les dépenses de cet objet, 41. — Débats sur une pétition y relative; rapport sur leur situation, 46. — Discussion sur celles de Paris, 56. — Avances de fonds à des communes pour cet objet, 58. — Rapport satisfaisant des administrateurs, 108. — Détails donnés sur leur état au conseil-général de la commune de Paris, 110. — Garat, ministre de l'intérieur, se justifie du reproche d'avoir voulu affamer cette ville, 209. — Motion pour fixer le prix du pain; rapport de Barrère sur cet objet, et proposition de l'établissement de greniers d'abondance, 222. — Décret pour leur création dans chaque district, 224. — Proposition de mettre tous les grains sous la main de la nation, 226. — Pétition pour la fixation du prix du pain; mémoire sur les greniers d'abondance, 233. — Discussion et propositions diverses sur les moyens d'assurer les subsistances, 235. — Pétition d'Américains, qui réclament sur la prohibition de leur exportation, 236. — Rapport de la loi du 1.^{er} juillet; le conseil exécutif est autorisé à faire des réquisitions pour approvisionner les départemens qui en manquent; décret qui supprime la commission des subsistances, créée par les sections de Paris, 239. — Pétition de cette commune, et demande de moyens révolutionnaires pour les assurer; création par suite de

l'armée révolutionnaire, dont une des fonctions sera de protéger les arrivages, 250 et 251. — Décret pour l'envoi dans les départemens de commissaires à la nomination du conseil exécutif, et chargés de faire exécuter l'approvisionnement de Paris; 256. — AN II. 1793. Décret sur les délits relatifs aux subsistances, 275. — Formation d'une commission pour examiner les opérations en cette matière pendant les années 1790, 1789 et antérieures, 30 et 37. — Discussion aux Jacobins sur les subsistances, 63. — Etablissement des cartes de pain, 83. — AN II. 1794. Complots contre les subsistances de Paris, 163. — Suite et décret pour poursuivre les agitateurs et distributeurs de pamphlets dans les marchés, 167. — Suite de ces manœuvres, 169 et 171. — Etat rassurant de l'approvisionnement, 174. — Inquiétudes y renouvelées à l'époque des grandes conspirations, et dénonciation à la commune des manœuvres à ce sujet, lors du rapport sur la loi de grande police, 208. — Poursuite de ces complots, attribuée au tribunal révolutionnaire, 226. — Proclamation de la commune sur les rassemblemens aux portes des marchands, connus sous le nom de *Queues*, 242. — Annonce, par Barrère, de l'arrivée du convoi d'Amérique, chargé de farine et de grains; détails du combat qui a eu lieu avec les Anglais à cette occasion, 269. — AN III. Débats aux Jacobins sur leur pénurie, 44. — Autres à la convention à l'occasion d'un projet de nouveau *maximum*, 46. — Décret pour la réquisition des grains, 52. — Débats sur l'approvisionnement de Paris, 56. — Rapport de Cambon sur les moyens pris pour assurer les subsistances, 75. — Adresse de Boissy-d'Anglas pour calmer les inquiétudes du peuple; désaveu de la pétition des sections du Finistère et de l'Observatoire sur cet objet, 181. — Mesures prises par Mariette et Cambon, en mission, pour assurer celles du Midi, 182. — Sont un sujet de troubles à Montdidier, 184. — Admission à la barre de vingt femmes députées par un très-grand nombre, et demandant à grands cris du pain; exposé des entraves apportées à l'arrivage des subsistances, des mesures prises pour les lever et de la distribution, dans le jour, à Paris, de 714,000 livres de pain, 190. — Motion de Le-

cointre, sur l'excessive cherté du pain, 191. — Réclamations de diverses sections, au 11 et 12 germinal; assurances données au peuple par une proclamation, que la convention va prendre les mesures nécessaires au prompt arrivage des subsistances; rapport de Boissy-d'Anglas, et projet par lui présenté, concernant les moyens de ramener l'abondance et de contenir la malveillance; décret pour assurer ces arrivages; autre qui ordonne la distribution du pain, de préférence aux ouvriers et aux indigens, et celle du riz et du biscuit aux personnes aisées; achat par le gouvernement de 50 millions de grains, 194 et 195. — Mariette et Cadroy, annoncent des arrivages abondans dans le Midi, 198. — Insurrection à Amiens à leur occasion; le représentant Blaux et le général Laubadère y sont insultés; l'accusateur public du département de la Somme est chargé de poursuivre les auteurs et complices de cette révolte, 199. — Assurances données aux bons citoyens par Roux de la Marne à leur sujet, 202. — Famine factice organisée par les agens de l'Angleterre, 203. — Décret qui autorise la sortie de Paris, du nombre de gendarmes à cheval, nécessaire à la protection des arrivages, 204. — Convoi de grains destiné pour Paris et arrêté à Evreux, 207. — La commune de Rouen annonce qu'elle est menacée de la famine; arrestation des grains destinés pour Paris; nomination de Barras, pour diriger la force armée chargée de protéger les arrivages, *ibid.* — Prohibition demandée par Richoux, du commerce des grains pendant la nuit; heureux effets produits à Marseille par les abondans arrivages de grains dans le port; causes de la disette éprouvée à Paris, exposées par Roux; adjonction de Rouyer à Barras, 208. — Lettre de Mariette et Chambon annonçant la continuation des abondans arrivages de grains, 210. — Garnier, de Saintes, rend compte, par lettre, de l'exécution des lois relatives à l'approvisionnement de Paris, 212. — Décret qui autorise les communes à se pourvoir elles mêmes des sommes nécessaires à l'achat des subsistances, 213. — Compte rendu par Sévestre des mesures y relatives, 217. — Empressement des états barbaresques à en multiplier les arrivages, 222. — Révolte à leur occasion dans la section du Bonnet de la Liberté; Tallien rend compte de l'état des subsis-

tances de Paris, et de la distribution des farines; décret qui charge le comité de législation de présenter un mode de responsabilité des communes, en cas d'émeute ou sédition, et de rassemblement contraire à la circulation des grains ou de pillage des propriétés, 225. — Décret qui ordonne que les districts de Chartres et Joinville fourniront dans le mois 60 mille quintaux de grains, pour l'approvisionnement de la république, 231. — Insurrection de prairial, motivée sur la continuation de la disette, 244 et 245. (*Voyez JOURNÉES*). — Adoption de la proposition d'un recensement général des grains, 246. — Annonce faite par Barras du succès des mesures employées pour leur arrivage, et espoir prochain qu'il donne d'une plus forte distribution; insurrection à Franciade, à l'occasion des subsistances, 251. — Décret contenant des dispositions contre les citoyens qui les arrêteraient ou les pilleraient, 259. — Décret additionnel portant peine de détention en cas d'attroupement non armé, et peine de mort en cas d'attroupement armé, 261. — Arrêté du comité de salut public qui fixe à une demi-livre par individu, la ration de pain à distribuer dans chaque section, 269. — Cadroy est chargé de terminer à Marseille les opérations relatives aux approvisionnements pour Paris et les armées, 285. — Projet de Vernier pour les ramener à leur valeur commerciale, et délivrer le gouvernement d'achats ruineux, 303. — Proposition de déporter tout agioteur sur les subsistances, 316. — Mention honorable de citoyens qui ont livré le pain à un prix de beaucoup inférieur à celui de l'agiotage, 328. — Motion de Piette sur leur hausse effrayante, 341. — Arrêté du comité de sûreté générale relatif à l'agiotage sur les denrées; mesures proposées pour sa répression, 352. — AN IV. Rapport et mesures contre leurs accapareurs, 30. — Message du directoire sur leur pénurie, 82. — Projet pour faciliter l'approvisionnement des grandes communes, 87 et 88. — Ouvrage du général Belair sur les subsistances, 142. — Proclamation du directoire y relative, 148. — Ordre du jour sur la proposition de pourvoir aux besoins des communes en ce genre autrement que par des emprunts, 225. — Résolution concernant leur circulation dans les deux lieues limitrophes de l'étran-

ger, 304.—Observations sur leur renchérissement, 328.—AN VI. Approbation de la résolution précédente, 23. (Voy. GRAINS, MAXIMUM, PAIN, et les articles ci-après).

SUBSISTANCES MILITAIRES. AN 1792. Décret sur les moyens de les assurer, 350.—AN I.^{er} 1793. Autre relatif à leur achat, 190.—AN II. 1793. Autre décret les concernant, 57.—AN II. 1794. Fonds pour leur achat, 190.—AN III. Cadroy est chargé des opérations y relatives dans le Midi, 285.—Compte rendu par les agens compris dans la suppression de la commission des approvisionnements, 355.—AN IV. Loi qui restreint les distributions aux militaires présens aux armées, 168 et 169.

SUBSISTANCES (Commission des). AN II. 1793. Sa formation, 33 et 37.—Mise de fonds à sa disposition, 77.—Son avis sur l'économie à apporter dans l'emploi du papier, 79.—Est autorisée à exercer le droit de préemption, 94.—Sa circulaire aux sociétés populaires, 96.—AN II. 1794. Présente le tableau du *maximum*, 154.—Dispositions contre les fonctionnaires qui retarderaient ses réquisitions, 199.—AN III. Projet d'Echassériaux sur son organisation, 17. (Voyez COMMISSIONS EXÉCUTIVES).

SUBSTITUTIONS. AN 1790. Proposition par Mirabeau de leur suppression, 327.—AN 1791. Réflexions de Condorcet sur cette matière, 76.—AN 1792. Leur abolition, 240.—Décret qui les prohibe et les interdit à l'avenir, 301 et 321. (Voy. SUCCESSIONS).

SUBVENTION DE GUERRE. AN VII. Loi qui ordonne sa perception, 244 et 248.

SUCCESSIONS. AN 1790. Rapport sur l'égalité des partages, 326 et 327.—Réflexions sur le projet y relatif, 345.—AN 1791. Abolition de toutes les inégalités dans celles dites *ab intestat*, 72, 92 et 99.—Maintenue décrétée des renonciations faites par contrat de mariage aux successions de ses parens, 93.—AN I.^{er} 1793. Décret qui abolit la faculté de tester, 68 et 69.—AN II. 1793. Loi du 5 brumaire, établissant l'égalité des partages dans les successions, à remonter au 5 octobre 1789, 37.—Demande par Cambacérès d'un sursis à la loi précédente; rejet de sa proposition, 98.—AN II. 1794. Autre loi du 17 nivôse sur les objets pré-

cédens, 108.—Addition qu'elle reçoit, 135.—Autre décret additionnel, 175.—Autre sur l'arbitrage dans les partages, 177.—Autre supplétif, 341.—AN III. Ordre du jour sur la demande du rapport de l'effet rétroactif de la loi du 17 nivôse, 153.—Réclamations multipliées sur cet objet; rejet de la révision, 195.—Autre pétition tendante au même but, renvoyée au comité, 219.—Décret suspensif de toute procédure intentée par suite de l'effet rétroactif de cette loi, 223.—Députation de plus de deux cents communes du département du Jura, réclamant contre le même sujet, 233.—Autre réclamant le maintien de cette loi, et de son prétendu effet rétroactif, 241.—Réflexions de Bonguyod contre l'égalité des partages, 242.—Députation de la section de Bon-Conseil, pour réclamer l'abolition de cet effet rétroactif, 244.—Rapport de Lanjuinais sur cet objet; discussion à la suite, terminée par la révocation de cette partie de la loi, 320, 341, 342 et 343.—AN IV. Décret sur la transmission des biens en exécution du précédent, 7.—Pétition d'un enfant naturel réclamant la succession de son père, 147.—Résolution sur l'interprétation de la loi précédente, et de celle du 8 avril 1791, 206 et 207.—Débats aux anciens sur cette résolution, 287.—Texte du rapport en sa faveur, 288.—Suite de la discussion, 289 et 290.—Rejet de la résolution, 291.—AN V. Nouvelle résolution sur l'ordre des successions, 25, 29, 52, 56 et 57.—Sa discussion et son approbation aux anciens, 134, 136, 138 et 142.—Nomination d'une commission, sur la proposition de Cambacérès, pour s'occuper de la révision des lois antérieures, 161.—AN VI. Proposition d'examiner de nouveau quelques articles de la loi du 18 pluviôse an cinq, 76.—Demande de la suspension des partages des successions; ordre du jour, 113.—Considérations sur l'impôt auquel elles sont assujéties, 161.—Ajournement d'un rapport et projet de Jaqueminot, interprétatif de la loi du 17 nivôse, 357.—AN VII. Renvoi à une commission d'une motion sur l'incertitude des familles en cas d'hérédité, 71.—Motion d'ordre pour faire cesser les doutes élevés à l'occasion du mode de leur partage, 91.—Projet interprétatif de la loi du 17 nivôse sur cette matière; ordre du jour, 104.

SUCRE. AN I.^{er} 1793. Détails sur la fabrication de celui qui se tire de l'érable, 244. — AN V. Réclamations contre l'application à cette denrée de la loi qui prohibe l'importation des marchandises anglaises, 79. — Droit établi sur la circulation des sucres importés de l'étranger, 216 et 222. — AN VII. Expérience pour en extraire du miel, 252.

SUICIDE. AN II. 1793. Décret qui soumet à la confiscation les biens des accusés, en cas de suicide, 61.

SUISSES. AN 1790. Décret pour le paiement de leurs officiers, 111. — Autre concernant l'infanterie, 214. — Auront la même solde que les troupes françaises, 275. — Leurs traitemens et pensions, 310. — AN 1791. Sont exceptés du décret qui exige un certificat de résidence pour le paiement de leurs pensions, 196. — AN 1792. Dénonciation de ceux de la caserne de Neuilly, 161. — Affaire de l'éloignement de deux de leurs bataillons, 201. — Détails de leur conduite au 10 août; sont mis sous la sauvegarde de la loi, 225. — Mesures pour les sauver de la fureur du peuple; cour martiale pour les juger, 226. — Ils accusent leurs officiers, *ibid.* — Leur drapeau sera suspendu aux voutes de la salle, 227. — Chabot déclare qu'ils ont été engagés au combat par le roi et sa famille, 228. — Lettre trouvée dans la poche d'un Suisse, annonçant l'entrée des étrangers sur le territoire français, 230. — Mesures contre Rœderer accusé de les avoir passés en revue avec le roi, et engagés à tirer; et sa réponse, 232 et 237. — Licenciement de leurs régimens avec pension de retraite, 235. — Deux cents Suisses prêtent serment de fidélité à la nation, 253. — AN II. 1794. Décret relatif à leurs pensions de retraite, 210. — AN III. Autre sur le même objet, 205. — AN IV. Passage accordé aux Suisses licenciés de Hollande, 60 et 62. — AN V. Nouvelle loi concernant leurs pensions, 6 et 16. — AN VII. Réunion à l'armée d'Italie de ceux au service de Sardaigne, 125 et 137. — Ratification des arrangemens concernant ceux qui servaient en Hollande, 145. (*Voy. SUISSE, aux localités, et RÉGIMENTS.*)

SUPERSTITION. (*Voy. CULTES et FANATISME.*)

SUPPLÉANS. AN 1789. Sont admis à prêter le serment du jeu de paume, 10. — Décret qui ordonne qu'ils seront nommés à l'avenir par les ci-

toyens réunis, sans distinction d'ordre, 74. — Proposition d'en donner aux députés et aux administrateurs, 94. — AN I.^{er} 1793. Motion pour leur réunion à Bourges, à l'effet d'empêcher l'usurpation des pouvoirs par la municipalité de Paris; débats y relatifs, 124, 140, 141 et 142. — Sont appelés à remplacer les députés absens ou fugitifs, 168. — Décret pour l'arrestation de ceux qui se réuniraient contre la convention, 172. — AN II. 1793. Sont déclarés inadmissibles s'ils ont signé des protestations, 25. — Décret sur la profession de foi politique concernant les événemens de la révolution, la mort de Capet et de Marat, que doivent faire à la tribune ceux admis; rapport de ce décret, 86. — Autre qui appelle les suppléans des étrangers qui ont siégé à la convention, 98. — AN II. 1794. Autre qui attribue aux comités de salut public, de sûreté générale et des décrets réunis, les rapports à faire pour leur admission, 200. — Ceux des députés en mission seront appelés dans le cas où ceux-ci prolongeraient leur absence au-delà du terme de leur rappel par les comités, 252. — AN III. Nouveau mode de leur admission, 215. — Noms de ceux remplaçant douze représentans morts ou déportés, 218.

SURETÉ (mesures de). *V. COMITÉS et POLICE.*

SURVIVANCE. AN IV. Décret qui l'établit en faveur du plus jeune en cas d'impossibilité de constater le prédécès de personnes mortes ensemble sur l'échafaud, 265 et 266. — AN VI. Commission pour examiner si cette décision est applicable au cas de l'assassinat d'une famille par des brigands, 324.

SUSPECTS. AN 1792. Décret pour leur désarmement, 244. — AN I.^{er} 1793. Autre pour leur arrestation, 86. — Proposition par Robespierre et Collot-d'Herbois de les incarcérer, à l'occasion des progrès des Vendéens, 130 et 133. — Une députation de l'Ain demande ce qu'on doit entendre par *gens suspects*, 141. — Buzot demande qu'on précise cette dénomination, et pour quel motif, 145. — Rapport et projet de Ramel pour examiner leurs réclamations, écarté par l'ordre du jour, 176. — Décret de leur arrestation, 215 et 226. — Propositions diverses contre eux, à l'occasion de la levée en masse, 234. — Ceux du département du Nord encombrement les prisons de Lille, 245. — Autorisa-

tion de les désarmer et arrêter, accordée aux comités révolutionnaires de Paris ; propositions violentes faites contre eux par Drouet ; il veut qu'ils soient responsables des malheurs de l'état, 250. — Décret proposé par Merlin, de Douai, sur le mode d'exécution de la loi y relative, 262. — Collot-d'Herbois propose de déclarer tels les marchands qui vendent trop cher les objets de première nécessité, 264. — AN II. 1793. Caractères auxquels on doit les reconnaître, présentés à la commune, 21. — Leur incarcération dans le Cantal, 62. — Proposition d'exclure leurs agens des fonctions publiques, 75. — AN II. 1794. Pétitions en leur faveur, dénoncées comme contre-révolutionnaires, 103. — Décret pour les dépenses de la police des suspects, 104. — Nombre de ceux arrêtés à Tours, 106. — Leur incarcération à Bordeaux, 117. — Décret sur le sequestre de leurs biens, 129. — Proposition aux Jacobins de les éloigner de leur domicile et de toute communication avec leurs parens, 177. — Tallien y demande leur arrestation, 185. — La société de Nancy demande à la convention de les faire juger promptement, et de mettre les sans-culottes à même de jouir de leurs biens, 239. — Décret qui autorise les tribunaux de police correctionnelle à user à leur égard des mesures de police générale, permises aux tribunaux criminels et à ceux des districts, 241. — Etablissement d'une commission populaire à Paris, en vertu des lois de police générale chargée de dresser la liste de ceux qui sont injustement arrêtés, et de renvoyer les autres au tribunal révolutionnaire, 242. — Mise en liberté des manouvriers, laboureurs, etc., détenus comme tels, 293. — Ceux dont les motifs d'arrestation ne sont pas pris dans la loi du 17 septembre, seront élargis, 319. — Détention demandée par le département des Bouches-du-Rhône, 354. — Des sections de Paris réclament le maintien de la loi les concernant, 364. — AN III. Décret qui éloigne à dix lieues de Paris ceux qui ont été mis en liberté depuis le 9 thermidor, et y seront mis par la suite, 1. — Autre qui autorise le comité de sûreté à prononcer sur leurs détentions antérieures à cette même époque, 12. — La section du Panthéon demande la révision des lois y relatives qui ont précédé le même temps, 37. — Décret, sur le

rapport d'Oudot, pour la levée du sequestre de leurs biens, 43 et 44. — Noël Pointe demande l'exécution rigoureuse de la loi du 17 septembre, qui les concerne, 97. — On en provoque le rapport, 177 et 182. — Barrère expose les circonstances qui l'ont provoquée, et justifie le comité des emprisonnemens qui s'en sont suivis, 188 et 191. — AN IV. Rapport des lois y relatives, 15.

SYSTÈME HORAIRE. AN II. 1794. Décret concernant sa nouvelle division, 335.

T.

TABACS. AN 1790. Proposition d'un privilège exclusif pour sa vente ; débats à ce sujet, 114. — Discours de Rœdérer sur l'impôt auquel il est assujéti, 165. — Rapport sur sa libre fabrication et son débit, 257. — Discussion y relative, 318 et 321. — AN 1791. Reproduction du projet de Rœdérer pour sa mise en régie, 44. — Adoption du premier article, 45. — Et du surplus du projet, 46. — Réclamation du Duvaucel, relativement à son opinion sur sa prohibition, 54. — Décret sur l'importation de celui de l'Amérique, 62. — Autres pour la vente de celui national par les préposés de la régie, 69, 80, 88 et 91. — Fixation du prix de celui destiné aux troupes de ligne, 211. — AN 1792. Rapport de Destrem sur ce commerce, 183. — Il en fait fixer les droits, 251. — AN V. Résolution qui détermine ceux à percevoir sur le tabac venant de l'étranger, 58. — Sa discussion, 66. — Son rejet, 72. — Proposition tendante à s'occuper de son produit, 192. — Projet de Defermont pour sa vente exclusive, 193. — Abrogation de la loi qui en réduisait les droits d'entrée, *ibid* et 206. — AN VI. Nouvelle résolution qui les augmente, 2. — Rapport en sa faveur, 12. — Sa discussion, 13. — Son approbation, 14. — Projet de Villers pour assurer l'exécution de ces dispositions, 54. — Sa reproduction, 84. — Débats qu'il occasionne, 91 et 92. — Son rejet, 94. — Rapport de Tallien sur cet objet, 146. — Discussion des articles présentés par lui, 169. — Leur adoption, 171. — Proposition du rejet de cette résolution, 208 et 209. — Sa discussion, 216. — Son rejet, 217. — Nouveau projet d'impôt par

par Bailleul , 328. — Son rapport à ce sujet ; 350. — Sa discussion , 352. — Adoption de ses bases , 354. — Et de plusieurs autres articles , 355 et 356. — Déclaration de ce député , portant que la commission persiste dans le mode de perception présenté par elle , 359. — AN VII. Ordre du jour sur la demande en rapport de l'article qui assujétit au droit celui déjà emmagasiné , 1. — Rapport et demande en rejet de la résolution précédente , 41. — Discussion y relative ; son approbation , 55. — Texte de ses dispositions , *ibid.* — Autres relatives à la restitution de droits sur ceux à fumer ou en carotte , à leur sortie à l'étranger , 238 et 251.

TABLEAUX. (*Voyez MONUMENENS DES ARTS, MUSÉES, MUSÉUM, PEINTURE, etc.*).

TACHYGRAPHIE. AN 1790. Approbation , par l'assemblée , d'essais en ce genre , 158. — AN VII. Notice y relative , 252. (*Voyez JOURNAL TACHYGRAPHIQUE*).

TAILLE. AN 1789. Décret qui rend commune à toutes les provinces sujettes à cette contribution , la loi du 28 novembre sur les impositions des ci-devant privilégiés de la Champagne , 118.

TANNERIES. AN II. 1794. Décret pour la mise en réquisition des bois à leur usage , 158. — AN III. Rapport de celui qui défendait de préparer le cuir à la manière anglaise , 50. — Dispositions concernant celle établie par Séguin , 107 , 108 , 109 , 110 et 111. (*Voyez SEGUIN et FOURCROY*).

TAXATIONS. (*Voy. RECEVEURS-GÉNÉRAUX*).

TAXE des Grains. (*Voyez MAXIMUM et SUBSISTANCES*).

Taxe de Guerre. (*Voyez FINANCES, RAMEL et SUBVENTION*).

Taxe des Portes et Fenêtres. (*Voyez CONTRIBUTIONS et FINANCES*).

Taxe Somptuaire. (*Voyez CONTRIBUTIONS et FINANCES*).

Taxes Révolutionnaires. AN II. 1793. Arrêté des représentans à Lyon pour leur perception sur les riches , 66. — Rapport du décret qui en défendait l'imposition , 81. — Autre qui ordonne d'en dresser l'état , 87. — AN II. 1794. Pétitions et débats sur leur perception , 104. — Compte qui en est demandé , 107. — Annonce , par Cambon , de la prochaine ouverture d'un grand livre , destiné

à leur inscription , 194. — Arrêtés du comité de salut public relatifs aux restitutions qui doivent en être faites , 255. — Et au compte à en rendre , 271. — Accusations contre Danton , Rousselin et Gachet pour leur perception , 303. — AN III. Nouveau rapport de Cambon sur cet objet , 82 , 83 , 85 et 86.

TE DEUM. AN 1790. Lettre de Mugnerot y relative , 215.

TÉLÉGRAPHE. AN 1792. Invention de cette machine , 84. — AN I.^{er} 1793. Rapport et décret pour en faire l'essai , 94. — AN III. Autre pour en établir un dans l'enceinte du Palais national , 304. — AN V. Examen de celui du docteur Salva , par le prince de la Paix , ministre espagnol , 160. — AN VI. Lettre de Chappe sur les prétendues découvertes en ce genre , faites par les citoyens Bréguet et Béthancourt , 50. — Rapport d'Eymar sur celui de ces derniers , 211. — Fabrication en Angleterre de télégraphes portatifs pour connaître les opérations des insurgés , 283. — Etablissement de celui de Brest pour communiquer avec Paris par Port-Malo , 320. — Arrêté pour empêcher l'érection de celui projeté sur le pavillon de l'Unité aux Tuileries , 331. — Résolution à ce sujet , 357. — Son approbation , 358.

TÉLÉLOGUE. AN VI. Ordre du directoire pour la construction de cette machine , destinée à transmettre un discours à toute une ville rassemblée , 303. — AN VII. Sa description , 114.

TÉMOINS et TÉMOIGNAGE. AN II. 1794. Décret de peine de mort contre le faux témoin en matière capitale , 126. — Nouveau décret sur le même objet , 127. — Autre sur le témoignage des représentans , 129. — Autre qui défend de citer au tribunal révolutionnaire ceux dont le rapport aura entraîné l'accusation pardevant ce même tribunal , 153. — Forme des procédures à exercer contre les auteurs des fausses dépositions , 195. — Dispositions relatives à l'audition des militaires , 309. — AN III. Et à celles des citoyens en matière civile , 341. — AN IV. Loi concernant les degrés de parenté dans les témoignages , 165 et 170. — Autre sur les déclarations des militaires , 213 et 238. — Ajournement d'un projet pour les contraindre à comparaître devant les directeurs de jurs , 245.

— Résolution à ce sujet , 249. — Son approbation , 256. — Arrêté pour la formation d'une commission chargée de présenter un nouveau mode d'audition des fonctionnaires publics , 312. — Rapport de Siméon , et adoption des articles présentés par lui , 322. — Leur approbation ; 329. — AN V. Projet de Luminais sur le délit de faux témoignage ; son ajournement , 29. — Motion de Lémérer contre l'abus d'admettre celui du dénonciateur , 267. — Discussion d'un autre projet sur le mode de révision des jugemens rendus sur faux témoignage , 97 , 101 , 182 et 219.

TENTATIVE DU CRIME. AN IV. Résolution qui la punit comme le crime même , quand sa suspension n'est pas l'effet de la volonté du prévenu , 260. — Son approbation , 268.

TERRES INONDÉES. (Voyez DESSÉCHEMENS.

TERREUR. AN I.^{er} 1793. Pétition des Jacobins et des sections de Paris , pour qu'elle soit mise à l'ordre du jour , 250. — Décret confirmatif de cette demande et de celle de la commune de Paris sur le même sujet , 251. — AN II. 1793. Plaintes de Bazire , Chabot et Thuriot contre ses effets envers les représentans , et discours de Bourdon de l'Oise en faveur de ses résultats , 52. — AN II. 1794. Discussion sur son maintien , 333. — AN III. Annonce de sa puissance à Marseille , 6. — Sa destruction dans le Pas-de-Calais et dans le Nord , par Florent Guyot et Berlier , *ibid* et 10. — Discours de Cambon , dans lequel il prétend qu'elle existait déjà dans l'assemblée législative , 34. — Tableau de ses crimes , par Boissy - d'Anglas , 183. — Adresse contre elle , présentée au nom de 40 mille citoyens , 185. — AN V. De ses effets , par Benjamin Constant , 293 et 294. (Voy. GOUVERNEMENT RÉVOLUTIONNAIRE , TERRORISME et TERRORISTES).

TERRORISME. AN III. Proposition d'Olivier-Gérente pour l'anéantir avec le royalisme , 124. — Destruction de ce régime dans l'Ardèche , la Drôme et Vaucluse , 147. — Et Indre-et-Loire , 241. — Lettre de Cadroy et Isnard annonçant que sa dernière heure va sonner dans le Midi , 255. — Article de Trouvé sur le terrorisme royal , 303. (V. ANARCHIE , TERREUR , TERRORISTES , etc.).

TERRORISTES. AN III. Adresses invitant à les poursuivre comme complices de Robespierre , 15 et 18. — Dénonciations et débats à la convention sur cette dénomination et les individus qui en sont l'objet , 103. — On les accuse de dominer Marseille et d'y préparer la mort des auteurs du 9 thermidor , 128. — Proposition de les exclure des fonctions publiques , 135. — Conspiration qui leur est attribuée , 142 et 143. — Mention honorable de l'adresse d'une section qui les a privés des droits politiques , 154. — Motions d'André Dumont et de Rewbell pour leur désarmement , 157. — Nouvelles accusations dirigées contre eux , 159 et 163. — Demande de leur déportation par les habitants d'Orléans , 164. — Et de leur exclusion des fonctions publiques par la section de la Butte-des-Moulins , *ibid*. — Ils s'organisent en bataillons à Arles , 186. — Débats sur leur arrestation , 188. — Lettre de Mariette et Chambon sur les troubles qu'ils excitent dans le Var ; détails de leurs projets ; mesures prises pour les déjouer , 190. — Accusation contre eux à l'occasion du 12 germinal ; cri de ralliement trouvé sur les révoltés , 198. — Leur expulsion de diverses autorités , 199. — Proclamation contre eux , 201. — Réflexions de Trouvé sur leurs manœuvres , 207. — Et sur les mesures prises par la convention pour les réprimer , 211. — Fermentation qu'ils excitent à Montpellier ; adresse de Marseille contre leur audace , 216. — Autre de la commune de Beaucaire dans le même sens ; demande de leur punition par Cadroy , 219. — Mesures prises contre eux dans les Bouches-du-Rhône , 222. — Qualification de Mathevons , qui leur est donnée par les Lyonnais ; ils sont massacrés par ces derniers , 224 et 233. — Leur compression dans le département de la Manche , 242. — Décret qui autorise leur désarmement et leur incarcération , 246. — Proposition de leur déportation par la section de Bon-Conseil , 256. — Demande faite , par l'administration du district de Mâcon , de lois sévères qui les obligent à rentrer dans leurs foyers , 273. — Crimes qui leur sont imputés ; projet pour en mettre les auteurs en jugement , *ibid*. — Discours de Legendre sur cette qualification donnée à des patriotes , 280. — Adresse de la section Lepelletier contre leur

réarmement, 284. — Pétition de celle de l'Observatoire contre la mise en liberté de plusieurs d'entre eux ; observation de Mailhe contre les royalistes ; règle annoncée par Bailleul pour distinguer les vrais patriotes d'avec les terroristes, 297. — Extrait des gazettes italiennes annonçant que, sous ce nom, les patriotes qui ont fait la révolution en France sont persécutés et massacrés, 306. — Déclaration de Boissy-d'Anglas, de Dubois-Crancé et de Legendre à leur sujet ; on attribue à la crainte de les voir renaitre les mouvemens de la jeunesse de Paris ; discussion sur le projet d'une commission de police extraordinaire pour juger ceux qui sont détenus ; bruit atroce semé contre eux, démenti à la tribune par Delahaye, 306. — Nouvelle pétition de la section Lepelletier contre eux ; suite des débats sur le projet de police extraordinaire ; il est ajourné, 308. — Reprise de la discussion ; rejet du projet ; formation d'une commission de douze membres, prise dans le sein de la convention, pour prononcer sur leur arrestation, 312. — Tentative pour massacrer ceux détenus à Marseille, 315. — Extrait du discours de l'orateur d'une députation de la section du Mont-Blanc, dirigé contre eux, 317. — Réclamation de la section de l'Observatoire contre la commission des douze ; demande de leur traduction devant une commission militaire, 319. — Réflexions de Dubois-Crancé sur la dénomination de *terroristes*, sous laquelle l'on veut proscrire tous ceux qui ont condamné le roi et voté la république, 322. — Nouveau rapport de Henry Larivière sur les moyens de juger ceux qui sont en arrestation, 323. — Fin de son rapport ; sa discussion ; autre rapport de la commission des douze, et ajournement du projet de Henry Larivière, 324. — Plaintes de la section de la Halle-aux-Blés contre la mise en liberté de quelques-uns d'eux ; sortie de Perrin, des Vosges, contre ces dénonciations, 326. — Texte de l'opinion de Quirot contre le mode proposé pour les mettre en jugement, 327. — Députation de la section de Bonne-Nouvelle, pour demander la réincarcération de ceux mis en liberté, 329. — Dénonciation de leurs manœuvres à Lyon, 340. — Reproduction du projet pour les mettre en jugement ; il est ajourné ; autre projet tendant au même but ;

son adoption, 345. — Lettre de l'administration du département du Doubs, imputant à ceux de Besançon les troubles survenus dans cette commune, 349. — AN IV. Nouvelles instances pour leur mise en liberté, 18. — Réflexions de Lenoir-Laroche sur la nécessité de les employer pour contrebalancer le royalisme, 118. — Plaintes de Guyomard contre l'application de cette épithète aux meilleurs citoyens, 269. (*Voyez ce qui précède et RÉACTION*).

TESTAMENS. AN 1791. Décret qui regarde comme non écrite toute clause impérative ou prohibitive qui y serait insérée, 249. — AN I.^{er} 1793. Leur abolition, et pourquoi, 68 et 69. — AN II. 1793. Conservation des legs faits aux domestiques et indigens, 66. — AN V. Loi relative aux exécuteurs testamentaires restés dépositaires de fonds, 69 et 100. (*Voyez CODE CIVIL et SUCCESSIONS*).

THÉÂTRES. AN 1789. Dons patriotiques de plusieurs d'entre eux, 61 et 65. — Notice sur la représentation de la bataille d'Ivry, 95. — Extraits de la Saint-Barthélemi, tragédie anglaise de Lée, traduite par Laplace, 96 et 97. — Réclamations contre les dépenses de l'Opéra, 98. — Critique du théâtre de Monsieur, *ibid.* — Notice sur la pièce intitulée : le Badinage dangereux, 99. — Recherche sur leur décadence, 101. — Analyse de Nephthé, paroles d'Hoffmann, musique de Lemoine, 121. — Début de M.^{lle} Parisot, 122. — Eloge de Guglielmi, à l'occasion de sa pièce, *la Pastorella nobile*, 125. — Première représentation de l'Esclavage des nègres ; annonce des annales dramatiques de Cailhava, 131. — AN 1790. Analyse du réveil d'Epiménide, par Deflins, 3. — De l'Honnête Criminel, drame de Falbaire, 6. — Notice sur l'opéra bouffon, 10. — Analyse de Pierre le Grand, comédie de Bouilly, 15. — Des Dangers de l'Opinion, par Laya, 21. — Des Pommiers et du Moulin, paroles de Forgeot, musique de Lemoine, 22. — De la *Buona Figliuola*, par Piccini, 36. — Du Souper magique et de Louis XII, tragédie, 45. — Du Diable-à-Quatre, par Sedaine, 47. — Nouvelle discussion à la commune sur la liberté des théâtres, et réflexions de Quatremère-de-Quincy à ce sujet, 53. — Analyse du Philinte de Molière, par

— Résolution à ce sujet , 249. — Son approbation , 256. — Arrêté pour la formation d'une commission chargée de présenter un nouveau mode d'audition des fonctionnaires publics , 312. — Rapport de Siméon , et adoption des articles présentés par lui , 322. — Leur approbation ; 329. — AN V. Projet de Luminais sur le délit de faux témoignage ; son ajournement , 29. — Motion de Lémeryer contre l'abus d'admettre celui du dénonciateur , 267. — Discussion d'un autre projet sur le mode de révision des jugemens rendus sur faux témoignage , 97 , 101 , 182 et 219.

TENTATIVE DU CRIME. AN IV. Résolution qui la punit comme le crime même , quand sa suspension n'est pas l'effet de la volonté du prévenu , 260. — Son approbation , 268.

TERRES INONDÉES. (Voyez DESSECHÉMENTS.

TERREUR. AN I.^{er} 1793. Pétition des Jacobins et des sections de Paris , pour qu'elle soit mise à l'ordre du jour , 250. — Décret confirmatif de cette demande et de celle de la commune de Paris sur le même sujet , 251. — AN II. 1793. Plaintes de Bazire , Chabot et Thuriot contre ses effets envers les représentans , et discours de Bourdon de l'Oise en faveur de ses résultats , 52. — AN II. 1794. Discussion sur son maintien , 333. — AN III. Annonce de sa puissance à Marseille , 6. — Sa destruction dans le Pas-de-Calais et dans le Nord , par Florent Guyot et Berlier , *ibid.* et 10. — Discours de Cambon , dans lequel il prétend qu'elle existait déjà dans l'assemblée législative , 34. — Tableau de ses crimes , par Boissy - d'Anglas , 183. — Adresse contre elle , présentée au nom de 40 mille citoyens , 185. — AN V. De ses effets , par Benjamin Constant , 293 et 294. (Voy. GOUVERNEMENT RÉVOLUTIONNAIRE , TERRORISME et TERRORISTES).

TERRORISME. AN III. Proposition d'Olivier-Gérante pour l'anéantir avec le royalisme , 124. — Destruction de ce régime dans l'Ardèche , la Drôme et Vaucluse , 147. — Et Indre-et-Loire , 241. — Lettre de Cadroy et Isnard annonçant que sa dernière heure va sonner dans le Midi , 255. — Article de Trouvé sur le terrorisme royal , 303. (V. ANARCHIE , TERREUR , TERRORISTES , etc.).

TERRORISTES. AN III. Adresses invitant à les poursuivre comme complices de Robespierre , 15 et 18. — Dénonciations et débats à la convention sur cette dénomination et les individus qui en sont l'objet , 103. — On les accuse de dominer Marseille et d'y préparer la mort des auteurs du 9 thermidor , 128. — Proposition de les exclure des fonctions publiques , 135. — Conspiration qui leur est attribuée , 142 et 143. — Mention honorable de l'adresse d'une section qui les a privés des droits politiques , 154. — Motions d'André Dumont et de Rewbell pour leur désarmement , 157. — Nouvelles accusations dirigées contre eux , 159 et 163. — Demande de leur déportation par les habitants d'Orléans , 164. — Et de leur exclusion des fonctions publiques par la section de la Butte-des-Moulins , *ibid.* — Ils s'organisent en bataillons à Arles , 186. — Débats sur leur arrestation , 189. — Lettre de Mariette et Chambon sur les troubles qu'ils excitent dans le Var ; détails de leurs projets ; mesures prises pour les déjouer , 190. — Accusation contre eux à l'occasion du 12 germinal ; cri de ralliement trouvé sur les révoltés , 198. — Leur expulsion de diverses autorités , 199. — Proclamation contre eux , 201. — Réflexions de Trouvé sur leurs manœuvres , 207. — Et sur les mesures prises par la convention pour les réprimer , 211. — Fermentation qu'ils excitent à Montpellier ; adresse de Marseille contre leur audace , 216. — Autre de la commune de Beaucaire dans le même sens ; demande de leur punition par Cadroy , 219. — Mesures prises contre eux dans les Bouches-du-Rhône , 222. — Qualification de Mathevons , qui leur est donnée par les Lyonnais ; ils sont massacrés par ces derniers , 224 et 233. — Leur compression dans le département de la Manche , 242. — Décret qui autorise leur désarmement et leur incarcération , 246. — Proposition de leur déportation par la section de Bon-Conseil , 256. — Demande faite , par l'administration du district de Mâcon , de lois sévères qui les obligent à rentrer dans leurs foyers , 273. — Crimes qui leur sont imputés ; projet pour en mettre les auteurs en jugement , *ibid.* — Discours de Legendre sur cette qualification donnée à des patriotes , 280. — Adresse de la section Lepelletier contre leur

réarmement, 284. — Pétition de celle de l'Observatoire contre la mise en liberté de plusieurs d'entre eux; observation de Mailhe contre les royalistes; règle annoncée par Bailleul pour distinguer les vrais patriotes d'avec les terroristes, 297. — Extrait des gazettes italiennes annonçant que, sous ce nom, les patriotes qui ont fait la révolution en France sont persécutés et massacrés, 306. — Déclaration de Boissy - d'Anglas, de Dubois-Grancé et de Legendre à leur sujet; on attribue à la crainte de les voir renaitre les mouvemens de la jeunesse de Paris; discussion sur le projet d'une commission de police extraordinaire pour juger ceux qui sont détenus; bruit atroce semé contre eux, démenti à la tribune par Delahaye, 306. — Nouvelle pétition de la section Lepelletier contre eux; suite des débats sur le projet de police extraordinaire; il est ajourné, 308. — Reprise de la discussion; rejet du projet; formation d'une commission de douze membres, prise dans le sein de la convention, pour prononcer sur leur arrestation, 312. — Tentative pour massacrer ceux détenus à Marseille, 315. — Extrait du discours de l'orateur d'une députation de la section du Mont - Blanc, dirigé contre eux, 317. — Réclamation de la section de l'Observatoire contre la commission des douze; demande de leur traduction devant une commission militaire, 319. — Réflexions de Dubois-Grancé sur la dénomination de *terroristes*, sous laquelle l'on veut proscrire tous ceux qui ont condamné le roi et voté la république, 322. — Nouveau rapport de Henry Larivière sur les moyens de juger ceux qui sont en arrestation, 323. — Fin de son rapport; sa discussion; autre rapport de la commission des douze, et ajournement du projet de Henry Larivière, 324. — Plaintes de la section de la Halle-aux Blés contre la mise en liberté de quelques-uns d'eux; sortie de Perrin, des Vosges, contre ces dénonciations, 326. — Texte de l'opinion de Quirot contre le mode proposé pour les mettre en jugement, 327. — Députation de la section de Bonne - Nouvelle, pour de réincarcération de ceux mis en liberté, dénonciation de leurs manœuvres à Lyon, production du projet pour les mettre en jugement, il est ajourné; autre projet tendant

son adoption, 345. — Lettre de l'administration du département du Doubs, imputant à ceux de Besançon les troubles survenus dans cette commune, 349. — AN IV. Nouvelles instances pour leur mise en liberté, 18. — Réflexions de Lenoir-Laroche sur la nécessité de les employer pour contrebalancer le royalisme, 118. — Plaintes de Guyomard contre l'application de cette épithète aux meilleurs citoyens, 269. (*Voyez ce qui précède et RÉACTION*).

TESTAMENS. AN 1791. Décret qui regarde comme non écrite toute clause impérative ou prohibitive qui y serait insérée, 249. — AN I.^{er} 1793. Leur abolition, et pourquoi, 68 et 69. — AN II. 1793. Conservation des legs faits aux domestiques et indigens, 66. — AN V. Loi relative aux exécuteurs testamentaires restés dépositaires de fonds, 69 et 100. (*Voyez CODE CIVIL et SUCCESSIONS*).

THÉÂTRES. AN 1789. Dons patriotiques de plusieurs d'entre eux, 61 et 65. — Notice sur la représentation de la bataille d'Ivry, 95. — Extraits de la Saint-Barthélemi, tragédie anglaise de Léc, traduite par Laplace, 96 et 97. — Réclamations contre les dépenses de l'Opéra, 98. — Critique du théâtre de Monsieur, *ibid.* — Notice sur la pièce intitulée : le Badinage dangereux, 99. — Recherche sur leur décadence, 101. — Analyse de Nephthé, paroles d'Hoffmann, musique de Lemoine, 121. — Début de M.^{lle} Parisot, 122. — Eloge de Guglielmi, à l'occasion de sa pièce, *la Pastorella nobile*, 125. — Première représentation de l'Esclavage des nègres; annonce des annales dramatiques de Cailhava, 131. — AN 1790. Analyse du réveil d'Epiménide, par Deffins, 3. — De l'Honnête Criminel, drame de Falbaire, 6. — Notice sur l'opéra bouffon, 10. — Analyse de Pierre le Grand, comédie de Bouilly, 15. — Des Dangers de l'Opinion, par Laya, 21. — Des Pommiers et du Moulin, paroles de Forgeot, musique de Lemoine, 22. — De la *Buona Figliuola*, par Piccini, 36. — Du Souper malin, *ibid.*, 45. — Du Diable à quatre, nouvelle discussion des théâtres, et des moyens à ce sujet, par

Fabre d'Eglantine, 55. — Des trois Noces, par Dezédes, 56. — De Télémaque, ballet de Gardel, *ibid.* — Lettre de Sélis sur les petits spectacles, 60. — Analyse des Brouilleries, opéra-comique, musique de Leberton, 62. — De l'Honnête Criminel, par Falbaire, 63. — Des Ruses de Frontin, par Marchand, 69. — Du District de village, comédie de Desfontaines, 76. — De l'Autre de Trophonius, musique de Salieri, *ibid.* — Interdiction du Baron de Volza, comme contraire aux mœurs, 80. — Analyse des Esclaves par amour, musique de Paësiello, 81. — De Jean Lafontaine, comédie de Pariseau, 82. — Suspension des représentations de Charles IX, par la municipalité de Besançon, *ibid.* — Analyse de la Bonne-Mère, par Florian, 83. — Clôture du théâtre de la Nation; discours prononcé par Dazincourt dans cette circonstance, 86. — Sa rentrée; tumulte dans la salle à l'occasion du compliment de Naudet, 105. — Réflexions de Peuchet contre le projet de soumettre les spectacles à l'autorité municipale, sous d'autres rapports que ceux de la police et de la surveillance, 106. — Analyse du Couvent, comédie de Laujeon, 108. — De Charles IX, tragédie de Chénier, 114. — D'Antigone, opéra de Zingarelli, 122. — Des Fous de Médine, musique de Gluck, 126. — De l'Arbre de Diane, 129. — Lettre sur Antigone, 131. — Analyse de Jeanne d'Arc, 134. — Du comte de Comminges, par d'Arnauld, 136. — D'*il Geloso in Cimento*, musique d'Anfossi, 136. — Du Malencontreux, 144. — Critique de la parodie des Esclaves par amour, 149. — Notice sur l'opéra-bouffon, et sur l'apparition de la Signora-Morichelli dans l'opéra des *Due Gemelle*, 152. — Analyse de la *Frascatana*, 158. — De l'Incertitude maternelle, 162. — De la Soirée orangeuse, 163. — De Louis IX, paroles de Guillard et Andrieux, musique de Lemoine, 169. — De Ferdinand ou la suite des Deux-Pages, 174. — De *Viaggiatori Felici*, musique d'Anfossi, 184. — De Barnevelt, tragédie de Lemierre, 185. — D'Azélie, opéra, 189. — Du Chêne patriotique, opéra de Monvel, 195. — Du Journaliste des Ombres, comédie par Aude, 199. — De la Famille patriote, par Collot-d'Herbois; des Dangers de l'Opinion,

comédie de Laya, 200. — Réflexions sur Guillaume Tell, 215. — Et sur Dom Quichotte, 218. — Analyse de Tarare, opéra de Beaumarchais, 219. — Du Couvent, par Fiévée, 239. — Des Amours de Coucy, *ibid.* — D'Euphrosine ou le Tyran corrigé, par Hoffmann, 252. — De *l'Italiana in Londra*, musique de Cimarosa, 257. — De Joconde, 261. — Nouvelle notice sur le théâtre de la Nation, 275. — Réflexions pour la liberté des spectacles, 277. — Analyse des Deux-Noms, comédie d'Imbert, 282. — De Vert-Vert, 287. — Du nouveau d'Assas, 293. — Du Portrait et de la Divinité du Sauvage, 297. — Début de M^{lle} Joly dans le rôle d'Athalie, 298. — Analyse de Socrate, par Collot-d'Herbois, 317. — Reprise de Brutus, tragédie de Voltaire, 323. — Analyse du Capitaine Cook, 339. — Du Tombeau de Desilles, comédie de Desfontaines, 341. — D'Alceste à la campagne, par Demoustier, 342. — De la Famille réunie, 346. — De Psyché, ballet de Gardel, 352. — De l'Histoire Universelle, par Beffroy-de-Reigny, 353. — Observations sur l'organisation des spectacles, 360. — Analyse de la Communauté de Copenhague ou le duc de Valdeza, musique de Jadin, 362. — De Jean Calas, drame de Laya, 363. — AN 1791. De Grisélide, opéra-comique, 11. — Discussion et décret sur la propriété des ouvrages dramatiques, 15. — Analyse de Laurette, 24. — De Cora, musique de Méhul, 51. — Du Bourru-Bienfaisant, 59. — De Corisandre, opéra; et de Rienzy, tragédie de Laignelot, 72. — Etablissement du Vaudeville, 101. — Analyse de Marius à Minturnes, par Arnaud, 140 et 160. — De l'Intrigue Epistolaire, comédie de Fabre d'Eglantine, 170. — Remise d'Athalie avec les chœurs; analyse de Pauline, 189. — De Calas, tragédie de Chénier, 191. — Et de Lodoyska, 202. — Décret portant qu'aucune pièce ne pourra être jouée sans le consentement de l'auteur, *ibid.* — Analyse de la Ligue des Fanatiques et des Tyrans, par Ronsin, 213. — De la Veuve de Calas à Paris, par Pujoux, 216. — D'une seconde pièce de Lodoyska, 217. — D'*il finto Cieco*, musique de Gazzaniga, 229. — Du Club des Bonnes-Gens, 277. — Des Espiègleries de Garrison, 278. — De Nantilde et de Dagobert, paroles de Piis, musique

de Cambini , 282. — D'Agnès et Olivier ; par Monvel , 285. — Du Bienfaisant , 287. — De Zélia , paroles de Dubuisson , musique de Deshayes , 309. — Des Effets du Libertinage , par Desade , 310. — Du Dentiste , 317. — Du Mari Directeur , par Desflins , 319. — Troubles à Feydeau , à l'occasion des Deux-Nicodèmes , paroles du Cousin-Jacques , 330. — Analyse de Trazime et Timagène , tragédie de Dubuisson , 331. — Rentrée de Prévillle dans la Partie de Chasse d'Henry IV , 332. — Analyse des Vengeances , par Dumaniant , 335. — D'une autre pièce intitulée : *Una Cosa Rara* , 341. — D'Elfrida , paroles de Guillard , musique de Lemoine , 355. — AN 1792. D'Œdipe à Thèbes , musique de Deméreaux , 8. — Du Coureur de Successions , 9. — De Philippe et Georgette , paroles de Monvel , musique de Daleyrac , 11. — De la Jeune Hôtesses , par Desflins , 13. — De la Fille Naturelle , par Dejeaure , 24. — De Charlotte et Werther , par le même , 36. — De la baronne de Chantal , par Cubières , 39. — De la suite des Petits Savoyards , paroles de Pujoux , musique de Devienne , 46. — Des Deux Prisonniers , drame , par Martin , 50. — De la Revanche forcée , par Deschamps , 56. — Du Vieux Célibataire , par Collin-d'Harleville , 57 et 71. — De la Mort d'Abel , tragédie de Legouvè ; de Cadichon , ou les Bohémiennes , opéra-comique , de Pujoux , 76. — De Melite , ou le Pouvoir de la Nature , par Desfontaines , 86. — De Robert , chef de Brigands , 87. — De Julie , ou la Religieuse de Nismes , par Pougens , 114. — Du Vieux Garçon , comédie de Dubuisson , 115. — De Lovelace , par Lemercier ; et de l'Aîné et du Cadet , par Collot-d'Herbois , 117. — De Lucrèce , tragédie , d'Arnauld , 136. — De Virginie , par Laharpe , 148. — De Jésus-Christ , ou la véritable Religion , par Debohaire , 160. — Mort de Favart , et Notice sur ses ouvrages , 171. — Analyse de la Mère Coupable , drame de Beaumarchais , 181. — Des Visitandines , par Picard , 198. — De Roméo et Juliette , paroles de Monvel , 213. — Décret sur la propriété des Pièces , 245. — Patriotisme et dévouement des Auteurs du théâtre de Montpensier , 254. — Analyse de l'Officier de fortune , par Patrat , 279.

— D'Adèle et Pauline , par Delrieux , 284. — De la Chaumière Indienne , par Demoustier , 289. — De Basile , comédie de Sédaine et Grétry , 296. — De l'Emigrant , par Dugazon ; de l'Enlèvement des Sabines , par Picard , 310. — Du Siège de Lille , par Dantilly , 325. — Et par Joigny , 338. — De l'Apothéose de Beaurepaire , par Lesur , *ibid.* — D'Othello , tragédie , de Ducis , 352. — AN I.^{er} 1793. De la Journée dérangée , par Ducray-Dumisnil , 1. — De la Belle Fermière , par M^{lle} Candeille , 3. — De l'Ami des Lois , par Laya , 4. — Tumulte occasionné par sa représentation , 14. — Clôture des théâtres par la commune ; débats et discussion à ce sujet , 16. — Arrêté du conseil exécutif qui annule cette mesure ; autre de la commune pour la suspension de l'Ami des Lois , 17. — Dénonciation , par le département , de cet arrêté , 18. — Transmission de celui du conseil exécutif ; décret qui le casse , 19. — Analyse d'Ambroise , opéra-comique , 22. — De la Papesse-Jeanne , 31. — De l'Entrée de Dumourier à Bruxelles , comédie , par Olympe de Gouges , 34. — Du Camp de Grand-Pré , opéra , 35. — De Fénélon , par Chénier , 47. — De la Caverne , opéra , 56. — De Lepelletier , ou le premier Martyr de la Liberté , drame-lyrique , 61. — Du Jugement de Paris , ballet-pantomime , 93. — Notice sur le Barbier de Séville , opéra , 87. — Sur le Mariage de Figaro , comédie , paroles de Beaumarchais , musique de Mozart , 91. — Mesures pour la présentation d'un projet de loi sur la surveillance des spectacles , et arrêté de la commune pour leur épuration , 92. — Analyse des Deux Hermites , opéra-comique , 113. — Des Femmes , comédie de Demoustier , 118. — Du Deuil prématuré , par Monvel , 144. — Et du Siège de Thionville , représenté *gratis* pour l'amusement des sans-culottes , 172. — Réclamations des administrateurs de l'opéra au sujet de l'arrêté pris contre eux , à l'occasion de cette pièce , 174. — Analyse de celle intitulée : Le Coin du Feu , 175. — De Zuma , tragédie de Lefèvre , remise au théâtre , 176. — De la Partie Quarrée , 189. — De la Vivacité à l'épreuve , comédie de Vigée , 198. — Et de Mutius-Scœvola , tragédie , 217. — Décret pour la représentation de Brutus , Guillaume Tell , Caius Gracchus et autres pièces patriotiques , *ibid.* — Ou-

verture du théâtre Montansier, 225. — Analyse de *Paméla*, 226. — Motion de Lejeune pour la clôture des spectacles ; elle est combattue par Lacroix, qui fait décréter que l'on ne jouera que des pièces républicaines, 227. — Analyse de *Fabius*, tragédie-lyrique, 228. — Des Causes et des Effets, ou le Réveil du Peuple en 1789, drame-lyrique, 230. — Détails sur le nouveau Théâtre National ; analyse de la Journée de Marathon, 242. — Et de celle du Vatican, ou le Souper du Pape, par Giraud ; rapport du décret du 30 août 1792, relatif aux ouvrages dramatiques, et remise en vigueur des lois des 31 janvier et 19 juillet 1791, 246. — Confirmation de l'arrêté du comité de salut public, qui ferme le Théâtre de la Nation, et ordonne l'arrestation des acteurs et actrices, 248. — Ceux de l'Opéra protestent à la commune de leur dévouement à la liberté, 253. — Prix proposé par eux, pour le meilleur ouvrage républicain, 256. — Ils sont autorisés par le conseil-général de la commune à l'administrer provisoirement, 262. — Analyse de *Roméo et Juliette*, drame-lyrique, 266. — AN II. 1793. Du Divorce Tartare, pièce tombée, 20. — De *Selico*, ou les Nègres, opéra, 31. — Du Dernier Jugement des Rois, comédie de Sylvain-Maréchal, 39. — Nom de la Montagne donné au théâtre Montansier ; analyse de la Veuve du Républicain, ou Le Calomniateur, comédie de Lesur, 69. — De la Moitié du Chemin, par Picard ; d'Arétaphile, tragédie de Rousin, 70. — Des Vous et des Toi, opéra-comique, par Valcourt, 71. — Du Modéré, comédie de Dugazon, 73. — Et de la Vraie Bravoure, 80. — Pétition des artistes du Théâtre Français pour leur mise en liberté, et leurs offres de propager les principes républicains, 96. — AN II. 1794. Analyse du Mariage Patriotique, 111. — De l'Intérieur du Ménage Républicain, 114. — De Toute la Grèce, opéra ; de Tarquin, tragédie ; des Dragons en cantonnement, comédie, 121. — Décret d'indemnité pour ceux qui donnent des représentations publiques, 126. — Circulaire du comité de sûreté générale, qui les invite à se moraliser, 133. — Analyse de la Prise de Toulon ; dénonciation contre le Congrès des Rois, 169. — Il est défendu par arrêté de la commune ; autre

qui destine le Théâtre Français aux représentations de *Par et pour le Peuple*, 178. — Analyse d'*Epicharis et Néron*, tragédie de Legouvé, 187. — De *Claudine*, ou le Petit Commissionnaire, par Deschamps, 194. — De la Famille Indigente, par Plantaire et Gaveaux, 225. — De *Phrosine et Mélidor*, opéra-comique, 251. — De la Discipline Républicaine, par Valcourt, 233. — De la Réunion du 10 Août, ou l'Inauguration de la République française, paroles de Bouquier, musique de Porta, 237. — De l'Enfance de J. J. Rousseau, par Andrieux, 247. — Des Vrais Sans-Culottes, par Dugazon, 248. — De Joseph Barra, par Leger et Levrier-Longchamp, 288. — Du Triomphe de la République, par Moline, 291. — Rapport de la commission d'instruction publique sur les corrections à faire dans *Castor et Pollux*, 307. — AN III. Analyse de *Viala*, par Fillette-Lozeau, musique de Leberton, 23. — Lettre de Lesueur, sur *Arabelle et Vascos*, musique de Marc, 47. — Analyse d'*Encore une victoire*, paroles de Dantilly, musique de Kreutzer, *ibid.* — De la Perruque blonde, par Picard, 54. — Rapport et discussion sur le Théâtre Montansier, 86. — Analyse de *Cincinnatus*, tragédie d'Arnault, 87. — De *Sapho*, tragédie-lyrique, par M^{me} Pipelet et Martini, 91. — De la *Bayadère*, par M^{lle} Candelle, 133. — De *Galathée*, scène lyrique, 138. — De *Sophronyme*, 148. — D'*Agathine*, ou la Fille naturelle, 171. — Et de *Doria*, ou la Tyrannie détruite, opéra, 175. — Pétition des propriétaires du théâtre, rue de la Loi, pour en être mis en possession, 102. — Article relatif au Théâtre Français, 128. — Troubles à celui de Feydeau, à l'occasion du buste de Marat, 136. — Réflexions sur ceux excités par les jeunes gens dans tous les spectacles, 143. — Faits relatifs à ce qui s'est passé dans celui d'Audinot, 144. — Discussion sur celui de la Montansier, 169. — Pétition en faveur de l'Odéon, 192. — Réflexions sur la décadence des théâtres, par Mauduit-Larive, 201. — Analyse de *Pausanias*, tragédie du Trouvé, 203. — Annonce d'*Hormidas*, par Luce, 208. — Analyse du Tolérant, par Demoustier, 221. — De la Pauvre Femme, et d'*Adèle*, paroles de Marsollier, musique de Daleyrac, 222. — De la Supercherie par amour, 239. — D'une

Faute d'amour, par Vial, 247. — De Pison, tragédie de Petitot, 257. — Et du Tartuffe révolutionnaire, 271. — Réunion de la salle du Théâtre des Arts au domaine national, 280. — Lettre de Cailhava annonçant qu'il va rétablir en cinq actes le Dépit amoureux de Molière, 290. — Article sur la reprise de Didon et d'Iphigénie en Aulide, 293. — Autorisation au comité des finances de statuer sur la demande des artistes du Théâtre Français, 298. — Arrestation de Gavaudan et de Micaléf, et pourquoi, 306. — Reprise de Paméla, 316 et 317. — Analyse de Quintus-Fabius, nouvelle tragédie de Legouvé, 321. — AN IV. Du Bon Fils, opéra, par Hennequin, 2. — Des Conjectures, par Picard, 38. — De l'Agioteur, par Charlemagne, 41. — De Tobern, ou le Pêcheur suédois, paroles de Patrat, musique de Bruni, 75. — Et des Amis de Collège, par Picard, 94. — Lettre sur l'art dramatique et le mauvais goût des auteurs, 95. — Analyse de la Caverne, paroles de Forgeot, musique de Méhul, 97. — Du Petit Matelot, par Pigault-Lebrun, 99. — Et du Jockey, par Hoffmann, 124. — Arrêté du directoire sur les spectacles, 126. — Clôture du Théâtre Feydeau, 164. — Analyse de l'opéra intitulé : la Famille américaine, 190. — Du Léviite d'Ephraïm, tragédie, 195. — Du mariage de la Veille, 203. — De Caton d'Utique, tragédie, 211. — Du Secret, opéra, 219. — Notice sur celui de Télémaque, 240. — Extrait de la tragédie d'Oscar fils d'Ossian, 260. — Analyse des Sabottiers, 287. — De Marianne, paroles de Marsollier, musique de Daleyrac, 303. — Du Moment d'humeur, par Hennequin, 319. — Du Chanoine de Milan, par Duval, 365. — AN V. Et de René Descartes, par Bouilly, 17. — Proposition d'un impôt sur les billets d'entrée, 28. — Message du directoire à ce sujet, 44. — Loi qui consacre cette proposition, 47 et 79. — Analyse des pièces intitulées : Les Artistes, par Collin-d'Harleville, 59. — Et Santeuil et Dominique, par Piis, 71. — Réflexions sur l'ouverture du Théâtre Louvois ; Analyse des Deux sœurs, par Laya, 98. — Du Lovelace français, par Duval et Monvel, 103. — De Lisbeth, 118. — D'Anacréon, paroles de Guy, musique de Grétry, 123. — Du major Palmer, 137. — De Cécile, par Souriguières, 146. — Et de Saint-Élmont et Verseuil, par Ségur jeune,

150. — Ordre du jour sur la proposition pour la présentation d'une loi sur la police des spectacles, 192. — Article de Peyre fils, sur la restauration de l'Odéon, 210. — Prorogation pour six mois de l'impôt sur les billets de spectacle, 216. — Notice sur Agamemnon, tragédie de Lemercier, 223. — Nouvelles dispositions pour la perception d'un droit sur les billets d'entrée, 310 et 312. — Analyse de Médiocre et Rampant, comédie de Picard, 323. — AN VI. Lettre du directoire sur la nécessité de surveiller les théâtres, 8. — Analyse des Intrigues Portugaises, opéra, 26. — Nouvelle lettre sur l'Odéon et ses acteurs, 50. — Analyse de la pièce intitulée : *La Paix*, 51. — Motion d'ordre sur la multiplicité des spectacles, 60. — Résolution qui proroge pour l'an six la perception du droit établi sur les billets, 64. — Son approbation, 69. — Réflexions sur le théâtre national, par un membre de l'Institut, 86. — Invitation à l'administration de l'Opéra de donner Scipion ou la Chûte de Carthage, 88. — Eloge de la comédie des Modernes Enrichis par Pujoux, 109. — Analyse de Manlius-Torquatus, 115. — De Scipion l'Africain, tragédie, 130. — D'Alexis ou l'Erreur d'un bon Père, 136. — Du Prisonnier, opéra comique, 138. — De la pièce intitulée Sans Façon ou le vieux Cousin, 146. — Des Dangers de la Présomption, comédie, 159. — De Léonore ou l'Amour Conjugal, 163. — Et de Thémistocle, tragédie, 167. — Article sur le projet relatif à la police des théâtres, 173. — Discussion à ce sujet, 185, 186, 187, 202 et 207. — Résolution pour traiter du théâtre des Arts ou Montansier, 218. — Suite de la discussion sur la police des spectacles ; adoption des premiers articles du projet ; décret qui fixe à dix ans le terme des droits des héritiers des auteurs sur les ouvrages de ces derniers ; adoption du surplus du projet d'Audouin ; ordre du jour sur la réduction des théâtres, 221. — Analyse de Pour et Contre, vaudeville, 231. — De Zoraïne et Zulnare, par Saint-Just et Boyeldieu, 236. — Rapport sur la résolution précédente ; proposition de l'approuver ; discussion, 240. — Analyse de l'Homage du Petit Vaudeville au grand Racine, donné au bénéfice d'une de ses petites nièces, 244. — De Falkland, drame de Laya, joué sans succès, 249. — De l'Ecole des Mères, de Desprès et Rouget de

Lille, 251. — Et d'Arianne dans l'Isle de Naxos, 252. — Incendie de la salle des Variétés Amusantes sur le boulevard du Temple, 253. — Reprise de la discussion sur la résolution relative à la police des théâtres, 254 et 259. — Son rejet, 260. — Analyse de C'est la Même, par Ségur jeune, 256. — Suspension des pièces à effets d'artifice, 258. — Analyse de Jean-Baptiste, par le Cousin Jacques, 263. — De la Vallée de Montmorenci, vaudeville de Pils, Radet, Desfontaines et Barré, 266. — Reprise de Fénélon, 282. — Analyse d'Arlequin en Sentinelle, 285. — Du Moulin de Sans-Soucy, vaudeville, 291. — De l'Opéra-Comique, 298. — Et d'Apelle et Campaspe, 301. — Envoi d'un message au directoire pour demander des renseignemens sur la décadence de l'opéra, 315. — Analyse de l'Hôtellerie Portugaise, musique de Chérubini, 318. — Et des Projets de Mariage, par Duval, 326. — Arrêté du bureau central qui proscriit les mots *Monsieur* et *Madame* dans les pièces postérieures à l'ère républicaine, 328. — Pension de 2,400 liv. faite par les artistes de Favart au citoyen Montigny, l'un des créateurs du genre de l'opéra comique, 329. — Analyse de Jacques le Fataliste et du Cordonnier Allemand, 335. — Reprise de l'Hôtellerie Portugaise, 336. — Analyse de Palma, musique de Plantade, 339. — Loi qui proroge l'impôt sur les billets de spectacle, 353. — Ouverture du théâtre de la République, et description de la salle, 354. — Clôture momentanée de celui de Feydeau, *ibid.* — Analyse de la Dot de Suzette, opéra comique, par Dejaure et et Boyeldieu, 357. — AN VII. Critique d'une pièce intitulée : La Revue de l'An six, 3. — Eloge de l'Opéra Bouffon, nouvellement formé à Paris, 15. — Analyse de Roger de la Palisse, vaudeville, 25. — De Léon ou le Château de Monténéro, 27. — Et de Blanche et Moncassin, tragédie d'Arnault, 29. — Article sur l'ouverture du théâtre de l'Odéon, 46. — Analyse de Lamothe-Houdard, vaudeville, 53. — Et du Cabriolet Jaune, opéra comique, 54. — Notice sur Michel Montaigne, comédie de Guy, 57. — Analyse de Briséis, tragédie de Poinciset de Sivry, 61. — De la Femme de quarante-cinq ans, opéra comique, 62. — Du Voyage Interrompu, comédie de Picard, 67. — De

l'Astronome, opéra de Brousse-Desfaucherets, 76. — Article sur la reprise d'Alceste, 76. — Analyse d'Arlequin tout seul, vaudeville, 85. — De l'Oncle Valet, 91. — Des Noms Supposés, 93. — D'Olympie, 96. — Du Nouveau Magasin des Modernes, vaudeville, 97. — Et d'Ophis, tragédie, 103. — Lettre du ministre de l'intérieur sur la propriété des pièces, 104. — Analyse du drame Misanthropie et Repentir, 106. — D'Elisa, 110. — Et des Comédiens Ambulans, opéra, 112. — Reprise de la tragédie de Charles IX; notice des changemens qui y ont été faits, 115. — Analyse de la pièce intitulée : Le Quart-d'Heure de Rabelais, 121. — Chute de l'opéra des Deux Jockeys, 122. — Du vaudeville d'Arlequin doge à Venise, 126. — Analyse de Laurent de Médicis, tragédie, 132. — Et des Deux Journalistes, 133. — Nomination de Mahéaut en qualité de commissaire près le théâtre de la République, 141. — Ordre donné aux entrepreneurs d'envoyer l'état de leur répertoire au département de la Seine, 145. — Analyse d'Adolphe et Clara ou les Deux Prisonniers, 149. — D'une Journée du jeune Néron, 155. — D'une Journée de Ferney, 162. — Reprise d'Iphigénie en Aulide, 170. — Analyse de la Punition, opéra, 172. — Incendie de l'Odéon, 179. — Article sur cet événement, 181. — Arrestation du citoyen Sageret, ancien administrateur, 184. — Arrêté du directoire sur la police des spectacles, 185. — Analyse de l'Envieux, comédie, par Dorvo, 186. — Rapport du minéralogiste Sage sur les matières combustibles qui se sont trouvées dans les débris de l'Odéon; pétition des auteurs dramatiques pour obtenir un second théâtre, 189. — Notice de l'Auteur dans son Ménage, par Gosse, musique de Bruni, 191. — Lettre de Cadet-Devaux sur les moyens de préserver les décorations de tout incendie, 193. — Réflexions sur le théâtre des Arts, 204. — Extrait de la parodie de Misanthropie et Repentir, par de Jouy et Longchamps, 208. — Analyse de la Dupe de soi-même, comédie par Roger, 209. — De Montano et Stéphanie, opéra comique, par de Jaure, musique de Leberton, 213. — Et des Méprises Espagnoles, musique de Boyeldieu, 223. — Arrestation de plusieurs personnes, relativement à l'incendie de l'Odéon, 229. — Détails sur l'établisse-

ment

ment de celui des Troubadours, 235. — Mise en liberté des prévenus dans l'affaire de l'Odéon, 239. — Analyse du Trente et Quarante, opéra comique, par Duval, musique de Tarchy, 243. — Du Général Suédois, paroles de Monvel, musique de Della-Maria, 247. — De Monsieur de Bièvre, vaudeville, 252. — Notice sur la nouvelle organisation du Théâtre Français, 254. — Discussion sur les indemnités à accorder aux associés de la Montansier, 256. — Article sur celui de Catherine II, 258. — Analyse de l'opéra d'Adrien; débats occasionnés par sa représentation; citation de plusieurs vers royalistes; accusation dirigée contre François, de Neuchâteau, à cette occasion; message à ce sujet, 260. — Réclamation d'un citoyen sur le compte rendu de la représentation de cette pièce, 262. — Rapport du ministre de l'intérieur sur les changemens qu'elle a subis depuis 1792, 263 et 264. — Analyse du Val-de-Vire, vaudeville, *ibid.* — De l'Entrée dans le Monde, par Picard, 289. — Et des Trois Voisins, par le même, 305. — Mort de mademoiselle Bellecourt; analyse des Deux Frères, drame imité de Kotzebuë, 333. — D'Armand ou le Bienfait des Perruques, par madame Dufresnoy, 337. — Des Epoux Divorcés, par Desforges, 339. — De Ninon de Lenclos, par Creuzé, 354. — De Romagnesi, paroles de Lemontey, musique de Plantade, 358. — Et des Précepteurs, par Fabre-d'Eglantine, 364. — Mort de mademoiselle Dauberval, célèbre danseuse, 365 et 366.

THÉOPHILANTROPES. AN V. Formation d'une secte sous ce nom, 219. — Réflexions sur l'utilité de leur culte, 324. — AN VII. Reproches faits à leur sujet, à Réveillère-Lépaux, 273. — Plaintes contre les prêtres catholiques qui les persécutent, 281.

TIERS-ÉTAT. Evénemens et écrits sur sa représentation, avant les Etats-généraux. (*Voyez table de l'Introduction*). AN 1789. Prétentions de la noblesse et du clergé sur la séparation des ordres, 2 et suiv. — Confirmation de cette dénomination par la noblesse et le roi, dans leur correspondance avec les communes, 5 et 7. (*Voyez COMMUNES.*)

TIERS DU CORPS LÉGISLATIF. (*Voy. CORPS LÉGISLATIF*).

TIMBRE. (*Voyez à table de l'Introduction et à DROITS*).

Table alphabétique.

TIRAILLEURS. AN I.^{er} 1793. Fuite de la compagnie de ceux d'Egron et de Givet avec Dumourier, 111.

TITRES. AN IV. Message du directoire y relatif, 66. — Fixation du traitement des membres de l'agence, 253 et 256. — Loi qui en attribue la surveillance au ministre des finances, 266 et 268. — AN V. Nouvelles mesures pour la conservation de ceux acquis à la république, 24 et 40.

TITRES NON FÉODAUX. AN V. Prolongation du délai accordé pour leur retirement, 29 et 40.

TITRES NOBILIAIRES ET HONORIFIQUES. AN 1790. Leur suppression, 172. — Lettre d'Antoine, député, à M. Necker, sur son opinion à ce sujet; autre de Ch. Villette sur le même objet, 195. — AN 1791. Dispositions pénales contre ceux qui en prendraient malgré le vœu de la loi, 272 et 273. — AN 1792. Mesures pour la destruction de ceux déposés dans divers endroits, 171 et 172.

TOILES DE COTON. AN 1791. Décret sur celles provenant de l'Inde et imprimées en France pour le commerce d'Afrique, 230. (*Voy. DROITS D'ENTRÉE et MARCHANDISES*).

TOLE. AN II. 1794. Arrêté du comité de salut public relatif à sa fabrication, 306.

TOMBEAUX. AN I.^{er} 1793. Décret pour la destruction de ceux des rois dans toutes les églises de la république, 214.

TONTINE NATIONALE. AN III. Projet de son établissement, 285. — Décret à ce sujet; fixation du prix des actions, 301. — AN IV. Résolution qui suspend l'exécution de cette disposition, 140. — Son approbation, 142. — Proposition de Lanthénas en faveur d'un plan de Tolozé sur cette matière, 170. (*Voy. EMPRUNTS*).

TONTINE PARTICULIÈRE. (*Voy. LAFARGE*).

TORTURE. AN 1789. Sa suppression fait partie des réformes de l'ancienne jurisprudence criminelle, 66. — AN VI. Elle est abolie en Hollande, 353. — AN VII. Et dans le Piémont, 116.

TOURBIÈRES. AN 1791. Décret qui en fixe le mode d'estimation, 194.

TRADUCTEURS DE LANGUES ÉTRANGÈRES. AN 1791. Décret qui leur destine une tribune à l'assemblée nationale, 287.

Lille, 251. — Et d'Arianne dans l'Isle de Naxos, 252. — Incendie de la salle des Variétés Amusantes sur le boulevard du Temple, 253. — Reprise de la discussion sur la résolution relative à la police des théâtres, 254 et 259. — Son rejet, 260. — Analyse de C'est la Même, par Ségur jeune, 256. — Suspension des pièces à effets d'artifice, 258. — Analyse de Jean-Baptiste, par le Cousin Jacques, 263. — De la Vallée de Montmorenci, vaudeville de Pils, Radet, Desfontaines et Barré, 266. — Reprise de Fénélon, 282. — Analyse d'Arlequin en Sentinelle, 285. — Du Moulin de Sans-Soucy, vaudeville, 291. — De l'Opéra-Comique, 298. — Et d'Apelle et Campaspe, 301. — Envoi d'un message au directoire pour demander des renseignemens sur la décadence de l'opéra, 315. — Analyse de l'Hôtellerie Portugaise, musique de Chérubini, 318. — Et des Projets de Mariage, par Duval, 326. — Arrêté du bureau central qui proscriit les mots *Monsieur* et *Madame* dans les pièces postérieures à l'ère républicaine, 328. — Pension de 2,400 liv. faite par les artistes de Favart au citoyen Montigny, l'un des créateurs du genre de l'opéra comique, 329. — Analyse de Jacques le Fataliste et du Cordonnier Allemand, 335. — Reprise de l'Hôtellerie Portugaise, 336. — Analyse de Palma, musique de Plantade, 339. — Loi qui proroge l'impôt sur les billets de spectacle, 353. — Ouverture du théâtre de la République, et description de la salle, 354. — Clôture momentanée de celui de Feydeau, *ibid.* — Analyse de la Dot de Suzette, opéra comique, par Dejaure et et Boyeldieu, 357. — AN VII. Critique d'une pièce intitulée : La Revue de l'An six, 3. — Eloge de l'Opéra Bouffon, nouvellement formé à Paris, 15. — Analyse de Roger de la Palisse, vaudeville, 25. — De Léon ou le Château de Monténéro, 27. — Et de Blanche et Moncassin, tragédie d'Arnault, 29. — Article sur l'ouverture du théâtre de l'Odéon, 46. — Analyse de Lamothe-Houdard, vaudeville, 53. — Et du Cabriolet Jaune, opéra comique, 54. — Notice sur Michel Montaigne, comédie de Guy, 57. — Analyse de Briséis, tragédie de Poinssinet de Sivry, 61. — De la Femme de quarante-cinq ans, opéra comique, 62. — Du Voyage Interrompu, comédie de Picard, 67. — De

l'Astronome, opéra de Brousse-Desfaucherets, 71. — Article sur la reprise d'Alceste, 76. — Analyse d'Arlequin tout seul, vaudeville, 85. — De l'Oncle Valet, 91. — Des Noms Supposés, 93. — D'Olympie, 96. — Du Nouveau Magasin des Modernes, vaudeville, 97. — Et d'Ophis, tragédie, 103. — Lettre du ministre de l'intérieur sur la propriété des pièces, 104. — Analyse du drame Misanthropie et Repentir, 106. — D'Elisa, 110. — Et des Comédiens Ambulans, opéra, 112. — Reprise de la tragédie de Charles IX; notice des changemens qui y ont été faits, 115. — Analyse de la pièce intitulée : Le Quart - d'Heure de Rabelais, 121. — Chute de l'opéra des Deux Jockeys, 122. — Du vaudeville d'Arlequin doge à Venise, 126. — Analyse de Laurent de Médicis, tragédie, 132. — Et des Deux Journalistes, 133. — Nomination de Mahéaut en qualité de commissaire près le théâtre de la République, 141. — Ordre donné aux entrepreneurs d'envoyer l'état de leur répertoire au département de la Seine, 145. — Analyse d'Adolphe et Clara ou les Deux Prisonniers, 149. — D'une Journée du jeune Néron, 155. — D'une Journée de Ferney, 162. — Reprise d'Iphigénie en Aulide, 170. — Analyse de la Punition, opéra, 172. — Incendie de l'Odéon, 179. — Article sur cet événement, 181. — Arrestation du citoyen Sageret, ancien administrateur, 184. — Arrêté du directoire sur la police des spectacles, 185. — Analyse de l'Envieux, comédie, par Dorvo, 186. — Rapport du minéralogiste Sage sur les matières combustibles qui se sont trouvées dans les débris de l'Odéon; pétition des auteurs dramatiques pour obtenir un second théâtre, 189. — Notice de l'Auteur dans son Ménage, par Gosse, musique de Bruni, 191. — Lettre de Cadet-Devaux sur les moyens des préserver les décorations de tout incendie, 193. — Réflexions sur le théâtre des Arts, 204. — Extrait de la parodie de Misanthropie et Repentir, par de Jouy et Longchamps, 208. — Analyse de la Dupe de soi-même, comédie par Roger, 209. — De Montano et Stéphanie, opéra comique, par de Jaure, musique de Leberton, 213. — Et des Méprises Espagnoles, musique de Boyeldieu, 223. — Arrestation de plusieurs personnes, relativement à l'incendie de l'Odéon, 229. — Détails sur l'établis-

ment

ment de celui des Troubadours, 235. — Mise en liberté des prévenus dans l'affaire de l'Odéon, 239. — Analyse du Trente et Quarante, opéra comique, par Duval, musique de Tarchy, 243. — Du Général Suédois, paroles de Monvel, musique de Della-Maria, 247. — De Monsieur de Bièvre, vaudeville, 252. — Notice sur la nouvelle organisation du Théâtre Français, 254. — Discussion sur les indemnités à accorder aux associés de la Montansier, 256. — Article sur celui de Catherine II, 258. — Analyse de l'opéra d'Adrien; débats occasionnés par sa représentation; citation de plusieurs vers royalistes; accusation dirigée contre François, de Neufchâteau, à cette occasion; message à ce sujet, 260. — Réclamation d'un citoyen sur le compte rendu de la représentation de cette pièce, 262. — Rapport du ministre de l'intérieur sur les changemens qu'elle a subis depuis 1792, 263 et 264. — Analyse du Val-de-Vire, vaudeville, *ibid.* — De l'Entrée dans le Monde, par Picard, 289. — Et des Trois Voisins, par le même, 305. — Mort de mademoiselle Bellecourt; analyse des Deux Frères, drame imité de Kotzebuë, 333. — D'Armand ou le Bienfait des Perruques, par madame Dufresnoy, 337. — Des Epoux Divorcés, par Desforges, 339. — De Ninon de Lenclos, par Creuzé, 354. — De Romagnesi, paroles de Lemontey, musique de Plantade, 358. — Et des Précepteurs, par Fabre-d'Eglantine, 364. — Mort de mademoiselle Dauberval, célèbre danseuse, 365 et 366.

THÉOPHILANTROPES. AN V. Formation d'une secte sous ce nom, 219. — Réflexions sur l'utilité de leur culte, 324. — AN VII. Reproches faits à leur sujet, à Réveillère-Lépaux, 273. — Plaintes contre les prêtres catholiques qui les persécutent, 281.

TIERS-ÉTAT. Evénemens et écrits sur sa représentation, avant les Etats-généraux. (*Voyez table de l'Introduction*). AN 1789. Prétentions de la noblesse et du clergé sur la séparation des ordres, 2 et suiv. — Confirmation de cette dénomination par la noblesse et le roi, dans leur correspondance avec les communes, 5 et 7. (*Voyez COMMUNES.*)

TIERS DU CORPS LÉGISLATIF. (*Voy. CORPS LÉGISLATIF.*)

TIMBRE. (*Voyez à table de l'Introduction et à DROITS.*)

Table alphabétique.

TIRAILLEURS. AN I.^{er} 1793. Faite de la compagnie de ceux d'Egron et de Givet avec Dumourier, 111.

TITRES. AN IV. Message du directoire y relatif, 66. — Fixation du traitement des membres de l'agence, 253 et 256. — Loi qui en attribue la surveillance au ministre des finances, 266 et 268. — AN V. Nouvelles mesures pour la conservation de ceux acquis à la république, 24 et 40.

TITRES NON FÉODAUX. AN V. Prolongation du délai accordé pour leur retirement, 29 et 40.

TITRES NOBILIAIRES ET HONORIFIQUES. AN 1790. Leur suppression, 172. — Lettre d'Antoine, député, à M. Necker, sur son opinion à ce sujet; autre de Ch. Villette sur le même objet, 195. — AN 1791. Dispositions pénales contre ceux qui en prendraient malgré le vœu de la loi, 272 et 273. — AN 1792. Mesures pour la destruction de ceux déposés dans divers endroits, 171 et 172.

TOILES DE COTON. AN 1791. Décret sur celles provenant de l'Inde et imprimées en France pour le commerce d'Afrique, 230. (*Voy. DROITS D'ENTRÉE et MARCHANDISES.*)

TOLE. AN II. 1794. Arrêté du comité de salut public relatif à sa fabrication, 306.

TOMBEAUX. AN I.^{er} 1793. Décret pour la destruction de ceux des rois dans toutes les églises de la république, 214.

TONTINE NATIONALE. AN III. Projet de son établissement, 285. — Décret à ce sujet; fixation du prix des actions, 301. — AN IV. Résolution qui suspend l'exécution de cette disposition, 140. — Son approbation, 142. — Proposition de Lanthénas en faveur d'un plan de Tolozé sur cette matière, 170. (*Voy. EMPRUNTS.*)

TONTINE PARTICULIÈRE. (*Voy. LAFARGE.*)

TORTURE. AN 1789. Sa suppression fait partie des réformes de l'ancienne jurisprudence criminelle, 66. — AN VI. Elle est abolie en Hollande, 353. — AN VII. Et dans le Piémont, 116.

TOURBIÈRES. AN 1791. Décret qui en fixe le mode d'estimation, 194.

TRADUCTEURS DE LANGUES ÉTRANGÈRES. AN 1791. Décret qui leur destine une tribune à l'assemblée nationale, 287.

TRAHISON (haute). AN VI. Résolution contre les coupables de ce crime, à la suite des événements d'Ostende, 253. — Son approbation, 263. (*Voyez* LÈSE-NATION, HAUTE-COUR, etc.).

TRAITEMENS. AN 1790. Réflexions sur une motion du vicomte Delachâtre, pour la suppression de ceux de la plupart des députés nobles et ecclésiastiques, 57. — Discussion sur le paiement de ceux militaires, 84. — Proposition aux députés d'abandonner le quart du leur, 86. — Suppression d'un grand nombre, 203. — AN 1792. Décret sur ceux des officiers supprimés, 62. — AN II. 1794. Autre qui défend aux fonctionnaires publics d'en toucher d'autres que ceux attachés aux fonctions remplies par eux, 218. — AN IV. Fixation de celui des militaires employés à l'armée, 22. — Adoption d'un projet de Thibault sur un nouveau mode de leur paiement, 306. — Rejet de cette résolution, 311. — Nouvelles dispositions de même nature, 322. — Leur adoption, 326. — AN VI. Rapport de Briot sur les oppositions à faire à leur paiement par des créanciers, 311. — AN VII. Arrêté du directoire sur leur fixité, 10. — Refus de plusieurs députés de toucher l'augmentation qui leur est allouée, 142. — Proposition de sa suppression, 289. — Et de la réduction de ceux au-dessus de 600 francs, 303 et 304. (*Voyez* FONCTIONNAIRES PUBLICS, DÉPUTÉS, etc.).

TRAITES. AN 1790. Résiliation des baux de leur régie, 330. — AN 1791. Dispositions relatives à leurs bureaux, 114 et 219. — Emplacement de l'administration, 271. — AN VI. Résolution concernant les anciens comptables, 253. — Son approbation, 288. (*Voy.* DOUANES).

TRAITES. AN I.^{er} 1793. Publication à Londres des conditions auxquelles les coalisés veulent traiter avec la France, 15. — Décret portant que la république n'en fait point avec les nations occupant son territoire, 172. — AN III. Ratification de ceux conclus avec la Toscane, 145 à 148. — La Prusse, 204, 207 et 224. — Et la Hollande, 233, 246 et 249. — Démenti donné par le comité de salut public aux bruits répandus relativement à ce dernier, 296. — Annonce de celui de Bâle avec l'Espagne, 316. — Sa ratification, 319. — Celle des conditions obtenues par la régence de Tunis, 329.

— Et le Landgrave de Hesse-Cassel, 349. — AN IV. Suite, 67. — Examen et discussion de celui conclu avec le roi de Sardaigne, 242. — Son texte, 244. — Sa ratification, 245 et 268. — Loi qui autorise l'archiviste de la république à remettre au directoire les articles secrets y déposés par le comité de salut public, 262 et 263. — Texte et ratification de ceux conclus avec le duc de Wirtemberg, le margrave de Baden et l'Espagne, 330, 335, 347, 351, 358 et 361. — AN V. Examen, discussion et ratification de celui conclu avec le roi de Naples, 24, 35, 64 et 93. — Approbation d'un autre traité avec l'Espagne, 34. — Texte de celui conclu avec le duc de Parme, 60. — D'un autre avec le pape, 164. — Nouveau traité avec la Sardaigne, 206. — Ratification de celui de Tolentino, 221 et 228. — Autre avec la reine de Portugal, 358. — AN VI. Texte de celui d'alliance offensive et défensive entre la république et le roi de Sardaigne, 35. — Et de celui conclu à Campo-Formio avec l'empereur; sa ratification, 37 et 47. — Annulation de celui avec la reine de Portugal, 37. — Ratification par l'empereur du traité de Campo-Formio, 87. — Texte de celui de réunion de la république de Mulhausen à la France, 164. — Approbation et texte de celui d'alliance et de commerce conclu avec la république cisalpine, 180 et 181. — Refus à Milan de ratifier ce traité; arrestation des refusans; examen des motifs de cette détermination, 187 et 188. — Convention additionnelle secrète entre la république française et le duc de Wurtemberg, 213. — Adoption au congrès des Etats-Unis d'Amérique du bill qui annule tous ceux passés avec la France, 329. — Comité général aux cinq-cents pour la discussion de celui d'alliance avec l'Helvétie, 335. — Son texte, 345 et 346. — Article relatif à celui conclu avec l'Egypte en 1785, 338. — Nouvelle de celui conclu par Bonaparte avec les chefs des Arabes, en Egypte, 360. — AN VII. Echange de celui avec l'Helvétie, 31. — Détails sur sa conclusion, 88 et 267. — Motion de Lacuée pour la formation d'une commission chargée de présenter un mode de délibération sur les traités de diverses natures, 282. — TRAITÉS DE COMMERCE. AN III. Article de Ducher y relatif, 364. — AN VII. Motion de Lacuée

pour la formation d'une commission chargée de présenter un mode de délibération à ce sujet, 282. (*Voy.* l'article précédent).

TRAITS D'HÉROISME. AN I.^{er} 1793. Mesures pour la formation d'un recueil destiné à leur publication, 264, 272 et 273.—AN II. 1794. Décret portant que les numéros en seront envoyés aux municipalités et aux armées, 104. — Énumération de plusieurs, 172 et 214. (*Voyez* ARMÉES).

TRANSACTIONS. AN IV. Loi qui suspend les remboursements, 73, 75 et 77. — Proposition de son abrogation, 159. — Résolution relative aux obligations contractées par les particuliers, pendant la dépréciation des assignats, 188, 189 et 193. — Rapport, discussion et approbation de cette résolution, 194, 199, 200, 201 et 202.—Articles sur celles commerciales, 286. — Formation du conseil en comité général pour entendre la lecture d'un projet sur le mode d'acquitter les engagements entre particuliers, 296. — Son adoption; rapport des lois antérieures, 303. — Approbation de ces dispositions, 311. — AN V. Motion de Lecointe-Puyraveaux, sur le mode de leur paiement, 17. — Rapport de Crassous à ce sujet, 18. — Son impression, 47. — Discussion de son projet; résolution qui regarde comme stipulées en numéraire les obligations antérieures au 1.^{er} juillet 1791, 42, 58 et 59. — Discussion sur l'attribution des créances, 60, 64 et 65. — Adoption de cette mesure, *ibid.* et 69. — Ajournement du mode, 71. — Nouvelle discussion y relative, 72 et 73.—Résolution qui règle les réductions d'après le cours de la trésorerie et celui de la ville de Bâle, 74.—Suite de la discussion sur cet objet, 81. — Adoption de divers articles, 82 et 89. — Observations de Lamarque sur cet objet, 95. — Adoption de quelques articles du projet de Crassous, *ibid.* — Réflexions sur leur paiement, 96. — Autres sur leur remboursement, en réponse aux numéros 82 et 83 du journal de Paris, 102. — Discussion de la résolution précédente, 110. — Lebrun en propose le rejet, 120. — Elle est improuvée, 121. — Rapport de Chassey aux cinq-cents, sur celles contractées postérieurement au papier-monnaie, 133. — Discussion, 135. — Adoption du projet, 136. — Et approbation de cette résolution, 138.

— Autre projet de Chassey; son impression, 171. — Sa discussion, 183, 184, 190, 192, 193, 197, 198 et 200. — Son adoption, 202 et 212. — Reprise de la discussion sur cette matière, 215, 223 et 232. — Rédaction définitive des articles, 234 et 235. — Rapport en faveur de cette résolution, 269 et 270.—Sa discussion, 289, 290 et 303.—Son rejet, 315. — Autres dispositions de même nature, 322 et 323. — Leur approbation, 351. — AN VI. Nouveau projet de Duchesne sur celles faites pendant la dépréciation du papier-monnaie, 19 et 20. — Adoption de quelques articles, *ibid.* — Résolution nouvelle sur les intérêts et arrérages de celles entre particuliers, 35. — Rapport y relatif, 58. — Approbation et texte de cette loi, 60.—Et de celle qui fixe le mode de remboursement des obligations contractées pendant la dépréciation du papier-monnaie, 78. — Projet additionnel à cette dernière, 91. — Sa discussion, 105.—Son texte, 111.—Son approbation, 112. — Autre rapport sur cet objet, 197. — Adoption de quatre projets y relatifs, présentés par Duchesne, 198. — Rejet de la résolution du 11 germinal, concernant celles entre particuliers, 218. — Approbation de deux résolutions interprétatives, 219 et 222. — Et de celle relative aux traités et transactions faits sur les droits litigieux, pendant la dépréciation du papier-monnaie, 234.—Adoption d'un nouveau projet sur celles entre les particuliers des départemens réunis, 260.—Approbation de cette résolution, 268.—Rapport sur celle du 24 prairial, 293.—Sa discussion, 311 et 328. — Son approbation et son texte, 330. — AN VII. Rejet d'un projet de Thiessé sur les lois y relatives, 128. — Autres dispositions relatives à l'estimation des lésions dans les ventes d'immeubles, 244 et 253. —Loi sur l'action en rescision, 259 et 270. (*Voyez* ACTION).

TRANSFERTS. AN VI. Résolution y relative, 358. — AN VII. Son rejet, 57.—Autre pour simplifier leurs formalités, 219 et 228. — Son approbation, 234. (*Voyez* DETTE PUBLIQUE).

TRANSIT. (*Voyez* à DROITS).

TRANSPORTS MILITAIRES. (*V.* CHARROIS).

TRAVAUX PUBLICS. AN 1789. Organisation d'ateliers d'indigens destinés à leur service, 101. — AN 1790. Fonds pour étendre cette mesure à

tous les départemens , 352. — AN 1791. Texte d'un décret relatif à leur distribution , 271. — AN I.^{er} 1793. Nouvelles sommes accordées pour cet objet , 39. — AN II. 1794. Décret sur les créanciers d'entrepreneurs d'ouvrages au compte de la nation , 148. — Création d'une commission des travaux publics , 173 et 175. — Dispositions y relatives , 179. — Elle appelle les artistes à concourir pour l'érection d'un monument en l'honneur du peuple français , 243. — AN III. Rapport de Fourcroy sur leur école centrale , 8 et 11. — Article à ce sujet , 88. — Secours accordés à ceux des élèves qui en ont besoin , 182. — Conditions nécessaires pour être admis dans cette école , 349. — AN IV. Nouveau rapport de Fourcroy sur son organisation , 35. — Extrait et texte de ses dispositions , 54 , 56 , 57 et 58. (*Voyez COMMISSIONS ADMINISTRATIVES*).

TRÉSOR PUBLIC. AN 1790. L'assemblée nationale s'empare de sa direction , 248. — Discussion sur les causes de sa pénurie , 255. — Fonds qui y sont versés par la caisse d'escompte , 256. — Décret qui en règle le service , 277. — Autre qui lui accorde des fonds , 287. — Autre qui lui ordonne d'avancer 20,000 francs à Didot , pour l'impression des Oeuvres de Fénelon , 290. — Autre qui lui accorde 48 millions assignats sur la caisse de l'extraordinaire , 311. — Rapport sur son organisation , 346. — Discussion sur cet objet , 355. — Dispositions portant qu'il correspondra provisoirement avec les receveurs de districts , 363. (*Voyez TRÉSORERIE NATIONALE*).

TRÉSOR ROYAL. AN 1789. Sa situation ; décret qui ordonne la communication des pièces officielles et registres qui constatent ses besoins et ses dépenses , 98. (*V. l'article précédent et le suiv.*).

TRÉSORERIE NATIONALE. AN 1790. Proposition de son établissement par M. Necker , 74. — Et par le roi ; discussion à ce sujet , 86. — AN 1791. Questions sur son administration , 9. — Décret ordonnant que le tableau des dépenses de 1790 et des besoins de 1791 seront présentés sous huitaine , 29. — Autre portant qu'il y sera versé 72 millions , 46. — Et que l'administration sera composée de six commissaires nommés par le roi , 70. — Articles sur son organisation , 78 , 88 , 105 ,

175 , 182 , 193 et 194. — Décret concernant sa comptabilité , 108. — Autre portant que l'ordonnateur rendra compte , chaque mois , de l'état des recettes , et que la caisse de l'extraordinaire en remplira le déficit , 144. — Dispositions relatives à la tenue de ses registres , 240. — Composition de ses bureaux , 241. — Décret pour y faire verser des fonds , 264. — Révocation de celui portant que les commissaires ne seront destitués que de l'aveu du corps législatif , 271. — Rapport sur la situation de ses caisses , 275. — Demande des commissaires pour que l'assemblée nomme des membres chargés de surveiller ses travaux ; son rejet comme tendante à détruire la responsabilité , 280. — Ils présentent l'état du mois de septembre , 283. — Demandent des fonds , 285. — Proposent de faire payer une partie de l'arriéré par les anciens receveurs , 292. — Nouvelle demande de fonds , 312. — Secours provisoire qui lui est accordé , 316. — AN 1792. Décret pour y verser des fonds , 20. — Mémoire des commissaires sur le numéraire , 42. — Nouveaux articles sur son organisation , 46. — Fonds qui y sont versés par la caisse de l'extraordinaire , 70 et 193. — AN I.^{er} 1793. On y réunit la caisse de l'extraordinaire , 2. — Texte de ce décret , 11. — Autre relatif aux versements à faire à sa caisse générale par les receveurs de districts , 144. — Mode des oppositions à y former , 151. — Elle suspend les envois des fonds pour les départemens en révolte , 182. — Dispositions concernant les versements à faire par elle , en vertu de jugemens attaqués en cassation , 199. — AN II. 1793. Texte de la loi du 19 février sur la conservation des saisies et oppositions formées sur les sommes qui s'acquittent directement au trésor public , 273. — Compte général de ses recettes et dépenses jusqu'au 1.^{er} septembre , 276. — Dénonciation de ses agens , et pourquoi , 46. — Fonds mis à sa disposition , 80. — Décret pour la confection de l'état des matières précieuses qui y sont déposées , et nomination d'Aigoïn , juré au tribunal révolutionnaire , à la place de commissaire , 106. — Décret qui règle le crédit des ministres , 109. — Suppression du contrôle-général , et son remplacement par deux contrôleurs particuliers , 155. — Adop-

tion d'un projet de Monnot pour la vérification de la caisse du receveur général, 191. — Rapport de Cambon, et aperçu du compte rendu par ses commissaires; annonce de l'ouverture d'un livre pour y faire rendre compte des taxes révolutionnaires et des dépouilles du fanatisme, 194. — Rapport de Cambon sur la situation des recettes et dépenses depuis mai 1789 jusqu'au 1.^{er} novembre 1793, 196. — Décret qui ordonne une diminution des traitemens de ses employés, 206. — Autre qui lui accorde des fonds pour le remboursement de ses avances, 211. — Et en fixe la comptabilité avec les Génois, propriétaires de créances sur Lyon, 232. — Nouveau décret de fonds pour le remboursement de ses avances, *ibid.* — Autre qui lui ouvre un crédit pour les commissions exécutives, 253. — Autre qui ordonne de verser dans sa caisse l'or et l'argent laissé par Grand-Clos, armateur de Port-Malo, arrêté et évadé, 258. — Nouveaux fonds mis à sa disposition, 269. — AN III. Démenti donné par Cambon aux bruits répandus sur ses prétendus achats de numéraire, 74. — Observations concernant les traites supposées tirées par elle sur la maison Boyd-Ker, de Londres, 79. — Nomination du citoyen Gombaut pour commissaire, en remplacement du citoyen Delafontaine, 320. — AN IV. Formation des listes de candidats à ces places, 46 et 47. — Leur élection, 51. — Leurs remerciemens, 52. — Questions présentées par eux, et relatives à l'organisation de cette administration, et résolution sur leurs opérations, 61. — Sa discussion, 67. — Son rejet, 68. — Message du directoire relatif au *visa* des ordonnances, 75. — Autre pour la fixation du traitement des commissaires, 87. — Loi confirmative de cette demande, 92 et 94. — Dispositions portant que le refus de remboursement des capitaux n'est pas relatif aux sommes dues par elle, 98. — Approbation de cette résolution, 99. — Autre pour la remise des reliquats dus par les anciens comptables, 172. — Son adoption, 176. — Mesures pour la formation d'un état indicatif de ceux qui peuvent être ses débiteurs, *ibid.* et 179. — Arrêté concernant le mode des ordonnances, 188. — Loi qui lui ouvre un crédit de 500,000 liv., 198. — Résolution qui la place sous la surveillance immédiate du corps législatif, 208. — Son rejet, 214. — Nouvelle résolution sur cette matière, 216. — Elle est approuvée; 217. — Autre qui affecte un million 140,000 liv. à ses dépenses, 247. — Son approbation, 251. — Projet de lui attribuer les seules dépenses d'administration générale, 256. — Nouveaux fonds mis à sa disposition pour l'échange des assignats contre les mandats, 265, 266 et 270. — Adoption de cette résolution, 271. — Fonds accordés à ses commissaires, 287, 291 et 292. — Invitation au directoire de faire punir tout homme qui se dit son agent, et à quelle occasion, 296. — AN V. Résolution relative à sa comptabilité, 5. — Rapport et discussion y relative, 13, 14 et 22. — Elle est rejetée, 23. — Lettre de ses commissaires sur la solde des troupes, 24. — Fonds mis à leur disposition, 40, 43, 44, 63 et 68. — Leur destination, 96. — Mesures concernant les certificats de résidence exigibles par elle dans certaines circonstances, 216. — Rapport de Lebrun sur les opérations de la commission chargée de la surveiller, 237. — Projet tendant à mettre à sa charge les rentes viagères ou constituées, 241. — Tirage au sort de ses commissaires; sortie de Declerck, 244. — Election de Gaudin pour le remplacer, 256. — Plaintes des employés de ses bureaux, sur le retard apporté dans le paiement de leurs appointemens, 264. — Discussion du projet de Gilbert-Desmolières, tendant à en ôter la surveillance au directoire; violens débats; son adoption définitive; amendement portant que ses commissaires seront seuls responsables, 276 et 277. — Discussion et rejet de la résolution qui l'autorisait à rectifier les erreurs des noms sur le grand livre, 280. — Et de celle qui le charge de faire des négociations, 287. — Discussion sur ses commissaires, relativement à leur conduite dans l'affaire de la compagnie Dijon; proposition de les suspendre de leurs fonctions; nouvelle discussion; résolution conforme à ce projet, 291, 329 et 330. — Autre relative aux payemens à faire par elle, 307. — Son approbation, 313. — Rapport de Dufresne sur sa situation, 316. — Sortie de ses commissaires contre les abus d'autorité exercés par les militaires sur les caisses des payeurs des départemens, 316. — Résolution qui les charge d'assurer le paiement des

gislatif, 208. — Son rejet, 214. — Nouvelle résolution sur cette matière, 216. — Elle est approuvée; 217. — Autre qui affecte un million 140,000 liv. à ses dépenses, 247. — Son approbation, 251. — Projet de lui attribuer les seules dépenses d'administration générale, 256. — Nouveaux fonds mis à sa disposition pour l'échange des assignats contre les mandats, 265, 266 et 270. — Adoption de cette résolution, 271. — Fonds accordés à ses commissaires, 287, 291 et 292. — Invitation au directoire de faire punir tout homme qui se dit son agent, et à quelle occasion, 296. — AN V. Résolution relative à sa comptabilité, 5. — Rapport et discussion y relative, 13, 14 et 22. — Elle est rejetée, 23. — Lettre de ses commissaires sur la solde des troupes, 24. — Fonds mis à leur disposition, 40, 43, 44, 63 et 68. — Leur destination, 96. — Mesures concernant les certificats de résidence exigibles par elle dans certaines circonstances, 216. — Rapport de Lebrun sur les opérations de la commission chargée de la surveiller, 237. — Projet tendant à mettre à sa charge les rentes viagères ou constituées, 241. — Tirage au sort de ses commissaires; sortie de Declerck, 244. — Election de Gaudin pour le remplacer, 256. — Plaintes des employés de ses bureaux, sur le retard apporté dans le paiement de leurs appointemens, 264. — Discussion du projet de Gilbert-Desmolières, tendant à en ôter la surveillance au directoire; violens débats; son adoption définitive; amendement portant que ses commissaires seront seuls responsables, 276 et 277. — Discussion et rejet de la résolution qui l'autorisait à rectifier les erreurs des noms sur le grand livre, 280. — Et de celle qui le charge de faire des négociations, 287. — Discussion sur ses commissaires, relativement à leur conduite dans l'affaire de la compagnie Dijon; proposition de les suspendre de leurs fonctions; nouvelle discussion; résolution conforme à ce projet, 291, 329 et 330. — Autre relative aux payemens à faire par elle, 307. — Son approbation, 313. — Rapport de Dufresne sur sa situation, 316. — Sortie de ses commissaires contre les abus d'autorité exercés par les militaires sur les caisses des payeurs des départemens, 316. — Résolution qui les charge d'assurer le paiement des

subsistances de l'armée pendant deux mois ; son adoption , 334 et 336. — Motion de Fabre , de l'Aude , pour faire cesser l'état de détresse dans lequel se trouve la trésorerie , 334. — Message du directoire qui annonce que tous les services sont prêts à manquer , faute de fonds , *ibid.* — Loi portant que les jugemens dans lesquels son agent sera intervenu , seront exécutés provisoirement , 342 et 347. — Autre loi qui autorise ses commissaires à vendre les rescriptions bataves , 344 et 347. — Emploi des fonds destinés au service des armées , 345. — Le directoire accuse ses commissaires , et notamment Defermont , d'entraver ses opérations , 357. — AN VI. Nouvelles plaintes contre eux , 8. — Demande du rejet de la résolution qui les destitue , 17. — Opinion en sa faveur , 48. — Sa discussion , 49 et 50. — Son rejet , 51. (*Voyez Compagnie DION*). — Liste des candidats pour remplacer l'un d'eux , 96. — Nomination d'Obelin à cette place , 100. — Etablissement d'un bureau particulier de recette pour l'emprunt contre l'Angleterre , 132. — Rejet de la résolution relative aux autorisations de paiement délivrées d'après les ordonnances des ministres , 141. — Inculpations contre les commissaires , et demande d'un rapport sur eux , 168. — Arrêté portant que les commissaires chargés de sa surveillance , rendront compte incessamment de l'état actuel de ses recettes et de la nature de ses payemens , 206. — Elle est autorisée à délivrer aux porteurs des ordonnances des ministres , des rescriptions jusqu'à concurrence de 60 millions , 219. — Dénonciation contre l'abus de ne point y annuler les effets au porteur , 224. — Adoption d'un projet ordonnant l'annihilation de ces effets , à fur et à mesure de leur versement , et en présence des parties payantes , 225. — Liste des candidats pour la place des commissaires , 239. — Rapport sur ses opérations pendant le cours de l'an cinq , 240. — Election d'Humbert , 242. — Rapport de la commission de surveillance , 258. — Résolution qui l'autorise à délivrer des billets de crédit en remplacement de rescriptions , 278. — Son approbation , 295. — Rapport de Lecouteulx sur sa situation , 342 et 343. — AN VII. Fixation de ses dépenses pour cette année , 26 et 36. — Son avis aux rentiers et pensionnaires pour la

délivrance des bons au porteur , 94. — Supplément de crédit qui lui est ouvert , 121. — Autre avis aux rentiers sur les rentes liquidées ou non liquidées , 122. — Rejet de la résolution qui lui ouvre un supplément de crédit , 150. — Sortie par le sort du citoyen Desrestz , l'un de ses commissaires , 233. — Nomination de candidats pour le remplacer , 238. — Election de Dubois , des Vosges , 242. — Rapport de Poulain-Grandpré sur les abus qui entravent son administration ; proposition de créer quatre payeurs généraux à Paris , et de supprimer ceux des départemens , 242 et 244. — Texte de ce rapport , 254 à 257.

TRÉSORIERS. (*Voyez AGENS COMPTABLES*).

TRÉSORIERS DES GUERRES. AN 1792. Décret relatif à leur comptabilité , 153.

TRIAGE DES TITRES. (*Voyez TITRES*).

TRIBUNAL DU 10 AOÛT. AN 1792. Sa composition , 233. — Ses jugemens , 270 , 274 et 281. — Il demande justice des calomnies répandues contre lui , 303. — Décret qui le supprime , 336.

TRIBUNAL DE CASSATION. AN 1790. Proposition de l'établir , 129. — Discussion sur cet objet , 145 , 146 et 147. — Décret portant qu'il sera unique , et siégera près du corps législatif , 225. — Son établissement , 299. — Sa formation , 315. — Sa compétence , 316. — Fixation de ses attributions et du nombre de ses membres , *ibid.* — Mode de leur élection , 323. — Et de son renouvellement , 324. — Admission ou rejet des requêtes , *ibid.* — Son organisation , 325 et 327. — AN 1791. Tirage au sort des quarante-deux départemens qui doivent fournir ses premiers membres , 29. — Décrets sur la forme d'appel , le traitement et le costume des juges , 44. — Autre portant qu'il tiendra ses séances dans la grand-chambre du ci-devant parlement de Paris , 73. — Autre sur la manière de juger les contestations qui lui sont relatives , 74. — Autre pour son installation , 102. — Il présente ses hommages à l'assemblée nationale , 120. — Vient protester de son dévouement , lors de la fuite du roi , 174. — Soumission volontaire de ses membres pour l'entretien de chacun un volontaire , 195. — Décret portant que son commissaire et ses substitués devront réunir les conditions d'éligibilité exigées des juges , 304. — AN

1792. Rapport pour l'accélération de ses jugemens, 99. — Décret à ce sujet, 102. — Compte rendu de ses travaux pendant l'année précédente, 132. — AN I.^{er} 1793. Autre compte de cette nature, 138. — Décret qui dispense les indigens de l'amende exigée pour s'y pourvoir, 193. — Autre qu'il charge de statuer dans la huitaine de l'envoi des pièces sur toutes les affaires criminelles portées devant lui, 211. — Observations de Chabroud sur les délais prescrits à ses jugemens, 214. — Dispositions portant qu'il sera divisé en trois sections, et jugera dans l'espace de deux mois toutes les affaires dont les pièces lui sont parvenues, 236. — AN II. 1793. Il proteste de son patriotisme à la barre, et remet des médailles royales, 46. — Décret qui fixe les délais pour se pourvoir par-devant lui, 63. — Il est dénoncé aux Jacobins, 83. — AN III. Vient jurer soumission aux lois de la convention, 22. — Lui fait une adresse, 130. — Y rend le compte annuel de ses travaux, 259. — Est rétabli dans son ancienne salle, 279. — AN IV. Fixation du nombre de ses juges, et mode de leur élection, 9. — Loi sur son organisation intérieure, 41. — Le traitement de ses membres et celui des greffiers et employés, 90, 101, 102, 107 et 109. — Rapport de Daunou sur la question relative au remplacement de quelques juges, 132. — Résolution portant confirmation de la nomination du citoyen Audier-Massillon, et dispositions pour que les contestations de cette nature soient portées devant le corps législatif, 156. — Son approbation, 165. — Discussion sur le traitement de ses membres, 187 et 188. — Résolution qui renvoie par-devant lui les héritiers Thierry, *ibid.* — Compte rendu de ses travaux pendant l'année précédente, 252. — Rapport sur la question s'il peut connaître des demandes en cassation, en matière de biens communaux, *ibid.* — Adoption, avec amendement, d'un projet de résolution qui lui permet d'admettre celle contre les jugemens d'arbitres forcés, 253. — Résolution sur sa composition, 267. — Lettre de son commissaire, annonçant le jugement qui annule les mandats d'amener décernés contre des députés, 282. — Approbation de la résolution qui le réorganise, 299. — Autre relative à la contumace des

accusés et déportés des Colonies françaises par les Anglais, 339. — Son adoption, 355. — Il dénonce Monnier, juge de paix, pour cause de forfaiture, 363. — AN V. Refuse d'admettre la requête des condamnés de Vendôme, et pourquoi, 37 et 56. — Rapport de Murair sur deux points de sa jurisprudence, 107. — Décret qui comprend Brillat-Savarin au nombre de ses juges ou suppléans, 134 et 138. — Dénonciation faite par son commissaire, de Monnier et Coudray, juges de paix de Toulon, et du Bausset, prévenus de forfaiture; arrêté qui ordonne la traduction du premier à la barre du conseil des cinq-cents; discours de Villetard contre les vices de cette procédure, et pour la révocation de l'arrêté précédent; il est maintenu, 136, 141 et 153. — Rapport de la loi qui défendait le recours en cassation contre les jugemens des tribunaux révolutionnaires, 137 et 138. — Décret qui règle ses dépenses; autre qui fixe la liste des départemens qui ont droit d'y envoyer des juges en l'an cinq, 156 et 157. — Autre relatif au mouvement de ses sections, 185 et 189. — Il ordonne l'apport des pièces de la procédure instruite devant le conseil de guerre contre Brottier, Dunan et Lavillehurnoy; est dénoncé par le directoire qui s'oppose à l'exécution de ce jugement, 189. — Autre portant qu'il sera rendu compte au corps législatif de cet obstacle, 191. — Exécution de cette mesure, 194. — Discussion et débats très-vifs à cette occasion, 195 et 196. — Proposition de porter à soixante le nombre de ses membres; adoption de la question préalable, 241. — Motion pour faire concourir à sa nomination les départemens réunis, 246. — Procès-verbal de son tirage au sort; il est renvoyé à une commission, en raison de son inconstitutionnalité, *ibid.* — Résolution qui rectifie le vice du renouvellement successif de ses membres, 269. — Il présente aux deux conseils l'état des jugemens rendus par lui; réponse du président au discours de sa députation, 340. — Rapport de la loi qui prorogeait l'exercice de ceux de ses membres qui n'avaient été élus que pour deux ans; et autorisation donnée au directoire de pourvoir à leur remplacement, 350. — AN VI. On l'autorise à former une quatrième section pour les affaires criminelles, 17. — Bona-

parte rend visite à ses membres, 87. — Ce tribunal dénonce le juge de paix de Dampierre, 147. — Tableau des départemens dont les assemblées doivent y nommer cette année, 161. — Rejet de cette résolution, 169. — Il dénonce en forfaiture le directeur du jury de Marseille, 178. — Renouvellement des commissaires du directoire, 238. — Nomination de deux juges, 243. — Discussion sur le projet qui confère au directoire la nomination aux places vacantes, 257 et 258. — Clôture de la discussion; rejet du projet; renvoi à la commission de la demande faite de l'autoriser à se compléter lui-même, 259. — Rejet de cette proposition, 262. — Il annule une procédure contre quarante-six cultivateurs du département du Cher; confirme le jugement à mort de Storkenfeld, prévenu d'égorgements à Lyon, 265. — Casse celui rendu contre Mérigon et sa fille, prévenus d'inceste, 277. — Rapport de Boulay, de la Meurthe, sur son organisation, et projet sur le remplacement de ses membres par les suppléans; autre projet de Génissieu, 282 et 283. — Nomination de Roux et d'Havin, à la place de Dupont et Dubois, commissaire et substitut, 287. — Discussion du projet de Boulay et sa priorité sur celui de Berlier, 290, 291 et 292. — Son adoption; nouvel article qui y appelle les suppléans par ordre inverse, en commençant par ceux de l'an six, 296 et 297. — Rejet de cette résolution, 327. — Approbation de celle qui augmente le nombre des substitués du commissaire, 362. — Confirmation du jugement du tribunal du Gard, qui condamne à 24 de fers la famille Barthère, célèbre par ses brigandages, 364. — AN VII. Admission de ses députés à la barre; ils rendent compte des travaux du tribunal; discours de l'orateur; réponse du président, 3. — Il confirme un jugement qui condamne à mort Alexandre-Joseph Fémy, agent de l'étranger, 34. — Impression de son référé, et envoi d'un message au directoire, pour obtenir des renseignemens à ce sujet, 90. — Décret qui fixe le nombre des départemens qui concourront cette année au renouvellement de ses juges et suppléans, 173 et 180. — Il confirme la condamnation à mort de Fournier, 176. — Motion relative au costume de ses membres, 179. — Nomination de Jourde aux fonctions de

commissaire, 215. — On lui dénonce une procédure intentée par Soulavie, à la charge de l'ex-directeur Treilhard, 280.

TRIBUNAL CRIMINEL EXTRAORDINAIRE. (V. l'article ci-après).

TRIBUNAL RÉVOLUTIONNAIRE. AN I.^{er} 1793. Demande de sa création, par la municipalité de Paris, 70. — Elle est prononcée le 10 mars sur le rapport de Robert Lindet; débats à ce sujet, 71 et 72. — Discussion sur la rédaction de ce décret; il est saisi du procès de Blanchelande, 73. — Et de la poursuite des auteurs du complot du 10 mars, 74. — Nomination de ses membres, 76. — Décret qui le charge de poursuivre les conspirateurs de Bretagne, 78. — Et les assassins de Léonard Bourdon, 79. — Demande de son abolition par la société d'Amiens, 85. — Article additionnel au décret qui l'établit; autre qui l'autorise à entrer de suite en activité, et à juger au nombre de dix jurés, 88. — Il annonce son installation, 90. — Dispositions portant qu'il pourra juger les prévenus sur les dénonciations des autorités, à l'exception des membres de la convention, des ministres et des généraux qui ne pourront l'être sans un décret, 98. — Décret qui lui renvoie l'Escuyer, Turin et Quentin, complices de Dumourier, 101. — Même mesure contre Stengel, Miranda et Miaczinski, 104. — Il condamne à mort Guy-du-Mollans, ex noble, 105. — Et Blanchelande, 108. — Décret qui le saisit de la poursuite des généraux Harville et Boucher, et du commissaire Banneville, *ibid.* — Lettre de son président, annonçant que le député Brissot sera appelé comme témoin dans l'affaire de Marat, 115. — Acquiescement de ce dernier et du général d'Harembure, 116. — Condamnation à mort de la fille Leclerc, de Vaujour, Glinchamps et Duguigny, 117. — Détails sur le jugement de Marat, 123. — Décret pour la traduction de Fecamp, agent d'Orléans, 124. — Autre qui fixe les appointemens des greffiers et commis-greffiers; renouvellement des jurés, 129. — Il acquitte Desparbès, gouverneur de la Martinique, 131. — Absout Miranda, 141. — Condamne Miaczinski pour avoir exécuté les ordres de Dumourier, 142. — Et Philippe Devaux, colonel et adjudant-général de ce dernier, 147. — Jugement de Pierre Lahuproye et de ses co-

cusés,

cusés ; 157. — Décret portant que ses juges ne pourront être parens des députés qu'au quatrième degré, 158. — Nomination de jurés et suppléans, 162. — Il condamne à mort Louis Beguinet, embaucheur pour les rebelles, 166. — Et douze conspirateurs bretons, 173. — Et à la déportation J. B. Scéhé de Jouart, 180. — Décret qui accorde 18 francs par jour à chacun des jurés, 184. — Autre qui le charge de poursuivre les assassins de Marat, 198. — Condamnation de Charlotte Corday, 201. — Augmentation du nombre des jurés, et fixation de leur traitement, 206. — Il condamne à mort Mazelin, et d'Arnaud-Baculard à la déportation, 208. — Procédure de Charlotte Corday, 210 et 212. — Jugement de Coquereau dit Bois-Vernier, 211. — Mesures pour sa division en deux sections ; on lui renvoie son président, Montané, pour être jugé, 213. — Il condamne à la déportation Pierre Malher ; est chargé de poursuivre le général Lamarlière et Marie-Antoinette, 214. — Condamne à mort Lasalle-de-Chouville, 217. — Tourtier, ex-noble, 219. — Et à la déportation, Antoine Bayard, pour écrits contre-révolutionnaires, 220. — Jugement contre André Jonas, ci-devant garde-française ; autre qui acquitte Testard, Robert, Quesnault et Grimoire, prévenus d'avoir fait partie d'un comité de rebelles, 225. — Condamnation du général l'Escuyer, 229. — Acte d'accusation contre Custine, 230. — Suite de cette affaire, 231 à 239, et 241, 242, 246 et 247. — Décret qui mande à la barre le président et l'accusateur public, au sujet des appels de témoins faits par ce général ; leurs explications à ce sujet, 235. — Lettre d'un juré qui se plaint de la passion qui dirige le jury dans cette circonstance, 240. — Condamnation de Custine, 241. — Décrets qui traduisent par devers lui Gigot, Dumas et Petitjean, fonctionnaires militaires, et l'ex-marquis de Roussignac, 243. — Et deux autres individus qui, au moment de la réunion des citoyens, les engageaient à ne pas s'enrôler, 245. — Décret qui le forme en quatre sections, 249. — Autre qui y traduit Brissot, Vergniaud et Guadet, etc., 250. — Il condamne à mort neuf individus de Rouen, prévenus de mouvemens contre-révolutionnaires, 252. — Constant Tunduti, 253. — Et Laurent de Montagnac ; acquitte Jean-Baptiste

Table alphabétique.

Valcourt, 256. — Est chargé de la poursuite de Tardieu, Monnet et de trois autres co-accusés, 269. — Proposition pour accélérer sa marche, 271. — Adoption d'une liste de citoyens proposés par les comités de salut public et de sûreté générale, pour compléter ses quatre sections, 273. — AN II. 1793. Jugemens divers ; condamnation à mort de Bain et de Thomas, 277. — Décret qui ordonne qu'il prononcera dans la semaine sur le sort de la veuve Capet, 278. — Jugemens divers ; condamnation de la veuve Lefèvre, belle-mère de Péthion, 279. — Autres jugemens ; condamnation de Lenglé Schobèque, 280. — De Lebrun, inspecteur des remotes, 17. — Et de Gorsas, 18. — Jugemens divers, 19. — Traduction du contrôleur-général Laverdy, de Béthune Charost, de la femme Marquet, et du général Brunet, 11. — Condamnation de plusieurs individus, 25. — De Barbot et de Bonhomme ; acte d'accusation contre Antoinette d'Autriche, *ibid.* — Suite de son procès, 26, 27 et 28. — Pièces qui lui sont adressées contre Manuel et Bailly, 29. — Suite du procès de Marie-Antoinette, 29, 30, 31, 33, 34 et 35. — Rapport de la loi portant que les généraux ne seraient livrés à ce tribunal que d'après un décret de la convention, 35. — Condamnation de Marie-Antoinette, 36. — Et de vingt-un députés, *ibid.* — Jugemens divers, 37. — Il condamne à douze ans de fers le député Perrin, 38. — Décret qui lui envoie les fournisseurs Bouchet et Desalle, *ibid.* — Autre qui autorise ses jurés à déclarer quand ils sont assez instruits, 39. — Il sollicite un mode pour simplifier les formalités qui retardent sa marche, *ibid.* — Est dénoncé par Chaumette comme trop lent dans les procédures, 40. — Condamnation à mort de J. J. Saunier, prêtre, et de M. F. Roger, religieuse, à la réclusion, 41. — De Leroy, gendarme, d'Olympe de Gouge, 44. — Et d'Adam Lux, 45. — Jugemens divers, 48. — Autres contre la femme Roland, Lamarche, ex-directeur des assignats, et six individus du pont de Cé, 50. — Décret qui lui renvoie Osselin et ses co-accusés, 51. — Texte du jugement rendu contre Bailly, 54. — Condamnation de Henry Duchesne ; acquittement de Déthore et de sa femme ; il fait arrêter les témoins entendus contre eux, comme prévenus de faux, 55. — Con-

damnation à mort de Manuel et du général Brunet, 56. — De six individus, dont Cussy et Gilbert Desvoisins, mis hors la loi, 57. — Et du général Houchard, 58. — Décret qui traduit devant lui les membres de la commission populaire de Bordeaux, *ibid.* — Jugemens divers; il acquitte Boulet, machiniste, 59. — Confiscation des biens de ceux condamnés par lui, 61. — Jugement à mort de de Saint-Prix, recruteur, et de Duparc, inspecteur des Tuileries; acquittement de Daugé, membre de la commune de Paris, *ibid.* — Jugemens divers; condamnation de Girey-Dupré, de Boiguyon, de Capton-Château-Thierry, 65. — De Laverdy, ci-devant contrôleur des finances, 66. — De Lamarlière, 68. — De Barnave et de Duport-Dutertre, 70. — De Pierre et de Marie-Thérèse Weviszk, 71. — Et de neuf citoyens de Coulommiers, 72. — Il acquitte Laussel, procureur de la commune de Lyon, sa femme et Clerc d'Orgelet, son secrétaire, *ibid.* — Décret qui traduit devant lui, Leroy, directeur de la poste à Cherbourg, 73. — Il condamne à mort Vincent, chef aux transports; Flamant et Soudre, fournisseurs; Mauduit, marchand de vin; et d'Aubry, maître de pension, 75. — Notice de ses jugemens; condamnation de Kersaint et de Rabaud-St.-Etienne; déportation d'Osselin, 77. — Jugement à mort de l'ex-comtesse Dubarry et des Vendenyver, 80. — Relaxation de cinq Lillois, qui se jettent dans les bras de leurs juges, 81. — Condamnation de Noël, ex-député; de six fournisseurs infidèles, 82. — Et de Decours, ci-devant page et garde du roi; il acquitte Butteux-Destournelles, 83. — Et condamne à mort Florent-Duchâtelet, ex-colonel des gardes-françaises, 85. — Epurement de ses membres par les Jacobins, 86. — Condamnation à mort des nommés J. Serpaud, Husson, Chaucourt et Bidout; autres jugemens, 88 et 89. — Notice y relative; condamnation de Lesure, Varlet, Toussaint-Convey et Fagel; décret qui traduit devant lui, Joly, ancien ministre de la justice, 91. — Courchamp fils, 92. — Autre notice de ses jugemens; condamnation d'individus d'Orléans, de Dangut, 93. — Et de J.-B. Hortier, cordonnier, 95. — Il acquitte David père et fils, *ibid.* — Nouvelle notice de ses jugemens, 96 et 99. — Con-

damnation à mort de Desmarests, de l'ex-ministre Lebrun et de Diétrick, ex-maire de Strasbourg, 100. — AN II. 1794. Jugemens de Cruau, 102. — Et autres, 104. — De Biron, Faverolles, du Tremblay, Bonnefoy, Custine fils, et de Clerc-Ladeveze, 106. — De Duguay-Morange et Luckner, 107. — D'Hérard, Capi-Bologne, Hédouville et autres, 109. — De divers individus, 113. — De Lamourette, évêque de Lyon et autres, 114. — Traduction en jugement de Barré, 115. — Jugement de Durand de Montpellier, de Courchamp, Venance et d'Abzac, 116. — Traduction en jugement de Cl. Moreau, Flobert et Bernard, 117. — Jugemens divers sur les partisans de Marie-Antoinette, et huit citoyens de Mirecourt, 119. — Du baron de Latude et autres, 122 et 123. — Des marins de Toulon, 125. — De Bernard, suppléant de Barbaroux, de Lefèvre, faux témoin, et autres, 127. — De Toulon-Rimbault et autres, 128 et 131. — De Durand, Meltau et autres, 132. — De Canillo-Rossi, de Marcé et autres, 133. — Traduction en jugement de Barbotan ex-constituant, 134. — Jugemens de six habitans de Coulommiers et autres, 136. — De Babin et de Toutain, 137. — De Duclos-Dufresnoy, Gillet, Parent, Millard, Paillot, Ogier, Pinon-du-Coudray et de Calli, 138. — de Courtanel, Roland-Montjournain, Payen, Garliac, les marquises de Peyrac et de Marboeuf, 139. — Autres, 143. — Traduction en jugement des administrateurs de l'habillemeut; déportation de huit religieuses, et autres jugemens, 146. — Procédure contre Bailleul, 148. — Jugemens de Millin-Labrousse, Guéau-Reversau et autres, 149. — De Debaune, Brichard, Mestivier, Viette, Chaudot, Aubert, femme Goman, Oriol, Desfrançais et autres, 151. — de Wiendelfeld, Dorse et son fils, Planchot, Desherbiers-Lestenduaire, Rouveau et autres, *ibid.* — Décret sur le témoignage des députés rapporteurs contre un prévenu 153. — Jugemens de Gossenay, 155. — De Foucault-de-Pavant, Choiseau, Prisette, Luyt, Delormel, Postel et Philippe, 157. — Traduction en jugement des auteurs d'un faux *maxim*, 159. — Jugement de Mortet, Tiphane et ses deux fils, de Prédicant et autres, *ibid.* — De Dortomann, Canel, Maillet, Giraud et de neuf

fournisseurs de souliers, 161. — De MauSSION, Boulet et autres individus de Rouen et Sarre-Libre, 162. — De Ferrand, 164. — De Pouppart-Beaubourg, Froullé, Levigneux et autres, 168. — Décret sur le cas de partage des voix entre les jurés, et jugement de Merian-Dufresnoy, Crétot, Martinville et autres, 169. — D'O-Moran, Devaine, Nestor, Fajard et autres, 173. — Poursuites des agens et complices de la conspiration de l'Etranger, et jugemens de Duchemin, Comparé, Grassin, sa femme et autres, 174. — De Desacres de l'Aigle, femme Durétal, Frezard et Boncerf, 176. — De Vaudrey, Tailleur, Machaut, Lenfant et autres, 177. — Traduction en jugement de Bazire, Chabot, Fabre-d'Eglantines et autres coaccusés, 178. — Jugemens divers, 179. — De Verrier, Davanne et autres, 180. — Jugemens divers, condamnation de quinze individus comme auteurs de la conspiration de la Nièvre; 182. — Acte d'accusation contre Ronsin, commandant l'armée révolutionnaire, Hébert, Vincent, Momoro, Ducroquet, Kock, Laumur, Bourgeois, Mazuel, Laboureau, Hancard, Leclerc, Pereyra, Latreille, femme Quétineau, Anacharsis-Clootz, Desfieux, Descombes, Florent-Armand, Dubuisson et Proly; leur condamnation à mort, à l'exception de Laboureau; sursis à l'exécution de la femme Quétineau, 183 et 185. — Décret pour la mise en jugement d'Etienne Thiri, se disant représentant en mission, 184. — Condamnation de Musquinet, Godail et Quétineau, lieutenant colonel à l'armée du Var, *ibid.* — Autre décret pour la mise en jugement des officiers arrêtés au camp de Maubeuge, 185. — Jugemens divers, dont Boissat, 186. — Durney, Goussan-Merly et Mazuyer, 187. — Moulin, ci-devant Leroi et Rougane, condamnés à mort; Cordier acquitté, et Montrichard, son dénonciateur, mis en arrestation, 189. — Gouttes, Balleroi, Etienne Thiri, Joisel condamnés à mort; Davaux et Laplace arrêtés; Nemann, actrice, acquittée, 191. — Décret pour le jugement de Pichard, chef de la Vendée, condamné à la simple réclusion par la commission militaire de Fontenay-le-Peuple, 192. — De Danton et ses complices, *ibid.* — Acte d'accusation et interrogatoire de ces derniers, 195. — Suspension des débats; annonce faite à la con-

vention de l'agitation qui régnait au tribunal; décret qui charge le président de faire respecter son autorité, et de mettre hors des débats quiconque insulterait à la justice nationale, 196. — Ils sont condamnés à mort, et exécutés; détails à ce sujet, 197. — Jugemens divers, 193. — Condamnation de Peussalet et Pernet, 194. — De Poiret et Courtin, 196. — De Carria-Barbotan, Lavergue et son épouse, 199. — De Sallaberry, Schneider et autres, 201. — Acte d'accusation et condamnation à mort de Chaudette, Gobet, Dillon, Simond, Grammont, Lapallu, Beyasser, Lacroix et autres, comme complices d'Hébert et de Danton, et auteurs de la conspiration des prisons du Luxembourg; acquittement de Chardin, Béréter, Lambin, Dumas, Chenaux et Barbe, impliqués dans la même procédure, 203 et 205. — Jugemens divers; Baron, Regnier, Hanopier sont condamnés à mort, et Fouquerol acquitté, 204. — Décret ordonnant des poursuites contre Marino, 205. — Loi de police générale pour le jugement des conspirateurs de tous les points de la république, 207. — Et la poursuite des auteurs des attentats commis sur la personne du représentant Dartigoyte, *ibid.* — Condamnation de Bizot, Peruchot et Monzin, 208. — Traduction pardevant ce tribunal des administrateurs du département de la Moselle, 209. — Condamnation de Gattey et Souchon, *ibid.* — De Bossu et Morisset, 212. — D'Alençon, Roger, Lescale, Gattey, religieuse, Conradin, Laréveillière, Brevet, Dieuzie, Tissier, Pelletier-Chambure, Marino et autres, 214. — Jugemens divers, 216. — Condamnation de Laborde, Mesnard et son fils, Gougenot, Lefebvre - d'Ormesson, Molé, Bochart; Lepelletier-Rosambo, Rolland, Bouvé, Espiar, Sallier, 218. — Duval - Déprémesnil, Thouret, Lechapelier, Hell, Lamoignon - Malesherbes, Chateaubriant et son épouse, les veuves Lepelletier-Rosambo, Duchatelet, Grammont, Chodkiewicz et autres, 221. — Jugemens divers, 222. — Condamnation de trente-cinq habitans de Verdun, 223. — Autres jugemens contre Anisson-Duperron et autres, 224 et 225. — Décret qui attribue au tribunal la poursuite des complots contre les subsistances, 226. — Nouveaux jugemens; condamnation de Villeroy, d'Estaing, Latour-du-Pin, Latour-du-

Pin Gouvernet, Laferrière veuve, Paris-Monthrun, Duprat, Béthune-Charost, Nicolaï, Thiroux-de-Crosne, Angrand, Terray et son épouse, 226. — Décret qui le charge de poursuivre la compagnie David, Salzard et Mager, 227. — Jugemens divers; mise en liberté de plusieurs citoyens de la commune du Mans, 228. — Condamnation de Tassin-Delétang, Repoux-Chevagny et douze officiers du bataillon des filles Saint-Thomas, 229. — Décret qui lui accorde la compétence exclusive de tous les crimes contre-révolutionnaires, et supprime ceux des départemens, 230. — Jugemens contre Choiseuil-Labaume, Lévis et Martin, notaire, 230. — Contre Labussière, Jaucourt, Poutet, Petit-Jean, Guillaumot, les deux frères Rameau, Delaage, Lavoisier, Puissant, Parceval-Frileuse, Brac, régisseurs et fermiers-généraux, et un grand nombre d'autres, 231. — Contre Anne-Elisabeth, sœur du dernier roi, Lamoignon, veuve de Senosan, cinq individus de la famille Loménie, Megret-de-Sérilly, Tanéff, veuve de Montmorin, ex-ministre, et autres, 233. — Jugemens divers, 235. — Condamnation de St.-Germain-de-Villeplat et autres, 236 et 237. — De Prévôt d'Arlincourt, Yel, Mercier, Douet et sa femme, et autres, 239. — Acquittement de Gency et autres, 240. — Jugemens divers, *ibid* et 241. — Condamnation de Bourré-de-Corberon fils et autres, 243. — De Tessier, baron de Marguerites, Descombières, Boyer-Brun, femme Lesclapart, Doyen, cuisinier d'Antoinette, et Houssaye dit Laviolette; arrestation de Doucet, dénonciateur; acquittement de Benoît et Saiffert, 244. — Est chargé de poursuivre Admiral et complices, 245. — Jugemens divers, 247 et 248. — Condamnation de Levis, la femme et la fille Vigneron, Donnadiou, Milcent, Jourdan d'Avignon et de quatorze officiers du 17.^e régiment de cavalerie, 253. — Décret qui charge le tribunal de poursuivre les auteurs et complices des assassinats commis à la Chapelle-Franciade par ordre de Lafayette et de Bailly, 254. — Jugemens divers, 255 et 256. — Condamnation de Duvivier, Pierson et Simonnet, 256. — De Brillon, Bellet et autres, 257. — Décret qui le charge de juger de nouveau Labbé et Lévassier, acquittés par le tribunal de

Seine et Oise; jugemens divers, et condamnation de Mendouze, 260. — De Desrousseaux, Lenoir et vingt-cinq ex-notables et officiers municipaux de Sedan, 262. — Décret qui le charge de juger de nouveau L. Menou, absous par le tribunal criminel de la Marne, 263. — Rapport de Couthon sur les moyens d'accélérer ses jugemens, et décret de sa nouvelle organisation; dispositions relatives à la conviction, 264. — Est chargé de poursuivre les ouvriers insurgés dans les fabriques d'assignats, armes et poudres, *ibid*. — Condamnation de Goursac, sa sœur et sa mère, Leduc ex-gentilhomme de la chambre du roi et son fils, *ibid*. — Jugemens divers, 265 et 266. — Discussion relative à la loi qui réorganise ce tribunal; soupçons jetés sur le comité à cette occasion, 266. — Décret qui le charge de juger les agens de la conspiration de l'étranger dirigée par Batz, 267. — Autre pour la mise en jugement de Catherine Théos et de ses complices, 269. — Jugemens divers et condamnation à mort de six fonctionnaires publics de la commune de Cosne, 270. — Et de onze habitans de la commune de Paniers, 272. — Jugemens divers, 273. — De vingt-six membres du ci-devant parlement de Toulouse, de l'ex-constituant Fréteau, l'ex-prince de la Trémouille, l'ex-comte de Gamache, l'ex-intendant de la marine Lebrasseur et autres, 274. — De cinquante-quatre accusés de la conspiration de l'étranger, dont Admiral, Cécile Renault et sa famille, Sombreuil père et fils, Rohan-Rochefort, Laval Montmorenci, Sarkine, sa femme et sa belle-mère Ste.-Amaranthe, l'ex-prince St.-Maurice, Caradec, Jauge, Pottier-de-Lille, Burlandeux, Ozanne, Michonis, Marino, Froidure, Souless et Dangé; autres jugemens, 275. — Grand nombre de condamnés parmi lesquels Lorimier-de-Chamilly, valet de chambre du ci-devant roi, 276, 277 et 281. — Quarante-quatre, dont d'Adouville, ex-page, se disant frère adultérin de Louis XVI, 282. — Trente-six, dont l'ex-député Osselin, comme complices de la conspiration des prisons; douze autres pour achat de numéraire, 283. — Vingt-huit dont Noailles-de-Mouchy et sa femme, l'ex-prince de Broglie, Guignard-St.-Privat, la veuve Biron, l'ex-comte de Polastron, l'ex-marquis de la Guiche, Linguet,

etc., 284. — Vingt, dont Derrey, ex-maire de Toulouse, vingt-quatre autres, dont Roulan, Pichard, Lebreton et sa femme, 285. — Jugemens divers, 286, 288 et 290. — Trente condamnés, dont les généraux Daoust, Chaillet-de-Verges et Delâtre, 287. — Trente autres, dont vingt-deux membres du ci-devant parlement de Toulouse, 292. — Soixante-neuf, dont Papillon, l'ex-comtesse de Boisgelin, Latour-du-Pin-Chambly, Nicolaï père, Boyer, Julien, l'ex-prieur et l'excolonel Fénélon, 294. — Soixante, dont Duplain, Ornans, Nicolaï fils, Geoffroy-d'Assy, Moreau architecte, Chambot d'Arbouville et sa femme, Faquet, Sainte-Marie, etc., 295. — Quarante-quatre, dont Caradeux de la Chalotais, Pariseau, Tournon, Leclerc-de-Beffon, 297. — Acquiescement de Baragney-d'Hilliers et Larchevesque Thibault, *ibid.* — Jugemens divers, 298. — Vingt-quatre condamnés, dont Roc Marcandier, Macdonald et Rapin-Thoiras, 299. — Autres jugemens; dix-huit condamnés pour la révolte du camp de Jâlès, 304 et 305. — Autres, et condamnation de Rouxel-de-Blanchelande fils; acquiescement de Rousselin, 307. — Vingt-huit condamnés, dont onze de la commune de Coutance, et Bellecourt, ex-coiffeur de la fille de Louis XVI, 309. — Quarante-six, dont les veuves Noailles, Dayen, Lachâtre, Saint-Juite et Veau-Garnier; le général Deflers, Sémillard et son fils; Boutin, ancien trésorier de la marine; Laborde, ex-fermier-général; Gossin, ex-constituant, et dix-sept individus du département de la Nièvre, 310. — Les membres de ce tribunal félicitent la convention d'avoir sauvé la patrie au 9 thermidor, 312. — Deliége est nommé président de sa seconde section, *ibid.* — Elie-Lacoste fait décréter sa suppression, comme étant composé en partie des créatures de Robespierre; Billaud Varennes réclame contre cette mesure, et en fait ajourner l'exécution, 313. — Projet de fusiller ses membres, attribué au comité d'exécution, formé à la commune de Paris, dans la nuit du 9 thermidor, 314. — Rapport de la loi du 22 prairial sur son organisation; débats sur sa composition; décret qui traduit devant lui son ex-accusateur public, Fouquier-Thinville, 315. — Jugemens antérieurs; cinquante-cinq condam-

nés, dont Boucher-d'Argis, les ex-princes Montbazou-Rohan et Salm-Kirbourg, l'ex-comte de Soyecourt, les ex-constituans Bruges, Goud'Arcy et Beauharnais, 318. — Trente-sept, dont les ex-comtes de Vergennes, père et fils, l'abbesse, Laval-Montmorency, l'abbé Montesquiou, l'ex-duc de Saint-Aignan et sa femme, 319. — Trente-huit, dont André Chénier, Roucher, l'ex-baron de Trenck, les ex-marquis de Roquelaure et de Montalembert, Goësmann et Créquien de Montmorency, 323. — Nouveaux débats sur l'organisation de ce tribunal; décret portant qu'il jugera conformément aux lois antérieures à celle du 22 prairial, qui demeure annulée; ses juges et jurés sont mis en réquisition, et tenus de se rendre sur-le-champ à leur poste, 324. — Dopsent en est nommé président, 326. — Texte du décret portant nomination de ses nouveaux membres et jurés, 327. — Jugement du 8 thermidor qui condamne à mort cinquante-trois individus, dont la veuve d'Armentières, la ci-devant princesse de Chimay, l'ex-duc de Clermont-Tonnerre, Crussol-d'Amboise, les ex-comtesses d'Ossun et de Narbonne-Pellet, l'évêque Saint-Simon, l'ex-princesse de Monaco, Riquet, femme de Cambon, premier président du ci-devant parlement de Toulouse, l'ex-chevalier Ducoudray, Loiserolles père, et Boucher, 330. — Autres du 9 thermidor, qui condamnent quarante-cinq individus, dont Vauquelin-Vrigny, Latouraille, Aucanne, Puy-Déverine et son épouse, 334. — Autres du 10 et jours suivans, condamnant Robespierre frères, Conthon, Saint-Just, Lebas, Dumas, Henriot, Payan, Vivier, Lescot-Fleuriot et autres, ainsi que quatre-vingt-onze membres de la commune de Paris, tous mis hors la loi, 336, 338, 339 et 350. — Discours du nouveau président aux jurés; jugemens divers, 342, 344, 350, 353, 359 et 361. — Condamnation de Baillemonet et Servin, 352. — Et de Limonnier, 355. — Quarante-cinq acquittés, *ibid.* — Jugement qui acquitte et met en liberté les quatre-vingt-quatorze Nantais, dont Phellipes-Tronjoly, Sottin, etc. et notice y relative, 360 et 361. — AN III. Pièces de leur procédure, 5. — Jugemens divers, 6 et 7. — Acquiescement de Montané, ex-président

du tribunal, 7. — Jugement divers, 9. — Acquittement de Gui Chantenay-Lanti, ex-noble, 11. — Ce tribunal est chargé, par décret, de la poursuite des complices de Robespierre, 13. — Acquitte la femme et la veuve Boufflers, 14. — Et jure soumission à la convention, 22. — Jugemens divers, *ibid.* — Est chargé de juger, sans délai, les membres du comité révolutionnaire de Nantes et l'adjudant-général Lefevre, 24. — Leur acte d'accusation, 26. — Jugement de trente-cinq individus de la commune de Dun, 29, 31 et 32. — Précis de l'affaire de Vial, maire de Challonnes, 32. — Décret qui ordonne la remise des pièces relatives aux députés arrêtés avant le 9 thermidor, 33. — Débats sur l'affaire de Nantes, 35. — Précis de la procédure de Pottoseu, accusé de terrorisme, 39. — Compte rendu de l'examen de la conduite de Carrier, 40. — Reproches faits à Duhem d'avoir défendu l'ancien et d'attaquer le nouveau tribunal, 44. — Jugemens divers; il acquitte la ci-devant princesse Eléonore de Linanges, veuve Lowenstein, 46. — Et le général Kellermann; condamne Bergasse, ex-constituant, à la détention jusqu'à la paix, 50. — Procédure du comité révolutionnaire de Nantes, 62. — Suite, 70. — Carrier récuse les jurés; on passe outre, *ibid.* — Suite, 72 à 80, 82 et 84 à 88. — Condamnation de Carrier, Pinard et Grandmaison; acquittement des autres prévenus, 88. — Suite de cette procédure; décret qui renouvelle le tribunal, 90. — Fin de la procédure précédente; texte du jugement, 91, 92, 93, 94, 97, 98 et 100. — Nouveau décret pour sa réorganisation, 100 et 104. — Renouvellement de ses membres, 106. — Décret relatif à son installation, 129. — Autre qui le charge de juger Lacroix, auteur du *Spectateur français*, 132. — Acquittement de cet écrivain, 154. — Précis de sa procédure, 158. — Jugemens divers, 154, 156, 158, 166, 177 et 180. — Autres contre Brutus-Magnier, 159. — Et en faveur de l'adjudant-général Perrin, 172. — Sortie de Lesage, d'Eure-et-Loire, contre ses jugement d'avant le 9 thermidor; il en provoque l'annulation, 183 et 184. — Détails sur la procédure du général de brigade Dufresse; il est acquitté, 197. — Permanence du tribunal pour juger Fou-

quier-Thinville et autres, 214. — Tableau figuré d'une des anciennes procédures, 216. — Prorogation des pouvoirs de ses membres jusqu'à leur remplacement, 218. — Décret qui l'autorise à juger d'après les intentions tant criminelles que contre-révolutionnaires; proposition de sa suppression par Berlier, 228. — Analyse du procès de Fouquier-Thinville; jugement qui le condamne à mort avec quinze coaccusés, dont les principaux sont Foucault, Sellier, Dix-Août (Leroi); Renaudin, Vilatte, Boyenval, Lanne, Hermann, etc.; détails sur leurs derniers momens, 230 et 231. — Décret qui prescrit au comité de législation d'examiner s'il ne convient pas de le supprimer, 235. — Autre qui renvoie à ce tribunal les insurgés de prairial arrêtés dans la convention, 247. — Sa suppression, 256. — AN V. Loi pour le paiement des employés de son greffe, 16 et 31. — AN VI. Discours de Rousseau dans lequel il accuse ses membres d'intelligences avec les émigrés et la cour de Londres, 210.

TRIBUNAT. AN III. Proposition de son établissement dans le projet législatif de Sieyès, 308.

TRIBUNAUX. AN 1789. Arrêté relatif à la création de celui chargé de la poursuite des conspirateurs, 31. — Projet de leur constitution, présenté à l'assemblée, 42. — AN 1790. Observations y relatives par Dedelay-d'Agier, 71. — Calcul sur le plan de leur organisation, 84. — Décret pour la nomination du ministère public, 129. — Suite de la discussion à ce sujet, 222, 223, 224 et 225. — Texte des dispositions relatives à leur placement, 238. — Suppression des anciennes cours et de leur juridiction, 250. — Autres articles sur leur installation, 287. — Circulaire du garde des sceaux sur les devoirs des commissaires établis près d'eux, 319. — Etablissement public pour la signification et l'exécution de leurs jugemens, 351. — AN 1791. Décret sur leur police, 60. — Autre pour le paiement de leurs dépenses, 130. — Arrêté portant que le comité de constitution présentera un projet de loi pour autoriser les assemblées primaires à émettre leur vœu sur la réduction de leur nombre, 274. — AN I.^{er} 1793. Décret qui annule leurs jugemens pour fait d'émigration, 58. — AN II. 1794. — Autre qui obvie aux déplacemens des militaires

appelés en témoignage, 266. — AN III. Article sur la lettre d'une femme à un député, proposant d'y établir un défenseur public, 314. — Décret qui leur défend de connaître des actes de l'administration publique, 350. — AN IV. Projet de Desmolins pour les autoriser à s'adjoindre des juges dans les cas de démission, mort ou autrement, 72. — Discussion de celui de Treillard sur le même sujet, 75, 76, 77, 80 et 81. — Son adoption, 82 et 83. — Discussion et approbation de cette résolution; 88 et 89. — Fixation du traitement des commissaires, 95. — Proposition pour autoriser le tribunal de cassation à déterminer leur compétence, 261. — Loi qui valide les publications de celles faites par simples transcriptions sur leurs registres, 286. — Autre qui fixe l'époque et la durée de leurs vacances, 357. — AN V. Dispositions relatives à la présence des juges dans les affaires dont ils auront entendu les débats et l'instruction, 197, 214 et 215. — AN VI. Réclamations contre un arrêté du ministre des finances, concernant la remise des amendes et confiscations prononcées par eux, 257. — AN VII. Proposition par Génissieu de rapporter la loi qui leur donne le droit de se compléter, 52. — Commission nommée pour réviser la nomination des juges élus en l'an quatre et en l'an cinq, 74. — Observations y relatives; maintien de l'arrêté précédent, 75. — Son rapport, après un appel nominal, 76. — Loi qui y rétablit les droits de greffe, 249 et 267.

Tribunaux d'Appel. AN 1790. Décret portant qu'ils seront sédentaires, 124. — Formation de leurs tableaux, 330. — AN II. 1794. Rapport de Cambon, et décret interprétatif des diverses lois sur leurs jugemens, 206. — AN IV. Dispositions relatives au moyens de les déterminer, et aux cas qui nécessitent cette mesure, 325 et 332. — AN V. Loi sur le même sujet, 80. — AN VI. Leur établissement dans les départemens conquis, 334.

Tribunaux Civils. AN II. 1794. Décret qui leur ordonne de terminer, dans les trois mois, toutes les affaires dont ils sont saisis, 207. — AN IV. Lettre du ministre de la justice aux commissaires établis près d'eux, 167. — Résolution portant que leurs présidens seront nommés par les juges qui les composent, 181. — Son adoption,

tion; 183. — Autre contenant des dispositions relatives à l'appel de leurs jugemens, 298. — Rapport contre cette résolution, 325. — Son rejet, 332. — AN V. Loi qui nomme un conseil chargé d'y défendre les intérêts des citoyens absens pour le service de l'état, 36 et 42. — Fixation des fonctions de leurs huissiers audienciers, 141. — Mouvements de leurs juges pour le service des tribunaux criminels, 222. — AN VI. Motion de Martinet pour leur épurement, 22. — Indemnité accordée à ceux de leurs membres obligés à un déplacement, 25 et 29. — Décret sur le mode d'y procéder, en cas de partage d'opinions, 222 et 258. — Ajournement du projet de Roëmers, sur la nomination, par le directoire, aux places qui y sont vacantes, 224. — Discussion de ce projet, 226, 227, 238 et 239. — Son adoption avec l'amendement d'Abolin, portant que les nominations n'auront lieu que jusqu'aux élections, 240. — Approbation de cette résolution, 242. — Motion sur leurs dépenses, 257. — Ajournement d'une motion sur le roulement de leurs sections, 356.

Tribunaux de Commerce. AN 1790. Leur création, 148. — Décret sur leurs juges, 224 et 229. — Lettre de Lecouteulx sur leur organisation, 307. — AN 1791. Loi qui les substitue aux amirautés dans les villes maritimes, 1. — Décret relatif à l'appel de leurs sentences, 84. — Nouvelles dispositions sur leur organisation, 222. — AN III. Autres de même nature, 120. — AN IV. Rapport et projet sur leur compétence, 304 et 305. — AN V. Résolution à ce sujet, 13. — Son rejet, 116. — AN VI. Leur établissement dans les départemens réunis, 361. — AN VII. Suite, 10. — Rapport de Duplantier sur leur organisation générale, 108.

Tribunaux criminels. AN 1789. Décret qui surseoit provisoirement à l'exécution de tout jugement rendu dans les formes anciennes; autre qui ordonne la poursuite en forfaiture de ceux qui retardent la publication des décrets, 85. — AN 1791. Dispositions relatives à leur établissement, 43. — Qualités requises pour en être président, accusateur ou commissaire, 90. — Décret concernant leurs dépenses, 276. — AN 1792. Autre qui les autorise à entendre les témoins pour l'accélération des jugemens de la haute-cour, 173. — AN

II. 1793. Révocation de la loi du 27 novembre qui prononce en faveur de l'accusé dans le cas de partage des voix, 278. — Ils sont assimilés, au tribunal révolutionnaire pour les délits d'embauchage et d'émigration, 92. — AN II. 1794. Disposition de même nature, 113. — Autre sur le cas de partage des voix, 169. — Décret sur leur compétence, 230. — Autre qui leur attribue la connaissance des délits militaires commis hors de l'enceinte des camps, 241. — Motion de Turreau pour l'examen de leur conduite, 270. — AN III. Décret relatif à la mise en jugement des femmes prévenues de crimes emportant peine de mort, 206. — AN IV. Autre sur la récusation des juges, 27. — Ajournement d'un projet concernant les fonctions des commissaires établis près d'eux, 43. — Résolution qui fixe le semestre des juges civils destinés à leur service, 175. — Son approbation, 176. — AN V. Rapport de Favart sur la marche qu'ils doivent suivre à l'égard des accusés en état de démence ; il est ajourné, 167. — AN VI. projet sur la durée des fonctions de leurs présidens et accusateurs publics, 44 et 45. — Ouverture de la discussion, 65 à 71. — Adoption de divers articles ; rejet de celui qui autorisait le directoire à en destituer les accusateurs publics, *ibid* et 72. — Discussion sur cette résolution, 106. — Son approbation, 116. — Pétition sur la question de savoir combien de temps ils peuvent retenir un accusé en prison sans le juger, 272. — AN VII. Discussion d'un projet de Mallarmé, relatif au mode de révision de leurs jugemens, 56. — Résolution qui y rétablit les droits de greffe, 249. — Son approbation, 267. — Fixation du traitement de leurs greffiers, 269.

Tribunaux de Départemens. AN IV. Décret qui établit près d'eux un second substitut du commissaire du directoire, 202 et 209.

Tribunaux de Districts. AN 1790. Propositions de Thouret et de Sentets pour leur création, 203. — Décret qui en établit un par chaque district, 204. — Suite de la discussion à ce sujet, 206. — Décret portant qu'ils seront juges d'appel à l'égard les uns des autres, 207. — Autres articles sur leur organisation, 210. — AN I.^{er} 1793. Annulation des jugemens rendus par eux sur les faits d'émigration, 58. — Décret pour la reprise des

fonctions de ceux en vacance, 259. — AN IV. Résolution sur la remise des registres et papiers de leurs greffes, 165. — Son rejet, 176.

Tribunaux d'Exception. AN 1790. Discussion sur leur établissement, 148.

Tribunaux de Famille. AN 1790. Débats sur leur établissement, 40. — Décret pour leur formation ; époque à laquelle on cesse d'y être soumis, 218. — Autres dispositions y relatives, 224. — AN II. 1794. Décret qui règle leur mode de procéder dans les ventes en cas d'absens ou d'interdits, 301. — AN III. Autre décret les concernant, 141. — AN IV. Rapport d'Oudot pour leur suppression ; débats et décret à ce sujet, 155 et 165.

Tribunaux Militaires. AN 1790. Décret qui fixe leur compétence et leur organisation, 266 et 267. — AN 1792. Autres dispositions de même nature, 131. — AN II. 1794. Traitement accordé aux membres qui les composent, 103. — AN III. Nouveau décret y relatif, 126. — AN IV. Leur réorganisation, 43. — Motion sur le meilleur mode de les distribuer, 175. — Adoption de la résolution qui détermine leur compétence, 296. — Autre sur le mode de révision de leurs jugemens, 351. — Son approbation, 357. — AN V. Proposition pour la révision de leurs jugemens, 232.

Tribunaux de Paix. AN 1791. Décret pour leur établissement, 134. — AN IV. Résolution qui détermine leur compétence, 168 et 173. — Sa discussion et son rejet, 181.

Tribunaux de Police. AN 1790. Proposition de leur établissement, 40. — Réflexions sur leurs travaux, 244.

Tribunaux de Police Correctionnelle. AN II. 1794. Décret qui leur permet d'user des mesures de police générale à l'égard des suspects traduits devant eux, 241. — AN IV. Résolution qui fixe le mode de remplacement de leurs commissaires, 163. — Son rejet, 169. — Autre sur le même sujet, 181. — Elle est approuvée, 183. — AN VI. Motion de Legier sur le roulement de leurs sections, 356. — AN VII. Loi qui fixe le traitement de leurs greffiers, 269.

Tribunaux Prévôtaux. AN 1792. Demande de leur suppression, 125.

Tribunaux Révolutionnaires. AN I.^{er} 1793. Décret qui leur interdit de juger sans une autorisation expresse, 136. — AN III. Motion pour la révision

de

de leurs jugemens, 183 et 184. — AN IV. Résolution pour le dépôt des papiers de leurs greffes, 177. — Son approbation, 181. — AN V. Rapport de la loi qui défendait le recours en cassation contre leurs jugemens, 137 et 138. — AN VII. Réflexions sur la crainte de les voir remplacer par les commissions militaires, 361.

Tribunes de l'Assemblée nationale Constituante. AN 1790. Décret qui les destine pendant vingt jours aux fédérés des départemens, 161.

Tribunes de l'Assemblée nationale Législative. AN 1791. Suppression de celles privilégiées, 283. — AN 1792. Mesures pour y maintenir la police, 221.

Tribunes de la Convention nationale. AN I.^{er} 1793. Pétition contre leur composition, 78. — Évacuation de celle d'où sont partis des murmures dans la discussion relative à la taxe des grains, 122. — Approbation des mesures prises par les inspecteurs pour leur police, 139. — Débats y occasionnés par des femmes qui en excluent les citoyens des départemens, 140. — Rumeurs à l'occasion de la discussion sur l'emprunt forcé; Boissy-d'Anglas demande qu'au premier murmure des citoyens d'une tribune elle soit évacuée sur-le-champ, 141. — Suite de la discussion, et renvoi des diverses propositions au comité de législation, 142. — AN III. Décret qui charge les comités d'y établir une police, 115. — Réflexions de Trouvé sur leur composition, 179. — Troubles dans l'une d'elles à l'occasion d'une pétition de la section des Quinze-Vingts sur les subsistances; ordres donnés par le président pour son évacuation, 194. — Audace des femmes qui les composent dans la séance du 1.^{er} prairial, 244. — Décret portant qu'aucune d'elles n'y sera admise jusqu'au rétablissement de l'ordre, 246. (*V. CONVENTION, JOURNÉES, etc.*).

Tribunes du corps législatif. AN VII. Réflexions sur la conduite de leurs habitués, 320.

TROUBLES INTÉRIEURS. AN 1789. Sont causés par le refus des impôts; débats et déclaration de l'assemblée nationale à ce sujet, 30 et 32. — Explosion générale qui se manifeste contre les seigneurs, 33. — Faux édits ordonnant le meurtre et l'incendie; ravages en Bourgogne, 36. — Discussion et proposition sur les moyens de les comprimer; texte du décret pour le rétablissement de la tranquillité pu-

Table alphabétique.

blique, 39. — Ordonnance du roi pour son exécution, 41. — Décret portant que les prisonniers arrêtés dans les émeutes seront renvoyés par devant les juges compétens, 57. — AN 1790. Nouveaux troubles dans les provinces; adresses et décret y relatifs, 42 et 43. — Autre projet pour leur répression, 50. — Adoption de divers articles, 56. — AN 1791. Mesures tendantes à les comprimer; 322. — AN I.^{er} 1793. Rapport du conseil exécutif sur la situation intérieure de la république, 86 et 91. — AN III. Proclamation du comité de sûreté générale sur ceux qui se manifestent, 293. AN IV. Plaintes contre les auteurs de ceux de la Haute-Loire, 66. — Débats violens sur la demande d'un rapport sur ceux du Midi, 207. — Proclamation du directoire aux habitans de Paris pour les prémunir contre ceux que l'on cherche à y exciter, 208. — AN V. Circulaire de François, de Neuchâteau, pour demander compte aux administrations des excès qui se commettent impunément sous leurs yeux, 356. (*Voyez FRANCE, JOURNÉES, PARIS et les divers départemens*).

TROUPES. AN 1789. Adoption des propositions de Mirabeau sur l'adresse au roi, pour l'éloignement de celles environnant Paris; elle est présentée au roi, 16. — Iterative demande de leur éloignement, 18. — Le régiment de Royal-Allemand charge les promeneurs sur la place de Louis XV; tumulte aux Tuileries et aux Champs-Élysées à cette occasion, 20. — Proposition d'exiger d'elles le serment d'obéissance aux magistrats civils; discussion sur cet objet; discours sur les dangers de ce serment; adoption de sa formule, 39. — Ordonnance du roi pour l'exécution du décret relatif à leur réquisition par l'autorité civile, 41. — AN 1790. Dépôt par les vétérans de ligne, de l'oriflamme qui leur a été donné par la ville de Paris, 197. — AN 1791. Formule du nouveau serment qu'elles doivent prêter, 261. — Décret par lequel l'assemblée constituante les remercie de leur zèle, 276. — AN 1792. Autre qui les met à la disposition du pouvoir exécutif, 180. — Mode de leur paiement, 306, 358 et 359. — AN III. Disposition sur l'avancement des officiers et sous-officiers; 198. — AN IV. Message relatif aux changemens à faire dans leur uniforme, 101. — Loi confir-

mative de cette demande , 117. — AN V. Augmentation de solde en faveur de celles stationnées à Paris , 303. — On annonce qu'il est entré huit mille hommes ; discussion à ce sujet ; message au directoire , 304 et 305. — Rejet de la proposition de Barbé-Marbois , tendante à voter des remerciemens aux cinq-cents pour la vigilance qu'ils ont montrée dans cette circonstance , 306. — Messages et détails sur leur marche vers Paris , 307. — Rapport de Pichegru à ce sujet ; discussion , et adoption de mesures , 312 , 314 et 316. — Rapport de Delarue sur le même objet ; nouvelle discussion ; annulation de l'arrêté qui ordonnait l'impression des pièces y relatives , 320 et 329. — Explication de Hoche et du commissaire des guerres , Lesage , sur leur marche , 331 et 336. — Autre rapport de Tronçon-Ducoudray , sur le même sujet , 336 et 337. — Propositions relatives aux mesures à prendre dans cette circonstance ; discussion de ces projets ; débats , 338 , 339 , 348 , 350 et 351. (Voyez *Journée du 18 fructidor*). AN VI. Rapport de la loi du 12 thermidor , concernant leur marche dans l'intérieur , 21 et 29. (Voyez ARMÉES , DÉFENSEURS DE LA PATRIE . RÉGIMENS , SOLDATS , etc.).

TROUPES ÉTRANGÈRES. AN 1790. Débats sur leur introduction en France , par Bouillé , et à quelle occasion , 209. — Explication donnée par Montmorin à ce sujet , et décret portant que leur passage sur le territoire français ne pourra avoir lieu qu'en vertu d'une loi du corps législatif , 210. (Voyez RÉGIMENS et les articles des diverses puissances coalisées).

TUTOYEMENT. AN II. 1793. Adresse des sociétés de Paris pour en introduire l'usage , 42. — Nouvelle proposition de le décréter ; ordre du jour à ce sujet , 53. (Voy. BAZIRE et CHABOT).

TYPOGRAPHIE. AN VII. Notice sur ses élémens , 252. (Voy. IMPRIMERIE).

TYRANNICIDES. AN 1792. Projet de Jean Debry pour en organiser une compagnie , 241.

U.

ULTRA - RÉVOLUTIONNAIRES. AN II. 1793. Danton prémunit le peuple contre eux , 76. — AN III. Dubois-Crancé sollicite contre eux la peine de

mort , 1. — Adresse de la commune de Marseille , sollicitant une commission extraordinaire pour les juger , 290. (Voy. DÉLITS RÉVOLUTIONNAIRES).

UNIFORME NATIONAL. AN 1790. Sa fixation , 200 , 201 , 249 et 350. — AN 1791. Nouveau décret sur le même objet , 18. — AN I.^{er} 1793. Décret de destitution contre les officiers de ligne qui ne l'auraient pas , 243. — Autre qui détermine celui des bataillons d'infanterie légère , 252. — AN IV. Mesures du directoire sur l'uniforme des troupes , 101. — Loi qui l'autorise à y faire les changemens convenables , 117. (Voy. TROUPES et les différens corps).

UNITÉ et INDIVISIBILITÉ de la république française. AN I.^{er} 1793. Est décrétée comme article premier de la constitution , 133. (Voy. FRANCE et RÉPUBLIQUE).

UNIVERSITÉ de Paris. AN 1789. Présente ses félicitations à l'assemblée , 29. — AN 1791. Adhère à ses décrets , 10. — AN V. Rapport , projet et résolution pour le paiement de ses anciens professeurs , 29 et 37. — Son approbation , 45.

USINES. AN 1790. Décret sur leur imposition foncière , 292. — AN II. 1794. Autre sur les bois et forêts destinés aux usines et manufactures de fer , armes et boulets , 130.

USURE. AN V. Motion d'ordre de Beraud aux cinq-cents sur les moyens de la faire cesser , 102. (V. ARGENT , AGIOTAGE , PRÊT à INTÉRÊT , etc.).

V.

VAGABONDAGE. AN VII. Projet relatif aux moyens de le réprimer , et sa discussion , 75 et 94. — Arrêté pour la prompté discussion de cette matière , et message au directoire à ce sujet , 101. — Résolution y relative , 183 et 184. (V. POLICE).

VAINQUEURS DE LA BASTILLE. AN 1790. Pompe funèbre décrétée en l'honneur de ceux de ces citoyens morts pour la défense de la liberté , 214. — AN 1792. Rejet d'un projet tendant à faire porter un trône renversé dans les drapeaux des corps qui en sont formés , 116. — AN II. 1793. Sont rappelés à l'armée du Rhin , 17. — AN IV. Discours en leur nom à la convention , 24. — AN V.

sont déclarés avoir bien mérité de la patrie , 301 et 302. (*Voy.* les JOURNÉES de la révolution).

VAISSEAUX. AN 1789. Invention à Londres d'un vaisseau qui vogue contre le vent et les courans , par l'action de l'air réduit en vapeur , 119. — AN 1790. Autre à deux quilles , inventé par Miller , 253. — AN 1792. Expérience de celui mû par l'action de l'eau , 294. — AN VI. Autre expérience à Hambourg pour les mouvoir en plein calme , 358. (*Voy.* MARINE).

VAISSELLE. AN 1789. Envoi de celle du roi à la monnaie , malgré les invitations de la garder , à lui faites par l'assemblée ; note curieuse à ce sujet , 61. — AN 1790. Décret pour lui demander la communication du montant de cet envoi , 75.

VANDALISME. AN II. 1794. Rapport de Grégoire , et décret sur les moyens de réprimer ses destructions , 363. — AN III. Texte de ce rapport , 9. (*Voy.* ARTS , MONUMENS , etc.).

VÉGÉTAUX ARTIFICIELS. AN 1790. Etablissement d'une manufacture de cet objet , 292.

VENDEURS D'ARGENT. AN 1790. Violences commises contre eux , et réflexions à ce sujet , 216. (*Voy.* PARIS , AGIOTAGE , ARGENT , etc.).

VENEURS DU ROI. AN 1790. Sont dénoncés pour des dévastations , 256. (*Voy.* CHASSE).

VENTES et PRISEES PUBLIQUES. AN 1790. Décret sur cet objet , 203. AN VII. Résolution qui institue des officiers publics pour y procéder , 101. — Discussion aux anciens et ajournement , 128.

VENTES PAR JUGEMENT. AN IV. Suspension de toutes poursuites à l'occasion de celles de ces ventes sur lesquelles il n'a pas été statué , 30. — AN V. Rapport de cette loi , 157 et 167. (*Voy.* ACTION EN RESCISION , BIENS , LÉSION , etc.).

VÉRIFICATION DES ECRITURES. AN IV. Hommage par une société de ses travaux sur cet objet , 8.

VÉRIFICATION DES POUVOIRS. AN 1789. Discussion aux trois ordres , et divisions sur cette question ; nomination de commissaires-conciliateurs , 2. — Suite des débats et conférences chez le roi , 3. — Suite et tempérament proposé par la noblesse et le clergé ; cessation et reprise des conférences , 4. — Suite et mémoire du comte d'Antraigues en faveur des prétentions de la noblesse ; plan conciliateur , 5. — Débats à ce sujet ; maintenu par la

noblesse de la vérification séparée ; arrêté par les communes de procéder à la vérification générale , 6. — Suite des discussions ; appel des baillages aux communes , et réunion pour cette vérification de plusieurs membres du clergé ; protestations contre les députations de Bretagne , 7. — Vérifications particulières , 49. — AN 1791. Débats sur celle de l'assemblée législative , 275 et 276. (*Voyez* cette assemblée). — AN IV. Débats sur cet objet , 45. — Rapport de Génissieu , et résolution à la suite concernant la vérification des opérations des assemblées primaires du département de la Seine , 90. — Son rejet , 93. — Projet présenté par la commission sur les opérations des 85 départemens , et sur divers députés , 104 , 105 et 106. — Rejet du projet par la question préalable , et discussion des élections contestées , 107. (*Voyez* ELECTIONS et LOI DU 3 BRUMAIRE). — AN V. Loi pour la vérification des pouvoirs du nouveau tiers , 234 , 242 et 245. — AN VI. Autre de même nature , 69 , 78 et 134. (*Voyez* CORPS LÉGISLATIF).

VÉTÉRANS. AN 1789. Formation d'un bataillon de ce nom par Caillière de l'Etang , 131.

Vétérans de la Marine. AN 1791. Décret qui conserve leur caisse et fixe le revenu dont elle sera alimentée , 120 , 122 et 146.

Vétérans Nationaux. AN II. 1793. Décret sur leur uniforme , 75. — AN III. Motion en leur faveur , 283. — AN IV. Projet de la formation de deux cents nouvelles compagnies , 335. — AN V. Loi à cet effet , 76 et 81. — Autre , 340 et 352.

VETO. AN 1789. Origine de ce mot dans la discussion sur la sanction royale ; menaces aux partisans du veto , 48. (*Voy.* CONSTITUTIONS ; SANCTION et LOUIS XVI).

VEUFS. AN I.^{er} 1793. Ceux sans enfans sont mis en état de réquisition permanente , 521.

VIANDES. AN 1792. Décret qui supprime la distribution des viandes fraîches dans toutes les garnisons de France , 139. — Autre qui prohibe l'exportation des salées , 306. — AN II. 1794. Arrêté de la commune pour encourager la vente de la viande les vendredis , 121. — Mesures y demandées , relativement aux bouchers et au massacre des vaches ou brebis pleines , 163 , 165 et 168. — Autre arrêté sur la distribution de la viande ,

170. — Débats sur cet objet, 208. — Autre arrêté pour une plus forte distribution, et mesures contre les rassemblemens à cette occasion, 236 242 et 246. — AN IV. Suppression de cette distribution dans Paris, 143. (Voy. BESTIAUX, MAXIMUM, SUBSISTANCES, etc.).

VICAIRES. AN 1790. Décret qui fixe leur traitement, 557. — AN 1791. Autre pour le remplacement de ceux supprimés, 85 et 87. — Autre concernant leur élection, 153. (Voy. CLERGÉ, ECCLÉSIASTIQUES, etc.).

VILLAGES. AN 1790. Ceux dont les seigneurs ont voulu changer les noms reprendront ceux qu'ils portaient auparavant, 172.

VILLES. (V. COMMUNES et MUNICIPALITÉS).

VINS. AN 1791. Décret relatif à leur exportation, 34. — AN 1792. Autre qui permet celle des vins dits de liqueurs, 295.

VIOL. AN VI. Demande d'un commissaire près le tribunal criminel de la Seine, pour que ce crime soit jugé à huis clos; ordre du jour, 271.

VISITES DOMICILIAIRES. AN 1789. Nul privilège ne pourra les empêcher, 74. — AN 1792. Décret qui les autorise, 244. — Sont défendues de nuit, 265. — AN I^{er} 1793. Les administrations sont autorisées à en faire faire dans tous les lieux soupçonnés de receler des prêtres réfractaires et des émigrés, 58. — Rapport du décret qui les défendait pendant la nuit, 250 et 251. — AN IV. Le directoire est autorisé à en faire faire de jour seulement, pour atteindre les conspirateurs du camp de Grenelle, 359 et 360. — AN V. Autorisation nouvelle pour la poursuite des journalistes, à la suite du 18 fructidor, 357, 358 et 359. — AN VI. Autre mesure de même nature contre les émigrés, 292 et 293. — AN VII. La société des Jacobins demande qu'elles aient lieu, 314. — Elles sont ordonnées, 329. — Résultat des arrestations qu'elles ont produites, 365. (Voy. CONSPIRATIONS, POLICE, etc.).

VIVRES. AN 1791. Leurs fournitures sont exceptées des entreprises au rabais, 112. — AN IV. Loi qui restreint leur distribution aux seuls militaires en service de guerre, 168 et 169.

VŒUX MONASTIQUES (Voy. RELIGIEUX).

VOIRIE. AN 1790. Adoption de divers articles sur cet objet, 209. (Voy. ROUTES).

VOITURES. AN II. 1793. Arrêté de la commune pour la confiscation de celles portant des armoiries, 270. — AN II. 1794. Décret pour la destruction de toutes celles de la cour, et entre autres de celle dite *du sacre*, 213. — AN VI. Motion d'ordre contre leur course trop rapide dans Paris, 325. — Réflexions de Mercier sur le même objet, 337.

VOITURES PUBLIQUES. AN 1790. Réflexions sur le privilège de celles de Versailles, 126. — AN III. Décret qui consacre la liberté de cette industrie, 28. — AN VI. Arrêté qui interdit à celles dites libres le transport des lettres et journaux, 97. — Autre sur le même objet, 348. (Voyez MESSAGERIES).

VOITURES SUSPENDUES, pour le transport des blessés. AN 1792. Décret qui assigne des fonds pour cet objet, 323.

VOLONTAIRES NATIONAUX. AN 1792. Décret ordonnant qu'il ne pourront être réformés à défaut de taille, 42. — Autre pour leur traitement, 47 et 50. — Autre ordonnant la formation de trente-un bataillons, 127. — Autre qui assimile leurs officiers à ceux des troupes de ligne, 130. — Organisation de ceux appelés à la fédération à Paris, 197. — Décret qui autorise à les recevoir à 16 ans, 207. — Adresse à ceux qui se rendent aux armées, 215. — Décret portant que les brevets de maîtrise leur seront remboursés, 270. — Adresse pour les engager à rester à leur poste, 290 et 294. — Formation d'une compagnie de volontaires en canonnières à cheval, 306. — Décret qui les invite, au nom de la patrie, à ne point quitter leurs drapeaux, 351. — AN I^{er} 1793. Projet et décret qui les assimile à la ligne, 40 et 46. — Décret sur le retour dans leurs foyers de ceux des départemens maritimes envoyés à Paris, 65. — Un bataillon de volontaires suit Dumourier à l'ennemi, 111. — AN II. 1793. Mise en réquisition à Paris des matelas des absens pour les coucher, 274. — AN II. 1794. Décret sur le remplacement de ceux absens par maladie, mission, etc., 213. — Rapport et décret qui assimile leurs remplaçans et leurs parens aux défenseurs de la patrie, en ce qui concerne les

secours décrétés pour ceux-ci, 236, 237 et 238. — AN V. Arrêté qui leur enjoint de se rendre à leurs drapeaux, 150.

VOLS. AN III. Décret qui ordonne la poursuite devant les tribunaux des agens de l'autorité prévenus de ce délit, 233.

VOLS ET BRIGANDAGES. AN V. Motion et observations sur leur répression, 78. — AN VI. Sont dénoncés par Jean Debry, 74. — Mesures prises contre les brigands organisés en compagnie, 77. — Messages sur les vols publics, et propositions pour leur répression, 85 et 86. — Rapport et projet sur ceux à main armée, 97. — Discussion y relative, 107 et 108. — Nouveau projet sur leur répression, 110. — Nouvelle demande du directeur d'une loi à cet égard, 111. — Discussion et adoption des articles additionnels du projet précédent, 113 et 114. — Leur approbation et texte du décret, 126. (V. ASSASSINATS et BRIGANDAGES).

Vols des Deniers publics, (Voyez RECEVEURS).

VOTE PAR TÊTE. AN 1789. Observations de Necker sur cette question, 1. — Rejet de ce vote par la noblesse et adoption de celui par ordre, comme principe constitutif de la monarchie, 4. (Voyez ASSEMBLÉE NATIONALE).

VOYAGES. AN 1791. Décret qui ordonne l'impression de ceux de Lapeyrouse, 114. — Notice de ceux en Espagne, 255. — AN I.^{er} 1793. Détails de celui d'Entrecasteaux autour du monde, 198. et AN III. 167 et 265. — AN II. 1794. Voyages en Amérique, par Billecoq, 275. — AN VI. Publication de ceux de Lapeyrouse, 200. (V. LAPEYROUSE, ENTRECASTEAUX, LITTÉRATURE).

VOYAGEURS. AN 1792. Décret qui fixe la responsabilité des fonctionnaires qui les arrêtent induement, 265. — AN II. 1794. Sont dénoncés par Payan à la commune comme se dérochant à la surveillance des autorités, 209. (V. PASSE-PORTS).

FIN de la Table des Matières.

ERRATA

De la Table des Matières.

ARTS (Commission des). De Louvre, *lisez*, du Louvre.

CULTES. AN VI. Après le numéro 149, *supprimez* AN VI.

DROIT DE GRACE. L'article de l'AN VII doit être *transporté* après ceux de l'AN VI.

JOURNÉES des 31 mai, 1.^{er} et 2 juin. AN III.

Transposez les articles sous les numéros 182 et 191.

MARINE. AN 1792. Numéro 219. Pour la mise en course, *lisez*, contre la mise en course.

MINISTRES. AN 1791. Après le numéro 365. *Ajoutez*, AN 1792.

POIDS ET MESURES. AN VI. Numéro 261. *Formation* de leur unité, *lisez*, Fixation.

X *Nota.* Il y a erreur de pagination ; après la page 236, viennent 257, 258, et ainsi de suite. L'omission des pages intermédiaires suppose une lacune qui n'existe pas.

ERRATA DU MONITEUR,

Pour servir aux Volumes qui en contiennent l'Analyse Chronologique.

N. B. Les fautes que nous allons indiquer appartiennent la plupart au MONITEUR ; et nous les avons rectifiées dans notre Table Alphabétique. Celles seulement précédées d'une (*) appartiennent à notre Analyse Chronologique.

* INTRODUCTION, page 2. Dissention dans les villes de Rennes, *lisez*, dans la ville, etc.

AN 1789. N.º 5. d'Entraigues, *lisez*, d'Antraigues.

N.º 11. Lusignan, *lisez*, Lusignem.

* N.º 18. Du 15 au 16 juillet, *lisez* n.º 19.

* N.º 25. Séance du 27 juillet. Lettres de Baran et de Castelnau, *lisez*, lettres du baron de Castelnau.

N.º 26. d'Orsay, *lisez*, Dorset.

N.º 27. Puisieux, *lisez*, Puyseye.

N.º 34. Dericher, *lisez*, Derichier.

N.º 42. Paulette, *lisez*, Maulette.

N.º 47. Dulneau, *lisez*, Deulnaud.

N.ºs 53 et 64. Dangevilliers, *lisez*, Lanjuinais.

N.º 58. Veins, *lisez*, Wimpfen.

N.º 59. Labourrière, *lisez*, la Rouzière.

N.º 62. Regnault, *lisez*, Deulnaud.

N.º 69. Meltereau, *lisez*, Mettereau.

N.º 70. Miomandre, Château-neuf, *lisez*, Miomandre-Châteauneuf. — Brunot, *lisez*, Brunout.

N.º 73. Castignac, *lisez*, Rastignac.

N.º 90. Lapoule dénonce l'exportation, *ajoutez* des blés.

* N.º 94. Primes pour l'exportation, *lisez*, pour l'importation.

Table alphabétique.

N.º 96. Siège de Binden, *lisez*, de Bender.

N.º 97. Transportez organisation du tribunal de police à la fin de l'article France.

N.º 101. D'autoriser aussi, *lisez*, de faire autoriser par.

N.º 105. Lesachet, *lisez* Chasset.

N.º 74. Glauzen, *lisez*, Gleizen. — Duc de Guines, *lisez*, duc de Luynes.

* N.º 75. Brillot Savarin, *lisez*, Brillat-Savarin.

* N.º 76. Pour la conspiration sur les subsistances, *lisez* par la conspiration, etc., — Réunion de toutes ces propositions, *lisez*, de plusieurs de ces propositions.

N.º 77. Latouche - Tréville, *lisez*, Latouche-Levassor.

N.º 109. Jumel, *lisez*, Fumel.

* N.º 111. La commune peut, *lisez*, la cour ne peut.

N.º 114. Reuillex, *lisez*, Laplanche-Ruillé.

* N.º 115. Lettre de la Roque-Dourdan, comte de la Luzerne, *lisez*, au comte de la Luzerne.

* N.º 121. Revers de Pologne, *effacez* de Pologne.

* N.º 126. Du maire du district, *lisez*, des commissaires du district.

N.º 128. Barance, *lisez*, Barauz.

AN 1790. N.º 21. L'abbé d'Egmont, *lisez*, l'abbé d'Eymar.

N.º 23. Pepin, *lisez*, Papin.

N.ºs 48 et 51. Fesson-Jobert, *lisez*, Fisson-Jaubert.

* N.º 59. Couverte, *lisez*, Convertie.

N.º 79. Prades, *lisez*, Pradt.

* N.º 94. Compagnie arriérée, *lisez*, compagnie armée.

N.º 106. Lamberg, *lisez*, Landenberg.

N.º 109. Oudet, *lisez*, Houdet.

N.º 116. Devaux, *lisez*, Bourdon, curé d'Evaux.

N.º 118. Serment du 4 janvier, *lisez*, du 4 février.

N.º 139. Malartre, *lisez*, Malartic. — Evrard, *lisez*, Hébrard.

N.º 148. Boislaider, *lisez*, Boislandry.

N.º 166. Godard, *lisez*, Goulard.

N.º 210. Guébert, *lisez*, Gualbert.

N.º 224. Chapon, *lis.*, Charon.

N.º 284. Préval, *lisez*, Prévôt.

N.º 305. Schwenot, *lisez*, Schwendt.

N.º 318. Moyan, *lisez*, Moyot.

* N.º 319. Du 15 octobre, *lis.*, du 15 novembre.

N.º 330. Oudart, *lisez*, Oudaille.

N.º 348. Lervan, *lisez*, Herwin.

N.º 351. Ducarre, *lisez*, Guillain-d'Escars.

N.º 354. Guirant, *lisez*, Guiramant.

N.º 362. Bottez, *lisez*, Bothin. — Thiriôt, *lisez* Thirial. — Brouillu, *lisez*, Brouillet. — Guillot, *lisez*, Guilloz. — Gassendes, *lisez*, Gassendi. — Guéret-Lacoste, *lisez*, Quêru-de-la Coste. — Burquenier, *lisez*, Burnequez.

N.º 363. Montralard, *lisez*, Montjallard.

AN 1791. n.º 1. Poterie, *lisez*, Laporterie. — Méatiers, *lisez*, Montié.

N.º 4. Rizot, *lisez*, Bigot. — Laissagnes, *lisez*, Leissegues. — D'warel, *lisez*, de Warel.

N.º 59. Tonel, *lisez*, Tollet. — Hévrard, *lisez*, Hébrard.

N.º 65. *Au supplément.* Delorio, *lisez*, Arnaud de Corio.

N.º 77. Minet, *lis.*, Minée.

N.º 79. Ebrard, *lis.*, Hébrad.

N.º 87. Grand-aing, *lis.*, Francin.

N.º 99. Pampelune, *lis.*, Pamplonne.

N.º 143. Dupont, *lis.*, Duport.

N.º 151. Bishopswerder, *lis.*, Bischoffwerder.

N.ºs 173 et 176. Robœuf, *lis.*, Romeuf.

N.º 176. Vercquet, *lis.*, Verguet. — Darbille, *lis.*, d'Harville.

N.ºs 188 et 195. Chrétien, *lis.*, Christin.

N.º 233. Louis-des-Roches, *lis.*, Jouyes-des-Roches.

N.º 281. Journai, *lis.*, Journet.

N.º 282. Maillet, *lis.*, Maignet.

N.º 287. Davaux, *lis.*, Daverhoul.

N.º 288. Bazin, *lis.*, Bazire.

N.º 290. Jérémie Bengdam, *lis.*, Jérémie Ben-tham.

N.º 293. Davaux, *lis.*, Dareau.

N.º 297. Lejaune, *lis.*, Lejosne. — Davigneau, *lis.*, Marie-d'Avigneau.

N.º 302. Davaux, *lis.*, Daverhoul.

* N.º 311. *au lieu de* 511.

N.º 314. Lemaire, *lis.*, Lemesre. — Vernay; *lis.*, Verneilh.

N.º 324. Duprat, *lis.*, Hua.

N.º 331. Johannot, *lis.*, Jouneau.

N.º 334. Montesson, *lis.*, Montezan.

* N.º 347. *Au lieu de* 547.

* N.º 353. *Au lieu de* 553.

AN 1792. n.º 3. Moriceau, *lis.*, Morisson.

N.ºs 3, 80, 95, 105, 108, 113, 118, 186; 190, 196 et 199. Gentil *lis.*, Genty.

N.º 16. Gareschat, *lis.*, Garesché.

N.º 27. Crépi, *lis.*, Creté.

N.º 37. Béranger, *lis.*, Boullanger.

N.º 49. Daubeterre, *lisez*, Crublier-Obterre.

N.º 57. Tronchet, *lisez*, Tronchon.

* N.º 69, *au lieu de* 39.

N.º 115. Durand, *lisez*, Duvant.

N.º 146. Murat, *lisez*, Merlet.

N.º 147. Hyon, *lisez*, Yon.

* N.º 165, *au lieu de* 265.

* N.º 170. Séance du 27 juin, *lisez*, du 17, etc.

* N.º 203. Exaniiner, *lisez*, examiner.

* N.º 214, *au lieu de* 114.

N.º 224. Chapron, *lisez*, Brunk.

* N.º 230. Lettre de Noailles de Poix, *lisez*, de Poix.

N.º 233. Debelair, *lisez*, Belair.

* N^o. 245, *au lieu de* 145.
 * N^o. 246. Rewbell, *lisez*, Reboul.
 N^o. 251. Guermen, *lisez*, Guermeur.
 N^o. 253. Exhumations, *lisez*, inhumations.
 * N^o. 293. Séance du 18 août, *lisez*, du 18 octobre. — Désertaint, *lisez*, désertaient.
 N^o. 294. Pariseau, *lisez*, Panis.
 N^o. 309. Derville, *lisez*, d'Harville.
 N^o. 313. Ancy-le-Franc, *lisez*, Haussy-Lefranc.
 N^{os} 334 et 365. Lefort, *lisez*, Faure.
 AN I^{er} 1793. N^o. 8. Hainaut, *lisez*, Esnault.
 N^o. 13. Backouet, *lisez*, Black-Wood.
 N^o. 34. Dettfert, *lisez*, Delcher.
 N^o. 36. Marivaux, *lisez*, Morivaux.
 N^o. 52. Flaute, *lisez*, Le major Laflotte.
Ibid et 60. Meynier, *lisez*, Maignet.
 N^o. 76. Langlier, Feuquières, *lisez*, Langlier de Feuquières.
 N^{os} 84, 108 et 120. Boulard, *lisez*, Bouland.
 N^o. 88. Wittenkaff, *lisez*, Wittenkoff.
 N^o. 100. Sauvan, *lisez*, Sauveur.
 N^o. 111. Figeac, *lisez*, Sijas.
 N^o. 135. Legrand, *lisez*, Ingrand.
 N^o. 137. Lasalle, *lisez*, Salles, de la Meurthe.
 — * Après l'article PARIS, mettez en titre :
 CONVENTION NATIONALE.
 N^o. 141. Bonchamp, *lisez*, Beauchamp.
 N^o. 148. Destournelles, *lisez*, Estournel.
 N^o. 167. Daumont, *lisez*, Daunou.
 N^o. 195. Gérard, *lisez*, Géraldi.
 N^o. 212. Beauharnais, *lisez*, Labourdonnaye.
 N^o. 218. Raffiot, *lisez* Lefiot.
 N^o. 230. Desboutys, *lisez*, Desbrulys.
 N^o. 234. Messier, *lisez*, Menessier.
 N^o. 241. Bernier, *lisez*, Berlier. — Treilhard, *lisez*, Trullard.
 N^o. 242. Michel, *lisez*, Rewbell.
 N^o. 248. Durosé, *lisez*, Derossel.
 N^o. 253. Morbat, *lisez*, Marbot.
 N^o. 255. Guyot, *lisez*, Giot. — Cabache-d'Étil-
 liès, *lisez*, Caboche-d'Étilly. — A l'avant der-
 nière ligne, *effacez* décrété.
 N^o. 258. Eykmeyer, *lisez*, Etkenmeyer. — Cla-
 macy, *lisez*, Thouars.
 N^o. 261. Auger, *lisez*, Laugier.
 N^o. 264. Gigon, *lisez*, Gigaux.

AN II. 1793. N^o. 268. Rainault, *lisez*, Es-
 nault.
 N^o. 269. Moël, *lisez*, Moenne.
 * N^o. 21. Sur le rapport de Saint-Just, qui
 déclare, *lisez*, sur le rapport de Saint-Just, décret
 qui déclare.
 N^{os} 24 et 26. Laroste, *lisez*, Lacrosse.
 N^o. 29. Lemel, *lisez*, Lemesle.
 N^o. 33. Lestendaire, *lisez*, Lestenduaire.
 N^o. 43. Haxe, *lisez*, Haxo.
 * N^o. 46. Pouvoirs illicites, *lisez*, illimités.
 * N^o. 47. Ajoutez à la fin : *Tribunal révolutionnaire*. Condamnation à mort de Ph. J. d'Or-
 léans et de Coustard, ci-devant député, mis hors
 la loi.
 * N^o. 48. Du 8 novembre, *au lieu* du 8 octobre.
 N^o. 53. Laussier, *lis*. Laugier. — Vassal, *lis*.
 Vassant.
 N^o. 57. Saint-Arnaud, *lis*. , Saint-Amand.
 * N^o. 65. Lettre du représentant Delcambe ,
lis. , Lettre du citoyen Delcambe au représentant
 Milhaud.
 N^o. 83. Lecard, *lis*. , Legard.
 N^o. 89. Guyot, *lis*. , Giot.
 * N^o. 95. Lettre de Fouché à Collot, *lis*. , lettre
 de Fouché et Collot.
 N^o. 96. Bodin, vicaire épiscopal, *lis*. , Baudin.
 N^o. 99. Port-Vendre et Collioure ont, *lis*. , sont.
 AN II. 1794. N^o. 108. Bô, d'Indre-et-Loire ,
lis. Bodin, d'Indre-et-Loire.
 N^o. 117. Bougon, *lis*. , Bagon.
 N^o. 122. Barras, *lis*. , Bordas.
 N^o. 123. Masse révolutionnaire, *lis*. , massue ré-
 volutionnaire.
 N^o. 157. Chalier, *lis*. , Charlier.
 N^{os} 158 et 168. Monnet, *lis*. , Monnel.
 N^o. 162. Monthion, *lis*. , Maussion.
 N^o. 171, *au lieu de* n^o. 11.
 N^o. 173. Nestor, *lis*. , Jean-Nestor Chancel.
 N^o. 176. Mathieu, *lis*. , Massieu.
 N^o. 182. Bracardi, *lis*. , Boccardi.
 N^o. 216. Villars, *lis*. , Villers.
 N^o. 231. Poutet, *lis*. , Poulet.
 N^o. 233. Joignet, *lis*. , Foignet. — Mégret de
 Sillery, *lis*. , Mégret de Sérilly.
 N^o. 237, *au lieu de* 337.

N.° 265. A la Rochefoucauld, *lis.*, A. Laroche-foucauld.

N.° 267. Femme Grimoire, *lis.*, Femme Griois-Ménard. — Viart. — Marsan, *lis.*, Achille Viart, Th. Marsant, etc.

N.° 339. D'Ortès, *lis.* Darthé.

AN III. N.° 24. Egouin, *lis.*, Aigoïn.

N.° 93. Lukosni, *lis.*, Lumoski.

N.° 100. Bolognel, *lis.*, Bolognies.

N.° 103. Demaillan, *lis.*, Demaillot.

N.° 120. Bô fait décréter, etc, *lis.*, Bodin fait décréter.

N.° 141. Evrard, *lis.*, Hebrard.

N.° 164. Romme, *lis.*, Pomme.

N.° 174. Piquet, *lis.*, Picqué.

N.° 195. Giraud de l'Aube, *lis.*, Girard de l'Aude.

N.° 206. Du Dresnay, *cru* Dufresney. — Car-meville, *lis.*, Carneville.

N.° 216, *au lieu* de 206.

N.° 248. Saint-Giez, *lis.*, Saint-Geniez.

N.° 255. Duhamel, *lis.*, Ramel. — Grenot, *lis.*, Guezno.

N.° 289. Wilham, *lis.*, Wickam.

N.° 294 et 304. Majet, *lis.*, Madgget.

N.° 303. Traité de paix conclu avec l'empereur, *lis.*, traité d'alliance.

* N.° 306. Théâtre - Français, *lis.*, théâtre Feydeau.

N.° 319. Armées des Pyrénées - Occidentales, *lis.*, Orientales.

N.° 323. Cutel, *lis.*, Catel.

* N.° 332. Juillet 1792, *lis.*, juillet 1762.

* N.° 362. Réduces, *lis.*, Réduites.

AN IV. N.° 32. Pathon, *lis.*, Pactod.

N.° 57. Goisiat, *lis.*, Colliat.

N.° 86. Giraud de l'Aube, *lis.*, Girard de l'Aude.

N.° 93. Bladvielle, *lis.*, Blaviel.

N.° 104. Crone, *lis.*, Croze.

N.° 121. Sainte-Anne, général, *lis.*, Saint-Ange.

N.° 124 et 143. Fabre de l'Hérault, *lis.*, Fabre de l'Aude.

N.° 136. Veri - Corsini, *lis.*, Neri-Corsini.

N.° 137 et 240. Richoux, *lis.*, Richaud.

N.° 209. Fayel, *lis.*, Faye.

N.° 241. Berraut, *lis.*, Beyrand.

* N.° 268. Renvois aux N.°s 364 et 365, *lis.*, 264 et 265.

N.° 314. Meuron, *lis.*, Muiron.

N.° 327. Mireur, *lis.*, Muireur.

N.° 339. Garrau, *lis.*, Garran-Coulon.

* N.° 341. Le rejet de Camus, *lis.*, le projet.

N.° 361. Desaix, *lis.*, Dessain.

AN V. N.° 22. Mayeur, *lis.*, Mayeuvre.

N.° 53. Casatta, *lis.*, Casalta.

N.° 55. Preingle, *lis.*, Pringle.

N.° 73. Balbot, *lis.*, Balbo.

N.° 92. Neutralisation, *lis.*, Neutralité.

N.° 96. Richard, *lis.*, Richaud.

N.° 133. Cinq jurés de la haute-cour, *lis.*, cinq juges.

N.° 136. Arbres à pin, *lis.*, arbres à pain.

N.° 182. Il l'a fait voter, *lis.*, on l'a fait voter.

N.° 203. Monroy, *lis.*, Moroy.

N.° 216. Piquet, *lisez*, Picqué.

N.° 221. Massimo, *lisez*, Massimi.

N.° 223. Sole, *lisez*, Dessolles.

N.° 226. Drouin Breton, *lisez*, Drouin, Breton: — Dépenses de l'an 4, *lisez*, dépenses de l'an 5.

N.° 245. Lafuturé, *lisez*, Lafauterie.

* N.° 301. Séance du 22 floréal, *lisez*, suite de la séance du 24 messidor. — Des injures et des ouvrages, *lisez*, et des outrages.

N.°s 319 et 323. Gigot de Grisenoy, *lisez*, Gigault-Cresenoy.

N.° 320. Johannot, *lisez*, Johannet.

N.° 347. Molin, *lisez*, Monnin.

AN VI. N.° 37. Merveldt, *lisez*, Merfeldt.

N.° 79. Teltner, *lisez*, Zeltner.

N.° 97. Pinon, *lisez*, Pino.

* N.° 99. Deux centimètres, *lisez*, deux cen-times. — Négocians de Pau, *lisez*, négocians de Paris.

N.° 104. Perrel, *lisez*, Poirel.

N.° 128. Ministre directorial, *lisez*, ministre impérial.

N.° 130. Dupuy, *lisez*, Dupoy. — Montet, *lisez*; Monteil.

N.° 139. Mingo Perke, *lisez*, Mungo Parke.

N.° 144. Legot, *lisez*, Lagau.

N.° 165. Monnier, *lisez*, Monnin.

N.° 170. Duguay, *lisez*, Duguet.

* N.º 182. La défense de l'Angleterre, *lisez*, la descente en Angleterre.

N.º 193. Delft, *lisez*, Delft.

N.º 207. Lamberté, *lisez*, Lamberti.

N.º 212, au lieu de n.º 112.

N.º 216. Lefevre, *lisez*, Depère.

N.º 224. Marescaldi, *lisez*, Marescalchi.

— Gresno, *lisez*, Guezno. — De notifier de leurs passe-ports, *lisez*, de justifier de leurs passe-ports.

N.º 226. Camden, *lisez*, Cambden.

N.º 246. Heudelire, *lisez*, Hendeline.

N.º 255. Montzérat, *lisez*, Montférat.

* N.º 257. L'envoi dans le Sud, *lisez*, dans le Sund.

N.º 259. Bartel, *lisez*, Burnel.

N.º 265. Duport, *lisez*, Dupont.

N.º 275. Rigal, *lisez*, Riga.

N.º 287. Dupont du Montblanc, *lisez*, Duport.

— Delorme, *lisez*, Demoor.

* N.º 306. Exigibles sur la république, *lisez*, par la république.

N.º 311. Calville, *lisez*, Malleville.

N.º 313. Borghèse, *lisez*, Borgeri.

N.º 364. Bédél, *lisez*, Bédée.

* N.º 365. Il est terminé, *lisez*, elle est terminée.

AN VII. N.º 11. Bagant, *lisez*, Brégentz.

N.º 26. Boiston, *lisez*, Boisrond.

N.º 52. Graffe, *lisez*, Grappe.

N.º 125. Debar, *lisez*, Debatz.

N.º 135. Campanière, *lisez*, Campanienne.

N.º 169. Girard, *lisez*, Giral.

N.º 179. Laudier, *lisez*, Laugier.

N.º 190. Poirét, *lisez*, Poircl.

N.º 200. Dumont, *lisez*, Dupont.

* N.º 214. Jérôme Bentham, *lisez*, Jérémie Bentham.

N.º 215. Jourde, ex-conventionnel, *lis.*, Jourde, ex-législateur.

N.º 222. Mensord, *lis.*, Mansord.

N.º 249. Chancet, *lis.*, Chauchet.

N.ºs 253 et 328. Chameau, *lis.*, Chamoux.

N.º 290. Hérard, *lis.*, Héard.

N.º 299. Kresche, *lis.*, Treische.

N.º 304. Isambert, *lis.*, Ysambart.

N.º 328. Lebas, *lis.*, Lebois.

N.º 350. Varin, *lis.*, Garin.

* N.º 361. Roux-Fasillac, employé aux ministère de la guerre, *lis.*, au ministère de l'intérieur.



